La Gazette du palais

(Imprimé)

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

La Gazette du palais (Imprimé). 1886.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

LA

GAZETTE DU PALAIS

ANNEE 1900. — 2e SEMESTRE

LA

GAZETTE DU PALAIS

JURISPRUDENCE ET LÉGISLATION

SUPPLÉMENT AU JOURNAL JUDICIAIRE QUOTIDIEN

Contenant la Jurisprudence publiée dans le mois par le Journal.

PRINCIPAUX COLLABORATEURS, MM.

ADAM
Président à la Cour d'appel de Rennes.

BEAUCHET
Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.

J. BELAT
Conseiller à la Cour d'appel de Paris.

BÉRENGER
Ancien Ministre, Sénateur, Avocat à la Cour d'appel de Paris.

BONJEAN
Juge au Tribunal civil de la Seine.

BONNET
Professeur à la Faculté de Droit de Poitiers.

DROZ
Avocat à la Cour d'appel de Paris.

DUCROCQ
Professeur à la Faculté de Droit de Paris,
Correspondant de l'Institut.

FEUILLOLEY
Avocat général près la Cour de Cassation.

A. GILBERT
Président de Chambre à la Cour d'appel de Dijon.

O. LAMARRE
Licencié en Droit, Notaire à Niort.

LE COURTOIS
Doyen de la Faculté de Droit de Poitiers.

LÉVEILLÉ
Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

LÉVRIER
Conseiller à la Cour d'appel de Paris.

MANAU
Procureur général à la Cour de Cassation.

MARIGNAN
Conseiller à la Cour de Cassation.

MAY
Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.

E. PICARD
Avocat à la Cour de Cassation de Belgique.

VANIER
Conseiller à la Cour d'appel de Paris.

Albert WAHL
Professeur à la Faculté de Droit de Lille.

WORMS
Professeur à la Faculté de Droit de Rennes,
Correspondant de l'Institut.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

3, boulevard du Palais, 3

PARIS

—

1900

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS

Art.....	Article.
Aud.....	Auditeur au Conseil d'Etat.
Av.....	Avocat.
Av. gén.....	Avocat général.
Bull. ann.....	Bulletin annoté des chemins de fer.
Bull. crim.....	Bulletin criminel.
C.....	Contre.
C. ann.....	Code annoté.
Cass.....	Cour de cassation.
C. civ.....	Code civil.
C. com.....	Code de commerce.
C. forest.....	Code forestier.
C. pén.....	Code pénal.
C. inst. crim.....	Code d'instruction criminelle.
C. pr. civ.....	Code de procédure civile.
Cep.....	Cependant.
Ch. civ.....	Chambre civile.
Ch. crim.....	Chambre criminelle.
Ch. des Req.....	Chambre des requêtes.
Ch. réun.....	Chambres réunies.
Circ	Circulaire.
Comm. du gouv.....	Commissaire du gouvernement.
Concl. conf.....	Conclusions conformes.
Concl. contr.....	Conclusions contraires.
Cons. d'Et.....	Conseil d'État.
Cons. préf.....	Conseil de préfecture.
Comp.....	Comparez.
Conf.....	Décision conforme.
D.....	Recueil périodique de Dalloz.
Dalloz.....	Répertoire alphabétique de Dalloz.
Dict	Dictionnaire.
Eod. loc.....	Eodem loco.
F. f.....	Faisant fonction.
Garnier, R. G.....	Répertoire général de Garnier.
Garnier, R. P.....	Répertoire périodique de Garnier.
Gaz. Pal.....	Gazette du Palais.
Gaz. Trib.....	Gazette des Tribunaux.
Inst. crim.....	Instruction criminelle.
J. du P.....	Journal du Palais.
Journ. des Av.....	Journal des Avoués.
Leb.....	Recueil de Lebon.
Loc. cit.....	Loco citato.
M. des req.....	Maître des requêtes.
Min. pub.....	Ministère public.
N°.....	Numéro.
Obs. conf.....	Observations conformes.
Op. cit.....	Opere citato.
P. chr.....	Palais chronologique.
Proc.....	Procureur.
Proc. gén.....	Procureur général.
Rapp	Rapporteur.
Rép.....	Répertoire.
S	Recueil périodique de Sirey.
S. chr.....	Sirey chronologique.
Sect.....	Section.
Subst.....	Substitut.
Supp.....	Supplément,
T.....	Tome.
T. Q.....	Table quinquennale.
Trib. civ.....	Tribunal civil.
Trib. com.....	Tribunal de commerce.
Trib. confl.....	Tribunal des conflits.
Trib. corr.....	Tribunal correctionnel.
Trib. paix.....	Tribunal de paix.
Trib. simp. pol.....	Tribunal de simple police.
V.....	Voir.
V°	Verbo.
V^{is}.....	Verbis.

N. B. — Dans les citations des recueils de Jurisprudence, le 1er chiffre indique l'année ; le 2^{e}, la partie du volume ; la 3^{e}, la page, excepté pour la *Gazette du Palais* où :

Gaz. Pal. 95.1.287, signifie : *Gazette du Palais*, année 1895, 1er volume, page 287.

Gaz. Pal. 95.1. supp. 12, signifie : *Gazette du Palais*, année 1895, 1er volume, supplément, page 22.

LA

GAZETTE DU PALAIS

2e SEMESTRE 1900

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

16 mai 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.

DEGRÉ DE JURIDICTION. — RENONCIATION. — APPEL. — MAITRE. — DOMESTIQUE. — GAGES. — AVANCES. — COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX. — TRIBUNAL CIVIL. — INCOMPÉTENCE ABSOLUE. — EXCÈS DE POUVOIR.

S'il est loisible aux parties de déférer à une juridiction régulièrement saisie par voie d'appel le jugement de questions sur lesquelles le juge de première instance n'a pas statué, il ne saurait dépendre d'elles de supprimer absolument le premier degré de juridiction institué par la loi, et de saisir directement de l'action un tribunal, qui ne doit en connaître qu'à la suite d'un appel.

Les juges du second degré, en ce cas, sont tenus, en vertu de l'art. 170 C. pr. civ., et nonobstant l'accord des parties, de se déclarer incompétents, et de renvoyer la cause devant la juridiction qui doit en connaître.

Spécialement, le tribunal civil, devant lequel est directement portée l'action d'un domestique en paiement d'un solde de gages et avances par lui réclamé à son maître, ne peut statuer comme juge d'appel sur ladite action, laquelle, aux termes de l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838, est, au premier degré de juridiction, de la compétence du juge de paix.

Et, s'il y a statué néanmoins, son jugement, même qualifié en dernier ressort, n'en est pas moins susceptible d'appel devant la cour, à qui il appartient de reconnaître l'excès de pouvoir commis par ledit jugement, et d'en prononcer, en conséquence, l'annulation.

Veuve Dehédin c. comte des Préaux.

La veuve Dehédin est restée au service du comte des Préaux durant cinq années. Elle fut congédiée au mois de juillet 1896, et, comme elle refusait de quitter le château de Bapaume, où elle avait été employée par M. des Préaux comme femme de charge et gardienne, il fallut la faire déguerpir de force. La dame Dehédin intenta alors un procès à son ancien maître et lui réclama la somme de 1,752 francs, qu'elle prétendait lui être due pour solde de gages et pour avances par elle faites pour frais de nourriture et fournitures pour le compte de la maison. Elle assigna le comte des Préaux directement devant le Tribunal civil de Cherbourg, qui, par jugement du 6 juillet 1897, ordonna la comparution personnelle des parties fixée au 20 du même mois. A

cette date, M. des Préaux, qui n'avait pas décliné la compétence du tribunal civil, se présenta devant lui, mais la veuve Dehédin ne comparut pas, et par jugement du même jour, elle fut déboutée de sa demande. La dame Dehédin interjeta appel du jugement devant la Cour de Caen, qui, sur la fin de non-recevoir soulevée par M. des Préaux et tirée de ce que le jugement entrepris était en dernier ressort, déclara l'appel non recevable.

Cet arrêt était ainsi conçu :

« Considérant que la veuve Dehédin demande que le comte des Préaux soit condamné à lui payer une somme de 1,752 fr. 55 pour les gages et les avances qu'elle prétend avoir faites à son ancien maître; que cette demande était de la compétence du juge de paix en premier ressort, aux termes de l'art. 5 § 3 de la loi du 25 mai 1838, les avances, qui y sont comprises, se rapportant au service de la veuve Dehédin comme domestique;

« Considérant que la veuve Dehédin ayant saisi directement le Tribunal civil de Cherbourg de sa demande, et le comte des Préaux ayant accepté le débat devant cette juridiction, il y a lieu de décider que les parties ont renoncé au premier degré de juridiction, et que le Tribunal civil de Cherbourg a jugé la contestation en dernier ressort, comme il l'aurait fait s'il avait été saisi, en qualité de juge d'appel, d'un jugement de justice de paix; qu'il suit de là que l'appel interjeté par la veuve Dehédin n'est pas recevable;

« Par ces motifs,

« Rejette comme irrecevable l'appel interjeté par la veuve Dehédin, etc. »

La veuve Dehédin s'est pourvue en cassation et a formulé, à l'appui de son pourvoi, le moyen suivant :

« Violation des art. 7, 170 et 454 C. pr. civ., et de l'art. 5 § 3 de la loi du 25 mai 1838, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré non recevable l'appel d'un jugement du tribunal de première instance, par ce motif que ce tribunal, saisi d'une instance de la compétence du juge de paix, aurait prononcé comme juge d'appel en premier et dernier ressort, en vertu d'une prorogation tacite de juridiction. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu les art. 170 C. civ. et 5 § 3 de la loi du 25 mai 1838;

Attendu, en droit, qu'aux termes de la disposition précitée, les juges de paix connaissent, sans appel, jusqu'à la valeur de 100 francs, et, à charge d'appel, quel que soit le chiffre de la demande, des contestations relatives aux engagements respectifs des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages;

Attendu que, s'il est loisible aux parties de déférer à une juridiction régulièrement saisie par voie d'appel le jugement des questions sur lesquelles le juge de première instance n'a pas statué, il ne saurait dépendre d'elles de supprimer absolument le premier degré de juridiction institué par la loi et de saisir directement de l'action un tribunal qui ne doit en connaître qu'à la suite d'un appel; que, dans ce cas, les juges du second degré sont tenus, en vertu de l'art. 170 C. pr. civ. et nonobstant l'accord des parties, de se déclarer incompétents et de renvoyer la cause devant la juridiction qui doit en connaître;

Attendu, en fait, que la veuve Dehédin a actionné directement des Préaux devant le Tribunal civil de Cherbourg en paiement du solde de ses gages et des avances faites par elle à son maître; que, conformément aux prescriptions de l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838, la demande aurait dû être portée devant le juge de paix, mais que des Préaux n'ayant pas décliné la compétence du tribunal civil, celui-ci retint la cause et, par jugement du 20 juillet 1897, débouta la demanderesse; que la dame Dehédin ayant interjeté appel de cette décision, la Cour de Caen déclara son appel non recevable, en se fondant sur ce que, l'action ayant été déférée *de plano* au tribunal du second degré sans que le défendeur ait décliné sa compétence, « les parties avaient renoncé au 1er degré de juridiction et le tribunal civil avait jugé la contestation en dernier ressort, comme il l'aurait fait, s'il avait été saisi en qualité de juge d'appel d'un jugement de justice de paix »;

Mais, attendu que le Tribunal civil de Cherbourg ne pouvait, sans sortir des limites de sa compétence, statuer directement sur ce litige; que, d'autre part, aux termes de l'art. 454 C. pr. civ., son jugement, fût-il qualifié en dernier ressort, n'était pas moins susceptible d'appel devant la Cour de Caen, à qui il appartenait de reconnaître l'excès de pouvoir commis par cette sentence; d'où il suit qu'en ne l'ayant pas fait et en déclarant non recevable l'appel émis par la veuve Dehédin, l'arrêt attaqué à violé les dispositions légales ci-dessus visées;

Casse l'arrêt de la Cour de Caen du 8 février 1898.

MM. MAILLET rapp.; DESJARDINS av. gén. — Mes LE MAROIS et CHAUDÉ av.

Note. — Les mêmes principes avaient déjà été formulés en termes à peu près identiques par la chambre civile de la Cour de cassation dans un arrêt du 12 mars 1889 (Gaz. Pal. 89.1.563). — *Adde* dans le même sens : Cass. 5 novembre 1889 (Gaz. Pal. 89.2.567). V. d'ailleurs la note sous le premier de ces arrêts (*loc. cit.*).

COUR D'APPEL DE ROUEN (AUD. SOLENNELLE)

17 mai 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

AVOCATS. — CONSEIL DE DISCIPLINE. — NOMINATION. — PRÉROGATIVE. — DROIT DE L'EXERCER AU COURS DE L'ANNÉE JUDICIAIRE.

Le droit qui appartient au collège des avocats se composant d'un minimum de six membres inscrits au tableau de procéder à l'élection de son conseil de discipline constitue une prérogative, en ce sens que le conseil de l'ordre composé d'avocats est, pour tout ce qui concerne la discipline d'inscription au tableau, la juridiction de droit commun du barreau, tandis que les tribunaux, auxquels les pouvoirs ne sont dévolus qu'en cas de nécessité et lorsque le nombre des avocats est inférieur à six, forment une juridiction exceptionnelle; par suite, dès que le barreau est en nombre suffisant pour élire son conseil, il peut y procéder, et, par le fait de cette élection, les fonctions disciplinaires des tribunaux prennent fin.

Et le collège des avocats est en droit d'exercer ladite prérogative même au cours de l'année judiciaire, encore bien que le pouvoir disciplinaire fût exercé au début de l'année par le tribunal, lorsque, par suite de nouvelles inscriptions, il vient à réunir le nombre de membres suffisants.

Min. pub. c. Ordre des avocats de Bernay.

Au début de l'année judiciaire 1899-1900, le pouvoir disciplinaire était exercé à Bernay par le tribunal civil, le collège des avocats ne comprenant que cinq membres. Par suite d'une nouvelle inscription au cours de l'année, le collège, s'étant trouvé en nombre suffisant, nomma son conseil de discipline qui entra immédiatement en fonctions.

M. le procureur général près la Cour de Rouen a frappé d'appel la première décision de ce conseil, prétendant que le pouvoir disciplinaire continuait à appartenir au tribunal jusqu'à la fin de l'année judiciaire. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 10 de l'ordonnance du 20 novembre 1822, 2 de l'ordonnance du 27 août 1830, et 1er du décret du 23 mars 1852, qu'il appartient au collège des avocats se composant d'un minimum de six membres inscrits au tableau, de procéder à l'élection de son conseil de discipline ;

Attendu que ce droit, conforme à la tradition que l'ordonnance de 1830 a si formellement entendu restituer au barreau, doit pouvoir s'exercer en tout temps à moins qu'il n'eût été limité par une disposition expresse de la loi ; qu'il constitue, en effet, une prérogative, en ce sens que le conseil de l'ordre composé d'avocats est, pour tout ce qui concerne la discipline d'inscription au tableau, la juridiction de droit commun du barreau, tandis que les tribunaux, auxquels les pouvoirs ne sont dévolus qu'en cas de nécessité et lorsque le nombre des avocats est inférieur à six, forment une juridiction exceptionnelle ;

Attendu qu'il n'existe dans la législation actuellement en vigueur aucune disposition restrictive de cette prérogative ; qu'on ne peut la faire résulter ni de l'ordonnance du 14 décembre 1810, qui a été abrogée dans toutes ses dispositions par l'art. 45 de l'ordonnance de 1822, ni même de l'art. 6 de cette dernière ordonnance, aux termes duquel les tableaux doivent être réimprimés au commencement de l'année judiciaire et déposés au greffe ; qu'on ne saurait inférer de ce texte, qui ne répond en définitive qu'à une mesure d'opportunité, que ces tableaux sont incommutables durant tout le cours de l'année judiciaire et encore moins qu'ils ont pour effet d'attribuer aux pouvoirs disciplinaires des tribunaux un caractère d'actualité, d'autant mieux que l'art. 10 de l'ordonnance de 1822 ne dit rien de semblable, alors que l'article suivant dispose expressément que la nomination du bâtonnier, faite par le tribunal, tient état durant tout le cours de l'année judiciaire ;

Attendu que, d'ailleurs, les ordonnances et règlement n'ont pas déterminé d'une manière précise l'époque de la réunion des avocats pour procéder à l'élection du conseil de discipline, et que, dans le silence de la loi, il faut admettre, d'une part, que dès que le barreau est en nombre suffisant pour élire son conseil il peut y procéder, et, d'autre part, que, par le fait de cette élection, les fonctions disciplinaires des tribunaux doivent prendre fin avec la cessation de la cause qui les avait fait naître ; qu'il est si vrai que l'état de choses existant en pareille matière au début de l'année n'est pas invariable, que les tableaux d'avocats sont forcément modifiés si, dans le courant de l'année, de nouvelles admissions sont prononcées, et que les pouvoirs disciplinaires exercés par les avocats se trouvent eux-mêmes modifiés et dévolus de plein droit aux tribunaux, si, en cours de judicature, le conseil de discipline composé d'avocats vient à être réduit à un nombre insuffisant pour se constituer ;

Attendu que la formation des tableaux n'est pas, comme le roulement et l'exercice du droit de plaidoirie des avoués, soumis par une disposition expresse à l'homologation de la chancellerie ; qu'il n'y a donc aucune analogie à un des principes consacrés par l'arrêt de cassation du 9 juin 1884 ;

Attendu que la solution de la chancellerie du 20 avril 1881, malgré la haute autorité qui s'attache à ce document, ne fait connaître aucun motif à

l'appui de sa décision ; qu'il en est de même de l'arrêt de la Cour de Toulouse du 19 février 1898, qui se fonde exclusivement sur les textes visés dans la requête du procureur général et sur les décisions de la chancellerie ;

Attendu que, s'il est regrettable au point de vue de l'administration de la justice, que des mesures diverses puissent ainsi se succéder les unes aux autres au cours de l'année judiciaire, l'assemblée générale de la cour, statuant en matière contentieuse, est dans l'impuissance d'y remédier;

Et attendu, en fait, que le collège des avocats de Bernay se trouvait régulièrement composé de six membres inscrits au tableau à la date du 27 mars 1900, lors des élections qui ont amené pour la première fois la constitution d'un conseil de l'ordre dans le barreau de Bernay; que l'élection de ce conseil de l'ordre a été faite conformément à la loi et qu'il y a lieu de la valider;

Par ces motifs,

Met l'appellation au néant; déclare régulière et valable l'élection à laquelle il a été procédé par le collège des avocats de Bernay, suivant procès-verbal en date du 27 mars 1900; dit, en conséquence, que le procès-verbal sortira son plein et entier effet.

M. Rack proc. gén. — Me de la Ferrière av.

Note. — La Cour d'appel d'Amiens s'est prononcée récemment dans le même sens sur cette question : V. Amiens 10 mars 1898 (Gaz. Pal. 98.1.721). Nous avons approuvé dans notre note sous cet arrêt la solution consacrée par l'arrêt recueilli, en vertu de laquelle la compétence du tribunal étant toute exceptionnelle, devait cesser dès qu'à raison de l'inscription des membres nouveaux il devenait possible au barreau de procéder à des élections.

COUR D'APPEL DE LYON (1re Ch.)

11 avril 1900.

Présidence de M. Tallon.

1° HYPOTHÈQUE. — HYPOTHÈQUE SPÉCIALE. — EXCEPTION DE DISCUSSION.

2° VENTE (EN GÉNÉRAL). — GARANTIE. — CONNAISSANCE DES CHARGES. — GARANTIE EXPRESSE.

1° L'exception de discussion ne pouvant, aux termes de l'art. 2171 C. civ., être opposée au créancier privilégié ou ayant hypothèque spéciale, le tiers détenteur d'un immeuble n'est donc pas fondé à opposer cette exception aux créanciers de ses vendeurs possédant une hypothèque nominale et spéciale sur ledit immeuble.

2° Si, en l'absence de stipulation sur la garantie, le vendeur est à l'abri de l'action en garantie, par cela seul que l'acquéreur avait une connaissance personnelle des charges et des causes d'éviction, il n'en est pas de même lorsque la garantie a été expressément stipulée par le contrat.

..... Spécialement lorsque les vendeurs se sont expressément obligés à garantir leur acheteur de tous troubles et évictions.

Paret c. Klingue et Denoyel.

Le Tribunal civil de Lyon avait rendu, le 13 novembre 1897, le jugement suivant :

« Attendu que, suivant acte obligatoire reçu Me Rey, notaire à Sain-Bel, le 24 juillet 1881, les mariés Klingue se sont reconnus débiteurs des consorts Denoyel d'une somme de 3,000 francs et ont affecté hypothécairement à la sûreté de leur dette plusieurs immeubles, au nombre desquels un fonds de terre sis à Saint-Germain-sur-l'Arbresle; et que, par acte reçu Me Passeron, notaire à l'Arbresle, le 29 novembre 1895, lesdits mariés Klingue ont vendu au sieur Paret ce même fonds de terre au prix de 3,000 francs et qu'il est dit dans l'acte que « l'acquéreur a payé cette somme « à l'instant en bonnes espèces de cours réelle- « ment comptées et délivrées aux vendeurs qui le « reconnaissent, et lui en passent solidairement « quittance ; »

« Attendu qu'à la date du 29 mars 1897, les consorts Denoyel ont fait commandement au sieur Paret, tiers détenteur de l'un des immeubles sur lesquels porte leur hypothèque, de payer ou délaisser, et que celui-ci a formé opposition à ce commandement par exploit de l'huissier Goyard du 21 avril suivant et appelé en garantie les mariés Klingue;

« Attendu que le sieur Paret demande, en premier lieu, que les consorts Denoyel soient tenus, préalablement et avant de suivre sur leur commandement, de discuter leurs débiteurs dans les biens qu'ils possèdent dans la commune de l'Arbresle;

« Mais, attendu que le fonds de terre vendu au sieur Paret par les mariés Klingue a été nominalement et spécialement hypothéqué aux consorts Denoyel, ainsi que le constate l'inscription prise au bureau des hypothèques de Lyon le 29 juillet 1881, et renouvelée dans les délais; et qu'aux termes de l'art. 2171 C. civ. l'exception de discussion ne peut être opposée au créancier privilégié ou ayant hypothèque spéciale sur l'immeuble; que, dès lors, la demande du sieur Paret n'est pas fondée;

« Attendu que celui-ci demande, en second lieu, que, en cas d'éviction, les mariés Klingue soient tenus de lui payer : 1° le montant de son prix d'acquisition, avec intérêts, frais et loyaux coûts

du contrat ; 2° la somme de 3,500 francs tant pour améliorations et plantations faites par lui sur le fonds dont s'agit que pour réparation du préjudice qu'il est appelé à subir ;

« Attendu que la somme de 3,000 francs, montant du prix d'acquisition, a été déposée entre les mains du notaire Passeron, qui l'a dissipée, et qu'il est incontestable que ce dépôt a été effectué par les mariés Klingue ; que la preuve de ce fait résulte des mentions ci-dessus rappelées de l'acte de vente, d'après lesquelles le sieur Paret a réellement versé son prix à ses vendeurs qui lui en ont donné quittance ; qu'il suit de là que le sieur Paret s'est légalement et entièrement dessaisi de ce prix et que ce prix a péri pour le compte des mariés Klingue, dont Passeron était le mandataire ;

« Attendu que les mariés Klingue ne sauraient se soustraire à la garantie réclamée par le sieur Paret ; qu'en effet, si, en l'absence de stipulation sur la garantie, le vendeur est à l'abri de l'action en garantie par cela seul que l'acquéreur avait une connaissance personnelle des charges ou des causes d'éviction, il n'en est point de même lorsque la garantie a été expressément stipulée dans le contrat, et que, dans l'espèce, les mariés Klingue se sont expressément obligés à garantir leur acheteur Paret de tous troubles et évictions ;

« Attendu, dès lors, que ce dernier est bien fondé à demander contre ses vendeurs la restitution de son prix d'acquisition, avec intérêts et frais et des dommages-intérêts représentant tant les dépenses d'amélioration qu'il a faites que le préjudice résultant de l'éviction ;

« Attendu que le tribunal a les éléments nécessaires pour fixer le chiffre de ces dommages-intérêts ;

« Par ces motis,

« Déclare le sieur Paret mal fondé dans son opposition au commandement du 29 mars 1897, l'en déboute, et dit que les poursuites commencées suivront leur cours ;

« Dit que la somme de 3,000 francs, montant du prix d'acquisition porté au contrat du 29 novembre 1895, versée par Paret aux mariés Klingue et déposée par ceux-ci aux mains de Passeron, a péri pour le compte desdits mariés Klingue ; que ces derniers sont tenus de garantir le sieur Paret de l'éviction que les consorts Denoyel poursuivent contre lui ; en conséquence et pour le cas où ladite éviction aurait effectivement lieu, condamne les mariés Klingue conjointement et solidairement : 1° à rembourser au sieur Paret la somme de 3,000 francs, montant de son prix d'acquisition, avec intérêts au taux légal à partir du 29 novembre 1895, ensemble les frais et loyaux coûts du contrat de vente ; 2° à lui payer, en outre, la somme de 1,500 fr. à titre de dommages-intérêts ;

« Les condamne de plus en tous les dépens de la présente instance. »

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges ;
Confirme.

Me BOULUD av.

Note. — I. — Sur le premier point : L'arrêt fait application pure et simple de la loi.

II. — Sur le second point : Il a été déjà jugé dans le même sens que le vendeur d'un immeuble qui s'est obligé, par une clause de l'acte de vente, à garantir contre toutes espèces de troubles l'acquéreur, à qui il a en même temps déclaré qu'il n'existait sur le fonds vendu aucune servitude, peut être considéré comme s'étant soumis ainsi à la garantie des servitudes, *même apparentes*, vis-à-vis dudit acquéreur. Cass. 30 octobre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.628).

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-SEVER

6 avril 1900.

Présidence de M. Monlezun.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898, ART. 20. — MORT. — EMPLOYÉ DU CHEMIN DE FER. — FAUTE INEXCUSABLE.

Une faute doit être réputée inexcusable lorsque, pour l'atténuer, on ne peut invoquer aucune excuse, lorsque cette faute, du genre des fautes lourdes, implique chez son auteur une imprudence grave, une imprévoyance blâmable, une incurie coupable, qu'un homme soucieux de son devoir et de la vie de ses semblables doit soigneusement éviter.

Dussin c. Compagnie du Midi.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il est constant et d'ailleurs reconnu par les deux parties : que, dans la matinée du 27 septembre 1890, vers 4 h. 45, entre les gares de Rion et Laluque, un train de marchandises filant sur Dax fut tamponné par un autre train dit « Sud-Express », qui suivait la même direction ; que, dans cette collision, Dussin, serre-frein du train de marchandises, dont le traitement annuel était, au moins de 1140 fr., fut tué sur le coup, laissant une fille mineure, Marie-Madeleine, née le 8 décembre 1892 et déjà orpheline de mère, et que ce malheur a eu pour cause la faute de la Compagnie des chemins de fer du Midi dont l'employé, Raoul, avait, à la gare de

Morcenx, donné, trente et une minutes trop tôt, le signal du départ au train Sud-Express;

Attendu que, par exploits aux dates des 11 et 16 janvier 1900, de Maysonnave, huissier à Saint-Sever, et Giberton, huissier à Bordeaux, Marie-Madeleine Dussin, représentée par son tuteur Saller, a assigné la Compagnie du Midi dans les personnes des chefs de gare de Laluque et Bordeaux en réparation du préjudice que lui a occasionné la mort de son père; qu'indépendamment d'une pension annuelle de 164 fr. 80 prévue par le règlement de la Caisse des retraites, la compagnie offre de servir à l'orpheline, jusqu'à l'âge de seize ans, une rente égale à 20 0/0 du traitement paternel, soit de 228 francs, à laquelle elle a droit en vertu de l'art. 3 § B de la loi du 9 avril 1898, mais que le tuteur, Saller, n'accepte pas cette offre, la trouvant insuffisante et qu'il soutient que la faute de la compagnie ou de son préposé, Raoul, est inexcusable et que, par suite, l'indemnité revenant à sa pupille doit être réglée conformément à l'art. 20 § 3 de la loi précitée, qui permet de majorer la rente même à concurrence du salaire annuel de la victime;

Attendu qu'assurément, étant donné la gravité exceptionnelle du préjudice souffert, il serait juste, s'il était possible, d'augmenter le montant de l'indemnité forfaitaire ci-dessus;

Attendu que toute la difficulté consiste à apprécier si la faute commise par l'employé Raoul est inexcusable;

Attendu qu'une faute doit être réputée inexcusable, lorsque, pour l'atténuer, on ne peut invoquer aucune excuse, lorsque cette faute, du genre des fautes lourdes, implique chez son auteur une imprudence grave, une imprévoyance blâmable, une incurie coupable, qu'un homme soucieux de son devoir et de la vie de ses semblables doit soigneusement éviter;

Attendu que, dans une gare mouvementée comme l'a été celle de Morcenx pendant la nuit du 1er au 2 septembre, le facteur Raoul, chargé notamment de donner le signal du départ des trains, en tenant compte des retards, avait en cela à remplir une fonction importante et tellement délicate que la plus élémentaire prudence, comme aussi le plus vulgaire souci de la vie des voyageurs, commandait à la compagnie de ne pas distraire l'attention de cet agent par d'autres occupations multiples et absorbantes;

Attendu, à cet égard, que, dans un jugement rendu le 1er décembre 1899 par le Tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan sur la poursuite dirigée par le ministère public contre Raoul, alors inculpé d'homicide par imprudence, et la Compagnie du Midi civilement responsable, il est constaté que ledit « Raoul, chargé du service de nuit, devait à ce titre assurer le service du télégraphe qui est très absorbant, délivrer les billets aux voyageurs, leur fournir les renseignements dont ils pouvaient avoir besoin, transborder, charger et décharger les bagages, détacher un wagon du train 19 pour le rattacher au train 21, surveiller l'arrivée des trains, s'assurer si des wagons étaient réunis les uns aux autres, s'ils étaient régulièrement constitués, donner le signal des départs, en tenant compte des retards qu'avaient subis cette nuit presque tous les trains; qu'à un moment toutes les voies étaient encombrées et que, cependant, il avait à recevoir 26 trains; que, ne pouvant mettre la main à tout, il fut obligé de faire lever le chef de gare, qui fit partir 4 trains; qu'à partir de 2 h. 1/2 il dut, avec l'aide d'un simple journalier, assurer le service; qu'il a été alors, ainsi que l'a déclaré M. le commissaire de surveillance, surmené à l'excès et que c'est en réalité ce surmenage considérable qui a été cause que Raoul, employé irréprochable jusque-là, a perdu de vue les instructions de son ordre de service »; et qu'on y lit plus loin : « Le tribunal ne peut s'empêcher de déclarer hautement que ce malheur est imputable moralement à la compagnie qui, en employant un personnel insuffisant et en l'astreignant à un labeur au-dessus de ses forces, l'amène à méconnaître les instructions les plus élémentaires du service et compromet ainsi l'existence de ses agents et des voyageurs »;

Attendu qu'il est encore à remarquer que, dans la nuit du 1er au 2 septembre, il était passé, à la gare de Morcenx, de plus qu'à l'ordinaire, une vingtaine de trains dits de pèlerinage allant à Lourdes ou en revenant; et que, pour la régularité du service, ce surcroît de travail aurait dû amener, ce qui pourtant ne s'est pas produit, un supplément d'employés;

Attendu que des constatations qui précèdent et notamment de celles contenues dans le jugement précité du 1er décembre, qu'à la vérité la compagnie nie en partie, mais dont elle n'offre nullement de rapporter la preuve contraire, se dégagent tous les éléments caractéristiques de la faute qu'on ne peut excuser, c'est-à-dire de la faute inexcusable, et qu'il y a lieu, en conséquence de majorer l'indemnité forfaitaire;

Attendu, d'autre part, que le tribunal a par devers lui tous les éléments nécessaires pour arbitrer cette augmentation;

Attendu, enfin, qu'aux termes de l'art. 130 C. pr. civ. la partie qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

Dit que l'accident du 2 septembre 1899, où le père de Marie-Madeleine Dussin a trouvé la mort, est dû à la faute inexcusable de la Compagnie des chemins de fer du Midi;

Condamne, par suite, ladite compagnie à servir à la mineure Dussin, jusqu'à ce qu'elle ait atteint l'âge de 16 ans, une rente annuelle de 1,085 francs payable par trimestre, terme échu, à partir du 2 septembre 1899;

La condamne en outre en tous les dépens.

Note. — Sur ce qu'il faut entendre par la faute inexcusable du patron : Rapp. notamment Trib. civ. Château-Thierry 17 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.268); Trib. civ.

Chambéry 11 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.271) ; Trib. civ. Aix 19 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.424) et les notes avec les renvois.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

26 février 1900.

Présidence de M. Tanon.

CHARTE-PARTIE-CONNAISSEMENT. — FINS DE NON-RECEVOIR. — ART. 435 C. COM. — 1° ARMATEUR. — FAUTE PERSONNELLE. — PERTE DANS LE PORT DE DESTINATION. — 2° DÉLAI D'UN MOIS. — INTERRUPTION. — CITATION DEVANT UN JUGE INCOMPÉTENT. — 3° CALCUL DU DÉLAI. — DÉLAI EXTRÊME. — DISTANCES.

1° *L'art. 435 C. com. modifié par la loi du 24 mars 1891, aux termes duquel sont non recevables toutes actions contre le capitaine et les assureurs pour dommage arrivé à la marchandise, si elle a été reçue sans protestation, et aux termes duquel encore la protestation est nulle, si elle n'a été signifiée dans les vingt-quatre heures et suivie dans le mois d'une demande en justice, profite à l'armateur aussi bien qu'au capitaine, et ne distingue pas suivant que l'avarie survenue pendant le transport est due à une faute du capitaine ou des matelots, dont l'armement pouvait s'affranchir, ou à une faute personnelle de l'armateur, dont ce dernier reste responsable en vertu de l'art. 1382 C. civ.*

En conséquence, l'armateur est fondé à se prévaloir de l'inobservation de l'art. 435 C. com. à l'occasion de l'avarie survenue dans le port de destination, avant le débarquement, aux marchandises, par suite d'une négligence de ses ouvriers.

2° *En obligeant ceux qui ont à se plaindre d'une avarie à remplir certaines formalités dans un temps donné, l'art. 434 C. com. édicte une disposition qui, en cas d'inaccomplissement de ces formalités, a le caractère d'une prescription extinctive.*

.... *Et il n'existe aucune raison de ne pas appliquer à cette prescription le principe général de l'art 2246 C. civ., d'après lequel la citation en justice donnée devant un juge incompétent interrompt la prescription.*

..... *Dans cette hypothèse, le délai d'un mois recommence à courir du jour où le jugement d'incompétence a été rendu.*

3° *Dans la supputation du délai d'un mois, dans lequel la demande en justice doit être formée, aux termes de l'art. 435 C. com., la date utile extrême est le dernier du mois compté de quantième à quantième, demeurant exclu le* dies a quo.

..... *Et cette règle n'est point modifiée par cette circonstance que le délai est prolongé à raison des distances.*

Gérard frères c. Compagnie générale Transatlantique.

Les sieurs Gérard frères se sont pourvus en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 11 janvier 1899, rapporté Gaz. Pal. 1900. 1.434, lequel avait, par confirmation d'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 6 décembre 1897, rejeté la demande en 30,000 francs de dommages-intérêts formée par ceux-ci contre la Compagnie générale Transatlantique, à raison de la perte dans le port de destination à Marseille de marchandises leur appartenant, chargées sur le steamer *Versailles*. — Arrêt :

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 1382 C. civ. et 435 C. com. :

Attendu qu'aux termes de l'art. 435 C. com. modifié par la loi du 24 mars 1891, sont non recevables toutes actions contre le capitaine et les assureurs pour dommage arrivé à la marchandise, si elle a été reçue sans protestation; que la protestation est nulle si elle n'a été signifiée dans les vingt-quaquatre heures et suivie dans le mois d'une demande en justice; que cet article profite à l'armateur aussi bien qu'au capitaine, et qu'édicté dans l'intérêt du commerce, pour la célérité des opérations maritimes, il ne distingue pas, suivant que l'avarie survenue pendant le transport est due à une faute du capitaine ou des matelots dont l'armement pouvait s'affranchir, ou à une faute personnelle de l'armateur dont ce dernier reste responsable en vertu de l'art. 1382;

Attendu que la Compagnie transatlantique était donc fondée à se prévaloir de l'inobservation de l'art. 433 à l'occasion de l'avarie éprouvée, avant leur débarquement, par les sucres appartenant à Gérard frères, et se trouvant à bord du steamer *Versailles*, lors de son échouement dans le port de Marseille, le 15 mars 1892, par suite d'une négligence des ouvriers de la compagnie ;

Sur les deuxième et troisième moyens tirés de la violation par fausse application des art. 435 C. com. 2246 C. civ. et 1033 C. pr. civ. :

Attendu qu'en obligeant ceux qui ont à se plaindre d'une avarie à remplir certaines formalités dans un temps donné, l'art. 435 édicte une disposition qui, en cas d'inaccomplissement de ces formalités, a le caractère d'une prescription extinctive; qu'il n'existe aucune raison de ne pas appliquer à cette prescription le principe général de l'art. 2246, d'après lequel la citation en justice donnée devant un juge incom-

pétent interrompt la prescription; que l'arrêt attaqué a, par suite, justement décidé que le délai d'un mois, interrompu le 11 avril 1892 par la citation donnée à la Compagnie transalantique devant le Tribunal de Marseille, avait recommencé à courir le 8 avril 1897, date du jugement d'incompétence;

Attendu, en ce qui touche la supputation du délai, que le *dies a quo* a été formellement exclu par les juges du fond, qui n'ont fait courir le délai que du 9 avril, lendemain du jugement; que, s'agissant d'un acte qui devait être accompli dans le mois, sans compter le jour de l'échéance, l'arrêt attaqué a estimé à bon droit que le délai d'un mois, commencé le 9 avril, avait pris fin le 8 mai, ce qui, avec les seize jours représentant le délai de distance, laissait aux demandeurs jusqu'au 24 mai; que l'assignation délivrée le 25 était donc tardive;

Attendu qu'en statuant comme elle l'a fait, la Cour de Paris n'a ni violé ni faussement appliqué s textes susvisés;

Rejette...

MM. LETELLIER rapp.; MÉRILLON av. gén. — Me AGUILLON av.

Note. — I. — Sur le premier point : La question ne paraît point avoir été tranchée jusqu'à ce jour par la jurisprudence et la doctrine ne s'en n'est point occupée non plus, tant, apparemment, la solution consacrée par l'arrêt recueilli lui semblait devoir s'imposer. MM. Lyon-Caen et Renault (2e éd., t. V, n° 813, p. 561) la résolvent, d'ailleurs, implicitement en ce sens, dans ce passage de leur traité : « Il résulte de la disposition de l'art. 435 § 1er C. com. que le consignataire doit, s'il reçoit les marchandises et qu'elles aient subi un dommage, protester dans les vingt-quatre heures, signifier cette protestation dans le même délai et former contre le capitaine *ou l'armateur* une demande en justice dans le mois à partir de la date de la protestation ». Cons. également ; Desjardins, Tr. de Dr. com. mar., t. VIII, nos 1726 et suiv., p. 225 et suiv.

II-III. — Sur les deuxième et troisième points : V. la note sous l'arrêt de Paris, qui avait fait l'objet du pourvoi (Gaz. Pal. 99.1.434).

153

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE).

5 décembre 1899.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.

4 avril 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

(DEUX ESPÈCES)

ENREGISTREMENT. — CONTRAINTE. — OPPOSITION. — ASSIGNATION. — HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE.

1° Il résulte des termes de l'art. 64 de la loi du 22 frimaire an VII, que la contrainte décernée par la Régie pour le recouvrement des droits d'enregistrement et le paiement des peines et amendes, n'est qu'un acte de pur commandement non introductif d'instance; c'est l'opposition motivée du redevable, signifiée avec assignation à la Régie devant les juges compétents, qui constitue le litige. (1re et 2e espèces.)

D'ailleurs, les termes de l'art. 64 précité ne sont pas impératifs et n'emportent pas, pour l'administration de l'enregistrement, interdiction d'agir, selon les circonstances, par voie d'assignation; il lui appartient notamment de procéder ainsi lorsque, par suite du défaut d'opposition à la contrainte, l'instance n'est pas ouverte. (1re et 2e espèces.)

Dans ce cas, l'administration de l'enregistrement, de même que tout créancier porteur d'un titre exécutoire, est recevable à obtenir un jugement de condamnation lui assurant sur les biens du débiteur la garantie de l'hypothèque, qu'une simple contrainte ne saurait lui procurer. (1re et 2e espèces.)

2° Aucune loi n'attache le droit d'hypothèque aux contraintes délivrées par les receveurs de l'enregistrement. (1re espèce.)

L'avis du Conseil d'Etat des 16-25 thermidor an XII ne s'applique qu'aux contraintes décernées par les administrateurs faisant office de juges, et qui constituent des actes de juridiction. (1re espèce).

Et l'on ne saurait davantage étendre aux contraintes décernées par l'administration de l'enregistrement l'avis du Conseil d'Etat du 29 octobre 1811, lequel ne dispose qu'en faveur de la Régie des douanes, et pour les cas où l'art. 22 titre XIII de la loi du 22 août 1791 lui donne hypothèque sur les biens des redevables. (1re espèce.)

1re espèce. — 5 décembre 1899.

Enregistrement c. Sœurs de l'Enfant-Jésus.

LA COUR,

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Vu l'art. 64 de la loi du 22 frimaire an VII;

Attendu qu'il résulte de cette disposition que la contrainte décernée par la Régie pour le recouvrement des droits d'enregistrement et le paiement des peines et amendes n'est qu'un acte de pur commandement non introductif d'instance; que c'est l'opposition motivée du redevable, signifiée à la Régie, avec assignation devant les juges compétents, qui constitue le litige; que les termes de l'art. 64 précité ne sont nullement impératifs et n'emportent pas, pour l'administration de l'Enregistrement, interdiction d'agir, selon les circonstances, par voie d'assignation; qu'il lui appartient, notamment, de pro-

céder ainsi lorsque, par suite du défaut d'opposition à la contrainte, l'instance n'est pas formée; que, dans ce cas, l'administration de l'Enregistrement, de même que tout créancier porteur d'un titre exécutoire, est recevable à obtenir un jugement de condamnation lui assurant sur les biens du débiteur la garantie de l'hypothèque, qu'une simple contrainte serait inefficace à lui procurer; qu'en effet, aucune loi n'attache le droit d'hypothèque aux contraintes délivrées par les receveurs de l'enregistrement;

Attendu que l'avis du Conseil d'Etat des 16-25 thermidor an XII ne s'applique qu'aux contraintes décernées par des administrateurs faisant office de juges et qui constituent des actes de juridiction emportant hypothèque de la même manière que les décisions judiciaires; qu'on ne saurait davantage exciper de l'avis du Conseil d'Etat du 29 octobre 1811, lequel ne dispose qu'en faveur de la régie des douanes et pour les cas où l'art. 22, titre XIII, de la loi du 22 août 1791 lui donne, d'ailleurs, hypothèque sur les biens des redevables;

Attendu, en fait, que le receveur de l'enregistrement du bureau de Reims a décerné, le 3 novembre 1895, contre la congrégation défenderesse, une contrainte tendant au recouvrement de la somme de 11,228 fr. 15, montant des taxes d'abonnement exigibles en vertu de l'art. 8 de la loi du 16 août 1895; que la congrégation n'ayant pas formé opposition à cette contrainte, la Régie l'assigna directement aux mêmes fins devant le Tribunal civil de Reims; qu'en déclarant l'administration non recevable en sa demande, le jugement attaqué a violé le texte de loi ci-dessus visé;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu entre les parties par le Tribunal civil de Reims le 8 décembre 1894;

Renvoie la cause et les parties devant le Tribunal civil de Châlons-sur-Marne.

MM. MAILLET rapp.; DESJARDINS av. gén. — Me MOUTARD-MARTIN et BESSON av.

2e espèce. — 4 avril 1900.

Enregistrement c. Religieuses Augustines de Notre-Dame.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 64 de la loi du 22 frimaire an VII;

Attendu qu'il résulte de cette disposition que la contrainte décernée par la Régie pour le recouvrement des droits d'enregistrement et le paiement des peines et amendes n'est qu'un acte de pur commandement non introductif d'instance; que c'est l'opposition motivée du redevable, signifiée à la Régie avec assignation devant les juges compétents qui constitue le litige; que les termes de l'art. 64 précité ne sont pas impératifs et n'emportent pas, pour l'administration de l'Enregistrement, interdiction d'agir, selon les circonstances, par voie d'assignation; qu'il lui appartient, notamment, de procéder ainsi lorsque, par suite du défaut d'opposition à la contrainte, l'instance n'est pas ouverte; que, dans ce cas, l'administration de l'Enregistrement, de même que tout créancier porteur d'un titre exécutoire, est recevable à obtenir un jugement de condamnation lui assurant sur les biens du débiteur la garantie de l'hypothèque, qu'une simple contrainte ne saurait lui procurer;

Attendu, en fait, que l'administration de l'Enregistrement a décerné, les 20 juin 1896 et 8 avril 1897, contre la congrégation défenderesse, deux contraintes tendant au paiement de la somme totale de 1,533 francs, montant des taxes d'accroissement exigibles en vertu de la loi du 16 avril 1895; que la congrégation n'ayant pas formé opposition à ladite contrainte, la Régie l'assigna directement aux mêmes fins devant le Tribunal civil de Cherbourg; qu'en déclarant l'administration de l'Enregistrement non recevable en sa demande, le jugement attaqué a violé le texte de loi ci-dessus visé;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement du Tribunal civil de Cherbourg du 11 août 1897;

Renvoie la cause et les parties devant le Tribunal civil de Valognes.

MM. MAILLET rapp.; SARRUT av. gén. — Me MOUTARD-MARTIN av.

Note. — I. — Sur le premier point : En reconnaissant à la disposition de l'art. 64 de la loi du 22 frimaire an VII, aux termes duquel le « premier acte de poursuite, pour le recouvrement des droits d'enregistrement et le paiement des peines et amendes, sera une *contrainte* », un caractère non point impératif, mais simplement facultatif, et qui n'exclut pas le droit pour la Régie d'agir en recouvrement contre le redevable, en s'adressant aux tribunaux par voie d'assignation, suivant le droit commun, la Chambre civile n'a fait que ratifier l'opinion à peu près unanime des auteurs et maintenir, d'ailleurs, sa jurisprudence antérieure. « L'art. 64 de la loi du 22 frimaire an VII, enseigne, en effet, M. Garnier (Rép. gén. de l'Enreg., 7e édition, vo Instance, no 143), règle seulement le mode d'introduction de l'instance par le contribuable; il garde le silence sur le mode à employer dans le même but par l'administration. Pour refuser à l'administration le droit d'agir par voie d'assignation, il faudrait trouver, soit dans le texte, soit dans l'économie de la loi, une incompatibilité qui n'existe pas. On rentre sous l'empire du droit commun. » — « L'art. 64 de la loi de frimaire, fait également remarquer Dalloz (Rép., vo Enregistrement, no 5663), dit bien que le premier acte de poursuite pour le recouvrement des droits d'enregistrement sera une contrainte; mais il ne s'exprime pas d'une manière impérative, et n'exclut pas, par conséquent, l'idée que l'administration puisse agir autrement. » V. conf. Cass. 18 messidor an X (Dalloz, *loc. cit.*, note 2); 20 mars 1839 (S. 39.1.346).

II. — Sur le deuxième point : La Cour de cassation avait déjà jugé que les contraintes décernées, soit en matière d'enregistrement : Cass. 28 janvier 1828 (S. chr.), — soit en matière de contributions indirectes : Cass. 9 novembre 1880 (S. 81.1.304 — J. du P. 81.1.747 — D. 81.1.249), — n'emportent pas hypothèque judiciaire sur les immeubles

des redevables. Elle persiste, on le voit, dans cette jurisprudence, malgré l'opposition qu'elle a rencontrée de la part de certains auteurs : Ducrocq, Cours de dr. admin., 6e édition, t. II, n° 1109; Baudry-Lacantinerie, Procès de dr. civ., t. III, n° 1272.

COUR D'APPEL DE PARIS (Ch. corr.)

16 mai 1900.

Présidence de M. Ditte.

MÉDECINE-CHIRURGIE. — EXERCICE ILLÉGAL. — TRAITEMENT. — LOI DU 30 NOVEMBRE 1892, ART. 16. — MASSAGE.

L'exercice de la médecine, interdit aux personnes non munies de diplômes par l'art. 16 de la loi du 30 novembre 1892, ne doit pas être entendu seulement de la prescription de médicaments ou de la pratique d'opérations chirurgicales proprement dites, telles par exemple que la réduction de luxations ou fractures; le mot traitement *employé par ladite loi est général et doit être entendu de tout acte ou conseil tendant à la guérison ou à l'atténuation d'un état de malaise ou de maladie.*

En conséquence, commet le délit d'exercice illégal de la médecine le masseur qui, non pourvu du diplôme de docteur en médecine, dirige d'une façon suivie le traitemeni d'affections chirurgicales par le massage.

Min. pub. c. Delarbre.

Le Tribunal correctionnel de Versailles avait rendu le 27 janvier 1900 le jugement suivant :

« Attendu que le prévenu Delarbre est poursuivi devant le tribunal correctionnel pour s'entendre faire application des art. 16 et suiv. de la loi du 30 novembre 1892 et 320 C. pén.;

« Attendu que, si le massage ne peut être considéré comme constituant un exercice illégal de la médecine, il devient cependant délictueux, lorsqu'il s'applique à des affections chirurgicales;

« Attendu que, depuis moins de trois ans, dans l'arrondissement de Versailles, Delarbre a appliqué le massage dans des affections chirurgicales, notamment en soignant le sieur Smith pour une fracture à l'épaule et un déboîtement de la clavicule, le jeune Seller, pour une fracture de la jambe, et le sieur Clinchant pour une luxation de l'épaule;

« Attendu qu'au mois de décembre 1898, également dans l'arrondissement de Versailles, Delarbre a exercé illégalement la médecine en soignant le sieur Choppée pour une fracture de la jambe; que, de plus, il a occasionné une aggravation notable dans la blessure et dans l'infirmité du malade par la maladresse de ses soins; que Delarbre a ainsi commis les délits prévus et punis;

« Par ces motifs,

« Condamne Delarbre en quinze jours d'emprisonnement et en 100 francs d'amende;

« Le condamne en outre aux dépens;

« Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps. »

Appel par le ministère public et par Delarbre. — Arrêt :

La Cour,

Sur le premier chef:

Considérant qu'aux termes de l'art. 16 de la loi du 30 novembre 1892 « exerce illégalement la médecine : 1° toute personne qui, non munie d'un diplôme de docteur en médecine, prend part habituellement ou par une direction suivie au traitement des maladies ou affections chirurgicales, sauf les cas d'urgence avérée »; que le sens du mot traitement est général et s'entend de tout acte ou conseil tendant à la guérison ou à l'atténuation d'un état de malaise ou de maladie, et que ce sens ne saurait être arbitrairement restreint, comme le voudraient les prévenus, à la prescription de médicaments ou à la pratique d'opérations chirurgicales proprement dites, telles, par exemple, que la réduction de luxations ou fractures;

Considérant que l'opinion du rapporteur de la loi à la Chambre des députés, fût-elle constante et catégorique, ne saurait prévaloir contre les termes formels du texte ci-dessus rappelé qui ne permettent aucuns doute ou interprétation;

Considérant, en fait, que, depuis moins de trois ans, dans l'arrondissement de Versailles, Delarbre, qui n'est muni d'aucun des diplômes visés par la loi, a dirigé d'une manière suivie le traitement d'affections chirurgicales et qu'il a donné des soins, notamment à Smith pour une tracture à l'épaule et un déboîtement de la clavicule, au jeune Sellier pour une fracture de la jambe et au sieur Clinchant pour une luxation de l'épaule;

Considérant que ces agissements constituent des actes caractérisés d'exercice illégal de la médecine;

Sur le deuxième chef :

Considérant qu'il résulte des débats et des déclarations mêmes du prévenu qu'après avoir posé et redressé à sa manière la jambe broyée du sieur Chappée et l'avoir placée dans une grossière gouttière, il a conservé la direction des soins nécessités par l'état du blessé jusqu'au jour où il a reconnu enfin son impuissance et a eu le sentiment tardif de sa responsabilité;

Considérant qu'il est constant que ces pratiques, qui relèvent de la chirurgie, ont, par leur insuffisance et leur maladresse, entretenu, aggravé les dé-

sastres inhérents à la blessure et augmenté l'infirmité permanente qui en a été la conséquence;

Considérant, par suite, que la cour, a dès à présent, tous les éléments nécessaires pour statuer sur la prévention et qu'il n'y a lieu d'ordonner l'expertise demandée;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges qui ont bien arbitré la peine, en ce qu'ils n'ont rien de contraire à ceux du présent arrêt;

Pour ces motifs,

Confirme...

M. Brégeault av. gén. — Me Houel av.

Note. — Le principe a été posé dans des termes identiques par la Cour d'appel de Paris le 15 mars 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.581), et la Cour en a fait l'application à ceux qui traitent les maladies par des passes magnétiques. V. la note sous cet arrêt dans notre recueil avec les renvois à la jurisprudence antérieure.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (5e Ch.)

11 janvier 1900.

Présidence de M. Blanc.

VENTE (EN GÉNÉRAL). — ACCESSOIRES. — CHEVAL DE COURSE. — PAPIERS. — ABSENCE. — RÉSILIATION. — PERTE. — CONSEIL JUDICIAIRE. — OBLIGATIONS. — ENRICHISSEMENT. — VALIDITÉ.

1° *Aux termes de l'art. 1615 C. civ., le vendeur étant tenu de délivrer la chose vendue avec ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage, le vendeur d'un cheval de sang, destiné à la carrière sportive et à la reproduction, doit remettre à l'acquéreur les papiers constatant l'origine* (pedigrée) *incontestable dudit cheval, alors surtout que celui-ci a été vendu,* papiers promis.

2° *Le vendeur, qui n'a pas fourni lesdits papiers, ne peut élever, contre la demande en résiliation dirigée contre lui, une fin de non-recevoir tirée de ce que le cheval a fortuitement péri chez l'acheteur, avant mise en demeure.*

3° *Le conseil judiciaire ne peut arguer de nullité les actes faits par le prodigue sans son assistance, lorsque leur conséquence directe doit avoir pour effet d'augmenter les ressources du prodigue, non point dans un but de spéculation, mais dans un esprit d'économie.*

Bedout c. de Biré et Fleury.

Le Tribunal,

Attendu que, de son côté, Fleury, conseil judiciaire du défendeur, prétend qu'il n'a jamais autorisé ni la vente du poulain, ni aucun engagement de de Biré envers Bedout; que la promesse des papiers, faite sans son assistance, ne saurait avoir aucune valeur, et qu'il conclut, en conséquence, au rejet de la demande;

Attendu qu'aux termes de l'art. 1615 C. civ., le vendeur est tenu de délivrer la chose vendue avec ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage;

Attendu qu'au nombre de ces accessoires se placent incontestablement les titres de propriété et tous autres de nature à en déterminer l'importance et à en assurer la libre transmission ultérieure;

Attendu qu'il est de toute évidence qu'en matière de vente de chevaux de sang, destinés à la carrière sportive et souvent à la reproduction, soit dans les établissements particuliers, soit dans les haras de l'Etat, la certification de l'origine est de la plus haute importance, et que le défaut de papiers constatant le *pedigrée* indiscutable du cheval peut être de nature à entraver absolument la carrière de l'animal et à causer à son propriétaire un préjudice considérable;

Attendu qu'en acquérant en vente publique, à l'établissement spécialement affecté à la vente des purs-sang par l'administration du Tattershall français, le 23 novembre 1895, le poulain Achères, « par Saint-Germain et Louisa », compris dans la vente des onze chevaux constituant l'effectif du haras de Rambouillet, appartenant à de Biré, vendus sans réserve et pour cause de cessation d'élevage avec la clause formelle « papiers promis », ainsi qu'il appert du procès-verbal d'adjudication du ministère de Marais, huissier, Bedout était en droit absolu de poursuivre, à l'encontre de son vendeur, la délivrance des papiers d'origine;

Attendu que vainement de Biré prétend que c'est sans son consentement et sous sa responsabilité personnelle que l'administration du Tattershall a inséré cette clause au procès-verbal de vente, et qu'il ne saurait être rendu responsable d'un engagement qu'il n'a pas contracté;

Attendu qu'il appert manifestement de divers documents versés aux débats que le Tattershall n'est entre l'acheteur et le vendeur qu'un simple intermédiaire; qu'il met, sous certaines conditions, des locaux spécialement affectés à cet usage, à la disposition des propriétaires de chevaux, pour leur permettre d'y faire procéder à des ventes spéciales, et que, lorsque les chevaux sont vendus « sans papiers », « avec papiers » ou « papiers promis », ces diverses stipulations engagent, non pas l'établissement intermédiaire de la vente, mais les vendeurs eux-mêmes;

Attendu que, suivant exploits de Thiellement, huissier, en date à Paris des 1er juillet et 27 juin 1898, Bedout a assigné de Biré et Fleury, son conconseil judiciaire, en paiement de 4,233 fr. 25, avec intérêts de droit, et en 1,000 francs de dommages-intérêts à raison du préjudice qu'il aurait subi par suite de l'acquisition d'un poulain dénommé « Achères », ayant appartenu à de Biré;

Attendu que Bedout soutient qu'ayant acheté aux enchères publiques, le 23 novembre 1895, à la succursale de la Porte-Maillot du Tattershall français, un poulain bai-brun âgé de six mois, de race anglaise pure, moyennant un prix de 519 francs, cet animal, qui lui avait été vendu avec la clause « papiers promis », a péri à l'école de dressage de Bordeaux, où il l'avait placé, sans que, malgré de nombreuses réclamations par lui adressées au Tattershall et transmises au vendeur par l'administration de cet établissement, il ait jamais été mis en possession des papiers constituant la certification de l'origine du cheval;

Attendu qu'il soutient que l'absence de ces papiers a absolument entravé la carrière sportive de son poulain; qu'il ne l'a pu, à raison de ce défaut de papiers d'origine, ni vendre à l'âge de dix-huit mois, à Deauville, ainsi qu'il en avait l'intention et qu'il procède habituellement pour tous les jeunes chevaux de son élevage, ni le faire courir par la suite; que le poulain est resté à sa charge, tant chez l'entraîneur où il l'avait placé, de septembre 1896 à janvier 1897, qu'à l'école de dressage de Bordeaux; que l'acquisition qu'il en avait faite a été, par suite des agissements de de Biré, des plus onéreuses pour lui, et qu'il est en droit de lui réclamer, en outre des dommages-intérêts qu'il chiffre à la somme de 1,000 francs, les frais d'achat, de voyage, d'entretien, d'entraînement et de maladie, s'élevant à 4,233 fr. 25;

Attendu que, suivant acte du Palais du 20 décembre 1899, il a conclu à la résiliation, aux torts et griefs de de Biré, de la vente précitée;

Attendu que de Biré soutient qu'il n'a jamais autorisé l'administration du Tattershall à promettre à Bedout les papiers d'origine du poulain Achères; que l'inscription du poulain au *Stud-Book* suffisait à établir son *pedigrée*; qu'au surplus, le poulain étant mort avant l'introduction de toute demande aux fins de résiliation de la vente, la vente ayant été faite par le Tattershall en son nom propre et la promesse relative aux papiers lui étant étrangère, Bedout doit être déclaré non recevable et mal fondé en ses demandes;

Attendu, en l'espèce, qu'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine, confirmé par arrêt de la cour d'appel du 31 mars 1898, a déclaré Bedout mal fondé en sa demande vis-à-vis de l'administration du Tattershall, laquelle a été mise hors de cause;

Attendu qu'il appert des termes mêmes de l'arrêt précité que c'était, non aux administrateurs du Tattershall, mais au vendeur du poulain qu'incombait l'obligation de délivrer à l'acheteur les papiers d'origine;

Attendu que c'est en vain que de Biré soutient subsidiairement que l'état civil d'Achères se trouvait suffisamment établi par son inscription au *Stud-Book*;

Attendu que l'inscription au *Stud-Book* ne saurait suppléer, pour le propriétaire de l'animal, à la possession de ses papiers d'origine;

Attendu que la production de ceux-ci est indispensable pour permettre l'engagement du cheval dans les grandes épreuves françaises et internationales; que ces papiers attestent l'origine et l'identité de l'animal; que le fait seul de son inscription au *Stud-Book*, établissant sa naissance, n'y saurait suppléer;

Attendu que, de Biré n'ayant pas satisfait à ses obligations, il échet de mettre à sa charge la réparation du dommage subi par le demandeur;

Attendu que Bedout justifie avoir déboursé, tant pour l'acquisition du poulain que pour ses voyages, son entraînement, son entretien, sa pension à l'école de dressage de Bordeaux, où il a succombé à la date du 1er mai 1898, une somme totale de 4,233 fr. 25;

Attendu qu'il appert, en outre, de documents versés aux débats que, si le poulain avait été muni de ses papiers d'origine, il eût pu être compris dans l'une ou l'autre des ventes de *yearlings*, auxquelles le haras de la Plaine fait habituellement procéder à Deauville pendant la saison des courses; que Bedont a, de ce chef encore, subi un préjudice dont il lui est dû réparation et que le tribunal peut chiffrer à la somme de 300 francs;

En ce qui touche la fin de non-recevoir opposée par de Biré à la demande tendant à la résiliation de la vente, à raison de la perte de la chose vendue, survenue avant toute mise en demeure à lui faite :

Attendu que, si, aux termes des art. 1302 et 1647 C. civ., l'obligation du vendeur se trouve éteinte lorsque la chose a péri sans la faute du débiteur et avant toute mise en demeure, ou par cas fortuit, cette règle ne saurait s'appliquer en l'espèce;

Attendu, en effet, que, si les conditions auxquelles la vente avait été faite eussent été remplies, la chose eût été aux risques et périls de l'acheteur;

Mais, attendu qu'à défaut de l'accomplissement de ces conditions essentielles, la règle : *Res perit domino* ne saurait recevoir son application;

Attendu que, si Achères a péri des suites d'une pneumonie et a été perdu pour son acquéreur par des causes absolument indépendantes du vice dont sa transmission se trouvait entachée, cet événement n'a pu changer en aucune façon la responsabilité du vendeur;

Attendu, au surplus, que Bedout avait, bien antérieurement à la mort du poulain, adressé une mise en demeure régulière à l'administration du Tattershall, mandataire de de Biré, à laquelle il se croyait en droit de demander réparation du préjudice éprouvé;

Attendu que, à quelque point de vue que l'on se place, il était loisible à l'acheteur, soit de poursuivre la réparation du préjudice qui lui a été causé par suite de l'inobservation de l'une des conditions de la vente et du défaut de délivrance de l'un des accessoires essentiels de la chose vendue, soit de pour-

suivre la résiliation de la vente, la perte de la chose ne pouvant, en l'espèce, entraîner la forclusion de ce droit;

Attendu que la fin de non-recevoir n'est pas justifiée et qu'il n'échet de s'y arrêter;

En ce qui touche Fleury, conseil judiciaire, et l'exception qu'il prétend tirer de son défaut d'autorisation des engagements pris au nom de de Biré envers Bedout:

Attendu que, si de Biré a fait procéder à la vente des chevaux composant l'effectif des haras de Rambouillet, dont il était propriétaire, et ce pour cause de cessation d'élevage, il n'a fait, en prenant cette mesure, que procéder à un acte de sage administration, dans le but de restreindre son genre de vie et de diminuer très sensiblement ses sources de dépenses;

Attendu qu'on ne saurait admettre un conseil judiciaire à arguer de nullité les actes de cette nature, lorsque leur conséquence directe doit avoir pour effet d'augmenter les ressources du prodigue, non point dans un but de spéculation, mais dans un esprit d'économie, ainsi qu'il en a été, dans l'espèce, pour de Biré, qui a liquidé son écurie de courses avant de contracter mariage;

Attendu que, dans ces conditions, la vente du 23 novembre 1895 doit être considérée comme un acte de pure administration, pour lequel de Biré n'était point tenu d'avoir recours à l'assistance de son conseil judiciaire, et qu'il doit, en conséquence, encourir à juste titre les responsabilités qu'il peut avoir encourues du chef de cette opération, sans que son conseil judiciaire puisse être en droit d'en contester la validité;

Par ces motifs,

Déclare résiliée aux torts de de Biré la vente du 23 novembre 1895.

Condamne...

Mes GONDINET, SELIGMAN et DELOISON av.

Note. — I. — Sur le premier point : La même application des principes généraux de la vente a été faite déjà par la jurisprudence dans un cas analogue, où même les papiers du cheval n'avaient pas été spécialement promis. V. Rouen 2 décembre 1892 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Vente (en général), n° 56).

II. — Sur le second point : La chose était, à n'en pas douter, restée aux risques du vendeur, puisque la vente, par suite de l'absence de remise des papiers, condition essentielle de sa validité, se trouvait résolue.

III. — Sur le troisième point : C'est là un principe certain, dont la jurisprudence a fait une application constante. V. notamment : Trib. com. Seine 5 décembre 1894 (Gaz. Pal. 95.1.41).

TRIBUNAL CIVIL DE QUIMPER

4 avril 1900.

Présidence de M. Savidan.

TUTELLE. — MÈRE. — NOUVEAU MARIAGE. — DÉLIBÉRATION. — RECOURS. — ART. 883 C. PR. CIV. — PROCÉDURE. — CAUSES.

1° *La délibération du conseil de famille décidant que la mère remariée ne sera pas maintenue dans la tutelle peut être attaquée devant les tribunaux, conformément à l'art. 883 C. pr. civ.*

2° *L'action en recours doit être intentée, conformément à l'art. 883 C. pr. civ., contre tous les membres qui ont été de l'avis de la délibération.*

3° *La mère contre laquelle il existe des présomptions graves de fabrication du testament de son premier mari, fabrication ayant pour but de spolier ses enfants, ne doit pas être maintenue dans la tutelle desdits enfants.*

Bail c. Gortebeck ès qualités.

LE TRIBUNAL,

Attendu que le sieur Louis Gautier est décédé à Quimper le 20 février 1899, laissant deux enfants mineurs, issus de son mariage avec Clarisse Deschamps; que celle-ci, s'étant proposée, à l'expiration de ses dix mois de viduité, de convoler en secondes noces avec le sieur Baille, a convoqué le conseil de famille pour faire décider qu'elle serait maintenue dans la tutelle, mais que, suivant délibération en date du 16 décembre dernier, le conseil de famille a décidé qu'il n'y avait pas lieu de lui conserver la tutelle;

Attendu que la veuve Gautier demande au tribunal de mettre à néant l'avis de parents dont s'agit et de décider qu'elle sera maintenue dans la tutelle de ses enfants mineurs et qu'elle aura pour cotuteur son second mari le sieur Joseph Baille;

Attendu que trois questions s'imposent à l'examen du tribunal: 1° la délibération d'un conseil de famille, qui refuse de maintenir dans la tutelle une mère remariée, est-elle susceptible de recours devant les tribunaux? 2° contre qui doit être intentée l'action en recours? 3° si le recours est, en l'espèce actuelle, fondé en la forme, l'est-il au fond?

Sur la première question :

Attendu que, conformément à l'opinion la plus générale aujourd'hui, il convient de décider que la délibération relative au maintien de la mère remariée dans la tutelle peut être attaquée devant les tribunaux; que l'on peut invoquer, à l'appui de cette solution, trois ordres principaux d'arguments : l'art. 883 C. pr. civ., les principes, les travaux préparatoires;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 883 précité, « toutes les fois que les délibérations du

conseil de famille ne sont pas unanimes, l'avis de chacun des membres qui le composent sera mentionné dans le procès-verbal. Les tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, même les membres de l'assemblée pourront se pourvoir contre la délibération ; ils formeront leur demande contre les membres qui auront été d'avis de la délibération, sans qu'il soit nécessaire d'appeler en conciliation. » La disposition de ce texte est donc conçue dans les termes les plus généraux, et c'est introduire dans la loi une disposition qui ne s'y trouve pas, que de distinguer, comme on le fait dans la thèse contraire, entre les délibérations relatives au matériel de la tutelle et celles qui sont relatives au personnel. La place occupée par l'art. 883 semble d'ailleurs offrir une certaine importance. En effet, dans l'article précédent il est question de nomination de tuteur ; l'attention du législateur s'était donc portée, un instant auparavant, sur cette opération ; il paraît vraisemblable que l'art. 883 eût contenu une réserve expresse à cet égard, s'il avait dû être inapplicable au personnel ; »

Attendu, en second lieu, que les principes viennent corroborer la lettre de la loi : il serait, en effet, invraisemblable que le législateur, qui a entouré de tant de sollicitude le patrimoine des mineurs, s'en fût aveuglément rapporté au conseil de famille, quant au choix d'un tuteur, et qu'il eût donné, à ce dernier point de vue, une souveraineté absolue à ce conseil, tandis qu'il n'a pas en lui pleine confiance, lorsqu'il s'agit de toucher à un pouce d'immeuble appartenant au mineur ;

Attendu, en troisième lieu, que les travaux préparatoires du Code de procédure civile prêtent à cette interprétation une force convaincante : en effet, dans son exposé des motifs, Berlier déclare que le titre-X de ce Code n'est, à proprement parler, que le complément du Code civil dans ses dispositions relatives aux conseils de famille, et que, parmi les dispositions nouvelles, il en est plusieurs qui doivent améliorer cette partie de nos institutions ; or, il cite, à titre d'exemple, précisément les dispositions qui sont devenues l'art. 883 C. pr. civ. D'autre part, dans son discours au Corps législatif, en paraphrasant la formule du projet qui a pris corps dans l'art. 883 précité, l'orateur du Tribunat s'exprimait ainsi : « Le Code civil s'est borné à régler de quelle manière le conseil de famillle doit être convoqué et formé, comment il doit procéder. Le projet indique la procédure ultérieure à tenir pour que tous les intérêts soient conservés et surtout pour que ceux du mineur soient toujours sous la surveillance combinée de la famille et de la justice..... Toutes les fois que les délibérations du conseil de famille, soit pour la nomination du tuteur, soit pour tout autre objet, ne seront pas unanimes, l'avis de chacun des membres qui le composent sera mentionné dans le procès-verbal, afin que le tribunal puisse, s'il y a réclamation, statuer en pleine connaissance de cause. » Il semble impossible d'exprimer plus nettement cette proposition, à savoir que l'art. 883 a une portée générale ;

Attendu, en quatrième lieu, que la jurisprudence a une tendance marquée à interpréter dans ce sens le texte en question, et qu'il est permis de se demander si telle ne serait pas la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation ; qu'en effet l'arrêt du 3 novembre 1893 pose en principe que l'art. 883 confère aux tribunaux le droit d'annuler les délibérations du conseil de famille contraires aux intérêts du mineur ; cette formule est donc générale, et, s'il en est ainsi quant aux intérêts matériels du mineur, *a fortiori* cette solution s'impose-t-elle quant à ses intérêts moraux. On peut aussi, en faveur de ce système, tirer argument de l'arrêt de la Cour de cassation du 13 octobre 1807 ;

Attendu, enfin, qu'il existe incontestablement un rapport saisissant entre la situation de la veuve non maintenue dans la tutelle par le conseil de famille et celle du tuteur exclu ou destitué ; que le troisième paragraphe de l'art. 448 C. civ. peut donc être invoqué par voie d'analogie ;

Attendu que le système contraire, soutenu par une partie de la doctrine et de la jurisprudence, paraît invoquer les arguments suivants : 1° le pouvoir du conseil de famille est sans contrôle, car l'art. 395 C. civ. porte que ce conseil « décidera » si la tutelle doit être conservée à la mère, et cette véritable décision n'est pas soumise à l'homologation du tribunal, comme celle qui est prévue par les art. 447 et 448 du même Code, d'où il suit *a contrario* qu'elle est souveraine. On peut répondre, semble-t-il, que raisonner ainsi, c'est attacher au mot « décidera » une importance excessive. La plupart du temps, ce que le Code de procédure appelle « un avis de parents » n'est autre chose qu'une « décision ». Les jugements sont aussi des « décisions », d'où il ne suit pas qu'ils soient à l'abri de tout recours. L'art. 883 C. pr. civ. s'applique d'ailleurs incontestablement aux délibérations du conseil de famille relatives aux intérêts matériels du mineur, même quand elles ne sont pas sujettes à l'homologation. Pourquoi donc en serait-il autrement dans le cas actuel ? Aussi bien, à supposer que le Code civil doive s'interpréter dans le sens de cette seconde opinion, la question reste entière de savoir si le Code de procédure n'est pas venu modifier sur ce point l'œuvre de son prédécesseur ; 2° on ajoute que cette interprétation de l'art. 395 serait conforme à l'exercice de l'autorité domestique qui appartient au conseil de famille et à la nature particulièrement délicate de la mission qui lui incombe en l'espèce, aux exigences enfin de son caractère confidentiel. La réponse est que la délibération peut être dictée par d'injustes préventions ; que l'avenir du mineur peut, dès lors, se trouver irrémédiablement compromis, et qu'enfin la dignité de la femme est intéressée à ne pas demeurer sous la flétrissure d'une déchéance suspecte, qui cependant peut être parfois imméritée. C'est en vain que, pour les besoins de la discussion, l'opi-

nion contraire s'efforce de créer un abîme entre la destitution et le refus du maintien d'une veuve dans la tutelle. Si les deux situations diffèrent évidemment, elles ont de singuliers traits de ressemblance ; ni l'une ni l'autre ne sont flatteuses et la note fâcheuse qui en découle rejaillit sur les enfants ; 3° l'art. 883 C. pr. civ., malgré sa généralité, n'aurait en vue, dit-on, ainsi que le prouvent son intitulé et la rubrique sous laquelle il est placé, que les opinions ou les vœux susceptibles d'être homologués et enfin les actes de la tutelle déjà constituée. Cet argument n'est pas fondé, car il fait abstraction complète des travaux préparatoires du Code de procédure qui sont pourtant décisifs ; 4° on objecte enfin, dans ce système, que l'art. 883 n'est pas applicable, quand il s'agit des intérêts moraux du mineur, car les magistrats ne sauraient, en réformant la délibération qui nomme un tuteur, en choisir eux-mêmes un autre à sa place. Ce droit de nomination ne peut, dit-on, incomber exclusivement qu'aux seuls membres du conseil de famille ; la réponse est que, dans cette affaire, l'objection perd de sa force : car ici le choix de la tutrice émane de la loi même, et il ne s'agit plus que de savoir si la défenderesse sera ou non dépouillée d'une qualité qu'elle possède déjà ;

Attendu qu'en l'espèce la délibération du conseil de famille n'a pas été unanime, puisqu'un de ses membres s'est abstenu ; que, d'autre part, il ne résulte pas nécessairement des termes de l'art. 883 qu'il ne soit applicable qu'aux seules délibérations n'ayant pas été prises à l'unanimité ; que l'intérêt des mineurs commande d'admettre qu'un avis de parents est attaquable, même quand il a été pris à l'unanimité, parce qu'il peut arriver, notamment, qu'un membre de l'assemblée, mieux éclairé dans la suite, vienne à reconnaître son erreur et à s'en repentir ;

Sur la deuxième question :

Attendu qu'aux termes de l'art. 883 C. pr. civ., la demande en nullité de la délibération du conseil de famille doit être formée contre les membres (c'est-à-dire contre tous les membres), qui ont été d'avis de la délibération ; que cette règle, étant posée en termes généraux, doit être suivie sans qu'il y ait lieu de recourir, par argument d'analogie, à la procédure tracée par l'art. 448 C. civ. pour le cas de destitution du tuteur ;

Attendu, d'ailleurs, qu'en l'espèce, toutes les parties pouvant être avisagées à l'instance ont été assignées depuis la demande introductive, et que la procédure est, par suite, régulière ;

Sur la troisième question :

Attendu que, par délibération du 28 octobre 1899, le conseil de famille des mineurs Gautier a été d'avis d'autoriser et a autorisé le sieur Gortebeck, en sa qualité de subrogé-tuteur des mineurs Gautier, à intenter, au nom de ceux-ci, devant le Tribunal civil de Quimper, contre la veuve Gautier, leur mère et tutrice légale, une action ayant pour objet de faire prononcer la nullité du testament du sieur Gautier en date du 25 juin 1896 ;

Attendu qu'il était articulé, dans cette délibération, sans contestation de la part de la veuve Gautier, que ledit testament devait faire revenir à cette dernière un quart en toute propriété et un quart en usufruit de la succession de son mari et que celle-ci avait une certaine importance, puisqu'elle pouvait se chiffrer par une somme de 180,000 à 200,000 francs environ ;

Attendu que, du même avis de parents, il appert que la veuve Gautier s'est énergiquement opposée à la mesure dont elle était menacée ; qu'il est plus que suspect que, deux jours plus tard, elle ait fait sa soumission, en formulant au greffe une renonciation à ses droits testamentaires, d'autant plus que, dans la même délibération, on lit que le testament dont s'agit semblait n'avoir pas été entièrement écrit, daté et signé de la main de Gautier, et qu'il existait contre la sanité d'esprit de celui-ci des présomptions déduites de son internement dans un établissement d'aliénés ;

Attendu que, dans ces circonstances graves, on ne peut qu'approuver l'avis de parents du 16 décembre 1899, qui a refusé de maintenir la veuve Gautier dans la tutelle de ses enfants, si elle convolait en secondes noces ;

Attendu, quant aux frais, qu'étant données les les circonstances de la cause, il n'y a pas lieu de les considérer comme frais de tutelle ;

Par ces motifs,

En la forme :

Déclare recevable le recours prononcé contre la délibération du conseil de famille en date du 16 décembre 1899, et, par voie de conséquence, l'action introduite par assignations des 19 décembre 1899 et 20 février 1900 ;

Au fond :

Déboute la dame Clarisse Deschamps, épouse Baille, de ses conclusions tendant à faire prononcer la nullité de la délibération du 16 décembre 1899, prise par le conseil de famille des mineurs Gautier et tendant, par suite, à la faire maintenir dans la tutelle de ses enfants mineurs ;

Condamne la dame Clarisse Deschamps aux dépens, dont distraction au profit de Me Soudry, sur son affirmation de droit.

M. Bouessel proc. Rép. — Mes de Chabre et Le Bail av.

Note. — I. — Sur le premier point : La question est controversée. Le jugement rapporté expose complètement les deux avis en présence. Dans le sens de la décision ci-dessus, citons : Caen 13 décembre 1897 (Gaz. Pal. 98.1.66) ; Trib. civ. Lyon 4 juin 1898 (Gaz. Pal. 98.2 T. A., v° Tutelle, n° 9) ; Besançon 29 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.1.505). V. aussi Aubry et Rau, t. 1er, p. 590 et Laurent, t. IV, nos 469 et 470.

II. — Sur le second point : Solution certaine.

III. — Sur le troisième point : Il a été jugé que la tutelle légale de la femme veuve ne peut lui être enlevée par

le conseil de famille, alors même qu'elle se remarie, que pour des causes graves et bien justifiées. V. Trib. civ. Lyon 4 juin 1898 (*loc. cit.*). L'appréciation des motifs qui ont déterminé le conseil de famille est abandonnée aux tribunaux.

154-155-156

COUR D'APPEL D'AMIENS (AUD. SOLENNELLE)

15 mars 1900.

Présidence de M. Marquet, premier président.

1° POSSESSION. — MEUBLES. — ART. 2279 C. CIV. — CONDITIONS EXIGÉES POUR LA POSSESSION.
2° ÉTRANGER. — RÈGLE « LOCUS REGIT ACTUM ». — PREUVE. — DON MANUEL. — LOI ANGLAISE. — LOI FRANÇAISE.
3° PREUVE TESTIMONIALE. — IMPOSSIBILITÉ DE SE PROCURER UNE PREUVE ÉCRITE. — DON MANUEL.

1° Si le possesseur d'un meuble en est réputé propriétaire et si sa possession constitue un titre qui peut être opposé d'une façon péremptoire aux revendications d'un tiers, c'est à la condition que la possession dont se prévaut le détenteur de l'objet revendiqué réunisse, sauf en ce qui concerne la durée, les qualités que précise l'art. 2229 C. civ.

2° La forme extérieure des actes comme leur mode de preuve sont essentiellement réglés par les lois, usages et coutumes du pays où ils sont passés.

Spécialement, la preuve d'un don manuel fait en Angleterre peut être rapportée par témoins, ce mode de preuve étant admis sans condition par la loi de ce pays.

Mais la preuve d'un don manuel fait en France ne peut, s'il s'agit d'une valeur supérieure à 150 francs, être établie par témoins ou à l'aide de présomptions, qu'autant qu'elle est appuyée par un commencement de preuve par écrit.

3° On ne peut assimiler à l'impossibilité morale de se procurer une preuve écrite, autorisant exceptionnellement la preuve par témoins, la difficulté qu'il peut y avoir pour un donataire à demander au donateur un écrit constatant la libéralité dont il le gratifie.

Abdy c. Abdy.

La Cour d'appel d'Amiens, saisie comme cour de renvoi, ensuite de la cassation d'un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 1er février 1898, par arrêt de la Chambre civile du 14 juin 1899, arrêt rapporté Gaz. Pal. 99.2.191, a statué dans les termes suivants :

LA COUR,

En ce qui concerne Bedel, appelé dans la cause uniquement en sa qualité de dépositaire-séquestre des dentelles litigieuses :

Considérant qu'il y a lieu de lui donner acte de ce que, dans ses conclusions, il déclare s'en rapporter à justice, et demande seulement à être, dans tous les cas, autorisé à employer ses dépens en frais privilégiés de séquestre ;

Au fond :

Considérant que, en ce qui touche l'attribution des dentelles litigieuses, seul point visé par le pourvoi formé par William Abdy à l'encontre de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, rendu le 1er février 1898, la chambre civile de la Cour de cassation, à la date du 14 juin 1899, a cassé et annulé cet arrêt qui, par un seul et unique chef de son dispositif, infirmant un jugement du Tribunal civil de la Seine, avait autorisé lady Abdy à prouver par témoins que toutes ces dentelles étaient sa propriété et lui provenaient de dons manuels qui lui avaient été faits par son mari, sans établir aucune distinction entre celles de ces dentelles qui, d'après ses dires, lui avaient été données en Angleterre, et celles qui lui avaient été données en France ;

Considérant qu'il en résulte nécessairement que, quel que soit le moyen qui l'a déterminée, la cassation a eu pour effet : tout d'abord, d'annuler sur ce chef, non seulement l'arrêt attaqué, mais encore tous les actes qui en ont été la suite et l'exécution, notamment l'enquête et la contre-enquête auxquelles il a été procédé, et l'arrêt définitif qui les a suivies, enquête, contre-enquête et arrêt qui ont été communiqués à la cour à titre de renseignements, mais qu'il échet de rejeter du débat, conformément aux conclusions incidentes de William Abdy ; et, en second lieu, de remettre la cause au même et semblable état où elle se trouvait avant l'arrêt annulé, en sorte qu'il ne saurait être utilement soutenu de la part de lady Abdy qu'il y aurait chose jugée en ce qui concerne les dentelles qu'elle prétend lui avoir été données en Angleterre, pas plus qu'il ne saurait être opposé une exception de même nature à l'un ou à l'autre des moyens invoqués par elle à l'appui de sa prétention, moyens qu'il convient d'examiner successivement ;

En ce qui touche la possession :

Considérant qu'à la demande en revendication des dentelles litigieuses formulée par son mari, lady Abdy oppose une exception fondée sur l'art. 2279 C. civ., aux termes duquel « en fait de meubles, la possession vaut titre » ;

Mais considérant que, s'il est vrai que le possesseur d'un meuble en est réputé propriétaire, s'il est incontestable, en pareille matière, que la possession constitue un titre qui peut être opposé d'une façon péremptoire aux revendications d'un tiers, encore faut-il que la possession dont se prévaut le détenteur de l'objet revendiqué réunisse, sauf en ce qui concerne la durée, les qualités que précise l'art. 2229 du

Code précité ; qu'il n'en est point ainsi de la possession invoquée par lady Abdy ; qu'en effet, on ne doit tenir aucun compte de ce fait, qu'elle a pu matériellement, par elle ou par ses ayants droit, détenir les dentelles litigieuses durant la période qui s'est écoulée du jour où, avec la complicité du sieur Péquignot, elle les a furtivement enlevées de l'hôtel que les époux occupaient au 14 de la rue Pierre-Charron, à Paris, jusqu'au jour où ces dentelles, longtemps rigoureusement tenues cachées, ont été enfin retrouvées et confiées à la garde d'un séquestre;

Considérant qu'on ne doit pas non plus considérer comme constituant, en sa faveur, des actes de possession utile, les faits invoqués par elle, pour la période antérieure, ces faits — qui se rapportent à la garde de ces dentelles, à leur installation dans un appartement spécial, à l'usage personnel qu'elle aurait fait de quelques-unes de ces dentelles, — trouvant leur explication naturelle dans les relations cordiales qui existaient alors entre les époux et dans l'étendue des pouvoirs que William Abdy avait confiés à sa femme pour l'administration de sa maison; qu'il convient, au contraire, de retenir, comme l'ont fait les premiers juges, que les dentelles litigieuses ne sauraient être assimilées à des objets de parure affectés à l'usage de la personne, qu'elles constituaient, avec celles que lady Abdy reconnaît avoir fait vendre à l'étranger, une riche collection de dentelles anciennes et rares;

Considérant qu'elles avaient été achetées et réunies soit, dès avant son mariage, par William Abdy, soit postérieurement, par sa femme et par lui, mais qu'elles avaient toutes été payées et qu'elles ne pouvaient l'avoir été que par lui ou avec des fonds lui appartenant; qu'enfin, jusqu'au jour où lady Abdy les a fait disparaître, elles étaient toujours restées dans le domicile de William Abdy, dans l'hôtel loué en son nom, dont il payait seul la location, et où il n'avait jamais cessé d'en avoir l'usage et la libre disposition ; qu'il échet, dans ces conditions, William Abdy étant seul recevable à se prévaloir de la possession utile desdites dentelles, de rejeter l'exception formulée par lady Abdy ;

En ce qui touche la propriété :

Considérant que lady Abdy, à l'appui de sa prétention, articule et offre de prouver différents faits qui tendent à établir que, parmi les dentelles litigieuses, vingt et une pièces qui sont énumérées et précisées dans ses conclusions, lui auraient été données en cadeau de noces par son mari, en Angleterre, au cours de l'année 1883, avant leur mariage, et qu'elle aurait également reçu les autres par dons manuels qui lui auraient été faits par son mari, en France, à diverses époques, depuis leur mariage ; qu'il échet, en présence de cette offre de preuve et au point de vue de sa recevabilité, de distinguer les dentelles qui auraient été données en Angleterre de celles qui l'auraient été en France ; qu'il est en effet de principe en droit international, principe consacré par la jurisprudence, que la forme extérieure des actes comme leur mode de preuve sont essentiellement réglés par les lois, usages et coutumes du pays où ils sont passés ;

Considérant que, dès lors, la preuve du don manuel qui aurait été fait en Angleterre peut être rapportée par témoins, puisque ce mode de preuve est admis, sans condition, par la loi du pays, mais qu'il n'en saurait être de même pour les dons manuels qui auraient été faits en France où, bien que les formalités de l'art. 931 C. civ. ne soient pas exigées pour leur validité, il ne s'ensuit pas que lady Abdy, dans l'espèce, soit dispensée d'établir leur existence conformément au droit commun; qu'il ne saurait être admis aucune exception à cette règle ; que lady Abdy n'est point fondée à invoquer l'art. 1348 du Code précité qui autorise, dans tous les cas, la preuve par témoins et par présomptions, quand il y a eu impossibilité pour le créancier de se procurer une preuve écrite, car on ne peut assimiler à une impossibilité morale, rentrant dans les prévisions du texte de loi précité, la difficulté qu'il peut y avoir pour un donataire à demander au donateur un écrit constatant la libéralité dont il le gratifie, et on le pourrait d'autant moins dans la cause, que lady Abdy a bien su faire dresser acte des libéralités qui lui ont été consenties par son mari quelques mois après leur mariage, et qu'elle aurait pu, tout aussi bien, faire mentionner le don qui lui avait été fait de la collection de dentelles existant alors ;

Considérant qu'elle n'est pas non plus fondée à invoquer les dispositions des art. 1415 et 1504 du même Code, qui autorisent même la preuve par commune renommée, mais seulement dans des cas exceptionnels et limités et lorsqu'il est conforme à la justice d'accorder une protection même exorbitante du droit commun, à la femme dont le mari, par négligence ou par dol, n'a pas fait constater par inventaire la consistance du mobilier recueilli par elle; que lady Abdy doit, au contraire, se conformer aux prescriptions des art. 1341 et 1347 C. civ. ; que, par suite, comme les dentelles qui lui auraient été données en France ont une valeur indéterminée et certainement bien supérieure à 150 francs, à défaut de preuve littérale, elle doit, pour pouvoir être admise à faire par témoins ou par présomptions la preuve de l'existence des dons manuels dont elle se prévaut, produire un commencement de preuve par écrit, de nature à rendre vraisemblable ses allégations;

Considérant qu'à cet égard il a été versé au débat une lettre écrite le 17 mai 1890 par William Abdy à Mme de Wecker, lettre qui doit du reste être rapprochée d'une autre lettre écrite le 20 du même mois par le sieur Arthur Black, son solicitor à Londres, à Me Rabier, avoué de lady Abdy, et qui, expliquée et précisée par cette dernière, loin de rendre vraisemblables les allégations de l'appelante, leur oppose une contradiction formelle; qu'une pareille lettre ne saurait, dès lors, être retenue comme cons-

tituant un commencement de preuve par écrit ; que, dès lors, en l'absence de toute autre pièce produite, il y a lieu de déclarer non recevable la preuve testimoniale offerte sur ce chef des conclusions ;

Considérant que, en ce qui concerne les dentelles qui lui auraient été données en cadeau de noces, par son mari, en Angleterre, l'offre de preuve formulée devant la cour par lady Abdy sous les nos 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, et 9 de l'articulation reproduite dans ses conclusions, porte sur des faits qui sont déjà établis, mais reconnus sans portée, ou qui manquent de pertinence, ou qui sont d'ores et déjà contredits par les éléments de la cause ; qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter ;

Considérant qu'il échet de débouter lady Abdy de toutes ses demandes, fins et conclusions, de confirmer le jugement dont est appel et de condamner l'appelante, qui succombe, à l'amende envers l'Etat, et en tous les dépens, tant vis-à-vis de William Abdy que vis-à-vis de Bedel, ès-qualité, dans lesquels dépens devront être compris ceux faits par lesdits intimés devant la Cour d'appel de Paris, ces dépens ayant été la conséquence de l'appel interjeté ; qu'il convient, dans tous les cas, d'autoriser le sieur Bedel à employer ses dépens en frais privilégiés de séquestre ;

Par ces motifs,

Et adoptant aux surplus ceux des premiers juges, en ce qu'ils n'ont rien de contraire à ceux du présent arrêt ;

Donne acte à Bedel de ce qu'il s'en rapporte à justice ;

Et statuant à l'égard de toutes les parties en cause :

Déclare recevable, mais en la forme seulement, l'appel interjeté par lady Abdy à l'encontre du jugement du Tribunal civil de la Seine en date du 21 décembre 1895 ;

Dit que l'arrêt de la Cour d'appel de Paris en date du 1er février 1899 a été cassé sur le chef relatif à la recevabilité de la preuve testimoniale des dons manuels faits par William Abdy à lady Abdy ;

Dit, en conséquence, qu'il ne saurait être fait usage ni état dans la cause des enquête et contre-enquête auxquelles il a été procédé en exécution dudit arrêt cassé, non plus que de l'arrêt définitif rendu sur les résultats de ces enquête et contre-enquête ; rejette ces pièces du débat ;

Dit également qu'il n'y a pas chose jugée en ce qui concerne les dentelles données par William Abdy à lady Abdy en Angleterre ;

Déclare lady Abdy non recevable à opposer à la demande en revendication de William Abdy l'exception tirée de l'art. 2279 C. civ. ;

Dit qu'il n'y a lieu de faire application dans la cause des dispositions des art. 1348, 1415 et 1504 C. civ. ;

En ce qui concerne les dentelles qui auraient été données en France :

Dit que la preuve de l'existence des dons manuels dont se prévaut lady Abdy doit être rapportée par celle-ci conformément aux règles de droit commun ;

Déclare, en l'état de la cause, non recevable l'offre de preuve proposée de ce chef par lady Abdy ;

En ce qui concerne les dentelles qui auraient été données en Angleterre :

Déclare les faits articulés par lady Abdy non pertinents et non concluants ; en rejette la preuve ;

Déboute lady Abdy de toutes ses demandes, fins et conclusions ;

Dit que, en ce qui concerne l'attribution des dentelles litigieuses, seul chef de la demande dont la cour soit actuellement saisie, il a été bien jugé, mal et sans grief appelé, confirme le jugement dont est appel, et ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ;

Dit et ordonne à nouveau, en tant que de besoin, que dans les huit jours de la signification du présent arrêt, Bedel, ès qualité, sera tenu, nonobstant toutes oppositions de lady Abdy ou de ses créanciers, de remettre à William Abdy, sur sa simple décharge, les dentelles dont il a été nommé séquestre ; quoi faisant, il sera bien et valablement déchargé ;

Condamne lady Abdy à l'amende envers l'Etat et, tant vis-à-vis de William Abdy que de Bedel, ès-qualité, en tous les dépens de l'instance, dans lesquels seront également compris ceux faits devant la Cour d'appel de Paris ;

Autorise, en tant que de besoin, Bedel, ès-qualité, à employer ses dépens en frais privilégiés de séquestre ;

M. LEFAVERAIS av. gén. — Mes LALLE et FOUCAUD (tous deux du barreau de Paris) av.

Note. — I. — Sur le premier point : Le principe est constant en jurisprudence : V. notamment Paris 15 décembre 1887 (Gaz. Pal. 88.1.614) ; Cass. 5 août 1890 (Gaz. Pal. 90.2.306).

II. — Sur le second point : V. les autorités et les arrêts cités en ce sens par M. le conseiller FABREGUETTES dans son rapport (Gaz. Pal. 99.2.191).

III. — Sur le troisième point : Il est de principe certain que l'impossibilité morale, tout comme l'impossibilité physique, de se procurer une preuve écrite autorise, par exception, l'admission de la preuve testimoniale : V. notamment : Bordeaux 2 mars 1871 (S. 71.2.221) ; Rennes 26 février 1879 (S. 80.2.204 — D. 80.2.91) ; Trib. civ. Seine 19 novembre 1892 (Gaz. Pal. 92.2.602). *Sic* : Toullier, t. IX, no 139 et 200 ; Marcadé, sur l'art. 1348 C. civ., no 1 ; Larombière, sur l'art. 1348 C. civ., no 4 ; Massé et Vergé, t. III, § 599, note 1 ; Aubry et Rau, t. VIII, § 765, note 3 ; Laurent, t. XIX, no 567 et 577.

TRIBUNAL CIVIL DE BRIVE

23 mai 1900.

Présidence de M. Alayrac.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — ACCIDENTS

PRÉVUS. — SUSPENSION DU TRAVAIL. — PARI DE TOUCHER AUX FILS ÉLECTRIQUES.

La loi du 9 avril 1898 n'a en vue que les seuls accidents résultant de l'exécution même du contrat de travail, soit directement soit indirectement, pourvu qu'entre l'accident et le travail commandé il y ait connexité ou relation de cause à effet.

En conséquence, lorsqu'au cours d'une suspension de travail sur le chantier un ouvrier, ayant fait le pari de toucher aux fils conducteurs de la force motrice, a été victime de son imprudence, le chef d'industrie ne saurait être reconnu responsable en vertu de la loi nouvelle.

Consorts Bachellerie c. Rivet.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte des enquêtes préalables et renseignements recueillis que l'accident du 25 novembre dernier, dans lequel Bachellerie a trouvé la mort, n'est point, à proprement parler, un accident de travail, la loi nouvelle, en effet, n'ayant en vue que les seuls accidents résultant de l'exécution même du contrat de travail, soit directement, soit indirectement, pourvu qu'entre l'accident et le travail commandé il y ait connexité ou relation de cause à effet;

Or, attendu qu'il résulte des enquêtes que, lorsque Bachellerie a fait le pari de toucher aux fils conducteurs de la force motrice de la carrière, on ne travaillait plus; que le groupe d'ouvriers, comprenant la victime, se reposait en buvant, devisant, et que la libation, que les témoins racontent, peut servir même à expliquer l'acte d'inconscience qui a été fatal à Bachellerie; qu'il est donc permis d'admettre qu'à ce moment, bien que les ouvriers fussent dans la carrière, ils n'étaient plus en travail commandé, puisqu'ils auraient pu aussi bien remonter à la surface, pour accepter la politesse qui leur était offerte par un tiers;

Attendu que, la demande portant exclusivement sur un accident de travail et le risque professionnel engageant la responsabilité d'un patron indépendamment du fait de son imprudence, il n'y a point à s'arrêter à la question de savoir si les patrons, dans l'espèce, ont ou non commis une imprudence en ne mettant par les fils conducteurs de leur force hors de la portée de la main;

Par ces motifs,

Dit que l'accident du 25 novembre ne rentre point dans la catégorie des accidents du travail prévue par la loi du 9 avril 1898;

En conséquence, déclare les demandeurs non recevables dans leur demande, les en déboute et les condamne aux dépens.

Note. — La Cour d'appel de Rouen a été appelée déjà à poser les principes au cas d'accident survenu sur le lieu du travail pendant sa suspension : V. Rouen 28 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.486). Il n'est pas nécessaire, dit cet arrêt, que l'accident arrive pendant le travail de la victime; il peut, utilement pour l'application de la loi, se produire en dehors de la durée de ce travail et par le fait ou à l'occasion du travail des autres ouvriers ou même des machines dont le patron est appelé à répondre; mais, dans toutes les circonstances, *la cause de l'accident doit être inhérente au travail effectué pour le compte et dans l'intérêt du patron.*

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE CORBEIL

9 mai 1900.

Présidence de M. Cothereau.

CHASSE. — ANIMAUX MALFAISANTS ET NUISIBLES. — LAPINS. — DESTRUCTION. — PROPRIÉTAIRE. — TERRAIN CLOS. — FAUSSES-TRAPPES (EMPLOI DE). — DÉLIT.

Si la loi permet, dans un but de préservation, aux propriétaires, possesseurs ou fermiers, de détruire en tous temps, sur leurs fonds, les animaux nuisibles et donne pouvoir aux préfets de prendre, sur l'avis des conseils généraux, des arrêtés pour déterminer les espèces d'animaux nuisibles, et régler les conditions dans lesquelles ce droit de destruction sera exercé, elle ne les autorise pas, cependant, à se livrer en temps prohibé, et par des moyens plus ou moins déguisés, à de véritables actes de chasse.

Spécialement, contrevient à l'art. 12 de la loi du 3 mai 1844, le propriétaire qui, loin de se borner à la destruction des lapins se reproduisant sur ses terres, a, dans le but de le rendre plus giboyeux, entouré d'un grillage muni d'un bas-volet un de ses champs non attenant à une habitation, autour duquel il a établi, de place en place, des fausses-trappes permettant au gibier de pénétrer sur le fonds sans pouvoir en sortir, puis, sur ce terrain ainsi disposé, se livre à la destruction des lapins en les faisant poursuivre par des chiens, et en les frappant avec un bâton.

Min. pub. c. Vermesse et dame Velard.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, si la loi permet, dans un but de préservation, aux propriétaires, fermiers ou possesseurs, de détruire en tous temps, sur leurs fonds, les animaux nuisibles et donne pouvoir aux préfets de prendre, sur l'avis des conseils généraux, des arrêtés pour déterminer les espèces d'animaux nuisibles et régler les conditions dans lesquelles ce droit de destruction sera exercé, elle ne les autorise pas à éluder ses prescriptions et, par des moyens plus ou

moins habilement déguisés, à se livrer en temps prohibé à de véritables actes de chasse ;

Attendu, en fait, que, loin de se borner à la destruction des lapins qui se reproduisent sur ses terres, Vermesse, en vue de les rendre plus giboyeuses et, par là même, ses chasses plus fructueuses, a entouré d'un grillage muni d'un bas-volet un champ lui appartenant, d'une contenance d'un hectare environ, sis commune de Sucy-en-Brie, en rase campagne, et non attenant à une habitation, autour duquel, de dix mètres en dix mètres, il a établi de fausses-trappes permettant au gibier de pénétrer sur le fonds, sans pouvoir ensuite en sortir ; que fréquemment, même en temps prohibé, ainsi du reste qu'il a été constaté le 8 avril dernier par les gendarmes rédacteurs du procès-verbal, sous les yeux desquels la dame Velard et lui ont tué, en les frappant avec un bâton, sept lapins et pris un faisan, il vient dans son champ avec des chiens qu'il lançe à la poursuite du gibier ;

Attendu qu'en agissant de la sorte Vermesse et la dame Velard ont contrevenu à la loi du 3 mai 1844 et se sont, le 8 avril 1900, à Sucy-en-Brie, rendu l'un et l'autre coupables du délit de chasse en temps prohibé prévu et réprimé par l'art. 12 de ladite loi ; que vainement, pour leur défense, ils allèguent que la loi ne distingue pas et que, l'arrêté préfectoral dont ils se prévalent déclarant le lapin animal nuisible, ils ont agi dans la plénitude de leur droit en s'efforçant de détruire, sans souci d'origine ou de provenance, tous les lapins se trouvant sur le terrain de Vermesse ;

Attendu qu'en effet il ne faut pas perdre de vue que, si le législateur a, sous l'art. 9 de la loi susdite, introduit une exception en faveur des propriétaires, possesseurs ou fermiers, c'est uniquement dans le but de les mettre à même de préserver leurs récoltes contre les incursions des animaux nuisibles ; que Vermesse, au lieu de défendre son terrain en bouchant les issues pratiquées par lui, les laisse à dessein ouvertes pour pouvoir, ainsi qu'il l'a fait le 8 avril dernier, se livrer, en se servant de ses trois chiens, à une destruction considérable de lapins et même de tout autre gibier ;

Par ces motifs,

Déclare Vermesse et la dame Velard atteints et convaincus du délit de chasse en temps prohibé, prévu et réprimé par l'art. 12 de la loi du 3 mai 1844, et les condamne à 50 francs d'amende chacun.

M. BRIOT juge suppl. f. f. de subst. — Me DE CHASSET (du barreau de Paris) av.

Note. — La solution du jugement ci-dessus recueilli ne paraît guère douteuse. Si la destruction, même en temps prohibé, des animaux malfaisants ou nuisibles peut être autorisée au profit des propriétaires, possesseurs ou fermiers (L. 3 mai 1844 art. 9), c'est parce que ces animaux causent des dégâts sur le fonds où ils séjournent et se reproduisent. Or, ce n'est plus se défendre contre des animaux malfaisants ou nuisibles, que d'attirer les lapins sur ses terres, et, par la disposition de clôtures, de fausses-trappes et de bas-volets, de les y maintenir pour les capturer. Le propriétaire qui, dans ces conditions, chasse en temps prohibé sur ses terres, contrevient donc à l'art. 12 de la loi de 1844.

TRIBUNAL DE PAIX DE BOUAYE

(LOIRE-INFÉRIEURE)

25 mai 1900.

Présidence de M. Linyer.

1° SOCIÉTÉS (EN GÉNÉRAL). — SOCIÉTÉS D'AGRÉMENT. — PERSONNALITÉ CIVILE.

2° CERCLE. — OBLIGATIONS DES MEMBRES. — MANDAT AU PRÉSIDENT. — COTISATION ANNUELLE INSUFFISANTE.

1° *Les sociétés d'agrément, et, par exemple, les cercles littéraires ou politiques, ne sont point des collectivités jouissant de la personnalité civile ; elles constituent des contrats innomés qui sont régis par les conventions établies entre les parties et par les règles du contrat nommé qui s'en rapproche le plus.*

2° *Lorsque les membres d'un cercle ont donné à l'un d'eux, expressément ou même tacitement, un mandat relatif à la gestion du cercle, ils sont tenus, chacun pour leur quote-part, même au delà de la cotisation annuelle, vis-à-vis des tiers avec lesquels le président a traité dans les limites de son pouvoir.*

X... c. Reneau.

NOUS, JUGE DE PAIX,

En droit :

Attendu que ni la doctrine, ni la jurisprudence, dont les décisions récentes sont cependant moins rigoureuses, ne reconnaissent les « sociétés d'agrément », les cercles littéraires ou politiques, par exemple, comme des collectivités jouissant de la personnalité civile ; que ces sociétés forment des contrats innomés qui sont régis par les conventions établies entre les parties et par les règles du contrat qui s'en rapproche le plus ;

Attendu que rien ne s'oppose, dans notre loi, à ce que les membres d'un cercle donnent à l'un d'eux, expressément ou même tacitement, ce que le juge a le droit de décider, un mandat dont les conséquences seront alors appréciées conformément aux règles de droit en cette matière ; qu'en conséquence, le président d'un cercle qui, ayant reçu un mandat de ses coassociés, a traité en leurs noms et dans la limite de ses pouvoirs, les oblige, chacun pour leur quote-part, même au delà du montant de la cotisation annuelle ;

En fait :

Attendu que le défendeur reconnaît avoir fait partie du Cercle des travailleurs républicains de la

commune de Rezé, mais qu'il soutient qu'ayant régulièrement payé sa cotisation annuelle, il ne doit rien au delà;

Attendu que l'association dont s'agit occupait à Pont-Rousseau un immeuble appartenant à une société anonyme indépendante du cercle qui ne comprenait que des sociétaires; que, des aménagements ayant été jugés nécessaires lors de l'installation du cercle dans cet immeuble, le demandeur fut chargé, par le président de la société, de faire des travaux dont il demande paiement à Reneau pour la quote-part dont il est, suivant lui, tenu comme sociétaire;

Attendu que la direction générale du cercle était, aux termes des statuts, confiée au président qui devait cependant, dans les cas importants, prendre l'avis des sociétaires réunis en assemblée générale;

Attendu que l'exécution des travaux fut votée dans deux assemblées, l'une du 30 janvier 1887, celle même où fut présenté et agréé le défendeur comme membre du cercle, l'autre le 22 mai suivant; que le président du cercle était alors M. Fiollin qui, en vertu du mandat exprès qu'il tenait ainsi de ses coassociés par les statuts et les deux délibérations dont la régularité n'est pas contestée, passa un marché avec le défendeur au nom et comme président du cercle;

Attendu qu'il n'est pas sans intérêt d'établir qu'indépendamment de ce mandat exprès, le président reçut plus tard un mandat tacite; qu'en effet, les sociétaires virent bientôt commencer et pour ainsi dire chaque jour grandir sous leurs yeux des travaux qui furent ensuite reçus et vérifiés par une commission spéciale; que, cependant, aucune protestation ne fut faite par les sociétaires, qui ne pouvaient ignorer qu'il faudrait nécessairement payer le montant de ces travaux effectués dans l'intérêt du cercle;

Attendu qu'en traitant comme mandataire de ses coassociés avec le demandeur, auquel il a fait connaître sa qualité, le président a engagé vis-à-vis de lui chacun d'eux pour sa quote-quart;

Attendu qu'il paraît, dès lors, presque superflu d'ajouter que les rédacteurs des statuts du cercle avaient prévu qu'un déficit pouvait exister lors de la liquidation; que l'art. 22, par une disposition très sage et fort équitable, que devaient connaître les membres du cercle, indiquait que la perte serait alors supportée également par tous les sociétaires, conformément aux règles tracées dans l'art. 21;

Attendu que le chiffre de la demande n'est pas contesté; qu'il représente, d'après les documents versés aux débats et les explications fournies au magistrat de ce siège, la quote-part incombant à la charge de Réneau, comme sociétaire du cercle, dans le paiement du prix des travaux effectués par le demandeur, y compris les intérêts arrêtés au 1er janvier 1898;

Par ces motifs,

Condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de 16 fr. 35 pour sa quote-part dans lesdits travaux;

Le condamnons aux intérêts de cette somme à partir du 1er janvier 1898, à raison de 4 fr. 75 par an, taux conventionnel;

Le condamnons aux dépens.

Me Paul THIBAUD av.

Note. — I. — Sur le premier point : Rapp. en ce sens : Trib. civ. Auch. 2 mars 1886 (Gaz. Pal. T. Q. 1882-87, vo Action (en justice), no 34.— Mon. jug.paix 1886.166); Trib. corr. Meaux 10 février 1888 (Gaz. Pal. 88.1. supp. 79).

II. — Sur le second point : V. dans le sens du jugement recueilli : Trib. civ. Troyes 7 décembre 1892 (Gaz. Pal. 93.1 supp. 46). Rappr. aussi : Trib. civ. Seine 9 décembre 1886 (Gaz. Pal. 86.2.883).

157-158-159

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

14 mars 1900.

Présidence de M. Tanon.

NOTAIRE. — DISCIPLINE. — CITATION DEVANT LA CHAMBRE. — FAIT NON RELEVÉ DANS LA CITATION. — RÉQUISITIONS DU SYNDIC. — PRÉSENCE DE L'INCULPÉ. — ACCEPTATION DU DÉBAT.

Une chambre de discipline de notaires ne commet point d'excès de pouvoir en prononçant contre un notaire une peine disciplinaire à raison d'une infraction autre que celle exclusivement visée dans la citation, ajournant ledit notaire à comparaître devant elle, lorsque celui-ci, sur les réquisitions prises par le syndic relevant contre lui la nouvelle infraction, n'a soulevé aucune fin de non-recevoir et a accepté le débat en son entier sans formuler de réserves.

Me X... c. Chambre des notaires de Rethel.

LA COUR,

Sur le moyen tiré d'un excès de pouvoir et de la violation des art. 17 et 20 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 :

Attendu que si, dans la citation, le demandeur a été inculpé seulement d'incorrection envers l'un de ses collègues, le syndic a pris, devant la chambre de discipline, des réquisitions contre lui, à raison de son manque d'égards vis-à-vis de cette chambre, en même temps que pour cette incorrection; que le demandeur s'est expliqué sur ce second grief comme sur le premier et qu'il a accepté le débat en son entier, sans opposer la fin de non-recevoir ni formuler de réserves; que, dans cet état des faits, la décision attaquée, en prononçant une peine disciplinaire pour les deux infractions aux devoirs professionnels, n'a commis ni excès de pouvoir, ni violé les articles susvisés.

Rejette le pourvoi formé par M. X... contre la délibération de la chambre de discipline des notaires de Rethel du 11 octobre 1898.

MM. PETIT rapp.; MÉRILLON av. gén. — Me CHAUDÉ av.

Note. — Jurisprudence constante conf. V. Cass. 16 janvier 1884 (Gaz. Pal. 84.1.849); 14 janvier 1885 (Gaz. Pal. 85.1.228); 4 août 1885 (Gaz. Pal. 85.2.744).

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

19 février 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° JUGEMENTS OU ARRÊTS. — MAGISTRATS. — PRÉSENCE. — REMISE DE CAUSE. — CONCLUSIONS.

2° MOTIFS DES JUGEMENTS OU ARRÊTS. — REMISE DE CAUSE.

Un arrêt est valablement rendu avec le concours d'un magistrat qui était non présent à une précédente audience, à laquelle avait été ordonnée seulement une remise de cause.

..... Alors surtout que ce même magistrat était présent à une audience antérieure, à laquelle les parties avaient pris leurs conclusions.

Un arrêt, qui rejette une demande de remise de cause, ne constitue pas une décision judiciaire, et n'a point besoin, dès lors, d'être motivé à peine de nullité.

Demoiselle Damay c. Chopy.

LA COUR,

Sur le premier moyen tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810:

Attendu que si M. le conseiller Pavec, ainsi qu'offre de l'établir la demanderesse par sa requête en autorisation d'inscription de faux, n'a pas siégé à l'audience de la cour d'appel du 5 janvier 1899, son absence n'entache d'aucune nullité l'arrêt attaqué, par le double motif que la demanderesse, qui était appelante, avait, comme la partie intéressée, conclu à l'audience du 24 novembre précédent, où l'affaire avait été fixée pour être plaidée à l'audience du 5 janvier 1899, et que l'avoué de la demanderesse avait, à cette dernière audience, sollicité seulement un renvoi qu'il n'avait pas obtenu; que la cause était donc régulièrement liée lorsque, le 12 janvier, cet avoué a déclaré se référer à ses conclusions du 5 janvier et que la cour a statué à bon droit sur l'appel en lui décernant acte de ce que, « sur les instructions de sa cliente et en l'absence d'autres instructions au fond, il avait demandé à la cour un renvoi qui lui avait été refusé »; que, dans cet état des faits, l'article susvisé n'a pas été violé;

Sur le second moyen, pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810:

Attendu que l'arrêt qui rejette une demande de remise de cause ne constitue pas une décision judiciaire et qu'il ne doit pas dès lors être motivé à peine de nullité; que l'article précité n'a donc pas été violé;

Rejette le pourvoi formé par la demoiselle Damay contre l'arrêt de la Cour de Rennes du 12 janvier 1899.

MM. PETIT rapp.; MELCOT av. gén. — Me SAUVEL av.

Note. — I. Sur le premier point : Comp. dans le même sens Cass. 7 août 1885 (Gaz. Pal. 85.2.362); 21 juin 1886 (Gaz. Pal. 86.2.104).

II. — Sur le deuxième point : V. conf. Cass. 15 juin 1841 (S. 41.1.848). *Sic* : Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Motifs des jugements et arrêts, n° 11.

COUR D'APPEL DE PARIS (7e CH.)

15 mai 1900.

Présidence de M. Ditte.

1° EXPLOIT. — MENTIONS EXIGÉES. — NOM, DEMEURE ET IMMATRICULE DE L'HUISSIER. — OMISSION. — APPOSITION EN MARGE DU TIMBRE DE L'ÉTUDE. — VALIDITÉ.

2° JUGEMENTS ET ARRÊTS PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — SAISIE-ARRÊT. — ACTE CONSERVATOIRE. — RECEVABILITÉ.

1° L'omission, dans le contexte de la copie de l'acte d'appel des nom, demeure et immatricule de l'huissier signataire de l'acte n'entraîne point la nullité dudit acte, lorsque ces indications sont données en marge par l'apposition du timbre humide de l'huissier lequel, portant l'indication de son nom, de sa résidence et du canton de ladite résidence, faisait suffisamment connaître à l'intimé que l'huissier instrumentaire avait qualité, capacité et compétence pour instrumenter.

2° La saisie-arrêt, qui n'est qu'une mesure conservatoire pouvant être prise en vertu d'un titre non authentique, ou même sans titre, avec la permission du juge, ne devient une mesure d'exécution, et, par suite, ne rend l'opposition irrecevable lorsqu'elle a été pratiquée en suite d'un jugement par défaut, que par l'effet du jugement de validité.

Epoux Lagasse c. Faucon.

Le Tribunal civil de Versailles avait rendu, le 9 décembre 1897, au profit du sieur Faucon, un jugement par défaut ainsi conçu :

« Donne défaut contre les époux Lagasse, non comparants, quoique régulièrement assignés et appelés ;

« Et, pour le profit :

« Attendu que le demandeur est créancier des époux Lagasse d'une somme de 1,680 francs, montant d'une reconnaissance par eux souscrite à son profit, le 31 mai 1892; ladite reconnaissance enregistrée à Saint-Germain-en-Laye, le 25 novembre 1897;

« Attendu que, malgré ses réclamations amiables, le sieur Faucon n'a pu obtenir le paiement de ladite somme, ainsi que d'une autre somme de 263 fr. 97 pour solde de compte;

« Par ces motifs,

« Dit pour reconnues les écritures et signatures des époux Lagasse apposées sur la reconnaissance dont s'agit;

« En conséquence, condamne les époux Lagasse conjointement à payer au sieur Faucon, dit Gautier, la somme de 1,680 francs, montant de la reconnaissance susénoncée, et celle de 263 fr. 97, pour solde de compte postérieurement à cette reconnaissance; ensemble les intérêts tels que de droit;

« Les condamne, en outre, aux dépens. »

Opposition par les époux Lagasse. — Jugement du 7 mars 1899 :

« Attendu que, par jugement du 9 décembre 1897, ce tribunal a condamné conjointement les époux Lagasse à payer à Ernest-Arthur Flavien et Faucon, dit Gautier, la somme principale de 1,943 fr. 37, les intérêts de droit et les dépens; que ce jugement a été signifié aux époux Lagasse par exploit de Michaux, huissier à Versailles, en date du 11 janvier 1898;

« Attendu que, par exploit de Desoize, huissier à Saint-Germain-en-Laye, en date du 21 décembre 1897, Faucon, dit Gautier, a fait saisie-arrêt aux mains de : 1° Me Bordier, notaire à Crespières; 2° Damesne; que, par exploit de Dubaële, huissier à Saint-Germain-en-Laye, en date du 28 décembre 1897, ladite saisie-arrêt a été dénoncée aux époux Lagasse, avec assignation en validité; que ledit exploit énonce expressément le jugement par défaut ci-dessus relaté;

« Attendu que Me Thibault s'est constitué pour les époux Lagasse, par acte du 4 janvier 1898; que, par acte du Palais, en date du 15 mars 1898, les époux Lagasse ont déclaré former opposition contre le jugement dont il s'agit;

« Attendu qu'aux termes de l'art. 158 C. pr. civ., l'opposition contre un jugement rendu contre une partie qui n'a pas d'avoué est recevable jusqu'à l'exécution dudit jugement; que la saisie-arrêt est un acte d'exécution, d'où il suit que l'opposition formée le 15 mars 1898 contre un jugement de cette nature, exécuté le 28 décembre 1897, est non recevable.

« Par ces motifs,

« Dit non recevable l'opposition formée par les époux Lagasse;

« Ordonne que le jugement, en date du 9 décembre 1897, sera exécuté selon sa forme et teneur;

« Condamne les époux Lagasse en tous les dépens. »

Appel par les époux Lagasse. — Arrêt :

La Cour,

En la forme :

Considérant que les époux Lagasse ont interjeté appel du jugement du Tribunal de Versailles, du 7 mars 1899, aux termes de deux exploits, le premier de Lis, huissier à Versailles, du 11 mars 1899, le second, de Génard, huissier à Maule, du 29 mai 1899;

I. — En ce qui touche le premier de ces appels :

Considérant qu'il n'est pas recevable, aux termes de l'art. 449 C. pr. civ., comme ayant été interjeté dans la huitaine à dater du jour du jugement;

II. — En ce qui touche le second desdits appels :

Considérant que l'original de l'exploit de Génard est régulier dans la forme, mais que l'intéressé soutient qu'il n'en serait pas de même de la copie qui lui a été laissée dudit exploit, laquelle serait nulle, d'après lui, comme ne contenant pas les nom, demeure et immatricule de l'huissier;

Considérant, sur cette prétention de l'intéressé, que la copie d'un exploit est assurément soumise aux mêmes conditions de validité que l'original qu'elle remplace pour la partie qui la reçoit, et qu'elle doit, en conséquence, faire connaître à ladite partie, notamment les nom, résidence et immatricule de l'huissier; mais que l'art. 61 C. pr. civ. ne prescrit aucune forme déterminée pour la rédaction de ces indications, qui seront suffisantes et valables à la seule condition que la partie y trouve les renseignements nécessaires pour apprécier la qualité, la capacité et la compétence de l'officier ministériel rédacteur de l'acte;

Considérant, en fait, que, si la copie de l'acte d'appel du 29 mai 1899, délivrée par l'huissier Génard à Faucon, dit Gautier, ne contient pas, dans son contexte, les nom, demeure et immatricule de l'huissier signataire de l'acte, ces indications sont données dans la marge de l'acte par l'apposition, à l'aide d'un timbre humide, de la mention suivante : « Me Génard, huissier à Maule, canton de Meulan », laquelle fait suffisamment connaître à Faucon, dit Gautier, domicilié à Nézel, dans une commune voisine de celle de Maule et dépendant, comme elle, du canton de Meulan et de l'arrondissement de Versailles, que l'huissier rédacteur et signataire de l'acte est domicilié à Maule et, par suite, immatriculé au Tribunal de Versailles, chef-lieu de l'arrondissement dont dépendent Nézel, Maule et Meulan, et qu'en conséquence, il a qualité, capacité et

compétence pour instrumenter dans ledit arrondissement et notamment à Nézel;

Considérant, de plus, que ladite copie fait connaître à l'intimé la constitution pour les appelants de Me Goirand, avoué près la Cour d'appel de Paris, et contient assignation à Faucon, dit Gautier, dans les termes suivants : « Et à même requête, demeure, etc., j'ai, huissier susdit et soussigné, donné assignation au susnommé à comparaître par devant MM. les premier président, président et conseillers composant la 1re chambre de la Cour d'appel de Paris... pour les motifs, etc... Voir recevoir les requérants appelants du jugement susénoncé et daté, voir infirmer ledit jugement, etc. »;

Considérant que, dans ces circonstances, Faucon. dit Gautier, ne pouvait se méprendre, et ne s'est mépris en réalité, ni sur la personnalité de l'officier ministériel rédacteur et signataire de l'exploit, ni sur la teneur et la portée de l'acte d'appel qui lui était ainsi signifié, et qu'il n'est pas fondé, en conséquence, à en contester la validité;

Sur la recevabilité de l'opposition formée par les époux Lagasse contre le jugement par défaut du Tribunal de Versailles du 9 décembre 1897 :

Considérant que, dans l'état des faits très exactement constatés et rapportés par les premiers juges dans un exposé contenu aux motifs du jugement du 7 mars 1899, exposé des faits que la cour adopte et s'approprie en tant que de besoin, les premiers juges ont considéré à tort la saisie-arrêt du 21 décembre 1897, dénoncée aux époux Lagasse le 28 décembre même année, comme un acte d'exécution rendant irrecevable l'opposition des époux Lagasse;

Considérant, en effet, que, contrairement à l'opinion des premiers juges, la saisie-arrêt qui n'est qu'une mesure conservatoire pouvant être prise en vertu d'un titre non authentique ou même sans titre non authentique ou même sans titre, avec la permission du juge, ne devient une mesure d'exécution que par l'effet du jugement de validité qui attribue au saisissant les sommes saisies et lui confère la faculté de contraindre le tiers saisi à se libérer entre les mains du saisissant;

Considérant, d'ailleurs, en fait, que la saisie-arrêt du 21 décembre 1897 et sa dénonciation du 28 décembre même année, étant toutes deux antérieures à la signification du jugement par défaut 1897, qui n'a été faite que le 11 janvier 1898, ne pourraient, en aucun cas, être considérées comme des mesures valables d'exécution dudit jugement par défaut, lequel, aux termes de l'art. 155 C. pr. civ., ne pouvait être exécuté avant l'échéance de la huitaine de ladite signification du 11 janvier 1898;

Considérant, en conséquence, que les pre-premiers juges ont, à tort, déclaré irrecevable l'opposition des époux Lagasse et qu'il y a lieu de réformer leur sentence et de recevoir les époux Lagasse opposants au jugement par défaut du 9 décembre 1898;

Considérant qu'à raison de l'infirmation qui va être prononcée du jugement du 7 mars 1899, il y a lieu pour la cour d'évoquer et de statuer, au fond, sur le litige qui est en état de recevoir sa solution;

Au fond :

Considérant qu'aux termes d'un acte sous seings privés en date du 21 mai 1892, enregistré le 25 novembre 1897, les époux Lagasse ont reconnu devoir à Faucon, dit Gautier, la somme de 1,680 francs, qu'ils se sont engagés à lui payer à la première réquisition;

Considérant, en conséquence, que les époux Lagasse sont débiteurs de ladite somme de 1,680 fr. et qu'il y a lieu de les obliger à la payer à Faucon, dit Gautier, avec les intérêts de droit;

Considérant que celui-ci ne produit aucun titre à l'appui de la réclamation d'une somme de 263 fr. 97, pour solde de compte, et qu'il y a lieu de le débouter de cette seconde partie de sa demande;

Par ces motifs,

En la forme :

Reçoit les époux Lagasse appelants du jugement du 7 mars 1899;

Au fond :

Infirme ledit jugement;

Décharge les époux Lagasse des dispositions leur faisant grief;

Et, statuant par disposition nouvelle et par voie d'évocation ;

Reçoit les époux Lagasse opposants au jugement par défaut du 9 décembre 1897 ;

Les déclare bien fondés dans leur opposition, en tant qu'elle porte sur la condamnation prononcée contre eux au paiement d'une somme de 263 fr. 97 pour solde de compte ; les décharge de la condamnation prononcée contre eux de ce chef ;

Pour le surplus, déclare leur opposition mal fondée, les en déboute ; déboute également Faucon, dit Gautier, du surplus de ses conclusions ;

Ordonne que la condamnation à 1,680 francs et aux intérêts de ladite somme, conformément à la loi, et aux dépens du jugement du 9 décembre 1897, sortira son plein et entier effet :

Ordonne la restitution de l'amende;

Condamne les époux Lagasse en tous les dépens d'appel ;

Condamne Faucon, dit Gautier, aux dépens du jugement du 7 mars 1899.

M. Brégeault subst. proc. gén. — Mes Besnier (du barreau de Versailles) et de Las Cazes av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il est de principe constant que l'acte d'appel, comme tout autre exploit, doit être déclaré nul lorsqu'il ne contient pas mention du nom et de l'immatricule de l'huissier : V. notamment Bordeaux 1er juin 1891 (Gaz. Pal. 91.2.582); Cass. 17 mai 1892 (Gaz. Pal. 92.1.737 — S. 92.1.296 — D. 92.1.485); Rennes 2 février 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, vo Exploit, no 28);

Mais les énonciations prescrites par la loi, particulièrement à l'égard de cette mention, peuvent être remplacées par des équipollents, à la condition que ces équipollents

se trouvent dans l'acte lui-même : V. Bordeaux 1er juin 1891 et Rennes 2 février 1893 précités ; Agen 23 mai 1873 (D. 74.5.245) ; Bastia 7 juin 1874 (D. 76.1.155) ; Cass. 20 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.368). V. cependant *contrà* : Riom 27 mai 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Exploit, n° 107 — Rec. Riom 1894-95, p. 361) — Jugé spécialement dans le sens de l'arrêt recueilli, qu'il n'est pas nécessaire que les nom, demeure et immatricule de l'huissier figurent dans le corps même de la copie ; il suffit que ces indications résultent de l'apposition en marge d'un timbre humide : Riom 30 décembre 1890 (D. 92.2.227). V. d'ailleurs la note dans notre recueil sous Cass. 20 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.368).

II. — Sur le second point : Il a été jugé que la saisie-arrêt suivie de dénonciation, avec demande en validité, pouvait être réputée acte d'exécution : Cass. 1er mai 1823 (S. chr.) ; — à plus forte raison la saisie-arrêt suivie d'une signification du jugement qui valide la saisie, ou d'une assignation en validité sur laquelle le défendeur a constitué avoué : Cass. 30 juin 1812 (S. chr.) ; 22 mai 1827 (S. chr.) ; 5 décembre 1838 (S. 39.2.128). — Mais il en est autrement, si l'exploit de saisie-arrêt a été annulé faute d'assignation dans les huit jours : Aix 27 février 1858 (D. 58.2. 308) ; — ou s'il n'a été suivi que de la déclaration du tiers-saisi : Turin 17 janvier 1810 (S. chr.).

COUR D'APPEL DE PARIS (7e Ch.)

15 mai 1900.

Présidence de M. Ditte.

TRANSCRIPTION. — INSCRIPTION LE MÊME JOUR. — PRIORITÉ. — PREUVE. — REGISTRE DU CONSERVATEUR. — CARACTÈRE NON AUTHENTIQUE. — PREUVE CONTRAIRE.

Au cas d'une transcription d'un acte d'acquisition et d'une inscription d'hypothèque du chef de l'aliénateur, opérées le même jour, il faut rechercher quelle est celle des deux formalités qui a été accomplie la première et donner la préférence à l'acquéreur ou au créancier, selon que la transcription aura précédé ou suivi l'inscription.

Et, en l'absence de tout autre élément de preuve ou d'appréciation, l'ordre de l'accomplissement des formalités sera déterminé par les indications et mentions du registre tenu par les conservateurs des hypothèques conformément aux prescriptions de l'art. 2200 C. civ.

..... Sans que d'ailleurs il y ait lieu de reconnaître auxdites indications et mentions un caractère d'authenticité ne permettant pas aux parties de faire la preuve contraire conformément aux règles ordinaires du droit.

Epoux Damesne c. Faucon.

La Cour,

Au fond :

Considérant qu'aux termes de l'art. 6 de la loi du 23 mars 1855, à partir de la transcription, les créanciers ayant hypothèque sur un immeuble ne peuvent prendre utilement inscription sur le précédent propriétaire dudit immeuble ;

Considérant que cette disposition est claire, formelle et catégorique et qu'elle rend sans effet l'inscription prise sur le précédent propriétaire postérieurement à la transcription du contrat, par lequel il a transféré la propriété de son immeuble, sans qu'il y ait lieu de distinguer arbitrairement si l'inscription dont il s'agit a été prise le jour même ou le lendemain de ladite transcription ;

Considérant, en effet, que la disposition de l'art. 2147 C. civ., visée à tort par les premiers juges, a été écrite pour un cas spécial, expressément précisé audit article, et ne saurait s'appliquer au cas absolument différent du premier et sans analogie avec lui d'une transcription et d'une inscription opérées le même jour, lesquelles, par leur nature, sont exclusives l'une de l'autre et ne peuvent venir en concurrence comme deux inscriptions hypothécaires ;

Considérant, en conséquence, qu'au cas d'une transcription et d'une inscription opérées le même jour, il échet de rechercher quelle est celle des deux formalités qui a été accomplie la première et de donner la préférence à l'acquéreur ou au créancier, selon que la transcription aura précédé ou suivi l'inscription ;

Considérant, d'autre part, qu'en l'absence de tout autre élément de preuve ou d'apréciation, l'ordre de l'accomplissement des formalités sera déterminé par les indications et mentions du registre tenu par les conservateurs des hypothèques conformément aux prescriptions de l'art. 2200 C. civ., sans que, d'ailleurs, il y ait lieu de reconnaître auxdites indications et mentions un caractère d'authenticité ne permettant pas aux parties de faire la preuve contraire conformément aux règles ordinaires du droit ;

Considérant, en fait, que le contrat reçu Bordiès, notaire à Crespières, le 26 novembre 1897, par lequel les époux Damesne ont acquis des époux Lagasse divers immeubles situés aux Alluets-le-Roi, à Herbéville et Bazemont, a été transcrit au bureau des hypothèques de Versailles, le 11 décembre 1897, vol. 4227, n° 5157, et qu'il est établi, d'une part, par le registre des formalités hypothécaires du notaire, que ledit contrat avait été transmis à Versailles pour y être transcrit le 18 décembre 1897, et, d'autre part, par le registre des dépôts (vol. 104) tenu à la conservation des hypothèques de Versailles, conformément à l'art. 2200 C. civ., qu'il est parvenu au bureau des hypothèques de Versailles, le 11 décembre 1897 et qu'il y a été inscrit à ladite date sous le numéro d'ordre 88 du registre des dépôts ;

Considérant qu'il résulte de ces circonstances, qui ne sont pas contestées, que ledit contrat a été déposé et transcrit avant que n'ait été prise l'inscription hypothécaire (vol. 1438, n° 30) au profit de

Faucon, dit Gautier, sur les époux Lagasse, vendeurs des époux Damesne, laquelle a été requise et prise en vertu d'une ordonnance de M. le président du Tribunal de Versailles du 11 décembre 1897 et d'un jugement du tribunal du même siège du 9 décembre 1897, sur la production des pièces qui n'ont été déposées au bureau des hypothèques de Versailles que postérieurement au contrat d'acquisition des époux Damesne et sous le numéro d'ordre 117 du registre des dépôts n° 104 de ladite conservation des hypothèques, le dépôt du contrat d'acquisition des époux Damesne ayant été fait, ainsi qu'il est dit plus haut, sous le numéro d'ordre 88 du même registre ;

Considérant, en conséquence, et par application des principes posés plus haut, que l'inscription dont il s'agit n'a pas été prise utilement sur les époux Lagasse et qu'elle ne frappe pas, de leur chef, les immeubles acquis d'eux par les époux Damesne aux termes du contrat ci-dessus visé, transcrit antérieurement à l'inscription de Faucon, dit Gautier ;

Considérant qu'il suit de là que les premiers juges ont à tort ordonné la continuation des poursuites commencées par Faucon, dit Gautier, contre les époux Damesne, et qu'il y a lieu de faire droit à la demande des appelants tendant à l'annulation de la sommation, qui leur a été signifiée par Faucon, dit Gautier, suivant exploit de Dubaële, huissier à Saint-Germain-en-Laye, du 16 décembre 1898 ;

Par ces motifs, etc...

M. BRÉGEAULT subst. proc. gén.— Mes BESNIER (du barreau de Versailles) et DE LAS CAZES av.

Note. — La jurisprudence se prononce généralement en ce sens sur la question très controversée en doctrine, de savoir comment doit se régler la priorité entre l'acquéreur d'un immeuble et un créancier hypothécaire qui ont, le même jour, l'un fait transcrire son titre, l'autre requis inscription de son hypothèque : V. Trib. civ. Arras 2 juillet 1860 (S. 60.2.481) ; Trib. civ. Die 17 juin 1868 (S. 69.2.153 — D. 69.3.91) ; Trib. civ. Forcalquier 30 décembre 1880 (S. 81.2.47) ; Bastia 12 décembre 1881 (S. 83.2.9 — D. 82.2.194) ; Nancy 16 mai 1894 (Gaz. Pal. 94.1.776 — S. 94.2.191 — D. 96.2.305). V. cependant *contr* : Trib. civ. Bagnères-de-Bigorre 24 février 1859 (S. 60.2.427). V. l'exposé de la controverse dans notre note sous Nancy 16 mai 1894 précité, avec les renvois à la doctrine.

Mais si l'on admet généralement que cette priorité doit se régler par la priorité de la remise du titre du créancier ou de celui de l'acquéreur au conservateur, on n'est pas d'accord sur la manière dont doit être prouvée la priorité de cette remise. V. dans le sens de l'arrêt recueilli, Nancy 16 février 1894 précité et la note dans notre recueil.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

29 mars 1900.

Présidence de M. Dezaux.

NANTISSEMENT. — FONDS DE COMMERCE. — LOI DU 1er MARS 1898. — FORMALITÉS. — INSCRIPTION AU GREFFE. — INSUFFISANCE. — OBLIGATION DE REMETTRE L'ACTE DE BAIL ET DE SIGNIFIER LE NANTISSEMENT AU PROPRIÉTAIRE.

Pour constituer valablement en nantissement un fonds de commerce, il ne suffit pas d'opérer au greffe du tribunal de commerce l'inscription prévue par la loi du 1er mars 1898, il faut encore que l'acte de nantissement soit signifié au propriétaire de l'immeuble, dans lequel le fonds est exploité, et que le bail soit remis entre les mains du créancier gagiste. (Art. 2075 § 2 C. civ.)

Compagnie parisienne de Crédit et de Commission c. syndic faillite Champigny.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, suivant acte sous seing privé en date à Paris du 12 juillet 1898, enregistré, Champigny s'est constitué caution et répondant solidaire d'une dame Misson, débitrice envers la Compagnie parisienne de Crédit et de Commission d'une somme de 5,500 francs, exigible le 5 novembre suivant ; qu'à la sûreté et garantie du remboursement de cette somme Champigny a déclaré affecter, à titre de gage et de nantissement, le fond de commerce de pharmacien qu'il exploitait à Saint-Denis, rne du Chemin-de-Fer, 3, avec ses accessoires et dépendances, y compris les spécialités y attachées ; que ledit acte de nantissement a été transcrit sur les registres à ce destinés au greffe du Tribunal de commerce de la Seine le lendemain 13 juillet ;

Attendu que, par jugement de ce tribunal, en date du 9 octobre 1899, Champigny a été déclaré en état de faillite ouverte ; que Laforge a été nommé syndic de cette faillite ;

Attendu que la Compagnie parisienne de Crédit et de Commission requiert le tribunal dire que Laforge, ès qualité, sera tenu de l'admettre au passif privilégié de la faillite Champigny pour la somme de 2,735 fr. 55 restant due sur le montant de la créance dont il a été ci-dessus parlé, et que Champigny a garantie, sinon que le jugement à intervenir tiendra lieu d'admission ;

Mais, attendu que le fonds de commerce donné en nantissement par Champigny, pris dans son ensemble, représentait un droit incorporel ; que, pour opérer la validité du nantissement et la création du privilège, il faut, lorsque la chose donnée en gage est incorporelle : 1° que le créancier gagiste ait signifié l'acte de nantissement au débiteur de la chose engagée, en l'espèce le propriétaire de l'immeuble où s'exerce le fonds de commerce ; 2° que celui qui constitue le

gage ait remis aux mains de celui au profit duquel le gage est constitué le titre établissant son droit sur la chose ; que la compagnie demanderesse ne justifie pas de la signification du gage qui lui était consenti au propriétaire de l'immeuble où Champigny exerçait son commerce ; qu'elle ne s'est pas fait remettre non plus le bail des lieux ; que, si, à la vérité, la compagnie demanderesse prétend que la loi du 1er mars 1898 l'exonérait de toutes ces formalités et qu'elle n'aurait été tenue qu'à la transcription qu'elle a faite, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, en se basant sur ce que les mots « en outre », insérés en tête du nouveau texte de la loi, dans le projet primitivement voté, auraient été supprimés dans la rédaction définitive, il est constant, au contraire, que la nouvelle disposition n'a eu ni pour but, ni pour effet, de supprimer les principes de la législation relatifs au contrat de nantissement ; que le législateur n'a prétendu en rien innover aux principes dont s'agit, mais uniquement, en ajoutant aux prescriptions générales établies, mieux sauvegarder l'intérêt des tiers par un moyen de contrôle spécial, lorsqu'il s'agit d'un fonds de commerce donné en nantissement ; qu'en effet, l'article unique de la loi du 1er mars 1898 porte expressément que les formalités édictées complètent l'art. 2075 C. civ. ; que l'emploi de ce terme est exclusif de toute idée de suppression des prescriptions antérieures, lesquelles doivent dès lors subsister dans tout leur ensemble ;

Attendu que la compagnie demanderesse n'ayant pas été mise en possession du bail, en l'espèce, élément essentiel du nantissement consenti par Champigny, ne pouvait effectuer la réalisation du gage ; que cette garantie était donc illusoire ; que le nantissement du 12 juillet 1898 ne peut donc être valable et produire effet à l'égard de la masse ; que, dans ces conditions, la demande à fin d'admission par privilège au passif de la faillite Champigny, formée par la compagnie demanderesse, est mal fondée et doit être repoussée ; qu'il convient, au contraire, de dire, comme le syndic en fait offre dans les conclusions motivées qu'il dépose à la barre, ce dont il demande qu'il lui soit donné acte, que ladite compagnie demanderesse sera admise au passif de la faillite Champigny à titre chirographaire seulement ;

Par ces motifs,

Donne acte à Laforge, ès qualité, de ce qu'il se déclare prêt à admettre la Compagnie parisienne de Crédit et de Commission au passif de la faillite Champigny, à titre chirographaire, pour la somme de 2,735 fr. 55 ;

Déclare la Compagnie parisienne de Crédit et de Commission mal fondée en sa demande à fin d'admission par privilège au passif de la faillite Champigny, l'en déboute ;

Dit et ordonne que Laforge, ès qualité, sera tenu d'admettre la Compagnie parisienne de Crédit et de Commission, à titre chirographaire, pour la somme de 2,785 fr. 55 au passif de la faillite Champigny, à charge pour ladite compagnie d'affirmer la sincérité de sa créance dans les formes ordinaires et accoutumées ;

Et condamne la Compagnie parisienne de Crédit et de Commission aux dépens.

Mes Max Girard et Garbe, agréés.

Note. — Il y a lieu de s'étonner de voir le Tribunal de commerce de la Seine persister dans une jurisprudence qu'il avait suivie le 5 novembre 1898 (Gaz. Pal. 98.2.622), mais sur laquelle il était revenu le 17 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.688), et qui avait été, dans l'intervalle, repoussée par le Tribunal de commerce du Havre le 31 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.2.360) et par le Tribunal civil de Rouen le 25 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.382). Cette jurisprudence est d'autant plus incompréhensible, de la part du Tribunal de la Seine, qu'avant la loi du 1er mars 1898 il refusait d'une manière constante de considérer comme valable le nantissement des fonds de commerce réalisé à l'égard des tiers par la remise de l'acte de bail au créancier gagiste et la signification de l'acte de nantissement au propriétaire des biens.

Ce tribunal estimait que les formalités susrappelées, considérées comme suffisantes par les cours d'appel et par la Cour de cassation, n'avaient aucune valeur parce qu'elles n'étaient pas de nature à porter à la connaissance des tiers l'acte de nantissement qui les intéressait au premier chef, puisqu'il affectait le crédit du commerçant ; il exigeait donc que le commerçnat se dépouillât effectivement de la possession de son fonds. Le législateur est intervenu ; il reconnaît dans les travaux préparatoires de la loi du 1er mars 1898 (art. 2075, § 2 C. civ.), que le dessaisissement fictif résultant de la remise des titres (actes de bail et acte d'acquisition du fonds) et la signification du nantissement au propriétaire des lieux, ne sont pas de nature à satisfaire l'intérêt des tiers, qu'ils n'ont même aucune utilité ; il les remplace par l'inscription au greffe du tribunal de commerce sur un registre spécial qui sera mis à la disposition des tiers.

Comment le tribunal de commerce peut-il soutenir après cela que ces formalités anciennes, auxquelles lui-même ne reconnaissait aucun caractère sérieux avant la loi récente, doivent être accomplies aujourd'hui, et que la formalité de l'inscription vient s'ajouter à elle et non pas les remplacer ! On ne comprend plus. C'est d'ailleurs absolument contraire à ce qui a été dit de la façon la plus explicite au cours des travaux préparatoires. V. notre note sous Trib. com. Seine 5 novembre 1898 (Gaz. Pal. 98.2.622).

J. T.

160-161-162-163

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

30 mai 1900.

Présidence de M. Tanon.

ACTE AUTHENTIQUE. — FOI DUE. — VENTE. — PAIEMENT DU PRIX. — NUMÉRATION DES ESPÈCES A LA VUE DU NOTAIRE. — SIMULATION. PREUVE.

La foi due aux actes authentiques ne fait pas obstacle à ce que les conventions, dispositions

et déclarations qu'ils contiennent, puissent être arguées de simulation, soit par les tiers, soit même par l'une des parties.

Ainsi les héritiers d'un prétendu vendeur peuvent, malgré les énonciations d'un acte authentique, qui mentionne la numération des fonds à la vue du notaire, être admis à prouver que cette numération n'a été qu'un simulacre, et que le vendeur n'a pas, en réalité, reçu la somme prétenduement payée.

Mahieux et consorts c. Detalle et autres.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation des art. 1319, 1320 C. civ., 19 de la loi du 25 ventôse an XI, et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que la foi due aux actes authentiques ne fait pas obstacle à ce que les conventions, dispositions et déclarations qu'ils contiennent, puissent être arguées de simulation soit par les tiers, soit par l'une des parties; qu'ainsi, les héritiers d'un prétendu vendeur peuvent, malgré les énonciations d'un acte authentique qui mentionne la numération des fonds à la vue du notaire, être admis à prouver que cette numération n'a été qu'un simulacre, ni que le vendeur n'a pas, en réalité, reçu la somme prétenduement payée;

Attendu, en fait, que les deux actes du 3 mars 1898, reçus Dussauterre, notaire, constatent que Cyprien Mahieux, acquéreur, a payé à Detalle, d'une part, 5,000 francs payés comptant, et d'autre part, pour une cession de créance, 9,700 francs, comptés et délivrés à la vue du notaire;

Attendu que l'arrêt attaqué, sans contester ces faits dans leur existence matérielle, déclare que ces deux ventes n'ont été obtenues par Cyprien Mahieux qu'au moyen du dol et de la fraude; qu'il constate ensuite que le prétendu paiement n'a été qu'un simulacre et que, dans la réalité, Cyprien Mahieux s'est borné à emprunter momentanément d'une banque, à laquelle des titres furent déposés, une somme de 15,000 francs destinée à être produite ostensiblement, mais que cette somme a été restituée quelques jours après à ladite banque qui s'est aussitôt dessaisie des titres;

Attendu que, dans ces circonstances, la Cour d'Amiens a pu, sans recourir à l'inscription de faux, admettre les preuves ordinaires de droit contre la sincérité des actes dont s'agit, et qu'en présence du dol et de la fraude reconnus, elle a pu se fonder sur de simples présomptions, conformément à l'art. 1353 C. civ., et que l'arrêt, qui est régulièrement motivé, n'a dès lors violé aucun des articles susvisés;

Rejette le pourvoi formé par Mahieux et consorts contre l'arrêt de la Cour d'Amiens du 2 août 1899.

MM. DUPONT rapp.; MÉRILLON av. gén. — Me DEMONTS av.

Note. — La jurisprudence de la Cour de cassation est absolument constante en ce sens. V. notamment Cass. 4 janvier 1897 (Gaz. Pal. 97.1.127) et les renvois.

COUR D'APPEL DE PAU (1re CH.)

1er mai 1900.

Présidence de M. Pouget, premier président.

FAILLITE. — NULLITÉ DES ACTES ANTÉRIEURS. — DATION EN PAIEMENT. — ART. 446 C. COM. — CONDITIONS D'APPLICATION. — OPÉRATION INDIVISIBLE. — NULLITÉ TOTALE.

Lorsque l'acte entrepris en vertu de l'art. 446 C. com. consiste en une vente soldée au moyen d'une compensation conventionnelle, les juges ont à rechercher, au point de vue de l'étendue de la nullité qu'ils ont à prononcer, si, dans l'intention des parties, il y a eu une convention unique et indivisible ou bien deux opérations distinctes et dont chacune n'a pas été la cause de l'autre, et, dans ce dernier cas seulement, le syndic agissant au nom de la masse peut être admis à les séparer et à poursuivre l'exécution de la vente, tout en réclamant l'annulation de la clause relative au paiement; dans le premier au contraire, il n'est pas permis au syndic de dénaturer la convention en la divisant, afin d'obtenir à la fois et en violation de ce que les parties ont voulu, l'exécution de la clause relative à la vente et l'annulation de la clause relative au paiement : dans un tel cas, l'acte doit être exécuté ou annulé dans son entier, et il appartient au syndic de poursuivre l'annulation ou de ne pas la poursuivre, suivant qu'il le trouve avantageux ou non aux intérêts de la masse.

Lalanne c. syndic faillite Saint-Marc.

LA COUR,

Attendu qu'en prononçant l'annulation partielle de l'acte du 26 septembre 1897, le tribunal a méconnu, en fait et en droit, les conditions d'application de l'art. 446 C. com.;

Attendu que, lorsque l'acte entrepris en vertu de cet article consiste, comme dans l'espèce, en une vente soldée au moyen d'une compensation conventionnelle, les juges ont à rechercher si, dans l'intention des parties, il y a eu une convention unique et indivisible, ou bien deux opérations distinctes et dont chacune n'a pas été la cause de l'autre; que, dans ce dernier cas seulement, le syndic d'une faillite pourrait être admis à les séparer et à poursuivre l'exécution de la vente, tout en réclamant l'annulation de la clause relative au paiement;

Attendu que, s'il est hors de contestation, dans la cause, que l'acte attaqué contient une clause qui le

place sous le coup de la nullité édictée par l'art. 446 C. com., il est non moins certain que, d'après la commune intention des parties, cet acte forme, dans son objet, un ensemble indivisible, en ce que les stipulations sont liées intimement entre elles, comme l'une étant la cause déterminante de l'autre, et qu'il n'est pas, dès lors, permis au représentant de la faillite de dénaturer la convention en la divisant, afin d'obtenir à la fois et en violation de ce que les parties ont voulu l'exécution de la clause relative à la vente et l'annulation de la clause relative au paiement; que, dans un tel cas, l'acte doit être exécuté ou annulé dans son entier, et qu'il est manifeste que c'est bien celui de l'espèce;

Attendu, en effet, qu'en passant l'acte du 26 septembre 1897, Lalanne n'a pas eu pour but principal et direct de devenir propriétaire de 25 hectares de landes rases; qu'aucun motif d'utilité ou d'agrément ne pouvait le déterminer à acquérir et que le vendeur n'avait pas davantage en vue un prix à recevoir de l'acquéreur, mais que toutes les parties n'ont voulu autre chose que régler le compte qui existait entre elles;

Attendu que, d'après l'indication fournie par le syndic lui-même dans sa circulaire aux créanciers de la faillite, ce compte constituait Lalanne créancier de Saint-Marc, d'une somme d'environ 7,000 francs; qu'il apparaît dès lors clairement que, dans sa réalité, l'opération réalisée par l'acte du 26 septembre 1897 n'a eu d'autre objet que de solder la créance que Lalanne avait contre Saint-Marc par la remise d'un immeuble dont le prix était compensé avec ladite créance, mais qu'il n'est certainement jamais entré dans leur pensée que Lalanne aurait à effectuer et Saint-Marc à recevoir le paiement réel de l'immeuble, objet du contrat; que le tribunal n'a donc pu consacrer, comme il l'a fait, un tel résultat qu'en dénaturant la convention des parties; qu'il y a lieu, en conséquence, d'infirmer la décision attaquée, tout en réservant au syndic de la faillite Saint-Marc tous ses droits à l'effet de faire annuler, en son entier, s'il le trouve avantageux aux intérêts de la masse, la convention du 26 septembre 1897;

Par ces motifs,

Disant droit de l'appel interjeté par Lalanne contre le jugement rendu le 7 décembre 1899 par le Tribunal civil de Mont-de-Marsan, jugeant en matière de commerce;

Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé;

Infirme en conséquence le jugement attaqué;

Décharge Lalanne de la condamnation prononcée contre lui;

Déclare Dorot, en qualité de syndic de la faillite de Paul Saint-Marc, irrecevable dans sa demande; lui fait toutefois réserve de tous ses droits à l'effet de poursuivre l'annulation en son entier de l'acte du 26 septembre 1897 par application de l'art. 446 C. com.;

Condamne Dorot, ès qualité qu'il agit, en tous les dépens de première instance et d'appel.

M. BOLLET av. gén. — Mes GUICHENNÉ et LAMAIGNÈRES av.

Note. — La question tranchée par l'arrêt recueilli présente un intérêt considérable, car elle paraît se rattacher à la question plus générale de savoir quelles doivent être les conséquences de l'annulation d'un acte prononcée à la requête de créanciers pris individuellement ou en tant que masse en cas de faillite, dans le cas où l'acte nul a été à la fois profitable ou préjudiciable au débiteur. Dans l'espèce, il s'agissait d'une dation en paiement qui avait enrichi le débiteur en ce sens qu'il l'avait libéré d'une dette et qui l'avait en même temps appauvri en faisant sortir de son patrimoine un des éléments entrant dans sa composition active. MM. Lyon-Caen et Renault (Tr. de Dr. com., t. VII, p. 337) s'expriment à cet égard en ces termes, en examinant cette question en matière de faillite : « La masse de la faillite ne pourra faire rentrer dans l'actif du failli les biens qui en sont sortis qu'à la charge de restituer la chose fournie à celui-ci en retour, si elle existe encore en nature, ou de lui en rembourser la valeur jusqu'à due concurrence de ce dont le patrimoine du failli s'est trouvé enrichi. Autrement la masse des créanciers réaliserait un bénéfice injuste au préjudice du tiers contre lequel la nullité est prononcée; elle profiterait à la fois du bien rentré dans le patrimoine du failli et de ce qui lui avait été fourni en retour. A l'égard de la masse, la nullité existe avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire que l'acte est réputé non avenu; la masse ne peut à la fois se prévaloir de la nullité pour rendre et faire abstraction de la nullité pour se refuser à restituer. » Cette théorie paraît assurément juste et aucune critique sérieuse ne peut être élevée contre elle, lorsqu'il s'agit d'un paiement fait par le failli; le paiement étant annulé, le créancier peut s'en prévaloir pour produire ultérieurement à la faillite, et il n'est pas possible, ainsi que l'a décidé l'arrêt recueilli, de scinder cet acte et de ne l'annuler que pour partie au détriment du créancier et au bénéfice de la masse.

Mais il est des hypothèses où une question plus délicate encore peut se présenter : celle de savoir si le contrat synallagmatique passé par un tiers avec le failli étant annulé, ledit tiers doit être remboursé intégralement ou seulement en monnaie de dividende. La question s'est posée, dans la pratique, en matière de cession de créance à titre onéreux consentie par le failli; l'acte de cession ayant été annulé en vertu de l'art. 442 C. com., on se demandait si le tiers pouvait réclamer la restitution intégrale du prix ou seulement son admission au passif de la faillite en concours avec les autres créanciers ; la Cour d'appel de Nancy s'est prononcée pour la seconde solution : Nancy 20 juin 1857 (D. 58.2.1857)

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

22 février 1900.

Présidence de M. Vaury.

SOCIÉTÉ ANONYME. — COMPÉTENCE COMMERCIALE. — FONDATEURS. — RESPONSABILITÉ. — FAUTE COMMUNE.

1° Le tribunal de commerce est compétent pour statuer sur les faits relatifs à la constitution d'une société anonyme à créer en vue d'actes

de commerce, alors même que l'action est dirigée contre un fondateur non commerçant.

2° Les fondateurs d'une société qui se réunissent et s'associent pour s'adresser au public et solliciter des souscriptions contractent par ce fait même l'obligation de veiller en commun à ce que les sommes ainsi obtenues ne soient pas détournées de leur destination.

On ne saurait distinguer entre la faute de celui qui détourne et celle de ceux qui n'ont pas su empêcher le détournement.

La faute étant dès lors commune à tous, le détournement opéré par l'un des fondateurs doit être à la charge de tous.

Annebique c. de Gassart.

Attendu que, des faits de la cause, il appert que Annebique a souscrit à 100 actions, de 100 francs chacune, de la société alors en formation, dite Société anonyme des fiacres automobiles Roger, savoir : 20 actions le 29 août 1896 et les 80 autres le 17 mars 1897 et qu'il les a libérées du quart par le versement d'une somme de 500 francs pour la première souscription; que cette société n'a pas été constituée et que le montant des deux souscriptions du demandeur est resté entre les mains des promoteurs et fondateurs de la société;

Attendu que Annebique prétend aujourd'hui qu'au nombre des fondateurs figurerait de Gassart, qui serait, par suite, responsable au regard des souscripteurs des sommes versées, et que c'est dans ces conditions qu'il assigne ce dernier en restitution de la somme de 2,500 francs, montant de ses deux souscriptions;

Attendu que, pour résister à la demande, de Gassart oppose tout d'abord une exception d'incompétence à raison de la matière; que, subsidiairement et au fond, il conclut au mal fondé de la demande;

Sur le renvoi matière :

Attendu que le débat s'agite à propos de faits relatifs à la constitution d'une société anonyme qui devait être créée en vue d'actes de commerce et dont Annebique prétend que de Gassart aurait été l'un des fondateurs; que le litige présente donc un caractère commercial à l'égard du défendeur, et que, par suite, il est de la compétence de la juridiction consulaire, encore bien que de Gassart ne soit pas commerçant; qu'il échet, par suite, de repousser le déclinatoire opposé; retient la cause;

Au fond :

Attendu que de Gassart proteste contre la qualité de fondateur de la société que le demandeur entend lui attribuer; qu'il soutient que le fondateur étant, aux termes de la jurisprudence, « celui qui crée l'entreprise, qui choisit la forme d'association qui convient à son industrie, qui fixe le capital de la société, qui en détermine la durée, qui crée les actions, qui organise les assemblées des associés, qui fait en son nom personnel appel aux capitaux, qui en règle la destination, qui dresse dans un prospectus ces stipulations si variées qui constituent la charte de la société », il ne se serait livré à aucun des actes ainsi énumérés; que la forme de la société, l'importance du capital, auraient été décidées, les statuts déposés et les prospectus lancés bien avant son arrivée dans la société; que son rôle se serait borné à écrire quelques lettres au nom et pour le compte d'un sieur Roger, actuellement décédé, lequel serait le seul et véritable fondateur de la société;

Mais attendu que, s'il est exact que le premier promoteur de la société a été ledit sieur Roger, il résulte des documents soumis au tribunal que l'œuvre commencée par ce dernier a été continuée par un groupe de personnes qui, sous la signature « Le Comité », s'est révélé aux tiers par l'envoi d'une circulaire suivie du texte des statuts de la société projetée;

Attendu que cette circulaire, dont un exemplaire a été adressé à Annebique, est ainsi conçue : « Nous avons l'honneur de vous envoyer sous ce pli les statuts de la Société anonyme française des fiacres automobiles en formation que M. G. Roger, ingénieur-constructeur, 52, rue des Dames, a le premier eu l'initiative de créer à Paris. — M. Roger, le premier, obtenait la promesse formelle de cette autorisation (celle de faire stationner et circuler les voitures automobiles comme les fiacres ordinaires) et élaborait les statuts d'une société de ce genre. Par ses soins et avec une rapidité qui démontre, mieux que tout, l'intérêt du public pour cette sorte d'affaires, un tiers du capital émis fut déjà souscrit en ne faisant appel qu'aux relations personnelles du fondateur. M. Roger fut alors distrait de cette affaire par la transformation de sa maison de construction de voitures automobiles au capital de 700 000 francs en une société anglo-française au capital de 7,500,000 francs. Nous sommes bien décidés à achever l'émission de cette souscription et à constituer définitivement notre société, afin de mettre nos voitures en circulation le plus rapidement possible. Persuadés, Monsieur, que la lecture attentive de nos statuts et du tableau comparatif ci-joint suffira à vous convaincre du bien fondé de nos espérances et que vous constaterez par l'exposé ci-joint que le rendement promet d'être de 20 à 25 0/0, ce qui constitue une affaire de premier ordre, nous osons espérer que vous voudrez bien nous permettre de vous compter au nombre de nos souscripteurs. Dans ce cas, nous vous prions de nous retourner le bulletin ci-joint, que nous prenons la permission de vous envoyer, en y mentionnant le nombre d'actions que vous désirez prendre et, au cas où de plus amples renseignements vous seraient nécessaires, vous trouverez, 17, boulevard de la Madeleine, au siège provisoire de notre société, tous les renseignements désirés.

« Signé : Le Comité. »

Attendu qu'en s'affirmant ainsi avec une person

nalité distincte de celle de Roger, en se posant comme continuateur de l'œuvre que ce dernier avait laissée en suspens, en prenant un domicile spécial et en faisant appel au public pour achever de réunir le capital, le comité d'initiative ne pouvait s'annoncer d'une façon moins équivoque comme le cofondateur avec Roger de la société projetée; que c'est d'ailleurs cette qualité qui lui est attribuée par les statuts eux-mêmes (art. 4, 5 et 32); qu'il s'ensuit que de Gassart, qui faisait partie de ce comité, qui prenait même le titre d'administrateur et signait en cette qualité les lettres adressées à Annebique relativement à la souscription de ce dernier, doit être considéré comme ayant été, avec Roger et au même titre que ce dernier, le promoteur et le fondateur de l'entreprise;

Attendu que le défendeur soutient encore que, fût-il reconnu comme fondateur, la responsabilité solidaire encourue par les fondateurs reposant uniquement sur une présomption de faute commune, le détournement des fonds provenant de la souscription d'Annebique ne saurait, en l'espèce, constituer une faute commune à lui-même et à Roger, puisqu'il est reconnu que c'est ce dernier seul qui a encaissé les 2,000 francs, montant de la seconde souscription, et cela en vertu même des dispositions prises par Annebique, qui avait créé le chèque au nom de Roger; que, dans ces conditions, c'est à Roger seul, ou à la succession de ce dernier, que le demandeur devait s'adresser, mais que lui-même ne saurait être recherché à raison d'un fait auquel il est resté étranger;

Mais, attendu que le chèque de 2,000 francs représentant la deuxième souscription de Annebique aux 80 actions de la société projetée, bien qu'établi au nom de Roger, était adressé 17, boulevard de la Madeleine, au siège indiqué par le comité dans sa circulaire, et que c'est de Gassart lui-même qui en a accusé réception au demandeur;

Attendu que les fondateurs d'une société, qui se réunissent et s'associent pour s'adresser au public et solliciter des souscriptions, contractent par ce fait même l'obligation de veiller en commun à ce que les sommes ainsi obtenues ne soient pas détournées de leur destination; qu'on ne saurait distinguer entre la faute de celui qui détourne et celle de ceux qui, comme en l'espèce, n'ont pas su empêcher ce détournement; qu'il y a donc faute commune et que, par suite, le détournement opéré par l'un des fondateurs doit être à la charge de tous; qu'il s'ensuit que la responsabilité de de Gassart se trouve engagée au même titre que celle de Roger et des autres fondateurs;

Attendu toutefois que cette responsabilité ne saurait être étendue au delà de la deuxième souscription de Annebique et de la somme de 2,000 francs représensant le quart versé sur 80 actions; qu'en ce qui concerne la somme de 500 francs représentant le versement sur les 20 actions antérieurement souscrites par Annebique, il convient d'observer qu'au moment où cette souscription a eu lieu, le comité d'initiative n'existait pas encore; que, seul, Roger s'était révélé comme le fondateur de la société et que c'est à lui seul que Annebique a remis cette somme; que de Gassart ne saurait être recherché à raison de ce versement, et que, par suite, il n'échet de faire droit à la demande qu'à concurrence de la somme de 2,000 francs, au paiement de laquelle de Gassart doit être obligé;

Par ces motifs,

Se déclare compétent;

Condamne de Gassart à payer à Annebique la somme de 2,000 francs.

M[es] MICHOT et GARBE agréés.

Note. — I. — Sur le premier point : Solution certaine.

II. — Sur le second point : Le principe est que l'obligation de contrôle et de surveillance est de l'essence des fonctions des fondateurs d'une société anonyme, et que cette obligation est de nature à entraîner la responsabilité de tous, dès que cette responsabilité dérive d'un ensemble indivisible de faits qui ne permettent pas de déterminer la part de chacun dans ces faits. V. Paris 31 janvier 1895 (Gaz. Pal. 95.1.326); Paris 18 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.225). Pour échapper à la responsabilité, le fondateur doit démontrer qu'il lui a été impossible de découvrir la fraude commise : Cass. 30 janvier 1893 (Gaz. Pal. 93.2.425).

164

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

9 mai 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

ENREGISTREMENT. — ASSOCIATIONS RELIGIEUSES. — DROIT D'ACCROISSEMENT. — EXIGIBILITÉ. — PRESCRIPTION. — ABONNEMENT. — LOI DU 16 AVRIL 1895. — RÉTROACTIVITÈ. — INSTANCE EN COURS.

1° La Régie, pour établir l'exigibilité de l'impôt dont, aux termes des lois des 28 décembre 1880 et 29 décembre 1884 (art. 9), sont frappées toutes les congrégations, communautés et associations religieuses sans exception, aucune autre condition d'exigibilité n'étant exigée que cette qualité, peut invoquer tous les modes de preuve admis par les lois fiscales.

Spécialement, c'est à bon droit que cet impôt est reconnu exigible d'une société : 1° se composant exclusivement de religieux appartenant à une même congrégation (celle de la Trappe, dans l'espèce), et entre lesquels il existe un lien religieux et une règle spirituelle commune; 2° dont les membres sont, de par les statuts, obligés à résider dans l'établissement social, et à s'en rapporter, en cas de difficulté, à l'arbitrage souverain de l'autorité diocésaine; 3° dont le pacte social stipule la réversion au

profit des membres restants de tout ce qui appartient aux membres décédés ou sortants.

2° *La prescription biennale, établie par l'art. 14 de la loi du 16 juin 1824, est-elle applicable aux amendes fiscales encourues en matière d'impôt sur le revenu?* (Non résolu par la Cour de cassation.)

En tout cas cette prescription, dans les matières où elle est applicable, ne court que du jour où les préposés de la Régie ont été à même de constater la contravention au vu des actes soumis à l'enregistrement.

..... Et on ne saurait, sans méconnaître l'esprit de la loi, donner pour point de départ à la prescription le jour où l'administration, avertie par de simples indices, a été seulement en mesure de soupçonner la contravention, de la rechercher et de la découvrir à l'aide d'autres actes et de rapprochements ultérieurs.

1° *Les termes de l'art. 8 de la loi du 16 avril 1895, laquelle a substitué au droit d'accroissement une taxe annuelle d'abonnement, devenue obligatoire pour toutes les congrégations à l'expiration du délai de six mois accordé à celles qui étaient encore débitrices desdits droits d'accroissement, pour se libérer sans pénalité, avec faculté d'option entre le mode ancien de perception et le mode nouveau, démontrent l'intention du législateur de lui donner un effet rétroactif pour le recouvrement des droits encore dus à l'expiration de ce délai.*

..... Et ce alors même que ces droits faisaient l'objet d'une instance en cours.

Société civile de la Trappe c. l'Enregistrement.

Le Tribunal civil de Mortagne avait rendu, le 19 juin 1896, le jugement suivant :

« Attendu que, par acte reçu Brideau, notaire à Mortagne, le 3 avril 1841, il avait été formé, pour quarante années devant expirer le 30 avril 1881, une société qualifiée de société civile agricole entre les sieurs Gruyer, Debreyne, Jousse et six autres religieux, tous prêtres, demeurant au monastère de Soligny-la-Trappe; que six des contractants étant décédés, les trois survivants, Gruyer, Debreyne et Jousse, se disant propriétaires exclusifs de tout l'actif social par suite de l'acte précité, résilièrent leur société avant le terme fixé et formèrent avec sept autres religieux du monastère de la Trappe, suivant acte reçu Brideau, le 27 septembre 1865, pour une durée de quarante années, une nouvelle société qu'ils qualifièrent de société universelle de gains, dans laquelle les sieurs Gruyer, Debreyne et Jousse déclarèrent apporter les immeubles par eux recueillis dans la société dissoute ;

« Attendu qu'il fut stipulé (art. 3) qu'aucun prélèvement personnel ne pourrait être fait par aucun des membres de la société (art. 4) ; que ceux-ci auraient le droit de s'adjoindre de nouveaux membres (art. 5) ; que tous les biens de l'association appartiendraient exclusivement à ceux des associés qui existeraient au moment de la dissolution ;

« Attendu que, par application du décret du 29 mars 1880, les Trappistes furent expulsés de leur monastère, mais qu'ils y rentrèrent aussitôt et y reprirent leur existence première;

« Attendu que, par une série d'actes notariés, des adjonctions de quelques membres nouveaux, tous exclusivement choisis parmi les religieux de la Trappe, eurent lieu en remplacement de membres décédés ou disparus pendant la période de temps écoulé du 27 septembre 1865 au 24 octobre 1882; qu'à cette date du 24 octobre 1882, par acte reçu Delaunay, les associés supprimèrent du contrat du 27 septembre 1865 l'article 4 qui permettait l'adjonction de nouveaux membres, et par autre acte reçu par le même notaire, le 28 décembre 1885, modifièrent l'art. 3 en ce sens qu'à partir du 1er janvier 1886 les bénéfices de l'association seraient répartis entre ses divers membres ;

« Attendu que l'administration de l'Enregistrement, ayant appris le décès, arrivé le 5 novembre 1889, du sieur Vigoureux, l'un des Trappistes, membre adjoint à la société par suite d'un décès, a réclamé au conseil d'administration de ladite société : 1° le droit d'accroissement édicté par l'art. 9 de la loi du 29 décembre 1884; 2° la taxe de 3 0/0 sur le revenu due par toute congrégation religieuse conformément aux art. 3 et 4 de la loi du 29 décembre 1884 ; qu'en réponse à cette réclamation et par exploit de mai 1890, tous les membres figurant soit comme fondateurs, soit comme adjoints dans la société civile de la Grande-Trappe ont fait sommation au receveur de l'enregistrement de Bazoches d'avoir à recevoir une somme de 64 francs, montant du droit de 0 fr. 50 0/0 dû, d'après eux, sur la part sociale du sociétaire décédé ;

« Attendu qu'après avoir, par son receveur, refusé ces offres, l'administration décerna contre les trappistes Salasc, Larry et autres, le 23 mai 1890, une première contrainte tendant au paiement des droits de mutation par décès dus à l'occasion de la mort du trappiste Vigoureux et calculés conformément aux articles précités des lois des 28 décembre 1880 et 29 décembre 1884,

c'est-à-dire à raison de 9 0/0, plus les décimes, sur la part du défunt dans les immeubles et les meubles appartenant à l'association et, le 6 août 1890, une seconde contrainte tendant au paiement de la taxe de 3 0/0 sur le revenu, telle qu'elle est édictée par les lois précitées ;

« Attendu que, par exploits en date des 31 mai et 31 août 1890, les trappistes ont formé opposition à ces contraintes ; qu'ils fondent leur opposition à la première sur ce que : étant constitués en société civile, la part de l'un des associés, le sieur Vigoureux, décédé, n'est passible que du droit de 0 fr.50 0/0 ; que les associés survivants ne sont point ses héritiers et que, si sa part leur accroît, c'est par suite de stipulations de l'acte social ; qu'ils n'existent pas à titre de congrégation autorisée ou non autorisée, puisqu'ils ont été expulsés le 6 novembre 1880 et que l'existence de leur société civile a toujours été reconnue par toutes les branches de l'administration et notamment par l'Enregistrement qui, pour la perception de l'impôt établi par la loi du 29 juin 1872 sur les bénéfices annuels, a accepté les déclarations prescrites par la loi du 28 décembre 1880 (art. 3) ;

« Attendu qu'ils fondent leur opposition à la seconde contrainte sur ce que leur société civile est régie par les lois des 29 juin 1872 et 28 décembre 1880, à l'exclusion de la loi du 29 décembre 1884 et qu'elle ne doit la taxe de 3 0/0 que sur les produits et bénéfices annuels réalisés ; qu'elle s'est conformée à la loi en fournissant, depuis 1885, la copie des délibérations annuelles qui constatent que chaque année l'établissement de la Trappe est en déficit ; que cette remise équivaut au payement du droit et que l'administration de l'Enregistrement, s'en étant toujours contentée, ne peut revenir sur les faits accomplis ; qu'enfin une partie des droits réclamés seraient atteints par la prescription biennale ;

« Attendu que l'administration, dans son dernier mémoire signifié le 22 novembre 1895, modifie le réclamation formulée dans sa première contrainte et les mémoires qui l'ont suivie, et conclut à ce que la loi du 16 avril 1895, dite loi d'abonnement, reçoive son application, et que le droit d'accroissement réclamé soit converti en une taxe d'abonnement de 0 fr. 40 0/0 sur la valeur brute des meubles et immeubles possédés par la congrégation des Trappistes :

« Attendu que les associations religieuses ou autres, qui n'ont pas été autorisées ou reconnues comme personnes morales, n'ont aucune capacité juridique, et ne peuvent acquérir soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ni directement en leur propre nom, ni indirectement par l'intermédiaire de l'un ou de quelques-uns de leurs membres ; que tel était l'ancien droit public français, et que telle est la règle posée par le législateur moderne dans les lois des 2 janvier 1817 et 24 mai 1825 ;

« Attendu que, sans doute, les personnes qui font partie d'une communauté religieuse non autorisée peuvent, comme toutes les autres personnes jouissant de leurs droits civils, acquérir dans leur intérêt individuel ; que plusieurs membres d'une pareille communauté peuvent même, conformément aux principes généraux du droit, s'associer pour travailler et demeurer en commun ; mais que si, par des procédés quelconques empruntés au Code civil, sous l'apparence notamment d'une société, ils arrivent à déguiser une véritable congrégation religieuse, ils ne peuvent, par cette simulation, échapper aux prohibitions de la loi ; que les parties ayant ainsi emprunté la formule du contrat de société dans le but d'obtenir par voie détournée les bénéfices de la personnification civile et de dissimuler leurs intentions pour éluder une disposition légale, leur convention serait entachée d'une nullité radicale, comme contrevenant à la loi d'ordre public qui subordonne l'existence d'une personne civile à l'autorisation du législateur ; que, viciée dans sa forme pour une cause illicite, la convention ne pourrait produire aucun effet (art. 1131-1133 C. civ.) ;

« Attendu que, pour arriver à restituer à une société de ce genre, en apparence régulière en la forme, son véritable caractère, point n'est besoin de recourir à des moyens d'investigation blessants, à des procédés inquisitoriaux et à la violence des secrets intimes, mais que les tribunaux peuvent et doivent prendre en considération tous les faits extérieurs et patents de nature à révéler ce caractère ; qu'en pareille occurrence, en effet, alors qu'il s'agit de rechercher une fraude à la loi, les juges ont la faculté, soit pour compléter la preuve littérale, soit pour la remplacer, d'admettre les présomptions graves, précises et concordantes, par application de l'art. 1353 C. civ. ; que, bien que la loi de frimaire an VII soit muette sur le mode de preuve auquel l'administration de l'Enregistrement pourra recourir pour établir la fraude, il résulte d'une jurisprudence certaine et constante que si la preuve testimoniale ne doit pas être reçue, il en est autrement de la preuve par présomptions, ce mode de preuve n'étant point incompatible avec la procédure spéciale à la matière, c'est-à-dire l'instruction par écrit ;

« Attendu que, ces principes généraux étant admis, il s'agit de les appliquer à l'espèce soumise

au tribunal, et de rechercher quel est le caractère de la société constituée par un certain nombre de religieux de la Grande-Trappe le 27 septembre 1865, en remplacement de celle primitivement constituée le 30 avril 1841 et dissoute ledit jour 27 septembre 1865 ;

« Attendu que le contrat du 27 septembre 1865, sous le prétexte d'établir une société universelle de gains, conformément à l'art. 1838 C. civ., n'a réellement constitué qu'une congrégation religieuse d'hommes, soumise à la règle de Saint-Benoist modifiée par l'abbé de Rancé ; qu'en effet, leur établissement est notoirement connu sous le nom qu'ils lui donnent eux-mêmes de « monastère de la Trappe » ; qu'il résulte de leurs prospectus et d'annonces par eux faites dans les journaux, qu'ils prennent les qualifications de moines de la Grande-Trappe, religieux de la Grande-Trappe, pères trappistes de Soligny; qu'ils ont une organisation toute monastique, que le supérieur, en religion dom Etienne, prend le titre de révérend père abbé ; que chaque membre a un nom en religion : frère Samuel, portier ; père Zozyme; frère Auguste, cellerier, etc. ; qu'ils portent le costume de trappiste et observent notoirement et ostensiblement les règles et les habitudes de cet ordre; que sur les feuilles d'expédition par eux faites à la gare de Soligny, ils signent non pas de leurs véritables noms, mais bien de leurs noms de religieux ; qu'il en est de même pour les colis qu'ils reçoivent; que, dans l'état de dénombrement dressé en 1886, sur les indications du secrétaire de leur société pour établir le recensement, les religieux sont qualifiés de : familiers, novices, religieux, prêtres, trappistes ;

« Attendu que, si ces faits et circonstances, qui mettent à nu la commune et secrète intention des parties qui ont figuré au contrat, ne suffisaient pas à eux seuls pour en entraîner la nullité, cette nullité résulterait surabondamment de la clause de réversion qui y est insérée à l'art. 5, et qui n'en a point été supprimée comme cela a eu lieu pour la clause d'adjonction de nouveaux membres (art. 4), et pour celle de prohibition de partager les bénéfices (art. 3); que cette clause de réversion conçue en ces termes : « Tous les biens et pro-
« duits de l'association appartiendront exclusive-
« ment à ceux des associés qui existeront au
« moment de sa dissolution, lesquels se les parta-
« geront entre eux par tête, sans aucune distinction
« des nouveaux associés d'avec les associés primi-
« tifs. Ainsi tous les associés décédés, ou retirés
« ou exclus avant le moment de la dissolution
« n'auront eu qu'une simple expectative qui sera
« évanouie par la mort, la retraite ou l'exclusion,
« et ceci est une condition fondamentale, faisant
« une des bases essentielles de la présente associa-
« tion », exclut les héritiers de tout droit à l'avoir social, met ainsi obstacle à la transmission des biens dans les termes du droit commun, et doit être considérée comme une preuve de fraude, car, en effet, on ne contracte pas de société véritable sous de pareilles conditions, ceux qui s'associent sérieusement recherchant un bénéfice certain et non une chance qui pourrait même les déposséder de ce qu'ils mettent dans la société;

« Attendu que cette clause, qualifiée de fondamentale, implique évidemment l'impossibilité, pour les prétendus associés, de se conformer à l'acte modificatif du 8 décembre 1885 en les mettant dans la nécessité après partage, s'il avait réellement lieu, des bénéfices annuels, de faire le rapport de ce qui leur serait advenu pour augmenter d'autant l'actif social qui, en fin de compte, deviendrait la propriété exclusive de celui ou de ceux qui survivraient lors de la disparition de la société ;

« Attendu que, par ce procédé et en ayant soin de dissoudre leur association alors que le plus grand nombre des membres a disparu et de la reformer sur les mêmes bases en y faisant figurer comme apport tout l'actif prétendu social et en y faisant entrer de nouveaux religieux, comme il a été fait le 27 septembre 1865, les trappistes survivants en arriveraient à perpétuer à l'infini leur prétendue société et à contrevenir à la loi sans même recourir à l'adjonction de nouveaux membres, se conformant en cela aux ordres émanant du Saint-Siège, devant lequel ils font incliner les lois humaines, ordres qui sont consignés dans un décret de la Sacrée congrégation de la Propagande du 15 décembre 1840, approuvé par le pape, ainsi conçu : « L'on a imaginé un moyen de
« posséder les biens en formant un contrat de so-
« ciété ; trois ou quatre membres de la société
« possèdent ces biens en commun de façon que
« tous les associés en jouissent leur vie durant,
« aucun d'eux ne peut disposer de son droit ni
« entre vifs, ni par testament; si l'un meurt, les
« biens restent tout entiers aux survivants. Là où
« de pareilles sociétés existent, l'Evêque doit seu-
« lement veiller à ce que l'associé qui meurt soit
« remplacé par un membre de la communauté » ;

« Attendu que la désignation par eux faite dans le contrat de l'évêque diocésain de Séez, ou à son défaut, des vicaires généraux et, en cas de vacance de siège, des vicaires capitulaires du diocèse comme arbitres et souverains juges des désaccords et des difficultés qui pourraient sur-

gir entre les prétendus sociétaires, témoigne bien que ces derniers restent avant tout membres de la congrégation des trappistes et qu'ils entendent se conformer strictement aux instructions du décret de la Propagande; que, par tous ces motifs, il n'est pas douteux que leur société civile est nulle et que l'administration de l'Enregistrement se trouve en présence de la congrégation non autorisée des Pères de la Trappe;

« Attendu qu'en vain, les trappistes prétendent que leur congrégation n'existe plus par suite de l'expulsion dont ils ont été l'objet le 6 novembre 1880; qu'en effet, cette expulsion n'a été pour ainsi dire qu'un simulacre et que tout le monde sait que, chassés par une porte, ils sont rentrés par l'autre, ont repris sans détour, ostensiblement, sous le même costume, avec les mêmes règles, sous le nom de Pères trappistes, leur vie et leurs habitudes monastiques qu'ils n'ont pas interrompues et continuent aujourd'hui par faiblesse ou extrême bienveillance du gouvernement de la République; que, depuis l'expulsion, ils ont fait de nombreuses et importantes améliorations et des agrandissements au monastère, y ont construit une vaste et superbe église, et subsistent plus que jamais à titre de congrégation non autorisée; que, dans ces conditions, les lois des 28 décembre 1880, 29 décembre 1884 et 16 avril 1895 leur sont sans aucun doute applicables;

« En ce qui concerne la taxe sur le revenu (3 0/0):

« Attendu que ce ne sont point, comme le prétendent les trappistes, les lois de 1872 et 1880 qui leur sont applicables, mais bien la loi de 1880 art. 3, et celle du 29 décembre 1884 (art. 9); qu'en effet, la loi de 1872 ne visait que les produits distribués aux membres de la société ou de l'entreprise, et n'atteignait point les congrégations qui, comme celle des trappistes, formaient des associations ne distribuant aucun bénéfice; que, pour parer à cette irrégularité et soumettre les congrégations au droit commun, le législateur édicta l'art. 3 de la loi du 28 décembre 1880, qui a pour but d'assimiler, au point de vue de l'impôt de 3 0/0, les sociétés qui s'interdisent de distribuer leurs produits et bénéfices à celles qui se proposent de les répartir entre les associés; qu'aux termes de cet article, les revenus et bénéfices devaient être établis par des délibérations des conseils d'administration des intéressés;

« Attendu que les trappistes s'empressèrent alors de constituer par acte reçu Delaunay, le 28 décembre 1881, un conseil d'administration qui prit chaque année une délibération dans laquelle on eut soin de solder les comptes par un déficit, de façon à éluder par ce facile procédé la loi, et à se soustraire à l'impôt; que, reconnaissant l'imperfection de la loi de 1880 et voulant vaincre les difficultés qu'elle présentait dans son application en raison de la mauvaise foi des congrégations, le législateur précisa sa volonté dans le texte absolument clair et formel de l'art. 9 de la loi du 29 décembre 1884, qui est ainsi conçu : « Le « revenu est déterminé à raison de 5 0/0 de la « valeur brute des biens meubles et immeubles « possédés ou occupés par les sociétés, à moins « qu'un revenu supérieur ne soit constaté, et la « taxe est acquittée sur la remise d'une déclara- « tion détaillée, faisant connaître distinctement « la consistance et la valeur de ces biens » ; qu'il n'est plus question dans ce texte de produits et bénéfices plus ou moins éventuels et dont l'évaluation dépendrait de la bonne foi du déclarant qui pouvait facilement et sans qu'un contrôle sérieux pût être exercé, déclarer chaque année, comme l'ont fait les trappistes, non seulement un défaut de bénéfice, mais encore un déficit;

« Attendu qu'il s'agit d'un tant pour cent à percevoir sur le revenu calculé à 5 0/0 sur valeur brute des meubles et immeubles possédés et occupés, non pas seulement à titre de propriétaire (s'il s'agit de congrégations non autorisées, celles-ci ne peuvent être propriétaires), mais possédés ou occupés à quelque titre que ce soit, même à titre onéreux; que la Congrégation des trappistes, malgré les modifications apportées au contrat du 27 septembre 1865, n'est point fondée dans sa prétention de payer l'impôt sur le revenu calculé sur les produits et bénéfices d'après sa déclaration conformément à la loi de juin 1872, mais qu'elle doit payer, conformément à l'art. 9 de la loi du 29 décembre 1884, sur le revenu de 5 0/0 calculé sur la valeur brute des meubles et immeubles qu'elle possède ou occupe d'après la déclaration qu'elle doit faire de cette valeur; qu'aucune déclaration qu'elle doit faire de cette valeur ne s'étant produite de sa part dans le sens des lois précitées de 1880 et 1884, et la congrégation ayant toujours refusé d'acquitter l'impôt, l'administration était fondée à faire elle-même l'évaluation, sauf rectification ultérieure s'il y avait lieu, et à délivrer contrainte non seulement pour les droits dus depuis l'année 1885, mais encore pour les amendes encourues;

« Attendu que la fin de non-recevoir fondée par les trappistes sur ce que l'administration, ayant accepté pendant plusieurs années sans protestation les délibérations du conseil d'administration de leur société dans les termes de la loi de

1880, ne saurait revenir sur ce fait acquis et serait liée par ce précédent, ne soutient pas l'examen; qu'en effet, l'art. 61 de la loi de frimaire an VII, qui fixe à deux ans la prescription pour le supplément d'une perception insuffisamment faite et d'une fausse évaluation dans une déclaration, implique par là même le droit pour l'administration, en cas d'erreur dans une perception, de poursuivre le recouvrement de la différence entre la somme perçue et celle qui aurait dû l'être; que, si donc l'erreur commise par le receveur donne lieu à une perception supplémentaire, à plus forte raison cette erreur n'est-elle pas susceptible d'entraver la perception à faire dans l'avenir;

« Attendu que la prescription biennale de l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an VII, invoquée à titre subsidiaire par les trappistes, n'est point applicable; que les lois des 29 juin 1872 et 28 décembre 1880 relatives à la taxe 3 0/0 sur le revenu ne contenant aucune disposition ni directe ni indirecte touchant la prescription, il en résulte que l'action du fisc en réclamation de l'impôt n'est susceptible d'être prescrite que dans les délais du droit commun; que ladite action ne tombe ni sous le coup de la prescription biennale édictée en matière d'enregistrement, ni sous le coup de la prescription triennale établie en matière d'impôt direct et est uniquement soumise à la règle générale portée à l'art. 2262 C. civ., aux termes duquel les actions tant réelles que personnelles sont prescrites par trente ans; que la Cour de cassation s'est maintes fois prononcée dans ce sens;

« En ce qui concerne le droit d'accroissement:

« Attendu qu'aux termes de l'art. 9 § 1er de la loi du 29 décembre 1884, les impôts établis par les art. 3 et 4 de la loi de finances du 28 décembre 1880 seront payés par toutes les congrégations, communautés et associations religieuses autorisées ou non autorisées; que ce texte est formel et clair; qu'il ne peut faire l'objet d'une discussion sérieuse; que les trappistes étant une congrégation ou association religieuse dans le sens de la loi, ils doivent être, à ce titre, soumis au droit d'accroissement;

« En ce qui concerne la conversion du droit d'accroissement en taxe d'abonnement:

« Attendu que la loi du 16 avril 1895 convertit le droit d'accroissement en taxe annuelle et obligatoire sur la valeur brute des meubles et immeubles possédés par les congrégations, communautés et associations religieuses autorisées ou non autorisées, et fixe le taux de cette taxe à 0 fr. 40 0/0 pour celles non autorisées; qu'à défaut de paiement pour l'année écoulée dans les trois premiers mois de l'année suivante, sur la remise d'une déclaration détaillée faisant connaître la consistance et la valeur des biens, elle prononce la pénalité du demi-droit en sus;

« Attendu que l'art. 8 est ainsi conçu: « Les « congrégations, communautés ou associations « qui au moment de la promulgation de la loi « seront débitrices du droit d'accroissement, au- « ront un délai de six mois pour se libérer sans « pénalité, mais à la condition de rembourser au « Trésor tous les frais qu'il aurait exposés contre « elles. Elles pourront opter, à cet effet, entre l'ap- « plication des règles anciennes et celle des règles « établies par la présente loi...; dans ce dernier cas, « la taxe annuelle sera calculée à compter du jour « de la naissance de la plus ancienne créance du « Trésor... Faute par elles de s'être libérées dans le « délai ci-dessus imparti, les congrégations, com- « munautés et associations devront acquitter, « sans préjudice de tous les frais exposés, la « taxe annuelle calculée comme il vient d'être dit, « à compter du jour de l'ouverture de la plus « ancienne créance du Trésor. Elles seront, en « outre, passibles d'une amende égale à la moitié « de la taxe exigible; »

« Attendu que les trappistes, débiteurs de droits d'accroissement au moment de la promulgation de la loi, ne se sont point libérés et n'ont point fait dans le délai de six mois option entre l'ancien et le nouveau mode de paiement; qu'ils doivent donc, aujourd'hui, acquitter la taxe annuelle de 0 fr. 40 0/0 du jour de la plus ancienne créance du Trésor, c'est-à-dire du 5 novembre 1889, date du premier décès (celui du sieur Vigoureux) survenu parmi ses membres depuis le 1er janvier 1885;

« Attendu qu'en matière d'enregistrement, alors qu'une contrainte a été décernée conformément aux prescriptions de l'art. 64 de la loi du 22 frimaire an VII et que l'instance est liée par l'opposition à poursuites formée par le redevable, l'administration peut ajouter à sa demande et à ses conclusions sans recourir à une nouvelle contrainte;

« Par ces motifs,

« Reçoit les sieurs Salasc, Larry et autres dans leurs oppositions; les y déclare mal fondés;

« Déclare nulles les offres par eux faites le 3 mai 1890;

« Ordonne la continuation des poursuites commencées à la requête de l'administration de l'Enregistrement par les contraintes des 23 mai et 6 août 1890,

« Condamne, en conséquence, lesdits Salasc,

Larry et autres à souscrire, dans la quinzaine de la signification du présent jugement, les déclarations prescrites par les lois des 28 décembre 1880, art. 3 et 4, et 29 décembre 1884, art. 9, et spécialement pour la fixation de la taxe d'abonnement, une déclaration faisant connaître, par chaque année depuis l'année 1889 exclusivement, la consistance des biens meubles et immeubles par eux possédés et à acquitter les droits simples et en sus et amendes reconnues exigibles, etc. »

Les sieurs Salasc et autres se sont pourvus en cassation contre ce jugement, et ont formulé à l'appui de leur pourvoi les moyens suivants :

1° « Violation des art. 3 et 4 de la loi du 28 décembre 1880, de l'art. 9 de la loi du 29 décembre 1884, de l'art. 1134 C. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que pour décider que la société civile de la Grande-Trappe constituait une association religieuse au sens des deux lois de 1880 et de 1884, le jugement attaqué s'est exclusivement fondé sur ce qu'un certain nombre de faits, qu'il énumère, démontreraient que ses membres ont la qualité de religieux trappistes, et sur ce que le but de la société serait établi par la clause de réversion stipulée en l'art. 5 des statuts, incompatible d'après lui avec l'acte modificatif du 8 décembre 1885, qui prescrit la répartition annuelle des bénéfices, alors, d'une part, que ladite clause de réversion ne pouvait suffire à soumettre la société aux prescriptions des lois dont il s'agit, d'autre part, que la qualité de religieux trappistes des membres de la société ne pouvait être établie que par des documents ou écrits émanés d'eux, ou leur étant opposables et parvenus régulièrement à la connaissance de l'administration, et enfin que la société dont s'agit ne pourrait, en tout cas, être considérée comme une association religieuse que si elle avait une destination pieuse, ce qui non seulement ne résulte pas des constatations du jugement, mais encore est exclu par cette constatation qu'elle constitue une société civile agricole. »

2° « Violation de l'art. 14 de la loi du 16 juin 1824, de l'art. 10 de la loi du 23 juin 1827, de l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872, en ce que, sans s'arrêter au moyen tiré par les exposants de la prescription biennale, le jugement attaqué les a condamnés au paiement de la somme de 34,250 fr. détaillée dans la contrainte du 6 août 1890 pour l'impôt de 3 0/0 sur les revenus, amendes comprises, alors que, tout au moins, en ce qui concerne les droits en sus et les amendes, la prescription biennale était applicable. »

3° « Violation de l'art. 8 de la loi du 16 avril 1895, en ce que, par cela seul que les exposants avaient été débiteurs du droit d'accroissement au moment de la loi, ne s'étaient point libérés, et n'avaient point fait, dans le délai de six mois, option entre l'ancien et le nouveau mode de paiement, le jugement attaqué a décidé qu'ils devaient acquitter la taxe de 0 fr. 40 pour 100 fr. du jour de la plus ancienne créance du Trésor, c'est-à-dire du 5 novembre 1889, sans préjudice du demi-droit en sus, et les a condamnés de ce chef au paiement d'une somme de 13,162 fr. 38, alors qu'une instance étant pendante sur l'exigibilité du droit depuis le 31 mai 1890, c'est-à-dire bien antérieurement à la promulgation de la loi du 16 avril 1895, l'art. 8 de cette loi n'étant pas applicable, et le litige ne pouvant être tranché que d'après les dispositions légales, sous l'empire desquelles l'instance s'était liée entre l'administration et les redevables. »

4° « Violation de l'art. 8 de la loi du 16 avril 1895, et de l'art. 24 de la loi du 22 frimaire an VII, en ce que, sous prétexte que, d'après le premier de ces textes, la taxe de 0 fr.40 0/0 doit être payée par les congrégations du jour de l'ouverture de la plus ancienne créance du Trésor, le jugement attaqué a condamné les exposants à payer cette taxe à dater du 5 novembre 1889, jour du décès de M. Vigoureux, alors que les redevables, ayant un délai de six mois pour faire la déclaration de mutation par décès, la créance du Trésor n'est, en effet, ouverte qu'à dater de l'expiration de ce délai. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le premier moyen :

Attendu qu'aux termes de l'art. 9 de la loi du 29 décembre 1884, les impôts établis par la loi de finances du 28 décembre 1880 sont payés par toutes les congrégations, communautés et associations religieuses sans exception, sans que la loi exige aucune autre condition d'exigibilité que cette seule qualité; que, pour établir l'exigibilité des droits dus au Trésor, la Régie peut invoquer tous les modes de preuve admis par les lois fiscales;

Attendu, en fait, que le jugement attaqué constate : 1° que la société civile de la Grande-Trappe, formée par acte notarié du 27 septembre 1865, se compose exclusivement de religieux appartenant à la congrégation des trappistes et entre lesquels il existe un lien religieux et une règle spirituelle commune; 2° que les statuts les obligent à résider dans l'établissement social et à s'en rapporter, en cas de difficultés, à l'arbitrage souverain de l'autorité diocésaine; 3° que le pacte social stipule la réversion

au profit des membres restants de tout ce qui appartenait aux membres décédés ou sortants; qu'en cet état des faits, le jugement entrepris, qui est d'ailleurs motivé, a décidé, à bon droit, que l'art. 9 de la loi du 29 décembre 1884 était applicable à une société ainsi constituée;

Sur le second moyen :

Attendu, sans qu'il soit besoin d'examiner si la prescription biennale établie par l'art. 14 de la loi du 16 juin 1824 est applicable en matière d'impôt sur le revenu, que les demandeurs n'étaient pas fondés à en invoquer le bénéfice; qu'en effet, cette prescription ne court qu'au jour où les préposés de la Régie ont été à même de constater la contravention au vu des actes soumis à l'enregistrement; qu'on ne saurait, sans méconnaître l'esprit de la loi, donner pour point de départ à la prescription le jour où l'administration, avertie par de simples indices, a été seulement en mesure de soupçonner la contravention, de la rechercher et de la découvrir à l'aide d'autres actes et de rapprochements ultérieurs;

Attendu, en fait, qu'aucun acte n'a été soumis à l'enregistrement par les membres de la société de la Grande-Trappe, de nature à révéler le caractère religieux de cette association et à permettre à la Régie de constater les contraventions faisant l'objet des contraintes des 23 mai et 6 août 1890 et découvertes à l'aide d'autres éléments de preuve; d'où il suit qu'en décidant que la prescription n'était pas acquise au moment où ces contraintes ont été décernées, le jugement attaqué n'a violé aucun texte de loi ;

Sur les troisième et quatrième moyens réunis :

Attendu que, conformément à l'art. 27 de la loi du 22 frimaire an VII, les droits de mutation par décès sont acquis au Trésor du jour même de la mort du *de cujus*; qu'en cas d'accroissement par suite du décès d'un membre d'une des associations désignées par les lois des 28 décembre 1880 et 29 décembre 1884, les membres survivants sont assujettis au droit de mutation;

Attendu que la loi du 16 avril 1895 a substitué au droit d'accroissement une taxe annuelle d'abonnement devenue obligatoire pour toutes les congrégations, communautés et associations religieuses à l'expiration du délai de six mois accordé à celles qui étaient encore débitrices du droit d'accroissement, pour se libérer sans pénalité, avec faculté d'option entre le mode ancien de perception et le mode nouveau ; que les termes de l'art. 8 de ladite loi démontrent clairement l'intention du législateur de lui donner un effet rétroactif pour le recouvrement des droits encore dus à l'expiration de ce délai alors même qu'ils faisaient l'objet d'une instance en cours; que cet article stipule expressément que, faute par les congrégations, communautés et associations religieuses de s'être libérées dans le délai de six mois, elles sont tenues au paiement de la taxe nouvelle calculée du jour de la plus ancienne créance du Trésor;

Attendu, en fait, que la loi du 16 avril 1895 a été promulguée au cours de l'instance suivie sur l'opposition formée par la société de la Trappe aux contraintes décernées contre elle par la Régie; que, la société ne s'étant pas libérée dans le délai imparti par la loi, l'administration lui réclama, par mémoire notifié le 22 décembre 1895, la taxe d'abonnement due à compter du 5 novembre 1889, jour du décès de Vigoureux, membre de la société de la Grande-Trappe; qu'en décidant que la taxe était exigible à partir de ce jour, date de la plus ancienne créance du Trésor, le jugement attaqué a fait une juste application des dispositions légales visées au pourvoi;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre le jugement du Tribunal civil de Mortagne du 19 juin 1896.

MM. MAILLET rapp.; SARRUT av. gén. — Mes BOIVIN-CHAMPEAUX et MOUTARD-MARTIN av.

Note. — I. — Sur le premier point : La loi du 29 décembre 1884 n'ayant pas défini les signes caractéristiques de *l'association religieuse*, qu'elle assujettit au droit d'accroissement au même titre, et de la même manière, que les *congrégations* et *communautés religieuses*, c'est exclusivement d'après les circonstances de chaque espèce que peut et doit être déterminé le caractère des associations qu'atteint ladite loi. Les circonstances, que la Chambre civile relève comme significatives à cet égard dans l'espèce actuelle, avaient déjà d'ailleurs fixé son atttention en ce sens dans des espèces antérieures, telles : la circonstance d'affiliation de tous les membres de l'association à un ordre religieux : Cass. 4 février 1896 (D. 97.1.75); 18 octobre 1897 (S. 98. 1. 291); celle d'obligation imposée par les statuts à tous les associés de résider dans l'établissement social, et de s'en référer en cas de difficulté à l'arbitrage souverain de l'évêque diocésain : Cass. 4 février 1896 précité; celle de non-répartition de bénéfices, d'adjonction de nouveaux membres et de réversion (même arrêt).

II. — Sur le deuxième point : L'application de la jurisprudence d'ailleurs constante, V. notamment : Cass. 11 avril 1877 (S. 77.1.225 — D. 77.1.199) ; 3 décembre 1878 (S. 79.1.86 — D. 79.1.156) ; 21 décembre 1887 (D. 88.1.389) ; 24 mai 1894 (D. 94.1.444), d'après laquelle on ne saurait, sans méconnaître l'esprit de la loi (art. 14 de la loi du 16 juin 1824), donner pour point de départ à la prescription le jour où les préposés, avertis par de simples indices, ont été seulement en mesure de soupçonner la contravention, de la rechercher ou de la découvrir à l'aide « d'autres actes et de rapprochements ultérieurs », suffisait à justifier la décision du tribunal écartant la présomption opposée, et a ainsi dispensé la Cour de cassation de statuer sur le point de savoir si la prescription spéciale de deux ans est ou non applicable aux amendes encourues en matière d'impôt sur le revenu.

III. — Sur le troisième point : V. conf. Cass. 2 mai 1899 deux arrêts (Gaz. Pal. 99.1.719).

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE

(10e Ch.)

10 mai 1900.

Présidence de M. Fabre.

1° ÉPIZOOTIE. — MISE EN VENTE D'UN ANIMAL ATTEINT DE MALADIE CONTAGIEUSE. — BŒUF TUBERCULEUX. — ART. 3 ET 10 LOI DU 21 JUILLET 1881.

2° VENTES (FRAUDES ET DÉLITS DANS LES). — VIANDE CORROMPUE. — MISE EN VENTE. — BŒUF TUBERCULEUX.

1° Les déclarations prescrites par l'art. 3 de la loi du 21 juillet 1881 à tout propriétaire, ou toute personne ayant à un titre quelconque la charge des soins ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint d'une maladie contagieuse, ne s'appliquent pas lorsque l'animal n'est soupçonné d'être malade ou n'est reconnu malade qu'après l'abatage.

2° Les dispositions des art. 1er § 2 de la loi du 27 mars 1851 et 423 C. pén. s'appliquent à la mise en vente de la chair d'animaux que la maladie a altérée au point de la rendre impropre à l'alimentation et non pas seulement quand cette chair est putréfiée, gâtée ou pourrie.

Min. pub. c. Thureau.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la loi du 21 juillet 1881 n'est point applicable dans l'affaire; que c'est seulement aux propriétaires d'animaux vivants et reconnus ou soupçonnés atteints de maladie contagieuse qu'elle impose l'obligation de faire une déclaration; que les termes en sont trop précis pour être étendus aux propriétaires de bêtes abattues; que, dès lors, l'inculpation n'est pas fondée sur ce point;

Attendu, au contraire, que c'est à bon droit que le ministère public demande que le prévenu soit condamné aux peines de la loi du 27 mars 1851 sur la vente des denrées et substances alimentaires corrompues; que cette loi vise non seulement les substances gâtées et pourries, mais encore celles qui, par suite d'une infection quelconque, sont impropres à la consommation; que les quartiers de bœuf expédiés par le prévenu à Paris présentaient de nombreuses traces de tuberculose généralisée; que la viande, en cet état, était impropre à la consommation, ne pouvait que propager la tuberculose et nuire gravement à la santé publique; qu'à cet égard, les explications fournies à l'audience par le vétérinaire inspecteur ont été formelles;

Attendu que le prévenu ne pouvait pas ignorer l'état malsain de la viande qu'il livrait ainsi à la consommation; qu'il avait eu soin de retirer et de garder les poumons, ainsi que toutes les parties où la tuberculose se révélait par des signes caractéristiques trop abondants; qu'il a reconnu lui-même que ces symptômes de maladie lui étaient apparus; qu'il est certain, malgré son dire, qu'il n'a pu se tromper à leur égard; qu'il est boucher, qu'il a l'expérience de son métier et ne se méprend pas lorsqu'une bête abattue a, comme dans l'espèce, les poumons et la plèvre couverts de grappes tuberculeuses; qu'en réalité, il a été de mauvaise foi et a cherché à tirer parti, quand même, de la viande d'un animal malade, au risque de compromettre la santé des consommateurs;

Par ces motifs,

Acquitte Thureau du chef de la loi de 1881;

Le condamne à six mois de prison pour vente de viande corrompue.

M. FRANÇOIS-PONCET subst. proc. Rép. — Me COMBY av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. dans le sens du jugement recueilli Paris 1er mars 1895 (Gaz. Pal. 95.1.618); 30 novembre 1896 (La Loi du 25-26 décembre 1896); Trib. corr. Seine 9 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.385); et *contrà* Douai 24 juin 1890 (Pand. franç. 90.2.190). D'après ce dernier arrêt, les dispositions de la loi de 1881 s'appliqueraient toujours aux animaux reconnus malades *avant* ou *après* l'abattage.

II. — Sur le deuxième point : V. dans le sens du jugement recueilli : Paris 30 novembre 1896 précité; Orléans 31 décembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.136); Comp. aussi Cass. 29 août 1857 (Bull. crim., n° 327,— D. 57.1.408). V. cependant *contrà* : Trib. corr. Seine 9 février 1900 précité.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE PARIS

4 mai 1900.

Présidence de M. Mulle.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898, ART. 11. — DÉCLARATION DES ACCIDENTS. — ACCIDENT SANS GRAVITÉ. — DÉCLARATION OBLIGATOIRE.

La disposition de l'art. 11 de la loi du 9 avril 1898 aux termes de laquelle tout accident de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures par le chef d'entreprise ou ses préposés au maire de la commune, étant, dans ses termes, générale et absolue, ne permet pas au juge de faire de distinctions et d'exempter de la déclaration dans les cas où, dans sa pensée et suivant des conjectures plus ou moins fondées, cette déclaration ne devrait pas avoir des effets utiles.

Spécialement, la déclaration s'impose encore que l'accident ait eu des conséquences si peu graves que l'ouvrier a pu reprendre son travail avant

l'expiration du délai imparti au chef d'industrie pour faire sa déclaration.

Min. pub. c. Bixio.

M. Bixio, directeur de la Compagnie générale des Petites voitures à Paris, était cité devant le tribunal de simple police pour défaut de déclaration d'un accident survenu à un cocher, accident dont les conséquences avaient été si peu graves que ledit cocher avait pu reprendre immédiatement son travail. — Jugement :

LE TRIBUNAL,

Attendu que l'art. 11 de la loi du 9 avril 1898 dispose que tout accident de travail ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures par le chef d'entreprise ou ses préposés au maire de la commune; que les termes dudit article sont généraux et absolus; qu'il n'est pas permis au juge de distinguer où la loi ne distingue pas et d'exempter de la déclaration dans les cas où, dans sa pensée et suivant des conjectures plus ou moins fondées, cette déclaration ne devrait pas avoir des effets utiles; que si, dans l'espèce, le cocher victime de l'accident a pu reprendre son travail avant l'expiration du délai imparti à Bixio pour faire sa déclaration, il pourrait arriver que l'accident fût plus grave qu'il n'avait semblé d'abord et eût les suites en vue desquelles la déclaration a été imposée; que, par suite, il n'y a lieu d'accueillir la défense tirée par Bixio de la circonstance ci-dessus rappelée;

Par ces motifs,

Condamne Bixio en un franc d'amende et aux dépens.

M. LIOUVILLE av.

Note. — Les tribunaux de simple police se sont déjà prononcés à deux reprises en ce sens sur le caractère absolu et impératif, dans tous les cas, de la déclaration imposée au patron par l'art. 11 de la loi du 9 avril 1898 : V. Trib. simpl. pol. Paris 25 avril 1900 et Trib. simpl. pol. Chartres 6 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.750) et la note.

165

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

30 avril 1900.

Présidence de M. Crépon.

FAILLITE-LIQUIDATION JUDICIAIRE. — PAIEMENT. — PÉRIODE SUSPECTE. — SYNDIC. — DEMANDE DE RAPPORT A LA MASSE. — SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — PUBLICITÉ (DÉFAUT DE). — NULLITÉ. — CONNAISSANCE DE LA CESSATION DE PAIEMENTS. — ERREUR SUR LA PROVENANCE DES DENIERS. — RAPPORT ORDONNÉ.

1° *Le syndic de la faillite, comme le liquidateur d'un négociant en état de cessation de paiements, a qualité et droit pour se prévaloir, au nom de la masse créancière qu'il représente, et qui est un tiers intéressé, de la nullité d'une société constituée par le failli ou liquidé contrairement aux conditions de publicité prescrites par la loi.*

Ledit syndic ou liquidateur est, dès lors, recevable à demander l'annulation par application de l'art. 447 C. com. d'un paiement fait pendant la période suspecte, sans que le créancier actionné en rapport puisse utilement lui opposer que le paiement incriminé a été fait non par le failli ou liquidé personnellement, mais par une société dont celui-ci faisait partie, lorsque ladite société n'a point reçu la publicité qui pouvait seule lui imprimer le caractère d'un corps moral, ayant un patrimoine distinct affecté au paiement des dettes sociales.

2° *Lorsqu'un créancier a reçu de son débiteur, déclaré depuis en faillite ou en état de liquidation judiciaire, un paiement pendant la période suspecte, il suffit que ledit paiement, reçu par le créancier en connaissance de l'état de cessation de paiements du débiteur, ait, en outre, été fait de deniers prélevés sur l'actif de la faillite, pour être sujet à rapport dans les termes de l'art. 447 C. com.; la bonne foi dudit créancier relativement à la provenance des deniers, alors qu'il a pu réellement croire qu'ils étaient non pas prélevés sur l'actif de la faillite, mais fournis par un tiers, est inopérante pour faire échec à l'application de la disposition précitée.*

Thalmann frères et Cie c. faillite Lagelouze.

De 1877 à 1886, Gaston et Georges Lagelouze ont fait le commerce à Bordeaux sous le nom de « les fils de Jacques Lagelouze ». Cette société n'a pas été publiée. Le 23 janvier 1886, les fils de Jacques Lagelouze obtinrent de leurs créanciers parisiens, et notamment de Thalmann frères et Cie, la remise de 70 0/0 de leurs créances moyennant le paiement de 10 0/0 par Mme veuve Jacques Lagelouze. Les paiements convenus furent effectués et les frères Lagelouze continuèrent le commerce en leur nom. Le 25 janvier 1893, Gaston Lagelouze fut déclaré en faillite et Georges Lagelouze mis en liquidation judiciaire, liquidation convertie en faillite le 14 janvier 1898 ; la date de la cessation des paiements de l'un et de l'autre a été fixée au 15 janvier 1886.

Le 9 avril 1895, le sieur Véron, agissant en qualité de syndic de la faillite de Gaston Lagelouze et de celle de Georges Lagelouze, a assigné Thalmann frères et Cie en rapport aux deux

masses qu'il représentait de la somme de 31.287 fr. 65, que ceux-ci auraient reçue des faillis, connaissant leur état de cessation de paiements. Thalmann frères ont répondu qu'ils n'avaient traité ni avec Gaston Lagelouze, ni avec Georges Lagelouze, mais avec les fils de Jacques Lagelouze, société de fait que Véron ne représentait pas. Ils conclurent à la non-recevabilité de l'action dirigée contre eux. Le 24 juin 1896, le Tribunal de commerce de Bordeaux rejeta la fin de non-recevoir et condamna Thalmann et Cie au rapport demandé. Sur appel, Thalmann frères ont repris leurs conclusions de première instance en irrecevabilité, et subsidiairement ont conclu à ce que, n'ayant touché la somme dont le rapport était demandé ni de Gaston Lagelouze en faillite, ni de Georges Lagelouze en état de liquidation judiciaire, mais soit de la société « Les fils de Jacques Lagelouze », soit de Mme Lagelouze mère, soit de Mme Georges Lagelouze, l'action en rapport dont ils étaient l'objet fut déclarée mal fondée. Mais la Cour de Bordeaux a, le 13 juillet 1897, confirmé le jugement frappé d'appel.

Thalmann frères et Cie se sont pourvus en cassation, et ont formulé à l'appui de leur pourvoi deux moyens :

1° « Violation et fausse application des art. 1851, 1856 et suiv., 1865 C. civ., des règles de la société et du mandat, des art. 20 et suiv., et 437 C. com., en ce que l'arrêt se fondant sur la prétendue absence d'un patrimoine social distinct de celui des associés et sur l'autorité des jugements qui auraient déclaré la faillite personnelle d'un des associés et la liquidation judiciaire de l'autre et des jugements qui, postérieurement, avaient fixé la date de la cessation de paiements de ces associés, a reconnu au syndic de cette faillite, liquidateur du second associé, le droit d'exercer une action en rapport au nom de la masse des créanciers de ladite société, bien qu'elle n'eût été ni annulée, ni déclarée en faillite et qu'elle continuât à subsister pour les besoins de la liquidation ».

2° « Violation et fausse application de l'art. 447 C. com., et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt a ordonné le rapport à la masse des sommes reçues après la cessation des paiements, bien que les fonds aient été fournis et versés par les tiers intervenants, et reçus de bonne foi par les créanciers. »

La chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le premier moyen pris dans ses deux branches :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Véron, syndic de la faillite de Gaston Lagelouze et liquidateur judiciaire de Georges Lagelouze, ayant tous deux fait le commerce à Bordeaux, d'abord sous la raison sociale « Les fils de Jacques Lagelouze », puis en leur nom personnel, a demandé la nullité de paiements faits à Thalmann frères et Cie par les frères Lagelouze, après la date de la cessation de leurs paiements et avant celle des jugements déclaratifs de faillite et de liquidation; que Thalmann et Cie, prétendant avoir reçu les paiements incriminés pour le compte de la société « Les fils de Jacques Lagelouze » dont ils étaient les créanciers, ont opposé à Véron un défaut de qualité pris de ce que le syndic de la faillite de la société « Les fils de de Jacques Lagelouze », faillite qui n'avait pas été déclarée, pourrait seul exercer contre eux l'action de l'art. 447 C. com.;

Mais, attendu que le même arrêt constate, en outre, que la société « Les fils de Jacques Lagelouze » n'a pas été publiée conformément à la loi; que le syndic d'une faillite, comme le liquidateur d'un négociant en état de cessation de paiements, exerce un droit propre à la masse lorsqu'il poursuit l'annulation d'actes accomplis par le débiteur pendant la période suspecte; que la masse est alors un tiers intéressé qui a le droit de se prévaloir de la nullité d'une société constituée par le débiteur contrairement aux conditions de publicité prescrites par la loi; que cette publicité peut seule imprimer à la société le caractère d'un corps moral ayant un patrimoine distinct affecté au paiement des dettes sociales; qu'il suit de là, sans qu'il soit besoin d'examiner d'autres motifs donnés par l'arrêt à l'appui de sa décision, que ledit arrêt n'a violé aucun des articles visés au pourvoi en rejetant l'exception opposée par Thalmann frères et Cie à l'action de Véron ès qualités;

Sur le second moyen :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que les paiements qu'il déclare préjudiciables à la masse et qu'il annule, ont été faits à Thalmann frères et Cie des deniers de Gaston Lagelouze, failli, et de Georges Lagelouze, admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, après la cessation de leurs paiements et avant les jugements déclaratifs de faillite et de liquidation; qu'il constate, en outre, que Thalmann frères et Cie connaissaient la cessation de paiements de leurs débiteurs; qu'il importe peu que Thalmann et Cie aient pu croire que les deniers qu'ils touchaient provenaient de la mère de leurs débiteurs et de la femme de l'un d'eux qui, toutes deux, avaient pris l'engagement de les leur verser moyennant la remise de 70 0/0 de leurs créances; que leur bonne foi au sujet de la provenance des deniers ne saurait leur assurer une situation privilégiée; qu'ils doivent subir la loi de l'égalité qui est la loi de la faillite et qu'elle serait rompue si des sommes d'argent, prélevées à leur profit sur l'actif de la faillite et de la liquidation, n'y étaient rétablies pour être également réparties entre tous les créanciers; d'où

il suit qu'en condamnant Thalmann frères et Cie à rapporter à la masse les sommes qu'ils ont touchées des frères Lagelouze, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au pourvoi ;

Rejette le pourvoi formé par les sieurs Thalmann et Cie contre l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 13 juillet 1897.

MM. Reynaud rapp. ; Desjardins av. gén. — Mes Devin et Mornard av.

Note. — I. — Sur le premier point : La Cour de cassation n'a fait que se conformer à la jurisprudence, résultant déjà de plusieurs de ses arrêts antérieurs, en décidant que la nullité d'une société commerciale, ayant pour cause le défaut de publicité, peut être invoqué par le syndic de la faillite personnelle de l'un des associés, pour s'opposer à ce que les créanciers sociaux obtiennent sur l'actif social un droit de préférence au préjudice des créanciers personnels de cet associé failli. V. notamment Cass. 14 novembre 1887 (S. 90.1.153 — D. 89.1.205); 25 mars 1890 (S. 92.1.126 — D. 90.1.475).

II. — Sur le deuxième point : Du moment qu'il s'agit d'un paiement fait de deniers prélevés sur l'actif de la faillite, et qu'au moment où il le reçoit, le créancier connaît l'état de cessation de paiements du débiteur, les deux seules conditions auxquelles l'art. 447 C. com. subordonne le droit pour les juges de maintenir ou d'annuler ledit paiement, se trouvent remplies; ce droit, dès lors, s'exerce discrétionnairement suivant les circonstances, dont les juges ont l'appréciation souveraine.

COUR D'APPEL DE BORDEAUX (4e Ch.)

16 février 1900.

Présidence de M. Saint-Aubin.

MÉDECINS. — HONORAIRES. — 1° FIXATION. — POUVOIR D'APPRÉCIATION DU JUGE. — ÉLÉMENTS. — 2° PREUVE DU NOMBRE DES VISITES. — PREUVE ÉCRITE IMPOSSIBLE. — CARNETS DU MÉDECIN. — PREUVE CONTRAIRE.

1° Les tarifs adoptés par un syndicat de médecins établis dans une région ne sont point obligatoires pour le juge qui doit faire application aux parties des principes de droit commun et fixer les honoraires en tenant compte des services rendus, de la nature de la maladie, de la situation sociale et de fortune du malade, de l'éloignement du médecin, de sa notoriété et de la localité dans laquelle il exerce.

Mais quand un malade reste pendant plusieurs mois dans un état assez grave pour justifier les nombreuses visites qui lui sont faites et nécessiter de son médecin traitant des soins d'une nature spéciale, il ne peut être question d'appliquer dans toute sa rigueur le tarif en usage pour le prix d'une visite isolée ou d'un nombre de visites restreint : en pareil cas, les honoraires du médecin doivent être fixés dans leur ensemble.

Il est admis d'ailleurs d'allouer, en général, au médecin de la famille un honoraire égal à celui des autres confrères appelés en consultation avec lui.

2° La nature particulière de l'art médical constitue une impossibilité légale rentrant dans les termes de l'art. 1348 C. civ., et dispense le médecin de l'apport d'une preuve ou d'un commencement de preuve écrite du nombre de ses visites, du moment qu'il produit des documents d'un caractère probant, qui permettent d'y puiser des présomptions suffisantes pour fixer la conviction.

..... Et celui qui ne paie pas régulièrement les visites de son médecin est présumé s'en être rapporté aux notes de celui-ci.

En tout cas, c'est au débiteur qu'incombe la preuve contraire s'il soulève une contestation.

Delage c. Jullien.

La Cour,

Attendu que les tarifs adoptés par un syndicat de médecins établis dans une région ne sauraient être obligatoires pour le juge qui doit faire application aux parties des principes du droit commun, et fixer les honoraires en tenant compte des services rendus, de la nature de la maladie, de la situation sociale et de fortune du malade, de l'éloignement du médecin, de sa notoriété et de la localité dans laquelle il exerce; mais que, quand un malade reste pendant plusieurs mois dans un état assez grave pour justifier les nombreuses visites qui lui ont été faites et nécessiter de son médecin traitant des soins d'une nature spéciale, il ne peut être question d'appliquer, dans toute sa rigueur, le tarif en usage pour le prix d'une visite isolée ou d'un nombre de visites restreint ; qu'en pareil cas les honoraires du médecin doivent être fixés dans leur ensemble ; qu'il est admis, d'ailleurs, d'allouer en général au médecin de la famille un honoraire égal à celui des autres confrères appelés en consultation avec lui ;

Attendu que la nature particulière de l'exercice de l'art médical constitue une impossibilité légale rentrant dans les termes de l'art. 1348 C. civ., et dispense le médecin de l'apport d'une preuve ou d'un commencement de preuve écrite du nombre des visites. du moment qu'il produit des documents d'un caractère probant, qui permettent d'y puiser des présomptions suffisantes pour fixer la conviction ; que celui qui ne paie pas régulièrement les visites de son médecin est présumé s'en être rapporté aux notes de celui-ci; qu'en tout cas c'est au débiteur qu'incombe la preuve contraire s'il soulève une contestation; mais que c'est le devoir des tribunaux de réprimer également l'exagération de celui qui demande et l'ingratitude de celui qui refuse de se libérer;

Attendu, d'ailleurs, que si la médecine est un art utile, de dévouement et justement honoré, c'est un motif de plus pour ceux qui la professent de se montrer plus modérés dans la répétition du prix de leurs services :

Attendu qu'il est établi que le docteur Delage a donné, pendant plus de deux années consécutives, des soins au sieur Cormelier, atteint d'une maladie incurable qui nécessitait des visites prolongées et fréquentes et obligeait ce médecin, par suite de l'absence de tout auxiliaire dans le lieu isolé qu'habitait le malade, à lui appliquer, en personne, certains traitements qui ne rentraient pas dans l'exercice de sa profession ; qu'en outre, pour se rendre auprès de ce client, il devait parcourir une distance de douze kilomètres ; qu'enfin il a eu à soigner plusieurs membres de cette famille et des domestiques ;

Attendu que les sentiments d'amitié, nés, sans doute, de la sympathie ou de la reconnaissance qui existaient entre l'appelant et son malade, ne sont pas des motifs suffisants pour expliquer l'offre par trop parcimoniale au moyen de laquelle la dame Jullien, sa veuve et son héritière, entend se libérer, alors surtout que le sieur Cormelier est décédé sans enfant, laissant une fortune importante;

Attendu que, sans entrer dans le détail de la note présentée par le docteur Delage, que le tribunal a cru devoir discuter article par article, il convient d'admettre la totalité de ses réclamations, d'en réduire sans doute le chiffre, mais dans des proportions très modérées et de le ramener, par une appréciation équitable des soins donnés à d'autres, à la somme de 1,250 fr. 80 ;

Attendu, dès lors, que les différentes offres de 514 fr. 80 à la barre du tribunal et de 495 fr. 80, produites devant la cour par la dame Jullien, étant insuffisantes, ne peuvent être déclarées libératoires ;

Par ces motifs,

Déclare régulier en la forme et bien fondé l'appel du sieur Delage, contre le jugement du tribunal civil de Cognac, qui est infirmé et annulé ;

Dit et juge que le montant des honoraires de l'appelant doit être élevé à la somme de 1,250 fr. 80;

Condamne, en conséquence, la dame Jullien, dont les offres sont rejetées comme insuffisantes et partant libératoires, à payer ladite somme au docteur Jullien, avec les intérêts depuis le jour de la demande ;

La condamne en outre aux dépens de première instance et d'appel ;

Ordonne la restitution de l'amende.

M. Ribet av. gén. — Mes Planty et Landry (du barreau de Cognac) av.

Note. — I. — Sur le premier point : Les éléments d'appréciation sur lesquels le juge doit fixer les honoraires du médecin se trouvent indiqués dans nombre de décisions de la jurisprudence. V. notamment : Lyon 21 février 1882 (Gaz. Pal. 82.2.466) ; Trib. civ. Seine 5 décembre 1893 (Gaz. Pal. 94.1.21) ; 13 février 1894 (Gaz. Pal. 94.1.376).

II. — Sur le second point : Les principes consacrés par l'arrêt recueilli ne sont pas non plus nouveaux en jurisprudence. Sur le principe que le médecin est dispensé de faire une preuve écrite, même au-dessus de 150 francs : V. Trib. paix Bar-le-Duc 4 février 1893 (Gaz. Pal. 93. 1. 934) ; Trib. civ. Lille 13 décembre 1894 (Gaz. Pal. 95,1. supp. 12) ; Trib. paix Reims 23 novembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.169). Sur le principe que le client qui ne paie pas comptant est présumé s'en être rapporté aux notes du médecin pour constater le nombre des visites faites : V. Trib. civ. Seine 8 décembre 1884 (Gaz. Pal. 85.1. supp. 90) ; Trib. paix Reims 23 novembre 1895 précité.

166

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

23 mai 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — DÉCISION DU JURY. — INDEMNITÉ SUPÉRIEURE A LA DEMANDE. — NULLITÉ.

Est nulle la décision du jury d'expropriation, qui alloue à un exproprie une indemnité supérieure à celle qu'il avait réclamée.

Chemin de fer de Guise c. Lemaire.

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 39 § 5 de la loi du 3 mai 1841 ;

Attendu qu'il résulte du tableau des offres et des demandes non modifié devant le jury que Lemaire s'était borné à demander une indemnité de 292 fr. 32 pour la parcelle expropriée ; que la décision attaquée lui alloue une indemnité de 415 fr. 40 supérieure à la somme par lui demandée ; d'où il suit que cette décision viole les dispositions de loi visées au pourvoi ;

Casse la décision du jury d'expropriation de l'arrondissement de Saint-Quentin en date du 21 novembre 1899.

MM. Serre rapp. ; Sarrut av. gén. — Me Barry av.

Note. — Le jury a, en principe, toute latitude pour fixer le montant de l'indemnité, à la condition toutefois de rester dans les limites de la demande de l'exproprié et des offres de l'expropriant : Cass. 9 mars 1896 (Gaz. Pal. 96.1. 439). Sa décision est donc nulle, quand il alloue à l'exproprié une indemnité supérieure au montant de sa demande, comme dans l'espèce ; et elle est également nulle quand l'allocation est inférieure au montant des offres de l'expropriant : Cass. 7 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1.243) et la note.

COUR D'APPEL DE BESANÇON (1re Ch.)

28 mars 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

TESTAMENT. — TESTAMENT OLOGRAPHE. — FAUSSE DATE. — 2° NULLITÉ. — 2° RECTIFICATION. — CONDITIONS. — 3° ERREUR INVOLONTAIRE. — PREUVE. — LÉGATAIRE INSTITUÉ. — 4° POSTDATE. — ERREUR VOLONTAIRE. — PRÉSOMPTION.

1° La fausseté de la date équivaut à l'absence de date et entraîne, par suite, la nullité du testament olographe.

2° Si la date exacte d'un testament olographe peut être rétablie, ce ne peut être qu'à la triple condition : de prouver que la date fausse procède d'une erreur et n'a pas été écrite volontairement par le testateur; de faire ressortir ensuite les éléments de la rectification des énonciations mêmes du testament ; d'établir enfin cette rectification, tirée des énonciations du testament, avec une certitude complète et absolue.

3° Le fardeau de la preuve à fournir relativement à l'existence d'une erreur involontaire du testateur, relative à la date de son testament, incombe au légataire institué contre l'héritier du sang.

4° Si la postdate d'un testament exclut généralement l'hypothèse d'une erreur et suppose plutôt un fait volontaire du de cujus, *qui indiquerait de la sorte qu'il a voulu suspendre les effets de son testament juqu'à une époque future dont il a fixé par avance la date, cette théorie ne doit pas, en fait, recevoir application lorsque la date du décès et celle du testament sont très rapprochées.*

Consorts Saint-Loup c. Héritiers Crétin.

Le Tribunal civil de Besançon avait rendu, le 26 octobre 1899, le jugement suivant :

« Attendu, en fait, qu'Aimé-Prosper Crétin, le *de cujus*, est décédé en son domicile à Besançon le 13 avril 1899, ne laissant pas d'héritiers à réserve, ainsi qu'il résulte d'un acte de notoriété reçu Maillard, notaire à Ornans, le 17 dudit mois d'avril, et ayant comme héritiers naturels les défendeurs collatéraux; que, le jour même du décès, 13 avril, un testament sous la forme olographe, écrit et signé par le *de cujus*, daté du 15 mars 1899, selon les prétentions des demandeurs, du 15 avril 1899, suivant les défendeurs, et instituant comme légataires universels les quatre frères Saint-Loup, ses collatéraux éloignés, et la demoiselle Renaud, sa domestique, tous cinq demandeurs, a été présenté au président du siège, qui a signé et paraphé ledit testament, et en a ordonné le dépot en l'étude du notaire Maillard susnommé;

« Attendu que la demande intentée par les légataires a pour objet de faire déclarer valable l'écrit testamentaire susvisé et de faire ordonner que les héritiers naturels, défendeurs, délaisseront aux mains desdits légataires tous les biens et valeurs composant la succession du testateur évaluée à 1,000,000 francs; que, pour repousser cette demande, les défendeurs se basent sur ce que ce testament, daté du 15 avril dernier, alors que le *de cujus* est décédé le 13 avril précédent, contient une erreur manifeste de date et soutiennent que cette erreur entache de nullité radicale le testament ;

« Attendu qu'aux termes de l'art 970 C. civ., un testament olographe, pour être valable, doit être écrit, daté et signé par le testateur ; qu'il est souverainement admis en doctrine et en jurisprudence que la date n'est complète que lorsqu'elle comprend le jour, le mois, l'année de la confection et que l'erreur dans la date équivaut à l'absence de date et entraîne la nullité radicale du testament; que, si l'erreur et même quelque défaut dans la date peuvent ne pas vicier le testament, ce n'est qu'autant que ce défaut ou cette erreur est irrésistible et essentiellement corrigé ou suppléé par des éléments puisés dans le testament lui-même, *ex verbis testamenti, non aliunde* ; que, s'il est possible, pour apprécier la portée de ces éléments rectificatifs, de recourir à des faits extrinsèques, il est indispensable que ceux-ci s'y rattachent d'une façon très étroite et que la complète certitude de la rectification ressorte des éléments du testament lui-même ; que, ces principes fondamentaux étant ainsi posés, il échet de rechercher tout d'abord et de préciser la date exacte que porte le testament en litige ;

« Attendu, et sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'enquête sollicitée par les demandeurs, qu'à la suite de l'examen minutieux de l'écrit testamentaire auquel se sont livrés les magistrats saisis, ceux-ci ont acquis la conviction intime que l'écriture de la date incriminée ne permet pas d'équivoque, comme le voudraient faire lesdits demandeurs, parce que les caractères en sont suffisamment nets, distincts et indiquent clairement que le mois mentionné est avril et non mars ; que le mot avril apparaît à première vue à tout lecteur impartial, alors que le mot mars ne saurait être lu ; qu'il est impossible de trouver dans les premiers jambages la lettre M du mois

de mars, tandis que la lettre A du mot avril se détache nettement et ressemble à la lettre A du mot Aimé, première ligne, et du mot André, quatrième ligne ;

« Attendu que la dernière lettre L, du mot avril, se trouve indiquée à l'extrémité de la feuille contenant l'écrit testamentaire et qu'il est aisé de voir que la plume a dépassé le bord; qu'en conséquence l'erreur de date relevée dans le testament litigieux par les défendeurs n'est pas contestable, puisque ce testament est daté du 15 avril et que le *de cujus* est décédé le 13 du même mois ;

« Attendu qu'il n'est pas nécessaire de prendre la voie de l'inscription de faux pour faire déclarer fausse la date du testament dont s'agit, puisque la fausse date se tire du testament lui-même et que les conclusions des défendeurs n'ont pas pour but de faire déclarer faux le testament, mais seulement de le faire déclarer nul pour défaut d'accomplissement d'une formalité légale, par assimilation du cas d'inexactitude de la date au cas d'absence de date ;

« Attendu qu'étant ainsi démontrées et l'erreur de date et, en tous cas, l'incertitude de la date, incertitude ressortant des discussions, des interprétations auxquelles se livrent les parties en cause sur le mois au cours duquel a été confectionné ce testament, incertitude équivalant ainsi à l'absence de date, c'est le cas de rechercher si, comme le prétendent les défendeurs, ledit testament est entaché de nullité radicale, ou si, comme le soutiennent les demandeurs, la date fausse, énoncée dans ce testament, peut être avec une complète certitude rectifiée au moyen des éléments fournis par le testament lui-même et si les faits articulés par les demandeurs sont pertinents et relevants ;

« Attendu que, s'il faut admettre avec lesdits demandeurs que l'indication de la date dans un testament olographe est divisible, en ce sens que des éléments divers dont elle se compose, à savoir : le jour, le mois, l'année, l'un pourra être inexactement indiqué sans que les autres en doivent souffrir et sans que cette circonstance leur enlève quoi que ce soit de leur caractère et de leur autorité, ce principe, consacré par la doctrine et par la jurisprudence, n'est admissible qu'autant que l'exactitude de ces autres éléments ressort, elle aussi, des énonciations du testament lui-même; mais que, dans le testament incriminé, rien ne permet de discerner si l'erreur porte snr l'indication du jour plutôt que sur celle du mois ou de l'année; que de l'examen du testament il ne résulte qu'une chose, c'est qu'il porte une date postérieure au décès du testateur ;

« Attendu que la division fantaisiste qu'entendent faire les demandeurs, à savoir : que les mots « fait à Vuillafans le quinze..... 1899 » doivent être tenus pour rigoureusement exacts et que la contestation ne porte que sur la mention du mois, est absolument arbitraire, ne repose sur aucun élément du testament permettant de contrôler l'exactitude du quantième du mois et de l'année et ne saurait être admise par le tribunal puisqu'elle n'est basée que sur des conjectures étrangères au testament; que, dans ces conditions, pour faire écarter le moyen de nullité relevé par les défendeurs, les demandeurs devraient démontrer, au moyen d'éléments puisés dans le testament lui-même, non seulement que le testament a été fait en mars et non en avril, mais encore que ce testament a été nécessairement fait « à Vuillafans « le quinze mars 1899 », et que la date figurant au susdit testament est le résultat d'une erreur, d'une inadvertence évidentes ; qu'à ce titre déjà, la preuve offerte est insuffisante ;

« Attendu qu'elle est encore inadmissible, puisque l'on ne trouve dans l'écrit entrepris aucun élément matériel et physique, qui corrige l'erreur relevée, la rectifie, la fixe nécessairement ; que le seul élément se dégageant du testament, pour la fixation de sa date, est qu'il a dû être fait à partir de l'année 1895, millésime indiqué par l'écusson qui se trouve dans le filigrane de la feuille de papier timbré sur laquelle il a été écrit ; que les faits extrinsèques articulés par les demandeurs ne se rattachent à aucun élément fourni par l'acte testamentaire qui ne contient aucun germe de la rectification à opérer ; qu'ils ne sont donc ni pertinents, ni admissibles ;

« Attendu que, ces faits, au surplus, fussent-ils prouvés, fût-il établi que le *de cujus* a séjourné à Vuillafans du 15 au 20 mars 1899, qu'il n'y était ni le 15 janvier, ni le 15 février de cette même année ; qu'on a trouvé, lors de l'inventaire à Besançon, dans la chambre du testateur, la valise dont il se servait toujours pour ses voyages à Vuillafans et dans laquelle il mettait ses valeurs de bourse et son argent ; que, dans la poche de cette valise se trouvait une feuille de papier blanc, repliée en forme d'enveloppe renfermant deux petits cartons et sur laquelle était inscrit ce mot : « testament » ; que, si cette enveloppe avait contenu le testament attaqué que ledit *de cujus* avait rapporté de Vuillafans le 20 mai 1899, à son retour à Besançon, il ne serait pour autant juridiquement démontré d'une manière irréfragable

que le testament litigieux a été fait plutôt à la date du 15 mars 1899, qu'à toute autre date, plutôt au cours de son dernier voyage à Vuillafans, lors d'un des nombreux séjours et voyages, que, de l'aveu de toutes parties en cause, il a faits depuis l'année du millésime 1895 ;

« Attendu qu'en définitive l'erreur dans la date d'un testament olographe ne peut être réparée que lorsque cette erreur est démontrée par des éléments matériels et physiques pris dans le testament lui-même, *ex verbis testamenti*, et encore, que ces éléments fixent nécessairement et incontestablement la véritable date ; que, dans l'espèce, la vraie date ne peut s'induire du testament par les indications ou les énonciations qu'il renferme; que rectifier dans ces conditions l'erreur de date reconnue, ce serait méconnaître la règle impérieuse suivant laquelle la validité des dispositions testamentaires est strictement subordonnée à l'accomplissement des formalités prescrites par la loi ;

« Attendu, dès lors, que les défendeurs arguent de nullité, pour inexactitude ou incertitude de date assimilables au défaut de date, le testament invoqué par les demandeurs ; que l'action de ces derniers, exclusivement basée sur ce testament, se trouve dénuée de tout fondement ; que, sans s'arrêter aux faits posés, qui sont irrelevants et inadmissibles, c'est le cas de rejeter la demande et de condamner les demandeurs en tous les dépens ;

« Par ces motifs,

« Sans s'arrêter à l'expertise qui est inutilement sollicitée par les demandeurs, ni aux faits irrelevables et inadmissibles posés par ces derniers, déclare nul et de nul effet, pour erreur ou inexactitude de date, équivalant à défaut de date, par application de l'art. 970 C. civ., le testament olographe Crétin du 15 avril 1899 ;

« En conséquence, déclare les demandeurs non recevables, en tout cas mal fondés en leur demande, les en déboute et les condamne aux dépens.

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Au fond :

Attendu que la fausseté de la date du testament de Prosper Crétin, testament daté de deux jours après son décès (décès 13 avril 1899 ; testament 15 avril 1899) est incontestable ; que la fausseté de le date équivaut à l'absence de date ; que l'absence de date entraîne la nullité du testament ;

Attendu que, si les appelants peuvent être admis à rétablir la date exacte, ce ne peut être qu'à la triple condition : de prouver que la date fausse procède d'une erreur et n'a pas été écrite volontairement par le testateur, de faire ressortir ensuite les éléments de la rectification des énonciations mêmes du testament, d'établir enfin cette rectification, tirée des énonciations du testament, avec une certitude complète et absolue ;

Attendu, en ce qui concerne le fardeau de la preuve à fournir relativement à l'existence d'une erreur involontaire du testateur, que celui-ci incombe aux appelants, légataires universels, institués contre les héritiers du sang, intimés, par la raison que, lorsque l'héritier du sang a établi l'inexactitude de la date comme au cas particulier, il n'a plus rien à prouver et parce que c'est, par voie de conséquence, à ceux qui entendent se prévaloir du testament irrégulier, à fournir tous les éléments de nature à en reconstituer la date ; que l'admission d'une erreur est nécessaire à cette reconstitution ; que cette erreur doit donc être démontrée par ceux qui prétendent prouver l'existence de la date ;

Attendu que, si la postdate d'un testament, comme dans l'espèce, exclut généralement l'hypothèse d'une erreur et suppose plutôt un fait volontaire du *de cujus*, qui indiquerait de la sorte qu'il a voulu suspendre les effets de son testament jusqu'à une époque future dont il a fixé par avance la date, cette théorie, admise par la doctrine, ne doit pas en fait recevoir son application au cas particulier, à cause du rapprochement singulier de la date du décès et de celle du testament, que, si le fait intentionnel disparaît, l'erreur peut seule subsister ; qu'elle doit donc être reconnue comme étant suffisamment prouvée par les appelants ;

Mais, attendu que ceux-ci ne font pas ressortir la certitude de la rectification des énonciations mêmes du testament ; que c'est en vain que, tout d'abord, ils prétendent que ce n'est pas le mot « avril », mais le mot « mars » qui aurait été écrit par le *de cujus* ; que l'examen attentif de l'acte ne permet pas le plus léger doute à cet égard ; que le mot « avril » s'y lit facilement ; mais qu'ensuite, avant de chercher à rectifier une erreur, il faut établir où elle repose ; qu'à défaut de cette démonstration, aucune rectification ne peut être tentée ; qu'à cet égard, la preuve nécessaire à fournir par les appelants n'est assise que sur des conjectures sans valeur légale ; qu'il est absolument impossible de déterminer avec la certitude qui s'impose en la matière, quel est celui des éléments assurément divisibles de la date du testament qui est erroné ;

Attendu que c'est sans fondement assuré que les appelants considèrent comme certain que ce serait dans le mois indiqué par le *de cujus* que se trouverait l'erreur viciant le testament et que c'est sans raison suffisante qu'ils prétendent en trouver la preuve évidente dans ce fait que l'écriture du mot « avril », incorrecte en sa forme graphique, trahirait l'hésitation éprouvée par le testateur, lorsqu'il l'a tracé et démontrerait que ce serait seulement cet élément unique de la date qui serait erroné ; mais

qu'on ne saurait trouver dans ce moyen d'autant plus insuffisant que l'écriture nouvelle de Prosper Crétin offre de nombreux exemples d'incorrections analogues, l'élément matériel et physique, tiré du testament et permettant d'affirmer que l'erreur réside plutôt dans le mois que dans les autres éléments de la date; qu'à cet égard, le doute est invincible et ne peut être dissipé par rien;

Attendu que, s'il est en ainsi, l'indication du lieu où le testament a été rédigé ne pourrait fournir la racine de la rectification que s'il était possible que Prosper Crétin n'eût été dans cette localité qu'un seul jour depuis 1895, date du filigrane du papier timbré, et que ce jour concordât avec plusieurs des énonciations de la date écrite sur le testament; mais que cette preuve ne peut être faite, puisqu'il s'y rendait fréquemment et à toute époque de l'année; qu'en admettant, en outre, que le jour et le mois soient exacts et que même les mots mil huit cent quatre-vingt-dix le soient également, rien n'indique que Prosper Crétin n'a pu faire son testament à Vuillafans le 15 avril 1897 ou le 15 avril 1898, de même qu'en admettant que ce soit le millésime 1899 qui soit exact, rien n'indique que l'erreur ne porte pas sur tel mois ou tel jour; que cependant l'erreur est certaine, mais impossible à réparer au moyen des énonciations nécessaires du testament; que celui-ci doit donc être annulé;

Par ces motifs,

Reçoit les appels contre lesquels, en la forme, aucune fin de non-recevoir n'est proposée;

Au fond :

Confirme le jugement entrepris;

Condamne les appelants conjointement en tous les dépens et à l'amende et dit que, ce faisant, il est à suffire pourvu sur les conclusions des parties, dont le surplus est rejeté.

M. Bonne av. gén. — Mes Belin, Pernot père, Guerrin, Francey et Charlet av.

Note. — I. — Sur le premier point : Sur le principe que la fausseté de la date énoncée dans un testament olographe équivaut à l'absence de date et entraîne la nullité du testament : V. conf. Cass. 16 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.231 — S. 95.1.347 — D. 96.1.196); Besançon 13 novembre 1895 (Gaz. Pal. 95.2.765).

II. — Sur le deuxième point : La rectification de l'erreur de date est possible, si l'erreur est involontaire, si les éléments de rectification sont fournis par le testament lui-même, si enfin on fait ressortir des éléments du testament la complète certitude de la rectification ; le principe est certain sous ces trois conditions. V. notamment : Cass. 9 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.230 — S. 97.1.7 — D. 96.1.105); Besançon 13 novembre 1895 précité; Paris 26 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.192) et les notes sous ces décisions avec les renvois.

COUR D'APPEL DE PARIS (3e Ch.)

4 mai 1900.

Présidence de M. Delegorgue.

SUBROGATION. — SUBROGATION LÉGALE. — ART. 1251 § 3 C. CIV. — COMMISSIONNAIRE. — PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE. — PRIVILÈGE DE L'ADMINISTRATION.

Le bénéfice de la subrogation légale édicté par l'art. 1251 § 3 C. civ. au profit de celui qui étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette avait intérêt à l'acquitter peut être invoqué par le commissionnaire qui, agissant en cette qualité, a payé les droits afférents à la marchandise pour le compte du propriétaire, après avoir pris personnellement vis-à-vis de l'administration des Douanes la charge de ces droits.

Par suite, il peut invoquer à son profit le privilège qui appartient à cette administration en vertu des lois du 22 août 1791 et 4 germinal an II.

Mory et Cie c. syndic faillite Bernheim.

MM. Mory et Cie ont interjeté appel du jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 4 février 1899, rapporté Gaz. Pal. 99.1.403, qui avait refusé de les admettre par privilège au passif de la faillite Bernheim. — Arrêt.

La Cour,

Au fond :

Considérant que Mory et Cie ont payé à la Douane, pour le compte de Bernheim, la somme de 12,950 fr.;

Considérant que cette créance de la Douane est privilégiée aux termes de la loi du 22 août 1791 et de celle du 4 germinal an II; que ce privilège porte sur tous les meubles et effets mobiliers des redevables;

Considérant que Mory et Cie demandent leur admission à la faillite de Bernheim par privilège, comme étant subrogés aux droits de l'administration des Douanes;

Considérant que les premiers juges ont décidé que Mory et Cie ne devaient être admis pour cette somme que chirographairement, en se fondant sur ce que les demandeurs n'étaient pas cautions de Berheim, mais débiteurs directs de l'administration des Douanes;

Considérant qu'il est constant en fait et reconnu par le jugement dont est appel que Mory et Cie n'étaient tenus que comme commissionnaires et pour le compte de Bernheim; qu'ils avaient intérêt à acquitter ladite dette; et que, dès lors, ils sont fondés à invoquer le bénéfice de la subrogation édictée par l'art. 1251 § 3 C. civ.;

Considérant, en effet, que la situation des appe-

lants rentre exactement dans les termes de cette disposition légale; que Mory et Cie avaient pris personnellement, vis-à-vis de l'administration des Douanes, la charge des droits afférents à la marchandise dont Bernheim était propriétaire; qu'ils avaient donc intérêt à acquitter ces droits, puisqu'ils s'en étaient constitués les débiteurs directs ;

Considérant, d'autre part, que Mory et Cie les ont payés, non pour eux, mais pour Bernheim, dont ils étaient les mandataires; qu'il importe peu que ce dernier soit resté étranger à l'obligation contractée par son agent vis-à-vis de la Douane, la loi n'ayant pas soumis le bénéfice de la subrogation à la condition que le créancier et le débiteur soient liés par un même engagement; que, d'ailleurs, le véritable débiteur vis-à-vis de la Douane est toujours le commettant;

Par ces motifs,

Met l'appellation et ce dont est appel à néant;

Emendant, décharge Mory et Cie des dispositions et condamnations leur faisant grief;

Et faisant droit par décision nouvelle;

Dit et ordonne que Mory et Cie seront admis par privilège au passif de la faillite Bernheim pour la somme de 12,950 francs, montant des droits de douane dont s'agit, à la charge par eux des affirmations de droit;

Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel.

Condamne Roucher, ès qualité qu'il agit, en tous les dépens faits sur les causes de première instance et d'appel ;

M. Boutet av. gén. — Mes G. Bellet et Dufraisse av.

Note. — La question est très controversée, comme nous l'avons indiqué dans notre note sous le jugement frappé d'appel et infirmé (Gaz. Pal. 99.1.403), note qui contient les renvois à la jurisprudence et à la doctrine.

COUR D'APPEL DE PARIS (3e Ch.)

6 avril 1900.

Présidence de M. Boucher-Cadart.

PRIVILÈGES. — FRAIS DE CONSERVATION. — VÉTÉRINAIRE MARÉCHAL-FERRANT. — TRAVAUX DE FERRAGE.

Les frais faits pour la conservation de la chose, privilégiés aux termes de l'art. 2102 § 3 C. civ., sont tous ceux sans lesquels la chose serait devenue impropre à l'usage auquel elle était destinée.

En conséquence, il y a lieu de déclarer privilégiée la créance d'un vétérinaire maréchal-ferrant, non seulement pour soins donnés aux chevaux du débiteur, mais aussi pour travaux de ferrage sans lesquels lesdits chevaux auraient été absolument impropres au travail d'une entreprise de transports à laquelle ils étaient affectés.

Hue c. syndic faillite Goujon.

La Cour,

Considérant que Hue, vétérinaire et maréchal-ferrant, a produit à la faillite Goujon pour une somme de 3,555 fr. 45, montant de condamnations en capital, intérêts et frais, prononcées contre le failli par jugements passés en force de chose jugée, pour soins vétérinaires et frais de maréchalerie ; que Hue a demandé son admission à la faillite par privilège en vertu de l'art. 2102, § 3 C. civ. ; que le tribunal, sur les conclusions du syndic, a rejeté la demande du privilège, et admis Hue pour la somme de 3,555 fr. 45 à titre chirographaire; que, sur l'appel interjeté par Hue, le syndic, modifiant ses conclusions de première instance, demande acte de ce qu'il est prêt à admettre Hue au passif de la faillite par privilège pour la somme de 107 fr. 75 représentant les soins vétérinaires ; mais qu'il conteste le privilège pour le surplus de la créance, soit 3,447 fr. 25 représentant les fournitures de ferrage des chevaux; que la question soumise à la cour est donc celle de savoir si l'appelant peut invoquer le privilège de l'art. 2102 C. civ. pour la partie de sa créance représentant le ferrage des chevaux;

Considérant que le privilège de l'art. 2102 § 3 C. civ. peut être invoqué en matière de faillite aux termes de l'art. 551 C. com. ;

Considérant que par l'expression « frais faits pour la conservation de la chose », il faut entendre tous ceux sans lesquels la chose serait devenue impropre à l'usage auquel elle était destinée;

Considérant que Goujon était entrepreneur de transports; que, si les chevaux employés à l'exercice de son industrie n'avaient pas été ferrés, ils n'auraient pu être utilisés pour leur travail et auraient été impropres à l'usage auxquels ils étaient destinés; que le ferrage, pour des chevaux de travail, est aussi nécessaire que leur nourriture; qu'il n'est pas contesté que l'art. 2102 vise, dans la généralité de ses termes, les choses animées, au même titre que les choses inanimées; que le maréchal-ferrant est donc en droit de revendiquer le privilège pour les fournitures de ferrage;

Considérant que l'identité des chevaux ferrés par Hue et de ceux sur le prix desquels doit s'exercer le privilège n'est plus contestée par le syndic ; que les offres du syndic, limitées aux soins vétérinaires, sont donc insuffisantes, et qu'il y a lieu d'admettre Hue par privilège pour la somme totale de sa créance, soit 3,555 fr. 45 ;

Par ces motifs,

Et sans s'arrêter ni avoir égard aux offres de Baudry, ès-qualité, consenties par ses conclusions devant la cour, lesquelles sont insuffisantes ;

Met l'appellation et ce dont est appel à néant ; émen-

dant, décharge l'appelant des dispositions et condamnations lui faisant grief ;

Et, faisant droit par décision nouvelle, dit que Baudry, ès qualité, devra admettre Hue au passif de la faillite Goujon pour la somme de 3,555 fr. 45 par privilège, à charge par Hue d'affirmer la créance en la forme de droit ; ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel ;

Condamne Baudry, ès qualité, en tous les dépens fais sur les causes de première instance et d'appel.

M. Boutet av. gén. — Mes Quentin et Dufraisse av.

Note. — Les honoraires des vétérinaires pour soins donnés aux animaux sont généralement considérés par la jurisprudence comme privilégiés en vertu de l'art. 2102 § 3 C. civ., c'est-à-dire comme frais faits pour la conservation de la chose. V. notamment Trib. com. Arras 8 juillet 1890 (Gaz. Pal. 91.1. supp. 23) ; Poitiers 8 février 1892 (Gaz. Pal. 92.1.441) ; Trib. com. Nancy 3 mars 1893 (Gaz. Pal. 93.1.590) ; Cass. 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.378).

En ce qui concerne les travaux de ferrage, la question avait été tranchée jusqu'à ce jour par la jurisprudence en sens opposé à l'arrêt recueilli : V. les décisions citées dans la *Revue vétérinaire* 1883, p. 425 et 1885 p. 23, et dans la *Presse vétérinaire* 1888, p. 317 et 1889 p. 79 et 233.

167

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

2 février 1900.

Présidence de M. Lœw.

1° CASSATION. — ARRÊT DE RENVOI. — NOUVEAU POURVOI. — CHAMBRES RÉUNIES. — NON IDENTITÉ DE MOYENS. — NON-IDENTITÉ DE DOCTRINE. — INCOMPÉTENCE.

2° MARCHANDAGE. — DÉLIT CORRECTIONNEL. — ÉLÉMENTS. — FAITS INHÉRENTS. — INTENTION. — PRÉJUDICE.

1° *Les chambres réunies de la Cour de cassation ne sont appelées à statuer sur un pourvoi que lorsque, après cassation d'un premier arrêt ou jugement rendu en dernier ressort, le deuxième arrêt ou jugement rendu dans la même affaire entre les mêmes parties procédant en la même qualité, est attaqué par les mêmes moyens que le premier.*

Il ne saurait en être ainsi, par conséquent, lorsque l'arrêt attaqué rendu par la cour de renvoi après cassation, s'est, d'une part, conformé à l'arrêt de la Cour de cassation sur le seul point sur lequel la cassation avait été prononcée, et que, d'autre part, sur le point restant en litige, il n'y a pas identité de doctrine entre l'arrêt cassé et l'arrêt de la cour de renvoi.

2° *Le délit de* marchandage, *que le décret du 2 mars 1848 définit « l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs », constitue non un délit contraventionnel, mais un délit correctionnel ordinaire, dont l'existence au point de vue répressif est subordonnée à la la réunion de trois éléments : un fait matériel, une intention de nuire et un préjudice pour l'ouvrier.*

Loup c. Bœuf et autres.

Le 11 juillet 1899, la Cour d'appel d'Orléans (Ch. corr.) avait rendu l'arrêt suivant :

« Statuant comme cour de renvoi en vertu de l'arrêt de la Cour de cassation du 4 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1.336) :

« Attendu qu'à la date du 5 juillet 1898, la cour a rendu un arrêt par défaut confirmant le jugement du Tribunal correctionnel de la Seine dont est appel ;

« Attendu que le sieur Loup a formé opposition à cet arrêt dans le délai de la loi ; que cette opposition est recevable et qu'il convient de l'examiner au fond ;

« Sur les questions de savoir si le décret du 2 mars 1848 est toujours en vigueur et si Loup peut être poursuivi comme complice éventuel du délit de marchandage qui aurait été commis par Martin :

« Attendu qu'il y a lieu de maintenir la décision et les motifs de l'arrêt frappé d'opposition ;

« Sur le point de savoir s'il existe plusieurs espèces de marchandage prohibées par le décret de 1848 :

« Attendu que le marchandage consiste dans la convention passée entre un tâcheron-ouvrier et des ouvriers qu'il emploie et qu'il paye à l'heure ou à la journée, pour l'exécution des travaux de sous-entreprise ;

« Attendu qu'il n'y a pas d'autre genre de marchandage défendu par le législateur ; que cela résulte clairement des travaux préparatoires du décret de 1848 et des termes de ce décret ;

« Attendu, en effet, que le 1er mars 1848, une proclamation annonçait la prochaine solution des questions relatives aux heures de travail et à « l'abolition du marchandage » ; que la commission du Luxembourg se réunit sans délai, et qu'on lit dans le procès-verbal du même jour le passage suivant : « Sur le marchandage, des dé-
« tails précis sont donnés par divers membres ; il
« en résulte que diverses sortes de marchan-
« dages sont à distinguer. Il y a les marchan-
« deurs ou tâcherons qui sous-entreprennent
« certaines parties de travaux et les font exé-

« cuter à la journée par des ouvriers sous leurs « ordres directs ; ce genre de marchandage est « oppressif pour l'ouvrier ; l'abolition en est non « seulement consentie, mais réclamée par l'as- « semblée » ;

« Attendu que le même procès-verbal constate que le marchandage, qui consiste dans le travail à la pièce, est à conserver ; qu'enfin un troisième genre de marchandage, qui consiste dans l'entreprise faite ensemble par plusieurs ouvriers par association, avec partage des bénéfices, est à conserver et à encourager ;

« Attendu que c'est dans cette situation que le gouvernement provisoire a déclaré aboli le marchandage, tel qu'il est défini dans le premier paragraphe du procès-verbal susindiqué ;

« Attendu que le décret du 2 mars 1848 est clair et précis ; que, par une disposition qui n'est pas sujette à interprétation, il abolit le marchandage tel qu'il vient d'être défini ci-dessus ;

« Sur la complicité imputée au sieur Loup :

« Attendu que, le marchandage étant un délit, le sieur Loup peut être considéré comme complice de ce délit si ses agissements rentrent dans les termes de l'art. 60 C. pén.;

« Attendu qu'il résulte des documents de la cause et des explications fournies par les parties, et qu'il n'est pas méconnu par Loup qu'il savait, lorsqu'il a passé son contrat de sous-entreprise avec Martin, que celui-ci emploierait, pour l'exécution des travaux, des ouvriers travaillant à l'heure ou à la journée ; que, dans ces conditions, une expertise est inutile ; que, de ce qui précède, il résulte, en effet, que la Cour n'a pas à rechercher si le salaire payé aux ouvriers constituait un salaire moyen ou avili ; que le salaire ne dépend que de la libre convention des parties ;

« Par ces motifs,

« Déclare recevable l'opposition du sieur Loup contre l'arrêt par défaut du 5 juillet 1898 ;

« Maintient ledit arrêt dans ses dispositions non contraires au présent arrêt ;

« Dit que le décret du 2 mars 1848 prohibe tout marchandage sans distinction et s'applique au marché pur et simple passé par le sous-entrepreneur ouvrier avec des ouvriers employés et payés par lui à l'heure ou à la journée ;

« Dit que Loup s'est rendu complice, dans les conditions spécifiées par l'art. 60 C. pén., du délit de marchandage imputé à Martin, en ce que, lors du contrat de sous-entreprise passé avec ce dernier, il a eu connaissance que Martin, pour l'exécution des travaux susindiqués, emploierait, ainsi qu'il l'a fait, des ouvriers payés à l'heure ou à la journée ;

« En conséquence, vu l'arrêté du 21-24 mars 1848 ; condamne le sieur Loup à la peine de 50 fr. d'amende, etc. »

Un pourvoi en cassation ayant été formé contre cet arrêt par le sieur Loup, M. le conseiller Roulier, chargé du rapport devant la Chambre criminelle, l'a présenté dans les termes ci-après :

« Cette affaire, messieurs, a dit ce magistrat, vient devant vous pour la seconde fois dans les circonstances suivantes. Le 4 février 1898, vous avez rendu un arrêt de principe qui jugeait trois questions de droit (Gaz. Pal. 98.1.336). Vous décidiez : 1° que les décret et arrêté de mars 1848 étaient toujours en vigueur, décision conforme à celle de l'arrêt du 9 juillet 1897 (Gaz. Pal. 97. 2.349) alors attaqué, de la Cour d'appel de Paris ; la Cour d'Orléans a statué dans le même sens ; 2° que l'entrepreneur ne pouvait être l'auteur ou le coauteur du délit de marchandage, et qu'il n'en pouvait être que le complice éventuel ; de ce chef, et pour ce motif seulement, vous avez cassé l'arrêt de la Cour de Paris et renvoyé devant la Cour d'Orléans, qui, à ce point de vue, s'est conformée à votre décision ; 3° que le délit de marchandage est un délit ordinaire, comportant comme tout délit la réunion de trois éléments : un fait matériel, une intention de nuire et un préjudice pour l'ouvrier. A ce sujet, vous aviez approuvé la doctrine de la Cour de Paris, mais la Cour d'Orléans a jugé, au contraire, que le marchandage réprimé par la loi pouvait ne résulter que d'un simple fait matériel, à savoir l'existence d'une convention entre un tâcheron et des ouvriers payés à l'heure ou à la journée, indépendamment de tout dol, de toute fraude et même de tout préjudice pour l'ouvrier ;

« Le 5 juillet 1898, la Cour d'Orléans a rendu un arrêt par défaut, dont certaines dispositions ont été maintenues, d'autres réformées par l'arrêt contradictoire du 11 juillet reproduit *suprà* ;

« A l'appui du pourvoi, Me Devin, avocat en la cour, a déposé un mémoire concluant à la cassation de l'arrêt attaqué pour deux motifs : d'abord par application de votre arrêt du 4 février 1898 et à raison de la contradiction qui existe entre votre décision et celle de la Cour d'Orléans quant à la nature même du délit de marchandage, (délit ordinaire ou délit-contravention) ; ensuite et subsidiairement pour défaut de motifs, l'arrêt ayant omis de préciser les éléments de la complicité par aide et assistance retenue à la charge de Loup, notamment de spécifier que Martin, le sous-entrepreneur, auteur principal du délit, avait

la qualité de tâcheron ou de sous-entrepreneur ouvrier, condition substantielle en ce qui concerne l'existence même du délit de marchandage, et de constater que Loup avait connu cette qualité.

« Nous devons, tout d'abord, rechercher si cette affaire doit être renvoyée devant les chambres réunies ou si, au contraire, la Chambre criminelle seule peut et doit statuer.

« Il résulte de l'exposé qui précède qu'il y a dans la même affaire, entre les mêmes parties, résistance de la juridiction de renvoi, sur une thèse de droit, à l'encontre de l'arrêt de cassation qui avait saisi cette juridiction. N'est-ce pas là le principe même de la compétence des chambres réunies? Vous l'avez décidé ainsi à diverses reprises, et notamment : 11 juillet 1885 (Gaz. Pal. 85.2.575); 26 novembre 1890 (Gaz. Pal. 90.2.677). Vous avez jugé, en droit, que le marchandage était un délit ordinaire; la Cour d'Orléans juge, en droit, que c'est un délit-contravention. Donc, il y a lieu de renvoyer devant les chambres réunies. L'idée est simple et la solution ainsi comprise ne paraît pas comporter de longs développements. Mais, lorsqu'on va un peu plus au fond de la question, des objections surgissent et elles nous semblent avoir une extrême gravité;

« L'art. 1er de la loi du 1er avril 1837 est ainsi conçu : « Lorsqu'après la cassation d'un premier « arrêt ou jugement, le deuxième arrêt ou juge- « ment rendu dans la même affaire, entre les « mêmes parties, procédant en la même qualité, « sera attaqué par les mêmes moyens que le « premier, la Cour de cassation prononcera, « toutes chambres réunies. » Même affaire, mêmes parties, même qualité. Soit. Mais, mêmes moyens? Non, sur le point actuellement en litige, on peut dire exactement : moyens contraires. En effet, l'entrepreneur, demandeur au premier pourvoi, formulait un moyen de cassation pris de la violation du décret de 1848, en ce que le marchandage étant un délit-contravention, les règles de la complicité n'étaient pas applicables. Et c'étaient les ouvriers, défendeurs au même pourvoi, qui soutenaient, au contraire, que le délit de marchandage était un délit ordinaire, conformément à la doctrine de l'arrêt de la Cour de Paris et aux termes mêmes de leur assignation du 30 novembre 1896, dans laquelle ils s'exprimaient ainsi : « Attendu « que la combinaison adoptée par Loup pour « faire exécuter les travaux de son entreprise « à prix réduit, sous le couvert d'un tâche- « ron insolvable, a pour résultat de faire grand « grief aux requérants, puisqu'ils perdent leur sa- « laire ». Vous avez répondu au demandeur : 1° que le délit de marchandage était un délit ordinaire; 2° que, dans tous les cas, on pouvait être le complice d'un délit-contravention. Actuellement, le même entrepreneur, demandeur au second pourvoi, après avoir éprouvé les conséquences de la thèse du délit-contravention qui motive *de plano* sa condamnation, sollicite la cassation de l'arrêt d'Orléans, parce que cette cour a admis la doctrine du délit-contravention, c'est-à-dire qu'il formule en définitive un moyen absolument contraire à celui qu'il avait d'abord proposé;

« Nous ne sommes donc plus dans les termes de la loi de 1837 : le second arrêt n'est pas attaqué par les mêmes moyens que le premier. Et alors, il n'y aurait pas lieu à renvoi devant les chambres réunies. En ce sens, on peut consulter: Ch. civ. 23 décembre 1851 (D. 54.1.401); Ch. réun. 12 février 1856 (D. 56.1.206-207); 15 mai 1862 (D. 62.1.388); 19 février 1873 (D. 73.1.449); 29 juin 1889 (D. 90.1.236); 3 août 1893, (D. 96.1.529). Nous avons longuement et vainement cherché dans la jurisprudence le cas même de l'espèce qui vous est soumise. Cependant il nous paraît utile de vous citer un arrêt du 17 octobre 1845, non rapporté au Bulletin, mais que l'on trouve dans Dalloz, année 1846, p. 67 et 68. Vous remarquerez dans cet arrêt la raison de décider : « Attendu que les pourvois actuels sont fondés « sur les mêmes moyens que ceux qui ont déter- « miné la cassation du premier arrêt ».

« On pourrait objecter, il est vrai, que si les moyens du premier et du second pourvoi sont, à ce point de vue spécial du délit ordinaire ou du délit-contravention, contradictoires, ils tendent cependant vers un but commun, qui est de déterminer la nature juridique du délit de marchandage. Aussi nous paraît-il utile d'insister particulièrement sur cette circonstance que le premier arrêt, celui de la Cour de Paris, a été cassé exclusivement pour ce motif qu'il avait prescrit une expertise dont l'objet essentiel était de rechercher les éléments de la culpabilité de l'entrepreneur considéré par cet arrêt comme l'auteur principal ou le coauteur du délit de marchandage, alors que cet entrepreneur ne peut être légalement, suivant votre arrêt de cassation, que complice éventuel de ce délit, et que ce moyen n'est pas et ne peut pas être actuellement produit contre le second arrêt, celui de la Cour d'Orléans, puisque cette cour a statué, à cet égard, conformément à la doctrine formulée dans votre arrêt de cassation du 4 février 1898. Le moyen qui a

motivé la cassation du premier arrêt n'est pas et ne peut pas être renouvelé.

« A un autre point de vue, on peut se demander aussi si la compétence des chambres réunies n'exige pas l'identité de doctrine entre les deux décisions des deux cours d'appel, circonstance qui ne se rencontrerait pas dans notre espèce, les décisions des deux cours de Paris et d'Orléans étant, en droit, diamétralement contraires sur le point actuellement en litige. Dalloz, dans son Supplément, v° Cassation, n° 270, s'exprime ainsi : « L'identité de doctrine entre la première « décision cassée et la seconde est une condition « non moins nécessaire que la précédente (l'iden- « tité des moyens) pour que les chambres réu- « nies puissent être saisies. Il n'y aura pas iden- « tité de doctrine, si les deux arrêts ne donnent « pas la même solution. Il en est ainsi lorsque le « second arrêt de la cour d'appel est infirmatif « du jugement de première instance, tandis que « le premier arrêt était confirmatif. » (En ce sens, Ch. civ. 6 janvier 1885, Gaz. Pal. 85.1.237). Or, la Cour d'appel de Paris avait confirmé le jugement du Tribunal de la Seine, tandis que la Cour d'Orléans l'a infirmé. Dans son Traité sur le pourvoi en cassation, notre honoré collègue, M. le conseiller Crépon, s'exprime ainsi : « n° 2272. « Toutefois, il ne suffit pas, pour qu'il y ait lieu « de saisir les chambres réunies, que le deman- « deur en cassation propose avec identité, dans « son second pourvoi, les mêmes moyens qu'il « avait proposés et fait accueillir lors d'un pre- « mier pourvoi; il faut encore que le deuxième « arrêt ait décidé, comme le premier et par les « mêmes motifs, c'est-à-dire qu'il y ait identité « de doctrine dans l'arrêt déjà cassé et dans l'ar- « rêt sur renvoi dont la cassation est demandée. » Enfin, il résulte de votre arrêt du 12 juin 1868 (D. 69.1.261), que c'est « la résistance de deux cours « d'appel qui légitime l'application de la loi du « 1er avril 1837 ». En résumé, nous ne rencontrons pas dans cette affaire l'identité de doctrine entre les deux décisions des deux cours d'appel de Paris et d'Orléans : sur le même point de droit, ces deux arrêts sont, au contraire, absolument opposés l'un à l'autre.

« D'autre part, ils ne sont pas attaqués par les mêmes moyens; et c'est surtout cette circonstance essentielle qui nous place en dehors du texte de la loi du 1er avril 1837. Or, ce texte est formel, et vous apprécierez si, dans ces conditions, vous n'avez pas le devoir de juger cette affaire, sans la renvoyer aux chambres réunies de la Cour de cassation.

« Toutefois, dans le cas où vous ne croiriez pas devoir adopter cette solution, vous aurez à vous demander si vous devez statuer, dès à présent, sur le moyen subsidiaire tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 et de l'art. 60 C. pén., moyen assurément nouveau contre l'arrêt de la Cour d'Orléans. V. à ce sujet dans Dalloz, Jur. gén., v° Cassation, n° 1287. L'appréciation des éléments juridiques de la complicité — que le pourvoi reproche à l'arrêt de n'avoir pas précisés — pouvant dépendre de la nature du délit de marchandage, c'est-à-dire de la décision à intervenir sur le moyen principal, nous pensons qu'il serait plus prudent de ne pas statuer immédiatement et d'attendre l'arrêt des chambres réunies, dans le cas où vous croiriez devoir leur renvoyer le jugement de cette affaire.

« Nous avons maintenant le devoir d'examiner successivement les deux moyens du pourvoi, — en supposant votre compétence pour les apprécier l'un et l'autre.

« PREMIER MOYEN. — C'est celui qui touche à la nature même du délit : délit ordinaire ou délit-contravention.

« Vous en avez préjugé la solution le 4 février 1898, après deux longs délibérés en la chambre du conseil et nous ne pouvons que nous en rapporter à votre arrêt.

« Mais vous avez pu remarquer que la Cour d'Orléans, dans son arrêt un peu sommaire, n'a envisagé qu'un des côtés de la question et qu'elle motive uniquement sa décision sur les termes d'un procès-verbal anonyme et dépourvu de toute authenticité au regard du texte même de la loi, qui prohibe non pas la profession de sous-entrepreneur ouvrier faisant travailler à l'heure ou à la journée, mais l'exploitation de l'ouvrier par le sous-entrepreneur ouvrier. C'est le mot exploitation qui donne au délit sa véritable signification et qui le classe juridiquement. « L'exploita- « tion d'un ouvrier », c'est-à-dire suivant la définition de Littré : le profit excessif que l'on tire en l'employant.

« Moins de trois mois après la promulgation du décret du 2 mars, le 25 mai 1848, l'Assemblée nationale adoptait un nouveau décret qui « ou- « vrait une enquête sur la question du travail « agricole et industriel » (D. 48.4.102). « Art. 1er. « Une enquête sur la question du travail agricole « et industriel est ouverte sur toute l'étendue du « territoire de la République. — Art. 4. Les ren- « seignements à recueillir par la commission « d'enquête porteront notamment sur les points « suivants : 7° les effets des sous-entreprises de « travaux faites d'ouvriers à ouvriers, entre- « prises vulgairement connues sous le nom de

« *marchandage* ». L'Assemblée nationale et la commission du pouvoir exécutif savaient évidemment en mai 1848 ce qu'on avait voulu faire et ce qu'on avait fait deux mois auparavant. Si on prescrit une enquête sur le seul fait du marchandage résultant de la sous-entreprise, comment soutenir que ce fait unique a été réprimé comme étant délictueux par le décret du 2 mars?

« Six mois après la promulgation du même décret du 2 mars, à la séance du 9 septembre 1848, un représentant du peuple, M. Guérin, déposa un amendement ainsi conçu (Mon. univ., juin à septembre 1848, p. 2381, 3e col.) : « Il reste « interdit aux entrepreneurs d'employer des sous-« traitants. Ils devront traiter directement avec « les ouvriers ». Le président de l'assemblée trouva cette proposition si grave qu'il crut devoir appeler sur la discussion qui paraissait devoir s'engager toute l'attention des députés. Mais la discussion ne s'engagea pas et M. Guérin retira son amendement.

« Malgré ces précédents, malgré la signification si précise du mot exploitation que la cour d'appel passe d'ailleurs sous silence, l'arrêt attaqué aboutit cependant à cette définition du délit de marchandage : « Convention passée entre un « tâcheron ouvrier et des ouvriers qu'il paye à « l'heure ou à la journée pour l'exécution dés tra-« vaux de sous-entreprise » ; et il condamne l'entrepreneur pour ce motif seul qu'il a su que le tâcheron emploierait des ouvriers à l'heure ou à la journée.

« C'est la suppression pure et simple du sous-traité, et, il faut le dire aussi, c'est du même coup la ruine de toutes les industries qui comportent une sous-entreprise avec paiement des ouvriers à l'heure ou à la journée. Des ouvriers charpentiers qui montent la charpente d'une maison ne peuvent être payés autrement qu'à l'heure ou à la journée, pour cette raison qu'en fait, il est impossible de distinguer la tâche de chacun d'eux dans un travail qui est le fruit d'une collaboration de tous les instants. L'entrepreneur et le sous-entrepreneur seront solvables? Peu importe! Les ouvriers auront reçu « un salaire normal égal pour chaque profession, « et dans chaque profession pour chaque catégorie « d'ouvriers, aux taux couramment appliqués dans « la ville ou la région où le travail est exécuté » (Décret du 10 août 1899, *infrà*, 4e partie)? Peu importe! Il suffira de la plainte d'un ouvrier qui aura cependant reçu tout son salaire, mais qui, pour un motif quelconque, voudra se venger du tâcheron : celui-ci sera poursuivi et condamné. L'entrepreneur et celui qui fait construire seront poursuivis et condamnés du moment où ils auront su que l'ouvrier travaillait à la journée. Telle est la thèse de la Cour d'Orléans. Il ne faudrait pas croire que le fait seul du sous-traité avilisse nécessairement le prix du travail. Au contraire. « Les tâcherons, dit M. Leroy-Beaulieu, « t. II, p. 495, payent souvent leurs hommes mieux « qu'un entrepreneur général parce qu'ils les con-« naissent mieux et savent en tirer un meilleur « parti ». Mais ils congédient les paresseux et ce sont ceux-ci qui se plaignent.

« La Cour d'appel d'Orléans a donc violé le texte même du décret qui ne punit que l'exploitation c'est-à-dire l'abus; elle a en outre méconnu les principes généraux du Code pénal. Aux termes de l'art. 1er, « l'infraction que les lois « punissent de peines correctionnelles est un « délit. » Or, le marchandage est puni de peines correctionnelles; et, comme tout délit, il nécessite la réunion de trois éléments : un fait matériel, une intention de nuire et un préjudice pour l'ouvrier. Substituer à la solvabilité de l'entrepreneur principal, l'insolvabilité ou l'infidélité du tâcheron; ou bien encore profiter de certaines circonstances de temps ou de lieu pour embaucher des ouvriers à des prix avilis dans des conditions qui impliquent le dol et la fraude en excluant la liberté du consentement, etc., tels pourront être les éléments du délit prévu par la loi, tels sont ceux notamment qui étaient allégués par les ouvriers à l'origine de cette affaire (assignation dn 30 novembre 1896). Le décret de 1848 interviendra alors avec efficacité pour permettre d'accomplir, conformément à son texte, une œuvre de justice à l'égard de l'ouvrier abusé et dépouillé.

« Nous touchons ici à la seule objection sérieuse opposée par l'arrêt attaqué et qui est ainsi formulée : la cour n'a pas à rechercher si le salaire payé aux ouvriers constitue un salaire moyen ou avili, car le salaire ne dépend que de la libre convention des parties. Cette objection, vous l'aviez entrevue et discutée dans votre arrêt, parce qu'elle ne repose en réalité que sur une véritable confusion que quelques mots suffiront à dissiper.

« Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites », porte l'art. 1134 C. civ. Soit; mais à la condition que ces conventions soient légalement formées et notamment que le consentement soit valable. « Il n'y « a point de consentement valable (art. 1109 C. civ.), « si le consentement n'a été donné que par erreur « ou s'il a été extorqué par violence ou surpris « par dol » Le dol est donc un vice du consente-

ment, et, lorsqu'il est prouvé, la règle générale de l'art. 1134 ne s'applique plus. C'est ce qu'on exprime autrement en disant que la fraude est en dehors de toutes les règles.

« Lors donc que la Cour d'appel d'Orléans invoque le principe de la libre convention des parties en se refusant à apprécier une question de salaire, elle résout, à proprement parler, la question par la question, puisque votre arrêt du 4 février a décidé qu'il n'y a délit de marchandage que s'il y a intention de nuire, dol et fraude à l'égard de l'ouvrier : « Attendu, dites-vous, que « cet arrêt de la Cour de Paris a, au contraire, « sainement interprété lesdits décret et arrêté en « retenant la fraude et le dol comme devant être « les éléments substantantiels du marchandage « réprimé par la loi. »

« En un mot, il n'y a délit de marchandage que s'il y a fraude. Et, s'il y a fraude, l'art. 1134 C. civ. ne s'applique plus; on rentre dans l'exception prévue par l'art. 1109.

« La Cour d'Orléans n'a pas pris garde que sa théorie sur la libre convention pourrait, si elle devait être admise, s'appliquer à d'autres délits. Bornons-nous, à titre d'exemple, à citer le délit d'escroquerie qui offre certaines analogies avec le délit de marchandage, puisque dans le cas de l'art. 405 C. pén. on escroque l'argent d'autrui, et que, dans le cas du marchandage, on escroque en réalité tout ou partie du travail de l'ouvrier. On escroque l'argent d'autrui et on commet un délit parce qu'il y a faux nom, fausse qualité ou manœuvre frauduleuse : autrement ce serait le cas d'appliquer l'art. 1134 C. civ. Mais ce principe fléchit devant le dol qui détruit la liberté du consentement et altère par suite sa validité. Il en est de même dans le cas du marchandage réprimé par la loi.

« Après avoir répondu en droit, qu'il nous soit permis d'ajouter qu'en fait les tribunaux civils sont chaque jour appelés à discuter et à apprécier des questions de salaire et de prix, précisément parce que certaines circonstances tendent à vicier dans son principe le consentement de l'une des parties contractantes. D'autre part, cette appréciation du salaire moyen ou normal semble pouvoir échapper à tout arbitraire puisqu'il existe, paraît-il, un taux couramment appliqué dans toutes les régions de la France, et suivant chaque région, pour chaque profession et, dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers. C'est ce qui résulte tout au moins de trois décrets du président de la République en date du 10 août 1899 (Journ. off. du 11 août) rendus en vertu de la loi du 3 janvier 1893, le Conseil d'Etat entendu, et portant règlement des marchés de travaux publics passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements de bienfaisance :

« Art. 1er. Les cahiers des charges des marchés « de travaux publics ou de fournitures passés au « nom de l'Etat, par adjudication ou de gré à gré, « devront contenir des clauses par lesquelles l'en- « trepreneur s'engagera à observer les conditions « suivantes en ce qui concerne la main d'œuvre « de ces travaux ou fournitures, dans les chan- « tiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en « vue de l'exécution du marché... — Art. 2. L'en- « trepreneur ne pourra céder à des sous-traitants « aucune partie de son entreprise, à moins d'ob- « tenir l'autorisation expresse de l'Administra- « tion et sous la condition de rester personnel- « lement responsable, tant envers l'Administra- « tion que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Une « clause du cahier des charges rappellera l'in- « terdiction du marchandage telle qu'elle résulte « du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gou- « vernement du 21 mars 1848. — Art. 3. La « constatation ou la vérification du taux nor- « mal et courant des salaires et de la durée nor- « male et courante de la journée de travail sera « faite par les soins de l'Administration qui devra : « 1° se référer, autant que possible, aux accords « entre les syndicats patronaux et ouvriers de la « localité ou de la région ; 2° à défaut de cette en- « tente, provoquer l'avis de commissions mixtes « composées en nombre égal de patrons et d'ou- « vriers et, en outre, se munir de tous renseigne- « ments utiles auprès des syndicats professionnels, « conseils de prud'hommes, ingénieurs, archi- « tectes départementaux et communaux et autres « personnes compétentes. Les bordereaux résul- « tant de cette constatation devront être joints à « chaque cahier des charges, sauf dans les cas « d'impossibilité matérielle. Ils seront affichés « dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont « exécutés. Ils pourront être revisés, sur la de- « mande des patrons ou des ouvriers, lorsque des « variations dans le taux des salaires ou la durée « du travail journalier auront reçu une application « générale dans l'industrie en cause. Cette revision « sera faite dans les conditions indiquées sous les « numéros 1° et 2° du présent article. Une revision « correspondante des prix du marché pourra être « réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office « par l'Administration, quand les variations ainsi « constatées dans le taux des salaires ou la durée « du travail journalier dépasseront les limites dé- « terminées par le cahier des charges. Lorsque « l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que

« leurs aptitudes physiques mettent dans une con-
« dition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la
« même catégorie, il pourra leur appliquer excep-
« tionnellement un salaire inférieur au salaire
« normal. La proportion maxima de ces ouvriers
« par rapport au total des ouvriers de la catégorie
« et le maximum de la réduction possible de leurs
« salaires seront fixés par le cahier des charges.—
« Art. 4. Le cahier des charges stipulera que l'Ad-
« ministration, si elle constate une différence entre
« le salaire payé aux ouvriers et le salaire courant
« déterminé conformément à l'article précédent,
« indemnisera directement les ouvriers lésés au
« moyen de retenues opérées sur les sommes dues
« à l'entrepreneur et sur son cautionnement. »

« Vous avez sans doute remarqué que l'Administration se réserve, dans l'art. 2, le droit d'autoriser les sous-traités, ce qu'elle ne pourrait faire évidemment si elle considérait les sous-traités comme prohibés par la loi, suivant l'arrêt de la Cour d'appel d'Orléans. Car il s'agit évidemment de sous-traités avec le tâcheron. Et le même article rappelle l'interdiction du marchandage « telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848... »

« Enfin, l'article suivant, l'art. 3, complète les art. 1 et 2 en précisant les règles à l'aide desquelles on parviendra à la constatation et à la vérification du taux normal et courant des salaires.

« A ce point de vue spécial, ces trois décrets de 1899 sont ainsi comme le corollaire des décret et arrêté de mars 1848, suivant l'application qui en a été faite par votre arrêt du 4 février 1898.

« La preuve paraît en résulter du rapport fait au nom du Conseil supérieur du travail — 8e session décembre 1898 — et du vœu formulé dans les termes suivants, sur lesquels nous croyons devoir appeler votre attention : « Vœu « adopté par la commission : — Il n'y a pas lieu « de modifier la législation actuelle sur le mar-« chandage ; il suffit de s'en tenir au décret du « 2 mars 1848, tel qu'il est interprété par la Cour « de cassation, c'est-à-dire que le marchandage « illicite tombe sous le coup de l'application de « ce décret — Les salaires des ouvriers em-« ployés par des marchandeurs, sous-entrepre-« neurs de main-d'œuvre, sont garantis par l'en-« trepreneur directement chargé de l'exécution « des travaux. L'ouvrier qui entendra user de ce « droit devra en aviser en temps utile l'entre-« preneur principal ». — Les décrets précités du 10 août 1899 peuvent être considérés comme la réalisation de ce vœu.

« Nous concluons donc à la cassation sur le premier moyen du pourvoi.

« Sur le SECOND MOYEN — ou moyen subsidiaire — la cassation nous paraît aussi devoir s'imposer :

« Ce moyen est pris de la violation du décret de 1848 et des règles de la complicité en ce que l'arrêt ne constate pas que l'entrepreneur ait su que, dans l'espèce, le sous-entrepreneur Martin avait agi en qualité de sous-entrepreneur, ouvrier ou tâcheron. — Cette omission existe, en effet, dans l'arrêt de la Cour d'appel d'Orléans, — qui se borne à indiquer que Martin devait employer les ouvriers à l'heure ou à la journée. — Or, la qualité de sous-entrepreneur ouvrier est substantielle du délit de marchandage. La loi est formelle ; votre arrêt l'a dit et l'arrêt d'Orléans ne le méconnaît pas. Ce n'est évidemment qu'une omission, mais qui a sa gravité, puisque la conséquence en est que l'un, tout au moins, des éléments légaux de la complicité n'est pas retenu à la charge de Loup et qu'ainsi la condamnation prononcée contre lui manque de base légale. On pourrait se demander, en outre, si ce fait unique suffirait à caractériser légalement la complicité, même dans l'hypothèse du délit de contravention, qui est celle de l'arrêt de la Cour d'appel d'Orléans. — Mais cette question ne s'impose pas à votre examen.

« La cour appréciera. »

La Chambre criminelle a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

En ce qui touche la compétence :

Vu les art. 440 C. instr. crim. et 1er de la loi du 1er avril 1837 ;

Attendu que les chambres réunies de la Cour de cassation ne sont appelées à statuer sur un pourvoi que lorsque, après cassation d'un premier arrêt ou jugement rendu en dernier ressort, le deuxième arrêt ou jugement rendu dans la même affaire entre les même parties procédant en la même qualité, est attaqué par les mêmes moyens que le premier ;

Attendu qu'il n'en est pas ainsi dans l'espèce ; que le premier arrêt de la Cour d'appel de Paris a été cassé pour ce motif seulement qu'il avait prescrit une expertise dont l'objet essentiel était de rechercher les éléments de la culpabilité de l'entrepreneur considéré par ledit arrêt comme l'auteur principal ou le coauteur d'un délit de marchandage, alors que cet entrepreneur ne peut être légalement que le complice éventuel de ce délit ; que ce moyen n'est pas et ne peut pas être produit contre le second arrêt de la Cour d'appel d'Orléans, qui, à ce point de vue, a statué conformément à l'arrêt de la Chambre criminelle du 4 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1.336) ;

Attendu, en outre, que sur le point actuellement

en litige, il n'y a pas identité de doctrine entre les edeux décisions, l'arrêt de la Cour de Paris ayant décidé que le délit de marchandage est un délit ordinaire tandis que l'arrêt de la Cour d'Orléans a décidé au contraire que c'est un délit-contravention;

Se déclare compétente pour statuer sur le nouveau pourvoi de Loup;

Au fond :

Vu le décret des 2-4 mars 1848 ainsi conçu : « Considérant : 1° que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits marchandeurs ou tâcherons est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité; le gouvernement de la République décrète; ..... 2° l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage est abolie. — Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres, ne sont pas considérées comme marchandage »; vu l'arrêté des 21-24 mars 1848 ainsi conçu : « Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois; de 100 à 200 francs en cas de récidive, et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail »; vu également les art. 1er § 2, 59 et 60 C. pén.;

Sur le premier moyen pris de la violation des décret et arrêté de mars 1848 et de l'art. 1er § 2 C. pén., en ce que l'arrêt attaqué a considéré le délit de marchandage comme un délit-contravention :

Attendu que le délit de marchandage ne saurait être classé dans la catégorie des délits dits contraventionnels;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 1er § 2 C. pén., l'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit, et que cette règle générale régit les matières spéciales, à moins d'une dérogation expresse de la loi;

Attendu que l'intention coupable doit accompagner le fait incriminé comme délit pour le rendre passible de la peine, et que ce principe ne souffre exception que dans le cas où la loi en a autrement ordonné ou lorsque, par la nature des choses, ce fait rentre nécessairement dans la classe des délits matériels qui existent par cela seul que l'acte punissable a été accompli et auxquels, pour cette raison, le législateur donne souvent lui-même le nom de contraventions;

Attendu que l'infraction réprimée par l'arrêté des 21-24 mars 1848 est punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois, de 100 à 200 francs en cas de récidive, et en cas de double récidive d'un emprisonnement de un à six mois; qu'elle constitue donc un délit;

Attendu que le décret du 2 mars 1848 définit le délit de marchandage « l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs »;

Attendu que cette exploitation de l'ouvrier par le sous-entrepreneur ouvrier comporte, par sa nature, au sens des décret et arrêté de mars 1848, l'appréciation d'un acte frauduleux aboutissant au profit abusif que le tâcheron tire du travail de l'ouvrier; que cet acte nécessite donc, pour devenir délictueux, la réunion de trois éléments : un fait matériel, une intention de nuire et un préjudice pour l'ouvrier; qu'ainsi, le dol et la fraude sont les éléments substantiels du marchandage réprimé par la loi;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur le second moyen du pourvoi,

Casse l'arrêt de la Cour d'Orléans du 11 juillet 1899;

Renvoie devant la Cour d'appel de Bourges.

MM. Roulier rapp.; Feuilloley av. gén. — Me Devin av.

Note. — V. le rapport de M. le conseiller Roulier *suprà*.

TRIBUNAL DE PAIX DE COURBEVOIE

8 mai 1900.

Présidence de M. Crespin.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° PROFESSIONS VISÉES. — MARÉCHAL-FERRANT. — 2° INCAPACITÉ PERMANENTE PARTIELLE. — PERTE DE DENTS. — FRAIS DE MALADIE. — SOINS DENTAIRES. — 3° FRAIS MÉDICAUX. — MÉDECIN CHOISI PAR LA VICTIME. — DÉFAUT DE TARIF DÉPARTEMENTAL.

1° *La profession de maréchal-ferrrant, comprenant une transformation industrielle, est assujettie à la loi du 9 avril 1898, et, par suite, l'ouvrier forgeron, teneur de pieds, blessé par une ruade qu'il a reçue en tenant le pied d'un cheval que son patron était occupé à ferrer, est fondé à réclamer l'indemnité prévue par ladite loi.*

2° *La perte d'une ou de plusieurs dents ne peut constituer une incapacité permanente partielle.*

Mais les soins dentaires rentrent néanmoins dans les frais de maladie prévus par l'art. 15 de la loi du 9 avril 1898.

3° *Lorsqu'il n'existe pas de tarif adopté dans le département pour l'assistance médicale gratuite, il convient de fixer les honoraires des médecins et des chirurgiens choisis par la victime et à la charge du patron aux taux les plus réduits et usités pour la clientèle ouvrière.*

Chassaing c. Chouteau.

Nous, juge de paix,

Attendu que, par exploit de Me Hardy, huissier à Courbevoie, M. Chassaing, ouvrier forgeron teneur

de pieds, réclame à M. Chouteau, maréchal-ferrant, 45, rue de Bezons à Courbevoie, la somme de 150 fr. à titre d'indemnité temporaire pour un accident de travail dont il aurait été victime le 11 mars 1900, alors qu'il était au service du cité ;

Attendu qu'il résulte d'un avis du Comité consultatif contre les accidents du travail du 24 janvier 1900 que la profession de maréchal-ferrant, comprenant une transformation industrielle, est assujettie à la loi du 9 avril 1898; que M. Chassaing est donc fondé à invoquer le bénéfice de cette loi pour obtenir réparation du préjudice qui lui a été causé par la ruade qu'il a reçue au visage en tenant le pied d'un cheval que M. Chouteau était en train de ferrer ;

Attendu qu'il résulte du certificat délivré par M. le docteur Tual, médecin à Courbevoie, que l'incapacité de travail de M. Chassaing n'a duré que trois jours; que, par conséquent, M. Chassaing n'a droit à aucune indemnité quotidienne aux termes mêmes de l'art. 3 § 3 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu qu'il résulte également du certificat médical que M. Chassaing a eu une dent incisive complètement arrachée et une autre cassée; que M. Chassaing réclame la réparation de la dent brisée et la pose d'une nouvelle dent ;

Attendu, dès lors, qu'il convient d'examiner si les soins dentaires sont compris dans les frais de maladie prévus à l'art. 15 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que les travaux préparatoires, les auteurs et la jurisprudence ne fournissent, à notre connaissance, aucun éclaircissement sur ce point; qu'on ne saurait prétendre sérieusement que la perte d'une ou de plusieurs dents peut constituer une incapacité permanente partielle; que cependant les dents sont utiles et même indispensables pour l'accomplissement des diverses fonctions de l'organisme ;

Attendu qu'en employant l'expression générale de frais de maladie dans l'art. 15, le législateur n'a pas seulement entendu assurer aux blessés les soins médicaux essentiels, mais aussi les soins médicaux accessoires ; qu'il paraît avoir cherché à donner aux victimes du travail industriel tous les moyens de secours et de réparation que la science met à la disposition des hommes et que la loi consacre, à l'exclusion des moyens empiriques et non légalement reconnus; qu'il est équitable d'appeler auprès des blessés non seulement des docteurs en médecine, mais, dans certains cas, certains spécialistes et notamment les chirurgiens-dentistes ;

Attendu, en ce qui concerne les frais de maladie, que le juge de paix est seul compétent et en dernier ressort (art. 15 de la loi du 9 avril 1898) et que l'art. 4 § 2 spécifie que si le malade a choisi lui-même son médecin, ce magistrat doit se conformer aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite ; mais que ce tarif n'existe pas dans le département de la Seine et qu'il convient alors de fixer les honoraires des médecins et des chirurgiens aux taux les plus réduits et usités pour la clientèle ouvrière ;

Par ces motifs,

Désignons M. Borkowski, chirurgien-dentiste, demeurant à Neuilly-sur-Seine, pour remplacer une dent et réparer une autre dent à M. Chassaing ;

Disons que les honoraires de M. Borkowski seront calculés comme si M. Chassaing appartenait à la Société de secours mutuels de Courbevoie et que ces honoraires seront acquittés par M. Chouteau ;

Condamnons, en outre, M. Chouteau aux dépens.

Note. — I. — Sur le premier point : Les forges paraissent, en effet, rentrer dans l'énumération des industries visées par l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898, et, par suite, les ateliers des maréchaux-ferrants, dans lesquels des forges sont employées, doivent être considérés comme visés par la loi.

II. — Sur le second point : La perte de dents est-elle de nature à diminuer la capacité de travail d'un ouvrier? Cela peut être pour certaines professions, et par conséquent nous inclinons à penser que la perte de dents peut être considérée comme entraînant une incapacité permanente partielle. Mais il convient de remarquer que la demande ne portait point sur cette question tranchée d'une manière incidente par le jugement.

Quant aux soins dentaires, il est évident qu'ils rentrent dans la catégorie des soins médicaux à la charge du patron.

III. — Sur le troisième point : V. dans le même sens : Trib. paix Paris 22 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.138).

168-169

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

29 mai 1900.

Présidence de M. Tanon.

FILIATION LÉGITIME. — POSSESSION D'ÉTAT. — PREUVE. — FAITS CONSTITUTIFS. — POUVOIR DES TRIBUNAUX. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

L'art. 321 C. civ., qui indique seulement les faits principaux desquels peut résulter la possession d'état, laisse aux tribunaux le soin d'apprécier si les faits, à l'aide desquels on prétend établir cette possession, sont en nombre suffisant, s'ils sont dûment justifiés, et s'ils ne sont pas détruits par des faits contraires.

Par suite, l'infirmation d'un jugement qui avait admis l'existence de la possession d'état d'enfant légitime, réclamée par une partie, est suffisamment et régulièrement motivée par la déclaration des juges du second degré que ni les enquêtes, ni aucun document de la cause n'ont révélé un ensemble de faits susceptible d'établir le rapport de filiation et de parenté à tort admis par les premiers juges.

Epoux Bernard c. Chavanel et autres.

La Cour,

Sur le moyen tiré de la violation des art. 320, 321 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que l'art. 321 C. civ., qui indique seulement les faits principaux desquels peut résulter la possession d'état, laisse aux tribunaux le soin d'apprécier si les faits à l'aide desquels ou prétend établir cette possession sont en nombre suffisant, s'ils sont dûment justifiés et s'ils ne sont pas détruits par des faits contraires;

Attendu que la Cour d'appel de Chambéry, usant de ce pouvoir, a déclaré que ni les enquêtes faites en vue d'établir si la mère de la demanderesse avait eu la possession d'état d'enfant légitime des mariés Verdan-Plantoz, ni aucun document de la cause n'ont révélé un ensemble de faits susceptible d'établir un rapport de filiation et de parenté entre cette personne et la famille Verdan; qu'elle a pu, en conséquence, infirmant le jugement de première instance dont les mariés Bernard-Favre demandaient la confirmation pure et simple, décider par l'arrêt attaqué que Françoise Verdan, décédée veuve de Jean-Louis Favre, n'était point la fille légitime ni légitimée des mariés Claude-François Verdan et Josephte Plantoz, sans avoir à s'expliquer spécialement sur chacun des faits et documents retenus et appréciés d'une façon contraire, dans leur ensemble, par les premiers juges;

Attendu que l'arrêt attaqué n'a par suite violé aucune des dispositions visées au pourvoi;

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Chambéry du 9 février 1898.

MM. Fochier rapp.; Mérillon av. gén. — Me Maurice Bonnet av.

Note. — Il n'est point douteux que les tribunaux, en principe, soient souverains appréciateurs des faits constitutifs de la possession d'état : Cass. 23 juin 1869 (S. 69.1.445 — J. du P. 69.1176 — D. 71.1.327).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

16 mai 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.

VENTE. — NUE PROPRIÉTÉ. — CONTRAT ALÉATOIRE. — LÉSION. — RESCISION (DÉFAUT DE). — NON-RECEVABILITÉ.

La vente, que le nu propriétaire d'un immeuble grevé de l'usufruit d'un tiers la vie durant de celui-ci consent de sa nue propriété à ce tiers, présente un caractère essentiellement aléatoire dans les termes de l'art. 1964 C. civ., et à raison duquel, dès lors, et, par application du principe posé en l'art. 1976 C. civ., ladite vente ne peut être attaquée pour cause de lésion.

Barbon des Courières c. époux du Treuil et autres.

Le sieur Alexis Barbon des Courières s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour de Limoges en date du 27 juin 1898, rendu à son préjudice et au profit des consorts Dupeyrat de Thouron, pour :

« Violation des art. 1134, 1674 et suiv., 1964, 1968 et suiv. C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a rescindé une vente de nue propriété d'immeubles pour une prétendue lésion, dont le caractère aléatoire du contrat ne permettait d'apprécier l'étendue ni même d'affirmer l'existence. »

La Chambre civile a accueilli ce pourvoi par l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 1976 C. civ.;

Attendu que la dame Dupeyrat de Thouron, — décédée au cours de l'instance et représentée par ses héritiers, — a, par contrat du 1er septembre 1894, vendu, au prix de 20,000 francs, la nue propriété de divers immeubles à Barbon des Courières, déjà usufruitier de ces immeubles; que la valeur de cette nue propriété, au moment de la vente, dépendait de la valeur de l'usufruit au même moment, et que celle-ci était elle-même subordonnée à la durée dudit usufruit;

Attendu que, à raison de l'incertitude de la durée de la vie humaine, ce contrat de vente présentait un caractère essentiellement aléatoire, dans les termes de l'art. 1964 C. civ.; que, dès lors, par application du principe posé en l'art. 1976, il ne pouvait être attaqué pour cause de lésion;

D'où il suit que, en se fondant uniquement sur des calculs de probabilité pour décider le contraire, l'arrêt a violé l'article susvisé invoqué au pourvoi;

Casse et annule l'arrêt de la Cour de Limoges, du 27 juin 1898;

Renvoie la cause et les parties devant la Cour de Poitiers.

MM. Calary rapp.; Desjardins av. gén. — Me Devin av.

Note. — La question de savoir si la vente à prix ferme de la nue propriété d'un immeuble corporel constitue, comme vient de le décider, dans l'espèce, la chambre civile de la Cour de cassation, une vente aléatoire, pour laquelle ne saurait avoir lieu la rescision pour cause de lésion, avait été jusqu'ici controversée en jurisprudence et en doctrine. V. dans le sens de l'arrêt ci-dessus reproduit : Montpellier 6 mai 1831 (S. 31.2.278), maintenu sur pourvoi par la Chambre des requêtes le 15 décembre 1832 (S. 33.1.394). *Adde* : Duvergier, Vente, t. II, n° 75; Aubry et Rau, t. IV, § 358, note 10, p. 415 — *Contrà* : Nîmes 27 août 1847 (S. 47.2.633 — J. du P. 48.1.84); Duranton, t. XVI, n° 442; Troplong, Vente, t. II, n° 792; Massé et Vergé, t. IV, § 689, note 2.

COUR D'APPEL DE BESANÇON (1re Ch.)

9 avril 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

1° EXPLOIT. — ACTE D'APPEL. — MENTIONS RELATIVES A L'APPELANT. — SOCIÉTÉ ANONYME. — INDICATION D'UN PRÉSIDENT DÉCÉDÉ.

2° ASSURANCES TERRESTRES.— ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE. — DROIT DU PROPRIÉTAIRE. — ASSUREUR SUBROGÉ. — COMPÉTENCE.

3° BAIL. — RESPONSABILITÉ DU LOCATAIRE EN CAS D'INCENDIE. — ART. 1733 C. CIV. — PREUVE A LA CHARGE DU LOCATAIRE.

1° *Les énonciations d'un acte d'appel étant régulières, aux termes des art. 456 et 61 C. pr. civ. combinés, lorsqu'il contient les nom, profession et domicile de l'appelant, on doit considérer comme régulier l'acte d'appel signifié à la requête d'un société anonyme dont le nom et le siège social sont régulièrement indiqués, sans qu'il soit nécessaire d'exiger, en outre, l'indication de la personne qui a qualité pour représenter la société.*

En conséquence, l'acte portant l'indication du nom et de l'adresse de la société ne saurait être annulé à raison de ce que le président, désigné comme ayant qualité pour représenter la société, est décédé.

2° *Le propriétaire ou son assureur subrogé ne peuvent assigner l'assureur du locataire en même temps que le locataire lui-même devant le tribunal de celui-ci, ni par voie d'action directe, ni par voie d'action indirecte, si la police entre le locataire et son assureur stipule une attribution de juridiction spéciale au tribunal du siège de la compagnie.*

3° *Pour échapper à la responsabilité créée à sa charge par l'art. 1733 C. civ., il n'est pas nécessaire que le localaire établisse par une preuve directe et positive le fait précis constitutif du cas fortuit, il suffit qu'il démontre d'une manière péremptoire l'impossibilité d'admettre une autre cause que le cas fortuit, la force majeure ou le vice de construction, de telle sorte que de la preuve faite résulte nécessairement l'existence de ces circonstances, bien que la nature exacte en reste ignorée ou incomplètement connue.*

Compagnie l'Union c. consorts Tournier
et Compagnie la Nation.

Les consorts Tournier, locataires de M. Outhenin-Chalandre ayant été incendiés, la compagnie l'Union, assureur du propriétaire et subrogée aux droits de celui-ci, a assigné devant le Tribunal de Pontarlier, tribunal du domicile des consorts Tournier, en même temps que ceux-ci, la compagnie la Nation, assureur des locataires.

Sur cette demande, la compagnie la Nation a opposé l'incompétence, et les consorts Tournier ont soutenu que l'incendie avait eu lieu par cas fortuit ou vice de construction.

Sur quoi le tribunal a rendu le 26 juillet 1899 le jugement suivant :

« I. — En ce qui concerne l'exception d'incompétence soulevée par la compagnie d'assurances la Nation :

« Attendu que, si la compagnie d'assurances l'Union agit en vertu de l'art. 1166 C. civ. et exerce les droits et actions des consorts Tournier contre la compagnie la Nation, elle est obligée, en ce qui concerne la compétence, de se conformer aux conventions intervenues entre les parties, notamment à la clause contenue dans l'art. 26 de la police du 3 octobre 1897, aux termes duquel toutes contestations entre la compagnie la Nation et l'assuré seront soumises au Tribunal de la Seine;

« Attendu que, si c'est par voie d'action directe que la compagnie demanderesse procède contre la Nation, c'est encore devant le Tribunal de la Seine, tribunal du domicile de cette compagnie, que l'instance doit être ouverte; que, pour se soustraire à la règle imposée par l'art. 59, § 1er C. pr. civ., la compagnie l'Union ne peut s'autoriser des dispositions du deuxième paragraphe du même article; qu'en effet le demandeur, au cas où il y a plusieurs défendeurs, ne peut les assigner tous à son choix devant le tribunal civil du domicile de l'un d'eux que s'ils sont réellement défendeurs à une seule et même action; que, dans la cause actuelle, la compagnie l'Union a assigné les consorts Tournier en vertu des dispositions de l'art. 1733 C. civ., tandis qu'elle base son action contre la compagnie la Nation sur l'art. 3, § 2 de la loi du 19 février 1889, laquelle loi, d'ailleurs, ne crée pas, au profit du propriétaire de l'immeuble incendié ou de son ayant-droit, une action directe contre la compagnie qui a assuré le risque locatif, mais ne fait que lui conférer le droit de s'opposer au paiement entre les mains du locataire de tout ou partie de l'indemnité qui lui est due, qu'autant qu'il n'a pas été désintéressé;

« Attendu qu'il s'agit donc de deux défendeurs à deux actions distinctes et que chacun d'eux doit être assigné devant le tribunal de son domicile; qu'il y a donc lieu d'accueillir l'excep-

tion d'incompétence soulevée par la compagnie la Nation;

« II. — En ce qui concerne l'action suivie par la compagnie l'Union contre les consorts Tournier :

« Attendu que ceux-ci demandent à prouver que l'incendie du 2 novembre 1898 est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou vice de construction;

« Attendu que les faits articulés à cet effet par les défendeurs sont pertinents et admissibles, et qu'il y a lieu d'en ordonner la preuve;

« Par ces motifs,

« Se déclare incompétent pour connaître de la demande formée contre la compagnie la Nation;

« Et, avant faire droit, appointe les défendeurs Tournier à prouver, tant par titres que par témoins, en la forme de la loi : 1° que, vers quatre heures après midi du 2 novembre 1898, on sentit d'abord une odeur de brûlé; puis qu'on vit une légère fumée s'échapper d'un tas de foin d'environ 30,000 kilogrammes, sis dans la grange et s'appuyant d'un côté sur la cheminée en bois de ladite ferme; 2° que cette cheminée était en mauvais état; qu'il existait, par endroits, entre les planches, des interstices de 2 à 3 centimètres, à travers lesquels on voyait le foin, et que, en juillet 1898, sommation fut faite par les locataires au propriétaire d'avoir à réparer ladite cheminée; 3° qu'une pièce de bois aboutissant à la cheminée traversait le tas de foin, lieu d'origine de l'incendie; 4° que, dès cinq heures du soir, toutes les personnes présentes sur les lieux du sinistre, et, parmi elles, les douaniers du poste de la Motte cherchèrent à découvrir le foyer de l'incendie en coupant des parties de foin ou en crevant, à certains endroits, le plafond sur lequel reposait le tas de foin; 5° que, vers huit heures du soir, arrivèrent successivement les pompiers des Verrières suisses et un groupe de pompiers de Pontarlier; 6° que, vers dix heures du soir seulement, on commença à ramener, à l'aide d'un crochet fouillant le feu par le trou creusé dans le plafond, des brindilles enflammées provenant sans doute de la pièce de bois susvisée; 7° que, vers onze heures seulement, le feu éclatait au dehors à travers le toit de l'immeuble; 8° que le foin des consorts Tournier avait été rentré par eux, en 1898, dans de bonnes conditions, et, spécialement, dans un état de sécheresse absolument normal; 9° que l'incendie ne peut avoir eu pour cause que la combustion spontanée du foin, provoquée par la quantité même du fourrage accumulé à cet endroit, soit par toute autre cause impossible à déterminer, à moins qu'on ne doive attribuer comme cause à ce sinistre le mauvais état de la cheminée, vice de construction constaté par plusieurs témoins et signalé au propriétaire, circonstances et dépendances de ces faits;

« Admet la compagnie demanderesse à la preuve des faits contraires;

« Commet, pour procéder à l'enquête qui vient d'être ordonnée, M. Kurtz, et, à son défaut, M. le président du siège;

« Condamne la compagnie l'Union aux frais de sa poursuite contre la Nation;

« Réserve le surplus des dépens ».

Appel par la compagnie l'Union.

LA COUR,

Sur la nullité de l'acte d'appel :

Attendu que la Nation conclut à ce que l'acte d'appel à elle notifié le 25 août 1899 soit déclaré nul, parce qu'il énoncerait que l'appel a été formé à la requête de M. Charles Robert agissant en qualité de directeur de la compagnie d'assurances l'Union, alors qu'à cette date le requérant était décédé; mais que cette exception doit être rejetée parce qu'aux termes des art. 456 et 61 C. pr. civ. combinés, les énonciations d'un acte d'appel sont régulières lorsqu'il contient les nom, profession et domicile de l'appelant; que, dans l'espèce, l'appelante était : « la compagnie d'assurances contre l'incendie l'Union, établie à Paris, rue de la Banque, 15 »; que les mentions de l'acte d'appel contiennent exactement ces indications, seules exigées par la loi, lorsqu'il s'agit d'une société anonyme; que l'indication que la compagnie était représentée par tel ou tel était surabondante; que, par suite, son inexactitude ne peut pas vicier la procédure;

Sur l'exception d'incompétence opposée par la compagnie la Nation :

Adoptant les motifs des premiers juges;

Sur le fond :

Attendu qu'aux termes de l'art. 1733 C. civ., les consorts Tournier, locataires d'Outhenin-Chalandre, auquel la compagnie l'Union est subrogée, sont responsables de l'incendie qui a éclaté dans les lieux qui leur ont été loués, à moins qu'ils ne prouvent que l'incendie est arrivé par cas fortuit, force majeure ou vice de construction;

Attendu que, pour satisfaire à ces prescriptions de la loi, il n'est pas nécessaire que les consorts Tournier établissent, par une preuve directe et positive le fait précis constitutif du cas fortuit; qu'il suffit qu'ils démontrent d'une manière péremptoire l'impossibilité d'admettre une autre cause que le cas fortuit, la force majeure ou le vice de construction, de telle sorte que de la preuve faite résulte nécessairement l'existence de ces circonstances, bien que la nature exacte en reste ignorée ou incomplètement connue (Cass. 14 novembre 1853, Dalloz, supplément, v° Louage, n° 213);

Attendu, en fait, que la cause de l'incendie est

demeurée jusqu'ici inconnue, mais que les consorts Tournier s'appointent à prouver que l'origine du sinistre ne peut être attribuée exclusivement soit qu'à un cas fortuit qui serait la combustion spontanée du foin, soit qu'à un vice de construction qui serait le mauvais état de la cheminée ;

Attendu que l'hypothèse d'un incendie par cas fortuit, résultant de la combustion spontanée des fourrages, doit être immédiatement écartée, parce qu'il est hors de discussion que cette combustion spontanée ne se produit jamais lorsque les fourrages sont rentrés dans un complet état de siccité, et que les consorts Tournier s'appointent à cet égard d'une preuve qui, dans les termes où elle est conclue, s'oppose à l'admissibilité du cas fortuit; que cette preuve de la combustion spontanée ne pourrait d'ailleurs être rapportée par une enquête, mais bien, au préalable tout au moins, par une expertise dont les résultats sont trop certains pour qu'il y ait lieu de l'ordonner;

Mais, attendu que le surplus de l'articulation est pertinent, parce qu'il tend à établir que si ce n'est pas par un fait de combustion spontanée que l'incendie a pris naissance, ce serait au moins par suite d'un vice de construction de la cheminée en bois qui traversait le grenier à fourrages et parce que le vice de construction n'est pas contestable, puisque cette cheminée était en assez mauvais état pour que les frères Tournier aient cru devoir, par acte extrajudiciaire du 20 juillet 1899, faire sommation à leur propriétaire de la réparer; qu'ils indiquaient dans leur exploit « que cette cheminée était en planches, qui se trouvaient à plusieurs endroits distantes de plusieurs centimètres, ce qui pouvait être une cause d'incendie et gênait la rentrée des récoltes »; que le propriétaire Outhenin-Chalandre a reconnu que la réclamation de ses locataires était fondée, puisqu'il leur a fait répondre à la même date qu'ordre était donné aux ouvriers de faire à la cheminée les réparations nécessaires; mais que celles-ci n'étaient pas encore exécutées le 2 novembre suivant, jour de l'incendie; qu'en ce qui concerne les faits d'appointements relatifs au vice de construction, il y a donc lieu d'ordonner l'enquête conclue;

Sur les dépens :

Attendu que l'Union succombe sur les chefs importants de sa demande;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel de la compagnie d'assurances l'Union d'un jugement du Tribunal civil de Pontarlier du 26 juillet 1899.

Rejette la fin de non-recevoir opposée par la Nation à l'acte d'appel formalisé vis-à-vis d'elle;

Sur la compétence :

Confirme le jugement;

Au fond :

Confirme également le jugement en ce qu'il a admis la preuve conclue par les frères Tournier;

Emendant toutefois en ce qui concerne les faits cotés en preuve, dit le fait n° 8 relatif à la combustion spontanée du foin inopérant; dit que l'enquête ne devra pas porter sur cette articulation; modifie l'articulation n° 9 en ces termes « que l'incendie ne peut avoir eu pour cause que le mauvais état de la cheminée, vice de construction constaté par plusieurs témoins et antérieurement signalé au propriétaire ».

Confirme pour le surplus la décision entreprise;

Ordonne la restitution de l'amende et condamne l'Union en tous les dépens envers toutes les parties.

M. Bonne av. gén. — Mes Belin, Charlet et Francey av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il est de principe certain que les erreurs commises dans un exploit n'en entraînent pas la nullité, lorsqu'elles n'ont pu laisser aucun doute dans l'esprit de la partie lésée, et que spécialement des indications inexactes sur les mentions relatives au demandeur ou à l'appelant dans l'assignation ou l'acte d'appel ne sont pas de nature à vicier ces actes, s'il résulte des circonstances qu'il n'a pu exister pour l'autre partie aucun doute sur l'identité du demandeur ou de l'appelant : V. notamment : Cass. 9 février 1891 (Gaz. Pal. 91.1.596); Riom 23 janvier 1889 (Gaz. Pal. 89.1.366); Trib. com. Alost 26 février 1889 (Gaz. Pal. 89.1.878); Paris 6 mars 1895 (D. 95.2.328).

II. — Sur le second point : La question est controversée : V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Paris 23 juin 1898 (D. 99.2.256); Limoges 21 novembre 1899 (Gaz. Pal. 99.2.684); et *contrà* : Nancy 13 mai 1893 (Gaz. Pal. 93.2. 458 — D. 94.2.439). — *Adde* : la note sous Limoges 21 novembre 1899 précité.

III. — Sur le troisième point : La Cour de Besançon a déjà tranché la question en ce sens : V. Besançon 27 novembre 1895 (Gaz. Pal. 95.2.755), et cette jurisprudence est d'ailleurs conforme à celle généralement suivie par les cours et tribunaux : V. notamment : Trib. civ. Bazas 16 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.2.244); Toulouse 16 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.383) et les notes sous ces décisions avec les renvois à la jurisprudence antérieure. V. cependant *contrà*: Paris 31 octobre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.607).

TRIBUNAL CIVIL DE QUIMPER

5 avril 1900.

Présidence de M. Lignier.

TESTAMENT. — TESTAMENT OLOGRAPHE. — SIGNATURE. — PRÉNOM. — NULLITÉ.

1° Signer un acte, c'est y apposer son nom patronymique. Dès lors, la seule apposition du ou des prénoms du testateur sur un testament olographe ne saurait, en principe, répondre aux exigences de l'art. 970 C. civ., aux termes duquel la signature du testament est une des formalités essentielles de sa validité.

2° Néanmoins, une signature irrégulière, incomplète, ne contenant point le nom patronymique, peut être considérée comme suffisante, lorsqu'il est prouvé que la personne à laquelle

on l'attribue signe habituellement de la même manière des actes publics ou privés et que l'identité de cette personne est constante.

3° *Mais il n'en saurait être ainsi lorsque le testament attribué à une religieuse est signé « Marie, sœur du Sacré-Cœur », étant donné, d'une part, qu'il est permis de supposer que le prénom de Marie était porté par plusieurs religieuses du Sacré-Cœur, et, d'autre part, qu'il est établi que la* de cujus, *ayant eu à signer un acte authentique, l'avait signé de son nom patronymique. Ce testament doit être annulé.*

Le Dall de Tromelin c. de Dieuleveult.

LE TRIBUNAL,

Attendu que le testament olographe doit, aux termes de l'art. 970 C. civ., être écrit, daté et signé par le testateur ;

Attendu que la signature est une formalité essentielle que rien ne peut suppléer ;

Attendu que signer un acte, c'est y apposer son nom de famille, son nom patronymique ;

Attendu, par suite, que la seule apposition du ou des prénoms du testateur ne saurait, en principe, être considérée comme une signature, la personnalité du *de cujus* ne se trouvant pas, dans ce cas, suffisamment déterminée ;

Attendu, cependant, qu'une signature irrégulière ou incomplète, ne contenant point le nom patronymique peut être considérée comme suffisante, lorsqu'il est prouvé que la personne à laquelle on l'attribuait signe habituellement de la même manière des actes publics ou privés et que l'identité de cette personne est constante ;

Attendu que les lettres missives des 10 juin 1871 et 18 mai 1876 sont signées : la première « Marie », et la deuxième « Marie, sœur du Sacré-Cœur » ;

Attendu que ces signatures ne suffisent pas à affirmer et à dégager la personnalité de la demoiselle Le Dall de Tromelin ; que le prénom de Marie est particulièrement répandu ; qu'il est même vraisemblable de supposer que ce même prénom est porté par d'autres religieuses du Sacré-Cœur ;

Attendu, d'autre part, que cette signature n'était point celle que la testatrice était dans l'usage de prendre pour les actes sérieux de la vie ; qu'il semble, au contraire, qu'elle ne l'employait que pour les relations familières ou épistolaires ; qu'en effet, se trouvant partie à un acte de partage du 28 septembre 1876, elle a signé ledit acte ainsi : « M. Le Dall de Tromelin, religieuse du Sacré-Cœur », et non de son prénom suivi des mots « religieuse du Sacré-Cœur » ;

Attendu que, dans ces conditions, les lettres des 10 juin 1871 et 18 mai 1876 ne sauraient être considérées comme régulièrement signées de la *de cujus* ; qu'elles ne peuvent donc valoir comme testament olographe ;

Attendu que la succession de Mlle de Tromelin est donc échue à ses héritiers naturels ; qu'il en dépend des immeubles impartageables en nature et que nul n'est tenu de demeurer dans l'indivision ;

Attendu que les parties de Me Soudry déclarent s'en référer à justice ;

Attendu que les consorts de Dieuleveult, intervenants en l'instance, déclarent également s'en référer à justice et que leur intervention est régulière ;

Par ces motifs,

Reçoit, en la forme, les consorts de Dieuleveult, parties de Me Morel, intervenants et, au fond, leur décerne acte de ce qu'ils s'en réfèrent à justice sur le mérite des conclusions notifiées le 2 février 1900, à la requête de la dame de Dieuleveult ;

Décerne acte aux parties de Me Soudry de ce qu'elles s'en rapportent à justice sur le mérite des conclusions signifiées au nom des parties en cause ;

Dit nulles et de nul effet, en tant qu'instrument testamentaire, les deux lettres des 10 juin 1871 et 18 mai 1876 ;

Ordonne, en conséquence, la liquidation et le partage de la succession de demoiselle Marie Le Dall de Tromelin ;

Commet Maître Letinevet, notaire à Tréguier (Côtes-du-Nord), pour établir les comptes des parties, expertiser les biens, constituer les lots et présider au tirage au sort de ceux-ci ;

Nomme pour faire rapport, etc...

Déclare Mlle Alexandrine Le Dall de Tromelin de toutes ses fins et conclusions ;

Et, vu la qualité des parties, dépens en frais de liquidation.

M. CHEBROU subst. proc. Rép. — Mes DE CHAMAILLARD et LE BAIL av.

Note. — I-II-III. — Sur les premier, deuxième et troisième points : Le principe est qu'un testament olographe doit être signé et que la signature, c'est l'apposition « du nom de famille, c'est-à-dire de toutes les lettres alphabétiques qui composent ce nom » : Aubry et Rau, t. VII, § 666). Mais, comme le constate la décision rapportée, une signature irrégulière ou incomplète doit être, par exception, considérée comme suffisante lorsqu'il est prouvé que la personne à qui on l'attribue, signait habituellement de cette façon les actes privés ou publics, et que son identité est d'ailleurs constante : V. Aubry et Rau, *loc. cit.* ; Troplong, t. III, n° 1493 et suiv. ; Demolombe, t. XX, nos 103 à 105.

C'est ainsi qu'ont été validés des testaments olographes signés d'un pseudonyme, lorsque le testateur était universellement connu : Trib civ. Roanne 25 janvier 1893 (Gaz. Pal. 93.1.187) ou même de simples prénoms ou d'initiales de prénoms. Mais il s'agissait alors des testaments de deux évêques, l'un le testament de Massillon, signé J. B., évêque de Clermont, et l'autre de M. Loison, signé J. J., évêque de Bayonne. (V. Dalloz, Rép., v° Disp. entre vifs et test., n° 2714) mais, dans l'un et l'autre cas, il avait été constaté que la signature apposée sur le testament était la signature habituelle des auteurs.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE CORBEIL

18 mai 1900.

Présidence de M. Cothereau.

ESCROQUERIE. — TENTATIVE. — CHEMIN DE FER. — BAGAGES. — ENLÈVEMENT SUBREPTICE. — PERTE PRÉTENDUE. — RÉCLAMATION.

Se rend coupable de tentative d'escroquerie l'individu qui, s'étant procuré le bulletin d'enregistrement des bagages qu'un voyageur a enlevés subrepticement à l'arrivée d'un train sans remettre aux agents ledit bulletin, se sert de cette pièce pour réclamer la restitution de ces colis et pour chercher à se faire allouer par la compagnie une indemnité à raison de leur perte prétendue.

Min. pub. c. Verdure.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats la preuve que, le 28 novembre dernier, un voyageur qui n'était pas le prévenu Verdure et qui est resté inconnu, faisait enregistrer à la gare de Fontainebleau, à destination de Corbeil, pour partir par le train de 8 h. 50 du matin, quatre colis du poids de 55 kilogrammes, et qu'à l'arrivée, profitant de l'encombrement, il parvenait à retirer lesdits bagages sans opérer la remise de son bulletin; que ce même jour, Verdure, mis au courant de ce qui s'était passé à la gare, se faisait remettre, par le voyageur demeuré inconnu, le bulletin de bagages et s'en servait pour chercher à obtenir une indemnité de la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée; qu'à cet effet, il écrivait, le 29 novembre, au chef de gare de Corbeil, de faire suivre à son adresse, par les voies les plus rapides, les quatre colis portant le numéro d'enregistrement 432, alors qu'il savait, comme l'information l'a établi, que ces colis avaient été retirés à leur arrivée;

Attendu qu'aux dates des 17, 22 décembre 1899 et 1er janvier 1900, il adressait de nouvelles lettres très pressantes au même chef de gare, le menaçant de porter plainte à qui de droit, si satisfaction ne lui était pas donnée dans le plus bref délai; que non content d'envoyer les lettres dont s'agit, il faisait des démarches dans le même sens près du sous-chef du 1er bureau de la 5e division de l'exploitation de la compagnie et finalement sollicitait l'assistance judiciaire à l'effet d'assigner celle-ci devant le tribunal de commerce de la Seine;

Attendu que tous ces faits constituent des agissements coupables faisant tomber Verdure sous l'application de l'art. 405 C. pén.; qu'en effet, en faisant usage du bulletin susrelaté pour réclamer la restitution de colis qui ne lui appartenaient pas et qu'il savait ne plus être en la possession de la compagnie, il poursuivait le but de se faire, sans aucun droit, allouer une indemnité par la compagnie défenderesse; qu'ainsi il est indéniable qu'à l'aide de manœuvres frauduleuses il a tenté d'escroquer partie de la fortune d'autrui;

Par ces motifs,

Condamne Verdure à six mois d'emprisonnement.

M. LEGRIS proc. de la Rép. — Me GRAND av.

Note. — V. dans le même sens : Trib. corr. Bourges 21 décembre 1887 (Gaz. Pal. 88.1.307) et la note; Cass. 9 juin 1888 (Gaz. Pal. 88.2.67).

170

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

26 mai 1900

Présidence de M. Lœw.

1° CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — BOISSONS. — IMMUNITÉ DU TRANSPORTEUR.

2° CONCLUSIONS. — OMISSION DE STATUER. — DÉFAUT DE MOTIFS. — NULLITÉ DE LA DÉCISION.

1° Aux termes de l'art. 13 de la loi du 21 juin 1873, il ne suffit pas, pour qu'un transporteur de boissons soit libéré, qu'il produise l'acquit-à-caution, ni qu'il désigne exactement son commettant pour faire retomber sur l'expéditeur, tenu jusqu'à la décharge de l'acquit-à-caution, la responsabilité pénale de la contravention constatée à sa charge personnelle : il doit mettre l'administration des contributions indirectes à même de découvrir « le véritable auteur de la fraude ». Car, si le véritable auteur de la fraude ou de la contravention n'est pas découvert, le transporteur reste tenu envers elle.

2° Des conclusions régulièrement prises et communes à la défense obligent les juges à statuer sur les demandes qu'elles contiennent.

Doit donc être annulé pour violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, l'arrêt qui ne s'explique pas, en fait ou en droit, sur un moyen de défense accueilli par les premiers juges....., ou qui ne fait pas connaître les motifs pour lesquels il refuse aux parties l'allocation de la tolérance de 1 0/0 d'erreur, accordée par l'art. 7 § 3 de la loi du 21 juin 1873 sur les déclarations d'expédition et des déductions pour coulage de route prévues par l'art. 16 de la loi du 28 avril 1816.

Hannebique
c. administration des contributions indirectes.

En procédant, le 24 février 1898, à la vérification d'un chargement d'alcool parvenu en gare d'Alais, les agents de la Régie des contributions

indirectes constataient par procès-verbal, en présence des représentants de la Compagnie du chemin de fer, que le wagon-réservoir expédié par M. Hannebique, d'Arras, contenait une quantité inférieure de 509 litres à la quantité déclarée, bien que les plombs de garantie fussent intacts.

Saisi de l'affaire, le Tribunal correctionnel d'Alais, à la date du 10 mars 1899, a rendu le jugement suivant :

..... « Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure, notamment du certificat du préposé en chef de l'octroi de la ville d'Arras, du bulletin de sortie du préposé au bureau de la gare d'Arras, d'une lettre du chef de gare d'Arras, que Hannebique a expédié d'Arras, à destination d'Alais, un wagon-réservoir contenant 105 hectol. 20 litres d'alcool à 95 degrés; que vérification en a été faite tant par les préposés de l'octroi d'Arras que par les employés du transporteur, et qu'elle a été par eux reconnue exacte ;

« Attendu que, si les indications d'expédition sont inexactes ou si la quantité manquante a été détournée, la responsabilité ne saurait incomber ni à Hannebique qui a rempli toutes les formalités pour se garantir, ni à la destinataire, Mme veuve Bargeton, qui a, préalablement à la livraison, fait opérer le constat, mais reste tout entière à la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, qui a accepté la marchandise au moment du transit et qui a dû faire la vérification des quantités et les reconnaître exactes, puisqu'elle n'a fait aucune protestation ni réserve, ni demande de garantie; que si elle ou ses agents sont en faute, elle seule doit en supporter les conséquences;

« Attendu que, dans la circonstance, le transporteur ne peut point bénéficier de l'immunité exceptionnelle édictée par l'art. 13 de la loi du 21 juin 1873, car, s'il a désigné son commettant, il n'a pas mis la Régie en mesure de poursuivre utilement l'auteur de la fraude ; qu'il ne peut indiquer Hannebique comme l'auteur de la contravention, puisque ce dernier justifie de la régularité de ses opérations ;

« Attendu, toutefois, que la bonne foi du transporteur ne saurait être mise en doute... ;

« ... Acquitte Hannebique et la dame veuve Bargeton et les renvoie des fins de la poursuite;

« Déclare, au contraire, Noblemaire, directeur de la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M., atteint et convaincu de la contravention qui lui est reprochée, le condamne à 100 francs d'amende;

« Prononce la confiscation des objets saisis qui devront être remis à la Régie par le prévenu.. ».

La Régie et la Compagnie P.-L.-M. ayant relevé appel, la Cour de Nîmes statua ainsi qu'il suit :

« Sur l'appel de la Régie :

... « Attendu que le certificat de sortie de la ville d'Arras de la boisson expédiée par Hannebique fait, sans conteste, foi de la déclaration faite par celui-ci aux agents de l'octroi, mais non point de la sincérité ni de l'exactitude de cette déclaration; qu'au surplus le préposé en chef de l'octroi, consulté sur la portée du certificat dont s'agit, a déclaré, dans une lettre versée aux débats portant la date du 9 mars écoulé, que la vérification y mentionnée ne pouvait être faite d'une manière complète par les agents qui, d'ailleurs, n'y étaient point tenus aux termes de la loi et des règlements et qui n'avaient pas à leur disposition les instruments de précision nécessaires à une telle opération ;

« Attendu, dès lors, que le certificat produit par Hannebique ne saurait avoir la force probante que lui ont attribuée les premiers juges ;

« Attendu qu'il demeure donc avéré que le wagon-réservoir n° 216 accusait un manquant de 5 hectol. 9 litres de trois-six à 95° ; que l'inapplicabilité de l'acquit-à-caution n° 11 est le fait d'Hannebique qui n'a pu fournir d'explications plausibles et qui, par suite, s'est rendu passible des peines prévues et édictées ;

« Sur l'appel de la compagnie P.-L.-M.:

« Attendu qu'il a été constaté par le procès-verbal du 17 avril 1898 et, du reste, nullement contesté que le wagon-réservoir ne révélait à son arrivée aucune trace de coulage ni de perforation et que les plombs étaient intacts, ce qui exclut l'hypothèse d'une soustraction en cours de route, et, par voie de conséquence, la responsabilité de la compagnie de transport; que, par suite, la Compagnie P.-L.-M. doit être relaxée des fins de la poursuite en vertu de l'art. 13 de la loi du 21 juin 1873....

« Relaxe, sans dépens, Noblemaire, ès qualités, des fins de la poursuite; déclare Hannebique coupable d'avoir, dans les circonstances de temps et de lieu susmentionnées, commis une contravention aux lois sur les contributions indirectes;

« En réparation, le condamne à 500 francs d'amende, avec la confiscation des objets qui avaient été saisis... »

Pourvoi par M. Hannebique. La Chambre criminelle a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 13 de la loi du 21 juin 1873 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'aux termes de l'art. 13 de la loi susvisée du 21 juin 1873 il ne suffit pas, pour que le transporteur soit libéré, qu'il produise l'acquit-à-caution, ni qu'il désigne exactement son commettant pour faire retomber sur l'expéditeur, tenu jusqu'à la décharge de l'acquit-à-caution, la responsabilité pénale de la contravention constatée à sa charge personnelle; mais qu'il doit mettre l'administration des contributions indirectes à même de découvrir « le véritable auteur de la fraude »; que, si le véritable auteur de la fraude ou de la contravention n'est pas découvert, le transporteur reste tenu envers elle ;

Attendu qu'Hannebique, condamné, en sa qualité d'expéditeur, comme étant l'auteur de la contravention de transport avec titre inapplicable, contravention constatée seulement à l'arrivée du wagon-réservoir à Alais, à la date du procès-verbal du 24 février 1898, dressé contre la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M., avait été acquitté par le Tribunal correctionnel d'Alais, par jugement du 10 mars 1899; que, pour relaxer le prévenu, le tribunal s'était fondé, notamment « sur une lettre du chef de gare d'Arras portant que, le 14 février 1898, Hannebique a expédié à destination d'Alais, pour Mme veuve Bargeton, un wagon-réservoir contenant 105 hectol. 20 litres d'alcool à 95° ; et que vérification de la quantité avait été faite, tant par les préposés de l'octroi d'Arras que par les employés du transporteur, et qu'elle a été par eux reconnue exacte » ;

Attendu qu'en appel Me Roux, avocat, assisté de Boyer, avoué, pour Hannebique, a conclu à la confirmation du jugement; que ces conclusions mettaient la Cour d'appel de Nîmes en demeure de s'expliquer soit en fait, soit en droit, sur ce moyen de défense accueilli par les premiers juges et spécialement sur cette lettre du chef de gare d'Arras; qu'en omettant de statuer sur ce point ou en écartant ce document sans faire connaître les motifs par lesquels la cour ne croyait pas devoir en tenir compte, l'arrêt a violé les articles susvisés;

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 16 de la loi du 28 avril 1816 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810; vu lesdits articles :

Attendu qu'indépendamment de la tolérance de 1 0/0 d'erreur accordée par l'art. 7 § 3 de la loi du 21 juin 1873 sur les déclarations d'expédition, la loi du 28 avril 1816 oblige, par son art. 16, la Régie à se conformer aux usages du commerce pour les déductions à accorder pour le coulage de route suivant l'espèce des boissons, les moyens de transport, les distances et la durée du transport; que la Cour d'appel de Nîmes a été saisie par des conclusions ainsi conçues : « Dire que le manquant de 5 hectol. 9 litres peut être dû à un creux de route » ; que les conclusions prises au nom de la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. étaient communes à la défense, puisqu'elles tendaient, si elles étaient fondées, à faire disparaître la contravention poursuivie à la requête de l'administration des contributions indirectes ;

Attendu, néanmoins, que l'arrêt, sans s'expliquer sur ce chef de conclusions et sans vérifier si le manquant ne pouvait pas être attribué aux causes légales de déduction et de tolérance, a condamné l'expéditeur pour inapplicabilité du titre de mouvement, en quoi il y a eu violation des articles susvisés ;

Sans qu'il soit nécessaire de statuer sur les autres moyens du pourvoi ;

Casse et annule l'arrêt de la Cour de Nîmes (Ch. corr.), du 22 décembre 1899, renvoie la cause et les parties devant la Cour de Montpellier.

MM. Chambareaud rapp.; Dubois av. gén.— Mes Passez, Aubert et Labbé av.

Note. — I. — Sur le premier point : Jurisprudence constante : Cass. 25 juillet 1885 (Gaz. Pal. 87.1. supp. 17); 1er août 1889 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92, vo Cont. ind., 291 et 292 — D. 89.5.152); 13 février 1896 (S. 96.1.480 — D. 97.1.30); Chambéry 7 mai 1896 (Gaz. Pal. 96.2.461).

II. — Sur le second point : Il est de principe que le juge doit statuer sur tous les chefs des demandes contenues dans les conclusions. Rapp. Cass. 11 juillet 1889 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92, vo Concl., no 321 — Bull. 251); 10 août 1888 (D. 89.1.127); 17 février 1898 (Bull. 69); 27 octobre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.186).

L'expéditeur de la boisson avait le droit d'invoquer deux causes légales de différences pour expliquer le manquant reconnu à l'arrivée : l'une résultant de l'art. 7 de la loi du 21 juin 1873 qui accorde aux expéditeurs, sur leurs déclarations, une tolérance de 1 0/0, soit sur la contenance, soit sur le degré; l'autre, admise par l'art. 16 de la loi du 28 avril 1816 et concédant des déductions spéciales pour coulage de route, à calculer d'après les distances parcourues, l'espèce de boissons, les moyens employés pour le transport, sa durée, la saison dans laquelle il aura été effectué, les accidents légalement constatés, et enfin les usages du commerce. V. Cass. 13 juillet 1893 (Bull. 203).

COUR D'APPEL DE DIJON (Ch. corr.)

4 avril 1900.

Présidence de M. Gilbert.

PEINES. — SURSIS. — LOI DU 26 MARS 1891. — DÉLITS DE CHASSE DANS LES FORÊTS SOUMIS AU RÉGIME FORESTIER. — DÉLITS FORESTIERS. — INAPPLICABILITÉ DU SURSIS. — AMENDES AYANT LE CARACTÈRE DE RÉPARATIONS CIVILES.

Les délits de chasse accomplis dans les bois et forêts soumis au régime forestier doivent être considérés comme constituant des délits forestiers, sanctionnés par des amendes ayant moins

le caractère de peines que celui de réparations civiles, et, par suite, le sursis à la condamnation ne leur est point applicable. (Art. 159 C. for., 1er et 2 de la loi du 26 mars 1891.)

Et cet état de législation n'a point varié depuis la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitativn de droit.

Administration des Forêts c. Colas et Pernet.

Le Tribunal correctionnel de Dijon avait rendu, le 24 février 1900, le jugement suivant :

« Attendu qu'il est résulté d'un procès-verbal dressé par le garde forestier Troy, qu'il avait été informé que, le 4 janvier dernier, les sieurs Colas et Pernet, bûcherons dans la forêt de Lamargelle, avaient, vers 7 heures du soir, tiré un sanglier poursuivi par d'autres chasseurs;

« Attendu que les prévenus reconnaissent l'exactitude de ce fait et que, de plus, ils n'étaient possesseurs d'aucun permis;

« Attendu que ces faits constituent les délits de chasse sans permis et de nuit prévus et punis par les art. 11 § 1er, 12 § 2 de la loi du 3 mai 1844;

« Attendu qu'en cas de conviction de plusieurs délits, la peine la plus forte doit être appliquée;

« Par ces motifs,

« Déclare Colas (Louis) et Pernet (Emile), coupables d'avoir, ensemble et de concert, chassé sans permis et la nuit dans la forêt de Lamargelle, le 4 janvier dernier;

« En réparation et par application des art. 11 § 1er, 12 § 2, 16 et 18 de la loi du 3 mai 1844, les condamne chacun à 50 francs d'amende ; en outre, solidairement, aux dépens de l'instance liquidés.

« Fixé au minimum la durée de la contrainte par corps ;

« Prononce la confiscation de l'arme avec laquelle ils chassaient, si mieux ils n'aiment en payer la valeur fixée à 50 francs;

« Attendu, toutefois, que Colas et Pernet n'ont jusqu'à ce jour, subi aucune condamnation ; que les renseignements recueillis sur leur compte sont favorables ; qu'il y a lieu, en outre, de prendre en considération les circonstances toutes particulières dans lesquelles a été constaté le délit qui leur est reproché; que c'est donc le cas pour le tribunal d'examiner s'il ne doit pas les faire bénéficier de l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891;

« Attendu, à cet égard, que les termes généraux dans lesquels elle est rédigée, ainsi que les travaux préparatoires, démontrent chez le législateur l'intention de permettre l'application du sursis pour toutes les peines d'emprisonnement ou d'amende inscrites au casier judiciaire, à l'exception de celles émanant des tribunaux militaires; que, peu importe, dès lors, que ces condamnations aient été prononcées en vertu d'un article du Code pénal ou des dispositions d'une loi spéciale, pourvu qu'elles remplissent ces deux conditions;

« Attendu, il est vrai, qu'une jurisprudence récente refuse le sursis aux délits de chasse poursuivis à la requête de l'administration des Forêts par les motifs que s'agissant d'affaires forestières, l'amende est à la fois une pénalité et une réparation civile, que de plus il ferait obstacle au droit de transaction après jugement que possède l'Administration;

« Attendu que, sans discuter cette jurisprudence qui est cependant unanimement combattue par la doctrine, sans relever ce qu'elle peut avoir d'arbitraire en ce que, pour un même délit, elle fait varier le caractère de l'amende suivant la qualité de la partie poursuivante; sans rechercher enfin, si par voie de conséquence, elle n'a pas été abandonnée par un arrêt du 18 décembre 1898, dans lequel la Cour de cassation revient sur la théorie admise jusqu'alors par elle relativement au caractère purement fiscal des amendes résultant de poursuites intentées par les administrations publiques, il y a lieu de considérer que la situation a été aujourd'hui complètement modifiée par la loi du 4 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit;

« Attendu, en effet, que l'art. 7 § 5 de cette loi édicte que les condamnations conditionnelles à moins d'un mois de prison avec ou sans amende ne seront plus inscrites sur les bulletins n° 3;

« Attendu que, par cette disposition, le législateur, s'inspirant de l'idée généreuse qui a donné naissance à la loi du 26 mars 1891 et la complétant, a voulu que le sursis, lorsqu'il était attaché à une peine inférieure à un mois de prison, s'appliquât non seulement à l'exécution de cette peine, mais encore aux conséquences souvent plus graves que sa mention sur le relevé du casier judiciaire fait supporter au condamné; qu'il résulte des termes mêmes de la loi employés qu'elle a voulu comprendre, sans restriction, dans cette mesure de faveur, toutes les condamnations d'une certaine catégorie devant être inscrites au casier; que les condamnations pour délits de chasse, qu'ils aient été poursuivis par le parquet, l'administration forestière ou la partie civile, sont de ce nombre; qu'elles doivent donc, par

suite, être toutes susceptibles de bénéficier du sursis;

« Attendu qu'il faut remarquer que la transaction après jugement s'exerçait surtout au profit du condamné; que ce dernier n'est nullement lésé par l'application, infiniment plus avantageuse pour lui, de la loi de 1891, que, de plus, les intérêts de l'administration sont sauvegardés par le paiement des frais auxquels le condamné reste toujours tenu;

« Attendu, en dernier lieu, que la théorie contraire conduirait à ce résultat absolument inique, en opposition formelle avec le législateur, que le bénéfice des lois bienveillantes de 1891 et 1899 serait refusé à toute une catégorie éminemment intéressante de condamnés dont la faute pourtant légère resterait, avec toutes les suites qui en découlent, marquées sur leur casier judiciaire, tandis que d'autres individus infiniment plus coupables, condamnés à des peines plus sévères, pourraient en profiter et jouir de la réhabilitation légale qu'elles accordent;

« Par ces motifs,

« Déclare faire application aux deux condamnés de l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891, et dit qu'il sera sursis, en ce qui concerne l'amende, à l'exécution de la peine qui vient d'être prononcée. »

Appel par l'administration des Forêts. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu que l'appel de l'administration des Forêts tend uniquement à faire retrancher du jugement attaqué la disposition qui, en condamnant à une amende de 50 francs les inculpés pour un double délit de chasse commis dans un lieu soumis au régime forestier, leur a accordé pour cette condamnation le bénéfice du sursis de l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891;

Attendu qu'il est de jurisprudence que, au point de vue légal, les délits de chasse accomplis dans les bois et forêts soumis au régime forestier doivent être considérés comme constituant des délits forestiers;

Attendu que l'art. 159 C. for., modifié par la loi du 18 juin 1859, lequel investit l'administration des Forêts de la faculté de transiger, même après jugement définitif, sur les peines et réparations pécuniaires, conduit à reconnaître à l'amende en matière forestière un caractère mixte, par lequel elle est moins une peine qu'une réparation civile; d'où il suit qu'elle rentre, sous ce rapport, dans le cadre des dommages-intérêts, que l'art. 2 de la loi précitée de 1891 exclut de l'application de l'art. 1er de la loi;

Attendu que le sursis à l'exécution de la condamnation à l'amende en matière forestière entraînerait implicitement la suppression du droit de transaction prérappelé; que rien, dans la discussion qui a précédé le vote de la loi du 28 mars 1891. ne révèle chez les auteurs de la loi l'intention de modifier par l'introduction de la faculté de sursis. une règle importante de la législation forestière;

Attendu que l'état de la législation n'a pas varié depuis la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit, et spécialement depuis l'art. 7 § 5 de ladite loi; que cette loi, dans les dispositions concernant le casier judiciaire, est une loi d'administration, qui s'occupe des peines une fois prononcées, et n'a pas pour but de régler les modalités de la peine comme celle du sursis; d'où il suit que, par admission de l'appel, il convient de faire disparaître du jugement la disposition critiquée;

Sur les dépens :

Attendu que les prévenus qui succombent doivent les supporter;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel émis par l'administration des Forêts contre le jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Dijon le 24 février 1900, et y faisant droit;

Infirme ce jugement dans la disposition qui a accordé aux condamnés le sursis à l'exécution de la condamnation à la peine d'amende;

Dit que le surplus du jugement sortira son plein et entier effet;

Condamne les prévenus solidairement aux dépens d'appel;

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps;

Dit que l'administration des Forêts, partie civile, sera tenue des dépens, sauf son recours contre les condamnés.

M. VIEILLARD-BARON av. gén.

Note. — Avant la loi du 3 avril 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit, la jurisprudence reconnaissait généralement que la disposition de la loi du 26 mars 1891 qui autorise les juges à surseoir à l'exécution de la peine n'était pas applicable aux amendes prononcées en matière forestière : Riom 18 mai 1892 (Gaz. Pal. 92.2.569 — S. 93.1.46 — D. 93.2.25); Cass. 22 décembre 1892 (Gaz. Pal. 92.2.747 — S. 93.1.103 — D. 93.1.159); Angers 29 novembre 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Peines, n° 93); Cass. 28 janvier 1897 (D. 97.1.87); Pau 22 octobre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.31) — et *contrà* : Angers 4 décembre 1891 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Peines, n° 94 — D. 92.2.63); Trib. corr. Saint-Sever 23 juillet 1898 (Gaz. Pal. 98.2.348). Il ne paraît point, ainsi que le déclare l'arrêt recueilli, que cet état de choses puisse être modifié par la loi nouvelle du 3 avril 1899.

TRIBUNAL CIVIL DE LISIEUX

3 avril 1900.

Présidence de M. Laisney.

OBLIGATIONS. — STIPULATION POUR AUTRUI. — MARCHÉ DE TRAVAUX PUBLICS. — CLAUSE DE RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR EN CAS DE SOUS-TRAITÉ. — OUVRIER VICTIME D'UN ACCIDENT. — ACTION SOLIDAIRE CONTRE L'ENTREPRENEUR ET LE SOUS-TRAITANT.

La clause du cahier des charges imposé aux entrepreneurs des chemins vicinaux aux termes de laquelle l'entrepreneur reste, en cas de sous-traité de son entreprise, toujours personnellement responsable tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers, peut être invoquée, en vertu de l'art. 1121 C. civ., par tout ouvrier ou tout tiers qui y a intérêt, et spécialement la responsabilité qui en résulte pour le maître de l'entreprise crée entre celui-ci et celui qu'il se substitue les dépendances de droit prévues par l'art. 1384 C. civ., c'est-à-dire celles qui sont édictées entre le commettant et le préposé.

Et le sous-traité intervenu entre le maître de l'entreprise et son substitué, quelles que soient ses clauses, ne peut faire disparaître la responsabilité du maître soit à l'égard de l'administration, soit à l'égard des ouvriers, soit à l'égard des tiers.

En conséquence, l'ouvrier, victime d'un accident au cours de l'entreprise, a, pour la réparation du préjudice, une action solidaire contre l'entrepreneur et le sous-traitant.

Aldéric c. Lestable et Monniette.

LE TRIBUNAL,

Attendu que le sieur Monniette a été déclaré, le 8 août 1895, adjudicataire d'un certain nombre de travaux de voirie vicinale dans le département; que, parmi ces travaux, se trouvaient ceux à exécuter au chemin vicinal de grande communication n° 182;

Attendu que, le 8 août 1896, Monniette rétrocédait au sieur Lestable une partie de son entreprise et notamment les travaux du chemin vicinal n° 182;

Attendu que, le 14 septembre 1897, Aldéric, ouvrier terrassier, embauché par Lestable, était victime d'un grave accident pendant qu'il travaillait aux terrassements de ce chemin vicinal n° 182; que, transporté à l'hospice de Lisieux le lendemain, il y restait en traitement pendant treize mois; qu'il n'en est en effet sorti que le 16 octobre 1898;

Attendu que Aldéric assignait, le 18 novembre 1898, les entrepreneurs Monniette et Lestable devant le tribunal à l'effet de les faire déclarer responsables de l'accident qui lui était survenu et leur réclamait conjointement et solidairement 5,000 francs de dommages-intérêts; que, subsidiairement, il offrait la preuve par témoins d'un certain nombre de faits propres à établir : 1° les causes de l'accident; et 2° la responsabilité des deux défendeurs;

Attendu que Monniette, se basant sur le sous-traité intervenu entre lui et Lestable et sur ce que par suite il était resté étranger à l'entreprise, demanda sa mise hors cause;

Attendu que le tribunal, en l'absence du sous-traité qui n'était pas reproduit dans la cause, rendit un jugement à la date du 22 février 1899, par lequel il maintenait Monniette sur l'instance et ordonnait la preuve offerte par Aldéric;

Attendu que Monniette releva appel de ce jugement devant la cour d'appel; mais que, par arrêt du 1er août 1899, le jugement du 22 février fut confirmé; que, des termes de cet arrêt, il résulte que la responsabilité à la charge de Monniette restait entière et n'avait pas été préjugée;

Attendu qu'en exécution de ces jugement et arrêt, les enquête et contre-enquête ordonnées ont eu lieu aux dates des 4 et 8 novembre 1899; qu'au cours de l'enquête le reproche du troisième témoin Goupil fut fait par Monniette; que ce reproche n'a pas été soutenu dans les conclusions et dans le débat d'audience; qu'il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter;

Attendu que c'est dans cet état que l'affaire est revenue à l'audience pour être jugée au fond;

Attendu qu'il ressort des dépositions des témoins entendus que, le 14 septembre 1897, Aldéric a été surpris par un éboulement de terre d'environ 2 mètres cubes; qu'il a eu la jambe gauche prise par cet éboulement, jusqu'à la hauteur du genou; que la jambe gauche a été fracturée à la hauteur du tibia et le genou luxé; que ces blessures reçues, en raison de leur gravité, ont contraint Aldéric de rester en traitement pendant treize mois et qu'il n'est sorti qu'incomplètement guéri et incapable de se livrer à un travail rémunérateur; que les attestations du médecin en chef de l'hospice ne laissent aucun doute à cet égard; que depuis sa sortie Aldéric est employé à l'atelier de charité de Lisieux;

Attendu que l'éboulement a été causé par la manière peu prudente dont le travail de terrassement avait été commandé et dirigé par Lestable; qu'en effet il s'agissait d'exécuter un travail en déblai; que le talus de terre qu'il y avait lieu d'enlever, ayant une hauteur maxima de 1m76, a été attaqué à pic et par tranches verticales; qu'au moment de l'accident une masse de terre qui n'était plus soutenue s'est détachée et que l'ouvrier Aldéric, qui se trouvait occupé au pied du talus à charger un wagonnet, a été atteint et blessé ainsi qu'il vient d'être dit;

Attendu qu'un témoin a pensé que l'éboulement de terre avait été causé par une filtration d'eau; qu'à supposer que des infiltrations se soient manifestées au milieu d'un terrain peu consistant, le surveillant Lestable aurait dû prendre les précautions d'usage pour empêcher soit le glissement, soit la présence

d'ouvriers au pied du talus; que la simple prudence commandait au chef de chantier de veiller à la sécurité des ouvriers;

Attendu que vainement Lestable soutient que l'accident est dû à un cas fortuit, c'est-à-dire à un événement qu'il ne lui était pas possible de prévoir; qu'il est du devoir du maître de l'entreprise de s'assurer des conditions du terrain qu'il s'agit de déblayer pour éviter tout accident; qu'il n'en a pas été ainsi et qu'il y a eu faute lourde de sa part dans la manière dont le terrassement a été dirigé et exécuté;

Attendu que la responsabilité de Lestable est certaine;

Attendu, en ce qui concerne l'entrepreneur Monniette, qu'il y a lieu de rechercher si sa responsabilité est engagée;

Attendu qu'il a été communiqué aux parties en cause et produit au tribunal: 1° le cahier des charges pour l'exécution des travaux et le cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des chemins vicinaux, annexe de l'instruction générale sur le service des chemins vicinaux du 6 décembre 1870; 2° le sous-traité intervenu entre Monniette, adjudicataire des travaux, et Lestable, entrepreneur;

Attendu que le tribunal se trouve donc en mesure, ce qu'il n'avait pu faire par son jugement du 23 février 1899, d'examiner si la responsabilité de Monniette s'est trouvée engagée dans l'accident du 14 septembre 1897;

Attendu que l'art. 133 du cahier des charges pour l'exécution des travaux adjugés à Monniette le 8 août 1895, porte que cet entrepreneur demeure soumis au cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des chemins vicinaux, annexé à l'instruction générale du 6 décembre 1870;

Attendu que l'art. 9 de ce cahier annexe est ainsi conçu: « L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise sans le consentement de l'administration. Il demeure toujours personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers »;

Attendu que cette responsabilité imposée par l'administration à l'entrepreneur et acceptée par lui peut être invoquée, aux termes de l'art. 1121 C. civ., par tout ouvrier ou par tout tiers qui y a intérêt; que cette responsabilité crée entre le maître de l'entreprise et celui qu'il se substitue les dépendances de droit prévues par l'art. 1384 C. civ., c'est-à-dire celles qui sont édictées entre le commettant et le préposé;

Attendu que le traité intervenu entre Monniette et Lestable le 8 août 1896, par lequel ce dernier s'est substitué à Monniette pour l'exécution des travaux, n'a pu faire disparaître sa responsabilité soit à l'égard de l'administration, soit à l'égard des ouvriers, soit enfin à l'égard des tiers;

Attendu que Monniette l'a si bien compris que dans le sous-traité il s'est obligé à assurer les ouvriers de Lestable contre tous accidents; qu'il n'eût pas pris un pareil engagement, s'il n'avait pas considéré sa responsabilité toujours engagée, malgré les obligations que Lestable prenait à son égard;

Attendu, en fait, qu'il résulte des enquêtes que l'entreprise était notoirement connue sous le nom d'entreprise Monniette; que le matériel d'exploitation était fourni par lui; que c'est également Monniette qui fournissait les fonds nécessaires aux dépenses; que, dans ces conditions, il est facile de comprendre que les ouvriers se considéraient comme employés par Monniette sous la direction de Lestable, son préposé;

Attendu que c'est donc à bon droit qu'Aldéric entend rendre Monniette et Lestable solidairement responsables de l'accident dont il a été victime;

Attendu qu'Aldéric demande une indemnité de 5,000 francs; que sa demande est loin d'être exagérée, si l'on considère qu'il gagnait au moment de l'accident 4 fr. 50 par jour et que depuis cet accident il ne travaille plus qu'à un atelier de charité;

Attendu qu'il appartient toutefois aux tribunaux de prescrire, pour le meilleur intérêt de l'ouvrier lui-même, qu'il soit fait un emploi judicieux de l'indemnité allouée; qu'il convient de décider que l'indemnité allouée sera placée dans une compagnie d'assurances française reconnue solvable pour constituer à Aldéric une rente annuelle et viagère payable tous les trois mois;

Attendu qu'Aldéric demande que l'indemnité réclamée par lui soit productive d'intérêts au taux légal depuis le jour de la demande; que ses conclusions sur ce point sont justes et fondées, si l'on songe surtout qu'Aldéric n'a reçu, pendant son long traitement, qu'une somme minime de la part des entrepreneurs;

Attendu que, s'agissant de la réparation d'une faute, il y a lieu de prononcer la solidarité entre les défendeurs;

Attendu que, par suite des solutions adoptées, il n'y a lieu de statuer sur tous autres chefs des conclusions prises par les parties devant le tribunal;

Attendu que Lestable et Monniette succombant doivent être condamnés aux dépens;

Par ces motifs,

Sans avoir égard au reproche du témoin Goupil, lequel n'est d'ailleurs pas produit devant le tribunal;

Déclare Lestable et Monniette solidairement responsables de l'accident survenu à Aldéric;

En conséquence, les condamne conjointement et solidairement à payer à Aldéric une indemnité de 5,000 francs;

Dit que cette somme sera employée à constituer, dans une compagnie d'assurances française reconnue solvable, une rente annuelle et viagère, laquelle sera payable par trimestre à compter de ce jour;

Nomme Desportes séquestre pour recevoir ladite

somme, en donner quittance et faire l'emploi ci-dessus prescrit;

Condamne Lestable et Monniette, sous la même solidarité, à payer à Aldéric les intérêts des 5,000 fr. à compter du jour de la demande, au taux de 5 0/0 jusqu'au paiement du principal;

Donne acte à Lestable de ses réserves;

Rejette toutes autres conclusions et demandes des parties, tant principale que subsidiaires, comme inutiles;

Condamne les défendeurs, sous la même solidarité, aux dépens de l'instance, y compris l'enregistrement du sous-traité du 16 avril 1896 et les frais faits devant la cour;

Dit que les dépens seront recouvrés comme en matière d'enregistrement.

Note. — Il est de jurisprudence établie que le caractère de la stipulation pour autrui apparaît dans les conventions conclues par l'Etat, les communes, les grandes compagnies, en faveur de certaines catégories de personnes. Telles sont notamment les clauses insérées dans les cahiers de charges d'adjudication, au profit des ouvriers et des fournisseurs contre les adjudicataires, pour le cas où ceux-ci auraient cédé tout ou partie de l'entreprise à des sous-traitants : Cass. 28 janvier 1868 (S. 68.1.216); Paris 14 novembre 1881 (S. 83.2.133) ; Cass. 13 janvier 1886 (S. 87.1.177); 13 mars 1889 (Gaz. Pal. 89.1.585 — S. 89.1.263); Poitiers 20 juin 1889 (Gaz. Pal. 90.1.51 — D. 90.2.159); Cass. 4 février 1890 (Gaz. Pal. 90.1.543 — S. 91.1.261 — D. 91.1. 336).— *Adde* Champeau, Stip. pour autrui, p. 210 et suiv.; Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Stip. pour autrui, 210 et suiv.; Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Stip. pour autrui, n° 26.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX

8 janvier 1900.

Présidence de M. Magne.

CHEMINS DE FER. — MARCHANDISES. — LIVRAISON. — LAISSÉ POUR COMPTE. — OBJETS INUTILISABLES. — RETARD. — DÉLAI. — TARIFS.

1° Le retard ne peut donner lieu à un laissé pour compte qu'autant que l'objet ou la marchandise expédiée est impropre à l'usage auquel il était destiné.

2° Les compagnies de chemins de fer ont droit à tenir les délais que leur accordent les tarifs homologués.

Il leur est donc loisible de faire en plusieurs fois la livraison de divers colis expédiés en même temps au même destinataire, pourvu que la dernière livraison soit effectuée elle-même dans les délais.

Le destinataire est mal fondé à refuser la livraison qui lui est offerte dans de pareilles conditions, et la compagnie fait à bon droit procéder à la vente des marchandises refusées, lorsque celles-ci sont, de leur nature, périssables dans un délai restreint.

Maudon c. Compagnie des chemins de fer du Midi.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence constantes que le retard ne peut être l'objet d'un laissé pour compte qu'autant que l'objet ou la marchandise expédié est impropre à l'usage auquel il était destiné;

Attendu, en outre, que les compagnies de chemins de fer ont droit à tenir les délais que leur accordent les tarifs homologués;

Attendu que Maudon était réceptionnaire de divers colis à lui expédiés et notamment de quatre sacs d'amandes; que ceux-ci n'étant pas arrivés en même temps que les autres marchandises, il a cru devoir, pour ce motif, refuser d'en prendre livraison, bien que les délais accordés à la compagnie ne fussent pas expirés;

Attendul en effet, que les colis dont s'agit n'ayant été remis que le 11 août, la compagnie avait jusqu'au 12 août même mois à 6 h. 15 soir pour en effectuer la livraison; qu'il importe peu qu'elle ait effectué la remise d'une partie de l'envoi dans la matinée; que le solde de l'expédition ayant été mis à la disposition du destinataire avant l'expiration des délais de transport, il lui importait de le faire retirer;

Attendu, enfin, que la marchandise étant, par sa nature même, périssable dans un délai relativement restreint, c'est à bon droit qu'elle a fait procéder à sa vente, Maudon, par son refus de se livrer, l'y ayant contrainte;

Attendu, par suite, que la compagnie ne peut être tenue de verser au demandeur que la somme offerte;

Par ces motifs,

Condamne la Compagnie du Midi à payer à Maudon, de son consentement, la somme de 69 fr. 55;

Moyennant quoi, il déclare ce dernier non recevable et mal fondé dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens.

Note. — I. — Sur le premier point : Il est certain que le laissé pour compte est et doit demeurer une mesure exceptionnelle et non point devenir le moyen normal d'indemniser le destinataire du retard subi. V. en ce sens : Trib. civ. Pontoise 16 avril 1894 (Gaz. Pal. 94.1.623).

II. — Sur le second point : Le principe que les compagnies ne peuvent, par des conventions particulières, ni expressément, ni implicitement, renoncer aux délais impartis par les tarifs a été proclamé par la Cour de cassation : V. Cass. 14 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2.119). A plus forte raison, en l'absence de toute convention, les compagnies sont-elles en droit de se prévaloir des délais que leur accordent les tarifs.

171

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

13 mars 1900.

Présidence de M. Tanon.

SERMENT DÉCISOIRE. — PRESTATION. — JUGEMENT. — DONNÉ ACTE. — CONDAMNATION. — APPEL. — NON-RECEVABILITÉ.

Lorsque, sans invoquer aucune autre preuve de sa prétendue libération, le débiteur s'est borné, sur la demande en paiement formée contre lui, à déférer sur le fait de sa non-libération le serment décisoire à son créancier, le jugement qui, en donnant acte à ce dernier de ce serment qu'il a effectivement prêté, condamne ledit débiteur au paiement du montant de la dette réclamée, n'est pas susceptible d'appel.

François Batier c. Annet Batier.

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation des art. 1357, 1358 et 1359 et, par fausse application, de l'art. 1364 C. civ. :

Attendu qu'il résulte, soit de l'arrêt attaqué, soit des qualités de cet arrêt, que François Batier, actionné en paiement d'une certaine somme, a, devant le tribunal de première instance, sans prendre aucunes autres conclusions, ni principales, ni subsidiaires, déféré au défendeur éventuel le serment dans les termes suivants : « N'est-il pas à votre connaissance que François Batier a remboursé à votre épouse, le 25 mai 1894, une somme de 4,400 francs; et postérieurement à Saint-Claude, n'avez-vous pas reconnu que François Batier s'était entièrement libéré envers vous? »

Attendu que cette formule, qui portait notamment sur la reconnaissance qu'avait faite Annet Batier de la libération de François Batier, celui-ci n'invoquant d'ailleurs aucune autre preuve que celle qui aurait pu résulter du refus de son adversaire de prêter le serment déféré, impliquait que François Batier se soumettait par avance, en cas de prestation de ce même serment, à une condamnation sur le fond; que le serment devait donc terminer le litige d'une façon définitive, et qu'en lui reconnaissant le caractère décisoire et en déclarant non recevable l'appel formé par François Batier contre le jugement qui avait donné acte dudit serment et condamné le demandeur au paiement de la somme réclamée, l'arrêt n'a fait qu'une exacte application des dispositions visées au pourvoi;

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Limoges du 23 juillet 1898.

MM. Fochier rapp.; Mérillon av. gén. — Me Morillot av.

Note. — Il en serait autrement, du moins d'après l'opinion qui paraît prévaloir en jurisprudence, si le serment n'avait été déféré que *subsidiairement* ou *cumulativement* avec d'autres moyens; l'appel du jugement de condamnation rendu, après prestation du serment déféré dans ces conditions, serait recevable : Colmar 5 février 1834 et 7 mars 1835 (Dalloz, v° Obligation, n° 5188); Colmar 13 juillet 1846 (D. 46.4.456); Cass. 15 mars 1852 (D. 52.1.79).

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

10 mars 1900.

Présidence de M. Lœw.

1° TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — PRÉVENU. — COMPARUTION. — AVEU. — EXCEPTION D'INCOMPÉTENCE.

2° CASSATION (POURVOI EN). — ARRÊT PAR DÉFAUT. — DÉLAI D'OPPOSITION NON EXPIRÉ.

1° Le prévenu d'un délit emportant peine d'emprisonnement peut se faire représenter par un avoué devant la juridiction correctionnelle pour proposer une exception d'incompétence. Il en serait autrement, cependant, s'il était établi, en fait, que la question de compétence ne peut être jugée séparément du fond.

2° Le pourvoi en cassation formé contre un arrêt par défaut avant l'expiration du délai de l'opposition, est non recevable.

Canu et Nouguiès c. Min. pub.

La Cour,

Attendu que les demandeurs se sont pourvus contre deux arrêts, en date des 30 et 31 janvier 1900, le premier qui leur dénie le droit de se faire représenter par un avoué et le second qui rejette leur exception d'incompétence; qu'il y a lieu de joindre les deux pourvois;

En ce qui concerne le pourvoi formé contre l'arrêt du 30 janvier ;

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 185 C. inst. crim. et des droits de la défense :

Attendu que l'art. 185 permet aux prévenus de se faire représenter par un avoué dans toutes les affaires relatives à des délits n'entraînant pas la peine de l'emprisonnement; qu'il résulte de cette disposition bien interprétée que, dans les cas mêmes où le délit est puni d'emprisonnement, la même faculté appartient aux prévenus, tant que le débat ne porte que sur une exception d'incompétence; qu'il n'en est autrement que lorsqu'il est établi en fait que la question d'incompétence ne peut être jugée séparément du fond;

Et, attendu que l'arrêt attaqué, n'ayant à statuer que sur une question de compétence, a refusé aux demandeurs le droit de se faire représenter par leur avoué, et cela sans chercher même à établir que dans l'espèce l'exception fût inséparable du fond, en

quoi il a violé l'art. 185 C. inst. crim. et méconnu les droits de la défense;

En ce qui concerne le pourvoi formé contre l'arrêt du 31 janvier :

Attendu que l'arrêt du 31 janvier a été rendu par défaut; que ce pourvoi, s'il était isolé, serait donc non recevable comme formé le 2 février, c'est-à-dire avant l'expiration du délai de l'opposition; mais qu'il est inutile d'y statuer, la cassation de l'arrêt du 30 janvier devant entraîner la nullité de celui qui l'a suivi;

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt de la Cour de Toulouse (Ch. corr.), en date du 30 janvier 1900;

Renvoie les prévenus Nouguiès et Canu devant la Cour de Montpellier.

MM. ACCARIAS rapp.; DUBOIN av. gén.

Note. — I. — Sur le premier point : V. conf. Cass. 12 juin 1829 (S. chr.); 29 août 1840 (S. 40.1.979); 11 février 1876 (S. 76.1.233); 31 janvier 1889 (Gaz. Pal. 89.1.397). — *Sic* : Faustin-Hélie, Traité de l'Instr. crim., t. VII, n° 2856; Berriat-Saint-Prix, Trib. corr., t. II, n° 592.

II. — Sur le deuxième point : Solution certaine. Le pourvoi en cassation, voie de recours extraordinaire, n'est ouvert que lorsque les voies ordinaires de recours, c'est-à-dire l'opposition et l'appel, ne sont plus possibles.

COUR D'APPEL DE PARIS (1re CH.)

11 mai 1900.

Présidence de M. de Viefville.

PUISSANCE PATERNELLE. — DÉCHÉANCE. — AVOUÉ. — ASSISTANCE FACULTATIVE. — COMPARUTION PERSONNELLE OBLIGATOIRE.

1° La loi du 24 juillet 1889 a organisé, en matière de déchéance de puissance paternelle, une procédure spéciale.

Cette procédure, aussi simple, rapide et économique que possible, se rapproche des procédures suivies devant les tribunaux correctionnels.

La volonté du législateur a été d'exiger la comparution personnelle du défendeur et d'exclure sa représentation par avoué. Le défendeur peut seulement se faire assister d'un avoué et défendre par un avocat.

L'arrêt contre le défendeur qui comparaît devant la cour par avoué constitué, sans se présenter personnellement, doit être rendu par défaut.

2° Le défendeur qui a comparu personnellement en chambre du conseil, devant le tribunal auquel il a fourni des explications, rend par cette comparution l'instance contradictoire.

... Encore bien qu'il n'eût pas constitué avoué et n'ait pas assisté à la lecture du jugement en audience publique.

Deschamps c. Min. pub.

LA COUR,

Statuant sur les appels de Deschamps :

Considérant que Deschamps a été déclaré déchu de la puissance paternelle par jugement du Tribunal civil de Châteaudun en date du 20 janvier 1900; que, le 30 dudit mois, il a formé opposition à l'exécution de ce jugement et que son opposition a été déclarée non recevable par un second jugement du même siège en date du 9 février 1900;

Considérant que la cour est actuellement saisie : 1° d'un appel interjeté par Deschamps, le 30 janvier 1900, du jugement du 20 dudit mois; et 2° d'un appel interjeté, le 19 février, du jugement du 9 dudit mois; qu'il y a lieu, vu la connexité, à la jonction des causes;

Considérant que Deschamps ne comparaît pas en personne pour soutenir ses appels; que Marion, avoué, se présente devant la cour en ses lieu et place, et dépose des conclusions tendant à l'infirmation des jugements précités des 20 janvier et 9 février 1900; qu'il importe de rechercher si Deschamps a la faculté de se faire représenter par avoué en cause d'appel et si les conclusions déposées en son nom sont recevables;

Considérant que la loi du 24 juillet 1889 a organisé, en matière de déchéance de la puissance paternelle, une procédure spéciale; que la demande, notamment, est introduite par un « simple mémoire », lequel est « notifié » au défendeur; qu'en se servant de ces expressions « mémoire », « notification », au lieu des expressions « requête » et « signification », le législateur a eu évidemment pour but de permettre de ne pas recourir au ministère toujours coûteux des avoués et huissiers;

Considérant que la cause doit être débattue en la chambre du conseil, au jour indiqué par le président du tribunal; qu'il résulte de l'art. 4 que le défendeur doit y comparaître en personne pour y être interrogé et s'expliquer sur les faits qui lui sont imputés par le mémoire qui lui a été notifié; que le tribunal peut appeler directement devant lui les parents et autres personnes qui peuvent le renseigner; qu'ainsi le législateur, prenant en considération l'urgence que présentent les demandes en déchéance de la puissance paternelle, a entendu instituer une procédure aussi simple, aussi économique et rapide que possible, se rapprochant, dans une certaine mesure, de celles qui sont suivies devant les tribunaux correctionnels, ce qui s'explique d'autant plus facilement que les demandes en déchéance ont un caractère essentiellement personnel, que la déchéance est prononcée parfois par la juridiction répressive, et qu'il importe, d'une part, de n'apporter aucune entrave à la défense, et d'autre part, de permettre au juge de s'éclairer par des explications orales et, au besoin, par un interrogatoire direct;

Considérant que la volonté du législateur d'exiger la comparution personnelle du défendeur à l'action en déchéance et d'exclure sa représentation par avoué s'induit d'ailleurs des art. 6 et 7 de la loi du 24 juillet 1889 ; qu'en effet, si le défendeur pouvait se faire représenter par un avoué, la loi de 1889, au lieu de faire partir, dans son art. 6, le délai de l'opposition au jugement par défaut de la notification de ce jugement à personne ou à domicile, n'aurait pas manqué de le faire courir, conformément à l'art. 157 C. pr. civ., du jour de la signification à avoué, s'il en était constitué un pour le défendeur, et que, d'autre part, l'art 7, en faisant courir le délai de l'appel du jugement contradictoire, du jour de sa prononciation, et non du jour de sa signification à personne ou à domicile, conformément à l'art. 443 C. pr. civ., suppose nécessairement par là que le défendeur a comparu en personne ; qu'il ne faut pas confondre, d'ailleurs, la faculté de se faire représenter, avec celle de se faire assister par un avoué, laquelle ne saurait être interdite en l'absence d'une disposition spéciale sur ce point, non plus que le droit de faire présenter ses moyens de défense par un avocat ;

Considérant qu'il suit de ce qui précède que le défendeur à l'action en déchéance doit se présenter en personne devant le tribunal et ne peut s'y faire représenter par avoué ; que, si telle est la règle en première instance, la même solution, pour des motifs identiques, s'impose en cause d'appel ;

Considérant, par suite, que Deschamps, ne se présentant pas en personne devant la cour, doit être jugé par défaut et que les conclusions déposées en son nom ne sont pas recevables, conformément à la jurisprudence de cette chambre : arrêt du 21 mars 1895, affaire Hachotte ;

Sur l'appel interjeté, le 19 février 1900, du jugement du 9 dudit mois :

Considérant que cet appel est régulier en la forme et a été formé dans les délais impartis par l'art. 7 de la loi du 24 juillet 1889 ; qu'il est recevable et qu'il y a lieu de rechercher si c'est à bon droit que le jugement du 9 février 1900 a déclaré Deschamps non recevable en son opposition ;

Considérant que Deschamps a été cité à comparaître en la chambre du conseil du Tribunal civil de Châteaudun pour y être interrogé et répondre à la demande en déchéance de la puissance paternelle introduite contre lui par un mémoire déposé par le procureur de la République de ladite ville ; que le jugement du 20 janvier, qui l'a déclaré déchu de la puissance paternelle, constate qu'il a comparu en la chambre du conseil et y a été entendu en ses explications ;

Considérant que Deschamps, dans les conclusions qu'il a prises devant le Tribunal de Châteaudun, n'a pas contesté d'ailleurs qu'il eût comparu en personne en la chambre du conseil ; que, pour soutenir que le jugement du 20 janvier avait été rendu par défaut, il s'est fondé : 1° sur ce qu'il n'avait pas constitué avoué et que le jugement rendu en matière de déchéance contre une partie qui n'a pas constitué avoué est nécessairement par défaut ; et 2° sur ce que le jugement du 20 janvier ne constate pas sa présence à l'audience publique lors du prononcé du jugement de déchéance ;

Mais, considérant que, ainsi qu'il vient d'être dit, le défendeur à l'action en déchéance doit comparaître en personne devant la chambre du conseil du tribunal saisi de la demande et ne peut s'y faire représenter par avoué ;

Considérant, d'autre part, que, la cause ayant été liée contradictoirement avec Deschamps par suite de sa comparution en la chambre du conseil, où il a fourni ses explications, ce défendeur ne pouvait plus faire défaut ; que le jugement du 20 janvier doit donc être réputé contradictoire et que c'est à bon droit, dès lors, que le Tribunal de Châteaudun a déclaré non recevable l'opposition formée à son exécution ;

Sur l'appel interjeté, le 30 janvier 1900, du jugement du 20 dudit mois :

Considérant que cet appel est régulier en la forme et a été interjeté dans le délai imparti par l'art. 7 de la loi du 24 juillet 1889 ; qu'il est recevable ;

Au fond :

Considérant que les faits imputés à Deschamps sont suffisamment établis par les documents de la cause, sans qu'il soit nécessaire de recourir à de nouveaux moyens d'information ;

Et adoptant les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs et ceux des jugements des 20 janvier et 9 février 1900 qui n'y sont pas contraires ;

Joint les causes ;

Donne défaut contre Deschamps faute d'avoir comparu en personne devant la cour ;

Déclare non recevable les conclusions prises en son nom devant la cour par Marion, avoué, qui, en son absence, n'avait pas qualité pour conclure en son nom ;

Déclare recevables les appels des 30 janvier et 19 février 1900 ;

Déclare Deschamps mal fondé en lesdits appels ;

Confirme les jugements des 20 janvier et 9 février 1900 ;

Dit, en conséquence, qu'ils sortiront leur plein et entier effet et ordonne qu'ils seront exécutés suivant leur forme et teneur ;

Condamne Deschamps à l'amende et en tous les dépens.

M. BLONDEL av. gén. — Me REVERDY av.

Note. — I.-II. — Sur les deux points : Par l'arrêt rapporté, la Cour de Paris persiste dans sa jurisprudence antérieure, telle qu'elle ressort d'un arrêt du 21 mars 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Puiss. pat., n° 72 — S. 96.2.241 — D. 96.2.385). Cette jurisprudence est contraire à celle de nombreuses cours d'appel, et aussi à la doctrine la plus autorisée. V. Rouen 10 février 1891 (Gaz. Pal., *loc. cit.*, n° 79) ; Leloir, Code de la Puiss. pat., t. II, nos 786 et suiv. ; Lyon 5 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1. 504) et la note.

Cette divergence est infiniment regrettable et peut avoir pour les parties les conséquences les plus fâcheuses. Nous estimons, quant à nous, que la Cour de Paris ajoute, sans raison, à la loi. Aucun texte précis, dans la loi de 1895, n'édicte d'exception au droit commun. Or la règle de droit commun, c'est l'assistance obligatoire pour la partie d'un avoué constitué. Nous continuons donc à penser, en dépit de l'arrêt rapporté, que c'est seulement dans le cas où la partie comparaît personnellement, sans avoué, qu'il y a lieu de donner défaut contre elle. La Cour de cassation n'a pas eu encore à se prononcer sur la question. Mais elle a déjà manifesté des tendances contraires à la thèse de la Cour de Paris, en décidant que le pourvoi formé contre un arrêt de déchéance de puissance paternelle doit être signé d'un avocat, c'est-à-dire introduit conformément au droit commun. V. Cass. 23 février 1891 (Gaz. Pal. 91.1.320 — D. 94.1.304).

COUR D'APPEL D'AGEN (1re Ch.)

21 mai 1900.

Présidence de M. Broussard.

DIVORCE. — COMPÉTENCE. — EXCEPTION SOULEVÉE EN CONCILIATION. — APPEL DE L'ORDONNANCE DE NON-CONCILIATION. — INCOMPÉTENCE DE LA COUR POUR TRANCHER LA QUESTION DE COMPÉTENCE.

Lorsque l'époux défendeur à l'action en divorce ou en séparation de corps, ayant soulevé devant le président, en conciliation, l'exception d'incompétence ratione loci, *a ainsi conservé le droit de la proposer devant le tribunal, il ne peut, en interjetant appel de cette ordonnance qui a prescrit les mesures provisoires, demander son annulation pour voir dire que le président du tribunal et les juges de ce tribunal sont incompétents pour connaître de l'action en divorce engagée devant eux et ordonner le renvoi devant le tribunal pour qu'il soit au préalable statué sur la question de compétence et subsidiairement qu'il soit décidé que l'ordonnance a été incompétemment rendue, le président participant de l'incompétence du tribunal dont il fait partie : en ne s'expliquant pas dans son ordonnance sur l'exception d'incompétence soulevée par le défendeur et en autorisant le demandeur à assigner le défendeur en divorce, le président a, en statuant sur sa propre compétence relativement au préliminaire de conciliation, renvoyé les parties devant le tribunal qui seul a qualité pour statuer sur l'exception, s'il convient au défendeur de la renouveler devant lui ; et, par suite, il n'appartient pas à la cour, comme juge d'appel de ladite ordonnance, de trancher cette question de compétence.*

Jumin c. dame Jumin.

Sur la requête qui avait été présentée à M. le président du Tribunal civil d'Agen par la dame Jumin afin d'être autorisée à citer son mari en conciliation, ce magistrat avait rendu une ordonnance autorisant la citation pour le 29 décembre 1899 ;

Au jour fixé, les époux se sont présentés devant M. le président qui a rendu l'ordonnance suivante de non-conciliation :

« Aujourd'hui, 29 décembre 1899, en notre cabinet, au Palais de Justice,

« Ont comparu :

« Mme Jumin, demeurant à Agen, 33, rue Garonne, et le sieur Jumin, ancien contrôleur des contributions directes, demeurant à Agen, rue Voltaire, 18, laquelle dame a dit qu'en vertu de notre ordonnance par elle de nous prise le 21 décembre 1899 à la suite de la requête qui la précède et suivant exploit de Roudil, huissier à Agen, en date du 23 décembre 1899, le tout enregistré, elle a fait citer le sieur Jumin, son mari, à comparaître devant nous à ces jour, lieu et heure pour être entendu contradictoirement avec ladite dame, sur les faits par elle articulés à l'appui de la demande en divorce qu'elle veut former contre lui.

« Le sieur Jumin a tout d'abord déclaré qu'il soulevait une exception d'incompétence, disant qu'il était domicilié à Sartène (Corse), qu'il ne voulait se présenter en conciliation que devant le Tribunal de Sartène, et il s'est retiré.

« Dans ces conditions, nous donnons défaut contre Jumin et nous autorisons la demanderesse à assigner son époux devant le tribunal en divorce ; et nous statuons ainsi qu'il suit sur les mesures provisoires demandées par son épouse.

« Nous autorisons la demanderesse à résider provisoirement chez M. Vigier, son père, boulevard de la République, 44.

« Nous lui confions la garde de l'enfant issu du mariage ».

Sur appel relevé par Jumin de cette ordonnance. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que, sur requête présentée par la dame Jumin, le président du Tribunal d'Agen a rendu le 24 décembre 1899, une ordonnance décidant que les époux comparaîtraient devant lui le 29 du même mois ; qu'en vertu de cette ordonnance la dame Jumin a fait citer son mari en conciliation et que ce dernier, par exploit du 27 décembre, a signifié que son domicile était à Sartène (Corse) et qu'il entendait décliner la compétence du Tribunal d'Agen ; que, lors de la comparution devant le président, le sieur Jumin a formellement soulevé l'exception d'incom-

pétence et qu'il s'est aussitôt retiré; que, par ordonnance du 29 décembre 1899, le président a donné défaut contre le sieur Jumin, autorisé la demanderesse à assigner son mari en divorce devant le tribunal, et statué sur la résidence provisoire de la femme et sur la garde de l'enfant issu du mariage; que, par exploit en date du 20 janvier 1900, le sieur Jumin a interjeté appel de cette décision;

Attendu qu'il résulte de la nature des fonctions attribuées au président du tribunal par l'art. 238 C. civ., qu'en matière de divorce ou de séparation de corps l'instance est engagée par la citation à comparaître devant le président, signifiée par l'épouse demanderesse à son conjoint en vertu de la première ordonnance rendue par ce magistrat; que, conformément à l'art. 169 C. pr. civ., c'est devant le président du tribunal que le défendeur doit, s'il comparaît, proposer, sous peine de déchéance, l'exception d'incompétence *ratione loci*; que, s'il ne la soulève pas à ce moment, il doit être présumé avoir renoncé à cette exception, et que, dès lors, il n'est plus recevable à la proposer ultérieurement devant le tribunal;

Attendu que le sieur Jumin, ayant soulevé devant le président l'exception d'incompétence, a conservé ainsi le droit de la proposer devant le tribunal; qu'aux termes de l'art. 238 C. civ. il peut appeler de l'ordonnance qui a été rendue, mais que, dans son acte d'appel et dans ses conclusions, il ne critique pas les mesures provisoires qui ont été prescrites; qu'il déclare avoir interjeté appel pour voir dire que le président du Tribunal civil d'Agen et les juges de ce tribunal sont incompétents pour connaître de l'action en divorce engagée devant eux, et qu'il demande l'annulation de l'ordonnance et le renvoi des parties devant le tribunal de première instance pour qu'il soit au préalable statué sur la question de compétence, et, subsidiairement, qu'il soit décidé que l'ordonnance a été incompètemment rendue, le président participant de l'incompétence du tribunal dont il fait partie;

Attendu que c'est à tort que le sieur Jumin soutient que le président du Tribunal d'Agen, en autorisant la demanderesse à poursuivre l'instance dans les formes de la loi et en prescrivant des mesures provisoires, a implicitement apprécié l'exception d'incompétence sur laquelle le tribunal pouvait seul prononcer; que le président, en effet, n'a statué que sur sa propre compétence, relativement au préliminaire de conciliation seulement, et que c'est à bon droit qu'il a, dans la cause actuelle, ordonné des mesures provisoires et autorisé la dame Jumin à porter sa demande devant le tribunal, les époux Jumin résidant depuis plusieurs mois à Agen et paraissant y avoir leur domicile, puisque, par exploit du 20 décembre 1899, le mari aurait fait sommation à sa femme d'avoir immédiatement à réintégrer le domicile conjugal rue Voltaire, n° 18, à Agen, mais que le président n'a nullement statué sur la question de savoir si les époux Jumin sont réellement domiciliés à Agen ou à Sartène et ne s'est pas prononcé au fond sur la compétence du tribunal d'Agen relativement à la demande en divorce formée par la dame Jumin; qu'en ne s'expliquant pas sur l'exception d'incompétence soulevée par le sieur Jumin et en autorisant la demanderesse à assigner son mari en divorce, il a, comme le veut la loi, renvoyé les parties devant le tribunal qui seul a qualité pour statuer sur cette exception, s'il convient au mari de la renouveler devant lui;

Attendu, en effet, que l'art. 238 C. civ. détermine, d'une manière spéciale, les attributions du président en matière de divorce ou de séparation de corps; que les pouvoirs qui lui sont conférés ayant un caractère exceptionnel ne sauraient être étendus; qu'aucun texte n'autorise le président à juger la question de compétence aux lieu et place du tribunal dont il n'est que l'un des membres; qu'il ne peut apprécier que sa propre compétence quant au préliminaire de conciliation et aux mesures provisoires que la situation nécessite, mais qu'il n'a aucune qualité pour se prononcer au fond sur la question de compétence *ratione loci;*

Attendu que, s'il en était autrement, il serait nécessaire que les époux fussent assistés devant lui de leurs hommes d'affaires pour traiter les questions en litige, ce qui dénaturerait la mission de conciliation que la loi confère au président, que ce serait là en outre une dérogation injustifiée à l'ordre légal des juridictions; que le président du Tribunal civil d'Agen ne s'étant pas prononcé au fond sur la question de compétence soulevée devant lui et ayant renvoyé les parties devant le tribunal, les critiques formulées contre sa décision par le sieur Jumin doivent être rejetées comme mal fondées;

Par ces motifs,

Dit qu'il a été bien jugé par l'ordonnance rendue le 29 décembre 1899 par le président du Tribunal civil d'Agen, mal et sans griel appelé d'icelui, met l'appellation à néant;

Confirme, en conséquence, ladite ordonnance et ordonne qu'elle sortira son plein et entier effet;

Rejette comme mal fondées toutes autres demandes, fins et conclusions du sieur Jamin;

Le condamne à l'omende et aux dépens.

M. SALVAN subst. proc. gén. — Mes LATRIGE (du barreau d'Aubusson) et PRADELLE av.

Note. — Il est de principe généralement admis en jurisprudence que l'époux défendeur à une demande en divorce ou en séparation de corps, qui entend contester la compétence *ratione loci* du tribunal devant le président duquel il comparaît en conciliation, doit expressément et formellement décliner la compétence de ce magistrat lui-même avant de présenter tous moyens de défense, à peine d'être déchu de son exception. Il est même déchu lorsqu'il s'est borné à demander acte de ce qu'il se propose d'opposer ladite exception devant le tribunal : Paris 15 mars 1892 (Gaz. Pal. 92. 1.476 — S. 92.2.72 — D. 93.2.367): Paris 13 juin 1894 (Gaz. Pal. 94.2.94); Trib. civ. Bayonne 7 août 1894 (Gaz. Pal. 94.2. supp. 21) et les notes sous ces décisions. Mais la

question de compétence doit être tranchée par le tribunal, sinon en ce qui concerne la compétence du magistrat conciliateur, du moins en ce qui concerne la compétence du tribunal pour connaître, au fond, de l'action ; et il a été jugé déjà que la Cour, statuant sur l'appel de l'ordonnance de non-conciliation, ne pouvait pas trancher la question de compétence, même en ce qui touchait les pouvoirs du magistrat conciliateur : Bordeaux 21 décembre 1898 (Rec. Bordeaux 1899.1.187 — S. 99.2.141 — D. 1900.2.38) : « Attendu, dit cet arrêt, que la compétence *ratione loci* du président du tribunal statuant sur la conciliation est soumise aux règles qui déterminent la compétence du tribunal sur le fond ; qu'en vérifiant la compétence du président par rapport aux difficultés de fait et de droit inhérentes à la détermination du domicile du mari, la cour préjugerait le fond sur un point qui se relie essentiellement à la matière des mesures provisoires, lesquelles sont attribuées exclusivement au tribunal dès qu'il est saisi ; qu'en définitive, le déclinatoire aboutit, par un subterfuge de procédure soit, à la violation de l'art. 238 C. civ., en détachant la compétence des mesures provisoires, soit à troubler l'ordre des juridictions, en supprimant le débat de première instance sur une difficulté qui ne peut plus être tranchée qu'en vue de l'examen du fond... » L'arrêt recueilli doit être rapproché de l'arrêt de Bordeaux précité ; car, s'il tranche une question un peu différente, il s'appuie en partie sur des motifs identiques.

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER (2e CH.)

23 février 1900.

Présidence de M. Geoffrion.

ACTION POSSESSOIRE. — INSTANCE AU PÉTITOIRE. — FIN DE NON-RECEVOIR TIRÉE DE L'ART. 27 C. PR. CIV. — INAPPLICABILITÉ AU DEMANDEUR AU POSSESSOIRE. — JUGEMENT INEXÉCUTÉ PAR LE DEMANDEUR ET PAR LE DÈFENDEUR.

La règle de l'art. 27 C. pr. civ., aux termes de laquelle le défendeur qui a succombé au possessoire ne peut se pourvoir au pétitoire qu'après qu'il aura pleinement satisfait aux condamnations prononcées contre lui, ne s'applique pas au demandeur à l'instance possessoire.

En conséquence, lorsque le jugement rendu au possessoire, tout en maintenant le demandeur en possession, condamne tant ledit demandeur que le défendeur à exécuter certains travaux, qui n'ont été exécutés ni par l'un ni par l'autre, le défendeur qui actionne au pétitoire ne peut, sous le prétexte que le demandeur au possessoire n'a pas plus que lui exécuté le jugement, repousser la fin de non-recevoir élevée contre lui et tirée de l'art. 27 susrappelé.

Consorts Barby.

Par jugement en date du 22 janvier 1897, le Tribunal de paix de Limoux avait maintenu le sieur Sanjou dans la possession d'une maison sise dans la commune de Villelongue, et ordonné que tant le sieur Sanjou que ses adversaires, les consorts Barby, feraient exécuter certains travaux sur leurs immeubles respectifs, de manière à ne porter aucun trouble à leurs droits réciproques. Ce jugement n'a été exécuté par aucune des parties, et les consorts Barby se sont pourvus au pétitoire devant le Tribunal de première instance de Limoux qui, à son audience du 7 mars 1899. a rendu le jugement suivant :

« Vu le jugement interlocutoire du 10 mai 1898 et le rapport de l'expert Delpech ;

« Attendu que si l'expert déclare que les consorts Barby n'ont pas exécuté le jugement possessoire du Tribunal de paix de Limoux, en date du 22 janvier 1897, c'est parce qu'ils en ont été empêchés par Sanjou, cette conclusion de l'expert est en contradiction avec les éléments d'information sur lequels il s'est fondé; qu'il ne s'agit pas, en effet, de rechercher si les nouveaux travaux entrepris par les consorts Barby, postérieurement au jugement de paix précité, devaient l'amener à reculer à la distance légale prescrite par le jugement de paix la toiture ayant fait l'objet de l'instance possessoire de Sanjou ; que l'exception tirée de l'art. 27 C. pr. civ. par Sanjou est formulée en ces termes : « Les consorts Barby n'ont pas exécuté le jugement possessoire du 22 janvier 1897, leur action est irrecevable » ;

« Attendu qu'il résulte, tant du rapport de l'expert que du plan y annexé, que la toiture édifiée par les consorts Barby à moins de 1m60 du mur de Sanjou où sont pratiqués les jours, objet de la présente instance, existe encore dans l'état antérieur au jugement du 22 janvier 1897; que, dès lors, le jugement possessoire n'ayant pas été executé par les défendeurs à l'instance possessoire et ne l'étant pas à l'heure actuelle, il y a lieu de déclarer l'action pétitoire des consorts Barby irrecevable;

« Attendu qu'il importe peu que Sanjou, de son côté, n'ait pas exécuté le même jugement du 22 janvier 1897, en ce qui le concerne; qu'il est admis que la règle de l'art. 27 C. pr. civ. ne s'applique pas au demandeur à l'instance possessoire;

« Attendu que les dépens font suite au principal;

« Par ces motifs,

« Déclare l'action des consorts Barby irrecevable, les condamne aux entiers dépens. »

Sur l'appel des consorts Barby. — Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges;

Confirme...

M. DAGALLIER av. gén. — Mes ANDUZE et SÉLIGNAC av.

Note. — Le principe que la règle de l'art. 27 C. pr. civ. n'est pas applicable au demandeur qui a succombé dans son action posessoire, et, qu'à la différence du défendeur, il peut agir au pétitoire sans avoir satisfait aux condamnations prononcées contre lui au possessoire, est généralement reconnu par la jurisprudence et par la doctrine : V. Bourges 7 décembre 1809 (S. chr.); Trib. civ. Béthune 24 décembre 1885 (Gaz. Pal. 86.1.243); *Sic* : Carré et Chauveau, Lois de procéd., q. 129; Thomine-Desmazures, Comment. du C. pr. civ., t. Ier, n° 93, Curasson, Comp. civ. des juges de paix, t. II, p. 415, n° 739; Carou, n° 720; Rodière, p. 82 et suiv.; Bourbeau, n° 412. — Mais l'application qui en a été faite à l'espèce sur laquelle avait à statuer l'arrêt recueilli est nouvelle, à notre connaissance.

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-LO

17 mai 1900.

Présidence de M. Lemanissier.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — 1° PROPRIÉTAIRE D'UN ANIMAL. — ART. 1385 C. CIV. — ACCIDENT CAUSÉ PAR L'INTERVENTION DU FAIT D'UN TIERS. — 2° COMMETTANT. — ART. 1384 C. CIV. — TIERS REMPLAÇANT LE PRÉPOSÉ ORDINAIRE.

1° *La responsabilité de plein droit édictée par l'art. 1385 C. civ. à l'encontre du propriétaire d'un animal n'existe point lorsque le dommage causé par ledit animal a pour cause originaire et génératrice le fait d'un tiers.*

Et l'on doit considérer à cet égard comme un tiers l'enfant mineur du préposé du maître de l'animal, du fait duquel ledit maître n'a pas à répondre.

2° *La responsabilité édictée par l'art. 1384 C. civ. à l'encontre du commettant pour le dommage causé à ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions, n'existe point à l'encontre du tiers qui, en dehors de tout ordre et indépendamment de la volonté du commettant, a remplacé le préposé dans un service qu'il était spécialement et habituellement chargé par le commettant de remplir.*

Dame Simonnet c. époux Ducoin.

LE TRIBUNAL,

Attendu que le 16 juillet 1899, vers 6 h.1/2 du soir, la dame Simonnet fut blessée par les vaches des époux Ducoin qu'elle était occupée à traire;

Attendu que les parties sont d'accord sur l'origine et les causes de l'accident; que, c'est en effet un chien des époux Ducoin qui, retenu à la chaîne, mais déchaîné par les enfants de leur garde, le sieur Malassis, qui a effrayé les vaches, amené la chute et occasionné les blessures de la dame Simonnet;

Attendu que les époux Simonnet basent leur action sur l'art. 1385 C. civ., aux termes duquel les propriétaires d'animaux sont responsables du dommage que ces animaux ont causé, et aussi sur l'art. 1384 du même Code, qui édicte que les maîtres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés;

Attendu que le principe de la responsabilité résultant de l'art. 1385, si rigoureux qu'il soit, n'est pas illimité pour les propriétaires des animaux; que lesdits propriétaires peuvent être déchargés de cette responsabilité s'ils établissent ou s'il ressort clairement des faits allégués comme faits originaires et générateurs de l'accident, que ces faits sont le résultat d'un cas fortuit, d'une force majeure, ou d'un cas assimilable, comme par exemple, la faute imputable à un tiers;

Attendu qu'il résulte clairement de l'exposé de la demande, que les vaches qui ont produit l'accident, étaient chez les époux Ducoin, là où elles devaient être; que le chien qui a provoqué la frayeur des vaches était, d'après les ordres donnés par les époux Ducoin et suivant les habitudes de la ferme, solidement enchaîné; qu'il a fallu l'acte imprévu et spontané des enfants Malassis, qui ont déchaîné le chien, pour effrayer les vaches et amener l'accident, contrariant ainsi toutes les précautions prises par les époux Ducoin;

Attendu, en un mot, que l'accident a été produit en résultance d'une faute imputable aux enfants Malassis, véritables tiers à l'égard des époux Ducoin qui ne sont ni leurs maîtres, ni leurs commettants, ni leurs répondants;

Attendu, au surplus, que la dame Simonnet n'était pas occupée par les époux Ducoin, au moment de l'accident dont elle se plaint; qu'elle n'était elle-même que la remplaçante de la dame Malassis, ainsi que cela résulte des conclusions des demandeurs, et cela, en dehors de tout ordre et même indépendamment de la volonté des époux Ducoin qui n'avaient point été consultés et qui paraissent même avoir ignoré le remplacement de la femme de leur garde, dans un service qu'elle était par eux spécialement et habituellement chargée de remplir;

Attendu, en outre, que les époux Ducoin ne peuvent, à aucun titre, être tenus comme responsables des quasi-délits des enfants mineurs de leur garde, habitant avec lui;

Attendu que, si Malassis a manqué de surveillance à l'égard de ses enfants et si la femme Malassis, de sa propre autorité et de sa seule initiative, a cru devoir se faire remplacer dans son travail le 16 juillet 1899 par la femme Simonnet, les époux Ducoin ne sauraient, à quelque point de vue qu'on se place, être responsables, soit de la faute des enfants de leur garde, soit des conséquences du travail commandé en dehors d'eux à la femme Simonnet, par la femme Malassis;

Attendu qu'il ne peut donc être question d'un dommage causé par les domestiques ou les préposés des époux Ducoin dans leurs fonctions;

Attendu qu'on ne saurait, sans violer la loi, étendre les responsabilités édictées par les art. 1384 et 1385 C. civ., lesquelles sont de droit étroit et ne doivent être que limitativement et strictement appliquées aux cas prévus par le législateur;

Attendu, dans l'espèce, que ce serait forcer le sens des textes que de donner raison aux époux Simonnet, puisqu'il faudrait décider, pour faire triompher leur demande: d'une part, que les maîtres sont responsables, d'une façon illimitée, de leurs animaux, même lorsqu'il y aurait cas fortuit, force majeure ou cas assimilable et fait des tiers qu'ils n'ont pu empêcher, d'autre part, que les maîtres ou commettants sont responsables, non seulement de leurs domestiques ou préposés dans les fonctions auxquelles ils les emploient, mais encore qu'ils sont responsables du fait des enfants de ces domestiques et préposés;

Par ces motifs,

Déclare non recevable et mal fondée l'action des époux Simonnet;

Dit qu'il n'y a lieu de faire droit à leurs demandes tant principale que subsidiaire;

Les en déboute et les condamne aux dépens.

M. Simon proc. Rép. — Mes Dieu et Leclerc av.

Note. — I. — Sur le premier point: — Le fait d'un tiers a toujours été considéré, spécialement pour l'application de l'art. 1385 C. civ., comme devant être assimilé à la force majeure: V. Trib. com. Seine 7 mars 1895 (Gaz. Pal. 95.1.555), Trib. civ. Seine 27 juillet 1892 (Gaz. Pal. T. Q, 1892-97, v° Resp. civ., n° 827); Amiens 9 janvier 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Respons. civ., n° 830 — S. 97.2.211 — D. 95.2.359.)

II. — Sur le second point: Il est de principe certain que la responsabilité édictée par l'art. 1384 C. civ. à l'encontre des commettants à l'égard des faits de leurs préposés ou envers eux découle de l'idée que le commettant a librement choisi son préposé, et qu'il devait, en lui donnant des ordres, le surveiller. On ne peut pas dire que ces conditions soient remplies lorsque le préposé habituel, celui que le maître avait choisi, s'est fait remplacer dans l'exercice de ses fonctions par un tiers, sans l'agrément dudit maître.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE SAINT-SEVER

31 mars 1900.

Présidence de M. Monlezun.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — OUTRAGES. — MAGISTRAT NON PRÉSENT. — ART. 222 C. PÉN. — CONDITIONS D'APPLICATION.

Lorsque les propos outrageants n'ont pas été adressés directement au magistrat, ils ne tombent sous l'application de l'art. 222 C. pén. que s'il est établi qu'ils sont parvenus à la connaissance du magistrat et qu'en les tenant leur auteur a voulu qu'ils fussent rapportés.

Il ne suffit même pas que l'auteur de l'outrage ait eu au moment où il a tenu les propos outrageants la certitude qu'ils seraient rapportés au magistrat; cette certitude elle-même serait inopérante sans la volonté d'obtenir ce résulat.

Min. pub. c. Lucien Suberchicot.

Le Tribunal,

Attendu que de l'instruction faite à l'audience il résulte que les frères Lucien et Auguste Suberchicot avaient un procès devant la justice de paix du canton Est de Tartat au sujet d'une somme d'argent dont le premier se disait créancier du second; que, le 11 février 1900, ils se rencontrèrent dans une auberge d'Audon; que, dans cet établissement, à la suite d'une assez vive discussion relative à la créance litigieuse, Lucien, un peu pris de boisson, donna à Auguste un coup de poing et le saisit par le collet de son tricot de laine qui fut déchiré, en s'écriant: « Tu es dans la manche du juge de paix: j'ai l'idée de le mettre dans une boîte à coton... je l'em... quoiqu'il soit bien gros, ainsi que toute la police »; et qu'Auguste s'étant borné à répondre: « Ne crains rien: tout cela se ramassera » l'agresseur avait riposté: « Oh! je sais bien que tu le répéteras; je m'en fiche! Tu peux mettre ton juge de paix dans une boîte à coton! »;

Attendu que le ministère public demande contre Lucien Suberchicot l'application de l'art. 311 C. pén., pour voies de fait et de l'art. 222 C. pén., pour outrages à un juge de paix;

Sur le premier chef:

Attendu que Lucien Suberchicot a réellement commis sur la personne de son frère le délit de violence et voies de fait prévu et réprimé par l'art. 311 C pén.;

Sur le deuxième chef:

Attendu que l'art. 222 C. pén. est ainsi conçu: « Lorsqu'un ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire, lorsqu'un ou plusieurs jurés auront reçu, dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, quelque outrage par paroles, par écrit ou par dessin non rendus publics, tendant dans ces divers cas à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui leur aura adressé cet outrage sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans »;

Attendu qu'il est indiscutable que les expressions « Tu es dans la manche du juge de paix... je l'em... » constitueraient bien par elles-mêmes des outrages tendant à inculper à la fois l'honneur et la délicatesse du magistrat;

Mais attendu que ces propos outrageants, n'étant pas adressés directement à M. le juge de paix, ne sauraient, d'après la doctrine et la jurisprudence, tomber

sous l'application de l'art. 222 C. pén.; que s'il est établi : 1° qu'ils sont parvenus à la connaissance du magistrat; 2° et qu'en les tenant leur auteur a voulu qu'ils lui fussent rappportés ; que si, en l'espèce, la première condition est remplie, puisque Auguste Suberchicot, dès le lendemain, informait par lettre M. le juge de paix de ces propos, il ne semble pas en être de même de la seconde, contre laquelle, du reste, le prévenu proteste énergiquement ;

Attendu qu'en vain le ministère public fait valoir qu'Auguste Suberchicot est le coiffeur de M. le juge de paix et que Lucien a lui-même déclaré à son frère qu'il savait que le propos serait répété au magistrat ; qu'en effet la situation professionnelle d'Auguste lui donnait assurément plus de facilités, mais ne le mettait nullement dans l'obligation de rapporter ce qui s'était passé à M. le juge de paix et qu'il est à remarquer que Lucien a fait la déclaration ci-dessus postérieurement aux paroles outrageantes et seulement en réponse à cette réflexion menaçante de son frère : « Ne crains rien : tout cela se ramassera... » ; que, du reste, Lucien Suberchicot aurait-il eu, au moment même où il tenait les propos dont s'agit, la certitude qu'ils seraient rapportés à M. le juge de paix, cette certitude elle-même serait inopérante sans la volonté d'obtenir ce résultat; que le prévenu, dans son exaspération contre son frère, a bien pu prononcer ces paroles avec la seule intention d'être désagréable à ce dernier; que cette hypothèse est même d'autant plus admissible qu'il n'est pas dans les habitudes des plaideurs, avant l'issue du procès, de tenir directement aux magistrats des propos outrageants ni de leur faire savoir qu'ils en tiennent sur leur compte ;

Attendu qu'il ne découle enfin d'aucun fait que la volonté de Lucien Suberchicot, c'est-à-dire le but réel qu'il poursuivait en ce moment, était que ses paroles fussent rapportées à M. le juge de paix; qu'à cet égard il subsiste au moins un doute qui doit profiter au prévenu, et que. de ce chef, il y a lieu de prononcer son relaxe;

Relaxe Lucien Suberchicot des fins de la poursuite relatives à l'outrage à un magistrat à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ;

Le déclare seulement atteint et convaincu d'avoir à Audon, le 11 février dernier, en tout cas depuis moins de trois ans, volontairement exercé des violences et voies de fait envers le nommé Jean, dit Auguste Suberchicot... etc.

Note. — La jurisprudence s'est déjà à différentes reprises prononcée en ce sens : V. notamment : Douai 8 mai 1883 (Gaz. Pal. 83.2.62); Trib. corr. Toulouse 29 février 1884 (Gaz. Pal. 84.1. supp. 85); Cass. 5 décembre 1885 (Gaz. Pal. 86.1.89); Trib. corr. Lille 3 novembre 1888 (Gaz. Pal. 88.2.633); Trib. corr. Seine 3 mai 1890 (Gaz. Pal. 90.1.705); Paris 7 octobre 1892 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Presse-outrage, n° 79); Riom 25 juillet 1894 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Presse-outrage, n° 403 — Rec. Riom 1894.475).

172

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

31 mai 1900.

Présidence de M. Lœw.

MARIAGE. — PUBLICITÉ. — CÉLÉBRATION HORS LA MAISON COMMUNE. — MAIRE. — CONTRAVENTION. — AMENDE.

L'officier de l'état civil qui, sans nécessité, célèbre un mariage ailleurs qu'à la maison commune, supprime l'un des éléments de la publicité du mariage organisée par la loi; il contrevient ainsi à l'une des règles prescrites par l'art. 165 C. civ., qui exige la publicité, et se place donc sous le coup de l'art. 193 du même Code, punissant d'une amende, ne pouvant excéder 300 francs, toute contravention commise par l'officier de l'état civil aux règles de l'art. 165 précité.

Min. pub. c. Pistre.

Le procureur général près la Cour d'appel de Toulouse s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de relaxe rendu le 7 janvier 1899 par la chambre correctionnelle de cette cour en faveur du sieur Pistre, et rapporté Gaz. Pal. 99.1.190.

Ce pourvoi a été accueilli par un arrêt de la chambre criminelle ainsi conçu :

La Cour,

Vu les art. 192, 193, 165 et 175 C. civ.;

Attendu que Pistre était poursuivi pour avoir, étant maire de la commune du Masnau, célébré plusieurs mariages hors de la maison commune; que l'arrêt attaqué l'a relaxé par le motif que, si l'art. 193 C. civ. attache des peines déterminées à toute contravention aux règles prescrites par l'art. 165, elle n'en prononce pas pour l'inobservation de l'art. 175, spécialement pour le cas où l'officier de l'état civil célèbrera un mariage dans un lieu autre que la maison commune;

Mais, attendu que l'art. 193 réprime toute contravention aux règles de l'art. 165; que l'art. 165 porte que tout mariage sera célébré publiquement; que l'art. 175 fait de la célébration dans la maison commune l'un des éléments constitutifs de la publicité du mariage; que l'officier de l'état civil qui, sans nécessité, célèbre un mariage ailleurs qu'à la maison commune, supprime l'un des éléments de la publicité organisée par la loi; qu'il contrevient donc à l'une des règles prescrites par l'art. 165 qui exige la publicité, et qu'il se place ainsi sous le coup de l'art. 193; qu'en décidant le contraire, la Cour d'appel de Toulouse a méconnu et violé les dispositions susvisées ;

Casse l'arrêt de la Cour d'appel de Toulouse, du 7 janvier 1899;

Renvoie la cause et le prévenu devant la Cour d'appel de Montpellier.

MM. BARD rapp; FEUILLOLEY av. gén. — Me DE RAMEL av.

Note. — C'est dans le sens de l'arrêt ci-dessus que s'étaient antérieurement prononcés le Trib. corr. de Langres le 5 février 1868 (S. 68.2.191 — J. du P. 68.730 — D. 68.3.88) et la Cour de Toulouse elle-même (sol. impl.) le 1er février 1898 (Gaz. Pal. 98.1.48). V. également conf. Gand 14 décembre 1880 (S. 81.4.21 — J. du P. 81.2.35).

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

27 mars 1900.

Présidence de M. Tanon.

TRAITÉ DIPLOMATIQUE. — RUSSIE. — CONVENTION DU 1er AVRIL 1874. — SUCCESSION D'UN RUSSE DÉCÉDÉ EN FRANCE. — SCELLÉS. — INVENTAIRE. — CONSUL.

En vertu de la convention franco-russe du 1er avril 1874, le droit qui appartient au consul de Russie du lieu où un sujet russe est décédé en France, de se faire délivrer par l'autorité française compétente de ce même lieu, tous les biens meubles et valeurs composant la succession du défunt pour les conserver à titre de dépôt soumis à la législation française, et de prendre toutes mesures conservatoires utiles dans l'intérêt des héritiers, s'exerce de plein droit et sans qu'au moment où il intervient ainsi dans les opérations successorales, le consul ait à justifier de l'existence d'héritiers russes; l'exercice de son autorité est légitime dès lors et par cela seul que le défunt appartenait à la nationalité russe.

Beiter ès qualités c. consul général de Russie.

Le sieur Beiter s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour de Paris, en date du 6 janvier 1898, rendu à son préjudice, et au profit du consul général de Russie à Paris, rapporté Gaz. Pal. 98.1.107.

Ce pourvoi a été rejeté par la Chambre des requêtes dans les termes suivants :

LA COUR,

Sur le seul moyen développé, pris de la fausse interprétation de la convention du 1er avril 1874, loi du 17 juin 1874 :

Attendu qu'aux termes de l'art. 1er de la loi des 7-20 juin 1894, portant approbation de la convention du 1er avril 1874 entre la France et la Russie, « en cas de décès d'un Français en Russie ou d'un Russe en France, soit qu'il fût établi dans le pays, soit qu'il y fût simplement de passage, les autorités compétentes du lieu du décès sont tenues de prendre à l'égard des biens du défunt les mêmes mesures conservatoires que celles qui, d'après la législation du pays, doivent être prises à l'égard des successions des nationaux »; que, d'après les art. 4 et suiv., l'autorité compétente doit délivrer les biens meubles, titres, etc., composant la succession, à l'autorité consulaire du défunt qui les conserve à titre de dépôt soumis à la législation du pays et peut prendre toutes les mesures conservatoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt des héritiers;

Attendu que ces dispositions, qui attribuent de plein droit au consul français ou russe la qualité de fondé de pouvoirs des héritiers, ont pour objet de pourvoir à la conservation de droits encore incertains; qu'il s'ensuit que le consul français ou russe ne saurait être tenu, au moment où il intervient dans les opérations successorales en conformité de la convention susénoncée, de justifier de l'existence d'héritiers français ou russes; que l'exercice de son autorité est légitime, dès lors que le défunt appartenait à la nationalité qu'il représente;

En fait :

Attendu qu'il est déclaré constant par l'arrêt attaqué que le sieur Emile-Laurent Zündel, décédé à Paris, le 3 mai 1897, était sujet russe; qu'en décidant, en conséquence, que le consul général de Russie à Paris était en droit de se faire remettre par tous tiers détenteurs les biens meubles, titres, valeurs et papiers composant la succession mobilière dudit Zündel, sans être tenu de justifier qu'il ait laissé en Russie un héritier ou légataire, l'arrêt attaqué, loin de faussement interpréter la convention du 1er avril 1874, en a fait au contraire une saine et juste application;

Rejette le pourvoi en cassation formé par le sieur Beiter contre l'arrêt de la Cour de Paris du 6 janvier 1898.

MM. DENIS rapp.; MÉRILLON av. gén. — Me LELIÈVRE av.

Note. — Comme nous l'avions déjà fait observer en note sous l'arrêt de la Cour de Paris du 6 janvier 1898 (Gaz. Pal. 98.1.107), cet arrêt ne contenait qu'une application des principes déjà proclamés par la Cour de cassation dans un premier arrêt du 17 août 1895 (Gaz. Pal. 95.2.43). En rejetant le pourvoi dont elle était saisie, dans l'espèce, contre cet arrêt de la Cour de Paris, la Cour de cassation ne fait donc que confirmer sa jurisprudence antérieure.

COUR D'APPEL D'AIX (3e Ch.)

25 mai 1900.

Présidence de M. Mallet.

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER (3e Ch.)

6 mars 1900.

Présidence de M. Andruéjol.

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-ÉTIENNE

10 mai 1900.

Présidence de M. Colomès.

TRIBUNAL CIVIL DE TOULON

23 janvier 1900.

Présidence de M. Curet.

TRIBUNAL CIVIL DE MONTLUÇON

18 mai 1900.

Présidence de M. Piquand.

(CINQ ESPÈCES)

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° INCAPACITÉ PARTIELLE PERMANENTE. — CALCUL DE LA RENTE. — SALAIRE NON DIMINUÉ. — 2° PAIEMENT D'AVANCE. — 3° ÉLÉMENTS D'ÉVALUATION. — 4° ANKYLOSE D'UN DOIGT.

1° L'ouvrier victime d'une incapacité permanente partielle a droit, en vertu de l'art. 3 § 2 de la loi du 9 avril 1898, à une rente égale à la moitié de la réduction de salaire résultant pour lui de l'accident, réduction qu'il appartient au tribunal d'arbitrer, alors même que son chef d'entreprise l'aurait conservé dans son usine après l'accident avec le même salaire qu'auparavant. (3e espèce.)

... Ou lui aurait fait offre de le conserver dans son usine avec le même salaire qu'auparavant. (1re et 2e espèces.)

Jugé au contraire que, si l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 accorde une pension à l'ouvrier dans le cas où il est atteint dans son travail d'une blessure entraînant une infirmité permanente partielle, c'est à la condition que sa capacité professionnelle en sera amoindrie et que cet amoindrissement sera constaté par une réduction de salaire, et c'est cette réduction qui doit servir de base au calcul de la rente à laquelle l'ouvrier aura droit. En conséquence, lorsque le patron a conservé l'ouvrier après l'accident ayant entraîné une infirmité partielle, sans faire subir aucune réduction à son salaire, celui-ci ne peut réclamer aucune rente. (4e et 5e espèces.)

2° Le paiement de la rente viagère doit s'effectuer par trimestre, mais il ne peut se faire qu'à terme échu et non d'avance. (1re espèce.)

3° L'indemnité due à l'ouvrier blessé ne peut être déterminée que suivant les bases prévues par la loi du 9 avril 1898. Spécialement, en cas d'incapacité permanente et partielle, le juge n'a point à tenir compte d'autres éléments d'évaluation que de la diminution de salaire; il ne peut retenir comme second élément d'évaluation le dommage que l'ouvrier a souffert dans son habitus corporis, *en s'inspirant des principes de l'art. 1382 C. civ., désormais inapplicable aux cas prévus par la loi de 1898.* (2e espèce.)

4° L'ankylose d'un doigt constitue une incapacité permanente partielle. (5e espèce.)

1re espèce. — Aix 25 mai 1890.

Honoré frères c. Bovier.

Le Tribunal civil de Marseille avait rendu, le 25 janvier 1900, le jugement suivant :

« Attendu que le nommé Bovier, ouvrier menuisier travaillant dans l'atelier des sieurs Honoré frères, dans lequel on fabrique de la grosse menuiserie, était occupé, le 20 septembre 1899, à dégauchir des planches qu'il promenait sur un couteau mû par une machine à vapeur ; que ce couteau le blessa à la main droite, coupant deux phalanges de l'index;

« Attendu qu'il est résulté de cet accident pour cet ouvrier menuisier une infirmité permanente partielle qui paraît avoir pour effet de réduire de 1 fr. 50 son salaire quotidien;

« Attendu que les offres, du reste non acceptées en ce moment, qui lui sont faites de l'employer dans le même atelier au même salaire que par le passé, n'empêchent qu'en réalité il y ait une diminution de l'aptitude de l'ouvrier au travail; qu'elles ne présentent pas de garantie pour l'avenir ; qu'elles sont une proposition de transaction rejetée par l'art. 30 de la loi du 9 avril 1898; qu'elles ne constituent qu'un mode de réparation que l'art. 21 de la même loi n'admet qu'après la détermination du chiffre de l'indemnité dû à la victime et tant que l'accord subsistera;

« Attendu qu'il y a lieu, en l'état, de faire application de l'art. 3 de ladite loi portant que, pour l'incapacité de travail partielle et permanente, l'ouvrier a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aurait fait subir à son salaire et de fixer, par suite, la rente due à Bovier à 225 francs par an ;

« Par ces motifs,

« Déclare les sieurs Honoré frères responsables

de l'accident survenu à Bovier, le 20 septembre 1899, et en réparation du préjudice subi par ce dernier, les condamne à lui servir une rente viagère et annuelle de 225 francs payable par trimestre et d'avance à partir du 20 septembre 1899 jour de l'accident. »

Appel de ce jugement a été interjeté par les sieurs Honoré frères. Le sieur Bovier a fait appel incident.

Arrêt.

LA COUR,

Attendu que les sieurs Honoré frères ne contestent pas que le sieur Bovier, leur ouvrier, ayant eu les deux phalanges de l'index de la main droite coupées en travaillant dans leur atelier, se trouve actuellement atteint d'une infirmité partielle permanente ; mais qu'ils prétendent ne rien lui devoir, à raison de cette infirmité, parce qu'il n'en est résulté pour lui aucune diminution de salaire en l'état de l'offre qu'ils ont faites et qu'ils maintiennent de continuer à l'employer en payant ses journées le même prix qu'avant l'accident; qu'ils demandent en conséquence par voie d'appel principal la réformation du jugement du Tribunal de Marseille qui les a condamnés à payer au sieur Bovier une rente annuelle et viagère de 225 francs par trimestre et d'avance;

Attendu que ce dernier, de son côté, déclare dans ses conclusions émettre appel incident à ce jugement et demande que le chiffre de la rente qui lui a été alloué soit élevé à 520 francs par an;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier ayant reçu dans l'exercice du travail auquel il est employé une blessure qui lui a occasionné une incapacité partielle et permanente, a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire; que, dans l'espèce, le sieur Bovier était employé dans l'atelier des sieurs Honoré frères à pousser des planches sur un plateau mobile et à les amener successivement sous le tranchant d'un couteau mû par la vapeur en vue de les dégauchir; que cette besogne n'exige aucune aptitude spéciale, et qu'il est bien possible que le sieur Bovier ne soit pas empêché de l'accomplir par l'infirmité dont il est atteint, mais qu'il sera désormais nécessaire de confiner son activité dans certaines limites, qu'étant ouvrier menuisier, il sera, à ce titre, privé d'une partie de ses moyens;

Attendu que trois hommes de l'art se sont nettement prononcés dans ce sens et qu'il résulte des certificats qu'ils ont délivrés au sieur Bovier que l'index constituant, avec le pouce, un des doigts nécessaires pour la préhension d'un outil dans la main, la mutilation, même partielle, de ce doigt ne permet plus un travail de force ou d'adresse; que l'incapacité partielle du sieur Bovier est donc certaine; que la conséquence nécessaire, c'est la réduction de son salaire; qu'il n'y a pas à s'arrêter à l'offre que lui font les sieurs Honoré frères de continuer à l'occuper aux mêmes conditions qu'auparavant, offre qu'il a refusée, comme c'était son droit, car il est dans l'esprit de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 que la pension à allouer à l'ouvrier blessé soit calculée non sur un taux de circonstance, mais sur le taux normal du salaire qu'il lui est permis de gagner après l'accident;

Attendu que le sieur Bovier n'ayant plus la même force ni la même adresse, sa valeur industrielle a nécessairement diminué; que l'offre des sieurs Honoré frères est dépourvue d'ailleurs de toute garantie pour l'avenir; que la durée de leur engagement n'étant pas déterminée, il leur sera loisible de congédier le sieur Bovier au bout d'une année révolue, temps nécessaire pour la prescription; qu'en s'attachant pour déterminer la rente à laquelle il avait droit au salaire virtuel que l'intimé était susceptible de gagner dans l'état où il se trouve depuis l'accident, les premiers juges paraissent avoir fait une saine interprétation de la loi; que la condamnation qu'ils ont prononcée doit donc être confirmée, sauf en ce qui concerne le paiement anticipé des arrérages qui ne peuvent être exigés qu'à terme échu, à défaut d'une disposition contraire de la loi;

Sur l'appel incident :

Attendu que la rente allouée paraît en rapport exact avec la diminution de la valeur industrielle du sieur Bovier et de la réduction que l'accident dont il a été la victime a fait subir à son salaire; qu'il n'y a pas lieu en conséquence d'en relever le chiffre;

Attendu enfin que les parties sont d'accord pour reconnaître que le sieur Bovier ne cessera qu'à partir d'aujourd'hui de toucher la moitié de son salaire; que dès lors il convient de fixer à ce jour et non au jour de l'accident le point de départ de la rente;

Par ces motifs,

Dit et déclare que la rente viagère et annuelle de 225 francs qui a été allouée au sieur Bovier par le jugement dont est appel lui sera payée par trimestre et à terme échu, et ce à partir de ce jour; et, sous cette modification, sans avoir égard à l'appel incident dudit Bovier, appel dont il est démis et débouté,

Confirme purement et simplement le jugement dont est appel...

M. VUILLIEZ av. gén. — Mes ABRAM et TRINQUIER av.

2e espèce : Montpellier 6 mars 1900.

Société des mines de Riols c. Respaud.

LA COUR,

Attendu que François Respaud, manœuvre au service de la Société des mines de Riols, a été blessé sur les chantiers de l'exploitation des mines d'Escirno, appartenant à cette société, alors qu'il poussait un wa-

gonnet chargé de minerai; qu'il a eu la main droite mutilée; qu'il résulte du certificat médical versé aux débats que le médius et l'annulaire ont perdu, en partie, leurs mouvements de flexion et d'extension et que l'auriculaire a été complètement emporté; que cette mutilation entraîne pour la victime une incapacité de travail permanente et partielle;

Attendu que l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, accorde aux victimes atteintes d'une incapacité permanente ou partielle une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire moyen; que Respaud demande l'application à son profit des dispositions de cet article;

Attendu que la Société de Riols, tout en reconnaissant que la mutilation éprouvée par Respaud entraîne pour cet ouvrier une incapacité permanente et partielle de travail, soutient qu'il ne saurait lui être alloué aucune indemnité, par le motif que l'accident n'a point entraîné de diminution de salaire, puisqu'elle offre de payer à Respaud le même salaire qu'avant l'accident; que la privation ou diminution de salaire étant la base de l'indemnité prévue par l'art. 3 de la loi nouvelle, il ne saurait être fait application de cet article dans l'espèce;

Mais, attendu que l'offre de la société de reprendre Respaud aux mêmes conditions que précédemment ne peut être prise en considération au point de vue de la rente qui lui est due; que la victime d'un accident du travail puise dans la loi elle-même son droit à l'indemnité; que ce droit, définitivement acquis dès que l'ouvrier se trouve dans l'un des cas d'incapacité énumérés par l'art. 3, ne peut subir aucune atteinte d'un fait postérieur à l'accident; que reconnaître au patron la faculté de faire diminuer ou supprimer la rente, en offrant de reprendre l'ouvrier blessé à telles ou telles conditions de salaire, serait paralyser les sages dispositions de la loi et les rendre inutiles;

Attendu que la rente allouée par la loi du 9 avril 1898 constitue la juste compensation de la diminution du salaire que toute incapacité permanente ou partielle entraîne nécessairement pour la victime de l'accident; qu'il est manifeste que, nonobstant les offres plus ou moins intéressées du patron, alors même qu'un salaire supérieur serait proposé à l'ouvrier blessé, l'ouvrier dont la main droite est mutilée ne peut légitimement prétendre au même salaire que l'ouvrier qui est en possession de toute sa validité; que décider le contraire serait laisser l'ouvrier sans recours ni garantie contre l'arbitraire du patron, toujours libre de le renvoyer, et annihiler sa propre liberté, puisqu'il ne pourrait plus de son plein gré abandonner lui-même les chantiers; que la décision des premiers juges sur ce point est conforme à la pensée du législateur;

Mais, attendu que l'indemnité due à l'ouvrier blessé ne peut être déterminée que suivant les bases prévues par la loi nouvelle; que le juge n'a point à tenir compte d'autres éléments d'évaluation que la diminution de salaire; que le premier juge, en retenant comme second élément d'évaluation le dommage que l'ouvrier a souffert dans son *habitus corporis*, s'est inspiré des principes de l'art. 1382 C. civ., désormais inapplicable aux cas prévus par la loi du 9 avril 1898; que l'indemnité due en vertu de l'art. 3 constitue un règlement transactionnel et forfaitaire dont l'application ne saurait être étendue ou modifiée;

Attendu qu'il reste, ces principes posés, à décider quelle est, en fait, la réparation due à Respaud;

Attendu qu'il appartient au juge, en l'absence de toute classification légale, d'apprécier le degré de l'incapacité de travail et de déterminer la réduction que l'accident a fait subir au salaire; que c'est là une simple question de fait; qu'il convient du reste d'assurer avec prudence la mise en œuvre de la loi nouvelle;

Attendu que le seul élément d'appréciation que puisse retenir la cour, la diminution de salaire, suffit à justifier l'indemnité accordée par le jugement entrepris; que la mutilation éprouvée par Respaud doit être considérée comme entraînant une réduction de moitié du salaire;

Attendu qu'il n'a point été contesté que le salaire que Respaud percevait au service de la société des mines de Riols s'élevait à 810 francs par an; que le salaire réduit de moitié n'est plus que de 405 francs; que Respaud a droit, aux termes de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, à une rente égale à la moitié de cette somme, soit une rente annuelle de 202 fr. 50;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges,

Statuant sur l'appel interjeté par la Société de Riols envers le jugement du Tribunal civil de Prades du 6 décembre 1899;

Démet la Société de Riols de son appel;

Confirme le jugement entrepris; ordonne qu'il sortira son plein et entier effet; condamne la Société de Riols aux dépens.

M. Rey av. gén. — Mes Nègre et de la Batie av.

3e espèce. — Trib. civ. Saint-Etienne 10 mai 1900.

Escoffier c. Cohnen.

Le Tribunal,

Sur la fin de non-recevoir :

Attendu qu'aux termes de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, la victime d'un accident, frappée d'une incapacité partielle et permanente, a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire;

Attendu que Cohnen soutient qu'Escoffier a repris son travail quelque temps après l'accident, dans les mêmes conditions, et qu'il gagne actuellement un salaire égal à celui qu'il recevait précédemment; que, dans ces conditions, Escoffier, n'ayant subi au-

cune réduction de salaire, ne saurait avoir droit à une indemnité, et que sa demande, manquant de base légale pour le calcul de l'indemnité, doit être purement et simplement rejetée;

Mais, attendu qu'il paraît difficile d'admettre que la réduction de salaire soit la seule règle d'après laquelle le juge est tenu d'apprécier la perte de capacité de l'ouvrier et que les tribunaux n'ont aucun pouvoir d'appréciation;

Attendu que, du moment où la loi n'a pas précisé à quels signes se reconnaîtra cette sorte d'incapacité, elle a, par cela même, abandonné au juge le soin de rechercher, d'après les circonstances et après constatations médicales, les suites réelles de l'accident et lui a donné ainsi le pouvoir d'arbitrer, en fait, les atteintes subies par le travailleur dans ses facultés de travail;

Attendu qu'il est de toute évidence que ce pouvoir d'appréciation ne saurait résider dans la simple constatation que la victime n'a subi aucune réduction de salaire; qu'en effet, cette seule indication pourrait souvent entraîner vis-à-vis de la victime de véritables injustices, et même la placer hors la loi; qu'il est constant, d'une part, que la hausse et la baisse des salaires est soumise à des causes étrangères à l'ouvrier, et, pour la plupart, purement économiques; qu'il peut arriver, d'autre part, notamment : 1° que l'ouvrier ait été blessé à un moment où le travail était très peu rémunéré et, dès lors, les salaires très bas, et qu'il reprenne, au contraire, le travail au moment d'une hausse et que son travail soit plus rétribué par cette seule circonstance et malgré une perte certaine d'une partie de sa capacité; 2° qu'il obtienne, grâce à la générosité de son patron, un salaire égal à celui qu'il gagnait avant l'accident; 3° que, pressé par le besoin, il consente, pour éviter les longueurs d'un procès, à s'embaucher dans les mêmes conditions qu'antérieurement;

Attendu qu'il est impossible d'admettre. dans ces hypothèses et autres semblables, qu'il n'est rien dû à l'ouvrier qui n'a subi aucune réduction de salaire; que ce serait évidemment aller contre l'esprit de la loi, qui a certainement conféré au juge, d'une part, le soin d'arbitrer l'importance de la réduction de la capacité de travail d'après la réduction des salaires, il est vrai, mais aussi d'après les circonstances de fait, et, d'autre part, contre la loi elle-même, qui permet bien aux parties, en vertu de l'art. 21, de remplacer le mode d'indemnisation par tel autre librement débattu et accepté, mais à la condition expresse que ces nouvelles conventions n'auront qu'un caractère précaire et pourront à tout instant être dénoncées, toutes facultés de modification qui seraient rendues impossibles aux parties, si le fait brutal de l'identité des salaires, avant et après l'accident, créait une fin de non-recevoir toujours opposable contre l'ouvrier au profit du patron; qu'il est juste, dans ces circonstances, de rejeter purement et simplement la fin de non-recevoir formée par le défendeur;

Au fond :

Attendu qu'Escoffier soutient qu'il est atteint d'une kératite de l'œil gauche avec opacité totale de la cornée, ulcération suppurée au centre et conjonctivite; qu'il est atteint d'une incapacité de travail totale et définitive;

Attendu que Cohnen, au contraire, prétend qu'Escoffier n'est frappé d'aucune incapacité permanente; qu'il n'a droit qu'à l'indemnité journalière, et, qu'Escoffier ayant été malade du 14 novembre au 28 décembre, il lui est dû, à raison de 2 francs par jour, la journée étant de 4 francs, la somme totale de 88 francs par lui offerte;

Attendu que les parties sont ainsi contraires en fait et qu'il y a lieu de recourir à une expertise;

Par ces motifs,

En la forme :

Déclare Cohnen mal fondé en sa fin de non-recevoir, l'en déboute;

Au fond :

Désigne le docteur Chaffard, qui prêtera serment devant M. le président du siège, à l'effet d'examiner le sieur Escoffier, rechercher quelle a été la gravité de sa blessure, les conséquences qu'elle a eues dans le passé, qu'elle peut entraîner dans l'avenir, déterminer quelle a été la durée de l'incapacité totale de travail, évaluer quelle peut être la réduction de sa capacité de travail;

Autorise l'expert à s'entourer de tous renseignements utiles;

Dit que le rapport deva être déposé dans le mois de la signification du présent jugement;

Réserve les dépens.

4e espèce. — Trib. civ. Toulon 23 janvier 1900. Franconi c. Forges et chantiers de la Méditerranée.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, pour que l'incapacité dont l'ouvrier est atteint à la suite d'un accident du travail puisse donner lieu à l'application de l'art. 3 § 3 de la loi du 9 avril 1898, il est nécessaire que cet accident ait eu pour conséquence une réduction du salaire; qu'en effet l'art. 3 § 3 dispose que, pour l'incapacité partielle ou permanente, l'ouvrier a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire; qu'ainsi, d'après cette disposition dont les termes sont aussi clairs que formels, c'est sur la comparaison de salaire gagné par l'ouvrier avant l'accident que la rente viagère doit être fixée en cas d'incapacité partielle et permanente;

Attendu que le salaire de Franconi comme ouvrier ajusteur était, avant l'accident du 28 août 1899, de 5 francs par jour; que, le 6 octobre suivant, Franconi a été repris par la société en la même qualité et aux mêmes conditions; qu'ainsi, son salaire n'ayant subi, du fait de l'accident, aucune réduction, l'art. 3 § 3 de la loi n'est pas applicable;

Attendu que, vainement, on a soutenu dans l'intérêt de Franconi que la comparaison entre le salaire gagné avant l'accident et celui gagné après l'accident

ne doit pas être l'unique base de l'appréciation du juge et que les tribunaux doivent rechercher surtout dans quelles proportions la capacité professionnelle de l'ouvrier se trouve atteinte par le fait de l'accident, sans se préoccuper de circonstances, telles que la générosité du patron ou l'inertie de l'ouvrier, qui peuvent avoir sur le salaire une influence variable et passagère;

Attendu que ce système, qui laisserait ainsi aux magistrats le pouvoir souverain d'apprécier l'importance de la réduction que l'accident a fait subir au salaire, n'est pas celui de la loi nouvelle; qu'en effet, c'est précisément à cette appréciation toujours arbitraire du juge que le législateur a voulu soustraire les contestations entre patrons et ouvriers en cas d'accidents survenus à ces derniers; que toutes les dispositions de la loi s'inspirent de cette idée que, pour éviter les procès lents et coûteux dont souffrent également patrons et ouvriers, l'indemnité à laquelle a droit l'ouvrier blessé doit être le résultat d'une transaction fixée par la loi elle-même, d'après une taxe qui ne puisse donner lieu à de sérieuses contestations; que c'est dans ce but que le législateur dispose spécialement, dans l'art. 3 § 3, que la rente doit être égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire, prenant ainsi pour base la comparaison entre le salaire gagné avant l'accident et celui gagné après l'accident, c'est-à-dire entre deux termes qui, étant presque toujours certains et incontestés, permettront au juge de fixer avec célérité et facilité l'indemnité à laquelle l'ouvrier peut avoir droit; que la disposition de la loi à cet égard est claire et précise; que ce serait donc en méconnaître le texte et l'esprit que de chercher ailleurs que dans la comparaison entre les deux salaires les éléments nécessaires pour évaluer l'importance de la réduction;

Attendu qu'il n'est pas douteux que le système de la loi puisse prêter à la fraude; qu'il se peut que, pour échapper aux dispositions de la loi nouvelle, un patron continue, jusqu'à ce que l'action en indemnité soit prescrite, de payer le même salaire à un ouvrier devenu cependant incapable de lui rendre les mêmes services, comme il est possible que l'ouvrier, pour augmenter la rente à laquelle il a droit, s'abstienne de reprendre son travail ou accepte d'un nouveau patron un salaire inférieur à celui auquel ce qui lui reste de capacité professionnelle lui permettrait de prétendre; mais que la fraude ne se présume pas; que, si elle était établie, il appartient au juge de la déjouer; qu'au surplus, ces imperfections de la loi auxquelles les tribunaux ne peuvent remédier, ont pour correctif la disposition de l'art. 19 qui, pendant trois ans, autorise les demandes en revision de l'indemnité fondées sur une aggravation ou une atténuation de l'indemnité;

Par ces motifs, etc...

. . . . . .

M. Bujard proc. Rép. — Mes Roche et Lespéron av.

5e espèce. — Trib. civ. Montluçon 18 mai 1900.

Claude Richard ès qualité c. Compagnie de Châtillon-Commentry.

Le Tribunal,

Attendu que, le 21 septembre 1899, Louis Richard, aujourd'hui âgé de dix-huit ans, ouvrier modeleur aux ateliers de la Ville Gozet appartenant à la compagnie de Châtillon-Commentry, a été victime, dans l'exécution de son travail, en aiguisant un ciseau à bois à une meule en rotation, d'un accident, à la suite duquel il a eu le petit doigt de la main gauche ankylosé et l'annulaire de la même main gravement écorché; qu'à raison de cet accident, son père Claude Richard a intenté contre la compagnie de Châtillon-Commentry une action tendant à la faire condamner à payer à son fils une pension mensuelle de 25 francs;

Attendu que Louis Richard ayant un doigt ankylosé est atteint d'une infirmité partielle et permanente;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3 § 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, l'ouvrier atteint d'une incapacité partielle et permanente a droit à une rente égale à « la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire »; que, pour avoir droit à la rente, il faut donc : 1° que l'ouvrier ait subi une incapacité partielle et permanente; 2° que son salaire ait subi une réduction;

Attendu que Louis Richard a repris son travail habituel aux ateliers de la compagnie défenderesse depuis le 2 janvier dernier et que son salaire est le même qu'avant l'accident du 21 octobre 1899; que ce salaire n'ayant subi aucune diminution l'ouvrier n'a droit, aux termes de la loi précitée, à aucune indemnité;

Par ces motifs,

Déclare Richard mal fondé dans sa demande contre la compagnie de Châtillon-Commentry; l'en déboute et le condamne aux dépens.

Note. — I. — Sur le premier point : La question de savoir si l'ouvrier dont les aptitudes physiques ont été diminuées par un accident a droit à une indemnité, lorsque son patron le conserve ou offre de le conserver après l'accident en ne lui faisant subir aucune réduction de salaire est très controversée : V. dans le sens de l'affirmative, adoptée par les trois premières décisions recueillies : Trib. civ. Lille 28 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.195); Trib. civ. Douai 21 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.507); Trib. civ. Orléans 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.506); Trib. civ. Seine 26 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.624); et dans le sens de la négative, adoptée par les deux dernières décisions recueillies : Nancy 1er mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.512).

II. — Sur le second point : La question est controversée, mais tranchée généralement dans le sens de l'arrêt recueilli : V. Besançon 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1 352); 28 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.453); Trib. civ. Seine 12 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.604); Dijon 2 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.617); — et *contrà* : Trib. civ. Nancy 12 décembre 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.61) et les notes sous ces décisions avec les autres renvois.

1V. — Sur le quatrième point : Le pouvoir d'appréciation du juge est, à cet égard, entier : Rapp. Besançon 6 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.717) ; Trib. civ. Vouziers 28 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.635) et la note sous cette dernière décision.

173

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

15 juin 1900.

Présidence de M. Lœw.

EXPLOIT. — CITATION EN POLICE CORRECTIONNELLE. — COPIE. — HUISSIER. — SIGNATURE. — OMISSION. — VALIDITÉ.

La validité de la citation en police correctionnelle n'étant subordonnée par les art. 182 et suiv. C. inst. crim. à aucunes formes, il n'y a pas lieu de déclarer nulle la citation, dont la copie a été remise au cité sans être revêtue de la signature de l'huissier instrumentaire, lorsqu'à raison des circonstances particulières de la cause, s'agissant, par exemple, d'une citation à comparaître devant une cour de renvoi à la requête du ministère public après cassation récente d'un arrêt de relaxe, le cité n'a pu croire que ladite citation ne fût pas sérieuse et a d'ailleurs péremptoirement prouvé qu'il avait pensé qu'il en était ainsi, en se faisant représenter par avoué et défendre par avocat devant ladite cour.

Min. pub. c. Haendel.

Le procureur général près la Cour d'Agen s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de ladite cour (Ch. corr.), rendu au profit du sieur Haendel le 8 mars 1900, et rapporté Gaz. Pal. 1900.1.602.

Ce pourvoi a été accueilli par la Chambre criminelle qui a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation des art. 182, 183, 184 C. inst. crim. :

Attendu que Haendel, pris comme civilement responsable d'une contravention postale imputée au nommé Merceron, a été, le 7 février dernier, à la requête du procureur général près la Cour d'Agen, cité à comparaître le 28 dudit mois devant la chambre des appels de police correctionnelle de cette cour ; que l'huissier, chargé de signifier cette citation, ayant omis de signer la copie remise à Haendel, celui-ci a excipé de la nullité de la citation, et que cette exception a été accueillie par l'arrêt attaqué ;

Attendu que Haendel avait déjà été poursuivi pour la même cause devant le Tribunal correctionnel et la Cour de Bordeaux ; que ces deux juridictions l'avaient successivement renvoyé des fins de la poursuite ; mais que l'arrêt de la Cour de Bordeaux avait été cassé le 8 décembre dernier, et l'affaire renvoyée devant la Cour d'Agen, et que l'arrêt de cassation devait être signifié à Haendel le 10 janvier 1900 ;

Attendu que, dans de telles conditions, la citation étant donnée à la requête du procureur général près la Cour d'Agen, et indiquant clairement les faits sur lesquels elle était fondée, Haendel n'a pas pu douter qu'elle fût sérieuse et s'adressât bien à lui ; que ce qui le prouve péremptoirement, c'est qu'il s'est fait représenter par un avoué et défendre par un avocat ; d'où il suit que les textes susvisés ne subordonnant la validité de la citation en police correctionnelle à aucunes formes, c'est à tort que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué a admis l'exception de nullité ;

Par ces motifs,

Casse l'arrêt de la Cour d'Agen (Ch. corr.) du 8 mars 1900.

MM. Accarias rapp. ; Feuilloley av. gén.

Note. — La chambre criminelle de la Cour de cassation avait déjà posé en principe, dans de nombreux arrêts antérieurs, que les formes édictées à peine de nullité par le Code de procédure pour les ajournements en matière civile, ne sont point obligatoires, sous la même sanction rigoureuse, pour les citations en matière correctionnelle ou criminelle, et qu'il suffit, en effet, pour la validité de la citation en ces matières, « que le prévenu ait eu connaissance qu'il était cité devant le tribunal pour répondre sur le fait qui lui était reproché ». Cass. 15 juin 1894 (D. 94.1.569) ; 9 mars 1899 (D. 99.1.460). Mais elle n'avait encore jamais été, croyons-nous, jusqu'à valider par application de ce principe une citation, bien que non revêtue de la signature de l'huissier instrumentaire ; et, en effet, la citation non signée de l'huissier est-elle bien seulement nulle ; n'est-elle pas plutôt inexistante ?

TRIBUNAL CIVIL DE SAINTE-MENEHOULD

22 mai 1900.

Présidence de M. Payart.

1° ET 3° ASSURANCES (EN GÉNÉRAL). — PAIEMENT DE LA PRIME. — RECOUVREMENT A DOMICILE. — PRIME PORTABLE. — DÉCHÉANCE DE L'ASSURÉ. — PRESCRIPTION DE L'ACTION. — INTERRUPTION. — EXPERTISE AMIABLE. — OFFRE D'UNE SOMME.

2° ASSURANCES TERRESTRES. — INCENDIE. — TRANSPORT DU MOBILIER SANS DÉCLARATION. — DÉCHÉANCE.

1° Est licite la clause d'une police d'assurances aux termes de laquelle la prime est payable au domicile de la compagnie ou de l'agent général du lieu où la police a été souscrite, étant entendu que le recouvrement des primes antérieures que la compagnie aurait fait opérer au domicile de l'assuré, soit officieusement, soit par

suite d'un usage constant de l'agent, ne peut lui être opposé comme une renonciation au principe que la prime était portable.

En conséquence, la prime restant toujours portable, l'assureur est fondé à opposer à l'assuré la déchéance tirée de ce que celui-ci n'a point payé la prime échue dans la quinzaine de son échéance.

2° *Lorsqu'aux termes de la police l'assuré est tenu, avant de transporter le mobilier assuré, d'en faire la déclaration à la compagnie, il est déchu du droit à indemnité en cas de sinistre lorsqu'il a fait amener sans déclaration son mobilier dans un endroit où il courait des risques plus sérieux d'incendie.*

3° *Lorsqu'aux termes de la police la prescription de six mois, dans laquelle l'assuré doit intenter son action n'est point interrompue par l'expertise amiable, l'offre d'une certaine somme par l'assureur, en suite de cette expertise, n'est point de nature à interrompre le cours de la prescription conventionnelle.*

Veuve Belval c. Compagnie l'Abeille.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la dame veuve Belval, par exploit de Lebrun, huissier à Paris, du 5 mars 1900, a introduit contre la compagnie d'assurances l'Abeille une demande tendant à la faire condamner à lui payer une somme de 1,159 fr. 75 pour l'indemniser du dommage qu'elle avait éprouvé par suite de la destruction ou de la détérioration de son mobilier renfermé dans son appartement de la route de Verdun à Sainte-Menehould, lors de l'incendie des magasins à fourrages militaires le 15 mai 1899;

Attendu qu'elle excipe d'une police d'assurance, n° 2183, datée du 6 décembre 1894, dûment signée, timbrée et enregistrée, aux termes de laquelle elle est assurée à la compagnie l'Abeille pour une somme de 3,500 francs, s'appliquant notamment, jusqu'à concurrence de 2,200 francs, aux meubles meublants, linge, literie, effets d'habillement, ustensiles de cuisine, outils d'ébénisterie, pendule, candélabres et machine à coudre, lesdits objets étant renfermés dans un bâtiment à usage d'habitation, appartenant à M. Gamin, où le bois domine, couvert en tuiles, sis à Sainte-Menehould, rue Florion, 44;

Attendu qu'elle prétend, ce qui du reste n'est pas contesté par la compagnie, avoir, après l'incendie, rempli toutes les formalités prescrites dans la police relativement à la déclaration;

Attendu que la compagnie d'assurances oppose que la dame veuve Belval est déchue de son droit de toucher aucune indemnité; qu'en effet elle n'a pas, conformément à l'art. 6 de la police §§ 1 et 3, payé sa prime dans la quinzaine de son échéance, survenue le 6 décembre 1898; que, sans faire la déclaration indiquée à l'art. 9 § 5 et à l'art. 11 § 2 relativement au changement de domicile, elle avait transporté son mobilier de la rue Florion, 44, où il était assuré, d'abord à Provins, ensuite dans son nouvel appartement de la route de Verdun, dans le voisinage des magasins à fourrages militaires; qu'enfin elle avait négligé de se conformer à l'art. 26 de la police, en n'intentant pas sa demande dans le délai de six mois;

Attendu que la veuve Belval réplique que la prime était devenue quérable, qu'elle n'était plus portable, que l'agent avait négligé d'en faire le recouvrement, qu'on ne saurait donc en l'espèce lui imputer aucune faute, qu'elle n'a pas, comme on l'a soutenu, transporté son mobilier à Provins, enfin que la compagnie, après expertise, lui a offert une somme de 90 francs, et que la prescrption de l'instance se trouve ainsi interrompue;

Sur le premier point :

Attendu que des art. 5 et 6 des conditions générales de la police, il résulte que les primes sont payables au siège de la compagnie ou au domicile de l'agent général du lieu où la police a été souscrite, et que le recouvrement des primes antérieures que la compagnie aurait fait opérer au domicile des assurés, soit officieusement, soit par suite d'un usage constant de l'agent, ne peut lui être opposé comme une renonciation aux dispositions précédentes;

Attendu qu'ainsi la prime étant restée portable, quoique l'agent général M. Koenig l'ait recouvrée ou fait recouvrer antérieurement au domicile de l'assurée, c'était à la veuve Belval à en payer le montant dans les bureaux de l'agence, dans les quinze jours de l'échéance, c'est-à-dire à compter du 6 décembre 1898, et que la compagnie se trouve ainsi bien fondée à soutenir que, par sa négligence, elle a perdu tout droit à se prévaloir de son contrat d'assurance;

Attendu, au surplus, que les prétentions de la dame veuve Belval sont d'autant moins justifiées qu'en occupant à Sainte-Menehould, comme elle l'a fait et ce qu'elle ne conteste pas, divers logements autres que celui de la rue Florion, 44, et cela depuis l'assurance, elle a mis l'agent général dans l'impossibilité d'effectuer le recouvrement de la prime, conformément à l'usage qu'il avait adopté;

Sur le second point :

Attendu que, aux termes de l'art. 9, tout assuré, avant de transporter les objets assurés désignés par la police, est tenu de le déclarer à la compagnie, de faire mentionner sa déclaration par un avenant et de payer, s'il y a lieu, une augmentation de prime:

Attendu que, s'il n'est pas justifié que la dame veuve Belval a transporté son mobilier à Provins, comme il a été allégué par la compagnie, il n'en est pas moins constant que, sans prévenir ladite compagnie, sans se conformer aux prescriptions de la police, elle a fait amener le mobilier assuré rue Florion, 44, dans un nouvel appartement, route de

Verdun, voisin des magasins à fourrages militaires, dans un endroit où il courait des risques plus sérieux d'incendie ; qu'elle a ainsi commis une faute grave, dont la compagnie peut se prévaloir pour se soustraire à tout paiement d'indemnité ;

Sur le troisième point :

Attendu qu'il est dit en l'art. 18 de la police que l'expertise amiable n'interrompt pas la prescription; que l'offre verbale de 90 francs n'est que la suite de cette expertise, et que, pas plus qu'elle, elle n'est de nature à interrompre la prescription, alors surtout que, dans l'acte de nomination d'experts, il est expressément stipulé par la compagnie que la présente constitution d'experts ne pourra être considérée comme une renonciation de sa part aux droits, exceptions ou déchéances qu'elle pourrait avoir à invoquer contre l'assurée ;

Attendu que la dame veuve Belval articule et offre de prouver par témoins : 1° qu'elle n'habitait que depuis trois jours route de Verdun ; 2° qu'elle a signé sans lire, sur les observations de l'agent, le compromis ; 3° qu'elle n'assistait pas à l'expertise ; 4° que la quittance ne lui a pas été présentée en 1898, comme cela se faisait depuis la signature du contrat ;

Attendu que, si ces faits ont trait à la demande, ils ne sont pas concluants ; qu'il n'y a pas lieu de les admettre en preuve ;

Par ces motifs,

Déclare la dame Belval non recevable, en tant que de besoin mal fondée en sa demande, la déboute de toutes ses fins, moyens et conclusions, la condamne aux dépens.

M. Bernard juge suppléant f. f. min. pub. — Mes Assier et Bocquillon avoués.

Note. — I. — Sur le premier point : V. dans le sens du jugement recueilli : Agen 16 juillet 1895, Trib. com. Dijon 17 décembre 1895, Trib. com. Seine 11 juin 1896 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Assurances (en général), n° 152. — V. cependant *contra* : Poitiers 16 mai 1892 (Gaz. Pal. 92.1.726).

III. — Sur le troisième point : Comp. Douai 4 décembre 1893 (Gaz. Pal. 94.1.203 — S. 94.2.142 — D. 94.2.554) ; 24 mars 1896 (Gaz. Pal. 96.2.80 — D. 97.2.255) ; Paris 20 juin 1894 (Gaz. Pal. 94.2.174 — S. 95.2.168 — D. 95.2. 72) et les renvois.

TRIBUNAL CIVIL DE LYON (1re Ch.)

11 mai 1900.

Présidence de M. Picon.

AUBERGISTES ET LOGEURS. — CAFÉS ET RESTAURANTS. — RESPONSABILITÉ. — VOL. — ART. 1952 ET SUIV. C. CIV. — PREUVE TESTIMONIALE. — INADMISSIBILITÉ.

Les dispositions exceptionnelles et rigoureuses des art. 1952 et 1953 C. civ. édictant la responsabilité des aubergistes et hôteliers à l'égard des effets déposés chez eux par les voyageurs, n'est point applicable aux cafetiers ou restaurateurs, à l'égard des effets déposés chez eux par leurs clients.

En tout cas, le dépôt étant volontaire, la preuve n'en pourrait être faite par témoins en matière excédant 150 francs, en l'absence d'un commencement de preuve par écrit.

Jacquemont c. société du Grand Café.

Le Tribunal,

Attendu que, suivant exploit en date du 19 janvier 1900, Jacquemont a fait assigner la société du « Grand Café », représentée par son directeur, en paiement de la somme de 500 francs, valeur d'une pelisse en fourrure, qui, le 13 décembre 1899, alors qu'il dînait dans la salle du restaurant de la société, lui a été soustraite ; que cette pelisse était suspendue, dans le vestibule de l'établissement, à un porte-manteau ;

Attendu que Jacquemont invoque à l'appui de sa demande, les dispositions des art. 1952 et 1953 C. civ.;

Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence que les cafetiers et restaurateurs ne peuvent être mis au nombre des personnes auxquelles s'appliquent les termes limitatifs des articles précités et que le dépôt fait chez eux ne peut être assimilé au dépôt nécessaire ;

Attendu que Jacquemont ne saurait davantage faire état de l'art. 1921 ; que, d'après cet article, le dépôt volontaire « se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit » ;

Attendu que Jacquement allègue qu'au moment où il ôtait sa pelisse, elle lui a été prise par un des garçons de l'établissement qui est allé la suspendre dans le vestibule, la salle du restaurant n'ayant point, à cette date, de patères ;

Attendu que ces allégations sont absolument contredites par la société défenderesse ; qu'elle soutient que c'est Jacquemont lui-même qui, au lieu de suspendre sa pelisse dans la salle où il dînait, ce qu'il pouvait faire, l'a accrochée au porte-manteau du vestibule ;

Attendu que Jacquemont n'apporte, à l'appui de ses dires, aucune justification ; qu'au surplus, lorsque le dépôt volontaire est nié, la preuve testimoniale, à défaut de commencement de preuve par écrit, n'en peut être reçue pour valeur excédant 150 francs ;

Attendu, d'ailleurs, qu'il est constant qu'en portant plainte le lendemain même au commissaire de police du quartier, Jacquemont a déclaré que c'était lui qui avait accroché sa pelisse à un porte-manteau, dans le couloir, près de la caisse ;

Attendu que la demande qu'il a introduite contre la société du « Grand Café » n'est donc pas justifiée, ni en droit, ni en fait; qu'il y a lieu de la rejeter;

Par ces motifs,

Rejette comme mal fondée, en tout cas comme non justifiée, la demande formée par Jacquemont contre la société du « Grand Café » ;

En conséquence, l'en déboute, et le condamne aux dépens.

Note. — La jurisprudence tend à se fixer en ce sens: V. notamment : Trib. civ. Pontoise 30 novembre 1892 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Aubergistes et logeurs, n° 12) ; Trib. civ. Seine 27 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.524) ; 23 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2.599). Mais la question est très controversée dans la doctrine : V. dans le sens du jugement recueilli : Duvergier, n° 522 ; Zachariæ, édit. Massé et Vergé, t. V, § 739, p. 13, note 1 ; Aubry et Rau, t. IV, § 406, texte et note 3 ; Pont, Petits contrats, n° 528 ; — et *contrà* : Troplong, n° 319 ; Massé et Vergé *ubi suprà* ; Sourdat, Tr. de la Respons., t. II, n° 939.

TRIBUNAL CIVIL DE DIJON (1re Ch.)

30 avril 1900.

Présidence de M. Party.

PRESSE-OUTRAGE. — PUBLICATION. — GÉRANT. — FONCTIONS. — ACTION EN PAIEMENT. — IRRECEVABILITÉ.

L'administration financière d'un journal est en dehors des attributions du gérant. Elle n'appartient qu'au propriétaire du journal ou à la société qui l'a fondé.

Le gérant est donc sans qualité pour réclamer en justice des sommes qui pourraient être dues au journal.

La Bourgogne agricole c. Robelin et autres.

Le Tribunal,

Considérant que Berthoud, agissant en qualité de gérant du journal *la Bourgogne agricole* et de représentant dudit journal, a assigné les autres parties de la cause tant en leur nom personnel que comme membres du syndicat ou de la chambre syndicale des houblons de Bourgogne, en paiement d'une somme de 1,433 francs, qu'il prétend être due pour abonnements au journal ;

Considérant que les défendeurs en l'instance opposent à la demande de Berthoud une fin de non-recevoir résultant de ce qu'il est sans qualité pour agir, le gérant responsable du journal n'ayant pas qualité pour intenter une action en justice qui a trait aux intérêts civils du journal, considéré comme propriété privée ;

Considérant que la loi du 29 juillet 1881, en autorisant la publication de tout journal ou écrit périodique, ne lui a imposé qu'une déclaration préalable contenant le titre du journal, le nom et la demeure du gérant, et l'indication de l'imprimerie ; que les seules obligations imposées au gérant sont, aux termes de l'art. 6, d'être Français, majeur et d'avoir la jouissance de ses droits civils et civiques ; qu'aux termes de l'art. 42 de la même loi, la première personne responsable des infractions à la loi commises par le journal est le gérant, dont le nom doit être apposé ou signé au bas de chaque exemplaire ;

Considérant que, dans aucune de ses dispositions, la loi n'a exigé que le gérant fût propriétaire du journal ; qu'il ressort de son esprit que le journal peut être la propriété exclusive, soit d'une personne quelconque, soit d'une société, et qu'il n'est pas nécessaire que le gérant ait un intérêt pécuniaire dans son exploitation ; qu'il résulte de l'ensemble de ces dispositions que le gérant n'a d'autre situation légale que celle d'une personne désignée dans la déclaration préalable pour répondre éventuellement aux poursuites judiciaires dirigées contre le journal ; qu'il faut donc en déduire, par voie de conséquence, que l'administration financière du journal est en dehors des attributions du gérant et n'appartient qu'au propriétaire du journal ou à la société qui l'a fondé ;

Considérant, en fait, que Berthoud ne justifie pas qu'il soit propriétaire du journal *la Bourgogne agricole* ; qu'il n'agit en l'instance que comme gérant dudit journal ; que, par suite, il n'a pas qualité pour intenter contre des tiers une action en paiement des sommes qui peuvent être dues au propriétaire pour l'exploitation du journal ; que sa demande est donc non recevable ;

Considérant que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

Par ces motifs,

Déclare Berthoud, ès qualité de gérant du journal *la Bourgogne agricole*, non recevable en sa demande comme étant sans qualité pour agir ; l'en déboute et le condamne aux dépens envers toutes les parties.

Note. — Il est certain que le gérant est sans qualité pour réclamer des sommes au nom d'un journal. Seul, le propriétaire du journal a ce droit. V. en ce sens : Paris Paris 17 novembre 1892 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, v° Presse, n° 5).

COUR DE CASSATION (Ch civile)

15 juin 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.

CHEMIN DE FER. — TRANSPORT DE MARCHANDISES. — PETITE VITESSE. — LETTRE D'AVIS. — LIVRAISON. — RETARD. — RESPONSABILITÉ.

Si l'art. 10 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866 impose aux compagnies de chemins de fer l'obligation de remettre les marchandises transportées par elles en petite vitesse à la disposition du destinataire dans le jour qui suit leur arrivée en gare, il ne leur prescrit pas de prévenir celui-ci de l'arrivée des colis qui lui sont adressés.

Par suite, le destinataire n'a droit à aucuns dommages-intérêts à raison d'un prétendu retard dans la livraison, provenant de ce qu'il n'a pas reçu de lettre d'avis de l'arrivée des marchandises.

Et peu importe, à cet égard, l'habitude qu'en fait une compagnie de chemins de fer peut avoir prise de transmettre en ce cas aux destinataires des lettres d'avis, qui en réalité ne sont que des mises en demeure ayant pour objet d'établir le droit de la compagnie aux taxes de magasinage, les usages du commerce général, ni même ceux des compagnies elles-mêmes ne pouvant prévaloir contre le texte de la loi.

Chemins de fer P.-L.-M. c. Falcetti.

LA COUR,

Vu l'art. 10 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866;

Attendu que, si cet article impose aux compagnies de chemins de fer l'obligation de mettre les marchandises transportées par elles en petite vitesse à la disposition du destinataire dans le jour qui suit leur arrivée en gare, il ne leur prescrit pas de prévenir celui-ci de l'arrivée des colis qui lui sont adressés; qu'en cette matière tout est de droit étroit et que les obligations des compagnies ne peuvent résulter que des lois et règlements qui les régissent; qu'il importe donc peu que les unes ou les autres soient dans l'habitude de transmettre aux destinataires des lettres d'avis qui ne sont en réalité que des mises en demeure ayant pour objet d'établir leur droit à des taxes de magasinage et qu'enfin ni les usages du commerce général ni ceux des compagnies elles-mêmes ne sauraient prévaloir contre le texte formel de la loi;

D'où il suit qu'en condamnant la Compagnie P.-L.-M. à des dommages-intérêts, sous le seul prétexte que la livraison effectuée par elle n'avait pas été précédée d'une lettre d'avis et qu'un retard en était résulté pour le destinataire, le jugement attaqué a faussement appliqué, partant violé le texte ci-dessus visé;

Casse le jugement du Tribunal de commerce de Nice du 24 novembre 1897.

MM. CHÉVRIER rapp.; SARRUT av. gén. — Me LABBÉ av.

Note. — Cette jurisprudence se trouve affirmée dans de nombreux arrêts antérieurs. V. notamment Cass. 7 août 1878 et 26 mars 1879 (S. 80.1.82); 14 janvier 1880 (S. 80.1.315); 23 février 1881 (S. 81.1.179); 14 décembre 1892 (Gaz. Pal. 93.1.18). V. également Trib. com. Seine 2 août 1893 (Gaz. Pal. 93.2.333); Agen 1er février 1894 (Gaz. Pal. 94.2.540).

COUR D'APPEL DE BESANÇON (1re CH.)

23 mai 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

COMPÉTENCE COMMERCIALE. — LIEU DU PAIEMENT. — ART. 420 C. PR. CIV. — COMMISSIONNAIRE. — PAIEMENT DES AVANCES ET DROITS DE COMMISSION. — PREUVE. — TRIBUNAL DU DROIT COMMUN.

Le commissionnaire qui réclame au commettant le paiement d'avances et de droits de commission doit, pour obtenir qu'il soit dérogé à son profit aux règles de compétence établies en matière de paiement par l'art. 1247 C. civ., rapporter la preuve que son action rentre dans un des cas de compétence exceptionnelle prévus et limités par l'art. 420 C. pr. civ.

En conséquence, lorsqu'il assigne son commettant devant le tribunal de son propre domicile, il doit démontrer, à défaut de pouvoir établir que ce lieu était celui de la promesse et de la livraison, qu'il était, en vertu de la convention, celui du paiement; et en dehors de toute détermination précise à cet égard, c'est le tribunal du droit commun, c'est-à-dire celui du domicile du défendeur, qui est compétent pour connaître de l'action.

Isaac et Armand Dreyfus c. Jules Weill.

Le Tribunal civil de Montbéliard, jugeant commercialement, avait rendu, le 7 juillet 1899, le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte de l'examen des livres des deux parties et de la correspondance échangée entre elles que Jules Weill, dans ses relations commerciales avec Isaac et Armand Dreyfus, a agi non pas comme vendeur, mais bien en qualité de commissionnaire ;

« Attendu que ces conclusions de l'expert sont pleinement justifiées par les constatations et appréciations relatées au procès-verbal, qu'elles ne sont d'ailleurs pas contestées;

« Attendu, dès lors, que, par application de l'art. 420 C. pr. civ., le tribunal est compétent; que Jules Weill a reçu et exécuté le mandat à Montbéliard où il est domicilié; que c'est là qu'il a opéré les achats de bestiaux expédiés à Isaac et Armand Dreyfus, ses commettants, et a effectué pour leur compte les paiements dont il leur demande le remboursement; que le commissionnaire est en droit de poursuivre le recouvrement de ses avances devant le juge du lieu où elles ont été faites ;

« Par ces motifs,

« Se déclare compétent, déboute Isaac et Armand Dreyfus de leurs fins et conclusions contraires, les condamne aux dépens de l'incident. »

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu que la demande de Weill, qui est domicilié à Montbéliard, tend à obtenir contre les consorts Dreyfus, domiciliés à Nîmes, le paiement d'avances et de droits de commission qui lui seraient dus; qu'à ces fins, Weill les a assignés devant le tribunal de son propre domicile;

Mais attendu que, pour que Weill puisse obtenir qu'il soit dérogé à son profit aux règles de compétence établies en matière de paiement par l'art. 1247 C. civ., il faudrait, puisqu'il est demandeur, qu'il prouvât que son action rentre dans l'un des cas de compétence exceptionnelle prévus et limités par l'art. 420 C. pr. civ.;

Attendu qu'il est dans l'impossibilité d'établir, en fait, quel a été le lieu de la promesse et celui de la livraison, et cela même, en ce qui concerne le dernier contrat de commission qui donne plus particulièrement lieu au procès; que, d'autre part, en ce qui concerne le lieu du paiement, il n'est intervenu entre les parties, à aucun moment, aucune convention expresse ou tacite le déterminant; qu'il ne s'agit, en outre, dans l'espèce, que du règlement de la suite ou de la fin d'une série d'opérations ayant donné lieu à des paiements en divers lieux, ainsi qu'il est démontré par les documents de la cause, d'où il résulte que ces paiements étaient effectués tantôt dans une localité, tantôt dans une autre où Weill et les consorts Dreyfus se rencontraient à l'occasion de leurs affaires; qu'enfin aucun texte de loi n'attribue spécialement le bénéfice de l'art. 420 au commissionnaire pour le règlement de ses avances; que celui-ci doit, par conséquent, être placé, au point de vue de la compétence et en dehors de toute détermination précise relative au lieu de paiement, dans les conditions du droit commun;

Attendu que la demande en dommages-intérêts n'est en aucune façon justifiée;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel d'Isaac et Armand Dreyfus d'un jugement du Tribunal civil de Montbéliard statuant en matière commerciale, le 7 juillet 1899 :

Reçoit l'appel contre lequel, en la forme, aucune fin de non-recevoir n'est élevée;

Au fond :

Sur la compétence;

Réformant,

Dit que le Tribunal de Montbéliard était incompétent pour statuer sur la demande de Weill;

Condamne l'intimé en tous les dépens de première instance et d'appel;

Rejette la demande en dommages-intérêts;

Ordonne la restitution de l amende.

M. BONNE av. gén. — Mes PÉRIDIER (du barreau de Nîmes) et MARVILLET (du barreau de Montbéliard) av.

Note. — Il est de principe que les dispositions de l'art. 420 C. pr. civ. s'appliquent à toute convention commerciale et notamment au contrat de commission : Rennes 10 février 1892 (Gaz. Pal. 92.1.794); Cass. 9 mai 1894 (Gaz. Pal. 94.1.708 — S. 95.1.36 — D. 95.1.13). Mais encore faut-il que le demandeur, assignant devant le tribunal de la promesse et de la livraison ou devant le tribunal du paiement, c'est-à-dire devant des tribunaux d'exception, fasse la preuve que l'un ou l'autre de ces tribunaux était compétent en vertu de la convention échangée; et l'on ne peut spécialement admettre, comme l'avait fait le tribunal dans son jugement qui a été infirmé, que le tribunal du domicile du demandeur était compétent, parce que celui-ci, étant commissionnaire, était en droit de poursuivre le recouvrement de ses avances devant le juge du lieu où elles avaient été faites; la loi ne consacre, en effet, nulle part une semblable dérogation au principe que le paiement doit être effectué au domicile du débiteur (art. 1247 C. civ.).

TRIBUNAL CIVIL DE LECTOURE

28 mars 1900.

Présidence de M. Lignon.

CHEMINS DE FER. — OBJETS D'ART. — TARIFS. — DÉCLARATION « AD VALOREM ». — ABSENCE. — RESPONSABILITÉ (NON-).

Les objets d'art, spécialement les tableaux, étant, aux termes des tarifs de la Compagnie du Midi, soumis à une déclaration ad valorem *et à une taxe spéciale, l'expéditeur qui n'a pas fait cette déclaration est mal fondé à rechercher la compagnie pour le préjudice qu'il a éprouvé du fait d'avaries advenues à des tableaux expédiés par lui.*

Clément Lannes
c. Compagnie des chemins de fer du Midi.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par exploit de Duprat, huissier-audiencier, du 12 février dernier, Clément Lannes, antiquaire à Lectoure, a assigné la Compagnie des chemins de fer du Midi pour s'entendre condamner à lui payer : 1° la somme de 1,200 francs, prix d'acquisition de deux tableaux; 2° celle de 500 francs à titre de dommages-intérêts pour préjudice causé par la perte de ces tableaux et les dépens;

Attendu qu'il est reconnu par toutes parties que, le 17 janvier dernier, la dame Clément Lannes, rentrant d'Agen à Lectoure par le train n° 407, fit enregistrer à Agen, comme bagages, un colis du poids de 12 kilos pour être transporté par ce train à Lectoure;

Attendu qu'à son arrivée à Lectoure la dame

Lannes refusa, pour cause d'avarie, de prendre livraison du colis, qui consistait en deux tableaux ;

Attendu que la compagnie, en possession de laquelle étaient demeurés les deux tableaux, présenta le 24 janvier, au président du tribunal, une requête pour faire désigner des experts chargés de vérifier le colis, etc... ; que, par ordonnance du même jour, MM. Camoreyt et Dubreuil furent désignés pour examiner le colis en litige ;

Attendu qu'il résulte du rapport des experts que le colis contenait deux tableaux « placés dans des cadres dorés, assez forts, placés l'un contre l'autre, les deux peintures se faisant face et recouvertes, un peu plus qu'à moitié, par un vieux tapis, le tout lié et maintenu par une petite corde et des ficelles en plusieurs doubles placées en croix » ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 16 des conditions d'application des tarifs généraux de la Compagnie du Midi (art. 1er § 4 de l'arrêté ministériel du 24 mars 1898), les objets d'art — spécialement les tableaux — sont soumis à une déclaration *ad valorem* et à une taxe spéciale ;

Attendu que cette déclaration n'a pas été faite par la dame Lannes, au moment de la remise du colis à Agen ; que la compagnie ne saurait donc être déclarée responsable des avaries survenues aux tableaux, qui n'ont pas été déclarés comme tels, et taxés *ad valorem* ;

Attendu que la demande de Clément Lannes est mal fondée et doit être rejetée ;

Attendu, sur la demande reconventionnelle, que Clément Lannes doit retirer le colis contenant les tableaux dans un délai qui va être imparti, et que, faute par lui de ce faire, la compagnie doit être autorisée à faire vendre lesdits tableaux ;

Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ;

Par ces motifs,

Déclare Clément Lannes mal fondé dans ses demandes ; l'en déboute ; condamne également Clément Lannes à retirer de la gare de Lectoure, dans la huitaine du prononcé du présent jugement, le colis dont s'agit ; dit que, faute par Lannes de ce faire dans ledit délai, la Compagnie des chemins de fer du Midi est autorisée à faire vendre les tableaux dont s'agit ; condamne enfin Clément Lannes aux dépens.

Note. — Il est de principe certain et de jurisprudence constante que les tarifs généraux des compagnies de chemins de fer, régulièrement approuvés et publiés, ont force de loi pour et contre la compagnie et s'imposent aux parties contractantes : Cass. 13 août 1888 (Gaz. Pal. 88.2.298) ; 12 mars 1890 (Gaz. Pal. 90.2.508) ; 25 janvier 1898 (Gaz. Pal. 98.1.267) ; Trib. civ. Seine 17 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.1. 716).

174

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

21 mai 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

ENREGISTREMENT. — THÉATRE. — COMMUNE. — TRAITÉ. — SUBVENTION. — MARCHÉ ADMINISTRATIF.

L'art. 78 de la loi du 15 mai 1818, en assujettissant au droit proportionnel de 1 0/0, établi par la loi du 28 avril 1816, les actes des autorités administratives et établissements publics portant marchés de toute nature *aux enchères, au rabais ou sur soumission, atteint ainsi, par cette expression générale, tous marchés administratifs consentis dans l'intérêt des communes, quels qu'en soient la forme et l'objet. ..... Et notamment, un contrat synallagmatique passé entre une ville et un particulier pour l'exploitation d'une entreprise municipale, par exemple d'un théâtre municipal, que ce particulier se charge, moyennant une subvention payée par la ville et la location gratuite de la salle et du matériel scénique, d'exploiter en se conformant aux clauses d'un cahier des charges.*

Lafon c. Enregistrement.

Le 11 février 1896, jugement du Tribunal civil de Nice ainsi conçu :

« Attendu qu'à la date du 9 juin 1894, intervenait entre la ville de Nice et le sieur Olive Lafon un traité par lequel ce dernier obtenait, pour la saison commençant du 20 au 25 novembre 1894 et devant finir le 19 avril 1895, la concession de l'exploitation du théâtre municipal de l'Opéra à Nice, moyennant une subvention de 120,000 francs, indépendamment d'autres conditions dont il sera parlé plus loin ;

« Attendu que ce traité, approuvé par l'autorité préfectorale, n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, et que la Régie, considérant ce traité comme un louage d'ouvrage ou d'industrie, c'est-à-dire un marché, a, en conformité des art. 69 § 3 n° 1 de la loi du 22 frimaire an VII, et 78 de celle du 15 mai 1818, réclamé un droit proportionnel de 1 0/0 et un droit en sus à titre de pénalité sur le montant de ladite subvention ; qu'elle a réclamé à Lafon la somme de 3,000 fr. ; que ces droits n'ayant pas été acquittés, le receveur du bureau des actes civils de Nice a décerné, le 21 janvier 1895, contre lui et la ville de Nice, une contrainte qui a été visée et rendue exécutoire le même jour par le juge de paix du canton ouest de Nice, et qui a été signifiée à la

même date à M. le maire de Nice et au sieur Lafon ; que ce dernier, par exploit du 4 février 1895, a fait seul opposition à cette contrainte; que cette opposition est basée sur ce que le traité du 9 juin 1894 ne serait pas sujet à l'enregistrement dans un délai déterminé, sur ce que ce traité n'entrerait pas dans la catégorie des actes prévus par l'art. 78 de la loi du 15 mai 1818, et sur ce qu'il n'y aurait pas là un contrat de louage d'industrie ;

« Attendu que la seule question à trancher est donc celle de savoir quel est exactement le caractère juridique du contrat litigieux;

« Attendu que l'art. 69 § 3 n° 1 de la loi du 22 frimaire an VII a tarifé au droit de 1 franc pour 100 francs « les marchés pour constructions, « réparations et entretien de tous autres objets « mobiliers susceptibles d'estimation faits entre « particuliers, qui ne contiendraient ni vente, ni « promesse de livrer des marchandises, denrées « ou autres objets mobiliers » ; que l'art. 51 n° 3 de la loi du 28 avril 1816 a appliqué ce tarif aux marchés des administrations locales ou des établissements publics; que cette règle de perception a été maintenue dans les termes suivants par l'art. 78 de la loi du 15 mai 1818 : « Demeu- « rent assujettis au timbre et à l'enregistrement « sur la minute, dans le délai de vingt jours, « conformément aux lois existantes... les adjudi- « cations « ou marchés de toute nature », aux en- « chères, au rabais ou sur soumission » ;

« Attendu que, sous le nom générique de marchés, les lois des 22 frimaire an VII, 28 avril 1816 et 15 mai 1818 comprennent nécessairement toutes les conventions auxquelles la loi civile attribue ce caractère, c'est-à-dire, suivant l'art. 1787 C. civ., les contrats par lesquels on charge quelqu'un de faire un ouvrage, soit que l'ouvrier fournisse seulement son travail, soit qu'il fournisse aussi la matière; que le louage d'industrie ou de services est donc compris, de même que le marché de travaux proprement dits, dans la tarification proportionnelle de 1 franc par 100 francs, et que, par un arrêt rendu toutes chambres réunies le 12 juillet 1875 (S. 76.1.134), la Cour de cassation a décidé que les contrats de louage d'ouvrage passés entre une commune et un simple particulier constituaient des marchés assujettis au droit de 1 0/0;

« Attendu que le traité du 9 juin 1894 par lequel Lafon s'est engagé, moyennant une subvention de 120,000 francs, à exploiter le théâtre municipal de Nice, présente tous les caractères d'un contrat de louage d'ouvrage ou d'un marché; qu'en effet Lafon s'est obligé, par cet acte, à donner pendant la saison théâtrale un nombre déterminé de représentations par semaine, à fournir une troupe et un orchestre, à faire chauffer et ventiler le théâtre à ses frais, à ne pas exiger pour les places et l'abonnement aux loges un prix supérieur aux chiffres fixés, à se procurer à ses frais les décors dont il aurait besoin et qui resteront la propriété de la ville, à mettre le théâtre, les artistes et le matériel à la disposition de l'administration municipale pour une soirée, sans indemnité, à réserver gratuitement des loges et des places pour la municipalité et divers fonctionnaires, à fournir un cautionnement de 30,000 fr. etc., etc.....;

« Attendu que, pour remplir ces engagements, il faut évidemment que le concessionnaire consacre à l'exploitation du théâtre ses soins, ses services, son travail et son industrie; que Lafon a donc loué à la ville, moyennant une subvention ou une rémunération, son travail, ses talents, ses qualités et ses connaissances spéciales, et que ce sont ces services qui font la matière du contrat; qu'il suit de là que le traité passé le 9 juin 1894 constitue un véritable marché passible d'un droit proportionnel de un pour cent; que, dans ces circonstances, l'opposition formée par Lafon à la contrainte du 31 janvier 1900, ne reposant sur aucune base sérieuse, doit être rejetée;

« Par ces motifs,

« Déboute Lafon de son opposition etc. »

Le sieur Lafon s'est pourvu en cassation, et a formulé à l'appui de son pourvoi le moyen suivant :

« Fausse application des art. 1710, 1779, 1787 C. civ., de l'art. 69 §§ 2 et 3, et 69 §§ 5 et 1er de la loi du 22 frimaire an VII, des art. 51 § 3 de la loi du 8 avril 1816 et 78 de la loi du 15 mai 1818, violation de l'art. 80 de cette dernière loi et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a déclaré le traité passé entre Lafon et la ville de Nice, pour l'exploitation du théâtre de l'Opéra, passible du droit de marché de 1 0/0 sur le montant de la subvention promise par la ville, alors que Lafon ne s'engageait à faire pour la ville aucun ouvrage, et que la subvention, qui lui était promise, ne constituait, en aucune façon, le prix d'une louage d'ouvrage qui n'existait pas. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu que l'art. 78 de la loi du 15 mai 1818 assujettit au droit proportionnel de 1 0/0 établi par l'art. 15 de la loi du 28 avril 1816, les actes des autorités administratives et des établissements publics, portant transmission de propriété, d'usufruit et de

jouissance, les adjudications ou marchés de toute nature, aux enchères, au rabais ou sur soumission; que ces expressions « marchés de toute nature » comprennent, par leur généralité, tous marchés administratifs consentis dans l'intérêt des communes, quels qu'en soient la forme et l'objet; qu'il en est notamment ainsi d'un contrat synallagmatique passé entre une commune et un particulier pour l'exploitation d'une entreprise municipale;

Attendu, en fait, que la ville de Nice a, par traité du 9 juin 1894, concédé à Lafon l'exploitation du théâtre municipal de l'Opéra, pour la saison 1894-1895, en lui consentant, avec une subvention de 120,000 francs, la location gratuite de la salle et du matériel scénique; qu'en retour de ces avantages, Lafon s'est engagé envers la ville à donner, durant toute la saison théâtrale, un nombre déterminé de représentations par semaine, à fournir une troupe et un orchestre et à remplir toutes les obligations stipulées au cahier des charges; qu'il est ainsi intervenu entre les parties un contrat commutatif auquel les juges du fond ont, à bon droit, reconnu le caractère d'un marché compris dans la catégorie des actes soumis par l'art. 78 de la loi du 15 mai 1818 au droit proportionnel de 1 0/0;

D'où il suit qu'en validant la contrainte décernée par la Régie de l'enregistrement en paiement dudit droit, le jugement attaqué, qui est d'ailleurs motivé, a fait une juste application des dispositions de loi précitées et n'a violé aucun des textes visés au pourvoi;

Rejette le pourvoi formé contre le jugement du Tribunal civil de Nice du 11 février 1896.

M. MAILLET rapp.; SARRUT av. gén. — Mes SEBATIER et MOUTARD-MARTIN av.

Note. — C'est la première fois que la question d'exigibilité du droit de marché, dans les termes de l'art. 78 de la loi du 15 mai 1818, se posait devant la Cour de cassation à propos d'une entreprise théâtrale subventionnée, et les tribunaux de première instance, auxquels elle avait été soumise, n'avaient point été d'accord jusqu'ici sur la solution à lui donner en pareil cas. V. en effet dans le sens de l'arrêt ci-dessus : Trib civ. Toulouse 27 mai 1889 et Trib. civ. Rennes 30 avril 1890 (S. 91.2.177), mais *en sens contraire* : Trib. civ. Rouen 28 février 1889 et Trib. civ. Marseille 12 juin 1890 (*eod. loc.*). D'ailleurs, pour justifier la solution qu'elle réclamait, et que lui a accordée, on le voit, la Chambre civile, l'administration de l'enregistrement se prévalait de l'application des mêmes principes, admise par la jurisprudence en matière de concessions de halles et marchés communaux : Cass. 1er juillet 1835 (S. 35.1.615); 19 novembre 1867 (S. 67.1.40); de concessions de travaux de viabilité : Cass. 12 juillet 1875 (S. 76.1.134); de concessions d'eaux : Cass. 5 février 1889 (S. 90.1.273); de concessions du service des enterrements, exhumations, réinhumations et autres cérémonies funéraires : Cass. 25 juin 1877 (S. 77.1.322).

COUR D'APPEL DE PAU

29 mars 1900.

Présidence de M. Dubreuil.

ASSURANCES TERRESTRES. — INCENDIE. — DÉCHÉANCES. — TARDIVETÉ. — DÉTENTION DE MATIÈRES INFLAMMABLES EN QUANTITÉ SUPÉRIEURE AUX DÉCLARATIONS. — ARRÊT INTERLOCUTOIRE. — CHOSE JUGÉE.

L'assureur qui a conclu à l'enquête sur l'importance du préjudice causé par l'incendie, sans contester la responsabilité dont il était tenu, n'est pas recevable à opposer à l'assuré, après l'arrêt rendu sur cette enquête, la déchéance tirée de ce que celui-ci détenait dans ses magasins des quantités de pétrole supérieures à celles qu'il avait déclarées dans la police, s'il avait dès le début entre les mains la preuve de ce fait.

Il en est ainsi à plus forte raison, lorsque l'arrêt interlocutoire a condamné l'assureur à payer à l'assuré, dès à présent, une certaine somme pour le préjudice afférent à des marchandises détruites, ajoutant que cette somme serait augmentée, s'il y avait lieu, après l'enquête ordonnée : cet arrêt doit être considéré comme ayant acquis l'autorité de la chose jugée, non seulement en ce qui concerne l'objet, mais encore en ce qui concerne les causes de la condamnation.

Compagnie le Monde c. Demoiselle Salles.

LA COUR,

Attendu que la Cour d'appel de Pau, par son arrêt du 22 juin 1899, a condamné la compagnie d'assurances le Monde à payer à la demoiselle Salles diverses sommes, et notamment celle de 1,538 fr. 05, pour préjudice afférent à des marchandises d'épicerie détruites par un incendie au cours de l'année 1895;

Attendu que la cour a ajouté que la somme de 1,538 fr. 50 serait augmentée, s'il y avait lieu, lorsqu'il serait statué à nouveau après l'enquête qu'elle ordonnait;

Attendu que la demoiselle Salles lui demande aujourd'hui de vider son interlocutoire en prenant droit tant des enquête et contre-enquête auxquelles il a été procédé que des faits et documents de la cause, et de condamner la compagnie le Monde à lui payer une indemnité complémentaire de 9,580 fr., afférente aux marchandises qu'elle avait dans son magasin au moment de l'incendie de 1895;

Attendu que la compagnie le Monde oppose, de son côté : 1° qu'il est résulté de la déposition d'un sieur Duboscq que la demoiselle Salles détenait chez elle, avant ledit incendie, une quantité de

840 litres d'huiles ou essences minérales, alors qu'elle avait déclaré, dans sa police d'assurances, que son approvisionnement ne dépassait pas 150 litres ; 2° que la demoiselle Salles ne s'est point conformée aux conditions de ladite police, d'après lesquelles elle s'engageait à satisfaire exactement aux lois et règlements concernant l'emmagasinage et la vente des huiles ou essences minérales ; qu'elle aurait ainsi encouru une double déchéance qui la rendrait d'abord non recevable à réclamer une indemnité et qui l'obligerait, en outre, à restituer les sommes qu'elle a déjà reçues ;

Attendu qu'il échet pour la cour d'examiner le mérite de ces deux fins de non-recevoir ;

Attendu que le fait de la détention, par la demoiselle Salles, de la quantité de 840 litres de pétrole résulterait pour la compagnie le Monde de cette déclaration du sieur Duboscq « qu'au moment de l'incendie, il y avait, à la connaissance du témoin, dans les magasins de la demoiselle Salles, deux barils de pétrole de 180 litres l'un et autant d'essence et deux caisses d'oriflamme » ;

Attendu qu'en admettant que cette déclaration soit exacte, en ce qui concerne le nombre des récipients qui se trouvaient dans le magasin de la demoiselle Salles, il n'est pas allégué que le témoin se soit rendu compte de la quantité de liquide inflammable que contenaient ces récipients, et que la compagnie le Monde fixe arbitrairement à 840 litres ; qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à ladite déclaration ;

Attendu, en outre, qu'il résulte d'un relevé des factures des fournisseurs de la demoiselle Salles, versé aux débats par la compagnie le Monde dès le début du procès, que ladite demoiselle a reçu, à différentes fois, dans le cours de l'année 1895, des quantités de pétrole supérieures à 150 litres ; que, cependant, la compagnie le Monde n'a jusqu'ici opposé, de ce chef, aucune fin de non-recevoir ; qu'elle ne saurait être admise à le faire aujourd'hui, après avoir offert les sommes qui, pour elle, représentent le montant total du préjudice causé à la demoiselle Salles par l'incendie et après avoir accepté toute la responsabilité qui pesait sur elle à l'occasion dudit incendie ; que, pour les mêmes raisons, elle ne saurait davantage se plaindre aujourd'hui de ce que la demoiselle Salles ne se serait pas conformée aux lois et règlements concernant l'emmagasinage des huiles ou essences minérales ;

Attendu, encore, que la compagnie le Monde ne doit pas seulement être présumée avoir renoncé à contester le principe même de sa dette envers la demoiselle Salles ; que, de plus, l'arrêt du 22 juin 1898 qui l'a condamnée doit être considéré comme ayant acquis l'autorité de la chose jugée, non seulement en ce qui concerne l'objet, mais encore en ce qui concerne les causes de la condamnation ; que la cour, en effet, s'étant réservé d'accorder une indemnité complémentaire après enquête, s'il y avait lieu, cette déclaration de sursis ne pouvait avoir d'effet qu'en ce qui concernait le quantum de ladite indemnité complémentaire ; que, si la cour a fait suivre la condamnation prononcée de la formule : « Réserve tous autres droits et moyens des parties », les termes mêmes dont elle s'est servie : « tous autres droits » démontrent qu'elle n'a entendu réserver que les droits qui n'étaient pas à ce moment l'objet d'une décision de sa part ; que la compagnie le Monde ne saurait donc être autorisée à remettre en question le principe de sa dette et à soutenir, contrairement à l'arrêt de la cour du 22 juin 1899, que la demoiselle Salles est déchue de son droit à une indemnité à raison de l'incendie dont elle a été victime en 1895 ;

Attendu que la demoiselle Salles demande à la cour de fixer à 12,000 francs la valeur totale des marchandises qu'elle avait assurées et qui ont été détruites par le feu ;

Attendu que ce chiffre est exagéré et que la cour possède aujourd'hui les éléments nécessaires pour apprécier la valeur desdites marchandises ; qu'il y a lieu de la fixer à la somme de 6,000 francs, de laquelle sera déduite la somme de 1,538 fr. 05 pour laquelle il y a précédente condamnation ;

Attendu que les dommages-intérêts réclamés par la demoiselle Salles ne sont pas justifiés ;

Par ces motifs,

Vidant son interlocutoire du 22 juin 1899, condamne la compagnie le Monde à payer à la demoiselle Salles, pour solde de l'indemnité qui lui est due, la somme de 6,000 francs, de laquelle sera déduite la somme de 1,538 fr. 05 et les intérêts de droit ;

La condamne en tous les dépens de première instance et d'appel, en ce, compris les frais de l'expertise ordonnée en référé par M. le président du Tribunal civil de Bagnères ;

Déboute la demoiselle Salles de sa demande de dommages-intérêts ;

Ordonne la restitution de l'amende.

M. BOTTET av. gén. — Mes BOUVET et DARNAUDAT fils (ce dernier du barreau de Tarbes) av.

Note. — Il est certain que les déchéances tirées de l'inobservation des clauses de la police ne peuvent plus être opposées par l'assureur, lorsqu'il a reconnu le principe de sa responsabilité, et que les parties discutent seulement sur l'étendue de cette responsabilité, à la condition, bien entendu, que l'assureur n'ait pas ignoré les infractions à la convention commises par l'assuré au moment où il a ainsi reconnu sa responsabilité : V. notamment Paris 20 décembre 1894 (D. 96.2.67) ; Nancy 15 décembre 1892 (D. 94.2.592) ; la Réunion 9 mars 1894 (Gaz. Pal. 94.2.150) ; Cass. 6 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.1.779 — D. 96.1.494).

TRIBUNAL CIVIL DES ANDELYS

4 avril 1900.

Présidence de M. Cordier.

DIVORCE. — CAUSES. — PREUVE. — PROVOCATION. — REJET.

Le juge saisi de deux demandes respectives en divorce formées par les époux peut, bien que les deux demandes soient basées sur des faits de nature à les justifier l'une et l'autre, refuser d'accueillir l'une d'elles, s'il estime que les faits qui la justifieraient ne sont que la conséquence naturelle de la conduite immorale et scandaleuse de l'un des conjoints à l'égard de l'autre.

Dame L... c. L...

LE TRIBUNAL,

Attendu que Antoinette-Marie L. ., femme Auguste-Victor L..., a, suivant exploit de Caron, huissier à Gisors, en date du 28 octobre 1899, formé contre son mari une demande en divorce basée sur des faits qu'elle a été autorisée à prouver, suivant jugement de ce siège en date du 19 décembre suivant ;

Attendu que, de son côté, Auguste L... a, par conclusions signifiées le 13 décembre 1899, formé contre sa femme une demande reconventionnelle tendant également au divorce et basée sur des faits qu'il fut admis à prouver par le jugement précité ;

Attendu que ces deux demandes, régulières et non critiquées d'ailleurs en la forme, sont connexes et qu'il y a lieu de les joindre pour être statué par un seul et même jugement ;

I. — Sur la demande principale de la dame L... :

Attendu que de l'enquête à laquelle il fut régulièrement procédé par M. d'Hôtel, juge-commissaire, il résulte que, au cours de l'année 1899, L... entretint publiquement avec une fille Isabelle L... des familiarités ou des relations particulièrement blessantes pour sa femme et de nature à faire singulièrement suspecter sa fidélité conjugale ; qu'il a été vu. en effet, à maintes reprises en compagnie de cette fille, la tenant par la taille, l'embrassant, la conduisant dans cette attitude à travers des sentiers éloignés des voies publiques où il avait abandonné sa voiture, assis auprès d'elle sur un trottoir d'une rue de Gisors dans des conditions qui ont fait dire à l'un des témoins qu'ils étaient comme deux amoureux ; qu'une autre fois il la tenait assise sur ses genoux, ou était surpris avec elle seule, sous un berceau, ou enfin entrait chez elle sur certains signes qu'elle lui faisait (1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 8e, 10e, 11e, 15e témoins de l'enquête) ; que le 11e témoin déclare même qu'il était de notoriété publique à Gisors que L... avait des relations intimes et suivies avec la fille L..., qu'il n'a jamais essayé de les cacher, se montrant avec elle en plein jour ; que, sur des remontrances dictées par l'amitié et des liens de famille, il répondit « qu'une femme ne lui suffisait pas, et qu'il lui en fallait deux » (*sic*) ; que cette déposition n'est d'ailleurs que la résultante de toutes les autres, ce qui en confirme la sincérité et l'exactitude ;

Attendu, d'autre part, que L... ne s'est pas contenté de ces relations outrageantes avec la fille L... ; que l'enquête également établit qu'il avait encore avec une fille Brandicourt qui passe pour avoir des mœurs légères ou faciles, des familiarités ou des accointances que sa femme ne pouvait admettre sans être froissée et sans de justes alarmes ; que L... ne craignait pas de s'attabler avec cette fille dans un café de Gisors et d'y consommer des boissons en sa compagnie (1er et 14e témoins) ; qu'une autre fois, un témoin (13e de l'enquête), l'a vu entrer dans un corridor d'une maison habitée en partie par une fille Clercdite « la Grande Polyte », laquelle recevait chez elle la fille Brandicourt ; que, d'après le témoin, les mœurs de la Grande Polyte étaient à l'unisson de celles de la fille Brandicourt ; que L... prétend, il est vrai, que dans cette maison demeure également un nommé Trubert, qui serait journalier, mais qu'il n'a même pas tenté de le faire entendre dans l'enquête pour expliquer sa visite dans la maison dont il s'agit, visite évidemment trop explicable d'ailleurs, quand on songe aux assiduités de L... auprès de la fille Brandicourt, dans un café de la ville de Gisors ;

Attendu, enfin, qu'il résulte de plusieurs témoignages de l'enquête, que L... injuriait aussi sa jeune femme. la traitant de v... et de p... ; que, de plus, il exerçait des violences sur elle et la giflait (8e témoin) ou lui jetait une casserole d'eau à la figure (7e témoin) pour un prétexte futile ; que tous ces faits, non détruits ni même expliqués d'une façon quelque peu plausible par la contre-enquête, constituent manifestement pour la dame L... des injures graves ou des sévices qui permettent d'accueillir sa demande en divorce aux termes de l'art. 231 C. civ. ; qu'il serait manifestement puéril de discuter l'explication de L... au sujet de ses familiarités et de ses relations avec la fille L..., laquelle explication consiste à dire que, s'il agissait ainsi, c'est parce qu'il « la connaissait depuis longtemps » (*sic*) ; qu'en admettant qu'il en soit ainsi, il ne justifierait pas les « embrassades et les prises de taille dans les sentiers détournés, son attitude amoureuse sur les trottoirs de la ville », et son langage au témoin Pallut qui lui faisait des remontrances sur sa conduite ;

II. — Sur la demande reconventionnelle de L... :

Attendu, quant aux injures que la défenderesse aurait adressées à sa belle-mère, et consistant dans les expressions de sale femme, chameau, garce, qu'elles ne sont attestées que par cette belle-mère seule ; qu'elles ne peuvent ainsi, eu égard aux sentiments hostiles de cette dernière, être considérées comme établies au procès à la charge de sa bru ;

qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter plus sérieusement au dîner du dimanche des Rois, où la dame L... mère avait cru pouvoir s'inviter elle-même, et froisser sa belle-fille en lui disant qu'elle apporterait tout ou partie du repas, ni à la scène au cours de laquelle la défenderesse aurait brûlé une chemise, ces divers faits tenant évidemment à des froissements réciproques et surtout à une ingérence exagérée et en tout cas mal supportée de la dame L... mère dans le ménage de sa belle-fille; qu'il n'y a donc dans ces faits aucune injure rejaillissant sur lui-même ou commise intentionnellement et sans provocation à son égard;

Attendu, d'autre part, que si la dame L..., défenderesse, a, au cours de scènes de ménage, brisé des carreaux avec un mètre ou avec la main, et giflé son mari qui rentrait en retard, ces actes de vivacité sont assurément bien excusables chez une jeune femme « qui se sentait abandonnée par son mari pour d'autres femmes d'une moralité discutable »; qu'une pareille blessure explique bien aussi, en admettant qu'elle ne les justifie pas, les apostrophes suivantes adressées par la défenderesse à son mari : « pourri, va-t'en voir ta rouge » (allusion à la fille L...), (4e témoin de la contre-enquête), ou « va-t'en voir tes putains, maquereau » (5e témoin de la contre-enquête); ou encore « tu viens de voir ta vache, chameau, pourri (6e, 7e et et 8e témoins de la contre-enquête); que de tels propos sont bien moins le résultat d'une pensée de mépris ou d'outrage que les manifestations bien naturelles d'un sentiment de révolte chez une femme ulcérée dans ses légitimes affections; que les bris de carreaux sur lesquels on a tant insisté aux débats seraient assurément, s'ils pouvaient avoir ce caractère, des injures bien pâles et bien anodines pour L..., à côté de sa conduite publique avec les filles L... et Brandicourt; que le 10e témoin de l'enquête affirme qu'elle n'avait jamais vu de scènes entre les époux avant que la femme eût connaissance des relations de son mari avec la fille L... et qu'avant cette époque, Mme L... « avait très bon caractère » (*sic*); que dans ces conditions la demande reconventionnelle de L... ne peut être accueillie parce que les propos malséants par lui reprochés ont été provoqués, sinon justifiés, par des outrages beaucoup plus graves, imputables à lui-même; qu'il y a donc lieu de l'en débouter;

II. — Sur la garde de l'enfant et la pension :

Attendu que cet enfant est seulement âgé de quinze mois; que l'art. 302 C. civ. prescrit de la confier à la garde de la demanderesse principale qui obtient seule le divorce; que l'intérêt de l'enfant et les soins qu'il exige encore à raison de son âge, sont d'accord avec la loi, pour que sa garde soit confiée ainsi qu'il vient d'être dit;

Attendu, quant au taux de la pension, qu'il y a lieu de le fixer à 30 francs par mois à partir de ce jour, eu égard aux besoins actuels de l'enfant et aux ressources de L...;

Par ces motifs,

Prenant droit des enquêtes régulières versées et discutées intégralement par les parties au procès;

Prononce le divorce entre Marie-Angélina-Antoinette L... et Auguste-Victor-Joseph L..., aux torts de ce dernier et à la requête et au profit de sa femme;

Et attendu que le divorce entraîne la dissolution de la communauté;

Commet Me Thouin, notaire à Gisors, pour procéder à la liquidation et à l'établissement des droits et reprises des intéressés, et ce, sous la surveillance de M. Armirail, juge d'instruction à ce siège, lesquels magistrat et notaire seront, s'il y échet, remplacés par ordonnance de M. le président ou de son dévolutaire, rendue au pied de requête;

Confie à la demanderesse Antoinette L..., la garde de l'enfant issue du mariage et condamne L... à payer pour son entretien une somme de 30 francs par mois à partir de ce jour, ladite pension payable d'avance;

Et statuant sur la demande reconventionnelle dudit L..., le déclare recevable, mais mal fondé en icelle, l'en déboute;

Rejette comme non justifiées toutes conclusions contraires au présent dispositif;

Dit que, faute d'entente sur ce point, L... pourra avoir son enfant chez lui, le dimanche de chaque semaine de 2 heures à 4 heures de l'après-midi; que cet enfant lui sera conduit, mais qu'il le fera ramener au domicile de sa mère;

Condamne L... aux dépens.

Mes Michel avoué et Georges Marais (du barreau de Paris) av.

Note. — Les juges ont un pouvoir souverain d'appréciation, en ce qui concerne la valeur et la gravité des motifs invoqués dans une instance en divorce ou en séparation de corps, lorsque ces griefs rentrent dans la catégorie de ceux visés par l'art. 231 C. civ.

Ils peuvent même décider que des griefs étant constatés, ces griefs trouvent une justification dans la conduite de l'autre conjoint. La provocation ne constitue pas assurément une fin de non-recevoir légale contre toute action en divorce : Le Senne, n° 327; Depeiges, n° 50; Vraye et Gode, t. Ier, n° 39; mais elle est souvent un motif invoqué pour rejeter la demande : Nancy 20 décembre 1873 (D. 71.2.208); Cass. 18 janvier 1881 (D. 81.1.125).

TRIBUNAL CIVIL DE DOLE

23 mars 1900.

Présidence de M. Blondeau.

LETTRE MISSIVE. — 1° CARACTÈRE CONFIDENTIEL. — AUTEUR. — DESTINATAIRE. — COPROPRIÉTÉ. — 2° DIVORCE. — PRODUCTION. — 3° CONSERVATION.

1° *Il est de principe que la lettre missive parvenue aux mains du destinataire devient la propriété de celle-ci. Si la lettre est confiden-*

tielle, l'expéditeur conserve le droit de s'opposer à sa publication, de telle sorte que le destinataire n'en est propriétaire que sous la condition de n'en pas divulguer le contenu.

2° *Mais, en matière de divorce, la femme demanderesse peut produire les lettres missises écrites à son mari, lorsqu'elles sont parvenues entre ses mains sans qu'elle ait été obligée d'employer des manœuvres frauduleuses pour se les procurer.*

3° *Pouvant invoquer ces lettres dans tous les incidents auxquels donne lieu le procès en divorce, et spécialement dans les contestations que la garde des enfants peut faire naître, la femme a le droit de conserver lesdites lettres entre ses mains, bien que celles-ci restent la propriété du mari, jusqu'au jour de la majorité du plus jeune des enfants issus de l'union rompue par le divorce.*

Mareschal c. dame Thurel.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Mme Thurel reconnaît formellement détenir vingt-trois lettres ou documents confidentiels écrits par Mareschal ou reçus par lui et dont ce dernier demande la restitution, qu'elle déclare avoir trouvés dans un meubles ouvert à l'usage commun des deux époux; que ce fait n'est pas contesté par le demandeur; que d'ailleurs celui-ci ayant consenti à ce que sa femme fît usage de ces lettres devant le Tribunal de Lons-le-Saulnier, à l'appui de sa demande en divorce, serait mal fondé aujourd'hui à critiquer les procécés employés par elle pour se procurer la possession de ces lettres;

Attendu qu'il est reconnu de part et d'autre que toutes ces pièces se rapportent exclusivement aux relations illicites qui ont existé entre Mareschal et une fille S...; qu'elles forment un tout indivisible, constituant la preuve de la mauvaise conduite de Mareschal, et qu'il n'y aurait aucune raison de faire une distinction entre ces pièces suivant qu'elles ont été communiquées ou non au Tribunal de Lons-le-Saulnier; que l'ensemble de ces documents a pu et pourrait être encore nécessaire à la dame Thurel pour défendre ses intérêts ou ceux de ses enfants, dont la garde lui a été confiée, contre les entreprises de Mareschal;

Sur la fin de non-recevoir :

Attendu, sur la fin de non-recevoir tirée du vice de turpitude dont serait infectée la propriété de Mareschal, qu'il ne s'agit pas dans le cas actuel de l'exécution d'un contrat ou d'une obligation ayant pour cause le délit d'adultère ou tout autre fait illicite ou immoral, mais de la restitution à leur légitime propriétaire de lettres tombées entre les mains d'une tierce personne; que cette action a une cause licite non immorale et qu'en conséquence la fin de non-recevoir doit être rejetée;

Attendu que, s'il est de principe en doctrine et en jurisprudence que la lettre missive parvenue aux mains du destinataire devient la propriété personnelle de ce dernier; que, si cette lettre est confidentielle, l'expéditeur conserve le droit de s'opposer à sa publication, de telle sorte que le destinataire n'en est propriétaire que sous la condition de n'en pas divulguer le contenu, ces règles ne sont point cependant générales et absolues; que de nombreuses restrictions y ont été apportées, notamment en matière de divorce; qu'il est admis, en effet, que la femme demanderesse en divorce peut produire les lettres missives écrites à son mari, lorsqu'elles sont parvenues entre ses mains sans qu'elle ait été obligée d'employer des manœuvres frauduleuses pour se les procurer; que ni le mari, destinataire des lettres, ni sa complice, expéditrice de ces lettres, ne peuvent s'y opposer;

Attendu que cette dernière, qui a contribué avec le mari à outrager l'épouse légitime, est en raison même de sa faute et de ses torts essentiellement irrecevable à mettre obstacle aux droits de défense de celle-ci; que d'ailleurs la femme ne peut être considérée comme un véritable tiers vis-à-vis de son mari; que, comme lui, elle a à sauvegarder l'honneur de ses enfants en même temps que le sien propre; qu'il en résulte que, si elle a acquis la preuve de l'indignité de son mari, elle peut faire usage pour sa défense personnelle et la protection de ses enfants des lettres adressées à son mari ou reçues par lui qui établissent cette indignité, lorsqu'elle ne les a pas obtenues par des moyens répréhensibles; qu'elle peut les invoquer dans tous les incidents auxquels le procès en divorce donne lieu, et spécialement dans les contestations que la garde des enfants peut faire naître; que cette faculté lui donne évidemment le droit de conserver à sa disposition jusqu'au jour où elle n'aura plus rien à redouter de son mari, soit pour elle-même, soit pour ses enfants, ces documents qui lui servent en quelque sorte de pièces à conviction, quoiqu'ils restent la propriété du mari;

Attendu, en l'espèce, que Mme Thurel a le plus grand intérêt à avoir à sa disposition les lettres et documents, qu'elle détient tant que Mareschal pourra soulever des difficultés au sujet de la garde des enfants, c'est-à-dire jusqu'à la majorité de la plus jeune de ses enfants, actuellement âgée de six ou sept ans; que la conduite du demandeur à son égard, depuis la prononciation du divorce, ne laisse aucun doute sur la nécessité d'une telle mesure;

Attendu que Mareschal demande à ce qu'il soit fait défense à sa femme de prendre copie, reproduction ou photographie des lettres qu'elle détient;

Attendu que les documents versés aux débats perdent leur caractère confidentiel; qu'ils sont communiqués aux parties en cause qui ont le droit d'en prendre copie pour les invoquer dans leur propre intérêt ou pour combattre les préventions de leur adversaire; que les lettres litigieuses ont été, en tout ou en partie, communiquées au Tribunal de Lons-le-

Saunier lors de l'instance en divorce; que, les laissant actuellement entre les mains de la défenderesse, il n'y a aucun motif de lui interdire d'en prendre copie; que la défense sollicitée serait sans base légale; qu'elle serait du reste dépourvue de toute sanction, puisqu'il serait impossible de constater l'infraction et, par suite, complètement illusoire;

Attendu que Mareschal s'est désisté de son action contre M. Girardier; que ce désistement a été accepté;

Par ces motifs,

Donne acte à Mareschal de ce que Mme Thurel reconnaît être en possession des lettres réclamées;

Dit que Mareschal est seul légitime propriétaire de ces documents;

Dit toutefois que Mme Thurel conservera en sa possession les lettres et documents litigieux jusqu'à ce que le plus jeune de ses enfants ait atteint l'âge de vingt et un ans révolus;

Dit qu'à l'expiration du délai ci-dessus fixé, les documents litigieux seront remis à Mareschal ou à son avoué ou au successeur de celui-ci, et ce sous une astreinte de 1 franc par jour de retard;

Déboute les parties de toutes leurs autres conclusions;

Et, attendu que Mareschal succombe dans sa demande, le condamne aux dépens.

Mes Rougé (du barreau de Dijon) et Amaudru (du barreau de Dôle) av.

Note. — I. — Sur le premier point : Ainsi que le dit le jugement rapporté, la lettre missive devient la propriété du destinataire, à moins qu'elle n'ait un caractère confidentiel. Dans ce cas, l'expéditeur conserve sur elle un droit de copropriété : Trib. civ. Seine 12 novembre 1890 (Gaz. Pal. 90.2.561); Orléans 29 juillet 1896 (Gaz. Pal. 96.2.489); Douai 28 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.2.24); Caen 17 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1 v° Let. mis., n° 5); Trib. com. Nantes 22 juin 1898 (Gaz. Pal. 99.1. v° Let. mis., n° 1).

II. — Sur le second point : Les époux en instance de divorce peuvent réciproquement produire les lettres confidentielles adressées à l'un d'eux, à condition que l'autre ne se les soit pas procurées par des moyens frauduleux : Paris 1er juin 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, v° Divorce, n° 17); Trib. civ. Niort 29 mai 1897 (Gaz. Pal. 98.2. v° Let. mis., n° 4); Caen 11 juin 1888 (Gaz. Pal. 88.2.199.) V. aussi Cass. 23 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1.358.)

III. — Sur le troisième point : La solution intervenue sur ce point nous paraît la conséquence logique de celle intervenue sur le point précédent.

175-176

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

22 mai 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.

CASSATION. — MOYEN NOUVEAU. — ORDRE PUBLIC. — CHOSE JUGÉE. — FIN DE NON-RECEVOIR. — EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Si un moyen nouveau peut, lorsqu'il est d'ordre public, être présenté pour la première fois devant la Cour de cassation, il ne saurait en être ainsi, quand ce moyen doit avoir pour effet de faire échec à la chose jugée.

Spécialement, le moyen tiré, en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique de deux parcelles, l'une pour l'établissement d'un lavoir public communal, l'autre pour établissement d'un chemin rural d'accès à ce lavoir, de ce que le jury spécial, prévu par l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836, aurait été seul compétent pour la fixation de l'indemnité ence qui concerne la seconde parcelle, ne peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation contre une décision du jury ordinaire (L. du 3 mai 1841) *qui, en procédant à la fixation d'une indemnité globale pour les deux parcelles, n'a fait que se conformer au jugement d'expropriation devenu définitif et ayant acquis l'autorité de la chose jugée.*

Acier c. commune de Fontaine-Fourches.

Le sieur Acier s'est pourvu en cassation contre une décision du jury d'expropriation de l'arrondissement de Provins en date du 17 juillet 1899.

Il a formulé, à l'appui de son pourvoi, le moyen suivant :

« Excès de pouvoir, et fausse applicatlon de l'art. 30 de la loi du 3 mai 1841, des art. 16 de la loi du 21 mai 1836 et 13 de la loi du 21 mai 1881, en ce que, s'agissant de l'expropriation de deux parcelles distinctes, l'une nécessaire à l'établissement d'un lavoir déclaré d'utilité publique par décret du 19 octobre 1898, l'autre nécessaire pour l'établissement d'un chemin rural d'accès audit lavoir, chemin dont l'onverture a été autorisée par décision de la commission départementale du 27 juillet 1898, il ne pouvait être compétemment statué sur l'indemnité afférente à cette dernière que par le jury composé de quatre membres prévu par l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836, et non par le jury prévu par l'art. 30 de la loi du 3 mai 1841. »

La Chambre civile a statué dans les termes ci-après ;

La Cour,

Attendu que, si un moyen nouveau peut, lorsqu'il est d'ordre public, être présenté pour la première fois devant la Cour de cassation, il ne saurait en être ainsi quand ce moyen doit avoir pour effet de faire échec à la chose jugée; que, par un jugement du 23 mars 1899, le Tribunal civil de Provins a prononcé l'expropriation d'utilité publique de deux parcelles appartenant au demandeur et commis un

de ses membres pour remplir, conformément à la loi du 3 mai 1841, les fonctions de magistrat-directeur du jury appelé à statuer sur « les indemnités » afférentes à ces deux parcelles ;

Attendu que c'est en exécution de ce jugement devenu définitif et ayant acquis force de chose jugée entre les parties que le jury de Provins a, par la décision attaquée, alloué une indemnité globale pour les deux parcelles expropriées ;

Attendu que l'incompétence prétendue du jury, en ce qui concerne l'indemnité due à raison d'une de ces parcelles, est couverte par la chose jugée et ne peut être dès lors invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation ;

D'où il suit qu'en statuant comme elles l'ont fait, la décision et l'ordonnance attaquées n'ont violé aucun des textes de loi visés au pourvoi ;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Acier contre la décision du jury de l'arrondissement de Provins en date du 17 juillet 1899.

MM. SERRE rapp. ; SARRUT av. gén. — Me Maurice BONNET av.

Note. — Le principe rappelé et appliqué par la Chambre civile dans cet arrêt se retrouve dans un grand nombre de décisions antérieures ; il a été, en effet, fréquemment jugé, notamment, qu'une exception d'incompétence absolue constituant un moyen d'ordre public, et proposable à ce titre en tout état de cause, même pour la première fois devant la Cour de cassation, cesse cependant de pouvoir être utilement soulevée, lorsqu'il est intervenu dans la cause une décision définitive à l'abri elle-même de tout recours : Cass. 8 décembre 1885 (Gaz. Pal. 86.2. supp. 1) ; 16 novembre 1887 (Gaz. Pal. 87.2.671).

COUR D'APPEL DE BOURGES

27 février 1900.

Présidence de M. Plaisant.

ASSURANCES TERRESTRES. — INCENDIE. — RECOURS DU PROPRIÉTAIRE OU DE L'ASSUREUR SUBROGÉ CONTRE L'ASSUREUR DU LOCATAIRE. — COMPÉTENCE.

Le propriétaire ou son assureur subrogé ne peuvent assigner l'assureur du locataire en même temps que le locataire lui-même devant le tribunal du domicile de ce dernier en réparation du préjudice causé.

Et le locataire n'est point fondé non plus à appeler en garantie son assureur devant le tribunal de son propre domicile, où il est assigné.

..... Alors particulièrement que la police d'assurance contient une clause d'attribution de juridiction au tribunal du domicile de la compagnie.

Cie d'ass. l'Union c. Cie d'ass. la Nation.

LA COUR,

Attendu que la compagnie d'assurances l'Union, subrogée aux droits des époux Lebrun, ses assurés, propriétaires d'une maison incendiée, a assigné, devant le Tribunal civil de Bourges, Chambin, locataire de ladite maison, et la compagnie d'assurances la Nation, à laquelle était assuré ledit Chambin pour les risques locatifs, et a conclu à la condamnation, soit de Chambin, sauf son recours contre la compagnie la Nation, soit directement de ladite compagnie, en paiement de la somme de 2,780 francs montant de l'indemnité due à raison du sinistre susénoncé, avec les intérêts de droit ;

Attendu que la Nation a interjeté appel du jugement rendu contre elle par défaut définitif, par le Tribunal de Bourges, le 4 mai dernier, aux termes duquel Chambin a été condamné à payer à l'Union la somme principale de 2,780 francs, avec les intérêts du jour de la demande, et la compagnie la Nation à indemniser Chambin des condamnations prononcées contre lui ; qu'elle soutient que le Tribunal de Bourges était incompétent pour statuer tant sur la demande principale de l'Union que sur les conclusions récursoires de Chambin ;

Sur la demande principale :

Attendu que le propriétaire victime d'un incendie et la compagnie d'assurances subrogée à ses droits, ne sont unis par aucun lien de droit avec la compagnie à laquelle est assuré, pour la garantie des risques locatifs, le locataire de la maison incendiée ; que celle-ci ne peut donc être assignée directement, en même temps que le locataire assuré, devant le tribunal du domicile de ce dernier, en réparation du préjudice causé ; que les dispositions de l'art. 59 § 2 C. pr. civ. supposent que les défendeurs sont tenus de la même dette ou de dettes connexes, et obligés de la même manière envers le créancier, ce qui n'a pas lieu dans l'espèce ;

Attendu que l'Union invoque en vain les art. 2 et 3 de la loi du 19 février 1889, qui constituent les créanciers privilégiés attributaires des indemnités dues par suite d'assurances ; que cette loi, qui a pour but de garantir les droits du propriétaire et de certains créanciers, ne leur a nullement accordé l'action directe, que leur a toujours refusée la jurisprudence ;

Attendu que l'Union ne saurait davantage prétendre qu'elle était en droit d'assigner la Nation en intervention forcée, à raison de la tierce opposition que celle-ci aurait pu former contre la décision qui serait intervenue entre elle et Chambin ; que le jugement à rendre dans l'instance entre la compagnie l'Union et Chambin ne pouvait préjudicier aux droits de la Nation, puisque le règlement à faire entre cette compagnie et son assuré dépendait des conventions intervenues entre eux dans la police qui faisait leur loi et qui était entièrement étrangère à l'Union ;

Attendu que la Nation pouvait d'autant moins être appelée devant le Tribunal de Bourges, qu'aux

termes de l'art. 26 de la police précitée, une attribution formelle de juridiction au Tribunal de la Seine avait été stipulée pour toutes les contestations relatives au règlement des sinistres et au paiement des indemnités;

Sur la demande en garantie de Chambin :

Attendu que le Tribunai de Bourges n'étant pas compétent pour connaître de la demande principale, ne pouvait l'être à l'égard du recours en garantie formé contre la Nation, dont le siège social est à Paris et qui avait stipulé une attribution de juridiction au Tribunal de la Seine;

Attendu, en outre, que les dispositions de l'art. 181 C. pr. civ. ne sont applicables qu'autant qu'il y a connexité entre la demande originaire et la demande en garantie; que, si l'action du propriétaire sinistré contre son locataire, et celle de celui-ci contre son assureur particulier, sont exercées à l'occasion du même fait, elles dérivent, en droit, de deux obligations sans connexité, dont aucune ne peut être considérée comme l'accessoire et la dépendance de l'autre; que c'est donc par voie d'action directe et principale, devant le tribunal désigné par leurs conventions, que la demande de Chambin aurait dû être dirigée contre la compagnie la Nation;

Attendu, en ce qui concerne les dépens, qu'aucune solidarité ne peut exister à cet égard entre l'Union, demanderesse originaire, et Chambin;

Par ces motifs,

Dit que le Tribunal civil de Bourges était incompétent pour statuer, tant sur la demande principale de la compagnie l'Union contre la compagnie la Nation, que sur les conclusions en garantie prises par Chambin contre cette dernière;

Infirme le jugement entrepris, sauf en ce qui concerne la condamnation Chambin envers l'Union;

Renvoie les parties devant les juges qui doivent en connaître;

Condamne la compagnie l'Union et Chambin aux dépens de première instance afférents à la mise en cause de la compagnie la Nation et à la garantie exercée au profit de Chambin, sauf toutefois ceux du jugement de défaut profit-joint et de réassignation qui ont été occasionnés par le fait de la Nation et qui resteront à la charge de cette compagnie;

Condamne, en outre, la compagnie l'Union et Chambin en tous les dépens d'appel;

Ordonne la restitution de l'amende.

M. LANDRY subst. proc. gén. — Mes DE VERDON et LUCAS av.

Note. — La jurisprudence paraît se fixer définitivement en ce sens : V. Paris 23 juin 1898 (D. 99.2.256); Limoges 21 novembre 1899 (Gaz. Pal. 99.2.684); Cass. 5 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.195); Besançon 9 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.63); — et *contrà* : Nancy 13 mai 1893 (Gaz. Pal. 93.2.458 — D. 94.2.439); Rennes 6 décembre 1897, sous Cass. 5 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.195).

TRIBUNAL DE PAIX DU MANS (1er CANTON)

4 mai 1900.

Présidence de M. Trumeau.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — ACCIDENTS PRÉVUS. — MALADIES PROFESSIONNELLES. — BLESSURE AGGRVÉE PAR UNE MALADIE CONSTITUTIONNELLE. — ALBUMINURIE.

Les accidents, dont les conséquences sont à la charge des chefs d'industrie en vertu de la loi du 9 avril 1898, sont les lésions corporelles provenant de l'action soudaine et imprévue d'une cause extérieure : c'est dans ces cas, mais dans ces cas seulement et pour les conséquences directes et immédiates qui en découlent, que s'ouvre, pour l'ouvrier, le droit à une indemnité, et, par suite, toute autre cause d'incapacité doit être écartée.

Notamment, les maladies professionnelles contractées par suite d'un travail prolongé dans certaines industries sont exclues des dispositions de la loi.

..... A plus forte raison, il en est de même des incapacités qui sont dues, non plus à un accident en lui-même, mais à une maladie constitutionnelle, à un vice de tempérament ou à une lésion organique dont était antérieurement atteinte la victime.

Et spécialement, lorsqu'un ouvrier est atteint d'une albuminurie qui a retardé ou rendu incomplète la guérison de sa blessure, le patron n'est point tenu de l'indemniser au-delà du préjudice que le même accident aurait causé à un blessé non atteint de cette maladie constitutionnelle.

Beauger c. Paris.

NOUS, JUGE DE PAIX,

Attendu que, le 20 octobre 1899, Beauger a été, par le fait de son travail dans l'atelier de Pâris, son patron, victime d'un accident qui a déterminé à la main droite une plaie avec phlegmon; que cet accident lui a causé une incapacité temporaire de travail et nécessité des soins et un traitement que Pâris a pris à sa charge, et que celui-ci a en outre versé à Beauger, à titre d'indemnité, la moitié de ses salaires du 20 octobre au 28 novembre suivant;

Attendu que, se fondant sur ce que l'incapacité de travail s'est pour lui prolongée jusqu'à l'époque actuelle, Beauger réclame à Pâris la somme de 300 francs, montant de l'indemnité journalière qui lui est due pour le temps écoulé du 28 novembre 1899 au 28 avril 1900, date à laquelle il reconnaît qu'il a été en état de reprendre l'exercice de sa pro-

fession ; que Pâris conclut au rejet de la demande, par ce motif que la prolongation de l'incapacité de travail dont se plaint Beauger résulterait, non pas de l'accident lui-même, mais d'un état maladif préexistant qui a eu une influence mauvaise sur la blessure et qu'il s'offre à en faire la preuve ;

Attendu que la loi du 9 avril 1898 a eu pour but d'assurer aux ouvriers et employés auxquels elle est applicable la réparation du préjudice résultant pour eux des accidents dont ils peuvent être victimes par le fait et à l'occasion de leur travail ; que par le mot « accident », il faut entendre, suivant une définition qui paraît exprimer les intentions du législateur, une lésion corporelle provenant de l'action soudaine et imprévue d'une cause extérieure ; que c'est dans ce cas, mais dans ce cas seulement et pour les conséquences directes et immédiates qui en découlent, que s'ouvre pour l'ouvrier le droit à une indemnité, qu'il s'en suit que toute autre cause d'incapacité doit être écartée ; que, notamment, les maladies professionnelles contractées par suite d'un travail prolongé dans certaines industries sont exclues des dispositions de la loi ; qu'à plus forte raison il en est de même des incapacités qui sont dues, non plus à un accident en lui-même, mais à une maladie constitutionnelle, à un vice de tempérament ou à une lésion organique dont était antérieurement atteinte la victime ; que décider le contraire serait rendre les patrons responsables de circonstances qu'il leur est d'une façon absolue impossible de prévoir, sous peine de soumettre chacun de leurs ouvriers ou employés à d'incessantes visites médicales ;

Attendu, dans l'espèce, que s'il était établi que le temps normal nécessaire à la guérison complète d'une blessure de la nature de celle dont Beauger a été victime est depuis longtemps écoulé, et que la raideur et l'ankylose des articulations qui se manifestent encore de l'incapacité où il s'est trouvé jusqu'ici de travailler, sont la conséquence de l'albuminurie dont il est atteint, Pâris ne saurait être tenu de l'indemniser du préjudice qui en est résulté pour lui ; que, par suite, Pâris est recevabble à faire la preuve des faits par lui articulés ;

Par ces motifs,

Autorisons Pâris à prouver par tous moyens de droit : 1° que Beauger, à la date du 20 octobre 1899, était atteint d'albuminurie ; 2° que cet état pathologique a eu pour sa blessure les conséquences dont il se plaint et pour laquelle il réclame 300 francs de dommages-intérêts ; 3° que l'accident du 20 octobre 1899 ne pouvait nécessiter qu'un repos et un traitement de quelques jours pour un blessé non atteint d'albuminurie.

Note. — Il paraît bien résulter des travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898 que le législateur a entendu ne point considérer comme des accidents visés par la loi les maladies professionnelles contractées par l'ouvrier au cours d'un travail prolongé dans certaines industries ; on s'en est expliqué d'une façon particulièrement nette à la Chambre des députés, dans la séance du 28 octobre 1897 à propos des matières toxiques (Voir D. 98.4.62, 3e colonne). M. Julien Goujon avait proposé d'ajouter aux mots « matières explosibles » qui sont dans l'art. 1er de la loi, les mots « ou toxiques ». Cet amendement a été repoussé. Les membres de la Chambre paraissent s'être mis d'accord sur ce point que les intoxications qui entraînent une mort presque immédiate doivent être considérées comme des accidents prévus par la loi, mais qu'au contraire les maladies professionnelles résultant d'intoxications à longue échéance ne rentrent pas dans les cadres de ce qu'on entendait prévoir.

Mais faut-il conclure de là que, lorsqu'un ouvrier a été victime d'un accident qui rentre certainement dans les termes de la loi, la responsabilité du patron quant aux conséquences de l'accident doit être limitée à la réparation du préjudice qui aurait été causé à un ouvrier sain de corps et exempt de maladies constitutionnelles ? Nous ne le pensons pas, quelque graves que puissent être les conséquences pour le patron. La loi n'a point fait de semblables réserves.

177

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

16 juin 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.

1°-2° MARCHÉ DE FOURNITURES. — FOURNITURES MILITAIRES. — SOUS-TRAITANTS. — DÉCRET DU 12 DÉCEMBRE 1806. — PRIVILÈGE. — SOUS-TRAITÉ OCCULTE. — LIQUIDATION DE CRÉANCE. — FORMALITÉS.

3° CASSATION. — MOTIF ERRONÉ. — MOTIF SURABONDANT.

1° Le décret du 12 décembre 1806, en créant dans son art. 6 un privilège au profit des sous-traitants, n'a entendu conférer ce droit qu'aux fournisseurs, sinon expressément agréés par l'administration militaire, du moins connus d'elle, et ayant fait ouvertement à ladite administration les livraisons que l'entrepreneur principal était tenu d'opérer.

Le privilège ne peut être revendiqué par un sous-traitant occulte, qui, personnellement exclu par décision ministérielle de toute participation aux marchés de fournitures, a cherché, dans ses traités avec l'entrepreneur principal, à éluder les interdictions sous le coup desquelles il se trouvait, et a toujours dissimulé à l'administration militaire sa personnalité.

2° La remise directe des pièces justificatives de leurs créances à l'intendance, et la production du bordereau mentionné en l'art. 1er du décret de 1806 ne sont point des conditions essentielles de l'obtention du privilège dont s'agit pour les sous-traitants : il est loisible à ceux ci de faire liquider leurs créances par l'intermédiaire de l'entrepreneur principal, conformé-

ment aux dispositions de l'article précité, pourvu que cette liquidation ait lieu dans les délais légaux (motifs).

3° *Un motif erroné, mais surabondant, dans un arrêt, ne saurait entraîner la cassation de cet arrêt.*

Parly c. Crédit lyonnais et autres.

Le sieur Parly s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Orléans, rendu à son préjudice au profit du Crédit lyonnais et autres le 24 juin 1897, et rapporté Gaz. Pal. 97.2.670.

Il a formulé à l'appui de son pourvoi le moyen suivant :

« Violation et fausse application des art. 1er, 2 et 3 du décret du 12 décembre 1806, fausse application de l'avis du Conseil d'Etat du 11 juin 1810, violation de l'art. 1134 C. civ. et du cahier des charges de l'adjudication, qui forme la loi des parties en ce que l'arrêt attaqué a refusé au sous-traitant d'un entrepreneur le droit d'invoquer le privilège du décret de 1806 pour une créance résultant de la livraison de fournitures faites par lui à l'administration militaire, sous prétexte qu'il s'agissait d'un sous-traitant occulte, et qui n'avait pu faire à l'administration des fournitures directes, ni retirer à son nom les bordereaux prévus au décret de 1806 ».

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Attendu que le décret du 12 décembre 1806, en créant dans son art. 2 un privilège au profit des sous-traitants, n'a entendu conférer ce droit qu'aux fournisseurs, sinon expressément agréées par l'administration militaire, du moins connus d'elle et ayant fait ouvertement à ladite administration les livraisons que l'entrepreneur principal était tenu d'opérer; que, lorsque cette condition se trouve remplie, les sous-traitants ne sont point, d'ailleurs, astreints, pour obtenir le privilège, à remettre directement à l'intendance les pièces justificatives de leur créance, et à produire le bordereau mentionné dans l'art. 1er du décret précité; qu'il leur est loisible de faire liquider leur créance par l'intermédiaire de l'entrepreneur principal, conformément aux dispositions du même article, pourvu que cette liquidation ait lieu dans les délais légaux;

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que le sieur Parly était un sous-traitant occulte; qu'ayant été exclu par décision du ministre de la guerre, de toute participation aux marchés de fournitures à la ration, il avait, dans ses traités avec l'entrepreneur principal, cherché à éluder les interdictions sous le coup desquelles il se trouvait, et qu'il avait toujours dissimulé sa personnalité à l'administration militaire;

Attendu que, dans ces conditions, c'est à bon droit que la Cour d'Orléans a refusé de reconnaître l'existence d'un privilège au profit du demandeur en cassation, et que, si elle a déclaré à tort que le défaut de production du bordereau dont il a été ci-dessus question rendait également l'acquisition du privilège impossible, ce motif surabondant ne saurait vicier sa décision;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Parly contre l'arrêt de la Cour d'Orléans du 24 juin 1897.

MM. Rau rapp.; Sarrut av. gén. — Mes Moret, Devin et Cordoen av.

Note. — I-II. — Sur les deux premiers points : Questions neuves en jurisprudence; la Chambre civile n'adopte que relativement au premier point la solution consacrée par la Cour d'Orléans.

III. — Sur le troisième point : Principe certain. V. Cass. 14 février 1893 (Gaz. Pal. 93.1.211); 15 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.2.21); 26 juin 1894 (Gaz. Pal. 94.2.110); 13 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.33).

TRIBUNAL CIVIL DE VALENCIENNES

25 mai 1900.

Présidence de M. Sabès.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898 ART. 1er. — ACCIDENT SURVENU A L'OCCASION DU TRAVAIL. — VOIES DE FAIT ENTRE DEUX OUVRIÈRES. — BLESSURE CAUSÉE A UNE TROISIÈME.

Il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi du 9 avril 1898 qu'elle n'a entendu exclure des accidents dont elle s'occupe que ceux dont la cause est complètement étrangère au travail; qu'elle a retenu au contraire ceux dont la cause se rattache au travail par un lien plus ou moins étroit.

Spécialement, il y a lieu d'appliquer ces dispositions, et cela à l'exclusion de l'art. 1384 C. civ., à l'ouvrière qui, pendant qu'elle était occupée à son travail, a été atteinte accidentellement dans les yeux par un éclat de verre jeté par une ouvrière qui, par cette voie de fait, en visait un autre.

Béhen c. Société des Verreries réunies.

Le Tribunal,

Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé par M. le juge de paix du canton de Condé-sur-Escaut, le 12 janvier 1900, et des pièces y jointes : que le 21 septembre 1899, vers 3 h. 1/2 du soir, à Crespin, dans les ateliers des Verreries réunies, les nommées Céline Béhen, Rosa Sautelet et Marie Stévenotte travaillaient l'une près de l'autre, à leur place, pour le compte de ladite société; que Sautelet, chef de place, était entre les deux; que la-

dite Stévenotte, tout en travaillant, jeta à Sautelet un premier morceau de verre qui l'atteignit à l'épaule, puis un second qui, passant au-dessus d'elle, vint trapper accidentellement dans les yeux la nommée Béhen, qui était occupée à son travail; que la demoiselle Béhen, soignée par un premier oculiste, à la suite de cet accident, reprit son travail au bout de quelques jours, mais que, huit jours après, elle dut le cesser à nouveau et qu'elle fut alors envoyée, par le docteur Carpentier, chez le docteur Dufranne, oculiste à Mons, qui, le 27 novembre 1899, procéda à l'énucléation de l'œil gauche de la victime; qu'enfin la vision de l'œil droit est depuis presque nulle, par suite d'ophthalmie sympathique; qu'il est donc résulté de cet accident pour la demoiselle Béhen une incapacité de travail absolue et permanente ;

Attendu que celle-ci réclame à la société défenderesse l'indemnité prévue dans ce cas par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, ou subsidiairement des dommages intérêts en vertu des dispositions du Code civil;

Attendu que ladite société conclut à ce que la demoiselle Béhen soit déclarée purement et simplement irrecevable dans sa demande principale, puis irrecevable, dans tous les cas mal fondée, dans sa demande subsidiaire; qu'elle soutient que la demoiselle Béhen ayant été blessée dans son travail, ne peut, aux termes de l'art. 2 de la loi du 9 avril 1898, se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de cette loi, soit contre le patron, soit contre son ouvrier; que cette loi n'accorde d'indemnité qu'à l'ouvrier victime d'un « accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail », et que l'accident actuel ne rentre pas dans cette énumération;

Attendu que, pour justifier cette prétention, qui laisserait la victime sans aucun recours dans l'espèce, la société défenderesse est obligée de traduire ces mots de la loi : « à l'occasion du travail », par ceux-ci : « par le fait du travail d'un tiers » ;

Attendu qu'en faisant une loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, le législateur l'a appliquée aux accidents « survenus à l'occasion du travail » (art. 1er) et qu'il a même prévu, dans l'art. 7, le cas où l'auteur de l'accident serait étranger à l'exploitation;

Attendu qu'il a laissé à l'appréciation des tribunaux l'application de ces expressions fort larges;

Attendu qu'il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi qu'elle n'a entendu exclure des accidents dont elle s'occupe que ceux dont la cause est « complètement étrangère au travail, et qu'elle a retenu au contraire ceux dont la cause se rattache par un lien plus ou moins étroit (Circ. du garde des sceaux du 10 juin 1899);

Attendu que l'accident survenu à la demoiselle Béhen se rattache étroitement au travail tant de la victime que de l'auteur de l'accident; que l'une et l'autre étaient à l'œuvre lorsque Marie Stévenotte a, de sa place et tout en travaillant, jeté à son chef de place contre laquelle elle était irritée, le verre qu'elle travaillait et qui a blessé Céline Béhen;

Attendu que Céline Béhen a donc été victime, le 27 septembre 1899, d'un accident survenu à l'occasion du travail et qu'elle est par suite recevable à invoquer vis-à-vis des Verreries réunies les dispositions de la loi du 9 avril 1898, à l'exclusion de toutes autres dispositions de la loi ;

Attendu que la cause n'est pas en état, le demandeur n'ayant pas conclu au fond sur la demande principale ; qu'il y a donc lieu de surseoir;

Attendu que la société des Verreries, qui a pendant quelque temps payé une indemnité journalière à la demoiselle Béhen, soutient ne l'avoir fait qu'à titre gracieux; qu'il n'existe donc pas, dans l'espèce, d'indemnité provisoire reconnue qui pourrait continuer à courir jusqu'à la décision définitive;

Attendu que c'est le cas pour le tribunal d'accorder à la victime la provision prévue par l'art. 16 de la loi;

Attendu que le tribunal a par devers lui les éléments suffisants pour fixer cette indemnité journalière égale aux deux tiers du salaire de la victime et payable depuis le jour de l'extraction de l'œil jusqu'à la décision définitive;

Attendu que le salaire de Céline Béhen était au moment de l'accident de 1 fr. 20 par jour;

Par ces motifs,

Dit que l'accident dont Céline Béhen a été victime le 21 septembre 1899 est survenu à l'occasion du travail;

En conséquence, déclare le demandeur, ès qualité, recevable dans son action principale tendant à l'application de la loi du 9 avril 1898;

Ordonne aux parties de conclure au fond à l'audience du 14 juin 1900;

Déclare, par contre, le demandeur irrecevable dans sa demande incidente tendant à l'application des art. 1383 et 1384 C. civ.;

Condamne, dès à présent, la Société anonyme des Verreries réunies à payer à Céline Béhen, à titre de provision, etc., etc.

M. Poulle proc. Rép. — Mes Roguin et Astresse (ce dernier du barreau de Paris) av.

Note. — La décision recueillie a été rendue dans une espèce fort intéressante. Une dispute étant survenue entre deux ouvrières d'une verrerie, c'est une troisième, étrangère à cette dispute et pendant qu'elle travaillait, qui fut blessée par un éclat de verre, projeté par l'une des deux premières à l'adresse de la seconde; la malheureuse victime, atteinte aux yeux, est devenue aveugle. Le Tribunal de Valenciennes n'a pas hésité à appliquer la loi du 9 avril 1898. La société défenderesse prétendait que, du fait de l'application de la loi nouvelle, la victime était dépourvue de toute espèce de recours.

Si telle devait être effectivement la conséquence du régime nouveau auquel sont soumis les accidents survenus aux ouvriers au cours de leur travail, la loi mériterait une réforme immédiate, car cette conséquence serait manifes-

tement injuste. Mais il est impossible d'interpréter d'une manière aussi judaïque le texte de l'art. 2, dont on essaye de la déduire, et aux termes duquel « les ouvriers ou employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes *dans leur travail*, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi. » Cet article doit être lu à la lumière de l'art. 1er, et ce serait, à notre avis, aller au-delà du but et de la pensée des législateurs que de priver certains ouvriers de tout recours sous le prétexte que l'accident dont ils auraient été victimes *dans leur travail* ne serait pas survenu *par le fait ou à l'occasion du travail.* Nous croyons, au contraire, que la loi nouvelle n'a nullement abrogé, même pour les patrons et chefs d'entreprise, les art. 1382 et suiv. C. civ. Ils restent, comme par le passé, responsables envers leurs ouvriers des conséquences des accidents dont ils auraient été victimes et qui, n'étant pas survenus *par le fait ou à l'occasion du travail*, n'en auraient pas moins pour cause une faute, une imprudence ou une négligence soit du patron lui-même, soit de ses préposés ou apprentis. L'espèce en sera peut-être assez rare ; néanmoins si, pour une raison quelconque, l'accident échappe au domaine de la loi, la victime aura encore la ressource de recourir au droit commun, qui survit à côté du régime nouveau, spécialement institué pour une catégorie déterminée d'accidents.

Vainement objecterait-on que le système nouveau est un système forfaitaire et transactionnel. Cela est vrai en ce sens que le chef d'entreprise, même en cas de faute de sa part (pourvu qu'elle ne soit pas inexcusable), payera à titre d'indemnité une rente qui ne dépassera pas la moitié de la réduction du salaire en cas d'incapacité partielle, ou les deux tiers de ce salaire en cas d'incapacité absolue. A l'inverse, l'ouvrier au radroit à cette indemnité même s'il a commis une faute, pourvu qu'elle ne soit pas inexcusable. Mais ce système forfaitaire n'a pas pour conséquence d'exclure de tout recours certains accidents au profit d'autres, de créer certains risques pour en supprimer d'autres.

Ceci dit et pour en revenir à l'espèce qui a fait l'objet du jugement rapporté, il nous paraît très juste d'avoir fait application à la victime de cet accident de la loi du 9 avril 1898. Sans doute sous le régime du Code civil, elle pouvait prétendre à une indemnité plus importante que celle que lui donne la loi nouvelle ; mais pourquoi le patron serait-il moins bien traité dans un cas pareil que lorsqu'il a commis personnellement une faute, voire même une faute lourde? Le tribunal a suivi l'interprétation donnée à l'art. 1er par la circulaire du garde des sceaux du 10 juin 1889 (Chapitre Ier §2). Il suffit, pour que l'accident entraîne l'application du risque professionnel, qu'il se rattache au travail par un lien plus ou moins étroit ; seul, l'événement de force majeure dégage le patron de toute responsabilité. A la différence de l'événement de ce genre, le cas fortuit a sa cause dans le fonctionnement de l'exploitation et alors la responsabilité du patron est engagée. Pour celui-ci, un accident pareil à celui qui fait l'objet de notre décision constitue sûrement un cas fortuit, et s'il est injuste de n'en pas mettre les conséquences à la charge de l'entreprise, il ne serait pas rationnel d'exposer cette même entreprise à une responsabilité plus étendue que n'importe quel autre risque professionnel, alors que c'était au cours même de son travail que la victime avait été si malheureusement atteinte. Il y avait entre ce travail et l'accident un lieu suffisamment étroit pour permettre à la victime de se prévaloir des dispositions de la loi du 9 avril 1898, à l'exclusion de celles du Code civil. J. R.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

27 avril 1900.

Présidence de M. Léon Magnan.

ASSURANCES MARITIMES. — DURÉE DES RISQUES. SÉJOUR A TERRE. — INCENDIE DADS UN ENTREPÔT. — VOYAGE NON INTERROMPU. — RESPONSABILITÉ. — 2° LIMITE DU RISQUE. — INDICATION D'UNE SOMME MAXIMA PAR BATEAU ET PAR VOYAGE.

1° Lorsqu'aux termes d'une clause de la police, les assureurs sont responsables de tous les risques du transport quels qu'ils soient, terrestres ou maritimes, depuis le moment de la prise en charge de la marchandise dans les villes de l'intérieur jusqu'au moment de sa délivrance au point extrême de destination, et notamment de tous risques de séjour à terre, y compris ceux d'incendie, ils répondent de l'incendie des marchandises survenu dans un magasin où elles avaient été entreposées, à moins de démontrer que le séjour à terre en ce lieu et à ce moment ne pouvait à aucun titre et sous aucun rapport être rattaché aux opérations de transport en cours et prises en risques.

Ils ne peuvent donc échapper à la responsabilité qui leur incombe si, dans l'entrepôt où elles ont été incendiées, les marchandises étaient demeurées sous la garde du transporteur terrestre, où leur séjour et leur centralisation étaient imposés par les conditions mêmes de l'opération commerciale exécutée par l'assuré.

2° Lorsque la police d'assurance d'abonnement garantit 200,000 francs au maximum sur chaque bateau et pour chaque voyage, et qu'en outre il a été stipulé que, moyennant une prime supplémentaire, les assureurs garantiraient les risques de transport et de séjour à terre depuis le point de départ jusqu'au point extrême de destination, les assureurs ne peuvent, en cas de sinistre survenu dans un entrepôt à terre et portant sur une très grande quantité de marchandises qui y avaient été accumulées en vue de leur expédition, être responsables que jusqu'à concurrence de 200,000 francs, chiffre maximum du risque qu'ils ont couvert : il n'est pas possible de scinder le contrat d'assurance intervenu en deux contrats en quelque sorte distincts, une assurance maritime ayant pour objet le risque du transport par mer limité, quant à la somme assurée, à 200,000 francs par navire et par voyage, et une assurance terrestre ayant pour objet les divers risques du transport par

terre, fait sans aucune limitation de la somme assurée.

J. E. K. c. Assureurs maritimes.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, suivant police en date du 1er juin, notaire Azaïs, à Marseille, J.-E. K... fils et Cie ont fait assurer par les défendeurs, pour le voyage de sortie de tous les ports des Etats-Unis de l'Amérique du Nord à Bordeaux, au Havre et à Marseille, permis de faire une ou plusieurs échelles, dérouter, rétrograder, charger, décharger et transborder, la somme de 200,000 francs au maximum sur chaque bateau et pour chaque voyage, affectable sur tabacs en boucauts à charger, du 1er juin 1899 au 31 mai 1900, sur bateaux à vapeur indéterminés, quels qu'ils soient; qu'il était expressément stipulé en outre, dans une clause manuècrite, que les risques de séjour et mouvements sur allèges ou autres transports étaient à la charge des assureurs, ainsi que tous risques de séjour à terre, y compris ceux d'incendie, de vol et de pillage, ceux de chemins de fer, canaux, fleuves, rivières, lacs, le tout sans interruption aucune depuis le moment où les tabacs assurés sont pris en charge dans les villes de l'intérieur des Etats-Unis d'Amérique jusqu'au moment de leur délivrance au point extrême de destination; qu'il était payé une prime de 1/8 0/0 pour les boucauts expédiés des points ou villes de l'intérieur des Etats-Unis d'Amérique, viâ New-York;

Attendu que, le 29 septembre 1899, un incendie s'est déclaré dans les magasins ou docks de la Compagnie américaine des chemins de fer du Sud, à Pinners-Point, où se trouvaient entreposés une quantité considérable de boucauts de tabac appartenant à J.-E. K... fils et Cie, incendie dans lequel auraient péri 1,612 boucauts d'une valeur totale de plus de 1,200,000 francs;

Attendu que les demandeurs prétendent réclamer aux assureurs, défendeurs au procès actuel, le remboursement intégral de la perte par eux subie; que lesdits assureurs, d'autre part, prétendent s'exonérer entièrement d'un sinistre qui, d'après eux, ne serait point couvert par leur police;

Sur le principe de la responsabilité des assureurs:

Attendu que la clause manuscrite susrelatée, très explicite et très large dans ses termes, met à la charge des assureurs tous les risques du transport, quels qu'ils soient, terrestres ou maritimes, depuis le moment de la prise en charge de la marchandise dans les villes de l'intérieur jusqu'au moment de sa délivrance au point extrême de destination, et notamment tous risques de séjour à terre, y compris ceux nommément désignés d'incendie;

Attendu que la responsabilité des assureurs ne cesserait que s'ils démontraient que le séjour à terre, à Pinners-Point, pendant lequel s'est produit l'incendie, ne pouvait, à aucun titre et sous aucun rapport, être rattaché aux opérations de transport en cours et prises en risques; qu'il pourrait en être ainsi, si les assurés avaient interrompu le transport en déchargeant la Compagnie du chemin de fer et repris possession de leur marchandise pour la manipuler à leur gré;

Mais, attendu que les marchandises sont toujours restées en la possession, sous la garde, surveillance et responsabilité du chemin de fer américain; qu'elles étaient en route des lieux d'origine à New-York en empruntant la voie choisie par leurs propriétaires, auxquels la police n'imposait aucun itinéraire déterminé;

Attendu, au contraire, que les assurés justifient que le séjour à Pinners-Point se trouvait virtuellement imposé par les conditions mêmes de leur opération commerciale; que, adjudicataires de la Régie française des tabacs, tenus de livrer, au choix et au gré de cette dernière, dans l'un des trois ports de Marseille, le Havre ou Bordeaux, astreints à chercher des affrètements avec la limite maxima de 200,000 francs par navire et par voyage, les assurés ne pouvaient certainement pas faire d'expédition directe des lieux d'achat ou de production aux lieux de la délivrance; qu'ils devaient nécessairement centraliser une partie plus ou moins importante de leurs marchandises avant l'embarquement sur un ou plusieurs points principaux et les faire séjourner pendant un temps indéterminé, avant de les diriger sur leur destination définitive; que le choix, à cet effet, de Pinners-Point, gare terminus de la Compagnie du Sud américain, motivé par des raisons de convenance personnelle des assurés, aux lieu et place d'un magasin à New-York même, port d'embarquement, n'a rien de contraire aux conditions de la police et n'était pas de nature à aggraver le risque; que l'on peut donc considérer le séjour de la marchandise à Pinners-Point comme un de ces séjours à terre visés par la clause manuscrite de la police, faisant partie du risque de transport et, par suite, couverts par l'assurance;

Attendu, au surplus, que les mêmes assureurs qui avaient déjà couvert, l'année précédente, les mêmes opérations, soit les mêmes risques dans les mêmes conditions, ne pouvaient ignorer la façon dont pratiquaient les demandeurs; que tout porte à croire que c'est précisément parce que ces opérations, à leur connaissance, présentaient pour eux plus de danger que les risques ordinaires des transports terrestres, qu'ils avaient stipulé une surprime de 1/8 0/0, alors que, dans la pratique aujourd'hui devenue courante de l'assurance maritime, les risques accessoires du transport par terre, visés par l'art. 22 imprimé, sont couverts gratis et compris de plein droit dans la prime ordinaire du transport maritime;

Attendu, en conséquence, que les assureurs sont responsables, en principe, du sinistre, soit de l'incendie de 1612 boucauts de tabacs appartenant aux demandeurs, survenu le 29 septembre 1899, à Pinners-Point;

Sur l'étendue de la responsabilité des assureurs:

Attendu qu'il serait excesif et inexact, comme le prétendent les assurés, de scinder le contrat d'assurance intervenu en deux contrats en quelque sorte distincts, une assurance maritime ayant pour objet les risques du transport par mer, limitée, quant à la somme assurée, à 200,000 francs par navire et par voyage, et une assurance terrestre, ayant pour objet les divers risques du transport par terre, faite sans aucune limitation de la somme assurée;

Attendu qu'il n'existe, en réalité, qu'un seul contrat, soit une assurance maritime à risque déterminés et limités, conclue moyennant une prime variant de 1/2 à 5/8 0/0; que, à titre supplémentaire et purement accessoire, les assureurs consentent, en outre, à couvrir les risques du transport par terre moyennant la prime infiniment plus réduite de 1/8 0/0; qu'on ne saurait dès lors admettre que ces risques accessoires, compensés par une très faible prime, aient pu, dans l'intention des parties contractantes, jouir de cet avantage exorbitant pour les assurés et comporter cette charge écrasante pour les assureurs d'être absolument illimités quant à la somme assurée; qu'on ne comprendrait pas que des assureurs, qui ont prudemment limité le risque principal à 200,000 francs, aient entendu s'exposer, pour le risque accessoire, à payer une somme illimitée, dépassant leur plein statutaire et peut-être même leur capital social; qu'il suffirait, pour réfuter un pareil système, d'envisager les conséquences iniques, absurdes, impossibles même auxquelles il conduirait fatalement;

Attendu que, en réalité, les parties, en contractant, n'ont porté leur attention que sur le risque principal, soit le risque maritime, et qu'elles n'ont mentionné le risque accessoire du transport terrestre, habituellement couvert gratis, que pour y attacher une légère surprime; que, dans leur pensée, il s'agissait, et véritablement il ne pouvait s'agir que d'une assurance limitée à un maximum de 200,000 francs; que, en recherchant la commune intention des parties, sans s'arrêter au sens littéral des termes employés, on ne peut douter que les assureurs et les assurés ont entendu limiter la somme assurée à 200,000 francs, sinon pour le même événement, du moins pour le même contenant ou récipient, navire, train, dock ou entrepôt, etc., en prenant ces mots dans leur sens le plus large et le plus compréhensif;

Attendu, au surplus, que c'est là l'interprétation que les assurés ont donnée eux-mêmes, en fait, à leur police; qu'ils ont si bien compris que leurs assureurs français ne pouvaient couvrir la totalité des risques entraînés par l'agglomération de leurs marchandises à Pinners-Point que, par l'intermédiaire de leur agent et mandataire en Amérique, le sieur Kelley, ils se sont immédiatement préoccupés de faire garantir *in infinitum* le risque d'incendie en Amérique par d'autres assureurs, soit par la Compagnie du chemin de fer du Sud-américain elle-même; que la correspondance échangée entre ladite compagnie et le sieur Kelley montre à quel point ce dernier, qui n'avait aucun intérêt personnel en jeu et qui n'agissait que pour le compte des demandeurs, ses mandants, était désireux et même anxieux d'obtenir la garantie spéciale du chemin de fer jouant le rôle d'assureur; qu'on ne comprendrait pas cette attitude et cette assurance faite en Amérique si les demandeurs avaient estimé, dès l'origine, que l'assurance française couvrait suffisamment tous leurs risques de Pinners-Point;

Attendu, en résumé, que les défendeurs sont responsables, en principe, du sinistre, mais qu'ils ne le sont que dans la limite de leurs engagements; que les marchandises détruites à Pinners-Point doivent être considérées comme assurées, jusqu'à concurrence de 200,000 francs seulement, par les défendeurs, et pour le surplus, par tous les autres assureurs; qu'il y a donc lieu de faire procéder sur ces bases à la liquidation de l'indemnité due aux demandeurs et, pour ce faire, de renvoyer les parties par devant un arbitre-rapporteur;

Sur les dépens :

Attendu que les assureurs n'ont fait aucune offre; qu'ils déclinent purement et simplement le principe même de leur responsabilité;

Par ces motifs,

Dit et déclare que les défendeurs ont été, jusqu'à concurrence de 200,000 francs, les assureurs des boucauts de tabac perdus dans un incendie survenu à Pinners-Point (Etats-Unis d'Amérique), le 29 septembre 1899, qu'ils sont responsables du sinistre dans la limite de leurs obligations;

Renvoie les parties par devant M. Charles Cauvet, arbitre-rapporteur, pour la liquidation de l'indemnité d'assurance à la charge des défendeurs;

Condamne les assureurs aux dépens, y compris ceux du règlement à intervenir.

Mes AUTRAN et ESTRANGIN av.

Note. — I. — Sur le premier point : L'usage s'est répandu dans l'industrie des assurances maritimes de couvrir les risques de la marchandise depuis son point de départ extrême jusqu'à son extrême point d'arrivée; les assureurs maritimes courent ainsi souvent, et moyennant des peines très basses, des risques de transport terrestre dans des pays où il n'existe que les moyens de transport les plus primitifs, qui offrent des dangers beaucoup plus considérables que les risques du transport par mer eux-mêmes. Lorsqu'un sinistre survient à terre après le départ, comme dans l'espèce sur laquelle a ici à statuer le jugement recueilli, les assureurs sont donc responsables, en principe; car il y a contre eux une présomption que les marchandises étaient en cours de transport, ils ne peuvent s'affranchir de leur responsabilité qu'en rapportant la preuve que le voyage avait été rompu ou interrompu, preuve dont la difficulté équivaut presque à une impossibilité, et qui sera de nature à les faire réfléchir dans l'avenir sur le danger de semblables assurances.

II. — Sur le second point : La solution consacrée par le jugement recueilli ne peut faire aucun doute : le principe que l'indemnité ne peut jamais être supérieure au maximum de la somme assurée devait nécessairement être appliqué.

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

16 mai 1900.

Présidence de M. Tanon.

MARQUES DE FABRIQUE. — IMITATION FRAUDULEUSE (NON). — DISSEMBLANCE CERTAINE DES DEUX MARQUES. — ABSENCE DE CONFUSION.

Il n'y a point lieu d'appliquer l'art. 8, § 1er de la loi du 23 juin 1857, qui punit ceux qui, sans contrefaire une marque de fabrique, en ont fait une imitation frauduleuse « de nature à tromper l'acheteur », ou ont fait usage d'une marque frauduleusement imitée, lorsque, loin d'avoir fait une imitation d'une marque déposée, le défendeur poursuivi a créé, par les dispositions spéciales qu'il a employées, un dessin original et distinct de celui dont se sert le demandeur pour spécialiser ses produits, et que la dissemblance des deux marques est certaine et qu'il est impossible de les confondre.

Spécialement, la marque de fabrique consistant en un cheval au trot monté par un jockey, avec cette mention au dessous « Steeple-chase », plus apparente que la vignette elle-même, ne peut être considérée comme une imitation frauduleuse d'une marque consistant en un cheval monté par un cavalier, portant la mention « Garantie-Paris »

Cahen frères c. Barot.

MM. Cahen frères, fabricants de brosses, ont déposé en 1866 une marque de fabrique, dont le dépôt a été renouvelé, et consistant en un cheval monté par un cavalier portant la mention « Garantie-Paris ». La maison Cahen a prétendu voir une imitation frauduleuse de sa marque dans la marque déposée par la maison Barot de Poitiers en 1884, consistant en un cheval au trot monté par un jockey, avec cette mention au-dessous « Steeple-chase », plus caractéristique que la vignette elle-même.

Sur cette contestation la Cour de Poitiers avait, à la date du 14 juin 1898, rendu l'arrêt suivant:

« Attendu que l'imitation d'une marque de fabrique consiste dans la reproduction involontaire ou cherchée des principaux éléments des signes, inscriptions, emblèmes ou dessins que les fabricants ou négociants apposent sur les marchandises pour les distinguer des produits similaires de leurs concurrents, de telle sorte que, quelle que soit la différence des détails secondaires, l'aspect d'ensemble de la marque imitée et de celle qui l'imite soit le même, et que l'acheteur puisse les confondre l'une avec l'autre lorsqu'il ne fait appel qu'à ses souvenirs;

« Attendu que le sieur Cahen père, fabricant de brosses, a fait, le 8 février 1866, au greffe du Tribunal de commerce de Paris, le dépôt d'une marque de fabriqne consistant en un dessin représentant un cheval monté par un cavalier portant au-dessous de la vignette, cette mention imprimée sur deux lignes « Garantie-Paris »; que la propriété de cette marque a été régulièrement conservée par le renouvellement du dépôt effectué par les fils Cahen; mais que l'aspect d'ensemble du dessin a été d'abord modifié par la suppression de l'inscription et ensuite par l'adjonction de ces mots, mis tantôt au-dessus, tantôt au-dessous « Au cavalier »;

« Attendu qu'à partir ds 1878, la maison Rias et Barot qui fabrique, comme la maison Cahen, des brosses de toute nature, paraît avoir apposé le dessin d'un cheval nu sur des brosses d'écurie, plutôt pour en indiquer la destination que pour spécifier un produit; que, le 13 janvier 1894, le sieur Barot a déposé au greffe du Tribunal de commerce de Poitiers, pour s'en assurer la propriété exclusive, une marque consistant en un cheval au trot monté par un jockey avec cette mention au-dessous : « Steeple-chase »;

« Attendu que, par suite de l'antériorité de sa possession, la maison Cahen a le droit de revendiquer l'usage exclusif de la marque du cheval monté par un paletrenier ou un jockey, si la marque déposée par le sieur Barot est une reproduction assez ressemblante de la sienne, pour qu'une confusion puisse être faite par un acheteur qui n'attache qu'au dessin la garantie des qualités qu'il recherche dans la marchandise pourvue de cet emblême;

« Attendu que, sans même tenir compte des dissemblances de détail résultant des différences existant dans les couleurs du dessin, les attitudes des cavaliers, les formes des chevaux, dont on garde mal le souvenir, les marques telles qu'elles sont employées par les maisons Cahen et Barot, ne provoquent en aucune façon la même impression et qu'il semble impossible, ne les eût-on soumises qu'à un examen sommaire et rapide, de les confondre l'une avec l'autre; qu'en effet, alors que la maison Cahen frappe avec un poinçon la petite silhouette en noir ou en bleu d'un cheval monté, ramassé sur lui-même et piaffant, qu'elle place sans aucune inscription vers la pointe de ses brosses; que la maison Barot, au contraire, étale, au milieu de ses brosses d'écurie, un cheval monté, décalqué en rouge qui semble parcourir, à de longues allures,

le dos même de la brosse qui lui sert en quelque sorte de cadre, pendant qu'au-dessous se détache, en grandes lettres, ceett inscription sur une seule ligne : « Steeple-chase. »

« Attendu que cette mention, qui frappe le regard et attire l'attention, est plus caractéristique que le dessin lui-même, et c'est certainement son souvenir, plus que celui du cheval, qui n'a rien de saisissant pour l'œil, sur un objet destiné an service de l'écurie, qui reste gravée dans l'esprit de la personne qui a vu antérieurement la brosse et veut en faire l'acquisition; que, d'ailleurs, dans un grand nombre d'industries, certains fabricants, tenant à indiquer dans leurs marques la nature du produit, adoptent des emblêmes dont le fond du dessin se trouve être identique avec celui employé par quelques autres producteurs du même objet, et ils ne différencient ces emblêmes que par des accessoires caractéristiques et dominants, qui constituent alors la marque spéciale de leur maison;

« Attendu que, malgré l'emploi simultané du cheval monté, la dissemblance est si certaine que les maisons Cahen et Barot, ainsi que leur clientèle, ont subi elles-mêmes une impression bien différente par la vue des emblêmes employés, car, pendant que la maison Cahen dénomme sa marque « Au cavalier » la maison Barot et les personnes qui se fournissent chez elle appellent les brosses en chiendent pour écurie et revêtues de leur dessin « le Steeple-chase ».

« Attendu que de ces constatations il ressort que, loin d'avoir fait une imitation, le sieur Barot a créé par les dispositions spéciales qu'il a employées, un dessin original et distinct de celui dont se sert la maison Cahen pour spécialiser ses produits; que, dès lors, il n'y a pas lieu de lui enjoindre de supprimer ou de modifier la marque qu'il a déposée; d'où il suit qu'en en faisant usage, il n'a causé aucun préjudice dont il doive réparation;

« Attendu que, de son côté, le sieur Barot n'a point justifié sa demande en dommages-intérêts, car, s'il a été entraîné dans une instance où il triomphe en fin de cause, l'action, qui a été dirigée contre lui, était assez incertaine dans les appréciations qu'elle comportait, pour que la demande n'eût par elle-même aucun caractère malicieux, et dans ce cas, la loi ne permet d'appliquer au plaideur téméraire d'autre peine que celle qui résulte de la condamnation aux dépens; que, d'un autre côté, il n'apparaît pas que l'appelant ait éprouvé un préjudice moral, car son honorabilité commerciale, non contestée par ses adversaires, qui n'ont pas soutenu à l'audience que l'imitation fût frauduleuse, n'a pas été atteinte et sort entière des débats auxquels il a pris part;

« Par ces motifs,

« Dit qu'il a été mal jugé par le jugement dont est appel, rendu entre les parties par le Tribunal civil de Poitiers, le 29 juillet 1896; bien appelé d'icelui;

Emendant, réformant et faisant ce que les juges auraient dû faire, déclare que le sieur Barot n'a pas imité la marque de fabrique des frères Cahen, dit que ceux-ci sont mal fondés dans leur demande de suppression de la marque adoptée par le sieur Barot, ainsi que dans leur demande en dommages-intérêts formée par appel incident; en conséquence, les en déboute et les condamne en tous les dépens de première instance et d'appel, qui ne comprendront que les frais résultant de cette condamnation;

« Rejette comme non justifiée la demande en dommages-intérêts formée par Barot;

« Ordonne la restitution de l'amende consignée. »

Sur pourvoi de MM. Cahen frères, la Cour de Cassation (Requêtes), à la date du 16 mai 1900, a rendu l'arrêt de rejet, dont la teneur suit :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu l'art. 8, § 1er de la loi, qui punit ceux qui, sans contrefaire une marque, en ont fait une imitation frauduleuse « de nature à tromper l'acheteur » ou ont fait usage d'une marque frauduleusement imitée;

Attendu que l'arrêt s'est refusé à faire à la cause l'application de cet article, par ce motif que, loin d'avoir fait une imitation de la marque du sieur Cahen, Barot a créé, par les dispositions spéciales qu'il a employées, un dessin original et distinct de celui dont se sert la maison Cahen pour spécialiser ses produits; que la dissemblance des deux marques est certaine et qu'il est impossible de les confondre;

Attendu que cette appréciation, qui échappe au contrôle de la Cour de cassation, justifie la décision attaquée; que l'arrêt, dont les motifs n'ont rien de contradictoire, n'a pas violé les articles visés au pourvoi;

Rejette.

MM. GEORGE-LEMAIRE rapp.; MÉRILLON av. gén. — Me PÉROUSE av.

Note. — Le principe rappelé par la Cour de cassation est absolument certain en doctrine aussi bien qu'en jurisprudence.

L'art. 8 § 1er de la loi du 23 juin 1857 ne punit l'imitation d'une marque de fabrique qu'autant qu'elle est frauduleuse et de nature à tromper l'acheteur. Il ne saurait donc y avoir de poursuite pénale et même civile, alors qu'il est constaté

que la dissemblance de la marque déposée et de celle poursuivie est certaine, et qu'un acheteur, même doué d'une intelligence ordinaire, ne saurait les confondre l'une avec l'autre. V. Pouillet, Marq. de fab., n° 191 ; Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Propriété individuelle, n° 343. — *Adde* : Paris 8 juillet 1862, Ann. 62.263; Rennes 6 mars 1890 (Gaz. Pal. 1890.1.611); Cass. 10 janvier 1899, (J. Droit ind., 1899, p. 16); Besançon 13 décembre 1899, (J. Droit ind., 1900, p. 35).

178

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

20 février 1900.

Présidence de M. Tanon.

SERVITUDE. — MITOYENNETÉ. — MUR. — JOURS. EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

La prohibition, portée en l'art. 675 C. civ., d'ouvrir des jours dans un mur mitoyen, constituant une servitude au profit d'un héritage sur un héritage contigu, ceci exclut l'application de cet article au cas où l'un des héritages n'existe plus par suite de son incorporation au domaine public.

Mais le propriétaire du domaine incorporé est fondé, en ce cas, à invoquer les principes de la communauté indivise, suivant lesquels tout copropriétaire ne peut faire usage de la chose commune qu'à la condition de ne pas porter atteinte au droit de son copropriétaire.

Ainsi, lorsque de deux maisons séparées par un mur mitoyen, l'une a été expropriée pour cause d'utilité publique et démolie, et que le sol en a été incorporé à une voie publique municipale, la Ville a le droit d'invoquer son droit de copropriété subsistant sur l'ancien mur mitoyen, pour s'opposer à ce que le propriétaire de l'autre maison ouvre dans ledit mur des jours dont l'existence, en augmentant la valeur de cette maison, lèserait éventuellement les intérêts de la Ville au cas d'une nouvelle expropriation devenue nécessaire.

Dunkel c. Ville de Paris.

Le 24 janvier 1899, le Tribunal civil de la Seine avait rendu le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte des faits de la cause que Vaucheret et Levallois d'une part, et Dunkel, d'autre part, étaient propriétaires de terrains à usage de jardins, sur le prolongement projeté du boulevard Raspail à l'intersection de la rue de Rennes; que ces terrains étaient séparés par un mur de clôture mitoyen; qu'à une certaine époque, Dunkel édifia sur sa propriété une construction qu'il appuya sur une partie de ce mur et qu'il fit ouvrir des vues droites sur la parcelle de Vaucheret et Levallois, du consentement de ceux-ci, mais à titre de bon voisinage et par simple tolérance; que, suivant acte reçu Mahot de la Quérantonnais, les 2-3 juillet 1895, Vaucheret et Levallois vendirent leur terrain à la ville de Paris qui consentit à autoriser Dunkel à conserver les jours par lui ouverts, à titre de tolérance de servitude révocable au gré de l'Administration, et que, pour bien caractériser cette tolérance, elle exigea que Dunkel lui payât chaque année, en une seule fois et d'avance, à compter de sa prise de possession, une redevance de 10 francs par ouverture, soit une somme de 110 francs ;

« Attendu que Dunkel a payé la redevance afférente à l'année 1895, mais s'est refusé à acquitter celle de 1896; que le préfet de la Seine, représentant la ville de Paris, a alors, à la date du 15 mars 1895, décerné contre lui une contrainte pour le recouvrement de la somme de 110 francs, et que, suivant exploit de Chauvin du 21 janvier 1897, il lui a fait commandement d'avoir à en payer les causes; que, sur un procès-verbal de tentative de saisie-exécution, Dunkel a déclaré y former opposition, et que, suivant exploit de Salmon, du 23 janvier 1897, il a réitéré son opposition et assigné le préfet de la Seine ès qualités, à l'effet de voir prononcer la nullité de la contrainte; que, se portant reconventionnellement demandeur, le préfet de la Seine conclut à la condamnation de Dunkel au paiement de la somme de 220 francs représentant les annuités échues en 1897 et 1898, ensemble les intérêts, et à la continuation des poursuites commencées ;

« Attendu qu'un décret du 14 mars 1896 a classé au nombre des voies publiques de la ville de Paris le boulevard Raspail, parties comprises... notamment entre la rue de Rennes et la rue du Cherche-Midi, sur une longueur de 53 mètres; que cette partie s'arrêtant au ras de la construction de Dunkel, correspond à la surface entière du terrain acquis par Vaucheret et Levallois, qui s'est trouvé, dès lors, incorporé au domaine public; que la servitude qui avait continué de grever la construction de Dunkel tant que le sol contigu faisait partie du domaine privé de la ville, a cessé d'exister au moment même où le sol est entré dans le domaine public; mais que la cessation de la servitude a laissé subsister le droit de communauté de la Ville sur le mur litigieux et que celle-ci est, en conséquence, fondée à invoquer les principes de la propriété indivise, suivant lesquels un copropriétaire ne peut faire usage de la chose commune qu'à la condition de

ne pas préjudicier aux droits de son copropriétaire;

« Attendu que vainement Dunkel allègue que, l'ancien mur ayant été totalement enfoui par le remblai effectué pour mettre le sol au niveau des voies avoisinantes, le mur actuel, construit en surélévation entièrement à ses frais, est devenu sa propriété exclusive; qu'en effet, la partie non mitoyenne n'en reste pas moins appuyée sur un mur mitoyen; que ce mur portait lui-même sur un terrain commun, d'où il suit que le surhaussement construit par Dunkel porte pour moitié sur un terrain qui est la propriété privée de la ville de Paris, et que cette communauté du sol et des fondations fait obstacle à ce que Dunkel en fasse un usage préjudiciable aux droits de la Ville; que ce préjudice résultera pour la Ville de la plus-value considérable que la liberté de vue et d'accès sur le boulevard Raspail donnerait à l'hôtel de Dunkel et dont il ne manquerait pas de se prévaloir pour réclamer une indemnité plus élevée, le jour certain, quoique peut-être encore éloigné, où il s'agira de l'exproprier;

« Attendu, toutefois, que la ville de Paris déclare ne pas exiger la suppression des vues litigieuses et consentir à leur maintenue sous les seules conditions de précarité et d'indemnité qu'elle a jadis imposées à Dunkel; que ses prétentions sont légitimes, et que Dunkel ne saurait, sans renoncer à l'exercice de la faculté concédée, se soustraire aux conséquences d'une obligation licite et formelle, qu'il a librement consentie;

« Par ces motifs,

« Déclare Dunkel mal fondé dans son opposition à la contrainte susénoncée, l'en déboute;

« Déclare celle-ci bonne et valablement pratiquée;

« Condamne Dunkel au paiement des intérêts des causes de la contrainte, du jour de la demande;

« Le condamne à payer à la ville de Paris la somme de 220 francs pour les redevances échues en 1897 et 1898, aux intérêts du jour de la demande;

« Ordonne la continuation des poursuites pour avoir paiement de la somme totale de 330 francs, ensemble les intérêts, sur les derniers errements de la procédure;

« Et condamne Dunkel aux dépens. »

Le sieur Dunkel s'est pourvu en cassation; mais son pourvoi a été rejeté par un arrêt de la Chambre des requêtes ainsi conçu :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi, pris de la violation des art. 658, 675, 676, 677, 678, 679, 680 C. civ., 53 de la loi du 16 septembre 1807, 2 du décret du 26 mars 1852, 1er du décret du 14 mars 1896, 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que Dunkel et la ville de Paris étaient propriétaires à Paris de terrains contigus et séparés par un mur mitoyen; que Dunkel, ayant édifié sur sa propriété une construction appuyée sur ce mur et ayant ouvert dans la partie exhaussée et non mitoyenne onze vues droites, fut autorisé par la Ville à les conserver à titre de tolérance de servitude et moyennant une redevance annuelle de 110 francs; que, depuis, la surface entière du terrain appartenant à la ville a été incorporée dans le boulevard Raspail, classé au nombre des voies publiques de la ville de Paris par décret du 14 mars 1896; que, seuls, le mur mitoyen, et le sol lui servant de base n'ont pas été englobés dans cette voie nouvelle et sont demeurés dans le domaine privé de la Ville, qui a intérêt à maintenir la précarité de vue et d'accès dont jouit Dunkel, afin de l'empêcher de lui réclamer une indemnité plus élevée au moment où elle devra exproprier son hôtel;

Attendu, il est vrai, que la prohibition portée en l'art. 675 C. civ. d'ouvrir des jours dans un mur mitoyen constitue une servitude au profit d'un héritage sur un héritage contigu, ce qui exclut l'application de cet article au cas où l'un des héritages n'existe plus, par suite de son incorporation au domaine public; mais que le propriétaire du domaine incorporé est fondé en ce cas à invoquer les principes de la communauté indivise, suivant lesquels tout copropriétaire ne peut faire usage de la chose commune qu'à la condition de ne pas porter atteinte au droit de son copropriétaire;

Attendu qu'en déclarant, en l'état des constatations susvisées, que, si la servitude qui grevait l'héritage de Dunkel avait cessé d'exister par l'incorporation des terrains contigus au domaine public, la Ville avait néanmoins conservé sur le sol et sur la partie du mur commun, demeurés dans son domaine privé, un droit de copropriété qui interdisait à Dunkel d'ouvrir dans sa construction, lui appartenant en propre, mais reposant sur la chose commune, des vues dont le maintien léserait les intérêts de la ville de Paris, et qu'en décidant que Dunkel ne pouvait, sans renoncer à l'exercice de la faculté concédée, se soustraire à l'obligation licite et formelle qu'il avait librement contractée, le jugement attaqué, qui est d'ailleurs suffisamment motivé, a fait une juste application des principes de la matière et n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Dunkel contre le jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 24 janvier 1899.

MM. PUECH rapp.; MELCOT av. gén. — M TALAMON av.

Note. — La Cour de cassation, en posant en principe dans plusieurs arrêts antérieurs, comme dans l'arrêt ci-

dessus, qu'à partir de l'incorporation du sol de l'une des maisons, séparées par un mur mitoyen, au domaine public, la situation cesse, au point de vue des droits respectifs des deux copropriétaires sur ledit mur, d'être régie par l'art. 675 C. civ., et est régie exclusivement désormais par les principes de la communauté, en avait tiré des conséquences absolument contraires, en refusant à la ville expropriante le droit de s'opposer à ce que le propriétaire de la maison subsistante ouvrît des jours dans l'ancien mur mitoyen sur la voie publique : Cass. 31 janvier 1849 (S. 49.2.679 — J. du P. 49.1.39 — D. 48.2.176) ; 21 juillet 1862 (S. 62.1.796 — J. du P. 62.1081 — D. 62.1.373).

COUR D'APPEL DE BOURGES

10 mai 1900.

Présidence de M. Plaisant.

RÉHABILITATION. — ART. 634 C. INST. CRIM. MODIFIÉ PAR LA LOI DU 10 MARS 1898. — PEINE PRESCRITE. — CONDAMNÉS QUI NE SE SONT POINT DÉROBÉS A L'EXÉCUTION.

La disposition de l'art. 2 § 5 de la loi du 10 mars 1898, aux termes de laquelle les condamnés à une peine correctionnelle qui auront prescrit contre l'exécution de la peine peuvent être réhabilités après un délai de six années écoulées depuis la prescription, est applicable sans distinguer suivant que la prescription a été acquise ou non par un fait dépendant de la volonté du condamné.

En conséquence, le condamné ne peut être réhabilité avant l'expiration de ce délai de six années écoulées depuis la prescription de la peine, encore bien qu'il ne se serait point dérobé à son exécution.

C...

LA COUR,

Attendu que C... a encouru les condamnations ci-après : 1° 19 juillet 1893, Bourges, vol de poissons, huit jours de prison avec sursis, loi du 26 mars 1891 ; 2° 30 septembre 1893, Bourges, violence à garde particulier, six mois de prison ; que C... a subi la seconde de ces peines, mais que, par suite d'un oubli sans doute, il n'a pas subi consécutivement la première ;

Attendu que, dans ces circonstances et aux termes de la loi du 10 mars 1898, art. 2 § 5, sa demande en réhabilitation, en date du 11 décembre 1899, ne saurait être accueillie; qu'en effet, la peine du 19 juillet 1893 est aujourd'hui prescrite, mais qu'il ne s'est point écoulé six ans depuis cette prescription; que vainement on observerait que G... ne s'est point dérobé à l'exécution de cette peine, et que, sous l'empire de l'art. 619 ancien C. inst. crim. il était admis, en semblable occurrence, qu'une demande en réhabilitation était recevable ;

Attendu qu'en effet la loi du 10 mars 1898 a eu pour but précisément d'obvier à ce que cet art. 619 avait de trop rigoureux, en ce qu'il mettait obstacle indéfiniment à la réhabilitation dans le cas où la peine n'avait point été subie; qu'aujourd'hui, la réhabilitation peut toujours être poursuivie, après un certain laps de temps, et que l'art. 619 nouveau ne distingue pas suivant que la prescription a été acquise ou non par un fait dépendant de la volonté du condamné ;

Par ces motifs,

Dit la demande en réhabilitation de C... non recevable.

Note. — Sous le régime de la législation antérieure à la loi du 10 mars 1898, la réhabilitation ne pouvait pas, en principe, être accordée au condamné qui avait prescrit sa peine au lieu de la subir ; on considérait que la prescription ne s'acquérait que par une révolte contre la loi et ne pouvait ainsi tenir lieu de l'exécution de la peine : Paris 5 février 1853 (S. 53.2.293) ; Orléans 14 avril 1886 (D. 86.2. 269) ; *Sic* : André, Réhab., p. 191; Brégeault el Delagarde, Réhab., p. 35; Faustin-Hélie, Instruct. crim., t. VIII, p. 101. Mais, s'il n'y avait point eu de révolte contre la loi de la part du condamné, si celui-ci ne s'était pas volontairement soustrait à l'exécution de la peine, si, par exemple, il n'avait point été requis de subir sa peine, ou avait ignoré la condamnation par défaut rendue contre lui, la prescription de la peine ainsi acquise ne s'opposait pas à la réhabilitation : Aix 8 novembre 1888 (Rec. Aix 1889.1. 437) ; Orléans 14 avril 1886 précité.

Aujourd'hui, la loi du 10 mars 1898 décide d'une façon générale que la prescription de la peine ne fait plus obstacle à la réhabilitation; le condamné est seulement obligé pour l'obtenir d'attendre qu'un certain délai se soit écoulé depuis la date où la peine a été prescrite, délai fixé à six ou dix années suivant les cas. Dès lors, la question se posait de savoir si les condamnés, qui avaient prescrit leur peine sans chercher à ne point la subir, devaient attendre le délai fixé par la loi nouvelle, ou si au contraire ils pouvaient encore se prévaloir de la jurisprudence antérieure qui leur était bien plus favorable. Nous croyons que l'arrêt recueilli, en plaçant tous les condamnés dans la même situation, qu'ils se soient ou non dérobés à l'exécution de leur peine, a fait une exacte application de la loi, qui ne fait aucune distinction.

COUR D'APPEL DE PAU (1re CH.)

11 avril 1900.

Présidence de M. Maury.

1° SAISIE IMMOBILIÈRE. — APPEL. — ÉNONCIATION DES GRIEFS. — ART. 732 C. PR. CIV. — MOYENS.

2° EXPLOIT. — MENTIONS RELATIVES A L'HUISSIER. — OMISSION DES NOM, DEMEURE ET IMMATRICULE DE L'HUISSIER. — EQUIPOLLENTS. — CACHET SUR L'ENVELOPPE. — SIGNATURE DE L'HUISSIER. — EXPLOITS SIGNIFIÉS ULTÉRIEUREMENT.

1° *Si l'acte d'appel doit, d'après l'art. 732 C. pr. civ., énoncer les griefs invoqués par l'appe-*

lant, il n'est pas nécessaire qu'il énumère les moyens que celui-ci doit développer et à plus forte raison les motifs à l'appui de ces moyens.

Spécialement, lorsque l'appelant indique dans son acte d'appel que le jugement attaqué lui fait grief parce qu'il a validé le commandement à fin de saisir dont il avait demandé la nullité pour inobservation des formalités édictées par l'art. 61 C. pr. civ., ledit acte d'appel satisfait à l'art. 732 C. pr. civ., puisqu'il indique suffisamment que l'appelant demande la nullité du commandement refusée par les premiers juges.

2° Lorsque la copie d'un exploit n'indique pas les nom, prénom, demeure et immatricule de l'huissier, cette omission qui entraîne la nullité de l'acte ne saurait être suppléée par la mention insérée à la fin dudit exploit que la copie a été remise sous enveloppe fermée portant sur la fermeture le cachet de l'étude.

..... Ni par la signature de l'huissier apposée au bas de l'acte, si cette signature est absolument illisible.

..... Ni par cette circonstance que, postérieurement à la date de la signification dudit exploit, la personne à laquelle il était signifié a connu le nom de l'huissier par de nouveaux exploits à elle notifiés.

Consorts Fourpome c. veuve Zambeaux.

Le Tribunal civil de Lourdes avait rendu le 15 novembre 1899 le jugement suivant :

« Attendu que les époux François Fourpome et Marianne Fourpome arguent de nullité la saisie immobilière pratiquée au préjudice de Marianne Fourpome, à la requête de Cécile Fouchou, veuve de Léon Zambeaux, suivant procès-verbal de Bordes, huissier à Aucun, en date des 31 juillet, 1er et 2 août 1899, par le double motif : 1° que la copie du commandement signifiée à Marianne Fourpome le 23 mai 1899, ne contiendrait pas les mentions relatives à l'huissier instrumentaire, exigées, à peine de nullité, par l'art. 61 C. pr. civ.; 2° que ladite saisie serait nulle, comme ayant été pratiquée en violation des dispositions de l'art. 2205 C. civ.;

« Attendu, sur le premier moyen, qu'il est exact de soutenir qu'il ne suffit pas que l'original d'un exploit soit régulier; que la copie tient lieu d'original à la partie à qui elle est signifiée et que cette copie doit, comme l'original, fournir la preuve de l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par la loi;

« Attendu, en fait, qu'il est certain que l'huissier Bordes a omis de mentionner en tête de la copie du commandement dont s'agit, ses nom, prénom, demeure et immatricule; qu'il a seulement apposé sa signature au bas de l'exploit;

« Attendu que, si l'art. 61 C. pr. civ. exige, à peine de nullité, que tout exploit contienne les nom, prénoms, demeure et immatricule de l'huissier instrumentaire, c'est afin que la partie à qui ledit exploit est signifié ne puisse se méprendre ni sur la personne ni sur la qualité de la personne qui l'a notifié; mais que la loi ne désigne nulle part dans quelle partie de l'exploit ces mentions doivent être portées; qu'elle n'exige pas davantage que ces mentions soient écrites de la main même de l'huissier; qu'enfin il est de jurisprudence constante qu'il peut être suppléé à ces mentions par des équivalents;

« Attendu que la copie signifiée à Marianne Fourpome contient, *in fine*, la mention suivante, écrite en entier de la main de l'huissier Bordes et suivie de sa signature : « J'ai remis cette « copie à ladite Marianne Fourpome, dans son « domicile où, étant et parlant à son frère, à qui « j'ai remis la copie sous envoloppe fermée, por- « tant d'un côté les nom et demeure de ladite « Marianne Fourpome, et de l'autre, sur la « fermeture, le cachet de mon étude »;

« Attendu qu'en agissant de la sorte, l'huissier Bordes s'est conformé aux dispositions de l'art. 1er de la loi du 15 février 1899, qui modifie l'art. 68 C. pr. civ.; qu'il est permis de dire que l'enveloppe fait partie intégrante de l'acte qu'elle renferme, et qu'elle ne forme avec lui qu'un seul et même tout;

« Attendu que le cachet apposé par l'huissier Bordes sur ladite enveloppe contient la mention suivante : J. L. Bordes, huissier à Aucun; qu'il est certain que la copie serait régulière, si, en outre de sa signature, l'huissier Bordes y eût apposé son cachet; qu'il doit en être de même, et pour les raisons plus haut énoncées, ledit cachet se trouvant sur l'enveloppe; que ce premier moyen n'est donc pas fondé;

« Attendu, sur le second moyen, que l'art. 2205 C. civ. vise uniquement le cas où le créancier d'un cohéritier voudrait poursuivre l'expropriation des immeubles formant sa part indivise dans une succession; que dans ce cas le créancier doit au préalable faire procéder à un partage, afin de faire déterminer la part revenant à son débiteur; mais que telle n'est pas l'espèce soumise au tribunal; que la dame Cécile Fouchou, veuve Zambeaux, agit, non comme créancière personnelle de Mme Marianne Fourpome, mais bien comme créancière de sa mère, Elisabeth Vendôme, dont tous les biens sont devant le gage de sa créance;

qu'ainsi le commandement du 23 mai 1899 a été signifié à Marianne Fourpome, prise comme héritière pour partie de la succession de sa mère Elisabeth Vendôme et, en tant que de besoin, comme tiers débitrice des immeubles grevés de l'hypothèque inscrite au profit de la créancière poursuivante; que la procédure, quant à ce, a été régulièrement suivie;

« Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens;

« Par ces motifs,

« Accueille comme régulière en la forme l'opposition formée par les époux François Fourpome et par Marianne Fourpome envers la saisie pratiquée au préjudice de Marianne Fourpome, suivant procès-verbal de Bordes, huissier à Aucun, en date des 31 juillet, 1er et 2 août 1899;

« Au fond, la déclare infondée et non justifiée; les en démet;

« Ordonne la continuation des poursuites;

« Joint la saisie dont s'agit à celle pratiquée au préjudice des époux François Fourpome, suivant procès-verbal de l'huissier Bordes en date des 1er et 2 mai 1897;

« Dit qu'il sera procédé sur les deux poursuites par une seule et même procédure;

« Fixe l'adjudication au jeudi 4 janvier 1900;

« Condamne les époux François Fourpome et Marianne Fourpome solidairement aux dépens. »

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que la veuve Zambeaux prétend que les consorts Fourpome sont irrecevables à invoquer devant la cour la nullité du commandement, cette nullité n'ayant pas été indiquée dans l'acte d'appel;

Attendu que, dans leur requête en nullité de saisie immobilière, les consorts Fourpome ont demandé la nullité du commandement signifié à Marianne Fourpome le 23 mai 1899, motifs pris de ce que cet acte ne contenaitpas les énonciations prescrites par l'art. 61 C. pr. civ,; que les premiers juges, après avoir examiné cette demande, l'ont repoussée;

Attendu que les consorts Fourpome ont dans leur acte d'appel déclaré que les motifs de l'appel sont pris notamment, de ce que le Tribunal de Lourdes a validé le commandement et la saisie immobilière;

Attendu qu'il n'y a lieu de rechercher si dans ces conditions, les consorts Fourpome ont satisfait aux prescriptions de l'art. 732 C. pr. civ.;

Attendu que l'acte d'appel, d'après l'art. 732 susvisé, doit énoncer les griefs invoqués par l'appelant, mais qu'il n'est pas nécessaire qu'il énumère les moyens que celui-ci doit développer, et à plus forte raison les motifs à l'appui de ces moyens; que les consorts Fourpome, en indiquant, dans les conditions qui viennent d'être rappelées, que le jugement attaqué leur faisait grief parce qu'il avait validé le commandement, indiquaient suffisamment qu'ils demandaient la nullité du commandement refusée par les premiers juges; que l'intimée ne pouvait avoir aucun doute, ni aucune hésitation à cet égard; qu'il y a donc lieu de repousser le moyen d'irrecevabilité;

Au fond :

Attendu que la copie d'un exploit tient lieu d'original à la partie qui l'a reçue et que les mentions qu'elle contient sont les seules qui peuvent lui être opposées;

Attendu que la copie du commandement signifiée à Marianne Fourpome le 23 mai 1899 n'indique pas les nom, prénom, demeure et immatricule de l'huissier qui l'a signifiée; que le commandement est donc nul aux termes de l'art. 61 C. pr. civ.; mais que l'intimée prétend que la nullité ne saurait être prononcée : 1° parce que l'enveloppe contenant l'exploit était revêtue du cachet de l'étude de l'huissier; 2° parce que la demoiselle Fourpome ne s'est pas méprise sur la signature de l'huissier apposée au bas de l'exploit;

Sur le premier moyen :

Attendu que la loi du 15 février 1899 n'a apporté aucune modification à l'art. 61 C. pr. civ., mais seulement à l'art. 68 du même Code; que le législateur de 1899 a voulu assurer le secret et prévenir toute divulgation, quand l'huissier, ne rencontrant pas la partie intéressée, ne pouvait remettre la copie à elle-même;

Attendu, dès lors, que la loi de 1899 n'a pas atténué les prescriptions de l'art. 61 susvisé, mais édicté des formalités plus rigoureuses pour la remise des exploits;

Attendu que, si les énonciations substantielles prescrites par l'art. 61 peuvent être remplacées par des équipollents, c'est à la condition que ces équipollents soient contenus dans l'exploit lui-même; que, en admettant même que ces équipollents puissent se trouver dans les pièces qui accompagnent l'exploit, c'est à la condition qu'il s'agisse de pièces dont la teneur doit passer nécessairement sous les yeux de la personne à qui la copie est remise;

Attendu que l'on ne saurait assimiler à ces pièces l'enveloppe contenant la copie d'un exploit; que cette enveloppe est distincte de l'acte qu'elle renferme; qu'elle ne peut, à aucun point de vue, être considérée comme formant avec lui un seul et même tout; que la copie, remise sous enveloppe, si elle est signifiée à la partie elle-même, doit réunir en elle toutes les conditions substantielles à sa validité; que la mention insérée à la fin de l'exploit, que la copie a été remise sous enveloppe fermée portant sur la fermeture le cachet de l'étude, ne saurait suppléer à l'indication des nom, prénom, demeure et immatricule de l'huissier qui aurait dû se trouver dans la copie;

Attendu, en effet, que cette mention écrite par l'huissier sur la copie l'a été forcément avant qu'il l'ait placée dans l'enveloppe, qu'il ait fermé cette enveloppe et qu'il ait apposé son cachet sur la fermeture ; qu'il en résulte qu'il a pu oublier, au dernier moment, d'imprimer son cachet sur l'enveloppe ;

Attendu, d'ailleurs, qu'en supposant que le cachet de l'étude ait été apposé sur l'enveloppe, l'accomplissement de cette formalité n'a pas suffi pour faire nécessairement connaître à Marianne Fourpome, les nom, prénom, demeure et immatricule de l'huissier ; qu'elle a pu, en effet, déchirer l'enveloppe sans que son attention ait été appelée sur le cachet ; qu'elle a pu la jeter et que rien n'établit qu'elle a lu les mentions du cachet portant : « J.-L. Bordes, huissier à Aucun » ; qu'il est donc certain que les mentions prescrites par l'art. 61 C. pr. civ. à peine de nullité n'ont pas été insérées dans la copie signifiée à Marianne Fourpome le 23 mai 1899, et que ces mentions n'ont été remplacées par aucun équipollent ;

Sur le second moyen :

Attendu que, si l'omission de l'indication des noms de l'huissier peut être réparée par la signature, c'est à la condition que celle-ci soit très lisiblement apposée ; que, dans l'espèce, cette signature est absolument illisible ;

Attendu que l'intimée oppose à l'appelante qu'elle a connu le nom de l'huissier, puisque, dans sa requête en nullité de la saisie, elle déclare que, par exploit de Bordes, huissier à Aucun en date du 23 mai dernier, Mme Zambeaux a fait signifier un nouveau commandement, et que, suivant procès-verbaux du même huissier en date du 21 et du 1er août derniers, il a été procédé en vertu du commandement sus-mentionné ;

Attendu que ces énonciations n'établissent pas que Marianne Fourpome ait connu les nom, prénoms, demeure et immatricule de l'huissier au moment où la copie du 23 mai lui a été remise ou à une époque concomitante ; que, dans le procès-verbal signifié le 31 juillet à Marianne Fourpome, l'huissier Bordes déclare, il est vrai, qu'il procède : « en vertu du commandement aux fins de saisie immobilière, par exploit de mon ministère en date du 23 mai dernier », mais que, s'il faisait savoir le 31 juillet 1899 à Mme Fourpome que c'était lui qui avait signifié la copie du 23 mai 1899, cet avis était tardif et ne pouvait faire revivre un acte nul par lui-même ; qu'en effet, à la date où ce dernier avait été signifié, rien n'indiquait à Marianne Fourpome que le papier qui lui était remis sous enveloppe, était un acte d'huissier, et, particulièrement de l'huissier Bordes, demeurant à Aucun ; qu'elle n'avait donc point à se demander quelles pouvaient en être les conséquences, ni à rechercher si elle devait obéir à ses injonctions, ou attaquer par toute voie de droit l'acte qui lui a été signifié ;

Attendu que Marianne Fourpome, en signalant les omissions de l'acte du 23 mai, songeait si peu à couvrir les vices de cet acte qu'elle en demandait la nullité ; qu'il y a donc lieu de prononcer la nullité du commandement du 23 mai 1899 et, par suite, par application des art. 673, 674 et 715 C. pr. civ., la nullité de la saisie des 31 juillet et 2 août suivants ;

Attendu que les dommages-intérêts demandés par les consorts Fourpome ne sont pas justifiés ; qu'il y a lieu de condamner la partie qui succombe aux dépens et d'ordonner la restitution de l'amende ;

Par ces motifs,

Dit que les consorts Fourpome sont recevables à invoquer devant la cour la nullité du commandement ;

Infirme le jugement dú Tribunal civil de Lourdes en date du 15 novembre 1899 ;

Emendant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ; annule le commandement du 23 mai 1899 et, par suite, la saisie des 31 juillet et 2 août suivants ;

Fait défense à la veuve Zambeaux d'y donner suite ;

La condamne aux dépens de première instance et d'appel ;

Dit n'y avoir lieu à dommages-intérêts ;

Ordonne la restitution de l'amende consignée ;

Déboute les parties de toutes leurs autres demandes, fins et conclusions.

M. Bottet av. gén. (concl. conf.). — Mes Riquoir et Guichenné av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il a été jugé déjà dans le sens de l'arrêt recueilli que, par griefs, l'art. 732 C. pr. civ. entend les motifs de plainte que l'appelant peut avoir à formuler contre le jugement attaqué et non les moyens qu'il entend employer pour soutenir son appel, et qu'en conséquence, un acte d'appel est valable aux termes de cet article, bien qu'il n'énonce pas les moyens d'appel : Aix 16 février 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, vo Saisie im. mob., no 227 — Rec. Aix 1895.1.103) ; V. aussi Caen 10 juin 1879 (S, 80.2.321 — D. 81.2.17). — Il a été jugé encore que l'appelant énonce suffisamment les griefs, en se référant aux motifs des conclusions de la demande repoussée par le jugement : Orléans 21 décembre 1852 (D. 54.2.163) ; Chambéry 20 janvier 1882 (Gaz. Pal. 82.2.185) ; Amiens 9 février 1887 (Gaz.Pal.87.2.331). Mais, au contraire, l'acte d'appel est nul, lorsque l'appelant se réserve de déduire en temps et lieu les griefs que lui cause le jugement : Cass. 8 août 1854 (S. 56.1.158 — D. 54.1.274) ; 17 juillet 1867 (S. 67.1.275 — D. 67.1.390) ; Lyon 10 février 1887 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, vo Saisie-immob., no 261. — Mon. jud. Lyon 8 septembre 1887) ; Grenoble 6 août 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, vo Saisie-immob., no 226 — S. 96.2.207 — D. 96.2.115).

II. — Sur le second point : Il est de principe certain en jurisprudence que tout exploit est nul, lorsqu'il ne contient pas mention des nom, prénom, demeure et immatricule de l'huissier : V. notamment Cass. 17 mai 1892 (Gaz. Pal. 92.1.737 — S. 92.1.296 — S. 92.1.485).

Cette mention peut être remplacée par des équipollents, à la condition que ces équipollents se tiennent dans l'acte lui-même : V. Agen 23 mai 1873 (D. 74.5.245) ; Bastia 7 juin 1874 (D. 76.1.155) ; Bordeaux 1er juin 1891 (Gaz. Pal.

91.2.582) ; Rennes 2 février 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Exploit, n° 18) ; Cass. 20 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1. 368) ; Paris 15 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.26). La signature de l'huissier au bas de l'acte peut constituer un de ces équipollents, lorsqu'elle est très lisible : Cass. 20 février 1900 précité. De même le timbre humide de l'huissier apposé en marge de l'acte : Paris 15 mai 1900 précité ; avec les notes sous ces décisions.

TRIBUNAL DE PAIX DE PARIS
(XVII[e] ARRONDISSEMENT)

4 avril 1900.

Présidence de M. Pabon.

THÉATRE-SPECTACLE. — PLACES. — LOGE. PLACES LIBRES. — CHOIX.

En achetant au bureau d'un théâtre une place de loge non numérotée ni désignée d'avance, le spectateur acquiert le droit de choisir, en entrant dans la loge, l'une quelconque des places qui sont libres.

Il faudrait, pour qu'il en fût autrement, que son choix eût été restreint soit par une convention avec le directeur, soit par un règlement porté à la connaissance du pubic.

En l'absence desdits règlements et convention, le spectateur qui ayant acheté deux places trouve en entrant dans une loge les deux places de devant libres, et que l'administration veut obliger à occuper une seule de ces places et une place de derrière est en droit de réclamer le remboursement de ses deux places. Il a également droit à des dommages-intérêts.

Lombart c. Delacour.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte des exploitations fournies par les parties à l'audience, que Lombart avait pour une soirée toute récente acheté deux places de loge dans le théâtre des Ternes dirigé par Delacour ; qu'en arrivant dans une des loges du théâtre, il a trouvé deux places de devant qui étaient libres ; qu'il a voulu, avec la personne qui l'accompagnait, occuper ces deux places, mais que l'ouvreuse s'y est opposée sous prétexte que Lombart n'avait droit qu'à une place de devant et à une place de derrière ; que, sur les réclamations faites au contrôle par Lombart, la direction a donné raison à l'ouvreuse et a refusé à Lombart, soit les deux places de devant, soit le remboursement du prix des deux places ; que Lombart a alors quitté le théâtre avec la personne qui l'accompagnait sans avoir occupé les places payées par lui ; qu'aujourd'hui, il réclame à Delacour le remboursement de 4 fr. 50, prix des places, et de 1 franc à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que la question à résoudre est bien simple ; qu'il s'agit uniquement de savoir si un directeur de théâtre, après avoir vendu à un particulier une place de loge, sans que cette place ait été expressément désignée, est en droit, lorsque le particulier se présente dans la loge, de lui assigner telle place qu'il lui plaît ;

Attendu que ce pouvoir arbitraire du directeur de théâtre ne saurait évidemment être admis ; qu'en achetant une place de loge non numérotée ou désignée d'avance, le particulier acquiert le droit de choisir, en entrant dans la loge, l'une quelconque des places qui sont libres ; qu'il faudrait, pour qu'il en fût autrement, que le choix du particulier ait été restreint, soit par une condition convenue d'avance entre lui et le directeur du théâtre, soit par un règlement porté à la connaissance du public ;

Attendu, dans l'espèce, qu'aucune restriction n'avait été faite, soit par une convention, soit par un règlement, au droit qu'avait Lombart de choisir ses deux places parmi celles qui se trouvaient libres ; que Delacour ne pouvait donc l'obliger à occuper une place de derrière, alors que deux places de devant étaient disponibles ; que, par suite, Lombart était en droit de refuser les deux places qui lui étaient ainsi arbitrairement désignées par Delacour et d'exiger le remboursement du prix des places avancé par lui ; que sa demande en remboursement de 4 fr. 50 est donc pleinement justifiée ;

Attendu, en ce qui touche la somme de 1 franc réclamée à titre de dommages-intérêts, que l'inexécution par Delacour de l'obligation d'assurer à Lombart la jouissance des deux places de loge qu'il avait vendues a causé à ce dernier des ennuis, des dérangements et un préjudice dont il lui est dû réparation ; que la somme de 1 franc réclamée n'a rien d'exagéré ;

Par ces motifs,

Condamne Delacour à payer à Lombart la somme de 4 fr. 50 ;

Le condamne à payer la somme de 1 franc à titre de dommages-intérêts ;

Le condamne aux dépens.

Note. — C'est la première fois, croyons-nous, que la question d'intérêt pratique, résolue par la décision rapportée, se pose devant les tribunaux. Il ne semble pas que le jugement ci-dessus heurte aucun principe. Néanmoins, en présence de l'usage, on peut se demander si une décision rendue en sens contraire n'eût pas, elle aussi, pu fort bien se soutenir. Nous ne croyons pas, en tout cas, que le fait relevé pût donner lieu au remboursement des deux places prises, puisque, pour l'une des deux au moins, on ne refusait pas au spectateur d'occuper celle qu'il avait choisie.

179

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

21 mai 1900.

Présidence de M. Tanon.

1°-2° MANDAT. — DÉCHARGE. — ÉTENDUE. — INTERPRÉTATION SOUVERAINE. — NOTAIRE. —

SALAIRE. — USAGES. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

3° MOTIFS DES JUGEMENTS OU ARRÊTS. — SIMPLES ARGUMENTS. — MOTIFS SUFFISANTS.

1° *Il appartient aux juges du fond d'interpréter souverainement les termes d'une décharge que le mandataire prétend exiger de son mandant pour lui remettre les titres, valeurs et documents qu'il détient pour son compte, et de déclarer, en conséquence, le cas échéant, que le mandant n'a aucun motif légitime de refuser cette décharge.*

2° *Les juges du fond apprécient souverainement que le mandat donné à un notaire par un tiers d'administrer sa fortune, en gardant ses titres, plaçant ses fonds et encaissant ses revenus, doit, d'après la qualité du mandataire, l'usage général du notariat, les faits et circonstances de la cause, être considéré comme salarié : ils apprécient également souverainement, en ce cas, la rémunération due.*

3° *Les juges ne sont pas tenus de répondre, par des motifs spéciaux, aux simples arguments présentés par les parties à l'appui de leurs moyens.*

Baraillon c. Coste.

LA COUR,

Sur le premier moyen, pris de la violation des art. 1942, 2082 C. civ., de la fausse application des art. 1116, 1984, 1985, 1991, 1992, 1994 du même Code, de l'art. 12 de la loi du 4 janvier 1843, et des règles du mandat :

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'Aimé, dit Baraillon, avait chargé Marcelin Coste, notaire à Montpellier, et, après lui, Georges Coste, son fils et successeur, de gérer et administrer ses biens et affaires; qu'à cet effet, il avait déposé en leurs mains des titres et valeurs représentant une somme considérable; qu'en vertu de ce mandat, Coste père et fils ont encaissé des sommes importantes, dont une partie a été versée à Baraillon, et le surplus employé en placements hypothécaires négociés directement par les notaires; que cette gestion s'était continuée pendant de longues années, lorsqu'en 1895 Baraillon fit réclamer à Coste la restitution des titres et valeurs; que celui-ci se déclara prêt à cette restitution en échange de deux décharges dont il donnait le modèle et dont l'une devait être délivrée au sieur Rives, son clerc, à raison de la procuration donnée à ce dernier le 3 juillet 1889;

Attendu que Baraillon s'est refusé à signer ces décharges, sous prétexte que, par l'ampleur et la généralité de leurs termes, elles lui enlevaient tout recours contre ses mandataires, à raison du préjudice qu'ils auraient pu lui causer par leurs fautes ou l'exécution du mandat, notamment par le défaut de renouvellement en temps utile de deux inscriptions hypothécaires;

Attendu que l'arrêt attaqué, interprétant souverainement les termes de ces décharges, déclare que rien, dans les clauses de la première, ne tend ni directement ni indirectement à exonérer les consorts Coste père et Coste fils de la responsabilité qui pouvait leur incomber, soit à raison des fautes, de quelque nature qu'elles soient, commises par eux dans l'exécution de leur mandat et spécialement du défaut de renouvellement en temps utile des inscriptions hypothécaires, soit à raison de l'insolvabilité des débiteurs dans les placements négociés directement avec les emprunteurs par Coste père et fils ou leurs clercs et réalisés dans leurs études;

Attendu, en ce qui concerne la seconde décharge, que l'arrêt attaqué déclare qu'elle ne s'appliquait qu'aux faits de gestion dérivant uniquement de la procuration donnée par Baraillon au clerc Rives, le 3 juillet 1889, et que Baraillon ne contestait pas l'exactitude, soit dans ses statuts, soit dans le résultat, du compte de gestion présenté par le mandataire;

Attendu, dès lors, que Baraillon n'avait aucun motif légitime de refuser ces décharges et qu'en décidant que c'est à bon droit qu'elles lui étaient demandées et qu'il devait les fournir en recevant les titres et valeurs par lui réclamés, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés par le pourvoi;

Sur le second moyen pris de la violation des art. 1986, 1999 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'après avoir sainement interprété les art. 1986 et 1999 C. civ., qui consacrent le principe de la gratuité du mandat sauf convention contraire, expresse ou tacite, l'arrêt attaqué ajoute que, dans l'espèce, les qualités des mandataires, l'usage général du notariat, les faits et circonstances de la cause doivent faire considérer le mandat donné à Coste père et fils comme salarié, et que la somme de 7,000 francs pour une administration qui a duré de longues années et au cours de laquelle des sommes considérables ont été encaissées, n'a rien d'exagéré;

Attendu que ces appréciations, qui échappent au contrôle de la Cour de cassation, justifient la décision par laquelle l'arrêt attaqué déclare que les défendeurs éventuels avaient droit d'exiger, préalablement à la remise des titres et valeurs réclamés, le paiement de ladite somme de 7,000 francs pour droit de recette et de garde;

Attendu que les juges ne sont pas tenus de répondre aux simples arguments présentés par les parties à l'appui de leurs moyens; que la Cour de Montpellier n'était donc pas obligée de répondre à l'argument invoqué à l'appui de la gratuité du mandat et tiré du silence gardé sur les salaires dans les règlements annuels intervenus au cours du mandat;

Attendu que Baraillon n'a pas reproduit en appel l'offre qu'il avait faite en première instance, de laisser entre les mains du sieur Coste une somme

de 8,120 francs, jusqu'à ce qu'il eût été statué définitivement sur la question du salaire; que l'arrêt n'a donc pas eu à s'expliquer sur ce point;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Montpellier, du 24 janvier 1898.

MM. LEPELLETIER rapp.; MELCOT av. gén. — Me PERRIN av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. sur le pouvoir souverain reconnu par une jurisprudence constante aux juges du fond, pour interpréter les conventions et en déterminer le sens et la portée, à la condition toutefois de ne pas, sous prétexte d'interprétation, les dénaturer : Gaz. Pal. T. Q. 1892-96, v° Cassation, n°s 64 et suiv.

II. — Sur le deuxième point : V. conf. Cass. 24 juillet 1832 (S. 32.1.621); Angers 28 mars 1833 (S. 33.2.179). *Sic* : Pont, Petits contrats, n° 886; Massé et Vergé, t. V, § 750, note 7.

III. — Sur le troisième point : Jurisprudence constante conf. Cass. 5 juillet 1894 (Gaz. Pal. 94.2.121); 20 mai 1895 (Gaz. Pal. 95.1.721); 12 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.478); 6 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.57).

COUR D'APPEL DE PARIS (7e CH.)

12 juin 1900.

Présidence de M. Ditte.

INTERVENTION. — RÉFÉRÉ. — APPEL. IRRECEVABILITÉ.

Aucune intervention n'est recevable en cause d'appel d'une ordonnance de référé (art. 466, 474 et 809 C. pr. civ. combinés).

Dame Janne c. X...

M. le président du Tribunal civil de la Seine, statuant en référé, avait ordonné la continuation des poursuites commencées contre Janne, nonobtant une demande en revendication de meubles saisis, formée par un créancier gagiste.

La dame Janne, épouse de la partie saisie, prétendant que le mobilier mis sous la main de justice lui appartenait, comme lui ayant été attribué à la suite de sa séparation de biens, est intervenue devant la cour, pour faire infirmer l'ordonnance, qui d'après elle lui causait grief, comme permettant la vente de son bien. — Arrêt :

LA COUR,

Sur l'intervention de la dame Janne :

Considérant qu'aux termes de l'art. 466 C. pr. civ., aucune intervention ne doit être reçue en cause d'appel, si ce n'est de la part de ceux qui auraient droit de former tierce-opposition;

Considérant qu'aux termes de l'art. 474 du même Code, la tierce opposition ne peut être formée par une partie que contre un jugement qui préjudicie à ses droits et qu'aux termes de l'art. 809 du même Code en aucun cas une ordonnance de référé, qui ne prescrit que des mesures provisoires, ne peut faire préjudice au principal et n'est susceptible d'opposition; qu'il résulte donc des dispositions combinées des art. 466, 474 et 809 ci-dessus visés C. pr. civ., qu'aucune intervention n'est recevable en cause d'appel d'une ordonnance de référé;

Par ces motifs,

Déclare la dame Janne non recevable en son intervention, l'en déboute et la condamne aux frais de ladite intervention.

M. BRÉGEAULT subst. proc. gén. — Mes LEGEY, LÉDANNOIS av.

Note. — La question est très controversée. V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Paris 2 août 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-57, v° Intervention, n° 12); et *contrà* : — Paris 9 juin 1891 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Interv., n° 40 — S. 95.2.305); 7 juin 1894 (S. 95.2.305). *Sic* : de Belleyme, Ordon., t. I, p. 440: Thomine-Desmazure, t. II, p. 398; Chauveau sur Carré, quest. 2773 *bis*.

COUR D'APPEL DE DIJON (AUD. SOLENNELLE)

4 avril 1900.

Présidence de M. Cunisset-Carnot, premier président.

BREVET D'INVENTION. — COMBINAISON NOUVELLE DE MOYENS CONNUS. — RÉSULTAT INDUSTRIEL. — BREVETABILITÉ. — BREVETS SUCCESSIFS. — PERFECTIONNEMENTS. — CHOSE JUGÉE (NON). — NON-IDENTITÉ D'OBJET. — DÉFAUT D'EXPLOITATION. — DÉCHÉANCE. — EXPLOITATION D'UN PROCÉDÉ DIFFÉRENT DÉCRIT DANS LE MÊME BREVET.

1° *Est brevetable, comme constituant une combinaison nouvelle de moyens connus donnant pratiquement un résultat industriel, un système d'assemblage de voies de chemin de fer, dit jonction hybride, d'une part, et l'emploi d'une double éclisse ou d'un sabot d'assemblage, d'autre part, éléments qui, pris isolément, sont dans le domaine public, mais qui, par leur réunion, ont pour résultat ou effet d'ajouter à la rapidité de la pose la solidité de l'ensemble, et de procurer l'établissement de la voie dans des conditions meilleures.*

2° *Ledit brevet doit être déclaré déchu faute d'exploitation, lorsqu'en fait le breveté n'a jamais réalisé l'assemblage qu'au moyen de doubles éclisses, sans avoir jamais mis à profit le deuxième système décrit, celui d'un ferrement emboîtant les deux bouts des rails, ce*

dernier moyen étant complètement différent du premier.

3° *Quand deux brevets ont été pris successivement, le premier pour un procédé tout nouveau (en l'espèce la jonction hybride), le deuxième pour ce même procédé combiné avec une amélioration et un perfectionnement (une double éclisse ou un sabot d'assemblage), ce qui constitue une combinaison nouvelle de moyens connus, on ne saurait attacher, en ce qui concerne la validité du deuxième brevet, l'autorité de la chose jugée à un arrêt relatif à ce brevet « dont la validité n'a pas été contestée en ce qui concerne la combinaison nouvelle de moyens connus, mais statuant dans une instance reconventionnelle en concurrence déloyale, faute d'identité d'objet entre une action de cette nature et une action en nullité de brevet. »*

..... *Ne constitue pas davantage la chose jugée, la disposition de l'arrêt qui indique qu'il ne s'agit que du système breveté (en l'espèce la jonction hybride) mentionné dans le premier brevet, disposition qui n'était pas, au jour dudit arrêt, tombée dans le domaine public, comme elle l'est aujourd'hui.*

Weitz c. Société Decauville.

La Société Decauville a pris en 1876 un certicat d'addition à un brevet de 1875, pour un procédé nouveau d'assemblage de rails dit « jonction hybride ou universelle ». Plus tard, en 1880, elle a pris un autre brevet pour des perfectionnements, par combinaison nouvelle de moyens connus, apportés au procédé de jonction hybride.

En 1894, elle assigna devant le Tribunal civil de Lyon M. Weitz en contrefaçon du brevet de 1880, alors que, plus de quinze ans s'étant écoulés depuis le brevet de 1875, le procédé de jonction hybride repris dans le brevet de 1880 était dans le domaine public.

M. Weitz distinguait entre le certificat de 1876 et le brevet de 1880. Le certificat ne protégeait qu'un procédé tombé dans le domaine public; et le brevet de 1880 n'avait de valeur que pour les perfectionnements apportés au système. Or, le défendeur n'avait point contrefait ces perfectionnements.

Le Tribunal et la Cour de Lyon avaient repoussé cette défense, en se fondant sur ce qu'un arrêt de 1894 rendu entre les mêmes parties avait déclaré valable le brevet de 1880, dont le défendeur, qui employait le moyen breveté, se trouvait *ipso facto* contrefacteur, alors du reste qu'un arrêt de 1890 rendu à la requête de la même société l'avait antérieurement encore condamné comme contrefacteur.

Nous donnons ci-après ce jugement et cet arrêt :

« Attendu que Paul Decauville a pris, le 15 novembre 1875, un brevet d'invention pour un système d'assemblage de rails de voies ferrées, caractérisé par l'existence : premièrement, à une extrémité du rail, d'un feuillard faisant saillie de la moitié de sa largeur, pour permettre au bout de jonction de s'y appuyer ; deuxièmement, à l'autre extrémité, de deux petites éclisses, rivées à l'intérieur du rail, taillées en biseau pour donner un peu d'entrée lors de la jonction, et dépassant le rail de la moitié environ de leur longueur ; que, le 13 juillet 1876, Decauville a pris à ce brevet un certificat d'addition consistant, notamment, dans le remplacement du feuillard par une platine rivée sous le patin du rail et faisant saillie de moitié environ ; que, dans cette modification de la disposition primitive, les éclisses étaient conservées; qu'il était, entre autres chose, expliqué dans le mémoire descriptif annexé au certificat : « qu'en mettant les rails « bout à bout, on obtenait toujours un assem- « blage mâle et femelle de manière que, quelque « fût le côté présenté, une éclisse se trouvait au- « dessus d'une platine et qu'un bout de rail re- « posait sur la platine correspondante » ;

« Attendu que, le 13 février 1880, Decauville a pris, pour un système de voie ferrée à jonction universelle, un brevet d'invention, dans le mémoire descriptif duquel il est dit : « que sa jonc- « tion, qualifiée d'universelle, se compose de « deux éclisses rivées ou boulonnées sur chaque « côté du corps du rail à une extrémité, et, à « l'autre extrémité, d'une platine fixée sous le « patin ; que le rail parallèle, complétant un « tronçon de la voie, porte à ses extrémités de « semblables éclisses et platines, mais inverse- « ment placées, de sorte que chaque bout de voie « soit mâle et femelle et, qu'en le retournant par « n'importe quel bout, il puisse toujours s'as- « sembler avec une partie correspondante de « nom contraire ; ... que la voie à jonction uni- « verselle peut se construire sans éclisses rivées « ou boulonnées sur l'un des deux rails, en em- « ployant une pièce de fer ou d'acier légèrement « recourbée à droite et à gauche de façon à ma- « rier les deux bouts de rails qui s'emboîtent en « commun dans ce ferrement et se fixent au « moyen de petits boulons » ;

« Attendu que, le 3 décembre 1894, Jules Weitz a pris de son côté un brevet d'invention pour un système d'assemblage à utiliser dans les voies

portatives, qui se compose d'un sabot enveloppant sur une assez grande surface l'extrémité du rail, auquel il est lié à l'aide de rivets et se terminant par une plateforme du côté où le sabot doit être en prise avec le rail suivant ;

« Attendu que, sur une poursuite civile en contrefaçon introduite contre Weitz par Decauville, la Cour d'appel de Lyon, constatant que l'invention brevetée de Decauville consistait dans la disposition hybride des organes de jonction, a, par arrêt du 11 juillet 1890, non seulement reconnu valable, malgré les critiques de Weitz, le brevet de Decauville, mais déclaré Weitz contrefacteur de cette invention et l'a condamné à des dommages-intérêts ;

« Attendu que, sur une seconde poursuite exercée par la Société dite des « Etablissements Decauville », alors aux droits de Paul Decauville, Weitz a été de nouveau, par arrêt du 27 juin 1894, déclaré contrefacteur du procédé Decauville et condammé à des dommages-intérêts envers la société dont il s'agit ;

« Attendu enfin que, par un autre arrêt, aussi du 27 juin 1894, la Cour d'appel de Lyon a jugé que c'était à tort que, dans des publications antérieures, Weitz se présentait comme breveté « pour le système de jonction des tronçons de « voie ferrée connue sous le nom de jonction hy« bride, alors que l'arrêt du 11 juillet 1890 avait « décidé que son système était, au point de vue « de ce genre de jonction, une contrefaçon de « celui inventé par Decauville et protégé par le « brevet du 13 février 1880 » ; que, de ce chef encore, Weitz a été condamné à des dommages-intérêts au profit de la Société des Établissements Decauville ;

« Attendu que, les 3 et 4 août 1894, cette Société a, en vertu d'une ordonnance de M. le président du Tribunal civil de Lyon, du 27 juillet précédent, fait par l'huissier Sylvestre, assisté de l'ingénieur Pétrequin, soit dans l'enceinte de l'Exposition au parc de la Tête-d'Or, soit dans les ateliers mêmes de Weitz, décrire et saisir comme contrefaits par celui-ci un certain nombre d'appareils, les uns munis de la jonction universelle ou hybride, les autres paraissant au moins en partie préparés pour recevoir cette jonction ; que, par exploit du 9 août, la Société des Établissements Decauville a assigné Weitz devant le tribunal, pour ouïr dire qu'il serait tenu de cesser incontinent et sans délai sa fabrication et sa vente de voies droites et courbes, croisements et plaques tournantes, munis de la jonction universelle ou hybride, et entendre déclarer contrefaits les appareils désignés, décrits et saisis, suivant procès-verbaux de l'huissier Sylvestre, et prononcer la confiscation de ces appareils, Weitz condamné à payer à la société poursuivante des dommages-intérêts à fixer par état, et, dès maintenant, à titre de provision, une somme de 5,000 francs, le jugement à intervenir inséré dans dix journaux, au choix de la Société ; que, dans ses conclusions, la Société des Établissements Decauville demande, de plus, en vertu des arrêts des 11 juillet 1890 et 27 juin 1894, l'exécution provisoire du jugement nonobstant appel et sans caution ; qu'à l'action dirigée contre lui, Weitz oppose principalement deux moyens ; qu'il soutient : 1° en droit, que le brevet du 13 février 1880 est nul, en ce qui concerne le mode de jonction, puisque la disposition hybride était déjà complètement décrite dans le certificat d'addition du 13 juillet 1876, et que le certificat lui-même était tombé dans le domaine public avec le brevet du 15 novembre 1875, auquel il se rattachait ; 2° en fait : qu'il se trouve entre les assemblages Weitz et Decauville des différences suffisantes pour exclure toute idée de contrefaçon dans le système de Weitz et que ces différences pourraient être établies au moyen d'une expertise à laquelle conclut subsidiairement le défendeur ;

« Sur le premier moyen :

« Attendu, sans entrer dans l'examen comparatif du brevet du 13 février 1880 et du certificat d'addition du 13 juillet 1876, qu'il a été dans le second arrêt du 27 juin 1894, — outre la partie de cet arrêt rappelée ci-dessus, — expressément décidé, et précisément sur une demande reconventionnelle de Weitz « que si la Société Decau« ville n'avait plus le droit de se prévaloir du « brevet auquel se rattachait le certificat d'ad« dition du 13 juillet 1876, ce brevet étant au « sujet de la jonction hybride, en général, « tombé maintenant dans le domaine public, « elle avait, (néanmoins), incontestablement le « droit de se prétendre brevetée, aux termes de « son brevet du 13 février 1880, dont la validité « n'était pas contestée, relativement à la com« binaison nouvelle de moyens connus qui a été « revendiquée » ; qu'il est, en présence de cet arrêt, impossible désormais de prétendre que le brevet du 11 février 1880 a suivi le sort du certificat d'addition du 13 juillet 1876 ; qu'au contraire, il est juridiquement certain et évident que le brevet en question existe valablement et subsiste indépendamment du certificat d'addition ; qu'ainsi le premier moyen invoqué par Weitz n'est pas fondé ;

« Sur le second moyen :

« Attendu, tout d'abord, qu'il résulte du pro-

cès-verbal du 3 août 1894, pour les appareils saisis dans l'enceinte de l'Exposition, que ces appareils sont munis du joint hybride ; qu'il résulte du procès-verbal du 4 août, pour les appareils saisis dans les ateliers de Weitz, que plusieurs de ces appareils sont ostensiblement munis de la jonction hybride, comme les types 2, 3, 8 et 9 et les plaques représentées par la figure 9 du plan qui accompagne le procès-verbal, tandis que d'autres appareils ne sont pas effectivement pourvus de cette jonction ; qu'on peut bien supposer que ces derniers ont été fabriqués en vue de la recevoir ; mais qu'il est, en l'état, difficile de les considérer comme constituant rigoureusement une contrefaçon ; qu'au surplus, la Société demanderesse n'insiste pas sur cet aspect du débat ;

« Attendu, cela posé, que ni dans ses conclusions, ni dans la discussion à l'audience, Weitz n'a contesté qu'en tant qu'il s'agissait de la disposition en forme de jonction hybride et sauf ce qui va être ajouté, les appareils actuellement saisis comme contrefaits fussent semblables à ceux qui avaient donné lieu aux arrêts du 11 juillet 1890 et 27 juin 1894 ; que vainement il allègue l'existence, dans ses appareils, de différences qui seraient susceptibles de faire échec à toute poursuite en contrefaçon ; qu'il s'était, à l'occasion du premier procès, déjà prévalu de certaines différences, telles que la griffe rivée à l'âme du rail et non sur le patin et les tronçons reliés par des boulons perforant les rails ; mais qu'il fut répondu, dans l'arrêt du 11 juin 1890, que « ce « n'étaient là que des différences de détail insuf- « fisantes pour créer en faveur de Weitz un droit « privatif » ; qu'aujourd'hui Weitz relève, d'un côté, l'avancée en saillie du sabot de son système, destiné à rendre plus aisée l'entrée du rail, et, d'un autre côté, l'orifice pratiqué dans le patin pour faciliter l'évacuation des matières étrangères, terre et sable, qui auraient pu s'introduire dans le sabot ; mais qu'il tombe sous le sens que ces détails de fabrication, en admettant, pour les besoins de la cause, qu'ils réalisent des perfectionnements ou des avantages, ne touchent, pas plus que ceux énoncés en l'arrêt du 11 juillet 1890, à la disposition en forme de jonction hybride et ne font point, par suite, disparaître dans les appareils de Weitz cette ressemblance essentielle avec les appareils Decauville, de laquelle ressort justement la contrefaçon ; que l'expertise sollicitée dans cet ordre d'idées par Weitz serait donc inutile et frustatoire ;

« Attendu que, dans les conditions qui viennent d'être exposées, il faut nécessairement reconnaître que Weitz a commis, pour les appareils saisis à l'Exposition et pour ceux précédemment spécifiés, saisis dans ses ateliers, la contrefaçon qui lui est reprochée ; que la confiscation desdits appareils doit, par voie de conséquence, être prononcée ;

« Attendu, toutefois, qu'il n'y a lieu, le brevet Decauville du 13 février 1880 étant, à l'heure qu'il est, expiré, d'ordonner, comme le demande la société poursuivante, que Weitz cessera sa fabrication et sa vente des voies, croisements et plaques tournantes portant la jonction universelle et hybride et que la présente poursuite ne peut aboutir qu'à des dommages-intérêts ;

« Attendu, à cet égard, que c'est le cas, comme la Société Decauville y conclut, de procéder à la détermination de ces dommages-intérêts par état, et qu'il convient sur ce point de recourir à une expertise ; mais que les éléments du dossier ne permettent pas au tribunal de condamner, dès à présent, Weitz au paiement d'une provision ;

« Attendu qu'à raison des circonstances de la cause, et particulièrement, de l'expiration du brevet Decauville, il n'y a pas lieu davantage d'ordonner l'insertion du jugement dans les journaux ;

« Attendu, enfin, qu'il n'y a non plus ouverture à l'exécution provisoire demandée, aucune des hypothèses prévues dans l'art. 135 C. pr. civ., qui est limitatif, ne se rencontrant dans l'espèce ;

« Par ces motifs,

« Dit que le brevet Decauville, du 13 février 1880, n'est point tombé dans le domaine public, avec le certificat d'addition du 13 juillet 1876 ;

« Déclare contrefaits par Weitz les appareils décrits dans le procès-verbal du 3 août 1894 et les appareils des types 2, 3, 8 et 9, ensemble des plaques représentées par la figure 9 du plan, mentionnés au procès-verbal du 4 août ;

« Ordonne la confiscation de ces appareils ;

« Rejette les conclusions de la Société Decauville tendant à faire défendre à Weitz la fabrication et la vente des voies, croisements et plaques tournantes portant la jonction universelle ou hybride ;

« Nomme M. Amieux expert, faute par les parties de convenir d'un autre ou de trois experts dans le délai de la loi, avec mission de rechercher et établir les dommages éprouvés par la Société Decauville, ledit expert autorisé à cet effet à se faire représenter les livres et documents de Weitz et à s'entourer de tous les renseignements qu'il jugera nécessaires pour la constatation des fournitures de matériel contrefait qui auraient pu être effectuées par le défendeur ;

« Dit que l'expert prêtera serment entre les mains de M. le président du tribunal civil, en l'audience des référés, et qu'en cas d'empêchement il sera remplacé par ordonnance de M. le président du tribunal civil, au pied d'une requête ;

« Pour, sur le rapport d'expertise déposé au greffe, être statué ce qu'il appartiendra ;

« Dit n'y avoir lieu à l'insertion non plus qu'à l'exécution provisoire du jugement ;

« Condamne Weitz à tous les dépens à ce jour liquidés à 517 fr. 65, avec distraction au profit de Me Garcin, sur son affirmation de droit. »

Sur appel de M. Weitz, la Cour de Lyon, après avoir entendu Me G. Maillart, pour l'appelant, et Me Allart, par la société intimée (tous deux du barreau de Paris), confirmait purement et simplement par adoption de motifs.

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges,

Et rejetant comme demandes nouvelles la demande reconventionnelle formée par Weitz dans ses dernières conclusions d'appel et celle en déchéance de brevet pour un prétendu défaut d'exploitation dont il n'a point, d'ailleurs, tenté d'administrer la preuve ;

Confirme le jugement dont est appel et ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ;

Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

Sur pourvoi de M. Weitz, la Cour de cassation (Ch. civile), sous la présidence de Me Mazeau, premier président, au rapport de M. le conseiller Crépon, et après plaidoiries de Mes Devin et Passez, rendit l'arrêt de cassation ci-après en date du 17 mai 1899 :

LA COUR,

Sur les deuxième et troisième moyens du pourvoi, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le premier :

Vu l'art. 1351 C. civ. ;

Attendu que Weitz soutenait, devant les juges d'appel, que la contrefaçon à lui reprochée ne pouvait pas exister, dès lors que le procédé d'assemblage des rails dit de jonction hybride, découvert par Decauville et consigné dans un certificat d'addition pris le 13 juillet 1876, était tombé dans le domaine public au moment où lui Weitz l'employait ; que si, le 1er février 1880, Decauville avait pris un nouveau brevet pour s'assurer la propriété de perfectionnements du procédé par jonction hybride obtenus à l'aide de la combinaison de moyens connus, ce brevet ne pouvait avoir pour effet d'empêcher que le procédé en lui-même, dégagé de ces perfectionnements, ne fût tombé dans le domaine public par le temps écoulé depuis le certificat d'addition du 13 juillet 1876 ;

Attendu que l'arrêt attaqué, pour déclarer l'existence de la contrefaçon reprochée à Weitz, s'est borné à opposer l'autorité de la chose jugée par le second arrêt de la Cour de Lyon, du 27 juin 1894 ;

Mais, attendu que cet arrêt distingue entre le certificat d'addition de 1876 et le brevet de 1880 ; que, relativement au certificat d'addition, qui porte sur le procédé de jonction hybride, il déclare ce procédé tombé dans le domaine public et qu'il n'attribue effet qu'au brevet de 1880 pour les perfectionnements par combinaison nouvelle de moyens connus, dont la reproduction n'était point reprochée à Weitz ; que, par suite, en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué n'a pas donné une base légale à sa décision et a violé l'article de la loi susvisée ;

Par ces motifs,

Casse.....

La Cour de Dijon, statuant en suite du renvoi ordonné par la Cour suprême, a rendu dans son audience solennelle du 4 avril 1900, sous la présidence de Me Cunisset-Carnot, premier président, et après plaidoiries de Mes Ponillet et Allart (tous deux du barreau de Paris), l'arrêt infirmatif dont la teneur suit :

LA COUR,

Attendu que la société Decauville a fait procéder, les 3 et 4 août 1894, à la saisie d'appareils appartenant à Weitz, et par exploit du 9 août, l'a assigné devant le Tribunal civil de Lyon pour lui faire interdire la fabrication et la vente des voies, croisements et plaques tournantes, munies de la jonction universelle ou hybride, pour laquelle elle réclame le bénéfice d'un brevet pris le 13 février 1880, faire déclarer contrefaits les appareils saisis, et en obtenir la confiscation avec dommages-intérêts ;

Attendu que Weitz a conclu au rejet de la demande en soutenant : 1° que le brevet dont se prévalait la Société Decauville est nul comme ne constituant aucune disposition nouvelle et brevetable qu'il ait contrefaite en dehors de la disposition hybride des organes de jonction, qui avait déjà été décrite dans un brevet du 15 novembre 1875 et dans un certificat d'addition du 13 juillet 1876, lesquels étaient tombés dans le domaine public ; 2° qu'en tout cas, il existait entre les assemblages dont il faisait usage et ceux qu'indique le brevet de 1880 des différences exclusives de toute contrefaçon ;

Attendu que, par jugement du 21 juin 1895, dont est appel, le Tribunal de Lyon, en rejetant les conclusions de la Société Decauville tendant à faire défendre à Weitz la fabrication, pour l'avenir, d'appareils construits conformément aux descriptions du brevet du 13 février 1880, tombé dans le domaine public depuis le commencement de l'instance, a fait droit au surplus de sa demande ; qu'il a déclaré bien fondées les poursuites en contrefaçon par ce motif que, à l'époque où elles ont été intentées, ledit brevet pouvait être encore utilement invoqué, et que sa

validité avait été reconnue par un arrêt de la Cour de Lyon du 27 juin 1894, intervenu entre les parties et passé en force de chose jugée, et que, d'autre part, la modification apportée par Weitz aux détails de l'assemblage laissait subsister les dispositions essentielles du système breveté;

Attendu que la cour, saisie par renvoi de la Cour suprême, après cassation de l'arrêt de la Cour de Lyon, en date du 26 janvier 1897, est appelée à examiner le bien fondé de cette décision ;

Attendu que le brevet du 13 février 1880 contient deux parties distinctes; que l'une, relative à la disposition hybride des rails employés pour la construction des voies ferrées, est la reproduction, sauf quelques détails sans importance, du système décrit au certificat d'addition déposé le 13 juillet 1876, et destiné à faire qu'en mettant les rails bout à bout, on obtienne toujours un assemblage mâle et femelle de manière que, quel que soit le côté présenté, une éclisse se trouve au-dessus d'une platine et qu'un bout de rail repose sur la platine correspondante ; que l'autre, destiné à assurer à l'assemblage des rails une plus grande solidité, substitue à l'éclisse unique, prévue audit certificat d'addition, deux éclisses rivées ou boulonnées sur chaque côté du rail à une extrémité, ou une pièce de fer légèrement recourbée, à droite et à gauche, emboîtant les deux bouts du rail;

Attendu que la première de ces combinaisons, constituant à proprement parler la jonction hybride, est incontestablement tombée dans le domaine public, et que c'est seulement à raison de sa réunion avec la seconde que la question de la validité du brevet peut être utilement discutée ;

Attendu que les premiers juges ont commis une erreur, en admettant que cette discussion avait été définitivement tranchée par l'arrêt du 27 juin 1894; qu'en effet la disposition de cet arrêt, aux termes de laquelle la Société Decauville a le droit de se prévaloir du brevet du 13 février 1880, « dont la validité n'a pas été contestée en ce qui concerne la combinaison nouvelle de moyens connus », a statué dans une instance reconventionnelle de Weitz en concurrence déloyale contre la Société Decauville et qu'il n'y a pas identité d'objet entre une action de cette nature et une action en nullité de brevet; qu'il résulte d'ailleurs des termes mêmes de l'arrêt que la question de validité n'était pas, au point de vue qu'il indique, discutée entre les parties, si bien qu'ils doivent être interprétés moins comme une décision que comme une énonciation;

Attendu qu'on serait encore moins fondé à attribuer l'autorité de la chose jugée à un arrêt du 11 janvier 1890, qui déclara valable le brevet du 13 février 1880 ; qu'il résulte en effet, tant de la phrase insérée immédiatement après dans le dispositif : « dit que la disposition hybride décrite dans le brevet dont s'agit a été contrefaite par Weitz », que des motifs de l'arrêt, qu'il ne s'agissait, dans l'instance, que du système de jonction mentionné à la fois dans le certificat de 1876 et dans le brevet de 1880, et qui n'était point encore, à cette époque, tombé dans le domaine public ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la cour a toute liberté pour apprécier aujourd'hui la question qui lui est soumise par Weitz;

Attendu que, si le système de jonction hybride, d'une part, et l'emploi d'une double éclisse ou d'un sabot d'assemblage, d'autre part, pris isolément, sont dans le domaine public, leur réunion, qui a pour effet d'ajouter à la rapidité de la pose la solidité de l'ensemble et de procurer l'établissement de la voie dans des conditions meilleures, constitue une combinaison nouvelle de moyens connus donnant pratiquement un résultat industriel et pouvant être brevetée aux termes de la loi de 1844 ;

Mais, attendu qu'il résulte des éléments de la cause que la Société Decauville n'a exploité ledit brevet qu'en réalisant l'assemblage au moyen de doubles éclisses, et qu'elle n'a jamais mis à profit le deuxième système décrit, celui d'un ferrement emboîtant les deux bouts des rails ; que, dès lors, elle a encouru à cet égard la déchéance de ses droits en ce qui concerne ce procédé complètement différent du précédent, conformément aux dispositions de l'art 32. § 2 de la loi du 5 juillet 1844, modifié par la loi du 20 mai 1856 ;

Attendu que les appareils employés par Weitz n'étaient pas munis d'éclisses, mais d'un sabot qui, malgré des différences de détails, se rapproche de la pièce de fer décrite au brevet, mais retombée ainsi dans le domaine public ; que, dès lors, il n'a empiété en rien sur les droits de la Société Decauville, et que les poursuites de celle-ci, de même que les saisies par elle opérées, ne sont pas justifiées;

Attendu, par contre, que Weitz est bien fondé à demander reconventionnellement des dommages-intérêts, à raison du préjudice que lui a causé la saisie d'une partie de son matériel, saisie qui a amené des difficultés sérieuses pour lui dans l'exécution de ses entreprises, et l'a frappé d'un certain discrédit; que la cour a les éléments nécessaires pour en apprécier le montant, sans qu'il soit besoin de recourir à une expertise pour le déterminer; qu'on ne saurait refuser à Weitz le moyen qu'il sollicite, de réparer, par la publicité à donner au présent arrêt, l'atteinte que les poursuites dont il a été l'objet ont fait subir à sa réputation commerciale ;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

Statuant en suite de l'arrêt de renvoi de la Cour de cassation, en date du 17 mai 1899, sur l'appel interjeté par Weitz du jugement rendu par le Tribunal civil de Lyon, le 21 juin 1895, infirme ledit jugement, et, statuant par décision nouvelle, dit que les arrêts rendus par la Cour de Lyon les 27 juin et 11 juillet 1890 n'ont pas, dans l'espèce, l'autorité de la chose jugée ;

Dit que le brevet du 13 février 1880 était valable en tant que constituant une combinaison nouvelle de moyens connus, mais qu'il avait cessé d'avoir effet à la date des poursuites intentées par la Société Decauville, en ce qui concerne l'emploi de la pièce d'emboîtement, qui constitue un des éléments essentiels de l'appareil dont la contrefaçon était reprochée à Weitz ;

Déboute, en conséquence, la Société Decauville de ses demande, fins et conclusions; donne mainlevée des saisies pratiquées à sa requête les 3 et 4 août 1894;

La condamne à payer à Weitz la somme de 5,000 fr. à titre de dommages-intérêts;

Ordonne l'insertion du présent arrêt dans cinq journaux au choix de Weitz, aux frais de la Société Decauville, sans toutefois que le prix de chaque insertion puisse dépasser 200 francs;

Condamne ladite société en tous les dépens de l'instance, tant en premier ressort qu'en appel, y compris ceux devant la Cour de Lyon, les dépens exposés devant la Cour de Dijon liquidés à...

Note. — I. — Sur le premier point: Le législateur de 1844 a entendu protéger la combinaison nouvelle de moyens connus, qui n'est qu'une simple variété de l'application nouvelle de moyens connus. Il est évident, en effet, que prendre certains procédés, certains organes, certains agents, qu'on trouvait isolés dans le domaine public, pour les réunir et les combiner ensemble, c'est faire une invention brevetable. V. Pouillet, Brev. d'inv., n° 46; Allart, Inv. brevet, n° 34.

II. — Sur le deuxième point : C'est une question très controversée que celle de savoir si le breveté doit, pour ne pas encourir de déchéance, exploiter tous les moyens ou procédés indiqués dans son brevet, ou s'il garantit de la déchéance le brevet tout entier en exploitant seulement un des moyens décrits.

M. Nouguier (n° 605) répond affirmativement. « Il suffit, dit-il, pour obéir à la loi, que le procédé soit employé, c'est-à-dire la découverte exploitée. Peu importe le moyen, si d'ailleurs il est un de ceux indiqués au brevet. »

M. Pouillet (Brev. d'inv., n° 515) est également de cet avis.

MM. Picard et Olin (n° 785) admettent que l'exploitation partielle du brevet suffit à le garantir de la déchéance, mais non pas dans son intégrité. Le brevet n'étant pas indivisible peut être déclaré déchu pour les éléments non exploités.

Blanc, n° 566; Rendu et Delorme, n° 401 ; Allart, Brev. d'inv. n° 349, penchent pour la première opinion.

Mais, pour que l'exploitation d'un moyen protège les autres contre la déchéance, il faut qu'il existe entre eux une analogie qui n'existait pas dans l'espèce d'après l'arrêt. — *Adde* : Grenoble 20 juin 1857 (Ann. 57.439) et Rejet 12 février 1858, D. 58.5.42); Paris 9 février 1865 (Ann. 65.190); Paris 13 mai 1865 (Ann. 66.88); Paris 16 février 1866 (Ann. 66.81).

III. — Sur le troisième point : Etant donnés les termes de l'art. 1351 C. civ., il paraît bien certain que la Cour de Dijon a eu raison de ne pas attacher la présomption légale de la chose jugée aux deux arrêts invoqués.

L'art. 1351 C. civ. dit, en effet : « L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même ; que la demande soit fondée sur la même cause ; que la demande soit entre les mêmes parties et formée par elles et contre elles en la même qualité. »

Or, l'arrêt de 1894 avait pour objet non pas une demande en nullité de brevet (auquel cas l'autorité de la chose jugée se fût attachée à cette décision), mais statuait au contraire sur une demande reconventionnelle en concurrence déloyale ; il n'y avait donc pas identité d'objet, ainsi que le proclame la Cour de Dijon.

En outre, dans le second arrêt invoqué, l'arrêt de 1890, il n'était question que de la jonction hybride, mentionnée, il est vrai, à la fois dans le certificat d'addition de 1876 et le brevet de 1880, mais qui en 1890 n'était pas tombée, comme aujourd'hui, dans le domaine public.

Condamner en vertu de cet arrêt, lui accorder l'autorité de la chose jugée, eût donc conduit à cette conséquence, de prolonger le privilège sur ce qui avait été breveté en 1876, la jonction hybride, puisque le brevet de 1880 qui la contenait également, durait jusqu'en 1895.

Ladite jonction aurait été ainsi protégée pendant plus de quinze ans. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître que cela est impossible.

Ce qui appartient au domaine public ne saurait lui être enlevé, et l'auteur du perfectionnement ne peut confisquer à son profit le procédé lui-même ; tout le monde peut en faire usage, à condition de respecter le perfectionnement. V. Allart, Inv. brev., n° 39.

180

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

15 juin 1900.

Présidence de M. Lœw.

VENTES (FRAUDES ET DÉLITS DANS LES). — BEURRES. — ADDITION D'ACIDE BORIQUE. — LOI DU 16 AVRIL 1897. — INAPPLICABILITÉ.

La loi du 16 avril 1897, comme déjà celle du 11 mars 1887 qu'elle remplace, a eu pour unique objet de protéger le commerce du beurre vrai, lequel s'entend du produit exclusif du barattage du lait ou de la crème, contre la fraude qui consiste dans l'addition à cette substance alimentaire d'autres substances similaires, plus ou moins alimentaires comme elle, margarine ou matières analogues, en si minime quantité que ce soit.

Particulièrement, cette loi est absolumentmuette et est par suite inapplicable à l'usage plus ou moins répandu chez les marchands de beurres, de les additionner, à titre de conservants, de telles ou telles substances non alimentaires, *telles que l'acide borique et le borate de soude, ou tout autre antiseptique, et, dès lors, la loi de 1887 ne peut être interprétée, relativement à cet usage, que comme l'ayant laissé sous le régime de la loi du 27 mars 1851 qui poursuit et réprime toute addition « à une substance alimentaire quelconque » de toute autre subs-*

stance, ou nuisible à la santé soit en elle-même, soit à raison de sa quantité, ou, quoique inoffensive, propre à altérer la nature du produit.

En conséquence, lorsqu'un marchand de beurre, poursuivi à la fois en vertu de la loi de 1851 et en vertu de la loi de 1897 pour addition d'acide borique à son beurre, a été condamné par application de la loi de 1897, l'arrêt ayant écarté l'application de la loi de 1851, cette condamnation manque de base légale.

D'ailleurs, il s'agit, dans l'espèce, d'un fait unique devant être apprécié dans ses rapports tant avec la loi de 1851 qu'avec celle de 1897.

Lepetit.

M. Lepetit s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Caen du 25 janvier 1899, rapporté Gaz. Pal. 99.1.413, qui, par infirmation d'un jugement du Tribunal correctionnel de Lisieux dn 15 janvier 1899, rapporté Gaz. Pal. 98.2.351, l'avait condamné par contravention à la loi du 16 avril 1897, pour addition à son beurre d'un sel conservant. — Arrêt :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi, pris de la fausse application de la loi de 1897, en ce que les prescriptions spéciales de cette loi sont étrangères à l'introduction dans le beurre vendu comme tel, de toute autre substance que les substances propres à jouer le rôle de beurre et, notamment, de sels antiseptiques ou autres conservants :

Vu la loi du 16 avril 1897 en ses différentes dispositions et notamment en ses art. 1er et 2;

Attendu que la loi du 16 avril 1897, comme déjà celle du 14 mars 1887, qu'elle remplace, a eu pour unique objet de protéger le commerce du beurre vrai, lequel s'entend du produit exclusif du barattage du lait ou de la crème, contre la fraude qui consiste dans l'addition à cette substance alimentaire d'autres substances similaires, plus ou moins alimentaires comme elle, margarine ou matières analogues, en si minime quantité que ce soit; que la spécialité de l'objet ainsi défini de cette législation particulière résulte en toute évidence tant des documents préparatoires et de la discussion de ces deux lois successives, notamment de la dernière, que de la concordance des différentes dispositions de cette même loi ; que c'est ainsi qu'à la Chambre des députés, en présentant au Parlement le texte qui est devenu l'art. 1er ci-dessus énoncé, le représentant du gouvernement déclarait que son devoir était de « proposer les dispositions nécessaires à la répression de la fraude par le mélange de la margarine et du beurre, afin d'empêcher qu'on ne puisse vendre au consommateur un mélange de margarine et de beurre comme du véritable beurre » ; qu'en présentant au Sénat la loi votée dans ces conditions par la Chambre, le rapporteur s'expliquait, de son côté, dans les termes suivants : « La loi du 14 mars 1887 défend bien au marchand de beurre un mélange contenant de la margarine. Mais, comme la science est impuissante à découvrir ce mélange, le marchand peut, sans aucun risque et au mépris de la loi, vendre tous les jours du beurre margariné. Cette fraude, que nous ne pouvons déceler par l'expertise, il faut la prévenir. Tel est le but de la présente loi » ;

Attendu que c'est pour obtenir ce résultat précis et déterminé que, par ses deux premiers articles ci-dessus reproduits, la loi du 16 avril 1897 divise en deux catégories absolument distinctes les substances alimentaires pouvant être offertes au consommateur à titre de beurre, réservant, dans l'art. 1er, sous les sanctions qu'elle établit dans l'art. 16, le nom de « beurre » au produit exclusif du lait ou de la crème, et affectant, dans l'art. 2, le nom générique de « margarine » à toute autre substance alimentaire composée soit exclusivement de graisses similaires, soit d'un mélange de ces graisses avec du beurre; que toutes les autres dispositions de la loi de 1897 concourent au même but, notamment celles qui interdisent soit la vente du beurre et de la margarine dans le même local, soit le mélange du beurre avec la margarine dans une proportion supérieure à 10 0/0, propre à lui donner l'aspect du beurre, soit la coloration de la margarine, propre au même résultat;

Attendu qu'à aucun moment de la longue préparation de cette législation spéciale, il n'a été fait, soit dans les documents explicatifs, soit dans les débats, aucune allusion à l'usage, plus ou moins répandu chez les marchands de beurres, de les additionner, à titre de conservants, de telles ou telles substances « non alimentaires », telles que l'acide borique ou le borate de soude, ou tout autre antiseptique ; que la loi de 1897 ne peut être interprétée, relativement à cet usage, que comme l'ayant laissé sous le régime de la loi du 27 mars 1851 qui poursuit et réprime toute addition « à une substance alimentaire quelconque », de toute autre substance, ou nuisible à la santé, soit en elle-même, soit à raison de sa quantité, ou, quoique inoffensive, propre à altérer la nature du produit;

Et, attendu que l'arrêt attaqué a écarté l'application de la loi de 1851 au fait qui lui était déféré; et que, n'étant pas contesté que le beurre mis en vente par Lepetit était pur de toute addition de substance alimentaire similaire, la condamnation prononcée contre lui, du chef de la loi de 1897, sans application dans l'espèce, manque de base légale ;

Attendu, d'ailleurs, qu'il s'agit, dans la cause, d'un fait unique devant être apprécié dans ses rapports tant avec la loi de 1851 qu'avec celle de 1897, ainsi que l'ont fait les premiers juges;

Par ces motifs,

Casse... et renvoie devant la Cour de Rennes.

MM. Paul Dupré rapp.; Duboin av. gén. — Me Le Marois av.

Note. — La question de savoir si le fait d'additionner le beurre d'acide borique ou de borate de soude ou d'autres sels destinés à assurer sa conservation, constitue une infraction à la loi du 16 avril 1897 n'avait point été tranchée jusqu'à ce jour. Mais des poursuites fréquentes avaient été exercées contre les marchands de beurre à raison de ce fait, pour falsification de denrées alimentaires, en vertu de la loi de 1851, et la jurisprudence est très divisée sur la solution qu'il convient de lui donner. Le jugement du Tribunal correctionnel de Lisieux et l'arrêt de la Cour de Caen, dans l'espèce qui avait donné lieu au pourvoi, ont décidé qu'il n'y avait point lieu à application de la loi de 1851; le Tribunal civil de Vire s'est aussi prononcé en ce sens : Trib. civ. Vire 2 avril 1897 (Gaz. Pal. 97. 2., v° Ventes (fraudes dans les), n° 3 et suiv. — S. 98.1.849). Mais la Cour d'appel de Paris s'est prononcée en sens contraire : Paris 6 novembre 1896 (Gaz. Pal. 96.2, v° Ventes (fraudes dans les), n° 3 et suiv. — S. 98.2.144 — D. 97.2. 23). La question a une grosse importance pour le commerce des beurres d'exportation; si les commerçants ne sont point autorisés à assurer la conservation de leurs produits par les moyens des antiseptiques, ils seront obligés de renoncer à envoyer leurs produits dans les pays étrangers, avec lesquels ils font actuellement un commerce considérable.

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-DIÉ

1er juin 1900.

Présidence de M. Gadel.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° PROFESSIONS VISÉES. — EXPLOITATION FORESTIÈRE. — 2° CHANTIER. — OUVRIERS TRAVAILLANT ISOLÉMENT. — 3° RECONNAISSANCE DE LA RESPONSABILITÉ PRÉVUE PAR LA LOI NOUVELLE. — DÉCLARATION D'ACCIDENT.

1° *En dehors des industries énumérées par la loi du 9 avril 1898 (art. 1er), doivent être considérées comme tombant seules sous l'application de la loi toutes autres exploitations ou parties d'exploitation dans lesquelles il est fait usage de machines mues par une autre force que celle des hommes ou des animaux.*

Spécialement, ne tombe pas sous l'application de cette loi une exploitation forestière telle qu'elle se pratique dans l'Est de la France, où il n'est point utilisé de moteurs ni de matières explosibles, et où il n'est fait emploi que de la force de l'homme ou des animaux.

2° *Le chantier ne peut être entendu que d'un lieu où un groupement de personnes travaillent ensemble, et l'on ne peut ainsi qualifier l'emplacement où un ouvrier travaille seul ou même avec l'aide d'un compagnon.*

Spécialement, l'exploitation d'une coupe en forêt, préalable à la mise en œuvre des bois à la scierie, et particulièrement l'ébranchage et le tronçonnage des arbres n'est point exécuté sur un chantier, dans l'acception que la loi donne à ce mot.

3° *Le fait que le chef d'entreprise a fait la déclaration de l'accident n'implique pas qu'il ait reconnu que sa responsabitité était engagée dans les conditions prévues par la loi du 9 avril 1898.*

Veuve Petitnicolas c. Colin.

Le Tribunal,

Attendu que de l'enquête à laquelle a procédé le 19 octobre 1899 M. le juge de paix de Raon-l'Etape, en exécution de l'art. 13 de la loi du 9 avril 1898, il résulte que, le 18 du même mois, Louis-Camille Petitnicolas, marnageur à Celles-sur-Plaine. était occupé avec son frère à débiter un sapin dans la forêt communale de Raon-l'Etape, quand, à un moment donné, celui-ci ayant glissé, Petitnicolas qui n'avait pu se garer à temps, fut serré entre la souche de l'arbre et un rocher et fut ainsi tué sur le coup;

Attendu qu'un procès-verbal de non-conciliation étant intervenu le 13 novembre dernier entre la veuve Petitnicolas et Adrien Colin, marchand de bois à la Neuville-les-Raon et adjudicataire de la coupe où s'est produit l'accident, la demanderesse, agissant tant en son nom personnel que comme tutrice naturelle et légale de ses enfants mineurs, a, suivant exploit d'Antoine, huissier à Raon-l'Etape, en date du 26 mars 1900, assigné le défendeur à l'effet de s'entendre condamner à lui payer, ainsi qu'à ses enfants, la rente annuelle et viagère à laquelle elle et ceux-ci prétendent avoir droit en conformité de l'art. 3 de la loi précitée, plus une somme de 100 francs pour frais funéraires;

Attendu qu'à la demande formulée contre lui Colin oppose : 1° que la loi du 9 avril n'est pas applicable à l'espèce; 2° que l'ébranchage ou le tronçonnage d'une coupe ne constitue pas un chantier dans le sens que lui prête la susdite loi; 3° qu'en tout cas, Petitnicolas n'était pas un ouvrier au sens de la loi, mais un chef d'entreprise personnellement responsable;

Sur le premier moyen :

Attendu que, si la loi du 9 avril 1898 paraît avoir été particulièrement faite pour l'industrie, l'art. 1er ne doit pas toutefois être interprété limitativement; qu'ainsi l'a voulu le législateur, lorsqu'après avoir énuméré les industries où doivent être occupés les ouvriers et employés appelés à en bénéficier, il a pris soin d'ajouter « et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux »;

Attendu que de ce qui précède, il appert que doi-

vent être considérées comme tombant seules sous l'application de la loi, outre les industries énumérées au paragraphe 1er de l'art. 1er, toutes autres exploitations ou parties d'exploitation remplissant la condition édictée par le paragraphe 2, c'est-à-dire sans lesquelles il est fait usage de machines mues par une autre force que celle des hommes ou des animaux;

Attendu que la mise en œuvre d'une coupe constitue incontestablement une exploitation forestière, mais que celles-ci ne sont pas désignées dans l'art. 1er § 1; que, d'autre part, il ne peut pas être contesté que, telles que se pratiquent dans la région de l'Est de la France et notamment dans les Vosges les exploitations forestières, il n'y est utilisé aucun moteur; qu'il n'y est pas davantage fait emploi de matières explosibles, et que les diverses opérations qu'elles comportent s'y accomplissent toutes soit, par la seule force de l'homme, soit par combiné de la force de l'homme et des animaux; que, dans ces conditions, il apparaît que les exploitations forestières ainsi définies ne rentrent pas dans la catégorie des exploitations tombant sous l'application de la loi du 9 avril 1898, et que, conséquemment, de ce chef, ladite loi n'est pas applicable en l'espèce;

Sur le second moyen :

Attendu que, si les documents parlementaires sont muets sur ce qu'il faut entendre par le mot chantier, il apparaît de l'esprit de la loi du 9 avril 1898 que ce mot doit être pris dans le sens étendu que lui prête la langue usuelle; que, par suite, le mot chantier implique nécessairement un groupement de personnes travaillant ensemble dans le même lieu, et écarte toute idée d'un travail isolé;

Attendu que, dès lors, ce serait aller au-delà du vœu de la loi que d'attribuer indistinctement la qualité de chantier à l'emplacement où un ouvrier travaille seul, ou même travaille avec l'aide d'un compagnon; qu'admettre pareille solution serait dépasser l'idée même qu'éveille dans l'esprit le mot chantier; qu'au surplus, ce à quoi il faut s'attacher à cet égard est moins au travail proprement dit qu'accomplit l'ouvrier qu'à l'exploitation à laquelle il se livre;

Attendu que, par suite, si l'on se réfère aux diverses opérations que comporte l'exploitation d'une coupe, c'est-à-dire aux opérations faites en forêt et préalables à la mise en œuvre des bois à la scierie, et telles notamment que l'ébranchage ou le tronçonnage, celles-ci comportent un travail isolé écartant toute idée de groupement comme le veut la loi; qu'il y a lieu, conséquemment, de décider que. de ce chef encore, la loi du 9 avril 1898 ne saurait être applicable;

Sur le troisième moyen :

Attendu qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter au moyen soulevé, à titre subsidiaire seulement, par Colin et tiré de ce fait que Petitnicolas n'était pas son employé ou son ouvrier, mais un chef d'entreprise personnellement responsable, ce moyen étant, en raison de ce qui précède, sans emport dans la cause;

Attendu, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter davantage à l'objection née de cette circonstance que le défendeur, en faisant spontanément à la mairie de Raon-l'Etape la déclaration de l'accident dont a été victime Petitnicolas, aurait ainsi reconnu sa responsabilité; que l'on comprend très bien que Colin, dans le silence de la loi en matière d'exploitations forestières, ait tenu néanmoins et à toute éventualité à se mettre en règle et à signaler à l'autorité compétente l'accident grave porté à sa connaissance et survenu dans une coupe dont il est l'adjudicataire;

Attendu, enfin, quant aux dépens, qu'ils doivent rester à la charge de la partie qui succombe;

Par ces motifs,

Sans s'arrêter au troisième moyen soulevé par Colin et à l'objection tirée de la déclaration faite par lui à la mairie de Raon-l'Etape;

Dit que la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable aux exploitations forestières dans lesquelles, ainsi que dans l'espèce actuelle, il n'est fait emploi ni de matières explosibles ni de machines mues par une force autre que celle de l'homme et des animnux;

Dit encore que, plus particulièrement, l'opération à laquelle se livrait Petitnicolas lors de l'accident dont il a été victime, pas plus que l'emplacement où il travaillait, ne peuvent être qualifiés de chantier;

Déclare, en conséquence, non recevable, en tant qu'elle est basée sur les dispositions de la loi du 9 avril 1898, la demande formulée par la veuve Petitnicolas, l'en déboute, et la condamne aux dépens.

Note. — I. — Sur le premier point : Sur le caractère limitatif de l'application, l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898, Rapp. Trib. civ. Compiègne 14 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900. 1.553); Trib. civ. Pontoise 21 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900. 1.569).

III. — Sur le troisième point : La solution consacrée par le jugement recueilli ne peut faire aucun doute, d'autant que la jurisprudence paraît devoir appliquer d'une façon très rigoureuse l'obligation pour les chefs d'industrie de déclarer les accidents survenus chez eux : V. notamment : Trib. simp. pol. Paris 25 avril 1900 et Trib. simp. pol. Chartres 6 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.650); Trib. simp. pol. Paris 4 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.43, n° du 13 juin).

TRIBUNAL CIVIL DE NEVERS

14 mai 1900.

Présidence de M. Ris.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° FAUTE INEXCUSABLE. — SCIE CIRCULAIRE. — 2° RENTE. — POINT DE DÉPART. — CONSOLIDATION DE LA BLESSURE. — AVANCE PROVISOIRE. —

DÉFALCATION DE LA RENTE. — 3° PAIEMENT D'AVANCE.

1° *Costitue une faute inexcusable de nature à diminuer l'indemnité forfaitaire, le fait par l'ouvrier, au moment de l'arrêt de la scie circulaire et au lieu de la laisser s'arrêter d'elle-même, de chercher à l'arrêter sans motifs au moyen d'une brosse.* (Loi du 9 avril 1898, art. 20).

2° *En cas d'incapacité permanente partielle, la rente viagère a pour point de départ la date de la consolidation de la blessure, encore bien que l'ouvrier n'ait point repris son travail à cette date.*

Et si, aux termes de l'art. 16 § 4 de la loi, lorsque les parties sont en désaccord sur la quotité de l'indemnité et la cause non en état d'être solutionnée par le tribunal, l'indemnité temporaire du demi-salaire doit continuer à être servie jusqu'à la solution définitive, cette allocation ne peut se concevoir que comme une avance imposée au patron dans l'intérêt de la victime de l'accident et pour permettre à celui-ci de subvenir à ses besoins jusqu'à la solution du procès; mais cette avance provisionnelle doit se défalquer de la rente accordée ultérieurement. (Loi du 9 avril 1898 art. 3).

3° *Le paiement de la rente viagère doit s'effectuer par trimestre, mais il ne peut se faire qu'à terme échu et non d'avance.* (Loi du 9 avril 1898 art. 3).

Paré c. Bonnichon et Barraud.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte du rapport des experts commis par le jugement avant faire droit du 22 janvier 1900 enregistré, que la main gauche de Paré est réduite au pouce, à l'index, celui-ci atteint d'ankylose presque complète de la jointure de la deuxième avec la troisième phalange et à trois moignons de grandeur décroissante, vestiges des trois derniers doigts; que cette main ainsi réduite constitue un organe sans doute imparfait, insuffisant pour saisir et retenir avec force un outil et pour le manœuvrer adroitement, mais suffisant en tout cas pour pousser ou soulever des objets même très lourds avec une grande force; que Paré, bien que gaucher, et atteint par suite dans sa meilleure main, trouvera, soit dans son ancienne maison, soit dans une nouvelle, un travail de manœuvre lui permettant de gagner un salaire de 450 francs par an, chiffre plutôt minime;

Attendu, dès lors, que Paré, étant atteint, non d'une incapacité de travail permanente et absolue, ainsi qu'il l'a prétendu à tort, mais seulement d'une infirmité permanente et partielle, a droit, aux termes de l'art. 3, § 3 de la loi du 9 avril 1898, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident dont il a été victime fera subir à son salaire;

Attendu que ledit salaire, pour les douze mois qui ont précédé l'accident du 12 octobre 1899, était de 1,172 fr. 90, y compris 50 francs pour chauffage; qu'il y a lieu, en l'espèce, de fixer à 60 0/0 la réduction de salaire que subira Paré; que, par suite, aux termes de la disposition légale précitée, il aurait droit à une rente équivalente à la moitié de cette réduction, soit 351 fr. 87;

Attendu, toutefois, qu'il résulte de l'enquête édifiée par M. le juge de paix de Nevers, le 14 octobre 1899, qu'au moment où s'est produit l'accident dont Paré a été victime, la scie circulaire était débrayée et ne marchait plus que lentement; que celui-ci, voulant l'arrêter, s'est servi d'une brosse qui a été entraînée par la scie; que sa main, n'abandonnant pas la brosse, a été blessée;

Attendu qu'en cherchant à arrêter ainsi, et sans motifs sérieux, la scie, au lieu d'attendre son arrêt complet et normal, Paré a commis un acte d'imprudence ou d'imprévoyance blâmable qui a été la cause génératrice de sa blessure, tandis que le travail n'en a été que la cause éloignée et indirecte; que ce fait constitue à sa charge une faute inexcusable, permettant de diminuer d'un cinquième ladite indemnité et de fixer à 281 fr. 30 la rente viagère et annuelle que Bonnichon frères et Barraud devront payer à Paré;

Attendu qu'en cas d'infirmité permanente et partielle, la loi est muette sur le point de départ de la rente viagère due à l'ouvrier blessé; que si, aux termes de l'art. 16 § 4, lorsque les parties sont en désaccord sur la quotité de l'indemnité et la cause non en état d'être solutionnée par le tribunal, l'indemnité temporaire doit continuer à être servie jusqu'à cette solution définitive, cette allocation ne peut se concevoir que comme une avance imposée au patron dans l'intérêt de la victime de l'accident et pour permettre à celle-ci de subvenir à ses besoins jusqu'à la solution du procès; que, par suite, cette avance provisionnelle doit se défalquer de la rente accordée ultérieurement; qu'admettre toute autre interprétation serait absolument inique, puisqu'il dépendrait de l'ouvrier, en ne se remettant pas au travail malgré la consolidation de ses blessures, de continuer à toucher l'indemnité journalière fixée à moitié du salaire, c'est-à-dire une somme toujours supérieure à celle qu'il pourrait réclamer sous forme de rente;

Attendu, en l'espèce, que Paré a été blessé le 12 octobre 1899; qu'il résulte du rapport des experts commis que ses blessures étaient consolidées deux mois après, c'est-à-dire le 12 décembre suivant; que, depuis cette époque, bien qu'aucun accident ne se soit produit du côté de la main blessée et malgré un état de santé excellent, Paré ne s'est livré à aucun travail quelconque; que, dans ces conditions, il y a lieu de déterminer ainsi les droits de Paré : du 12 au

16 octobre 1899, période d'attente pendant laquelle il n'a droit à aucune indemnité; du 15 octobre au 12 décembre suivant, date de la consolidation des blessures, deuxième période pendant laquelle il a droit à une indemnité journalière de 1 fr. 75, moitié de son salaire quotidien au jour de l'accident; troisième période à dater du 12 décembre, jour à partir duquel il a droit à la rente viagère et annuelle de 281 fr. 30 fixée par le présent jugement, sous réserve, le cas échéant, du droit de revision édicté par l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3 de ladite loi, le paiement de la rente viagère doit s'effectuer par trimestre; qu'à défaut de stipulation inscrite dans la loi, il ne peut se faire qu'à terme échu;

Attendu que les offres réelles d'une pension viagère de 234 fr. 50, faites par Bonnichon frères et Barraud à Paré, sont insuffisantes, par suite non libératoires;

Attendu, d'autre part, que Paré, qui se prétendait atteint d'une infirmité permanente et absolue, doit supporter une partie des frais de la présente instance, nécessités par sa demande manifestement exagérée; qu'il y a lieu de faire masse des dépens et de dire qu'ils seront supportés par les parties dans les proportions qui vont être déterminées par le présent jugement;

Par ces motifs,

Dit Paré atteint seulement, par suite de l'accident du 12 octobre 1899, d'infirmité permanente et partielle;

Fixe à 1,172 fr. 90, y compris 50 francs pour chauffage, le salaire annuel devant servir de base à l'indemnité qui lui est due, par application de l'art. 3 § 3 de la loi du 9 avril 1898;

Dit que la diminution de la capacité de travail de Paré entraîne une réduction de salaire de 60 0/0, soit 703 fr. 74;

Dit que la rente de 351 fr. 87, légalement due par Bonnichon frères et Barraud, doit être diminuée d'un cinquième par suite de la faute inexcusable de Paré;

Dit que Paré a cessé, à partir du 12 décembre 1899, date de la consolidation de ses blessures, d'avoir droit à l'indemnité journalière de 1 fr. 75 qui lui a été allouée à titre provisionnel par le jugement avant faire droit du 22 janvier 1900;

Condamne Bonnichon frères et Barraud à servir à Paré, à dater du 12 décembre 1899, une rente viagère et annuelle de 281 fr. 30, payable par trimestre et à terme échu;

Autorise Bonnichon frères et Barraud à imputer sur les termes échus ou à échoir de ladite rente les sommes payées par eux jusqu'à ce jour, pour indemnités journalières courues depuis le 12 décembre 1899;

Donne acte, en tant que de besoin, à Bonnichon frères et Barraud de ce qu'ils se réservent le droit de demander ultérieurement, le cas échéant, la revision de la pension allouée à Paré;

Dit insuffisantes, par suite non libératoires, les offres faites par eux à Paré d'une rente viagère et annuelle de 234 fr. 50;

Fait masse des dépens et dit qu'ils seront supportés moitié par Bonnichon frères et Barraud et moitié par Paré.

M[es] Massé et Debourges av.

Note. — I. — Sur le premier point : Sur ce qu'il faut entendre par la faute inexcusable prévue par l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898 : V. Trib. civ. Vouziers 28 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.635) et la note avec les renvois à la jurisprudence antérieure.

II. — Sur le second point : La question est controversée de savoir quel doit être le point de départ de la rente en cas d'incapacité permanente partielle : V. dans le sens du jugement recueilli : Besançon 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.532) ; Douai 19 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.754); — et *contrà* : Douai 5 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.752).

III. — Sur le troisième point : La question est controversée, mais tranchée généralement dans le sens du jugement recueilli : V. Besançon 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.352); 28 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.453); Trib. civ. Seine 12 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.604); Dijon 2 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.617); — et *contrà* : Trib civ. Nancy 12 décembre 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.61) et les notes sous ces décisions avec les autres renvois.

COUR D'APPEL DE ROUEN (2[e] Ch.)

24 février 1900.

Présidence de M. Quénault.

CHEMINS DE FER. — TRANSPORT DES VOYAGEURS. — EMPLOI D'UN ITINÉRAIRE ALLONGÉ. — AUTORISATION DE LA COMPAGNIE. — USAGE LIMITATIF DE CETTE AUTORISATION.

En principe, le billet de chemin de fer remis au voyageur contre la perception du prix calculé sur la distance kilométrique à parcourir n'est valable que pour l'itinéraire le plus court.

Mais les voyageurs peuvent être autorisés à suivre des itinéraires allongés sans taxe supplémentaire, à titre exceptionnel et en se conformant strictement aux conditions limitativement imposées par la compagnie pour bénéficier de cette autorisation et portées à la connaissance du public à chaque changement d'horaire par des affiches du service, précisant les trains à utiliser pour les déviations autorisées et les conditions de leur usage.

Vivien c. Chemins de fer de l'Ouest.

Le Tribunal de commerce de Bernay avait rendu, le 28 avril 1899, le jugement suivant :

« Considérant que l'action de M. Vivien a pour but de faire condamner la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest à lui rembourser une

somme de 1 fr. 20, indûment perçue, en 1,600 fr. de dommages-intérêts et aux dépens; que la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest a demandé le rejet de l'action du sieur Vivien et la condamnation de celui-ci aux dépens;

« Considérant que M. Vivien est parti de Caen le 3 février 1899 par le train n° 30, porteur d'un billet de seconde classe à destination de Notre-Dame-du-Hamel; qu'à son passage à Bernay, il lui a été réclamé un supplément de 1 fr. 20, comme n'ayant pas suivi l'itinéraire indiqué;

« Considérant que, d'après les tarifs des chemins de fer de l'Ouest, le prix du billet délivré à un voyageur est perçu sur le nombre de kilomètres à parcourir; que l'itinéraire normal et le moins long de Caen à Notre-Dame-du-Hamel est par Lisieux et la Trinité-de-Réville; que, par exception, les voyageurs prenant à Caen le train n° 22 peuvent sans augmentation de prix passer par Bernay; que M. Vivien, ayant pris à Caen le train n° 30, ne pouvait donc, sans payer de supplément, passer par Bernay; qu'il y a, par suite, lieu de rejeter sa demande;

« Considérant, à l'égard des dépens, que toute partie qui succombe dans une instance doit en supporter les dépens;

« Par ces motifs,

« Déclare l'action de M. Vivien mal fondée, l'en déboute et le condamne aux dépens. »

Appel par M. Vivien. — Arrêt :

La Cour,

Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Attendu, en outre, qu'il est constant et non contesté que si, en principe, le billet de chemin de fer remis au voyageur contre la perception du prix calculé sur la distance kilométrique à parcourir n'est valable que pour l'itinéraire le plus court, les voyageurs peuvent cependant être autorisés à suivre des itinéraires allongés, sans taxe supplémentaire, mais seulement à titre exceptionnel et en se conformant strictement aux conditions limitativement imposées par la compagnie pour bénéficier de cette autorisation et portées à la connaissance du public à chaque changement d'horaire par des affiches du service précisant les trains à utiliser pour les déviations autorisées et les conditions de leur usage; que Vivien soutient à tort que la déviation par Bernay, pour les voyageurs allant de Caen à Notre-Dame-du-Hamel, est comprise dans celles autorisées par la compagnie;

Attendu qu'il n'est pas méconnu que l'itinéraire par Bernay est plus long de 16 kilomètres que celui par Lisieux et la Trinité-de-Réville et ne peut, dès lors, être suivi par le voyageur sans supplément de prix, à moins d'autorisation expresse par la compagnie; que l'affiche indiquant les déviations autorisées, applicables à l'horaire en cours au moment des faits du procès comprend bien, il est vrai, cette déviation par Bernay pour les voyageurs porteurs de billets délivrés sur la ligne de Caen à Lisieux, mais en limitant expressément l'utilisation, pour cette déviation, du train 22, le seul, dès lors, dont les voyageurs puissent faire usage sans payer le supplément afférent aux 16 kilomètres parcourus en plus par cet itinéraire;

Attendu que la note mise en bas de l'affiche et reproduite dans les indicateurs a uniquement pour objet d'expliquer que les voyageurs munis de billets délivrés de, et pour les au delà, c'est-à-dire d'une gare au-delà de Caen pour une gare au-delà de la Trinité-de-Réville et passant ainsi par les deux gares entre lesquelles la déviation est autorisée, peuvent user de ce parcours allongé par Bernay sans perception de taxe supplémentaire, mais exclusivement dans les conditions limitativement déterminées par cette affiche, c'est-à-dire en ne faisant usage que du train n° 22; que Vivien, empruntant pour cette déviation le train n° 30, ne se trouvait donc pas dans les conditions où elle est autorisée, et que c'est à bon droit que la taxe supplémentaire a été perçue; que vainement Vivien cherche à tirer argument de ce que sa malle, enregistrée à Caen pour Notre-Dame-du-Hamel par le train n° 30, a suivi l'itinéraire par Bernay; qu'il n'en peut résulter reconnaissance par la compagnie du droit de suivre cet itinéraire sans augmentation de prix; que l'employé chargé de l'enregistrement des bagages a pu ou dû supposer que, comme Vivien le faisait habituellement, il entendait user de la faculté de prendre l'itinéraire allongé en payant la taxe supplémentaire, ainsi que tout voyageur a le droit de le faire, conformément à la note insérée au bas de l'affiche susvisée informant le public que dans tous les cas les voyageurs peuvent utiliser l'itinéraire détourné mais prévu sur ladite affiche, en acquittant le prix correspondant à la distance à parcourir effectivement;

Attendu enfin que la compagnie intimée se porte incidemment appelante et demande que Vivien soit condamné à lui payer 200 francs de dommages-intérêts;

Attendu que cette demande, formée il est vrai pour la première fois devant la cour, ne constitue pas une demande nouvelle; qu'elle est, en effet, uniquement basée sur le caractère vexatoire de l'appel de Vivien et n'est en réalité qu'une défense à l'action principale; qu'elle est donc recevable en la forme;

Attendu, au fond, que Vivien a pu, de bonne foi, se tromper sur la portée réelle des annotations figurant au bas de l'affiche, relatives aux déviations d'itinéraire autorisées; qu'en faisant appel de la décision des juges du premier degré repoussant sa prétention, il n'a fait qu'user d'un droit légitime, sans que rien, dans les circonstances de la cause, révèle une intention vexatoire à l'égard de la com-

pagnie ; qu'il ne saurait, dès lors, être fait droit à l'appel incident de la Compagnie de l'Ouest ;

Attendu, quant aux dépens, etc ;

Par ces motifs,

Déclare la Compagnie de l'Ouest mal fondée dans sa demande en dommages-intérêts contre Vivien ; l'en déboute ;

Confirme le jugement dont est appel.

M. DELRIEU av. gén. — Mes VIVIEN et MARAIS av.

Note. — La question tranchée par l'arrêt recueilli ne paraît pas avoir été jusqu'à présent l'objet d'aucune décision de jurisprudence. Le prix des billets de chemins de fer est calculé par la voie la plus courte, sur les distances réelles, telles qu'elles résultent des tableaux de distances kilométriques approuvés par l'administration. Toutefois, dans certains cas, *expressément désignés dans les tarifs*, les voyageurs ont la faculté de suivre un itinéraire plus allongé, leur permettant d'arriver plus tôt que par la voie la plus courte ou leur offrant des termes plus convenables. Ils ne payent alors que le prix calculé par la voie la plus courte. Mais, en dehors de ces cas, ils doivent, lorsqu'ils veulent employer un itinéraire détourné, payer le prix calculé sur la distance réelle à parcourir : V. Dalloz, Supp. au Rép., v° Voirie par chemin de fer, n° 328 et suiv.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

19 mai 1900.

Présidence de M. Thomas.

ASSURANCES TERRESTRES. — ACCIDENTS. — LOI DU 29 JUIN 1899. — RÉSILIATION FACULTATIVE. — POLICE SOUSCRITE APRÈS LA PROMULGATION DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 ET AVANT SA MISE A EXÉCUTION.

1° *La faculté accordée à l'assureur et à l'assuré par la loi du 29 juin 1899 de résilier les polices d'assurances concernant les industries prévues à l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898 et antérieures à cette loi s'applique aux polices souscrites après la promulgation de ladite loi et jusqu'au jour où sa mise à exécution a été reportée, c'est-à-dire au 1er juillet 1899.*

2° *La loi du 29 juin 1899, en accordant aux parties le droit de résilier pendant une année les polices d'assurances-acccidents concernant les industries prévues à l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898 et antérieures à cette loi, a prévu deux modes seulement de résiliation : la déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il sera donné récépissé, ou l'acte extrajudiciaire, et ces modes sont impératifs et limitatifs.*

Spécialement, la dénonciation par lettre recommandée, n'étant point prévue par la loi, est nulle et inopérante.

Veuve Hue c. la Providence.

LE TRIBUNAL,

Vu la connexité, joint les causes ; et statuant sur le tout par un seul et même jugement :

Sur l'ensemble des demandes :

Attendu que, suivant police en date du 24 décembre 1898, enregistrée, renouvelant un précédent contrat du 1er janvier 1889, veuve Hue a contracté avec la compagnie la Providence une assurance collective ; que cette assurance avait pour objet de garantir à veuve Hue, dans des conditions déterminées, le remboursement des indemnités dues à ses ouvriers et employés salariés atteints, pendant leur travail professionnel et par suite de l'exercice même de ce travail, d'accidents corporels provenant d'une cause violente, extérieure, fortuite et involontaire ; que cette police, prenant effet à partir du 1er janvier 1899, avait une durée de dix années ;

Attendu que, par lettre recommandée, adressée le 30 juin 1899 à l'agent général de la compagnie La Providence à Saint-Brieuc, veuve Hue, invoquant le bénéfice de la loi du 29 juin 1899, a déclaré résilier le contrat susvisé ; que, le 21 août suivant, la compagnie, accusant réception de la lettre précitée a déclaré à veuve Hue que, la police litigieuse ayant été souscrite le 24 décembre 1898, c'est-à-dire postérieurement à la loi du 9 avril 1898, elle considérait sa dénonciation comme nulle et non avenue ;

Attendu que veuve Hue demande à ce tribunal de dire et juger que la police du 24 décembre 1898 a été dûment et régulièrement résiliée à la date du 21 août 1899 ; qu'elle réclame, en outre, 50 francs de dommages-intérêts pour réparation du préjudice que lui a causé la résistance injustifiée de la compagnie La Providence ;

Attendu que la compagnie, repoussant les prétentions de veuve Hue, demande reconventionnellement à ce tribunal de dire que le contrat dont s'agit continuera à recevoir son exécution jusqu'à la date fixée pour son expiration ; qu'elle requiert paiement de 239 fr. 25 pour prime échue, et qu'elle demande en outre que veuve Hue soit tenue, dans la huitaine du jugement et sous une astreinte à impartir, de lui remettre le relevé de ses salaires depuis le 23 septembre 1898 ;

Attendu que la loi du 29 juin 1899 a déterminé limitativement la manière dont les polices, antérieures à la loi du 9 avril 1898, pourraient être dénoncées par l'assureur et par l'assuré ; qu'elle a stipulé que cette dénonciation serait faite soit au moyen d'une déclaration au siège social, ou chez l'agent local, déclaration dont il serait donné récépissé, soit par acte extrajudiciaire ; que ce serait dépasser les intentions du législateur que d'assimiler la lettre recommandée à la déclaration prescrite et l'accusé de réception au récépissé imparti,

alors surtout qu'il résulte de la discussion parlementaire qui a précédé le vote de la loi par la Chambre des députés, que le mode de dénonciation par lettre recommandée a été proposé et qu'il n'a point été accueilli ; que la demande de veuve Hue doit donc être repoussée, ainsi que sa prétention à l'allocation de dommages-intérêts, alors qu'elle ne justifie d'aucun préjudice imputable à la compagnie La Providence ;

Attendu, toutefois, qu'à la date du 1er mars 1900, veuve Hue, par un premier exploit introductif d'instance, c'est-à-dire par acte extrajudiciaire, a demandé la résiliation de la police litigieuse; que vainement la compagnie la Providence soutient que ladite police, souscrite le 24 décembre 1898, c'est-à-dire postérieurement à la loi du 9 avril 1898, ne peut pas bénéficier des avantages de la loi du 29 juin 1899, celle-ci ne visant que les contrats antérieurs à la loi susvisée ;

Attendu que, par les mots « antérieures à la loi », il faut comprendre les polices d'assurances contractées avant les effets de cette loi, qui n'est entrée en vigueur que le 1er juillet 1899, et non celles d'une date antérieure au 9 avril 1898, jour où cette loi a été votée ; qu'en la circonstance, on trouve la preuve surabondante qu'il s'agit d'un contrat basé sur l'ancien régime, puisque les parties ont pris le soin de spécifier qu'il n'était que le renouvellement d'un précédent contrat souscrit le 1er janvier 1889 ; que veuve Hue n'est donc liée que jusqu'au 1er mars 1900, date à laquelle elle a demandé la résiliation de son contrat, dans la forme prescrite par la loi, et que c'est seulement dans ces conditions qu'il convient de faire droit à la première partie de la demande reconventionnelle de la compagnie La Providence ;

Attendu, en ce qui concerne le surplus de cette demande, que, tenue par son contrat jusqu'au 1er mars 1900, veuve Hue ne saurait se soustraire au paiement de la prime échue le 23 septembre 1899, laquelle est justifiée s'élever à la somme de 239 fr. 25; qu'elle ne saurait également se refuser à remettre le relevé de ses salaires de cette date au 31 décembre 1899, dans un délai et sous une astreinte à impartir ; qu'il échet, dans ces conditions, de faire droit aux conclusions de la compagnie La Providence en ce qui touche ces deux chefs et d'obliger veuve Hue à l'exécution de ses engagements;

Par ces motifs,

Déclare veuve Hue mal fondée en sa demande, et toutes fins qu'elle comporte ; l'en déboute ;

Statuant sur la demande reconventionnelle de la compagnie La Providence :

Dit que le contrat d'assurance intervenu entre cette compagnie et veuve Hue, suivant police du 24 décembre 1898, continuera à recevoir son exécution, mais seulement jusqu'au 1er mars 1900 ;

Condamne veuve Hue à payer à la compagnie La Providence la somme de 239 fr. 25 avec les intérêts de droit ;

Dit que, dans la huitaine de la signification du présent jugement, veuve Hue sera tenue de remettre à la compagnie la Providence le relevé de ses salaires depuis le 23 septembre 1899 jusqu'au 31 décembre 1899, et ce, sous une astreinte de 20 francs par jour de retard pendant un mois, passé lequel il sera fait droit;

Déclare la compagnie la Providence mal fondée en le surplus de sa demande, l'en déboute ;

Condamne veuve Hue aux dépens.

Mes TRIBOULET et GARBE agréés.

Note. — I. — Sur le premier point : La question a été tranchée en sens contraire par le Tribunal civil de Nogent-sur-Seine, le 22 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.597). V. notre note approbative sous cette décision.

II. — Sur le second point : La question a été tranchée dans le même sens par le Tribunal civil de Boulogne-sur-Seine le 16 mars 1900, et par le Tribunal de paix de Paris (VIIIe arrondissement) le 22 mars 1900 (Gez. Pal. 1900.1. 708). V. notre note sous ces décisions.

181

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

18 juin 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° EXÉCUTION PROVISOIRE. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — CAUTION. — DÉFENSES. — SURSIS.
2° FAILLITE. — PROCÉDURE A LA REQUÊTE DU FAILLI. — ASSISTANCE DU SYNDIC (DÉFAUT D'). — NULLITÉ RELATIVE.

1° Il appartient aux cours d'appel, par application de l'art. 439 C. pr. civ., auquel l'art. 647 C. com. n'apporte aucune dérogation, de vérifier si l'exécution provisoire sans caution d'un jugement d'un tribunal de commerce n'a pas été ordonnée en dehors des conditions fixées par l'art. 439, et de faire droit, le cas échéant, à une demande de la partie condamnée, tendant soit à une dation de caution par son adversaire, soit à la justification de sa solvabilité.

Mais il n'appartient, en aucun cas, même au cas où le tribunal de commerce a mal à propos ordonné l'exécution provisoire de son jugement sans caution, aux cours d'appel, à peine de nullité et même de dommages-intérêts des parties, d'accorder des défenses et de surseoir à l'exécution dudit jugement jusqu'à la discussion à intervenir sur le fonds.

2° Le défaut d'assistance du syndic, dans une procédure suivie à la requête d'un failli, n'est point une cause de nullité, dont puisse se prévaloir le failli lui-même; elle n'existe qu'au regard de la masse des créanciers.

Bourguignon c. Pernet.

La Cour,

Sur le premier moyen, pris de la violation des art. 439 et 459 C. pr. civ., par fausse application de l'art. 647 C. com., 7 de la loi du 10 avril 1810, et d'un defaut de base légale :

Attendu qu'il appartient aux cours d'appel, par application de l'art. 439 C. pr. civ., auquel l'art. 647 C. com. n'a apporté aucune dérogation, de vérifier si l'exécution provisoire sans caution d'un jugement d'un tribunal de commerce n'a pas été ordonnée en dehors des conditions fixées par ledit art. 439, et de faire droit, le cas échéant, à une demande de la partie condamnée, tendant soit à une dation de caution par son adversaire, soit à la justification de sa solvabilité; mais que, d'autre part, l'art. 647 C. com., dérogeant à la règle de l'art. 459 C. pr. civ,, interdit expressément aux mêmes cours d'appel, à peine de nullité et même de dommages-intérêts des parties, d'accorder en aucun cas des défenses et de surseoir à l'exécution des jugements dont il s'agit;

Attendu que le demandeur en cassation, par voie d'incident à la procédure d'appel, a sollicité expressément et exclusivement de la Cour de Paris qu'elle ordonnât de surseoir à l'exécution provisoire sans caution du jugement rendu contre lui au profit du défendeur éventuel par le Tribunal de commerce de Meaux, jusqu'à la décision à intervenir sur le fond même du procès; qu'une pareille demande qui n'était point autorisée par l'art. 439 C. pr. civ., devait, au contraire, être déclarée irrecevable aux termes de l'art. 647 C. com., et que l'arrêt attaqué en a pleinement justifié le rejet par une simple référence à ce dernier article;

Sur le second moyen, pris de la violation de l'art. 443 C. com. :

Attendu que, si Bourguignon a été déclaré en faillite au cours de la procédure d'appel qui a abouti à à l'arrêt attaqué portant contre lui condamnation au profit de Pernet, il ne lui appartient pas de se prévaloir contre cette décision d'une cause de nullité qui résulterait du défaut d'assistance du syndic, laquelle n'existerait qu'au regard de la masse des créanciers;

Sur le troisième moyen, pris de la violation des art. 1134 et 1626 C. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 pour défaut de motifs (sans intérêt) :

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé par le sieur Bourguignon contre l'arrêt de la Cour de Paris du 24 avril 1898.

MM. Fochier rapp.; Melcot av. gén. — Me Mornard av.

Note. — I. — Sur le premier point : la Cour de cassation s'était déjà prononcée une première fois en ce sens, le 27 janvier 1880 (S. 80.1.80 — J. du P. 80.I.165 — D. 80.1. 364); mais antérieurement, la question était très vivement controversée entre les cours d'appel. Les Cours de Rouen 10 avril 1850 et 6 août 1853 (D. 53.2.214); Limoges 27 août 1857 (D. 59.2.74); Aix 5 juillet 1862 (S. 63.2.167 — J. du P. 63.989); Angers 28 octobre 1878 (S. 79.2.76 — J. du P. 79. 340) avaient, il est vrai, adopté la manière de voir, à laquelle a adhéré la cour régulatrice, en décidant qu'ordonner que l'exécution provisoire n'aura lieu que moyennant caution ou justification de solvabilité, conformément à la loi, dans un cas où elle a à tort été autorisée sans cette condition, ce n'est point accorder des défenses ou prononcer un sursis, mais seulement réparer une irrégularité commise par le premier juge. V. dans le même sens : Bédarride, Juridiction commerciale, n° 503; Demangeat sur Bravard, Droit commercial, t. VI, p. 547; Lyon-Caen et Renault, Droit commercial, t. Ier, n° 494.

Mais d'autres cours d'appel avaient considéré, au contraire, que la disposition de l'art. 647 C. com. forme obstacle même à ce qu'une cour d'appel ordonne qu'un jugement déclaré à tort exécutoire par provision sans caution, ne soit exécuté, nonobstant l'appel dont il a été frappé, qu'après que caution aura été fournie. V. Agen 9 août 1858 (S. 59.2.96 — J. du P. 59.922); Besançon 8 août 1868 (S. 68.2.318 — J. du P. 68.1.220); Metz 19 mars 1869 (S. 69.2. 100 — J. du P. 69.460). — *Sic* : Crépon, Traité de l'appel, t. II, n° 2986.

II. — Sur le deuxième point : La Cour de cassation décide à bon droit que le dessaisissement du failli n'engendre contre lui qu'une incapacité d'agir en justice, dont ses créanciers seuls, et à son exclusion, peuvent se prévaloir.

TRIBUNAL DE PAIX DE CASTILLON (Ariège)

11 avril 1900.

Présidence de M. Fauré.

ÉLECTIONS (EN GÉNÉRAL). — INSCRIPTION SUR LA LISTE. — NOTAIRE DESTITUÉ. — ART. 15 § 8 DU DÉCRET DU 2 FÉVRIER 1852 MODIFIÉ PAR LA LOI DU 10 MARS 1848. — EFFET RÉTROACTIF.

L'art. 15 § 8 du décret du 2 février 1852 est modifié par la loi du 10 mars 1898 en ce sens que les officiers ministériels frappés de destitution ne sont plus désormais écartés des listes électorales que lorsqu'une disposition spéciale du jugement ou arrêt de destitution les a déclarés déchus des droits de vote, d'élection et d'éligibilité, alors qu'auparavant la destitution entraînant nécessairement, dans tous les cas, cette conséquence, produit un effet rétroactif, et, par suite, les notaires destitués avant la promulgation de la loi nouvelle bénéficient de leur pleine capacité électorale.

X...

Nous, juge de paix,

Au fond :

Attendu que, suivant jugement rendu par défaut, dans son audience du 6 août 1891, le Tribunal de première instance de Saint-Girons, par application de la loi du 25 ventôse an XI, a prononcé la peine

de la destitution contre le sieur X..., alors notaire à S...;

Attendu que cette destitution, prononcée disciplinairement sous l'empire du décret organique du 2 février 1852, a eu pour conséquence forcée de faire subir à X... la déchéance politique (art. 15 § 8 dudit décret);

Attendu que l'art. 3 de la loi du 10 mars 1898 modifie ainsi qu'il suit l'art. 15 § 8 du décret du 2 février 1852 : « Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales; § 8 ..... Les notaires et officiers ministériels destitués, lorsqu'une disposition formelle du jugement ou arrêt de destitution les aura déclarés déchus des droits de vote, d'élection et d'éligibilité... »;

Attendu que, d'après cette modification, l'incapacité électorale n'est plus la conséquence légale et forcée de la destitution infligée disciplinairement à un notaire; qu'une décision spéciale et formelle est maintenant nécessaire pour l'application de cette peine accessoire;

Attendu qu'il y a lieu de rechercher si l'effet rétroactif de cette loi doit tourner au bénéfice des officiers ministériels destitués avant le 10 mars 1898, et qui subissent actuellement des déchéances politiques à raison de la seule destitution prononcée contre eux : tel le cas d'X...; que le plus sûr moyen pour arriver à cette solution est d'examiner si le législateur n'a pas formellement exprimé sa volonté sur ce point;

Attendu qu'à la séance du Sénat du 11 novembre 1897, après le vote de l'art. 2 et au moment où allait être mis aux voix l'art. 3, celui précisément relatif aux déchéances, M. le sénateur Duffoussat s'exprima ainsi : « M. le président, je demande la permission de poser, de ma place, une simple question à M. le rapporteur : la loi doit-elle avoir un effet rétroactif?» « Messieurs, répondit M. le rapporteur Thézard, la loi que nous vous proposons est une loi qui statue sur les incapacités; elle procède par conséquent du caractère des lois pénales. Or, il est de principe que ces lois rétroagissent lorsqu'elles ont pour but d'adoucir la sentence. Nous pensons donc que c'est là l'interprétation qu'il convient de donner à la loi actuelle». — « Telle était bien ma pensée, ajouta M. Duffoussat, je remercie M. le rapporteur de l'explication qu'il a bien voulu me donner; c'est pour plus de clarté que je lui ai posé la question. » (*Journal officiel* du 12 novembre 1897) ;

Attendu, ainsi que le fait remarquer M. le président Malepeyre, du Tribunal de Melun, dans la *Gazette du Palais* du 7 juillet 1898, que la question posée par M. Duffoussat a eu spécialement pour objet l'art. 3 de la loi dont s'agit, et que, dans l'esprit du rapporteur comme dans celui du sénateur qui avait posé la question, l'effet rétroactif de la loi s'appliquait même à l'égard des sentences antérieures, parce qu'elle était plus douce dans ses prescriptions que la législation précédente; que la question n'avait aucun intérêt ou qu'un intérêt moindre, relativement aux autres dispositions de la loi qui portaient surtout sur des questions de compétence, à l'égard desquelles l'effet rétroactif de la loi se déterminait aisément;

Attendu, dès lors, qu'il serait contraire à la volonté du législateur de ne pas appliquer la rétroactivité de la loi nouvelle aux faits jugés antérieurement à la promulgation, et dont la peine n'a pas été exécutée; qu'une semblable décision, en même temps qu'elle violerait une loi en vigueur, serait injuste eu égard aux officiers ministériels destitués avant le 10 mars 1898 et qui, par suite de la seule destitution prononcée contre eux, subissent actuellement des déchéances politiques; que si d'ailleurs, pour repousser toutes demandes d'inscription de la part de ces officiers ministériels, il était allégué qu'en les admettant à l'inscription sur les listes électorales, il leur est fait une situation meilleure que celle qu'aurait pu leur faire le tribunal, si la loi nouvelle eût existé au moment de leur condamnation, il serait aisé de répondre que le tribunal eût pu aussi leur faire cette situation meilleure en ne prononçant pas contre eux la déchéance politique;

Attendu, enfin, que les effets rétroactifs de la loi dont il s'agit ne doivent cesser qu'en présence des sentences prononcées et exécutées; que telle n'est pas celle qui frappe X..., laquelle s'exécute tous les jours en ce qui a trait à la privation des droits électoraux;

Attendu que, du relevé du casier judiciaire qui nous a été soumis, il résulte qu'X... a été condamné le 24 juin 1898 à 25 francs d'amende par le Tribunal correctionnel de Saint-Girons pour diffamation et injures publiques;

Attendu que le jugement dont il nous a été présenté une expédition ne renferme aucune déchéance; que l'amende en a été payée (quittance du percepteur 12 mai 1899); que, d'ailleurs, le décret du 2 février 1852 ne prononce aucune incapacité du chef d'une pareille condamnation;

Par ces motifs,

Disons qu'Y... doit être inscrit sur la liste électorale de Castillon, et qu'au besoin il pourra prendre part à tous votes sur la seule exhibition du présent jugement.

Me Henri BERNÈRE av.

Note. — La question intéressante tranchée par le jugement recueilli n'a point été tranchée, à notre connaissance, jusqu'à ce jour par la jurisprudence. Mais la solution consacrée par le Tribunal de paix de Castillon a été préconisée par M. Malepeyre dans une dissertation très argumentée publiée dans notre journal (V. la *Gazette du Palais* du 7 juillet 1898), dissertation rappelée dans la décision recueillie, et à laquelle nous donnons notre entière approbation.

182- 83

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

15 juin 1900.

Présidence de M. Tanon.

ACQUIESCEMENT TACITE. — FAILLITE. — SYNDIC. — JUGE-COMMISSAIRE. — AUTORISATION NÉCESSAIRE. — SIGNIFICATION DE JUGEMENT. — APPEL.

L'acquiescement entraînant l'abandon d'un droit équivaut à une transaction et est, par conséquent, assujetti, en matière de faillite, aux formes prescrites par les art. 487 et 535 C. com.; le syndic n'a pas capacité suffisante pour acquiescer, sans l'autorisation du juge-commissaire, à un jugement intéressant la faillite.

Et la signification de ce jugement, faite sans réserves à la requête du syndic, ne saurait, dès lors, valoir comme acquiescement, mais fait seulement courir le délai de l'appel.

Moutier c. faillite Bruniquel.

Le 11 juillet 1898, la Cour d'appel de Pau avait rendu l'arrêt suivant :

« Attendu que Dalavat, syndic de la faillite Bruniquel, a fait signifier à la personne de Moutier le jugement rendu le 30 juillet 1896 par le Tribunal de commerce de Lourdes, et qu'il a ensuite fait signifier audit Moutier, le 16 octobre suivant, un acte d'appel du même jugement;

« Attendu que Moutier soutient que la signification du jugement, faite à sa personne sans restriction ni réserve, emportait de la part de Dalavat acquiescement audit jugement, et rendait, par suite, le syndic irrecevable à en interjeter postérieurement appel;

« Attendu que, s'il est de jurisprudence de considérer la signification d'un jugement faite à la personne de l'adversaire, sans protestation ni réserve, comme un acte d'acquiescement de la partie qui fait la signification, c'est là une présomption qui s'induit des faits de la cause et qui ne peut se comprendre que si la partie qui fait faire la signification a capacité pour acquiescer au jugement signifié;

« Mais, attendu qu'un syndic de failliten'a pas cette capacité, et qu'il ne peut acquiescer à une décision de justice, susceptible de recours en cassation ou d'appel, qu'avec l'autorisation du juge-commissaire;

« Attendu, en conséquence, qu'en faisant signifier à Moutier le jugement du 30 juillet 1896, Dalavat, n'ayant pas capacité d'acquiescer, n'a pu avoir d'autre intention que de faire courir les délais d'appel; que, par suite, l'acte d'appel signifié par ledit Dalavat à Moutier, le 16 octobre 1896, est recevable en la forme;

« Par ces motifs,

« Déclare l'appel recevable, etc. »

Un pourvoi en cassation, formé par le sieur Moutier contre cet arrêt, a été rejeté par la Chambre des requêtes dans les termes suivants :

La Cour,

Sur le moyen unique :

Attendu que la décision attaquée se fondait sur ce qu'un syndic de faillite ne pourrait acquiescer à un jugement susceptible d'appel sans l'autorisation du juge-commissaire; que le pourvoi prétend qu'en déclarant cette autorisation nécessaire, l'arrêt a violé les art. 443 C. pr. civ. et 443 C. com. et les principes généraux en matière d'acquiescement et d'appel; que cette prétention du pourvoi est erronée; qu'en effet, l'acquiescement, entraînant abandon d'un droit, équivaut à une transaction et est, par conséquent, assujetti aux formes prescrites par les art. 487 et 535 C. com.; qu'ainsi, le syndic n'aurait pas eu capacité suffisante pour acquiescer au jugement du Tribunal de Lourdes du 30 juillet 1896 sans autorisation;

Attendu que l'arrêt déclare, en conséquence, qu'en faisant signifier à Moutier le jugement du 30 juillet 1896, le syndic Delavat n'ayant pas capacité d'acquiescer, n'a pu avoir d'autre intention que de faire courir les délais d'appel; que, par suite, l'acte d'appel signifié par ledit Delavat à Moutier, le 16 octobre 1896, était recevable en la forme; que cette décision régulièrement motivée ne viole ni les textes de loi ni les principes de droit invoqués par le pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Moutier contre l'arrêt de la Cour de Pau du 4 juillet 1898.

MM. George-Lemaire rapp.; Mérillon av. gén. — Me Dufour av.

Note. — La question de savoir si le syndic d'une faillite peut acquiescer à une décision rendue à son préjudice est controversée. L'affirmative avait été jugée par la Cour de cassation le 15 novembre 1813 (S. chr.), et par la Cour de Toulouse le 9 juin 1866 (S. 67.2.108 — J. du P. 67.406), et est enseignée par MM. Ruben de Couder, Dict. de Dr. comm. industr. et marit., vo Syndic, no 100; Lyon-Caen et Renault, Précis de Dr. comm., t. II, no 2848.

Mais c'est dans le sens de la négative que s'était prononcée la Cour de Nancy le 13 août 1839 (S. 39.2.79 — J. du P. 39.2.530), et c'est à cette solution qu'enseignent également Dalloz, Supp. au Rép., vo Faillites et banqueroutes, no 843, et les auteurs du Rép. gén. du Dr. fr., ve Acquiescement, no 142, que la Chambre des requêtes vient de se rallier dans son nouvel arrêt ci-dessus reproduit.

COUR D'APPEL DE DOUAI (1re Ch.)

29 mai 1900.

Présidence de M. Paul, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° CALCUL DU SALAIRE DE BASE. — INDEMNITÉS DE DÉPLACEMENT DES EMPLOYÉS DE CHEMINS DE FER. — 2° ASCENDANTS. — DROIT A LA RENTE. — ASCENDANT A LA CHARGE DE PLUSIEURS ENFANTS.

1° *Les frais de déplacement alloués aux employés de chemins de fer ne constituent pas le remboursement de dépenses accidentelles et exceptionnelles faites par lesdits agents, mais des indemnités fixes, attribuées à tous les conducteurs et garde-freins, calculées, non sur l'importance du déplacement à effectuer, mais uniquement sur la durée de l'absence et remises sans distinction à l'employé, qu'il ait ou non fait des dépenses; dès lors, ces frais de déplacement constituent un véritable supplément de salaire à ajouter au salaire effectif pour le calcul du salaire de base* (Loi du 9 avril 1898, art. 10).

2° *Il n'y a pas lieu de réduire la rente fixée au dixième du salaire pour chaque ascendant, sous le prétexte que l'ascendant serait à la charge de plusieurs enfants.*

Compagnie du chemin de fer du Nord
c. veuve Morelle.

La Cour,

Attendu que c'est à bon droit que les premiers juges ont compris dans les salaires moyens annuels de Paul Morelle, tué dans son service le 30 août dernier, les 296 fr. 55 représentant la somme touchée par lui pendant la même période de temps pour frais de déplacement;

Attendu, en effet, que les sommes ci-dessus payées par la Compagnie du chemin de fer du Nord n'étaient pas le remboursement de dépenses accidentelles et exceptionnelles faites par cet agent, mais des indemnités fixes, attribuées à lui comme à tous les conducteurs et garde-freins, calculées, non sur l'importance du déplacement qu'il avait à effectuer, mais uniquement sur la durée de l'absence; qu'elles lui étaient remises, sans distinction, qu'il ait ou non fait des dépenses; que, dès lors, cette indemnité n'était autre chose qu'un véritable supplément de traitement pour le rémunérer de l'excédent de fatigue qui lui était imposé; qu'il importe assez peu que la compagnie ne fasse pas entrer ces indemnités dans le calcul de la pension de retraite; que c'est là une mesure d'ordre intérieur, qui ne peut modifier le caractère de ces allocations et dont l'appréciation appartient au juge;

Attendu qu'il n'y a lieu de réduire, ainsi que le prétend l'appelante, la rente viagère allouée à la veuve Morelle sous le prétexte que celle-ci serait à la charge de plusieurs enfants;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, si la victime n'a ni conjoint ni enfant, chacun des ascendants qui était à sa charge recevra une rente viagère fixée à 10 0/0 du salaire de la victime;

Attendu que Paul Morelle était célibataire, et est mort sans postérité; qu'il n'est pas méconnu que sa mère, Rosine Demory, veuve Morelle, âgée de soixante ans, sans ressources, était à sa charge; que l'intimée justifie donc des deux conditions pour prétendre à la rente;

Attendu que cette rente est fixée à forfait par la loi; que la cour ne pourrait la réduire qu'en ajoutant au texte même; que l'on voit malaisément, d'ailleurs, dans quelles proportions ces réductions pourraient être opérées et comment on pourrait les rétablir ultérieurement, dans le cas où les autres enfants, qui concourraient aux frais d'entretien de l'ascendant, viendraient à disparaître ou se trouveraient dans l'impossibilité de remplir leurs obligations alimentaires;

Par ces motifs, et adoptant les motifs des premiers juges;

Dit bien jugé, mal appelé;

Confirme, etc.

M. Chouzy av. gén. — Mes Allaert et Ador av.

Note. — I. — Sur le premier point: La question est controversée: V. dans le sens de l'arrêt recueilli: Trib. civ. Laval 3 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.284); Trib. civ, Dijon 19 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.466). — *Contrà*: Dijon 2 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.617).

II. — Sur le second point: La question n'a point encore été tranchée à notre connaissance, mais la solution consacrée par la Cour ne pouvait souffrir aucun doute, à notre avis. Le législateur n'a laissé aucune latitude au juge, ni pour la fixation du salaire de base, ni sur la quotité de ce salaire à payer à titre de rente à la victime ou à ses ayants-cause. Evidemment, les ascendants qui vivent à la charge d'un grand nombre d'enfants ou de petits enfants pourront en tirer un avantage; mais le juge n'a pas à prendre cette situation en considération.

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-CALAIS

25 juin 1900.

Présidence de M. Garapin.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 30 JUIN 1899. — TRAVAUX AGRICOLES. — RESPONSABILITÉ DE L'EXPLOITANT DU MOTEUR. — ACCIDENT NON CAUSÉ PAR LA MACHINE. — INAPPLICABILITÉ.

Pour que le principe du risque professionnel et de l'indemnité forfaitaire établi par la loi du 9 avril 1898 puisse être appliqué aux accidents

qui se produisent par le fait ou à l'occasion du travail agricole, il ne suffit pas qu'il ait été fait usage d'un moteur inanimé, il faut que l'accident soit le résultat direct de l'emploi de de la machine, et que l'emploi de la machine soit la cause de l'accident.

Spécialement, l'accident survenu à l'ouvrier préposé à enlever et à lier la paille sortant de la batteuse n'est point à la charge de l'exploitant du moteur, lorsque ledit ouvrier a été piqué, en procédant à ce travail, par une épine de ronces qui se trouvait dans la paille.

Besnard c. Hubert et Guillaume.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Besnard a assigné Hubert, en vertu des principes des lois du 9 avril 1898 et 30 juin 1899, en paiement d'une rente annuelle et viagère de 486 fr. 65, à raison d'un accident dont il a été victime le 11 septembre 1899, alors qu'il était occupé au service d'une machine à battre avec moteur à vapeur, exploitée par ledit Hubert;

Attendu que, pour le cas où Hubert ne serait pas déclaré responsable de l'accident dont Besnard a été victime, celui-ci a également assigné aux mêmes fins Guillaume pour le compte duquel le battage avait lieu, et ce, en vertu des principes du droit commun;

Attendu que Besnard était, le 11 septembre, préposé à enlever et à lier la paille qui sortait de la batteuse; qu'en procédant à ce travail il a été piqué au médius de la main droite par une épine de ronces qui se trouvait dans la paille; qu'un phlegmon de la main droite est résulté de cette piqûre et qu'actuellement Besnard serait incapable de faire usage de cette main;

Attendu, en ce qui concerne Hubert, que, pour que le principe du risque professionnel et de l'indemnité forfaitaire établi par la loi du 9 avril 1898 puisse être appliqué aux accidents qui se produisent par le fait ou à l'occasion du travail agricole, il ne suffit pas qu'il ait été fait usage d'un moteur inanimé; qu'il faut que l'accident soit le résultat direct de l'emploi de la machine et que l'emploi de la machine soit la cause de cet accident; que cela résulte du titre même de la loi du 30 juin 1899, qui est absolument limitée dans son objet, et des travaux préparatoires;

Attendu qu'en effet le rapporteur de ladite loi à la Chambre des députés a déclaré que le législateur n'avait pas entendu comprendre dans la loi l'ensemble des accidents qui peuvent survenir dans les exploitations agricoles, mais uniquement une catégorie d'accidents qui fait un assez grand nombre de victimes et détermine des mutilations assez graves; qu'il résulte de là que la loi a uniquement visé les accidents occasionnés par la machine elle-même directement, et non ceux qui peuvent se produire en dehors de son fonctionnement;

Attendu que, dans l'espèce, l'accident survenu à Besnard n'a pas été causé par l'emploi de la machine; qu'il aurait pu se produire en l'absence de machine, par exemple en liant des gerbes dans un champ ou dans une grange; que l'épine qui a causé l'accident se trouvait en effet dans la paille et ne provenait pas de la machine;

Attendu, dès lors, que l'accident dont Besnard a été victime échappe à l'application des lois susvisées;

Attendu, en ce qui concerne Guillaume, qu'il ne résulte des faits de la cause aucune faute à l'encontre de ce dernier; que cette faute n'est même pas articulée;

Par ces motifs,

Déclare Besnard mal fondé dans ses demandes, tant contre Hubert que contre Guillaume; l'en déboute et le condamne aux dépens.

Mes RINJARD, FONDADOUZE et TOSTAIN avoués.

Note. — La question a déjà été tranchée dans le même sens par la Cour d'appel de Limoges le 13 février 1900. 1.345), confirmant par adoption de motifs un jugement du tribunal de la même ville du 29 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.162). V. la note sous ce jugement dans notre recueil.

TRIBUNAL DE PAIX DE PARIS

(VIIe ARRONDISSEMENT)

23 février 1900.

Présidence de M. Boccon-Gibod.

DÉPÔT. — DÉPÔT NÉCESSAIRE. — ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'INSTRUCTION. — VESTIAIRE. — GARDIEN. — AUDITEURS. — VÊTEMENTS. — SOUSTRACTION. — RESPONSABILITÉ.

Un établissement privé d'instruction, donnant une instruction rétribuée à ses élèves, doit à ceux-ci, outre les cours de ses professeurs, un local approprié aux besoins des auditeurs qui suivent les leçons.

En établissant un vestiaire et un gardien pour le dépôt et la surveillance des vêtements des auditeurs, ledit établissement reconnaît que ces deux accessoires entrent dans les conditions de l'engagement pris par lui, et devient responsable de la soustraction des objets déposés au vestiaire sous la surveillance du gardien.

De Moussac
c. Société de l'Ecole des sciences politiques.

LE TRIBUNAL,

Attendu, en fait, qu'il résulte des explications des parties et des conclusions qu'elles ont prises à l'audience, que la société de l'Ecole des sciences politiques, établissement d'instruction privé, a disposé

dans ses locaux un vestiaire devant servir aux élèves qui suivent ses cours moyennant une rétribution, pour y déposer leur pardessus ; qu'à la suite de vols commis, l'Ecole a placé au vestiaire un invalide chargé de le surveiller pour éviter de nouvelles soustractions ; que, néanmoins, depuis cette époque, ce qui n'est pas nié par le défendeur, deux pardessus y ont successivement disparu, au préjudice de de Moussac ;

Attendu que la soustraction et la valeur de celle-ci ne sont pas contredites par le défendeur, qui se borne à contester sa responsabilité, et que nous n'avons, dès lors, qu'à décider sur cette unique question ;

Attendu, en droit, que l'Ecole des sciences politiques est un établissement privé, donnant une instruction rétribuée à ses élèves, et qu'elle doit, dès lors, à ceux-ci, outre les cours de ses professeurs, un local approprié aux besoins des auditeurs qui suivent ses leçons ;

Attendu qu'en établissant elle-même un vestiaire et un gardien, elle a reconnu que ces deux accessoires entraient dans les conditions de l'engagement par elle pris ; car on ne saurait admettre que ce double établissement, comme elle le soutient, était de sa part purement gracieux, puisqu'elle avait un intérêt à bien aménager ses locaux pour maintenir et augmenter sa clientèle ;

Attendu que ce double conditionnement du vestiaire et du gardien engageait, dès lors, l'école à un double point de vue, comme locateur du vestiaire et comme responsable du préposé qu'elle y a placé ;

Attendu qu'elle se trouve, dès lors, dans la catégorie d'autres établissements d'un genre différent, tels que les théâtres, les musées, les cafés, qui sont responsables des effets déposés à leurs vestiaires, lorsqu'ils en ont d'attitrés, ou remis à leurs préposés, dans le cas contraire ;

Attendu que le défendeur objecte vainement qu'il était impossible au gardien de surveiller suffisamment les effets déposés au vestiaire, puisqu'il eût été facile de renforcer cette surveillance en établissant, comme dans les autres établissements, le dépôt des objets contre remise d'un numéro, ce qui aurait évité les inconvénients signalés par le défendeur ;

Attendu que, si l'Ecole n'entendait pas prendre de responsabilité, elle aurait dû, au moins, ce qu'elle n'a pas fait, aviser les élèves de sa prétention par une affiche, puisque l'installation d'un gardien à la suite de vols devait donner toute confiance à ceux qui voulaient profiter du vestiaire et qu'ils étaient induits en erreur par le défaut d'avis ;

Attendu que l'argument tiré par le défendeur de la non-responsabilité de l'Ecole de droit ne nous semble pas probant ; qu'en effet, il résulte des conclusions mêmes du défendeur que le vestiaire de l'Ecole de droit n'avait d'autres gardiens que les appariteurs de l'Ecole qui pouvaient de temps en temps y passer, tandis qu'à l'Ecole des sciences politiques, il y avait un gardien attitré qui devait, dès lors, rester dans le local destiné aux objets déposés, et que le fait seul de suspendre son vêtement devait servir de dépôt ;

Par ces motifs,

Condamne la Société de l'École des Sciences politiques à payer à de Moussac la somme de.... francs à titre de dommages-intérêts, la condamne aux dépens.

Note. — La question de savoir dans quel cas il y a dépôt nécessaire entraînant la responsabilité de celui à qui le dépôt a été fait est controversée. Une nombreuse jurisprudence estime que le dépôt de vêtements fait au vestiaire d'un théâtre est un dépôt nécessaire. V. Trib. paix de Bordeaux 3 février 1892 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, v° Dépôt, n° 44) ; Trib. civ. Seine 5 janvier 1888 (Gaz. Pal. 88.1.427.) De même pour les établissements de bains : Trib. paix Paris 27 juillet 1887 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92, v° Dépôt, n° 30).

Mais le Tribunal de la Seine a jugé en sens contraire que le dépôt fait au vestiaire d'un théâtre ne saurait être considéré comme nécessaire. Trib. civ. Seine 26 décembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.647). V. aussi Guillouard, Dépôt, n°s 458 et 459.

184

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

18 juin 1900.

Présidence de M. Tanon.

ACTION POSSESSOIRE. — COMPLAINTE. — MOTIFS TIRÉS DU FOND DU DROIT. — AUTRES MOTIFS ET DISPOSITIF RÉGULIERS. — NON-CUMUL DU PÉTITOIRE ET DU POSSESSOIRE.

Les motifs empruntés au fond du droit ne suffisent pas à vicier un jugement qui a accueilli une action en complainte, lorsque, d'une part, ledit jugement n'a, dans son dispositif, statué que sur la possession, et que, d'autre part, il a, en outre, dans des motifs relatifs à la recevabilité de l'action, constaté que le complaignant avait la possession plus qu'annale de l'immeuble litigieux.

Bimbert c. Bona

La Cour,

Sur les deux moyens réunis pris de la violation des art. 23 et 25 C. pr. civ. :

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que, pendant l'année 1897, Bimbert a fait, dans la cour commune entre lui et Bona, des dépôts portant atteinte à la jouissance de Bona, et impliquant par eux-mêmes une véritable contradiction à la possession de ce dernier, et que, pendant la même année, ledit Bimbert s'était approprié l'usage exclusif d'un terrain également commun entre eux, lequel fait suite à la cour dont il s'agit, en le clôturant par une porte dont le premier juge avait ordonné la suppression ;

Attendu qu'il n'est pas établi par la décision attaquée

que Bimbert eût débarrassé la cour litigieuse des dépôts qui l'encombraient, avant d'être assigné, et qu'il est constant, au surplus, que la porte à l'aide de laquelle Bimbert s'était approprié l'usage exclusif du terrain attenant à la cour commune existait encore au jour de l'assignation, puisqu'il est constaté par les juges d'appel que le premier juge en avait prescrit la suppression ; qu'ainsi, il n'est pas exact de prétendre, comme le fait le pourvoi, que le trouble dont se plaignait Bona avait cessé d'exister au moment de l'introduction de l'instance ;

Attendu que si, pour repousser la prétention de Bimbert qui soutenait qu'il n'avait fait qu'user du droit que lui conféraient ses titres sur la cour commune, en y faisant les dépôts incriminés, le tribunal a donné des motifs empruntés au fond du droit, il n'a statué que sur la possession et a, d'autre part, dans les motifs relatifs à la recevabiliié de l'action, constaté que Bona avait la possession plus qu'annale de la cour commune et du terrain y adjacent, et que Bimbert, qui ne contestait pas d'ailleurs que son adversaire fût en possession des terrains litigieux, l'avait troublé dans sa possession ;

Attendu qu'en déclarant, dans ces circonstances, recevable et bien fondée l'action en complainte possessoire intentée par Bona contre Bimbert, la décision attaquée, loin de violer les articles de loi précités, en a fait au contraire une exacte application ;

Rejette le pourvoi formé contre le jugement du Tribunal civil de Vouziers, en date du 26 janvier 1899.

MM. Marignan rapp. ; Melcot av. gén. — Me Chabrol av.

Note. — V. dans le même sens Cass. 18 novembre 1895 (Gaz. Pal. 96.2.664) et les renvois. D'une manière générale d'ailleurs, il est de principe que des motifs erronés dans un jugement ne peuvent en faire prononcer la cassation, lorsque le dispositif, régulier en lui-même, trouve une base et justification suffisantes dans d'autres motifs eux-mêmes réguliers : Cass. 26 juin 1894 (Gaz. Pal. 94.2.110) ; 13 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.38).

COUR D'APPEL DE ROUEN (Ch. corr.)

26 mai 1900.

Présidence de M. Girard.

CHASSE. — TERRAIN D'AUTRUI. — BAUX SUCCESSIFS. — RÉSERVE DE LA CHASSE DES CERFS ET BICHES. — INFRACTION. — SANCTION. — ART. 11, 2° ET 5° LOI DE 1844.

Lorsque, par deux baux succesifs ayant date certaine, un propriétare a loué à une première personne la chasse sur son terrain, en stipulant que le preneur ne pourrait pas tirer les cerfs ni les biches et à une seconde le droit exclusif de chasser à courre les cerfs et les biches, le fait par le premier preneur ou par son invité de tirer une biche ne constitue pas le délit de chasse sur le terrain d'autrui au préjudice du second : il y a là une infraction à des conventions particulières, qui n'est susceptible d'être poursuivie que par la voie civile et qui n'est sanctionnée que par la résiliation du contrat ou l'allocation de dommages-intérêts.

De Chambray c. Planchard.

La Cour,

Attendu que le marquis de Chambray, partie civile, demandeur à l'action, poursuit, comme constituant le délit puni d'une amende et prévu au numéro 2 de l'art. 11 de la loi de 1884 sur la police de la chasse, le fait que, le 3 novembre dernier, Planchard, chassant comme invité d'Ermenault, aurait tiré sur une biche dans le troisième lot de la forêt d'Evreux ;

Attendu que L'Hopital, propriétaire de cette partie de forêt en a, suivant bail ayant date certaine au 22 mai 1897, loué la chasse à Ermenault en stipulant que, dans aucun cas, le preneur ne pourrait tirer les cerfs et les biches ; que, suivant autre bail ayant date certaine au 26 août 1897, le même propriétaire a concédé au marquis de Chambray le droit exclusif de chasser à courre les cerfs et les biches sur le troisième lot de la forêt d'Evreux ;

Attendu que, pour prétendre que ce fait reproché au prévenu constitue un acte de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, l'appelant est amené à exagérer la portée de la disposition pénale qu'il vise en sa citation et celle de la jurisprudence la plus récente qu'il invoque dans ses conclusions, en même temps qu'à méconnaître les conventions intervenues entre le propriétaire et les deux locataires de chasse successifs ; qu'on ne saurait dire avec exactitude qu'en tirant une biche, Planchard, dont la situation se confond avec celle d'Ermenault dont il serait l'invité, aurait chassé sur le terrain d'autrui, c'est-à-dire sur une terrain qui, au point de vue de la chasse, lui est complètement étranger, puisque, de par son bail (le premier en date et le plus important), Ermenault, sauf l'unique réserve résultant de la défense susindiquée, avait acquis d'une manière générale le droit de chasse sur partie de la forêt de L'Hôpital ; qu'en réalité ce lot, considéré comme terrain de chasse, était commun entre les deux locataires, dont aucun ne pouvait s'en dire exclusivement propriétaire (en donnant à ce mot le sens qui lui est attaché dans l'art. 1er de la loi du 3 mai 1844) ;

Attendu que, dans une matière où tout est de droit étroit, il n'est pas permis de soutenir avec l'appelant que le même lot de la forêt d'Evreux était devenu le terrain exclusif du marquis de Chambray par rapport à son droit aux cerfs et biches et, à la fois, le terrain exclusif d'Ermenault, par rapport au droit de ce dernier à toute autre espèce de gibier ; que cette conception compliquée et quelque peu

subtile n'est pas celle du législateur de 1844, qui a voulu punir celui qui usurpe le droit d'autrui et non celui qui outrepasse son droit propre ;

Attendu que, dans la vérité des choses, comme au point de vue juridique, les droits des locataires dans l'espèce ont été déterminés et limités par l'effet de conventions particulières; que Planchard, invité d'Ermenault et dans l'ignorance probable de l'interdiction stipulée au bail du 22 mai, en tirant une pièce de gibier défendue, n'aurait pu qu'enfreindre une des conditions de ce bail et abuser de la jouissance concédée à son auteur ;

Attendu qu'il convient de remarquer dans le même sens que ce n'est point un fait de chasse quelconque sur le terrain d'autrui (fait prévu et puni par l'art. 11 § 2) qui est reproché à Planchard, mais un fait spécial, énoncé et défendu par le bail du 22 mai, le fait d'avoir tiré sur une espèce particulière de gibier; que la circonstance que Planchard aurait lancé son chien sur le gibier prohibé (fait de chasse suffisant au point de vue pénal), ne tomberait pas même rigoureusement sous le coup de la convention ;

Attendu que le bail lui-même, dans ses termes, prévoit la résiliation et les dommages-intérêts, à défaut d'exécution de l'une des clauses énoncées ;

Attendu qu'une contravention de ce genre ne saurait être érigée en délit et sanctionnée par la pénalité de l'art. 11; qu'il a fallu, pour qu'il en fût ainsi, une disposition formelle, celle contenue au paragraphe final de l'art. 11 qui déclare punissables de l'amende édictée : « 5° les fermiers de la chasse, soit dans les bois soumis au régime forestier, soit sur les propriétés dont la chasse est louée au profit des communes ou établissements publics, qui auront contrevenu aux clauses et conditions de leur cahier des charges relatives à la chasse ;

Attendu que, si la forêt d'Evreux eût été l'une de celles énumérées à l'art. 11-5° et si, conformément à son cahier de charges modèle (art. 5) l'Administration avait concédé à Ermenault et au marquis de Chambray les droits résultant de leurs baux successifs, de Chambray pourrait assurément se prévaloir, comme d'un délit commis à son préjudice (délit qui ne serait plus celui du n° 2, mais celui du n° 5 de l'art. 11 de la loi sur la chasse), du fait qu'Ermenault ou son invité aurait violé la clause qui lui interdisait de tirer les cerfs et les biches;

Mais, attendu que la partie dont s'agit de la forêt d'Evreux appartient à un particulier ; que la chasse en fait l'objet de conventions purement privées ; que les infractions à ces conventions ne sont susceptibles d'être poursuivies que par la voie civile et sont sanctionnées par la résiliation du contrat ou l'allocation de dommages-intérêts ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges,

Dit que le marquis de Chambray n'est pas recevable à poursuivre devant la juridiction correctionnelle la réparation d'un fait qui ne saurait constituer un délit de chasse ;

Confirme le jugement attaqué ;

Maintient en conséquence l'acquittement prononcé par les premiers juges ;

Condamne le marquis de Chambray, partie civile, aux dépens.

M. GUIRAL av. gén. — Me LE BERQUIER av.

Note. — La jurisprudence paraît d'accord pour ne point accorder une interprétation extensive aux mots *sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire* que, l'on trouve dans l'art. 11 § 2 de la loi du 3 mai 1844; elle a décidé à différentes reprises, notamment que le fait par le propriétaire ayant loué le droit de chasse sur son terrain, de se livrer sur ledit terrain à des faits de chasse au mépris du bail consenti, ne tombait pas sous l'application de cette disposition de la loi : Trib. corr. Etampes 29 avril 1884 (Gaz. Pal. 84.1.805); Paris 12 février 1884 (Gaz. Pal. 86.1.367); Paris 12 février 1884 (Gaz. Pal. 84.1.684). L'arrêt recueilli se base sur les mêmes principes, et il ne paraît pas douteux, en effet, que le fait incriminé dans l'espèce ne constituait qu'une contravention à une convention particulière et ne donnait lieu qu'à une action civile en dommages-intérêts.

Il a été jugé dans le même sens que l'adjudicataire d'un droit de chasse qui s'est adjoint un cofermier et lui a, par convention, imposé certaines conditions, notamment de ne chasser que deux fois par semaine, de ne tirer ni cerfs, ni biches, ni faisans, et de n'enmener jamais avec lui plus de deux personnes, est fondé à demander, en cas d'inexécution de ces conditions, la résiliation de la convention de cofermage consentie, avec dommages-intérêts. Le cofermier ne saurait prétendre que cette demande est non recevable, par le motif que les faits à lui reprochés constitueraient des délits de chasse et que l'action civile en serait prescrite, comme l'action publique, par trois mois : Trib. civ. Langres 30 janvier 1889 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Chasse, n° 53).

COUR D'APPEL DE DOUAI (CH. CORR.)

10 janvier 1900.

Présidence de M. Bosquet.

ATTENTAT AUX MŒURS. — EXCITATION DE MINEURS A LA DÉBAUCHE. — 1° SATISFACTION DES PASSIONS PERSONNELLES. — 2° HABITUDE.

1° *Le fait d'amener à son domicile des filles mineures et de se livrer sur elles à des attouchements obscènes dans le but unique de satisfaire sa passion personnelle et non d'exciter à la débauche d'autrui ne peut donner lieu à l'application de l'art. 334 C. pén. : en ce cas, l'élément délictueux d'excitation à la débauche n'existe que si, aux actes commis, se joignaient des circonstances spéciales d'où l'on pût induire que l'homme a été, pour lesdites filles, un agent de corruption.*

2° *L'habitude exigée par la loi ne peut résulter*

que de la pratique réitérée d'actes de corruption ou d'excitation : deux faits distincts sont insuffisants pour constituer l'habitude.

Min. pub. c. X...

LA COUR,

Attendu qu'à deux reprises différentes, dans le courant du même mois, X... a reçu chez lui les filles Y... et Z..., âgées de moins de vingt et un an, et qu'au cours de ces deux visites, qui durèrent chacune une demi-heure environ, il se livra sur ces filles à des attoucbements obscènes; que ces faits, avoués par lui, sont les seuls qui peuvent être retenus à sa charge; qu'il ne saurait être fait état de ce que X... aurait pu avoir des relations avec d'autres filles, dont les noms sont restés inconnus, et l'âge, par conséquent, indéterminé;

Attendu qu'il y a lieu de rechercher si l'excitation à la débauche et l'habitude qui sont les deux éléments essentiels du délit prévu et puni par l'art. 334 C. pén., se dégagent suffisamment des deux faits incriminés;

Attendu, d'une part, qu'il est établi que les filles Y... et Z..., dont la moralité est détestable, affectaient, dans la rue, des attitudes provocantes à l'égard des passants; que X..., qui ne les avait point recherchées, n'a eu qu'un signe à faire pour qu'elles le suivissent dans son appartement; qu'en les y amenant et en les y retenant une demi-heure chaque fois, X... a eu pour but unique de satisfaire sa passion personnelle, et non d'exciter à la débauche d'autrui; qu'en ce cas, l'élément délictueux d'excitation à la débauche ne saurait exister que si aux actes commis se joignaient des circonstances spéciales, d'où l'on pût induire que X... a été pour les villes X... et Y... un agent de corruption; que, dans l'espèce, ces deux filles paraissent avoir coopéré dans une égale mesure et presque simultanément à la perpétration des actes obscènes; que ces circonstances ne se rencontrent pas;

Attendu, d'autre part, que l'on ne saurait, sans exagération et sans violer l'esprit de la loi, considérer comme habituels des faits qui ne se sont produits que deux fois;

Attendu que, quelque répréhensibles qu'ils puissent être au regard de la morale, les faits reprochés à X... ne constituent que des actes de libertinage échappant à l'action répressive de l'art. 334 C. pén.; que c'est donc à tort que les premiers juges ont déclaré X... convaincu d'avoir commis le délit d'excitation habituelle de mineurs à la débauche;

Par ces motifs,

Réformant, acquitte, etc.

M. BERTRAND av. gén. — Me MAILLARD av.

Note. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence et la doctrine décident généralement que l'art. 334 C. pén. n'est pas applicable à celui qui n'agit que pour la satisfaction de sa propre passion et sans corrompre la jeunesse : V. Cass. 21 août 1863 (S. 63.1.541); Trib. corr. Seine 14 avril 1891 (Gaz. Pal. 91.2.237); Trib. corr. Lille 18 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.1.309); Trib. corr. Issoire 5 juillet 1895 (Gaz. Pal., T. Q., 1892-97, v° Attentat aux mœurs, n° 31); Trib. corr. Perpignan 10 novembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1, Rép., v° Attentat aux mœurs, n° 10).— *Sic* : Blanche, t. V. n° 146; Chauveau et Hélie, t. IV, n° 1554; Garraud, t. IV, n° 489.

II. — Sur le second point : L'habitude constitue un élément nécessaire du délit d'excitation de mineurs à la débauche : Cass. 17 janvier 1829 (S. 30.1.102 — D. 29.1.112); 20 août 1875 (S. 76.1.42). Un fait unique commis à l'égard d'un seul mineur ne suffirait pas : Cass. 10 mars 1848 (S. 48.1.588 — D. 48.5.17), non plus que plusieurs actes de corruption accomplis même envers plusieurs victimes, mais en un seul trait de temps : Cass. 29 décembre 1860 (D. 61. 5.34).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (2e CH.)

9 janvier 1900.

Présidence de M. Hepp.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — 1° MENTIONS EXIGÉES. — MODALITÉS DE LA CRÉANCE. — SOLIDARITÉ. — 2° ACCESSOIRES. — INTÉRÊTS. — FRAIS.

1° Une inscription d'hypothèque judiciaire ou conventionnelle ne peut être opposable aux créanciers hypothécaires, en ce qui concerne les modalités de la créance qui affectent le crédit d'un débiteur, qu'autant que lesdites modalités leur ont été révélées par le bordereau transcrit sur le registre de la conservation des hypothèques

Spécialement, un créancier ne peut se prévaloir, à l'encontre d'autres créanciers hypothécaires, de la solidarité résultant à son profit du titre de sa créance, s'il n'a eu soin de révéler cette situation dans l'inscription prise pour en garantir le recouvrement.

2° La règle de l'art. 2148 C. civ., qui exige comme condition essentielle de l'inscription l'indication du montant de la créance ou son évaluation lorsqu'elle est indéterminée, s'applique aux accessoires de la créance pour leur assurer le même rang qu'au capital; pour eux, comme pour le capital lui-même, si l'inscription a été prise pour une somme inférieure à celle réellement due, le créancier ne peut exercer l'hypothèque que jusqu'à concurrence de la somme indiquée; pour le surplus, il ne doit être considéré à l'égard des tiers que comme un créancier chirographaire, à moins qu'il n'ait pris une inscription complémentaire qui, dans ce cas, lui donne rang du jour de sa date.

Spécialement, lorsque les intérêts n'ont été indiqués pour mémoire, sans distinction entre les intérêts échus et ceux à échoir, les intérêts ne sont conservés que pour trois années échues au jour des notifications (art. 2151 C. civ.).

Spécialement encore, lorsque les frais d'exécution ont été évalués à un chiffre déterminé, ils ne sont commis que jusqu'à concurrence de cette somme, encore qu'ils se soient élevés à un chiffre supérieur.

Veuve Renou c. de Morny.

LE TRIBUNAL,

Attendu que le règlement provisoire de l'ordre ouvert sur les consorts de Morny au greffe de ce tribunal sous le numéro 54,915 a été l'objet de plusieurs contestations dont il convient d'examiner successivement le mérite ;

En ce qui concerne les consorts Polge :

Attendu qu'ils sont colloqués sous l'art. 5, solidairement sur les parts viriles revenant dans le prix en distribution au duc et au comte de Morny : 1° Pour une somme principale de 23,797 fr. 68, leur restant due sur le montant des causes d'uue condamnation solidaire prononcée à leur profit par un jugement de la 3e chambre de ce tribunal du 27 avril 1893 ; 2° Une somme de 5,206 fr. 10 pour intérêts de cette somme échue au 28 octobre 1896, date de l'inscription ; 3° Les intérêts de la même somme depuis cette dernière date jusqu'au jour du règlement définitif ; 4° La somme de 1,467 fr. 68, montant des frais taxés au jugement susénoncé ; 5° Et les frais de conservation et de mise à exécution de la créance et ceux de production portés pour mémoire ;

Attendu que, par son contredit en date du 30 mars dernier, la veuve Renou conteste cette collocation sur trois points ; qu'elle soutient : 1° que, faute d'avoir mentionné dans leur inscription qu'ils étaient bénéficiaires d'une condamnation solidaire contre les débiteurs, les consorts Polge devaient être colloqués sans solidarité sur les parts viriles du duc et du comte de Morny ; 2° qu'ils ne devaient être colloqués que pour trois années d'intérêts seulement ; 3° enfin qu'ils ne pouvaient, en ce qui concerne les frais, être colloqués que pour une somme ne dépassant pas l'évaluation de 500 francs portée dans l'inscription ;

Sur le premier chef du contredit :

Attendu, en droit, qu'une inscription d'hypothèque judiciaire ou conventionnelle ne peut être opposable aux créanciers hypothécaires, en ce qui concerne les modalités de la créance qui affectent le crédit d'un débiteur, qu'autant que lesdites modalités leur ont été révélées par le bordereau transcrit sur le registre de la conservation des hypothèques ; qu'en conséquence, un créancier ne saurait se prévaloir à l'encontre d'autres créanciers hypothécaires de la solidarité résultant à son profit du titre de sa créance, s'il n'a eu soin de révéler cette situation dans l'inscription prise pour en garantir le recouvrement ;

Attendu que, s'il devait en être autrement, les tiers seraient induits en erreur ; qu'il est en effet de principe que la solidarité ne se présume pas ; qu'un tiers qui se trouve en présence d'une inscription conjointe prise contre deux personnes, pour une somme déterminée, et sans mention de solidarité, doit supposer que la dette se partage entre elles par moité ;

Attendu, en fait, que si, en réalité, les consorts Polge sont bénéficiaires d'un jugement portant condamnation solidaire à leur profit du duc et du comte de Morny en paiement de la somme indiquée dans leur inscription, il est constant que cette inscription a été prise conjointement contre lesdits débiteurs, sans faire aucune allusion à la solidarité ; qu'il s'ensuit que les consorts Polge n'ont pas fait connaître toute l'étendue de leur créance et ne peuvent avoir sur l'immeuble dont le prix est en distribution, à l'encontre des autres créanciers hypothécaires, plus de droits que ceux spécifiés dans leur inscription, et que, dès lors, il convient de dire la dame Renou bien fondée dans ce chef de son contredit et de déclarer que la collocation des consorts Polge, au lieu de frapper solidairement les parts du duc et du comte de Morny, ne devra frapper chacune desdites parts que par moitié de leur créance ;

Sur les deuxième et troisième chefs du même contredit :

Attendu que l'art. 2148 C. civ. exige, comme condition essentielle de l'inscription, l'indication du montant de la créance ou son évaluation quand elle est indéterminée ; que la même règle s'applique aux accessoires de la créance, pour leur assurer le même rang qu'au capital ; qu'en ce qui les concerne, comme en ce qui concerne le capital lui-même, lorsque l'inscription a été prise pour une somme inférieure à celle réellement due, le créancier ne peut exercer l'hypothèque que jusqu'à concurrence de la somme indiquée ; qu'il ne doit être considéré pour le surplus à l'égard du tiers, que comme un créancier chirographaire, à moins qu'il n'ait pris une inscription complémentaire qui, dans ce cas, lui donne rang du jour de sa date ; que l'indication ou l'évaluation exigée par l'art. 2148 C. civ. est notamment nécessaire pour les frais qui peuvent se rattacher accessoirement à la créance, tels, par exemple, que les dépens qui seraient dus au créancier par suite de contestations relatives à la validité ou à l'exécution de son titre ;

Attendu que, dans l'inscription prise au profit des consorts Polge, le 28 octobre 1896, et en vertu de laquelle ils ont obtenu une collocation dans le présent ordre, les intérêts n'ont été indiqués que pour mémoire, sans qu'il ait été fait de distinction entre les intérêts échus et ceux à échoir, et les frais d'exécution n'ont été évalués qu'à la somme de 500 francs seulement ; que, dans ces conditions, les intérêts ne sont conservés que dans les termes de l'art. 2151 C. civ., c'est-à-dire pour trois années échues au jour des notifications, et que les frais ne peuvent être ad-

mis que dans les limites du chiffre porté dans l'inscription ;

En ce qui concerne Galland et autres (sans intérêt) :

Par ces motifs,

Dit que, par réformation du règlement provisoire, les consorts Polge seront colloqués sans solidarité sur les parts viriles du duc et du comte de Morny, c'est-à-dire que leur collocation ne s'exercera que conjointement sur lesdites parts et ne les affectera chacune que pour moitié de la créance ;

Dit que ladite collocation sera réduite, en ce qui concerne les intérêts, aux trois années échues au jour des notifications et aux intérêts courus depuis ledit jour jusqu'au règlement définitif ; en ce qui concerne les frais à la somme de 500 francs, seule conservée par l'inscription.

M. POTTIER subst. proc. Rép. — Mes MATHIOT et G. BELLET av.

Note. — I. — Sur le premier point : En dehors des énonciations substantielles que doit contenir l'inscription hypothécaire, il en est d'autres qu'il est nécessaire de mentionner, car leur omission est de nature à léser des droits que la publicité devait éclairer : V. Trib. civ. Arcis-sur-Aube 20 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.628) et la note avec les renvois à la jurisprudence et à la doctrine.

II. — Sur le second point : Le principe est certain et résulte du texte même de l'art. 2148 C. civ. ; l'application qui en a été faite aux intérêts et aux frais considérés comme accessoires est certainement exacte : V. dans le même sens : Nancy 8 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.2.615) et la note avec les renvois.

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

19 juin 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

(DEUX ARRÊTS)

ASSURANCES MARITIMES. — DURÉE DU RISQUE. — ASSURANCES A TEMPS. — NAVIRE EN COURS DE VOYAGE A L'EXPIRATION DU RISQUE. — CLAUSE DE PROROGATION DU RISQUE. — INTERPRÉTATION. — LIEU DE RESTE. — EXPÉDITIONS EN DOUANE.

Lorsqu'il est stipulé dans la police d'assurance à terme (police française d'assurance sur corps, clauses particulières) : 1° que si, à l'expiration du temps assuré, le navire est en cours de voyage, les risques seront prolongés jusqu'à ce qu'il soit ancré ou amarré au port ou lieu de sa destination, moyennant une surprime calculée par quinzaine et payable comptant ; 2° que ne sera pas réputé en cours de voyage, quant à cette prolongation éventuelle des risques, le navire qui se trouvera dans un lieu de reste en cours de déchargement ou de chargement, et que les risques y prendront fin de plein droit à l'expiration du temps assuré, par dérogation en tant que de besoin à l'art. 16 des conditions générales du contrat, le navire ne doit être réputé en cours de voyage, pour l'application de cette clause de prorogation, qu'à partir du moment où il a démarré ou levé l'ancre.

Et, par suite, les risques de cette assurance prennent fin à l'expiration du temps fixé et sans qu'il y ait lieu à la prorogation, si à cette date le navire assuré était dans un lieu de reste en cours de chargement et n'a levé l'ancre que deux jours après le terme assigné à l'assurance (1er et 2e arrêts).

Et, si ledit navire a été l'objet d'une seconde assurance devant faire suite à la précédente, c'est cette seconde assurance qui couvre les risques du voyage ainsi commencé (2e arrêt).

Il importe peu que cette seconde police contienne une clause de résiliation éventuelle pour le cas où le navire aurait été expédié *du lieu de reste où il était en chargement avant l'expiration de la première police, et qu'en fait le navire eût pris ses expéditions en douane avant cette date ; le bâtiment n'est réellement expédié que quand il a levé l'ancre et quitté le port et non point dès le moment où il a pris ses expéditions en douane* (2e arrêt).

M. Macé s'est pourvu en cassation contre les deux arrêts, l'un de la Cour d'appel de Rennes du 27 avril 1897, l'autre de la Cour d'appel de Bordeaux du 19 juillet 1897, rapportés l'un et l'autre Gaz. Pal. 98.1.218, qui l'avaient débouté de sa demande en validité de délaissement de son navire *le Tage*.

Nous rappelons brièvement dans quelles circonstances de fait ces décisions contradictoires des deux cours d'appel étaient intervenues.

M. Macé, propriétaire du navire *le Tage*, avait assuré ce navire en 1893 par une première police devant prendre fin le 26 août 1894, à la Compagnie nouvelle d'Assurances maritimes du Havre et à la Compagnie Hanséatique ; puis, en 1894, le navire étant en route, il l'avait assuré à la Compagnie Thames and Nersey, cette seconde police devant faire suite immédiatement à la première et prendre date, par conséquent, du 27 août 1894.

Les deux assurances étaient faites aux conditions de la police française d'assurances sur corps modifiée en 1893 et contenaient, par suite, la clause additionnelle suivante : « Si, à l'expiration du temps assuré, le navire est en cours de voyage ou en relâche, les risques seront prolongés jusqu'à ce qu'il soit ancré ou amarré au port ou

lieu de sa destination, moyennant une surprime calculée par quinzaine et payable comptant; les risques courront même de plein droit jusqu'à l'expiration de la quinzaine commencée, à moins que le navire n'ait été expédié pour un autre voyage. Ne sera pas réputé en cours de voyage, qnant à cette prolongation éventuelle des risques, le navire qui se trouvera dans un lieu de reste, en cours de déchargement ou de chargement; les risques y prendront fin de plein droit à l'expiration du temps assuré, par dérogation, en tant que de besoin, à l'art. 16 de l'imprimé. Sera réputé en cours de voyage le navire qui se trouvera dans un lieu d'escale, ayant à bord des marchandises qui devaient être transportées par le navire même sur un autre point. »

En outre, dans la seconde police, souscrite en 1894, les parties avaient réservé une faculté de résiliation sans frais pour le cas où *le Tage* aurait été expédié du cap Haïtien sur l'Europe avant l'expiration de la première police en cours.

Le navire *le Tage* se trouvait, dans le courant du mois de juillet 1894, au cap Haïtien; il s'apprêtait à faire un nouveau voyage, et opérait, partie dans ce port, partie à Fort-Liberté, son chargement qui fut terminé le 23 août, c'est-à-dire trois jours avant l'expiration de la première police; le capitaine prenait ce jour même ses expéditions en douane, mais il ne quittait le port que le 28 août, c'est-à-dire deux jours après le terme assigné à la première police.

Quelques jours après son départ, le navire se perdait sur la côte de Courlande. Le délaissement fut fait aux assureurs; et l'assuré s'adressa successivement à son second, puis à son premier assureur pour se faire indemniser. Le tribunal de commerce de Bordeaux, puis la cour de cette même ville rejetèrent sa demande contre la Compagnie Thames and Meysey, second assureur; le Tribunal de commerce de Nantes, puis la Cour d'appel de Rennes rejetèrent sa demande contre la Compagnie nouvelle d'Assurances maritimes et la Compagnie Hanséatique, premiers assureurs. M. Macé s'est pourvu en cassation contre ces deux arrêts; sur quoi, la Chambre civile a rendu les arrêts suivants :

1er arrêt. — Macé c. Compagnie nouvelle d'Assurances maritimes et Compagnie Hanséatique.

LA COUR,

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Attendu que, suivant police du 31 août 1893, Macé avait assuré le navire *le Tage*, à la Compagnie nouvelle d'Assurances maritimes du Havre et à la Compagnie Hanséatique pour douze mois de navigation qui devaient prendre fin le 26 août 1894; que, par clauses désignées sous le nom de conditions particulières, il était stipulé dans cette police : 1° que si, à l'expiration du temps assuré, le navire était en cours de voyage, les risques seraient prolongés jusqu'à ce qu'il fût ancré ou amarré au port ou lieu de sa destination, moyennant une surprime calculée par quinzaine et payable comptant; 2° que ne serait pas réputé en cours de voyage, quant à cette prolongation éventuelle des risques, le navire qui se trouverait dans un lieu de reste, en cours de déchargement ou de chargement, et que les risques y prendraient fin de plein droit, à l'expiration du temps assuré, par dérogation, en tant que de besoin, à l'art. 16 des conditions générales du contrat;

Attendu que, dans le sens légal des mots, tel qu'il s'induit notamment de l'art. 328 C. com., comme dans leur sens naturel, un navire n'est en cours qu'à partir du moment où il a démarré ou levé l'ancre; que, loin de faire une exception à cette règle et d'assigner un autre point de départ au voyage, les parties, dans l'espèce, l'ont confirmée, puisque, d'après les clauses susmentionnées, le navire ne devait pas, quant à la prolongation des risques, être réputé en cours de voyage si, à l'expiration du temps assuré, il se trouvait dans un lieu de reste par dérogation, au besoin, à l'art. 16 des conditions générales de la police qui, pour des cas différents, s'attache au commencement du chargement et à la fin du débarquement pour délimiter le voyage;

Attendu, en fait, qu'il est constant que le *Tage* était au cap Haïtien le 26 août 1894 et qu'il n'a quitté la baie de Fort-Liberté que le 28, deux jours, par suite, après le terme assigné à l'assurance; que, dès lors, les risques couverts par la police du 31 août 1893 avaient pris fin au moment de son départ; qu'en le décidant ainsi et en déboutant, en conséquence, le demandeur de son action contre la Compagnie d'Assurances maritimes du Havre et contre la Compagnie Hanséatique, l'arrêt attaqué n'a pas violé les articles invoqués par le pourvoi, mais en a fait, au contraire, une saine application;

Par ces motifs,

Rejette.

MM. DURAND rapp.; DESJARDINS av. gén. — Mes DAMBEZA et CHAUDÉ av.

2e arrêt. — Macé c. Compagnie Thames and Mersey.

LA COUR,

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Vu l'art. 1134 C. civ. et l'art. 215, 2e alinéa C. com.;

Attendu que, suivant police du 31 août 1893, Macé avait assuré le navire *le Tage* à la Compagnie nouvelle d'Assurances maritimes du Havre et à la Compagnie Hanséatique pour douze mois de navigation qui devaient prendre fin le 26 août 1894; que, par clauses désignées sous le nom de conditions parti-

culières, il était stipulé dans cette police : 1° que si, à l'expiration du temps assuré, le navire était en cours de voyage, les risques seraient prolongés jusqu'à ce qu'il fût ancré ou amarré au port ou lieu de sa destination, moyennant une surprime calculée par quinzaine et payable comptant; 2° que ne serait pas réputé en cours de voyage, quant à cette prolongation mutuelle des risques, le navire qui se trouverait dans un lieu de reste en cours de déchargement ou de chargement et que les risques y prendraient fin de plein droit à l'expiration du temps assuré, par dérogation, en tant que de besoin, à l'art. 16 des conditions générales du contrat;

Attendu, d'autre part, que, le 31 août 1894, le demandeur avait, pour le même navire, contracté avec la Compagnie Thames and Mersey une seconde assurance qui devait faire suite à celle du 31 août 1893, avec clause de résiliation si le *Tage* avait été expédié du cap Haïtien sur l'Europe avant l'expiration de celle-ci;

Attendu que, dans le sens légal des mots, tel qu'il s'induit de l'art. 328 C. com., comme dans leur sens naturel, un navire n'est en cours de voyage qu'à partir du moment où il a démarré ou levé l'ancre; que, loin de faire une exception à cette règle et d'assigner un autre point de départ au voyage, les parties, dans l'espèce, l'ont confirmée puisque, d'après les clauses susmentionnées, le navire ne devait pas, quant à la prolongation des risques, être réputé en cours de voyage si, à l'expiration du temps assuré, il se trouvait dans un lieu de reste, par dérogation, au besoin, à l'art. 16 des conditions générales de la police qui, pour des cas différents, s'attache au commencement du chargement et à la fin du débarquement pour délimiter le voyage; que, contre cette solution, il n'y a aucune induction du mot « expédié », qui se rencontre dans la clause éventuelle de résiliation insérée dans la police du 31 août 1894; que les expéditions prises en douane par le capitaine sont, en effet, simplement, aux termes mêmes de l'art. 215 C. com., le signe que le navire est prêt à faire voile; qu'un bâtiment n'est réellement expédié d'un port que quand il a levé l'ancre et quitté ce port;

Attendu, en fait, qu'il est constant que *le Tage* était au cap Haïtien le 26 août 1894 et que, si le capitaine avait pris ses expéditions le 23, le navire n'a quitté la baie de Fort-Liberté que le 28, deux jours, par suite, après le terme assigné à la première assurance; que les risques, couverts par la police du 31 août 1893, avaient donc pris fin au moment du départ de ce navire et que l'assurance contractée par Macé avec la Compagnie Thames and Mersey était entrée en vigueur à ce moment; qu'en décidant le contraire et en déboutant, en conséquence, le demandeur de son action contre ladite compagnie, l'arrêt attaqué a, dès lors, violé les articles ci-dessus visés;

Casse et annule l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 19 juillet 1897.

MM. DURAND rapp.; DESJARDINS av. gén. — Mes DAMBREZA et BRUGNON av.

Note. — Dans notre note sous les arrêts contradictoires de Rennes et Bordeaux rapportés (Gaz. Pal. 98.1.218), qui faisaient l'objet des pouvoirs, nous avions indiqué, comme devant être admise, la solution qui a été consacrée par la Cour de cassation dans les deux arrêts recueillis. Nous disions que, s'il nous fallait prendre parti entre les deux opinions opposées de ces deux arrêts, nous adopterions sans hésitation la solution consacrée par la Cour de Rennes, estimant que le voyage ne doit être réputé commencé, au point de vue de l'application de la clause de prorogation des risques ajoutée comme clause supplémentaire à la police française d'assurance sur corps, que du moment où le navire a levé l'ancre et non pas du moment où le navire, ayant opéré son chargement, a reçu ses expéditions en douane.

Nous donnons à l'appui de notre opinion les raisons suivantes : Le point de départ des risques, placé par l'art. 6 de la police au commencement du chargement, par dérogation au droit commun qui le place au moment où le navire a levé l'ancre (art. 328 et 341 C. com.), n'est ainsi fixé que dans l'assurance *au voyage*. Or, dans la clause supplémentaire de la police, relative à la prorogation du risque, il n'est question que de l'assurance *à temps*; par conséquent, et par application de la règle de droit commun que l'exception à un principe de droit commun doit être entendue et appliquée restrictivement, le commencement du voyage dans l'assurance *à temps* se place au jour seulement où le navire a levé l'ancre, conformément à la règle édictée par les dispositions précitées.

J. T.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re CH.)

11 avril 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

ASSISTANCE MARITIME.— RÉCOMPENSE AU NAVIRE ASSISTANT. — ASSISTANCE PRÊTÉE PAR UN ARMATEUR A SON PROPRE NAVIRE — ABSENCE DE PÉRIL IMMINENT. — INDEMNITÉ DUE.

Si le navire qui prête assistance à un autre a droit, en outre du remboursement de ses dépenses effectives, à une rémunération correspondant au service rendu, c'est à la condition qu'il soit venu au secours d'un navire en détresse, qu'il se soit lui-même exposé aux dangers d'un remorquage toujours périlleux et enfin surtout que le navire assistant appartienne à un tiers.

Spécialement, l'armateur qui, ayant un de ses navires en relâche daas un port où il ne court aucun péril imminent, fait remorquer ce navire par un autre lui appartenant jusqu'à son port de destination, sans incidents de navigation et sans déroutement, ne peut prétendre à aucune récompense pécuniaire pour avoir ainsi concouru à la conservation de sa propre

chose; il n'a droit qu'au remboursement de la dépense effective que lui a occasionnée ce service d'escorte et à une indemnité representant la privation de gain que lui a causée le retard apporté au voyage du navire assistant.

Compagnie des Chargeurs réunis c. Compagnie la Foncière, transports et autres et Holt et Cie.

LA COUR,

Attendu que la Compagnie des Chargeurs réunis a fait appel du jugement qui a fixé à 10,000 francs le montant de l'indemnité à elle due pour un service d'escorte et d'assistance prêté par son vapeur *Colombia* au vapeur *la Ville de Maranhao* depuis Ténériffe jusqu'au Havre; qu'elle soutient qu'indépendamment du dédommagement dont le chiffre de 10,000 francs n'est que la représentation, elle a droit à une rétribution qu'elle évalue à 40,000 francs, en se fondant tout à la fois sur les indemnités précédemment convenues entre parties et sur un chiffre de 75,000 francs qui lui avait été demandé par les armateurs du vapeur anglais *Coomassie* pour le prix du convoyage litigieux;

Attendu que, s'il est conforme à l'intérêt général de la navigation et en vue de stimuler l'assistance maritime, d'accorder au navire assistant non seulement le remboursement de ses dépenses effectives, mais encore une rémunération correspondant au service rendu, encore faut-il que l'assistant soit venu au secours d'un navire en détresse, qu'il se soit lui-même exposé aux dangers d'un remorquage toujours périlleux, et enfin — et surtout — que le navire assistant appartienne à un tiers; mais que tout autre est le cas de l'espèce, dans lequel la *Ville de Maranhao*, avariée dans la cage de son hélice et encore en état de continuer sa route avec ses propres moyens, se trouvait complètement en sûreté au port de Ténériffe et où, en l'absence d'un péril imminent, ce n'est pas un tiers qui lui a prêté assistance, mais bien le propriétaire du navire assisté, qui a d'ailleurs effectué le convoyage sans incidents de navigation et sans déroutement;

Attendu qu'il ne paraît pas admissible que ce propriétaire puisse, dans de pareilles conditions, légitimement prétendre à une récompense pécuniaire pour avoir concouru à la conservation de sa propre chose, ni surtout qu'il puisse réaliser un lucre, par cela seul qu'il n'a fait en définitive qu'accomplir une obligation qui dérivait de son contrat soit avec les chargeurs, soit avec les assureurs; que la prétention de la compagnie, si elle était admise, constituerait un abus véritable de l'industrie du sauvetage et de l'assistance maritime;

Attendu que, si par la force des choses et tout en gérant sa propre affaire, la compagnie a géré utilement la chose d'autrui, elle ne pourrait, dans tous les cas, réclamer, en vertu des principes de droit en pareille matière, que le remboursement de ses pertes et du gain dont elle a été privée, à l'exclusion d'un profit quelconque; qu'il en doit être ainsi avec d'autant plus de raison que la Compagnie des Chargeurs ayant une ligne postale régulière pour laquelle elle est subventionnée par le gouvernement, peut obtenir et obtient tout à la fois des assureurs certains avantages et des chargeurs un droit de préférence, précisément parce qu'à raison de cette situation les bateaux qui composent sa flotte peuvent plus facilement se prêter mutuellement aide et assistance;

Attendu que les précédents invoqués par la compagnie pour justifier le chiffre de sa demande, si tant est qu'ils se réfèrent à des espèces semblables, sont sans portée dans la cause; qu'ils résultent tous de transactions librement consenties, laissant complètement intact le fond du droit; qu'au surplus, ces précédents sont loin d'être conformes à une pratique constante de la Compagnie des Chargeurs, étant donné que suivant les indications fournies par les assureurs et non contredites, la Compagnie des Chargeurs réunis, à une certaine époque, s'interdisait au contraire toute exigence de cette nature, aussi bien vis-à-vis des assureurs que de sa clientèle; qu'il y a donc lieu de repousser la prétention de la compagnie comme n'étant pas justifiée;

Attendu que, de leur côté, les assureurs, par leur appel incident, demandent que l'indemnité fixée par les premiers juges soit réduite à 6,000 francs, sur le motif que ce chiffre représente seul le montant des dépenses occasionnées au *Colombia* par le convoyage;

Mais, attendu que l'indemnité de 4,000 francs allouée en outre des 6,000 francs est la juste représentation du gain dont la Compagnie des Chargeurs a été privée par le retardement du *Colombia* et que l'indemnité légitimement due doit comprendre tout à la fois la dépense effective et la privation du gain qui sont, l'une et l'autre, la conséquence directe de l'assistance prêtée;

Attendu que c'est par suite d'une erreur manifeste que les premiers juges ont condamné les assureurs à payer la totalité de l'indemnité; qu'il est avéré et reconnu que la part des assureurs dans la répartition de cette somme est seulement de un cinquième; qu'à un autre point de vue, aucune condamnation n'aurait dû être prononcée, la compagnie, par les fins de sa demande, ayant uniquement conclu à la fixation de l'indemnité;

Attendu, en ce qui concerne les intervenants, qu'en leur qualité de chargeurs, Holt et Cie avaient un intérêt légitime et distinct à contester les prétentions de la compagnie et ce, à raison du règlement d'avaries actuellement soumis à un arbitrage et pour le cas où l'indemnité en litige serait classée en avaries communes; qu'ils ont donné devant la cour, où ils ont été intimés par la compagnie, adjonction x conclusions des assureurs et que, par suite, les frais exposés par eux doivent suivre le même sort que ceux des assureurs;

Attendu que la compagnie qui succombe, etc...;

Par ces motifs et ceux des premiers juges, non contraires,

Statuant sur l'appel principal et sur l'appel incident :

Déclare tout à la fois la Compagnie des Chargeurs et les assureurs mal fondés dans leur appel respectif et confirme le jugement frappé d'appel, sauf en ce qui concerne la condamnation prononcée par erreur contre les assureurs ;

Et émendant de ce chef,

Dit et juge que l'indemnité légitimement due à la Compagnie des Chargeurs réunis pour les causes susindiquées est fixée en totalité à 10,000 francs ;

Dit que, sous cette unique modification, le jugement sortira son plein et entier effet ;

Condamne la compagnie à l'amende et aux dépens d'appel qui comprendront les frais de Holt et Cie intimés.

M. Réguis av. gén. — Mes O Marais et Delarue (ce dernier du barreau de Paris) av.

Note. — Le principe du droit à l'indemnité au profit du navire qui prête assistance à un autre navire en détresse est consacré par une jurisprudence constante : V. notamment Paris 18 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.1.764 — S. 96.3.81) ; Bordeaux 6 juillet 1896 (Gaz. Pal. 96.2.94) et les renvois en note aux autres décisions. Mais jamais à notre connaissance, jusqu'à ce jour, la jurisprudence n'avait été appelée à statuer sur le cas d'un armateur prêtant assistance à son propre navire en détresse.

La Cour de Rouen a, à bon droit, suivant nous, proclamé que l'armateur qui venait au secours d'un de ses navires ne paraît que remplir les obligations qu'il avait assumées tant vis-à-vis des chargeurs que vis-à-vis des assureurs du corps ; il s'est engagé en effet vis-à-vis des premiers à apporter tous ses soins à ce que les marchandises arrivent à destination, et vis-à-vis des seconds, (la clause est expressément insérée dans les polices françaises d'assurances sur corps et sur familles) à pourvoir à toutes les mesures de conservation en cas de sinistre.

185

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

20 juin 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

1° PREUVE. — PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENCEMENT DE). — VRAISEMBLANCE DES FAITS ALLÉGUÉS. — POUVOIR DES TRIBUNAUX. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

2° VENTE. — VENDEUR. — MANDATAIRE DE L'ACQUÉREUR. — PRIX PAYABLE COMPTANT. — NOM DE L'ACQUÉREUR. — CIRCONSTANCE INDIFFÉRENTE. — VENTE PARFAITE.

1° *S'il appartient à la Cour de cassation d'examiner si les pièces invoquées comme commencement de preuve par écrit sont des écrits émanant de la partie à laquelle on les oppose, les juges du fond apprécient souverainement la question de savoir si les actes produits, d'après leur contexte et d'après les circonstances de la cause, rendent vraisemblable le fait allégué.*

2° *La vente d'un immeuble, traitée et conclue entre le vendeur et un mandataire de l'acquéreur, peut être déclarée parfaite, sans qu'il soit nécessaire même que le vendeur ait connu le nom de l'acquéreur, lorsqu'il est constant, en fait, qu'à raison de la stipulation de paiement du prix comptant, la personnalité de son cocontractant était manifestement indifférente au vendeur.*

Veuve Lackmann c. Boucheron.

Le 25 juillet 1896, le Tribunal civil de la Seine avait rendu le jugement suivant :

« Attendu que Boucheron a, par exploit du 13 avril 1895, formé contre la dame Lackmann une demande en résiliation de vente et en 10,000 francs d'intérêts ; qu'il soutient à l'appui de sa prétention que la défenderesse a consenti, tant directement que par mandataire, à lui vendre un hôtel sis à Paris, rue Picot, moyennant le prix de 250,000 francs payable comptant et qu'après un accord formel sur la chose et sur le prix elle s'est refusée sans justes motifs à la régularisation par acte authentique dudit contrat ;

« Attendu que, de son côté, la dame Lackmann affirme n'avoir donné personnellement aucune promesse de vente et n'avoir autorisé personne à prendre en son nom un tel engagement ;

« Attendu qu'il résulte des documents de la cause qu'au commencement du mois d'octobre 1894, Boucheron, désirant acheter un hôtel à Paris, fit part de ses intentions à son notaire, M. d'Hardiviller, lequel chargea un sieur Dorizon de chercher un immeuble répondant aux convenances de son client ; que Dorizon, acceptant cette mission, ne tarda pas à s'aboucher avec le sieur de Boissandy, architecte de la dame Lackmann ; qu'une active correspondance s'engagea entre Dorizon, de Boissandy, d'Hardiviller et la dame Lackmann pour mener à bonne fin l'opération projetée ; qu'à la date du 11 octobre 1894, de Boissandy avisait Dorizon que sa cliente fixait à 250,000 francs le prix de son immeuble et que Dorizon, partant aussitôt pour Bruxelles, faisait connaître, dans une lettre adressée à d'Hardiviller, le 15 du même mois, les résultats de son entrevue avec la dame Lackmann : « Je suis rentré de Bruxelles hier dans la soirée « et je m'empresse de vous confirmer l'acceptation par la dame Lackmann de la vente ferme « de son hôtel, 14 et 16, rue Picot, au prix princi-

« pal de 250,000 francs comptant. Mme Lackmann « a dû partir pour Paris dimanche par le premier « train et viendra vous apporter elle-même les « titres de propriété »; que le même jour, la dame Lackmann télégraphiait, en effet, au notaire: « Serai à Paris demain, écrirai immédiate- « ment »; que, le 16, de Boissandy donnait le même avis à Dorizon en ajoutant que, le lendemain, lui et sa cliente se rendraient chez le notaire et chez l'acheteur; que, le 17, la dame Lackmann annonçait à d'Hardiviller et à de Boissandy l'ajournement de son voyage au vendredi suivant et que le notaire lui accusait réception de ses deux dépêches en précisant en ces termes la conclusion des pourparlers engagés : « M. Dorizon m'a rendu compte de la démarche « qu'il a faite auprès de vous, un peu de sa propre « initiative, et je vous assure, madame, que ce « n'est pas sans difficulté que, de mon côté, j'ai « pu faire accepter par mon client votre prix de « 250,000 francs »;

« Attendu que les choses en étant à ce point, la dame Lackmann retarda sa venue à Paris pour cause de santé, mais que la confiance de d'Hardiviller, de Dorizon et de Boissandy en une prochaine régularisation de la vente n'en fut nullement ébranlée; que cette confiance, dont témoignent leurs lettres, notamment celle écrite par de Boissandy au notaire le 29 octobre 1894, était encore entretenue par le télégramme suivant, que, le 7 octobre, la demoiselle Jeanne Lackmann adressait tant à d'Hardiviller qu'à Dorizon; « Ma mère est partie hier matin pour Paris, « mais elle devra s'arrêter en route pour affaires « d'intérêts, et arrivera à Paris sans faute dans « le courant de cette semaine »;

« Mais, attendu qu'à partir de cette époque d'Hardiviller fit de vains efforts pour obtenir, soit la comparution de la défenderesse, soit l'envoi de ses titres, et qu'une sommation étant demeurée infructueuse, un procès-verbal de défaut fut dressé contre elle à la date du 28 février 1895;

« Attendu que l'on rencontre dans une lettre adressée le 24 octobre 1894 à de Boissandy par la dame Lackmann et dans une autre écrite au notaire par un avocat du barreau de Bruxelles, son conseil, tout le système de la défenderesse; qu'il consiste à soutenir qu'il n'y a jamais eu entre elle et les susnommés que de simples pourparlers et qu'il ne pouvait y avoir davantage, dès lors qu'elle ignore le nom de l'acheteur;

« Attendu qu'il importe tout d'abord de constater qu'elle reconnaît expressément dans la première de ses lettres avoir fixé le prix de son hôtel à la somme de 250,000 francs; que, d'autre part, son consentement à réaliser la vente par acte authentique résulte non seulement du défaut de toute protestation contre les invitations explicites et pressantes du notaire à cet effet, mais de la promesse réitérée de se rendre dans son étude, où ne l'appelait aucun autre besoin; qu'il y a donc eu accord sur la chose et sur le prix, éléments essentiels de la vente, et qu'il n'y avait lieu de débattre d'autres modalités, du moment que le paiement était stipulé au comptant;

« Attendu, sans doute, que la dame Lackmann eût été en droit d'exiger le nom de son acheteur, mais qu'elle n'en a jamais fait une condition du marché, manifestement indifférente à l'individualité de son cocontractrant, dont elle n'avait pas besoin de supputer la solvabilité; que, jusqu'à la dernière heure, elle avait encore la faculté de se refuser à traiter avec une personne dont la moralité lui aurait inspiré de légitimes scrupules, mais qu'à cet égard elle n'articule aucun reproche contre Boucheron, qu'elle a dédaigné de connaître;

« Attendu qu'indépendamment des éléments de décision qui précèdent, le tribunal est autorisé à penser que de Boissandy, dans l'attitude duquel s'est produit depuis un revirement suspect, avait reçu de sa cliente des instructions précises et était devenu son mandataire spécial dans l'affaire dont s'agit; que le soin avec lequel la dame Lackman évite de verser aux débats la correspondance échangée entre lui et elle vient encore fortifier cette conviction; mais que ce complément de lumière n'est pas nécessaire et qu'il suffit des circonstances de la cause et des documents susvisés, lesquels seront enregistrés avec le présent jugement, pour constater la mauvaise foi de la défenderesse et sanctionner la juste prétention du demandeur;

« Attendu, en conséquence, qu'il n'échet d'examiner la pertinence des faits articulés;

« Par ces motifs,

« Condamne la dame Lackmann à réaliser par acte authentique dans le délai de huitaine à compter du présent jugement, la vente au profit de Boucheron, moyennant le prix de 250,000 francs payable comptant, de sa propriété, comprenant un hôtel et ses dépendances, sis à Paris, rue Picot, nos 14 et 16, d'une contenance de 665 mètres environ;

« Dit que, faute par elle d'avoir procédé à la réalisation ordonnée dans ledit délai, le présent jugement en tiendra lieu ».

Sur appel, ce jugement a été confirmé par la Cour de Paris le 19 février 1898.

La veuve Lackmann s'est pourvue en cassation, et a formulé, à l'appui de son pourvoi, deux moyens :

« Violation des art. 1108, 1347, 1353, 1582 C. civ., des règles de la preuve et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 en ce que l'arrêt a admis l'existence d'une vente immobilière sans acte régulier et même sans commencement de preuve par écrit ».

2° « Violation des art. 1101, 1583 et 1589 C. civ. et des règles de la vente, en ce que, sous prétexte que la demanderesse en cassation était disposée à vendre son immeuble, l'arrêt a déclaré la vente parfaite au profit d'un acheteur qu'elle n'avait pas accepté et qu'elle ne connaissait même pas ».

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le premier moyen :

Attendu que, s'il appartient à la Cour de cassation d'examiner si les pièces invoquées comme commencement de preuve par écrit sont des écrits émanant de la partie à laquelle on les oppose, les juges du fond apprécient souverainement la question de savoir si les actes produits, d'après leur contexte et d'après les circonstances de la cause, rendent vraisemblable le fait allégué ;

Attendu, en fait, que Boucheron soutenait qu'un engagement formel avait été pris par la demanderesse en cassation envers Me d'Hardiviller, notaire à Paris, de vendre à l'acheteur qu'il lui proposait, son hôtel de la rue Picot, nos 14 et 16, moyennant le prix de 250,000 francs payés comptant ; qu'il est reconnu que le télégramme adressé par la demanderesse à Me d'Hardiviller le 14 octobre 1894, ainsi que les lettres des 18 et 22 du même mois à l'architecte de Boissandy, invoqués par le défendeur et retenus par la cour d'appel, émanaient personnellement de la demanderesse ; que l'arrêt, appréciant ces actes d'après les circonstances dans lesquelles ils ont été créés, a décidé qu'ils rendaient vraisemblable la promesse de vente alléguée par le défendeur et qu'ils autorisaient par suite l'admission de la preuve par présomptions en conformité de l'art. 1353 C. civ. ; qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué, qui d'ailleurs est motivé, n'a fait qu'user de son pouvoir souverain d'appréciation ;

Sur le second moyen :

Attendu que l'arrêt attaqué, appréciant les faits de la cause et l'intention des parties, déclare que la demanderesse en cassation a traité avec le notaire d'Hardiviller en qualité de mandataire de l'acheteur ; que celle-ci a consenti à traiter avec ledit notaire sans lui demander de lui faire connaître le nom de son mandant ; que l'arrêt précise que la dame Lackmann était manifestement indifférente à la personnalité de son cocontractant dont elle n'avait pas à supputer la solvabilité, par cette raison que le paiement était stipulé comptant ; qu'en décidant, dans ces circonstances, qu'il y avait eu vente de la part de la dame Lackmann, l'arrêt attaqué n'a violé aucune des dispositions de loi visées au pourvoi ;

Rejette le pourvoi formé par la dame veuve Lackmann contre l'arrêt de la Cour de Paris du 19 février 1898.

MM. FAUCONNEAU-DUFRESNE rapp. ; DESJARDINS av. gén. — Mes DEVIN et SABATIER av.

Note. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence de la Cour de cassation est fixée en ce sens par de très nombreux arrêts. V. notamment Cass. 28 novembre 1898 (Gaz. Pal. 98.2.828) ; 13 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.561) et les renvois.

II. — Sur le deuxième point : Trois éléments sont nécessaires en principe, mais suffisants pour la perfection du contrat de vente : *res*, *pretium*, *consensus*. Aucune difficulté ne surgissait relativement à l'existence des deux premières conditions de la vente, dans l'espèce. Quant à la troisième, *consensus*, l'arrêt attaqué constatait également qu'elle se trouvait remplie, puisqu'en fait, d'après une appréciation toute de fait et qu'il appartenait par conséquent aux juges du fond de faire souverainement, la personnalité de l'acquéreur avait été indifférente pour le vendeur, qui n'avait eu exclusivement en vue, en traitant avec un mandataire, que l'encaissement du prix qui lui avait été payé comptant.

COUR D'APPEL DE RENNES (CH. CORR.)

14 juin 1900.

Présidence de M. Adam.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — COLLECTIVITÉS. — MEMBRES. — ASSOCIATION RELIGIEUSE NON AUTORISÉE. — SOCIÉTÉ DE FAIT.

Au cas où des imputations diffamatoires sont dirigées contre des collectivités, c'est-à-dire soit contre des personnes qui remplissent ou remplissaient les mêmes fonctions dans un lieu déterminé, soit contre des personnes qui font ou faisaient partie d'une agrégation distincte de toutes autres, chacune de ces personnes est atteinte, et, désignée nommément ou non, elle a droit et qualité pour réclamer la réparation du préjudice qui lui a ainsi été causé.

Spécialement, le religieux diffamé en sa qualité de membre d'une association, ultérieurement dissoute comme non autorisée, a droit et qualité pour poursuivre la réparation de ce délit, si ladite association peut être considérée comme constituant, au moment où la diffamation a eu lieu, une société de fait qui n'avait point encore été dissoute.

Roustan c. Vincent de Paul Bailly.

La Cour,

Attendu que le jugement par lequel Numa Roustan a été condamné à 16 francs d'amende et en 25 francs de dommages-intérêts, n'a été frappé d'appel ni par la partie civile, ni par le ministère public et que le prévenu est régulièrement représenté par Me Legros avoué ;

Attendu qu'au cas où des imputations diffamatoires sont dirigées contre des collectivités, c'est-à-dire, soit contre des personnes qui remplissent ou remplissaient les mêmes fonctions dans un lieu déterminé, soit contre des personnes qui font ou faisaient partie d'une agrégation distincte de toutes autres, il est de doctrine que chacune de ces personnes est atteinte et que, désignée nommément ou non, elle a droit et qualité pour réclamer la réparation du préjudice qui lui a été ainsi causé ;

Attendu que l'article visé dans la citation délivrée à la requête du sieur Vincent de Paul Bailly, assomptionniste, demeurant à Paris, rue François Ier, 8, a été publié le 19 novembre 1899 au moment où douze assomptionistes, demeurant à Paris, rue François Ier, 8, venaient d'être traduits devant le Tribunal correctionnel de la Seine, sous la prévention d'avoir à Paris, depuis moins de trois ans, fait partie d'une association de plus de vingt personnes, connue sous le nom de « Congrégation des Pères Augustins de l'Assomption », ladite association formée sans l'agrément du gouvernement ; que le sieur Vincent de Paul Bailly était au nombre des assomptionistes poursuivis et qu'il a été désigné nommément dans l'article incriminé, non seulement en la qualité de directeur du journal *La Croix*, mais encore comme occupant l'une des cellules de la rue François Ier, c'est-à-dire en la qualité d'assomptionniste ;

Attendu qu'à la date du 19 novembre 1899, l'association dite communément des Assomptionistes existait depuis plusieurs années déjà, recevant du gouvernement pour ses œuvres d'Orient une subvention annuelle ; qu'ainsi les imputations contenues dans l'article dont s'agit ont été dirigées contre une association de fait alors existante, juridiquement assimilable à l'une de ces sociétés de fait, dont les tribunaux civils peuvent ordonner la liquidation après avoir prononcé la nullité ; que le sieur Vincent de Paul Bailly est donc recevable à poursuivre, en ce qui le concerne personnellement, la réparation des diffamations qui l'ont atteint en sa qualité de membre d'une association de fait, alors que celle-ci n'avait point encore été dissoute ;

Attendu que le premier des trois paragraphes retenus par les premiers juges contient l'imputation aux Assomptionnistes de la rue François Ier, comme à ceux des autres maisons, d'un fait précis et déterminé, celui de s'être procuré au moyen d'une « monumentale escroquerie à l'enseigne de Saint-Antoine de Padoue », une somme de deux millions en or et en billets de banque, « magot » trouvé dans leur coffre-fort, quand cependant ils étaient en apparence dans la misère ; que le deuxième paragraphe contient à l'adresse des douze assomptionnistes de la rue François Ier, cette injure qu'ils cherchent à atténuer la rudesse du coup qui vient de les frapper « en inventant chaque jour de nouveaux mensonges et en mentant très mal, contrairement à leur habitude » ; enfin, que le troisième paragraphe contient à l'adresse des mêmes, et nommément à celle du sieur Vincent de Paul Bailly, l'imputation de deux faits précis et déterminés, celle « d'avoir fait à l'Etat une fausse déclaration » relativement à la propriété de l'immeuble de la rue François Ier, et celle « d'avoir obtenu au moyen de cette fausse déclaration la condamnation du ministère des finances » dans les procès engagés à cet effet ;

Attendu qu'en dirigeant ces imputations contre les Assomptionistes de la rue François Ier et en particulier contre le sieur Vincent de Paul Bailly, le prévenu a voulu jeter sur eux le discrédit et leur nuire ;

Attendu, enfin, que ces imputations ont causé à la partie civile un préjudice dont les premiers juges ont à bon droit ordonné la réparation ;

Par ces motifs, et adoptant ceux qui ont déterminé les premiers juges,

Confirme le jugement attaqué ;

Dit que la partie civile sera tenue des dépens envers le trésor public, sauf son recours contre Numa Roustan.

M. Mahoudeau subst. proc. gén. — Mes Chauvea et Dorange av.

Note. — On reconnaît généralement que le droit de poursuivre la réparation des délits de diffamation contre des collectivités qui ne constituent pas des personnes morales appartient à chacun des membres de ces collectivités : V. notamment : Cass. 28 mai 1891 (Gaz. Pal. 91.1.399) ; Trib. corr. Seine 27 novembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.269) ; Trib. civ. Gien 29 avril 1891 (Gaz. Pal. 91.2. supp. 13).

COUR D'APPEL DE PAU

14 juin 1900.

Présidence de M. Dubreuil.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — ACCORD INTERVENU EN CONCILIATION SUR LE CHIFFRE DE LA RENTE. — CARACTÈRE DÉFINITIF. — ABSENCE DE VICE DU CONSENTEMENT.

Lorsqu'il est intervenu entre les parties, devant le président du tribunal agissant comme conciliateur, un accord sur le chiffre de la rente due à l'ouvrier victime d'un accident, le chef d'industrie qui n'invoque ni l'erreur dans laquelle il se serait trouvé en ce qui concerne l'état de l'ouvrier, ni un vice du consentement

quelconque, ne peut se faire restituer contre l'engagement qu'il a pris, en dehors des cas prévus par l'art. 19 de la loi du 9 avril 1898. Vainement ledit chef d'industrie soutiendrait-il que la rente a été fixée sur le pied d'une incapacité absolue, alors que l'ouvrier n'avait subi qu'une incapacité partielle et qu'il y aurait lieu, par suite, à modification du chiffre convenu, les dispositions de la loi de 1898 étant d'ordre public et au-dessus des conventions des parties; les parties ont comme le juge lui-même le pouvoir d'apprécier dans quelle catégorie rentre telle ou telle lésion causée par l'accident.

Lescastreyres c. Halibège.

Le Tribunal civil de Dax avait rendu, le 8 mars 1900, le jugement suivant :

« Attendu que le 16 décembre 1899 à Saint-Pandelou, le demandeur Halibège, ouvrier ajusteur-mécanicien au service du défendeur Lescastreyres, a été, au cours d'un travail de concassage de pierres exécuté à l'aide d'un moteur inanimé, victime d'un grave accident qui a rendu nécessaire l'amputation du bras droit;

« Attendu que le certificat, en date du 6 janvier 1900, délivré par M. le docteur en médecine de Bonneterre, qui a pratiqué l'amputation, porte textuellement que cette mutilation empêche Halibège de subvenir par son travail aux besoins matériels de sa famille ;

« Attendu qu'en exécution de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898, Halibège et Lescastreyres ont comparu devant le président de ce tribunal, à la date du 20 janvier 1900; que ce magistrat leur a donné communication des pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé en suite de l'accident par M. le juge de paix du canton de Dax et connaissance des termes de l'art. 3 de la loi précitée relatif à la fixation des indemnités dues à la victime d'un accident du travail et proportionnées au degré de gravité de celui-ci; que Lescastreyres et lui sont tombés d'accord pour fixer à 1,200 francs, soit aux deux tiers du salaire annuel d'Halibège, le montant de la rente viagère annuelle à servir à ce dernier;

« Attendu que c'est à tort que, dans les conclusions prises en son nom par Me Laussucq, son avoué, Lescastreyres prétend que la fixation de cette rente à la somme de 1,200 francs a été, de la part du président du tribunal, le résultat d'une erreur matérielle qu'il perd de vue; que, lors de la comparution prescrite par l'art. 16, le rôle de ce magistrat n'est pas celui d'un juge qui condamne, mais celui d'un conciliateur qui donne acte aux parties de leur accord, après les avoir instruites sur l'étendue de leurs droits respectifs ;

« Attendu que le législateur du 9 avril 1898, qui a substitué à la responsabilité quasi délictuelle de l'art. 1384 C. civ. qui présuppose l'existence d'une faute imputable au patron, celle dérivant directement du risque professionnel, a été amené, par une conséquence nécessaire et fatale des lois économiques, à tarifer proportionnellement à son salaire et à la diminution de sa production de travail, l'indemnité à allouer sous forme de rente annuelle et viagère à l'ouvrier victime d'un accident; qu'il se trouve avoir ainsi enlevé au juge saisi d'une contestation sur le montant d'une indemnité de cette nature dans le cas prévu par l'art. 16 § 3, tout pouvoir pour apprécier le préjudice subi par la victime d'un accident, il n'a pas interdit à celle-ci, et à son chef d'entreprise, quand tous les deux sont capables et que leur convention ne peut avoir pour résultat de léser les droits des tiers, de s'accorder relativement à l'allocation d'une indemnité supérieure à celle fixée par l'art. 3;

« Attendu que, si tous les citoyens doivent obéissance à la loi, celle-ci ne leur défend jamais de faire plus que ce à quoi elle les oblige; que Lescastreyres se trouve avoir agi de la sorte; que Lescastreyres, aujourd'hui que des difficultés au sujet de l'indemnité qu'il a reconnu devoir à Halibège sont nées entre lui et la compagnie à laquelle il avait assuré ses ouvriers, ne saurait, par suite, et pour cette unique raison, demander à être restitué contre la prétendue erreur de droit dans laquelle il dit être tombé ; qu'il est mal fondé à résister à la demande d'Halibège qui réclame de lui l'exécution de ses obligations, telles qu'elles résultent du procès-verbal de conciliation du 20 janvier 1900 ;

« Attendu, en effet, que, par le procès-verbal de conciliation dont il est cas au paragraphe 2 de l'art. 16 de la loi de 1898 et sous réserve de l'action en révision ouverte pendant trois ans à toutes parties en vertu des dispositions de l'art. 19 de la même loi, l'indemnité due à la victime de l'accident est définitivement fixée ; que, tout comme cela a lieu pour les procès-verbaux de conciliation dressés par le juge de paix conformément aux dispositions de l'art. 54 C. pr. civ. et de l'art. 17 de la loi du 25 mai 1838 modifiée par la loi du 2 mai 1855, les conventions insérées audit procès-verbal et que celui-ci constate authentiquement, ont force d'obligation privée entre les parties; que force exécutoire doit lui être donnée par une décision de justice;

« Attendu qu'il n'y aurait lieu de prendre en telle considération qu'il aurait appartenu les conclusions de Me Laussucq au nom de Lescastreyres et tendant à faire réduire le chiffre de l'indemnité due à Halibège à une rente égale à la moitié de la réduction du salaire que l'incapacité partielle et permanente résultant de sa blessure lui a fait subir que si Lescastreyres avait, par voie de demande reconventionnelle, placé la question soumise à l'appréciation du tribunal sur son véritable terrain juridique, celui de la revision de l'indemnité conformément aux disposition de l'art. 19, au lieu de défendre purement et simplement dans l'hypothèse prévue par le paragraphe 3 de l'art. 16, faisant abstraction du procès-verbal de conciliation du 20 janvier 1900, et comme si au contraire, un procès-verbal de non-conciliation était intervenu ;

« Attendu que Lescatreyres succombant en doit les dépens ;

« Par ces motifs,

« Sans avoir égard autrement que pour les rejeter aux autres fins, moyens et conclusions des parties, contraires au présent jugement ;

« Condamne Lescastreyres à payer à Halibège une rente annuelle et viagère de 1,200 francs, sous déduction de toutes provisions qu'il aurait pu lui verser jusqu'à ce jour, ladite rente payable par trimestre et d'avance à partir du 26 décembre 1899 ;

« Condamne Lescastreyres aux dépens. »

Appel par Lescastreyres. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que le procès-verbal de conciliation dressé par M. le président du Tribunal de Dax le 21 janvier 1900 constate que les parties sont tombées d'accord pour fixer à 1,200 la rente annuelle et viagère à laquelle Halibège a droit à raison de l'accident dont il a été victime le 16 décembre 1899 ;

Attendu que Lescartreyres prétend aujourd'hui que, ledit Halibège ayant subi l'amputation du bras droit et perdu seulement l'usage d'un membre, l'incapacité de travailler dont il est atteint n'est pas absolue, mais partielle ; que la rente qui lui a été accordée et qui est égale aux deux tiers de son salaire annuel excède par conséquent celle à laquelle il avait droit d'après l'art. 3 de la loi du 9 août 1898 et n'aurait pas dû dépasser l'indemnité afférente à l'incapacité partielle, que ledit art. 3 fixe à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire ;

Attendu qu'il estime cette réduction à la moitié et prétend que l'indemnité à laquelle Halibège avait droit serait par conséquent de la moitié de la moitié, c'est-à-dire du quart de son salaire annuel de 450 fr. ;

Attendu qu'il ajoute que les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sont d'ordre public et au-dessus des conventions des parties ; que l'art. 30 de ladite loi frappe d'une nullité radicale non seulement celles de ces conventions qui seraient manifestement contraires à un texte, mais aussi celles qui, attribuant faussement, par exemple à une incapacité partielle le caractère d'une incapacité absolue, prétendraient substituer aux indemnités qu'elle a déterminées des indemnités même supérieures qui auraient pour effet d'éluder la loi et par conséquent de la violer indirectement ;

Mais, attendu qu'il résulte des documents du procès que le législateur, bien qu'il y ait été sollicité, n'a pas énuméré les blessures qui produisaient l'incapacité absolue de travailler et celles qui produisaient l'incapacité partielle ; que dès lors la solution des difficultés qui peuvent s'élever en pareille matière reste soumise au droit commun ;

Attendu que, si d'après le droit commun il appartient aux tribunaux de dire dans quelle catégorie rentre telle ou telle lésion qu'un accident aura causée à un ouvrier, il est incontestable aussi que les parties intéressées majeures peuvent se mettre d'accord sur ce point ;

Attendu que cette manière de voir est conforme au texte de l'art. 16 de la loi de 1898, qui dispose que, s'il y a accord des parties intéressées devant le président du tribunal de l'arrondissement, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du magistrat ; que, si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal ;

Attendu que ledit article fait évidemment allusion à l'accord qui peut se produire entre les parties, aussi bien sur la gravité et les effets des blessures subies que sur le degré d'infirmité dans lequel elles placent l'ouvrier ;

Attendu que le président du tribunal a constaté dans son procès-verbal que les parties s'étaient mises d'accord, qu'elles avaient fixé à 1,200 francs la rente annuelle et viagère à laquelle Halibège avait droit et qu'il leur a donné acte de cet accord ;

Attendu que l'appelant n'invoque ni l'erreur dans laquelle il se serait trouvé en ce qui concerne le véritable état d'Halibège, ni un vice de consentement quelconque ; qu'aucun recours ne saurait donc lui être ouvert contre l'engagement qu'il a pris en dehors des cas prévus par l'art. 19 de la loi de 1898 ; que l'appel formé par Lescastreyres contre le jugement du Tribunal de Dax en date du 8 mars 1900 n'est donc pas fondé ; qu'il y a lieu de l'en débouter et de confirmer ledit jugement ;

En ce qui concerne les dommages-intérêts réclamés par Halibège :

Attendu qu'ils ne sont pas justifiés et qu'il n'y a pas lieu de les lui accorder ;

Par ces motifs, et ceux des premiers juges,

Confirme le jugement du Tribunal de Dax en date du 8 mars 1900 dont est appel, et en ordonne l'exécution ;

Déboute Halibège de sa demande de dommages-intérêts ;

Condamne l'appelant à l'amende et à tous les dépens.

M. CHASSAING av. gén.

Note. — La solution consacrée par le jugement et l'arrêt recueillis nous paraît devoir être approuvée. L'accord intervenu en conciliation devant le président du tribunal sur le chiffre de l'indemnité a tous les caractères d'un contrat qui ne peut être annulé pour cause de vice du consentement de l'une ou l'autre des parties que dans les cas prévus par le droit commun. Dans l'espèce, le chef d'industrie invoquait une erreur; ce n'était pas soutenable, puisque le demandeur avait parfaitement connu, au moment de la formation du contrat, les conséquences que l'accident avait entraînées pour l'ouvrier; il s'était trompé, il est vrai, dans l'appréciation de la catégorie d'incapacité dans laquelle il convenait de faire rentrer la mutilation, mais ce n'était point là une erreur de droit qui aurait été de nature à vicier le consentement : Cass. 12 mars 1845 (D. 45.2.202) et 28 mai 1888 (Gaz. Pal. 88.2.295) ; mais bien plutôt une erreur sur les motifs qui avaient déterminé le consentement, ne constituant pas par conséquent une cause de nullité : Cass. 15 février 1870 (S. 71.1.197 — D. 71.1.164).

On invoquait, à l'appui de la demande en nullité, la disposition générale de l'art. 38 de la loi du 9 avril 1898, aux termes de laquelle « toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit. » Mais, en dehors des motifs péremptoires par lesquels le jugement et l'arrêt ont répondu à cet argument, il y en a encore d'autres qui ne nous paraissent pas moins décisifs. Les *conventions* que l'on a voulu viser, cela résulte nettement des travaux préparatoires, ce sont les transactions que l'on a appelées *extra-judiciaires* par opposition à celles dites *judiciaires*, c'est-à-dire qui ont lieu sous le contrôle judiciaire, qu'on a, au contraire, entendu encourager. En outre, cette disposition est essentiellement protectrice des ouvriers et non des chefs d'industrie; on a voulu éviter que les ouvriers acceptent des transactions trop désavantageuses pour eux et auxquelles ils ne consentaient souvent que sous l'influence du besoin impérieux d'argent qui se faisait sentir chez eux; le patron qui a consenti une transaction avantageuse à l'ouvrier ne peut donc invoquer cette disposition.

COUR D'APPEL DE BESANÇON (1re CH.)

28 février 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

ÉTRANGER. — JUGEMENT. — EXEQUATUR. — CONVENTION FRANCO-SUISSE DU 15 JUIN 1869. — DIVORCE.

Le tribunal compétent pour statuer sur une demande d'exequatur de l'arrêt d'un tribunal suisse, étant, aux termes de l'art. 16 de la convention franco-suisse du 15 juin 1869, celui des lieux ou de l'un des lieux où l'exécution doit avoir lieu, il échet de rechercher, pour déterminer la compétence, en quels lieux chaque chef du jugement dont l'exequatur est demandé doit être exécuté, et cela en envisageant seulement les rapports entre elles des parties audit jugement.

S'agissant d'un jugement qui a statué sur le divorce, sur la garde d'un enfant commun et sur les dépens, le tribunal compétent est celui du lieu où la sentence étrangère doit être transcrite sur les registres de l'état civil, c'est-à-dire du lieu où le mariage a été célébré, ou bien celui de la résidence de l'épouse à qui la garde de l'enfant a été provisoirement confiée.

Il n'y a pas lieu, pour déterminer ladite compétence, de se préoccuper du lieu d'exécution du chef des dépens, ce chef ne pouvant donner lieu à une exécution dérivant directement de la décision étrangère, non plus que du fait qu'un jugement ordonnant la liquidation de la communauté aurait déjà été rendu par un tribunal français : la communauté ne pouvant être dissoute en France qu'après l'exequatur, le jugement qui ordonne la liquidation avant que l'exequatur n'ait été prononcé doit être considéré comme prématuré; en outre, il n'est pas une exécution de la décision étrangère, mais une conséquence de cette décision.

Il ne saurait donc fixer la compétence.

Dame Haldy c. Haldy.

Le Tribunal civil de Besançon avait, à la date du 13 novembre 1899, rendu le jugement suivant :

« Attendu que la demande du sieur Haldy a pour objet de faire déclarer exécutoire en France la décision du Tribunal fédéral de Lausanne, intervenue entre lui et Edmée-Nadille Nadault de Buffon, sa femme, à la date du 14 juin 1899 et enregistrée à Besançon le 30 septembre suivant, ensemble les décisions de la Cour d'appel et de Cassation de Berne du 21 janvier 1898 et du Tribunal de Saanen du 8 juin 1897, lesquelles décisions, émanant toutes des tribunaux suisses, ont prononcé, aux torts du mari et de la femme, la dissolution du mariage existant entre les parties en cause, ont attribué au père demandeur la garde de l'enfant, issue du mariage, et ont condamné chacune des parties à la moitié de tous les dépens ; qu'à cette demande la dame de Nadault de Buffon, défenderesse, oppose une exception d'incompétence tirée de ce qu'elle n'est plus domiciliée à Besançon, comme ayant fait, à la date du 22 juin dernier, une déclaration de changement de domicile, conformément aux art. 102 et suivants du Code civil, et de ce qu'elle est régulièrement domiciliée à Paris et basée sur ce que la demande d'exequatur, ayant la forme et la nature d'une action principale ordinaire en matière per-

sonnelle, doit être portée devant le tribunal du domicile de la défenderesse, dans l'espèce devant le Tribunal de la Seine;

« Sur le moyen d'incompétence :

« Attendu qu'aux termes de l'art. 16 du décret du 19 octobre 1869, promulgué le 2 novembre suivant, portant promulgation de la convention conclue le 15 juin de la même année, entre la France et la Confédération suisse, sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile, la partie en faveur de laquelle on poursuivra, dans l'un des deux Etats, l'exécution d'un jugement ou d'un arrêt, doit saisir le tribunal ou l'autorité compétente du lieu ou de l'un des lieux où l'exécution doit avoir lieu; que, par application de ce décret ayant force de loi, plusieurs tribunaux peuvent être concomitamment compétents en la matière;

« Attendu, et sans qu'il soit nécessaire de rechercher si l'autorisation donnée à la dame Nadault de Buffon d'avoir à Paris, le divorce pendant, une résidence distincte et séparée, ou la déclaration faite par ladite dame d'un changement de domicile peuvent avoir, étant donnée la situation particulière dans laquelle se trouve actuellement cette dernière, la portée absolue d'une attribution d'un domicile nouveau, régulier, non provisoire, que, tout en admettant avec la défenderesse, demanderesse en exception, que Paris est l'un des lieux où l'exécution prévue dans la convention susvisée doit avoir lieu, la transcription du jugement de divorce devant être opérée à Paris où a été célébré le mariage des parties de cause, il est incontestable que le Tribunal de Besançon saisi, est également compétent, puisque Besançon est aussi un des lieux d'exécution des sentences étrangères dont l'exequatnr est demandé;

« Attendu qu'en effet, c'est à Besançon qu'a lieu la liquidation de la communauté ayant existé entre les conjoints Haldy-Nadault de Buffon; que ladite liquidation a été ordonnée par jugement contradictoire de ce siège en date du 29 juin dernier, sans que ladite demanderesse en exception qui figure au jugement ait fait valoir un moyen quelconque d'incompétence; que cette liquidation de la communauté dissoute par le divorce prononcé par les décisions des tribunaux fédéraux est une conséquence directe, forcée de ces décisions et un des actes d'exécution de ces dernières, en ce qui concerne les intérêts pécuniaires; que le Tribunal de Besançon, devant lequel ont été portées par la dame Nadault de Buffon toutes les demandes portant sur des mesures provisoires telles que la garde de l'enfant et la pension alimentaire, se trouve donc compétent, comme tribunal du lieu où l'exécution, tout au moins partielle, doit avoir lieu; que c'est le cas de rejeter le moyen d'incompétence indûment soulevé et de condamner la dame Nadault de Buffon, qui succombe, aux dépens de l'incident;

« Par ces motifs,

« Condamne celle-ci aux dépens de l'incident;

« Fixe l'affaire à l'audience du 5 décembre prochain, pour être plaidée au fond. »

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que le tribunal compétent pour statuer sur la demande d'exequatur de l'arrêt du Tribunal fédéral de Lausanne est, aux termes de l'art. 16 de la convention franco-suisse du 15 juin 1869, « celui des lieux ou de l'un des lieux où l'exécution doit avoir lieu »; que, dans l'espèce, le tribunal fédéral n'a statué que sur trois points : sur la dissolution du mariage des époux Haldy par le divorce, sur la garde de l'enfant commun, sur les dépens; qu'il n'y a donc qu'à rechercher si l'exécution relativement à l'un de ces trois points doit avoir lieu à Besançon, et cela en envisageant seulement les rapports des époux Haldy entre eux; que l'exécution de la partie de l'arrêt fédéral qui prononce le divorce ne doit pas avoir lieu à Besançon, encore bien que Haldy y soit domicilié, parce que cette exécution ne doit être accomplie que par la transcription de la sentence étrangère sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré, dans un délai imparti sous peine de nullité;

Attendu que le mariage ayant été célébré à Paris, c'est à Paris que l'exécution, par la transcription, doit avoir lieu et doit être par conséquent ordonnée, (art. 251 et suiv. C. civ.); que l'exécution de la seconde partie de l'arrêt fédéral, relative à la garde de l'enfant, ne doit pas davantage avoir lieu à Besançon, parce que cette enfant a été provisoirement confiée à sa mère, autorisée, le plaid pendant, à demeurer à Paris; que c'est à Paris qu'elle se trouve encore actuellement; que les mesures d'exécution relatives à sa remise entre les mains de Haldy doivent donc être suivies à Paris;

Attendu que la troisième partie de l'arrêt fédéral, relative aux dépens, ne peut, d'autre part, donner lieu à une mesure d'exécution dérivant directement de la décision étrangère et qu'il n'y a pas à s'y arrêter; qu'enfin il n'y a pas à s'arrêter autrement à l'objection tirée de ce que le jugement ordonnant la liquidation de la communauté dissoute aurait déjà été rendu à Besançon, et cela pour deux motifs : d'abord parce que la communauté ne pouvant être reconnue dissoute en France qu'après l'exequatur (art. 15 et 16 de la Convention de 1869), le jugement prescrivant la liquidation avant cet exequatur doit être considéré au moins comme prématuré et comme n'étant pas de décision au débat et ensuite parce

que ce jugement n'était pas un acte d'exécution proprement dit de l'arrêt fédéral, mais seulement une de ses conséquences ; qu'il ne peut donc avoir de valeur pour la détermination du lieu d'exécution.

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel relevé par Edmée-Nadille Nadault de Buffon, épouse en instance de divorce de Emile-Léon Haldy, d'un jugement du Tribunal civil de Besançon du 16 novembre 1899,

Reçoit cet appel contre lequel, en la forme, aucune fin de non-recevoir n'est proposée ;

Au fond, réformant :

Dit que le Tribunal civil de Besançon était incompétent, renvoie Haldy à se mieux pourvoir ;

Le condamne en tous les dépens de première instance et d'appel et dit que ce faisant, etc.

Ordonne la restitution de l'amende.

M. KUNTZ av. gén. — Mes BELIN et FRANCEY av.

Note.— Le principe est certain : il ressort du texte même du traité. L'application qu'en fait l'arrêt rapporté nous semble complètement justifiée. V. sur ce point Vincent et Pénaud, Dict. de Dr. int. pr., vo Jugement étranger, no 355.

186

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

20 juin 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

LOUAGE DE SERVICES. — PATRON. — OUVRIER. — BRUSQUE CONGÉ. — DÉLAIS D'USAGE. — RENONCIATION. — CLAUSE LICITE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — CASSATION.

Dans le contrat de louage de services sans détermination de durée, les parties contractantes sont libres de fixer le délai, qui devra exister entre la déclaration du congé ou du départ et la cessation effective du travail.

Elles peuvent même convenir qu'aucun délai de ce genre ne sera observé entre elles, lorsqu'elles veulent écarter l'application d'usages contraires.

Et l'existence non méconnue d'une telle clause dans le contrat s'oppose, dès lors, à ce que le patron puisse être condamné à des dommages-intérêts envers son ouvrier brusquement congédié, et sans qu'aucun autre fait soit relevé contre lui à titre de faute, que l'inobservance des délais d'usage.

Cosserat c. Andrieux.

Par exploit du 14 mars 1899, le sieur Andrieux se plaignant d'avoir été congédié brusquement et sans motif a cité le sieur Cosserat devant le Conseil des prud'hommes d'Avignon, en lui demandant, outre une somme de 10 fr. 50 pour salaires acquis, une autre somme de 39 fr. 60 à titre d'indemnité. Cosserat a fait offre des salaires acquis, mais repoussé toute demande d'indemnité en s'appuyant, d'une part, sur ce que, par convention verbale acceptée par tous ses ouvriers, il était entendu que les délais d'usage en matière de congé ne seraient suivis ni par ses ouvriers, ni par lui-même et, d'autre part, de ce qu'aucune faute ne pouvait lui être reprochée dans l'exercice qu'il avait fait de son droit ;

Le Conseil des prud'hommes a, par sentence en date du 6 avril 1899, fait droit à la demande d'Andrieux.

Cosserat s'est pourvu en cassation et a formulé, à l'appui de son pourvoi, le moyen suivant :

« Violation de l'art. 1780 C. civ. des art. 1134. 1315 du même Code, et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a condamné le requérant à payer à Andrieux, son ouvrier, une première somme de 19 fr. 80, représentant le salaire d'une semaine, dont il aurait été privé par un congé sans délai, et une seconde somme de 19 fr. 80 à titre d'indemnité pour congé abusif, alors que, d'une part, ledit jugement constate qu'aux termes d'une convention intervenue entre eux, ils avaient réciproquement le droit de rompre le contrat de louage de service sans observer aucun délai, et alors que, d'autre part, il ne relève à la charge du requérant aucune violation du contrat, aucune faute pouvant servir de base à la condamnation au paiement de l'indemnité à laquelle il a été condamné. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 1780 C. civ.;

Attendu que, dans le contrat de louage de services fait sans détermination de durée, les parties contractantes sont libres de fixer le délai qui devra exister entre la déclaration du congé ou du départ et la cessation effective du travail ; qu'elles peuvent même convenir qu'aucun délai de ce genre ne sera observé, lorsqu'elles veulent écarter l'application d'usages contraires ; que la convention que l'art. 1780 § 4 C. civ. déclare nulle est celle par laquelle les parties renonceraient à l'avance au droit éventuel de demander les dommages-intérêts dus au cas où la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants constitue une faute préjudiciable ;

Attendu que le jugement attaqué constate que, suivant conventions verbales passées entre Cosserat et Andrieux, chacune des parties avait le droit de résilier le contrat de louage de services qui les liait l'une à l'autre, sans observer les délais d'usage ; qu'il ne méconnaît pas la validité de cette conven-

tion; qu'il condamne néanmoins Cosserat, le patron, à payer des dommages-intérêts à Andrieux, son ouvrier, brusquement congédié, sans relever contre lui, à titre de faute, aucun fait autre que celui de n'avoir pas observé les délais d'usage; qu'en statuant ainsi il a faussement appliqué et par suite violé l'article ci-dessus visé;

Casse, mais seulement en ce qu'il condamne Cosserat à payer une indemnité à Andrieux, la sentence du conseil des prud'hommes d'Avignon du 6 avril 1899.

MM. Reynaud rapp.; Desjardins av. gén. — Me Cordoen av.

Note. — La Cour de cassation s'était déjà antérieurement prononcée en ce sens. V. notamment Cass. 6 novembre 1895 (Gaz. Pal. 95.2.614). V. également nos observations conf. sous Trib. com. Lille 20 mei 1891 (Gaz. Pal. 91.2.437), et la note critique sous Trib. com. Seine 9 septembre 1892 (Gaz. Pal. 92.2.383).

COUR D'APPEL DE BESANÇON (1re Ch.)

6 juin 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° FIXATION DE LA RENTE. — OUVRIER DÉJA INFIRME AVANT L'ACCIDENT. — 2° INDEMNITÉ JOURNALIÈRE. — REPRISE DU TRAVAIL. — RECHUTE. — PROVISION.

1° *La rente forfaitaire à allouer à l'ouvrier doit être calculée d'après le salaire de l'ouvrier au moment de l'accident, salaire qui représente en argent la valeur industrielle de la victime, basée sur sa capacité de travail lors de l'accident : dès lors, lorsque la victime était atteinte d'une infirmité préexistante diminuant sa valeur industrielle, cette infirmité influait forcément sur son salaire qui était démesuré en proportion et, par suite, le juge n'a pas à se préoccuper, pour l'évaluation de l'indemnité due, de cette infirmité préexistante et de ses conséquences.* (Résolu par le jugement.)

2° *Le droit du blessé à l'indemnité journalière cesse avec la reprise effective et continue du travail par ce dernier; en conséquence, lorsque, après la reprise continue du travail, le blessé a été à nouveau dans la nécessité d'interrompre son travail, comme conséquence de son accident antérieur, il ne peut réclamer à nouveau le régime de l'indemnité journalière qui a définitivement cessé au jour de la reprise du travail : le blessé peut seulement, conformément à l'art. 16 § 4 de la loi du 9 avril 1898, conclure à une provision prévue par la loi pour des situations analogues* (Résolu par l'arrêt).

L'Etat c. Blassel.

Le Tribunal civil de Besançon avait rendu, le 5 avril 1900, le jugement suivant :

« Attendu qu'il est constant, en fait, que, dans l'après-midi du 27 octobre dernier, le demandeur Blassel, ouvrier ajusteur à l'arsenal de notre ville, étant occupé, en service commandé, à la transformation des caissons de quatre-vingt-dix, se servait, à cet effet, de deux marteaux, un de chaque main; que ces deux marteaux s'étant heurtés, il en jaillit des éclats dont l'un vint s'incruster dans l'œil gauche de cet ouvrier; que celui-ci, conduit, le 30 octobre, à l'hôpital de notre ville, y demeura jusqu'au 12 décembre suivant et ne put reprendre son travail à l'arsenal que le 26 même mois;

« Attendu qu'il résulte de certificats versés aux débats, discutés et délivrés par les médecins militaires qui ont eu pour mission de certifier l'origine de la blessure et de soigner le blessé, notamment du certificat de M. le docteur Hocquart, médecin principal, chef des salles militaires de l'hospice de Besançon, que la blessure de l'ouvrier Blassel a eu pour résultat : *a*) de diminuer considérablement l'acuité visuelle de ce dernier qui, antérieurement à l'accident, était déjà porteur de taies diffuses des deux yeux (taies ayant diminué la vision au point d'entraîner la réforme, mais permettant de l'œil gauche au blessé d'exercer son métier d'ajusteur; *b*) et d'entraîner une diminution dans la capacité de travail d'environ moitié;

« Attendu que cet accident constitue pour cet ouvrier une cause d'incapacité partielle et permanente et rend sans conteste applicable la loi du 29 avril 1898;

« Attendu qu'à la suite d'un procès-verbal de non-conciliation dressé le 10 février dernier par le président du siège, l'ouvrier Blassel a, par exploit du 22 même mois, fait assigner l'Etat français, tel qu'il est représenté, aux fins de le faire condamner, d'après ses dernières conclusions, au paiement d'une rente annuelle et viagère de 401 fr. 95, payable par trimestre à partir du 26 décembre dernier; que le tribunal se trouve compétemment saisi, aux termes de l'art. 16 de la loi prérappelée;

« Attendu que les parties sont pleinement d'accord sur les causes et la nature de l'accident, sur l'étendue des lésions, sur le salaire journalier, qui est de 4 fr. 30, sur le salaire annuel, qui est de

1,607 fr. 78; qu'il n'y a désaccord que sur les conséquences de l'accident et l'importance de la diminution de salaire ; que l'Etat français, défendeur, soutient en effet que l'infirmité préexistante du blessé a aggravé son degré d'invalidité ; que la responsabilité de cette aggravation ne saurait lui incomber, puisqu'il ne peut être tenu de réparer le dommage causé par des lésions antérieures et n'étant, dès lors, pas la conséquence directe de l'accident; que cette aggravation ne doit donc pas entrer en ligne de compte pour l'appréciation de la diminution de la valeur industrielle de l'ouvrier et, partant, de son salaire, ainsi que pour la détermination de l'indemnité à laquelle celui-ci peut avoir droit; que, par suite, le degré d'impotence fonctionnelle provenant de l'accident du 27 octobre dernier doit être calculé par rapport à la puissance de travail déjà réduite par l'infirmité dont le demandeur était atteint antérieurement audit accident, et non d'après l'incapacité qui en serait résultée pour un individu ayant la vision complète et normale des deux yeux; que, dans ces conditions, l'Etat défendeur prétend que la diminution de capacité n'est pas de moitié, comme y conclut le demandeur, mais seulement du tiers et, en conséquence, fait offre d'une rente annuelle et viagère de 268 francs ;

« Mais, attendu qu'aux termes de la loi de 1898, l'indemnité à allouer doit être calculée d'après le salaire de l'ouvrier au moment de l'accident; que ce salaire représente toujours en argent la valeur industrielle de la victime, basée sur sa capacité de travail lors de l'accident; que, d'après l'art. 3 de cette loi, l'ouvrier a droit, pour l'incapacité permanente et partielle, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire; que l'infirmité préexistante à l'accident du demandeur, de laquelle excipe l'Etat, défendeur, était indubitablement une gêne pour le demandeur qui était ouvrier ajusteur, mais qu'aussi elle diminuait sa valeur industrielle et influait ainsi forcément sur le montant de son salaire qui était diminué en proportion; que, sans cette infirmité, le salaire eût pu être plus élevé ; que le tribunal n'a donc pas à se préoccuper, pour l'évaluation de l'indemnité due, de cette infirmité préexistante et de ses conséquences ;

« Attendu que, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'expertise subsidiairement sollicitée par l'Etat défendeur, il résulte suffisamment des certificats délivrés par les agents de celui-ci, par les médecins militaires, dont les avis inspirent toute confiance au tribunal, que la diminution de capacité du travail d'ajusteur subie par le demandeur est de la moitié de sa capacité normale avant l'accident ; que cette évaluation est juste, équitable et est accueillie par le tribunal ;

« Attendu que la réduction de salaire que l'accident a fait subir au demandeur est donc de 803 fr. 89 ; que la rente annuelle et viagère à laquelle a droit ce dernier doit donc être fixée à la moitié de cette réduction, soit à la somme réclamée par le demandeur, 401 fr. 95, qui, aux termes de l'art. 3 de la loi prérappelée, doit être payée par trimestre et sans qu'aucune disposition de cette loi autorise les tribunaux à ordonner que les arrérages de la rente seront payables d'avance; que le point de départ de la rente payable à terme échu doit être fixé, du consentement de toutes parties, au 26 décembre 1899, jour de la reprise des travaux par le demandeur, jour où l'on a été absolument fixé sur les conséquences de l'accident et le caractère de l'incapacité; que l'indemnité temporaire due au demandeur qui, depuis le cinquième jour de l'accident, c'est-à-dire du 1er novembre 1899 jusqu'à la prédite date du 26 décembre suivant, avait, aux termes de la loi, droit à la moitié de la moyenne de son salaire journalier, doit être fixée, du consentement de toutes parties, à la somme de 122 fr. 50; qu'il résulte de documents probants fournis au tribunal et qu'il n'est pas dénié par le demandeur que celui-ci a reçu déjà la somme de 122 fr. 55, le surplus des sommes versées étant le produit de son travail ;

« Attendu que cette somme de 122 fr. 55 n'a été versée qu'à valoir sur les indemnités à fixer; qu'elle ne représente nullement la rémunération totale ou partielle d'un travail effectif et doit être imputée sur le règlement des droits du demandeur, en ce sens qu'elle se trouve d'ores et déjà compensée avec pareille somme versée à celui-ci pour indemnités journalières et qu'il n'y a plus lieu d'en tenir compte; que cette imputation est obligatoire; que l'ouvrier demandeur ne saurait, sous aucun prétexte, s'y opposer sérieusement et obtenir ainsi indirectement une indemnité supérieure à celle à laquelle il a droit, ce qui serait absolument contraire à l'esprit et au texte de la loi de 1898, et notamment à l'art. 30 de cette loi ;

« Attendu que, sans s'arrêter aux offres de l'Etat défendeur, lesquelles sont insuffisantes et inopérantes, c'est le cas de condamner celui-ci à payer audit demandeur la rente annuelle et viagère de 401 fr. 95, payable par trimestre, non d'avance, à terme échu, à partir du jour spécifié,

26 décembre 1897, et de le condamner en outre, puisqu'il succombe, aux dépens ;

« Par ces motifs,

« Sans s'arrêter ni à l'expertise inutilement sollicitée par l'Etat défendeur, ni aux offres insuffisantes de ce dernier, dit que l'incapacité dont est atteint l'ouvrier demandeur, par suite de l'accident dont il a été victime le 27 octobre dernier, à l'arsenal, en notre ville, est permanente et partielle; que le salaire annuel du demandeur était, au moment de l'accident, de 1,607 fr. 78; que la diminution de capacité et, partant, de salaire depuis l'accident, est de moitié ;

« Fixe à la somme de 122 fr. 55 le montant des indemnités journalières, et à pareille somme celles touchées;

« Dit qu'elles se trouvent comprises et qu'il n'y a plus lieu d'en tenir compte;

« Fixe à la somme de 401 fr.95 la rente annuelle et viagère due au demandeur ;

« Condamne l'Etat défendeur à payer à ce dernier cette rente annuelle et viagère de 401 fr. 95, payable par trimestre à terme échu, à partir du 26 décembre 1899 ;

« Le condamne en outre aux dépens. »

Appel par l'Etat. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que Blassel prétend que, depuis l'introduction de l'instance, pendant le délibéré, et trois jours avant le jugement du 5 avril 1900, dont appel, sa blessure, qui paraissait consolidée, se serait tout à coup aggravée; qu'il demande à prouver que, le 2 avril, il aurait eu une rechute grave; que cette rechute l'aurait obligé à cesser tout travail; que cette cessation de travail aurait amené, le 15 avril, son congédiement de l'arsenal; que, depuis le 15 avril, il serait incapable d'un travail suivi;

Attendu qu'il est nécessaire, pour la détermination exacte du règlement des indemnités, d'admettre Blassel à prouver ses affirmations ;

Attendu que Blassel demande en outre que, conformément au paragraphe 3 de l'art. 16 de la loi de 1898, l'indemnité temporaire qui lui a été amiablement payée par l'Etat, continue à lui être servie à raison de 2 fr. 15 par jour, jusqu'à la décision définitive; mais que sa prétention est, de ce chef, mal fondée; que le paragraphe 3 de l'art. 16 est sans application dans l'espèce, parce que le droit du blessé à l'indemnité journalière cesse avec la reprise effective et continue du travail par ce dernier; qu'au cas particulier, Blassel, blessé le 27 octobre 1899, a repris effectivement son travail le 26 décembre suivant; qu'il a été employé à l'arsenal d'une façon continue depuis le 26 décembre 1899 jusqu'au 3 avril 1900, soit pendant près de cent jours; que son interruption de travail le 3 avril 1900 ne procède pas d'un fait nouveau, mais est une conséquence de son état antérieur ; qu'il a cessé, par suite, d'être placé sous le régime de l'indemnité journalière à partir du 26 décembre 1899 et que ce régime ne peut plus être invoqué par lui; que Blassel aurait pu sans doute, conformément au paragraphe 4 de l'art. 16, conclure à une provision, prévue par la loi pour des situations analogues à celles où il se trouve, mais qu'il n'y conclut pas; que la provision ne peut pas lui être accordée;

Par ces motifs,

Satuant sur l'appel de l'Etat français, représenté ainsi qu'il est dit aux qualités, d'un jugement du Tribunal civil de Besançon du 5 avril 1900 et sur l'appel incident de Blassel ;

Recoit ces appels contre lesquels aucune fin de non-recevoir n'est proposée, en la forme ;

Et, avant faire droit au fond, tous autres moyens réservés ;

Admet Blassel à prouver, par toutes voies de droit et notamment par témoins, en la forme des enquêtes sommaires : 1° que, le 2 avril, par suite d'une d'une inflammation de l'œil gauche, occasionnée par l'accident dont fut victime Albert Blassel le 27 octobre dernier, cet ouvrier ajusteur-mécanicien fut obligé de cesser à nouveau son travail; 2° que, le 3 avril, ayant été à la visite du docteur Sorel, médecin militaire de l'arsenal, il fut reconnu être dans l'impossibilité de continuer son travail; 3° que, le 10 avril, ayant été soumis à l'examen du docteur Chapay, il fut, à l'aide de l'ophtalmoscope, constaté que le corps étranger incrusté au fond de l'œil gauche avait occasionné une inflammation grave de l'enveloppe de l'œil, nécessitant pendant un certain temps un repos absolu et la privation de lumière; 4° que ce repos ayant été prescrit par le médecin militaire Sorel, le capitaine préposé à la direction du service auquel était attaché Blassel, renvoya cet ouvrier le 15 avril et lui déclara qu'à cause des absences que lui occasionnait sa blessure, il ne pouvait plus l'employer à l'arsenal; 5° que, depuis cette époque, incapable d'un travail suivi, Albert Blassel est resté sans emploi ;

Réserve à l'Etat la preuve contraire, pour, après l'enquête, être, par les parties, conclu, et la cour statuer ce que de droit;

Rejette l'appel incident de Blassel, en ce qu'il tend à l'allocation d'une indemnité journalière ;

Réserve, après l'enquête, de statuer sur le surplus des conclusions des parties ;

Réserve les dépens.

M. Bonne av. gén. — Mes Francey et Grosjean av.

Note. — I. — Sur le premier point : La question tranchée par le jugement recueilli est nouvelle, et nous croyons que la solution, si contraire à l'équité qu'elle puisse paraître dans certains cas, est conforme à l'esprit comme au texte de la loi du 9 avril 1898. La loi part en effet de ce principe que le salaire est toujours en rapport directe de la capacité ou valeur industrielle de l'ouvrier ;

ausssi décide-t-elle que c'est par la comparaison du salaire, avant et après l'accident, que les conséquences préjudiciables de l'accident doivent être appréciées. Il faut reconnaître que le principe est juste, et qu'en fait les choses sont généralement ainsi. Pourtant, on peut aisément trouver des hypothèses où l'équité pourra s'en trouver blessée. Tout d'abord, il est des ouvriers dont l'infirmité n'est pas bien grave et que des patrons consentiront à embaucher par humanité avec un salaire égal à celui des ouvriers de même catégorie n'ayant aucune infirmité; ils réfléchiront désormais sur les dangers qu'il y aurait pour eux à se laisser attendrir et ainsi, la loi, par sa rigueur, en ne laissant aucune place à l'appréciation du juge, se retournera contre les ouvriers qu'elle a pour but de sauvegarder. Il est un cas particulier où l'équité se trouvera encore plus atteinte. On peut supposer telle hypothèse où un ouvrier, étant atteint d'une infirmité constituant une incapacité partielle, va, à raison de cette infirmité antérieure, à la suite d'un nouvel accident, se trouver atteint d'une incapacité absolue. Par exemple, le chef d'industrie a embauché un ouvrier borgne; ce dernier perd l'autre œil à la suite d'un nouvel accident et le voilà atteint d'une incapacité complète de se livrer à tout travail. D'après la jurisprudence préconisée par le jugement recueilli, le patron devra subir les conséquences de cet état de choses qu'il connaissait et qu'il a accepté, et il est presque inutile de rappeler que ces conséquences seront pour lui désastreuses : la rente est en effet, en cas d'incapacité absolue, fixée aux deux tiers du salaire annuel; elle n'est que de la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire en cas d'incapacité partielle.

II. — Sur le second point : L'incapacité partielle permanente est généralement précédée d'une incapacité absolue temporaire nécessitée par les soins qu'exige l'état de la victime de l'accident et pendant laquelle l'indemnité est fixée à la moitié du salaire. Mais, le travail repris, cette rémunération du préjudice subi est suivie par une autre, la rente, dont la quotité peut être modifiée en cas d'aggravation de l'infirmité demeurée comme conséquence de l'accident; mais le régime de l'indemnité du demi-salaire ne peut renaître.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re Ch.)

7 mars 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

DOT. — INALIÉNABILITÉ. — EXCEPTIONS RÉSULTANT DU CONTRAT DE MARIAGE. — 1° SANCTION. — ACTION RÉVOCATOIRE. — ART. 1560 C. CIV. — PRESCRIPTION. — ALIÉNATION A CHARGE DE GARANTIE HYPOTHÉCAIRE. — REPRISE. — 2° RESPONSABILITÉ DE L'ACQUÉREUR. — DÉFAUT DE RENOUVELLEMENT DE L'INSCRIPTION.

1° *L'action révocatoire de l'art. 1560 C. civ. a été édictée dans l'hypothèse normale du régime dotal, où la dot est purement et simplement inaliénable et notamment dans tous les cas où le remploi a été la condition de la validité de l'aliénation.*

Mais, lorsque le contrat de mariage accorde aux époux la faculté d'aliéner la dot à charge d'une garantie hypothécaire destinée à assurer le recouvrement de la reprise, autorisant ainsi la conversion de la dot immobilière en une simple reprise grevant hypothécairement les biens offerts en gage et plaçant l'aliénation à l'abri de toute action en nullité, la seule action qui puisse appartenir à la femme dotale, au cas où les garanties promises sont devenues inefficaces, est l'action en nullité du prix de l'aliénation.

Et cette action, par le but auquel elle tend, est une action mobilière, prescriptible par dix ans, exclusive de tout caractère d'indivisibilité ou de solidarité.

Vainement la femme dotale chercherait-elle à présenter son action comme basée sur les art. 1382 et suivants C. civ. pour lui donner le caractère d'une action en dommages-intérêts indivisible et prescriptible seulement par trente ans.

2° *Lorsqu'aux termes du contrat de mariage d'époux dotaux, l'aliénation des immeubles dotaux est autorisée à la condition que la reprise du prix soit assurée par bonne et valable hypothèque sur les biens d'une caution, l'acquéreur d'un immeuble dotal est tenu de veiller au renouvellement de l'inscription hypothécaire prise sur les biens de ladite caution, à peine de nullité de la vente au cas où, par suite du défaut de renouvellement en temps utile, la reprise de la femme serait devenue impossible.* (Résolu par le jugement).

Veuve Leblond c. époux Tournouer.

Le Tribunal civil de Dieppe avait rendu le 24 janvier 1899 le jugement suivant :

« Attendu que, suivant procès-verbal d'adjudication de Me Leclercq, notaire à Offranville, en date du 20 septembre 1861, Lucas s'est rendu acquéreur de divers immeubles provenant des communauté et succession des époux Dubuc et indivis entre la veuve Dubuc et ses deux filles, les dames Leblond et Boulard;

« Attendu que la part revenant à la dame Leblond-Dubuc dans le prix d'adjudication s'est élevée à 19,500 francs;

« Attendu que la dame Leblond-Dubuc était mariée sous le régime dotal, aux termes de son contrat de mariage reçu par Me Delabique, notaire à Ouville-la-Rivière, le 10 janvier 1859, enregistré;

« Attendu qu'aux termes de l'art. 8 du contrat, la future épouse se réservait le droit de vendre ou aliéner ses immeubles dotaux à charge d'employer le prix, ou sous cette condition que la reprise du prix serait assurée par bonne et va-

lable hypothèque sur les biens du mari, ou sur ceux d'une caution;

« Attendu que, suivant quittance reçue le 28 mars 1862, par Me Leclercq, Lucas a versé aux époux Leblond la somme de 19,500 francs, montant du prix ci-dessus énoncé; que, pour garantir à la dame Leblond-Dubuc la reprise de cette somme, les époux Leblond-Robert se sont, par acte du même jour 28 mars 1862, obligés comme cautions solidaires au profit de la dame Leblond-Dubuc, de telle sorte que Lucas ne fût jamais inquiété ni recherché; qu'en outre, pour assurer l'efficacité du cautionnement, les époux Leblond-Robert ont consenti hypothèque sur divers immeubles leur appartenant, sis à Bacqueville, Hurtot-sur-Mer, Offranville et Saint-Aubin-sur-Scie, avec subrogation dans l'hypothèque légale de la dame Leblond-Dubuc et, au besoin, au profit de Lucas ;

« Attendu que l'hypothèque a été régulièrement inscrite en 1862, renouvelée en 1871, mais que cette formalité a été omise en 1881 ; que, par suite du défaut de renouvellement de l'inscription hypothécaire, la créance de la dame Leblond-Dubuc se trouve actuellement primée par diverses créances ;

« Attendu que la dame Leblond-Dubuc, se fondant sur l'inefficacité du cautionnement, a introduit contre les consorts Tournouer et Fouquet une action tendant à obtenir le remboursement de la somme de 17,600 francs lui restant due sur le prix de vente et, à défaut de ce remboursement, la résolution même de la vente ; que, par ses conclusions, elle demande au principal la nullité de la vente, à défaut de remploi régulier et valable, si mieux n'aiment les héritiers Lucas leur verser la somme de 17,600 francs;

« En ce qui concerne les consorts Tournouer :

« Attendu que les consorts Tournouer font valoir qu'ayant été assignés le 20 novembre 1897, c'est-à-dire plus de dix ans après la dissolution du mariage de la dame Leblond, ils sont en droit d'opposer à l'action dirigée contre eux et dont ils contestent d'ailleurs le bien fondé, la prescription édictée par l'art. 1304 C. civ. ;

« Attendu que la demanderesse soutient que l'obligation d'assurer et de surveiller le remploi, qui incombe à tout acquéreur d'un immeuble dotal, est de sa nature indivisible; qu'il en est de même de l'action en nullité qui appartient à la femme en cas d'inexécution de cette obligation; que, par suite, l'assignation du 14 août 1897, dirigée contre la dame Fouquet, l'une des héritières de Lucas, a eu pour résultat d'interrompre la prescription à l'égard de tous les autres héritiers, suivant les dispositions de l'art. 2249 § 2 C. civ. ;

« Attendu qu'il convient de rechercher quelle est la nature du recours que la dame Leblond peut être en droit d'exercer contre l'acquéreur ou ses représentants, en vertu des stipulations du contrat de mariage ;

« Attendu qu'aux termes de l'art. 8 dudit contrat, il a été stipulé que la future épouse pourrait, sous la seule autorisation de son mari, sans formalités de justice ni estimation préalable, vendre ou aliéner tout ou partie de ses biens immeubles, pourvu que le prix provenant de ces aliénations soit, au moment de sa réception, employé à acquitter des dettes diverses personnelles à l'épouse par suite de succession, donation ou legs, au remploi en acquisition d'autres biens immeubles d'égale valeur, ou bien pourvu que la reprise dudit prix soit assurée à celle-ci par bonne et valable hypothèque sur les biens personnels du mari ou sur ceux d'une caution, ou bien encore pourvu que le prix soit employé en rentes sur l'Etat français ;

« Attendu que la reprise de ce prix a été garantie à la dame Leblond par les époux Leblond-Robert, comme cautions solidaires, avec constitution d'hypothèque sur divers immeubles appartenant à ce dernier ;

« Attendu que, d'après les prescriptions du contrat de mariage, la validité de l'aliénation des immeubles dotaux n'était pas soumise à la condition nécessaire d'un remploi ; qu'il appartenait aux époux d'opter entre un remploi proprement dit et une garantie hypothécaire; que cette distinction entre le remploi et les sûretés garantissant la reprise du prix est nettement précisée dans l'exposé même de l'acte de cautionnement du 18 mars 1862 portant ce qui suit : « On voit « par cette disposition du contrat de mariage que « la moitié revenant à la dame Leblond dans le « prix de la vente faite à Lucas peut être touché « sans emploi obligatoire, pourvu que la reprise « en soit assurée par une garantie hypothécaire » ;

« Attendu que l'obligation de fournir une garantie hypothécaire n'équivaut pas à l'obligation de remploi; qu'il ne s'agit plus d'une condition à laquelle l'encaissement du prix se trouve subordonné; qu'en fait le contrat de mariage des époux Leblond leur conférait le pouvoir d'aliéner librement les immeubles dotaux; qu'il était loisible aux époux de transformer, par le seul fait de l'aliénation, la dot immobilière en une créance dotale, sous cette réserve que la reprise du prix serait effectivement garantie;

« Attendu, par suite, que toute aliénation con-

sentie dans ces conditions doit être considérée comme définitive au regard de l'acquéreur; que, dès lors, la dame Leblond ne puise pas dans son contrat de mariage le droit d'exercer contre les héritiers la nullité du paiement en cas d'insuffisance des garanties stipulées; que les droits de la dame Leblond se résolvent ainsi en une créance essentiellement mobilière et divisible;

« Attendu qu'il résulte, d'une part, qu'aux termes de l'art. 1220 C. civ., chacun des héritiers Lucas ne pouvait être poursuivi que pour sa part et portion héréditaire, et d'autre part, que l'assignation délivrée le 17 août 1897 aux époux Fouquet n'a pu avoir pour résultat d'interrompre la prescription au regard des consorts Tournouer;

« Attendu, enfin, que l'application de l'art. 1304 ne doit pas être restreinte aux actions en nullité ou en rescision de convention; qu'elle s'étend à tous actes, d'où résulte un engagement, une renonciation, une décharge et qui confèrent des droits au bénéficiaire; qu'ainsi la prescription de dix ans peut être valablement opposée à l'action en nullité ou rescision dirigée, soit contre un paiement, soit contre une quittance; qu'il s'agit en l'espèce d'une action de cette nature soumise par conséquent à la prescription décennale;

« Attendu que les consorts Tournouer, qui n'auraient dû, dans tous les cas, être poursuivis que dans la proportion de leur part héréditaire, n'ont été asignés qu'à la date du 20 novembre 1897, c'est-à-dire plus de dix ans à partir de la dissolution du mariage des époux Leblond; qu'ils sont bien fondés, par suite, à opposer la prescription à l'action intentée contre eux par la dame Leblond et qui doit être déclarée non recevable en ce qui les concerne;

« 2° En ce qui concerne les époux Fouquet :

« Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la veuve Leblond est mal fondée au regard des époux Fouquet comme des consorts Tournouer à demander la nullité de la vente du 20 septembre 1861, comme n'ayant pas fait l'objet d'un remploi régulier; que, d'autre part, en raison du caractère essentiellement divisible de l'action en nullité de paiement dont la veuve Leblond est seulement investie, les époux Fouquet ne peuvent être poursuivis que dans la proportion de leur part héréditaire, c'est-à-dire jusqu'à concurrence du tiers, Lucas ayant laissé trois enfants, la dame Tournouer, la dame Fouquet et Edouard Lucas. qui n'a pas été appelé en cause;

« Attendu qu'il reste à rechercher si, conformément aux stipulations du contrat de mariage, la reprise du prix de vente a été garantie par une bonne et valable hypothèque;

« Attendu que la dame Leblond soutient, en effet, que l'acquéreur ou ses représentants n'ont pas rempli les obligations qui leur incombaient, en ne veillant pas en 1881 au renouvellement de l'inscription hypothécaire prise sur les immeubles des époux Leblond-Robert, cautions solidaires; qu'ils sont responsables, par suite, de l'inefficacité du cautionnement, qui a été le résultat du défaut de renouvellement;

« Attendu que les défendeurs opposent que les immeubles sur lesquels hypothèque a été conférée par les époux Leblond-Robert étaient, lors du cautionnement, pleinement suffisants pour garantir la reprise du prix de vente; que cette hypothèque a été régulièrement inscrite le 19 avril 1862 et qu'à cette époque cette inscription n'était primée par aucune autre; que les consorts Fouquet se croient ainsi bien fondés à soutenir que leur auteur avait accompli toutes les obligations qui lui incombaient, et qu'il appartenait à la dame Leblond, séparée de biens depuis le 25 août 1881, de veiller à la conservation de ses droits;

« Attendu que c'est incontestablement à l'époque de l'aliénation qu'il convient de se placer pour apprécier si les immeubles affectés à la sûreté de la reprise avaient une valeur suffisante; que l'acquéreur ne pourrait être garant de la dépréciation que, postérieurement à l'acquisition, les immeubles auraient pu subir par suite d'une cause quelconque;

« Mais, attendu que le contrat de mariage imposait à l'acquéreur l'obligation de ne payer son prix qu'autant que la reprise de ce prix serait garantie par une bonne et valable hypothèque;

« Attendu que l'hypothèque ne constitue une sûreté qu'autant qu'elle est inscrite et que le renouvellement de l'inscription est opéré en temps utile; qu'il appartenait à l'acquéreur ou à ses représentants de veiller aussi bien à l'inscription de l'hypothèque qu'à son renouvellement, afin que la sûreté stipulée ne fût pas dépourvue d'efficacité;

« Attendu que cette interprétation du contrat de mariage se trouve pleinement confirmée par les stipulations de l'acte de cautionnement du 28 mars 1862, qui a été revêtu de la signature de Lucas; que, prévoyant la nécessité d'un renouvellement, les parties ont stipulé que justification de ce renouvellement devait être faite à Lucas et que, sinon, ce dernier pourrait lui-même faire inscrire aux frais des époux Leblond;

« Attendu que l'énonciation suppose bien que les obligations de Lucas ne se trouvaient pas en-

tièrement accomplies aussitôt après la constitution d'hypothèque, qu'il lui incombait encore de veiller au renouvellement de l'inscription ;

« Attendu que c'est en vue de couvrir Lucas de toute responsabilité ultérieure que la dame Leblond-Robert a subrogé, en tant que de besoin, Lucas dans l'effet de son hypothèque légale ;

« Attendu enfin qu'aux termes du même acte, les époux Leblond-Robert se sont réservé le droit d'exiger l'emploi du prix de vente ou, à défaut d'emploi, le remboursement de ce prix en leurs mains; qu'il était spécifié que justification de l'emploi devait être faite à Lucas, à qui incombait ainsi manifestement un devoir de surveillance ;

« Attendu que les représentants Lucas n'ayant pas rempli ainsi les obligations auxquelles ils étaient tenus en vertu du contrat de mariage, sont responsables de l'inefficacité du cautionnement;

« Attendu qu'on ne saurait objecter qu'en principe l'acquéreur d'un immeuble dotal n'est pas tenu de surveiller la gestion de l'immeuble acquis en remploi, ni de s'assurer si les époux ou la femme, après la séparation de biens, ont eu soin de faire en temps utile tous actes conservatoires; qu'en effet, il n'existe aucune analogie entre des actes de gestion ou d'administration, que l'acquéreur serait sans qualité pour faire, et le renouvellement d'une inscription hypothécaire, qu'il a expressément reçu le pouvoir d'opérer; qu'il importe peu, d'autre part, que la dame Leblond ait été séparée de biens et que ses reprises aient été liquidées vers l'époque où le renouvellement aurait dû avoir lieu; qu'en effet, la séparation de biens n'a pas pour effet de diminuer les garanties résultant de la dotalité;

« Attendu que, si la dame Leblond, dont l'attention aurait dû être éveillée lors de la liquidation de ses reprises sur la nécessité du renouvellement de l'inscription hypothécaire, a commis une négligence, elle n'en est pas moins bien fondée, alors qu'aucun quasi-délit n'est articulé contre elle, à invoquer contre les représentants de l'acquéreur la responsabilité qui leur incombe en vertu des stipulations du contrat de mariage;

« Attendu, enfin, que les représentants Lucas ne sauraient se prévaloir de ce fait qu'ils n'ont pas connu les charges pouvant grever les immeubles acquis par leur auteur, étant donné que ni ces immeubles, ni les titres de propriété les concernant n'ont jamais été en leur possession ; que la situation rigoureuse qui est faite aux représentants de l'acquéreur n'est qu'une conséquence du régime dotal et des obligations qui en découlent; qu'ils sont, en effet, tenus des dettes et obligations contractées par leur auteur, alors même qu'ils en auraient ignoré l'existence;

« Attendu qu'il n'est pas méconnu que, dans l'ordre ouvert sur le prix des immeubles affectés hypothécairement à la reprise du prix de vente, la veuve Leblond ne pourra être utilement colloquée; qu'elle est bien fondée, dès lors, à faire prononcer la nullité du paiement effectué le 28 mars 1862 et à poursuivre contre les représentants de l'acquéreur le recouvrement de sa reprise ;

« Attendu qu'aux termes des art. 873 et 1220 C. civ., tout cohéritier est tenu, vis-à-vis des créanciers de l'hérédité, de chacune des dettes et charges qui la grevaient, dans la proportion de sa part héréditaire, de la part pour laquelle la loi l'appelle à la succession en qualité de représentant du défunt;

« Attendu que l'application de ce principe est indépendante des résultats et des stipulations du partage, sauf, pour le cohéritier qui a payé au-delà de sa part contributoire, la faculté de recourir contre ceux de ses cohéritiers ou des successeurs universels auxquels le paiement aurait profité;

« Attendu que la dame Fouquet doit ainsi, dans la proportion de sa part héréditaire c'est-à-dire jusqu'à concurrence du tiers, être tenue d'indemniser la veuve Leblond de la perte qu'elle subit par suite de l'inefficacité du cautionnement; qu'il y a lieu d'ailleurs de donner acte à Fouquet de ce qu'il ne figure dans l'instance que pour autoriser la dame Fouquet;

« Sur les dépens :

« Attendu que la veuve Leblond succombe, en totalité en sa demande au regard des consorts Tournouer, et en partie au regard des époux Fouquet ; que les dépens doivent ainsi être supportés par la veuve Leblond et les époux Fouquet, à l'exclusion des consorts Tournouer ; que la proportion dans laquelle chacune des parties succombe doit servir de base à la répartition; qu'il y a lieu de faire masse des dépens, en partie communs aux parties en cause, et de dire qu'ils seront supportés pour un tiers par les consorts Tournouer et pour deux tiers par la veuve Leblond;

« Par ces motifs,

« Déclare la veuve Leblond autant non recevable que mal fondée en sa demande tendant à faire prononcer la nullité de la vente du 20 septembre 1861;

« Déclare nul au contraire, au regard de la veuve Leblond, et ce, à défaut d'accomplissement des conditions imposées par le contrat de

mariage, le paiement du prix de vente effectué par Lucas le 28 mars 1862;

« Dit, en conséquence, la veuve Leblond bien fondée en son action tendant à obtenir le remboursement du solde du prix de vente ;

« Dit, toutefois, que cette action est prescrite au regard des consorts Tournouer;

« Déclare, en conséquence, la veuve Leblond non recevable en sa demande au regard desdits consorts Tournouer ;

« La condamne aux dépens de ce chef;

« Donne acte à Fouquet de ce qu'il déclare ne figurer dans l'instance qu'à l'effet d'autoriser la dame Fouquet;

« Dit que la dame Fouquet est tenue de rembourser à la veuve Leblond le solde du prix de vente, mais dans la proportion de sa part héréditaire seulement, c'est-à-dire jusqu'à concurrence du tiers et sauf tel recours qu'elle serait en droit d'exercer;

« Condamne, en conséquence, la dame Fouquet, assistée de son mari, à payer à la demanderesse la somme de 5,866 fr.66, avec les intérêts de droit;

« Fait masse des dépens et dit qu'ils seront supportés par la dame Fouquet jusqu'à concurrence de un tiers, et par la veuve Leblond jusqu'à concurrence de deux tiers, en ce compris les dépens de Me Chiroye, avoué.

La veuve Leblond a interjeté appel de ce jugement à l'encontre des époux Tournouer. Ceux-ci se sont portés appelants incidemment. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que les premiers juges ont à bon droit accueilli le moyen de prescription invoqué par les consorts Tournouer, en décidant, par voie d'interprétation du contrat de mariage des époux Leblond, que la dame Leblond ne pouvait à aucun titre intenter l'action révocatoire de l'art. 1560 C. civ.;

Attendu, en effet, qu'aux termes de leur contrat de mariage, les époux Leblond avaient la faculté d'aliéner la dot, à charge soit d'un emploi immobilier, soit d'une garantie hypothécaire destinée à assurer le recouvrement de la reprise et qu'en cas d'option pour la garantie hypothécaire, comme dans l'espèce, ils entendaient par cela même convertir la dot immobilière en une simple reprise grevant hypothécairement les biens offerts en gage et placer ainsi l'aliénation à l'abri de toute action en nullité;

Attendu que l'action révocatoire de l'art. 1560 a été édictée dans l'hypothèse normale du régime dotal, où la dot est purement est simplement inaliénable et notamment dans tous les cas où le remploi a été la caution de la validité de l'aliénation ; mais que tout autre est le cas du contrat de mariage des époux Leblond où, par la volonté des contractants qui fait la loi des parties et des tiers acquéreurs, ce n'est pas pour l'aliénation du bien dotal, mais seulement pour le prix de cette aliénation que des sûretés ont été exigées au cas arrivé d'une option pour une garantie hypothécaire et que, par suite de cette option irrévocable et définitivement acquise aux tiers acquéreurs, la seule action qui puisse légalement appartenir à la dame Leblond est l'action en nullité du prix de l'aliénation, si les garanties promises sont devenues inefficaces;

Attendu que cette action, par le but auquel elle tend, est une action mobilière, prescriptible par dix ans, exclusive de tout caractère d'indivisibilité ou de solidarité et que l'interpellation, valablement faite à un des héritiers de l'acquéreur, n'a pu produire ses effets interruptifs à l'égard des autres cohéritiers, les consorts Tournouer, qui sont, dès lors, bien fondés à se prévaloir de la prescription de l'art. 1304;

Attendu qu'il n'échet dans ces conditions de statuer sur l'appel incident, non plus que sur les conclusions du fond, lesquelles sont sans objet par l'effet de la non-recevabilité de la demande;

Attendu que, par ses conclusions d'appel, la dame Leblond demande subsidiairement que les consorts Tournouer soient condamnés à réparer les conséquences dommageables de la faute commise par leur auteur en ne renouvelant pas l'inscription hypothécaire de 1881;

Attendu qu'il soutient que son action, en tant que fondée sur l'article 1382, n'est prescriptible que par trente ans, et qu'en tout cas fût-elle soumise à la prescription décennale, s'agissant d'une obligation indivisible telle que l'obligation de renouveler une inscription, l'assignation du 14 août 1897 dirigée contre la dame Fouquet a été interruptive de la prescription à l'égard de tous les coobligés;

Mais, attendu que cette demande qui n'est qu'une transformation déguisée de la demande originaire, doit être repoussée par les mêmes motifs qui ont fait écarter la demande principale ; que l'action de l'art. 1382 se confond manifestement avec l'action en nullité résultant soit du défaut de remploi, soit du défaut de paiement régulier du prix de l'aliénation, qui a été soumise par l'art. 1304 à la prescription décennale ; que, s'il en était autrement, la femme dotale pourrait toujours, après la prescription acquise, faire revivre son action par voie de dommages-intérêts et éluder ainsi les dispositions de l'art. 1304 protectrices du droit des tiers ;

Attendu, d'autre part, que le manquement à l'obligation de renouveler une inscription hypothécaire, comme tout manquement à une obligation de faire, ne peut se résoudre au profit du créancier que par une action personnelle et mobilière en dommages-intérêts, soumise incontestablement au principe de la divisibilité visé par l'art. 1220, à l'exclusion par cela même de l'application de l'art. 2249; qu'il y a lieu, dans ces conditions, de repousser les conclusions subsidiaires de la dame Leblond ;

Attendu que l'appelant qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

Parties ouïes en leurs conclusions, M. l'avocat général entendu; après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur l'appel principal et y faisant droit,

Sans s'arrêter, ni avoir égard à toutes fins et conclusions contraires de la dame Leblond et en rejetant comme non recevable sa demande en dommages-intérêts;

Met l'appellation à néant et confirme le jugement attaqué en ce qu'il a déclaré prescrite au regard des consorts Tournouer l'action de la dame Leblond;

Ordonne que ce jugement sortira son plein et entier effet;

Dit n'y avoir lieu de statuer sur les conclusions du fond, non plus que sur les conclusions de l'appel incident;

Condamne la dame Leblond à l'amende et aux nouveaux dépens.

M. Réguis av. gén. — Mes Marais et Busson-Billault (ce dernier du barreau de Paris) av.

Note. — I.-II. — Sur les deux points : Il a été jugé déjà dans le sens de l'arrêt recueilli que, lorsque le contrat de mariage autorise l'aliénation d'un immeuble dotal à charge par le mari de fournir sur ses biens une hypothèque suffisante pour en assurer la restitution à la future ou aux tiers, cette condition se rapporte exclusivement à la validité du paiement et nullement à la validité de la vente : Grenoble 4 mai 1885 (Gaz. Pal. T. Q. 1882.87, v° Dot, n° 126. Rec. Grenoble 1885.209). Rapp. également de l'arrêt recueilli : Cass. 25 février 1856 (S. 57.1.26 — D. 56.1.325); Pau 26 février 1868 (S. 68.2.73 — D. 68.2.132); Caen 23 juin 1876 (S. 77.2.121.)

Quant à l'action en nullité ou révocation de la vente de l'immeuble dotal, elle se prescrit en principe par dix ans, qui commencent à courir du jour de la dissolution du mariage : Cass. 31 mars 1841 (S. 41.1.397).

187

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

14 mai 1900.

Présidence de M. Tanon.

RESPONSABILITÉ. — ACCIDENT. — ANIMAL. — PROPRIÉTAIRE. — PRÉSOMPTION DE FAUTE. — PREUVE CONTRAIRE. — IMPRUDENCE DE LA VICTIME.

La présomption légale de faute, qui existe à la charge du propriétaire d'un animal, par la faute duquel un accident est arrivé, est susceptible d'être détruite par la preuve contraire, que le propriétaire, contre lequel on invoque ladite présomption, est recevable à administrer, que la personne, qui a subi le dommage, a été, en réalité, la victime de sa propre faute ou d'un cas fortuit.

Guy c. Auriol.

La Cour,

Sur l'unique moyen du pourvoi, tiré de la violation de l'art. 1385 C. civ. :

Attendu qu'il n'est pas exact de prétendre avec le pourvoi, que l'arrêt attaqué n'a point tenu compte de la présomption légale de faute qui existe à la charge du propriétaire d'un animal, par la faute duquel un accident est arrivé; qu'il résulte, au contraire, des déclarations dudit arrêt que cette présomption est indiscutable; mais qu'elle ne laisse pas moins à celui contre lequel on l'invoque, le droit de la combattre et de prouver que la personne qui a subi le dommage fut en réalité la victime de sa propre faute, ou d'un cas fortuit;

Or, attendu qu'il résulte également, en fait, tant des constations du même arrêt, que des dépositions recueillies dans l'enquête, que le cheval du défendeur éventuel n'était vicieux en aucune façon, qu'il était docile au commandement et facile à conduire; que, s'il lui arrivait parfois de partir sans être commandé, ce défaut lui était commun avec beaucoup d'autres animaux de son espèce; que, dans tous les cas, le demandeur, par la nature des fonctions qu'il remplissait depuis plus d'un mois, devait connaître cette particularité; qu'au moment où l'accident s'est produit, le cheval n'avait fait aucun mouvement désordonné; qu'il était parti au pas et s'était arrêté lui-même, dès que son conducteur s'était trouvé renversé;

Attendu que l'arrêt déclare, en outre, que, dans de telles circonstances, il apparaît que la cause de l'accident doit être attribuée au défaut de vigilance et à l'inattention du demandeur, à son imprudence et à sa confiance téméraire en son agilité qui le portait, malgré ses soixante ans d'âge, à monter sur le siège tout particulièrement élevé d'un camion, sans prendre les précautions nécessaires;

Attendu qu'en déclarant, dans cet état de constatations souveraines, que l'action du demandeur était dénuée de fondement juridique et qu'il y avait lieu de la rejeter, l'arrêt attaqué, loin de violer le texte invoqué, n'en a fait, au contraire, qu'une exacte application;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé par le sieur Guy contre l'arrêt de la Cour d'appel de Toulouse du 18 mars 1899.

M. Loubers rapp.; Mérillon av. gén. — Me Frénoy av.

Note. — La jurisprudence est fixée en ce sens par de nombreux arrêts : Cass. 8 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.1.286) et la note. V. également Cass. 1er février 1892 (Gaz. Pal. 92.1.369); Paris 14 avril 1892 (Gaz. Pal. 92.1.737).

COUR D'APPEL DE ROUEN (CH. CORR.)

11 mai 1900.

Présidence de M. Girard.

(DEUX ARRÊTS)

AGENT DIPLOMATIQUE. — IMMUNITÉS. — CONSULS ET VICE-CONSULS. — ACTES ACCOMPLIS DANS L'EXERCICE OU EN DEHORS DE L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS OFFICIELLES. — DIFFAMATION ET INJURE.

Les consuls et vice-consuls ne jouissent pas, à moins de conventions spéciales, des privilèges accordés aux agents diplomatiques, notamment du privilège d'exterritorialité et de juridiction; ils demeurent, comme tous autres étrangers, soumis en France aux lois de police et de sûreté et sont, à ce titre, justiciables des tribunaux français. (1er arrêt.)

Il en est ainsi, du moins, à l'égard des actes qu'ils accomplissent comme personnes privées en dehors des limites de leurs fonctions officielles. (2e arrêt.)

Mais il n'en est plus de même à l'égard des actes qu'ils accomplissent en qualité de consuls : quelques différentes que leurs attributions soient de celles des ministres diplomatiques, ils doivent jouir d'une certaine immunité personnelle tant qu'ils restent dans les limites de leurs fonctions officielles et que l'ordre public n'est pas compromis; et il ne s'agit pas là d'une exception de juridiction, mais d'une immunité essentielle qui procède de l'institution même des consuls et qui est commandée par les règles de la courtoisie internationale (1er arrêt).

Spécialement, les tribunaux français sont compétents pour connaître du délit de diffamation ou d'injures accompli par un vice-consul à l'encontre d'un de ses nationaux en dehors des limites de ses fonctions officielles (2e arrêt).

Mais ils sont incompétents pour connaître des mêmes délits commis par ledit vice-consul en cette qualité (1er arrêt).

1er arrêt. — Murphy c. Lee Jortin.

Le Tribunal correctionnel de Dieppe avait rendu, le 22 janvier 1900, le jugement suivant :

« Attendu que Lee Fortin, vice-consul d'Angleterre à Dieppe, est poursuivi devant le Tribunal correctionnel de Dieppe à la requête de Murphy, sujet anglais, pour diffamation et ininjures publiques, par application des art. 23, 29, 32, 33, loi du 29 juillet 1881 ; que Murphy allègue dans sa citation que, le 17 octobre 1899, à 11 h. 1/2 du matin, à Dieppe, dans les bureaux du consulat, Lee Jortin l'aurait diffamé et injurié publiquement en présence de trois journalistes, en lui disant en anglais : « Vous êtes un « ivrogne ; vous savez bien que vous êtes un « ivrogne » ; que Murphy réclame à Lee Jortin, à titre de réparation du préjudice qui lui aurait été causé, une somme de 10,000 francs et demande en outre l'insertion dans divers journaux du jugement à intervenir ;

« Attendu que le ministère public conclut à l'incompétence du tribunal ; que Lee Jortin déclare donner adjonction à cette exception et prétend d'ailleurs n'avoir pas tenu les propos visés dans la citation ;

« Attendu qu'il résulte de l'enquête que, le 17 octobre dernier, les sieurs Wilby, Strong et Caumaz, journalistes anglais, accompagnés de Murphy, se rendirent au vice-consulat d'Angleterre pour demander à Lee Jortin des renseignements sur les circonstances dans lesquelles avait eu lieu l'arrestation de Murphy au mois de juillet précédent; que Lee Jortin fit connaître à ses interlocuteurs que, pouvant être chargé d'une enquête officielle, il était tenu à une grande réserve ;

« Attendu que, toutefois, sur le reproche qui lui fut adressé de n'avoir pas prêté son concours à Murphy, Lee Jortin, s'adressant à ce dernier, lui aurait dit : « Vous étiez ivre ce jour-là; vous « savez bien que vous êtes un ivrogne ; nous avons « tous nos moments de faiblesse ; vous avez été « vu en état d'ivresse à Dieppe, à différentes re« prises. » (témoins Wilby et Strong);

« Attendu que le sieur Walis, secrétaire du consulat, affirme au contraire que Lee Jortin ne s'est pas servi des expressions rapportées par les témoins ; qu'il aurait seulement fait observer à Murphy qu'il avait la réputation de s'être mal conduit au casino et de « boire de trop », et aurait ajouté, sur la protestation de Murphy ; « Par« donnez-moi, vous savez bien que vous avez l'ha« bitude de quelquefois prendre de trop. »

« Attendu que les propos incriminés, sur la teneur desquels les témoins sont ainsi en désaccord, ont été tenus au vice-consulat d'Angleterre, dans le bureau du vice-consul; que Lee Jortin était interpellé comme vice-consul sur les raisons qui l'avaient empêché de prêter son concours à un de ses nationaux, à l'occasion de difficultés avec les autorités françaises ; qu'il était ainsi dans l'exercice de ses fonctions, lorsqu'il manifestait les raisons qui l'avaient empêché d'intervenir ou qui avaient limité son intervention ;

« Attendu que les consuls et vice-consuls ne

jouissent pas, à moins de conventions spéciales, des privilèges d'exterritorialité et de juridiction ; qu'ils demeurent, comme tous autres étrangers, soumis en France aux lois de police et de sûreté et qu'ils sont à ce titre justiciables des tribunaux français ; que, s'il en est ainsi toutefois lorsque les consuls ont agi comme personnes privées, il n'en est plus de même lorsqu'ils ont agi en qualité de consuls ;

« Attendu que si, en effet, les consuls et vice-consuls ne sont point des agents diplomatiques, ils doivent cependant être considérés comme des officiers publics d'un souverain étranger, chargés par ce souverain de défendre les intérêts de leurs nationaux auprès des autorités étrangères et investis sur ces nationaux d'une magistrature réelle dont les lettres d'exequatur leur garantissent le libre exercice ; que, dès lors, et à raison de leurs attributions, quelque différentes qu'elles soient de celles des ministres diplomatiques, ils doivent jouir d'une certaine immunité personnelle, tant qu'ils restent dans les limites de leurs fonctions officielles et que l'ordre public n'est pas compromis ; qu'il ne s'agit pas là d'une exception de juridiction, mais d'une immunité essentielle qui procède de l'institution même des consuls et qui est commandée par les règles de la courtoisie internationale ;

« Attendu, en effet, que les consuls seraient dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions avec toute l'indépendance qu'elles comportent, s'ils pouvaient être, de la part de leurs propres nationaux, l'objet de poursuites devant les tribunaux français à raison d'actes qu'ils ont accomplis ou même de simples propos qu'ils ont tenus en leur qualité officielle ; que c'est précisément en sa qualité officielle de vice-consul que Lee Jortin a fait connaître à Murphy et aux personnes qui l'accompagnaient les motifs qui l'avaient déterminé à refuser son concours ; qu'il n'appartient au tribunal d'apprécier et de contrôler ni l'exactitude de ces motifs, ni la forme plus ou moins vive des expressions employées ; qu'en l'espèce Lee Jortin ne peut être responsable de ses actes et des propos qu'il a pu tenir que devant son propre gouvernement ;

« Attendu qu'il n'y a lieu, dès lors, de rechercher si les propos incriminés sont matériellement établis, etc. ;

« Par ces motifs,

« Se déclare incompétent » ;

« Condamne Murphy, partie civile, aux dépens ».

Appel par Murphy. — Arrêt :

LA COUR,

Déclare recevable en la forme l'appel interjeté par Murphy d'un jugement rendu entre les parties par le Tribunal correctionnel de Dieppe, le 22 janvier 1900, et par lequel le tribunal s'est déclaré incompétent pour connaître de l'action dirigée par Murphy contre Lee Jortin pour réparation de prétendues diffamations et injures publiques ;

Au fond :

Dit cet appel, ensemble les conclusions de Murphy mal fondés, l'en déboute.

Et, par les motifs des premiers juges, lesquels répondent suffisamment aux conclusions prises tant en première instance que devant la cour au nom de Murphy ;

Confirme ledit jugement en toutes ses dispositions ;

Condamne Murphy, partie civile et appelant, aux nouveaux dépens.

M. GUIRAL av. gén. — Mes LAILLIER (du barreau de Paris) av.

2e Arrêt. — Murphy c. Lee Jortin.

Le Tribunal correctionnel de Dieppe avait rendu, le 19 mars 1900, le jugement suivant :

« Attendu que Lee Jortin, vice-consul d'Angleterre à Dieppe, est poursuivi devant le tribunal correctionnel à la requête de Murphy, sujet anglais, comme complice des délits de diffamation et d'injures, tels qu'ils sont prévus et punis par les art. 23, 29, 32, 33, 42, 43 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, 59 et 60 C. pén. ;

« Attendu que Murphy incrimine différents passages d'une lettre écrite par Lee Jortin à l'éditeur du journal anglais *le Times* et publiée en traduction dans le journal *la Vigie de Dieppe*, n° du 19 janvier dernier, lettre commençant par ces mots : « Au rédacteur du *Times*. Monsieur, « vous avez publié dernièrement une lettre de sir « C. G. Howard Vincent » et finissant par ceux-ci : « Dans une ville comme Dieppe où les visi- « teurs anglais sont aussi bien accueillis qu'ils « le sont à Cannes, d'après ce qu'en écrit sir Ho- « ward Vincent. Je suis Monsieur, votre obéis- « sant serviteur. Lee Jortin, vice-consul ; vice- « consulat britannique, quai Henri IV, 8 jan- « vier » ; que Murphy réclame à Lee Jortin, à titre de réparation du préjudice qui lui aurait été causé, une somme de 10,000 francs et demande, en outre, l'insertion dans divers journaux du jugement à intervenir ;

« Attendu que Lee Jortin oppose une exception d'incompétence tirée de sa qualité de vice-consul d'Angleterre ; que, subsidiairement, invoquant sa bonne foi, il demande le rejet de l'action de

Murphy comme autant non recevable que mal fondée ;

« Attendu que le ministère public conclut au rejet de l'exception d'incompétence soulevée par Lee Jortin et soutient que le délit reproché par Murphy à Lee Jortin n'est pas suffisamment caractérisé ;

« Sur l'exception d'incompétence :

« Attendu que, s'il est vrai que les consuls et vice-consuls jouissent à raison de leurs attributions d'une certaine immunité personnelle, il n'en est ainsi qu'autant qu'ils restent dans les limites de leurs fonctions officielles ; qu'en fait il n'apparaît pas, dans l'espèce, que Lee Jortin, en écrivant la lettre incriminée, ait agi en sa qualité de vice-consul ; que l'envoi de cette lettre ne rentrait pas dans ses attributions consulaires ; que la lettre incriminée n'avait donc aucun caractère officiel et qu'en l'écrivant, Lee Jortin a agi comme personne privée ; que, par suite, Lee Jortin demeure comme tous autres étrangers, soumis en France aux lois de police et de sûreté et qu'il est, à ce titre, justiciable des tribunaux français ; qu'il y a lieu, dans ces conditions, de rejeter l'exception d'incompétence soulevée par Lee Jortin ;

« Sur les délits de diffamation et d'injures relevés contre Lee Jortin :

« Attendu qu'il convient de rechercher si les passages incriminés dans la lettre écrite par Lee Jortin et publiée en traduction par la *Vigie de Dieppe* renferment, tant au point de vue de la matérialité des faits que de l'intention de nuire, les éléments des délits de diffamation et d'injures ;

« Attendu que Murphy reproche à Lee Jortin d'avoir commis une triple diffamation : 1° en l'accusant de s'être faussement attribué la qualité d'ancien officier de l'armée anglaise ; 2° en rapportant que Murphy avait été arrêté pour avoir brisé un reverbère et menacé la police avec un revolver ; 3° en prétendant que Murphy avait voulu faire passer sa femme pour la sœur de lady Monson, femme de l'ambassadeur de Londres à Paris ;

« Attendu que Murphy soutient, en outre, que les expressions « tromperies », « assertions fausses », employées dans la lettre par Lee Jortin sont des termes de mépris constituant le délit d'injures publiques.

« I. — Sur le délit de diffamation :

« Attendu que, si les passages incriminés dans la lettre de Lee Jortin contiennent l'imputation d'un fait précis à l'égard de Murphy, il n'apparaît pas que l'intention de nuire, élément essentiel du délit de diffamation, existe dans la cause ; qu'en effet, d'une part, les expressions employées par Lee Jortin n'ont par elles-mêmes aucune portée diffamatoire et ne révèlent aucune intention de dénigrement ;

« Attendu que, d'autre part, il résulte des circonstances de la cause que Lee Jortin a écrit sa lettre dans un but d'intérêt général et non dans une pensée de malveillance ou d'hostilité contre Murphy ; qu'il ressort de cette lettre, appréciée dans son ensemble, que Lee Jortin s'est proposé de signaler à l'éditeur du *Times*, ainsi que l'avait fait un autre correspondant, la campagne menée par plusieurs journaux anglais à raison de certains faits survenus à Dieppe au sujet desquels il avait été personnellement désigné et qui étaient même dénoncés dans l'un de ces articles comme pouvant avoir de graves conséquences internationales (article du *New-York Times* du 14 octobre 1899) ;

« Attendu que Lee Jortin s'attache principalement dans cette lettre à dissiper toutes les assertions des journaux touchant le prétendu meurtre à Dieppe d'un sieur Derick, ancien domestique de Murphy, et cette assertion de certains journaux que les Anglais n'étaient pas en sûreté à Dieppe ; que c'est dans le but d'affaiblir la portée de ces allégations et de répondre à la violente campagne de presse menée à l'occasion d'incidents auxquels Murphy avait été partie que Lee Jortin, pour montrer le degré de confiance que pouvait inspirer Murphy, a publié deux documents du *War office*, paraissant établir que Murphy n'avait jamais été capitaine dans l'artillerie royale ni dans le génie royal ; que c'est dans le même but qu'il a communiqué l'information à lui transmise par l'ambassadeur d'Angleterre, que lady Monson, dont Murphy aurait dit être le beau-frère, ne connaissait nullement ce dernier ;

« Attendu qu'en présence des documents officiels produits, la bonne foi de Lee Jortin ne saurait faire aucun doute ; que le but d'intérêt public que poursuivait Jortin, le désir de rassurer ses nationaux, le justifie donc de l'intention de nuire à la personne de Murphy ;

« II. — Sur le délit d'injures :

« Attendu que les expressions qualifiées d'invectives par la citation sont intimement liées aux prétendues allégations diffamatoires et n'en sont en quelque sorte que le résumé sous une forme générale ; que les considérations développées ci-dessus tendent à démontrer qu'aussi bien pour les injures que pour la diffamation, il n'y a pas eu de la part de Lee Jortin l'intention de nuire ; qu'il y a lieu, par conséquent, de renvoyer

également de ce chef Lee Jortin des fins de la poursuite;

« Par ces motifs,

« Déboute Murphy de son action et le condamne aux dépens ».

Appel par Murphy. — Arrêt :

La Cour,

Déclare recevable en la forme l'appel interjeté par Murphy d'un jugement rendu entre les parties par le Tribunal correctionnel de Dieppe le 19 mars 1900, par lequel le tribunal a débouté Murphy de son action contre Lee Jortin, à propos de diffamations et d'injures contenues dans une lettre signée par Lee Jortin et publiée dans le numéro du 19 janvier dernier du journal *la Vigie de Dieppe*:

Au fond :

Attendu qu'en admettant, avec les premiers juges, que le fait d'avoir écrit et livré à la publicité dans *le Times* la lettre signée « Lee Jortin, vice consul d'Angleterre à Dieppe » ne puisse être considéré comme un acte de la fonction du vice-consul échappant à la juridiction correctionnelle, il importe cependant de retenir, parmi les éléments démontrant l'entière bonne foi de Lee Jortin et l'absence chez lui de toute intention délictueuse, les circonstances dans lesquelles cette lettre a été écrite, la qualité prise par son auteur, l'idée qu'il s'est faite de son devoir et le but qu'il s'est proposé ; qu'il est certain, en effet, que la lettre au *Times* est venue répondre à une campagne menée, à l'instigation de Murphy, par des journaux anglais et américains contre les autorités de Dieppe et le vice-consul d'Angleterre en cette ville ;

Attendu que Lee Jortin, visé en sa qualité de consul, a entendu user du droit de réplique et de défense, en rétablissant la vérité sur des incidents auxquels il avait été mêlé en raison de sa fonction même; qu'il importait au consul, publiquement accusé d'avoir refusé son concours à un de ses nationaux injustement poursuivi et molesté, de protester contre des allégations calomnieuses et de dire que Murphy n'avait pas été illégalement arrêté; que sa vie n'avait jamais été menaçée; que son domestique n'avait pas été tué à Dieppe avec la complicité de la police ; qu'il appartenait au consul de s'élever contre les conséquences tirées de faits ainsi intentionnellement travestis et qui tendaient à faire croire au public que les Anglais n'étaient pas en sûreté à Dieppe et ne pouvaient y compter sur le représentant de leur gouvernement;

Attendu qu'en recourant à la publicité du journal anglais *le Times*, et en acceptant ensuite celle de *la Vigie de Dieppe*, le vice-consul d'Angleterre usait d'un droit légitime de faire cesser des provocations odieuses et des attaques qui, dirigées d'abord contre les autorités locales, avaient fini par s'adresser à lui personnellement; que c'est son attitude loyale et généreuse qui lui a valu de la part de son national de nouvelles vexations;

Attendu qu'il est manifeste que M. Lee Jortin a agi dans la conviction, bien justifiée, qu'il remplissait son devoir même comme consul; qu'il a eu recours au moyen de publicité qui avait été employé pour répandre la calomnie ; qu'il n'est intervenu de sa personne que pour déjouer des manœuvres destinées au fond à satisfaire la rancune d'un délinquant de droit commun, mais qui pouvaient, en raison de leur caractère général et excessif, devenir l'occasion de graves conflits ;

Attendu que, dans la réponse adressée le 27 janvier dernier au journal *la Vigie* et reproduite dans le numéro de ce journal du 30 janvier, Murphy ne méconnaît pas que Lee Jortin ait entendu agir comme consul : « Dans le monde entier, écrit-il, je n'ai pas vu un consul (heureusement pour les citoyens anglais) qui comprît, à la façon de M. Lee Jortin, la défense des intérêts qui lui sont confiés » ;

Attendu que rien, dans la conduite de Lee Jortin, ne révèle donc une intention personnelle d'hostilité et de dénigrement à l'égard de Murphy; que, s'il a cru devoir, pour diminuer la portée de ses imputations, lui contester un titre militaire que Murphy paraît s'être abusivement attribué, Lee Jortin ne l'a fait qu'après avoir eu soin (rentrant ainsi dans les attributions de sa fonction, qui lui donne le droit d'exercer un certain contrôle sur les agissements de ses nationaux), de se renseigner par la voie officielle; qu'il avait été invité d'autre part par son chef hiérarchique à démentir une parenté également usurpée, paraissait-il, par Murphy;

Attendu que le résultat de la publication incriminée a été en définitive de mettre à néant ces imputations fausses et de rendre à Murphy la personnalité qui lui appartient; que le seul préjudice qu'il a pu subir, préjudice qui n'a d'ailleurs été ni voulu ni envisagé par l'auteur de la lettre, provient pour Murphy du seul rapprochement de ses assertions et des affirmations contraires qu'il s'est attirées de la part d'une personne dont la parole devait être décisive ;

Par ces motifs, et en adoptant au surplus tous ceux des premiers juges,

Reçoit, en la forme, Murphy appelant du jugement rendu entre les parties par le Tribunal de Dieppe le 19 mars 1900, qui a prononcé l'acquittement de Lee Jortin sur l'action en réparation de prétendues injures et diffamations publiques dirigée contre lui par O. Neill-Murphy ;

Au fond :

Déclare Murphy mal fondé dans cet appel ainsi que dans ses conclusions, l'en déboute ;

Confirme ledit jugement en toutes ses dispositions ;

Condamne Murphy, partie civile et appelant, aux nouveaux dépens.

M. Guiral av. gén. — Mes Laillier (du barreau de Paris) av.

Note. — On reconnaît généralement que les consuls et vice-consuls n'ont ni le titre, ni le caractère, ni le rang d'agents diplomatiques dans le sens propre de ce mot : Cass. 9 février 1884 (Gaz. Pal. 84.1.556); Paris 8 janvier 1886 (Gaz. Pal. 86.1.217); — et on en tire généralement cette conséquence qu'ils ne jouissent point des mêmes immunités en matière judiciaire : Paris 8 janvier 1886 précité, avec la note dans notre recueil et les renvois à la jurisprudence et à la doctrine : Trib. civ. Toulouse 10 juillet 1890 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Agent diplom., n° 5).

TRIBUNAL CIVIL DE NANTES

18 juin 1900.

Présidence de M. Van Inghem.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898, ART. 3.— DROIT DES ASCENDANTS. — ENFANT NATUREL NON-RECONNU. — REJET.

L'ascendant n'a point droit à la rente fixée au dixième du salaire, à raison du décès, par suite d'accident, de son enfant naturel, si, au moment de l'accident, ledit enfant n'était point reconnu.

Demoiselle Thobie c. Hunault.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Joseph Thobie est mort, le 13 avril 1900, étant encore mineur, à la suite d'un accident professionnel ; qu'il était enfant naturel ; qu'aucun acte de reconnaissance de sa filiation n'a été produit ; qu'il est cependant constant qu'il a été déclaré dans son acte de naissance comme né de demoiselle Joséphine Thobie, puisqu'il a été élevé par celle-ci avec laquelle il a toujours demeuré, et à laquelle il remettait les salaires qu'il gagnait ;

Attendu que, dans ces conditions, la demoiselle Thobie réclame du patron de Joseph Thobie la rente viagère due aux ascendants, aux termes de la loi du 9 avril 1898 ; mais que les sieurs Hunault lui objectent que Joseph Thobie n'avait pas été reconnu par elle ;

Attendu que la demoisellle Thobie répond à son tour que la loi n'exige la reconnaissance que dans le paragraphe B de l'art. 3, c'est-à-dire quand ce sont les enfants qui demandent l'allocation de la rente viagère, et qu'elle se prévaut uniquement du paragraphe C du même article, relatif aux droits des ascendants; qu'en ce qui les concerne, la loi se borne à dire : « les ascendants qui étaient à la charge de la victime de l'accident » ; que la demoiselle Thobie ajoute qu'elle est fondée à invoquer la possession d'état d'ascendant naturel, ce qui équivaut à la reconnaissance ;

Attendu que cette argumentation, bien que spécieuse, n'est pas fondée ; que si la loi de 1898, pour autoriser une revendication de la part des enfants naturels en cas de décès de leur père naturel, exige que les enfants aient été reconnus avant l'accident, à plus forte raisan doit-il en être de même lorsque c'est l'ascendant qui fait la revendication, en cas de décès de l'enfant; qu'en effet la situation de l'enfant naturel a toujours été considérée comme plus intéressante que celle des ascendants naturels, et du reste c'est de la faute de ceux-ci et non de celle de l'enfant si la reconnaissance n'a pas été régulièrement faite ; qu'il serait donc singulier que l'ascendant naturel pût avoir un droit dans une hypothèse où l'enfant naturel n'en aurait aucun ;

Attendu, au surplus, que la possession d'état, en admettant qu'elle puisse servir à établir la filiation naturelle, ne peut être invoquée que par l'enfant, parce que c'est l'enfant seul qui jouit d'une possession d'état; qu'il n'appartient pas aux ascendants de s'en servir en la retournant en leur faveur ; que les ascendants avaient un moyen plus simple de créer légalement leur paternité naturelle, c'était de faire la reconnaissance elle-même ; que cette reconnaissance est à leur discrétion absolue, sans frais, sans condition de temps, sans complication sérieuse; qu'ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux de ne l'avoir pas faite en temps utile ;

Attendu que si, comme dans l'espèce, sans doute, l'ascendant a ignoré quelles formalités il avait à remplir et quels avantages la reconnaissance était susceptible de lui procurer, ce n'est pas cependant une raison suffisante pour que les dispositions fondamentales du droit soient réputées ou tenues comme non écrites ; qu'ainsi, quelque bienveillance qui s'attache à une situation malheureuse, le tribunal ne peut accueillir la demande de la demoiselle Thobie ;

Par ces motifs,

Déboute la demoiselle Joséphine Thobie de ses fins, demandes et conclusions, et la condamne aux dépens.

Mes BEGNAUD et RICORDEAU av.

Note. — La question a été jugée déjà implicitement en ce sens par le Tribunal civil de Montauban le 16 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.637), qui a jugé que la reconnaissance de l'enfant après l'accident dont il était mort ne pouvait pas faire naître au profit de l'ascendant un droit quil n'avait pas au jour de l'accident.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

16 juin 1900.

Présidence de M. Thomas.

VENTE. — ERREUR. — QUALITÉS SUBSTANTIELLES. — PRODUIT DESTINÉ A ENGRAISSER LES ANIMAUX. — PROSPECTUS MENSONGER. — NULLITÉ.

Les qualités accidentelles d'une chose peuvent être considérées comme substantielles, lorsque les contractants ont eu précisément en vue ces

qualités et qu'ils en ont fait la condition essentielle du contrat.

Spécialement, celui qui n'a consenti à acheter un produit destiné à l'engraissage des animaux que sur la foi des qualités du produit annoncées dans un prospectus est fondé à demander la nullité du marché pour cause d'erreur et de tromperie sur la nature de la marchandise, si le produit livré n'a pas la composition et ne possède pas les qualités indiquées dans ledit prospectus.

Maurice et Cie c. Viard père et fils.

LE TRIBUNAL,

Vu la connexité, joint les causes :

Statuant sur le tout par un seul et même jugement,

Sur l'ensemble des demandes :

Attendu que Maurice et Cie exposent qu'au cours du mois de mai 1899, ils ont vendu à Viart père diverses quantités d'un produit spécial dénommé : « Farine lactée fourragère », moyennant un prix convenu, stipulé payable dans Paris par traite acceptable à quatre-vingt-dix jours sans dérogation; qu'en conformité à cette convention, ils ont, au cours du même mois, expédié dans les conditions convenues la marchandise commandée dont Viart fils a pris livraison; qu'ils se déclarent prêts à exécuter toutes les obligations qui leur incombent à raison du marché ci-dessus et demandent qu'il leur en soit donné acte; qu'ils soutiennent que les défendeurs se seraient à tort refusés à accepter une traite de 1280 francs, qui a été tirée sur eux en exécution des conventions ci-dessus; que, l'époque fixée pour son échéance étant aujourd'hui depuis longtemps passée, il conviendrait d'obliger conjointement et solidairement les défendeurs au paiement de son montant, Viart père comme ayant commandé, et Viart fils comme ayant profité des marchandises, objet du litige; qu'ils réclament en outre 300 francs de dommages-intérêts;

Attendu qu'il convient d'examiner cette demande, successivement en ce qui concerne chacun des défendeurs;

En ce qui touche Viart fils :

Attendu qu'il n'est pas justifié que ce défendeur ait pris aucun engagement envers Maurice et Cie; qu'il n'est pas davantage établi qu'il ait profité des marchandises en question; qu'il ne saurait valablement être retenu aux débats; qu'il y a lieu, conformément à ses conclusions, de le mettre hors de cause;

En ce qui touche Viart père :

Attendu qu'il appert des débats que, dans les premiers jours du mois de mai 1899, le représentant de Maurice et Cie a proposé à Viart père de lui vendre un produit dénommé « Farine lactée fourragère », dont les prétendues qualités sont détaillées dans le prospectus qui lui a été remis; qu'il y est indiqué que cette farine alimentaire, saine et nutritive, réservée presqu'exclusivement aux jeunes animaux, est destinée, par son emploi, à rendre de très grands services à l'agriculture, car, outre son incontestable économie, elle facilite l'élevage des jeunes veaux, poulains, porcs, etc.; qu'elle est composée de farines saines et nourrissantes et de lait de première qualité des pâturages de Normandie, qui sont les agents sûrs de l'efficacité du produit;

Attendu que les éleveurs de profession, ainsi que les cultivateurs, doivent obtenir par son emploi constant, économie réelle, beauté du bétail, force et santé; que le voyageur de Maurice et Cie engageait Viart père à acheter ferme une quantité importante de ce produit, lui faisant entrevoir qu'il en aurait le monopole dans son canton et que les demandeurs feraient apposer à leurs frais des affiches portant son nom et son adresse dans la ville de Vitry pour faire connaître la marchandise vendue;

Attendu qu'il convient tout d'abord de remarquer que le défendeur exerce la profession de briquetier à Vitry, dans le département du Pas-de-Calais; qu'il est constant qu'il n'a pu consentir à s'occuper du placement de la « farine lactée fourragère », produit absolument étranger à son commerce habituel, que sous la pression abusive d'un commis-voyageur insinuant; que s'il est vrai que, faute par le défendeur de rapporter la preuve du dol, ce procédé ne suffit pas pour faire annuler un marché, il n'en est pas moins répréhensible au point de vue de la loyauté des transactions commerciales, qui doivent toujours reposer sur la bonne foi réciproque des parties;

Attendu, en outre, que le produit livré par Maurice et Cie n'a pas la composition et ne possède pas les qualités indiquées au prospectus ci-dessus; qu'il appert de l'instruction qu'il ne renferme qu'une très faible proportion de lait ou de beurre, additionnée de farines courantes, céréales, pommes de terre, ou légumineuses, mélangée de diverses issues et d'un peu de tourteau de graines oléagineuses; qu'il est bien loin d'être le mélange de première qualité qui doit constituer la nourriture exclusivement réservée aux jeunes animaux; qu'en somme il n'a ni la composition ni les qualités promises au prospectus et ne peut pas, seul, conduire à l'économie réelle annoncée aux consommateurs;

Attendu que l'erreur sur la chose est une cause de nullité de la convention, lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet; qu'il est de doctrine et de jurisprudence que les qualités accidentelles d'une chose peuvent être considérées comme substantielles, lorsque les contractants ont eu précisément en vue ces qualités et qu'ils en ont fait la condition essentielle du contrat; que tel est le cas en l'espèce; qu'il est constant que Viart père n'a consenti à conclure ce marché que sur la foi des qualités du produit annoncées dans le prospectus, lesquelles doivent, en l'espèce, être considérées

comme les qualités substantielles que l'acheteur a eues en vue en traitant ;

Attendu que, la marchandise livrée ne possédant pas, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, les qualités qui ont été la condition essentielle du contrat, il y a eu erreur sur la chose vendue ; qu'il en résulte que la convention objet du litige est entachée de nullité ; que Maurice et Cie ne sauraient exiger l'exécution de ce marché ni réclamer le paiement de la marchandise ; qu'il n'y a lieu de leur donner acte de ce qu'ils se déclarent prêts à exécuter leurs obligations ; qu'il convient, au contraire, faisant droit à la demande reconventionnelle, de prononcer la résolution du marché intervenu entre les parties en repoussant, par voie de conséquence, la demande en dommages-intérêts formée par les demandeurs ;

Par ces motifs,

Statuant à l'égard de Viart fils :

Met ce défendeur hors de cause ;

Statuant à l'égard de Viart père :

Déclare résolu, pour cause de tromperie sur la nature de la marchandise, le marché intervenu entre ce défendeur et Maurice et Cie ;

Déclare ces derniers mal fondés en leur demande, à toutes fins qu'elle comporte ;

Les en déboute ;

Et les condamne aux dépens.

Mes Sabatier et Richardière agréés.

Note. — Les campagnes sont visitées et sollicitées par des commis-voyageurs peu scrupuleux de maisons peu scrupuleuses également, qui, pour parvenir à placer leurs produits, ne craignent pas de faire ressortir que leurs acheteurs seront les seuls dépositaires du produit pour la région ; c'est ce que l'on a appelé dans la pratique la vente *au monopole*. Beaucoup s'y sont laissé prendre. Le Tribunal de commerce de la Seine blâme avec raison ces procédés de nature à faire impression sur les esprits simples, mais qui, à eux seuls, ne pourraient entraîner la nullité de la vente, car ils n'ont rien de dolosif.

Mais, dans l'espèce, le produit vendu, dont les qualités étaient vantées dans un prospectus, ne répondait pas du tout à ce que l'acheteur était en droit d'en attendre, et était absolument impropre à l'usage auquel il était destiné ; il y avait donc lieu de prononcer la nullité pour tromperie sur la nature de la marchandise vendue. V. en ce sens : Poitiers 6 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.713).

TRIBUNAL CIVIL DE VESOUL

(JUGEANT COMMERCIALEMENT)

27 mars 1900.

Présidence de M. Nectoux.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — JOURNAL FINANCIER. — PROPRIÉTAIRE-GÉRANT. — SERVICE DE VENTE ET D'ACHAT DE TITRES. — RENSEIGNEMENTS INEXACTS. — ABONNÉ. — VENTE D'ACTIONS. — ART. 1382 C. CIV. — LIVRAISON D'UNE CHOSE N'AYANT PAS LES QUALITÉS PROMISES. — NULLITÉ.

Le propriétaire-gérant d'un journal financier, auquel est adjoint un service de vente et d'achat de titres, qui, en affirmant, comme les ayant vérifiés, des faits inexacts et mensongers, en vue de donner l'apparence d'un placement de premier ordre à des actions dépourvues de toute valeur, a déterminé un de ses abonnés ou lecteurs à se rendre acquéreur d'un certain nombre de ces actions, est responsable envers ce dernier de tout le préjudice causé, soit dans les termes de l'art. 1382 C. civ., soit, avec plus de raison, contractuellement, comme ne lui ayant point livré une chose ayant les qualités nettement promises et qui constituaient une des conditions principales du contrat, sans laquelle l'acheteur n'eût point traité.

..... *Encore bien, d'ailleurs, que le défendeur soutienne avoir été trompé lui-même et s'être borné à reproduire des renseignements qu'il croyait exacts, le fait d'accueillir ces renseignements sans contrôle constituant de sa part une faute lourde, équipollente au dol, alors surtout qu'il avait intérêt à la vente des valeurs.*

Lavigne c. F. A.

Le Tribunal,

Attendu que les défendeurs sont propriétaires-gérants d'un journal financier qui, à partir du mois de mars 1899, avait organisé un service de vente et d'achat de titres ;

Attendu qu'après avoir publié dans les numéros de leur journal des 20 mars, 1er mai, 1er et 10 juin 1899, des renseignements élogieux sur les mines de Bourbon-Saint-Hilaire et avoir présenté les actions de cette société comme un placement de premier ordre, les défendeurs écrivaient dans leur Bulletin, à la date du 10 juin : « Pour l'exercice en cours, les résultats acquis à ce jour autorisent le conseil d'administration à prévoir un dividende de 10 francs, pour chacune des 18,000 actions constituant le capital social. L'action des mines de Bourbon-Saint-Hilaire peut encore être achetée aux environs de 150 francs ; c'est là un prix exceptionnellement avantageux » ;

Attendu que Lavigne, abonné du journal, ayant eu son attention attirée sur ces renseignements, écrivit le 27 juin aux défendeurs une lettre ainsi conçue : « Pouvez-vous me confirmer les renseignements donnés dans vos numéros des 1er et 10 juin sur les mines de Bourbon-Saint-Hilaire? Si ces renseignements me sont confirmés, j'ai l'intention de m'adresser à vous pour m'acheter au moins 10 titres aussitôt que j'aurai reçu votre réponse et uniquement sur la foi de vos renseignements, ne connaissant pas cette valeur »

Attendu que, par lettre du 29 juin, l'un des défendeurs répondait, au nom du journal, à cette demande, en fournissant des renseignements détaillés, très favorables, contenant notamment les affirmations mensongères suivantes : « Nous envoyons souvent quelqu'un de confiance s'enquérir sur les lieux mêmes de la marche des affaires de la société et de leur bonne conduite. Je pourrai même vous dire de plus que le dividende annoncé pour cette année par le conseil a été fixé à 7 fr. 50, ce qui est déjà joli ; mais qu'il est fort probable qu'il sera de 9 à 10 fr. ; nous savons que le premier coupon sera payable le mois prochain. Vous pouvez donc en toute confiance acheter cette valeur » ;

Attendu que ce sont bien, comme on le voit, les renseignements fournis par les défendeurs à Lavigne et leurs affirmatíons précises, qui ont déterminé celui-ci à leur acheter 15 titres des mines de Bourbon-Saint-Hilaire au prix de 150 francs;

Attendu que ces renseignements étaient des plus inexacts et ces affirmations tout à fait mensongères; que, depuis le mois de février 1899, toutes les prévisions antérieures avaient été déçues, comme l'explique le rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale tenue le 21 décembre dernier; que non seulement le nouveau puits (puits Decitre), sur lequel on comptait, ne donnait aucune production pour l'exercice en cours, mais que l'ancienne fosse (Saint-Charles) était épuisée, ce qui pourtant n'empêchait pas les défendeurs d'écrire encore à Lavigne le 26 octobre, en réponse à ses premières réclamations : « Aujourd'hui les résultats sont au-dessus de toutes les prévisions » ;

Attendu que les défendeurs, dans leur journal du 10 juin et surtout dans la lettre susrelatée du 29, ne se sont pas bornés à donner de simples conseils financiers, ni à présenter une affaire sous un jour favorable, en faisant miroiter des pronostics plus ou moins aléatoires; mais qu'ils ont affirmé, comme les ayants vérifiés, des faits inexacts et mensongers ; qu'ils ont attribué aux actions des mines de Bourbon-Saint-Hilaire, qui n'étaient cotées ni en bourse ni en banque, et qu'ils voulaient placer parmi leurs abonnés ou leurs lecteurs, des qualités et une valeur que rien ne justifiait, selon l'expression même d'un administrateur de la société; qu'il n'a jamais été question de répartir un dividende en 1899, malgré l'affirmation contraire précise et réitérée des défendeurs, dont la responsabilité se trouve manifestement engagée envers Lavigne;

Attendu que lesdits défendeurs soutiennent qu'ils ont été trompés eux-mêmes et n'ont fait que reproduire des renseignements qu'ils croyaient exacts; que, si cela est vrai, ce qui semble correspondre à certaines circonstances de la cause, ils n'en ont pas moins agi, dans ce cas, avec une imprudence grave, équivalant à une faute lourde, préjudiciable à autrui et qui engage leur responsabilité, soit qu'on la considère, avec plus de raison, comme une faute contractuelle, soit, au contraire, qu'on n'invoque, comme le fait Lavigne, que l'art. 1382 C. civ.; qu'ils avaient d'autant plus le devoir de contrôler les renseignements inexacts, qu'ils affirmaient cependant avoir vérifiés, que, dans l'espèce, ils n'agissaient pas dans un but tout à fait désintéressé;

Attendu que, d'ailleurs, à un autre point de vue, les défendeurs, cédants directs des quinze actions acquises par Lavigne, n'ont point livré à ce dernier une chose ayant les qualités nettement affirmées par eux et qui constituaient une des conditions principales du contrat, sans laquelle Lavigne n'eût pas traité : savoir le droit de toucher un dividende de 7 fr. 50, déjà fixé d'après leur dire, payable en août suivant et servant de principal élément pour la fixation de la valeur des titres; que, de toutes façons, l'action du demandeur est fondée et que c'est avec raison qu'il réclame le remboursement de la somme de 2,250 francs et offre de restituer, contre paiement de cette somme, les quinze actions de Bourbon-Saint-Hilaire, détenues par lui..... (le reste sans intérêt);

Vu l'art. 130 C. pr. civ. pour les dépens;

Par ces motifs,

Condamne les défendeurs à rembourser à Lavigne, contre remise par celui-ci des quinze actions des Mines de Bourbon-Saint-Hilaire, la somme de 2,250 francs, etc.

Note. — Deux hypothèses sont à distinguer :

1° L'auteur des renseignements fait le commerce des titres. Alors, sa recommandation, comme la réclame qu'organise un commerçant en faveur de ses marchandises, a le caractère d'une pollicitation, par l'acceptation de laquelle le client, qui se rend acquéreur des titres, a droit à leur livraison, tels qu'ils lui ont été promis. C'est en réalité une cession de créance qui intervient en l'espèce, en sorte que le cédant, tenu aux termes de l'art. 1693, de garantir l'existence de la créance cédée est responsable, à raison de l'exagération du montant de celle-ci, envers le cessionnaire qu'il a, par ce moyen, déterminé à conclure, ce fait équivalant à la cession d'une créance partiellement inexistante.

Toutefois, la valeur de ces créances particulières, qui s'appellent des actions ou des obligations, étant souvent impossible à déterminer d'une façon précise ou même approximative, à raison des fluctuations dont elle est susceptible, une évaluation inexacte quelconque ne met pas en jeu la responsabilité du cédant, mais seulement celle qui a sa source dans « un acte d'imprudence, de négligence ou de témérité » Dijon 12 avril 1894 (Gaz. Pal. 95.2.467). Cet acte consiste, par exemple, à attribuer de bonne foi à un titre un cours en banque ou en bourse supérieur au cours réel : Orléans 23 août 1882 (S. 84.2.36 — D. 83.2. 101), ou à représenter comme bonne la situation de l'entreprise, sur la foi d'un enquête incomplète et en méconnaissance de certains indices d'insolvabilité. — A plus forte raison, bien entendu, le cédant est-il en faute lorsqu'il se livre à des assertions mensongères, telles que des relations de faits imaginaires ou des publications de pièces fausses; une responsabilité pénale vient même, alors, s'ajouter à la responsabilité civile.

Le jugement que nous rapportons fait très justement ressortir le caractère contractuel de la responsabilité encourue dans notre hypothèse; caractère important à plusieurs points de vue, notamment quant à la détermina-

tion des éléments constitutifs de la faute, et quant à l'étendue de la réparation, qui doit être limitée, en principe, sauf le cas de dol, aux dommages-intérêts expressément ou tacitement prévus lors du contrat (art. 1150 et 1151 C. civ.)

2° L'auteur des renseignements, sans faire commerce de titres, joue le rôle d'un simple recommandant, ou même d'un intermédiaire qui se propose de rapprocher l'emprunteur et les souscripteurs : par exemple, c'est un banquier qui prête son entremise à l'émission d'un emprunt d'Etat, de ville ou de société. Sa responsabilité est alors délictuelle, aucun accord de volonté n'intervenant entre lui et celui qui suit ses conseils.

Quant à savoir dans quels cas cette responsabilité est engagée, il faut distinguer. *a*) L'auteur des renseignements se borne à de simples appréciations, sans énoncer aucun fait précis, sans citer un document ni un chiffre : pas de responsabilité, l'acheteur qui a suivi ses recommandations ayant eu la liberté de se renseigner personnellement sur leur bien fondé. *Nemo ex consilio obligatur*. En ce sens : Cass. 14 août 1878 (S.78.1.345 — D.79.1.57) ; Orléans 18 janvier et 23 août 1882, précité ; Trib. corr. St-Etienne 10 août 1882 (Journ. soc. civ. com. 92.1.348) ; Paris 6 juillet 1892 (Gaz. Pal. 92.2.208) et 17 novembre 1892 (Gaz Pal. 92.2.617) ; Dijon 12 avril 1894 (S. 96.2.137 — 95.2.469) — *b*) Il affirme des faits, il cite des chiffres. Si ces faits et ces chiffres sont inexacts, sa responsabilité n'est pas nécessairement engagée. Ainsi il n'est pas tenu à réparation, quand il a mis tout le soin requis à se renseigner, et que l'emprunteur l'a induit en erreur ; ce qui arrive, par exemple, si la société émettante a usé de manœuvres dolosives pour lui dissimuler l'irrégularité de l'émission : Trib. com. Bruxelles 14 février 1886 (Journ. soc. civ. et com., 1889, p. 381), ou s'il a exagéré la valeur d'un gage hypothécaire sur la foi d'une estimation de complaisance faite par un expert qui ne paraissait pas suspect : Paris 7 juin 1872 (D. 77.5.388). Mais il est responsable de toutes les inexactitudes qu'un contrôle sérieux lui eût permis d'éviter. Jugé en ce sens, que son devoir absolu est de vérifier si les déclarations et promesses de sûretés faites par l'emprunteur sont conformes à la véritable situation sociale et aux statuts de la société : Paris 22 mars 1877 (S. 79.2.135 — D. 80.2.40). *A fortiori*, est-il tenu de son dol, soit, par exemple, qu'il exagère le cours en bourse des valeurs exposées en vente, soit qu'il affirme mensongèrement que le capital social a été souscrit, et que les actions sont libérées du quart. Paris 5 décembre 1887 (Gaz. Pal. 88.1.567) ; Cass. 18 mars 1891 (D. 91.1.401), et 16 février 1893 (S. 96.1.286 — D. 93.1.318).

E. T.

188

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

30 mai 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

1° ALGÉRIE. — CONTRIBUTIONS DIVERSES. — OCTROI DE MER. — RECTIFICATEURS D'ALCOOL.

2° PRÉCOMPTE. — DÉCRET DU 12 FÉVRIER 1870, ART. 9. — JUSTIFICATIONS.

1° *Les rectificateurs d'alcool en Algérie sont assujettis, par l'art. 3 du décret du 27 juin 1887, à la surveillance de la régie des contributions diverses, et tenus, aux termes de l'art. 2 du décret du 26 décembre 1884, de déclarer leurs fabrications et d'acquitter immédiatement les droits, s'ils ne réclament la faculté d'entrepôt.*

2° *Pour bénéficier du précompte prévu par l'art. 9 du décret du 12 février 1870, rendu exécutoire en Algérie par le décret du 27 juin 1887, les industriels doivent donc justifier régulièrement du paiement antérieur des droits, non seulement sur les alcools imparfaits qu'ils ont importés, mais encore sur ceux qui proviennent de l'intérieur de la colonie. Mais, s'il n'y a pas identité prouvée entre les alcools sur lequels la taxe a été perçue et ceux pour lesquels la réclamation est produite, les justifications exigibles ne sont pas fournies.*

La liberté de circulation dont bénéficiaient les spiritueux en Algérie avant le décret du 28 décembre 1895 ne pouvait avoir pour conséquence de dispenser les industriels de produire les justifications exigées par la loi.

Contributions diverses c. Rivoire fils.

Sur le pourvoi en cassation formé contre nn jugement du Tribunal civil d'Alger, en date du 23 avril 1897, la Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 2 du décret du 26 décembre 1884 sur l'octroi municipal de mer en Algérie ;

Attendu que le jugement attaqué constate que Rivoire fils, distillateurs en Algérie, ont reçu du dehors, dans les années 1893-1894, des esprits qu'ils transformaient, par des opérations de rectification, en produits propres à être livrés à la consommation ;

Attendu que les personnes exerçant cette industrie sont classées par l'art. 3 du décret réglementaire du 27 juin 1887 au nombre des producteurs d'alcool de l'Algérie, dont les établissements sont assujettis à la surveillance des employés de la Régie des contributions diverses ;

Attendu que l'art. 2 du 26 décembre 1884 dispose que « toute personne qui récolte, prépare ou fabrique, à l'intérieur du territoire soumis aux droits d'octroi de mer, des objets compris au tarif, est tenue d'en faire la déclaration et, si elle ne réclame la faculté d'entrepôt, d'acquitter immédiatement le droit » ; que, si des droits ont déjà été payés sur les matières employées, il doit en être tenu compte, conformément aux prescriptions de l'art. 9 du décret du 12 février 1870, rendu exécutoire en Algérie par le décret précité de 1887, mais à la condition expresse qu'il sera « régulièrement justifié de ce paiement » ; qu'aucune disposition de loi n'autorise à faire une distinction, quant à l'obligation de four-

nir cette preuve, entre les alcools imparfaits importés en Algérie et ceux qui proviennent de l'intérieur de la colonie; que la liberté de circulation dont bénéficiaient les spiritueux avant le décret du 28 décembre 1895 ne pouvait avoir pour conséquence de dispenser en aucun cas les industriels de fournir les justifications exigées pour les marchandises prises en charge ;

Attendu que le seul fait précisé par le jugement attaqué, c'est que Rivoire fils ont payé à la douane, en 1893 et 1894, lors de l'entrée en Algérie d'alcools à rectifier, une somme totale d'environ 45,000 francs, mais qu'il n'est pas constaté qu'il y ait eu identité prouvée entre les alcools sur lesquels cette somme a été perçue et ceux pour lesquels la réclamation était produite; que le jugement admet au contraire qu'il a pu s'y trouver des alcools achetés en Algérie, mais qu'il déclare que Rivoire fils ne pouvaient être contraints de prouver le paiement par le producteur originaire des droits y afférents, parce que « au moment où se sont produits les faits de la cause, les alcools circulaient librement en Algérie sans être suivis d'une pièce officielle quelconque » ; qu'en annulant par ces motifs la contrainte décernée contre Rivoire fils. et en ordonnant la restitution de la somme consignée, le jugement attaqué a violé l'article de loi susvisé ;

Casse et annule.

MM. Faye rapp.; Desjardins av. gén. — Mes Nivard et Sabatier av.

Note. — I. — Sur le premier point : L'octroi de mer a été établi, en Algérie, en vertu de la délégation contenue dans l'art. 5 de la loi de finances du 4 août 1844, visée dans toutes les ordonnances et tous les décrets postérieurs, notamment dans le décret du 27 juin 1887. V. Cass. 24 avril 1896 (Bull. crim., n° 145). Les producteurs d'alcools de l'Algérie et, spécialement, les distillateurs qui obtiennent, par des opérations de rectification, des produits propres à être livrés directement à la consommation, sont soumis à la surveillance temporaire ou permanente de la Régie des contributions diverses. V. Décr. 27 juin 1887, art. 3 et Décr. 21 août 1898.

II. — Sur le second point : « Lorsque — spécifie l'art. 9 du décret du 12 février 1870 — des droits d'octroi auront été acquittés à l'entrée pour des combustibles ou des matières premières qui, dans l'intérieur du lieu sujet, seront employés à la préparation ou à la fabrication d'un produit industriel livré à la consommation intérieure et imposable, s'il est régulièrement justifié de ce paiement, le montant desdits droits sera précompté sur celui des droits dus pour le produit fabriqué ». — Avis du Cons. d'Et. du 5 décembre 1877 (Turquin, Manuel des octrois, n° 62).

Mais, pour qu'on puisse précompter sur les droits d'octroi dus pour les produits livrés à la consommation locale qui ont été fabriqués avec des matières premières passibles des taxes, le montant de ces taxes, il faut qu'il soit régulièrement justifié qu'elles ont été acquittées à l'entrée : Cass. 15 juillet 1891 (Gaz. Pal. 91.2.192 — S. 91. 1.472). C'est donc au redevable à faire la preuve du paiement : Trib. Seine 10 juillet 1890 (Gaz. Pal. T. Q., v° Octroi, n° 107 — Loi 9 août 1890).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (4e Ch.)

2 juin 1900.

Présidence de M. Richard.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — DROITS DE L'OUVRIER VICTIME D'UN ACCIDENT. — OUVRIER BORGNE DEVENU AVEUGLE PAR SUITE DE L'ACCIDENT. — INCAPACITÉ ABSOLUE ET PERMANENTE.

Pour apprécier les droits de l'ouvrier victime d'un accident, il faut faire état de la situation dans laquelle il se trouve après l'accident et en conséquence de celui-ci.

Spécialement, le patron qui embauche un ouvrier borgne doit, au cas où ledit ouvrier est devenu aveugle par suite de la perte de l'autre œil comme conséquence d'un accident du travail, et est, par suite, atteint d'une incapacité absolue et permanente, la rente des deux tiers du salaire annuel.

Et la responsabilité du patron est la même dans le cas où, l'ouvrier ayant perdu le premier œil à son service, il a conservé, malgré son état d'infériorité, celui-ci qui a perdu ensuite l'autre œil accidentellement et est ainsi devenu aveugle.

Delincé c. Feller et Barbon.

Le Tribunal,

Attendu que le demandeur Delincé était employé en qualité de gardien de nuit chsz Feller et Barbon, qui exploitent une verrerie dite « Verrerie du Pont de Clichy » ; qu'il était dans cette maison depuis dix-sept ans et qu'il est âgé de cinquante-neuf ans; qu'il est marié et a encore deux enfants mineurs;

Attendu qu'en 1896, Delincé, étant employé par les mêmes patrons, a perdu un œil par suite du jaillissement d'un éclat de verre;

Attendu que, dans la nuit du 17 octobre 1899, en faisant une ronde, le demandeur a heurté une barre de fer et est tombé la tête en avant sur une plaque de tôle qui lui fit une profonde blessure à l'œil qui, par suite, a été perdu;

Attendu que le demandeur est atteint d'une cécité complète qui le met dans une incapacité absolue et permanente de travailler ;

Attendu que, malgré l'infirmité dont Delincé était atteint avant l'accident du 17 octobre 1899, et quelque louables que soient les sentiments qui avaient déterminé ses patrons à le garder dans leurs ateliers malgré l'état d'infirmité où il se trouvait, il y a lieu de considérer que l'indemnité qui lui est due par Feller et Barbon est celle prévue par l'art. 3 § 1er de la loi du 9 avril 1898 pour incapacité absolue et permanente ;

Attendu que, pour apprécier les droits de l'ouvrier,

il y a lieu de faire état de la situation dans laquelle il se trouve après l'accident et en conséquence de celui-ci ; que, si le demandeur était devenu borgne par suite d'un accident d'enfance ou par tout autre événement fortuit arrivé avant qu'il n'entrât chez les défendeurs, ceux-ci ne pourraient en argumenter, ayant consenti à le prendre dans l'état où il se trouvait ; que ce n'est pas parce que l'infirmité lui serait survenue au service de ceux-ci, qu'ils seraient en droit de prétendre que leur responsabilité et les droits de leur ouvriers sont diminués ;

Attendu que Delincé gagnait 1,400 francs par an ; qu'aux termes de l'art. 3 § 2 il y a lieu de lui accorder une rente viagère égale aux deux tiers, soit 935 fr. ;

En ce qui concerne les frais médicaux et pharmaceutiques :

Attendu que le tribunal est incompétent pour statuer, le juge de paix devant seul connaître de ce chef d'action ;

Par ces motifs,

Condamne Feller et Barbon à payer à Delincé une rente annuelle et viagère de 935 francs pour les causes susénoncées, payable par trimestre à partir du 6 janvier 1900 ;

Se déclare incompétent en ce qui a rapport aux frais médicaux et pharmaceutiques ;

Condamne Feller et Barbon aux dépens.

M. Lacouture subst. proc. Rép. ; Me Fabars av.

Note. — Le jugement recueilli a fait, à notre avis, une application exacte de la loi, quelque inéquitable que sa décision puisse paraître. C'est en ce sens déjà que s'est prononcé, sur le principe, mais dans une hypothèse quelque peu différente, un jugement du Tribunal civil de Besançon du 5 avril 1900 (Gaz. Pal. 99.2.160).

Nous avons fait ressortir, dans notre note sous cette décision, que le salaire avait été considéré par le législateur de 1898 comme étant en raison directe de la valeur industrielle de l'ouvrier, et que nécessairement le patron devrait à l'avenir se méfier d'une sensiblerie qui le pousserait à embaucher à un prix aussi élevé que ses camarades un ouvrier déjà partiellement mutilé ; cet ouvrier n'a pas la même valeur industrielle, encore bien que sa mutilation antérieure lui permette un travail semblable ; un nouvel accident peut avoir pour lui des conséquences beaucoup plus graves ; il peut lui rendre tout nouveau travail beaucoup plus difficile, il peut aussi le lui rendre impossible. C'est nécessairement le patron qui en subira les conséquences ; à lui il appartient de tenir compte de cet élément, lors de la discussion du salaire.

TRIBUNAL CIVIL DE LYON (3e Ch.)

20 juin 1900.

Présidence de M. Genevey.

ASSURANCES TERRESTRES. — ACCIDENTS. — LOI DU 29 JUIN 1899. — RÉSILIATION FACULTATIVE. — PRIME PAYABLE D'AVANCE. — RÉPÉTITION.

La faculté accordée à l'assureur ou à l'assuré par la loi du 29 juin 1899 de résilier la police d'assurance pendant un délai d'une année à partir de la promulgation de la loi, peut être invoquée à tout moment par les parties et a un effet immédiat, le contrat prenant fin le jour même où il est dénoncé et non pas seulement à l'expiration de l'année en cours, et, par suite, l'assuré, qui a fait utilement connaître son intention de résilier, ne doit plus payer la prime à partir de cette date.

..... *Alors même que la prime de l'année entière serait, aux termes de la police, exigible d'avance et que l'assuré n'aurait dénoncé son contrat qu'après la date de l'exigibilité.*

..... *Et l'assuré, qui a payé sa prime, est fondé à répéter la quote-part afférente à la période pendant laquelle les risques n'étaient plus couverts.*

Tramoy frères c. l'Union industrielle.

MM. Tramoy frères, assurés contre les accidents du travail à la Compagnie l'Union industrielle, avaient payé, le 1er janvier 1899, la prime payable d'avance pour la durée d'une année d'assurance. Survint la loi du 29 juin 1899, dont ils profitèrent immédiatement pour faire connaître à la compagnie leur volonté de résilier, demandant, en outre, le règlement définitif, au jour de la résiliation, de la prime par eux due jusqu'à cette époque et, par suite, la restitution de la somme afférente à la période pendant laquelle les risques n'étaient plus couverts.

Le Tribunal civil de Lyon, saisi du litige, a rendu le jugement suivant :

Le Tribunal,

Attendu qu'il est de principe, à moins de stipulations forfaitaires insérées dans la police, que les primes d'assurances sont la représentation des risques courus ; qu'il ne saurait être, par suite, permis d'encaisser ou de retenir des primes, alors que l'éventualité du risque a disparu ;

Attendu que la police souscrite par les demandeurs n'a pas le caractère d'un forfait ; que, par conséquent, la compagnie a touché l'indû, les risques cessant par suite de la résiliation du contrat autorisée par la loi du 29 juin 1899 ;

Attendu que c'est en vain que la compagnie se retranche, pour se soustraire audit remboursement, derrière les termes de l'art. 20 de la police ; qu'en effet, la loi de 1899 a constitué un véritable fait du prince, un aléa nouveau qu'on ne pouvait prévoir et auquel, par avance, on ne pouvait renoncer ; qu'en effet, admettre les compagnies à retenir les primes versées aboutirait en fait à une renonciation anticipée au

bénéfice que le législateur a entendu accorder aux assurés; que ce bénéfice n'est en rien contraire au principe de non-rétroactivité des lois consacré par l'art. 2 C. civ., texte qui, d'après une jurisprudence et une doctrine constantes, ne peut viser que les droits acquis et non les simples expectatives; que l'indemnité éventuellement due dans la cause, en échange des primes, rentrait évidemment dans la classe des expectatives pures et simples;

Par ces motifs,

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière sommaire et dernier ressort, le ministère public entendu. et après en avoir délibéré :

Condamne la Société l'Union industrielle à rembourser à MM. Tramoy frères la somme de 205 fr., ensemble les intérêts de droit;

Condamne ladite société en tous les dépens de l'instance.

M. Vallet subst. proc. Rép. — Mes Jules Millevoye et Garraud av.

Note. — La question tranchée par le jugement recueilli est très controversée entre les tribunaux de commerce : V. dans le sens de ce jugement : Trib. com. Troyes 17 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.519); Trib. com. Rouen 16 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.574); Trib. com. Arles 8 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.722), — et *contrà* : Trib. com. Seine 8 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.687) et 24 février 1900 (Gaz. Pal. 1900. 1.596) et les notes sous ces décisions.

189-190

COUR DE CASSATION (Ch. civile).

16 juin 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.

1° COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT. — TRANSPORT PAR VOIE. — RIVIÈRE. — CRUE. — FORCE MAJEURE. — NAVIGATION SEULEMENT PLUS DIFFICILE. — RETARD. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

2° DOMMAGES-INTÉRÊTS. — FRAIS ET DÉPENS. — DROITS D'ENREGISTREMENT.

Lorsqu'une crue d'une rivière a rendu plus difficile, sans l'interrompre, la navigation pendant un certain temps sur cette rivière, il appartient aux juges de refuser de considérer cette circonstance comme une force majeure invoquable par un entrepreneur de transports pour se soustraire à la responsabilité d'un retard dans un transport qu'il s'était chargé d'effectuer par ladite rivière, et de déclarer qu'il y a eu là seulement une difficulté d'exécution devant être prise en considération pour la fixation du quantum *des dommages-intérêts dûs à raison de ce retard.*

2° *La condamnation d'une partie au paiement de tous droits et perceptions quelconques, auxquels pourra donner lieu le litige, et que le juge déclare ainsi devoir être compris dans les dépens, au besoin à titre de supplément de dommages-intérêts, manque de base légale, lorsque le jugement ou l'arrêt qui la prononce ne relève aucun élément de faute pour la justifier.*

Lempereur, Lamouroux et Cie c. Gaxien et Théus.

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi en ses deux branches :

Attendu que, pour condamner Lempereur, Lamouroux et Cie à garantir et indemniser Théus des condamnations par lui encourues envers Gaxien, faute d'avoir livré à ce dernier, à la date convenue, 300 demi-muids de vin, l'arrêt attaqué s'est fondé sur ce que les demandeurs en cassation s'étaient engagés à transporter lesdits demi-muids de Rouen à Saint-Dizier, dans un délai maximum de quinze à vingt jours; qu'ils avaient reçu les fûts sur quai à Rouen, le 9 mars 1897; que, par suite de retards imputables aux seuls transporteurs, ces fûts n'ont été chargés que le 15 sur le bateau qui devait les conduire à Saint-Dizier, et que le bateau n'est parti que le 24 du même mois; qu'il n'est arrivé à destination que le 23 avril et que la livraison n'a pu être effectuée que le 30 avril au lieu du 31 mars;

Attendu qu'au motif, allégué par les transporteurs, que le retard dans le chargement et le départ devait être imputé à un obstacle de force majeure résultant d'une crue de la Seine et de la Marne, l'arrêt attaqué a répondu que, si cette crue avait rendu la navigation plus difficile, elle ne l'aurait point cependant interrompue, et qu'il n'y avait à tenir compte de cette difficulté que pour la fixation du quantum des dommages-intérêts;

Attendu qu'en statuant ainsi, la Cour de Dijon a précisé les éléments constitutifs de la faute et justifié le rejet de l'exception de force majeure;

Attendu, en outre, qu'en considérant comme de nature à aggraver la responsabilité de Lempereur, Lamouroux et Cie, le fait de n'avoir rien tenté à l'effet de diminuer le retard et, spécialement, d'avoir refusé de se servir de la voie ferrée pour hâter le transport d'une partie du chargement, alors que le destinataire le réclamait et offrait d'en payer les frais, la Cour de Dijon n'a imposé aux transporteurs aucune cause de responsabilité extra-contractuelle; qu'elle n'a fait qu'apprécier cette responsabilité avec tous les éléments que comportait l'exécution du contrat;

Par ces motifs,

Rejette le premier moyen dans ses deux branches;

Mais, sur le second moyen :

Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu qu'après avoir condamné Lempereur et Cie « à indemniser Théus des condamnations prononcées contre lui en principal, intérêts, dommages-intérêts et frais », l'arrêt attaqué ne s'est pas borné

à y ajouter, « tous les dépens des causes principale et d'appel en garantie » ; qu'il les a, en outre, condamnés « à 100 francs de dommages-intérêts envers Théus personnellement » et qu'il a compris dans les dépens, au besoin « à titre de supplément de dommages-intérêts, tous droits et perceptions quelconques, auxquels pourrait donner lieu le litige » ;

Attendu qu'à l'appui de ce dernier chef de sa décision, l'arrêt attaqué n'a relevé aucun élément de faute le justifiant; d'où il suit qu'en statuant ainsi il a violé le texte de loi ci-dessus visé;

Casse... mais seulement en ce qu'il a condamné Lempereur, Lamouroux et Cie à payer 100 francs de dommages-intérêts à Théus et aux dépens dans lesquels ont été compris, au besoin, à titre de supplément de dommages-intérêts, tous droits et perceptions quelconques auxquels pouvait donner lieu le litige, l'arrêt de la Cour de Dijon du 1er août 1898 ;

Renvoie la cause et les parties devant la Cour de Nancy...

MM. Ruben de Couder rapp.; Sarrut av. gén. — Mes Perrin et Frénoy av.

Note. — Sur le premier point : Il est admis par tout le monde que la force majeure, qui libère le débiteur de son obligation, ne saurait s'entendre d'une simple difficulté d'exécution, même non imputable au débiteur, si l'exécution de l'obligation, devenue ainsi plus difficile, n'en restait pas moins cependant possible. V. en ce sens Dalloz, Supp. au Rép., vo Obligations, no 218; Laurent, Pr. de dr. civ., t. XVI, nos 265 et 269.

II. — Sur le deuxième point : Jurisprudence constante conf. Cass. 30 avril 1895 (Gaz. Pal. 95.2.56); 30 octobre 1895 (Gaz. Pal. 95.2.570); 15 décembre 1896 (Gaz. Pal. 97. 1.36); 25 mai 1897 (Gaz. Pal. 97.1.791).

COUR D'APPEL DE RENNES (2e Ch.)

21 juin 1900.

Présidence de M. Charpentier.

EXPLOIT. — REMISE DE LA COPIE. — COMMUNE. — 1° REMISE A LA MAIRIE. — 2° DÉFAUT DE MENTION DE L'ABSENCE DU MAIRE. — CONSTATATION IMPLICITE. — VALIDITÉ.

1° *L'art. 69 § 5 C. pr. civ., en édictant que les communes seraient assignées en la personne ou au domicile du maire, n'a pas voulu exclure la mairie au profit du domicile personnel et particulier du maire; en conséquence, est valable l'acte d'appel interjeté contre une commune et signifié à la mairie, dans les bureaux du maire.*

2° *Le défaut de mention explicite de l'absence du maire sur l'original de l'acte d'appel interjeté contre une commune, lors de la remise de la copie, n'emporte pas nullité dudit acte, s'il y est suppléé par la constatation implicite ne laissant place à aucun doute, de cette absence.*

Compagnie des eaux c. Ville de Morlaix.

La Cour,

Considérant que la ville de Morlaix a pris des conclusions tendant à la nullité de l'appel interjeté par la Compagnie des eaux, nullité fondée : 1° sur ce que l'appel a été signifié à la mairie de Morlaix, au lieu de l'être au domicile personnel du maire; 2° sur ce que l'original de signification ne mentionne pas l'absence du maire;

Sur le premier point :

Considérant que l'art. 69 C. pr. civ. en édictant que les communes seraient assignées en la personne ou au domicile du maire, n'a pu vouloir exclure la mairie au profit du domicile personnel et particulier du maire ; que c'est bien plutôt le domicile public que le législateur semble surtout avoir eu en vue et que sa pensée apparaît nettemnt, quand on rapproche le paragraphe 5 de ceux qui le précèdent; que c'est en effet à la mairie à laquelle il a donné son nom, que le maire, en sa qualité de magistrat administratif et de représentant de la commune, a son véritable domicile légal, domicile connu de tous, où l'on est plus assuré de le rencontrer en personne, ou de trouver, à son défaut, le magistrat municipal chargé de le remplacer;

Or, considérant, en fait, que la signification a été faite non seulement à la mairie de Morlaix, mais dans les bureaux mêmes du maire et qu'il a été, par suite, satisfait aux prescriptions de la loi ;

Sur le deuxième point :

Considérant que, si l'exploit ne mentionne pas d'une manière explicite l'absence du maire, il la constate cependant d'une façon implicite qui ne laisse pas de place au doute ; qu'après avoir dit, en effet, que l'huissier s'est transporté à la mairie dans les bureaux du maire, il ajoute: « Où étant et parlant au magistrat municipal, qui a visé l'original » et que l'original de la signification porte un visa libellé de la façon suivante : « Reçu copie et visé le présent. En mairie, à Morlaix, le 6 novembre 1899. Pour le maire : Boyer, adjoint », visa accompagné du cachet de la mairie ; que cette mention et le visa déjà si clairs sont encore corroborés par la constatation faite dans l'exploit, que l'huissier a remis à M. l'adjoint Boyer une copie sous enveloppe fermée portant suscription et cachet, formalité qui n'est prescrite par la loi du 15 février 1899 qu'en cas d'absence du destinataire et qui ne se comprendrait pas si le maire avait été présent;

Considérant, enfin, que la ville de Morlaix, en ne s'inscrivant pas en faux contre les mentions de l'exploit, reconnaît par là même leur exactitude et qu'elle n'allègue pas non plus que la façon de procéder de l'huissier lui ait causé le plus léger préjudice ;

Par ces motifs,

Déboute la Ville de Morlaix de l'exception de nullité de l'acte d'appel, soulevée par elle;

Déboute, en tant que de besoin, les parties de toutes conclusions contraires;

Met Progent hors de cause;

Renvoie la cause à l'audience du jeudi 12 juillet pour plaider le fond;

Condamne la Ville de Morlaix à tous les dépens de l'incident, y compris les frais de mise en cause de l'huissier Progent.

M. CAILL av. gén. — Mes JENOUVRIER, LEBORGNE et DYÈVRE av.

Note. — I. — Sur le premier point : La question, si pratique qu'elle paraisse, ne semble avoir fait, jusqu'à ce jour, l'objet d'aucune décision de la jurisprudence; elle n'a pas non plus préoccupé les auteurs. L'art. 69-5° C. pr. civ. indique que les communes doivent être assignées en la personne ou *au domicile* de leur maire. Mais faut-il entendre par là le domicile du maire en tant que particulier, ou, au contraire, le domicile du maire en tant que magistrat administratif, ce domicile étant, dans ce cas, à la mairie ? La question est très délicate ; car le domicile légal est unique, et il ne semble pas possible de considérer le maire comme domicilié à la mairie, s'il a un domicile privé qui constitue son principal établissement.

II. — Sur le second point : Rappr. dans le même sens : Cass. 20 novembre 1889 (Gaz. Pal. 89.2.641) et la note.

TRIBUNAL CIVIL DE NANTES

18 juin 1900.

Présidence de M. Van Iseghem.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898, ART. 3. — CONCOURS D'UN CONJOINT SURVIVANT AVEC UN ORPHELIN DE PÈRE ET DE MÈRE ET DES ENFANTS ORPHELINS DE PÈRE SEULEMENT. — FIXATION DE LA RENTE.

La loi du 9 avril 1898 n'a indiqué ni supposé nulle part que 60 0/0 du salaire devraient être tenus comme le maximum des sacrifices à faire par le patron en cas de mort de l'ouvrier.

Spécialement, lorsqu'un ouvrier a laissé un enfant d'un premier mariage, une veuve et des enfants d'un second mariage : la veuve a droit à la rente fixée par le § A-1° de l'art. 3 à 20 0/0 ; l'enfant du premier lit, orphelin de père et de mère, a droit à la rente fixée à 20 0/0 par le § B-2° ; les enfants du second lit, au nombre de quatre, orphelins de père seulement, ont droit à la rente de 40 0/0 du § B-1°, ce qui fait au total 80 0/0, sans que l'on puisse opérer de réduction sur le chiffre de la rente allouée aux enfants de l'un et l'autre lit, de façon à ramener la rente globale à 60 0/0 du salaire.

Lenormand ès qualités et veuve Even
c. Société des Houilles.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la demande du sieur Lenormand, tuteur de la mineure Marie-Joséphine Even, est connexe à la demande de la dame veuve Even, agissant en qualité de tutrice de ses quatre enfants mineurs; qu'il y a, en outre, intérêt à les joindre pour permettre de mieux apprécier l'ensemble des arguments présentés de part et d'autre;

Attendu que le sieur Yves-Marie Even, ouvrier employé par la Société générale des Houilles et Agglomérés a été victime d'un accident du travail, le 12 janvier 1900; qu'il est mort le 18 janvier suivant;

Attendu qu'Yves-Marie Even avait été marié deux fois; que de son premier mariage il laissait une fille, Marie-Joséphine, née au Havre le 2 avril 1886, par conséquent mineure de seize ans; que sa seconde femme Marianne Péron, était vivante; que de sa seconde union étaient nés quatre enfants, aujourd'hui encore vivants et mineurs de moins de seize ans; Yves-Marie, né au Havre le 14 octobre 1899; Jeanne-Marie, née au Havre le 26 octobre 1891; René, né à Nantes le 23 janvier 1898 et Pierre-Marie, né à Nantes le 15 décembre 1899;

Attendu qu'après que les tutelles eurent été constituées, ce qui demanda un temps assez long pour l'enfant du premier mariage, les parties comparurent en conciliation devant le président; qu'elles se mirent d'accord au sujet des salaires du feu sieur Even, qui furent fixés à 1,120 francs pour les douze derniers mois; que la rente viagère de la veuve fut arrêtée, d'un commun accord, à 224 francs, mais qu'à ce moment le désaccord s'établit en ce qui touchait l'application à faire à la cause des dispositions de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que cette loi n'a assurément ni prévu ni surtout réglé toutes les complications qui résultent, après le décès d'un ouvrier, du concours d'un conjoint survivant avec un enfant orphelin de père et de mère, et quatre enfants orphelins de père seulement;

Attendu que, quand le législateur, après avoir statué dans l'art. 3 de la loi précitée sur le cas d'incapacité de l'ouvrier, en vient à examiner le cas de mort, il divise le surplus de l'art. 3 en trois paragraphes ou parties, lesquelles sont distinguées les unes des autres par une lettre différente de l'alphabet; que, dans la première partie, lettre A, le législateur s'occupe des droits du conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps; que, dans la deuxième partie, lettre B, il s'occupe des droits des enfants légitimes ou naturels; que, dans la troisième partie, lettre C, il s'occupe des droits des ascendants de la victime, et de ses descendants autres que ceux du premier degré;

Attendu que, nulle part, il ne laisse percer l'idée d'un concours ou d'un rapprochement quelconque entre les ayants droit de l'une des catégories A, B, C ; que si, en effet, sous la lettre C, il parle d'une réduction proportionnelle, c'est entre les ayants droit de cette catégorie seulement qu'il l'opère, puisqu'il prend soin de le spécifier ; que, du reste, il est bien entendu que les ayants droit du paragraphe 6 ne seront appelés à recueillir quoi que ce soit que dans le cas où il n'existerait pas d'ayants droit dans les deux autres catégories ;

Attendu qu'il résulte de là que chaque paragraphe contient une règlementation bien distincte, une loi séparée, s'appliquant chacune à des droits et intérêts spéciaux; qu'il serait, dès lors, arbitraire de mélanger et faire concourir entre elles des catégories que le législateur a pris soin de désunir si complètement; que, d'ailleurs, l'indemnité forfaitaire établie pour chaque catégorie a manifestement été calculée (bien ou mal, peu importe), selon des besoins présumés particuliers à chaque ordre; que, notamment, celles des enfants orphelins de père et mère est plus élevée à raison de la détresse plus grande dans laquelle doivent les placer non seulement leur minorité, mais encore la mort de leur dernier parent ; qu'au contraire, les enfants orphelins de père ou de mère seulement, qui ont encore, naturellement, soit leur mère, soit leur père, lui-même titulaire d'une rente viagère et qui peuvent participer à ce secours, reçoivent une indemnité moins importante ;

Attendu que, dans ces conditions, la rente de 20 0/0 attribuée au conjoint survivant ne pourra pas être influencée par la rente voisine et par suite entamée, puisqu'elle est déterminée abstractivement; mais que la rente des enfants, également déterminée à part, ne pourra pas davantage être diminuée ; que, si à cet égard tout le monde est d'accord en ce qui concerne le conjoint, on ne voit pas pourquoi les enfants, dont les droits sont réglés d'une façon aussi indépendante que le sont ceux du conjoint, auraient à abandonner quelque chose de leurs droits, quand ils trouvent à côté d'eux un conjoint survivant; que cet abandon serait même absolument étrange, pour ne pas dire absurde, au cas où il s'agirait d'enfants d'un premier lit;

Attendu qu'il est à remarquer encore, contrairement à ce qui a été plaidé par la société défenderesse que, nulle part, la loi n'a indiqué, ou même supposé, que 60 0/0 du salaire devraient être tenus comme le maximum des sacrifices du patron;

Attendu que, dans cet état, si la rente de la dame veuve Even doit rester fixée à 20 0/0 du salaire, soit 224 francs, il est bien facile, dans l'espèce actuelle, de déterminer la rente des enfants; que, puisqu'il n'y a qu'un enfant orphelin de père et de mère, il aura les 20 0/0 que le paragraphe B accorde à l'enfant de cette classe; que les enfants orphelins de père seulement auront 40 0/0, puisque la loi accorde 40 0/0 aux enfants de cette classe, quand ils sont quatre ou un plus grand nombre;

Attendu que les deux ordres de rentes réunis formeront au total 60 0/0 des salaires, ce qui paraît parfaitement d'accord avec les dispositions générales du paragraphe B ; que ces 60 0/0 s'ajouteront aux 20 0/0 de l'époux survivant;

Attendu que la Société des Houilles fait contre cette solution plusieurs objections, mais qu'il convient de dire tout de suite que si les objections en elles-mêmes ne manquent pas d'un certain caractère spécieux, elles ne peuvent néanmoins prévaloir contre le texte même de la loi et le principe bien arrêté de ses classifications ; que, dans une première objection, elle soutient qu'en appliquant le système du tribunal, on pourrait être amené à accorder des indemnités colossales susceptibles de monter jusqu'à 180 0/0 des salaires;

Attendu qu'il est facile d'imaginer en effet qu'à côté d'un conjoint survivant et de ses quatre enfants, il existerait encore quatre enfants de chacune de deux unions précédentes, mais que ce n'est là qu'une forme de raisonnement par l'absurde dont il faut toujours se défier ; qu'au surplus la solution donnée pour cette hypothèse est inexacte, puisque les enfants orphelins de père et de mère, de quelque union qu'ils soient nés, ne peuvent prétendre, à eux tous, qu'à 60 0/0 tout au plus d'après le § B, dont le texte à cet égard n'est pas équivoque ; que, si toutefois on voulait raisonner sur quelque hypothèse, en dehors du cas seul qui demeure soumis au tribunal, on trouverait la solution au dernier alinéa du § B où il est dit : « L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 0/0 du salaire, ni 60 0/0 dans le second », ce qui signifie vraisemblablement que toutes les rentes dues à des enfants, même lorsque parmi eux il y a des orphelins de père et de mère, se chiffreront par 60 0/0 au maximum ;

Atttendu qu'il resterait, il est vrai, dans ce cas, à calculer ce qui reviendrait à chaque ordre d'enfants ; mais, encore bien que cela ne nous intéresse pas dans le procès actuel, la répartition pourra s'opérer de deux manières : 1° les enfants orphelins de père et de mère passeront sans doute les premiers, puisqu'ils restent sans ressources ; que s'il y en a plus de deux, ces derniers devront attendre les extinctions successives résultant de la majorité de seize ans ou de la mort, pour réclamer des droits personnels; qu'il ne faut pas oublier que leur parent survivant aura lui-même reçu une rente qu'il partagera avec eux en attendant mieux; 2° les deux ordres d'enfants pourront encore, s'il paraît que ce soit juste, contribuer entre eux au lieu de succéder;

Attendu que, dans tous les cas, avec un conjoint survivant et des enfants de différents lits, le maximum des sacrifices du patron sera de 80 0/0 et non de 180 0/0;

Attendu qu'alors intervient la seconde objection qui consiste à dire que, puisque dans le cas d'incapacité absolue et permanente, la victime de l'acci-

dent n'a droit qu'à une rente de 60 0/0 de son salaire, il serait vraiment étrange que cet impotent reçût moins qu'une veuve et ses enfants ; que, dans son cas pourtant, la situation est encore plus lourde, tant pour lui que pour les siens, que ne l'est celle de la veuve et de ses enfants ; qu'on peut répondre que *a priori* personne ne le sait, puisqu'il peut arriver que l'ouvrier impotent ait une femme qui travaille et des enfants majeurs qui lui servent des aliments ou qui en tout cas ne lui coûtent plus rien ; mais qu'en fût-il autrement, la loi ne permet d'établir aucune comparaison d'un cas prévu par elle à un autre cas, puisqu'elle les règle les uns et les autres d'une façon particulière et séparée ; qu'en outre, si la loi avait mal calculé quelques indemnités, ce qui est possible, cette constatation ne suffirait pas pour en bouleverser les dispositions ; qu'au reste, ces indemnités sont toutes forfaitaires ;

Attendu qu'une dernière objection est tirée de la circulaire ministérielle du 10 juin 1899, où il est dit que l'allocation de 60 0/0 du salaire ne peut jamais être dépassée ; mais qu'une circulaire ne lie pas les magistrats ; qu'ils ont pour mission de juger sur des textes plutôt que sur des commentaires ; que le texte, il faut le répéter, n'exprime nulle part la pensée que les allocations réunies du conjoint et des enfants ne doivent pas dépasser 60 0/0 ; que la circulaire redoute d'ailleurs de procéder par affirmation, car elle dit seulement « qu'il semble » que les pensions doivent être réduites ; qu'en parlant de réduction, elle ne s'aperçoit pas non plus qu'elle crée la loi, au lieu de se borner à l'expliquer, puisqu'elle transporte au paragraphe B l'idée de réduction localisée dans le paragraphe C ; qu'enfin, elle fait abstraction des catégories d'ayants droit que la loi a particularisées et, par là même, isolées les unes des autres ;

Attendu, en tout cas, qu'il est impossible d'oublier que la loi de 1898 a fixé à forfait à 20 0/0 les besoins de l'enfant orphelin de père et de mère ; que cet orphelin ne peut plus compter pour vivre que sur les ressources que lui attribue la loi, et n'a rien à attendre de ses beaux-parents ; que, si l'on devait fondre ses 20 0/0 dans l'indemnité totale de 60 0/0, on aboutirait, en abolissant les catégories d'ayants droit, à ne plus faire état des besoins auxquels répondent les classifications de la loi ;

Attendu, pourtant, que, tant que la loi de 1898 n'aura pas été remaniée, il demeurera interdit aux tribunaux d'y toucher, fût-ce même pour la compléter ou l'améliorer ;

Attendu qu'il convient d'ajouter, pour préciser dans la cause actuelle les droits des mineurs et les obligations de leur débiteur, qu'au moment où Marie-Joséphine Even aura atteint seize ans, sa rente de 224 francs s'éteindra ; que la rente, qui sera alors réduite à 40 0/0, sera réduite à 35 0/0 quand Yves-Marie Even aura lui-même seize ans, à 25 0/0 quand Jeanne-Marie Even aura le même âge, à 15 0/0 quand René Even aura à son tour seize ans, pour disparaître enfin complètement le 15 décembre 1915 ; que les mêmes effets se produiraient si la mort anticipée de l'un des enfants faisait devancer les échéances et réductions successives ;

Par ces motifs,

Joint les procédures à raison de leur connexité, tout en ordonnant qu'il soit délivré une grosse au tuteur Lenormand, et une grosse distincte à la dame veuve Even, ès qualités qu'elle agit ;

Condamne la Société des Houilles et Agglomérés à servir à Marie-Joséphine Even, jusqu'au 2 avril 1902, une rente annuelle de 224 francs, payable par trimestre non d'avance, et à partir du 18 janvier 1900 ;

Condamne la même société à servir aux enfants de la dame veuve Even une rente totale de 2,448 fr., indépendante de celle qu'elle doit toucher personnellement et de celle qui revient à l'enfant du premier lit ;

Dit que cette dernière rente sera également payée par trimestre, non d'avance, et à partir du 18 janvier 1900 ;

Dit que, le 14 octobre 1906, la rente sera réduite à 392 francs ; le 26 octobre 1908, à 280 francs, le 23 janvier 1914, à 168 francs, et enfin éteinte le 15 décembre 1915, à moins que le décès prématuré de l'un des enfants du second lit n'ait fait anticiper les extinctions successives ;

Condamne la Société des Houilles aux dépens ;

Déboute les parties de leurs fins, moyens et conclusions à ce contraires.

M^es^ BRUNSCHWIG, PUGET et RICORDEAU av.

Note. — La question tranchée par le jugement recueilli ne paraît pas avoir été soumise encore aux tribunaux depuis l'application de la loi du 9 avril 1898 ; elle présente pourtant un intérêt pratique considérable, et il semble bien que, si le Tribunal de Nantes s'est conformé rigoureusement à la lettre de la loi de 1898, il en a absolument faussé l'esprit.

Il nous paraît, en effet, résulter d'une façon certaine des différentes dispositions combinées et rapprochées de la loi, que le législateur a entendu qu'en cas de mort de l'ouvrier la rente à payer à ses ayants droit ne pourrait jamais dépasser 60 0/0 du salaire. Nous en trouvons la preuve dans l'art. 3 § B 3°. Le paragraphe B est relatif aux droits des enfants : les enfants qui, par suite de l'accident deviennent orphelins de père ou de mère seulement, ont droit à une rente qui ne peut jamais aller, quelque soit leur nombre, au-delà de 40 0/0 du salaire ; ceux qui, par suite de l'accident deviennent orphelins de père et de mère, ont droit à une rente qui ne peut excéder 60 0/0 du salaire, quel que soit leur nombre. Pourquoi cette différence entre les enfants qui deviennent orphelins de père ou de mère seulement et ceux qui deviennent orphelins de père et de mère ?

C'est que, dans la première hypothèse, le conjoint survivant a droit aussi à une rente qui est fixée par le paragraphe A à 20 0/0, et qui, venant s'ajouter aux 40 0/0 des enfants, donne le total de 60 0/0, auquel le législateur est arrivé pour les enfants orphelins de père et de mère. Ces 60 0/0 apparaissaient donc au législateur, qui n'avait point songé à des hypothèses spéciales et particulièrement au concours d'enfants d'un premier lit, orphelins de

père et de mère, avec des enfants d'un second lit, orphelins de père ou de mère seulement, comme un maximum des sacrifices à consentir par le patron; il croyait avoir tout prévu, lorsqu'il disait dans le paragraphe B, 3° : « L'ensemble de ces rentes ne peut dans le premier cas dépasser 40 0/0 du salaire, ni 60 0/0 dans le second. »

Il y a deux autres arguments très forts qui militent en faveur de notre opinion. Voici le premier : la loi fixe aux deux tiers du salaire annuel, ce qui fait 66.66 0/0, la rente due à l'ouvrier atteint d'une incapacité absolue et permanente. Il serait souverainement injuste que le patron fût astreint à payer à la famille de l'ouvrier une rente plus élevée que celle qu'il aurait due à l'ouvrier lui-même, s'il avait survécu à l'accident; en effet, dans ce dernier cas, le nombre des alimentaires est plus grand, puisqu'il y a l'ouvrier lui-même qui vient s'ajouter à tous les siens dans le besoin, et pourtant la rente ne peut excéder 66, 66 0/0 du salaire. Que doit-on conclure de là, sinon qu'en cas de décès de l'ouvrier la rente ne peut pas excéder 60 0/0 ? Enfin, il y a un autre argument que l'on a fait ressortir également devant le Tribunal de Nantes; c'est que, en adoptant le système du jugement, le patron peut être astreint à payer une rente qui dépasse de beaucoup le salaire annuel.

En effet, le système du cumul absolu des indemnités dues aux enfants orphelins de père et de mère, aux enfants orphelins de père ou de mère seulement et au conjoint survivant, conduit à la solution suivante : Si les enfants orphelins de père et de mère sont au nombre de trois ou plus, ils auraient droit à. 60 0/0

Si les enfants orphelins de père ou de mère sont au nombre de quatre ou plus, ils auraient droit à. 40 0/0

Enfin, le conjoint survivant aurait droit à. . 20 0/0

Cela fait au total. 120 0/0

C'est évidemment par suite d'une erreur de calcul que le tribunal a déclaré que le septième du cumul ne pourrait pas donner un chiffre supérieur à 80 0/0. Eh bien ! nous disons que c'est là une solution inadmissible, qui n'a pas pu être dans la pensée du législateur, et qui doit nécessairement faire écarter le système du jugement recueilli.

Mais, en adoptant la solution préconisée par nous, aux termes de laquelle le maximum de la rente ne pourrait pas excéder 60 0/0, comment opérer la réduction entre les ayants droit? C'est là évidemment la question la plus délicate; on peut même dire qu'elle est insoluble, en l'absence d'une disposition de la loi à cet égard. Toutefois, nous pensons que la part du conjoint ne pourrait pas être réduite et devrait toujours rester fixée à 20 0/0, et que la réduction ne devrait porter que sur les parts afférentes aux enfants.

191

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

25 juin 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — CONTRAINTE. — ACTE DE PROCÉDURE. — NULLITÉ. — DÉFENSE AU FOND.

2° DISTILLATEUR. — ALCOOL. — HUILES ESSENTIELLES. — MANQUANT-EXIGIBILITÉ DES DROITS.

1° Une contrainte de la Régie est un acte de procédure. La nullité doit donc en être proposée avant toute défense au fond, conformément à l'art. 173 C. pr. civ.

2° Le distillateur qui, au cours d'un recensement, ne représente aux agents des contributions indirectes que des résidus de fabrication, au lieu de l'alcool pur dont il était comptable en vertu d'un inventaire antérieur accepté par lui sans observation ni réserve, est légalement tenu au paiement des taxes relatives au manquant qui en résulte.

Epoux Chouvel et Dejean
c. Administration des Contributions indirectes.

Le Tribunal civil de Muret, saisi, par renvoi de la Cour de cassation (arrêt de la Chambre civile en date du 29 juin 1897, rapporté Gaz. Pal. 97.2.380), avait rendu, le 9 juillet 1898, le jugement suivant :

« Attendu, en la forme, que dans le dernier état de leurs conclusions, que précise le mémoire signifié à la date du 27 avril 1898, les consorts Dejean et Chouvel déclarent limiter leurs griefs, relatifs à la forme de la contrainte décernée contre eux par l'Administration des Contributions indirectes, à ce fait que cette contrainte n'aurait pas été visée par le juge de paix compétent;

« Mais, attendu que ce moyen tend à faire prononcer la nullité d'un acte de procédure; qu'il devait donc être proposé, aux termes de l'art. 173 C. pr. civ., avant toute défense au fond; que les opposants ont méconnu cette prescription; qu'ils n'ont invoqué le fait que dans leur mémoire du 5 janvier 1895, c'est-à-dire après avoir abordé le débat sur le fond et avoir notamment demandé une expertise, par leur mémoire signifié le 27 janvier 1894; qu'ils ont donc encouru la déchéance résultant de la disposition de loi précitée; qu'il est, dès lors, sans intérêt d'examiner la valeur du grief considéré en lui-même; qu'aujourd'hui, la contrainte du 14 mars 1892 doit, dans tous les cas, être réputée régulière et opérante en la forme;

« Attendu, au fond, qu'il est constant, en fait, comme reconnu de toutes parties, qu'avant le 20 février 1892, et notamment lors du recensement du 14 décembre 1891, le compte-magasin des consorts Dejean et Chouvel, distillateurs à Toulouse, avait été arrêté contradictoirement entre ces derniers et les représentants de l'Administration des Contributions indirectes; que les deux parties avaient été d'accord pour reconnaître et fixer les quantités d'alcool pur dont l'assujetti était comptable devant le Trésor; qu'au

contraire, le recensement opéré à cette date du 20 février 1892 donna lieu à une difficulté touchant la véritable consistance en alcool pur des spiritueux existant en magasin ; qu'une expertise judiciaire a été ordonnée par le Tribunal de Toulouse, et que les résultats de cette mesure sont acceptés par les deux parties ; qu'ils établissent que les liquides en litige étaient des résidus de distillation ou de rectification, représentant de 13 à 20 0/0 d'alcool vinique ou d'alcool pur ;

« Attendu que les quantités de matières imposables déterminées sur cette base font ressortir un manquant par rapport aux quantités précédemment constatées ;

« Or, attendu que l'assujetti est tenu de justifier par des sorties régulières les manquants relevés dans son magasin ou d'acquitter le droit de consommation dû sur ces manquants (loi du 20 juillet 1837, art. 7) ; que c'est donc avec raison que l'administration a décerné contrainte pour obtenir paiement de ce droit par les consorts Dejean et Chouvel, qui ne peuvent justifier de sorties régulières pour établir la balance de leur compte ;

« Attendu que la solution ainsi fixée repose sur la présomption de droit que tout recensement, qui ne donne lieu à aucune protestation de la part de l'assujetti, ne comporte aucune erreur touchant la nature des liquides qui en font l'objet, spécialement aucune confusion entre les résidus de fabrication et les spiritueux à haut degré d'alcool vinique ou alcool pur ;

« Or, attendu que cette présomption est conforme à la réalité des faits ; qu'en effet, s'il est difficile de déterminer avec exactitude la teneur en alcool pur, toujours faible, de ces résidus, il est très aisé, au contraire, de les distinguer en eux-mêmes des liquides de tout titre alcoolique ; qu'aussi n'arrive-il jamais, en pratique, qu'un distillateur accepte de prendre en charge des quantités marchandes de ces déchets de fabrication aux lieu et place du véritable alcool, qui constitue le produit supérieur et se trouve frappé pour cette raison de droits élevés ;

« Attendu que, si donc les consorts Dejean et Chouvel ont consenti, à un moment quelconque, à se rendre comptables envers le fisc de quantités déterminées d'alcool pur, c'est qu'en réalité, ils détenaient ces quantités ; qu'ils n'ont pu, en effet, s'abuser sur la véritable nature des spiritueux existant dans leur magasin, soit que ces spiritueux vinssent de l'extérieur, soit qu'ils fussent le produit de leur propre fabrication ; qu'on doit, d'ailleurs, remarquer qu'ils ne fournissent, même à titre de pure allégation, aucune explication de l'erreur ruineuse dans laquelle ils seraient tombés en laissant taxer à leur charge d'alcool à 89 degrés 481 hectolitres de liquides qui n'étaient que des résidus de fabrication ;

« Attendu, en conséquence, que la condamnation des défendeurs est aussi justifiée en équité qu'elle l'est en droit strict ;

« Attendu, d'autre part, qu'aucun différend ne s'élève en ce qui concerne la liquidation des droits dont l'administration poursuit le recouvrement ; que la contrainte qui a été décernée à ces fins doit donc être validée et les consorts Dejean et Chouvel démis de leurs oppositions, fins et conclusions ;

« Attendu que la partie qui succombe est tenue de supporter les dépens ;

« Par ces motifs,

« Vu les mémoires respectivement signifiés ;

« Vu les art. 1er de la troisième loi du 24 juin 1824 et 7 de la loi du 20 juillet 1837 ;

« Vidant le renvoi ordonné par la Cour de cassation :

« Dit et déclare que la contrainte décernée par l'Administration des Contributions indirectes contre les consorts Dejean et Chouvel, à la date du 14 mars 1892, est réputée bonne et valable en la forme ;

« Au fond, a démis et démet les consorts Dejean et Chouvel de l'opposition qu'ils ont formée contre cette contrainte ; les démet pareillement de toutes leurs demandes, fins et conclusions ;

« Ce faisant, valide, en tant que de besoin, la susdite contrainte pour la quantité de 401 hectol. 32 lit. 98 cent. d'alcool pur, représentant à la taxe la somme de 62,707 fr. 79.

« Condamne les opposants aux dépens qui comprendront les frais de l'expertise judiciaire.

« Sur le pourvoi :

LA COUR,

Sur le premier moyen tiré de la violation de l'art. 44 du décret du 1er germinal an XIII, des principes en matière de contrainte de l'art. 173 C. pr. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 173 C. pr. civ., toute nullité d'exploit ou d'acte de procédure est couverte, si elle n'est proposée avant toute défense ou exception autre que les moyens d'incompétence ;

Attendu que l'Administration des Contributions indirectes ayant décerné, le 11 mars 1892, une contrainte en paiement de droits contre Dejean, distillateur, comme débiteur, et contre les époux Chouvel, comme ses cautions, Dejean et les époux Chouvel se sont bornés, dans leur opposition et leur mémoire à l'appui, du 29 janvier 1894, à soutenir qu'ils ne devaient rien ; que ce n'est qu'après avoir abordé

au fond le débat qu'ils ont, le 5 janvier 1895, excipé de la nullité de la contrainte, motif pris de ce qu'elle aurait été visée par un juge de paix incompétent ;

Attendu que, dans cet état des faits, le Tribunal civil de Muret a décidé avec raison que la contrainte du 11 mars 1892 constituait un acte de procédure et a décidé, par suite, que la nullité aurait dû en être proposée avant toute défense au fond; et qu'en statuant ainsi, par un jugement dûment motivé, il n'a fait qu'une exacte application de l'art. 173 C. pr. civ et n'a violé ni le décret, ni les principes susvisés ;

Sur le deuxième moyen tiré de la violation des art. 97, 100, 242, 247 de la loi du 28 avril 1816, 1 et 5 de la loi du 24 juin 1824, des art. 6 et 7 de la loi du 20 juillet 1837, de l'art. 1er de la loi du 26 mars 1872, de l'art. 31 du décret du 18 septembre 1877, des art. 30 et 31 du décret du 15 avril 1881 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que le jugement attaqué constate, en fait, d'une part, que le recensement du 14 décembre 1891 a, de l'accord des parties, fixé la quantité d'alcool dont Dejean était comptable et, d'autre part, que ce dernier a accepté, sans observation ni réserve, les résultats du recensement du 20 février 1892; que, dans ces circonstances, ledit jugement a pu déclarer que Dejean n'a pas confondu avec de simples résidus de fabrication l'alcool pur qu'il était tenu de représenter et, en validant la contrainte, le condamner ainsi que ses cautions à payer les taxes relatives aux manquants établis;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

MM. Petit rapp.; Melcot av. gén. — Me Sabatier av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il est de jurisprudence constante, en matière d'enregistrement et de contributions indirectes, que les nullités de forme des contraintes sont couvertes par le silence gardé sur ces moyens dans les oppositions à contraintes : Cass. 7 août 1807 et 14 novembre 1815 (S. chr.); 14 novembre 1838 (S. 38.1.970); 15 février 1881 (S. 83.1.365 — D. 82.1.75); Trib. civ. Toulouse 15 mai 1895 (Gaz. Pal. 95.2. Vo Contributions indirectes 11); Bertrand et Deschamps, no 1858.

II. — Sur le second point : Les distillateurs sont, comme tous les autres entrepositaires, responsables vis-à-vis de la Régie des droits sur la quantité totale d'alcool pur entrée dans leurs magasins avec des acquits-à-caution, et le crédit de l'impôt. Par le seul fait de la prise en charge à leur compte, ils se trouvent constitués débiteurs et tenus d'acquitter plus tard les taxes sur les quantités d'alcool qu'ils ne justifient pas avoir fait sortir régulièrement de leurs magasins : Cass. 26 mars 1818 et 29 juin 1897, précité.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

14 juin 1900.

Présidence de M. Tanon.

ACTION POSSESSOIRE. — EAUX. — RUISSEAU. — ENTREPRISE DANS L'ANNÉE. — CONDITIONS DE RECEVABILITÉ.

Une action possessoire qui a pour objet le maintien du droit que le riverain d'un cours d'eau prétend lui appartenir, et dans la jouissance duquel il aurait été troublé dans l'année, d'user des eaux dudit ruisseau pour l'irrigation de son héritage selon la faculté que lui accorde l'art. 644 C. civ., n'est pas soumise à toutes les règles qui, d'après l'art. 23 C. civ., régissent l'action en complainte.

Et le maintien en possession, ordonné par le juge, est suffisamment justifié, en ce cas, par la constatation d'un état de lieux donnant application aux dispositions de l'art. 644 C. civ. au profit du demandeur.

Petit c. Suraud.

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation des art. 23 C. pr. civ., 2228, 2229 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810:

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué et qu'il était d'ailleurs incontesté que les héritages appartenant à chacune des parties étaient séparés par un fossé mitoyen servant à l'écoulement des eaux litigieuses ; que la demande portée par Suraud devant le juge de paix de Rouillac concluait à la répression d'une entreprise, au moyen de laquelle Petit, en supprimant de son côté le bord du ruisseau, avait amené sur son fonds la totalité des eaux ; que cette demande avait pour objet le maintien du droit qui appartenait à Suraud d'user des eaux pour l'irrigation de son pré, selon la faculté que lui accordait l'art. 644 C. civ. ; qu'une telle action était bien une action possessoire, en ce sens qu'il s'agissait d'une entreprise troublant le demandeur dans sa jouissance et commise dans l'année, mais non, comme le dit le pourvoi, une action soumise à toutes les règles qui, d'après l'art. 23 C. pr. civ., régissent la complainte ; qu'il suit de là que, pour la reconnaissance de la possession du demandeur, le jugement attaqué n'avait pas à faire d'autres constatations que celles qu'il a faites d'un état de lieux donnant application aux dispositions de l'art. 644 C. civ.; que le moyen n'est donc pas justifié;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé par Petit contre le jugement du tribunal civil d'Angoulême du 1er février 1897.

MM. Denis rapp.; Mérillon av. gén. — Me Perrin av.

Note. — La Cour de cassation s'était déjà prononcée dans le même sens, dans plusieurs arrêts antérieurs : Cass. 19 novembre 1866 (S. 67.1.32 — J. du P. 67.46 — D. 67.1. 179); 22 décembre 1891 (Gaz. Pal. 92,e.29) et la note; 3 août 1896 (Gaz. Pal. 95.2.453). V. également : Trib. civ. Lyon 9 août 1894 (Gaz. Pal. 94.2.531); Trib. paix Saint-Omer 2 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.164).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

12 mai 1900

Présidence de M. Bourgaux.

EFFETS PUBLICS. — 1° RÉALITÉ DES OPÉRATIONS. — ORDRE SIMULTANÉ D'ACHAT ET DE VENTE. — CONTRE-PARTIE. — AGENT DE CHANGE. — DOUBLE LETTRE. — FRAUDE. — NULLITÉ. — 2° OPÉRATION A TERME. — VENTE IRRÉGULIÈRE. — NULLITÉ. — NULLITÉ DE L'ACHAT.

1° *Lorsque le coulissier chargé par un client d'exécuter un ordre sur valeurs cotées passe simultanément à son agent de change un ordre d'achat et un ordre de vente des mêmes titres aux mêmes cours, ces deux opérations se détruisent nécessairement l'une et l'autre et le coulissier ne fait chez l'agent de change aucune opération.*

Il suit de là que le coulissier, à l'aide de cet artifice, devient la propre contre-partie de son client au prix du courtage payé à l'agent de change et de l'impôt payé au fisc et qu'en conséquence l'opération ainsi effectuée est nulle et de nul effet.

Et c'est en vain que, pour soutenir la validité de l'opération, le coulissier produirait un avis d'opéré de l'agent de change, sur lequel ne figurerait que l'exécution de l'ordre de vente et non celle du rachat, alors qu'il est constant que s'il en est ainsi c'est que, faisant usage du regrettable système connu en Bourse sous la dénomination de « système de la double lettre », il a demandé à son agent de lui adresser, contrairement à l'usage et complaisamment, deux lettres d'avis, une qui constate la vente, destinée à être produite, le cas échéant, à la barre du tribunal, l'autre qui constate le rachat.

2° *L'annulation d'une vente irrégulière doit avoir nécessairement pour conséquence d'entraîner, au regard du donneur d'ordres, l'annulation de l'achat à terme, lequel, par la seule volonté de l'intermédiaire, a été définitivement liquidé par l'application qu'il s'est faite des titres, à l'insu de son client.*

Lapille et Cie c. Dupont.

LE TRIBUNAL,

Reçoit Lapille opposant, en la forme, au jugement contre lui rendu par défaut en ce tribunal, le 9 janvier 1900; joint les causes, à raison de leur connexité, et statuant par un seul et même jugement, tant sur le mérite de l'opposition de Lapille que sur sa demande reconventionnelle :

Attendu que la demande originaire tend à ouïr dire, Lapille, que, dans un délai à impartir, il sera tenu de justifier de la réalité et de la régularité des opérations qui, selon lui, constitueraient Dupont débiteur de la somme de 467 francs, et, sinon et faute par Lapille de ce faire, voir prononcer la nullité desdites opérations;

Attendu que la demande reconventionnelle tend au paiement de la susdite somme de 467 francs, pour solde de compte des opérations, objet du litige;

Sur l'ensemble des demandes :

Attendu qu'à l'appui de sa demande reconventionnelle, Lapille produit le compte dont détail suit :

Au débit de Dupont :		
Solde liquidation du 30 septembre .		1.640 fr. 25
A son crédit :		
Vente d'une action « de Beers »	648 fr. 95	
Solde liquidation du 15 octobre.	524 » 30	
Total. . . .	1.173 fr. 25	1.173 » 25
Solde débiteur.	467 » »	

En ce qui concerne la liquidation du 30 septembre :

Attendu que les opérations ont consisté : 1° en un achat à terme de 25 Rio, le 15 septembre, à 1,194 fr.; 2° en une revente de Rio le 30 du même mois;

Attendu que l'achat du 15 septembre paraît avoir été réellement et régulièrement effectué; qu'il n'en est pas de même de la vente du 30;

Attendu, en effet, qu'au répertoire de Lapille figurent les deux opérations suivantes : n° 937, Dupont vend ferme 25 Rio à 1,130 francs, X..., agent de change; n° 938, Tézanne (en réalité le compte Maison) achète ferme 25 Rio à 1,130 francs, X..., agent de change; qu'en fait, Lapille a passé simultanément à X..., agent, un ordre d'achat et un ordre de vente des mêmes titres aux mêmes cours; qu'il est constant que ces deux opérations se détruisent nécessairement l'une l'autre, et qu'en réalité, Lapille n'a fait chez l'agent X... aucune opération; qu'à l'aide de l'artifice par lui imaginé, Lapille est devenu la propre contre-partie de son client Dupont, au prix du courtage payé à l'agent X... et de l'impôt payé au fisc;

Attendu que, vainement, pour soutenir que l'opération ordonnée par Dupont aurait été réellement et régulièrement effectuée, Lapille verse aux débats l'avis d'opéré de l'agent X... du 30 septembre, sur lequel ne figure que la vente et point le rachat du

même jour; qu'il ne saurait tirer aucun argument de ce fait, puisqu'il ne conteste pas, et ne saurait d'ailleurs le faire sérieusement, avoir passé un double ordre d'achat et de vente du même nombre de titres, le même jour, au même cours, au même agent; que si, par suite, l'avis d'opéré de cet agent ne porte qu'une des deux opérations, c'est que, faisant usage du regrettable système connu en Bourse, sous la dénomination de « système de la double lettre », Lapille a demandé à son agent de lui adresser, contrairement à l'usage et complaisamment, deux lettres d'avis, une qui constate la vente, destinée à être produite, le cas échéant, à la barre du tribunal, l'autre qui constate le rachat; que, quelque ingénieux que soit ce stratagème, il n'en est pas moins évident que, pour la vente des 25 Rio du 30 septembre, Lapille s'est fait la contre-partie de son client, et ce, à son insu; qu'il s'est donc départi de son rôle de mandataire;

Attendu que Lapille soutient, subsidiairement, qu'à supposer que cette opération du 30 septembre puisse être considérée comme inexistante à l'égard de Dupont, l'achat à terme initial du 15 septembre, qui a été régulier, subsisterait; que Dupont ne saurait répudier à la fois et l'achat à terme régulier et la revente irrégulière;

Mais, attendu que l'annulation de la vente irrégulière doit avoir nécessairement pour conséquence d'entraîner, au regard de Dupont, l'annulation de l'achat à terme;

Attendu, en effet, que cet achat a, par la seule volonté de Lapille, été définitivement liquidé par l'application des titres qu'il s'est faite à l'insu de son client; qu'à l'égard du donneur d'ordres il a anéanti, en la faisant sienne, l'opération tout entière, et qu'il ne saurait, à son gré, la faire revivre; qu'une opération faite dans de semblables conditions doit être considérée comme nulle au regard de Dupont;

En ce qui concerne la liquidation du 15 octobre :

Attendu que les opérations comprises dans ce compte de liquidation ont consisté en une vente de 25 Rio à prime dont 20 francs, à 1,176 le 28 septembre pour le 15 octobre, et un rachat le 30 septembre d'une même prime dont 5 fr. 20, à 1,152;

Et, attendu qu'il appert des documents soumis et de l'instruction ordonnée que, tant pour la vente que pour le rachat, Lapille s'est, à l'aide de la manœuvre susdécrite, fait la contre-partie de son client, à l'insu de celui-ci; que, pour les mêmes motifs qui viennent d'être déduits, ces opérations doivent être également considérées comme inexistantes; qu'il convient, dès lors, faute par Lapille de justifier de la réalité et de la régularité des opérations dont s'agit, de les déclarer nulles au regard de Dupont; qu'il doit, par suite, être fait droit à la demande principale, en ce qu'elle tend à voir déclarer nulles lesdites opérations, en repoussant, par voie de conséquence, la demande reconventionnelle;

Par ces motifs,

Déboute Lapille de son opposition au jugement du 9 janvier 1900;

Ordonne que le présent jugement sera exécuté selon sa forme et teneur, nonobstant, ladite opposition;

Déclare Lapille mal fondé en sa demande, l'en déboute, et le condamne en tous les dépens.

Note. — Sur le premier point : La décision recueillie met en lumière et condamne une pratique qui s'est introduite dans les opérations de certaines maisons de banque depuis la promulgation de la loi du 13 avril 1898. Pour bien faire ressortir l'importance du jugement du tribunal, il importe de fournir quelques explications.

L'art. 29 de la loi du 28 avril 1893, édicté dans un but purement fiscal, dispose « que quiconque fait commerce habituel de recueillir des offres et demandes de valeurs de bourse doit, à toute réquisition des agents de l'enregistrement, soit représenter des bordereaux d'agent de change ou faire connaître les numéros et les dates des bordereaux ainsi que les noms des agents de change de qui ils émanent soit, faute de ce faire, acquitter personnellement le montant des droits ». La loi exige donc, pour toute négociation, la production du bordereau de l'agent de change ou la preuve de sa délivrance et, si cette justification n'est pas faite, pour une cause ou pour une autre, le montant des droits est personnellement dû par l'intermédiaire. Mais la loi s'arrêtait là et ne se préoccupait pas de savoir si les opérations pour lesquelles un droit était perçu avaient été régulièrement faites ou non, si elles avaient été réellement exécutées par l'agent de change, ou bien si elles étaient fictives et n'avaient donné lieu qu'à une simple passation d'écritures. Il suffisait au banquier, pour être en règle avec le fisc, d'inscrire l'opération sur son répertoire et de payer les droits : la loi de 1893 n'en demandait pas davantage.

L'art. 14 de la loi du 13 avril 1898 a modifié cet état de choses. Cet article dispose que « quiconque fait le commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse, doit, à toute réquisition des agents de l'enregistrement s'il s'agit de valeurs admises à la cote officielle, représenter des bordereaux d'agents de change, ou faire connaître les numéros et les dates des bordereaux, ainsi que les noms des agents de change de qui ils émanent et, s'il s'agit de valeurs non admises à la cote officielle, acquitter personnellement les droits. » Désormais donc, les agents de l'enregistrement ne pouvaient plus recevoir de déclaration d'une autre personne que de l'agent de change; seul, l'agent de change pouvait payer les droits sur valeurs cotées et, comme conséquence, le banquier devait, à toute réquisition, représenter le bordereau de l'agent qui avait acquitté les droits. C'était la sanction pratique de l'art. 76 C. com. et l'impossibilité matérielle pour les banquiers de négocier, hors l'agent de change, les valeurs cotées. En fait, pour les banquiers qui avaient l'habitude de passer régulièrement aux agents de change les ordres qu'ils recevaient de leurs clients sur valeurs cotées, la loi n'apportait aucune modification à leur situation antérieure. Mais pour ceux qui, n'opérant que sur le papier, se constituaient les contre-parties de leurs clients, la loi semblait devoir mettre un terme à leurs opérations. Il n'en a rien été, et voici ce qu'on a imaginé : lorsqu'un banquier contre-partiste recevait d'un client l'ordre d'acheter, par exemple, 3,000 francs de rente, il passait l'ordre à son agent, mais, en même temps, il donnait l'ordre au

même agent de vendre pour son compte à lui 3,000 francs de rente au même cours. L'agent de change, ayant à la fois un ordre d'achat et un ordre de vente de 3,000 francs de rente, est autorisé, par ses règlements, à compenser l'achat par la vente. Mais le banquier, lui, n'avait qu'un ordre d'achat du client. En vendant pour son compte, il a *défait* l'achat par la vente : il n'a donc rien fait. Comment passera-t-il l'opération sur ses livres pour être en règle avec la loi de 1898? Il indique l'achat pour son client avec l'agent de change comme contre-partie, et il indique la vente qui compense l'achat, soit sous le nom « maison », soit sous un nom quelconque, avec le même agent de change comme contre-partie. Mais il est de toute évidence que, si l'on exige du banquier le compte de liquidation de l'agent de change, on va y voir du premier coup qu'il n'y a eu qu'une opération fictive. Il faut donc que le banquier évite de produire ce compte et que, cependant, il arrive à établir qu'il a bien passé l'ordre d'achat du client à son agent. C'est en vue d'arriver à ce résultat qu'a été imaginé le système dit « de la double lettre », condamné par le tribunal. En passant l'ordre d'acheter et de vendre simultanément 3,000 francs de rente, au même cours, le banquier demande à son agent de change de lui envoyer deux lettres d'avis : l'une qui constate l'achat, l'autre qui constate la vente. A l'aide de l'une de ces deux lettres, le banquier appelé à justifier de la réalité de l'achat essaiera de prouver au tribunal qu'il a réellement acheté chez son agent de change les 3,000 francs de rente demandés par le client. Il conservera par devers lui la seconde lettre qui dévoilerait l'artifice.

Il suffit d'indiquer le but poursuivi par le système de la double lettre pour comprendre combien est fondée la décision recueillie. Aussi bien, il n'était pas besoin qu'il fût révélé et mis au jour pour que le juge fût en garde contre lui. La lettre d'avis n'a, en effet, aucune valeur, même lorsqu'elle est correcte, au point de vue de la justification de la réalité d'une opération. Elle prouve que le banquier a acheté ou dit avoir acheté les titres qui y sont indiqués, mais elle ne prouve pas que ce soit pour le client auquel on réclame le solde de l'opération que cette opération a été faite. C'est par le rapprochement du bordereau de l'agent de change et des livres du banquier qu'on peut démontrer l'applicabilité au client des opérations faites chez l'agent de change. Lors donc que la régularité des opérations est contestée par le client, le juge devra exiger du banquier, non pas la lettre d'avis, mais les bordereaux de l'agent de change, les comptes de liquidation et enfin le répertoire du banquier.

II. — Sur le deuxième point : V. dans le même sens nos observations sous Trib. com. Seine 3 novembre 1897 (Gaz. Pal. 97.2.664) ; Trib. com. Seine 24 décembre 1896 (Gaz. Pal. 97.1.145). G. L.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE DAX

9 janvier 1900.

Présidence de M. Bastiat.

CHEMIN DE FER. — MARCHANDISES. — TRANSPORT. — TARIFS SPÉCIAUX. — RETARD. — NON-RESPONSABILITÉ.

1° *Le destinataire n'est pas fondé à demander contre une compagnie de chemins de fer des dommages-intérêts pour retard dans la livraison des marchandises, lorsque le transport de marchandises est effectué sous le régime d'un tarif spécial, qui accorde, pour la livraison, un délai que la compagnie n'a pas dépassé.*

2° *Le destinataire n'est pas fondé à demander des dommages-intérêts à une compagnie de chemins de fer pour le préjudice à lui causé par un dérangement inutile provenant de ce qu'il s'est, sur une lettre d'avis, rendu à la gare pour chercher les marchandises et qu'il ne les y a pas trouvées, lorsque, postérieurement, la compagnie a fait effectuer, à domicile et à ses frais, la livraison desdites marchandises.*

Lecat c. Compagnie des chemins de fer du Midi.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Lecat, par exploit du 13 novembre, a assigné la Compagnie du Midi en paiement de 400 francs de dommages-intérêts pour retard dans la livraison d'une expédition de trois sacs de sucre pour vendange ;

Attendu que, le 12 octobre 1899, il a été expédié de la gare de Saint-Denis à l'adresse du sieur Lecat, en gare de Dax, trois sacs sucre brut, du poids de 140 kilogs ;

Attendu que, le 16 octobre, la gare de Dax a avisé Lecat de l'arrivée de cette marchandise, mais que, lorsque, le 18 octobre, celui-ci s'est présenté pour en prendre livraison, elle n'a pu lui être remise, parce qu'elle avait pris une mauvaise direction, et qu'il a été obligé de s'en retourner les mains vides ;

Attendu que, le 25 octobre, les trois sacs de sucre, étant enfin arrivés en gare de Dax, ont été livrés, par les soins et aux frais de la compagnie, à Lecat, en son domicile à Mousse ;

Attendu que Lecat prétend avoir éprouvé, du fait de ce retard, qu'il impute à la compagnie, un préjudice notable, car il n'a pu fabriquer du vin de seconde cuvée qu'il se proposait de faire avec le marc de vendange additionné du sucre qu'il avait demandé dans cet objet ; et que, de plus, induit en erreur par la lettre d'avis de la gare de Dax, il a fait des frais inutiles pour aller prendre livraison de sa marchandise, que la compagnie n'a pu lui remettre ;

Attendu que la compagnie prétend que, sur ce dernier point, Lecat n'est pas fondé à demander une indemnité quelconque, puisque, s'il a fait un voyage inutile, motivé par la lettre d'avis de la gare de Dax, il n'a pas eu à se déranger une seconde fois, la marchandise lui ayant été remise à son domicile par les soins et aux frais de la compagnie ;

Attendu que la Compagnie du Midi prétend, par ailleurs, que contrairement à l'affirmation de Lecat, les trois sacs de sucre à lui expédiés de Saint-Denis le 12 octobre, lui sont parvenus dans les délais prévus pour ce transport par le tarif spécial D. 5, sous le régime duquel a voyagé cette marchandise,

sur la demande de l'expéditeur qui avait demandé le tarif le plus réduit; qu'en effet, une clause spéciale dudit tarif accorde à la Compagnie d'Orléans un délai supplémentaire de cinq jours pour le trajet sur son réseau;

Attendu qu'en effet, en faisant le calcul des délais de transport accordés par le tarif D. 5, de Saint-Denis à Dax, la compagnie n'était tenue de livrer la marchandise, en gare de Dax, que le 28 octobre; que, comme elle l'a livrée le 25 au domicile du destinataire, celui-ci n'est pas fondé à demander une indemnité pour cause de retard;

Par ces motifs,

Déboute Lucas de sa demande, le condamne en 12 francs de dommages-intérêts d'audience et aux dépens.

Note. — I. – Sur le premier point : En matière de tarifs spéciaux, il a été jugé que l'existence d'un retard, même reconnu par le transporteur, ne suffit pas, en l'absence d'une faute de sa part, dont la preuve est à la charge du demandeur, pour faire retenir la responsabilité dudit transporteur : Poitiers 30 octobre 1893 (Gaz. Pal. 93.2.556); Cass. 30 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.128).

II. — Sur le second point : L'absence de tout préjudice justifie pleinement la décision intervenue.

192

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

19 juin 1900.

Présidence de M. Tanon.

ASSURANCES TERRESTRES. — ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS. — DÉCLARATION DU MONTANT DES SALAIRES. — ERREURS. — OMISSIONS. — RÉTICENCES NON INTENTIONNELLES. — DÉCHÉANCE NON ENCOURUE. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

Lorsqu'une clause d'une police d'assurance contre les accidents énonce d'abord que les engagements de l'assureur sont basés sur la sincérité des déclarations de l'assuré, et porte ensuite qu'en conséquence l'assuré, qui aura induit la compagnie d'assurances en erreur par réticence ou déclaration inexacte sur la nature de ses travaux, le nombre des ouvriers par lui employés, le nombre d'heures de travail ou le montant des salaires, sera déchu du bénéfice de l'assurance, il appartient aux juges du fond de décider souverainement que la pensée commune des parties a été de n'attacher ainsi la peine de la déchéance qu'à des réticences intentionnelles, et qu'en fait un nombre minime d'erreurs ou d'omissions relevées dans la tenue des feuilles de paie de l'assuré n'a point ce caractère, et ne peut entraîner l'application de cette pénalité.

Compagnie d'assurances l'Abeille
c. faillite Désormières.

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 1134 et 1234 C. civ., 348 C. com. et 13 de la police d'assurance :

Attendu que, dans l'art. 13 des conditions générales de ses polices passées avec Desormières les 8 janvier 1892 et 25 octobre 1894, la Compagnie d'assurance contre les accidents l'Abeille a stipulé que ses engagements étaient basés sur la sincérité des déclarations du souscripteur, et qu'en conséquence, l'assuré qui induirait la compagnie en erreur, par réticence ou déclaration inexacte sur la nature de ses travaux, le nombre d'ouvriers par lui employés, le nombre d'heures de travail exécutées pour son compte ou le montant des salaires, serait déchu du bénéfice de l'assurance;

Attendu qu'appelée à examiner si un nombre relativement minime d'omissions ou d'inexactitudes relevées dans la tenue des feuilles de paie, et, par suite, dans la déclaration des salaires de plusieurs centaines d'ouvriers employés par Desormières, constituaient les « réticences » et « fausses déclarations » prévues par la police, la Cour de Dijon a pu décider, par interprétation de la pensée commune des parties, que celles-ci n'avaient attaché la peine de la déchéance qu'à des réticences intentionnelles et à un défaut de sincérité qui ne se rencontraient pas dans la cause; que cette décision, fixant, sans la dénaturer, la portée de la convention, n'a violé aucun des textes visés par le pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par la Compagnie d'assurances l'Abeille contre l'arrêt de la Cour de Dijon du 10 novembre 1898.

MM. Letellier rapp.; Melcot av. gén. — Me Perrin av.

Note. — Les juges du fond interprètent souverainement, d'après la commune intention des parties, les clauses d'un contrat d'assurances comme celles de tout autre contrat : Cass. 26 novembre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.704) et le renvoi. — *Adde* : Cass. 8 décembre 1898 (Pand. franç. 99.1.480).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

23 mai 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

1° SAISIE-ARRÊT. — CRÉANCE NON JUSTIFIÉE. — FAUTE. — PRÉJUDICE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.
2° « ULTRA PETITA ». — CASSATION. — REQUÊTE CIVILE.

Le fait d'avoir fait pratiquer une saisie-arrêt pour avoir paiement d'une prétendue créance, dont il n'a pu justifier l'existence, constitue, à la charge du saisissant, une faute, à raison de laquelle il peut être condamné à des dommages-intérêts envers le saisi, à qui il a ainsi causé un préjudice.

Une condamnation, prononcée en ce cas et pour

ce motif, par le jugement déclarant nulle la saisie-arrêt, à des dommages-intérêts non demandés, constitue un simple ultra petita, *qui, ne renfermant aucune violation de la loi, ne donne ouverture qu'à requête civile, et ne peut être invoqué devant la Cour de cassation.*

Costé c. Lugand.

Le sieur Costé avait fait pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de Me Carré, notaire à Rouen, au préjudice des époux Lugand pour avoir paiement d'une somme de 2,493 francs, réduite plus tard à 1,250 francs, qu'il prétendait lui être due par la succession d'une dame Moine, dont la dame Lugand était héritière.

Cette saisie-arrêt a été annulée par jugement du Tribunal civil de Nantua, en date du 28 avril 1898. Le même jugement a condamné Costé en 200 francs de dommages-intérêts.

Costé s'est pourvu en cassation, et a formulé à l'appui de son pourvoi deux moyens :

1° « Violation des art. 557, 558, 559 et suiv. C. pr. civ. et des règles de la saisie-arrêt, fausse application des art. 1289, 1290, 1291 et suiv. C. civ. et des règles de la compensation, violation des art. 2101 §§ 2 et 3 C. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué, malgré des conclusions énonçant les causes de la créance, a déclaré nulle la saisie-arrêt pratiquée à la requête du demandeur, sous le seul prétexte qu'il n'établissait pas que, lorsqu'il a fait procéder à cette saisie, et possédait contre les défendeurs une créance certaine liquide et exigible, et cela, sans même faire connaître pourquoi la créance de frais funéraires et de dernière maladie, en vertu de laquelle il agissait, n'était ni certaine, ni liquide ».

2° « Fausse application et, par suite, vlolation des art. 1382 et 1383 C. civ., violation de l'art. 130 C. pr. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué, sans constater à la charge du demandeur ni mauvaise foi ni intention vexatoire, ni faute lourde équivalente au dol, et par le seul motif qu'il perdait le procès, l'a condamné à payer, en outre des dépens, 200 francs de dommages-intérêts, alors que cette condamnation n'était même pas requise par les défendeurs. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que Coste n'a pas établi devant le tribunal l'existence de la créance en vertu de laquelle il avait fait pratiquer sans titre, avec permission du juge, une saisie-arrêt au préjudice des défendeurs; que la décision qui a déclaré cette saisie-arrêt est donc motivée et justifiée;

Sur le second moyen :

Attendu que le jugement attaqué déclare qu'en faisant procéder sans droit à une saisie-arrêt sur des valeurs appartenant au conjoint Lugand « le sieur Coste a par sa faute occasionné à ceux-ci un préjudice dont il leur doit réparation, et que le tribunal trouve dans la cause des éléments suffisants pour fixer le montant de l'indemnité »; qu'en précisant ainsi la faute commise et en constatant le préjudice qui en est résulté, il a motivé et justifié la condamnation à 200 francs de dommages-intérêts prononcée contre Coste;

Attendu qu'aucune violation de la loi n'ayant été commise, le grief tiré de ce qu'il aurait été statué sur chose non demandée ne donnait ouverture qu'à la requête civile et ne peut être, dès lors, invoqué devant la Cour de cassation;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Costé contre le jugement du Tribunal civil de Nantua du 28 avril 1898.

MM. Faye rapp.; Sarrut av. gén. — Me Auger av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. conf. Cass. 17 mars 1873 (S. 73.1.257 — J. du P. 73.636 — D. 74.1.33). Mais il ne suffisait pas, pour justifier la condamnation du saisissant en des dommages-intérêts, qu'il fût déclaré que la saisie-arrêt avait été pratiquée sans droit; il faut encore qu'il soit constaté que cet abus a occasionné au saisi un préjudice Cass. 27 novembre 1888 (Gaz. Pal. 88.2.591).

II. — Sur le deuxième point : Il est certain que le simple *ultra petita*, qui n'est compliqué d'aucune violation de la loi, ne peut donner ouverture à cassation, mais seulement à requête civile. *Sic* : Cass. 6 novembre 1888 (Gaz. Pal. 88.2.533); 1er juillet 1891 (Gaz. Pal. 91.2.336); 16 mars 1898 (Gaz. Pal. 90.1.469).

COUR D'APPEL DE ROUEN (2e Ch.)

11 mai 1900.

Présidence de M. Lemol.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° CALCUL DE LA RENTE. — OUVRIER PAYÉ A LA JOURNÉE. — DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS. — 2° PAIEMENT D'AVANCE. — 3° POINT DE DÉPART. — CONSOLIDATION.

1° Lorsque l'ouvrier est payé à la journée, il faut, pour calculer le salaire annuel sur lequel doit être basée la rente, déduire les dimanches et jours fériés où il ne reçoit rien.

2° Les rentes prévues par la loi du 9 avril 1898 ne peuvent être déclarées payables à l'avance.

3° Pour déterminer le point de départ de la rente, il échet d'envisager uniquement la si-

tuation physique du blessé, sans s'occuper du point de savoir dans quelle phase la procédure est entrée et si la décision intervenue est définitive ou non; le point de départ de la rente doit, par suite, être placé au jour de la guérison ou de la consolidation de la blessure.

Peynaud et fils c. Damerval.

Le Tribunal civil des Andelys avait rendu, le 20 février 1900, le jugement suivant :

« Attendu que Damerval a assigné Peynaud et fils, manufacturiers à Romilly-sur-Andelle, en paiement d'une rente annuelle et viagère de 414 fr., à raison d'un accident dont il a été victime, le 11 novembre 1899, dans l'établissement industriel des défendeurs ;

« Attendu, en fait, qu'il résulte de l'enquête à laquelle procéda le juge de paix de Fleury-sur-Andelle le 15 novembre 1899, que Damerval eut, à la date du 11 novembre précédent, la main droite prise dans un métier appelé « ouvreuse », en voulant le débourrer pour en assurer la marche ; que cet accident, arrivé au cours du travail confié à Damerval par ses patrons, nécessita l'amputation de la main qui avait été mutilée par l'appareil avec lequel elle avait pris contact;

« Attendu que les parties au procès sont d'accord pour reconnaître que cette amputation occasionne à Damerval une incapacité partielle et permanente de travail; que la seule difficulté qui les divise n'a trait qu'à la diminution de salaire que cette incapacité doit entraîner pour la victime de l'accident; que Peynaud et fils offrent une rente annuelle et viagère de 225 francs, alors que Damerval réclame 414 francs ;

« Attendu que le tribunal trouve dans les documents de la cause discutés de part et d'autre à l'audience publique des éléments d'appréciation suffisants pour fixer à 2 francs par jour la diminution de salaire que subira Damerval à la suite de l'accident dont il s'agit; que, de ces documents, il résulte en effet que le salaire auquel peut dorénavant prétendre le demandeur s'élèvera à 1 franc environ, alors que son salaire quotidien, pendant les douze mois qui ont précédé l'accident, était en moyenne de 3 francs; qu'il suit de là, qu'aux termes de l'art. 3 § 2 de la loi du 9 avril 1898, la rente annuelle et viagère due par Peynaud et fils à Damerval doit être fixée à 365 francs, c'est-à-dire à 1 franc par jour ou la moitié de la réduction subie par le salaire ;

« Attendu, d'ailleurs, que cette rente n'est susceptible d'aucune réduction, parce que Damerval ne s'est rendu coupable que d'imprudence ou de témérité ordinaire chez les ouvriers habitués au contact des métiers d'une filature et à leur direction ; que, d'autre part, aucune faute lourde n'est alléguée contre Peynaud et fils ; qu'enfin la reprise de l'ouvrier Damerval par Peynaud et fils moyennant un salaire quotidien de 1 fr. 75 n'est nullement certaine ; que, d'après les éléments de la cause, elle est plutôt problématique ; qu'on ne peut donc faire état dans le débat de cette reprise purement éventuelle ;

« Sur le paiement de la rente :

« Attendu que la situation de Damerval, qui a trois enfants à élever, est fort précaire d'après les renseignements fournis au débat ; que la rente, qui vient de lui être allouée pour compenser, dans la mesure du possible, le vide que son infirmité va nécessairement entraîner dans ses ressources, a manifestement un caractère alimentaire ; qu'il y a lieu, dans ces circonstances, de décider que le paiement en aura lieu, comme Damerval le demande dans ses conclusions, par trimestre et d'avance ; que la loi ne s'oppose pas à ce que, dans l'espèce, le tribunal prescrive cette mesure ;

« Sur le point de départ du paiement :

« Attendu que Peynaud et fils soutiennent qu'il doit être fixé au 1er février 1900, alors que Damerval prétend le fixer au jour du présent jugement ;

« Attendu qu'aux termes de l'art. 16 § 4 de la loi du 9 avril 1898, en cas de non-conciliation, l'indemnité temporaire continue à être servie jusqu'à la décision définitive; que les changements dans l'état de santé de la victime n'ont aucune influence sur le taux de l'indemnité ; qu'il y a donc lieu de placer à la date du présent jugement le point de départ du paiement de la rente (Circulaire du ministre du commerce du 24 août 1899) ;

« Par ces motifs,

« Dit insuffisantes et nulles les offres de Peynaud et fils ;

« Fixe à 365 francs la rente annuelle et viagère due par eux à Damerval, à raison de l'accident arrivé à ce dernier au cours de son travail dans leur filature, le 11 novembre 1899 ;

Les condamne, en conséquence, à la payer à Damerval, par trimestre et d'avance, à partir de ce jour 20 février 1900, et ce, avec la garantie de droit ;

« Rejette, comme non justifiées par les faits de la cause. toutes conclusions contraires au présent dispositif ;

« Condamne Peynaud et fils aux dépens. »

Appel par Peynaud et fils. — Arrêt :

La Cour,

Sur le premier chef de l'appel principal :

Attendu que l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 accorde à l'ouvrier victime d'un accident une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel, si l'incapacité est absolue et permanente ; à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire, si l'incapacité est permanente, mais partielle ;

Attendu que l'ouvrier à la journée est rétribué suivant son travail réel de chaque jour ; qu'en fait dans l'année, il ne se livre au travail que les jours dits ouvrables ; qu'il faut donc, lorsqu'il est payé à la journée, comme dans l'espèce Damerval, déduire les dimanches et fêtes où il ne reçoit rien, soit soixante-cinq jours ;

Attendu que, par suite, la rente ne devra lui être servie que pour un total de trois cents jours ; que cette interprétation trouve sa confirmation dans les débats préparatoires de la loi et les déclarations du rapporteur, M. Louis Ricard (*Journal officiel* 1892 annexe 1920, p. 309) ; qu'enfin elle a été adoptée par M. le ministre du commerce dans sa circulaire du 20 août 1898 ;

Sur le deuxième chef :

Attendu que, pour décider que la rente sera payée d'avance, on peut, d'une part, invoquer son caractère alimentaire, et, d'autre part, soutenir que dans le silence de la loi il y a lieu à l'application du droit commun ;

Mais, attendu que la loi de 1898 inaugure un droit nouveau, c'est-à-dire tout le contraire du droit commun ; que c'est une loi spéciale ; que, dès lors, il faudrait un texte formel, exprès, qui permît aux tribunaux de prendre une pareille mesure ; que d'ailleurs cette mesure ne serait pas sans présenter de graves inconvénients ; qu'en effet, au cas de décès de l'ouvrier, il ne manquerait pas de se produire des répétitions, souvent vaines, et entraînant un sérieux préjudice pour le débiteur de la rente ;

Attendu, au surplus, que, devant le Sénat, M. Bardoux ayant proposé dans son rapport d'introduire une disposition qui consacrerait pour l'ouvrier le droit au paiement par avance, cette disposition fut vivement attaquée et disparut du projet ;

Sur le troisième chef :

Attendu qu'il échet, pour déterminer le point de départ de la rente, d'envisager uniquement la situation physique du blessé ; que, pour résoudre cette question, il importe peu de savoir dans quelle phase la procédure est entrée et si la décision intervenue est définitive ou non ;

Attendu que, d'après l'art. 3, le blessé a droit à une rente à partir du jour où, l'incapacité temporaire ayant cessé, il est certain qu'il ne peut plus se livrer à aucun travail, ou, du moins, qu'à un travail très réduit ; que c'est à ce moment même que se place le point de départ de la rente ; qu'autrement, et dans le système qui prend à la lettre le texte de l'art. 16, il dépendrait soit du patron, soit de l'ouvrier, de retarder le cours de l'instance engagée, selon que l'un ou l'autre y aurait avantage ;

Attendu que là encore, il convient de rappeler l'opinion très catégorique en ce sens qu'exprimait le rapporteur, M. Louis Ricard, à la séance de la Chambre du 18 octobre 1897 ;

Attendu que, dans l'espèce soumise à la cour, les parties sont d'accord pour fixer au 1er février 1900 l'époque exacte où, après l'amputation de la main droite, Damerval a vu sa blessure cicatrisée, consolidée ; que c'est à cette date qu'a commencé à courir la rente constituée à son profit ;

Sur l'appel incident :

Attendu que l'infirmité incurable dont est atteint Damerval a restreint singulièrement sa faculté de travail et ne lui laisse guère que la possibilité d'occuper un très modeste emploi ; que son gain sera désormais des plus modiques, sinon nul ;

Attendu qu'il y a lieu d'évaluer à 2,506 francs la diminution de son salaire qui, avant l'accident, était de 3 fr. 25 ; que la rente doit donc s'élever à la moitié de cette réduction, soit à 1 fr. 25 par jour et, pour trois cents jours, à 375 francs ;

Par ces motifs,

Joint les appels principal et incident et statuant sur le tout par un seul et même arrêt ;

Infirme le jugement du 20 février 1900 ;

Dit et juge que la rente à servir à Damerval, en conformité et par application de l'art. 3 § 3 de la loi du 9 avril 1898, est fixée, pour trois cent jours, à 375 francs ;

Dit qu'elle sera payable par trimestre et non d'avance ;

Dit qu'elle commencera à courir du 1er février 1900 ;

Condamne, en conséquence, Peynaud et fils à payer cette rente à Damerval, par trimestre, à l'échéance de chaque trimestre ;

Les condamne aux dépens.

M. Delrieu av. gén. — Mes Touchard (du barreau de Paris) et Gustave Marais av.

Note. — I. — Sur le premier point : La question ne paraît pas avoir été tranchée jusqu'à ce jour, mais la solution consacrée par l'arrêt recueilli ne paraît pas douteuse. Le salaire annuel d'un ouvrier à la journée ne peut que se composer de l'addition des salaires journaliers touchés par ledit ouvrier, et, par suite, si celui-ci, n'ayant pas travaillé le dimanche, n'a reçu aucun salaire, il faut retrancher du nombre des jours utiles tous les dimanches et autres jours de chômage.

II. — Sur le second point : La question est controversée, mais tranchée généralement dans le sens de l'arrêt recueilli : V. Dijon 2 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1. 617) ; Trib. civ. Seine 12 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.604) ; Douai 5 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.752) et les notes sous ces décisions avec les renvois à la jurisprudence antérieure.

III. — Sur le troisième point : La question est controversée, mais tranchée généralement dans le sens de l'arrêt recueilli : V. Besançon 14 février 1900 (Gaz. Pal 1900.1. 352) ; Douai 19 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.754) ; et *contrà* :

Douai 5 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.752) et 30 mai 1900 *infrà*. V. les notes sous ces décisions avec les renvois.

COUR D'APPEL DE DOUAI (1re Ch.)

30 mai 1900.

Présidence de M. Paul, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — RENTE. — POINT DE DÉPART. — DÉCISION DÉFINITIVE.

Le point de départ de la rente due à l'ouvrier victime d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente partielle, doit être fixé, en cas d'accord, au jour où l'ouvrier reprend son travail, et, en cas de désaccord suivi de contestation judiciaire, au jour où intervient la décision de justice.

Merriot c. Hollebart.

La Cour,

Attendu que le salaire annuel de Merriot, ainsi que la réduction de valeur subie par lui à raison de l'accident qui a nécessité l'amputation de son avant-bras gauche, ont été exactement évalués par les premiers juges;

Mais, attendu que c'est à tort qu'ils ont fixé le point de départ de la rente allouée au jour de l'accident;

Attendu, en effet, qu'il résulte de l'art. 3 de la loi de 1898 que, dans le cas où l'accident n'a entraîné qu'une iucapacité de travail permanente, mais partielle, il existe une période intermédiaire qui court dès le cinquième jour après l'accident, pendant laquelle l'ouvrier reçoit la moitié de son salaire, et qui prend fin, soit, en cas d'accord, quand l'ouvrier reprend son travail, soit, en cas de contestation judiciaire, quand intervient la décision de justice;

Attendu, du reste, que le texte de l'art. 16 § 4, en prescrivant que l'indemnité journalière continuera à être servie jusqu'à la décision définitive, a fixé, au moins implicitement, à cette dernière date l'origine de la rente, puisque les indemnités ne doivent pas être cumulées;

Adoptant les motifs des premiers juges en ce qu'ils n'ont rien de contraire au présent arrêt;

Par ces motifs,

Confirme le jugement en ce qu'il a porté la rente allouée à Merriot à 262 fr. 50, payable par trimestre et à terme échu;

Mais fixe à la date du présent arrêt le point de départ de cette rente, etc.

M. Chouzy av. gén. — Mes Toussaint et Aubin (ce dernier du barreau de Paris) av.

Note. — La 1re chambre de la Cour de Douai abandonne, par l'arrêt recueilli, la jurisprudence de son arrêt du 19 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.754), pour se ranger à celle de la 2e chambre, arrêt du 5 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.752). Cette jurisprudence est contraire à celle des autres cours : V. Besançon 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.352) et Rouen 11 mai 1900 rapporté ci-dessus.

TRIBUNAL CIVIL DE TOURS

13 avril 1900.

Présidence de M. Robert.

ENREGISTREMENT. — MARCHÉ ADMINISTRATIF. — LOCATION DU SOUS-SOL DE LA VOIE PUBLIQUE. — BAIL ANTÉRIEUR. — IMPUTATION DU DROIT PERÇU SUR LE PREMIER BAIL. — CHARGES. — FRACTIONNEMENT.

Le droit de bail exigible sur un marché administratif portant concession à une compagnie d'éclairage du droit exclusif d'établir des tuyaux sous la voie publique, pour la conduite du gaz, ne doit être perçu que sous l'imputation du droit déjà perçu sur un marché antérieur ayant le même objet, pour la période de ce bail primitif qui reste à courir à partir du nouveau traité, s'il résulte des conventions que les contractants ont voulu proroger l'ancienne concession, mais non la supprimer.

L'évaluation des charges du bail est régulière, bien que, ces charges étant multiples, aucune ventilation n'en ait été faite : les parties ne peuvent les considérer comme provisoires dans le but de provoquer la perception par périodes triennales, lorsqu'elles ont omis, au moment de l'enregistrement, de requérir ce fractionnement.

Compagnie d'Eclairage de la ville de Tours par le gaz c. Enregistrement.

Le Tribunal,

Attendu que, par acte sous signatures privées en date à Tours du 25 février 1863, la ville de Tours a concédé à la Société anonyme pour l'éclairage de la Ville de Tours par le gaz, le droit exclusif d'établir et de conserver des tuyaux pour la conduite du gaz d'éclairage et de chauffage sous les voies publiques dépendant de la voie urbaine (art. 1er);

Attendu que cette concession a été faite pour cinquante années, qui ont commencé à courir le 1er février 1865, pour finir le 1er février 1913 (art. 2), et à diverses charges, notamment à la charge par la société : 1° de continuer de payer, pendant toute la durée dudit traité, la somme de 3,000 francs par an, représentant le droit exclusif de placer des tuyaux dans la ville (art. 25); 2° de fournir gratuitement à la ville 300 hectolitres de coke;

Attendu que ce traité a été enregistré à Tours, le 11 juin 1863; qu'il a été perçu en principal, savoir, pour marché, sur la somme de 50,000 francs, celle de 500 francs, et pour bail celle de 267 francs;

Attendu qu'aux dates des 31 octobre et 1er novembre 1897, les parties ont signé un traité approuvé le 27 novembre et qui contient notamment les conventions suivantes : Article premier. La société..... reste concessionnaire du droit exclusif de conserver et d'établir. sous les voies publiques de la Ville de Tours, des tuyaux pour la conduite du gaz extrait de la houille, servant tant à l'éclairage public et particulier qu'au chauffage et aux divers emplois de la force motrice; il est bien entendu que ce droit ne constitue pas au profit de la société le monopole de l'éclairage, du chauffage et de la force motrice pour les services publics ou les besoins des particuliers, et que ceux-ci conservent le droit de s'éclairer quand et comme ils le voudront, par l'électricité et par tout autre procédé nouveau ou ancien, pourvu que ce procédé ne consiste pas en celui du gaz courant extrait de la houille qui seul jouit du privilège, objet du présent article..... etc. — Art. 3. La concession faite pour cinquante années, qui ont commencé à courir le 1er février 1863 et devaient expirer le 1er février 1913, est prorogée de dix-huit années à partir du 1er février 1913 jusqu'au 1er février 1931, à 7 heures du matin, aux conditions qui vont suivre, etc... — Art. 49. La société fournira chaque année 2,000 hectolitres de coke... la société continuera à payer, pendant toute la durée du présent contrat, une somme qui, de 3,000 francs, est portée à 10,000 francs par an et qui représente le droit exclusif de placer des tuyaux de gaz dans la ville; que ce traité contient, en outre, diverses clauses relatives à la distribution de l'énergie électrique destinée tant à l'éclairage qu'à la force, et que la Compagnie du Gaz s'y engage à fournir à la ville et à éclairer douze lampes à arc (art. 33) et à lui payer une redevance de 2 centimes par chaque kilowatt-heure d'électricité consommé par les particuliers; qu'il porte enfin dans son art. 53 « Les présentes conventions remplacent et annulent le traité du 25 février entre la ville et la Société du Gaz. à l'égard duquel les parties déclarent réciproquement n'avoir aucune réclamation à se faire » ;

Attendu que, pour parvenir à l'enregistrement dudit traité du 1er novembre 1897, le sieur André Potin a déclaré au nom de la Compagnie du Gaz évaluer : 1° à 400.000 francs la somme à recevoir de la ville de Tours pendant toute la durée dudit traité; 2° à 4,500 francs par an les charges diverses, en dehors de la redevance annuelle de 10,000 francs; que, lors de l'enregistrement, il a été perçu en principal, savoir : 1° pour marché, sur la somme de 400,000 francs, celle de 4,000 francs; 2° pour bail, à raison de 0 fr. 20 0/0 par an sur la somme de 429,712 fr. 50, celle de 859 fr. 44; 3° pour promesse de vente, 3 francs; 4° pour décimes, 1,215 fr. 61; que, dans le calcul de la liquidation des droits, le receveur a tenu compte du droit de bail déjà perçu lors de l'enregistrement du traité de 1863;

Attendu que l'administration de l'Enregistrement, soutenant que le droit de bail était dû sur toute la période comprise entre le 27 novembre 1897, date de l'approbation préfectorale et de l'entrée en vigueur du traité et le 1er février 1931, sans déduction des droits de bail perçus en 1863, a décerné contre la Compagnie du Gaz. le 1er août 1899, une contrainte pour la somme de 128 fr. 55; que la Compagnie du Gaz a formé opposition à cette contrainte et que cette opposition est régulière et recevable;

Au fond :

Attendu que l'administration de l'Enregistrement considère que l'on rencontre, dans les traités de la nature des deux traités ci-dessus analysés, deux conventions distinctes donnant lieu, l'une à un droit de marché sur les fournitures, gaz, etc..., l'autre à un droit de bail sur la concession du droit d'occuper le sous-sol des voies publiques ;

En ce qui concerne les droits de bail, seuls en discussion entre les parties :

Attendu que, pour établir sa contrainte et justifier sa perception sur la totalité des sommes à payer par la Compagnie du Gaz jusqu'à l'expiration de sa concession (1931), sans tenir compte des droits déjà perçus jusqu'en 1913 sur le traité de 1863, l'administration de l'Enregistrement soutient que le traité de 1897 contient une novation à celui de 1863, par substitution d'une obligation nouvelle à une obligation ancienne;

Attendu, en fait, que le receveur de l'enregistrement a, pour l'enregistrement du traité de 1897, procédé avec la même méthode et de la même manière qu'il avait été procédé lors de l'enregistrement du traité de 1863, et qu'il est constant qu'en 1863 l'administration de l'Enregistrement a opéré la déduction du droit proportionnel payé lors du marché précédent, enregistré le 8 novembre 1855;

En droit :

Attendu que, par le traité de 1863 (art. 1 et 13), la Compagnie du Gaz a obtenu, à diverses conditions et charges, notamment le monopole de l'éclairage public de la ville de Tours et le droit exclusif d'user des voies publiques dépendant de la voirie vicinale pour ses conduites de gaz, et ce pour cinquante années devant expirer le 1er février 1913; que, par le traité de 1897, la même compagnie a obtenu de la ville de Tours prorogation de sa concession pour l'éclairage public de la ville par le gaz, et ce pour dix-huit années devant expirer le 1er février 1931;

Attendu que, si certaines des conditions accessoires du marché de 1863, telles par exemple que celles relatives aux modes d'éclairage autres que l'éclairage par le gaz, n'ont pas été maintenues ou ont été modifiées dans le traité de 1897, on doit considérer que ces stipulations, en dehors de celles susceptibles d'évaluation, dont la déclaration est obligatoire, rentrent dans le prix du bail; qu'au point de vue de la concession faite à la Compagnie du Gaz, le traité de 1897 n'a pas porté atteinte à l'objet principal du contrat de 1863, lequel consistait principalement dans la concession du droit exclusif de con-

server et d'établir sous les voies publiques de la ville de Tours des tuyaux pour la conduite du gaz extrait de la houille servant à l'éclairage public et particulier, et dans le monopole d'éclairage public de la ville de Tours par le gaz, puisque la Compagnie du Gaz reste concessionnaire, par le traité de 1897, de la concession dont elle jouissait pour sa canalisation et du monopole qui lui avait été concédé pour l'éclairage par le gaz pour un temps devant expirer non plus en 1913, mais en 1931 (art. 1er des deux traités);

Attendu, en outre, que la novation par changement d'obligation s'opère, aux termes de l'art. 1271 C. civ., lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte;

Attendu, en réalité, que la concession de 1863 n'est pas éteinte, mais prorogée; qu'ainsi donc les conditions nécessaires pour constituer la novation ne se rencontrent pas dans l'espèce;

Attendu, enfin, qu'on ne saurait davantage s'arrêter, pour admettre la novation, à ce fait que la Compagnie du Gaz s'est obligée à fournir à la ville de Tours une hypothèque (art. 52), cette sûreté, qui d'ailleurs était prévue dans le traité de 1863, ne substituant pas une obligation nouvelle à l'obligation ancienne et ce fait ne rentrant pas dans les cas de novation prévus par la loi (art. 1271 C. civ.);

Attendu que l'enregistrement prétend que les parties ont manifesté l'intention formelle d'opérer la novation en insérant dans leur nouveau traité la clause portant : « Les présentes conventions remplacent et annulent le traité du 25 février 1863 (art. 53) »;

Mais, attendu que les clauses d'un acte doivent être envisagées dans leur ensemble et interprétées les unes par les autres; qu'on doit rechercher la commune intention des parties, plutôt que s'arrêter au sens littéral des mots; que l'art. 53 n'a pas la portée qu'on veut lui donner et ne peut avoir pour conséquence de créer une novation contre laquelle proteste le reste de l'acte; qu'il doit s'entendre uniquement en ce sens, que les parties, ayant rédigé un acte nouveau qui se suffisait à lui-même, ont voulu éviter toute référence à l'ancien; qu'il n'a en rien changé la nature de l'obligation;

Sur la déclaration des charges :

Attendu, d'autre part, que c'est sur la déclaration faite par la Compagnie du Gaz que le receveur a liquidé les droits d'enregistrement, alors réclamés et depuis payés;

Attendu que cette déclaration et la liquidation qui l'a suivie n'ont soulevé aucune objection, soit de la part de l'administration de l'Enregistrement, soit de la part de la Compagnie du Gaz et que cette dernière a effectué sans réserve le paiement des droits calculés sur la durée de son monopole;

Attendu que, par son second mémoire, l'administration de l'Enregistrement demandant la validité de sa contrainte dans laquelle il est mention de l'obligation pour la Compagnie du Gaz de souscrire une déclaration faisant connaître avec précision l'importance respective des charges assumées par cette compagnie, semble conclure, comme elle l'a fait dans son premier mémoire, à l'obligation d'une nouvelle déclaration;

Attendu que, de son côté, la Compagnie du Gaz déclare que les diverses charges, en dehors de la redevance annuelle de 10,000 francs, sont évaluées à 4.500 francs par an se décomposant :

Coke, 2,000 hectolitres.	2,000 fr.
Redevance de 0 fr. 02 par kilowatt-heure.	100 fr.
Deux lampes à arc.	2.400 fr.
Total. . .	4,500 fr.

Attendu qu'elle demande acte de cette déclaration; que, de plus, elle requiert, par suite de ce fait que l'administration de l'Enregistrement attribuerait à sa première déclaration un caractère provisoire, le fractionnement par périodes triennales des droits de bail, par application de l'art. 11 de la loi du 23 août 1871;

Mais, attendu qu'en agissant ainsi qu'elles l'ont fait, d'une part la Compagnie du Gaz s'est soumise au paiement immédiat des droits de bail pour la durée de son monopole, d'autre part l'administration de l'Enregistrement a accepté la déclaration de la Compagnie du Gaz et en a reconnu la régularité; que cette dernière pourrait seulement, aujourd'hui, en contester utilement la sincérité ou l'étendue, en requérant une mesure d'instruction, ce qu'elle ne fait pas; que les prétentions réciproques des parties sur la forme, l'insuffisance de la déclaration de la Compagnie du Gaz ou le fractionnement de la perception du droit de bail ne sauraient être accueillies;

Par ces motifs,

Reçoit la Société anonyme pour l'éclairage de la ville de Tours par le gaz, opposante à la contrainte décernée contre elle par l'administration de l'Enregistrement, le 2 août 1899;

Déclare ladite contrainte nulle et non avenue, ainsi que les poursuites qui ont pu la suivre;

Donne acte à la Compagnie du Gaz de la déclaration ci-dessus rapportée, faite par elle dans son premier mémoire, des charges susceptibles d'évaluation;

Rejette le surplus des conclusions des parties en cause, les en déboute;

Condamne l'administration de l'Enregistrement en tous les dépens, lesquels ne comprendront pas ceux de constitution d'avoué devant rester à la charge personnelle de la Compagnie du Gaz.

Note. — La Cour de cassation décide que les marchés pour fournitures du gaz et de l'eau nécessaires à une ville ne constituent qu'une convention unique et indivisible, quelles que soient les stipulations diverses qu'ils contiennent : 5 février 1889 (D. 89.1.198); 20 mai 1890 (D. 90.1. 349); 7 décembre 1898 (S. 99.1.246). La concession par la ville du droit d'établir des tuyaux sous la voie publique ne fait pas exception à cette règle, et forme une disposition essentiellement dépendante du marché; nous ne

voyons aucun motif pour l'assujettir à un droit particulier.

Le tribunal n'a pas eu à se prononcer sur cette question, la difficulté qui lui était soumise portant exclusivement sur la liquidation du droit de bail dont l'exigibilité était admise en principe; il a décidé avec raison, et par une saine interprétation des circonstances, que le nouveau bail n'était qu'une modification à la durée et à certaines conditions du bail primitif et que le droit antérieurement perçu devait être imputé sur le droit exigible.

II. — Sur le second point : Le tribunal n'a écarté la demande en fractionnement du droit par périodes triennales, qu'en considérant comme définitive et non revisable la perception faite sur une évaluation régulière; en toute autre circonstance, il nous paraît incontestable que la demande aurait dû être accueillie, la Régie ayant toujours considéré comme des actes translatifs de jouissance immobilière la concession d'une partie du sous-sol de la voie publique : Solution 22 avril 1873 (J. Enreg. 19391).

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX

4 avril 1900.

Présidence de M. Chauveau.

DIVORCE. — ENQUÊTE. — TÉMOINS REPROCHABLES. — ART. 245 C. CIV. — DESCENDANTS. — ALLIÉS DES DESCENDANTS.

La disposition de l'art 245 C. civ., aux termes de laquelle les descendants ne peuvent être entendus comme témoins dans l'enquête relative à une instance en divorce pendante entre leurs ascendants, doit s'appliquer aussi aux alliés des descendants, le législateur ayant entendu, dans toutes les circonstances où il en a parlé, assimiler les alliés aux autres parents et les soumettre aux mêmes règles, et, d'autre part, les motifs d'ordre public qui ont fait prohiber la déposition du fils ou de la fille s'opposant avec autant de force à ce que le gendre ou la bru soient entendus.

Château c. Château.

LE TRIBUNAL,

Attendu que l'art. 268 C. pr. civ., décide que, dans les enquêtes, les parents et alliés en ligne directe de l'une des parties ne peuvent être assignés et, par conséquent, entendus; que l'art. 245 C. civ. applicable en matière de séparation de corps (Cass. 11 mai 1897 D. 97, 1. 367) apporte à cette règle générale une dérogation en autorisant l'audition des parents à l'exception des descendants;

Attendu que l'esprit et une saine interprétation de la loi ne permettent pas de faire aux alliés un sort autre que celui qui est réservé aux parents ou descendants; qu'en effet, le législateur a entendu, dans toutes les circonstances où il en a parlé, assimiler les alliés aux parents et les soumettre aux mêmes règles; que c'est dans ce sens que le premier mot du deuxième alinéa de l'art. 245 C. civ. a été interprété par la jurisprudence, puisqu'il a été décidé que, non seulement les parents, mais aussi leurs alliés, pouvaient déposer dans les enquêtes de divorce; qu'on ne comprendrait pas qu'après avoir mis les alliés sur le même rang que les parents et permis d'entendre un beau-père ou une belle-mère, on se refusât à donner à ces alliés la même situation juridique lorsqu'il s'agit des descendants;

Attendu que, d'ailleurs, les motifs qui ont fait prohiber la déposition du fils ou de la fille, s'opposent tout autant à ce que le gendre ou la bru soient entendus; qu'ils sont liés les uns et les autres envers les ascendants par le respect et la déférence, et ne pourraient, sans inconvénients et sans attirer sur eux un ressentissement préjudiciable à leurs intérêts, prendre parti dans un débat auquel ils doivent rester étrangers. (V. Hermann, Code annoté supp., art. 245, n° 20 — Dall. supp., Divorce, n° 426);

Par ces motifs,

Dit que le sieur Nimes, gendre de Châteâu, demandeur reconventionnellement en séparation de corps, a été assigné à tort, qu'il ne sera pas entendu;

Condamne Château aux frais de l'incident.

M. MATIGNON subst. proc. Rép. — Mes ROUY et GAUBERT av.

Note. — L'art. 245 C. civ. est ainsi conçu : « Les parents, à l'exception des descendants, et les domestiques des époux peuvent être entendus comme témoins ». En l'espèce, il s'agissait de savoir si la prohibition, édictée par cet article à l'égard des descendants, doit s'appliquer aux alliés de ces descendants. A cette question qui, antérieurement, du moins à notre connaissance, ne s'était posée qu'une seule fois en jurisprudence, le jugement ci-dessus a répondu affirmativement, en décidant que le gendre et la bru ne peuvent pas déposer dans une enquête relative à une instance en divorce pendante entre leurs beaux-parents.

Il base cette solution sur un argument de raison et sur un argument de texte, auxquels nous n'avons aucune objection à faire : 1° Il est certain, en effet, que les sentiments d'affection, ou, du moins, de respect qui s'opposent à la recevabilité du témoignuge du descendant à l'égard de ses ascendants ont tout autant de force, quand il s'agit de son conjoint; de même, la paix du ménage du descendant et de son conjoint ne risque pas moins d'être troublée, soit que la déposition à l'enquête émane du conjoint du descendant, soit qu'elle émane, au contraire, du descendant en personne. Dans les deux cas, la raison de décider est identique. 2° Il est certain, d'autre part, qu'il y a lieu de penser que l'art. 245 C. civ., en parlant des descendants, a entendu comprendre sous cette dénomination les descendants et *leurs alliés*, le Code, dans toutes les circonstances où il en a parlé, assimilant les effets de l'alliance à ceux de la parenté au même degré. Cette assimilation résulte, par exemple, de l'art. 161 C. civ., relatif aux empêchements de mariage; des art. 206 et 207 C. civ., en matière de droit et d'obligation alimentaires; des art. 407, 409, 410 et 432 C. civ., en ce qui concerne l'obligation d'être tuteur ou membre d'un conseil de famille; le Code ne paraît avoir voulu différencier l'alliance

et la parenté au point de vue des effets qu'en refusant aux alliés le droit de succéder qu'il accorde aux parents.

Le jugement ci-dessus aurait pu encore invoquer un troisième argument tiré du texte régissant la procédure des enquêtes dans l'ancien droit. Au moment de la confection du Code civil, quand fut promulguée la loi relative au divorce, cette procédure était régie par l'art. 11, titre XXII, de l'ordonnance de 1667 : « Les parents *ou alliés* des parties ne pourront être témoins en matière civile, pour déposer pour ou contre elles. » Par dérogation à cette règle, le législateur du Code civil a rédigé l'art. 251, que reproduit textuellement l'art. 245 nouveau. En droit commun, disait le législateur, les parents et alliés ne peuvent déposer; mais, pour des raisons spéciales, il est nécessaire qu'il en soit autrement en matière de divorce, et la loi, désormais, en cette matière, ne laissera soumis au droit commun que les descendants. Seulement, il est arrivé que le législateur a oublié de parler des alliés. Mais l'idée dominante des rédacteurs de l'art. 251, reproduit par l'art. 245, idée qui se dégage clairement du rapprochement de cet article avec l'art. 11, titre XXII, de l'ordonnance de 1667, était assurément d'assimiler les alliés aux parents comme aux descendants. V. Dalloz, Supp., v° Divorce, n° 426; Vraye et Gode, t. I^er^, n° 279. — *Contrà* : Fuzier-Hermann, Répert., v° Divorce, n° 2256; mais cet auteur se borne à exprimer son opinion, sans donner aucun argument à l'appui.

La jurisprudence, dans le seul cas où, à notre connaissance, elle a été appelée à se prononcer sur la question, a décidé dans le sens du jugement ci-dessus : V. Trib. civ. Orange 21 avril 1891 (Gaz. Pal. 91.2.378).

TRIBUNAL CIVIL DE VESOUL

17 janvier 1900.

Présidence de M. Nectoux.

NOTAIRE. — HONORAIRES. — RÉDACTION DE TESTAMENT. — DROIT PROPORTIONNEL. — DISPOSITION CONFORME A LA DÉVOLUTION LÉGALE. — PARTAGE AMIABLE NE TENANT PAS COMPTE DE LA DISPOSITION.

Le notaire, rédacteur d'un testament, a droit à l'honoraire proportionnel afférent à cet acte, quand bien même le testateur n'aurait fait qu'une disposition conforme à la dévolution légale.

... Quand bien même également les héritiers auraient renoncé à la disposition du testament, à raison de laquelle l'honoraire est réclamé, et auraient fait entre eux un partage amiable qui ne tient aucun compte de ladite disposition.

Consorts Jacquinot c. M^e^ Robardey.

Les consorts Jacquinot avaient fait opposition à l'ordonnance de taxe accordant à M^e^ Robardey, notaire, à raison de la rédaction du testament de Pierre Jacquinot, un droit proportionnel sur la valeur de la propriété de Gevigney, faisant l'objet d'une des dispositions dudit testament. — Jugement :

LE TRIBUNAL,

Attendu que l'opposition à l'ordonnance de taxe du 16 novembre 1899 a été formée conformément aux dispositions de la loi du 24 décembre 1897, mais qu'elle n'est pas justifiée au fond;

Attendu que l'honoraire proportionnel contesté est bien dû, comme reposant sur une disposition du testament public de Pierre Jacquinot, décédé le 2 septembre 1895; qu'il résulte des renseignements fournis que cette disposition n'affecte pas la réserve héréditaire; que, dès lors, en faisant une attribution déterminée de son domaine de Gévigney, le testateur a fait un acte de disposition produisant effet, et qui donne ouverture à la perception d'un honoraire proportionnel au profit du notaire rédacteur du testament; que cet honoraire serait dû, quand bien même le testateur n'aurait fait qu'une disposition conforme à la dévolution légale, parce que, dans ce cas, les héritiers tiennent leurs droits du testament lui-même, qui, pouvant déroger à la dévolution de la loi, contient une manifestation effective et licite de la volonté du défunt en s'appropriant et en confirmant cette dévolution;

Attendu que les opposants allèguent qu'ils ont renoncé à la disposition du testament concernant le domaine de Gévigney et ont fait un partage amiable qui n'en tient pas compte;

Mais, attendu que cette circonstance ne met pas obstacle à la perception de l'honoraire réclamé par le notaire; qu'il ne saurait être admis que des héritiers, bénéficiaires d'un testament valable et pouvant légalement produire effet, puissent, par un arrangement entre eux et une renonciation amiable, tout en profitant des biens de la succession, priver le notaire, rédacteur d'un testament, des honoraires attachés par le tarif aux dispositions de ce testament pour lequel sa responsabilité aurait pu se trouver engagée;

Attendu que le taux de l'honoraire admis en taxe n'est l'objet d'aucune contestation et que la valeur du domaine de Gévigney qui lui sert de base n'a rien d'exagéré et se trouve confirmée par les documents de la cause; vu l'art. 130 C. pr. civ. pour les dépens;

Par ces motifs,

Déclare les offres des consorts Jacquinot insuffisantes et les déboute de leur opposition à l'ordonnance de taxe du 16 novembre 1899;

Les condamne aux dépens.

Note. — L'honoraire dû au notaire pour rédaction de testament n'avait reçu aucune tarification légale avant la loi du 20 juin 1896 et les décrets du 25 août 1898 édictant les tarifs nouveaux. On jugeait sous l'empire de cette législation qu'il appartenait aux juges de fixer les honoraires dûs au notaire : Cass. 19 février 1883 (S. 85.1.496); Grenoble 13 décembre 1892 (S. 93.2.274 — D. 93.2.243).

Depuis la loi nouvelle, les tarifs ont expressément taxé pour chaque ressort de cour d'appel : 1° l'honoraire de ré-

daction (droit fixe); 2° l'honoraire proportionnel (droit d'ouverture) à tant 0/0 sur les valeurs léguées, et il n'existe plus aucun pouvoir d'appréciation pour le juge.

193

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

29 juin 1900.

Présidence de M. Lœw.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — JOURNAL. — ARTICLE DE CRITIQUE LITTÉRAIRE. — DROIT DE RÉPONSE DE L'AUTEUR. — INTÉRÊTS DES TIERS. — CASSATION. — DROIT DE CONTRÔLE.

1° Le droit que l'art 13 de la loi du 29 juillet 1881 donne à toute personne, nommée ou désignée dans un article de journal, d'y répondre et d'exiger l'insertion de sa réponse, est général et absolu, et appartient notamment à l'auteur d'une œuvre littéraire, qui est, à l'occasion de cette œuvre, nommée dans un article de critique.

Il n'y a même point, à cet égard, à distinguer si l'auteur de la réponse avait, ou non, provoqué, par démarches et par lettres, le compte rendu de son œuvre, alors, d'ailleurs, qu'il est constaté, en fait, qu'il n'y a eu, de sa part, aucune renonciation à son droit de réponse.

Mais il appartient aux tribunaux d'imposer pour limite à l'exercice de ce droit le respect, dans les termes de la réponse, des lois et des bonnes mœurs, de l'honneur et de la considération du journaliste et de l'intérêt légitime des tiers.

2° La question de savoir si l'auteur de la réponse s'est renfermé dans ces limites tombe sous le contrôle de la Cour de cassation.

Et il appartient ainsi à la Cour de cassation de dire que celui-ci est sorti des limites de son droit en assimilant dans sa réponse son œuvre à celle d'un tiers, qui a un intérêt légitime à échapper à cette assimilation.

Maingeot c. demoiselle Forpomès.

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation, par fausse application, de l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué aurait reconnu à tort le droit de réponse à un écrivain qui avait lui-même, par démarches et par lettres, sollicité du gérant d'un journal ou écrit périodique la critique de son œuvre :

Attendu, en fait, que la demoiselle Forpomès, auteur d'un roman intitulé « la Paroisse Saint-Magloire » dans lequel sont dépeints divers types de ministres du culte catholique, a obtenu par démarches personnelles auprès du gérant de la Revue hebdomadaire et par lettres adressées à l'un des rédacteurs de cette revue, à ce désigné par le gérant, l'analyse et le compte rendu de son roman dans ladite revue; que ce compte rendu lui ayant été défavorable et lui paraissant de nature à porter atteinte à sa situation d'écrivain et à lui causer un préjudice tout à la fois moral et matériel, elle a adressé au gérant, avec demande d'insertion, une réponse à l'article qui la concernait; mais que ce dernier s'est refusé à faire insérer cette réponse dans sa revue, par le motif que la demoiselle Forpomès, en sollicitant et en provoquant elle-même le compte rendu de son roman, avait implicitement renoncé à tout droit de réponse :

Attendu, en droit, que les termes de l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881, qui n'a fait, en ce point, que reproduire une disposition en vigueur depuis la loi du 25 mars 1822, sont généraux et absolus; qu'ils donnent à toute personne nommée ou désignée dans un article de journal le droit d'y répondre et d'exiger l'insertion de sa réponse; que c'est à celui qui exerce ce droit qu'il appartient de régler la forme et la teneur de la réponse, et qu'il n'appartient aux tribunaux de limiter l'exercice de ce droit qu'autant que les termes de la réponse sont contraires aux lois et aux bonnes mœurs, à l'intérêt légitime des tiers, à l'honneur ou à la considération du journaliste; qu'en présence de la généralité des termes de la loi, il n'y a pas à distinguer si l'auteur de la réponse avait ou non provoqué par démarches et par lettres le compte rendu de son œuvre, alors que les juges du fait, sous le contrôle de la Cour de cassation à laquelle il appartenait d'apprécier la teneur même de la réponse, aussi bien que celle de l'écrit qui l'a provoquée, ont décidé qu'il n'y avait eu de la part de la partie civile aucune renonciation à son droit de réponse; d'où il suit que le premier moyen du pourvoi n'est pas fondé;

Mais, sur le second moyen également pris de la violation, par fausse application, de l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué aurait déclaré obligatoire l'insertion d'une réponse dont certains passages portaient atteinte à l'intérêt légitime d'un tiers :

Attendu que la demoiselle Forpomès, après avoir, dans la réponse dont elle réclamait l'insertion, soutenu qu'elle avait entendu faire une œuvre d'analyse loyale et protesté contre l'appréciation de son roman par l'auteur du compte rendu, ajoutait qu'au surplus son œuvre avait « de fort honorables précédents et citait notamment un roman de M. Jean Blaise, ayant pour titre le *Tribut passionnel*, dans lequel il est question d'un prêtre qui, suivant elle, allait beaucoup plus loin que ceux incriminés dans son livre, puisqu'il commettait la pire erreur que condamne la religion, le péché contre l'espérance, le suicide »;

Attendu que le sieur Jean Blaise, tiers nommé dans la réponse de la partie civile, appelé en témoi-

gnage, a soutenu qu'il avait un intérêt légitime à protester contre l'assimilation que la demoiselle Forpomès prétendait établir entre les deux romans dont s'agit, parce que ces deux livres diffèraient essentiellement l'un de l'autre, tant au point de vue des idées religieuses qu'au point de vue du caractère des ministres du culte catholique qui sont mis en scène; que, de l'examen et de la comparaison de ces deux romans auxquels il a été procédé par la cour, il résulte que le tiers nommé dans la réponse pouvait avoir un intérêt légitime à ce que son œuvre ne fût point assimilée à celle de la partie civile dont les tendances sont absolument différentes; que, dans ces conditions, le refus d'insertion du demandeur était légalement justifié et que c'est à tort et en violation de l'art. 13 susvisé, qu'il lui a été fait application de la pénalité édictée par cet article;

Par ces motifs,

Casse.

MM. SEVESTRE rapp.; DUBOIN av. gén. — Mes BOIVIN-CHAMPEAUX et SAUVEL av.

Note. — I. — Sur le premier point : La Cour de cassation ne fait ainsi que persister dans la jurisprudence de son arrêt du 17 juin 1898 aff. Brunetière c. Dubout (Gaz. Pal. 98.2.79). V. le rapport de M. le conseiller DE LA ROUVERADE publié avec cet arrêt (*loc. cit.*).

II. — Sur le deuxième point : La Cour de cassation s'est toujours reconnu et réservé le droit de contrôler et reviser les appréciations des juges correctionnels touchant le caractère légal d'une réponse et d'un refus d'insertion. V. Cass. 29 mars 1884 (Gaz. Pal. 84.1.806); 12 juillet 1884 (Gaz. Pal. 84.2.646); 14 mai 1887 (Gaz. Pal. 87.1.824); 8 mai 1890 (Gaz. Pal. 90.1.728); 8 janvier 1892 (Gaz. Pal. 92.1.457). V. également Toulouse 20 juillet 1892 et la note de M. LASSERRE (Gaz. Pal. 92.2.326).

COUR D'APPEL DE DIJON (1re CH.)

9 mai 1900.

Présidence de M. Cunisset-Carnot, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° ACCIDENTS PRÉVUS. — ACCIDENT SANS RAPPORT AVEC LE TRAVAIL. — INCENDIE. — 2° CARACTÈRE IMPÉRATIF DE LA LOI. — AYANTS DROITS. — 3° PROCÉDURE SPÉCIALE. — INAPPLICABILITÉ AUX AUTRES ACTIONS.

1° *Les seuls accidents donnant droit à une indemnité sont, aux termes de l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898, ceux survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, c'est-à-dire ceux provenant du travail même imposé à l'ouvrier ou s'y rattachant par un lien plus ou moins étroit; en effet, par sa nature même, le risque professionnel, qui est le fondement de cette loi, ne saurait comprendre les accidents de tous genres auxquels peuvent être exposés les ouvriers, mais seulement ceux résultant directement de l'industrie et dont la réparation ne peut être considérée économiquement comme faisant partie des frais généraux de la production : par suite, les risques individuels dus à des causes absolument indépendantes du travail, doivent être exclusivement supportés par chacun, ouvrier ou patron, dans la mesure où ils leur incombent.*

Spécialement, lorsqu'au cours de l'incendie de l'usine, un ouvrier a trouvé la mort en rentrant dans les bâtiments en feu pour y chercher ses vêtements, le mobile qui l'a fait agir ainsi étant d'ordre purement privé et n'ayant aucune relation même éloignée avec son travail, aucune indemnité ne peut être réclamée au patron en vertu de la loi du 9 avril 1898. (Art. 1er L. du 9 avril 1898).

2° *Bien que l'art. 2, 1er alinéa de la loi du 9 avril 1898, interdisant aux ouvriers admis à bénéficier de cette loi l'exercice de toutes actions autres que celles fondées sur ses dispositions, ne parle que de l'*ouvrier, *l'interdiction qu'il édicte doit, par identité de motifs, s'étendre à ses ayants droit ou représentants.*

3° *La procédure spéciale organisée par la loi du 9 avril 1898 et le bénéfice de l'assistance judiciaire que cette loi concède de plein droit, sont spécialement réservés aux actions qui en découlent et ne sauraient être étendus aux autres instances fondées sur d'autres motifs, qui restent soumises aux principes généraux du Code de procédure civile.*

Spécialement, l'ouvrier ne peut invoquer cumulativement la loi de 1848 et l'art. 1382 C. civ., et si, reconnaissant que l'accident dont il a été victime, n'est pas un accident du travail, il veut soutenir que ledit accident est dû à une faute ou imprudence du personnel de l'usine, engageant la responsabilité du directeur dans les termes du droit commun, il ne peut s'en prévaloir que par voie principale et non d'une façon subsidiaire.

Veuve Leblanc c. Royer ès qualités.

L'ouvrier Leblanc, ayant trouvé la mort dans l'incendie de l'usine de la Société la Stéarine, de Dijon, sa veuve actionna M. Royer, en sa qualité de directeur-administrateur de ladite société, par application de la loi du 9 avril 1898 et, subsidiairement, de l'art. 1382 C. civ.

Le Tribunal civil de Dijon rendit, le 15 février 1900, le jugement suivant :

« Attendu qu'aux termes de l'art. 1er de la loi

du 9 avril 1898, les seuls accidents donnant droit à une indemnité sont ceux survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, c'est-à-dire ceux provenant du travail même imposé à l'ouvrier ou s'y rattachant par un lien plus ou moins étroit ;

« Attendu, en effet, que, par sa nature même, le risque professionnel, qui est le fondement de cette loi, ne saurait comprendre les accidents de tous genres auxquels peuvent être exposés les ouvriers, mais seulement ceux résultant directement de l'industrie et dont la réparation peut être considérée économiquement comme faisant partie des frais généraux de la production ; que, par suite, les risques individuels dus à des causes absolument indépendantes du travail doivent être exclusivement supportés par chacun, ouvrier ou patron, dans la mesure où ils leur incombent;

« Attendu, en fait, qu'il est résulté des divers documents de la cause que Leblanc, qui était, depuis plusieurs années déjà, occupé à la stéarinerie de Dijon, est venu, le 24 septembre dernier, prendre son travail vers 6 heures du soir ; qu'environ une heure après, un incendie s'étant déclaré dans l'usine, l'alarme fut aussitôt donnée et qu'il quitta avec ses camarades l'atelier pour se réfugier dans la cour où il fut aperçu par différentes personnes; que, peu après, il rentra dans le bâtiment pour aller chercher ses effets qui étaient déposés dans un grenier où son corps fut, en effet, retrouvé entièrement carbonisé;

« Attendu, dans ces conditions, que la dame Leblanc ne saurait raisonnablement soutenir que la mort de son mari rentre dans la catégorie des accidents prévus par l'art. 1er de la loi de 1898; qu'en effet, au moment où Leblanc est rentré dans l'usine en flammes, tout travail avait cessé ; qu'il n'y était appelé par aucune nécessité de service et que la pièce où a été retrouvé son cadavre ne faisait pas partie des ateliers où il travaillait habituellement; qu'enfin il n'est pas établi non plus qu'on ait fait appel à son concours pour combattre le feu ou qu'il ait voulu de son propre mouvement essayer d'arrêter l'incendie ; qu'ainsi donc sa mort n'est survenue ni dans son travail, ni à l'occasion de ce dernier ; que si, en fait, on trouve un certain rapport entre sa profession et l'accident dont il a été victime, il n'est cependant pas de ceux pouvant donner, dans l'esprit de la loi, droit à une indemnité, le mobile qui l'a fait agir en cette circonstance étant d'ordre purement privé et n'ayant aucune relation, même éloignée, avec son travail ;

« Attendu, en conséquence, que la demande de la dame Leblanc n'étant pas justifiée doit être rejetée;

« Attendu, d'autre part, que cette dernière ne saurait non plus être admise à se prévaloir en l'espèce des dispositions des art. 1382 et suiv. C. civ. ;

« Attendu, en effet, que l'art. 2, 1er alinéa de la loi du 9 avril 1898 interdit aux ouvriers admis à en bénéficier l'exercice de toutes actions autres que celles fondées sur ses dispositions ;

« Attendu que, bien que ce texte ne parle que de l'ouvrier, l'interdiction qu'il édicte doit, par identité de motifs, s'étendre à ses ayants droit ou représentants; que, par suite, la dame Leblanc ne saurait donc invoquer cumulativement et la loi de 1898 et l'art. 1382 C. civ. ;

« Attendu que, si cette dernière, reconnaissant que la mort de son mari n'est pas le résultat d'un accident du travail, entend soutenir qu'elle est due à une faute ou imprudence du personnel de l'usine, engageant la responsabilité du directeur dans les termes du droit commun, elle ne pouvait s'en prévaloir que par voie principale et non d'une façon subsidiaire ; qu'en effet, la procédure spéciale organisée par la loi de 1898 et le bénéfice de l'assistance judiciaire qu'elle concède de droit sont spécialement réservés aux actions qui en découlent et ne sauraient être étendus aux autres instances fondées sur d'autres motifs, qui restent soumises aux principes généraux du Code de procédure civile ;

« Attendu, en conséquence, que, sans rechercher ce que peut avoir de fondé de ce chef la demande de la veuve Leblanc, il y a lieu de la déclarer irrecevable en la forme ;

« Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ;

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges,
Confirme...

Mes BERLAND et CHOTARD av.

Note. — I. — Sur le premier point : Le principe consacré par l'arrêt recueilli tend à recevoir des applications assez nombreuses de la jurisprudence. V. en ce sens : Trib. civ. Bourg 30 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.452); Trib. civ. Seine 17 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.678) ; Trib. civ. Bayonne 20 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.810) et les notes sous ces décisions avec les renvois.

II.-III. — Sur les deuxième et troisième points : Rapp. Rouen 28 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.486).

COUR D'APPEL DE ROUEN (2e Ch.)

17 janvier 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

COMMUNE. — CONTRAT. — AUTORISATION. — ACTION « DE IN REM VERSO ». — RECEVABILITÉ. — SAPEURS-POMPIERS. — FOURNITURES D'ÉQUIPEMENT. — DETTE DE LA COMMUNE.

Une commune ne peut être obligée que par un contrat régulièrement approuvé; néanmoins, nul ne pouvant s'enrichir aux dépens d'autrui, ladite commune est tenue envers ses fournisseurs, lorsque la fourniture par eux livrée a tourné à son profit, et tel est le cas des fournitures d'équipement de sapeurs-pompiers faites à une commune, les compagnies des sapeurs-pompiers étant des institutions communales fonctionnant sous la direction, l'autorité et la surveillance de l'administration municipale, laquelle, dès lors, est tenue de leur fournir les objets utiles à son fonctionnement.

En conséquence, une commune est obligée envers les fournisseurs d'équipement d'une compagnie de sapeurs-pompiers, encore bien que la commande de ces équipements n'ait pas été régulièrement approuvée.

Duruflé et Dussaux c. Ville de Pont-de-l'Arche.

A la date du 10 février 1899, le tribunal de Louviers avait rendu le jugement suivant :

« Attendu que les demandeurs, prétendant avoir, en 1894, livré à la Ville de Pont-de-l'Arche, sur la commande qui leur en avait été faite par le maire de ladite ville et les officiers de la Compagnie des Sapeurs-Pompiers, des effets d'uniforme destinés à habiller les hommes de cette compagnie, ont assigné Ferrand, maire de Pont-de-l'Arche, devant ce tribunal pour s'entendre condamner à leur payer la somme de 2,124 fr. 20 représentant la valeur desdites fournitures ;

« Attendu que le défendeur ayant répondu, par ses conclusions, signifiées le 3 juin 1897, que le registre des délibérations faisait foi que le conseil municipal de la ville n'avait jamais autorisé la dépense, dont le paiement était réclamé et qu'on ne pouvait trouver trace d'aucun traité avec les demandeurs, ceux-ci ont fait assigner Thomas, ancien maire de la ville de Pont-de-l'Arche et Leduc, ancien lieutenant des pompiers de la même ville, pour voir dire qu'ils seraient tenus de sister dans la cause pendante entre eux et Ferrand ès qualité, voir dire qu'ils seraient tenus de s'expliquer sur la demande par eux formée et, faute par eux de ce faire, s'entendre condamner à leur payer la somme de 2,124 fr. 20 en question ;

« Attendu que les demandeurs, dans leurs dernières conclusions, déclarent qu'ils réduisent leur demande à 1,792 fr. 85, le surplus, soit 331 fr. 25, concernant les uniformes des sieurs Milliard, Leduc et Girard, contre lesquels ils se réservent tous leurs droits; qu'il y a lieu de leur en donner acte ;

« En ce qui concerne Thomas et Leduc :

« Attendu que Thomas soutient qu'il est étranger aux fournitures dont les demandeurs réclament le paiement; qu'il ne leur a rien commandé et n'a rien reçu d'eux ;

« Attendu que Leduc soutient qu'il n'a fait aux demandeurs aucune commande, ni personnellement, ni par ordre du maire ; que d'ailleurs il n'avait aucun ordre ni mandat à recevoir de ce dernier, la Compagnie des sapeurs-pompiers de Pont-de-l'Arche étant commandée par un capitaine ;

« Attendu que l'interrogatoire sur faits et articles subi par lesdits Thomas et Leduc ne contient pas d'éléments suffisants permettant de conclure qu'ils ont pris des engagements vis-à-vis des demandeurs, soit en leur nom personnel, soit pour le compte d'un tiers ;

« En ce qui touche la commune de Pont-de-l'Arche :

« Attendu que les demandeurs soutiennent que la ville de Pont-de-l'Arche est tenue envers eux, sinon par un contrat régulier, tout au moins *quasi ex contractu* et en vertu de ce principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui ;

« Attendu, en droit, qu'une personne, même incapable de contracter, dont l'affaire a été gérée par un tiers à qui elle n'avait pas donné de mandat, est soumise à l'obligation, que l'exécution du mandat impose au mandant, pourvu que son affaire ait été gérée utilement ;

« Attendu que Ferrand ès qualités, méconnaissant même que la ville qu'il administre ait reçu les fournitures dont le paiement est réclamé, il appartient aux demandeurs d'établir qu'ils ont géré les affaires de la ville et que celle-ci a profité des fournitures qu'ils lui auraient faites ;

« Attendu que lesdits demandeurs offrent de prouver : 1° que, le 20 avril 1894, les sapeurs-pompiers ont été passés en revue par le préfet de l'Eure vêtus des uniformes par eux livrés; 2° que, le 14 juillet 1894, ils ont été passés en revue dans la même tenue par le maire de Pont-de-l'Arche ; 3° et 4° qu'ils ont assisté en corps dans la même

tenue à l'inhumation du sapeur Gobain et à la procession de la Fête-Dieu en 1894;

« Attendu que Ferrand soutient à bon droit que ces faits ne sont ni pertinents ni concluants; qu'en effet, fussent-ils établis, il n'en résulterait pas la preuve que la ville de Pont-de-l'Arche a reçu les fournitures dont le paiement lui est réclamé ni qu'elle en a tiré profit;

« Attendu qu'il n'est pas méconnu que, depuis longtemps, les pompiers de Pont-de-l'Arche sont munis d'une petite tenue dite « d'incendie », et qu'il est constant que cette ville, dont la population agglomérée est inférieure à trois mille habitants, est dispensée, aux termes de l'art. 27 du décret du 29 décembre 1895, de l'obligation de donner un uniforme à ses pompiers;

« Attendu que le maire de Pont-de-l'Arche n'avait pas à se préoccuper de la manière dont les pompiers s'étaient procuré les costumes dont ils étaient revêtus lors des cérémonies indiquées ci-dessus, ni de rechercher s'ils provenaient de leurs deniers personnels, de souscriptions publiques ou autrement;

« Attendu, dans ces circonstances, qu'il y a lieu de rejeter la demande de Duruflé et Dusseaux à l'égard de tous les défendeurs;

« Par ces motifs,

« Donne acte à Duruflé et Dusseaux de ce qu'ils réduisent leur demande à 1,792 fr. 95, le surplus, soit 331 fr. 25, concernant les uniformes des sieurs Milliard, Leduc et Girard, contre lesquels ils réservent tous leurs droits;

« Sans s'arrêter à leur offre de preuve, qui n'est ni pertinente ni concluante, déclare leur action autant non recevable que mal fondée vis-à-vis de tous les défendeurs, les en déboute et les condamne en tous les dépens.

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que Duruflé et Dusseaux ont introduit contre la commune de Pont-de-l'Arche et contre Thomas et Leduc une demande en paiement de la somme de 2,124 fr. 20, réduite à 1,792 fr. 95 par les conclusions d'audience, ladite somme formant le montant d'une fourniture de costumes qu'ils ont faite en avril 1894 aux sous-officiers, caporaux et sapeurs de la Compagnie de pompiers de Pont-de l'Arche ;

Attendu qu'ils soutiennent, en premier lieu, que la commune de Pont-de-l'Arche est tenue au paiement de cette fourniture, par l'effet d'un contrat auquel ils attribuent un caractère régulier et obligatoire, et en second lieu, que la commune est tout au moins obligée envers eux, en vertu de l'action *de in rem verso* et comme conséquence de l'avantage qu'elle a tiré de cette fourniture et que, subsidiairement et dans tous les cas, ils concluent à la condamnation personnelle de Thomas et de Leduc comme ayant fait la commande, le premier, alors maire de la commune et Leduc alors officier-trésorier de ladite compagnie des pompiers;

Attendu, sur l'existence d'une obligation qui lierait la commune envers Duruflé et Dusseaux, qu'aux termes des lois qui régissent la matière, une commune ne peut être obligée que par un contrat régulièrement approuvé par l'autorité compétente; qu'il n'existe dans la cause aucune délibération du conseil municipal ni aucune approbation de l'autorité supérieure et que, par suite, la demande de Duruflé et Dusseaux, en cette part, manque d'une base légale et doit être repoussée à ce premier point de vue;

Mais, attendu que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui; que cette règle d'équité est applicable aux personnes morales aussi bien qu'à tous les incapables et conséquemment que la commune de Pont-de-l'Arche, quoique n'ayant pas contracté avec Duruflé et Dusseaux par ses représentants légaux avec l'autorisation de l'autorité supérieure, est tenue envers eux en vertu de l'art. 1375 C. civ., s'il est prouvé que la fourniture faite a tourné au profit de la commune; qu'il s'agit d'une simple fourniture, à l'exclusion d'un marché de travaux publics, et que la cour compétente pour connaître des fournitures faites peut, sans sortir des limites de sa compétence, connaître de leur utitité et du profit retiré par la commune ; qu'à la vérité, la tenue de parade dont le paiement fait l'objet de la demande n'était pas obligatoire pour la ville de Pont de-l'Arche eu égard au chiffre de sa populaqion, mais qu'elle était tout au moins facultative; qu'à ce point de vue, les représentants de la commune ont pu en apprécier l'utilité et s'il est établi qu'ils l'ont acceptée expressément ou tacitement et que la commune en a bénéficié, celle-ci n'en est pas moins juridiquement tenue de la payer dans la mesure du profit qu'elle en a retiré, par l'effet du quasi-contrat qui s'est formé comme conséquence de ce fait et de la loi, à l'exclusion de tout consentement donné;

Et attendu, en fait, qu'il résulte d'ores et déjà de tous les documents de la cause et notamment de la liste de souscription organisée et signée par Thomas, en sa qualité de maire de la commune, le 21 janvier 1894, à l'effet de procurer expressément la grande tenue aux pompiers de Pont-de-l'Arche, du modèle de l'engagement contracté en même temps par chacun des membres de la compagnie de verser une cotisation de 14 fr. 50 destinée à faire face au paiement du pantalon, de la dépêche télégraphique de Leduc adressée à la maison Duruflé et Dusseaux le 19 avril 1894, du registre matricule de la la Compagnie des sapeurs pompiers de Pont-de-l'Arche et de la prise en charge par les nouveaux membres de la compagnie des objets composant l'équipement de la grande tenue et notamment du pantalon et du dolman, et au besoin de l'interroga-

toire sur faits et articles auquel il a été procédé en première instance, un concours de présomptions graves, précises et concordantes appuyées sur un commencement de preuve par écrit qui prouvent, d'une part, que la fourniture litigieuse a été réellement faite et acceptée par les représentants de la commune, et d'autre part, que, par cette acceptation, la commune l'a faite sienne ; qu'elle se l'est appropriée et qu'elle en a tiré profit par cette double raison que ces costumes ont été revêtus par la compagnie des sapeurs pompiers dans les différentes cérémonies officielles auxquelles elle a assisté depuis 1894, ainsi que le fait ne saurait être sérieusement contesté et que tous les effets qui en font partie figurent sur le registre matricule de la compagnie ;

Attendu que sans doute Thomas, alors maire de la commune, pouvait légitimement compter que la souscription par lui organisée et la cotisation de 14 fr. 50 versée par chacun des membres de la compagnie permettraient de faire face au paiement de la commande, mais que, sans avoir à rechercher l'emploi qui a été fait de ces différentes sommes, il est certain qu'elles n'ont pas reçu leur destination conventionnelle et qu'à l'heure présente, le montant intégral de la facture de Duruflé et Dusseaux, qui n'est d'ailleurs pas contestée, leur est légitimement dû et que, le montant de cette fourniture ayant tourné au profit de la commune, l'avantage que celle-ci en a retiré s'est élevé à la somme de 1792 fr. 95 ;

Attendu que les compagnies de sapeurs-pompiers sont des institutions communales qui fonctionnent sous la direction, l'autorité et la surveillance de l'administration municipale ; que cette administration, à qui incombe la charge légale de subvenir aux frais d'équipement des compagnies, a tout intérêt à leur fournir des objets utiles à son fonctionnement, qui comporte tout à la fois des services purement honorifiques et une mission de secours et d'utilité publique, et que, par conséquent, ces objets, soit qu'ils consistent dans des vêtements de travail ou de parade, constituent une valeur au profit de la commune qui en retire un gain et un profit direct ; qu'il suit de ce qui précède que la commune de Pont-de-l'Arche est tenue au paiement de la somme de 1792 fr. 95, sauf son recours contre qui de droit, à raison de l'emploi des fonds provenant de la souscription et de la cotisation susrappelées ;

Attendu, sur les dépens, que la commune qui succombe doit les supporter, en y comprenant les frais de la mise en cause de Thomas et de Leduc, qu'elle a nécessitée par son indue résistance, et sauf également son recours contre Thomas et Leduc ;

Par ces motifs,

Parties ouïes en leurs conclusions, M. l'avocat général entendu, après en avoir délibéré, conformément à la loi ;

Statuant sur l'appel principal et y faisant droit,

Confirme le jugement attaqué en ce qu'il a repoussé la demande en tant que fondée sur un contrat régulier et obligatoire ; l'infirme pour le surplus et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire,

Dit et juge que la commune de Pont-de-l'Arche a tiré profit de la fourniture réellement faite par Duruflé et Dusseaux à la Compagnie des Sapeurs-Pompiers de Pont-de-l'Arche en avril 1894 et que ce profit s'est élevé à la somme de 1,792 fr. 80 ;

Condamne, en conséquence, ladite commune à payer à Duruflé et Dusseaux ladite somme de 1,792 fr. 95 avec les intérêts tels que de droit, sauf à eux à se pourvoir administrativement, ainsi qu'ils aviseront, pour obtenir le paiement de la somme dont ils sont reconnus créanciers envers la commune ;

Condamne, en outre, ladite commune aux dépens de première instance et d'appel envers Duruflé et Dusseaux, en y comprenant les frais de la mise en cause de Thomas et de Leduc ;

Réserve à la commune de Pont-de-l'Arche tous ses droits et actions contre qui de droit, en principal, intérêts et frais ;

Rejette toute plus ample demande des parties.

M. Réguis av. gén. — Mes Martin, Henri Allais et Hie av.

Note. — L'action *de in rem verso* dérivant du principe d'équité qui veut que nul ne s'enrichisse aux dépens d'autrui et n'ayant été réglée par aucun texte de loi, est recevable dès lors que le demandeur offre de prouver l'existence d'un avantage dérivant de son fait personnel et procuré à celui contre qui il agit. Cass. 15 mai 1892 (S. 93.1.281 — D. 92.1.596). Rapp. aussi dans le sens de l'arrêt recueilli : Chambéry 13 août 1891 (Gaz. Pal. 91.2.461).

Il est certain, d'autre part, que l'entretien des sapeurs-pompiers appartient à la commune. Il a même été jugé que le préfet ne peut, pour cet entretien, fixer un chiffre supérieur à celui qui a été arrêté par le conseil municipal : Cons. d'Et. 19 novembre 1886 (Gaz, Pal. 87.1.81).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

(Ch. du conseil).

15 juin 1900.

Présidence de M. Baudoin.

FRAIS ET DÉPENS. — TARIF. — HUISSIERS PRÈS LE TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE. — HUISSIERS RÉSIDANT A PARIS. — HUISSIERS RÉSIDANT DANS LA BANLIEUE DE PARIS. — MÊME TARIF APPLICABLE.

Dans toutes les dispositions du décret-tarif du 16 février 1807, d'après lesquelles les actes des huissiers sont tarifés différemment suivant qu'ils ont été faits à Paris *ou* ailleurs (art. 27 à 66), *par les huissiers* de Paris *ou par les huissiers* des tribunaux du ressort (art. 152 et suiv.), *l'expression* Paris *est manifestement synonyme de celle de* département de la Seine.

Dès lors, le tarif des huissiers de Paris doit être reconnu applicable à tous les huissiers du département de la Seine indistinctement, aussi bien à ceux astreints à la résidence dans la banlieue de Paris, *qu'à ceux résidant à Paris même dans l'enceinte des fortifications.*

Spécialement, l'émolument dû à un huissier de la banlieue de Paris pour un commandement à fin de parvenir à une saisie-exécution est de 2 francs pour l'original, plus un quart pour chaque copie, suivant le tarif édicté par l'art. 29 du décret du 16 février 1807 pour Paris, *et non pas seulement de 1 fr. 50 pour l'original, plus un quart pour chaque copie, suivant le tarif édicté par le même article du même décret pour* ailleurs.

Veuve Marchais c. Petit et Frémont.

En janvier 1899, la dame veuve Marchais a soumis à la taxe de l'un de MM. les juges près le Tribunal civil de la Seine l'état des frais par elle exposés pour la mise à exécution d'un jugement rendu par le Tribunal de commerce de la Seine le 20 septembre 1898, condamnant les sieurs Frémont et Petit à lui payer la somme principale de 71 fr. 90, montant d'un billet impayé à l'échéance. Cet état de frais comprenait notamment un commandement du ministère de Me Fret, huissier près le Tribunal civil de la Seine, en résidence à Villejuif, chef-lieu de canton de la banlieue de Paris. Or, le montant de la réquisition pour ce commandement étant de 13 fr. 30, le magistrat taxateur a réduit le coût dudit acte à 10 fr. 30, en ramenant, d'une part de 6 francs à 4 francs l'indemnité de transport y afférente, et en substituant, d'autre part, un émolument de 2 fr. 25 (1 fr. 50 pour l'original + 0 fr. 75 pour l'ensemble des deux copies) à celui de 3 francs (2 francs pour l'original + 1 franc pour l'ensemble des deux copies), figurant dans l'état soumis à la taxe.

La veuve Marchais a accepté la première de ces réductions, celle portant sur l'indemnité de transport; mais elle a refusé de se soumettre à la seconde, et a formé, devant la chambre du Conseil, opposition à la taxe du juge, en maintenant, pour le calcul de l'émolument afférent à l'acte du ministère de l'huissier Fret, sa réquisition d'application du tarif édicté par les art. 27 et suiv. du décret du 16 février 1807 pour les actes de première classe du ministère des huissiers « à Paris », soit 2 francs pour l'original, et un quart en sus pour chaque copie.

Un jugement, en date du 15 juin 1900, a accueilli cette opposition dans les termes ci-après :

Le Tribunal,

Attendu que la Compagnie des huissiers au Tribunal de la Seine existait antérieurement au décret du 16 février 1807; qu'à cette époque les huissiers, dont le nombre était bien plus considérable qu'aujourd'hui, n'étaient tenus à aucune résidence spéciale dans l'arrondissement du tribunal, et étaient libres de se fixer où bon leur semblait; que tous étaient soumis aux mêmes règles, et qu'aucune distinction n'était faite, quant à leurs droits et au coût de leurs actes, entre ceux qui habitaient Paris et ceux qui demeuraient dans la banlieue; qu'il n'apparaît pas que le décret du 16 février 1897 ait entendu modifier cet état de choses;

Attendu qu'il contient le tarif des frais et dépens « pour le ressort de la Cour d'appel de Paris »; que, dans ses différents textes, il distingue constamment entre les actes faits « à Paris » et ceux faits « dans le ressort »; qu'il en est ainsi tout spécialement pour les actes d'huissier, qui sont tarifés différemment suivant qu'ils sont faits « à Paris » ou « ailleurs » (art. 27 à 66), par les huissiers « de Paris » ou par les huissiers « des tribunaux du ressort » (art. 152 et suiv.); que l'expression « Paris » est manifestement synonyme de celle de « département de la Seine »; qu'elle s'explique par l'organisation exceptionnelle du Tribunal de Paris, qui forme le seul et unique Tribunal du département de la Seine; que les art. 159 et 160 du décret de 1807 corroborent cette interprétation; que le premier porte que les experts seront taxés dans « le département de la Seine » pour les artisans ou laboureurs, à 4 francs, pour les architectes ou autres artistes à 8 francs, et dans les « autres départements » 3 francs et 6 francs;

Attendu que le second, règlant les droits de transport de ces mêmes experts, alloue, par chaque myriamètre parcouru, 6 francs « à ceux de Paris » et 4 fr. 50 « à ceux des départements »; que l'expression « ceux de Paris » ne peut s'appliquer qu'aux experts du département de la Seine, dont il a été question dans l'article précédent, et qu'elle ne peut avoir, dans le même décret, un sens différent suivant qu'elle s'applique aux huissiers et aux experts; que toute autre interprétation conduirait à assimiler les huissiers de la banlieue de Paris à ceux des localités les moins favorisées de France, alors qu'obligés de vivre dans le voisinage de la capitale, où la vie est beaucoup plus chère que dans les départements, et même que dans la plupart des villes de province où siège un tribunal de première instance, ils ont à supporter des charges considérables qui ne seraient plus en rapport avec leurs émoluments; que le décret du 14 juin 1813 n'a, pas plus que le décret du 16 février 1807, porté atteinte aux droits des huissiers du Tribunal de Paris; qu'aux termes de l'art. 50, le département de la Seine n'ayant qu'un seul tribunal civil, tous les huissiers, exerçant dans ce département, y compris ceux de la Cour de cassation, ne forment qu'une seule et même

communauté; qu'il est donc naturel et logique que tous ceux qui font partie de cette unique compagnie jouissent des mêmes droits et touchent les mêmes émoluments; qu'ils sont tous soumis par la loi du 24 avril 1816 au même cautionnement; que l'administration réclame, en effet, aux huissiers de la banlieue le chiffre de 3,000 francs fixé par cette loi pour les huissiers de Paris;

Attendu que telle a toujours été la jurisprudence du Tribunal de la Seine, qui, par ses jugements du 26 septembre 1849 et du 26 décembre 1856, a reconnu aux huissiers de la banlieue de Paris les mêmes droits qu'à ceux qui habitent Paris, par la raison qu'ils fonctionnent au même titre devant le tribunal; que, de même, le répertoire alphabétique du tarif, adopté en 1897 par le tribunal pour la taxe des principaux actes d'huissiers du département de la Seine; que, si la chancellerie paraît avoir admis l'opinion contraire dans ses instructions du 14 décembre 1855 et du 11 janvier 1856, qui ne sont pas d'ailleurs représentées et qui ne figurent plus dans le *Bulletin officiel*, il est manifeste qu'elle s'est depuis rangée à l'opinion du Tribunal de la Seine, puisque tous les traités de cession et tous les états de produits concernant des offices de la banlieue prennent pour base de leur évaluation le tarif des huissiers de Paris, sans qu'aucune observation ait jamais été formulée, et sans qu'aucune réduction de prix ait été imposée de ce chef aux parties contractantes;

Attendu qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire droit à l'opposition de la veuve Marchais contre l'ordonnance de taxe du 2 janvier 1899 et de porter au chiffre de 12 fr. 05 le coût du commandement du 17 octobre 1899, qui a été réduit à 10 fr. 55; que, s'il convient en effet de maintenir, ainsi que l'admet du reste l'opposante, la réduction de 2 francs opérée sur l'indemnité de transport, il y a lieu d'allouer à l'huissier 2 francs et non 1 fr. 50 pour l'émolument de son acte et 1 franc au lieu de 0 fr. 75 pour les deux copies;

Par ces motifs,

Donne acte à Petit de ce qu'il s'en rapporte à justice sur la nécessité de la demande de la veuve Marchais;

Dit ladite veuve Marchais recevable et fondée dans son opposition à l'ordonnance de taxe du 2 janvier 1899; fixe à 12 fr. 05 le coût du commandement du 17 octobre 1899, qui a été à tort réduit à 10 fr. 50 par le juge taxateur; condamne Petit aux dépens.

MM. Le Bourdellès subst. — Me Alfred Duparcq av.

Note. — Ces solutions sont conformes à la jurisprudence constante du Tribunal de la Seine, et leur exactitude ne paraît avoir été que rarement mise en doute par les magistrats taxateurs, depuis la mise en vigueur du tarif de 1807 et du décret organique du 14 juin 1813 sur l'organisation et le service des huissiers.

Cependant le tribunal, dans le jugement ci-dessus, mentionne deux précédentes décisions rendues sur la même question, et lui ayant donné une solution identique, les 26 septembre 1849 et 26 décembre 1856. Nous n'avons point trouvé le texte de ces décisions dans les recueils; mais l'on nous communique les termes de celle du 26 décembre 1856, et nous croyons intéressant de les reproduire ici.

Le Tribunal,

Vu la la loi du 28 floréal an VIII, le décret du 16 février 1887 et le décret du 14 juin 1813; — Attendu que le décret du 16 février 1807, contenant le tarif des frais et dépens, a été fait pour le ressort de la Cour de Paris, puis étendu successivement aux villes principales de l'empire et à tous les départements de la France; — Attendu que, pour apprécier aujourd'hui la réclamation des huissiers du Tribunal de la Seine, résidant dans la banlieue, il faut se reporter à l'origine de ce décret et en examiner les dispositions au point de vue des besoins et des nécessités qu'il était appelé à régler; — Attendu que la communauté des huissiers du Tribunal de la Seine existait antérieurement à la promulgation du décret du 16 février 1807, et qu'à cette époque où leur nombre était bien plus considérable qu'aujourd'hui, ils n'étaient tenus à aucune résidence spéciale dans l'arrondissement du tribunal; que la plupart d'entre eux avaient leur demeure à Paris, et qu'aucune distinction n'était faite, quant à leurs droits et quant au coût de leurs actes, entre ceux qui habitaient cette ville et ceux qui s'étaient fixés dans la banlieue; — Attendu que le décret de 1807 n'a apporté aucune modification à cet état de choses; — Attendu que le décret du 14 juin 1813, qui a réglé l'organisation et le service des huissiers, en autorisant les tribunaux civils, dans un intérêt d'ordre public, à fixer la résidence de quelques-uns d'entre eux soit dans les chefs-lieux de canton, soit dans les communes, n'a porté aucune atteinte à leurs droits et privilèges; qu'aux termes de l'art. 50 de ce décret, tous les huissiers du département de la Seine, y compris ceux de la Cour de cassation, ne forment qu'une seule et même communauté; — Attendu que le Tribunal de la Seine, en usant de la faculté, que lui conféraient les art. 15, 16 et suiv., du décret du 14 juin 1843, et en indiquant une résidence spéciale à quelques huissiers, n'a pu ni voulu modifier des droits acquis; que l'éloignement du siège du tribunal qui leur était imposé en vue des avantages qu'en retireraient les justiciables, était déjà une lésion à leurs intérêts qu'il eût été injuste d'aggraver encore par la diminution des droits, dont ils avaient joui antérieurement; — Attendu que, si leur nouvelle résidence entraînait moins de dépenses que le séjour de Paris, cet avantage était compensé par l'éloignement du siège du tribunal, le droit de transport n'étant alloué qu'au delà de 5 kilomètres; — Attendu que l'objection tirée de la loi du 26 floréal an VII, n'est applicable qu'aux huissiers de justice de paix; que l'obligation où se trouvaient les magistrats de cette juridiction, de ne choisir pour leurs huissiers que ceux qui résideraient dans leur ressort, ne pouvait être pour ceux-ci qu'un avantage, un privilège attaché à la résidence, car, dans le cas où il ne se trouvait pas d'huissier dans le canton, aucun autre huissier n'était tenu à ce service et le juge de paix pouvait choisir tous autres citoyens, pourvu qu'ils réunissent certaines conditions d'aptitude; — Attendu que le décret du même jour, 16 février 1807, qui a étendu aux villes de Bordeaux, Lyon et Rouen le tarif des frais et dépens pour le Tribunal de première instance et les Justices de paix de Paris ne peut trancher la question contre les huissiers du Tribunal de la Seine, résidant dans la banlieue, puisque reste toujours à décider la

uestion de savoir si l'expression de Paris n'est point, quant à eux, synonyme de département de la Seine ; — Attendu que le texte du décret du 16 février 1807 n'est point contraire à cette interprétation; que la distinction entre Paris et partout ailleurs, qui se remarque dans la plupart des articles concernant les huissiers, s'explique par l'organisation exceptionnelle du Tribunal de Paris, qui forme le seul et unique Tribunal du département de la Seine; — Attendu que, dans différents articles de ce décret et aussi dans ceux du tarif criminel du 18 juin 1811, une triple distinction est faite : 1° pour les huissiers de Paris; 2° pour ceux des villes où il y a un tribunal de première instance; 3° et partout ailleurs; qu'en appliquant ces dispositions aux huissiers de la banlieue de Paris, ils seront forcément placés dans la troisième catégorie, assimilés à ceux des localités les moins favorisées de la France; que telle n'a pu être la pensée du législateur de 1807; — Attendu que l'on peut encore tirer un nouvel argument de texte du rapprochement des art. 159 et 160 de ce même tarif; que le premier porte que les experts, dans le département de la Seine, seront taxés à 8 francs par vacation et à 6 francs dans les autres départements; que l'article suivant, réglant les droits de transport de ces mêmes experts, alloue, par chaque myriamètre parcouru, 6 francs à ceux de Paris, et 4 fr. 50 à ceux des départements; que cette expression « ceux de Paris » ne peut s'appliquer qu'aux experts du département de la Seine, dont il a été question dans l'article précédent; que toute autre interprétation raisonnable serait impossible; — Attendu, enfin, qu'un usage constamment suivi au Tribunal de la Seine, justifié par des actes administratifs émanés du parquet même, et attesté par un jugement de ce tribunal à la date du 26 septembre, reconnaît les mêmes droits aux huissiers résidant dans la banlieue qu'à ceux qui habitent Paris, par la raison — porte cette dernière décision — qu'ils fonctionnent au même titre devant le tribunal; qu'il faut donc admettre que, dans le texte comme dans l'esprit du décret du 16 février 1807, l'expression de « Paris » est synonyme de « Tribunal de la Seine »; — Par ces motifs, réforme la taxe faite par M. le juge taxateur, en ce qu'il n'accorde pas à Dessesquelle les émoluments des huissiers de Paris; — Condamne Cubertier aux dépens. »

194

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

26 février 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° SAISIE IMMOBILIÈRE. — DEMANDE EN NULLITÉ. — CRÉANCIERS INSCRITS.

2° VENTE. — ACQUÉREUR. — PAIEMENT DU PRIX. — CRAINTE DE TROUBLE. — POUVOIR DU JUGE. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

1° La demande en nullité d'une saisie immobilière est régulièrement formée contre le saisissant seul, sans qu'il soit besoin de mettre en cause les créanciers inscrits, même alors que la poursuite leur est devenue commune par la mention, en marge de la transcription, de la saisie de la notification qui leur a été faite en conformité de l'art. 692 C. pr. civ.; la disposition de l'art. 693 qui, à partir de cette mention, exige le consentement de tous les créanciers inscrits pour la radiation de la saisie, est sans application au cas d'une action en nullité de la saisie.

2° Les juges du fond apprécient souverainement que le fait seul de la non-radiation d'une saisie, dont la nullité a cependant été régulièrement prononcée par une décision judiciaire, passée en force de chose jugée, ne constitue pas un juste motif de crainte d'être troublé, pouvant autoriser l'adjudicataire de l'immeuble, sur lequel portait cette saisie, à suspendre le paiement de son prix : cette appréciation échappe à la censure de la Cour de cassation.

Demoiselle Buffet-Delmas c. Mathieu et autres.

La Cour,

Sur le moyen unique tiré de la fausse application des art. 686 et suiv., et de la violation des art. 691, 692, 693, 715, 733, 735 C. pr. civ. et des art. 1653, 1165, 351 C. civ. :

Attendu qu'aucune disposition de la loi n'exige que les demandes incidentes à une saisie immobilière soient notifiées à tous les créanciers inscrits; que la la poursuite, une fois devenue commune par la mention des notifications en marge de la transcription de la saisie, les créanciers inscrits sont représentés par le poursuivant; que si, alors même qu'il s'agit d'une demande en distraction, c'est-à-dire de l'incident le plus menaçant pour les créanciers, la loi n'exige que la mise en cause du premier inscrit, on ne saurait exiger celle de tous les inscrits pour les incidents ordinaires;

Attendu que si, pour le cas de radiation de saisie, l'art. 693 C. pr. civ. exige le consentement de tous les créanciers inscrits ou des jugements rendus contre eux tous, c'est pour empêcher que la saisie puisse être anéantie par la seule volonté du saisissant, et pour sauvegarder le droit des créanciers de se faire subroger à la poursuite ; mais que cette disposition est sans application à la cause, où il s'agissait d'une demande en nullité de la saisie, régulièrement formée contre le saisissant seul;

Attendu que, dans l'espèce, la demande en nullité de la saisie a été formée par les consorts Buffet-Delmas, dans les termes de l'art. 718 C. pr. civ.; qu'elle était fondée sur ce que cette saisie n'avait pas été transcrite dans le délai imparti par l'art 728; d'où il suit qu'en décidant que la mise en cause de tous les créanciers inscrits n'était pas nécessaire, l'arrêt attaqué n'a ni faussement appliqué les art. 686 et suiv., ni violé les art. 691, 692, 693, 715, 733 et 835 C. pr. civ.;

Attendu, d'autre part, que la Cour d'appel de Toulouse, en déclarant que les demoiselles Buffet-

Delmas, adjudicataires du domaine de Fagé, ne pouvaient, en présence d'une saisie régulièrement annulée par une décision judiciaire ayant acquis l'autorité de la chose jugée, trouver dans le fait seul de la non-radiation de cette saisie sur le registre du conservateur des hypothèques, un juste sujet de crainte d'être troublées, et en refusant, dans ces conditions, de les autoriser à suspendre le paiement du prix qu'elles devaient, a usé du droit qui lui appartenait d'apprécier les faits et circonstances de la cause ; que son appréciation à cet égard est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de cassation ; que l'arrêt attaqué n'a donc violé ni l'art. 1653 C. civ., ni les autres articles visés au pourvoi ;

Rejette le pourvoi formé par les demoiselles Buffet-Delmas contre l'arrêt de la Cour de Toulouse du 4 août 1899.

MM. DUPONT rapp. ; MELCOT av. gén. — Me PERRIN av.

Note. — I. Sur le premier point : La Chambre des requêtes s'est déjà une première fois prononcée sur la question dans le même sens, en termes identiques, par un arrêt du 1er décembre 1868 (S. 69.1.59 — J. du P. 69.1.307). *Adde* conf. Paris 28 avril 1898 (Gaz. Pal. 98.2.537). V. également Dutruc, Supp. alphab. aux lois de la proc. de Carré et Chauveau, vo Saisie-immobilière, nos 822 et suiv.

II. — Sur le deuxième point : Il a été également jugé que l'arrêt qui, appréciant les faits, décide que, malgré l'existence d'inscriptions, il n'y a pour l'acquéreur aucune crainte d'éviction, ne peut, sous ce rapport, donner ouverture à cassation : Cass. 29 novembre 1827 (S. chr.).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (6e CH.)

5 juillet 1900.

Présidence de M. Labrouste.

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — DÉCISION DU BUREAU. — PRODUCTION EN JUSTICE. — INTERDICTION.

L'art. 12 de la loi du 22 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire, déterminant les cas où la décision du bureau peut être communiquée, est limitatif.

En conséquence, l'assisté judiciairement ne peut produire devant le tribunal la décision du bureau, non plus que les pièces à l'appui de celle-ci, contenues dans le dossier d'assistance judiciaire.

Guichard c. Radigue.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'au cours d'une instance introduite par la dame Guichard contre les époux Radigue, la dame Radigue a formulé des conclusions en date du 21 juin 1900 et dont le dispositif est ainsi conçu : dire et juger qu'il sera fait défense à la dame veuve Guichard de produire le dossier dont s'agit et que ladite production sera considérée comme nulle et non avenue, au cas où elle se produirait néanmoins ; qu'en conséquence, il ne saurait en être fait état.

Attendu que, par ses conclusions du 28 juin 1900, la dame Guichard a demandé au tribunal de déclarer les époux Radigue non recevables en leurs conclusions, de dire et juger que la dame Guichard pourra verser au débat, entre autres renseignements, ceux puisés par elle dans le dossier d'assistance judiciaire dont elle a droit d'avoir communication, dire et juger au surplus que le tribunal peut vérifier, par la communication qui lui sera faite du dossier, l'authenticité desdits renseignements ;

Attendu que l'art. 12 de la loi du 22 janvier 1851 est ainsi conçu : « Les décisions du bureau ne contiennent que l'exposé sommaire des faits et des moyens et la déclaration que l'assistance est accordée ou qu'elle est refusée, sans expression de motifs dans l'un ni dans l'autre cas. Les décisions du bureau ne sont susceptibles d'aucun recours. Néanmoins, le procureur général, après avoir pris communication de la décision d'un bureau établi près d'un tribunal civil et des pièces à l'appui, peut, sans retard de l'instruction ni du jugement, déférer cette décision au bureau établi près la cour d'appel, pour être réformée s'il y a lieu. Le procureur général près la Cour de cassation, et le procureur général près la Cour d'appel peuvent aussi se faire envoyer les décisions des bureaux d'assistance, qui ont été rendues dans une affaire sur laquelle le bureau établi près de l'une ou de l'autre de ces cours est appelé à statuer si ce dernier bureau en fait la demande. Hors les cas prévus par les deux paragraphes précédents, les décisions du bureau ne peuvent être communiquées qu'au procureur de la République, à la personne qui a demandé l'assistance et à ses conseils, le tout sans déplacement. Elles ne peuvent être produites ni discutées en justice, si ce n'est devant la police correctionnelle, dans le cas prévu par l'art. 26 de la présente loi » ;

Attendu que les termes de cet article sont clairs et précis ; qu'il en résulte que les décisions du bureau d'assistance judiciaire ne peuvent être produites en justice et que ces mêmes décisions ne peuvent être communiquées qu'au procureur général près la Cour de cassation et au procureur général près la Cour d'appel, avec déplacement ; qu'au procureur de la République, à la partie qui a demandé l'assistance et à ses conseils, mais sans déplacement ;

Attendu qu'en déclarant que la communication du dossier ne peut être faite qu'aux personnes qu'elle désigne, et cela dans un intérêt et dans des conditions qu'elle spécifie, la loi a évidemment entendu exclure toute autre communication ;

Attendu cependant que la dame Guichard demande au tribunal de dire et juger qu'il prendra communication du dossier d'assistance ;

Attendu que, dans les motifs de ses conclusions, la

dame Guichard prétend qu'il est de jurisprudence constante que le tribunal peut, pour s'éclairer, ordonner la communication de tout le dossier d'assistance judiciaire et qu'il le fait en pratique ;

Mais, attendu qu'en admettant que l'usage invoqué soit pratiqué dans certains tribunaux, il n'est nullement établi qu'il le soit dans d'autres; que d'ailleurs cet usage, fût-il absolument général, ne saurait être, un seul instant, opposé au texte même de la loi ;

Attendu qu'en accordant à la partie qui a demandé l'assistance judiciaire l'autorisation de prendre communication des pièces concernant la décision du bureau et en refusant cette communication à la partie adverse, la loi du 22 janvier 1851 a créé en faveur de l'assisté un état de choses pouvant devenir en faveur de ce dernier un avantage qu'il ne faut pas étendre ;

Attendu, en outre, que cette communication au tribunal, n'étant prescrite ni autorisée nulle part, ne serait soumise à aucune règle et présenterait dès lors beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages;

Attendu qu'admettre la communication sollicitée, ce serait d'abord ajouter à la loi, qui ne comprend pas le tribunal parmi ceux qui sont autorisés à prendre communication de la décision; que ce serait ensuite violer l'art. 12, qui interdit la production de cette décision en justice; que ce serait enfin modifier complètement le caractère et les attributions du bureau d'assistance judiciaire ;

Attendu, que, d'ailleurs, ainsi qu'il a été dit, les termes de l'art. 12 ne pouvant laisser place à aucun doute, il y a lieu de rejeter les conclusions de la dame Guichard ;

Par ces motifs,

Dit qu'il est fait défense à la dame Guichard de produire le dossier dont s'agit et que ladite production sera considérée comme nulle et non avenue au cas où elle se produirait néanmoins ; qu'en conséquence, il n'en sera pas fait état ;

Rejette comme mal fondées les fins et conclusions de la dame Guichard ;

Condamne la dame Guichard aux dépens de l'incident, distraction à Me Déglise, avoué..., et renvoie à quinzaine pour plaider au fond.

M. Thomas subst. proc. Rép. — Mes Weisveiller et Crochard av.

Note. — L'art. 12 de la loi du 22 janvier 1851 est formel : la décision du bureau ne peut être ni produite ni discutée en justice. Mais que faut-il entendre par : *la décision?* Est-ce le simple avis que l'assistance est accordée ou refusée, précédé de l'exposé sommaire des faits et moyens? ou bien est-ce aussi le rapport? sont-ce enfin les renseignements divers pris par le bureau pour s'éclairer? Le jugement rapporté ci-dessus donne au mot décision le sens le plus large et étend la prohibition à toutes les pièces du dossier. Il semble bien qu'il est conforme à la volonté du législateur qui, avant tout, a désiré que la décision du bureau ne pût influer sur celle du tribunal.

Mais alors, comment concilier ce principe avec la pratique constante des tribunaux, à laquelle le jugement rapporté fait lui-même allusion? Nous ne parlerons pas des affaires d'accident, où il arrive fréquemment qu'une demande d'enquête est repoussée, les faits articulés étant démentis par l'information préalable du commissaire de police, bien que cette information soit puisée par le tribunal dans le dossier d'assistance judiciaire. Dans le cas d'accidents, un délit étant toujours possible, le commissaire de police intervient de plein droit, et son information est seulement jointe au dossier d'assistance, sans en faire, à proprement parler, partie.

Mais que dire des affaires de divorce, et surtout des affaires de divorce par défaut, où le divorce est prononcé uniquement sur des renseignements fournis par le commissaire de police? Dans ce cas, le commissaire de police n'intervient, sur l'ordre du parquet, que pour éclairer le bureau d'assistance judiciaire. Son rapport est donc bien un élément du dossier d'assistance judiciaire, établi en vue de la constitution de ce dossier. Or, la production en justice est pourtant si courante que nombre de jugements de divorce ont, répétons-le, cette base unique. Cela est illogique au premier chef.

Ou il faut admettre que, au sens de l'art. 12, le mot « décision » comprend toutes les pièces du dossier, et alors, en aucun cas, le tribunal ne doit puiser dans ce dossier un élément de son jugement, ou il faut admettre que ce mot ne comprend strictement que la décision elle-même c'est-à-dire la sentence du bureau, et alors toutes les autres pièces du dossier peuvent être produites et discutées en justice. V. sur cette question Simon, Assistance judiciaire, p. 117 et 120 et suiv. V. aussi Caen 18 août 1877 (D. 77.5.194).

TRIBUNAL CIVIL DE CAMBRAI

5 juillet 1900.

Présidence de M. Moreau.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898, ART. 3 § C. — DROITS DE L'ASCENDANT. — ENFANT NATUREL RECONNU POSTÉRIEUREMENT A L'ACCIDENT.

L'ascendant, en l'espèce, la mère naturelle qui, n'a reconnu son fils naturel que postérieurement à l'accident où il a trouvé la mort, n'a aucun droit à la pension de 10 0/0 du salaire prévue par l'art. 3 § C de la loi du 9 avril 1898, lorsque la victime n'a laissé ni conjoint, ni enfant.

Demoiselle Nimal c. Gabet.

Le Tribunal,

Attendu qu'à la date du 4 août 1899, le sieur Nimal (Emile), garçon brasseur chez le sieur Gabot, a été, au cours de son travail, victime d'un accident qui a causé sa mort;

Attendu que Nimal (Juliette), la demanderesse, ayant par acte passé devant l'officier de l'état civil de la commune d'Inchy, le 15 janvier 1900, postérieurement à la date de l'accident précité, reconnu ledit Nimal (Emile) pour son fils naturel a, en vertu

de l'art. 3 § G de la loi du 9 avril 1898, fait citer le sieur Gabot, en paiement d'une rente annuelle et viagère de 80 francs;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3 précité, lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes désignées : conjoint, descendants, ascendants, à partir du décès; qu'il résulte de ces expressions, « à partir du décès », et de l'économie générale de la loi que c'est au jour même de l'accident, pour éviter des fraudes toujours possibles, qu'il faut se placer pour apprécier définitivement et taxativement le droit des personnes appelées à réclamer le service d'une pension ;

Attendu que, le 4 août 1899, jour de l'accident, Nimal (Juliette), qu'aucun lien légal ne rattachait encore à Nimal (Emile), ne pouvait être rangée dans la catégorie des ascendants de l'art. 8 § C et que, dès lors, le droit à une indemnité n'a pu prendre naissance en sa personne; que la reconnaissance du 15 janvier 1900 n'a pu modifier ou créer des droits que la loi avait définitivement fixés le 4 août précédent; que le législateur a suffisamment manifesté son intention sur ce point relativement aux enfants naturels et au conjoint, dont le droit à une pension ne prend naissance qu'autant que la reconnaissance ou le mariage ont précédé l'accident;

Attendu que le droit à la pension, conséquence de l'obligation aux aliments, ne peut exister qu'entre ascendants légitimes ou naturels reconnus; qu'aucune obligation alimentaire ne pouvait, à la date du 4 août 1899, jour de l'accident, exister contre Nimal (Emile), au profit de Nimal (Juliette); que celle-ci, qui ne pouvait alors, comme l'exige l'art. 3 § C, être à la charge de celui-là, est sans droit aujourd'hui pour réclamer une pension du chef de son fils, reconnu postérieurement à l'accident qui a causé sa mort ;

Par ces motifs,

Déboute la demanderesse, etc.

Note. — La question a été tranchée dans le même sens par le Tribunal civil de Nantes le 18 juin 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.173) et implicitement par le Tribunal civil de Montauban le 16 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.637). V. les notes sous ces décisions.

TRIBUNAL CIVIL DE LAON (1re Ch.)

28 mars 1900.

Présidence de M. Fouquier.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — COMPÉTENCE. — TRIBUNAL CIVIL. — DEMANDES ANCIENNES. — INCAPACITÉ PERMANENTE. — RENTE. — POINT DE DÉPART. — FIXATION DE L'INDEMNITÉ. — DÉCISION DÉFINITIVE.

1° *Le tribunal saisi de la demande principale en indemnité formée par un ouvrier est compétent pour connaître des demandes accessoires connexes à ladite demande et dérivant de la même cause, alors qu'elles sont produites régulièrement devant lui, accessoirement à la demande principale. L'art. 15 de la loi du 9 avril 1898 n'a nullement dérogé aux principes généraux de la compétence des tribunaux de droit commun; il n'attribue la connaissance des indemnités temporaires aux juges de paix que lorsqu'elles sont portées devant lui par demande principale.*

2° *L'indemnité temporaire cesse d'être due au jour de la décision définitive, à partir duquel commence à courir la rente viagère allouée à l'ouvrier, victime d'un accident.*

Quentin c. Fonderies de Tergnier-Fargniers.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé et des renseignements fournis au tribunal que, le 6 septembre, Quentin a été atteint, dans son travail, de blessures qui ont déterminé chez lui une incapacité de travail permanente et partielle ;

Attendu qu'il résulte des renseignements fournis que les salaires et moyens de Quentin, dans les douze mois qui ont précédé l'accident, s'élèvent à 2,082 fr. 25 et que les conséquences de l'accident sont de nature à entraîner, dans l'avenir, une réduction de salaire de moitié; qu'il a droit, dès lors, à une rente, dans les termes de la loi du 9 avril 1898, de moitié de la réduction, soit 270 fr. 55;

Attendu qu'il a droit, encore dans les termes de ladite loi, à une indemnité journalière égale à la moitié de son salaire (3 fr. 25 par jour), à compter du cinquième jour de l'accident;

Attendu que le tribunal, saisi de la demande principale en indemnité, est compétent pour connaître des demandes accessoires connexes à ladite demande, et dérivant de la même cause, alors qu'elles sont produites régulièrement devant lui, accessoirement à la demande principale; que l'art. 15 de la loi du 9 avril 1898 n'a attribué la connaissance des indemnités temporaires aux juges de paix qu'autant qu'elles se produisent principalement, et n'a nullement dérogé aux principes généraux de la compétence des tribunaux de droit commun;

Attendu que rien n'autorise non plus à faire remonter les conséquences d'un jugement de condamnation à des réparations civiles, allouées, non sous la forme d'un capital, mais d'une rente, à une époque antérieure à l'accident, ni à déroger au principe posé en l'art. 1980 C. civ., alors d'ailleurs que le maître n'est pas tenu envers l'ouvrier d'une obligation alimentaire, mais bien seulement de réparations civiles;

Attendu, enfin, que l'indemnité temporaire ne saurait cesser d'être due qu'au jour de la décision définitive; que l'art. 16 § 4, de la loi du 9 avril 1898

est formel à cet égard, au cas où la cause n'est pas en état de recevoir jugement soit à cause de l'état du blessé, soit à cause des mesures d'instructions à prescrire; et qu'il n'existe aucune raison de décider autrement alors que l'affaire est en état quand elle est portée pour la première fois devant le tribunal;

Par ces motifs,

Condamne la Société des fonderies de Tergnier-Fargniers.

M. PERRET-MAISONNEUVE subst. proc. Rép. — Mes BOURÉ et WAREMBOURG (ce dernier du barreau de Paris) av.

Note. — I. — Sur le premier point : La question est controversée. Dans le sens de la décision rapportée : V. Angers 16 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.236); Besançon 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.352); Trib. civ. Seine 26 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.624). En sens contraire : Douai 16 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.411); Trib. paix Paris 2 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.583).

II. — Sur le second point : La question est controversée. En cas d'incapacité permanente, le point de départ de la rente est, suivant les uns, la consolidation de la blessure : V. Besançon 14 février 1900 (*loc. cit.*); Douai 19 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.754); Rouen 11 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900. 2.192); Sachet, Accidents du travail, nos 476 et suiv.; suivant les autres, la décision définitive qui fixe l'indemnité : V. Douai 5 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.752); 30 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.195); Loubat, nos 221 et suiv.

COUR D'APPEL DE DOUAI (2e CH.)

8 mars 1900.

Présidence de M. Mauflastre.

FAILLITE. — ACTES ANTÉRIEURS. — PAIEMENT DE DETTES ÉCHUES. — NULLITÉ FACULTATIVE. — PAIEMENT REÇU DE BONNE FOI.

Le paiement de dettes échues, fait à un créancier ayant connaissance de l'état de cessation des paiements, n'est pas nul de plein droit : l'annulation en est facultative pour le juge, qui doit la prononcer ou la refuser suivant les circonstances de la cause.

Spécialement, il n'y a lieu d'ordonner la nullité du paiement d'une dette échue lorsque, tout en accordant terme et délai pour le paiement à son débiteur, ce qui impliquait connaissance de l'état de cessation de paiements, le créancier n'a point cherché à se faire une situation meilleure que celle des autres créanciers et a reçu ce paiement de bonne foi.

Loth c. Liquidation judiciaire Malfait.

LA COUR,

Attendu que l'art. 447 C. com. ne déclare pas nuls de plein droit les paiements de dettes échues faits à un créancier qui avait la connaissance de l'état de cessation de paiements de son débiteur; que l'annulation en est facultative et doit être prononcée ou refusée suivant les circonstances de la cause;

Attendu que, par jugement du 17 mars 1899, le Tribunal de commerce de Roubaix a reporté au 28 novembre 1893, la date de la cessation de paiements de Malfait, mis en liquidation judiciaire;

Attendu que, dans le courant de l'année 1895, Malfait a payé à Loth une somme principale de 4,848 fr. 80, dont Chatteleyn demande le rapport en sa qualité de liquidateur;

Attendu que ce paiement a été effectué en exécution d'un atermoiement accordé, le 28 décembre 1893, par Loth qui, moyennant le cautionnement d'un sieur Chimet, consentait à rendre à son débiteur une police d'assurance que celui-ci lui avait remise en nantissement, comme garantie de sa créance;

Attendu que, si l'on doit admettre que Loth, en accordant terme et délai, manifestait par cela même qu'il avait connaissance de l'état de cessation de paiements de Malfait, il n'est nullement établi qu'il ait cherché à se faire une situation meilleure que celle des autres créanciers; que, depuis le mois de décembre 1893, Loth a continué à faire des affaires avec Malfait et que celui-ci a encore vécu pendant plus de cinq années de sa vie commerciale; que, dans ces circonstances de fait, c'est à tort que les premiers juges ont condamné Loth, qui a agi de bonne foi, à rapporter à la masse la somme de 6,916 fr. 73, faisant l'objet de la demande du liquidateur;

Par ces motifs,

Donnant acte aux consorts Chimet de ce qu'ils déclarent se joindre aux conclusions de l'appelant;

Met le jugement dont est appel à néant;

Dit qu'il n'y a lieu de faire application, en l'espèce, de l'art. 447 C. com.;

Décharge Loth des condamnations et dispositions contre lui prononcées;

Déclare le liquidateur mal fondé en ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute;

Dit le présent arrêt commun avec les consorts Chimet;

Condamne Chattelyn, ès qualités, en tous les dépens de première instance et d'appel, sauf ceux relatifs à l'intervention de Chimet et consorts qui resteront à leur charge;

Ordonne la restitution de l'amende consignée.

M. SCHULER av. gén.

Note. — Pour que le paiement d'une dette échue, effectué au cours de la période suspecte, puisse tomber sous le coup de la nullité édictée par l'art. 447 C. com., il faut que le créancier qui a reçu ait su d'une façon positive à ce moment que son débiteur était en état de cessation de paiements, et la jurisprudence se montre à cet égard assez exigeante sur la preuve à faire par le syndic ou le liquidateur judiciaire. V. notamment : Cass. 18 avril 1866 (S. 66. 1.351 — D. 66.1.259); 16 août 1883 (Gaz. Pal. 84.1.130); Paris 4 août 1882 (Gaz. Pal. 83.2.351, 2e partie); Poitiers 20 avril 1885 (Gaz. Pal. 86.1. supp. 103).

Mais cette preuve étant rapportée d'une façon complète, le juge n'est aucunement forcé à annuler le paiement; il peut tenir compte des circonstances et il doit surtout se demander si, en recevant paiement, le créancier n'a pas cherché à se faire une situation meilleure que celle des autres créanciers : il n'y a lieu à prononcer la nullité, si la bonne foi des créanciers est établie à cet égard : V. Agen 30 mars 1892 (Gaz. Pal. 92.1.641) et les renvois en note à la jurisprudence antérieure.

TRIBUNAL COMMERCE DE LA SEINE

18 avril 1900.

Présidence de M. Bourgaux.

EFFETS PUBLICS. — BROKER. — OPÉRATIONS DE BOURSE. — APPLICATION AU CLIENT. — PREUVE.

Le broker anglais, qui demande au donneur d'ordres le règlement d'un compte d'opérations de bourse, ne doit pas se borner à justifier qu'à des dates correspondantes il a fait avec des contre-parties des opérations semblables à celles qu'il avait ordre d'exécuter pour le compte du client; il doit encore prouver que ces opérations s'appliquaient bien au client.

Campbell et C^ie^ c. Comptoir international de participation.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il est établi, et d'ailleurs non contesté, que, courant des mois de mai et juin 1899, le Comptoir international de participation a chargé Campbell et C^ie^ d'effectuer pour son compte, à Londres, diverses opérations sur des Chartered, East-Rand et Goldfiels;

Attendu que Campbell et C^ie^ prétendent qu'ils auraient régulièrement exécuté lesdites opérations; que ces opérations se solderaient, courtages compris, au débit du Comptoir international de participation par la somme de 250 livres, 3 schellings, 5 pences, soit, en monnaie française, par 6,316 fr. 90; qu'il conviendrait, dès lors, d'obliger le Comptoir international de participation au paiement de cette somme;

Mais, attendu que si, à la vérité, Campbell et C^ie^ versent aux débats divers documents, déclarations et copies de leurs livres établissant que, à des dates correspondantes, ils ont fait avec des contre-parties des opérations semblables à celles qu'ils avaient ordre d'exécuter pour le compte du Comptoir international de participation, il convient d'observer que, de l'examen de ces documents, ne ressort nullement la preuve que ces opérations aient été appliquées par Campbell et C^ie^ au Comptoir international de participation; que Campbell et C^ie^ ne justifient donc point avoir réellement et régulièrement rempli le mandat que leur avait confié le Comptoir international de participation;

Et, attendu que ce n'est pas le mandat reçu et accepté qui constitue le titre de créance du mandataire envers son mandant, mais bien l'exécution régulière de ce mandat; qu'en l'état et à défaut de la justification qui incombe à Campbell et C^ie^, il ne saurait être fait droit à leur demande;

Par ces motifs,

Déclare Campbell et C^ie^ mal fondés en leur demande, les en déboute;

Et les condamne aux dépens.

M^es^ SABATIER et SAYET agréés.

Note. — Le Tribunal civil de la Seine a jugé, le 26 janvier 1897, que le principe en vertu duquel les bordereaux et les comptes font, en matière d'opérations de bourse, foi de leur contenu dans les rapports entre l'agent et les les clients est applicable aux opérations faites par les brokers anglais pour le compte de clients français; qu'en conséquence, celui auquel un broker anglais a régulièrement envoyé les bordereaux d'opérations faites pour son compte et les comptes de liquidation de quinzaine, qui les a reçus sans protestation et les a même approuvés, ne saurait, pour résister à la demande du paiement du solde débiteur de son compte, demander compte de l'exécution du mandat par lui donné : Trib. civ. Seine 26 janvier 1897 (Gaz. Pal. 97.1.279). La jurisprudence tend donc à assimiler les brokers anglais aux agents de change français, tant en ce qui concerne l'exécution des actes et la régularité des opérations que le règlement des marchés : Trib. com. Seine 4 juillet 1894 (Gaz. Pal. 94.1.327); Trib. civ. Seine 15 janvier 1897 (Gaz. Pal. 97.1.487); Paris 7 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.333). Il suit de là que les bordereaux des brokers anglais doivent avoir la même force probante que ceux des agents de change français, lesquels en matière commerciale peuvent, bien que non signés par la partie intéressée, fournir contre celle-ci une présomption suffisante pour justifier de l'existence et des conditions d'une opération de bourse : Cass. 16 juin 1885 (D. 86.1.153 — Gaz. Pal. 85.2.141).

La décision recueillie est-elle en contradiction avec ces principes de jurisprudence? Nous ne le pensons pas, car il semble résulter de la lecture du jugement que le demandeur, broker anglais, ne produisait pas de bordereaux au nom du défendeur, de sorte que se posait une question d'application d'opérations réellement effectuées par le broker, sans doute, mais que rien, ni dans les bordereaux ni autre part, n'indiquait avoir été faites pour le compte du donneur d'ordres. Ce n'est donc pas la force probante des bordereaux qu'a déniée le tribunal, c'est son application au défendeur.

Aussi bien, et quelque soit la force probante des bordereaux, ils ne suffisent pas pour faire la preuve complète des opérations qu'ils relèvent, alors que le donneur d'ordres, qui ne les a pas signés, en conteste l'exactitude et allègue notamment le dol et la fraude. Jugé, en ce sens, que si le bordereau est signé par l'agent de change seul, il ne fait la preuve de la négociation que si la preuve d'une fraude ou d'une erreur quelconque n'est pas rapportée et si le bordereau en question coïncide avec les livres de l'agent : Cass. 17 mars 1807 (S. et P. chr.).

D'ailleurs, les tribunaux peuvent contrôler l'exactitude des bordereaux : Buchère, n° 69; Mollet, n^os^ 196 et 219; Cass. civ. 28 février 1883 et Orléans 1^er^ mars 1884 (Gaz. Pal. 84.1.613). Et les clients peuvent, en vertu des bordereaux, réclamer un extrait des opérations qui les concernent, d'après le livre-journal : Dalloz, v° Agent de change,

n° 341; Ruben de Couder, v° Agent de change, n° 184. En droit donc, comme en fait, la décision recueillie se justifie, aucune raison plausible ne pouvant permettre de traiter les brokers anglais autrement que les agents de change et de les dispenser, d'une part, de justifier de l'application au donneur d'ordres des opérations dont ils réclament le paiement; d'autre part, de prouver, par leurs livres, la sincérité de leurs bordereaux.

G. L.

195-196-197

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

14 juin 1900.

Présidence de M. Tanon.

ASSURANCES TERRESTRES. — ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE. — POLICE. — FORMULE IMPRIMÉE. — BLANCS BATONNÉS. — SINISTRES ANTÉRIEURS. — DÉCLARATION NON EXIGÉE. — INTERPRÉTATION SOUVERAINE.

De ce que, dans une police d'assurance contre l'incendie des récoltes, les blancs, ménagés dans la formule imprimée pour recevoir certaines déclarations à faire par l'assuré, notamment quant aux sinistres antérieurement subis, ont été simplement bâtonnés et ne contiennent aucune énonciation, les juges du fond peuvent induire que l'assureur et l'assuré, ont, d'un commun accord, admis que l'objet et la nature de l'assurance ne comportaient pas de déclaration à cet égard, et décider, dès lors, que l'oblitération des blancs dans la police ne constitue, de la part de l'assuré, ni fausse déclaration, ni réticence. En le décidant ainsi, ils font œuvre d'interprétation souveraine.

Compagnie d'assurances la Confiance
c. Ben-Yacoub.

LA COUR,

Sur le moyen tiré de la violation des art. 1108, 1134, 1320 et 1322 C. civ., de l'art. 1315 du même Code, et de l'art. 348 C. com., ainsi que de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que, dans la police d'assurances contre l'incendie de récoltes appartenant à Hamidon ben Yacoub, intervenue entre celui-ci et la Compagnie la Confiance, les blancs ménagés dans une formule imprimée pour recevoir certaines déclarations à faire par l'assuré, notamment quant aux sinistres antérieurement subis, ont été simplement bâtonnés et ne contiennent aucune énonciation; que les juges du fond, par une interprétation souveraine, ont pu en induire que les deux parties contractantes avaient admis, d'un commun accord, que l'objet et la nature de l'assurance ne comportaient pas de déclaration à cet égard, et décider, en conséquence, que l'oblitération des blancs ne constituait, de la part de l'assuré, ni une fausse déclaration, ni une réticence, alors surtout que l'art. 7 de la police, invoqué par la compagnie demanderesse, imposait simplement à l'assuré la déclaration des conditions dans lesquelles se trouvait le risque; que l'arrêt, dûment motivé, n'a, par suite, violé aucune des dispositions visées au pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par la Compagnie d'assurances la Confiance contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 2 novembre 1898.

MM. FOCHIER rapp.; MÉRILLON av. gén. — Me BOIVIN-CHAMPEAUX av.

Note. — V. sur le pouvoir souverain d'interprétation des juges du fond, en matière notamment de contrat d'assurances : Cass. 26 novembre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.704) et le renvoi. — *Adde* : Cass. 19 juin 1900 (Gaz. Pal. 1900. 2.191).

COUR D'APPEL DE PARIS (CH. CORR.)

17 mai 1900.

Présidence de M. Commoy.

ACTION CIVILE. — MAXIME « UNA VIA ELECTA NON DATUR RECURSUS AD ALTERAM ». — INJURES ET DIFFAMATIONS. — ACTION DEVANT LE TRIBUNAL DE PAIX. — DÉSISTEMENT. — CITATION ULTÉRIEURE EN POLICE CORRECTIONNELLE. — IRRECEVABILITÉ.

La personne qui, se prétendant diffamée et injuriée, a porté son action devant le tribunal de paix, ne peut ultérieurement, après s'être désistée de cette action, porter la même demande devant le tribunal correctionnel : la maxime Unà viâ electâ non datur recursus ad alteram *s'y oppose.*

..... Et cela, encore bien que le désistement porte sur l'instance engagée devant le tribunal de paix, si le défendeur n'a point accepté formellement cette réserve.

Vivier c. dame Vigié.

LA COUR,

Considérant que, par exploit du 23 août 1899, la dame Vigié a cité Vivier devant le juge de paix du septième arrondissement pour s'entendre condamner à 200 francs de dommages-intérêts à raison du préjudice que lui auraient causé certaines expressions injurieuses et diffamatoires proférées contre elle par Vivier les 16 et 17 août 1899; que, le 8 septembre, la dame Vigié s'est désistée de sa demande; que, le 18 septembre, visant les mêmes faits, elle a assigné Vivier devant le Tribunal correctionnel de la Seine sous l'inculpation d'injures et de diffamations; que Vivier invoque aujourd'hui l'application de la maxime : *Una via electa, non datur recursus ad ad alteram;*

Considérant que nul n'est recevable à saisir la juridiction correctionnelle d'une action civile, après avoir saisi de cette action la juridiction civile ; que ce principe, admis dans l'ancien droit, a été maintenu par l'art. 3 C. inst. crim. et qu'il a été consacré par la doctrine et la jurisprudence ;

Considérant qu'il n'est pas contesté que les deux demandes entre les mêmes parties ont le même objet et prennent leur source dans les mêmes faits ; que c'est en vain que la dame Vigié soutient que. le 8 septembre, elle ne s'est point désistée de son action, mais seulement de l'instance engagée devant le tribunal de paix, et que, par application des dispositions de l'art. 403 C. pr. civ., le désistement ayant été accepté par Vivier, les choses ont été remises de part et d'autre au même état qu'elles étaient avant la demande ; que, sans rechercher si les dispositions de l'art. 403 C. pr. civ. sont applicables en l'espèce et si les règles prescrites par le Code de procédure civile pour les formes et l'acceptation du désistement ont été observées, il résulte de toutes les circonstances de la cause que Vivier, qui se préparait à citer ses témoins, n'a consenti à la radiation de l'affaire que dans un but d'apaisement, estimant que la dame Vigié renonçait non point seulement à l'instance engagée devant le tribunal de paix, mais à l'action quelle prétendait avoir contre lui ; que, dans ces conditions, on ne saurait prétendre qu'il y a eu accord complet entre les parties ;

Par ces motifs,

Infirme le jugement dont est appel ;

Déclare la dame Vigié non recevable en son action ;

Et la condamne aux dépens tant de première instance que d'appel.

Mes Boyer de Bouillane et Paul Lagarde av.

Note. — La règle *unâ electâ viâ non datur recursus ad alteram* est toujours en vigueur dans notre droit français. Tous les auteurs, ainsi que la Cour de cassation, sont d'accord sur ce point (Cass. crim. 6 juillet 1866). Mais cette règle n'est applicable que quand le demandeur, ayant saisi d'abord la juridiction civile, veut ensuite porter son action devant la juridiction criminelle. « Il répugne à la justice, dit M. Faustin Hélie, qu'un prévenu puisse être capricieusement traîné de tribunaux en tribunaux. On ne peut qu'approuver la jurisprudence qui rive l'affaire là où elle a été commencée. La partie était libre de son choix ; elle devait s'éclairer avant de le faire. »

En saisissant la juridiction civile, elle l'a saisie définitivement : *Semel optare possumus* ». Mais il n'en saurait être ainsi et la maxime *Unâ electa viâ*... cesse de produire effet : 1° lorsqu'il s'agit d'abandonner la voie criminelle pour suivre la voie civile ; 2° lorsque le juge civil s'est déclaré incompétent. Dans le premier cas, « le prévenu ne peut se plaindre de ce qu'on l'arrache au danger d'une double condamnation civile et pénale pour ne lui demander qu'une réparation moins lourde et moins infamante » (Fuzier-Hermann, Répertoire, t. II, v^is Action civile, n° 387). Dans le second cas, ce n'est pas le demandeur qui abandonne arbitrairement la voie primitivement choisie, c'est le prétoire qui se ferme devant lui ; la première action est alors considérée camme non avenue, et le plaideur reprend la liberté de son choix : Cass. crim. 17 janvier 1885, Bull. crim. 1865, p. 36.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu désistement de l'*action* civile pour que le défendeur puisse invoquer la règle *Unâ electâ viâ*. Dans cette hypothèse, le défendeur n'a pas besoin de cette maxime pour faire déclarer l'action correctionnelle irrecevable, puisque toute action est éteinte. C'est lorsqu'il y a simplement désistement de l'*instance* que la règle *Unâ electâ viâ* devient utile et produit son effet, nonobstant l'art. 403 C. pr. civ., qui ne s'applique pas en matière criminelle. (Cass. crim. 11 juin 1846).

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER (1re Ch.)

28 mai 1900.

Présidence de M. Baradat, premier président.

1° RESPONSABILITÉ CIVILE. — FAUTE. — EXPOSITION. — VILLE. — DANGERS D'INCENDIE.
2° COMMUNE. — RESPONSABILITÉ. — MAIRE. — ORGANISATION DES SERVICES D'INCENDIE D'UNE EXPOSITION. — COMMISSAIRE GÉNÉRAL.
3° PREUVE (EN GÉNÉRAL). — EXPERTISE. — ENQUÊTE.

1° *La ville qui, organisant une exposition, concède un terrain pour l'établissement d'un panorama, sans s'inquiéter d'isoler ledit panorama des autres constructions et sans faire visiter le panorama construit pour s'assurer qu'il présentait toutes les garanties de sécurité, commet une négligence coupable, de nature à engager sa responsabilité au cas où, un incendie étant survenu, il est établi qu'il y a relation de cause à effet entre ledit incendie et les fautes commises.*

2° *Le maire est chargé de prévenir par des précautions convenables et de faire cesser par la distribution des secours nécessaires les accidents calamiteux, tels que les incendies, et ce devoir de police est bien plus étroit encore lorsque les accidents à prévenir sont faciles à prévoir et facilités en quelque sorte par les circonstances de temps et de milieu où ils peuvent se produire.*

Spécialement, pendant une exposition industrielle, le service de la police et des pompiers doit être assuré, organisé avec rigueur et exécuté sans défaillance ; la surveillance doit être incessante et les moyens de défense en rapport avec l'étendue des espaces à défendre.

Et ce devoir de la ville devient plus rigoureux lorsqu'elle a pris à sa charge les employés municipaux devant assurer le service de la police et des pompiers, et, lorsque, par le contrat intervenu entre elle et les exposants, tou

en déclinant toute responsabilité pour les cas d'incendie, de perte ou de de dégât, elle a promis de prendre les mesures nécessaires pour protéger les produits exposés et pour qu'une surveillance active soit exercée.

La ville doit, en conséquence, être déclarée responsable des fautes contractuelles et quasi délictuelles relevées tant à la charge du maire, son mandataire légal, dans l'exercice de ses pouvoirs municipaux, qu'à la charge du commissaire général de l'Exposition et de l'entrepreneur général, ses préposés.

3° *Le demandeur, qui a été admis à prouver par témoins le montant du préjudice qui lui a été causé, peut être admis à faire ou à compléter la même preuve par une expertise.*

Ville de Montpellier c. consorts Boch.

La ville de Montpellier a interjeté appel du jugement du Tribunal civil de Montpellier, du 6 mai 1899, rapporté Gaz. Pal. 99.2.107, rendu au profit des consorts Boch, dont les marchandises avaient été détruites au cours de l'incendie de l'exposition de Montpellier. — Arrêt.

LA COUR,

Attendu que, par l'arrêt interlocutoire du 26 février 1898, les consorts Bloch ont articulé un certain nombre de faits tendant à établir que la perte des objets exposés par eux était due « à la faute, aux imprudences graves, aux négligences impardonnables de leur adversaire » (page 12 des conclusions imprimées), et qu'ils ont été autorisés à rapporter cette preuve; qu'il y a lieu de rechercher quels sont les résultats des enquête et contre-enquête auxquelles il a été procédé;

Attendu que, dans le traité intervenu entre Chenut et la ville de Montpellier, le 7 janvier 1896, il est stipulé : « Article premier. — Afin de réduire, dans la mesure du possible, les risques inhérents à une pareille opération, la ville de Montpellier confie à M. Chenut, aux clauses et conditions du présent traité, l'entreprise de la construction et de l'exploitation de l'Exposition. Art. 2. — Sur les terrains mis à sa disposition par la ville, M. Chenut s'engage à établir, à ses risques et périls, et conformément aux plans et devis ci-annexés, les constructions et installations suivantes, dont le détail est signifié au traité; toutes ces constructions et installations seront faites par M. Chenut, conformément aux indications des plans généraux et devis ci-annexés et aux plans de détail que M. Chenut devra soumettre à l'approbation de M. le commissaire général »;

Attendu qu'aux termes de l'art. 7, « M. Chenut devra fournir et payer, jusqu'à concurrence de 20,000 francs, tout le personnel nécessaire au service de l'Exposition, au gardiennage et aux bureaux du commissaire général; que la Ville n'aura à sa charge que les employés municipaux auxquels elle jugera utile de confier la surveillance et le contrôle de ses intérêts, le service de la police et celui des pompiers »;

Attendu que ce traité, avec ses annexes, a été approuvé par le conseil municipal, le 15 janvier, et par le préfet de l'Hérault, le 27 janvier 1896;

Attendu qu'il résulte de l'examen des plans soumis à la cour que, derrière le pavillon central et le long de sa face postérieure, régnait un vaste terrain vide, à côté duquel se trouvait un autre espace inoccupé dit : « emplacement réservé » et qui était destiné à la construction d'un casino; que ce plan est celui qui a été approuvé, soumis à tous les exposants, et sur la foi duquel ils ont traité;

Attendu que, le 14 mars 1896, l'administration de l'Exposition et Chenut ont concédé au nommé Garcin, sans l'enceinte de l'exposition, un emplacement en cercle de 38 mètres de diamètre, situé à droite et en arrière du bâtiment principal, plus une surface en avant de 45 mètres carrés environ servant de porte d'entrée, bureaux et passage, pour la construction du panorama « Les Cuirassiers de Reischoffen »;

Attendu que les dépositions recueillies indiquent dans quelles conditions ce panorama a été construit, organisé et exploité; qu'il est établi qu'il y avait entre le panorama et le pavillon central une distance de 6 à 7 mètres seulement (3e témoin de l'enquête); que le pavillon central se joignait au panorama par une barrière placée sur cet espace de 4 mètres (10e témoin de l'enquête); que le panorama était habité; qu'Ayral avait sa chambre au-desssus de la cuisine, (6e témoin de l'instruction criminelle); que Garcin, sa femme et Ayral faisaient leur cuisine à l'aide d'un fourneau et d'un appareil de chauffage (enquête criminelle); que le soir de l'incendie, Ayral s'est couché à minuit; qu'avant de se mettre au lit, il a allumé sa bougie, l'a placée sur la table de nuit, a lu le journal, a éteint la bougie et s'est endormi; qu'il est établi qu'il y avait à l'intérieur du panorama un mannequin en bois recouvert d'un peu de paille; que l'édifice était en bois et qu'il y avait des morceaux de toile goudronnée dans les interstices des planches mal jointes, pour empêcher le jour de pénétrer et des morceaux d'étoffes imbibées de pétrole; que, destiné à des spectacles de jour, il n'était pourvu pour la nuit d'aucun système d'éclairage de sûreté ou autre;

Attendu que, si la Ville a pu permettre la construction et l'exploitation d'un panorama sans commettre, par cela même et nécessairement, une imprudence, son devoir était de ne faire cette concession que dans les conditions du plan soumis aux exposants, c'est-à-dire en maintenant les bâtiments du pavillon central et des pavillons latéraux isolés de toutes les constructions où devaient se donner les spectacles et autres attractions; mais qu'après avoir consenti à le laisser bâtir, les pouvoirs de police qu'elle s'était réservés et qu'elle avait seule le droit

d'exercer lui faisaient un devoir étroit de connaître si cette construction présentait toutes les garanties de sécurité ou si elle n'était pas un danger pour l'ensemble de l'Exposition, et dans ce cas, d'ordonner la suppression des parties dangereuses à l'intérieur ou à l'extérieur du panorama, ou d'en prescrire la fermeture ; que rien n'établit que ces devoirs de police ont été utilement exercés ; que les consorts Boch sont en droit de reprocher cette abstention à la ville comme une négligence coupable ;

Attendu qu'après avoir toléré la création du danger, la ville l'a laissé se développer sans opposition ; qu'ainsi se sont élevées autour du panorama et du pavillon central un certain nombre de constructions accessoires où l'incendie aurait pu prendre naissance, mais qui lui ont certainement servi d'aliment et ont facilité sa propagation et sa rapidité ; qu'ainsi, il y avait des tonnelles adossées au panorama, un tir, un vestiaire, un cabinet d'aisances éclairé pendant la nuit, un buffet à champagne, une écurie à 2 mètres du panorama (3e témoin de l'enquête), un café-concert dans l'enceinte du ballon captif où on fumait et où on jetait des bouts de cigares non éteints, une salle de jeu (10e témoin de la contre-enquête), un atelier de peinture, un bureau de dessinateur (3e, 6e, 22e témoins) ;

Attendu que, sur l'emplacement dit réservé, le long de la façade postérieure du pavillon central, les intéressés avaient accumulé tous les débarras de l'Exposition, planches, poutres, caisses, pailles, cordages, emballages de toutes sortes et même des lampions (3e, 5e, 11e, 13e, 10e témoins de l'enquête) ; que cet amas de matières combustibles, placé entre le pavillon central et le panorama, à une faible distance de l'un et l'autre, était un danger permanent pour la sécurité de l'Exposition ; que, si un témoin dépose qu'il y avait entre l'Exposition et cet amoncellement la largeur d'une voie charretière, un autre déclare que la circulation y était impossible (contre-enquête ; 10e, 27e et 5e témoins de l'enquête) ;

Attendu qu'en laissant s'élever ces constructions, en les tolérant après leur édification, en ne prescrivant pas l'enlèvement ou l'éloignement de nombreux matériaux accumulés sur un terrain inoccupé, et qui fut consacré à ce qu'on a appelé la manutention de l'Exposition, toutes choses que les pouvoirs de police permettaient de faire, la Ville a aggravé les risques d'incendie et commis une faute ;

Attendu que l'événement a justifié ces prévisions ; qu'il était de notoriété publique que le feu a pris dans le panorama et a été communiqué par lui au pavillon central ; mais que les résultats de l'enquête ont fait connaître, sinon la manière dont le feu a éclaté, du moins le lieu où il a commencé et la manière dont il s'est propagé ; qu'ils ont prouvé qu'il y avait relation de cause à effet entre l'incendie et les constations quasi-délictuelles qui précèdent ; que les témoins ont vu que les flammes naissaient dans le panorama et, poussées par le vent du sud, allaient lécher le pavillon central (1er témoin de l'enquête et 10e témoin de la contre-enquête) ; qu'une chambre située à trente ou quarante mètres du panorama était illuminée par la lueur des flammes ; que le feu était à l'intérieur du panorama, qu'on l'apercevait à travers les fissures des planches, et qu'il mit environ dix minutes pour se communiquer au pavillon central par les planches qui formaient le couloir entre ce pavillon et le panorama (4e témoin de l'enquête, 2e témoin de la contre-enquête) ; que le pavillon des Beaux-Arts fut sauvé au moyen d'une coupure pratiquée dans le passage qui le reliait au pavillon central (5e témoin de l'enquête) ; que les soldats du génie essayèrent de pénétrer dans l'Exposition par le derrière du pavillon central, mais qu'ils en furent empêchés par les planches, des barrières et autres embarras qui rendaient la circulation impossible dans l'espace réservé, dit la Manutention (5e témoin de l'enquête) ;

Attendu que la nature des matériaux employés pour la construction des bâtiments, tels que : planches, poutres de sapin, revêtements artificiels des murs, les étoffes et velours tendus à l'intérieur, la légèreté et le peu de consistance de toutes ces matières, qui sont les unes facilement inflammables et les autres très combustibles, devaient faire naître la crainte d'un incendie possible et commandaient d'organiser à l'avance les mesures les plus complètes pour le combattre et l'arrêter ;

Mais, attendu que les enquêtes révèlent que le service de la surveillance pendant le jour et pendant la nuit était mal organisé et mal fait, et que le personnel des pompiers en service à l'Exposition était insuffisant par le nombre des hommes et par celui des pompes ; que, s'il résulte de la déposition de Nielsen, commissaire central d'Angers, qu'un service était organisé, qu'il y avait sa surveillance et celle de ses agents, il résulte de la déposition du 10e témoin de l'enquête, brigadier de surveillance, qu'au début il avait huit hommes pour le service de nuit, mais que Chenut en fit supprimer quatre, et que, pour ce motif, il donna sa démission de brigadier ; que si, la nuit de l'incendie, des gardiens étaient en faction à la porte devant le lycée, à la porte de la citadelle, à l'entrée principale de l'Exposition, il est établi aussi que dans l'enceinte même la surveillance n'était pas faite, qu'aucun pavillon n'était ni gardé, ni éclairé, et qu'on pouvait entrer et sortir en passant par l'enceinte (Tarisse, 12e témoin de l'enquête) ;

Attendu, que s'il y avait un poste de pompiers établi du côté de l'établissement Izard, ce poste ne comprenait que 1 sergent et 4 pompiers ; qu'il n'avait à sa disposition qu'une pompe à bras ; que la manière dont il exerçait sa surveillance et se tenait prêt à partir au premier signal est expliquée par M. le commissaire central devant le juge d'instruction d'Angers ; que, dès lors, il est facile de comprendre que le témoin Milhaud, après avoir été informé de l'incendie, ait pu quitter son domicile, rue Aiguillerie, se rendre sur les lieux du sinistre, pé-

nétrer deux fois dans le pavillon central, sauver tous les objets qu'il avait exposés sans avoir aperçu ni pompiers, ni gardes de l'Exposition, qu'il suppose avoir été retenus d'un autre côté; et que le docteur Lapeyre déclare qu'au moment où le panorama brûlait, il n'aperçut personne; que, dans l'intérieur de l'Exposition, tout était tranquille et que les secours n'arrivèrent que lorsque le pavillon central était complètament en feu (4e témoin de l'enquête);

Attendu qu'il est également acquis qu'il n'y avait aucune relation télégraphique ou téléphonique entre l'Exposition et les divers postes de la Ville; que, s'il existait un fil dans le poste central et un avertisseur dans le pavillon de l'Université, il est certain que ces locaux étaient fermés à 7 heures du soir et les clés remises au commissaire général; qu'en cas d'événements survenus pendant la nuit, il était impossible de faire rapidement appel à des secours extérieurs; que, d'ailleurs, on n'avait jamais indiqué aux agents de surveillance ce qu'ils devaient faire en cas d'incendie, et que livrés à eux-mêmes, ils n'avaient que la ressource de courir au poste éentral, qui se fermait à minuit jusqu'à 7 heures du matin (10e témoin de l'enquête);

Attendu que le maire est chargé de prévenir par des précautions convenables et de faire cesser par la distribution des secours nécessaires les accidents calamiteux, tels que les incendies (art. 97, 6°, Loi du 5 avril 1884); que le devoir de police est bien plus étroit encore lorsque les accidents à prévenir sont faciles à prévoir et facilités en quelque sorte par les circonstances de temps et de milieu où ils peuvent se produire; que le service de la police et des pompiers pendant une exposition industrielle doit être le premier souci de l'autorité municipale; qu'il doit être organisé avec rigueur et exécuté sans défaillance; que la surveillance doit être incessante et les moyens de défense en rapport avec l'étendue des espaces à défendre; que c'était d'autant plus le devoir de la Ville, qu'elle avait pris à sa charge les employés municipaux auxquels elle entendait confier le service de la police et des pompiers, et que, par le contrat intervenu entre elle et les exposants, tout en déclinant toute responsabilité pour les cas d'incendie, de perte ou de dégât, elle avait promis de prendre les mesures nécessaires pour protéger les produits exposés et pour qu'une surveillance active fût exercée;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que les consorts Boch ont établi un grand nombre de faits constituant des fautes contractuelles et des fautes lourdes, quasi délictuelles; que ces fautes ne sont imputables qu'au mandataire légal de la Ville, puisqu'elles prennent naissance dans l'exercice des pouvoirs municipaux relatifs à la police et aux pompiers, pouvoirs personnels au maire, non transmissibles à un commissaire général ou à un entrepreneur général, simples mandataires civils;

Attendu qu'à défaut de la responsabilité directe de la Ville, les demandeurs sont recevables et fondés à revendiquer sa responsabilité indirecte du chef de ses préposés; que le commissaire général et l'entrepreneur général ne peuvent être considérés comme des tiers par rapport à la Ville; qu'ils sont ses préposés, c'est-à-dire la Ville elle-même, comme le mandataire est juridiquement le mandant; qu'il est impossible d'établir entre la Ville et ses préposés une dualité de personnes comme entre l'armateur et le capitaine; que Soreau et Chenut figurent dans tous les traités sous le nom abstrait de « l'administration de l'Exposition »; que ce vocable ne se rapporte ni pour les exposants, ni pour le public, ni pour la Ville, à Soreau et Chenut considérés privativement; que tout le monde, en traitant avec l'administration de l'Exposition, a voulu entendre traiter avec la Ville, qui faisait l'Exposition, et non avec les deux citoyens qui signent en son nom;

Attendu qu'aucun principe de droit ne s'oppose à ce que les demandeurs, après avoir été admis à prouver, par témoins, le montant du préjudice qui leur a été causé, soient admis à faire ou à compléter la même preuve par une expertise;

Attendu qu'il y a lieu de compléter le jugement dont est appel en statuant sur les dépens;

Par ces motifs,

Confirme...

M. Jacomet av. gén. — Mes Bressot et Guibal av.

Note. — I-II. — Sur les deux premiers points : Une commune, comme toute autre personne, est soumise au droit commun, en matière de responsabilité; elle répond ainsi de toutes les fautes commises par ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions. Les actes du maire, notamment, peuvent engager la responsabilité de la commune, lorsqu'il s'agit d'actes de gestion des biens de la commune : Dijon 16 juillet 1891 (Gaz. Pal. 91.2.219); 22 décembre 1892 (Gaz. Pal. 93.1.227); Nîmes 1er mars 1893 (Gaz. Pal. 93.2. 257); Dijon 12 avril 1894 (Gaz. Pal. 94.1.638); Cass. 16 avril 1894 (Gaz. Pal. 94.1.659 — S. 95.1.273); tel paraît bien être le cas, dans l'hypothèse de l'organanisation d'une exposition. — Mais la question serait plus délicate à raison des actes commis par le maire comme magistrat de police et non comme représentant des intérêts communaux. V. Nancy 29 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.151 — D. 95.2.550) et la note.

III. — Sur le troisième point : Les juges ont la plus grande latitude pour apprécier l'utilité d'une expertise demandée. Ils peuvent la repousser s'ils possèdent dès à présent des éléments suffisants d'appréciation : Nancy 26 novembre 1895 (D. 96.2.96); ils peuvent aussi, aucune règle ne s'y oppose, l'accueillir, même à la suite d'une enquête, alors que cette enquête laisse encore planer des doutes dans leur esprit sur certains point du litige.

TRIBUNAL CIVIL DE TOULOUSE (1re Ch.)

28 juin 1900.

Présidence de M. Larrieu.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — PENSION DE RETRAITE. — CUMUL AVEC LA RENTE LÉGALE.

Lorsque le chef d'entreprise s'est engagé vis-à-vis de ses ouvriers à payer à ceux-ci ou à leurs veuves, à un âge déterminé, une pension de retraite au moyen d'un fonds de réserve constitué à la fois par les ouvriers à l'aide de retenues sur leur salaire et par le chef d'entreprise, cette pension peut se cumuler avec la rente due en cas d'accident aux ouvriers en vertu de la loi du 9 avril 1898.

Veuve Daubagna c. Compagnie du Midi.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'à la suite d'un accident survenu le 13 janvier dernier au sieur Daubagna, celui-ci est décédé quelques heures après, à la survie de sa veuve la dame Garoby; que toutes parties sont d'accord et sur le montant du salaire annuel de Daubagna : 1,320 francs et sur la rente annuelle de 264 francs due à la veuve à raison de 20 0/0 du salaire, en vertu de l'art. 3 § 1er de la loi du 9 avril 1898; que la compagnie offre cette somme; mais que la veuve Daubagna prétend qu'à cette rente annuelle de 264 francs doit s'ajouter une autre rente annuelle de 258 francs, représentant la pension de retraite qui lui est due en vertu de l'art. 11 et 16 du règlement de la caisse des retraites; que la compagnie de son côté prétend que ces deux rentes ne peuvent pas se cumuler; qu'il y a lieu d'examiner les prétentions respectives des parties;

Attendu que la Compagnie du Midi a créé, en faveur de ses agents et ouvriers et de leurs veuves, des pensions de retraite; que le règlement approuvé par les autorités compétentes porte que la compagnie alloue à ses ouvriers une pension de retraite au moyen d'un fonds de réserve constitué : 1° par des retenues opérées sur le traitement ou le salaire du personnel admis à bénéficier d'une pension de retraite; 2° par une subvention de la compagnie; dans l'art. 2, la retenue est déclarée obligatoire et fixée à 3 0/0, et pour les agents commissionnés, la retenue porte sur le premier douzième de toute augmentation du traitement; la subvention de la compagnie, aux termes de l'art. 26, est fixée, quant à présent, à 15 0/0 des traitements ou salaires passibles de retenues; en règle générale, l'agent, pour avoir droit à une pension de retraite, doit réunir deux conditions : cinquante-cinq ans d'âge et retenues sur son traitement ou salaire pendant vingt-cinq ans; mais, par exception (art. 11), « la pension de retraite est accordée, à la condition que les retenues réglementaires aient été opérées pendant au moins quinze ans : 1° A tout agent ou ouvrier, quelque soit son âge, qui sera hors d'état d'être maintenu dans ses fonctions, en raison de blessures ou d'infirmités prématurées, régulièrement constatées par le service médical de la compagnie; 2° à toute femme employée, quel que soit son âge, qui ne pourra plus être maintenue en service, à la suite de la mise à la retraite d'office ou du décès de son mari, de son père ou de son frère L'art. 16 est ainsi conçu : « La veuve d'un agent ou d'un ouvrier décédé en activité de service, sans avoir droit à pension, mais comptant au moins quinze ans de retenue, reçoit une pension de retraite »;

Attendu que ce traité contient des engagements réciproques exécutoires par les parties contractantes, qui a pour but d'assurer aux ouvriers et agents une pension de retraite; que ce n'est pas là un contrat de bienfaisance, les ressources devant constituer le fonds de réserve étant fournies, soit par les ouvriers, soit par la compagnie, quoique dans des proportions inégales; que les droits que leur confère cet acte est donc certain, et que s'ils sont dans les conditions imposées par la convention, ils sont en droit d'imposer à la compagnie l'exécution de ses obligations;

Mais, attendu que la compagnie prétend que la loi sur les accidents, par son caractère forfaitaire et obligatoire pour tous, a eu pour résultat de faire disparaître les engagements antérieurement contractés, et, s'appuyant sur l'art. 30 qui porte que toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit, soutient que la conséquence est que tous les engagements antérieurement contractés au sujet des accidents disparaissent; que ce n'est là qu'une allégation; que, si la loi avait voulu résilier tous actes antérieurs, elle l'aurait stipulé, comme elle l'a fait pour les polices d'assurances antérieures à la loi elle-même;

Attendu que, si l'on recherche quelle aurait été la situation de la dame Daubagna avant la loi, il est incontestable qu'elle aurait pu et toucher sa pension de retraite et user du droit que lui conférait l'art. 1382 de demander une indemnité; que ces deux droits ne se seraient pas confondus; que la loi de 1898 n'a pas changé la situation; qu'elle s'est substituée à l'art. 1382 en supprimant la faute de la part de l'ouvrier et en déclarant que, faute ou pas faute, l'indemnité serait due et en tarifant cette indemnité suivant la gravité des blessures; que ce sont là deux créances distinctes ayant des origines différentes, l'une dérivant d'un contrat, l'autre de la loi;

Attendu que, pour la suppression d'un droit, il faut ou le fait du prince, ou la renonciation à ce droit par celui au profit duquel il a été établi; que, dans l'espèce, la loi est muette à cet égard, et qu'il n'est pas permis par analogie de déclarer qu'elle a résilié les contrats autres que ceux qu'elle a taxativement désignés; que, d'un autre côté, les parties n'ont pas renoncé à leurs droits résultant des conventions relatives aux pensions de retraite, que même la compagnie a exécuté ses obligations, ce qui la rendrait irrecevable à soutenir l'exception de résiliation, timidement du reste invoquée par elle; qu'il résulte, en effet, des pièces produites par la veuve Daubagna, qu'à la date du 20 février dernier, la compagnie a liquidé sa retraite à 258 fr. 40, avec jouissance du 16 janvier 1900; qu'elle lui en a servi les arrérages sans protestation ni réserve, après avoir prélevé les

retenues réglementaires ; que l'exécution est la reconnaissance la plus formelle de son obligation ;

Attendu qu'elle allègue aujourd'hui que c'est par humanité qu'elle a agi ainsi ; mais qu'une semblable raison ne peut pas juridiquement être accueillie, et qu'il y a lieu de supposer que, si elle avait voulu soutenir le système qu'elle invoque, elle aurait fait des réserves ; qu'en conséquence, il y a lieu de déclarer que la veuve Daubagna a droit à la fois et à la pension de retraite liquidée à 258 francs et à la rente égale à 20 0/0 du traitement de son mari, soit 264 francs ;

Attendu que la partie qui succombe est passible des dépens ;

Par ces motifs,

Dit que la dame Daubagna a droit à la pension de retraite et à la rente résultant de la loi de 1898 ;

Condamne, en conséquence, la compagnie à payer : pour la pension de retraite, la somme annuelle de 258 fr. 48, et, pour la rente calculée sur le salaire du mari, celle de 264 francs, et ce, à compter du décès de Daubagna, payable ladite rente par trimestre et terme échu ;

Condamne la Compagnie du Midi aux dépens.

MM. DORMAND proc. Rép. — Mes Joseph ROSÈS et PUJOS av.

Note. — La question tranchée par le jugement recueilli n'a fait jusqu'à ce jour l'objet d'aucune décision de la jurisprudence, à notre connaissance du moins. Il s'agit de savoir si la rente légale de la loi du 9 avril 1898 est susceptible de se cumuler avec la pension de retraite due par une caisse de retraites à l'ouvrier accidenté. Nous croyons qu'il n'est pas possible de répondre d'une façon absolue : oui ou non, car les pensions de retraites n'ont pas toutes la même cause, elles sont réglées par des conventions qui sont très variables et il ne peut y avoir, par suite, dans chaque hypothèse qui se présente, qu'une décision d'espèce.

Si la pension de retraite se présente, d'après la convention intervenue entre le patron et ses ouvriers, comme une assurance en cas d'accident du travail, la rente forfaitaire nous paraît devoir être diminuée d'autant, sauf au patron à restituer à l'ouvrier les retenues qu'il a opérées sur son salaire en vue de constituer cette pension. L'art. 2 de la loi de 1898 impose cette solution.

Mais le cas se présentera bien rarement. Dans l'espèce, notamment, la retraite était promise à l'ouvrier comme une assurance contre les blessures ou infirmités prématurées et contre la vieillesse ; elle devait donc se cumuler avec la rente forfaitaire : Rapp. Loubat, Tr. sur le risque profess., n° 495, p. 363.

198

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

29 mai 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° RÈGLEMENT DE JUGES. — CONCLUSIONS. — DÉCLINATOIRE. — DEMANDE EN RENVOI.

2° COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX D'ARRONDISSEMENT. — ENSEIGNE (SUPPRESSION D').

1° Une demande en règlement de juges devant la Cour de cassation, dans les termes de l'art. 19, titre II, de l'ordonnance d'août 1737, après rejet en appel d'un déclinatoire d'incompétence, est recevable, bien que le demandeur n'eût pas, devant les juges d'appel, demandé, en termes exprès, le renvoi devant le tribunal de son domicile, lorsqu'il y avait, toutefois, implicitement conclu en basant son déclinatoire sur la prétention d'être domicilié dans le ressort de ce dernier tribunal.

Le tribunal compétent pour connaître d'une demande en suppression d'enseigne d'un fonds de commerce est le tribunal du domicile du propriétaire de ce fonds de commerce, et non pas celui dans le ressort duquel ledit fonds est situé.

Lucas c. Billières.

LA COUR,

Vu la demande en règlement de juges formée par le sieur Paul Lucas père contre l'arrêt rendu par la Cour d'appel d'Agen le 8 mars 1899, sur l'instance introduite par le sieur Billières :

Attendu qu'il résulte des termes de l'assignation du 30 mars 1898 qu'elle était délivrée par Billières à M. Paul Lucas, négociant, propriétaire et directeur des « Nouvelles Galeries d'Agen », pour comparaître devant le tribunal de commerce de cette ville aux fins de s'entendre dire qu'il serait tenu de supprimer de son commerce et sur son immeuble l'enseigne « Nouvelles Galeries » ; qu'il est, d'autre part, déclaré par le jugement de première instance, non dénié par l'arrêt et admis par le défendeur à la requête de lui-même que le propriétaire du fonds de commerce dont s'agit n'était pas Paul Lucas fils, à la personne duquel l'assignation avait été remise, mais bien Paul Lucas père, le demandeur en règlement de juges ; qu'en conséquence, ce dernier, qui d'ailleurs a seul constitué avoué, a défendu dans l'instance non comme intervenant, mais comme partie principale ;

Attendu que Paul Lucas père, sans prendre de conclusions sur le fond, a opposé à la demande un déclinatoire de compétence fondé sur ce qu'il était domicilié à Charenton-le Pont (Seine), et non à Agen, et ainsi conclu implicitement au renvoi de la cause devant le Tribunal de la Seine ; qu'après le rejet de ces conclusions par la cour d'appel, il a formé devant la Cour de cassation une requête en règlement de juges et subsidiairement un pourvoi ;

Attendu que, dans cet état de la procédure, la demande en règlement de juges est recevable d'après l'art. 19, titre II, de l'ordonnance de 1737 ;

Et attendu, au fond, qu'il résulte des documents de la cause sur lesquels aucune contestation n'a été soulevée, que le demandeur n'a pas son domicile à Agen où il exploite seulement un établissement commercial, mais à Charenton-le-Pont (Seine), rue des

Ecoles, 6; qu'il s'en suit que c'est devant le Tribunal de la Seine qu'il devait être assigné, conformément à l'art. 59 C. pr. civ.;

Par ces motifs,

Faisant droit à la demande en règlement de juges:

Annule l'assignation délivrée le 30 mars 1898 par Billières à Paul Lucas et tout ce qui en a été la suite, notamment l'arrêt de la Cour d'appel d'Agen du 8 mars 1399;

Renvoie la cause et les parties devant le Tribunal de commerce de la Seine, pour y être statué, s'il y a lieu.

MM. DENIS rapp.; MÉRILLON av. gén. — Mes MORET et CHAUFTON av.

Note. — I. — Sur le premier point : Le règlement de juges devant la Cour de cassation dans les termes de l'art. 19, titre II, de l'ordonnance de 1737, n'est ouvert qu'à la partie qui revendique la compétence d'un tribunal sis dans le ressort d'une autre cour que celle dans le ressort de laquelle se trouve le tribunal devant lequel elle a été assignée. Il est donc nécessaire, pour que la Cour de cassation puisse vérifier si cette condition de recevabilité du recours introduit devant elle existe, que le demandeur en règlement de juges ait énoncé dans son déclinatoire devant le tribuual, qu'il prétend avoir été incompétemment saisi, de quel autre tribunal il revendique la juridiction, en demandant que la cause y soit renvoyée. Mais la Cour de cassation avait déjà jugé, dans le même sens que l'arrêt ci-dessus, notamment le 31 janvier 1888, (Gaz. Pal. 88.1. supp. 58) que cette désignation du tribunal prétendu compétent et la demande de renvoi devant lui peuvent n'être qu'implicites, et résultent suffisamment, comme dans l'espèce, de la prétention, nettement formulée par le demandeur au déclinatoire, d'être domicilié dans le ressort de ce tribunal.

II. — Sur le deuxième point : On se trouvait bien, en effet, en matière personnelle et mobilière; la règle *Actor sequitur forum rei* devait être observée.

COUR D'APPEL DE PARIS (2e CH.)

28 mai 1900.

Présidence de M. Harel.

OBLIGATIONS. — SOLIDARITÉ. — QUASI-DÉLIT. — SOLIDARITÉ PARFAITE OU IMPARFAITE. — REMISE DE DETTE. — ART. 1202 ET 1285 C. CIV.

Les mêmes règles s'appliquent à la solidarité légale comme à la solidarité conventionnelle, et la loi ne distingue pas entre une solidarité que serait parfaite ou seulement imparfaite.

Spécialement, la disposition de l'art. 1285 C. civ., aux termes de laquelle la remise faite à l'un des débiteurs solidaires profite à tous les autres, à moins que le créancier n'ait réservé expressément ses droits contre ceux-ci, est applicable au cas où la solidarité résulte d'un quasi-délit comme au cas où elle résulte d'un contrat.

Hayem et Cie c. Nico.

Le Tribunal civil de la Seine (3e Ch.) avait rendu, le 6 avril 1897, le jugement suivant :

« Attendu qu'à la suite de détournements qu'il avait opérés au préjudice du sieur Hayem dont il était le caissier, Nico, à la date du 27 mars 1885, s'est reconnu débiteur d'une somme de 250,000 fr.; que, pour assurer le paiement de cette somme, il a, entre autres garanties, transporté au sieur Hayem trois polices d'assurance sur la vie qu'il avait contractées à la Compagnie d'Assurances générales, à la Caisse des Familles et à la New-York;

« Attendu que le sieur Christmann, qui avait profité dans une large mesure des détournements susvisés, s'est également reconnu débiteur à l'égard de Hayem et Cie « de toutes sommes qui « seraient reconnues détournées par Nico »; qu'un jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 29 mars 1889, confirmé par arrêt de la Cour, l'a condamné en qualité de débiteur solidaire à payer la somme principale de 98,218 fr. et les intérêts s'élevant à 2,294 francs;

« Attendu que, par suite d'une transaction intervenue entre Hayem et Cie et Christmann, à la date du 7 mars 1893, il a été convenu que cette dette serait réduite à la somme de 60,000 francs;

« Attendu que Hayem et Cie, prétendant qu'ils restent créanciers de Nico d'un solde de compte de 53,890 francs en principal et de 56,802 francs en intérêts, demandent à ce que ce dernier soit condamné à leur payer ces deux sommes et assigne en même temps les trois compagnies d'assurances susindiquées en paiement des polices actuellement échues dont le bénéfice leur a été transporté;

« Attendu que Nico, après avoir commencé par réclamer à son ancien patron une somme de 187,268 francs, se borne aujourd'hui à soutenir que, le sieur Christmann étant son codébiteur solidaire, la remise de dette consentie à celui-ci doit lui profiter, aux termes de l'art. 1285 C. civ.;

« Attendu que la Caisse des familles a versé le montant de l'assurance dont elle est débitrice et s'en rapporte à justice; que la « New-York » se déclare prête à verser à qui de droit la somme qui lui est réclamée; que la compagnie d'Assurances générales, après avoir fait des offres réelles qui n'ont pas été acceptées, a consigné le montant de son assurance à la Caisse des dépôts et consignations; qu'il échet d'examine les di-

vers chefs de contestation soulevés de part et d'autre ;

« Sur la demande de Nico tendant à ce que le bénéfice de la transaction du 7 mars 1893 lui soit accordé :

« Attendu qu'il est justifié que c'est dans le but de créer les établissements commerciaux dans lesquels il était intéressé avec Christmann, que Nico a commis des détournements au préjudice de son patron ; que dans l'engagement qu'il a pris vis-à-de Hayem et Cie, il reconnaît « la lourde responsabilité » qui lui incombe de ce chef ;

« Attendu que les obligations qui prennent naissance dans des faits quasi-délictueux revêtent un caractère de solidarité parfaite ; que c'est en s'inspirant de ces principes que le jugement du 29 mars 1889 a déclaré que Christmann était un débiteur solidaire et non une simple caution ; que Hayem et Cie, après avoir soutenu, à l'occasion de cette instance, dans le but de priver Christmann du bénéfice de discussion, qu'il était un débiteur solidaire, sont mal venus aujourd'hui à soutenir la thèse contraire ;

« Attendu qu'aux termes de l'art. 1285 C. civ., la remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers ;

« Attendu que Hayem et Cie n'ont formulé aucune réserve de cette nature ; qu'il s'ensuit que Nico se trouve libéré jusqu'à concurrence de la remise consentie à son codébiteur ;

« Sur le compte des parties (sans intérêt) :

« Par ces motifs,

« Dit que la transaction du 7 mars 1893 et la remise de dette qu'elle contient profitent à Nico, codébiteur solidaire. »

Appel par Hayem et Cie. — Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs donnés par le tribunal ;

Considérant, au surplus, que l'appel interjeté par Hayem et Cie tend uniquement à faire juger que Nico, débiteur solidaire de Hayem aîné, ne peut pas profiter de la remise de dette qu'il a consentie sans réserve à Christmann, son autre codébiteur solidaire ; que, d'après les appelants, l'art. 1285 C. civ. ne serait applicable que lorsque la solidarité résulte d'un contrat, et qu'elle cesserait de l'être lorsqu'elle dérive, comme dans l'espèce actuelle, d'un quasi-délit ; qu'il faudrait distinguer deux sortes de solidarité : l'une, parfaite, produisant tous les effets attachés aux obligations solidaires ; l'autre, imparfaite, n'entraînant pas les mêmes effets, notamment l'effet de la remise de dette accordée à l'un des codébiteurs ;

Considérant que cette distinction est contraire aux articles du Code civil qui traitent de la solidarité ; que l'art. 1202 indique qu'elle doit résulter, soit d'une stipulation, soit d'une disposition de la loi, et que les articles suivants tracent les règles de la matière, sans distinguer entre la solidarité légale et la solidarité conventionnelle ; qu'elles doivent donc s'appliquer à l'une comme à l'autre ;

Considérant que la thèse juridique soutenue par les appelants repose sur une base si arbitraire que les partisans de la doctrine de la solidarité imparfaite ne parviennent pas à s'entendre sur le principe qui permettrait de la définir et sur les conditions de son applicabilité ;

Considérant que, sans doute, on a pu dire, au point de vue de l'équité, que c'était Christmann qu'Hayem avait voulu favoriser, en lui faisant une remise de dette ; qu'il ignorait que l'art. 1285 précité lui imposât la nécessité de faire des réserves expresses pour conserver ses droits contre Nico, et qu'il n'avait pas eu l'intention d'exonérer son ancien caissier, infidèle à ses obligations envers lui ;

Mais, considérant que l'art. 1285 déclare que la remise au profit de l'un des débiteurs solidaires libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers ; que les prescriptions de cet article sont formelles, et que, pour ne les avoir point observées, Hayem et ceux qui le représentent aujourd'hui doivent en subir les conséquences, quelque rigoureuses qu'elles puissent être à leur égard ;

Par ces motifs,

Déclare Hayem et Cie mal fondés dans les moyens, fins et conclusions de leur appel, les en déboute ;

Confirme le jugement attaqué, ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ;

Condamne Hayem et Cie à l'amende et aux dépens de leur appel.

Mes SELIGMANN et MILLIARD av.

Note. — La question est très controversée en doctrine de savoir si, à côté de la solidarité organisée par la loi, il n'existe pas une solidarité imparfaite ou atténuée se rapprochant des obligations *in solidum* du droit romain. V. dans le sens de l'affirmative : Aubry et Rau, t. IV, § 298 *ter* p, 21, texte et notes 6 à 8 ; Mourlon, t. II, n° 1258 etc. ; Laurent, t. XVII, n° 313 etc. ; Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 989.

La jurisprudence ne s'était jamais prononcée d'une façon formelle sur cette question. Pourtant certains arrêts paraissent avoir admis implicitement l'existence d'une solidarité imparfaite, en matière d'obligations nées de délits ou de quasi-délits : V. Cass. 11 juillet 1826 (S. chr.) ; 3 mai 1827 (S. chr.) ; 17 juillet 1838 (S. 38.1.627) ; Riom 14 juin 1843 (S. 43.2.329) ; Lyon 17 août 1865 (S. 66.2.231 — D. 66.2.194) ; 24 juin 1871 (S. 72.2.94).

COUR D'APPEL DE PARIS (Ch. corr.)

1er juin 1900.

Présidence de M. Commoy.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — PREUVE. — SOCIÉTÉ FAISANT APPEL A L'ÉPARGNE ET AU CRÉDIT.

On ne saurait soutenir qu'une société fait publiquement appel à l'épargne et au crédit, dans le sens de l'art. 35 de la loi du 29 juillet 1881, encore bien que sa constitution soit relatée dans des articles de journaux, si lesdits articles ne sont relatifs qu'à des circulaires répandues sans grande publicité dans un public restreint, et s'il suffit de se reporter aux statuts et à la constitution de la société, ainsi qu'à la première délibération des associés pour constater que la société n'a pas fait appel au crédit.

Journal *l'Eclaireur* c. Journal *la Croix de Reims*.

Le journal *la Croix de Reims* a interjeté appel du jugement du Tribunal correctionnel de Reims du 17 mars 1900, rapporté Gaz. Pal. 1900.1.759, qui avait refusé d'accueillir l'offre de prouver les faits diffamatoires, à l'encontre du journal *l'Eclaireur de l'Est*. — Arrêt :

La Cour,

Considérant que la preuve de la vérité des imputations diffamatoires ne peut être établie contre les directeurs et administrateurs des entreprises commerciales, financières et industrielles, qu'autant que ces entreprises font publiquement appel à l'épargne et au crédit ; qu'il suffit de se reporter aux statuts et à la constitution de la société, ainsi qu'à la première délibération des associés pour constater que la société n'a pas fait appel au crédit; que les circulaires et prospectus, desquels résulterait l'offre de cinq cents actions de la Société de l'Epargne publique, ne paraissent pas émaner de la société; qu'on ne saurait, dès lors, trouver dans une publicité, qui n'est pas le fait de la société, la condition de l'admissibilité de la preuve;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges en ce qu'ils n'ont rien de contraire à ceux du présent arrêt;

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont est appel;

Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet;

Et condamne solidairement Macquart, Laffineur et de Bohans aux dépens d'appel.

M. Roullet subst. proc. Rép. — Mes Menesson, Dupont, Coutard et Vassart (du barreau de Reims) av.

Note. — V. la note sous le jugement confirmé (Gaz. Pal. 1900.1.759).

COUR D'APPEL D'AGEN (1re Ch.)

2 juillet 1900.

Présidence de M. Broussard, premier président.

TESTAMENT. — INTERPRÉTATION. — LEGS PARTICULIER DE RENTE VIAGÈRE. — DISPENSE AU LÉGATAIRE DE FOURNIR CAUTION OU HYPOTHÈQUE. — HYPOTHÈQUE LÉGALE. — PRIVILÈGE DE SÉPARATION DU PATRIMOINE.

Lorsqu'après avoir mis à la charge d'un légataire universel le legs particulier d'une rente viagère, le testateur ajoute : « Ma volonté formelle est que mon légataire universel ne soit tenu à donner aucune caution ni hypothèque pour la garantie de ladite rente », cette clause doit être interprétée en ce sens que le légataire particulier ne peut exiger du légataire universel une caution ou une hypothèque, mais il n'en est pas moins en droit de se prévaloir de son hypothèque légale et du principe de la séparation des patrimoines.

Lamouroux c. Gervais.

Le Tribunal de Gourdon avait rendu, le 3 janvier 1900, le jugement suivant :

« Attendu que Lamouroux, légataire universel de François Crouzet, sous la charge de servir une rente annuelle de 1,200 francs au mineur Bernard Gervais, a assigné le défendeur, en sa qualité du tuteur, en mainlevée de l'inscription prise le 18 mars 1898, au bureau des hypothèques de Gourdon, vol. 391, n° 231, pour la conservatipn des droits du susdit mineur ;

« Attendu qu'il s'appuie pour demander cette mainlevée sur un codicille que François Crouzet a inscrit dans son testament et qui est ainsi conçu : « Ma volonté formelle est que Paul La- « mouroux, mon légataire universel, ne soit tenu « à donner aucune caution ni hypothèque pour la « garantie de la rente viagère constituée ci- « dessus. »

« Mais, attendu, que dans l'espèce, rien n'a été demandé au légataire universel, et que celui-ci n'a rien donné; qu'il ne s'agit pas, au surplus, de caution ou d'hypothèque, mais du privilège de la séparation des patrimoines ; que c'est, en effet, pour conserver ce privilège qu'inscription a été prise, conformément à l'art. 2111 C. civ. ; qu'on se trouve donc en dehors du cas visé par le testateur qui a simplement voulu, en s'en tenant aux

termes dont il s'est servi, empêcher qu'on pût exiger de son légataire universel une caution ou une hypothèque pour la sûreté de la rente ;

« Attendu qu'on alléguerait vainement que François Crouzet a eu en vue même les garanties que le légataire particulier tient de la loi en dehors de toute intervention du débiteur, et non seulement l'hypothèque que lui confère l'art. 1017 C. civ., mais encore le privilège de la séparation des patrimoines que lui confère l'art. 878 ;

« Attendu, en fait, qu'une telle interprétation ne tiendrait à rien moins qu'à mettre Bernard Gervais à l'entière discrétion de Lamouroux et de ses héritiers, à le laisser sans protection contre leur mauvais vouloir ou contre leur insolvabilité ; qu'il faudrait, en effet, aller jusqu'à dire qu'il ne pouvait même pas, après avoir obtenu condamnation, requérir une inscription d'hypothèque judiciaire ;

« Attendu, en droit, qu'il n'y a place pour l'interprétation de la pensée du testateur que lorsque cette pensée n'est pas clairement exprimée ;

« Attendu que le mot hypothèque employé par François Crouzet a un sens usuel et précis ; qu'on n'a jamais désigné sous ce terme le privilège de la séparation des patrimoines qui, s'il est à certains égards assimilable à l'hypothèque, n'en constitue pas moins un droit *sui generis*, ayant son appellation propre ; que tout ce qu'on peut admettre, c'est que François Crouzet n'a pas songé à ce privilège ou que même il l'ignorait ; mais qu'on ne peut légalement, sous prétexte d'interpréter sa volonté, ajouter à celle qu'il a si formellement et si clairement exprimée ; que ce serait même aller sûrement contre la pensée qui lui a dicté sa libéralité, que de laisser son légataire Gervais sans défense contre les éventualités de nature à lui faire perdre le bénéfice du legs ;

« Par ces motifs,

« Déclare Lamouroux mal fondé en sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens. »

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges,
Confirme, etc.

M. MAZEAU av. gén. — Mes CARLES (du barreau de Sarlat) et MONTELS av.

Note. — Il s'agit, dans l'arrêt recueilli, d'une question d'interprétation de volonté du testateur, qui ne peut souffrir aucune difficulté ; les mots *tenu à donner* indiquent bien qu'il ne peut être question que d'une hypothèque conventionnelle et que le testateur n'a pas entendu priver son légataire particulier des sûretés que lui accorde la loi. Il est de règle que le juge, lorsqu'il se trouve en présence de dispositions claires, précises, ne présentant aucune ambiguité, a pour premier devoir de les appliquer scrupuleusement : V. notamment : Poitiers 16 mai 1894 (Gaz. Pal. 94.1.714 — S. 94.2.245) et la note.

COUR D'APPEL DE BOURGES

13 juin 1900.

Présidence de M. Morlon.

SURENCHÈRE. — FAILLITE. — ADJUDICATION DEVANT NOTAIRE. — VALIDITÉ DE LA SURENCHÈRE. — TRIBUNAL COMPÉTENT.

Il est de principe absolu que toute vente sur surenchère doit avoir lieu devant un tribunal civil, quel que soit le magistrat ou l'officier public qui a procédé à la vente ou à l'adjudication première.

Et, au cas où il s'agit de biens dépendant d'une faillite, dont la vente a été poursuivie à la requête des syndics, conformément aux art. 572 et suiv. C. com., et a été renvoyée par le tribunal qui l'a ordonnée devant un notaire d'un autre ressort, c'est au greffe du tribunal civil de ce ressort, et non au greffe du tribunal qui a ordonné la vente que doit être faite la déclaration de la surenchère du dixième autorisée par l'art. 573 C. com.

Chicaud c. Nihous.

Le 29 mars 1900, jugement du Tribunal de Bourges ainsi conçu :

« Attendu, en fait, que Sochard, négociant à Ivry, a été déclaré en faillite par jugement du Tribunal de commerce de la Seine ; que la vente de ses immeubles a été poursuivie par Faucon, syndic de la faillite, dans les formes prévues par les art. 572 et suiv. C. com., et ordonnée par jugement du Tribunal civil de la Seine, qui a commis pour y procéder Me Gombert, notaire à Vierzon, chef-lieu du canton où sont situés les immeubles ; que l'adjudication a été prononcée par ce notaire, le 25 février dernier ; que, par acte du 9 mars courant, reçu au greffe du Tribunal de Bourges, Nihous a mis la surenchère du dixième permise par l'art 573 C. com. ; que cette surenchère a été régulièrement dénoncée aux intéressés, avec avenir à l'audience de ce jour pour voir procéder à la nouvelle adjudication ;

« Attendu que Chicaud, adjudicataire, demande la nullité de la surenchère par le double motif : 1° qu'elle aurait dû être faite non point au greffe du Tribunal civil de Bourges, arrondissement où réside le notaire vendeur, mais au

greffe du Tribunal civil de la Seine, qui a ordonné la vente et commis ce notaire; 2° que la publicité pour la revente n'aurait pas été faite dans les formes réglées par la loi;

« Sur le premier moyen :

« Attendu qu'il est de principe absolu que toute vente sur surenchère doit avoir lieu devant un Tribunal civil, quel que soit le magistrat ou officier public qui a procédé à la vente ou à l'adjudication première;

« Attendu, d'autre part, que l'art. 573 C. com., en ne désignant pas avec précision le tribunal ou le greffe auquel doit être déclarée la surenchère, en cas de faillite, suppose manifestement, comme l'art. 709 C. proc., auquel il se réfère, qu'il s'agit du tribunal qui a déjà prononcé l'adjudication; qu'aucun texte ne régit expressément le cas de l'espèce actuelle où l'adjudication a été prononcée, non par un tribunal, mais par le notaire de la situation des lieux désignés conformément à l'art. 954 C. proc. civ.; qu'il est donc nécessaire, à raison du silence de la loi, de s'inspirer de son esprit pour déterminer le tribunal compétent;

« Attendu qu'il ne saurait être contesté que l'esprit général de notre législation, en matière de ventes judiciaires, tend avant tout à favoriser les enchères et à permettre de porter les biens à vendre au prix le plus élevé; qu'à cet effet, les juges sont autorisés par l'art. 954 précité à faire procéder à la vente dans les lieux où elle paraît devoir être le plus avantageuse; qu'en outre, dans les cas prévus par les art. 709, 965 C. pr. civ. et 573 C. com., l'adjudication sur surenchère doit être faite au même lieu que l'adjudication primitive, ce lieu paraissant le plus favorable pour la vente, à raison de la publicité déjà faite et de la présence probable des enchérisseurs qui ont dû s'y présenter;

« Attendu que ces considérations conduisent naturellement à décider, par interprétation du vœu de la loi, que la surenchère sur adjudication, tranchée devant notaire, doit être portée devant le tribunal de l'arrondissement du notaire plutôt que devant le tribunal qui a ordonné la vente et qui peut être fort éloigné; que cet argument se présente avec une grande force dans l'espèce actuelle, où il s'agit d'immeubles peu importants situés dans une petite localité du Cher, ne pouvant être vraisemblablement achetés que par des personnes du pays et qui n'attireraient, sans doute, aucun amateur, si la surenchère était portée et suivie devant le Tribunal de la Seine; que, d'ailleurs, l'esprit du législateur est encore mis en lumière par la brièveté des délais accordés pour la surenchère et non susceptibles de s'augmenter à raison des distances; qu'il est manifeste qu'étant donnée la lenteur des communications à l'époque de la promulgation des Codes de procédure et de commerce, il eût été toujours très difficile et souvent impossible de faire en temps utile une surenchère au greffe d'un tribunal éloigné; que cette même impossibilité subsisterait encore à l'heure actuelle dans le cas très vraisemblable de renvoi d'une vente par un tribunal de la France continentale à un autre des colonies;

« Attendu que l'interprétation qui précède, basée sur l'esprit manifeste de la loi, n'est interdite par aucun texte; qu'elle n'est point infirmée par l'examen attentif des travaux préparatoires de la loi du 2 mai 1841, qui lui semblent plutôt favorables; qu'elle a été adoptée par l'art. 40 du 28 février 1852, relatif au Crédit foncier; qu'elle paraît, enfin, seule rationnelle et possible; qu'en effet, le système adverse conduirait à établir une sorte de contradiction, qui n'existe pas et qui ne saurait être supposée, dans la loi, laquelle aurait permis d'une part, dans l'intérêt de la vente, son renvoi dans un arrondissement déterminé et obligerait, de l'autre, contrairement à ce même intérêt, à procéder à la surenchère dans un arrondissement différent;

« Attendu, toutefois, qu'il importe de répondre à l'objection principale, formulée par divers auteurs et par plusieurs décisions judiciaires, et consistant à prétendre que le notaire commis par un tribunal pour procéder à une vente judiciaire, agit comme délégué de ce tribunal, qui est censé avoir lui-même prononcé l'ajudication; que ce tribunal doit être seul compétent pour trancher la surenchère, soit en vertu de l'art. 709, soit parce que la surenchère constituerait un incident de l'action principale dont il reste saisi, son dessaisissement devant être rigoureusement limité à la seule vente pour laquelle il a commis le notaire;

« Attendu qu'il paraît impossible de soutenir sérieusement que l'adjudication aurait été prononcée par un tribunal par le motif que le notaire qui y a réellement procédé avait été commis par ce tribunal; que cette espèce de fiction, imaginée pour adapter l'art. 709 à une hypothèse qu'il ne prévoit certainement pas, semble aussi spécieuse que contraire à la réalité des faits; qu'elle aurait surtout pour effet de conduire à un résultat diamétralement opposé à celui qui est recherché par ce texte, et qui consiste à faire trancher l'adjudication sur surenchère au même lieu et dans le même arrondissement que l'adjudication antérieure;

« Attendu, d'autre part, que sans contester, en principe, le caractère incident de la surenchère, il importe cependant de remarquer que cet incident, d'une nature toute spéciale, n'a en somme pour objet qu'une nouvelle enchère mise dans des conditions de forme et de quotité particulières; qu'il se rattache ainsi principalement à la vente, dont il constitue le complément ordinaire, sinon indispensable; qu'il paraît donc illogique et excessif d'affirmer qu'en se dessaisissant de la vente, le tribunal ait pourtant conservé le droit de retenir la surenchère, contrairement au vœu de la loi et à l'intérêt manifeste du propriétaire;

« Attendu, par suite, que le premier moyen de nullité ne saurait être accueilli;

« Attendu que le second moyen invoqué n'est pas justifié en fait, car il est constant que toutes les insertions légales obligatoires ont été faites dans le *Journal du Cher*, publié à Bourges;

« Attendu, enfin, qu'il échet de procéder immédiatement à la revente sur surenchère, par application de l'art. 710 C. pr. civ., toutes les publications et formalités voulues par la loi ayant été remplies;

« Attendu que Chicaud, qui succombe dans sa demande en nullité, doit supporter les frais de l'incident;

« Par ces motifs,

« Déclare valable la surenchère formée et poursuivie par Nihous;

« Ordonne qu'il sera immédiatement passé outre aux enchères;

« Condamne Chicaud aux dépens de l'incident. »

Appel par Chicaud. — Arrêt.

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges,
Confirme.

MM. LANDRY subst. du proc. gén. — Mes LUCAS et MAGDELAINE av.

Note. — Il est admis, le plus généralement, du moins, comme l'affirment le jugement et l'arrêt ci-dessus, que toute surenchère, même sur une première adjudication renvoyée et ayant eu lieu devant notaire, doit nécessairement être portée et être tranchée à la barre d'un tribunal civil. V. en ce sens : Trib. civ. Colmar 22 novembre 1841; Douai 1er mars 1844 (S. 44.2.149 — J. du P. 44.1.700); Besançon 27 août 1844 (S. 44.2.638 — J. du P. 45.2.254 — D. 45.2.26); Trib. civ. Caen 11 juin 1868 (D. 71.3.56). *Sic* : Bioche, Journ. de proc., t. VII, p. 433; Rousseau et Laisney, Dict. de proc., v° Vente jud. d'imm., append. surenchère, n° 333.— *Contrà* cep. Chauveau sur Carré, Lois de la procédure, question 2503 *quater*.

Mais la question de savoir devant quel tribunal civil doit être portée la déclaration de surenchère sur une adjudication renvoyée devant notaire, est controversée. Est-ce devant le tribunal de la résidence du notaire, comme l'ont décidé, dans l'espèce actuelle, le tribunal et la Cour de Bourges? C'est en ce sens qui s'était antérieurement prononcée la Cour de Grenoble le 10 juillet 1874 (S. 75.2.14) : V. également Trib. civ. Bourgoin 26 décembre 1894 (Mon. jud. de Lyon, 9 avril 1895).

Mais l'opinion attributive de compétence pour la surenchère au tribunal, qui avait ordonné l'adjudication, est beaucoup plus généralement suivie. V. en effet en ce sens : Bordeaux 15 mars 1856 (S. 56.2.151); Toulouse 25 janvier 1867 (S. 67.2.265); Trib. civ. Caen 11 juin 1868 (D. 71.3.56); Aix 10 février 1876 (S. 76.2.196 — J. du P. 76.811 — D. 78.5.436); Trib. civ Angoulême 10 janvier 1882 (Gaz. Pal. 82.1.285); Toulouse 10 janvier 1884 (Gaz. Pal. 84.1.545); Trib. civ. Paimbœuf 11 janvier 1884 (Gaz. Pal. 84.1.544); Orléans 14 août 1884 (Gaz. Pal. 84.2.447).

199

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

5 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

CASSATION. — EFFET. — ARRÊT INTERLOCUTOIRE. — ENQUÊTE. — ARRÊT DÉFINITIF. — CASSATION PAR VOIE DE CONSÉQUENCE.

La cassation d'un arrêt interlocutoire, ayant ordonné une enquête, entraîne nécessairement, par voie de conséquence, l'annulation de tous arrêts ultérieurement rendus entre les mêmes parties, tant sur la régularité en la forme que sur les résultats au fond de ladite enquête, à laquelle il a été procédé en exécution de l'arrêt cassé.

Abdy c. dame Abdy.

LA COUR,

Vu la connexité, joint les pourvois et statuant par un seul arrêt :

Vu l'arrêt de cassation du 14 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2.191);

Attendu que, dans un litige engagé au sujet de la propriété d'une collection de dentelles entre sir William Abdy, d'une part, lady Abdy son épouse et divers créanciers de cette dernière, d'autre part, la Cour de Paris a, par arrêt en date du 1er février 1898, autorisé la dame Abdy à prouver, tant par titres que par témoins, l'existence de dons manuels qui lui auraient été faits par son mari relativement auxdites dentelles; que l'enquête et la contre-enquête prescrites ayant eu lieu, le sieur Abdy a demandé l'annulation de ces opérations à raison d'un vice de forme, concluant subsidiairement à l'admission de reproches formulés contre un certain nombre de témoins; que, par un second arrêt en date du 9 août 1898, la Cour de Paris a rejeté la demande en nullité, et écarté plusieurs des reproches proposés; qu'enfin, la même cour, statuant au fond, a, le 11 août 1898, décidé, par appréciation des témoignages recueillis, que lady Abdy était propriétaire des dentelles litigieuses;

Attendu que le sieur Abdy s'est successivement pourvu en cassation contre ces trois arrêts et que la Chambre civile a, le 14 juin 1899, cassé pour violation des règles de la preuve, l'arrêt interlocutoire du 1er février 1898;

Attendu que cette cassation entraîne, par voie de conséquence, celle des deux autres sentences actuellement entreprises; qu'à la vérité, la dame Abdy soutient que l'arrêt interlocutoire du 1er février 1898 n'aurait été cassé qu'en ce qui concerne la donation faite en France, et qu'il conserverait tout son effet quant aux dons opérés en Angleterre;

Mais attendu, d'une part, que cet arrêt n'a fait aucune distinction entre les donations dont se prévalait la dame Abdy, suivant qu'elles auraient eu lieu en France ou en Angleterre; qu'il a, au contraire, déclaré que ce point était sans importance dans la cause, et a autorisé la preuve testimoniale pour établir l'existence de toutes les libéralités, en se fondant uniquement sur ce que, s'agissant de donations mobilières, le statut anglais serait applicable aux parties;

Attendu, d'autre part, que l'articulation admise en preuve ne précisait nullement le lieu où les divers dons manuels auraient été effectués; que, dans ces conditions, le chef de l'arrêt relatif à la preuve des dons manuels n'était, en fait, susceptible d'aucune division, et que le pourvoi dirigé contre ce chef ne pouvait avoir la portée limitée que lui prête la défenderesse en cassation;

Attendu que c'est également sans aucune restriction, que l'arrêt de la Chambre civile du 14 juin 1899 a cassé la décision qui lui était déférée;

D'où il suit que les deux arrêts aujourd'hui attaqués, qui n'ont été rendus qu'en exécution du chef de l'arrêt interlocutoire cassé en 1899, doivent être annulés pour le tout;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens,

Casse les arrêts de la Cour de Paris des 9 et 11 août 1898.

MM. Rau rapp.; Desjardins av. gén. — Mes Devin et Sabatier av.

Remarque. — Il est absolument constant que la cassation d'un arrêt, ayant pour effet de remettre les parties au même et semblable état qu'avant l'arrêt cassé, tout ce qui a été la conséquence ou l'exécution de cet arrêt se trouve de plein droit annulé. Cette nullité par voie de conséquence atteint notamment l'arrêt au fond rendu après cassation d'un premier arrêt ayant rejeté, dans la même cause, entre les mêmes parties, un déclinatoire d'incompétence : Cass. 13 décembre 1893 (Gaz. Pal. 94.1.200); ou l'arrêt définitif, qui fait état des résultats d'une enquête ou d'un expertise après cassation de l'interlocutoire, par lequel ces mesures d'instruction avaient été ordonnées : Cass. 5 mars 1895 (Gaz. Pal. 95.1.375).

COUR D'APPEL DE PARIS (7e Ch.)

21 juin 1900.

Présidence de M. Potier.

1° TIERCE OPPOSITION. — PARTIE NON APPELÉE. — DÉFAUT D'AUTORISATION, — TUTEUR D'INTERDIT. — ART. 474 C. PR. CIV.

2° INTERDICTION. — EFFETS. — ACTES PASSÈS PAR L'INTERDIT. — INTERPRÉTATION EXTENSIVE. — POURSUITES. — JUGEMENT. — ART. 502 C. CIV.

1° *L'art. 474 C. pr. civ. ouvre la voie de la tierce opposition à la partie qui devait être appelée au procès et ne l'a pas été, sans distinguer si elle devait l'être comme partie principale ou seulement aux fins d'autoriser ou assister une autre partie.*

Spécialement, le tuteur d'un interdit est en droit de former tierce opposition au jugement qui a condamné l'interdit non assisté, si ledit jugement lui préjudicie en sa qualité de tuteur, comme pouvant engager sa responsabilité personnelle.

2° *La disposition de l'art. 502 C. civ., qui prononce la nullité de tous* actes passés par l'interdit *postérieurement au jugement d'interdiction, doit être entendue dans le sens le plus efficace pour la protection des intérêts de l'incapable.*

Spécialement, la nullité s'étend nécessairement à toutes poursuites exercées contre l'interdit et à tous jugements obtenus contre lui depuis le jugement qui a prononcé l'interdiction.

Mari ès qualités c. Martin.

La Cour,

Statuant par un seul et même arrêt : 1° sur l'appel interjeté par Mari, ès qualités, d'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine en date du 29 avril 1898; 2° sur l'appel interjeté par Martin d'un jugement du même tribunal en date du 16 août 1898;

En la forme :

Considérant que les appels sont réguliers et partant recevables;

I. — Sur la recevabilité de la tierce opposition :

Considérant que l'art. 474 C. pr. civ. ouvre la voie de la tierce opposition à la partie qui devait être appelée au procès et qui ne l'a pas été, sans distinguer si elle devait l'être comme partie principale ou seulement aux fins d'autoriser ou assister une autre partie;

Considérant qu'un jugement du Tribunal civil de Nice, en date du 27 avril 1898, a prononcé l'interdiction de Gilly, et nommé Mari son tuteur; que Mari, nommé le 27 avril, devait être appelé au jugement rdndu contre Gilly, interdit, le 29 avril suivant, et ne l'a pas été;

Considérant que ce jugement préjudicie aux droits de Mari comme tuteur; qu'il avait intérêt à faire tomber le jugement rendu en son absence pour ne pas laisser engager sa responsabilité personnelle, comme n'ayant pas surveillé suffisamment les actes accomplis par ou contre l'interdit;

Considérant que l'appel interjeté postérieurement par Mari, exerçant les droits de l'interdit Gilly, condamné personnellement par le jugement du 29 avril 1898, n'est pas exclusif de la tierce opposition à laquelle Mari avait d'abord valablement recouru, comme tuteur n'ayant pas été appelé à un jugement où il devait représenter l'interdit; que la tierce opposition avait pour effet utile de paralyser au regard du tuteur les effets de l'exécution provisoire ordonnée par le jugement qui avait condamné Gilly;

Adoptant au surplus les motifs du jugement du 16 août 1898;

II. — Sur la nullité du jugement du 29 avril 1898:

Considérant que l'art. 502 C. civ. prononce la nullité de tous actes passés par l'interdit postérieurement au jugement d'interdiction; que les mots « actes passés par l'interdit » doivent être interprétés dans le sens le plus efficace pour la protection des intérêts de l'incapable; qu'ainsi la nullité édictée par l'article précité s'étend nécessairement à toutes poursuites exercées contre l'interdit et à tous jugements obtenus contre lui depuis le jugement qui a prononcé l'interdiction;

III. — Sur l'évocation:

Considérant que les deux parties ont conclu au fond devant la cour; que, la cause étant en état, il y a lieu à évocation dans les termes de l'art. 473 § 2 C. pr. civ.;

IV. — Sur le fond:

Considérant qu'un jugement du Tribunal civil de Nice, en date du 25 mai 1898, confirmé par arrêt de la Cour d'Aix en date du 26 février 1900, décisions auxquelles Martin et Mari ès qualités étaient parties, a déclaré valables les billets qui font l'objet de la poursuite actuelle, et dit que Martin devait être considéré comme tiers porteur de bonne foi; qu'en vertu des décisions susvisées, exécutoires nonobstant un pourvoi en cassation allégué, sans qu'il en soit d'ailleurs justifié, Martin est fondé à demander une condamnation en paiement du montant de ces billets reconnus valables contre Mari ès qualités et dont il se présente porteur;

V. — Sur les dépens:

Considérant que les procédures suivies par Mari ès qualités, aussi bien par la voie de la tierce opposition que par celle de l'appel, n'avaient d'autre objet que de le soustraire au paiement des valeurs auquel il est définitivement condamné; qu'il doit donc être condamné en tous les dépens, même en ceux du jugement du 16 août 1898, malgré la confirmation sur l'appel de Martin;

Par ces motifs,

En la forme:

Reçoit Mari, ès qualités, appelant du jugement rendu par le Tribunal de commerce de la Seine, le 29 avril 1898;

Reçoit Martin appelant du jugement rendu par le même tribunal le 16 août de la même année;

Au fond:

Déclare Martin mal fondé en ses demandes, fins et conclusions sur l'appel du jugement du 16 août 1898, l'en déboute;

Confirme ledit jugement en ce qu'il a déclaré recevable la tierce opposition formée par Mari, comme tuteur de l'interdit Gilly et annulé, sur cette tierce opposition, le jugement du 29 avril 1898;

Déclare nul et de nul effet, sur l'appel de Mari, ès qualités, le jugement du 29 avril 1898, rendu contre Gilly, interdit non assisté de son tuteur;

Statuant par voie d'évocation,

Condamne Mari, ès qualités, à payer à Martin la somme de 60,000 francs montant de six valeurs enregistrées et protestées, avec les intérêts de droit, à partir du 16 mars 1698, date du protêt;

Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel de Mari, ès qualités;

Condamne Martin à l'amende de son appel;

Condamne Mari, ès qualités, en tous les dépens exposés en première instance et en appel sur les deux instances dont la jonction a été prononcée;

M. SELIGMANN av. gén. — Mes MORILLOT et DE COENE av.

Note. — I. — Sur le premier point: Les termes de l'art. 474 C. pr. civ. ne permettent pas le doute sur ce point: Une partie, dit ce texte, peut former tierce-opposition à un jugement *qui préjudicie à ses droits*, et lors duquel *ni elle*, ni ceux qu'elle représente, n'ont été appelés. La partie qui aurait dû être appelée aux fins d'assistance ou d'autorisation est donc fondée à former tierce opposition, si le jugement rendu est susceptible de lui causer préjudice. Rapp. dans le même sens: Montpellier 27 avril 1831 (S. 32.2.77).

II. — Sur le second point: La doctrine et la jurisprudence se sont généralement prononcées en ce sens, assimilant les poursuites exercées contre l'interdit ou les jugements obtenus contre lui depuis l'interdiction, aux actes passés par l'interdit: Riom 14 février 1842 (S. 42.2.153 — D. 42.4.294); *Sic*: Aubry et Rau. t. I, § 125, p. 517; Laurent, t. V, n° 306; Demolombe, t. VIII, n° 632.

COUR D'APPEL DE BOURGES (CH. CORR.)

20 juin 1900.

Présidence de M. Plaisant.

MARCHANDAGE. — 1° DÉCRET ET ARRÊTÉ DE 1848. — NON-ABROGATION. — 2° DÉLIT INTENTIONNEL. — INTENTION DE NUIRE. — SOUS-ENTREPRENEUR. — ENTREPRENEUR. — COMPLICITÉ.

1° Le décret du 2 mars 1848 § 2, qui abolit l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs et l'arrêté du 21 mars 1848, qui ré-

prime le délit de marchandage, sont encore en vigueur comme n'ayant été abrogés, soit expressément, soit implicitement, par aucun texte de loi.

2° *Les décret et arrêté des 2 et 21 mars 1848 prévoient et punissent le délit du sous-entrepreneur ouvrier, dit « marchandeur ou tâcheron », qui fait travailler des ouvriers à l'heure ou à la journée, sans même qu'il y ait fraude et profit abusif de sa part : le délit rentre dans la catégorie des délits intentionnels réprimés, abstraction faite de leur moralité.*

Mais l'entrepreneur, qui a sous-traité les travaux, sachant que le sous-entrepreneur emploierait des ouvriers à la journée, ne peut être poursuivi comme auteur principal ou comme coauteur dudit délit; il ne peut être poursuivi que comme complice.

Loup c. Bœuf.

La Cour d'appel de Bourges, saisie comme cour de renvoi en suite de la cassation de l'arrêt d'Orléans du 11 juillet 1899 par arrêt de la Chambre criminelle du 2 février 1900 (Gaz. Pal. 1900. 2.53), a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Au fond :

Sur le point de savoir si les décret et arrêté des 2 et 21 mars 1848 sont toujours en vigueur :

Adoptant les motifs des premiers juges;

En ce qui concerne le délit de marchandage :

Attendu qu'il résulte des circonstances dans lesquelles ont été rendus lesdits décret et arrêté, que le marchandage exercé par un sous-entrepreneur tâcheron ou ouvrier, faisant travailler d'autres ouvriers à l'heure ou à la journée, doit être considéré en lui-même comme une exploitation répréhensible; qu'en effet, le gouvernement provisoire constituait, dès le 29 février 1848, sous la présidence et la vice-présidence de deux de ses membres, Louis Blanc et l'ouvrier Albert, une commission de gouvernement pour les travailleurs, afin d'aviser à la réorganisation du travail; que, le lendemain, une proclamation du gouvernement annonce que la commission vient d'entrer en fonctions et s'occupe « de résoudre les questions relatives aux heures de travail et à l'abolition du marchandage », sans se borner à promettre la suppression des abus du marchandage, dont il n'est pas davantage parlé dans la suite;

Attendu que le compte rendu publié au *Moniteur universel* (journal officiel de l'époque) fait connaître qu'à la séance tenue par la commission le même jour, 1er mars, deux demandes sont l'objet d'une insistance particulière de la part de l'assemblée, qui en demande la solution immédiate : réduction du nombre des heures de travail, abolition du marchandage, c'est-à-dire de l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs de travaux; qu'il contient, en outre, le passage suivant relatif à la réunion qui eut lieu le lendemain : « Sur le marchandage, des détails précis sont donnés par divers membres; il en résulte que divers sortes de marchandages sont à distinguer : il y a les marchandeurs ou tâcherons qui sous-entreprennent certaines parties des travaux et les font exécuter à la journée, par des ouvriers sous leurs ordres directs. Ce genre de marchandage est oppressif pour l'ouvrier; l'abolition en est non seulement consentie, mais réclamée par l'assemblée »; qu'il est ensuite expliqué que le travail à la pièce, avantageux à l'ouvrier comme au patron, doit être conservé et que le marchandage consistant dans l'entreprise faite ensemble par plusieurs ouvriers, par association avec partage des bénéfices, est utile à conserver et à encourager; qu'à la fin du compte rendu, on lit : « En conséquence de ces explications, le gouvernement provisoire a immédiatement rendu un décret par lequel le marchandage oppressif est aboli »;

Attendu que ce décret, rendu pour donner satisfaction aux réclamations des ouvriers et que précèdent les mots : « Sur le rapport de la commission du gouvernement pour les travailleurs », se réfère nécessairement à l'appréciation de la commission sur le marchandage, qu'elle qualifiait d' « oppressif », et ne laisse aucun doute sur le sens dans lequel doit être compris le motif du décret : « Considérant que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits « marchandeurs ou tâcherons », est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité »; qu'en décrétant l'abolition de l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, ou marchandage, c'est bien le marchandage en lui-même, considéré comme un des modes de ce qu'on appelait, dans le langage du temps, l'exploitation de l'homme par l'homme, que le gouvernement provisoire a voulu supprimer, et non pas seulement un abus caractérisé par « un acte frauduleux, aboutissant au profit abusif que le tâcheron tire du travail de l'ouvrier », dont il n'a jamais été question;

Attendu que la même interprétation s'impose à l'égard de l'arrêté du 21 mars, rendu également sur la réclamation qui s'était produite la veille à la commission du travail, de la part du délégué des ouvriers, Bernard, qui, après avoir expliqué « tous les inconvénients du marchandage », avait fait « observer que, le décret du 2 mars n'étant pas partout exécuté, une sanction était nécessaire »;

Attendu que, s'il est dangereux de rechercher dans des documents extrinsèques l'interprétation d'un texte clair et précis, le sens et la portée des termes employés par le législateur doivent être déterminés par les circonstances et les préliminaires de la loi, lorsque, comme dans l'espèce, ils ont avec elle les relations les plus étroites et les plus certaines;

Attendu, d'ailleurs, qu'on réprime un abus, mais qu'on ne l'abolit pas ; qu'on ne saurait comprendre que le décret du 2 mars, voulant s'opposer à l'exploitation frauduleuse et cupide des marchandeurs, l'ait simplement déclarée abolie, sans en prononcer aucune répression ;

Attendu que l'interprétation qui précède était celle des contemporains, ainsi que le démontre la discussion qui se produisit, quelques mois plus tard, devant l'Assemblée nationale, lorsque fut proposée l'abrogation du décret du 2 mars ; que c'est ce qui ressort notamment des paroles prononcées aux séances des 30 août et 8 septembre 1848 par les représentants Buffet et Perdiguier ;

Attendu qu'il n'y a lieu de s'arrêter à l'argument que les premiers juges ont tiré de ce que, pendant cette discussion, le représentant Guérin aurait retiré un amendement ayant pour but de maintenir ou même d'étendre l'interdiction du marchandage, ce qui ferait supposer que l'abolition précédemment prononcée n'était pas absolue ; qu'il suffit de se reporter au compte rendu inséré au *Moniteur universel* du 10 septembre 1848, pour se convaincre que le représentant Guérin avait présenté son amendement — complètement étranger à la théorie du marchandage oppressif — parce que l'abrogation intégrale du décret du 2 mars était réclamée, et qu'il le retira, quand il fut assuré que l'abrogation de la partie relative au marchandage était abandonnée ;

Attendu que l'interprétation consistant à considérer le marchandage comme prohibé, alors seulement qu'il y a abus et profit excessif du tâcheron, livrerait à l'arbitraire la question de savoir quand commencent l'exploitation des ouvriers et le profit déloyal et excessif du marchandeur, que non seulement les textes n'ont pas définis, mais sur lesquels ils sont entièrement muets ; quelle nécessiterait, en outre, dans chaque affaire, des vérifications aussi dispendieuses que délicates ;

Attendu que le marchandage du tâcheron, sous-entrepreneur ouvrier, employant des ouvriers à l'heure ou à la journée, est en lui-même prévu et puni et qu'il rentre, en conséquence, par la nature de l'infraction, dans la classe des délits intentionnels réprimés abstraction faite de leur moralité, dont, sans parler des lois spéciales, on trouve des exemples dans les art. 292, 410 et 411 C. pén. ; que l'intention requise, en l'espèce, pour constituer le délit, résulte suffisamment de l'accomplissement volontaire d'un acte que la loi considère en lui-même comme « injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité » ;

Attendu que les décret et arrêté à appliquer visent uniquement les sous-entrepreneurs ouvriers, « dits marchandeurs ou tâcherons », que c'est donc à tort que le Tribunal de la Seine a entendu ces textes dans un sens large et prétendu englober tous ceux qui, à un titre quelconque, feraient acte d'exploitation de l'ouvrier ; qu'en droit pénal, l'interprétation doit être restrictive ; d'où il suit que, le fait du sous-entrepreneur tâcheron étant seul prévu, l'entrepreneur ne peut être considéré comme auteur principal ou coauteur du délit ;

En ce qui qui concerne la complicité de Loup :

Attendu qu'aux termes de l'art. 1er C. pén., l'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit ; que les art. 59 et 60 du même Code, sur la complicité, sont applicables à tous les délits ;

Attendu qu'il résulte des déclarations faites à la cour, par les avocat et avoué de Loup, qu'il ne pouvait ignorer et n'ignorait pas que les travaux dont il cédait la sous-entreprise au tâcheron Martin, déjà connu de lui en cette qualité, devaient, à raison de leur nature, être et ont été exécutés par ce dernier à l'aide d'ouvriers travaillant à la journée ; qu'en traitant dans ces conditions avec le tâcheron, Loup s'est donc rendu complice du délit de marchandage en procurant à Martin, par son contrat de sous-entreprise, le moyen de commettre le délit, et aussi en aidant et assistant avec connaissance ledit Martin dans ce marché de sous-entreprise, fait qui a préparé le marchandage qui devait s'ensuivre ;

Attendu que, ces faits dûment reconnus et résultant, dès à présent, des documents de la cause, il n'échet de recourir à une expertise, qui avait été ordonnée par les premiers juges, dans le but de rechercher s'il y avait eu marchandage oppressif, selon la théorie qu'ils avaient adoptée ;

Sur les conclusions des parties civiles :

Attendu que les consorts Bœuf concluent à ce que l'appelant soit condamné à leur payer 1,900 francs pour salaires impayés et 200 francs à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que ces conclusions sont recevables en la forme ; que le jugement du 9 avril 1897, ordonnant une mesure d'instruction, n'avait pas statué sur la réparation qui pouvait être due aux parties civiles, et que celles-ci n'avaient pas à frapper d'appel ledit jugement de ce chef ;

Attendu, au fond, que le défaut de paiement aux ouvriers des salaires qui leur seraient encore dus par Martin, n'a qu'un rapport très indirect avec les faits de complicité relevés contre Loup ; que le contrat de sous-entreprise, consenti par celui-ci à Martin, est étranger aux ouvriers et que Loup ne saurait être rendu responsable envers eux d'un défaut de paiement, à titre de complice, le seul que la cour ait à envisager ;

Attendu, toutefois, que le délit de marchandage, dans la mesure des actes de complicité dont Loup est reconnu coupable, a causé aux parties civiles un préjudice dont il leur est dû réparation, et que la cour a les éléments nécessaires pour en apprécier le montant ;

Attendu que le jugement entrepris avait réservé les dépens ; mais que, les auteur et complice devant en être solidairement tenus, il n'y a lieu d'avoir égard aux condamnations qui auraient pu ou pourraient intervenir contre Martin qui n'est pas en cause devant la cour ;

Par ces motifs,

Dit que les décret et arrêté des 2 et 21 mars 1848 prévoient et punissent le délit du sous-entrepreneur ouvrier, dit « marchandeur ou tâcheron », qui fait travailler des ouvriers à l'heure ou à la journée, sans même qu'il y ait fraude et profit abusif de sa part;

Dit que l'entrepreneur ne peut être considéré comme auteur principal ou coauteur du délit;

Infirme, en conséquence, le jugement entrepris;

Dit qu'en cédant, à Paris, au cours de l'année 1896, à Martin, tâcheron-ouvrier, la sous-entreprise de travaux, sachant que celui-ci emploierait des ouvriers à la journée, Loup s'est rendu complice, dans les conditions et pour les causes ci-dessus spécifiées, du délit de marchandage;

Lui faisant application du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du 21 du même mois, ensemble des art. 59 et 68 C. pén., condamne Loup en 50 francs d'amende;

Et, attendu que le condamné n'a jamais subi de condamnation et paraît digne de bienveillance;

En vertu de l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891, dit qu'il sera sursis à l'exécution de la présente condamnation;

Statuant sur les conclusions des parties civiles:

Condamne Loup en 200 francs de dommages-intérêts envers Bœuf et consorts; déclare ceux-ci mal fondés dans le surplus de leurs conclusions, les en déboute;

Et, vu les art. 194 C. inst. crim. et 157 du règlement du 18 juin 1811;

Condamne Loup aux dépens faits devant le Tribunal de la Seine, les Cours de Paris et d'Orléans, ainsi que devant la cour de renvoi, moins ceux des arrêts cassés, dans lesquels dépens entreront, à titre de supplément de dommages-intérêts, les frais dûment taxés des avoués des parties civiles, dont le ministère est reconnu utile.

M. Maulmond av. gén. — Mes Flamand et Viviani av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. dans le même sens : Cass. 4 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1.336), premier arrêt rendu dans cette affaire. V. également les jugement et arrêt de la Cour de Paris (Gaz. Pal. 97 1.568 et 97.2.349).

II. — Sur le second point : V. *contrà* : Cass. 2 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.53) et le rapport de M. le conseiller Roullier.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE (1re Ch.)

22 mai 1900.

Présidence de M. Simonet.

NOTAIRE. — RESPONSABILITÉ. — PRÊT HYPOTHÉCAIRE. — RENSEIGNEMENTS OFFICIEUX. — BONNE FOI.

Le notaire, qui n'est ni le mandataire, ni le negotiorum gestor *des parties, mais seulement le rédacteur de leurs conventions, en l'espèce, d'un prêt hypothécaire, ne peut être tenu de prendre ni de fournir des renseignements sur la valeur des immeubles constitués en hypothèque; et s'il en recueille ou s'il en transmet, ce ne peut être qu'à titre purement officieux, ses avis et ses indications engageant alors sa responsabilité dans le cas seulement où ils sont entachés de dol ou de mauvaise foi.*

Sénac c. veuve Coulon.

La Cour,

Attendu que c'est à bon droit que le jugement dont est appel constate que, dans l'acte du prêt consenti par la dame Coulon aux époux Gardès à la date des 28 janvier et 1er février 1884, le notaire Sénac n'a été ni mandataire, ni *negotiorum gestor*; que tous les faits de la cause démontrent, en effet, qu'il n'a été que le rédacteur des conventions des parties contractantes et que, sur ce point, les motifs donnés par les premiers juges à l'appui de leur décision la justifient pleinement et que la cour les adopte;

Attendu, toutefois, que les premiers juges ont ordonné une expertise pour rechercher quelle était la valeur du gage donné à la dame Coulon, lors de l'acte d'obligation précité; qu'ils estiment que le notaire a pu commettre une imprudence de nature à engager sa responsabilité, soit en recueillant, soit en transmettant au prêteur des renseignements sur l'importance des immeubles qui allaient être grevés d'hypothèque au profit de ce dernier; mais qu'il convient de remarquer qu'un notaire qui n'est ni mandataire, ni *negotiorum gestor*, ne peut être tenu ni de prendre ni de fournir des renseignements sur la valeur des immeubles qui vont faire l'objet d'un contrat hypothécaire; que, s'il en recueille et en transmet, ce ne peut être qu'à titre purement officieux; qu'en ce cas, il est dans la situation de toute autre personne qui donnerait des avis ou des indications; que sa responsabilité ne peut être engagée que tout autant qu'il y aurait eu de sa part dol ou mauvaise foi; que l'intimée reconnaît elle-même que Sénac ne s'est pas rendu coupable de dol, et que rien ne fait présumer qu'il ait agi de mauvaise foi; qu'elle l'accuse uniquement d'imprudence;

Attendu que, de ce qui précède, il ressort que l'expertise ordonnée ne saurait être suivie d'exécution; qu'elle serait inutile et frustratoire;

Attendu, d'un autre côté, qu'à l'époque où la dame Coulon a consenti aux époux Gardès le prêt de 8,500 francs, les immeubles affectés hypothécairement à la garantie de sa créance se composaient, indépendamment d'une partie de maison, de 7 hectares de terres complantés en vignes de plein rapport situés dans la commune de Fronton et que ce n'est que postérieurement à l'acte d'obligation que

le phylloxera a fait son apparition dans cette commune;

Par ces motifs, et ceux des premiers juges qui n'y sont pas contraires,

Vidant le renvoi au conseil, démet la dame Coulon de son appel incident;

Et, statuant sur l'appel principal relevé envers le jugement rendu par le Tribunal civil de Toulouse le 9 juin 1898,

Confirme ledit jugement en ce qu'il a déclaré que Sénac n'a été ni le mandataire, ni le *negotiorum gestor* de la dame Coulon dans l'acte d'obligation des 28 janvier et 1er février 1884; le réforme, au contraire, en ce qu'il a ordonné une expertise à l'effet de rechercher quelle était la valeur des pièces de terre affectées hypothécairement à la garantie de la créance de la dame Coulon, à l'époque de l'acte précité;

En conséquence, dit inutile et frustratoire cette mesure d'instruction;

Et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire,

Relève Sénac de toutes les demandes formées contre lui;

Condamne la dame Coulom aux dépens de première instance et d'appel, etc.

M. Le Gall av. gén. — Mes Passama et Teullé av.

Note. — La responsabilité du notaire, à raison des renseignements qu'il donne à ses clients, peut être engagée dans trois hypothèses différentes :

1° Le notaire est tenu, de par sa qualité, de renseigner les parties qui comparaissent devant lui sur l'acte qu'elles veulent accomplir. Sa mission ne se borne pas à authentiquer leur volonté, et à assurer la validité matérielle de cet acte : il a encore l'obligation stricte de les éclairer sur toutes les conséquences du contrat qu'elles le chargent de rédiger, sur les dangers ou l'aléa de leurs engagements, sur la durée et la portée des garanties qui leur sont offertes. Dès lors, sa responsabilité est engagée envers elles, toutes les fois qu'à ces divers points de vue, il leur a donné des renseignements inexacts, dont elles ont souffert préjudice. La jurisprudence a maintes fois consacré ce principe. V. notamment : Caen 7 février 1886 (Gaz.Pal. 88.2.49); Amiens 18 décembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.254), Cass. 6 août 1890 (Gaz. Pal. 90.2.280); 10 mai 1898 (S. 98.1.398 — D. 98.1.389). Ainsi, pour donner quelques exemples, le notaire est responsable vis-à-vis du prêteur sur hypothèques, lorsqu'il a négligé, en recevant l'acte, de lui révéler la préexistence, sur les immeubles hypothéqués, d'une inscription prise en vertu d'un précédent acte passé dans son étude. Douai 11 janvier 1892 (Gaz. Pal. 92.1.482). Sa responsabilité est engagée, dans les mêmes conditions, lorsqu'il a négligé de vérifier si le débiteur est capable de consentir l'hypothèque offerte : Cass. 6 juin 1894 (Gaz. Pal. 94.2.408), ou lorsqu'il n'a pas appelé l'attention du prêteur sur le danger auquel ce dernier s'exposait en remettant les fonds à l'emprunteur au moment du contrat et sans prendre aucune précaution relativement à l'emploi ultérieur de ces fonds. Cass. 6 février 1899 (Gaz. Pal. 99. 2. 188). — Notamment, il doit réparation de toute erreur de droit, à moins d'ailleurs que le point de droit sur lequel il s'est trompé soit de ceux qui font l'objet d'une controverse : V. Caen 7 février 1888 précité et Paris 20 novembre 1892 (Gaz. Pal. 93.1.156). — Bien entendu, la mention insérée dans l'acte qu'il n'a été que le rédacteur des conventions des parties ne saurait l'affranchir de ces obligations qui lui incombent de plein droit, ni, par conséquent, de la responsabilité qui est attachée à leur inexécution; le débiteur ne peut, par sa propre volonté, se libérer de sa dette : Cass. 6 juin 1894 précité.

2° Le notaire agit en qualité de mandataire ou de gérant d'affaires; par exemple, il s'interpose spontanément ou en vertu d'un mandat que lui a confié son client pour le placement de fonds appartenant à ce dernier. Sa responsabilité est alors régie par les art. 1372-1375 C. civ. ou 1991-1997 du même Code, et toute négligence constituant une faute au moins légère l'oblige à réparation. Il est tenu, par exemple, envers le prêteur, à raison de l'insuffisance des garanties qu'il lui a procurées : Cass. 2 mai 1892 (Gaz. Pal. 92.1.473); 21 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.2.108); 17 octobre 1893 (Gaz. Pal. 93.2.587) et 12 décembre 1898 (Gaz. Pal. 99. 1.43). D'ailleurs, le notaire, intermédiaire des parties dans un acte, ne devient par cela seul, ni leur mandataire, ni leur gérant d'affaires : Cass. 28 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2.153). La preuve de l'existence du mandat ou de la gestion d'affaires est tirée, par le juge du fait, des circonstances de la cause, dont il a l'appréciation souveraine, notamment, par exemple, de cette circonstance que le notaire a perçu pour l'acte l'honoraire le plus élevé, celui de notaire-conseil, et non l'honoraire moins important de simple rédacteur des négociations des parties, de cette circonstance aussi qu'il gérait ordinairement les affaires de son client : Paris 12 novembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.509) ou encore de cette autre circonstance qu'il recevait de ce dernier des honoraires annuels. V. Gaz. Pal. 99. 2., v° Notaire, n° 23.

3° Le notaire s'est borné à fournir aux parties des renseignements officieux, sans se constituer leur mandataire ni leur gérant d'affaires, ce qui est l'hypothèse prévue par l'arrêt ci-dessus de la Cour de Toulouse. En principe, il n'est pas obligé dans cette hypothèse : *Nemo ex consilio obligatur*. Seule, sa responsabilité morale est engagée, celui qui reçoit un conseil étant toujours libre de ne pas le suivre. Sa responsabilité juridique commence à être engagée dès que le conseil est entaché de mauvaise foi, ou, du moins, constitue une imprudence grave équipollente au dol. V. Gaz. Pal 99.1., v° Notaire, n°s 25 et 27. Dans cette hypothèse, la responsabilité a un caractère délictuel, aucun accord de volonté n'étant intervenu entre le notaire et les parties.

E. T.

200

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

4 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

TESTAMENT. — TESTAMENT PUBLIC. — CLAUSE DISPOSITIVE. — RÉVOCATION DE TESTAMENTS ANTÉRIEURS. — DICTÉE. — ÉCRITURE DU NOTAIRE. — FORMALITÉS SUBSTANTIELLES. — SANCTION. — NULLITÉ.

Si un testament n'est pas nécessairement nul par cela seul que toutes les formalités légales n'ont

pas été rigoureusement observées dans les parties additionnelles qu'il peut comporter, c'est dans le cas où ces additions se bornent à exprimer soit de simples explications, qu'il est permis aux juges de suppléer, soit des formalités purement surérogatoires.

Mais il n'en est plus de même, et la sanction de nullité doit être appliquée, lorsqu'il s'agit de mentions, qui ont, en réalité, le caractère de clauses dispositives.

Par suite, est nul le testament authentique qui ne mentionne pas qu'il ait été écrit de la main du notaire et sous la dictée de testateur, en ce qui concerne la partie additionnelle portant révocation de dispositions antérieures.

Mouruau et consorts c. Beaufumé.

Un sieur Alexandre Beaufumé est décédé, laissant un testament un date du 29 mars 1894, reçu par Me X..., notaire, instituant les consorts Mouruau légataires universels, et portant révocation des testaments antérieurs. Cette clause révocatoire ne portant pas la mention qu'elle eût été écrite de la main du notaire sous la dictée du testateur, le sieur Henri Beaufumé, qui avait été institué légataire universel par un précédent testament, a argué de nullité celui du 29 mai 1894. Les consorts Mouruau ont mis en cause le notaire X... Par jugement du 25 juillet 1897, le Tribunal civil de Montmorillon a prononcé la nullité du testament dont s'agit, et condamné le notaire X... à indemniser les consorts Mouruau du préjudice à eux causé par la nullité susdite. Ce jugement a été confirmé par arrêt de la Cour de Poitiers en date du 7 mars 1898.

Les consorts Mouruau et le notaire X... se sont pourvus en cassation contre cet arrêt et ont formulé, à l'appui de leur pourvoi, le moyen suivant :

« Violation des art. 902, 967, 972, 1001, 1003, 1035, 1044 et suiv. C. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, pour contradiction dans les motifs et défaut de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a décidé que la violation de l'une des formalités prescrites par l'art. 972 C. civ. devait entraîner la nullité du testament tout entier, alors même qu'elle ne s'appliquait qu'à une clause révocatoire, complément presque de forme d'un testament qui portait sur l'ensemble des biens du testateur, par ce double motif que les diverses parties d'un testament constituent un tout indivisible nécessairement atteint par la nullité qui frappe une de ses dispositions additionnelles et que l'institution universelle, contenue dans le testament attaqué, n'était nullement inconciliable avec un legs particulier renfermé dans un premier testament, mais sans fonder cette dernière affirmation sur une recherche des intentions du testateur, appréciées à l'aide des documents de la cause et des circonstances extrinsèques du testament, et tout en reconnaissant, au contraire, que la solution adoptée allait, au mépris des intentions les plus certaines du testeur, dépouiller ceux à qui il entendait laisser sa fortune pour enrichir celui qu'il voulait écarter de la succession. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu que le testament litigieux ne mentionne pas qu'il ait été écrit de la main du notaire et sous la dictée du testateur en ce qui concerne sa partie additionnelle, portant révocation des dispositions antérieures; que, par suite, il ne satisfait pas aux conditions de forme prescrites à peine de nullité par l'art. 972 C. civ.;

Attendu que, si un testament n'est pas nécessairement nul par cela seul que toutes les formalités légales n'auraient pas été rigoureusement observées dans les parties additionnelles qu'il peut comporter, c'est dans le cas où ces additions se bornent à exprimer soit de simples explications qu'il eût été permis aux juges de suppléer, soit des formules purement surérogatoires; mais qu'il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de mentions qui ont, en réalité, le caractère de clauses dispositives; que, dans ce dernier cas, il faut appliquer la règle générale, suivant laquelle toute disposition de dernière volonté doit avoir lieu dans les formes de la loi;

Attendu, dans l'espèce, que l'arrêt attaqué constate, d'une part, qu'aux termes d'un précédent testament, le testateur avait légué à la veuve Chereaux certains effets mobiliers, et d'autre part, que ce legs particulier est conciliable avec les diverses libéralités contenues dans le second testament, de sorte qu'il eût subsisté conformément à l'art. 1036 C. civ., s'il n'avait pas été révoqué; que l'arrêt en déduit à bon droit que, du moment où la révocation en a été prononcée par acte testamentaire, cette révocation devait être revêtue de toutes les formes des dispositions à cause de mort, et que le vice dont elle est entachée entraîne la nullité du testament où elle est comprise; qu'en statuant ainsi, l'arrêt, qui d'ailleurs est dûment motivé, n'a violé aucun des articles de loi visés par le pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par les consorts Mouruau contre l'arrêt de la Cour de Poitiers du 7 mars 1898.

MM. Faure-Biguet rapp.; Desjardins av. gén. — Mes Boivin-Champeaux et Sabatier av.

Note. — Le nouvel arrêt de la Chambre civile est conforme à la jurisprudence antérieure et au sentiment una-

nime des auteurs. « Formalités substantielles, les mentions prescrites par l'art. 972 C. civ., disent notamment MM. Baudry-Lacautinerie et Colin, Donations entre-vifs et testaments, t. II, nos 2076 et suiv., p. 98, doivent nécessairement viser l'ensemble du testament. S'il n'en est point ainsi, *c'est le testament tout entier qui est frappé de nullité*. Les auteurs et les arrêts sont en ce sens..... » Le seul tempérament que paraissent admettre les arrêts concerne le cas où la clause additionnelle serait surabondante et inutile. V. Cass. 12 novembre 1816 (S. chr.); Toulouse 22 juin 1864 (D. 64.2.167); Cass. 22 juin 1881 (S. 82.1147 — D. 82.1.180). *Adde* : Demolombe, Donations et testaments, t. IV, n° 274 et suiv.; Aubry et Rau, t. VII, § 670, p. 135; Laurent, Pr. de dr. civ., t, XIII, nos 322 et 334.

COUR D'APPEL DE PARIS (7e Ch.)

17 mai 1900.

Présidence de M. Potier.

TESTAMENT. — TESTAMENT OLOGRAPHE. SIGNATURE. — VALIDITÉ.

1° *Lorsqu'il existe entre une enveloppe et le testament olographe qu'elle contient un lien matériel et intellectuel suffisant pour permettre d'affirmer que l'écrit et l'enveloppe forment un tout inséparable et indivisible, constituant un seul et même acte testamentaire, la signature placée sur l'enveloppe seulement par le* de cujus *répond suffisamment à la prescription de la loi qui exige, pour leur validité, que les testaments olographes soient signés.*

1° *On doit considérer comme une signature l'ensemble des lettres formant les nom et prénoms du signataire, malgré l'absence d'un paraphe qui peut s'expliquer par les circonstances de la cause.*

Moreau c. Moreau.

Le 4 août 1899, le Tribunal de Sens avait rendu le jugement suivant :

« Attendu, en droit, que, si le législateur impose, entre autres conditions, au testament olographe, d'être signé de la main du *de cujus*, il ne spécifie pas, ni la forme de cette signature, ni l'endroit où elle devra être apposée; qu'il n'est point nécessaire qu'elle suive la dernière disposition ni la date; qu'elle peut être placée même en dehors de l'acte, sur l'enveloppe notamment qui la contient, si celle-ci, bien que séparée de l'œuvre testamentaire, ne forme avec elle cependant qu'un tout inséparable; que le soin de rechercher le lien matériel et intellectuel capable de rattacher ces éléments distincts et de les incorporer indivisiblement est laissé à l'appréciation souveraine des tribunaux;

« Attendu, en fait, qu'après le décès d'Antoine Moreau, furent trouvés à son domicile deux écrits de sa main conçus l'un et l'autre dans des termes identiques, datés du 5 août 1897, mais non revêtus de signatures par lesquels le *de cujus*, révoquant ses dispositions antérieures, instituait pour légataire universelle la demanderesse, son ancienne domestique; que chacun d'eux était logé dans une enveloppe collée à la gomme portant le mot unique « testament » et au-dessous, les nom et prénoms du défunt;

« Attendu qu'il échet de rechercher le caractère de cette inscription et son influence sur l'œuvre testamentaire elle-même;

« Attendu que l'on ne saurait la considérer comme une pure suscription indicative, un simple mémento, propre à révéler le contenu de l'enveloppe; qu'après avoir tracé, en effet, sur celle-ci en grosses lettres l'expression « testament », le *de cujus* a placé en vedette et plus bas ses nom et prénoms; qu'en les détachant ainsi du corps d'écriture précédent, il a, par cette précaution, formellement manifesté son intention de signer;

« Attendu que cette opinion n'est point contredite par cette circonstance que Moreau n'aurait fait suivre d'aucun paraphe son nom; qu'à diverses reprises, en effet, dans des actes de sa vie civile, il s'est borné à en tracer les lettres sans les avoir terminées par aucun trait de plume;

« Mais attendu, au surplus, que le *de cujus* vient lui-même révéler le but qu'il a visé en libellant dans cette forme la suscription dont s'agit; que, le 31 mars 1881, ayant légué l'universalité de ses biens à sa sœur Antoinette, il enfermait cet acte de dernière volonté dans une enveloppe portant ces mots : « Testament de M. Antoine-Alfred Moreau, propriétaire à Sens »;

« Attendu qu'à une pareille mention écrite d'un seul contexte, dont les expressions dépendent les unes des autres et composent un membre de phrase complet, l'on ne saurait reconnaître qu'un caractère purement énonciatif; que vainement y chercherait-on une analogie quelconque avec la suscription de l'enveloppe litigieuse; qu'en les comparant au contraire l'une à l'autre, se dégagent clairement le sens et la portée différents que Moreau a entendu donner à chacune d'elles;

« Attendu qu'en apposant sa signature sur l'enveloppe de son testament du 5 août 1897, il a obéi à cette préoccupation de donner à cette œuvre un cachet de validité parfaite et de la parachever définitivement: qu'il échet d'ailleurs de tenir compte des habitudes du *de cujus* révélées par sa correspondance, de son éducation rudimentaire, de son ignorance même; qu'il a

cru satisfaire aux exigences légales en signant l'acte de ses dernières volontés sur l'enveloppe chargée de les contenir ;

« Attendu qu'entre cette pièce et l'écrit litigieux, il existe un lien matériel et intellectuel si étroitement noué, que ces deux éléments incorporés ensemble ne forment qu'un seul tout inséparable et indivisible ; que cette intime liaison ressort avec éclat de la suscription de l'enveloppe, œuvre de la main de Moreau, du fait qu'elle est tracée du même trait de plume que le corps du testament, avec la même encre; qu'elle porte la signature du défunt, et encore que celui-ci, après avoir scellé cette enveloppe à la gomme, a déposé le tout dans son secrétaire fermé à clé. où il a été trouvé ;

« Attendu qu'en rédigeant ses testaments en double et sur des feuilles de timbre, sans ratures, ni interlignes, d'un seul jet, d'une écriture soignée, appliquée même, et en révoquant expressément ses dispositions antérieures, Moreau, par ces multiples et minutieuses précautions, a témoigné de l'intérêt capital qu'il attachait à son œuvre ;

« Attendu que, si l'on recherche quel mobile a inspiré le défunt, l'on voit qu'il a dû céder à un double sentiment d'affection envers sa domestique tendrement dévouée et d'inimitié contre sa sœur Antoinette au profit de qui il avait cependant, le 31 mars 1881, testé;

« Attendu qu'à cette époque, la défenderesse et son frère vivaient sous le même toit, dans un état d'étroite intimité ; que cette harmonie ne fut troublée que par l'introduction d'Augustine Moreau au domicile commun ; qu'humiliée et jalouse de l'empire exercé par cette fille sur l'esprit de son maître, la défenderesse prit alors un logement séparé et ne cessa, depuis lors, de susciter procès sur procès à son frère ;

« Attendu que, le 21 juillet 1897, sur sa plainte, elle faisait infliger à Moreau, par le Tribunal correctionnel de Sens, une amende de 100 francs, pour bris de clôture ; que, quinze jours plus tard, le *de cujus*, ulcéré par cette condamnation, rédigea le testament, objet du litige actuel ;

« Attendu que du rapprochement de ces dates jaillit la preuve indéniable que, par là, Moreau a voulu non seulement récompenser sa domestique, mais surtout punir les agissements de sa sœur;

« Attendu que, sournois autant que rancunier, pour assurer le secret de ses dispositions, il en a soigneusement conservé les doubles entre ses mains; que, dans la même pensée, il n'a pas davantage retiré de l'étude de Me Dechambre, où il était déposé, son testament du 31 mars 1881 qu'il venait de révoquer; qu'il a cherché par tout ce mystère à éviter à la fois les soupçons de sa sœur Antoinette et aussi le danger, s'il survivait à celle-ci, d'être privé des libéralités qu'au temps de leur vie commune elle lui avait reconnues;

« Attendu que l'on ne saurait interpréter différemment ces diverses circonstances, en conclure que l'acte litigieux serait un simple projet dénué de valeur juridique, ou que Moreau l'aurait à dessein entaché d'un vice radical en s'abstenant de signer; que le tribunal, au contraire, trouve sur les lèvres mêmes du défunt la preuve qu'il regardait son œuvre comme l'expression parfaite de ses volontés ;

« Attendu, en effet, que, dans une scène survenue vingt jours avant sa mort, et qui, sur une plainte nouvelle de sa sœur, motiva sa condamnation à quarante-huit heures de prison, il disait à la défenderesse dans un accès de fureur et par allusion à ses dispositions : « Tu veux me faire « manger mon pain, mais tu n'y gagneras rien » ;

« Attendu, à la vérité, qu'Antoinette Moreau croit voir dans deux lettres qui lui furent adressées par son frère peu après sa comparution devant le tribunal, l'indice qu'il n'avait conçu aucun ressentiment contre elle ;

« Mais, attendu que le ton meilleur de cette correspondance a pu être dicté au défunt par l'espoir d'obtenir de sa sœur le retrait de sa plainte et d'en bénéficier devant la cour, saisie de l'appel de son jugement;

« Attendu que rien n'est plus sacré que la volonté des morts; qu'elle doit être respectée et religieusement observée, toutes les fois qu'elle est manifeste, et que rien dans la loi ne s'oppose à son accomplissement; qu'étant, en l'état, reconnu que l'enveloppe du testament du 5 août 1897 fait partie intégrante avec lui et lui est indivisiblement incorporée, la signature qui s'y trouve apposée s'applique à ce testament lui-même et lui donne force de vie; qu'il doit être validé comme remplissant les conditions imposées par la loi ;

« Attendu qu'il n'échet, dès lors, de recourir à l'enquête proposée, qui serait d'ailleurs irréalisable aux termes de l'art. 1341 C. civ.;

« Attendu que l'on ne saurait condamner Antoinette Moreau à aucuns dommages-intérêts ; que, nantie d'un testament régulier, à la vérité révoqué par celui du 5 août 1897, elle a voulu profiter du vice apparent, dont cet acte semblait infecté à ses yeux, et n'a point résisté à la demande actuelle par esprit de méchanceté;

« Par ces motifs,

« Dit que le testament du 5 août 1897 et son enveloppe sont unis entre eux par un lien matériel et intellectuel résultant de la simultanéité de leur écriture, de la contemporanéité des encres employées à leur confection et du dépôt du tout, dûment scellé à la gomme par le défunt lui-même, dans son secrétaire fermé, où il a été trouvé après son décès;

« Dit qu'à tous ces titres et comme conséquence de cette liaison, la signature apposée par Moreau sur l'enveloppe de l'acte incriminé profite à celui-ci et lui donne force de vie;

« Dit n'y avoir lieu de recourir à l'enquête proposée;

« Déclare bon et valable le testament olographe d'Antoine Moreau en date à Sens, du 5 août 1897;

« Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet;

« Dit, en conséquence, que c'est sans droit, ni qualité, qu'Antoinette Moreau s'est mise en possession de l'hérédité d'Antoine Moreau;

« Envoie la demanderesse en possession du legs universel à elle fait;

« Dit que le testament dont s'agit ayant formellement révoqué toutes les dispositions antérieures prises par Moreau, la défendresse devra délaisser la succession de son frère et restituer les biens meubles et immeubles la composant à la légataire universelle, avec les fruits en provenant à dater du jour du décès;

« Dit n'y avoir lieu de condamner Antoinette Moreau à aucuns dommages-intérêts, etc. »

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Considérant qu'il résulte de l'examen des pièces originales représentées à la cour par le notaire dépositaire, que les premiers juges ont fait une exacte appréciation des documents litigieux, en reconnaissant que, dans les conditions décrites au jugement, il existe entre chacun des deux écrits identiques du testateur, datés du 5 août 1897, et l'enveloppe qui le contient, un lien matériel et intellectuel suffisant pour permettre d affirmer que l'écrit et l'enveloppe forment un tout inséparable et indivisible, constituant un seul et même acte testamentaire; qu'en inscrivant sur chacune des enveloppes, isolément, au-dessous du mot « testament », toutes les lettres alphabétiques composant son nom patronymique et ses prénoms, dans l'ordre même où il les avait mentionnés au début du texte des dispositions testamentaires, consignées sur la feuille de papier timbré, joint à l'enveloppe qui en est la continuation, Moreau a apposé sur chacun des testaments un signe caractéristique et distinctif de sa personnalité, répondant suffisamment aux prescriptions de l'art. 976 C. civ., relatives à la signature; qu'il n'importe pas qu'il n'ait pas fait suivre sa signature du paraphe dont il accompagnait habituellemant son nom; que cette omission peut s'expliquer par l'interversion du prénom qu'il plaçait ordinairement avant son nom patronymique; qu'il a été établi, d'ailleurs, par les pièces produites devant la cour que Moreau avait antérieurement apposé un certain nombre de signatures sur des actes authentiques sans faire suivre son nom d'aucun paraphe;

Considérant que les faits de la cause ne permettent pas d'admettre, comme il a été soutenu au nom de l'appelante, que ces écrits, soigneusement rédigés en double exemplaire et sur papier timbré, n'aient constitué dans la pensée de Moreau que de simples projets de testaments, qu'il aurait laissés volontairement imparfaits; que les débats ont révélé, au contraire, les mobiles qui ont manifestement inspiré à Moreau les actes, par lesquels, à la date du 5 août 1897, il a voulu révoquer le testament antérieur de 1881, instituant sa sœur naturelle, Antoinette Moreau, sa légataire universelle et instituer aux lieu et place de sa sœur, comme légataire universelle, Augustine Moreau qu'il désigne comme sa bonne à son service depuis 16 ans;

Considérant qu'il est constant, en effet, que, depuis l'époque où Antoinette Moreau, cédant à un mouvement de légitime irritation, après avoir découvert que son frère avait fait sa maîtresse de leur domestique, avait rompu la vie commune et pris un domicile séparé, Moreau n'a cessé de manifester contre sa sœur les sentiments de la plus violente animosité; que, dans les jours qui ont précédé la rédaction des testaments, cette irritation avait dû être portée à son comble par les incidents des poursuites dont il était l'objet en police correctionnelle et des actes de la procédure suivie devant le tribunal civil à la requête de sa sœur; que, le 21 juillet, le Tribunal correctionnel de Sens avait repoussé l'exception préjudicielle qu'il avait opposée à la prévention relevée contre lui à raison du bris de la clôture de l'habitation de sa sœur; que les termes du jugement lui faisaient prévoir le résultat inévitable des poursuites, lesquelles, après désistement de l'appel qu'il avait interjeté du jugement sur l'incident, ont abouti à une condamnation par défaut, à la date du 12 janvier 1898; que le lendemain, 22 juillet, un jugement du tribunal civil avait ordonné la mise en vente d'immeubles acquis par Moreau sous son nom, au cours de l'indivision ayant existé entre le frère et la sœur, et qu'enfin, le 29 juillet, un nouveau jugement nommant un séquestre des immeubles indivis lui avait enlevé l'administration des biens qu'il avait, depuis de longues années, librement gérés;

Considérant que ces circonstances expliquent suffisamment que Moreau, exaspéré par des poursuites dont il méconnaissait la nécessité et qu'il considérait comme devant entraîner sa ruine, ait voulu, quelques jours après, exhéréder celle à qui il repro-

chait d'en être l'auteur, et en même temps, assurer par son testament à sa maîtresse, mère d'un enfant en bas âge, qu'il n'avait pas reconnu, mais dont il prenait soin, la transmission d'une fortune que, enfant naturel lui-même, il avait reçue par voie d'institution testamentaire;

Considérant que vainement on oppose, pour attribuer à Moreau un état d'esprit différent, les termes des lettres écrites par lui à sa sœur, postérieurement à la rédaction des testaments; que, sans avoir à apprécier si ces lettres contiennent l'expresssion sincère des sentiments de Moreau, ou s'il n'y dissimulait pas sa rancune par calcul intéressé, il suffit de constater que la production de cette correspondance ne saurait prévaloir contre l'existence des écrits testamentaires trouvés après sa mort dans son secrétaire, dans lesquels Moreau avait consigné ses volontés dernières et dont la forme doit assurer l'exécution, puisqu'il résulte de ce qui précède qu'écrit en entier, daté et signé de la main du testateur, ce testament en double exemplaire satisfait aux seules conditions exigées par la loi pour la validité des testaments olographes;

Par ces motifs,

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges en ce qu'ils n'ont rien de contraire à ceux du présent arrêt;

Confirme, avec amende et dépens.

M. Seligmann av. gén. — Mes Deligand, Ledemé et Ganivet av.

Note. — Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître qu'un testament peut être écrit sur plusieurs feuillets séparés et qu'il suffit, dans ce cas, que la signature figure sur le derrière des feuillets, — à condition que tous ces feuillets forment entre eux un tout indivisible, un seul et même acte. « Lorsque, dit Demolombe, t. IV, nº 128, la liaison des différentes feuilles est reconnue, il n'y a pas même à distinguer si elles sont ou ne sont pas cotées et paraphées. » V. également Aubry et Rau, t. VII, § 668; Troplong, Don. et test., t. III, nº 1473. Cass. 9 juin 1869 (D. 69.1.495). La Cour de Nîmes a admis que le testament commencé sur des feuillets peut se terminer sur l'enveloppe et que la signature peut alors figurer sur celle-ci. Nîmes 22 novembre 1892 (Gaz. Pal. 93.1.32) et la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé contre cet arrêt : V. Cass. 28 mai 1894 (Gaz. Pal. 94.1.735 — D. 94.1.533). Mais, pour statuer ainsi, la Cour de Nîmes avait relevé cette circonstance que, sur l'enveloppe, figurait nne véritable disposition testamentaire. Ici, rien de semblable. La Cour de Paris semble donc aller plus loin que les juridictions précédentes, mais il paraît néanmoins que sa décision doit être approuvée.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.)

20 juin 1900.

Présidence de M. Baudoin.

NOM PATRONYMIQUE. — SOCIÉTÉ. — CONFUSION.

Bien que leur objet ne soit pas le même, que l'une soit civile et l'autre commerciale, deux sociétés, si elles concourent, même par des moyens différents, au même but ne peuvent porter la même dénomination sans risquer de créer au profit de l'une une confusion préjudiciable à l'autre.

C'est ainsi qu'une société civile dénommée Société de Saint-Jean et fondée pour le développement de l'art chrétien est en droit de faire interdire à une société commerciale, ayant pour but l'impression de livres liturgiques, de prendre également le nom de Société de Saint-Jean.

Société de Saint-Jean
c. Société de Saint-Jean l'Evangéliste.

Le Tribunal,

En ce qui concerne Desclée, Lefebvre et Cie :

Attendu que l'action introduite par la Société de Saint-Jean a pour objet de faire ordonner que les défendeurs soient tenus, sous une astreinte pénale, de supprimer de leurs enseignes, catalogues, bulletins et autres publications la dénomination de Société de Saint-Jean ou celle de Société de Saint-Jean l'Evangéliste;

Attendu que la société demanderesse a été reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 6 mars 1888; que, depuis cette époque, elle est régulièrement investie du nom de Société de Saint-Jean;

Attendu que la Société commerciale Desclée, Lefebvre et Cie, de Tournay, a été fondée en 1872 sous la dénominalion de Société de Saint-Jean-l'Evangéliste; qu'on ne saurait donc lui contester ce titre dont elle était en possession dès une époque bien antérieure à la fondation de la société demanderesse; mais qu'il n'en est pas de même de celui de Société de Saint-Jean;

Attendu, sans doute, en fait, que, par suite d'une abréviation qui s'explique tout naturellement, la Société Desclée, Lefebvre et Cie était parfois désignée sous le nom de « Société de Saint-Jean Ev. » ou même sous celui de « Société de Saint-Jean »; que ce fait n'avait pas grande importance, tant que la société se bornait à exercer son industrie à Tournay et à Lille; mais que, plus tard, elle a établi une maison à Paris, siège de la demanderesse;

Attendu qu'après avoir tout d'abord désigné sa maison sous le nom de Société de Saint-Jean l'Evangéliste, qui était le sien et qui était à l'abri de toute critique, elle a récemment remplacé son enseigne primitive par celle de « Liturgie de la Société de Saint-Jean »; que cette désignation nouvelle, qui figure aujourd'hui non seulement sur son enseigne, mais aussi sur ses catalogues et publications, est de nature à porter atteinte aux droits de la demanderesse et à nuire à ses intérêts;

Attendu, sans doute, que l'objet des deux sociétés n'est pas le même; que la Société de Saint-Jean a

plus spécialement pour but le développement de l'art chrétien par l'enseignement, les expositions, les concours et les récompenses décernées ; que la Société de Saint-Jean l'Evangéliste, société commerciale, a pour objet l'impression, en particulier celle des livres liturgiques ; que, cependant, les deux sociétés ont un domaine commun ;

Attendu que non seulement elles concourent toutes deux, par des moyens différents, au développement de l'art chrétien, mais qu'elles publient l'une et l'autre des bulletins, images, chromolithographies, éditions illustrées ; qu'une confusion est d'autant plus facile que la Société Desclée, Lefebvre et Cie est installée dans le voisinage immédiat de la demanderesse et de son représentant ; que, pour éviter cette confusion et sauvegarder tous leurs droits, il suffira d'ordonner que Desclée, Lefebvre et Cie rétablissent sur leur enseigne et dans leurs publications la dénomination véritable de leur société, c'est-à-dire celle de Société de Saint-Jean l'Evangéliste ;

En ce qui concerne Desclée, de Brouwer et Cie ;

Attendu que cette société, bien que poursuivant le même but que la Société Desclée, Lefebvre et Cie, en est cependant distincte ; qu'elle déclare dans ses conclusions qu'elle n'a jamais adopté la dénomination de « Société de Saint-Jean », mais bien celle de « Société de Saint-Augustin », sous laquelle elle a été fondée ; qu'il y a lieu de donner acte à la demanderesse de cette déclaration ;

Attendu, toutefois, que la Société Desclée, de Brouwer et Cie, occupant le même magasin à Paris que la Société de Saint-Jean l'Evangéliste, ayant le même représentant et faisant le commerce sous la même enseigne, il convient de la maintenir en cause ;

Sur les dommages-intérêts :

Attendu qu'il n'est justifié, quant à présent, d'aucun préjudice ;

Par ces motifs,

Dit que, dans la quinzaine de la signification du présent jugement, les défendeurs seront tenus de supprimer de leur enseigne la Société de Saint-Jean, à moins qu'elle ne soit suivie, en caractères identiques, du mot l'Evangéliste, et ce à peine d'une astreinte de 5 francs par jour de retard pendant un mois, passé lequel délai il sera fait droit ;

Dit qu'à l'avenir les défendeurs ne pourront, dans leurs catalogues, bulletins, livres liturgiques ou autres publications, user de la dénomination de « Société de Saint-Jean » que dans les conditions qui viennent d'être précisées, et ce, à peine de 10 francs de dommages-intérêts, par chacune des trente premières contraventions constatées, après lesquelles il sera fait droit ;

Condamne les défendeurs aux dépens pour tous dommages-intérêts ;

M. Bender et Héry (du barreau de Lille) av.

Note. — Le principe est certain, en ce qui concerne les sociétés commerciales : V. Caen 17 janvier 1894 G. P. Pal 94.1.105). De même, il a été jugé, au point de vue purement civil, que l'usage exclusif d'un pseudonyme constitue une propriété qui donne à celui qui la détient le droit de s'opposer à ce que tout autre s'en empare pour créer à son préjudice une confusion regrettable : Trib. civ. Seine 22 juillet 1896 (Gaz. Pal. 96.2.194).

TRIBUNAL CIVIL DE LYON (3e Ch.)

14 juin 1900.

Présidence de M. Genevey.

LOUAGE D'OUVRAGE ET DE SERVICES. — JOURNAL. — RÉDACTEUR. — CONGÉDIEMENT. — INDEMNITÉ.

Le rédacteur d'une feuille périodique quotidienne très ancienne et très répandue dans une région où elle représente les idées et les opinions politiques d'un certain parti, ne saurait être assimilé à un serviteur à gages ; il est pour ainsi dire l'âme de ce journal, il en représente l'esprit et contribue à sa vie, il fait partie de sa vie et est si bien identifié avec lui qu'il en partage la bonne et la mauvaise fortune, et il n'est, par suite, pas permis, en l'absence de motifs sérieux, de le congédier sans indemnité.

Boubée c. *Le Salut public.*

Le Tribunal,

Attendu que les parties sont d'accord sur ce fait que, de 1880 à 1897, Boubée a été employé comme rédacteur par le journal *Le Salut public* qui le rémunérait de sa collaboration quotidienne par un traitement annuel de 4,800 francs ; que c'est seulement au cours de l'année 1897 que ce traitement fut réduit à 3,000 francs, le rédacteur ne devant plus produire que deux ou trois articles par semaine et que cette réduction de 1,800 francs, comme la nouvelle de 1,000 francs qui a été proposée récemment à Boubée, n'a pas d'autre cause que les changements de direction survenus dans la société du journal qui a trouvé bon, soit de faire des économies, soit de multiplier le nombre des rédacteurs ; qu'en effet, aucun grief soit relatif à sa capacité, soit en ce qui pourrait concerner l'esprit ou la tendance politique de ses articles, n'est fait sérieusement à Boubée, de sorte que le moyen de droit invoqué par le journal à l'appui de sa prétention ne se fonde que sur la faculté de résiliation qui doit exister, selon la société défenderesse, à toute époque, aussi bien à son profit qu'à l'avantage du demandeur s'il avait jugé à propos d'en user ;

Attendu qu'il ne saurait être question en la cause d'un louage d'ouvrage ; que le rédacteur d'une feuille périodique de l'importance du *Salut public*, journal quotidien très ancien et très répandu dans la région où il représente les idées et les opinions politiques

d'un certain parti, ne saurait être assimilé à un serviteur à gages, tels que peuvent être dans une imprimerie les compositeurs; que le rédacteur d'une feuille politique est pour ainsi dire l'âme de ce journal; qu'il en représente l'esprit et contribue à sa vie, fait partie de son existence, est si bien identifié avec lui qu'il en partage la bonne et la mauvaise fortune; qu'ainsi le gérant d'un journal peut être inquiété à cause d'un article d'un rédacteur, mais que si le rédacteur a signé, il est poursuivi en même temps que lui;

Attendu que tel a été l'esprit de la jurisprudence dans les divers arrêts qui ont statué sur la matière et que c'est à la lumière de ces principes que la doctrine a toujours résolu les questions qu'elle a dû examiner sur les relations juridiques existant entre les rédacteurs de journaux et les feuilles publiques qui les emploient; que ces circonstances de fait ne sauraient être ignorées par la société défenderesse qui les a déjà vu consacrer à son encontre par un jugement de ce tribunal rendu le 14 août 1878;

Attendu qu'aux termes de l'art. 1780 nouveau C. civ., lequel ne fait que consacrer les principes édictés déjà par l'ancien, il est ordonné au juge de tenir compte dans la fixation des dommages-intérêts ou de l'indemnité à allouer en cas de résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants, de la nature des services engagés, du temps écoulé et en général de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé;

Attendu que la réduction d'appointements proposée sans raison à Boubée ne peut être considérée que comme une forme de congé; que l'exercice d'une semblable résiliation ne saurait, en l'espèce, se concilier ni avec le droit, ni avec l'équité; qu'il ne saurait être, en effet, permis, en l'absence de motifs sérieux, de congédier sans indemnité un écrivain engagé depuis de nombreuses années et pour un genre d'articles déterminé dans la rédaction d'un journal important et moyennant un traitement en rapport avec le concours qu'il prête à la publicité de ce journal;

Attendu que le tribunal trouve dans les documents versés aux débats et dans les renseignements recueillis le moyen de déterminer l'indemnité qui est également due à Boubée; qu'en fixant cette indemnité à 3,000 francs, c'est-à-dire au traitement annuel qui lui avait été alloué et qu'il avait accepté, il croit faire une juste appréciation du préjudice causé;

Par ces motifs,

Déclare fondée l'action intentée par Boubée contre le journal *Le Salut Public*;

Condamne la société défenderesse au paiement de 3,000 francs à titre d'indemnité de renvoi et aux intérêts de cette somme à partir de la demande;

La condamne, en outre, aux dépens.

Note. — Les principes consacrés par le jugement recueillis sont généralement reconnus pour exacts par la jurisprudence. V. notamment : Cass. 31 août 1864 (D. 64. 1.372); 4 août 1865 (D. 65.2.138); 19 août 1867 (D. 67.1. 372); Paris 11 janvier 1890 (Gaz. Pal. 90.1.226); Besançon 30 décembre 1896 (Gaz. Pal. 97.1.164); Trib. civ. Seine 14 avril 1897 (Gaz. Pal. 97.1.600) et les notes sous ces décisions dans notre recueil.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BLOIS

1er juin 1900.

Présidence de M. Leydeker.

EXPLOIT. — MATIÈRES CRIMINELLES. — CITATION DIRECTE. — ÉLECTION DE DOMICILE. — PLAIGNANT. — ART. 183 C. INST. CRIM.

L'art. 183 C. inst. crim. ne prescrit pas, à peine de nullité de la citation directe en police correctionnelle, l'élection d'un domicile pour le plaignant dans la ville où siège le tribunal.

Cette omission ne pourrait avoir pour effet que de rendre le plaignant irrecevable à se prévaloir du défaut de notification par le ministère public ou le prévenu des actes qui, aux termes de la loi, auraient dû lui être signifiés.

Michon c. Joseph.

LE TRIBUNAL,

Attendu que suivant exploit de Lapaix, huissier à Orléans, en date du 21 mai 1900, enregistré, Michon a assigné Joseph devant le tribunal correctionnel de céans comme prévenu d'avoir commis à son préjudice un abus de confiance, en disposant indûment de moutons qu'il aurait reçus de lui à titre de cheptel;

Attendu que le prévenu argue de nullité *in limine litis* la citation susdatée, motif pris de ce que ladite citation ne renferme, contrairement aux prescriptions de l'art. 183 C. inst. crim., aucune élection de domicile pour le plaignant dans la ville où siège ce tribunal;

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 1030 C. pr. civ. dont le principe est général et s'applique même en matière correctionnelle, aucun exploit ou acte de procédure ne peut être déclaré nul, si la nullité n'en est actuellement prononcée par la loi;

Attendu que l'art. 183 C. inst. crim. n'édicte aucune nullité; que, d'autre part, l'élection de domicile qu'il impose au plaignant n'a pour but que de rendre plus expéditives et plus économiques les significations que peuvent avoir à faire au plaignant, soit le prévenu, soit le ministère public (art. 118, 87 et 205 C. inst. crim.);

Attendu que cette formalité n'est pas substantielle à la citation, dont le but juridique unique est de saisir le tribunal du délit qu'elle précise; que l'omission de cette formalité ne nuit en rien aux droits de la défense; qu'elle rendrait seulement le plaignant irrecevable à se prévaloir du défaut de notification, par le prévenu ou le ministère public,

des actes qui, aux termes de la loi, auraient dû lui être signifiés (art. 68 C. inst. crim.);

Attendu que le tribunal régulièrement saisi doit statuer;

Par ces motifs,

Rejette la fin de non-recevoir, ordonne qu'il sera passé outre aux débats;

Réserve les dépens.

M. CRAPONNE subst. proc. gén. — Mes Charles SIMON et GOUHYER (ce dernier du barreau d'Orléans) av.

Note. — La jurisprudence ne paraît pas s'être prononcée récemment sur le point de doctrine tranché par la décisiou ci-dessus. On peut citer dans le sens du jugement recueilli Code I. cr. annoté, sous l'art. 183 et Dalloz Rép., vo Exploit au Rép. Alph., no 716.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE DOLE

13 avril 1900.

Présidence de M. Blondeau.

ATTENTAT AUX MŒURS. — OUTRAGES AUX BONNES MŒURS. — PUBLICITÉ.

L'outrage aux bonnes mœurs n'est punissable qu'autant qu'il est public, et la publicité ne ressort que de la vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution gratuite sur la voie publique ou dans les lieux publics.

L'exposition existe lorsque l'écrit est étalé, qu'on en peut prendre connaissance en jetant simplement le regard sur lui; mais il n'y a pas exposition lorsque les écrits incriminés sont enfermés dans des enveloppes cachetées qui les dérobent aux regards des passants.

La distribution d'écrits obscènes sur la voie publique ne peut être retenue que lorsqu'un fait personnel d'offre ou de remise d'écrit est établi contre le prévenu.

Min. pub. c. femme Demas.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, dans la soirée du 29 novembre 1899 et la matinée du 30 même mois, de nombreuses enveloppes cachetées, contenant des écrits diffamatoires et obscènes au plus haut degré et portant la suscription: « Lisez s. v. p. », ont été répandues dans les rues d'Orchamps;

Attendu que, si blâmable que soit le procédé employé pour obtenir le départ d'un prêtre jusqu'alors respecté et atteindre dans leur honneur et leur délicatesse des personnes dont l'honorabilité est incontestable, si regrettable qu'il soit de laisser sans répression des faits aussi attentatoires à la morale publique, il importe de rechercher si les dispositions de la loi pénale sont applicables au délit visé par la citation dans les circonstances de fait relevées plus haut;

Attendu que la poursuite est basée sur l'exposition sur la voie publique d'écrits obscènes, délit prévu et puni par l'art. 1er de la loi du 16 mars 1898;

Attendu que cette loi n'a eu pour but que de compléter par des dispositions additionnelles la loi du 2 août 1882 réprimant les outrages aux bonnes mœurs;

Attendu que les lois pénales sont restrictives et qu'on ne peut en étendre le sens pour les appliquer à des cas qui ne sont pas visés expressément;

Attendu que l'outrage aux bonnes mœurs n'est punissable qu'autant qu'il est public et commis dans les circonstances prévues par les dispositions nouvelles de la loi de 1898; que le législateur a pris soin de désigner les différents modes de publicité, vente, offre, exposition, affichage ou distribution gratuite sur la voie publique ou dans les lieux publics; que la publication par exposition était déjà prévue par la loi du 2 août 1882 et la loi du 29 juillet 1881, art. 28; que, dans ce dernier article, alinéa final, le sens du mot exposition a été nettement déterminé: « exposé au regard du public »; que ce terme s'applique évidemment à l'écrit étalé, dont on peut prendre connaissance en jetant simplement dessus le regard; qu'il ne faut pas confondre l'exposition d'un écrit avec le dépôt de cet écrit, qui ne constituerait la publicité que si l'écrit était mis en évidence;

Attendu, en fait, que les lettres incriminées étaient placées sous des enveloppes qui les dérobaient aux regards des passants et que les témoins n'ont pu en prendre connaissance que par un acte personnel de leur part et étranger à la prévenue, qui ne peut dès lors en supporter les conséquences légales;

Attendu que les faits relevés à la charge de la prévenue ne constituent pas un autre mode de publication tel que offre ou distribution, dans lequel un acte personnel d'offre ou de remise d'écrit par le prévenu aurait été nécessaire; qu'ainsi l'on ne rencontre pas dans les circonstances de la cause les éléments de publicité nécessaire pour caractériser le délit d'outrages aux bonnes mœurs imputé à la femme Demas; qu'il y a lieu, dès lors, de l'acquitter;

Par ces motifs,

Acquitte la femme Demas et la renvoie des fins de la poursuite sans peine ni dépens.

Note. — V. sur ce point: Trib. corr. Versailles 12 décembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.156); Trib. corr. Seine 19 juillet 1895 (Gaz. Pal. 93.2.144).

201

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

31 mai 1900.

Présidence de M. Lœw.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — JOURNAL. — GÉRANT. — CITATION EN POLICE CORRECTION-

NELLE. — SIGNIFICATION AUX BUREAUX DU JOURNAL. — VALIDITÉ.

Les citations et autres actes de procédure, concernant le gérant du journal pris en cette qualité, peuvent lui être signifiés au siège même du journal.

Rouleau.

LA COUR,

Sur le moyen pris de la violation des art. 187 C. d'instr. crim. et 56 de la loi du 29 juillet 1881, en ce que la citation du 16 novembre dernier, par laquelle le demandeur était appelé à comparaître pour entendre statuer sur son opposition au jugement par défaut du 23 juin précédent, n'aurait été notifiée ni à son domicile personnel, ni au siège du journal dont il était le gérant ;

Attendu, en droit, que les citations et autres actes de procédure, concernant le gérant d'un journal pris en cette qualité, peuvent lui être notifiés au siège même du journal ; que cela résulte notamment des art. 18, 12 et 13 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Attendu qu'il n'est pas contesté que Rouleau était poursuivi en sa qualité de gérant du journal *le Nouveau Journal;*

Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué qu'à la date du 16 novembre 1899, *le Nouveau Journal* avait son siège rue Vieille-Tour, 6; que l'arrêt fait résulter ce fait de ce que la citation porte qu'elle a a été notifiée audit domicile par l'huissier parlant à l'employé de Rouleau;

Attendu, il est vrai, que Rouleau prétend ne s'être plus occupé du *Nouveau Journal* depuis le 18 octobre 1899, et affirme que la maison de la rue Vieille-Tour, n° 6, n'est pas et n'a jamais été le siège du *Nouveau Journal*, qui n'existe plus; mais que ces allégations ne sauraient prévaloir contre les constatations de l'arrêt et les attestations de la citation ;

Attendu que, dans ces conditions, l'arrêt attaqué n'a pas violé les textes susvisés en déclarant que la citation avait été valablement laissée rue Vieille-Tour, n° 6 ;

Attendu, au fond, que les faits souverainement constatés par l'arrêt justifient les qualifications qu'il leur a données et les condamnations qu'il a prononcées; qu'il est, d'ailleurs, régulier en la forme ;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Rouleau contre l'arrêt de la Cour de Bordeaux (Ch. corr.) du 30 janvier 1900.

MM. ACCARIAS rapp.; FEUILLOLEY av. gén. M° MORET av.

Note. — La Cour de cassation s'était prononcée en ce sens sous l'empire de la législation antérieure à la loi du 29 juillet 1881 sur la presse : Cass. 25 avril 1846 (S. 46.1. 718). Divers arrêts des cours d'appel sont également intervenues dans le même sens sous l'empire de la loi actuelle : Rennes 15 janvier 1882 (S. 82.2.236 — D. 82.2.149). Dans l'espèce actuelle, la Cour de cassation, on le voit, sanctionne définitivement cette jurisprudence, approuvée d'ailleurs par les auteurs : Fabreguettes, Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse, t. II, n° 2014; Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Presse-outrage-diffamation, n° 518.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re CH.)

9 mai 1900.

Présidence de M. Berchon.

1° TESTAMENT. — INTERPRÉTATION.
2° CAPACITÉ DE DISPOSER ET DE RECEVOIR. — DIACONAT PROTESTANT. — LEGS. — NULLITÉ. — BUREAU DE BIENFAISANCE. — INCAPACITÉ.

1° Si en matière d'interprétation de testament, c'est à la supposition qui fait valoir l'acte de dernière volonté plutôt qu'à celle qui l'annule qu'il faut s'arrêter, du moins n'en saurait-il être ainsi lorsque le testament, par les termes clairs, nets et précis dont s'est servi son auteur ne laisse place à aucune interprétation.

2° La libéralité, contenue dans un testament et faite au diaconat des pauvres protestants, lequel étant sans existence légale est sans qualité pour accepter cette libéralité, ne peut être attribuée au bureau de bienfaisance, même si celui-ci n'en devait faire profiter que les pauvres protestants, s'il est établi que le diaconat, bénéficiaire des legs, n'a pas pour unique mission de soulager lesdits pauvres.

C'est aux héritiers naturels du testateur que doit aller cette libéralité.

Bureau de bienfaisance du Havre
c. consorts Kronheimer.

A la date du 3 juin 1899, le Tribunal civil du Havre avait rendu le jugement suivant :

« Attendu que, par son testament olographe, en date du 24 février 1892, Ferdinand Kronheimer, aujourd'hui décédé, a déclaré léguer une somme de 3,000 francs au diaconat des pauvres protestants;

« Attendu que, le diaconat n'ayant pas d'existence légale et n'ayant point conséquemment qualité pour accepter cette libéralité, M. le maire de la ville du Havre est intervenu en sa qualité de président de la commission administrative du Bureau de bienfaisance, c'est-à-dire de représentant des pauvres et a assigné les héritiers Kronheimer en délivrance de ce legs;

« Attendu que le legs de 3,000 francs est fait

en termes exprès « au diaconat des pauvres pro- « testants »; que, si on s'en rapporte au sens littéral des mots, on est obligé de reconnaître que c'est le diaconat qui est institué légataire;

« Attendu que ce sens littéral correspond aussi à l'intention certaine du testateur; que M. Kronheimer appartenait à la religion protestante; qu'il est constant et reconnu que M. Kronheimer portait un intérêt particulier au diaconat; que, pendant près de quarante ans, il a été un des bienfaiteurs de ce service; qu'il a même, pendant de longues années et jusqu'à son décès, rempli les fonctions de diacre; que c'est à la même pensée et au même sentiment qu'il a obéi en instituant le diaconat;

« Attendu que, vainement, M. le maire ès qualités fait-il observer que le diaconat a pour attribution essentielle l'assistance des pauvres et des malades et veut-il en conclure qu'en réalité ce sont surtout les pauvres que Kronheimer a entendu favoriser et que ce sont eux qui sont les bénéficiaires et les titulaires du legs;

« Attendu que les testaments doivent être interprétés et exécutés conformément à la volonté du testateur; qu'ici, cette volonté s'est clairement et nettement traduite; que c'est au diaconat que le legs s'adresse; que c'est le diaconat qui est seul gratifié;

« Attendu que considérer comme légataires non pas le diaconat, mais les pauvres, serait non plus interpréter le testament, mais le modifier et le transformer; que c'est donc à tort que M. le maire du Havre réclame, en qualité de représentant de la commission administrative du bureau de bienfaisance, la délivrance de ce legs;

« Attendu qu'en admettant d'ailleurs que les pauvres soient les véritables institués, la demande du maire du Havre, telle qu'elle est formulée, devrait encore être repoussée par un double motif;

« Attendu qu'en premier lieu, il demeurerait tout au moins certain : 1° que les pauvres dont s'agit seraient exclusivement les pauvres professant la religion protestante; 2° que Kronheimer entendait que la somme léguée fût distribuée par les soins du diaconat en toute liberté et à sa guise;

« Attendu que les héritiers Kronheimer ne pourraient donc être contraints à effectuer la délivrance que tant et autant que le bureau de bienfaisance se serait, au préalable, engagé à verser immédiatement le montant du legs aux mains du diaconat et à lui laisser le soin de le distribuer à son gré;

« Attendu qu'aucune obéissance de ce genre n'ayant été souscrite par le bureau de bienfaisance, sa demande procéderait encore mal;

« Attendu qu'en second lieu, la circonscription paroissale protestante du Havre comprend non seulement la ville du Havre, mais encore de Sanvic, Bléville, Graville et Sainte-Adresse; que, de même, le diaconat étend sa sphère d'action sur les populations de ces diverses communes; que, par suite, les pauvres qui auraient été institués seraient non pas seulement les pauvres protestants de la ville du Havre, mais aussi les pauvres protestants des autres parties de la circonscription du diaconat; que les pauvres protestants du Havre n'auraient donc pas droit à la somme entière de 3,000 francs; qu'à ce point de vue également, la demande du bureau de bienfaisance devrait donc être rejetée;

« Par ces motifs,

« Déboute M. le maire du Havre, en sa qualité de président de la commission administrative du bureau de bienfaisance du Havre, de ses demandes, fins et conclusions et le condamne aux dépens. »

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Attendu qne les premiers juges ont sainement interprété la disposition litigieuse en décidant que le diaconat protestant était le seul bénéficiaire de la libéralité du testateur;

Attendu, en effet, que rien, ni dans le texte de la clause testamentaire, ni dans les intentions présumées de son auteur, ne permet de supposer que les pauvres protestants aient été gratifiés, soit directement, soit par l'intermédiaire du diaconat; que le diaconat protestant dont Kronheimer faisait partie et dont il connaissait bien toutes les charges, n'a pas uniquement pour mission de soulager les pauvres protestants, et que ce serait interpréter arbitrairement les intentions du testateur et transformer son œuvre testamentaire, que d'attribuer aux pauvres protestants le bénéfice de la libéralité;

Attendu que, si, en matière d'interprétation de testament, c'est à la supposition qui fait valoir l'acte de dernière volonté plutôt qu'à celle qui l'annule, qu'il faut s'arrêter, cette règle de droit est inapplicable dans la cause où, sans aucun doute possible, c'est au diaconat que Kronheimer a donné et légué en termes formels;

Attendu que, si la libéralité est caduque comme étant faite à une institution sans qualité pour recevoir, il apparaît des circonstances de la cause que le testateur s'en est rapporté sur ce point à la bonne foi et à la délicatesse de ses héritiers, qui d'ailleurs se sont fidèlement acquittés de cette mission de confiance;

Attendu que ce motif est péremptoire, qu'il entraîne à lui seul le rejet des conclusions tant princi-

pales que subsidiaires du bureau de bienfaisance, lesquelles supposent nécessairement que les pauvres sont les bénéficiaires du legs, contrairement à ce qui vient d'être dit;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires,

Confirme.

M. O. Réguis av. gén. — Mes O. Marais et Frank Basset (du barreau du Havre) av.

Note. — I. — Sur le premier point : Ainsi que le dit l'arrêt rapporté, si la règle est que le testateur a voulu faire une disposition produisant effet, V. Amiens 16 février 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Testament, n° 40), du moins n'appartient-il pas au juge, pour arriver à faire produire effet à une clause nulle, de dénaturer celle-ci. V. Poitiers 16 mai 1894 (Gaz. Pal. 94.1.714); Cass. 9 novembre 1896 (Gaz. Pal. 96.2.670); Trib. civ. Saint-Jean-d'Angély 7 février 1896 (Gaz. Pal. 96.1. supp. 22).

II. — Sur le deuxième point : La nullité de legs faits à un diaconat protestant avait déjà été prononcée. V. Trib. civ. Le Havre 3 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2, v° Capacité de disposer n° 15.) Sur le droit du bureau de bienfaisance de se substituer au légataire incapable pour distribuer l'argent aux pauvres, V. Trib. civ. Marseille 1er mai 1890 (Gaz. Pal. 90.2.599.)

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-SEVER

25 mai 1900.

Présidence de M. Monlezun.

FILIATION LÉGITIME. — 1° DÉSAVEU. — INSTANCE EN SÉPARATION DE CORPS. — CARACTÈRE PÉREMPTOIRE — 2° PREUVE DE LA PATERNITÉ. — FAIT A PROUVER. — RENCONTRES. — RAPPROCHEMENT INTIME.

1° *Aux termes de l'art. 313, al. 2 C. civ., le désaveu du mari, en instance de séparation de corps, est par lui-même péremptoire, si l'enfant est né trois cents jours après l'ordonnance du président qui a fait cesser l'habitation commune, sauf, pour la mère et le tuteur* ad hoc *de l'enfant, le droit de le combattre à l'aide de la preuve spéciale exigée par l'art. 313, al. 2,* in fine.

2° *Cette preuve est inopérante, et, par suite, irrecevable, si elle ne porte pas sur des circonstances précises de nature à donner un caractère puissant de probabilité à un rapprochement intime entre les époux.*

Lacazedieu c. Lannegrand.

Le Tribunal,

Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence qu'aux termes de l'art. 313 § 2 C. civ. le désaveu du mari, en instance de séparation de corps, est péremptoire et doit nécessairement être admis, si l'enfant est né trois cents jours après l'ordonnance du président qui a fait cesser l'habitation commune, à moins que, par voie d'exception, les défendeurs n'établissent qu'à l'époque de la conception, il y a eu entre les époux une réunion ou rencontre dans des circonstances devant faire supposer un rapprochement intime;

Attendu qu'il n'a pas encore été statué sur l'instance en séparation de corps pendante entre Bertrand Lacazedieu et Julie Lannegrand; que l'ordonnance du président, qui autorise Julie Lamegrand à vivre séparément de son mari, a été rendue le 16 décembre 1898, et que, le 18 novembre 1899, c'est-à-dire trois cent trente-deux jours après ladite ordonnance, cette femme, suivant extrait en date du lendemain des actes de l'état civil d'Amon, donnait le jour à l'enfant prénommé Victor, l'un des défendeurs au procès;

Attendu que, par exploit en date du 14 décembre 1899, de Bun, huissier à Amon, Bertrand Lacazedieu a intenté à Julie Lannegrand et à Victor une action en désaveu de paternité contre ce dernier;

Attendu qu'étant donnés les faits qui précèdent et l'application des règles susvisées, cette action doit, en principe, être accueillie sans que le demandeur ait à rapporter d'autres justifications;

Attendu, cependant, que Julie Lannegrand, usant de son droit d'exception, soutient que, depuis l'ordonnance du 16 décembre 1898 jusqu'au mois de mai 1899, elle a eu plusieurs réunions de fait avec son mari, et, à cet effet, offre de prouver par témoins : 1° que les deux maisons de Lacazedieu et de Lannegrand où elle s'était retirée ne sont situées qu'à 100 mètres environ l'une de l'autre; 2° qu'en allant conduire les vaches de son frère, elle a eu des rencontres fréquentes avec son mari dont les champs sont voisins; 3° que ce dernier lui parlait, lui demandant d'exécuter pour lui et pour sa fille née d'un précédent mariage des travaux à l'aiguille; 4° que tous les deux se rencontraient encore fréquemment et qu'on les a vus s'aborder sur la route qui conduit de Berdillon à Amon (vieille route de Nassiet), le soir à l'heure où elle revenait de coudre chez Lalanne, tailleur à Amon; 5° qu'on les a vus au marché d'Amon se promener ensemble et elle-même aider son mari à choisir des étoffes; 6° et que Lacazedieu a dit à certaines personnes que maintenant il était content et que sa femme allait revenir avec lui;

Mais, attendu que le premier fait offert en preuve et d'ailleurs nullement contesté, n'a pas d'importance et que les autres, seraient-ils établis, ne sont pas suffisamment précis et circonstanciés pour faire supposer que, dans ces rencontres en plein air dont, du reste, la plupart peuvent s'expliquer soit par la contiguité des propriétés, soit par la sollicitude de Lacazedieu pour sa fille, il y a eu entre les époux des rapprochements ou rapports intimes, et que, si, à ce point de vue, il pouvait, à la rigueur, subsister un doute relativement aux rencontres des époux Lacazedieu, le soir, sur la route, au sortir de

lier du tailleur, Julie Lannegrand a pris elle-même le soin de le dissiper, dans une lettre, versée aux débats, qu'elle a adressée au président et qui contient le passage suivant : « Si je n'avais pas peur de mon mari, « qu'il m'assassine », on me logerait et j'aurais le travail presque tous les jours chez un maître tailleur; l'autre semaine, il était pressé de travail; il me dit d'aller lui aider; j'y ai été quelques jours. Comme les jours sont courts, il faut coudre jusqu'à 7 heures du soir. Je vois tous les soirs mon mari par le chemin ; heureusement, mon père vient me chercher tous les soirs pour « éviter » quelque « malheur »; une nuit, mon père était occupé, ma sœur vint me chercher, mon mari nous « cherche dispute », impossible de me retirer toute seule » ;

Attendu, dès lors, que cette offre en preuve n'étant ni pertinente ni concluante, il n'y a pas lieu de s'y arrêter;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

Sans s'arrêter à l'offre de preuve articulée par Julie Lannegrand;

Déclare recevable en la forme et juste au fond le désaveu de paternité que Bertrand Lacazedieu a élevé par l'exploit du 14 décembre 1899, contre l'enfant, prénommé Victor, inscrit aux registres de l'état civil des naissances de la commune d'Amon, le 19 novembre 1899, comme né la veille à 4 heures du soir de lui, Lacazedieu et de Julie Lannegrand, son épouse;

Ordonne, en conséquence, que cet enfant ne pourra porter le nom de Lacazedieu, qui n'est pas son père et à la famille duquel il ne peut appartenir; que le présent jugement sera transcrit à la suite, sur les registres des naissances de la commune d'Amon; que mention en sera faite en marge de l'acte de naissance du 19 novembre 1899 par les soins tant de l'officier de l'état civil de cette commune que du greffier du tribunal;

Fait défense à tout dépositaire d'en délivrer extrait ou expédition, sans transcrire la mention dont il vient d'être parlé;

Condamne solidairement Julie Lannegrand et Jean Lannegrand, tuteur de l'enfant ès qualité, en tous les dépens.

Note. — I. — Sur le premier point : L'art. 313, al. 2, modifié par la loi du 18 avril 1886, qui reproduit, en l'étendant au divorce, l'ancien art. 313, al. 2, issu de la loi du 6 décembre 1850, est ainsi conçu : « En cas de jugement ou même de demande soit de divorce, soit de séparation de corps, le mari peut désavouer l'enfant né trois cents jours après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé, et moins de cent quatre-vingt jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation. L'action en désaveu n'est pas admise, s'il y a eu réunion de fait entre les époux. » Or, on a discuté assez longtemps sur le point de savoir si le désaveu du mari, en ce cas, était par lui-même péremptoire. La majorité de la doctrine et de la jurisprudence décidait qu'il suffisait à faire tomber la présomption de paternité, en d'autres termes que, quant à ses effets, il était assimilé au désaveu visé par l'art. 312 : Demante, Cours anal. 12, t. II, n° 40 *bis*, p. 157; Mourlon, Répét., t. I^er^, p. 433; Coin-Delisle, Rev. crit. de jur., t. VI, p. 212; Demolombe, Paternité et filiation, n° 55 *bis*; Aubry et Rau, t. XVI, § 545, note 62; Paris 18 février 1854 (S. 54.2.82) et 23 novembre 1857 (S. 58.2.589); Bordeaux 16 juin 1858 (D. 59.2. 14); Nancy 12 janvier 1861 S. 61.2.307 — D. 61.5.236). — Au contraire, d'autres auteurs et d'autres décisions de jurisprudence prétendaient que le mari ne peut, par sa simple dénégation, faire tomber la présomption *Pater is est...*, mais qu'il peut faire preuve contre elle, en prouvant tous les faits propres à justifier qu'il n'est pas le père; en d'autres termes, que, quant à ses effets et à ses conditions de succès, le désaveu de l'art. 313, al. 2 était assimilé, non au désaveu visé par l'art. 312, mais à celui visé par l'art. 313, al. 1 : V. Marcadé, t. II, sur art. 313, n° 4; et Amiens 30 juin 1853 (S. 54.2.81 — D. 53.2.311).

Cette seconde opinion se basait sur un passage du rapport de M. Demante, auteur et rapporteur de la proposition de loi qui est devenue la loi du 6 décembre 1850, ajoutant à l'art. 313 son deuxième alinéa, reproduit par la loi du 16 avril 1886. « Il n'est aujourd'hui question, disait ce rapport, ni de faire cesser de plein droit, par l'effet de la séparation de corps, la présomption de paternité, ni même d'attribuer au simple désaveu du mari un effet péremptoire » (Mon. off. 1850, n° 222, p. 2796 — D. 50.4.207). Mais cette proposition a été amendée par M. de Vatimesnil et M. Valette, et ce dernier en a rétabli le sens exact dans une lettre écrite à M. Arbey, président du Tribunal civil de Laon, et dans laquelle il dit : « Mon amendement a été voté sans contestation et de l'assentiment unanime de la commission... Le sens fondamental et le but de l'amendement est, à la différence du projet primitif, de rendre le désaveu du mari péremptoire, sauf le cas de réunion des époux, ce dernier fait étant prouvé par la femme ou par le tuteur *ad hoc* de l'enfant en forme d'exception ou de défense à l'action du mari » (S. 58.2.989).

Dans ces conditions, l'accord devait se faire dans la jurisprudence au profit de l'opinion qui attribuait un effet péremptoire au désaveu du mari; et, en effet, les décisions rendues sur la matière depuis une vingtaine d'années se sont ralliées unanimement à cette opinion que consacre le jugement reproduit ci-dessus. V. notamment : Caen 22 décembre 1880 (S. 81.2.161 — D. 82.2.53); Trib. civ. Loudun 16 juillet 1881 (Gaz. Pal. 82.1.110); 6 ou 11 janvier 1887 (D. 87.2.77); Trib. civ. Lyon 17 janvier 1890 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, t. I^er^, v° Filiation, n° 54); Trib. civ. Nancy 2 juin 1891 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, t. I^er^, n^os^ 52 et 53); Trib. civ. Seine 29 juillet 1893 (Gaz. Pal. *eod. loc.*, n° 54); Trib. civ. Dijon 5 mars 1895 (Gaz. Pal. 95.1.662); Trib. civ. Angers (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Filiation, n° 55).

II. — Sur le second point : La solution donnée par le jugement est certaine. Il résulte des termes et de l'esprit de la loi qu'il ne suffit pas que les époux, dans une circonstance quelconque, se soient trouvés en présence, mais que le législateur a voulu exiger la preuve d'une réunion qui ait eu lieu sans témoins et dans des circonstances telles qu'elle ait rendu probable un rapprochement intime. V. Demolombe, t. 5, n° 55 *bis*, Paris 18 février 1855 (S. 54.1.85); et Trib. civ. Nancy 2 juin 1891 (Gaz. Pal., T. Q., 1892-1897, t. 1^er^, v° Filiation, n° 51).

COUR D'APPEL D'AIX (1re Ch.)

3 juillet 1900.

Présidence de M. Giraud, premier président.

OBLIGATIONS. — CAUSE ILLICITE. — PROMESSE DE RÉMUNÉRATION. — COMMANDES A OBTENIR D'UN TIERS. — INFLUENCE PERSONNELLE.

La promesse d'une rémunération, faite par un commerçant à un particulier qui n'est ni son courtier, ni son mandataire, pour des démarches à faire par celui-ci auprès de l'administration de la marine au moyen de son influence personnelle et de ses relations, en vue d'obtenir des commandes de fournitures au profit dudit commerçant, constitue une obligation illicite, non susceptible de donner lieu à une action en justice.

Moussy c. Dubois.

Le Tribunal de commerce de Marseille avait rendu, le 19 mai 1899, le jugement suivant :

« Attendu que, suivant accords verbaux en date du 2 juillet 1894, Dubois s'est engagé à payer à Moussy, demandeur au procès actuel et au sieur Fontaine, qui a cédé postérieurement ses droits à Moussy, une commission de 20 0/0 sur le montant des fournitures de peintures sous-marines que ledit Dubois ferait à la marine française, et ce à raison des démarches et sollicitations que Moussy et Fontaine s'engageaient à faire aupres de l'administration des services de la marine pour lui présenter et faire adopter l'emploi des peintures hydrauliques de Dubois;

« Attendu que Moussy, prétendant avoir rempli ses engagements, réclame à Dubois l'exécution de sa promesse, soit la somme de 50,000 francs à titre de provision ;

« Attendu qu'il résulte des débats et de l'ensemble des documents soumis au tribunal que Moussy n'a pas été en mesure de rendre à Dubois le service que ce dernier attendait de lui; que Dubois, qui n'a fait à la marine que des fournitures à titre d'essai, n'a pas encore pu faire adopter par cette dernière l'emploi exclusif de ses produits; que d'ailleurs le résultat partiel obtenu à ce jour ne saurait être considéré comme dû à l'influence ni aux démarches de Moussy, mais bien aux efforts personnels de Dubois lui-même; qu'il semble établi au contraire que Moussy s'est complètement mépris sur l'étendue et l'efficacité de son crédit et qu'il s'est engagé témérairement au-delà de ses moyens;

« Attendu, en l'état, que les accords du 2 juillet 1894 sont virtuellement caducs et incapables désormais de sortir aucun effet;

« Attendu, toutefois, que Moussy, sans prouver à proprement parler le résultat désiré et promis, a fait certaines démarches qui ont pu contribuer à le préparer dans l'avenir et qui ont servi à Dubois ; que, dans ces conditions, le tribunal estime qu'il lui est dû une légère indemnité pour solde de tous droits ;

« Par ces motis,

« Condamne Dubois à payer à Moussy la somme de 1 500 francs, moyennant quoi les accords verbaux du 2 juillet 1894 seront tenus pour résiliés, avec intérêts de droit;

« Dépens partagés. »

Appel de ce jugement a été émis par Moussy; Dubois a émis appel incident à ce jugement.

Arrêt :

LA COUR,

Au fond :

Considérant qu'il résulte des documents produits et des circonstances de fait soumises à la cour que les accords verbaux du 2 juillet 1864, sur lesquels Moussy s'est basé pour former son action contre Dubois, ne peuvent être regardés comme ayant une cause licite; qu'il s'agissait, en effet, dans l'espèce, non pas de l'intervention ostensible de Moussy à titre de courtier ou de mandataire ordinaire, mais de démarches à poursuivre auprès de l'administration de la marine au moyen de son influence personnelle, de ses relations de parenté, en vue d'obtenir que Dubois fût admis à faire des fournitures de peintures sous-marines pour la carène des navires; qu'une pareille convention ne saurait être consacrée par la justice, ni donner action à celui qui s'en réclame en qualité de bénéficiaire;

Considérant que, dans ces conditions, le traité de de 1894, qui attribuait, en cas de réussite, une part de 20 0/0 à Moussy sur le montant des fournitures, est, non pas frappé de caducité, ainsi que l'ont déclaré les premiers juges, mais doit être annulé par la cour; qu'il ne peut plus désormais produire aucun effet et que pour cette cause on ne saurait attribuer à Moussy l'indemnité de 1,500 francs à lui allouée par le tribunal;

Sur l'appel incident :

Considérant qu'il a été répondu par les motifs ci-dessus déduits;

Adoptant d'ailleurs les motifs des premiers juges, en ce qu'ils n'ont rien de contraire au présent arrêt;

Par ces motifs,

Confirme, en principe, le jugement attaqué, en ce qu'il a débouté le sieur Moussy de son action; dit que celui-ci était sans droit contre Dubois, la convention du 2 juillet 1804 qui servait de base à sa demande devant être annulée pour cause illicite; fai-

sant droit à l'appel incident ; dit que l'accord verbal dont s'agit ne pouvait produire aucun effet et que le sieur Dubois doit être déchargé de toute indemnité à donner à l'appelant ; condamne celui-ci à l'amende et aux dépens.

M. ARRIGHI av. gén. — Mes AICARD (du barreau de Marseille) et ABRAM av.

Note. —Il est admis, de façon générale, tant en jurisprudence qu'en doctrine, que l'obligation souscrite au profit d'une personne pour prix de sollicitations à adresser à un tiers est illicite : Cass. 20 mai 1820 (S. chr.); Colmar 25 juin 1831 (S. 34.2.661) ; Paris 19 avril 1858 (S. 58.2.366. — D. 58.2.160) ; Toulouse 21 juillet 1870 joint à Cass. 2 avril 1872 (S. 73.1.217 — D. 73.1.65). *Sic* : Aubry et Rau t. IV, § 345, p. 322 ; Demolombe, Oblig. t. I, n° 378 ; Larombière, Oblig. t. Ier sur l'art. 1133, n°10 et suiv.; Répertoire encyclop. du Dr. fr., v° Obligation, n° 360.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

6 juin 1900.

Présidence de M. Guyot-Sionnest.

AGENT DE CHANGE. — SECRET PROFESSIONNEL. — DEMANDE EN PAIEMENT DE COURTAGE. — — JUSTIFICATION A FAIRE. — COMMUNICATION A L'ARBITRE ET AU TRIBUNAL.

L'agent de change, mandataire salarié, est, comme tel, indépendamment de l'obligation de faire la preuve de sa créance, soumis aux dispositions de l'art. 1993 C. civ. et ne peut être admis à réclamer paiement de sa créance résultant de l'exécution du mandat qu'autant qu'il justifie de cette exécution.

Il doit, dès lors, être tenu de représenter aux arbitres, mandataires de justice, comme aux tribunaux dont ils sont l'émanation, toutes pièces quelconques estimées nécessaires à la justification qui leur incombe, avec cette restriction toutefois que, lorsque la représentation est faite devant l'arbitre qui la requiert en vertu de sa délégation, et lorsque le secret professionnel est en jeu, la communication n'est due qu'à l'arbitre seul, hors des regards des tiers.

Saint-Vel c. Goze.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la demande tend au paiement par Goze à Saint-Vel, agent de change, d'une somme de 5.410 fr. 80, réclamée pour solde de compte d'opérations de bourse qui auraient été effectuées à terme sur la Rente Extérieure, d'après les ordres du défendeur ;

Attendu que, le défendeur contestant la réalité et la régularité des opérations, le tribunal, par jugement du 10 novembre 1899, a nommé le sieur Fleury arbitre rapporteur, en lui donnant mission de se faire représenter tous titres et pièces, et de faire un rapport sur les contestations des parties ;

Attendu que Saint-Vel, invité par l'arbitre susnommé à fournir tous pièces et documents de nature à justifier de l'exécution de son mandat, a invoqué le secret professionnel qui, aux termes de l'art. 19 de l'arrêté du 27 prairial an X, le lie en sa qualité d'agent de change ; que, s'abritant derrière cette obligation du secret professionnel, il a refusé de produire à l'arbitre d'autres pièces que les duplicatas de ses bordereaux, suffisants, d'après lui, comme émanés d'un officier ministériel, pour établir sa créance ; que, toutefois, il s'est déclaré prêt, s'il en était requis par le tribunal, à faire certifier lesdits bordereaux par la Chambre syndicale des agents de change pour compléter leur garantie d'authenticité, mais que, à l'égard des livres et autres pièces réclamées par le défendeur et par l'arbitre, déniant à celui-ci droit et qualité pour en requérir l'apport et la communication, il a déclaré ne pouvoir et ne vouloir les représenter ; qu'en telle situation l'arbitre a déposé son rapport, dans lequel il se borne à mentionner les faits, les prétentions contraires des parties en cause et à constater le refus opposé par Saint-Vel à ses sollicitations ;

Attendu qu'il ressort du rapport que Goze, en soutenant que Saint-Vel avait, comme tout mandataire, l'obligation de faire la preuve de l'exécution de son mandat et d'établir à cette fin que les opérations qui le constitueraient créditeur avaient été réellement et régulièrement effectuées, réclamait la remise par le demandeur aux mains de l'arbitre des pièces ci-après, savoir : 1° Les ordres écrits, s'il en existait ; à défaut les registres sur lesquels doivent être transcrits les ordres verbaux, dès que donnés ; 2° les carnets de dépouillement, sur lesquels se trancrivent les opérations dès que conclues ; 3° le livre-journal, où ces opérations, sont reportées du carnet ; 4° le registre de copies de lettres ; 5° le répertoire institué par la loi de 1893 ; 6° le livre de caisse, ce pour le cas où les clients de la charge auraient été les contre-parties du mandant ;

Attendu que Saint-Vel et Goze persistent respectivement en leurs conclusions et prétentions ;

Attendu que Goze, dans ses conclusions motivées déposées sur l'ouverture du rapport de l'arbitre, observe que le secret professionnel imposé à l'agent de change, par motif d'ordre public, n'est pas inconciliable avec le droit qui appartient au client d'obtenir la justification qui lui est due, admet qu'il peut lui être interdit de compulser et vérifier personnellement les livres de Saint-Vel, mais soutient que l'arbitre, comme mandataire de justice, avait pouvoir et qualité à l'effet de procéder seul à toutes vérifications et constatations utiles et d'extraire des livres, dont il avait le devoir et le droit d'exiger devant lui la représentation, tout ce qui intéressait le différend ; que, par lesdites conclusions, il requiert

ce tribunal, faute par le demandeur d'avoir fourni la preuve de sa créance par la justification de l'exécution de son mandat, de déclarer dès à présent sa demande irrecevable, en tout cas mal fondée;

Attendu que l'art. 19 de l'arrêté de prairial an X, invoqué par Saint-Vel, stipule que « les agents de change devront garder le secret le plus inviolable aux personnes qui les auront chargés de négociations, à moins que les parties ne consentent être nommées, ou que la nature des opérations ne l'exige »; mais que l'art. 11 du même arrêté dispose que « les agents de change et courtiers de commerce seront tenus de consigner leurs opérations sur des carnets et de les transcrire dans le jour sur un journal timbré, coté et paraphé par les juges du tribunal de commerce, lesquels registres et carnets ils seront tenus de représenter aux juges et aux arbitres »; que le décret du 7 octobre 1890, modicatif du règlement des agents de change, en reproduisant textuellement dans son art. 40 l'art. 129 susrelaté du décret de prairial, a simplement ajouté à la suite du texte de l'ancien art. 19 qui suit : « sans préjudice du droit d'investigation qui appartient à la chambre syndicale aux termes de l'art. 22 et qu'elle n'exerce elle-même que sous le sceau du secret professionnel »;

Attendu qu'ainsi subsiste, de par la loi, l'obligation pour les agents de représenter aux juges et aux arbitres leurs registres et carnets; que, suivant la jurisprudence, si les agents de change ne peuvent être contraints à communiquer leurs livres et registres à des tiers, ils peuvent être astreints à les représenter aux juges et arbitres, à l'effet d'en extraire ce qui a trait au différend. (Paris 4 février 1865, Bordeaux 6 janvier 1875, Orléans 1er mars 1884); qu'il a été notamment jugé par la Cour de Bordeaux 11 novembre 1897 (Gaz. Pal. 98.1.464 — D. 98.2.129) que « la disposition de l'art. 15 C. com., d'après laquelle, dans le cours d'une contestation, la représentation des livres peut être ordonnée par le juge, même d'office, à l'effet d'en extraire ce qui concerne le différend, est applicable aux agents de change aussi bien qu'aux simples commerçants »;

Attendu qu'enfin, la Cour de cassation, Ch. civile, 3 juillet 1895 (S. 96.1.445 — D. 96.1.164) a décidé que l'agent de change ne peut se retrancher derrière le secret professionnel au cas où celui qui a eu recours à cet agent lui demande compte de l'opération effectuée pour lui-même; qu'on ne concevrait d'ailleurs pas comment, sous le couvert du secret professionnel, l'agent de change pourrait, échappant à tout contrôle, se dispenser de rendre compte de son mandat, et, en invoquant sa qualité d'officier ministériel, prétendre faire la preuve suffisante de l'exécution du mandat, en représentant simplement des copies de ses bordereaux certifiées par lui-même ou certifiées par la chambre syndicale, alors que les bordereaux des agents de change, bien qu'émanés d'officiers ministériels, n'ont pas le caractère d'authenticité des actes publics, qui emportent avec eux, par le seul fait de leur possession, le droit d'exécution; que, si la théorie de Saint-Vel était admise, les tribunaux n'auraient plus qu'un simple rôle d'enregistrement sans droit de contrôle;

Attendu qu'il ne saurait en être ainsi; que l'agent de change, mandataire recevant des courtages, salarié, est, comme tel, indépendamment de l'obligation de faire la preuve de sa créance (art. 1315 C. civ.), soumis aux dispositions de l'art. 1993 C. civ. et ne peut être admis à réclamer paiement de sa créance résultant de l'exécution du mandat qu'autant qu'il justifie de cette exécution; qu'il doit être tenu, dès lors, de représenter aux arbitres, mandataires de justice, comme aux tribunaux dont ils sont l'émanation, toutes pièces quelconques estimées nécessaires à la justification qui leur incombe, avec cette restriction toutefois que, lorsque la représentation est faite devant l'arbitre qui la requiert en vertu de sa délégation et lorsque le secret professionnel est en jeu, la communication n'est due qu'à l'arbitre seul, hors des regards des tiers;

Or, attendu que Saint-Vel s'est refusé à produire à l'arbitre, même à l'arbitre seul, ainsi que l'admettait Goze, les divers documents utiles à la solution du litige; qu'il n'offre même pas de communiquer ses livres et pièces devant le Tribunal et persiste à soutenir qu'il ne saurait être tenu de représenter que ses bordereaux, certifiés par la chambre syndicale, s'il en est requis; que lesdits bordereaux ne constituent que de simples éléments de preuve et ne sauraient suffire à prouver la prétendue créance; qu'en l'état il convient, avant faire droit, de renvoyer la cause et les parties pour supplément d'instruction devant le sieur Fleury saisi, en confirmant à cet arbitre, en tant que de besoin, la mission qui lui a été précédemment conférée et en disant que, dans un délai qui sera ci-après imparti, Saint-Vel devra représenter à l'arbitre tous livres et pièces nécessaires à la solution du litige, notamment les pièces réclamées par le défendeur en ses conclusions susrelatées, sauf à produire devant l'arbitre seul, hors la présence de l'adversaire, celles desdites pièces, au sujet desquelles le secret professionnel peut et doit être opposé à celui-ci; qu'il appartiendra à ce siège, après le dépôt du rapport complémentaire de l'arbitre, au cas où la production ordonnée serait réalisée devant l'arbitre, d'estimer si les pièces ainsi produites sont ou non suffisantes, justifient ou non l'action du demandeur, de réclamer s'il y a lieu la production en chambre du conseil de tout ou partie des documents communiqués à l'instruction, ou de tous autres, et, au cas de refus par Saint-Vel de satisfaire à la présente injonction, de tirer de ce refus telles conséquences que de droit;

Par ces motifs,

Avant faire droit, renvoie la cause et les parties pour complément d'instruction devant le sieur Fleury déjà saisi;

Confirme, en tant que de besoin, à l'arbitre susnommé, avec la mission de rapporteur, tous pouvoirs

à l'effet de se faire représenter tous titres, livres, pièces et documents quelconques intéressant le litige, notamment les pièces énumérées dans les conclusions de Goze, pour en être par le sieur Fleury extrait ce qui concerne le différend;

Dit que Saint-Vel sera tenu de représenter toutes lesdites pièces à l'arbitre dans les huit jours du présent jugement;

Dit toutefois que, si le secret professionnel imposé à Saint-Vel l'exige, celui-ci ne sera tenu à la représentation des pièces et documents que devant l'arbitre seul, hors la présence de Goze;

Dit que, faute par Saint-Vel de faire les communications ordonnées dans le délai ci-dessus imparti et icelui passé, il sera fait droit;

Dépens réservés.

Mes Sabatier et Duvivier agréés.

Note. — La doctrine et la jurisprudence sont généralement en ce sens. Elle est basée sur les termes de l'art. 15 C. com. qui sont généraux et sur l'art. 11 de la loi du 27 prairial an X. En ce sens : Paris 4 février 1865 (S. 65.2.26); Bordeaux 6 janvier 1875 (S. 76.2.40); Orléans 1er mars 1884 (S. 87.1.462); Cass. 3 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.419 — S. 96.1.445 — D. 96.1.164); Bordeaux 11 novembre 1897 (Gaz. Pal. 98.1.464 — D. 98.2.129). *Adde :* Lyon-Caen et Renault, Man. de dr. com., t. I, n° 206 et t. IV, n° 926; Buchère, Tr. des valeurs mobil., 2e éd., n° 1220 et Tr. des opér. de bourse, n° 96.

202

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

26 juin 1900.

Présidence de M. Tanon.

DEGRÉ DE JURIDICTION. — DEMANDES DISTINCTES INFÉRIEURES A 1,500 FRANCS. — JONCTION. — ASSURANCES TERRESTRES. — PAIEMENT D'INDEMNITÉ. — PRÉTENDUE DÉCHÉANCE. — JUGEMENT. — DERNIER RESSORT.

1° *Un jugement statuant à la fois sur deux demandes distinctes et séparées, formées par deux demandeurs différents contre le même défendeur, est en dernier ressort lorsque le chiffre de chacune de ces demandes est inférieur à 1,500 francs.*

2° *Un moyen de prétendue déchéance, fondé sur une clause de la police, opposé par une compagnie d'assurances à une demande formée contre elle par un assuré, en paiement d'une indemnité de sinistre inférieure à 1,500 francs, n'empêche pas le jugement, qui intervient en ce cas sur le litige, d'être en dernier ressort.*

Compagnie d'assurances générales Grêle
c. veuve Benoit et autres.

La Cour,

Sur l'unique moyen pris de la violation des art. 1er et 2 de la loi du 11 avril 1838, 1351 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1819 :

Attendu qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt attaqué : 1° que les demandes formées par la veuve Benoist et le sieur Bocquenet contre la Compagnie d'assurances La Mutuelle Grêle étaient distinctes et séparées; 2° que le chiffre de chacune d'elles était inférieur à 1,500 francs; que, si en défense à cette action, la compagnie d'assurances a invoqué une clause de la police, d'où elle faisait résulter une déchéance pour les défendeurs éventuels au droit de réclamer une indemnité à raison du dommage par eux subi, l'examen de cette clause ne modifiait point le chiffre de la demande et, par conséquent, le taux du ressort; que l'arrêt attaqué a pris soin de déclarer que l'objet du litige se limitait, au vu même des conclusions des parties, à l'allocation ou au refus du montant des deux demandes distinctes et séparées; d'où il suit qu'en décidant que l'appel de la Compagnie la Mutuelle Grêle était non recevable dans la circonstance, la Cour de Dijon, dont l'arrêt est régulièrement motivé, n'a violé aucune des dispositions légales visées au pourvoi;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé par la Compagnie d'assurances générales Grêle contre l'arrêt de la Cour de Dijon du 22 novembre 1898.

MM. Alphandéry rapp.; Melcot av. gén. — Me Aguillon av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. en ce sens : Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Juridiction (Degré de), nos 293 et suiv., 301 et suiv.

II. — Sur le deuxième point : Le taux du ressort est déterminé par la valeur de la demande, quelle que puisse être l'importance des moyens invoqués par la défense pour y résister, s'il s'agit d'ailleurs de simples moyens de défense, et non d'une demande reconventionneile formée par le défendeur. V. comme applications de ce principe notamment : Cass. 5 juillet 1882 (Gaz. 83.2.16 — 1re partie); Douai 4 juillet 1885 (Gaz. Pal. 85.2.633); Cass. 30 novembre 1891 (Gaz. Pal. 91.2.643). *Adde* : Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Juridiction (Degré de) nos 157 et suiv.

COUR D'APPEL DE BESANÇON (1re Ch.)

11 juillet 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° FIXATION DE LA RENTE. — INFIRMITÉ PRÉEXISTANTE. — AGGRAVATION DES CONSÉQUENCES DU NOUVEL ACCIDENT. — 2° INDEMNITÉ JOURNALIÈRE. — CESSATION. — DÉDUCTION SUR LA RENTE EN CAS DE PAIEMENT APRÈS CESSATION.

1° La rente forfaitaire à allouer à l'ouvrier doit être calculée d'après le salaire de l'ouvrier au moment de l'accident, salaire qui représente en argent la valeur industrielle de la victime, basée sur sa capacité de travail lors de l'accident : dès lors, lorsque la victime était atteinte d'une infirmité préexistante diminuant sa valeur industrielle, cette infirmité influait forcément sur son salaire, qui était diminué en proportion et, par suite, le juge n'a pas à se préoccuper, pour l'évaluation de l'indemnité due, de cette infirmité préexistante et de ses conséquences.

2° L'indemnité journalière du demi-salaire, due en cas d'incapacité permanente partielle, cesse d'être due à partir du moment où la blessure est consolidée et où l'ouvrier a pu reprendre son travail; et c'est à compter de ce jour que la rente est due. En conséquence, lorsqu'après consolidation de sa blessure et reprise du travail, l'ouvrier a continué à toucher l'indemnité du demi-salaire, les demi-salaires doivent venir en déduction de la rente qui lui est allouée.

L'Etat c. Blassel.

A la suite de l'arrêt du 6 juin 1900, rapporté Gaz. Pal. 1900.2.160, pour lequel la Cour d'appel de Besançon avait autorisé Blassel à faire la preuve par témoins que la blessure, à raison de laquelle il réclamait l'application de la loi de 1898, s'était aggravée depuis l'introduction de l'instance après le délibéré du tribunal, la cour a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Attendu qu'il n'y a à retenir des dépositions recueillies à l'audience du 2 juillet que la déclaration du docteur Carrey, qui, confirmant et précisant le certificat du docteur Hocquart, a affirmé que l'accident survenu à Blassel aurait diminué de moitié l'acuité de vision chez un individu constitué normalement; que les autres dépositions n'ont apporté aucun élément nouveau de décision, ni relevé aucun fait de nature à modifier les appréciations du jugement, si ce n'est que Blassel a interrompu son travail à l'arsenal le 2 avril 1900, en alléguant une rechute qui n'a pas été plus établie que l'impossibilité, par lui prétendue, de se livrer désormais à aucun travail;

Attendu, dès lors, qu'il est surabondamment démontré, sans qu'il y ait à tenir compte des infirmités préexistantes de Blassel, que l'accident a déterminé chez lui une incapacité de travail permanente et partielle entraînant une diminution de moitié de sa capacité normale; qu'il y a lieu de confirmer, par adoption de motifs, le jugement entrepris;

Attendu, toutefois, qu'il résulte de la déposition du capitaine Marsy que Blassel touche encore actuellement l'indemnité temporaire à laquelle doit être substituée la rente à dater du 26 décembre 1899, époque à laquelle il a repris son travail et où sa blessure a été consolidée; que, dans ces conditions, les demi-salaires qu'il a touchés depuis le 26 décembre 1899 jusqu'au jour du règlement définitif doivent venir en déduction de la rente à laquelle il a droit;

Par ces motifs,

Statuant en suite de l'arrêt du 6 juin 1900;

Confirme le jugement du 5 avril 1900;

Dit, toutefois, que les demi-salaires touchés par Blassel viendront en déduction de la rente de 401 fr. 95 qui lui est allouée en ce, à dater du 26 décembre 1899 jusqu'au jour du règlement définitif;

Et, vu l'insuffisance des offres de l'Etat, le condamne en tous les dépens d'appel;

Ordonne la restitution de l'amende, s'il y a lieu;

Dit que ce faisant, etc.

M. Bonne av. gén. — M[es] Francey et Grosjean av.

Note. — I. — Sur le premïer point : La cour se range, en adoptant les motifs du tribunal sur cette intéressante question, à l'opinion qui a été admise par le Tribunal de la Seine le 2 juin 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.178). V. nos notes sous ce jugement et sous le jugement frappé d'appel.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE (1re Ch.)

25 juin 1900.

Présidence de M. Dormand.

1°-3°-4° et 5° TÉMOINS. — REPROCHES. — CERTIFICAT. — DÉBITEUR. — SERVITEURS A GAGE. — CONCIERGE. — RÉGISSEUR.

2° ENQUÊTE. — NOTIFICATION DES TÉMOINS. — ÉNONCIATIONS ÉQUIVALENTES A CELLES EXIGÉES.

6° CAPACITÉ DE DISPOSER ET DE RECEVOIR. — CAPTATION. — PERSONNALITÉ DU « DE CUJUS ». — DEGRÉ D'INTELLIGENCE. — APPRÉCIATION PAR LE JUGE.

1° Pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 283 C. pr. civ. lorsqu'un témoin est reproché pour avoir donné un certificat sur les faits relatifs au procès, il faut que ce certificat ait été sollicité dans le but de s'assurer des témoins et délivré complaisamment avec l'intention de favoriser la partie.

Spécialement, ne présente pas ces caractères la déclaration fournie par un témoin, lorsque celui-ci, sur une plainte, a été chargé par ses chefs de procéder à des investigations qu'il a consignées dans un rapport.

2° L'indication des noms, professions et demeures des témoins, prescrite à peine de nullité dans

la notification qui doit être faite à la partie adverse trois jours au moins avant l'audition, peut être remplacée par des énonciations équivalentes, pourvu qu'il n'y ait pas de doute sur l'identité.

3° *Le débiteur n'est pas compris par la loi au nombre des témoins reprochables.*

4° *Le concierge, gagé par le 5 0/0 que paient les locataires, ne peut être reproché comme serviteur à gages du propriétaire.*

Toutefois, ledit concierge trouvant dans cet emploi ses moyens d'existence est, par suite, dans un lien de dépendance envers le propriétaire, et il y a lieu, dès lors, sans écarter son témoignage, d'avoir tel égard que de raison à sa déposition.

5° *Un régisseur n'est pas un serviteur à gages, reprochable en cette qualité.*

6° *En matière de captation, le juge doit, pour apprécier la portée des manœuvres incriminées, tenir compte du degré d'intelligence de celui sur lequel elles ont été exercées, et, par suite, il doit bien connaître la personnalité de celui dont la volonté aurait été viciée.*

Héritiers Cibiel c. consorts Escouboué.

La Cour d'appel de Toulouse avait rendu le 26 juin 1899 un arrêt interlocutoire, rapporté Gaz. Pal. 99.2.170, par lequel les héritiers Cibiel avaient été autorisés à faire la preuve par témoins d'un certain nombre de faits par eux articulés à l'appui de leur demande en nullité des neuf testaments ou codicilles de Isidore Cibiel, leur oncle, pour captation.

L'affaire est venue au fond devant la cour qui a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Attendu que toutes parties se sont mises d'accord pour qu'il soit statué sur les reproches respectivement proposés, en même temps que sur le fond ;

En ce qui concerne les reproches dirigés par les intimés, contre les 1er, 18e, 20e, 25e, 37e, 38e et 44e témoins de l'enquête :

Attendu que le sieur Dumas (François), 18e témoin et le sieur Gèze (Clément), 44e témoin de l'enquête, sont cousins issus de germain de M. Emile Gèze partie au procès, ainsi qu'ils l'ont reconnu ; que leurs dépositions doivent, par conséquent, être écartées (art. 283 C. pr. civ.) ; que d'ailleurs les appelants, dans leurs conclusions, ne contestent pas ce reproche ;

Attendu que, pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 283 précité, lorsqu'un témoin est reproché pour avoir donné un certificat sur les faits relatifs au procès, il faut que ce certificat ait été sollicité dans le but de s'assurer du témoin et délivré complaisamment avec l'intention de favoriser la partie ;

Attendu que les déclarations fournies par le premier témoin ne présentent pas ces caractères ; que, sur une plainte, il a été chargé par ses chefs de procéder à des investigations qu'il a consignées dans un rapport ; qu'il n'y a rien là qui puisse mettre obstacle à ce qu'il soit entendu commé témoin ;

Attendu que l'indication des noms, professions et demeures des témoins, prescrite à peine de nullité, dans la notification qui doit être faite à la partie adverse trois jours au moins avant l'audition, peut être remplacée par des énonciations équivalentes pourvu qu'il y ait pas de doute sur l'identité ;

Attendu que le 20e témoin a été désigné dans la notification sous le nom de Jean-Martin qui lui était donné par tout le monde ; qu'il est certain, en fait, qu'aucune espèce de doute ni de confusion n'a pu se produire dans l'esprit des intimés sur l'identité du témoin qui était particulièrement connu de la dame E... ; que le reproche formulé contre ce témoin n'est donc pas fondé ;

Attendu que le débiteur n'est pas compris par la loi au nombre des témoins reprochables ;

Attendu que le 25e témoin serait, d'après les intimés, leur débiteur ; que ce n'est pas là un motif de reproche suffisant ;

Attendu que le 37e témoin est la femme d'un concierge d'une des parties au procès ; qu'il n'apparaît pas que cette femme reçoive un salaire personnel ; que, dans tous les cas, elle ne peut être considérée ni comme serviteur, ni comme attachée à la personne ;

Attendu que le 38e témoin est reproché par les intimés comme étant serviteur aux gages de M. Théodore Cibiel ; que ce témoin est, en effet, aux gages de M. Théodore Cibiel, en qualité de concierge, mais que nulle part, le concierge qui est gagé par le 5 0/0 que paient les locataires, n'est indiqué au nombre des personnes reprochables ; que, toutefois, le concierge trouvant dans cet emploi ses moyens d'existence est, par suite, dans un lien de dépendance envers le propriétaire ; qu'il y a lieu, dès lors, sans écarter le témoignage du 38e témoin, d'avoir tel égard que de raison à sa déposition ;

En ce qui touche les reproches formulés contre les témoins appelés à la requête des intimés ;

Attendu, en ce qui touche le 28e témoin, qu'un régisseur n'est pas un serviteur à gages ; qu'au surplus, lorsqu'il a été appelé comme témoin il était, non au service des intimés, mais sous la dépendance du séquestre commis par justice et gérant pour le compte de toutes parties ;

Attendu, en ce qui concerne les 41e, 114e et 121e témoins reprochés comme étant débiteurs de la succession, que le motif allégué n'est pas justifié et que, d'ailleurs, comme il a été dit précédemment, les débiteurs ne sont pas nécessairement reprochables ; que le procès intenté, soit par le séquestre, soit par Théodore Cibiel contre les 114e et 121e témoins

ne sauraient davantage faire écarter leurs dépositions, lesdits procès étant étrangers aux faits sur lesquels ces témoins ont été appelés à déposer ;

Attendu que le 42e et 43e témoins sont bien jardiniers d'une propriété litigieuse, mais qu'ils sont au service du séquestre et ne paraissent pas dans un état de dépendance qui permette d'écarter leurs dépositions ;

Attendu, en ce qui concerne la déposition du 68e témoin, le docteur Basset, qu'elle porte à la fois sur la nature de la maladie de Cibiel et sur des faits qu'il a connus non point comme médecin, mais comme ami du *de cujus* ; qu'au point de vue de la maladie, il est constant qu'elle était connue de tous ; qu'elle n'avait aucun caractère secret et que toutes parties reconnaissent que Isidore Cibiel avait succombé aux suites d'une affection cardiaque ; que, par suite, en s'expliquant sur cette maladie, le docteur Basset n'a point violé le secret professionnel ; que, dans tous les cas, il est incontestable qu'il avait non seulement le droit, mais le devoir de s'expliquer sur tous les faits qui lui avaient été révélés ou qui étaient parvenus à sa connaissance en dehors de ses fonctions, de médecin ; que notamment, il ne pouvait s'empêcher de fournir des explications sur certains propos que des témoins de l'enquête lui avaient attribués ; que son témoignage ne saurait donc être écarté ;

Attendu que le 72e témoin n'était plus au service de Mme E. au moment de l'arrêt qui a ordonné l'enquête ; que les 122e et le 142e témoins reconnaissent bien avoir été mandataires de Mme E... pour des affaires spéciales, mais déclarent en même temps avoir rendu compte de leur mandat et avoir obtenu décharge bien avant l'arrêt interlocutoire ; qu'aucune preuve contraire n'a été administrée, mais que toutefois, à raison des circonstances spéciales révélées par les enquêtes, il convient de n'avoir tel égard que de droit à la déposition du 122e témoin ; qu'il doit être décidé de même en ce qui concerne le 124e témoin qui paraît s'être occupé personnellement des intérêts de Mme E... ; qu'enfin, il n'a été nullement établi que le 145e témoin ait été le mandataire de Mme E..., ni qu'il ait directement participé aux actes reprochés à cette dernière ; que le reproche dirigé contre lui doit être rejeté ;

Attendu que les appelants n'ont pas persisté dans les reproches par eux articulés contre les 20e, 25e et 92e témoins de la contre-enquête, non plus que dans les conclusions par eux prises au cours de l'enquête contre divers autres témoins, reconnaissant ainsi le mal fondé de leurs prétentions ;

Au fond :

Attendu que les consorts Cibiel demandent nullité de neuf testaments publics et d'une série d'actes authentiques s'échelonnant de 1889 à 1895, par lesquels Isidore Cibiel aurait disposé de tout son patrimoine au profit ees mineurs E... de la dame E... leur mère, et, de divers autres membres de la famille de cette dernière ; qu'ils prétendent que, soit les testaments, soit les actes en apparence à titre onéreux n'auraient été obtenus que par des manœuvres frauduleuses et dolosives concertées par Mme E... dans le but de tromper Isidore Cibiel et de substituer sa propre volonté à celle de ce dernier ;

Attendu que les consorts Cibiel, ayant été admis par l'arrêt du 26 juin 1899 à rapporter la preuve par témoins de certains faits de nature à établir la suggestion et la captation dolosives de Cibiel, il s'agit d'apprécier le résultat des enquêtes ; mais qu'auparavant, il importe de rechercher et de bien déterminer le caractère et le degré d'intelligence du *de cujus* ; qu'en matière de captation, en effet, il est essentiel de bien connaître la personnalité de celui dont la volonté aurait été viciée ; que, sans doute, il a été reconnu par l'arrêt interlocutoire et jugé, en principe, que la volonté d'un homme intelligent peut être égarée par des manœuvres ou des artifices coupables ; mais que, pour apprécier la portée de ces manœuvres, on doit tenir compte du degré d'intelligence de celui sur lequel elles s'exercent ;

Attendu que tous les documents versés au débat, notamment la correspondance de Cibiel dans les dix dernières années de sa vie, attestent à la fois sa haute intelligence et sa volonté énergique ; que les enquêtes confirment pleinement cette appréciation formulée en termes très nets ct très précis, notamment par le docteur Basset, dans sa déposition et par le docteur André, dans le certificat versé aux débats, et reconnue exacte par les appelants eux-mêmes ;

Attendu que les faits révélés par les enquêtes, en les supposant exacts, ne présentent pas les caractères distinctifs de la captation dolosive ;

Attendu, en effet, en ce qui concerne les calomnies imputées à Mme E..., contre certains membres de la famille de Cibiel, qu'il est à remarquer qu'elles n'auraient pu produire aucun effet, puisque, jusqu'à ses derniers jours, Cibiel n'a cessé d'entretenir avec ses neveux des relations amicales, les invitant à venir le voir et les recevant chez lui ; que les témoins eux-mêmes, qui attribuent à Mme E..., des propos calomnieux contre les membres de la famille, reconnaissent que, lorsque ces derniers venaient voir leur oncle, celui-ci était tout heureux de les recevoir ; qu'au surplus, Cibiel, dont la maison était ouverte à tous et notamment aux amis de sa famille, se serait certainement rendu compte de la fausseté des allégations attribuées à Mme E..., si ces calomnies s'étaient réellement produites ; qu'il est inadmissible que pendant neuf années Cibiel, qui vivait sous le même toit que l'un de ses neveux, Théodore Cibiel et le recevait fréquemment à sa table, ait pu rester ainsi sous l'empire de l'erreur, à moins d'admettre chez lui un affaiblissement intellectuel contre lequel tous les faits de la cause protestent ;

Attendu, d'autre part, que, si la dame E... ne peut donner sérieusement le change sur la nature de ses relations avec le testateur, et si certains témoi-

gnages de l'enquête, dont l'exagération même peut, il est vrai, faire suspecter la sincérité, contiennent le récit de faits d'immoralité qui dénoteraient chez Cibiel des passions lubriques, rien ne prouve que ces faits aient pu déterminer sa volonté en l'altérant et qu'il ait disposé ou contracté sous l'influence de sa passion ; que, d'ailleurs, il paraît constant que, depuis la grave maladie dont il fut atteint en 1891, ses sens étaient absolument éteints et qu'on ne comprendrait pas, dès lors, que les testaments et les actes postérieurs à cette date aient pu être inspirés par des actes immoraux ; que, par suite, on ne saurait dire que les contrats à titre onéreux intervenus entre les consorts E.... et Isidore Cibiel aient une cause fausse et que la cause vraie soit illicite ;

Attendu, enfin, que les appelants soutiennent que les testaments instituant les mineurs E... aussi bien que les actes consentis au profit de leur mère n'ont été inspirés à Isidore Cibiel que parce qu'on lui avait frauduleusement persuadé qu'il était le père desdits mineurs ;

Attendu que les manœuvres frauduleuses qui auraient été employées dans ce but consisteraient uniquement dans cette double circonstance que d'une part la dame E... se serait présentée à lui comme une femme abandonnée par son mari et plus tard divorcée et que, d'autre part, elle lui aurait fait croire que ses enfants lui ressemblaient, avaient les mêmes gestes et et les mêmes manies que lui, faits qu'il ne pouvait contrôler à raison de son état de cécité depuis l'année 1888 ;

Mais attendu que les dépositions de nombreux témoins et notamment celle du notaire Paviel semblent établir que Isidore Cibiel n'a fait la connaissance de M^me^ E... que dans le courant de l'année 1885, c'est-à-dire plus d'un an après la naissance du premier enfant ; que, par conséquent, Isidore Cibiel n'a pu croire qu'il était le père de cet enfant ; qu'au reste, en admettant que Cibiel ait connu M^me^ E... dès les premiers temps de son mariage et à une époque où il avait toute facilité pour se renseigner sur sa situation, il est invraisemblable qu'il ait ignoré sa cohabitation avec son mari, et qu'il ait pu croire dès lors à sa paternité ; qu'au surplus, aurait-il eu cette croyance, il n'appartiendrait pas à la justice d'en contrôler l'exactitude ;

Attendu, en ce qui concerne le second enfant, né en 1889, que sa naissance coïnciderait avec l'époque à laquelle M^me^ E... aurait persuadé à Cibiel qu'elle était divorcée avec son mari ;

Attendu, en admettant encore que le fait d'un prétendu divorce, malgré son invraisemblance, fût établi, il n'en serait pas moins certain que Cibiel a connu la fausseté de cette allégation tout au moins en 1892, puisque, dans les actes de vente et dans les testaments postérieurs, il contracte avec M^me^ E..., assistée de son mari et domiciliée avec lui, ou dispose en faveur des enfants de M. et de M^me^ E... ; que son erreur, si elle avait existé, était donc dissipée et que son intention libérale persistait et s'affirmait malgré ce, de plus fort ; qu'ainsi tous les actes témoignent que la cause de ses libéralités n'est point due à l'erreur, et que sa volonté est toujours restée libre et entière ;

Attendu que, s'il était nécessaire de rechercher les motifs de sa libéralité, on les trouverait suffisamment dans le désir qu'il avait de récompenser M^me^ E... des soins assidus et constants qu'elle n'a cessé de lui prodiguer dans les dernières années de sa vie, alors que les membres de sa famille ne paraissaient pas lui avoir témoigné l'affection et l'attachement sur lesquels il était en droit de compter ;

Attendu que, quel que soit l'intérêt qui s'attache à la situation des héritiers naturels du *de cujus*, cet intérêt doit fléchir devant le principe de la liberté de tester, formellement consacré par la loi ; qu'il suit de ce qui précède qu'il convient de confirmer le jugement entrepris dans toutes ees dispositions et de rejeter l'appel incident, relatif aux frais d'inventaire et de séquestre, ces frais ayant été exposés aussi bien dans l'intérêt des enfants mineurs que des autres parties en cause ;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges,

Statuant sur les reproches respectivement proposés par les parties en cause, lesquelles s'étaient mises d'accord pour qu'ils fussent appréciés en même temps que le fond,

Admet les reproches proposés par les intimés contre le 18^e^ et le 44^e^ témoin de l'enquête et dit qu'il ne sera pas fait état de leurs dépositions ;

Rejette, au contraire, les reproches dirigés contre les 1^er^, 20^e^, 25^e^, 37^e^ et 38^e^ témoins ; dit toutefois que la cour n'aura que tel égard que de droit en ce qui concerne la déposition de ce dernier ;

Rejette comme non justifiés et dans tous les cas mal fondés, les reproches proposés par les appelants contre les 28^e^, 41^e^, 42^e^, 43, 68, 72, 114^e^ 121^e^, 122, 124^e^, 142^e^ et 145^e^ témoins de la contre-enquête ;

Dit, toutefois, qu'en ce qui concerne les 122^e^ et 124^e^ témoins, la cour n'aura tel égard que de droit à leurs dépositions ;

Donne acte aux intimés de ce que les appelants n'ont pas persisté dans les reproches par eux articulés contre les 20^e^, 23^e^, 93^e^ témoins de la contre-enquête, ni dans les conclusions par eux prises au cours de l'enquête contre divers autres témoins ;

Au fond :

Dit que la preuve offerte n'a pas été rapportée ;

Et statuant tant sur l'appel principal que sur l'appel incident, les rejette comme mal fondés ;

Confirme le jugement entrepris, dans toutes ses dispositions, et dit qu'il sortira son plein et entier effet ;

Rejette, au surplus, comme non justifiées, toutes autres conclusions des parties en cause ;

Laisse tous les frais d'inventaire et de séquestre à la charge de la succession ;

Condamne les appelants à l'amende et aux dépens ;

Ordonne au séquestre de vider ses mains entre celles de qui de droit en vertu du présent arrêt.

Note. — I. — Sur le premier point : Il est de principe généralement admis, tant en doctrine qu'en jurisprudence, qu'on ne doit entendre par certificat, dans le sens de l'art. 283 C. pr. civ., que ceux qui ont été donnés bénévolement à la partie qui en fait usage. V. à cet égard : Cass. 23 janvier 1877 (S. 79.1.128 — D. 78.1.78) ; Chambéry 5 mai 1876 (S. 77.2.317 — D. 79.5.403); Dijon 8 mars (S. 81.2.4); Chambéry 4 mars 1890 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Témoins, n° 41 — Rec. Grenoble 1892.2.167). *Sic* : Carré et Chauveau, q. 1110 ; Dict., v° Enquête, n° 253 ; Garsonnet, Tr. de procéd., t. II, § 329, p. 504.

II. — Sur le second point : La jurisprudence décide généralement que, pour que la notification de la liste des témoins qui doivent être entendus à l'enquête soit valable, il suffit que la partie soit mise par ladite notification dans la possibilité de les connaître et qu'elle ne puisse se tromper sur leur identité : Bordeaux 22 avril 1896 (Gaz. Pal. 96.2.215) et la note avec les renvois.

III. — Sur le troisième point : La question est très controversée : V. dans le sens de l'arrêt : Rennes 14 juillet 1814 (Journ. des av., t. XI, p. 131) ; Caen 22 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.582) ; — et *contrà* : Cass. 3 juillet 1820 (S. chr.); Limoges 27 juin 1839 (S. 40.2.22) ; Colmar 19 novembre 1841 (S. 42.2.493).

IV. — Sur le quatrième point : La question ne paraît pas avoir été résolue jusqu'à présent, mais il semble bien que les concierges, d'où que vienne leur rétribution, ne peuvent jamais être reprochés, car ils ne sont pas attachés à la personne et dans la dépendance absolue du propriétaire dont ils gardent la maison.

V. — Sur le cinquième point : Le régisseur ne peut être récusé, car il n'est point un domestique à gages, attaché à la personne du maître.

VI. — Sur le sixième point : Rapprochez l'arrêt interlotoire rendu par la Cour de Toulouse dans cette même affaire, le 26 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2.160) et la note.

COUR D'APPEL DE LYON (1re Ch.)

21 mars 1900.

Présidence de M. Maillard, premier président.

RENTES SUR L'ÉTAT. — INSAISISSABILITÉ. — NUE PROPRIÉTÉ. — SAISIE-ARRÊT ÈS MAINS D'UN TIERS. — VALIDITÉ. — RÉALISATION PRIVÉE.

Les lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII ont eu seulement pour objet d'interdire les saisies-arrêts des rentes françaises sur l'Etat français entre les mains du Trésor ; mais elles n'empêchent pas les créanciers, conformément au principe écrit dans les art. 2092 et 2093 C. civ., de faire ordonner par justice la réalisation, à leur profit, des rentes sur l'Etat, dont leur débiteur est bénéficiaire, du moment qu'il n'y a pas lieu à saisie aux mains du Trésor.

Par suite, rien ne s'oppose à ce qu'une saisie-arrêt, ayant été pratiquée par un créancier du nu propriétaire d'un titre de rente sur l'Etat français sur la nue propriété entre les mains d'un tiers, qui est détenteur du titre, les tribunaux prononcent la validité de ladite saisie-arrêt, et ordonnent que la nue propriété saisie sera vendue par le ministère d'un notaire aux enchères, pour le prix à provenir de la vente être remis au saisissant à concurrence de sa créance, et le surplus, s'il y en a, être versé à la Caisse des dépôts et consignations pour y être tenu à la disposition de qui de droit.

Barraud c. Goujon et autres.

Le 17 décembre 1897, le Tribunal civil de Villefranche avait rendu le jugement suivant :

« Attendu que Barraud, créancier de Goujon d'une somme de 6,887 fr. 84, en vertu des titres énoncés par lui en ses conclusions, a, en vertu de ces titres, pratiqué une saisie-arrêt au préjudice de son débiteur entre le mains de Roubier, détenteur d'un titre de rente sur l'Etat français, immatriculé pour la nue propriété à Goujon, lequel l'a abandonné en nantissement à Brun ;

« Attendu que Barraud demande : 1° la validité de la saisie-arrêt ; 2° la nomination d'un séquestre qui retirera ce titre des mains de Roubier et en fera vendre la nue propriété par le ministère de Me Lux, notaire à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or ; 3° l'attribution de la somme à provenir de cette vente à Barraud ;

« Sur la saisie-arrêt du 22 février 1897, faite par exploit de Guillot, huissier :

« Attendu que l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat français a été édictée par les art. 4 de la loi du 8 nivôse an VI et VII de la loi du 22 floréal an VII ; que ces textes ont, de plus, été complétés par la loi du 28 floréal an VII (art. 3) ;

« Attendu que cette dérogation aux principes du droit commun constitue une mesure d'ordre public prise dans l'intérêt du crédit national et qu'aucun doute ne peut subsister sur le but poursuivi par le législateur, si l'on se reporte à l'exposé des motifs de Vernier, rapporteur, au Conseil des Anciens, de la loi du 8 nivôse, exposé ainsi conçu : « Il convenait de priver les créanciers de « toute espèce de droit, saisie, ou opposition « soit sur le capital, soit sur les arrérages » ;

« Attendu que, du reste, le Trésor a toujours considéré que ces dispositions ont créé, en faveur des titulaires de rentes, un privilège spécial, qu'elles mettent ces valeurs hors de toute atteinte des créanciers et qu'il ne peut y avoir en aucun cas d'exécution forcée à un propriétaire de rentes ;

« Attendu que la jurisprudence administrative n'a jamais varié sur ces points;

« Attendu, dès lors, que c'est à tort que le sieur Barraud a pratiqué une saisie-arrêt sur le titre de rente susénoncé;

« Sur les autres points des conclusions :

« Attendu que le tribunal ne pouvait statuer sur ces autres chefs qu'au cas où la saisie-arrêt aurait été validée;

« Par ces motifs,

« Dit qu'il n'y a lieu de valider ladite saisie-arrêt pratiquée à tort contre des titres déclarés insaisissables par la loi ;

« Déboute le demandeur de ses demandes, fins et conclusions et le condamne aux dépens. »

Appel par le sieur Barraud. — Arrêt.

LA COUR,

Considérant que les lois de nivôse an VI et floréal an VII ont eu seulement pour objet d'interdire les saisies-arrêts des rentes sur l'Etat français entre les mains du Trésor public, mais qu'elles n'empêchent pas les créanciers, conformément au principe écrit dans les art. 2092 et 2093 C. civ., de faire ordonner par justice la réalisation à leur profit des rentes sur l'Etat dont leur débiteur est bénéficiaire, du moment qu'il n'y a pas lieu à saisie aux mains du Trésor;

Et considérant que Barraud, créancier de Goujon pour une somme de 6,687 fr. 84, a pratiqué une saisie-arrêt au préjudice de son débiteur entre les mains de Roubier, ancien notaire, demeurant à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, qui en est détenteur, sur un titre de rente sur l'Etat français immatriculé pour la nue propriété au nom de Goujon, et qui aurait été vendu en nantissement à un sieur Brun, dont la succession vacante est représentée par Me Guillot, avoué à Charolles; qu'il demande la validité de la saisie-arrêt, la vente de la nue propriété du titre de rente dont s'agit, et la restitution du prix à lui-même ou à qui de droit;

Considérant que Guillot, curateur à la succession Brun et Roubier, détenteur du titre de rente, ne font aucune objection et déclarent s'en remettre à justice, sans prétendre à aucun droit sur le titre de rente litigieux; que, d'autre part, aucun autre créancier de Goujon ne se révèle devant la cour; qu'enfin Goujon, bien que dûment réassigné, ne comparaît pas;

Par ces motifs,

Donne acte à Guillot, ès qualités, et à Roubier de ce qu'ils déclarent s'en remettre à justice;

Donne à nouveau défaut contre Goujon, qui bien que réassigné, ne comparaît pas, et pour le profit, faisant droit à l'appel;

Valide la saisie-arrêt pratiquée par Barraud entre les mains de Roubier au préjudice de Goujon sur la nue propriété du titre de rente dont Roubier est détenteur

Dit qu'à la requête de Barraud, la nue propriété du titre de rente dont ledit Roubier est détenteur sera vendue aux enchères par le ministère du président de la Chambre des notaires de Lyon, auquel Roubier sera tenu de le remettre à cet effet;

Dit que le notaire versera à Barraud le prix de la vente, jusqu'à concurrence du montant de sa créance en capital, intérêts et frais, et versera le surplus, s'il y en a, à la Caisse des dépôts et consignations pour y être tenu à la disposition de qui de droit;

Condamne Goujon en tous les dépens de première instance et d'appel.

M. MALLEIN av. gén. — Me RUBELLIN av.

Note. — Malgré les résistances du Trésor, la jurisprudence des cours d'appel tend de plus en plus à se fixer dans le sens de la décision ci-dessus, laquelle est conforme d'ailleurs à la jurisprudence de la Cour de cassation. V. en effet en ce sens : Cass. 23 novembre 1897 (Gaz. Pal. 97.2. 653) et le rapport de M. le conseiller DURAND. *Adde* : Paris 20 novembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.444) ; Riom 15 mai 1899 (Gaz, Pal. 99.2.396).

TRIBUNAL CIVIL DE RAMBOUILLET

6 avril 1900.

Présidence de M. Le Roy.

FILIATION. — ACTION EN DÉSAVEU. — DÉLAI. — ART. 317 C. CIV. — HÉRITIER. — POINT DE DÉPART. — MISE EN DEMEURE. — OFFRE DE TRANSACTION FAITE PAR L'HÉRITIER DU MARI. — OPPOSITION A PARTAGE.

Le point de départ du délai de deux mois accordé aux héritiers du mari pour contester la légitimité d'un enfant, est placé par l'art. 317 C. civ., au jour où cet enfant s'est mis en possession de biens du mari, ou au jour où les héritiers ont été troublés par l'enfant dans leur possession ; et, dans ce dernier cas, on ne doit considérer qu'il y a trouble à la possession que s'il y a mise en demeure d'agir émanant de l'enfant ou de ses représentants, venant avertir l'héritier du mari de l'existence et de la qualité de l'enfant.

Spécialement, le point de départ du délai ne saurait être placé au jour où le mandataire de l'héritier du mari a fait au nom de son mandant des offres de transaction relatives à la succession du mari, encore bien que ces offres impliquent que ledit héritier avait à cette époque connaissance de l'existence de l'enfant, connaissance qui lui a été confirmée ultérieurement par une opposition à partage faite entre les mains du notaire chargé de la liquidation de la succession.

Natail c. dame Natail et Soubeiran ès qualités.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'au cours de l'instance en désaveu actuellement pendante devant le Tribunal de Rambouillet, engagée par le sieur Jean-François Natail, contre la dame Marie-Anne Rolland veuve Natail, tant personnellement que comme tutrice de droit de la mineure Marie Natail, et contre le sieur Soubeiran ès qualités, ladite instance engagée par acte et assignation des 2 et 29 janvier 1900, les défendeurs ont soulevé un incident de non-recevabilité en se fondant sur ce que, aux termes de l'art. 317 C. civ., les héritiers ont deux mois pour contester la légitimité de l'enfant à compter de l'époque où ils ont été troublés par l'enfant dans leur possession;

Attendu qu'à l'appui de leurs prétentions, ils soutiennent, ce qui est d'ailleurs reconnu par le demandeur, que le mandataire de ce dernier, aux dates des 27 mars 1899 et 7 avril de la même année, aurait fait au nom de son mandant des offres de transaction desquelles il résulterait la preuve que Jean-François Natail aurait, à cette époque bien antérieure à l'acte de désaveu, eu connaissance de l'existence de la mineure Marie Natail et que cette connaissance aux dates ci-dessus rapportées, corroborée par l'opposition qu'il aurait faite le 3 mai 1899 ès mains de Marchon, notaire, d'avoir à ne pas se dessaisir des fonds dépendant de la succession Natail, constituerait le point de départ du délai de deux mois, imparti par l'art. 317 aux héritiers du mari pour intenter l'action en désaveu;

Mais, attendu que cet article fixe, comme point de départ de ce délai, l'époque où l'enfant se serait mis en possession des biens du mari ou celle où les héritiers seraient troublés par l'enfant dans cette possession; que, dans l'espèce soumise au tribunal, l'enfant n'est pas entré en possession des biens du mari, et qu'il y a lieu d'examiner seulement en quoi peut consister le trouble apporté par l'enfant aux héritiers et de qui il doit émaner; que, des termes de la loi, il semble résulter qu'elle a permis aux héritiers du mari de garder vis-à-vis de l'enfant une attitude expectante et toute défensive, et que le point de départ du délai du trouble à la possession ne peut être fixé que par une mise en demeure émanant de l'enfant ou de ses représentants;

Attendu que, s'il y a lieu d'admettre de la façon la plus large que toute sorte de trouble, soit de fait, soit de droit, toute espèce de réclamation judiciaire ou extrajudiciaire, pétitoire ou possessoire, soit de nature à mettre les héritiers en demeure d'agir, il n'en saurait être de même lorsqu'aucun acte émanant de l'enfant ou de ses représentants n'est venu avertir l'héritier du mari de l'existence et de la qualité de l'enfant; que le seul acte de cette nature est du 24 novembre 1899 (conclusions), où pour la première fois la mère a pris la qualité de tutrice et que c'est à cette date qu'il y a lieu de faire remonter le point de départ du délai de deux mois et que l'offre des transactions des 27 mars et 7 avril 1899 ne peut être considérée comme suffisante pour apporter un trouble à la possession du mari;

Par ces motifs,

Déclare Soubeiran, ès qualités, et la dame veuve Natail mal fondés en leur fin de non-recevoir, les en déboute et les condamne aux dépens de l'incident.

M. DE CHAMAILLARD (du barreau de Quimper) av. et VILLET avoué.

Note. — La doctrine et la jurisprudence estiment généralement que toute espèce de trouble, de fait ou de droit, toute réclamation judiciaire, pétitoire ou possessoire, tout acte extrajudiciaire met les héritiers en demeure d'agir et fait courir contre eux les délais de l'art. 317 : V. Rouen 5 mars 1828 (S. chr.); Cass. 31 décembre 1834 (S. 35.1.545 — D. 35.1.5); Grenoble 5 février 1836 (S. 36.2.299). *Sic* : Demolombe, t. V, n° 149; Duranton, t. III, n° 88; Laurent, t. III, n° 440.

203-204

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

9 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

CASSATION. — DOUBLE APPEL. — OMISSION DE STATUER. — REQUÊTE CIVILE.

L'omission par le juge d'appel, conjointement saisi de l'appel de deux jugements, de statuer sur l'appel de l'un d'eux, constitue, lorsque cette omission n'est point prouvée avoir été volontaire, un cas de requête civile, et ne peut, à elle seule, donner ouverture à cassation.

Maldeine c. Jeausnig.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi, pris de la violation des art. 1318 et 1319 C. éiv., 457 C. pr. civ., et 7 de la loi du 28 avril 1810 :

Attendu qu'en admettant que Maldeine ait, comme il le prétend, interjeté appel de deux jugements du juge de paix d'Haroué des 28 juillet et 11 août 1898, qui l'avaient condamné à payer à Jeausnig, le premier une somme de 141 fr. 65 pour fermages, le second une autre somme de 31 fr. 20, le Tribunal de Nancy, en confirmant par adoption de motifs le jugement du 28 juillet 1898, a simplement omis de statuer sur l'appel du second jugement; que cette omission, que rien ne prouve avoir été volontaire, constitue, aux termes de l'art. 480 § 5 C. pr. civ., un cas de requête civile, et ne saurait, à elle seule, donner ouverture à cassation;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Maldeine contre le jugement du Tribunal civil de Nancy du 11 novembre 1898.

MM. LETELLIER rapp.; MELCOT av. gén. — Me LEFORT av.

Note. — Il est de jurisprudence constante que l'omission de statuer constitue, en principe, un moyen de requête civile, et non un moyen de cassation. Cass. 18 décembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.339); 3 avril 1890 (Gaz. Pal. 90.2.353); 14 décembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.179).

COUR D'APPEL DE BESANÇON

11 juillet 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — CONCILIATION DEVANT LE PRÉSIDENT. — CHEF D'INDUSTRIE. — SOCIÉTÉ ANONYME. — DIRECTEUR TECHNIQUE. — INCAPACITÉ. — NULLITÉ DE L'ORDONNANCE. — RATIFICATION PRÉTENDUE.

Si, au moment même où se produit un accident du travail, l'art. 11 de la loi de 1898 admet que les préposés du chef d'industrie ont une capacité légale suffisante pour remplir les premières formalités urgentes, relatives notamment à la déclaration de l'accident et à l'indication des noms et adresses des témoins, s'ils ont qualité pour recevoir l'avis de la clôture de l'enquête, prendre connaissance de celle-ci et si les convocations qui leur sont adressées pour le règlement des indemnités temporaires doivent être reconnues régulières, il en est différemment lorsqu'il s'agit du règlemedt de la rente; il résulte des termes formels de l'art. 16 que, pour le règlement des indemnités définitives et pour la fixation du taux de la rente, ce ne sont plus, comme dans les cas prévus par l'art. 11, les préposés du chef d'industrie, mais le chef d'industrie lui-même qui doit être appelé en personne à se concilier, sauf à lui à se faire représenter, si bon lui semble, par un mandataire de son choix, muni d'un pouvoir spécial et régulier à l'effet de transiger.

En conséquence, lorsque l'accident se produit dans les établissements d'une société anonyme, le chef d'entreprise, qui doit être appelé à se concilier sur le taux de la rente, ne peut être qu'une des personnes ayant qualité pour engager directement la société et pour la représenter en justice, que ce soit l'un des administrateurs gérants ou l'un des administrateurs généraux dont la loi de 1867 autorise la désignation.

Mais il faut exclure le directeur technique qui n'est qu'un employé supérieur, et il y a lieu, par suite, de déclarer nulle l'ordonnance de conciliation rendue entre le directeur technique et l'ouvrier blessé, alors, du moins, que ledit directeur n'avait reçu de la société aucun mandat exprès ou tacite.

Et la société ne peut être considérée comme ayant ratifié l'accord intervenu devant le président, lorsqu'elle n'a payé aucun terme de la rente, mais seulement l'indemnité bénéficiaire à laquelle elle ne pouvait se soustraire.

Société anonyme de filature Dreyfus et C^ie^
c. Burner, ès qualités.

Le Tribunal civil de Belfort avait rendu, le 12 avril 1900, le jugement suivant :

« Attendu qu'aux termes de l'art. 11 de la loi du 9 avril 1898, tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être declaré, par le chef d'entreprise ou son préposé, au maire de la commune où se trouve l'établissement dans lequel s'est produit cet accident;

« Attendu qu'il est constant et reconnu en fait que c'est par le sieur Golder, directeur de l'usine Raphaël Dreyfus et C^ie^, manufacturiers à Belfort, que déclaration a été faite à la mairie de cette ville de l'accident survenu le 18 juillet 1899 dans l'établissement de la société demanderesse, et dont a été victime la fille mineure du défendeur;

« Attendu que c'est en cette même qualité qu'il a assisté tout d'abord à l'enquête à laquelle il a été procédé en son temps par M. le juge de paix de Belfort, à l'effet de rechercher la cause, la nature, les circonstances de l'accident et recueillir tous autres renseignements utiles; qu'il a répondu ensuite, le 3 août, à la convocation qui lui a été adressée par le président du siège, en vue de débattre avec le père de la victime le chiffre de l'indemnité due à celle-ci;

« Attendu qu'à cette réunion, c'est le sieur Golder, agissant toujours en qualité de représentant de la société demanderesse, qui a proposé de payer à Mathilde Burner une indemnité journalière égale à la moitié du salaire que touchait celle-ci au moment de l'accident, soit la somme de 1 fr. 37, et cela à partir du jour où cet accident s'est produit jusqu'au jour où en pourraient être définitivement connues les conséquences, et que, cette proposition ayant été agréée par le défendeur ès qualités, acte a été donné aux parties par le magistrat conciliateur de l'accord ainsi intervenu entre elles;

« Attendu que le, 5 février 1900, jour auquel ont comparu de nouveau devant lui les parties aux fins du règlement final de l'indemnité, à laquelle avait droit la susdite Mathilde Burner, il a été reconnu de part et d'autre, au vu du certificat médical produit, que l'accident du 18 juillet 1899 avait entraîné pour la victime une

incapacité de travail absolue et permanente, et que c'est d'un commun accord entre elles qu'a été fixé à la somme de 549 francs le montant de la rente annuelle et viagère due par la société demanderesse à la fille du défendeur; que l'ordonnance qui a consacré cet accord porte la signature A. Golder, représentant la maison R. Dreyfus et C^ie^;

« Attendu que c'est en vain que, dans ces circonstances, la société demanderesse sollicite la nullité de la convention dont s'agit, sous prétexte que Golder, à défaut de mandat spécial, n'avait pas qualité pour représenter les gérants de cette société; qu'il est, en effet, impossible d'admettre que c'est à l'insu de ceux-ci que Golder a concouru à tous les actes de la procédure, et qu'ils aient ignoré le motif pour lequel il a été, à la suite de l'accident du 18 juillet 1899, invité à comparaître à trois reprises différentes devant la justice;

« Attendu que ce motif, la société le connaissait si bien que l'arrangement conclu en son nom a été implicitement ratifié par elle au moyen du versement qu'elle a fait opérer entre les mains du défendeur ès qualités, postérieurement à l'ordonnance du 5 février dernier, de l'indemnité journalière due jusqu'à cette époque à sa fille, indemnité calculée sur la moitié de son salaire, conformément à l'accord du 3 août 1899; qu'elle reconnaissait ainsi que son représentant avait agi en son nom, en vertu d'un mandat bien déterminé, sans en avoir excédé les limites, et que partant doit être appliqué dans l'occurrence le principe suivant lequel les obligations qui dérivent de conventions régulièrement passées par le mandataire lient personnellement le mandant envers les tiers avec lesquels a traité le mandataire;

« Attendu que, succombant dans son action, la société demanderesse doit, comme de raison, en supporter les dépens;

« Par ces motifs,

« Déclare la société demanderesse mal fondée, l'en déboute et la condamne aux dépens. »

Appel par la Société anonyme de filature Dreyfus et C^ie^; appel incident par Burner. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu que si, au moment même où se produit un accident de travail, l'art. 11 de la loi de 1898 admet que les préposés du chef d'industrie ont une capacité légale suffisante pour les premières formalités urgentes, relatives notamment à la déclaration de l'accident et à l'indication des noms et adresses des témoins, s'ils ont qualité pour recevoir l'avis de la clôture de l'enquête, prendre connaissance de celle-ci, si les convocations qui leur sont adressées pour le règlement des indemnités temporaires doivent être reconnues régulières, il en est différemment lorsqu'il s'agit du règlement de la rente; que l'art. 16 dispose « qu'en ce qui touche les indemnités autres que l'indemnité temporaire, prévues par la présente loi, le président du tribunal devra convoquer, dans les cinq jours à partir de la transmission du dossier, le chef d'entreprise qui pourra se faire représenter »;

Attendu qu'il résulte de cette disposition précise que, pour le règlement des indemnités définitives et pour la fixation du taux de la rente, ce ne sont plus, comme dans les espèces prévues par l'art. 11, les préposés du chef d'industrie, mais le chef d'industrie lui-même qui devra être appelé en personne à se concilier, sauf à lui à se faire représenter, si bon lui semble, par un mandataire de son choix, muni évidemment d'un pouvoir spécial et régulier, puisqu'il s'agit de transiger; que cette différence entre les termes de l'art. 11 et ceux de l'art. 16 se conçoit facilement; que, dans le premier cas, en effet, il ne s'agit que de constatations matérielles qui doivent être immédiates, à peine d'être inefficaces; que le chef d'industrie peut ne pas être sur les lieux; qu'il faut qu'il puisse être aussitôt suppléé;

Attendu qu'il ne s'agit encore que du règlement de l'indemnité journalière dont la base ne doit pas prêter à un sérieux débat, puisqu'elle doit être légalement de la moitié du salaire actuel, qui est connu; qu'il n'y a en jeu, alors, que des sommes peu importantes auxquelles doit être substituée à bref délai l'indemnité définitive; mais que ces raisons ne subsistent plus lorsqu'il y a lieu de fixer la rente; que les intérêts en présence, s'ils doivent être réglés sans retard, ne présentent plus la même urgence; que les contestations peuvent être des plus graves, tant sur le caractère de l'incapacité partielle ou absolue, permanente ou temporaire, que sur le salaire de base; qu'enfin la détermination de la rente peut porter sur un chiffre élevé, faisant peser une lourde charge sur le chef d'industrie; que c'est la raison pour laquelle la loi a entendu qu'il fût appelé lui-même à discuter personnellement tous ces points;

Attendu, en appliquant ces principes à l'espèce du procès, que si l'accident se produit dans les établissements d'une société anonyme, le chef d'entreprise qui devra être appelé à se concilier sur le taux de la rente, ne pourra être qu'une des personnes ayant qualité pour engager directement la société et pour la représenter en justice, que ce soit l'un des administrateurs gérants, ou l'un des directeurs généraux dont la loi de 1867 autorise la désignation, mais que les uns et les autres ne doivent pas être confondus avec les directeurs techniques placés par le conseil d'administration à la tête d'une usine, qui ne sont que des employés supérieurs de la société, parce que le contrat qui les unit à celle-ci n'est qu'un simple

louage de services, régi par les règles propres à cette nature d'engagement et qu'il n'est pas un mandat : (Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 837 bis ; de Courcy : société anonymes, page 56 ; Dalloz, supplément, sociétés n°s 1473) ; qu'au cas particulier, l'usine de Belfort où Madeleine Burner a été blessée, appartenait à la société anonyme de filature de coton dont les administrateurs gérants étaient Louis, Mathieu et Jacques Dreyfus, ce dernier domicilié à Belfort ;

Attendu que ces administrateurs gérants avaient seuls qualité pour engager la société et pour la représenter en justice ; qu'ils étaient donc les chefs d'entreprise au vœu de l'art. 16 et que c'était eux ou tout au moins l'un d'eux qui devait, aux termes impératifs de la loi, être convoqué pour se concilier avec Burner sur l'importance de l'indemnité à payer à sa fille mineure ; qu'aucun d'eux n'a été convoqué ; que la cédule du 1er février 1900 a cité irrégulièrement Golder, directeur technique des établissements Dreyfus ; que, si celui-ci avait eu qualité suffisante pour comparaître lors de la fixation de l'indemnité temporaire, la loi ne lui conférait pas de pouvoirs pour se concilier sur l'indemnité définitive ; que cependant, après avoir comparu, il a reconnu que l'incapacité de la blessée était permanente et absolue et qu'il a accepté le règlement de la rente à 549 francs, mais que ces consentements ne pouvaient avoir de valeur que s'il avait été investi d'un mandat spécial de représenter les administrateurs gérants et que ceux-ci le contestent avec raison ; qu'en effet, il n'est justifié d'aucun mandat exprès ; qu'un mandat verbal ou tacite ne peut, en dehors de l'aveu du mandant, être démontré par présomptions dans les matières où l'importance du litige dépasse 150 francs et qu'il n'est allégué d'aucun autre mode de preuve relativement à un mandat qui ne pouvait résulter uniquement de la nature des fonctions de Golder ; qu'il en résulte qu'il n'était ni le mandataire légal de la société, ni son représentant autorisé, et que les accords qu'il a conclus sont nuls au regard de la société ; mais que celle-ci n'a pas davantage ratifié la convention intervenue ; que cette ratification ne pourrait résulter que d'actes ou de circonstances annonçant de la part de la société une volonté certaine d'approuver ce qui a été fait en son nom et qu'il n'est justifié de rien de semblable au procès ; qu'il faudrait encore, pour que le silence gardé pendant un certain temps par la société pût être considéré comme suffisant pour équivaloir à une ratification, qu'il fût établi avec précision qu'elle avait eu une connaissance précise de la nature des actes à ratifier et des vices qui les entachaient (art. 1338 C. civ.) ; qu'à cet égard une preuve suffisante n'est pas fournie ; que d'une part, il s'agissait de ratifier une convention reposant sur l'application d'une loi nouvelle dont l'interprétation donne lieu à de nombreuses difficultés, qu'il est admissible que les administrateurs n'aient pas immédiatement connu les irrégularités dont ils pouvaient se prévaloir ; mais que jusqu'à l'introduction de l'instance, ils n'ont accompli aucun acte dont on puisse faire ressortir la ratification prétendue ; que le paiement, en effet, de l'indemnité temporaire était un fait auquel ils ne pouvaient pas se soustraire, et qui n'implique, en aucune façon, leur adhésion au règlement définitif, convention d'une nature juridique fort différente et d'une importance autrement considérable et qu'il est d'autant moins vraisemblable que les administrateurs gérants aient entendu ratifier ;

Attendu que, d'une part, ils n'ont payé aucun terme de la rente et que, d'autre part, cette convention les exposait, en raison des vices dont elle était entachée en la forme et au fond, à de graves difficultés avec la compagnie à laquelle ils avaient assuré leurs risques d'accidents, et qui entendait leur opposer des déchéances, de nature à préjudicier gravement à leurs intérêts ;

Sur l'appel incident :

Attendu qu'il n'échet pas d'y faire droit pour les motifs ci-dessus exposés ;

Sur les dépens :

Attendu que la société Dreyfus a demandé devant les premiers juges qu'il lui fût donné acte que, quelle que soit la solution du procès, elle entendait payer les frais de l'instance ; qu'en cause d'appel elle a conclu à l'adjudication de ses conclusions prises devant le juge du premier degré ; que, dans ces conditions, il y a lieu de lui donner acte de ses offres, de décider qu'elles sont valables et de dire pour ce motif, que par dérogation, acceptée par l'intimée, aux dispositions de la loi en matière de dépens, ceux-ci seront supportés en totalité par la société, tant en ce qui concerne les dépens exposés devant le premier degré de juridiction qu'en appel ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel de la société anonyme de filature et de tissage, anciennement Raphaël Dreyfus, dont le siège est à Mulhouse et qui est représentée par ses gérants Jacques Dreyfus, demeurant à Belfort, Louis Dreyfus, demeurant à Mulhouse, et Mathieu Dreyfus, demeurant à Paris, d'un jugement du Tribunal civil de Belfort du 12 avril 1900 ;

Reçoit cet appel contre lequel, en la forme, aucune fin de non-recevoir n'est opposée ;

Sur l'appel principal :

Au fond :

Réformant, dit nul et de nul effet au regard de la société l'accord intervenu le 5 février 1900, entre Burner ès qualités, et Golder, directeur technique des établissements de la société à Belfort ;

Dit également nulle au regard de la société l'ordonnance du même jour qui a donné acte de cet accord et fixe à 549 francs la rente annuelle et viagère devant être servie à Mathilde Burner, à raison de l'accident survenu à cette ouvrière dans l'un des établissements de la société ;

Rejette l'appel incident ;

Ordonne la restitution de l'amende ;

Et, faisant droit aux conclusions de la société tendant à faire décider qu'elle est prête à supporter les

dépens, lui donne acte de ses offres, les déclare valables et met à sa charge tous les frais et dépens exposés aux deux degrés de juridiction ;

M. Bonne av. gén. — Mes Belin et Georges Pernot av.

Note. — La question est nouvelle; mais la Cour de Besançon nous paraît avoir posé des principes indiscutables en présence des termes exprès de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898, et elle a tiré les conséquences juridiques qui s'imposaient, en en faisant l'application aux sociétés anonymes, dans lesquelles les directeurs techniques ne sont considérés que comme des employés : V. à cet égard : Nancy 21 juillet 1891 (Gaz. Pal. 91.2.477); Paris 19 juillet 1892 (Rev. des Soc. 1892, p. 501). *Sic* : en dehors des autorités citées dans l'arrêt recueilli : Paul Pont, n° 1602; Vavasseur, Sociétés, n° 797; Houpin, Sociétés, n° 468.

COUR D'APPEL DE DIJON (1re Ch.)

13 juin 1900.

Présidence de M. Gauthiot.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — INDEMNITÉS. — 1° RENTE. — CALCUL DU SALAIRE DE BASE. — RÉMUNÉRATION EFFECTIVE. — ABANDON PAR L'OUVRIER D'UNE PARTIE DE SON SALAIRE A UN TIERS. — 2° INDEMNITÉ TEMPORAIRE. — CALCUL DU SALAIRE DE BASE. — TRAVAIL A LA TACHE.

1° *En employant l'expression « rémunération effective » dans l'art. 10 de la loi du 9 avril 1898, le législateur a voulu comprendre dans une même formule les prestations de toutes sortes que peut recevoir l'ouvrier, mais n'a pas entendu exclure du salaire les sommes en provenant, volontairement abandonnées par l'ouvrier à tout autre qu'au patron.*

Spécialement, le patron n'est pas fondé, pour faire fixer le salaire de l'ouvrier accidenté à une somme moindre que celle qu'il lui payait effectivement, à se prévaloir de l'existence d'une société entre ses ouvriers, en vertu de laquelle les nouveaux venus devaient abandonner une partie de leur salaire.

3° *Soit qu'il s'agisse d'un travail fait à la journée, soit qu'il s'agisse d'un travail fait à la tâche, le salaire destiné à servir de base à l'indemnité temporaire doit être déterminé par le gain de l'ouvrier à une époque aussi rapprochée que possible de l'accident; mais, en même temps, dans l'un et l'autre cas, le gain envisagé par la loi de 1898 est le salaire correspondant à une journée de travail normal et régulier, et nullement celui d'une journée de travail quelconque, travail que des circonstances exceptionnelles ont pu rendre plus ou moins productif : dès lors, lorsqu'il est question d'un travail à la tâche, il faut prendre le gain correspondant à la période convenue de travail normal régulièrement accompli et réglé à l'époque la plus voisine de l'accident, puis diviser la somme constitutive de ce gain par le nombre de jours de travail qui sont entrés dans la composition de la période, le quotient obtenu est le salaire base affecté au calcul de l'indemnité journalière.*

Compagnie des mines de Blanzy c. Rose.

Le Tribunal civil de Chalon-sur-Saône avait rendu, le 13 mars 1900, le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé par M. le juge de paix du canton de Montceau, que le 15 décembre 1899, Rose (Léon), mineur au service de la compagnie de Blanzy, s'est tranché d'un coup de hache, en cochant un morceau de bois, l'index de la main gauche au niveau de la première phalange; qu'à raison de cet accident, il a assigné ladite compagnie devant le tribunal de céans et se disant atteint d'une incapacité permanente et partielle, conclut à l'allocation d'une rente de 900 francs, calculée d'après un salaire annuel de 1,800 francs ;

« Attendu que la défenderesse ne discute point le principe de la demande, mais soutient que la réduction de capacité éprouvée par Rose n'a point l'étendue qu'il voudrait lui attribuer et ne saurait être évaluée à plus de 6 0/0 ; que, d'autre part, le salaire des douze mois précédant l'accident ne s'est élevé, au vu d'un extrait de la comptabilité, qu'à 1,211 fr. 65 ;

« Sur la diminution de capacité :

« Attendu qu'en l'état des prétentions des parties, et les documents de la cause n'offrant aucun élément certain d'appréciation, il y a lieu d'ordonner une mesure d'instruction à l'effet de déterminer les conséquences de l'accident ;

« Sur le salaire :

« Attendu que Rose soutient et demande à prouver par la voie d'une enquête qu'il n'est passé mineur que depuis le 1er septembre 1899, qu'antérieurement pendant les trois premiers mois de la période de douze mois, il était simple manœuvre, et pendant les cinq mois et demi qui ont suivi, apprenti mineur avec un salaire réduit de 1 franc par jour ; que, dès lors, la rente à laquelle il a droit doit être calculée, non pas sur ses salaires totalisés de l'année, mais sur les salaires qu'il a touchés depuis le 1er septembre au jour de l'ac-

cident, multipliés par 3,5, afin de représenter le gain annuel ;

« Attendu qu'il importe, tout d'abord, de relever que le procédé proposé par Rose pour compléter le salaire des douze mois n'est point celui admis par la loi, qui prescrit d'ajouter à la rémunération reçue par l'ouvrier depuis son entrée dans l'entreprise, la rémunération moyenne qu'ont touchée pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie ; mais qu'en tout cas, la compagnie soutient que Rose avait été classé dès le 11 novembre 1898 parmi les mineurs, et n'a jamais été manœuvre pendant l'année précédant l'accident ; qu'à la vérité, d'après les usages de la mine, le nouveau mineur fait partie d'une société dont le travail est payé au prix convenu, et dans la répartition de ce prix entre les associés, reçoit, durant trois mois et quelquefois plus, 1 franc de moins que ses camarades, et pendant une autre période, 0 fr. 50, différences profitant aux ouvriers et non à la compagnie ; que pour Rose la première période s'est prolongée du 11 novembre 1898 au 1er mai 1899, et la seconde du 1er mai au 1er août ; mais que, pour autant, il n'a pas changé de situation, que, mineur il était, mineur il est resté, avec une rétribution plus élevée ; que subsidiairement la compagnie déclare ne point se refuser à tenir compte au demandeur, pour la détermination du salaire de base, des sommes qu'il a touchées en moins et, produisant un extrait de sa comptabilité qui n'est point contesté, se dit prête à rétablir la différence de 1 franc par jour pour quatre-vingt-trois journées de travail, du 15 décembre 1898 au 1er mai 1899, et 0 fr. 50 pour cinquante-cinq journées du 1er mai au 1er août, soit une somme totale de 110 fr. 50 qui porterait le salaire annuel à 1,322 fr. 15 et mettrait Rose sur le pied des autres ouvriers cependant plus anciens et plus expérimentés ;

« Attendu que cette offre est de nature à donner la plus entière satisfaction au demandeur et, dès lors, à faire écarter comme inutile et frustratoire la mesure d'instruction par lui sollicitée ; qu'il y a lieu, toutefois, d'observer que, d'après les renseignements émanant de la Compagnie, deux interruptions de travail s'élevant ensemble à dix-sept journées ont été occasionnées par des blessures que Rose a reçues en février et en mars 1899 ; que, d'autre part, la grève du mois de juin a entraîné un chômage de vingt-quatre jours, et qu'en l'état, tous les droits des parties demeurant réservés, il échet de surseoir à statuer, jusqu'après les résultats de l'expertise médicale, sur les conséquences que peuvent avoir lesdites interruptions et suspensions de travail pour la fixation définitive du salaire provisoirement arrêté à 1,322 fr. 15 ;

« Attendu que les parties demandent respectivement au tribunal de statuer sur l'indemnité temporaire, mais sont en désaccord sur la somme à allouer, l'ouvrier réclamant 4 fr. 25 par jour, et la Compagnie offrant 2 fr. 31 ;

« Attendu qu'aux termes de la loi, l'indemnité doit être égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident ; que cette disposition, des plus simples lorsque le salaire est payé à la journée, semble devoir s'appliquer par une sorte d'analogie, lorsque le salaire est variable et payable à des dates périodiques, à la somme touchée pour la période de travail accomplie (Sachet : Traité des accidents du travail, n° 712) ; que ce mode de computation écartant les aléas d'une appréciation judiciaire et les difficultés qu'elle ne saurait manquer d'entraîner, fixe l'indemnité avec une absolue précision et répond ainsi à l'intention la plus probable du législateur, alors que la question soulevée en 1895 devant le Sénat n'a pas été solutionnée à la suite du renvoi à la commission de plusieurs amendements et du contre-projet Bérenger ; qu'en fait la compagnie ne donne point à ses ouvriers mineurs un salaire fixe et les règle par quinzaine suivant les résultats de l'extraction ; que la dernière quinzaine payée à Rose avant l'accident dont il a été victime le 15 décembre vers 6 h. 1/2 du matin, est la deuxième quinzaine du mois de novembre pendant laquelle, d'après les renseignements fournis par la compagnie, la moyenne des salaires de l'ouvrier a été de 8,50 par jour ; qu'il y a lieu, dès lors, de fixer à la somme de 4 fr. 25 le montant de l'indemnité journalière qui devra lui être servie tous les jours de la semaine sans exception, fêtes et dimanches compris, à partir du cinquième jour de l'accident.

« Attendu qu'il y a lieu de réserver les dépens ;

« Par ces motifs,

« Dit que l'accident dont Rose a été victime, le 15 décembre 1899, entraîne une incapacité de travail permanente et partielle ;

« Et, avant de statuer sur la rente à allouer, nomme M. Lagrange, docteur en médecine à Châlon, seul expert désigné d'office, faute par les parties d'en convenir d'un autre dans les délais de la loi, lequel prêtera serment entre les mains du président de ce siège ou de son dévolutoire et sera, en cas de refus ou empêchement, remplacé par ordonnance rendue sur requête, à l'effet de voir et visiter Rose, de se prononcer sur son état actuel, sur la gravité de ses blessures ou

leurs conséquences au point de vue de sa capacité de travail, de dire dans quelle mesure ses facultés sont diminuées, de préciser, en outre, l'époque où la blessure ayant perdu son caractère aigu s'est transformée en infirmité incurable ;

« Sans s'arrêter ni avoir égard à l'offre en preuve de Rose, rejetée comme inutile et frustatoire ; fixe le salaire de base à 1,322 fr. 15, sauf à préciser en fin de cause, tous les droits des parties demeurant réservés, si cette somme ne devait pas être augmentée à raison d'interruption de travail résultant des blessures reçues ou de la grève du mois de juin 1899, du salaire qui aurait manqué pendant lesdites interruptions et qui serait calculé d'après le salaire gagné pendant le reste de l'année ;

« Condamne la compagnie des mines de Blanzy à payer à Rose en deniers ou quittances, à partir du cinquième jour de l'accident, aux mêmes échéances que le salaire journalier et jusqu'à la décision définitive, une indemnité temporaire de 4 fr. 25 par jour, s'appliquant à tous les jours sans exception, fêtes et dimanches compris ;

« Réserve les dépens. »

Appel par la Compagnie des mines de Blanzy. — Arrêt :

La Cour,

Sur le salaire annuel devant servir de base à la fixation de la rente due à l'intimé :

Attendu que les parties sont aujourd'hui d'accord pour reconnaître que, pendant les douze mois écoulés avant l'accident survenu à Rose, le 15 décembre 1899, celui-ci a travaillé pour la compagnie appelante, en qualité de mineur ; que, d'autre part, la compagnie confesse que, durant cette période, Rose faisait partie d'une société de mineurs dont tous les membres indistinctement avaient droit, dans leurs rapports avec elle, au même salaire ; mais que, dans les rapports existant entre eux, en vertu des conventions sociales, les mineurs nouveaux subissaient, à deux époques successives, du commencement de l'année, une retenue de 1 franc d'abord, de 50 centimes opérée ensuite, sur leur salaire au profit des ouvriers mineurs ;

Attendu que, dans ces circonstances de fait, la compagnie des mines de Blanzy, étrangère au contrat de société, n'en retirant, ni ne pouvant en retirer, à ce titre, aucun bénéfice, ne saurait cependant s'en prévaloir, au point de vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, pour faire fixer à une somme moindre le salaire, qu'effectivement et personnellement elle attribuait à Rose, abstraction faite de sa qualité de mineur nouveau, pendant un temps ;

Attendu que, vainement, elle cherche à justifier la prétention contraire, en s'emparant des mots : « rémunération effective » insérés dans l'art. 10 de la loi précitée ; qu'il y a là, de sa part, une équivoque facile à dissiper, au moyen de cette simple considération, que le législateur, en employant les termes dont s'agit, a voulu comprendre dans une même formule, les prestations de toutes sortes que peut recevoir l'ouvrier, mais n'a pas entendu exclure du salaire les sommes en provenant, volontairement abandonnées par l'ouvrier à tout autre qu'au patron ;

Sur l'indemnité temporaire :

Attendu qu'il n'est pas douteux, ainsi que l'affirme la compagnie appelante, que, soit qu'il s'agisse d'un travail fait à la journée, soit qu'il s'agisse d'un travail fait à la tâche, le salaire destiné à servir de base à l'indemnité temporaire doit être déterminé par le gain de l'ouvrier à une époque aussi rapprochée que possible de l'accident ;

Mais, attendu qu'il n'est pas moins certain que, dans l'un et l'autre cas, le gain envisagé par la loi de 1898 est le salaire correspondant à une journée de travail normal et régulier, et nullement celui d'une journée de travail quelconque, travail que des circonstances exceptionnelles ont pu rendre plus ou moins productif ; que, lorsqu'il est question d'un travail à la tâche, il faut prendre le gain correspondant à la période convenue (quinzaine dans l'espèce) de travail normal régulièrement accompli, et réglé à l'époque la plus voisine de l'accident, puis diviser la somme constitutive de ce gain par le nombre de jours de travail qui sont entrés dans la composition de la période ; que le quotient obtenu est le salaire de base affecté au calcul de l'indemnité journalière ;

Attendu que tout autre mode de procéder, notamment celui qui est revendiqué par l'appelante, ne saurait être admis, parce qu'au lieu de porter sur l'unité de tâche, il porterait sur des fractions de tâches différentes, et aurait pour résultat, contrairement au vœu du législateur, le double inconvénient : 1° d'enlever à l'ouvrier, qui n'a pas toujours le travail égal, la possibilité de regagner, à la fin de la tâche, par un travail soutenu, ce qu'un travail relâché au commencement lui aurait fait perdre ; 2° d'obliger le juge, en cas de difficultés entre les parties (patron et ouvrier), à suppléer, par une appréciation lente et délicate, à l'absence d'un règlement qui, dès qu'il porte sur une tâche complète et unique, permet la détermination prompte et mathématique du salaire de base litigieux ;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, en ce qu'ils n'ont rien de contraire à tout ce qui précède ;

Et attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement entrepris et dit qu'il sortira son plein et entier effet ;

Déboute la compagnie appelante de toutes fins et conclusions contraires ;

La condamne à l'amende consignée et aux dépens d'appel.

M. ABORD av. gén. — Mes GOUGET et BRUNHES av.

Note. — I. — Sur le premier point : La question tranchée par l'arrêt recueilli se présentait pour la première fois à notre connaissance, et la solution de l'arrêt recueilli doit être approuvée. En effet, l'abandon d'une partie de son salaire, que l'ouvrier fait à un tiers, ne regarde pas le patron ; il y a, à son égard, *res inter alios acta*, et le juge ne doit s'occuper que de la rémunération réelle qu'il donne à son ouvrier.

II. — Sur le second point : La question ne s'est pas présentée encore à notre connaissance pour le travail à la tâche, mais elle s'est présentée pour le calcul du salaire journalier, lorsque l'ouvrier est rémunéré à l'heure : le calcul ne peut être fait le jour même de l'accident; dans ce cas il faut prendre la moyenne des heures faites par l'ouvrier pendant les mois qui ont précédé l'accident : Trib. paix Paris 28 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.586). — V. également Trib. paix Paris 7 mars 1900 (Loi 8 mars mars 1900).

205

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

28 juin 1900.

Présidence de M. Lœw.

1° JUGEMENTS ET ARRÊTS. — PRONONCÉ. — PRÉSENCE DE TOUS LES MAGISTRATS.

2° CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — MARCHANDS EN GROS. — DÉCLARATIONS. — ACTES AUX PORTATIFS. — FOI DUE JUSQU'A INSCRIPTION DE FAUX.

3° TOLÉRANCE DE 5 0/0. — JUSTIFICATION NÉCESSAIRE.

4° TOLÉRANCE DE 1 0/0. — CONCLUSIONS. — OMISSION DE STATUER.

1° Aucune loi n'oblige, sous peine de nullité, tous les magistrats qui ont connu d'une affaire à assister au prononcé de l'arrêt : il suffit, pour la validité de cet arrêt, qu'il soit rendu par le nombre de magistrats voulu par la loi.

2° Les agents de la Régie peuvent, lors des vérifications et des inventaires chez les marchands en gros, procéder, soit par mesurage et jaugeage des boissons, soit en recevant les déclarations que ces négociants sont tenus de faire d'après l'art. 9 de la loi du 19 juillet 1890. Dans l'un et l'autre cas, les actes inscrits au portatif pour en constater les résultats font foi jusqu'à inscription de faux.

3° Pour prétendre à l'allocation du 5 0/0 d'erreur accordé par l'art. 10 de la loi du 19 juillet 1880, il faut que le marchand en gros justifie qu'il a été dans le cas d'invoquer le bénéfice de cette tolérance légale.

4° Quand un marchand en gros prétend dans ses conclusions que l'excédent en raison duquel il est poursuivi représente moins de 1 0/0, tolérance accordée par l'art. 7 § 3 de la loi du 21 juin 1873, les juges ne sauraient le condamner sans rechercher s'il devdit ou non lui être tenu compte de ladite tolérance, ni si, ou non, l'excédent devait seulement être pris en charge, au compte du destinataire. En ne s'expliquant pas sur un système de défense qui tend à détruire l'existence de la contravention, les juges violent l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810,

Seigneuret c. Contributions indirectes.

Suivant arrêt de la Chambre criminelle, en date du 28 octobre 1899 (rapporté Gaz. Pal. 1900.1. 186), la présente affaire avait été renvoyée devant la Cour d'appel de Besançon. Sur un nouveau pourvoi du prévenu formé contre l'arrêt de ladite cour (3 janvier 1900), la Cour de cassation a statué ainsi qu'il suit :

LA COUR,

Sur le moyen pris de ce que deux des conseillers qui ont siégé lors de la mise en délibéré de l'affaire n'ont pas pris part au prononcé de l'arrêt :

Attendu qu'aucune loi n'oblige, sous peine de nullité, tous les magistrats qui ont connu d'une affaire à assister au prononcé de l'arrêt; qu'il suffit, pour la validité de cet arrêt, qu'il soit rendu par le nombre de magistrats voulu par la loi;

Sur le moyen pris de la violation ou de la fausse application des art. 100, 106, 242 de la loi du 28 avril 1816, en ce que l'arrêt a condamné le prévenu sur la foi de prétendus portatifs qui, dans les circonstances de la cause, ne pouvaient faire foi jusqu'à inscription de faux :

Attendu qu'aucun mode particulier de recensement n'étant imposé par la loi aux agents de la Régie, ceux-ci peuvent, lors des vérifications et des inventaires, procéder, soit par mesurage et jeaugeage des boissons, soit en recevant les déclarations que les marchands en gros sont tenus de leur faire d'après l'art. 9 de la loi du 9 juillet 1880; que, dans l'un et l'autre cas, les actes inscrits au portatif (sauf l'application de l'art. 146 de la loi du 28 avril 1816, si la demande d'un nouveau mesurage est faite en temps utile), font foi jusqu'à inscription de faux, dans les termes de l'art. 242 de la loi du 28 avril 1816;

Sur le moyen pris de ce que l'on aurait dû tenir compte du 5 0/0 d'erreur accordé par l'art. 10 de la loi du 19 juillet 1880, soit au sujet du manquant de 67 litres constaté lors du recensement du 15 juin 1898, soit au sujet de l'excédent de 54 litres d'alcool constaté le 29 juin de la même année;

Attendu que Seigneuret ne justifie pas qu'il ait

été dans le cas d'invoquer le bénéfice de cette tolérance légale ;

Rejette ces moyens ;

Mais, sur le moyen pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'excédent de 54 lit. 68 centilitres d'alcool pur, constaté le 29 juin 1899, n'existerait pas si on lui tenait compte du bénéfice de 1 0/0 d'erreur accordé par la loi ;

Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu que la Cour d'appel de Besançon a été saisie par Seigneuret des conclusions suivantes :

« ... Et attendu, enfin, que le prétendu excédent relevé le 29 juin 1898 représente moins de 1 0/0 ; que la moindre erreur d'évaluation de mesurage ou de calcul suffirait à expliquer cette erreur...,

« ..... Dire que la contravention n'est pas justifiée. »

Attendu que, sans rechercher s'il devait ou non être tenu compte à Seigneuret de la tolérance accordée par l'art. 7 § 3 de la loi du 21 juin 1873 et si, ou non, l'excédent devait seulement être pris en charge au compte du destinaire, la Cour d'appel de Besançon a omis de s'expliquer sur ce système de défense qui tendait à détruire l'existence de la contravention et qu'ainsi, il y a eu violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Casse... et renvoie devant la Cour de Nancy.

MM. CHAMBAREAUD rapp. ; DUBOIN av. gén.— Mes RAMBAUD DE LAROCQUE et AUBERT av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. L. 30 août 1883, art. 1er. Les arrêts doivent être rendus par des magistrats délibérant en nombre impair, au nombre de cinq au moins, le président compris.

II. — Sur le deuxième point : Les registres portatifs sont destinés à constater toutes les opérations et tous les résultats des vérifications des employés de la régie des contributions indirectes ; aussi l'art. 242 de la loi du 28 avril 1816 a-t-il conféré aux actes qui y sont inscrits un caractère d'authenticité absolue. V. Cass. crim. 20 août et 11 décembre 181s (S. chr.). Par conséquent, de même que ces actes font foi, jusqu'à inscription de faux, des opérations matérielles de mesurage et de jaugeage effectuées par les agents de la régie, de même ils doivent faire également foi entière des déclarations faites conformément à l'art. 9 de la loi du 19 juillet 1880 par les marchands en gros, si ceux-ci ne les rectifient pas avant la fin du recensement et si les employés vérificateurs les acceptent en les considérant comme exactes. Cont. Cass. req. 25 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.316 — S. 97.1.86).

III. — Sur le troisième point : Solution indiscutable.

IV. — Sur le quatrième point : Il est de jurisprudence constante que les arrêts doivent, à peine de nullité, répondre à toutes les conclusions des parties : Cass. 27 octobre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.186) ; 26 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.567). De ce chef, l'arrêt attaqué encourait l'annulation.

Mais, au fond, le marchand en gros avait-il droit au bénéfice de la tolérance de 1 0/0 ?

Le texte législatif ne prévoit la concession de cette tolérance d'erreur qu'aux « expéditeurs sur leurs déclarations », et il ajoute que les quantités reconnues en excèdent seront prises en charge au compte du destinataire.

Il en résulte que, pour qu'il n'y ait pas lieu à procès-verbal tant contre l'expéditeur que contre le destinataire, il faut que l'expéditeur ait été de bonne foi (Cass. 22 décembre 1876 S. 77.1.231 — D. 78.1.144), que l'excédent soit de 1 0/0 au maximum et qu'il ait été reconnu à l'arrivée par les employés. C'est, dès lors, au destinataire qu'incombe le soin d'appeler les agents de la régie à venir s'assurer de la quantité exacte qu'il va introduire dans ses magasins : il ne nous paraît plus fondé à exciper du bénéfice de l'art. 7 de la loi du 21 juin 1873 dès l'instant où la boisson est entrée chez lui, sans qu'il y ait eu contrôle et reconnaissance préalable des employés de la Régie.

Me H.

COUR D'APPEL DE PARIS (8e CH.)

31 mai, 13 et 27 juin 1900.

Présidence de M. Gillet.

EAU DE COLOGNE.— JEAN-MARIE FARINA.— NOM. — MARQUE DE FABRIQUE. — USURPATION. — IMITATION. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1° *Un nom qui affecte une forme distinctive, telle qu'une signature avec paraphe, peut légalement, en dehors de tous autres signes ou inscriptions, constituer une véritable marque de fabrique ; ceux qui en ont acquis la propriété sont bien fondés à la défendre contre toute usurpation ou imitation.*

2° *Un nom commercial ne peut tomber dans le domaine public que si, par le fait du propriétaire du nom ou de son consentement, il a été livré à l'exploitation de tous autres ou s'il est devenu la désignation nécessaire du produit fabriqué ; au cas même où une invention serait tombée dans le domaine public, il ne s'en suivrait pas comme une conséquence nécessaire que le nom soit, lui aussi, tombé dans le domaine public.*

3° *Une marque ne tombe dans le domaine public qu'autant, qu'en raison de l'abandon de son possesseur et de l'usage courant, général et suffisamment prolongé que les autres industriels en ont fait, elle a cessé de constituer, aux yeux du commerce et du public, une indication de provenance pour désigner seulement la nature du produit.*

Le nom de Jean-Marie Farina est, en France, la propriété exclusive de Roger et Gallet et, ce nom formant la partie essentielle de leur marque, ils sont fondés à la défendre contre toute usurpation.

Le sujet allemand qui veut employer en France une marque de fabrique imitant celle d'un fabricant français, doit, tout au moins et préalablement, justifier d'un droit de propriété lé-

gitime en Allemagne de la marque dont i prétend se servir en France.

Roger et Gallet c. Mingels, Vilbois et société Henry Mingels et Cie.

Voici les circonstances qui ont donné lieu à ce procès :

Il existe à Cologne trois maisons Jean-Marie Farina, remontant à l'inventeur même de l'eau de toilette, dite « Eau de Cologne »; il existe aussi dans la même ville d'autres maisons Farina qui n'ont pas la même origine et dont les droits au nom de Farina sont au moins très contestables; mais, en France, il n'en est pas de même; il n'a jamais existé et il n'existe qu'une seule maison française possédant le nom de Jean-Marie Farina. Cette maison a été fondée en 1806, à Paris, rue Saint-Honoré, 333, par Jean-Marie Farina, descendant de Jean-Antoine Farina, seul successeur de Jean-Paul Feminis, inventeur de l'eau de Cologne, à la fin du XVIIe siècle. Cette maison acquit bientôt une grande célébrité en France et même à l'étranger et son fondateur, par des dépôts de marques et des poursuites judiciaires, se défendit avec vigilance et fermeté contre les usurpateurs de son nom et de sa marque; son droit exclusif en France au nom et à la marque Jean-Marie Farina fut reconnu et consacré par un certain nombre de décisions de justice.

Après avoir exploité lui-même, jusqu'en 1840, il céda sa maison, avec son nom, sa marque et ses procédés à Collas. Celui-ci continua l'exploitation de 1840 à 1862; il dut, lui aussi, lutter contre les contrefacteurs, et il obtint, à son tour, une série de jugements et d'arrêts consacrant son droit exclusif en France à la propriété du nom et de la marque Jean-Marie Farina ou Johann-Maria Farina. En 1862, Collas vendit la maison Jean-Marie Farina à MM. Roger et Gallet, qui devinrent ainsi acquéreurs du nom et de la marque, en même temps que des procédés de fabrication. Comme leurs prédécesseurs, ceux-ci se sont trouvés, à plusieurs reprises, en présence de contrefacteurs, et ils ont dû, pour faire respecter leur droit, recourir à la justice.

M. Henry Mingels s'est associé, en 1898, avec M. Vilbois pour la fabrication et la vente de l'Eau de Cologne et ils se sont établis à Paris, 47, rue d'Enghien, sous le nom de Jean-Marie Farina. Leurs prospectus, leurs étiquettes, leurs flacons portaient la marque « Johann-Maria Farina, zür Stadt Turin » (à la ville de Turin). Cette marque était, sinon la reproduction identique, tout au moins l'imitation de la marque appartenant à l'une des trois maisons Jean-Marie Farina de Cologne remontant même à l'origine de l'Eau de Cologne. Cette maison avait été acquise, en décembre 1897, par MM. Roger et Gallet, du sieur Fiévet, Allemand, qui l'exploitait depuis l'année 1880, après l'avoir acquise d'un sieur Walter-Joseph Bürgers, héritier et successeur lui-même de Jean-Marie-Guillaume Farina, décédé à Cologne en 1863, lequel était le descendant direct du fondateur de cette ancienne maison.

MM. Roger et Gallet, agissant comme propriétaires de la seule maison française Jean-Marie Farina, fondée à Paris en 1806, firent procéder, le 21 novembre 1898, par le ministère de Me Dorval, huissier, et en vertu d'une ordonnance de M. le président du tribunal civil, à une saisie-contrefaçon au siège de la société Mingels et Cie, 47, rue d'Enghien, à Paris. Ils assignèrent ensuite la société Mingels et Cie, ainsi que les sieurs Mingels et Vilbois, personnellement, pour voir dire qu'il leur serait interdit de se servir du nom et de la marque Jean-Marie Farina, ou Johann-Maria Farina, en quelque langue que ce soit, en aucune manière et sous aucune forme, pour voir annuler les dépôts de marque effectués sous ce nom, ordonner la confiscation et la destruction des prospectus, étiquettes, factures portant la marque Jean-Marie Farina ou Johann-Maria Farina, s'entendre condamner à des dommages-intérêts, etc.

MM. Mingels et Vilbois résistaient à cette demande et soutenaient que Vilbois devait être mis hors de cause, que la marque exploitée par eux n'était pas celle de Roger et Gallet et ne lui ressemblait pas; que le nom de Jean-Marie Farina servait à désigner le produit connu sous le nom d'Eau de Cologne; que, d'ailleurs, le nom de Jean-Marie Farina était tombé dans le domaine public, soit en France, soit en Allemagne;

MM. Roger et Gallet répliquaient que tous les fabricants en général vendaient leur Eau de Cologne sous leur nom, et non pas sous le nom de Jean-Marie Farina; que ce nom n'était pas du tout la désignation nécessaire de ce produit; qu'enfin ce nom n'était nullement tombé dans le domaine public, pas plus en France qu'en Allemagne, et ils invoquaient à cet égard une série de décisions rendues par la justice française et par la justice allemande.

Le tribunal, après avoir entendu Me Paul Josseau, avocat de MM. Roger et Gallet, et Me Lalle, avocat de MM. Henry Mingels et Vilbois, a, conformément aux conclusions de M. le substitut Le Bourdellès, rendu le jugement suivant :

« Attendu que Roger et Gallet ont formé contre Mingels, Vilbois et la société Henry Mingels et Cie une demande en suppression de marque et en dommages-intérêts pour usurpation de nom commercial et imitation frauduleuse de marque de fabrique; qu'ils justifient, à l'aide de nombreux documents produits, qu'ils sont les cessionnaires du nom commercial attaché à la maison exploitée vers la fin du XVIIe siècle, à Cologne, par Jean-Antoine Farina, successeur de Paul Feminis, inventeur de l'eau dite de Cologne, et dont un descendant, Jean-Marie Farina, a fondé, en 1806, une maison à Paris, rue Saint-Honoré, 333, plus tard 227, qu'il a cédée, en 1840, avec le nom et la marque « Jean-Marie Farina » à Collas, qui l'a lui-même revendue à Roger et Gallet, suivant acte sous seing privé en date du 10 avril 1862, enregistré ;

« Qu'il est mentionné audit acte que Roger et Gallet acquièrent le fonds de commerce de fabrication et de vente d'eau de Cologne exploité par le vendeur sous le nom de « Maison Jean-Marie Farina », l'achalandage et la clientèle y attachés, les procédés, recettes, etc., etc., et que, de convention expresse, il est stipulé que la maison de commerce continuera à porter le nom de Jean-Marie Farina, mais que les eaux de Cologne communes, que les acquéreurs pourraient fabriquer, ne pourront, à peine de tous dommages-intérêts, porter le nom de Jean-Marie Farina ;

« Attendu que, pour se réserver le droit exclusif de vendre en France de l'eau de Cologne sous le nom de Jean-Marie Farina ou Johann-Maria Farina, le fondateur de la maison avait déposé, conformément à la loi, diverses marques de fabrique portant toutes le nom de Jean-Marie Farina; que ce dépôt fut renouvelé et complété par lui et par son successeur Collas à diverses dates échelonnées entre le 10 juin 1813 et le 14 février 1857 et enfin par Roger et Gallet, les 16 mai 1866, 8 mai 1883, 4 avril 1893, 13 avril 1895 et 24 janvier 1896; qu'à la lecture de ces actes de dépôt apparaît clairement l'intention formelle des déposants de s'assurer la propriété exclusive, non seulement d'une marque de fabrique, mais aussi du nom même de « Jean-Marie Farina » et « Johann-Maria Farina »; que de nombreuses décisions judiciaires ont formellement reconnu les droits des demandeurs à ces deux marques;

« Attendu, en outre, que Jean-Antoine Farina, successeur de Paul Feminis, avait un autre fils qui fonda à Cologne, en 1787, une maison dite : « A la ville de Turin » ; qu'en 1865 celle-ci était entre les mains de Bürgers, qui, en 1880, la vendit à Fiévet, de qui Roger et Gallet l'acquirent en 1897 ;

« Attendu que c'est dans ces conditions que Roger et Gallet reprochent à Mingels et Vilbois d'avoir installé à Paris, rue d'Enghien, 47, à proximité de l'immeuble rue d'Hauteville, 38, où ils ont eux-mêmes plus récemment transporté leur industrie, une maison de dépôt et vente d'eau de Cologne, dans laquelle ils font le commerce sous le nom de Jean-Marie Farina et avec une marque « Johann-Maria Farina » employée sous la forme d'une signature avec paraphe et divers signes présentant la plus grande analogie avec les marques des demandeurs ;

« Attendu que Mingels et Vilbois ne contestent pas la matérialité des faits qui leur sont reprochés; que toutefois ils résistent à l'action dirigée contre eux, non point en arguant d'un droit à la propriété du nom de « Farina », mais en prétendant d'abord : que la marque dont sont revêtus leurs produits : « Jean-Marie Farina ou « Johann-Maria Farina, à la ville de Turin, rue Haute, n° 111 », avec la vue de la cathédrale de Cologne dans la transparence du papier, diffère de celle dont se servent Roger et Gallet et qui est ainsi conçue : « Jean-Marie Farina » ou « Johann-Maria Farina, ancien distillateur à Co- « logne », avec ou sans addition des mots : « Ro- « ger et Gallet, successeurs » ; qu'ainsi, d'après les défendeurs, aucune similitude n'existerait entre elles, non plus qu'entre les étiquettes servant à désigner les deux produits rivaux; qu'ils ajoutent que Roger et Gallet ne font point la preuve d'un droit privatif quelconque à la marque « A la ville de Turin » ;

« Mais attendu que, malgré, malgré les modifications qu'ils ont faites dans l'inscription même, et quelques différences graphiques qu'ils se soient ingéniés à apporter à leur type d'étiquette, il apparaît bien de la couleur du papier, du liseré noir qui entoure l'étiquette et de la bande rayée qui la relie au goulot, de l'apposition sur le bouchon d'une rondelle en papier portant les lettres J. M. F., du paraphe de la signature accompagné de deux traits ou barres et de points noirs, du cartouche de forme ronde à l'angle supérieur gauche, caractères qui sont tous plus ou moins servilement copiés sur l'étiquette des demandeurs, et aussi de la forme même des flacons employés, que Mingels et Vilbois ont intentionnellement donné à leur produit un aspect général ayant la plus grande similitude avec celui de Roger et Gallet, et manifestement destiné à amener une confusion dans l'esprit de l'acheteur

qui n'a pas simultanément sous les yeux les deux étiquettes;

« Qu'il importerait même peu que les points de ressemblance existassent moins frappants, puisqu'un nom qui affecte une forme distinctive, celle par exemple d'une simple signature avec paraphe, en dehors de tous autres signes ou inscriptions, peut légalement constituer une véritable marque de fabrique et que le nom de « Jean-Marie Farina » forme ainsi la partie essentielle de la marque des demandeurs, qui, dès lors, sont fondés à la défendre contre toute usurpation ;

« Qu'il devient donc sans intérêt de rechercher si, dans les circonstances où ils ont traité avec Fiévet en 1897, Roger et Gallet ont pu devenir propriétaires de la marque « A la Ville de Turin » ; qu'en effet, en admettant même la négative, en supposant, comme le prétendent Mingels et Vilbois, que cette marque était alors tombée dans le domaine public, ceux-ci, pour être renvoyés des fins des poursuites, devraient justifier qu'ils ont pu s'en servir en y accolant le nom de Jean-Marie Farina dont ils ne sont à aucun titre les ayants cause et qu'ils ne font pas cette justification; qu'ils allèguent, à la vérité, que le nom de « Jean-Marie Farina » se serait identifié avec le produit fabriqué, puisqu'il serait lui aussi tombé dans le domaine public;

« Mais attendu qu'une marque ne tombe dans le domaine public qu'autant qu'en raison de l'abandon de son possesseur et de l'usage courant, général et suffisamment prolongé que les autres industriels en ont fait, elle a cessé de constituer, aux yeux du commerce et du public, une indication de provenance pour désigner seulement la nature du produit ; que tel n'est pas le cas dans l'espèce dont s'agit; que le mot « Eau de Cologne » suffit pour indiquer la nature du produit et qu'il n'y a aucune nécessité d'y ajouter le nom de « J.-M. Farina » pour le désigner; que cela est si vrai, que, si les procédés de sa fabrication ont pu être pénétrés à l'aide d'une analyse, la composition de l'eau n'est, tout au moins, pas connue d'une façon générale et qu'il est fort douteux que Mingels et Vilbois débitent le produit même de l'inventeur ; qu'on ne saurait donc dire que le nom de celui-ci se soit imposé à une invention qui n'est pas la sienne ; que c'est ainsi d'ailleurs que procèdent les principaux parfumeurs de Paris, fabriquant l'eau de Cologne, qui, sur leurs étiquettes, font suivre le nom générique du produit, du nom personnel du fabricant ;

« Que, d'autre part, il n'est pas établi que Jean-Antoine Farina, Jean-Marie Farina ou leurs successeurs aient eu, à aucun moment, l'intention de faire au domaine public l'abandon d'une partie de leurs droits ; que le contraire résulte même de tous les faits et circonstances de la cause, et notamment des efforts incessants du fondateur de la maison et de ses cessionnaires pour maintenir et faire consacrer leur droit exclusif au nom de Jean-Marie Farina; qu'il est impossible d'admettre que les nombreuses imitations frauduleuses, qui ont eu lieu dès l'origine, et qui n'ont jamais complètement cessé, aient pu avoir pour effet de dépouiller les demandeurs du droit qui leur appartenait légitimement;

« Attendu, enfin, que Mingels et Vilbois excipent en vain de l'art. 28 du traité de commerce intervenu entre la France et le Zollverein, le 9 mai 1865, et remis en vigueur par la convention de Francfort du 11 décembre 1871, lequel article est ainsi conçu : « En ce qui concerne... les marques « de fabrique..., les sujets de chacun des Etats « contractants jouiront respectivement dans l'au- « tre de la même protection que les nationaux. Il « n'y aura lieu à aucune poursuite, à raison de « l'emploi, dans l'un des deux pays, de marques de « fabrique de l'autre, lorsque la création des « marques dans le pays de provenance des pro- « duits remontera à une époque antérieure à l'ap- « propriation de ces marques, par dépôt ou autre- « ment, dans le pays d'importation » ;

« Que, pour pouvoir se prévaloir utilement de cet art. 28 du traité de commerce, Mingels devrait tout au moins établir la propriété légitime, en Allemagne, de sa marque « Johann-Maria « Farina, à la ville de Turin, rue Haute, 111 »; que non seulement il ne fait pas cette preuve et n'offre pas de la rapporter, mais que tous les documents produits par les adversaires sont encore de nature à formellement contredire sa prétention sur ce point ;

« Attendu que, de tout ce qui précède, il résulte que Mingels et Vilbois ont usurpé le nom de Jean-Marie Farina, qui est, « en France, la « propriété exclusive de Roger et Gallet » et qu'ils ont frauduleusement imité leur marque de fabrique ; qu'ils leur ont ainsi causé un dommage certain, pour lequel ils leur doivent réparation et que le tribunal a des éléments suffisants d'appréciation pour en déterminer l'importance ;

« Attendu, en ce qui concerne spécialement Vilbois, qu'il demande vainement sa mise hors de cause; qu'il résulte des pièces versées aux débats, qu'il a formé avec Mingels une société en nom collectif pour l'exploitation de la maison de parfumerie, dont le siège social est rue d'En-

ghien, 47 ; que, lors du procès-verbal de saisie-contrefaçon dressé par Dorval, huissier à Paris, le 21 novembre 1898, il a été trouvé à ce siège social et qu'il a reconnu qu' « il était dans l'affaire depuis le mois d'avril dernier » ; qu'en fait, il est constant qu'il a coopéré aux actes frauduleux qui sont reprochés à Mingels et que sa participation active aux agissements de ce dernier le rend responsable solidairement avec lui des conséquences dommageables qu'ils ont entraînées pour les demandeurs ;

« Par ces motifs,

« Condamne solidairement Mingels, Vilbois, Mingels et Cie, à payer à Roger et Gallet la somme de 4,000 francs, à titre de dommages-intérêts, leur fait défense de se servir en aucune manière du nom ou de la marque « Jean-Marie Farina », ou « Johann-Maria Farina » ;

« Prononce la confiscation et la destruction de tous les prospectus, étiquettes, cachets, factures, qui ont été saisis et décrits et qui portent le nom de « Jean-Marie Farina », ou une marque « Johann-Maria Farina », quelle qu'elle soit, et, pour assurer cette destruction, ordonne la remise aux demandeurs de tous lesdits objets saisis ou décrits au procès-verbal de Dorval, du 21 novembre 1898;

« Ordonne l'annulation et la radiation des dépôts de marques effectués les 18 octobre et 7 novembre 1898 par Mingels, au greffe du Tribunal de commerce de la Seine ;

« Ordonne la transcription de cette disposition du jugement sur les registres du Tribunal de commerce et sur ceux du ministère du commerce ;

« Ordonne la publication du présent jugement aux frais solidairement de Mingels, Vilbois et de la Société Henry Mingels et Cie, dans cinq journaux de Paris et cinq journaux des départements et de l'étranger, au choix des demandeurs, sans que le coût desdites insertions puisse excéder la somme totale de 2,500 francs, le surplus, s'il y a lieu, devant demeurer à la charge personnelle des demandeurs ;

« Et condamne Mingels, Vilbois et la société Mingels et Cie, solidairement en tous les dépens, en ce compris ceux de saisie et de dépôt au greffe. »

M. Vilbois a acquiescé à ce jugement. M. Mingels a interjeté appel, Me Colin de Verdière a soutenu cet appel ;

Me Paul Josseau s'est présenté pour MM. Roger et Gallet.

La Cour a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Statuant sur l'appel interjeté par Henri Mingels, d'un jugement du Tribunal civil de la Seine du 11 avril 1899 ;

Considérant que cet appel est régulier, qu'il est recevable en la forme ;

Au fond :

Considérant que Mingels, sujet allemand, ne possède, dans son pays d'origine, aucun établissement industriel ou commercial, et ne justifie du dépôt légal d'aucune marque qui lui en assure la propriété légitime ; que c'est en France seulement qu'il exploite son industrie ; que, dès lors et d'après les conventions diplomatiques et les lois en vigueur sur la matière, il ne saurait prétendre à un régime particulier en France ; qu'il y est soumis aux prescriptions de la loi française, sans avoir de droits plus étendus que les nationaux ;

Considérant que la demande initiale de Roger contre Mingels, Vilbois et la société Henry Mingels et Cie, constitue une demande en suppression de marque et en dommages-intérêts pour usurpation de nom commercial et imitation frauduleuse de marque de fabrique ; que, pour interdire à l'appelant l'emploi du nom commercial et de la marque de fabrique « Jean-Marie Farina » et « Johann-Maria Farina », Roger et Gallet étaient tenus d'établir, d'une part, qu'ils ont droit et qualité pour le faire ; d'autre part, que Mingels a fait un usage frauduleux et abusif du nom et de la marque dont s'agit ;

Considérant que Roger et Gallet justifient péremptoirement, à l'aide des actes qu'ils produisent et des nombreuses décisions de justice rendues à leur profit, y compris l'arrêt de cette cour du 7 décembre 1893, de la transmission régulière, en leur personne, du nom commercial attaché à la maison qu'ils exploitent, à Paris, rue d'Hauteville, 38, ainsi qu'il est déduit et expliqué au jugement dont est appel ; qu'ils établissent également que Jean-Marie Farina, fondateur, en 1806, de la maison susdésignée, en vue de se réserver le droit privatif de vendre en France de l'eau de Cologne, sous le nom de « Jean-Marie Farina » ou « Johann-Maria Farina », avait opéré le dépôt légal de diverses marques de fabrique portant toutes le nom de « Jean-Marie Farina » ; que ce dépôt, déjà renouvelé et complété par Collas, son successeur, pendant la durée de son exploitation, de 1813 à 1857, le fut aussi, par Roger et Gallet, cessionnaires réguliers et légitimes de Collas, et subrogés dans ses droits, aux dates successives énoncées au jugement ;

Que le droit des intimés a toujours été proclamé par les arrêts rendus à leur requête contre les imitateurs et usurpateurs de ces marques ;

Considérant qu'on ne saurait confondre le fondateur Jean-Marie Farina, susnommé, avec Jean-Marie-Joseph Farina, qui avait établi, en 1855, une maison similaire, place Julien, 4, à Cologne, et qui, sur la poursuite de Roger et Gallet, a été condamné, le 26 avril 1866, par arrêt de cette cour, à faire pré-

céder le nom de Farina des prénoms de Johann-Maria-Joseph, avec cette mention : maison fondée en 1855; que les droits de Roger et Gallet procèdent bien de Jean-Marie Farina et non de Jean-Marie-Joseph Farina;

Considérant qu'il est constant et non dénié que Mingels et Vilbois ont installé rue d'Enghien, 47, dans le voisinage de celles de Roger et Gallet, une maison de dépôt et vente d'eau de Cologne, qu'ils débitent sous le nom Jean-Marie Farina et sous la marque Johann-Marie Farina, employée sous la forme d'une signature avec paraphe et écusson présentant la plus grande ressemblance avec les marques des intimés décrites en leurs actes de dépôt;

Considérant que Vilbois ayant adhéré au jugement du 11 avril 1899, et Mingels seul ayant formé appel devant la cour, celui-ci persiste à prétendre : 1° que la marque dont sont revêtus ses produits « Jean-Marie Farina » ou « Johann-Maria Farina, à la ville de Turin, rue Haute, 111 », avec la vue de la cathédrale de Cologne dans la transparence du papier, diffère de la marque employée par Roger et Gallet, ainsi conçue : « Jean-Marie Farina » ou « Johann-Maria Farina, distillateur à Cologne » avec ou sans addition des mots : « Roger et Gallet, successeurs »; 2° que le nom de Jean-Marie Farina, s'étant identifié avec le produit fabriqué, est tombé dans le domaine public;

Considérant, d'une part, que c'est à bon droit que les premiers juges, dans l'examen et la description graphique qu'ils ont faits des emblèmes, types et inscriptions des étiquettes respectives des parties, ont été amenés à dire et déclarer, que les défendeurs avaient donné intentionnellement à leur marque un aspect général ayant la plus grande analogie avec celle de Roger et Gallet, manifestement destinée à produire la confusion dans l'esprit de l'acheteur; qu'on peut dire, en effet, à raison de cette ressemblance, qu'elle en est la reproduction servile;

Considérant, d'autre part, que Roger et Gallet justifient qu'ils sont devenus, par acte du 16 décembre 1897, cessionnaires réguliers de Fiévet : 1° pour la marque « A la ville de Turin, Hochstrasse, 111 » acquise valablement par celui-ci de Walter-Joseph Bürgers, et 2° pour la firme ou raison commerciale « Johann-Maria Farina » vis-à-vis du Dôme Fettenhennen, 17, que ledit Fiévet avait acquise comme marque cathédrale, le 28 août 1894, de la dame Arnold Oster qui en était propriétaire; que la marque « J.-M. Farina, à la ville de Turin » a été admise en Allemagne, pays d'examen, au Patentamt de Berlin (office des brevets) en janvier 1899, ce qui, d'après la législation locale, lui a imprimé un caractère définitif, après que Fiévet l'y avait fait inscrire antérieurement;

Considérant qu'il est vrai que, sur certains produits de la maison des intimés, la marque porte la mention, en exergue, « Roger et Gallet successeurs »; que ces mots, qui ne font pas partie intégrante et distincte de la marque, y ont été adaptés pour réclame courante; qu'au surplus, il ne s'agit pas, dans l'instance, de l'emploi que font les demandeurs de leur propre marque, mais, ce qui est différent et ne doit pas être confondu, de la question de savoir si Mingels a fait usage frauduleux d'une marque qui ne lui appartient pas;

Considérant que c'est aussi en vain que l'appelant soutiendrait que la marque dont s'agit est tombée, avec le produit lui-même, dans le domaine public; qu'il ne démontre pas que la marque a cessé de constituer, en raison de l'abandon de son possesseur et de l'usage général et prolongé du commerce, une indication de provenance pour désigner seulement la nature du produit; qu'à ce point de vue et sous cet aspect, la dénomination générique « Eau de Cologne » suffit pour indiquer la nature du produit, selon la pratique admise par les fabricants respectueux de la vérité et observateurs de la légalité; qu'ils n'ont pas besoin, pour la désigner, d'y ajouter le nom de Jean-Marie Farina, lequel ne s'incorpore pas et ne s'identifie pas nécessairement avec le nom générique du produit;

Considérant que le nom commercial ne peut tomber dans le domaine public que si, par le fait du propriétaire ou de son consentement, il a été livré à l'exploitation de tous autres ou s'il est devenu la désignation nécessaire du produit fabriqué; que même l'invention fût-elle tombée dans le domaine public, il ne s'ensuivrait pas, comme une conséquence absolue et logique, que le nom soit dans le domaine public; que tous les faits et circonstances de la cause, les documents, actes publics ou privés, jugements et arrêts produits aux débats établissent que Jean-Antoine Farina, héritier de l'inventeur Paul Feminis et fondateur de la maison « A la ville de Milan », non plus que Jean-Marie Farina, fondateur de la maison « A la ville de Turin » aient jamais eu et révélé l'intention de faire l'abandon d'une partie de leurs droits privatifs, alors qu'il ressort des mêmes éléments de décision qu'eux et leurs cessionnaires successifs ont lutté constamment pour la défense et le maintien de leur propriété légitime, toujours reconnue contre leurs usurpateurs;

Considérant que cette prétention de Mingels que la marque litigieuse serait tombée dans le domaine public, est en contradiction avec ses propres actes et ses agissements personnels lorsque, à la date du 7 novembre 1898, il opérait, pour s'assurer, à l'exclusion de tous les autres, le dépôt d'une marque, ce qui suppose une appropriation privative;

Considérant que la propriété d'une marque de fabrique régulièrement déposée, qui peut consister, soit dans un nom sous une forme distinctive, soit dans des combinaisons de couleurs ou de dessins, est absolue et présumée exister dès que le dépôt en est opéré; que pour contester ce droit de propriété, Mingels avait le devoir de prouver que les marques de Roger et Gallet, cessionnaires médiats de Jean-Marie Farina et cessionnaires immédiats de Fiévet,

n'étaient pas nouvelles, ce qu'il ne fait pas, pas plus qu'il ne démontre la prétendue antériorité résultant à son profit de l'usage qu'il aurait fait personnellement des marques litigieuses longtemps avant les dépôts effectués par Fiévet; que c'est contrairement à la vérité qu'il a fait annoncer dans sa clientèle que Fiévet avait été condamné à 50,000 francs de dommages-intérêts envers lui pour abus du nom de Jean-Marie Farina, par jugement, qu'il disait définitif, du 30 novembre 1897 ; qu'en fait, sur l'appel de Fiévet et du ministère public, et par arrêt du 9 mai 1898, celui-ci devenu définitif par le rejet du pourvoi en cassation de Mingels, le 15 juin 1899, la cour a admis que, par le dépôt des marques et étiquettes y décrites, portant, avec le prospect de la cathédrale de Cologne, l'inscription « Johann-Maria Farina, zür Stadt Turin, Hochstrasse, 111 », Fiévet avait acquis la propriété exclusive de ces marques, a constaté que les marques saisies chez Mingels étaient la reproduction servile de celles de Fiévet, et que la mauvaise foi de celui-ci résultait des circonstances de la cause et l'a condamné à l'amende et à 500 francs de dommages-intérêts avec confiscation des flacons, marques et étiquettes saisis et à l'insertion de l'arrêt;

Considérant que c'est aussi en vain que l'appelant prétendrait qu'il n'existe plus de maison de commerce à Cologne, rue Haute, 111; que si la maison « A la Ville de Turin, rue Haute, 111 », a été transférée Norbertstrasse, 16, l'ancienne adresse n'en subsiste pas moins comme enseigne ou raison sociale, pour désigner la maison et la distinguer des établissements concurrents, à l'exemple d'autres maisons qui ont procédé de même, ainsi qu'il appert des certificats de la chambre de commerce de Cologne;

Que, pour ces causes, il n'échet de s'arrêter aux conclusions principales de l'appelant;

Sur les conclusions complémentaires du même :

Considérant qu'à l'appui de sa défense et en vue d'échapper aux suites et conséquences de l'usurpation qui lui est imputée, Mingels articule et offre de prouver dans les formes de droit, divers faits tendant à prouver : 1° qu'il aurait exploité et que d'autres auraient exploité, avant que Fiévet l'eût déposée, la marque « A la Ville de Turin, 111, rue Haute », en français et en allemand; 2° que cette marque consiste dans la reproduction de la cathédrale de Cologne; 3° que les papiers et actes déposés devant notaire et produits par Roger et Gallet, sont sans valeur juridique, parce qu'ils seraient des pièces de complaisance, en vue d'arriver au monopole de ladite marque; 4° que des milliers de fabricants d'eau de Cologne se sont servis depuis 1695 du même genre de flacons, du même genre d'étiquettes blanches et du même genre de collier en papier blanc pour bouchage que ceux dont se servent Roger et Gallet depuis trente ans seulement, et que, comme la marque « J.-M. Farina, à la Ville de Turin, rue Haute, 111 », ces genres de flacons, d'étiquettes et de colliers pour bouchage appartiennent au domaine public;

Considérant que ces faits ne sont ni pertinents ni admissibles, et qu'en l'état, il n'échet d'ordonner la mesure d'enquête sollicitée; qu'en effet l'articulé n° 1 est, dès à présent, démenti par ce fait que Mingels était simple commissaire vendeur de Louat, représentant de Fiévet au temps où celui-ci exploitait la marque qu'il avait déposée le 22 novembre 1882, puis le 16 août 1893, et que lui-même n'a pu opérer de dépôt avant 1898 pour une marque qu'il prétend être dans le domaine public;

Que l'arrêt de cette cour du 3 janvier 1895, constate que Mingels ne fabriquait pas à cette époque et qu'en réalité sa fabrication paraît ne remonter qu'à 1897; que si d'autres ont exploité la marque Cathédrale avant le dépôt de Fiévet, l'appelant ne précise ni le temps, ni le lieu, ni les circonstances de cette exploitation; que, dès lors, l'articulation n'est pas opérante; que l'articulé 2 se trouve repoussé par la même raison; que l'articulé n° 3, outre qu'il est imprécis et vague dans sa teneur, se réfère à des jugements et arrêts invoqués devant la cour pour éclairer sa décision, mais dont il ne saurait appartenir à des témoins privés de discuter la valeur et la portée juridiques; que notamment est invoqué celui du 7 décembre 1893 qui, après avoir déclaré contrairement à l'interprétation de l'appelant que le nom commercial de Jean-Marie Farina et de Johann-Maria Farina, n'étaient pas tombés dans le domaine public, en a reconnu la propriété à Roger et Gallet, successeurs de Jean-Marie Farina;

Qu'enfin l'articulé n° 4 n'a pas d'objet, puisque les formes des flacons, des étiquettes et les genres de bouchage ne sont pas revendiqués, mais seulement une marque commerciale, laquelle n'est pas tombée dans le domaine public;

Sur les conclusions additionnelles des intimés :

Considérant qu'aux termes de l'art. 464 C. pr. civ., les parties peuvent demander, en cour d'appel, des dommages-intérêts pour le préjudice souffert depuis le jugement de première instance; que Roger et Gallet sont fondés à réclamer le bénéfice de ces dispositions en raison de la persistance de Mingels à faire usage de la marque litigieuse, surtout après l'acquiescement de Vilbois au jugement du 11 avril 1899; que la publicité à laquelle il continue de se livrer démontre son indue résistance; que c'est ainsi que, dans l'annuaire Didot-Bottin de 1900, après l'arrêt du 9 mai 1898 et le rejet de son pourvoi, le 15 juin 1899, il a fait annoncer ses produits avec la marque usurpée et avec cette mention : Farina (Jean-Marie), véritable eau de Cologne, maison fondée en 1695, seuls fabricants Henry Mingels et C^ie^, rue de Vanves, 159, Paris, se disant maison autorisée en France par les arrêts précités, comme il avait déjà publié, dans l'annuaire précédent, qu'il avait été autorisé par l'arrêt de la cour d'appel du 5 janvier 1895, confirmé par la Cour de cassation le 28 février 1895, et par jugement du 30 no-

vembre 1897, encore qu'il ait été infirmé en appel;

Que ces agissements, par l'intention manifeste qu'ils révèlent et le but cherché et défini qu'ils poursuivent, sont de nature à occasionner à Roger et Gallet un nouveau préjudice dont il leur est dû réparation; que la cour trouve dans les faits et les documents de la cause les éléments nécessaires et suffisants pour en fixer le montant à 3,000 francs qui devront s'ajouter à ceux alloués par le tribunal;

Considérant qu'au mérite de ce qui précède, il n'échet de s'arrêter à la demande reconventionnelle de Mingels en 20,000 francs de dommages-intérêts dans laquelle il n'est ni recevable ni fondé;

Par ces motifs,

Aux dires des premiers juges que la cour adopte, et sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions complémentaires de Mingels à fin d'enquête ni à sa demande reconventionnelle en dommages-intérêts, dans lesquelles il n'est ni recevable ni fondé et dont il est débouté;

Confirme le jugement du 11 avril 1899 dans toutes ses dispositions et condamnations pour être exécuté selon sa forme et teneur, et y ajoutant, et faisant droit aux conclusions additionnelles de Roger et Gallet, condamne Mingels à leur payer la somme de 3,000 francs pour dommages-intérêts supplémentaires encourus depuis le jugement de première instance, laquelle somme s'ajoutera à celle allouée par les premiers juges; déboute les parties de toutes autres conclusions principales, subsidiaires, supplémentaires ou additionnelles dans lesquelles elles sont mal fondées; condamne l'appelant à l'amende et aux nouveaux dépens.

Note. — I. — Sur le premier point : Le principe est absolument certain : L'art. 1er de la loi du 23 juin 1857 considère comme marques de fabrique et de commerce, les noms sous une forme distinctive, et il est de toute évidence qu'un nom, comme celui de Jean-Marie Farina, aussi bien que tout autre, revêt une forme distinctive, quand il apparaît sur une étiquette, non pas en caractères d'imprimerie, mais en écriture courante et avec un paraphe. La marque a pour objet d'authentiquer le produit, d'indiquer son origine; comment pourrait-on arriver mieux à ce résultat qu'en revêtant le produit de la signature de celui qui en est l'inventeur ou le fabricant ?

II. — Sur le deuxième point : Le principe est également certain. Le nom est imprescriptible et inaliénable. Et comme le dit Me Pouillet (Marq. de fabrique, n° 58) si les noms de Quinquet et de Bretelle ont cessé de pouvoir être revendiqués, c'est uniquement parce que, par suite d'un long usage, ils sont devenus de véritables noms communs, qui s'identifient avec les objets qu'ils désignent habituellement. V. Paris 21 juin 1863 (Ann. 67.266); Trib. civ. Seine 21 février 1873 (Gaz. Trib. 3 avril 1873). *Adde* : Pouillet, Marq. de fabrique, n° 58 et suiv.

III. — Sur le troisième point : La propriété d'une marque se perd, cela est hors de discussion, par l'abandon exprès ou tacite, surtout si le propriétaire a laissé, sans protestation, le domaine public s'en emparer. L'abandon prolongé devient irrévocable, et la marque tombe, par cela même, dans le domaine public. Mais ce sont là des questions de fait abandonnées à l'appréciation des tribunaux.

Il faut que l'abandon résulte de faits indubitables, et soit ancien et durable. La jurisprudence est en ce sens : Bordeaux 30 novembre 1859 (Le Hir 61.2.495); Paris 23 juillet 1863 (Ann. 64.193); Paris 12 janvier 1874 (Ann. 74.83); Cass. 8 février 1875 (Ann. 77.91). Voy. Pouillet, Marques de fabrique, nos 80 et 81.

206

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

9 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

JUGEMENTS PRÉPARATOIRES, INTERLOCUTOIRES OU DÉFINITIFS. — DOMMAGES AUX RÉCOLTES. — JUGEMENT D'AVANT FAIRE DROIT. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — QUANTUM. — PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ RECONNUE. — EXPERTISE. — APPEL. — DÉLAI. — TARDIVETÉ.

Constitue non un simple interlocutoire, mais un jugement définitif, le jugement du juge de paix, qui statuant, après enquête, sur une demande en dommages-intérêts formée contre le locataire d'une chasse à raison des dégâts occasionnées par les sangliers peuplant cette chasse aux récoltes des propriétés riveraines, énonce dans ses motifs que le demandeur a rapporté la preuve d'une faute préjudiciable à la charge des défendeurs, déclare dans son dispositif que l'enquête est faite et parfaite, la demande recevable et fondée, et nomme des experts pour donner son avis sur l'indemnité objet de l'action, tous droits, moyens et dépens réservés.

Dès lors, c'est à partir de la signification dudit jugement lui-même, et non pas seulement à partir de la signification du jugement qui a statué ultérieurement sur les résultats de l'expertise qu'il avait ordonnée, que court le délai de trente jours pour en interjeter appel.

Le sieur Aveline était locataire de la ferme du Verger, appartenant à M. le comte de Mun. La chasse dans un bois, dit bois de Saint-Laurent, appartenant au même propriétaire, était louée, en même temps, à MM. Branchard, Ribier, Beaumont et Marchand. Aux termes d'une clause de leur bail, les locataires de la chasse de ce bois s'étaient engagés à faire leur affaire personnelle des indemnités qui pourraient être dues aux propriétaires riverains, à raison des dégâts causés par le gibier séjournant dans le bois. Or, les 7 octobre et 9 décembre 1897, deux prés, dépendant de la ferme du Verger, ayant, d'après les

dires du sieur Aveline, été ravagés par des sangliers provenant du bois de Saint-Laurent, ledit sieur Aveline avait, le 7 janvier 1898, fait assigner les locataires de la chasse devant le juge de paix de Regmalard, pour s'entendre condamner à lui payer des dommages-intérêts à raison du préjudice. Le 24 janvier 1898, le juge de paix avait rendu une première sentence, ordonnant une enquête à laquelle il avait été procédé les 14 et 21 février suivants. Après quoi, le même magistrat avait rendu, le 7 mars 1898, le jugement suivant :

« Attendu qu'il est de jurisprudence formelle que les propriétaires du bois ou les locataires du droit de chasse sont responsables des dégâts occasionnés par les sangliers, lorsque, notamment, ces animaux séjournent dans les bois, les propriétaires les y retiennent et favorisent leur multiplication, quand ils ne font pas tout leur possible pour détruire ces animaux, et tout ce qui est en leur pouvoir pour les éloigner;

« Attendu qu'il est constant, en fait, que des sangliers existent et séjournent dans les bois de Saint-Laurent...; qu'ils naissent, restent à demeure dans ces bois, causent des dommages aux propriétés riveraines; que des berceaux et des tauges existent en grand nombre;

« Attendu que les défendeurs n'ont pas chassé sérieusement ces animaux, et que les quelques battues, qu'ils ont faites depuis l'introduction de l'instance, ont été mal faites;... qu'il en résulte que la preuve qu'avait entreprise Aveline est faite et parfaite;

« Attendu que, dans ces conditions, la responsabilité des défendeurs ne fait aucun doute pour nous; que la demande d'Aveline nous paraît fondée d'après l'examen que nous en avons fait, et qu'il y a lieu d'y faire droit;

« Attendu que les dégâts causés à la propriété d'Aveline ne sont pas méconnus en fait, et qu'il y a lieu d'en apprécier la valeur et d'en déterminer l'importance; que cette appréciation exige des connaissances qui nous sont étrangères;

« Par ces motifs,

« Déclarons l'enquête faite et parfaite; déclarons, enfin, recevable et fondée la demande intentée par Aveline, et, pour en apprécier l'importance, ordonnons que les lieux seront examinés par experts...; nommons pour procéder à cette opération... »

Ce jugement avait été signifié le 19 mars. Il avait été ensuite procédé à l'expertise qu'il avait ordonnée, et, à la date du 18 avril 1891, le juge de paix avait enfin prononcé contre les défendeurs une condamnation au paiement de 291 fr. 55 au profit d'Aveline.

Le 23 mai 1898 seulement, les consorts Brauchard, Ribier, Beaumont et Marchand avaient interjeté appel des deux jugements du juge de paix des 7 mars et 18 avril 1898. Le sieur Aveline avait excipé de la tardiveté de cet appel en ce qui concernait, du moins, le jugement du 7 mars 1898, signifié plus de trente jours auparavant, le 19 mars 1898, mais cette fin de non-recevoir avait été repoussée par un jugement du Tribunal civil de Mortagne, en date du 1er décembre 1898, dont nous extrayons les passages ci-après :

« Attendu qu'à tort l'intimé prétend non recevable comme formé tardivement, c'est-à-dire plus de trente jours après la signification faite par exploit du 19 mars 1898, l'appel du jugement du 7 mars 1898;

« Attendu que ce jugement n'était pas définitif;

« Attendu que, s'il préjuge la décision définitive à intervenir, il ne la prononce pas, non plus qu'une condamnation quelconque aux dépens;

« Attendu que le caractère interlocutoire de ce jugement, qui ordonne une expertise (art. 452 C. pr. civ.) et qui réserve expressément tous droits, ne peut être utilement contesté;

« Attendu, dès lors, qu'aux termes de l'art 31 C. pr. civ., l'appel du jugement interlocutoire du 11 mars 1898, est valablement porté dans les délais d'appel du jugement du 18 avril suivant;

« Attendu qu'en signifiant, à tort d'ailleurs, le jugement interlocutoire, l'intimé n'a pas pu priver son adversaire du droit que la loi lui confère;

« Attendu que si l'art. 31 précité autorise, avant le jugement définitif, l'appel du jugement interlocutoire, les intimés, qui n'ont pas usé de cette permission, conservent le droit d'appeler du premier jugement, en même temps que du jugement définitif; qu'il échet donc de statuer sur le double appel de Branchard et joints;

« Par ces motifs,

« Déclare recevable l'appel interjeté du jugement du 7 mars 1898. »

Au fond, le même jugement avait infirmé les deux décisions du juge de paix des 7 mars et 18 avril 1898, débouté le sieur Aveline de sa demande et l'avait condamné aux dépens.

Le sieur Aveline s'est alors pourvu en cassation, et a formulé, à l'appui de son pourvoi, le moyen suivant :

« Violation des art. 31, 451 et 452 C. pr. civ., 13 de la loi du 25 mai 1838 et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a dé-

claré recevable l'appel interjeté par les défendeurs éventuels contre la sentence du juge de paix du 7 mars 1898, bien que formé plus de trente jours après la signification, sous prétexte que, ce jugement étant interlocutoire, l'appel pouvait être formé dans les délais d'appel du jugement définitif, alors que le jugement du 7 mars 1898, ayant déclaré la demande de l'exposant recevable et fondée, avait statué définitivement, et que l'appel devait être interjeté sans attendre les résultats de l'expertise ordonnée pour fixer le montant de l'indemnité ».

Ce pourvoi a été accueilli par un arrêt de la Chambre civile ainsi conçu :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 13 de la loi du 25 mai 1838;

Attendu que le jugement du juge de paix de Regmalard du 7 mars 1898, infirmé par le jugement attaqué du Tribunal civil de Mortagne du 1er décembre suivant, constatait que des sangliers séjournaient en grand nombre dans les bois de Saint-Laurent dont la chasse est louée aux défendeurs; que ceux-ci n'avaient pas chassé sérieusement ces animaux qui avaient causé des dégâts à la ferme du demandeur; que ces dégâts n'étaient pas méconnus; que le jugement du 7 mars 1898 ajoutait que le demandeur avait rapporté la preuve de l'existence d'une faute préjudiciable à la charge des défendeurs et qu'il ne restait qu'à déterminer l'importance du préjudice; qu'il déclarait, en conséquence, « l'enquête faite et parfaite, la demande recevable et fondée et nommait des experts pour donner leur avis sur la valeur de l'indemnité, objet de l'action, tous droits, moyens et dépens réservés »;

Attendu que ce jugement n'était pas simplement un jugement interlocutoire, qu'il était définitif en ce qu'il affirmait la responsabilité des défendeurs et déclarait fondée la demande en dommages-intérêts intentée contre eux; que, dès lors, l'appel devait en être interjeté dans le délai de trente jours après sa signification en date du 19 mars 1898; que, cependant, le jugement attaqué a déclaré recevable l'appel de ce jugement, bien qu'il n'ait été formé que le 23 mai, sous prétexte qu'il était interlocutoire et que l'appel avait pu en être interjeté en même temps que l'appel du 18 avril suivant, qui avait statué sur le chiffre des dommages-intérêts; qu'en statuant ainsi, il a faussement appliqué et, par suite, violé le texte de loi susvisé;

Casse le jugement du Tribunal civil de Mortagne du 1er décembre 1898.

MM. FAUCONNEAU-DUFRESNE rapp.; DESJARDINS av. gén. — Mes SABATIER et BOIVIN-CHAMPEAUX av.

Note. — M. Garsonnet, t. III, § 434, p. 94, pose, dans les termes suivants, les distinctions suivant lesquelles il y a lieu de reconnaître à un jugement d'avant dire droit le caractère *définitif*, *interlocutoire* ou simplement *préparatoire*. « On appelle jugements *définitifs*, dit-il, ceux qui tranchent préalablement au fond une question de fait ou de droit soulevée par le procès; jugements *interlocutoires*, ceux qui, sans trancher aucun point de fait ou de droit, ordonnent ou refusent une mesure d'instruction qui préjuge le fond; jugements *préparatoires* ceux qui ordonnent ou refusent une mesure d'instruction, sans trancher aucun point de fait ou de droit, et sans préjuger le fond. — Les premiers *jugent;* les seconds *préjugent sans juger;* les derniers *ne jugent ni ne préjugent.* »

Et un peu plus loin, le même auteur, insistant sur les caractères différentiels des jugements définitifs et des jugements préparatoires ou interlocutoires (p. 100), dit encore: « Dès qu'un avant faire droit ne se contente pas de *préjuger*, dès qu'il *juge*, il n'est plus ni préparatoire, ni interlocutoire, mais définitif ». Tel était bien, en s'en tenant à ces principes, et en en faisant application, le caractère du jugement du juge de paix, qui, dans l'espèce, avait non pas seulement préjugé la responsabilité encourue par les défendeurs, mais avait jugé entièrement que cette responsabilité existait, dérivant d'une faute préjudiciable, dont il affirmait l'existence.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE MONTAUBAN

10 mars 1900.

Présidence de M. Laboulbène.

ESCROQUERIE. — MANŒUVRES FRAUDULEUSES. ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS.

L'individu qui, pour déterminer le consentement d'une marchande à accepter ce qu'il lui présente comme le dépôt d'une marchandise, fait valoir à cette marchande les avantages de l'opération, déploie à ses yeux une grande affiche de publicité qu'il s'engage à faire placarder partout à ses frais, puis ensuite, qui, au lieu de consigner par écrit, dans des termes clairs et précis, la convention arrêtée de vive voix, prend soin de rédiger le traité dans des termes obscurs ou ambigus, de nature à surprendre la bonne foi de sa cocontractante, fait signer par elle à la hâte ledit traité, sans même lui en donner lecture et qui enfin se prévaut ensuite dudit traité pour prétendre qu'il y a eu vente ferme et non contrat de simple dépôt, se rend coupable de manœuvres frauduleuses, constitutives du délit d'escroquerie.

Min. pub. c. M....

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte des débats, et plus particulièrement de la déposition des trois premiers témoins entendus, que, dans l'après-midi du 25 avril

1899, le prévenu M..... se présenta dans l'établissement de la dame Cabiscol-Mounié, bouchère à Montauban; qu'après lui avoir dit qu'il était le représentant de la maison Bouton, de Périgueux, il lui offrit de devenir dépositaire d'un produit de cette maison connu sous le nom de « Repos des sports »; que la dame Cabiscol refusa d'abord cette proposition; mais que le prévenu insista vivement, lui faisant valoir que ledit produit était très recherché, d'un débit très facile, qu'elle en serait seule dépositaire à Montauban, que la maison lui consentirait une remise de 20 0/0, que de cette façon elle pourrait réaliser facilement un bénéfice de 1,200 fr. par an; qu'à un moment donné, Maréchal déploya une vaste affiche, disant qu'il allait en faire placarder un grand nombre en ville, qu'il ferait pour 400 francs de publicité, à seule fin de faire savoir à tous que la dame Cabiscol-Mounié était la seule dépositaire du « Repos des sports »;

Attendu que, malgré ces affirmations et ces promesses alléchantes, la dame Cabiscol-Mounié résistait encore, mais que cependant, elle finit par se décider à accepter la proposition de M..... sur l'intervention de son amie, la dame Cavaillé, qui lui fit observer qu'elle ne courait aucucun risque, puisqu'il ne s'agissait que d'un dépôt;

Attendu que. lorsqu'il fallut fixer par écrit les termes de cette convention, la dame Cabiscol, qui est complètement illettrée, appela son employé Barbazan, qui se trouvait dans l'arrière boutique, et lui dit d'écrire à son lieu et place ce que M..... allait lui dicter;

Attendu que, pendant que la dame Cabiscol-Mounié continuait à causer avec la dame Cavaillé, Barbazan, qui n'avait pas assisté aux pourparlers intervenus entre sa patronne et le prévenu, coucha par écrit le traité que lui dictait M.....; qu'une fois ce traité écrit, le prévenu dit à Barbazan de le faire signer par la dame Cabiscol-Mounié; que celle-ci y apposa en effet sa signature sans en avoir pris connaissance, sans même qu'on lui en ait donné lecture; après quoi M..... se retira aussitôt;

Attendu que ce n'est qu'un peu plus tard, une heure et demie environ après, que la plaignante, prise d'un soupçon un peu tardif, se fit donner lecture dudit traité et s'aperçut qu'elle avait été trompée; qu'on lui avait fait signer une vente ferme, alors qu'elle n'avait entendu signer qu'un contrat de dépôt;

Attendu que ces faits paraissent constants malgré les dénégations du prévenu; que les trois témoins entendus sont très affirmatifs dans leurs déclarations, notamment la dame Cavaillé, dont la parole ne saurait être sérieusement contestée;

Attendu, au surplus, que toutes les circonstances de la cause corroborent les dires des témoins; qu'il est absolument inadmissible, par exemple, si la dame Cabiscol-Mounié avait traité une vente ferme, qu'elle ait de prime abord acheté six cents boîtes du produit en question, à 2 francs l'une, c'est-à-dire 1,200 francs de marchandises, alors qu'elle ne connaissait pas du tout ce produit, que cet article ne rentrait pas dans son commerce habituel et qu'elle ne pouvait pas raisonnablement espérer en débiter une grande quantité;

Attendu qu'il n'est pas plus admissible que, s'il se fût agi d'une vente, la maison Bouton aurait consenti à faire à la plaignante une remise de 20 0/0; qu'il n'est pas d'usage dans le commerce de faire de pareils escomptes;

Attendu, enfin, que le récit fait par les témoins est d'autant plus vraisemblable qu'il résulte de la déposition du sieur Destibarde entendu à l'audience, et de celle des nombreux témoins entendus dans l'instruction par voie de commission rogatoire que le prévenu M....., en usant des mêmes procédés malhonnêtes ou de procédés similaires, avait auparavant entièrement trompé leur bonne foi;

Attendu que les faits ci-dessus précisés paraissent présenter tous les caractères exigés par l'art. 405 C. pén., pour constituer le délit d'escroquerie;

Attendu, en effet, que M....., pour déterminer le consentement de la dame Cabiscol-Mounié, non seulement lui a fait valoir tous les avantages du monopole qu'il lui consentait, mais encore déployant à ses yeux une grande affiche, qu'il allait, disait-il, faire placarder sur les murs de Montauban, lui promettait de supporter tous les frais de cette publicité;

Attendu, d'autre part, qu'au lieu de consigner par écrit dans des termes clairs et précis sa convention telle qu'elle venait d'être arrêtée entre eux, le prévenu prenait soin de rédiger le traité dans les termes obscurs ou ambigus, de nature à surprendre la bonne foi de la dame Cabiscol-Mounié, lui faisant signer à la hâte ledit traité, sans même lui en donner ou lui en faire donner lecture et se retirait ensuite précipitamment sans donner son nom;

Attendu que ces divers agissements ne constituent pas simplement des allégations mensongères, mais bien des manœuvres frauduleuses ayant pour but et pour effet de faire naître la fausse espérance d'un succès, d'un gain ou d'un évènement chimérique (Cass. 3 novembre 1893, D. 96.1.220);

Attendu, au point de vue de l'application de la peine, que, s'il est vrai que le prévenu n'a encore jamais été condamné, il y a lieu de considérer d'un autre côté que le fait qui lui est reproché n'est pas isolé; que l'escroquerie paraît être chez lui un délit d'habitude; que ces faits constituent le délit prévu et puni par l'art. 405 C. pén., dont il y a lieu de faire l'application au prévenu M..... ,., en le faisant bénéficier toutefois des dispositions de l'art. 463 du même code;

En ce qui touche Bouton :

Attendu qu'il n'est pas douteux que celui-ci était le commettant de M.....; que, dans une lettre adressée à la dame Cabiscol-Mounié le 1er mai 1899, lettre qui est au dossier, Bouton qualifiait M..... de son agent et que dans sa déposition, reçue le

6 mai suivant par le commissaire de police de Périgueux, il l'appelait son voyageur ; que c'est donc à bon droit qu'il a été cité comme civilement responsrble, et qu'il y a lieu de lui appliquer les dispositions des art. 74 C. pén. et 1384 C. civ.;

Par ces motifs,

Vu les articles susvisés, dont lecture a été faite par M. le président ;

Faisant application des dispositions desdits articles et de l'art. 194 C. inst. crim., relatif aux frais, déclare M.... ..... (J.....-L.....-G.....) atteint et convaincu d'avoir à Montauban, le 25 avril 1899, commis le délit d'escroquerie, qui lui est imputé, en réparation de quoi, le condamne à la peine de six mois d'emprisonnement ;

Le condamne, en outre, par corps, aux dépens liquidés à 110 fr. 58, à ce compris les extraits, le coût du présent jugement et 3 francs pour droit de poste, fixe au minimum la durée de la contrainte par corps, conformément à l'art. 9 de la loi du 22 juillet 1867; déclore Bouton civilement responsable de la condamnation aux dépens, qui vient d'être prononcée contre M.....

M. Gony subst. proc. Rép.— Me Crémieux (du barreau de Paris) av.

Note. — Ainsi que le dit le jugement rapporté, des affirmations mensongères ne constituent pas, à elles seules, les éléments de l'escroquerie : Paris 9 mars 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-1897, t. I, v° Escroquerie, n° 17); Trib. corr. Rouen 20 juillet 1893 (Gaz. Pal. 93.2,243) ; Trib. corr. Seine 18 décembre 1093 (Gaz. Pal. 94.1.557) ; Rennes 13 novembre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.754). Mais le mensonge revêt le caractère de l'escroquerie, s'il est accompagné d'une certaine mise en scène, de manœuvres frauduleuses, comme il en existait dans l'instance actuelle. Voir les décisions précitées.

COUR D'APPEL DE RENNES (1re Ch.)

13 février 1900.

Présidence de M. Maulion, premier président.

SAUVETAGE. — CONDITIONS. — NAVIRE ABANDONNÉ EN PLEINE MER. — ORDONNANCE DE 1681, TITRE IV, ART. 27, LIVRE IX. — SECOURS IMPOSSIBLE DE LA COTE.

Pour qu'il y ait sauvetage dans le sens de l'art. 27, titre IV, livre IX de l'ordonnance de la marine de 1681 et, par suite, attribution au navire sauveteur du tiers net du navire sauvé et de la cargaison, il faut : 1° que l'épave ait été abandonnée ; 2° que la rencontre ait été fortuite ; qu'elle ait eu lieu en pleine mer.

A défaut de définition de ce qu'on doit entendre par pleine mer, it faut dire que la loi n'a pas entendu lui assigner une limite fixe, invariable, comme celle qui pourrait résulter de la portée de la vue, ou des armes, ou de la souveraineté des Etats sur les mers qui bordent leur territoire; le rapprochement des art. 26 et 27 et leur opposition témoignent que, pour fixer la rémunération du sauvetage, la loi s'est attachée aux conditions dans lesquelles il pouvait être opéré, elle a voulu considérer comme étant en pleine mer tout navire qui ne pouvait recevoir d'assistance du rivage et a été secouru par un navire venant du large, en sorte que l'application de l'ordonnance se réduit, en réalité, à une question de fait, celle de savoir si le sauvement pouvait venir du rivage ou uniquement du large.

Spécialement doit être considéré comme rencontré en pleine mer le navire abandonné rencontré à plusieurs milles des côtes, battu par une mer furieuse, ayant fait des signaux de détresse restés inaperçus aussi bien des sémaphores que de tous les points de la côte, en temps brumeux, et ne pouvant par suite attendre aucun secours du rivage

X... c. Chevillotte frères.

Le vapeur danois *Nordpol* avait été trouvé, le 15 juillet 1899, dans l'Iroise, près de la Chaussée des Pierres noires, abandonné de son équipage, par le vapeur *Gaulois*, armateurs Chevillotte frères. Le vapeur en détresse fut remorqué et mouillé en rade de Camaret, par les efforts combinés du *Gaulois* et du remorqueur de l'Etat *Laborieux*.

Au moment où il fut rejoint par le *Gaulois*, le *Nordpol* en détresse se trouvait à une faible distance au nord d'une roche dite la Parquette, dans l'ouest du Trépied, et la Parquette est à plus de trois milles des pointes de Créach'meur, Saint-Mathieu et Pentir, points les plus rapprochés de la côte.

Le Tribunal de commerce de Brest, par jugement du 11 juillet 1899, décida que MM. Chevillotte, propriétaires du *Gaulois*, avaient droit comme sauveteurs à la somme de 101,095 francs, valeur du tiers des effets sauvés.

L'armateur du *Nordpol* a interjeté appel de ce jugement. — Arrêt :

La Cour,

Considérant que l'application de l'art. 27 de l'ordonnance de 1681 est soumise à trois conditions; que l'épave ait été abandonnée, que sa rencontre ait été fortuite et en pleine mer ;

Considérant que les appelants ne font aucune difficulté pour faire la reconnaissance que le *Nordpol* ait été abandonné au gré des vents et des flots, sans espoir de retour de la part de son équipage; que

d'autre part il n'est pas contestable que le navire ait été rencontré par hasard par le *Gaulois*, qui accomplissait, en effet, un voyage normal, régulier, exclusif de toute pensée de recherche en vue d'un sauvetage; que le brouillard qui dominait à ce moment ne permettait pas à la vue de s'étendre; que les diverses circonstances du difficile parcours accompli par le *Gaulois*, à raison de l'état de la mer, relatées dans le rapport du capitaine témoignent surabondamment que c'est par le pur effet du hasard que le navire abandonné s'est trouvé sur sa route;

Considérant que le seul point qui reste en discussion, important à déterminer à raison des avantages à retirer du sauvetage, est celui de savoir où a été rencontré le *Nordpold*;

Considérant que l'ordonnance de 1681 s'est abstenue de définir ce qu'il fallait entendre par pleine mer; qu'il résulte de ce silence qu'elle n'a pas entendu lui assigner une limite fixe, invariable, comme celle qui pourrait résulter de la portée de la vue, ou des armes, ou des limites de la souveraineté des Etats sur les mers qui bordent leur territoire; que le rapprochement des termes des art. 26 et 27 et leur opposition témoigne que, pour fixer la rémunération du sauvetage, elle s'est attachée aux conditions dans lesquelles il pouvait être opéré; qu'elle a voulu considérer comme étant en pleine mer tout navire qui ne pouvait recevoir d'assistance du rivage et a été secouru par un navire venant du large; que l'application de l'ordonnance se réduit donc en réalité à une question de fait: le sauvement pouvait-il venir du rivage ou uniquement du large?

Considérant que le navire *Nordpol* se trouvait à plusieurs milles des côtes, que battu par une mer furieuse, il avait fait des signaux de détresse restés inaperçus, aussi bien des sémaphores que de tous les points de la côte; que le temps était au surplus brumeux; qu'il ne pouvait donc attendre aucun secours du rivage; qu'il ne pouvait venir que du large et que c'est le hasard qui l'a mis sur la route suivie par le *Gaulois* et a permis à celui-ci d'en opérer le sauvetage, grâce au sang-froid et à la vigoureuse énergie de ses marins; que, par suite, c'est à bon droit que Chevillotte et C^ie^ réclament l'application à leur profit de l'art. 27 de l'ordonnance de 1681; que, dans ces conditions, l'offre de preuve est inopérante;

Par ces motifs,

Et adoptant au surplus ceux des premiers juges, en ce qu'ils n'ont rien de contraire;

Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé;

Met l'appellation à néant, ordonne que le jugement entrepris sortira son plein et entier effet;

Condamne l'appelante à l'amende et en tous les dépens;

La déboute de toutes ses demandes, fins et conclusions;

Décerne acte à l'administration de la marine de ce qu'elle s'en réfère à justice sur le point essentiel du procès, ne figurant en somme que comme ayant-cause de MM. Chevillotte, seuls principaux intéressés.

M. DENIER av. gén. — M^es^ DELARUE (du barreau de Paris) et LEGUEN (du barreau de Brest) av.

Note. — Les lois prévoient trois cas de sauvetage entre lesquels il importe de distinguer, parce que les sauveteurs touchent une rémunération différente suivant les cas. Ce sont : 1° le sauvetage d'un navire naufragé ou échoué sur le rivage; 2° la prise de possession d'effets naufragés trouvés en pleine mer ou tirés du fond; 3° le renflouement d'un navire naufragé en pleine mer ou à la portée des côtes ou à l'entrée d'un port, sans qu'il en reste aucun vestige permanent à la surface des eaux.

MM. Lyon-Caen et Renault, (Tr. de Dr. comm., 2^e^ éd., t. VI, n° 1060 et suiv., p. 165 et suiv.), examinent séparément chacun de ces trois cas.

1° Sauvetage d'un navire naufragé ou échoué sur le rivage (Ordon. de 1681, liv. IV, tit. IX, art. 24 et 26). — Les sauveteurs ne sont pas seulement remboursés de leurs frais, ils reçoivent encore une rémunération proportionnée au service rendu. Le montant en est fixé par le commissaire de l'inscription maritime (Ordon. de 1681, *loc. cit.*, art. 11). — Si les navires et effets échoués ou trouvés sur le rivage ne sont pas réclamés dans l'an et jour de la publication qui en est faite, ils appartiennent à la caisse des Invalides de la marine.

2° Prise de possession d'effets naufragés trouvés en pleine mer ou tirés du fond (Ordonn. de 1681, liv. IV, tit. IX, art. 27). — Les sauveteurs ont droit au tiers; les deux autres tiers sont déposés pour être rendus aux propriétaires s'ils les réclament dans l'an et jour; sinon, ils appartiennent à la caisse des Invalides de la marine (Loi des 30 avril-13 mai 1871, art. 3-5°).

C'est le texte qui était invoqué dans l'espèce sur laquelle la cour a eu à statuer. — Il résulte de l'art. 27 que quatre conditions sont nécessaires pour qu'il y ait lieu de l'appliquer : 1° il faut qu'il y ait des *effets naufragés* : un navire est naufragé lorsqu'il est abandonné de son équipage et qu'il erre à la merci des vents et des flots : Rouen 2 décembre 1840 (Rec. Rouen 1840, p. 485); Aix 23 mars 1868 (D. 70.2.78); 2° les effets naufragés doivent avoir été *trouvés en pleine mer* ou *tirés du fond* : la rencontre fortuite est un des éléments essentiels du sauvetage, de telle sorte que l'art. 27 ne serait pas applicable au cas où le sauveteur aurait été appelé par les signaux de détresse d'un homme resté à bord du navire (Aix 23 mai 1868 — S. 69.2.126); la trouvaille doit avoir eu lieu *en pleine mer* et non sur les côtes : Alger 22 novembre 1890 (Rev. int. de Dr. marit. 1890-91, p. 538); le point de savoir si les effets ont été trouvés en pleine mer, disent MM. Lyon-Caen et Renault, est une question de fait à trancher souverainement par les tribunaux; 4° enfin, il faut que les effets naufragés aient été amenés dans le port et mis à l'abri du danger; autrement on ne peut pas dire que ces effets ont été sauvés (Desjardins, Tr. de Dr. comm. marit., t. I^er^, n° 95, p. 192 et suiv.);

Ajoutons que le droit des sauveteurs est des deux tiers quand les objets sauvés sont des propriétés ennemies; le tiers restant est versé à la caisse des Invalides de la marine (Loi du 26 nivôse an IV).

3° Renflouement d'un navire naufragé en pleine mer ou à la portée des côtes ou à l'entrée d'un port, sans qu'il en

reste aucun vestige permanent à la surface des eaux (Déclaration du 15 juin 1735). — La rémunération accordée est plus importante, car ces épaves constituent un danger pour la navigation. Quand les propriétaires n'ont pas fait, dans un délai de deux mois à compter du jour du naufrage, leur déclaration qu'ils entendent entreprendre le *sauvement*, et faute d'y faire travailler, l'entreprise est concédée à des tiers qui ont droit aux huit dixièmes des effets sauvés; les deux autres dixièmes sont attribués à la caisse des Invalides de la marine (Loi des 30 avril-13 mai 1791, art. 3-5°).

207

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

16 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — DÉCISION DU JURY. — TERMES ÉQUIVOQUES. — CASSATION. — NULLITÉ.

Il y a lieu, pour la Cour de cassation, de reconnaître entachée de nullité une décision du jury d'expropriation qui, conçue en termes équivoques, n'est ni claire ni précise, et peut donner lieu à des contestations ultérieures sur le véritable chiffre de l'indemnité allouée à l'exproprié.

Ministre de la guerre c. Paré et autres.

La Cour,

Sur le second moyen :

Vu l'art. 38 § 3 de la loi du 3 mai 1841;

Attendu que la décision du jury fixant le montant de l'indemnité doit être claire, précise, définitive et ne donner lieu à aucune contestation ultérieure;

Attendu qu'il résulte des constatations du procès-verbal des opérations du jury que la disposition finale des décisions du jury, primitivement lue à l'audience, était ainsi conçue :... « Et les membres du jury ont signé, après avoir délibéré à la majorité, qu'il y a lieu d'accorder un dixième en plus sur toutes les indemnités en général, et tous les membres du jury ont signé ; »

Attendu qu'il résulte du même procès-verbal que, sur la demande du président du jury, faite à la fin de cette lecture, le magistrat directeur a autorisé le jury à rentrer dans la salle de ses délibérations à l'effet d'y rectifier une erreur matérielle puisque, après être ainsi rentré dans la chambre des délibérations, le jury en est sorti, apportant ses décisions complétées par l'addition suivante : ... « Et tous les membres du jury ont signé, après avoir délibéré à la majorité qu'il y avait lieu d'accorder un dixième de plus sur toutes les indemnités en général... et tous les membres du jury ont signé »; que lecture a été donnée à l'audience de cette addition;

Attendu qu'on ne saurait, à la lecture de la disposition finale ainsi complétée, décider s'il y a double emploi dans le chef deux fois répété, par lequel un dixième en sus est alloué sur toutes les indemnités fixées par le jury, ou bien si cette répétition a eu pour but de combler une lacune des décisions du jury primitivement lues à l'audience, en allouant une seconde majoration d'un dixième aux expropriés ;

Attendu que, conçues dans des termes équivoques, les décisions attaquées ne sont ni claires ni précises ; qu'elles peuvent donc donner lieu à des contestations ultérieures et sont, dès lors, entachées de nullité ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le premier moyen,

Casse la décision du jury d'expropriation de l'arrondissement de Bourges des 15 et 26 janvier 1900.

MM. Serre rapp.; Desjardins av. gén. — Me Nivard av.

Note. — Le principe, d'après lequel la décision du jury, fixant le montant de l'indemnité, doit, à peine de nullité, être claire, précise, définitive et ne pouvoir donner lieu à aucune contestation ultérieure, est absolument certain. V. Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Expropriation pour cause d'utilité publique, n°s 469 et suiv.; Crépon, Code annoté de l'expropriation, loi du 3 mai 1841, art. 38, n°s 203 et suiv. Et il appartient incontestablement à la Cour de cassation de vérifier si la décision du jury a ce caractère : Cass. 15 mars 1869 (D. 69.1.272); 1er mai 1877 (S. 77.1.277 — J. du P. 77.686).

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

11 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

BAIL. — RÉSILIATION. — MAISON. — CAVE. — INONDATION. — CONNAISSANCE ACQUISE AU MOMENT DU BAIL. — SITUATION DE L'IMMEUBLE.

Le locataire d'une maison n'a point d'action en résiliation contre le bailleur à raison de l'inondation de la cave, lorsque cet inconvénient est le résultat de la situation de l'immeuble, et que ledit locataire, qui a déclaré, dans l'acte du bail, avoir visité la maison et la bien connaître, a dû le prévoir au moment du bail.

Veuve Maron c. consorts Baron.

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 1720 et 1721 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'il résulte des faits et circonstances de la cause, que la dame Maron avait refusé de laisser pénétrer chez elle les ouvriers chargés par les consorts Baron de faire les réparations qu'elle avait réclamées ; que, d'ailleurs, les faits qu'elle articulait à l'appui de sa demande étaient la conséquence de ses abus de jouissance, et

qu'en ce qui concerne l'inondation de la cave, laquelle était le résultat de la situation de l'immeuble, elle avait dû la prévoir au moment du bail, puisqu'elle avait déclaré dans l'acte de bail avoir visité le logement et le bien connaître;

Attendu qu'en refusant, dans ces circonstances, d'ordonner l'expertise sollicitée par la dame Maron et de prononcer la résiliation du bail aux torts des consorts Baron, l'arrêt attaqué qui est régulièrement motivé, n'a violé ni l'art. 1720, ni l'art. 1721 C. civ.;

Rejette le pourvoi formé par la veuve Maron contre l'arrêt de la Cour de Besançon du 8 juillet 1898.

MM. MARIGNAN rapp.; MELCOT av. gén. — Me MORNARD av.

Note. — Il est certain que le bailleur, responsable, en principe, des vices de la chose louée, cesse cependant d'en être responsable, ainsi que l'enseignent MM. Aubry et Rau, t. IV, § 366, p. 478, « lorsqu'il s'agit d'inconvénients naturels, inhérents à la chose louée et à sa situation, surtout lorsque ces inconvénients sont de notoriété publique. ». Tel est précisément, d'après ces auteurs (*loc. cit.*), le cas où une cave a subi une inondation, à laquelle elle se trouvait exposée par sa situation. *Sic* : Massé et Vergé, t. IV, § 701, note 4; Agnel, Code des propriétaires et locataires, 9e édition, nº 1068. V. également dans des espèces présentant une grande analogie avec celle sur laquelle vient de se prononcer la Chambre des requêtes : Paris 29 janvier 1849 (S. 49.2.97 — J. du P. 49.I.268 — D. 49.5. 272); Lyon 6 juin 1873 (S. 73.2.194). Comp. Nancy 24 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.357 et la note.)

COUR D'APPEL D'AIX

1er juin 1900.

Présidence de M. Grassi.

1º VABONDAGE. — TRAVAIL IRRÉGULIER HABITUEL. — RESSOURCES EN PROVENANT.

2º ARRÊTÉ D'EXPULSION (INFRACTION A UN). — PRÉVENU NÉ EN FRANCE DE PARENTS ÉTRANGERS. — DOMICILE EN FRANCE DES PARENTS. — DOMICILE EN FRANCE DU PRÉVENU. — EXPULSION AVANT L'ANNÉE DE LA MAJORITÉ.

1º Ne doit pas être considéré comme vagabond l'individu qui a un domicile fixe et exerce habituellement un métier lui procurant quelques ressources, encore que cet individu ne travaille pas assidûment et découche assez souvent.

2º L'individu né en France de parents étrangers, qui ont toujours depuis sa naissance été domiciliés en France, où il a lui-même toujours résidé jusqu'au moment de son expulsion hors de ce pays par un arrêté ministériel, ne peut pas, par l'effet de cette mesure de police, être privé du droit, qui lui appartient de par la loi, d'établir son domicile en France et d'y rentrer pour y faire valoir ses droits à la qualité de Français.

Murisengo c. M... P...

LA COUR,

Sur le délit de vagabondage :

Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure et des débats que si le prévenu ne travaille pas assidûment et s'il découche assez souvent, ainsi que le disent les notes de police, il n'en est pas moins certain qu'il exerce habituellement le métier de scieur de long et habite avec sa mère à laquelle il donne assez fréquemment un peu d'argent provenant de son travail; qu'il est vrai que sa mère a déclaré qu'il n'avait pas passé chez elle depuis un an environ, mais qu'à l'audience elle a expliqué qu'elle avait altéré la vérité dans la crainte que son fils ne fût arrêté pour avoir contrevenu à l'arrêté d'expulsion pris contre lui;

Sur l'infraction à l'arrêté d'expulsion :

Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure que le prévenu est né à Marseille, le 16 novembre 1878, de parents étrangers qui ont toujours depuis sa naissance été domiciliés dans cette ville, où il a lui-même toujours résidé jusqu'au moment où il a été expulsé de France par arrêté ministériel;

Attendu qu'aux termes de l'art. 8 C. civ., modifié par la loi du 26 juin 1889, le prévenu doit être considéré comme Français de droit s'il avait son domicile en France à l'époque de sa majorité et s'il n'a pas, dans l'année qui a suivi sa majorité, décliné la qualité de Français;

Attendu qu'il est constant qu'il avait, à Marseille, le domicile de ses parents et que, dans l'année de sa majorité, il était, en fait, à Marseille, où il résidait chez eux; que, sans doute, sa présence dans cette ville était irrégulière et le constituait en contravention à l'arrêté d'expulsion, mais que cet arrêté n'a pu avoir aucune influence sur le droit qui lui appartenait de par la loi, et qu'il ne saurait être empêché, par une mesure de police, d'établir son domicile en France ou d'y rentrer, s'il en avait été expulsé, pour y faire valoir ses droits à la qualité de Français;

Par ces motifs,

Réforme le jugement dont est appel au chef relatif au vagabondage et renvoie le prévenu des fins de la plainte sur ce délit;

Le réforme également au chef relatif à l'infraction à l'arrêté d'expulsion;

Déclare que cet arrêté lui est inapplicable.

M. LAFON DU CLUZEAU av. gén.

Note. — I. — Sur le premier point : La solution est certaine. Le délit de vagabondage suppose la réunion de plusieurs éléments, en l'absence de l'un desquels on ne saurait le cousidérer comme établi, et qui sont : le non-exercice habituel d'un métier ou d'une profession, l'absence d'un domicile certain et le défaut de ressources. Ce point ressort nettement du texte même de l'art. 270 C. pén.,

en présence duquel il ne saurait y avoir désaccord dans la jurisprudence. V. notamment Cass. 23 août 1883 (Gaz. Pal. 83.2.7) ; 27 septembre 1894 (Pand. fr. 95.1.95) ; Chambéry 23 janvier 1896 (S. 96.2.205 — D. 96.2.136) ; Lyon 1er août 1898 (Gaz. Pal. 99.1., vo Vagabondage, no 1). — Sur le point de savoir ce qu'il faut entendre par domicile certain, il a été jugé que l'absence de domicile fixe n'équivaut pas à l'absence de domicile exigée pour constituer le délit de vagabondage, et que, dès lors, n'est pas vagabond, dans le sens de la loi pénale, l'individu qui, n'ayant pas un gîte unique et constant, justifie d'une résidence effective dans une ville où il est né et qu'il n'a jamais quittée : Montpellier 1er avril 1887 (S. 89.2.76 — D. 87.2.197). — En ce qui concerne le non-exercice habituel d'un métier ou d'une profession, il a été jugé, fréquemment, qu'il ne saurait résulter de cette circonstance que le prévenu n'a exercé aucun métier pendant un certain temps : Cass. 1 août 1888 (D. 89.1.127) ; Grenoble 11 octobre 1890 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-1892, vo Vagabondage, no 1) et de là, la jurisprudence a tiré cette conséquence qu'on ne pouvait, par exemple, considérer comme vagabond l'individu mis en état d'arrestation peu de jours après sa sortie de prison : Trib. corr. Chambéry 5 février 1886 (Gaz. Pal. 86.2. supp. 36) ; Lyon 7 mars 1887 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-1892, t. II, vo Vagabondage, no 7).

II. — Sur le second point : La solution adoptée par l'arrêt rapporté nous paraît absolument conforme aux principes du droit. C'est sous condition résolutoire, non sous condition suspensive que l'enfant né en France de parents étrangers est Français ; cela ressort nettement de termes même des art. 8 § 4 et 17 C. civ., modifiés par la loi du 26 juin 1889 ; d'où il résulte nécessairement qu'il ne peut, par une mesure de police, être privé du droit que lui accorde la loi d'établir son domicile en France et d'accomplir les conditions auxquelles est subordonnée pour lui l'acquisition définitive de la qualité de Français. La Cour d'Aix ne fait d'ailleurs, dans l'arrêt rapporté, que maintenir sa jurisprudence. V. Aix 18 novembre 1898 (Gaz. Pal. 1899.1., vo Etranger, no 40). — Dans une hypothèse très voisine, jugé que la présence en France d'un étranger frappé par un arrêté d'expulsion, mais apte, de par sa naissance, à acquérir la nationalité française, cesse d'être délictueuse lorsqu'il est établi que la soumission imposée par l'art. 9 C. civ. a été faite à l'étranger devant l'autorité compétente pour la recevoir, l'accomplissement de cette formalité suspendant l'arrêté d'expulsion : Douai 6 novembre 1895 (Gaz. Pal. 95.2.586). Jugé sur pourvoi, que cette présence, au contraire, est délictueuse : Cass. 31 janvier 1895 (Gaz. Pal. 96.1.305 — S. 96.1.537). Jugé enfin, sur renvoi, que l'individu né à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, pouvant réclamer cette qualité à tout âge, à la condition d'accomplir les formalités prescrites par la loi, ne saurait, par mesure de police, être empêché d'établir son domicile en France, ni, par suite, quand il a été expulsé, d'y rentrer après avoir fait sa soumission : Amiens 19 mars 1896 (Gaz. Pal. 96.1.318 — S. 96.2.296 — D. 96.2.336) ; et Cass. 9 décembre 1896 (Gaz. Pal. 96.2.743).

COUR D'APPEL DE POITIERS

12 mars 1900.

Présidence de M. Loiseau, premier président.

1° SAISIE-ARRÊT. — EFFETS. — OBLIGATIONS DU SAISI. — ARRÉRAGES D'UNE RENTE PERPÉTUELLE. — AMORTISSEMENT DE LA RENTE.

2° SAISIE DES RENTES. — ARRÉRAGES. — SAISIE-ARRÊT. — VALIDITÉ.

1° *Lorsque la saisie-arrêt pratiquée entre les mains du débiteur d'une rente perpétuelle porte sur « tous arrérages et toutes autres sommes que le tiers saisi a ou aura, doit ou devra au créancier de la rente pour quelque cause et à quelque titre que ce soit, notamment pour ceux de ladite rente perpétuelle », l'acte par lequel le débiteur de la rente amortit celle-ci est sans aucune valeur au regard du saisissant.*

2° *La procédure de la saisie des rentes prévue par les art. 636 et suiv. C. pr. civ., modifiés par la loi du 24 mai 1842, n'est applicable qu'autant qu'il s'agit d'exproprier le corps de la rente ; mais lorsque le saisissant s'est borné à pratiquer saisie sur les arrérages, se bornant à formuler à l'égard du corps de la rente des réserves éventuelles, il procède valablement en suivant la procédure de la saisie-arrêt.*

Enregistrement c. Congrégation des filles du saint et immaculé cœur de Marie.

LA COUR,

Attendu que, suivant exploits des 23, 24, 26 et 28 septembre 1896 régulièrement dénoncés et contre-dénoncés, l'administration de l'Enregistrement a pratiqué des saisies-arrêts ultérieurement validées entre les mains des débiteurs de la rente perpétuelle de 1,000 francs constituée le 28 février 1845 par une dame veuve Geoffroy et le sieur Louis Arnauldet, son frère, au profit de seize religieuses dénommées, et rétrocédée par celles-ci, le 21 mai 1853, à la congrégation des Filles du saint et immaculé cœur de Marie, s'opposant formellement, est-il dit dans ces actes, à ce « qu'ils se dessaisissent, avant que par justice il en soit autrement ordonné, de tous arrérages et de toutes autres sommes que les tiers saisis ont ou auront, doivent ou devront à la congrégation légalement autorisée des Filles du saint et immaculé cœur de Marie, pour quelque cause et à quelque titre que ce soit, notamment pour ceux de ladite rente perpétuelle » ;

Attendu qu'il est évident que ces oppositions, portant sur tout ce qui pouvait être dû à la congrégation, ne frappent pas seulement les arrérages de la rente ; qu'elles ont eu pour effet d'en rendre aussi le capital indisponible, de telle sorte qu'il n'a plus été

permis aux débiteurs d'effectuer aucun paiement de nature à nuire à l'acquittement de la créance ; que, dès lors, l'acte du 3 février 1898, par lequel Edmond Arnauldet a amorti la rente dont il était devenu seul débiteur en suite d'arrangements de famille, est absolument sans valeur au regard du saisissant ; qu'il doit être, en ce qui le concerne, déclaré nul et non avenu, encore bien qu'il n'apparaisse pas, d'une manière iudiscutable, qu'il ait été le résultat d'une fraude ourdie avec la congrégation dans le but de consommer son insolvabilité ;

Attendu qu'en vain les intimés soutiennent que, s'agissant d'une rente constituée, les dispositions de l'art. 557 étaient inapplicables, et qu'il aurait fallu suivre les règles tracées dans les art. 636 et suiv. de ce Code ; que, pour faire justice de cette confusion manifeste, il suffit de remarquer que jamais il n'a été question d'exproprier le corps de la rente ; que l'administration s'est bornée à formuler, à cet égard, des réserves éventuelles ; que ce qu'elle poursuit actuellement, c'est la conservation des droits que lui assure une saisie-arrêt régulière et aux effets généraux de laquelle la loi du 24 mai 1842, dans la matière spéciale qu'elle vise, n'a jamais entendu faire échec ;

Attendu qu'il n'est pas exact de dire que l'indisponibilité du capital de la rente, conséquence naturelle et nécessaire de la saisie-arrêt, mesure conservatoire autant que d'exécution, porterait atteinte à la faculté de rachat qui appartient à tout débi-rentier, aux termes de l'art. 1911 C. civ. ; que celui-ci peut toujours se libérer en consignant le capital jusqu'au jour où les arrérages auront produit somme suffisante pour éteindre les causes de la saisie ; que le droit de rachat du débiteur et les intérêts du saisissant se trouveront ménagés ainsi ;

Attendu que l'appel de l'administration de l'Enregistrement étant reconnu fondé, il y a lieu d'annuler l'acte du 3 février 1898 comme lésant ses droits, de condamner les consorts Arnauldet à lui verser tous les arrérages de la rente de 1,000 francs, échus à la date de la nouvelle déclaration affirmative qu'ils auront à faire, sans préjudice, pour l'administration, du droit de continuer à percevoir sur les tiers saisis, jusqu'à l'extinction de la créance, les intérêts à venir de cette rente, sauf le cas où elle préférerait poursuivre, dans les formes prescrite par le Code de procédure civile, la vente de la rente elle-même, et enfin, de mettre à la charge des intimés qui succombent tous les dépens de première instance et d'appel ;

Attendu, quant à la demande en garantie dirigée par les consorts Arnauldet contre la Congrégation des filles du saint et immaculé cœur de Marie, qu'aucune contestation ne s'élève à son sujet ; que la congrégation a reconnu que, si le jugement du Tribunal civil de Niort était infirmé, elle aurait à rendre aux consorts Arnauldet le capital de 24,000 fr. qui lui a été versé le 3 février 1898 pour le remboursement de la rente, comme aussi à leur payer les intérêts courus depuis cette date et a demandé acte de sa déclaration ;

Attendu qu'elle doit, en outre, être condamnée à eximer ses coïntimés des condamnations en principal, intérêts et frais prononcées contre eux ;

Attendu qu'à tort l'administration de l'Enregistrement demande que ses adversaires soient condamnés « solidairement » anx frais de l'instance ; que, en l'absence de toute stipulation ou d'une disposition formelle de la loi, la solidarité ne pourrait résulter que d'un concert frauduleux qui n'est pas suffisamment caractérisé dans l'espèce ;

Attendu que toutes les pièces produites aux débats ont été déjà soumises aux formalités fiscales ; que le chef des conclusions de Me Tillier, tendant à faire comprendre dans les frais, les droits, doubles droits, et amendes de timbre ou d'enregistrement à percevoir sur ces pièces, manque donc d'objet ; que la cour n'a pas à s'y arrêter ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel émis à l'encontre du jugement qu'a rendu entre les parties, sous la date du 21 juillet 1899, le Tribunal civil de Niort ;

Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ;

En conséquence, met à néant le jugement entrepris ;

Et, corrigeant, réformant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ;

Déclare, par le présent arrêt, qui sera commun à toutes parties, nul, non avenu et sans effet aucun, comme fait au mépris d'une saisie-arrêt régulière, l'acte reçu Aubert, notaire à Niort, le 3 février 1898, et portant amortissement de la rente de 1,000 francs due par le sieur Edmond Arnauldet de la Congrégation des filles du saint et immaculé cœur de Marie ;

Condamne les consorts Arnauldet à verser à l'administration de l'Enregistrement, après une nouvelle déclaration affirmative, celle qui a été faite le 9 mai 1898 étant insuffisante, tous les arrérages dont ils seront débiteurs sur ladite rente de 1,000 francs à la date de la nouvelle déclaration, sans préjudice pour l'administration appelante du droit de continuer à percevoir sur les consorts Arnauldet les arrérages à venir de cette rente, pour se désintéresser jusqu'à due concurrence des sommes que lui doit la congrégation des Filles du saint et immaculé cœur de Marie, à moins que l'administration ne préfère poursuivre la vente de la rente elle-même dans les formes tracées par les art. 636 et suiv. C. pr. civ. ;

Condamne les consorts Arnauldet et la congrégation susdénommée conjointement en tous les dépens de première instance et d'appel ;

Et faisant droit à la demande en garantie des consorts Arnauldet ;

Et donnant acte à la Congrégation des filles du saint et immaculé cœur de Marie de ce que, dans ses conclusions du 27 février 1900, elle a déclaré s'en remettre à justice sur cette demande,

Condamne ladite congrégation à eximer et garantir les consorts Arnauldet de toutes les condam-

nations prononcées contre eux en principal, intérêts et frais ;

Dit, en outre, que la congrégation susdénommée sera tenue de leur rembourser la somme de 24,000 fr. qui lui a été versée, suivant quittance du 3 février 1808, et de leur payer les intérêts courus depuis cette époque;

Rejette comme mal fondées ou sans objet toutes autres et plus amples conclusions des parties ;

Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel.

Mes Paul Mercier (du barreau de Niort) et Barbier av.

Note. — Sur le premier point : Il est de principe que la saisie-arrêt fait obstacle à ce que le tiers saisi dispose de la chose saisie-arrêtée jusqu'à ce que l'opposition ait été levée ou qu'un jugement passé en force de chose jugée lui ait ordonné de vider ses mains.

Mais, lorsque la saisie ne porte que sur les arrérages, échus ou à échoir, d'une rente, le capital n'est pas pour cela indisponible, de même que la saisie des loyers échus ou à échoir n'enlève pas au propriétaire le droit de disposer du bail, c'est-à-dire d'en consentir la résiliation : *Sic* : Thomine, t. II, p. 58; Roger, n° 438; Dalloz, Rép., v° Saisie des rentes, n° 9.

Pourtant il n'en serait ainsi qu'autant qu'il résulterait des termes de l'exploit d'opposition que le créancier n'a entendu saisir que les arrérages; et il a été jugé déjà dans le sens de l'arrêt recueilli que la saisie-arrêt pratiquée sur tous arrérages et *sur toutes sommes* que le tiers *doit ou devra* à la partie saisie frappe non seulement les arrérages de la rente, mais même les capitaux, et empêche le débiteur saisi d'en opérer le transport : Liège 18 décembre 1819 (S. chr. Dal. Rép., v° Saisie-arrêt, n° 135).

II. — Sur le second point : Il a été jugé déjà que ce n'étaient point les règles de la saisie des rentes qui devaient être suivies pour saisir les arrérages, mais bien la procédure de la saisie-arrêt : Liège 18 décembre 1819, précité. — *Adde* : Dalloz, Rép., v° Saisie des rentes, nos 6 et suiv.

208

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

6 février 1900.

Présidence de M. Tanon.

DONATION ENTRE-VIFS. — INEXÉCUTION DES CONDITIONS. — CRÉANCIER DU DONATAIRE. — RENTE. — ARRÉRAGES. — OFFRE DE PAIEMENT. — TIERCE OPPOSITION. — APPEL. — DEMANDE NOUVELLE. — DÉFENSE A L'ACTION PRINCIPALE.

1° *Au cas où la révocation d'une donation immobilière, faite à charge du service d'une rente viagère au donateur, est poursuivie pour défaut de paiement des arrérages de ladite rente, un créancier du donataire peut s'opposer à la révocation, en offrant d'acquitter lui-même les arrérages échus et soumissionnant d'acquitter les arrérages à échoir de la rente stipulée au profit du donateur.*

2° *Et cette offre est encore utilement faite pour la première fois en cause d'appel, notamment par la femme divorcée du donataire, créancière du montant de ses reprises, et qui, en se portant tiers opposante à un jugement qui avait prononcé, pour non-paiement des arrérages de la rente, la révocation de la donation faite à son mari, s'était bornée à soutenir en première instance que celui-ci s'était laissé condamner pour la frustrer de son hypothèque légale sur les biens donnés, par suite d'une entente frauduleuse avec le donateur : ladite offre ne constitue point ainsi une demande nouvelle, mais un moyen légitime de défense à l'action révocatoire sur laquelle le débat est rouvert en conformité de l'art. 474 C. pr. civ.*

Veuve Fey c. dame Fey.

La Cour,

Sur les deux moyens du pourvoi, pris de la violation des art. 953, 1184, 1258, 1351 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, 464 C. pr. civ. 474 du même Code;

Attendu qu'un jugement par défaut en date du 29 février 1896 avait prononcé contre le sieur Fey au profit de sa mère la révocation d'une donation immobilière, à raison de ce qu'une rente de 200 francs stipulée par ladite dame comme condition de sa libéralité demeurait impayée depuis sept années;

Attendu que la défenderesse éventuelle, épouse divorcée du donataire, prétendant que son mari s'était laissé condamner par suite d'une entente frauduleuse avec sa mère, pour qu'elle même fût frustrée de son hypothèque légale sur les biens donnés, a formé contre le jugement susénoncé une tierce opposition, dont elle a été déboutée en première instance faute de preuve du concert frauduleux qu'elle alléguait;

Mais attendu qu'en cause d'appel, la femme divorcée a, par conclusions subsidiaires, fait offre du montant des termes échus de la rente due à la donatrice, avec soumission d'en acquitter les arrérages à échoir, s'il n'y était point pourvu par le sieur Fey, et que l'arrêt attaqué, déclarant l'appel mal fondé, au chef du dol dont aurait été infectée l'action révocatoire de la veuve Fey, a jugé que cette action était rendue sans cause et sans objet, par suite des offres et de l'engagement dont il a été donné acte à la défenderesse éventuelle;

Attendu que les offres faites avant qu'il eût été statué définitivement sur la tierce opposition n'étaient point tardives et ne constituaient pas une demande nouvelle, mais un moyen légitime de dé-

fense à l'action révocatoire sur laquelle le débat était rouvert, en conformité de l'art. 474 C. pr. civ., la tierce opposition déclarée recevable en la forme par les premiers juges n'ayant pas été contestée devant la cour d'appel ;

Attendu que le pourvoi ne relève aucune contradiction dans les motifs de l'arrêt dont le dispositif ne laisse planer aucun doute sur l'annulation du jugement du 29 février 1896 prononçant la révocation de la donation, puisque cette révocation a été déclarée sans cause et sans objet et que les demandeurs en cassation ont été condamnés en tous les dépens;

Rejette le pourvoi formé par la veuve Fey mère, contre l'arrêt de la Cour de Paris du 6 juillet 1898.

MM. COTELLE rapp.; MELCOT av, gén. — Me DE SÉGOGNE av.

Note. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence et les auteurs sont d'accord pour reconnaître le droit, en principe, aux créanciers du donataire de s'opposer à la révocation de la donation pour cause d'inexécution des conditions, en s'offrant d'exécuter eux-mêmes les conditions de la donation : Bordeaux 7 décembre 1829 (S. chr.); Nancy 22 février 1867 (S. 68.2.50 — J. du P. 68.321 — D. 68.2.102); Poitiers 10 novembre 1875 (S. 77.2.88 — J. du P. 77.366 — D. 76.2.179) ; Dijon 29 mars 1888 (Gaz. Pal. 88.1. 822); Bordeaux 28 mars 1888 (Rec. de cette Cour 1888.1. 321); Trib. civ. Abbeville 22 juillet 1890 (Rec. d'Amiens 1891.39). *Sic* : Laurent, pr. de Dr. civ., t. XII, n° 510.

II. — Sur le deuxième point : V. conf. sur le principe, qui affranchit les simples moyens de défense de la règle des deux degrés de juridiction et restreint l'application de cette règle aux seules demandes nouvelles : Cass. 30 avril 1897 (Gaz. Pal. 97.2.9) et les renvois.

TRIBUNAL CIVIL DE CAMBRAI

21 juin 1900.

Présidence de M. Moreau.

DON MANUEL. — 1° VALIDITÉ. — ART. 2279 C. CIV. — POSSESSION ÉQUIVOQUE. — ART. 792 C. CIV. (APPLICATION DE L'). — 2° CONTRAT A TITRE ONÉREUX. — MODE DE PREUVE. — ART. 1341 C. CIV. — 3° AVEU. — AVEU JUDICIAIRE. — INDIVISIBILITÉ. — PREUVE ANTÉRIEURE DE LA DÉTENTION.

1° *Le don manuel, étant dispensé de la formalité de l'acte authentique par application de l'art. 2279 C. civ., aux termes duquel la possession reçue de bonne foi vaut acquisition de la propriété, il est nécessaire à sa validité quant au fond que cette possession ne soit ni clandestine, ni précaire, ni équivoque, et elle a ce dernier caractère, notamment lorsqu'il y a eu communauté d'habitation entre le donateur prédécédé et le prétendu donataire, en sorte que celui-ci encourt, en ce cas, les peines du divertissement et du recel.*

2° *Le prétendu donataire, qui affirme que le don manuel lui a été fait à charge d'entretenir et de soigner le donateur, ne saurait, en ce qui concerne les modes de preuve applicables à ce contrat, être affranchi des dispositions de l'art. 1341 C. civ., qui constituent le droit commun de la matière; il n'est donc pas recevable à en établir l'existence par témoins, au delà de 150 francs.*

3° *Cette affirmation, émise devant un officier du Parquet, au cours d'une information, n'a pas le caractère d'un aveu judiciaire ; en tout cas, si elle est postérieure à certains faits d'où résultait déjà la preuve de la détention des meubles litigieux par le donataire, elle n'autorise pas ce dernier à se prévaloir de l'indivisibilité de l'aveu qu'elle contient, et qui apparaît alors comme un moyen de défense destiné simplement à faire échec à la prétention adverse.*

Epoux Lesne-Louis c. Elisa Louis, veuve Chauwin.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'à la date du 7 juin 1898, la dame veuve Louis est décédée à Cambrai, au domicile de sa fille, la dame veuve Chauwin, laissant pour héritiers ses trois enfants légitimes : 1° la dame veuve Chauwin, née Louis; 2° la dame Lesne-Louis; 3° le sieur Jules Louis;

Attendu que, le 9 juin suivant, M. le juge de paix du canton est de Cambrai se présenta, à la requête des époux Lesne-Louis, au domicile de la dame veuve Chauwin pour l'apposition des scellés;

Attendu que ladite dame veuve Chauwin s'opposa formellement à cette apposition, en déclarant que l'appartement qu'elle occupait, et où était morte sa mère, lui était propre; qu'elle ajouta que sa mère lui avait remis seulement, quinze jours auparavant, une somme de 1,000 francs pour faire face à ses funérailles, concession au cimetière, frais de sépulture et autres; que, malgré les interpellations les plus directes et les plus pressantes, elle affirma que la *de cujus*, lorsqu'elle était venue rester avec elle, « n'avait apporté aucuns papier, valeurs ou argent comptant »; qu'ensuite elle prêta serment qu'elle n'avait rien détourné, ni vu, ni su qu'il eût été rien pris, caché, ni détourné, directement, ni indirectement par qui que ce soit, de l'actif composant la succession de la défunte; qu'il résulterait, en outre, de l'enquête suivie par le Parquet, que ladite dame Chauwin aurait déclaré à M. le juge de paix du canton est, que sa mère, la *de cujus*, n'avait apporté le jour où elle est venue habiter avec elle, « ni même depuis », aucuns papier, titres, valeurs ou argent comptant;

Attendu que la *de cuius* ayant, en mai 1896, été

mise en possession, par un notaire de Melun, de diverses valeurs, une plainte en détournement de ces valeurs, dont la nature et les numéros étaient connus, fut, le 17 juin 1898, portée par la dame Célestine Louis, épouse Lesne, et son mari contre la dame veuve Chauwin, leur sœur et belle-sœur;

Attendu qu'au cours de l'enquête ouverte et établissant que diverses opérations de bourse avaient été récemment faites par la *de cujus*, la dame veuve Chauwin, vaincue par l'évidence, a tardivement reconnu au Parquet, le 7 septembre 1898, que sa mère, ayant reçu d'un clerc de notaire 14,000 francs provenant de la vente de valeurs diverses, lui avait remis, de la main à la main : 1° d'abord 10,000 francs en billets de banque; 2° puis, trois semaines avant sa mort, de nouveau 1,000 francs en billets de banque également, pour faire ce qu'elle voudrait;

Attendu que, sur la demande des époux Lesne-Louis, et par jugement de ce siège en date du 23 juin 1899 Me Flamand, notaire à Cambrai, a été commis pour procéder aux opérations de compte, liquidation et partage de la succession de la dame veuve Louis; qu'il a été procédé à cette liquidation par acte du notaire commis, en date du 15 novembre 1899;

Attendu que, par conclusions signifiées le 6 février 1900, les époux Lesne-Louis requièrent qu'il plaise au tribunal : 1° homologuer l'état liquidatif dressé par le notaire; 2° dire que la dame veuve Chauwin a encouru les peines du divertissement et du recel de l'art. 792 C. civ., et qu'elle sera privée de sa part dans les 10,000 francs divertis, avec accroissement au profit des autres héritiers; que, par de nouvelles conclusions, les mêmes demandeurs en homologation requièrent qu'ils plaise, en outre, au tribunal : 3° dire que l'état liquidatif du 15 novembre 1899 sera rectifié en ce sens qu'il n'a pas compris à tort : 1° une somme de 1,000 francs, à charge par la succession de tenir compte des frais de dernière maladie, funérailles, inhumation; 2° la somme de 1,228 francs dont la veuve Chauwin est comptable, vis-à-vis de la succession;

Attendu que la dame veuve Chauwin requiert, par conclusions principales, qu'il soit déclaré : que la somme de 10,000 francs lui ayant été remise par sa mère, à titre onéreux, à la charge de l'entretenir et de la soigner, lui appartient exclusivement, et que cet aveu est indivisible; par conclusions subsidiaires, qu'il soit dit et ordonné que la remise des 10,000 francs, à elle faite par sa mère, l'eût-elle été à titre gratuit, cette libéralité déguisée échappe à l'application de l'art. 792 C. civ., et ne peut être soumise qu'à réduction; qu'elle sera autorisée à prouver par témoins : 1° la remise faite par elle-même à sa mère, le jour de l'encaissement, des 1,228 francs (et non 1,226 fr.) provenant de la vente de deux obligations « Lits militaires »; 2° que, à plusieurs reprises, la *de cujus* sa mère a d'abord manifesté son intention de remettre à sa fille, la dame veuve Chauwin, une partie de sa fortune pour assurer sa propre subsistance jusqu'à son décès, et, qu'ensuite, elle a déclaré avoir réalisé ce projet; 3° que, vers le mois de mars 1898, la dame veuve Louis a effectivement fait à la dame veuve Chauwin, dans le but assigné, la remise de 10,000 francs;

Sur les conclusions principales de la défenderesse : contrat à titre onéreux, indivisibilité de l'aveu :

Attendu que les donations déguisées sous la forme d'un contrat à titre onéreux qui, ne révélant pas par leur forme de contrat à titre onéreux et ne réunissant pas les conditions prescrites pour la validité des donations, devraient être déclarées nulles, sont néanmoins proclamées valables par la jurisprudence, si d'ailleurs les conditions requises pour la perfection du contrat sous l'apparence duquel la donation se cache se trouvent réunies;

Attendu que la dame veuve Chauwin n'apportant, en dehors de ses allégations personnelles, aucune preuve à l'appui de sa prétention, ne saurait actuellement prétendre, sans en rapporter la preuve, qu'il est intervenu entre elle et sa mère un contrat à titre onéreux, aux termes duquel, moyennant la remise de 10,000 francs, elle s'est engagée à entretenir cette dernière jusqu'à son décès; qu'elle ne peut, sur ce point, invoquer le principe de l'indivisibité de son prétendu aveu et se créer pour elle-même un titre;

Attendu d'ailleurs que l'aveu ne produit son effet juridique que s'il a été passé devant un juge compétent pour statuer sur le litige; que les explications fournies par la dame veuve Chauwin, lors de son interrogatoire au parquet, du 17 septembre 1898, ne sauraient avoir le caractère d'un aveu judiciaire; qu'il n'y a lieu, dès lors, de rechercher si, étant qualifié, cet aveu est indivisible; que fût-il judiciaire et indivisible, il ne pourrait en être fait état qu'autant que la preuve du divertissement se trouverait uniquement dans la déclaration de la dame veuve Chauwin; qu'en l'espèce il ne constitue qu'un moyen de défense, impuissant à faire échec à des preuves existant antérieurement au moment où il a été tardivement passé;

Sur les conclusions subsidiaires de la défenderesse :

1° Sur le don manuel constituant une libéralité déguisée échappant à l'application de l'art. 792 C. civ.:

Atttendu que si le don manuel, bien qu'il ne soit pas même mentionné par le Code civil, constitue un mode régulier de libéralité, c'est en quelque sorte par suite d'une nécessité de fait, et parce que le donateur pouvant se borner à invoquer l'art. 2279 C. civ., il lui suffit de dire : « Je suis propriétaire »;

Mais attendu que si le don manuel déroge au droit commun, quant à la forme, il est soumis, quant au fond, aux règles des donations;

Attendu que le donataire n'est dispensé de toute preuve, quant à son droit de propriété, qu'autant que sa possession réunit les qualités requises par

l'art. 2229 C. civ. et qu'elle est notamment, non équivoque, publique;

Attendu que la possession équivoque résulte principalement : 1° de la communauté d'habitation entre les prétendus donateurs et donataires; 2° de l'attitude immédiate prise par le donataire prétendu à la mort du soi-disant donateur;

Attendu, qu'en l'espèce, la dame veuve Chauwin habitait avec la *de cujus*; que, lors du transport de M. le juge de paix du canton est à son domicile, elle s'est opposée à l'apposition des scellés, opération qui ne pouvait présenter pour elle aucun inconvénient, si elle eût été décidée à faire connaître la vérité et n'eût pas cherché à s'enrichir aux dépens de ses cohéritiers, mais qui devenait dangereuse, si elle gardait le silence sur le prétendu don manuel fait à son profit, puisqu'il lui eût été difficile de justifier de la provenance légitime des 10,000 francs trouvés en sa possession;

Attendu que, en suite de ses déclarations à M. le juge de paix du canton est, elle n'a parlé de ce prétendu don manuel qu'après que la plainte en détournement, dans les conditions précitées, eut été, le 17 juin 1898, portée contre elle par l'un de ses cohéritiers, et alors que le recel consommé constituait un acte frauduleux, pouvant, indépendamment des renseignements fournis par l'enquête du parquet, être prouvé par tous les moyens de preuve et notamment par de simples présomptions;

Attendu que l'allégation de la demanderesse, aux termes de laquelle elle possède, en vertu d'un don manuel, les 10,000 francs de valeurs héréditaires devant être écartée, et sa possession étant incertaine, équivoque et même délictueuse, il y a lieu de décider qu'elle a encouru les peines du détournement et du recel de l'art. 792 C. civ.;

2° Sur les preuves à fournir par témoins :

Attendu que le don manuel étant, sauf pour la forme, soumis aux règles du droit commun qui régissent les contrats, ne peut, d'après une jurisprudence établie, et dont quelques tentatives en sens contraire ne sauraient diminuer la valeur, être affranchi des dispositions générales de l'art. 1341 C. civ. et être prouvé par témoins, lorsqu'il n'est pas, comme en l'espèce, protégé par le principe de l'art. 2279 C. civ. : « En fait de meubles, possession vaut titre »;

Attendu que si les tribunaux, en exécution de l'art. 1348 C. civ., ont le pouvoir d'apprécier l'impossibilité où s'est trouvée l'une des parties de se procurer une preuve littérale de sa libération, ils doivent user d'une grande circonspection, lorsqu'il s'agit seulement d'une impossibilité morale, et que, dès lors, en présence des contradictions de l'enquête et de l'attitude prise dès l'abord par la dame Chauwin, il serait dangereux de faire échec aux principes généraux pour autoriser ladite dame à prouver par témoins la remise à sa mère de la somme de 1,228 francs, produit de la vente de deux obligations : « Lits militaires »;

Sur les conclusions des demandeurs :

Attendu qu'elles sont fondées en droit, et justes en fait;

Sur l'intervention du sieur Léon-Alexandre Louis;

Attendu que le sieur Léon-Alexandre Louis, fils et héritier de la *de cujus*, primitivement en état d'absence, déclare reprendre, en son nom, l'instance suivie par ses deux enfants et héritiers apparents Henri Albin et Alphonse-Jules Louis qui se désistent en sa faveur des droits éventuellement nés à leur profit daus la succession de leur aïeule, la veuve Louis;

Par ces motifs,

Donne acte aux sieurs Henri Albin et Alexandre-Jules Louis de leur désistement;

Donne également acte au sieur Léon-Alexandre Louis, leur père, de ce qu'il déclare reprendre, en son nom personnel, la procédure suivie et les conclusions prises par ses enfants susnommés;

Homologue l'état liquidatif dressé par le notaire, en date du 15 novembre 1899;

Dit que la dame veuve Chauwin a encouru les peines du divertissement et du recel;

Ordonne, en conséquence, la restitution à la masse partageable de la succession, avec accroissement au profit de ses cohéritiers, des sommes ou valeurs diverties ou recélées, sur lesquelles ladite dame veuve Chauwin est déchue de ses droits respectifs pour avoir pratiqué cette fraude;

Dit que l'état liquidatif comprendra : 1° une somme de 1,000 francs, à charge par la succession de tenir compte des frais de dernière maladie, funérailles et inhumation; 2° la somme de 1,228 francs, dont la dame veuve Chauwin est comptable envers la succession;

Renvoie les parties devant Me Flamand, notaire pour rectification sur les bases ci-dessus spécifiées de l'état liquidatif du 15 novembre 1899;

Déboute la défenderesse de ses demande, fins et conclusions dans lesquelles elle est déclarée mal fondée;

Dit n'y avoir lieu de l'autoriser à rapporter par témoins la preuve des faits par elle articulés dans lesdites conclusions;

Statuant sur les dépens :

Dit qu'ils seront, sauf ceux exposés par la dame veuve Chauwin, qui lui demeureront personnels, employés en frais privilégiés de liquidation et partage, en prononce la distraction au profit des avoués en cause, sur leur affirmation qu'ils ont fait la plus grande partie des avances.

Mes BRÉZIN et TRIBON av.

Note. — Sur le premier point : On a contesté l'exactitude de la théorie que s'approprie le jugement rapporté, et qui consiste à invoquer l'art. 2279 C. civ. comme justification de la validité des dons manuels. On a dit notamment que cet article réglant seulement les rapports du possesseur avec les tiers, c'est à-dire avec des personnes autres que celles qui lui ont livré les objets mobiliers, et avec leurs héritiers, ne peut pas être appliqué dans les

rapports de l'acquéreur avec son auteur, sans être étendu au-delà de la portée qu'a entendu lui donner le législateur. V. Colin, Dons manuels, p. 12; Bressolles, Dons man., n° 55; Laurent, Pr. dr. civ., t. XII, n° 275. Et on a proposé, en conséquence, de chercher la justification des dons manuels soit dans l'ancien adage *Res mobilis, res vilis,* soit dans leur modicité habituelle à l'époque de la rédaction du Code civil. V. Labbé note S. 84.2.241.

Quoi qu'il en soit de cette controverse plutôt théorique que pratique, il est certain que la validité de la donation manuelle, comme de toute autre donation, étant subordonnée au dessaisissement actuel et irrévocable du donateur, la possession ne constitue pour le prétendu donataire un titre complet de propriété qu'à la condition de réunir les caractères énumérés par l'art. 2229 C. civ., c'est-à-dire de n'être ni clandestine, ni précaire, ni équivoque. Cass. 18 décembre 1894 (Gaz. Pal. 95.1.155 — S. 95.136 — D. 95.1.364); Besançon 21 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.2.418 — D. 94. 2. 13); Paris 5 février 1895 (Gaz. Pal. 95. 1. 565). Les circonstances d'où peut ressortir le caractère clandestin, équivoque ou précaire de la possession, évidemment très diverses, sont de l'appréciation souveraine des juges du fait : V. décisions précitées. La communauté d'habitation entre le prétendu donateur et le donataire est, notamment, une de ces circonstances. V. encore les décisions précitées; et, en outre : Paris 10 février 1886 (Gaz. Pal. 86.1.582); Toulouse 11 mars 1890 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-1892, t. Ier, v° Don manuel, n° 48); Trib. civ. Seine 14 août 1891 (Gaz. Pal. 91.2. supp. 25); Rouen 30 novembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.121). — Conformément aux règles du droit commun, c'est au demandeur en restitution à faire contre le détenteur du don manuel la preuve du caractère précaire ou équivoque de la possession de celui-ci.

II. — Sur le second point : Cette preuve étant faite, par hypothèse, à l'aide de quels moyens de preuve le détenteur peut-il démontrer l'existence du don allégué par lui? L'opinion dominante, à laquelle se rallie le jugement rapporté, est que, dans le silence de la loi, on doit appliquer ici le droit commun, c'est-à-dire exiger une preuve écrite du don manuel au-dessus de 150 francs et n'admettre le émoin et les présomptions qu'à la condition préalable d'un commencement de preuve par écrit. V. Cass. 9 août 1887 (Gaz. Pal. 87.2.292); Trib. civ. Seine 10 juin 1888 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, t. Ier, v° Don man., n° 52); Paris 19 juillet 1890 (Gaz. Pal. 90.2.295); Trib. civ. Seine 14 août 1895 (Gaz. Pal. 91.2. sup. 25). — Dans une autre opinion, on décide que si le donataire résiste à une action en restitution fondée sur la précarité, la règle de l'art. 1341 C. civ. est applicable, parce qu'il s'agit d'intervertir un titre et de renverser un contrat prouvé, mais que s'il résiste à une accusation soit de détournement, soit de possession équivoque, la preuve par témoins est irrecevable, parce que le demandeur pouvant en user, le défendeur ne doit pas être en face de lui dans une situation inégale. V. en ce sens : Paris 9 août 1875 (S. 77.256). — Dans un troisième et dernier système, on admet la recevabilité de la preuve testimoniale dans tous les cas, par ce motif que la prohibition de cette preuve, au-dessus de 150 francs, formulée par l'art. 1341, étant une conséquence indirecte de la disposition qui prescrit un acte écrit au-dessus de 150 francs, n'est pas applicable au don manuel, lequel est exclusif d'un acte écrit : V. Paris 8 décembre 1851 (D. 52.5.271); et Bressolles, *op. cit.*, n° 263. Ces deux opinions sont restées isolées. V. Pandect. franç. Rép. juris. v° Donat., n°s 4484 et 4485.

III. — Sur le troisième point : Il n'est pas contestable que l'aveu, fait dans les conditions rapportées au jugement, n'a pas le caractère d'un aveu judiciaire, c'est-à-dire fait en justice, au cours d'une instance. Il est certain, d'autre part, que l'aveu manque de force probante et que son indivisibilité ne s'impose pas au juge, lorsqu'il résulte des circonstances qu'il n'a été ni spontané ni volontaire. En règle générale, disent Aubry et Rau « il tire son efficacité de la présomption de vérité qui s'attache à une déclaration, par cela même et par cela seul qu'elle est susceptible d'entraîner des conséquences désavantageuses à celui qui l'a faite. » Cette présomption doit donc disparaître, toutes les fois que la déclaration a été imposée plutôt que consentie. Jugé en ce sens que le prétendu donataire manuel ne peut se prévaloir de l'indivisibilité de l'aveu qu'il aurait fait de sa possession des valeurs litigieuses, alors que cet aveu résulte de déclarations successives et diverses dont les contradictions démontrent la fausseté : Amiens 31 juillet 1895 (D. 96.2.419). Jugé de même, lorsque l'aveu n'a été amené *in extremis* que par les recherches faites par les héritiers et par l'attitude comminatoire de l'un d'eux : Limoges 11 juin 1897 (Gaz. Pal. T. Q. 99.1., v° Don. man., n° 14. — Comp. Orléans 6 mars 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-1897, t. Ier, v° Don. man., n° 58). E. T.

TRIBUNAL DE COMMERCE D'AIX

7 juin 1900.

Présidence de M. Vador.

FAILLITE. — CONCORDAT. — RÉSOLUTION. — EFFETS. — RAPPORT DES DIVIDENDES TOUCHÉS A LA FAILLITE. — RÉOUVERTURE. — ABSENCE DE FRAUDE.

Si la résolution du concordat a pour effet, comme l'annulation, de faire rentrer les créanciers dans l'intégralité de leurs droits, elle ne les replace pas dans le même état que si le concordat n'était pas intervenu, et spécialement, les créanciers qui ont touché du failli concordataire tout ou partie des dividendes promis, ne peuvent être contraints à en faire le rapport à la faillite réouverte, au profit des créanciers qui n'ont rien touché.

Il en est ainsi, alors du moins qu'il n'est justifié d'aucune fraude à l'encontre des créanciers qui ont touché leurs dividendes, que les paiements n'ont point porté sur des dividendes non échus ni sur des sommes autres que celles légitimement dues, qu'il n'est pas prouvé que lesdits créanciers se soient livrés à des manœuvres quelconques pour obtenir le paiement de leur dividende de préférence aux autres créanciers, et qu'ainsi, ce qu'ils ont touché ils le détiennent régulièrement et légalement en vertu du contrat judiciaire.

Carcassonne et Peytaud c. Villard, Castelbon et Vial.

Le Tribunal,

Attendu que les sieurs Aymard et Flandin, déclarés en état de liquidation judiciaire par jugement de ce tribunal du 27 mai 1898, avaient conclu, avec leurs créanciers, un concordat régulièrement homologué;

Attendu qu'aux termes de ce concordat, les sieurs Aymard et Flandin avaient promis à leurs créancier le paiement de 20 0/0 sur le montant de leurs créances; que plusieurs créanciers ont, à la date indiquée, quittancé ce dividende; que d'autres, parmi lesquels les sieurs Carcassonne et Peytaud, n'ont pu être payés;

Attendu que, sur les poursuites de ces derniers, le tribunal, par son jugement du 17 juillet 1899, a prononcé la résolution dudit concordat et remis en état de faillite les sieurs Aymard et Flandin, fixant au jour du jugement la réouverture de ladite faillite;

Attendu que les mêmes Carcassonne et Peytaud, continuant leurs poursuites, prétendent que tous les créanciers qui ont touché leurs dividendes, sont tenus de les rapporter à la masse et ont assigné les sieurs Villard, Castelbon et Vial en recomblement de la somme de 566 fr. 65 touchée à titre de dividende; qu'ils appuient leur prétention sur les dispositions des art. 1184 C. civ., 520, 2e-525 et 526 C. com.;

Attendu, d'abord, sur la recevabilité de la demande, qu'en conformité de l'art. 522 C. com. la nouvelle faillite des sieurs Aymard et Flandin a été pourvue d'un syndic; que, s'il peut être permis aux sieurs Carcassonne et Peytaud en leur qualité de créanciers, d'agir contre des tiers, puisque en l'espèce les sieurs Villard, Castelbon et Vial ayant été désintéressés, ne sont plus des créanciers, mais des tiers, il leur importait du moins de mettre le syndic en cause pour faire retirer par lui le produit de leurs poursuites;

Au fond:

Attendu que le traité de concordat, quoique étant synallagmatique aux termes de l'art. 1184 C. civ., ne saurait être régi par les dispositions de cet article, mais par les règles spéciales du Code de commerce;

Attendu qu'il faut distinguer entre le cas d'annulation du concordat prévu par l'art. 518 C. com., dont les effets sont non seulement de faire rentrer les créanciers dans la plénitude de leurs droits contre le failli, mais encore d'atteindre les stipulations du concordat dans les rapports des créanciers entre eux et de replacer ces créanciers dans le même état que si le concordat n'était pas intervenu, et entre le cas de résolution de concordat pour non-exécution des conditions; que, si la résolution du concordat a pour effet, comme l'annulation, de faire rentrer les créanciers dans l'intégralité de leurs droits, elle ne les replace pas dans le même état que si le concordat n'était pas intervenu;

Attendu que les rapports des créanciers entre eux sont établis par les dispositions de l'art. 526 C. com., dont les dispositions s'appliquent bien au cas où des créanciers ont été désintéressés entièrement ou partiellement de leurs dividendes, alors que d'autres n'ont rien touché; d'où il suit que les créanciers qui ont touché l'intégralité des dividendes promis ont perdu leur qualité de créanciers de la masse et ne peuvent plus rien réclamer; que, par réciprocité, cette même masse n'est pas fondée à faire rapporter à ces créanciers ce qu'ils ont touché; qu'à leur égard, il y a fait accompli, droit acquis et que leur position à l'égard de la masse est définitivement réglée;

Attendu que ces règles sont basées sur le droit, en ce que le jugement de résolution de concordat, tout en produisant à l'égard du failli les mêmes effets que le jugement déclaratif, ne le dessaisit de l'administration de ses biens que pour l'avenir, sans rétroactivité à l'égard des actes qu'il a passés dans l'intervalle entre le concordat et la résolution, et sur la raison de l'équité, pour le motif que le concordat ayant remis le failli à la tête de ses affaires, et les tiers étant par suite encouragés à traiter avec lui, il serait injuste que ceux qui ont traité et touché les dividendes promis fussent obligés de les rapporter dès le jour où, délai fort souvent éloigné, le failli concordataire ne pourra exécuter ses engagements à l'égard de quelqu'un;

Attendu que les paiements des dividendes faits par le failli ne sauraient être annulés ni en vertu de l'art 443 concernant le dessaisissement. ni en vertu des art. 446 et 447 relatifs aux actes postérieurs à la cessation de paiement ou aux dix jours qui l'ont précédée, mais seulement en vertu de l'art. 525 C. com.;

Attendu qu'en l'espèce, il n'est justifié d'aucune fraude, ni que les paiements aient porté sur des dividendes non échus, ni sur des sommes autres que celles légitimement dues, qu'il n'est pas prouvé que les défendeurs se soient livrés à des manœuvres quelconques pour obtenir paiement de leur dividende de préférence aux autres créanciers; que ce qu'ils ont touché ils le détiennent régulièrement et légalement en vertu du contrat judiciaire et qu'ils ne sauraient être contraints à le restituer;

Attendu, en conséquence, que l'action des sieurs Carcassonne et Peytaud est mal fondée, que la partie qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

Déboute les sieurs Carcassonne et Peytaud de leurs fins et conclusions en lesquelles il les déclare mal fondés et les condamne aux dépens.

Mes G. Arnaud et Arnaud-Marcus av.

Note. — La Cour de cassation a posé à deux reprises différentes le principe que la résolution du concordat pour inexécution des conditions, en amenant la réouverture de la faillite, replace les parties dans la situation où elles étaient au début des opérations de la faillite : Cass. 7 décembre 1874 (D. 75.1.457); 16 juillet 1883 (Gaz. Pal. 84.1. 194). Par application de ce principe, la Cour suprême a jugé, dans les deux arrêts précités, que le créancier qui a reçu, antérieurement à la résolution du concordat des dividendes non encore échus et non distribués aux autres créanciers, est tenu de les rapporter; et ces arrêts ajoutent

que l'art. 525 C. com., qui subordonne l'annulation des actes faits par le failli, postérieurement au jugement d'homologation et antérieurement à la rescision ou à la résolution du concordat, à la condition de *fraude* aux droits des créanciers, n'a eu en vue que des actes nouveaux faits par le failli concordataire et ne saurait s'appliquer à ceux qui dérivent de faits antérieurs au concordat et se rattachant à son exécution.

Le jugement recueilli paraît s'être mis en contradiction avec ces principes, particulièrement sur l'interprétation de l'art. 525 C. com. Nous croyons pourtant que sa solution est juste. Il n'y a pas de raison pour condamner les actes faits de bonne foi en exécution du concordat. La capacité qu'a reprise le failli, que lui ont rendue ses créanciers, a précisément pour but de lui permettre d'exécuter le concordat.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

6 juin 1900.

Présidence de M. Rocca.

OBLIGATIONS. — TERME. — DÉCHÉANCE. — CESSATION DE PAIEMENTS. — FAILLITE NON DÉCLARÉE.

Le juge qui constate l'état de cessation de paiements d'un commerçant a le droit de prononcer la déchéance du bénéfice du terme contre celui-ci, encore bien qu'il n'y ait point faillite déclarée.

T... c. B...

LE TRIBUNAL,

Attendu que le sieur B..., ayant acquis le 1er mars dernier suivant acte sous seing privé, dûment enregistré le 10 dudit mois, un fonds de commerce de beurres et fromages, que le sieur X... exploitait à Marseille, les créanciers de ce dernier ont fait tenir entre les mains de l'acquéreur leur opposition;

Attendu que le sieur P... a pratiqué une opposition sur le prix d'achat s'élevant à 600 francs, pour une somme de 478 francs, représentée par une facture de 178 francs et par un billet de 300 francs souscrit par X... le 3 juillet 1899, à l'échéance du 3 juillet 1901;

Attendu que le sieur B... a exclu de la répartition le billet dont s'agit pour le motif qu'il n'était pas encore échu, et par suite non exigible, réduisant ainsi le prorata afférent au sieur T... à une somme de 61 fr. 40;

Attendu que T... a cité B... pour obtenir que le billet fût également compris dans la répartition et sa condamnation, au besoin personnelle, au paiement de ce prorata;

Attendu qu'il s'agit, pour le tribunal, de décider si, dans les conditions actuelles. la prétention du sieur L...; relative à l'exigibilité de ce billet, peut être admise;

Attendu qu'en principe, qui a terme ne doit rien; mais qu'il est de doctrine et de jurisprudence que la cessation de paiements rend exigibles, comme la déclaration de faillite, les dettes non échues, à moins de dation de caution;

Attendu que la cessation des paiements constitue, à elle seule et nécessairement, la faillite; que le jugement qui la déclare ne fait que constater un état de choses préexistant et un fait accompli;

Attendu que les tribunaux ont un pouvoir souverain d'apprécier les faits caractéristiques de l'état de cessation de paiements, suivant les affaires qui leur sont soumises; que, dans l'espèce, il est acquis aux débats que le sieur S... ne peut, avec le prix de vente de son fonds de commerce, que distribuer un faible dividende à ses créanciers; que cet état de suspension de paiements se révèle surtout dans ce fait que plusieurs des créances, ayant formé l'objet d'oppositions, sont anciennes et d'une importance des plus minimes; que, dans ces circonstances, c'est à bon droit que le sieur T... demande la déchéance du terme pour le billet dont s'agit et son admission dans la répartition; que, par suite de cette admission, il y a lieu d'ordonner que le sieur B... comprendra le sieur T... pour le montant intégral de la production, y compris le billet dont s'agit;

Par ces motifs,

Déclare la demande du sieur B... non satisfactoire;

Dit et ordonne que le sieur T... sera compris dans la répartition du prix du fonds pour la somme totale de 478 francs et condamne le sieur B... à le payer sur cette base, sauf tous recours utiles qu'il pourra avoir à exercer à l'encontre des créanciers, qui, sur les bases de la répartition intervenue, auraient touché une somme supérieure à celle réellement due; et ce, avec intérêts de droit et dépens.

Mes BOUVIER et DOL av.

Note. — Il est de jurisprudence et de doctrine constantes que le déchéance du terme est encourue non seulement par suite de faillite déclarée du débiteur, mais aussi par suite de déconfiture de celui-ci : Lyon 3 août 1833 (D. 34.2.200); Toulouse 20 novembre 1835 (S. 36.2.151 — D. 36.2.41); Caen 23 mai 1842 (D. 42.2.199); Cass. 10 mars 1845 (S. 45.1.601 — D. 45.1.209); Orléans 3 avril 1846 (S. 46. 2. 615 — D. 46. 2. 135); Nîmes 10 mars 1862 (S. 63. 2. 5); Colmar 4 mai 1884 (D. 64. 2. 230); Paris 25 juin 1867 (S. 68. 2. 222); Metz 16 décembre 1068 (D. 69.2.206); Rouen 29 juin 1871 (S. 11.2.220 — D. 73.2.206); Chambéry 27 janvier 1890 (Gaz. Pal. 90.1.346); *Sic* : Aubry et Rau, t. IV, § 303, texte et note 12; Demolombe, Oblig., t. II, n° 664; Laromblère, Oblig., Sur l'art. 1188, n° 3; Laurent, t. XVII, n° 495.

209

COUR D'APPEL DE PARIS (CH. CORR.)

3 juillet 1900.

Présidence de M. Martinet.

COUR D'APPEL DE BESANÇON (CH. CORR.)

27 juin 1900.

Présidence de M. Maire.

(DEUX ESPÈCES)

PSESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — 1° ASSOCIATION. — PERSONNE MORALE. — MEMBRES VISÉS PERSONNELLEMENT. — ACTION INDIVIDUELLE. — 2° DISSOLUTION. — ACTION INDIVIDUELLE (PERSISTANCE DE L').

1° *Les imputations relatives à des faits précis qui auraient été commis par les membres d'une association, ne sauraient être considérées comme visant exclusivement l'association envisagée comme personne morale et abstraction faite de ses membres; elles atteignent chacun de ces derniers, qui, dès lors, ont qualité pour s'en plaindre individuellement.* (1er et 2e arrêt.)

2° *Il suit de là, en outre, que le défendeur n'est pas autorisé à invoquer le fait que ladite association a été dissoute en vertu de décisions judiciaires passées en force de chose jugée.* (2e arrêt.)

Ternate c. Assomptionnistes.

LA COUR,

Considérant qu'il résulte de l'instruction et des débats que, depuis moins de trois mois à compter du jour de la poursuite, Ternate a fait paraître à Paris, dans les numéros ci-après spécifiés du journal *la Lanterne*, dont il est le gérant, lesdits numéros publiés, mis en vente et vendus publiquement à Paris, savoir : 1° dans le numéro portant la date du 14 novembre 1899, un article intitulé : « Simples propos », commençant par mots : « Après nous la fin du monde... », finissant par ceux-ci : « Tirer des plans sur la comète. » 2° dans le numéro portant la date du 15 novembre 1899, un article intitulé : « Simples propos », commençant par ces mots : « L'imagination des frocards est inépuisable... » et finissant par ceux-ci : « De se préoccuper du retour. »

Considérant que ces articles contiennent manifestement des injures et des diffamations; que les plaignants, tous Assomptionnistes et agissant chacun en son nom personnel, en demandent la réparation à Ternate, mais que ce dernier soutient qu'elles visent exclusivement l'association des Assomptionnistes envisagée comme personne morale et abstraction faite de ses membres, lesquels seraient, dès lors, sans qualité pour s'en plaindre individuellement;

Considérant que la prétention du prévenu est en contradiction avec la nature même des imputations qui lui sont reprochées; que l'imputation contre les Assomptionnistes « d'exceller aux entreprises où l'escroquerie le dispute à l'hyprocrisie », et les épithètes de « filous ensoutanés, aventuriers, malandrins, maîtres chanteurs et flibustiers », dont il les qualifie, ne sauraient être considérées comme n'atteignant pas leur personne; que ce sont là des injures adressées aux hommes et non la discussion de l'association, de son organisation, de ses œuvres ou de ses tendances; qu'il en est de même des diffamations incriminées; qu'elles visent les Assomptionnistes et les moines de la Croix, ces derniers se confondant d'ailleurs avec les premiers dans l'esprit de l'écrivain comme dans la réalité; que Ternate les accuse « d'avoir profité de certaines circonstances déterminées pour escroquer aux naïfs de fortes sommes, celles-là mêmes trouvées dans la maison habitée par les demandeurs; d'avoir inventé une certaine œuvre pour satisfaire leur rapacité et d'être, à raison de ce fait spécial, des escrocs; de s'être procuré des sommes énormes à l'aide d'un système d'escroquerie dont il précise la nature »; qu'il est impossible de voir dans ces imputations des attaques dirigées exclusivement contre l'association; qu'elles sont relatives à des faits précis qui auraient été commis par les Assomptionnistes actuellement existants; qu'elles sont donc de nature à nuire à leur honneur et à leur considération, et que les injures personnelles dont elles sont accompagnées démontrent d'ailleurs que tel est leur véritable caractère;

Considérant que visant sans distinction tous les Assomptionnistes, lesquels ne forment qu'une collectivité limitée, lesdites injures et diffamations atteignent chacun d'eux; qu'il appert, en outre, des circonstances de la cause, de la polémique générale du journal, au moment où les articles incriminés ont paru, et de la nature de ces articles, qu'ils visent plus spécialement les Assomptionnistes de la maison de Paris dont font partie les demandeurs; que le droit incontestable, appartenant à l'écrivain de discuter les doctrines et les œuvres dont il réprouve le caractère, s'arrête où commencent la diffamation et l'outrage; que de semblables procédés sont exclusifs de la bonne foi; qu'il en résulte que Ternate a commis à l'encontre des plaignants les délits prévus et punis par les art. 32 et 33, § 2 de la loi du 29 juillet 1881;

Par ces motifs,

Infirme le jugement dont est appel;

Décharge les appelants des condamnations prononcées contre eux;

Statuant par décision nouvelle;

Condamne Ternate à 500 francs d'amende;

Le condamne à payer par toutes voies de droit et même par corps, à titre de dommages-intérêts, à chacun des demandeurs, la somme de 100 francs;

Dit que, dans les trois jours, à partir de celui où le

présent arrêt sera devenu définitif, Ternate sera tenu d'en insérer la teneur dans le journal *la Lanterne;*

Autorise également, à titre de supplément de dommages-intérêts, l'insertion, aux frais du condamné, du présent arrêt, quand il sera devenu définitif, dans cinq journaux publiés dans le département de la Seine, au choix des demandeurs, sans que le coût de chaque insertion puisse dépasser 100 francs;

Condamne Ternate en tous les dépens.

M. JAMBOIS av. gén. — Mes REVERDY et Paul MOREL av.

Vedrenne c. Assomptionnistes.

LA COUR,

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Attendu que l'appel interjeté par Vedrenne est régulier en la forme et sa recevabilité non contestée,

Sur la première fin de non-recevoir invoquée par Vedrenne :

Attendu qu'elle n'est pas fondée; qu'en effet il ne peut exister aucune confusion entre le gérant du journal le *Jura socialiste révolutionnaire*, qui est le sieur Vedrenne, et l'ex-gérant du journal le *Jura socialiste*, se publiant autrefois à Saint-Claude et auquel a succédé le journal dont le gérant est actuellement poursuivi; qu'il importe peu que l'exploit introductif d'instance ne relève que la première partie du titre du journal le *Jura socialiste* et ait omis son sous-titre « révolutionnaire »; que le vœu de la loi est que la personne assignée soit clairement et expressément désignée par ses noms, profession et domicile en même temps que par sa qualité;

Attendu que l'assignation des demandeurs satisfait à toutes les prescriptions de la loi, puisque Vedrenne y est indiqué par ses noms, profession et domicile; qu'au surplus il s'est qualifié gérant du journal le *Jura socialiste*, ayant publié à Saint-Claude, le 18 novembre, l'article incriminé, etc. que c'est bien de ce journal que Vedrenne est gérant; que l'assignation a été remise à sa personne; que, dès avant l'audience du Tribunal de Saint-Claude, il avait reconnu que c'est bien à lui que s'adressait l'assignation, et qu'enfin, devant les premiers juges, il a assumé la responsabilité de l'article faisant l'objet de la poursuite;

Sur la seconde fin de non-recevoir :

Attendu que les lois de police obligent et protègent tous ceux qui habitent le territoire de la République française et que la loi de 1881 sur la presse est, de sa nature, une loi de police; que s'il est vrai que l'association des Pères assomptionnistes est actuellement dissoute en vertu de décisions judiciaires qui, d'après les renseignements fournis aux débats, seraient passés en force de chose jugée, les demandeurs n'agissaient point comme représentants de ladite congrégation; qu'ils soutiennent seulement qu'ils ont été diffamés individuellement et qu'ils ont été désignés dans l'article diffamatoire par leurs qualités de membres de la congrégation des Pères de l'Assomption, autrefois tolérée bien que non autorisée;

Attendu que, pour justifier la recevabilité de leur action individuelle, il suffit qu'ils établissent que la diffamation dont ils se plaignent les atteignait chacun personnellement et individuellement, alors même qu'elle rejaillirait sur l'ensemble des membres de la congrégation, qui ne sont point en cause, pas plus que la congrégation elle-même;

Attendu que les demandeurs intimés devant la cour ont fait partie de l'ancienne Société des Assomptionnistes; que c'est en cette qualité, non méconnue par eux, qu'ils ont été poursuivis devant la justice répressive de la République; que dès lors il est manifeste que ce sont bien leurs personnes qui ont été désignées dans l'article incriminé et que c'est bien leurs individualités qui ont été prises à partie, quand, en un style ironique, on leur reprochait non pas seulement des actes de leur vie de congréganistes, mais des mœurs dépravées, susceptibles d'attirer sur eux le mépris public et, dans tous les cas, de nature à porter atteinte à leur honneur personnel et à leur réputation individuelle; que de là, il suit que la seconde fin de non-recevoir proposée doit être rejetée;

Au fond et sur l'application de la peine comme sur les dommages-intérêts et les insertions ordonnées :

Attendu que l'article incriminé renferme tous les éléments du délit de diffamation, du moins en ce qui concerne le fait relatif aux mœurs imputées aux intimés; que la mauvaise foi du diffamateur ressort avec évidence des termes mêmes dont il s'est servi; que si le journaliste a voulu faire acte de polémique en flétrissant une congrégation qui venait d'être dissoute, il a eu le tort de ne point respecter des personnes qui, pour être ses adversaires politiques, n'en ont pas moins le droit au respect de leur dignité d'homme et à la protection des lois;

Attendu que la peine prononcée n'est pas trop sévère et que les dommages-intérêts alloués sont justifiés; qu'en ce qui concerne la publicité, elle sera suffisante par l'insertion des qualités et du dispositif du présent arrêt dans un numéro du journal le *Jura socialiste*, et dans un numéro d'un journal de Paris au choix des intimés, sans que le prix de chacune de ces insertions puisse dépasser 100 francs;

Par ces motifs, et ceux non contraires des premiers juges,

Reçoit l'appel régulièrement interjeté contre le jugement du Tribunal de Saint-Claude du 6 mars 1900;

Rejette les deux fins de non-recevoir à tort invoquées par l'appelant Vedrenne;

Au fond :

Confirme le jugement entrepris en ce qu'il a déclaré le prévenu coupable du délit de diffamation et

l'a condamné à 200 francs d'amende par application des textes de loi visés dans ladite sentence et l'a condamné en outre à 1 franc de dommages-intérêts envers chacun des demandeurs et aux dépens;

Sur les dépens d'appel :

Attendu qu'ils doivent être supportés par la partie qui succombe;

Condamne Vedrenne aux dépens.

M. BARADEZ av. gén. — Mes PENET et SAILLARD av.

Note. — I. — Sur le premier point : Les membres de la congrégation des Assomptionnistes, ayant été personnellement atteints par les imputations dont ils se plaignaient, avaient certainement le droit d'agir à titre privé; ce point est constant en doctrine comme en jurisprudence. V. Barbier, Code de la presse, t. II, p. 9; Angers 24 mars 1842 (S. 42.2.456 — D. 42.2.92); Cass. 29 janvier 1875 (S. 75.1.138 — D. 75.1.393) ; Rennes 14 juin 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.153).

II. — Sur le second point : La solution n'est qu'une conséquence du principe fixé précédemment. Le droit pour tout citoyen de poursuivre une diffamation ne peut être amoindri par ce fait que le plaignant fait partie d'une congrégation dissoute. Paris 12 octobre 1876 (Journ. dr. crim. 1875-1876, p. 329). Comp. Rennes précité décidant que le religieux diffamé en sa qualité de membre d'une association, ultérieurement dissoute comme non autorisée, a droit et qualité pour poursuivre la réparation de ce délit, si ladite association peut être considérée comme constituant, au moment où la diffamation a eu lieu, une société de fait qui n'avait point encore été dissoute.

COUR D'APPEL DE BORDEAUX (2e CH.)

19 juin 1900.

Présidence de M. Vallier.

LOUAGE D'OUVRAGE ET D'INDUSTRIE. — ARCHITECTE. — PLANS ET DEVIS. — HONORAIRES.

L'art. 1794 C. civ. est applicable au seul cas de marché à forfait et, en l'absence de tout marché de ce genre, l'architecte qui, en vue, il est vrai, de construire deux maisons semblables, n'a dressé les plans et devis que d'une maison, n'a droit à aucune indemnité si une seule des maisons projetées est, en fait, construite.

Loubatié c. Sicard.

LA COUR,

Attendu que Sicard, propriétaire d'un terrain sis cours de Tauzia, s'est proposé, en 1894, d'y faire construire deux maisons exactement semblables et a chargé l'architecte Loubatié de faire le plan, les devis et de régler les travaux;

Attendu que Loubatié a dressé le plan d'une maison et préparé des marchés à forfait qui ont été acceptés par divers entrepreneurs; que la première maison a été construite en 1895 et que l'architecte a reçu pour honoraires 5 0/0 sur les travaux, soit 4,625 francs;

Attendu qu'en 1897, Sicard a donné à bail à Solomiac, avec promesse de vente, le terrain sur lequel la deuxième maison devait être bâtie et que ce dernier y a fait construire une maison par un architecte autre que Loubatié;

Attendu que Loubatié a assigné Sicard en 4,500 fr. de dommages-intérêts; que, débouté de sa demande, il soumet à la cour la même prétention;

Attendu qu'avec raison les premiers juges ont décidé que l'art. 1794 était sans application dans l'espèce, puisque Loubatié n'a fait avec Sicard aucun marché à forfait; qu'il n'aurait donc droit à une indemnité que s'il avait fait œuvre d'architecte pour la deuxième maison;

Attendu qu'il a dressé le plan d'une seule maison, examiné les devis présentés et préparé les marchés à forfait seulement pour ladite maison et qu'il a été complètement rémunéré de ces divers travaux; qu'il allègue vainement que les entrepreneurs à qui la construction de deux maisons avait été promise, ont accepté des prix forfaitaires moins élevés que s'ils avaient su devoir n'en édifier qu'une seule; que, par suite, les honoraires de l'architecte ont subi une diminution proportionnelle; qu'aucune justification n'est produite à cet égard et que la seconde maison construite en matériaux semblables a, bien que plus importante, coûté 15,000 francs de moins que la première;

Attendu que Loubatié prétend ne pas avoir reçu d'honoraires sur les travaux d'attente insignifiants exécutés pour la deuxième maison; que, d'après les chiffres par lui indiqués, il ne lui serait dû de ce chef que 35 francs; qu'il ne saurait être fait droit à sa demande, même dans cette mesure restreinte; qu'il a en effet reçu 5 0/0 pour la première maison, bien que la première vérification de travaux n'eût pas été laborieuse, des marchés à forfait ayant été passés avec tous les entrepreneurs;

Attendu enfin que Loubatié n'a éprouvé aucun préjudice moral; que la seconde maison n'ayant pas été construite pour le compte de Sicard, il n'a pas été possible de supposer que l'architecte avait été évincé pour cause de négligence ou d'incapacité.

Par ces motifs,

Confirme.

Mes ROY DE CLOTTE et BRAZIER av.

Note. — Etant donné que la cour estimait, et avec raison suivant nous, qu'il n'y avait pas forfait, l'architecte ne pouvait avoir droit à des honoraires que pour le travail accompli par lui.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE (Ch. corr.)

9 mai 1900.

Présidence de M. Naudin.

ESCROQUERIE. — MANŒUVRES FRAUDULEUSES. — EXAGÉRATIONS DE LANGAGE DES VOYAGEURS DE COMMERCE. — ART. 405 C. PÉN.

Les exagérations de langage auxquelles se livrent les voyageurs de commerce et courtiers pour déterminer le consentement des personnes qu'ils visitent, si blâmables soient-elles, ne constituent pas, au sens de l'art. 405 C. pén., les manœuvres frauduleuses constitutives du délit d'escroquerie.

Maréchal c. Min. pub.

Le sieur M.... a interjeté appel du jugement du Tribunal correctionnel de Montauban du 10 mars 1900, rapporté Gaz. Pal. 1900.2.272, qui l'avait condamné en six mois d'emprisonnement comme coupable d'escroqueaie. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que la prévention d'escroquerie relevée contre M.... et retenue par le Tribunal correctionnel de Montauban en son jugement du 10 mars 1900 n'est point suffisamment justifiée, soit en fait, soit en droit ;

Attendu, en fait, que le grief formulé contre M..... et consistant à avoir trompé la femme Mounié en lui faisant croire que l'opération commerciale qu'il lui proposait consistait simplement dans un dépôt de marchandises à vendre pour le compte de la maison Bouton et non dans une vente ferme n'est établi que par des témoignages d'une sincérité douteuse et se trouve contredit par les circonstances mêmes qui ont accompagné la rédaction et la signature de l'engagement pris par la femme Mounié ;

Attendu, en effet, que celle-ci est évidemment intéressée à se soustraire à l'exécution d'engagements qu'elle a pu regretter, et que son employé, par la situation même qu'il occupe dans cette maison, doit être quelque peu suspecté dans ses déclarations; que, seul, le témoignage de la femme Cavalié ne saurait être incriminé, mais que les dires de cette femme n'ont point, dès le début, fait allusion au dépôt dont avait parlé M....., et qu'il faut observer qu'elle s'était retirée avant la dictée de la lettre écrite par Barbazan et ignore, par conséquent, ce qui s'est passé à partir de ce moment entre les parties ;

Attendu que, cette dictée ayant eu lieu en présence de la femme Mounié, il est inadmissible qu'elle ne l'ait pas entendue et ait signé l'écrit sans connaître son contenu, alors qu'elle avait pris la précaution d'en faire faire un duplicata par Barbazan ;

Attendu qu'il n'est point exact de dire que cet engagement était obscur et ambigu puisque la femme Mounié reconnaît elle-même dans sa déposition qu'ayant eu des doutes sur sa portée quelques instants après le départ de M....., elle le lut et s'aperçut immédiatement qu'il s'agissait d'une vente et non d'une concession de dépôt, ce qui démontre que, même pour une personnne illettrée, le contexte de cet écrit était suffisamment clair et précis ;

Attendu qu'en droit les conditions exigées par l'art. 405 C. pén. ne se rencontrent pas dans l'espèce ; que le déploiement aux yeux de la femme Mounié d'une grande affiche destinée à appeler l'attention du public sur le produit de la maison Bouton dit « le repos des sports », recommandé aux touristes et vélocipédistes avait certainement pour but de lui prouver qu'il s'agissait d'un produit pour la vente duquel une publicité considérable était faite et de faire miroiter à ses yeux les avantages qu'elle devait en retirer, mais que cette exhibition aussi bien que les exagérations de langage auxquelles se livrent en pareil cas les voyageurs de commerce et courtiers, si blâmables qu'elles soient, ne constituent pas au sens légal du mot des manœuvres frauduleuses ;

Attendu que le reproche adressé à M.... de ne pas avoir donné à la femme Mounié lecture de l'engagement qu'elle allait signer est sans plus de valeur quand on sait que cet engagement venait d'être dicté à haute voix par M.... et que c'est Barbazan qui l'a présenté à la signature de la patronne, à laquelle il appartenait d'en exiger la lecture et de le lire elle-même, si elle le jugeait utile, comme elle l'a fait quelques minutes après ;

Attendu qu'en présence de ces faits et circonstances, il paraît juste d'infirmer le jugement dont est appel et de prononcer la relaxe du prévenu qui n'a pas du reste d'antécédents judiciaires et sur lequel on n'a point recueilli de renseignements défavorables ;

Par ces motifs,

Infirme...

M. Lafon de Sentenac av. gén. (concl. conf.). — Me Albert Crémieux (du barreau de Paris) av.

Note. — Rapprocher dans le sens de l'arrêt recueilli, sur les exagérations de langage des courtiers : Aix 27 février 1880 (D. 82.2.119). Nous avons, dans notre note sous Trib. com. Seine 16 juin 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.173), dénoncé le procédé souvent employé par les courtiers pour placer leur marchandise, dit *vente au monopole*.

COUR D'APPEL DE RIOM (1re Ch.)

26 février 1900.

Présidence de M. Rigal.

TRAVAUX PUBLICS. — COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE. — VOIRIE. — TRAVAUX. — DOMMAGES. — RÉPARATION.

L'autorité administrative est, à l'exclusion de l'autorité judiciaire, seule compétente pour connaître de l'action introduite contre une ville, par une partie qui ne se plaint que des dommages qui lui ont été, dans le passé, ou lui seront, dans l'avenir, causés par les travaux de voirie de ladite ville, alors que cette partie n'allègue aucune dépossession, ni aucun empêchement de propriété.

Gonnet c. ville d'Ambert.

A la date du 8 février 1898, le Tribunal civil d'Ambert avait rendu le jugement suivant :

« Attendu que, suivant ajournement du 11 octobre 1897, après dépôt d'un mémoire dont récépissé lui a été délivré le 6 août précédent, par le préfet du Puy-de-Dôme, Louis Gonnet a introduit contre la commune d'Ambert une demande tendant à un double objet : 1° à la suppression de l'aggravation de la servitude résultant, pour sa maison, du déversement dans l'aqueduc qui passe sous le sous-sol, d'une quantité d'eau plus grande que celle qu'il est capable de recevoir et qu'il recevait autrefois, ce qui occasionne, dit-il, l'inondation de ses écuries et de ses caves; 2° à la condamnation de la commune, pour le préjudice souffert, au paiement d'une somme de 3,000 francs à titre de dommages-intérêts ;

« Attendu que le maire d'Ambert, représentant légal de la commune, a conclu à l'incompétence du tribunal, ce à quoi il avait été uniquement autorisé par le conseil de préfecture, en vertu de l'arrêté du 5 janvier dernier; que, de son côté, le préfet du Puy de-Dôme a fait déposer sur le bureau de l'audience, par le ministère public, un déclinatoire d'incompétence, par lequel il expose que la réclamation de Gonnet vise un dommage ayant pour cause un travail public, qu'ainsi, les dispositions de l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII doivent trouver ici leur application, qu'en conséquence, vu l'art. 13, titre II de la loi des 16-24 août 1890, la loi du 16 fructidor an III et l'ordonnance du 1er juin 1828, il requiert le renvoi à l'autorité administrative ;

« Attendu que l'article précité de la loi du 28 pluviôse, dans son paragraphe 4, attribue aux conseils de préfecture la connaissance des demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers à raison de terrains pris ou fouillés pour la confection des chemins, canaux et autres ouvrages publics ;

« Attendu que l'aqueduc ou égout qui passe sous les constructions appartenant à Gonnet a été établi depuis un temps immémorial, et que les inconvénients dont le demandeur se plaint ont pu se produire, effectivement, à la suite de travaux successifs de toute nature exécutés sur la voie publique, soit anciennement, par l'administration des ponts-et-chaussées, soit par le service vicinal, depuis le déclassement des routes départementales, soit par la commune, soit même par des particuliers, travaux qui ont eu pour résultat d'amener une plus grande quantité d'eau dans le canal collecteur ; qu'il serait impossible de distinguer l'aggravation produite par ceux-ci ou par ceux-là; que tous, d'ailleurs, avaient pour objet l'utilité générale des habitants, et que la commune paraît en avoir assumé la responsabilité ;

« Attendu qu'il n'appartient pas à l'autorité judiciaire de statuer sur la destruction ou la modification de travaux publics, ni sur les questions de dommages-intérêts provenant de leur exécution ; que, notamment, l'autorité administrative a été reconnue compétente, à l'exclusion de l'autorité judiciaire, pour connaître d'une demande en réparation de dommages causés au mur d'un particulier par les infiltrations des eaux d'un canal dépendant du domaine public communal ;

« Par ces motifs,

« Se déclare incompétent ;

« Appel. — Arrêt. »

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges;

Et attendu encore que, soit dans son exploit introductif d'instance, soit dans ses conclusions d'audience, l'appelant ne se plaint, en réalité, que des dommages qui lui ont été causés dans le passé ou qui lui seront causés dans l'avenir par les travaux de voirie de la ville d'Ambert; qu'il n'est allégué par lui d'aucune dépossession, d'aucun empiètement de propriété au sujet desquels la juridiction civile serait compétente; que l'appréciation des dommages-intérêts que Gonnet réclame pour certains travaux déjà faits, ainsi que pour l'exécution des nouveaux travaux, appartient incontestablement à la juridiction administrative; d'où il suit que c'est à bon droit que les juges de première instance se sont déclarés incompétents;

Par ces motifs,

Donne acte à M. le préfet du Puy-de-Dôme de son déclinatoire d'incompétence et à M. le procureur général de ses réquisitoires, déposés sur le bureau de l'audience et statuant au fond, dit bien jugé mal appelé; confirme.

M. DELPY av. gén.— Me LACARRIÈRE et CLAUZELS av.

Note. — Il n'appartient pas à l'autorité judiciaire de statuer sur les dommages provenant de l'exécution de travaux publics : Cass. 15 avril 1890 (Gaz. Pal. 90.1.640); il

n'en est autrement que quand l'exécution des travaux publics met en jeu une question de propriété : Cass. 21 octobre 1889 (Gaz. Pal. 89.2.494).

TRIBUNAL CIVIL DE CARPENTRAS

18 juillet 1900.

Présidence de M. Soard.

COURSES DE CHEVAUX. — SOCIÉTÉS DE COURSES. — EXCLUSION INJUSTIFIÉE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Les sociétés de courses ont incontestablement le droit de refuser l'entrée de leurs hippodromes à qui bon leur semble, mais elles sont tenues de réparer le préjudice causé par elles du fait d'une exclusion injustifiée, conformément à l'art. 1382 C. civ.

Est injustifiée et doit donner lieu à l'allocation de dommages-intérêts, l'exclusion d'un membre d'une société de courses fondée sur ce seul fait que ledit membre avait déféré aux tribunaux une décision du comité le concernant.

Corbon c. Société Hippique.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Corbon, qui avait engagé des chevaux pour les courses qui devaient avoir lieu le 18 juillet 1897 à Carpentras, porta devant la commission des courses une réclamation au sujet des engagements d'autres chevaux ; que sa réclamation fut repoussée par la commission ; que Corbon, se croyant lésé dans ses intérêts par cette décision et par les agissements d'un membre de la commission, intenta devant le Tribunal de Carpentras une demande en dommages-intérêts contre la Société hippique ;

Attendu que, le 21 décembre 1897, le Tribunal de Carpentras rejeta la demande de Corbon ; que, le 12 avril 1898, la Société d'encouragemet décida que Corbon, ayant déféré aux tribunaux une décision de la commission des courses de la Société hippique de Carpentras, tombait sous l'application de l'art. 77 bis qui prononce en pareil cas l'exclusion de toutes les courses régies par le Code des courses et publiait en ces termes cette décision dans le *Bulletin officiel des courses* après l'avoir notifiée à Corbon ; que les Sociétés du demi-sang et des steeple-chase prirent à la suite une décision semblable et en firent mention dans leurs bulleiins respectifs ;

Attendu que Corbon demande la condamnation solidaire des quatre sociétés défenderesses à 100,000 fr. de dommages-intérêts en réparation du préjudice qu'il a éprouvé par suite de la mesure de disqualification prise contre lui par ces diverses sociétés et de la publicité donnée à cette mesure ; qu'il invoque que l'art. 77 *bis* ne lui était pas applicable, qu'en tout cas il est nul, comme contraire à l'ordre public ;

Attendu que l'art. 77 *bis* dudit Code, dont il a été fait application, ne contient pas la disposition formelle que toute personne qui aura déféré aux tribunaux une décision des commissaires des courses, sera, par ce seul fait, exclue de toutes les courses régies par ledit code ; que, si une pareille disposition pouvait exister, elle serait nulle comme contraire à l'ordre public ; qu'ainsi compris, l'art 77 *bis* serait la négation du droit qui appartient à tout citoyen français de s'adresser à la juridiction régulière de son pays pour se faire rendre justice et serait contraire au principe qui veut que chacun réponde de ses fautes et ne puisse conventionnelllement échapper à la responsabilité de ses délits et quasi-délits ;

Attendu qu'il est aujourd'hui de doctrine et de jurisprudence certaines que les sociétés de courses sont de simples sociétés privées, qu'elles ne détiennent aucune parcelle des pouvoirs publics, soit judiciaire, soit administratif, que leurs commissaires ne sont ni des juges, ni des arbitres, qu'elles sont régies par le droit commun ;

Attendu qu'en l'espèce, les sociétés défenderesses seraient responsables des faits dommageables que leur reproche Corbon, non par suite d'une obligation contractuelle, qui n'existe pas, mais à raison de leur faute délictuelle, par application des dispositions des art. 1382, 1383, 1384 C. civ. ;

Attendu qu'il est incontestable que les sociétés qui ont disqualifié Corbon, et l'ont exclu de toutes les courses régies par le Code des courses, par le seul motif qu'il avait déféré à un tribunal une décision des commissions des courses, ont agi sans droit, ont excédé leurs pouvoirs disciplinaires, ont commis une faute et causé un préjudice dont elles doivent réparation dans une certaine mesure ;

Attendu que Corbon a éprouvé un préjudice moral et matériel certain, mais dont il exagère l'importance ; que le tribunal possède les éléments suffisants pour apprécier le montant de la réparation qui lui est due et fixer la gravité de la faute et la part de responsabilité qui incombe à chacune des sociétés défenderesses ; que Corbon a subi une perte matérielle en se trouvant privé par suite de son exclusion de faire courir les chevaux qu'il avait achetés et soignés dans ce but ; mais qu'il y a lieu de tenir compte dans la fixation de la réparation qui lui est due, du droit que les sociétés de courses ont incontestablement de refuser l'entrée de leurs hippodromes à qui bon leur semble ; que le préjudice moral est certain, mais très léger ; que la publicité donnée par la Société d'encouragement, contenant les motifs de l'exclusion ne pouvait atteindre que faiblement l'honneur et la considération de celui-ci ; qu'il en est de même de la publicité donnée par les sociétés du demi-sang et des steeple-chase, laquelle, conçue en termes plus concis, ne pouvait pas être généralement interprétée d'une manière défavorable par le public spécial qui lit ce genre de bulletins.

Attendu que la Société hippique de Carpentras n'a pris contre Corbon aucune mesure de disqualifica-

tion ; qu'elle n'a pas provoqué cette mesure de la part des autres sociétés en leur donnant des renseignements inexacts ; qu'elle s'est contentée de communiquer l'assignation qu'elle avait reçue de Corbon à la Société d'encouragement, en lui demandant son avis sur les suites à donner à cette affaire ; qu'elle n'a donc commis aucune faute et doit être mise hors de cause ;

Attendu que la Société d'encouragement a pris l'initiative de la disqualification et a encouru la plus grande part de responsabilité ; que la Société du demi-sang et des steeple-chasse en s'appropriant cette décision n'a fait que se conformer aux usages pratiqués ; que cette considération suffit, sinon pour faire disparaître leur responsabilité, du moins pour l'atténuer ;

Attendu qu'en fixant à 2,000 francs l'indemnité due à Corbon, en allouant à celui-ci les dépens à titre de supplément de dommages-intérêts, en ordonnant les insertions qui seront fixées au dispositif du présent jugement, en faisant supporter à la Société d'encouragement la moitié des condamnations qui vont suivre et le quart à chacune des Sociétés du demi-sang et des steeple-chase, le tribunal fera une application équitable des droits et des obligations des parties ; qu'il y a lieu toutefois de prononcer la condamnation solidaire des trois sociétés défenderesses retenues en cause ;

Par ces motifs,

Jugeant en matière ordinaire, contradictoirement et en premier ressort,

Dit mal fondée la demande de Corbon contre la Société hippique de Carpentras représentée comme il est dit en l'assignation ; la rejette ;

Dit que l'art. 77 *bis* du Code des courses ne contient pas la disposition formelle que toute personne qui aura déféré aux tribunaux une décision des commissaires des courses, sera par ce seul fait exclue de toutes les courses régies par ce Code ;

Dit que, si une telle disposition pouvait exister, elle serait nulle comme contraire à l'ordre public ;

Dit que Corbon, en intentant devant le Tribunal de Carpentras une action en dommages-intérêts contre la Société hippique de Carpentras, n'avait commis aucune faute contre l'honneur ni manqué à ses obligations ;

Dit que la Société d'encouragement, par son comité et les deux autres sociétés défenderesses, en prononçant contre Corbon la peine de la disqualification et d'exclusion de toutes les causes régies par le code des courses, par le seul motif que ledit Corbon avait déféré aux tribunaux une décision des commissaires des courses de la Société hippique de Carpentras, ont fait de l'art. 77 *bis* une application abusive, ont excédé leurs pouvoirs disciplinaires, ont par leur faute causé à Corbon un préjudice dont elles doivent réparation ;

En conséquence, condamne solidairement la Société d'encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France, la Société des steeple-chase de France, la Société d'encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang, ces sociétés régulièrement représentées comme il est dit en l'assignation, à payer à Corbon 2,000 francs de dommages-intérêts ;

Les condamne solidairement en tous les dépens, au besoin à titre de supplément de dommages-intérêts ;

Ordonne que le présent jugement sera inséré, son dispositif seulement, dans les trois bulletins publiés sous les auspices desdites sociétés et dans quatre journaux de Paris ou de la région, au choix de Corbon et aux frais des susdites sociétés ;

Fixe la contribution à la charge personnelle desdites sociétés dans les susdites condamnations aux dommages-intérêts, dépens et frais d'insertion, à une moitié pour la Société d'encouragement, à un quart pour chacune des Sociétés du demi-sang et des steeple-chase ;

Distrait les dépens en faveur de Me Fabre, avoué, sur son affirmation qu'il en a fait l'avance.

Mes Carcassonne (du barreau d'Avignon), Pannier et Mennesson (du barreau de Paris) av.

Note. — Il est certain que les commissaires des sociétés de courses ne sont que des mandataires de sociétés privées.

Il n'est pas moins certain que les tribunaux ne peuvent forcer lesdites sociétés privées à recevoir ou à conserver dans leurs rangs, contre leur volonté, certaines personnes déterminées, mais il est également sûr que, conformément au droit commun, ces sociétés sont responsables du dommage qu'elles causent par leur fait aux personnes ainsi exclues. V. en ce sens : Trib. civ. Seine 24 juillet 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.83) et la note.

TRIBUNAL CIVIL DE BÊZIERS

22 février 1900.

Présidence de M. Varenne.

FOLLE ENCHÈRE. — COLICITANT. — CAHIER DES CHARGES. — CLAUSE GÉNÉRALE.

La revente sur folle enchère peut être autorisée même contre un cohéritier adjudicataire par une clause du cahier des charges.

..... *Alors même que cette clause est conçue dans les termes les plus généraux et porte simplement que « la folle enchère pourra être poursuivie contre l'adjudicataire qui n'aura pas payé tout ou partie de son prix ».*

Faget c. Berthon.

Le Tribunal,

Attendu que, suivant jugement rendu par le tribunal de céans, le 14 décembre 1896, les immeubles dépendant de la succesSsion de Jean Faget ont été

adjugés à Marius Faget, l'un des colicitants, moyennant le prix de 4,150 francs;

Attendu que, dans la liquidation qui a suivi et dont le procès-verbal a été dressé par Me Merlot, notaire, le 28 octobre 1898, Berthon a été déclaré attributaire ès qualités; qu'il s'agit de diverses sommes à prendre sur le prix des immeubles licités

Attendu que Marius Faget, à la fois colicitant et adjudicataire, a fait opposition au commandement qui lui a été signifié par Berthon, et que la seule question à trancher par le tribunal est celle de savoir si ledit Berthon est ou non fondé, en l'espèce, à poursuivre par voie de folle enchère le recouvrement des sommes qui lui sont dues;

Attendu qu'il est aujourd'hui constant en jurisprudence que la revente sur folle enchère peut être autorisée, même contre un cohéritier adjudicataire, par une clause du cahier des charges;

Attendu, en fait, que cette clause se trouve formellement écrite dans l'art. 20 du cahier des charges, sur lequel a eu lieu l'adjudication du 14 décembre 1896;

Attendu que l'on soutient en vain que cette clause générale, en quelque sorte de style, n'est pas assez explicite pour qu'elle puisse recevoir effet vis-à-vis du colicitant, par dérogation aux dispositions de l'art. 883 C. civ.; que l'art. 12 du cahier des charges stipule expressément que les adjudicataires « autres que les colicitants » seront tenus de lever le jugement d'adjudication et de le faire signifier à leurs frais dans les deux mois de ladite adjudication; qu'au contraire l'art. 20 ne fait aucune exception et porte sans restriction que la folle enchère pourra être poursuivie contre l'adjudicataire qui n'aura pas payé tout ou partie de son prix;

Attendu que le rapprochement de ces deux articles met ainsi en évidence, de la manière la moins équivoque, la volonté arrêtée des parties de soumettre à la revente sur folle enchère « l'adjudicataire » quel qu'il soit, qui n'aura pas satisfait à l'obligation de payer son prix d'adjudication; que tel est, en l'espèce, le cas de Marius Faget, et que, dès lors, c'est à bon droit que Berthon se prétend autorisé par l'art. 20 du cahier des charges à contraindre ledit Faget, par la voie de la folle enchère, au paiement des sommes dont il est débiteur comme adjudicataire;

Par ces motifs,

Reçoit, en la forme, l'opposition formée par Marius Faget au commandement du 28 juin 1899;

Quoi faisant, déclare cette oppposition mal fondée et la rejetant, déboute ledit Faget de toutes ses conclusions;

Valide, en conséquence, le commandement entrepris et dit que Marius Faget pourra être contraint, même par la voie de la folle enchère, au paiement des sommes qui ont fait l'objet de ce commandement;

Condamne enfin l'opposant aux dépens.

Note. — Les juges doivent rechercher quelle a été l'intention des parties et si cette intention a bien été de déroger à l'effet déclaratif de la licitation. S'ils estiment que telle a été cette intention, ils doivent, conformément à une nombreuse jurisprudence et au jugement rapporté, appliquer la clause du cahier des charges autorisant la poursuite sur folle enchère contre le cohéritier. V. notamment : Trib. civ. Mortagne 11 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.261), mais ils sont parfaitement libres de décider que l'intention des parties a été tout autre et la Cour de cassation ne peut exercer sa censure sur une telle décision. V. Cass. 21 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2.127).

210-211

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

10 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

LIQUIDATION JUDICIAIRE. — REQUÊTE (PRÉSENTATION DE LA). — CESSATION DE PAIEMENTS. — DÉLAI DE QUINZAINE. — DÉLAI DE RIGUEUR.

Le délai de quinze jours, à partir de la cessation des paiements, imparti par l'art. 2 de la loi du 4 mars 1899, pour présenter la requête afin d'être admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, est de rigueur : une requête à cette fin, présentée seulement après l'expiration dudit délai, est tardive et ne peut être accueillie.

L'on ne peut se prévaloir en sens contraire de la disposition de l'art. 19 de la même loi, qui régit un cas différent de celui de l'art. 2, en laissant à l'appréciation du tribunal, la conversion en faillite d'une liquidation judiciaire précédemment ordonnée lorsqu'à la suite du jugement qui a statué sur la requête, l'on vient à reconnaître que celle-ci n'avait pas été présentée dans les quinze jours de la cessation des paiements.

Brunet c. Vincent et autres.

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation des art. 2 et 19 de la loi du 4 mars 1889, 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que, devant la cour d'appel, Brunet ne contestait pas avoir introduit sa demande à fin de liquidation judiciaire plus de quinze jours après la cessation de ses paiements; que, par suite, cette demande était tardive et ne pouvait être accueillie; que le délai imparti pour la présenter par l'art. 2 de la loi du 4 mars 1889 était de rigueur, et qu'en se référant audit article, l'arrêt attaqué a suffisamment motivé l'admission de la fin de non-recevoir qui était opposée à Brunet par Leberpeur, Vincent et Cie;

Attendu qu'il importe peu qu'en vertu de l'art. 19 de la même loi, la conversion d'une liquidation précédemment ordonnée en faillite, soit laissée à

l'appréciation du tribunal, lorsqu'à la suite du jugement qui a statué sur la requête, l'on vient à reconnaître que celle-ci n'avait pas été présentée dans les quinze jours de la cessation de paiements ; que cette disposition qui, d'ailleurs, régit un cas différent de celui auquel s'applique l'art. 2, n'est nullement en contradiction avec ce dernier ; qu'elle s'explique par la faveur que peut mériter un débiteur déjà admis à la liquidation judiciaire, même par une erreur du tribunal, s'il n'a pas provoqué cette erreur en dissimulant la vérité sur sa situation; que le moyen de cassation proposé n'est donc point justifié;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Brunet contre l'arrêt de la Cour de Caen du 13 février 1899.

MM. COTELLE rapp.; MELCOT av. gén. — BOIVIN-CHAMPEAUX av.

Note. — La question est controversée, et certaines cours d'appel et certains tribunaux ont, en effet, déclaré que lorsqu'un commerçant n'a présenté sa requête afin d'être admis au bénéfice de la liquidation judiciaire que plus de qninze jours après la date de la cessation de ses paiements, les tribunaux conservent, en ce cas, un pouvoir discrétionnaire pour admettre ou rejeter cette requête. V. en ce sens, en effet, notamment : Toulouse 25 juin 1893 (Gaz. Pal. 93. 2. 93); Trib. corr. Saint-Etienne 2 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.1.309). Mais V. en sens contraire, c'est-à-dire dans le sens de l'arrêt de la Chambre des requêtes : Rennes 11 juin 1889 (Gaz. Pal. 89.2.31); Paris 19 mai 1892 et les conclusions de M. l'avocat général RAU (Gaz. Pal. 92.2.212); Pau 29 novembre 1894 (S. 95.2.48 — D. 95.2.295). La doctrine est d'ailleurs aussi divisée, sur cette question, que la jurisprudence. V. dans le sens de la jurisprudence de la Cour de cassation : Lecomte, Traité théorique et pratique de la liquid. jud., n° 5111; Malapert, Régime de la liquid. jud., n°s 122 et suiv. — *Contrà* : Lyon-Caen et Renault, Dr. comm., t. VIII, n° 1022, p.277.

COUR D'APPEL DE RIOM

5 avril 1900.

Présidence de M. Vacher, premier président.

BREVET D'INVENTION. — COMBINAISON NOUVELLE DE MOYENS CONNUS. — PRODUIT NOUVEAU. — EMPLOI DU PROCÉDÉ. — DIFFÉRENCES SECONDAIRES AVEC LE PRODUIT BREVETÉ. — CONTREFAÇON. — POSSESSION ANTÉRIEURE FRAUDULEUSE. — PRODUIT NOUVEAU. — CARACTÈRES PRÉCISÉS DANS LE BREVET. — DIFFÉRENCES. — CONTREFAÇON. — COMPÉTENCE CIVILE. — CONCURRENCE DÉLOYALE ACCESSOIRE DE LA CONTREFAÇON.

1° *Est brevetable la combinaison nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un produit nouveau.*

Spécialement, est valable le brevet d'invention pris pour un procédé de condensation des vapeurs métalliques, notamment de l'oxyde d'antimoine, consistant dans l'emploi d'un four à manche ou « cubilot » qui reçoit des charges alternées de combustible et de minerai, et dans celui de ventilateurs aspirant les vapeurs ou fumées métalliques et les refoulant dans des chambres de condensation, avec injection d'eau dans les ventilateurs; le produit ainsi obtenu étant de l'oxyde d'antimoine pur et soluble ayant la formule $Sb^2 O^3$.

2° *Il y a contrefaçon du procédé breveté, même si l'on n'emploie pas l'injection d'eau, alors qu'il est constant que soit que l'on opère à sec, soit que l'on opère à l'eau, on obtient un produit identique au point de vue chimique, et que l'on retrouve dans l'outillage du contrefacteur des similitudes incontestables avec celui décrit dans le brevet, spécialement dans la combinaison du four à manche ou cubilot avec les ventilateurs, combinaison qui a pour effet d'obtenir de l'oxyde d'antimoine soluble.*

3° *La possession antérieure ne saurait constituer une exception à la poursuite de contrefaçon lorsqu'elle a un caractère frauduleux, notamment lorsqu'un ancien ouvrier du breveté qui connaissait parfaitement sa fabrication est entré au service du contrefacteur avec des appointements et des avantages exceptionnels qui ne pouvaient s'expliquer que par les services particuliers qu'il lui a rendus en lui révélant les procédés de son ancien patron.*

4° *Constitue un produit nouveau brevetable, l'oxyde d'antimoine pur et soluble ayant la formule $Sb^2 O^3$, qui, avant le brevet n'était pas obtenu industriellement.*

On ne saurait voir une différence exclusive de la contrefaçon dans ce fait que l'oxyde d'antimoine incriminé ne titre que 91,33 0/0 d'antimoine soluble, tandis que le produit du brevet titre au moins 96 0/0, et ensuite parce que le produit incriminé contient plus d'arsenic que le produit breveté et est d'une couleur plus foncée, alors que le brevet ne précise pas le titre d'antimoine, ni sa contenance d'arsenic ni sa couleur.

5° *Lorsqu'une demande portée devant le tribunal civil contient différents chefs dont un ou plusieurs sont de la compétence des tribunaux civils et en outre de celle du tribunal de commerce, mais dérivent de chefs civils, le tribunal civil est compétent pour le tout.*

Il est, d'après cette règle, valablement saisi du chef de concurrence déloyale qui dérive directement de celui de contrefaçon.

6° *Il y a concurrence déloyale dans le fait de*

s'aboucher avec un ouvrier d'une usine concurrente pour s'emparer des procédés de fabrication, ainsi que dans l'annonce par un industriel de son produit sous la même dénomination que le produit breveté.

Chatillon c. Giraud.

Le 16 avril 1888, M. Chatillon, industriel à Brioude (Haute-Loire), a pris en France un brevet pour un procédé de condensation des vapeurs métalliques et consistant à préparer, au moyen des minerais très pauvres, des oxydes métalliques purs, notamment d'antimoine. Il revendiquait tout à la fois le procédé et le produit obtenu. Ayant appris que M. Giraud, à la suite des indications qui lui avaient été dounées par un ancien ouvrier de son usine, avait installé un matériel semblable au matériel breveté, et qu'il mettait en vente les produits identiques aux produits brevetés, M. Chatillon assigna son concurrent devant le Tribunal de Brioude pour contrefaçon et concurrence déloyale. A la date du 20 mai 1898 avait été rendu le jugement suivant :

« Attendu que Martin Hermet est accusé d'avoir donné connaissance à Giraud des procédés de Chatillon décrits au brevet de 1888 et au certificat d'addition de 1893 et qu'il est pris comme complice de la contrefaçon reprochée à Giraud ;

« Attendu que Martin Hermet, ouvrier de Chatillon en 1887, est entré au service de Giraud en 1890, qu'il y est resté jusqu'à la fin du mois de septembre de ladite année ;

« Attendu que les faits allégués contre lui constituent le délit prévu et puni par l'art. 43 de la loi de 1844 ;

« Attenduqu'ils ont été accomplis plus de trois ans avant le premier acte de procédure de l'instance actuelle qui remonte au 27 février 1894;

« Attendu qu'en ce qui le concerne la prescription est donc acquise tant au point de vue de l'action civile qu'au point de vue de l'action publique et qu'il doit dès lors être mis hors de cause ;

« Attendu qu'il n'en est pas de même à l'égard de Giraud qui a vendu jusqu'à ce jour les produits contrefaits au moyen d'un procédé qui serait aussi la contrefaçon du procédé breveté de Chatillon ;

« Attendu qu'il résulte du rapport des experts définissant l'invention de Chatillon que cette invention consiste dans la combinaison des quatre moyens suivants : 1° Four à cuve, dit four à manche; 2° le ou les ventilateurs aspirants et foulants ; 3° l'eau pulvérisée dans le ou les ventilateurs ; 4° le barbotage dans l'eau des fumées refoulées, ladite combinaison employée dans le but de produire la condensation des vapeurs métalliques produites dans le four, lesquelles sont aspirées par le ventilateur mélangées à l'eau pulvérisée dans le ventilateur lui-même où des dépôts se produisent, pour aller s'achever dans un bassin d'eau où barbotent les fumées refoulées par le ventilateur;

« Attendu que le brevet pris par Chatillon en 1888 est intitulé « procédé de condensation des vapeurs métalliques »; qu'il n'est pas spécial à l'antimoine, qu'il s'étend aussi à la préparation d'autres oxydes métalliques purs au moyen des minerais très pauvres des métaux comprenant outre l'antimoine, le zinc, le plomb et autres, ce qui fait dire aux experts que les antériorités résultant des applications faites aux minerais de zinc, de plomb et de mercure indiquées dans leur rapport sont opposables au brevet Chatillon ;

« Attendu cependant que si avant 1888 le domaine public possédait les moyens de Chatillon combinés deux à deux, trois par trois, les quatre moyens n'avaient pas été employés tous quatre associés, combinés ensemble ;

« Attendu que c'est donc dans la combinaison de ces quatre moyens ou organes que réside l'application nouvelle de moyens connus, appartenant à Chatillon parce qu'elle est nettement indiquée au brevet de 1888 et parce qu'elle a permis de réaliser un résultat industriel ;

« Attendu que Giraud n'employant pas l'eau pulvérisée dans le ventilateur, n'employant pas le barbotage dans l'eau des fumées refoulées ne saurait, de l'avis unanime des experts, être réputé contrefacteur pour le procédé Chatillon;

« Attendu que les experts estiment que Chatillon a compté avant tout et surtout sur l'injection d'eau pulvérisée pour refroidir et condenser, et ce qui le prouve surabondamment c'est : 1° le texte de son brevet de 1888 ; 2° le texte de son certificat d'addition de 1889 ; 3° le texte de son brevet de 1892 ; 4° le texte de son certificat de 1893 ; 5° son installation de l'usine de Blesle en 1890 avec deux ventilateurs munis de leur injection d'eau ;

« Attendu que la première marche à sec dans cette usine a été imposée par l'impossibilité de marcher avec l'eau, à défaut de force motrice, et que ce n'est que plus tard, après s'être servi de son procédé à l'eau, que Chatillon s'est aperçu que la marche sans eau était avantageuse à Blesle quand les minerais n'étaient pas trop riches;

« Attendu du reste que les premiers essais de 1887, en présence de Martin Hermet, alors ou-

vrier de Chatillon, faits, sans emploi d'eau, c'est-à-dire à sec, semblent n'avoir eu aucun succès ;

« Attendu, en effet, que s'ils avaient réussi, le demandeur n'aurait pas manqué d'en comprendre les moyens dans son brevet de 1888;

« Attendu qu'on ne les trouve que dans son certificat de 1893, alors que Giraud les employait depuis 1890; que ce certificat n'est donc pas opposable à ce dernier, étant donné d'ailleurs que la première marche à sec de Chatillon à Blesle n'a pas été voulue;

« Attendu, il est vrai, que Chatillon prétend que Giraud ne peut pas se prévaloir de sa possession personnelle à quelque date qu'elle remonte, cette possession ayant un caractère évidemment frauduleux;

« Mais attendu que, dans leur rapport, les experts constatent formellement que Giraud a été conduit par ses études ou celles de son personnel à adopter dès l'origine, c'est-à-dire dès 1890, le procédé à sec; que, dans de telles conditions, la possession de Giraud ne saurait être arguée de fraude;

« Attendu qu'il est constant qu'avant Chatillon, personne n'avait obtenu industriellement le produit défini par les experts, caractérisé par son aspect blanc, par sa teneur élevé d'oxyde d'antimoine $Sb^2 O^3$ dont la proportion soluble dans l'acide chlorhydrique dépasse 96 0/0 et dont la proportion soluble dans une solution bouillante d'acide tartrique à 10 0/0 est de 95 0/0, la proportion d'arsenic étant inférieure à 1 0/0;

« Attendu que tel est le résultat de la fabrication de Chatillon par le procédé à l'eau;

« Attendu que le produit de Giraud en diffère;

« Attendu, en effet, qu'il n'est pas blanc, mais gris verdâtre, que sa teneur en oxyde d'antimoine est inférieure de plus de cinq centièmes à celle du produit Chatillon et qu'enfin la proportion d'arsenic qu'il contient est trois fois plus forte que celle du produit Chatillon ;

« Attendu, en conséquence, qu'il est beaucoup moins riche en oxyde d'antimoine soluble et qu'il contient une plus grande proportion d'arsenic;

« Attendu qu'il n'est donc pas la contrefaçon du produit Chatillon;

« Attendu toutefois que l'action de Chatillon a un motif plausible dans les annonces de Giraud que son oxyde a une richesse de 98 0/0, tendant ainsi à établir la confusion avec le produit Chatillon;

« Attendu que la demande reconventionnelle ne saurait dès lors être admise ;

« Attendu que si le fait de ces annonces peut constituer une concurrence déloyale de la part de Giraud suivant les conclusions des experts, cette concurrence déloyale n'est point la conséquence intime de la contrefaçon, puisqu'il n'y a pas contrefaçon ; qu'elle n'a dès lors pu donner naissance qu'à une obligation commerciale dont le tribunal de commerce devait être saisi ;

« Attendu que Giraud soulève formellement l'exception d'incompétence; que cette exception a été soulevée utilement dès qu'il lui a été permis de répondre à ce sujet aux conclusions de son adversaire qui lui ont été signifiées le 25 avril dernier; que par suite elle est recevable;

« Par ces motifs,

« Homologuant le rapport des experts;

« Met Martin Hermet hors de cause;

« Déclare Chatillon mal fondé en sa demande en contrefaçon, l'en déboute;

« Donne mainlevée de la saisie pratiquée à l'encontre de Giraud;

« Se déclare incompétent sur la demande en concurrence déloyale ;

« Déclare Giraud mal fondé dans sa demande reconventionnelle, l'en déboute;

« Condamne Chatillon en tous les dépens, sauf ceux de la demande reconventionnelle qui demeurent à la charge de Giraud. »

Sur appel de M. Chatillon, la Cour d'appel de Riom, après avoir entendu Me Allart (du barreau de Paris) et Me Salvy pour l'appelant; Me Rubellin (du barreau de Lyon) pour M. Giraud; M. Delpy, avocat général, en ses conclusions, a rendu à la date du 5 avril 1900, l'arrêt infirmatif suivant :

LA COUR,

Considérant que Chatillon a pris à la date du 16 avril 1888 un brevet d'invention pour un procédé de condensation des valeurs métalliques, notamment de l'oxyde d'antimoine ;

Considérant que ce procédé consiste dans l'emploi d'un four à manche ou cubilot, qui reçoit des charges alternées de combustible et de minerai, et dans celui de ventilateurs aspirant les vapeurs ou fumées métalliques et les refoulant dans des chambres de condensation ; que le brevet porte en outre l'indication d'une injection d'eau pulvérisée dans les ventilateurs;

Considérant que le produit obtenu ainsi est de l'oxyde d'antimoine pur et soluble, ayant la formule $Sb^2 O^3$;

Considérant que Chatillon ayant, dès le début de la fabrication, constaté que l'injection d'eau pulvérisée dans les ventilateurs était inutile, surtout pour les minerais pauvres, et qu'on obtenait en opérant à sec des résultats à peu près identiques, a, dans une addition à son brevet, en date du 21 février 1893,

supprimé l'injection d'eau indiquée dans le brevet de 1888;

Considérant que Giraud a acquis en 1890, du sieur Focqueray, une usine sise à Brioude, quartier du Reclus, non loin de celle de Chatillon, qui en possède en outre une autre à Blesle; qu'il a pris à son service Martin Hermet, ancien ouvrier de Chatillon, et qu'il s'est immédiatement livré à la fabrication de l'oxyde d'antimoine;

Considérant que Chatillon prétend que Giraud a, dans cette fabrication, contrefait le procédé de son brevet d'invention et les produits en résultant, qu'il lui reproche en outre d'avoir fait à son encontre acte de concurrence déloyale;

Considérant que, par jugement interlocutoire du Tribunal de Brioude en date du 4 mai 1897, une expertise a été ordonnée, et qu'il y a été procédé par MM. Riche, Schultzemberg et Périssé, experts à ces fins commis, qui se sont expliqués dans leur rapport à la fois sur la contrefaçon et sur la concurrence déloyale;

I. — Sur la contrefaçon :

Considérant qu'il échet tout d'abord de rechercher si la fabrication de Chatillon, telle qu'elle vient d'être décrite, était brevetable; que pour cela il était nécessaire qu'elle constituât une invention nouvelle; que ce point est contesté par Giraud et qu'il a été examiné par les experts;

Considérant que diverses antériorités ont été citées par ceux-ci, mais qu'elles ne paraissent pas s'appliquer exactement à l'espèce;

Considérant en effet qu'on ne saurait voir une antériorité proprement dite dans le brevet Huet, du 18 février 1875, qui, au lieu de ventilateurs, indique une turbine ou un appareil tournant dans une cuve, dont la partie inférieure contient du liquide; qu'en outre ledit brevet Huet ne mentionne pas l'emploi d'un four à manche ou cubilot, sans lequel il est impossible d'obtenir de l'oxyde d'antimoine soluble;

Considérant qu'on ne saurait voir davantage une antériorité dans le brevet Hembacker (1883), qui indique un four à cuve, combiné avec un injecteur système Karting;

Considérant qu'il en est encore de même du brevet Wetherill (1883), indiqué dans le cours de métallurgie de M. Le Verrier, et comportant l'emploi d'un four à sole, différent du four à manche ou cubilot de Chatillon et ne permettant pas de fabriquer de l'oxyde d'antimoine soluble;

Considérant que par conséquent les antériorités susénoncées ne sauraient être opposées à Chatillon, et que son procédé de fabrication constitue bien une invention nouvelle, d'où résultait un produit nouveau; qu'il était dès lors brevetable;

Considérant que, ce point établi, il y a lieu de rechercher si Giraud a réellement contrefait le procédé inventé par Chatillon et ses produits;

En ce qui concerne le procédé :

Considérant que Giraud prétend et que les experts et après eux les premiers juges ont admis qu'il n'a pas contrefait le procédé de Chatillon, parce qu'il a toujours opéré à sec depuis son installation, en 1890, et que le brevet de Chatillon, de 1888, comporte la marche à l'eau; que la marche à sec n'a été prévue que par l'addition de 1893, laquelle ne serait pas opposable à Giraud, sa fabrication n'ayant commencé qu'en 1890;

Mais considérant, d'une part, qu'à son usine de Blesle, Chatillon a toujours, en fait, pratiqué la marche à sec, ce qui est reconnu par les experts; qu'à celle de Brioude, même avant 1893, il a marché soit à sec, soit à l'eau, selon que le minerai était plus ou moins pauvre; que d'autre part, la possession antérieure dont se prévaut Giraud ne saurait constituer un droit à son profit, parce qu'elle a un caractère frauduleux; qu'il est constant en effet que Martin Hermet, ancien ouvrier de Chatillon, qui connaissait parfaitement la fabrication de celui-ci, est entré en 1890 à l'usine de Giraud, avec des appointements et des avantages exceptionnels, qui ne peuvent s'expliquer que par les services particuliers qu'il lui a rendus, en lui révélant les procédés de son ancien patron;

Considérant d'ailleurs qu'en fait, il importe peu que Giraud ait fait uniquement usage de la marche à sec; qu'il est constant que, soit que l'on opère à sec, soit que l'on opère à l'eau, on obtient un produit identique au point de vue chimique;

Considérant d'autre part que l'on trouve dans l'outillage de Giraud des similitudes incontestables avec celui décrit dans le brevet de 1888, spécialement dans la combinaison du four à manche ou cubilot, avec les ventilateurs, combinaison qui a pour effet d'obtenir de l'oxyde d'antimoine soluble; que par conséquent la contrefaçon du procédé paraît manifeste;

En ce qui concerne les produits :

Considérant que les experts et les premiers juges ont estimé que la contrefaçon des produits n'existait pas davantage que celle du procédé, tout d'abord parce que l'oxyde d'antimoine de Giraud ne titre que 91.33 0/0 d'antimoine soluble, tandis que le produit de Chatillon titre au minimum 96 0/0, et ensuite parce que le produit de Giraud contient plus d'arsenic que celui de Chatillon, et qu'il est d'une couleur plus foncée;

Mais considérant que ni dans le brevet de 1888, ni dans le certificat d'addition de 1893, Chatillon n'a précisé le titre de l'oxyde d'antimoine fabriqué par lui, ni sa contenance d'arsenic, ni sa couleur; que dans le brevet de 1888, il est simplement parlé d'oxyde d'antimoine pur, et dans l'addition de 1893, d'oxyde neutre d'antimoine $Sb^2 O^3$, dénommé dans le commerce « oxyde d'antimoine soluble »;

Considérant d'ailleurs que les experts n'ont examiné qu'un seul échantillon du produit de Giraud et que ce qui prouve que le titre de 91.33 0/0 constaté dans cet échantillon ne doit pas être considéré comme invariable, c'est que Giraud a annoncé lui-même son oxyde comme étant titré à 98 0/0, ce qui

se rapproche singulièrement du titre du produit de Chatillon;

Considérant au surplus que le produit de Giraud est livré au commerce sous la dénomination d'oxyde d'antimoine soluble, qui est celle indiquée par Chatillon dans l'addition de 1893; et qu'il peut, dès lors, être et a été, en réalité, confondu avec le produit de l'appelant ;

II. — Sur la concurrence déloyale :

Considérant que c'est à tort que les premiers juges se sont déclarés incompétents de ce chef ; qu'il est, en effet, de règle certaine que lorsqu'une demande portée devant un tribunal civil contient différents chefs, dont un ou plusieurs sont de la compétence des tribunaux civils, et un autre de celle des tribunaux de commerce, mais dérivant des chefs civils, le tribunal civil est compétent pour le tout; qu'en l'espèce le chef de concurrence déloyale dérive directement de celui de contrefaçon ;

Considérant que la concurrence déloyale est en l'espèce manifeste ; qu'elle résulte des agissements de Giraud, pour s'emparer des procédés de fabrication de Chatillon, et de l'annonce qu'il a faite de son produit, sous la même dénomination que celui de Chatillon ;

Considérant que les experts eux-mêmes ont, du reste, reconnu formellement dans leur rapport l'existence de la concurrence déloyale ;

Considérant que Chatillon a éprouvé un préjudice important dont il lui est dû réparation;

Par ces motifs,

Dit mal jugé, bien appelé ;

Emendant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ;

Dit que Giraud a contrefait le procédé inventé par Chatillon, et qui a fait l'objet de son brevet d'invention du 16 avril 1880 et du certificat d'addition du 21 février 1893 ;

Dit qu'il a également contrefait les produits résultant dudit procédé, dénommé oxyde d'antimoine soluble ; et ayant la formule $Sb^2 O^3$;

Se déclare compétente pour connaître du chef de concurrence déloyale ;

Dit que Giraud a fait acte de concurrence déloyale vis-à-vis de Chatillon ; que celui-ci a éprouvé un préjudice pour lequel il lui est dû réparation ;

Condamne en conséquence Giraud à payer à Chatillon des dommages-intérêts à fixer par état, par les soins des experts déjà commis, et dès à présent une provision de 10,000 francs ;

Ordonne l'insertion du présent arrêt dans six journaux, au choix de l'appelant, et ce aux frais de l'intimé, sans que le prix de chaque insertion puisse dépasser 100 francs ;

Validant la saisie opérée le 27 septembre 1894, dans l'usine Giraud, par le ministère de Pirayre, huissier à Brioude, prononce la confiscation des appareils et produits reconnus contrefaits ;

Déboute les parties de toutes leurs autres demandes, fins et conclusions ;

Ordonne la restitution de l'amende ;

Condamne l'intimé à tous les dépens de première instance et d'appel.

M. DELPY av. gén. — Mes ALLART (du barreau de Paris) et SALVY pour Chatillon, RUBELLIN (du barreau de Lyon) pour l'intimé, av.

Note. — I. — Sur le premier point : L'arrêt constate en fait que la combinaison de moyens décrits dans le brevet de M. Chatillon ne se retrouvait dans aucune des antériorités invoquées. En tout cas, cette combinaison n'aurait jamais été employée pour l'obtention de l'oxyde d'antimoine soluble. Le brevet devait donc être considéré comme valable.

II. — Sur le deuxième point : Quand un brevet porte sur une combinaison nouvelle de moyens connus, il y a contrefaçon dans le fait de prendre les éléments essentiels de cette combinaison pour obtenir le même résultat ou le même produit. V. Pouillet, n° 727.

III. — Sur le troisième point : V. Pouillet, n° 433 ; Allart, De la Contrefaçon, n° 646.

IV. — Sur le quatrième point : Il est certain, en doctrine et en jurisprudence, que lorsque le brevet porte sur un produit, il y a contrefaçon dès qu'il y a fabrication du même produit. V. sur ce point : Pouillet, *op. cit.* n° 74, et la jurisprudence citée en note ; Allart, De la Contrefaçon, n° 439.

De légères différences dans la composition du produit n'empêchent point la contrefaçon, alors du reste que le breveté s'est borné à revendiquer le produit sans indiquer son titre, sa couleur, etc. C'est dans le brevet lui-même et non dans la fabrication du brevet qu'il faut rechercher le caractère du produit.

VI. — Sur le sixième point : Principe certain. — V. Pouillet, Marq. de fab. n° 656 ; Allart, Concurrence déloyale, n° 238, et la jurisprudence citée. L'usurpation d'une dénomination employée pour désigner certains produits, constitue à n'en pas douter un acte de concurrence déloyale, lorsqu'elle a pour but de chercher à attirer la clientèle d'autrui, Pouillet, Marq. de fab.. n° 460 ; Allart, Concurrence déloyale, n° 129.

212

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

12 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

RÉCUSATION. — COUR D'APPEL. — AVOCAT. — ACTION DISCIPLINAIRE. — CONNAISSANCE DE L'AFFAIRE. — POURSUITE CORRECTIONNELLE ANTÉRIEURE. — CONDAMNATION. — CASSATION. — COUR DE RENVOI. — ACQUITTEMENT.

Pour que des juges, qui ont statué sur certains faits, puissent être récusés, s'ils ont à en connaître une seconde fois comme juges, il faut que le nouveau différend qui leur est soumis ait le même objet et constitue le même litige.

Spécialement, lorsque, sur une poursuite correctionnelle, dirigée contre un avocat à raison de certains faits prétendus constitutifs du dé-

lit d'abus de confiance, il était intervenu d'abord un premier arrêt qui l'avait reconnu coupable de ce délit et avait prononcé contre lui une condamnation à l'amende, que cet arrêt a ensuite été cassé par la Cour de cassation et qu'enfin la cour de renvoi a rendu en faveur dudit inculpé un arrêt d'acquittement, les magistrats de la première cour d'appel, dont l'arrêt a été cassé, ne sont pas récusables pour statuer sur une poursuite disciplinaire, dirigée contre le même avocat, à raison des mêmes faits, qui avaient servi de base à la poursuite pour abus de confiance, et envisagés actuellement, disciplinairement, comme manquemenents professionnels.

M. X... c. Min. pub.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation de l'art. 378 § 8 C. pr. civ. :

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que X..., avocat, a été, à la date du 29 juin 1895, par infirmation d'une décision du Tribunal de Guelma, condamné par la Cour d'appel d'Alger à 100 francs d'amende, pour abus de confiance; qu'il s'est pourvu en cassation contre ledit arrêt, qui a été cassé, à la date du 12 mars 1896; que l'affaire ayant été renvoyée devant la Cour d'appel d'Aix, il y a été acquitté, par arrêt du 31 juillet 1896;

Attendu que, au cours de cette procédure correctionnelle, X... poursuivi disciplinairement à raison des mêmes faits, était, par une décision du conseil de l'Ordre des avocats de Guelma, frappé de quatre mois de suspension ; que, sur appel interjeté par le ministère public, l'affaire étant portée devant la Cour d'Alger, X... y demandait la récusation des magistrats qui avaient siégé à l'audience du 29 juin 1895 et prononcé contre lui la condamnation à 100 francs d'amende ; que la cour, repoussant la demande de récusation, condamnait X... à la radiation par arrêt du 20 mars 1897 ;

Attendu, en droit, que, pour que des juges, qui ont statué sur certains faits, puissent être récusés s'ils ont à en connaître une seconde fois comme juges, il faut que le nouveau différend qui leur est soumis ait le même objet et constitue le même litige que le précédent; que, si, dans les deux instances qui ont déterminé les condamnations prononcées par la Cour d'Alger contre X..., les deux actions exercées par le ministère public avaient pour base les mêmes faits, l'une d'elles tendait à la répression correctionnelle d'un délit et ne saisissait les juges que de cette question, tandis que l'autre tendait à l'application d'une peine disciplinaire pour manquements professionnels et ne donnait plus aux juges à apprécier que lesdits manquements; qu'ainsi elles n'avaient pas le même objet et ne constituaient pas le même litige; que, dès lors, les magistrats qui, après avoir statué sur la première, étaient appelés à se prononcer sur la seconde, ne pouvaient être récusés. comme ayant déjà, en qualité de juges, connu du différend ; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en rejetant leur récusation, par le motif que la première question qui leur était soumise était différente de celle dont ils avaient été précédemment saisis, n'a nullement violé l'article visé au pourvoi ;

Rejette le pourvoi formé par X... contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 20 mars 1890.

M. CALARY rapp. ; SARRUT av. gén. — Me BOUCHIÉ DE BELLE av.

Note. — Réciproquement, on peut dire, et par application des mêmes principes, la Cour de Poitiers, par un arrêt du 12 février 1881 (S. 82.2.172 — J. du P. 82.1.900 — D. 81.2.129), qui ne paraît pas avoir été déféré à la Cour de cassation, avait jugé que les magistrats qui ont statué sur une poursuite disciplinaire exercée contre un avoué, ne sont pas récusables, lorsqu'ils viennent ensuite à être appelés à statuer sur la poursuite correctionnelle intentée contre cet avoué à raison du même fait. D'ailleurs, c'est par ce même motif, qui est la base de l'arrêt recueilli, à savoir que les deux actions successivement soumises, en ce cas, aux mêmes juges, « n'ont pas le même objet et ne constituent pas le même litige », que la Cour de cassation a décidé également, condamnant ainsi la jurisprudence contraire antérieure de plusieurs cours d'appel : Orléans 28 avril 1842 (S. 43.2.117) ; Riom 11 décembre 1849 (S. 50.2.544 — J. du P. 50.1.437 — D. 50.2. 175) ; Bourges 29 janvier 1851 (S. 52.2.8 — J. du P. 51.1. 393 — D. 51.2.192), que la circonstance que des juges ont statué sur l'action publique, née d'un fait prétendu délictueux, ne constitue pas une cause de récusation contre ces juges, lorsqu'ils sont ultérieurement appelés à connaître de l'action civile en dommages-intérêts, dirigée contre l'auteur de ce même fait, par la partie qui prétend en avoir été lésée.

L'espèce actuelle était pourtant, il faut bien le reconnaître, aussi favorable que possible à l'admission de la récusation, car les magistrats récusés, non seulement avaient affirmé dans l'arrêt, rendu par eux sur la poursuite correctionnelle, l'existence des faits servant de base à l'action disciplinaire actuellement portée devant eux, mais ils en avaient exagéré la gravité, au point de vue pénal, en leur donnant une qualification délictueuse, que la Cour de cassation et la Cour d'appel de renvoi avaient depuis déclarée injustifiée.

Pouvait-on donc prétendre que ces magistrats de la première cour d'appel qui avaient jugé que les faits relevés et tenus par eux pour constants, constituaient un délit correctionnel, un acte d'improbité vulgaire, un abus de confiance, n'avaient pas ainsi nécessairement préjugé affirmativement la question de savoir si ces mêmes faits constituaient une infraction disciplinaire, qu'un simple manquement à l'honneur et à la délicatesse suffit à caractériser ? Quoi qu'il en soit, la Cour de cassation ne s'est pas arrêtée à cette objection, qui lui a été certainement présentée. Elle s'en est tenue à l'interprétation par elle déjà donnée, dans son arrêt précité de 1881, de l'art. 378 § 8 C. pr. civ., en maintenant rigoureusement le principe que le législateur n'a entendu, par ladite disposition, faire fléchir la présomption d'impartialité du juge, qu'autant que le différend, dont il va avoir à connaître, a le même objet et constitue le même litige que celui dont il a déjà connu.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

10 julilet 1900.

Présidence de M. Tanon.

RÉCUSATION. — JUGE DE PAIX. — JUGEMENT. — PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE. — POURVOI EN CASSATION. — FIN DE NON-RECEVOIR.

Dans une procédure de récusation d'un juge de paix, au cours d'une instance entre parties, le procureur de la République, se bornant à recevoir le dossier et à le transmettre au tribunal, avec ses conclusions sur le mérite de la récusation formulée, ne procède point dans un autre caractère que celui de partie jointe, et est, dès lors, sans qualité pour attaquer devant la Cour de cassation le jugement rendu sur cet incident.

Procureur de la République de Bastia c. Morati.

La Cour,

Sur le moyen de cassation pris de la violation des art. 44, 379 C. pr. civ., 22 du décret du 2 février 1852:

Attendu que le procureur de la République de Bastia n'était point partie dans les instances déférées à la justice de paix du canton de Murato, qui ont donné lieu à la récusation exercée par Morati contre le titulaire de cette justice de paix; que, dans la procédure même de récusation, le procureur de la République, se bornant à recevoir le dossier et à le transmettre au tribunal, avec ses conclusions sur le mérite de la prétention émise par Morati, n'a point procédé dans un autre caractère que celui de partie jointe; que, par suite, il est sans qualité pour attaquer devant la Cour de cassation le jugement rendu sur cet incident;

Déclare non recevable le pourvoi formé par le procureur de la République de Bastia contre le jugement de ce tribunal en date du 2 mars 1900.

MM. Cotelle rapp.; Melcot av. gén.

Note. — Cet arrêt doit être approuvé. Il est bien certain, en effet, d'une part, que le procureur de la République, *sur les conclusions* duquel, aux termes de l'art. 47 C. pr. civ., doit être jugé l'incident de récusation d'un juge de paix, n'est point partie principale, mais seulement partie jointe à cette procédure. D'autre part, comme l'enseigne M. Garsonnet, C. pr. civ., t. V,, n° 1090, p. 547, le ministère public ne peut user des voies de recours extraordinaires de la requête civile ou du recours en cassation « que dans les instances où il a figuré comme partie principale, et contre les décisions par lui provoquées en cette qualité : les attributions spéciales du procureur général, près la Cour de cassation dérogent seules à cette règle ». C'est ce qu'avait d'ailleurs déjà très nettement posé en principe la chambre civile de la Cour de cassation dans un arrêt du 5 novembre 1884 (Gaz. Pal. 85.2. supp. 109) dont l'un des motifs porte expressément « que dans les cas exceptionnels où le ministère public a reçu, en matière civile, le droit d'agir comme partie principale, il n'a cette qualité, et par suite, *il ne peut former un pourvoi en cassation,* que contre les décisions qu'il a provoquées par l'exercice du droit d'action que la loi lui a conféré *et non contre celles où il n'est intervenu que par voie de requisition*, sans y jouer le rôle de partie principale ». V. également en ce sens le rapport de M. le conseiller Monod, reproduit avec cet arrêt (*loc. cit.*).

TRIBUNAL CIVIL DE MAYENNE

15 mars 1900.

Présidence de M. Bernardeau.

VOIRIE. — CHEMINS VICINAUX. — PRESCRIPTION. — CONVENTIONS. — INEXÉCUTION. — DOMMAGES-INTERÊTS. — RECEVABILITÉ.

La prescription de deux ans édictée par l'art. 18 de la loi du 21 mai 1836 concerne exclusivement les instances en réclamation ou en fixation d'indemnité des propriétaires de terrains ayant servi à la confection de chemins vicinaux, mais non les instances tendant à l'exécution ou à des dommages-intérêts pour inexécution de conventions constantes intervenues entre lesdits propriétaires et la commune en temps utile et insusceptibles d'être efficacement attaquées.

Brochard c. commune de Lassay.

Le Tribunal,

Attendu que les consorts Brochard ont, par exploits en date des 19 et 19 et 20 décembre 1899, enregistrés, ajourné Lebreton, pris en qualité de maire de la commune de Lassay et les consorts Chanteau, le premier, aux fins de voir déterminer et prononcer la somme due aux demandeurs par la commune de Lassay, en suite d'une prétendue inexécution de travaux stipulés lors d'une cession de terrain, le second en déclaration de jugement commun;

Attendu qu'il est expliqué à l'ajournement que, le 16 avril 1894, la dame veuve Brochard, se portant fort pour ses enfants tant majeurs que mineurs, a cédé à la commune de Lassay, en vue de l'établissement du chemin vicinal ordinaire n° 8, une parcelle de terre en nature de labours d'une contenance de 3 ares 32 centiares, cadastrée sous le n° 310 section A du plan de ladite commune de Lassay, moyennant un prix de 117 fr. 60 et à la charge par la commune de conserver à la cédante le bénéfice d'une source, de maintenir le cours de ces eaux et, dans ce but, de faire faire, au besoin, un aqueduc;

Attendu que, bien qu'il soit énoncé aux motifs des conclusions de la défense que ces clauses ont été introduites en l'acte de cession après sa signature par le maire, le tribunal est bien obligé, en l'absence de toute justification et même de toute articulation ou offre de preuve à cet égard, de tenir ces stipulations pour régulières et valables;

Attendu que la commune oppose à la demande une fin de non-recevoir ou plutôt un moyen de prescription emprunté à l'art. 18 de la loi du 21 mai 1836, motif pris de ce que les travaux dont s'agit ont été terminés en 1895 ; que, partant, quatre ans au moins s'étaient, à la date de l'assignation, écoulés depuis cet achèvement et que toute action en indemnité en matière de voirie vicinale se prescrit par deux ans;

Attendu que les demandeurs observent tout d'abord qu'à supposer cette prescription applicable à l'espèce, elle n'eût pu courir à leur encontre, à raison de l'état de minorité de plusieurs d'entre eux, mais qu'à défaut par eux de justifier de l'existence de cette minorité de 1895 à 1897, temps pendant lequel se serait accomplie cette prescription spéciale, il n'est pas possible au tribunal de s'arrêter à ce moyen de la demande;

Attendu que les consorts Brochard soutiennent que la courte prescription organisée par l'art. 18 de la loi du 21 mai 1836 est étrangère à l'action qu'ils ont introduite ;

Attendu que cet article 18 vise l'action en indemnité des propriétaires pour les terrains qui ont servi à la confection des chemins vicinaux et pour extraction de matériaux;

Attendu que, si on se reporte aux commentaires autorisés de la loi précitée, on y apprend que cette brève prescription a eu pour but d'écarter, par une fin de non-recevoir, les prétentions imprévues ou posthumes des cédants, qui auraient généreureusement ou bienveillamment traité, et qui plus tard, ou dont plus tard les héritiers voudraient se reprendre, et de parer ainsi aux exigences tardives et nouvelles de propriétaires ou de représentants de propriétaires ayant abandonné leur terrain facilement quelquefois même gratuitement, mais sur explications verbales; que, par conséquent, elle concerne exclusivement les instances en réclamation ou en fixation d'indemnité, mais non les instances tendant à l'exécution ou à des dommages-intérêts pour inexécution des conventions constantes intervenues en temps utile et insusceptibles d'être efficacement attaquées;

Attendu qu'en l'espèce les demandeurs dont la situation au regard de la commune a été formellement délimitée par l'acte du 16 avril 1894 ne poursuivent aucun règlement nouveau ou tardif au sujet d'un abandon antérieur ; qu'ils prétendent non pas à l'exécution des travaux compensateurs stipulés à l'acte précité, puisque ces travaux, en tant qu'ils affectent ou affecteraient un chemin vicinal, c'est-à-dire le domaine public communal, échappent à la connaissance des tribunaux judiciaires, mais bien à la réparation du tort à eux causé par l'inexécution de ces travaux;

Attendu, sans doute, que cette réparation, comme toutes les fois qu'il s'agit de l'inexécution d'une obligation de faire, se résout en une somme d'argent, mais que cette circonstance est insuffisante à lui imprimer le caractère d'indemnité supplémentaire réclamée après coup en raison d'un terrain antérieurement abandonné à un chemin vicinal ;

Attendu que, la fin de non-recevoir étant ainsi rejetée, il est indispensable au tribunal d'aborder l'examen du fond ;

Attendu qu'à cet égard, les parties sont contraires en fait et que les juges ne trouvent pas, d'ores et déjà, dans les documents du procès, les éléments nécessaires pour se déterminer;

Attendu, en effet, qu'en l'état il n'est pas appris si les travaux stipulés ont ou n'ont pas été exécutés par la commune, non plus, en cas de négative, quelle est l'étendue du préjudice éprouvé de ce chef par les demandeurs ;

Attendu qu'en cette situation, le tribunal est dans la nécessité de recourir à un errement lequel, devant avoir pour objet final et éventuel l'estimation d'un dommage immobilier, consistera plus utilement et plus rationnellement en une expertise qu'en un transport de juge sur les lieux ;

Par ces motifs,

Rejette, comme inapplicable à la cause, la fin de non-recevoir opposée par la commune de Lassay à la demande et tirée du moyen de la prescription biennale organisée par l'art. 18 de la loi du 20 mai 1886;

Déclare le présent jugement et ses suites communs aux consorts Chanteau;

Leur donne acte de ce qu'ils déclarent s'adjoindre aux conclusions des demandeurs ;

Et avant dire droit au fond,

Commet Lemarchand, Forveille et Lioux, experts à Mayenne, désignés d'office par le tribunal, à défaut par les parties d'en convenir d'autres ou d'un seul dans les trois jours de la signification du présent jugement, lesquels, serment préalablement prêté devant le président de ce siège ou devant le magistrat en faisant fonctions, s'ils n'en sont dispensés par les parties, auront pour mission ne rechercher et dire si les travaux stipulés entre la dame veuve Brochard et la commune de Lassay au contrat du 16 avril 1894 pour la conservation des eaux de la source du champ n° 310, section A du plan cadastral et de leur cours ancien, ont été exécutés dans des conditions suffisantes, ou si, au contraire, du fait de l'inexécution ou de l'insuffisante exécution de ces travaux, la source dont s'agit n'est pas aujourd'hui entièrement supprimée, en outre, de rechercher et dire, en cette dernière hypothèse, quelle est l'étendue du préjudice ainsi occasionné aux demandeurs ;

Autorise les experts commis à s'entourer de tous renseignements utiles et dit qu'ils dresseront et déposeront au greffe de ce tribunal un rapport de leurs constatations pour être ultérieurement, au vu d'icelles, par les parties conclu et par le tribunal statué ce que de droit;

Dit qu'en cas d'empêchement ou de refus des experts, ils seront remplacés par ordonnance rendue sur simple requête par le président du tribunal ou par le magistrat en faisant fonctions;

Réserve les dépens.

M. Le Carpentier proc. Rép. — Mes Leblanc père et Delaunay av.

Note. — Ce qu'a entendu viser la loi de 1888, comme le dit fort bien le jugement rapporté, ce sont les actions relatives à l'indemnité, mais non point les actions en dommages-intérêts : V. Gisclard, Code des ch. vicinaux, t. Ier, p. 97, nº 134, et les arrêts cités.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE

4 janvier 1900.

Présidence de M. Simonet.

CHEMINS DE FER. — TARIFS SPÉCIAUX. — CLAUSE DE NON-GARANTIE. — EFFET. — PREUVE. — EXPÉDITION.

La clause de non-garantie stipulée dans le tarif spécial d'une compagnie de chemins de fer n'a pas pour effet de décharger cette compagnie des conséquences de sa faute lourde. Elle a seulement pour effet, en ce cas, et contrairement au droit commun, de mettre le fardeau de la preuve à la charge de l'expéditeur.

Compagnie des chemins de fer du Midi c. Saulières.

La Cour,

Attendu qu'en consentant à expédier un fût de vin aux conditions du tarif spécial commun 106, de la gare de La Bruyère à destination de La Flèche, Saulière s'exposait à subir les conséquences de l'irresponsabilité du voiturier pour déchets et avaries de route, stipulée au profit des compagnies de chemin de fer transporteurs ; que sans doute, cette irresponsabilité ne s'étend pas aux fautes lourdes que ces compagnies pourraient commettre, mais que, dans ce cas, la preuve de la faute demeure à la charge de l'expéditeur ;

Attendu que les tribunaux saisis des contestations de cette nature peuvent faire découler cette preuve des faits qui établiraient par eux-mêmes l'existence d'une faute, mais que ces faits doivent être précis, nettement déterminés, de telle façon qu'ils soient susceptibles d'être ensuite vérifiés et contrôlés par la juridiction supérieure ; qu'il ne suffit donc pas, comme dans l'espèce soumise à la cour, d'énoncer que l'avarie constatée à l'arrivée du colis prouve que celui-ci a subi un choc imputable au défaut de soins des agents de la compagnie, cette avarie pouvant avoir toute autre cause, le mauvais état du fût, par exemple ;

Attendu, en fait, que la défectuosité du fût contenant le liquide expédié par Saulières a été signalée en même temps par le tonnelier qui l'a réparé à la gare de la Flèche et par le sieur Gaud, destinataire, dans la correspondance échangée avec Saulières ;

Attendu que, dans ces circonstances, c'est à tort que les premiers juges ont accueilli la demande de Saulières et que c'est le cas de réformer la décision dont est appel ;

Attendu qu'il n'échet de faire droit aux conclusions subsidiaires de l'intimé tendant à faire ordonner une expertise, cette mesure d'instruction ne pouvant amener un résultat utile, alors qu'un laps de temps de dix-huit mois s'est écoulé depuis l'arrivée du colis en gare de la Flèche et qu'il paraît impossible de reconnaître actuellement les véritables causes de l'avarie constatée ;

Attendu, par suite, que l'admission des conclusions reconventionnelles de la Compagnie du Midi s'impose, Saulières ayant été régulièrement prévenu du refus de prise de livraison de Gaud et n'ayant rien fait pour éviter les frais de magasinage réclamés ;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

Par ces motifs,

Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ;

En conséquence, réforme purement et simplement le jugement rendu rendu par le Tribunal de commerce de Castres, le 3 juin 1898 ;

Ce faisant décharge la Compagnie des chemins de fer du Midi de toutes les condamnations contre elle prononcées au profit de Saulières ;

Et statuant sur la demande reconventionnelle de cette dernière compagnie, condamne l'intimé à enlever sans délai le fût en litige en gare de la Flèche et, faute par lui de ce faire dans le délai de quinzaine à dater de la prononciation du présent arrêt, ordonne que ledit fût sera vendu, pour le prix être appliqué au paiement des sommes dues à la compagnie ;

Condamne Saulières à rembourser à la compagnie la somme de 1 franc payée au tonnelier Henri et à lui payer, en outre, les frais de magasinage courus depuis le 26 novembre 1897 jusqu'à l'enlèvement ou la vente dudit fût ;

Condamne enfin Saulières aux dépens.

Note. — La jurisprudence est bien fixée dans le sens suivi par la décision rapportée : V. Cass. 23 mars 1887 (Gaz. Pal. 87.1. sup. 93) ; 6 mars 1889 (Gaz. Pal. 89.1.497) ; 11 juin 1898 (Gaz. Pal. 98.2.183), et les notes sous ces arrêts, avec renvois à la jurisprudence antérieure.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

23 mai 1900

Présidence de M. Dupont.

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS-VOITURIER. — FINS DE NON-RECEVOIR. — ART. 105 C. COM. — RÉSERVES SUR LA FEUILLE DE CAMIONNAGE.

Les formalités imposées par l'art. 105 nouveau C. com. pour la conservation de l'action des expéditeurs ou destinataires vis-à-vis du voiturier, sont impérativement et limitativement

déterminées : ce sont l'acte extrajudiciaire et la lettre recommandée.

Spécialement, les réserves faites par le destinataire sur la feuille de camionnage sont inopérantes.

Martin Lunet c. Compagnie des chemins de fer P.-L.-M.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il est établi aux débats que le 11 octobre 1899, Martin Lunet a remis à la gare de Pont-de-Braye pour être expédiés par petite vitesse et livrés au domicile de l'expéditeur, rue Charentonneau, 35, à Maisons-Alfort, neuf colis linge ;

Attendu que, le 5 novembre, ces colis étant arrivés en gare, Martin Lunet se rendit à ladite gare et a réclamé le pesage des colis par les agents de la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée; qu'il fut alors constaté que le poids réel était de 221 kilogrammes au lieu de 410 indiqués sur la lettre de voiture; que la taxe fut immédiatement rectifiée et ramenée pour le transport de 221 kilogrammes de marchandises au prix afférent à ce poids ; que. conformément aux instructions de Martin Lunet, lesdits colis furent conduits le lendemain à son domicile; que Martin Lunet en prit livraison, acquitta les frais de transport dus à la compagnie, mais inscrivit sur la feuille de camionnage, lors de la livraison, la mention suivante : « Je prends livraison sous la plus expresse réserve pour le poids manquant de 199 kilogrammes, plus le retard apporté dans la livraison qui m'a porté le plus grand préjudice. Signé : Martin Lunet » ;

Attendu que, dans ces circonstances de fait, Martin Lunet prétendant avoir constaté à l'ouverture des colis la disparition de divers objets, draps, chemises, serviettes, nappes, mouchoirs, lesquels représentaient une valeur de 777 fr. 50, a assigné la compagnie-transporteur comme responsable de la perte de ces objets ; qu'il demande paiement de 777 fr. 50, valeur du linge prétendu manquant à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que, pour résister à cette demande, la compagnie oppose deux fins de non-recevoir tirées de l'inobservation des art. 105 et 106 C. com. ;

Attendu qu'il ressort des documents produits et de l'instruction ordonnée par ce tribunal, que Martin Lunet n'a fait ni en gare, ni au moment de la prise de livraison à domicile, ni ultérieurement, d'autres réserves que celles qui sont rappelées ci-dessus et par lui inscrites sur la feuille de camionnage ; qu'en présence de la différence de poids des colis par lui objectée, il appartenait à Martin Lunet, pour la constatation du prétendu manquant et la conservation de ses droits, de recourir aux formalités prescrites par la loi ; qu'il devait notamment requérir dans les termes de l'art. 106 C. com. la vérification et la constatation des colis ;

Attendu que cette formalité n'a point été remplie ; que, suivant l'art. 105 C. com., la réception des objets transportés et le paiement du prix de la voiture éteignent toute action contre le voiturier s'il n'existe pas dans les trois jours de protestation motivée ; que vainement il soutient que sa réserve sur la feuille de camionnage aurait été suffisante pour la conservation de son droit ; que les formes imposées par la loi au destinataire pour la notification au voiturier de sa protestation motivée pour avarie ou perte partielle sont impérativement et limitativement déterminées ;

Attendu que les seules formes de protestation admises par l'art. 105 C. précité sont l'acte extrajudiciaire et la lettre recommandée ; qu'à défaut de l'une d'elles, l'extinction de l'action en responsabilité contre le voiturier est la sanction de leur inobservation (Cass. 23 décembre 1891) ; d'où il suit que Martin Lunet, faute d'avoir procédé au vœu de la loi, en faisant parvenir sa protestation motivée à la compagnie dans les délais et les formes prescrits par la loi est déchu de tous droits et que, conformément aux conclusions de la compagnie défenderesse, sa demande doit être écartée comme irrecevable ;

Par ces motifs,

Déclare Martin Lunet non recevable en sa demande, l'en déboute ;

Et le condamne aux dépens.

Mes POCHET et MAX GIRARD agréés.

Note. — Le principe est constant en jurisprudence et a été proclamé par plusieurs arrêts de la Cour suprême : V. Cass. 23 décembre 1891 (Gaz. Pal. 92.1.521) ; 8 novembre 1893 (Gaz. Pal. 93.2.689) ; 25 février 1896 (Gaz. Pal. 96.1.364 — S. 96.1.363 — D. 96.1.404) ; 16 avril 1896 (Gaz. Pal. 96.1.577 — S. 96.1.363 — D. 96.1.404). La lettre recommandée ou l'acte extrajudiciaire ne peuvent être suppléés notamment, ni par la connaissance par le voiturier de l'avarie : Cass. 25 janvier 1896 précité, ni par les réserves verbales faites par le destinataire à la réception : Cass. 16 avril 1896 et 8 novembre 1893 précités ; Trib. paix Paris 22 juin 1892 (Gaz. Pal. 92.2 suppl. 24) ; Agen 12 décembre 1895 (Gaz. Pal. 95.2.793) ; ... ni par la protestation formulée en une lettre non recommandée : Cass. 23 décembre 1891 précité. — Jugé cependant que la fin de non-recevoir tirée de l'art. 105 C. com. ne peut être opposée au destinataire qui, lors de la réception, a protesté sur le registre *ad hoc* : Trib. com. Seine 13 juillet 1893 (Gaz. Pal. 93.2.421).

Jugé aussi que le destinataire qui n'a pas vérifié à la réception les colis n'est point déchu de son action pour manquants ou avaries, s'il a notifié son recours dans les trois jours de la livraison : Orléans 10 avril 1895 (Gaz. Pal. 95.1.653).

213-214-215

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

16 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

SERMENT. — SERMENT DÉCISOIRE. — DÉLATION. — POUVOIR DU JUGE. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

Si le serment décisoire peut être déféré sur quelque contestation que ce soit, et, en tout état de cause, il appartient cependant au juge d'apprécier si cette mesure est ou non nécessaire.

Dès lors, le jugement qui, pour refuser de déférer le serment proposé au défendeur, se fonde sur ce que la réclamation du demandeur ne repose sur aucun élément de preuve sérieux, alors qu'au contraire la résistance du défendeur est justifiée par tous les renseignements du débat, échappe à la censure de la Cour de cassation.

Demoiselle Schabanel c. Schabanel.

LA COUR,

Sur le moyen unique :

Attendu que si le serment décisoire peut être déféré sur quelque contestation que ce soit et en tout état de cause, il appartient cependant au juge d'apprécier si cette mesure est ou non nécessaire; que la cour d'appel a jugé inutile de l'ordonner en raison des circonstances de la cause qu'elle indique; qu'elle déclare notamment que, tandis que la réclamation des demanderesses ne reposait sur aucun élément de preuve sérieuse, la résistance du défendeur était suffisamment justifiée par tous les renseignements du débat; qu'en se fondant, pour refuser la délation du serment, sur cette appréciation qui échappe à la censure de la Cour de cassation, l'arrêt attaqué n'a pas violé les articles de loi visés au pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par la demoiselle Schabanel contre l'arrêt de la Cour de Douai du 10 juillet 1899.

MM. Georges LEMAIRE rapp.; MELCOT av. gén. — Me BERNIER av.

Note. — De très nombreux et très récents arrêts de la Cour de cassation sont intervenus en ce sens. V. notamment Cass. 31 octobre 1893 (Gaz. Pal. 93.2.563); 30 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.234); 3 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1. 641).

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

10 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° DIVORCE. — CAUSES. — GRIEFS. — EXCÈS. — SÉVICES. — INJURES GRAVES. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

2° CHOSE JUGÉE. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — ENQUÊTE. — JUGEMENT DÉFINITIF. — POUVOIR DU JUGE.

1° En matière de divorce, l'art. 230 C. civ., n'ayant pas défini les excès, sévices ou injures graves, s'en remet à cet égard à l'appréciation souveraine des juges du fond.

2° L'interlocutoire ne lie pas le juge qui, ainsi, après avoir admis la preuve des faits déclarés pertinents, reste néanmoins libre, quant à la la décision sur le fond, quel que soit le résultat de l'enquête.

Ainsi le juge peut, malgré la preuve acquise par enquête d'un fait admis en preuve par un premier jugement interlocutoire sur une demande en divorce, refuser, dans son jugement définitif, de retenir ce fait comme grief, en se fondant sur son ancienneté, sur la connaissance qu'en avait eue l'époux demandeur, et en déclarant qu'il ne pourrait avoir de portée que si d'autres griefs étaient venus depuis le faire revivre.

Chicot c. dame Chicot.

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 231, 244, 1315, 1351 C. civ., 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'en matière de divorce, l'art. 230 C. civ., n'ayant pas défini les excès, sévices ou injures graves, s'en remet à cet égard à l'appréciation souveraine des juges du fond; qu'en conséquence, l'arrêt attaqué, en décidant que les faits par lui retenus contre Chicot étaient de nature à entrainer le divorce au profit de la dame Chicot, tandis que les faits établis par l'enquête n'avaient pas une gravité suffisante pour justifier la demande reconventionnelle du mari, n'a fait qu'user du pouvoir discrétionnaire qui appartient en cette matière aux juges du fond;

Attendu que l'interlocutoire ne lie pas le juge; qu'après avoir admis la preuve de faits déclarés pertinents, il reste libre quant à la décision sur le fond, quel que soit le résultat de l'enquête; que l'arrêt attaqué a donc pu écarter, dans sa décision définitive et par les motifs qu'il en donne, le fait dont l'interlocutoire avait admis le mari à faire la preuve, à savoir que sa femme avait écrit sur ses vêtements une inscription injurieuse;

Attendu que, sans nier ce fait, l'arrêt attaqué déclare qu'il remonte aux premiers jours du mariage en 1885; que le mari l'avait alors connu et qu'il ne pourrait avoir de portée que si d'autres étaient venus, depuis, le faire revivre; qu'en statuant ainsi, la Cour de Paris, dont l'arrêt a obéi aux prescriptions de l'art. 18 de la loi du 20 avril 1818, n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Chicot contre l'arrêt de la Cour de Paris en date du 9 novembre 1899.

MM. VOISIN rapp.; MELCOT av. gén. — Mes AGUILLON av.

Note. — I. — Sur le premier point : Jurisprudence constante conforme : V. notamment : Cass. 24 février 1892 (Gaz. Pal. 92.1,398) et la note.

II. — Sur le deuxième point : Le principe que l'interlocutoire ne lie pas le juge, lors du jugement définitif, est également constant en jurisprudence : Cass. 21 novembre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.690); 3 août 1896 (Gaz. Pal. 96.2.454) et les renvois.

COUR D'APPEL DE DIJON (1re Ch.)

13 juin 1900.

Présidence de M. Cunisset-Carnot
premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — PROFESSIONS ASSUJETTIES. — COMMERÇANTS.

En principe, le commerce demeure en dehors du système de réparation des accidents établi par la loi de 1898, et, parmi les établissements commerciaux, ceux-là seulement sont assujettis, qui comportent un travail proprement industriel (préparation de matières, fabrication de produits) ou l'emploi de moteurs inanimés.

Spécialement, le marchand de vins en gros qui ne fait subir à la matière première aucune transformation en vue de l'approprier aux besoins de l'homme, qui vend au consommateur la marchandise qu'il s'est procurée chez le propriétaire, se livrant ainsi uniquement au commerce, n'est point soumis à la loi de 1898.

Il en est ainsi, alors du moins qu'il ne fait point usage, dans ses magasins, de moteur mécanique.

..... Et l'existence d'un atelier annexe de tonnellerie destiné à la réparation des futailles n'a point pour conséquence de modifier le caractère de l'établissement.

..... En tout cas, les ouvriers dépendant de cette partie de l'exploitation seraient seuls en droit de se prévaloir du risque professionnel pour les accidents dont ils seraient victimes à raison de leurs travaux spéciaux et ce bénéfice ne saurait être étendu aux ouvriers occupés dans une autre partie de l'établissement, non point à des ouvrages de tonnellerie, mais au lavage des cuves et des tonneaux.

Veuve Giroux c. Charles Ferré.

La veuve Giroux s'étant entendue avec M. Charles Ferré, marchand de vins en gros, au service duquel son mari avait été tué au cours de son travail, pour la fixation de l'indemnité à 242 francs de rente viagère, M. le président du Tribunal de Châlon-sur-Saône a été requis de constater cet accord et de dresser un procès-verbal de conciliation.

Mais ce magistrat, se jugeant incompétent a rendu le 27 février 1900 l'ordonnance suivante :

« Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé par M. le juge de paix du canton nord de Chalon-sur-Saône, que Ferré est marchand de vins en gros, que ses caves et chais ne renferment aucun moteur inanimé et que, dans une dépendance de ses magasins, se trouve un atelier de tonnellerie où ne sont point fabriquées, mais seulement réparées les futailles servant au commerce de la maison; que d'autre part, Giroux est un ouvrier à son service qui, procédant le 7 août 1899, avec Traxilly, au nettoyage d'une cuve de 94 hectolitres, vidée de l'avant-veille, aurait été asphyxié par des gaz accumulés en quantité considérable ; qu'en cet état des faits, il y a lieu de rechercher s'il nous appartient de déférer aux réquisitions des parties ;

« Attendu que l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898 prévoit plusieurs catégories d'établissements soumis au risque professionnel : 1° des exploitations spécialement dénommées; 2° les exploitations dans lesquelles sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ; 3° les établissements qui font usage d'une machine mue par une autre force que celle de l'homme ou des animaux ; que de cette classification ne comprenant que des entreprises industrielles, il résulte qu'en principe le commerce demeure en dehors du système de réparation des accidents, établi par la loi, et que parmi les établissements commerciaux, ceux-là seulement sont assujettis qui comportent un travail proprement industriel (préparation de matières, fabrication de produits) ou l'emploi de moteurs inanimés ;

« Attendu que l'intention du législateur apparaît donc manifestement de ne pourvoir de garanties spéciales, en dehors des ouvriers occupés dans les exploitations nommément désignées, que les travailleurs exposés aux risques d'accidents particulièrement intenses que créent la mise en œuvre de substances explosives ou l'usage d'engins mécaniques ; que, sans avoir à rechercher si l'art. 1er susvisé énonce limitativement, comme l'enseigne la circulaire de la chancellerie du 10 juin 1899, les exploitations soumises au risque professionnel, ou si, au contraire, comme le déclare la circulaire du ministre de commerce du 24 août 1899, il s'étend à toute l'industrie sans distinction, « à tous les travaux « industriels dont le but est de réaliser un gain « et auxquels convient par suite la qualification « légale d'entreprise, » il importe de retenir des constatations de l'enquête que Ferré, marchand de vins en gros, ne faisant subir à la matière pre-

mière aucune transformation en vue de l'approprier aux besoins de l'homme, vendant au consommateur la marchandise qu'il s'est procurée chez le propriétaire, se livre uniquement au commerce, reste exclusivement un négociant et ne peut être considéré comme un industriel ;

« Attendu que, d'autre part, il ne fait point usage dans ses magasins de moteur mécanique et que l'existence d'un atelier annexe de tonnellerie destiné à la réparation des futailles ne saurait avoir pour conséquence de modifier le caractère de l'établissement; qu'en tout cas il y a lieu d'observer que les ouvriers dépendant de cette partie de l'exploitation seraient seuls en droit de se prévaloir du risque professionnel pour les accidents dont ils seraient victimes à raison de leurs travaux spéciaux et que ce bénéfice ne saurait s'étendre aux ouvriers occupés dans une autre partie de l'établissement, non point à des ouvrages de tonnellerie, mais au lavage des cuves et des tonneaux ; que l'on objecterait vainement que l'arrêté ministériel du 30 mars 1899, en fixant le taux des assurances pour les vins et chais, aurait par cela seul signalé le commerce des vins comme rentrant parmi les exploitations assujetties ;

« Attendu que la disposition invoquée n'a point en effet la portée qu'on voudrait lui attribuer et n'a évidemment d'autre but que de statuer pour le cas exceptionnel où l'établissement serait pourvu d'engins mécaniques ou de moteurs élémentaires ; que dans ces circonstances il échet de constater que l'accident survenu à Giroux s'est produit dans une exploitation non assujettie au régime du risque professionnel et reste soumis aux règles du droit commun, qui pourraient même, en cas de faute reconnue de Ferré, permettre à la veuve Giroux de réclamer et obtenir des dommages-intérêts supérieurs à l'indemnité forfaitaire qui lui est offerte; que dès lors la cause ne comporte l'application d'aucune des dispositions de la loi du 9 avril 1898;

« Par ces motifs,

« Disons n'avoir point qualité pour donner acte aux parties de leurs déclaration et accord. »

Appel par veuve Giroux. — Arrêt :

La Cour,

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Et attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

Par ces motifs,

Sans s'arrêter à l'appel émis par la dame veuve Giroux de l'ordonnance rendue par M. le président du Tribunal civil de Châlon-sur-Saône le 27 février 1900;

Confirme ladite ordonnance, laquelle sortira son plein et entier effet ;

Condamne l'appelante à l'amende, etc.

M. Abord av. gén. — Mes Berland et Guerrier av.

Note. — La question a été tranchée dans le même sens par le Tribunal de commerce de Troyes le 19 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.811). V. notre note approbative sous cette décision avec les renvois.

COUR D'APPEL DE PARIS (7e Ch.)

1er mai 1900.

Présidence de M. Potier.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — ENQUÊTE FAITE PAR UN COMMISSAIRE DE POLICE. — POUVOIR DE LA VERSER AUX DÉBATS. — PREUVE DE L'ACCIDENT DU TRAVAIL A LA CHARGE DU DEMANDEUR.

Si les art. 11 et 13 de la loi du 9 avril 1898 prescrivent une enquête faite par le juge de paix et déterminent quelles en sont les formes et conditions essentielles, aucune disposition de la loi n'en fait l'élément unique et exclusif de l'instruction à laquelle le tribunal doit procéder pour éclairer son jugement et asseoir sa conviction; il peut et doit rechercher dans toutes pièces, documents et errements de l'affaire ce qui lui permet de connaître, d'apprécier les faits et d'en tirer les conséquences juridiques.

Spécialement, il a le droit et le devoir de faire état d'une enquête ordonnée par le parquet et faite par un commissaire de police, concurremment avec celle du juge de paix.

2° C'est à la partie qui invoque le bénéfice de la loi du 9 avril 1898, à prouver que l'accident dont il est demandé réparation est un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail.

Veuve Senger c. Compagnie électrique de l'Ouest.

Le 6 janvier 1900, la 4e chambre du Tribunal de la Seine rendait le jugement suivant :

« Attendu que, par exploit de Hardy, huissier, en date du 28 octobre 1899, la dame Senger, tant en son nom personnel que comme tutrice naturelle et légale de ses quatre enfants mineurs, a assigné la Compagnie urbaine d'eau et d'électricité en paiement de : 1° une rente viagère et annuelle de 432 francs ; 2° une rente annuelle de 216 francs pour chacun de ses quatre enfants, et

ce jusqu'à leur majorité de seize ans ; 3° une provision de 2,392 francs, montant de deux années d'arrérages, le tout à raison d'un accident dont le sieur Senger a été victime le 3 août 1899, dans l'usine de la Société électrique, et conformément à l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 :

« Attendu que, sur cette demande et par conclusions en date du 13 décembre 1893, la société défenderesse soutient : 1° que la dame veuve Senger ne pourra faire état des pièces d'une procédure correctionnelle faite à la requête de M. le procureur de la République ; que la seule enquête qui pourrait être versée aux débats est celle faite uniquement en vertu de l'art. 13 de la loi du 9 avril 1898; 2° que la dame Senger ne rapporte pas la preuve que le décès de son mari est le résultat d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail ; que, dès lors, la dame Senger doit, d'après la Société électrique, être déboutée de son action ;

« Attendu que Henri Senger travaillait en qualité de chauffeur à l'usine électrique de la Société du secteur de la banlieue ouest de Paris ; que, le 9 août 1899, vers six heures du soir, il est entré dans le bouilleur d'une chaudière pour nettoyer cet appareil; qu'il était muni d'une petite lampe dite « balladeuse » ; que, peu d'instants après, le chef d'atelier l'appela et ne recevant pas de réponse, entra dans le bouilleur, s'approcha et constata que Senger était mort;

« Attendu que M. le commissaire de police de Puteaux, prévenu de ce décès subit, procéda le même jour à une enquête ; qu'à la suite de cette enquête et sur un certificat de M. le docteur Lazarie constatant que la mort semblait naturelle, mais qu'une autopsie pouvait seule démontrer à quelle cause elle était due, M. le docteur Socquet pratiqua cette autopsie ;

« Attendu qu'à la date des 11 et 13 septembre 1899 et sur la réquisition de M. le procureur de la République, M. le juge de paix du canton de Courbevoie fit l'enquête prescrite par les art. 12 et 13 de la loi du 9 avril 1898 ;

« Attendu que la dame Senger invoque à l'appui de sa demande les éléments tant de cette enquête que de celle à laquelle il a été procédé par le commissaire de police ; qu'au contraire, la société défenderesse prétend que le tribunal ne peut faire état que de l'enquête de M. le juge de paix ;

« Mais attendu que, si les articles susvisés prescrivent l'enquête de M. le juge de paix et déterminent quelles en sont les formes et conditions essentielles, aucune disposition de la loi n'en fait l'élément unique et exclusif de l'instruction à laquelle le tribunal doit procéder pour éclairer son jugement et asseoir sa conviction ; qu'il peut et doit rechercher, dans toutes pièces, documents et errements de l'affaire, ce qui lui permet de connaître, d'apprécier les faits et d'en tirer les conséquences juridiques ;

« Attendu que ce droit et ce devoir, pour le tribunal, sont, dans l'espèce, d'autant plus étroits qu'il s'agit de documents officiels, d'investigations et constatations faites au moment même de l'accident par un auxiliaire du parquet, c'est-à-dire dans des formes et conditions qui doivent inspirer toute confiance ;

« Considérant que cela est si vrai que, dans la circulaire de M. le garde des sceaux en date du 11 juin 1899 sur l'exécution de la loi de 1898, on lit : « Il peut se faire qu'il y ait présomption de « crime ou de délit et que le ministère public ait « requis une information. Il ne faut pas que les « deux enquêtes, qui sont alors menées parallè- « lement, puissent se gêner et s'entraver ; le juge « de paix devra restreindre son enquête, etc. » ; qu'ainsi, loin de s'exclure, ces deux enquêtes doivent marcher parallèlement sans se gêner et s'entraver, poursuivant chacune leur œuvre et apportant l'une et l'autre leurs éléments à la manifestation de la vérité ;

« Attendu, dès lors, que le tribunal doit tenir compte de l'une ou de l'autre enquête ;

« Or, attendu qu'il y a lieu d'y relever et de retenir au point de vue des faits : 1° que, lorsque Burgly, le sous-chef de l'usine, a appelé Senger, celui-ci venait d'entrer depuis une ou deux minutes dans le bouilleur qui était froid et aéré ; 2° que, si Senger avait dit à un ouvrier avoir mal dormi et être énervé, il n'était pas malade ; 3° que, lorsque Burgly l'a vu dans le bouilleur, il était assis, la tête légèrement penchée en arrière, le regard dirigé vers la communication aérienne ; qu'il avait une cigarette au bord de la bouche. la main droite en l'air appuyée sur la traverse de bois qui sert à accrocher la lampe électrique, la main gauche contre la communication des bouilleurs aux cônes cylindriques ; 4° que, le sol du bouilleur étant recouvert d'eau, il avait les pieds dans l'eau jusqu'à la cheville ; 5° que, lorsque le commissaire de police a fait la vérification des lieux, le jour de l'accident, il a constaté qu'en entrant dans le bouilleur, le sous-chef de l'usine avait éprouvé une légère secousse qui lui avait fait lâcher en partie les fils conducteurs qu'il tenait à la main ; que, six mois auparavant, un chauffeur de l'établissement, nettoyant le bouilleur, avait ressenti une

forte commotion par tout le corps et qu'il avait dû appeler un camarade à son aide;

« Attendu qu'au point de vue médical, si, d'après le certificat de M. le docteur Varraillon, les circonstances ont lieu de faire croire à une mort naturelle (affection cardiaque) et si, d'après le docteur Lazarie, la mort ne paraît pas due « à un « accident et qu'elle semble naturelle », M. le docteur Socquet, qui a procédé à l'expertise, constate que « il n'y a pas d'épanchement san- « guin sous le cuir chevelu, les méninges ne sont « pas congestionnées, le cerveau, les bulbes et le « cervelet ne présentent aucune lésion, ni tumeur; « il n'y a pas d'épanchement dans les cavités « pleurales, les poumons sont congestionnés et « ne contiennent pas de tubercules, les cavités du « cœur sont vides, les valvulves saines, l'estomac « renferme quelques grammes de matières ali- « mentaires, la muqueuse est saine; il n'y a pas « d'épanchement dans la cavité abdominale, les « intestins paraissent sains »;

« Attendu que M. le docteur Socquet conclut : « qu'à l'exception d'un congestion pulmonaire, « l'autopsie n'a révélé l'existence d'aucune lé- « sion viscérale permettant d'expliquer les causes « de la mort; que la congestion pulmonaire, dont « il a constaté l'existence, ne paraît pas suffi- « sante pour expliquer la mort; que, cependant, « vu l'absence d'autres lésions, il y aurait lieu « de l'attribuer à cette congestion »;

« Attendu qu'ainsi l'autopsie n'a révélé aucune cause de mort naturelle; que l'hypothèse de la congestion pulmonaire est considérée comme insuffisante; qu'elle doit, du reste, être écartée;

« Attendu, en effet, que si Senger avait eu une congestion pulmonaire grave, il aurait été souffrant, malade; qu'il n'aurait pu, sans se plaindre et sans qu'on remarquât son état, se livrer au travail;

« Or, attendu que, si d'après le témoin Darmagnac, Senger s'était plaint d'avoir mal dormi la nuit précédente et d'être énervé, il est manifeste qu'il ne souffrait, dans la journée du 9 août, d'aucune affection pulmonaire aiguë (déclaration Van der Gucht); qu'en tout cas, une congestion pulmonaire ne l'aurait pas foudroyé sur sa chaise dans la position d'un homme « semblant « dormir », avec un bout de cigarette à la bouche, en train de procéder aux opérations de son travail; que, sous le coup de l'oppression, il se fût levé, eût cherché à sortir; qu'on l'eût trouvé à terre étendu dans l'eau;

« Attendu qu'aucune cause de mort naturelle n'apparaissant d'après les documents de l'affaire et les constatations médicales, les divers éléments paraissent, au contraire, donner une vraisemblance et apporter une probabilité à l'hypothèse que Senger a succombé à une « électrocution », hypothèse corroborée par les commotions éprouvées dans le bouilleur six mois avant l'accident;

« Attendu, il est vrai, que la compagnie défenderesse prétend que les fils de la lampe dont Senger se servait, ne pouvaient délivrer un courant d'électricité (tension et débit) assez fort pour déterminer la mort d'un homme; que, d'ailleurs, d'après la défenderesse, les fils n'étaient pas dégarnis de leur enveloppe et que le coupe-circuit fonctionnait;

« Attendu que, tant au point de vue médical qu'au point de vue technique, la solution de ces deux questions échappe à la compétence du tribunal, qui doit recourir pour les élucider aux lumières d'hommes de l'art;

« Par ces motifs,

« Avant faire droit,

« Commet M. le docteur Brouardel, serment préalablement prêté, qui se fera remettre les enquêtes, certificats, rapports et tous documents relatifs à l'affaire, prendra connaissance des lieux et se fera assister d'un électricien pour les renseignements et vérifications techniques, pour rechercher et dire si, d'après les données de la cause, il est possible, probable ou certain que Senger a succombé à une électrocution;

« Rejette les conclusions de la société défenderesse tendant à voir dire qu'il ne sera pas fait état de l'enquête à laquelle il a été procédé par M. le commissaire de police de Puteaux;

« Dit qu'il est sans intérêt quant à présent de statuer sur les conclusions de la demanderesse tendant à mettre à la charge de la défenderesse la preuve que la mort de Senger n'est pas due à un accident du travail;

« Dit n'y avoir lieu à statuer quant à présent sur la provision ».

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Sur la communication des documents des enquêtes du commissaire de police et du procureur de la République versés aux débats :

Adoptant les motifs des premiers juges;

Sur la charge de la preuve et sur l'expertise :

Considérant que veuve Senger, demanderesse, invoquant le bénéfice de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, a la charge de prouver que son mari a été victime d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail qui lui avait été commandé par la Compagnie urbaine d'eau et d'électricité;

Considérant qu'en l'état, l'appelante ne rapporte

pas cette preuve; qu'il est constant seulement que Senger est mort subitement au cours de son travail, sans qu'aucune lésion corporelle ait révélé que la mort pût être attribuée à l'action soudaine d'une cause extérieure, ayant une relation avec le travail qu'il exécutait;

Considérant que la demande de veuve Senger ne saurait cependant être rejetée *de plano* comme dénuée de tout fondement; que les certificats médicaux et le procès-verbal d'autopsie ne fournissent pas, en effet, de constatations suffisantes pour établir, comme le prétend la compagnie dans ses conclusions d'appel incident, que la mort a été certainement le résultat d'une cause naturelle sans relation aucune avec le travail; qu'on a supposé, dans l'intérêt de la demanderesse, que, dans le milieu spécial du secteur où Senger travaillait, il avait dû se produire un phénomène d'électrocution, auquel il faudrait attribuer la mort subite de l'ouvrier; qu'il importe de vérifier cette hypothèse à l'appui de laquelle on a pu invoquer les incertitudes des premières constatations médico-légales et certains renseignements fournis par l'enquête :

Considérant que, ne trouvant pas dans les documents de la cause les éléments suffisants d'appréciation, les premiers juges ont, à bon droit, recouru à une mesure d'instruction; que les résultats de l'expertise qu'ils ont ordonnée permettront de reconnaître avec plus de certitude si veuve Senger est ou non en mesure de rapporter la preuve que son mari est mort victime d'un accident de travail;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges en ce qu'ils n'ont pas de contraire à ceux du présent arrêt;

Par ces motifs,

Dit que, pour justifier son action fondée sur l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, veuve Senger, demanderesse, a la charge de prouver que son mari est mort victime d'un accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail qui lui avait été commandé par la compagnie défenderesse;

Dit qu'en l'état, veuve Senger ne rapporte pas suffisamment cette preuve;

Dit qu'il n'est pas non plus dès maintenant établi que la mort de Senger soit due à une cause naturelle sans relation aucune avec son travail;

Déclare l'appelante principale et la compagnie appelante incidemment mal fondées dans le surplus de leurs demandes, fins et conclusions; les en déboute;

Confirme les dispositions du jugement relatives à la communication des documents des enquêtes du commissaire de police et du procureur de la République versés aux débats et à la mesure d'expertise, pour être exécutées selon leurs forme et teneur;

Condamne l'appelante principale et la compagnie appelante incidemment aux amendes et aux dépens de leurs appels respectifs.

M. SELIGMANN av. gén. — Me RONDENAY et DUROYAUME av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il paraît bien certain que, malgré la loi de 1898, qui, en matière d'enquête faite par le juge de paix, a édicté des règles spéciales, le tribunal, comme le dit excellemment le jugement, dont l'arrêt adopte purement et simplement les motifs, conserve le droit et a même le devoir de s'entourer de tous renseignements pour asseoir sa conviction et formuler sa décision.

En l'espèce il s'agissait d'une enquête faite le jour même de l'accident par un commissaire de police pour rechercher s'il n'y avait pas eu homicide par imprudence; l'enquête présentait donc toutes garanties, et la pleine et entière liberté d'appréciation des tribunaux en matière de preuve permettait donc d'en faire état. Le défendeur, du reste, en l'espèce le patron, était d'autant plus mal venu à critiquer le caractère non contradictoire de l'enquête, qu'elle avait eu lieu à l'usine devant lui et que seule la victime ou ses représentants auraient eu le droit de se plaindre de ne pas y avoir assisté.

Le Tribunal de la Seine, du reste, aurait admis que la victime se prévalût de cette seule enquête faite par un commissaire de police, si le juge de paix n'avait pas de son côté fait l'enquête prévue par la loi de 1898, puisqu'il a depuis jugé, contrairement au Tribunal de Lille, que les art. 11 et 13 de la loi de 1898 n'étaient aucunement impératifs, et que les règles qu'ils édictaient n'étaient pas prescrites à peine de nullité. Trib. civ. Seine 10 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.502).

II. — Sur le deuxième point : L'arrêt décide que l'intimée, demanderesse, invoquant le bénéfice de la loi de 1898, avait à prouver que son mari était mort d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail. C'est en tant que demanderesse que cette preuve lui incombe.

Sans doute, suivant les principes généraux, c'est au demandeur à prouver ce qu'il allègue; mais ici ne sommes-nous pas dans une situation toute spéciale, dans une matière absolument neuve, là où un principe nouveau, celui du risque professionnel, s'applique pour la première fois ? Et la théorie admise par l'arrêt ne va-t-elle pas restreindre, dans de singulières limites, la portée d'application de la loi de 1898 ? Cette loi a été faite surtout parce que le plus souvent l'ouvrier ne pouvait rapporter aucune preuve de faute ou d'imprudence du patron, lorsque, par exemple, l'accident était un accident fortuit, à cause inconnue. Lui donner le fardeau de la preuve, n'est-ce pas l'empêcher précisément d'invoquer la loi de 1898 dans les cas très fréquents, avec l'industrie moderne, où il aurait intérêt à l'invoquer, à savoir dans le cas douteux, le cas fortuit, la cause inconnue ?

N'y a t-il pas, lorsque l'ouvrier est victime à l'usine, en cours de travail, d'un fait quelconque, lieu de le faire bénéficier d'une présomption d'accident, le patron conservant toujours la faculté de soutenir et prouver que le fait dont l'ouvrier se plaint, n'est pas un accident ou en tout cas n'est pas survenu par le fait ou à l'occasion du travail.

Il y a lieu sans doute d'approuver l'arrêt, s'il est vrai que la loi de 1898 n'a qu'un but : permettre à l'ouvrier de ne pas rapporter la preuve d'une faute ou d'une imprudence de son patron. Si on estime, avec certains auteurs, que sa portée est plus grande, il y a, au contraire, lieu de faire des réserves. V. sur ce point une théorie fort intéressante de M. Sachet, soutenue du reste en première instance et devant la cour : Sachet, Accid. du trav., n° 239 et suiv.,

p. 159 et suiv. — Sur les accidents à causes inconnues : V. Sachet, Acc. du trav., n° 241, p. 261 ; Loubat, n° 61, p. 65.

216-217-218-219

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

31 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

AVOCAT. — CONSEIL DE DISCIPLINE. — ÉLECTIONS. — NOMBRE DES AVOCATS. — INSCRIPTION NOUVELLE.

Aucun texte de loi en vigueur ne fixe l'époque à laquelle il doit être procédé à la formation des conseils de discipline des avocats près les cours et tribunaux, et surtout ne dit qu'aucune modification ne pourra y être apportée pendant le cours de l'année judiciaire.

Dès lors, et dès l'instant qu'à un moment quelconque de l'année judiciaire, les avocats inscrits au tableau dans un ressort sont en nombre suffisant, ils sont en droit de constituer leur consil de discipline, qui est pour eux la juridiction disciplinaiae de droit commun, et est immédiatement substituée à la juridiction du tribunal, exceptionnelle en cette matière.

Procureur général de Rouen c. avocats de Bernay.

Le procureur général près la Cour de Rouen s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de cette cour, en date du 19 mai 1900, rapporté Gaz. Pal. 1900.2.7, et reconnaissant la constitution régulière du conseil de discipline des avocats inscrits au tableau du ressort de Bernay.

M. le conseiller PETIT, chargé du rapport sur cette affaire devant la Chambre des requêtes, a, tout d'abord, exposé les faits de la cause et résumé les moyens et arguments du pourvoi dans les termes ci-après :

« Le procureur général près la Cour d'appel de Rouen défère à votre censure un arrêt rendu le 19 mai 1900, par les chambres réunies de cette cour dans les circonstances suivantes :

« Au début de l'année judiciaire 1899-1900, le barreau de Bernay comptait cinq avocats inscrits au tableau. Par suite, le tribunal a eu à remplir, conformément à la loi, les fonctions de conseil de discipline, et a dressé le 16 octobre 1899 le tableau.

« Le 29 novembre, un avocat ayant terminé son stage a été inscrit sur ce tableau, ce qui a porté à six le nombre des avocats.

« Un ancien magistrat qui avait fait son stage avant d'entrer dans la magistrature, ayant voulu se faire inscrire au barreau et ayant appris que six avocats figuraient au tableau s'est adressé au bâtonnier pour solliciter son inscription ; le bâtonnier a cru devoir, afin de faire statuer sur cette demande, provoquer l'élection du conseil de discipline, qui a eu lieu le 27 mars dernier.

« Le procureur général de Rouen a été avisé sans retard de cette élection ; le conseil de discipline, réuni le 10 avril, a ordonné l'enquete d'usage sur la demande d'inscription au tableau.

« C'est dans cet état de choses qu'à la date du 13 avril, le procureur général informa les membres du conseil de discipline qu'il se proposait de requérir la nullité de leur élection, et qu'il a, en effet, requis cette nullité en soutenant que le tribunal avait été investi, le 16 octobre 1899, pour toute l'année judiciaire 1899-1900, des fonctions de conseil de discipline, quelque changement qu'au cours de cette année il pût avoir été apporté au nombre des avocats.

« La Cour de Rouen a écarté cette thèse de droit.

« Le procureur général de Rouen a formé un pourvoi contre cet arrêt qu'il attaque pour fausse application de la loi et pour violation des art. 6, 8, 22, 32 du décret du 10 décembre 1810, 6, 7, 8, 10, 11 de l'ordonnance du 20 septembre 1822, 1 et 6 du décret du 52 mars 1852 et 2 de l'ordonnance du 27 août 1830.

« A l'appui de ce moyen, le demandeur invoque d'abord deux considérations générales. L'administration de la justice, dit-il, est intéressée à la fixation du pouvoir disciplinaire : elle l'est surtout depuis que l'art. 3 § 3 de la loi du 8 décembre 1897 accorde à chaque inculpé l'assistance d'un avocat désigné soit par le bâtonnier, soit par le président du tribunal, selon qu'il existe ou non un conseil de discipline. Il importe, d'un autre côté, dans un intérêt d'ordre public, que les justiciables sachent, dès la rentrée et pour toute l'année judiciaire, quelle est l'autorité compétente en matière de discipline.

« Abordant ensuite l'étude des textes qui se réfèrent à la question, le demandeur estime que du rapprochement du décret du 14 décembre 1816 avec l'ordonnance du 27 août 1830, il ressort clairement que l'exercice du pouvoir disciplinaire est conféré par ces dispositions de lois, d'une manière invariable, suivant les cas, soit aux conseils de discipline, soit aux tribunaux, pour tout le cours de l'année judiciaire. Que portent, en effet, les art. 27 et 28 du décret du 14 décembre 1810? « Les conseils, dit le premier, « seront renouvelés avant la fin de l'année judi- « ciaire pour commencer leurs fonctions à la « rentrée des tribunaux. » — « Chaque année, dit

« le deuxième, après la rentrée des cours et des « tribunaux, les tableaux seront réimprimées « avec les additions et changements que les évé- « nements auront rendus nécessaires. »

« On objecterait vainement que l'art. 45 de l'ordonnance du 20 novembre 1822 a abrogé le décret du 14 décembre 1890, parce que cet article, en ajoutant que « les usages observés dans le « barreau relativement aux droits et aux devoirs « des avocats dans l'exercice de leur profession « sont maintenus » en a restreint la portée, en excluant ainsi de l'abrogation ce qui se rapporte à l'art. 33, titre IV de ce décret spécial aux droits et aux devoirs des avocats, qui règle précisément l'élection du conseil de discipline et du bâtonnier.

« Au surplus, l'ordonnance du 22 novembre 1822 reproduit elle-même les dispositions ci-dessus rappelées de l'ordonnance de 1810, dans son art. 7, portant « que le conseil de discipline « sera composé..... », et dans son art. 8, où on lit : « Le bâtonnier et le secrétaire seront nom- « més par le conseil de discipline à la majorité « des suffrages. Ces nominations seront renouve- « lées au commencement de chaque année judi- « ciaire, sur la convocation de nos procureurs « près nos cours et nos tribunaux ».

« Il y a plus : l'idée d'annalité est reproduite dans l'art. 11 de l'ordonnance de 1822, en ces termes : « Les tribunaux qui seront chargés des « attributions du conseil de discipline nomme- « ront annuellement, le jour de la rentrée, un bâ- « tonnier..... »

« Enfin, comment expliquer l'art. 6 de cette ordonnance prescrivant la réimpression, au commencement de chaque année judiciaire, et le dépôt au greffe du tribunal du tableau des avocats, sinon en la considérant comme la notification officielle et publique de la juridiction chargée des pouvoirs disciplinaires pour toute la durée de l'année judiciaire?

« Le pourvoi couvre sa thèse de droit de l'autorité d'une circulaire de la Chancellerie du 20 avril 1881 qui s'exprime ainsi : « Lorsqu'au « commencement de l'année judiciaire, le tribu- « nal, à raison du petit nombre des avocats in- « scrits, a procédé à la formation du tableau, le « barreau se trouve organisé pour cette année ju- « diciaire. Les modifications apportées au cours « de l'année ne peuvent entraîner des change- « ments dans l'organisation arrêtée pour l'année « entière. L'adjonction tardive, dans un barreau « de cinq membres, d'un membre nouveau, ne « nécessite pas des élections, de même que le « départ d'un membre ancien n'enlève pas com- « pétence à un conseil régulièrement élu par les « avocats ».

Le pourvoi, s'expliquant enfin sur la jurisprudence, oppose à l'arrêt la Cour d'Amiens du 10 mars 1898, conforme à l'arrêt entrepris, un arrêt en sens contraire de la Cour de Toulouse du 1er février 1898. Il croit même pouvoir invoquer, à titre d'analogie, les motifs d'un arrêt de votre chambre du 9 juin 1884 (D. 84.1.409), intervenu dans une espèce qui aurait entraîné l'application du principe qu'il considère comme régissant notre cas.

M. le conseiller rapporteur, examinant ensuite la valeur juridique du moyen du pourvoi, a présenté les observations suivantes :

« Lorsqu'on étudie, a-t-il dit, les dispositions qui, depuis 1780, régissent le barreau, on ne peut s'empêcher de constater que le législateur a toujours tenu à étendre, en les précisant, les attributions des avocats. Le décret du 22 ventôse an XII dit, dans son art. 19, titre V, qu'il sera formé un tableau des avocats exerçant près le tribunal, et annonce dans son art. 38, titre VII, qu'il sera pourvu par des règlements d'administration publique (ce qui n'a pas eu lieu) à l'exécution du décret, notamment en ce qui concerne la formation du tableau des avocats et la discipline du barreau. — Le préambule du décret du 10 décembre 1810 contient les déclarations les plus flatteuses pour le barreau. « Lorsque, y « lit-on, nous nous occupions de l'organisation « de l'ordre judiciaire... une profession, dont « l'exercice influe puissamment sur la distribu- « tion de la justice, a fixé nos regards ; nous « avons, en conséquence, ordonné par la loi du « 22 ventôse an XII le rétablissement du tableau « des avocats, comme un des moyens les plus « propres à maintenir la probité, la délicatesse, « le désintéressement, le désir de la conciliation, « l'amour de la vérité et de la justice, un zèle « éclairé pour les faibles et les opprimés, base « essentielle de leur état. En retraçant au- « jourd'hui les règles de cette discipline salutaire, « dont les avocats se montrèrent si jaloux dans les « beaux jours du barreau, il convient d'assurer en « même temps à la magistrature la surveillance « qui doit naturellement lui appartenir sur une « profession, qui a de si intimes rapports avec « elle ; nous aurons ainsi garanti la liberté et la « noblesse de la profession d'avocat, en posant les « bornes qui doivent la séparer de la licence et « de l'insubordination ».

« Louis XVIII se montre plus libéral encore dans les lignes qui précèdent les articles de l'ordonnance du 20 novembre 1822 : « Ayant résolu,

« y est-il dit, de prendre en considération les « réclamations qui ont été formées par les divers « barreaux du royaume contre la disposition du « décret du 14 décembre 1810, et voulant rendre « aux avocats, exerçant dans nos tribunaux, la « plénitude du droit de discipline, qui, sous les « rois nos prédécesseurs, élevait au plus haut « degré l'honneur de cette profession et perpé- « tuait dans son sein l'invariable tradition de sa « prérogative et de ses devoirs ; voulant d'ail- « leurs attacher à la juridiction que l'ordre doit « exercer sur chacun de ses membres une auto- « rité et une confiance fondées sur la déférence et « sur le respect que l'expérience des anciens « avocats leur donne le droit d'exiger de ceux qui « sont entrés plus tard dans cette carrière..., avons « ordonné et ordonnons ce qui suit :..... »

« Même manifestation de sentiments et d'intentions favorables au barreau dans l'ordonnance du 27 août 1830, qui débute ainsi : « Con- « sidérant que de justes et nombreuses réclama- « tions se sont élevées depuis longtemps contre « les dispositions réglementaires qui régissent « la profession d'avocat; qu'une organisation dé- « finitive exige nécessairement quelques délais ; « que néanmoins, il importe de faire cesser, dès « ce moment, par des dispositions provisoires, les « abus les plus graves et les plus universelle- « ment sentis. »

« Le décret des 27 mars 1852 et 10 mars 1870 sont empreints de la même volonté d'assurer de plus en plus l'indépendance du barreau : « Con- « sidérant, porte le premier, que les formules « tracées par l'ordonnance du 27 août 1838 pour « les diverses élections du barreau ont donné lieu « à de justes réclamations, et n'offrent point une « suffisante garantie de la sincérité du choix; » — « Considérant, dit le deuxième, que l'élection du « bâtonnier de l'ordre des avocats par l'assem- « blée générale de cet ordre est conforme à l'an- « cienne tradition du barreau, et qu'elle offre « pour la sincérité du choix plus de garantie « qu'aucune autre. »

« L'esprit général des dispositions qui ont été successivement édictées pour réglementer l'exercice de la profession d'avocat est, croyons-nous, clairement indiqué par les citations que nous venons de faire; il s'agit toujours d'un décret ou d'une ordonnance, venant compléter ou améliorer une autre ordonnance ou d'autres décrets, à l'effet de rendre au barreau une autorité plus grande et de maintenir à son profit, par l'action efficace de ses conseils de discipline, les pouvoirs de tutelle et de répression nécessaires pour le maintien des traditions, qu'il tient à honneur de conserver intactes et respectées.

« Examinons maintenant, en interrogeant les textes relatifs à la difficulté que soulève le pourvoi, la solution qu'il convient de lui donner.

« Nous mettrons de côté comme inapplicable, bien qu'ils aient été visés dans la formule du moyen, les articles du décret du 10 décembre 1810, parce que ce décret a été expressément abrogé par l'art. 45 de l'ordonnance du 29 novembre 1822, ainsi conçu : « Le décret du 10 dé- « cembre 1810 est abrogé ; les usages observés « dans le barreau relativement aux droits et aux « devoirs des avocats dans l'exercice de leur « profession sont maintenus. »

« Nous ne nous arrêterons pas non plus aux considérations générales invoquées par le pourvoi, prises de l'intérêt qu'aurait l'administration de la justice à savoir en quelles mains est placé l'exercice de l'action disciplinaire, et de l'intérêt qu'auraient aussi les justiciables à en être instruits dès la rentrée pour toute l'année judiciaire, par le double motif que, d'une part, l'administration de la justice, gardienne de la loi, n'en ignore pas les dispositions et sait par suite si les avocats, suivant leur nombre, ont un conseil de discipline élu par eux-mêmes, ou sont soumis au tribunal faisant office de conseil de discipline, et que, d'autre part, les justiciables ont, dans tous les cas, un bâtonnier, à qui s'adresser, et un procureur de la République chargé de recevoir leurs plaintes.

« Nous nous mettrons en face des articles qui, de près ou de loin, visent notre question. Ils sont peu nombreux et les voici :

« Ordonnance du 20 novembre 1822, titre II, du Conseil de discipline : « Art. 7 : Le Conseil « de discipline sera composé : 1° des avocats qui « auront exercé les fonctions de bâtonnier.... » » Art. 8 : Le bâtonnier et le secrétaire seront nommés par le Conseil de discipline à la majorité absolue des suffrages, les nominations seront renouvelées au commencement de chaque année judiciaire sur la convocation de nos procureurs près nos cours et tribunaux. — « Art. 10 : Lors- « que le nombre des avocats porté sur le tableau « n'atteindra pas celui de six, les fonctions de « Conseil de discipline seront remplies savoir..., « dans les autre cas, par le tribunal auquel seront « attachés les avocats inscrits au tableau... » — « Art. 11 : Les tribunaux qui seront chargés, aux « termes de l'article précédent, des attributions « du Conseil de discipline nommeront annuelle- « ment, le jour de la rentrée, un bâtonnier... » — « Enfin, art. 6, se référant à un détail acces-

« soire du titre Ier du tableau : « Le tableau sera « réimprimé au commencement de chaque année « judiciaire et déposé au greffe de la cour ou du « tribunal auquel les avocats inscrits seront at- « tachés ».

« L'ordonnance du 30 août 1830, ainsi que les décrets du 22 mars 1852 et du 10 mars 1870, s'occupent exclusivement de régler le mode d'élection du conseil de discipline, et il ne nous semble pas qu'on puisse y puiser un argument sérieux quelconque pour la solution de notre difficulté.

« Mais de l'ensemble des considérations sur lesquelles le législateur s'est appuyé pour édicter les dispositions que nous avons rappelées, aussi bien que du texte même de ces dispositions, il se dégage, suivant nous, avec une clarté saisissante, un principe qui s'impose, et ce principe est que les avocats sont réintégrés, pour emprunter les expressions du préambule de l'article du 23 novembre 1822, « dans la plénitude du droit « de discipline, qui a élevé au plus haut degré « l'honneur de leur profession, et perpétué l'in- « variable tradition de leurs prérogatives et de « leurs devoirs » ; que le conseil de discipline, formé dans leur sein, est leur juridiction de droit commun, et que celle du tribunal, imposée au cas seulement où ils sont en nombre insuffisant pour le composer, est une juridiction d'exception.

« Cela posé, existe-il une loi quelconque déclarant que c'est au moment de la rentrée qu'il doit être constaté ou décidé que le conseil de discipline sera formé d'avocats, ou que le tribunal en exercera les pouvoirs pendant toute l'année judiciaire, quels que soient les changements ultérieurement survenus? Nous n'en avons découvert aucune : l'art. 11 de l'ordonnance du 10 novembre 1822 ne confère aux tribunaux chargés des attributions du conseil de discipline que le droit d'élire annuellement le bâtonnier le jour de la rentrée. Or, pour un autre objet que celui qu'elle a en vue, une disposition formelle serait indispensable, puisque, à son défaut, la loi reconnait aux avocats, dès l'instant où ils sont au nombre de six, le pouvoir de se constituer en conseil de discipline, sans fixer impérativement et comme condition de validité de cette constitution, une époque quelconque de l'année. N'est-il pas du reste à remarquer que là où aucun obstacle ne s'oppose au renouvellement ou à la formation du conseil de discipline, il y est procédé à des époques différentes : à Paris, en juillet; en province, en octobre, ou même en novembre. A nos yeux, la vérité juridique est qu'un barreau, dès le jour où il compte six membres inscrits au tableau, est fondé à nommer un conseil de discipline, bien que ce nombre n'ait pas été atteint à la rentrée, et qu'à l'inverse le jour où ce nombre, atteint à la rentrée, a diminué, c'est de droit que le tribunal devient conseil de discipline.

« L'art. 6 de l'ordonnance du 30 novembre 1822, qui prescrit la réimpression du tableau et son dépôt au greffe au commencement de chaque année, n'apporte aucune force au système du pourvoi; car cette impression n'a qu'un but d'utilité et n'implique aucune incommutabilité du tableau, qui peut être modifié, après avoir été laissé et déposé au greffe, tant par de nouvelles inscriptions d'avocats que par le décès, le départ ou la démission de ceux qui y ont été portés.

« La doctrine ne paraît pas s'être beaucoup occupée de notre question. M. Cresson ne l'examine pas et tranche seulement une difficulté relative au tableau en ces lignes : — « Aux termes de l'or- « donnance, le tableau est annuel; il ne peut « comprendre que les avocats inscrits au 1er jan- « vier de chaque année (ord. du 22 avril 1830), « alors même que le dépôt au greffe aurait lieu « seulement quelques mois plus tard ».

« La lettre de la Chancellerie du 20 avril 1881 ne contient que l'expression d'une opinion personnelle, quelque autorité qui s'attache au ministre de qui elle émane. Elle est d'ailleurs en opposition formelle avec cette vérité que nous considérons comme irrésistible, à savoir que le barreau est si peu organisé pour l'année judiciaire par la formation du tableau, que, si le tableau ne permet plus, pour une cause ou pour une autre, le maintien du conseil de discipline composé d'avocats, le tribunal, par la force des choses et par l'application des termes mêmes de la loi, est investi des attributions de ce conseil.

« Trois cours d'appel ont eu à statuer sur la question : l'une, la Cour de Toulouse a, le 10 février 1898, adopté la solution indiquée par la chancellerie, en se fondant sur les mêmes motifs. Les deux autres, celle d'Alger, le 15 février 1864 et celle d'Amiens, le 10 mars 1898 (Gaz. Pal. 98. 1.721) se sont prononcées en sens opposé et le recueil de Sirey (S. 98.2.158) a donné son approbation à l'arrêt de cette dernière.

« Nous croyons devoir ajouter que, si la Cour de cassation n'a pas eu à examiner directement une espèce semblable à la nôtre, elle a cependant, à l'occasion d'une affaire où il s'agissait d'un excès de pouvoir, de la part d'une cour d'appel, admis, dans ses motifs, des principes de droit conformes à ceux qu'a consacrés la décision attaquée. « Attendu, a dit votre Chambre civile, le « 3 juillet 1865 (D. 65.1.212), que le Tribunal

« d'Oran, par décision du 6 août 1863, s'est attri-
« bué les fonctions du Conseil de discipline, pour
« statuer sur une demande d'inscription au ta-
« bleau, et a prononcé cette inscription, alors que
« les avocats près ledit tribunal étaient en nom-
« bre suffisant pour élire un conseil et qu'un
« conseil existait, en effet, bien qu'empêché tem-
« porairement de délibérer par la démission d'un
« de ses membres, et par l'absence d'un autre;
« que si, en vertu de l'art. 46 de la loi du 20 avril
« 1810, combiné avec l'art. 2, titre VIII de la loi
« du 24 août 1790, cette décision pouvait être dé-
« férée à la Cour d'Alger par le procureur géné-
« ral près ladite cour, en tant qu'elle renfermait
« une usurpation de fonctions et une infraction
« à l'ordre des juridictions, en matière de disci-
« pline, infraction dont le redressement intéresse
« directement l'ordre public, le même magistrat
« était, au contraire, sans qualité pour attaquer
« cette décision en tant qu'elle avait statué sur
« un intérêt privé ».

« Nous croyons devoir ajouter, en terminant, que les avocats de Bernay ont produit, pour justifier le droit qu'ils revendiquent, plusieurs constatations qui leur sont unanimement favorables et qu'ils ont visées dans leurs conclusions, et que, parmi ces conclusions, il en est trois qu'on nous a communiquées et qui portent la signature de M. Guillouard, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats près la Cour de Caen, de Me Léon Devin, bâtonnier actuel des avocats à la Cour de Paris, et de Me P. Boivin-Champeaux. La consultation de Me Léon Devin est rédigée en termes courts et précis, et vous nous permettrez de vous en donner lecture :

« Monsieur le bâtonnier et cher confrère,

« J'ai soumis au Conseil de l'ordre, suivant « votre désir, la question si intéressante sur la- « quelle vons m'invitiez à vous faire connaître « son avis et il en a délibéré dans sa séance de « mardi. Il s'est, tout d'une voix, prononcé pour « l'exactitude de la doctrine affirmée dans votre « délibération, déférée par M. le procureur géné- « ral à la censure de la cour. Son sentiment a été « déterminé par les motifs qui avaient dicté le « vôtre et que vous aviez puisés dans les arrêts « de la Cour d'Alger et de la Cour d'Amiens « (10 mars 1898) visés et cités dans votre note. « Il n'y a qu'à s'y référer, et ils nous paraissent « résumer la vraie doctrine sur la matière.

« Il est certain que la juridiction de droit com- « mun pour le Barreau est celle du conseil de dis- « cipline. Elle n'est remplacée par celle du tribu- « nal que quand et aussi longtemps que la con- « stitution du conseil est impossible.

« Dès que celle-ci est applicable, elle prend ou « reprend la place de la juridiction exceptionnelle « que les circonstances avaient imposée.

« Cette règle doit prévaloir sur l'affirmation « gratuite que les pouvoirs disciplinaires seraient « fixés au début de l'année d'une façon incommu- « table et que l'autorité qui les exerce ne pourrait « changer pendant son cours.

« Au cours de notre délibération, un argument « avait été proposé par un de nos confrères et avait « reçu l'assentiment immédiat des autres. En « prenant le texte de l'arrêt de la Cour d'Amiens « j'ai vu qu'il avait pris place à la fin de la sen- « tence.

« Si, au commencement de l'année judiciaire, « le nombre des avocats inscrits comportait et « s'il existait un conseil, mais que pendant sa « durée, ce nombre vînt à tomber au-dessous de « six, qui pourrait nier qu'à ce moment même « le pouvoir du tribunal dût prendre naissance?

« Par une réciprocité nécessaire, il faut ad- « mettre que, du jour où la condition de l'exer- « cice du pouvoir disciplinaire a cessé, ce pou- « voir même s'éteint. Il est un effet exceptionnel « qui ne peut durer plus longtemps que sa cause.

« J'espère, Monsieur le bâtonnier et cher con- « frère, que la cour, saisie par M. le procureur « général, maintiendra votre délibération et « l'élection à laquelle vous aviez procédé.

« Je vous prie d'agréer l'assurance de mes « meilleurs sentiments.

« Le bâtonnier de l'Ordre,
« Léon Devin. »

« Si vous pensez avec nous que l'arrêt attaqué n'a pu violer le décret du 10 décembre 1810, formellement abrogé, et qu'il n'a fait qu'une exacte application de l'ordonnance du 20 novembre 1822, de celle du 27 août 1830 et des décrets du 22 mars 1852, vous prononcerez le rejet du pourvoi. »

La Chambre des requêtes a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur le moyen unique fait d'une fausse application de la loi et de la violation des art. 6, 8, 22, 32 du décret du 10 décembre 1810, 6, 7, 8, 10, 11 de l'ordonnance du 20 novembre 1822, 2 de l'ordonnance du 27 août 1830 et 1er et 6 du décret du 22 mars 1852 :

Attendu, en droit, que la législation qui régit les avocats n'a cessé, depuis le décret du 22 ventôse an XII, de consacrer, dans des conditions de plus en plus libérales, ses anciennes traditions et d'assurer les meilleures garanties d'indépendance et de sincérité à la nomination des membres de leur conseil de discipline;

Attendu qu'il ressort, tant dudit décret du 22 ven-

tôse an XII et du préambule de celui du 10 décembre 1810, qui en précise le but, que de l'ordonnance du 20 novembre 1822, que le conseil de discipline composé de membres inscrits au tableau est, pour les avocats, dans la pensée du législateur, la juridiction de droit commun, et que celle du tribunal, constitué en conseil de discipline, est la juridiction d'exception, admise seulement pour le cas où les membres du barreau ne sont pas au nombre exigé pour la formation par eux du conseil de discipline ;

Attendu qu'aucun texte de loi en vigueur ne fixe l'époque à laquelle il doit être procédé à cette formation, et ne dit surtout qu'à partir de cette époque aucune modification ne pourra y être apportée pendant la durée de l'année judiciaire; que le vœu du législateur est, au contraire, que dès l'instant où les avocats inscrits au tableau sont en nombre suffisant, ils sont en droit de constituer leur conseil de discipline et qu'à l'inverse, dès l'instant où ce nombre n'est plus suffisant, le tribunal en remplit la fonction;

Attendu qu'on ne saurait invoquer à l'appui du pourvoi l'art. 6 du 20 novembre 1822, prescrivant la réimpression, au commencement de chaque année judiciaire, du tableau, et son dépôt au greffe de la cour ou du tribunal auquel les avocats sont attachés; qu'il n'y a là qu'une simple mesure de publicité, qui n'empêche nullement les changements que les nouvelles inscriptions au tableau, ou les décès, les démissions, les radiations, sont naturellement destinés à y apporter avec les conséquences légales dépendant de ces changements;

Attendu, en fait, qu'il est constant que les avocats près le Tribunal de Bernay, inscrits régulièrement au tableau, étaient au nombre de six, le 27 mars 1900, date à laquelle ils ont constitué leur Conseil de discipline; qu'en déclarant, par suite, valable cette constitution, l'arrêt attaqué n'a pu violer le décret du 10 décembre 1810, abrogé par l'art. 45 de l'ordonnance du 20 novembre 1822, et qu'il n'a fait qu'une exacte application de cette ordonnance et de celle du 27 août 1838, ainsi que du décret du 22 mars 1852;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Rouen du 19 mai 1900.

MM. PETIT rapp. ; MÉRILLON av. gén.

Note. — V. le rapport de M. le conseiller PETIT (*suprà*).

220-221-222

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

30 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — JURY SPÉCIAL. — DÉSIGNATION. — PREMIÈRE CHAMBRE DU TRIBUNAL. — CHEF-LIEU JUDICIAIRE.

Dan un département où ne siège pas une cour d'appel, toute autre juridiction que la première chambre du tribunal du chef-lieu de ce département est incompétente pour procéder, en conformité de l'art. 30 de la loi du 3 mai 1841, à la désignation du jury spécial d'expropriation.

Ville de Moissac c. Borderies.

LA COUR,

Sur le moyen additionnel :

Vu l'art. 30 de la loi du 3 mai 1841;

Attendu qu'aux termes dudit article, dans les départements où ne siège pas une cour d'appel, la désignation du jury spécial d'expropriation doit être faite par la 1re chambre du tribunal du chef-lieu judiciaire;

Attendu que le chef-lieu judiciaire de Tarn-et-Garonne étant Montauban, le Tribunal de Moissac, simple chef-lieu d'arrondissement et non chef-lieu judiciaire du département, était incompétent pour faire cette désignation; d'où il suit qu'en désignant, dans son jugement, les jurés qui devaient statuer sur l'indemnité due au défendeur, le tribunal a violé l'article de loi ci-dessus visé;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le moyen principal du pourvoi,

Casse le jugement du Tribunal civil de Moissac du 2 février 1900.

MM. SERRE rapp.; REYNAUD cons. f. f. d'av. gén. — Me DEFERT av.

Note. — Il a été jugé toutefois que si, par suite d'un cas de force majeure, la cour d'appel ou le tribunal du chef-lieu judiciaire du département sont empêchés de procéder à la désignation du jury spécial, selon le vœu de la loi, cette mission est exceptionnellement, mais exceptionnellement seulement, conférée, en ce cas, au tribunal de l'arrondissement dans lequel a lieu l'expropriation : Cass. 3 février 1871 (D. 72.1.12).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (3e CH.)

13 juillet 1900.

Présidence de M. Lefebvre-Devaux.

CARBURE DE CALCIUM. — ACÉTYLÈNE. BREVET BULLIER.

1° *Est valable le brevet pris pour un procédé de préparation des carbures de métaux alcalino-terreux, procédé consistant à chauffer dans un four électrique, par exemple celui de Moissan, un mélange de charbon avec l'oxyde du métal alcalino-terreux que l'on veut transformer en carbure : c'est là, en effet, une application nouvelle de moyens connus.*

2° *Bien que, dans le résumé de son brevet, l'inventeur ne revendique qu'un procédé, il n'en*

a pas moins le droit de revendiquer le produit qu'il décrit et dont il définit les caractères : fluidité à la température à laquelle il se forme, cristallisation, formule $CaC^{\cdot}$, si ce produit est nouveau.

3° *Pour apprécier une antériorité, il importe d'en préciser les termes sans y rien ajouter, sans en rien retrancher, et d'examiner le document d'après les connaissances existant au moment de son apparition, et antérieurement à la date du brevet auquel on veut opposer l'antériorité.*

4° *La communication faite par un savant à l'Académie des sciences, ne conduisant pas à un résultat industriel, constatant seulement un simple incident survenu au cours d'une expérience de laboratoire, c'est-à-dire un fait scientifique, ne peut constituer une antériorité à un brevet pris pour un procédé et un produit nouveau (en l'espèce, l'obtention du carbure de calcium cristallisé, et d'un procédé de fabrication par le traitement au four électrique, d'un mélange de chaux et de carbone en proportions convenables).*

Bullier et Société des carbures métalliques c. Société des forces motrices du Haut-Grésivaudan et Compagnie des carbures de calcium.

M. Bullier a fait breveter un procédé pour l'obtention industrielle du carbure de calcium, destiné à produire l'acétylène. Il a apporté ses divers brevets à la *Société des carbures métalliques*, qui les exploite aujourd'hui.

La Compagnie des carbures de calcium et la Société des forces motrices du Haut-Grésivaudan, qui fabriquent, elles aussi, du carbure de calcium, ont demandé la nullité de ces brevets.

La 3e chambre du tribunal civil, statuant sur cette demande, a rendu le jugement suivant :

LE TRIBUNAL,

Attendu que, sur la demande de la Société des forces motrices du Haut-Grésivaudan et de la Compagnie des carbures de calcium en nullité des brevets d'invention pris par Bullier les 9 février 1894, 28 décembre 1895, ainsi que des certificats d'addition à ces brevets des 6 février 1895, 27 juin 1896, le tribunal, par jugement de cette chambre du 12 décembre 1898, a nommé de Parville, Lhoste et Street, experts, à l'effet de rechercher et dire si le produit défini « carbure de clacium cristallisé » revendiqué par Bullier dans son brevet du 9 février 1894 et les procédés de fabrication décrits dans ce brevet ainsi que dans ceux du 28 décembre 1895 étaient nouveaux et brevetables à la date du dépôt de la demande de ces brevets ; rechercher si, à l'aide des indications contenues tant dans les diverses antériorités invoquées que dans la communication de Moissan à l'Académie des sciences, on trouve des éléments suffisants pour fabriquer le produit décrit au brevet Bullier ;

Attendu que les experts ont procédé à leur mission et consigné leurs opérations avec les résultats de leurs recherches dans un procès-verbal complet et documenté qu'ils ont déposé au greffe de ce tribunal ; qu'il en résulte que les brevets et certificats d'addition dont s'agit pris par Bullier sont valables ;

Attendu que, malgré l'avis des experts, les sociétés demanderesses persistent à soutenir que ces brevets seraient nuls pour défaut de nouveauté et leur opposent diverses antériorités, notamment les antériorités Wahler, Beilstein, Magnenne, Borchers, Ackinson, Havé, Moissan, Wilson ;

Attendu que le brevet de Bullier du 9 février 1894, le seul qui ait fait l'objet d'une discussion en plaidoiries, a été pris pour un procédé de préparation des carbures des métaux alcalino-terreux, procédé consistant à chauffer dans un four électrique, par exemple celui de Moissan, un mélange de charbon avec l'oxyde du métal alcalino-terreux que l'on veut transformer en carbure ; que le brevet indique que le produit obtenu dans le four est fluide à la température à laquelle il se forme, et donne, par refroidissement, une masse compacte, solide, homogène et cristalline ; qu'en employant cinquante-six parties de chaux vive et trente-six parties de charbon, on obtient un carbure défini répondant à la formule $CaC^{\cdot}$;

Attendu que les carbures ainsi obtenus peuvent, sous la simple action de l'eau, donner immédiatement naissance à l'acétylène pur et que, fabriqués industriellement, ils sont susceptibles de fournir de l'acétylène à un prix abordable ;

Attendu que, dans le résumé de son brevet, Bullier ne revendique il est vrai que le procédé, mais qu'il n'en a pas moins le droit de revendiquer le produit qu'il décrit et dont il précise ainsi les caractères : fluidité à la température à laquelle il se forme, cristallisation, formule $CaC^{\cdot}$, si ce produit est nouveau ; que la validité du brevet est exclusivement subordonnée à l'existence ou au défaut d'antériorités ;

Attendu que, pour apprécier une antériorité, il importe d'en préciser les termes, sans y rien ajouter, sans en rien retrancher, et d'examiner le document d'après les connaissances existant au moment de son apparition et antérieurement à la date du brevet auquel on veut opposer l'antériorité ;

Attendu que c'est en s'inspirant de cette règle pratique que les experts déclarèrent que, dans les expériences de Wahler, on ne retrouve ni la réduction au four électrique de la chaux par le charbon, ni le produit carbure de calcium coulé et cristallisé après refroidissement, les températures mises en jeu étant insuffisantes pour obtenir un produit défini industriel ;

Attendu que, dans les travaux de Beilstein, il ne s'agit pas d'une antériorité proprement dite, puisque, si Beilstein donne la formule théorique, il n'indique pas qu'il ait obtenu ce carbure, et ne fournit pas les moyens de le préparer; qu'il en est de même des expériences de Magnenne où, comme pour celles de Wahler, on ne retrouve pas la réduction de la chaux par le carbone dans le four électrique conduisant à la production du carbure défini et cristallisé, et du passage du traité d'électro métallurgie de Borchers qui se borne à faire observer que tous les oxydes sont réduits par le carbone chauffé électriquement;

Attendu que, dans le brevet Ackinson, il s'agit de la préparation d'un corps spécial, « le carborandum », qui est un carbure de silicium impur, caractérisé par sa dureté, ses qualités réfractaires et son insolubilité dans tous les dissolvants ordinaires; que le corps cristallisé obtenu par chauffage au four électrique ne présente aucun des caractères du carbure de calcium dont l'inventeur ne parle même pas; que Havé, en indiquant que le produit obtenu par lui et désigné sous le nom de carbure de calcium n'est attaqué ni par l'acide chlorhydrique ni par l'acide sulfurique, démontre par lui-même que ce produit n'était pas du carbure de calcium; qu'il ressort de l'examen de ces antériorités qu'aucun des savants ayant signalé le carbure de calcium n'a décrit soit un procédé, soit un produit qui puisse mettre en échec le brevet Bullier;

En ce qui concerne l'antériorité tirée de la communication faite par Moissan, le 12 décembre 1892, à l'Académie des sciences et où il signale, dans un cas particulier, la formation, sur les électrodes du four électrique, d'un carbure de calcium :

Attendu que si Moissan, en étudiant la marche de son four électrique, a remarqué que, vers 3,000 degrés, la chaux constituant le four entrait en fusion et qu'au dehors coulait une matière fondue, résultant, selon lui, de l'union du calcium avec le carbone des électrodes, il est constant que ce savant n'a fait que noter un phénomène scientifique sans analyser ce qu'il a supposé être un « carbure de calcium », sans en indiquer ni l'aspect ni les propriétés; qu'à la place d'un simple incident survenu au cours d'une opération de laboratoire et d'une note constatant un fait scientifique, il y a eu, de la part de Bullier, obtention du carbure de calcium cristallisé et d'un procédé de fabrication, par le traitement au four électrique, d'un mélange de chaux et de carbone en proportions convenables (56 de chaux et 36 de charbon;

Attendu que la communication de Moissan, qui ne conduisait pas à un résultat industriel, ne peut constituer une antériorité au brevet de 1894 ni pour le produit, ni pour le procédé ;

En ce qui concerne la patente Wilson du 21 février 1893, ayant pour titre : « la réduction électrique de composés métalliques réfractaires » :

Attendu que la découverte revendiquée dans cette patente consiste à produire l'aluminium, en évitant la formation du bain de fusion et en employant un excès de carbone dans les mélanges, ce qui est le contraire du but poursuivi et atteint par Bullier ; que l'inventeur ne parle qu'incidemment de l'application qu'il aurait faite de son procédé à la production du carbure de calcium en disant : « Par exemple, je l'ai déjà employé pour la réduction de la chaux et la production du carbure de calcium », et ne parle d'aucune analyse de carbure, comme il n'en indique aucune propriété, pas même celle que le carbure pouvait avoir de dégager de l'acétylène au contact de l'eau ; qu'il suffisait encore, pour écarter cette antériorité, de constater que, d'après Wilson, les matières en réaction dans le four électrique doivent rester poreuses, en évitant la formation du bain liquide, alors que le bain de fusion est précisément la condition essentielle de la formation du carbure de calcium industriel; que le carbure poreux, amorphe, fritté, obtenu par Wilson n'a rien de commun avec le produit industriel défini par Bullier, produit qui est fluide à la température à laquelle il se forme, se présente sous l'aspect d'une masse compacte, solide, homogène et cristallisée après fusion;

Attendu que c'est donc à bon droit que les experts, avec leur indiscutable compétence, concluent que le produit industriel défini carbure de calcium cristallisé et son procédé de fabrication décrits dans les brevets dont la nullité est demandée étaient nouveaux et brevetables à la date du dépôt des demandes et que les indications contenues tant dans les diverses antériorités invoquées que dans la communication de Moissan à l'Académie des sciences ne constituent pas des éléments suffisants pour fabriquer le produit décrit au brevet Bullier; qu'il convient d'entériner le rapport des experts et de déclarer bons et valables les brevets et certificats d'addition prérappelés ;

Sur la demande de 50,000 francs de dommages-intérêts :

Attendu qu'une condamnation à des dommages-intérêts ne peut être justifiée que par la constatation d'une fraude; que la bonne foi des compagnies demanderesses n'est point en question dans le procès et qu'il s'agit d'un litige ordinaire au cours duquel elles n'ont pas dépassé les limites permises à ceux qui plaident; que Bullier et la Société des carbures métalliques ne justifient d'ailleurs d'aucun préjudice;

Par ces motifs,

Entérinant purement et simplement le rapport des experts;

Dit et déclare que le produit industriel nouveau « le carbure de calcium défini cristallisé $CaC^{\cdot}$ » a été valablement breveté par Bullier ; qu'il en est de même des procédés indiqués pour sa préparation;

Déclare les brevets et certificats d'addition susvisés bons et valables;

Déclare en conséquence la Société des forces motrices du Haut-Grésivaudan et la Compagnie des Carbures de calcium mal fondées en leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute ;

Dit n'y avoir lieu d'accorder des dommages-intérêts aux parties défenderesses, ni d'ordonner l'insertion du présent jugement ainsi qu'il est demandé ;

Les déboute de ces chefs de leurs conclusions ;

Condamne les sociétés demanderesses en tous les dépens qui comprendront les frais d'expertise, etc.

Mes Cruppi, Pouillet et Allart av.

Note. — Sur le premer point : Le principe est certain. « Appliquer d'une manière nouvelle, dit M. Pouillet, c'est purement et simplement employer des moyens connus, tels qu'ils sont connus, sans même y rien changer, pour en tirer un résultat différent de celui qu'ils avaient produit jusque-là ; il suffit que ces mêmes moyens n'aient jamais servi à obtenir le résultat que cette fois ils donnent. » C'est ce que constate le jugement rapporté : Pouillet, Brev. d'inv., n° 31 ; Allart, Inv. brevetables, nos 23 et 24.

II. — Sur le second point : Le principe est également certain. La loi française n'oblige pas celui qui prend un brevet à formuler une revendication expresse ; il suffit que des termes du brevet résulte nettement ce que l'inventeur a voulu protéger. Quand un brevet est pris pour un procédé qui permet d'obtenir un produit absolument nouveau, il est évident que le breveté a voulu protéger tout à la fois le procédé, mais surtout le produit, qu'il a intérêt à monopoliser : il n'en serait pas de même, si le produit étant connu le procédé seul était nouveau.

III. — Sur le troisième point : La règle posée par le jugement est des plus sages, et ne saurait faire l'objet d'aucune critique, V. Pouillet, Brev. d'inv., n° 363 et suiv. Allart, Inv. brev., n° 56 et suiv.

IV. — Sur le quatrième point : La communication aux corps savants peut constituer une antériorité (Pouillet, Brev. d'inv., n° 305) ; mais encore faut-il qu'elle ne porte pas essentiellement sur un fait scientifique, de laboratoire, considéré comme tel sans qu'on ait cherché à en tirer les conséquences ou les applications industrielles. C'est du reste ce qui a été jugé pour la fuchsine. V. Pouillet, Brev. d'inv., n° 415 et la jurisprudence citée.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re Ch.)

30 mai 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — SOCIÉTÉS PAR ACTIONS. — DROITS ET OBLIGATIONS DES ACTIONNAIRES. — FAILLITE DE LA SOCIÉTÉ. — PRINCIPE D'ÉGALITÉ. — ART. 1853 C. CIV. — DEMANDE EN REMBOURSEMENT DES ACTIONS REMBOURSÉES INDÛMENT. — TRANSACTION. — DROIT DE S'EN PRÉVALOIR.

Le syndic, qui représente la masse des créanciers et qui a mission de recouvrer et au besoin de reconstituer l'actif en vertu des art. 471 et 485 C. com., est investi de l'exercice de l'action sociale dans toute sa plénitude et contre les débiteurs et contre chacun des actionnaires tenus au paiement de leur mise, et, par des motifs approuvés par le juge-commissaire qui est le contrôleur légal du syndic, il peut demander aux uns plus qu'aux autres, sans avoir à se conformer à la règle de l'égalité proclamée par l'art. 1853 C. civ., la règle de l'égalité n'étant applicable que dans les rapports respectifs des associés entre eux et non dans les rapports des associés avec la masse des créanciers : il suffit, pour que la loi de l'art. 1853 soit obéie, que l'égalité soit rétablie dans le compte final de la liquidation, et sauf à ce moment à l'associé à faire valoir ses droits, soit par voie de prélèvement s'il y a un excédent d'actif, soit par voie de recours contre qui il appartiendra.

En conséquence, le syndic d'une société par actions, qui a demandé à un actionnaire le remboursement de ses actions indûment remboursées et l'a obtenu en justice, ne fait qu'user de son droit légitime en proposant aux autres actionnaires, qui ont été remboursés indûment de la même façon, une transaction à un chiffre inférieur à celui de la somme qui lui a été rendue, et, par suite, l'actionnaire qui a restitué l'intégralité de ce qu'il avait touché, ne peut demander à bénéficier de la transaction à laquelle il est demeuré étranger.

Société la Vieille Montagne c. syndic faillite Compagnie des chemins de fer de Gisors à Vernon.

La Société la Vieille Montagne, actionnaire de la Compagnie des chemins de fer de Gisors à Vernon déclarée en faillite, avait été condamnée, par arrêt de la Cour de Rouen de 1890, à rapporter une somme de 96,221 fr. 87, qui lui avait été remboursée indûment en 1878 pour 150 actions dont elle était titulaire, soit 641 fr. 50 pour chacune de ses actions. Ce rapport fut effectué.

Plus tard, en 1897, le syndic fit une transaction avec tous les autres actionnaires auxquels leurs actions avaient été remboursées dans les mêmes conditions en 1870. Aux termes de cette transaction, chacun des actionnaires devait restituer 225 francs seulement par action.

La Société la Vieille Montagne a demandé à être admise au bénéfice de cette transaction. Elle réclamait, en conséquence, la restitution de la différence entre la somme de 96,221 fr. 87, qu'elle avait payée et celle de 33,750 francs qu'elle aurait dû payer seulement, en vertu de la transaction, c'est-à-dire 62,471 fr. 87.

Le Tribunal de commerce d'Evreux a rendu, le 4 janvier 1900, le jugement suivant :

« Attendu que la société la Vieille Montagne a assigné Duperrouzel en sa qualité de syndic définitif de la faillite de la Compagnie des chemins de fer de Gisors à Vernon devant le tribunal, pour voir dire et juger que ladite société sera admise au bénéfice d'une transaction du 24 décembre 1897, enregistrée, et qu'en conséquence ledit syndic sera condamné à lui restituer une somme principale de 62,471 fr. 87 avec intérêts de droit et dépens ;

« Attendu que la réclamation de la Vieille Montagne n'est pas fondée ;

« Attendu que c'est à tort qu'elle prétend qu'il n'a été fait, dans la transaction du 24 décembre 1897, aucune distinction entre les actionnaires, ni aucune catégorie, ni éviction d'aucune sorte, et qu'ayant fait acte d'adhésion envers le comité, dans les délais fixés par la transaction, elle a le droit de profiter des avantages de ladite transaction ;

« Attendu qu'il importe de remarquer tout d'abord que la somme de 94,124 fr. 60 a été payée par la société La Vieille Montagne aux syndics, le 19 décembre 1892, alors que la transaction est du 24 décembre 1897 ; que la transaction a donc été faite plus de cinq ans après le règlement fait avec la société La Vieille Montagne ;

« Attendu, en outre, que la somme payée par ladite société l'a été en vertu d'un arrêt de la Cour de Rouen du 20 mai 1890, ayant l'autorité de la chose jugée depuis plus de cinq ans avant la signature de la transaction ;

« Attendu qu'une transaction suppose des concessions, un abandon ou avantage réciproques qui sont sa raison d'être ; que ces conditions ne se rencontrent pas dans l'affaire actuelle, puisque les syndics ont dû plaider jusqu'en cassation et ont obtenu, contre la société la Vieille Montagne, une condamnation définitive et exécutée ; que la chose jugée et l'exécution de cette chose jugée suffisent pour mettre à néant la prétention de ladite société ;

« Attendu, au surplus, que les termes et l'économie même de la transaction du 24 décembre 1897 excluent encore cette prétention ;

« Attendu, en effet, que la somme payée par la Vieille Montagne a servi de base à la transaction, avec celle versée par les héritiers d'Albuféra ; que le principal de ces deux sommes forme les 146,000 francs de l'art. 2 ; qu'aux termes des art. 2, 3, 4, 5 et 6 combinés, ces 146,000 francs sont, quoi qu'il arrive, définitivement acquis à la faillite, et ne sauraient être l'objet d'un retranchement quelconque ;

« Attendu que, si la réclamation de la société la Vieille Montagne était admise, elle aurait pour résultat de détruire l'économie de la transaction ; qu'en effet, les créanciers ne trouveraient plus les sommes qui leur ont été promises : 1° 146,000 francs ; 2° 65,000 francs ; et 3° 139,000 fr. au minimum, à raison de 225 francs par action, pour les actionnaires devant adhérer à la transaction (art. 2) ; que les 146,000 francs (n° 1) seraient réduits, alors qu'ils ne peuvent l'être, ainsi qu'il a été expliqué plus haut ;

« Attendu que la société la Vieille Montagne invoque en vain l'art. 19 de la transaction ; que cet article n'est applicable qu'aux créanciers qui avaient payé sur assignation et avec réserve, étant entendu toutefois que les intérêts produits par les sommes versées et les intérêts et frais payés resteraient, dans tous les cas, acquis à la faillite ; que cet article ne peut donc s'appliquer à la société la Vieille Montagne qui a payé bien avant la transaction, en exécution d'une condamnation définitive, alors qu'il est fait état de son versement dans la transaction ;

« Attendu, enfin, que la société la Vieille Montagne n'a à s'en prendre qu'à elle-même, si elle n'a pu bénéficier d'une transaction ; qu'elle pouvait essayer de transiger ; qu'elle a préféré plaider devant tous les degrés de juridiction ; qu'en payant, elle n'a fait qu'exécuter un arrêt définitif et qu'elle ne peut, par une voie détournée, revenir sur cette exécution ;

« Attendu que la société la Vieille Montagne, succombant dans ses prétentions, doit être condamnée aux dépens, qui comprendront, s'il y a lieu, tous droits d'enregistrement quelconques qu'elle aura nécessités ;

« Par ces motifs,

« Déclare la société la Vieille Montagne autant non recevable que mal fondée dans son action, l'en déboute, et la condamne aux dépens, qui comprendront, s'il y a lieu, tous les droits d'enregistrement quelconques. »

Appel par la société la Vieille Montagne. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu que la société anonyme des mines et fonderies de zinc de la Vieille Montagne réclame au syndic de la faillite de la Compagnie du chemin de fer de Gisors à Vernon la restitution d'une somme de 62,471 fr. 87, formant la différence entre celle de 96,221 fr. 87 qu'elle a payée le 19 décembre 1892 en exécution d'un arrêt de la Cour de Rouen à l'occasion de 150 actions qui lui avaient été indûment rembour-

sées en 1870 et celle de 33,750 francs qui forme, à raison de 225 francs par action, la seule somme dont elle prétend aujourd'hui être débitrice envers la faillite; qu'elle ne soutient pas et qu'elle ne saurait soutenir qu'elle a payé indûment tout ou partie de la somme de 96,221 fr. 87, qui représente exactement en principal et intérêts le montant de la condamnation prononcée contre elle et qu'elle a exécutée en vertu d'une décision de justice passée en force de chose jugée, qui a précisément repoussé la prétention émise par elle, qu'elle ne devait pas cette somme; mais qu'elle soutient que, depuis ce paiement, il est intervenu à la date du 24 décembre 1897 une convention, homologuée par le tribunal d'Evreux le 10 février 1898, aux termes de laquelle le montant des actions primitivement réclamé par le syndic à raison de 512 fr. 50 a été réduit à 225 francs au profit de tous les actionnaires qui adhéraient aux clauses et conditions de la convention auxquelles elle a expressément adhéré et qu'au surplus, il est équitable et juridique, aux termes de l'art. 1853 C. civ., de ne pas l'exclure du bénéfice d'une convention dont tous les actionnaires ont profité;

Attendu que la convention invoquée par la Vieille Montagne est claire et précise, ne pouvant donner lieu à aucune interprétation divergente; que le préambule et les différentes clauses dont elle est assortie et notamment les art. 7 et 12 révèlent avec évidence qu'elle a eu exclusivement pour but et pour objet d'éteindre les procès nés ou à naître entre le syndic représentant la masse des créanciers et les actionnaires indûment remboursés en 1870 au détriment des obligataires et que la réduction du montant des actions proposée par le syndic, à titre de transaction, au comité des actionnaires, ne pouvait manifestement s'appliquer qu'à ceux des actionnaires qui avaient payé en vertu d'une décision encore susceptible d'une voie de recours ou à ceux qui, n'ayant pas payé, se trouvaient sous le coup d'une action judiciaire; qu'il en résulte manifestement que la Vieille Montagne, qui n'avait au moment de la transaction aucun procès avec le syndic et qui ne pouvait en avoir aucun, puisqu'elle s'était définitivement libérée de sa dette, ne peut légitimement prétendre qu'elle se trouve comprise parmi les adhérents au profit desquels la stipulation est intervenue;

Attendu que ce qui prouve encore plus clairement que la Vieille Montagne est sans droit ni qualité pour se prévaloir du bénéfice de la transaction, c'est que dans le calcul du syndic, qui comportait, à peine de nullité de la convention, le versement par le comité des actionnaires, dans un délai déterminé, d'une somme minima de 139,000 francs, figurait précisément la somme de 76,000 francs, versée en principal par la Vieille Montagne, laquelle constituait, dès lors, une somme absolument intangible et irréductible;

Attendu qu'aucun doute n'est possible à cet égard, malgré les dénégations de la société appelante; qu'ainsi, il résulte des documents de la cause et de l'affirmation écrite du syndic, qu'au moment de la transaction il n'avait touché que 70,000 francs de la famille d'Albuféra et 76,000 francs de la Vieille Montagne, représentant en chiffres ronds, et sans les intérêts, le montant en capital de sa dette, soit 146,000 francs, et si on ajoute cette somme aux 65,000 francs promis et consignés par divers à la transaction, c'est bien 139,000 francs qui étaient nécessaires pour parfaire les 350,000 francs destinés à l'acquit du passif; d'où il suit non seulement que la Vieille Montagne n'a pu être comprise dans la stipulation pour autrui contenue dans la transaction du 24 décembre 1897, mais encore qu'elle en a été virtuellement et nécessairement exclue;

Attendu, sur le second moyen tiré de l'art. 1853 C. civ., que la règle de l'égalité proclamée par ce texte est applicable dans les rapports respectifs des associés entre eux, mais qu'elle n'a été édictée par aucune disposition légale dans les rapports des associés avec la masse des créanciers; que le syndic qui représente cette masse et qui a pour mission de recouvrer et au besoin de reconstituer l'actif en vertu des art. 471 et 485 C. com., est investi de l'exercice de l'action sociale dans toute sa plénitude et contre les débiteurs et contre chacun des actionnaires tenus au paiement de leur mise; que, par des motifs approuvés par le juge commissaire qui est le contrôleur légal du syndic, il peut demander aux uns plus qu'aux autres sans avoir à se conformer à la règle de l'égalité et qu'il suffit, pour que la loi de l'art. 1853 soit obéie, que l'égalité soit rétablie dans le compte final de la liquidation et sauf, à ce moment, à l'associé lésé à faire valoir ses droits, soit par voie de prélèvement s'il y a un excédent d'actif, soit par voie de recours contre qui il appartiendra;

Attendu que le syndic de la faillite, en demandant à la Vieille Montagne le remboursemunt de ses cent cinquante actions indûment remboursées en 1870 et en proposant ensuite une transaction au comité des actionnaires, n'a fait qu'user de son droit légitime; que, d'autre part, la Vieille Montagne, en remboursant au syndic le montant de ses actions à raison de 512 fr. 50, n'a fait qu'acquitter sa dette envers la société dont la personnalité juridique persiste jusqu'à la fin de la liquidation; qu'à aucun moment, elle ne s'est pourvue devant le juge-commissaire contre les agissements du syndic et que dans ces conditions, elle est aujourd'hui sans droit à invoquer la règle de l'égalité édictée par l'art. 1853;

Attendu que les conclusions subsidiaires de la Vieille Montagne sont inopérantes et inadmissibles; qu'en admettant même que tous les actionnaires, sauf elle, aient bénéficié de la réduction stipulée par la transaction, le droit autant que l'équité concourent à démontrer que son action contre le syndic n'en serait pas moins non recevable, comme étant prématurée;

Attendu que les réserves formulées par la Vieille Montagne dans ses conclusions sont de droit, outre

qu'elles ont été expressément stipulées dans la quittance du 19 décembre 1892; qu'elles ne sont d'ailleurs pas contestées et qu'il y a lieu de lui en donner acte;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires,

Sans s'arrêter ni avoir égard à toutes conclusions contraires, tant principales que subsidiaires, de la Vieille Montagne dont elle est démise et déboutée;

Confirme le jugement frappé d'appel, dit qu'il sortira son plein et entier effet;

Condamne, etc.;

Donne acte à la Société la Vieille Montagne de ses réserves de toutes actions utiles, le cas échéant, soit contre le syndic, soit contre les administrateurs, soit contre ses coasociés.

M. RÉGUIS av. gén. (concl. conf.). — Mes O. MARAIS et MILLIARD (ce dernier du barreau de Paris) av.

Note. — Les art. 1853, 1854 et 1855 C. civ., placés sous la rubrique « Des engagements des associés entre eux », édictent des règles tendant à la proportionnalité des bénéfices et des pertes aux apports; elles n'ont évidemment pour but que d'édicter des règles d'égalité de traitement entre associés. Dans l'espèce sur laquelle la cour avait à statuer, cette règle d'égalité n'était pas invoquée à l'encontre des associés, mais à l'encontre de la masse des créanciers représentée par le syndic, il n'y avait donc pas lieu d'en faire l'application.

Sur les droits pour le syndic ou le liquidateur d'exercer l'action sociale, voir notamment : Paris 12 avril 1892 (Gaz. Pal. 92.2.449); Paris 19 mars 1895 (Gal. Pal. 95.1.518) et les notes, avec les renvois à la jurisprudence antérieure.

COUR D'APPEL DE PARIS (7e CH.)

23 mai 1900.

Présidence de M. Ditte.

MARQUE DE FABRIQUE. — NOM DE L'INVENTEUR. — PRESCRIPTION. — DÉNOMINATION GÉNÉRIQUE. — APPROPRIATION IMPOSSIBLE. — ÉTIQUETTE. — DIFFÉRENCES. — ABSENCE D'IMITATION.

Les délits d'imitation de marque et d'usurpation de nom se prescrivant par trois ans, lorsque ce délai s'est écoulé entre la date des faits incriminés et celle de l'assignation, il n'y a lieu de rechercher si ces faits constituaient réellement une infraction à la loi.

Des raisonnements par induction, tels que ceux qui tendent à établir la date récente d'une étiquette par son état de conservation, ne sauraient, d'autre part, en l'absence de tout document probant, servir de base à une déclaration de culpabilité.

Une désignation générique, telle que « liqueur hygiénique et de dessert », ne peut être revendiquée par celui qui l'a imaginée et déposée qu'autant que le nom du fabricant, se combinant avec elle, vient spécialiser le produit d'une manière distinctive et caractéristique; ce qui constitue alors la marque, c'est la réunion de ces divers éléments et il n'appartient pas au déposant de prétendre les diviser.

Une étiquette ne peut être considérée comme l'imitation d'une autre, lorsque des différences sont telles qu'aucune confusion n'est possible.

Raspail c. Hénon.

Sur une instance formée pour imitation de marque et usurpation de nom par M. Raspail contre M. Hénon, le tribunal correctionnel de la Seine a rendu, le 1er décembre 1899, le jugement suivant :

« Attendu que Julien Raspail, propriétaire de la maison de commerce sise à Paris, rue du Temple, 14 et 16, où il exploite divers produits, et notamment la « Liqueur hygiénique et de dessert de F.-V. Raspail » a, par le ministère de Barnier huissier, à Paris, en date du 17 mai 1899, fait procéder chez le sieur Hénon, imprimeur à Paris, à la saisie d'étiquettes sur lesquelles figurent le nom « Raspail », et les mots « Liqueur hygiénique et de dessert », dénomination qu'il prétend lui appartenir et dont le dépôt de sa marque de fabrique, effectué en 1858 et renouvelé en 1892, lui réserverait l'usage exclusif, pour la désignation de sa liqueur et des produits de sa maison;

« Attendu que Julien Raspail, se fondant sur ces constatations, a assigné Hénon devant cette chambre, pour faire déclarer : 1° qu'il a contrefait partiellement la marque employée par la maison Raspail, aujourd'hui propriété exclusive du requérant (art. 7 et 8 de la loi du 23 juin 1857); 2° qu'il a commis le délit d'usurpation du nom de Raspail sur des étiquettes destinées à la vente d'une liqueur concurrente (art. 1er et 2 de la loi du 28 juillet 1824); 3° qu'il sera condamné à lui payer une somme de 5,000 francs, à titre de dommages-intérêts;

« Au fond :

« Attendu que l'huissier a saisi, en premier lieu, une étiquette portant, dans la partie supérieure, la mention « Liqueur hygiénique », en dessous, une vignette représentant la tête d'Esculape et, dans la partie inférieure, la mention : « Suivant la formule Raspail », ce dernier mot isolé et tracé en gros caractères, suivis d'une notice en quatre lignes de petits caractères, annon-

çant les multiples qualités de la liqueur en question;

« Attendu que l'étiquette saisie, provenant, non de la maison Hénon, mais de la maison Waton, de Saint-Etienne, n'a été envoyée à Hénon qu'à titre de spécimen par la maison de distillation Cusenier et Cie, comme modèle d'une commande de 18,750 étiquettes, passée par cette maison à Hénon, le 19 décembre 1894, exécutée, en effet, par celui-ci et livrée par lui à Cusenier, le 4 février 1895, ainsi que cela résulte des mentions non contestées, figurant sur une feuille au bordereau de prix de commande annexé à l'étiquette-spécimen qui a été saisie;

« Attendu qu'il n'importe de rechercher si Hénon a commis une infraction quelconque à l'une des lois dont l'application est requise contre lui; qu'il suffit, en effet, de constater que plus de trois années se sont écoulées entre la date (4 février 1895), à laquelle, il aurait accompli les faits relevés par l'assignation introductive de la présente instance et la date de cette assignation elle-même (31 mai 1899); qu'il en résulte que, dans l'hypothèse où Hénon aurait été passible des textes invoqués contre lui, le tribunal aurait le devoir de le renvoyer indemne en raison de la prescription qui s'est accomplie en sa faveur; qu'en vain Raspail attribue à Hénon des étiquettes de dates récentes, qui sont apposées sur des bouteilles représentées au tribunal, lesquelles étiquettes, par leur fraîcheur, leur aspect extérieur absolument net de toute maculature ou de toute marque d'ancienneté, témoigneraient qu'elles ont dû être exécutées et livrées à des dates contemporaines des poursuites, mais en tout cas, moins de trois ans avant leur ouverture;

« Attendu, en effet, que ce sont là des raisonnements par induction qui, en l'absence de tout document probant, ne sauraient servir de fondement à une déclaration de culpabilité;

« Attendu que la saisie a porté, en second lieu, sur une étiquette qui a servi d'épreuve à Hénon, pour livrer à la même maison Cusenier, en 1899, une commande de 23,600 étiquettes similaires; que la maison Raspail y voit une contrefaçon de sa propre étiquette, soit par la disposition générale du texte, la combinaison des couleurs et l'emploi de la dénomination qu'elle prétend lui appartenir: « Liqueur hygiénique et de dessert »;

« Mais attendu, d'une part, qu'il suffit de rapprocher cette étiquette de celle de la maison Raspail pour se convaincre à première vue que l'œil le moins exercé ne pourra, en aucun cas, établir une confusion quelconque entre les deux; que tous ces éléments, en effet, en sont dissemblables, la dimension, le texte, la disposition des lignes ou motifs de décoration, le ton du fond, la combinaison des couleurs, en un mot, tout ce qui est susceptible d'être perçu au premier examen, ou même d'être analysé en détail;

« Attendu, d'autre part, que la maison Raspail revendique en vain, la propriété exclusive de la dénomination « Liqueur hygiénique et de dessert », dont la reproduction sur lesdites étiquettes constituerait la contrefaçon partielle de sa marque; qu'en effet, cette dénomination est une désignation générique, susceptible d'être appliquée à un grand nombre de liqueurs qui, par les éléments entrant dans leur composition peuvent procurer les mêmes résultats, mériter les mêmes qualificatifs et recevoir la même destination; que cette dénomination, telle qu'elle appartient au domaine public, ne peut être susceptible de revendication privative au profit de celui qui l'a imaginée et qui en a effectué régulièrement le dépôt, que quand le nom du fabricant, se combinant avec la désignation générique du produit, vient spécialiser ce produit d'une manière distinctive et caractéristique, ainsi du reste que Raspail lui-même a entendu le faire, pour le dépôt de la marque qu'il s'est réservée et dans laquelle il a dénommé son produit « Liqueur hygiénique et de dessert de F.-V. Raspail »;

« Attendu qu'il ne saurait appartenir à Raspail de diviser les éléments dont se compose sa marque; qu'en effet, ce qui la constitue, c'est la réunion de ces divers éléments d'où résulte seulement une dénomination spéciale qui individualise et spécifie le produit et ne permet pas de le confondre avec un autre du même genre;

« Attendu, et surabondamment, que l'étiquette incriminée ne reproduit même pas littéralement la dénomination revendiquée par Raspail « Liqueur hygiénique et de dessert », mais qu'il y a été ajouté le qualificatif « d'aromatique » constituant encore une nouvelle dissemblance, qui vient s'ajouter à toutes celles qui ont été ci-dessus énoncées et qui sont de nature à empêcher tout acheteur, avec la moindre attention, de commettre aucune confusion entre les deux produits;

« Attendu, en conséquence, qu'à aucun point de vue, Hénon ne saurait être recherché, soit à raison de la commande par lui exécutée en 1895, la prescription couvrant tous délits qui ont pu être par lui commis à cette date, soit de celle de 1899 relative à des étiquettes qui ne sont ni directement ni indirectement la contrefaçon de celles de Raspail; qu'il y a donc lieu de débouter

ce dernier de toutes les demandes, fins et conclusions, tant principales que demandes en dommages-intérêts;

« Attendu que, par ses conclusions reconventionnelles, Hénon a demandé la condamnation de Raspail en 5,000 francs de dommages-intérêts pour l'indemniser du préjudice résultant pour lui des saisies opérées dans sa maison, des démarches de toutes natures qu'il a dû s'imposer pour se mettre en mesure de soutenir le procès abusif dirigé contre lui;

« Attendu que Raspail, en poursuivant Hénon sans justification sérieuse, lui a causé par cette poursuite elle-même et par les actes de procédure préliminaire qui l'ont précédée, un préjudice certain; que le tribunal possède les éléments d'appréciation pour l'évaluer d'ores et déjà à 300 francs;

« Par ces motifs,

« Dit que le prétendu délit relatif à la livraison des étiquettes du 4 février 1895 est couvert par la prescription triennale; dit que le demandeur n'a pas rapporté la preuve de fabrication ou de livraison d'étiquettes similaires postérieurement à cette date; dit que la livraison faite par Hénon à Cusenier en janvier 1899 porte sur des étiquettes qui n'ont rien de commun avec celles de Raspail;

« Déclare, en conséquence, Raspail mal fondé dans toutes ses demandes, fins et conclusions;

« Renvoie Hénon des fins de la poursuite sans dépens;

« Et recevant Hénon reconventionnellement demandeur,

« Déclare nulle, comme devenue sans objet, la saisie du 17 mai 1899;

« Autorise Hénon à retirer du greffe les objets saisis;

« Et condamne Raspail à lui payer la somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts pour abus de citation directe et réparation du dommage causé;

« Condamne Raspail en tous les dépens. »

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges;
Confirme...

M. BRÉGEAULT subst. proc. gén. — Mes HARMAND et LOISON av.

Note. — Une dénomination générique, nécessaire pour désigner le produit, ne peut être l'objet d'une appropriation. En ce sens : Grenoble 31 janvier 1899 (J. Dr. ind. 1899.446) et la jurisprudence citée en note; Lyon 14 avril 1883 (D. 1884.1.131); Paris 18 février 1888 et Cass. 29 janvier 1889 (Gaz. Pal. 1889.1.424); Dijon 7 août 1890 (D. 1891.2.15); Grenoble 8 mai 1894 (Gaz. Pal. 1894.2.652).

Mais la jurisprudence admet que la réunion du nom du fabricant à une dénomination générique constitue une marque de fabrique valable : Cass. req. 5 août 1890 (Ann. prop. ind. 1893.256); Paris 19 juin 1891, joint à Cass. civ. 4 décembre 1893 (D. 94.1.348); Trib. civ. Quimperlé 29 décembre 1897 (Loi 28 décembre 1898); Nîmes 8 décembre 1899 (Journ. droit ind. 1900.148).

223-224-225-226

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

30 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

PRESCRIPTION EN MATIÈRE CIVILE. — EFFETS DE COMMERCE. — PRESCRIPTION QUINQUENNALE. — PRÉSOMPTION DE PAIEMENT. — PREUVE CONTRAIRE. — AVEU IMPLICITE.

La prescription quinquennale, édictée par l'art. 189 C. com. pour toutes actions relatives aux effets de commerce, repose sur une présomption de paiement, laquelle peut toujours être détruite par un aveu contraire émané du débiteur poursuivi.

Et il appartient à des juges d'apprécier souverainement que la déclaration faite par celui-ci « *qu'il ne doit rien*, les sommes qu'on lui réclame ayant été payées par d'autres valeurs », *est exclusive de l'idée d'un paiement effectif, et le rend, dès lors, non recevable à opposer la prescription de cinq ans à l'action dirigée contre lui en paiement de la dette, qu'il a ainsi, par son allégation même, reconnu n'avoir pas payée.*

Epoux Willingstorfer c. époux Mazaroz.

LA COUR,

Sur le moyen tiré de la violation ou fausse application des art. 1271, 1224 C. civ., 189 C. com. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que la prescription quinquennale édictée par l'art. 189 C. com. pour toutes actions relatives aux effets de commerce repose sur une présomption de paiement, laquelle peut toujours être détruite par un aveu contraire émané du débiteur poursuivi;

Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait que la dame Willingstorfer a, dans son acte d'opposition au jugement de défaut qui l'avait condamnée à payer à Mazeroz le montant de cinq effets de commerce négociés par elle à ce dernier, déclaré qu'elle ne devait absolument rien à Mazaroz et que les sommes qui lui étaient réclamées, avaient été payées par d'autres valeurs, ainsi qu'il en serait justifié; que la cour d'appel, appréciant souverainement la portée d'une telle déclaration, a pu, sans violer aucun principe de droit, décider que la re-

mise de valeurs, alléguée en pareils termes par la demanderesse, excluait l'idée d'un paiement effectif, et que, par suite, la dame Willingstorfer ayant, par son allégation même, reconnu n'avoir pas payé la dette litigieuse, n'était pas recevable à invoquer la prescription à raison du délai, supérieur à cinq ans, écoulé depuis l'échéance des effets jusqu'à l'assignation donnée à la requête de Mazaroz, et par application de l'art. 189 C. com.; que l'arrêt est, d'ailleurs, dûment motivé;

Rejette le pourvoi formé par les époux Willingstorfer contre l'arrêt de la Cour de Paris du 6 janvier 1899.

MM. Fochier rapp.; Zeys cons. f. f. d'av. gén. — Me Aubert av.

Note. — La jurisprudence, qui assigne comme base et comme raison d'être à la prescription quinquennale de l'art. 189 C. com., une présomption de paiement, et qui admet que cette présomption peut être utilement combattue par le créancier au moyen d'un aveu contraire, exprès ou implicite, émané du débiteur, est, quant au principe du moins qu'elle consacre de la sorte, à l'abri de controverse. Et il a, en effet, été jugé que celui qui, en défendant à la demande dirigée contre lui en paiement d'un effet de commerce, a allégué n'être point tenu parce qu'il n'aurait négocié ledit effet que comme mandataire d'un précédent endosseur, se rend ainsi, par l'aveu implicite de non-paiement résultant de ce système de défense, irrecevable à invoquer la prescription quinquennale dont s'agit: Cass. 1er décembre 1829 (S. chr.); qu'il en est de même de celui qui s'est d'abord défendu, en soutenant qu'il y avait novation : Cass. 7 mars 1866 (S. 66.1.268 — J. du P. 66.1. 762 — D. 66.1.298). *Sic* : Boistel, Précis de dr. comm., n° 852; Lyon-Caen et Renault, t. IV, n° 456 et la note 4; Ruben de Couder, Dict. de dr. comm., industr. et marit., v° Lettre de change, n° 806.

COUR D'APPEL DE ROUEN (2e Ch.)

10 mars 1900.

Présidence de M. Quénault.

ORDRE. — COMPÉTENCE. — 1° TRIBUNAL DE LA SITUATION DES IMMEUBLES. — COMPÉTENCE « RATIONE LOCI ».- -2° CONVENTION CONTRAIRE ENTRE CRÉANCIERS. — VALIDITÉ.

1° *La compétence attribuée en matière d'ordre au tribunal de la situation des immeubles dont le prix est en distribution est une compétence* ratione loci, *nullement d'ordre public, à laquelle les parties peuvent valablement renoncer soit expressément, soit tacitement.*

Dès lors, l'exception soulevée de ce chef est non recevable, si elle n'est pas proposée in limine litis.

2° *L'acceptation sans réserves dûment constatée, dans le procès-verbal d'ouverture de l'ordre amiable, par tous les créanciers et autres parties en cause de la compétence du tribunal d'un arrondissement pour la distribution collective de trois prix d'immeubles dépendant d'une même succession et situés dans trois arrondissements différents est régulière, et s'étend à toute la procédure d'ordre, sans qu'il y ait à distinguer entre l'ordre amiable et l'ordre judiciaire qui en est la suite et dont la connaissance appartient à la même juridiction; les parties qui y ont adhéré sont définitivement liées par cette acceptation, sur laquelle elles ne peuvent plus revenir.*

Yvert c. Justin et autres.

Le Tribunal civil de Rouen avait rendu le 10 août 1899 le jugement suivant :

« Attendu que les immeubles dépendant de la succession bénéficiaire de Robert-Hippolyte Justin, en son vivant propriétaire, demeurant à Elbeuf-sur-Seine, où il est décédé le 27 décembre 1897, laissant pour héritiers émancipés Gaston-Robert Justin, le mineur Laurent-Hippolyte Justin, ses deux enfants naturels reconnus, la veuve Barraud, sa sœur germaine, et la dame Nella Laurent, sa légataire en usufruit, ont été vendus à l'audience des criées de ce tribunal du 19 juillet 1898; que ces immeubles situés dans trois arrondiesements différents, ont été adjugés, savoir : l'immeuble d'Etretat (arrondissement du Havre), villa Nelly, à la veuve Barrois pour le prix principal de 15,000 francs; l'immeuble à Paris, rue Chaptal, 23, à une dame veuve Demay pour le prix principal de 140,100 francs; l'immeuble sis à Elbeuf (arrondissement de Rouen), place et rue Saint-Louis, à la dame veuve Cavelier d'Elbeuf, pour le prix de 24,400 francs porté à 30,500 francs, par suite de la surenchère du dixième intervenue suivant jugement de l'audience des saisies immobilières de ce tribunal, en date du 27 avril 1899, prononçant adjudication au profit de la ville d'Elbeuf;

« Attendu que deux adjudicataires ont opéré, à la Trésorerie générale de Rouen, la consignation de leurs prix, la veuve Demay, les 2 mars et 8 juin 1899, et la veuve Barrois, le 20 mars;

« Attendu qu'à la date du 8 février 1899, un ordre a été ouvert au greffe de ce tribunal pour la distribution des prix desdits immeubles, ainsi vendus entre les créanciers hypothécaires de Robert-Hippolyte Justin, *de cujus;*

« Attendu que toutes les parties intéressees, vendeurs, adjudicataires et créanciers inscrits, dûment convoqués, présents ou représentés à la première réunion devant le juge-commissaire, le

17 février suivant, ont déclaré accepter l'ouverture du présent ordre à Rouen et consentir que les trois prix d'immeubles vendus soient distribués par le présent ordre, ce dont il leur a été donné acte par le juge-commissaire ;

« Attendu qu'après divers renvois successifs, les parties ne pouvant se régler amiablement, le juge-commissaire les renvoya le 7 juillet 1899 à l'ordre judiciaire (art. 752 C. pr. civ.), auquel elles ont été sommées par exploit de Challier, huissier à Rouen, commis à cet effet, des 20, 21, 22 et 25 juillet;

« Ces faits exposés :

« Attendu que, par un dire inséré au procès-verbal d'ordre, le 24 juillet 1899, Me Macqueron, avoué, se constituant pour le créancier inscrit Yvert sur la sommation de produire à lui délivrée, déclara s'opposer formellement à ce que l'ordre dont s'agit soit réglé par le Tribunal civil de Rouen en ce qui concernait l'immeuble sis à Paris, rue Chaptal, 23;

« Attendu que tout ordre doit être ouvert devant le tribunal civil de l'arrondissement dans lequel sont situés les immeubles dont les prix doivent être distribués, le Tribunal de la Seine en la cause;

« Attendu qu'en présence de ce dire, le juge-commissaire a renvoyé les parties contestantes et contestées à l'audience de ce jour pour être statué sur leurs prétentions contradictoires;

« Attendu que le contestant Yvert soutient l'incompétence du Tribunal civil de Rouen et proteste contre l'accord intervenu le 17 février 1899, qui ne saurait, en la forme, lui être opposé sérieusement, déclarant que, pour obtenir la jonction des trois ordres, il faudrait une convention formelle de tous les créanciers et qu'on ne peut considérer comme un ordre ce règlement tout amiable que la loi ne qualifie, du reste, que de tentative d'ordre amiable; que l'ordre amiable n'ayant pu se faire, tout disparaît;

« Attendu que Me Laurent, avoué poursuivant l'ordre et de Gaston-Robert Justin et Brugière ès qualités, et Me Alaboissette, avoué de M. Bricou, créancier hypothécaire primant Yvert, sur lequel les fonds peuvent manquer, lui répondent qu'il n'en saurait être ainsi; que la convention du 17 février est valable et obligatoire pour tous ceux qui y ont consenti; qu'Yvert ne peut revenir sur le consentement par lui passé et que sa demande en disjonction doit être rejetée;

« Attendu, tout d'abord, qu'il importe d'observer que le procès-verbal d'ordre amiable a tous les caractères d'un acte judiciaire et tient état; que le juge-commissaire dans l'ordre amiable, bien qu'investi d'une mission de conciliation, n'en conserve pas moins son caractère propre; que, d'ailleurs, le règlement se fait absolument de la même manière et d'après les mêmes principes, qu'il s'agisse d'un ordre amiable ou d'un ordre judiciaire; qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à pareilles objection et fin de non-recevoir;

« Et attendu que les conventions obligent ceux qui les ont faites, à moins qu'elles ne soient contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public ou qu'elles soient prohibées par la loi;

« Attendu que la convention critiquée, par laquelle les créanciers hypothécaires du sieur Justin, décédé, au lieu de faire procéder à trois ordres devant des tribunaux différents, s'entendent pour n'en ouvrir qu'un seul devant un des tribunaux compétents, loin d'être contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public, a pour résultat l'avantage de tous et la bonne administration de la justice; qu'elle simplifie la marche de la procédure, diminue les frais et facilite l'entente entre les créanciers; qu'il doit en être ainsi, surtout en l'espèce, alors que ce sont les mêmes créanciers inscrits sur les trois immeubles et que la contestation élevée par Yvert est absolument dénuée d'intérêt;

« Attendu que, si l'art. 4 de la loi du 14 novembre 1898 dispose que les procédures relatives à la distribution du prix des immeubles seront portées devant les tribunaux respectifs, il n'a en vue, en fixant cette compétence, que l'intérêt des créanciers, mais qu'il ne leur interdit d'aucune sorte de convenir avec tous intéressés, dans le cas où les biens dont les prix sont mis en répartition dépendent d'arrondissements différents, que les prix seront réunis et qu'il ne sera procédé qu'à un seul ordre devant un des tribunaux auxquels la loi attribue la compétence;

« Attendu que l'accord constaté par le juge-commissaire en son procès-verbal du 17 février 1899 est des plus clairs et formels et renferme le consentement de toutes les parties intéressées à la jonction des trois ordres pour être suivis devant ce tribunal;

« Attendu que le contredit formulé par Yvert est des plus mal fondés, doit être dit à tort et rejeté; que, par suite, il y a lieu de le débouter de sa demande en distraction du prix de l'immeuble de Paris, des sommes objet de l'ordre dont est régulièrement et compétemment saisi le Tribunal de Rouen;

« Attendu que Me Théron, avoué de la dame Nella Laurent et joints, vendeurs, et de M. Hue, créancier inscrit, déclare, en leur nom, donner

adjonction aux conclusions de Me Laurent, avoué poursuivant, sur le contredit Yvert; qu'il y a lieu de leur en donner acte;

« Attendu que Me Laurent, avoué des veuves Demay et Barrois, adjudicataires, Me Bourgery, avoué de la veuve Cavelier et de Béranger et Cie, créanciers inscrits, Me Boullié, avoué de Fourcaud ès qualités et de la ville d'Elbeuf, adjudicataires, Me Verneuil, avoué des créanciers hypothécaires Charpentier, déclarent s'en rapporter à justice; qu'il doit leur en être donné acte;

« En ce qui touche James, légataire de la veuve Barraud, décédée, exhérédée par Justin, *de cujus* :

« Attendu que le jugement du 9 mai 1899, signifié le 26 mai suivant, a aujourd'hui, faute d'appel dans les délais, force de chose jugée; que, par suite, il y a lieu de mettre James hors de cause;

« Sur les dépens :

« Attendu qu'anx termes de l'art. 130 C. pr. civ., toute partie qui succombe sera condamnée aux dépens;

« Par ces motifs,

« Donne acte à Me Théron, avoué de la dame Nella Laurent et joints, vendeurs, et de M. Hue, créancier inscrit, de ce qu'il déclare, en leur nom, donner adjonction aux conclusions de Me Laurent, avoué poursuivant, sur le contredit Yvert;

« Donne acte aux veuves Demay et Barrois, adjudicataires et à la veuve Cavelier de ce qu'elles s'en rapportent à justice, ainsi qu'aux parties de Mes Verneuil, Boullié et Petit;

« Met James hors de cause;

« Et faisant droit aux conclusions de Me Laurent, avoué poursuivant et de Me Alaboissette, avoué de M. Bricou, créancier hypothécaire, dit et déclare Yvert mal fondé en son contredit;

« Rejette la demande en disjonction par lui formée tendant à renvoyer devant le Tribunal de la Seine la distribution par voie d'ordre du prix de l'immeuble de la rue Chaptal;

« En conséquence, dit qu'il sera procédé au règlement de l'ordre comprenant les trois prix des immeubles vendus sur une seule et même poursuite devant le Tribunal de Rouen, qui en est saisi;

« Condamne Yvert aux dépens, à l'exception toutefois de ceux de mise en cause de James, lesquels seront supportés en frais privilégiés de poursuite d'ordre;

« Rejette toutes autres fins et conclusions ».

Appel par Yvert. — Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Attendu, en outre, que la compétence attribuée en matière d'ordre au tribunal de la situation des immeubles dont le prix est en distribution est une compétence *ratione loci* nullement d'ordre public, à laquelle les parties peuvent valablement renoncer, soit expressément, soit tacitement; que l'exception soulevée de ce chef est dès lors non recevable, si elle n'est pas proposée *in limine litis*;

Attendu que l'acceptation sans réserves dûment constatée dans le procès-verbal d'ouverture de l'ordre amiable du 17 février 1899 par toutes les parties en cause et notamment par Yvert de la compétence du Tribunal de Rouen pour la distribution collective des trois prix des immeubles dépendant de la succession et situés dans trois arrondissements différents, est régulière, s'étend à toute la procédure d'ordre sans qu'il y ait à distinguer entre l'ordre amiable et l'ordre judiciaire qui en est la suite et dont la connaissance appartient à la même juridiction; que les parties qui y ont adhéré sont définitivement liées par cette acceptation, sur laquelle elles ne peuvent plus revenir;

Par ces motifs et ceux des premiers juges;

Statuant, sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions, tant principales que subsidiaires, de l'appelant, lesquelles sont rejetées comme mal fondées;

Confirme.

M. DELRIEU av. gén. — Mes BAULARD (du barreau de Paris) et MARTIN av.

Note. — I-II. — Sur les deux points : En règle générale, l'ordre doit être ouvert devant le tribunal civil de l'arrondissement dans lequel sont situés les immeubles dont le prix est à distribuer (art. 4, Loi du 14 novembre 1808) : V. Cass. 16 novembre 1885 (Gaz. Pal. 86.1.104 — S. 88.1.259 — D. 86.1.76), et s'il y a plusieurs immeubles vendus qui se trouvent dans des arrondissements différents, il doit y avoir un ordre devant le tribunal de chacun des arrondissements : Cass. 28 février 1842 (S. 42.1. 721 — D. 42.1.276).

Toutefois, on admet généralement que les parties, libres de déroger aux règles de la compétence *ratione personæ*, pourraient désigner d'un commun accord le tribunal devant lequel l'ordre devra être réglé : Garsonnet, Tr. de procédure, p. 490; Bioche, n° 185; Rodière, t. II, p. 347. V. cependant *contrà* : Seligmann, n° 143. Il a été jugé en ce sens que si les immeubles dont les prix sont en distribution sont situés dans des arrondissements différents, les créanciers peuvent valablement convenir que ces prix seront réunis et qu'il ne sera procédé qu'à un seul ordre devant l'un des tribunaux compétents : Caen 23 janvier 1860 (S. 60.2.295 — D. 60.2.173).

TRIBUNAL CIVIL D'AIX

12 mars 1900.

Présidence de M. Montanari-Revest.

CESSION-TRANSPORT. — RETRAIT LITIGIEUX. — PROCÈS. — FOND DU DROIT.

Les difficultés qui n'affectent que les sûretés auxquelles peut avoir droit le créancier, sans porter sur ce droit lui-même, n'impriment point à une créance le caractère de créance litigieuse.

Dès lors, les dispositions de l'art. 1699 C. civ. permettant le retrait litigieux ne s'appliquent point à cette créance.

Martin c. Alessandri.

Le sieur Giraud ayant cédé aux époux Alessandri une créance de 28,000 francs sur le sieur Martin, les époux Alessandri, cessionnaires, adressèrent un commandement au débiteur cédé, Martin. Celui-ci fit opposition à ce commandement et voici le jugement statuant sur son opposition;

LE TRIBUNAL,

Attendu que l'opposition formée par Martin au commandement qui lui a été signifié le 7 octobre 1899 est régulière et qu'il y a lieu de la déclarer recevable;

Au fond:

Attendu que la créance de Giraud acquise par les époux Alessandri suivant acte du 21 février 1899 ne formait pas antérieurement à la cession consentie au profit de ces derniers l'objet d'une instance judiciaire ; que son existence n'était pas incertaine; qu'elle n'était pas contestée au fond, et que, dès lors, elle ne peut être considérée comme litigieuse, au sens voulu par l'art. 1699 C. civ.;

Attendu que les difficultés qui ont surgi à l'occasion de l'emploi des sommes prêtées par Giraud et à la suite du détournement commis par l'ex-notaire Robert, n'ont pas affecté le droit lui-même du créancier et n'ont eu trait qu'aux sûretés auxquelles ce dernier pouvait prétendre; que des contestations de cette nature relatives aux garanties susceptibles d'appartenir à Giraud ne sauraient imprimer à la créance cédée aux époux Alessandri le caractère de créance litigieuse;

Attendu d'ailleurs que la forme suivant laquelle Martin entend user de la faculté de retrait est manifestement contraire aux dispositions de l'art. 1699 précité; qu'en considérant hypothétiquement comme litigieuse la créance des défendeurs sur opposition, les offres de Martin qui ne comprennent ni le remboursement du prix réel de la cession, ni les frais de passation et de signification de ladite cession, ni enfin, les dépens de l'instance jusqu'à la demande en retrait, ne sont pas satisfactoires;

Attendu que dans ces conditions il échet de repousser purement et simplement les prétentions du demandeur sur opposition et, par application de l'art. 130 C. pr. civ., de le condamner aux dépens;

Par ces motifs,

Reçoit Martin en son opposition au commandement qui lui a été signifié le 7 octobre 1899;

Au fond :

L'en déboute, dit qu'il pourra être passé outre aux poursuites commencées;

Condamne Martin aux dépens.

M. COMTE procureur de la République. — Me SAUVET et ABRAM av.

Note. — Il est certain que l'art. 1699 ne s'applique qu'autant que la créance cédée était litigieuse, c'est-à-dire qu'antérieurement à la cession, il y avait procès et que ce procès avait pour objet le fond en droit. V. Trib. com. Seine 17 avril 1895 (Gaz. Pal. 95.1.624).

TRIBUNAL DE PAIX DE SAINT-ÉTIENNE

(CANTON NORD-EST)

20 juin 1900.

Présidence de M. Pelloux.

SÉPULTURE. — POMPES FUNÈBRES. — PRIVILÈGE. — SOCIÉTÉ. — ARRÊTÉ DU MAIRE. — EXCÈS DE POUVOIR.

Est entaché d'excès de pouvoir et, par suite, non obligatoire, l'arrêté du maire qui concède dans une ville à une société désignée le privilège des pompes funèbres.

Min. pub. c. X..., Y..., Z...

LE TRIBUNAL,

Attendu que l'arrêté pris par le maire de Saint-Etienne, le 27 octobre 1898, semble aujourd'hui illégal et, par suite, non obligatoire, n'étant qu'une ratification d'un privilège accordé primitivement par lui et sans droit à la Société départementale des pompes funèbres de Saint-Etienne, actuellement remplacée par une Société des Pompes funèbres dite de Lyon, à laquelle les fabriques et consistoires n'ont rien cédé ni directement ni indirectement;

Attendu que s'il appartenait au maire de Saint-Etienne de décider que les transports des corps se feraient de la façon indiquée en son arrêté, en tant qu'il eût été pris conformément aux prescriptions de l'art. 97 § 4 de la loi du 5 avril 1844, il ne lui était pas permis, même en cas d'abstention des fabriques et consistoires, dont on a demandé et obtenu une cession postérieure à celle antérieurement accordée à tort et sans droits par la municipalité et sans adjudication préalable de leur monopole en faveur d'une

société aujourd'hui disparue, de recourir, pour assurer le monopole à un tiers déjà choisi, désigné et en fonctions, à des mesures incompatibles avec les principes régissant depuis 1791 la liberté du travail et de l'industrie ; qu'il est de jurisprudence constante que les maires ne peuvent, sous prétexte de réglementations, porter atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie, proclamée par l'art. 7 de la loi des 2 et 17 mai 1791 ;

Attendu que l'arrêté susvisé, eût-il été pris sans violer cette liberté, n'en deviendrait pas moins aujourd'hui, par suite de substitution irrégulière de société, entaché d'excès de pouvoir, dès lors, non obligatoire et ne pouvant trouver une sanction dans l'art. 491 C. pén., le monopole, dont le législateur ne reconnaît l'existence qu'en faveur des fabriques et consistoires, ne pouvant être transféré par d'autres à un tiers déterminé, la loi interdisant au concessoire de ce monopole de le rétrocéder en tout ou en en partie à ce tiers, sans autorisation de l'autorité administrative, ce qui n'a pas eu lieu ;

Attendu que, dès lors et après cette cession, l'arrêté du maire de Saint-Etienne (les fabriques et consistoires n'organisant pas elles-mêmes le service des pompes funèbres et en l'absence de toute loi l'autorisant, lui, à créer un monopole au profit d'un tiers) devait se réduire au règlement des conditions dans lesquelles se feraient les transports des corps, toutes fournitures pouvant être faites dans ce cas et librement par toutes les personnes ; qu'admettre le principe de la rétrocession serait assurément aller contre le vœu et l'esprit de la loi, le législateur de l'an XII, en accordant le monopole aux fabriques et consistoires, etc., ayant voulu assurer aux familles elles-mêmes ou à leurs religions respectives le soin des inhumations, à l'exception de tout élément mercantile et étranger ;

Attendu que s'il en était autrement, avec la rétrocession possible et pour ainsi dire indéfinie on serait exposé à voir le culte des morts, que tous du haut en bas de l'échelle sociale professent avec tant de respect, bien amoindri et perdre de son caractère intime et pieux, le jour, où, avec un pareil système, nos morts seraient transportés à leur dernière demeure par des industriels d'outre-Rhin ou d'outre-Manche, par exemple ;

Par ces motifs,

Relaxe les prévenus X..., Y... et Z... plus haut nommés et qualifiés et ce, pour chacun, des contraventions encourues, des frais des poursuites, ainsi que la veuve Mazas, sans amende ni dépens.

Note. — La décision rapportée fait une nouvelle application d'une jurisprudence bien certaine aujourd'hui. V. Cass. 30 mai 1893 (Gaz. Pal. 93.1.530) et la note.

COUR D'APPEL DE PARIS (7e Ch.)

30 mai 1900.

Présidence de M. Ditte.

DESSINS ET MODÈLES DE FABRIQUE.—ÉLÉMENTS CONNUS. — COMBINAISON NOUVELLE. — ASPECT NOUVEAU. — VALIDITÉ DU DÉPÔT. — BONNE FOI (ABSENCE DE).

Sont susceptibles d'être protégés par les dispositions de la loi du 18 mars 1806, des appareils déposés, encore que les différentes parties de ces appareils, prises isolément, puissent être retrouvées dans des appareils existant antérieurement auxdits dépôts, à condition que la réunion de ces divers éléments soit nouvelle, et qu'il en résulte un modèle présentant un cachet spécial, une physionomie particulière, qu'on ne peut confondre avec ce qui se faisait antérieurement.

Il en est spécialement ainsi : 1° Pour les réflecteurs à col et à bords clairs en cristal ondulé, alors que dans les antériorités proposées, si on rencontre un col, ou un bord clair ondulé aucune ne reproduit le réflecteur possédant tout à la fois un col et un bord clair ondulé ; 2° Pour l'ensemble constitué par une tulipe protectrice qui n'est pas nouvelle en elle-même, ajoutée au réflecteur ci-dessus décrit, ensemble à l'encontre duquel le défendeur n'établit aucune antériorité.

2° Le contrefacteur ne saurait exciper de sa bonne foi, lorsqu'il a été formellement averti, et qu'il a continué néanmoins la vente des appareils contrefaits après l'échec d'une tentative de transaction.

Paris c. Duchange.

M. Paris a déposé au secrétariat du Conseil des prudhommes de la Seine en 1896 et 1897 deux modèles de réflecteurs à calotte ordinaire, en verre opaque, avec bord, en cristal ondulé et deux modèles de tulipes forme lanterne.

Il a poursuivi M. Duchange en contrefaçon de ces divers modèles, devant le Tribunal correctionnel de la Seine.

La 11e chambre avait, le 2 juin 1899, rendu le jugement suivant :

« Attendu que Paris a, pour se conformer aux prescriptions de la loi du 18 mars 1806, déposé, à la date du 22 janvier 1896, au secrétariat du conseil des prud'hommes à Paris, deux modèles de réflecteurs à calotte ordinaire en verre opaque avec bords en cristal ondulé, l'un en forme de dôme, l'autre de forme conique ; que, depuis,

dans le même but, il a déposé audit secrétariat le 15 janvier 1897 : 1° un modèle de tulipe forme lanterne à réflecteur mobile; 2° un modèle à tulipe forme œuf à réflecteur mobile;

« Attendu que, prétendant que Duchange a fait fabriquer et vend des réflecteurs qui sont la copie de ceux dont il s'est, au moyen des dépôts ci-dessus, réservé la propriété exclusive, Paris a assigné celui-ci pour se voir faire application, par ce tribunal, des dispositions de la loi susdatée, ainsi que des art. 425 et suiv. C. pén. et 1382 C. civ.;

« Attendu que, sans contester sérieusement la ressemblance entre les réflecteurs par lui vendus et ceux revendiqués par Paris, Duchange prétend que la poursuite intentée par celui-ci manque de base, par ce motif que les appareils déposés n'offriraient aucun caractère de nouveauté et auraient été dans le domaine public antérieurement aux dépôts susdatés;

« Mais, attendu que Duchange ne rapporte pas la preuve de cette prétention; que si, en effet, les documents par lui produits révèlent que les différentes parties dont se composent les appareils déposés par Paris, prises isolément, peuvent être retrouvées dans des appareils existant antérieurement auxdits dépôts, il n'en est pas moins vrai que la réunion de ces divers éléments, telle que l'a faite Paris, est nouvelle et qu'il en est résulté un modèle présentant un cachet spécial, une physionomie particulière, qu'on ne peut confondre avec ce qui se faisait antérieurement, et susceptible dès lors d'être protégé par les dispositions de la loi du 18 mars 1806; qu'en effet, les modèles ayant fait l'objet du premier dépôt susdaté se réfèrent à des réflecteurs à cols et à bords clairs en cristal ondulé;

« Attendu qu'au contraire, aucune, dans les antériorités proposées parmi les réflecteurs à cols, ne comprend le bord clair en cristal ondulé, dont l'adjonction donne précisément aux appareils revendiqués un aspect tout spécial; qu'à la vérité cet assemblage, composé d'une calotte opaque et d'un bord en cristal, avait été auparavant appliqué à la lumière électrique, alors que les modèles de Paris ont été faits en vue de l'éclairage au gaz et à l'huile, mais que les nécessités mêmes résultant de cette application nouvelle, ont amené Paris à donner à ses réflecteurs une forme différente de celle des appareils servant à l'électricité;

« Attendu qu'en effet ces derniers sont fermés à leur partie supérieure par une griffe, tandis que ceux de Paris présentent à cette partie supérieure une ouverture pratiquée pour le passage du verre, laquelle ouverture se termine par un col, lequel n'existe pas non plus dans les réflecteurs pour lumière électrique; qu'enfin, les modèles qui ont fait l'objet du deuxième dépôt susdaté, comprennent le même réflecteur que ci-dessus, auquel a été ajouté une tulipe; qu'en ce qui concerne le réflecteur, il vient d'être établi qu'il a droit à la protection de la loi (que pour la tulipe, s'il est certain qu'en elle-même elle ne représente pas une nouveauté, il en est autrement de l'ensemble constitué par son adjonction au réflecteur ci-dessus décrit, ensemble à l'encontre duquel le défendeur n'établit aucune antériorité;

« Attendu que les réflecteurs mis en vente par Duchange, dont des exemplaires, reconnus par celui-ci, ont été produits au tribunal, ne présentent avec ceux de Paris que des différences insignifiantes; qu'ils sont composés des mêmes éléments : calotte opaque avec col, bord en cristal ondulé, tulipe, et offrent le même aspect général; qu'ils sont sinon la copie, du moins l'imitation certaine de ces derniers; que le défendeur ne saurait être admis à exciper de sa bonne foi, ayant été formellement averti par Paris et ayant continué la vente desdits appareils après l'échec d'une tentative de transaction;

« Par ces motifs,

« Déclare Duchange convaincu d'avoir, depuis moins de trois ans, à Paris, mis en vente des réflecteurs qui sont la contrefaçon des modèles de fabrique appartenant à Paris et C^ie^, délit prévu et puni par les art. 425, 426, 427 C. pén.;

« Faisant application de ces articles, dont lecture a été donnée par le président,

« Condamne Duchange à 100 francs d'amende;

« Et statuant sur les conclusions de la partie civile,

« Attendu que, par suite de ces faits, Duchange a causé à Paris et C^ie^ un préjudice dont il leur doit réparation; que le tribunal a les éléments suffisants et nécessaires pour l'apprécier;

« Condamne Duchange, par toutes voies de droit et même par corps, à payer à Paris et C^ie^ la somme de 1,000 francs à titre de dommages-intérêts;

« Ordonne la confiscation des objets contrefaits;

« Les condamne, en outre, aux dépens;

« Déclare Paris et C^ie^ mal fondés dans le surplus de leurs fins et conclusions, les en déboute;

« Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps, s'il y a lieu de l'exercer pour le recouvrement de l'amende, des dommages-intérêts et des dépens;

« Déclare Duchange mal fondé en sa demande

reconventionnelle en 5,000 francs de dommages-intérêts pour abus de citation ;

« L'en déboute et le condamne aux dépens d'icelle. »

Sur appel interjeté par M. Duchange, la cour a statué ainsi :

La Cour,

Statuant sur l'appel interjeté par Duchange et le ministère public du jugement en date du 2 juin 1899 et sur les conclusions déposées ;

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Considérant toutefois qu'en raison des circonstances de la cause, il échet de diminuer le chiffre de l'amende et de ramener à 200 francs la somme de dommages-intérêts trop élevée accordée par le tribunal à la partie civile, somme qui est jugée par la cour l'exacte réparation du préjudice souffert par Paris et Cie ;

Par ces motifs,

Réduit à 16 francs le chiffre de l'amende ; ramène à 200 francs les dommages-intérêts que Duchange est condamné à payer à la partie civile ;

Décharge d'autant le prévenu ;

Et, pour le surplus,

Déboute les parties respectivement de toutes autres et plus amples conclusions comme mal fondées, et ordonne qu'au résidu le jugement entrepris sortira son plein et entier effet ;

Condamne Duchange aux dépens d'appel ;

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps ;

Déclare la partie civile tenue des frais envers l'Etat, sauf son recours de droit.

M. Seligmann av. gén. — Me Michel Pelletier, pour MM. Paris et Cie et Me Allart, pour M. Duchange.

Note. — La loi du 28 mars 1806 ne protège les dessins et modèles de fabrique qu'autant qu'ils sont nouveaux, mais il est évident qu'on ne saurait exiger une nouveauté absolue et complète.

Les divers éléments dont se compose un dessin ou un modèle de fabrique peuvent fort bien ne présenter séparément rien d'original, mais leur agencement, la disposition particulière de ces divers éléments connus, leurs proportions peuvent constituer une création nouvelle présentant un cachet spécial, une physionomie particulière. C'est dès lors une œuvre personnelle, nouvelle, susceptible d'une propriété exclusive.

La doctrine est unanime à le reconnaître. V. Alcan, Prop. ind., n° 187 ; Michaud, Prop. ind., n° 187 ; Pouillet, Dess. de fab., n° 38 ; Vaunois, Dess. et mod., n° 89 ; Ducreux, Dess. et mod., 29.

La jurisprudence est en ce sens : Trib. Seine 7 juin 1843 (D. 43.2.135) ; Trib. com. Seine 31 août 1884 (Ann. 88.151) ; Douai 24 mai 1887 (Ann. 88.153) ; Rouen 18 janvier 1892 (Ann. 94.40.)

Lorsque la nouveauté du dessin résulte de la réunion, de la combinaison d'éléments connus, les tribunaux ne sauraient résoudre la question de nouveauté qu'à la condition d'apprécier non seulement les éléments isolés, mais leur ensemble : Cass. 1er mai 1880 (Ann. 81.174).

C'est d'ailleurs ce que fait l'arrêt rapporté, sur lequel il y a lieu, croyons-nous, de faire au moins une réserve. Le jugement, dont l'arrêt s'approprie les motifs, constate en effet que l'assemblage composé d'une calotte opaque et d'un bord en cristal, avait été auparavant appliqué à la lumière électrique, mais que les modèles déposés ayant été faits en vue de l'éclairage au gaz ou à l'huile, les nécessités même résultant de cette application nouvelle ont amené Paris à donner à ses réflecteurs nne forme différente de celle des appareils servant à l'électricité.

En effet, ceux-ci sont fermés à leur partie supérieure par une griffe, les modèles déposés ont une ouverture assez large pour laisser passer le verre, et cette ouverture se termine par un col.

Or, si le changement de forme n'a été imaginé que pour obtenir un résultat industriel, ainsi qu'il paraît être dans notre espèce, ce n'est plus la loi de 1806, mais celle de 1844 qui aurait dû protéger l'invention.

II. — Sur le deuxième point : En notre matière, la bonne foi est exclusive du délit de contrefaçon. Elle est toujours présumée, à l'encontre de ce qui a lieu pour la contrefaçon des brevets d'invention et des œuvres littéraires et artistiques.

Toutefois, la jurisprudence est assez divisée et les auteurs sont loin d'être d'accord. Les uns (Pouillet, Dess. et mod. de fab., n° 144 ; Philippon, Dess. et mod. industriels, p. 173) admettent la présomption de bonne foi, tout en reconnaissant qu'il sera fort difficile de prouver la mauvaise foi ; — pour d'autres, l'exception de bonne foi ne doit jamais être admise (Ruben de Couder, v° Dess. de fab., n° 99 ; Blanc, p. 363 ; Renouard, Droit d'auteur, t. II, p. 15, Calmels, n° 483).

La jurisprudence, dont les divergences s'expliquent par les circonstances de chaque espèce, déclare que le contrefacteur ne peut être condamné que si son intention délictueuse est établie ; mais cette intention peut résulter des faits mêmes relevés à sa charge. En un mot, on ne doit pas admettre aisément l'exception de bonne foi. V. Cass. 21 décembre 1888 (Ann. 1889, p. 185 — S. 90.1.562). — *Adde* : Vaunois, Dess. et mod., nos 293 et suiv., Ducreux, Dess. et mod., nos 87 et suiv.

227-228-229

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

13 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° PREUVE (EN GÉNÉRAL). — PREUVE CONTRE LE CONTENU AUX ACTES. — LIBÉRATION. — QUITTANCES. — PREUVE TESTIMONIALE. — PRÉSOMPTIONS. — DOL. — FRAUDE.

2° DOMMAGES-INTÉRÊTS. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE. — ABUS DE BLANC-SEING. — FAUSSE QUALIFICATION. — BONNE FOI. — REJET.

1° *Il est de principe que la règle, prohibitive de la preuve par témoins ou par présomptions contre et outre le contenu aux actes, posée dans l'art. 1341 C. civ., reçoit exception, alors*

que la convention ou l'acte qui la constate, est argué de nullité comme entaché de dol ou de fraude, la partie victime du dol n'ayant pas pu s'en procurer une preuve écrite.

Par suite, l'arrêt qui, pour écarter la preuve de la prétendue libération du débiteur, résultant de quittances produites par celui-ci, se fonde sur ce que non seulement ces quittances portent, en elles-mêmes, la trace de la fraude, mais encore sur ce qu'il résulte, tant des invraisemblances relevées dans les explications fournies par ledit débiteur lui-même dans une comparution personnelle, que d'une enquête à laquelle il a été procédé sur certains faits articulés par le créancier, que lesdites quittances ont été surprises par fraude à la bonne foi de ce dernier, ne viole point ladite règle, et contient, au contraire, une appréciation souveraine, échappant au contrôle de la Cour de cassation.

Les juges du fond motivent suffisamment, en ce cas, le rejet d'une demande reconventionnelle en dommages-intérêts formée par le débiteur et fondée sur la fausseté d'une allégation de prétendu abus de blanc-seing, portée contre lui par le créancier, lorsqu'ils déclarent que si celui-ci a d'abord, il est vrai, parlé d'abus de blanc-seing pour soutenir depuis que les reçus produits avaient été obtenus de lui par dol et par fraude, il s'était ainsi seulement servi d'un terme, dont il ne comprenait pas la portée, mais avait, en fait et en réalité, toujours entendu soutenir, comme il l'avait d'ailleurs prouvé, que lesdits reçus qu'on lui avait fait signer par fraude, ne contenaient pas la vérité sur les versements qu'ils constataient, et ne correspondaient pas aux sommes par lui réellement reçues, et les seules dont il ait voulu donner quittance.

Tauzède c. dame Delsol.

LA COUR,

Vu la connexité, joint les pourvois et statuant par un seul arrêt ;

Sur le premier moyen de l'un et l'autre pourvoi, tiré de la violation des art. 1315, 1116, 1118, 1341, 1348 C. civ., 252 et 253 C. pr. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il est de principe que la règle posée dans l'art. 1341 C. civ. reçoit exception alors que la convention ou l'acte qui la constate est argué de nullité comme entaché de dol ou de fraude, la partie victime du dol n'ayant pas pu s'en procurer une preuve écrite ;

Attendu qu'il en était ainsi dans l'espèce actuelle où la défenderesse éventuelle se plaignait de ce que les reçus produits par le demandeur et dont ce dernier prétendait faire résulter sa libération ont été surpris à la bonne foi de ladite défenderesse qui demandait une enquête pour justifier son allégation ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt interlocutoire que les faits par elle offerts en preuve, rapprochés des déclarations des parties dans leur comparution personnelle et des documents de la cause, sont susceptibles de produire des présomptions graves, précises et concordantes de nature à établir le fait allégué ;

Attendu que les enquêtes ayant eu lieu, l'arrêt définitif a déclaré que non seulement les reçus produits portent en eux-mêmes la trace de la fraude, mais que cette fraude s'induit aussi des invraisemblances relevées dans les explications fournies personnellement par le demandeur ; qu'appréciant ensuite le résultat des enquêtes, le juge du fond a déclaré que lesdits reçus avaient été surpris par fraude à la bonne foi de la défenderesse éventuelle ;

Attendu que cette appréciation souveraine échappe au contrôle de la Cour de cassation, et qu'en admettant la preuve testimoniale dans les circonstances précitées, l'arrêt attaqué, d'ailleurs régulièrement motivé, loin de violer aucun des textes invoqués, n'a fait, au contraire, qu'une exacte application des règles de la matière ;

Sur le second moyen, commun aux deux pouvoirs et tiré de la violation des art. 1382 C. civ., 406 et 408 C. pén. et 7 de la lei du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il résulte de l'arrêt définitif que, si la défenderesse a parlé d'abord d'abus de blanc-seing pour soutenir depuis que les reçus litigieux avaient été obtenus par dol et par fraude, elle s'était servie d'un terme, dont elle ne comprenait pas la portée, mais que ce qu'elle a toujours soutenu, c'est que le demandeur lui avait fait signer des reçus ne contenant pas la vérité sur les versements qu'ils constatent et ne correspondant nullement aux sommes qu'elle a touchées, en réalité, les seules dont elle ait voulu donner quittance ;

Attendu que ces allégations ayant été vérifiées et la prétention de la défenderesse éventuelle ayant été accueillie par le juge du fait, l'arrêt attaqué a pu, sans avoir besoin d'être appuyé sur d'autres motifs, rejeter comme non justifiées les conclusions du demandeur tendantes à une allocation de 5,000 fr. à titre de dommages-intérêts ; qu'en statuant ainsi, ledit arrêt a pleinement satisfait aux prescriptions des autres textes invoqués ;

Sur le troisième moyen, pris de la violation et fausse application des art. 130 et 133 C. pr. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que l'arrêt interlocutoire attaqué de ce chef par le pourvoi n'accorde nullement la distraction des dépens à l'avoué de la défenderesse éventuelle, mais qu'il se borne à lui donner acte de son affirmation qu'il a avancé les frais pour sa partie ; d'où il suit que ce moyen manque, par le fait qui lui sert de base ;

Rejette les pourvois formés par Tauzède contre

les arrêts rendu par la Cour d'Agen les 10 février 1897 et 22 juin 1898.

MM. Loubers rapp.; Mérillon av. gén. — Me Gault av.

Note. — I. — Sur le premier point, en ce qui concerne l'admissibilité de la preuve testimoniale ou par présomptions, dans tous les cas, quelle que soit la valeur du litige, et même pour prouver contre et outre le contenu aux actes, lorsqu'il y allégation de dol ou de fraude : la question en jurisprudence ne fait aucune difficulté. V. notamment Cass. 12 mars 1860 (S. 60.1.793 — J. du P. 61. 285 — D. 60.1.132); 28 juin 1881 (S. 82.1.105 — J. du P. 82.1.236 — D. 82.1.161).

II. — Sur le deuxième point : Si, en qualifiant d'abus de blanc-seing les manœuvres dolosives auxquelles elle avait succombé, la demanderesse s'était trompée, les manœuvres alléguées n'en avaient pas moins existé avec un caractère, sinon délictueux, du moins frauduleux, et c'est, dès lors, à bon droit que les juges du fond, qui avaient reconnu qu'il en était ainsi, avaient refusé de prononcer contre elle une condamnation à des dommages-intérêts, comme si elle eût fait à son adversaire un procès injuste.

COUR D'APPEL DE PARIS (1re Ch.)

11 avril 1899 et 18 mai 1900.

Présidence de M. Lefebvre de Viefville.

(DEUX ARRÊTS)

RENTE VIAGÈRE. — CONSTITUTION A TITRE ONÉREUX. — VERSEMENT D'UN CAPITAL EN ARGENT. — CONTRAT RÉEL. — DÉCÈS DU CRÉDI-RENTIER DANS LES VINGT JOURS. — ART. 1975 C. CIV. — POINT DE DÉPART DU DÉLAI. — MALADIE MORTELLE. — PREUVE.

La constitution d'une rente viagère contre la dation en paiement d'un immeuble ou d'un objet mobilier déterminé peut être assimilée à une vente et constitue, par suite, un contrat consensuel (1er arrêt).

Mais il n'en est pas de même de la constitution d'une rente viagère contre le paiement d'une somme d'argent : ce contrat, étant expressément rangé par l'art. 1914 C. civ. parmi les prêts à intérêts, est un contrat réel (id.)

Il ne peut devenir un contrat consensuel qu'au cas où les parties en sont expressément convenues et ont stipulé que le versement du capital par le crédi-rentier serait différé, sans que l'accord définitif sur la constitution de la rente lui demeure subordonné. (Id.)

C'est donc, en dehors du cas de cette stipulation particulière, seulement à partir du versement des fonds par le crédi-rentier que le contrat est formé et que commence à courir le délai de vingt jours avant l'expiration, lequel, le décès du crédi-rentier survenant d'une maladie dont il était atteint au moment de la date du contrat, empêche, aux termes de l'art. 1975 C. civ., ledit contrat de produire effet. (Id.)

2° *Lorsque le crédi-rentier est décédé dans les vingt jours de la constitution de la rente, c'est à ses héritiers, qui invoquent l'art. 1975 C. civ. pour faire déclarer le contrat caduc, à établir qu'il était déjà atteint au moment dudit contrat de la maladie à laquelle il a succombé* (1er arrêt).

Mais cette preuve est rapportée d'une façon satisfaisante pour l'application dudit article, lorsqu'il est établi que le décès du crédi-rentier dans ledit délai a eu pour cause le retour à l'état aigu d'une maladie chronique (bronchite chronique dans l'espèce), dont il souffrait à la date du contrat (2e arrêt).

Consorts Delaporte
c. Compagnie d'Assurances générales.

Le 19 mars 1896, le Tribunal civil de la Seine (3e Ch.) avait rendu le jugement suivant:

« Attendu que la dame Jenny Le Bant, épouse Delaporte, agissant en qualité de seule et unique héritière de Louis Le Bant, son frère, décédé le 10 janvier 1894, réclame à la Compagnie d'assurances générales sur la vie le remboursement d'une somme de 105,063 francs, capital constitutif d'une rente viagère de 8,000 francs par an, que le susnommé s'était constituée auprès de ladite compagnie; qu'elle base sa réclamation sur la disposition de l'art. 1975 C. civ., aux termes duquel : « ne produit aucun effet le con- « trat par lequel la rente a été créée sur la tête « d'une personne atteinte de la maladie dont elle « est décédée dans les vingt jours de la date du « contrat » ; qu'elle soutient en droit que la constitution d'une rente viagère, moyennant une somme d'argent, est, en principe, un contrat réel, qui exige la tradition pour transférer à celui qui s'engage à servir les arrérages la propriété du capital promis en échange, et en conclut que le contrat litigieux n'a été définitivement formé entre les parties que le 31 décembre 1893, date à laquelle Le Bant a achevé de verser à la Compagnie des assurances générales la somme qu'il s'était obligé à lui remettre; qu'en fait elle prétend établir d'ores et déjà, à l'aide de documents qu'elle verse au débat, que Le Bant était alors atteint de la maladie à laquelle il a succombé le 10 janvier suivant, et subsidiairement demande à faire dans la forme des enquêtes ordinaires la preuve des faits suivants : 1° en avril 1893, Le Bant avait été atteint

d'une grave maladie pulmonaire; 2° il n'était qu'imparfaitement guéri de cette maladie, continuait à tousser, était très oppressé, ses crachats étaient mêlés de sang; 3° dès le 13 décembre 1893, des symptômes plus alarmants auraient été remarqués, la maladie avait pris un caractère aigu; 4° le 1er janvier 1894, étant sorti pour chasser, il fut contraint de s'asseoir; un fermier vint à son aide et le reconduisit chez lui; 5° il est mort le 10 janvier 1894 au matin, d'une maladie pulmonaire;

« Attendu que la Compagnie d'assurances générales repousse la prétention de la demanderesse, en soutenant que la constitution d'une rente viagère n'est qu'un contrat consensuel, qui, dans l'espèce, est devenu parfait par le complet accord des parties dès le 11 décembre 1893, c'est-à-dire plus de vingt jours avant le décès du crédirentier; qu'elle prétend d'ailleurs que, même dans l'hypothèse où l'opinion contraire serait consacrée par le tribunal, les éléments de la cause justifieraient, dès à présent, sans qu'il y eût lieu d'ordonner l'enquête sollicitée, que Le Bant n'était point atteint, le 31 décembre 1893, de la maladie dont il est mort dix jours plus tard;

« Sur le premier point :

« Attendu qu'il résulte de la correspondance échangée entre Le Bant et Nouvel de la Flèche, agent de la Compagnie des assurances générales à Quimper, qu'après de longs débats sur le chiffre de la rente et sur le montant du capital à verser, les parties s'étaient mises entièrement d'accord à cet égard le 11 décembre 1893, la rente étant fixée à 8,000 francs et le capital à 102,000 francs; qu'en effet, à cette date, le premier écrivait au second : « Il résulte donc des termes de votre « lettre que votre compagnie a agréé ma proposi« tion et que c'est une affaire entendue et en « ordre entre elle et moi » ;

« Mais attendu que le contrat de rente, viagère ou perpétuelle, est un contrat réel, quand, pour prix de la constitution, le crédi-rentier fournit une somme d'argent; qu'il ne devient parfait que par le paiement du capital convenu, et que l'obligation du constituant naît de l'aliénation même de ce capital reçu par lui;

« Attendu que la compagnie semble s'être inspirée de cette doctrine, en faisant usage, pour la passation de tels contrats, de polices imprimées mentionnant le versement du capital et en donnant quittance, sans qu'aucun acte préalable intervienne jamais, pour constater le concours des volontés, en fixant les conditions de paiement;

« Attendu, en conséquence, qu'il convient de s'attacher uniquement à la date du 31 décembre 1893;

« Attendu qu'il importe de rechercher si, à cette date, Louis Le Bant était atteint de la maladie qui a eu un dénouement fatal le 10 janvier 1894;

« Attendu qu'il résulte des documents versés au débat, qu'au cours des mois de septembre, octobre, novembre, décembre 1893, il n'a cessé d'entretenir une correspondance des plus actives avec Nouvel de la Flèche, proposant combinaison sur combinaison, discutant pied à pied les conditions qui lui étaient soumises, et après l'accord établi, pressant la conclusion de l'opération; que, le 4 décembre, il ajourne un rendez-vous à cause d'une partie de chasse qui l'oblige à s'absenter; que, le 14 décembre, il avise l'agent de la compagnie d'une entrevue qu'il a eue avec le directeur de la succursale de la Banque de France, à Brest;

« Attendu qu'on ne justifie pas, à la vérité, s'il s'est rendu dans cette ville, mais que le 21, il annonce formellement qu'il en revient et y a hâté la réalisation de ses titres; que, le 28, il accuse réception d'une lettre qui lui est parvenue « la veille » au moment de son départ pour la chasse; que les 29, 30 et 31, il n'envoie pas moins de trois télégrammes à Nouvel de la Flèche, afin de confirmer qu'il l'attend pour la signature de l'acte; qu'enfin le 1er janvier 1894, il lui adresse une dernière lettre d'une écriture ferme et sûre, pour lui annoncer l'envoi de certaines pièces;

« Attendu qu'il est constant que, ce même jour, il part pour la chasse, et en revient malade; mais qu'il est incontestable que, jusqu'à ce moment, il n'avait cessé pendant quatre mois de vaquer à ses affaires et de se livrer à ses plaisirs;

« Attendu que, dans ces circonstances, on ne saurait admettre qu'il était envahi, le 31 décembre, par la maladie pulmonaire, à laquelle il a succombé dix jours après; qu'il ressort, il est vrai, des certificats délivrés à la demanderesse par deux médecins, que Le Bant était d'un tempérament pléthorique, prédisposé aux congestions, qu'il avait été atteint en avril précédent d'une grave bronchite grippale, qui lui avait laissé de la toux et de l'oppression; qu'aux termes de ces attestations, il serait demeuré sous le coup d'une affection chronique, dont les symptômes se seraient accusés dans la dernière semaine de décembre; mais que les faits ci-dessus relatés démentent de telles appréciations;

« Attendu que, quelle que fût la gravité de l'indisposition antérieure, elle ne peut, en raison

de sa nature, apparaître comme la première manifestation d'une maladie à évolution, suivant son cours latent pendant quatre mois consécutifs, et devant nécessairement aboutir à la mort par son développement final ; qu'un semblable diagnostic est absolument inconciliable avec l'existence menée par Le Bant, homme robuste de cinquante-quatre ans, qui avait pu garder, sans doute, de sa première bronchite, une certaine sensibilité des organes respiratoires, mais avait conservé les forces nécessaires à des voyages fréquents, à des habitudes actives et aux exercices fatigants de la chasse ;

« Attendu qu'en l'état, l'art. 1975 C. civ. ne peut trouver son application dans la cause ; que le législateur a manifestement voulu que l'aléa, qui est de l'essence des constitutions de rentes viagères, subsistât au moment du contrat, le capital reçu par le débiteur des arrérages étant l'équivalent de la chance de perdre ;

« Attendu que, dans l'espèce, la chance de perte existait tout entière, rien ne pouvant faire prévoir, ni dans la pensée du constituant, ni dans la réalité des choses, le décès prématuré du crédirentier ;

« Attendu que, par suite de ce qui précéde, il n'échet de s'arrêter aux faits articulés, lesquels ne sont pas pertinents ou sont dès à présent controuvés ;

« Par ces motifs,

« Déclare la dame Delaporte mal fondée en sa demande, l'en déboute ; et la condamne, en outre, aux dépens. »

La dame Delaporte, et ses enfants à raison de la communauté de biens ayant existé entre ladite dame et son mari, décédé depuis le jugement précité, ont interjeté appel.

1er arrêt. — 11 avril 1899.

Le 11 avril 1899, avant dire droit, au fond, la Cour de Paris avait rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Donne acte à la veuve Delaporte et consorts de leur reprise d'iustance, régulière en la forme et non contestée ;

Et considérant que, si la constitution d'une rente viagère, contre la dation en paiement d'un immeuble ou d'un objet mobilier déterminé, peut être assimilée à une vente et constitue, par suite, un contrat consensuel, il n'en est pas de même de la constitution d'une rente viagère, contre le paiement d'une somme d'argent ; que ce contrat est expressément rangé par l'art. 1914 C. civ. parmi les prêts à intérêts ; qu'il est, par suite, un contrat réel, et ne peut devenir un contrat consensuel, qu'au cas où les parties en sont expressément convenues et ont stipulé que le versement du capital par le crédirentier serait différé, sans que l'accord définitif sur la constitution de rente lui demeure subordonné ;

Considérant qu'il ne résulte ni des termes de la lettre de Le Bant, en date du 6 décembre 1893, produite par la compagnie, ni d'aucun des documents versés aux débats, que telle ait été l'intention des parties ; qu'au cours des négociations engagées entre Le Bant et le représentant accrédité de la compagnie, la constitution de la rente viagère apparaît toujours comme subordonnée au paiement préalable du capital convenu ;

Considérant que si la jouissance de la rente est fixée, non au 30 décembre 1893, date de l'acte définitif, mais au 29 décembre du même mois, cette circonstance n'est, en réalité, qu'un avantage fait à Le Bant, dans le but de déterminer son consentement en lui faisant toucher une légère prime le jour de la signature ; que, la date de la constitution de rente faisant courir le délai de vingt jours de l'art. 1975, n'est donc autre, en fait comme en droit, que celle du 30 décembre ; qu'elle est postérieure au versement des fonds nécessaires pour la conclusion du contrat ; qu'elle a d'ailleurs été précisée par les parties elles-mêmes, signataires à cette date ; qu'il reste seulement à rechercher, en fait, si Le Bant, décédé le 10 janvier 1894, dans le délai de vingt jours après la constitution de la rente viagère, a succombé à une maladie dont il était déjà atteint à la date dudit contrat, soit au 30 décembre 1893, que sur ce point, la religion de la cour n'est pas suffisamment éclairée ; que les faits articulés sont pertinents et admissibles ;

Par ces motifs,

Dit que Le Bant est décédé le 10 janvier 1894 dans les vingt jours de la constitution de la rente viagère à lui consentie le 30 décembre 1893 par la Compagnie d'assurances générales ;

Déclare la compagnie d'assurances mal fondée dans ses conclusions, tendant à reporter à une date autre que celle du 30 décembre 1893 le contrat de rente viagère, passé par elle avec Le Bant ;

Déclare pertinents et admissibles les faits articulés par les héritiers de Le Bant, à l'effet de prouver que Le Bant, lors de la constitution de la rente viagère, étant déjà atteint de la maladie dont il est mort et ainsi conçus : 1° en avril 1893, Le Bant avait été atteint d'une grave maladie pulmonaire, qui a persisté chez lui à l'état chronique et dont l'existence s'est jusqu'à la fin manifestée chez lui par des symptômes non équivoques et non interrompus, toux fréquente, oppression, crachats mêlés de sang ; 3° dès le 20 décembre 1893, des symptômes plus alarmants avaient été remarqués, et la maladie pulmonaire dont il était atteint avait pris le caractère aigu ; 4° le 1er janvier 1894, ayant voulu néanmoins chasser, malgré l'état de maladie et de faiblesse dans lequel il se trouvait, il fut contraint, au bout de peu de temps, de s'asseoir ; il toussait beaucoup, crachait

le sang, succombait à l'oppression; un fermier dut venir à son aide, et le reconduire chez lui; 5° à partir de ce moment, l'état aigu n'a fait qu'empirer et le 10 janvier 1894, au matin, Le Bant est mort d'une maladie pulmonaire, bronchite généralisée avec congestion et œdème des poumons; 6° les médecins, qui ont été appelés auprès de Le Bant, à ses derniers moments, et ont été appelés à se prononcer sur le cas de son décès, ont tous déclaré que la maladie à laquelle il a succombé n'était que le retour à l'état aigu de la bronchite chronique dont il était atteint, et qui, l'ayant envahi en avril 1893, ne l'a jamais quitté depuis lors et s'est généralisée;

Ordonne que la preuve de ces faits sera produite devant M. le conseiller Chrétien à ce commis pour les témoins à citer à Paris, s'il échet;

Donne commission rogatoire à M. le président du Tribunal de première instance de Châteaulin, ou à tout autre magistrat qui sera par lui désigné, pour l'audition des témoins à entendre à Châteaulin;

La preuve contraire étant réservée;

Infirme, dans toutes dispositions ou condamnations contraires au présent arrêt, le jugement dont est appel;

Ordonne la restitution de l'amende;

Dépens réservés.

M. JAMBOIS subst. du proc. gén. — Mes Alfred DUPARCQ et DU BUIT av.

2e arrêt. — 18 MAI 1900.

Après qu'il eut été procédé aux enquête et contre-enquête ordonnées par l'interlocutoire ci-dessus, les parties sont revenues devant la cour qui a rendu l'arrêt définitif, dont la teneur suit :

LA COUR,

Statuant définitivement sur l'appel du jugement du Tribunal civil de la Seine du 19 mars 1896:

Considérant qu'il résulte de l'arrêt précédemment rendu le 11 avril 1899, que Le Bant a contracté avec la Compagnie d'assurances générales, le 30 décembre 1893, un contrat de rente viagère; qu'il est décédé le 10 janvier 1894, et que la seule question actuellement litigieuse est celle de savoir si, lors de la constitution de la rente viagère, Le Bant était déjà atteint de la maladie, dont il est mort moins de vingt jours après la conclusion du contrat;

Considérant que les témoins, entendus dans l'enquête faite à Chateaulin en vertu de la commission rogatoire, établissent qu'au mois d'avril 1893, Le Bant a failli périr des suites d'une bronchite grave (1er et 2e témoins de l'enquête, 8e et 9e témoins de la contre-enquête) dont il ne s'est jamais guéri complètement; que, trois mois avant sa mort, il crachait fréquemment du sang, et ne pouvait se servir d'un mouchoir sans qu'il devînt sanguinolent (9e et 12e témoins); que trois semaines avant sa mort, une rechute, plus grave que les précédentes, vint aggraver l'état de santé de Le Bant (9e témoin de l'enquête, 5e de la contre-enquête); que le 27 décembre 1893, trois jours avant la signature de l'acte, Le Bant était dans un état de souffrance caractérisé (4e témoin); que si, néanmoins, Le Bant qui, d'après l'expression du cinquième témoin, aurait chassé jusqu'à sa mort, a continué à se livrer à son plaisir favori jusqu'aux derniers jours de sa vie, il résulte des explications fournies à la cour et du récit de ses compagnons de chasse qu'il ne faisait à pied que des parcours limités, et se faisait placer fréquemment sur le siège pendant que les chiens chassaient;

Considérant enfin que le certificat du docteur Ely atteste que la maladie, à laquelle Le Bant a succombé, n'était point une affection intercurrente, mais bien le retour à l'état aigu de la maladie chronique, dont souffrait le malade; que le docteur Le Jollec atteste que, le 1er janvier 1894, Le Bant était assez gravemont atteint pour qu'il dût renoncer à la chasse qu'il avait préparée; que de cet ensemble de faits, de témoignages et certificats, il ressort clairement que Le Bant, lors de la conclusion de l'acte, était déjà atteint du mal auquel il a succombé quelques jours après; que l'aléa légal, nécessaire pour la validité d'un contrat de rente viagère, n'existait donc point dans les termes du Code civil; qu'il y a lieu à l'application des dispositions de l'art. 1975; qu'il n'est justifié par les appelants d'aucun préjudice spécial;

Par ces motifs,

Infirme le jugement du 19 mars 1896:

Déclare le contrat de rente viagère intervenu entre Le Bant et la Compagnie d'assurances générales, caduc par application des dispositions de l'art. 1975 C. civ.;

Condamne en conséquence ladite compagnie à payer à titre de restitution aux consorts Delaporte, héritiers de Le Bant, la somme de 105,063 fr. 20, montant des sommes versées par Le Bant avec intérêts à partir du 31 décembre 1893.

MM. BLONDEL subst. du proc. gén. — Mes Alfred DUPARCQ et DU BUIT av.

Note. — I. — Sur le premier point : La distinction que pose le premier des arrêts que nous venons de reproduire, relativement à la nature du contrat de constitution de rente viagère, contrat assimilable à une vente, *consensuel*, par conséquent, dit cet arrêt, quand la rente est constituée moyennant la dation en paiement d'un immeuble ou d'un objet mobilier déterminé, contrat participant de la nature des prêts à intérêt, *réel* comme ces contrats, quand la rente est constituée moyennant le paiement d'une somme d'argent, est enseignée par un grand nombre d'auteurs. M. Baudry-Lacantinerie, Précis de droit civil, t. III, p. 557, est de ceux-là, et s'exprime, en effet, à cet égard, dans les termes suivants : « Lorsque la rente viagère est constituée, moyennant une somme d'argent, par exemple, je vous donne 10,000 francs à charge par vous de me servir une rente annuelle et viagère de 1,000 francs, l'opération est un prêt (art. 1909, 1910 et 1914 C. civ.), par conséquent un contrat unilatéral. Il en résulte

que le contrat n'est parfait que *par la tradition de la somme* au crédi-rentier, car le prêt est un contrat réel... Au contraire, lorsque la rente viagère est constituée moyennant une chose autre qu'une somme d'argent (exemple, je vous donne tel immeuble à la charge par vous de me servir une rente viagère de 1,000 francs, l'opération est une vente, donc un contrat synallagmatique. D'où il suit notamment : 1° que le contrat est parfait par le seul consentement des parties, indépendamment de toute tradition... » « Quand la rente est créée moyennant l'abandon d'une somme d'argent, dit également M. Huc, Comment. du C. civ., t. XI, n° 340 *in fine*, p. 433, elle apparaît comme une variété du prêt à intérêt, ainsi que cela résulte des art. 1909 et 1910 déjà cités. Elle dérive alors d'un contrat *réel* et unilatéral ». Même opinion exprimée par M. Laurent, Pr. de dr. civ., t. XXVII, n° 260, p. 297 : « ... La constitution de rente viagère moyennant une somme d'argent est un prêt, ce n'est pas une vente. Les deux contrats sont d'une nature essentiellement différente : l'un est *réel*, l'autre est consensuel; la vente est un contrat bilatéral, le prêt est un contrat unilatéral, et ces différences ne sont pas de pure doctrine; elles conduisent à des conséquences pratiques... ». V. également : Colmet de Santerre, t. VIII, n° 182 *bis*; Merlin, Rép., v° Rente viagère, t. XXVIII, p. 373; Guillouard, Contrats aléatoires, n°s 135 à 137; Dalloz, Supp. au Rép., v° Rente viagère, n° 15. Quant à la jurisprudence, elle paraît n'avoir eu que rarement à se préoccuper de la question et nous ne connaissons, en tout cas, qui l'ait, antérieurement aux arrêts ci-dessus, tranchée, dans le même sens d'ailleurs que ces décisions, q'un jugement du Tribunal civil de Lyon en date du 30 décembre 1881 (Gaz. Pal. 81.1.510).

II. — Sur le deuxième point : Il faut, pour que l'art. 1975 C. civ. soit applicable, non seulement que le crédi-rentier, décédé dans les vingt jours de la date du contrat, ait été malade à cette date, mais encore qu'il soit prouvé que c'est cette maladie, dont il était déjà atteint, qui a été la cause de sa mort. Et c'est aux héritiers qui veulent faire prononcer la caducité du contrat, qu'incombe le fardeau de cette preuve : Duranton, t. XVIII, n° 147; Pont, Petits contrats, n° 713; Aubry et Rau, t. IV, p. 586. Comp. cep. Paris 13 juillet 1808 (S. chr.)

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROUEN

13 juillet 1900.

Présidence de M. Windsor.

1°-2°-3° NANTISSEMENT. — FONDS DE COMMERCE. — ART. 2075 § 2 C. COM. — (LOI DU 1er MARS 1898). — 1° INSCRIPTION. — MENTIONS EXIGÉES. — INDICATION DU MONTANT DE LA CRÉANCE. — 2° FORMALITÉS EXIGÉES. — SIGNIFICATION AU BAILLEUR. — 3° EXTINCTION DU GAGE. — VENTE A L'AMIABLE DU FONDS. — PERTE DU PRIVILÈGE.

4° FAILLITE. — CRÉANCIER GAGISTE DU FONDS DE COMMERCE. — VENTE AMIABLE A UN TIERS. — PROCÉDURE DE LA FAILLITE.

1° *L'art. 2075 § 2 C. civ.* (loi du 1er mars 1898) *relatif au nantissement des fonds de commerce ne parle que d'inscription au greffe et ne détaille nullement ce que devra comprendre cette inscription; d'autre part, elle n'ordonne ni la transcription, ni le dépôt de l'acte de nantissement; d'où il suit qu'elle a voulu une publicité aussi réduite que possible, un simple avertissement aux négociants qui auraient à traiter avec le débiteur; en conséquence, le rôle du greffier consiste seulement à inscrire au procès-verbal les mentions nécessaires pour qu'aucune confusion ne soit possible sur l'identité du débiteur, ni sur celle du fonds, et, par suite, l'indication du montant de la créance garantie n'est pas nécessaire, et, en tout cas, n'est point exigée à peine de nullité.*

2° *La formalité édictée par l'art. 2075 § 2 C. civ.* (loi du 1er mars 1898), *aux termes duquel le nantissement des fonds de commerce doit, pour être opposable aux tiers, être inscrit sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité, ne vient pas s'ajouter à celles prescrites par l'art. 2075 § 1er, applicable aux meubles incorporels; elle se suffit à elle-même pour la validité de l'acte.*

Il en est ainsi alors même que l'acte de nantissement aurait prescrit la signification au bailleur : ce dernier seul pourrait se prévaloir de cette omission si elle lui portait préjudice.

3° *Le créancier gagiste d'un fonds de commerce ne perd pas son privilège pour avoir laissé vendre à l'amiable par son débiteur le fonds dont le prix a été encaissé par le syndic : le privilège suit le gage partout où il se trouve, avant comme après la vente, quel qu'ait été le mode de résiliation.*

4° *La situation juridique du créancier gagiste sur fonds de commerce s'est trouvée sensiblement modifiée par la loi du 1er mars 1898 : il n'a plus qu'une possession fictive ne lui permettant pas, dans la plupart des cas, de réaliser lui-même le gage et d'en encaisser le prix.*

Spécialement, lorsque c'est le syndic du débiteur qui a touché le prix de vente du fonds cédé à un tiers, le créancier ne peut exiger du syndic, par voie d'assignation, la remise des fonds; étant créancier privilégié dans la masse et non créancier de la masse, il doit se conformer à la procédure d'affirmation et de vérification.

... *Et, par voie de conséquence, le syndic est autorisé à prélever, sur le prix du fonds, une somme suffisante pour procéder aux opérations de la faillite, jusqu'à la clôture du procès-verbal d'affirmation des créances.*

Basset c. syndic faillite Pognon et Calippe.

M. Basset s'était fait constituer en nantissement, pour garantie d'une créance, le fonds de commerce du sieur Pognon.

Celui-ci vendit le fonds à l'amiable à un tiers qui en versa le prix entre les mains d'un notaire. Sur ces entrefaites, Pognon fut déclaré en faillite et Me Calippe ayant été nommé syndic, le notaire détenteur du prix du fonds en remit le montant au syndic.

Les opérations de la faillite furent poursuivies au moyen de ces fonds.

Basset, créancier gagiste, a émis la prétention de se faire remettre le prix par le syndic, et il a actionné Me Calippe personnellement en responsabilité à raison de l'usage qu'il avait fait des fonds qu'il prétendait lui appartenir.

Sur quoi le Tribunal de commerce de Rouen a statué en ces termes :

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte dudit rapport et des débats, que les questions qui s'agitent au procès sont celles de savoir, si : 1° le contrat de gage, dont la nullité est aujourd'hui demandée par le syndic de la faillite Pognon, a été créé dans des conditions susceptibles d'engendrer cette nullité ; 2° et subsidiairement, au cas où le tribunal déclarerait ce nantissement régulier, savoir si Basset est en droit de faire prévaloir son privilège, sans produire d'une façon régulière à la faillite ;

Sur le premier point, nullité du nantissement :

Attendu que le syndic soulève plusieurs cas de nullité dudit nantissement : 1° défaut d'indication du montant de la créance dans la mention du nantissement au greffe ; 2° défaut de signification du nantissement au propriétaire de l'immeuble ; 3° perte du privilège par suite du dessaisissement ;

Attendu qu'il convient d'examiner successivement ces divers moyens du défendeur ;

Sur le premier moyen :

Attendu que le syndic ès qualités prétend que Basset devait, lors de l'inscription du nantissement au greffe, faire mention du montant de sa créance ;

Mais attendu que s'il est vrai que cette mention ne fut point faite au moment de l'inscription, on ne saurait en tirer un argument suffisamment plausible pour prétendre à la nullité de cette inscription, et par suite du nantissement ; que la loi du 1er mars 1898 ne parle que d'inscription au greffe et ne détaille nullement ce que devra comprendre cette inscription ; que d'autre part, elle n'ordonne ni la transcription, ni le dépôt de l'acte de nantissement ; d'où il suit qu'elle a voulu une publicité aussi réduite que possible, un simple avertissement aux négociants qui auraient à traiter avec le débiteur ;

Attendu que le rôle du greffier consiste seulement à inscrire au procès-verbal les mentions nécessaires pour qu'aucune confusion ne soit possible sur l'identité du débiteur, ni sur celle du fonds sur lequel le nantissement est consenti ; que l'indication des noms et prénoms et domicile des parties est plus importante que l'indication du montant de la créance ;

Attendu que les nullités ne se présument pas ; qu'il y a lieu de dire dans l'espèce que c'est à tort que le syndic ès qualités voudrait se prévaloir du défaut de cette mention pour invoquer la nullité de l'inscription ;

Sur le deuxième moyen :

Attendu que le syndic ès qualités soutient que la loi du 1er mars 1898 n'a point abrogé les dispositions de l'art. 2075 C. civ. et que Basset eût dû signifier le nantissement au bailleur de l'immeuble, ainsi du reste que le prescrivait l'acte même du nantissement ;

Mais attendu que la loi du 1er mars 1898 précitée, complétant l'art. 2075 susvisé, prescrit que tout acte de nantissement d'un fonds de commerce devra, à peine de nullité vis-à-vis des tiers, être inscrit sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité ;

Attendu que l'on doit déduire du texte même de cette loi, que la nécessité de l'inscription au greffe ne vient pas s'ajouter aux dispositions de l'art. 2075 susvisé, lesquelles s'appliquent aux nantissements de meubles incorporels, mais que cette inscription se suffit à elle-même lorsqu'il s'agit de fonds de commerce ;

Attendu que c'est vainement que le syndic voudrait arguer de ce que l'acte de nantissement, dans l'espèce, a prescrit la signification au bailleur ; que ce dernier seul pourrait se prévaloir de cette omission si elle lui portait préjudice ;

Attendu que de ces considérations, il faut conclure qu'en faisant inscrire son nantissement au greffe du tribunal, Basset a rempli la seule obligation que la loi du 1er mars 1898 lui imposait ponr la constitution de l'acte de nantissement dont s'agit ;

Sur le troisième moyen :

Attendu que le syndic soutient encore que Basset aurait perdu son privilège en laissant vendre son gage sans protestation ;

Attendu, tout d'abord, qu'il appert des renseignements fournis aux débats, que, contrairement aux allégations du syndic, Basset n'a point cessé de surveiller la réalisation de son gage ;

Attendu qu'on ne saurait équitablement admettre qu'on puisse se prévaloir du fait du versement effectué aux mains du syndic ès qualités, par Me Guérin, notaire, du produit de la vente du fonds Pognon pour soutenir que les droits de Basset soient annulés ;

Attendu que le gage a été régulièrement constitué par le fait de la publicité prescrite ; que le privilège suit le gage partout où il se trouve avant comme après la réalisation ;

Attendu que c'est encore en vain qu'on voudrait

tirer argument de ce que le contrat de nantissement prévoyait le mode de réalisation; que cette clause ne constituait pour Basset qu'une faculté qu'il avait le droit d'exercer ou non;

Attendu que dans l'espèce c'est aussi en vain qu'on voudrait assimiler la situation de Basset à celle du bailleur qui laisserait disparaître son gage; qu'il appert qu'aucune prescription de la loi ne lui imposait cette formalité; qu'il ne peut être l'objet d'une déchéance qui n'existe dans aucune loi; qu'il faut donc dire qu'il n'a pas perdu son privilège de ce fait;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la nullité de la constitution du gage demandée par le syndic doit être repoussée comme mal fondée;

Sur la question subsidiaire :

Attendu que le syndic ès qualités soutient que Basset n'est point fondé à procéder par assignation pour la réalisation de son gage; qu'il doit, comme tous les autres créanciers, se présenter aux affirmations des créances, puisque leurs créances peuvent être contestées par la masse, en séance publique de vérification;

Attendu que Basset repousse la prétention du syndic ès qualités et soutient que le créancier gagiste est en dehors de la faillite; qu'il ne saurait subir les lenteurs des procédures spéciales établies pour les créanciers ordinaires; que dès lors le syndic n'a point le droit de prélever les fonds nécessaires à l'admission de sa faillite au détriment du créancier nanti d'un gage;

Mais attendu qu'on ne saurait méconnaître que la situation juridique du créancier gagiste sur fonds de commerce s'est trouvée sensiblement modifiée par la loi du 1er mars 1898; qu'il n'a plus qu'une possession fictive ne lui permettant pas, dans la plupart des cas, et notamment dans le cas présent, de réaliser lui-même le gage et d'en encaisser le prix;

Attendu que c'est le vendeur ou, pour mieux dire, Pognon, représenté aujourd'hui par son syndic, qui a encaissé le prix, lequel est ainsi tombé dans la masse; qu'il convient donc de dire que Basset, devenu demandeur, doit produire, et par voie de conséquence, subir, contradictoirement avec les autres créanciers, la vérification et affirmation des créances; qu'il n'est pas, en effet, créancier de la masse, mais bien un créancier dans la masse, émettant la prétention d'être payé en privilège;

Attendu que, si tout créancier a le devoir de veiller à ses intérêts et de prendre ses précautions contre le danger qui le menace, il ne peut cependant, en dehors des prescriptions de la loi, se créer une situation préférable à celle des autres créanciers de leur débiteur commun;

Attendu qu'il faut retenir que les privilèges sont de droit étroit; qu'il est de principe absolu que le syndic ès qualités ne peut et ne doit payer aucun créancier, même privilégié, avant que les autres créanciers qui ont, aux termes de l'art. 494 C. com., un droit de contredit, aient été mis à même de vérifier son privilège;

Attendu que le syndic engagerait sérieusement sa responsabilité, en payant un créancier nanti, sans exiger de lui la vérification de sa créance; qu'il y a lieu de remarquer que le gage de nantissement du fonds de commerce, c'est la mainmise par le créancier privilégié sur tout ce qui appartient au débiteur; qu'au regard du syndic représentant la masse des créanciers Pognon, un droit de gage ne peut être réclamé qu'autant que le créancier qui le revendique est nanti conformément aux dispositions des art. 2076 C. civ. et 546 C. com.;

Attendu qu'il apparaît que l'acte de nantissement dont s'agit fut constitué pour dettes antérieurement contractées;

Attendu qu'il appartient au syndic de rechercher si, en vertu des art. 446 et 447 C. com., à l'époque de la constitution dudit gage, le créancier gagiste a été valablement nanti; que ce droit du syndic est incontestablement institué par les art. 492, 497 et 499 du même Code;

Attendu que l'acte de nantissement de Basset peut être absolument annulé par le tribunal par suite d'un report de la date de cessation de paiements de son débiteur Pognon; que Basset ne pourrait plus alors, en vertu de l'art. 546 du même Code, prétendre à la qualification de créancier privilégié valablement nanti; que tant que les délais prescrits pour la clôture des affirmations et vérifications de créances ne seront pas expirés, on ne peut pas dire que le droit du créancier nanti est équitablement opposable à la masse, puisqu'il est à la merci d'une action en report d'ouverture;

Attendu que ce sont les opérations de vérification et d'affirmation des créances qui seules permettent au juge-commissaire de se prononcer sur la fixation de l'époque de la cessation de paiements du failli et sur le point de savoir si le créancier gagiste est valablement nanti;

Attendu, enfin, que la vérification de la créance de Basset s'impose encore aux termes de l'art. 551 C. com.; qu'en effet, il importe de bien retenir qu'il peut arriver que ce créancier nanti soit lui-même primé par d'autres créanciers privilégiés, primant même son privilège; que le seul moyen pour établir le rang de ces privilèges, consiste dans la vérification et l'affirmation susvisées;

Attendu que s'il devait résulter de la jurisprudence invoquée et du seul fait de l'inscription du nantissement au greffe que le fonds de commerce donné en gage est en dehors de la faillite, il en résulterait le plus souvent que les intérêts et droits de la masse des créanciers se trouveraient compromis, et ce au profit d'un seul; qu'une semblable interprétation de la loi du 1er mars 1898 ne saurait être équitablement admise; que c'est à tort qu'on voudrait assimiler le nantissement du fonds de commerce au gage ordinaire et prétendre que la loi du 1er mars

1898 a abrogé les articles du Code de commerce susvisés ;

Attendu, au surplus, en l'absence d'un critérium unique et absolu pouvant s'appliquer à toutes les espèces, qu'il est aussi de jurisprudence constante que les circonstances particulières de chaque cause ont autorité souveraine pour asseoir et commander la décision du juge ;

Attendu qu'il ressort de ces considérations, qu'il y a lieu de déclarer le syndic bien fondé dans sa demande, de faire procéder à la vérification et l'affirmation des créances avant de réaliser le gage de Basset ; que, par voie de conséquence, le syndic doit être nécessairement autorisé à prélever, à même les fonds par lui encaissés, somme suffisante pour faire marcher la faillite, mais seulement jusqu'à la clôture du procès-verbal d affirmation des créances ;

Sur l'action personnelle contre Calippe :

Attendu qu'il résulte de ce qui précède, que le syndic Calippe ne pouvait se dessaisir des fonds par lui encaissés, et provenant de la réalisation du fonds de commerce Pognon ; que les incertitudes de la jurisprudence et de la doctrine lui faisaient un devoir de résister à cette demande dans l'intérêt de la masse ;

Attendu, d'ailleurs, qu'il est hors de doute que le syndic ès qualités aurait gravement engagé sa responsabilité vis-à-vis de la masse des créanciers en remboursant Basset en dehors de toute procédure d'affirmation et vérification des créances ; qu'il y a donc lieu de déclarer Basset mal fondé dans son action contre Calippe personnellement ;

Par ces motifs,

Et sans s'arrêter aux autres et plus amples conclusions des parties, qu'il rejette en tant que de besoin comme mal fondées ;

Dit et juge le syndic de la faillite Pognon mal fondé en sa demande de nullité de l'acte de nantissement consenti par Pognon à Basset, l'en déboute ;

Dit et juge Basset mal fondé dans le surplus de ses demandes et conclusions contre Calippe, tant en sa qualité de syndic de la faillite Pognon, que personnellement, l'en déboute :

Dit et juge que c'est à bon droit que le syndic a prélevé la somme nécessaire sur le produit de la réalisation du prix de vente du fonds de commerce de Pognon pour procéder aux opérations de la faillite jusqu'à la clôture de la vérification et de l'affirmation des créances ;

Dit, en conséquence, que le syndic devra admettre Basset au passif de la faillite Pognon en la qualité qu'il produit ;

Et, vu les circonstances de la cause, fait masse des dépens qui seront supportés dans la proportion de moitié par Basset et moitié par le syndic de la faillite Pognon, ladite moitié devant être prise en frais privilégiés de syndicat.

M^es^ HERVÉ et Raymond MALANDRIN agréés.

Note. — I. — Sur le premier point : La loi de 1898 a complètement négligé d'indiquer quelles sont les énonciations que doit contenir l'inscription au registre tenu par le greffier du tribunal de commerce. A ne s'en référer qu'à l'esprit de la loi, il faut, à notre avis, décider que l'inscription doit mentionner toutes les clauses de l'acte de nantissement qui sont de nature à intéresser les tiers. A ce titre, nous pensons que l'inscription devrait indiquer : 1° tous les renseignements propres à identifier le fonds pour éviter des confusions possibles ; 2° l'énonciation des éléments du fonds compris dans le gage ; 3° l'indication précise du montant de la créance pour laquelle le fonds est engagé. On ne doit point oublier, en effet, que le législateur de 1898, en rendant désormais possible le nantissement des fonds de commerce, a voulu permettre aux commerçonts de tirer de leurs fonds tout le crédit qu'ils sont en droit d'en attendre à cet égard, particulièrement, l'indication de la créance garantie est de la première utilité, puisqu'elle permet de se rendre compte exactement de la somme jusqu'à concurrence de laquelle le crédit du commerçant est engagé.

Mais, dans le silence de la loi, il est impossible d'attacher la sanction de nullité à l'omission du montant de la créance. La question est nouvelle en jurisprudence, mais sa solution ne pouvait faire de doute.

II. — Sur le second point : La question est très controversée, mais résolue généralement dans le sens du jugement recueilli : V. Trib. civ. Rouen 25 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.382) ; Trib. com. Le Havre 30 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.2.360) ; Trib. com. Seine 17 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1. 688) ; et nos notes approbatives sous ces décisions ; et *contrà* : Trib. com. Seine 5 novembre 1898 (Gaz. Pal. 98.2. 622), et 29 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.30) et nos notes critiques.

III. — Sur le troisième point : Le gage s'éteint par la renonciation du créancier à son gage et il est de principe qu'aucune forme particulière n'est requise pour la validité de cette renonciation, qu'il n'est pas même nécessaire que la volonté du créancier de renoncer à son nantissement soit manifestée expressément, la renonciation tacite étant suffisante.

On ne saurait énumérer tous les actes desquels il est possible d'induire qu'il y eu, de la part du créancier, renonciation tacite à son nantissement : c'est là une question d'appréciation qui est abandonnée à l'examen souverain du juge du fait. Tout au plus peut-on rappeler que le juge, dans son examen, doit observer la règle en vertu de laquelle les renonciations ne se présument pas et ne doivent être interprétées que très restrictivement.

A ce propos, une observation doit immédiatement être faite en ce qui concerne le nantissement des fonds de commerce, tel qu'il est organisé par la loi du 1^er^ mars 1898. Dans le droit commun, en vertu de l'art. 2076 C. civ., pour que le gage subsiste, il faut que le créancier soit en possession de l'objet engagé ; dès que cet objet sort de ses mains, soit par une convention, soit par une livraison, le créancier est considéré comme ayant renoncé à son privilège : Rouen 7 juin 1875 (S. 76.2.38) ; Douai 26 janvier 1893 (S. 93.2.233) ; Cass. 9 avril 1894 (D. 94.1.409). *Sic* : Guillouard, Nantissement, n° 98 ; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, Nantiss., Privil. et Hyp., t. I^er^, n° 83 ; Boistel, note au Dalloz, 1894.1.409 ; et spécialement il a été jugé en matière de nantissement de fonds de commerce, avant la loi du 1^er^ mars 1898, que le créancier gagiste perd son privilège s'il s'est dépouillé de la possession fictive par la remise à l'acquéreur du fonds du bail des lieux loués dont il était détenteur : Paris 26 février 1895 (S. 97.2.89). — La loi nouvelle ayant supprimé la nécessité de la mise en posses-

sion du créancier lorsque le nantissement porte sur un fonds de commerce, il en résulte qu'on ne peut se prévaloir contre lui d'aucune renonciation résultant d'un abandon de la possession.

Un auteur a cependant soutenu (V. Montier, Des nant. de fonds de commerce, nos 110 et suiv.), contrairement à cette opinion, que le créancier gagiste d'un fonds de commerce doit être considéré comme ayant perdu son privilège, lorsqu'il a connu la vente amiable faite par le débiteur sans protester immédiatement. Cette opinion est basée sur ce que le créancier, malgré la loi du 1er mars 1898, continue à avoir la possession fictive du fonds et qu'il ne peut, aux termes de l'art. 2102-2° C. civ., exercer son privilège que sur le gage *dont il est saisi*. Nous ne pensons pas, pour notre part, que cette appréciation soit exacte et que ce défaut de protestation puisse être considéré comme une renonciation tacite.

Il n'y a plus, en effet, depuis la loi du 1er mars 1898, de mise en possession du créancier gagiste, et le débiteur demeuré propriétaire peut aliéner et livrer le fonds à un tiers sans que le gagiste puisse s'y opposer, si ce n'est par l'exercice d'actions (action en nullité ou en revendication) dont la durée est fixée à trente ans : le créancier a donc tout ce délai pour délibérer sur le parti qu'il entend prendre, et l'on ne peut pas arbitrairement l'abréger sous prétexte d'une renonciation tacite qui n'est point conforme à son intention et qui lui porterait un sérieux préjudice : V. en ce sens : Trib. civ. Rouen 25 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.382). Au résumé, nous pensons que le créancier gagiste ne peut être considéré comme ayant tacitement renoncé à son privilège en cas de vente amiable du fonds par le débiteur que s'il y a concouru ou s'il y a formellement consenti.

Ajoutons une observation. En vertu de la règle que les renonciations doivent être interprétées restrictivement, nous croyons que, dans l'hypothèse où la renonciation s'induit de la participation du créancier à l'aliénation du fonds grevé de son droit réel, on devrait décider que cette renonciation n'affecte que le droit de suite et laisse subsister le droit de préférence. C'est en ce sens que la doctrine se prononce en matière de privilèges et d'hypothèques : V. Laurent, t. XXXI, n° 377 : Aubry et Rau, t. III, § 292, p. 491; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, Nantis., Priv. et Hypoth., t. III, n° 2262 ; P. Pont, Priv. et hyp., t. II, ns 1237.

IV. — Sur le quatrième point : La question tranchée est d'une grande importance pratique. Le jugement recueilli proclame, pour le syndic, lorsque le fonds le fonds de commerce a été vendu à l'amiable par le débiteur lui-même, le droit d'exiger que le créancier nanti affirme sa créance et la fasse vérifier comme tous les autres créanciers ; ce droit emporte, comme conséquence, celui pour le syndic de prélever sur le prix de vente du fonds somme suffisante pour procéder aux opérations de la faillite et réunir aux assemblées de vérification et d'affirmation.

Pour déroger aux principes de l'art. 546 et 547 C. com., qui décident que le créancier valablement nanti d'un gage est hors de la faillite, principes consacrés par l'arrêt de la Cour de cassation du 19 juin 1889 (Journ. des faillites 1889, p. 409), le jugement recueilli s'appuie en dehors des considérations d'utilité pratique tirées de l'importance prépondérante du fonds du fonds de commerce dans l'actif du failli, sur le caractère nouveau imprimé aux nantissement des fonds de commerce par la loi du 1er mars 1898. Cette loi laisse au débitenr la possession du gage et la faculté de le réaliser lui-même; il le peut d'autant plus facilement qu'il conserve entre ses mains les titres.

R. M.

230-231-232-233

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

17 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

1°-2° FILIATION NATURELLE. — PREUVE. — RECONNAISSANCE SIMULTANÉE PAR LE PÈRE ET LA MÈRE. — MATERNITÉ. — COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT. — ADULTÉRINITÉ. — ACTE DE NAISSANCE. — IDENTITÉ.

1° *La reconnaissance par deux époux, dans leur acte de mariage, d'un enfant naturel qu'ils auraient eu antérieurement, est sans effet, même à l'égard de la femme, et ne peut être invoquée comme commencement de preuve par écrit de sa maternité, lorsque le mari se trouvait, à l'époque de la naissance, dans les liens d'un précédent mariage avec une autre femme, et qu'ainsi la filiation reconnue serait entachée d'adultérinité.*

2° *L'acte de naissance d'un enfant naturel, régulièrement dressé, ne fait point, à lui seul, preuve de l'identité de l'enfant, qui prétend se l'appliquer, avec l'enfant dont la mère, visée audit acte, est accouchée.*

Etcheverry c. Labat.

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des art. 335 et suiv., 841 et suiv. C. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 pour insuffisance dans les motifs et défaut de base légale :

Attendu que, pour faire valoir les droits que l'art. 758 § 2 C. civ. (loi du 25 mars 1896) lui aurait conférés sur la succession de sa prétendue mère naturelle, Martin Etcheverry demandait à établir par témoins, conformément à l'art. 341 C. civ., qu'il était l'enfant, dont l'acte reçu à la mairie d'Itsatsou (Basses-Pyrénées), le 27 juillet 1880, portait que Marie Etcheverry était accouchée; qu'il invoquait à l'appui de cette demande, pour lui servir de commencement de preuve par écrit : 1° ledit acte de naissance; 2° l'acte de mariage de Bernard Menant et de Marie Etcheverry, dressé à Itsatsou le 14 décembre 1885. dans lequel les époux avaient déclaré « qu'il était né d'eux un enfant inscrit sur les registres de l'état civil de cette commune, en date du 27 juillet 1880, sous le nom de Marie Etcheverry, lequel ils reconnaissent pour leur fils » ;

Attendu, en ce qui concerne ce second écrit, qu'il est constaté par l'arrêt qu'à la date du 27 juillet 1880

Bernard Menant était dans les liens d'un précédent mariage avec Marie Geyres, décédée à Pau le 2 novembre 1881 ; qu'il y est également déclaré que la reconnaissance inscrite dans l'acte du 14 décembre 1885 n'a pas été faite dans une intention frauduleuse et qu'il serait impossible, à raison de la proximité des lieux habités à cette époque par les déclarants, de dire qu'elle ait été mensongère ou fausse ; mais que, entachée d'adultérinité et indivisible, elle était dénuée de tout effet et nulle, même en ce qui concernait la déclaration de sa maternité que Marie Etcheverry y avait faite ;

Attendu que cette décision, parfaitement juridique en l'état des constatations de l'arrêt, emportait, par elle-même, que l'acte du 14 décembre 1885 ne pouvait être invoqué par Martin Etcheverry comme commencement de preuve par écrit de sa filiation de Marie Etcheverry ;

Attendu, en droit, qu'il en était de même de l'acte de naissance du 27 juillet 1880, dressé sur la déclaration du père de Marie Etcheverry, mais qui, à lui seul, ne pouvait apporter aucune preuve de l'identité de Martin Etcheverry avec l'enfant dont ledit acte portait que Marie Etcheverry était accouchée ;

Attendu qu'ainsi les deux seuls écrits invoqués par Martin Etcheverry à l'appui de la recherche de sa filiation naturelle ne pouvant légalement lui fournir le commencement de preuve par écrit exigé par l'art. 341 C. civ., c'est par une saine application de cette disposition de loi que l'arrêt attaqué, qui satisfait aux prescriptions de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, a rejeté sa demande ;

Rejette le pourvoi formé par Martin Etcheverry contre l'arrêt de la Cour de Pau du 17 juillet 1899.

MM. Denis rapp. ; Melcot av. gén. — Me Boivin-Champeaux av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. conf. Grenoble 25 août 1875 joint à Cass. 25 juin 1877 (S. 78.1.217 — J. du P. 78.537 — D. 78.1.262). Comp. aussi Cass. 1er août 1827 (S. chr.) ; Bourges 4 janvier 1839 (S. 39.2.289).

II. — Sur le deuxième point : Cass. 19 novembre 1856 (S. 57.1.97 — J. du P. 57.496 — D. 56.1.412).

COUR D'APPEL DE PARIS (7e Ch.)

23 mai 1900.

Présidence de M. Ditte.

NOM COMMERCIAL. — LOI DU 28 JUILLET 1824. — IMPRIMEUR. — EMPLOI DU NOM D'UN FABRICANT, DANS DES CIRCULAIRES, PRIX-COURANTS, ETC. — MARQUES DE FABRIQUE. — USAGE ET MISE EN VENTE. — IMPRIMEUR. — ÉTIQUETTE CONTREFAITE FIGURANT COMME SPÉCIMEN. — IMITATION FRAUDULEUSE (NON-). — DISSEMBLANCE ABSOLUE. — DÉNOMINATION COMPLEXE. — EMPLOI INTÉGRAL NÉCESSAIRE.

1° *Les dispositions de la loi du 28 juillet 1824 n'atteignent que ceux qui « auront soit apposé, soit fait apparaître sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur ».*

L'emploi du nom d'un fabricant sur des circulaires, tarifs, prix-courants, catalogues, annonces, affiches, étiquettes, bref sur des objets autres que ceux fabriqués par le titulaire du nom, ne saurait tomber sous l'application de cette loi.

Il en est ainsi, du fait d'un imprimeur qui se borne à exécuter, pour un distillateur, des commandes d'étiquettes, et à les lui livrer, sans participer à l'apposition ultérieure qui peut en être faite.

2° *Le seul fait par un imprimeur de laisser une étiquette contrefaite parmi les spécimens sur lesquels les clients faisaient leurs commandes, ne peut constituer ni l'usage ni la mise en vente prévus par l'art. 8 §§ 2 et 3 loi du 23 juin 1857, qui ne vise que la mise en vente du produit lui-même, après qu'il a été revêtu de la marque contrefaite.*

3° *Il n'y a pas imitation frauduleuse d'une marque de fabrique (en l'espèce des étiquettes) quand tout dans l'aspect extérieur, dans les dimensions, dans le jeu des couleurs ou la disposition du texte, ainsi que dans les termes employés et les différences des caractères typographiques, frappe l'œil au premier examen, et s'oppose à toute confusion.*

4° *La dénomination constituée par une formule générique, suivie du nom du fabricant (en l'espèce, liqueur hygiénique et de dessert de F.-V. Raspail), ne vaut comme dénomination de fantaisie, protégée par la loi de 1857, qu'autant qu'elle est intégralement employée.*

La simple formule « liqueur hygiénique » ou « liqueur hygiénique et de dessert » ne constitue qu'une désignation générique susceptible d'être appliquée à un grand nombre de liqueurs similaires, et appartient au domaine public.

5° *Les tribunaux français sont incompétents pour connaître des faits de complicité commis en France lorsqu'ils se rattachent à un fait principal commis à l'étranger.*

Raspail c. Palyart et autres.

Dans le courant de 1899, la maison Raspail a intenté des poursuites correctionnelles contre divers imprimeurs, leur reprochant d'avoir contrefait, en les reproduisant sur des étiquettes, diverses marques de fabrique, dont elle est propriétaire, ainsi d'ailleurs que d'avoir commis une usurpation de nom prévue par la loi du 18

juillet 1824, en employant le nom « Raspail » sur des étiquettes destinées à être apposées sur des produits ne sortant point de sa maison de commerce.

La 11e chambre du Tribunal de la Seine avait à la date du 1er décembre 1899 rendu le jugement que nous donnons ci-après :

« Attendu que, par exploit en date du 10 août 1899, Raspail, fabricant de drogueries et produits hygiéniques, demeurant à Paris, rue du Temple, 14 et 16, a assigné devant cette chambre, pour l'audience du 27 octobre suivant, 1° Victor Palyart ; 2° Georges Haberer ; 3° Louis Plouviez ; 4° Edouard Douin, imprimeurs associés en nom collectif, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, 87, pour les faire condamner à toutes peines et dommages-intérêts du chef des deux délits qu'il prétend établir à leur charge, savoir : 1° de contrefaçon par reproduction sur des étiquettes de la marque de fabrique dont il se prétend propriétaire ; 2° d'usurpation de son nom employé également sur des étiquettes destinées à désigner des produits qui ne sortaient pas de sa maison de commerce ;

« Attendu que, sur cette assignation, Palyart et Haberer n'ayant pas comparu, défaut a été donné contre eux ; que l'affaire liée contradictoirement avec les deux autres défendeurs a été renvoyée régulièrement à l'audience du 17 novembre suivant ; que le premier défaut a été renouvelé à l'égard des deux prévenus susdits contre lesquels il y a lieu dès lors de le prononcer définitivement.

« Au fond :

« Attendu qu'à la date du 26 avril 1899, Raspail a fait procéder à deux saisies simultanées dans les deux maisons de Paris et de Saint-Ouen où les prévenus possèdent leurs ateliers et maison de vente ; que l'une de ces saisies pratiquées à Saint-Ouen par l'huissier Bourguignon, a porté : « Sur un certain nombre d'étiquettes qui se trouvent décrites au procès-verbal, d'après leurs dimensions, couleurs et textes et qui portent notamment les désignations suivantes : « Liqueur hygiénique, aromatique et de dessert », ou « liqueur de dessert », ou simplement « liqueur hygiénique », ainsi que sur un livre de commandes où figurent différentes livraisons faites à certains clients de la maison, en 1898 et 1899, et un stock d'étiquettes inscrites sous la dénomination de « liqueur hygiénique et de dessert » ; que la seconde saisie pratiquée à Paris, par l'huissier Geffrier, a relevé sur des étiquettes contenant les mêmes mentions, qu'il a été toutefois extrait d'un livre de collections et saisi une étiquette d'un aspect général qui la faisait plus particulièrement ressembler à celle du saisissant et dont le contexte se terminait par cette mention : « Cette liqueur connue jusqu'à ce jour, sous le nom d'élixir Raspail, portera désormais le nom de Liqueur hygiénique et de dessert », avec ces derniers mots détachés et en plus gros caractères ;

« Attendu que c'est dans l'ensemble de ces constatations que Raspail a trouvé les fondements du double délit ci-dessus spécifié qu'il demande au tribunal de retenir contre les quatre prévenus ;

« Attendu que ceux-ci invoquent contre lui, tout d'abord, la nullité des saisies auxquelles il a fait procéder, parce qu'elles auraient été effectuées sans qu'il ait été satisfait aux prescriptions de l'art. 17 de la loi du 23 juin 1857 qui exige que l'ordonnance autorisant la saisie soit rendue sur présentation du procès-verbal constatant le dépôt de la marque de fabriqne ;

« Mais attendu que tout porte à croire *a priori* que le magistrat signataire de l'ordonnance a exigé au préalable la justification ci-dessus, et sans laquelle il n'aurait pas accordé le titre sollicité ; que le contraire n'est pas établi, que la preuve n'en est pas offerte, qu'aucune prescription ne lui faisait une obligation substantielle de faire mention dans son ordonnance que cette production lui avait été faite ; qu'au surplus Raspail a justifié au cours des débats et au moyen des communications par lui faites aux défendeurs, qu'il s'était conformé aux prescriptions de la loi de 1857 pour la conservation de sa marque de fabrique ; qu'il suit de toutes ces considérations que l'exception présentée par les prévenus n'est fondée ni en droit ni en fait ;

« Sur le délit d'usurpation du nom de Raspail ;

« Attendu que les dispositions de la loi du 28 juillet 1824 n'atteignent que ceux qui « auront soit apposé, soit fait apparaître sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur », de sorte que l'emploi du nom de ce fabricant, soit sur des circulaires, tarifs, prix-courants, catalogues, annonces, affiches, étiquettes, en un mot sur des objets quelconques, autres que les objets fabriqués » par le titulaire du nom, ne saurait tomber sous l'application de cette loi ; que cet usage, s'il est illicite et peut suivant les circonstances servir de fondement à une action en revendication basée sur l'art. 544 C. civ. et à une action en dommages-intérêts basée sur l'art. 1382 du même Code, ne saurait être qualifié de délit puisque l'un des éléments qui en sont l'essence lui fait totalement

défaut ; qu'il en est ainsi, notamment, du fait d'un imprimeur qui, sans sortir de son rôle, se borne à exécuter pour un distillateur des commandes, des étiquettes et à les lui livrer purement et simplement, sans participer à l'apposition ultérieure qui en est faite sur les produits fabriqués qu'elles servent à désigner ;

« Sur le délit de contrefaçon de la marque appartenant au demandeur :

« Attendu que toutes les étiquettes saisies, à l'exception de celle contenant la mention finale ci-dessus rapportée, sont en tous points dissemblables de celle dont Raspail a fait le dépôt comme marque de fabrique, en 1892; qu'aucun acheteur, si peu observateur ou expérimenté qu'on le suppose, ne pourrait s'y méprendre ; que tout, dans l'aspect extérieur, dans les dimensions, dans le jeu des couleurs, ou la disposition du texte, ainsi que dans les termes employés et les différences des caractères typographiques, frappe l'œil au premier examen et s'oppose à toute confusion; que l'étiquette décrite au procès-verbal de Geffrier, qui porte en tête et en gros caractères la formule « Liqueur hygiénique aromatique et de dessert » et qui est établie en lettres d'or sur fond moiré, a peut-être une certaine ressemblance avec celle de Raspail, mais qu'en tout cas toute confusion devient impossible en raison du nom et du domicile du fabricant, apposés en lettres très apparentes au bas de ladite étiquette (Chabannes et fils, Bordeaux), ce qui la différencie ainsi suffisamment de celle de Raspail ; qu'il n'y a donc eu, de la part des prévenus, aucune contrefaçon par imitation frauduleuse de la marque du demandeur.

« Attendu qu'il n'y a pas davantage contrefaçon par la reproduction sur ces étiquettes de la dénomination que Raspail s'est réservée par le dépôt de sa marque de commerce;

« Attendu, en effet, que la dénomination appartenant à Raspail est la suivante : « Liqueur hygyénique et de dessert de F.-V. Raspail »; qu'elle ne vaut comme dénomination de fantaisie, susceptible de la protection de la loi de 1857, « qu'autant qu'elle est intégralement employée »; qu'en effet, la simple formule « Liqueur hygiénique » ou « Liqueur hygiénique et de dessert », qui se lit sur les étiquettes saisies, ne constitue qu'une désignation générique susceptible d'être appliquée à un grand nombre de liqueurs similaires et appartient au domaine public; qu'elle ne peut devenir une marque que lorsque le nom du fabricant vient spécialiser le produit d'une manière distinctive et caractéristique, de façon à ce qu'il ne soit plus confondu avec d'autres du même genre;

« Attendu, en ce qui concerne l'étiquette saisie à Paris, dans le livre de collections, qu'elle est une imitation de celle de Raspail, reproduite de telle manière qu'un acheteur peut être facilement induit en erreur ; que le fond en couleur est le même; que les lignes et lettres sur ce fond ont été disposées manifestement dans le but de faciliter une confusion avec ceux de Raspail, qu'elles rappellent visiblement; que, d'autre part, pour pour donner le change plus sûrement aux acheteurs, l'on a emprunté à la marque de Raspail la dénomination « Liqueur hygiénique de dessert» qui en est un des éléments importants et caractéristiques et la mention finale peut donner même à entendre que cette liqueur, sous son nouveau nom, est un produit authentique de la maison Raspail, destiné à remplacer l'élixir que cette maison avait précédemment mis dans le commerce sous cette dénomination dernière;

« Attendu que les défendeurs ne peuvent soutenir que cette similitude est due au seul hasard d'une rencontre, puisqu'ils avaient livré eux-mêmes à Raspail des étiquettes conformes â la marque lui appartenant et qu'il n'est pas possible d'admettre un instant, surtout avec l'expérience que leur donne le long exercice de leur profession, que les ressemblances ci-dessus résumées aient pu leur échapper;

« Attendu que les défendeurs, tout en déniant l'exactitude de ces constatations, allèguent qu'en tout cas cette étiquette aurait été fabriquée par leur maison en 1882, alors que le sieur Palyart exploitait ladite maison pour son compte exclusif comme le témoignent, au surplus, l'indication de son seul nom, comme nom d'imprimeur au bas de ladite étiquette; que, depuis cette date, et notamment depuis la constitution de la société existant actuellement entre les défendeurs, il n'en aurait jamais été exécuté de semblables et qu'en conséquence, s'il y a délit, la prescription serait depuis longtemps acquise;

« Attendu, cependant, qu'à supposer que la fabrication du type original de cette étiquette remonte à 1882, il ne s'ensuit pas que, postérieurement à cette date, il n'en ait pas été fabriqué de similaires avec les pierres, moules ou matières dont on a fait usage pour les premiers tirages;

« Attendu que cette supposition, que tout permet de faire, devient une certitude quand on la combine avec les extraits du livre de commande saisi, desquels il résulte qu'à la date du 1er octobre 1898, il a été livré à un sieur Hamel cinq

cents étiquettes « Raspail » et qu'à la date du 29 décembre suivant, il en a été fourni, en deux livraisons différentes, deux mille dénommées de même manière à la société l'Abeille ; qu'à la vérité, ces étiquettes n'étant pas représentées, l'on est porté en l'absence du corps du délit à se demander si elles contenaient bien les éléments du délit de contrefaçon et pouvaient motiver contre les défendeurs l'application de la loi du 23 juin 1857 ;

« Mais attendu que, parmi toutes les étiquettes saisies chez ces derniers, celle en question est la seule qui porte le nom de Raspail et demeurait laissée dans la collection des spécimens soumis aux clients ; que celles qui ont été livrées à Hamel et à la société l'Abeille et qui sont désignées en abréviation sous le nom de « Raspail », n'étaient assurément qu'une reproduction de celle-là qui est le seul type auquel elle puisse se référer et, comme elles, constituaient des imitations frauduleuses de la marque dont le demandeur a la propriété ;

« Attendu que l'on ne saurait, en raison de toutes les considérations qui précèdent, étendre à d'autres faits la culpabilité des prévenus ; qu'en conséquence ils ont, de ce chef, commis le délit de contrefaçon de la marque de fabrique de Raspail et occasionné à celui-ci un préjudice dont il sollicite à bon droit la réparation et dont le tribunal, d'après les éléments d'appréciation qui lui ont été soumis et qu'il déclare suffisants, évalue l'importance à 800 francs ;

« Par ces motifs,

« Donne défaut contre Palyart et Haberer qui n'ont pas comparu, quoique régulièrement cités ;

« Déclare les sieurs Palyart, Haberer, Plouvier et Douin, coupables d'avoir, à Paris ou à Saint-Ouen, depuis moins de trois ans, et notamment en 1898, contrefait la marque du sieur Raspail par une imitation frauduleuse de cette marque, de nature à tromper l'acheteur ;

« Délit prévu et réprimé par les art. 8, 10, 12 et 13 de la loi du 23 juin 1857 ;

« Et faisant application aux prévenus desdits artlcles dont lecture a été donné par le président ;

« Condamne Palyart, Haberer, Plouviez et Douin, chacun et solidairement à une amende de 50 francs ;

« Statuant sur les conclusions de la partie civile :

« Condamne Palyart, Haberer, Plouviez et Douin, solidairement par toute voie de droit et même par corps, à payer au demandeur une somme unique de 800 francs à titre de dommages-intérêts ;

« Ordonne la destruction de l'étiquette ;

« Ordonne l'insertion du présent jugement à titre de supplément de dommages-intérêts, dans deux journaux de Paris ou des départements, au choix de Julien Raspail et aux frais des condamnés, mais sans que les frais d'insertion puissent au total excéder 100 francs ;

« Déboute les demandeurs de leur demande reconventionnelle, savoir : les défendeurs défaillants, non recevables et les comparants, mal fondés ;

« Condamne les défendeurs aux dépens. »

Sur appel de toutes les parties en cause, l'affaire revint devant la 7e chambre de la Cour de Paris.

Après avoir entendu les plaidoiries de Me Harmand pour la maison Raspail et de Me G. Maillard pour les prévenus, la 7e chambre a rendu, sous la présidence de M. Ditte, l'arrêt de relaxe suivant :

LA COUR,

Statuant sur les appels interjetés par les prévenus, la partie civile et le ministère public, d'un jugement rendu par le Tribunal correctionnel de la Seine, le 1er décembre 1899 et sur les conclusions déposées :

Considérant que les étiquettes incriminées, ayant fait l'objet des saisies pratiquées à la requête de Raspail, le 26 avril 1899, dans les ateliers et maison de vente des prévenus, se divisent en trois catégories :

1° Plusieurs étiquettes portant l'une des désignations suivantes : « Liqueur hygiénique aromatique et de dessert », « Liqueur hygiénique et de dessert », « Liqueur hygiénique », « Liqueur de dessert » ;

2° Plusieurs étiquettes portant, à la suite de la première des désignations qui précèdent et d'un texte tiré du *Manuel de la santé* de F.-V. Raspail, les mots : « Chabannes et fils, Bordeaux » ;

3° Une étiquette unique, détachée d'un livre de collections des prévenus, où elle figurait sous le n° 151 et portant, à la suite de la même désignation et du même texte, cette mention finale : « Cette liqueur, connue jusqu'à ce jour sous le nom d'Elixir Raspail, portera désormais le nom de liqueur hygiénique de dessert » ;

Sur les étiquettes de la première catégorie :

Adoptant les motifs des premiers juges qui ont fait une exacte appréciation des faits de la cause ;

Sur les étiquettes de la deuxième catégorie :

Adoptant les motifs des premiers juges qui ont également apprécié les faits de la cause exactement ;

Sur l'étiquette unique extraite du livre de collections :

Considérant que cette étiquette, portant la seule signature de Palyart, doit être considérée, à défaut de preuve contraire, comme datant de l'époque où celui-ci n'avait pas encore d'associés, c'est-à-dire,

d'après les documents de la cause, de l'année 1882, ou des années antérieures;

Considérant, il est vrai, que les premiers juges ont admis comme démontrée une nouvelle édition dudit modèle depuis moins de trois ans, er interprétant dans ce sens les mentions inscrites sur le livre de commandes au nom de Hamel, fabricant de liqueurs à Strasbourg, et de la compagnie l'Abeille, qui a son siège à Gilly, en Belgique;

Mais considérant que les mentions donts'agit consistant dans le mot « Raspail », précédé du nombre des étiquettes livrées, s'appliquent bien plus vraisemblablement aux étiquettes produites devant la cour où figure, en gros caractères, le seul nom de « Raspail », lequel, à l'étranger, devait désigner suffisamment, par sa notoriété, la nature du produit offert au public;

Considérant, en tout cas, que la reproduction reste douteuse et que devant la juridiction pénale, que Raspail a cru devoir saisir, le doute doit profiter aux prévenus qui, en l'état, ne sont point convaincus d'avoir commis un acte délictueux et non couvert par la prescription;

Considérant, d'autre part, que le seul fait par les prévenus d'avoir laissé ladite étiquette parmi les spécimens sur lesquels leurs clients faisaient ordinairement des commandes, ne peut constituer ni l'usage ni la mise en vente de la marque prévus par l'art. 8 §§ 2 et 3 de la loi du 23 juin 1857; qu'au sens de ces dispositions l'usage doit s'entendre de l'emploi, par le négociant déloyal, de la marque imitée, dans les pratiques de son commerce et que la mise en vente prohibée est celle du produit lui-même, après qu'il a été revêtu de la marque frauduleuse;

Considérant que, dans l'espèce, il est donc sans intérêt de distinguer entre le simple imprimeur agissant comme un ouvrier à façon et celui qui se livre à un véritable commerce d'étiquettes dont il est propriétaire;

Sur l'emploi du nom de « Raspail » considéré comme l'une des marques du plaignant:

Considérant que le nom de « Raspail » déposé à titre de marque le 11 janvier 1892 présente, par les quatre empreintes caractéristiques qui l'accompagnent, une physionomie spéciale et originale, tandis que les étiquettes fournies à Hamel et à la compagnie l'Abeille, les seules que l'on doive retenir, ne reproduisent sous une forme banale que le nom de « Raspail », sans aucun signe distinctif; que, de ce chef encore, le poursuivant ne peut puiser aucune action dans la loi de 1857;

Sur l'usurpation de nom:

Considérant qu'il reste à examiner s'il y a eu, de la part des prévenus, non pas usurpation de la marque figurée par le nom, mais du nom lui-même;

Considérant que F.-V. Raspail, l'auteur du demandeur, en autorisant la fabrication de la liqueur hygiénique dont il livrait la formule au public, n'a pas abandonné aux tiers la faculté de faire usage de son nom sur leurs étiquettes;

Mais considérant que la loi du 24 juillet 1824 ne prévoit et réprime exclusivement l'emploi du nom usurpé que sous la forme de son apposition sur des objets fabriqués; qu'il en résulte que les prévenus ne sauraient être poursuivis que comme complices, dans les termes généraux du droit, du fait délictueux et punissable d'apposition ainsi spécifié;

Considérant que telle était évidemment la destination des étiquettes fournies à Hamel et à la compagnie l'Abeille; mais que le plaignant, auquel cette preuve incombait, ne justifie pas d'une façon formelle que ceux-ci en aient fait cet usage; qu'il eût été cependant nécessaire d'établir que l'apposition desdites étiquettes avait eu lieu, non seulement à l'étranger, mais en France, puisqu'il est de principe certain que les tribunaux français sont incompétents pour connaître des faits de complicité commis en France lorsqu'ils se rattachent à un fait principal commis à l'étranger;

Considérant, en résumé, qu'il n'est justifié dans le délai de trois ans avant la poursuite, à la charge des prévenus envisagés comme auteurs principaux ou comme complices, d'aucune fabrication ou apposition d'étiquettes constituant, soit le délit de contrefaçon ou d'imitation frauduleuse de marque de fabrique, soit le délit d'usurpation, prévus par les lois du 23 juin 1857 et du 28 juillet 1824;

Sur la demande reconventionnelle :

Adoptant les motifs des premiers juges et considérant, en outre, qu'elle n'est même pas soutenne devant la cour;

Par ces motifs,

Déclare le ministère public mal fondé en son appel, l'en déboute;

Déclare Raspail mal fondé en son appel et en toutes ses demandes, fins et conclusions; l'en déboute et sur les appels et conclusions des prévenus:

Infirme la décision des premiers juges en ce qui touche les condamnations prononcées contre les prévenus à raison de l'imitation frauduleuse qu'aurait constituée l'étiquette saisie, extraite de leur livre de collections;

Emendant, décharge les prévenus des condamnations contre eux prononcées et statuant à nouveau, les renvoie des fins de la plainte sans dépens;

Fait mainlevée des saisies pratiquées;

Confirme pour le surplus la décision entreprise et dit qu'au résidu elle sortira effet;

Condamne Raspail aux dépens.

M. Brégeault av. gén. — Mos Harmand et Maillard av.

Note. — I. — Sur le premier point : « Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur... », dit l'art. 1er de la loi du 28 juillet 1824. Pour qu'il y ait délit, il faut donc nécessairement apposition sur des objets fabriqués : Le Havre 22 mars 1854 (Gaz. Trib. 5 avril 1854).

C'est ce qui est indiqué en termes très nets dans l'exposé des motifs de la loi et le rapport de M. Lemoine des Mares à la Chambre des députés et celui du comte Chaptal à la Chambre des pairs (Pouillet, Marques de fabrique, pages 991 et s.).

La doctrine est conforme aux jugement et arrêt rapportés. Au paragraphe 412 de son traité des marques de fabriques, M. Pouillet s'exprime ainsi : « Ce que la loi punit, ce n'est pas l'usurpation du nom d'une façon quelconque, c'est l'usurpation sous forme d'apposition sur un objet fabriqué. Constatons ici que l'emploi du nom sous une autre forme que celle de l'apposition sur des objets fabribriqués, par exemple, sous forme de prospectus, d'annonces, de réclames, ou sous forme d'enseignes, ne constituerait pas le délit; il n'y aurait là qu'un acte de concurrence dommageable, donnant ouverture à l'action en réparation. » C'est ce que dit le jugement. — *Adde* : Dalloz, v° Industries, n° 338, Gastambide, n° 462; Rendu n° 397.

II. — Sur le deuxième point : L'usage de la marque contrefaite ne saurait s'entendre que du fait qui consiste à l'apposer sur le produit fabriqué, pour en tirer profit; et quel que soit le sens étendu que l'on veuille donner au mot « usage », il est bien certain que l'art. 8 de la loi du 23 juin 1857 ne prévoit et ne réprime, ainsi que le dit le jugement, que la mise en vente du produit lui-même, après qu'il a été revêtu de la marque contrefaite. Voy. Pouillet, Marques de fabrique, n° 167; Conf. Rouen 15 mars 1899 (Journ. D.ind. 1899, 374).

L'art. 8 de la loi de 1857 est un texte d'ordre pénal, et il y a lieu, suivant les principes généraux, de l'interpréter restrictivement.

III. — Sur le troisième point : Principe certain en doctrine comme en jurisprudence.

Il n'y a imitation frauduleuse qu'autant que la confusion est rendue possible entre les produits portant la marque véritable et ceux qui sont revêtus de la marque contrefaite. Il faut que l'imitation soit de nature à tromper l'acheteur; il ne saurait donc y avoir délit, ainsi que le proclament l'arrêt et le jugement, quand la différence est complète et absolue. Voy. Pouillet, Marques de fabrique, n° 191.

IV. — Sur le quatrième point : Principe également certain. Quand une dénomination est reconnue banale, générique, en un mot appartient au domaine public, chacun est libre de l'employer à son gré. Cette dénomination peut cependant faire l'objet d'un droit privatif, quand on le revêt d'une figure nouvelle, qu'on l'individualise en quelque sorte, soit en adoptant une disposition, des caractères spéciaux, soit en ajoutant comme ici le nom du fabricant; mais alors ce n'est plus la dénomination banale, c'est la dénomination tout entière qui est de fantaisie; c'est la disposition spéciale adoptée pour la faire apparaître en public, qui revêt une forme distinctive. Voy., Pouillet Marques de fabrique, n° 61.

TRIBUNAL CIVIL DE JONZAC

15 mai 1900.

Présidence de M. Vaussanges.

1° FAILLITE. — CONCORDAT PAR ABANDON D'ACTIF. — EFFET. — PROPRIÉTÉ.

2° CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — PRIVILÈGE. — DROITS. — IMMEUBLE. — PRIX DE VENTE.

1° Le concordat par abandon d'actif n'a pas pour résultat de transférer aux créanciers du failli la propriété des immeubles abandonnés: ceux-ci ne cessent d'appartenir au failli qu'après leur vente par le syndic.

2° Par suite, la Régie des contributions indirectes est fondée à exercer le privilège spécial qu'elle tient de l'art. 47 du décret du 1er germinal an XIII, sur le reliquat du produit de la vente d'un immeuble abandonné à ses créanciers par un marchand de boissons en gros déclaré en faillite et resté débiteur de droits dus au Trésor en vertu de contraintes.

Administration des contributions indirectes
c. syndic faillite Dubet.

En 1890, le 11 septembre, lorsqu'il fut déclaré en faillite, M. Dubet, marchand de boissons en gros, se trouvait redevable envers la Régie des contributions indirectes de la Charente-Inférieure de diverses sommes qui lui avaient été déjà réclamées par voie de contraintes. Celles-ci furent aussitôt dénoncées au syndic de la faillite entre les mains duquel une saisie-arrêt fut pratiquée le 20 mars 1891. Le syndic réalisa l'actif mobilier et en versa le montant à la Régie, par application de l'art. 47 du décret du 1er germinal an XIII. Quant à l'actif immobilier, il fut cédé par le failli aux créanciers autres que la Régie, (concordat par abandon d'actif du 14 juin 1891); ces derniers vendirent l'immeuble qui le constituait et le prix de cette vente, après paiement d'un créancier hypothécaire et prélèvement des frais, fut remis au syndic.

La Régie prétendit alors que ce reliquat du prix de vente de l'immeuble abandonné était grevé de son privilège, attendu que l'art. 47 du décret de l'an XIII porte non seulement sur les meubles et effets mobiliers, corporels ou incorporels, des redevables de droits, mais encore sur les créances leur appartenant, et que le prix de vente d'un immeuble constituant une valeur mobilière (art. 529 et 535 C. civ.), celle-ci se trouvait atteinte par le privilège de l'art. 47 et devait lui être attribuée exclusivement. Le syndic résistant à cette demande, la Régie l'ajourna devant le Tribunal civil de Jonzac suivant exploit du 12 novembre 1898, et l'affaire s'engagea sur mémoires.

La Régie soutint qu'au sens bien compris de l'art. 541 C. com., le concordat par abandon d'actif était assimilé à la cession de biens, tant pour ses effets que pour la perception du droit d'enregistrement. Or, la cession judiciaire n'impliquant pas translation aux créanciers de la « propriété » des biens abandonnés, mais seule-

ment de la possession et de la jouissance, il en résultait que, dans l'espèce, le failli devait être considéré comme étant resté propriétaire de son immeuble jusqu'à la vente, et que cette vente avait été faite en son nom et pour son propre compte.

Le syndic répliqua que l'actif abandonné par le failli consistait en un immeuble, à l'égard duquel la Régie n'était qu'un créancier chirographaire; que, par conséquent, M. Dubet avait eu le droit de l'abandonner à ses créanciers; enfin, que par l'effet du concordat, et d'après la loi du 17 juillet 1856, l'immeuble ainsi abandonné était devenu, dès l'homologation, la propriété commune et indivise des créanciers qui, dès lors, avaient pu le faire vendre pour leur compte et dans leur intérêt exclusif.

Le Tribunal a statué ainsi qu'il suit :

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il n'est pas contesté qu'antérieurement à la déclaration de faillite du sieur Dubet, marchand en gros à Saint-Aigulier, prononcée le 11 septembre 1890, l'administration des contributions indirectes était créancière de ce dernier de 42,887 fr. 02 et qu'aujourd'hui, par suite de paiements ou de décharges accordées par l'administration, la créance se trouve réduite à la somme de 11,469 fr. 50;

Attendu qu'à la date du 14 juin 1891, Dubet a obtenu de ses créanciers un concordat par abandon d'actif, et que l'unique immeuble constituant l'actif immobilier abandonné a été vendu à la barre du tribunal pour la somme de 16,500 francs, absorbée, jusqu'à concurrence de 8,000 francs, par une hypothèque, et de 4.916 fr. 93 par les frais; que le disponible, qui s'élevait à 2,204 fr. 32, a été versé au syndic;

Attendu que l'administration invoquant le bénéfice résultant à son profit de l'art. 47 du décret du 1er germinal an XIII qui lui donne privilège sur les meubles et effets mobiliers des comptables pour leurs débets, et sur ceux des redevables pour les droits, réclame le versement de cette somme et a pratiqué, par exploit de Gabarit, huissier à Jonzac, du 20 mars 1891, entre les mains de M. Lurat, syndic, une saisie-arrêt qu'elle demande au tribunal de valider, sur les sommes que celui-ci pouvait devoir au failli;

Attendu que la question étant ainsi posée, il est évident que le seul point à examiner est celui de savoir si l'abandon d'actif a eu pour résultat de transférer aux créanciers la propriété de l'immeuble, ou si, au contraire, au moment de la vente, le failli était encore propriétaire. Or, la question ne paraît pas douteuse. En effet, le concordat par abandon d'actif, aux termes de l'art. 541 C. com., n'a pas pour effet de replacer le failli à la tête de ses biens et de ses affaires; le régime des biens abandonnés est le même que le régime de l'union prévu par les art. 532 et suiv. La jurisprudence en a conclu que le concordat par abandon ne fait cesser l'état de faillite que relativement à la personne du failli et le maintient quant aux biens abandonnés (Cass. 10 février 1865). Or, il est certain que la faillite n'enlève pas au failli la propriété de ses biens. Cette propriété ne lui est donc pas enlevée par l'abandon. L'effet produit par l'abandon est le même que celui qui est produit par une cession de biens judiciaire, qui ne transfère pas la propriété aux créanciers (art. 1262 C. civ.);

Attendu que la question est, du reste, tranchée formellement par la loi du 17 juillet 1856; qu'avant cette loi, l'administration de l'enregistrement, considérant l'abandon comme une transmission de propriété, percevait le droit de mutation; que le nouvel art. 541, en assimilant le concordat à l'union pour la perception des droits d'enregistrement, décide par cela même qu'il n'y a pas mutation du droit de propriété;

Attendu qu'il semble même résulter des termes du concordat dont la minute a été déposée au greffe du Tribunal de commerce de Jonzac et que le tribunal s'est fait représenter, que la discussion théorique et sur le terrain seul de laquelle se placent les conclusions des parties serait oiseuse; qu'en effet, par le contrat intervenu le 14 janvier 1891 entre Dubet et ses créanciers, contrat mal rédigé d'ailleurs, et par suite peu clair, le failli semble cependant avoir expressément stipulé que la propriété de son immeuble lui serait conservée et que les créanciers n'auraient le droit de le faire vendre par les syndics, pour s'en attribuer le prix, que dans le cas où, dans le délai d'un an, Dubet n'aurait pas payé une somme de 16,500 francs représentant la valeur supposée de l'immeuble; que la vente a donc fait entrer dans le patrimoine du failli une valeur mobilière, et, que sur cette valeur, l'administration des contributions indirectes est en droit de faire valoir le privilège de l'art. 47 du décret de germinal précité;

Par ces motifs,

Après en avoir délibéré, jugeant en audience publique et en dernier ressort,

Valide la saisie-arrêt pratiquée suivant exploit du 20 mars 1891;

Dit que le syndic sera tenu de verser entre les mains de la Régie le produit de l'immeuble vendu, déduction faite du montant des créances hypothécaires et des frais légitimement dus;

Dit, par suite, que la somme de 2234 fr. 32, reliquat du prix de vente de l'immeuble abandonné par Dubet à ses créanciers, est grevée du privilège de la Régie pour le recouvrement des droits qui lui sont dus en vertu des contraintes signifiées;

Dit que le syndic, en versant ledit produit de l'immeuble, sera bien et valablement libéré d'autant;

Le condamne aux dépens...

M. VAUSSANGES rapp. — M. ROUSSEAU proc.

Note. — I. — Sur le premier point : L'art. 541 C. com. complété par la loi du 17 juillet 1856, exclut le débiteur du bénéfice de la cession de biens. Mais en créant le concordat par abandon total ou partiel de l'actif du failli, la même disposition règle le mode de liquidation des biens abandonnés aux créanciers, de telle sorte que l'abandon des biens, leur vente et la répartition de l'actif se trouvent placés sous la protection des garanties assurées par la loi à l'état d'union. Enfin, le texte précité assimile le concordat par abandon à l'union pour la perception des droits d'enregistrement.

La cession de biens judiciaire ne confère point aux créanciers la propriété des biens : elle leur en transmet simplement la possession, pour qu'ils puissent diriger la vente des biens que le débiteur a abandonnés (art. 1269 C. civ.; Demolombe, Contrats, n° 197; Laurent, Droit civil, t. XVIII, n° 223; Aubry et Rau, t. VIII, § 781 et notes).

Le rapprochement que l'art. 541 fait entre la cession de biens judiciaire et le concordat par abandon d'actif permet-il de considérer l'abandonnement comme un acte translatif de propriété? MM. Lyon-Caen et Renault, dans leur Traité de droit commercial, 1899, t. VIII, n° 747, expriment un avis contraire. (V. même sens : Ruben de Couder, Dictionnaire de droit commercial, v° Concordat ; Bédarride, t. II, n° 849-8°; Laroque-Sayssinel, t. I^er^, n° 1046).

Dans un autre ordre d'idées, du moment où les biens abandonnés par concordat sont soumis au régime de l'union, du moment où l'union comme le concordat par abandon sont assujettis au droit fixe exigible en cas de cession de biens (L. 22 frimaire an VII, art. 68 § 4; Cass. 28 janvier 1809 : D. v° Enregist., n° 4204) il est permis d'en déduire que le concordat par abandon n'a pas pour effet de transporter aux créanciers la propriété des biens abandonnés par le failli (car autrement il y aurait mutation et ouverture du droit proportionnel), et que l'adjudicataire tiendra les biens directement du chef du failli.

Le jugement rapporté ci-dessus a adopté un autre système, basé à la fois sur l'arrêt de cassation du 10 février 1864 (D. 64.1.236 — S. 64.1.141) et sur les principes en matière de faillite. Le concordat maintenant l'état de faillite quant aux biens abandonnés, et la faillite n'enlevant pas au failli la propriété de ses biens, cette même propriété ne saurait lui être retirée par l'abandon.

II. — Sur le second point : Il a été jugé que la Régie a privilège sur le solde d'un prix d'immeuble, ou sur le reliquat de ce prix après paiement des créances hypothécaires et privilégiées auxquelles il est affecté, sans qu'il y ait lieu de distinguer si ledit immeuble a été réalisé avant ou après la faillite : Cass. civ. 12 juillet 1854 (D. 54.1.303; S. 54.1.569); 16 mai 1888 (Gaz. Pal. 88.1.811 — D. 88.1.353 — S. 88.1.323). Or, dans l'espèce, l'immeuble Dubet avait été vendu depuis la faillite de ce débiteur et sur la tête du failli, puisqu'il s'était réservé le droit de le reprendre moyennant remboursement de sa valeur aux créanciers et dans un délai déterminé. Le reliquat du prix de vente se trouvait bien atteint, dès lors, par le privilège de l'art. 17 du décret de l'an XIII.

Au surplus, on ne comprendrait pas que, parce que la Régie n'a pas le pouvoir de transiger sur les droits : Cass. civ. 13 mars 1895 (D. 95.1.521 — S. 95.1.465); 30 octobre 1893 (D. 93.1.157); cr. 9 mai 1884 (D. 86.1.46), ni, par suite, de participer à un concordat : Paris 29 août 1836 (S. 37. 2.82), elle puisse être ainsi privée de la part à laquelle elle a droit. M° H.

234-235-236

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

18 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

RÉPÉTITION DE L'INDU. — RESTITUTION ORDONNÉE. — ERREUR NON CONSTATÉE. — CASSATION.

Celui qui réclame la restitution d'une somme, comme l'ayant indûment payée par suite d'une erreur, doit justifier non seulement du paiement dont il réclame la restitution, mais encore de l'erreur qui a déterminé le paiement.

Dès lors, manque de base légale et doit, par suite, être annulé, l'arrêt qui, en condamnant le créancier qui a reçu son paiement de la femme de son débiteur, à restituer à celle-ci la somme qu'elle lui a payée, déclare seulement que, ladite femme n'étant point engagée comme co-débitrice solidaire de son mari, le paiement, effectué par elle, a eu lieu sans cause, mais ne constate pas en même temps qu'elle a payée par erreur et parce qu'elle s'était crue personnellement débitrice.

Raverot c. époux Pascal.

La Cour,

Sur le premier moyen, tiré de la violation des art. 1377, 1235 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a condamné le sieur Raverot à rembourser les sommes par lui reçues des dames Pascal, alors que, s'il décide que lesdites dames n'avaient pas pris l'engagement personnel et solidaire d'acquitter le montant de l'ouverture de crédit, il ne décide pas qu'elles aient payé par erreur, et parce qu'elles se croyaient personnellement débitrice, et alors, d'autre part, que, soit comme créancier des sieurs Pascal, soit comme cessionnaire des reprises des dames Pascal, Raverot n'a reçu que ce qui lui était dû :

Vu l'art. 1376 C. civ.;

Attendu que celui qui réclame la restitution d'une somme, comme l'ayant indûment payée par suite d'une erreur, doit justifier non seulement du paiement dont il réclame la restitution, mais encore de l'erreur qui a déterminé le paiement;

Attendu que, après avoir décidé, par interprétation de l'acte d'ouverture de crédit consentie par Raverot aux sieurs Jean et Xavier Pascal à la date du 30 septembre 1891, que les dames Jean et Xavier Pascal n'étaient point engagées comme codébitrices solidaires de leurs maris et que le paiement par elles effectué avait eu lieu sans cause, l'arrêt attaqué ne constate pas, en même temps, qu'elles avaient payé par erreur et parce qu'elles s'étaient crues person-

nellement débitrices; qu'en statuant ainsi, il a violé la disposition de loi susvisée;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi,

Casse l'arrêt de la Cour de Lyon du 27 novembre 1897;

Renvoie devant la Cour de Riom.

MM. Fauconneau-Dufresne rapp.; Desjardins av. gén. — Mes Cordoen et Félix Bonnet av.

Note. — Cette décision de la Chambre civile ne peut qu'être approuvée. Elle s'appuie, en effet, d'une part, sur le texte de l'art. 1377 C. civ., qui déclare que « lorsqu'une personne, qui, *par erreur*, se croyait débitrice, a acquitté une dette, elle a le droit de répétition contre le créancier ». Ce texte subordonne bien ainsi la recevabilité de l'action en répétition à la croyance erronée, que l'auteur du paiement doit avoir eue et à laquelle il doit, en payant, avoir obéi, qu'il était débiteur. D'autre part, l'esprit du législateur, en édictant cette disposition, nous est révélé par les déclarations très formelles faites, dans le même sens, par le tribun Tarrible au Corps législatif : « L'erreur de celui qui paie peut *seule*, disait-il, entraîner la répétition de la chose : il doit avoir cru faussement ou que la chose était due au créancier, qui n'y avait aucun droit, ou qu'il la lui devait personnellement, tandis que dans la vérité elle était dûe par un autre. Sans cette fausse opinion, elle serait censée, au premier cas, avoir voulu donner ce qu'elle savait fort bien ne pas être dû, au second cas avoir voulu payer une dette légitime à la décharge du véritable débiteur, et toute voie de répétition lui serait justement fermée » (Locré, t. XIII, p. 55).

D'ailleurs, il n'y a pas à distinguer entre l'erreur de droit et l'erreur de fait : l'une et l'autre, et aussi bien l'une que l'autre, ouvrent à l'auteur du paiement fait par erreur l'action en répétition : Marcadé, sur l'art. 1377; Aubry et Rau, t. IV, § 442, texte et note 5; Colmet de Santerre, t. V, n° 357 *bis*-VII; Larombière, Obligations, t. V, p. 637.

COUR D'APPEL DE PAU

12 avril 1900.

Présidence de M. Dubreuil.

FAILLITE. — CONCORDAT AMIABLE. — TRAITÉ PARTICULIER. — NULLITÉ. — ACTION CIVILE. — RESTITUTION. — PRESCRIPTION. — DÉLAI.

L'action civile, intentée par un commerçant, bénéficiaire d'un concordat amiable par lui obtenu de ses créanciers, contre un de ceux-ci, en restitution de sommes qu'il a payées à ce dernier, en sus des dividendes concordataires, en exécution d'un traité particulier passé avec ledit créancier, et prohibé, en même temps que puni de peines correctionnelles, par les art. 597 et 598 C. com., se prescrit par trois ans, comme l'action publique à raison du délit resultant de ce traité. (Art. 2 et 638 C. inst. crim.)

Peu importe d'ailleurs à cet égard qu'à raison de la faillite, déclarée seulement au cours de l'instance, le demandeur se présente, au moment du jugement, assisté de son syndic, pour soutenir ladite action, qui, n'étant pas née au profit de la masse actuelle de la faillite, mais dans la personne dudit demandeur lui-même, doit être appréciée par rapport à lui dans ses effets et dans sa durée.

Lafforgue c. Pène.

Le 18 janvier 1899, le Tribunal de commerce de Bagnères-de-Bigorre avait rendu le jugement suivant :

« Attendu qu'à la date du 15 novembre 1876, Pène frères, négociants à Turaguet, obtinrent de leurs créanciers un concordat amiable, moyennant la promesse du paiement d'un dividende de 55 0/0 à des échéances échelonnées de 1877 à 1880, les 45 0/0 restant leur étant abandonnés par les créanciers; que Lafforgue, créancier de Pène frères d'une somme de 15,000 francs, obtint à la date du 17 janvier 1877 un règlement de la somme de 16,500 francs payable en divers mandats échelonnés du 31 mars 1877 au 31 août 1881, soit de la somme de 8,140 francs en excédent du dividende convenu par le concordat, et que, par exploit de Boué, huissier à Nestier, en date du 10 juin 1898, Valéry Pène, agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de seul et unique héritier de son frère, Jean Pène, décédé, a assigné Lafforgue en paiement de la somme de 17,201 fr. 50, représentant ledit excédent et les intérêts dudit courus à fin mai 1898 ;

« Attendu que Pène base sa demande sur les art. 597 et 598 C. com., et sur l'art. 1316 C. civ.;

« Attendu que Lafforgue soulève à l'encontre de ladite demande diverses exceptions tirées : 1° de la prescription de trois ans, édictée par les art. 2 et 638 C. inst. crim., applicables en vertu de l'art. 597 C. com. en matière de convention délictueuse; 2° de la prescription de dix ans résultant de l'art. 1304 C. civ.; 3° de l'irrecevabilité de ladite demande, basée sur le compte du 25 février 1883 remis à Lafforgue par Bellet, coliquidateur de la maison Pène frères; 4° du défaut de qualité de Valéry Pène pour engager la présente action, défaut de qualité tiré des transformations successives subies par la maison de commerce que représente aujourd'hui le demandeur, au point de vue de sa personnalité juridique et du défaut de production de certains effets dont ce dernier réclame le montant; 5° enfin, en ce qui

concerne la somme de 5,000 francs de dommages-intérêts, de la prescription de trois ans résultant de l'application de l'art. 597 C. com.;

« Attendu qu'il importe d'examiner les prétentions des parties; qu'il y a lieu d'observer tout d'abord que les art. 597 et 598 C. com. sont applicables tout aussi bien en matière de concordat amiable qu'en matière de concordat judiciaire;

« Attendu qu'il est acquis en fait qu'à la date du 17 janvier 1877, Pène frères remirent à Lafforgue divers mandats à échéances du 31 mars 1877 au 31 août 1881, en règlement de la somme de 16,500 francs, formant l'intégralité de la créance de ce dernier en capital et intérêts à cette dernière date;

« Attendu que ce règlement, intervenu quelques jours après le concordat obtenu par Pène frères, et alors que leur situation d'affaires ne pouvait assurément s'être améliorée, doit être considéré comme un avantage particulier fait à Lafforgue à la charge de l'actif;

« Attendu que, quoique de l'examen du dossier ne résulte pas la preuve matérielle d'une relation existant entre l'adhésion de Lafforgue au concordat de Pène frères, et l'avantage qui lui a été consenti par ces derniers, il est permis de dire, d'après les éléments de la cause, que cet avantage a été la conséquence du vote émis par Lafforgue lors de la signature du concordat du 15 novembre 1896;

« Attendu d'ailleurs qu'à défaut de la preuve matérielle dont s'agit, l'avantage accordé à Lafforgue dans les conditions ci-dessus est nul comme étant à la charge de l'actif de Pène frères et tombe sous l'application des art. 597 et 598 C. com.; que cette nullité résulte, en outre, d'une jurisprudence certaine consacrée par de nombreux arrêts et notamment par un arrêt de la Cour de cassation en date du 29 juillet 1874, qui décide « que tous traités, faits par un créancier avec le failli, sont atteints par les art. 597 et 598, par cela seul qu'il en résulte au profit du créancier un avantage à la charge de l'actif, lors même que ces traités sont postérieurs au concordat et qu'ils n'ont pas de relation avec le vote émis par ce créancier »;

« Attendu, par suite, que l'action de Valéry Pène est fondée en droit, aux termes des art. 597 et 598 susvisés, et qu'il importe d'examiner si elle doit recevoir la solution imposée par les susdits articles, en présence des exceptions soulevées par Lafforgue;

« Attendu, en ce qui concerne soit la prescription de dix ans, soit celle de trois ans par lui invoquée, qu'il a été définitivement jugé que les paiements faits en exécution d'engagements de la nature de l'engagement litigieux, sont soumis à la prescription trentenaire et par suite à l'application de l'art. 1376 du Code relatif à la répétition de l'indû; que l'action actuelle, en effet, bien que en principe basée sur les art. 597 et 598 C. com., n'a, en réalité, pour objet que les sommes indûment payées par Pène frères, et qu'elle est d'ailleurs fondée sur ledit article par le demandeur, qui le fait figurer en tête du compte par lui produit; que ces exceptions ont d'ailleurs été examinées et écartées dans les motifs de divers arrêts, joints au dossier, et rendus dans des instances identiques entre Pène et certains de ses créanciers;

« Attendu, quant au moyen basé sur le compte remis à Lafforgue le 15 décembre 1883, que les énonciations contenues dans ledit compte-courant ne sauraient au fond prévaloir contre la réalité des paiements, qui ont pu être faits par Pène frères en exécution du règlement du 1er janvier 1877; qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à ce moyen;

« Attendu, quant au défaut de qualité de Valéry Pène pour engager l'action, qu'on ne saurait contester que la maison Pène frères, la Société des manufactures de Turaguet, et la maison commerciale, que représente Valery Pène, ne soient la même maison de commerce, dont l'existence juridique et légale se personnifie actuellement en Valery Pène, lequel a pleine qualité pour exercer en justice les droits et actions attachés à ladite exploitation; que cette qualité a d'ailleurs été reconnue à diverses reprises à Valery Pène par les arrêts précités;

« Attendu, quant à la prescription invoquée relativement à la demande en dommages-intérêts formée par Pène, que cette demande est intimement liée à la demande principale basée, sur l'art. 1376 C civ., et doit, en conséquence, suivre le sort de cette dernière, et ne bénéficier comme elle que de la prescription trentenaire;

« Attendu, suivant les motifs qui précèdent, qu'il y a lieu de rejeter comme mal fondées et non justifiées les diverses exceptions invoquées par Lafforgue, et d'accueillir en principe la demande de Valéry Pène; mais qu'avant de statuer sur le montant des sommes réclamées par lui, il importe de nommer un liquidateur ayant pour mission de vérifier le compte de Pène, et la réalité des paiements effectués par lui;

« Par ces motifs,

« Prenant droit des art. 597 et 598 C. com., 1375 et 1378 C. civ., des faits, documents et cir-

constances de la cause, accueille comme juste et bien fondée en principe la demande de Pène; rejette, au contraire, comme non justifiées les diverses exceptions soulevées par Lafforgue à l'encontre de ladite demande ; mais, avant de statuer au fond sur le montant des sommes réclamées par le demandeur, commet d'office M. X... expert-comptable, à l'effet de procéder à la vérification contradictoire du compte produit par Valery Pène, etc. »

Le sieur Lafforgue a interjeté appel de ce jugement. D'ailleurs, au cours de l'instance d'appel, Valery Pène a été déclaré en faillite, et devant la Cour de Pau, l'instance a été suivie par Lafforgue, appelant, contradictoirement avec Valery Pène et le syndic de sa faillite. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu qu'il résulte des documents du procès, qu'à la date du 15 décembre 1876, les frères Pène obtinrent de leurs créanciers un concordat amiable, aux termes duquel il leur était fait remise de 45 0/0 des sommes dont ils étaient débiteurs, sous la condition de payer 55 0/0 desdites sommes à des échéances échelonnées de 1877 à 1880;

Attendu que Valery Pène, agissant tant en son nom personnel que comme représentant son frère décédé, prétend aujourd'hui que Lafforgue, un de créanciers de Pène frères pour une somme de 15,200 francs, obtint, malgré le concordat, un règlement en billets, payables du 31 mars 1877 au 31 août 1881, de tout ce qui était dû, et demande que ledit Lafforgue soit condamné à lui payer 17201 fr. 50, c'est-à-dire l'excédent en principal et accessoire des sommes qui lui revenaient aux termes du concordat du 14 décembre 1876, sans préjudice d'une somme de 5,000 francs à titre de dommages-intérêts;

Attendu que Lafforgue élève contre cette demande diverses fins de non-recevoir, et notamment une exception de prescription triennale tirée des art. 2 et 638 C. inst. crim.; qu'il échet tout d'abord pour la cour d'examiner le bien fondé de cette exception;

Attendu que la cour ne saurait s'arrêter à cette affirmation de Pène, à savoir que son action, ayant pour cause le fait matériel d'un paiement indûment effectué, ne peut se prescrire que par trente ans;

Attendu, en effet, que pour déterminer la durée d'une action, et la prescription à laquelle elle est soumise, il importe d'en considérer l'origine et la nature; que les faits, donnant lieu à la répétition de l'indû, peuvent être d'ordre différent comme pourraient l'être également les faits donnant lieu à l'action par enrichissement; qu'ils peuvent avoir notamment, les uns et les autres, une source délictueuse ou non délictueuse; qu'ils ne sauraient donc être appréciés, au point de vue des droits qui en découlent, indépendamment des circonstances qui ont présidé à leur existence;

Attendu que, dans son assignation en date du 10 juin 1898, Valery Pène expose lui-même, « qu'à la date du 17 juillet 1877, il a remis à Lafforgue les sommes que celui-ci avait abandonnées sur le montant de sa créance; que cela constitue un avantage prohibé par la loi, avantage que la maison Pène croyait pouvoir consentir »; qu'il résulte donc nettement des termes de l'assignation, rappelés ci-dessus, qu'il ne s'agit point, dans l'espèce, d'un paiement opéré par suite d'une erreur de fait, mais d'un paiement que Pène a consenti à faire, alors qu'il n'y était obligé, et que Lafforgue aurait consenti à recevoir, alors que la somme qui en faisait l'objet ne lui était pas due;

Attendu que ce paiement a ainsi été la conséquence d'un traité particulier intervenu entre Pène et Lafforgue, traité ayant pour résultat un avantage en faveur de Lafforgue à la charge de l'actif du concordataire; qu'il ne saurait, dès lors, être apprécié par la cour d'après les règles du Code civil, relatives au quasi-contrat résultant du paiement de l'indû; qu'il doit l'être, au contraire, d'après les dispositions spéciales du Code de commerce, prohibant les traités qui assurent à certains créanciers des avantages particuliers à la charge de l'actif du failli;

Attendu que si les art. 443, 446, 447 C. com. autorisent le représentant de la masse des créanciers à poursuivre la nullité de pareils traités, ces articles n'accordent pas ce droit au failli concordataire; que celui-ci doit, lorsqu'il veut agir en nullité de ces traités, invoquer spécialement le bénéfice des art. 597-598 C. com.;

Attendu qu'en admettant même, ce qui n'est pas établi, qu'antérieurement à la loi dont les art. 597-598 C. com. sont l'expression, la jurisprudence ait reconnu au failli concordataire, dans des espèces semblables à celle dont s'agit au procès, le droit d'agir en vertu des art. 443 et suiv. C. com., cette circonstance ne saurait empêcher que le sort de l'action, qui lui appartient en pareil cas, ne fût réglé aujourd'hui par la loi que les art. 597-598 ont inaugurée;

Attendu que l'art. 597 dispose « que le créancier, qui aura fait sur le failli un traité particulier, duquel résulterait en sa faveur un avantage à la charge de l'actif du failli, sera puni de l'emprisonnement et de l'amende »; qu'il résulte donc de cet article que la convention intervenue entre Pène et Lafforgue a un caractère délictueux; que l'action publique qui en découle se prescrivant par le délai de trois ans, il ne saurait en être autrement de l'action civile, basée, elle aussi, sur la convention délictueuse, que l'art. 598 accorde au failli;

Attendu que ces conséquences n'ont rien de surprenant et qu'elles se produiraient dans la pratique, si ces faits, qualifiés aujourd'hui quasi-délits par la loi existante, venaient, par exemple, à être qualifiés délits par une loi nouvelle; que les actions, résultant de ces faits, cesseraient immédiatemeut d'être soumises à la prescription de trente ans ans, pour

être soumises, à l'avenir, à la prescription triennale ;

Attendu que l'opinion, d'après laquelle les dispositions de l'art. 598 sont indépendantes de l'art. 597, est contraire au texte même de la loi ; qu'en effet le législateur, par la formule dont il se sert : « les conventions seront en outre déclarées nulles », indique nettement que ces conventions sont susceptibles d'une double répression, l'une correctionnelle, l'autre civile, sans, d'autre part, qu'il entende prolonger la durée de l'action civile au delà des limites fixées par les art. 2 et 638 C. inst. crim. ;

Attendu encore que l'art. 599, en disposant que l'action en annulation, dans le cas où elle serait poursuivie par la voie civile, devrait être portée devant le tribunal de commerce, indique, d'une façon implicite mais formelle, que la juridiction correctionnelle est compétente pour statuer à la fois sur l'action publique de l'art. 597, et sur l'action civile de l'art. 598; que, par conséquent, ces deux actions dérivent d'un même fait et ont la même cause;

Attendu, enfin, qu'il n'est pas exact de dire que la demande en répétition de l'indu dont s'agit au procès n'a pas le caractère d'une demande de dommages-intérêts basée sur une convention délictuelle; qu'en effet, le préjudice éprouvé par le failli, en ce qui concerne les sommes qu'il aurait payées en trop, résulterait évidemment de la convention qui aurait présidé au paiement et que c'est seulement après avoir démontré le caractère délictueux de cette convention qu'il puisse répéter les sommes payées; que cette démonstration n'étant plus possible aujourd'hui, son action en répétition doit, au point de vue de la prescription, suivre le sort de l'action correctionnelle ;

Attendu qu'il importe peu, pour la solution de la question, que Pène, qui vient d'être déclaré en état de faillite, soit assisté d'un syndic devant la cour, et que ses créanciers doivent profiter de l'action qu'il a intentée; que l'action dont s'agit, en effet, n'est pas née au profit de la masse actuelle de la faillite Pène; qu'elle est née dans la personne de Pène lui-même, et que c'est par rapport à lui qu'elle doit être appréciée dans ses effets et dans sa durée; que, si cette action est aujourd'hui prescrite, la prescription dont elle est atteinte peut être opposée à Pène en état de faillite et assisté d'un syndic; qu'il y a donc lieu de déclarer l'action de Pène purement et simplement éteinte, comme le serait l'action publique elle-même, par l'expiration d'un délai de trois ans ayant commencé à courir en l'année 1877, et d'infirmer sur ce point la décision des premiers juges ;

Attendu, dès lors, qu'il n'y a pas lieu d'examiner le mérite des autres exceptions et moyens opposés par Lafforgue à la demande de Pène ;

Par ces motifs,

Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ;

Infirme le jugement dont est appel et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire;

Déboute Pène et Vedeur, syndic, de toutes leurs demandes, fins et conclusions, les condamne aux dépens.

MM. CHASSAING av. gén.— Mes LAMAIGNÈRE et RICQUOIR av.

Note. — La question principale, tranchée par la Cour de Pau, dans l'espèce ci-dessus, se trouve nettement posée, et résolue dans le sens de la décision de cette cour, par MM. Lyon-Caen et Renault, Droit commercial, t. VIII, p. 244 : « L'action publique, dérivant de l'art. 597 C. com., disent-ils, se prescrit par trois ans en vertu de l'art. 638 C. inst. crim. ; la même prescription est-elle applicable à l'action en nullité de la convention illicite, et à l'action en rapport des sommes ou valeurs payées, ou ces actions ne sont-elles soumises qu'à la prescription de trente ans? » Et leur réponse est la suivante : « Ces actions peuvent être considérées comme des actions civiles, c'est-à-dire en réparation du dommage causé: aussi se prescrivent-elles *par trois ans*, comme l'action publique, à moins que l'action en rapport ou en répétition puisse être justifiée, sans que cela implique un délit de la part du créancier. » *Sic*: Brun de Villeret, Prescription en matière criminelle, n° 327; Bravard et Demangeat, Droit commercial, t. VI, p. 140 et suiv. V. cependant en sens contraire : Thaller, Droit commercial, 2e édition, n° 1113. Comp. aussi Cass. 28 août 1855 (S. 56.1.37 -- J. du P. 56.2.474 — D. 55.1.107); 5 mai 1863 (S, 63.1.301 — J. du P. 64.603 — D. 63.1.195); Dijon 17 juin 1864 sous Cass. 6 novembre 1866 (D. 66.1.441). Il convient d'ailleurs de remarquer que dans les espèces de ces trois arrêts, l'action en répétition était exercée par le syndic de la faillite au nom de la masse, et l'application des art. 446 et 447 C. com. suffisait, semble-t-il, pour justifier cette action, indépendamment de la sanction des art. 597 et 598 C. com. et du caractère délictueux imprimé par ces articles aux traités et conventions qu'ils prévoient. Dans l'espèce actuelle soumise à la Cour de Pau, c'était le concordataire qui exerçait l'action en répétition, et il ne pouvait être question pour lui d'invoquer les art. 446 et 447, édictés exclusivement dans l'intérêt de la masse créancière, et dont le syndic représentant de cette masse est, par suite, seul admis à se prévaloir.

Une jurisprudence constante reconnaît, d'ailleurs, les art. 597 et 598 C. com., applicables aussi bien au cas d'un concordat amiable obtenu par un commerçant en état de cessation de paiements avant toute déclaration de faillite, qu'au cas de concordat judiciaire après faillite déclarée : Cass. 22 août 1866, deux arrêts (S. 66.1.389 — J. du P. 66.1061 — D. 66.1.443); Lyon 20 janvier 1869 (S. 69. 2.98 — J. du P. 69.335 — D. 69.2.52); Aix 16 juin 1870 (S. 70.2.288 — J. du P. 70.1089 — 71.2.107); Paris 5 mars 1879 (S. 79.2.286 — J. du P. 79.1133 — D. 79.2.147).

TRIBUNAL CIVIL DE MONTBÉLIARD

25 juillet 1900.

Présidence de M. Lagrésille.

1° COMPÉTENCE CIVILE DES JUGES DE PAIX. — DEMANDE PRINCIPALE. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE. — PREMIER ET DERNIER RESSORT.

2° LOUAGE D'OUVRAGE. — ART. 1780 C. CIV. — GRÈVE. — FORCE MAJEURE (ABSENCE DE).

1° Le juge de paix, saisi d'une demande reconventionnelle, dont le chiffre dépasse le taux du dernier ressort, ne peut statuer qu'à charge d'appel, même sur la demande principale qui, isolément, n'eût pas été susceptible de ce recours.

2° L'ouvrier qui a quitté le service de son patron sans avertissement dans les délais d'usage, ne saurait être autorisé à réclamer des dommages-intérêts à ce dernier qui refuse de le réembaucher, mais lui en doit, au contraire, à raison de la brusque rupture du contrat, encore bien d'ailleurs qu'il invoque la prétendue force majeure résultant du cas de grève.

Loichot c. Hufflen.

LE TRIBUNAL,

Sur la recevabilité de l'appel :

Attendu que le juge de paix était saisi d'une action principale introduite par Loichot contre Hufflen à l'effet d'obtenir paiement de la somme de 72 francs pour salaire et à titre de dommages-intérêts et d'une action reconventionnelle de Hufflen en 150 francs de dommages-intérêts ; que cette action reconventionnelle n'était pas une simple défense à l'action principale et n'était pas non plus sans rapport avec elle ; qu'elle en était la réciproque ; que l'une et l'autre avaient également pour cause la brusque rupture du contrat de louage de services ayant existé entre Hufflen et Loichot et que le juge avait à décider auquel la rupture était imputable et lequel en conséquence était passible d'une indemnité ; que, dans ces conditions, la demande reconventionnelle n'étant susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, le juge de paix n'a prononcé sur les deux demandes qu'en premier ressort;

Au fond :

Sur la demande principale :

Attendu, en ce qui concerne les salaires, qu'Hufflen ne conteste pas devoir les salaires qui lui sont réclamés, qu'il n'existe pas de litige à ce sujet ;

Attendu, en ce qui concerne les dommages-intérêts, que Loichot a reconnu devant le juge de paix, ainsi qu'il est constaté au jugement du 27 juin 1900, avoir quitté lui-même le 13 juin l'atelier d'Hufflen pour se mettre en grève ;

Attendu que cet aveu de Loichot devait entraîner le rejet de sa demande d'indemnité ;

Attendu, il est vrai, que Loichot s'étant présenté le 16 juin à Hufflen, celui-ci a refusé de l'employer à nouveau ;

Mais attendu que le patron, à moins qu'il ne s'y soit expressément obligé, n'est nullement tenu de réadmettre, après la cessation de la grève, les ouvriers qui ont rompu avec lui ; que l'accord qui a mis fin à la grève des ouvriers du bâtiment à Montbéliard ne contient aucun engagement de la part des patrons de reprendre les ouvriers occupés auparavant ; qu'ainsi qu'il résulte du procès-verbal de conciliation en date du 15 juin, les délégués des patrons ont uniquement consenti certaines modifications des conditions du travail ;

Sur la demande reconventionnelle :

Attendu que Loichot, pour échapper aux conséquences de la faute qu'il a commise en quittant son patron sans avertissement et sans se conformer au délai d'usage, ne saurait invoquer comme constituant un cas de force majeure, la grève à laquelle il a participé de son plein gré ; qu'une grève n'est que l'exercice collectif du droit que possède chacun de refuser son travail ; que ce refus est aux risques et périls de ceux qui s'y sont volontairement et librement décidés et les expose, s'il a lieu en violation d'engagements par eux contractés, à des dommages-intérêts ; qu'il n'y a force majeure que pour les ouvriers qui, manifestant l'intention de continuer le travail, en sont empêchés par une circonstance indépendante de leur volonté, telle que la violence de la masse des non-travailleurs ou la fermeture des ateliers imposée par l'abstention du plus grand nombre ;

Attendu qu'il y a lieu de retenir l'appréciation du juge de paix qui a fixé à la valeur d'une semaine de salaire le montant de l'indemnité pour brusque congé, alors que le louage de services est de durée indéterminée ; que cette indemnité due par le patron, si c'est lui qui a rompu le contrat, est due par l'ouvrier, si, comme dans la cause, la rupture est le fait de celui-ci ;

Par ces motifs,

En la forme déclare l'appel recevable ;

Au fond, réformant le jugement du juge de paix de Montbéliard en date du 27 juin 1900,

Donne acte à Hufflen de ce qu'il offre et a offert devant le premier juge la somme de 40 francs montant des salaires qui lui sont réclamés ; déclare l'offre suffisante ; déboute Loichot des fins de sa demande en dommages-intérêts ;

Faisant droit à la demande reconventionnelle,

Condamne Loichot à payer à Hufflen, à titre de dommages-intérêts pour indemnité de congé, la somme de 28 francs ;

Condamne Loichot aux dépens de première instance et d'appel ;

Ordonne la restitution de l'amende.

M. AMEL juge suppl. f. f. de min. pub. — Mes MARVILLET et GROSJEAN av.

Note. — I. — Sur le premier point : Les termes très formels de l'art. 8 § 2 de la loi du 25 mai 1898 ne laissent point place à un doute sur l'exactitude de cette solution. Il n'y a même pas à distinguer, en l'espèce, comme lorsqu'il s'agit d'un litige porté devant un tribunal de première instance ou un tribunal de commerce, si la demande reconventionnelle est ou non exclusivement fondée sur la demande principale. Les art. 2 de la loi du 11 avril 1838 et 1er de la loi du 30 mars 1849 qui attribuent aux tri-

bunaux civils et aux tribunaux de commerce compétence pour juger en dernier ressort toute demande reconventionnelle en dommages-intérêts, quel qu'en soit le chiffre, quand elle est exclusivement fondée sur la demande principale elle-même sont inapplicables à la juridiction des juges de paix : Cass. 16 juin 1847 (S. 47.1.417 — D. 47.1.297) ; 10 mai 1865 (S. 65.1.327 — D. 65.1.334) ; 6 mai 1872 (S. 72.1.296 — D. 72.1.170) ; 26 mai 1873 (S. 73.1.385 — D. 74.1. 120) ; 5 avril 1881 (S. 83.1.446 — D. 81.1.341) ; 23 avril 1894 (Gaz. Pal. 94.1.697 — S. 94.1.360).

II. — Sur le deuxième point : Cette solution est également certaine. Le cas de grève ne saurait être en effet considéré comme un cas de force majeure, nul n'étant tenu de se mettre en grève, et la force majeure, d'autre part, « ne pouvant résulter que d'"un événement indépendant de la volonté humaine, et que cette volonté n'a pu ni prévoir ni conjurer ». Cass. 1er juillet 1857 (D. 57.1.307) ; 7 août 1890 (D. 91.1.431) et Rennes 7 mars 1895 (Gaz. Pal. 95.2.30) ; Aubry et Rau, t. IV, p. 103 ; Demolombe, Contrats, t. Ier, nos 548 et suiv. ; Larombière, t. II, p. 10, n° 1. Par application de ces principes, il a été fréquemment jugé qu'une grève n'avait pas pour effet de libérer les ouvriers des obligations par eux contractées envers leurs patrons : Trib. corr. Tarare 30 décembre 1890 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-1882, v° Louage d'ouvrage, n° 220) ; Trib. civ. Seine 18 février 1887 (Gaz. Pal. *eod. loc.*, n° 260) ; 5 août 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-1897, v° Louage d'ouvrage, n° 301) ; 30 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.1.516) ; Trib. com. Bourgoin 31 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.318). Bien plus, il est certain que l'ouvrier commet, en quittant son patron en dehors d'un cas de force majeure et sans observer les délais d'usage, une faute qui est sanctionnée par des dommages-intérêts, aux termes mêmes de l'art. 1780 C. civ.

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX (1re Ch.)

12 mars 1900.

Présidence de M. Quercy.

DIVORCE. — PENSION ALIMENTAIRE. — NON-PAIEMENT. — RÉCLAMATION. — MAL FONDÉ.

La pension allouée durant l'instance de divorce à la femme a un caractère purement provisionnel. Dès lors, si le divorce est prononcé finalement contre la femme, tout droit à des aliments se trouvant perdu pour elle, et les effets du jugement de divorce remontant à son égard au jour de la demande, l'allocation à elle faite doit être considérée comme l'ayant été à valoir sur les sommes dont son mari est tenu à remboursement envers elle.

Si ces sommes sont supérieures aux arrérages de la pension, et que celle-ci n'ait pas été payée, elle n'est pas exigible de la part de la femme.

Barat c. Barat.

Le Tribunal,

Attendu que Me Laroze, notaire à Bordeaux, ayant liquidé les reprises de l'épouse Barat à la suite du divorce prononcé contre elle, ce travail est critiqué par ladite dame : 1° en ce que partie seulement des objets mobiliers par elle apportés en mariage y est dite à elle restituable par son mari ; 2° en ce que ce dernier n'y est pas obligé à lui restituer en outre un service en argenterie et un service en porcelaine ; 3° en ce que ses reprises en argent n'y sont pas augmentées de la pension à laquelle il avait été condamné envers elle pendant l'instance et dont il n'a pas opéré le paiement ;

Attendu, sur la première de ces contestations, que le notaire liquidateur a constaté, à la suite des renseignements par lui pris, la livraison par Barat à sa femme, en cours de procès, des objets par elle à nouveau réclamés ; qu'elle ne rapporte ni n'offre aucune preuve contraire, et que, en cet état, sa prétention doit être repoussée ;

Attendu, sur la seconde critique, que le fondement n'en est aucunement établi par la contestante ; que, seulement, Barat se dit prêt à lui remettre les deux services dont s'agit, quoiqu'il eût le droit de n'en rien faire et qu'il y a lieu de donner acte de cette déclaration ;

Et attendu, sur la troisième critique, que la pension allouée à l'épouse Barat pour vivre pendant l'instance avait simplement un caractère provisionnel ; que le divorce ayant été prononcé contre elle, tous droits à aliments étant ainsi perdus pour elle aux termes de l'art. 301 C. civ., et les effets de la décision remontant à son regard au jour de la demande, par application de l'art. 252 du même Code, cette allocation doit être considérée comme lui ayant été faite à valoir sur les sommes dont son mari est tenu à remboursement envers elle ; que ces sommes sont supérieures aux arrérages de ladite pension qui de la sorte, si elle avait été payée, serait remboursable et, n'ayant pas été payée, n'est pas exigible de la part de la femme ; que, sans doute, une pareille conséquence ne résulterait pas du dernier des textes de loi précités envisagé seul ; que, par exemple, on ne devrait pas l'admettre si le divorce avait été prononcé contre le mari, mais que la raison en serait alors tirée seulement de ce que l'obligation alimentaire, subsistant pour lui, devrait *à fortiori* être maintenue rétroactivement ;

Par ces motifs,

Rejette les contestations élevées par sa femme divorcée à l'encontre du travail de Me Laroze ; homologue ce travail ;

Condamne la contestante aux frais qui l'ont suivi.

M. Matignon subst. du proc. de la Rép. — Me Bréjon et Nadaud av.

Note. — Jugé que l'obligation réciproque de secours et d'assistance établie par l'art. 212 conserve sa force jusqu'à la transcription et que le mari ne peut réclamer la restitution des sommes par lui payées pendant l'instance en divorce. V. Paris 13 décembre 1895 et 29 décembre 1892 (Gaz. Pal. 96.1.360) ; mais dans ce cas le divorce avait été prononcé aux torts respectifs des époux.

237-238-239-240

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

13 juillet 1900.

Présidence de M. Lœw.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — QUALIFICATION LÉGALE DES FAITS. — POUVOIR DE LA COUR DE CASSATION. — DÉSIGNATION DE LA PERSONNE. — POUVOIR DU JUGE DU FAIT.

S'il appartient à la Cour de cassation d'apprécier au point de vue légal les faits qui ont été poursuivis sous la qualification de diffamation et d'injures, c'est aux juges du fait de constater souverainement, d'après les circonstances de la cause, quelles sont les personnes diffamées ou injuriées, lorsque celles-ci n'ont pas été nommément désignées.

Bailly et consorts c. l'*Echo Saintongeois*.

La Cour,

Sur le premier moyen, tiré de la violation de la loi du 29 juillet 1881, en ce que l'arrêt attaqué a refusé de voir dans l'article de l'*Echo Saintongeois*, du 16 novembre 1899, des diffamations et injures à l'égard des demandeurs et spécialement du père Bailly :

Attendu que, s'il appartient à la Cour de cassation d'apprécier au point de vue légal les faits qui ont été poursuivis sous la qualification de diffamation et d'injure, c'est aux juges du fait de constater souverainement, d'après les circonstances de la cause, quelles sont les personnes diffamées ou injuriées lorsque celles-ci, comme dans l'espèce, n'ont pas été nommément désignées ;

Attendu que l'arrêt attaqué et le jugement, dont il s'est approprié les motifs, déclarent, tant d'après le contenu de l'article incriminé que d'après les circonstances dans lesquelles il a été publié, qu'il est tout entier dirigé non contre les demandeurs pris comme individus, mais contre la collectivité ou congrégation dont ils font partie ; qu'il suit de là que les demandeurs, n'ayant point été attaqués personnellement, n'avaient pas qualité pour agir, et que, sans qu'il y ait lieu d'examiner si ledit article s'est exactement renfermé dans les limites de la discussion permise, leur pourvoi doit être rejeté ;

Attendu, en ce qui concerne spécialement le sieur Bailly, que, si l'article incriminé altère légèrement ses paroles en lui faisant dire que les Assomptionnistes « sont gens de négoce », de telles expressions ne contiennent rien d'injurieux envers lui ni rien qui atteigne son honneur ou sa considération ;

D'où il suit que, même à son égard, le moyen ne saurait être accueilli ;

Sur le second moyen, pris de la violation de l'art. 33 § 2 de la loi du 29 juillet 1881, en ce que l'arrêt attaqué aurait à tort admis l'excuse de provocation relativement au délit d'injures :

Attendu que, par les motifs qui ont fait repousser le précédent moyen, celui-ci perd toute portée ; qu'il est donc inutile de l'examiner ;

Et attendu, en outre, que l'arrêt attaqué est régulier en la forme ;

Rejette.

MM. Accarias rapp. ; Duboin av. gén. — Me Le Marois av.

Note. — La Cour suprême maintient par cet arrêt une jurisprudence constante : Cass. 18 mai 1872 (D. 72.1.152) ; 29 novembre 1872 (Bull. crim. n° 295 — D. 72.5359) ; 29 janvier 1875 (S. 75.1.138) ; 16 août 1879 (S. 80.1.144 — D. 80.1,144) ; 8 décembre 1894 (S. 95.1.426).

COUR D'APPEL DE DOUAI (1re Ch.)

25 juin 1900.

Présidence de M. Paul, premier président.

COUR D'APPEL DE GRENOBLE (1re Ch.)

8 août 1900.

Présidence de M. Paillé, premier président.

(deux espèces)

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° CALCUL DU SALAIRE DE BASE. — ALLOCATIONS GRACIEUSES ÉMANANT DE TIERS. — POURBOIRES DES COCHERS LIVREURS. — 2° DÉCLARATIONS DEVANT LE PRÉSIDENT CONCILIATEUR. — FORCE OBLIGATOIRE.

1° *Si le salaire de l'ouvrier doit comprendre tout ce qui lui est alloué en représentation de son travail, soit en argent, soit en nature, quelle que soit la dénomination sous laquelle le salaire a pu être accepté par l'ouvrier et perçu par lui, on ne doit pas comprendre dans la détermination de ce salaire les allocations gracieuses, purement facultatives, émanant du patron ou des tiers, mais seulement celles qui, résultant d'une convention ou d'un usage, ont un caractère de certitude et de stabilité permettant au juge de décider non seulement que l'ouvrier a dû compter sur elles, mais aussi que leur quantum n'en est pas aléatoire et peut être déterminé* (1er arrêt et motifs implicites du 2e arrêt).

Spécialement, lorsqu'il est d'usage pour les clients d'un entrepreneur de factage de donner un pourboire de 0 fr. 10 par 100 kilogrammes au cocher-camionneur dont ils requièrent les services, ces pourboires dont la détermination exacte est absolument impossible, ne peuvent

entrer en ligne de compte pour le calcul du salaire de base (1er arrêt).

Jugé au contraire que les pourboires donnés volontairement au voiturier d'un entrepreneur de camionnage lors de la remise des colis à leurs destinataires doivent être compris dans le calcul du salaire de base, encore bien que leur taux soit variable, s'il n'est pas d'ailleurs impossible de les chiffrer approximativement (2e arrêt).

2° *Les déclarations faites par l'ouvrier quant au quantum de son salaire annuel tant devant le juge de paix que devant le président du tribunal peuvent être complétées devant le tribunal ; il en est ainsi, par exemple, quand, ayant porté sur le salaire directement payé par le patron, elles n'avaient pas compris les allocations complémentaires susceptibles de s'y ajouter.*

1re espèce. — Douai 25 juin 1900.

X... c. veuve Poupart.

LA COUR,

Attendu que la seule question soumise à la Cour est celle de savoir s'il y a lieu, pour déterminer le taux de la rente due à la veuve Poupart et à ses enfants, de comprendre, ainsi que l'ont fait les premiers juges, dans le salaire de l'ouvrier victime, au cours de son travail, d'un accident suivi de mort, les gratifications et pourboires que, sous le titre de droit de factage, il pouvait toucher des clients chez lesquels il allait chercher ou livrer des marchandises ;

Attendu que, s'il est vrai que le salaire de l'ouvrier doit comprendre tout ce qui lui est alloué en représentation de son travail, soit en argent, soit en nature, quelle que soit la dénomination sous laquelle le salaire a pu être escompté par l'ouvrier et perçu par lui, le caractère forfaitaire de la loi ne permet assurément pas de comprendre dans la détermination de ce salaire les allocations gracieuses, purement facultatives, qu'elles émanent du patron ou des tiers ; qu'en effet elles échappent à une évaluation régulière et certaine ;

Attendu que l'on peut admettre, comme l'ont fait les premiers juges, qu'il n'y a lieu de se préoccuper du principe ou de l'origine des allocations ; qu'elles résultent d'une convention ou d'un usage, mais qu'il faut nécessairement qu'elles aient les caractères de certitude et de stabilité qui permettront au juge de décider, non seulement que l'ouvrier a dû compter sur elles, mais aussi que leur quantum n'en sera pas aléatoire et pourra être déterminé ;

Attendu qu'il est constant et qu'il n'est d'ailleurs pas méconnu que les clients, chez lesquels Poupart conduisait ou prenait des marchandises, ne lui devaient aucune rémunération, mais que si, pour une raison quelconque, ils faisaient appel à ses services, soit pour charger, soit pour décharger les sacs livrés, suivant l'usage, ils rétribuaient le travail auquel le charretier n'était pas tenu par une somme minima de 0 fr. 10 par 100 kilogs ; que, dans ces circonstances de fait, ces gratifications ou pourboires ne sauraient être considérés comme éléments de salaire ; que leur détermination exacte est absolument impossible ; que la mesure préparatoire ordonnée par les premiers juges ne pourrait en fixer le chiffre ; que, sans doute, on pourrait trouver dans les livres de commerce du maître les quantités transportées par Poupart, mais qu'on n'y verrait aucune indication permettant de déterminer d'une manière même approximative combien de fois les clients auraient fait appel à son obligeance et quelles sommes il aurait touchées pour ce service ;

Par ces motifs,

Infirme, etc.

M. CHOUZY av. gén. — Mes ALLAERT et DEGAND av.

2e espèce. — Grenoble 8 avril 1900.

Delacquis c. Berthuin.

LA COUR,

Attendu que les déclarations faites par Berthuin tant devant le juge de paix que devant le président, en ce qui concerne la détermination du salaire annuel, n'ont nullement le caractère d'un contrat judiciaire et extrajudiciaire ; que, pour avoir uniquement porté sur le quantum du salaire directement payé par le patron, elles ne sont pas nécessairement exclusives des allocations complémentaires susceptibles de s'y ajouter ; que, sainement interprétées d'après les circonstances de la cause et les présomptions, elles ne sauraient être considérées comme une renonciation tacite de Berthuin à se prévaloir des autres éléments qui contribuent à former le salaire annuel, aux termes de la loi du 9 avril 1898, et qu'elles ont pu valablement être complétées par lui devant le tribunal, les accords des parties n'ayant à aucun moment fixé définitivement l'indemnité due en la matière ;

Attendu que si l'entrepreneur de camionnage Delacquis, comme il le soutient, ne prend point envers sa clientèle l'engagement de remettre à l'étage et à la porte même du logement de chaque destinataire les colis qu'il se charge de transporter, c'est cependant ainsi dans l'usage que les choses se passent moyennant un pourboire volontairement payé au voiturier par le destinataire et ce, au vu et au su de Delacquis ; que, bien évidemment, si celui-ci tolère une semblable pratique susceptible de retenir ses hommes quelques instants de plus, c'est tout à la fois parce qu'il a le plus grand intérêt à satisfaire ses commettants et parce qu'il sait tenir compte dans le traitement qu'il paie à ses employés du casuel qu'entraîne nécessairement à leur profit la remise des colis à domicile ; qu'il s'agit ici, sous la forme de pourboires, non pas de gratifications acciden-

telles et clandestines, dues à une pure munificence et impossibles à prévoir comme à arbitrer, mais de rétributions accessoires et habituelles, représentant un travail déterminé et concourant à former cette rémunération effective dont parle l'art. 10 de la loi du 9 avril 1898, mais d'allocations normales et attendues dont le taux seul est variable, qu'il n'est pas impossible de chiffrer approximativement et dont, par conséquent, les patrons sont fondés à faire état aussi bien dans leurs contrats avec les compagnies d'assurances que dans leurs contrats avec les ouvriers ;

Attendu qu'il n'est pas de contestation sur l'évaluation des pourboires, telle qu'elle a été faite par le tribunal ;

Attendu que la partie succombante doit être condamnée aux dépens ;

Par ces motifs,

Sans s'arrêter à l'appel mal à propos formé par Delacquis contre le jugement du Tribunal civil de Vienne du 8 juin 1900, maintient et confirme ledit jugement pour sortir son plein et entier effet ;

Dit, en conséquence, que les pourboires reçus par Berthuin devront entrer en ligne de compte dans la fixation du salaire annuel ;

Rejette comme mal fondées toutes les conclusions contraires de l'appelant ;

Déboute ce dernier et le condamne aux dépens ainsi qu'à l'amende.

M. Biseuil av. gén. — Mes Lombard (du barreau de Vienne) et Millevoye (du barreau de Lyon) av.

Note. — I. — Sur le premier point : La solution consacrée paraît indiscutable, surtout en présence des circonstances de fait relevées par l'arrêt.

II. — Sur le second point : La question tranchée en sens contraire par les deux arrêts recueillis est neuve et intéressante. Les deux cours d'appel paraissent admettre comme base de leur raisonnement des principes semblables relativement aux allocations qui doivent être ajoutées au salaire fixe pour le calcul du salaire de base ; mais appelées à en faire l'application à des espèces qui paraissent en fait avoir la plus grande analogie, elles se séparent l'une de l'autre. La Cour de Grenoble considère comme un supplément de paye, susceptible d'évaluation, les pourboires bénévolement donnés au voiturier d'un camionneur quand il remet au domicile des destinataires les colis qu'il transporte. La Cour de Douai reconnaît à ces mêmes pourboires un caractère différent. Il nous paraît certain, en fait, comme le dit l'arrêt de Grenoble, que ces gratifications sont prises en considération au moment de la formation du contrat de travail, et à ce titre elles apparaissent bien comme un supplément de paye sur lequel l'ouvrier a dû compter. Mais il faut reconnaître que, jusqu'ici tout au moins, on n'en tient aucun compte lors de la conclusion du contrat d'assurance. Aussi, avec la doctrine de cet arrêt, la compagnie qui assure paiera-t-elle, en cas d'accident, une indemnité basée sur un salaire formé à la fois par la rémunération de l'ouvrier par le patron et par les pourboires qui lui sont ordinairement remis, alors que la prime qu'elle perçoit n'est calculée que d'après le salaire directement payé par le patron à son ouvrier.

A rapprocher de cette question celle toujours controversée de savoir si les indemnités de déplacement allouées aux employés de chemin de fer doivent ou non être ajoutées au salaire pour le calcul du salaire de base. Dans le sens de l'affirmative : V. Trib. civ. Laval 3 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.284) ; Trib. civ. Dijon 18 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.466) ; Douai 29 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.140). Pour la négative : Dijon 2 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.617).

COUR D'APPEL DE TOULOUSE (1re Ch.)

6 avril 1900.

Présidence de M. Dormand.

DIVORCE (CONVERSION DE SÉPARATION DE CORPS EN). — POUVOIR D'APPRÉCIATION.

L'art. 310 C. civ., en édictant la possibilité de convertir, au bout de trois ans, le jugement de séparation de corps en jugement de divorce sur la demande de l'un ou de l'autre époux, sans distinction entre celui contre lequel la séparation a été prononcée et celui qui l'a obtenue, a réservé aux tribunaux le pouvoir d'apprécier l'opportunité de cette conversion, en tenant compte d'éléments divers dont les uns sont d'intérêt général et social et les autres d'ordre privé.

En cette matière, les magistrats doivent, avant tout, pour répondre à la pensée du législateur, se préoccuper de la possibilité d'aboutir à une réconciliation entre les époux, et ils doivent tirer les motifs de leur décision de circonstances multiples et souvent complexes, telles que l'âge des époux, leur situation de famille, leur conduite passée et même postérieure au jugement, et notamment celle du demandeur en conversion, des causes de dissentiments existant entre eux, de l'espoir de les voir disparaître ou de l'impossibilité de les supprimer dans l'avenir.

Dame Juppont c. Juppont.

Le 10 février 1900, le Tribunal civil de Toulouse avait rendu le jugement suivant :

« Attendu que le sieur Juppont demande la conversion en divorce de la séparation de corps prononcée contre lui le 4 juillet 1896 ;

« Attendu qu'il est contraire au droit et à la raison de faire sortir une prérogative quelconque au profit de l'époux condamné des torts qu'il a eus envers son conjoint, alors qu'il les multiplie et les aggrave depuis le prononcé de la séparation de corps, ainsi qu'offre de le prouver vis-à-

vis de lui la dame Juppont; qu'un époux coupable qui n'aurait pu demander la séparation ou le divorce ne doit pas être autorisé à demander la conversion en divorce d'une séparation prononcée contre lui; que le contraire serait d'un utilitarisme immoral; qu'en effet, si la défenderesse prouve que son mari a vécu dans le désordre, dans une union irrégulière, peut-être même antérieure à la séparation, violation impudente du mariage, nouvelle offense à l'épouse légitime, qu'il ne poursuit la dissolution du mariage que pour légitimer son union avec la concubine, il est juridique de refuser à l'époux coupable la conversion;

« Attendu que cette solution est en harmonie avec l'idée qui a présidé à la détermination des causes du divorce; que la solution contraire n'effacera point le scandale, produira bien rarement l'apaisement, et que l'intérêt de la société n'est point de voir ériger en principe que la passion est tout, que la volonté n'est rien; or, attendu que la dame Juppont offre de prouver que son mari vit publiquement en concubinage avec une dame Barthez dans le même appartement, s'affichant avec elle en tous lieux, lui donnant le nom de Mme Juppont, et annonçant son prochain mariage avec elle;

« Attendu que ces faits ne sont invoqués par la dame Juppont que comme un moyen pour les juges d'exercer en connaissance de cause la faculté qu'ils ont de convertir ou de ne pas convertir la séparation en divorce; que la preuve des faits postérieurs à la séparation est une suite naturelle de l'instance en conversion valablement contenue dans cette procédure; que le mot « pourra », inséré dans l'art. 310, donnant au juge la faculté de conversion ou de non-conversion, le législateur a, par suite, autorisé les juges à apprécier la conduite des époux postérieure à la séparation de corps, et, par voie de conséquence, ne leur a pas défendu les moyens d'investigation légaux leur permettant cette appréciation et dont l'un d'eux est la preuve testimoniale, et, notamment, celle des faits d'inconduite postérieurs à la séparation; que l'attitude actuelle des époux doit avoir une grande influence sur la rupture du lien matrimonial et l'accueil qui pourra être fait à la demande de conversion;

« Attendu aussi qu'il faut tenir compte de l'attitude de la dame Juppont; qu'elle offre en effet avec la plus grande insistance de reprendre la vie commune; qu'en présence de cette attitude, de l'amour paternel qui, certainement persiste, dans le cœur du mari, tout espoir de réconciliation ne semble pas absolument impossible entre les époux; que Juppont peut, à un moment donné, mieux éclairé par l'expérience et tout au moins dans l'intérêt de son enfant, être disposé à renouer le lien conjugal;

« Attendu qu'il y a lieu de restreindre l'offre de preuve aux faits postérieurs au 4 juillet 1896, date du jugement de séparation de corps; que ces faits sont admissibles et pertinents et que la loi en autorise la preuve... »

Appel. — Arrêt:

La Cour,

Attendu que l'art. 310 C. civ., en édictant la possibilité de convertir, au bout de trois ans, le jugement de séparation de corps en jugement de divorce, sur la demande de l'un ou l'autre époux, sans distinction entre celui contre lequel la séparation a été prononcée et celui qui l'a obtenue, a réservé aux tribunaux le pouvoir d'apprécier l'opportunité de cette conversion, en tenant compte d'éléments divers dont les uns sont d'intérêt général et social et les autres d'ordre privé; que cette faculté n'est, en principe, contestée au juge ni par la doctrine, ni par la jurisprudence et ne saurait l'être; que cela est si vrai qu'il a été présenté au Parlement diverses propositions de loi ayant pour objet de rendre la conversion obligatoire, lesquelles n'ont pas abouti;

Attendu que les magistrats doivent, en cette matière, se préoccuper avant tout, pour répondre à la pensée du législateur, de la possibilité d'aboutir à une réconciliation entre les époux; qu'ils doivent tirer les motifs de leur décision de circonstances multiples et souvent complexes, telles que l'âge des époux, leur situation de famille, leur conduite passée ou même postérieure au jugement, et, notamment, celle du demandeur en conversion, des causes de dissentiments existant entre eux, de l'espoir de les voir disparaître ou de l'impossibilité de les supprimer dans l'avenir;

Attendu que, faisant à l'affaire soumise à la cour l'appréciation de ces principes, il y a lieu de reconnaître que les époux Juppont, étroitement unis pendant les dix premières années d'un mariage contracté en vertu d'une inclination aussi désintéressée que spontanée, dont la naissance tardive et ardemment désirée d'un enfant eut dû resserrer les liens, n'ont vu la discorde s'élever entre eux que sous l'empire d'une influence néfaste s'exerçant sur le mari et l'entraînant, quelle qu'en soit la nature, à trahir ses devoirs en désertant le domicile conjugal et en abandonnant sa femme et son enfant;

Attendu que rendre définitive par le divorce la rupture du lien conjugal, en ce moment, serait à la fois créer à la femme une situation imméritée, enlever au mari la possibilité d'un retour qu'il est encore permis d'espérer d'un homme de cœur et d'intelligence arrivé à sa maturité et encouragé par la facilité qu'il aurait désormais de s'y livrer sans

contrainte, la passion même qui a engendré les faits ayant motivé la séparation de corps;

Par ces motifs,

Réformant le jugement rendu le 10 février 1900 par le Tribunal civil de Toulouse, rejette la demande du sieur Juppont, etc.

M. LE GALL av. gén. — Mes PÉRÈS et DÉSARNAUTS av.

Note. — Le pouvoir d'appréciation des juges est reconnu par tout le monde. Quant aux motifs qui doivent les guider dans l'examen de la question dont la solution est laissée à leur convenance, ils sont énoncés dans la décision rapportée, conformément à la jurisprudence antérieure. V. Lyon 1er mars 1894 (Gaz. Pal. 94.1.722); Dijon 3 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.405); Cass. 21 avril 1896 (Gaz. Pal. 96.1.678).

COUR D'APPEL D'ORLÉANS

30 janvier 1900.

Présidence de M. Noblet.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE. — BAL. — MORCEAUX DE MUSIQUE. — EXÉCUTION. — AUTORISATION. — CAFETIER.

Le cafetier qui prête à des musiciens, à titre exceptionnel, une salle qui n'a aucune communication avec le café, sans exiger aucune rétribution et sans augmenter le prix des consommations, qui, en outre, est resté étranger au bal organisé chez lui, ne peut être considéré comme un directeur ou un entrepreneur de bals publics au sens de l'art. 428 C. pén.; il ne peut donc être responsable de l'infraction commise par les musiciens qui ont exécuté des morceaux de musique sans le consentement préalable des auteurs, ni comme auteur principal, puisqu'il n'est pas le directeur ou l'entrepreneur du bal, ni comme complice, s'il n'a pas participé au chant ou à l'exécution desdits morceaux.

Société des Auteurs lyriques c. Fougeron.

LA COUR,

Attendu que Fougeron est poursuivi pour avoir fait exécuter publiquement, au cours d'un bal donné dans son établissement, trois morceaux de musique: « Lolotte », polka de Boisson, « le Château d'If », quadrille de Bléger, « Pizzicata », polka de Mullot, sans avoir préalablement obtenu le consentement des auteurs, ce qui constituerait le délit prévu par l'art. 428 C. pén.;

Attendu que le sieur Blin, employé chez Pavillon, représentant la Société des auteurs, a déclaré devant les premiers juges avoir noté, le 11 mai 1899, au cours du bal installé par les musiciens Maloiseau et Roufland, dans une salle appartenant à Fougeron, trois morceaux de musique qu'un de ses amis, auquel les airs ont été fredonnés, lui a dit être « Estelle », le « Château d'If » et « Pizzicata »; mais que la cour n'a pas sur le savoir musical de cet agent d'assurances des renseignements lui permettant d'ajouter une foi absolue à sa déposition; que celle-ci est contredite par celle du musicien affirmant n'avoir joué que des morceaux du répertoire Dupeyrat; que Blin et son ami ont pu commettre une erreur en confondant entre eux des airs présentant une certaine analogie;

Attendu qu'une expertise ordonnée aujourd'hui ne pourrait, à raison du temps écoulé depuis le fait incriminé, donner des résultats utiles;

Attendu qu'à supposer même, ce qui n'est nullement établi, que les œuvres musicales susvisées aient été exécutées le 11 mai 1899, la décision des premiers juges devrait encore être maintenue; que Fougeron, tonnelier et cafetier, a prêté à des musiciens ce jour-là, ce qu'il fait deux ou trois fois l'an, une salle qui n'a aucune communication avec le café, sans exiger aucune rétribution et sans augmenter le prix des consommations; qu'il est resté étranger à l'organisation du bal installé chez lui, et que c'est avec raison que, dans ces circonstances, le tribunal a décidé qu'il ne pouvait être considéré comme un directeur ou un entrepreneur de bals publics, au sens de l'art. 428 C. pén., et, par suite, comme étant l'auteur principal de l'infraction prétendue;

Attendu qu'on ne saurait voir non plus en lui le complice d'un acte dont Maloiseau et Roufland seraient les auteurs principaux; que la complicité est punissable, il est vrai, alors même que celui à qui elle est reprochée n'a tiré aucun profit personnel de son concours, mais qu'aux termes de l'art. 60 C. pén., n'est considéré comme complice que celui qui a fourni avec connaissance le moyen devant servir l'action; que, si Fougeron connaissait, par les démarches faites auprès de lui, la prétention de la société demanderesse d'exiger la perception des droits qui pouvaient lui être dus, il n'a pas participé au choix des morceaux joués, le 11 mai, dans une salle de son établissement; qu'il n'a ni prévu ni pu prévoir que, parmi ces œuvres musicales, il s'en trouverait trois que ces messieurs exécuteraient, au mépris des droits que protège l'art. 428 C. pén.;

Par ces motifs,...

M. PEYSONNIÉ av. gén. — Mes DOUMERGUE et ROUSSET av.

Note. — V. dans le sens de l'arrêt rapporté : Pouillet, nos 823 et 825; Cass. 28 février 1881 (D. 81.1.329). Mais le caractère d'entrepreneur de spectacles a au contraire été reconnu à un cafetier qui avait organisé lui-même un bal avec des musiciens payés par lui. V. Trib. paix Paris 11 janvier 1889 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92, vo Propriété littéraire, nos 194 et 195).

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-SEVER

2 août 1900.

Présidence de M. Monlezun.

INTERDICTION. — PROCÉDURE. — DEUXIÈME INTERROGATOIRE.

En matière d'interdiction, les tribunaux peuvent toujours ordonner un second interrogatoire du défendeur s'ils l'estiment nécessaire ou utile pour s'éclairer : l'art. 497 C. civ., en parlant d'un premier *interrogatoire, laisse entendre en effet qu'il en pourra être prescrit d'autres.*

Consorts Clauzet c. Clauzet.

LE TRIBUNAL,

Attendu que l'interrogatoire, auquel il a été procédé en chambre du conseil le 1er juin 1900, démontre jusqu'à l'évidence que le docteur Clauzet, défendeur à la demande en interdiction, est bien atteint d'une certaine faiblesse intellectuelle dont abusent de mauvais plaisants, irrespectueux de son grand âge, pour le persuader de l'existence de faits invraisemblables et même de son admission dans de prétendus ordres honorifiques dont il se montre très fier;

Attendu que jusqu'ici, à la vérité, il n'a pas encore été justifié qu'elle l'ait empêché de gouverner sa personne et d'administrer ses biens d'une façon suffisante; mais, que le tribunal n'en doit pas moins se demander si cette crédulité du docteur et sa tendance aux distinctions ne sont pas assez intenses pour, à l'occasion, oblitérer sa raison et faire craindre que, dans l'avenir, elles ne puissent être par des gens habiles fructueusement exploitées au détriment de sa fortune;

Attendu qu'un nouvel interrogatoire du défendeur en chambre du conseil. portant plus particulièrement sur cet ordre d'idées, l'édifierait peut-être à cet égard; que cette mesure d'instruction est possible aux termes de l'art. 497 C. civ. qui, parlant d'un premier interrogatoire, donne à entendre qu'il en pourra être prescrit d'autres (Laurent, t. V, p. 322; Demolombe, t. VIII, p. 375); et qu'il y a lieu, tout d'abord, de l'ordonner en réservant aux parties tous leurs droits et moyens;

Par ces motifs,

Avant dire droit et réservant aux parties tous leurs droits et moyens;

Ordonne que, sur signification du présent jugement à la requête des demandeurs, le docteur Clauzet sera tenu de comparaître en la chambre du conseil du tribunal le jeudi 18 octobre 1900 à 3 heures de l'après midi pour y subir un nouvel interrogatoire en présence de M. le procureur de la République.

Note. — La question ne paraît pas avoir été tranchée jusqu'à ce jour par la jurisprudence, mais la doctrine l'a résolue dans le sens du jugement recueilli : V. Aubry et Rau, t. I, § 125 et 515; Laurent. t. V, § 125, n° 269); Demolombe, t. VIII, n° 512. A l'argument tiré de l'art. 497 C. civ., on peut ajouter un argument tiré de l'art. 500 C. civ. qui autorise le juge d'appel à procéder à un nouvel interrogatoire s'il le juge nécessaire : V. Cass. 5 février 1895 (Gaz. Pal. 95.1.286 — S. 95.1.116 — D. 95.1.96).

TRIBUNAL CIVIL DE CAMBRAI

3 mai 1900.

Présidence de M. Moreau.

JUGEMENTS ET ARRÊTS PAR DÉFAUT. — OPPOSITION PAR ACTE EXTRAJUDICIAIRE. — OBLIGATION DE RÉITÉRER DANS LA HUITAINE. — ART. 162 C. PR. CIV. — DÉFAUT D'EXÉCUTION DU JUGEMENT.

L'opposition par acte extrajudiciaire, non réitérée dans la huitaine conformément à l'art. 162 C. pr. civ. et conséquemment réputée non avenue, peut être renouvelée tant qu'il n'y a a pas eu exécution du jugement dans le sens des art. 158 et 159 C. pr. civ.

Dame Petit c. Roche.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'à la date du 7 janvier 1900, le Tribunal de Cambrai a, par défaut, condamné Fernand Roche et la dame veuve Roche à payer solidairement à la dame Petit, née Ramette, la somme principale de 414 fr. 75 due pour loyers échus d'une maison sise à Cambrai, plus les intérêts judiciaires;

Attendu que ce jugement a été signifié à : 1° Fernand Roche, à Paris, le 15 janvier 1900, par Daigremont; 2° la dame veuve Roche, à Cambrai, le 22 janvier 1900 par Waxin, huissiers commis;

Attendu que le 18 janvier, par exploit de Biraud, huissier à Paris, Fernand Roche a fait signifier à la dame Petit, au domicile par elle élu, en l'étude de Daigremont huissier en la même ville, une opposition au jugement du 4 janvier 1900; que, le 7 février, lors d'une tentative de saisie par le même huissier Daigremont, il s'est de nouveau opposé à l'exécution du jugement précité; que, par actes du palais, en date des 6 et 16 février 1900, du ministère de Waxin, huissier à Cambrai, il a, par voie de conclusions, formé opposition au même jugement;

Attendu que la dame Petit n'a point, à l'expiration du délai de huitaine qui a suivi les oppositions extrajudiciaires du 7 janvier 1900, et, notamment, celle du 18 janvier 1900, poursuivi l'audience et fait rejeter ces oppositions, faute d'avoir été réitérées par requête; que cette formalité de la requête a pu, à la date des 6 et 16 février 1900, être régulièrement quoique tardivement remplacée, dans les conditions précitées, après l'expiration du délai de huitaine, imparti par l'art. 162 C. pr. civ. et jusqu'à l'exécution du jugement, conformément à l'art. 159 du

même Code; que ces mots : « Le jugement est réputé exécuté (art. 159)... lorsqu'il y a eu quelque acte duquel résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue de la partie défaillante » ne sauraient être remplacés par ceux-ci : « Lorsqu'il y a quelque acte duquel il résulte nécessairement que l'existence du jugement a été connue de la partie »;

Par ces motifs,

En la forme :

Reçoit Roche (Fernand) opposant au jugement du 4 janvier 1900;

Au fond :

Le déclare mal fondé en son opposition;

Ordonne que le jugement par défaut du 4 janvier 1900 sortira son plein et entier effet et que les poursuites commencées seront continuées sur les derniers errements de la procédure...

Note. — La question est controversée, mais tranchée généralement dans le sens du jugement recueilli par la doctrine et la jurisprudence : V. Cass. 18 août 1811 (S. chr.); Riom 14 juillet 1815 (S. chr.); Colmar 11 janvier 1816 (S. chr.); Rennes 10 janvier 1816 (S. chr.); Bourges 3 février 1816 (S. chr.): Metz 2 février 1818 (S. chr.); Douai 27 août 1842 (S. 43.2.60); Cass. 3 février 1864 (S. 64.1.10); Trib. civ. Bourg 30 mai 1884 (Gaz. Pal. 84.2.661); Trib. civ. Seine 22 février 1892 (Gaz. Pal. 92. 1. 474); 23 novembre 1895 (Gaz. Pal. 96. 1. 420); *Sic* : Carré et Chauveau, Lois de procéd., p. 682; Bioche, v° Jug. par déf., n° 264; Rousseau et Laisney, Dict. de proc., v° Jug. par déf., n° 276; Dalloz, Rép., v° Jug. par déf., n° 257 et supp., *eod. verb.*, n° 138; — et *contrà* : Trèves 19 avril 1809 et 14 novembre 1810 (S. chr.). *Sic* : Pigeau, Comment., p. 363, n° 194; Boncenne, p. 99; Rodière, t. I^er^, p. 313.

TRIBUNAL CIVIL DE NANCY (1re Ch.)

29 janvier 1900.

Présidence de M. Weber.

RÉHABILITATION. — LOI DU 5 AOUT 1899. EFFET RÉTROACTIF.

En matière pénale, les lois favorables ont un effet rétroactif et il en est spécialement ainsi de la loi du 5 août 1899 sur la réhabilitation de plein droit. Dès lors, l'individu qui, antérieurement à cette loi, a subi deux condamnations, se trouve réhabilité de plein droit, si un délai tel que, depuis la loi, la réhabilitation lui aurait profité, s'est écoulé entre la première condamnation et la seconde.

M...

Le Tribunal,

Vu la requête formée par le sieur M..., né à Bordeaux, demeurant à Nancy, qui, usant de la faculté que lui donne la loi du 5 août 1899, veut faire rectifier deux mentions portées sur le bulletin n° 3 de son casier judiciaire, savoir : 1° 20 juin 1856, conseil de guerre de Bordeaux, voies de fait à un subordonné, un an de prison et déclaré incapable d'occuper aucun grade dans l'armée; 2° 11 novembre 1882, Remiremont, abus de confiance, treize mois de prison;

Attendu qu'il appert d'une note du parquet de Bordeaux en date du 3 janvier 1900 qu'il y a contestation sur la réhabilitation de plein droit sollicitée par ledit sieur M...; que, dès lors, il appartient au Tribunal de Nancy, lieu de son domicile, de statuer (art. 10 de la loi du 5 août 1899);

Attendu qu'il est justifié que M... a subi les deux peines susvisées et que, depuis chacune de ces deux libérations successives, il s'est écoulé deux périodes de quinze ans sans qu'il ait subi de nouvelles condamnations; que, dès lors, la réhabilitation, tant en ce qui concerne la première que la seconde condamnation, lui est acquise de plein droit; qu'en conséquence les deux condamnations dont s'agit, effacées par la réhabilitation, ne doivent pas être inscrites au bulletin n° 3 réclamé par M...;

Attendu enfin qu'en matière pénale les lois favorables ont un effet rétroactif;

Par ces motifs,

Dit que M... est réhabilité de droit des deux condamnations susvisées;

Ordonne que, sur les bulletins n° 1 du casier judiciaire relatifs à ces condamnations, mention du présent jugement sera effectuée; que mention en sera faite en marge du jugement du conseil de guerre de Bordeaux et du jugement du Tribunal de Remiremont susvisés; qu'aux fins de droit, expédition du présent jugement sera transmise par M. le procureur de la République de Nancy à M. le procureur de la République de Bordeaux;

Le présent jugement et les actes qui en découlent doivent être dispensés du timbre et enregistrés gratis.

M. Pagès subst. du proc. de la Rép.

Note. — Le jugement rapporté nous semble aller bien loin. S'il est de jurisprudence que les lois pénales atténuant la pénalité sont applicables aux prévenus qui, ayant commis un délit sous l'empire de l'ancienne législation, ne sont jugés que sous l'empire de la nouvelle, il est au contraire certain que pour les individus condamnés définitivement sous l'empire d'une loi, une loi nouvelle est sans effet.

TRIBUNAL DE PAIX DE THIRON-GARDAIS

19 avril 1900.

Présidence de M. E. Legrand.

1° RESPONSABILITÉ CIVILE. — VOL. — PLAINTE A L'AUTORITÉ. — INTENTION DE NUIRE. — DIFFAMATION.

2° COMMUNAUTÉ CONJUGALE. — ADMINISTRATION. — FEMME DIFFAMÉE. — ACTION EN DOMMAGES-INTÉRÊTS.

3° COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX. — DIFFAMATION ÉCRITE NON PUBLIQUE.

1° *Le fait, par une personne se prétendant victime d'un vol, d'avoir, dans une plainte à l'autorité, imputé ce vol à un tiers nommément désigné, constitue une diffamation obligeant son auteur à réparation civile, lorsque, du moins, cette imputation a été inspirée par l'intention de nuire, non par un motif légitime.*

2° *Le mari, chef de la communauté, a qualité pour intenter l'action en dommages-intérêts à raison d'une diffamation par écrit, dirigée contre sa femme, alors surtout que les imputations dont il se plaint sont susceptibles de nuire à lui-même personnellement et à son établissement.*

3° *L'action en dommages-intérêts à raison d'une diffamation écrite non publique est de la compétence du juge de paix, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 francs, et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 200 francs.*

Lange c. Carré.

NOUS, JUGE SUPPLÉANT,

Attendu que la demande en dommages-intérêts formée par Lange contre Carré est basée sur les imputations suivantes contenues dans une lettre adressée par Carré à M. le procureur de la République de Chartres, à la date du 9 février dernier : « Je demande à M. le procureur à ce que les nommés (ici divers noms) et la femme Lange, née Bullou, soient mis en maison d'arrêt (préventive) jusqu'à décision à intervenir : 1°...; 2°..,; la femme Lange, née Bullou, a également conseillé une de ses filles qui se trouvait sur mon passage en compagnie de son voisin, le fils M... et qui ont vu le fils R... ramasser mon porte-monnaie. De plus, je me suis trouvé au café Lange avec le sieur Bullou, son père, et en cherchant une adresse dans mon portefeuille, j'ai oublié sur la table un billet de banque de 50 francs que la femme Lange a ramassé et jusqu'à ce moment je n'ai pas encore rentré en possession. M. H..., facteur rural, a également perdu dans le même ville un porte-monnaie dans les mêmes circonstances et je crois qu'il n'est pas encore rentré en possession... »;

Attendu qu'il n'apparaît pas que cette plainte ait été suivie de l'exercice de l'action publique, sur aucun des faits signalés; que, par suite, il n'y a pas lieu de surseoir à statuer sur la demande actuelle du sieur Lange;

Attendu que les imputations, non justifiées, portées contre la femme Lange, constituent une diffamation; que la loi répute, en effet, telle toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé (loi du 29 juillet 1881, art. 29);

Attendu que, bien que ces imputations s'adressent particulièrement à la femme Lange, le mari, chef de la communauté, a qualité pour former la demande en dommages-intérêts qui en résulte, d'autant plus que ces imputations sont susceptibles de rejaillir sur lui et son établissement;

Attendu qu'à raison de son chiffre (inférieur à 200 francs), cette demande rentre dans la compétence générale que l'art. 1er de la loi du 25 mai 1838 attribue au juge de paix pour toutes les actions personnelles; que, par l'art. 5 § 5, la loi, en visant le cas de diffamation « verbale », ne modifie pas cette règle; qu'elle rend seulement, pour ce cas, la compétence du juge de paix illimitée; que la diffamation par écrit, notamment par lettre, n'en reste pas moins de sa compétence jusqu'à 200 francs;

Attendu qu'il importe peu qu'il s'agisse ici, non d'une dénonciation calomnieuse contre un tiers, mais d'une plainte de l'intéressé lui-même; que si le fait, par une personne victime d'un vol, de signaler à l'autorité ce vol et son auteur peut être considéré comme l'exercice d'un droit légitime et nécessaire, faut-il encore que cette dénonciation ou plainte soit sincère et repose sur un intérêt sérieux;

Attendu que, dans l'espèce, le principal fait remonterait à plus de deux ans; que si le plaignant avait vu la femme Lange ramasser le billet de 50 francs, soi-disant oublié sur la table, il l'eût dénoncée de suite; que, s'il ne l'a pas vue, l'accusation qu'il porte contre elle, sans la moindre preuve ni l'indication même d'un simple indice, est d'une témérité inexcusable; que la seule intention de calomnier et nuire apparaît, ici, évidente; qu'il serait vraiment trop facile, si le prétexte d'un vol plus ou moins imaginaire devait être en soi une excuse, de porter impunément, par pur caprice ou méchanceté, atteinte à la réputation et à la considération d'autrui;

Par ces motifs, etc...

Note. — I. — Sur le premier point : La solution donnée par le jugement recueilli n'est pas douteuse, les deux éléments constitutifs de la diffamation, à savoir l'émission d'une imputation attentatoire à l'honneur ou à la considération et, d'autre part, l'existence de l'intention de nuire se rencontrant dans l'espèce.

II. — Sur le second point : Il y a là une application pure et simple de l'art. 1428, al. 2 C. civ. : « Le mari peut exercer seul toutes les actions mobilières... qui appartiennent à la femme. »

III. — Sur le troisième point : Il y a controverse. L'art. 1er de la loi du 25 mai 1838 disposant que le juge de paix connaît de toutes les actions purement personnelles et mobilières, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 200 fr., lui attribue certainement compétence pour toute demande en dommages-intérêts de 200 francs ou au-dessous, fondée sur une diffamation, quel que soit le caractère de la diffamation, et sans qu'il y ait lieu de distinguer entre la diffamation verbale et la diffamation écrite.

Lorsque la demande excède 200 francs, le juge de paix reste compétent, s'il s'agit d'une diffamation verbale, aux termes mêmes de l'art. 5 § 5 de la loi précitée qui lui donne connaissance « des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse ». Mais, si la diffamation a été écrite, est-il toujours incompétent? C'est ici que l'on discute.

La diffamation écrite non publique, dit-on dans un premier système, est, en vertu d'un jurisprudence constante : Cass. 18 novembre 1886 (Gaz. Pal. 86.2.750 — S. 86.1.495 — D. 87.1.189) ; 12 mai 1887 (Bull. crim., n° 182, p. 274) ; 26 octobre 1887 (Gaz. Pal. 87.2.514 — S. 88.1.81 — D. 88.1.13); 3 juin 1891 (S. 92.1.477 — D. 93.1.269).— *Sic* : Barbier, Cod. expl. de la presse, t. I, n° 442 et supp., n°s 442 *bis*, assimilée à l'injure. Or, comme le juge de paix est compétent pour statuer sur la demande en dommages-intérêts à raison d'injures écrites, quel que soit son chiffre, il faut admettre que la personne injuriée peut réclamer devant le juge de paix des dommages-intérêts, même supérieurs à 200 francs, pour diffamation écrite, mais non publique. En d'autres termes, ce cas est régi par l'art. 5 § 5 loi 25 mai 1838. En ce sens : Guilbon, Traité de la compétence des juges de paix, n° 552. Dans le système contraire, on répond qu'il y a là une confusion; que si, au point de vue criminel, la diffamation écrite non publique est frappée des peines de l'injure, elle n'en reste pas moins, quant à ses conséquences civiles, une véritable diffamation selon les termes de la définition de l'art. 29 de la loi du 29 juillet 1881; que, dès lors, l'art. 5 § 5 loi 25 mai 1838, en parlant de diffamation verbale seulement, exclut par là même de la compétence des juges de paix, au delà de 200 francs, toute action en dommages-intérêts fondée sur une diffamation écrite, même non publique : « Attendu, dit la Cour suprême, que l'art. 5 précité n'attribue aux juges de paix la connaissance des actions civiles pour diffamation que lorsqu'il s'agit de diffamations verbales; qu'il n'importe pas de rechercher si les diffamations commises par écrit, qui n'ont pas reçu de publicité, ne constituent, au point de vue de la répression, qu'une contravention passible seulement des peines de simple police ; que les règles, qui déterminent au civil la compétence respective des juges de paix et des tribunaux de première instance, sont indépendantes de celles qui fixent les attributions des tribunaux de simple police et des tribunaux de police correctionnelle » : Cass. 22 novembre 1865 (S. 66.1.48 — D. 66.1.251). En ce sens : Bourbeau, Just. de paix, n° 214; Bioche, Dict. proc., v° Comp. des juges de paix, n° 351.

Le jugement recueilli se rallie, on le voit, à cette deuxième opinion, en fondant la compétence du juge de paix, en l'espèce, sur l'art. 1er, non sur l'art. 5 § 5 de la loi loi du 25 mai 1838 ; et cette opinion nous paraît être la plus juridique.

241-242-243

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

16 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

ACTION POSSESSOIRE.— SERVITUDE DISCONTINUE. — PATURAGE. — POSSESSION. — PRÉCARITÉ.— TITRE. — INTERPRÉTATION. — NON-CUMUL DU POSSESSOIRE ET DU PÉTITOIRE.

Le pâturage sur le fonds d'autrui, étant une servitude discontinue et non apparente, ne peut faire l'objet d'une action possessoire qu'autant que la jouissance annale du demandeur a pour base un titre, duquel il résulte qu'il a entendu exercer un droit et non pas profiter d'une simple tolérance.

Et le juge du possessoire ne viole point la règle prohibitive du cumul du possessoire et du pétitoire en se livrant, en ce cas, dans les motifs de son jugement, sur une clause d'un titre invoquée par le demandeur, à une interprétation à laquelle il ne donne point d'autre portée que celle d'attribuer un caractère précaire à la jouissance dudit demandeur, dont il rejette, en conséquence, la prétention.

Commune d'Epernans c. Bassenot.

La Cour,

Sur le moyen de cassation pris de la violation des art. 23, 25 C. pr. civ., de la fausse application des lois du 28 septembre 1791 et du 9 juillet 1889 :

Attendu que le pâturage sur le fonds d'autrui, étant une servitude discontinue et non apparente, ne peut faire l'objet d'une action possessoire qu'autant que la jouissance annale des demandeurs a pour base un titre duquel il résulte qu'ils ont entendu exercer un droit et non pas profiter d'une simple tolérance ; que, dans la cause actuelle, la possession des habitants d'Epernans n'étant point contestée, en fait, il n'y avait débat que sur l'appréciation du caractère de cette possession, en tant qu'on s'autorisait pour y prétendre d'un acte de 1813 par lequel la commune aliénant la terre avait interdit à l'acquéreur de se clore, « attendu que le pré était sujet au parcours » ;

Attendu que, par une interprétation souveraine, le tribunal d'appel a pensé que cette expression « parcours », désignant une servitude de commune à commune, n'impliquait pas la réserve du droit de pâturage au profit des habitants de la commune venderesse elle-même ; mais que ce motif, auquel les juges du fait n'ont pas donné d'autre portée que celle d'attribuer à la jouissance desdits habitants un caractère précaire, n'empêche pas leurs droits de rester entiers au pétitoire et par suite n'a rien de contraire à la règle consacrée par l'art. 25 C. pr. civ. ;

Attendu qu'à la suite de cette déclaration que la clause invoquée n'avait pu fournir aucune base à la prétention des demandeurs, obligés de prouver qu'ils avaient possédé, comme se croyant fondés en titre, le motif tiré par le jugement attaqué de la loi du 9 juillet 1889 est purement supplétif; qu'il ne saurait donc donner ouverture à cassation ;

Rejette le pourvoi formé par les habitants de la commune d'Epernans contre le jugement du Tribu-

nal civil de Chalons-sur-Saône en date du 27 juin 1899.

MM. COTELLE rapp.; MELCOT av. gén. — Me DUFOUR av.

Note. — Le caractère de servitude discontinue et non apparente de la servitude de pâturage sur le fonds d'autrui ne saurait être sérieusement contesté. D'où d'abord la nécessité pour le demandeur à l'action en complainte, ayant pour objet la possession d'une servitude de cette nature, de produire, pour caractériser la possession qu'il allègue, un titre qui lui serve de fondement, et ensuite lorsque ce titre est matériellement produit, et que le sens et la portée en sont contestés, l'obligation pour le juge de l'examiner et de l'apprécier, et de vérifier s'il en résulte la preuve que la possession alléguée a été exercée *animo domini* : Cass.28 novembre 1893(Gaz. Pal. 94.1.23) et la note. Il n'y a point évidemment cumul du chef du possessoire et du pétitoire de la part du juge, qui fait état du titre, et l'examine et l'interprète, seulement aux fins de procéder à cette vérification.

COUR D'APPEL DE LYON (2e CH.)

15 juin 1900.

Présidence de M. Devienne.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE (1re CH.)

24 juillet 1900.

Présidence de M. Dormand, premier président.

TRIBUNAL CIVIL DE BOURGES

7 juin 1900.

Présidence de M. Coste.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1°-2° CALCUL DU SALAIRE DE BASE. — COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — INDEMNITÉS DE DÉPLACEMENT. — PRIMES DE BON ENTRETIEN DE MACHINES ET D'ÉCONOMIE DE COMBUSTIBLE.— 3° PENSION DE RETRAITE. — CUMUL AVEC L'INDEMNITÉ D'ACCIDENT. — IMPUTATION JUSQU'A DUE CONCURRENCE.

1° *Les indemnités de déplacement et de séjour allouées aux employés de chemins de fer pour les dépenses exceptionnelles qu'occasionne pour eux l'abandon momentané pour cause de service de leur résidence habituelle, ne doivent point être ajoutées au salaire fixe, pour le calcul du salaire de base* (1re, 2e et 3e espèces).

2° *Les primes de bon entretien de machine et d'économie de combustible payées aux chauffeurs des compagnies de chemins de fer apparaissent comme la rémunération d'un surcroît de travail, de soins ou de zèle et non comme des gratifications ou de simples libéralités, et par suite elles doivent être ajoutées au salaire fixe, pour le calcul du salaire de base* (3e espèce).

3° *Lorsqu'il est fait par un chef d'industrie au profit de ses ouvriers des versements à capital réservé à la Caisse nationale des retraites, donnant droit à une rente viagère au profit desdits ouvriers, l'indemnité à raison d'accidents du travail prévus par la loi du 9 avril 1898, ne doit pas se cumuler avec les arrérages de ladite rente, et le chef d'industrie est valablement déchargé, en remettant à l'ayant droit le livret de sa pension, dans la mesure de cette pension qui doit s'imputer à due concurrence sur la rente dont il est débiteur.*

1re espèce. — Lyon 15 juin 1900.
Compagnie P.-L.-M. c. veuve Lagrevol.

LA COUR,

Considérant que les premiers juges ont considéré que le salaire de Lagrevol, base de l'indemnité qui doit être allouée à sa femme et à ses enfants, devait comprendre : 1° le salaire annuel fixé à 1,320 francs; 2° les indemnités de déplacement reçues pendant les douze mois, 384 fr. 58, ensemble : 1,704 fr. 50;

Considérant que les indemnités de déplacement ne sauraient avoir ce caractère; qu'elles sont, en effet, uniquement destinées à rembourser aux agents de la Compagnie P.-L.-M., appelés par leur service en dehors de leur résidence habituelle, les dépenses exceptionnelles qu'entraîne pour eux cette obligation, et qu'elles correspondent à des frais de transport et de nourriture réellement faits par ces agents ou tout au moins qui devraient l'être normalement;

Considérant que l'art. 20 de l'ordre général 404, qui a réglé le mode de remboursement aux employés de leurs frais de déplacement, stipule que, pour les agents les plus élevés de la hiérarchie, les indemnités de déplacement payées par eux ne peuvent être supérieures aux frais de transport et de logement réellement effectués, tandis que pour les employés subalternes la compagnie a cru pouvoir adopter le système de l'abonnement;

Considérant qu'il y a lieu de décider que ces deux dispositions sont conçues dans le même esprit; que sinon on arriverait à ce résultat absurde, que la base de l'indemnité serait parfois plus élevée pour un employé inférieur que pour celui qui occuperait dans la hiérarchie un grade supérieur;

Considérant, en conséquence, qu'il faut partir de 1,320 francs seulement pour calculer la rente annuelle qu'il s'agit de déterminer, d'après l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, soit le 20 0/0 pour la veuve Lagrevol et le 35 0/0 pour les enfants âgés de moins de seize ans;

Sur la majoration des rentes à raison de la faute

inexcusable, adoptant les motifs des premiers juges, et portant ainsi de 20 à 30 0/0 la rente du conjoint survivant, et de 35 à 45 0/0 la rente due pour les enfants;

Par ces motifs,

Recevant l'appel de la Compagnie P.-L.-M. contre le jugement du Tribunal de Montbrison, du 13 avril 1900, et faisant droit pour partie;

Réduit à la somme de 396 francs la rente allouée à la dame Lagrevol en son nom personnel; à celle de de 594 francs la rente accordée à l'intimée, en qualité de tutrice de ses enfants;

Confirme, pour le surplus, le jugement entrepris;

Dit qu'il sortira son plein et entier effet pour être exécuté selon sa forme et teneur;

Ordonne la restitution de l'amende;

Condamne la Compagnie P.-L.-M. aux deux tiers des frais, l'autre tiers restant à la charge de la femme Lagrevol et de ses enfants.

M. BOURBON av. gén. — Mes HARENT et PORTIER av.

2e espèce. — Toulouse 24 juillet 1900.
Compagnie du Midi c. veuve Flingon.

LA COUR,

Attendu que les indemnités de déplacement et de séjour ne font pas partie intégrante du salaire, mais qu'elles représentent simplement l'importance à forfait et par équivalence strictement calculée des dépenses occasionnées à l'employé par son déplacement ou son séjour accidentel dans une ville autre que celle de sa résidence ordinaire; qu'en tout cas, autre chose est une indemnité ajoutée au salaire en raison d'une résidence permanente et s'appliquant à tous les employés placés dans la même situation en raison de la cherté de la vie, autre chose est une indemnité accidentelle pour résidence temporaire et intermittente en divers lieux, selon les besoins du service; qu'il s'agit, en l'espèce, d'une indemnité ayant ce caractère;

Attendu que, dans ces conditions, la pension attribuée à la veuve et aux enfants après le décès d'un employé causé par un accident ne doit être calculée que sur le salaire effectif et que, par suite, le tribunal a inexactement interprété la loi en calculant les pensions sur le chiffre total de 1,385 francs;

Par ces motifs,

Réformant le jugement dont est appel, dit et déclare que l'indemnité sous forme de pension allouée à la veuve et à la fille de Flingon doit être calculée sur le salaire réel de 1,020 francs et, en conséquence, condamne la Compagnie du Midi à payer à ladite veuve une rente annuelle et viagère de 280 francs et à la fille une pension de 183 francs jusqu'à l'âge de seize ans, lesdites pensions payables par trimestre, terme échu, à partir du 9 janvier 1900;

Condamne les intimés aux dépens d'appel, etc.

M. LE GALL av. gén. — Mes PUJOS et ARNAUD av.

3e espéce. — Trib. civ. Bourges 7 juin 1900.
Soulat c. Compagnie Paris-Orléans.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte des débats et de l'enquête à laquelle il a été régulièrement procédé par le juge de paix, que, le 16 juillet dernier, Soulat, chauffeur commissionné de la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, a été tamponné durant son travail par un wagon lancé à une assez grande vitesse; que cette commotion très grave a déterminé chez la victime un état nerveux et cardiaque qui, de l'avis non contesté des médecins, se traduit par une incapacité permanente et absolue; qu'ainsi Soulat a droit, conformément aux art. 1er et 3 de la loi du 9 avril 1898, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel;

Attendu qu'aux termes de l'art. 10, ce salaire de base s'entend de la rémunération effective touchée par l'ouvrier pendant les douze mois qui ont précédé l'accident;

Attendu que, pour Soulat, cette rémunération s'est élevée, d'après les documents de la cause, au chiffre total de 2,273 fr. 60 se décomposant de la manière suivante:

Salaire fixe.	1.875 fr. 60
Primes de bon entretien de machines.	102 60
Primes d'économie de combustible. .	140 60
Frais de déplacement.	155 40
Total. . .	2.273 fr. 60

Attendu que Soulat demande que sa rente soit fixée aux deux tiers du total de cette rémunération; qu'au contraire, la compagnie prétend ne les calculer que sur le chiffre du salaire fixe dont elle offre seulement les deux tiers à l'ouvrier; que les deux prétentions paraissent également inexactes;

Attendu, en effet, que les primes allouées par les règlements généraux de la compagnie, soit pour le bon entretien des machines confiées à l'ouvrier, soit pour les économies de combustible, ne sauraient être considérées comme des gratifications ou de pures libéralités; qu'elles correspondent à un surcroît de travail, de soins ou de zèle, dont elles constituent manifestement la rémunération; qu'à ce titre, elles doivent être comprises dans le salaire dont elles forment l'élément variable légitimement escompté par l'ouvrier; qu'il serait donc aussi contraire à la loi qu'à l'équité de n'en point faire état dans le calcul de la rente;

Mais attendu qu'il en est autrement des frais de déplacement; qu'il résulte des documents et ordres de service versés aux débats que pour les ouvriers de la catégorie de Soulat, qui pendant leurs voyages couchent dans les dortoirs de la compagnie, cette allocation représente uniquement le remboursement, évalué à forfait, de leurs dépenses supplémentaires

de nourriture; qu'elle est donc complètement étrangère à la rémunération du travail et ne saurait, à aucun point de vue, rentrer dans le salaire effectif ;

Attendu, par suite, que la rente due à Soulat doit être fixée aux deux tiers du total obtenu en additionnant son salaire fixe et ses primes, soit à 2,118 fr. 29 ;

Attendu que le procès Soulat soulève encore la question délicate de savoir si Soulat pourra cumuler cette rente avec la pension qui va lui être servie par la Caisse nationale des retraites ;

Attendu, en effet, qu'il paraît résulter des documents de la cause et notamment des règlements de la Compagnie d'Orléans, que celle-ci prend à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse un livret au nom de chacun de ses ouvriers commissionnés et qu'elle verse chaque année à leur profit une certaine somme proportionnée à leur salaire et destinée à leur constituer une pension viagère à partir du moment où elle les aura admis à la retraite; que les versements sont prélevés, non point sur le salaire de chaque ouvrier, mais sur les bénéfices de la compagnie; qu'il sont néanmoins, aux termes des règlements, définitivement acquis à l'ouvrier qui reçoit son livret lorsqu'il quitte le service ;

Attendu que les versements faits à capital réservé au nom de Soulat, en vertu des règlements, s'élèvent, à l'heure actuelle, au total de 3,846 francs et représentent une rente viagère dont la liquidation va être incessamment opérée et qui sera plus ou moins forte selon que Soulat optera ou non pour l'abandon du capital dans les conditions prévues par l'art. 15 de la loi du 20 juillet 1886 ;

Attendu que Soulat prétend cumuler cette pension de retraite avec la rente précédemment mise à la charge de la compagnie ; qu'au contraire, la compagnie, s'opposant à ce cumul, demande que le montant de la rente qu'elle doit servir à Soulat soit diminué d'une somme égale à l'annuité de la pension qui sera payée à celui-ci par la caisse des retraites ;

Attendu que la prétention de la compagnie, bien qu'elle soulève quelques objections, paraît cependant devoir être préférée à celle de Soulat, ainsi que l'a justement pensé le comité consultatif dans son avis du 12 juillet 1899 ; qu'il serait, en effet, difficile d'admettre qu'en puisant dans sa propre caisse pour assurer à ses ouvriers, en sus de leurs salaires, une pension de retraite, la compagnie n'a eu d'autre but que de leur faire une libéralité absolument désintéressée et n'a pas songé d'abord à diminuer, dans le mesure de cette pension, ses risques de responsabilité en cas d'accident; qu'il est manifeste qu'avant la loi de 1898, elle aurait été fondée à se prévaloir de l'existence de cette pension pour faire réduire d'autant le chiffre des dommages-intérêts par elle encourus ; que la modification législative survenue ne saurait avoir pour effet de la priver de ce droit; qu'il est à remarquer d'ailleurs que la pension de retraite et la rente nouvellement allouée par le législateur concourent l'une et l'autre au même but, qui consiste à atténuer les conséquences de l'incapacité de l'ouvrier; qu'elles doivent d'autant mieux se confondre que leur cumul pourrait arriver à ce résultat inadmissible de faire toucher à l'ouvrier invalide, par suite d'accident, une annuité supérieure à celle du salaire qu'il aurait pu gagner antérieurement;

Attendu que cette solution paraît implicitement résulter de l'esprit qui a présidé à la rédaction de l'art. 32 de la loi de 1898; que ce texte, qui soustrait à l'application des règles nouvelles une certaine catégorie d'ouvriers de la marine et de la guerre, procède visiblement de cette considération, indiquée dans la circulaire du garde des sceaux du 10 juin 1899, qu' « en plaçant ce personnel sous le régime de la loi nouvelle, on lui aurait fait une situation moins avantageuse que celle dont il jouissait déjà à raison de la retraite qui lui était allouée par des règlements spéciaux » ; qu'en outre, dans le projet voté par la Chambre des députés en 1893, cet article qui portait alors le numéro 84, était suivi d'un paragraphe ainsi concu : « Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux fonctionnaires, agents ou employés soumis au régime de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ou tributaires d'une caisse de retraites de l'Etat, d'un département, d'une commune et d'un établissement public admettant le droit à la pension en cas d'accident; que ce paragraphe fut supprimé sans explications par la commission du Sénat en 1895; que cette suppression ne peut s'expliquer que par la considération inverse que les ouvriers ayant droit à une pension de retraite ordinaire devaient, au contraire, bénéficier de l'application de la loi nouvelle plus avantageuse pour eux; qu'ainsi, le législateur semble avoir voulu placer les ouvriers ayant droit à une pension de retraite, soit sous le régime de cette pension, soit sous le régime de la loi de 1898, suivant que l'un ou l'autre de ces régimes leur sera plus favorable, mais qu'il exclut, par là même, la coexistence des deux régimes et la possibilité d'un cumul entre la rente nouvelle et la pension de retraite constituée par le patron ;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède qu'en remettant à Soulat, si ce n'est déjà fait, le livret de sa pension, la Compagnie d'Orléans sera valablement déchargée dans la mesure de cette pension qui s'imputera, à due concurrence, sur la rente dont elle est débitrice;

Attendu que le tribunal ne peut actuellement faire lui-même cette imputation, la pension de retraite n'étant pas encore liquidée ou, du moins, les parties ne justifiant pas de cette liquidation; qu'il suffira d'exposer le principe en indiquant que Soulat conservera, malgré la prétention contraire de la compagnie, le droit de réserver, au profit de ses héritiers, le capital placé en son nom, à la Caisse des retraites; qu'en effet, la compagnie qui a stipulé ce droit pour

l'ouvrier au moment de chaque versement, ne saurait être fondée à le lui dénier aujourd'hui ;

Attendu que les parties sont encore en désaccord sur la fixation du point de départ et de l'échéance de la rente incombant à la compagnie ;

Attendu qu'en l'absence de tout document de nature à justifier que Soulat ait touché une indemnité temporaire, il échet de fixer le point de départ de sa rente au cinquième jour qui a suivi l'accident, conformément aux art. 3 et 16 combinés ; qu'en outre, cette rente sera payable par chaque trimestre échu en application du même art. 3 ;

Attendu que la compagnie qui succombe doit être tenue des dépens ;

Par ces motifs,

Condamne la Compagnie d'Orléans à servir à Soulat une rente annuelle et viagère fixée, en principe, à 1,412 fr. 16 ;

Dit, toutefois, qu'après la remise à Soulat du livret ou du titre de sa pension de retraite dûment liquidée à capital réservé, cette rente de 1.412 fr. 60 sera de plein droit réduite d'une somme égale à l'annuité de ladite pension ;

Ordonne que la rente à la charge de la compagnie sera payable par chaque trimestre échu à partir du 21 juillet 1899 inclus ;

Déboute les parties de toutes autres conclusions ;

Condamne la Compagnie d'Orléans aux dépens.

Note. — I. — Sur le premier point : La question est très controversée. V. dans le sens des décisions recueillies : Dijon 2 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.617), et *contrà* : Trib. civ. Laval 3 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.284) ; Trib. civ. Dijon 18 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.166) ; Douai 29 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.140). — Rappr. aussi Besançon 11 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.616).

II. — Sur le second point : La question est nouvelle à notre connaissance. La solution consacrée par le jugement recueilli nous paraît exacte en ce qui concerne les primes de bon entretien des machines qui correspondent évidemment à un surcroît de travail ; elle est peut être plus discutable en ce qui concerne les primes d'économie de combustible.

III. — Sur le troisième point : La question a été tranchée en sens contraire du jugement recueilli par le tribunal civil de Toulouse le 28 juin 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.28). Il s'agissait dans l'espèce des pensions de retraites assurées aux agents de la Compagnie du Midi. Mais l'hypothèse dans laquelle le jugement recueilli a eu à statuer n'est point la même, car la pension dans l'une et l'autre espèce n'est point constituée de la même façon, et nous avons fait remarquer dans notre note sous le jugement précité, que cette décision ne pouvait être considérée que comme une décision d'espèce, et qu'il fallait, dans chaque affaire, se demander si la pension de retraite se présentait ou non, d'après la convention intervenue entre le patron et ses ouvriers, comme une assurance en cas d'accident du travail.

244-245-246-247

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

30 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

TRIBUNAUX. — JUGEMENTS ET ARRÊTS. — GREFFIER. — PARTIE EN CAUSE. — SYNDIC DE FAILLITE. — NULLITÉ.

Les greffiers, dans la sphère de leurs attributions, font partie intégrante des cours et tribunaux auprès desquels ils exercent leurs fonctions, et, dès lors, ne peuvent, sans rendre incomplète et vicieuse la composition du tribunal ou de la cour, y figurer à un second titre.

Spécialement, est nul le jugement rendu par le tribunal, assisté d'un greffier, qui figurait en même temps dans l'instance comme syndic de la faillite de l'une des parties en cause.

Salendre c. veuve Rey.

Le sieur Salendre s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal civil de Nantua, rendu le 24 mars 1899 à son préjudice et au profit de la veuve Rey.

Il a invoqué, à l'appui de son pourvoi, un moyen unique :

« Violation des art. 1040 C. pr. civ., 91 du décret du 30 mars 1808, 63 de la loi du 20 avril 1810, et des principes d'ordre public sur l'organisation judiciaire, en ce que le greffier d'un tribunal a tenu la plume et signé le jugement dans une affaire où il était intéressé, et où il figurait nominalement en cette qualité. »

La Chambre civile a accueilli ce pourvoi par l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Vu les art. 1040 C. pr. civ. et 91 du décret du 30 mars 1808 ;

Attendu, en droit, que les greffiers, dans la sphère de leurs attributions, font partie intégrante des cours et tribunaux auprès desquels ils exercent leurs fonctions ; qu'ils ne peuvent donc, sans rendre incomplète et vicieuse la composition du tribunal ou de la cour, y figurer à un second titre, notamment comme syndics de la faillite de l'une des parties en cause ;

Attendu qu'il résulte des qualités du jugement attaqué que, dans l'instance engagée par la dame Caroline-Françoise Dorr, veuve Rey, contre les conjoints Emile Salendre en condamnation au paiement d'un prêt de 600 frans avec intérêts, le sieur Cyprien Clavel, commis-greffier assermenté au Tribunal

civil de Nantua, a représenté, comme syndic, la faillite Emile Salandre; que, mis en cause par acte d'huissier du 23 décembre 1898, il n'a point protesté contre cette qualité; qu'il s'est borné à faire défaut et qu'en même temps les fonctions de greffier ont été remplies par lui dans cette affaire à l'audience du Tribunal civil du 16 décembre 1899; que, dans ces circonstances, il y a lieu d'annuler, pour violation des dispositions de loi susvisées, le jugement intervenu avec l'assistance du sieur Cyprien Clavel;

Casse le jugement du Tribunal civil de Nantua du 30 juillet 1900.

MM. Fauconneau-Dufresne rapp.; Reynaud cons. f. f. d'av. gén. — Me Patissier-Bardoux av.

Note. — V. conf. Cass. 3 février 1892 et le rapport de M. le conseiller Manau (Gaz. Pal. 92.1.260). Cet arrêt reconnaît le principe, d'après lequel le greffier ne peut tenir la plume et être partie dans la cause où il siège, applicable en justice de paix. *Adde* conf. Cass. 26 mars 1863 (D. 63. 1. 128); Paris 19 avril 1864 (S. 64. 2. 196 — J. du P. 64. 361 — D. 64. 5. 222); Besançon 4 décembre 1872 (D. 73. 2. 96); Douai 17 août 1877 (S. 78. 2. 229 — J. du P. 78. 9. 74). Des autorités considérables en doctrine se prononcent cependant en sens contraire : Merlin, Rép., v° Greffier, Carré et Chauveau, Lois de la proc., question 591; Bioche, Dict. de proc., *verbis*, Greffier, n° 67, et Jugement, n° 328.

COUR D'APPEL DE PAU (Ch. corr.)

26 juillet 1900.

Présidence de M. Dubreuil.

COUR D'APPEL DE DOUAI (Ch. corr.)

11 juillet 1900.

Présidence de M. Gheerbrant.

(DEUX ARRÊTS)

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — 1° ASSOCIATION NON AUTORISÉE. — CONGRÉGATION RELIGIEUSE. — RÈGLE MONASTIQUE. — ACTION INDIVIDUELLE DES AFFILIÉS. — 2° DISCUSSION D'OPINIONS PHILOSOPHIQUES, MORALES, RELIGIEUSES. — CRITIQUES VIOLENTES. — IMPUTATIONS NE VISANT PAS DES PERSONNES DÉTERMINÉES. — DÉLIT (ABSENCE DE).

1° *Les membres d'une association non autorisée, en l'espèce d'une congrégation religieuse, sont néanmoins recevables à se plaindre des diffamations ou des injures qui leur sont adressées en cette qualité.* (1er et 2e arrêts.)

Il n'importe d'ailleurs que leur règle monastique leur impose le sacrifice et l'abnégation de la personne. (1er arrêt.)

2° *Les critiques, même violentes, qui s'adressent à une œuvre de propagande philosophique, morale ou religieuse, sans être dirigées contre les auteurs nommément désignés de cette propagande, n'ont pas le caractère d'imputations diffamatoires ou injurieuses.*

Spécialement, il en est ainsi d'un article de journal concernant les agissements des Assomptionnistes, mais qui ne nomme aucun de ces derniers personnellement, alors que, d'autre part, rien n'autorise ni le public ni les juges à suppléer au silence de l'article sur ce point. (1er et 2e arrêts.)

1re espèce. — Pau 26 juillet 1900. — Bailly et consorts c. *Indépendant des Basses-Pyrénées*.

Le Tribunal de Pau avait, à la date du 16 mai 1900, rendu le jugement suivant :

« En fait :

« Vu l'assignation du 14 février 1900 et le jugement de ce siège en date du 21 du même mois;

Vu l'article incriminé du journal *l'Indépendant*, du 15 novembre 1899;

« Attendu que les douze parties demanderesses ont cité Chicher en qualité de gérant du journal *l'Indépendant des Basses-Pyrénées* devant le tribunal de ce siège pour les délits de diffamation et d'injures commis par la voie de la presse et résultant de la publication précitée du 15 novembre 1899; que les mêmes parties ont, par le même exploit en date du 14 février 1900, assigné l'administrateur délégué et le gérant de la société, propriétaire de ce journal, pour que les propriétaires soient déclarés civilement responsables des condamnations qui seraient prononcées à leur profit contre les prévenus (art. 44 de la loi du 29 juillet 1881);

« I. — En ce qui touche l'administrateur délégué et le gérant de la Société propriétaire du journal *l'Indépendant* :

« Attendu que l'assignation introductive d'instance est nulle, la copie n'ayant pas été remise conformément aux prescriptions de la loi du 15 février 1899, qui a modifié l'art. 68 C. pr. civ.; qu'il est aujourd'hui de jurisprudence que l'acte qui ne contient pas toutes les mentions prévues doit être frappé de nullité;

« Attendu que, d'ailleurs, la désignation « d'administrateur délégué ou de gérant de la société » est insuffisante; que les parties assignées devaient être nommées; qu'enfin l'assignation est encore irrégulière, puisqu'elle n'a pas cité l'art. 44 de la loi du 29 juillet 1881 concernant la responsabilité des propriétaires de journaux;

« II. — En ce qui concerne Chicher en qualité de gérant du journal :

« Attendu, en droit, qu'il peut être loisible à un ensemble de personnes qui se jugent personnellement diffamées ou outragées de se constituer conjointement parties civiles pour poursuivre la réparation du préjudice moral qui leur aurait été causé; qu'il est admis d'autre part et d'une façon générale que les propagateurs d'un article délictueux peuvent être l'objet de poursuites comme les auteurs ou les rédacteurs;

« Mais attendu que dans l'espèce qui est soumise au tribunal les demandeurs ne sauraient agir comme membres de la Congrégation des Assomptionnistes, congrégation non autorisée et dissoute par décision judiciaire; que cette congrégation religieuse n'ayant pas de personnalité civile et se trouvant dépourvue d'existence légale, ses différents membres ne seraient pas recevables en leur action; qu'ils allégueraient vainement n'agir qu'à titre individuel et en usant des droits accordés à tous les citoyens; qu'en effet, l'article incriminé qui est une simple reproduction ne vise que la congrégation considérée comme propriétaire et directrice de *la Croix*;

« Attendu que s'il contient des imputations diffamatoires et injurieuses, aucune d'elles ne se refère à une personnalité précise et désignée; qu'elles ont, au contraire, un caractère visant l'ordre entier comme propriétaire de *la Croix* et la direction dudit journal par les Pères assomptionnistes;

« Attendu qu'on ne trouve dans l'article poursuivi ni désignation individuelle ni énonciation suffisamment précise pour qu'il soit possible d'admettre que le prévenu ait eu l'intention de viser la personnalité d'un ou plusieurs assomptionnistes, ni qu'il ait voulu porter atteinte à l'honneur ou à la considération personnelle de l'un quelconque des plaignants considéré dans son individualité; que le tribunal ne peut reconnaître quel est celui des demandeurs qui est visé d'une façon particulière; qu'en réalité l'article s'adresse à la collectivité, à la congrégation prise en la double qualité dont il vient d'être parlé; qu'il s'agit donc d'une attaque impersonnelle et générale;

« Attendu enfin qu'il a été souverainement jugé que des critiques même violentes d'opinions sociales ou religieuses ne pouvaient être retenues comme délictueuses lorsqu'elles ne contenaient pas d'allégations injurieuses ou diffamatoires à l'adresse de personnes déterminées (Cassation 16 février 1893);

« Par ces motifs,

« Procure la nullité de l'assignation en tant qu'elle vise l'administrateur délégué et le gérant de la société propriétaire de l'*Indépendant*;

« Déclare les demandeurs irrecevables dans leur action; les en déboute; renvoie également le prévenu Chicher des fins de l'assignation et de la plainte. »

Appel. — Arrêt.

LA COUR,

En ce qui concerne l'administrateur délégué ou gérant de la société propriétaire du journal l'*Indépendant des Basses-Pyrénées*:

Attendu que les appelants ont déclaré à l'audience qu'ils se désistaient de leur demande à son égard; qu'il y a lieu de leur donner acte de leur désistement;

En ce qui concerne Chicher, le gérant du journal l'*Indépendant*:

Attendu que les membres d'une association religieuse non autorisée ne sauraient, en principe, être déclarés non recevables à se plaindre des diffamations et injures dont ils auraient été victimes pour la raison que ces diffamations et injures leur auraient été adressées à l'occasion de leur qualité de membres de ladite association;

Attendu, en effet, que l'irrégularité de la situation dans laquelle se trouvaient les appelants, la circonstance que leur association aurait été constituée pour le sacrifice et l'abnégation de la personne ne sauraient les priver de l'exercice de droits qui appartiennent indistinctement à tous; que la déchéance qu'on leur oppose étant exorbitante du droit commun et n'étant pas écrite dans la loi ne doit pas être admise;

Attendu qu'il appartient, dès lors, à la cour d'examiner si, en fait, les appelants ou tout au moins certains d'entre eux individuellement peuvent prétendre qu'ils ont été diffamés et injuriés par la reproduction dans le journal l'*Indépendant des Basses-Pyrénées*, le 15 novembre 1899, d'un article publié par d'autres journaux et ayant pour rubrique: *La Croix*;

Attendu, tout d'abord, que si on examine l'article incriminé dans son ensemble, on remarque qu'il vise spécialement les Pères assomptionistes propriétaires et directeurs du journal la *Croix*; que les critiques qu'il contient s'adressent à l'œuvre des *Croix*, c'est-à-dire à l'œuvre de la presse assomptionniste; que ces appréciations portent sur des articles de journaux, des publications et des actes d'administration qui par leur nature ne peuvent être le fait de tous les membres d'une collectivité, mais d'un certain nombre seulement d'entre eux;

Attendu que ceux-ci n'étant pas désignés, que rien au surplus dans la cause n'autorisant ni le public ni les juges à suppléer à cette réserve de désignation et à reconnaître ceux des Pères assomptionnistes atteints par l'article que le journal l'*Indépendant* a reproduit, les appelants ne sauraient être admis à

soutenir que la diffamation et l'injure contenues dans ledit article se sont étendues à chacun d'eux, se sont partagées entre eux et qu'ils ont tous individuellement le droit de s'en plaindre et de poursuivre la réparation du préjudice qui leur aurait été causé ;

Attendu, au surplus, que la Cour de cassation a plusieurs fois décidé, dans le cas de diffamation envers une association, que les critiques même violentes, mais n'excédant pas le droit de libre discussion d'opinions philosophiques, morales ou religieuses ne constituent pas le délit de diffamation lorsqu'elles ne contiennent ni allégations, ni imputations à l'adresse de personnes déterminées;

Attendu qu'à la vérité l'article incriminé dénonce avec la violence habituelle à la presse militante une œuvre de propagande haineuse entreprise par la *Croix* sous le couvert de la religion. grâce à l'entraînement de la crédulité et de la superstition ;

Attendu encore qu'il déclare que les Assomptionnistes sont des moines factieux en état de conspiration permanente, que leurs agissements irréguliers constituent un danger pour la souveraineté de l'Etat et pour la sécurité des particuliers ;

Mais attendu que cet article ne nomme et ne désigne aucun des appelants ; que, dès lors, conformément à la doctrine de la Cour de cassation, il ne contient ni les éléments de la diffamation ni ceux de l'injure ; que le journal l'*Indépendant* qui l'a reproduit ne s'est donc rendu coupable d'aucun délit ;

Par ces motifs,

Et ceux des premiers juges qui ne leur sont pas contraires,

Donne acte aux appelants de ce qu'ils renoncent à leur demande contre l'administrateur délégué ou gérant de la société propriétaire de l'*Indépendant des Basses-Pyrénées* ;

Et en l'absence de tout appel du ministère public statuant sur les dommages-intérêts réclamés par les parties civiles,

Déclare les appelants mal fondés dans toutes leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute ;

Confirme le jugement du Tribunal correctionnel de Pau du 16 mai 1900 intervenu entre eux et Chicher ;

Condamne lesdits appelants à tous les dépens de première instance et d'appel.

M. CHASSAING av. gén. — Mes LAMAIGNÈRE et LASSERRE av.

2e espèce : Douai 11 juillet 1900. — Bailly et consorts c. *Journal de Montreuil*.

A la date du 11 mai 1900, le Tribunal correctionnel de Montreuil-sur-Mer avait rendu le jugement suivant :

« Attendu que, dans le numéro du *Journal de Montreuil* portant la date du 22 novembre 1899, Lefort a fait paraître un article portant comme titre : « Variétés » et comme sous-titre : *La Croix*, et commençant par ces mots : « Eminent « publiciste... » et finissant par ceux-ci : «... tout « ce que la loi permet de leur infliger » ;

« Attendu que cet article se compose de coupures faites dans un article important, publié par le journal l'*Aurore* dans son numéro du lundi 23 octobre 1899 ;

« Attendu que les demandeurs, prétendant que l'article du *Journal de Montreuil* est diffamatoire et injurieux pour eux, ont assigné Lefort et invoquent les art. 29, 32, 33 et 42 de la loi du 29 juillet 188 ;

« Attendu que Lefort, présent à l'audience, a refusé de répondre au fond, son conseil devant soulever diverses exceptions ;

« Attendu, en effet, que Me Charpentier soutient d'abord que la citation du 21 février 1900 est nulle comme ne précisant pas suffisamment les circonstances du délit; que, notamment, le mot « publié » est insuffisant, qu'il aurait dû être complété par les mots « imprimé », « inséré », « mis en vente » ;

« Attendu que cette citation énonce que dans son numéro 93 de la 51e année, portant la date du mercredi 22 novembre 1899, le *Journal de Montreuil* a publié un article commençant par ces mots : « Variétés. — *La Croix...* » ; que l'expression « publié » ne peut pas être entendue dans le sens restreint de « imprimé » ou « inséré », que lui attribue le défendeur, mais dans le sens qu'elle a habituellement et que tout le monde lui donne, c'est-à-dire « rendu public » ; qu'il résulte des termes mêmes de l'assignation que le journal a paru le 22 novembre 1899, qu'il a été publié comme d'habitude à Montreuil à la date qu'il porte; que Lefort n'a pu avoir aucun doute sur la nature du fait qui lui était imputé, l'assignation relevant d'une façon complète les diverses circonstances le caractérisant;

« Attendu que, dans ses conclusions, Me Charpentier prétend que les douze demandeurs agissent comme assomptionnistes domiciliés à Paris, 8, rue François-Ier; que cette association, non autorisée et dissoute par arrêt de la Cour de Paris du 6 mars 1900, n'a pas d'existence légale et ne peut ester en justice ;

« Attendu que ce point, indiscutable du reste, est reconnu exact par les demandeurs ;

« Attendu, d'une part, que Me Charpentier prétend que, l'article dont s'agit ne visant que l'association des assomptionnistes *in globo*, aucun des membres de cette association n'étant distingué d'une façon suffisamment précise, toute action en justice doit être refusée à un membre quelconque de cette association ;

« Attendu que cette prétention est contraire aux règles les plus simples et les plus élémentaires du droit et du bon sens ; qu'il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter ;

« Mais attendu qu'il résulte de la lecture de l'article dont s'agit, que les Assomptionnistes y sont attaqués, non pas en leur qualité seule d'Assomptionnistes, mais à cause de la campagne de presse faite par le journal *la Croix;*

« Attendu qu'il est constant que les Assomptionnistes forment une association très nombreuse, s'occupant d'œuvres religieuses et politiques, se livrant à un commerce important et varié, publiant de nombreuses brochures. de nombreux journaux, et entretenant des rapports suivis avec certaine presse départementale ; qu'il en résulte que chacun, dans cette association, a un rôle qui lui est propre ; que le sieur Picard l'a déclaré lui-même ; que l'article incriminé désigne d'une façon claire et précise le ou les Assomptionnistes qu'il vise ; qu'il s'attaque aux propriétaires et directeurs de *la Croix* seuls ; qu'il ne vise en aucune façon ceux qui s'occupent d'autres travaux ; qu'il faut donc, pour que l'action soit recevable, qu'elle soit intentée par les propriétaires ou directeurs de *la Croix;* qu'il apparaît de l'examen du journal qu'un sieur F. Hervoyault en est le gérant ; que Me Charpentier prétend que les demandeurs ne justifient pas qu'ils sont propriétaires ou directeurs de *la Croix* ; qu'il leur dénie cette qualité, et que la demande est irrecevable jusqu'à ce qu'ils aient produit cette justification ;

« Attendu que le premier demandeur, Picard (François), est, de notoriété publique, le supérieur, le directeur général de l'association des Assomptionnistes ; que c'est lui qui donne l'impulsion d'unité d'action de presse dans les campagnes auxquelles se livrent les *Croix* et d'autres publications ; qu'il est donc le directeur en chef du journal *la Croix* qui, du reste, est imprimé au siège central de la société, 8, rue François-Ier ;

« Attendu que Bailly (Vincent de Paul) s'occupe, sous la surveillance supérieure de Picard, de la direction de *la Croix* ; qu'il est ainsi désigné dans le réquisitoire de M. le procureur de la République Bulot ; que cette situation est également de notoriété publique ;

« Attendu, en ce qui concerne les dix autres demandeurs, qu'il n'est absolument pas établi qu'ils aient participé à la rédaction ou à la direction de *la Croix;* qu'il paraît, au contraire, établi que quelques-uns d'entre eux s'occupaient de missions religieuses à l'étranger et restaient complètement étrangers aux luttes engagées par la voie de la presse ; qu'ils n'expliquent leur présence au procès que parce qu'ils ont été poursuivis devant le Tribunal correctionnel de la Seine ;

« Attendu que les Assomptionnistes ont créé *la Croix* ; qu'ils n'ont donc pas de titre de propriété ; que, d'autre part, ils refusent de faire connaître les noms des membres de l'association qui ont vendu le journal à Féron-Vrault ;

« Attendu que, dans ces conditions, il y a lieu de débouter de leur demande les dix membres de l'association dont la participation à la direction et à la rédaction de *la Croix* n'est pas établie ;

« Par ces motifs,

« Dit régulière et valable, en la forme, l'assignation du 21 février 1900 ;

« Dit que les demandeurs Picard et Bailly justifient de leur situation de directeurs de *la Croix;*

« Déboute de leur demande les sieurs Saugrain, Maubon, Jonjou, Dannet, Jaquet, Allez, Chicord, Chaubot, Debauge et Gerbier ;

« Renvoie l'affaire pour être plaidée au fond à l'audience correctionnelle du jeudi 28 juin, présent mois. »

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que Lefort a seul interjeté appel du jugement rendu le 11 mai 1900 par le Tribunal de Montreuil ; que, par suite, les dispositions dudit jugement qui ne lui font pas grief sont devenues définitives ;

Sur la validité de la citation :

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Sur la recevabilité de l'action :

Attendu que la congrégation dite « des Assomptionnistes », constituant une association non autorisée de plus de vingt personnes, n'a jamais eu d'existence légale ; que, déclarée dissoute par jugement du Tribunal de la Seine en date du 24 janvier 1900, confirmé par arrêt de la Cour de Paris en date du 6 mars suivant, elle est incapable d'ester en justice ; que cette incapacité ne s'étend à ses membres que dans le cas où ceux-ci, agissant isolément ou par groupes, ont pour but évident de se substituer à l'association et d'éluder ainsi la loi ; mais qu'elle laisse intact chez chacun d'eux le droit, qui appartient à tout Français, de s'adresser aux tribunaux pour faire respecter sa personne, son honneur ou ses biens ; que, ces principes incontestables étant posés, il ne reste plus, pour élucider la question de recevabilité, qu'à rechercher si, en fait, Picard et Bailly se trouvent suffisamment désignés dans l'article incriminé pour se prétendre injuriés et diffamés ;

Attendu que l'article publié le 22 novembre 1899, dans le *Journal de Montreuil*, constitue une critique générale de la politique suivie par la congrégation et plus particulièrement par le journal *la Croix*, son principal organe de publicité ; que cette critique faite sans mesure, en termes d'une violence regrettable, vise l'association tout entière, ses moyens d'action et de propagonde, sans toutefois nommer ou désigner spécialement aucun de ses membres ;

Attendu que les circonstances qui ont motivé la publication de l'article incriminé et le grand nombre des membres qui composent la congrégation, excluent de la part du journaliste l'intention d'atteindre personnellement aucun d'eux; que c'est à tort que les premiers juges voient une désignation suffisante, tout au moins pour Picard et Bailly, dans les trois premières lignes de l'article ainsi conçu : « Un éminent publiciste parisien vient de tracer un portrait très exact des pères Assomptionnistes, propriétaires et directeurs de *la Croix* » ; qu'il est constant, en effet, que le journal *la Croix* était la propriété et l'organe de la congrégation tout entière; que le journal n'a jamais porté l'indication d'un directeur politique ou d'un rédacteur en chef;

Attendu qu'il résulte même des débats qui se sont produits devant le Tribunal de la Seine, les 22, 23 et 24 janvier 1900, que la direction politique des divers organes de publicité de la congrégation, notamment celle de *la Croix*, était confiée à des comités anonymes et irresponsables composés de personnes dont les noms n'ont jamais été publiés; que la qualité de supérieur général de la congrégation, reconnue à Picard, n'implique pas comme conséquence nécessaire une participation plus active que celle des autres pères à la publication de *la Croix*; qu'à elle seule elle ne saurait d'ailleurs le rendre recevable à agir, sans qu'il y ait violation des principes ci-dessus énoncés;

Attendu que Bailly, bien qu'ayant peut-être eu un rôle plus actif que d'autres dans la publication du journal, n'a cependant jamais pris ni revendiqué pour lui le titre ou la situation de rédacteur en chef, non plus que celle de directeur politique; qu'on ne trouve donc à *la Croix*, comme seule personnalité responsable et capable d'agir, que le gérant Hervoyault, lequel ne figure pas parmi les intimés;

Attendu que, pour établir que Bailly était recevable en son action, en tant que propriétaire du journal *la Croix*, au moment où l'article incriminé a paru dans le *Journal de Montreuit*, les intimés produisent devant la cour un acte sous seings privés, en date à Paris du 31 mars 1900, enregistré le 2 avril suivant, aux termes duquel Bailly vend à un sieur Féron-Vrault toutes les œuvres éditées et publiées à Paris par la Maison de la Bonne presse, notamment le journal *la Croix* ;

Mais, attendu que, sans apprécier la validité dudit acte qui n'est pas en cause, il est trop évident que Bailly, pour transférer à un tiers une propriété reconnue à maintes reprises pour être celle de la congrégation dissoute, ne peut agir audit acte que comme mandataire de ladite congrégation; que, dès lors, la pièce produite est inopérante; qu'il résulte de tout ce qui précède que c'est à tort que les premiers juges ont considéré Bailly et Picard comme suffisamment désignés par l'article incriminé, et les ont, en conséquence, déclarés recevables en leur action;

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont est appel, en ce qui concerne la validité de la citation délivrée par les intimés;

Mais, réformant ledit jugement en ce qui concerne la recevabilité de l'action de Picard et de Bailly,

Dit les parties civiles non recevables en leur action;

Et, vu l'art. 194 C. inst. crim., les condamne aux dépens de première instance et d'appel.

M. BERTRAND av. gén. — Mes ADOR et LEROLLE av.

Note. — I. — Sur le premier point : Cette solution est constante en doctrine comme en jurisprudence. V. Barbier: Code expl. de la presse, t. II, p. 9 ; Cass. 28 mai 1891 (D. 91.1.399); Paris 3 juillet 1900 et Besançon 27 juin 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.287) avec la note et les renvois à la jurisprudence antérieure. La circonstance que l'association est fondée sur le sacrifice et l'abnégation de la personne ne saurait modifier cette solution, par le motif que les vœux prononcés par les membres de congrégations — autorisées ou non — n'étant pas sanctionnés par la loi civile : Cass. 22 décembre 1851 (S. 52.1.33 — D. 52.1.37), ne peuvent pas avoir effet d'amoindrir légalement les droits de ceux qui les prononcent.

II. — Sur le deuxième point : La question de savoir si les membres d'une collectivité sont recevables à se plaindre des diffamations ou des injures dirigées contre cette collectivité, quand ils n'ont pas été nommément désignés, doit se résoudre par une distinction de fait.

1° L'imputation diffamatoire ou injurieuse vise-t-elle un nombre de personnes assez considérable pour ne causer à aucune d'elles un préjudice personnel, l'action individuelle n'appartient à aucune de ces personnes. Ainsi jugé pour les employés des magasins de nouveautés (Trib. cor. Seine 9 juillet 1852) ; pour les artistes dramatiques (Trib. corr. Seine 19 août 1863) ; pour les commerçants en vins (Trib. corr. Seine 3 janvier 1868) ; pour les agents de renseignements (Trib. corr. Seine 19 février 1885) ; pour les trois cent soixante-trois députés qui refusèrent leur confiance au cabinet de Broglie-Fourtou, en 1877 (Rouen 7 septembre 1877). V. note sous Cass. 5 novembre 1891 et 16 février 1893 (S. 93.1.493). *Sic* : Barbier : Code expl. de la presse, n° 408. On conçoit qu'en pareil cas la diffamation est tellement diluée qu'elle est en quelque sorte insaisissable.

2° Au contraire, le nombre des membres de la collectivité est-il assez minime pour que la diffamation ou l'injure, sans les viser nommément, les atteigne cependant personnellement, il faut reconnaître à chacun d'eux le droit d'exercer, pour son compte particulier, l'action en diffamation. Il a été jugé, en ce sens, à l'occasion d'une accusation de détournement contre un « un des révérends pères d'une congrégation religieuse qui, établie depuis

quelques années à Lille, s'est enrichie rapidement » : Cass. 29 janvier 1875 (S. 75.1.138); à l'occasion d'imputations dirigées contre « le curé d'une commune de la Nièvre dont le nom commence par un C... » : Cass. 16 août 1879 (S. 80. 1. 144 — D. 80. 1. 144); contre l'enseignement des « Ignorantins », mais « visant spécialement les six chefs de la Congrégation des Frères de la Doctrine chrétienne » : Paris 28 février 1884 (Gaz. Pal. 84.1. supp. 142); contre l'œuvre des cercles catholiques, plus spécialement contre celui de Meaux comprenant, ainsi que le remarque le jugement, vingt-huit membres seulement : Trib. corr. Meaux 10 février 1888 (Gaz. Pal. 88.1. supp. 79); contre les pratiques des bureaux de placement de Paris seulement : Trib. corr. Seine 27 novembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.269); enfin contre les « pensionnés, comme victimes du 2 décembre, habitant la commune de Bonny » : Trib. corr. Gien 29 avril 1891 (Gaz. Pal. 91. 2. supp. 13). — *Sic* : Barbier, nos 460 et 359. Comme le font observer la plupart de ces décisions, les intérêts les plus respectables resteraient sans protection, s'il suffisait au diffamateur, pour se mettre à l'abri de la répression, de diriger des imputations contre un groupe de personnes non désignées nommément, afin de se ménager cette excuse inadmissible d'avoir précisément visé des individus autres que celui ou ceux qui lui demandent raison de ses attaques, — alors surtout que, sans être indiquées par leur nom, ces personnes sont suffisamment désignées pour qu'on puisse les reconnaître.

Plusieurs fois appelée à se prononcer sur la question, la Cour de cassation a jugé d'une façon constante que s'il lui appartient d'apprécier au point de vue légal les faits poursuivis sous la qualification de diffamation ou d'injures, c'est le juge du fait qui constate souverainement, d'après les circonstances de la cause, quelles sont les personnes diffamées ou injuriées, lorsqu'elles n'ont pas été nommément désignées. V. Cass. 13 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.356), avec, sous la note, les renvois à la jurisprudence antérieure.

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX (1re Ch.)

19 février 1900.

Présidence de M. Quercy.

COMMUNAUTÉ CONJUGALE. — SÉPARATION DE CORPS. — INSTANCE. — DETTE DE LA FEMME. — CRÉANCIER.

L'individu chargé par une femme en instance de séparation de corps, d'assister le commissaire-priseur dans l'estimation des marchandises dépendant de la communauté, moyennant un salaire déterminé, est censé avoir virtuellement consenti à ne pas rechercher sa débitrice avant que la dissolution de la communauté d'entre elle et son mari lui eût donné la possibilité juridique et matérielle de se libérer.

Il ne peut donc poursuivre la femme avant ladite dissolution de communauté.

Cazalis c. Pélardy.

Le Tribunal,

Attendu que les faits suivants sont allégués par Cazalis pour servir de fondement à la demande de 745 fr. 20 par lui formée contre les époux Pélardy pris solidairement : une instance à fin de séparation de corps étant pendante entre lesdits époux, la femme qui avait fait apposer les scellés sur leur magasin, le choisit pour assister, à l'inventaire, le commissaire-priseur dans l'estimation des marchandises; que ce choix fut agréé par le mari et tous deux s'engagèrent à lui payer un salaire égal à 2 0/0 du montant de la prisée; que le montant s'est élevé à 37,260 fr. 45; que sa réclamation est donc bien justifiée ;

Attendu que l'épouse Pélardy reconnaît cette allégation comme exacte ; mais qu'elle repousse l'action par une fin de non-recevoir tirée de ce que la communauté d'entre elle et son mari n'est pas encore dissoute et de ce qu'elle ne s'est engagée à payer qu'après cette dissolution ;

Attendu que Pélardy ne dénie pas avoir laissé sa femme faire choix de Cazalis pour assister le commissaire-priseur, ainsi qu'il est dit ci-dessus ; mais qu'il se défend d'avoir participé à une fixation proportionnelle des frais de l'estimation à faire et que, en cet état, trouvant dans un document versé au procès par le demandeur lui-même l'indication de vingt-trois vacations employées par ce dernier pour cette estimation, il lui offre seulement la somme de six francs pour chacune de ces vacations, soit au total 138 francs;

Attendu, quant à l'épouse Pélardy, qu'il échet tout au moins de rejeter la demande comme prématurée parce que Cazalis doit être considéré comme ayant virtuellement consenti à ne pas rechercher ladite débitrice avant que la dissolution de la communauté d'entre elle et son mari lui eût donné la possibilité juridique, en même temps que matérielle, de se libérer ;

Attendu, quant à Pélardy, que, en permettant à sa femme d'adjoindre Cazalis au commissaire-priseur il a assumé la charge d'avancer audit expert son salaire, comme il l'avoue implicitement par son offre ; mais que la preuve n'est pas faite contre lui d'une promesse déterminée, en son quantum ; que, sur ce point, la présomption est d'un engagement conforme au tarif en matière d'expertise judiciaire ; que, en fait, Cazalis déclare bien n'avoir employé que vingt-trois vacations ; que chacune de ces vacations doit être taxée à 8 francs par application dudit tarif, et que, ainsi, il est dû par Pélardy 184 fr., mais non davantage ;

Attendu, en ce qui touche les dépens, que, en tenant compte de la décision à rendre au regard de l'épouse Pélardy, de l'exagération de la demande faite à Pélardy et de l'insuffisance de son offre, il convient de les faire supporter un tiers par lui et deux tiers par Cazalis ;

Par ces motifs,

Rejette la demande en tant qu'elle est dirigée contre l'épouse Pélardy ;

Condamne Pélardy à payer à Cazalis seulement la somme de 184 francs avec l'intérêt à 5 0/0 depuis l'introduction de l'instance, met les dépens pour un tiers à la charge de Pélardy et deux tiers à celle de Cazalis, liquidés ce jour à..... en ce non compris ceux de minute, expédition et signification du présent jugement qui seront aussi supportés de la même manière.

MATIGNON subst. du proc. du proc. de la Rép. — Mes DUTHIL et DE RIBÉROT av.

Note. — Le jugement ci-dessus nous paraît devoir être approuvé, le créancier n'ayant dû contracter avec la femme qu'en vue de la dissolution prochaine de la communauté.

248-249-250

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

18 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° JUGEMENTS ET ARRÊTS. — AVOUÉ APPELÉ POUR COMPLÉTER LE TRIBUNAL. — EMPÊCHEMENT DES MAGISTRATS ET AVOCATS. — AVOUÉ LE PLUS ANCIEN. — CONSTATATIONS SUFFISANTES.

2° ACTION POSSESSOIRE. — POSSESSION. — CARACTÈRES. — TITRES. — POUVOIR DU JUGE.

1° La régularité des conditions, dans lesquelles un avoué a été appelé pour compléter le tribunal, est suffisamment établie par les énonciations du jugement qui constate que c'est en remplacement d'un des trois juges titulaires, à défaut de juge suppléant et en empêchement de l'avocat (un seul étant inscrit au tableau du ressort), que Me X..., avoué plus ancien, a été appelé.

2° Le juge du possessoire ne cumule point le possessoire et le pétitoire, lorsque, pour éclairer et caractériser une possession reposant sur des faits dont la matérialité n'est pas contestée et en se plaçant ainsi à un point de vue purement provisoire, il consulte les titres versés au débat par les parties.

3° Les tribunaux peuvent ajouter une clause pénale à leurs jugements en prévision du cas où ils ne seraient pas exécutés, et condamner ainsi, par avance, la partie succombante au paiement d'une certaine somme fixe, à titre de dommages-intérêts, par chaque infraction constatée.

Garot-Delpech c. veuve Dupuy.

LA COUR,

Sur le premier moyen, pris de la violalion de l'art. 49 du décret du 30 mars 1808 :

Attendu que si le Tribunal de Vouziers a appelé, pour se compléter, un avoué, Me Coquisard, il est établi par les énonciations du jugement attaqué que c'était en remplacement d'un des juges titulaires, à défaut de juge-suppléant et en empêchement de l'avocat ; que, d'autre part, le nom dudit Me Coquisard est suivi de la mention « avoué plus ancien », qui indique que cet avoué était le plus ancien au tableau de ceux qui étaient présents à l'audience ; que la décision rendue dans ces conditions porte avec elle la preuve de sa régularité et satisfait aux exigences légales ;

Sur le second moyen, tiré de la violation des art. 23, 25 C. pr. civ., 6 de la loi du 25 mai 1838 et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il est constaté par les qualités du jugement aussi bien que par le jugement lui-même : 1° que la possession du sol litigieux par la veuve Dupuy résulte d'une convention intervenue le 11 juillet 1878 entre les auteurs des parties en cause ; 2° que cette possession a été exercée sans contestation et d'une manière privative par la défenderesse éventuelle ou son mari depuis cette époque jusqu'au moment du trouble qui a donné lieu à l'action en complainte ; que, du reste, le sieur Garot-Delpech n'a pas contesté la possession et s'est borné à soutenir, devant le premier juge comme en appel, que la transaction intervenue en 1878 était le résultat d'une erreur et qu'en réalité il avait un droit de copropriété sur le terrain litigieux ;

Attendu qu'en consultant les titres versés aux débats par les parties pour éclairer et caractériser la possession de la veuve Dupuy, le tribunal s'est placé à un point de vue purement possessoire ; que, d'autre part, il a pris soin de déclarer que la demande de la veuve Dupuy a été formée dans l'année du trouble ; qu'en statuant, dès lors, comme il l'a fait, par un jugement dûment motivé, il n'a violé aucun des textes visés au moyen ;

Sur le troisième moyen pris d'un excès de pouvoir et de la violation des principes en matière d'amende :

Attendu que les tribunaux peuvent ajouter une clause pénale à leurs jugements en prévision des cas où ils ne seraient pas exécutés ; que, dans l'espèce, le Tribunal de Vouziers, en évaluant par avance le préjudice pouvant résulter de chaque infraction qui serait commise par le sieur Garot-Delpech aux dispositions de son jugement, n'a fait que donner une sanction à sa décision et n'a nullement excédé ses pouvoirs ;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Garot-Delpech contre le jugement du Tribunal civil de Vouziers du 19 juillet 1899.

MM. ALPHANDÉRY rapp. ; MELCOT av. gén. — Me MORET av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. conf. Cass. 29 décembre 1896 (Gaz. Pal. 97.1.45) et la note.

II. — Sur le deuxième point : Il est de jurisprudence

constante que le juge du possessoire a le droit de consulter les titres produits devant lui par les parties, et même de les interpréter, à la condition de se maintenir dans l'interprétation sur le terrain purement possessoire, c'est-à-dire de n'y puiser des éléments que pour éclairer et caractériser la possession litigieuse. V. Cass. 22 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.1.196) ; 10 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.23) et les renvois.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE (2e Ch.)

26 mai 1900.

Présidence de M. Naudin.

FOLLE ENCHÈRE. — 1° DIFFÉRENCE ENTRE LE PRIX DE L'ADJUDICATION PRIMITIVE ET CELUI DE LA REVENTE SUR FOLLE ENCHÈRE. — OBLIGATION DE LA PAYER. — INUTILITÉ D'UN JUGEMENT SPÉCIAL DE CONDAMNATION. — 2° FEMME FOLLE ENCHÉRISSEUSE. — AUTORISATION DU MARI. — OBLIGATION SOLIDAIRE AVEC LE MARI. — MISE EN DEMEURE. — INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION.

1° Un jugement spécial de condamnation n'est pas indispensable pour contraindre le fol enchérisseur au paiement de la différence entre son prix et celui de la revente sur folle enchère dont il est tenu aux termes de l'art. 740 C. pr. civ.

2° Le mari qui a autorisé sa femme à se rendre adjudicataire d'immeubles revendus ensuite sur folle enchère est, par application de l'art. 1419 C. civ., obligé solidairement avec celle-ci au paiement du prix de la différence dont s'agit, en sorte que la mise en demeure qui lui est notifiée d'opérer ce paiement est interruptive de la prescription, conformément à l'art. 1206 C. civ.

Danos Dèzes c. Jalabert.

La Cour,

Attendu que l'appel émis par Jalabert envers le jugement du Tribunal civil de Castelsarrasin, du 12 août 1899, comporte l'examen des deux questions suivantes : 1° un jugement spécial de condamnation est-il indispensable pour contraindre le fol enchérisseur au paiement de la différence entre son prix et celui de la revente sur folle enchère, dont il est tenu aux termes de l'art. 740 C. pr. civ.? 2° le mari qui a autorisé sa femme à se rendre adjudicataire d'immeubles, revendus ensuite sur folle enchère, est-il obligé solidairement avec celle-ci au paiement de la différence de prix dont il s'agit, par application de l'art. 1419 C. civ., et ce au point de vue de la prescription opposée aux poursuites des demoiselles Danos?

Sur la première question :

Attendu que s'il est vrai de dire que le recouvrement d'une créance ne peut être poursuivi qu'en vertu d'un titre revêtu de la formule exécutoire, qui la consacre dans son principe et son étendue, il paraît impossible de soutenir utilement que la sanction pécuniaire édictée par l'art. 740 susvisé ne puisse être exigée du fol enchérisseur qu'autant qu'il aurait été condamné à la subir, soit dans la sentence d'adjudication, soit par un jugement particulier, alors que cette formalité n'a pas été exigée par le législateur ;

Attendu, en effet, que le créancier puise son droit dans la loi elle-même et trouve son titre dans le bref d'adjudication et, ensuite, dans l'ordre qui établit la situation du fol enchérisseur au regard de toutes les parties intéressées ;

Attendu que l'adjonction au dispositif de la sentence d'adjudication de la simple formule de la condamnation du fol enchéri au paiement de la différence de son prix, en conformité de l'art. 740 C. pr. civ., ne saurait modifier cette situation puisqu'à ce moment il est impossible de spécifier au profit de qui et dans quelle proportion est prononcée cette condamnation ;

Attendu que, seule, la procédure d'ordre à intervenir après l'adjudication est appelée à désigner les personnes qui en profiteront ; qu'il est aujourd'hui de jurisprudence constante que les créanciers hypothécaires, subissant une éviction du fait de la folle enchère, doivent bénéficier de cette différence de prix ; que l'attribution des sommes dues ne peut être faite que par le juge-commissaire à l'ordre dans son règlement, puisqu'avant le dressé de ce travail, il est impossible de savoir dans quelle proportion tel ou tel créancier sera colloqué selon son rang et la perte qu'il éprouve sur la différence de prix à la charge du fol enchérisseur ;

Attendu que le juge aux ordres, chargé de distribuer le prix provenant de l'adjudication sur folle enchère, ou simplement de remanier l'ordre déjà fait en conformité de l'art. 759 C. pr. civ., a le pouvoir de distribuer en même temps, comme accessoire et supplément du prix, la différence due par le fol enchérisseur, comme conséquence même de l'adjudication ; que cela est si vrai que, quand le fol enchérisseur joint à cette qualité celle de créancier hypothécaire sur les immeubles dont le prix est mis en distribution, le juge déduit à ce créancier, par voie d'imputation, la différence de prix dont il est tenu par l'art. 740 C. pr. civ., car on ne s'expliquerait pas que, dans cette hypothèse, le fol enchérisseur reçût l'intégralité de sa créance, garantie par une hypothèque venant en rang utile, alors que les créanciers suivants subiraient une éviction par le fait de la folle enchère ;

Attendu que ces considérations suffiraient pour faire repousser l'interprétation que l'appelant veut faire donner à l'art. 740 C. pr. civ., mais que, dans l'espèce, il y a lieu d'y ajouter l'argument tiré de l'énonciation dans le cahier des charges sur l'art. 14,

de la sanction édictée par l'art. 740 susvisé; que l'adjudication du 31 décembre 1846 a été tranchée moyennant les conditions de ce cahier des charges, commun à toutes les parties, et a été notifiée à la personne du fol enchérisseur;

Attendu que, sans doute, la première adjudication s'est trouvée résolue par la subséquente, mais que les obligations, imposées dens le cahier des charges, rappelées lors de la revente, subsistent au regard du fol enchérisseur, visé directement par l'une de ses clauses;

Attendu que c'est encore en exécution des conditions de ce cahier des charges qu'a eu lieu la distribution du prix d'adjudication et accessoires par voie d'ordre; que donc, le juge-commissaire n'est pas sorti de ses attributions en distribuant la différence de prix imposée au fol enchérisseur par l'art. 14 susmentionné, par application de l'art. 740;

Attendu que la dame Jalabert a été représentée à cette procédure par son mari, tenu solidairement de la même obligation; qu'elle n'a pu l'ignorer et qu'elle était en état de la contredire si elle lui causait grief et préjudice;

Attendu que les commandements des 10 mars 1851 et 8 mars 1881 ont donc procédé régulièrement ainsi que ceux des 2 et 4 novembre 1898, et que c'est avec raison que les premiers juges ont déclaré démettre des oppositions dont ils ont été l'objet;

Sur la deuxième question :

Attendu que l'autorisation donnée par Jalabert à sa femme d'enchérir et de se rendre adjudicataire des immeubles revendus ultérieurement sur folle enchère devait entraîner l'application de l'art. 1419 C. civ.; qu'il s'agit bien d'une obligation contractée solidairement par le mari et la femme, étant tous deux engagés au même titre et pour la totalité, conformémément à l'art. 1200 C. civ.; que dès lors, la mise en demeure de payer la dette, notifiée à l'un ou à l'autre des débiteurs, était interruptive de la prescription, en vertu de l'art. 1206 du même Code;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé; par suite, confirme le jugement entrepris du Tribunal civil de Castelsarrasin du 12 août 1899;

Autorise la continuation des poursuites commencées pour avoir paiement du principal de la créance des demoiselles Danos et des intérêts non prescrits;

Condamne l'appelant Jalabert à l'amende et aux dépens, etc.

M. Jaudon av. gén. — Mes Pérès et Ebelot av.

Note. — I. — Sur le premier point : La solution adoptée par l'arrêt ne semble pas douteuse, et les raisons qu'il donne à l'appui nous paraissent absolument conformes aux principes du droit. Jugé en ce sens, la seule fois où, à notre connaissance, la question ait été soumise aux tribunaux, que, bien que le jugement d'adjudication sur folle enchère contienne condamnation du fol enchérisseur au paiement de la différence entre le prix de la première vente et celui de la revente sur folle enchère, ce jugement ne constitue pas, au profit du créancier colloqué qui doit bénéficier de cette différence, un titre exécutoire contre le fol enchérisseur; que, en conséquence, le paiement ne peut être poursuivi par lui qu'en vertu d'un bordereau régulièrement délivré par le greffier conformément aux ordonnances du juge-commissaire à l'ordre : Trib. civ. Lisieux 24 février 1892 (Gaz. Pal. 92.2. supp. 16).

II. — Sur le second point : La solution admise par l'arrêt est celle de la jurisprudence et de la très grande majorité de la doctrine qui décident que le mari qui autorise sa femme commune en biens à s'obliger, s'oblige avec elle, contrairement à la règle *qui auctor est se non obligat*, en vertu de la présomption établie en faveur des tiers que la femme, s'obligeant dans ces conditions, agit dans l'intérêt du mari comme chef de la communauté : Aubry et Rau, t. V, § 520, note 40; Demolombe, Mariage, t. II, n° 310; Colmet de Santerre, t. VI, n° 145 *bis*; Guillouard, Contrat de Mariage, t. II, n° 843. Deux auteurs seulement, Marcadé, t. V, art. 1485-1486, nos 1 et 2; et Laurent, t. XXII, n° 70, sont d'un avis contraire prétendant que le mari n'est tenu sur ses biens, à raison des obligations contractées par sa femme autorisée, que parce que ces biens se confondent pendant le mariage avec ceux de la communauté, non parce qu'il a contracté, en accordant l'autorisation, un engagement solidaire. D'où ils concluent que la mise en demeure qui lui est faite n'a pas pour effet d'interrompre la prescription.

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER (1re Ch.)

7 mai 1900.

Présidence de M. Héraud.

1° TESTAMENT. — PERTE OU SUPPRESSION. — PREUVE DE LA SUPPRESSION ET DU CONTENU. — PREUVE TESTIMONIALE. — RÉGULARITÉ DU TESTAMENT.

2° PREUVE (EN GÉNÉRAL). — PRÉSOMPTIONS. — PROCÉDURE CRIMINELLE. — ORDONNANCE DE NON-LIEU.

3° SECRET PROFESSIONNEL. — DIVULGATION DANS L'INTÉRÊT DU CLIENT. — AVOCAT.

1° Au cas de perte d'un testament par suite d'un événement resté inconnu au testateur, ou de sa suppression par un individu autre que ce dernier, les personnes au profit desquelles il renfermait des dispositions peuvent en poursuivre l'exécution, en prouvant, d'une part, le fait de la suppression du testament, d'autre part, le contenu de cet acte.

Et cette preuve peut être administrée par témoins ou par présomptions même en l'absence de tout commencement de preuve par écrit.

Le bénéficiaire du testament détruit ou volé est d'ailleurs dispensé de prouver que l'acte détruit était écrit, daté et signé de la main du

testateur, avec indication de la date par année, date et mois : il lui importe seulement d'établir que le testament disparu réunissait les conditions générales de validité imposées par la loi.

2° *Le juge est autorisé à admettre, à titre de présomptions, des éléments de conviction puisés en dehors de l'instance contradictoire, et notamment dans des instructions correctionnelles ou criminelles, encore bien qu'elles aient été terminées par des ordonnances de non-lieu.*

3° *Le secret professionnel est institué uniquement dans l'intérêt des clients et dans le but de protéger ces derniers contre les révélations qui pourraient leur être préjudiciables, et par suite il ne saurait y avoir violation illicite et répréhensible du secret professionnel de la part d'un avocat qui, en livrant à la publicité les confidences qu'il a reçues, se propose de défendre et défend en réalité les intérêts dont on lui a confié le soin et la garde.*

Consorts Clauzel c. Girou.

Le Tribunal civil d'Espalion avait rendu, le 27 juin 1899, le jugement suivant :

« Attendu qu'à la suite d'une plainte en soustraction frauduleuse de testament adressée au parquet d'Espalion par le sieur Girou, de Ceyrac, une instruction fut ouverte contre les nommés Louis Maujac et Joseph Clauzel; que ce dernier bénéficia d'une ordonnance de non-lieu et que Maujac, traduit devant le tribunal correctionnel, fut, le 3 février 1899, relaxé des fins de la poursuite;

« Attendu, cependant, qu'il résulte de l'instruction, des débats et du jugement lui-même, que le sieur Jean-Joseph Clauzel, décédé le 10 septembre 1898 à Ceyrac, avait laissé un testament olographe contenant notamment une institution de légataire universel au profit d'Henri Girou, fils du plaignant; que ce testament avait été frauduleusement soustrait, et que la responsabilité de cette soustraction ne pouvait être imputée qu'aux héritiers Clauzel; que le jugement de relaxe dont bénéficia Maujac fut uniquement dû au doute qui subsistait sur la participation personnelle du prévenu aux actes délictueux, dont le tribunal se bornait à connaître;

« Attendu qu'en force dudit testament et par exploits des 25, 27 février et 3 mars 1899, Joseph Girou, agissant comme administrateur légal de la personne et des biens d'Henri Girou, son fils mineur, a assigné devant le tribunal civil les héritiers Clauzel en revendication et délaissement de l'universalité des biens composant la succession de Jean-Joseph Clauzel;

« Attendu, tout d'abord, sur la recevabilité d'une telle demande, que, bien que le testament constitue un acte solennel, il est constant en doctrine et en jurisprudence qu' « au cas de perte « d'un testament par suite d'un événement resté « inconnu au testateur, ou de sa suppression par « un individu autre que ce dernier, les personnes « au profit desquelles il renfermait des dispositions peuvent en poursuivre l'exécution, en prouvant, d'une part, le fait de la suppression du testament, d'autre part, le contenu de cet acte; que « cette preuve peut être administrée par témoins, « même en l'absence de tout commencement de « preuve par écrit;

« Attendu que la preuve testimoniale peut être suppléée par un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes; que le juge est toujours autorisé à admettre, à titre de présomptions, des éléments de conviction puisés en dehors de l'instance contradictoire, et notamment dans des instructions correctionnelles ou criminelles, eussent-elles été terminées par des ordonnances de non-lieu;

« Attendu, dès lors, et bien que le jugement du 3 février 1899 n'ait pas l'autorité de la chose jugée, que le tribunal peut rechercher dans les constatations de ce jugement et dans les résultats de l'information qui l'a précédé des éléments d'appréciation sur le mérite de la demande dont il est saisi par le sieur Girou;

« Attendu que, bien que deux seulement des défendeurs aient été l'objet de poursuites devant la juridiction répressive, les constatations tirées de l'instruction, les présomptions puisées dans le jugement n'en sont pas moins, en raison de l'unité de l'objet, de l'indivisibilité de la cause et de la solidarité des intérêts, opposables à ceux-là même des héritiers Clauzel qui n'ont pas figuré dans l'instance correctionnelle;

« Or, attendu que, de l'ensemble des documents soumis au procès, il résulte que Clauzel avait l'intention d'instituer le mineur Henri Girou pour son légataire général et universel; que, trois ans environ avant son décès, il confia ses projets à Me Niel, avocat, et le pria de lui rédiger en ce sens un modèle de testament, modèle qu'il recopia dans le cabinet même de son conseil; que, depuis cette époque, à deux reprises et, pour la dernière fois, le 31 août 1898, dix jours avant son décès, Clausel ayant apporté quelques modifications de détail à ses dispositions de dernière volonté, se présenta chez son

avocat pour lui soumettre son testament et le consulter sur sa validité; que Me Niel put ainsi constater que cet acte, régulier en la forme, contenait toujours institution universelle au profit du fils Girou;

« Attendu que Clauzel, se préoccupant d'assurer la conservation de son testament et le secret des dispositions qu'il renfermait, avait manifesté à son avocat l'intention de déposer ce document dans son coffre-fort; qu'effectivement, dans l'après-midi du 9 septembre suivant, veille du décès de Clauzel, le curé de Ceyrac put constater, dans le coffre-fort du *de cujus*, la présence d'une enveloppe paraissant à son aspect et à son poids contenir un pli, et portant la suscription « Testament », suscription qu'il lut à haute voix, en présence de Naujac et de la femme Girou; que cette enveloppe, avec son contenu, fut remise en place par le curé, dans le coffre aussitôt refermé; qu'à partir de ce moment jusqu'au décès de Clauzel, survenu le lendemain à 5 heures du matin, ce meuble n'a plus été ouvert; que le 12 septembre, les scellés furent apposés par M. le juge de paix d'Espalion; qu'ils furent levés, après avoir été reconnus intacts, le 23 du même mois, et que ce jour-là le juge de paix, à qui l'existence d'un testament avait été signalée et qui le recherchait d'une façon toute spéciale, ne trouva dans le coffre-fort ni testament ni enveloppe;

« Attendu qu'alors que le curé de Ceyrac, en ouvrant le coffre-fort, avait pu remarquer, d'une part, que les papiers qu'il renfermait étaient rangés dans un ordre parfait, d'autre part, qu'il s'y trouvait une bourse en toile contenant une certaine somme d'argent, le juge de paix constata que l'intérieur du meuble présentait un désordre anormal et que la bourse était complètement vide; qu'au surplus il ne fut, au cours de l'inventaire, trouvé au domicile de Clauzel, propriétaire aisé, possédant une fortune de 40,000 fr. environ, qu'une somme de 0 fr. 25 pour tout numéraire; que Naujac, neveu du *de cujus*, s'était emparé de la clef du coffre-fort après la visite du curé, qu'il a persisté à en rester détenteur, malgré les réclamations de la servante; que ledit Naujac et ses cohéritiers, Boulet et Joseph Clauzel, se sont enfermés et sont restés seuls au domicile du défunt pendant la matinée qui a suivi les funérailles; que la clef du coffre-fort n'a été déposée à sa place habituelle qu'après les obsèques et que la clef de la maison mortuaire est demeurée en la possession de Boulet jusqu'à l'apposition des scellés;

« Attendu que, de l'ensemble et de l'enchaînement de ces faits, le tribunal est autorisé à dégager la preuve qu'au décès de Clauzel, se trouvait dans son coffre-fort, renfermé dans une enveloppe, un testament qu'il avait, quelques jours auparavant, soumis à son conseil, et qui contenait une institution universelle au profit du jeune Henri Girou; et que, dans l'intervalle de temps écoulé entre le décès de Clauzel et l'apposition des scellés, une main criminelle a fait disparaître ce testament;

« Sur les fins de non-recevoir opposées par les héritiers Clauzel:

« Attendu que les défendeurs allèguent que le sieur Girou est tenu d'établir non seulement l'existence du testament dont il invoque le bénéfice, mais encore sa parfaite validité; qu'il est notamment astreint à prouver que cet acte satisfaisait aux exigences de l'art. 970 C. civ.; qu'il était écrit, daté et signé de la main du testateur, avec indication de la date par année, date et mois;

« Attendu qu'imposer au bénéficiaire d'un testament détruit ou volé de telles exigences équivaudrait le plus souvent, en fait, à rendre impossible la reconstitution de l'acte disparu; qu'il serait manifestement contraire à l'équité de faire supporter par l'héritier institué les conséquences de l'acte délictueux dont il a été la victime; qu'aussi il a été admis que le demandeur est dispensé de prouver la régularité d'un testament, lorsque la demande est dirigée contre les auteurs même de la suppression de l'acte; qu'au surplus la détermination précise de la date ne serait nécessaire qu'au cas de concours de plusieurs testaments successifs et contradictoires, au cas encore où Clauzel aurait été, à un moment donné, frappé d'une incapacité quelconque de disposer à titre gratuit; qu'aucune de ces hypothèses n'étant même alléguée, il importe seulement d'établir que le testament disparu réunissait les conditions générales de validité imposées par la loi; que le tribunal trouve, à cet égard, toutes garanties désirables dans le témoignage de Me Niel; que ce dernier, auquel furent soumises les dispositions de dernière volonté de Clauzel, qui collabora même à la rédaction du testament, déclare que cet acte était parfaitement régulier et valable; que le tribunal peut, dès lors, s'approprier sans crainte une telle appréciation;

« Attendu d'ailleurs que les héritiers Clauzel se rendent si bien compte de l'importance capitale et décisive de la déclaration de Me Niel qu'ils invitent le tribunal à la rejeter du débat, par application de l'art. 378 C. pén.; qu'ils pré-

tendent que ce témoignage est radicalement irrecevable et ne peut servir de fondement à une décision judiciaire, comme portant sur des faits dont Me Niel n'aurait eu connaissance qu'en raison de sa qualité d'avocat, et dont la révélation lui était, par suite et d'une façon absolue, interdite par le secret professionnel ;

« Attendu qu'en principe le secret professionnel est institué uniquement dans l'intérêt des clients, et dans le but de protéger ces derniers contre les révélations qui pourraient leur être préjudiciables ; qu'il ne saurait y avoir violation illicite et répréhensible du secret professionnel lorsque l'avocat, en livrant à la publicité les confidences qu'il a reçues, se propose de défendre et défend, en réalité, les intérêts dont on lui a confié le soin et la garde ; qu'en l'espèce les déclarations de Me Niel, loin d'être contraires aux intérêts de son client, ont eu pour but et auront pour effet d'assurer le respect et l'exécution de ses dernières volontés ;

« Attendu, en outre, qu'il convient de remarquer que les dispositions testamentaires de Clauzel ne devaient, en réalité, en raison de leur nature même, rester secrètes que pendant l'existence de ce dernier ; qu'elles étaient nécessairement destinées à devenir publiques après son décès par la production de l'acte qui les contenait ; que les déclarations de Me Niel ne sont intervenues qu'à l'heure où le secret professionnnel n'avait plus ni motifs, ni objet, ni utilité, qu'au moment où le testament aurait dû être produit et uniquement pour suppléer au testament disparu ; qu'au lieu d'être confident des dispositions testamentaires, Me Niel aurait pu tout aussi bien être dépositaire du testament lui-même ; qu'il aurait dû, dans ce cas, le livrer à la publicité après le décès de son client ; qu'il est incontestable qu'il n'y aurait eu dans ce fait aucune violation du secret professionnel ; que le tribunal peut, sans témérité, assimiler les deux hypothèses et décider que, dans un cas comme dans l'autre, l'intervention de Me Niel étant parfaitement régulière et licite, il convient d'accueillir son témoignage et de faire état de ses déclarations ;

« Sur l'offre en preuve des héritiers Clauzel :

« Attendu qu'en l'état, Girou ayant démontré à l'aide des présomptions puisées dans la procédure correctionnelle le bien fondé de ses prétentions, il incombe aux héritiers Clauzel d'administrer la preuve contraire ; mais que le tribunal estime qu'il n'y a pas lieu de remettre en discussion des faits suffisamment établis, et sur lesquels il se considère comme suffisamment édifié ; qu'une nouvelle enquête à cet égard ne pourrait être que superflue et frustratoire ; que la preuve offerte par les défendeurs devra dès lors être restreinte aux seuls éléments de nature à affaiblir ou à infirmer le caractère et la portée des faits déjà acquis aux débats ; que les héritiers Clauzel ont incontestablement le droit d'invoquer des faits nouveaux, des témoignages nouveaux, restés inconnus au tribunal correctionnel et appelés à modifier, avec la physionomie de l'affaire, la solution qu'elle comporte ; qu'il convient, dans cet ordre d'idées, de rechercher si l'offre en preuve articulée au nom des défendeurs présente ce caractère et peut être considérée dès lors comme pertinente et admissible ;

« Attendu qu'en premier lieu les héritiers demandent à établir que, postérieurement au 31 août 1898, une altercation s'éleva entre Clauzel et la femme Girou ; que le lendemain du décès cette femme raconta qu'il y avait bien eu un testament en faveur de son fils, mais qu'elle était persuadée que cet acte avait été détruit par le testateur, à la suite d'une altercation où elle s'était oubliée jusqu'à battre ce vieillard, ajoutant qu'elle n'aurait pas agi de la sorte si elle avait supposé si prochaine la mort de Clauzel ;

« Mais attendu qu'il est établi, par l'enquête correctionnelle, que la présence dans le coffre-fort de l'enveloppe contenant le testament fut constatée par le curé Cambon le 9 septembre, quelques heures avant le décès de Clauzel ; que l'altercation alléguée, en admettant qu'elle fût antérieure au 9 septembre, n'aurait pas déterminé le *de cujus* à supprimer ses dispositions testamentaires, puisque l'enveloppe qui les contenait existait encore postérieurement à cette discussion ; qu'en supposant même que cette prétendue querelle n'eût éclaté qu'après la visite du curé, elle n'aurait exercé aucune influence sur l'expression des dernières volontés de Clauzel, puisqu'il est constant que le coffre-fort contenant le testament n'a pas été ouvert depuis le départ du curé jusqu'au décès du testateur ; qu'en conséquence le fait allégué, en admettant qu'il fût établi, resterait inopérant, et que dès lors la preuve n'en est pas admissible ;

« Attendu que les héritiers Clauzel prétendent, en outre, qu'il existait dans le coffre une enveloppe contenant un testament autre que celui dont s'agit ;

« Mais attendu qu'il résulte des explications orales fournies au tribunal que l'enveloppe à laquelle il est fait allusion ne serait autre que celle qui fut déjà produite au cours de l'instance correctionnelle ; que ce point de fait fut minutieusement examiné et complètement élucidé à l'instruction et à la barre du tribunal ; que de l'étude

de la procédure et des notes d'audience se dégagent les constatations suivantes :

« Qu'au moment de la levée des scellés, M. Lestrade, juge de paix à Espalion, dont l'attention avait été tout spécialement appelée sur l'existence d'un testament renfermé dans le coffre-fort, procéda au dépouillement et à l'inventaire du contenu de ce meuble; qu'il a déclaré, aussi formellement et aussi énergiquement que possible, avoir examiné un à un et avec le plus grand soin tous les documents déposés dans le coffre-fort, sans y découvrir ce testament ni l'enveloppe qui devait le contenir ; qu'il affirma même n'avoir trouvé dans ce meuble aucune enveloppe; que cependant, le 29 novembre 1898, plus de deux mois après la levée des scellés, et au moment où le parquet d'Espalion, saisi par Girou d'une plainte en soustraction de testament, procédait, à l'encontre de quelques-uns des héritiers Clauzel, à une information officieuse, Me Broussy, notaire à Ceyrac, adressa au juge de paix chargé de l'enquête une enveloppe déchirée, salie, en très mauvais état, contenant deux notes relatives au testament de Jeanne Lacombe, épouse prédécédée de Clauzel, et au contrat de mariage des époux Clauzel, et portant la suscription : « Note « testament Jeanne » ; que le notaire, dans sa lettre d'envoi, prétendait que cette enveloppe, avec les documents qu'elle renfermait, avait été, au cours de l'inventaire, extraite du coffre-fort par le juge de paix; mais que, devant le magistrat instructeur et à l'audience correctionnelle, Me Broussy s'est vu obligé de rétracter ses affirmations; qu'il a fini par convenir qu'au cours de l'inventaire, le greffier du juge de paix et lui-même avaient réuni en une masse unique tous les documents trouvés dans la maison Clauzel, sans se préoccuper de leur lieu d'origine; qu'il avait retrouvé plus tard pêle-mêle dans cet amas de papier l'enveloppe et les deux documents transmis par lui à M. Lestrade; que, frappé de la relation qui paraissait exister entre l'objet des deux notes et la suscription de l'enveloppe, il en avait conclu que ces deux documents avaient dû être renfermés primitivement dans l'enveloppe en question, et que les deux notes provenant certainement du coffre-fort, il s'était cru autorisé à attribuer aux deux notes la même origine;

« Attendu que ces allégations, qui ne constituent d'ailleurs qu'une appréciation personnelle et quelque peu basardée, n'ont que la valeur d'une hypothèse plus ou moins ingénieuse et ne sauraient être un seul instant opposées aux déclarations précises, positives et très catégoriques du juge de paix; que, toutefois, certains témoins entendus pour la première fois à l'audience correctionnelle, malgré l'invitation expresse adressée aux inculpés par le magistrat instructeur de produire toutes dépositions utiles à leur défense, vinrent renouveler devant le tribunal la version primitivement donnée par Me Broussy dans la lettre du 26 novembre et désavouée plus tard par son auteur lui-même; que les sieurs Solanet et Martel, dans leurs dépositions orales, l'instituteur Romieu, dans sa déposition écrite, prétendirent que, le 23 septembre, jour de la levée des scellés, le juge de paix avait, en leur présence, ouvert, avec le concours du forgeron Durand, le coffre-fort, et procédé au dépouillement des papiers qu'il renfermait; qu'au cours de l'inventaire ce magistrat avait extrait de ce meuble deux notes relatives, l'une au testament de Jeanne Lacombe, l'autre au contrat de mariage des époux Clauzel;

« Attendu que ces documents étaient contenus dans une enveloppe portant la suscription : Note testament Jeanne »; que le juge de paix, après avoir retiré ces papiers de ladite enveloppe et en avoir à haute voix indiqué la nature, les avait remis à son greffier, et que ce dernier les avait communiqués à Me Broussy; que les déclarations qui précèdent étaient d'ailleurs corroborées par les dépositions de Bounhol et des femmes Burguières et Carrayré; mais qu'il résulte expressément du témoignage de M. Lestrade que, le 23 septembre, date indiquée par les témoins susvisés, ce magistrat n'avait procédé qu'à une vérification sommaire du contenu du coffre-fort, sans en extraire aucun document et uniquement pour s'assurer si ce meuble renfermait ou non un testament; que le dépouillement et l'inventaire minutieux des papiers du coffre-fort n'eurent lieu que le lendemain, 24 septembre; que ce fut à cette dernière date que les documents auxquels font allusion les témoins, et qui étaient, d'après eux, renfermés dans l'enveloppe, furent découverts par le juge de paix et inventoriés par le notaire;

« Attendu que les déclarations de M. Lestrade furent pleinement confirmées par les constatations du procès-verbal de la levée des scellés, document authentique, non seulement revêtu de la signature du juge de paix et de son greffier, mais encore de celle des membres de la famille Clauzel qui étaient présents sur les lieux; qu'elles furent, en outre, entièrement corroborées par le témoignage, peu suspect en la matière, de Me Broussy; que les sieurs Martel et Solanet reconnurent qu'ils n'avaient assisté qu'aux opérations effectuées le 23 septembre, et qu'ils n'étaient pas présents le lendemain à la continuation de

l'inventaire; que l'intervention du forgeron Durand, signalée par les susnommés, ne se produisit que le 23 septembre; que le témoin Romieu ne comparaissant pas à l'audience correctionnelle ne put être interpellé à cet égard;

« Mais attendu que Solanet déclara que l'instituteur Romieu l'avait accompagné le 23 septembre à la maison Clauzel; que ces constatations matérielles suffisent à infirmer pleinement les allégations des témoins qui prétendaient avoir une connaissance personnelle et directe des détails d'une scène à laquelle ils n'avaient pas assisté; que les déclarations du juge de paix et les constatations ramenées dans le procès-verbal de ce magistrat restèrent donc sur ce point absolument intactes; qu'en outre, et sans pouvoir se prononcer d'une façon formelle, l'abbé Cambon ne reconnut pas l'enveloppe versée aux débats comme étant celle dont il avait constaté la présence dans le coffre-fort; que, malgré les réticences dont il avait, surtout à l'instruction écrite, entouré son témoignage, M. Cambon déclara que l'enveloppe qu'il avait entre les mains le 9 septembre paraissait intacte et fermée;

« Attendu que si l'enveloppe avait été réellement extraite du coffre, il aurait été du devoir du notaire de la coter et de la mentionner dans son inventaire, comme il l'a fait d'ailleurs pour les deux documents auxquels il a voulu la rattacher; que le procès-verbal de Me Broussy ne fait aucune allusion à ladite enveloppe; enfin, que Me Niel, auquel cette enveloppe fut représentée sur l'audience, déclara que la suscription n'était pas de l'écriture du défunt;

« Attendu qu'il résulte des constatations qui précèdent la preuve que l'enveloppe aperçue le 9 septembre dans le coffre-fort de Clauzel par l'abbé Cambon n'était pas identique à celle produite le 29 novembre par le notaire Broussy;

« Attendu que les conclusions écrites déposées au nom des héritiers Clauzel et les explications orales qui les ont accompagnées n'établissent ni n'allèguent à cet égard l'existence d'aucun nouvel élément d'appréciation; que l'offre en preuve, formulée d'une façon vague et générale, ne porte que sur des faits déjà connus, sur le mérite et la portée desquels le tribunal se considère comme suffisamment édifié; qu'il y a lieu, dès lors, de la rejeter comme non pertinente et inadmissible;

« Sur la demande en 5,000 francs de dommages-intérêts formée par Girou:

« Attendu que le demandeur ne justifiant d'aucun préjudice particulier de nature à motiver une réparation spéciale, la restitution intégrale de l'hérédité l'indemnisera suffisamment du dommage qu'à pu lui occasionner la suppression du testament dont il a été la victime;

« Attendu que les dépens suivent le sort du principal;

« Par ces motifs,

« Sans avoir égard aux moyens et exceptions proposés par les parties de Me Cocural, non plus qu'à leur offre en preuve, déclarée inopérante, retenant à titre de présomptions graves, précises et concordantes les témoignages versés dans la procédure correctionnelle, et les constatations faites et consignées par le tribunal correctionnel dans son jugement du 3 février 1899;

« Déclare le sieur Girou légataire général et universel de feu Jean-Joseph Clauzel, en son vivant domicilié à Ceyrac, où il est décédé le 10 septembre 1898, et par suite propriétaire de l'universalité des biens meubles et immeubles délaissés par ledit Clauzel, et ce en exécution du testament olographe de ce dernier;

« Condamne les parties de Me Cocural à lui délaisser lesdits biens et à lui faire compte de ceux dont elles auraient disposé; le tout avec intérêts et restitution de fruits à dater du 10 septembre 1899;

« Condamne les parties de Me Cocural aux dépens pour tous dommages. »

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges;
Démet les appelants de leur appel;
Confirme le jugement entrepris;
Dit qu'il sortira son plein et entier effet;
Condamne les appelants à l'amende et aux dépens.

M. JACOMET av. gén. — Mes GUIBAL et MILHAUD av.

Note. — I. — Sur le premier point : Les principes consacrés par l'arrêt recueilli sont consacrés généralement en doctrine et en jurisprudence : V. notamment : Agen 13 juin 1892 (Gaz. Pal. 92.2.149) ; Nancy 22 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.372 — S. 96.2.263); 2 mai 1896 (Gaz. Pal. 96.1. 706 — S. 96.2.263) et les notes sous ces décisions avec les renvois à la jurisprudence antérieure. *Sic :* Aubry et Rau, t. VII, p. 10 et suiv.; Demolombe, t. IV, n° 32 et suiv.; Troplong, t. III, n° 1451 et suiv.

II. — Sur le second point : V. dans le même sens : Cass. 29 novembre 1893 (Gaz. Pal. 94.1.9 — S. 94.1.279) ; Paris 15 mars 1893 (Gaz. Pal. 93.2.401) ; Rennes 18 juillet 1893 (Gaz. Pal. 93.2.188 — D. 94.2.7) et les notes dans notre recueil.

III. — Sur le troisième point : En principe, l'obligation du secret professionnel s'impose à l'avocat (art. 378 C. pén.) ; il doit respecter les confidences qui lui ont été faites, et il ne peut surtout pas s'en servir au préjudice des intérêts du client de qui elles émanent. Il suit de là que

l'avocat n'est pas obligé de déposer comme témoin devant les tribunaux, sur les révélations qui lui ont été faites dans son cabinet et à l'occasion de son ministère : V. Cass. 22 juillet 1828 (S. chr.) ; 21 mai 1862 (S. 62.1.995) ; 12 mars 1886 (D. 86.1.345). On considère même généralement comme absolue et d'ordre public l'obligation de garder le secret, si bien que l'avocat n'en serait point délié, encore bien que le client aurait consenti à la révélation : Montpellier 24 septembre 1827 (S. chr.); Grenoble 23 août 1828 (S. chr.); Cass. 11 mai 1844 (S. 44.1.529); *Sic* : Faustin Hélie, Théorie du C. pénal, t. VI, p. 537 ; Cresson, Avocat, titre V, chap. VI, p. 265 et suiv.; Morin, Rép., v° Avocat, p. 282. — V. dans le même sens, en ce qui concerne les médecins : Douai 28 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.2.24).

TRIBUNAL CIVIL DE TARBES

11 juin 1900.

Présidence de M. Jouglard.

DOT. — CONTRAT DE MARIAGE. — ESTIMATION. VENTE. — REMPLOI.

Aux termes de l'art. 1551 C. civ., si la dot consiste en objets mobiliers, mis à prix par le contrat sans déclaration que l'estimation n'en vaut pas vente, le mari en devenant propriétaire et n'étant débiteur que du prix, la dot ainsi constituée ne peut être soumise au remploi.

Dès lors, est nulle la clause d'un acte de vente des biens dotaux exigeant le remploi des fonds provenant de la dite aliénation.

Epoux Parroche c. époux Pujo.

LE TRIBUNAL,

Attendu que dans son contrat de mariage reçu le 23 août 1896, par Me Lacaze, notaire à Vic, l'épouse Parroche s'est constitué en dot notamment « un fonds de commerce... comprenant la clientèle et l'achalandage qui y sont attachés, le matériel servant à son exploitation et les marchandises en dépendant, le tout estimé, déducti[illegible] tout passif et des frais d'enregistrement, 10,000 francs » ; que le même contrat permet l'aliénation, mais sous condition de remploi ;

Attendu que, par acte du 9 mars 1900, Thiel, notaire à Tarbes, les mariés Parroche ont vendu aux mariés Pujo le même fonds de commerce, comprenant, dit l'acte : « 1° la clientèle ou achalandage ; 2° les objets mobiliers servant à l'exploitation ; 3° les marchandises existant dans le magasin » ; que le prix de ladite vente a été fixé à 7,029 fr. 10, dont 6,339 fr. 10 applicables aux marchandises et 690 fr. au matériel et à la clientèle ; qu'il est à remarquer que, malgré cette dernière expression, l'état estimatif annexé à l'acte fait porte exclusivement la valeur de 620 francs sur le matériel, suivant détail qui est donné, sans qu'aucune fraction de ladite valeur soit réservée comme afférente à la clientèle ;

Attendu que si bien le prix est quittancé dans l'acte et si bien, en effet, les mariés Parroche reconnaissent qu'il a été versé par leurs acquéreurs, ceux-ci reconnaissent d'autre part que ce prix, déduction faite de 3,029 fr. 10 payés avant l'acte, est resté déposé aux mains du notaire pour n'être délivré aux vendeurs que contre justification du remploi et ce en vertu tant du contrat de mariage des époux Parroche que de la clause de l'acte de vente ainsi conçue : « M. et Mme Parroche s'obligent à faire emploi de la somme de 4,000 francs ci-dessus perçue. conformément aux clauses de leur contrat de mariage » ;

Attendu que ce nonobstant, les mariés Parroche ont assigné les mariés Pujo en délivrance de la somme de 4,000 francs dont s'agit, soutenant qu'en droit les défendeurs ne peuvent exiger le remploi et sa justification ;

Attendu que cette action apparaît en effet comme justifiée ;

Attendu, d'abord, que la clause ci-dessus transcrite ne saurait lier les mariés Parroche, si elle est réellement, comme ils le prétendent, sans valeur juridique ;

Or, attendu qu'aux termes de l'art. 1551 C. civ., si la dot consiste en objets mobiliers, mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en fait pas vente, le mari en devient propriétaire et n'est débiteur que du prix ; d'où la conséquence qu'il ne peut plus être question d'emploi ou de remploi ;

Attendu qu'un fonds de commerce est chose mobilière, tout au moins en ce qui concerne le matériel et plus encore les marchandises ;

Attendu, d'autre part, que le contrat de mariage susvisé contient estimation du fonds dont s'agit, sans réserve de propriété au profit de la femme ; que si bien il y est dit que ladite estimation servira de base pour la perception des droits d'enregistrement, son utilité et sa portée n'y sont pas limitées à cette fin ; que l'intention contraire apparaît même par le soin qu'ont eu les parties de dire que l'évaluation était faite après déduction de tout le passif ; que si l'estimation portée au contrat est supérieure au prix de vente de 1900, cette différence peut s'expliquer par une dépréciation survenue entre les deux actes ;

Attendu que cela semble résulter de ce qu'après avoir compris la clientèle dans la vente les parties n'en font point état dans la valeur du fonds telle qu'elle ressort des états estimatifs annexés ; par où l'on peut admettre que la dépréciation a précisément porté sur celui des éléments constitutifs du fonds vendu dont la valeur pourrait seul être sujette au remploi ; que dès lors on doit déclarer affranchis de cette obligation les objets purement mobiliers et les choses fongibles auxquels exclusivement s'applique, d'après l'acte exactement interprété, le prix de la vente ;

Attendu qu'il y a donc lieu d'accueillir la demande ;

Attendu toutefois que la résistance des défendeurs s'explique et se légitime par le souci de leur responsabilité qui a pu leur paraître engagée, et ce par la faute des demandeurs qui ont à se reprocher de s'être à la légère soumis à l'obligation de remploi ; qu'ainsi les dépens doivent demeurer à la charge de ces derniers ;

Par ces motifs,

Dit que les mariés Pujo sont sans droit à s'opposer à la délivrance aux mariés Parroche, de la portion du prix de la vente du 9 mars 1900, demeuré ès mains du notaire et qu'ils sont tenus de consentir sur l'heure à cette délivrance ;

Condamne néanmoins les mariés Parroche aux dépens.

Note. — V. en ce sens : Tessier, t. II, p. 24, n° 115, Marcadé, art. 1551 à 1553, n° 1 ; Troplong, t. IV, n° 3160.

251-252-253-254

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

3 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

SOCIÉTÉ ANONYME. — ACTION. — LIBÉRATION. — SOUSCRIPTEUR. — CESSIONNAIRE. — OBLIGATION SOLIDAIRE. — LIQUIDATEUR. — TRANSACTION AVEC LE SOUSCRIPTEUR. — ABSENCE DE RÉSERVES CONTRE LE CESSIONNAIRE.

Les souscripteurs et cessionnaires successifs d'une action non libérée d'une société anonyme étant tenus au paiement du prix de ladite action, de manière que chacun puisse y être tenu pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier, ces conditions, qui sont précisément celles déterminant, d'après l'art. 1200 C. civ., l'existence de la solidarité entre débiteurs, leur rendent applicables l'art. 1285 du même Code, d'après lequel la décharge ou remise conventionnelle, au profit de l'un des codébiteurs solidaires, libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers.

..... Et il en doit être ainsi, que la décharge soit l'effet d'une transaction ou d'une remise de dette pure et simple.

Par suite, le liquidateur de la société qui a, à titre de transaction avec un souscripteur d'actions, consenti à celui-ci, moyennant le versement d'une certaine somme, la libération de toute la dette dont il pouvait être tenu vis-à-vis de la société à raison de sa souscription, est non recevable à poursuivre ultérieurement contre le cessionnaire, détenteur actuel de ces mêmes actions, le paiement de la différence entre le montant de la transaction et le montant de la souscription originaire, alors qu'il n'a fait, dans l'acte transactionnel avec le souscripteur, aucune réserve de ses droits contre ledit cessionnaire.

D'ailleurs, pour être efficaces contre celui-ci, les réserves doivent être expresses dans l'acte de transaction.

..... Et notamment il n'est point permis au juge d'y suppléer par des inductions, tirées de circonstances de la cause, soi-disant révélatrices de l'intention du liquidateur de ne libérer que le souscripteur.

Fages de Chaulnes c. liquidateur de la Banque des assurances.

Le 25 juillet 1895, le Tribunal de commerce de la Seine avait rendu le jugement suivant :

« Sur la demande originaire et sur la demande nouvelle de Lougarre, ès qualité :

« Attendu que, des pièces versées aux débats, il appert que, le 31 mai 1882, Bontoux a régulièrement transféré à de Fages de Chaulnes, qui l'a acceptée, la propriété de cinq cents actions nominatives de 500 francs chacune de la Banque générale des assurances, avec tous droits et obligations attachés auxdites actions ;

« Attendu que ladite société ayant été déclarée dissoute, par jugement de ce siège en date du 10 avril 1890, Gillet, ès qualité de liquidateur, demandait au tribunal en son exploit originaire de l'instance : 1° de déclarer nulle et de nul effet la décision de l'assemblée générale des actionnaires, en date du 5 mai 1880, qui, par modification à l'art. 6 des statuts constitutifs de la société, a autorisé la mise au porteur des actions libérées de moitié ; 2° de déclarer également nulle et de nul effet la décision de l'assemblée générale du 26 juin 1882 qui a prononcé la conversion des actions nominatives en actions au porteur, et de dire en conséquence que les actions sont toujours restées nominatives ; 3° de condamner de Fages de Chaulnes à lui payer le deuxième quart de 125 francs, nécessaire aux besoins de la liquidation, sur les cinq cents actions dont il était propriétaire, soit la somme de 62,500 francs qu'il a toutefois déclaré à la barre réduire, quant à présent, à la somme de 5,000 fr. ;

« Attendu que, postérieurement à ces diverses demandes, Lougarre, liquidateur actuel de la société, en remplacement de Gillet, démissionnaire, réclame paiement à de Fages de Chaulnes de la somme de 187,500 francs, représentant le

solde du montant desdites cinq cents actions, qu'il déclare réduire, quant à présent, à 50,000 francs;

« Sur les deux premiers chefs de la demande :

« Attendu que divers jugements rendus en ce tribunal, notamment le 5 décembre 1889, ont déclaré nulles et de nùl effet les délibérations des assemblées générales des 5 mai 1880 et 20 juin 1882, décidant la réduction du capital de 25,000 millions à 12,500,000 francs par l'échange de deux actions anciennes sur lesquelles il avait été versé 125 francs, contre une nouvelle supposée libérée de 250 francs, et décidant la mise au porteur de ces nouvelles actions, contrairement à l'art. 6 des statuts constitutifs de la société; qu'il a été jugé que les actions de la Banque générale des assurances, au nombre de cinquante mille, n'avaient jamais cessé d'être nominatives;

« Attendu que ces jugements ont été confirmés par la Cour d'appel et que la Cour de cassation a rejeté les pourvois formés contre ces arrêts; qu'ainsi il a été formellement jugé, en ce qui concerne ces deux premiers chefs de la demande, et qu'il n'échet dès lors de les accueillir;

« Sur les 5,000 francs réclamés quant à présent par Gillet, ès qualité, et sur la demande de Lougarre, ès qualité, en paiement de 187,500 francs pour libération intégrale des cinq cents actions, que ce dernier réduit quant à présent à 50,000 fr.:

« Attendu que de Fages de Chaulnes, pour échapper tant à l'exécution du jugement de défaut du 23 juin 1891, qui l'a condamné à payer 5,000 francs à Gillet, ès qualité, qu'à la demande nouvelle introduite par Lougarre, ès qualité, soutient qu'il ne devrait rien à la Banque générale des assurances; qu'il prétend que Bontoux, son cédant, aurait obtenu de Gillet, ès qualité, aux termes d'une convention en date du 24 avril 1891, remise de la totalité de la dette, en lui payant la somme de 29,000 francs pour solde; que Bontoux, étant tenu solidairement avec lui de la libération des actions dont il s'agit, la transaction du 24 août 1891 susvisée, ne portant aucune réserve à son égard, l'aurait entièrement libéré, aux termes de l'art. 1285 C. civ.;

« Attendu que, de son côté, Lougarre, ès qualité, soutient qu'il n'y aurait pas eu, de la part de Gillet, ès qualité, son prédécesseur, une remise de dette, laquelle ne pouvait être dans la commune intention des parties et ne saurait se déduire des pourparlers engagés; qu'il n'y aurait eu, en réalité, qu'une transaction intervenue entre Gillet, ès qualité, et Bontoux, et que, conformément aux stipulations de l'art. 2051 C. civ., « la transaction faite par l'un des intéressés ne « liant point les autres intéressés et ne pouvant « être opposée par eux », il serait fondé à demander à de Fages de Chaulnes le paiement des trois quarts restant dus sur les cinq cents actions; qu'il résulte de ce qui précède que la solution à intervenir repose uniquement sur la question de savoir si la convention du 24 août 1891 est une simple remise de dette, comme le soutient le défendeur, ou une transaction comme le prétend Lougarre, ès qualité;

« Attendu, tout d'abord, que les termes de cette convention, qui sera enregistrée avec le présent jugement, sont bien précis; qu'il y est dit, en termes formels, que le sieur Gresse, ancien notaire et mandataire de Bontoux, a offert une transaction à Gillet, ès qualité, et ensuite que « Bontoux n'aura plus rien à payer, à quel- « que titre que ce soit, sur ses actions ainsi libé- « rées par transaction... »; qu'on ne saurait, en présence d'un texte aussi clair, donner d'autre qualification à la convention que celle que les parties contractantes ont elles-mêmes écrite, et qu'il échet de dire que ladite convention constitue bien une transaction, et seulement à l'égard de Bontoux;

« Attendu, en ce qui concerne l'absence de réserves faites à ladite transaction par Gillet, ès qualité, en ce qui concerne de Fages de Chaulnes, qu'il convient d'observer qu'en même temps qu'il assignait Bontoux, le liquidateur poursuivait également le défendeur, mais par instances séparées et sans demander la solidarité entre eux, et qu'il a obtenu contre tous les deux, par jugements séparés, condamnation au paiement du premier quart des cinq cents actions, réduit toutefois, en ce qui concerne de Fages de Chaulnes, à la somme de 5,000 francs; qu'il n'y avait donc lieu pour Gillet, ès qualité, de stipuler des réserves à la transaction susvisée, alors surtout qu'il conservait la grosse du jugement du 23 juin 1891, rendu par défaut contre le défendeur, et qu'on ne saurait dès lors prétendre que, par ladite transaction, Gillet, ès qualité, ait libéré de Fages de Chaulnes; qu'en fait il n'a entendu libérer et n'a en effet libéré que Bontoux de tous recours et réclamations à raison des cinq cents actions cédées par lui à de Fages de Chaulnes; que, par suite, ce dernier doit être tenu de libérer lesdites actions, à concurrence de ce qui reste légitimement dû et exigible;

« Et attendu que Lougarre, ès qualité, déduit du montant des actions la somme de 62,500 fr., montant du premier quart à raison duquel est intervenue la transaction; qu'un certain nombre

d'actionnaires de la Banque générale des assurances se sont libérés du montant intégral de leurs actions pour faire face au passif social; qu'il y a donc lieu, pour établir l'égalité entre les actionnaires, d'obliger le défendeur au paiement de la somme de 187,500 francs, montant des trois derniers quarts de ses cinq cents actions, sous déduction de celle de 5,000 francs à laquelle il a été condamné par le jugement du 23 juin 1891, soit à la somme de 182,500 francs;

« Attendu toutefois que Lougarre, ès qualité, déclare à la barre réduire sa demande provisoirement à la somme de 50,000 francs; qu'il échet de lui donner acte de cette déclaration et d'y faire droit; qu'il y a lieu également, en ce qui touche l'opposition formée par de Fages de Chaulnes au jugement du 23 juin 1891, de le déclarer mal fondé en icelle et de l'en débouter;

« Sur la demande en garantie introduite par de Fages de Chaulnes contre Bontoux :

« Attendu que de Fages de Chaulnes prétend que les cinq cents actions transférées à son nom, le 31 mai 1882, ne lui auraient jamais appartenu; qu'il n'aurait été, en fait, que le prête-nom de Bontoux et n'aurait agi que pour le compte de ce dernier; qu'il soutient que, dans ces conditions, Bontoux devrait être tenu d'intervenir dans l'instance et de le garantir de toutes les condamnations qui pourraient l'atteindre, touchant lesdites actions;

« Mais attendu que le demandeur ne verse à l'appui de ses allégations ni preuves ni documents d'aucune sorte; que le transfert a été régulièrement effectué et accepté par lui; que, dans ces conditions, il échet de déclarer cette demande en garantie mal fondée et de la repousser;

« Par ces motifs,

« Déboute de Fages de Chaulnes de son opposition au jugement dudit jour 23 juin 1891; ordonne, en conséquence, que ce jugement sera exécuté selon sa forme et teneur, nonobstant ladite opposition;

« Statuant sur la demande nouvelle de Lougarre, ès qualité :

« Donne acte à Lougarre, ès qualité, de ce qu'il déclare réduire provisoirement sa demande à la somme de 50,000 francs; en conséquence, condamne de Fages de Chaulnes, par les voies de droit, à payer au demandeur, ès qualité, la somme de 50,000 francs avec les intérêts de droit comme stipulés aux statuts sociaux;

« Statuant sur la demande en garantie :

« Déclare de Fages de Chaulnes mal fondé en icelle; l'en déboute. »

Sur l'appel interjeté par le sieur de Fages de Chaulnes la Cour de Paris avait, à la date du 10 mai 1898, statué dans les termes ci-après :

« Considérant que Bontoux a été souscripteur de cinq cents actions de 500 francs chacune de la société anonyme dite Banque générale des assurances et qu'il les a libérées du premier quart, soit de 125 francs; qu'il a cédé ses actions à Guillaume de Fages de Chaulnes, au nom duquel un transfert régulier a été opéré, le 31 mai 1882, sur les registres de la société;

« Considérant que la Banque générale des assurances ayant été mise en liquidation, le liquidateur a dû exiger des actionnaires le complément de leur mise sociale; qu'il l'a réclamé comme il en avait le droit, tant à de Fages de Chaulnes, titulaire des actions nominatives, qu'à Bontoux, souscripteur primitif; que, par un arrangement du 24 août 1891, Bontoux a obtenu de Gillet, alors investi des fonctions de liquidateur, d'être exonéré des trois derniers quarts restant à verser, moyennant une somme de 20,000 francs qu'il a effectivement payée;

« Considérant que de Fages de Chaulnes prétend vainement se prévaloir de cette convention qui, suivant lui, aurait eu pour effet de libérer ses cinq cents actions de tout appel de fonds; que le traité du 24 août 1891 a bien le caractère d'une transaction, ainsi que l'acte lui-même était qualifié et ainsi que les premiers juges l'ont reconnu; qu'aux termes de l'art. 2051 C. civ., la transaction faite avec l'un des coobligés à la dette ne peut point être opposée par les autres débiteurs; que l'appelant ne peut donc l'invoquer pour se refuser de payer le capital dû sur ses actions; qu'il est seulement fondé à demander que les 20,000 francs reçus de Bontoux soient imputés sur les sommes restant à verser pour leur libération intégrale; que c'est à tort que les premiers juges ont déclaré que de Fages de Chaulnes était tenu de payer les 187,500 francs pour les trois quarts de ses actions, sans en déduire les 20,000 francs que le liquidateur avait recouvrés de Bontoux; qu'il échet de réparer cette erreur et de constater que l'appelant ne serait plus débiteur que de 167,500 francs, s'il avait à satisfaire au versement du capital de ses cinq cents actions;

« Considérant que, d'ailleurs, Lougarre, liquidateur actuel de la Banque des assurances, a réduit à 50,000 francs le montant des condamnations qu'il réclame, quant à présent, contre de Fages de Chaulnes;

« Par ces motifs, et adoptant ceux des pre-

miers juges qui ne sont pas contraires au présent arrêt,

« Déclare Guillaume de Fages de Chaulnes mal fondé à se prétendre entièrement libéré du paiement de sa mise sociale par la transaction intervenue entre Bontoux et le liquidateur Gillet;

« Dit que l'appelant a seulement droit de déduire les 20,000 francs reçus de Bontoux, du montant des trois derniers quarts restant à payer pour la libération entière de ses cinq cents actions;

« Dit que c'est à tort que les premiers juges ont déclaré que l'appelant était tenu de ce chef au paiement de 187,500 francs;

« Infirme sur ce point le jugement attaqué;

« Dit que de Fages de Chaulnes ne pourra être tenu qu'au versement de 167,500 francs;

« Confirme sur tous les autres points le jugement dont est appel. »

Le sieur de Fages de Chaulnes s'est pourvu en cassation de cet arrêt. Il a formulé à l'appui de son pourvoi le moyen suivant :

« Violation des art. 1285 et 2051 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré l'exposant mal fondé à se prétendre entièrement libéré du paiement des deuxième, troisième et quatrième quarts dus sur cinq cents actions nominatives de la Banque générale des assurances, alors que la liquidateur de cette société avait, par une convention en date du 24 août 1891, déclaré libéré de tout paiement sur les mêmes actions leur souscripteur primitif, et que cette circonstance devait profiter à l'exposant comme codébiteur solidaire, soit parce qu'elle constituait une remise de dette, soit parce que, fût-elle une transaction, ses effets juridiques étaient les mêmes que ceux d'une remise de dette. »

Devant la chambre civile, M. l'avocat général Desjardins a conclu à la cassation sur ce moyen dans les termes suivants :

« En droit, a dit M. l'avocat général, les souscripteurs et les cessionnaires d'une action non libérée sont tenus au paiement du prix de cette action de façon que chacun d'eux puisse y être contraint pour le tout.

« En fait, par acte du 24 août 1891, le liquidateur de la Banque générale des assurances a libéré, contre le versement d'une somme de 20,000 francs, Bontoux, souscripteur de cinq cents actions, de toute la dette dont il pouvait être tenu envers la société, sans qu'une réserve expresse eût été faite des droits du créancier contre de Fages de Chaulnes, cessionnaire de ces cinq cents actions.

« De Fages de Chaulnes pouvait-il être encore poursuivi par le liquidateur? Oui, d'après l'arrêt attaqué.

« La Cour de Paris, pour donner gain de cause à la Banque générale des assurances, s'applique à tracer une ligne de démarcation profonde entre la remise de dette et la transaction. S'il s'agissait d'une simple remise de dette, elle le reconnaît, de Chaulnes serait très probablement libéré, puisque, d'après l'art. 1285 C. civ., « la remise « ou décharge conventionnelle au profit de l'un « des codébiteurs solidaires libère tous les autres, « à moins que le créancier n'ait expressément « réservé ses droits contre ces derniers ». Mais une contestation était née, une instance était engagée; on l'a terminée par une transaction. Or, d'après l'art. 2051 C. civ., « la transaction « faite par l'un des intéressés ne lie pas les autres « intéressés et ne peut être opposée par eux ».

« La cour d'appel s'est exagéré la portée, elle a faussé la notion même de la transaction. « Une transaction passée avec l'une des parties « intéressées, disent MM. Aubry et Rau (t. IV, § 421), « ne profite pas, en général, aux autres, et ne « peut leur être opposée (art. 2054). Il en serait « cependant autrement si les divers intéressés « étaient unis par un lien de solidarité active ou « passive. La transaction faite avec l'un des débiteurs solidaires profite aux autres, quoiqu'elle « ne puisse leur être opposée. » — « Lors même « que la solidarité, dit M. Troplong (Des Transactions, nos 125 et 126), règnerait entre plusieurs « créanciers et débiteurs, la transaction faite par « l'un d'eux ne serait pas opposable aux autres. « De quel droit la situation commune pourrait-« elle être aggravée par le fait d'un seul? Mais « s'il est vrai de dire que la transaction ainsi « faite n'a aucune vertu pour nuire aux autres, il « n'est pas moins exact de remarquer qu'elle leur « profite. Si, par exemple, l'un des débiteurs so-« lidaires est déchargé par la transaction, la dé-« charge profite aux autres; car il n'y a qu'une « dette et, si elle est une fois éteinte à l'égard « des uns, elle est éteinte à l'égard des autres. » M. Pont s'exprime comme suit (Petits contrats, t. II, nos 670 et 672) : « L'art. 2051 est trop absolu « dans ses termes en disant que la transaction « faite par l'un des intéressés ne lie point les « autres et ne peut être opposée par eux. Il peut « arriver, en effet, qu'une transaction consentie « par l'un des intéressés soit opposable par un « autre intéressé bien qu'elle ne lie point ce der-« nier. Il en est ainsi toutes les fois que l'on se « trouve en présence de personnes qui sont tout « à la fois, dans leurs rapports avec une autre

« personne, représentées à certains égards et non « représentées ou véritables tiers à d'autres « égards... Ainsi, les débiteurs solidaires sont « censés avoir un mandat réciproque pour amé- « liorer leur condition et non pour l'aggraver. Et, « dès lors, si la transaction faite par l'un d'eux « avec leur créancier ne peut pas être opposée « aux autres par ce dernier, les autres codébi- « teurs peuvent, au contraire, l'opposer au créan- « cier s'ils la trouvent avantageuse, et repousser la « demande qui leur serait faite hors des termes « de cette transaction, dont ils entendraient pro- « fiter. »

« Cette solution doit être adoptée :

« 1° Parce que toute autre est inconciliable avec les travaux préparatoires du Code civil.

« Je lis en effet dans le rapport du tribun Albisson (19 mars 1804) : « L'art. 8 (2051) établit « en termes très généraux une règle susceptible « de diverses applications ; il est ainsi conçu : « La transaction faite avec l'un des intéressés ne « lie point les autres intéressés et ne peut être « opposée par eux, ce qui est généralement vrai, « une telle transaction étant étrangère aux autres « intéressés. Mais, dans le cas où il s'agirait d'in- « téressés tels que des codébiteurs ou des cau- « tions solidaires, l'application de cette règle « serait sujette à des limitations et à des modi- « fications expliquées dans la loi générale sur les « contrats, à laquelle il faudrait avoir recours » ;

« 2° Parce qu'elle est seule conforme aux principes généraux : une remise faite par voie transactionnelle est encore une remise.

« Cependant, la Banque générale des assurances place subsidiairement le débat sur un autre terrain. Admettons par hypothèse, dit-elle, qu'il en soit ainsi dans les rapports réciproques des codébiteurs *in solidum*. Seuls les premiers ont reçu le mandat explicite ou implicite de se représenter les uns les autres. Or, les souscripteurs primitifs et les cessionnaires ne sont que les codébiteurs *in solidum*.

« Le pourvoi, pour repousser cette argumentation, nie d'abord qu'il y ait une solidarité imparfaite à côté de la solidarité parfaite ; les codébiteurs *in solidum* n'existeraient que dans l'imagination de certains jurisconsultes ; je ne le suivrai pas sur ce terrain. Mais je regarde les souscripteurs et les cessionnaires comme de véritables débiteurs solidaires, en prenant ce dernier mot dans son acception la plus large. J'attache, pour mon compte, une réelle importance à l'art. 2 de la loi du 14 août 1893, ainsi conçu : « Les titulaires, les cessionnaires intermédiaires « et les souscripteurs sont tenus solidairement « du montant de l'action. »

« La société défenderesse se récrie. La loi de 1893, dit-elle, ne saurait avoir un effet rétroactif. D'accord. Mais, si le législateur de 1893 avait cru innover, il l'aurait dit. Il n'a fait qu'élucider l'ancienne loi des sociétés. M. Dalloz (Suppl., v° Société, n° 1131, 1141) ne s'y est pas trompé : « Sont tenus solidairement, a-t-il dit, comme « ils l'étaient sous la loi de 1867 ». M. Houpin (t. I, 3e édit., n° 317), tient le même langage : « Ce principe de droit commun, admis sous l'em- « pire de la loi de 1867, a été formellement con- « servé par la loi de 1893. »

« La société défenderesse écarte trop dédaigneusement du débat l'arrêt de la Chambre des requêtes du 12 avril 1881 (D. 81.1.433), sous prétexte qu'il ne contient pas le mot « solidarité ». La Chambre des requêtes fait mieux ; elle remonte aux principes généraux du droit civil et s'appuie sur l'art. 1845 de notre Code, d'après lequel « chaque associé est débiteur envers la « société de tout ce qu'il a promis d'y apporter ». Elle est la dette de chaque associé, donc non seulement des souscripteurs, mais aussi des cessionnaires.

« M. Beudant avait posé le principe et la conséquence dans une formule très concise que je me plaisais à vous rappeler le 27 juin 1887 (Gaz. Pal. 87.2.372) : « L'action impose l'obligation d'en « payer le montant à qui la souscrit, à qui l'ac- « quiert, à qui la détient ». Cette formule a trouvé son développement pratique dans l'arrêt que vous avez rendu le même jour sur mes conclusions. D'où peut dériver cette solidarité, disait tout à l'heure la société défenderesse ? De ce que chacun des codébiteurs, pris séparément, est engagé envers le créancier d'une manière aussi complète et absolue que s'il était seul débiteur.

« Les codébiteurs, disent en termes excellents MM. Aubry et Rau (t. IV, § 490 *ter*), étant, à raison de la solidarité même, unis d'intérêts quant à la dette commune, sont réputés mandataires les uns des autres pour tout ce qui tend à améliorer leur condition vis-à-vis des créanciers : ainsi, ils sont tous admis à se prévaloir de la transaction conclue par l'un d'eux, du jugement qu'il a obtenu..., à supposer, bien entendu, que ces actes se rapportent à l'obligation commune et non pas seulement à l'engagement de l'un des débiteurs.

« La transaction, réplique aussitôt la société défenderesse, se rapporte seulement à l'engagement d'un des débiteurs. L'arrêt attaqué ne dit-il

pas « qu'en fait Gillet, ès nom, (le liquidateur) n'a « entendu libérer que Bontoux » ? C'est une appréciation d'intention ; donc, ajoute la Banque générale, une appréciation souveraine.

« Il faudrait probablement aboutir à cette conclusion si l'intention du créancier pouvait se déduire d'une réserve implicite. Mais cette thèse se heurte à l'art. 1285 C. civ.; pour que la remise de la dette ne profite pas aux autres débiteurs solidaires, une réserve expresse du créancier est nécessaire.

« Il en était sans doute autrement dans l'ancien droit; Pothier avait dit (Traité des obligations, n° 275) : « S'il paraissait que l'intention « du créancier a été seulement d'éteindre la dette « quant à la part pour laquelle celui à qui il en « a fait remise en était tenu vis-à-vis de ses co- « débiteurs, et de décharger du surplus de la dette « la personne de ses codébiteurs, la dette ne ces- « sera pas de subsister pour le surplus dans la « personne de ses codébiteurs. » Demolombe pense que cette solution était équitable et juridique. Mais il poursuit en ces termes : « Notre Code, « en déclarant au contraire que la remise serait « *in rem*, a fait, suivant nous, une application « extrême et très dure de la règle que chacun des « codébiteurs est censé être le seul représentant « de la dette; application qui, en matière de re- « mise, peut aller souvent au delà de l'intention du « créancier. Quoiqu'il en soit, la disposition nou « velle est positive, et c'est au créancier à réserver « expressément ses droits contre les autres débi- « teurs s'il ne veut faire remise qu'à l'un d'eux. »

« C'est donc avec raison que le pourvoi vient invoquer votre arrêt du 12 novembre 1867 (S. 68.1.61 — D. 67.1.483), où je lis : « Il n'importe « au surplus que ces cautions ou codébiteurs so- « lidaires aient concouru à la convention, leur « présence ne pouvant juridiquement équivaloir « ni suppléer la réserve formelle exigée par les « articles précités (1285 et 1287) et qu'il n'a tenu « qu'au créancier de faire consigner dans le « contrat. »

« Je conclus à la cassation. »

La Chambre civile a statué dans les termes ci-après :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu les art. 1200 et 1285 C. civ.;

Attendu, en droit, que les souscripteurs et cessionnaires successifs d'une action non libérée sont tenus au paiement du prix de l'action, de manière que chacun puisse y être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier;

Attendu que ces conditions, qui sont celles déterminant, d'après l'art. 1200 C. civ. susvisé, l'existence de la solidarité entre les débiteurs. leur rendent applicable l'art. 1285 du même Code, d'après lequel la remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers, et il en doit être ainsi, que la décharge soit l'effet d'une transaction ou d'une remise de dette pure et simple;

Attendu, en fait, que des constatations de l'arrêt attaqué il résulte que, par acte du 24 août 1891, le liquidateur de la Banque générale des assurances a, moyennant le versement d'une somme de 20,000 fr., libéré le sieur Bontoux de toute la dette dont il pouvait être tenu vis-à-vis de la société. par suite de la souscription de cinq cents actions; qu'aucune réserve n'a été faite des droits des créanciers contre le sieur de Fages de Chaulnes, cessionnaire des cinq cents actions souscrites par Bontoux;

Attendu que la décharge consentie à ce dernier devait, dès lors, profiter audit de Fages de Chaulnes; que vainement on voudrait se prévaloir de ce que les juges du fond, appréciant les circonstances dans lesquelles est intervenu la convention, déclarent que le liquidateur n'a entendu libérer que Bontoux; que de pareilles appréciations ne peuvent suppléer la réserve expresse exigée par la loi;

Attendu, par suite, qu'en refusant de faire profiter de Fages de Chaulnes de l'extinction de dette consentie à Bontoux, son codébiteur solidaire, l'arrêt attaqué a violé les articles de loi susvisés;

Casse l'arrêt de la Cour de Paris du 10 mai 1898;

Renvoie devant la Cour d'Orléans.

MM. CRÉPON rapp.; DESJARDINS av. gén. — Mes SABATIER et MORILLOT av.

Note. — V. *supra* les conclusions conformes de M. l'avocat général DESJARDINS.

COUR D'APPEL DE PARIS (7e CH.)

21 avril 1900.

Présidence de M. Potier.

MARQUE DE FABRIQUE. — DÉNOMINATION. — CHLOROL-MARYE. — FORMO-CHLOROL. — IMITATION FRAUDULEUSE (NON-).

La dénomination formo-chlorol appliquée à un produit désinfectant utilisé par des employés spéciaux dans des appareils spéciaux à vapeur sèche n'est ni une contrefaçon ni une imitation frauduleuse de la dénomination chlorol-Marye appliquée sur un produit liquide vendu à tout acheteur.

Lebon c. Société chimique des Usines du Rhône.

M. Lebon est propriétaire de la marque chlorol-Marye qui sert à désigner un produit désinfectant, vendu en flacons à tout venant, et dans la composition duquel entre un deutochlorure de mercure. Il a cru voir une contrefaçon de sa marque de produit dans l'appellation « formo-chlorol » que la Société des Usines du Rhône donne à un produit désinfectant et dont elle se sert pour le service de désinfection à domicile après maladie ou décès. Sur une poursuite intentée devant le tribunal correctionnel était intervenu le jugement de relaxe qui suit :

« Attendu que Salomon et Bonnet, dont le demandeur est l'ayant cause, ont déposé le 16 juin 1887, au greffe du Tribunal de commerce de la Seine, la marque de commerce d'un désinfectant qu'il a désigné par la dénomination de chlorol-Marye ; qu'il n'est pas contesté que ce produit soit un deutochlorure d'hydrargire ; que le nom de chlorol lui a été donné pour indiquer à la fois au moyen du radical *chlor* le corps simple qui entrait dans sa composition et au moyen de la désinence *ol* les propriétés antiseptiques du composé ; que l'addition au mot chlorol du mot Marye qui avait l'apparence d'un nom propre n'a eu d'autre but que d'individualiser le produit en question ;

« Attendu que la marque déposée n'a été ni imitée ni contrefaite par les défendeurs ;

« Attendu qu'en désignant au public sous le nom de formo-chlorol le produit qu'ils emploient dans leurs opérations de désinfection, les défendeurs n'ont point usurpé la marque commerciale de Lebon ; qu'ils n'ont pas employé seul le mot de chlorol dont ils auraient pu cependant se servir puisque, leur produit contenant du chlorure de calcium et ayant les propriétés antiseptiques ou désinfectantes du chlore, ils pouvaient s'emparer du nom de ce corps simple pour en former le radical de leur désignation, et que d'autre part, la désinence *ol* est celle qui sert constamment dans l'usage pour indiquer le caractère des composés antiseptiques, témoins les mots Phénol, Dentol, Salol, Thymol et deux cents autres dont la liste est produite aux débats ;

« Attendu qu'en ajoutant en outre, au mot chlorol le préfixe formo, qui indique la présence de l'aldéhyde formique dans le composé qu'ils exploitent, ils distinguaient clairement ce composé de celui que les demandeurs ont désigné sous le nom de chlorol-Marye ;

« Attendu, enfin, qué Lebon livre au public son produit antiseptique sous forme de liquide et le vend au premier venu, tandis que les défendeurs emploient le formo-chlorol à des opérations de désinfection qu'ils pratiquent au moyen d'appareils spéciaux, manœuvrés par leurs préposés seuls ;

« Attendu que, dans ces circonstances, Lebon n'est pas fondé à prétendre que l'adoption par les défendeurs du mot formo-chlorol pour désigner le produit par eux exploité constitue une manœuvre destinée à créer une confusion dans l'esprit du public ou qui ait eu pour résultat de créer cette confusion ;

« Par ces motifs,

« Renvoie. »

Sur appel de M. Lebon, la 7e chambre de la cour, sous la présidence de M. Potier, et après avoir entendu Me Maillard pour l'intimé, et Me Laviolette pour l'appelant, a rendu l'arrêt confirmatif ci-dessous :

LA COUR,

Considérant qu'il n'y a pas lieu de rechercher si les prévenus auraient pu légitimement faire usage du mot chlorol, puisqu'ils n'ont employé que le mot formo-chlorol, lequel, ainsi que l'ont déclaré avec raison les premiers juges, ne constitue ni une contrefaçon de la marque de la partie civile, ni une imitation frauduleuse de cette marque ;

Adoptant au surplus les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs,

Confirme.

Me G. MAILLARD et G. LAVIOLETTE av.

Note. — Il est permis de se demander si la cour et le tribunal n'ont pas été un peu loin en décidant que le mot chlorol rappelait les éléments du deutochlorure de mercure et du chlorure de calcium, d'autant plus que ces deux corps sont entièrement différents au point de vue chimique, et qu'il est assez étrange que le même mot devienne, en quelque sorte, le terme nécessaire ou même synonyme de l'un et de l'autre ; mais l'espèce était bien favorable aux prévenus pour repousser la contrefaçon. Le chlorol Marye se vend en liquide à tout venant, alors que le formo-chlorol est utilisé par vapeurs sèches, dans des appareils spéciaux, par des préposés spéciaux de la maison qui le fabrique.

On aurait peut-être pu se borner à repousser la contrefaçon en décidant que la confusion était impossible.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BREST

6 juillet 1900.

Présidence de M. Spire.

EXPLOIT. — CITATION. — MATIÈRE CORRECTIONNELLE. — LOI DU 15 FÉVRIER 1899. — INAPPLICABILITÉ.

Les formalités édictées par la loi du 15 février 1899 modifiant l'art. 68 C. pr. civ. ne s'appli-

quent pas aux citations en matière correctionnelle, lesquelles sont toujours régies par les art. 182 et suiv. C. inst. crim.

Huet et Fayet c. Contributions indirectes.

LE TRIBUNAL,

Attendu que par exploits du 12 juin 1900, enregistrés, les sieurs Huet et Fayet, négociants, et le sieur Queinec, leur employé, demeurant à Brest, rue d'Aiguillon, 54, ont formé opposition au jugement de ce siège rendu par défaut contre eux, le 27 avril dernier, sur les poursuites de l'administration des contributions indirectes;

Attendu que Qeinec sollicite une réduction de la peine prononcée contre lui, mais ne produit, pour sa défense, que des allégations contredites par le procès-verbal régulier dressé le 24 février 1900, conformément à l'art. 5 de la loi du 21 juin 1873;

Attendu que les sieurs Huet et Fayet, condamnés comme civilement responsables des infractions commises par leur domestique dans le service auquel il est préposé, concluent à la nullité de la citation qui leur a été délivrée; que cette nullité résulterait d'après eux : 1° de ce qu'ayant été remise à un tiers, la citation n'a pas été placée sous enveloppe conformément à la loi du 15 février 1899, aucune mention de cette formalité n'étant inscrite ni sur l'original, ni sur la copie; 2° de ce que le « parlant à, comme à l'original » porté sur la copie ne remplit pas le vœu de la loi; qu'à l'appui du premier moyen, ils invoquent les travaux préparatoires et notamment l'exposé des motifs de la loi du 15 février 1899, aux termes desquels les dispositions nouvelles doivent s'appliquer à tous les exploits d'huissiers sans distinction, même en matière correctionnelle;

Attendu qu'ils s'appuient ensuite sur l'art. 70 C. pr. civ. qui prononce la nullité des actes signifiés sans l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 68 du même Code et par la loi du 15 février 1899, puisqu'elle a été incorporée à l'art. 68, par conséquent reliée aux textes qui précèdent et qui suivent, avec lesquels elle forme un ensemble indivisible;

Attendu qu'il en résulterait que tous les exploits qui ne sont pas signifiés conformément à l'art. 68 nouveau sont nuls;

Attendu qu'à l'époque de la promulgation de la loi du 15 février 1899, il était admis, en jurisprudence et en doctrine, que les assignations en matière correctionnelle étaient régies par les art. 182 et suiv. C. inst. crim. et non par les art. 68 et suiv. C. pr. civ.;

Attendu que le texte de la nouvelle loi ne modifie point les art. 182 et suiv. C. inst. crim.; qu'en l'incorporant à l'art. 68 C. pr. civ., sans rien ajouter qui concerne l'instruction criminelle, le législateur a manifesté la volonté de ne lui donner d'application qu'en matière civile;

Attendu que les termes de l'exposé des motifs d'un projet de loi ne peuvent avoir pour effet d'étendre la portée du texte définif de la loi;

Attendu que si, dans les rapports faits devant le Parlement, il est dit que la loi s'applique d'une façon générale à tous les actes d'huissiers, ces expressions peuvent s'entendre, d'une manière générale mais en matière civile seulement, cette réserve implicite résultant de la codification, c'est-à-dire que les actes extrajudiciaires, les notifications à parties dans les diverses procédures civiles, ordres, saisies, etc., seront toutes régies par la loi de 1899;

Attendu que les mots « tous exploits » employés par le législateur dans le nouvel art. 68 n'ont point de valeur particulière dans la question, puisque l'ancien article 68 commençait par les mêmes mots et n'était cependant pas applicable en matière correctionnelle (C. civ. 29 janvier 1887, Dalloz, p. 1, 415; Cass. 9 mars 1899; Rennes 1893, Dalloz 2.548);

Attendu qu'il n'y a lieu, par conséquent, de soumettre les citations en police correctionnelle aux prescriptions de l'art. 68 C. pr. civ.; qu'il suffit qu'elles soient conformes aux règles tracées par les art. 182 et suiv. C. inst. crim. (Cour de Riom 14 décembre 1899. Voir en sens contraire Dalloz 1900, 1^or^ cahier, 2^e^ partie, p. 1 diverses décisions et la note § 3);

Attendu que le second moyen relevé pour établir la nullité de la citation signifiée aux sieurs Huet et Fayet n'est pas fondé en droit; que le seul but de la citation (Cass. cr. rejet 9 mars 1899) en matière correctionnelle est d'obtenir la comparution à l'audience des inculpés; que la jurisprudence à cet égard ne s'est pas modifiée depuis la loi du 15 février 1899 (V. Cour de Paris 16 décembre 1899 sur appel d'un jugement correctionnel de Versailles);

Attendu que la citation a été remise à leur employé; que les sieurs Huet et Fayet produisent la copie qui leur a été signifiée; que, par conséquent, ils ont eu connaissance des faits dont ils étaient civilement responsables;

Attendu qu'ils ne font valoir aucun autre moyen pour échapper aux condamnations prononcées contre eux par défaut le 27 avril dernier;

Par ces motifs,

Dit que les sieurs Huet et Fayet ont été valablement cités le 7 avril 1900;

Confirme le jugement rendu par défaut contre le sieur Queinec et contre eux; ordonne qu'il sortira son plein et entier effet;

Condamne l'administration des contributions indirectes aux dépens, sauf son recours contre les condamnés.

M^es^ MAURER et PÉNER av.

Note. — La question de savoir si la loi du 15 février 1899, qui a pour objet d'assurer le secret des actes signifiés par huissier, s'applique aux citations à comparaître devant les tribunaux correctionnels est controversée. V. dans le sens de l'affirmative : Trib. corr. Seine 5 mai 1899 (S. 99. 2.253); 25 novembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.228); Trib. civ.

Lille 7 juin 1899 (S. 99.2.249 — D. 1900.1.7). *Contrà* : Riom 14 décembre 1899 (S. 1900.2.75) ; Paris ch. corr. 16 décembre 1899 (S. 1900.2.173), et la décision que nous rapportons. « Considérant — dit l'arrêt de la Cour de Paris — que la citation, en matière correctionnelle, est régie non par le Code de procédure civile, mais par les art. 182 et suiv. C. inst. crim., et qu'aucun de ces articles n'autorise les tribunaux correctionnels à prononcer la nullité de cet acte, par cela seul qu'il ne serait point conforme aux règles tracées par la loi civile ; qu'il suffit, pour la validité de la citation qu'elle soit parvenue entre les mains du prévenu... » C'est, en somme, la formule de l'arrêt de la Chambre criminelle du 29 janvier 1887 (Gaz. Pal. 88.1.889 ; — Bull. crim. 35),

La loi du 15 février 1899 a entendu protéger les exploits des huissiers contre l'indiscrétion des tierces personnes qui peuvent en devenir momentanément dépositaires. L'art. 68 C. pr. civ. modifié devrait donc s'appliquer à tous les exploits, à tous les actes signifiés par ministère d'huissier à personne et au domicile de la partie, en quelque matière que ce soit, et cela à peine de nullité.

En est-il ainsi, et le législateur de 1899 a-t-il atteint le but qu'il se proposait ?

Nous ne le pensons pas.

En effet, il est de jurisprudence constante qu'en matière répressive, correctionnelle ou criminelle, l'inobservation des formalités du Code de procédure civile n'entraîne la la nullité des assignations que si le prévenu n'en a pas eu connaissance, n'a pas connu l'objet de la prévention et n'a pas pu préparer sa défense : Cass. civ. 30 janvier 1846 (S. 46.1.399) ; 6 mars 1879 (S. 80.1.41) ; 22 janvier 1887, précité ; 15 juin 1894 (D. 94.1.569 — Bull. n° 156) ; 9 mars 1899 (D. 99.1.460 — Bull. n° 41). La règle des art. 182 et suiv. C. inst. crim. l'emporte donc sur la nouvelle disposition de l'art. 68, et il suffit de la comparution des prévenus pour que la nullité des citations remises sans l'obsvation des formalités prescrites par la loi du 15 février 1899 se trouve couverte.

255-256-257

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

4 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — PRIVILÈGE DU TRÉSOR. — ÉTENDUE. — DEMANDE EN DÉCHARGE OU RÉDUCTION. — DROIT DE POURSUITE SUSPENDU. — DOUZIÈMES ÉCHUS PENDANT L'INSTANCE ADMINISTRATIVE.

Le privilège, que la loi des 12-22 novembre 1808 accorde au Trésor sur les meubles et effets mobiliers des redevables pour le recouvrement des contributions directes, existe seulement pour les contributions de l'année échue et de l'année courante, et ne peut être étendu à une période plus longue, sous prétexte qu'un obstacle légal a rendu impossible toute poursuite par le percepteur à raison de ces contributions pendant cette période.

..... Spécialement que pendant le temps de ladite période le droit de poursuite du Trésor a été paralysé, conformément aux art. 27 de la loi du 26 mars 1831 et 28 de la loi du 21 avril 1832, par l'existence d'une instance administrative pendante en décharge ou en réduction, introduite par le contribuable.

Bourlon ès qualité
c. Liquidation des Papeteries bisontines.

Le sieur Bourlon, percepteur des contributions directes de Besançon-banlieue, s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la cour de cette même ville en date du 7 décembre 1898, rendu à son préjudice et au profit du liquidateur de la société des Papeteries bisontines, rapporté Gaz. Pal. 99.1.7 (2e arrêt).

Ce pourvoi a été rejeté par un arrêt de la Chambre des requêtes ainsi conçu :

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation et fausse application de la loi des 12-22 novembre 1808, des art. 27 de la loi du 21 mars 1831 et 28 de la loi du 21 avril 1832, de l'art. 2180 C. civ. et de la règle *contrà non valentem agere non currit prescriptio* :

Attendu que Bourlon, agissant en sa qualité de percepteur des contributions directes de Besançon-banlieue, a, le 13 juillet 1897, fait notifier aux liquidateurs judiciaires de la société anonyme des Papeteries bisontines, un commandement d'acquitter le montant des termes échus et impayés des contributions des années 1893, 1894, 1895 et 1897, avec réclamation pour l'intégralité de cette créance du privilège du Trésor ; que la question soumise à la cour d'appel par l'opposition desdits liquidateurs était de savoir si l'impossibilité où s'était trouvé le percepteur d'exercer des poursuites depuis 1893 jusqu'en 1897, à raison de ce qu'il n'avait été statué par la juridiction administrative qu'au cours de cette dernière année sur les demandes successives de la société en décharge ou réduction de ses taxes, avait eu pour effet de laisser subsister le droit de préférence attribué successivement au Trésor pour ses créances de 1893, 1894, 1895, en plus du même droit pour l'année échue et l'année courante au moment où le droit de poursuite lui avait été rendu ;

Attendu que, s'il est vrai en principe que la prescription ne court point contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, et qu'il en doit être de même pour les déchéances, cette règle cependant ne peut être opposée au texte formel de la loi du 12-22 novembre 1808, qui limite à l'année échue et à l'année courante l'exercice du privilège du Trésor pour le recouvrement des contributions directes ; qu'il ne peut être permis, sous aucun prétexte, de faire remonter le privilège au delà des bornes que la loi elle-même a fixées dans l'intérêt général du crédit et des transactions ; qu'en décidant ainsi et en ju-

geant, par suite, que, pour les années 1893-1894 et 1895, le percepteur ne serait admis à la distribution de l'actif de la liquidation qu'au marc le franc, l'arrêt attaqué, loin de violer les textes de lois invoquées par le pourvoi, en a fait au contraire une saine et juste application ;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Bourlon contre l'arrêt de la Cour de Besançon du 7 décembre 1898.

MM. DEVIN rapp.; MÉRILLON av. gén. — Me GODEY av.

Note. — V. sur cette question, neuve en jurisprudence, nos observations sous l'arrêt maintenu (Gaz. Pal. 99.1.7).

COUR D'APPEL DE ROUEN (2e CH.)

7 avril 1900.

Présidence de M. Quénault.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° INCAPACITÉ PERMANENTE ABSOLUE OU PARTIELLE. — PERTE D'UN OEIL. — MENACE D'OPHTHALMIE SYMPATHIQUE. — 2° FAUTE INEXCUSABLE. — EMPLOI D'APPAREILS PROTECTEURS. — FILATURE. — 3° RENTE. — PAIEMENT D'AVANCE.

1° L'incapacité n'est permanente et absolue que si la victime est complètement hors d'état de travailler et de pourvoir à sa subsistance.

Spécialement, l'ouvrier qui a perdu complètement un œil et qui est menacé de perdre l'autre par une ophthalmie sympathique ne peut être considéré que comme atteint d'une incapacité partielle, s'il n'a pas, au moment où le tribunal statue sur la fixation de l'indemnité, totalement perdu l'usage de la vue et ne se trouve pas dans l'impossibilité de travailler.

Cette indemnité est d'ailleurs susceptible d'être revisée en cas d'aggravation dans le délai de trois ans.

2° La faute inexcusable, susceptible de majorer l'indemnité forfaitaire, est une faute plus que lourde, assimilable au dol et suffisamment grave pour justifier cette aggravation de responsabilité qui y est attachée en quelque sorte à titre de pénalité.

Spécialement, ne peut être retenu comme constituant la faute inexcusable, le fait par un filateur, faisant usage de métiers à une seule navette, d'avoir négligé de faire usage de garde-navettes dans son établissement.

3° Le paiement de la rente peut être ordonné d'avance.

Époux Bauche c. Harel frères.

Le Tribunal civil des Andelys avait rendu, le 23 janvier 1900, le jugement suivant :

« Attendu qu'il est constant que, le 12 octobre 1899, Noémie Joséphine Pointier, femme Bauche, fut blessée à l'œil droit dans la filature de Harel frères, à Perriers-sur-Andelle, par une navette qui s'échappa d'un métier voisin de celui où elle travaillait; qu'il est également constant aux débats que l'accident dont il s'agit est arrivé à la femme Bauche au cours ou à l'occasion du travail qu'elle effectuait dans ladite filature ;

« Attendu qu'il appert du certificat médical versé aux débats et discuté de part et d'autre que la blessure reçue par la demanderesse a occasionné la perte totale de la fonction visuelle de l'œil droit et que, par suite d'une diminution considérable de l'acuité visuelle de l'œil gauche due au progrès de l'âge *(sic)*, la femme Bauche n'est plus en situation de fournir un travail utile dans un établissement industriel :

« Attenda que, dans cette situation de fait, la femme Bauche réclame à Harel frères une rente annuelle de 638 fr. 75, parce que l'incapacité de travail résultant pour elle de l'accident du 12 octobre 1899 serait absolue et permanente et, en outre, parce que cet accident serait dû à une faute inexcusable des défendeurs ;

« I. — Sur l'incapacité :

« Attendu que l'esprit de la loi du 9 avril 1898 est de considérer l'incapacité comme permanente et absolue, lorsque la victime de l'accident est complètement hors d'état de travailler et de pourvoir à sa subsistance ;

« Attendu que la perte totale d'un œil ne rentre pas dans cette catégorie d'incapacité; que, dans l'espèce, il n'est pas démontré que la femme Bauche est absolument hors d'état de faire un travail quelconque et rémunéré ;

« Attendu que le certificat prérappelé ne spécifie que le travail dans un établissement industriel ; qu'elle allègue bien qu'à l'avenir, par suite de certain phénomène physiologique, elle pourra devenir aveugle; mais que le tribunal n'a pas, quant à présent, à se préoccuper de cette éventualité, ni même à en faire l'objet d'une mesure d'instruction d'une portée plus ou moins conjecturale, parce que l'art. 19 de la loi précitée a précisément prévu le cas d'aggravation de l'infirmité de la victime et lui a réservé un délai de trois ans pour reviser l'indemnité primitivement accordée ;

« Attendu que, dans la cause, l'incapacité de la femme Bauche est simplement partielle et permanente ; qu'il y a donc lieu, conformément à l'art. 3 § 3 de la loi de 1898, de rechercher la réduction de

salaire que l'accident fera subir à la demanderesse et, par suite, de calculer la rente qui lui est due sur cette réduction;

« Attendu que des éléments de la cause il résulte que la femme Bauche gagnait chez les frères Harel une somme de 1 fr. 75 environ par jour, soit, pendant les douze mois qui ont précédé l'accident, une somme annuelle de 645 fr. 85;

« Attendu que les parties au procès acceptent d'ailleurs ce salaire de base pour le calcul de la rente;

« Mais attendu que l'offre par Harel frères d'une rente de 150 francs par an est insuffisante en l'espèce; que des différents renseignements fournis par les débats il résulte que, par suite de l'infirmité dont elle est atteinte, la femme Bauche ne pourra plus guère dorénavant gagner qu'un salaire de 0 fr. 50 à 0 fr. 75 par jour eu égard à son âge déjà avancé (65 ans); que, par suite, la diminution de salaire subie par elle s'élève à 7 fr. 20 en moyenne; que la rente à lui fournir doit donc être fixée à 219 francs (365 — 0 fr. 60 — 219 fr.);

« II. — Sur la majoration de cette rente à raison d'une faute inexcusable de Harel frères :

« Attendu que la femme Bauche considère comme une faute inexcusable le fait par les frères Harel de ne pas avoir fait usage de garde-navettes dans leur établissement industriel;

« Mais attendu que, d'après les discussions qui ont eu lieu lors du vote de la loi de 1898 par les deux Chambres, la faute inexcusable est celle qui équivaudrait à un véritable dol ou à un mauvais vouloir caractérisé de la part du patron;

« Attendu que, dans l'espèce, la faute que la loi impute par présomption à Harel frères n'a pas un semblable caractère; qu'elle n'est pas sans excuse; que les défendeurs expliquent que, depuis plus de trente ans, aucun accident n'est arrivé à leurs ouvriers par suite de l'échappement d'une navette; que le garde-navette n'est pas employé chez eux, parce qu'ils font usage de métiers à une seule navette n'occasionnant que très rarement des accidents de la nature de celui qui est arrivé à la femme Bauche; qu'en admettant d'ailleurs que cet appareil de protection soit réellement efficace, le fait par Harel frères de n'en avoir pas muni leurs métiers ne peut être retenu à leur charge que comme une faute normale ordinaire et non comme une faute inexcusable ou impardonnable; qu'il n'y a donc pas lieu de majorer, dans une mesure quelconque, la rente de 219 francs qui vient d'être allouée annuellement à la femme Bauche;

« III. — Sur le paiement d'avance des arrérages de cette rente :

« Attendu que cette rente, déclarée par la loi incessible et insaisissable, a surtout un caractère alimentaire; qu'il échet, par suite, et dans les circonstances de la cause, eu égard au dénûment des époux Bauche, d'en ordonner le paiement à l'avance;

« Par ces motifs,

« Déclare insuffisantes et nulles les offres de Harel frères;

« Dit que l'incapacité dont est frappée la dame Bauche par suite de l'accident du 12 octobre 1899 est permanente, mais partielle;

« Dit que l'accident dont il s'agit n'est pas dû à une faute sans excuse des frères Harel;

« Fixe, en conséquence, par application de l'art. 3 § 3 de la loi du 9 avril 1898, à la somme de 219 francs la rente annuelle et viagère par eux due à la femme Bauche;

« Les condamne, tant en leur nom personnel que comme associés en nom collectif, à payer cette rente à cette femme en sa demeure par trimestre et d'avance à partir du jour du présent jugement;

« Dit qu'il n'échet de recourir, quant à présent, à une expertise tendant à rechercher l'influence de la blessure à l'œil droit de la femme Bauche sur les facultés visuelles de l'œil gauche; lui donne acte seulement de toutes ses réserves quant à ce, aux termes de l'art. 19 de la loi précitée;

« Rejette comme inutile en l'état la demande d'expertise relative au rôle présumé du garde-navettes;

« Déclare la femme Bauche, dûment assistée et autorisée de son mari, mal fondée à plus ou autrement prétendre; l'en déboute;

« Déclare également Harel frères mal fondés en leurs conclusions contraires au présent jugement;

« Et vu l'art. 130 C. pr. civ., condamne Harel frères aux dépens. »

Appel par les époux Bauche. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que les premiers juges, dont la cour s'approprie les motifs, ont fait une juste appréciation des faits de la cause; qu'il résulte en effet des constatations médicales que, par suite de l'accident dont la dame Bauche a été victime dans les ateliers de Harel, elle a totalement perdu l'œil gauche atteint par la navette échappée du métier; mais que si l'autre œil, dont l'acuité visuelle est sensiblement diminuée par suite de l'âge, paraît menacé d'une ophthalmie sympathique, elle n'a cependant pas dès maintenant totalement perdu l'usage de la vue et ne se trouve pas dans l'impossibilité de travailler;

qu'elle n'est, dès lors, atteinte que d'une incapacité de travail partielle et permanente lui donnant droit seulement à une rente égale à la moitié de la réduction que cette incapacité partielle fait subir au salaire qu'elle pourra gagner à l'avenir;

Attendu que les premiers juges ont justement apprécié cette réduction, et que l'indemnité fixée par eux doit être maintenue sous réserve par la dame Bauche d'en obtenir la revision en cas d'aggravation probable de son état dans le délai de trois ans;

Sur la majoration de cette indemnité que la dame Bauche prétend faire résulter de la faute inexcusable qu'elle impute à Harel :

Attendu que le législateur, en imposant au patron cette majoration comme conséquence d'une faute qu'il qualifie d'inexcusable, a entendu ne la faire découler que d'une faute plus que lourde, assimilable au dol et suffisamment grave pour justifier cette aggravation de responsabilité qui y est attachée en quelque sorte à titre de pénalité; que, dans l'espèce, le seul reproche qui soit fait à Harel est de n'avoir pas pris la précaution de munir ses métiers d'un appareil protecteur destiné à empêcher la navette de s'échapper, par suite du mouvement rapide et violent qui lui est nécessairement imprimé pour le bon fonctionnement du métier;

Attendu que, sans contester l'utilité pratique de ces appareils de protection en usage dans un certain nombre d'ateliers, il faut bien cependant reconnaître que la nécessité absolue n'en paraît pas suffisamment démontrée pour qu'à défaut d'en avoir fait usage, Harel puisse encourir l'aggravation de responsabilité édictée par l'art. 20 de la loi de 1898; qu'il est en effet justifié que la dame Bauche travaillait depuis vingt-cinq ans dans les ateliers de Harel; qu'elle a été la première et la seule victime d'un accident causé par une navette projetée hors du métier; qu'il s'ensuit que le fonctionnement des métiers, dans les conditions où ils étaient établis dans les ateliers de Harel, ne présentait pas de réels dangers; que l'attention de Harel avait pu ne pas être éveillée à cet égard et qu'on s'explique facilement que dans de semblables conditions il n'ait pas cru nécessaire de recourir à des mesures de protection qu'il pouvait supposer superflues, alors qu'elles avaient pour effet de prévenir des accidents qui ne s'étaient jamais produits chez lui et qu'il pouvait ne pas prévoir; qu'il peut y avoir eu de sa part tout au plus une simple négligence dans laquelle, à aucun point de vue, on ne saurait voir la faute inexcusable prévue par la loi du 9 avril 1898;

Par ces motifs et ceux des premiers juges,

Confirme.

M. DELRIEU av. gén. — Mes CHARDIN et O. MARAIS av.

Note. — I. — Sur le premier point: La jurisprudence paraît constante en ce sens que l'incapacité absolue est celle qui met la victime absolument hors d'état de travailler à sa subsistance : V. notamment Trib. civ. Tours 6 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.528); Trib. civ. Vouziers 28 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.635); Besançon 6 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.717); Trib. civ. Auxerre 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.735).

II. — Sur le second point : La jurisprudence, après hésitation, paraît se fixer définitivement en ce sens. V. notamment : Rouen 28 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.490); Riom 4 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.805) et les renvois en note aux nombreuses décisions des tribunaux sur cette question.

III. — Sur le troisième point : La question est très controversée, mais tranchée généralement en sens contraire de la décision rapportée : V. Besançon 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.352); 28 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.453); Dijon 2 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.617); Douai 5 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.752) et les notes avec les renvois.

258-259-260-261

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

1er août 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

LOUAGE D'OUVRAGE ET D'INDUSTRIE. — DURÉE INDÉTERMINÉE. — OUVRIER. — PATRON. — BRUSQUE RENVOI. — FAUTE. — PRÉJUDICE. — INDEMNITÉ.

Lorsqu'il est constant qu'en louant sans détermination de durée les services d'un ouvrier, le patron avait promis à celui-ci de le conserver longtemps s'il était satisfait de son travail, le brusque congédiement dudit ouvrier, au bout d'un temps très court, quatre semaines dans l'espèce, malgré qu'en fait il soit reconnu que son travail était bien fait, peut être considéré, de la part du patron, comme constitutif d'une faute, engageant sa responsabilité dans les termes de l'art. 1780 § 3 C. civ., s'il est, en même temps, constaté qu'il en est résulté pour l'ouvrier un préjudice.

Renard frères et Tayand c. Rohr.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu que le jugement attaqué déclare qu'il résulte des explications des parties, entendues contradictoirement à l'audience, d'une part, que Renard frères et Tayand ont promis à Rohr, en louant ses services sans détermination de durée, de le conserver longtemps s'ils étaient satisfaits de son travail, et d'autre part, que le travail effectué par Rohr a été reconnu bien fait; qu'il constate, en outre, que ce dernier a été brusquement congédié au bout de quatre semaines et a, de ce fait, souffert un préjudice;

Attendu que ledit jugement, d'ailleurs motivé, a pu voir dans le renvoi de l'ouvrier effectué dans les circonstances ci-dessus précitées une faute préju-

diciable de nature à entraîner la responsabilité des patrons aux termes de l'art. 1780 § 3 C. civ. et qu'en les condamnant à payer à Rohr 50 francs à titre de dommages-intérêts, il n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par Renard frères et Tayand contre la sentence des Prud'hommes de la Seine du 13 mai 1898.

MM. Reynaud rapp.; Desjardins av. gén. — Mes Chaufton et Dufour av.

Note. — La Cour de cassation (Ch. civile, du moins) s'est, d'une manière constante, depuis la loi du 27 décembre 1890, modificative de l'art. 1780 C. civ., réservé le droit de contrôle sur la solution de la question de savoir si, en droit, les faits, souverainement constatés par les juges du fond, sont ou non constitutifs de la faute nécessaire pour que la rupture du contrat de louage de services, conclu pour une durée indéterminée, engage, dans les termes de l'article précité, la responsabilité de la partie qui a provoqué cette rupture vis-à-vis de son cocontractant. Cass. 20 mars 1895 (Gaz. Pal. 95.1.471) et la note; 19 juin 1897 (Gaz. Pal. 97.2.72); 28 juillet 1897 (Gaz. Pal. 97.2.323). L'arrêt ci-dessus reproduit contient une nouvelle affirmation de cette jurisprudence.

TRIBUNAL CIVIL DES ANDELYS

17 juillet 1900.

Présidence de M. Cordier.

VENTE PUBLIQUE DE MEUBLES. — LOI DU 22 PLUVIÔSE AN VII, ART. 5. — VENTE EN BLOC D'OBJETS ASSORTIS. — POUVOIR D'APPRÉCIATION DES TRIBUNAUX.

Si, aux termes de l'art. 5 de la loi du 22 pluviôse an VII, chaque objet adjugé dans une vente publique de meubles doit être porté de suite au procès-verbal et le prix écrit en toutes lettres, il convient d'interpréter et d'appliquer cette disposition en ce sens que le législateur a entendu tenir compte des circonstances et de l'intérêt des vendeurs et de leurs créanciers, et, par suite, ne pas prohiber l'adjudication en bloc d'objets qui sont assortis et qui ne pourraient être séparés sans le plus grand dommage, tels que une paire de vases, de rideaux, etc.

Et, en cas de contestation, il appartient aux tribunaux de préciser le mode de vente qui sera le plus avantageux pour tous les intéressés.

Veuve Campard, née Léonard
c. veuve Campard, née Blottière.

Le Tribunal,

Attendu que Rose-Eulalie Léonard, veuve de Pierre-Nicolas Campard, et consorts, ont assigné la veuve Narcisse-Arsène Campard et les époux Lemercier, héritiers bénéficiaires de ce dernier, pour voir dire et juger que le mobilier provenant de sa succession serait vendu, pour la nue propriété, aux enchères publiques en détail, selon l'usage, et non en bloc comme les défendeurs prétendent procéder;

Attendu que la veuve Narcisse Campard et les époux Lemercier déclarent s'en rapporter à justice sur le mérite de la demande formulée contre eux;

Attendu que si, aux termes de l'art. 5 de la loi du 22 pluviôse an VII, chaque objet adjugé dans une vente publique de meubles doit être porté de suite au procès-verbal et le prix écrit en toutes lettres, il convient d'interpréter et d'appliquer cette disposition légale en tenant compte des circonstances et de l'intérêt des vendeurs ou de leurs créanciers; qu'il est bien évident que la loi n'a pas entendu prohiber l'adjudication d'objets qui sont assortis et qui ne pourraient être séparés sans le plus grand dommage, tels que une paire de vases, de rideaux, etc.; qu'il appartient aux tribunaux, en cas de contestation, de préciser le mode de vente qui sera le plus avantageux pour tous les intéressés; que, dans l'espèce, la vente en bloc aurait pour conséquence de rendre les amateurs plus rares et par suite le produit de la vente moins élevé; qu'il échet, dans les circonstances de la cause, de décider que l'adjudication se fera en prenant pour base les énonciations de l'inventaire au point de vue de la réunion des objets à vendre, quant à leur nue propriété;

Par ces motifs,

Donne acte à la veuve Campard et aux époux Lemercier, parties de Me Lebesgue, avoué, de ce qu'elles déclarent s'en rapporter à justice;

Reçoit les consorts Campard, parties de Me Sylvestre, avoué, opposants à la vente de la nue propriété du mobilier litigieux en tant que cette vente aurait lieu en bloc;

Dit que la vente de ce mobilier, en nue propriété, aura lieu aux enchères publiques, en prenant pour base les énonciations de l'inventaire quant à la réunion des objets à vendre, chaque article prisé dans l'inventaire pour un seul prix formant un lot;

Rejette comme non justifiées toutes les conclusions contraires.

Mes Sylvestre et Lebesgue av.

Note. — La solution donnée par le jugement recueilli ne paraît pas douteuse, étant donné l'esprit des formalités de la vente aux enchères, soit de meubles, soit d'immeubles, lesquelles ont pour but de faire porter les objets vendus au plus haut prix. L'intérêt des vendeurs, qui est celui de leurs créanciers, doit donc être le principe directeur dans l'appréciation des difficultés soulevées en l'espèce. Conf. Lyon 31 juillet 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-1897, v° Vente publique de meubles, n° 40).

Il est incontestable, d'autre part, que ces difficultés sont de la compétence du tribunal et ne sauraient être réglées que par lui. La vente publique de meubles est l'aboutissant d'une procédure et tout incident de cette procédure, comme tout autre litige, doit être jugé par les tribunaux.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re CH.)

25 juillet 1900.

Présidence de M. Chanoine-Davranches.

NANTISSEMENT. — FONDS DE COMMERCE. — ART. 2075 § 2 C. CIV. (LOI DU 1er MARS 1898). — FORMALITÉS NÉCESSAIRES. — INSCRIPTION AU GREFFE. — FORMALITÉ SUFFISANTE.

La dation en nantissement d'un fonds de commerce est régulière lorsqu'il a été passé au greffe, conformément à l'art. 2075 § 2 C. civ. (loi du 1er mars 1898), une déclaration du nantissement consenti au créancier : cette formalité est à la fois nécessaire et suffisante, et il n'est point exigé ni mise en possession du créancier ou d'un tiers convenu conformément à l'art. 2076 C. civ., ni signification du nantissement au bailleur des lieux où est exploité le fonds, conformément à l'art. 2075 § 1er C. civ.

Liquidateur liquidation Julien et Julien c. Bisson.

Le Tribunal de commerce d'Elbeuf avait rendu, le 29 mai 1900, le jugement suivant :

« Attendu que, par acte sous signatures privées, en date à Elbeuf-sur-Seine du 5 septembre 1899, enregistré, Joseph Julien, négociant en liquides, demeurant à Elbeuf-sur-Seine, rue Patalier, 3, a donné en garantie d'une dette de 33,626 fr. 95 dont il se reconnaissait tenu, un nantissement à Louis Bisson, négociant, demeurant à Saint-Philbert-sur-Risle (Eure) sur le fonds de commerce qu'il exploite à Elbeuf-sur-Seine, rue Patalier, 3, ensemble le matériel et les marchandises, voulant et entendant que ledit nantissement confère audit Louis Bisson les droits édictés par les art. 2073 et suiv. C. civ., duquel nantissement déclaration a été faite au greffe de ce tribunal, en conformité de l'art. 2075 C. civ. et de la loi du 1er mars 1898, ladite déclaration faite à la date du 21 novembre 1899;

« Attendu que Julien ayant été déclaré en état de liquidation judiciaire par jugement de ce siège en date du 20 avril 1900, enregistré, Me Boildieu, avocat agréé à Elbeuf-sur-Seine, a été nommé liquidateur provisoire; par suite, Louis Bisson demande son admission par privilège au passif de ladite liquidation judiciaire pour le montant de sa créance en principal et intérêts;

« Attendu que, par exploit de Gueudry, huissier à Montfort-sur-Riole, en date du 11 mai 1900, enregistré, Me Boildieu, en sa qualité de liquidateur, assigne Louis Bisson à comparaître devant ce tribunal pour voir prononcer la nullité du nantissement à lui conféré par Julien sur son fonds de commerce par acte sous signatures privées en date du 5 septembre 1899; voir dire et juger que, par suite, les divers éléments de ce fonds de commerce dépendent de l'actif de la liquidation judiciaire Julien et sont alors le gage commun des créanciers de ladite liquidation. Le liquidateur appuie ses prétentions sur ce que, par l'acte précité, Bisson s'est fait donner en nantissement le fonds de commerce de Julien sans se faire remettre les titres de propriété de ce fonds, ni se faire mettre en possession du matériel et des marchandises; qu'un fonds de commerce se composant de deux sortes d'éléments, les uns accessoires (matériel et marchandises) qui sont corporels, et les autres essentiels (clientèle et achalandage) qui sont incorporels, et que les premiers empruntant leur nature aux seconds, il s'ensuit que, dès lors, le susdit fonds n'a pas de valeur en dehors du matériel et des marchandises et que, par suite, le gage conféré à Bisson était incorporel; que, sans l'achalandage et la clientèle, un fonds de commerce ne peut subsister dans son identité; qu'il ne reste alors que des objets corporels auxquels sont applicables les règles fixées pour la constitution de nantissement sur objets mobiliers; que ledit nantissement consenti au profit de Bisson n'a été accompagné d'aucune formalité prescrite par les art. 2073 et suiv. C. civ., autre que la mention au greffe de ce tribunal, mais que cette mention est insuffisante pour le valider; qu'au surplus, les formalités prescrites par la loi du 1er mars 1898 sont indépendantes des règlements antérieurs; qu'en outre, le nantissement ne portait pas sur le droit au bail sans lequel il a été jugé qu'il n'y a point de nantissement possible sur un fonds de commerce en tant que meubles incorporels; que le nantissement litigieux a été consenti au moment où Julien n'était plus *in bonis* pour une dette antérieure avec connaissance de la situation par Bisson; qu'il a été consenti au mépris des droits des créanciers de Julien, qui connaissait Bisson, et de ceux de la société Julien et Bisson elle-même et par suite de Bisson; en conséquence de quoi, ledit liquidateur conclut à l'annulation du nantissement consenti par Julien à Bisson par l'acte du 5 septembre dernier précité, et demande à voir prononcer, en tant que de besoin, la mainlevée de ce nantissement; enfin voir dire et juger que tous les éléments du fonds de commerce de Julien dépendent de l'actif de sa liquidation judiciaire et sont le gage commun de tous ses créanciers; et très subsidiairement : dire et juger qu'en tout cas, les marchandises ne peuvent être grevées du nantissement susindiqué,

et que le prix à en provenir appartiendra à la masse seule de la liquidation ;

« Pour repousser ladite action, Bisson expose que la formalité édictée par la loi du 1er mars 1898, aux termes de laquelle le nantissement des fonds de commerce doit, pour être opposable aux tiers, être inscrit sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité, ne vient pas s'ajouter aux formalités prescrites par l'art. 2075 C. civ., applicable aux meubles incorporels, et par l'art. 2076 du même Code relatif au dessaisissement; qu'elle se suffit à elle-même pour la validité de l'acte; que, dès lors, le nantissement constitué au profit de Bisson sur le fonds de commerce de Julien comme il a été dit, satisfait pleinement au vœu de la loi; qu'il est donc entièrement valable et opposable aux tiers; que le liquidateur soutient, il est vrai, que le fonds de commerce de Julien n'a aucune valeur en dehors du matériel et des marchandises et que par suite le gage conféré à Bisson était un gage corporel soumis, pour sa validité, à la condition du dessaisissement prescrit par ledit art. 2076; mais que ce n'est qu'une simple allégation faite par le liquidateur pour la nécessité de la cause et que rien ne justifie; qu'il est certain au contraire que, tout au moins à l'époque de la reconstitution du nantissement, le fonds de commerce, qui jusqu'alors avait été exploité par la société Julien et Bisson, avait une valeur d'ensemble indiscutable; que les conventions intervenues entre les associés le démontrent, ainsi du reste que tout ce qui s'est fait depuis que Julien en est l'exclusif propriétaire; que, dans ces conditions, la solution réclamée par le liquidateur serait la négation de la loi, laquelle ne pourrait jamais recevoir son application ;

« Attendu que si le fonds de commerce de Julien a été déprécié, ce ne peut être que du fait de ce dernier; que même à l'heure actuelle il est inexact de prétendre que ce fonds de commerce n'a aucune valeur en dehors du matériel et des marchandises, Bisson lui-même ayant fait signifier au liquidateur qu'il était acquéreur de ce fonds pour le prix de 5,000 francs fixé comme mise à prix lors de la vente par adjudication publique, tentée le 28 avril dernier, en l'étude de Me Belzeaux, notaire à Elbeuf-sur-Seine, marchandises en plus et à dire d'experts, somme très supérieure à celle à laquelle s'élève l'évaluation du matériel faite par le liquidateur lui-même dans l'inventaire par lui dressé; que, de plus, la cessation des paiements de Julien ayant été fixée au 20 avril 1900, la constitution du nantissement étant du 5 septembre 1899 ne peut à aucun titre tomber sous l'application des art. 446 et 447 C. com. ;

« En conséquence, le défendeur conclut au rejet de l'action du liquidateur comme autant non recevable que mal fondée;

« Attendu, en fait, que la société Julien et Bisson ayant été constituée le 1er août 1893 pour six années était arrivée à son terme le 1er août 1899 ; que le 8 du même mois, par acte sous signatures privées, Julien a été nommé liquidateur de ladite société; que, par suite de cette dissolution, les associés ont eu à régler leurs droits respectifs dans ladite société; que c'est ainsi que les droits de Bisson ont été fixés à forfait à la somme de 33,626 fr. 95, dont Julien, qui conservait l'actif social, s'est reconnu débiteur envers Bisson suivant acte sous signatures privées, en date du 5 septembre 1899, enregistré le 20 novembre suivant;

« Attendu que par cet acte Julien affecta à la garantie de la somme de 33,626 fr. 95 dont il se reconnaissait débiteur envers Bisson, le fonds de commerce dont la propriété lui était en même temps verbalement concédée dans le partage de la société Julien et Bisson et a constitué en nantissement au profit de Bisson ledit fonds dans son ensemble, et ce conformément à la loi du 1er mars 1898; que ce nantissement fut régulièrement inscrit selon le vœu de ladite loi au greffe du tribunal de céans le 21 novembre 1899;

« Attendu que le liquidateur demande l'annulation de ce nantissement comme étant fait au mépris des droits des créanciers de la liquidation judiciaire Julien ; que, pour étayer ses prétentions, le liquidateur vient dire que Bisson s'est fait donner ce nantissement sans se faire remettre les titres de propriété de ce fonds, non plus que se faire mettre en possession du matériel et des marchandises; ensuite qu'il n'a pas rempli les formalités prescrites; que celles dont fait mention la loi du 1er mars 1898 sont indépendantes des règlements antérieurs;

« En droit :

« Attendu que la loi du 1er mars 1898 est formelle en son texte et ne permet aucunement d'interpréter que ce qu'elle édicte est en outre des cas édictés par les art. 2075 et 2076 C. civ.; que cette loi se suffit à elle-même et ne doit laisser subsister aucun doute; que son but d'ailleurs est de permettre aux commerçants gênés de tirer parti, en les donnant en nantissement, de cette sorte de biens incorporels ajoutée par elle aux dispositions de l'art. 2075 C. civ.;

« Attendu que la dation en nantissement d'un

fonds de commerce est régulière lorsque le débiteur a passé au greffe, conformément au vœu de la loi du 1er mars 1898, une déclaration de nantissement par lui consenti à son créancier, encore bien que l'objet du gage n'aurait pas été remis en la possession du créancier ou d'un tiers convenu contrairement aux dispositions des art. 2075 et 2076 précités et 92 C. com.;

« Attendu qu'il est admis par la jurisprudence que les principaux éléments dont se compose en général un fonds de commerce sont : l'achalandage, le nom et l'enseigne, les ustensiles et marchandises, les diverses créances et droits utiles se rattachant à l'exploitation, tel que le droit au bail, et que la réunion de ces éléments divers forme l'universalité qu'on appelle un fonds de commerce;

« Attendu que le fonds de commerce composé de ces divers éléments constitue un meuble incorporel et que tous les droits incorporels, sans exception, pouvant, suivant la jurisprudence de la Cour de cassation, être donnés en gage, le fonds de commerce de Julien était indubitablement susceptible de faire l'objet d'un contrat de cette nature; et qu'il n'y a plus qu'à apprécier la question de savoir si les règles prescrites par la loi susvisée ont été régulièrement observées et si l'acte dont s'agit a été fait au mépris des droits reconnus des créanciers de la liquidation judiciaire de Julien;

« Attendu que le liquidateur ne méconnaît pas que la déclaration a été par Julien régulièrement faite au greffe de ce tribunal le 21 novembre 1899; que la constatation de ce fait ayant été mise en preuve dans les documents de la cause par un extrait du greffe, il échet donc sur ce point de rejeter la prétention du liquidateur, ladite prétention ne reposant sur aucune base légale;

« Sur le second point :

« Attendu que le liquidateur prétend qu'au moment du nantissement Julien n'était plus *in bonis*, et que Bisson connaissait cette situation; qu'enfin ce nantissement a été consenti au mépris des droits des créanciers de Julien que connaissait Bisson et de ceux de la société Julien et Bisson elle-même et, par suite, de Bisson;

« Attendu que c'est à tort que le liquidateur cherche à faire valoir au profit de sa cause que, quand Julien a contracté avec Bisson, il n'était plus *in bonis*; que sur ce point ledit liquidateur est en contradiction avec les faits et leur conséquence, car il cherche son appui sur le principe qui dit *Bona non sunt nisi deducto aere aliena*, mais qu'alors il convient de suite de répliquer que c'est justement à cause de cette situation que Julien a consenti le nantissement de son fonds de commerce à Bisson, car il est de toute évidence que s'il eût été *in bonis*, point pour lui n'était besoin de faire ce nantissement; mais que, en tout cas, cet axiome ne peut à aucun point de vue être taxé d'irrégularité puisque, au contraire, il correspond au vœu de la loi qui a voulu, par ce moyen, donner aux commerçants gênés l'espoir et la faculté de se relever en continuant à gérer leurs affaires;

« Attendu, enfin, que le liquidateur est encore sans droit pour soutenir que l'acte dont s'agit a été fait en fraude ou tout au moins au mépris des créanciers de Julien, Julien et Bisson et Bisson seul;

« Attendu que le nantissement fait par ledit Julien conformément à la loi et selon les formalités par elle prescrites est opposable aux tiers jusqu'à inscription de faux ou de fraude; que le liquidateur n'entend soulever aucune action spéciale à ce sujet; d'où il suit que cet acte étant régulier, les susdits créanciers restent sous l'empire du droit commun; qu'en ce qui concerne les créanciers de l'ancienne société Julien et Bisson ou bien ceux de Bisson seul, le liquidateur judiciaire de Julien n'a pas qualité pour formuler grief sur des faits indépendants ou tout au moins en dehors du procès actuel;

« Attendu que Julien a été appelé dans l'instance, que le liquidateur ne relève contre lui non plus que contre Bisson aucun fait pouvant être qualifié de fraude ou de dol, auquel fait l'un et l'autre auraient pu participer dans la constitution d'un acte contraire aux intérêts de la masse des créanciers de la liquidation judiciaire Julien; que d'ailleurs celui-ci régulièrement cité déclare s'en rapporter à justice;

« Attendu que de tout ce qui précède il résulte que le nantissement consenti par Julien au profit de Bisson doit être maintenu, et que la demande en annulation de ce nantissement formulée par le liquidateur doit être rejetée comme étant non recevable, en tout cas mal fondée;

« Par ces motifs,

« Déclare valable le nantissement donné par Julien à Bisson par acte sous signatures privées en date du 5 septembre 1899 et que ledit sortira son plein et entier effet;

« Donne acte à Julien de ce qu'il déclare s'en rapporter à justice;

« Rejette comme mal fondée et sans droit l'action du liquidateur judiciaire Julien, l'en déboute ainsi que du surplus de ses demandes, fins et conclusions;

« Le condamne en outre en tous les dépens. » Appel par Boildieu, ès qualité. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que, suivant jugement du Tribunal de commerce d'Elbeuf en date du 29 mai 1900, Bisson a été reconnu en possession d'un droit de nantissement à lui concédé par Julien le 5 septembre 1899 sur son fonds de commerce, son matériel et ses marchandises ;

Attendu que Boildieu a, en qualité de liquidateur de la liquidation Julien, interjeté appel de ce jugement; qu'il soutient que le fonds de commerce cédé n'existait pas, qu'il y avait seulement des marchandises en entrepôt à raison desquelles, pour que le nantissement fût valable, les formalités de l'art. 2076 C. civ. devaient être remplies ; qu'en conséquence, faute de l'accomplissement de ces formalités, il y a lieu de prononcer l'annulation, au regard de la masse, de l'acte de nantissement et d'attribuer le prix à en provenir à la liquidation Julien;

Attendu que Julien, appelé en cause, déclare donner adjonction aux conclusions de son liquidateur; qu'il y a lieu de lui accorder acte de ses conclusions;

Attendu, en droit, que la loi du 1er mars 1898 n'a eu pour objet que d'autoriser avec certitude le nantissement des fonds de commerce et d'établir d'une façon pratique les conditions spéciales de publicité sous lesquelles la dation en nantissement de ces biens d'une nature spéciale pourrait être désormais opposable aux tiers; qu'en effet, à raison des éléments divers, — biens corporels ou incorporels, — dont se compose l'universalité qui constitue un fonds de commerce, des divergences profondes s'étaient élevées dans la jurisprudence sur la légalité de ce nantissement et les conditions qui étaient imposées à leur validité ; que, pendant que les tribunaux consulaires subordonnaient cette validité à la mise en possession effective du créancier, du matériel et des marchandises, et allaient même jusqu'à interdire en cette matière la dation en nantissement, la Cour de cassation, considérant le fonds de commerce pris dans son ensemble comme un meuble incorporel, décidait qu'il suffisait au créancier gagiste, pour être réputé en possession vis-à-vis des tiers, de se faire remettre le bail des lieux occupés et de signifier au bailleur l'acte constitutif du nantissement;

Attendu que du texte de la loi nouvelle et des travaux préparatoires qui en ont précédé le vote, il résulte à n'en pas douter que le législateur, reconnaissant d'un côté l'insuffisance des conditions imposées par la jurisprudence de la Cour suprême, d'un autre côté le défaut de garantie pour les tiers et l'impraticabilité de la mise en possession effective telle qu'elle est exigée par l'art. 2076 C. civ., a entendu créer en matière de nantissement des fonds de commerce, un droit spécial dérogatoire au droit commun, n'imposant comme unique condition de la validité du nantissement vis-à-vis des tiers, que l'inscription du contrat qui le constate sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité;

Attendu qu'on argumenterait en vain de ce qu'il est dit dans le préambule de la loi : « L'art. 2075 C. civ. est ainsi complété », et de ce qu'on a laissé subsister dans l'art. 2076 ces mots : « Dans tous les cas », pour soutenir que les formalités exigées par ces deux articles doivent se cumuler avec celles que prescrit la loi de 1898; que la volonté formelle du législateur de dispenser le nantissement sur les fonds de commerce des formalités de droit commun ressort avec évidence non seulement du rapport et de la discussion qui s'est déroulée devant le Sénat, mais surtout de la suppression des mots « En outre » qui, dans le projet, précédaient le texte de la loi et le reliaient au texte ancien de l'art. 2076; que les mots « Dans tous les cas » qu'on trouve en tête de l'art. 2076 ne s'appliquent évidemment qu'à ce texte ancien, c'est-à-dire au premier paragraphe de l'art. 2075, à l'exclusion du paragraphe nouveau qui forme le droit spécial pour le nantissement des fonds de commerce;

Attendu, en fait, que, le 1er août 1893, une société en nom collectif a été créée à Elbeuf entre les parties en cause, sous la raison sociale « J. Julien et L. Bisson »; que le siège social avait été fixé à Elbeuf, rue Patalier, 3; que le capital social, porté à 51,270 francs, se composait, pour Bisson, d'un apport de 25,000 francs en espèces, pour Julien, d'un apport : 1° en matériel, installation de caves et bureaux évalué à 8,500 francs, et 2° en marchandises existant « au jour de la signature de l'acte d'après inventaire, dans l'entrepôt exploité à Elbeuf, rue Patalier, 3, estimées, suivant état annexé, à 17,170 francs »;

Attendu que la durée de la société ayant pris fin à l'expiration du terme conventionnel, les parties résolurent de ne pas la proroger et, par acte du 5 septembre 1899, s'entendirent pour régler leurs droits respectifs; que, pour terminer la liquidation, Bisson céda à forfait à Julien tous ses droits dans la société moyennant 33,626 fr. 95 à payer dans un délai de six mois et l'acquit par Julien seul des dettes de la société; que, moyennant cette cession, comme le constate expressément l'acte susvisé, Julien se trouva seul propriétaire de tout l'actif de la société J. Julien et L. Bisson, notamment « du fonds de commerce de liquides exploité à Elbeuf sous cette raison sociale, ensemble du matériel, des marchandises, des créances s'y rattachant ainsi que du droit au bail des lieux », et qu'il eut ainsi la faculté de continuer, mais sous son nom seulement, l'exploitation dudit fonds à son profit exclusif;

Attendu toutefois que, pour sûreté de sa cession de part et du paiement du prix de cette cession, il fut convenu que Julien, en outre des privilèges pouvant appartenir à Bisson, affecterait en nantissement, au profit de ce dernier, le fonds de commerce

cédé, conformément à la loi du 1er mars 1898; qu'effectivement, par acte du même jour, le nantissement fut réalisé et l'acte régulièrement inscrit sur le registre public ouvert à cet effet au greffe du tribunal de commerce d'Elbeuf le 21 novembre 1899; qu'en exécution de cette convention, Julien continua d'exercer le commerce des vins dans l'ancien local de la société dont il a payé les loyers jusqu'au 20 avril 1900, date à laquelle il a été déclaré en état de liquidation judiciaire;

Attendu que, de l'exposé qui précède, il résulte que, contrairement aux allégations du liquidateur, la cession faite par Bisson à Julien et le nantissement qui en a été la suite n'ont rien que de régulier; qu'il est en effet loisible à un associé qui se retire en cédant sa part à son coassocié de prendre toutes garanties utiles pour le paiement de sa créance; qu'on ne trouve dans les actes aucune pensée de fraude; qu'un fonds de commerce existait bien avec un matériel, des marchandises et un droit au bail, rue Patalier, 3; que ce fonds de commerce a été normalement l'objet d'une cession et d'un nantissement, et que Boildieu est moins que tout autre fondé à prétendre que ce fonds n'avait pas de valeur indépendamment des marchandises, quand il en a refusé une somme de 5,000 francs que Bisson lui offrait en déduction de sa créance;

Attendu d'ailleurs que, si la société avait des dettes au 5 septembre 1899, rien ne permet de supposer que Julien fût alors en état de cessation de paiements; que, du reste, le liquidateur ne demande pas l'annulation du contrat dans les termes des art. 446 et 447 C. com., dont il a reconnu à l'audience que les dispositions n'étaient pas applicables, le jugement déclaratif de la liquidation judiciaire fixant en effet au 20 avril 1900 la date de la cessation des paiements; qu'il conclut à l'annulation du nantissement comme fait en fraude des droits des créanciers, conformément aux dispositions de l'art. 1167 C. civ.;

Mais attendu qu'il n'articule aucun fait de fraude et qu'on ne voit pas comment les créanciers de la société pourraient être fondés, puisqu'ils auraient leur recours contre Bisson;

Attendu d'ailleurs que Boildieu, liquidateur de la liquidation Julien, n'a pas qualité pour agir au nom des créanciers de la société Julien et Bisson et qu'il ne peut pas se présenter pour les créanciers de Julien seul qui, à l'époque du contrat, n'existaient pas encore; que sur ces différents points, ses critiques sont donc sans fondement;

Attendu, sur la régularité du gage, que le nantissement a été réalisé et publié conformément aux principes édictés par la loi du 1er mars 1898; que vainement Boildieu voudrait s'appuyer sur les dispositions de l'art. 2076 C. civ. pour demander, à raison du défaut de mise en possession du créancier gagiste, la nullité du nantissement; que cet article qui subsiste pour la validité d'un nantissement autre que celui d'un fonds de commerce n'est pas plus que le premier paragraphe de l'art. 2075 applicable à l'objet spécial de la loi du 1er mars 1898, laquelle se suffit à elle-même; que, loin que le projet de loi déposé par le gouvernement dans le courant du mois de février 1899 soit indicatif d'une pensée contraire, il n'est que la consécration sous une forme plus affirmative des règles établies par la loi du 1er mars de l'année précédente; qu'il y a donc lieu de confirmer en toutes ses dispositions le jugement dont est appel;

Adoptant, au surplus, les motifs qui ont déterminé les premiers juges, en tant qu'ils ne sont pas contraires au présent arrêt;

Et attendu qu'il y a lieu, à raison de la qualité des parties, de décider que les dépens seront employés, etc.;

Par ces motifs,

Accorde acte à Julien de ce qu'il donne adjonction au conclusions de son liquidateur;

Et sans s'arrêter ni avoir égard à ses conclusions et à celles de Boildieu, lesquelles sont rejetées comme mal fondées :

Met l'appellation au néant;

Confirme le jugement dont est appel; dit qu'il sortira son plein et entier effet;

Condamne, etc...

M. Réguis av. gén. (concl. conf.). — Mes Jouvin et Lehucher av.

Note. — C'est en ce sens que se sont déjà prononcés le Tribunal de commerce du Havre le 30 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.2.360), le Tribunal civil de Rouen le 25 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.382), le Tribunal de commerce de la Seine le 17 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.688), et enfin le Tribunal de commerce de Rouen le 13 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.337). Mais le Tribunal de commerce de la Seine s'est prononcé par deux fois en sens contraire, le 5 novembre 1898 (Gaz. Pal. 98.2.622) et le 29 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.30). Nous nous sommes prononcés formellement dans le sens de l'opinion consacrée par l'arrêt recueilli dans nos notes critiques rapportées Gaz. Pal. 98.2.622.

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-SEVER
(JUGEANT COMMERCIALEMENT)

9 février 1900.

Présidence de M. Monlezun.

1° JUGEMENT PAR DÉFAUT. — PLURALITÉ DE DÉFENDEURS.

2° EFFETS DE COMMERCE. — ACCEPTATION. — PROVISION. — PRÉSOMPTION. — TIREUR. — RECOURS EN GARANTIE. — TIRÉ. — EFFET. — PLURALITÉ DE TITRES. — POURSUITES SUCCESSIVES. — LIBERTÉ.

1° *Les tribunaux de commerce ne sont pas dans l'obligation de rendre un jugement par défaut profit-joint au cas où l'un des défendeurs ne se présenterait pas, s'il n'est pas formelle-*

ment réclamé par le demandeur et ne paraît pas nécessaire aux magistrats.

2° Par la seule acceptation et indépendamment de toute provision, le tiré devient, vis-à-vis du tiers porteur, débiteur direct du montant de la lettre de change, de telle sorte que le tireur ne reste plus que garant solidaire du paiement.

Mais, si l'acceptation suppose provision dans les rapports du tireur à tiré, cette présomption doit céder devant la preuve contraire, laquelle aura pour conséquence de rendre le tireur qui n'a pas fait provision, débiteur envers le tiré du montant de l'effet payé par ce dernier.

Le porteur de plusieurs effets de commerce tirés à des dates différentes sur la même personne peut en poursuivre successivement le recouvrement dans l'ordre qu'il lui plaît de choisir.

Daudignon c. Léon et Crauste.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Daudignon est porteur d'une lettre de change du montant de 75 fr. 30, à échéance du 25 octobre 1897, tirée, à son ordre, le 6 septembre précédent, par Crauste sur Léon, qui l'a acceptée, protestée, faute de paiement, le lendemain de son échéance, suivant exploit de Descazeaux, huissier à Aire, et enregistrée au bureau de cette ville le 28 du même mois ; et que, par exploit de Labernède, huissier à Nogaro, en date du 1er décembre 1899, et de Saint-Martin, huissier à Saint-Sever, en date du 12 du même mois, il a assigné Léon et Crauste devant le tribunal pour s'entendre condamner à lui payer solidairement le montant de cet effet de commerce avec tous accessoires;

Attendu que, dans sa défense, Léon demande au tribunal : 1° de débouter Daudignon de son action vis-à-vis de lui sous prétexte que Crauste n'aurait pas fait de provision entre ses mains; 2° au cas où une condamnation interviendrait contre lui, de lui accorder son recours contre Crauste ; 3° et, même dans ce dernier cas, de laisser tous les frais à la charge de Daudignon, qui aurait pu les éviter en joignant la présente instance à celle terminée par jugement du 3 août 1899, laquelle avait pour objet le paiement d'une traite de 249 fr. 75 tirée le 29 juin 1898 par Crauste sur Léon à échéance du 5 septembre suivant ;

Attendu que Crauste, quoique régulièrement cité, n'a pas comparu, ni personne pour lui ; que les tribunaux de commerce ne sont pas, à l'instar des tribunaux civils, dans l'obligation de rendre un jugement par défaut profit-joint au cas où l'un des défendeurs ne se présenterait pas, si, comme dans l'espèce, il n'est pas formellement réclamé par le demandeur et ne paraît pas nécessaire aux magistrats ; qu'il y a donc lieu de donner simplement défaut contre Crauste et de statuer contradictoirement à l'égard de Léon ;

Sur l'action principale introduite par Daudignon contre Léon et Crauste :

Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence que par la seule acceptation, et indépendamment de toute provision, le tiré devient, vis-à-vis du tiers porteur, débiteur direct du montant de la lettre de change, de telle sorte que le tireur ne reste plus que garant solidaire du paiement et qu'il y a donc lieu de condamner solidairement Léon et Crauste à payer à Daudignon le montant de la traite dont il s'agit;

Sur le recours en garantie formé par Léon contre Crauste :

Attendu qu'il est aujourd'hui incontesté que si, aux termes de l'art. 417 C. com., l'acceptation suppose provision dans les rapports de tireur à tiré, cette présomption doit céder devant la preuve contraire, laquelle aura pour conséquence de rendre le tireur, qui n'a pas fait provision, débiteur envers le tiré du montant de l'effet payé par ce dernier;

Attendu que les faits et circonstances analysés dans le jugement rendu entre les mêmes parties le 3 août 1899, établissent suffisamment qu'à l'échéance de la lettre de change tirée sur lui par Crauste, Léon, malgré son acceptation, n'avait pas reçu de provision ; et que, par suite, il échet de lui accorder son recours en garantie contre Crauste;

En ce qui concerne les dépens :

Attendu qu'aux termes de l'art. 130 C. pr. civ. c'est la partie qui succombe qui doit les supporter et que la prétention de Léon, qui voudrait rejeter les frais sur Daudignon pour cet unique motif que, dans une poursuite antérieure contre Léon et Crauste aux fins de recouvrement d'une autre traite, il aurait dû comprendre l'effet actuellement litigieux, est étrange et absolument inadmissible; qu'en effet il est toujours loisible au porteur de plusieurs titres de ne poursuivre le recouvrement de ses créances que successivement et à son choix, et que s'il en peut résulter quelques inconvénients pour le débiteur, celui-ci n'a pas le droit de s'en plaindre puisque, pour l'écarter, il n'a qu'à remplir scrupuleusement ses engagements ;

Donne défaut contre Crauste ;

Pour le profit et statuant contradictoirement entre les autres parties,

Condamne conjointement et solidairement Léon et Crauste à payer à Daudignon : 1° la somme de 75 fr. 30 montant de la lettre de change tirée à l'ordre de ce dernier le 6 septembre 1897 par Crauste sur Léon, à échéance du 25 octobre suivant; 2° les intérêts légitimes de cette somme à partir du 26 octobre 1897, date du protêt; 3° et 12 francs à titre de dommages-intérêts d'audience;

Les condamne, en outre, solidairement en tous les dépens ;

En cas de paiement accorde à Léon son recours contre Crauste ;

Dit que ce dernier sera tenu de relever Léon indemne des conséquences que les condamnations ci-dessus pourront avoir contre lui ;

Commet l'huissier audiencier Destaillat pour, s'il y a lieu, signifier le présent jugement à Crauste, défaillant.

Note. — I. — Sur le premier point : V. Schaffhauser, Dr. com., App. p. 4.

II. — Sur le second point : V. Lyon-Caen et Renault, t. IV, nos 169 et 218; Paris 22 juin 1892 (D. 92.2.410); Cass. 13 mars 1889 (D. 90.1.249).

262-263-264

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

30 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

MARIAGE. — INCOMPÉTENCE DE L'OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL. — DEMANDE EN NULLITÉ. — 1° CRÉANCIERS. — INTÉRÊT NÉ ET ACTUEL. — INTERVENTION. — CONCLUSIONS TENDANT A LA VALIDITÉ. — RECEVABILITÉ. — 2° MARIAGE PUTATIF. — ERREUR DE DROIT. — MARIAGE PRÉTENDU INEXISTANT.

1° La faculté accordée par les art. 184 et 191 C. civ. aux créanciers qui y ont un intérêt né et actuel, de demander la nullité d'un mariage contracté par leur débiteur en violation des art. 144, 147, 161, 162, 163 et 165 du même Code, spécialement du mariage contracté par celui-ci devant un officier public incompétent, implique nécessairement, au profit de ces mêmes personnes, le droit d'intervenir dans les instances de même nature, engagées par l'un des époux contre l'autre, pour y défendre leurs droits contre des collusions possibles.

..... Et en usant de ce droit d'intervention, lesdits créanciers peuvent conclure tout aussi bien à la validité qu'à la nullité de l'union attaquée, ou se borner à prétendre qu'elle a été contractée de bonne foi.

2° La bonne foi est la seule condition, imposée par le législateur, pour qu'un mariage nul produise néanmoins des effets civils comme mariage putatif, quelle que soit la cause de sa nullité.

... Et cette bonne foi peut exister, que les parties aient commis une erreur de droit ou qu'elles se soient trompées en fait, et que l'erreur de droit ait, le cas échéant d'une erreur de cette nature, porté sur la forme de l'acte ou sur la capacité des contractants.

Les juges de l'action en nullité, saisis de conclusions tendant à faire déclarer la bonne foi des époux ou de l'un d'eux, ne peuvent se refuser à cette recherche sous le prétexte, sous le prétexte que le vice dont est infecté le mariage le rendrait inexistant.

Gélineau c. époux Dussuc.

Le sieur Gélineau s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Angers en date du 31 mai 1898, rendu à son préjudice au profit des époux Dussuc et rapporté Gaz. Pal. 98.2.189.

Il a formulé à l'appui de son pourvoi les deux moyens ci-après :

1° « Violation des art. 339 et 466 C. pr. civ., 1166 C. civ., fausse application de l'art. 191 du même Code, en ce qu'il a été jugé que les créanciers des époux étaient irrecevables à intervenir dans une instance en nullité de mariage, dès l'instant que leur intervention avait pour objet non de soutenir, mais de contester cette demande en nullité. »

2° « Violation des art. 201 et 202 C. civ., fausse application des art. 191 et 194 du même Code et défaut de motifs, en ce qu'il a été jugé qu'un mariage, célébré en France entre un étranger et une Française devant un consul étranger, ne pouvait, malgré la bonne foi des époux, produire les effets d'un mariage putatif. »

Devant la chambre civile, M. l'avocat général DESJARDINS a conclu à la cassation de l'arrêt attaqué.

« Messieurs, a dit ce savant magistrat, la Cour d'Angers ne croit pas que les créanciers des époux puissent intervenir dans une instance en nullité de mariage, dès que leur intervention a pour objet, non de soutenir, mais de contester cette demande en nullité. Je crois qu'elle s'est trompée.

« I.— D'abord on ne saurait nier que les créanciers aient qualité pour intervenir dans les instances introduites contre leur débiteur ou engagées par ce débiteur. Le Code civil leur permet d'attaquer les actes faits par le débiteur en fraude de leurs droits; *a fortiori* peuvent-ils intervenir dans les instances où celui-ci se trouve engagé, soit pour surveiller sa défense, soit pour empêcher les collusions et prévenir la consommation de la fraude. La Cour de Bordeaux a dit très bien, dans un arrêt du 14 avril 1828 (S. 28.2.221) : « Tout créancier a droit d'intervenir « en première instance dans une contestation « dans laquelle les intérêts de son débiteur sont « compromis : l'art. 1166 qui lui accorde le droit « d'exercer les actions de son débiteur, ne ren- « ferme pas d'exception pour le cas où le débi- « teur les exercerait lui-même, et, l'intérêt étant « la mesure des actions, on ne peut dénier le

« droit d'agir à celui qui a évidemment intérêt à « ce que les facultés de son débiteur ne soient pas « diminuées. »

« Les défendeurs contestent, à vrai dire, que Gélineau, demandeur en cassation, ait un intérêt « né et actuel » à soutenir la validité du mariage. Mais veuillez vous reporter aux qualités du jugement réformé par la Cour d'Angers : le dispositif des conclusions prises au seuil du débat par l'intervenant, qui déterminent la portée du litige, ne laisse subsister aucune équivoque sur ce point. Gélineau a, sans nul doute, un intérêt actuel au paiement d'un billet de 5,000 francs, souscrit par les deux époux après leur mariage, par suite, à la validité de ce mariage.

« Toutefois, il s'agit de pénétrer dans la sphère des droits de famille, et la Cour d'Angers remarque que les droits de famille sont exclusivement attachés à la personne.

« Telle est, en effet, la règle ; mais l'art. 191 C. civ. la limite par une exception : « Tout ma- « riage qui n'a point été célébré devant l'offi- « cier public compétent, dit-il, peut être attaqué « par tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel. » Tels sont évidemment, au premier plan, les créanciers des époux (Comp. Aubry et Rau, t. V. p. 60).

« D'accord, répond la Cour d'Angers ; mais les art. 184 et 191, appliqués littéralement, ne confèrent à ces intéressés que le droit de demander la nullité du mariage.

« Je signale tout d'abord l'énorme contradiction que l'arrêt attaqué prête au législateur. Celui-ci biffe la règle et proclame l'exception quand il s'agit d'annuler le mariage. Mais, s'il ne s'agit que de le maintenir, il bifferait l'exception et reviendrait à la règle. Cependant, la dérogation que le Code civil apporte expressément aux principes en faveur des tiers est bien autrement grave ! Ils peuvent marcher à l'assaut de cette union conjugale et la dissoudre si leur intérêt l'exige. C'est leur accorder beaucoup plus que de les autoriser à descendre dans la lice pour défendre le *statu quo* et pour empêcher la rupture du lien conjugal.

« Mais, observe la Cour d'Angers, les termes de l'art. 191 sont rigoureusement limitatifs. Je réponds que la rédaction des art. 184 et 191 s'explique par l'intitulé du chapitre dans lequel ils sont compris : « Des demandes en nullité de mariage ». L'objet principal du chapitre est l'organisation des demandes en nullité : le législateur suit son idée. Toutefois, nous ne sommes ni en matière pénale ni en matière fiscale, où tout est de droit inextensible ; nous gardons le droit et le devoir de raisonner et de bien raisonner.

« D'ailleurs, l'arrêt de votre Chambre des requêtes du 4 décembre 1880 (D. 81.1.311) a très fortement préjugé la question : « Attendu, dit- « elle, que la Cour de Lyon a reconnu à ces « créanciers (opposants au règlement d'un ordre) « le droit de prouver, pour sauvegarder le rang de « leurs hypothèques inscrites, la validité du ma- « riage contracté en 1858 par les époux Dasaye, « validité que l'arrêt attaqué a fait résulter de la « régularité de l'acte même de mariage, appuyé « d'une longue possession d'état ; qu'en statuant « ainsi, l'arrêt attaqué n'a pu violer aucun des « textes visés ni aucune autre loi... »

« Or, remarquez-le, il s'agit ici d'obtenir non pas même que le mariage soit déclaré valable, mais qu'il produise les effets d'un mariage légitime conformément aux art. 201 et 202 C. civ. Les défendeurs font, sans doute, remarquer que la question du mariage « putatif » est particulièrement délicate et que les tiers sont mal placés pour débattre en connaissance de cause la bonne foi des conjoints ou de l'un des conjoints. L'argumentation du pourvoi me semble plus forte. D'abord, pourquoi ne pourrait-on pas prouver la bonne foi d'autrui ? Ensuite, comment les mêmes intéressés auraient-ils qualité pour démontrer la validité complète, absolue, et n'auraient-ils plus qualité pour démontrer une validité relative ? Ce serait incompréhensible.

« Je conclus à la cassation sur le premier moyen.

« II. — J'arrive au second moyen, c'est-à-dire au fond même du droit. Cette union, d'après la Cour d'Angers, ne pourrait pas produire les effets d'un mariage putatif, abstraction faite de la bonne foi, parce que le mariage serait non pas seulement nul, mais inexistant.

« Il s'agit, vous le savez, d'un mariage contracté, il y a une vingtaine d'années, devant un consul anglais, entre un Anglais majeur et une jeune Française, âgée de dix-sept ans. Je suis convaincu que cet Anglais et cette Française ont cru contracter un mariage légitime et que cette erreur a persisté très longtemps après la célébration du mariage. Mais je ne dois pas m'attarder dans cet ordre d'idées, puisque je ne parle pas devant les juges du fait, et j'ai hâte de me placer sur le terrain du droit pur.

« Je remarque avant tout que l'art. 201 C. civ. ne distingue pas entre les diverses sortes de nullités. Cette distinction entre les mariages nuls et les mariages inexistants est l'œuvre de quelques docteurs, au premier plan desquels figure Za-

chariæ. Mais la Cour de cassation ne s'est pas lancée à leur suite.

« Vous avez même, si je ne me trompe, absolument répudié ces subtilités par votre arrêt de cassation du 15 janvier 1816 (S. chr.). Il s'agissait du mariage contracté avec un mort civilement. Je ne sache pas qu'on puisse trouver un mariage plus « inexistant » : ce conjoint apparent était, en tant que sujet du droit, retranché du nombre des vivants ! Or vous avez dit : « Vu « l'art. 202 C. civ.; Attendu que la bonne foi d'un « des époux a, de tout temps, constitué la légiti- « mité des enfants issus dans le mariage putatif, « sur quelque motif qu'ait été fondée la légiti- « mité du mariage ; d'où il suit que l'art. 202 n'a « fait que rappeler les principes de la ma- « tière, etc. » L'exemple est décisif.

« Le rapport du conseiller Madier de Montjau, qui précède dans les recueils l'arrêt de la Chambre des requêtes du 14 août 1841 (S. 41.1.619), n'a pas la même importance puisque la Cour, en rejetant le pourvoi par une autre cause, n'eut pas à statuer sur le moyen tiré de la violation des art. 201 et 202. J'en veux pourtant dire un mot, à raison de l'analogie des espèces. Il s'agissait alors d'un étranger et d'une Française qui s'étaient mariés en France devant un ministre protestant et suivant le statut du mari. La Cour de Paris avait, après avoir constaté la bonne foi, appliqué les art. 201 et 202. Arrêtons-nous un moment, devant le rapporteur, sur ces mots de l'art. 201 : « ... le mariage qui a été déclaré nul. La loi ne « distingue pas ici la cause de la nullité; sa dispo- « sition est générale et absolue. Ainsi, tout ma- « riage déclaré nul peut produire les effets civils, « tant à l'égard des époux qu'à l'égard des en- « fants, lorsqu'il a été contracté de bonne foi ». C'est l'esprit même de la jurisprudence de 1816.

« Il est infiniment désirable, si je ne me trompe, que les art. 201 et 202 C. civ. soient largement interprétés. L'équité le commande. Rien de plus injuste que d'assimiler des gens qui ont cru, qui ont voulu s'unir légitimement, à ceux qui ont suivi le caprice d'une heure fugitive, et, de propos délibéré, sauté par-dessus la loi. Les seconds sont surtout à blâmer, les premiers sont surtout à plaindre.

« Une solution favorable s'imposait donc à la probité du législateur ; l'intérêt général est d'accord avec l'équité ; mieux vaut ne pas augmenter le nombre des unions illégitimes, des naissances illégitimes ! C'est une mauvaise besogne que d'élargir, au mépris du bon sens, une catégorie de déclassés.

« Voilà ma conséquence pratique : la nature et la gravité de l'erreur commise par les conjoints apparents ou par l'un des deux sont des éléments de fait soumis à l'appréciation souveraine des juges de fait; la Cour d'Angers était astreinte par des conclusions formelles à statuer sur la bonne foi de cet Anglais et de cette Française; elle voyait s'ouvrir devant elle un champ très vaste; elle aurait pu délibérer en fait, par exemple, que cette Française de dix-sept ans avait, par un don du ciel, des aptitudes particulières à la solution des questions de droit international privé et que son erreur ne pouvait pas être supposée: vous n'auriez pu censurer cette appréciation ; mais la Cour d'Angers ne pouvait pas éluder la question, qui lui était expressément posée, par un fin de non-recevoir fondée en droit sur le caractère radical d'une nullité, en aboutissant à l'inexistence du mariage.

« Je conclus également à la cassation sur le second moyen. »

Conformément à ces conclusions, la Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur la fin de non-recevoir opposée à l'action de Gélineau :

Attendu que l'intérêt né et actuel de Gélineau, soit à la validité du mariage contracté entre Sydney Dussuc et Elisa Dupré, soit à ce que le mariage annulé produise des effets civils, n'a pas été contesté devant le juge du fait; qu'il ne peut l'être pour la première fois devant la Cour de cassation ;

Rejette la fin de non-recevoir ;

Et statuant au fond :

Sur le premier moyen du pourvoi :

Vu les art. 1166 et 191 C. civ.;

Attendu que les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions appartenant à leurs débiteurs et, par suite, intervenir, pour y surveiller leurs intérêts, dans les instances engagées par ces derniers ; qu'il est fait exception sans doute pour les droits et actions exclusivement attachés à la personne, mais qu'il ne faut pas comprendre parmi ces derniers droits, aux termes des art. 184 et 191 C. civ., ceux dont l'exercice tend à faire prononcer la nullité d'un mariage contracté en violation des art. 144, 147, 161, 162, 163 et 165 du même Code ; que la faculté ainsi donnée aux tiers intéressés de demander la nullité du mariage dans certains cas déterminés implique nécessairement, à leur profit, le droit d'intervenir dans les instances de même nature engagées par l'un des époux contre l'autre pour y défendre leurs droits contre les collusions possibles ;

Attendu qu'ils y peuvent conclure tout aussi bien à la validité qu'à la nullité de l'union attaquée ou se borner à prétendre qu'elle a été contractée de bonne foi ; que la rédaction des art. 184 et 191 C. civ. s'explique par l'intitulé du chapitre dans lequel ils sont

compris; que ce chapitre est relatif « aux demandes en nullité de mariage » et que le législateur y énumère les personnes qui ont qualité pour les introduire; que des termes qu'il a employés il n'est pas permis de conclure qu'il a voulu implicitement interdire le droit de défense à ceux à qui il donnait expressément le droit d'attaque;

Attendu que l'arrêt attaqué, pour repousser l'intervention de Gélineau dans l'instance en nullité de mariage intentée par Elise Dupré contre Sydney Dussuc, se borne à déclarer que « l'art. 191 C. civ. n'est pas fait pour ceux qui ont intérêt à la validité du mariage »; qu'en statuant ainsi il a faussement appliqué et par suite violé les articles susvisés;

Sur le second moyen du pourvoi :

Vu les art. 201 et 202 C. civ.;

Attendu que le mariage déclaré nul produit des effets civils, tant à l'égard des époux ou de l'un d'eux qu'à l'égard des enfants qui en sont issus, quand il a été contracté de bonne foi; que les art. 201 et 202 C. civ., qui consacrent cette exception apportée à la rétroactivité des effets de l'annulation du mariage, terminent le chapitre relatif aux demandes en nullité de mariage; que les dispositions en sont générales et s'appliquent à toutes les nullités, quelle qu'en soit la nature; que la bonne foi est la seule condition mise par le législateur à la reconnaissance du mariage putatif, et que cette bonne foi peut exister, que les parties aient commis une erreur de droit ou qu'elles se soient trompées en fait, que l'erreur de droit ait porté sur la forme de l'acte ou sur la capacité des contractants; que la nature et la gravité de l'erreur sont de simples éléments de fait donnés à l'appréciation souveraine du juge du fond; que celui-ci, saisi de conclusions tendant à faire déclarer la bonne foi des époux ou de l'un d'eux, ne peut, par suite, se refuser à cette recherche sous le prétexte que le vice dont est affecté le mariage le rendrait inexistant;

Attendu qu'Elise Dupré, de nationalité française, a demandé la nullité du mariage contracté par elle le 14 novembre 1876, avec Sydney Dussuc, sujet anglais, devant le consul d'Angleterre en résidence à Nantes; que l'arrêt attaqué, statuant sur des conclusions prises par les intimés et tendant à la confirmation du jugement qui avait dit que le mariage annulé produirait toutefois les effets civils prévus par l'art. 201 C. civ., les a rejetées par cet unique motif que le mariage entre Elise Dupré et Sydney Dussuc étant inexistant en France, il n'y avait pas lieu de rechercher si les parties ou l'une d'elles l'avaient contracté de bonne foi; qu'en statuant ainsi il a violé les articles susvisés;

Casse, mais seulement en ce qu'il a rejeté l'intervention de Gélineau et refusé de rechercher si le mariage annulé avait été contracté de bonne foi, l'arrêt de la Cour d'Angers du 31 mai 1898.

MM. RAYNAUD rapp.; DESJARDINS av. gén. — Mes Félix BONNET et LEGENDRE av.

Note. — I-II. — Sur les deux points : V. les conclusions conf. de M. l'av. gén. DESJARDINS, *suprà*.

COUR D'APPEL DE DIJON (2e CH.)

11 avril 1900.

Présidence de M. Gilbert.

ASSURANCES TERRESTRES. — ASSURANCES SUR LA VIE. — STIPULATION POUR AUTRUI. — RÉVOCATION TACITE. — VOLONTÉ DE RÉVOQUER (FAITS ATTESTANT LA).

L'acte emportant révocation tacite d'une stipulation pour autrui doit supposer nécessairement, de la part du stipulant, la volonté de révocation.

Spécialement, si le stipulant qui, ayant contracté une assurance sur la vie au profit de sa femme, emprunte à l'assureur une certaine somme en convenant de réduire d'autant le chiffre de l'indemnité, doit être considéré comme ayant eu l'intention de révoquer l'assurance jusqu'à concurrence de ladite somme, au contraire, il doit être considéré comme ayant voulu la maintenir pour le solde de l'indemnité, lorsqu'il a, dans son bilan déposé au tribunal de commerce, porté ce solde à son actif.

Veuve Schlumpf et Edouard Schlumpf
c. liquidation Schlumpf.

Le Tribunal civil de Mâcon avait, le 12 juillet 1899, rendu le jugement suivant :

« Attendu que, sous les dates des 24 février et 1er mars 1883, et suivant police n° 133,265, Léon Schlumpf, négociant à Mâcon, a contracté avec la Compagnie d'assurances générales dite « Sur la vie des hommes », une assurance aux termes de laquelle, lors de son décès, une somme de 40,000 francs serait payée à sa veuve, la dame Henriette Roussel, et, à son défaut, aux enfants nés et à ceux à naître de l'assuré;

« Attendu que, quelques années après, Schlumpf, dont les affaires commerciales périclitaient, chez qui des besoins d'argent se faisaient sentir, s'est, suivant un avenant du 11 septembre 1897, reconnu débiteur vis-à-vis de ladite compagnie d'une somme totale de 6,700 francs, montant en principal et intérêts d'un précédent emprunt réalisé à la date du 26 novembre 1884, et de ce second emprunt;

« Attendu que Schlumpf a été mis en état de liquidation judiciaire; qu'il a, le 16 juillet 1898, déposé son bilan au greffe du Tribunal de commerce de Mâcon; qu'il a porté à son actif, entre

autres sommes, le bénéfice de son assurance, défalcation faite des 6,700 francs, montant de ses deux emprunts à la compagnie; qu'après le dépôt de son bilan, Schlumpf s'est de plus préoccupé du paiement des primes qui ont été régulièrement acquittées, sur l'ordre du juge-commissaire de la liquidation, par Basset ès qualité qui a ainsi versé, les 24 août 1898 et 24 janvier 1899, deux sommes de 694 fr. 90 chacune;

« Attendu que, par exploit de l'huissier Perrier de Mâcon, en date du 28 janvier 1899, la dame Schlumpf a déclaré accepter, comme verbalement elle l'avait fait depuis longtemps déjà, le bénéfice de ladite assurance, s'offrant à rembourser au liquidateur Basset toutes les primes payées et celle à échoir dans l'année;

« Attendu que, par le même acte, l'assuré Schlumpf a déclaré n'avoir jamais voulu, ni eu la pensée de révoquer, de quelque manière que ce fût, l'assurance susénoncée, ayant toujours entendu que celle-ci profitât à sa femme;

« Attendu que Basset a soutenu qu'il revendiquait, au profit de la masse des créanciers, le bénéfice de la police d'assurance;

« Attendu que, suivant acte du même huissier Perrier, en date du 18 février 1899, la dame Schlumpf, assistée et autorisée, a fait assigner Basset ès qualité, ainsi que son mari, pour ouïr dire que, sous le bénéfice de l'offre qu'elle fait de rembourser à Basset les primes qu'il justifiera avoir payées, il lui soit donné acte de son acceptation du bénéfice de la police d'assurance susindiquée qui devra lui profiter, et que c'est à elle, pour le cas où elle survivrait à son mari, que ledit bénéfice appartiendra;

« Attendu qu'au cours de cette instance et à la date du 6 avril dernier, Schlumpf est décédé, laissant pour héritiers de droit ses deux enfants: Edouard-Jean-Gaston et Marie Schlumpf; que celle-ci, suivant déclaration au greffe de ce tribunal, en date du 15 du même mois, a renoncé à la succession de son père ; que Gaston Schlumpf ne l'a acceptée que sous bénéfice d'inventaire seulement;

« Attendu que, par acte du palais du 18 dudit mois d'avril, il a déclaré reprendre l'instance introduite par la dame Schlumpf contre Basset ès qualité et Léon Schlumpf, son père;

« Attendu, en droit, que l'acceptation et partant, le concours de volontés n'est pas nécessaire pour l'acquisition d'un droit résultant d'une stipulation pour autrui; que ladite acceptation peut valablement intervenir après la faillite ou même la mort du stipulant, mais que celui-ci peut toujours révoquer l'acte qu'il a fait, à moins toutefois et aux termes de l'art. 1121 C. civ., que le tiers qui en est le bénéficiaire ait déclaré vouloir en profiter;

« Attendu que la dame Schlumpf, qui n'apporte aucune justification à l'appui de l'acceptation verbale dont elle essaie de se prévaloir, n'a régulièrement accepté que le 28 janvier 1899 le bénéfice de l'assurance contractée par son mari les 24 février et 1er mars 1883; que, pendant ce long intervalle de temps, celui-ci était en droit de révoquer la stipulation qu'il avait ainsi faite au profit de sa femme et de ses enfants; qu'il avait déjà, à deux reprises différentes, usé partiellement de ce droit par ses deux emprunts successifs des 26 novembre 1884 et 11 septembre 1897, qui avaient diminué de 6,700 francs et réduit à 33,300 francs le montant du bénéfice à retirer de l'assurance; que la demanderesse, d'ailleurs, ne conteste pas cette révocation partielle;

« Attendu que Schlumpf, lors du dépôt de son bilan, a spontanément et volontairement porté à son actif la somme restant due par la compagnie d'assurances; qu'il a ainsi voulu que ce solde servît à éteindre son passif jusqu'à due concurrence; que par cet abandon il a peut-être évité la faillite; qu'en vain il objecte que « sa déclaration a été faite au milieu d'un si grand état de trouble et de confusion de l'esprit, que les éléments et les appréciations qu'elle renferme devaient être considérés comme n'émanant pas d'une volonté bien consciente et bien réfléchie »;

« Attendu que, dans l'espèce, Schlumpf, a agi en pleine possession de lui-même et en toute connaissance de cause; que l'état par lui déposé au greffe dénote un examen très sérieux de sa situation commerciale; qu'il ne contient aucune erreur, ni aucune omission relativement aux créances et aux dettes que Schlumpf pouvait avoir; qu'au surplus, lorsqu'il établit son passif, il avait si bien l'intention de maintenir au profit de ses créanciers le solde de sa police d'assurance et de révoquer par suite le bénéfice stipulé en faveur de sa femme, qu'il se borne à ne porter audit passif que le montant des reprises de cette dernière sans parler de l'assurance dont ledit bénéfice pouvait, le cas échéant, lui être attribué;

« Attendu que, de toutes ces considérations, il résulte clairement que Schlumpf, en agissant ainsi lors du dépôt de son bilan, a affirmé que le bénéfice de sa police n'appartiendrait plus aux personnes qui y étaient désignées, et a ainsi révoqué la stipulation précédemment faite en leur faveur;

« Attendu, sur les dépens, que la partie qui succombe doit les supporter ;

« Par ces motifs,

« Sans s'arrêter ni avoir égard à tous moyens, fins et conclusions contraires ;

« Donne acte à Gaston Schlumpf de sa déclaration que, en sa qualité d'héritier bénéficiaire, il s'en rapporte à justice sur le mérite de la demande dirigée par la dame Schlumpf contre Basset ès qualité et la succession de Léon Schlumpf ;

« Donne acte à la veuve Schlumpf de sa déclaration qu'elle s'en rapporte à justice sur le mérite de la reprise d'instance et de ses offres faites et réitérées de rembourser au liquidateur Basset toute prime payée par lui ;

« Déclare la demande de la dame Schlumpf mal fondée, la rejette ;

« Dit que la bénéfice de l'assurance sur la vie, contractée par Schlumpf, n'appartient pas à sa veuve, mais à Schlumpf lui-même et qu'il est le gage de ses créanciers ;

« Condamne la veuve Schlumpf aux dépens de l'instance. »

Appel. — Arrêt.

LA COUR,

Attendu que devant la cour les parties ont accepté pour base du débat les propositions suivantes, que la cour prendra pour point de départ de cet arrêt : 1° Léen Schlumpf a fait une stipulation pour autrui, c'est-à-dire pour sa femme, lorsque, dans la police d'assurance sur la vie portant les dates des 24 février et 1er mars 1883, il a stipulé que, lors de son décès, la somme de 40,000 francs serait payée à sa veuve, la dame Henriette Roussel, la police n'attribuant qu'à défaut de celle-ci le bénéfice de l'assurance aux enfants nés et à ceux à naître de l'assuré ; 2° en droit, le tiers bénéficiaire de la stipulation peut valablement l'accepter après la faillite du stipulant ; 3° tant qu'il ne l'a pas acceptée, le stipulant est admis à la révoquer ;

Attendu, ces points étant reconnus, qu'une question de fait et d'appréciation est seule à résoudre ici, et qu'elle consiste à savoir si, antérieurement à l'acte extrajudiciaire du 28 janvier 1899 par lequel la dame Schlumpf, autorisée et assistée de son mari, a notifié au liquidateur Basset son acceptation du bénéfice de la stipulation, le mari avait tacitement révoqué celle-ci en portant à l'actif du bilan par lui déposé le 16 juillet 1898, au greffe du Tribunal de commerce de Mâcon, la somme de 33,300 francs représentant le solde du bénéfice de l'assurance calculé au jour de son décès et sous la déduction des 6,700 francs par lui empruntés de la compagnie d'assurances ;

Attendu que l'acte emportant aux yeux du juge révocation de la stipulation doit être un acte qui suppose nécessairement de la part du stipulant la volonté de révocation ;

Attendu que ce caractère manque au fait d'où les premiers juges ont induit la révocation et qui est ladite inscription au bilan ; que ce fait ne comporte pas nécessairement l'interprétation consacrée par le jugement ; qu'il est permis de l'expliquer par l'intention de Léon Schlumpf d'éviter jusqu'à l'apparence d'un oubli dans la rédaction de son bilan, et de se garantir par celle-ci contre les dispositions pénales qui atteignent le failli convaincu d'avoir dissimulé une partie de son actif ;

Attendu que cette dernière explication, admissible en soi, devient plus plausible encore eu égard aux circonstances suivantes : 1° au passif du bilan, Léon Schlumpf n'a pas porté les primes à acquitter pour l'assurance et dont le paiement allait désormais incomber à la masse des créanciers, si l'assuré, après avoir révoqué à son profit personnel la stipulation, avait voulu transmettre à cette masse le bénéfice de l'assurance ; 2° quand Léon Schlumpf a rédigé son bilan, il ne devait être rien moins que disposé à transférer de sa femme à ses créanciers les avantages de l'assurance, alors que sa mise en liquidation judiciaire était motivée par le refus d'accepter en nantissement la police d'assurance, que quelques jours auparavant il avait essuyé de la part d'un groupe de créanciers pour la somme considérable de 88,000 francs, le groupe Villain ;

Attendu que par ces considérations la cour donnera effet à l'acceptation de la stipulation par la dame Schlumpf sous l'offre par elle réitérée de rembourser au liquidateur Basset les primes payées par lui ;

Attendu qu'il échet de donner acte à Edouard Schlumpf de ce qu'il s'en rapporte à justice sur le mérite de la demande de sa mère contre Basset ;

Sur les dépens :

Attendu que Basset succombant dans sa défense, il y a lieu de le condamner aux dépens de première instance et d'appel, et de comprendre dans ces dépens comme ayant été occasionnés par sa résistance, et par suite, à titre de dommages-intérêts, tous droits quelconques d'enregistrement perçus ou à percevoir à l'occasion du litige ;

Attendu que, de même que le jugement, quant aux dépens exposés par Edouard Schlumpf, avait ordonné leur emploi et leur paiement par le liquidateur en frais privilégiés de liquidation judiciaire, cet arrêt ordonnera l'emploi et le paiement par Basset ès qualité en frais de liquidation judiciaire des dépens exposés en appel par Edouard Schlumpf ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel émis par la veuve Schlumpf contre le jugement du Tribunal civil de Mâcon et y faisant droit ;

Infirme ce jugement dans la mesure ci-après fixée ;

Déclare mal fondées les conclusions de Basset tendant à faire attribuer aux créanciers de Léon

Schlumpf le bénéfice de l'assurance contractée par celui-ci ;

Dit que ce bénéfice appartient à la veuve Schlumpf et lui donne acte de son offre faite et réitérée de rembourser au liquidateur toutes primes payées par lui ;

Donne acte à Edouard Schlumpf de ce qu'il s'en rapporte à justice sur le mérite de la demande de sa mère, et ordonne que le liquidateur emploiera et acquittera comme frais privilégiés de liquidation judiciaire les dépens exposés en appel par Edouard Schlumpf ;

Condamne Basset ès qualité aux dépens de première instance et d'appel, lesquels comprendront à titre de dommages-intérêts tous droits quelconques d'enregistrement perçus ou à percevoir à l'occasion du litige ; quant aux dispositions du jugement non contraires à celles du présent arrêt telles que celle relative aux dépens d'Edouard Schlumpf, dit qu'elles continueront à produire effet.

M. VIELLARD-BARON av. gén. — Mes GOUGET et DUMONT (ce dernier du barreau de Mâcon) av.

Note. — La révocation d'une assurance sur la vie peut être expresse ou tacite.

Expresse, elle résulte, par exemple, de la substitution sur la police du nom d'un nouveau bénéficiaire à celui du bénéficiaire primitivement désigné, ou de toute autre manifestation de volonté, écrite ou verbale, non ambiguë.

Tacite, elle résulte de tout acte qui ne peut pas être concilié avec le maintien de l'assurance à son bénéficiaire. Et cet acte peut consister lui-même soit dans la suppression de l'assurance, soit dans son déplacement au profit d'un nouveau bénéficiaire.

Le cas le plus fréquent de la suppression de l'assurance est celui qui se réalise par le non-paiement des primes, lequel entraîne la résiliation du contrat. V. note de M. Dupuich (D. 96.2.475) ; et Cass. 22 juin 1891 (S. 92.1.177).

Quant aux actes qui ont pour résultat de conférer à un nouveau bénéficiaire le droit de toucher l'assurance stipulée au profit du tiers primitif, ils consistent soit dans une convention entre l'assureur et l'assuré, c'est-à-dire dans un avenant : Rouen 12 mai 1871 (S. 71.2.279 — D. 72.2. 203) ; Douai 14 février 1887 (S. 88.2.49 et note Labbé) ; soit dans une convention à laquelle l'assureur reste étranger et qui peut revêtir des formes variables, par exemple, la tradition manuelle au nouveau bénéficiaire, si la police est au porteur ; son endossement, si elle est à ordre, ou l'un des modes quelconques autorisés par la loi civile, transport-cession, donation entre-vifs, testament, si elle n'est ni à ordre ni au porteur. V. note précitée, et Fuzier-Hermann, v° Assurances sur la vie, nos 318 à 344 *passim*.

Le nantissement de la police est parfois considéré comme emportant, en principe, révocation de l'assurance. V. Lefort, Traité du contrat d'assurance sur la vie, t. II, p. 148. Mais cette opinion nous paraît trop absolue. Il faut distinguer suivant les cas. Jugé, par exemple, que n'emporte pas révocation tacite de l'assurance souscrite par le mari au profit de sa femme le fait par le mari d'avoir remis la police d'assurance à la compagnie en garantie d'un prêt à lui consenti : Paris 10 mars 1896 (S. 98. 2. 245 — D. 96.2.465). Jugé en sens contraire : Rouen 23 mars 1893 (Journ. Assur. 1894, p. 22). Mais, dans cette dernière espèce, il n'y avait pas eu de la part du stipulant un simple dépôt de police, comme dans la première espèce ; le stipulant, dit l'arrêt, « en offrant en garantie à son créancier le bénéfice de la police d'assurance et *en lui promettant de faire le nécessaire pour lui en assurer le transport régulier*, révoquait par là même la stipulation primitivement faite au profit de sa femme ». La solution à donner à la question varie donc suivant les termes et les circonstances du contrat de nantissement : c'est, dans chaque cas, une appréciation de fait soumise au juge et qui échappe, par suite, à la censure de la Cour de cassation.

265-266-267-268

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

1er août 1900.

Présidence de M. Tanon.

FAILLITE. — CESSATION DES PAIEMENTS. — DATE. — DEMANDE DE REPORT. — SYNDIC. — PROCÉDURE. — REQUÊTE. — DÉLAI. — JUGEMENT.

1° La demande en report de la date de la cessation des paiements d'un failli peut être valablement formée par le syndic par voie de simple requête adressée au tribunal.

Le tribunal peut d'ailleurs prononcer d'office ce report, et, dès lors, se saisir de la question en l'absence de toute demande ou à défaut d'une demande régulière du syndic.

2° Le délai accordé par l'art. 581 C. com. aux créanciers pour demander le report de la date de la cessation des paiements du failli est également applicable au syndic représentant de la masse des créanciers.

3° Ledit article d'ailleurs ne se réfère qu'à la demande en report et nullement à l'époque où est rendu le jugement qui statue sur cette demande : lorsque la demande a été formée dans le délai de l'art. 581, le jugement de report est régulièrement prononcé par la suite même après l'expiration de ce délai.

Moutier c. faillite Bruniquel.

LA COUR,

Sur le premier moyen :

Attendu que le pourvoi prétend que l'arrêt attaqué a refusé à tort de déclarer forclose par application de l'art. 581 C. com. une demande en report de la date de la cessation des paiements du failli Bruniquel parce que le syndic ne l'aurait formée que par requête ;

Attendu, d'une part, qu'aucun texte de loi n'interdit au syndic de faire une telle demande au moyen d'une requête ; que, d'autre part, le tribunal peut modifier la date fixée d'abord par lui pour la cessation des paiements ; qu'il aurait donc pu se saisir de la question en l'absence de toute demande

ou à défaut d'une demande régulière du syndic; qu'ainsi le moyen n'est pas fondé;

Sur le second moyen :

Attendu qu'aux termes de l'art. 581 C. com. aucune demande des créanciers, tendant à faire fixer la date de la cessation des paiements à une époque autre que celle qui résulterait du jugement déclaratif de faillite ou d'un jugement postérieur, ne sera recevable après l'expiration des délais pour la vérification et l'affirmation des créances; que l'art. 581 se réfère à la demande des créanciers et non à l'époque où est rendu le jugement qui statue sur cette demande; que le délai accordé par l'art. 581 aux créanciers pour le report est évidemment applicable au syndic, représentant de la masse des créanciers; que, dans l'espèce, le délai fixé par l'art. 581 expirait seulement le 14 juin 1896; qu'il résulte des constatations de l'arrêt que la requête du syndic tendant au report était bien antérieure à cette date; que d'après les qualités du jugement du 30 juillet 1896 le tribunal civil jugeant commercialement avait, dans son audience du 9 juin 1896, fixé la cause pour être plaidée à une audience ultérieure; qu'ainsi, dès le 9 juin, c'est-à-dire avant l'expiration des délais de l'art. 501, le tribunal se trouvait saisi de la question de report; qu'il avait le droit et le devoir de fixer la date réelle de la cessation des paiements d'après les renseignements qui résulteraient du rapport du juge-commissaire, des plaidoiries et des documents de la cause; qu'en le faisant, il n'a pas pu commettre un excès de pouvoir; que l'arrêt attaqué, qui le décide ainsi et qui est dûment motivé, n'a pas violé les articles de loi visés au pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par Moutier contre l'arrêt de la Cour de Pau du 30 mai 1899.

MM. GEORGE-LEMAIRE rapp.; MÉRILLON av. gén. — Me DUFOUR av.

Note. — I.— Sur le premier point : La Cour de Nîmes, par un arrêt en date du 24 juillet 1891, maintenu sur pourvoi par la Chambre des requêtes le 5 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.2.538 — S. 94.1.486 — D. 93.1.519), avait déjà jugé dans le même sens que la demande en report d'ouverture de la faillite peut être valablement intentée par voie de simple requête adressée au tribunal, et même verbalement par le syndic à qui le tribunal peut, en ce cas, en donner acte : le tribunal, qui peut prononcer d'*office* le report, avait dit la Cour de Nîmes, le peut à plus forte raison sur une demande portée devant lui par le syndic en cette forme. C'est ce qui résulte également des motifs d'un arrêt de la Cour de Paris du 13 mars 1897 (Journ. des faill. 1897.204), qui proclame d'ailleurs que ce mode de procéder par voie de présentation de requête n'est que facultatif, et n'exclut en aucune façon le droit du syndic de procéder aux fins de report par voie d'assignation conformément aux règles ordinaires du droit, en dirigeant sa demande contre une partie qui a des intérêts opposés à ceux de la masse, tel, par exemple, un créancier hypothécaire.

II. — Sur le deuxième point : V. conf. Cass. 21 décembre 1858 (S. 59.1.469 — J. du P. 59.897 — D. 59.1.36). *Sic* : Laroque-Sayssinel et Dutruc. Faill. et banquer., t. II, n° 1803; Alauzet, Comment. du C. com., t. VIII n° 2857.

III. — Sur le troisième point : V. également conf. Cass. 22 janvier 1861 (S. 62.1.85 — J. du P. 62.765 — D. 61.1. 365); Cass. 5 juin 1893 précité. *Adde* : Laroque-Sayssinel et Dutruc, *op. cit.*, nos 1805; Alauzet, *op.* et *loc. cit.*

COUR D'APPEL DE PARIS (6e CH.)

11 mai 1900.

Présidence de M. Poupardin.

VENTE COMMERCIALE. — FONDS DE COMMERCE. — GARANTIE. — MAJORATION DE LA VENTE QUOTIDIENNE. — ABSENCE DE MANŒUVRES DOLOSIVES. — DIMINUTION DU PRIX. — REVENTE.

Les inexactitudes dans les déclarations du vendeur d'un fonds de commerce qui, sans avoir déterminé l'acquéreur à traiter, ont eu pour unique effet, en l'induisant en erreur sur la valeur du fonds, de l'amener à payer un prix plus élevé, autorisent le juge à prononcer non la résiliation de la vente, mais seulement une réduction du prix, alors surtout que la situation a cessé d'être entière par le fait même de l'acquéreur et la revente qu'il a consentie du fonds, laquelle a été suivie d'une seconde revente consentie à un tiers.

Spécialement, il en est ainsi lorsque le vendeur d'un fonds de commerce de laitier-nourrisseur et d'épicerie ne peut pas fournir la justification qu'il avait promise de la production de la vente journalière de lait indiquée au contrat.

Tardy c. Laroussinie.

LA COUR,

Considérant que la demande de Tardy a pour objet de faire prononcer la nullité de la vente qui a été consentie au susnommé par Laroussinie d'un fonds de commerce de laitier-nourrisseur et d'épicerie et de faire condamner ledit Laroussinie à la restitution des sommes payées en conséquence de ladite vente, ainsi que des dommages-intérêts; qu'aux termes de l'assignation introductive d'instance et des conclusions prises devant la cour, la demande est fondée tant sur le dol dont Tardy prétend avoir été victime que sur le défaut de la justification que Laroussinie s'était obligé à fournir d'une vente journalière de 400 litres de lait produit par les trente-cinq vaches du fonds et vendu moitié à 0 fr. 30 et moitié à 0 fr. 35 le litre; que les premiers juges ont justement apprécié que la preuve de manœuvres dolosives n'était pas apportée;

Mais considérant que Laroussinie n'a pas fourni la justification qu'il avait promise de la production et de la vente de lait indiquées au contrat; qu'il résulte des documents de la cause que cette production et

cette vente n'atteignent pas le chiffre fixé; que, cependant, les inexactitudes dans les déclarations de Laroussinie à cet égard ne sont pas telles qu'elles doivent être considérées comme ayant déterminé l'acquéreur à traiter; qu'en l'induisant en erreur sur la valeur du fonds elles l'ont seulement amené à payer un prix plus élevé; que d'ailleurs la situation n'est plus entière par le fait même de Tardy et la revente qu'il a consentie du fonds, laquelle a été suivie d'une seconde revente à un tiers; que, dans ces circonstances de fait, il y a lieu non à annulation de la vente dans les termes où l'appelant la demande, mais à diminution de prix; que la cour possède les éléments d'appréciation nécessaires pour fixer le montant de cette diminution à la somme de 5,000 francs;

Par ces motifs,

Met l'appellation et le jugement dont est appel à néant;

Emendant et déchargeant l'appelant des condamnations et dispositions qui lui font grief :

Condamne Laroussinie à rembourser à Tardy la somme de 5,000 francs sur le prix payé par celui-ci pour l'acquisition du fonds de commerce dont s'agit au débat, et en plus les droits d'enregistrement afférents à ladite somme et perçus sur l'acte de vente, et ce avec intérêts au taux légal du jour de la demande;

Déclare Tardy mal fondé dans le surplus de ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute;

Ordonne la restitution de l'amende;

Condamne Laroussinie aux dépens de première instance et d'appel.

M. Pompéï subst. proc. gén. — Mes Thierry et de Las Cases av.

Note. — Il est de jurisprudence constante que la majoration par le vendeur des bénéfices d'un fonds de commerce n'entraîne qu'une diminution du prix, si cette majoration n'a pas entraîné l'acquéreur à consentir au contrat : Paris 28 novembre 1894 (Gaz. Pal. 95.1.30); 16 mai 1895, 28 mai 1895 et 31 décembre 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Vente com., nos 87, 88 et 89); Cass. 15 février 1898 (D. 98.1.192). Mais quand cette majoration a été la cause déterminante du consentement de l'acquéreur, alors, le consentement de ce dernier ayant été vicié, la vente est nulle; tandis que, dans la première hypothèse, l'adhésion surprise, s'appliquant à une majoration du prix, est nulle seulement dans la mesure où elle a été causée par l'erreur, et, dès lors, entraîne dans cette mesure seulement une réduction du prix. L'acheteur eût traité quand même, mais à un prix moindre : pourquoi dès lors annuler le contrat? V. Trib. com. le Havre 2 mai 1892 (Rec. Havre 92.1.71); Paris 17 mai 1893 (Gaz. Pal. 93. 2.51); Trib. com. Seine 14 mars 1896 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Vente com., nos 456); 2 décembre 1897 (Journ. trib. com. 1898, p. 247.)

Il est nécessaire d'ailleurs, même dans la première hypothèse, que la majoration de prix n'ait pas été obtenue à l'aide de manœuvres dolosives, le dol étant toujours une cause de nullité des contrats. V. Cass. 15 février 1898 précité.

Dans l'espèce rapportée par l'arrêt reeueilli, une circonstance de fait indiquée dans un des attendus était d'ailleurs de nature à faire obstacle, dans une certaine mesure, à l'annulation du contrat. L'acquéreur ayant revendu son fonds, lequel avait été ensuite l'objet d'une seconde revente, l'annulation de la vente par laquelle il était devenu propriétaire aurait eu pour effet d'anéantir la propriété de ses deux cessionnaires, médiat et immédiat, et en demandant cette annulation, il manquait à l'obligation de garantie dont il était tenu. Le tribunal ne pouvait, dans ces conditions, accueillir cette demande.

COUR D'APPEL DE BESANÇON

1er août 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

COMPÉTENCE COMMERCIALE. — DÉBAT ENTRE UN COMMERÇANT ET UN NON-COMMERÇANT. — DROIT DE CHOISIR LA JURIDICTION CIVILE OU COMMERCIALE. — COMPÉTENCE ATTRIBUÉE AU JUGE DE PAIX PAR UNE LOI SPÉCIALE. — CONTESTATION ENTRE PATRON ET OUVRIER.

Lorsqu'un débat judiciaire s'élève entre deux parties dont l'une seulement est commerçante ou à propos d'un acte qui n'est commercial que pour l'une d'elles, la partie qui n'est pas commerçante et qui n'a pas fait acte de commerce ne perd pas, en se constituant demanderesse, le droit d'être jugée par la juridiction civile compétente à son égard, et peut, à son choix, actionner le défendeur commerçant soit devant ladite juridiction, soit devant le tribunal de commerce.

Et ce droit d'option s'exerce non seulement lorsqu'il s'agit de choisir entre un tribunal civil et un tribunal de commerce, mais encore lorsqu'au regard du tribunal de commerce, un juge de paix a reçu compétence, par la disposition d'une loi spéciale, telle que l'art. 5 § 3 de la loi du 25 mai 1838 relatif aux contestations entre patrons et ouvriers.

Richard c. Bost.

Le Tribunal civil de Beaume-les-Dames, jugeant commercialement, avait rendu, le 14 mars 1900, le jugement suivant :

« Attendu que le juge de paix est compétent pour connaître des contestations relatives aux engagements respectifs des patrons et de leurs ouvriers à quelque valeur que s'élève la demande; que l'engagement verbal contracté entre Bost frères et leur ouvrier Richard est d'une nature exclusivement civile; que si l'espèce dont s'agit ne rentrait pas dans les attributions de la compétence du juge de paix, on ne verrait pas trop celles qui pourraient y donner lieu, cette affaire étant par essence même la véritable contestation entre patron et ouvrier, relative à des engage-

ments réciproques engendrant des droits et des obligations qui en eux-mêmes n'ont pas un caractère commercial, mais au contraire exclusivement civil et dès lors de la compétence du juge de paix;

« Par ces motifs,

« Se déclare d'office incompétent. »

Appel par Richard. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu, lorsqu'un débat judiciaire s'élève entre deux parties dont l'une seulement est commerçante, ou à propos d'un acte qui n'est commercial que pour l'une d'elles, la partie qui n'est pas commerçante et qui n'a pas fait acte de commerce ne perd pas, en se constituant demanderesse, le droit d'être jugée par la juridiction civile compétente à son égard, et peut à son choix actionner le défendeur commerçant soit devant ladite juridiction, soit devant le tribunal de commerce (Cass. 5 février 1896);

Attendu que ce droit d'option est certain et s'exerce non seulement lorsqu'il s'agit de choisir entre un tribunal civil et un tribunal de commerce, mais encore lorsqu'au regard du tribunal de commerce, un juge de paix a reçu compétence par la disposition d'une loi spéciale, telle que l'art. 5 § 3 de la loi du 25 mai 1838, relatif aux contestations entre patrons et ouvriers, parce que ce texte n'a pas eu pour effet de modifier les règles générales de la compétence (Cass. civ. 23 mai 1882); qu'il en résulte que, lorsque Richard, ajusteur mécanicien, a assigné les frères Bost, industriels, chez lesquels il travaillait, en résolution du contrat de louage de service intervenu entre les parties et en même temps en dommages-intérêts pour brusque renvoi, il avait, ensuite de la faculté d'option qui lui était ouverte par la loi, le droit de saisir du litige la juridiction commerciale; que c'est donc à tort que les juges de commerce devant lesquels le débat avait été régulièrement porté, se sont déclarés d'office incompétents;

Sur les dépens :

Attendu qu'il convient de les joindre au principal pour être supportés par la partie qui sera, sur le fond, reconnue en tort;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel d'Ernest Richard d'un jugement du Tribunal civil de Baume, jugeant en matière de commerce le 14 mars 1900;

Reçoit en la forme l'appel contre lequel aucune fin de non-recevoir n'est élevée;

Réformant : sur la compétence :

Dit que c'est à tort que le tribunal de commerce s'est déclaré d'office incompétent; met à néant sa décision;

Au fond :

Renvoie la cause et les parties devant le Tribunal civil de Montbéliard jugeant en matière de commerce;

Joint les dépens d'instance et d'appel en principal;

Et dit que ce faisant il est à suffire statué sur les conclusions des parties.

M. ALLAIN subst. proc. gén. — Mes DROUHARD et GUERRIN av.

Note. — Le principe est posé dans des termes identiques par l'arrêt de la Cour de cassation du 5 février 1896 (Gaz. Pal. 96.1.292 — S. 96.1.455 — D. 96.1.575), auquel l'arrêt recueilli se réfère. V. également dans le même sens: Lyon 12 août 1891 (Gaz. Pal. 92.1.324).

Mais la question est vivement controversée de savoir si ce principe peut recevoir une application dans les cas où une loi spéciale attribue compétence au juge de paix, et particulièrement dans l'hypothèse d'une demande formée par un ouvrier ou employé contre son patron commerçant. V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Poitiers 20 février 1851 (D. 52.2.129); Cass. 23 mai 1882 (D. 83.1.289); et *contrà* : Besançon 5 décembre 1843 (D. 45.4.95); Riom 3 janvier 1846 (D. 49.2.139); Caen 14 novembre 1849 (D. 50.5.80), Nancy 2 juillet 1873 (D. 74.2.77).

269-270-271

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

16 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

EXPERT-EXPERTISE. — RAPPORT DES EXPERTS. — RÈDACTION. — JOUR ET HEURE. — AVIS AUX PARTIES.

Aucun article de loi ne prescrit, en matière d'expertise, que les parties soient avisées du lieu et du jour de la rédaction du rapport des experts.

Il suffit pour la régularité de l'expertise que les circonstances, dans lesquelles, en fait, elle a été poursuivie aient permis aux parties de la contrôler et de formuler leurs observations.

Lafon c. Pebeyre.

LA COUR,

Sur le moyen de cassation pris de la violation des art. 315 et 317 C. pr. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu, d'une part, que la décision attaquée est basée à la fois sur les dépositions des témoins recueillies par l'expert en présence des parties et sur les opérations auxquelles l'expert s'est livré et au sujet desquelles l'arrêt déclare que ces opérations qui ont eu lieu dans l'immeuble même du demandeur en cassation n'ont pu être faites à son insu;

Attendu, d'autre part, qu'aucun article de loi ne prescrit que les parties soient avisées du lieu et du jour de la rédaction du rapport et qu'en fait, ainsi que l'arrêt attaqué le constate, les circonstances dans lesquelles l'expertise s'est poursuivie ont permis aux parties de la contrôler et de formuler leurs observations; d'où il suit que ledit arrêt qui est

dûment motivé n'a pas violé les articles de loi ci-dessus visés;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Lafon contre l'arrêt de la Cour d'Agen du 17 mars 1899.

MM. LARDENOIS rapp.; MELCOT av. gén. — Me DE LALANDE av.

Note. — Ces solutions sont conformes à la jurisprudence antérieure de la Cour de cassation, qui a, en effet, déjà décidé, d'une part, que la rédaction du rapport hors du lieu de l'expertise, sans indication par les experts des jour, lieu et heure où cette rédaction aurait lieu, n'emporte point nullité : Cass. 7 décembre 1826 (S. chr.), et qu'en conséquence, si l'une des parties fait défaut, il n'est pas nécessaire de lui signifier par exploit l'indication des jour, lieu et heure de la rédaction du rapport : Cass. 19 novembre 1838 (S. 38.1.609); d'autre part, et en tout cas, qu'aucune nullité n'est proposable de ce chef par la partie qui a été à même de fournir ses dires et présenter ses observations devant les experts : Cass. 11 novembre 1829 (S. chr.); 26 novembre 1866 (S. 67.1.38 — J. du P. 67.57 — D. 67.I.64); 2 décembre 1868 (S. 69.1.55 —J. du P. 69.123). V. également : Poitiers 25 novembre 1872 (S. 73.2.149 — J. du P. 73.692 — D. 73.2.93).

COUR D'APPEL DE PARIS (1re CH.)

4 mai 1900.

Présidence de M. Ricard.

MARQUE DE FABRIQUE. — PRODUIT PHARMACEUTIQUE. — ANTIPYRINE. — DÉNOMINATION GÉNÉRIQUE. — NULLITÉ DE LA MARQUE.

1° Si la loi du 5 juillet 1844 interdit aux pharmaciens de prendre un brevet pour la protection des inventions qu'ils peuvent faire d'un nouveau médicament, la loi des 23-27 juin 1857 ne les empêche pas de protéger les produits de leur fabrication par une marque de fabrique qui en garantira la provenance.

2° Cette marque peut consister en une simple dénomination, pourvu qu'elle soit arbitraire et de fantaisie, et ne révèle pas par elle-même, soit la nature particulière, soit la vertu propre et médicale du produit déposé.

S'il en était autrement, le fabricant d'un produit pharmaceutique s'assurerait aisément le monopole de la vente en même temps que celui de la fabrication du produit.

Spécialement, le mot antipyrine, emprunté au vocabulaire des médecins et pharmaciens, dans lequel on trouve l'adjectif « antipyrétique », employé depuis près de cent ans pour désigner une catégorie de médicaments fébrifuges, désigne clairement, comme son étymologie l'indique, un remède spécifique contre le feu de la fièvre, et ne présente pas le caractère de banalité arbitraire ou de fantaisie exigé par la loi de 1857.

3° Si, à la vérité, il a été constaté, depuis la découverte de ce médicament, qu'il était bien plus un dolorifuge qu'un fébrifuge, il est certain que ses qualités fébrifuges et antipyrétiques existent et étaient les seules connues à l'époque de la création de ce mot.

Syndicat des pharmaciens de Paris c. Société des Couleurs d'aniline.

A la suite de nombreux articles de journaux, dans lesquels la Compagnie des Couleurs d'aniline, propriétaire de la marque « Antipyrine », appliquée à un produit pharmaceutique, menaçait de poursuivre comme contrefacteur tout pharmacien qui délivrerait un autre produit que celui de la compagnie, chaque fois que le médecin formulé « antipyrine », le Syndicat des pharmaciens prit l'initiative d'une instance en nullité de la marque déposée.

Le 26 juillet 1898, la 3e chambre du Tribunal de la Seine repoussa cette demande par le jugement ci-dessous :

« Attendu que la dénomination donnée à un produit pharmaceutique par l'inventeur ou premier préparateur est susceptible d'appropriation lorsque cette dénomination n'est pas devenue le moyen usuel et nécessaire pour faire comprendre la nature du produit et n'est pas ainsi tombée dans le domaine public; que les dispositions de la loi des 23-27 juin 1857 protègent aussi bien les produits pharmaceutiques que les autres produits fabriqués;

« Attendu que la dénomination « antipyrine », adoptée par le docteur Knorr en 1880 pour désigner un produit appelé d'abord par lui la diméthyloxiquinizine au cours de travaux ayant pour but de faire artificiellement de la quinine, est un nom arbitrairement choisi par l'inventeur en vue de s'en assurer l'usage exclusif; qu'il présente le caractère d'originalité exigé par la loi de 1857; que si l'étymologie du nom rappelle une des propriétés thérapeutiques attribuées, à l'origine, au produit, il n'est pas possible de dire que ce soit un nom emprunté à la substance faisant l'élément principal et actif du remède; que la dénomination antipyrine est si peu un terme générique nécessaire à la désignation du produit, la diméthyloxiquinizine, qu'il en existe une autre, « analgésine », donnée en 1887 pour indiquer le même produit, et que ce sont précisément les propriétés analgésiques du médicament qui en font le succès; que la dénomination antipyrine doit être rangée dans la catégorie des noms de fantaisie pouvant constituer une marque de fabrique; qu'à l'appui de sa demande, Rièthe sou-

tient ensuite que la marque revendiquée serait dans le domaine public;

« Mais attendu que rien ne prouve que le docteur Knorr ou ses concessionnaires aient renoncé à leurs droits, qu'ils aient abandonné au domaine public une désignation prise par eux dans leur exclusif intérêt; que les documents du procès établissent au contraire que, dès le 11 février 1884, la Compagnie parisienne des couleurs d'aniline, avec l'assentiment de Knorr lui-même qui l'atteste, a pris un brevet pour le procédé de production des oxypyrazols connus dans le commerce sous le nom d'antipyrine; que l'année suivante elle en a pris un nouveau, complétant et perfectionnant le premier et que le même jour elle a déposé comme marque de fabrique la dénomination antipyrine; que le certificat de dépôt énonce : « La marque consiste dans la dénomination anti-« pyrine et constitue la marque de fabrique de la « société »;

« Attendu que cette dénomination étant bien l'élément essentiel de la marque déposée ainsi que l'explique la description ainsi conçue : « La « marque est caractérisée par la dénomination an-« tipyrine, que nous donnons à un produit fébri-« fuge antiseptique, et pouvant encore avoir « d'autres applications thérapeutiques, de notre « fabrication », on doit en déduire que le dépôt fait en 1885, suffisamment précis dans ses termes, protégeait, à cette date, la dénomination antipyrine; qu'il est donc à tort allégué que le mot antipyrine serait devenu une dénomination du domaine public, par suite de l'inaction prolongée de la compagnie défenderesse;

« Attendu, quant à la régularité du dépôt, que le demandeur prétend que la compagnie défenderesse cessionnaire du droit d'exploiter le produit inventé par le docteur Knorr ne pouvant avoir plus de droits en France que celui-ci et la maison d'Hœhst-sur-le-Mein n'en avaient dans leur propre pays, ne saurait valablement revendiquer la dénomination antipyrine comme marque de fabrique; qu'il expose qu'au moment où cette dénomination a été employée pour la première fois, créée sous le régime de la loi d'empire du 30 novembre 1874, elle a suivi le sort de toute marque composée exclusivement de lettres, chiffres ou mots qui, aux termes de l'art. 3 de la loi, n'était pas protégée;

« Mais attendu que, si l'interprétation de la loi de 1857 permet à un négociant allemand de faire protéger en France la marque qu'il y dépose, sans qu'il soit besoin d'examiner la possibilité pour lui de faire respecter cette marque en Allemagne, à plus forte raison une société française, cessionnaire du droit de fabriquer un produit inventé par un Allemand, a-t-elle le droit, usant des facultés que lui accorde la loi précitée, de faire déposer sa marque de fabrique et de la faire protéger en France; qu'à ce point de vue la marque déposée en 1888 n'est pas nulle; qu'il ressort de ce qui précède que la dénomination antipyrine créée par le docteur Knorr et régulièrement déposée en France le 18 février 1888 par la Compagnie parisienne des couleurs d'aniline, constitue la propriété exclusive de cette dernière; que la demande de Rièthe ne doit point être accueillie;

« Par ces motifs,

« Déclare le demandeur mal fondé en ses actions et conclusions, l'en déboute;

« Et le condamne aux dépens dont distraction est faite au profit de Me Messelet avoué, qui l'a requise aux offres de droit.

Le Syndicat des pharmaciens de Paris et de la Seine a relevé appel de cette décision; et la 1re chambre de la Cour de Paris, sur plaidoiries de Me Allart pour les appelants et de Me Pouillet pour la Société des Couleurs d'aniline, a statué dans les termes suivants :

LA COUR,

Considérant que, le 26 janvier 1897, le président de la chambre syndicale des pharmaciens de Paris et de la Seine a introduit contre la Société parisienne des couleurs d'aniline une action ayant pour objet de faire décider que ladite compagnie est sans droit pour revendiquer la propriété exclusive de la dénomination antipyrine appliquée à un produit pharmaceutique fabriqué par elle, et de faire, en conséquence, prononcer la nullité de la marque de fabrique déposée par elle sous cette seule dénomination, au greffe du Tribunal de la Seine, le 18 février 1888;

Considérant que cette demande a été déclarée mal fondée; que, pour ainsi statuer, les premiers juges se sont fondés sur ce principe que l'inventeur ou premier préparateur d'un produit pharmaceutique est autorisé à s'approprier d'une manière exclusive la dénomination de ce produit, à la condition seulement qu'elle ne soit pas usuelle et nécessaire, qu'elle ne révèle ni la nature, ni la vertu substantielle du produit; qu'en fait, les premiers juges ont vu dans le mot « antipyrine » une appellation de pure fantaisie, choisie arbitrairement par l'inventeur du produit, le docteur Knorr, et de nature à satisfaire par le simple dépôt de ce mot aux prescriptions de la loi des 23-27 juin 1857 qui protège la fabrication du produit pharmaceutique au même titre que tous autres produits fabriqués;

Considérant que le jugement entrepris ajoute, à titre d'exemple, que le mot « antipyrine » est si peu

générique et nécessaire que le produit ainsi désigné par le docteur Knorr aurait pu l'être indifféremment par tout autre mot, et entre autres par celui d' « analgésine » exprimant la vertu dolorifuge du remède; qu'enfin il est fait observer par la décision dont est appel que la Société parisienne des couleurs d'aniline n'a cessé de revendiquer à aucun moment le monopole de la fabrication du produit déposé sous le nom « antipyrine »; qu'ainsi ce mot n'est pas tombé dans le domaine public et a été à bon droit approprié par ladite société;

Considérant qu'il convient d'examiner la portée juridique de la décision dont est appel et les moyens de fait relevés à l'appui de cette décision;

Considérant que des dispositions rapprochées de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention et de la loi des 23-27 juin 1857, sur les marques de fabrique, il résulte bien que si nul produit pharmaceutique ne peut être breveté, la fabrication d'un produit de même nature peut faire, au contraire, l'objet d'un droit privatif et son titre seul être déposé utilement; qu'il est par ce moyen protégé par la loi à l'égal de tout autre produit fabriqué; que, cependant, pour qu'il en puisse être ainsi et qu'il soit à la fois satisfait aux dispositions spéciales des lois de 1844 et de 1857, il est indispensable que la dénomination choisie pour désigner le produit pharmaceutique, à la différence de tout autre produit, soit une dénomination de fantaisie et non pas une marque usuelle et nécessaire, capable de révéler par son seul énoncé soit la nature particulière, soit la vertu propre et médicale du produit déposé; que s'il en était autrement tout fabricant d'un produit pharmaceutique s'assurerait aisément le monopole de la vente du produit en même temps que celui de sa fabrication et ferait ainsi échec aux dispositions susvisées des lois de 1844 et 1857;

Considérant, dès lors, que le seul point à examiner dans l'espèce soumise à l'appréciation de la cour, est de savoir si le mot « antipyrine », en le supposant régulièrement déposé par la Société parisienne des couleurs d'aniline, est un mot banal et de fantaisie, arbitrairement choisi en vue d'un dépôt légal comme l'ont pensé les premiers juges, ou si, au contraire, il a été intentionnellement adopté par son auteur le docteur Knorr pour le faire accepter dans le monde médical et pour répondre aux besoins de la thérapeutique;

Considérant qu'à ce point de vue tout concourt à établir que le mot adopté par Knorr, loin de relever du caprice ou de la fantaisie, a été par lui emprunté au vocabulaire médical; que, par son origine, son objet, et l'usage qui en a été fait par ce savant, ce mot révèle tout ensemble une découverte scientifique et une application de cette découverte à l'art de guérir;

Considérant, en effet, qu'il n'est pas contesté que le docteur Knorr a simplement substitué le mot « antipyrine » à une formule chimique primitivement donnée au produit par lui découvert; qu'en effet, appliqué à la recherche d'un procédé chimique de fabrication artificielle de la quinine et de la quinizine, deux substances essentiellement fébrifuges ou antipyrétiques, il a, au cours de ses recherches, découvert un produit nouveau, considéré par lui comme un fébrifuge plus actif que les deux autres; qu'il a d'abord donné à ce produit le nom purement scientifique de « diméthyloxyquinizine », mais que bientôt pour les besoins de la pratique, il a substitué à ce nom celui d'antipyrine, simple dérivé de adjectif « antipyrétique », usité depuis près d'un siècle pour désigner le caractère particulier des substances fébrifuges; qu'ainsi, à vrai dire, le mot « antipyrine » désigne clairement un remède spécifique contre le feu de la fièvre comme son étymologie l'indique;

Considérant, d'autre part, que ce même mot a été employé par Knorr lui-même et par d'autres savants dans un grand nombre de publications scientifiques, excluant toute banalité et toute fantaisie; qu'en outre, le mot antipyrine est entré, pour ainsi dire, d'emblée dans le vocabulaire des médecins et des pharmaciens; qu'il a été universellement adopté par les malades, même les moins intellectuels; qu'ainsi il est tombé dans le domaine public avant même que la Société parisienne des couleurs d'aniline ait tenté de se l'approprier;

Considérant qu'à la vérité, et postérieurement au dépôt fait de ce mot par la Société parisienne, l'antipyrine a été reconnue non seulement comme un fébrifuge actif tel que l'avait jugé le docteur Knorr, mais aussi comme un dolorifuge énergique; qu'il est exact que c'est surtout sous cet aspect médical que ce remède apparaît aujourd'hui et que son importance thérapeutique ne cesse d'être proclamée; que les premiers juges en infèrent que ce remède aurait pu aussi bien être appelé « analgésine » que dénommé « antipyrine »; mais que ce mot même eût révélé nécessairement l'une des vertus scientifiques du produit; que, d'ailleurs, c'est comme fébrifuge sûr que Knorr a considéré l'antipyrine et que la Société parisienne des couleurs d'aniline s'en est approprié le nom; que de tout ce qui précède il résulte que le mot antipyrine est un nom générique, qu'il n'a pu à aucune époque être à bon droit revendiqué comme une marque de fabrique; que ce mot relève de la science médicale et non de la fantaisie individuelle; qu'au lendemain de sa création par Knorr ou plus exactement de son emprunt au vocabulaire des médecins, il est en réalité tombé dans le domaine public et n'a pu, dès lors, être utilement approprié par la Société parisienne des couleurs d'aniline;

Par ces motifs,

Infirme le jugement dont est appel; et statuant à nouveau, dit et juge que la Compagnie parisienne des couleurs d'aniline est sans droit pour revendiquer la propriété exclusive de la dénomination pure et simple d'antipyrine; prononce la nullité des marques déposées par elle sous ce seul et unique

titre; ordonne la restitution de l'amende; condamne la compagnie intimée en tous les dépens de première instance et d'appel.

Me H. ALLART pour le Syndicat des pharmaciens de la Seine et Me POUILLET pour la compagnie intimée av.

Note. — I. — Sur le premier point : Le principe posé par l'arrêt est absolument certain. Les produits pharmaceutiques ne peuvent pas être brevetés, dit la loi de 1844. Ils appartiennent toujours, du moment qu'ils viennent à être découverts, au domaine public. Celui qui s'occupe plus spécialement de leur fabrication et de leur préparation peut cependant les désigner par un signe distinctif spécial. Ce n'est pas alors le produit, mais bien la fabrication, la provenance qui se trouvent ainsi garanties. V. Pouillet, Marq. de fabrique, n° 68. Mais il est essentiel que la désignation soit arbitraire et de fantaisie et n'indique point la nature ou les propriétés du produit, sinon la loi de 1857 permettrait de tourner très facilement la loi de 1844 et de donner un monopole exclusif et perpétuel au fabricant du remède nouveau qui en aurait déposé le nom. L'antipyrine a toujours été connue sous ce nom depuis sa découverte. Reconnaître un droit privatif sur la dénomination, c'était donc accorder un monopole de fait sur le produit lui-même. La Cour de Paris a pensé avec raison qu'il était impossible de consacrer un semblable privilège.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re CH.)

15 mai 1900.

Présidence de M. Chanoine-Davranches.

VENTE PUBLIQUE D'IMMEUBLES. — LICITATION. — RENVOI DEVANT NOTAIRE. — CAHIER DES CHARGES. — RÉDACTION. — MODIFICATIONS. — DIRES.

1° *La commission donnée par justice à un notaire pour procéder à une licitation préalable à un partage, n'investit pas cet officier public du droit absolu et arbitraire de rédiger lui-même, et comme il l'entend, le cahier des charges. Le notaire, bien que désigné par justice, n'est que le mandataire des parties et doit, avant tout, prendre les instructions du poursuivant pour la rédaction du cahier des charges.*

2° *Le notaire commis n'a pas le droit de se constituer juge d'une difficulté soulevée par l'une des parties.*

Grognet c. Grognet.

LA COUR,

Attendu qu'Alexandre Grognet, pour faire tomber les effets du jugement rendu entre son frère François, la dame Piednoël, sa sœur, et lui, par le Tribunal civil d'Yvetot, le 20 juillet 1899, demande à la cour de décider que le notaire Bénard, commis par justice pour procéder au partage et à la liquidation de la succession de leur mère et, au préalable, à la licitation d'un immeuble sis à Saint-Aubin-sur-Mer dépendant de cette succession, avait seul droit de dresser le cahier des charges ; qu'il soutient que si son frère François, partie poursuivante, entendait faire apporter des modifications à ce cahier des charges tel qu'il avait été préparé et arrêté par le notaire, il devait saisir le tribunal de ses prétentions dans le délai qui lui avait été imparti par un premier jugement du 19 mai 1899, et que, faute par François Grognet d'avoir rempli, de ce chef, les obligations qui lui avaient été imposées, ils s'étaient, les époux Piednoël et lui, trouvés substitués en son lieu et place comme parties poursuivantes en vertu même du jugement susvisé ;

Attendu qu'en droit comme en fait les conclusions de l'appelant ne sauraient être admises ; qu'en droit, en effet, la commission donnée par justice à un notaire pour procéder à la licitation préalable à un partage, n'investit pas cet officier public du droit absolu et arbitraire de rédiger de lui-même et comme il l'entend le cahier des charges ; que les parties garantes de la vente restent libres de la faire aux charges et conditions qu'elles jugent utiles et profitables pour la sauvegarde de leurs intérêts ; que le notaire, bien que désigné par justice, n'est que leur mandataire chargé de libeller l'expression de leur volonté ; qu'il n'est pas maître et juge de sa rédaction ; que s'il reçoit, le plus souvent, en fait, des parties, la mission de préparer le cahier des charges, l'acte qu'il rédige étant son œuvre personnelle n'est pas, dans l'état, obligatoire pour les vendeurs ; que cet acte n'est et ne peut être qu'un projet soumis à leur approbation ; qu'il ne devient complet et ne constitue véritablement le cahier des charges que par l'entente des parties ;

Attendu que l'officier public instrumentant doit donc avant tout prendre les instructions du poursuivant maître dn projet de rédaction, accueillir ses demandes de rectification, quand elles sont légitimes, sans les discuter, et sur ce projet rectifié, provoquer les dires des colicitants ; que l'acte étant parfait par l'accord des parties ou le défaut de protestation de leur part, la vente se fait sans que la justice soit appelée à intervenir autrement que pour régler les difficultés que les dires respectifs des colicitants peuvent soulever entre eux ;

Attendu, en fait, que le jugement du 19 mai 1899 n'a pas créé entre les parties en cause une situation autre que celle qui vient d'être définie ; que François Grognet, qui avait cru devoir motiver par voie de sommation les modifications qu'il entendait faire au cahier des charges, a été seulement rappelé par le tribunal à la procédure légale et qu'un délai lui a été imparti pour faire son dire devant le notaire et se conformer aux dispositions de l'art. 973 C. proc. civ. ;

Attendu que François Grognet a strictement suivi

les prescriptions légales en requérant, le 8 juin, du notaire l'insertion d'un dire modificatif au cahier des charges; que ce dire qualifié à tort par l'appelant d'inutile et de surabondant ne contenait aucune clause contraire à l'ordre public et à la loi; qu'il était admissible; qu'il a été effectivement inséré par Me Bénard à la suite du cahier des charges;

Attendu que, le 12 juin, François Grognet a sommé ses colicitants de prendre communication de son dire et de faire leurs contredits; que son dire n'a pas été contesté; que le cahier des charges rectifié était devenu définitif dans le délai imparti sans qu'il y ait eu lieu de saisir le tribunal de difficultés qui n'existaient pas;

Attendu que, dans ces circonstances, François Grognet n'avait pas perdu sa qualité de poursuivant et que Me Bénard n'avait qu'à procéder à la vente;

Mais attendu que ce notaire, sortant des bornes de son ministère, s'arrogeant un droit qui ne lui appartenait pas et se constituant juge d'une difficulté qu'il avait fait naître en demandant au poursuivant des renseignements complémentaires pour examiner la portée de ses prétentions et apprécier s'il y avait lieu d'apporter au cahier des charges une modification, a cru pouvoir ne pas tenir compte du dire et de la réquisition qu'il venait de recevoir; qu'il a avisé Alexandre Grognet et les époux Piednoël que l'adjudication serait faite sur le cahier des charges tel qu'il l'avait dressé et qu'ils se trouvaient substitués dans la poursuite par l'effet du jugement du 19 mai 1899;

Attendu qu'Alexandre Grognet et les époux Piednoël ont consenti à suivre le notaire dans la voie fâcheuse où ils les attirait; qu'ils ont ainsi gravement engagé leur responsabilité;

Attendu que les premiers juges ont apprécié comme il convenait l'attitude prise par les parties; qu'ils ont à bon droit retiré au notaire la double mission qui lui avait été confiée de procéder à la vente et à la liquidation et fait supporter à Alexandre Grognet et aux époux Piednoël les frais de la procédure annulée; qu'il n'y a donc pas lieu, par les considérations qui précèdent, de faire droit aux conclusions tant principales que subsidiaires de l'appelant;

Adoptant, au surplus, les motifs du jugement entrepris en tant qu'ils ne sont pas contraires au présent arrêt;

Et attendu que, s'il convient de donner acte aux époux Piednoël de ce qu'ils s'en rapportent à justice tant sur la recevabilité de l'appel interjeté contre eux à la requête d'Alexandre Grognet que sur les conclusions échangées devant la cour sur l'appel de ce dernier, il n'y a pas lieu d'accueillir le surplus de leurs conclusions;

Attendu qu'en effet les époux Piednoël, qui n'ont pas acquiescé, contestant par le fait de ce qu'ils s'en rapportent à justice, ont fait plaider devant la cour qu'ils donnaient adjonction aux conclusions de l'appelant; qu'il n'y a donc pas lieu de leur accorder leurs dépens sur l'appelant avec lequel ils font cause commune, ni de dire, en tout cas, que les dépens seront prélevés sur l'actif de la succession, sauf à en faire tenir compte dans les opérations de la liquidation par la partie qui devra définitivement les supporter; que le sort de l'instance d'appel étant réglé et les responsabilités nettement fixées, il convient de décider que Alexandre Grognet, qui succombe, supportera les frais faits en son nom et au nom de François Grognet, et qu'en ce qui concerne les époux Piednoël, qui succombent également, comme ce dernier n'a pas demandé condamnation contre eux, ils supporteront personnellement les frais faits en leur nom;

Par ces motifs,

Donne acte aux époux Piednoël de ce qu'ils s'en rapportent à justice tant sur la recevabilité de l'appel interjeté contre eux à la requête de Alexandre-Gustave Grognet, que sur les conclusions échangées devant la cour sur l'appel de ce dernier;

Et sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions tant principales qne subsidiaires d'Alexandre Grognet et des époux Piednoël qui sont rejetées comme autant non recevables que mal fondées;

Confirme le jugement dont est appel, dit qu'il sortira son plein et entier effet;

Dit qu'il n'y a lieu d'accorder les dépens des époux Piednoël sur l'appelant qui succombe, ni d'ordonner qu'ils seront prélevés sur l'actif de la succession à partager, sauf à en faire tenir compte dans les opérations de la liquidation par la partie qui devra définitivement les supporter;

Condamne Alexandre Grognet à l'amende et en tous les dépens d'appel, sauf ceux faits au nom des époux Piednoël qui seront supportés personnellement par eux.

Note. — I. — Sur le premier point. La cour ne nous semble pas avoir sainement apprécié la mission confiée aux notaires commis pour procéder à une vente publique d'immeubles.

Aux termes des art. 957 et 972 C. pr. civ., les enchèrss sont ouvertes sur un cahier des charges *dressé par le notaire commis* et déposé dans son étude.

En exécution de cette disposition, le notaire dresse seul, au moyen des documents et renseignements qui lui sont fournis par les parties, le cahier des charges, ou mieux, le projet de cahier des charges. Lorsque ce travail est terminé, avis en est donné au poursuivant qui se rend dans l'étude du notaire avec son avoué, prend connaissance du cahier des charges, l'approuve ou le critique, suivant qu'il avise, et requiert le notaire de le déposer au rang de ses minutes, ce qu'il fait en l'annexant au procès-verbal qui constate la comparution du poursuivant, sa prise de communication et ses dires.

Dans la huitaine de ce dépôt, sommation doit être faite aux colicitants de prendre communication du cahier des charges (C. pr. civ. 973).

Procès-verbal de leur comparution est dressé, en suite de l'acte de dépôt, par le notaire, qui constate les observations et demandes relatives aux modifications que les

parties peuvent désirer faire introduire dans le cahier des charges.

Si toutes les parties sont d'accord, les modifications sont opérées, mais si des difficultés s'élèvent entre les parties au sujet de ces modifications, elles doivent être jugées à l'audience (C. civ. 837; C. pr. civ. 973).

Il résulte de ce qui précède que le notaire commis pour procéder à une vente publique d'immeubles n'agit pas, ainsi que l'a prétendu la cour, comme mandataire des parties et n'a pas d'instructions à demander au poursuivant pour la rédaction du cahier des charges.

Le notaire agit comme délégué de la justice; il tient son pouvoir du jugement qui, combiné avec la loi, lui donne mission de dresser le cahier des charges, de recevoir les enchères et de déclarer adjudicataires le dernier enchérisseur, le tout en procédant seul, ce qu'il ne pourrait faire sans contrevenir aux prescriptions de la loi du 25 ventôse an XI, s'il agissait pour constater les conventions des parties et comme leur mandataire.

Le poursuivant n'a, comme les colicitants, que le droit de demander des modifications qui seront apportées ou rejetées, soit par suite de l'accord intervenu entre les parties, soit en vertu d'une décision du tribunal.

II. — Sur le deuxième point. — Dans tous les cas, il est incontestable qu'un notaire n'a le droit de se constituer juge d'une difficulté et que la décision de la cour ne saurait, de ce chef, être critiquée.

272-273-274-275

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

2 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

CHARTE-PARTIE-CONNAISSEMENT. — OBLIGATIONS DU CAPITAINE. — VICE D'ARRIMAGE. — FUTS. — DÉCRET DU 1er DÉCEMBRE 1893. — COULAGE.

Le décret du 1er décembre 1893 qui fixe les règles à suivre pour l'arrimage des marchandises à bord des navires de commerce et qui prohibe spécialement, dans son art. 20, la superposition de plus de quatre rangs de fûts de plus de 400 litres dans la cale, ne dispose pas qu'en cas d'inobservation de l'une ou l'autre de ces règles, l'arrimage doit être nécessairement déclaré mauvais et engager la responsabilité du capitaine en cas d'avaries : édicté, en vue de l'unification des procédés d'arrimage, laissant même aux parties la faculté de modifier, par leurs conventions contraires, les règles qu'il trace, ce décret a conservé aux tribunaux le soin de décider, suivant chaque cas particulier, si telle marchandise était bien ou mal arrimée.

En conséquence, bien que des fûts aient été arrimés sur cinq rangs au lieu de quatre prévus par le décret, le juge peut décider que le coulage constaté sur plusieurs fûts n'engage pas la responsabilité du capitaine, si aucune avarie n'ayant atteint le rang chargé en excédent et qui seul avait supporté l'excès de pression, il a été constaté par ledit juge, après expertise, que ces avaries survenues à des fûts qui occupaient les trois rangs supérieurs ne provenaient pas d'un vice d'arrimage, et que la surcharge était sans rapport avec l'avarie.

Compagnie francfortoise
c. Peulvé et capitaine Le Riche.

Le Tribunal de commerce de Rouen avait, le 9 décembre 1898, rendu le jugement suivant :

« Attendu que par exploit du 7 octobre 1898, Peulvé a assigné le capitaine Le Riche pour s'entendre déclarer responsable des avaries survenues en cours de route à sept fûts de vin portant les numéros 1597, 1580, 1554, 1548, 1588, 1565 et 1867, dont Peulvé s'est porté réclamateur au déchargement du vapeur *Conseil*, et pour être condamné à payer la valeur du manquant constaté s'élevant à 619 fr. 35 :

« Attendu que, par un autre exploit du lendemain 8 octobre, Peulvé a fait signifier ledit acte à la compagnie d'assurances la Francfortoise et l'a appelée dans les dépendances de la cause pour voir déclarer commun avec elle le jugement à intervenir;

« Attendu que les deux demandes sont connexes; qu'il y a lieu de les joindre et de statuer sur elles par un seul et même jugement;

« Sur la demande contre le capitaine Le Riche :

« Attendu que pour justifier sa demande, Peulvé soutient que les avaries qui ont causé la perte du vin sont le résultat d'un mauvais arrimage entraînant la responsabilité du capitaine; que la preuve en réside dans le rapport du capitaine visiteur qui a constaté l'existence de cinq plans dans la cale numéro 1 qui contenait les sept fûts; que le débat repose donc sur le point de savoir s'il y a eu ou non faute d'arrimage;

« Attendu qu'il résulte, en effet, du rapport du capitaine visiteur qu'il y avait cinq plans dans la cale numéro 1;

« Attendu que cette disposition est prohibée par l'art. 20 du décret du 1er décembre 1893, quand il s'agit, comme dans l'espèce, de fûts de 699 litres; mais qu'il doit être entendu que, pour que cette transgression puisse engager la responsabilité du capitaine, il faut que ce soit bien l'addition du cinquième plan qui ait été la cause de l'avarie signalée; que si ce fait est certain quand les avaries ont lieu au plan inférieur, il n'en est pas toujours de même si elles se produisent aux quatre étages supérieurs;

« Attendu que c'est dans le but de s'en rendre

compte que le tribunal a posé comme règle à ses capitaines visiteurs que dans le cas de cinq plans, les avaries au premier plan, quand il y en a, soient toujours, en conformité du décret, déclarées causées par un mauvais arrimage, et que, pour les autres plans, le capitaine visiteur devait indiquer si les fûts étaient bien ou mal arrimés, et ce, pour que la responsabilité du capitaine puisse être ainsi exactement déterminée;

« Attendu qu'on ne doit donc pas déclarer, *a priori*, le capitaine responsable de toutes les avaries survenues dans une cale où se trouvent cinq plans ; mais qu'il faut en faire deux parts, la première comprenant celles qui ont été causées par la superposition des cinq plans, la seconde comprenant celles qui en sont indépendantes, pour proclamer, les unes vice d'arrimage, et les autres dues à des causes étrangères à la faute du capitaine, par exemple la fortune de mer;

« Attendu que le rapport du capitaine visiteur donne les indications suivantes pour chacun des sept fûts en litige : numéro 1554, fût vide de vin, désarrimé, défoncé au cinquième plan de la cale numéro 1, fortune de mer; numéros 1580, 1597, fûts vides de vin, bien arrimés aux troisième et quatrième plans de la cale numéro 1; numéros 1548, 1488, 1565, 1687, fûts de vins en vidange, bien arrimés aux troisième, quatrième et cinquième plan de la cale numéro 1; qu'aucun de ces fûts ne se trouvait ainsi au plan inférieur ou au premier plan; que, pour six, figure au rapport la mention : bien arrimés et, pour le septième, celle de : fortune de mer;

« Attendu qu'il apparaît donc que les avaries constatées sont indépendantes du chargement en cinq plans et ne peuvent engager la responsabilité du capitaine et que la demande formée contre lui a dû être repoussée;

« Sur la demande contre La Francfortoise :

« Attendu que cette compagnie régulièrement assignée ne comparaît pas; qu'il y a lieu de donner défaut contre elle et d'adjuger à Peulvé le bénéfice de ses conclusions à son égard, dont le chiffre paraît justifié;

« Par ces motifs,

« Joint les causes et statuant par un seul et même jugement;

« Donne défaut contre la Francfortoise faute de comparaître;

« Déclare mal fondée la demande de Peulvé contre le capitaine Le Riche;

« Condamne par défaut la compagnie La Francfortoise à payer à Peulvé la somme de 619 fr. 30 avec intérêts de droit;

« La condamne en outre aux dépens. »

La Compagnie francfortoise a formé opposition à ce jugement. Sur quoi le Tribunal de commerce de Rouen a rendu, le 27 mars 1899, le jugement suivant :

« Attendu qu'à la date du 10 février dernier, la compagnie Frankfurter a formé opposition à un jugement de ce tribunal du 9 décembre 1898, rendu en la cause de : 1° Peulvé; 2° le capitaine Le Riche, commandant le vapeur *Conseil*; 3° la compagnie Frankfurter;

« Attendu que ledit jugement a été rendu contradictoirement en ce qui concerne le capitaine Le Riche et par défaut contre la compagnie Frankfurter;

« Attendu que l'opposition de la compagnie Frankfurter est régulière en la forme et qu'il y a lieu de l'accueillir;

« Au fond :

« Attendu que, par exploit du 7 octobre 1898, Peulvé a assigné le capitaine Le Riche devant ce tribunal pour s'entendre déclarer responsable des avaries survenues en cours de route à sept fûts de vin portant les n^os^ 1597, 1580, 1554, 1548, 1588, 1565 et 1567 dont ledit Peulvé était réclamateur au déchargement du vapeur *Conseil* et pour s'entendre condamner à payer la valeur des manquants constatés s'élevant à 619 fr. 34; que, par un autre exploit du lendemain 8 octobre 1898, Peulvé a fait signifier ledit acte à la compagnie Frankfurter et l'a appelée dans les dépendances de la cause pour voir déclarer commun avec elle le jugement à intervenir;

« Attendu que, par son jugement du 9 décembre dernier, le tribunal a déclaré mal fondée la demande contre le capitaine le Riche, mais qu'au lieu d'adjuger à Peulvé ses conclusions, il a condamné la compagnie Frankfurter à lui payer le montant des avaries s'élevant à 619 fr. 35;

« Attendu que la compagnie opposante demande à être relevée de ladite condamnation, le tribunal ayant statué *ultra petita*; que Peulvé donne adjonction à ces conclusions, mais demande que le tribunal, statuant à nouveau, déclare commun à la compagnie Frankfurter le jugement contradictoire avec le capitaine Le Riche;

« Attendu que la compagnie Frankfurter soutient qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande en jugement commun de Peulvé; que le jugement du 9 décembre doit être purement et simplement annulé comme ayant fait une fausse application du décret du 1^er^ décembre 1893 relatif à l'arrimage;

« Attendu que s'il convient de rapporter la condamnation prononcée contre la compagnie Frank-

furter, il y a lieu aussi d'examiner la demande en déclaration de jugement commun à laquelle ladite compagnie s'oppose sur la demande en déclaration de jugement commun;

« Attendu que la mise en cause de la compagnie défenderesse s'explique par le désir qu'avait Peulvé de rendre opposable à cette compagnie le jugement à intervenir entre lui et le capitaine Le Riche; que si Peulvé s'était vu dans la nécessité d'assigner le capitaine Le Riche, c'était par suite de la résistance de la compagnie Frankfurter à rembourser les avaries sous prétexte qu'il y avait vice d'arrimage et non fortune de mer;

« Attendu que la compagnie soutient aujourd'hui son opposition en défendant le même système et demande au tribunal de décider que le seul fait par le capitaine, d'avoir superposé cinq plans de fûts de plus de quatre cents litres, contrairement au décret du 1er décembre 1893, engage d'une manière indivisible et nécessaire sa responsabilité et constitue présomption de responsabilité à sa charge, à raison même de l'infraction à une prohibition légale et réglementaire; que les effets de cette prohibition ne doivent pas être divisés et la responsabilité du capitaine limitée aux dommages du plan inférieur; que le capitaine doit compte des dommages de n'importe quel plan, faute à lui d'avoir prouvé que ces dommages proviennent d'une cause qui ne saurait lui être imputable;

« Mais attendu qu'en fait les règles de l'arrimage sont établies en raison des lois de l'équilibre et de la pesanteur; que la question d'équilibre dépendant du remplissage des vides en abord n'est pas en cause, mais seulement la question de pesanteur;

« Attendu que lorsqu'il s'agit de fûts de plus de plus de quatre cents litres, la superposition d'un cinquième plan est taxée mauvais arrimage, parce que la pression exercée sur le plan inférieur augmenté par les heurts en cours de route, peut dans certains cas être supérieure à la résistance des fûts;

« Attendu que les fûts placés au deuxième, troisième, quatrième et cinquième plans sont soustraits à ces excès de pression et sont dans les mêmes conditions que s'ils formaient un arrimage à quatre plans et qu'ainsi on peut dire que, seul, le plan de base se trouve dans des conditions anormales;

« Attendu que, dès lors, la responsabilité du capitaine se trouve divisée et n'est engagée pour mauvais arrimage, que pour le premier plan « plan inférieur », et que les quatre plans supérieurs ne sauraient préalablement à tout examen être déclarés suspects, et qu'il appartient aux capitaines experts, qui ont mission de justice, de départager dans ces quatre plans les avaries, s'il y en a;

« Attendu que ce sont ces motifs qui ont déterminé le jugement du 9 décembre; qu'il y a donc lieu de décider qu'il sortira son plein et entier effet à l'égard de Peulvé et du capitaine Le Riche, et qu'en ce qui concerne la Compagnie Frankfurter, ledit jugement lui sera rendu commun, puisqu'il a été nécessité par sa résistance à la demande en remboursement de Peulvé;

« Par ces motifs,

« Sans s'arrêter aux plus amples conclusions des parties qu'il rejette en tant que de besoin;

« Reçoit la compagnie Frankfurter opposante au jugement du 9 décembre 1898; rapporte ledit jugement, en ce qui le concerne;

« Et statuant à nouveau à son égard, décharge ladite compagnie de la condamnation prononcée contre elle en principal et intérêts;

« Dit qu'en ce qui touche le capitaine Le Riche et Peulvé, ce jugement sortira son plein et entier effet:

« Déclare ledit jugement commun à la compagnie Frankfurter et opposable à celle-ci à titre de chose jugée;

« Et vu les circonstances de la cause, condamne la compagnie Franckfurter en tous les dépens tant anciens que nouveaux. »

La compagnie Francfortoise s'est pourvue en cassation contre ce jugement. — Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi pris d'un excès de pouvoir et de la violation de la loi du 20 décembre 1892, des art. 1er et 20 du décret du 1er décembre 1893, des art. 103, 221, 222, 228, 230 C. com. et de l'art. 1382 C. civ. :

Attendu que le décret du 1er décembre 1893, qui fixe les règles à suivre pour l'arrimage des marchandises à bord des navires de commerce, ne dispose pas qu'en cas d'inobservation de l'une ou de l'autre de ces règles, l'arrimage sera nécessairement déclaré mauvais; qu'édicté en vue de l'unification des procédés d'arrimage laissant même aux parties la faculté de modifier par leurs conventions contraires les règles qu'il trace, il a conservé aux tribunaux le droit de décider, suivant chaque cas particulier, si telle marchandise était bien ou mal arrimée;

Attendu qu'il est constaté, en fait, par le jugement attaqué, qu'à l'arrivée à Rouen du vapeur *Conseil*, les fûts de vin dont Peulvé était réclamateur étaient arrimés sur cinq rangs au lieu des quatre prévus par l'art. 20 du décre que cependant aucune avarie

n'ayant atteint le rang chargé en excédant, et qui seul avait supporté l'excès de pression, les experts se sont demandé si les avaries des fûts qui occupaient les trois rangs supérieurs provenaient d'un vice d'arrimage; qu'ils ont, après examen, déclaré ces fûts bien arrimés, et qu'en s'appropriant leur décision, qui faisait à bon droit abstraction d'une surcharge restée sans rapport avec l'avarie, le Tribunal de Rouen, loin de violer les textes susvisés, en a fait, au contraire, une exacte application;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre un jugement du Tribunal de commerce de Rouen du 27 mars 1899.

MM. Letellier rapp.; Mérillon av. gén. — Me Gosset av.

Note. — Il est de principe certain que l'infraction à une loi ou à un règlement, de même que toute faute quasi-délictuelle ne peut être une source de dommages-intérêts contre son auteur au profit de la victime, qu'autant qu'il est établi qu'il y a entre l'infraction commise et le préjudice subi une relation de cause à effet, et ce principe doit spécialement recevoir son application en cas d'infraction au décret du 1er mars 1893 relatif à l'arrimage des marchandises à bord des navires de commerce.

Dans l'espèce qui a donné lieu aux jugements et à l'arrêt recueillis, le juge avait donc à rechercher si le coulage constaté à l'arrivée était la conséquence de l'infraction à l'art. 20 dudit décret, qui prohibe la superposition de plus de quatre rangs de fûts dans la cale des navires. La thèse du tribunal consiste à dire : dans le cas où il y a superposition de fûts sur cinq rangs, il y a nécessairement vice d'arrimage en ce qui concerne le rang inférieur qui a été soumis à une pression exagérée; il n'y a pas, au contraire, nécessairement vice d'arrimage pour les fûts placés aux rangs supérieurs; aucune présomption de faute ne résulte de cette disposition contre le capitaine, et il appartient aux experts de départager les parties à cet égard. La Cour suprême ne paraît même pas aller aussi loin que le tribunal dans sa manière de solutionner la question; pour elle il n'y a pas de présomption de mauvais arrimage qui s'impose, même pour le rang inférieur, à plus forte raison pour les plans supérieurs.

Il est cependant nécessaire de faire observer qu'en fait la théorie du tribunal et *à fortiori* celle de la Cour de cassation, si on devait lui attribuer une portée autre que celle d'une décision d'espèce, repose sur une base inexacte. En cas d'arrimage sur cinq plans, l'écrasement des fûts du rang inférieur amène nécessairement la désagrégation des plans supérieurs, et pour peu que le navire éprouve quelques fatigues de l'état de la mer, les heurts causés par le jeu qui se fait nécessairement dans la cargaison augmentent de suite, dans des proportions notables, l'avarie causée par la mauvaise disposition du chargement à sa base; et même en l'absence d'écrasement des fûts du plan inférieur, les conditions d'équilibre et de stabilité sont plus difficiles à réaliser si l'arrimage a lieu sur cinq rangs que s'il a lieu sur quatre; l'arrimage est par suite défectueux. Les experts tiennent-ils toujours suffisamment compte de ces observrtions qui s'imposent à leur sagacité? Il est permis d'en douter lorsqu'on constate que la pratique s'est de plus en plus établie de violer les dispositions si sages du décret du 1er mars 1893, particulièrement en ce qui concerne le chargement des vins en fûts à bord des navires.

COUR D'APPEL DE PAU

9 février 1900.

Présidence de M. Dubreuil.

1° DEMANDE NOUVELLE. — MOYEN DE DÉFENSE. — RECOUVREMENT DES FRAIS PAR UN NOTAIRE. — MOYEN TIRÉ DE L'INAPPLICABILITÉ DE LA LOI DU 24 DÉCEMBRE 1897.

2° FRAIS ET DÉPENS. — RECOUVREMENT. — LOI DU 24 DÉCEMBRE 1897. — NOTAIRE. — DÉPOT D'ACTE.

1° L'objection soulevée pour la première fois en appel par l'opposant à une ordonnance de taxe rendue au profit d'un notaire, tirée de ce que ledit notaire n'aurait point qualité pour procéder vis-à-vis de lui, conformément à la loi du 24 décembre 1897, est une défense directe à à l'action principale et ne peut être écartée comme constituant une demande nouvelle.

2° La loi du 24 décembre 1897, relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués ou huissiers, a un caractère général et s'applique dans tous les cas où ces officiers ministériels ont à recouvrer des sommes qui leur sont dues pour frais contre leurs débiteurs.

Elle doit être appliquée spécialement au cas où un notaire réclame le paiement des frais et honoraires d'un acte sous seing privé et de dépôt dudit acte en son étude contre celle des parties qui s'était engagée vis-à-vis de l'autre à supporter les frais et honoraires afférents à ce dépôt, cette clause constituant au profit du notaire, tiers bénéficiaire, une stipulation qui l'investit d'un droit de créance directe contre le promettant.

Pailhiez c. Dassé.

La Cour,

Attendu que Pailhiez est appelant d'un jugement du Tribunal d'Orthez en date du 2 mars 1899 qui l'a débouté de l'opposition qu'il avait formée contre une ordonnance de taxe rendue au profit de Me Dassé, notaire à Salies, par M. le président du Tribunal d'Orthez, le 14 décembre 1898;

Attendu que dans des conclusions qu'il a déposées sur le bureau de la cour, Pailhiez prétend, pour la première fois, que n'ayant point été partie à l'acte de dépôt dont les frais font l'objet du procès, le notaire Dassé ne pouvait demander exécutoire contre lui, et que l'ordonnance de taxe rendue contre lui est nulle ainsi que tout ce qui s'en est suivi;

Attendu que Dassé, de son côté, soutient qu'un

pareil moyen constitue de la part de Pailhiez une demande nouvelle qui devrait, pour cette raison, être déclarée irrecevable ; qu'il échet, tout d'abord, pour la cour, d'examiner le mérite de l'objection faite par Dassé au moyen invoqué par Pailhiez ;

Attendu que ce moyen a pour but d'établir que Dassé n'avait pas qualité pour procéder vis-à-vis de lui, conformément à la loi du 24 décembre 1897 ; qu'il constitue une défense directe à l'action principale ; qu'il est de nature à lui faire échec ; qu'il rentre, par conséquent, dans la catégorie des demandes que l'art. 464 C. pr. civ. autorise les parties à former en cause d'appel ; qu'il doit donc être examiné par la cour ; qu'il y a lieu, par conséquent, pour celle-ci de rechercher si le notaire Dassé pouvait procéder vis-à-vis de Pailhiez conformément à la loi du 24 décembre 1897 ;

Attendu que cette loi, relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués ou huissiers, a un caractère général ; qu'elle s'applique dans tous les cas où ces officiers ministériels ont à recouvrer des sommes qui leur sont dues pour frais contre leurs débiteurs ;

Attendu que si Pailhiez ne s'est point obligé directement envers le notaire Bassé, il a, le 5 décembre 1899, pris l'engagement envers certaines personnes se disant membres du conseil d'administration de la corporation des Parts-Prenants des eaux de Salies, de payer à celui-ci les frais et honoraires de la convention sous seing privé du mois d'août, les frais et honoraires de l'acte de dépôt de ladite convention opérée dans l'étude dudit M^e^ Dassé le 17 octobre 1898 ;

Attendu qu'il est de jurisprudence certaine qu'en stipulant au profit d'un tiers comme condition d'une stipulation qu'on fait pour soi-même, on oblige directement le promettant envers le tiers bénéficiaire lui-même ; que, dès lors, le notaire Dassé, se trouvant investi d'un droit de créance relativement à des frais et honoraires contre Pailhiez, a pu procéder contre lui conformément aux dispositions de la loi du 24 décembre 1897, c'est-à-dire demander une ordonnance exécutoire de taxe ;

Attendu que tous les autres moyens invoqués par Pailhiez ne sont pas fondés ; qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter ;

Adoptant au surplus, les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs,

Dit que Dassé avait qualité pour agir contre Palhiez et pour demander contre lui une ordonnance de taxe ;

Confirme, en outre, le jugement entrepris rendu par le Tribunal civil d'Orthez du 2 mars 1899 dans toutes ses dispositions ;

Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

M. CHASSAIN subst. proc. gén. — M^es^ TRAUTEVIN (du barreau de Montpellier) et G. LAMAIGNÈRE av.

Note. — I. — Sur le premier point : Aux termes de l'art. 464 C. pr. civ., il ne peut être formé en appel aucune demande nouvelle, à moins que cette demande ne constitue une défense à l'action principale ; dans ce cas il y a en réalité non pas demande nouvelle, mais moyen nouveau. Rapp. notamment sur le principe : Cass. 26 octobre 1892 Gaz. Pal. 92.2.561 — D. 93.1.15) ; 15 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.1.191 — S. 96.1.119).

II. — Sur le second point : Le texte de l'art. 3 de la loi du 26 décembre 1897 est en effet très général : il porte : « Les notaires, avoués et huissiers ne pourront poursuivre le paiement des *frais s'appliquant aux actes de leur ministère* qu'après en avoir obtenu la taxe et suivant les formes établies par l'article suivant ». Mais il a été jugé déjà que la loi nouvelle s'applique aux frais et émoluments des actes seuls, à l'exclusion des honoraires, dont le recouvrement reste soumis aux règles ordinaires de la comqétence : Paris 4 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1. v° Frais et dépens, n° 32, Mon. jud. Lyon 12 février 1900).

TRIBUNAL CIVIL DE BREST

25 juillet 1900.

Présidence de M. Spire.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACTION EN RÈPARATION. — DROIT DES HÉRITIERS.

L'action en dommages-intérêts basée sur la mort du de cujus *victime d'un accident n'est pas dans le patrimoine de celui-ci et, par conséquent, ne passe point à ses héritiers contre l'auteur responsable de l'accident.*

Condat c. Ceynel.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Jean Condat, ouvrier terrassier, a été blessé sur les chantiers de l'entrepreneur Beynel à Brest, le 18 mai 1898, par la chute du cintre d'une voûte en construction et a succombé à ses blessures le 25 mai suivant ;

Attendu que ses frère et neveux ont recueilli sa succession à titre d'héritiers naturels ; qu'ils ont assigné le défendeur Beynel en paiement de 10,000 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé au *de cujus ;*

Attendu que, dans leurs conclusions, les demandeurs reconnaissent que personnellement, ils n'ont subi aucun préjudice appréciable de la mort de leur parent Jean Condat ; qu'ils déclarent agir en son nom, ayant comme héritiers l'exercice de toutes les actions appartenant à leur auteur ;

Attendu que l'action en responsabilité basée sur l'art. 1382 C. civ. que pouvait exercer, de son vivant, Jean Condat, devait avoir pour objet d'obtenir la réparation du préjudice causé à sa personne et à ses biens ; que si son patrimoine avait été diminué par les conséquences de l'accident, ses héritiers auraient été évidemment fondés à exercer cette action en dommages-intérêts contre l'auteur responsable ;

Attendu qu'il est reconnu par les parties en cause que Jean Condat a été transporté, aussitôt qu'il a été blessé, à l'hôpital où il a été soigné sans frais ; qu'il a sans doute perdu ses salaires dans la période de temps écoulée entre le 18 et le 25 mai 1893, mais n'a pas eu à pourvoir à son entretien ; qu'il n'a subi aucun préjudice matériel appréciable dans sa position pécuniaire ;

Attendu que les demandeurs entendent obtenir, ainsi qu'ils l'indiquent dans leurs conclusions, l'indemnité que leur auteur aurait obtenue lui-même s'il avait eu le temps d'exercer l'action en dommages-intérêts pour les conséquences graves qu'aurait entraînées l'accident du 18 mai sur sa santé et ses facultés de travail dans l'avenir ;

Attendu que si Jean Condat avait exercé lui-même cette action, le tribunal eût considéré comme élément constitutif du préjudice le dommage causé à la personne de la victime avec toutes ses conséquences futures pendant sa vie ; qu'il eût, si la responsabilité du défendeur avait été admise, alloué à la victime soit un capital, soit une rente viagère, pour remédier à son impotence et aux conditions plus difficiles et plus pénibles de son existence, mais qu'il n'eût point fait entrer la mort dans l'évaluation de l'indemnité, puisqu'il est impossible de réparer la perte de l'existence ;

Attendu qu'en demandant actuellement au nom du *de cujus*, la réparation du préjudice que lui a causé sa mort, les héritiers Condat n'exercent point l'action qui appartenait à leur auteur, mais une action dont l'objet n'est plus le même ;

Par ces motifs,

Déclare les demandeurs non recevables en leur action, les en déboute et les condamne aux dépens.

Mes Fortin et Le Guey av.

Note. — La question est délicate, car pour obtenir des dommages-intérêts comme conséquence de la faute d'un tiers, il faut justifier d'un préjudice. V. dans le sens du jugement recueilli : Douai 28 décembre 1892 (S. 94.2.22 — Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Respons. civ., n° 45) ; Trib. civ. Seine 11 juillet 1894 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Respons. civ., n° 453) ; et *contrà* : Alger 23 mai 1892 (S. 94.2.62 — Gaz. Pal. T. Q. 1689-97, v° Respons. civ., n° 48) ; Trib civ. Seine 13 avril 1893 (Gaz. Pal. 93.2.272) ; Paris 8 février 1896 (Gaz. Pal. 96.2.527 — D. 96.2.457) ; Trib. civ. Nancy 12 juin 1895 ; Trib. civ. Lyon 11 juin 1892 ; Aix 30 décembre 1891 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Respons. civ., n° 455 et suiv.).

TRIBUNAL CIVIL DE REIMS

26 janvier 1900.

Présidence de M. Jalenques.

SUCESSION. — RAPPORT. — ENFANT COMMUN. — RAPPORT DE DOT. — DOT CONSTITUÉE PAR LE MARI. — AVANCEMENT D'HOIRIE. — CLAUSE DE RETOUR. — SUCCESSION DE LA FEMME.

La dot constituée à un enfant commun par le mari seul, en avancement d'hoirie sur sa succession, et avec stipulation du droit de retour à son profit, le cas échéant, est pour le tout à la charge du mari personnellement, qui, s'il a tiré de la communauté tout ou partie des effets donnés, en doit récompense à ladite communauté à due concurrence ; aucun rapport ne peut donc être dû de ce chef par l'enfant doté dans ces conditions à la succession de sa mère.

Hédoin c. Fauque ès noms et autres.

Le Tribunal,

Attendu que, suivant jugement contradictoirement rendu par le tribunal de ce siège le 11 mars 1898, il a été ordonné que, par le ministère de Me Singla, notaire à Ville-en-Tardenois, il serait procédé aux opérations de compte, liquidation et partage des biens et valeurs dépendant, tant de la communauté ayant existé entre les époux Hédoin-Leblanc que de la succession de la dame Hédoin ;

Attendu que le notaire commis a procédé à la mission à lui confiée, et a dressé un état de ses opérations, portant la date du 27 mars 1899, et dont les consorts Hédoin, parties de Me Faupin, demandent l'homologation pure et simple,

Attendu, au contraire, que Fauque, curateur à la succession vacante d'Eugène Hédoin, l'un des enfants issus du mariage Hédoin-Leblanc, critique le travail du notaire liquidateur sur deux points :

1° Rapport de dot :

Attendu que le notaire liquidateur a fait effectuer par la succession Eugène Hédoin le rapport à la succession de la dame Hédoin mère, de la somme de 17,000 francs représentant la moitié de la dot à lui constituée par son contrat de mariage en date du 18 février 1884, avec intérêts de droit ;

Attendu qu'aux termes du contrat de mariage d'Eugène Hédoin avec la demoiselle Evrard, reçu par Me Duluard, substituant Me Delaunay, notaire à Paris, le 18 février 1884, Hédoin père a constitué en dot au futur époux, son fils, une somme de 34,000 francs qu'il lui avait remise dès avant le mariage ;

Attendu que les consorts Hédoin soutiennent à tort que cette dot ayant été constituée : 1° par le mari seul ; 2° à un enfant commun ; 3° en effets de la communauté, et à la charge de cette communauté, que cette dernière, d'autre part, ayant été acceptée par la dame Hédoin, la moitié de la dot doit être supportée par ladite dame, conformément aux dispositions de l'art. 1439 C. civ. ;

Attendu qu'aux termes de cet article, la dot constituée par le père seul est, en principe, à la charge de la communauté, parce que le mari, chef de la communauté, a le droit de doter les enfants nés du mariage en biens communs, d'où il suit que si la

femme accepte la communauté, elle la prend telle quelle avec les charges la grevant, et supporte la moitié de la dot;

Mais attendu que ces règles cessent de s'appliquer et que le père constituant supporte seul le poids de la dot lorsqu'il a déclaré expressément qu'il s'en chargeait pour le tout ou pour une portion plus forte que la moitié;

Attendu, d'ailleurs, que cette déclaration expresse exigée par la loi peut être remplacée par des mentions équivalentes;

Attendu qu'il faut considérer comme telles dans l'espèce actuelle les stipulations par lesquelles Hédoin père a constitué la dot dont s'agit à son fils, en avancement d'hoirie et avec droit de retour à son profit;

Attendu que les circonstances de fait de l'affaire corroborent cette interprétation; qu'il est à remarquer, en effet, que la dame Hédoin mère n'a pas été portée au contrat, et que l'on cherche vainement, pour expliquer son absence, à arguer de son état de maladie; que le prétexte invoqué ne suffit pas à faire comprendre comment elle s'est abstenue de se faire représenter par un mandataire;

Attendu que la constitution de dot est donc demeurée à la charge personnelle de Hédoin père, sans que la succession de la dame Hédoin en ait jamais été tenue; qu'en conséquence, Hédoin père doit seul récompense à la communauté, sans qu'il y ait lieu à rapport par la succession de l'enfant doté à sa mère;

2° Rapport de dette (sans intérêt) :

Par ces motifs,

Dit que c'est à tort que le notaire liquidateur a fait faire récompense à la communauté par la succession de la dame Hédoin, mère, de la moitié de la dot constituée à Eugène Hédoin par son père, celui-ci en étant seul tenu aux termes de l'art. 1439 C. civ.;

Dit que c'est également à tort qu'il a fait effectuer le rapport, par le succession Eugène Hédoin, à la succession de la dame Hédoin mère, de la somme de 1,700 francs, moitié de la constitution de dot contenue au contrat du 18 février 1884, et intérêts de droit;

Ordonne, en conséquence, que l'état liquidatif du 27 mars 1899 sera rectifié en ce sens.

M^es Marcel LAMARE (du barreau de Paris) et ROZEY av.

Note. — V. dans le même sens : Lyon 12 mai 1851 (Rec. de cette cour, t. XXIX, p. 215); Douai 6 juillet 1853 (S. 55,2.117 — J. du P. 55.1.545 — D. 55.2.350). *Adde* conf. Duranton, t. XIV, n° 292; Aubry et Rau, t. V, p. 224, texte et note 12; Massé et Vergé, t. IV, § 642, p. 104, note 51; Rodière et Pont, Contrat de mariage. n° 105; Laurent, Pr. de Dr. civ., t. XXI, n° 167; Guillouard, Contrat de mariage, t. I, p. 145, n° 151.

276-277-278

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

31 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

CAUTIONNEMENT. — ÉCHÉANCE DE LA DETTE. — DÉFAUT DE POURSUITES CONTRE LE DÉBITEUR PRINCIPAL. — PRIX DE VENTE APPARTENANT AU DÉBITEUR. — RÉPARTITION AMIABLE. — PARTICIPATION DU CRÉANCIER. — RÉCEPTION D'ACOMPTE. — PRÉTENDUE DÉCHARGE DE LA CAUTION.

La caution n'est pas fondée à se prétendre déchargée, en se faisant grief de ce que le créancier, à qui l'art. 2039 C. civ. reconnaît le droit d'accorder une prorogation de terme au débiteur sans perdre son recours contre la caution, sauf à celle-ci à poursuivre directement le débiteur, s'est abstenu d'exercer aucune poursuite à l'échéance contre ledit débiteur, qui ne payait pas.

..... Et ce, alors surtout qu'il n'est point justifié qu'un préjudice quelconque pour la caution soit résulté de cette inaction du créancier.

Il en est de même lorsque le créancier s'est fait transporter, conjointement avec les autres créanciers du débiteur principal, le prix d'un fonds de commerce vendu par celui-ci et a, par l'effet de la répartition de ce prix au marc le franc entre les intéressés, touché un acompte sur sa créance, ceci d'ailleurs accompli, il est vrai, hors la présence et sans l'approbation de la caution, mais à des conditions n'emportant ni remise partielle de dette, ni perte d'un droit, ni concession d'un avantage quelconque au profit d'autres, et ne mettant aucun obstacle à la subrogation de la caution dans les droits dudit créancier pour la partie non éteinte de sa créance.

Charaudeau c. Cougnault.

LA COUR,

Vu l'art. 2037 C. civ.;

Attendu que, pour déclarer la caution déchargée de son obligation, le jugement attaqué s'est fondé : 1° sur ce que le créancier n'aurait pas, avant le règlement du 6 août 1895, fait connaître au sieur Cougnault la situation du débiteur; 2° sur ce que la caution n'aurait pas été appelée audit règlement et ne se serait pas, dès lors, trouvée en mesure de l'approuver; 3° sur ce que le sieur Charaudeau n'aurait pas, au moment de l'échéance de la dette, exercé des poursuites contre le débiteur Garnier;

Mais attendu, d'une part, que le demandeur en cassation s'est borné, par le contrat du 6 août 1895,

à se faire transporter conjointement avec les autres créanciers du sieur Garnier le prix du fonds de commerce vendu par ce dernier, et qu'il a, par l'effet de la répartition au marc le franc opérée entre les intéressés, touché une partie de sa créance;

Attendu que la convention précitée stipulait expressément que la délégation du prix de vente n'était faite qu'à valoir sur les sommes dues par Garnier; qu'elle n'emportait pour Charaudeau ni remise partielle de dette, ni perte d'un droit, ni concession d'un avantage quelconque au profit des autres créanciers du cédant, et qu'elle ne mettait point obstacle à la subrogation de la caution dans les droits du demandeur en cassation pour la partie non éteinte de sa créance;

Attendu, dès lors, qu'il était loisible au sieur Charaudeau de passer un acte de cette nature sans en aviser préalablement la caution et sans l'appeler à y intervenir;

Attendu, d'autre part, que, suivant l'art. 2039 C. civ., le créancier peut accorder une prorogation de terme au débiteur, sans perdre son recours contre la caution, sauf à celle-ci à poursuivre directement le débiteur; qu'en conséquence le sieur Charaudeau n'était nullement tenu, à l'échéance de la dette, d'exercer des poursuites contre le sieur Garnier, et que le grief pris de son inaction est d'autant moins justifié que le jugement entrepris ne constate point qu'il soit résulté, du défaut de poursuite à cette époque, un préjudice pour la caution; d'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué a admis au profit de la caution des causes de décharge non reconnues par la loi et qu'il a violé le texte susénoncé;

Casse le jugement du Tribunal civil de Châtellerault du 10 mai 1897.

MM. Rau rapp.; Desjardins av. gén. c. conf. de Ramel av.

Note. — Ces solutions, en l'état de la jurisprudence antérieure, ne pouvaient faire difficulté. Il avait été, en effet, déjà plusieurs fois jugé que la déchéance que l'art. 2037 C. civ. édicte contre le créancier qui s'est, par son fait, mis dans l'impossibilité de subroger la caution dans ses droits, hypothèques et privilèges contre le débiteur principal, n'atteint pas le créancier qui, en s'abstenant de poursuivre ledit débiteur à l'échéance, l'a laissé devenir insolvable: Cass. 22 janvier 1849 (S. 49.1.182 — J. du P. 49.1.389 — D. 49.1.33); 8 mai 1861 (S. 61.1.582 — J. du P. 61.1029 — D. 61.1.269); Nancy 13 avril 1867 (S. 68.2.81 — J. du P. 68.440 — D. 67.2.103). Cette jurisprudence est d'ailleurs approuvée par les auteurs : Aubry et Rau, t. IV, p. 638; Pont, Petits contrats, n° 382.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST

28 août 1900.

Présidence de M. Marfille.

1°-2°-5° ABORDAGE. — COMPÉTENCE. — ÉTRANGERS. — ABORDAGE EN PLEINE MER. — TRIBUNAL DU LIEU DE REFUGE. — ART. 428 § 3 C. PR. CIV. — FINS DE NON-RECEVOIR. — ART. 435 ET 436 ANCIENS C. COM. — DILIGENCES FAITES PAR LE CAPITAINE ABORDÉ. — PROTESTATION. — ASSIGNATION EN JUSTICE. — JUGEMENT. — DROIT POUR LES CHARGEURS DE S'EN PRÉVALOIR. — FACULTÉ D'ABANDON DU NAVIRE ET DU FRET. ART. 216 C. COM. — APPLICATION DE LA LOI DU LIEU OU LE MANDAT A ÉTÉ REÇU PAR LE CAPITAINE FAUTIF. — CONFLITS DE LOIS. — LOI ANGLAISE.

3° COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS. — VOITURIER. — PRESCRIPTION DE L'ACTION. — ART. 108 C. COM. — INAPPLICABILITÉ AUX TRANSPORTS MARITIMES.

4° ÉTRANGERS. — CONFLIT DE LOIS. — PROCÉDURE. — PRESCRIPTION LIBÉRATOIRE. — APPLICATION DE LA « LEX FORI ».

1° *Le tribunal du lieu où, après un abordage en pleine mer, le navire abordé s'est réfugié est compétent pour connaître de l'action en responsabilité intentée par un chargeur étranger à bord de ce navire contre le capitaine et l'armateur tous deux étrangers du navire abordeur, si, en ce lieu, ledit chargeur a dû, pour retirer ses marchandises et les faire parvenir à destination, payer la part qui leur était afférente dans les avaries grosses et particulières résultant du sinistre et qu'ainsi il y a eu un paiement dans le sens de l'art. 420 § 3 C. pr. civ. reconnu applicable entre étrangers.*

2° *Lorsque le capitaine d'un navire abordé a, conformément aux dispositions des art. 435 et 436 anciens C. com., protesté dans les vingt-quatre heures et fait suivre cette protestation d'une citation en justice dans le mois contre le capitaine du navire abordeur, qu'en outre cette citation a été suivie d'un jugement qui déclare le capitaine abordeur responsable de l'abordage et le condamne à indemniser tous les intéressés sur le navire abordé, ces protestation, assignation et jugement profitent aux chargeurs sur le navire abordé auxquels il ne peut être opposé ultérieurement aucune fin de non-recevoir tirée de l'inobservation des dispositions précitées.*

3° *Les dispositions de l'art. 108 C. com., qui édictent des prescriptions de courte durée à l'encontre des actions contre les voituriers à raison du contrat de transport, ne sont applicables qu'aux voituriers par terre et par eau, à l'exclusion des transporteurs maritimes.*

4° *La prescription libératoire est un moyen de procédure affectant non le droit mais l'action*

qui le sanctionne, et, par suite, en cas de conflit de lois naissant de ce qu'un créancier d'une nationalité différente de celle de son débiteur se voit opposer en justice la prescription, c'est la loi du tribunal saisi (lex fori) *qui doit être appliquée à l'exclusion de toute autre.*

Il en est ainsi, particulièrement, au cas où la prescription libératoire est invoquée par un débiteur anglais domicilié en Angleterre, qui demande l'application de sa loi nationale, la loi anglaise tranchant le même conflit de lois par l'application de la lex tori.

... Et alors surtout que la prescription de la loi anglaise est invoquée pour échapper à la mise à exécution d'une décision émanant d'une juridiction française, le principe de la souveraineté des nations chez elles s'opposant à ce qu'une sentence émanée d'une juridiction française puisse être déclarée prescrite par application d'une loi étrangère.

5° *En cas d'abordage en pleine mer entre deux navires de nationalité différente, c'est d'après la loi du pays où s'était effectué l'armement du navire abordeur et où le capitaine de ce navire avait reçu mandat de l'armateur, que doit se régler l'étendue de la responsabilité du propriétaire dudit navire, à raison de la faute commise par son capitaine et qui a amené la collision.*

En conséquence, en cas d'abordage en pleine mer entre un navire français et un navire anglais, abordage reconnu imputable à la faute du capitaine anglais, l'armateur anglais ne peut prétendre se libérer envers les intéressés sur le navire abordé par l'abandon de son navire et du fret, la loi anglaise ne contenant, à cet égard, aucune disposition analogue à celle de l'art. 216 C. com.

Fritze et C^ie^ c. capitaine Kendrick et Wilson Sons et C^ie^.

Le 7 mars 1882, une collision avait lieu en pleine mer au large de Brest entre le *Précurseur*, navire français et l'*Apollo* navire anglais; l'*Apollo* coulait à pic et son équipage était recueilli par le *Précurseur* qui, avarié lui-même, se réfugiait dans le port de Brest.

Les deux capitaines, pour satisfaire aux exigences des art. 435 et 436 (anciens) C. com. se signifiaient mutuellement les protestations d'usage dans les vingt-quatre heures et s'assignaient l'un et l'autre en dommages-intérêts devant le Tribunal de commerce de Brest.

Le 2 juin 1883, un jugement confirmé le 29 janvier 1884 par la Cour de Rennes reconnaissait que l'abordage était dû à la négligence du capitaine de l'*Apollo*, qui était condamné à indemniser sur état et après expertise tous les intéressés des suites de la collision et des frais de relâche.

Les armateurs anglais de l'*Apollo*, MM. Wilson Sons et C^ie^, notifièrent alors aux armateurs du *Précurseur*, MM. Tandonnet, qu'ils entendaient bénéficier des dispositions de l'art. 216 C. com. et faire l'abandon pur et simple de leur navire et de son fret. Leur prétention fut rejetée par un jugement du Tribunal de Brest du 23 janvier 1887, confirmé par la Cour de Rennes le 21 décembre 1887 (Gaz. Pal. 88.1.204, avec la consultation de M^e^ Bosviel — D. 89.2.145). Le tribunal et la cour disaient que la loi anglaise (statut de 1862), loi du pavillon du navire abordeur, et du lieu où le mandat avait été donné au capitaine, devait régler l'étendue de la responsabilité des propriétaires de ce navire à raison de la faute commise par le capitaine, et, faisant application de cette loi, ils condamnaient les armateurs anglais à réparer le dommage jusqu'à concurrence de 8 livres par tonneau de jauge. Un arrêt rendu le 4 novembre 1891 par la chambre civile de la Cour de cassation (Gaz. Pal. 91.2.545, avec les conclusions de M. l'avocat général Desjardins — D. 92.1.401), rejeta le pourvoi des armateurs anglais.

MM. Taudonnet ayant pu ainsi obtenir satisfaction, restaient les chargeurs sur le *Précurseur* qui avaient dû payer pour participation de leurs marchandises aux avaries communes et pour avaries particulières des sommes importantes.

Un chargeur français, le sieur Prévost, engagea, le premier, un procès contre les armateurs anglais. Par jugement du Tribunal de commerce de Brest, en date du 15 juin 1895, ceux-ci furent condamnés à rembourser intégralement à M. Prévost le montant du préjudice qu'il avait éprouvé du fait de l'abordage.

A la suite de ce jugement, un chargeur étranger, Fritze et C^ie^ de Brême, assigna les armateurs anglais, comme M. Prévost l'avait fait antérieurement; il sollicitait une condamnation au paiement de 49,252 fr. 45 qu'il avait dû payer pour avaries grosses et particulières à raison des marchandises qu'il avait sur le *Précurseur*.

Pour répondre à cette instance, MM. Wilson Sons et C^ie^ invoquèrent deux moyens tirés l'un de l'incompétence du tribunal à raison de l'extranéité des parties et l'autre de la prescription de l'action.

Par son jugement en date du 4 septembre 1897,

rapporté Gaz. Pal. 99.2.260, le Tribunal de commerce de Brest se déclara compétent, mais, admettant le moyen tiré de la prescription de l'action par application de la loi anglaise, rejeta la demande d'indemnité.

MM Fritze et Cie interjetèrent appel de ce jugement. Sur cet appel, MM. Wilson Sons et Cie déclarèrent accepter la décision des premiers juges relativement à la compétence, persistant au contraire dans le moyen tiré de la prescription de l'action.

Par arrêt du 30 mai 1899, rapporté Gaz. Pal. 99.2.260, la Cour d'appel de Rennes. considérant qu'en acceptant, ainsi qu'ils l'avaient fait, la compétence du tribunal pour vider l'action, Wilson et Cie avaient renoncé au bénéfice de leur statut personnel pour accepter l'application de la loi française dans toutes ses dispositions, déclara l'action non prescrite par application des dispositions de la loi française. Mais soulevant d'office le moyen tiré de ce que la condamnation de 1884 n'était pas prononcée contre Wilson, Sons et Cie, les armateurs, mais contre Kendrick, capitaine seul, comme ayant commis une faute en dehors du mandat qu'il tenait de ses armateurs, les juges d'appel ne prononcèrent pas la condamnation demandée contre Wilson et Cie seulement, déclarant que ceux-ci ne pouvaient être recherchés qu'en qualité de garants de leur préposé.

Dans ces conditions, MM. Fritze et Cie assignèrent à nouveau devant le Tribunal de commerce de Brest, pour obtenir cette fois une condamnation solidaire contre Kendrick, capitaine de l'*Apollo* et Wilson Sons et Cie, armateurs, pris comme garants de leur capitaine.

Sur quoi le tribunal a rendu le jugement suivant :

LE TRIBUNAL,

Attendu que par exploit de Holley, huissier à Brest, en date du 5 avril 1900 enregistré, les sieurs Fritze et Cie, consignataires, demeurant à Brême, Allemagne, ont donné assignation : 1° à Kendrick, capitaine au long cours, demeurant à Hull, Grande Bretagne; 2° à Wilson, Sons et Cie, armateurs à Hull, Grande Bretagne, à comparaître devant le Tribunal de commerce de Brest pour : « Attendu que le 7 mars 1882, les vapeurs *Apollo* et *Précurseur* se sont abordés en pleine mer et que, sur l'action dirigée par Guignon et Tandonnet, capitaine et armateur du *Précurseur*, le capitaine Kendrick de l'*Apollo* a été déclaré responsable et condamné à indemniser tous les intéressés sur le *Précurseur*, des suites de la collision; attendu que les requérants ayant à bord du *Précurseur* trois cent cinquante-neuf balles de laine pour lesquelles ils ont payé pour avaries grosses 49.252 fr. 45, ont poursuivi le remboursement de cette somme devant le Tribunal de commerce de Brest; que pour répondre à cette instance, Wilson et Cie, ont invoqué deux moyens, l'exception d'incompétence et la prescription; que le Tribunal de commerce de Brest par son jugement du 4 septembre 1897, s'est déclaré compétent, mais a admis la prescription de l'action, rejetant par suite la demande d'indemnité; ottendu que sur appel des requérants Wilson, Sons et Cie, ont déclaré accepter la décision des premiers juges relativement à la compétence et la Cour de Rennes a appliqué à la prescription la loi Française et déclaré l'action non prescrite; mais que, soulevant d'office le moyen tiré de ce que la condamnation n'était pas prononcée contre Wilson, Sons et Cie, l'armateur, mais contre Kendrick, capitaine de l'*Apollo*, comme ayant commis une faute personnelle en dehors du mandat qu'il tenait de ses armateurs, les juges d'appel n'ont pas prononcé la condamnation demandée contre Wilson et Cie seulement, déclarant que ceux-ci ne pouvaient être recherchés qu'en qualité de garants de leur préposé L'arrêt de Rennes étant passé en force de chose jugée, Fritze et Cie se trouvaient dans la nécessité de revenir devant le tribunal pour obtenir condamnation solidaire : 1° contre Kendrick; 2° contre Wilson, Sons et Cie, comme garants de leur capitaine, pour la somme de 49,252 fr. 45 avec intérêts de droit depuis le jour de la demande et, en outre et solidairement aux dépens »;

Faits :

Attendu que Kendrick, Wilson et Cie reconnaissant la matérialité des faits qui les amènent aujourd'hui devant le tribunal, il est inutile d'en faire à nouveau l'historique; qu'il suffit de rappeler qu'à la suite de l'abordage entre le *Précurseur* et l'*Apollo*, le capitaine Kendrick a été condamné par jugement de ce siège confirmé par la Cour d'appel d'appel de Rennes le 29 janvier 1884 à indemniser sur état et après expertise tous les intéressés des suites de la collision et des frais de relâche;

Attendu que les requérants avaient à bord du *Précurseur* 359 balles de laine pour lesquelles, ils ont payé pour avaries grosses 49,252 fr. 45 dont ils ont poursuivi le recouvrement contre Wilson et Cie, seuls, devant le Tribunal de commerce de Brest, lequel, après s'être déclaré compétent, à admis la prescription, conformément à la loi anglaise;

Attendu que Fritze et Cie ont fait appel de cette décision qui a été réformée par arrêt de la Cour de Rennes, dont le dispositif est le suivant : « Donne acte aux parties de ce qu'elles acceptent la décision des premiers juges en ce qui touche la compétence; pour le surplus, dit qu'il a été bien appelé, mal jugé; réformant, dit que l'arrêt de 1884 n'est pas applicable à Wilson, Sons et Cie; que Fritze et Cie se trouvent dans les limites de temps pour poursuivre la réparation qui peut leur être due; les renvoie à

se pourvoir ainsi qu'il appartiendra; déboute les parties en cause de leurs autres demandes, fins et conclusions »;

Attendu que Fritze et Cie se basant sur cet arrêt ont assigné : 1° Kendrick, capitaine de l'*Apollo*, en réparation du préjudice causé; 2° Wilson et Cie solidairement comme garants de leur préposé et civilement responsables de celui-ci;

Attendu que les défendeurs ne discutent pas le fond, mais se bornent pour repousser la demande à invoquer les fins de non-recevoir suivantes : 1° incompétence du tribunal; 2° inobservation des art. 435 et 436 anciens C. com. et 108 même Code; 3° prescription de l'action; 4° faculté d'abandon, suivant l'art. 216 C. com.;

Sur le premier moyen : compétence:

Attendu que le défendeur prétend que la nature de l'action intentée actuellement par Fritze et Cie, est une action personnelle contre Kendrick en dehors du mandat à lui donné par Wilson, c'est au domicile de Kendrick que Fritze doit s'adresser et que le Tribunal de commerce de Brest est incompétent;

Attendu que le jugement de 1897 a déjà repoussé cette manière de voir contre Wilson il est vrai, mais que les mêmes motifs qui l'ont poussé à se déclarer compétent à l'égard de l'armateur, subsistent à l'égard du capitaine;

Attendu qu'il est de jurisprudence constante, et la Cour de Rennes l'a ainsi jugé le 15 décembre 1891, que les tribunaux français ont qualité pour juger les différends nés entre étrangers à l'occasion d'obligations dont l'exécution doit avoir lieu en France, dans tous les cas où l'art. 420 C. pr. civ. leur permettrait de statuer sur les litiges existant entre Français; qu'il en résulte que le débiteur étranger ne doit pas nécessairement être appelé par le demandeur devant le tribunal de son domicile, le commerçant étranger comme le commerçant français pouvant puiser dans l'art. 420 le droit de demander le renvoi devant le tribunal dans l'arrondissement duquel le paiement doit être effectué;

Attendu que le paiement de 49.252 fr. 45 a bien été fait à Brest, puisque les agents de Fritze et Cie, Huth et Cie de Londres, ont été contraints pour retirer leurs balles de laine de prier leur correspondant à Brest les sieurs de Kerros d'en garantir le paiement, qui a été en dernier lieu effectué chez Lemonnier et Cie, banquiers dans notre ville;

Attendu que l'arrêt de 1884 avait condamné Kendrick à indemniser, sur état et après expertise, tous les intéressés, des suites de la collision et des frais de relâche; Fritze, partie à ce jugement, puisqu'il est compris dans les intéressés, a le droit de se servir contre Kendrick, de l'art. 420 3e alinéa C. pr. civ.; que par voie de conséquence Wilson garant de Kendrick, responsable des actes de son capitaine est également valablement assigné à Brest, le tribunal doit se déclarer compétent;

Sur le deuxième moyen : Inobservation des art. 435 et 436 C. com. :

Attendu que Kendrick prétend que l'action de Fritze et Cie n'est pas recevable, car ils ne se sont pas conformés aux prescriptions des 435 et 436 C. com.;

Attendu que le tribunal de céans a déjà statué sur le moyen dans son jugement de 1895, qui déclare que la protestation et l'assignation ont été lancées à à temps par le sieur Guignon; que, de plus, le capitaine du *Précurseur* avait obtenu contre le défendeur actuel le jugement de 1883, confirmé par l'arrêt de 1884, comme représentant légal des chargeurs pendant le voyage; ayant qualité pour introduire contre les tiers des actions en réparation du dommage causé à la cargaison par un abordage ou tout au moins pour sauvegarder, par l'accomplissement des formalités légales, l'exercice ultérieur desdites actions (Cass. 6 mai 1891), cette fin de non-recevoir ne saurait être admise.

Prescription tirée de l'art. 108 C. com. :

Attendu que l'art. 108 n'intéresse que les voituriers par terre et par eau; que le législateur a soigneusement séparé les articles concernant ces genres de transports, des transports maritimes proprement dits, auxquels il a consacré le livre deuxième du Code de commerce; que par suite ce moyen ne saurait être accueilli;

Prescription :

Attendu que Kendrick invoque la prescription suivant la loi anglaise, puisque c'est la loi de son domicile qui a été appliquée pour la réparation du préjudice;

Attendu que Fritze et Cie, invoquent au contraire la loi française et réclament le bénéfice de la prescription trentenaire;

Attendu qu'en l'absence regrettable d'une législation maritime internationale, il faut rechercher quelle loi doit décider si la prescription est acquise, lorsqu'un créancier d'une nationalité différente de son débiteur se voit opposer en justice la prescription;

Attendu que la prescription est un moyen de procédure affectant non le droit, mais l'action qui le sanctionne; en cas de conflit, c'est la loi du tribunal saisi qui doit être appliquée; que c'est également l'opinion de la doctrine et de la jurisprudence anglaise;

Attendu, en effet, que malgré les divergeances de certificats de coutumes anglaises, et la contradiction qui existe entre eux, il ressort qu'en accueillant la prescription invoquée par Kendrick, on appliquerait un principe en complète opposition avec la législation anglaise, et l'on ferait bénéficier le défendeur d'un moyen de procédure dont un étranger défendeur, dans une instance analogue, pendante devant une cour anglaise, ne pourrait en aucun cas se prévaloir;

Attendu, en outre, lorsqu'il s'agit de mise à exécution d'une décision émanant d'une juridiction française, il serait contraire à la souveraineté des

nations chez elles, de la déclarer prescrite par application d'une loi étrangère ;

Attendu que l'arrêt de 1899 a déclaré que Fritze et C^ie^ se trouvent dans les limites de temps, pour poursuivre la réparation qui peut leur être due, il y a lieu de repousser le moyen tiré de la prescription anglaise invoqué par Kendrick;

Fin de non-recevoir tirée de l'art. 216 C. com. :

Attendu que Kendrick demande, au cas où le tribunal repousserait ses autres fins de non-recevoir, de lui accorder la faculté d'abandon conformément à l'art. 216 C. com. ;

Attendu que la question d'abandon a déjà été jugée dans cette même affaire et tranchée contre Kendrick par arrêt de la Cour de cassation de 1891; que les arrêts postérieurs de 1895 et 1897, obtenus par des étrangers autorisés à faire abandon, ont été rendus dans ce sens, parce que les abordages avaient eu lieu dans les eaux territoriales, les étrangers jouissant, en matière commerciale, des mêmes droits que les Français en France; mais que ces arrêts n'ont pas détruit celui de 1891, Kendrick ne saurait être admis à profiter de l'art. 216;

Sur le fond :

Attendu que la créance de Fritze et C^ie^ a été fixée par les dispacheurs, le 31 mars 1883, à la somme de 49,252 fr. 45; que le jugement du 2 juin 1883, confirmé par l'arrêt du 29 janvier 1884 a condamné le sieur Kendrick à indemniser tous les intéressés de la suite de la collision et des frais de relâche; que Kendrick n'est que le mandataire de Wilson, Sons et C^ie^, ils doivent être condamnés solidairement à rembourser aux demandeurs la somme que ces derniers ont déboursée ;

Par ces motifs,

Déboute Kendrick et Wilson Sons et C^ie^ de toutes leurs fins de non recevoir et conclusions;

Se déclare compétent;

Dit que Fritze et C^ie^ sont encore dans les délais pour intenter leur action.

Repousse l'abandon proposé par Wilson Sons et C^ie^;

Condamne Kendrick, Wilson et C^ie^, ces derniers comme civilement responsables du quasi délit commis par leur capitaine, à payer aux demandeurs la somme de 49,252 fr. 45 avec intérêts de droit;

Condamne Kendrick, Wilson, Sons et C^ie^, solidairement aux dépens.

M^es^ THESMAR (du barreau de Paris) et DE COATPONT av.

Note. — I. — Sur le premier point : Le Tribunal de commerce de Brest avait déjà, dans cette même affaire, tranché la question dans le même sens par son jugement du 4 septembre 1897, rapporté Gaz. Pal. 99.2.260. V. notre note sous cette décision avec les renvois à la doctrine et à la jurisprudence.

La question, controversée avant la loi du 11 décembre 1897 qui a complété l'art. 407 C. com., ne peut plus l'être aujourd'hui, en présence des dispositions nouvelles de cet article. L'art. 407 nouveau porte, en effet, *in fine* : « En cas d'abordage, le demandeur pourra, à son choix, assigner devant le tribunal du domicile du défendeur, ou devant celui du port français dans lequel en premier lieu, soit l'un, soit l'autre des deux navires s'est réfugié. — Si l'abordage est survenu dans les limites des eaux soumises à la juridiction française, l'assignation pourra être également donnée devant le tribunal dans le ressort duquel la collision s'est produite. » Ainsi aujourd'hui, en cas d'abordage, l'action en responsabilité peut être portée soit devant le tribunal du domicile du capitaine assigné, soit devant le tribunal du lieu de refuge, soit devant le tribunal dans le ressort duquel la collision s'est produite.

Cette disposition nouvelle s'applique évidemment aux étrangers aussi bien qu'à nos nationaux, la loi n'ayant fait aucune réserve à cet égard.

II. — Sur le second point : Les dispositions des art. 435 et 436 anciens C. com., auxquelles les capitaines des deux navires, abordeur et abordé, avaient dû se conformer en arrivant au port de refuge, étaient les suivantes : Art. 435 : « Sont non recevables..... toutes actions en indemnités pour dommages causés par l'abordage dans un lieu où le capitaine a pu agir s'il n'a point fait de réclamation ». — — Art. 436 : Ces protestations et réclamations sont nulles si elles ne sont faites et signifiées dans les vingt-quatre heures, et si, dans le mois de leur date, elles ne sont suivies d'une demande en justice. »

La jurisprudence, interprétant ces dispositions a décidé que le capitaine était le représentant légal de l'armateur et des chargeurs pour introduire les actions en réparation du dommage causé par l'abordage, ou tout au moins pour sauvegarder, par l'accomplissement des formalités légales, l'exercice ultérieur desdites actions : Cass. 6 mai 1891 (S. 92.1.93 — D. 91.1.468).

Dans l'espèce, le capitaine du navire abordé avait régulièrement, dans les délais, fait la protestation et assigné en justice, il avait même obtenu un jugement au profit de tous les intéressés sans qu'ils fussent désignés ni par leur nom, ni par le chiffre de leur intérêt ; il ne paraît donc pas douteux que le capitaine et l'armateur du navire abordeur ne pouvaient plus désormais opposer les fins de non-recevoir tirées des art. 435 et 436 contre les intéressés qui réclameraient ultérieurement ce qui leur était dû.

Le Tribunal de commerce de Brest s'était d'ailleurs prononcé déjà dans ce sens le 15 juin 1895, au profit d'un des intéressés dans cette même affaire : « Attendu, dit ce jugement, que c'est en vain que Wilson, Sons et C^ie^ opposent au sieur Prévost une fin de non-recevoir tirée des art. 435 et 436 C. com., car la protestation et l'assignation ont été lancées à temps par le capitaine Guignon, alors représentant légal de tous les intéressés ; que le capitaine a obtenu contre eux le jugement du 2 juin 1883, confirmé par arrêt de 1884; qu'aujourd'hui, il n'apparaît pas au tribunal que les chargeurs soient forclos par la prescription; que les armateurs sont toujours sous le coup de ce jugement dont le demandeur peut encore tirer profit ».

III. — Sur le troisième point : La solution consacrée par le jugement recueilli ne peut être douteuse. L'art. 108 C. com. placé au titre « des commissionnaires » au livre I^er^ du Code de commerce relatif au « commerce en général », n'est point applicable en matière de « commerce maritime » qui fait l'objet du livre II du Code de commerce ; il ne s'applique qu'aux commissionnaires par terre et par eau appelés généralement voituriers, et non aux transporteurs maritimes : c'est aux art. 435 et 436 C. com. placés au livre II qu'il faut rechercher les fins de non-recevoir qui peuvent être invoquées contre ceux-ci.

IV. — Sur le quatrième point ; La question de savoir quelle est la loi applicable, en cas de conflit en matière de prescription libératoire, est très controversée.

La solution consacrée par le jugement recueilli, qui applique la *lex fori*, est conforme à l'opinion développée par M. l'avocat général MAHOUDEAU devant la Cour de Rennes, lors de l'arrêt rendu par cette cour le 30 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.2.260) dans cette même affaire.

Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ses conclusions, car elles contiennent une étude très claire et très appronfondie de cette délicate question :

« La question qui se pose ici, a dit M. l'avocat général, est une question de droit pur, question de principe qui peut se formuler ainsi : lorsqu'il y a conflit de lois en matière de prescription, quelle est la loi applicable, et plus spécialement lorsqu'un créancier d'une nationalité différente de celle de son débiteur se soit opposer en justice la prescription, d'après quelle loi décider si cette prescription est acquise ?

« La solution de cette question n'a pas donné naissance à moins de cinq systèmes qui se divisent en deux groupes. Ils sont tous en effet dominés par l'une ou l'autre des deux manières de concevoir la prescription.

« Les systèmes du premier groupe partent de cette idée que la prescription libératoire affecte le fond du droit, est un mode d'extinction des obligations.

« D'après le principal de ces systèmes, c'est la loi du contrat qui est la loi de la prescription; ainsi le décidait la jurisprudence française en général avant 1869, et on retrouve un écho de cette doctrine dans deux jugements du Tribunal de la Seine du 2 juin 1881 (S. 81.2.218) et du 19 février 1889 (Gaz. Pal. 89.1.574).

« Les systèmes du second groupe partent d'une toute autre idée; ils conçoivent avec juste raison la prescription comme un moyen de procédure, affectant non pas le droit lui-même, mais l'action qui le sanctionne : V. notamment : Aubry et Rau, 4e éd., t. VIII, § 771, p. 423 et § 775, p. 448. C'est, d'une manière unanime, (cela n'est peut être pas indifférent à remarquer dans l'espèce) l'opinion de la doctrine, et de la jurisprudence anglaises; c'est aussi, sauf quelques rares dissidences (V. les jugements du Tribunal civil de la Seine précités) l'opinion de la jurisprudence française.

« Les partisans de cette doctrine se divisent lorsqu'il s'agit de déterminer, en cas de conflit de lois, la loi applicable en matière de prescription; suivant les uns, c'est la loi du domicile du débiteur; suivant les autres, c'est la loi du lieu de l'action, la *lex fori*. Tels sont les deux système du second groupe.

« A vrai dire ils se confondent presque toujours dans la pratique, parce que le débiteur étant en général poursuivi à son domicile, la loi de son domicile se confond presque toujours avec la *lex fori*. De fait, on ne trouve, à notre connaissance, dans les recueils de jurisprudence qu'une seule décision rendue dans une espèce où les deux lois sont différentes : Trib. civ. Seine 28 novembre 1891 (Gaz. Pal. 91.2.237.)

« Dans notre espèce il en est de même et il faut choisir entre la loi du domicile du débiteur (loi anglaise) et la *lex fori* (loi française).

« Si on se reporte à la lettre des décisions de la jurisprudence française, on voit que généralement elle opte pour la loi du domicile du débiteur : V. en ce sens : Trib. civ. Seine 18 juillet 1885 (Gaz. Pal. 88.1.282); 21 mars 1891 (Gaz. Pal. 94.1.617); Besançon 11 janvier 1883 (S. 85. 1.113 — D. 83.2.211); Paris 26 janvier 1888 (Gaz. Pal. 88. 1.282); 11 décembre 1893 (Journ. de Dr. int. privé 1894, p. 145); Cass. 13 janvier 1869 (S. 69.1.49); 28 juillet 1884 (D. 85.1.300).

« Toutes ces décisions se ramènent à une seule. C'est l'arrêt de cassation de 1869 dont les autres n'ont fait que reproduire le considérant suivant : « Attendu qu'en ma- « matière d'actions personnelles, les règles de la prescrip « tion sont celles de la loi du domicile du débiteur qui, « poursuivi en vertu de la loi de son pays, a le droit de « se prévaloir des dispositions de cette même loi qui pou- « vait le protéger contre l'action dont il est l'objet... »

« Il résulte des termes de ce considérant que si en cas de conflits de loi, lorsqu'il s'agit de la prescription, la loi applicable est la loi du domicile du débiteur, c'est parce que, poursuivi en vertu de la loi de son pays, le débiteur a le droit de se prévaloir, etc... Qu'est-ce à dire, si non que la loi même en vertu de laquelle l'action est intentée et réglée, la loi qui permet d'attaquer le débiteur, cette loi là seule est celle qu'il peut invoquer pour résister à cette attaque et se défendre au moyen de l'exception de prescription. Voilà ce qui ressort clairement, nettement, du seul considérant de principe de l'arrêt de 1869.

« Et cette loi quelle est-elle ? Non pas la loi réglant le fond du droit, mais la loi de procédure, la loi de forme au moyen de laquelle l'action dont on veut réprimer l'effet par la prescription a été mise en œuvre. C'est à n'en pas douter la *lex fori*, la loi qui régit la procédure ne pouvant être que celle de la nationalité du tribunal saisi du différend.

« Sans doute la Cour suprême a parlé de la loi du domicile du débiteur parce qu'elle a statué en envisageant le *de eo quod plerumque fit* et parce que dans l'espèce de l'arrêt, la loi du domicile du débiteur se confondait avec la *lex fori*, mais si on ne s'en tient pas à la lettre de son considérant, si on en scrute l'esprit et si on l'envisage dans son ensemble, on est forcément amené à conclure qu'elle ne parle de la loi du domicile du débiteur que parce qu'elle est la *lex fori* : V. en ce sens la remarquable note de Labbé (S. 69.1.49) et P. Fiore, Traité du Dr. int. privé, t. Ier, p. 198 § 164.

« L'arrêt de la Cour suprême précité du 28 juillet 1884, reproduit le même considérant.

« Nous pensons donc que c'est en faveur du système de la *lex fori* que doit s'interpréter la doctrine de la cour suprême ; on ne peut pas dans tous les cas, étant donné les espèces sur lesquelles elle a été appelée à statuer et le considérant que nous avons reproduit, dire que la cour suprême a pris nettement parti contre le système de la *lex fori*, opposé à celui de la loi du domicile du débiteur.

« Et voyons alors, en dehors de la jurisprudence que nous venons de citer, les raisons de choisir entre l'une et l'autre loi.

« Lorsqu'on examine les arguments invoqués par les auteurs qui soutiennent le système de la loi du domicile (Brocher, Droit int. privé, t. II, n° 275; Surville et Arthuys, Droit int. privé, n° 271; Marcadé sur l'art. 2219, n° 6), on arrive vite à se convaincre que ces auteurs manquent de logique et oublient qu'ils repoussent l'idée de concevoir la prescription comme un mode d'extinction des obligations ou que leurs arguments devraient les conduire à conclure en faveur de la *lex fori*. Quant à la tradition basée sur l'autorité de Boullenois et de Dunot, qui, dans notre ancien droit, enseignaient qu'il fallait appliquer la loi du domicile, il y a peut-être d'autant moins lieu d'en tenir compte que Dunod se décidait en faveur de la loi du do-

micile du débiteur parce que, disait-il, « c'est le lieu où le « débiteur doit être convenu ». N'était-ce pas admettre que s'il était « convenu » ailleurs qu'à son domicile c'est la loi du lieu où il était poursuivi qu'on devait appliquer.

« Dès qu'on considère la prescription comme un moyen de procédure, comme une simple exception opposée à l'action, il faut en effet logiquement admettre que, en cas de conflit de lois, c'est la *lex fori* qui est seule applicable. Comme l'a excellement dit Labbé dans la note que nous avons déjà citée et qui est à lire toute entière (S. 69.1.49) «... la loi de l'action est la loi de la prescription... Le « créancier qui sollicite d'une autorité une condamnation « doit respecter les limites du temps où l'intervention de « cette autorité est, de crainte d'erreur, renfermée par la « loi de son institution... » C'est dans le même sens que se décident MM. Baudry-Lacantinerie et Tissier (Traité de la prescription, p. 609 § 980) qui, outre les motifs que nous avons déjà invoqués en faveur du système de la *lex fori*, font valoir que la prescription est basée sur une raison d'intérêt général, presque d'ordre public «... et ce « motif conduit à dire que c'est au législateur du pays où « la poursuite a lieu qu'il appartient de déterminer qu'elle « sera la prescription admise dans ce pays... »

« Deux cours d'appel ont affirmé nettement le système dans des espèces où cependant la *lex fori* se confondait avec la loi du domicile du débiteur : Montpellier 31 mars 1873 (Journ. Dr. intern. pr. 1874, p. 29) ; Alger 17 janvier 1889 (Gaz. Pal. 89.1.674 — S. 89.2.104). Et c'est aussi à cette opinion que s'est rangé le Tribunal de la Seine dans un cas où les deux lois étaient différentes : Trib. civ. Seine 28 novembre 1891 (Gaz. Pal. 91.2.723) ; le considérant de principe un peu long mais fort bien rédigé de ce jugement résume admirablement tous les arguments qui militent en faveur du système de la *lex fori*, celui qui d'après nous, est l'expression de la vérité juridique. »

V. — Sur le cinquième point : La solution consacrée par le jugement recueilli est conforme à l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 4 novembre 1891 (Gaz. Pal. 91.2. 545) rendu conformément aux conclusions de M. l'avocat général DESJARDINS et rapportées dans notre recueil. Cet arrêt décide qu'en cas d'abordage en pleine mer la faculté d'abandon ne peut pas être opposé par l'armateur étranger dont le capitaine a causé la collision ; s'il y a conflit de lois, comme c'est le cas en présence d'un armateur anglais, la loi anglaise rendant toujours l'armateur responsable jusqu'à concurrence de 8 livres par tonneau de jauge de son navire, on doit appliquer la loi du lieu où le mandat a été donné au capitaine.

Depuis cet arrêt, la Cour de cassation a eu à deux reprises l'occasion de se demander si la faculté d'abandon ne pouvait pas être invoquée par les étrangers en France, et elle s'est prononcée deux fois dans le sens de l'affirmative. V. Cass. 18 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95 2.237 — S. 95.1.305) et 24 novembre 1897 (Gaz. Pal. 98.1.5). Mais cette jurisprudence n'est point du tout en contradiction avec celle de l'arrêt antérieur.

L'hypothèse n'est pas la même. L'arrêt de 1891 statue dans un cas où l'abordage a eu lieu en pleine mer, c'est-à-dire en dehors des eaux territoriales ; les arrêts de 1895 et 1897 statuent au contraire dans des cas de quasi-délits ou délits commis dans les eaux françaises.

Dans cette dernière hypothèse, par application de l'art. 3 C. civ. qui déclare les lois de police et de sûreté applicables aux étrangers en France, la Cour suprême décide que la loi française doit être appliquée aux armateurs étrangers, l'art. 216 étant une disposition de police et de sûreté; elle décide d'autre part, qu'il n'y a pas lieu d'en refuser le bénéfice aux étrangers par application de l'art. 11 C. civ., la disposition de l'art. 216 ne constituant point un de ces droits *purement civils* réservés aux seuls Français, aux termes d'une jurisprudence constante, mais bien un droit résultant de la loi commerciale, applicable par suite aux étrangers en France.

279-280-281-282

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

5 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

FAILLITE. — SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — DÉFAUT DE PUBLICATION. — NULLITÉ DE LA SOCIÉTÉ. — CRÉANCIERS SOCIAUX.

Une société de commerce, entachée de nullité, comme n'ayant pas reçu, lors de sa formation, la publicité prescrite par la loi, peut, tant que cette nullité qui est purement relative et non opposable par les associés aux créanciers sociaux, n'a pas été invoquée par l'une des personnes qualifiées pour le faire, être, le cas échéant, mise en faillite.

Et cette décision devient définitive au regard de tous, en vertu de l'art. 580 C. com., lorsqu'elle n'a pas été frappée d'opposition dans le délai d'un mois, à partir du jour où elle a été publiée; à l'expiration dudit délai, elle cesse de pouvoir être rapportée.

Veuve Brossard c. Brottier ès qualités.

LA COUR,

Sur le moyen de cassation pris de la violation des art. 580 C. com., 56, 57 de la loi du 24 juillet 1867 :

Attendu qu'il résulte des qualités de l'arrêt attaqué, que la demande en nullité de la Société Glétray, pour défaut de publications légales, n'avait pas d'autres fins que celle de faire tomber les jugements et arrêts ayant déclaré la faillite de cette société de fait, et la faillite personnelle du sieur Flot, à raison de sa qualité d'associé dudit Glétray;

Attendu qu'il est en effet constant, d'après les termes de ces décisions, que Plot n'a pas été mis en faillite à un autre titre que celui de membre de la société dont s'agit, laquelle avait suspendu ses paiements;

Mais attendu qu'une société de commerce, dont la formation n'a pas reçu la publicité prescrite par la loi, n'est pas pour elle inexistante en droit; qu'elle est seulement entachée d'une nullité relative, non susceptible d'être opposée par les associés aux créanciers sociaux; que tant que cette nullité n'a pas été invoquée par l'une des personnes qualifiées pour le faire, elle ne met aucun obstacle à l'exercice des droits desdits créanciers, ni par conséquent aux pouvoirs dont le tribunal de commerce est investi

pour protéger leurs intérêts; qu'il suit de là qu'une telle société peut être, le cas échéant, mise en faillite et que cette décision devient définitive au regard de tous en vertu de l'art. 580 C. com., faute d'être frappée d'opposition dans le délai d'un mois à partir du jour où elle a été publiée;

Attendu, d'ailleurs, que Flot ayant été mis personnellement en faillite, cette mesure, quels qu'en eussent été les motifs, n'était plus elle-même susceptible d'être rapportée, n'ayant pas été attaquée dans le délai imparti par la loi aux intéressés; qu'en appliquant, dans la cause, cette fin de non-recevoir, la Cour d'Orléans n'a point violé les dispositions invoquées dans la requête;

Rejette le pourvoi formé par la veuve Brossard contre l'arrêt de la Cour d'Orléans du 17 mars 1899.

MM. Cotelle rapp.; Mérillon av. gén. — Me Maurice Bonnet av.

Note. — La Cour de cassation avait déjà plusieurs fois reconnu que la nullité d'une société, pour défaut de publications, n'étant pas opposable par les associés aux tiers, ne saurait faire obstacle au droit pour les créanciers sociaux de faire prononcer, au cas échéant, la faillite de cette société : Cass. 12 novembre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.665) et la note; 3 avril 1895 (Gaz. Pal. 95.1.550).

COUR D'APPEL DE PARIS (2e Ch.)

15 mai 1900.

Présidence de M. Harel.

MARQUE DE FABRIQUE APPARTENANT A UN AUTRICHIEN. — IMITATION PAR UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE. — FAITS AYANT EU LIEU EN TURQUIE. — ART. 5 C. INST. CRIM. — SENS DE LA LOI OTTOMANE. — CAPITULATIONS. — PRINCIPE D'EXTERRITORIALITÉ. — COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS.

Aux termes de l'art. 2 du traité franco-autrichien du 18 février 1884, les ressortissants des deux pays jouissent, sur le territoire de l'autre, des mêmes droits que les nationaux pour la protection des marques de fabrique et de commerce, ainsi que des dessins et modèles industriels.

Pour qu'il y ait lieu à application de l'art. 5 C. inst. crim., dans le cas où un délit a été commis par un Français à l'étranger, il faut que ce délit soit réprimé à la fois par la loi française et la législation du pays où il a été commis, et lorsqu'un doute s'élève sur le sens de cette dernière législation, il doit profiter au prétendu délinquant.

En vertu des capitulations, de l'art. 75 de la loi du 28 mai 1836 et du principe de l'exterritorialité, les délits commis par les Français dans les Echelles du Levant, sont considérés comme ayant été commis sur le territoire français et les actions qui en dérivent peuvent être exercées en France, devant le tribunal du domicile du délinquant; cette règle générale s'applique d'ailleurs à l'imitation des marques de fabrique comme à tous autres actes délictueux.

Et il n'y a point lieu, à ce point de vue, de rechercher si le fait incriminé est ou non réprimé par la loi ottomane (implicite).

L'addition du nom de l'imitateur ne saurait empêcher l'imitation, alors surtout que la vente a lieu en pays étranger et spécialement en pays de langue turque et d'écriture arabe.

Piette c. Orosdi-Back.

M. Piette, fabricant de papier à cigarettes en Bohême et sujet autrichien, est propriétaire d'une marque de fabrique qu'il a régulièrement déposée en Autriche et en France.

La société des établissements Orosdi-Back a fait usage à Salonique d'une marque que M. Piette a considérée comme une imitation de la sienne. Saisie de ce différend, la Cour de Paris a statué en ces termes par arrêt du 15 mai 1900.

La Cour,

Vidant son délibéré continué à ce jour et statuant sur l'appel interjeté par Piette du jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine, le 24 mai 1898;

Considérant que Piette, fabricant de papier à cigarettes, a assigné la Société des Etablissements Orosdi-Back qui fait le même genre d'affaires, devant le Tribunal civil de la Seine, en paiement de 60,000 francs de dommages-intérêts pour imitation frauduleuse de sa marque et concurrence déloyale; que les faits incriminés ont eu lieu à Salonique, ville de l'empire ottoman;

Considérant qu'il résulte d'un procès-verbal dressé, le 18 mars 1897, par le chancelier du consulat de France à Salonique, qu'à cette date la maison Orosdi-Back et Cie a mis en vente, dans cette ville, des cahiers de papier à cigarettes par petits paquets entourés d'une bande de papier rouge dont la vignette imitait entièrement celle que Piette avait déposée comme marque de fabrique; que cette imitation est si évidente qu'elle n'est même pas contestée; qu'il résulte également du même procès-verbal que la maison Orosdi-Back réunissait ces cahiers par grand paquet d'ensemble dix mille feuilles dans une enveloppe rose dont l'aspect extérieur et les mentions et et dessins avaient été combinés de façon à faire naître une confusion avec les produits de la maison Piette;

Considérant que les premiers juges ont repoussé la demande de Piette en se fondant sur ce qu'il ne

pouvait se prévaloir ni de l'art. 5 C. inst. crim. ni des capitulations qui régissent les Echelles du Levant et qu'il n'y avait pas de confusion possible entre les enveloppes employées par les deux commerçants; que Piette a interjeté appel de cette sentence et qu'il invoque devant la cour les moyens qui ont été repoussés en première instance;

Considérant qu'il importe tout d'abord de rappeler que la société anonyme qui exploite les établissements créés en 1855, par Orosdi-Back, sujet français. est une société française dont le siège est à Paris; que Piette, négociant à Freiheit, en Bohême, est de nationalité autrichienne; qu'aux termes de l'art. 2 du traité franco-autrichien du 18 février 1884, les ressortissants des deux pays jouissent, sur le territoire de l'autre, des mêmes droits que les nationaux pour la protection des marques de fabrique et de commerce, ainsi que des dessins et modèles industriels; que l'art. 6 de la loi du 23 juin 1857 accorde aux étrangers dont les établissements sont situés hors de France, le bénéfice de la loi sur les marques de fabrique, lorsque, dans le pays où ils sont situés, des conventions diplomatiques ont établi la réciprocité pour les marques françaises; que, dans ce cas, le dépôt des marques étrangères a lieu au greffe du Tribunal de commerce de la Seine; que la marque revendiquée par Piette a été régulièrement déposée, le 7 janvier 1896, en Autriche, et le 8 juillet suivant au Tribunal de commerce de la Seine;

Considérant qu'il suit de là que Piette a, en France, les mêmes droits qu'un Français pour la protection de sa marque de fabrique et pour poursuivre l'application de l'art. 8 de la loi du 23 juin 1857, qui punit de peines correctionnelles l'imitation frauduleuse d'une marque; que la seule question est de savoir si Piette justifie de son droit d'invoquer l'art. 5 C. inst. crim. et le bénéfice des capitulations;

Sur le premier moyen :

Considérant que, pour que la société Orosdi-Back puisse être poursuivie en France, à raison d'un délit commis à Salonique, il est nécessaire qu'il soit réprimé, à la fois, par la législation française et par la législation ottomane; qu'il incombe à Piette, demandeur, de rapporter la preuve que l'imitation frauduleuse d'une marque est punie par cette dernière législation à l'égard de toute personne, et non pas seulement lorsque cette imitation a lésé des personnes ayant un établissement commercial en Turquie; qu'il est constant que Piette ne se trouve pas dans ce dernier cas; et que ses marchandises se vendaient à Salonique, sans qu'il ait eu, dans l'empire ottoman, d'établissement commercial qui lui fût propre;

Considérant que les documents produits de part et d'autre sur l'interprétation à donner à la loi ottomane relative aux marques de fabrique sont contradictoires; que des jurisconsultes particulièrement autorisés se sont prononcés dans un sens opposé à la prétention de Piette et qu'ils estiment que le bénéfice de cette loi est refusé aux commerçants étrangers qui ne sont pas établis en Turquie; que. dans le doute, l'action basée sur ledit art. 5 ne saurait être admise;

Sur le second moyen :

Considérant qu'en vertu des capitulations, de l'art. 75 de la loi du 28 mai 1836 et du principe de l'exterritorialité les délits commis par les Français dans les Echelles du Levant, sont considérés comme ayant été commis sur le territoire français et que les actions qui en dérivent peuvent être exercées en France devant le tribunal du domicile du délinquant; que cette règle générale s'applique à l'imitation des marques de fabrique, comme à tous les autres actes délictueux, et qu'elle permettait à Piette d'assigner la Société des établissements Orosdi-Back, devant le Tribunal de la Seine, en réparation du préjudice causé par des faits commis à Salonique;

Considérant que la comparaison de la marque déposée par Piette et des vignettes employées par les adversaires, révèle une imitation servile, reconnue par les premiers juges et non dénié par l'intimé; que cette imitation inspirée par la mauvaise foi, doit donner lieu à l'allocation de dommages-intérêts pour le tort qui en est résulté;

En ce qui touche les enveloppes extérieures :

Considérant qu'il appert des pièces versées au débat, que la société Orosdi-Back, pour envelopper un certain nombre de cahiers de papier à cigarettes, employait à Salonique des papiers de couleur similaire, revêtus des signes adoptés par Piette, dans le but de créer une confusion entre les produits des deux établissements; que la société intimée a pris la même couleur rose de l'enveloppe pour former des paquets du même nombre de dix mille feuilles; que sur les enveloppes Orosdi-Back, comme sur celles de Piette, on remarque les mêmes mots : « diplôme d'honneur » au-dessus d'un aigle à deux têtes aux ailes déployées; qu'au bas de l'enveloppe, quatorze médailles de récompenses ont été dessinées et disposées de la même manière; que les mentions sont imprimées en caractères de même type et qu'il est manifeste que la société intimée a cherché par des moyens illicites à créer une confusion pour tromper l'acheteur qui croirait avoir des produits de la maison Piette, tandis qu'on lui livrerait les produits de son concurrent;

Considérant que c'est à tort que le tribunal a pensé qu'il n'y avait pas de confusion possible, parce que le nom de Piette se trouvait imprimé sur ses enveloppes extérieures, et que le nom de la société des établissements Orosdi-Back était indiqué sur les siennes; qu'il ne faut pas perdre de vue que ces enveloppes se vendaient dans une ville de Turquie; qu'elles étaient offertes à une clientèle qui, en grande partie, ne connaissait que la langue et les caractères arabes et qui ne pouvait pas comprendre la portée d'une mention inscrite en caractères romain au milieu de vignettes et de dessins destinés à frapper seuls son attention; qu'il est certain que

l'aspect extérieur des enveloppes de l'intimé était propre à faire naître une confusion préméditée et répréhensible ; que ces actes de concurrence illicite ont le caractère d'un quasi-délit qui a engendré contre la société Orosdi-Back une action que Piette a pu légitimement porter devant le tribunal de son domicile et qui doit être accueillie ; qu'il échet, en conséquence, d'infirmer le jugement attaqué et d'allouer à Piette des dommages-intérêts dont la cour ne peut déterminer, quant à présent, l'importance que pour une partie seulement ;

Par ces motifs,

Reçoit Piette appelant du jugement susvisé ;

Infirme ledit jugement, le met à néant ;

Et statuant à nouveau :

Dit que Piette jouit en France des mêmes droits qu'un Français pour faire respecter la marque de fabrique qu'il a régulièrement déposée ;

Dit que la société des établissements Orosdi-Back a frauduleusement imité cette marque dans les vignettes apposées sur les bandes de papier qui entouraient les cahiers de papier à cigarettes par elle vendus à Salonique ;

Dit que la même société a commis des actes de concurrence illicite en employant pour la vente de ses produits des enveloppes dont l'aspect extérieur avait été combiné de façon à créer une confusion avec les enveloppes dont se servait Piette, et pour la réparation du préjudice causé par ces faits,

Condamne la société anonyme des établissements Orosdi-Back, en la personne de ses directeurs et administrateurs, à payer à Piette des dommages-intérêts à fixer par état ;

La condamne, dès à présent, à lui payer à titre de provision une somme de 2,000 fr. ;

Autorise Piette à faire publier le présent arrêt dans deux journaux à son choix, l'un paraissant en France, l'autre paraissant en Turquie, et ce aux frais de la société intimée, sans que le coût de chaque insertion puisse excéder 150 fr. ;

Ordonne la restitution de l'amende ;

Condamne la société anonyme des établissements Orosdi-Back et Cie en tous les dépens de première instance et d'appel.

Mes Couhin et Lebée av.

Note. — Aux termes de l'art. 75 de la loi du 28 mai 1836 « les contraventions, les délits et les crimes commis par les Français dans les Echelles du Levant et de Barbarie seront punis des peines portées par les lois françaises ». Cet article constitue l'application du principe de l'extension fictive du territoire français aux pays du Levant, en ce qui concerne les infractions commises par les Français. En matière de délits, la loi reconnaît la compétence du tribunal consulaire français, sauf appel devant la Cour d'Aix ; mais, bien entendu, cette disposition n'exclut pas le droit du plaignant de porter l'instance devant le juge de la résidence du prévenu, conformément à la faculté que lui en donne le Code d'instruction criminelle.

La cour a insisté, dans ses motifs, sur ce que les principes posés par elle étaient applicables à l'imitation des marques de fabrique comme à tout autre acte délictueux. On a cru, en effet, pouvoir le contester, en prenant texte de ce que la loi ottomane contient à cet égard des dispositions dérogeant aux capitulations. Mais il est clair qu'il n'appartient pas au gouvernement ottoman de modifier à lui seul les traités intervenus et que les capitulations n'ont pu par suite subir aucune atteinte du fait des lois intérieures survenues depuis qu'elles ont été signées.

COUR D'APPEL D'AIX (2e Ch.)

3 août 1900.

Présidence de M. Pontier.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS

30 mai 1900.

Présidence de M. Fachot, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° INCAPACITÉ PARTIELLE PERMANENTE. — CALCUL DE LA RENTE. — SALAIRE NON DIMINUÉ.

1° *L'ouvrier victime d'une incapacité permanente partielle a droit, en vertu de l'art. 3 § 2 de la loi du 9 avril 1898, à une rente égale à la moitié de la réduction de salaire résultant pour lui de l'accident, réduction qu'il appartient au tribunal d'arbitrer, alors même que son chef d'entreprise l'aurait conservé dans son usine après l'accident avec le même salaire qu'auparavant* (1er arrêt).

... *Ou lui aurait fait offre de le conserver dans son usine avec le même salaire qu'auparavant* (2e arrêt).

2° *Le tribunal de première instance, saisi d'une demande en fixation de pension viagère, est compétent pour statuer sur les demandes accessoires d'allocations journalières* (2e arrêt).

3° *La demande d'indemnité journalière, formée en appel par l'ouvrier victime d'un accident du travail, ne constitue point une demande nouvelle, irrecevable à ce titre, dès lors que le montant de ladite indemnité, joint à celui de la rente viagère sollicitée, n'excède pas le chiffre des allocations réclamées devant les premiers juges* (2e arrêt).

4° *Le salaire de base de l'ouvrier victime d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente partielle, ne doit point subir de réduction pour morte saison ou chômage, dès lors que ces événements sont indépendants de la volonté de l'ouvrier* (2e arrêt).

1er arrêt. — Ghibaudo c. Forges et chantiers de la Méditerranée.

La Cour,

Attendu que les premiers juges se sont fondés à tort, pour refuser à Ghibaudo la rente que celui-ci

sollicitait, sur la circonstance que le blessé avait continué après sa guérison à être employé par ses patrons aux mêmes conditions qu'avant l'accident;

Attendu que la loi de 1898 a pris pour base de l'indemnité la réduction du salaire de l'ouvrier victime de l'accident, mais que, ni dans le texte de cette loi, ni dans la pensée du législateur, il n'apparaît que cette réduction consiste dans la différence mathématique entre les prix respectifs des journées gagnées antérieurement et postérieurement à l'accident; que s'il en doit être ainsi dans la généralité des cas, c'est à la condition que ces prix représentent le salaire normal de l'ouvrier, et qu'il appartient aux tribunaux, en cas contraire, de les ramener au taux normal; que le caractère forfaitaire de la loi de 1898 n'a pas la portée que les premiers juges lui ont à tort attribuée; qu'il consiste seulement en ce que l'indemnité accordée ne pourra être calculée que sur un élément unique du préjudice, la diminution du salaire;

Attendu qu'en acceptant l'appréciation des premiers juges, on arriverait aux conséquences les plus injustes et les plus contraires au vœu de la loi; qu'une hausse ou une baisse accidentelle dans les salaires relatifs à l'industrie de l'ouvrier, que les mille cas fortuits de temps, de milieu, de localité, etc., qui peuvent fausser le taux normal de la journée de travail pour un cas déterminé, ne peuvent évidemment pas entraîner avec eux une fixation contraire à toute équité;

Attendu que le danger d'une pareille interprétation devient surtout évident lorsque, après l'accident, c'est le patron de l'ouvrier qui reprend celui-ci à son service; que sans doute la mauvaise foi ne doit pas être présumée, mais que les sentiments d'humanité d'une part, le souci naturel de l'intérêt personnel de l'autre, influenceraient presque toujours le jugement du patron dans la fixation du salaire et qu'il est nécessaire que la justice conserve le contrôle qui est en toute matière le premier et le plus impérieux de ses devoirs;

Attendu que si tout porte à croire qu'avant l'accident Ghibaudo gagnait un salaire normal, il n'en est point de même de celui qu'il a obtenu de son patron après sa guérison; que quelle que soit la nature de son travail, il est certain qu'étant privé de l'usage d'un œil, il se trouvera toujours dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres travailleurs de sa profession, exempts de toute infirmité; qu'il sera embauché plus difficilement et n'obtiendra qu'un salaire moindre;

Attendu que, par suite, la cour estime que son salaire normal est diminué de moitié (le reste sans intérêt);

Par ces motifs,

Réforme; condamne la Société des forges et chantiers à servir à Ghibaudo une pension annuelle et viagère de 302 francs, payable par trimestre à terme échu à compter du jour de la demande.

M. Vuilliez av. gén. — Mes Trinquier, Blache (du barreau de Toulon) av.

2e arrêt. — Chéramy c. Deparday.

La Cour,

Sur le principe de l'indemnité :

Attendu que, le 8 août 1899, Deparday a été victime d'un accident qui lui a causé la perte de l'œil gauche, alors qu'il travaillait comme manœuvre au service de Chéramy, entrepreneur de plâtrerie à Orléans; que, par conséquent, il s'agit d'un accident survenu dans le travail et ayant entraîné une incapacité permanente et partielle; que, dès lors, il y a lieu d'appliquer l'art. 3, § 2, de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que vainement Chéramy cherche à se soustraire à la responsabilité qui lui incombe, en prétendant que la capacité professionnelle de Deparday n'a pas été amoindrie, que cet ouvrier peut toucher le même salaire qu'avant sa blessure et qu'il offre d'ailleurs de le reprendre aux mêmes conditions qu'avant l'accident; qu'en effet, il est évident que par la perte d'un œil, un manœuvre est, dans une certaine mesure, atteint dans sa puissance de travail; qu'ainsi Deparday, voyant moins clair, ne pourra plus, avec la même facilité et la même sécurité qu'autrefois, monter aux échelles en portant de lourds fardeaux, se mouvoir sur les plats-bords à 8 ou 10 mètres de hauteur au-dessus du sol; qu'il est manifestement atteint d'une incapacité permanente et partielle, laquelle doit, aux termes de l'art. 3 de la loi précitée, entraîner pour lui une diminution de salaire dont la rente allouée constitue la compensation; que, du reste, la loi de 1898 serait illusoire si l'on admettait que Chéramy pût se soustraire à son application en promettant de ne pas diminuer le salaire de l'ouvrier blessé à son service, puisqu'il dépendrait de lui de ne plus remplir sa promesse quand l'action en responsabilité serait prescrite;

Attendu que, le principe de l'indemnité ne pouvant être contesté en présence des faits de la cause et des termes formels de la loi de 1898, il n'échet d'ordonner l'enquête sollicitée subsidiairement par Chéramy; que les faits articulés par lui ne sont ni pertinents, ni concluants, puisque la solution du litige ne saurait dépendre de cette circonstance que Deparday aurait travaillé chez Chéramy après l'accident et aux mêmes conditions qu'avant, jusqu'au jour où la grève des plâtriers a éclaté à Orléans;

Sur l'indemnité journalière :

Attendu que la demande d'une indemnité journalière, formée en appel par Deparday, ne saurait constituer une demande nouvelle, dès lors que le montant de ladite indemnité, joint à celui de la rente viagère sollicitée, n'excède pas le chiffre des allocations réclamées devant les premiers juges; que cette demande est l'accessoire de celle relative à la rente et forme avec cette dernière un tout pour ainsi dire indivisible; qu'il est juste et nécessaire d'in-

demniser l'ouvrier blessé lorsqu'il se trouve dans la période qui s'écoule entre le cinquième jour après l'accident et le moment où l'on peut savoir si l'infirmité sera permanente ou temporaire, absolue ou partielle; que l'allocation sollicitée par l'appel incident de Deparday est fondée sur l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 et sur la réduction du salaire qu'il subit, comme l'était celle réclamée aux premiers juges; que Deparday ne transforme donc pas en appel l'objet de sa demande;

Attendu qu'un tribunal de première instance saisi d'une demande en fixation de pension viagère est compétent pour statuer sur les demandes accessoires d'allocations journalières; qu'en effet, le paragraphe 5 de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898 lui donne le droit de rendre, avant son jugement au fond, une décision par provision susceptible d'être exécutée nonobstant appel; que l'obligation où on mettrait le blessé de saisir simultanément deux juridictions différentes pour obtenir la réparation du dommage à lui causé par un seul et même accident, pourrait conduire à des contrariétés de décisions, un même accident pouvant être envisagé par un juge de paix comme étant survenu par le fait ou à l'occasion du travail, alors qu'un tribunal civil déciderait que la cause de l'accident est étrangère à l'exercice de la profession; que, d'ailleurs, un tribunal saisi d'une demande principale a la plénitude de juridiction pour statuer sur tous les litiges indivisibles ou tout au moins connexes; que dans la cause, on ne saurait nier l'étroite connexité qui existe entre la demande d'allocation quotidienne et celle de rente viagère;

Sur la demande de rente viagère :

Attendu qu'il résulte des constatations faites par le juge de paix du premier arrondissement d'Orléans qu'un ouvrier appartenant à la même catégorie que Deparday gagne annuellement 902 francs; qu'il y a lieu d'admettre cette base d'appréciation pour fixer le salaire, sans lui faire subir de réduction pour morte saison ou chômages, c'est-à-dire pour toutes circonstances indépendantes de la volonté de l'ouvrier;

Attendu que si Deparday gagnait 902 francs lorsque sa vue était intacte, il convient de décider que son salaire diminuera de moitié par suite de la perte d'un œil;

Attendu que la rente annuelle devra courir, non pas du 8 août 1899, comme l'ont dit à tort les premiers juges, mais du 2 décembre suivant, jour où Deparday est sorti de l'hospice et, sa blessure étant consolidée, a pu reprendre le travail;

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont est appel, dans ses dispositions non contraires au présent arrêt; l'infirme sur les autres points;

Rejette les conclusions tant principales que subsidiaires de Chéramy;

Rejette les conclusions de Deparday en ce qu'il a demandé que le montant de la rente fût porté de 225 francs à 300 francs;

Condamne Chéramy à payer à Deparday, au domicile de ce dernier, à titre d'allocations journalières, la somme de 119 fr. 80, ainsi qu'une rente annuelle et viagère de 225 fr. 50, à dater du 2 décembre 1899, laquelle sera payable par trimestres échus;

Ordonne l'exécution du présent arrêt sur le vu d'un simple extrait et avant enregistrement;

Dit qu'il n'y a lieu de statuer sur les conclusions de Deparday faisant des réserves sur les indemnités qu'il pourrait ultérieurement réclamer pour aggravation de sa blessure.

M^es PÉAN et SÉJOURNÉ av.

Note. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence paraît se fixer de plus en plus dans le sens des arrêts recueillis : V. Trib. civ. Lille 28 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.195); Trib. civ. Douai 21 février 1900 (Gaz. Pal. 1900. 1.507); Trib. civ. Orléans 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1. 506); Trib. civ. Seine 26 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.624); Montpellier 25 mars 1900, Aix 25 mai 1900 et Trib. civ. Saint-Etienne 10 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.85). — V. cependant *contrà* : Nancy 1^er mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1. 512); Trib. civ. Toulon 23 janvier 1900 et Trib. civ. Montluçon 18 mai 1900 (Gaz. Pal, 1900.2.85) et nos notes sous ces décisions.

II. — Sur le second point : La question est toujours très controversée : V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Trib. paix Paris 5 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.137); 26 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.309); Trib. paix Courbevoie 6 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.391); Besançon 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.352); Trib. civ. Seine 26 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.624); Angers 15 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.236); Trib. civ. Narbonne 13 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.355); — et *contrà* : Douai 18 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.411); 26 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.447); 5 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.752); Trib. paix Paris 1^er décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.53); 6 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.51); 2 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.533); Trib. civ. Angers 12 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.60) et nos notes sous ces décisions.

III. — Sur le troisième point : Il est de principe constant en jurisprudence que le demandeur peut en appel modifier ses conclusions de première instance, à la condition que le principe de la demande reste le même, c'est-à-dire qu'il y ait entre la demande formée en première instance et celle formée en appel identité de cause et d'origine et que ces deux demandes tendent au même bnt : V. notamment Toulouse 31 mai 1893 (Gaz. Pal. 93.2. supp. 23). Tel est le cas de la demande d'indemnité journalière formée pour la première fois en appel, si le demandeur a formé devant le tribunal une demande d'indemnité s'élevant à un chiffre assez élevé pour la comprendre.

IV. — Sur le quatrième point : V. dans le même sens : Trib. civ. Vesoul 14 novembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.283); — Jugé également qu'on devrait réduire le chiffre du salaire à raison des journées volontairement perdues par l'ouvrier : Trib. civ. Alais 5 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900. 1.230).

COUR D'APPEL DE RIOM (1re Ch.)

7 mars 1900.

Présidence de M. Vacher, premier président.

DONATION ENTRE VIFS. — ACCEPTATION. — IMMEUBLE. — SERVITUDE. — CONSTITUTION ANTÉRIEURE A L'ACCEPTATION. — VALIDITÉ.

Aux termes de l'art. 832 C. civ., une donation entre vifs n'engageant le donateur et ne pouvant produire aucun effet que du jour où elle a été acceptée par le donataire ou ses représentants, le donateur conserve ainsi la libre disposition des biens donnés tant que cette acceptation n'est pas intervenue, et peut, dès lors, notamment, valablement constituer jusqu'à ce moment une servitude sur un immeuble compris dans ladite donation.

Thirot c. Fallut.

La Cour,

Considérant que, suivant acte reçu par Me Lépinard, notaire à Montluçon, le 29 août 1835, Gilbert Bernard, auteur des intimés, a concédé aux appelants un droit de passage sur la cour de sa maison pour accéder à une étable qu'ils possèdent derrière leur maison, située rue des Forges, à Montluçon; qu'au cours de l'année 1897 seulement, Fallut s'étant opposé à l'exercice de ce passage, a obligé les appelants à l'assigner devant le Tribunal de Montluçon pour faire reconnaître leur droit de passage et obtenir des dommages-intérêts;

Considérant que les premiers juges ont rejeté cette demande par le motif qu'au moment où Gilbert Bernard a cédé à Soulier, auteur des époux Thirot, le droit de passage dont s'agit, il n'était plus propriétaire de la cour sur laquelle devait s'exercer ce passage, puisqu'il en avait fait donation à ses enfants, suivant acte du 16 août 1833;

Mais considérant qu'aux termes de l'art. 932 C. civ. et des art. 933, 934, 935 et 1076 du même Code combinés, « la donation entre vifs n'engage le donateur et ne peut produire aucun effet que du jour où elle aura été acceptée en termes exprès par le donataire ou ses représentants »; qu'il est constant en fait que la donation faite par Gilbert Bernard en 1833 n'avait pas été acceptée le 29 août 1835, au moment où il contractait avec Soulier; d'où il suit que ledit Bernard avait encore conservé la libre disposition de l'immeuble sur lequel il constituait une servitude au profit des auteurs des intimés;

Considérant d'ailleurs que l'acte du 29 août 1835 a été exécuté et ratifié par l'intimé ou ses auteurs; que ces derniers ont, en effet, conformément à cet acte, laissé construire, le long du cellier de Bernard, l'étable au profit de laquelle était constituée la servitude; qu'ils ont pendant plus de soixante ans, et jusqu'en 1897, ainsi qu'il résulte de la procédure et des qualités du jugement attaqué, laissé jouir paisiblement et sans trouble les intimés du droit de passage concédé; qu'enfin ils ont usé eux-mêmes du mur de Soulier, dont ils avaient acquis la mitoyenneté en échange de la servitude, pour y placer des gonds supportant le portail fermant l'entrée du passage litigieux;

Considérant que les motifs ci-dessus déduits rendent inutile et superflu l'examen des autres moyens tirés du défaut de transcription de la donation de 1835 et de la prescription des art. 1304 et 2262 C. civ., lesquels d'ailleurs ne sont pas applicables dans l'espèce;

Considérant que l'opposition injuste faite par les intimés à l'exercice du droit de passage des appelants a causé à ces derniers un certain préjudice dont ils ont droit de demander réparation et que la cour a des éléments d'appréciation suffisants;

Par ces motifs,

Dit mal jugé, bien appelé;

Emendant et faisant ce que les premiers juges auraient du faire,

Déclare les époux Thirot bien fondés dans leur demande;

Dit en conséquence qu'ils ont le droit de passer sur la cour des Fallut, conformément à l'acte du 30 août 1835;

Fait défense à l'intimé de s'y opposer, et pour réparation du préjudice causé, le condamne en 100 fr. de dommages-intérêts.

M. Delpy av. gén. — Mes Grenier (du barreau de Montluçon) et Lacarrière av.

Note. — Il semble, en effet, que la solution que consacre l'arrêt ci-dessus ne peut faire aucune difficulté. Libre, tant que la donation n'a pas été acceptée par le donataire, de la révoquer, le donateur a, à plus forte raison, jusqu'au même moment, le droit de faire tous actes qui, sans mettre ladite donation à néant d'une façon complète, doivent avoir seulement pour effet de diminuer les avantages que pourra, après l'avoir dûment acceptée, en retirer le donataire. C'est l'application pure et simple de l'axiome: « Qui peut le plus, peut le moins ».

TRIBUNAL DE PAIX DE MAGNY-EN-VEXIN

21 juillet 1900.

Présidence de M. Abel Bourrut.

LOUAGE D'OUVRAGE. — LOI DU 2 JUILLET 1890 ART. 3. — CERTIFICAT CONSTATANT LA NATURE ET LA DURÉE DES SERVICES. — REMISE AU MANDATAIRE DE L'INTÉRESSÉ.

L'ouvrier ou le domestique qui engage ses services peut, à l'expiration du contrat, exiger de son maître ou patron un certificat constatant la nature et la durée de ces services, sans que le maître ou patron puisse se refuser à le délivrer au mandataire de l'intéressé, sous

prétexte qu'il n'est dû et ne doit être remis qu'à ce dernier en personne.

Durot c. Sédille.

NOUS, JUGE DE PAIX,

En conséquence d'un jugement préparatoire par nous rendu le 7 juillet présent mois (1900) :

Vidant notre délibéré ;

Vu notre jugement susdaté ;

En fait :

Attendu que la demande de Durot, ouvrier chauffeur chez le sieur Sédille, défendeur, scieur à la mécanique, tend à obtenir de ce dernier un certificat constatant la durée et la nature de ses services de 1887 au mois d'août 1898 ;

Attendu que, sur la citation donnée à lui à bref délai le samedi 7 juillet courant pour notre audience du même jour, à 2 heures du soir, le sieur Sédille s'est présenté pour expliquer le refus par lui apporté à la délivrance de ce certificat et a posé comme principe ce qui suit : « Le certificat de travail n'est dû par le patron qu'à l'ouvrier qui le réclame et ne doit être remis qu'à la personne de ce dernier » ;

Attendu que Sédille, défendeur, sans pouvoir expliquer cette prétention, s'est contenté d'alléguer que la pièce dont s'agit, étant donnée sa nature, ne devait être remise qu'entre les mains de l'intéressé ; que cependant il était prêt à délivrer à Durot père, mandataire de son fils, le certificat en question, mais qu'il concluait à ce que Durot fils fût condamné aux dépens de l'instance ;

En droit :

Attendu que, d'après la doctrine, il est d'usage de donner un certificat au domestique quand il quitte son maître, et que celui-ci n'est tenu de constater que la date de son entrée et celle de sa sortie ; qu'il n'est pas obligé de certifier autre chose (Carré, Codes annotés, page 148 ; Dictionnaire général de la compétence des justices de paix, Domestiques, p. 313, t. III) ;

Attendu que cet usage sanctionné par le temps est consacré par l'art. 3 de la loi du 2 juillet 1890, ainsi conçu : « Toute personne qui engage ses services peut, à l'expiration du contrat, exiger de celui à qui elle les a loués, sous peine de dommages-intérêts, un certificat constatant exclusivement la date de son entrée, celle de sa sortie et l'espèce de travail auquel elle a été employée. Ce certificat est exempt de timbre et d'enregistrement » ;

Attendu qu'il convient de remarquer que ce texte est conçu en des termes impératifs ; que, pour nous, la déduction logique à en tirer est celle-ci : « Le maître ou patron ne peut, par des moyens dilatoires, retarder, suivant son caprice, la délivrance de cette pièce utile à son ancien serviteur ou ouvrier pour se placer dans une autre maison » ; que l'interprétation léonine donnée par Sédille à cet article de loi, édicté par le législateur dans l'intérêt de l'ouvrier, ne nous paraît admissible à aucun chef ;

Attendu qu'il convient de juger sévèrement la prétention du défendeur quand il vient dire qu'il n'a jamais refusé la pièce demandée, alors qu'il reconnaît l'avoir refusée à M. Lalande, maire de Magny, et au père même du défendeur ; qu'un ancien ouvrier, pas plus qu'un ancien domestique, n'a pas toujours le loisir de faire des déplacements onéreux pour réclamer un certificat ; que, dans la pratique, la chose se fait par correspondance, et que, sans motifs plausibles, un patron ne refuse jamais semblable pièce, ne se préoccupant pas de savoir si l'ayant droit la lui réclame par lettre ou par tous autres moyens ;

Attendu que M. Sédille nous contraint à donner un démenti à l'adage de droit qui dit : *de minimis non curat prætor* : le juge n'a pas à se préoccuper des bagatelles de la porte ; que la jurisprudence est formelle pour condamner à des dommages-intérêts et à contraindre le maître à délivrer le certificat demandé par son ancien ouvrier ; qu'en l'espèce la manière d'agir de Sédille doit être considérée comme un refus ; que ce refus existe en fait, puisque, cité par huissier, Sédille n'a pas offert à notre barre, à l'audience du 7 juillet courant, le certificat dont il s'agit et n'a voulu payer ni frais ni dommages-intérêts ;

Par ces motifs,

Disons et ordonnons que, dans le délai de trois jours du prononcé du présent jugement, Sédille devra délivrer à Durot le certificat constatant la nature et la durée des services du demandeur chez lui, de 1887 à 1898 ;

Disons que faute par lui de ce faire dans ledit délai et icelui passé, il sera fait droit ;

Sur les dommages-intérêts et frais :

Attendu que la résistance de Sédille a causé un préjudice à Durot et lui donne droit à des dommages-intérêts ;

Condamnons Sédille à payer à Durot la somme de 4 francs 35, montant des déboursés occasionnés à ce dernier par le pouvoir qu'il a été obligé de donner afin d'être représenté à la présente audience, et en tous les dépens de ladite instance que nous liquidons à la somme de 10 francs 45, en ce non compris les coûts du présent jugement, de sa levée et de sa signification s'il y a lieu, auxquels nous le condamnons également ; le tout à titre de dommages-intérêts.

Note. — Le jugement recueilli nous paraît avoir tranché d'une façon équitable la question qui était en litige, et avoir donné à l'appui de la solution qu'il adopte des arguments très probants.

La seule chose que le maître ou le patron puisse exiger en pareil cas, c'est un récépissé constatant la remise au mandataire du certificat. Il a été jugé en ce sens que, faute par l'employé de délivrer ce récépissé, le patron n'est pas tenu de délivrer le certificat à l'employé lui-même. V. Trib. com. Toulouse 9 juin 1899 (Gaz. Pal. 99. 2.483). A plus forte raison, cette solution doit-elle être étendue au cas où c'est non à l'employé lui-même, mais à son mandataire que la délivrance du certificat est faite.

Il n'est pas douteux, d'ailleurs, en présence des termes formels de l'art. 3 de la loi du 2 juillet 1890, que le patron ou le maître ne peut pas refuser ce certificat; et la jurisprudence a souvent consacré cette obligation absolue. V. Trib. com. Seine 8 septembre 1885 (Gaz.Pal. T. Q.1882-87, v° Louage d'ouvrage, n° 131); 3 juin 1893 (Gaz. Pal. 93. 2.41) et Trib. comm. Toulouse 9 juin 1899, précité,

---

283-284-285

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

7 août 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — 1° JUGEMENT D'EXPROPRIATION. — LICITATION (POURVOI EN). — NOTIFICATION. — TRAVAUX MARITIMES. — MINISTRE DE LA MARINE. — PRÉFET MARITIME. — 2° SERVITUDE. — EXCÈS DE POUVOIR.

1° *La notification d'un pourvoi en cassation contre un jugement qui a prononcé une expropriation pour cause d'utilité publique au nom de l'Etat et à la demande du ministre de la marine pour l'exécution de travaux à faire sous les ordres des autorités maritimes, est régulièrement faite au préfet maritime, à la requête duquel, comme représentant du ministre de la marine, le jugement attaqué a été signifié.*

2° *Le recours à la procédure spéciale d'expropriation pour cause d'utilité publique, organisée par la loi du 3 mai 1847, n'est spécialement et exclusivement autorisé par ladite loi que pour l'acquisition* en pleine propriété *de terrains nécessaires à l'exécution de travaux déclarés d'utilité publique; aucun texte ne permet de recourir à cette procédure pour constituer des servitudes sur des terrains privés.*

Et lorsqu'un jugement, en prononçant l'expropriation pour cause d'utilité publique d'un terrain appartenant à un particulier, a en même temps ordonné l'établissement sur une autre parcelle non expropriée du même propriétaire de certaines servitudes et de droits de passage, en ordonnant que, vu l'urgence, il sera procédé conformément aux dispositions des art. 6 et suiv. de la loi du 3 mai 1841, la disposition dudit jugement ordonnant l'établissement desdites servitudes et droits de passage est entachée d'excès de pouvoir; il doit, de ce chef, être annulé.

de Roussen c. l'Etat.

Un décret du 9 novembre 1899, inséré au *Journal officiel* du 21 novembre suivant, a déclaré soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique un terrain appartenant à M. de Roussen, dans l'île de Porquerolles. Cette parcelle a été jugée nécessaire pour l'établissement d'un « amer destiné à constituer un des repères de l'alignement longitudinal de la grande base d'essais de vitesse projetée en rade des îles d'Hyères ». Ce terrain formait un carré de 8 mètres de côté et de 64 m. 9 de superficie. L'art. 2 du décret porte « que la marine aura le droit d'ouvrir sur la même parcelle un chemin muletier de 1m50 de largeur et qu'il est constitué un droit de passage pour les agents de la « marine sur ce chemin ». Les art. 3 et 4 disposent que la marine aura le droit de faire couper les branches d'arbres qui masqueraient la vue de l'amer... et qu'il ne pourra être élevé de constructions masquant la vue de l'amer. »

A la suite de ce décret d'utilité publique, le Tribunal civil de Toulon a rendu, en effet, le 7 décembre 1899, un jugement prononçant l'expropriation du terrain situé dans l'île de Porquerolles, et appartenant à M. de Roussen, tel qu'il est figuré au plan annexé au décret et prononçant encore « l'établissement sur la propriété dudit M. de Roussen, des servitudes et droits de passage déterminés audit décret ».

M. de Roussen s'est pourvu en cassation de ce jugement pour : « violation des art. 1, 2, 20 de la loi du 3 mai 1841; fausse application des art. 65 et 75 de la même loi, violation des art. 545, 549, 639, 649, et 650 C. civ., incompétence et excès de pouvoir ».

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur la fin de non-recevoir proposée :

Attendu que le jugement attaqué a été rendu sur requête présentée par le procureur de la République de Toulon au nom de l'Etat et à la demande du ministre de la marine; qu'il a été signifié à la requête même de ce dernier, représenté par le préfet maritime à Toulon; que l'expropriation ordonnée par ce jugement avait pour objet l'exécution de travaux auxquels il devait être procédé sous les ordres des autorités maritimes; que, dans ces conditions, le préfet maritime, représentant le ministre de la marine qui agissait au nom de l'Etat, était compétent pour recevoir la notification du pourvoi formé contre ledit jugement;

Rejette l'exception proposée et statuant au fond :

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Vu l'art. 14 § 1 de la loi du 3 mai 1841 ;

Attendu qu'après avoir, conformément au décret du 9 novembre 1899, prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique d'un terrain appartenant au sieur de Roussen et situé dans l'île de Porquerolles,

le jugement attaqué a ordonné l'établissement, sur une parcelle non expropriée du même propriétaire, de certaines servitudes et de droits de passage, et prescrit, vu l'urgence, qu'il serait procédé conformément aux dispositions des art. 66 et suiv. de la loi du 3 mai 1841 ;

Attendu que cette loi suppose l'acquisition en pleine propriété de terrains nécessaires à l'exécution de travaux déclarés d'utilité publique, mais qu'aucune de ses dispositions ne permet de recourir à la procédure qu'elle organise pour constituer des droits de servitude sur des terrains privés; qu'en conséquence, en statuant comme il l'a fait, le Tribunal civil de Toulon a excédé les limites de sa compétence et violé par fausse application l'article susvisé;

Casse le jugement du Tribunal civil de Toulon du 7 décembre 1899, mais seulement en ce qu'il a prononcé l'établissement de certaines servitudes et droits de passage sur la propriété du sieur de Roussen;

Renvoie devant le Tribunal civil de Brignoles.

MM. SERRE rapp.; SARRUT av. gén. — Mes PERRIN et LABBÉ av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. conf. Cass. 22 décembre 1834 (S. 35.1.172).

II. — Sur le deuxième point : La jurisprudence ne paraissait point, il est vrai, jusqu'ici s'être prononcée sur la question ; mais la solution à laquelle s'est arrêtée la Chambre civile est celle qu'enseignent tous les auteurs. D'après MM. Delalleau et Jousselin, Expropriation pour cause d'utilité publique, édition de 1879, n° 154 ; Doffry de la Monnaye, Loi du 3 mai 1841, art. 1er, n° 7 ; Crépon, Code annoté de l'expropriation, Loi du 3 mai 1841, art. 1er, n° 86, notamment, l'expropriation supposant une dépossession totale de la propriété, on ne saurait constituer de servitude par voie d'expropriation.

COUR D'APPEL DE PARIS (4e CH.)

3 août 1900

Présidence de M. Caze.

PUISSANCE PATERNELLE. — ADMINISTRATION LÉGALE. — LOI DU 27 FÉVRIER 1880. — INAPPLICABILITÉ.

Les dispositions de la loi du 27 février 1880, relatives à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant au mineur et à la conversion de ces mêmes valeurs en titres au porteur, sont spéciales à l'administration du tuteur : elles ne sauraient être appliquées au père administrateur légal.

Guillaume c. Hayaux du Tilly et Lefebvre.

LA COUR,

Au fond :

Considérant qu'en prononçant la nullité et en ordonnant la radiation de la clause d'inaliénabilité qui, en vertu du testament de la dame Demont, avait été inscrite sur le titre de rente litigieux légué par la testatrice, pour la nue propriété, à Guillaume, alors mineur, et en déclarant, par voie de suite, que ce titre serait susceptible d'être aliéné, le jugement du Tribunal de Douai, du 13 mars 1890, n'a nullement décidé, en outre, que l'aliénation en serait néanmoins subordonnée à certaines conditions déterminées, spécialement à l'accomplissement des formalités de la loi du 27 février 1880; qu'aucunes conclusions, à cet égard, n'avaient été prises par les parties ; qu'aucun motif du jugement n'indique que les juges se soient posé, d'office, la question et qu'ils aient songé à la résoudre ; que, dans le dispositif de leur décision, ils se sont bornés à réserver les effets de la loi du 27 février 1880 pour le cas où cette loi serait applicable, à raison des circonstances dans lesquelles l'aliénation viendrait à être réalisée;

Et considérant que, du texte et des dispositions de la loi susvisée aussi bien que des travaux législatifs qui l'ont précédée, il résulte expressément qu'elle n'est applicable qu'en cas de tutelle, qu'elle n'a rien innové, en ce qui touche la puissance paternelle, et que, par suite, les pouvoirs du père administrateur légal, durant le mariage, des biens de ses enfants mineurs, sont demeurés réglés, après comme avant la date de cette loi, par les dispositions du Code civil ;

Considérant, d'autre part, que l'art. 12 de ladite loi a formellement abrogé les dispositions de la loi du 24 mars 1806 et le décret du 25 septembre 1813;

Considérant, en fait, qu'il est constant que l'aliénation du titre litigieux ci-dessus spécifié, a été réalisée par Guillaume père pendant son mariage et alors qu'il était investi de l'administration légale des biens de Guillaume son fils, à ce moment mineur;

Considérant que, dans ces circonstances, aucun obstacle juridique ne s'opposait à cette aliénation, ni du chef de la loi du 27 février 1880, ni du chef du jugement du Tribunal de Douai du 13 mars 1890; que, par suite, en l'état actuel du débat, il est sans intérêt de rechercher à l'égard de Lefebvre et de Hayaux du Tilly, seuls en cause, s'ils ont eu, ou non, connaissance de ce jugement, aucune responsabilité légale ne pouvant leur incomber à ce titre:

Par ces motifs,

En la forme,

Reçoit Guillaume appelant du jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 1er mai 1897;

Au fond :

Met l'appellation à néant;

Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet;

Déclare l'appelant mal fondé dans toutes ses demandes ; fins et conclusions contraires;

L'en déboute;

Et condamne Guillaume à l'amende et aux dépens d'appel.

Mes LEMERY et BERRYER av.

Note. — La question est controversée en jurisprudence. V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Trib. civ. Seine 27 avril 1882 (Gaz. Pal. 82.2.58); 3 février 1886 (Gaz. Pal. 86.2. supp. 83); Trib. civ. Mont-de-Marsan 13 décembre 1887, Trib. civ. Seine 12 juin 1886 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Puissance pat., n° 61); et *contrà* : Trib. civ. Château-Thierry 31 décembre 1890 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Puiss. pat., n° 62); Trib. civ. Seine 11 août 1894 (Gaz. Pal. 94.2.548).

Les travaux préparatoires de la loi sont tout à fait favorables au système consacré par l'arrêt recueilli. Voici en effet comment M. Denormandie, rapporteur de la loi au Sénat, s'exprimait dans son rapport : « On a pensé, et votre commission a été de cet avis, qu'il n'y a pas lieu d'étendre au père administrateur l'application de la loi. Dans la situation à laquelle nous faisons allusion, la famille existe tout entière; elle est représentée par ses deux chefs. La coexistence des deux époux, leur union, leurs efforts communs paraissent être autant d'éléments de sécurité pour les intérêts que le mineur peut personnellement posséder. » — Dans la discussion qui suivit au Sénat, l'opinion du rapporteur se manifeste à nouveau dans le même sens, et d'une manière encore plus nette : « Le père, administrateur légal des biens de son enfant mineur, pouvait-il être placé sous l'application de la loi que nous vous demandons de sanctionner par votre vote? La question a été posée par des correspondants qui ont écrit au rapporteur. J'en ai référé à la commission, et la commission a répondu très résolument : Non! Pourquoi le père administrateur légal ne peut-il pas tomber sous le coup, sous l'application de la loi? Vous allez le comprendre; c'est parce que la loi est organisée pour le cas où il y a tutelle. Quand y a-t-il tutelle? Il y a tutelle quand l'un des deux époux ou quand les deux époux sont décédés. Quand les deux époux sont encore vivants, il n'y a pas tutelle, il n'y a pas possibilité d'appliquer les diverses dispositions que le législateur a édictées et qui ne peuvent trouver leur place et leur application qu'en matière de tutelle proprement dite. »

La loi a d'ailleurs été suivie d'une circulaire de M. le garde des sceaux qui se prononce aussi dans le même sens : « Les dispositions de la loi, dit la circulaire, ne s'appliquent pas à l'administration légale du père de famille. Cette distinction importante entre le père administrateur légal et le tuteur résulte nettement des déclarations consignées dans les rapports et reproduites au cours de la discussion. Il a été formellement reconnu que la loi était faite pour limiter les pouvoirs du tuteur, en sorte qu'elle n'est applicable en principe que là où il y a tutelle. Le père administrateur légal pourra donc, à l'avenir et contrairement à la pratique suivie jusqu'ici par le Trésor en matière de rentes, aliéner les valeurs appartenant à ses enfants mineurs. La loi du 24 mars 1806 et le décret du 25 septembre 1813, dont les dispositions, par une extension parfois contestée d'ailleurs, lui étaient appliquées, sont formellement abrogées par l'art. 12 de la loi du 27 février 1880 ».

COUR D'APPEL DE BESANÇON

4 juillet 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — INCAPACITÉ PERMANENTE PARTIELLE. — FIXATION DE LA RENTE. — APPRÉCIATION DE LA RÉDUCTION DU SALAIRE.

L'ouvrier victime d'une incapacité permanente partielle a droit, en vertu de l'art. 3 § 2 de la loi du 9 avril 1898, à une rente égale à la moitié de la réduction du salaire résultant pour lui de l'accident, réduction qu'il appartient au juge d'arbitrer, sans tenir compte de ce qu'après consolidation de sa blessure, l'ouvrier est rentré chez son ancien patron avec un salaire légèrement réduit.

Laurent et Ravier c. dame Begey.

Le Tribunal civil de Lure avait rendu, le 11 mai 1900, le jugement suivant :

« Attendu que Marie-Constance Schmitt, femme de Féréol Begey, de Fresse, a été blessée dans son travail à l'usine Laurent frère et beau-frère le 3 octobre 1899; qu'elle a eu la première phalange de l'index de la main gauche coupée; que, dans un certificat du 8 mars 1900, qui sera enregistré en même temps que le présent jugement, il résulte que la dame Begey ne recouvrera pas l'usage de l'index de la main gauche;

« Attendu que la dame Begey justifie qu'elle a touché en 1898, 572 fr. 10; que d'autre part, des registres de la société Laurent frère et beau-frère, il résulte que, depuis qu'elle a repris son travail, elle a touché 19 francs par quinzaine; que ce salaire continué pendant un an donne 456 francs; que le salaire de la dame Begey se trouve donc actuellement réduit : de 572 fr. 10, moins 456 fr., ou de 116 fr. 10; qu'elle a donc droit à une rente de la moitié ou de 58 fr. 05; que, sans doute, la femme Begey pourra ultérieurement gagner un salaire supérieur à 19 francs par quinzaine, quand elle se sera habituée à travailler avec son index gauche, dont l'usage est perdu pour elle; mais que la perte d'un doigt doit être prise en considération; qu'il n'est pas certain que la femme Begey reste toujours au service de Laurent frère et beau-frère; que dans une autre industrie, la perte de ce doigt la rendrait moins propre à toute espèce de travail, qu'avant l'accident qu'elle a éprouvé; que dans cette situation il y a lieu de considérer que son salaire est définitivement réduit de 116 fr. 10 par an;

« Par ces motifs,

« Condamne Laurent frère et beau-frère à payer à la femme Begey une rente viagère annuelle de 58 fr. 05, payable par trimestre et à trimestre écoulé, à partir du 27 novembre 1899, jour où elle a repris son travail à l'usine Laurent frère et beau-frère;... »

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu que le 3 octobre 1899, la dame Begey a eu la première phalange de l'index de la main gauche coupée en travaillant à la fabrication des vis dans l'usine de Laurent et Ravier; qu'elle a dû cesser tout travail jusqu'au 27 novembre suivant; qu'à cette date elle a été à nouveau occupée chez ses anciens patrons avec un salaire légèrement réduit;

Attendu que le certificat enregistré, du docteur Gillet, constate qu'à la date du 8 mars 1900, la blessure de la dame Begey lui avait occasionné une incapacité de travail partielle qui paraissait, au début, ne devoir être que temporaire, mais qui était devenue permanente à la suite de la rétraction musculaire de l'index blessé; que ce doigt était devenu impotent et occasionnait même une certaine gêne pour le travail de l'intimée;

Attendu que, dès que la dame Begey est atteinte d'une incapacité permanente partielle, dûment constatée, elle a droit, à dater de la consolidation de sa blessure, c'est-à-dire à partir de l'époque non contestée du 27 novembre 1899, à une rente, payable trimestre écoulé, équivalente à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir à son salaire; mais qu'il n'y a pas à tenir compte, pour la détermination de la rente, du salaire actuellement touché par la blessée chez Laurent et Ravier, parce que ce salaire actuel, dont le taux peut procéder d'une pensée de bienfaisance, qui peut en tous cas être diminué ou même supprimé en totalité, à tout instant, au gré de ceux qui le payent, ne peut fournir un élément certain d'évaluation; que c'est donc uniquement le salaire antérieur à l'accident, qui peut donner une base indiscutable fixe, devant seulement être prise en considération;

Attendu que les parties sont d'accord pour reconnaître que le salaire annuel de la dame Begey était, avant l'accident, de 572 fr. 10; qu'il y a lieu de décider, à vue des documents du procès, que la diminution de ce salaire en conséquence de sa blessure doit être estimée à 7 0/0, soit 40 fr. 04; qu'il en résulte que la dame Begey a droit à une rente annuelle de 20 fr. 02;

Attendu qu'il est possible sans doute que dans l'avenir, l'intimée, à la suite de l'habitude qu'elle aurait prise de travailler avec le doigt blessé en recouvre un usage assez facile pour lui permettre de s'en servir comme par le passé; mais que ce n'est là qu'une éventualité incertaine, sans influence actuelle sur la fixation de la rente et qui ne peut avoir pour effet, si elle se réalisait, que d'ouvrir au profit de Laurent et Ravier l'action en revision prévue par l'art. 19 de la loi; qu'il n'échet davantage d'examiner si ces derniers pourraient convertir la rente en un paiement de somme d'argent, cette conversion ne pouvant, aux termes de l'art. 21 de la loi de 1898, résulter que du consentement mutuel des parties et la dame Begey ne prenant aucunes conclusions de ce chef;

Par ces motifs,

Réduit à 20 fr. 02 la rente allouée à la dame Begey par le jugement entrepris;

Confirme pour le surplus ledit jugement;

Et vu l'insuffisance des offres de Laurent et Ravier, les condamne aux dépens d'appel;

Ordonne la restitution de l'amende et dit que ce faisant, etc.

Mes WAREMBOURG (du barreau de Paris) et DROUHARD av.

Note. — La question est très controversée, mais la jurisprudence paraît se fixer dans le sens de l'arrêt recueilli : V. Trib. civ. Lille 28 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1. 195); Trib. civ. Douai 21 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1. 507); Trib. civ. Orléans 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1. 506); Trib. civ. Seine 26 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.624); Aix 25 mai 1900, Montpellier 6 mars 1900 et Trib. civ. Saint-Etienne 10 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.85); et *contrà* : Nancy 1er mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.512); Trib. civ. Toulon 23 janvier 1900 et Trib. civ. Montluçon 18 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.85).

COUR D'APPEL DE PAU

14 juin 1900.

Présidence de M. Dubreuil.

1° ASSURANCES TERRESTRES. — ACCIDENTS. — POLICE COLLECTIVE. — PERSONNES EXCLUES. — SOUSCRIPTEUR ET MEMBRES DE SA FAMILLE. — ÉTENDUE DE LA CLAUSE.

2° DEGRÉ DE JURIDICTION. — DEMANDE DIVISIBLE. — INDEMNITÉ D'ASSURANCE. — PARTAGE ENTRE HÉRITIERS MINEURS.

1° *La clause d'une police d'assurance collective contre les accidents, aux termes de laquelle sont exclus du bénéfice de l'assurance « le souscripteur et les membres de sa famille », doit être entendue en ce sens que sont seules exclues, les personnes vivant sous la dépendance dudit souscripteur, ayant les mêmes intérêts que lui et dont il pouvait être responsable; mais elle ne s'applique point à des parents travaillant pour son compte au même titre que des étrangers sans être domiciliés sous son toit.* (Résolu par le tribunal).

2° *Lorsque l'indemnité d'assurance stipulée par le patron au profit de ses ouvriers dans une police collective, se divise, en cas de décès d'un ouvrier par suite d'accident, entre ses héritiers*

mineurs, de façon que chacun de ceux-ci n'ait droit qu'à une somme inférieure à 1,500 fr., le jugement qui prononce condamnation contre la compagnie au profit du tuteur ès qualités, n'est pas susceptible d'appel. (Résolu par la cour).

Compagnie le Secours c. Paul Sajous et Coarraze ès qualités.

Paul Sajous exploitait une carrière d'ardoises à Lourdes. Il avait contracté, avec la Compagnie Le Secours, une police d'assurance collective au profit de ses ouvriers. Son frère François, qui figurait parmi ses ouvriers et dont le salaire quotidien était de 3 francs, fut surpris par un éboulement au cours de son travail, le 19 mai 1899, et écrasé par un bloc de schiste; il mourait aussitôt. Il laissait deux filles mineures. La police contractée par l'exploitant leur assurait une indemnité égale à six cents fois le salaire quotidien de leur père, soit mille huit cents francs;

Mais la Compagnie le Secours résista à la demande en paiement, qui lui fut faite, de ladite somme de 1,800 francs, et prétendit que la victime étant le frère de Paul Sajous se trouvait formellement exclue du bénéfice de la police, laquelle exceptait de l'assurance le « souscripteur et les membres de sa famille ».

Le tribunal civil de Lourdes rendit le 7 février 1900 le jugement suivant:

« Attendu que Paul Sajous, exploitant d'une carrière d'ardoise à Lourdes, a contracté, le 13 décembre 1898, avec la Compagnie d'assurances française anonyme le Secours, une police collective d'assurance en vertu de laquelle, en cas de mort par accident d'ouvrier, six cents fois le salaire quotidien de la victime de l'accident devra être payé à ses héritiers;

« Attendu qu'un des ouvriers, François Sajous, fut écrasé le 10 mai 1899 par la chute d'un bloc détaché des flancs de la carrière au moment du travail et qu'il succomba immédiatement aux suites de l'accident, laissant comme héritiers deux enfants mineurs, Thérèse et Françoise Sajous, sous la tutelle de Pierre Coarraze, leur grand-père;

« Attendu que Paul Sajous, agissant dans l'intérêt de ses ouvriers, et Pierre Coarraze, ès qualités, demandent à la Compagnie Le Secours, en exécution de la police d'assurance, le paiement d'une somme de 1,800 francs, représentant six cents fois le salaire quotidien de la victime de l'accident, qui s'élève à 3 francs par jour;

« Attendu que la Compagnie le Secours n'a soulevé aucune objection à l'inexécution des conventions stipulées dans la police, mais qu'elle se borne à invoquer, pour refuser le paiement de l'indemnité, le paragraphe 2 de l'art. 1er de ladite police, qui excepte de l'assurance, le souscripteur et les membres de sa famille;

« Attendu, il est vrai, que François Sajous était frère du souscripteur; qu'il y a donc lieu d'examiner si, dans l'intention des parties contractantes, le mot famille devait s'étendre à toutes les personnes unies par les liens du sang ou être restreint aux parents vivant sous le même toit et sous l'autorité d'un même chef;

« Attendu que, dans le sens le plus usité, le mot famille s'entend du père, de la mère et des enfants vivant dans la même habitation;

« Attendu que, si l'on recherche l'intention des parties, il ne paraît pas possible que Paul Sajous et la Compagnie le Secours aient voulu exclure du paiement de l'indemnité tous les parents du souscripteur; que cette clause ne paraît pouvoir s'appliquer qu'aux personnes vivant sous la dépendance dudit souscripteur, ayant les mêmes intérêts que lui et dont il pouvait être responsable comme chef de maison; mais qu'elle ne saurait trouver aucune raison d'exister, si elle pouvait s'appliquer à des parents qui travaillaient dans l'exploitation de la carrière au même titre que des étrangers; qu'en fait, François Sajous était chef d'une seconde famille qu'il avait fondée par son mariage et que le travail qu'il fournissait à son frère était fait, non dans l'intérêt du souscripteur de l'assurance, mais en vue d'obtenir un salaire qui lui profiterait à lui-même et à sa famille qu'il avait créée;

« Attendu, dès lors, que François Sajous doit être considéré comme un ouvrier ordinaire et que l'indemnité stipulée dans la police d'assurance doit lui être payée;

« Attendu que le paiement des intérêts à partir du jour de la demande constitue des dommages-intérêts suffisants;

« Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens;

« Par ces motifs,

« Dit que la Compagnie d'assurances française Le Secours paiera, sans délai, à Paul Sajous et à Pierre Coarraze, agissant dans l'intérêt des mineures Thérèse et Françoise Sajous, ainsi qu'il a été dit, la somme de 1,800 francs et les intérêts à 5 0/0 à dater du 18 décembre 1899;

« Condamne la Compagnie aux dépens ».

Appel par la Compagnie le Secours. — Arrêt:

La Cour,

Attendu qu'il est vrai que Paul Sajous est seul souscripteur de la police d'assurance dont s'agit au procès ; qu'il n'en résulte pas pour cela qu'il soit nécessairement seul créancier éventuel et direct de la Compagnie le Secours pour les indemnités qu'il a stipulées d'elle en cas d'accident atteignant ses ouvriers ;

Attendu qu'on lit en effet dans les conditions particulières de la police, que Sajous a déclaré agir au nom et pour le compte de ses ouvriers et employés ; qu'il n'est donc pas douteux que ceux-ci, bénéficiaires des indemnités stipulées, sont directement créanciers de la compagnie le Secours, dans les cas prévus à la police, conformément à l'art. 1121 C. civ. ;

Attendu que François Sajous, ouvrier de Paul Sajous, décédé à la suite d'un accident dont il avait été victime au cours de son travail, à la date du 10 mai 1899, a laissé deux filles mineures Thérèse et Françoise ;

Attendu que ces enfants, orphelines de père et de mère, ont droit, d'après l'art. 2 et les conditions particulières de la police d'assurance relatives au cas de mort, à une indemnité égale à six cent fois le salaire quotidien de leur père qui était de 3 francs, c'est-à-dire à une indemnité de 1,800 francs ;

Attendu que, bien que le tuteur soit chargé de l'exercice des actions mobilières du mineur, la créance d'indemnité appartenant dans l'espèce à Thérèse et à Françoise Sajous, réside exclusivement sur leur tête ; que c'est donc par rapport à elles et non point par rapport au tuteur, que doit être appréciée l'importance du litige et la question de savoir si les premiers juges devaient statuer en premier ou en dernier ressort ;

Attendu que l'art. 2 de la police attribuant une somme de 1.800 francs aux deux filles de François Sajous du jour du décès de ce dernier, le droit de chacune d'elles se trouvait dès ce jour nettement déterminé et fixé à la moitié de ladite somme, c'est-à-dire à 900 fr. de principal ;

Attendu que le montant de la demande formée, dans l'intérêt de chacune d'elles, par le tuteur Coarraze devant le Tribunal de Lourdes étant inférieure à 1,500 francs de principal, c'est à tort que les premiers juges ont dit qu'ils jugeaient en premier ressort ; qu'il y a lieu de déclarer au contraire, que leur décision n'est pas susceptible d'appel ;

Attendu, en conséquence, qu'aux termes de l'art. 253 C. pr. civ., l'appel interjeté par la Compagnie le Secours n'est pas recevable ;

Par ces motifs,

Déclare la Société d'assurances le Secours non recevable dans l'appel qu'elle a interjeté contre le jugement du Tribunal de Lourdes en date du 7 février 1900, l'en déboute et la condamne aux dépens ;

Ordonne la confiscation de l'amende.

M. Chassain subst. proc. gén. — Mes Riquoir et Crouan av.

Note. — I. — Sur le premier point : La clause sur le sens de laquelle le Tribunal a eu à donner son interprétation ne paraît pas avoir jusqu'à ce jour donné lieu à aucune décision de justice. Nous croyons, avec le jugement recueilli, qu'en excluant du bénéfice de l'assurance le souscripteur de la police et les membres de sa famille, l'intention des parties a été de n'entendre par là que les personnes vivant sous le toit du souscripteur et sur lesquelles celui-ci avait autorité.

II. — Sur le second point : Il ne peut être douteux un seul instant que l'indemnité d'assurance se divisant de plein droit entre les héritiers du souscripteur, le jugement statuant sur l'allocation de cette indemnité est en dernier ressort, si la part afférente à chacun des héritiers est inférieure à 1,500 francs. Rapp. Rennes 9 août 1893 (Gaz. Pal. 93.2.554 — D. 95.2.482) ; Cass. 9 août 1893 (Gaz. Pal. 93. 2.379 — S. 93.1.504).

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX

30 avril 1900.

Présidence de M. Quercy.

ASSURANCES MUTUELLES. — RÉSILIATION. — LETTRE RECOMMANDÉE. — CLAUSE DE RÉCIPROCITÉ.

La dénonciation d'un contrat d'assurance par lettre recommandée est valable, tout autant que la dénonciation verbale, lorsque la police oblige simplement l'assuré à faire une déclaration de résiliation, sans en préciser le mode d'exécution. D'ailleurs, dût-on considérer ce mode comme prohibé par la police, néanmoins il doit être tenu pour permis lorsque l'assureur s'est formellement réservé le droit d'en user lui-même, et que, d'autre part, le contrat lui impose la condition de réciprocité.

Compagnie la Prévoyante c. Didelin.

Le Tribunal,

Attendu que l'action tend, aux termes des conclusions d'audience : 1° à faire déclarer renouvelée pour dix années à partir du 26 janvier 1898, une assurance contractée par Didelin avec la Société la Prévoyante ; 2° à faire condamner l'assuré au paiement de la somme de 624 francs, montant des primes des années 1898, 1899 et 1900 ;

Mais attendu qu'il était loisible à Didelin de faire cesser les effets du contrat à la date précitée en prévenant l'assureur six mois à l'avance ; que cet avis a été donné le 28 janvier 1897, et que vainement la demanderesse argue, pour en repousser la conséquence, de ce qu'il l'a été seulement par lettre recommandée ; que, en effet, d'une part, la police obligeant simplement le défendeur à faire une déclaration de résiliation et n'en précisant pas le mode d'exécution, il y a lieu de la tenir pour dûment accomplie par lettre comme elle l'aurait été par paroles, étant donné surtout que, conformément à l'art. 25 du décret du 22 janvier 1868, il en a été accusé réception aussitôt ;

d'autre part, dût-on considérer le mode écrit comme prohibé pour l'assuré par la police, il faudrait le tenir néanmoins pour permis, parce que la société la Prévoyante s'était formellement réservée le droit d'en user elle-même et parce que le règlement précité, qui a force de loi contre elle, lui ayant imposé la condition de réciprocité, elle devrait être considérée comme n'ayant pu priver Didelin d'une faculté dont elle avait stipulé pour elle le bénéfice;

Par ces motifs,

Rejette la demande et condamne la demanderesse aux dépens avec distraction à Me Rogier avoué.

M. MATIGNON subst. proc. Rép. — Mes ARCHAMBAULT et FORSANS av.

Note. — Aux termes de l'art. 25 du décret du 22 janvier 1868 portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances, trois modes de notification par l'associé de sa renonciation à la société peuvent être employés : 1° une déclaration au siège social ou chez l'agent local, c'est-à-dire une déclaration en personne, dont il est donné récépissé au sociétaire; 2° un acte extrajudiciaire, c'est-à-dire une déclaration par un mandataire que désigne le sociétaire et qui est un officier ministériel; 3° tout autre moyen indiqué dans les statuts.

Un premier point est certain, à savoir que les modes prescrits par le décret peuvent toujours être employés, alors même qu'ils seraient contraires à ceux prescrits par les statuts. Ces derniers viennent s'y ajouter, mais ne les annulent pas : Paris 16 mars 1882 (S. 82.2.89 — D. 84.2.163).

Seulement, la loi ne précisant pas de quelle manière la déclaration doit être faite, suffit-il que celle-ci soit purement verbale, ou faut-il, au contraire, qu'elle soit faite par écrit? Si les statuts ne contiennent aucune prescription à ce sujet, il convient de décider que la déclaration verbale est suffisante, pourvu d'ailleurs que l'assuré se fasse délivrer un récépissé. Mais il faut décider, par contre, qu'elle est insuffisante, lorsque les statuts exigent une déclaration écrite : Cass. 23 février 1869 (D. 69.1.413-motifs).

On s'est demandé aussi si la déclaration de résiliation pouvait être faite par lettre chargée. Il a été jugé que l'usage de ce dernier mode était valable : Angers 22 décembre 1864 (S. 65.1.175 — D. 65.2.44); Amiens 16 novembre 1886 (S. 87.2.237). Mais la jurisprudence a plutôt une tendance à décider en sens contraire, si l'emploi de la lettre chargée n'est pas autorisé par les statuts, ce mode n'étant pas davantage autorisé par le décret du 22 janvier 1868 : Paris 16 mars 1882 (S. 82.2.89 — D. 84.2.163); Orléans 18 décembre 1883 (S. 84.2.154); Nancy 30 juillet 1886 (S. 87.2.111); Trib. civ. Seine 2 décembre 1883 (Rec. per. assur. 84.612); Paris 15 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.2.73).

Dans l'espèce que nous rapportons, les termes de la clause de la police relative à la résiliation pouvaient, à notre avis, à raison de leur sens très large, être considérés comme autorisant la dénonciation par lettre recommandée. V. en ce sens : Aix 26 octobre 1886 (Gaz. Pal. 87-92 T. Q., ve Assurances mutuelles, n° 42); et Amiens 16 novembre 1886 (Gaz. Pal. *eod. loc.*) décidant que, quand une police d'assurances mutuelles permet à l'assureur et à l'assuré de se dégager après un temps déterminé, à condition de s'en donner avis, cet avis est valablement donné par lettre recommandée.

286-287-288-289

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

5 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

SERVITUDE. — DROIT D'ABREUVAGE. — SERVITUDE DISCONTINUE. — TITRE CONSTITUTIF. — ACTE DE PARTAGE. — FONDS PRÉTENDU DOMINANT NON VISÉ DANS L'ACTE. — FAITS DE POSSESSION. — POSSESSION IMMÉMORIALE. — CARACTÈRE INOPÉRANT.

Le droit réservé, dans un acte de partage d'immeubles, au profit de l'un des copartageants, d'abreuver à perpétuité ses bestiaux dans un réservoir faisant partie du lot attribué à l'autre copartageant, constitue une servitude discontinue.

Et de purs faits de possession, même immémoriale, insuffisants pour établir une servitude de cette nature, dont l'établissement ne peut, en effet, juridiquement avoir lieu que par titre, ne peuvent être utilement invoqués par le propriétaire du fonds dominant pour réclamer l'affectation de ce droit d'abreuvage à l'utilité de fonds autres que celui visé dans l'acte de partage, constitutif de la servitude.

Combasson c. Grillet.

Le sieur Combasson s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Lyon en date du 7 novembre 1896, confirmatif d'un jugement du Tribunal civil de Montbrison du 30 mai 1895.

Il a formulé, à l'appui de son pourvoi, deux moyens :

1° « Violation et fausse application des art. 686, 691, 1134 C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a reconnu au sieur Grillet un droit innommé d'abreuvage perpétuel et transmissible de personne à personne, indépendamment de la possession de tout fonds dominant, alors qu'on ne peut prétendre sur un fonds qu'un droit de propriété, de jouissance ou des services fonciers et en ce que le droit accordé constituait une servitude conventionnelle d'abreuvage, qui ne peut être établie qu'au profit d'un fonds et transmise avec la possession de ce fonds ».

2° « Violation et fausse application des art. 543, 637 et suiv., 588, 689, 691, 1134, 1156 C. civ. et du principe que les renonciations ne se présument pas, en ce que ledit arrêt a fait résulter l'établissement de la servitude d'abreuvage reconnue à Grillet : 1° non d'un titre, mais de l'usage; 2° d'une prétendue reconnaissance de ce

droit, résultant de travaux faits par les parties à l'abreuvoir en commun, et avec réserves, alors, d'une part, que la servitude d'abreuvage, étant discontinue, ne peut être établie que par un titre, et, d'autre part, que ledit arrêt a dénaturé l'accord clair et précis des parties au sujet des travaux faits en commun et n'a fait que présumer la prétendue reconnaissance de l'exposant. »

LA COUR,

Sur les deux premiers moyens réunis :

Vu les art. 686 et 691 C. civ. ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué : 1° « qu'à suite de partage, Michel Devun est devenu propriétaire, par acte authentique du 21 avril 1824, de 5 hectares de terrain, avec le droit, à perpétuité, d'abreuver ses bestiaux, dans le réservoir de la terre « des Abreuvoirs », appartenant à Guillaume Triollier, son co-partageant, représenté aujourd'hui par Combasson ; 2° que, le 19 janvier 1827, Michel Devun a aliéné ce droit d'abreuvage, au profit de Pierre Grillet, de ses héritiers ou ayants cause » ;

Attendu qu'après avoir déclaré que le droit d'abreuvage ainsi concédé n'était ni un droit de copropriété, ni un droit d'usage, ni un droit de servitude, l'arrêt dénoncé décide : « qu'il s'agit d'une espèce de droit innommé établi par l'usage et les faits qui attestent le consentement des parties à ce qu'il soit établi, au profit de fonds, qui en 1827, n'appartenaient pas à Grillet, ou, tout au moins ont varié en étendue » ; que l'arrêt ajoute : « qu'en février 1895, les parties ont en commun réalisé certains travaux aux abreuvoirs, en ne faisant de réserves qu'un sujet des dépens du procès » ;

Mais attendu, d'une part, que ce droit d'abreuvage, à tort qualifié de droit innommé, constitue, en réalité, d'après les constatations mêmes des juges du fond, une servitude discontinue, qui ne peut, aux termes de l'art. 691, être établie que par titre ; qu'un droit de servitude ne peut être détaché du fonds dominant, pour être affecté à l'utilité d'autres fonds, qu'avec le consentement du propriétaire du fonds servant ; que l'acte du 19 janvier 1826, invoqué par Grillet, n'était donc pas un titre de nature à justifier sa prétention pour d'autres fonds que les 5 hectares, qui ont fait l'objet de l'acte du 21 avril 1824 ;

Attendu, d'autre part, que de purs faits de possession, même immémoriale, ne suffisent pas pour établir juridiquement une servitude discontinue ; qu'enfin, les travaux opérés en commun, en février 1895, n'ayant été réalisés qu'au cours du procès, tous droits réservés, en attendant la décision à intervenir sur le fond, l'arrêt attaqué a méconnu leur portée, en déclarant qu'ils impliquaient la reconnaissance du droit de Grillet ; d'où il suit qu'en accordant à celui-ci le droit d'abreuver tous les bestiaux de son domaine dans la terre des abreuvoirs, la Cour de Lyon a violé les articles de loi susvisés ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le troisième moyen ;

Casse l'arrêt de la Cour de Lyon du 7 novembre 1896.

MM. FABREGUETTE rapp. ; DESJARDIN av. gén. concl. conf. — Me DE RAMEL av.

Note. — L'on ne saurait sérieusement contester le caractère discontinu de la servitude, ayant pour objet l'usage de l'eau pour abreuver le bétail, ni, par suite, l'inefficacité de la possession, même immémoriale, pour l'acquisition d'une servitude de cette nature. V. en ce sens : Poitiers 26 janvier 1825 (J. du P. chr.) ; Dijon 5 avril 1871 (S. 72.2.79) ; Cass. 4 décembre 1888 (Gaz. Pal. 89.1.134). — *Adde* Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Servitudes, n° 104.

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

18 juin 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

PARTAGE. — LICITATION POSTÉRIEURE. — ADJUDICATION A UN TIERS. — EFFET DÉCLARATIF. — HYPOTHÈQUE. — ORDRE. — SOMME A DISTRIBUER.

Si l'art. 883 C. civ. est sans application, quelle que soit l'attribution ultérieure du prix, lorsque l'adjudication a été prononcée au profit d'un tiers, qui n'avait antérieurement aucun droit sur les immeubles acquis, et si, dans ce cas, les droits constitués pendant la durée de l'indivision subsistent sur les biens licités avec tous les effets juridiques que leur a donnés la convention des parties, il en est autrement quand, par une convention antérieure à la licitation, les cohéritiers ont liquidé tous leurs droits, et fixé définitivement leurs parts dans les valeurs successorales, y compris le prix à provenir d'un immeuble qui doit être licité.

Cette convention de partage, mettant fin à l'indivision, doit produire les effets déterminés par l'art. 883, du jour où elle est intervenue, en sorte que c'est à cette date qu'est fixé le sort des droits constitués pendant l'indivision sur les immeubles successoraux.

Et c'est en cas d'ordre à ouvrir entre les créanciers d'un cohéritier, pour la distribution du prix d'un de ces immeubles, sur la part seulement du prix de vente revenant à ce dernier, que l'ordre doit être ouvert.

Georgeon c. Vallée.

Le 26 janvier 1886, est décédée Mme de Beaunay, veuve en premières noces de M. de Broc, et en

secondes noces de M. de Mirandol. Elle laissait pour héritiers sa fille, devenue depuis Mme du Mesnil de Montchauveau et son fils M. de Broc. Au moment de la mort de Mme du Mesnil, arrivée le 14 mars 1888, aucun partage de la succession maternelle n'avait eu lieu entre le frère et la sœur. Après le décès de sa mère et celui de sa sœur, M. de Broc avait, en septembre et octobre 1887, emprunté à diverses personnes une somme de 150,000 francs, à la garantie du remboursement de laquelle il avait affecté par hypothèque, dûment inscrite le 24 octobre 1887, la moitié indivise lui appartenant dans le domaine de Montabon, dépendant dans la succession de Mme de Broc. Deux ans après, les créanciers de M. de Broc ont provoqué le partage de cette succession, et un jugement du Tribunal civil de la Flèche en date du 2 avril 1889 en a, en effet, ordonné la liquidation. Depuis lors, un autre jugement du même tribunal, en date du 6 août 1891, a ordonné, préalablement à la visite des immeubles héréditaires et à leur licitation, s'il y avait lieu, l'établissement d'un compte entre les héritiers. Ce compte a alors été dressé par un notaire commis et homologué ensuite le 21 août 1893, en présence d'un certain nombre de créanciers de M. de Broc, les sieurs Georges et autres. Les droits des héritiers, d'après ce compte homologué, étaient fixés avec stipulation que les prélèvements et rapports seraient effectués sur le domaine de Montabon.

D'ailleurs, il a été alors procédé à la vente sur licitation du domaine de Montabon, sur un cahier des charges, dans lequel fut mentionné le compte liquidé dont il vient d'être parlé, avec les attributions faites à chacun des héritiers snr la somme à provenir du prix de vente; et le 23 octobre 1893, l'adjudication dudit domaine a été tranchée au profit du sieur Vallée, moyennant le prix principal de 670,500 faancs. Ledit sieur adjudicataire s'est, les 16 février et 1er juillet 1894, libéré entre les mains de M. du Mesnil de Montchauveau, légataire universel de sa femme, de la part revenant à celui-ci conformément à l'état liquidatif, rappelé dans le cahier des charges, et il a consigné la somme de 170,874 fr. 04 représentant la part de M. de Broc à la Caisse des dépôts et consignations;

Un ordre a, à ce moment, été ouvert au greffe du Tribunal de La Flèche, pour la distribution de cette somme de 170,874 francs; mais, au lieu de se contenter de distribuer cette somme, le juge-commissaire a cru devoir faire porter la distribution sur le prix total de 670,500 francs, et c'est sur cette somme entière que, par son règlement provisoire, il proposait, en effet, de colloquer les créanciers de M. de Broc. Un contredit, critiquant ce mode de procéder, avait toutefois été accueilli par un jugement en date du 27 avril 1897, déclarant que l'ordre ne devait porter que sur 170,874 francs, et sur appel, ce jugement fut confirmé par arrêt de la Cour d'Angers du 7 décembre 1897, ainsi conçu :

« Attendu que l'art. 1220 C. civ. n'est pas applicable à la cause, le prix de l'adjudication tranchée le 23 octobre 1893 devant Me Chicoisne, notaire à Noyen, n'ayant jamais été dans la succession;

« Attendu que l'égalité des partages et leur effet déclaratif sont des principes dominant toute la matière des successions dans notre droit;

« Attendu que, si dans des espèces particulières, l'effet déclaratif de l'art. 883 C. civ. a pu ne pas s'opérer à l'encontre des créanciers hypothécaires constitués par l'un des cohéritiers sur les immeubles de la succession pendant l'indivision, lorsque la vente de ces immeubles a été faite à un tiers, ce n'a pu être que lorsque cette vente avait précédé tout partage; qu'alors, en effet, en l'absence d'un partage établissant la part réelle de chaque héritier dans la succession, après l'exercice de tous rapports et prélèvements prescrits par les art. 829 et suiv., 843 et suiv. C. civ., chacun des cohéritiers n'a pu être considéré comme vendeur que de la part virile héréditaire à laquelle il était, en l'état, appelé par la loi, et l'acquéreur n'a pu être considéré comme débiteur de son prix envers chacun des cohéritiers vendeurs qu'à concurrence de cette part; qu'alors encore, le gage hypothécaire se trouvant en ces termes réalisé, les créanciers hypothécaires du cohéritier sur les immeubles indivis ont pu revendiquer le droit d'en profiter dans la même mesure;

« Mais attendu que, lorsque la vente de l'immeuble indivis a suivi le partage, au lieu de le précéder, il ne se peut pas que la circonstance que cette vente a été faite à un tiers, soit de nature à faire échec à l'effet déclaratif de l'art. 883, qui, bien qu'un cohéritier ne soit pas devenu acquéreur, s'est précisément produit par l'effet du partage lui-même; qu'en ce cas, en effet, chacun des colicitants n'est vendeur que pour sa part effective à prendre sur l'immeuble vendu ou sur son prix;

« Attendu que la convention intervenue entre du Mesnil et de Broc dans le cahier des charges du 6 octobre 1893, en présence des créanciers y dénommés, a eu pour résultat de déterminer la part réelle de chacun des cohéritiers dans la

succession, et de lui en faire attribution ; qu'une telle déclaration est un partage, à partir duquel s'est opéré nécessairement l'effet déclaratif y attaché par la loi, alors même qu'une opération ultérieure, telle que la vente, passée même à un tiers, leur sieur Vallée, aurait été nécessaire pour que chacun des cohéritiers pût prendre possession divise de ses attributions ;

« Attendu que le partage effectif contenu au susdit cahier des charges n'a d'ailleurs été que la mise en œuvre de l'état liquidatif dressé par Me Chicoisne le 24 juin 1893 et homologué par jugement du Tribunal civil de La Flèche du 21 août suivant ;

« Attendu que la solidarité des vendeurs, mentionnés au cahier des charges précité, ne peut avoir d'effet que dans les rapports de ceux-ci avec l'acquéreur, mais ne saurait en produire aucun, à l'égard du caractère déclaratif du partage, dans les rapports des copartageants, soit entre eux, soit vis-à-vis des créanciers hypothécaires constitués pendant l'indivision par l'un d'eux ;

« Par ces motifs,

« Confirme. »

Le sieur Georgeon s'est pourvu en cassation, et a formulé à l'appui de son pourvoi le moyen ci-après :

« Fausse application de l'art. 883 C. civ. en ce que, un tiers étant devenu adjudicataire d'un immeuble indivis entre deux cohéritiers, et des créances hypothécaires ayant été consenties par l'un des cohéritiers pendant l'indivision, l'arrêt attaqué a considéré ces créances comme inexistantes, par suite de l'effet déclaratif attribué à tort à un acte intervenu entre les cohéritiers antérieurement à l'adjudication, cet acte laissant subsister l'indivision entre les cohéritiers relativement à l'immeuble vendu, et ne pouvant, dès lors, produire les effets d'un partage. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Attendu, en droit, que, si l'art. 883 C. civ., est sans application, quelle que soit l'attribution ultérieure du prix, lorsque l'adjudication a été prononcée au profit d'un tiers qui n'avait antérieurement aucun droit sur les immeubles acquis, et si, dans ce cas, les droits constitués pendant la durée de l'indivision subsistent sur les biens licités avec tous les effets juridiques que leur a donnés la convention des parties, il en est autrement quand, par une convention antérieure à la licitation, les cohéritiers ont liquidé tous leurs droits et fixé définitivement leurs parts dans les valeurs successorales, y compris le prix à provenir d'un immeuble qui doit être licité ; que cette convention de partage, mettant fin à l'indivision, doit produire les effets déterminés par l'art. 883 du jour où elle est intervenue, et que c'est, par suite, à cette date qu'est fixé le sort des droits constitués, pendant l'indivision, sur les immeubles successoraux ;

Attendu, en fait, que, des constatations de l'arrêt attaqué il résulte que la convention intervenue entre les cohéritiers de Broc et Dumesnil, convention mentionnée dans le cahier des charges du 6 octobre 1893, passée en présence des créanciers y dénommés, a eu pour résultat de déterminer la part réelle de chacun des cohéritiers dans la succession et de lui en faire attribution ; qu'une telle convention est un partage effectif, qui n'a été d'ailleurs que la mise en œuvre de l'état liquidatif dressé par ordre de justice et homologué par jugement du Tribunal de la Flèche du 20 août 1893 ; que ce partage a mis fin à l'indivision ;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a dit que l'ordre ouvert au Tribunal de la Flèche ne devait porter que sur la somme de 170,874 fr. 04, revenant à de Broc dans le prix du domaine de Montabon et consignée par Vallée ;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Georgeon contre l'arrêt de la Cour d'Angers du 7 décembre 1897.

MM. CRÉPON rapp. ; DESJARDINS av. gén. — Mes LECOINTE, SABATIER et BOIVIN-CHAMPEAUX av.

Note. — Les termes mêmes, dans lesquels est conçu l'arrêt ci-dessus, protesteraient au besoin, contre toute idée d'abandon par la Chambre civile de la jurisprudence, affirmée par elle dans ses arrêts des 14 décembre 1887 (Gaz. Pal. 88.1.30) ; 17 février 1892 (Gaz. Pal. 92.1.361) ; 17 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.1.47), jurisprudence à laquelle s'est ralliée la Chambre des requêtes le 19 octobre 1896 (Gaz. Pal. 96.2.605), et d'après laquelle l'art. 883 C. civ., proclamant l'effet déclaratif du partage, ne vise que le cas où l'adjudication sur licitation a eu lieu au profit d'un des colicitants, mais est sans application, quelle que soit l'attribution ultérieure du prix, au cas où l'adjudication a été prononcée au profit d'un tiers, qui n'avait antérieurement aucun droit sur les biens par lui acquis. Le nouvel arrêt de la Chambre civile précise, en effet, en déclarant que ce n'est qu'au cas où l'adjudication au profit d'un étranger n'a été précédée d'aucun partage, que l'application de l'art. 883 doit être écartée, mais qu'il y a lieu, au contraire, à son application, quand cette adjudication a été précédée entre les cohéritiers d'un partage définitif.

COUR D'APPEL D'AMIENS (2e CH.)

7 juillet 1900.

Présidence de M. Bory.

NANTISSEMENT. — FONDS DE COMMERCE. — ÉTENDUE. — MATÉRIEL ET MARCHANDISES. — ART. 2075 § 2 C. CIV. (LOI DU 1er MARS 1898).

Le nantissement d'un fonds de commerce consenti dans les termes de l'art. 2075 § 2 C. civ. (loi du 1er mars 1898) ne comprend que les éléments incorporels du fonds : clientèle, achalandage, enseigne, marque spéciale et droit au bail, et ne peut être étendu aux éléments corporels, marchandises et matériel, à l'égard desquels le gage n'est régulièrement constitué qu'autant que le débiteur s'est effectivement dessaisi.

Epoux Lesur c. syndic faillite Bouchard.

LA COUR,

Considérant que les époux Lesur ont fait appel d'un jugement rendu le 5 avril 1900 par le Tribunal civil de Laon, jugeant commercialement ; qu'ils demandent à faire comprendre dans le nantissement qui leur a été consenti les marchandises et le matériel qu'ils considéraient comme les accessoires nécessaires du fonds de commerce qui leur a été donné en nantissement ;

Considérant que par acte authentique des 24, 25 et 28 mai 1900, les époux Lesur ont vendu aux époux Bouchard-Labeune un fonds de commerce, les marchandises et le matériel servant à l'exploitation, moyennant le prix de 9,715 fr. 94, s'appliquant pour 110 francs au matériel et pour 9,605 fr. 94 aux marchandises dont un état joint à la vente était régulièrement dressé ; que par le même acte, et comme garantie, les époux Lesur se faisaient donner en nantissement le fonds de commerce dont la valeur propre n'avait pas été estimée ; qu'il prétendaient faire porter leur gage sur le matériel et les marchandises ; qu'il s'agit de déterminer l'étendue du gage ainsi constitué ;

Considérant que la loi du 1er mars 1898 a organisé pour le fonds de commerce un mode spécial de constitution de gage ; que le fonds de commerce tel que la loi l'envisage est l'objet d'un droit incorporel comprenant seulement la clientèle, l'achalandage, l'enseigne, la marque spéciale, le droit au bail ; qu'il constitue une universalité de fait indépendante des objets corporels que le fonds de commerce peut contenir ; que le fonds de commerce représente parfois une part importante des biens ; que le législateur a voulu permettre à un débiteur d'en disposer comme de toutes les autres parties de sa fortune au mieux de ses intérêts ; qu'il ajoute un élément nouveau au crédit des commerçants en les autorisant à se créer des ressources par le nantissement légal du fonds lui-même ; mais qu'il n'a rien voulu changer relativement au gage des objets corporels, tels que les marchandises et le matériel ; qu'il n'a pas modifié les règles qui les concernent ; que, pour les donner en gage aux époux Lesur, les époux Bouchard auraient dû s'en dessaisir, et en remettre la possession aux créanciers gagistes ; que telle n'était pas leur pensée puisque les époux Bouchard en gardaient la libre disposition, et avaient la faculté de les vendre chaque jour ; que le gage ne pouvait donc porter que sur le fonds ; que les parties semblent en avoir négligé la valeur et l'avoir considéré comme un simple accessoire ; que néanmoins, les époux Lesur ayant rempli les formalités prescrites par la loi du 1er mars 1898, ont conservé leur privilège sur le fonds lui-même et doivent être autorisés à l'exercer, c'est-à-dire à faire vendre le fonds séparément ; que, sur ce point, la décision des premiers juges doit être modifiée et l'appel des époux Lesur accueilli ;

Considérant qu'il y a lieu de maintenir pour le surplus le jugement du 5 avril 1900 et de dire que les marchandises et le matériel se trouvant dans le magasin de Bouchard dépendent de sa faillite ; que toutes les autres demandes, fins et conclusions des époux Lesur doivent être rejetées ;

Par ces motifs, et ceux des premiers juges non contraires aux présents,

Dit que le nantissement consenti aux époux Lesur ne comprend ni les marchandises ni le matériel qui se trouvaient au moment de la faillite dans les magasins de Bouchard ; que le nantissement portait exclusivement sur le fonds de commerce pris séparément ; que ce gage a été régulièrement établi et doit être maintenu au profit des époux Lesur ;

Réforme, sur ce point, le jugement du 5 avril 1900 ;

Rejette les autres demandes, fins et conclusions des époux Lesur ;

Ordonne la restitution de l'amende consignée ;

Condamne les époux Lesur aux dépens.

M. PIRONNEAU av. gén. — Mes DEQUIN et LORGNIER av.

Note. — La loi du 1er mars 1898 sur le nantissement des fonds de commerce, qui a ajouté un paragraphe à l'art. 2075 C. civ., a érigé le fonds de commerce en une universalité juridique ou tout au moins en une universalité de fait ; elle a consacré en cela une théorie qui était passée dans l'usage, par suite de nécessités pratiques. Mais elle a négligé de dire quels étaient les éléments qui composeraient cette universalité, et l'on ne trouve à cet égard rien d'absolument déterminant dans les travaux préparatoires, si ce n'est que le législateur a entendu consacrer un état de choses qui avait reçu déjà la sanction de la jurisprudence basée sur une pratique constante.

Si donc on veut être édifié sur la composition de cet ensemble, c'est à la jurisprudence antérieure à la loi nouvelle et aussi à la doctrine qu'il faut se reporter, et, comme conclusion, il faut dire que l'inscription au greffe d'un acte de nantissement de fonds de commerce a pour effet d'assurer au créancier un privilège sur tous les éléments corporels et incorporels qui concourent à sa composition, c'est-à-dire, la clientèle ou l'achalandage, le nom ou l'enseigne, le droit au bail, les marchandises et le matériel d'exploitation.

Ce sont là, en effet, aux termes de cette jurisprudence antérieure à la loi nouvelle, les éléments qui concourent à la composition du fonds ; les décisions rendues en ce sens par les cours et tribunaux sont nombreuses ; elles ont été rendues non seulement à l'occasion du nantissement

des fonds de commerce (Cass. 13 mars 1888 Gaz. Pal. 88. 1.649 — S. 88.1.302 — D. 88.1.351); Trib. civ. Seine 15 janvier 1895 (Gaz. Pal. 95.1.388 — S. 97.2.89); Lyon 14 mars 1895 (Gaz. Pal. 95.2.315 — S. 97.2.89) ; Paris 4 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.1.410 — S. 97.2.89) ; Paris 7 août 1897 (D. 98. 2.437) ; Paris 21 juillet 1892 (Gaz. Pal. 92.2.250 — D. 93.2. 108) ; Trib. civ. Seine 13 novembre 1894 (Gaz. Pal. 95.1. 159) ; Paris 6 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.232 — D. 97.2.471) ; Paris 24 décembre 1896 (Gaz. Pal. 97. 1. 175); Trib. com. Seine 9 janvier 1892 (Gaz. Pal. 92.1.327) ; 24 août 1893 (Gaz. Pal. 93.2.347) ; 14 avril 1894 (S. 97.2.89) ; 13 décembre 1894 (Gaz. Pal. 95.1.67) ; 26 février 1895 (S. 97.2. 89) ; 16 août 1895 (Gaz. Pal. 95.2.248) ; 6 mars 1896 (Gaz. Pal. 96.1.591) ; 28 octobre 1896 (Gaz. Pal. 98.2.603) ; Trib. com. Saint-Etienne 10 janvier 1894 (Gaz . Pal. 94.1.152 — S. 97.2.89) ; Trib. com. Lyon 10 mai 1895 (Gaz. Pal. 98.2. 289), mais encore à l'occasion de leur vente: Cass. 23 mai 1836 (S. 36.1,161) ; 27 mai 1878 (S. 78.1.261 — D. 79.1.79) ; 13 mai 1888 (Gaz. Pal. 88.1.649 — S. 88.1.302. — D. 88.1. 351) ; Riom 3 mars 1892 (S. 94.2.237 — D. 92.2.220; Lyon 23 mars 1893 (S. 94.2.237) ; Cass. 25 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.92 — S. 95.1.409) ; Limoges 17 février 1897 (Gaz. Pal. 97.1.591). Cette jurisprudence est basée sur l'intérêt qu'il y a à ne point disjoindre les éléments divers composant le fonds et à conserver à ceux-ci leur caractère d'universalité de fait admis par la pratique, quelque disparate qu'apparaisse cet assemblage entre éléments corporels et éléments incorporels.

La loi nouvelle a accepté, comme point de départ, cette idée ; son but a été uniquement de rendre pratique le nantissement de cet ensemble de biens appelé fonds de commerce, qui ne l'était pas jusque-là.

Il n'est donc pas exact de soutenir, comme l'a fait l'arrêt recueilli, que « le fonds de commerce tel que la loi nouvelle l'envisage est l'objet d'un droit incorporel comprenant seulement la clientèle, l'achalandage, l'enseigne, la marque spéciale, le droit au bail et qu'il constitue une universalité de fait indépendante des objets corporels que le fonds peut contenir ». Ce qui est vrai, nous le répétons, c'est que la loi nouvelle a envisagé le fonds comme une universalité de fait, de nature incorporelle, il est vrai, mais comprenant néanmoins des meubles corporels, les marchandises et le matériel, qui, à raison de leur caractère d'accessoires, doivent suivre le sort du principal. V. en ce sens Rouen 25 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.397).

D'ailleurs, sans offrir un argument absolument déterminant, les travaux préparatoires de la loi fournissent une indication de la volonté du législateur dans le sens de notre opinion. Il est en effet parlé incidemment de l'outillage et des marchandises dans le rapport présenté au Sénat par M. Thézard. On y relève en effet la phrase suivante : « Il est bien évident que les meubles corporels *outillage* ou *marchandises* ne pourront pas être remis matériellement au créancier gagiste; ce serait incompatible avec l'idée du simple nantissement, la difficulté quant à ces meubles se résout principalement par la conception de l'*universalité juridique* ; les meubles corporels y sont légalement entraînés et absorbés. »

Nous avons soutenu déjà cette opinion dans notre note sous Trib. com. Le Havre 30 mai 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.360); elle est également préconisée par Magnin, Essai sur le nantiss. des fonds de commerce et les résultats de la loi du 1er mars 1898. Mais elle est combattue au contraire, et très vivement, par Montier (Des nantiss. de fonds de commerce, n° 49 et suiv. p. 30 et suiv.), qui tout en estimant qne le matériel fait partie du fonds de commerce qui peut être engagé par l'inscription au greffe, en exclut formellement les marchandises; et la jurisprudence paraît vouloir suivre cette opinion : V. Trib. com. Le Havre 30 mai 1899 précité.

J. T.

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX (1re Ch.)

23 juillet 1900.

Présidence de M. Quercy.

NOTAIRE. — COMMERÇANT. — PUBLICITÉ DU RÉGIME MATRI MONIAL. — INOBSERVATION DE L'ART. 68 C. COM.

Le notaire rédacteur d'un contrat de mariage entre époux dont le mari est commerçant, qui a omis de faire publier ledit contrat au lieu où le commerce est exercé, dans le délai imparti par la loi, n'encourt cependant point la pénalité prévue par l'art. 68 C. com. s'il a fait cette publication dans ledit délai au lieu où le futur époux avait antérieurement son domicile et particulièrement son domicile spécial au point de vue de la célébration du mariage, et qu'en outre, cette erreur a été réparée dès que le notaire l'a de lui-même reconnue.

Procureur de la République c. Duga.

Le Tribunal,

Attendu pu'il est imputé à Me Duga d'avoir contrevenu à l'art. 68 C. com. en ne remettant pas aux lieux désignés par l'art. 872 C. pr. civ. un extrait du contrat de mariage par lui reçu le 6 mars 1898, d'un sieur Drilholes, dit, en cet acte, pharmacien, demeurant à Libourne ;

Mais attendu que cette omission a tenu à ce que le sieur Drilholes, ayant moins de six mois de résidence à Libourne et, par suite, n'y ayant pas le domicile spécial qui lui aurait permis de s'y marier, par application de l'art. 74 C. civ., l'officier public a cru devoir faire la remise prescrite aux greffes des tribunaux et aux chambres des avoués et notaires de Bordeaux, dans lequel ledit futur époux avait encore le domicile spécial et avait eu, jusqu'à une date très rapprochée, son domicile général; que, du reste, cette erreur a été réparée dès que Me Duga l'a eu, de lui-même, reconnue; qu'ainsi, il y a eu de sa part, d'abord, dans le délai utile, exécution erronée, ensuite, hors de ce délai, exécution exacte, et, dans les deux circonstances, exécution spontanée de la règle professionnelle à laquelle il était soumis et que, dans ces conditions, à le considérer même comme ne pouvant pas être absous par l'effet de sa bonne foi agissante, il doit l'être parce que, tout au moins, l'infraction par lui commise ne constitue pas l'inexécution proprement dite qui, seule, serait, étant donné le devoir d'interprétation restrictive en ma-

tière de droit pénal, de nature à légitimer sa condamnation;

Par ces motifs,

Relaxe Me Duga des fins de la poursuite dirigée contre lui, sans dépens.

M. Rodel subst. proc. — Me Archambault av.

Note. — L'art. 67 C. com., en prescrivant la publication du contrat de mariage des époux dont l'un est commerçant et en chargeant le notaire rédacteur de cette publicité, ne dit pas dans quel arrondissement cette formalité doit être accomplie. On décide généralement que les formalités doivent être remplies dans l'arrondissement du lieu où le commerce est exercé : V. Lyon-Caen et Renault, Tr. de Dr. com. 2e éd., t. Ier, p. 293, n. 315. Cela va de soi, semble-t-il. Si, par exemple, la publicité était faite au lieu où le contrat est reçu, lieu différent de celui où le commerce est exercé, le but de publicité que le législateur a eu en vue ne serait pas atteint dans ce cas.

Mais, à défaut de précision suffisante du texte de la loi, la pénalité édictée par l'art. 68 C. com. ne pourrait pas être appliquée contre le notaire qui aurait accompli les formalités au lieu où le contrat a été reçu, au lieu de les accomplir au lieu où le commerce est exercé.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT-ETIENNE

3 juillet 1900.

Présidence de M. Tavernier.

1° COMMERÇANT. — RÉDACTEUR DE JOURNAL. — ASSOCIATION AVEC IMPRIMEUR. — QUALITÉ DE COMMERÇANT.

2° FAILLITE. — POINT DE DÉPART. — CESSATION DES PAIEMENTS. — JUGEMENT DÉCLARATIF.

1° Le rédacteur d'un journal qui, en vue d'en exploiter la publication, s'est associé avec un imprimeur a, de ce chef, la qualité de commerçant, en sorte que le tribunal de commerce est compétent pour toutes les actions dirigées contre lui à raison de cette qualité.

2° L'état de faillite dérive, avec toutes ses conséquences légales, du seul fait de la cessation des paiements, indépendamment de tout jugement déclaratif.

Gintzburger c. M...

Le Tribunal,

Attendu que Gintzburger, porteur d'un billet à ordre au capital de 40 francs, souscrit à son profit par le sieur M..., à l'échéance du 1er avril 1900, non payé à l'échéance, et protesté faute de paiement, suivant exploit de l'huissier Clergue du 14 avril 1900; 2° d'autres billets à ordre non encore échus, s'élevant à la somme de 2,700 francs, souscrits pour les mêmes causes que le billet protesté, et qu'il soutient être devenus exigibles par le fait du non-paiement du premier d'entre eux à son échéance, a, suivant exploit du même huissier Clergue, du 27 avril 1900, assigné ledit sieur M... par devant ce tribunal en paiement, outre intérêts et dépens, de la somme totale de 2,749 fr. 27, montant, y compris frais de protêt, de l'intégralité de la dette contractée envers lui;

Attendu que M... soulève l'incompétence de la juridiction saisie, et s'appuie pour cela sur ce que n'étant qu'un simple publiciste, il ne serait pas commerçant et par conséquent non justiciable du tribunal de commerce;

Attendu, sur ce moyen, que M... n'a pas simplement exercé à Saint-Etienne la profession de journaliste, mais, qu'au moment où a pris la naissance de la dette qui fait l'objet de la présente instance, il était imprimeur, associé, pour l'exercice de cette profession, avec le sieur Gintzburger, exploitant en commun avec lui la publication du journal l'*Eclaireur*, à Saint-Etienne; que, dès lors, en cette dernière qualité, il est devenu incontestablement commerçant;

Attendu, en outre, que le libellé même des billets dont s'agit au procès, révèle le caractère de leur commercialité; qu'ils sont en effet causés « valeur en compte », payables à Gintzburger « ou à son ordre » et que le premier d'entre eux a été négocié à la maison de banque Ramel, Bréchignac et Cie;

Attendu que ce caractère de commercialité des mêmes billets est démontré de plus fort par la nature de la dette pour l'extinction de laquelle ils ont été créés;

Attendu, en effet, que M... et Gintzburger, associés de fait, avaient contracté à l'égard de M. Balet, avocat, une dette commerciale évaluée par ce dernier à 3,400 francs et pour le paiement de laquelle une action leur avait été intentée devant le tribunal de commerce de céans; que Gintzburger, ensuite d'une transaction verbalement intervenue avec le créancier originaire, a éteint personnellemrnt par paiement de ses propres deniers, le montant de la dette originaire commune à lui et à M..., et que c'est en règlement de la part lui incombant dans le remboursement susénoncé, que M... a souscrit à Gintzburger le montant des billets dont s'agit; que l'exception d'incompétence soulevée n'est donc pas fondée et ne saurait dès lors être accueillie;

Par ces motifs,

Rejette le déclinatoire proposé, se déclare compétent, retient la cause et condamne M... aux dépens de l'incident;

Et attendu que les tribunaux de commerce, quand ils rejettent un déclinatoire, sont autorisés à statuer immédiatement sur le fond par l'art. 425 C. pr. civ., pourvu qu'ils le fassent par une disposition distincte; que c'est d'autant plus le cas d'user, dans l'espèce, de la faculté laissée par la loi à la juridiction consulaire, que la cause est urgente, puisqu'il s'agit, dans l'espèce, de billets à ordre, et

qu'en cette matière, il n'est même pas loisible aux juges consulaires, conformément aux dispositions des articles combinés 157 et 187 C. com., d'accorder des délais au débiteur ;

Attendu, sur le fond, qu'il demeure établi par la décision qui précède, que M..., au moment où la dette dont s'agit au procès a pris naissance, était commerçant ;

Attendu qu'il résulte des dispositions combinées des art. 1188 C. civ. et 437 et 444 C. com. ; 1° que le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme lorsqu'il a fait faillite ; 2° qu'il est en faillite par le fait seul qu'il est en état de cessation de paiements ; 3° et que cet état de cessation de paiements et par voie de conséquence cet état de faillite existe avec toutes ses conséquences légales, indépendamment de tout jugement déclaratif que pourrait prononcer le tribunal compétent pour en constater l'existence ;

Attendu, en l'état des circonstances de la cause, que le seul fait par M... qui est commerçant, de n'avoir pas payé à l'échéance le premier des billets à ordre par lui souscrits au profit de Gintzburger à l'effet de rembourser sa part dans la dette commune contractée envers le sieur Balet, et d'avoir ainsi laissé protester sa signature, constitue M... en état de cessation de paiements et, par suite, conformément aux dispositions de l'art. 437 C. com., en état de faillite, ce qui, par application de l'art. 444 du même Code, rend exigibles toutes ses dettes passives non échues, et par suite ne lui permet plus, aux termes de l'art. 1188 C. civ., de réclamer le bénéfice des termes à lui primitivement concédés ;

Attendu que la créance, quant à son quantum, est justifiée par la production des billets sur lesquels elle repose ; que sa liquidation ne saurait donc, entre les parties, faire l'objet d'aucune difficulté ;

Attendu que le demandeur conclut à l'exécution provisoire du jugement, en se basant sur ce que sa réclamation est fondée en titre ; que ces conclusions sont conformes aux prescriptions de l'art. 439 C. Proc. civ., et qu'il y a dès lors lieu d'y faire droit ;

Attendu que M... ne conclut pas sur le fond ; que c'est, par suite, le cas de statuer sur cette partie du débat, en faisant à la cause application de l'art. 434 C. pr. civ. ;

Par ces motifs,

Donne sur le fond défaut faute de plaider contre M..., et pour le profit, déclare exigible pour la totalité par application des articles combinés 1188 C. civ., 437 et 444 C. com., nonobstant les termes précédemment accordés, la dette contractée par M... envers Gintzburger, ainsi qu'il est dit plus haut ; en conséquence condamne ledit M... à payer audit Gintzburger ; la somme de 2,749 fr. 27, montant capital des causes de la demande de ce dernier, avec, de cette somme, tous intérêts de droit et dépens de l'instance ;

Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant toute voie de recours et sans caution, par application de l'art. 439 C. pr. civ. ;

Note. — I. — Sur le premier point : Solution certaine. Les deux conditions exigées par l'art. 1er C. com., pour qu'une personne ait la qualité de commerçant, à savoir 1° que cette personne fasse des actes de commerce ; 2° qu'elle en fasse sa profession habituelle, s'appliquent, sans aucun doute, à l'imprimeur qui exploite la publication d'un journal. V. en ce sens : Trib. com. Granville 19 mars 1889 (Gaz. Pal. 89.1. supp. 78) ; Paris 13 décembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.42). *Contrà* Rouen 2 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1., v° Compétence commerciale, nos 41 et 42), décidant que le propriétaire-rédacteur d'un journal politique ne peut être considéré comme commerçant, alors même qu'il ferait acte de commerce à titre secondaire, en insérant dans son journal des annonces industrielles moyennant rétribution.

II. — Sur le second point : Cette opinion qui, à notre connaissance, n'a jamais été soutenue en jurisprudence, nous paraît absolument contraire au texte et à l'esprit de la loi. L'art. 437, al. 1er C. com, dispose, sans doute, que « tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite » ; mais encore faut-il que cet état, pour produire les conséquences juridiques qui y sont attachées, soit légalement constaté, et comme cette constatation résulte du jugement déclaratif, on ne conçoit pas que les conséquences de la faillite puissent se produire quand ce jugement n'est pas rendu. C'est ce qui ressort, par exemple, du texte même de l'art. 444, al. 1er C. com. invoqué par la décision recueillie « *Le jugement déclaratif* rend exigibles, à l'égard du failli, les dettes passives non échues », des art. 443, al. 1er C. com. et 445 qui attachent, eux aussi, les effets de la faillite au jugement déclaratif. Si, en effet, la faillite peut exister indépendamment de tout jugement qui la déclare, comment pourra être organisée toute la procédure qui est la raison d'être de la faillite, à savoir la vérification des créances, la recherche des causes qui ont amené le failli à cesser ses paiements et la préparation de la solution par laquelle son état de faillite doit prendre fin ? On ne le voit pas. On n'imagine pas, par exemple, une faillite sans syndic, sans juge-commissaire, et c'est pourquoi le jugement qui la déclare procède en même temps à leur nomination. La décision rapportée porte d'ailleurs en elle-même sa critique. S'il est exact, en effet, que l'etat de faillite existe indépendamment de tout jugement déclaratif, le tribunal aurait dû, en l'espèce, non pas ordonner au prétendu failli le paiement de la somme réclamée par son créancier, mais faire procéder à la constatation de l'actif et du passif ; car il est possible, s'il se présente d'autres créanciers, que ce créancier ne puisse toucher qu'une partie de cette somme. Mais, pour ordonner cette procédure, qui suppose la faillite, le tribunal aurait dû déclarer, au moins implicitement, qu'il y a faillite. Tant il est vrai qu'il n'y a pas de faillite sans un jugement qui la déclare.

TRIBUNAL CIVIL DE TOURS

14 août 1900.

Présidence de M. Maurice.

INTERDICTION LÉGALE. — CONTUMACE. — CONDAMNÉ AYANT PRESCRIT SA PEINE. — NULLITÉ DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE FAMILLE AYANT ORGANISÉ SA TUTELLE.

L'interdiction légale, étant prononcée par la loi en vue d'assurer l'exécution d'une peine cor-

porelle, constitue un accessoire de celle-ci qui prend fin avec elle. Par suite, un condamné contumax, qui a prescrit sa peine, n'a jamais pu être en état d'interdiction légale, en sorte que c'est à tort qu'il lui a été nommé un tuteur et un subrogé tuteur et qu'il est fondé à faire prononcer la nullité des délibérations du conseil de famille ayant indûment organisé sa tutelle, et à faire disparaître des titres de rente et valeurs de bourse lui appartenant toutes mentions relatives à cette tutelle.

Dame H... c H...

Le Tribunal,

Attendu que H... a été condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité par arrêt de la cour d'assises en date du 7 décembre 1866; qu'il n'a jamais purgé sa contumace; que la peine prononcée contre lui est aujourd'hui prescrite;

Attendu que la dame H... considérant son mari comme étant en état d'interdiction légale en raison de la condamnation par lui encourue, a réuni son conseil de famille devant M. le juge de paix de B..., lequel, par délibération en date du 18 décembre 1866, a nommé audit sieur H... un tuteur en la personne du sieur D..., et un subrogé tuteur en la personne du sieur G...; que, par une autre délibération en date du 13 mai 1874, provoquée également par la dame H..., ledit conseil de famille a nommé Mme H..., tutrice de son mari aux lieu et place du sieur D... et maintenu comme subrogé tuteur le sieur G...;

Attendu que la dame D..., née H..., étant décédée au cours de l'année 1899, laissant au nombre de ses héritiers ledit sieur H..., son père, le conseil de famille de ce dernier a été à nouveau réuni à la demande de la dame H...; que, par délibération en date du 22 septembre 1899, ledit conseil de famille a autorisé la tutrice du sieur H... à accepter en son nom, mais sous bénéfice d'inventaire, la succession de la dame D..., sa fille, et à faire délivrance de divers legs faits par celle-ci, a nommé M. D... subrogé tuteur, en remplacement du sieur G..., décédé;

Attendu, aujourd'hui, que le sieur H..., revenu en France après la prescription de sa peine, soutient qu'il n'a jamais été en état d'interdiction légale; que c'est à tort que sa tutelle a été organisée et qu'il demande en conséquence au tribunal dans son assignation signifiée à la dame H..., comme tutrice et au sieur D..., comme subrogé tuteur : 1° de proclamer qu'il n'a jamais été en état d'interdiction légale, de prononcer la nullité des délibérations du conseil de famille précité, et, comme conséquence, d'ordonner la rectification de toutes immatriculations de rentes, titres ou valeurs de bourse lui appartenant, qui porteraient indication de cette prétendue interdiction légale et à faire supprimer cette indication, ainsi que toutes mentions de tuteur et de subrogé tuteur; 2° de prononcer la nullité de tous actes faits par M. D... et Mme H... en leur qualité de tuteurs et de ceux faits par MM. G... et D... en leur qualité de subrogés tuteurs;

Attendu, sur le premier point, que la demande du sieur H... est justifiée;

Attendu, en effet, que l'interdiction légale est une incapacité prononcée par la loi pour assurer l'exécution de la peine matérielle que la capacité du condamné pourrait rendre illusoire; qu'elle constitue une correction ajoutée à la peine corporelle dont elle est l'accessoire; qu'ainsi l'art. 29 C. pén. dispose : « que quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion sera, de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale; il lui sera nommé un tuteur et un subrogé tuteur pour gérer et administrer ses biens dans les formes prescrites pour les nominations des tuteurs et des subrogés tuteurs aux interdits »;

Attendu que ces expressions : « pendant la durée la peine », démontrent que dans la pensée du législateur, l'interdiction légale ne s'applique qu'aux condamnés par décisions contradictoires qui subissent leur peine; qu'en vain, pour appliquer l'interdiction légale aux condamnés par contumace, l'on a soutenu que ces mots : « pendant la durée de la peine », signifient : tant que la peine n'est pas prescrite; qu'en raisonnant ainsi on remplace un texte parfaitement clair par lui-même, et en harmonie avec les autres dispositions du Code d'instruction criminelle, l'art. 471 C. instr. crim., par un autre texte absolument arbitraire;

Attendu que ce système est d'ailleurs repoussé d'une façon décisive par l'histoire de l'art. 29 C. pén. et l'incompatibilité de l'interdiction légale avec une peine qui ne s'exécute pas; qu'il faut pour base à l'interdiction légale une peine matérielle en cours d'exécution; que, pour cette raison et faute de cette base, les peines principales du bannissement et de la dégradation civique n'emportent pas l'interdiction légale;

Attendu que l'art. 29 C. pén. qui consacre ce principe et les art. 30 et 31 ont été copiés sur les art. 2, 4, 5, 6, 7 du titre IV C. pén. des 25 septembre, 6 octobre 1791; que ce titre IV règle l'administration du condamné contradictoirement, les secours à donner à sa famille, interdit tout adoucissement pécuniaire qui aurait une autre origine que le travail du condamné pendant la durée de la peine, enfin prescrit la reddition du compte de tutelle après la peine subie;

Attendu que les condamnés contumax étaient, au contraire, régis par le décret des 16-29 septembre 1791, titre IX, qui prescrivait le versement du produit des biens dans la caisse du district et confiait au tribunal civil le soin de statuer, s'il y avait lieu, sur les secours à accorder aux père et mère, femme et enfant; que ce décret fut modifié par le titre IX du Code du 3 brumaire an IV, dont l'art. 475, loin d'organiser une tutelle, prononce au profit de la Ré-

publique la confiscation définitive de tous les fruits, revenus et produits des biens du contumax ; qu'ainsi donc, dans la législation de 1791, deux systèmes bien distincts étaient organisés : la tutelle pour le condamné contradictoirement ; la confiscation pour le contumax ; que le Code pénal et le Code d'instruction criminelle ont maintenu ces deux systèmes ; que lors de la discussion du Code pénal, il a été expliqué par la commission que l'interdiction légale n'était que la peine accessoire d'une peine matérielle subie et que toutes les dispositions relatives à l'interdiction légale étaient puisées dans le Code de 1791 ;

Attendu que, lors du vote du Code d'instruction criminelle (art. 465 à 471), on innova au Code de brumaire an IV, en substituant seulement le séquestre des biens du contumax à la confiscation ; qu'ainsi donc, sous la législation actuelle, pour le condamné soumis à la loi qui subit sa peine : la tutelle, c'est-à-dire l'administration des biens par la famille ; — pour le contumax insoumis : administration par le domaine séquestre ;

Attendu que ces raisons décisives sont encore corroborées par la discussion de la revision des Codes pénal et d'Instruction criminelle en 1832 ; qu'il fut émis la proposition d'établir en faveur des familles des condamnés contradictoirement une disposition semblable à celle que l'art. 475 C. Inst. crim. édicte en faveur de la famille des contumax ; que cette proposition fut écartée sur les observations du rapporteur de la loi qui fit remarquer qu'une pareille disposition était inutile, que le condamné contradictoirement était pourvu d'un tuteur et d'un conseil de famille qui pouvaient aviser, tandis que l'art. 475 C. Inst. crim. était nécessaire pour la famille du contumax parce que, en cas de contumace, il n'y a pas de tuteur et que les biens sont régis par l'administration domaniale ;

Attendu, enfin, que l'exposé des motifs de la loi du 21 mai 1854 sur l'abolition de la mort civile et l'application aux peines perpétuelles de l'interdiction légale, s'exprime ainsi : « l'état d'interdiction constitué par les art. 29 et 31 C. pén., dont le projet s'approprie les dispositions, frappe les biens du condamné pendant la durée de sa peine ; si la condamnation a été prononcée par contumace, comme le condamné n'expie pas sa peine et échappe au contraire à l'action de la loi, l'interdiction légale ne reçoit pas son application. Les biens du condamné sont, aux termes de l'art. 471 C. inst. crim., considérés et régis comme biens d'absent à partir de l'exécution de l'arrêt » ;

Attendu que l'art. 29 C. pén. étant ainsi entendu et appliqué, il est constant que H..., condamné coutumax, n'a jamais, aux termes de la loi, été en état d'interdiction légale ; que c'est donc à tort qu'il lui a été nommé un tuteur et un subrogé tuteur ; qu'il est fondé à faire prononcer la nullité des délibérations du conseil de famille qui ont indûment organisé sa tutelle, et à faire disparaître des titres de rentes et valeurs de bourse lui appartenant toutes mentions relatives à cette tutelle indûment organisée ;

Attendu, sur le second point, que le tribunal ne saurait, quant à présent, faire droit aux conclusions de l'exploit introductif d'instance tendant à faire prononcer la nullité de tous actes faits par M. D... et Mme H..., M. G... et M. D... en leur qualité de tuteurs et subrogés tuteurs ; que les actes dont la nullité est demandée ne sont pas spécifiés et que les tiers qui ont pu contracter avec lesdits tuteurs et subrogés tuteurs ne sont pas dans la cause ; qu'en l'état une pareille demande est irrecevable ;

En ce qui concerne les dépens :

Attendu que si le procès actuel a été nécessité par l'erreur de la dame H... qui a indûment provoqué les délibérations de conseil de famille précitées, il y a lieu, à raison de la qualité des parties, de compenser les dépens entre les époux H... ;

Par ces motifs,

Autorise, en tant que de besoin, la dame H... à ester en justice ;

Dit et juge que le sieur H... n'a jamais été en état d'interdiction légale ;

Ce faisant, déclare nulles et non avenues les délibérations du conseil de famille dudit sieur H... tenues sous la présidence de M. le juge de paix du canton de B..., les 18 décembre 1874 et 12 septembre 1899 ;

Dit que la dame H... devra rendre compte au sieur H... de sa gestion et des encaissements qu'elle a pu faire pour lui ;

Autorise H... à faire rectifier toutes immatriculations de rentes, titres ou valeurs de bourse qui porteraient indication de sa prétendue interdiction légale, et à faire supprimer cette indication ainsi que toutes mentions de tuteur ou de subrogé tuteur partout où besoin sera, et ce, sur le vu du présent jugement ; à faire lesquelles rectifications et suppressions seront le Trésor, compagnies ou sociétés contraints par toutes voies de droit, quoi faisant, bien et valablement quittes et déchargés ;

Déclare irrecevable en l'état la demande du sieur H.., tendant à faire prononcer la nullité des actes qu'auraient pu faire, en leurs qualités de tuteurs et subrogés tuteurs, le sieur D..., la dame H..., le sieur G... et le sieur D... ;

Compense les dépens entre les époux H...

Note. — Question controversée, mais généralement résolue dans le sens du jugement recueilli.

D'après un premier système, l'interdiction légale ne frappe les condamnés à une peine afflictive qu'autant que la condamnation a été contradictoire, non en cas de condamnation par contumace. Dans ce dernier cas, en effet, la peine n'étant pas exécutée, on ne conçoit pas la possibilité de l'interdiction légale, incapacité destinée à assurer l'exécution de la peine. A plus forte raison, ne la conçoit-on pas, lorsque la peine est prescrite. Au surplus, les raisons qui militent en faveur de cette opinion sont très complètement exposées dans notre jugement. V. dans le même sens Aubry et Rau, 4e édit., t. 1er, § 85, p. 353, 355, 356

et note 12; Demolombe, t. 1er, p. 345; Garraud, Précis de droit criminel, n° 450, p. 261-262; Nusse, Etudes sur le droit civil des condamnés, nos 147, 159 et suiv. V. encore dans la jurisprudence : Trib. civ. Béziers 26 juin 1886 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92 v° Interdiction légale, n° 1) et Trib. civ. Blois 22 décembre 1887 (Gaz. Pal. *eod. loc.* et *verb.* n° 2), les deux seules décisions qui, à notre connaissance, aient statué sur la question.

D'après un second système, la condamnation par contumace à une peine afflictive perpétuelle entraîne l'interdiction légale. V. Bertauld, Questions controversées sur la loi du 31 mai 1854, p. 14; Villey, Précis de Dr. crim., 4e édit., p. 486.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE PARIS

23 août 1900.

Présidence de M. Edmond Hamelin.

VOIRIE. — DISPOSITIONS APPLICABLES A LA VILLE DE PARIS. — DÉCRET DU 26 MARS 1852, ART. 4. — 1° CONSTRUCTION EN RETRAIT. — DÉFAUT D'AUTORISATION. — DÉCRET-LOI DU 26 MARS 1852. — DÉMOLITION. — 2° CONTRAVENTION. — CARACTÈRE SUCCESSIF. — PRESCRIPTION. — POINT DE DÉPART.

1° La nécessité édictée par le décret-loi du 26 mars 1852 d'obtenir une autorisation avant d'entreprendre, à Paris, une construction ou réédification sur un terrain joignant la voie publique, est applicable même aux bâtiments élevés en retrait de la voie publique; dès lors, à défaut de cette autorisation, le juge de police doit ordonner la démolition des travaux indûment faits.

2° Le fait, en l'espèce, de procéder à des constructions contrairement aux prescriptions légales, constitue une contravention permanente et successive qui peut toujours, tant que les travaux sont continués, être déférée au juge de police; en sorte que la prescription de l'action publique ne court que du moment où ces travaux prennent fin.

Min. pub. c. Sobaux et Cottancin.

LE TRIBUNAL,

Attendu que les contraventions relevées contre M. le curé Sobaux et Cottancin entrepreneur, par le procès-verbal dressé par Tougard, architecte commissaire-voyer du XVIIIe arrondissement de la ville de Paris, en date du 23 mai dernier, enregistré, pour ne pas s'être conformés à l'art. 4 du décret-loi du 26 mars 1852, aux termes duquel « tout constructeur de maison, avant de se mettre à l'œuvre, devra adresser à l'administration un plan et des coupes cotés des constructions qu'il projette, et se soumettre aux prescriptions qui lui seront faites dans l'intérêt de la sûreté publique et de la salubrité » sont constantes et établies ;

Attendu que vainement les prévenus, pour échapper aux conséquences des poursuites dirigées contre eux, excipent : 1° de ce que l'art. 4 du décret du 26 mars 1852, comme l'art. 3 qui le précède et auquel il se rattache visiblement, ne s'appliqueraient qu'aux constructions de maisons en bordure de la voie publique ; et 2° subsidiairement, de ce que la contravention, constatée le 23 mai dernier, ayant été commise en 1897, serait aujourd'hui couverte par la prescription de l'art. 640 C. inst. crim.;

Sur le premier moyen :

Attendu qu'il n'est pas exact, comme le soutient à tort Sobaux par l'organe de son mandataire, que l'art. 4 du décret-loi du 26 mars 1852 ne concernerait uniquement que les constructions des maisons en bordure sur la voie publique, et serait inapplicable à l'église Saint-Jean-de-Montmartre, sise dans un terrain lui appartenant rue des Abbesses, 17 et 19 et passage de l'Elysée des Beaux Arts, 34 et 35, élevée sur sous-sol à l'usage de crypte, d'un rez-de-chaussée composé d'une nef et de bas-côtés surmontés de tribunes; qu'il est d'une jurisprudence constante, au contraire, que la nécessité d'obtenir une autorisation préalable, avant d'entreprendre une contruction ou réédification sur un terrain joignant la voie publique, s'impose, même pour les bâtiments élevés en retrait de la voie publique;

Attendu que les prescriptions dudit article ont été édictées par l'administration, non pas seulement dans le but d'empêcher que les riverains n'empiètent sur la voie publique, mais encore de faire qu'il ne se forme point dans les villes et bourgs des enfoncements nuisibles à la salubrité et à la sûreté publiques (Foucart, Eléments de droit, t. II, n° 1165); que, dans la circonstance actuelle, ces prescriptions doivent d'autant mieux et à plus forte raison être observées, qu'ainsi que le constate l'architecte commissaire-voyer lui-même dans son procès-verbal, les constructions nouvelles en question ne sont pas de nature à être autorisées comme ne présentant pas toutes les conditions suffisantes de stabilité et de sécurité ;

Attendu que, d'ailleurs, c'est en ce sens que, par deux notes adressées à MM. les ingénieurs en chef, en date des 20 novembre 1876 et 5 janvier 1877, M. le directeur des travaux de Paris leur rappelait, qu'en exécution de l'art. 4 du décret du 26 mars 1852, ils ne devaient pas se borner à modifier les plans des constructions nouvelles qui leur étaient soumis, de manière à se conformer aux prescriptions des lois et règlements relatifs à la salubrité publique, mais que leur surveillance devait s'étendre, « d'une manière toute spéciale, à l'exécution des constructions élevées dans l'intérieur des propriétés » ou en bordure des voies non classées (Gazette des Architectes, 1877, p. 29); qu'il n'y a pas lieu dès lors de s'arrêter à ce premier moyen ;

Sur le deuxième moyen :

Attendu qu'il est constant que les travaux dont s'agit, encore aujourd'hui en cours d'exécution, sans que le propriétaire ait accompli, dans les conditions où elles sont prescrites, les diligences qui lui sont imposées par les termes formels de l'art. 4 du décret-loi du 26 mars 1852, constituent une contravention permanente et successive, qui peut toujours, tant que les constructions sont continuées, être déférée au tribunal de police ; que la prescription de l'action publique, en ce qui concerne la répression de cette contravention successive, ne commence à courir qu'à partir du moment où les constructions prennent fin; que, par suite, il n'y a pas lieu de s'en occuper ;

Attendu, en conséquence de tout ce qui précède, que les faits poursuivis par le ministère public demeurent légalement et surabondamment constatés et constituent, contre les prévenus, une contravention qui tombe sous l'application de l'art. 471 § 15 C. pén.; qu'il est de principe et de jurisprudence (Cass. 6 avril 1852 — 25 janvier 1873 — 26 janvier 1878) que le juge de police ne pourrait même s'abstenir de prononcer la condamnation à démolir les travaux indûment faits, conformément aux dispositions tant de l'art. 161 C. inst. crim. que de l'édit de décembre 1607;

Par ces motifs,

Jugeant en premier ressort,

Condamne Sobaux et Cottancin individuellement à 5 francs d'amende ;

Ordonne la démolition des travaux indûment élevés et irrégulièrement construits ;

Ordonne que si, dans les quinze jours du jugement, M. le curé Sobaux n'a point satisfait aux mesures d'exécution ci-dessus, il y sera pourvu d'office, à ses frais, risques et périls, à la diligence et par les soins du ministère public, à moins que l'administration chargée de pourvoir aux mesures relatives à la voirie municipale ne décide la conservation de ces ouvrages, si elle reconnaît qu'ils peuvent être conservés sans inconvénient, et ce, conformément à la jurisprudence, en pareil cas, du Conseil d'Etat (décision du 3 mai 1850, affaire Sicard-Duval);

Condamne Sobaux et Cottancin solidairement aux dépens ; fixe à deux jours la contrainte par corps.

Note. — I. — Sur le premier point : Il est de principe que les prescriptions édictées par le décret du 26 mars 1852 concernant la voirie de la ville de Paris, et spécialement l'obligation, pour les propriétaires, d'obtenir l'approbation de leurs plans par l'administration avant de construire, sont établies dans un but de nécessité publique et de salubrité : V. notamment Cass. 2 juillet 1895 (D. 96.1. 178); il n'y a donc pas lieu de distinguer entre les constructions élevées en bordure de la voie et celles élevées en retrait.

291

JUSTICE DE PAIX DE PARIS

(VIIIe ARRONDISSEMENT)

4 octobre 1900.

Présidence de M. Aymé.

OBLIGATIONS. — ÉLÉMENTS ESSENTIELS. — CAUSE. — 1° DÉFAUT DE CAUSE. — CONVENTION DITE « BOULE DE NEIGE ». — 2° CARACTÈRE ILLICITE.

1° *Est nulle comme dépourvue de cause la convention dite* Boule de Neige *consistant dans l'offre faite au public du moyen de se procurer une marchandise convenue à l'aide de la combinaison suivante : à toute personne qui verse une somme déterminée, il est délivré un titre auquel se trouvent attachés trois coupons dont elle doit opérer la vente à un prix qui la fait rentrer dans son premier débours; chacun des trois acheteurs doit à son tour faire du vendeur l'acquisition d'un titre semblable à celui qui avait été remis à son cédant, en lui versant une somme égale à celle donnée par ce dernier, et ce n'est qu'à partir de ce versement que le premier acquéreur est en droit de réclamer la livraison de l'objet promis. Enfin, les trois porteurs de tickets, dits d'acquisition, pour bénéficier des mêmes avantages et obtenir la livraison de la marchandise, sont tenus également de trouver chacun à leur tour trois acheteurs faisant les mêmes versements au négociant, et ainsi de suite à l'infini.*

2° *Cette convention est, en outre, nulle comme contraire à la morale et à l'ordre public.*

D'A... c. J...

LE TRIBUNAL,

Attendu que l'action des époux d'A... a pour but la restitution d'une somme de 21 francs ;

Attendu qu'à l'appui de leur prétention ils soutiennent que le versement effectué par eux entre les mains de J... est sans cause, contraire à la morale et à l'ordre public;

Attendu qu'avant d'apprécier le bien ou mal fondé de la prétention des époux d'A..., il y a lieu d'examiner le mécanisme de la combinaison connue sous le nom de la « Boule de neige » ;

Attendu que cette combinaison consiste à offrir à toute personne, sous certaines conditions à réaliser, le moyen de se procurer une marchandise convenue sans bourse délier ou moyennant un prix infime; qu'à cet effet, il lui est délivré, contre le versement d'une somme déterminée, un titre auquel se trouvent attachés trois coupons dont il doit opérer la vente à un prix qui le fait rentrer dans son premier débours; que chacun des trois acheteurs doit à son

tour faire l'acquisition du négociant d'un titre semblable à celui qui avait été vendu à son cédant en lui versant une somme égale à celle donnée par ce dernier; que ce n'est qu'à partir de ce versement que le premier acquéreur est en droit de réclamer la livraison de l'objet promis;

Attendu que les trois porteurs des tickets, dits d'acquisition, pour bénéficier des mêmes avantages et obtenir la livraison de la marchandise, sont tenus également de trouver chacun à leur tour trois autres acheteurs faisant les mêmes versements au négociant et ainsi de suite à l'infini;

Attendu, enfin, qu'il est stipulé que la combinaison devra être réalisée dans un délai déterminé sous peine d'annulation des coupons non utilisés;

Attendu que l'opération ainsi présentée assure au négociant des versements continus et progressifs, le souscripteur courant tous les risques d'une réalisation problématique; qu'il se trouve, en effet, soit à la merci de la bonne foi du négociant qui peut nier l'encaissement des coupons d'acquisition, soit de la négligence d'un de ses sous-acheteurs qui n'effectue pas son versement au négociant; qu'il est donc probable que dans la plupart des cas ce dernier aura encaissé des sommes considérables sans être tenu à aucune livraison de marchandise; que dans le cas de livraison, il y a ceci de frappant, que le négociant recevrait pour l'objet vendu une somme supérieure à son prix d'estimation; qu'en effet, dans l'espèce actuelle, J... aurait reçu, avant de livrer la paire de bottines estimée par lui 45 francs, la somme de 84 francs, savoir : 21 francs des époux d'A..., et trois fois 21 francs de chacun des trois sous-acheteurs;

Attendu que dans les contrats synallagmatiques l'obligation que contracte chacune des parties a sa cause dans l'obligation de l'autre; que dans la combinaison dite de la « Boule de neige » il y a un engagement ferme de la part du souscripteur, alors qu'il n'y a qu'une apparence d'obligation de la part du négociant, celui-ci courant toutes les chances d'une non-réalisation des conditions par lui stipulées et ayant même la faculté, par ses agissements, de faire échouer la combinaison sans être tenu, dans ce cas, à la restitution des sommes par lui encaissées;

Attendu, en outre, que de pareilles combinaisons dont le but est de faire naître l'espérance d'un gain, dans la plupart des cas, chimérique, constituent un véritable danger pour l'épargne et sont contraires à la moralité des opérations commerciales; qu'il y a donc lieu d'annuler ledit contrat et d'ordonner la restitution de la somme versée;

Par ces motifs, etc.

Note. — La solution ne nous paraît pas contestable. La cause est un élément essentiel de toute obligation, et il est évident, ainsi que l'explique le jugement rapporté, que dans la convention dite « Boule de Neige », l'obligation de l'acheteur se trouve manquer de cause. Cette convention est donc nulle, par application de l'art. 1131 C. civ. V. dans le même sens Trib. civ. Lille 15 janvier 1988 (Gaz. Pal. 1900. 1.181). — Comp., en outre, Besançon 31 octobre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.630) décidant que, si dans un contrat synallagmatique, dans l'espèce, une vente, la prestation réciproque n'existe pas dans la commune intention des parties, il n'y a qu'une apparence de vente, et qu'il en est ainsi, alors même que l'acte constatant la vente indiquerait que le prix a été payé par l'acheteur, la cause exprimée dans l'acte ne pouvant suppléer la cause efficiente qui réside tout entière dans la réciprocité effective des prestations.

297

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

1er août 1900.

Présidence de M. Tanon.

SERMENT DÉCISOIRE. — REJET. — POUVOIR DU JUGE.

Si le serment décisoire peut être déféré en tout état de cause et sur quelque contestation que ce soit, il appartient au juge d'apprécier si cette mesure est ou non nécessaire, et, par suite, de refuser de l'ordonner, s'il appert d'ores et déjà pour lui des éléments actuels du procès, que la prétention, dont on veut y puiser la justification, ne repose sur aucun élément sérieux et est dénuée de fondement.

Gringuillard c. époux Rouvre.

La Cour,

Sur le moyen, pris de la violation et de la fausse application de l'art. 1358 C. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que, si le serment décisoire peut être déféré en tout état de cause et sur quelque contestation que ce soit, il appartient au juge d'apprécier si cette mesure est ou non nécessaire; que, dans l'espèce, la cour d'appel, usant de son pouvoir à cet égard, déclare que le serment ne peut être déféré à Rouvre, parce que la prétention, pour laquelle Gringuillard veut y puiser une justification est démontrée d'ores et déjà par tous les éléments du procès, n'avoir pas de fondement, et qu'elle ne repose sur aucun élément de nature à la faire admettre;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Gringuillard contre l'arrêt de la Cour de Paris du 7 février 1899.

MM. Petit rapp.; Mérillon av. gén. — Me Brugnon av.

Note. — La jurisprudence est constante dans le sens de l'arrêt recueilli. V. notamment Cass. 31 octobre 1893 (Gaz. Pal. 93.2.563) et la note ; 30 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.235) 22 avril 1898 (Gaz. Pal. 98.1.589).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

24 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

MANDAT. — MANDATAIRE. — RECOUVREMENT. — MAISON DE BANQUE. — GARÇON DE RECETTES — EXCÉDENT DE RECETTE.

Le garçon de recettes d'une maison de banque, qui touche au cours d'une tournée de recouvrement, et par suite d'une erreur purement matérielle commise par uu ou plusieurs débiteurs dans la numération des espèces, une somme supérieure à celle qu'il était chargé de toucher et qu'on a entendu lui verser, n'est pas tenu de cet excédent envers la maison de banque, sa mandante : si, en effet, l'art. 1993 C. civ. oblige le mandataire à faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de la procuration de celui-ci, tel n'est pas le cas de l'espèce où la réception de l'excédent a eu lieu, non en vertu du mandat, mais seulement à l'occasion de son exercice, et par un fait en dehors de ses prévisions.

Comptoir national d'escompte c. Trottet.

Le Comptoir national d'escompte s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal de commerce de Saint-Etienne en date du 8 novembre 1898, rendu à son préjudice au profit du sieur Trottet, et ainsi conçu :

« Attendu que suivant exploit de l'huissier Barthélemy, de Saint-Etienne, en date du 7 juillet 1898, Gustave Trottet a saisi le Tribunal de céans d'une demande, ayant pour objet de faire condamner le Comptoir national d'escompte de Paris à lui restituer la somme de 1,000 francs que, lui, Trottet, en sa qualité de garçon de recettes au service du Comptoir d'escompte, aurait rapportée et versée dans la caisse dudit comptoir en excédent de sa recette, lors de sa tournée du 5 avril 1897 ;

« Attendu que le Comptoir d'Escompte résiste à la demande dirigée contre lui, en soutenant que cette somme perçue en excès l'a été par Trottet en sa qualité de mandataire de la maison de banque auprès de laquelle il était accrédité ; qu'en cette qualité il a dû compte de sa recette totale au Comptoir, et que c'est à juste titre qu'il a versé l'intégralité de sa perception dans la caisse de cette maison de banque ; qu'à son tour, celle-ci est personnellement tenue de l'indue perception opérée envers celui ou ceux qui en ont été les victimes, et qu'à ce titre on ne saurait lui refuser le droit de conserver elle-même la somme litigieuse pour la tenir à la disposition de ceux à qui elle peut appartenir ; que, tout au moins, c'est le cas d'ordonner le versement de cette somme à la Caisse des Dépôts et Consignations pour la conservation des droits de qui il appartiendra ;

« Attendu, en fait, que la somme de 1,000 fr. dont s'agit au procès, constitue à proprement parler une épave ; qu'on comprend en effet sous cette dénomination toutes choses perdues ou égarées, dont on ne connaît point le propriétaire ; que, dans l'ancien droit, les épaves étaient attribuées au seigneur du lieu où elles étaient trouvées, à l'exclusion de l'inventeur, qui était privé formellement de tout droit sur icelles ; mais que le droit d'épave anciennement consacré au profit du seigneur a été définitivement aboli par l'art. 7 du titre 1er de la loi des 13 et 20 avril 1791 ; qu'il reste donc aujourd'hui à rechercher à qui la loi actuelle a réservé la propriété des épaves ;

« Attendu, sur ce point, que l'art. 717 C. civ. dispose que les droits sur les choses perdues, dont le maître ne se représente pas, sont réglées par des lois particulières ;

« Attendu que s'il existe quelques lois spéciales pour régler, par exemple, le sort des objets mobiliers déposés dans les greffes, lorsque ces objets ne sont pas réclamés après la terminaison du procès, ou encore des effets quelconques confiés aux messageries et non revendiqués dans les six mois par leurs propriétaires, ou bien encore celui des sommes confiées à la poste, sans que le destinataire ne vienne en opérer le retrait, aucune loi générale n'a été faite pour statuer sur le sort de toutes autres épaves ;

« Attendu que cette absence de législation en ce point a fait naître le doute et la controverse, et lorsqu'il s'agit de savoir à qui doit appartenir la chose perdue, les opinions sont divisées et se partagent entre trois systèmes essentiellement différents ; que dans un premier système, l'absence de loi nouvelle fait décider que le renvoi de l'art. 717 C. civ. ne peut s'appliquer qu'aux anciennes coutumes et, qu'en conséquence, il faut encore suivre la coutume du lieu où la chose a été trouvée, en attribuant à l'Etat ce que l'ancien droit attribuait aux seigneurs, tout en attribuant dans certains cas une partie de la valeur de la chose à l'inventeur ; que, dans un second système, les épaves appartiendraient aujourd'hui tout entières à l'Etat, soit en vertu de l'art. 7 précité du titre Ier de la loi des 13 et 20 avril 1791, qui les a enlevées aux ci-devant seigneurs, et de l'art. 2 de la loi du 1er décembre 1790, qui attribue à l'Etat tous les biens meu-

bles et immeubles demeurés vacants et sans maîtres, soit en vertu des art. 539 et 713, qui ont de nouveau consacré cette disposition de la loi de 1790 ;

« Attendu que ces deux systèmes se heurtent l'un et l'autre à la loi des 13-20 avril 1791, qui a, par ses dispositions formelles, prononcé l'abrogation définitive de tout l'ancien droit coutumier, et ne sauraient par conséquent être adoptés par le tribunal ; que spécialement, en outre, en ce qui concerne le second système, on ne saurait admettre que l'Etat a été substitué aux droits d'épave des ci-devant seigneurs, par le motif que l'art. 717 C. civ., en décidant que les droits sur les choses perdues sont réglés par des lois particulières, prouve irrésistiblement que les art. 593 et 713 du même Code n'y sont pas applicables ; qu'au surplus, les épaves ne sont pas des choses sans maîtres ; qu'elles ont, au contraire, un propriétaire, ignoré il est vrai, mais qui peut se présenter d'un instant à l'autre ;

« Attendu que, dans un troisième système généralement adopté aujourd'hui, et auquel le tribunal se rallie par le présent jugement, c'est à l'inventeur que la chose perdue doit être attribuée tout entière, non pas à titre de trésor trouvé, car n'étant ni enfoui ni caché dans le sol, elle ne saurait à aucun point de vue être considérée comme un trésor, non pas encore à titre d'occupation, car elle n'est pas *res nullius*, le maître de cette chose perdue n'en ayant pas abandonné la propriété et la conservant nécessairement, mais à titre de simple détention et de garde, sauf à voir cette possession précaire modifiée ultérieurement et convertie par voie de prescription acquisitive en titre définitif de propriété ;

« Attendu que cette recherche du point de savoir à qui l'épave doit appartenir n'est ni inutile ni superflue dans la cause, car si, dans la pensée du tribunal, la somme litigieuse eût dû appartenir à l'Etat, cette solution du problème s'opposait comme une barrière infranchissable à la recevabilité de la demande dont le tribunal est saisi ; que du moment où la possibilité des droits de l'Etat sur la chose litigieuse est écartée, la demande du sieur Trottet, comme inventeur de cette chose, devient recevable, et que cette recevabilité impose au tribunal le devoir d'examiner au fond les conclusions respectivement prises par les parties, à l'effet de rechercher et de décider entre elles le sort qu'il convient de réserver à la somme qui fait l'objet de la difficulté soulevée ;

« Attendu qu'il est constant en fait et d'ailleurs reconnu par les deux parties en cause : 1° qu'aussitôt que Trottet a eu, après sa tournée, compté sa recette, il s'est aperçu de l'excédent de 1,000 francs, dont s'agit au procès ; 2° qu'il a, avec le surplus de sa recette, versé cet excédent dans la Caisse du Comptoir d'escompte, et que M. le directeur, à Saint-Etienne, de cette maison de banque, a fait faire immédiatement une enquête auprès de toutes les personnes chez lesquelles Trottet avait encaissé, à l'effet de rechercher celles qui auraient pu être victimes d'une perception en excès ; 3° que toutes ont répondu n'avoir rien surpayé et par conséquent n'avoir rien à réclamer ; qu'il est donc à peu près certain que l'excédent de recette susénoncé constitue définitivement une épave, que personne ne réclamera dans l'avenir, et qui, par conséquent et par application des principes ci-dessus développés, doit revenir à l'inventeur ;

« Attendu, dans l'espèce, que le Comptoir d'Escompte ne saurait à aucun point de vue être considéré comme l'inventeur de l'épave ; que dès lors on ne voit pas à quel titre il pourrait en conserver la possession ;

« Attendu qu'on ne saurait admettre la thèse, en droit, sur laquelle le Comptoir d'Escompte appuie sa défense, et qui consiste à dire que c'est, comme son mandataire, que Trottet a touché les 1,000 francs litigieux, et que, par suite, il en doit compte au Comptoir, au même titre que tout mandataire doit compte à son mandant de l'exécution de son mandat accompli ;

« Attendu qu'en effet, le mandat, donné par le Comptoir d'escompte à son encaisseur Trottet, n'a jamais consisté qu'à encaisser certaines sommes déterminées et n'a spécialement pas consisté à toucher une somme non due, c'est-à-dire à encaisser en trop pour bénéficier d'une erreur ; que poser ainsi la question, c'est évidemment la résoudre, et qu'il est certain que la perception par erreur de la somme litigieuse n'a jamais fait l'objet d'un mandat quelconque donné par le Comptoir, d'où la conséquence que cette maison de banque ne saurait à aucun titre conserver dans sa caisse une somme qui ne lui appartient pas ;

« Attendu, à la vérité, que c'est à l'occasion de son mandat, que Trottet a fait par erreur l'excès de perception dont s'agit au procès, mais que cette circonstance ne saurait attribuer plus de droit au Comptoir d'escompte qu'à un entrepreneur, dont un ouvrier, au cours de son travail, aurait découvert un trésor ;

« Attendu qu'un premier point se dégage donc de la discussion qui précède, c'est qu'à aucun moment, ni actuellement ni après l'expiration

du délai pour prescrire, le Comptoir d'escompte ne peut rester propriétaire définitif de l'épave; que cette épave ne peut appartenir qu'à deux personnes « ou à celui qui l'aurait perdue » exerçant son action en restitution « ou à celui qui « l'a trouvée », c'est-à-dire à Trottet, après l'expiration du délai de prescription;

« Attendu que le Comptoir d'escompte soutient bien que, responsable de son employé, il est responsable de la somme litigieuse envers celui qui l'a perdue pendant toute la durée des délais de prescription, et, par conséquent, doit la garder jusqu'à l'expiration de ces délais à la disposition de qui de droit, Trottet n'ayant pendant tout le cours de ces délais aucun droit sur la somme litigieuse;

« Attendu que telle n'est pas la question du procès; qu'il ne s'agit pas de voir pendant combien de temps Trottet restera soumis à l'action en restitution du propriétaire, si on parvient à le découvrir, ni au bout de combien de temps Trottet en deviendra propriétaire; qu'il s'agit uniquement de savoir si c'est Trottet ou le le Comptoir qui a un droit éventuel à la propriété de l'épave en cas de non-réclamation, et si, en attendant cette réclamation, c'est Trottet, ou le Comptoir d'escompte, qui doit la posséder;

« Attendu que cette unique question est tranchée souverainement par une décision de M. le ministre des finances du 3 août 1825, de laquelle il résulte que les choses trouvées appartiennent à l'inventeur, sous réserve de l'action en restitution, qui reste ouverte au propriétaire; « Consi- « dérant, dit cette décision, qu'en l'absence de « dispositions spéciales sur la matière, l'on ne « peut se déterminer que par des considérations « morales; qu'il importe de laisser à l'inventeur « l'espoir de profiter un jour de ce qu'il a trouvé, « puisque cet espoir peut le décider à en faire le « dépôt, et que cette mesure, par la publicité « qu'elle occasionne et les délais qu'elle entraîne, « a pour but de mieux assurer les droits du pro- « priétaire; considérant d'ailleurs qu'il est de « principe qu'en fait de meubles possession vaut « titre »;

« Attendu, dans l'espèce, que l'inventeur de l'épave étant Trottet, c'est lui qui est propriétaire éventuel des 1,000 francs litigieux et qui, en cette qualité, doit en principe les conserver jusqu'à ce que le propriétaire les réclame;

« Attendu, toutefois, qu'il est juste de reconnaître que le Comptoir d'escompte, comme responsable de son employé Trottet, peut être recherché pendant trois ans à partir du 5 avril 1897, jour de la perception erronée, par le propriétaire de la somme ainsi perçue en excès, et ce en vertu des principes posés par l'art. 2279 C. civ.; que, pour lever tout scrupule du Comptoir d'escompte, il convient, conformément d'ailleurs aux conclusions subsidiaires de Trottet, d'ordonner le versement de la somme litigieuse à la Caisse des dépôts et consignations, pour ladite somme y rester à la disposition de qui de droit jusques et y compris la date du 5 avril 1900 et être remise avec tous intérêts produits à la disposition exclusive de Trottet à partir de l'expiration de cette dernière date;

« Attendu que la solution qui précède, appuyée sur des principes qui paraissent au tribunal indiscutables, s'impose dans l'espèce au point de vue de l'équité d'une façon plus impérieuse encore; qu'en effet Trottet était auprès du Comptoir responsable des manquants qui pouvaient se produire sur ses encaissements, et qu'à ce titre il a été plusieurs fois appelé à rembourser les erreurs en moins par lui commises; qu'il est de toute justice, à titre de compensation, de le faire bénéficier des excès de perception; qu'en outre et pour entrer dans l'esprit de la décision prérappelée de M. le ministre des finances du 3 août 1825, l'acte de probité de Trottet déclarant sa trouvaille doit être encouragé et récompensé, et que, dès lors, c'est le cas plus que jamais, puisque le droit théorique se rencontre avec l'équité dans l'espèce, d'accueillir la demande dont le tribunal est saisi;

« Par ces motifs,

« Dit que la somme de 1,000 francs perçue en trop d'un ou de plusieurs inconnus par le sieur Trottet dans sa tournée de recettes du 5 avril 1897, constitue une épave; qu'à ce titre elle ne peut appartenir qu'à son propriétaire originaire, si on parvient à le découvrir, et à son défaut au sieur Trottet, inventeur de ladite épave, à l'exclusion du Comptoir d'escompte, qui ne peut à aucun titre et dans aucun temps avoir aucun droit non seulement de propriété, mais même de détention provisoire sur la somme ci-dessus énoncée;

« Dit, toutefois, et cela sans avoir autrement égard aux fins, exceptions et conclusions du Comptoir d'escompte, dans tout le surplus desquelles celui-ci est irrecevable et mal fondé, et dont il est débouté purement et simplement, que ladite somme de 1,000 francs dont s'agit au procès, augmentée de tous intérêts à partir du 7 juillet 1898, date de la demande en justice qui les a fait courir, sera, par provision, dans la huitaine de la signification du présent jugement, versée par le Comptoir d'escompte à la Caisse

des dépôts et consignations pour y rester en dépôt jusques y compris le 5 avril 1900, date à laquelle sera accomplie la prescription édictée par l'art. 2279 C. civ., et cessera toute cause de recherche et de demande en restitution contre le Comptoir d'escompte ;

« Dit que sur le vu d'un extrait du présent jugement, M. le préposé à la Caisse des dépôts et consignations est autorisé, aussitôt après la date ci-dessus fixée du 5 avril 1900, à verser ladite somme de 1,000 francs, avec tous intérêts qu'elle aura produits, aux mains du sieur Trottet, contre simple quittance de ce dernier, quoi faisant il sera bien et dûment déchargé, et à quoi faire il sera au besoin contraint par tous les moyens légaux, pour ledit sieur Trottet tenir à la disposition de qui il appartiendra la somme ainsi revenue en ses mains, et pour ladite somme devenir la propriété définitive de ce dernier après l'expiration des délais prévus par la loi pour les prescriptions acquisitives ;

« Dit que pour le cas où le Comptoir d'escompte ne verserait pas à la Caisse des Dépôts et consignations dans le délai ci-dessus prescrit, la somme de 1,000 francs et accessoires dont s'agit au procès, il est d'ores et déjà condamné à la payer directement avec tous les intérêts de droit au sieur Trottet, en gardant pour lui tous les risques d'ailleurs problématiques que ce défaut de versement pourrait lui faire courir ;

« Et attendu que le Comptoir d'escompte succombe dans ses prétentions, le condamne aux dépens. »

A l'appui du pourvoi le demandeur invoquait un unique moyen ainsi formulé :

« Violation de l'art. 1993 C. civ. et des principes en matière de mandat, fausse application des art. 1376 et suiv., 1382, 1384, 767 du même Code et de la législation relative aux épaves ; fausse application de l'art. 2279 C. civ. et violation des principes en matière de prescription et de paiement de l'indû, en ce que le jugement attaqué a, d'une part, condamné le Comptoir national d'escompte à verser à la Caisse des dépôts et consignations, pour être remises au bout de trois ans à son mandataire, des sommes perçues en trop par ce dernier, au nom et pour le compte de cet établissement, à titre de paiement indû de la part de ses débiteurs, comme si ces sommes étaient des épaves, dont le garçon de recettes serait l'inventeur. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que Trottet, garçon de recettes du Comptoir d'escompte, à la suite d'une tournée d'encaissement, s'est trouvé détenteur d'une somme de mille francs qu'une ou plusieurs personnes restées inconnues lui avaient versée en trop par erreur ;

Attendu que le Comptoir d'Escompte invoque les dispositions de l'art. 1993 C. civ., en vue de faire décider que c'est lui qui est légalement réputé détenteur de cette somme, et que c'est à son profit que court la prescription libératoire contre les inconnus de qui Trottet l'a reçue ;

Mais attendu que, s'il est vrai que le mandataire est tenu de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, même des sommes qui n'étant pas dues auraient été indûment payées, cette règle s'applique au cas où le débiteur, tout en sachant ce qu'il versait, s'est trompé sur l'existence ou sur l'étendue de sa dette envers le mandant qu'il entendait payer ; mais qu'il n'en est pas de même lorsque, comme dans la cause actuelle, par une erreur purement matérielle commise dans la numération des espèces, le mandataire a reçu une somme supérieure à celle qu'il était chargé de toucher et qu'on a entendu lui verser ; que, dans ce dernier cas, la réception de l'excédent n'a pas eu lieu en vertu du mandat, mais seulement à l'occasion de l'exercice de ce mandat et par un fait qui, étant en dehors de ses prévisions, n'a conféré aucun droit au mandant sur la somme ainsi perçue ; d'où il suit qu'en rejetant la prétention du Comptoir d'escompte, le jugement attaqué n'a violé aucun des articles de loi visés par le pourvoi ;

Rejette le pourvoi formé par le Comptoir national d'escompte contre le jugement du tribunal de commerce de Saint-Etienne du 8 novembre 1898.

MM. FAURE-BIGUET rapp. ; SARRUT av. gén.— Mes BERNIER et LESOUDIER av.

Note. — La même question s'était déjà présentée dans des circonstances de fait identiques, devant la Cour de cassation, le 10 juin 1868, et en avait reçu la même solution que dans l'espèce actuelle (S. 68.1.432 — D.69.1.318). La Chambre des requêtes avait alors motivé sa décision en se basant, comme la Chambre civile dans le nouvel arrêt ci-dessus, sur ce que « si, aux termes de l'art. 1993 C. civ., le mandataire est tenu de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il a reçu n'eût point été dû au mandant, ce principe était sans application dans la cause, car ce n'était point en vertu de la procuration du banquier, son mandant, que le garçon de recettes avait reçu le billet de banque de 500 francs litigieux, mais par suite d'une erreur purement matérielle d'un tiers, qui avait donné au garçon de recettes ce billet de plus qu'il ne fallait. Le demandeur, ajoutait la Chambre des requêtes, ne saurait pas plus prétendre à un droit quelconque sur le billet, que sur celui que son garçon de recettes aurait trouvé sur la voie publique ». Cette jurisprudence, d'autre part, est formellement approuvée par divers auteurs : Aubry et Rau, t. IV, § 413, p. 643; Ruben de Couder, Dict. de dr. comm., ind. et marit., v° Mandat, n° 466.

COUR D'APPEL DE ROUEN (AUD. SOLENNELLE)

18 juillet 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

TIERCE OPPOSITION. — CONSEIL JUDICIAIRE. — JUGEMENT ANTÉRIEUR A SA NOMINATION. — TIERCE OPPOSITION. — FIN DE NON-RECEVOIR.

L'art. 474 C. pr. civ., disposant que, pour être admis à faire tierce opposition à un jugement, il faut, premièrement, avoir subi un préjudice par l'effet de ce jugement, secondement: n'y avoir été ni partie, ni représenté, le conseil judiciaire ne peut pas se porter tiers opposant à un jugement rendu, avant sa nomination, contre le prodigue. Il en est ainsi, même dans l'hypothèse où cette nomination résulte d'un arrêt de la Cour d'appel, rendu par infirmation d'un jugement contradictoire, rétractant, sur opposition, une précédente nomination par défaut antérieure au jugement auquel il est fait tierce opposition. D'autre part, dans cette même hypothèse, on ne saurait, en faveur de la recevabilité de la tierce opposition, tirer argument de cette considération que le conseil judiciaire ayant, aux termes de l'art. 503 C. civ., l'action directe pour attaquer les actes frauduleux du prodigue antérieurs à sa nomination, doit avoir, par les mêmes motifs, le droit de se pourvoir, par la voie de la tierce opposition, contre les jugements acquiescés dans le but de faire fraude à la loi.

Silz c. Bertrand ès qualités et Vitta.

L'exposé complet des faits de cette affaire a été fait sous l'arrêt de cassation du 18 février 1898, ordonnant le renvoi devant la Cour de Rouen, et reproduit Gaz. Pal 98.1.515. Nous les rappellerons très brièvement.

Le 4 juin 1892, le Tribunal civil de la Seine avait, par un jugement rendu par défaut, nommé un conseil judiciaire au sieur Emile Vitta; le 12 août 1892, sur l'opposition de ce dernier, il avait rétracté ce jugement par un jugement contradictoire, qui, sur appel, avait été infirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 4 janvier 1893 nommant Me Bertrand, notaire à Paris, conseil judiciaire du sieur Vitta.

Dans l'intervalle, entre la date du jugement contradictoire et celle de l'arrêt de la Cour de Paris, le Tribunal de commerce de la Seine avait, le 6 décembre 1892, rendu au profit du sieur Silz un jugement condamnant Vitta à lui payer 55,000 francs et auquel ce dernier avait acquiescé le 29 du même mois. M. Bertrand avait alors, par voie de tierce opposition, demandé l'annulation tant dudit jugement que de l'acquiescement que Vitta y avait donné. Le tribunal de commerce avait accueilli cette tierce opposition par un jugement en date du 21 juillet 1893, que, sur appel de Silz, la Cour de Paris avait confirmé par un arrêt en date du 7 mars 1895.

Cet arrêt se fondait en particulier sur la proposition suivante « La loi met à la disposition du conseil judiciaire l'action en nullité en ce qui concerne les conventions; et, en ce qui concerne les jugements auxquels il n'a pu être partie, puisqu'ils sont antérieurs à sa nomination, le conseil judiciaire qui agit comme tiers, en vertu d'un droit qui lui est propre, a à sa disposition la voie de la tierce opposition. » V. l'arrêt reproduit en entier Gaz. Pal. 98.1.515.

Le sieur Silz s'étant alors pourvu en cassation, la Cour suprême, par un arrêt rendu le 18 février 1898, cassa l'arrêt précité de la Cour de Paris, motif tiré de la violation de l'art. 474 C. pr. civ.

C'est dans ces conditions que la Cour d'appel de Rouen, statuant comme cour de renvoi, a rendu l'arrêt qui suit :

LA COUR,

Attendu que par l'effet de la cassation de l'arrêt de la Cour de Paris qui a déclaré valable la tierce opposition formée par Bertrand ès qualités contre un jugement de défaut acquiescé par Vitta, la Cour de renvoi se trouve saisie tout à la fois de l'appel interjeté par Silz contre le jugement qui avait déclaré Bertrand recevable en sa tierce opposition et de l'appel incident formé par Bertrand contre le chef de cette décision qui a rejeté sa demande en nullité des effets ou traites ayant motivé la condamnation acquiescée par Vitta;

Sur l'appel principal :

Attendu qu'il est soutenu par Silz qu'à tort et mal à propos les premiers juges ont accueilli la tierce opposition de Bertrand qui n'avait aucune qualité pour se pourvoir, par cette voie de recours, contre une décision intervenue alors que Vitta avait le plein exercice de sa capacité civile;

Attendu que, pour pouvoir former tierce opposition, il faut, aux termes de l'art. 474 C. proc. civ. : 1° avoir éprouvé un préjudice par l'effet du jugement auquel il est fait tierce opposition, et 2° être un tiers à ce jugement, c'est-à-dire n'y avoir été ni partie, ni représenté ; qu'il apparaît que Bertrand, conseil judiciaire de Vitta, ne réunit ni l'une ni l'autre de ces conditions ;

Attendu qu'en premier lieu, en effet, Bertrand n'a pu ni personnellement, ni comme conseil judiciaire de Vitta, souffrir aucun dommage par suite du jugement du 6 décembre 1892 rendu contre le

prodigue avant sa nomination; qu'en second lieu, Bertrand, en sa qualité de conseil judiciaire, n'a pas une personnalité distincte de celle de Vitta, qu'il ne fait qu'assister pour compléter sa capacité civile; qu'il ne peut élever de prétention que du chef du prodigue et que, pas plus que le prodigue qui a été partie au jugement frappé de tierce opposition, il ne peut être considéré comme un tiers à ce jugement;

Attendu que les premiers juges, par les motifs de leur décision dont l'intimé demande la confirmation en cette part, ont apprécié que la nomination du conseil judiciaire remontait au jugement de défaut du 4 juin 1892, qui avait placé Vitta sous conseil, et que celui-ci n'ayant pas été valablement représenté lors du jugement acquiescé rendu contre lui le 6 décembre suivant, le conseil judiciaire avait qualité pour former tierce opposition à ce jugement;

Mais attendu que le jugement de défaut du 4 juin 1892 a été anéanti tout à la fois par l'effet légal de l'opposition régulièrement formée contre cette décision et par le jugement du 12 août suivant qui, en statuant sur débouté d'opposition, a formellement retracté le jugement de défaut du 4 juin 1892; que la cour, en infirmant le jugement contradictoire qui lui était déféré, a purement et simplement substitué sa décision à ce jugement sans qu'elle ait pu conférer une vertu légale quelconque au jugement de défaut qui avait cessé d'exister et dont elle n'était même pas saisie;

Attendu qu'il semble au contraire incontestable, en présence du texte même du dispositif de l'arrêt qui a statué dans l'avenir et eu égard aux dispositions légales de l'art. 502 C. civ., aux termes desquelles la nomination d'un conseil n'a pas effet rétroactif, que c'est bien la date de l'arrêt de la cour du 4 janvier 1893 qui est le point de départ de l'incapacité de Vitta et que par suite, le jugement acquiescé qui est intervenu antérieurement à cet arrêt se place dans une période où Vitta avait encore le plein exercice de sa capacité civile;

Attendu qu'il est d'ailleurs à peine besoin de faire remarquer, pour répondre à une critique de Bertrand, que la procédure de Silz contre Vitta était régulière en la forme et qu'on ne peut lui faire un grief de ne pas l'avoir dirigée en même temps contre le conseil judiciaire dont la mission légale n'avait pas encore pris naissance;

Attendu que, plus vainement encore, il est soutenu par Bertrand qu'en tout cas le conseil judiciaire qui, aux termes de l'art. 503 C. civ., a l'action directe pour attaquer les actes frauduleux du prodigue antérieurs à sa nomination, doit avoir, pour les mêmes motifs, le droit de se pourvoir par la voie de la tierce opposition contre les jugements acquiescés qul n'ont eu d'autre but que de faire fraude à la loi et à la poursuite;

Attendu que la cour n'a pas à apprécier la jurisprudence qui reconnaît au conseil judiciaire le droit d'agir directement et de son propre chef contre les actes du prodigue intervenus antérieurement à la décision qui l'a placé sous conseil et que la décision de l'espèce est tout autre; qu'il ne s'agit pas en effet d'une convention pour l'annulation de laquelle on peut argumenter du texte de l'art. 503 C. civ., mais uniquement d'une décision judiciaire ayant acquis l'autorité de la chose jugée dont on ne peut demander la réformation que par les voies et moyens édictés par la loi;

Attendu qu'il est hors de doute que le conseil judiciaire qui n'a qu'une fonction d'assistance, et qui n'a pas été partie à la décision attaquée, ne peut se pourvoir en nullité de cette décision par les voies ordinaires et que, pour pouvoir l'entreprendre par la voie extraordinaire de la tierce opposition, il ne peut le faire que s'il remplit les conditions prescrites par l'art. 474 C. pr. civ.; qu'ainsi qu'il a été dit ci-dessus, ces conditions lui font défaut et que; par suite, sa tierce opposition doit être repoussée;

Attendu que les considérations tirées de la nécessité de rendre efficace la mesure de protection du conseil judiciaire ou même de l'identité d'intérêt qui s'attache également à la nullité des conventions ou des jugements intéressant un prodigue, sont des considérations étrangères sans portée dans la cause, où il s'agit d'appliquer le texte de l'art. 474 C. pr. civ. et non de l'étendre pour des motifs d'utilité, et que l'autorité de la chose jugée, qui est une des sauvegardes les plus salutaires de l'ordre public, ne peut être mise en échec, même sous prétexte de fraude, que dans les conditions prévues par la loi;

Attendu que, par ses conclusions subsidiaires, Bertrand demande à la cour de décider que l'acquiescement frauduleux soit déclaré nul, quand même la tierce opposition serait déclarée irrecevable;

Mais attendu que les conclusions subsidiaires de Bertrand sont subordonnées au sort de la recevabilité de sa tierce opposition et que la non-recevabilité de cette voie de recours entraîne virtuellement et nécessairement la non-recevabilité de ses conclusions;

Sur l'appel incident :

Attendu qu'il y a lieu, par les mêmes raisons, de rejeter l'appel incident de Bertrand qui, n'ayant pas qualité pour attaquer la décision du 6 décembre 1892, ne peut, ainsi qu'il a été conclu, indirectement et par voie d'appel incident, pas plus que par des conclusions subsidiaires, porter atteinte à la chose jugée par cette décision;

Attendu que Bertrand ès qualités qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

Donne itératif défaut contre Vitta quoique régulièrement réassigné et pour le profit;

Sans avoir égard aux conclusions de Bertrand tant principales que subsidiaires et en rejetant comme irrecevable son appel incident, met le jugement dont est appel à néant;

Et statuant à nouveau,

Déclare Bertrand ès qualité non recevable en sa tierce opposition contre le jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 6 décembre 1892 ;

En conséquence, décharge Silz des condamnations prononcées contre lui et condamne Bertrand ès qualités et Vitta en tous les dépens de première instance et d'appel, en ce compris les frais faits devant la Cour de Paris ;

Rejette toute plus ample demande de Silz;

Ordonne la restitution de l'amende.

M. DELRIEU av. gén. — Mes WILHELM et BUREAU (du barreau de Paris).

Note. — La première question à résoudre en l'espèce était celle de savoir si la nomination du conseil judiciaire prenait date à l'arrêt de la cour d'appel ou si, au contraire, cet arrêt n'avait pas eu pour effet de la faire rétroagir à la date de la nomination par défaut rétractée, sur opposition, par le jugement contradictoire infirmé. Cette dernière solution était inacceptable, par ce motif que le jugement par défaut nommant un conseil judiciaire au prodigue n'avait, en principe, qu'une existence provisoire, et qu'en fait, il avait été anéanti par le jugement contradictoire rendu sur opposition. Sans doute, il en eût été autrement, si l'arrêt de la cour d'appel avait confirmé un jugement contradictoire d'où résultait la nomination; alors, en effet, la date de la nomination eût été celle du jugement confirmé, puisque l'arrêt n'eût fait autre chose qu'en ordonner l'exécution, ce qui en implique le maintien, la persistance. Mais le cas était, en l'espèce, tout différent : la nomination du conseil judiciaire ayant été anéantie en même temps que le jugement par défaut d'où elle résultait, la cour d'appel n'avait pas pu la faire revivre, et son arrêt avait eu pour effet, purement et simplement, de prononcer de toutes pièces une nomination nouvelle. Dès lors, le jugement attaqué se trouvait avoir été rendu contre le proprodigue, alors que ce dernier n'était pas encore pourvu d'un conseil judiciaire, c'est-à-dire avoir été valablement rendu.

On objectait, il est vrai, la jurisprudence en vertu de laquelle les actes du prodigue antérieurs à la nomination du conseil judiciaire peuvent être annulés, en cas de fraude, c'est-à-dire, lorsqu'il y a eu commune intention, chez le prodigue et chez les tiers qui ont contracté avec lui, d'annuler par avance les effets du jugement qu'on sait devoir être provoqué. V. Nancy 15 avril 1893 (Gaz. Pal. 93.2.76); Paris 22 mars 1895 (Gaz. Pal. 95.1.645 — D. 96. 2.261); Paris 13 août 1895 (Gaz. Pal. 96.1.320); Lyon 28 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.2.82); Cass. 24 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.287 — S. 97.1.113 — D. 97.1.404).

Mais à cette objection il était répondu ceci : Le conseil judiciaire ne peut attaqner les jugements rendus contre le prodigue que dans les conditions où celui-ci pourrait les attaquer lui-même. Le prodigue, en effet, n'est pas représenté par son conseil judiciaire dans les actes de la vie civile : il les passe lui-même et il est capable de les faire seul, sauf dans certains cas énumérés par la loi. L'art. 513 le dit en termes formels : « Il peut être défendu aux prodigues de plaider, de transiger,... sans l'assistance d'un conseil qui leur est nommé par le tribunal. » Ce conseil donne donc au prodigue la capacité qui lui manque; il l'*assiste*; mais il n'est pas son représentant, il n'agit pas en son lieu et place, n'a pas en main ses actions, ni aucune action personnelle. Or, en l'espèce, le prodigue, ayant été partie au jugement attaqué, ne pouvait y former tierce opposition, cette voie de recours supposant la qualité de tiers de celui qui l'exerce. D'où il suit que le conseil judiciaire devait lui-même être déclaré non recevable à invoquer ce moyen. V. sur la question une savante consultation de M. Glasson, membre de l'Insitut, professeur de procédure civile à la Faculté de droit de Paris, reproduite sous l'arrêt précité de la Cour de cassation (Gaz. Pal. 98.1.515).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

(CH. DES VACATIONS)

12 octobre 1900.

Présidence de M. Dubost.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — CALCUL DU SALAIRE DE BASE. — POURBOIRES. — EMPLOYÉ DE CHEMIN DE FER.

Si le salaire de l'ouvrier doit comprendre tout ce qui lui est alloué en représentation de son travail, soit en argent, soit en nature, quelle que soit la dénomination sous laquelle le salaire a pu être accepté par l'ouvrier et perçu par lui, on ne doit pas comprendre dans la détermination de ce salaire les allocations gracieuses, purement facultatives, émanant du patron ou d'un tiers, mais seulement celles qui, résultant d'une convention ou d'un usage, ont un caractère de certitude et de stabilité permettant au juge de décider non seulement que l'ouvrier a dû compter sur elles, mais encore que leur quantum n'en est pas aléatoire et peut être déterminé.

Spécialement, il n'y a lieu, pour le calcul du salaire de base, d'ajouter au salaire fixe payé par une compagnie à un employé de chemin de fer, les pourboires donnés à celui-ci au cours de l'année par les destinataires ou expéditeurs de marchandises, dont le montant ne peut être déterminé d'une façon exacte.

Veuve Deschamps c. Chemins de fer P.-L -M.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la veuve Deschamps, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme tutrice naturelle et légale de ses deux enfants mineurs, demande à la Compagnie de Lyon, en raison de la mort de son mari qui est survenue le 18 mai 1900 à la suite d'un accident arrivé à l'occasion de son travail : 1° pour elle-même une rente annuelle et viagère de 434 fr. 20 ; 2° pour ses enfants une rente de 542 fr. 50;

Attendu que la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée ne conteste pas la matérialité de l'accident, mais soutient que les rentes ne doivent être fixées que d'après le salaire de Deschamps, qui était

de 1,440 francs et non pas d'après le salaire augmenté des pourboires reçus annuellement par cet employé;

Attendu que ladite compagnie offre en conséquence à la demanderesse une rente de 288 francs et une autre rente pour ses enfants de 360 francs;

Attendu que la seule question qui divise les parties est donc celle de savoir si les pourboires doivent s'ajouter au salaire pour déterminer la rente à allouer;

Attendu que le salaire de l'ouvrier doit comprendre tout ce qui lui est alloué en représentation de son travail, soit en argent, soit en nature, quelle que soit la dénomination sous laquelle le salaire a pu être accepté par l'ouvrier et perçu par lui; qu'on ne doit pas comprendre dans la détermination de ce salaire les allocations gracieuses, purement facultatives, émanant du patron ou d'un tiers, mais seulement celles qui, résultant d'une convention ou d'un usage, ont un caractère de certitude et de stabilité permettant au juge de décider non seulement que l'ouvrier a dû compter sur elles, mais encore que leur quantum n'en est pas aléatoire et peut être déterminé;

Attendu que la somme de 730 francs que la demanderesse prétend que son mari recevait chaque année des destinataires ou expéditeurs ne peut être déterminée d'une façon exacte et ne peut, dès lors, entrer en ligne de compte pour le calcul du salaire;

Attendu, conséquemment, que les offres de la défenderesse sont suffisantes, puisqu'elles sont égales à 20 0/0 et à 25 0/0 de la somme de 1,440 francs. salaire non contesté, et que, par suite, il échet de condamner la défenderesse au paiement du montant desdites offres;

Par ces motifs,

Condamne la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. à payer par trimestre à la demanderesse : 1° pour elle-même, une rente annuelle et viagère de 288 francs; 2° pour ses deux enfants, une rente annuelle et viagère, jusqu'à l'âge de seize ans, de 360 fr. et ce à partir du jour du décès de la victime;

Condamne la défenderesse aux dépens.

Me THESMAR av.

Note. — Les principes consacrés par le jugement recueilli ont été proclamés déjà par deux arrêts récents : V. Douai 25 juin 1900 et Grenoble 8 août 1900 (Gaz. Pal. 1900. 2.356). Mais ces deux cours se sont écartées l'une de l'autre sur l'application qu'il convenait d'en faire aux pourboires donnés aux courtiers-livreurs des camionneurs de marchandises. V. notre note sous les deux arrêts précités.

298

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

18 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — INSTANCE CIVILE. JUGEMENT. — AUDIENCE PUBLIQUE.

En matière de contributions indirectes, les jugements sur contestations portant sur le fond des droits peuvent être valablement rendus, soit en chambre du conseil, soit à l'audience, indistinctement, à la condition de l'être, dans l'un et l'autre cas, publiquement.

Bachelet c. Contributions indirectes.

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation de l'art. 88 de la loi 6 ventôse an XII:

Attendu que l'art. 88 de la loi du 6 ventôse an XII dispose que les contestations sur le fond des droits en matière de contributions indirectes seront portées devant les tribunaux de première instance qui prononceront dans la chambre du conseil avec les formalités prescrites pour le jugement des contestations sur le paiement des droits perçus en matière d'enregistrement; que l'art. 65 de la loi du 22 frimaire an VII, relative à ces formalités, dit que l'instruction se fera par simples mémoires respectivement signifiés et que les jugements seront rendus sur le rapport d'un juge fait en audience publique sur les conclusions du commissaire du directoire exécutif; que de la combinaison de ces deux articles il ressort qu'en matière de contributions indirectes l'instruction doit avoir lieu par mémoires et le jugement être rendu soit en chambre du conseil, soit à l'audience, mais, dans l'un et l'autre cas, publiquement;

Attendu que ces prescriptions ont été observées dans l'espèce; qu'en effet, le tribunal, usant de la faculté que la loi lui donnait, a prononcé en audience publique sur mémoires respectivement signifiés au rapport d'un juge et sur les conclusions du ministère public; que, dès lors, il n'a nullement violé l'art. 88 de la loi du 6 ventôse an XII;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Bachelet contre le jugement du Tribunal civil d'Arras du 11 août 1897.

MM. PETIT rapp.; MELCOT av. gén. — Me MIMEREL av.

Note. — Cette interprétation des dispositions combinées de la loi de ventôse an XII et de la loi de frimaire an VII, pour aboutir à cette décision qu'en matière de contributions indirectes, les juges ont la faculté de rendre leur jugement dans la chambre du conseil ou dans la salle ordinaire des audiences, à leur choix, pourvu qu'il soit rendu publiquement, portes ouvertes, avait été déjà consacrée par plusieurs arrêts antérieurs. S'il est vrai, en effet, que tout d'abord la Cour de cassation avait jugé que le jugement en matière de contributions indirectes, rendu non en chambre du conseil, mais en audience publique, était entaché de nullité. Cass. 31 janvier 1816 (S. chr.), dès le 28 mars 1825 (S. chr.) elle avait abandonné cette manière de voir pour adopter celle que l'on retrouve, dès lors, dans de nombreux arrêts. Cass. 6 février 1826 (S. chr.); 16 avril 1839 (S. 39.1.498); 30 juillet 1845 (S. 45.1.656); 2 décembre 1845 (S. 46.1.57); 18 mars 1873 (S. 73.1.268), et dans laquelle elle persiste encore par le nouvel arrêt ci-dessus reproduit.

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

10 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° SOCIÉTÉ COMMERCIALE. -- SOCIÉTÉ EN COMMANDITE. — COMMANDITAIRE. — IMMIXTION. — RESPONSABILITÉ. — ÉTENDUE. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

2° AVEU EXTRAJUDICIAIRE. — FORCE PROBANTE. — PRÉSOMPTIONS CONTRAIRES.

1° Dans une société en commandite, la responsabilité du commanditaire, pour s'être immiscé dans la gérance de la société, est laissée par l'art. 28 C. com. à l'appréciation des tribunaux, si ce n'est quant aux dettes sociales dérivant d'actes de gestion faits par ce commanditaire lui-même.

Par suite, la déclaration des juges du fond portant, à cet égard, que les faits d'immixtion relevés à la charge d'un commanditaire sont trop peu importants pour l'avoir rendu responsable de la totalité du passif de la société, est souveraine.

2° La valeur probante de l'aveu extrajudiciaire, tiré d'un écrit qui n'était pas destiné à faire foi des faits auxquels cet aveu se rapporte, ne s'impose pas aux juges, qui peuvent toujours y faire échec par des présomptions contraires.

George c. Terrasson.

LA COUR,

Sur le moyen de cassation pris de la violation des art. 27 et 28 C. com. :

Attendu que la responsabilité du commanditaire, pour s'être immiscé dans la gérance de la société, est laissée par l'art. 28 C. com. à l'appréciation des tribunaux, si ce n'est quant aux dettes sociales dérivant d'actes de gestion faits par ce commanditaire lui-même;

Attendu que, d'une manière générale, l'arrêt attaqué déclare que les faits d'immixtion constatés à la charge du défendeur éventuel sont trop peu importants pour l'avoir rendu responsable de la totalité du passif de la société;

Attendu qu'en ce qui concerne la lettre adressée au demandeur à la date du 8 juillet 1889, elle ne se rapportait, suivant la prétention de Terrasson, qu'à des engagements particuliers dont George n'était point bénéficiaire et ne pouvait se prévaloir; mais que ce document, dût-il être interprété comme relatant de la part dudit Terrasson des actes de gestion tels que les prévoit l'art. 27, la valeur probante de l'aveu extrajudiciaire, tiré d'un écrit qui n'était pas destiné à en faire foi, ne s'impose pas aux juges, qui peuvent toujours y faire échec par des présomptions contraires;

Attendu que la cour d'appel a reconnu, d'après des circonstances souverainement appréciées par elle, que si le demandeur s'était fait le banquier de la Société, ce n'était point parce qu'il croyait avoir à compter éventuellement sur la garantie de Terrasson; qu'en cet état, la responsabilité de celui-ci ne résultait pas nécessairement de l'art. 28, et qu'en le relaxant des poursuites exercées contre lui, la décision attaquée n'a point violé les dispositions légales visées dans la requête;

Rejette le pourvoi formé par le sieur George contre l'arrêt de la Cour de Dijon du 10 juillet 1900.

MM. COTELLE rapp.; MELCOT av. gén. — Me DEFERT av.

Note. — I. — Sur le premier point : La solution est conforme au texte comme à l'esprit de l'art. 28 C. com., desquels il résulte, en effet, que le législateur a entendu établir, comme le fait observer notamment M. Ruben de Couder (Dict. de dr. comm., industr. et marit., v° Société en commandite, n° 401), « deux sortes de responsabilités contre le commanditaire, qui s'est immiscé dans la gestion de la société : l'une *forcée*, pour les dettes et engagements de la société qui dérivent des actes de gestion faits par le commanditaire; l'autre *facultative*, pour la totalité ou une partie seulement des engagements de toute espèce de la société ». Et c'est à bon droit que la Cour de cassation, partant de ce principe, reconnaît que les juges du fond ont un pouvoir souverain pour déterminer dans quelle mesure il convient de faire peser, le cas échéant, cette seconde sanction sur le commanditaire, en ayant égard aux circonstances de son immixtion. *Sic* : Pont, Sociétés civiles et commerciales, n° 1471; Lyon-Caen et Renault, Précis de dr. com., t. II, n°s 502 et 503; Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Sociétés, n° 414.

II. — Sur le deuxième point : Solution certaine : V. Aubry et Rau, t. VIII, § 752, texte et notes 41 et 42, p. 180.

COUR D'APPEL DE PARIS (1re CH.)

11 janvier 1900.

Présidence de M. Lefebvre de Viefville.

DIVORCE. — POINT DE DÉPART DE L'INSTANCE. — ALIÉNÉS. — LOI DU 30 JUIN 1838 ART. 33. — MANDATAIRE « AD LITEM ».

L'instance en divorce ou en séparation de corps ne peut être considérée comme réellement engagée que lorsqu'à défaut de conciliation le juge a rendu une ordonnance permettant au demandeur de citer devant le tribunal.

En conséquence, l'individu non interdit et placé dans un établissement d'aliénés qui, avant son internement, a adressé une requête à fin de conciliation au président de son siège, n'est pas autorisé à solliciter la nomination d'un mandataire ad litem *pour suivre, durant son*

internement, l'instance en séparation de corps qu'il veut intenter contre son conjoint, étant donné d'ailleurs que l'art. 238 C. civ. exige en termes formels la comparution des parties en personne lors de la tentative de conciliation.

Dame Bouché c. Bouché.

Le Tribunal de première instance de Bar-sur-Seine avait rendu, le 9 octobre 1899, le jugement suivant :

« Attendu que l'art. 33 de la loi de 1838 pose comme principe « que le tribunal, sur la de- « mande de l'administrateur provisoire, désignera « un mandataire spécial à l'effet de représenter en « justice tout individu non interdit et placé ou « retenu dans un établissement d'aliénés, qui se- « rait engagé dans une contestation judiciaire au « moment du placement ou contre lequel une « action serait intentée postérieurement; »

« Attendu que le but de cette loi a été de protéger l'individu qui, avant son internement, avait manifestement, et alors qu'il était sain -d'esprit, engagé une contestation judiciaire; qu'elle n'a pas voulu que, par suite de son placement dans une maison d'aliénés, toute instance formée par lui en pleine connaissance de cause tombât d'elle-même;

« Attendu que, dans ces conditions, il faut, pour que le tribunal puisse nommer un administrateur *ad litem* chargé de continuer un procès engagé, qu'il ait la certitude que l'individu en question a formé son instance alors qu'il avait toute sa liberté d'esprit;

« Attendu qu'il est de jurisprudence que la désignation d'un mandataire *ad litem* peut avoir lieu pour toute contestation judiciaire;

« Attendu, en fait, que la veuve Bouché, actuellement placée dans une maison de santé, a, avant son internement, fait présenter, le 31 juillet dernier, au président de ce siège, un erequête tendant à former une action en séparation de corps et à être autorisée à faire citer son mari en conciliation devant ledit magistrat ;

« Attendu qu'il résulte des certificats communiqués que la dame Bouché est depuis longtemps malade d'esprit ; qu'il n'est pas justifié qu'en apposant sa signature sur ladite requête, la dame Bouché ait en parfaite connaissance engagé son action ; que le tribunal ne peut donc pas, alors qu'elle n'a pas encore comparu en conciliation et en personne, nommer un administrateur *ad litem* sans savoir si réellement ladite dame avait l'intention de former cette action ;

« Attendu, en droit, que, pour répondre au vœu de la loi de 1838, il faut que l'instance en séparation de corps ait été « réellement engagée » ; qu'elle ne doit être considérée ainsi qu'à partir du jour où les époux sont appelés en conciliation devant le président, puisqu'à cette époque, soit que l'époux demandeur ne comparaisse pas, soit que les parties se concilient, il n'y a plus d'instance ; que c'est à cette comparution en personne que le demandeur pourra faire connaître son intention formelle de suivre sur son action ; que c'est enfin après avoir tenté de concilier les parties que ledit magistrat rend une ordonnance permettant au demandeur de citer devant le tribunal et autorisant la femme à faire toutes procédures pour la conservation de ses droits et à ester en justice jusqu'à la fin de l'instance ;

« Attendu que cette interprétation découle des termes formels de l'art. 238 §§ 1er et 4 de la loi du 18 avril 1886 ;

« Attendu que cet article, spécial au divorce, est également applicable à la séparation de corps (art. 307 C. civ.) ; qu'il oblige le demandeur à comparaître en personne en conciliation pour qu'il puisse être suivi sur cette action ;

« Attendu que la loi de 1886, postérieure à la loi sur les aliénés, pose une exception à cette règle générale en disant dans son art. 307 *in fine* que le tuteur de la personne interdite judiciairement pourra présenter la requête et suivre l'instance à fin de séparation après avoir obtenu l'autorisation du conseil de famille ;

« Attendu que si le législateur n'a pas voulu permettre au tuteur de l'interdit d'engager une action aussi grave sans prendre l'avis du conseil de famille, il paraît difficile de pouvoir permettre à un administrateur *ad litem* de suivre une semblable procédure sans que l'individu placé dans une maison de santé ait, avant son internement, manifesté clairement et sans aucun doute son intention d'intenter semblable instance ; qu'enfin l'art. 307 *in fine* est une exception à la règle générale prévue par l'art. 238, de la comparution personnelle de l'époux demandeur ; qu'il est de principe qu'une exception est limitative ;

« Par ces motifs,

« Dit n'y avoir lieu à nommer un administrateur *ad litem* à la dame Bouché. »

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Statuant à l'audience publique, sur l'appel interjeté par Leclerc ès nom, d'un jugement du Tribunal civil de Bar-sur-Seine du 9 novembre 1899 ;

Considérant, en fait, que la dame Defrance, épouse Bouché, a, par requête du 31 juillet 1899, demandé

l'autorisation de faire citer son mari à comparaître devant le président du Tribunal civil de Bar-sur-Seine pour être entendue contradictoirement avec elle sur la demande en séparation de corps qu'elle voulait former ; que, peu de jours après la requête, la dame Defrance a dû être internée dans un établissement public d'aliénés et que la comparution n'a pas encore eu lieu ;

Considérant que ladite dame sollicite la nomination d'un mandataire *ad litem* pour continuer durant son internement l'instance en séparation de corps qu'elle veut poursuivre contre son mari ;

Considérant que cette demande ne peut être accueillie ; qu'à la vérité, l'art. 33 de la loi du 30 juin 1838 autorise la désignation d'un mandataire spécial à l'effet de représenter en justice tout individu, non interdit et placé dans un établissement d'aliénés, lequel est engagé dans une contestation judiciaire au moment du placement; mais que tel n'est pas le cas de la requérante ; qu'en effet l'instance en séparation de corps ne peut être considérée comme réellement engagée que lorsqu'à défaut de conciliation le juge a prononcé par ordonnance permettant au demandeur de citer devant le tribunal ;

Considérant, d'ailleurs, que, des termes formels de l'art. 238 C. civ. qui exige que le juge entende les parties en personne, il résulte qu'elles ne peuvent se faire représenter par un mandataire dans le préliminaire de conciliation ;

Par ces motifs,

Dit n'y avoir lieu à faire droit à la requête et de nommer un mandataire *ad litem* à la dame Defrance.

M. JACOMY av. gén.

Note. — La question de savoir à partir de quelle époque l'instance en divorce ou en séparation de corps doit être tenue pour introduite est très controversée, en doctrine aussi bien qu'en jurisprudence.

D'après un premier système, le débat est lié seulement par l'exploit d'ajournement adressé au défendeur, délivré postérieurement au préliminaire de conciliation, en vertu de la deuxième ordonnance du président, et contenant la constitution de l'avoué du demandeur, l'objet de la demande, l'exposé sommaire des moyens et l'indication du tribunal qui doit connaître de la demande. Ce système se fonde à la fois sur le caractère du préliminaire de conciliation qui a pour but d'empêcher l'instance de naître, et sur le texte de l'art. 238 C. civ. qui a eu en vue, ainsi que le prouvent d'ailleurs les travaux préparatoires, de faciliter un rapprochement entre les époux, avant que le procès soit réellement engagé. Et à l'objection qui consiste à dire que le président, ayant pouvoir d'édicter des mesures exécutoires par provision, relativement à la résidence de la femme, à la garde des enfants mineurs et à la pension alimentaire, fait non seulement acte de conciliation, mais aussi acte de juridiction, ce système répond que les décisions intervenues de ce chef ne concernent pas le fond de l'instance et ne peuvent, dès lors, être invoquées à son encontre. En ce sens Pand. fr., v° Divorce, n° 1328; Le Senne. Tr. Sépar. corps, n° 82; Curet, Cod. div. et Sépar. corps, n° 129; Trib. civ. Pontoise 7 novembre 1887 (J. dr. int. privé 1890, p. 884); Trib. civ. Lyon 7 mars 1889 (Mon. jud. Lyon 1er juillet 1889); Trib. civ. Seine 29 décembre 1890 (Pand. fr. pér. 92.2.85); Trib. civ. Seine 16 mars 1893 (Gaz. Pal. T, Q. 92-97, v° Divorce, n° 252).

D'après un second système, l'instance doit être tenue pour liée dès avant l'exploit introductif d'instance. Le préliminaire de conciliation a, dit on, un caractère tout différent de celui qui précède généralement les demandes soumises aux tribunaux de première instance : 1° le soin d'y procéder est confié au membre le plus élevé du tribunal, non à un juge de paix; 2° il s'en distingue par la manière de l'introduire et par les pouvoirs du magistrat compétent. « La mission conférée par la loi au président devant lequel doivent comparaître les époux se différencie profondément de celle du magistrat chargé en matière ordinaire de tenter la conciliation entre les parties; le président fait non seulement acte de conciliation, mais aussi acte de juridiction ; les décisions qu'il rend en cette dernière qualité, quoique ayant le caractère provisoire, portent sur des questions du plus haut intérêt, affectant la puissance maritale, la puissance maternelle ou la fortune du mari » : Paris 5 février 1889 (S. 89.2.30). V. en ce sens : Cass. 8 décembre 1880 (S. 82.1.103 — D. 81.1.260); Paris 5 août 1886 (S. 88.2.55 — D. 87.2.117); Cass. 1er juin 1891 (S. 92.1.129 — D. 93.1.428); Grenoble 2 mai 1891 (S. 93.2.177 — D. 92.2.561); Paris 15 mars 1892 (S. 92.2.72 — D. 93.2.367); Grenoble 17 janvier 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-1897, v° Div., n° 255); Trib. civ. Seine 1er avril 1897 (Gaz. Pal. 97.1., v° Div., n° 36).

Seulement, il y a désaccord entre les partisans de ce second système sur celui des actes composant le préliminaire de conciliation, à partir duquel l'instance doit être considérée comme liée. Tantôt c'est, comme dans l'arrêt recueilli, la seconde ordonnance du président permettant d'assigner, rendue sur la comparution des parties; tantôt la citation à comparaître en conciliation devant le président du tribunal; tantôt enfin la requête au président, laquelle doit être considérée comme ayant tous les caractères d'une demande en justice. « Attendu, dit la Cour suprême, que c'est en sa qualité de membre du tribunal civil que le président reçoit la requête introductive de la demande en séparation de corps ; que cette requête, qui est nécessairement présentée par le ministère d'un avoué, doit, aux termes de l'art. 875 C. pr. civ., contenir les faits sur lesquels la demande en séparation est fondée, et que les pièces à l'appui doivent y être ajoutées ; qu'elle constitue ainsi, du moment où l'époux défendeur en est touché, le premier acte de l'instance soumise à la juridiction du tribunal. » Cass. 1er juin 1891 précité. Cette dernière opinion est adoptée aussi par la majorité des auteurs : Carpentier, n° 37, p. 59; Vraye et Gode, t. Ier, n° 170, p. 181; Coulon, t. IV, p. 100; Garsonnet, note sous Cass. 1er juin 1891, précité.

L'intérêt pratique de la question est considérable à divers points de vue : 1° au point de vue de la détermination de la compétence *ratione personæ* ; 2° à celui du moment auquel le défendeur pourra proposer le déclinatoire d'incompétence *ratione personæ* ; 3° à celui du point de départ de la péremption de l'instance; 4° à celui des effets entre époux du jugement de divorce dûment transcrit.

TRIBUNAL CIVIL DE VERVINS

5 juillet 1900.

Présidence de M. Jeanjean.

VENTE PUBLIQUE DE MEUBLES. — OFFICIERS MINISTÉRIELS COMPÉTENTS. — DROIT POUR LE PROPRIÉTAIRE DE VENDRE AU LIEU QUI LUI CONVIENT. — DÉPLACEMENT CONSEILLÉ PAR UN OFFICIER MINISTÉRIEL DE L'ARRONDISSEMENT VOISIN. — CONCURRENCE DÉLOYALE. — RESPONSABILITÉ.

Si par les lois de leur institution, du 27 ventôse an IX et 28 avril 1816, les commissaires-priseurs ont une compétence générale, à l'exclusion notamment des notaires, pour toutes les ventes de meubles et effets mobiliers, au chef-lieu de leur établissement, ce privilège ne saurait cependant leur conférer aucun droit de suite ou de regard sur les meubles qui se seraient trouvés, à une époque plus ou moins rapprochée de leur vente publique, transportés hors du lieu où ils exercent leur privilège, même sur l'extrême limite de leur circonscription, tout propriétaire de meubles ayant le droit de faire vendre dans l'endroit qui lui convient et par l'officier ministériel de son choix. En conséquence, le notaire qui, s'abritant derrière ces principes, prête son ministère à la vente de meubles déplacés par leur propriétaire en vue de soustraire la vente au commissaire-priseur de l'arrondissement voisin, ne fait qu'user de son droit et n'en doit point compte à celui-ci.

Mais toutes les fois qu'il est établi que le propriétaire des meubles n'a pas agi spontanément, sous sa seule inspiration et a au contraire été décidé par les conseils et les incitations dudit notaire, c'est-à-dire par le fait de celui-ci, qui, ayant fait des démarches personnelles pour se faire attribuer la vente, a pris les dispositions nécessaires pour la rendre possible par son ministère, et imaginé notamment le transport du mobilier à vendre sur une commune autre que celle du chef-lieu de l'établissement du commissaire-priseur pour lui soustraire la vente, la responsabilité dudit notaire se trouve engagée vis-à-vis du commissaire-priseur.

Grenier c. Quennouelle.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par le ministère de Quennouelle, notaire à Vervins, il a été procédé : 1° le dimanche 18 juillet 1897, à une heure précise, dans une pâture sise terroir de Thenailles, à proximité de la ferme Wateau, à la vente par adjudication d'un matériel de culture appartenant à M. Wateau de la Denteuse (Vervins); 2° le dimanche 16 juillet 1899, à une heure précise, route de la Bouteille, lieudit « la Briqueterie Hiblot », à la vente d'un matériel de culture appartenant à M. Quennouelle, cultivateur à Vervins ;

Attendu que Grenier, commissaire-priseur à Vervins, se prétendant lésé par ces deux ventes qu'il considère comme opérées en fraude de son privilège, a, suivant exploit de Baudry, huissier à Vervins, du 5 octobre 1899, enregistré, assigné le notaire Quennouelle en 4,000 francs de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé;

En fait :

Attendu qu'il est constant, reconnu par le notaire Quennouelle lui-même, et attesté au besoin par les certificats délivrés à ce dernier par les vendeurs, certificats dont enregistrement est ordonné, que c'est sans intérêt aucun pour la vente et dans le but unique de soustraire celle-ci à la compétence du commissaire-priseur afin de procurer, pour des raisons de reconnaissance, d'amitié, de parenté, ou autres, au notaire Quennouelle le bénéfice de ces ventes, que les mobiliers vendus ont été déplacés des lieux où ils reposaient originairement pour être transportés sur les territoires de Thenailles ou de Fontaine, au moment même de l'adjudication et pour permettre leur adjudication par ledit notaire;

En droit :

Attendu que si, par les lois de leur institution, du 27 ventôse an IX et 28 avril 1816, les commissaires-priseurs ont une compétence générale, à l'exclusion notamment des notaires, pour toutes les ventes de meubles et effets mobiliers, au chef-lieu de leur établissement, ce privilège ne saurait cependant leur conférer aucun droit de suite ou de regard sur les meubles qui se seraient trouvés, à une époque plus ou moins rapprochée de leur vente publique, transportés hors du lieu où ils exercent leur privilège, même sur l'extrême limite de leur circonscription ; que tout propriétaire de meubles tient, en effet, et comme conséquence du principe posé dans l'art. 544 C. civ. de la loi, le droit incontestable et absolu de faire vendre les objets mobiliers qui lui appartiennent dans l'endroit qui lui convient et par l'officier ministériel de son choix, sans être tenu de déduire les motifs plus ou moins légitimes et sérieux de sa détermination;

Attendu que le notaire Quennouelle, s'abritant derrière ces principes, soutient qu'en prêtant son ministère aux propriétaires pour des actes parfaitement licites, il n'a fait qu'user de son droit et d'un droit qui lui est conféré par des prescriptions d'un ordre public, et que, partant, il n'en doit aucun compte à Grenier ;

Mais attendu qu'à côté de ce principe, la libre disposition de sa chose par le propriétaire, et comme tempérament indispensable, une jurisprudence unanime et constante en a posé un autre, non moins

certain, celui de la responsabilité de l'officier ministériel vendeur, applicable toutes les fois qu'il est établi que le propriétaire n'a pas agi spontanément, sous sa seule inspiration, et a, au contraire, été décidé par les conseils et les incitations, c'est-à-dire par le fait de l'officier ministériel qui, ayant fait des démarches personnelles pour se faire attribuer la vente, a, de toute évidence, pris les dispositions nécessaires pour la rendre possible par son ministère, et imaginé notamment le transport du mobilier à vendre sur une commune autre que celle du chef-lieu de l'établissement du commissaire-priseur, moyen, détourné assurément et infaillible, de soustraire la vente au monopole de ce dernier (arguments par *a contrario* tirés des arrêts combinés des Cours de Dijon du 21 novembre 1850, de Rouen du 6 novembre 1860 et de Nancy du 20 novembre 1888 — V. également Dutruc, Journal des huissiers);

Attendu que c'est au nom précisément de ce principe, consacré par la jurisprudence et la doctrine, que Grenier proteste aujourd'hui contre l'atteinte portée à son privilège par les agissements de Quennouelle et lui demande réparation du préjudice que celui-ci lui a causé par les actes de concurrence déloyale auxquels il s'est livré en procédant aux ventes des 18 juillet 1897 et 16 juillet 1899; qu'il lui impute à faute d'avoir recherché lesdites ventes et d'avoir, par des conseils et des incitations, déterminé le propriétaire à transporter sans motif plausible aucun, et même contre leur propre intérêt, les mobiliers vendus sur les territoires de Thenailles et de Fontaine, dans l'unique but, par conséquent, de les soustraire à son monopole, et de s'assurer, au détriment d'un officier ministériel concurrent, un bénéfice sur lequel il n'avait pas pu légitimement compter et auquel il ne pouvait pas loyalement prétendre;

Attendu que la preuve des faits ainsi allégués par Grenier, demandeur, lui incombe assurément; qu'il reconnaît, à la vérité, ne pas pouvoir rapporter la preuve directe d'agissements consistant en sollicitations, démarches et autres actes dolosifs, preuve évidemment toujours difficile, le plus souvent même impossible, la fraude éloignant les témoins au lieu de les attirer et s'enveloppant d'ombre et de mystère, mais prétend la faire résulter indirectement de déductions logiques tirées des faits et circonstances de la cause et de présomptions qui permettront au tribunal d'atteindre cette fraude et de la réprimer; qu'il échet d'examiner ces faits et circonstances du procès;

Attendu qu'une première fois déjà, le notaire Quennouelle avait tenté de vendre, au préjudice du commissaire-priseur Grenier, quatre meules de vivres, récolte 1896, suivant annonces parues dans les journaux de la localité qui fixaient l'adjudication au jeudi 10 juin 1897;

Attendu que le commissaire-priseur Grenier, averti de la vente projetée, revendiqua son privilège auprès du notaire Quennouelle qui ne crut pas devoir passer outre, et pour cause, les quatre meules à adjuger étant demeurées reposées sur le territoire de Vervins où il n'avait incontestablement pas qualité pour les vendre;

Attendu que cette première manifestation de la tendance du notaire Quennouelle à vouloir substituer quand même son ministère à celui du commissaire-priseur ne tarda pas être suivie d'une seconde; que moins d'un mois après, en effet, une nouvelle annonce plus explicite et plus complète que la première, en ce sens qu'elle révélait au public à la requête de quel propriétaire agissait le notaire, fixant au dimanche 18 juillet 1897, la vente par le ministère de Quennouelle d'un matériel de culture appartenant à M. Wateau de la Denteuse (Vervins) le même auquel appartiennent les quatre meules qui avaient été mises en adjudication peu de temps auparavant;

Attendu que les annonces et affiches ajoutaient que la vente aurait lieu dans une pâture, sise terroir de Thenailles, à proximité de la ferme de M. Wateau et que M. Wateau mettait sa ferme à la disposition des amateurs pour y remiser pendant la vente, leurs chevaux et leurs voitures, enfin qu'aucun objet ne serait vendu avant la vente;

Attendu qu'à cette fin, le matériel et les animaux désignés aux affiches, qui, la veille encore de la vente, étaient reposés dans la ferme de la Denteuse, sur le territoire de Vervins, furent transportés, le jour de la vente ou peu de temps avant celle-ci, sur une pâture appartenant à un sieur Rêve, sise terroir de Thenailles, à quelques centaines de mètres de la ferme Wateau; qu'il suffit d'indiquer toutes ces circonstances singulières de cette vente, qui ne sont pas méconnues, et de rappeler que ce déplacement inusité et sans intérêt aucun pour la vente de tous ces objets mobiliers n'a été opéré que pour soustraire l'adjudication au privilège du commissaire-priseur, pour demeurer convaincu que toute cette mise en scène, plutôt onéreuse pour le propriétaire, est l'œuvre exclusive du notaire Quenouelle, qui seul devait en profiter; que c'est le cas d'appliquer, sans craindre de se tromper, la maxime toujours si juste: *Is fecit cui prosest;*

Attendu que Grenier, également averti de cette vente, fit, tant auprès de Wateau que de Quennouelle, des démarches inutiles pour sauvegarder ses droits méconnus; qu'il protesta même, par exploit de Pommery, huissier à Vervins, en date du 17 juillet 1897, enregistré, contre la vente projetée; mais que le notaire Quennouelle passa outre à l'adjudication et encaissa les honoraires; que cette fois, le notaire, mieux instruit par les événements, avait pris ses précautions; que les meubles n'étaient plus sur le territoire de Vervins et qu'il pouvait instrumenter, pensait-il, avec sécurité;

En ce qui concerne la vente Quennouelle :

Attendu que cette vente a été annoncée au public par des affiches et des insertions parues dans quatre journaux de la région qui fixaient au dimanche 16 juillet 1899, à une heure précise, la vente d'un

matériel de culture appartenant à M. Quennouelle, cultivateur à Vervins; que ces insertions et affiches faisaient connaître que la vente serait effectuée, route de la Bouteille, lieudit la briqueterie Hiblot, avec, régissant toute l'insertion, la mention de réunion à la ferme de M. Quennouelle, cultivateur; qu'il appert d'un procès-verbal de constat de Baudry, huissier à Vervins, du 17 juillet 1899, enregistré, que les animaux et le matériel mis en vente reposaient sur le territoire de Vervins dans la ferme du sieur Quennouelle, et qu'ils n'ont été déplacés que dans la matinée et même que quelques-uns d'entre eux ne sont arrivés sur les lieux de la vente qu'après deux heures, bien que l'adjudication fût fixée à une heure précise;

Attendu que, de plus, la vente annoncée comme devant se faire au lieudit la Briqueterie Hiblot s'est effectuée en réalité sur la pâture Monpetit, le choix de la briqueterie Hiblot qui est à cheval sur les deux territoires de Vervins et de Fontaine, n'ayant pas paru au dernier moment et à cause même de sa situation, présenter toutes les garanties suffisantes; qu'enfin, le notaire Quennouelle s'est rendu à la ferme du vendeur qui, à la vérité, est un certain endroit indiqué pour la réunion des amateurs avant de se transporter sur les lieux; qu'en présence de toutes ces précautions, que seul un homme ayant une certaine pratique des affaires pouvait conseiller de prendre, il est permis de conclure avec non moins d'assurance que, comme pour la vente Watteau, c'est bien le notaire Quennouelle qui a réglé les détails de la vente Quennouelle et provoqué un déplacement d'objets mobiliers plutôt onéreux pour le vendeur, mais qui était nécessaire pour lui permettre de se procurer, au détriment d'un officier ministériel concurrent, le bénéfice d'une vente qui, sans cette mesure, lui aurait échappé;

Attendu que le notaire Quennouelle avait tellement bien, d'ailleurs, la direction de cette vente, qu'il a mis en adjudication trois chevaux appartenant à des tiers, et qu'il a présentés comme faisant partie du matériel de culture de la ferme;

Attendu que le notaire Quennouelle comprend si bien l'importance et la gravité de toutes ces présomptions d'où découle la preuve de ses agissements, qu'il s'est fait délivrer, pour sa justification, deux certificats émanant de ses clients, Wateau et Quennouelle; mais que ces attestations, dont le caractère de complaisance éclate, données à la veille des plaidoiries et pour les besoins de la cause, d'une utilité contestable comme ne faisant que confirmer ce qui ressortait plus que surabondamment de tous les faits et circonstances, à savoir que le transport des matériaux de culture à vendre n'a été fait sur les territoires de Thenailles et de Fontaine que dans le but d'en faire opérer la vente par le notaire Quennouelle ne disent pas, et pour cause, par qui a été conseillé ce moyen détourné de faire échec aux droits du commissaire-priseur, ni qui a arrêté les détails de sa mise à exécution; qu'il n'est pas permis de supposer que ce moyen ait été imaginé par Wateau et Quennouelle, plus compétents sans doute dans les choses de la culture qu'au courant de pareilles substilités; mais qu'il est plus naturel d'admettre qu'ayant à faire la vente de leur matériel de culture, ils sont allés trouver Quennouelle, leur notaire habituel, lui demandant de s'en charger, dans la croyance qu'il avait qualité pour la réaliser;

Attendu que Quennouelle ainsi interpellé par ses clients, et c'est en ce sens que ceux-ci peuvent déclarer qu'il n'a pas sollicité ces ventes, au lieu de le renvoyer au commissaire-priseur Grenier compétent, a avisé avec eux au moyen de soustraire au monopole de ce dernier ces ventes qui, en somme, devaient être lucratives, et a imaginé le déplacement d'objets mobiliers que l'on sait qui ne devait profiter qu'à lui seul; que Quennouelle, il est vrai, déclare, en dernière analyse, que si Me Quennouelle, son parent, n'eût pas été en fonctions, cette vente n'aurait pas été effectuée par le commissaire-priseur, mais par un autre notaire de Vervins;

Attendu que le tribunal n'a pas à rechercher les motifs de l'animosité de Quennouelle à l'encontre de Grenier; mais qu'il connaît assez les autres notaires de Vervins pour n'attacher aucun crédit à l'injure toute gratuite que Quennouelle fait à leur délicatesse et à leur loyauté, en les supposant capables de se prêter à la satisfaction de ses rancunes, comme s'ils avaient été surpris déjà, quoique anciens dans leurs fonctions, cherchant à léser l'intérêt, qu'ils savent non moins respectable que le leur, d'un autre officier ministériel concurrent; qu'ils sont, au contraire, de ces officiers ministériels, et ils sont heureusement la règle, ainsi que le démontre le peu de décisions en cette matière, qui estiment que les lois constituant ces monopoles sont des lois d'ordre public, et qu'il n'est pas permis d'y faire échec à moins qu'il ne soit justifié d'un intérêt vraiment sérieux et légitime;

Mais attendu qu'on ne saurait admettre, sans ruiner du même coup ces monopoles, qu'il soit loisible de les méconnaître pour des motifs aussi peu plausibles que ceux invoqués par le notaire Quennouelle pour sa justication; qn'il n'est pas un officier ministériel, en effet, qui ne puisse se dérober au compte qui lui est demandé à l'occasion de pareilles actes s'il lui suffit d'alléguer, même avec certificats à l'appui, que c'est un client qui les lui a fait faire par camaraderie, parenté ou reconnaissance;

Et attendu que de tous les faits et circonstances de la cause, et sans qu'il soit besoin de s'arrêter, comme surabondante, à l'offre de preuve proposée, il résulte suffisamment pour le tribunal, que si le notaire Quennouelle n'a pas sollicité les ventes des 18 juillet 1897 et 16 juillet 1899, ainsi qu'il s'en défend, il les a facilement acceptées, et que c'est sur ses conseils et sur ses incitations, dans son intérêt exclusif, que les meubles, qui ont fait l'objet de ces ventes, ont été transportés hors du territoire de la commune de Vervins dans l'unique but de faire échec aux droits du commissaire-priseur Grenier; que

cette preuve ne découle, il est vrai, que de déductions logiques; mais qu'exiger de Grenier ou de tout autre officier ministériel lésé, une autre preuve que celle résultant des présomptions serait, le plus souvent, rendre son recours illusoire, la fraude ne laisgénéralement pas de traces après elle;

Attendu que par ses agissements qui le constituent en faute aux termes de l'art. 1382 C. civ., le notaire Quennouelle a causé au commissaire-priseur Grenier un préjudice dont il lui doit réparation; que le tribunal possède les éléments suffisants pour affirmer l'existence de ce préjudice qui est de 6 0/0, que Grenier aurait perçus sur la totalité des prix produits par les ventes des 18 juillet 1897 et 16 juillet 1899 suivant procès-verbaux du notaire;

Attendu qu'il n'existe pas d'autre cause de préjudice; que toute somme réclamée au delà de cet honoraire n'est pas justifiée et doit être repoussée;

Par ces motifs,

Condamne le notaire Quennouelle à payer au commissaire-priseur la somme de 1825 fr. 86, montant des honoraires à 6 0/0 que celui-ci aurait perçus sur la totalité des prix produits par les ventes des 18 juillet 1897 et 16 juillet 1899;

Déboute les parties du surplus de leurs demandes, fins et conclusions, tant principales que subsidiaires;

Condamne Quennouelle en tous les dépens.

Note.— On reconnaît généralement que le commissaire-priseur du lieu où se trouvent des meubles, ne peut se plaindre que leur propriétaire les envoie dans un autre endroit pour les faire vendre par un autre officier ministériel de son choix : Trib. civ. Saint-Omer 11 janvier 1856 (Journ. des commiss.-priseurs, 1856, p. 241); Rouen 6 novembre 1860 (*Ibid.*, 1861, p. 161); Dijon 21 novembre 1852 (*Ibid.*, 1852, p. 112); *Sic* : Chauveau, Dissert. au journ des Huissiers, t. XXXII, p. 231, Constant, n° 315.

Mais il en est autrement si l'officier qui a procédé avait usé de moyens illicites ou détournés pour attirer les meubles hors de la résidence du commissaire-priseur et s'en faire attribuer la vente; ce serait là, en effet, un acte de concurrence déloyale qui, sans avoir ponr effet de rendre la vente nulle, puisque l'officier qui l'a réalisée avait qualité eu égard à la situation des biens lors de l'adjudication, engagerait du moins la responsabilité de cet officier public vis-à-vis du commissaire-priseur ainsi évincé : Rouen 6 novembre 1860 précité; Nancy 20 novembre 1888 (Journ. des commiss.-priseurs, 1889, p. 29); *Sic* : Le Hir, Journ. des commiss.-priseurs. 1802, p. 33; Constant, n° 315; Dalloz, Supp. au Rép., v° Vente publique de meubles, n°s 40 et suiv.

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX (1re Ch.)

30 avril 1900.

Présidence de M. Quercy.

LEGS-LÉGATAIRE. — LÉGATAIRE FAIT JUGE DE LA CONSERVATION OU DESTRUCTION DE CERTAINS PAPIERS. — HÉRITIER RÉSERVATAIRE. — OBLIGATION DE DÉLIVRANCE. — PARTICIPATION AU PROFIT DE LA PUBLICATION ÉVENTUELLE DES PAPIERS.

Un héritier réservataire ne peut subordonner la délivrance d'un legs à la condition que la valeur des objets compris dans ce legs soit, au résultat d'une estimation, jugée inférieure à la quotité disponible, alors que, aux termes mêmes du testament, le légataire a été fait juge du point de savoir si ces objets, en l'espèce, des notes, manuscrits littéraires et dessins, devaient, dans l'intérêt même de la mémoire du testateur, être conservés ou détruits.

Mais, si ces notes, manuscrits littéraires et dessins sont un jour mis en œuvre et produisent un profit pécuniaire, il appartiendra à l'héritier réservataire de participer à ce profit dans la mesure de sa réserve légale.

De Tenet c. Daste Levacher de Boisville.

Le Tribunal,

Attendu que les défendeurs n'opposent aucune contestation générale à l'action en partage de la succession du sieur Daste Levacher de Boisville dont ils sont les héritiers réservataires;

Attendu qu'ils concluent à la vente des objets composant ladite succession;

Mais attendu que ces objets, purement mobiliers, sont commodément partageables en nature;

Attendu que la demanderesse ayaut non seulement la qualité de légataire universelle, mais aussi celle de légataire particulière des notes, manuscrits et dessins laissés par le *de cujus*, a compris dans son action la demande de délivrance de ces dernières choses, auxquelles, d'ailleurs, celle dénie toute valeur autre que celle d'affection;

Attendu que les défendeurs paraissent vouloir ne les délivrer que si, au résultat d'une estimation, leur valeur n'excède pas la quotité disponible; que telle est bien, en effet, la conséquence de leur volonté de licitation;

Mais attendu que la disposition testamentaire qui en a été faite comprend expressément attribution du droit de les conserver ou de les brûler au gré de la légataire; que, ainsi, celle-ci a été faite juge du point de savoir si la sauvegarde de la réputation littéraire du testateur commande leur mise en œuvre ou leur destruction; qu'aucun texte de loi ni aucun principe juridique ne permettent de faire échec à cette attribution; que, en effet, s'agirait-il de choses ayant dès à présent une valeur en leur état actuel, le *de cujus* aurait pu, sans doute, sacrifiant l'intérêt pécuniaire de ses successeurs, en ordonner ferme la mise à néant après sa mort s'il les eût définitivement considérées comme compromettantes pour sa mémoire, c'est-à-dire nuisibles à cet intérêt moral qui lui devait survivre et qui est éminemment respectable; que, par suite, il

a pu de même déléguer le soin de prendre à ce sujet la décision qui conviendrait et que, dans ces conditions, il y a lieu d'accueillir la prétention de la demanderesse, en réservant seulement aux défendeurs, pour le cas où cette solution serait suivie, non de la destruction, mais de la mise en œuvre, la faculté de s'en faire remettre le profit dans la mesure où il entrerait dans leur réserve légale ;

Par ces motifs,

Ordonne le partage en nature de la succession purement mobilière du sieur Daste Levacher de Boisville ;

Commet M. Quercy, président, à la surveillance des opérations de Me Motelay, notaire à Bordeaux, à l'estimation et à la liquidation ;

Dit que les notes, manuscrits et dessins laissés par le *de cujus* ne devront pas figurer en ce double travail et devront être délivrés à la demanderesse ; les lui délivre en tant que de besoin, à charge pour elle d'en faire dresser un état non estimatif par le notaire susdésigné ;

Réserve aux défendeurs tous droits résultant de leur qualité d'héritiers réservataires pour le cas où un profit pécuniaire serait tiré par la demanderesse de ces notes, manuscrits et dessins ; fait masse des dépens pour être supportés à concurrence de moitié par chacune des parties conformément à la vocation héréditaire, avec distraction des dépens au profit de Mes Dupuy et Bouissou avoués en cause.

M. Matignon subst. proc. Rép. — Me Barrère av.

Note. — La solution ne paraît pas contestable. Par suite de la clause litigieuse, l'héritier réservataire était propriétaire des papiers du défunt, sous la condition suspensive de leur conservation, qualité qui lui interdisait de se refuser à en opérer la délivrance au légataire. Mais, d'autre part, devenant propriétaire pur et simple, si cette condition venait à se réaliser, on ne pouvait lui dénier l'exercice de son droit héréditaire, dans la mesure, bien entendu, de sa réserve. Le jugement recueilli, en appliquant cette distinction, nous semble donc avoir décidé conformément aux principes. Jugé, dans une hypothèse voisine, que lorsque des tiers ont reçu du défunt mandat de trier les papiers de sa succession et de détruire ceux qui leur paraîtraient inutiles, un héritier réservataire est sans droit pour s'opposer à l'exécution de cette clause du testament : Orléans 10 juillet 1885 (Gaz. Pal. 85.2.357) et sur pourvoi ; Cass. 26 janvier 1886 (Gaz. Pal. 86.1.368). Jugé dans le même sens : Cass. 11 juin 1890 (Gaz. Pal. 90.2.46).

299

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

21 mai 1900.

Présidence de M. Tanon.

PRESCRIPTION CIVILE. — CRÉANCIER. — IMPOSSIBILITÉ D'AGIR. — CRÉANCE NON EXIGIBLE. — PRODIGUE. — CONSEIL JUDICIAIRE. — ENGAGEMENTS. — NULLITÉ RELATIVE. — RESTITUTION. — POINT DE DÉPART DE LA PRESCRIPTION.

La prescription ne court point contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir, par suite d'un empêchement quelconque résultant, soit de la loi, soit de la convention ou de la force majeure.

Spécialement, la prescription ne court pas contre le créancier, qui est convenu de ne pouvoir exiger paiement que quand le débiteur aura recueilli la succession de telle personne désignée, qui ne peut lui manquer, tant que cette succession n'est pas ouverte.

De même, les personnes capables de s'obliger ne pouvant opposer à un prodigue, pourvu d'un conseil judiciaire, avec lequel elles ont traité sans l'assistance de ce conseil, son incapacité, et d'autre part, les actes ainsi passés par le prodigue produisant leurs effets légaux tant qu'ils n'ont pas été annulés, la prescription du droit qu'ont ces personnes, envers lesquelles le prodigue s'est obligé dans ces conditions, de lui réclamer, dans les termes de l'art. 1312 C. civ., les sommes qui ont tourné à son profit, ne court contre elles qu'à partir du moment où l'obligé a été admis à se faire restituer contre ses engagements.

O'Mahony c. consorts d'Aboville.

Le sieur O'Mahony s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Orléans, en date du 21 avril 1898, rendu à son préjudice au profit des consorts d'Aboville et rapporté Gaz. Pal. 98.1.654).

Il a formulé à l'appui de son pourvoi le moyen suivant :

« Violation des art. 502, 513, 1304, 1312, 1372, 1895, 2257 et 2262 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, et contradiction de motifs, en ce que l'arrêt attaqué prononçant la nullité de l'emprunt contracté par un prodigue sans l'assistance de son conseil judiciaire, a fait cependant revivre ce contrat quant au terme du remboursement pour ne faire partir que de ce terme la prescription de l'action *de in rem verso* qu'il attribuait aux prêteurs ; alors, d'une part, que la nullité prononcée d'un contrat l'anéantit d'une façon absolue, que toute action se prescrit par trente ans et que les paiements qui servaient de base à l'action *de in rem verso*, avaient été effectués antérieurement au terme précité et plus de trente ans avant l'action en justice, et alors, d'autre part, que l'arrêt attaqué admettant tout à la fois la nullité et l'existence du contrat de prêt, contient des motifs contradictoires, et, par suite, n'est pas légalement motivé ».

La Chambre des requêtes a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur l'unique moyen pris de la violation des art. 502, 503, 1304, 1312, 1372, 1895, 2257 et 2262 C. civ. ainsi que de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu, en droit, que la prescription ne court point contre celui qui est dans l'impossibilité absolue d'agir par suite d'un empêchement quelconque résultant, soit de la loi, soit de la convention ou de la force majeure;

Attendu qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt attaqué, que les divers prêts consentis par les frères d'Aboville à d'Héricourt, pendant les années 1847, 1848, 1849 et 1850, ne devaient être remboursés par celui-ci qu'au moment où il aurait recueilli les héritages qui ne pouvaient lui manquer ; que la succession de la dame Héricourt mère ne s'étant ouverte qu'en 1876, c'est à partir de cette date seulement que devait courir la prescription de l'art. 2262 C. civ., puisque les consorts d'Aboville n'étaient pas en droit d'exiger le remboursement de leur créance avant l'échéance du terme stipulé dans la convention ;

Attendu, il est vrai, que les engagements contractés par d'Héricourt ont été déclarés nuls comme ayant eu lieu sans l'assistance du conseil judiciaire dont il était pourvu ; que néanmoins, l'arrêt décide que, sur 26,000 francs réclamés par d'Aboville frères, 10,983 ont tourné au profit de l'emprunteur, et que le remboursement peut en être exigé en vertu de l'art. 1312 C. civ. ;

Attendu que le demandeur en cassation excipe de l'annulation de l'engagement souscrit par d'Héricourt, son auteur, pour prétendre que la modalité du terme convenu ne saurait survivre à la convention annulée et que, par suite, la prescription doit lui être acquise aussi bien pour les 10,983 francs qui ont tourné au profit de d'Héricourt, que pour le restant de la somme empruntée par l'incapable;

Mais attendu que la nullité de l'art. 502 est une nullité relative qui doit être demandée et prononcée en justice; qu'aux termes de l'art. 1125 C. civ., les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité de l'interdit, ni, à plus forte raison, du prodigue avec lequel elles ont contracté; que les actes passés par le prodigue en dehors de l'assistance de son conseil produisent leurs effets légaux tant qu'ils n'ont pas été annulés, et que, dans l'espèce, le droit des consorts d'Aboville n'a pu être exercé qu'à partir du moment où le prodigue a été admis à se faire restituer contre ses engagements; qu'il est certain, d'ailleurs, que les avances faites à d'Héricourt à titre de fournitures et dépenses d'entretien se confondaient avec l'ensemble du prêt et n'étaient remboursables qu'à l'échéance du terme fixé par les contractants pour la totalité de la créance;

Attendu, enfin, qu'il serait contraire aux principes de la matière qu'une prescription pût courir au profit d'un débiteur pendant le sursis qu'il aurait sollicité et obtenu pour l'exécution de ses obligations ; qu'en décidant, dès lors, que le remboursement demandé par les consorts d'Aboville, en vertu de l'art. 1312 C. civ., devait leur être accordé dans la mesure de ce qui avait tourné au profit d'Héricourt, et en repoussant comme non fondée l'exception de prescription opposée par l'appelant, la Cour d'Orléans, dont l'arrêt est dûment motivé, n'a violé aucun des textes visés au pourvoi ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Orléans du 21 avril 1898.

MM. Alphandéry rapp. ; Melcot av. gén. — Me de Ramel av.

Note. — Ces solutions sont conformes à la doctrine qu'enseignent tous les auteurs. « La règle, d'après laquelle la prescription des actions personnelles commence à courir du jour de la formation de l'obligation, reçoit exception, disent notamment MM. Aubry et Rau, 5e édition, t. II, § 213, p. 484, en ce qui concerne les actions en garantie, les créances conditionnelles et les créances à terme certain ou incertain. La prescription à l'égard de ces actions ou créances ne commence à courir que du jour du trouble, ou de l'accomplissement de la condition, ou de l'échéance du terme ». *Adde* : Laurent, Pr. de dr. civ., t. XXXII, nos 20 et suiv.; Proudhon, Usufruit, t. IV, nos 2140 à 2144.

COUR D'APPEL D'AIX (2e Ch.)

3 août 1900.

Présidence de M. Poutier.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIR. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — CALCUL DU SALAIRE DE BASE. — SALAIRE ANNUEL. — JOURNÉES DE CHÔMAGE.

Le prix de quelques journées de chômage isolé formant au total un mois, résultant soit de causes normales et prévues, telles que le froid ou les intempéries qui interrompent pour quelques jours seulement les travaux d'une profession, soit d'indispositions de peu de durée, inhérentes à l'état de santé habituel de chaque ouvrier, ne doit pas être ajouté aux salaires effectivement touchés par l'ouvrier au cours de l'année écoulée avant l'accident, pour le calcul du salaire de base.

Il n'en serait autrement que si les causes de chômage avaient été imprévues et d'une certaine importance, telles qu'une grève, une maladie grave et prolongée de l'ouvrier.

Sennepin c. veuve Riféro.

La Cour,

Attendu que Riféro travaillait comme ouvrier tailleur de pierres au service de Sennepin lorsqu'il

a péri au cours du travail par accident le 6 novembre 1899:

Attendu que sa veuve, pour elle et au nom de ses enfants mineurs, réclame l'allocation de la pension prévue par la loi du 9 avril 1898 au cas de décès; que les premiers juges ont refusé de prendre pour base du calcul de la pension les salaires effectivement touchés par Riféro durant l'année qui a précédé l'accident;

Attendu que cette somme résultant du semainier de Sennepin, et non contestée, est de 1,675 fr. 20; que si elle ne représente pas la totalité en journées de travail d'une année entière, elle n'en diffère que par quelques journées de chômage isolé, résultant soit de causes normales et prévues, telles que le froid et les intempéries qui interrompent pour quelques jours seulement les travaux de cette profession, soit des indispositions de peu de durée, inhérentes à l'état de santé habituel de chaque ouvrier; que non seulement il n'y a pas lieu pour ce motif d'ajouter le prix des journées manquées aux salaires effectivement touchés, mais qu'en le faisant on substituerait au salaire effectif que la loi a entendu un salaire fictif, en dehors de l'exercice normal de la profession exercée par Riféro;

Attendu qu'il en serait autrement si les causes de chômage avaient été imprévues et de beaucoup plus grande importance, telles qu'une grève, une maladie grave et prolongée de l'ouvrier; mais que rien de pareil ne se présente dans l'espèce; qu'il n'est pas exact de dire qu'on se trouve ici en présence d'un ouvrier ayant travaillé onze mois seulement dans une année; que Riféro a été employé en réalité pendant les douze mois de l'année, bien qu'il ait subi un mois environ de chômage pour des causes normales et prévues; qu'il n'y a lieu, par conséquent, de faire application du paragraphe 3 ni du paragraphe 2 de l'art. 10 de la loi du 9 avril 1898 et que l'espèce reste régie uniquement par le paragraphe 1er de cet article;

Attendu que le salaire servant de base à la fixation de la rente est de 1675, 20..... (sans intérêt);

Par ces motifs,

Réforme le jugement dont est appel;

Donne acte à Sennepin de ce qu'il est prêt à servir à la veuve Riféro, etc., etc.;

Déboute l'intimée de ses fins et conclusions;

Décharge l'appelant des condamnations prononcées par les premiers juges;

Et condamne veuve Riféro en tous les dépens.

M. VUILLIEZ av. gén. — Mes ABRAM et JAUFFRET av.

Note. — La loi n'a pas voulu que l'ouvrier fût lésé par suite d'un chômage indépendant de sa volonté : V. en ce sens Trib. civ. Orléans 14 février 1900 (Franc. jud. 1900. 247); Trib. civ. Laval 2 février 1900 (Franc. jud. 1900.191); Orléans 30 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.434). Il en serait autrement des journées où il aurait chômé volontairement : Trib. civ. Alais 5 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1. 230)

COUR D'APPEL DE BESANÇON (1re CH.)

8 août 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — CALCUL DU SALAIRE DE BASE. — PÉRIODE DE SERVICE MILITAIRE.

Lorsque l'ouvrier ayant dû accomplir une période d'exercice militaire de vingt-huit jours, la durée de son travail a aussi été réduite à onze mois, c'est le cas de recourir aux dispositions du paragraphe 2 de l'art. 10 de la loi du 9 avril 1898 pour fixer le salaire de base, c'est-à-dire qu'il y a lieu d'évaluer son salaire annuel en multipliant par trois cents jours le prix de son salaire moyen.

Rosier c. Larceneux.

LA COUR,

Attendu que pour fixer le chiffre de l'indemnité qu'il reconnaît devoir à Larceneux, son ouvrier, blessé à son service, Rosier soutient : 1° que le salaire annuel servant de base au calcul de cette indemnité doit être arrêté à la somme de 1,038 fr. 85; 2° que Larceneux ayant subi l'ablation complète de l'index de la main droite, il convient d'évaluer à 14 0/0 la réduction de sa capacité de travail, et que dès lors, cet ouvrier n'a droit qu'à une rente viagère et rachetable de 73 francs par an;

Mais attendu, tout d'abord, que, si, durant les douze mois écoulés avant l'accident, il est exact de dire que Larceneux n'a touché une rémunération effective que de 1,038 fr. 85, il faut reconnaître qu'au cours de cette année il a dû accomplir une période d'exercice militaire de vingt-huit jours au mois d'octobre 1899; que la durée de son travail a ainsi été réduite à onze mois et que c'est le cas de recourir aux dispositions du paragraphe 2 de l'art. 10 de la loi de 1898 pour fixer le salaire de base;

Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle a procédé M. le juge de paix de Dôle et notamment de la déposition de Rosier fils, que Larceneux est au service de l'appelant depuis dix ans environ; que depuis plusieurs années, la moyenne de son salaire est de 4 fr. 25 par jour; que le nombre de ses journées de travail peut être évalué à trois cent jours par an;

Attendu qu'il échet dès lors de fixer à 1,275 francs le salaire moyen de Larceneux, ainsi que l'ont d'ailleurs justement décidé les premiers juges;

Sur la réduction de la capacité de travail:

Attendu qu'en évaluant à 14 0/0 la réduction du salaire de Larceneux par suite de l'amputation qu'il a subie et en offrant à cet ouvrier une rente viagère et rachetable de 73 francs, l'appelant n'a pas fait une appréciation assez large de la gravité de la blessure et de la gêne permanente qui en sera la conséquence;

qu'il y a donc lieu de rejeter ses offres comme inopérantes et insuffisantes; que la cour trouve dans les documents de la cause les éléments qui lui permettent de décider que cette réduction de salaire s'élève à 20 0/0 ; que Larceneux touchant un salaire annuel de 1,275 a droit à une rente annuelle et viagère égale à 1/2 de la réduction que l'accident fait subir à ce salaire, soit à 127 fr. 50 ;

Attendu que cette rente sera payable par trimestre échu à partir du 11 juin 1900, jour, non contesté, de la consolidation de la blessure; qu'il n'échet au surplus d'examiner si Rosier pourrait convertir cette rente en un paiement de somme d'argent, cette conversion ne pouvant, aux termes de l'art. 21 de la loi de 1898 résulter que du consentement mutuel des parties et Larceneux ne prenant aucune conclusion de ce chef ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel d'un jugement du Tribunal civil de Dôle en date du 5 juillet 1900,

Reçoit en la forme cet appel contre lequel aucune fin de non-recevoir n'est élevé ;

Au fond :

Emendant, réduit à 127 fr. 50 la rente allouée à Larceneux par le jugement entrepris;

Confirme, pour le surplus, ledit jugement et, sur l'insuffisance des offres de Rosier, le condamne aux dépens d'appel ;

Ordonne la restitution de l'amende et dit que ce faisant, etc.

M. ALLAIN subst. proc. gén. — Mes WAREMBOURG (du barreau de Paris) et AMOUDRU (du barreau de Dôle) av.

Note. — L'arrêt recueilli a, à juste titre, à notre sens, décidé que l'on devait tenir compte à l'ouvrier, dans le calcul du salaire de base, d'une période de service militaire exécutée au cours de l'année qui a précédé l'accident. V. en ce sens ; Trib. civ. Valenciennes 17 novembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.115). Mais il n'était peut-être pas nécessaire pour cela de dire que l'on était dans l'hypothèse prévue par le paragraphe 10 de la loi de 1898. Ce paragraphe vise en effet la situation des ouvriers employés depuis moins de douze mois, et telle n'était pas l'hypothèse; et il a été jugé contrairement à l'opinion consacrée par l'arrêt ci-dessus qu'il n'y avait pas lieu de faire l'application du paragraphe 2, mais bien du paragraphe 1er, à l'ouvrier qui, employé depuis quelques années, n'avait touché l'année précédant l'accident que le salaire de onze mois, par suite de chômages résultant de causes normales et prévues, telles que froid et indispositions de peu de durée : Aix 3 août 1900 rapporté ci-dessus.

TRIBUNAL CIVIL DE MONTAUBAN

1er août 1900.

Présidence de M. Nicolas.

AVOUÉS. — CHAMBRE DE DISCIPLINE. — ÉLECTIONS. — CONTESTATION. — COMPÉTENCE DU GARDE DES SCEAUX.

Lorsque la régularité de l'élection des membres de la chambre de discipline d'une compagnie d'avoués est contestée, c'est seulement, et à l'exclusion du tribunal près lequel ces avoués sont institués, au garde des sceaux, investi du pouvoir administratif judiciaire supérieur, qu'il appartient de connaître de cette contestation et de lui donner la solution qu'elle comporte.

Avoués de Montauban.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Me Barthe ayant cessé ses fonctions, l'assemblée générale des avoués près le Tribunal civil de Montauban s'est réunie le 25 mai dernier pour procéder à son remplacement comme membre de la chambre ;

Attendu qu'un premier tour de scrutin donna pour résultat : à Me Jayles 3 voix ; à Me Lahayville 3 voix; qu'il fut procédé immédiatement à deux autres tours de scrutin, qui donnèrent les mêmes résultats et que Me Fournier, qui présidait l'assemblée, proclama Me Jayles membre de la chambre, au bénéfice de l'âge et de l'ancienneté ;

Attendu que Mes Lahayville, Daïsse et Lefebvre ont critiqué cette proclamation, motif pris de ce qu'elle serait contraire à l'art. 14 de l'arrêté du 13 frimaire an IX, qui dispose que la majorité absolue des voix de l'assemblée générale est nécessaire pour la nomination, et ont assigné devant le Tribunal civil de Montauban Mes Fournier, Jayles et Gautié pour entendre annuler comme irrégulière la délibération de l'assemblée générale des avoués sous la présidence dudit Me Fournier ;

Attendu que Mes Fournier, Jayles et Gautié ont soulevé sur cette demande une question d'incompétence et soutiennent que l'instance engagée par les demandeurs, et ayant pour objet de faire prononcer la nullité de la délibération du 25 mai 1900, a été portée à tort devant le tribunal civil, une semblable difficulté ne pouvant être tranchée que par la juridiction de M. le garde des sceaux; qu'il convient, en l'état et avant dire droit au fond sur les prétentions respectives des parties, de statuer sur l'exception soulevée par les défendeurs ;

Attendu que la loi a pris soin de déterminer d'une manière précise les divers cas dans lesquels le Tribunal civil sera appelé à intervenir au sujet des décisions prises par les chambres des avoués et ne leur accorde le droit d'intervention que pour l'homologation des décisions que rendent par forme d'avis les chambres de discipline des avoués dans les cas prévus par l'art. 9 de l'arrêté du 13 frimaire an IX (art. 2 de l'arrêté du 2 thermidor an X) et par les art. 64, 102 et 103 du décret du 30 mars 1808, se rapportant uniquement à des poursuites disciplinaires ;

Attendu que, par suite de ces dispositions, les

pouvoirs des tribunaux civils ont été strictement restreints aux cas prévus par les arrêtés et décrets susvisés, et que ces pouvoirs ne peuvent être étendus à aucune autre matière; que les tribunaux civils ne peuvent donc statuer sur la validité ou la nullité des délibérations prises en assemblée générale ayant trait à des matières autres que les poursuites disciplinaires et notamment à des délibérations relatives à l'élection des membres de la chambre;

Attendu que les officiers ministériels sont nommés par le gouvernement qui les habilite à élire leurs dignitaires et qui leur transmet, par cette voie, l'autorité dont ils sont investis; que si la délégation de cette autorité ne se fait pas régulièrement, les litiges qui peuvent s'élever à ce sujet sont du ressort exclusif du pouvoir administratif judiciaire supérieur; que, par application de ce principe, l'ordonnance du 4 janvier 1843 relative à l'organisation des chambres des notaires à réservé à M. le ministre de la justice le contrôle de toutes les délibérations prises dans les assemblées générales des notaires (art. 28); qu'il en doit être de même pour les délibérations prises dans les assemblées générales des avoués, et spécialement pour celles qui concernent l'élection des membres des chambres de discipline;

Attendu, au surplus, qu'aux termes d'une décision ministérielle en date du 13 avril 1870, il est décidé qu'il appartient au ministre de la justice de prononcer l'annulation pour incompétence ou excès de pouvoir des délibérations prises par les chambres de discipline des officiers ministériels; que cette décision est confirmée expressément par la lettre de M. le garde des sceaux en date du 20 juillet 1900, versée au procès par les demandeurs; que, dans ces conditions, il y a lieu pour le tribunal de donner droit à l'exception soulevée par les défendeurs;

Par ces motifs,

Se déclare incompétent; renvoie MM. Lahayville, Daïsse et Lefebvre à se pourvoir devant telle juridiction que de droit; les condamne aux entiers dépens.

M. Gony subst. — Me Lauraine (du barreau de Saintes) av.

Note. — V. cont. Trib. civ. Pau 15 décembre 1865 (S. 66 2.161). Comp. aussi Trib. civ. Pau 31 décembre 1869, et décision du garde des sceaux 13 avril 1870 (S. 71.2.21). *Adde* dans le même sens : Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Avoué, n° 169; Dalloz, Supp., v° Avoué, n° 91 : Dutruc, Journ. du min. pub., 1865, p. 320.

TRIBUNAL DE PAIX DE LILLE

(IVe ARRONDISSEMENT)

4 juillet 1900.

Présidence de M. Armand Lancien.

SAISIE-ARRÊT. — SALAIRES. — LOI DU 12 JANVIER 1895. — COURTIERS ET PLACIERS. — INAPPLICABILITÉ.

L'art. 1er de la loi du 12 janvier 1895 ne s'applique pas aux courtiers libres ou placiers qui travaillent à la commission, et, par suite, la saisie-arrêt pratiquée en la forme voulue par l'art. 6 de cette loi sur le dixième des commissions que l'un de leurs clients peut et pourra leur devoir, encore bien qu'on les qualifie de salaires dans l'exploit, est de nul effet et doit être invalidée.

Savaete et Demaegenaere c. Dilly et Crapez.

Nous, juge de paix,

Vu la loi du 12 janvier 1895,

Attendu que, par exploit de Lherminez, huissier à Lille, en date du 7 mars dernier, enregistré, Demaegenaere a saisi entre les mains de Crapez le dixième des salaires de Dilly, en vertu d'un jugement du Tribunal de commerce de Lille rendu le 2 mai 1898, enregistré et dont expédition a été dûment visée au greffe de cette justice de paix;

Attendu que, suivant réclamation inscrite au registre spécial du greffe le 2 juillet présent mois, Savaete a fait opposition au paiement du dixième déjà saisi des salaires de Dilly entre les mains de Crapez, en vertu d'un jugement de défaut par nous rendu le 9 mai dernier, enregistré et signifié;

Attendu que Crapez, tiers saisi, déclare qu'il n'avait aucun compte à tenir de ces oppositions; qu'en effet, Dilly n'est et n'a jamais été à son service comme employé, commis ou préposé, qu'il est un simple intermédiaire qui fait des opérations de courtage et travaille à la commission tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre; qu'il ajoute que s'il a dû des commissions à Dilly, il se trouve actuellement son créancier et non son débiteur;

Attendu que les allégations du tiers saisi ne sont ni contestées ni contestables; que la loi du 12 janvier 1895 n'est pas applicable aux courtiers ou placiers qui servent d'intermédiaires aux négociants, ne sont appointés spécialement par aucun patron, et touchent de leurs commettants une rémunération convenue et essentiellement variable pour les ventes ou achats réalisés par leurs soins; que d'ailleurs il ne serait pas possible de déterminer d'une manière précise et certaine le montant annuel du prix de leurs services;

Par ces motifs,

Statuant en premier ressort,

Disons de nul effet la saisie-arrêt et l'opposition ci-dessus énoncées; les invalidons et en prononçons

mainlevée en tant que de besoin; dépens à la charge des créanciers.

Note. — Les mots « salaire, traitement, appointements » dont se sert la loi du 12 janvier 1895 supposent une rémunération destinée à payer des services d'une certaine durée, ceux, dit encore la même loi, des « ouvriers, employés ou gens de service » liés à leur patron par un contrat de louage d'industrie. On ne rencontre pas ces éléments dans les rapports qui interviennent entre les courtiers libres ou placiers et leurs commettants. Les placiers, en effet, ne sont au service d'aucun patron leur accordant, pour une durée déterminée de travail, un salaire déterminé. Leur rôle consiste à procurer à un commerçant ou à un industriel le placement de ses marchandises ou de ses produits et à toucher une rémunération d'ordinaire calculée sur l'importance de l'opération réalisée par leur intermédiaire. Cette entremise s'exerce aujourd'hui au profit d'un commerçant, demain au profit d'un autre; le placier n'a pas de patron attitré. Peut-on, dès lors, dire d'un louage de services de cette nature qu'il est identique à celui de l'ouvrier ou de l'employé consacrant tout ou partie de son industrie à un ou deux patrons déterminés? Evidemment non. Quoique s'employant pour le compte d'autrui, le placier n'en est pas moins un travailleur autonome. *Sic* : Schaffhauser et Chevresson, La saisie-arrêt des gages, salaires, etc., n° 18; et Pabon, Traité de la saisie-arrêt des salaires, n° 40, note 1.

Il n'en serait pas de même, et les commissions devraient être considérées comme un salaire si l'employé qui reçoit ce mode de rémunération travaillait pour le compte d'un patron attitré. A plus forte raison, cette solution devrait-elle être acceptée, si ces commissions s'ajoutaient, pour les parfaire, à des appointements fixes. Jugé en ce sens que, pour apprécier si les appointements d'un employé sont régis par la loi du 12 janvier 1895, au cas où le traitement se compose : 1° d'un appointement fixe 2° de commissions sur les affaires faites par l'employé, il faut rechercher, non pas si, dans l'année, il peut gagner au total plus de 2,000 francs, mais quelle est la portion du traitement fixe à lui payée et le montant des commissions effectivement gagnées par lui à la date de la saisie-arrêt : Trib. civ. Lille 2 mars 1896 (S. 98.2.116 — D. 97.2. 43). Jugé encore en ce sens : Trib. civ. Lyon 20 janvier 1898 (Gaz. Pal. 98.1. v° Saisie-arrêt, n° 52).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

18 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

CHARTE-PARTIE. — RESPONSABILITÉ DU CAPITAINE. — DÉFICIT EN POIDS. — 1° DÉFICIT DE CHARGEMENT. — FIN DE NON-RECEVOIR. — ART. 435 C. COM. INAPPLICABLE. — 2° CLAUSE « POIDS ET QUANTITÉ INCONNUS. » — DÉLIVRANCE DE LA MARCHANDISE. — DÉFICIT. — RÉPARTITION ENTRE LES RÉCEPTIONNAIRES.

1° *Aucune fin de non-recevoir, tirée de l'art. 435 C. com., n'est opposable à l'action intentée par le réceptionnaire contre le capitaine en vue de le faire déclarer responsable d'un déficit n'ayant point le caractère d'un manquant de route, causé par un fait de transport maritime, mais celui d'un déficit de chargement.*

2° *Lorsqu'il s'agit de chargement, dont le poids et les quantités sont déclarés inconnus, le capitaine n'a d'autre obligation à l'arrivée que de livrer aux réclamateurs, au fur et à mesure de la présentation de leurs connaissements, le poids qui s'y trouve mentionné, sans être nullement tenu de s'enquérir, avant toute livraison, du poids effectif du chargement et de proportionner la part de chaque réclamateur d'après le poids réel comparé au poids des connaissements remis.*

Et lorsqu'un règlement intervient, après coup, entre tous les réceptionnaires pour la répartition du déficit, le capitaine n'est pas responsable de l'exécution des obligations, auxquelles peut donner lieu cet accord.

Sanders c. Dewulf Cailleret et fils.

En 1898, le capitaine Sanders avait chargé à Liban pour Dunkerque, une certaine quantité de blé. Les connaissements portaient : « poids et quantités inconnus ». A l'arrivée à Dunkerque, les sieurs Wonsson et C^ie^, Descotes et C^ie^, Goldstuck et C^ie^, et enfin Dewulff, Cailleret et fils, se sont présentés successivement dans l'ordre préindiqué, avec des connaissements fixant les quantités que chacun devait prendre sur le chargement. Les trois premiers porteurs ont reçu intégralement les quantités fixées par leurs connaissements; quant aux derniers : Dewulff, Cailleret et fils, au lieu de 61,500 kilogrammes portés sur leur titre, ils n'ont plus eu que 52,525 kilogrammes, soit un déficit de 8,975 kilogrammes. Ce déficit a donné lieu, à la date du 16 juin 1898, entre les divers ayants droit, à une répartition du manquant.

Pour leur part, Dewulff, Cailleret et fils devaient supporter, dans le manquant général, une perte de 970 kilogaammes. Le règlement de la répartition ayant soulevé des difficultés de la part de l'un des porteurs de connaissements, Wonsson et C^ie^, Dewulff, Cailleret et fils ont refusé de régler le fret leur incombant, s'élevant à 539 f. 10. Le refus a motivé, à la date du 5 août 1898, une assignation du capitaine Sanders à ces consignataires devant le Tribunal de commerce de Dunkerque. Ceux-ci ont répondu par des conclusions reconventionnelles, à la date du 27 septembre de la même année, tendant à faire déclarer le capitaine responsable de la valeur de la quantité de blé délivrée à Wonsson et C^ie^, en plus de celle qui

leur était définitivement attribuée à raison de la répartition du manquant, soit 607 fr. 65.

Le capitaine Sanders a opposé à cette demande reconventionnelle une fin de non-recevoir, tirée de l'art. 435 C. com. Au fond, il a décliné toute responsabilité à raison du déficit de poids ou de la livraison.

Par jugement en date du 4 octobre 1898, le Tribunal de commerce de Dunkerque a repoussé la fin de non-recevoir et accueilli la demande reconventionnelle; il a, en conséquence, condamné le capitaine à payer à Dewulf, Cailleret et fils la somme principale de 68 fr. 65, montant de la différence entre la valeur du blé et le solde du prêt.

Le capitaine Sanders s'est pourvu en cassation de ce jugement, et a formulé, à l'appui de son pourvoi, deux moyens :

« 1° Violation de l'art. 435 C. com., en ce que le jugement attaqué a repoussé à tort la fin de non-recevoir prévue par cet article. »

2° « Violation des art. 1134, 1382 C. civ., 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a déclaré le capitaine responsable dans des conditions contraires à la loi et au connaissement. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué qu'il s'agissait, dans l'espèce, non d'un manquant de route, causé par un fait de transport maritime, mais d'un déficit de chargement, indépendant de toute navigation; que, par suite, l'action intentée par les réceptionnaires contre le capitaine, en vue de le faire déclarer responsable de ce déficit, ne rentre pas dans les termes limitatifs de l'art. 435 C. com.; qu'elle n'est soumise qu'aux déchéances et prescriptions de droit commun;

Rejette le premier moyen;

Mais sur le second moyen :

Vu l'art. 1382 C. civ.;

Attendu que lorsqu'il s'agit de chargement dont les poids et quantités sont déclarés inconnus, le capitaine n'a d'autre obligation, à l'arrivée, que de livrer aux réclamateurs, au fur et à mesure de la présentation de leurs connaissements, le poids qui s'y trouve mentionné; qu'il n'est nullement tenu de s'enquérir, avant toute livraison, du poids effectif du chargement et de proportionner la part de chaque réclamateur d'après le poids réel comparé au poids des connaissements réunis; que, lorsqu'un règlement intervient, après coup, entre tous les réceptionnaires, pour la répartition du déficit, il n'est pas responsable de l'exécution des obligations auxquelles peut donner lieu cet accord;

Attendu qn'en décidant le contraire, et en condamnant le capitaine Sanders à payer à Dewulft, Cailleret et fils la valeur de 2,210 kilogrammes de blé qui, d'après la répartition proportionnelle du déficit de chargement, auraient dû leur être restitués par l'un de leurs coréclamateurs, le jugement attaqué a violé, par fausse application, l'article de loi précité;

Par ces motifs,

Casse,.....

MM. RUBEN DE COUDER rapp.; DESJARDINS av. gén. — Me DE SÉGOGNE av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il ne paraît point douteux que, comme le soutenait le pourvoi, l'art. 435 C. com., qui déclare non recevables toutes actions contre le capitaine pour « dommages arrivés à la marchandise », si elle a été reçue sans protestation, comprend ainsi, par la généralité des expressions « dommages arrivés à la marchandise », tout aussi bien le manquant dans la livraison que le dommage provenant de détérioration. C'est d'ailleurs ce qu'ont reconnu de nombreux arrêts : Cass. 2 et 3 juillet 1877 (S. 78.1.454 — J. du P. 78.1190 — D. 78.1.57); 13 février 1889 (Gaz. Pal. 89.1.378); 25 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.285). *Sic* : Rubende Couder, Dict. de Dr. comm., indust. et marit., v° Capitaine, n° 357; de Valroger, Dr. marit., t. V, n° 2323. Mais le grief, que prétendait se faire le demandeur en cassation, de ce que le jugement attaqué aurait méconnu l'interprétation ci-dessus, était sans portée et la Chambre civile a pu l'écarter sans se mettre en contradiction avec sa jurisprudence antérieure, alors qu'elle relève, en effet, d'après les constatations du juge du fait, que le déficit, cause de la réclamation contre le capitaine était, dans l'espèce, un déficit de chargement, et non pas un déficit provenant d'accident de route, comme cela aurait dû être pour que l'art. 435 invoqué fût applicable.

II. — Sur le deuxième point : Au cas de connaissement, portant mention « poids et quantité inconnus », le capitaine, qui n'a point fait, au point de vue des poids et quantités, le recensement des marchandises chargées à son bord au départ, n'a pas non plus à faire, à l'arrivée, un pareil recensement, pour ensuite faire une répartition de la marchandise recensée, au prorata des poids et quantités portés en leurs connaissements entre les divers réceptionnaires. Cette répartition ne pourrait se faire qu'en présence et avec le concours de tous les réceptionnaires, et si le capitaine devait y procéder dans ces conditions, il suffirait d'une difficulté soulevée par un seul des réceptionnaires contre la répartition proposée pour créer des embarras et entraver le déchargement. L'arrêt ci-dessus reproduit déclare qu'il n'en peut être ainsi et que la répartition déficit, s'il y en a un, à l'arrivée sur les poids et quantités des marchandises totalisés d'après les chiffres indiqués sur les connaissements, dont sont porteurs les différents réceptionnaires, n'est point affaire, en pareil cas, entre le capitaine et les réceptionnaires, mais affaire des réceptionnaires entre eux; le capitaine fait tout son devoir en délivrant les marchandises successivement et tant qu'il y en a, à chaque réeeptionuaire, au fur et à mesure qu'il s'en présente un, au seul vu du connaissement dont celui-ci est porteur, et à concurrence des poids et quantités indiqués audit connaissement. Le déchargement, complètement opéré, si certains

réclamateurs n'ont pas reçu les poids et quantités, que leurs connaissements les autorisaient à se faire livrer, c'est entre tous les réclamateurs, en dehors du capitaine (alors d'ailleurs que le déficit à répartir ne peut lui être imputé à faute) que la question de répartition du déficit doit être alors solutionnée et réglée.

COUR D'APPEL DE PARIS (6e Ch.)

1er août 1900.

Présidence de M. de Boislisle.

NANTISSEMENT. — FONDS DE COMMERCE. — FORMALITÉS NÉCESSAIRES. — INSCRIPTION AU GREFFE. — SIGNIFICATION. — REMISE DU GAGE. — ART. 2075 ET 2076 C. CIV.

Pour constituer valablement en nantissement un fonds de commerce, il ne suffit pas d'opérer au greffe du tribunal de commerce l'inscription prévue par l'art. 2075 § 2 C. civ. (loi du 1er mars 1898), *il faut encore se conformer aux dispositions des art. 2075 § 1er C. civ. relative à la signification du nantissement au débiteur et 2076 C. civ. relative à la remise du gage au créancier gagiste.*

Veuve Alexandre c. syndic faillite Septier.

Le Tribunal de commerce de la Seine avait rendu, le 2 mars 1900, le jugement suivant :

« Attendu que, suivant acte passé le 1er juin 1899 devant Me Galand, notaire à Vermenton (Yonne) enregistré, Septier a, pour sûreté d'une créance de 10,000 francs représentant le prix de son fonds, donné en nantissement à son prédécesseur, dame veuve Alexandre, née Tupinier, ledit fonds de vins et liqueurs qu'il exploitait à Paris, 93, boulevard Magenta, avec tout ce qui le compose et en dépend, y compris le droit au bail des lieux où s'exerce le commerce sans aucune exception ni réserve ;

« Attendu que ledit acte de nantissement a été transcrit le 31 juillet 1899 sur les registres du greffe du Tribunal de commerce de la Seine conformément à l'art. 2075 C. civ , complété par la loi du 1er mars 1898 ;

« Attendu que par jugement de ce tribunal en date du 28 novembre 1899, Septier a été déclaré en état de faillite ouverte ;

« Attendu qu'en vertu d'une ordonnance de M. le juge-commissaire et sur requête de Ponchelet, syndic de ladite faillite, le fonds de Septier a été vendu aux enchères publiques, suivant procès verbal d'adjudication dressé par Me Meunier, notaire à Paris, en date du 22 décembre 1899 et que le prix en a été encaissé par le syndic;

« Attendu que, dans ces conditions de fait, veuve Alexandre requiert ce tribunal de dire que toutes les formalités légales ont été remplies pour l'acte de nantissement dont s'agit, que ce nantissement est valable et régulier, de lui attribuer, en conséquence, le prix de vente dudit fonds et d'obliger Ponchelet ès qualités à lui en faire le versement contre simple quittance à concurrence du principal de la créance garantie ainsi que des frais d'acte et accessoires ; que subsidiairement, elle demande que Ponchelet ès qualités soit tenu de lui payer, par privilège sur le prix du fonds, la somme principale de 10,000 fr. montant du nantissement avec les intérêts à 5 0/0 l'an du 1er janvier 1899 au jour de la faillite et de lui rembourser également par privilège la somme de 107 fr. 75 frais d'acte ;

« Mais attendu qu'il convient d'observer que le fonds de commerce donné en nantissement et pris dans son ensemble représentait un droit incorporel ; qu'il est de droit et de jurisprudence que, lorsque la chose donnée en gage est incorporelle, il faut pour opérer la validité du nantissement et la création du privilège : 1° que le créancier gagiste ait signifié l'acte de nantissement au débiteur de la chose engagée ; 2° que celui qui constitue le gage ait remis au créancier gagiste le titre établissant son droit à la chose ;

« Et attendu qu'aucune de ces deux formalités n'a été remplie ; que dame veuve Alexandre ne s'est même pas fait remettre le bail des lieux où s'exploite ledit fonds ; que si, à la vérité, cette dernière soutient que la loi du 1er mars 1898 l'exonérait de toutes ces formalités et qu'elle n'était tenue qu'à la transcription qu'elle a faite conformément à l'art. 2075 C. civ., il est constant, au contraire, que les dispositions de ladite loi n'ont eu, ni pour but, ni pour effet de supprimer les conditions essentielles du contrat de nantissement, mais uniquement, en s'ajoutant anx prescriptions générales du Code civil, de mieux sauvegarder l'intérêt des tiers par une publicité spéciale lorsqu'il s'agit de fonds de commerce ; qu'en effet, l'article unique de ladite loi porte expressément que les formalités édictées par elle « complètent » l'art. 2075 C. civ.;

« Attendu que l'emploi de ce terme est exclusif de toute idée de suppression des prescriptions antérieures, lesquelles, dès lors, subsistent encore ; que, par suite, l'acte de nantissement du 1er juin 1899 est atteint d'une nullité radicale et ne peut servir de base à la demande de veuve Alexandre tant en attribution du prix du fonds qu'en admission par privilège à la faillite du dé-

fendeur ; que la demanderesse se trouve dès lors placée dans la situation d'un créancier chirographaire ; qu'il échet, en conséquence, en repoussant ses demandes tant principale que subsidiaire, de la renvoyer à produire à la faillite en cette dernière qualité, conformément aux conclusions du syndic ;

« Par ces motifs,

« Déclare dame Tupinier, veuve Alexandre, mal fondée en ses demande, fins et conclusions, l'en déboute ;

« Déclare nul et de nul effet le gage consenti par Septier à veuve Alexandre ;

« Renvoie cette dernière à produire à la faillite de Septier en qualité de créancière chirographaire ;

« Dit que mention du présent jugement sera faite, par le greffier de ce tribunal, en marge de la déclaration faite au greffe le 31 juillet 1899, sous le numéro 1317, concernant le nantissement consenti par Septier à veuve Alexandre ;

« Et condamne dame veuve Alexandre par les voies de droit aux dépens, même au coût de l'enregistrement du présent jugement ;

« Ordonne que le présent jugement sera exécuté selon sa forme et teneur ;

Appel par veuve Alexandre. — Arrêt :

La Cour,

Adoptant les motifs des premiers juges :

Et considérant que, loin d'avoir abrogé, ainsi que le soutient l'appelante, soit la disposition de l'art. 2075 relative à la signification du nantissement au débiteur, soit celle de l'art. 2076 relative à la remise du gage au créancier gagiste, la loi du 1er mars 1898 n'a fait, ainsi qu'elle le déclare expressément, que compléter la première de ces dispositions en organisant, en ce qui concerne le nantissement des fonds de commerce, une publicité spéciale, destinée à porter ce nantissement à la connaissance des tiers et à remédier aux inconvénients, révélés par la pratique, de la clandestinité du privilège ; que cette loi n'a donc pas eu pour but de déroger à des règles, dont la raison d'être est dans la nature même du contrat de nantissement, lequel est essentiellement réel et ne se forme, dès lors, que par la remise du titre représentatif de la créance, mais d'ajouter aux formalités dont l'insuffisance avait été constatée une garantie complémentaire ; que l'opération contraire a été, il est vrai, soutenue dans les travaux préparatoires ; mais que si elle a trouvé place dans le rapport présenté au Sénat, elle ne s'est pas traduite dans les dispositions de la loi ; qu'on ne saurait induire, de la seule suppression des mots « en outre », qui figuraient dans le projet primitif où ils faisaient double emploi avec le mot « complété », maintenu dans le texte définitif, que le législateur ait voulu abroger les dispositions de la loi ancienne, alors que ces dispositions n'ont rien d'ailleurs d'inconciliable avec les prescriptions du paragraphe additionnel inséré dans l'art. 2075 ; que, quelque autorité qui s'attache aux travaux préparatoires, ils ne sauraient ni suppléer la loi, ni prévaloir contre le texte, lorsqu'il est, comme dans l'espèce, d'une netteté qui ne laisse aucune place à l'interprétation du juge ;

Par ces motifs,

Met l'appellation à néant ; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet ;

Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

M. Brégeault subst. proc. gén.— Mes Levasseur et Milliard av.

Note. — La question est controversée : V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Trib. com. Seine 5 novembre 1898 (Gaz. Pal. 98.2.622), et 29 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.30) ; et *contrà* : Trib. com. Le Havre 30 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.2.260) ; Trib. civ. Rouen 25 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.382) ; Trib. com. Rouen 13 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.337) ; Trib. com. Seine 17 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.688) ; Rouen 25 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.397) et nos notes en ce sens sous ces décisions. V. aussi dans le sens de cette dernière opinion : Montier, des Nantiss. de fonds de commerce, nos 85 et suiv., p. 62 et suiv.

300

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

22 octobre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — CONTRAT SYNALLAGMATIQUE. — FORMALITÉ DES DOUBLES. — OMISSION. — NULLITÉ. — TIERS. — CESSION DE CRÉANCE. — DÉBITEUR CÉDÉ.

La nullité résultant de ce qu'un acte sous seing privé, constatant une convention synallagmatique, n'a pas été fait double, ne peut être opposée que par les parties contractantes et non par les tiers.

Spécialement, la nullité, pour ce motif, d'un acte sous seing privé, contenant cession d'une créance, n'est pas opposable au cessionnaire par le débiteur cédé, qui n'est qu'un tiers, lorsqu'il n'est pas intervenu audit acte.

Epoux Mananne c. Beuzeville.

La Cour,

Statuant sur la première branche de l'unique moyen du pourvoi :

Vu l'art. 1325 C. civ. ;

Attendu que la nullité résultant de ce qu'un acte sous seing privé n'a pas été fait double, ne peut être opposée que par les parties contractantes et non par les tiers ;

Attendu que le débiteur cédé d'une créance n'est qu'un tiers lorsqu'il n'est pas intervenu à l'acte de cession ;

Attendu, en fait, que les époux Mananne se prétendant investis, en vertu d'une cession à eux consentie par la dame Ferry, d'une créance sur Beuzeville, lui en ont réclamé le paiement à l'échéance ; que le jugement attaqué, sans vérifier la validité au fond de l'acte de cession, les a déboutés de leur demande par l'unique motif que l'acte de cession « n'ayant pas été rédigé en double original, conformément à l'art. 1325 C. civ., ne pouvait à aucun titre être considéré comme un transport régulier » ; en quoi, il a violé, par fausse application, l'article de loi précité ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la deuxième branche du moyen,

Casse le jugement du tribunal civil de la Seine en date du 28 mars 1898.

MM. Ruben de Couder rapp. ; Sarrut av. gén. — Mes Mayer et Defert av.

Note. — Plusieurs cours d'appel avaient déjà décidé, dans le même sens que l'arrêt ci-dessus, que la nullité fondée sur l'inobservation de la formalité des doubles, édictée par l'art. 1325 C. civ. en matière d'actes sous signatures privées relalant des conventions synallagmatiques, n'est point opposable par les tiers, mais seulement et exclusivement par les parties contractantes : Paris 13 août 1823 (S. chr.) ; Rennes 1er mai 1878 (S. 79.2.197 — J. du P. 79.832 — D. 78.2.225). V. également les motifs d'un arrêt de la Cour de Pau du 18 février 1857 (sous Cass. 22 juin 1858 (S. 58.1.587 — D. 58.1.213). « ... Attendu, porte en effet cet arrêt, que dans le cas où il serait vrai de dire que cet acte (il s'agissait d'une quittance de prix de vente) aurait dû contenir la mention qu'il a été fait double, le défaut de cette mention ne pourrait être opposé, ni par les frères Birabent ou les époux Bourdet, qui l'ont exécuté, ni par Lacoste, *qui serait sans qualité, comme tiers étranger à la convention constatée* ». *Adde* : Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Acte sous seing privé, n° 66 ; Dalloz, Rép., v° Obligations, n° 4048 ; Laurent, Pr. de dr. civ., t. XIX, n° 226.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

16 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

1°-2° COMMUNE. — PROPRIÉTÉ. — VACANTS. — EAUX. — CONCESSION FÉODALE. — PARTICULIERS. — POSSESSION QUARANTENAIRE ANTÉRIEURE AU 4 AOUT 1789. — LOIS DES 28 AOUT 1792 et 10 juin 1793.

3° TRAVAUX PUBLICS. — EAUX. — ADDUCTION. — FONTAINES COMMUNALES. — SUPPRESSION. — MODIFICATION. — AUTORITÉ JUDICIAIRE. — INCOMPÉTENCE.

1° *L'art. 9, section IV, de la loi du 10 juin 1793, qui excepte formellement des biens attribués comme vacants aux communes, tant par les autres dispositions de cette même loi que par la loi du 28 août 1792, ceux de ces biens, possédés par des particuliers plus de quarante ans avant le 4 août 1789, doit être compris en ce sens que, lorsqu'est faite la preuve de la possession plus que quarantenaire, soit desdits biens, soit de droits établis sur eux, aucune autre justification n'est imposée aux possesseurs.*

2° *Le même article doit encore être entendu en ce sens que les effets de cette possession quarantenaire s'appliquent non seulement à la jouissance du sol, mais encore à toutes concessions qu'ont pu comporter les terres devenues biens communaux et spécialement aux concessions d'eaux.*

3° *Il n'appartient pas à une cour d'appel, tout en reconnaissant bien fondée la revendication par un particulier de la propriété des eaux captées par une commune pour l'alimentation de ses fontaines publiques, d'ordonner la destruction des travaux entrepris pour l'adduction desdites eaux aux fontaines municipales, ces travaux constituant des travaux publics.*

Commune de Gabian c. Gept et autres.

La commune de Gabian s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour de Montpellier en date du 20 juillet 1898, rendu à son préjudice au profit des sieurs Gept et consorts, et rapporté Gaz. Pal. 98.2.432.

Elle a formulé à l'appui de son pourvoi les deux moyens suivants :

1° « Violation de l'art. 13, titre II, de la loi des 16-24 août 1790, du décret du 16 fructidor, an III, de l'art. 4 § 3 de la loi du 28 pluviôse an VIII, et du principe de la séparation des pouvoirs, en ce que, d'une part, la cour d'appel a ordonné la destruction de travaux publics régulièrement autorisés, et que, d'autre part, elle a tranché une question autre que celle dont elle était saisie par le renvoi de l'autorité administrative ».

2° « Violation des lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793 et des principes qui régissaient, dans l'ancien droit, les droits du seigneur féodal sur la propriété des sources ; ensemble et subsidiairement, violation des art. 1315 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 pour défaut de motifs. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

Arrêt :

La Cour,

Sur le second moyen du pourvoi :

Attendu que des constatations de l'arrêt attaqué

il résulte que, s'il n'est pas suffisamment établi que l'évêque de Béziers, de qui Gept et consorts tiennent la concession d'eau litigieuse, eut, non pas seulement la propriété féodale des terres d'où jaillit la source dite de la Resclauze, mais encore la propriété foncière, ces terres, ainsi que le reconnaît elle-même la demanderesse en cassation, constituaient, tout au moins un vacant, dont elle ne prouve pas qu'elle ait eu la disposition avant les lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793;

Attendu que l'art. 9, section IV, de cette dernière loi porte « que l'esprit du présent décret n'étant point de troubler les possessions particulières et paisibles, mais seulement de réprimer les abus de la puissance féodale et les usurpations, il excepte des dispositions des articles précédents toutes concessions, ventes, collocations forcées, partages ou autres possessions depuis au delà de quarante ans jusqu'à l'époque du 4 août 1789, en faveur des possesseurs actuels ou de leurs auteurs »;

Attendu que cet article doit être compris en ce sens que, lorsqu'est faite la preuve d'une possession plus que quarantenaire des biens attribués aux communes par les lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793, ou de droits établis sur ces biens, d'une part, aucune autre justification n'est imposée aux possesseurs; d'autre part, les effets de la possession s'appliquent non seulement à la jouissance du sol, mais encore à toutes concessions, suivant les termes mêmes de la loi de 1793, qu'ont pu comporter les terres devenues biens communaux et, spécialement aux concessions d'eaux;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare que, de temps immémorial, les titres accordant aux propriétaires des moulins de la Resclauze la jouissances des eaux de cette source ont été accompagnés d'une possession conforme; que, de tout temps, ces propriétaires ont pris, au moyen d'une vanne dont ils avaient scéllé la clef, la totalité des eaux accumulées dans le réservoir et s'en sont servis pour la mise en mouvement de leurs moulins;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, qui établissaient au profit des défendeurs en cassation une possession bien plus que quarantenaire, avant le 4 août 1789, c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a déclaré que les sieurs Gept et consorts avaient, sur les eaux de la Resclauze, un droit de priorité pour la mise en mouvement de leurs moulins;

Rejette ce moyen;

Mais sur le premier moyen :

Vu l'art. 13, titre 2 de la loi des 16-24 août 1790;

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué qu'il n'a, d'ailleurs, jamais été contesté que les travaux entrepris par la commune de Gabion pour l'adduction des eaux de la Resclauze dans des fontaines destinées à l'usage de tous les habitants de la commune constituaient des travaux publics;

Attendu, par suite, qu'en condamnant ladite commune de Gabian à remettre les lieux en l'état où ils étaient avant l'entreprise, c'est-à-dire en ordonnant la destruction des travaux édifiés, l'arrêt attaqué a outrepassé ses pouvoirs;

Casse, — mais seulement en ce qu'il a ordonné la remise des lieux en l'état où ils étaient avant les travaux entrepris par la commune de Gabian, — l'arrêt de la Cour de Montpellier du 16 juillet 1900.

MM. Crépon rapp.; Desjardins av. gén. — Mes Chabrol et Maurice Bonnet av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. conf. Dalloz, Rép., v° Commmune, n° 2134. « Les détenteurs, qui ont acquis leurs droits sur des vacants à titre particulier, comme acheteurs ou donataires des anciens seigneurs, doivent, dit cet auteur, avoir une possession quarantenaire à l'époque du 4 août 1789. Mais aucun caractère particulier n'est imposé à cette possession. L'art. 10 ne trace de condition spéciale qu'aux cas où le détenteur ne justifie pas de cette possession quarantenaire ».

II. — Sur le deuxième point : Les termes de l'art. 9 de la loi du 10 juin 1793 sont généraux, en effet, et reconnaissent le caractère utile et les effets de la possession quarantenaire de la possession s'appliquant à *toutes concessions* à titre particulier, sans aucune distinction ni restriction, touchant à la nature du droit concédé.

III. — Sur le troisième point : La prohibition pour les tribunaux de l'ordre judiciaire d'ordonner, au profit d'un particulier qu'ils reconnaissent lésé par l'exécution d'un travail public, la suppression ou la modification de ce travail est générale et absolue et ne comporte aucune exception, sous aucun prétexte. V. notamment : Cass. 14 avril 1899 (Gaz. Pal. 99.1.660) et les renvois.

COUR D'APPEL DE PARIS (7e Ch.)

21 juillet 1900.

Présidence de M. Potier.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — CONTRAT DE LOUAGE D'OUVRAGE VICIÉ PAR LE DOL.

La loi du 9 avril 1898, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, implique nécessaire-l'existence d'un contrat de louage d'ouvrage liant valablement le chef d'entreprise envers l'ouvrier victime d'un accident survenu par ledit travail et à l'occasion du travail; spécialement, elle ne peut recevoir application au cas où le contrat de louage se trouve vicié par le dol de l'ouvrier sans lequel il n'aurait pas pu se faire embaucher.

Veuve Caruel c. Milet et Delacommune.

La veuve Caruel a interjeté appel du jugement du Tribunal civil de la Seine du 19 mars 1900, rapporté Gaz. Pal. 1900.1.563, qui, sur sa demande en paiement d'une indemnité à raison de

l'accident de travail survenu à son fils, avait autorisé MM. Milet et Delacommune, les patrons, à faire la preuve par témoins que l'ouvrier Caruel n'avait été embauché qu'en usant de manœuvres dolosives viciant le contrat de travail. — Arrêt :

La Cour,

Sur l'enquête :

Considérant qu'il est constant en fait et non dénié à l'audience de la cour, au nom de l'appelante : 1° que dans l'entreprise de Milet et Delacommune, entrepreneurs de plomberie et de couverture, un règlement de chantier prohibe l'embauchage d'aides ou d'ouvriers âgés de moins de dix-huit ans ; 2° que Paul Caruel, né le 8 juin 1882, s'était fait embaucher dans un chantier de Milet et Delacommune le 16 août 1898, quoiqu'alors âgé de seize ans seulement, en déclarant faussement qu'il était né le 8 juin 1880 ; 3° qu'il fut débauché, le 8 septembre suivant, parce qu'on avait reconnu qu'il avait moins de dix-huit ans ; 4° que le 19 août 1899, il se fit embaucher à nouveau, quoique n'ayant encore que dix-sept ans, en déclarant faussement être né le 8 juin 1881 et en prenant le faux nom de Ducelier, sous lequel il s'était fait inscrire ;

Considérant que ces faits étant dès maintenant établis avec plus de précision même que ne présente l'articulation, l'enquête est inutile ; que le jugement qui l'a ordonnée doit être infirmé ;

Sur l'évocation :

Considérant que les deux parties ayant conclu au fond en première instance et en appel, la cause est disposée à recevoir une solution définitive ; qu'il y a lieu à évocation dans les termes de l'art. 473 C. pr. civ. ;

Sur le fond :

Considérant que le 21 avril 1899, deux jours après s'être fait embaucher dans les conditions ci-dessus précisées, Caruel travaillant avec un autre couvreur à établir un garde-fou en planches sur un bandeau d'entablement au Palais-Bourbon, est tombé sur le sol d'une hauteur d'environ dix mètres ; que, d'après les déclarations reçues dans l'enquête du juge de paix, l'accident serait dû à un étourdissement dont le jeune homme fut pris au moment où il cherchait à adapter l'un des bouts du garde-fou ; que, transporté à l'hôpital Laënnec, Caruel est mort, le soir même, des suites des blessures reçues dans sa chute ;

Considérant que veuve Caruel, mère de la victime, actionne Milet et Delacommune à raison de cet accident et demande l'allocation d'un capital de 30,000 fr. et d'une rente viagère de 600 francs ;

Considérant que l'action de l'appelante, à l'appui de laquelle aucun texte de loi n'est spécialement visé, ni dans l'assignation, ni dans les conclusions en première instance et devant la Cour, ne peut être fondée que sur les dispositions exceptionnelles de la loi du 9 avril 1898 ou sur l'application du principe général de responsabilité inscrit dans l'art. 1382 C. civ. ; que la demande doit être examinée successivement à ces deux points de vue ;

A. — Sur l'application de la loi du 9 avril 1898 :

Considérant que veuve Caruel, privée de ressources personnelles, ayant une fille de douze ans infirme, était à la charge de son fils, célibataire, habitant avec elle, qui lui versait ses salaires ; que dans ces conditions, aux termes de l'art. 3 § C de la loi susvisée, veuve Caruel aurait droit à une rente égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime de l'accident ;

Mais considérant que la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, n'est applicable que dans les rapports des ouvriers occupés dans les entreprises dont l'art. 1er contient l'énumération, et les chefs de ces entreprises ; qu'elle implique nécessairement l'existence d'un contrat de louage d'ouvrage liant valablement le chef de l'entreprise envers l'ouvrier victime d'un accident survenu par ledit travail et à l'occasion du travail ;

Considérant que le contrat de louage d'ouvrage, en vertu duquel Caruel était occupé dans le chantier de Milet et Delacommune au moment de l'accident, était vicié par le dol de l'ouvrier ; que Caruel, âgé de dix-sept ans, n'avait réussi à s'y faire embaucher, malgré la prohibition concernant les ouvriers âgés de moins de dix-huit ans, qu'en se présentant comme âgé de dix-neuf ans ; qu'il avait corroboré ce mensonge par une fausse indication d'état civil et en se faisant inscrire sous un faux nom, de façon à rendre plus difficile toute vérification de l'exactitude de ses déclarations ;

Considérant que ce dol est une cause de nullité du contrat de louage d'ouvrage dans les termes de l'art. 1116 C. civ. ; qu'il est évident, en effet, que sans les manœuvres pratiquées par Caruel pour dissimuler son âge réel, Milet et Delacommune n'auraient pas contracté, puisque, déjà précédemment, il avait été débauché après qu'on eut reconnu qu'il était âgé de moins de dix-huit ans ;

Considérant que c'est un des effets salutaires de la loi nouvelle, qu'en imposant aux patrons la responsabilité de tous les risques professionnels, elle leur donne un intérêt personnel, plus direct et plus pressant que la législation ancienne, à assurer par tous les moyens en leur pouvoir la sécurité de leurs ouvriers pendant le travail ; qu'en écartant d'une profession particulièrement dangereuse, comme celle de couvreur, les jeunes gens âgés de moins de dix-huit ans, dont l'inexpérience et la légèreté augmentent les risques d'accident, Milet et Delacommune ont pris une mesure légitime, dictée par l'intérêt commun des patrons et des ouvriers ; qu'on ne saurait leur contester le droit de faire de cette limite d'âge une condition essentielle de leur consentement à l'embauchage des aides et des ouvriers sur leurs chantiers ; que l'engagement qui leur a été surpris par Caruel, qui en a été la victime, contrai-

rement à leur volonté expresse, déjà manifestée à l'égard de Caruel lui-même par le précédent congédiement, ne peut les placer sous le coup des responsabilités que la loi du 9 avril 1898 n'édicte qu'au profit d'ouvriers occupés dans l'entreprise en vertu d'un louage d'ouvrage régulièrement contracté ;

Considérant qn'il résulte de ce qui précède, que Milet et Delacommune sont fondés à opposer à la demande de veuve Caruel, en tant qu'elle tendrait à l'application de la loi du 9 avril 1898, la nullité du contrat de louage d'ouvrage, intervenu entre son fils et eux, le vice dont leur consentement était entaché n'ayant été découvert par suite de la constatation exacte de l'âge et de l'état civil de la victime de l'accident que lors de l'enquête du juge de paix, postérieurement à la déclaration de l'accident que les patrons avaient faite régulièrement ;

B. — Sur l'application de l'art. 1382 C. civ. :

Considérant qn'aucune faute ayant causé l'accident n'est établie à la charge de Milet et Delacommune ; qu'en ne considérant Caruel que comme un tiers étranger au chantier dans lequel il était occupé en fait, sans engagement régulier, aucune responsabilité de droit commun ne peut être mise à la charge des intimés ;

Par ces motifs,

Au fond :

Infirme ledit jugement ;

Statuant par voie d'évocation, déclare veuve Caruel mal fondée dans ses demande, fins et conclusions, l'en déboute, etc...

M. Brégeault subst. proc. gén. — Mes Thureau et Beurdeley av.

Note. — V. dans le sens de l'arrêt recueilli le jugement frappé d'appel et notre note (Gaz. Pal. 1900.1.563).

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER (1re Ch.)

26 mars 1900.

Présidence de M. Rauch.

HOSPICE. — HOPITAL. — MALADES PAYANTS. — RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. — MÉDECIN. — HONORAIRES.

Le médecin attaché à un hospice n'a, en principe, aucun droit de réclamer directement des honoraires aux malades admis dans cet hospice, sans qu'il y ait à distinguer s'ils sont indigents ou non, ces malades ne contractant, à leur entrée dans l'établissement, d'autre obligation que celle de payer les frais de séjour d'après le tarif établi, lesquels sont présumés comprendre les soins à recevoir du docteur dudit établissement. Il n'en serait autrement que dans le cas où les règlements ou arrêtés municipaux régissant l'hospice contiendraient une disposition formelle obligeant les malades à payer, en sus de l'indemnité de séjour, les honoraires du médecin, en sorte qu'à défaut de disposition de ce genre ou d'une convention particulière avec le malade, le médecin d'un hospice n'est autorisé à trouver la rémunération pécuniaire de ses soins que dans l'indemnité fixée par le traité qui le lie avec l'administration de cet établissement.

Lapeyre et autres c. époux Cazals.

La Cour,

Attendu qu'en principe le médecin attaché à un hospice n'a aucun droit de réclamer directement des honoraires aux malades admis dans cet hospice, qu'ils soient indigents ou qu'ils soient payants ; que, quant à ces derniers, ils ne contractent, en rentrant dans l'établissement, d'autre obligation que de payer les frais de séjour d'après le tarif établi, lesquels frais sont présumés comprendre les soins à recevoir du docteur de cet établissement ; qu'il n'en serait autrement que dans le cas où les règlements ou arrêtés municipaux contiendraient une disposition formelle obligeant les malades à payer, en sus de l'indemnité de séjour, les honoraires du médecin ; mais que le règlement de l'hospice de Bédarieux où a été admis le jeune Cazals est complètement muet à cet égard ; que tout au contraire, ce qui indique mieux encore que le jeune Cazals ne devait rien pour les soins médicaux, c'est qu'au moment où il sortait de l'hospice, l'administration recevait le montant des frais de séjour, sans faire de réserves relativement aux honoraires du médecin ; qu'à défaut de mentions expresses dans le règlement ou en l'absence d'une convention particulière avec le malade, le médecin d'un hospice n'est autorisé à trouver la rémunération pécuniaire de ses soins que dans l'indemnité fixée par le traité qui le lie à l'administration de cet établissement ; mais qu'il est permis d'ajouter qu'il trouve surtout la récompense de son dévouement dans la situation d'estime et de considération que lui assurent les fonctions si honorables et si recherchées qui lui sont confiées ;

Attendu que, par un système subsidiaire, les appelants ont soutenu que les parents Cazals seraient dans tous les cas tenus des honoraires à eux réclamés par le motif qu'ils auraient pris vis-à-vis du docteur Lapeyre l'engagement direct et personnel de les payer ; qu'ils entendent en puiser la preuve dans l'interrogatoire subi par les époux Cazals à l'audience du tribunal, interrogatoire qui, d'après eux, contiendrait de la part des époux Cazals des déclarations contradictoires et équivoques, et pourrait, dès lors, servir de commencement de preuve par écrit, rendant admissible la preuve testimoniale ou les présomptions ;

Mais attendu que l'engagement allégué paraît des plus invraisemblables, si l'on rapproche l'importance de la somme réclamée de la condition fort modeste

des époux Cazals; que, d'autre part, le commencement de preuve par écrit invoqué ne résulte nullement des réponses faites par eux devant le tribunal; qu'ils ont énergiquement et nettement dénié, l'un et l'autre, avoir fait une promesse quelconque au docteur Lapeyre; que si la femme Cazals, au moment où celui-ci lui faisait connaître qu'il avait besoin de plusieurs médecins pour l'aider dans l'opération à pratiquer sur son fils, a dit: « Faites le nécessaire », ces paroles ne doivent être considérées que comme une sorte de consentement ou d'adhésion à l'opération si grave qui allait être tentée et qui pouvait entraîner pour son fils des conséquences fatales; mais qu'elles n'impliquaient nullement un engagement de sa part pour le paiement d'une indemnité aux médecins opérateurs;

Attendu qu'il en est de même relativement aux propos qu'elle a tenus, soit à l'agent de la compagnie d'assurances, soit au docteur Lapeyre lui-même; qu'en disant au premier qu'elle acceptait l'indemnité de 200 francs qui lui était versée à la condition que les médecins seraient payés, et au second, qu elle pensait « qu'il serait payé », elle n'a entendu manifester qu'un désir naturel après la réussite de l'opération et exprimer sa reconnaissance pour les soins dont son fils avait été l'objet; qu'elle supposait alors que la compagnie d'assurances acquitterait les honoraires des médecins comme elle l'en croyait tenue, mais que cette pensée exclut, par là même, l'intention de sa part de s'être obligée personnellement; que, dans ces conditions, le commencement de preuve par écrit n'existe pas et qu'il y a lieu de rejeter comme inadmissible l'offre en preuve présentée par les appelants, soit devant le tribunal, soit par leurs conclusions subsidiaires devant la cour; que l'expertise sollicitée à l'effet d'examiner le jeune Cazals serait pareillement inopérante et inutile en l'absence de toute obligation à la charge des époux Cazals;

Attendu que le rejet de la prétention du docteur Lapeyre entraîne le rejet de la demande des deux autres médecins, dont il s'est fait assister dans l'opération pratiquée par lui, ces derniers ne pouvant avoir plus de droit que le docteur qui a sollicité leur concours;

Adoptant, au surplus et en tant que de besoin, les motifs des premiers juges, en ce qu'ils n'ont rien de contraire au présent arrêt;

Par ces motifs,

Rejette toutes les conclusions, tant principales que subsidiaires, des appelants;

Confirme le jugement entrepris;

Condamne les appelants à l'amende et aux dépens.

M. JACOMET av. gén. — Mes CHAMAYOU et CAZAL av.

Note. — La solution ne nous paraît pas douteuse. Les règlements ou arrêtés régissant l'administration de l'hospice constituent, entre cette administration et le médecin de l'établissement, le contrat déterminant les conditions dans lesquelles les honoraires seront dûs à ce médecin pour les soins donnés aux malades. Il résulte de là qu'aucune rétribution ne saurait être légitimement réclamée aux malades, lorsque, comme dans l'espèce recueillie, les règlements de l'hospice stipulent que le médecin n'aura droit qu'aux honoraires fixés par ces règlements et dûs seulement par l'établissement, non par les hospitalisés.

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-SEVER

14 juin 1900.

Présidence de M. Monlezun.

1°-2°-3° DÉSAVEU. — ADMISSIBILITÉ. — CONDITIONS. — APPLICABILITÉ A UN HUISSIER. — BONNE FOI DU DÉSAVOUÉ. — RATIFICATION TACITE DE L'AVEU.

4° MANDAT. — DOL DU MANDATAIRE. — TIERS DE BONNE FOI. — RESPONSABILITÉ DU MANDANT.

1° *L'action en désaveu peut être admise contre un huissier* (Résolu implicitement).

2° *L'admissibilité d'une telle action suppose : 1° un préjudice causé par l'aveu au désavouant; 2° le défaut d'autorisation spéciale de cet aveu; 3° le défaut de ratification; et il n'est nullement nécessaire d'ajouter, comme quatrième condition, la faute de l'officier ministériel désavoué.*

Spécialement, doit être admis le désaveu d'un aveu fait par un officier ministériel, qui a agi de bonne foi, mais a été victime du dol ou même de la faute du mandataire de son client.

3° *La ratification de l'aveu ne peut s'induire que d'actes, faits ou circonstances manifestant, de la part du désavouant, la volonté certaine de ratifier. Par suite, on ne saurait la voir dans la simple déclaration faite par ce dernier, et d'ailleurs non mise à exécution, de son intention de payer le montant des condamnations contre lui prononcées par le jugement où se trouvent consignés les aveux contestés, alors surtout qu'il est impossible de savoir si, dans son intention, le paiement devait être fait avec ou sans réserves.*

4° *Le mandant est responsable, envers les tiers de bonne foi, du dol et même de la faute du mandataire dans l'exécution de son mandat.*

Grimaldi c. Brethons et consorts de Chauton.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, dans l'exploit introductif de l'instance qui a donné lieu au jugement, non encore passé en force de chose jugée, rendu le 13 août 1898, par le Tribunal civil de Saint-Sever contradictoirement entre Jean-Baptiste Grimaldi et la veuve de Chauton, pour laquelle les époux de Tavernier et de Cardaillac s'étaient portés garants, ledit exploit, du ministère de Brethons, huissier à Aire, signifié à la

veuve de Chauton le 9 mai précédent, se trouve le motif dont extrait suit : « Attendu que plus tard le requérant apprit par son frère, Ange-François-Gabriel, lorsqu'il réclama à ce dernier l'affectation hypothécaire desdits immeubles pour èn assurer le paiement des 22,000 francs versés en son acquit à Mme de Chauton, etc. » ;

Attendu que, par acte au greffe, du 24 mars 1900, restrictif d'un précédent à la date du 4 janvier même année, qui avait été signifié à Brethons, huissier susnommé et aux consorts de Chauton, les 6 et 8 janvier, par exploits de Descazeaux, Lassalle et Bronzeilles, huissiers à Aire, Tarbes et Garlin, Jean-Baptiste Grimaldi, pour éviter l'effet du jugement précité, a, au sujet de la déclaration ou aveu ci-dessus, tranché le désaveu contre l'huissier Brethons;

Attendu que, par ses conclusions d'audience, tout en demandant acte, qu'il échet de lui accorder, de sa restriction, il persiste à soutenir que Brethons n'avait pas, pour faire cet aveu, reçu le pouvoir spécial prescrit par l'art. 352 C. pr. civ.;

Attendu, en principe, que, pour la recevabilité d'une pareille demande en désaveu, trois conditions sont nécessaires : 1° un préjudice résultant de cet aveu pour le désavouant; 2° défaut d'autorisation spéciale de cet aveu; 3° défaut de ratification.

Attendu qu'à ces conditions, les défendeurs prétendent, avec partie des auteurs et de la jurisprudence qu'il faudrait en ajouter une quatrième, dont il est certain que, dans l'espèce, le demandeur ne pourrait pas justifier : la faute de l'officier ministériel désavoué;

Mais attendu que cette dernière condition n'est nullement nécessaire; qu'elle ne résulte d'aucun texte et pourrait, du reste, parfois conduire, ce qui serait inadmissible, à une véritable iniquité, celle, par exemple, de faire supporter irrémissiblement par le client les conséquences d'une erreur fatale et invincible de l'officier ministérel qui, trompé lui-même dans sa bonne foi par la supercherie et les agissements dolosifs d'un tiers, a dû être absolument convaincu qu'il avait bien reçu mandat formel de faire l'aveu reproché; et qu'il échet donc de l'écarter, (Garsonnet, t. II, p. 644 et 645; D. A. J. G., v° Désaveu, nos 12 et 143; Lyon 1er avril 1824 (S. 25.2. 107); Chambéry 9 août 1876 (Pandectes françaises, v° Désaveu, n° 21); Alger 24 février 1897 (D. P. 1900. 1.65 et notes 8 et 9 sous arrêt);

Première condition :

Attendu que la simple lecture du jugement du 13 août 1898, qui déboute le demandeur, démontre suffisamment qu'il a pour base unique l'aveu dont il s'agit, lequel, considéré comme commencement de preuve par écrit, a permis de faire valoir d'autres présomptions favorables aux consorts de Chauton; d'où il suit que cet aveu a causé à Jean-Baptiste Grimaldi un préjudice certain;

Deuxième condition :

Attendu qu'il est constant que l'huissier Brethons a reçu par la poste, tout préparés, non pas, comme d'après les circonstances il devait le penser, de Jean-Baptiste Grimaldi, qui lui aurait ainsi donné implicitement le pouvoir spécial de faire l'aveu consigné dans ces documents, mais bien de son frère, Ferdinand Grimaldi, de Paris, l'original et la copie de l'assignation qu'il a signifiée le 9 mai 1898 à Mme veuve de Chauton; que Jean-Baptiste Grimaldi soutient qu'il avait donné à son frère, qui aurait exclusivement dirigé tous les actes de procédure, seulement mandat ordinaire pour s'occuper de son procès et nullement mandat spécial pour faire l'aveu en question, et que les défendeurs, à qui incomberait la preuve de ce mandat spécial émanant bien réellement de Jean-Baptiste Grimaldi, ne la rapportent pas;

Troisième condition :

Attendu, tout d'abord, qu'il convient de poser en principe que la ratification par le mandant d'un acte du mandataire accompli en dehors des pouvoirs à lui confiés ne doit pas se présumer facilement (Garsonnet, t. II, p. 645 et D. A., v° Désaveu, n° 62) et qu'elle ne saurait résulter que des faits et circonstances manifestant, de la part du mandant, la volonté certaine de ratifier (Req. 6 avril 1893 D. P. 93.1.352);

Attendu, dans l'espèce, que les défendeurs, pour justifier que Jean-Baptiste Grimaldi a ratifié l'aveu aujourd'hui contesté, tirent argument : 1° de ce que, dans les conclusions signifiées le 26 juillet 1898, par l'avoué de Jean-Baptiste Grimaldi à son adversaire dans les qualités du jugement du 13 août de la même année, et dans l'acte d'appel, signifié par exploit de Brethons en date du 23 novembre suivant, ce qui est encore demandé pour le désavouant, c'est l'allocation des conclusions de l'exploit introductif d'instance; 2° du long laps de temps qui s'est écoulé entre le 26 octobre 1898, date de la signification du jugement du 13 août précédent, et le 4 janvier 1900, date du premier acte de désaveu; 3° et de ce que, le 30 octobre 1898, quatre jours après la signification du jugement précité du 13 août, Jean-Baptiste Grimaldi écrivait à Me Caumont, avoué de ses adversaires, le priant de lui faire connaître, pour les payer, le montant total des frais du procès, qui n'était pas indiqué dans le jugement;

Sur la première objection :

Attendu, toutefois, que par ces conclusions de l'exploit introductif, dont, dans lesdits documents, l'allocation est demandée, il faut évidemment entendre non pas les moyens invoqués dans l'exploit, mais seulement son dispositif, la chose essentielle, l'unique objet du procès, c'est-à-dire la condamnation de la veuve de Chauton au remboursement des 22,000 francs, interprétation dont on trouve bien la preuve dans les conclusions signifiées, qui, sans contenir d'aveux, ont leurs moyens propres précédant ladite demande;

Sur la deuxième objection :

Attendu que le peu d'empressement à faire l'acte de désaveu s'explique et se comprend, si l'on consi-

dère que le 23 novembre 1898, moins d'un mois après la signification du jugement du 13 août, Jean-Baptiste Grimaldi, en interjetait appel; que, devant la Cour d'appel de Pau, ainsi que le constate la grosse de l'arrêt de sursis rendu le 15 janvier 1900, il a conclu, au principal, à la réformation dudit jugement par interprétation différente des termes mêmes de l'aveu, quoique, disait-il, il lui fut à tort attribué, et subsidiairement au sursis pour faire trancher le désaveu; qu'à ce moment, il est incontestable qu'il s'attachait surtout à faire vider l'appel à son profit, réservant au second plan, pour ne l'utiliser qu'en cas de besoin, l'action en désaveu, qu'il estimait peut-être plus difficile ou trop rigoureuse; et qu'il a bien pu, dès le début, sous l'influence du même raisonnement, penser, tout en protestant *in petto* contre l'aveu qui lui était prêté, que l'appel suffirait pour la sauvegarde de ses droits;

Sur la troisième objection :

Attendu que, si la jurisprudence admet généralement que le paiement sans réserves de tous les frais par la partie qui a suscombé équivaut à acquiescement au jugement et par suite à la ratification tacite des aveux qui peuvent s'y trouver consignés, il n'en saurait être ainsi d'une simple déclaration, d'ailleurs non suivie d'exécution, qu'a pu faire le perdant de de son intention de payer les frais, d'autant moins, qu'en admettant que cette déclaration fût sérieuse, il n'est pas possible de savoir si, dans la pensée du déclarant, le paiement devait être fait avec ou sans réserves;

Attendu que ni la lettre du 30 octobre 1898 ni les faits et circonstances qui précèdent n'impliquent pas nécessairement de la part de Jean-Baptiste Grimaldi une ratification de l'aveu aujourd'hui contesté; qu'il n'en résulte pas la volonté certaine chez le demandeur de ratifier cet aveu; qu'à cet égard il subsiste au moins des doutes, et que, dans ces conditions, on ne peut pas dire qu'il y ait ratification;

Attendu, dèslors, que l'action en désaveu intentée par Jean-Baptiste Grimaldi contre l'huissier Brethons et les consorts de Chauton est recevable et en même temps fondée, puisqu'il n'est pas établi que l'aveu émane du désavouant; qu'il y a lieu de l'accueillir et qu'aux termes de l'art. 360 C. pr. civ. cette admission du désaveu doit avoir pour conséquence de remettre le désavouant et les consorts de Chauton au même et semblable état que si la partie de l'assignation désavouée et le jugement du 13 août qui s'y appuie n'existaient pas;

Sur la demande reconventionnelle en dommages-intérêts formée par Brethons:

Attendu que, lorsque l'huissier Brethons a reçu l'original et la copie de l'assignation, ces pièces étaient accompagnées d'une lettre en date à Paris du 7 mai 1898, par laquelle le signataire Grimaldi, 4, rue Saint-Martin (Versailles), l'invitait à délivrer l'assignation à Mme de Chauton dans le plus bref délai; que cette signature et cette adresse rapprochées du nom et de l'adresse du requérant de l'exploit ont donné à l'huissier la conviction que cette lettre émanait bien de Jean-Baptiste Grimaldi, officier d'administration, demeurant, 4, rue Saint-Martin à Versailles, où il lui avait déjà écrit le 3 avril précédent pour lui envoyer, au nom de son prédécesseur, la citation en conciliation et le procès verbal de non-conciliation, en réclamer le coût et se recommander à lui; que cette conviction devint d'autant plus solide que, le 10 mai, Brethons ayant écrit à M. Grimaldi, officier d'administration, 4, rue Saint-Martin (Versailles), pour, en lui accusant réception de sa lettre du 7 et des pièces y jointes, lui réclamer 12 fr. 40, montant de l'exploit signifié la veille, ne tardait pas à recevoir cette somme;

Attendu, cependant, que cet envoi et la lettre émanaient seulement de Ferdinand Grimaldi qui, pour n'avoir pas à justifier de son mandat et endormir toute défiance de la part de l'huissier, avait eu, lui qui signe habituellement « F. Grimaldi », la supercherie de prendre, en la circonstance, la signature « Grimaldi » tout court, de son mandant, en y ajoutant l'adresse exacte de ce dernier;

Attendu que cette manœuvre dolosive, pratiquée par Ferdinand Grimaldi, même dans l'exécution de son mandat simple, a eu pour effet d'empêcher l'huissier de soumettre à Jean-Baptiste Grimaldi, afin de s'assurer de son approbation, les documents qu'il croyait tenir directement de lui et l'a induit fatalement, malgré sa bonne foi et sa correction parfaites, en une erreur inévitable, cause de l'action en désaveu, laquelle est toujours blessante pour le caractère d'un officier ministériel et lui occasionne un réel préjudice;

Attendu que, par cette même raison pour laquelle, aux termes de l'art. 1384 C. civ., le commettant est responsable des fautes de son préposé dans l'exercice de son ministère, le mandant, qui a eu le tort de mal placer sa confiance, est aussi responsable du dommage occasionné à des tiers de bonne foi par le dol ou la simple faute de son mandataire dans l'exécution de son mandat; Laurent, Droit civil français, t. 28, p. 55; Cass. 4 décembre 1899 (D. P. 1900.1.14) et qu'il y a lieu, par suite, de condamner Jean-Baptiste Grimaldi à réparer le préjudice dont a souffert l'huissier Brethons;

Sur les dépens :

Attendu qu'étant donné les considérations ci-dessus, il échet encore de laisser tous les dépens à la charge du demandeur;

Par ces motifs,

Donne acte à Jean-Baptiste Grimaldi de ce que, par acte au greffe portant la date du 24 mars 1900, il a déclaré restreindre à la seule partie, indiquée dans ce document, de l'exploit signifié le 9 mai 1898 à Mme de Chauton, le désaveu, que, par autre acte au greffe, en date du 4 janvier, même année, il avait précédemment tranché contre l'huissier Brethons;

Admet et déclare valable le désaveu ainsi restreint;

En conséquence, dit que cette partie dudit exploit

en sera et demeurera retranchée et plus spécialement la phrase incidente : « lorsqu'il réclama de ce dernier l'affectation hypothécaire desdits immeubles pour assurer le paiement des 22.000 francs » ;

Déclare, par suite, annulé et comme non avenu le jugement du 13 août 1898, tout au moins dans ses dispositions, motifs ou considérants relatifs aux chefs qui ont donné lieu au désaveu ;

Remet les parties, c'est-à-dire Jean-Baptiste Grimaldi, Mme veuve de Chauton et les époux de Taververnier et de Cardaillac, au même et semblable état où elles seraient si la partie de l'assignation désavouée, le jugement précité ou ses dispositions qui s'y appuient n'existaient pas ;

Reconventionnellement, condamne Jean-Baptiste Grimaldi à payer à Brethons, à titre de dommages-intérêts, la somme de 300 francs ;

Et laisse les entiers dépens de l'instance à la charge dudit Jean-Baptiste Grimaldi.

Note. — I. — Sur le premier point : Cette solution, très controversée dans l'ancien droit. (V. Rodier, sur l'ordonnance de 1667, t. II, art. 16 et suiv., 8) est aujourd'hui admise par la jurisprudence et enseignée par les auteurs. V. Cass. 3 août 1840 (J. du P. 40.2.458) ; Paris 6 décembre 1841 (S. 42.2.172) ; Orléans 25 janvier 1849 (Journ. avoués 49, p. 552) ; Grenoble 3 décembre 1855 (D. 56.2.278) ; Nîmes 10 janvier 1863 (Journ. avoués 63, p. 218) ; 15 novembre 1869 (Journ. avoués, 70, p. 256) ; Trib. civ. Périgueux 24 janvier 1884 (Gaz. Pal. 84.1. supp. 107) ; Alger 24 février 1897 (D. 1900.1.65). *Adde* : Boitard, Colmet Daâge et Glasson ; Proc. civ. 15e édit., t. Ier, n° 539 ; Carré et Chauveau, Lois proc., t. III, p. 249, n° 294 ; Garsonnet, Proc. civ., 1re édit., t. II, n° 372, p. 643.

II. — Sur le second point : 1° Défaut d'autorisation spéciale, Cass. 12 décembre 1877 (S. 77.1.459 — D. 77.1.228) ; mars 1886 (D. 87.1.278) ; 2° Préjudice, Alger 16 avril 1894 (Rec. Alger 94.278) ; Cass. 4 novembre 1890 (Rec. proc.civ. 92.261), 2 juillet 1899 (S. 1900.1.40) ; 3° Défaut de ratification, Trib. civ. Périgueux 24 janvier 1884, précité. V. Pandectes françaises, v° Désaveu, nos 36 et suiv., 80, 81 et 82.

On admet généralement que la commise d'une faute n'est pas une condition nécessaire à l'exercice de l'action en désaveu. « Si légère, dit M. Garsonnet, que puisse être l'erreur de l'officier ministériel qui s'est cru autorisé à signifier tel ou tel acte, à passer telle ou telle déclaration, ce n'est pas une raison pour en faire retomber les conséquences sur son client, qui n'a pas la moindre imprudence à se reprocher. Autre chose est l'action disciplinaire dont il ne faut pas se montrer prodigue et qu'il convient de réserver pour les cas qui méritent une certaine gravité, autre chose est l'action en dommages-intérêts qui ne suppose qu'un préjudice pour le demandeur et une faute de la part du défendeur » : Garsonnet, Proc. civ., 1re édit., t. II, p. 645. — Pour la jurisprudence, voir les décisions citées par le jugement. *Contrà* : Alger 16 avril 1894 (Rec. Alger 94.278).

III. — Sur le troisième point : Solution non douteuse. C'est ainsi qu'on peut voir une ratification dans le fait par le désavouant de laisser passer les délais de l'appel, ou de laisser passer huitaine sans réclamation, depuis que le jugement doit être réputé exécuté, par exemple, depuis le jour où on a vendu les meubles saisis sur lui, ou qu'on lui a dénoncé la saisie d'un de ses immeubles. V. en ce sens ; Trib. civ. Périgueux 24 janvier 1884 précité ; Paris 11 août 1892 (Gaz. Pal. 92.2.278) ; Cass. 27 décembre 1892 (D. 93.1.223) ; 29 avril 1896 (Gaz. Pal. 96.1.730 — D. 96.1. 413).

Le paiement sans réserves du montant des condamnations prononcées contre une partie valant, de la part de celle-ci, acquiescement au jugement : Cass. 8 mai 1894 (Gaz. Pal. 94.1.677 — S. 94.1.272 — D. 94.1.454) ; Paris 20 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.178) ; Cass. 22 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.1. 206 — S. 97.1.167 — D. 96.1.571) ; 26 octobre 1898 (Gaz. Pal. 98.2.589), emporte nécessairement ratification des aveux consignés dans ce jugement. Trib. civ. Périgueux 24 janvier 1884, précité.

IV. — Sur le quatrième point : Solution très généralement adoptée. Pour la repousser, on invoque parfois l'art. 1998, al. 2 C. civ. lequel n'admet la responsabilité du mandant relativement aux faits de son mandataire qu'autant que celui-ci a excédé les bornes de son mandat. La jurisprudence décide en sens contraire, fondant la responsabilité du mandant envers les tiers sur l'art. 1384 d'après lequel « on est responsable du dommage causé par le fait des personnes dont on doit répondre ». V. notamment en ce sens : Cass. 14 juin 1847 (S. 48.1.37 — D. 47.1.332) qui décide que le mandant « ne peut argumenter de la disposition de l'art. 1998 C. civ. pour rejeter les conséquences du dol et de la fraude de son mandataire sur les tiers de bonne foi, victimes de sa machination ». Dans le sens de cette solution. V. Lyon 24 janvier 1889 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92, v° Mandat, nos 186 et 187) ; Aix 19 novembre 1889 (Gaz. Pal. *ibid.*, n° 185) ; Trib. civ. Seine 26 février 1891 (Gaz. Pal. *ibid.*, n° 18) ; Paris 25 mars 1892 (D. 92.2.263). — *Contrà* : Orléans 4 mars 1896 (Gaz. Pal. 96. 2.32 — S. 98.2.25 — D. 96.2.515) ; Trib. civ. Cambrai 7 mai 1896 (Gaz. Pal. 96.2.668) ; Cass. 4 décembre 1899 (S. 1900. 1.311 — D. 1900.1.14).

Mais « pour que le mandataire oblige le mandant envers celui avec lequel il contracte, il faut que le contrat paraisse renfermé dans les limites de la procuration. » P. Pont, Petits contrats, t. Ier, n° 1064. *Adde* Troplong, Mandat, n° 604 ; Aubry et Rau, 4e édit., t. IV, § 415, p. 650, texte et note 2. « Quant à la question de savoir si le mandataire est resté dans les termes de la procuration, elle se résout, à l'égard des tiers, d'après le contenu apparent de cette procuration ». P. Pont *op.* et *loc. cit.* *Adde* Aubry et Rau, *op.* et *loc. cit.* *Adde* : Trib. civ. Annecy 8 mai 1888 (Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, v° Mandat, n° 194) ; Trib. com. Seine 5 avril 1899 (Gaz. Pal. 99.1, v° Mandat, n° 9).

Cette solution est d'ailleurs subordonnée à la condition que les tiers aient été de bonne foi. P. Pont, *op. cit.*, n° 465 ; Aubry et Rau, *op.* et *loc. cit.* ; Trib. civ. Lyon 28 octobre 1887 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92, v° Mandat, n° 198).

301-302

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

17 octobre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — JURY. — LISTE DU CONSEIL GÉNÉRAL. — NULLITÉ SUBSTANTIELLE.

Les dispositions des art. 29 et 30 de la loi du 3 mai 1841, d'après lesquelles c'est sur une liste annuelle, dressée par le conseil général pour chaque arrondissement, et contenant trente-

six noms au moins et soixante-douze au plus, que la cour d'appel ou le tribunal de première instance du chef-lieu doivent choisir le jury spécial d'expropriation, sont substantielles et d'ordre public.

Dès lors, toute décision d'un jury, choisi sur une liste où se trouvaient inscrits plus de soixante-douze noms, est entachée de nullité, que ne peuvent couvrir ni les actes, ni le silence des parties comparaissant devant le jury.

Dubœuf c. Ville de Saint-Etienne.

LA COUR,

Vu l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841:

Attendu qu'aux termes de cet article, la liste du jury d'expropriation dressée par le conseil général doit comprendre, pour chaque arrondissement, au moins trente-six et au plus soixante-douze noms; que c'est sur cette liste que, d'après l'art. 30 de la même loi, doit être choisi le jury chargé de fixer l'indemnité;

Attendu que, des pièces produites devant la cour, il résulte que la liste dressée par le conseil général de la Loire, dans sa session d'août 1880 et sur laquelle ont été désignés les jurés appelés à statuer sur l'indemnité due au demandeur, comprenait soixante-treize noms, nombre dépassant le maximum de soixante-douze noms fixés par la loi; que les prescriptions des art. 29 et 30, comme toutes celles qui touchent à la constitution des juridictions sont substantielles et d'ordre public et que, dès lors, ni les actes, ni le silence des parties comparaissant devant le jury ne peuvent couvrir l'irrégularité dont la formation du jury est entachée;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen,

Casse la décision du jury d'expropriation de l'arrondissement de Saint-Etienne en date du 21 mars 1900.

MM. SERRE rapp.; DESJARDINS av. gén. — Me PÉROUSE av.

Note. — Jurisprudence constante conforme. Il a été, en effet, un grand nombre de fois jugé que le nombre des personnes à porter sur la liste, dressée pour chaque arrondissement par le conseil général, et sur laquelle doit être fait, par la cour d'appel ou le tribunal de première instance du chef-lieu, le choix du jury spécial, pour le règlement des indemnités en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, est rigoureusement fixé par l'art. 30 de la loi du 3 mai 1841, et ne peut être réduit ni dépassé. V. Cass. 26 août 1887 (Gaz. Pal. 87.1.639) et les nombreux arrêts antérieurs cités en note. V. également les mêmes arrêts sur le caractère substantiel de la nullité, résultant de l'inobservation de cette disposition, nullité, qui, étant d'ordre public, peut, en conséquence, être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation.

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

5 juillet 1900.

Présidence de M. LŒW.

(DEUX ARRÊTS)

MÉDECINE-CHIRURGIE-PHARMACIE. — OUVERTURE D'OFFICINE. — DÉPÔT. — LOCAL DE TRANSMISSION.

Le fait par un pharmacien d'établir, dans une localité autre que celle où est située son officine, un bureau de correspondance, où ses commis viennent chercher les ordonnances déposées par ses clients pour ensuite rapporter à ceux-ci les médicaments prescrits par ces ordonnances, ne constitue pas le délit d'ouverture illégale d'officine, prévu par l'art. 25 de la loi du 21 germinal an XI, lorsque lesdits commis n'ont agi que comme agents de transmission entre le pharmacien et ses clients, les médicaments ayant été régulièrement préparés par le pharmacien dans son officine.

M. le procureur général près la Cour de Caen s'était pourvu contre deux arrêts de cette cour, du 11 mai 1900, rendus, le premier, au profit des sieurs Faucher, Rivière et Lescène, le second au profit des sieurs Brassart et Viard. Sur ce pourvoi, la Chambre criminelle de la Cour de cassation a rendu les deux arrêts suivants :

1re **espèce.** — Min. pub. c. Faucher, Rivière et Lescène.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'art. 25 de la loi du 21 germinal an XI:

Attendu qu'il résulte des constatations souveraines de l'arrêt attaqué que Lescène, pharmacien à Livarot, a installé à Saint-Julien-le-Faucon, sous le titre de « Dépôt d'ordonnances pour la pharmacie Lescène, de Livarot » une sorte de bureau de correspondance où ses clients pouvaient remettre les ordonnances médicales à exécuter et recevoir ensuite les préparations prescrites par ces ordonnances; que Lescène envoyait plusieurs fois par jour à Saint-Julien-le-Faucon des employés, Rivière et Faucher, à l'effet seulement de prendre les ordonnances déposées dans la boite aux lettres du bureau ou de les recevoir directement des clients et de livrer à ceux-ci les médicaments antérieurement demandés;

Attendu que Lescène n'avait dans ce bureau de Saint-Julien-le-Faucon aucun dépôt permanent de substances médicamenteuses; qu'à aucun point de vue ce bureau de correspondance ne pouvait être considéré comme une officine de pharmacie; que Lescène n'y faisait ou faisait faire aucune prépara-

tion; que toutes les ordonnances s'exécutaient dans sa pharmacie à Livarot; et enfin que les médicaments ainsi préparés à Livarot étaient envoyés et remis à chaque client sous enveloppe scellée, portant extérieurement son adresse;

Attendu qu'on ne saurait voir, dans les faits ainsi constatés, une infraction à l'art. 25 de la loi de germinal an XI, aux termes duquel, nul ne peut obtenir de patente pour exercer la profession de pharmacien, ouvrir une officine de pharmacie, préparer, vendre et débiter aucun médicament s'il n'a été reçu suivant les formes voulues par la loi, puisque, d'une part, il n'est pas contesté que Lescène est muni d'un diplôme de pharmacien, et que, d'autre part, Rivière et Faucher n'ont agi en réalité que comme des commissionnaires qui portent à domicile des remèdes régulièrement préparés dans la pharmacie;

Attendu que les procédés reprochés à Lescène ne sont pas contraires aux prescriptions de l'art. 25 susvisé; qu'ils ne paraissent pas de nature à compromettre la santé publique, et que la Cour d'appel de Caen, en renvoyant les défendeurs au pourvoi des fins de la poursuite, loin de violer la loi de germinal an XI, en a fait, au contraire, une juste et saine appréciation;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi du procureur général près la Cour d'appel de Caen contre l'arrêt de cette Cour en date du 11 avril 1900 qui a relaxé Faucher, Rivière et Lescène.

2e espèce. — Min. pub. c Brassart et Viard.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'art. 25 de la loi du 21 germinal an XI:

Attendu qu'il résulte des constatations souveraines de l'arrêt attaqué, que Viard, pharmacien à Livarot, a installé à Saint-Julien-le-Faucon, chez Brassart, buraliste, et à l'enseigne « Pharmacie Viard » une sorte de bureau de correspondance où ses clients pouvaient remettre les ordonnances médicales à exécuter et recevoir ensuite les préparations prescrites par ces ordonnances;

Attendu que Viard n'avait dans ce bureau aucun dépôt permanent de substances médicamenteuses; qu'à aucun point de vue ce bureau de correspondance ne pouvait être considéré comme une officine de pharmacie; que Brassart se bornait à y recevoir les ordonnances qu'il transmettait à Viard et à livrer aux clients les médicaments par eux demandés; que Viard n'y faisait ou faisait faire aucune préparation; que toutes les ordonnances s'exécutaient dans sa pharmacie à Livarot et enfin que les médicaments ainsi préparés à Livarot étaient envoyés à Brassart et remis par celui-ci à chaque client sous une enveloppe scellée, portant extérieurement son adresse;

Attendu qu'on ne saurait voir dans les faits ainsi constatés une infraction à l'art. 25 de la loi de germinal an XI, aux termes duquel, nul ne peut obtenir de patente pour exercer la profession de pharmacien, ou créer une officine de pharmacie, préparer, vendre et débiter aucun médicament, s'il n'a été reçu suivant les formes voulues par la loi, puisque, d'une part, il n'est pas contesté que Viard est muni d'un diplôme de pharmacien et que, d'autre part, Brassart n'a agi en réalité que comme un agent de transmission entre Viard et les clients de ce dernier;

Attendu que les procédés reprochés à Viard ne sont pas contraires aux prescriptions de l'art. 25 susvisé; qu'ils ne paraissent pas de nature à compromettre la santé publique, et que la Cour d'appel de Caen, en renvoyant les défendeurs au pourvoi des fins de la peursuite, loin de violer la loi de germinal an XI, en a fait, au contraire, une juste et saine interprétation;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi du procureur général près la Cour d'appel de Caen contre un arrêt de cette Cour en date du 11 avril 1900 qui a relaxé les nommés Viard et Brassart.

MM. ROULIER rapp.; DUBOIN av. gén. — Me BOIVIN-CHAMPEAUX av.

Note. — Voir sur la question la note sous les deux arrêts de la Cour de Caen (Gaz. Pal. 1900.1.767).

COUR D'APPEL DE PARIS

14 mars 1900.

Présidence de M. de Viefville.

MARIAGE. — OPPOSITION A MARIAGE. — MARIAGE PROJETÉ ENTRE L'ÉPOUX DIVORCÉ ET SON COMPLICE D'ADULTÈRE. — OPPOSITION PAR L'EX-CONJOINT. — NULLITÉ. — VALIDITÉ EN TANT QUE DÉNONCIATION A L'OFFICIER PUBLIC COMPÉTENT.

L'époux divorcé n'est pas recevable à former opposition au mariage projeté entre son ex-conjoint et le complice d'adultère de ce dernier.

D'autre part, l'ex-conjoint n'est point recevable dans ses conclusions tendant à ce qu'il soit enjoint par les juges, à l'officier de l'état-civil compétent, de procéder à la célébration du mariage. L'opposition, si elle est non recevable en droit, vaut, en fait, comme dénonciation à ce magistrat.

..... Il en est ainsi, alors surtout que ces conclusions formulées pour la première fois devant les juges d'appel, constituent une demande nouvelle, qui, à ce titre, ne peut être accueillie par la cour.

Leguillier c. Leguillier.

Le Tribunal civil de Pontoise a rendu, le 24 janvier 1900, le jugement suivant :

« Attendu qu'un jugement de ce tribunal, du 15 janvier 1891, a prononcé le divorce des époux Leguillier, en se fondant sur ce que Leguillier avait abandonné sa femme, et que cet abandon était d'autant plus injurieux pour cette dernière que Leguillier avait vécu depuis avec la femme L..., avec laquelle il entretenait des relations adultères ;

« Attendu que la dame Leguillier a formé opposition au mariage, publié à Margency, du sieur Leguillier avec la demoiselle Laure Isoré, comme prohibé par l'art. 298 C. civ.; que Leguillier et la demoiselle Isoré demandent la mainlevée de l'opposition ;

« Sur la recevabilité de celle-ci :

« Attendu que les demandeurs soutiennent que la dame Leguiller était sans droit pour former opposition, le conjoint divorcé n'ayant pas été compris par le législateur au nombre des personnes admises limitativement à le faire ;

« Attendu que le droit de former opposition n'a pas été, il est vrai, en termes exprès, conféré au conjoint divorcé, mais que l'art. 298 C. civ. le lui accorde nécessairement implicitement ; que la prohibition du mariage entre l'époux adultère et son complice, édictée par cet article, constitue, dans un intérêt supérieur de moralité publique, une pénalité contre l'époux coupable, et une sorte de réparation pour l'époux outragé ; que l'observation de cette disposition, comme conséquence et effet direct du jugement, est un droit pour l'époux au bénéfice duquel le divorce a été prononcé; que celui-ci doit donc être admis à l'exiger, et que l'opposition au mariage prohibé étant le seul moyen d'en empêcher la célébration, la disposition de ce moyen doit lui être reconnue ;

« Au fond :

« Attendu qu'il est constant que la demoiselle Laure Isoré est bien la femme désignée dans le jugement du 15 janvier 1891 sous l'initiale de L... dans l'enquête sous le nom de Laure, et, dans les conclusions de la dame Leguillier, antérieures au jugement du 6 août 1890 qui avait ordonné cette enquête sous les initiales de L... I... ; que le divorce des époux Leguillier a été prononcé, entre autres motifs, pour l'adultère du mari avec cette femme ; que le mariage de Leguillier et de la demoiselle Laure Isoré est, en conséquence, prohibé par la loi ;

« Par ces motifs,

« Déclare Leguillier et la demoiselle Laure Isoré mal fondés dans leur demande et les condamne aux dépens. »

Appel. — Arrêt.

LA COUR,

Considérant que le droit de former opposition au mariage n'a été accordé qu'aux personnes et dans les cas limitativement spécifiés dans les art. 172 et suivants C. civ. ; que le lien de droit existant entre les conjoints étant définitivement dissous par la transcription du divorce, l'époux divorcé n'est point recevable à se prévaloir de ces dispositions; que la prohibition de l'art. 298 a été édictée, non dans l'intérêt de l'époux outragé, mais dans celui général de la moralité publique; qu'elle n'est point une innovation du législateur de 1884, mais le rappel textuel d'une disposition du Code civil ancien; qu'on ne saurait donc soutenir qu'elle est postérieure à la limitation du droit d'opposition et que cette limitation ne leur est pas applicable; que si la sanction à donner aux prescriptions impérativess de la loi apparaît comme insuffisante en fait et devant même être inefficace dans un grand nombre de cas, il n'appartient pas au juge de compléter ou rectifier des dispositions législatives;

En ce qui touche les conclusions subsidiaires de l'appelant tendant à ce qu'il soit enjoint par la cour, à l'officier de l'Etat civil, de procéder à la célébration du mariage :

Considérant que l'officier de l'Etat civil n'a point été mis en cause; qu'il s'agit actuellement et exclusivement de la validité d'une opposition à la requête de la femme divorcée opposante; que si cette opposition, qui ne pourrait être formée et levée que dans les termes des art. 66 et suiv. C. civ., est non recevable en droit, elle peut néanmoins, suivant les cas, constituer en fait une dénonciation adressée à un officier public compétent; que le débat pouvant résulter du refus ou du consentement de celui-ci de procéder au mariage, a le caractère d'une demande nouvelle non recevable devant la cour;

Par ces motifs,

Infirme le jugement du Tribunal de Pontoise du 24 janvier 1900;

Déclare la dame Léguillier non recevable dans l'opposition par elle formée au mariage de Louis-Emile Leguillier, son conjoint divorcé; l'en déboute ;

Déclare Leguillier non recevable dans ses conclusions subsidiaires tendant à ce que, sur la signification du présent arrêt, le maire de Margency soit tenu de procéder à son mariage avec la demoiselle Isoré, l'en déboute;

Déboute également les deux parties de toutes autres conclusions principales et subsidiaires;

Ordonne la restitution de l'amende sur l'appel;

Et, considérant que les parties succombent chacune sur des chefs de leurs demandes respectives, fait masse des dépens de première instance et d'appel et dit qu'ils seront supportés moitié par chacune des parties.

M. JACOMY av. gén. (concl. conf.) — Mes RODANET et PÉRILLIER av.

Note. — L'art. 298 C. civ. constitue un exemple topique de l'impuissance à laquelle se trouve parfois condamnée la volonté du législateur, faute par celui-ci d'avoir songé à la munir d'une sanction efficace. La jurisprudence considère, en effet, comme constants, et cela en vertu de considérations très juridiques, les deux points suivants : 1° Elle admet, d'une part, que l'empêchement qui résulte de l'art. 298 C. civ. est simplement prohibitif. La formule employée par le législatenr « ne *pourra jamais* se marier avec son complice », si impérative soit-elle, ne prononce pas la nullité du mariage contracté au mépris de cette prohibition. Or, il est de principe que les nullités ne peuvent être étendues par voie d'interprétation, qu'elles doivent résulter d'un texte formel. V. en ce sens : Laurent, t. III, n° 290; Carpentier, Traité du divorce, n° 325; Vraye et Gode, Divorce, t. II, n° 626; Coulon et Faivre, p. 326; 2° Elle décide, d'autre part, que le conjoint de l'époux divorcé qui projette de se marier avec son complice n'a pas qualité pour former opposition à ce mariage. Les seules personnes auxquelles la loi accorde, dans tous les cas, ce droit, sont : 1° le conjoint; 2° les père et mère, ou aïeuls. Nulle part, l'ancien conjoint ne figure parmi ces personnes. Or, il est de principe que le droit de former opposition au mariage, étant exorbitant du droit commun, ne peut être étendu à des personnes autres que celles nommément désignées par un texte : V. Carpentier, n° 323; Vraye et Gode, t. II, n° 630. V. en outre : Cass. 15 juin 1887 (Gaz. Pal. 87.2.127); Trib. civ. Lyon 27 décembre 1888 (Gaz. Pal. 89.1.164); Trib. civ. Seine 12 avril 1894 (Gaz. Pal. 94.1.622 — D. 94.2.447); Paris 3 mars 1897 (D. 97.2.439); Trib. civ. Lyon 9 juillet 1898 (Monit. jud. Lyon 5 novembre 1898); Trib. civ. Boulogne-sur-Mer 27 octobre 1899 (Gaz. Pal 99. 2. 307). V. cependant *contrà* : Trib. civ. Dieppe 26 juin 1890 (Gaz. Pal. 90. 2. 135). En outre, il ne peut être question ici d'appliquer la jurisprudence aux termes de laquelle le ministère public a qualité pour provoquer la nullité des mariages contractés au mépris d'un empêchement dirimant : Grenoble 14 janvier 1889 (Gaz Pal T. Q. 1887-92, v° Mariage, n° 72); Trib civ. Orthez 17 avril 1890 (Gaz. Pal. *loc. cit.*, n° 86), puisque l'empêchement résultant de l'art. 298 est, nous venons de le voir, simplement prohibitif.

Dailleurs, l'art. 298 n'est pas dépourvu de toute portée utile. Non seulement, en effet, les personnes désignées par les art. 172 et 173 ont le droit de former opposition au mariage qu'il prohibe, mais encore une jurisprudence constante décide que l'opposition de l'époux divorcé de l'ex-conjoint coupable vaut comme dénonciation à l'officier de l'état civil, et qu'il appartient à ce magistrat de refuser de procéder à la célébration du mariage, s'il le juge à propos. V. en ce sens Trib. civ. Lyon, 9 juillet 1898 précité; et Trib. civ. Boulogne-sur-Mer, 27 octobre 1899, précité.

COUR D'APPEL DE BESANÇON

11 juillet 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — RENTE FORFAITAIRE. — POINT DE DÉPART. — PROVISION.

L'indemnité temporaire du demi-salaire n'est due, en cas d'incapacité permanente partielle, que jusqu'au jour de la consolidation de la blessure, date à laquelle doit être fixé le point de départ de la rente forfaitaire, et non jusqu'au jour de la décision portant règlement définitif de celle-ci.

Et, si l'indemnité temporaire doit continuer à courir, même en cours d'instance lorsque la consolidation n'a pas eu lieu au jour où les tribunaux sont appelés à statuer, elle doit cesser d'être allouée du jour de cette consolidation, toutes les fois que sa constatation est démontrée antérieurement à la décision : il en résulte que, dans ce dernier cas, si des errements étaient ordonnés, le blessé ne pourrait se pourvoir qu'en obtention de la provision édictée par l'art. 16 in fine *de la loi de 1898, prévue pour cette situation.*

Compagnie des chemins de fer vicinaux c. Vieillemey.

Le Tribunal civil de Lure avait rendu, le 11 mai 1900 le jugement suivant :

« Attendu que Just Vuillemey, homme d'équipe à la Compagnie des chemins de fer vicinaux de la Haute-Saône, âgé de trente-sept ans, demeurant à Plancher-Bas, a été, le 10 juillet 1899, à la gare de Champagney, blessé dans son travail; qu'il a eu la jambe droite écrasée; que depuis cet accident il a été soigné à l'hospice de Lure; qu'il produit à l'audience du présent jour un certificat du docteur Cuche, à la date du 9 mai 1900, lequel sera enregistré en même temps que le présent jugement, que dans ce certificat, il est dit « qu'une partie notable des deux os a dû être « éliminée; que les quatre extrémités restantes « n'ont pu être coadaptées; qu'il est resté une large « pseudarthrose, avec raccourcissement de 7 à 8 « centimètres, et que Vuillemey, pour le moment, « va pouvoir marcher avec un pilon sur lequel « appuiera le genou plié. »

« Attendu que Vuillemey prétend : 1° qu'il est atteint d'une incapacité permanente absolue; 2° que son salaire annuel était de 873 francs; 3° qu'il a droit à une rente des deux tiers de son salaire ou de 582 francs;

« Attendu que la compagnie soutient, au contraire, que Vuillemey n'est atteint que d'une incapacité permanente partielle; que son salaire annuel était de 850 francs; qu'il ne sera réduit que de 425 francs et qu'il n'a droit qu'à une rente de 212 fr. 50;

« Attendu que Vuillemey demande encore : 1° que la compagnie lui serve la moitié de ses journées à partir du cinquième jour de l'accident,

jusqu'au jour où la rente qui lui est due sera fixée par une sentence définitive; 2° que la compagnie paie les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais d'hôpital;

« Attendu que Vuillemey, qui a perdu l'usage de la jambe droite par suite de son accident, est atteint d'une incapacité permanente partielle, et qu'il peut encore, quoique difficilement, trouver du travail malgré son infirmité; que le tribunal croit devoir fixer aux quatre cinquièmes la réduction de son salaire; que le salaire de Vuillemey était de 873 francs; qu'en effet, il a touché en dix mois et cinq jours 740 francs, ce qui donne par mois 72 fr. 75 et pour douze mois 873 fr.;

« Attendu que les quatre cinquièmes de 873 fr. sont de 698 fr. 40; que Vuillemey a droit à une rente de moitié ou de 349 fr. 20; qu'il y a lieu de dire que la compagnie paiera 1 fr. 20 par jour ou la moitié de 2 fr. 40 jusqu'au jour où la sentence qui fixe la rente sera devenue définitive et les frais d'hôpital à Lure, qui comprennent les frais médicaux et pharmaceutiques, ainsi que que les frais faits jusqu'à ce jour, soit devant le juge de paix, soit devant le président en conciliation, soit devant le tribunal;

« Par ces motifs,

« Condamne la Compagnie des chemins de fer vicinaux de la Haute-Saône à servir à Vuillemey une rente viagère annuelle de 349 fr. 20, payable par trimestre et à trimestre échu;

« Dit que la compagnie servira à Vuillemey 1 fr. 20 par jour depuis le cinquième jour à partir de l'accident jusqu'au jour où la sentence qui fixe la rente sera devenue définitive, et supportera les frais de l'hospice de Lure;

« Le condamne en tous les dépens ».

LA COUR,

Attendu que le jugement entrepris a fait une exacte appréciation des circonstances de la cause, en décidant que Vuillemey était atteint d'une incapacité permanente partielle, en fixant aux quatre cinquièmes la réduction de son salaire, en reconnaissant que ce salaire était annuellement de 873 fr. et en allouant au blessé, au moyen de calculs reconnus exacts, une rente de 349 fr. 20; que dans ces conditions, le chef d'appel relatif à la réduction de la rente doit être rejeté et qu'il ne reste à statuer que sur le second chef relatif à l'indemnité journalière;

Attendu, en ce qui concerne le second chef, que le jugement a décidé que l'indemnité journalière devait être servie à l'intimé jusqu'au jour où la sentence qui a fixé la rente serait devenue définitive; mais que cette partie de la décision ne peut être maintenue parce que l'indemnité n'est allouée au blessé que pendant la période dite d'invalidité, au cours de laquelle celui-ci ne peut se livrer à aucun travail, parce que cette période cesse au moment où la blessure est consolidée, le blessé, dès cette époque, étant réputé pouvoir à nouveau travailler, quoique avec une diminution de salaire légalement compensée alors par l'allocation de la rente; que celle-ci doit donc courir du jour de la consolidation dûment constatée de la blessure et non de l'époque incertaine pouvant être plus ou moins retardée par des incidents de procédure plus ou moins nombreux où interviendrait une décision définitive;

Attendu que le règlement des obligations des patrons et la liquidation des droits des ouvriers ne peut, en effet, être tenue en suspens par de pareils aléas, mais doit avoir un point de départ fixe, reposant sur un événement matériel facile à déterminer, et que cet événement est la consolidation de la blessure coïncidant avec la reprise possible du travail par le blessé; que ce règlement ne peut être subordonné à des événements dépendant de la volonté des parties, mais doit être soumis à une circonstance dont il ne leur est loisible de modifier ni la date, ni la réalité, et que cette circonstance est toujours la consolidation de la blessure;

Attendu que, sans doute, l'indemnité journalière devra continuer à courir, même en cours d'instance, si la consolidation de la blessure n'a pas lieu lorsque les tribunaux seront appelés à statuer, mais qu'elle devra cesser d'être allouée du jour de cette consolidation, toutes les fois que sa constatation sera démontrée antérieurement à la décision; qu'il en résulte que, dans ce dernier cas, si des errements étaient ordonnés, le blessé ne pourrait se pourvoir qu'en obtention de la provision édictée par le dernier paragraphe de l'art. 16, prévue pour cette situation;

Attendu qu'il est constaté en fait, par le certificat du docteur Cuche, seul document médical versé au procès, qu'à la date du 27 juin 1900 Vuillemey pouvait marcher en se servant d'un pilon; qu'il résulte de ce même certificat que c'est là un état définitif et qui ne semble pas pouvoir être favorablement modifié dans l'avenir; qu'il y a donc lieu de décider que la consolidation de la blessure de Vuillemey remonte au 27 juin 1900; qu'à partir de cette date il n'a plus droit à l'indemnité journalière, mais à la rente de 349 fr. 20;

Attendu que les autres parties de la décision ne sont pas frappées d'appel; qu'il n'échet d'y statuer;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel de la Compagnie des chemins de fer vicinaux, représentée ainsi qu'il est dit aux qualités, d'un jugement du Tribunal civil de Lure du 11 mai 1900;

Reçoit en la forme cet appel contre lequel aucune fin de non-recevoir n'est relevée;

Au fond, émandant:

Dit que l'indemnité journalière due à Vuillemey, à raison de 1 fr. 20 par jour, commencera à courir

du cinquième jour après l'accident, soit du 16 juillet 1899 jusqu'au 27 juin 1900 ;

Condamne la compagnie à la lui payer dans ces conditions ;

Confirme pour le surplus le jugement entrepris ;

Ordonne la restitution de l'amende.

M. Bonne av. gén. — Mes Warembourg (du barreau de Paris) et Miot av.

Note. — La Cour d'appel de Besançon persiste ainsi dans sa jurisprudence antérieure : V. Besançon 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.352) ; 28 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.453). V. également dans le même sens : Douai 19 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.754). V. cependant *contrà* : Trib. paix Paris 1er décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.53) ; Douai 5 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.752).

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER (Ch. corr.)

23 mars 1900.

Présidence de M. Andruéjol.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — PEINES. — 1° TRANSPORT DES IMPRIMÉS, ÉCHANTILLONS, PAPIERS D'AFFAIRES OU DE COMMERCE. — EXPÉDITION DE FACTURE A TAXE RÉDUITE. — ADDITION AYANT LE CARACTÈRE DE CORRESPONDANCE PERSONNELLE. — 2°-3°-4° DÉLIT CONTRAVENTIONNEL. — EXCUSE. — BONNE FOI. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — ART. 463 (INAPPLICABILITÉ DE L'). — AMENDE. — CARACTÈRE MIXTE. — SURSIS (INAPPLICABILITÉ DE LA LOI DE).

1° *Il est interdit expressément d'expédier à taxe réduite des relevés de compte ou de facture rédigés en la forme personnelle ou contenant un texte de lettre ou une formule de salutation.*

L'addition, sur les papiers d'affaires ou de commerce, d'annotations imprimées ou manuscrites ayant le caractère de correspondance personnelle n'est permise que moyennant l'acquittement préalable d'un port supplémentaire de 0 fr. 10 représentant le prix d'une carte postale.

2° *L'inobservation des prescriptions édictées par les règlements en matière de transport par la poste d'échantillons, d'imprimés, de papiers de commerce ou d'affaires, constitue une infraction purement matérielle, en sorte que le prévenu ne peut, pour échapper à la pénalité encourue, s'abriter derrière l'excuse de sa bonne foi.*

3° *Les peines encourues en cette matière ne sont pas susceptibles d'atténuation, en vertu de l'art. 463 C. pén. ; néanmoins l'art. 8 du décret du 24 août 1848 permet aux juges de modérer la peine suivant les circonstances.*

4° *L'amende, en matière postale, a, sinon un caractère exclusivement fiscal, du moins un caractère mixte, à la fois pénal et fiscal, qui la soumet à l'application des règles concernant les réparations civiles. En conséquence, les tribunaux n'ont pas la faculté d'ordonner le sursis des condamnations de ce genre.*

Min. pub. c. Roques.

La Cour,

Attendu que la cour se trouve régulièrement saisie de l'entier litige par le double appel qu'ont fait, au greffe du tribunal, l'administration des postes, légalement représentée comme partie civile en première instance par le ministère public, et, à cette audience, M. le procureur général ;

Sur la déclaration de culpabilité :

Adoptant les motifs des remiers juges ;

Attendu que Roques ne pouvait, sans violer l'art. 9 de la loi du 25 juin 1856 et les arrêtés ministériels, conçus en termes strictement limitatifs, pris en exécution de l'art. 1er de cette loi, envoyer, comme il l'a fait, par la poste, sous enveloppe ouverte, au tarif réduit de 0 fr. 05, une facture rédigée en forme personnelle, contenant un texte de lettre et une formule de salutation à l'adresse de Célestin Baxellerie, épicier à Rivesaltes ; que l'arrêté du 25 novembre 1893, art. 24, § 2, énonce expressément qu'il est interdit d'expédier à taxe réduite des relevés de comptes ou de factures rédigés en la forme personnelle ou contenant un texte de lettre ou une formule de salutation ;

Attendu que celui dn 21 janvier 1887, s'il autorise l'addition sur les papiers de commerce ou d'affaires d'annotations imprimées ou manuscrites ayant le caractère de correspondance personnelle, c'est « moyennant l'acquittement préalable d'un port supplémentaire de 0 fr. 10 représentant le prix d'une carte postale » ; qu'en n'observant pas ces prescriptions, le prévenu a encouru la pénalité prévue par l'art. 9 de la loi du 25 juin 1856, sans pouvoir s'abriter derrière aucune excuse de bonne foi, s'agissant d'une infraction purement matérielle ;

Sur l'application de la peine :

Attendu que, s'il est de principe en matière correctionnelle que les peines encourues pour infractions réprimées par des lois spéciales ne sont susceptibles d'atténuation, en vertu de l'art. 463 C. pén., qu'autant que ces lois contiennent une disposition expresse à cet égard, ce qui n'est pas le cas dans l'espèce, l'art. 8 du décret du 24 août 1848 permet néanmoins à la cour de modérer la peine suivant les circonstances, et de réduire l'amende en matière de contravention postale à 16 francs ; que c'est le cas, d'après les éléments de la cause, de faire profiter de cette disposition favorable l'inculpé, qui

ne paraît pas s'être exactement rendu compte des obligations auxquelles le soumettait légalement l'envoi de sa facture dans la forme où il l'expédiait;

Sur la concession du sursis à l'exécution de la peine :

Attendu que l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891 dispose en termes généraux qu'en cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende. lorsque l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, le tribunal peut ordonner, par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine ; mais que l'art. 2 de la même loi ajoute que « la suspension de la condamnation ne peut avoir lieu ni pour les frais ni pour les dommages-intérêts », excluant ainsi du champ d'application de l'art. 1er les amendes qui affectent le caractère de réparations civiles;

Or, attendu que l'amende en matière postale a, sinon un caractère exclusivement fiscal, du moins un caractère mixte, à la fois pénal et fiscal, qui la soumet à l'application des règles concernant les réparations civiles; que cela résulte clairement des dispositions de l'art. 8 de l'arrêté du 17 prairial an IX, qui règle la répartition du produit de l'amende en cette matière tout différemment de ce qu'elle est réglée lorsque l'amende offre un caractère purement pénal ; que cet article, en effet, attribue le produit des amendes : un tiers à l'administration, un tiers aux hospices des lieux où les contraventions ont été commises et un tiers à ceux qui ont, soit découvert ou dénoncé la fraude, soit coopéré à la saisie ;

Attendu, d'autre part, que l'ordonnance du 23 février 1843 autorise, sauf l'approbation du ministre des finances, l'administration des postes à transiger, avant comme après le jugement, dans toutes les affaires qui concernent son service ; que, dans cette situation, la faculté pour les tribunaux d'ordonner le sursis à l'exécution des condamnations à l'amende en matière postale, si elle existait, aurait pour conséquence la suppression de ce droit de transaction après jugement définitif, ce qui serait contraire au vœu de l'ordonnance précitée ; qu'il ne saurait donc être question, en cette matière, de gratifier un inculpé du bénéfice du sursis ;

Attendu qu'en décidant le contraire, les premiers juges ont donné à l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891 une extension qu'il ne comporte pas ; que leur décision doit donc être réformée ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement entrepris en ce qui concerne la déclaration de culpabilité ;

Mais, disant droit au double appel de la partie civile et du ministère public en ce qui touche l'application de la peine :

Réforme de ce chef le jugement entrepris ; ce faisant, condamne Roques à la peine de 16 francs d'amende ;

Dit que le sursis à l'exécution de cette peine ne peut être prononcé ;

Condamne Roques aux dépens.

Note. — I. — Sur le premier point : Aucune contestation possible, l'arrêt se bornant à reproduire et à appliquer le texte même des règlements. — V. Alger 26 janvier 1895 (S. 95.2.250 — D. 96.2.52).

II. — Sur le second point : Il s'agit, en l'espèce, d'une de ces infractions que quelques auteurs ont qualifiées de « contraventions-délits » ; de contraventions, parce qu'elles sont punies, sans qu'on ait égard au défaut d'intention ; de délits, parce qu'elles sont, malgré ce caractère, frappées de peines correctionnelles. Ce double caractère n'est pas douteux en l'espèce. Si l'intention criminelle était nécessaire pour rendre punissables les contraventions postales, leurs auteurs, ignorants des prescriptions compliquéss des règlements, pourraient invoquer l'excuse de leur bonne foi, et ces règlements manqueraient le plus souvent de sanction. D'autre part, le caractère correctionnel des pénalités appliquées en l'espèce ne laisse pas de doute sur la nature délictuelle de l'infraction : l'arrêté du 27 prairial an IX auquel renvoie l'art. 9 de la loi du 25 juin 1896 quant aux pénalités en matière de contravention aux règlements sur le transport par la poste des imprimés, échantillons, papiers d'affaires ou de commerce, est, en effet, ainsi conçu : « Lesdits procès-verbaux seront, de suite, adressés au commissaire du gouvernement près le tribunal civil et correctionnel de l'arrondissement, par les préposés des postes, pour poursuivre contre les contrevenants la condamnation de l'amende de 150 francs au moins et de 300 francs au plus, par chaque contravention. » V. Alger 26 janvier 1895, précité.

III. — Sur le troisième point : Il est certain que l'art. 463 C. pén. s'applique, en principe seulement, aux délits ou aux contraventions prévus par le Code pénal. « Dans tous les cas, dit cet article, où la peine de l'amende et celle de l'emprisonnement sont prononcées par le Code pénal. . » Cette solution est d'autant moins douteuse que, lors de la discussion de la loi de 1832, un amendement tendant à appliquer l'art. 463 à toutes les infractions sans distinction fut rejeté par ce motif qu'il eût été impossible de déterminer les limites de l'innovation. Une disposition formelle est donc nécessaire pour l'applicabilité de l'art. 463 aux peines édictées par des lois spéciales, et, le plus fréquemment d'ailleurs, elles contiennent cette disposition, qui, dans l'espèce, se rencontre dans l'art. 8 du décret du 24 août 1848, relatif à la taxe des lettres.

IV. — Sur le quatrième point : Ce principe n'est pas douteux et la conséquence qu'en tire notre arrêt est très généralement admise en jurisprudence. V. en matière de contravention à la loi du 16 brumaire an VI sur la garantie des matières d'or et d'argent : Alger 7 avril 1894 (Gaz. Pal. 94.2.122) ; en matière fiscale, Paris 29 décembre 1893 (Gaz. Pal. 94.1.418) ; en matière de douane, Doui 12 janvier 1892 (Gaz. Pal. 92.1 280) ; en matière d'eaux et forêts, Riom 18 mai 1892 (Gaz. Pal. 92.2.569) ; Cass. 22 décembre 1892 (Gaz. Pal. 92.2.747) ; 28 janvier 1897 (Gaz. Pal. 97.2. 390) ; Pau 22 octobre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.31) ; Poitiers 6 janvier 1899 (S.99.2.112 — D. 99.2.296). — *Contrà* cependant en matière fiscale : Trib. corr. Lorient 25 mars 1892 (Gaz. Pal. 92.1.516) ; et en matière forestière : Angers 4 décembre 1891 (Rec. Angers 91.363). Mais, on le voit, la jurisprudence la plus récente, et la jurisprudence de la Cour de cassation sont conformes à celle de l'arrêt recueilli.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.)

7 juillet 1900.

Présidence de M. Baudouin.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° OUVRIERS EMPLOYÉS PAR LES COMMUNES. — APPLICABILITÉ DE LA LOI. — 2° PROCÉDURE. — ACTION CONTRE UNE COMMUNE.— DÉFAUT DE MÉMOIRE PRÉALABLE. — IRRECEVABILITÉ.

1° *La loi du 9 avril 1898 est applicable à tous les ouvriers quels que soient leurs patrons et par cela même aux ouvriers travaillant pour le compte des communes, à condition, bien entendu, qu'il s'agisse d'accidents prévus par l'art. 1er de ladite loi.*

2° *L'action en paiement d'indemnité, formée, en vertu de la loi du 9 avril 1898, par un ouvrier travaillant pour le compte d'une commune, contre celle-ci, doit être, à peine d'irrecevabilité, précédée du mémoire au préfet prescrit par les lois du 18 juillet 1837* (art. 51 et 52) *et 5 avril 1884* (art. 124 et 125).

Devetter c. Ville de Paris.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Paul Devetter, le 17 juillet 1899, à 8 heures du matin, sur les chantiers du Métropolitain, place de la Nation, a été victime d'un accident en voulant se garer pour laisser passer un train de déblai ; qu'il a eu la tête prise entre un wagonnet et le montant d'un échafaudage ; que la mâchoire a été écrasée et qu'il paraît avoir complètement perdu l'œil droit;

Attendu qu'il demande dans ces conditions au préfet de la Seine représentant la Ville de Paris, par application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, de lui payer une rente annuelle et viagère de 657 francs par an et ce à partir du 17 juillet 1899;

Attendu que la Ville de Paris, en faisant toutes réserves, notamment sur l'application de la loi à son égard, oppose à cette demande une fin de non-recevoir tirée des lois municipales des 18 juillet 1837 (art. 51 et 52) et 5 avril 1884 (art. 124 et 125) dans les dispositions qui sont relatives aux formalités à observer dans les instances poursuivies contre les communes ;

Attendu que la loi du 9 avril 1898 est, au premier chef, une loi d'ordre public, et qu'il importe, dès lors, d'examiner si elle est applicable à la Ville de Paris et aux communes en général, bien que le préfet de la Seine se contente de faire des réserves à cet égard ;

Attendu que l'art. 13 de ladite loi stipule qu'il n'y a pas lieu à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées, ni dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, ni dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets;

Attendu que l'art. 32 de la même loi dispose qu'il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis ou journaliers appartenant aux ateliers de la marine et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du ministère de la guerre;

Attendu que le législateur en déclarant, d'une part, qu'il n'y a pas lieu à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées et dans celles de l'Etat et d'autre part en faisant des exceptions relativement aux ouvriers de la marine et de la guerre, a voulu que la loi soit applicable à tous les ouvriers, quels que soient leurs patrons, et par cela même aux ouvriers travaillant pour le compte des communes, à condition, bien entendu, qu'il s'agisse d'accidents prévus dans l'art. 1er de ladite loi;

Attendu qu'en n'exigeant pas l'expertise dans certains cas et en faisant une exception pour une catégorie d'ouvriers, il a manifestement édicté que tous les autres ouvriers pourraient bénéficier des dispositions nouvelles qui ont un caractère général et absolu ;

Attendu, en conséquence, que la loi de 1898 est applicable à la Ville de Paris ;

Attendu que les lois des 18 juillet 1837 et 5 avril 1884 prescrivent en termes formels et même à peine de nullité, qu'aucune action judiciaire autre que les actions possessoires ne peut être intentée contre une commune qu'autant que le demandeur a préalablement adressé au préfet ou au sous-préfet un mémoire exposant l'objet de la demande et les motifs de la réclamation ;

Attendu que Devetter soutient que la loi du 9 avril 1898, par sa nature, son espèce et son but, est incompatible avec l'obligation de déposer un mémoire préalable et d'attendre deux mois avant que l'ouvrier ou ses représentants puissent poursuivre l'exercice de leurs droits;

Mais attendu que si la loi nouvelle sur les accidents a organisé une procédure très simplifiée, elle n'a point cependant abrogé d'une façon expresse les dispositions des lois municipales susvisées;

Attendu que ces dispositions ont été édictées dans un intérêt public, et qu'elles doivent être maintenues si la loi qui les consacre n'a point été expressément ou tacitement abrogée ;

Attendu qu'il est constant que l'abrogation expresse n'en a point été faite par la loi de 1898;

Attendu que Devetter ne saurait se prévaloir d'une abrogation tacite ;

Attendu, en effet, que l'abrogation tacite d'une loi n'existe que lorsque la loi nouvelle contient des dispositions contraires à celles de la loi ancienne et

que la contrariété est telle qu'il soit impossible d'exécuter la seconde sans détruire la première ;

Attendu que les formalités organisées par ladite loi consistent tout d'abord dans l'exécution des obligations imposées au patron, au maire et au juge de paix et qui ont pour but d'arriver à la constatation juridique, à la découverte des causes de l'accident, de sa nature et des responsabilités qu'il entraîne ;

Attendu que le juge de paix est chargé ensuite de statuer sur les contestations relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie et aux indemnités temporaires ;

Attendu que le président du tribunal, en ce qui concerne les autres indemnités, doit convoquer la victime et le patron dans les cinq jours de la transmission des pièces et qu'à défaut d'accord entre les parties il les renvoie devant le tribunal ;

Attendu que tous ces préliminaires ne sont rien moins qu'incompatibles avec l'obligation de déposer un mémoire préalable pour introduire l'action en indemnité contre une commune, puisque l'ouvrier qui ne saurait introduire sa demande avant leur accomplissement peut parfaitement adresser le mémoire au préfet dès les premiers jours de l'accident ;

Attendu, en conséquence, que les dispositions des lois municipales susvisées, ne sont point abrogées, et que, par suite, Devetter doit être déclaré non recevable dans son action contre la Ville de Paris ;

Par ces motifs,

Dit qu'il n'échet de donner acte à la Ville de Paris de ses réserves, la loi de 1898 lui étant applicable ;

Déclare Devetter non recevable en sa demande à raison du défaut de mémoire préalable, l'en déboute ;

Condamne Devetter en tous les dépens.

Mes REVERDY et MILLIARD av.

Note. — I. — Sur le premier point : La question tranchée par le jugement recueilli n'a fait jusqu'à présent, à notre connaissance, l'objet d'aucune décision de justice ; mais la solution consacrée ne paraît pas discutable en présence de la disposition très large de l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898, qui emploie l'expression « ouvriers et employés », sans faire aucune restriction à l'égard des personnes qui les emploient. La commune, comme toutes les autres personnes morales, était soumise jusqu'à ce jour aux dispositions des art. 1382 et 1384 C. civ., relativement aux accidents survenus aux ouvriers qu'elle emploie ; nul doute que le changement apporté à ces dispositions par la loi nouvelle ne lui soit applicable, puisque cette loi n'a fait aucune réserve à cet égard.

II. — Sur le second point : La loi du 9 avril 1898 a édicté des règles de procédure spéciales, empreintes du caractere d'urgence des demandes d'indemnités, et l'on a soutenu déjà qu'en présence de l'art. 2 de la loi nouvelle, aux termes duquel les ouvriers et employés protégés par l'art. 1er ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de ladite loi, toutes les dispositions de la loi nouvelle, même celles relatives à la procédure, avaient le même caractère impératif, constituant cette loi comme un bloc se suffisant à lui-même et en dehors duquel il ne pouvait être rien emprunté. V. en ce sens Trib. civ. Lille 28 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.175). Mais cette opinion n'a point été suivie par le Tribunal de la Seine V. Trib. civ. Seine 10 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900. 1.502), pour lequel les règles de procédure édictées par la loi nouvelle ne sont pas impératives, ni prescrites à peine de nullité. Il faut en conclure que les règles de procédure d'ordre public édictées par des lois spéciales doivent être appliquées, en tant qu'elles n'ont pas été abrogées expressément ou implicitement par la loi nouvelle. Tel est le cas pour la formalité du mémoire préalable, qui doit être suivie dans les actions contre les communes (art. 124 loi du 5 avril 1884) : la jurisprudence reconnaît d'une façon constante à cette formalité le caractère d'ordre public : V. notamment Lyon 13 avril 1892 (Gaz. Pal. 92.2.124 — D. 93.1.26).

303

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

17 octobre 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° SÉPARATION DE CORPS. — GRIEFS. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

2° JUGEMENTS ET ARRÊTS. — MAGISTRATS. — ASSISTANCE A TOUTES LES AUDIENCES. — CONSTATATION SUFFISANTE.

1° Les juges du fond apprécient souverainement le caractère et la gravité des faits allégués à l'appui d'une demande en séparation de corps.

2° La mention dans un arrêt que sept magistrats, nommément désignés, ont siégé dans l'affaire, fait légalement présumer que ces magistrats, qui ont concouru à la décision, ont pris part à toutes les audiences consacrées aux débats.

Dame de Léotard c. son mari.

LA COUR,

Sur le premier moyen pris de la violation ou fausse application des art. 306 et 231 C. civ. :

Attendu que les juges du fond apprécient souverainement le caractère et la gravité des faits allégués à l'appui d'une demande en séparation de corps ; qu'il est établi, en fait, par l'arrêt attaqué qu'il ne résulte pas des documents de la cause et notamment des enquêtes auxquelles il a été procédé, que le sieur de Léotard se soit rendu coupable envers sa femme, d'excès, sévices ou injures graves, justifiant une demande en séparation de corps ; d'où il suit qu'en décidant, en l'état d'une telle constatation, qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la séparation demandée par la dame de Léotard, la Cour d'Agen n'a ni violé, ni faussement appliqué les articles de loi visés au moyen ;

Sur le second moyen, tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il résulte des qualités de l'arrêt que sept magistrats de la Cour d'Agen, nommément désignés, ont siégé dans l'affaire; qu'une telle mention suffit pour attester la composition régulière de la chambre qui a statué, et fait légalement présumer que les magistrats, qui ont concouru à la décision, ont pris part à toutes les audiences consacrées aux débats;

Rejette le pourvoi formé par la dame de Léotard contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Agen du 5 février 1900.

MM. ALPHANDÉRY rapp.; MÉRILLON av. gén. — Me LE MAROIS av.

Note. — I. — Sur le premier point : Solution certaine. V. Cass. 24 février 1892 (Gaz. Pal. 92.1.308) et la note; 10 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.305).

II. — Sur le deuxième point : Jurisprudence également constante conf. V. Cass. 19 avril 1887 (Gaz. Pal. 87.1.611) et les renvois. *Adde* Cass. 16 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94.1. 266).

COUR D'APPEL DE DIJON (1re CH.)

30 juillet 1900.

Présidence de M. Bernard.

1° DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION. — CONTREDITS. — DÉLAI. — DOL OU FRAUDE.

2° SUCCESSION. — SUCCESSION VACANTE. — POUVOIRS DU CURATEUR. — ACTION PAULIENNE. — IRRECEVABILITÉ. — CONTREDITS. — DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION.

1° *Le principe que la forclusion édictée par l'art. 664 C. pr. civ. s'oppose à ce qu'un contredit soit formé après l'expiration du délai de quinzaine imparti par l'art. 663, souffre exception dans les cas de dol et de fraude, lorsque le dol et la fraude ne sont découverts qu'après l'expiration du délai imparti.*

2° *Le curateur à succession vacante n'a pas qualité pour exercer l'action paulienne tendant à l'annulation d'actes faits par le* de cujus; *ce droit n'appartient qu'aux créanciers personnellement qui doivent l'exercer contre le curateur et contre le tiers qui a traité avec le défunt.*

En conséquence, le curateur à la succession vacante n'a pas qualité, lors de la distribution par contribution d'une somme faisant partie de la succession, pour élever contre un créancier colloqué un contredit tiré de ce que l'acte de reconnaissance de dette souscrit par le de cujus, *sur lequel la collocation a été admise, devrait être annulé comme fait en fraude des droits des créanciers de celui-ci.*

Ampeau-Nicot c. Renaud ès qualités.

Le Tribunal civil de Mâcon avait rendu, le 12 décembre 1899, le jugement suivant :

« V. — Sur les deux contredits formés par Renaud contre la collocation Ampeau-Ninot, tant sur le règlement provisoire que dans ses conclusions du 11 février 1899 :

« Attendu qu'Ampeau-Nicot a produit et a été colloqué à la distribution Jecker pour la somme de 52,117 fr. 05, solde débiteur du compte de ce dernier chez ledit Ampeau; que cette production résulte : 1° d'un solde de compte au 11 avril 1892, 12,793 francs; 2° de trois traites non encore à échéance 4,200 francs; 3° de diverses traites revenues impayées, 4,457 fr. 55; 4° trois reconnaissances de 10,000 francs chacune, 30,000 fr.; 5° intérêts de ces trois reconnaissances du 24 décembre 1891 au 14 avril 1892, 462 fr. 50; 6° somme due pour retour de douze fûts vides à 17 francs l'un, 204 francs; au total : 52,117 fr. 05;

« Attendu, sur la somme de 12,793 francs, que la demande en collocation d'Ampeau y relative doit tout d'abord être réduite d'une somme de 176 fr. 25 par suite de la production d'une lettre de Max Jecker à Ampeau du 11 avril 1892 et aux termes de laquelle il se reconnaît débiteur au 5 du même mois vis-à-vis de ce dernier, de la somme de 12,616 fr. 75; qu'Ampeau accepte cette réduction; que Renaud, du reste, qui a toujours reconnu l'exactitude de ladite créance de 12,716 fr. 75, ne la conteste pas;

« Attendu, en outre, que la somme de 204 francs pour facture des douze fûts vides, est également admise par Renaud;

« Attendu qu'il y a lieu dès maintenant, de déclarer Ampeau créancier de ces deux sommes, soit au total 12.820 fr. 75, vis-à-vis de la succession Jecker;

« Attendu que Renaud a, le 6 septembre 1898, contredit la collocation Ampeau en demandant qu'elle « fût ramenée à la somme de 42,576 fr. 55, « le surplus n'étant pas justifié, ou tout au moins « qu'il fût retranché de celle-ci une somme de « 4,200 francs, montant de trois traites fictives, « ainsi qu'on le démontrera »;

« Attendu que Renaud, après avoir, le 15 novembre 1898, conclu, conformément à son contredit susénoncé, à la réduction de la collocation Ampeau à la somme de 42.576 fr. 55 a, par des conclusions nouvelles, signifiées le 11 février 1899, demandé que ladite collocation fût réduite à 12.616 fr. 75, c'est-à-dire qu'un nouveau retranchement de 30.000 fr. fût opéré sur ladite collocation;

« Attendu qu'Ampeau soutient que ces conclusions sont irrecevables aux termes de l'art. 664

C. pr. civ., parce qu'elles constituent un contredit nouveau qui n'a pas été formulé dans le délai fixé par l'art. 663 du même code; que les dires formulés sur le procès-verbal sont les seuls qui peuvent être plaidés à l'audience;

« Attendu que, s'il est vrai que la forclusion édictée par l'art. 664 C. pr. civ. s'oppose à ce qu'un contredit soit formé après l'expiration du délai de quinzaine imparti par l'article précédent, ce principe confirmé pas la doctrine et la jurisprudence, souffre cependant exception dans les cas de dol et de fraude; que ceux-ci, en effet, sont des obstacles à la forclusion lorsqu'ils ne viennent à être découverts qu'après l'expiration des délais légaux pour fournir des contredits; que la règle posée par l'art. 1304 C. civ. au titre des contrats et relative à la déchéance encourue après l'expiration du délai de dix ans dans le cas de découverte d'un vice de cette nature, doit recevoir ici son application; que s'il a été jugé que même après l'expiration du délai pour contredire, le fait de produire une quittance, de justifier d'un paiement ou de l'extinction d'une créance, suffit pour faire obstacle à la forclusion (V. Dalloz, J. G. ordre entre créanciers, n° 713), à plus forte raison doit-il en être de même dans les cas de dol et de fraude qui font exception à toutes les règles (Dalloz même référence, n° 727; Poitiers, 12 décembre 1854, Cass. 2 février 1852);

« Attendu que Renaud, qui soutient que les trois reconnaissances de 10,000 francs, créées les 15 avril, 15 mai et 15 juin 1888, ne sont que des valeure fictives, prétend n'avoir découvert cette fraude qu'après l'expiration du délai de quinzaine pour contredire, par une vérification plus complète et plus sérieuse des livres de la faillite Jecker et par des bruits relatifs à l'existence de contre-lettres données par Ampeau;

« Attendu que si la prétention de Renaud n'est pas dès maintenant pleinement démontrée, il convient de remarquer que la production d'Ampeau est entourée d'un concours de circonstances de nature à la rendre suspecte et à justifier le droit dudit Renaud de formuler son contredit inséré dans ses conclusions du 15 novembre 1898; qu'en vain Ampeau soutient que celui-ci, curateur de la succession vacante Jecker n'est pas fondé à invoquer la fraude de ce dernier; qu'en effet, Renaud ne représente pas la personne de Jecker, mais la masse de ses créanciers qui sont fondés à se prévaloir de tous moyens utiles pour faire rejeter de la distribution une créance qui ne serait pas légitime et justifiée; qu'au surplus, ainsi qu'il sera établi plus loin, Ampeau, à l'encontre de sa production, est obligé de reconnaître certains faits, à eux seuls suffisants, pour faire naître des doutes sur la sincérité des créances produites à l'appui de sa demande en collocation et pour faire rejeter l'exception de forclusion par lui invoquée; qu'il échet, par suite, de déclarer que Renaud était fondé à former son contredit après l'expiration du délai imparti par l'art. 663 C. pr. civ.;

« Attendu, sur les trois traites de 1,400 francs chacune créées le 30 avril 1888 à échéance de fin avril 1892, 1893, 1894, et acceptées par Jecker, que Renaud a prétendu qu'elles étaient purement fictives et ne représentaient ni solde de compte, ni commission, faisant remarquer qu'elles ne stipulaient aucun intérêt et qu'elles n'ont pas été négociées, mais gardées en poche par Ampeau;

« Attendu qu'avant la discussion de ce contredit, Ménagé est intervenu dans l'instance par voie de requête signifiée suivant acte du palais du 18 juillet 1899 et ses conclusions du 21 du même mois, pour faire repousser la collocation d'Ampeau relative à ces traites; qu'il a produit à l'appui de sa prétention une déclaration d'Ampeau en date du 14 avril 1888, dûment enregistrée et ainsi conçue : « Chagny, le 14 avril 1888. « Monsieur Max Jecker, Mâcon. Par la présente, « je m'engage à restituer et annuler par consé« quence les effets de 1,400 francs échus les « 30 avril 1889, 1890, 1891, 1892 et 1893 et ac« ceptés par M. Jecker, en cas que M. Jecker résilie « ses conditions avec M. Ménagé ou que M. Jecker « vienne à mourir; dans ces deux cas, les effets « non acquittés ne seraient plus dûs et à restituer « par M. Ampeau. Ceux acquittés précédemment « resteront acquis à M. Ampeau. Lu et approuvé. « Chagny, le 12 avril 1888. Signé : Ampeau. »

« Attendu, en la forme, que l'intervention de Ménagé est régulière;

« Attendu, au fond, qu'il est de principe incontesté que ceux qui sont déjà parties dans une instance n'ont pas le droit d'intervenir; que ce droit est réservé aux tiers qui peuvent être lésés par le résultat d'un procès pendant entre d'autres parties;

« Attendu que Ménagé, créancier colloqué et produisant dans la distribution Jecker, était partie dans l'instance et pouvait, dès lors, en cette qualité, contredire la collocation Ampeau ou soutenir le contredit élevé par Renaud; que son intervention par voie de requête signifiée et ses conclusions en qualité d'intervenant sont irrecevables et doivent être rejetées;

« Attendu, sur les dépens occasionnés par ladite intervention, que celle-ci, pour irrecevable qu'elle soit, n'aura pas moins pour effet de faire

disparaître du passif de Jecker une créance relativement importante et de profiter ainsi à la masse des créanciers produisants ; qu'il importe donc de ne pas mettre à la charge de Ménagé les frais de cette intervention, mais de les réserver en fin d'instance pour les faire supporter, soit par la succession Jecker qui va en bénéficier, soit même par Ampeau, le cas échéant;

« Attendu, sur le contredit lui-même, qu'Ampeau a reconnu l'exactitude de la déclaration versée aux débats par Ménagé et consent, par suite, à ce que sa collocation soit diminuée de 4,200 francs, montant de trois traites de 1,400 francs dont l'échéance s'est trouvée postérieure au décès de Max Jecker; qu'il y a lieu, par suite, de retrancher dès maintenant ladite somme de 4,200 francs de la demande en collocation d'Ampeau ;

« Attendu, sur la somme de 4,457 fr. 55, montant de traites revenues impayées et réclamées par Ampeau, qu'elles sont contestées par Renaud, qui soutient que les fonds n'ont pas été faits par celui-ci ;

« Attendu que le fait par ledit Ampeau d'avoir crédité Jecker du montant de ces traites n'est pas une justification suffisante de l'existence de la créance au moment de la distribution, pas plus que le fait d'avoir été présentées au client de Jecker et d'être revenues impayées ; que Renaud, du reste, n'a jamais accepté la demande en collocation d'Ampeau pour le montant de ces valeurs ; qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire droit aux conclusions subsidiaires de Renaud et de recourir à une mesure préparatoire, de rechercher, sur les livres de comptabilité d'Ampeau, s'il existe trace de ces traites, si celui-ci en a fourni la contre-valeur et si, enfin, le montant en est encore dû à ce dernier par la succession Jecker ;

« Attendu, sur les reconnaissances de 10,000 fr. signées par Jecker à Ampeau, que Renaud soutient que ce sont des valeurs fictives ne constituant pas au profit d'Ampeau une créance réelle ;

« Attendu, en effet, que ces reconnaissances de la part d'un négociant, signées au profit d'un autre négociant, sous cette forme, sans indication de valeur fournie en espèces ou en marchandises, non négociables avec une telle échéance, sont des plus singulières et des plus anormales ;

« Attendu qu'il résulte des indications fournies au tribunal, qu'Ampeau savait parfaitement dans quelle mauvaise situation commerciale se trouvait Jecker, qui avait perdu tout crédit sur la place et ne trouvait plus que celui-ci pour négocier ses valeurs ; que ledit Ampeau n'avait aucune confiance en Jecker dont il exigeait rigoureusement une couverture à chaque remise de fonds ; qu'on ne s'explique pas comment, dans de telles conditions, il ait pu remettre à ce dernier, en échange de ces reconnaissances, une somme aussi importante ;

« Attendu qu'en présence des renseignements contradictoires fournis aux débats et des procédés vraiment extraordinaires employés par Ampeau et Jecker dans leurs relations commerciales, le tribunal ne saurait statuer *de plano* et en connaissance de cause sur le mérite de ce contredit et qu'il échet, dans l'espèce, afin d'éclairer sa religion, d'ordonner une expertise, pour lui permettre d'asseoir sa décision ;

« Attendu que Me Dargaud, comme avoué le plus ancien représentant les créanciers opposants, déclare s'en rapporter à justice ;

« Attendu, sur les dépens occasionnés par la discussion de ce contredit, que n'étant pas statué au fond, il y a également lieu de les réserver en fin de cause ;

« V. — Sur les deux contredits formés par Renaud contre la collocation Ampeau :

« Donne acte à Ampeau-Nicot de l'offre qu'il fait de retrancher de sa collocation la somme de 176 fr. 25, et de réduire ainsi ladite collocation à la somme de 51,940 fr. 80 ;

« Lui donne acte également de ce qu'il consent à ce que sa collocation soit diminuée de 4,200 fr., montant de trois traites de 1,400 francs, à échéance postérieure au décès de Max Jecker;

« Donne acte à Ménagé de sa déclaration qu'il s'en rapporte à justice sur les autres chefs de la demande en collocation d'Ampeau et de la déclaration faite par celui-ci qu'il a reçu de Jecker, en secret et à son insu, 8,400 fr. en six traites de 1,400 fr. pour commissions sur les sommes versées par ledit Ménagé à Jecker ;

« Donne acte à Me Dargaud, comme avoué le plus ancien des opposants, de sa déclaration qu'il s'en rapporte à justice sur le bien fondé du contredit formé par Renaud ès qualités;

« Et déclarant régulière, en la forme, l'intervention de Ménagé, dit celui-ci non recevable en ladite intervention et dans les conclusions prises par lui en qualité d'intervenant, l'en déboute ;

« Rejette l'exception de forclusion invoquée par Ampeau contre le contredit formé par Renaud dans ses conclusions du 11 février 1899;

« Dit qu'au lieu de la somme de 52,117 fr. 05, montant de sa production, la demande en collocation d'Ampeau est définitivement réduite à la somme de 47,740 fr. 80, déduction faite de celle

de 176 fr. 25, résultat d'une erreur de sa part, et de celle de 4,200 fr., montant des trois traites du 30 avril 1898, abandonnées par lui ;

« Le déclare créancier de la succession Jecker de la somme de 12,820 fr. 75 représentant celle de 12,616 fr. 75 pour solde de compte avec ledit Jecker au 5 avril 1898, et celle de 204 francs pour retour de fûts vides, pour laquelle somme de 12,880 fr. 75 celui-ci demeure dès maintenant colloqué dans la distribution Jecker ;

« Dit qu'en ce qui concerne les 4,457 fr. 55, montant des trois traites revenues impayées, il sera sursis à statuer par le tribunal jusqu'après l'expertise ci-dessous ordonnée ;

« Et statuant sur le contredit relatif aux 30,462 fr. 50, montant en principal et intérêts des trois reconnaissances susindiquées, avant autrement faire droit au fond : commet MM. Sauzay, ancien notaire à Châlon-sur-Saône, Basset, arbitre de commerce à Mâcon et Marmet, sous-directeur du Comptoir mâconnais, experts désignés d'office par le tribunal, faute par les parties d'en convenir d'autres dans le délai de la loi et qui, en cas d'empêchement, refus ou départ, seront remplacés par simple ordonnance du président de ce siège, à l'effet, après serment préalablement prêté entre les mains de ce magistrat ou son dévolutaire : 1° de vérifier les comptabilités Ampeau et Jecker, relativement aux points spéciaux en litige, en appuyant leur recherche de la correspondance échangée ; 2° d'examiner si les valeurs créées aux mois d'avril, mai et juin 1888, par Jecker au profit d'Ampeau, reconnaissances de 30,000 francs, représentent des opérations et des créances sérieuses, si Ampeau en a fait les fonds ou si, au contraire, lesdites valeurs ne sont pas purement fictives ; 3° si les 4,457 fr. 55 de traites revenues impayées, ont fait l'objet d'une négociation sérieuse par la remise par Ampeau et Jecker de sommes correspondantes ou si, au contraire, elles n'ont été acceptées par Ampeau que sauf encaissement ; 4° d'énumérer dans leur rapport les éléments d'appréciation qu'ils auront pu recueillir à cet égard ; dit qu'ils dresseront de leurs opérations un rapport qu'ils déposeront au greffe pour être par les parties conclu et par le tribunal statué ce qu'il appartiendra ; réserve en fin d'instruction tous les dépens, même ceux d'intervention de Ménagé, relatifs à ces deux derniers contredits formés par Renaud ès qualités..... »

Ce jugement a été frappé d'appel, notamment par M. Ampeau-Nicot. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que le règlement provisoire dressé pour la distribution de la somme de 83.762 fr. 90 de la succession vacante de Max Jecker, a fait l'objet de divers contredits sur lesquels le Tribunal civil de Mâcon a statué par jugement du 12 décembre 1899 ;...

En ce qui concerne l'appel interjeté par Ampeau-Nicot à l'encontre de Renaud :

Attendu que par jugement en date du 12 décembre 1899, le Tribunal de Mâcon, statuant sur le contredit de Renaud à la production faite par Ampeau pour une somme de 4,457 fr. 55, montant de traites revenues impayées, a ordonné une expertise aux fins de contrôler par toutes recherches utiles, sur les livres de comptes des parties, la sincérité de la créance alléguée ;

Attendu que cette décision doit être maintenue, étant expliqué que la mission confiée aux experts à cet égard sera aussi large que possible et qu'il s'agira pour eux, d'une manière générale, d'examiner si les valeurs en question ont figuré d'une manière fictive dans les comptes arrêtés entre les parties ou, au contraire, d'une manière réelle, que leur contre-valeur ait ou non consisté dans le versement effectif d'une somme d'argent ;

Attendu que le tribunal a ordonné la même vérification en ce qui concerne une somme de 30,462 fr. réclamée par Ampeau, pour montant, en principal et intérêts, de trois reconnaissances de 10,000 chacune, signées par Jecker ;

Attendu que Renaud n'avait formulé aucun contredit régulier à cet égard, et qu'il ne pourrait être relevé de la forclusion à lui opposée, qu'à la condition de prouver que ces reconnaissances constituent une fraude concertée entre Jecker et Ampeau et découverte par lui après l'expiration des délais impartis par la loi ;

Mais attendu que l'exercice de l'action paulienne excède ses pouvoirs ; qu'en effet, chargé au profit de tous ayants droit éventuels, d'administrer la succession vacante et de la représenter en justice, il peut être considéré comme représentant les créanciers du défunt dans la limite où ceux-ci sont engagés par les actes de leur débiteur ; mais que ce serait dénaturer son rôle, que de l'autoriser à prendre une initiative qui eût été interdite au défunt, pour établir en son lieu et place la mauvaise foi de ce dernier et faire annuler des actes auxquels il a participé ;

Attendu qu'une pareille initiative se comprendrait d'autant moins que, d'une part, la nomination d'un curateur à succession vacante n'enlève pas aux créanciers, comme le ferait celle d'un syndic dans une faillite, le droit de faire valoir personnellement leurs intérêts en justice, et que, d'autre part, dans le cas où ils voudraient exercer l'action paulienne, c'est contre le curateur comme représentant l'hérédité, en même temps que contre le tiers qui a traité avec le défunt, qu'ils auraient à poursuivre la nullité des

actes qu'ils prétendraient avoir été faits en fraude de leurs droits ;

Attendu que, dans ces conditions, il n'y a lieu de faire porter, sur les reconnaissances produites par Ampeau, l'expertise ordonnée par le tribunal et que Renaud doit être déclaré non recevable à soulever une discussion au sujet de cette production ;

Attendu qu'il convient de donner acte à Me Dargaud, comme représentant les créanciers non contestés, de ce qu'il s'en remet à justice ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel interjeté par Ampeau-Nicot du jugement rendu par le Tribunal civil de Mâcon le 12 décembre 1899,

Confirme ledit jugement en ce qu'il a ordonné une expertise relativement aux traites, dont la valeur, de 4,457 fr. 55, est réclamée par Ampeau, la mission des experts devant consister à rechercher si elles sont entrées effectivement dans les comptes des parties, ou si, au contraire, elles ne devaient y figurer qu'en cas d'encaissement ;

L'infirme au contraire, en ce qu'il a reconnu Renaud recevable, en sa qualité de curateur à la succesion vacante de Max Jecker, à contester la validité des trois reconnaissances de 10,000 francs chaque, souscrites par le défunt ;

Dit Renaud sans qualité pour poursuivre la nullité desdites valeurs comme créées en faveur des droits des créanciers ;

Maintient, en conséquence, la collocation faite au profit d'Ampeau avec intérêts du 24 décembre 1890 au 14 avril 1892.

M. Abord av. gén. — Mes Gouget, Thévenin et Guerrier av.

Note. — I. — Sur le premier point : La question a été tranchée déjà dans le même sens en matière de distribution par voie d'ordre, au cas où le créancier contestant n'a point élevé son contredit dans le délai imparti par l'art. 756 C. pr. civ. : V. Poitiers 12 décembre 1854 (D. 55. 2.231) ; Grenoble 20 février 1886 (Gaz. Pal. T. Q. 1882-87, v° Ordre, n° 67. — Rec. Grenoble 1885-74) Elle est nouvelle, à notre connaissance, en matière de distribution par contribution. Rapp. cependant : Paris 12 juin 1865 (S. 65. 2.194).

II. — Sur le second point : La jurisprudence s'est prononcée déjà à plusieurs reprises en ce sens : V. Chambéry 4 mars 1864 (S. 64.2.207 — D. 66.5.458) ; Bordeaux 3 juin 1870 (S. 70.2.315) ; Trib. civ. Seine 21 janvier 1893 (Gaz. Pal. 93.1.315) ; 22 mars 1893 (Gaz. Pal. 93.1.522) ; 15 décembre 1893 (Gaz. Pal. 94.1.64).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

2 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

1° LIBERTÉ COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE. — RESTRICTION CONVENTIONNELLE. — INTERDICTION D'EXERCER UN COMMERCE. — LIMITATION QUANT A LA DURÉE. — VALIDITÉ. — JUGEMENT ÉTRANGER. — EXÉCUTION EN FRANCE. 2° MOTIFS DES JUGEMENTS OU ARRÊTS. — CONCLUSIONS. — ABSENCE DE LITIGE.

1° *La liberté de faire le commerce ou d'exercer une industrie peut être restreinte par des conventions particulières, pourvu que ces conventions n'impliquent pas une interdiction générale et absolue, c'est-à-dire illimitée, tout à la fois quant au temps et quant au lieu.*

La restriction est donc valable, lorsque, librement consentie, elle est perpétuelle, mais limitée à un lieu déterminé, comme aussi, lorsque s'étendant à tous les lieux, elle ne doit être observée que pendant un certain temps.

Par suite, aucun principe d'ordre public ne s'oppose à ce que les tribunaux français déclarent exécutoire, en France, une sentence rendue par une juridiction étrangère, et qui a déclaré valable la convention par laquelle un inventeur de procédés de fabrication d'armes de guerre à tir rapide, en faisant apport de ses procédés à une société anonyme, s'est interdit, étant alors âgé de quarante-six ans, de, pendant vingt-cinq ans, exercer personnellement aucun commerce analogue et concurrent à celui de la société.

2° *Une cour d'appel n'est point tenue de s'expliquer spécialement dans les motifs de son arrêt sur des conclusions prises devant elle par une partie, mais qui n'ont donné lieu à aucun litige, à raison de l'adhésion formelle donnée auxdites conclusions dans des conclusions en réponse par la partie adverse.*

Nordenfelt c. Société Maxim, Nordenfelt et Cie.

Le sieur Nordenfelt s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 12 janvier 1898, rendu à son préjudice au profit de la Société Maxim, Nordenfelt et Cie, et rapporté Gaz. Pal. 98.1.312.

Il a formulé à l'appui de son pourvoi deux moyens :

1° « Violation de l'art. 7 du décret des 2-17 mars 1791, de l'art. 1780 C. civ., et au besoin de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré exécutoire en France une décision étrangère, validant une convention contraire à l'ordre public, comme portant atteinte à la liberté du travail, du commerce et de l'industrie ».

2° « Violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 et de l'art. 1128 C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a omis de répondre au chef spécial des conclusions de Nordenfelt, tendant à faire déclarer nulle la convention dont s'agit, comme

contraire au principe de droit public touchant la souveraineté et l'indépendance des gouvernements, en ce qui concerne la défense nationale. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le premier moyen du pourvoi :

En droit :

Attendu que la liberté de faire le commerce ou d'exercer une industrie peut être restreinte par des conventions particulières, pourvu que ces conventions n'impliquent pas une interdiction générale et absolue, c'est-à-dire illimitée tout à la fois quant au temps et quant au lieu ; que la restriction est donc valable lorsque, librement consentie, elle est perpétuelle, mais limitée à un lieu déterminé, comme aussi lorsque, s'étendant à tous les lieux, elle ne doit être observée que pendant un certain temps ;

En fait :

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué qu'à la date du 5 mars 1886, Nordenfelt a fondé à Londres une Société anonyme ayant pour objet les armements de guerre à tir rapide ; qu'il a apporté à cette société, comme vendeur, ses procédés et brevets, ainsi que son outillage et son matériel de fabrication ; qu'il a stipulé pour prix de cet apport une somme de 5 millions de francs qui lui a été payée, et qu'il s'est engagé à ne faire à la société dont il devait être l'administrateur-gérant, aucune concurrence pendant sa durée ; que, le 5 août 1888, cette société a fusionné, sur l'initiative même de Nordenfelt, avec la Société Maxim, qui exploitait une industrie similaire ; que Nordenfelt est devenu l'un des administrateurs délégués de la nouvelle compagnie et que, par contrat en date du 17 septembre 1888, il s'est interdit pendant vingt-cinq ans l'exercice de tout commerce analogue et concurrent ;

Attendu que l'arrêt constate, d'une part, qu'aux termes du contrat susvisé, l'interdiction ne s'appliquait qu'aux canons, affûts ou voitures, poudre à canon et munitions, à l'exception des explosifs autres que la poudre à canon, les bateaux sous-marins ou sous-aquatiques, fonte, acier forgé, alliage de fer ou de cuivre ; qu'elle était ainsi restreinte quant à son objet ; que, d'autre part, elle était, il est vrai, générale quant aux lieux, mais qu'il ne pouvait en être autrement à raison de la nature du commerce cédé par Nordenfelt à la Société, lequel s'exerçait dans tous les pays ; d'où il suit que son étendue n'excédait pas, à ce point de vue, la mesure de la garantie due par le vendeur à son acheteur ;

Attendu, enfin, qu'à raison de l'âge de Nordenfelt, l'arrêt a pu décider que l'interdiction, dont la durée était fixée à vingt-cinq ans, ne pouvait être considérée comme perpétuelle ;

Attendu qu'en décidant, dans ces circonstances, que la sentence de la Cour d'Angleterre, du 19 décembre 1892, confirmée par la Chambre des lords le 31 juillet 1894, qui avait déclaré valable la clause litigieuse, n'était en rien contraire à l'ordre public et en ordonnant que lesdites décisions seraient exécutoires en France, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi ;

Sur le second moyen :

Attendu que, par ses conclusions d'appel, Nordenfelt a demandé à la cour, « en tant que de besoin, de dire que la compagnie anglaise ne saurait se prévaloir d'aucun droit sur le marché français et la prétendue clientèle des gouvernements qui s'y fournissent de matériel de guerre ou d'inventions s'y rapportant » ;

Mais, attendu que par ses conclusions en réponse signifiées le 14 décembre 1897 et rapportées aux qualités de l'arrêt attaqué, la Société a expressément déclaré qu'elle n'avait jamais entendu avoir acquis, de qui que ce fût, la clientèle du gouvernement français, ni celle d'aucun autre gouvernement ; que les conclusions de Nordenfelt disaient avec raison que les conventions des parties ne sauraient être interprétées en ce sens ;

Attendu qu'en l'état de ces déclarations, il n'existait sur ce point aucun litige sur lequel le juge fût tenu de statuer en motivant sa décision ; qu'ainsi, en omettant de s'expliquer à cet égard, l'arrêt attaqué n'a pu violer l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé par le sieur Nordenfelt contre l'arrêt de la Cour de Paris du 12 janvier 1898.

MM. FALCIMAIGNE rapp. ; DESJARDINS av. gén. — Mes LABBÉ et SABATIER av.

Note. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence est bien fixée en ce sens que si toute renonciation par convention à l'exercice d'un certain commerce ou d'une industrie est nulle, quand elle est générale et absolue, cette renonciation est, au contraire, licite et valable, lorsqu'elle est limitée, soit quant au temps, soit quant au lieu. V. notamment Cass. 30 mars 1885 (Gaz. Pal. 85.1. 630) et la note ; 9 mai 1888 (Gaz. Pal. 88.1.834).

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re CH.)

18 juillet 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

CHARTE-PARTIE-CONNAISSEMENT. — OBLIGATION DE L'AFFRÉTEUR. — DÉCHARCEMENT DU NAVIRE. — DÉLAI. — SURESTARIES. — USAGE.

Les jours de planche, appartenant à l'affréteur pour le déchargement de la cargaison, constituent un forfait durant lequel se continue gratuitement la jouissance de l'affréteur, et si celui-ci a opéré le déchargement dans le délai conforme à l'usage du port de décharge, auquel les parties se sont référées, il ne peut être

tenu d'aucunes surestaries sous le prétexte qu'il aurait négligé de se conformer à l'usage du port qui était aussi de décharger en toute célérité.

Et le règlement de police du port de décharge qui contient à cet égard une disposition conforme à l'usage prérappelé ne peut être pris en considération par le juge.

Capitaine Legget c. Genestal et fils et Collet.

Le tribunal de commerce du Havre avait rendu, le 21 novembre 1899, le jugement suivant :

« Attendu que le steamer *Sutton*, porteur de 3,150 tonnes de maïs, est entré dans le port du Havre le 23 juillet 1899; que le déchargement opéré par les réclamateurs de la cargaison et commencé le 24 juillet à 1 h. 1/2 de l'après-midi, se poursuivit sans interruption jusqu'au 28 dudit mois, mais qu'à partir de ce jour, le travail devint irrégulièr et fut suspendu tantôt par demi-journées, tantôt par journées entières, et qu'estimant que les réclamateurs prolongeraient les opérations du déchargement sans nécessité aucune, par pure vexation, dans le but de retarder la libération du navire et, de plus, en dehors des droits qui leur étaient conférés par la charte-partie, le capitaine Legget, commandant le *Sutton* a, par exploit du 2 août 1899, assigné Genestal et fils et H. Collet pour voir dire que, dans les vingt-quatre heures du jugement à intervenir, les ajournés devront avoir terminé le déchargement et, à défaut de ce faire, voir nommer un séquestre à la marchandise restant dans le navire, avec mission de procéder au déchargement immédiat aux frais et risques desdits réclamateurs et, pour le préjudice subi, s'entendre les ajournés, condamner solidairement à payer au requérant la somme de 1,063 francs par jour depuis le 29 juillet jusqu'au jour du départ effectif du navire avec intérêts de droit et aux dépens ; que, par conclusions d'audience, le capitaine évalue à six jours le montant des surestaries qui forment l'objet du litige actuel ;

« Attendu que, d'après les termes de la charte-partie, le navire devait être déchargé suivant l'usage du port de décharge ;

« Attendu que l'usage du port du Havre pour le déchargement des navires se trouve réglé par un arrêté préfectoral en date du 20 novembre 1889 qui est ainsi conçu : « Art. 1er. — Les na« vires à quai sont tenus de procéder par les « moyens les plus rapides à leurs opérations de « chargement et de déchargement. Ils ne doivent « rester à quai que le temps strictement néces« saire pour ces opérations ; dans aucun cas, ce « temps ne peut excéder les délais fixés par le « tableau ci-après » ; puis suit le tableau dans lequel notamment les délais, pour un tonnage de 1,501 à 1,750 tonnes, comme celui du *Sutton*, sont de onze jours ;

« Attendu que Genestal et fils et Collet allèguent qu'ils n'ont pas dépassé les délais accordés pour le déchargement et que, dès lors, l'action dirigée contre eux est sans fondement, tandis que le capitaine Legget fait observer que le règlement susénoncé, en même temps qu'il fixe un nombre maximum de jours, prescrit que les navires seront tenus de procéder par les moyens les plus rapides à leurs opérations de chargement et de déchargement ; que, suivant lui, les réclamateurs avaient l'obligation de satisfaire à cette dernière clause et que les retards volontaires apportés par eux dans le travail les rend passibles des dommages-intérêts dont il demande le paiement ;

« Attendu que la condition imposant aux navires de décharger leur cargaison par les moyens les plus rapides est nécessairement imprévue en elle-même, étant donné la difficulté de déterminer ce qu'il faut entendre par « les moyens les plus rapides » ;

« Attendu, en tout cas, que l'administration chargée de la police du port peut être seule juge pour interpréter sur ce point le règlement qui a été dressé dans son intérêt particulier ; que, s'il en était autrement et si les parties avaient à discuter suivant leurs appréciations personnelles la rapidité plus ou moins grande des moyens employés, l'usage deviendrait un sujet perpétuel de conflit, alors que précisément il doit avoir pour but de fixer des règles qui forment la loi unique et uniformément appliquée ;

« Attendu que Genestal et fils et Collet ont opéré le déchargement sans qu'il soit justifié qu'aucune plainte leur ait été adressée par l'administration du port pour défaut de célérité et infraction de ce chef au règlement préfectoral du 20 novembre 1889 ; que, d'autre part, aux termes formels du règlement, il était accordé pour les opérations un nombre de jours de planche qui n'a pas été dépassé ;

« Par ces motifs,

« Dit et juge que le capitaine Legget est mal fondé dans son action contre Genestal et fils et contre H. Collet, l'en déboute en conséquence et le condamne aux dépens. »

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que les premiers juges, par les motifs de leur décision, ont inexactement apprécié que l'usage du port du Havre, auquel les parties se sont référées pour le déchargement du vapeur le *Sutton*, résultait de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1889; qu'un arrêté préfectoral édicté pour la police de la navigation dans un intérêt d'ordre public et participant de l'incommutabilité des lois ne peut avoir aucune autorité pour établir l'existence d'un usage commercial, qui est variable de sa nature et qui s'applique à des intérêts d'un ordre purement privé;

Mais attendu qu'il ressort des documents de la cause, que, suivant un usage suivi depuis de longues années au Havre, la durée des jours de planche pour le déchargement d'un vapeur de seize cents tonneaux de jauge, comme le *Sutton*, est de onze jours; que cet usage est attesté par une jurisprudence constante du Tribunal de commerce du Havre et que l'arrêté préfectoral susrappelé du 20 novembre 1889, après instruction et avis préalable de la chambre de commerce, n'a fait que s'y conformer dans le tableau y annexé;

Attendu que le capitaine Legget qui conteste cette pratique n'apporte aucune justification à l'appui de sa prétention; qu'il se borne à soutenir que l'usage du port du Havre consiste à débarquer en toute célérité et sans que les délais déterminés par l'arrêté préfectoral et qui ne seraient que des délais maxima puissent être dépassés;

Mais attendu que cette prétention, si elle était admise, serait manifestement contraire à l'esprit de la convention par laquelle les parties ou leurs représentants ont, eu égard aux diverses stipulations de la charte-partie, entendu prendre pour règle de la durée du déchargement un délai nettement déterminé et proscrire ainsi toute interprétation arbitraire sur son étendue;

Attendu que les jours de planche d'une durée déterminée constituant un forfait durant lequel se continue gratuitement la jouissance de l'affréteur, il est inutile de rechercher si le déchargement du vapeur le *Sutton* a été opéré dans toutes les conditions de célérité désirables, et qu'il suffit qu'il ait été accompli dans le délai de onze jours conforme à l'usage pour que les jours de retard ou surestaries ne soient pas dus; qu'il est constant et d'ailleurs non contesté que ce délai n'a pas été dépassé, et que dès lors la demande du capitaine Legget doit être rejetée comme ne reposant sur aucune base légale;

Attendu que cette solution rend inutile l'examen des conclusions subsidiaires de l'appelant;

Attendu que le capitaine Legget qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs, et sans adopter ceux des premiers juges,

Met l'appellation à néant et confirme le jugement frappé d'appel;

Dit qu'il sortira son plein et entier effet;

Dit n'y avoir lieu de statuer sur les conclusions subsidiaires de l'appelant;

Le condamne à l'amende et aux nouveaux dépens.

M. Réguis av. gén. — Mes de Grandmaison (du barreau du Havre) et O. Marais av.

Note. — Le déchargement du navire par l'affréteur doit s'opérer dans un certain délai fixé par la convention des parties et à défaut par l'usage des lieux; d'ordinaire, le connaissement porte que le déchargement aura lieu dans les délais d'usage au port de débarquement. Ce délai appelé staries ou jours de planche, l'affréteur en jouit sans être tenu d'aucune indemnité ou rémunération vis-à-vis du fréteur.

Lorsque le déchargement n'a pas été fait par l'affréteur dans les délais, celui-ci doit, à titre de dommages-intérêts, des surestaries. V. Lyon-Caen et Renault, Pr. de Dr. com., 2e éd., t. V, n° 790 et suiv., p. 544 et suiv.

Mais il a été jugé déjà dans le sens de l'arrêt recueilli que la clause de prompt débarquement ne saurait avoir pour effet, à elle seule, de raccourcir le délai de staries: V. Trib. com. Marseille 8 décembre 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Charte-partie, n° 318. Rec. Marseille 1894.1. 65).

304

COUR DE CASSATION (Ch. civile).

22 octobre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — FRAIS (RECOUVREMENT DE). — ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT. — ACTION PERSONNELLE. — APPEL. — TRANSACTION.

L'administration de l'Enregistrement, au nom de laquelle, suivant l'art. 18 de la loi du 22 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire, toute condamnation aux dépens, intervenant contre l'adversaire de l'assisté, doit être prononcée, et tout exécutoire pour en poursuivre le paiement doit être délivré, se trouve ainsi directement investie d'un droit propre qu'elle tient de la loi et auquel, dès lors, ne saurait porter atteinte une convention ultérieure conclue en dehors d'elle par l'assisté et la partie adverse.

Par suite, une transaction intervenue entre les parties sur l'appel interjeté et avant l'arrêt, d'un jugement qui avait condamné aux dépens l'adversaire de l'assisté, transaction éteignant l'instance et mettant à la charge de chacune des parties les frais exposés par elle, n'est pas opposable à l'administration de l'Enregistrement, qui conserve, nonobstant ladite transaction, le droit de poursuivre contre l'assisté l'exécution de la condamnation aux dépens

prononcée par le jugement au profit du Trésor public.

Oberndœrffer c. l'Enregistrement.

Le 26 juin 1897, le Tribunal civil de la Seine avait rendu le jugement suivant :

« Attendu que, par jugement du 10 mai 1894, le Tribunal civil de la Seine, à la requête de Gautron, liquidateur de la Compagnie du Canal de Panama, et à celle de Lemarquis, intervenant en qualité de mandataire des obligataires, porteurs d'obligations émises le 14 mars 1888 et 26 juin 1888, a condamné Hugo Oberndœrffer à payer la somme de 3,653,201 fr. 90 en capital et de 1,055,181 fr. 05 en intérêts ; qu'il était dit que le versement de ce capital n'avait eu lieu de la part de la compagnie que pour annihiler l'hostilité d'Hugo Oberndœrffer à l'émission susdite, et que, dès lors, le versement était sans cause ; que, de plus, Oberndœrffer ayant agi de mauvaise foi devait, aux termes de l'art. 1378 C. civ., être condamné à restituer non seulement le capital, mais les intérêts à partir du jour où il avait reçu ledit capital ;

« Attendu que, pour les frais, il était ainsi statué : « Condamne Hugo Oberndœrffer aux dé« pens, qui comprendront, à titre de dommages« intérêts, tous les droits d'enregistrement aux« quels donnera lieu le présent jugement... ; dit « que les dépens seront recouvrés par l'adminis« tration de l'enregistrement, conformément à la « loi sur l'assistance judiciaire » ;

« Attendu que l'art. 2 de la loi du 1er juillet 1893 a confié à un mandataire unique, nommé par le Tribunal civil de la Seine, l'exercice des actions de toute nature appartenant aux porteurs d'obligations de la Compagnie interocéanique du canal de Panama et notamment des actions en restitution ;

« Attendu qu'aux termes de l'art. 4 de la même loi, ce mandataire jouit de plein droit du bénéfice de l'assistance judiciaire pour l'exercice des actions et pour l'exécution des décisions obtenues ;

« Attendu que c'est en vertu de ces dispositions que Lemarquis, mandataire judiciaire des porteurs d'obligations de Panama, a bénéficié de l'assistance judiciaire ;

« Attendu qu'en raison de la condamnation aux dépens prononcée contre Hugo Oberndœrffer il a été délivré, au profit de l'Administration chargée de recouvrer les dépens, un exécutoire par la 1re chambre du Tribunal de la Seine ;

« Attendu que l'Administration a ensuite poursuivi le recouvrement de cet exécutoire par voie de signification avec commandement, conformément aux art. 17 et 18 de la loi du 22 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire ;

« Attendu qu'Hugo Oberndœrffer, opposant, a assigné l'Administration devant la première chambre du tribunal en prétendant que c'était à tort que l'exécutoire avait été délivré ;

« Attendu que l'Administration a signifié un mémoire dans lequel elle prétend que l'opposition est soumise à la procédure spéciale en matière d'enregistrement et qu'en conséquence les juges de la deuxième chambre doivent seuls en connaître ;

« Attendu qu'Hugo Oberndœrffer, tout en soulevant la question d'incompétence des juges de la 2e chambre devant lesquels il dit n'avoir pas assigné, combat subsidiairement au fond en disant que l'assistance donnée directement par la loi ne peut avoir les effets de l'assistance accordée en vertu de la loi du 22 janvier 1851 ; qu'il ajoute qu'au cours de la procédure d'appel intervenue après le jugement de condamnation il a transigé avec Lemarquis et que cette transaction a fait disparaître contre lui les effets de la condamnation ;

I. — « Statuant sur l'opposition d'Hugo Oberndœrffer et sur la compétence :

« Attendu qu'il n'y a pas de question de compétence entre les chambres d'un même tribunal ; que d'ailleurs, en l'espèce, il n'y a que la question de savoir si avec l'opposition on peut employer la procédure spéciale en matière d'enregistrement ;

« Attendu que si, en l'espèce, l'assistance judiciaire est accordée directement par la loi du 1er juillet 1893, il résulte des termes de cette loi qu'on doit se référer pour les effets à la loi du 22 janvier 1851 ;

« Attendu que la loi du 22 janvier 1851 dit, dans son article 18, qu'après délivrance de l'exécutoire, l'administration poursuit le recouvrement comme en matière d'enregistrement ;

« Attendu, dès lors, que pour l'opposition aux poursuites il y a lieu de procéder comme en matière d'enregistrement ; que, dans ces circonstances, il n'y a pas lieu de renvoyer devant la première chambre et qu'au surplus l'opposition n'est pas faite du chef de la taxe ;

II. — « Sur le fond :

« Attendu que l'art. 18 de la loi du 22 janvier 1851 dit qu'au cas où l'adversaire de l'assisté est condamné aux dépens, la condamnation est prononcée et l'exécutoire est délivré au nom de l'administration de l'enregistrement et des do-

maines qui en poursuit le recouvrement comme en matière d'enregistrement ;

« Attendu que de ces dispositions il résulte que l'Administration a un droit personnel et direct au recouvrement des dépens et que, dès lors, au regard de l'assisté, elle est un tiers ;

« Attendu qu'il n'y a pas lieu de comparer sa situation à celle de l'avoué distractionnaire, lequel tire son action d'une sorte de délégation que le juge consacre en vertu de l'art. 133 C. pr. civ. ; qu'alors l'avoué distractionnaire, en agissant en vertu de l'action directe à lui conférée par cette délégation, n'est pas un tiers vis-à-vis de l'adversaire, mais un simple ayant cause de son propre client ; que de là suit que toutes les conventions, par lesquelles ce client aura tari l'effet du jugement, anéantissent le principe même de la distraction et, par conséquent, l'action directe en distraction, tandis qu'au contraire toutes conventions faites par l'assisté avec son adversaire ne peuvent avoir pour effet d'anéantir le droit de l'Administration ;

« Attendu, au surplus, qu'il n'y a pas lieu d'objecter que la transaction, survenue au cours d'un procès en première instance, laisse l'Administration sans aucun droit direct contre l'adversaire de l'assisté ; qu'en effet, à ce moment là, aucune décision judiciaire emportant condamnation aux dépens n'est encore intervenue ;

« Attendu que l'Administration, après délivrance de l'exécutoire, a ultérieurement reconnu que les droits de condamnation avaient été liquidés à 3 0/0 comme s'il s'agissait de dommages-intérêts, et que cependant ils devaient être liquidés à 2 0/0, parce qu'il s'agit d'une condamnation à restituer ;

« Par ces motifs,

« Déboute Hugo Oberndœrffer de son opposition au commandement qui lui a été signifié le 31 décembre 1895, en vertu de l'exécutoire des dépens délivré par le tribunal à l'Administration, le 26 novembre 1894, conformément à l'art. 18 de la loi du 22 janvier 1851, etc. »

Hugo Oberndœrffer s'est pourvu en cassation. Il a formulé à l'appui de son pourvoi le moyen suivant :

« Violation des art. 2, 4 et 5 de la loi du 1er juillet 1893, de la loi du 22 janvier 1851, particulièrement des art. 17 et 18 de cette loi, de l'art. 1134 C. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué reconnaît à l'administration de l'Enregistrement le droit de poursuivre une condamnation aux dépens, prononcée en première instance au profit du plaideur pourvu de l'assistance judiciaire, malgré l'existence d'une transaction intervenue en appel entre l'assisté et son adversaire, et laissant à la charge du premier les frais exposés ».

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu qu'aux termes de l'art. 18 de la loi du 22 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire, lorsque l'adversaire de l'assisté est condamné aux dépens, « la condamnation est prononcée et l'exécutoire délivré au nom de l'administration de l'Enregistrement qui en poursuit le recouvrement comme en matière d'enregistrement » ;

Attendu qu'ainsi l'administration est directement investie d'un droit propre qu'elle tient de la loi, et auquel, dès lors, ne saurait porter atteinte une convention ultérieure conclue, en dehors d'elle, par l'assisté et la partie adverse ;

Attendu, en fait, que Hugo Oberndœrffer, succombant dans une instance introduite à la requête du liquidateur de la Compagnie du canal de Panama et du mandataire judiciaire des porteurs d'obligations de cette société, a été condamné par jugement du Tribunal civil de la Seine aux dépens envers le Trésor public, conformément aux dispositions combinées de l'art. 18 précité et de l'art. 4 de la loi du 1er juillet 1893 ;

Attendu qu'à la contrainte décernée contre lui il a formé opposition en excipant d'une transaction qui, intervenue après le jugement par lui frappé d'appel, éteignait l'instance et mettait à la charge de chacune des parties les frais exposés par elle ;

Mais attendu que cette transaction ne peut être opposée à la Régie qui y est demeurée étrangère ; d'où il suit qu'en déboutant le demandeur de son opposition, le jugement attaqué, qui d'ailleurs est motivé, loin de violer les dispositions légales visées au pourvoi, en a fait au contraire une juste application ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre le jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine le 26 juin 1897.

MM. MAILLET rapp. ; SARRUT av. gén. — Mes DEVIN et MOUTARD-MARTIN av.

Note. — La Cour de cassation, à laquelle la question, tranchée par l'arrêt ci-dessus, était soumise pour la première fois, donne ainsi complète adhésion à la jurisprudence à peu près unanime des tribunaux de première instance, qui, seuls jusque-là, ayant eu à se prononcer, s'étaient accordés à reconnaître, d'une part, que le droit de l'Administration, au profit de laquelle une condamnation aux dépens est prononcée, conformément à l'art. 18 de la loi du 22 janvier 1851, ne saurait être compromis par les arrangements intervenus après le jugement entre l'assisté et son adversaire, et, d'autre part, que si l'appel suspend le recouvrement des causes de l'exécutoire, l'action peut être reprise, dès qu'il est certain que cet appel n'aura pas de suite et que le titre ne sera pas annulé. V. en ce

sens : Trib. civ. Seine 8 décembre 1866 (S. 67.2.168 — D. 67.3.88); 20 juin 1868 (S. 69.2.26); Trib. civ. Villefranche 26 juin 1868 (S. 69.2.90); Trib. civ. Nice 10 décembre 1879 (J. de l'Enreg., n° 21219); Trib. civ. du Havre 8 août 1885 (même rec., n° 22540); Trib. civ. Lyon 26 mars 1886 (même rec., n° 22647); Trib. civ. Seine 19 mai et 2 décembre 1893 (même rec., n°s 24140 et 24269); Trib. civ. Saint-Etienne 13 août 1894 (même rec., n° 24666). De nombreux auteurs se sont prononcés dans le même sens : Dalloz, Rép., v° Organisation judiciaire, n° 778, et supp. *eod. verb.*, n° 445; Pandectes françaises, v° Assistance judiciaire, n°s 298 et suiv.; Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Assistance judiciaire, n° 111; Fuzier-Herman, Rép. du dr. fr., *eod. verb.*, n°s 35 et suiv.; Dutruc, Supp. alph. aux lois de la proc. de Carré et Chauveau, *eod. verb.*, n° 24; Régis Coste, Code pratique de l'assistance judiciaire, n° 135, p. 114. — *Contrà* : Simon, Traité théorique de l'assistance judiciaire, p. 211 et suiv.

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

30 août 1900.

Présidence de M. Bard.

PEINES. — DÉLIT DE PÊCHE. — AMENDE. — SURSIS A L'EXÉCUTION. — LOI BÉRENGER. — INAPPLICABILITÉ.

L'amende, prononcée en matière de pêche fluviale par application des art. 27, 28 et 70 de la loi du 15 avril 1829, et 7 de la loi du 31 mai 1865, ayant un caractère mixte et tenant de la nature des réparations civiles, puisque, d'une part, le taux de cette amende sert de base à la fixation des dommages-intérêts, s'il y échet (art. 71 de la loi du 15 avril 1829), *et que, d'autre part, l'administration peut transiger sur ladite amende, même après le jugement définitif* (décret du 7 septembre 1870), *la disposition de l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891* (loi Bérenger) *autorisant les tribunaux à ordonner, en faveur d'un inculpé qui n'a pas subi de condamnation antérieure à l'emprisonnement, le sursis à l'exécution de la peine, n'est point, en ce cas, applicable.*

Administration des forêts c. Berthe.

La Cour,

Sur l'unique moyen, pris de la violation de l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891, en ce que l'arrêt attaqué a ordonné qu'il serait sursis à l'exécution des condamnations à l'amende, prononcées contre les sieurs Berthe (Henri) et Berthe (Fernand), alors que ces amendes participent du caractère de réparations civiles :

Attendu que l'arrêt entrepris déclare les susnommés coupables d'avoir, le 5 septembre 1898, commune de Beaugency, pêché la nuit, à l'aide d'engins prohibés, dans les digues de la Loire, réservées pour la reproduction du poisson, et les condamne par application des art. 27, 28, 70 de la loi du 15 avril 1829, 7 de la loi du 31 mai 1865;

Attendu que si l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891 dispose, en termes généraux, qu'en cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, lorsque l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison, pour crime ou délit de droit commun, les tribunaux peuvent ordonner, par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine, et si, par suite, cet article est applicable aux condamnations même encourues pour crimes ou délits prévus par les lois spéciales, l'art. 2 de la même loi déclare que le sursis ne peut être ordonné ni pour les frais ni pour les dommages-intérêts;

Attendu que l'amende prononcée par application des articles précités de la loi du 15 avril 1829 et de la loi du 31 mai 1865 a un caractère mixte, et tient de la nature des réparations civiles; qu'en effet, d'une part, aux termes de l'art. 71 de la loi du 15 avril 1829, le taux d'une telle amende sert de base à la fixation des dommages-intérêts, s'il y échet, et que, d'autre part, aux termes du décret du 7 septembre 1870, l'Administration peut transiger sur cette amende même après jugement définitif; d'où il suit qu'en ordonnant qu'il sera sursis à l'exécution des condamnations à l'amende prononcées contre Berthe (Henri) et Berthe (Fernand), l'arrêt attaqué a donné à l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891 une extension qu'il ne comporte pas et a ainsi violé ledit article;

Et attendu que le pourvoi a entrepris uniquement la disposition de l'arrêt par laquelle est ordonné le sursis à l'exécution des peines d'amende; que cet arrêt est d'ailleurs régulier en la forme, et que le fait qu'il constate justifie légalement la qualification qu'il a reçue, et les peines qui ont été appliqués;

Par ces motifs,

Casse et annule, par voie de retranchement et seulement dans sa disposition ordonnant qu'il sera sursis à l'exécution des peines d'amende prononcées, l'arrêt de la Cour d'Orléans (Ch. corr.) du 25 juillet 1899.

MM. Atthalin rapp.; Feuilloley av. gén.— Me Gosset av.

Note. — La Cour de cassation a toujours invariablement admis en principe, depuis la promulgation de la loi du 26 mars 1891 (Loi Bérenger), que le bénéfice de l'art. 1er de cette loi autorisant les tribunaux à ordonner, dans les conditions qu'il détermine, le sursis à l'exécution des peines qu'ils prononcent, n'est point applicable, lorsqu'il s'agit d'une peine d'amende encourue dans certains cas, où l'amende, suivant l'expression, que nous retrouvons encore dans l'arrêt ci-dessus reproduit, « a un caractère mixte et tient de la nature des réparations civiles ». C'est à ce titre qu'elle avait refusé déjà de laisser admettre au bénéfice du sursis les condamnés à l'amende pour délits de chasse commis dans les bois soumis au régime forestier : Cass. 28 janvier 1897 (Gaz. Pal. 97.1.390). Un précédent arrêt en date du 22 décembre 1892 (Gaz. Pal. 92.2.247) avait proclamé le même principe pour les

amendes prononcées à raison de délits forestiers en général. Y avait-il donc lieu de suivre la même règle pour les amendes à raison de délits de pêche, commis dans les fleuves ou rivières, alors surtout que, depuis un décret du 7 novembre 1896, c'est à l'administration des Eaux et forêts qu'est conférée la surveillance et la police de la pêche fluviale? La question jusqu'ici était controversée entre les cours d'appel. La Cour de Poitiers s'était prononcée pour l'affirmative le 6 janvier 1899 (S. 99.2.112). Mais la Cour d'Orléans le 25 juillet 1899 s'était prononcée en sens contraire dans l'espèce actuelle. C'est cet arrêt que la Chambre criminelle, ratifiant le premier système, vient de casser.

D'ailleurs, le même jour (30 août 1900), sous la même présidence, au même rapport et sur les conclusions du même avocat général, la Chambre criminelle a encore, par deux arrêts identiques à celui ci-dessus reproduit, également cassé un arrêt de la Cour de Montpellier 16 février 1899 (aff. Vidal), et un arrêt de la Cour de Riom 3 mai 1899 (aff. Mazet), qui s'étaient prononcées, dans le même sens que la Cour d'Orléans.

COUR D'APPEL DE PARIS (8e Ch.)

8 août 1900.

Présidence de M. Gillet.

COMPÉTENCE CIVILE DES JUGES DE PAIX. — RÉFÉRÉS. — DÉGRADATIONS COMMISES PAR UN LOCATAIRE. — URGENCE.

Si, en matière de réparations locatives, le juge de paix est compétent pour connaître de la demande à quelque valeur qu'elle puisse s'élever, et s'il peut, en cas d'urgence, délivrer une cédule pour abréger les délais de citation et permettre de citer devant lui, même dans le jour et à l'heure indiquée, ce qui est exclusif de la procédure des référés devant le tribunal civil, il n'en est pas de même lorsque la demande est relative à des dégradations et à des enlèvements commis par des locataires de maison au préjudice du propriétaire : le juge de paix est incompétent pour connaître d'une pareille demande lorsqu'elle excède 1,500 fr., c'est-à-dire le taux de compétence du juge de paix en matière de dégradations et pertes; elle rentre alors dans la juridiction des tribunaux ordinaires et, par suite, en cas d'urgence, elle est de la compétence du juge des référés.

Passy c. Portal et Cie.

La Cour,

Statuant en appel d'une ordonnance de référé rendue par le président du Tribunal civil de la Seine le 9 juin 1900 :

Considérant que si, en matière de réparations locatives, le juge de paix est compétent pour connaître de la demande, à quelque valeur qu'elle puisse s'élever, et s'il peut, d'après la loi, en cas d'urgence, délivrer une cédule pour abréger les délais de citation et permettre de citer devant lui, même dans le jour et à l'heure indiquée, ce qui est exclusif de la procédure des référés devant le président du tribunal civil, telle qu'elle est organisée par le titre XVI C. pr. civ., il n'en est pas de même lorsque la demande est relative à des dégradations et à des enlèvements commis par des locataires de maison au préjudice du propriétaire; que pareille demande, dans son acception générale, par sa nature et son objet, ne rentrant pas dans les attributions spéciales des juges de paix et ressortant de la juridiction des tribunaux ordinaires, il doit être procédé, en cas d'urgence, dans les formes des référés spécifiées au titre XVI précité;

Considérant, en fait, que Passy, propriétaire à Paris d'une maison sise rue des Archives, 67, agissant en vertu d'un bail authentique, a valablement assigné Portal et Cie, ses anciens locataires, devant M. le président du Tribunal civil de la Seine statuant en référé; qu'il justifie de l'intérêt, de la nécessité et de l'urgence qu'il y a pour lui à faire constater les dégradations et enlèvements commis par les intimés, qui, d'après leur énoncé même et dans leur aperçu, impliqueraient des dégâts et des détériorations non assimilables à des réparations locatives dépassant 1,500 francs, c'est-à-dire le taux de compétence du juge de paix en matière de dégradations et pertes; que s'il est vrai qu'il n'a pas recouru plus tôt à la mesure d'expertise qu'il sollicite, l'urgence n'en continue pas moins à subsister; qu'elle est d'autant plus utile que les lieux étant libres depuis la sortie de Portal et Cie, il importe de procéder aux constatations requises avant toute relocation et occupation;

Considérant, enfin, que l'ordonnance était susceptible d'appel à raison du taux et de la matière de la demande;

Par ces motifs,

Infirme l'ordonnance en ce qu'elle a déclaré n'y avoir lieu à référé et renvoyé purement et simplement les parties à se pourvoir au principal;

L'émendant et la réformant, décharge l'appelant des dispositions qui lui font grief;

Statuant à nouveau, nomme, vu l'urgence, X... expert, etc.

M. Fournier subst. proc. gén. — Mes Lebel et Antoine Faure av.

Note.— Aux termes de l'art. 5, 2e de la loi du 25 mai 1838, le juge de paix est compétent pour connaître des demandes en paiement des réparations locatives à quelque chiffre que la demande s'élève, et il a été jugé fréquemment que cette compétence est exclusive de celle du juge des référés lorsqu'il s'agit d'ordonner toute expertise préalable. V. notamment : Lyon 3 juillet 1888 (Gaz. Pal. 89.1. 352); Paris 30 juillet 1888 (Gaz. Pal. 89.1.142).

Mais cette compétence exceptionnelle ne peut être étendue au cas de dégâts et pertes causés par le locataire : Trib. civ. Seine 16 mai 1888 (Gaz. Pal. 88.2. supp. 1). En ce cas,

le juge de paix n'est compétent, pour connaître de la demande du bailleur, qu'autant que le chiffre de la demande n'excède pas 1.500 francs (art. 4 2° loi du 25 mai 1838).

TRIBUNAL CIVIL DE MONTAUBAN

4 juillet 1900.

Présidence de M. Gardarens de Boisse.

AVEU. — AVEU JUDICIAIRE. — CONTRADICTION ET INVRAISEMBLANCE. — DIVISIBILITÉ.

L'aveu judiciaire n'est indivisible que si ses éléments ne contiennent aucune contradiction ni invraisemblance.

Par suite, doit être divisé l'aveu par lequel un débiteur déclare avoir souscrit à son créancier un certain nombre de billets en blanc, payables sans intérêts dans un délai de trente ans à partir du décès dudit créancier, un tel aveu étant en effet entaché de contradiction et d'invraisemblance : de contradiction, parce que si réellement la dispense des intérêts avait été stipulée à partir du décès du créancier, lesdits billets auraient cessé d'être en blanc, cette expression ne pouvant s'appliquer qu'au titre sur lequel le nom du créancier n'est pas mentionné; d'invraisemblance, parce que le créancier, dont la fortune était des plus modestes, ne pouvait raisonnablement consentir, pour le paiement de ces billets, un délai aussi contraire à tous les usages, ainsi qu'à ses habitudes, et dont l'effet était de l'appauvrir de son vivant d'une portion notable de ses capitaux.

Et il convient, en présence d'un tel aveu, de rejeter la partie relative à l'échéance et aux intérêts, et de décider que les billets souscrits étaient de simples blancs seings.

Bonis ès qualités c. Périé, Delpech, Escabasse.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Bonis, curateur à la succession vacante de la dame Mériguet, décédée le 23 mai 1899, réclame aux défendeurs le montant de divers prêts à eux consentis par ladite dame et dont le détail sera ci-après établi; qu'il ne rapporte pas les titres constitutifs de ces créances, lesquels auraient été dérobés à leur propriétaire quelques jours avant son décès; qu'il n'établit pas davantage la forme et la date de ces titres; qu'il fonde uniquement sa demande sur la reconnaissance par les débiteurs de leurs dettes respectives; que cette reconnaissance formant, à raison de ses modalités particulières, le seul point du litige soumis au tribunal, il y a lieu d'en déterminer, au regard de chacun des défendeurs, la valeur juridique, la portée et les conséquences de fait;

En ce qui touche Escabasse et Delpech :

Attendu que devant le bureau d'assistance judiciaire de Montauban et à la date du 8 janvier 1900, ils ont convenu être débiteurs de la dame Mériguet, le premier d'une somme de 600 francs, le second de 300 francs, ajoutant être prêts à payer, celui-ci « à la condition de ne pas payer deux fois », celui-là « contre remise des titres »; qu'ils renouvellent leur offre à la barre à deniers découverts, mais en spécifiant, savoir : Escabasse, que sa dette était représentée par deux blancs seings, l'un de 400 francs en date du 29 janvier 1899, l'autre de 200 francs en date du 26 mars suivant, et Delpech qu'il avait également remis à sa créancière une valeur en blanc datée du 29 mai 1893; qu'à raison de la forme de ces titres, ils exigent du curateur, soit une caution suffisante dont l'engagement doit être porté à une durée de trente ans, soit le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations pendant le même temps, d'une somme égale à leurs dettes en principal et intérêts de cinq ans;

Attendu que ces déclarations, dans la partie faite à l'audience, constituent assurément l'aveu judiciaire dispensant Bonis de la preuve de l'obligation, mais aussi indivisible contre leurs auteurs, s'il n'existe entre leurs éléments ni contradiction ni invraisemblance ou si l'un des faits reconnus n'est pas établi par des preuves puisées en dehors de l'aveu; que rien de tel ne se retrouve dans la cause; qu'au contraire, les déclarations des débiteurs, tant celles faites à la barre que celles antérieures, concordent en tous points avec les propres dires de la dame Mériguet qui qualifiait elle-même, devant la gendarmerie, les valeurs disparues de titres au porteur; que le tribunal est, dès lors, légalement obligé de tenir pour constants dans leur entier les faits articulés;

Attendu, ce point établi, que la demande de caution ne saurait faire difficulté en principe; que. tenus par leur signature envers le porteur des valeurs, Escabasse et Delpech ne seraient admis ni à discuter sa bonne ou sa mauvaise foi, ni à lui opposer le paiement fait aux mains du curateur; que la garantie qu'ils réclament et qui n'est pas, d'ailleurs, sérieusement contestée, trouve dans cette éventualité sa justification naturelle, et qu'il ne reste plus qu'à en fixer la forme, l'étendue et la durée;

Sur la forme :

Attendu qu'il n'existe dans la succession dont s'agit ni immeubles ni valeurs mobilières suffisantes pour constituer actuellement, à défaut de caution personnelle, une garantie réelle; que le tribunal est ainsi appelé à user de son pouvoir souverain d'appréciation; que le dépôt à la Caisse des consignations des créances réclamées est de nature à concilier à la fois les intérêts des débiteurs et les facultés des curateurs;

Sur le quantum :

Attendu que les offres des débiteurs au seul créancier actuellement connu, leur validité dûment pro-

noncée et la consignation effective qui s'en suivra feraient, à l'événement, échec à la prétention du porteur des titres d'obtenir un taux d'intérêts supérieur à celui servi par la Caisse des dépôts ; qu'il suffit de limiter cette consignation au capital et à l'année d'intérêts, échue à ce jour ;

Sur la durée :

Attendu que les valeurs disparues peuvent revêtir telle forme qu'il conviendra à leur découvreur, notamment celle d'une obligation civile soumise à la prescription de droit commun ; que les défendeurs sont donc bien fondés à réclamer une garantie d'égale durée (Toulouse 12 mars 1885 — D. 1886. 2.104) ;

En ce qui concerne Périé :

Attendu que dans l'information ouverte à la suite du détournement susvisé et ainsi qu'il appert du procès verbal dressé par la gendarmerie de Montpezat le 28 avril 1899, il a reconnu devoir à la dame Mériguet la somme de 1,300 francs et assuré lui avoir proposé de lui signer un nouveau titre en remplacement des anciens, « si cela pouvait se faire ainsi » : que devant le bureau d'assistance judiciaire, il a simplement déclaré devoir 800 francs pour son compte et 500 francs comme caution des sieurs Mériguet et Bouchet; qu'aujourd'hui il explique que ladite créance était représentée par six valeurs, toutes en blanc et sans dates, l'une de 300 francs consentie par un sieur Mériguet, l'autre de 200 francs consentie par un sieur Bouchet, toutes deux productives d'intérêts, passées par endossement à l'ordre de la dame Mériguet et les quatre dernières de 200 francs chacune, souscrites par lui-même et payables dans trente ans sans intérêts, à partir du décès de la créancière ; qu'il conclut, dans ces conditions, au rejet pur et simple de la demande du curateur ;

Attendu que ces déclarations sont manifestement entachées de contradiction et d'invraisemblance; de contradiction, en ce qu'en stipulant le non-paiement des intérêts à partir du décès de la créancière, les quatre valeurs de 200 francs auraient cessé d'être en blanc, cette expression ne pouvant s'appliquer qu'au titre où le nom du créancier n'est pas mentionné ; d'invraisemblance, en ce que la dame Mériguet, dont la fortune était des plus modestes, ne pouvait raisonnablement consentir, pour le remboursement de ces titres, un délai aussi contraire à tous les usages, à ses habitudes et dont l'effet était de l'appauvrir de son vivant d'une portion notable de ses capitaux ; que vainement, Périé essaie d'expliquer cette faveur extraordinaire par les relations affectueuses existant entre lui et la *de cujus* ; mais que là encore il est démenti par l'attitude résolument agressive prise à son égard par ladite dame au moment de l'information et ses soupçons de la première heure, toutes choses inconciliables avec des sentiments d'aussi étroite amitié que ceux allégués; qu'il est dès lors permis d'affirmer que, sur ce point, les dires de Périé sont mensongers et frauduleux; que son aveu judiciaire est divisible et qu'il convient, rejetant la partie relative à l'échéance et aux intérêts, de décider, ce qui est certainement la vérité, que les quatre valeurs de 200 francs chacune étaient, comme celles souscrites par Escabasse et Delpech, de simples blancs seings; que par identité de motifs, la demande du curateur assortie de caution doit donc être accueillie, avec cette réserve toutefois, quant aux intérêts, que rien ne prouvant dans la cause que ces valeurs en fussent productives, ils ne doivent être alloués que du jour de la demande ;

Attendu, en ce qui touche les deux autres valeurs, que l'endossement reconnu par Périé et que le tribunal tient pour exact, a eu le double effet : 1° de leur donner un caractère commercial indélébile, de telle sorte qu'elles ne peuvent plus revêtir que la forme d'une lettre de change ou d'un billet à ordre ; 2° d'en fixer, puisque son nom y a été nécessairement inscrit au dos, la propriété sur la tête de la dame Mériguet ; que la situation est donc exactement celle prévue et réglée par les art. 150, 152 et 155 C. com., le curateur pouvant exiger paiement, à charge de caution d'une durée de trois ans ; que pareille facuté appartient à l'endosseur qui a, de ses deniers, désintéressé le propriétaire du titre et se trouve, de ce fait, subrogé à toutes ses actions ;

Par ces motifs,

Valide les offres faites par Escabasse et Delpech, en prenant droit, les condamne à payer à Bonis, en sa dite qualité de curateur, pour capital et intérêts de leurs dettes respectives, savoir : Escabasse, la somme de 637 fr. 70, et Delpech celle de 315 francs;

Dit que, pour tenir lieu de caution, ces diverses sommes seront versées pour le compte de la succession vacante de la dame Mériguet à la Caisse des dépôts et consignations où elles resteront déposées pendant trente ans à compter de leur versement, à l'exception de la somme de 500 francs et intérêts, visée dans le paragraphe 1 de la dette Périé, qui n'y restera que trois ans ;

Ordonne que, ces délais expirés, lesdites sommes seront remises au curateur de ladite succession vacante pour en disposer ainsi qu'il y aura lieu; autorise jusqu'alors le curateur à en toucher les intérêts dès qu'ils auront atteint les cinq années garanties par la loi, c'est-à-dire : 1° pour Escabasse, à partir des 29 janvier 1905 (dette de 400 francs) et 26 mars même année (dette de 200 fr.) ; 2° pour Delpech, à partir du 29 mai 1905; et pour Périé, à partir des 23 février 1901 (dette de 500 fr.) et 23 février 1906 (dette de 800 francs);

Compense les dépens sur la demande dirigée contre Périé ;

Laisse, au contraire, à raison de leur bonne foi reconnue et de leurs offres, ceux exposés sur la demande dirigée contre Escabasse et Delpech à la charge de la succession vacante; autorise toutefois le prélèvement, avant tout dépôt, sur les sommes à consigner.

M. BAULME juge supp. f. f. min. pub. — Mes MÉRIC DE BELLEFOND, CAZALS et BUSCON av.

Note. — Il est de règle que le principe de l'indivisibilité de l'aveu cesse de recevoir application lorsque le juge se trouve en face de déclarations dont la fausseté est démontrée par leur contradiction : Cass. 22 novembre 1869 (S. 70.1.339 — D. 70.1.273) ; 30 mars 1874 (S. 76.1.278) ; 5 décembre 1881 (Gaz. Pal. 82.1.557 — S. 82.1.55) ; 12 décembre 1881 (Gaz. Pal. 82.2.393 — S. 82.1.196 — D. 82.1.152) ; dans ce dernier cas, un fils, après avoir reconnu qu'il avait reçu une somme de ses parents, avait ajouté que cette somme lui avait été abandonnée à titre d'avancement d'hoirie, alors qu'il reconnaissait en même temps avoir restitué une partie de cette somme à son père, et, avec une autre partie de ladite somme, avoir acheté un immeuble au nom de sa mère, circonstances exclusives de l'idée d'une dépossession antérieure en sa faveur : Cass. 4 janvier 1892 (Gaz. Pal. 92.2.149 — S. 92.1.84 — D. 92.1.431) ; — Comp. Cass. 13 avril 1899 (Gaz. Pal. 99.2, v° Aveu, n° 7) ; et Trib. civ. Lyon 24 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.2. *eod. loc.*, n° 7). *Adde* Demolombe, t. XXX, n° 528 ; Aubry et Rau, t. VIII, § 751, p. 178 ; Bonnier, n° 356 ; Laurent, t. XX, n° 208 ; Fuzier-Hermann, Répertoire jurisp., v° Aveu, nos 284 à 290.

TRIBUNAL CIVIL DE RENNES

23 mars 1900.

Présidence de M. Gaspaillart.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — INSOLATION. — INAPPLICABILITÉ.

L'insolation ayant entraîné la mort d'un ouvrier ne rentre pas dans la catégorie des accidents prévus par l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898, la cause de l'insolation étant, en principe, étrangère au travail.

Veuve Jarnot c. Mainson.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé par le juge de paix du canton Nord-Ouest de Rennes, que le 22 juillet 1899, vers une heure et demie de l'après-midi, le sieur Jarnot, qui était employé en qualité de manœuvre sur le chantier de construction des hospices du Pont-Chaillou à Rennes, pour le compte de l'entrepreneur Mainson, a été atteint d'une indisposition à laquelle il a succombé le même jour à 4 heures, et que le docteur Lhuissier, qui a visité Jarnot après sa mort, déclare être une congestion cérébrale et pulmonaire produite par la chaleur ;

Attendu qu'à raison de cette mort, la veuve Jarnot a formé, contre l'entrepreneur Mainson, une action tendant à l'allocation à son profit d'une rente viagère de 175 francs par an ;

Attendu que les termes de l'art. 1er de cette loi ne s'appliquent qu'aux accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail ;

Mais attendu qu'étant donné les circonstances de la cause, la mort de Jarnot ne rentre pas dans les prévisions de la loi de 1898 ;

Attendu, en effet, que si d'après les constatations du docteur Lhuissier, la congestion cérébrale et pulmonaire à laquelle cet homme a succombé a été causée par la chaleur, cela ne veut pas dire nécessairement qu'il ait été frappé d'insolation comme l'indiquait formellement un certificat délivré à la compagnie d'assurances la Foncière par le docteur Leray qui a reconnu lui-même dans l'enquête, édifiée par le juge de paix, qu'il s'était présenté au domicile de Jarnot le 22 juillet et que, dans l'impossibilité où il se trouvait, au lendemain du décès, de savoir à quel genre de mort le défunt avait succombé, il s'en était rapporté aux constatations faites la veille par le docteur Lhuissier et n'avait pas hésité à déclarer dans son certificat que la mort avait pour cause une congestion cérébrale par insolation ;

Mais attendu qu'en admettant que la congestion qui a déterminé la mort de Jarnot ait été causée par une insolation, et que, ce qui n'est pas établi et ne paraît pas susceptible de l'être, l'insolation se soit produite sur le chantier même au cours du travail auquel Jarnot était employé et non durant le temps pendant lequel il a pu s'absenter pour aller prendre son repas du midi, on ne saurait prétendre que cet accident a eu lieu par le fait du travail, puisqu'il n'a pas été le résultat immédiat et direct d'un acte de la fonction de Jarnot, pas davantage d'un acte émanant des personnes au milieu desquelles ou sous les ordres desquelles il travaillait ;

Attendu qu'il ne paraît pas non plus possible de soutenir que l'insolation, si insolation il y a eu, s'est produite à l'occasion du travail, sa cause étant de celles qui, en principe, sont étrangères au travail, parce qu'elles menacent tout le monde sans que le travail ait pour effet de faire courir à la victime, sous la forme de risques professionnels, des dangers sensiblement plus grands que ceux auxquels le commun des hommes est exposé ;

Attendu, au surplus, que s'il est constant que Jarnot a succombé à une congestion cérébrale et pulmonaire, on ne peut que faire des conjectures sur la cause qui a produit cette congestion ;

Par ces motifs,

Déclare la veuve Jarnot mal fondée en ses demande, fins et conclusions ;

L'en déboute ;

Et la condamne en tous les dépens liquidés à...

Note. — La jurisprudence s'est prononcée déjà en ce sens que le patron ne saurait répondre d'un accident causé par un cas de force majeure n'ayant aucun rapport direct avec le travail exécuté : V. Trib. civ. Bourg 30 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.452), et elle a fait déjà application de ce principe particulièrement au cas d'insolation : V. Trib. civ. Bayonne 20 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.810) et nos notes sous ces décisions avec nos renvois aux travaux préparatoires de la loi de 1898.

305-306

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

1er août 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

EFFET DE COMMERCE. — BILLET A ORDRE. — PRÉSOMPTION DE NON-COMMERCIALITÉ. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — INCOMPÉTENCE.

Un billet à ordre n'est pas, par lui-même, et à raison de la forme qu'il revêt, un effet de commerce; il ne prend ce caractère que lorsqu'il est souscrit par un commerçant ou à l'occasion d'une opération commerciale.

Par suite, manque de base légale et doit être annulé l'arrêt qui affirme la compétence de la juridiction commerciale pour connaître de la demande en paiement des intérêts d'un billet à ordre souscrit par le directeur-gérant d'une société pour les besoins de l'exploitation sociale, à l'égard d'un donneur d'aval de garantie sur ledit billet, sans relever aucun fait ni aucune circonstance propre à établir que la société souscripteur ait nécessairement pour objet des opérations de commerce.

Saint c. Ménétrier.

Le sieur Saint s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour de Paris en date du 23 mars 1899, à l'encontre duquel il a formulé le moyen suivant :

« Violation de l'art. 636 C. com., et fausse application et par suite violation des art. 631 et suiv. du même code, en ce que la Cour de Paris a reconnu la compétence du tribunal de commerce pour statuer sur la demande de Ménétrier en paiement des intérêts d'un billet à ordre revêtu de l'aval de garantie d'André Saint, par le double motif, d'une part, qu'il s'agissait d'un effet de commerce, et que, d'autre part, le sieur Crotte, souscripteur du billet à ordre était fondateur et directeur-gérant d'une société de procédés antiseptiques, et avait souscrit le billet à raison d'une ouverture de crédit à lui consentie par un banquier, alors d'ailleurs qu'il était contesté et qu'il n'était pas établi que ledit billet eût une cause commerciale. »

Son pourvoi a été accueilli par la Chambre civile, aux termes d'un arrêt dont la teneur suit :

La Cour,

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Vu l'art. 636 C. com. ;

Attendu que, pour justifier la compétence de la juridiction consulaire au sujet de la demande en paiement d'intérêts du billet à ordre souscrit par Crotte et Cie et revêtu de l'aval de garantie de Saint, l'arrêt attaqué s'est fondé : 1° sur ce qu'un billet à ordre constitue un effet de commerce; 2° sur les documents soumis à la cour ;

Mais attendu, d'une part, qu'un billet à ordre n'est pas par lui-même, et à raison de la forme qu'il revêt, un effet de commerce; qu'il ne prend ce caractère que lorsqu'il est souscrit par un commerçant ou à l'occasion d'une opération commerciale ;

Attendu, d'autre part, que des documents versés aux débats, l'arrêt attaqué n'a dégagé aucun fait, aucune circonstance propre à établir que la société dont Crotte et Cie était directeur-gérant avait nécessairement pour objet des opérations de commerce, et que, par conséquent, le billet litigieux émis pour les besoins de l'exploitation sociale présentait le même caractère; d'où suit que l'arrêt attaqué n'a pas justifié, vis-à-vis de Saint, la compétence de la juridiction consulaire; que sa décision manque de base légale;

Casse l'arrêt de la Cour de Paris du 23 mars 1899.

MM. Ruben de Couder rapp.; Desjardins av. gén. — Mes Passez et Aguillon av.

Note. — La jurisprudence et les auteurs sont d'accord pour reconnaître, comme l'arrêt ci-dessus reproduit, qu'un billet à ordre, n'est pas par lui-même, en principe, un acte de commerce. « Le billet à ordre, à la différence de la lettre de change, disent notamment MM. Lyon-Caen et Renault, Précis de dr. comm., 2e édition, t. Ier, p. 133, n'est pas considéré par la loi française comme un acte de commerce par lui-même. Le souscripteur ou un endosseur n'est engagé commercialement qu'autant qu'il a créé ou endossé le titre à l'occasion d'une opération commerciale, par exemple dans le but d'acquitter un achat de marchandises fait pour les revendre ». V. également Dalloz, Rép., vo Effets de commerce, nos 164 et suiv. *Sic* : Cass. 17 mars 1890 (D. 91.1.84).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

23 août 1900.

Présidence de M. Dutreih.

1° ACTION EN JUSTICE. — DÉFAUT DE QUALITÉ. — LIEN DE DROIT. — IRRECEVABILITÉ.

2° LOUAGE D'OUVRAGE ET D'INDUSTRIE. — COURTIER DE COMMERCE. — OBLIGATIONS. — MANŒUVRES PRÉJUDICIABLES AU PATRON. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1° Lorsqu'un commerçant s'est engagé, vis-à-vis de son courtier, au paiement de commissions sur les affaires faites par celui-ci, il ne peut être actionné en paiement desdites commissions que par celui-ci. Par suite, est non recevable, à défaut de tout lien de droit, l'action exercée au nom d'une société formée par ledit courtier avec un tiers et à laquelle le cour-

tier aurait fait apport de ses commissions, alors que ce contrat est demeuré étranger audit commerçant.

2° *Le courtier d'un commerçant qui par des manœuvres de toutes sortes : lettres aux clients, ventes personnelles à des prix inférieurs, dénonciations calomnieuses, a causé à celui-ci, indépendamment du préjudice moral résultant de tels actes, un préjudice matériel, doit être condamné à de justes dommages-intérêts vis-à-vis dudit commerçant.*

Société Aubertin et Rolle
c. Société la *Gazette du Palais*.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il est établi aux débats que Rolle est entré à la *Gazette du Palais* dans le courant de l'année 1884, en qualité de comptable aux appointements de 100 francs par mois; qu'indépendamment de son emploi de comptable et des appointements fixes qu'il percevait de ce chef, Rolle avait été accrédité en qualité de courtier, auprès d'une certaine partie de la clientèle de la *Gazette*; qu'en cette qualité il visitait le midi de la France et percevait sur ses affaires une remise proportionnelle;

Attendu qu'en juin 1897, Rolle s'associa avec Aubertin et forma la Société Aubertin et Rolle dans le but d'exploiter à Marseille une maison de librairie; qu'à dater du 31 juillet 1897, il cessa d'être comptable à la *Gazette* pour conserver uniquement les fonctions de courtier;

Attendu que la demande principale, introduite par Aubertin et Rolle, par exploit du 6 septembre 1898, tend : 1° au paiement d'une somme de 549 fr. 40, montant d'une traite tirée de Marseille, le 27 juillet 1898, par Aubertin-Rolle sur la *Gazette du Palais*, ladite traite protestée faute de paiement à son échéance du 15 août alors prochain; 2° à celui d'une somme de 2,000 francs à titre de dommages-intérêts;

Attendu que, procédant sur et aux fins d'un précédent exploit, Aubertin et Rolle, par un nouvel exploit, en date du 2 janvier dernier, requièrent encore, à titre de dommages-intérêts, le paiement d'une somme de 10,000 francs et l'insertion aux frais de la *Gazette du Palais* du jugement à intervenir dans un journal d'Aix, de Béziers, de Céret, de Clermont-Ferrand, de Tarascon, de Toulouse, de Nice, de Nîmes, de Montpellier et de Toulon;

Attendu, enfin, qu'en leurs conclusions additionnelles, Aubertin et Rolle réclament, à titre de supplément de dommages-intérêts, le paiement d'une somme de 20,000 francs et l'insertion, dans quatre journaux de Paris et deux de Marseille, du jugement à intervenir;

Attendu qu'en ses conclusions motivées, et pour résister à ces diverses demandes, la *Gazette du Palais* oppose tout d'abord une fin de non-recevoir tirée du défaut de lien de droit; qu'en outre, elle soutient et fait plaider que, loin d'être débitrice des demandeurs, elle serait au contraire, créancière de Rolle d'une somme de 50 francs environ; qu'enfin, elle requiert reconventionnellement le paiement d'une somme de 2,000 francs à titre de dommages-intérêts;

Attendu qu'il échet d'examiner séparément le premier chef de la demande pricipale;

Sur le défaut de lien de droit :

Sur 549 fr. 40 :

Attendu qu'Aubertin-Rolle exposent que la *Gazette du Palais* publie : 1° un journal judiciaire quotidien; 2° des recueils mensuels; 3° des tables semestrielles; 4° des tables quinquennales; que la traite qui fait l'objet de ce chef de la demande représente le montant des commissions auxquelles Rolle aurait droit pour le placement des ouvrages précités, et notamment pour les souscriptions obtenues par lui à la table quinquennale 1892-1897; qu'en ce qui touche ce dernier ouvrage, ce serait à tort que la *Gazette du Palais* prétend lui avoir interdit de s'occuper du placement de ces tables; qu'enfin et pour faire échec au défaut de lien de droit opposé par la *Gazette du Palais*, les défendeurs exposent encore, que les bénéfices réalisés par Rolle, du chef des commissions devant lui revenir, devaient profiter à la maison Aubertin et Rolle; qu'ainsi s'établirait le lien de droit entre ladite Société et la *Gazette du Palais*;

Mais attendu qu'il convient tout d'abord de remarquer, que si des conventions particulières intervenues entre Rolle et Aubertin devaient faire profiter la Société Aubertin et Rolle des bénéfices à provenir des commissions pouvant être dues à Rolle personnellement, ces conventions sont étrangères à la *Gazette du Palais* qui ne les a point connues et à laquelle par suite elles ne sont point opposables; qu'en fait, le représentant de la *Gazette du Palais* était Rolle personnellement; que c'est avec lui seul qu'a toujours traité la *Gazette du Palais* qui entendait que Rolle restât purement et simplement et surtout personnellement son représentant à Marseille, sans que la librairie Aubertin et Rolle, dont il était l'associé, eût le droit de s'immiscer dans la vente de ses volumes;

Attendu que cela résulte notamment de la correspondance échangée entre les parties, depuis le 30 juin 1897, date de la constitution de la société Aubertin et Rolle, correspondance dans laquelle Rolle, bien qu'associé d'Aubertin, a pris soin de revendiquer toujours sa qualité de représentant de la *Gazette du Palais*, qu'il distinguait de sa qualité de libraire; qu'ainsi, il a indiqué lui-même qu'il agissait en son nom personnel; que dès lors et sans qu'il y ait lieu de rechercher quant à présent si la *Gazette du Palais* est créancière ou débitrice de Rolle personnellement, il est constant qu'aucun lien de droit n'existe, quant à ce chef de la demande, entre la Société Aubertin et Rolle et la *Gazette du Palais*; que ce chef de la demande doit être repoussé;

Sur 2,000, 10,000 et 20,000 francs réclamés par Aubertin et Rolle et sur 2.000 francs réclamés par la *Gazette du Palais*, toutes ces sommes à titre de dommages intérêts, et sur les insertions dans les journaux, demanées par les deux parties :

Attendu que Aubertin et Rolle exposent que la *Gazette du Palais*, par exploit du 6 juillet 1898, a fait défense à Rolle de recueillir des souscriptions à la table quinquennale; qu'elle lui a interdit de s'immiscer en quoi que ce soit dans la vente des onvrages publiés par elle; que, par le même exploit, elle lui a fait sommation d'avoir à lui restituer tous les papiers qu'il pouvait avoir eu en sa possession, ainsi que de faire usage des renseignements qu'il avait pu recueillir sur la clientèle pendant son séjour à la *Gazette du Palais*; qu'Aubertin et Rolle exposent encore que la *Gazette du Palais* a, le 9 février 1899, déposé au Parquet de la Seine, contre Rolle, une plainte relative à de prétendus détournements de tables quinquennales, que ce dernier aurait commis au préjudice de la *Gazette du Palais*; qu'une ordonnance de non-lieu étant intervenue sur cette plainte, la *Gazette du Palais* a formé opposition à ladite ordonnance ;

Attendu qu'Aubertin et Rolle prétendent que ces inqualifiables agissements à l'égard de Rolle leur auraient causé un grave préjudice, tant moral que matériel, qui justifierait la somme totale de 32,000 francs qu'ils réclament à titre de dommages-intérêts, qui fait l'objet de cette partie de la demande ;

Mais attendu qu'il résulte des documents versés aux débats et de l'instruction ordonnée par ce tribunal que, contrairement aux allégations d'Aubertin et Rolle la *Gazette du Palais* a toujours interdit à ses courtiers et notamment à Rolle de s'occuper du placement de la table quinquennale 1892-1897 ; qu'en effet, il a, à différentes reprises, été signifié à ce dernier qu'aucune commission ne lui serait allouée de ce chef; qu'il est établi qu'en dépit de cette défense formelle, Rolle abusant de son autorité sur un employé subalterne, a, dans le courant de mars 1898, et en l'absence du directeur, fait, sans droit, créditer son compte de certaines remises afférentes à la vente de cet ouvrage; qu'enfin, si l'attitude de la *Gazette du Palais* a pu, dans certaines circonstances, paraître sévère à l'égard de Rolle, ce dernier ne peut s'en prendre qu'à lui-même de cette rigueur, légitimée par ses agissements personnels;

Attendu qu'il apparaît, au contraire, de tous les faits de la cause, que les manœuvres de toutes sortes employées par Aubertin et Rolle: lettres écrites aux clients, ventes personnelles à des prix inférieurs, dénonciations calomnieuses, ont causé à la *Gazette du Palais*, indépendamment du préjudice moral résultant de tels actes, un préjudice matériel dont il y a lieu de lui accorder réparation; qu'en tenant compte des divers éléments de ce préjudice et de la publicité donnée à l'instance introduite par Aubertin et Rolle, le tribunal trouve dans les faits de la cause les éléments d'appréciation nécessaires pour fixer à 1,000 francs la somme au paiement de laquelle il convient d'obliger Aubertin et Rolle, en ordonnant également l'insertion du présent jugement dans deux journaux de Paris et deux journaux de Marseille, au choix de la *Gazette du Palais* ;

Par ces motifs,

Vu le rapport de l'arbitre,

Déclare Aubertin et Rolle tant non recevables que mal fondés en leur demande, à toutes fins qu'elle comporte;

Les en déboute;

Statuant sur la demande reconventionnelle,

Condamne Aubertin et Rolle par les voies de droit à payer à la *Gazette du Palais* la somme de 1,000 fr. à titre de dommages-intérêts;

Ordonne l'insertion du présent jugement aux frais d'Aubertin et Rolle dans deux journaux de Paris et deux journaux de Marseille au choix de la *Gazette du Palais*;

Dit, toutefois, que le prix de chacune de ces insertions ne pourra dépasser 50 francs;

Déclare la *Gazette du Palais*, mal fondée en le surplus de sa demande; l'en déboute;

Et condamne Aubertin et Rolle aux dépens, tant de la demande principale que de la demande reconventionnelle.

Mes IZOUARD av., et SABATIER agréé.

Note. — I. — Sur le premier point : Le jugement recueilli fait une application pure et simple du principe posé par l'art. 1165 C. civ., en vertu duquel les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, et ne nuisent point aux tiers, pas plus qu'elles ne leur profitent. Rappr. Bordeaux 23 juin 1892 (Gaz. Pal. 92.2.159).

II. — Sur le second point : La condamnation à des dommages-intérêts paraît justifiée, dans le jugement recueilli, tant par application de l'art. 1142 C. civ., les parties étant liées l'une vis-à-vis de l'autre par un contrat, que par application de l'art. 1382 du même code. Il est certain que l'employé d'un commerçant doit s'abstenir de toutes manœuvres de nature à faire perdre à celui-ci sa clientèle; il doit bien au contraire tendre, par tous ses efforts, à un résultat utile pour son patron; c'est pour lui une des obligations qui résultent du contrat de louage, et, en cas d'inexécution, il peut être condamné à des dommages-intérêts. Quant à l'ancien employé, il a le devoir de ne point nuire par ses agissements à son ancienne maison.

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-CALAIS

(JUGEANT COMMERCIALEMENT).

29 juin 1900.

Présidence de M. Garapin.

CHEMINS DE FER. — RETARD. — VOYAGEUR. — PRÉJUDICE. — DROIT A DES DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Les voyageurs ont le droit d'exiger strictement des compagnies de chemins de fer l'arrivée des trains à l'heure fixée par elles. Par suite, ils ont

droit à des dommages-intérêts, en cas de retard desdits trains, si ce retard leur a causé un préjudice.

Bigot c. Compagnie des chemins de fer de Mamers à Saint-Calais.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il est de jurisprudence qu'un retard dans l'arrivée d'un train peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit des voyageurs, si le retard provient d'une faute de la compagnie et s'il a causé un préjudice ;

Attendu qu'il est reconnu par la compagnie de Mamers à Saint-Calais que le train dans lequel se trouvait le demandeur est arrivé à Saint-Calais avec un retard de vingt-cinq minutes;

Attendu que ce retard est imputable à la faute de la Compagnie;

Attendu que le demandeur est commerçant ; qu'il venait à Saint-Calais pour son commerce et que, dans ces conditions, le retard dont il se plaint lui a causé un ennui et un trouble dans ses affaires ; qu'à ce titre seul il a éprouvé un préjudice et qu'il a droit à des dommages-intérêts ;

Attendu, d'ailleurs, que les retards dans l'arrivée des trains de la Compagnie de Mamers à Saint-Calais sont fréquents et qu'on ne saurait reprocher à un voyageur d'exiger strictement l'exécution des obligations de la compagnie ;

Attendu que le tribunal a les éléments pour fixer le quantum des dommages-intérêts;

Par ces motifs,

Condamne la Compagnie des Chemins de fer de Mamers à Saint-Calais à payer au demandeur la somme de 20 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice par lui éprouvé, avec les intérêts de droit;

Condamne en outre la compagnie aux dépens.

Note.— La solution n'est pas douteuse. Entre la compagnie de chemins de fer et le voyageur qui prend un billet, intervient un contrat par lequel la compagnie s'engage à transporter le voyageur au lieu convenu, dans le délai fixé par l'horaire. Le fait par elle de manquer à son obligation, de faire subir un retard au voyageur la constituant en faute donne au voyageur le droit de réclamer des dommages-intérêts, si d'ailleurs, bien entendu , le retard lui a causé préjudice. Jugé fréquemment en ce sens : Trib. civ. Le Mans 26 décembre 1886 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92, v° Chemins de fer, n° 246); Trib. com. Seine 25 février 1889 (Gaz. Pal. *eod. loc.*, n° 245); Trib. civ. Lyon 5 février 1890 (Gaz. Pal. *eod. loc.*, n° 250) ; Trib. com. Seine 8 septembre 1892 (Gaz. Pal. 92.2.438) ; 16 février 1893 (Gaz. Pal. 93.1.612); 6 avril 1893 (Gaz. Pal. 93.1.530); 30 avril 1896 (Gaz. Pal. 96.2.25); Trib. com. Saint-Etienne 9 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.1.687); 10 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.2.139).

Cette obligation aux dommages-intérêts ne cesserait que par suite d'un cas de force majeure. V. les décisions précitées. Jugé qu'on ne saurait considérer comme un cas de force majeure l'interruption produite sur une ligne par l'éboulement d'un tunnel : Trib. com. Seine 8 septembre 1892 précité.

Il est bien entendu qu'elle cesserait encore, si la compagnie n'avait pas garanti l'arrivée à une heure déterminée et dans un délai déterminé. V. en ce sens : Trib. com. Arras 5 décembre 1890 et Trib. com. Seine 21 juillet 1891 (Gaz. Pal. T. Q. 87.92 v° Chemins de fer, n° 247) et Cass. 6 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.1 v° Chemins de fer, n° 41).

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

22 octobre 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° DOMICILE. — PRINCIPAL ÉTABLISSEMENT. — SUCCESSION. — OUVERTURE. — QUESTION DE FAIT. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

2° CASSATION. — SIMPLE ARGUMENT. — MOTIF SURABONDANT.

1° La question de savoir où se trouve le domicile d'une personne est essentiellement une question de fait, dont les éléments ne peuvent être appréciés que par les juges du fond.

Et ceux-ci peuvent décider notamment qu'une personne qui a présenté jusqu'à sa mort, pour toucher dans une ville les arrérages d'une pension de retraite sur l'Etat, des certificats indiquant qu'elle était domiciliée dans cette ville, avait cependant, en réalité, non seulement son principal, mais même son unique établissement dans une autre ville, où se trouvait donc nécessairement son domicile, et où, par suite, s'est ouverte sa succession.

2° Lorsqu'un arrêt contient plusieurs motifs de sa décision, il n'échet pour la Cour de cassation d'examiner les critiques dirigées contre l'un d'eux seulement, présenté par ledit arrêt lui-même comme simple argument et surabondant, alors que les autres motifs suffisent à justifier la décision attaquée.

Dedomenico et veuve Aureglia c. de Sigaldi et autres.

LA COUR,

Sur le second moyen :

Attendu qu'en matière de succession, le tribunal compétent est celui du lieu où la succession est ouverte; que le lieu où la succession s'ouvre est déterminé par le domicile et que le domicile est au lieu du principal établissement; que la question de savoir où se trouve le domicile d'une personne est essentiellement une question de fait dont les éléments ne peuvent être appréciés que par les juges du fond ;

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que la veuve de Migien avait à Monaco non seulement son principal, mais son unique établisse-

ment; qu'elle y avait donc nécessairement son domicile;

Attendu que le pourvoi prétend que son domicile était à Nice parce qu'elle y avait touché jusqu'à sa mort une pension du gouvernement français;

Attendu qu'elle avait obtenu en effet du gouvernement français une pension en qualité de veuve d'un officier à qui avait été maintenue après l'annexion de la Savoie une pension de retraite accordée par le gouvernement sarde; que pour en toucher les arrérages elle produisait des certificats indiquant qu'elle était domiciliée à Nice, mais que l'arrêt constate que cette indication, faite pour répondre aux exigences de la loi française, était inexacte et qu'il est constant qu'elle n'habitait pas Nice et n'y avait jamais habité;

Attendu qu'en tirant de ces constatations la conséquence que le domicile de la *de cujus* n'était pas à Nice et que le tribunal de cette ville s'était juridiquement déclaré incompétent en ce qui concernait le partage de sa succession mobilière, l'arrêt attaqué n'a pas violé les articles de loi visés par le pourvoi et n'a fait qu'une exacte application des principes de la matière;

Sur le premier moyen :

Attendu que les motifs qui viennent d'être donnés sur le second moyen justifient la décision attaquée, et qu'il est, dès lors, sans intérêt d'examiner le premier moyen, lequel est dirigé non contre un motif servant de base à l'arrêt, mais contre un simple argument que l'arrêt présente lui-même comme surabondant;

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Aix en date du 20 mai 1897;

MM. GEORGE-LEMAIRE rapp.; MELCOT av. gén. — Me DE RAMEL av.

Note. — I. — Sur le premier point : La Cour de cassation a toujours considéré que la question de savoir où un individu a son principal établissement, et par suite son domicile légal, est une question de fait, dont la solution est abandonnée à l'appréciation souveraine des tribunaux : Cass. 20 novembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.75).

II. — Sur le deuxième point : V. conf. Cass. 29 avril 1890 (Gaz. Pal. 90.1.679) et les renvois.

COUR D'APPEL DE BESANÇON

18 juillet 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

BREVET D'INVENTION. — DÉCHÉANCE. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — SURSIS. — COUR D'APPEL. — DÉCISION SUR LE FOND. — CONSENTEMENT DES PARTIES. — CONVENTION A PROPOS D'UN BREVET DÉCHU. — INAPPLICABILITÉ DES RÈGLES SPÉCIALES A LA LICENCE D'EXPLOITATION. — ERREUR COMMUNE SUR LES QUALITÉS SUBSTANTIELLES DE L'OBJET. — NULLITÉ.

Si c'est à bon droit que le tribunal de commerce, saisi d'une instance soulevant une question de déchéance de brevet, surseoit à statuer, jusqu'à ce que cette question ait été tranchée par le juge compétent, la cour d'appel n'en peut pas moins, sur les conclusions conformes des parties, statuer au fond, lorsque l'appel, bien que formé contre la décision de sursis, lui soumet les chefs de la demande.

La croyance à la validité d'un brevet frappé de déchéance ne constitue pas une erreur sur la substance de l'objet, alors du moins que la déchéance était encourue, mais non prononcée, lors du contrat; elle peut seulement constituer une erreur sur les qualités substantielles, si, lorsque les parties ont traité, elles ont eu spécialement en vue la validité du brevet.

Il en est ainsi lorsqu'un industriel a traité avec un breveté pour pouvoir mettre en œuvre un autre brevet sans encourir de poursuite en contrefaçon; une telle convention n'a de raison d'être qu'autant que le premier brevet est valable, et l'on ne saurait par suite l'assimiler à une licence d'exploitation, qui peut être concédée même après déchéance et qui ne permet pas au licencié de proposer en justice la nullité ou la déchéance du brevet.

Il y a donc lieu d'annuler cette convention s'il y a eu dol, fraude ou erreur commune des parties.

Frossard c. Perrin frères.

M. Frossard ayant assigné MM. Perrin frères devant le Tribunal de Saint-Claude en exécution d'une convention passée en juin 1896, les défendeurs ont opposé la déchéance du brevet visé dans cette convention. Le tribunal, jugeant commercialement, a statué en ces termes :

« Considérant que les défendeurs prétendent que la convention du 10 juin 1896 intervenue entre eux et le demandeur, est nulle parce qu'elle est basée sur l'existence d'un brevet qui, d'après eux était tombé en déchéance au moment où la convention a été conclue;

« Considérant que le tribunal de commerce n'est pas compétent pour statuer sur cette question dont la solution peut être très importante dans l'instance pendante;

« Considérant qu'avant de statuer sur les conclusions principales des parties, il y a lieu de surseoir ainsi que le demandent les frères Perrin par leurs conclusions additionnelles et subsidiaires sans qu'il soit rien préjugé, au fond; que ce sursis doit être accordé pour éviter une contrariété de jugement qui pourrait se produire si

réellement la déchéance du brevet existait à la date du 10 juin 1896 et depuis;

« Par ces motifs,

« Sans rien préjuger au fond, surseoit à statuer jusqu'à ce qu'il soit décidé par le tribunal compétent, si la nullité ou la déchéance du brevet du demandeur existait ou n'existait pas lors de la convention du 10 juin 1896 et depuis ladite convention, fixe un délai d'un mois aux frères Perrin pour saisir à cette fin le tribunal compétent. »

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que les premiers juges ont décidé avec raison que le procès qui leur était soumis donnait à apprécier des questions de déchéance du brevet Frossard, dont le tribunal de commerce ne pouvait connaître, aux termes de l'art. 34 de la loi de 1844; que c'est donc à bon droit qu'ils ont sursis à statuer jusqu'à ce que la juridiction civile, exclusivement compétente, se soit prononcée sur ce chef; que par suite, leur décision doit être confirmée, mais qu'il y a lieu cependant de dire qu'elle ne sortira pas effet, parce que les parties de cause, tant celle qui sur ses conclusions subsidiaires a obtenu le sursis que celle à laquelle cette décision est opposable, demandent que le juge d'appel statue au fond et y concluent formellement;

Attendu qu'il résulte de cet état de la procédure que le juge d'appel est à bon droit saisi de l'ensemble des questions à débattre, encore bien que le premier degré de juridiction ne soit pas épuisé. parce que le principe du double degré de juridiction n'étant établi que dans l'intérêt des parties, celles-ci peuvent y renoncer expressément ou tacitement et que les conclusions prises en appel sur le fond impliquent de part et d'autre cette renonciation (Cass. 29 avril 1885) et parce que encore, à raison de l'effet dévolutif de l'appel, toutes les difficultés soumises au premier juge sur lesquelles l'appel a été interjeté, relèvent de la juridiction du juge supérieur, lorsque comme dans l'espèce, soit l'appel principal, soit l'appel incident, soumettent au juge d'appel les chefs donnés à juger en première instance;

Attendu que la cause est en outre en état de recevoir une solution définitive; qu'aucune exception de litispendance n'est soulevée et qu'il ne peut y être suppléé d'office; que c'est donc le cas de retenir le débat au fond;

Au fond :

Attendu que les frères Perrin, brevetés en 1895 pour l'invention d'une pipe à double perçage, sachant que Frossard avait, depuis 1885, obtenu un brevet de quinze années, pour une pipe présentant des avantages analogues ont, dans le but d'éviter les difficultés judiciaires pouvant résulter pour eux de la concurrence des deux brevets, conclu avec Frossard, le 10 juillet 1896, une convention aux termes de laquelle ce dernier renonçait à les inquiéter dans l'exploitation de leur brevet de 1895 à la condition notamment qu'il lui serait payé des redevances déterminées par le contrat, que ce contrat a reçu un commencement d'exécution, mais que peu de temps après, les frères Perrin ont, non seulement refusé de payer les redevances qu'ils avaient consenties, mais en outre, exigé de Frossard la restitution de celles par eux payées, en se fondant sur ce que le brevet de ce dernier était frappé de déchéance depuis 1892, par suite d'un retard apporté par Frossard dans le paiement de l'annuité afférente à cette même année;

Attendu que la matérialité du fait étant reconnue par Frossard, il en résulte cette double conséquence, d'abord, que la déchéance de son brevet était encourue de plein droit depuis 1892, avant la convention de 1896 par conséquent; art. 32 de la loi de 1844; et ensuite que cette convention était annulable par suite d'erreur, art. 1110 C. civ.; que sur ce premier point aucune difficulté ne peut s'élever; que sur le second, l'annulation de la convention devra être prononcée, s'il est reconnu que l'erreur portait sur la substance de la chose ou sur ses qualités substantielles et s'il est établi en outre que l'erreur qui a vicié le consentement de l'une des parties procédait du dol ou d'une faute équipollente au dol de l'autre partie, ou que cette erreur a été commune à chacune d'elles;

Attendu que les frères Perrin ne peuvent prétendre que leur erreur portait sur la substance même de la chose ayant fait l'objet de leur accord, parce que cette substance, c'était le brevet Frossard; que la déchéance de ce brevet, si elle avait été encourue, n'avait pas été prononcé; qu'il avait donc sinon une existence de droit, tout au moins une existence de fait, et que cette existence de fait permettait à Frossard d'en tirer certains avantages; mais que ce n'est pas sur la substance même de la chose qu'a porté l'erreur des frères Perrin; que c'est sur ses qualités substantielles et que l'erreur sur les qualités substantielles de la chose qui fait l'objet d'une convention, la rend annulable aussi bien que l'erreur sur sa substance, lorsque ce sont ces qualités que les parties ont eu seulement en vue lorsqu'elles ont contracté, et lorsqu'il est hors de doute qu'elles n'auraient pas traité si elles n'avaient pas été induites à cet égard dans une erreur qui a vicié leur consentement, soit que ce vice de consentement procède d'une erreur de fait, soit qu'il procéde d'une erreur de droit;

Attendu dans l'espèce que la qualité substantielle sur laquelle a porté l'erreur des frères Perrin, c'était la validité en droit du brevet de Frossard et que ce point ne peut être dénié; qu'il est certain que les frères Perrin ne se seraient pas obligés à payer des redevances à Frossard, aux seules fins de pouvoir exploiter librement et sans inquiétude, non pas le brevet de ce dernier, mais leur propre brevet, s'ils n'avaient été convaincus que le brevet Frossard

constituait entre ses mains un obstacle sérieux à leur entreprise et qu'il n'en était rien, puisque ce dernier ne pouvait le leur opposer en justice, sans que sa déchéance fut aussitôt prononcée ; que c'est donc, non l'existence matérielle du brevet, mais sa validité qui était la cause unique de l'engagement ; que l'erreur des frères Perrin sur cette validité a été par suite une erreur relativement à la qualité substantielle de la chose sur laquelle portait la convention; qu'elle la rend annulable si les autres conditions exigées par la loi se rencontrent dans l'espèce ;

Attendu que, dans les contrats synallagmatiques, l'erreur de l'une des parties ne peut entraîner la nullité de la convention, à moins que cette erreur ne procède du dol de l'autre partie ou qu'elle ait été commune à chacune d'elles (Larombière, t. 1er, art. 1110, n°3); que dans l'espèce, le dol qui ne se présume pas, ou la faute lourde équipollente au dol qui doit être démontré avec certitude, ne sont pas établis à la charge de Frossard ; qu'il résulte, en effet, de tous les documents du procès, que ce dernier. qui avait payé toutes les annuités postérieures à 1892 et cela jnsqu'à l'expiration de son brevet qui ne tombait dans le domaine public qu'en 1900, avait de bonne foi, considéré que l'existence de fait de ce même brevet lui permettait, tant que la déchéance n'était pas judiciairement prononcée, d'être la base de conventions d'une valeur légale certaine, mais qu'il a confondu en cela la délivrance des licences avec la convention, fort différente, par lui passée avec les frères Perrin ;

Attendu que, sans doute, un brevet frappé de déchéance peut, tant que celle-ci n'est pas judiciairement prononcée, permettre au breveté de concéder des licences valables; que, sans doute, encore, le licencié n'est pas recevable à proposer en justice la nullité ou la déchéance d'un brevet, tant qu'il en retire des avantages matériels appréciables, parce qu'il est, en quelque sorte associé à l'exploitation de l'invention et que les bénéfices qu'il en retire font que n'ayant pas d'intérêt. il n'a pas d'action, mais que la convention du 10 juin 1896, ne présentait aucune analogie avec la concession d'une licence, puisqu'il ne s'agissait pas de l'exploitation du brevet Frossard, et que d'autre part, c'était une convention *sui generis* d'une nature spéciale qui ne pouvait avoir d'objet et ne pouvait procurer d'avantages aux frères Perrin, qu'autant que le brevet Frossard avait, non pas seulement une existence de fait, mais une valeur légale ;

Attendu que, si le dol ou la faute lourde équipollente ne se rencontrent pas dans l'espèce, l'erreur de droit est admissible de la part de Frossard comme de la part de Perrin, et l'erreur commune suffisamment établie; qu'elle a de part et d'autre vicié le consentement des parties; qu'elle entraîne la nullité de leur convention ; que, par suite, Frossard doit être tenu à restitution des redevances à lui payées ; mais que cette restitution couvrant les frères Perrin de la totalité du préjudice qu'ils ont éprouvé, il n'y a lieu à dommages-intérêts ;

Sur les dépens :

Attendu, tant à raison de l'erreur commune que, de ce que les parties succombent dans divers chefs de leur demande, qu'il y a lieu de les partager ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel principal de Frossard d'un jugement du Tribunal de commerce de Saint-Claude du 14 mars 1900 et sur l'appel incident des frères Perrin ;

Reçoit, en la forme, ces appels contre lesquels aucune fin de non-recevoir n'est élevée ;

Au fond :

Confirme le jugement entrepris, mais faisant droit aux conclusions prises de part et d'autre sur le fond, dit que ce jugement ne sortira pas effet ;

Et statuant à nouveau en vidant le débat, au fond :

Dit nulle et de nul effet la convention des 10 et 29 juin 1896, comme entachée d'erreur commune ;

Donne acte à Frossard de ce qu'il reconnait devoir aux frères Perrin, la somme de 507 fr. 90; montant du reliquat des fournitures qui lui ont été faites par les frères Perrin ; le condamne, mais en tant que de besoin seulement, à réaliser cette obéissance ;

Le condamne à rembourser aux frères Perrin la somme de 847 fr. 25, montant des redevances à lui payées par ces derniers, en exécution de la convention annulée ;

Rejette la demande en dommages-intérêts formée par les frères Perrin ;

Condamne Frossard à l'amende de fol appel ;

Dit qu'il sera fait masse des dépens pour être supportés cinq sixième par Frossard et un sixième par les frères Perrin ;

Et dit que ce faisant, etc.

Note. — La cour indique clairement que la solution donnée par elle eût été différente si le contrat attaqué avait constitué une licence d'exploitation; le contrat de licence ne suppose pas nécessairement, d'après elle, un brevet valable; il suffit que le titre qui en fait l'objet confère au licencié un avantage de fait, justifié ou non en droit. En ce sens : Cass. 29 juillet 1891 (D. 92.1.150 et 151).

TRIBUNAL CIVIL DE BÉZIERS (1re Ch.)

21 juillet 1900.

Présidence de M. Varenne, premier président.

FRAIS ET DÉPENS. — LIQUIDATION. — ORDONNANCE DE TAXE. — MENTIONS NULLES.

Des termes des art. 4 et 5 du décret du 16 février 1807, il résulte que le législateur a voulu exclure toute indication de motifs à l'appui de la taxe, comme toute mention autre que le montant de cette taxe au bas de l'état de frais. En conséquence, la mention suivante du juge

taxateur : « Taxé à la somme de..... pour être inséré au jugement d'adjudication et sans que la présente taxe puisse former titre distinct du jugement » doit être restreinte au montant total de la taxe et à la signature, tout le surplus devant être considéré comme nul et non avenu.

Rieusset c. Pastre.

LE TRIBUNAL,

En ce qui touche la manière dont la taxe a été exprimée :

Attendu que l'état de frais dont s'agit au procès porte de la main de M. Gassaud, juge taxateur, la mention suivante : « Taxé à la somme de 25 fr. 08, pour être inséré au jugement d'adjudication et sans que la présente taxe puisse former titre distinct du jugement » ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 4 du décret du 16 février 1807, le juge chargé de liquider les frais doit « taxer » chaque article en marge de l'état, « additionner le total et le signer » ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 5 du même décret « le montant » de la taxe doit être porté au bas de l'état de frais et signé du juge qui a procédé à la taxe ;

Attendu que, en s'exprimant ainsi, le législateur a manifesté très clairement sa volonté d'exclure toute indication de motifs à l'appui de la taxe, comme toute mention autre que le montant de cette taxe, au bas de l'état de frais ; que le juge taxateur doit donc se borner pour chaque article à l'expression « taxé » et pour le montant total à la seule mention : « taxé à la somme de.... » ;

Attendu, dès lors, que la mention ci-dessus relatée et ajoutée par le juge au montant de la taxe de l'état de Me Rieusset, ne pouvait y être inscrite au vœu de la loi ; qu'elle est contraire à l'esprit comme au texte du décret du 16 février 1807 ; qu'à bon droit, d'ailleurs, cette mention est considérée par ledit Me Rieusset comme portant atteinte à sa dignité d'officier ministériel et doit à tous égards être considérée comme nulle et non avenue ;

Par ces motifs,

Jugeant en chambre du conseil contradictoirement et en dernier ressort ;

Reçoit en la forme Me Rieusset opposant à la taxe à lui délivrée par M. Gassaud, juge du siège, dans la vente dont s'agit ;

Et faisant droit à l'opposition

Dit et juge : 1°..... 2° que la mention émanée du juge taxateur et mise au bas de l'état de frais doit être restreinte au montant total de la taxe et à la signature ; dit, en conséquence, que tout le surplus sera considéré comme nul et non avenu ;

Condamne enfin la partie de Me Azéma aux dépens.

Note. — Solution non douteuse. Le décret du 16 février 1807, relatif à la liquidation des dépens, en matière, sommaire est ainsi conçu, en son art. 4 : « Le juge chargé de liquider taxera chaque article en marge de l'état, donnera le total au bas, mettra le taxé sur chaque pièce justificative et paraphera ; l'état demeurera annexé aux qualités » ; en son art. 5 : « Le montant de la taxe sera porté au bas des dépens adjugés ; il sera signé du juge qui y aura procédé et du greffier. » Il résulte bien, en effet, des termes de ces articles que le juge ne doit ajouter aucune autre mention à celles qui y sont prescrites. Jugé en ce sens que le juge taxateur doit se borner à la seule expression « taxé », sans donner aucun motif d'admission ou de rejet, notamment que l'expression *frustratoires* et toutes les autres par lui ajoutées sur les différents actes du dossier, ne pouvant y être inscrits au vœu de la loi, doivent par suite être considérées comme non avenues ». Douai 14 mars 1838, Dalloz Répert., v° Frais et dépens, n° 196. *Adde* le même auteur *eod. loc.*, n° 277, et Supp. *eod. verb.*, n° 194. La marche prompte et régulière de la justice l'exige ainsi, de même que, dans une certaine mesure, la dignité du magistrat et celle de l'officier ministériel.

307

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

17 octobre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

1° LOUAGE D'OUVRAGE ET D'INDUSTRIE. — OUVRAGE A FORFAIT. — OUVRIER. — MAITRE DE L'OUVRAGE. — ACTION DIRECTE. — SOLDE DU A L'ENTREPRENEUR. — PROCÈS ENTRE L'ENTREPRENEUR ET LE MAITRE DE L'OUVRAGE. — CONDAMNATION AUX DÉPENS. — NON-DÉDUCTION.

2° FAILLITE. — DÉPENS. — CONTRIBUTION.

1° *L'action directe, que l'art. 1798 C. civ. accorde aux ouvriers employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, devant, aux termes dudit article, s'exercer à concurrence des sommes dont ce dernier se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où l'action des ouvriers est intentée, le maître de l'ouvrage n'est pas fondé à prétendre distraire desdites sommes celles dont l'entrepreneur n'est devenu son débiteur qu'ultérieurement, en vertu, par exemple, d'une condamnation aux dépens prononcée, depuis lors, dans une instance où ledit entrepreneur a succombé.*

2° *La partie qui, en plaidant contre une faillite, a obtenu contre celle-ci régulièrement représentée par son syndic, une condamnation aux dépens, n'est pas, quant à ces dépens, créancière dans ladite faillite et soumise, comme telle, à la contribution commune par voie de dividende ; mais elle est, au contraire, créancière de la faillite dont l'actif forme le gage*

de sa créance, et sur lequel elle doit être payée avant toute répartition de dividende.

Geoffroy c. Michels, Cochery et faillite Gardy.

Le sieur Gardy, entrepreneur, a passé avec le sieur Geoffroy, propriétaire, un marché de constructions dans lequel a été fixée, avec le prix des travaux, la réduction que ce prix devrait subir en cas de retard. Les travaux, abandonnés par Gardy, ont été poursuivis par ses créanciers constitués en syndicat, mais ils n'ont été livrés que postérieurement à la date convenue. Plus tard, le sieur Bonneau a été nommé syndic de la faillite déclarée de Gardy, et a poursuivi Geoffroy en paiement de ce qu'il devait à la faillite. Un arrêt de la Cour de Paris du 5 juin 1890 a condamné Geoffroy à payer 20,377 francs à la faillite, en même temps qu'il le reconnaissait créancier de 17,600 francs à raison des retards, mais sans compensation. Sur le pourvoi de Geoffroy, cette décision a été cassée le 13 mai 1892 (Gaz. Pal. 92.1.583), et la Cour d'Orléans, cour de renvoi, a décidé, le 20 juillet 1894, que les 17,600 francs, créance de Geoffroy, devaient être imputés sur le montant de sa dette de 20,377 fr.; elle a, par suite, condamné Geoffroy à payer à la faillite 2,777 francs, et condamné le syndic Bonneau, ès qualités, en tous les dépens faits devant la cour de renvoi, et à partie de ceux qui avaient été précédemment exposés.

Le syndic a fait commandement à Geoffroy le 20 février 1895 d'avoir à lui payer 2,777 francs avec intérêts de droit.

Geoffroy a demandé la nullité de ce commandement en s'appuyant sur quatre moyens; il a soutenu : 1° que sa dette ne serait liquide que quand le syndic en aurait déduit les frais auxquels il avait été condamné par la Cour d'Orléans; 2° que le commandement était nul pour ne pas contenir copie de l'arrêt de la Cour d'Orléans; 3° qu'il était nul encore, comme contenant réclamation d'intérêts non dûs; 4° Geoffroy enfin exposait qu'il ne pouvait payer à la faillite aucunes sommes, deux ouvriers du failli, Michel et Cochery, ayant, bien avant la faillite, formé contre lui une action directe en paiement de sommes supérieures à 2,777 francs.

Sur cette action en nullité de commandement est intervenu un jugement du Tribunal de la Seine qui a décidé que Geoffroy, pour le paiement des dépens qui lui avaient été alloués, devait produire à la faillite; que, d'autre part, il n'était pas nécessaire que le commandement contînt copie de l'arrêt de la Cour d'Orléans; mais ce même jugement a prononcé la nullité dudit commandement parce qu'il avait été fait pour avoir paiement d'intérêts auxquels Geoffroy n'avait pas été condamné. Statuant sur l'action directe de l'ouvrier Michel qui avait seul comparu devant le tribunal, le jugement a dit encore qu'en raison de la nature de sa créance, ledit Michel avait droit à l'action directe de l'art. 1798 C. civ. et que la somme de 2,777 francs lui serait attribuée.

Sur appel, la Cour de Paris, par arrêt en date du 19 juillet 1898, a prononcé la nullité de commandement, mais pour défaut de notification de l'arrêt d'Orléans. Elle a confirmé, en outre, le jugement en ce qui concernait l'obligation pour Geoffroy de produire à la faillite pour le paiement des frais auxquels le syndic avait été condamné. Sur le moyen pris de la réclamation d'intérêts indûs, elle a rejeté la demande en nullité, mais en l'appuyant sur les motifs mêmes par lesquels les premiers juges l'avaient admise, et il est demeuré, par suite, jugé que Geoffroy ne devait pas les intérêts de la somme de 2,777 francs. Enfin, statuant sur les actions directes tant de Michel, que de Cochery, dont les héritiers s'étaient présentés devant la cour, l'arrêt a déclaré n'y avoir lieu de statuer sur le moyen de nullité tiré de l'existence desdites actions, mais il a ordonné que Michel et les consorts Cochery les exerceraient sur le reliquat Geoffroy à l'exclusion du syndic.

Le sieur Geoffroy s'est pourvu en cassation, et a formulé trois moyens à l'appui de son pourvoi :

1° « Violation des art. 443 et 665 C. com., 1279 et suiv., 1998, 2093 C. civ., fausse application de l'art. 130 C. pr. civ. en ce que l'arrêt attaqué a soumis à la contribution commune, par voie de dividende, les dépens auxquels le syndic d'une faillite a été, en sa dite qualité, judiciairement condamné, alors que la partie qui a gagné son procès est, quant à ces dépens, non pas créancière dans la faillite, mais, au contraire, créancière directe de la masse, et a droit, à ce titre, d'en prélever l'intégralité sur le montant de l'actif mobilier. »

2° « Violation des mêmes articles, et de l'art. 551 C. pr. civ. en ce que l'arrêt attaqué a rejeté le moyen de nullité des poursuites exercées par le syndic d'une faillite, tiré de ce que la somme, réclamée par le commandement, n'était pas liquide, par le motif qu'il y avait lieu de soumettre à la contribution commune, par voie de dividende, les frais auxquels la faillite avait été judiciairement condamnée envers la partie poursuivie, alors que ces frais devant être intégrale-

ment prélevés sur l'article mobilier, il y avait compte à faire entre les parties. »

3° « Violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que, d'une part, l'arrêt attaqué, après avoir déclaré dans ses motifs : 1° qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le moyen de nullité du commandement tiré de l'exercice par les ouvriers de l'entrepreneur de l'action directe prévue par l'art. 1798 C. civ.; 2° que les ouvriers doivent être admis à l'action directe, a, dans son dispositif, prononcé une condamnation directe au profit desdits ouvriers, et a, par là même, paralysé les effets du commandement, ce qui implique nécessairement une double contradiction, tant entre deux séries de motifs qu'entre les motifs et le dispositif de sa décision. »

La Chambre civile a statué dans les termes ci-après :

La Cour,

En ce qui concerne Michel et les consorts Cochery :

Donne défaut contre Michel;

Et statuant sur les trois moyens réunis,

Attendu que l'art. 1798 C. civ. accorde aux ouvriers employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise une action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est intentée ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate, d'une part, que les actions intentées contre Geoffroy en vertu de cet article par Michel et Cochery, ouvriers employés par l'entrepreneur Gardy à la construction d'une maison appartenant au dit Geoffroy, remontent à 1882 et 1884, alors que n'étaient pas encore dûs les dépens auxquels le syndic de la faillite Gardy n'a été condamné ès qualités que par arrêt de la Cour d'Orléans du 20 juillet 1894 ; qu'il constate, d'autre part, que l'arrêt d'Orléans a fixé à 2,777 francs la somme due par Geoffroy, le maître de l'ouvrage, à Gardy l'entrepreneur ; qu'en décidant, en l'état de ces constatations, que Michel et ses consorts Cochery exerceraient concurremment leurs droits sur la dite somme de 2,777 francs sans que Geoffroy puisse en déduire les dépens qui lui ont été alloués, l'arrêt attaqué, d'ailleurs motivé, n'a violé aucun des articles visés au pourvoi ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris le 19 juillet 1898, en tant qu'il est dirigé contre Michel et les consorts Cochery;

En ce qui concerne Bonneau, syndic de la faillite Gardy :

Sur le troisième moyen pris dans ses deux branches :

Attendu que l'arrêt attaqué déclare nul le commandement fait à la requête du syndic à Geoffroy en paiement de la somme de 2,777 francs, pour défaut de notification de l'arrêt de la Cour d'Orléans qui a fixé à ce chiffre le montant de la somme due par Geoffroy à la faillite Gardy; qu'il dit, en outre, en confirmant sur ce point la décision des premiers juges, que les intérêts de ladite somme ne sont pas dûs en vertu de l'arrêt, et, d'autre part, que Michel et Cochery exerceront leurs actions directes sur le reliquat Geoffroy à l'exclusion du syndic Bonneau; que, dans ces circonstances, Geoffroy est sans intérêt à se plaindre que le moyen de nullité du commandement, pris de ce qu'il comprenait des intérêts indûs, ait été rejeté sans motifs et qu'il n'ait pas été statué sur un autre moyen de nullité tiré de l'existence des actions directes;

Par ces motifs,

Déclare irrecevable pour défaut d'intérêt le troisième moyen du pourvoi pris dans ses deux branches;

Mais sur le premier et le deuxième moyens réunis :

Vu les art. 443 et 565 C. com. ;

Attendu que la condamnation aux dépens prononcée contre la partie qui succombe oblige personnellement cette partie au remboursement des frais d'instance exposés par son adversaire; que si elle a été encourue par une faillite régulièrement représentée par son syndic, c'est à la masse des créanciers qu'incombe l'obligation de relever indemne la partie qui a gagné son procès; que cette dernière n'est pas, quant aux dépens qui lui ont été alloués, créancière dans la faillite et soumise comme telle à la contribution commune par voie de dividende, mais qu'elle est, au contraire, créancière de la faillite dont l'actif forme le gage de sa créance;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Bonneau, en qualité de syndic de la faillite de Gardy, a été condamné, vis-à-vis de Geoffroy, à partie des dépens de l'instance par l'arrêt de la Cour d'Orléans du 20 juillet 1894; qu'il décide néanmoins que Geoffroy ne touchera pour cette créance de dépens qu'un dividende comme les autres créanciers du failli; qu'il motive, il est vrai, sa décision sur le silence gardé par la Cour d'Orléans, qui, ordonnant que l'indemnité due pour retard par la faillite au propriétaire, serait imputée sur la somme dont ce dernier était redevable pour le prix des travaux exécutés, n'a pas prescrit qu'une pareille imputation serait faite en ce qui concernait les dépens auxquels elle condamnait le syndic;

Mais attendu, d'autre part, qu'aucunes conclusions n'ont été prises de ce chef devant la Cour d'Orléans et, d'autre part, que loin de juger que Geoffroy serait, quant aux dépens, créancier dans la faillite, l'arrêt d'Orléans, en condamnant aux dépens le syndic ès qualités, a, par là même, nécessairement condamné la masse qu'il représentait; d'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a violé les articles ci-dessus visés;

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt rendu par la Cour de Paris, le 19 juillet 1898, mais seulement en ce que ledit arrêt a décidé que Geoffroy ne serait payé des dépens que lui devait la faillite que par un dividende comme les autres créanciers du failli ;

Renvoie sur ce chef la cause et les susdites parties devant la Cour d'Amiens.

MM. Reynaud rapp. ; Desjardins av gén. — Mes Aguillon, Frénoy et Devin av.

Note. — I. — Sur le premier point : La décision de la Cour de cassation ne peut qu'être approuvée. D'une part, en effet, l'art. 1798 C. civ. accorde action directe aux ouvriers contre le maître de l'ouvrage à concurrenee de ce dont celui-ci se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est intentée ; toute compensation, ayant une cause postérieure à ce moment, et devant avoir pour résultat de diminuer le solde dû à l'entrepreneur, solde à concurrence duquel seulement l'action directe des ouvriers peut s'exercer, n'est donc point opposable à ceux-ci. D'autre part, il est certain aussi que la condamnation aux dépens prononcée contre la partie qui succombe dans un procès, est, non pas déclarative, mais attributive du droit de créance qu'elle fait naître au profit de cette partie contre son adversaire et à la date seulement à laquelle elle est prononcée. La créance de dépens née au profit du maître contre l'entrepreneur d'une condamnation postérieure, dans l'espèce, à l'époque à laquelle les ouvriers avaient intenté leur action directe, ne pouvait donc être admise au regard de ceux-ci par voie de compensation en déduction du solde du forfait restant dû au moment de leurs premières poursuites sur le prix du forfait et expressément reconnu leur gage exclusif par l'art. 1798 précité.

II. — Sur le deuxième point : Jurisprudence constante conf. V. Cass. 20 avril 1869 (S. 71.1.72 — J. du P. 71.198 — D. 69.1.340) ; 11 juin 1877 (S. 77.1.308 — J. du P. 77.786 — D. 77.1.502) ; 18 août 1880 (S. 81.1.60 — J. du P. 81.1.131 D. 80.1.444).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

12 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

1° CASSATION (POURVOI EN). — PAIEMENT DES FRAIS. — RÉSERVES. — RECEVABILITÉ.

2°-3° SÉPARATION DES PATRIMOINES. — NOVATION. — ENGAGEMENT PERSONNEL DE L'HÉRITIER. — GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE. — RÉSERVES EXPRESSES. — INSCRIPTION TARDIVE. — TARDIVITÉ NON OPPOSABLE PAR L'HÉRITIER.

1° La partie qui, en payant les frais auxquels elle a été condamnée par un arrêt, a fait insérer, dans la quittance qu'elle en a retirée, des réserves de son droit de se pourvoir en cassation, n'est point déchue du bénéfice du pourvoi en cassation déjà par elle antérieurement formé contre ledit arrêt.

2° La novation qui, aux termes de l'art. 879 C. civ., fait perdre aux créanciers héréditaires le droit de demander la séparation des patrimoines, ne peut resulter que d'actes faits par lesdits créanciers avec ou contre l'héritier et supposant nécessairement, de leur part, l'intention d'accepter cet héritier comme seul et unique débiteur.

Spécialement, le fait par un créancier du défunt, ayant pris inscription de séparation de patrimoines, d'accepter ensuite, mais seulement à titre de garantie supplémentaire et sous réserve de tous ses droits, l'engagement personnel d'un héritier, auquel un autre héritier a cédé ses droits successifs, ne constitue pas une novation qui lui fasse perdre vis-à-vis de ce dernier, c'est-à-dire du cohéritier qui a cédé ses droits à son cohéritier, mais avec lequel ledit créancier n'a pas traité, le bénéfice de la séparation des patrimoines.

3° Le défaut d'inscription de séparation des patrimoines, dans les six mois de l'ouverture de la succession, ne profite, d'après l'art. 2111 C. civ., qu'aux créanciers de l'héritier ou autre représentant du défunt, qui auraient fait inscrire eux-mêmes le privilège ou l'hypothèque, que le représentant du défunt lui aurait conféré.

La tardivité de l'inscription de séparation des patrimoines, prise par un créancier du défunt après l'expiration dudit délai, ne saurait, par suite, être utilement invoquée par un des héritiers, qui, après avoir cédé à son cohéritier ses droits successifs, et fait inscrire, pour garantie du prix de cette cession, son privilège de copartageant, prétendrait, pour le paiement de ce prix de cession, avoir droit dans un ordre ouvert sur le prix de revente d'un immeuble de la succession par le cohéritier cessionnaire, à une collocation préférable au créancier séparatiste retardataire.

Couderc et Artigues c. Augier.

M. Camille Couderc est décédé débiteur de M. l'abbé Augier, et laissant pour héritiers M. Augustin Couderc, son fils, et Mme veuve Polge de Combret, sa fille. — A la suite de ce décès et par acte du 21 février 1877, M. Augustin Couderc fit cession à sa sœur de tous ses droits dans la succession de leur père, moyennant une rente viagère de 2,400 francs et à charge par Mme Polge de Combret de payer la part des dettes héréditaires lui incombant. Pour assurer le service de cette rente, Mme Couderc a pris, le 12 février 1887, une inscription de privilège de copargeant. De son côté, l'abbé Augier a pris, aux

dates des 19 février 1887, 8 novembre 1887 et 12 janvier 1889, des inscriptions de séparation des patrimoines contre M. Augustin Couderc et Mme Polge de Combret.

D'ailleurs, depuis lors, Mme Polge de Combret ne s'acquittant pas de ses obligations, M. Couderc, qui ne recevait pas le paiement de la rente à lui due, fit saisir sur elle les immeubles héréditaires, et, par jugement du Tribunal civil de Mende du 15 mai 1894, en fut déclaré adjudicataire au prix de 36,000 francs. Quelques mois après, M. Couderc revendit le plus important de ces immeubles, le domaine de la Lampe, à M. et Mme Nègre, moyennant 22,500 francs.

A la suite de l'adjudication du 15 mai 1894, un ordre fut ouvert au greffe du Tribunal de Mende pour la distribution du prix en provenant, entre les créanciers inscrits tant de la succession Camille Couderc que de Mme Polge de Combret. Le juge-commissaire dressa et arrêta le règlement provisoire, le 2 décembre suivant; aux termes de ce règlement, l'abbé Augier était, pour une somme de 11,000 francs colloqué au premier rang par privilège, en vertu des inscriptions de séparation de patrimoines prises par lui les 19 février, 8 novembre 1887 et 2 janvier 1889 contre Augustin Couderc et la dame Polge de Combret. Au dernier rang, et aussi par privilège, en vertu de son inscription du 12 février 1887, était placé M. Couderc pour une somme de 48,000 francs, destinée à assurer le paiement de la rente de 2,400 francs à lui constituée le 21 février 1877. Puis venaient en sous ordre : 1° par privilège et au premier rang, Me Malzac, notaire, pour une somme de 469 fr. 77, montant des frais d'adjudication des immeubles dont le prix était en distribution; 2° par privilège et au second rang, un sieur Artigues pour 9,000 francs, montant d'une obligation à lui consentie, le 10 mai 1894, par M. Augustin Couderc.

Ce règlement a été contredit par Augustin Couderc et son créancier, colloqué sur lui en sous-ordre, le sieur Artigues : tous les deux ont réclamé le premier rang, pour la collocation d'Augustin Couderc. Mais ce contredit a été rejeté par un jugement du Tribunal civil de Mende du 13 février 1896, confirmé, sur appel, par arrêt de la Cour de Nîmes du 4 juillet suivant.

Les sieurs Augustin Courderc et Artigues se sont pourvus en cassation, et ont formulé, à l'appui de leur pourvoi, deux moyens :

1° « Violation des art. 2111 et 2113 C. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme régulier un privilège de séparation de patrimoines, inscrit dix années après l'ouverture de la succession, alors surtout qu'il n'est point constaté, en fait, que les droit du créancier requérant eussent été révélés par une inscription préexistante ».

2° « Violation de l'art. 879 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a donné un plein et entier effet au bénéfice de la séparation des patrimoines invoqué par l'abbé Augier, alors qu'il y avait eu novation dans la créance de ce dernier contre le défunt par l'acceptation de l'héritier pour débiteur. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur la fin de non-recevoir opposée au pourvoi :

Attendu, d'une part, qu'il est déclaré dans la quittance des frais d'instance régulièrement produite par les demandeurs qu'ils n'ont acquitté ces frais que sous la réserve de leur droit de se pourvoir en cassation;

Attendu, d'autre part, que la quittance du 8 avril 1897 constate deux paiements distincts : le paiement fait à Augier par les époux Nègre, en leur qualité d'acquéreurs du domaine de la Lampe, qu'ils tenaient d'Augustin Couderc, qui en était lui-même devenu adjudicataire à la suite de la saisie pratiquée sur la dame Polge de Combret, et le paiement fait par les mêmes époux à Couderc lui-même; qu'Augier a exigé le premier, en vertu d'un bordereau de collocation qui lui a été délivré après la clôture de l'ordre ouvert sur le prix de vente des immeubles saisis sur ladite dame Polge de Combret, et, par suite, en vertu d'un titre dont il n'était pas au pouvoir d'Augustin Couderc d'arrêter l'exécution, que le second ne concerne que les rapports du demandeur avec les époux Nègre; que, dès lors, des paiements ainsi opérés il ne résulte pas nécessairement, surtout en présence de la réserve insérée dans la quittance des frais susmentionnés, que Couderc ait entendu renoncer au pourvoi qu'il avait formé le 15 février précédent;

Rejette la fin de non-recevoir;

Et statuant au fond,

Sur le second moyen du pourvoi :

Attendu que la renonciation au droit d'exercer la séparation des patrimoines ne peut, à défaut d'une déclaration expresse, résulter que d'actes faits par les créanciers héréditaires, avec ou contre l'héritier, qui supposent nécessairement de la part de ces créanciers, l'intention d'accepter, sans réserve, cet héritier pour seul et unique débiteur; que ce n'est qu'alors qu'il y a novation dans le sens de l'art. 879 C. civ.;

Attendu que la cession de droits successifs consentie, dans l'espèce, le 21 février 1877, moyennant une rente viagère, par Augustin Couderc à la dame Polge de Combret est un acte étranger à l'abbé

Augier; que des constatations des juges du fond il résulte, d'autre part, que les biens adjugés à Couderc à la suite de la saisie pratiquée à sa requête contre ladite dame provenaient de leur auteur commun, et que c'est sur le prix de revente de l'un de ces biens qu'Augier a reçu, postérieurement à l'arrêt attaqué, et en exécution de cet arrêt, une somme de 14,375 fr. 76; qu'il est enfin déclaré par la Cour de Nîmes que si le défendeur a accepté l'engagement personnel de la dame Polge de Combret, ce n'est que comme garantie supplémentaire et sous réserve de tous ses droits; que, dès lors, en décidant que la créance d'Augier n'avait pas été novée par l'acceptation de la dame Polge de Combret comme débitrice, ladite Cour n'a pas violé l'art. 879 C. civ.;

Sur le premier moyen :

Attendu que la demande en séparation des patrimoines ne modifie pas les relations juridiques des créanciers personnels de l'héritier; que, suivant les art. 878 et 2111 c. civ.. elle n'est nécessaire, de la part de ces créanciers ou des légataires du défunt, que contre les créanciers personnels de l'héritier; que, plus spécialement, le défaut d'inscription dans les six mois de l'ouverture de la succession ne profite, d'après l'art. 2111, qu'aux créanciers de l'héritier ou autres représentants du défunt, qui auraient fait inscrire eux-même le privilège ou l'hypothèque que le représentant du défunt leur aurait conféré;

Attendu, en fait, qu'Augustin Couderc était, en qualité d'héritier de Camille Couderc, son père, tenu à la dette que ce dernier avait contractée envers Augier, et qu'il a confirmé cette qualité en cédant, le 21 février 1877, à la dame Polge de Combret, sa sœur, tous ses droits dans la succession de leur auteur, moyennant une rente annuelle et viagère de 2,400 francs; qu'il n'importe, dès lors, dans ses rapports avec Augier, qu'il ait fait inscrire le privilège résultant de cette cession le 18 février 1887, et qu'Augier n'ait lui-même requis inscription du privilège de séparation des patrimoines que le 19 du même mois; qu'en colloquant, dans ces circonstances, Augier au premier rang dans l'ordre ouvert sur le prix des immeubles saisis sur la dame Polge de Combret, l'arrêt attaqué n'a pas violé les articles invoqués par le premier moyen;

Rejette le pourvoi formé.

MM. Durand rapp.; Sarrut av. gén. — Mes Patissier-Bardoux et de Ramel av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. conf. Cass. 22 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.1.206) et les renvois.

II. — Sur le deuxième point : C'est avec juste raison qu'après avoir rappelé le principe certain que la novation, au sens de l'art. 879 C. civ., en matière de séparation des patrimoines, ne peut résulter que d'actes faits par les créanciers du défunt, avec ou contre l'héritier, et supposant, de leur part, l'intention d'accepter celui-ci pour seul débiteur, la Chambre civile a déclaré que, dans l'espèce, le bénéfice de la séparation des patrimoines n'avait pu être perdu contre l'héritier, demandeur en cassation, à raison de l'acceptation de l'engagement personnel d'un autre cohéritier par le créancier. Il y a, en effet, unanimité en jurisprudence et en doctrine pour reconnaître que la novation n'opère avec son effet extinctif qu'au regard de l'héritier avec lequel le créancier a passé l'acte, qui en est constitutif, et laisse subsister, au contraire, la séparation contre les autres cohéritiers, demeurés étrangers à cet acte : Cass. 3 février 1857 (S. 57. 1.321 — D. 57.1.49); Carafort, Séparation des patrimoines, n° 83; Vazeille, Successions, art, 879, n° 9; Laurent, Pr. de dr. civ., t. X, n° 43; Huc, Comm. du C. civ., t. V, n° 413; Baudry-Lacantinerie et Wahl, Successions, t. II, n° 4127, p. 263. — Toutefois, l'on peut peut-être trouver moins heureux un autre motif, donné par l'arrêt, à l'appui de cette même solution, à savoir, y est-il dit, que l'engagement personnel du cohéritier n'avait été accepté par le créancier « qu'à titre de garantie supplémentaire et *sous réserve de tous ses droits* . » C'est une question tout au moins controversée, en effet, que celle de savoir si les protestations et réserves de sa volonté de conserver le bénéfice de la séparation des patrimoines exprimées par le créancier, tout en faisant un acte constitutif en principe de la novation, suffisent pour empêcher l'effet extensif de la novation de se produire. La Cour de Grenoble s'était le 9 janvier 1891 (S. 92.2.81 — D. 91.2.193) prononcée pour l'affirmative, à laquelle la Cour de cassation paraît se rallier par le motif que nous venons de relever dans son nouvel arrêt ci-dessus reproduit. Mais plus juridiquement, suivant nous, bon nombre d'auteurs enseignent, au contraire, que la renonciation à la séparation des patrimoines a lieu, quand les actes intervenus entre l'héritier et le créancier la produisent en raison de leur nature, malgré les réserves et les protestations insérées dans lesdits actes par ce dernier. « Les actes qui emportent novation, disent notamment MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 4126, produisent la déchéance à raison de leur nature, et parce qu'ils sont incompatibles avec le maintien de la séparation des patrimoines; le créancier ne peut donc, par ses réserves, empêcher la déchéance, car il ne peut modifier la nature des actes qui entraînent cette déchéance *Adde* ». en ce dernier sens : Barafort, *op. cit.*, n° 72; Laurent, *op. cit.*, n° 53.

III. — Sur le troisième point : On conteste même aux créanciers chirographaires personnels de l'héritier le droit de se prévaloir de la tardivité de l'inscription de séparation des patrimoines prise, après l'expiration du délai de six mois, par les créanciers de la succession. V. Aubry et Rau, t. VI, § 619, texte et note 36, p. 682; Demolombe, t. XVII, n° 203; Guillouard, Priv. et hyp., t. III, n° 2348, p. 260.

COUR D'APPEL DE PARIS (Ch. corr.)

31 mai 1900.

Présidence de M. Commoy.

LOTERIES. — LOI DU 21 MAI 1836. — INFRACTIONS. — 1° AUTORISATION PRÉFECTORALE. — MODIFICATIONS AUX CONDITIONS D'AUTORISATION. — PRIME OFFERTE PAR UN JOURNAL. — 2° INTENTION.

1° Si l'art. 5 de la loi du 21 mai 1836 permet les loteries d'objets mobiliers exclusivement des-

tinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, ce n'est qu'autant que ces loteries sont régulièrement autorisées et qu'autant que les conditions imposées par l'autorité compétente sont rigoureusement observées : d'où il suit qu'en cas d'inobservation des conditions prescrites, l'autorisation cesse de produire effet et la loterie devient une loterie non autorisée au regard de ceux qui ont violé lesdites conditions.

Spécialement, lorsqu'une loterie autorisée par le préfet de police a été subordonnée notamment à la condition « que les billets ne pourront être mis en vente en dehors du département de la Seine et que le placement en sera effectué sans publicité », contrevient à la loi sur les loteries, le journal qui, après avoir acheté un grand nombre de billets, offre par la voie de sa publicité ces billets en prime à ses abonnés anciens et nouveaux de Paris et de la province.

2° *Les infractions à la loi du 21 mai 1836 sur les loteries sont des infractions toutes matérielles qui existent abstraction faite de toute intention.*

Min. pub. c. Devos et Millot.

M. le procureur de la République près le Tribunal de la Seine a relevé appel du jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 23 janvier 1900, rapporté Gaz. Pal. 1900.1.300, qui avait renvoyé Devos et Millot des fins de la poursuite exercée contre eux pour contravention à la loi sur les loteries. — Arrêt .

La Cour,

Considérant qu'aux termes des art. 1er et 2 de la loi du 21 mai 1836 « les loteries de toute espèce sont prohibées »; que si l'art. 5 de ladite loi permet les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, ce n'est qu'autant que ces loteries sont régulièrement autorisées et qu'autant que les conditions imposées par l'autorité compétente sont rigoureusement observées; qu'il suit de là qu'en cas d'inobservation des conditions prescrites, l'autorisation cesse de produire effet et la loterie devient une loterie non autorisée au regard de ceux qui ont violé lesdites conditions;

Considérant que, par arrêté en date du 17 mai 1899, le préfet de police a autorisé la Société des Amis de l'enfance à organiser une loterie à 1 franc le billet et au capital de 80,000 francs, mais qu'il a subordonné son autorisation à diverses conditions et notamment aux deux suivantes : « que les billets ne pourront être mis en vente en dehors du département de la Seine et que le placement en sera effectué sans publicité, art. 3 de l'arrêté préfectoral » ; qu'en novembre 1899, le journal *la Libre Parole*, après avoir acheté un grand nombre de billets de ladite loterie (9,000), a, par la voie de sa publicité, offert ces billets en prime à ses abonnés anciens et nouveaux de Paris et de la province; qu'en modifiant ainsi, dans ses conditions essentielles, l'arrêté préfectoral du 17 mai 1899, Millot et Devos, gérant et administrateur du journal *la Libre Parole*, ont créé une opération aléatoire nouvelle qui, à défaut d'autorisation spéciale, constitue une loterie non autorisée; qu'ils ont, en conséquence, commis une infraction à la loi du 21 mai 1836 ;

Considérant que vainement Millot et Devos prétendent avoir ignoré les conditions de l'arrêté préfectoral du 17 mai 1899; qu'ils ont eu tort de ne pas prendre connaissance dudit arrêté; qu'au surplus, les infractions à la loi de 1836 sont des infractions toutes matérielles qui existent abstraction faite de toute intention;

Considérant enfin qu'il n'y a pas lieu, les organisateurs de la loterie des Amis de l'enfance n'étant pas en cause, de rechercher si ceux-ci ont eux-mêmes strictement rempli les conditions qui leur avaient été imposées et s'ils n'auraient pas dû refuser la vente d'un aussi grand nombre de billets, alors qu'il est constant qu'ils n'ignoraient pas la destination de ces billets ni le but que se proposait le journal;

Considérant qu'en raison des circonstances ci-dessus rapportées, il y a lieu de faire aux deux prévenus une large application des dispositions de l'art. 463 C. pén.;

Par ces motifs,

Infirme le jugement dont est appel ;

Et faisant aux prévenus application des art. 1er, 2, 3, 4 de la loi du 21 mai 1836; 410 et 463 C. pén.;

Condamne Millot et Devos chacun à 25 francs d'amende ; les condamne en outre solidairement aux dépens de première instance et d'appel, etc.;

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

M. Jambois av. gén. — Me Ménard av.

Note. — I-II. — Sur les deux points : L'arrêt recueilli, qui infirme le jugement du Tribunal de la Seine dont était appel, adopte de la façon la plus complète le système qui avait été exposé par M. le substitut François-Poncet dans ses conclusions devant les premiers juges, rapportées Gaz. Pal. 1900.1.300. Ces conclusions, auxquelles nous nous bornons à renvoyer, contiennent l'indication de la jurisprudence et de la doctrine sur la question.

TRIBUNAL CIVIL DE VANNES

26 juillet 1900.

Présidence de M. Avril.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — DROIT A L'INDEMNITÉ. — ENFANTS. — RÉDUCTION DE LA RENTE A PARTIR DE LA MAJORITÉ DE SEIZE ANS. — COMMENT ELLE S'OPÈRE.

La réduction du chiffre de la rente due par le patron aux enfants, à mesure que ceux-ci atteignent l'âge de seize ans, s'opère non point proportionnellement ou par part virile, mais bien suivant le tarif indiqué par la loi de 1898.

Spécialement, lorsque le nombre des enfants étant de deux, la rente due par le patron au début a été de 25 0/0, la réduction qui s'opère au jour où l'aîné atteint la majorité de seize ans est non pas de la moitié de 25 0/0, soit 12.5 0/0, mais seulement de 10 0/0, de telle sorte que la rente restant due pour le second enfant, soit de 15 0/0, comme dans le cas où il n'y aurait eu, au début, qu'un enfant unique.

Veuve Robert c. Ephrem Boterf.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'à la date du 5 juin dernier, le sieur Jean-Marie Robert, ouvrier minotier au service de M. Boterf, minotier à La Roche-Bernard (Morbihan) est décédé victime d'un accident de travail, laissant une veuve et deux enfants;

Attendu que les parties sont d'accord; que la détermination du salaire de base ne donne lieu à aucune difficulté, les parties reconnaissant que ce salaire était de 1,020 francs, dimanches et jours fériés défalqués;

Attendu que, aux termes de l'art. 3 A et B, de la loi du 9 avril 1898, la veuve Robert ès qualité demeure fondée à réclamer : 1° pour elle, une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de son mari, soit 204 francs; 2° pour ses enfants mineurs, à une rente calculée à 25 0/0 sur le salaire annuel de leur père, soit 255 francs;

En ce qui est relatif à la réduction qui s'opérera à l'époque où l'un des enfants Robert atteindra sa seizième année:

Attendu qu'en présence du silence de la loi, il y a lieu à interprétation; que, quelque forfaitaire que puisse paraître le caractère de la loi du 9 avril 1898, le législateur n'a pu vouloir faire à l'enfant demeuré seul, par suite de la majorité atteinte par son frère, une situation moins bonne que celle par lui faite à l'enfant unique, c'est-à-dire, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime, à raison de 15 0/0; qu'il paraît dès lors équitable et qu'il y a lieu de déclarer qu'à la majorité de seize ans atteinte par l'aîné des fils Robert, son frère, jusqu'à ce qu'il ait atteint la même majorité, touchera, assimilé qu'il demeure à l'enfant unique, une rente de 180 francs calculée sur le salaire annuel de son père à raison de 15 0/0:

Par ces motifs,

Décerne acte à M. Boterf de ce qu'il réitère l'offre de payer et servir à l'expiration de chaque trimestre, à compter du 5 juin 1900, jour de l'accident, et, en conséquence, le condamne à payer : 1° à la veuve Robert, en son nom personnel, une rente viagère de 204 francs; 2° à la même, comme tutrice de ses deux enfants mineurs, une rente de 225 francs;

Dit qu'à la majorité de seize ans, atteinte par l'aîné des fils Robert, son frère touchera une rente annuelle de 180 francs, calculée sur le salaire annuel de son père à raison de 15 0/0;

Sur toutes les autres fins et conclusions des parties, les met hors de cause;

Condamnne le sieur Boterf en tous les dépens de l'instance.

M. LE LEPVRIER proc. Rép. — Mes VIOLLE et HOUEIX av.

Note. — La question n'a point été tranchée jusqu'à ce jour. Elle présente pourtant un grand intérêt, et il importe de la présenter dans toute son ampleur, car le tribunal ne s'est placé que dans une hypothèse particulière, sans fixer bien nettement des principes généraux.

La famille de l'ouvrier décédé victime d'un accident est, nous le supposons, nombreuse. Il y a huit enfants, par exemple; le patron devra leur servir une rente égale à 40 0/0 du salaire annuel de leur père. Mais bientôt le nombre des enfants touchant la rente diminue; les uns atteignent leurs seize ans, d'autres viennent à mourir. Le patron peut-il réduire le chiffre de la rente?

Tant que les enfants restent au nombre de quatre, aucune difficulté; le patron ne peut pas payer moins de 40 0/0. Autrement, on irait à l'encontre du texte même de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 qui décide qu'il doit être alloué, pour les enfants, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime, à raison de 40 0/0 s'il y a quatre enfants ou un plus grand nombre (V. d'ailleurs en ce sens, l'opinion de M. Félix Martin, rapporteur de la loi au Sénat. — Journ. officiel, Sénat, Débats parlem., 4 mars 1898, p. 247 et suiv.).

Mais voici que le nombre des enfants devient successivement de trois, puis de deux, puis d'un seul. La réduction s'impose, mais comment se fera-t-elle; doit-elle avoir lieu proportionnellement ou par part virile, de telle sorte que la rente ne serait plus que de 30 0/0 pour trois enfants, de 20 0/0 pour deux enfants et de 10 0/0 pour un enfant, ou, au contraire, doit-elle se faire en suivant le tartf indiqué par la loi de 1898, c'est-à-dire 35 0/0 pour trois enfants, 25 0/0 pour deux enfants et 15 0/0 pour un enfant? La question est délicate, car le tarif de la loi de 1898 n'a été édicté que pour la fixation de la rente au moment même du décès.

Nous pensons, avec le jugement recueilli, que les charges du patron ne peuvent être réduites que conformément au tarif légal. V. en ce sens Allart et Rondenay, Acc. du Trav., 3e éd., p. 93, nos 188 et suiv.

308-309

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

23 octobre 1900.

Présidence de M. Tanon.

MOTIFS DES JUGEMENTS ET ARRÊTS. — APPEL. — CONCLUSIONS NOUVELLES. — ADOPTION DE MOTIFS. — RÉPONSE ANTICIPÉE. — MOTIFS SUFFISANTS.

Le rejet de conclusions subsidiaires, prises pour la première fois en appel, se trouve suffisamment motivé par l'adoption par les juges d'appel des motifs des premiers juges, quand ces motifs adoptés contiennent eux-mêmes des constatations et déclarations qui constituent une réponse faite par avance aux dites conclusions.

Guérin c. Compagnie nationale de navigation.

LA COUR,

Sur le moyen pris de la violation et fausse application de l'art. 1382 C. civ. et de l'art. 11 de la loi des 21-23 avril 1893, et de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il est déclaré par le jugement, dont l'arrêt attaqué s'est approprié les motifs, que la manœuvre à laquelle le sieur Guérin était préposé était des plus simples, et que l'opération du remorquage du *Colombo* par le *Silesia* s'effectuant en pleine mer, une prudence élémentaire commandait à Guérin de ne point exposer sa main à être prise par le câble de remorquage qui pouvait mollir ou se raidir par le simple effet des mouvements imprimés aux deux navires par la mer, même avant toute mise en marche ;

Attendu que ces constatations et déclarations constituent une réponse faite par avance aux conclusions subsidiaires prises en appel par le demandeur et tendant à établir que la manœuvre au cours de laquelle il a été blessé n'aurait dû être confiée qu'à un mécanicien et non à Guérin, simple charpentier ; que l'appareil à manœuvrer était insuffisamment éclairé ; que la brusque tension du câble de remorque qui avait eu pour effet d'écraser deux doigts de Guérin s'était produite par suite de l'ordre de marche en avant donné par le commandant du *Colombo* sans qu'il se fût assuré de l'achèvement de la manœuvre commandée à Guérin, et qu'en appliquant à ces faits, d'où le demandeur prétendait, devant la Cour d'appel, faire découler la responsabilité de la Compagnie défenderesse, l'appréciation formulée par les premiers juges à l'égard de ceux qui avaient été primitivement allégués, à savoir que, fussent-ils établis par l'enquête, ils n'engageraient point cette responsabilité, l'arrêt attaqué a tiré une juste conséquence des constatations souveraines des juges du fond et n'a violé ni faussement appliqué aucune loi ;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Guérin contre l'arrêt de la Cour d'Aix du 29 décembre 1899.

MM. FOCHIER rapp.; MELCOT av. gén. — Me MAYER av.

Note. — Jurisprudence constante conf. V. Gaz. Pal. 1re T. Q. 1882-1887, vo Motifs des jug. ou arr., nos 62 et suiv.; 2e T. Q. 1887-1892, *eod. verb.*, nos 68 et suiv.; 3e T. Q., 1892-1897, *eod. verb.*, nos 47 et suiv.

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

25 juillet 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° TESTAMENT. — DESTRUCTION. — LÉGATAIRE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — PRÉJUDICE. — PREUVE.

2° MOTIFS DES JUGEMENTS ET ARRÊTS. — APPEL. — CONCLUSIONS SUBSIDIAIRES. — ADOPTION DE MOTIFS. — MOTIFS SUFFISANTS.

1° *C'est à celui qui allègue un prétendu préjudice que lui aurait causé la destruction d'un testament olographe, et qui en demande la réparation au légataire universel, institué par un testament antérieur et auteur reconnu de cette destruction, à rapporter, pour la justification de son action en dommages-intérêts, la preuve que ledit testament contenait une libéralité faite en sa faveur par le défunt.*

Les juges peuvent se fonder sur le caractère précis et concordant des réponses faites par le légataire universel, défendeur à ladite action, dans un interrogatoire sur faits et articles qu'il a subi, et sur un ensemble de circonstances qu'ils estiment propres à établir la vérité de ses déclarations, pour décider, conformément à ce que celui-ci a affirmé, que le testament détruit ne contenait aucune libéralité en faveur du demandeur dont la demande en dommages-intérêts doit, en conséquence, être rejetée.

2° *Les juges d'appel, en adoptant les motifs des premiers juges, ne sont pas tenus de donner d'autres motifs spéciaux du rejet de conclusions subsidiaires prises pour la première fois en appel, lorsque les motifs adoptés contenaient eux-mêmes déjà et par anticipation réponse auxdites conclusions.*

Veuve Thomas et Maisonneuve c. Danthony.

LA COUR,

Sur le premier moyen tiré de la violation et de la fausse application des art. 1315, 1345 et suiv., 1353, 1356 et 1381 C. civ. :

Attendu que l'action intentée par les consorts Maisonneuve à Danthony et à Julia Fourgon tendait à la condamnation de ces derniers à 50,000 francs de dommages-intérêts en réparation du préjudice qu'ils leur avaient causé en détruisant, de complicité, un testament olographe par lequel Benoit Chantier leur avait légué une grande partie de sa fortune ; que, tenus, comme demandeurs, de rapporter la preuve de leur prétention, ils n'ont produit aucune justification et que les défendeurs, interrogés sur faits et articles, ont déclaré l'un et l'autre que le tes-

tament dont ils reconnaissaient la destruction, avait été brûlé parce qu'il ne renfermait qu'une disposition au profit de Julia Fourgon et que celle-ci,après avoir fait un arrangement avec Dantony institué légataire universel par testament authentique antérieur, avait autorisé Dantony à détruire, s'il le voulait, le testament olographe devenu dès lors inutile et sans objet;

Attendu que l'arrêt attaqué a pu, à bon droit, se fonder sur les réponses précises et concordantes des défendeurs éventuels affirmant que le testament brûlé ne contenait aucune libéralité en faveur des consorts Maisonneuve, et sur un ensemble de circonstances propres à établir la vérité de leur affirmation pour débouter lesdits consorts de leurs fins et conclusions, et qu'en statuant ainsi il n'a ni violé, ni faussement appliqué aucun des articles susvisés ;

Sur le second moyen pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que le jugement du Tribunal d'Yssingeaux, que la Cour de Riom s'est approprié, répond par ses motifs aux conclusions subsidiaires prises en appel par les consorts Maisonneuve ; que l'article précité n'a donc pas été violé ;

Rejette le pourvoi formé par les dames veuve Thomas et Maisonneuve contre l'arrêt de la Cour de Riom du 8 août 1898.

MM. PETIT rapp.; MÉRILLON av. gén. — Me BESSON av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il est contestable qu'en cas de perte ou de destruction d'un testament à l'insu du testateur, les personnes, en faveur desquelles ledit testament contenait des dispositions, sont recevables à en poursuivre l'exécution ou à réclamer, le cas échéant, des dommages-intérêts. Mais il est certain aussi que, pour réussir dans leur action, il incombe à ces personnnes de prouver (Aubry et Rau, t. VII, § 649, p. 10) « d'une part, le fait de la suppression du testament ou de sa perte par suite d'un accident ou de force majeure, d'autre part, le contenu de cet acte, et même,en principe, sa parfaite régularité ». On admet cependant que quand l'action est dirigée contre l'auteur responsable de la perte ou de la destruction, il y a, jusqu'à preuve contraire, présomption de régularité du testament quant à la forme (Aubry et Rau, *loc. cit.*). Enfin, la preuve des faits ci-dessus indiqués peut toujours être administrée par témoins ou même par simples présomptions, preuve contraire réservée, bien entendu, suivant les mêmes moyens et les mêmes formes. C'est d'ailleurs ce que, antérieurement à l'arrêt ci-dessus reproduit, de nombreux arrêts avaient déjà décidé : Poitiers 19 février 1889 (Gaz. Pal. 89.1.403); Agen 13 juin 1892 (Gaz. Pal. 92.2.149); Nancy 22 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2. 372); 2 mai 1896 (Gaz. Pal. 96.1.706); Cass. 25 octobre 1897 (Gaz. Pal. 97.2.496); — d'accord en ce, au surplus, avec une doctrine imposante : Aubry et Rau, *loc. cit.*; Demolombe, Donations et testaments, t. IV, n° 32; Laurent, Pr. de Dr. civ., t. XIII, n° 117.

II. — Sur le deuxième point : Solution certaine : V. Gaz. Pal. 3e T. Q., 1892-1897, v° Motifs des jugements et arrêts, nos 51 et suiv.

COUR D'APPEL DE PAU (CH. CORR.)

7 juillet 1900.

Présidence de M. Dubreuil.

MARQUE DE COMMERCE. — ENSEIGNE IDENTIQUE. — CONTREFAÇON. — DROIT ANTÉRIEUR. — CONCURRENCE DÉLOYALE. — JURIDICTION CORRECTIONNELLE. — INCOMPÉTENCE.

1° *Le dépôt d'une marque de fabrique ou de commerce ne saurait anéantir les droits antérieurs et reconnus par jugement sur une enseigne identique, pas plus qu'il n'a supprimé les droits des commerçants qui, dans d'autres villes,pouvaient être propriétaires de la même enseigne.*

Spécialement, celui qui a déposé à Paris en 1894, comme marque de commerce les deux mots « Belle Jardinière » ne saurait interdire à celui qui, à la même date, était régulièrement propriétaire, au moins dans une autre ville, de l'enseigne « La Belle Jardinière » qui, depuis, n'a pas cessé de faire le commerce dans ladite ville sous cette enseigne, l'usage de cette enseigne.

2° *La juridiction correctionnelle est incompétente pour connaître d'agissements qui constituent des actes de concurrence déloyale, et qui sont distincts de faits de contrefaçon.*

Maison de la Belle Jardinière c. Constantin.

Le 22 février 1894, la Société Bessand, Rochard et Cie, aux droits de laquelle se trouve aujourd'hui la Société Bessand, Stasse et Cie, a opéré le dépôt d'une marque de commerce composée de deux mots : « Belle Jardinière ». En même temps, elle poursuivait, devant le Tribunal de commerce de Pau, un sieur Constantin, auquel elle reprochait d'avoir pris pour enseigne la dénomination « A la Belle Jardinière », ce qui établissait d'après elle une confusion entre cette maison et la sienne. Un premier jugement, passé maintenant en force de chose jugée, reconnaissait à Constantin le droit absolu d'adopter la dénomination « A la Belle Jardinière » en respectant naturellement les droits des tiers.

C'est postérieurement à ce premier jugement que la Société Bessand, Stasse et Cie assigna de nouveau le sieur Constantin devant le Tribunal correctionnel de Pau pour contrefaçon de leur marque de fabrique et usage de ladite marque.

Le Tribunal correctionnel de Pau, par jugement en date du 4 avril 1900, avait accueilli cette demande, dans les termes ci-après :

I. — Sur le délit de contrefaçon de marques de fabrique :

« Attendu que les dénominations peuvent constituer des marques de fabrique et de commerce dans les termes de l'art. 1er de la loi du 23 juin 1857 ; que toute reproduction non autorisée d'une dénomination acquise par occupation et déposée constitue une contrefaçon, alors même que cette reproduction ne serait pas apposée ou destinée à être apposée sur les produits similaires à ceux vendus par les propriétaires de la marque ;

« Attendu qu'il est expliqué que les auteurs de la société demanderesse ont depuis 1826 adopté la dénomination de « Belle Jardinière » pour distinguer les vêtements et confections livrés au commerce par leur maison et qu'ils ont déposé ladite dénomination le 22 février 1894, au greffe du Tribunal de commerce de la Seine, conformément à l'art. 2 de la loi du 23 juin 1857 ;

« Attendu que si la propriété de l'enseigne ne dépasse point en général les limites de la localité où est situé l'établissement qu'elle désigne, la propriété d'une marque s'étend de plein droit à tout le territoire français ;

« Attendu que toute reproduction de la dénomination appliquée à des vêtements confectionnés et à des produits similaires ne provenant pas de la société propriétaire, constitue donc une contrefaçon et l'usage d'une contrefaçon, l'un des effets du dépôt de la marque étant d'ailleurs d'ouvrir au profit du propriétaire l'action correctionnelle en contrefaçon ;

« Vu les procès-verbaux de constat en date des 10, 20 octobre, 13, 14 et 26 décembre 1899 et les deux photographies jointes à ces constats ;

« Et attendu qu'il est constant que la dénomination de « Belle Jardinière » a figuré en 1899 notamment sur la devanture de la maison de commerce de Constantin, rue Bordenave-d'Abère à Pau, et sur des affiches murales où il était question, comme si la partie assignée avait voulu créer une confusion, de la maison de la « Belle Jardinière » du Pont-Neuf, rue Bordenave-d'Abère à Pau ;

« Attendu que le prévenu ne saurait soutenir que les mots « Belle Jardinière » constituent une simple enseigne et non une marque de commerce ; qu'une telle dénomination suffit à attribuer à la maison qui en fait usage constant une personnalité caractéristique et devient une propriété privative ; que dans l'espèce, cette dénomination a été prise par Constantin, depuis le dépôt du 22 février 1894 ;

« Attendu que le prévenu ne peut encore soutenir avec utilité qu'il a le droit de donner à sa maison de commerce cette dénomination « la Belle Jardinière » ; qu'en effet, le jugement du Tribunal de commerce de Pau du 23 mai 1894, passé en force de chose jugée, expose dans ses motifs que si Constantin a eu le droit absolu d'adopter le titre de la Belle Jardinière, comme enseigne de sa maison de confection puisqu'il n'y avait pas à Pau, avant la création de son établissement, de maison portant ce titre, il n'a pu le faire qu'à la condition de respecter les droits des tiers et de ne pas leur porter préjudice ;

« Mais attendu qu'il résulte des faits de la cause, que Constantin a eu l'intention de faire croire au public que la maison de la Belle Jardinière de Pau avait des attaches avec la maison de la Belle Jardinière de Paris dont elle serait une annexe ou une succursale ; qu'il aurait eu le tort dans tous les cas, de ne pas adjoindre son nom patronymique en caractères apparents et saillants à la dénomination de la Belle Jardinière ; que sa mauvaise foi résulte de ses agissements postérieurs au jugement précité du 23 mai 1894 ; qu'il devait agir avec une circonspection d'autant plus grande que ce jugement avait décidé que ledit Constantin avait cherché à faire supposer au public que la maison de confection était une annexe ou une succursale de la Belle Jardinière de Paris ;

II. — « Sur le délit d'usurpation de récompenses ou médailles industrielles (art. 1er de la loi du 31 avril 1886) :

« Attendu que les faits relevés ne présentent pas un caractère suffisamment délictueux ; que la société demanderesse soutient bien que les énonciations incriminées doivent être punies puisqu'elles consisteraient à attribuer, en public et sans droit, des médailles, récompenses ou des distinctions honorifiques décernées dans des expositions ou concours ; qu'elle prétend même qu'il y aurait ici une indication mensongère sur des annonces, prospectus, etc. ;

« Mais attendu que Constantin qui serait en rapport avec la maison Akar et Cie, 1, place des Victoires, à Paris, établit que cette maison autorise les négociants qui lui achètent des marchandises à mettre sur leurs prospectus et affiches qu'elle est la seule maison de gros ayant obtenu les médailles d'or à l'exposition de 1889 ; que la mauvaise foi du prévenu n'est donc pas ici nettement établie ;

III. — « Attendu que les faits retenus sont prévus et punis par les art. 7 § 1er et 14 de la loi du 23 juin 1857, mais qu'il existe des circonstances atténuantes (art. 12 de la loi du 23 janvier 1857 et 463 C. pén.) ;

« Attendu que le tribunal doit prescrire la destruction des marques reconnues contraires aux dispositions des art. 7 et 8 de la loi de 1857; que cette mesure est obligatoire pour le juge; qu'il peut aussi ordonner l'affichage du jugement dans les lieux à déterminer et son insertion intégrale ou par extrait dans divers journaux (art. 13 de la loi de 1857 § 2 de la loi de 1886);

IV. — « Sur les dommages-intérêts :

Vu l'art. 1382 C. civ. ;

« Et attendu que par son fait, Constantin a porté préjudice à la société demanderesse; que le tribunal possède les éléments d'appréciation suffisants pour en déterminer le quantum; que la société demande à bon droit, à titre de supplément de dommages-intérêts, afin de mettre le public en garde contre des confusions inévitables, d'ordonner la publication du présent jugement dans quelques journaux; mais qu'il apparaît que l'affichage de ce jugement sur l'établissement de Constantin et dans divers endroits à Pau serait une mesure trop rigoureuse; que le préjudice causé à la société sera suffisamment réparé par les autres mesures qui vont être ordonnées;

« Par ces motifs,

« Jugeant en audience publique, après avoir entendu à l'audience du 28 mars 1900 : 1° le prévenu Constantin en son interrogatoire et en ses explications; 2° Me Claude Couhin, avocat du barreau de Paris, assisté de Me Chateau, avoué, pour la société Bessand père et fils, Stasse et Cie; 3° Me Faisans, avocat et défenseur de Constantin; 4° le ministère public; 5° enfin Constantin appelé à compléter ses explications et après en avoir délibéré conformément à la loi;

« Dit que la prévention n'est pas suffisamment établie en ce qui touche le délit d'usurpation de médailles ou récompenses industrielles; le renvoie de ce chef des fins de la prévention, sans amende, ni dommages-intérêts et dépens;

« Mais déclare, au contraire, Eugène Constantin d'avoir, depuis moins de trois ans, à Pau, fait une contrefaçon de la marque de la société demanderesse et d'avoir fait usage d'une marque contrefaite dans les termes de l'art. 7 de la loi du 23 juin 1857; le condamne, pour ce délit, en 50 francs d'amende; ordonne la destruction à ses frais de la dénomination « Belle Jardinière » partout où il l'a fait apparaître;

« Condamne Constantin à payer à la société Bessand père et fils, Stasse et Cie, la somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts;

« Ordonne, en outre, à titre de supplément de dommages-intérêts, l'insertion aux frais de Constantin, du jugement dans trois journaux au choix de la société demanderesse, sans toutefois que chaque insertion puisse dépasser le coût de 50 francs;

« Dit n'y avoir lieu d'ordonner l'affichage de ce jugement, soit sur l'établissement de Constantin, soit aux différents endroits de la ville de Pau où il a fait apposer lui-même ses affiches délictueuses, soit dans d'autres endroits;

« Ordonne l'enregistrement de la lettre d'Akar et Cie à Constantin du 7 février 1900;

« Dit que la société demanderesse, tenue des dépens en sa qualité de partie civile, aura son recours contre la partie condamnée, etc.

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu que le 22 février 1894, la société Bessand, Rochard et Cie a opéré le dépôt d'une marque de commerce composée de ces deux seuls mots : « Belle Jardinière » pour désigner des vêtements, chaussures, articles de lingerie et de chapellerie;

Attendu qu'elle prétend aujourd'hui que le sieur Constantin, commerçant à Pau a, depuis moins de trois ans, contrefait la marque ci-dessus et fait usage de la marque contrefaite dans les termes de l'art. 7 § 1er de la loi du 23 juin 1857 et demande en conséquence que ledit Constantin soit débouté de l'appel qu'il a formé contre le jugement du Tribunal correctionnel de Pau, en date du 4 avril 1900, qui l'a condamné, pour délit de contrefaçon à l'amende et à des réparations pécuniaires;

Attendu que, de son côté, Constantin, dans les conclusions qu'il a déposées sur le bureau de la cour, oppose : 1° que s'il s'est servi de la dénomination « Belle Jardinière », c'est comme enseigne et comme désignation matérielle et extérieure de son établissement, qu'il ne l'a pas employée pour désigner ses produits et qu'il ne l'a pas apposée sur ses produits; 2° qu'au surplus, la propriété de son enseigne « A la Belle Jardinière » lui ayant été reconnue par un jugement du tribunal de commerce rendu entre les parties le 23 mai 1894, il n'a commis ni le délit de contrefaçon de la marque de commerce appartenant aux intimés ni le délit d'usage de ladite marque qu'il aurait contrefaite; 3° subsidiairement, qu'il n'a fait que se conformer au jugement ci-dessus en conservant son enseigne et qu'étant donnée sa bonne foi, le délit de contrefaçon qui lui est reproché manquant d'un de ses éléments essentiels ne saurait exister;

Sur le premier moyen :

Attendu, il est vrai, que l'art. 1er de la loi du 23 juin 1857 n'exige pas comme condition constitutive du délit de contrefaçon, que la marque usurpée soit apposée ou destinée à être apposée sur les pro-

duits livrés au public; qu'il peut suffire que ladite marque ait été usurpée d'une manière quelconque; que, dès lors, la circonstance que Constantin se serait seulement servi de la dénomination « Belle Jardinière » comme enseigne, comme désignation extérieure de son établissement, ne pourrait l'exonérer de la poursuite s'il avait réellement usurpé la marque de commerce des intimés; que c'est là, du reste, la question que soulève le second moyen de défense invoqué par Constantin et que la cour va examiner;

Sur le second moyen :

Attendu que le 30 décembre 1893, Bessand, Rochard et Cie, se plaignant que Constantin eût choisi la dénomination « la Belle Jardinière » comme enseigne de son établissement situé à Pau, et cherché en outre, par des énonciations mensongères, à rattacher sa maison à leur propre établissement, l'assignèrent devant le Tribunal de commerce de Pau pour se voir faire défense de continuer ses agissements;

Attendu qu'on lit dans les motifs du jugement, rendu à la requête des intimés le 23 mai 1894, que Constantin « avait le droit absolu d'adopter le titre de la Belle Jardinière pour son établissement situé à Pau, sauf à lui cependant à respecter les droits des tiers »;

Attendu qu'il ressort de cette constatation faite par le tribunal de commerce, malgré la restriction dont elle est accompagnée, que Constantin était en 1894 régulièrement propriétaire au moins dans le ville de Pau de l'enseigne la Belle Jardinière et que, n'ayant pas cessé de faire le commerce dans ladite ville sur cette enseigne, il en est encore propriétaire aujourd'hui;

Attendu que le dépôt opéré par les intimés de la marque « Belle Jardinière », le 22 février 1894, c'est-à-dire trois mois environ avant le jugement susmentionné, n'a pas anéanti les droits que ce jugement reconnaissait à Constantin, pas plus qu'il n'a supprimé les droits des commerçants qui, dans d'autres villes, pouvaient être propriétaires de l'enseigne « La Belle Jardinière » au moment dudit dépôt;

Attendu, qu'il résulte dès lors des documents du procès que Constantin, en continuant depuis 1894 à placer dans l'enseigne de sa maison de commerce, une dénomination qui lui appartenait, qui était sa chose, n'a pas fait acte de mainmise sur la chose d'autrui, n'a pas reproduit, comme le veut la loi pour qu'il y ait contrefaçon, la marque d'un concurrent et n'a point commis par conséquent les délits qui lui sont reprochés;

Attendu que le fait brutal de reproduction de la marque d'autrui n'existant pas dans l'espèce et la prévention manquant de base, il devient inutile d'examiner la question de bonne foi que Constantin opposait comme troisième moyen;

Attendu qu'indépendamment et à l'appui des faits de contrefaçon de leur marque et d'usage de la marque contrefaite, les intimés reprochent à Constantin une série d'agissements et de manœuvres qui auraient eu pour but de créer une confusion entre son établissement et les grands magasins de la Belle Jardinière situés à Paris, et de faire croire au public que ceux-ci avaient une succursale à Pau;

Attendu que ces agissements, qui constituent des actes de concurrence déloyale distincts de la contrefaçon, ne sont point réprimés par la loi pénale et que, dès lors, la juridiction correctionnelle ne saurait en connaître; qu'il y a donc lieu d'infirmer le jugement du Tribunal correctionnel de Pau du 4 avril 1900 et de relaxer Constantin de la poursuite de contrefaçon dirigée contre lui;

Par ces motifs,

Infirme le jugement dont est appel, prononce le relaxe de Constantin;

Déboute les intimés de toutes leurs demandes, fins et conclusions et les condamne en tous les dépens.

Mes Faisans et Couhin (ce dernier du barreau de Paris) av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il est à peine besoin de faire remarquer que le dépôt d'une marque de fabrique ou de commerce est sans effet à l'encontre de ceux qui peuvent justifier de droits acquis, de droits antérieurs. C'est le cas dans l'espèce rapportée : un jugement passé en force de chose jugée reconnaissait formellement le droit du prévenu.

La nouvelle poursuite, devant une autre juridiction paraissait du reste porter atteinte à la chose jugée, sans doute ce n'était point le même fait, dans la première instance, on invoquait l'art. 1382 C. civ. ; dans la deuxième instance, l'art. 7 de la loi de 1857. Mais en réalité, c'était pour arriver au même résultat, faire interdire au défendeur, le droit de se servir de la dénomination « A la Belle Jardinière ». Du reste, la question d'usurpation d'une d'une marque sous forme d'enseigne, que la Cour de Pau a résolue en fait est délicate et fait l'objet de controverses : V. Pouillet, Marque de fabrique, n° 163, Rendu, n° 136.

II. — Sur le deuxième point : En principe, les faits dommageables constitutifs de la concurrence déloyale relèvent des tribunaux de commerce. Par exception, lorsqu'ils sont accessoires et connexes à une demande de contrefaçon, ils peuvent être soumis à la juridiction civile. Riom 5 avril 1900 (Journ. Dr. indust. 1900, p. 385). Mais la juridiction correctionnelle est toujours incompétente pour en connaître.

310

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

25 juin 1900.

Présidence de M. Tanon.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — VINAIGRES. — DÉCHARGE. — DÉCRET DU 11 AOÛT 1884. — EXPERTISE.

Quand la Régie n'a pas constaté régulièrement, en présence de l'intéressé, une perte d'acide

acétique, le tribunal peut, à la demande du fabricant, ordonner une expertise à l'effet d'évaluer la quantité disparue.

Contributions indirectes c. Rojat.

La Cour,

Sur le moyen unique pris d'un excès de pouvoir, de la violation de l'art. 27 du règlement d'administration publique du 11 août 1884, de la loi des 16-24 août 1790, de celle du 16 fructidor an III, ainsi que du principe de la séparation des pouvoirs, des art. 1341 et suiv. C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810:

Attendu que le procès-verbal de recensement du 24 novembre 1896 constate que les employés de la Régie ont assisté, dans la fabrique de vinaigre de Rojat, à la destruction par incinération des copeaux et sciures de bois ayant servi à garnir cent cuves droites supprimées faisant partie des appareils d'acétification de cet industriel; qu'ils ont reconnu que ces copeaux et sciures pesaient 75,300 kilogrammes; qu'ils étaient tels qu'ils avaient été retirés desdites cuves, et que Rojat leur a demandé la décharge de la quantité d'acide acétique qu'ils avaient absorbée, quantité évaluée par lui approximativement à 80 hectolitres 44 litres 80 centilitres;

Attendu qu'il résulte des énonciations du jugement attaqué que les employés, au lieu de contrôler immédiatement cette évaluation en présence du défendeur éventuel, ont laissé brûler les objets sur lesquels devait s'exercer ce contrôle et que ce n'est que plus tard et en dehors de l'intéressé qu'ils ont procédé à des expériences d'après lesquelles ils ont fixé à un chiffre bien inférieur à celui indiqué par ce dernier le manquant provenant de la cause de déperdition invoquée;

Attendu que Rojat ayant contesté l'importance de ce manquant, à raison duquel une contrainte en paiement de droits a été décernée contre lui, le tribunal déclare que la Régie admet, en principe, qu'il y a lieu de tenir compte de la perte d'acide acétique et qu'en présence des estimations contraires des parties il ordonne une expertise à l'effet d'évaluer la quantité d'acide acétique absorbée par les cent cuves détruites et par les 75,000 kilogrammes de sciures de bois et de copeaux qu'elles contenaient, ainsi que les pertes en lies, ou liquide répandu; que, dans l'état des faits susrelatés, alors que la Régie n'excipait pas de la faculté lui appartenant d'accorder décharge du manquant fixé par elle seule, que l'art. 27 du décret du 2 août 1884 ne lui confère, d'ailleurs, que pour les acides acétiques dont la perte a été régulièrement constatée par les employés, le tribunal a pu statuer ainsi sans commettre un excès de pouvoir, ni violer aucun des principes susvisés;

Rejette le pourvoi formé par la Régie contre le jugement du Tribunal civil de Nîmes du 1er juin 1898.

MM. Petit rapp. Melcot av. gén. — Me Aubert av.

Note. — I. — L'art. 27 du décret du 11 août 1884, qui a été rendu en exécution de l'art. 8 de la loi du 17 juillet 1875, confère à la Régie des contributions indirectes le pouvoir d'accorder décharge des vinaigres et acides acétiques dont la perte a été régulièrement constatée par ses employés.

Deux conditions sont donc nécessaires : Il faut : 1° que les agents de l'administration aient régulièrement constaté la perte des liquides; que la Régie juge convenable, pour des raisons qui sont laissées à son appréciation exclusive, d'accorder décharge des quantités perdues.

Dans l'espèce, la perte avait-elle été constatée régulièrement?

La négative ne paraît pas douteuse à en juger par les énonciations de la décision attaquée, énonciations d'ailleurs reproduites par l'arrêt ci-dessus rapporté. En effet, au lieu de contrôler, en présence du fabricant, l'évaluation par lui faite de la perte dont il demandait décharge, les employés ont laissé détruire les sciures et copeaux ayant absorbé la matière imposable, et ils n'ont procédé à leurs expériences que plus tard, sans appeler préalablement l'intéressé à y assister et à en discuter, au besoin, l'exactitude.

Celui-ci était donc fondé à contester les résultats de l'opération faite en dehors de lui, et le tribunal pouvait, comme il l'a fait, du reste, ordonner une expertise contradictoire pour éclairer sa religion avant de statuer sur la réclamation de la Régie.

COUR D'APPEL DE PARIS (7e Ch.)

2 août 1900.

Présidence de M. Potier.

SUCCESSION. — RENONCIATION. — EFFETS. — DROIT DE POURSUITE DES CRÉANCIERS. — DÉPENS. — SUCCESSION VACANTE.

En assignant les héritiers pendant les délais pour faire inventaire et délibérer, le créancier, tout en usant de ses droits, agit à ses risques et périls, c'est-à-dire sauf à se voir opposer l'exception dilatoire prévue par l'art. 174 C. pr. civ. et à ne pouvoir recouvrer les dépens exposés contre les défendeurs au cas de renonciation régulière de ceux-ci à la succession.

Et il importe peu que, postérieurement à leur renonciation, lesdits héritiers aient laissé le créancier continuer la procédure contre eux sans faire connaître de suite leur renonciation : la loi n'exige des héritiers renonçants aucune notification de leur déclaration; par le seul effet de cette déclaration, ils deviennent tout à fait étrangers à la succession, sont censés n'avoir jamais été héritiers, et ne peuvent en conséquence être tenus de supporter les frais de procédures qui se trouvent avoir été indûment exercées contre eux.

Ces frais de poursuites, si ces poursuites sont fondées, doivent être mis à la charge de la succession déclarée vacante.

Héritiers Worms c. consorts Pouchain.

La Cour,

En la forme :

Considérant que les appels sont réguliers et partant recevables ;

Sur les reprises d'instance :

Considérant qu'au cours de l'instance, suivie sur son appel, la dame Worms est décédée, le 16 décembre 1899, laissant pour héritiers et représentants : 1° trois enfants majeurs ; 2° trois enfants mineurs sous la tutelle naturelle et légale de leur père ; 3° son mari Worms en raison des droits pouvant résulter des dispositions entre-vifs et testamentaires de la dame Worms ;

Considérant que suivant déclarations reçues au greffe du Tribunal civil de la Seine, le 29 avril 1900 à la date extrême où allaient expirer les délais pour faire inventaire et délibérer, les trois enfants majeurs ont renoncé à la succession de leur mère et Worms à l'usufruit légal et à toutes les dispositions entre-vifs et testamentaires qui avaient pu être faites par sa femme ; qu'à la date du 15 juin suivant, Worms, comme tuteur dûment autorisé par délibération du conseil de famille, a renoncé, au nom des mineurs, à la succession de leur mère ;

Considérant que par jugement de la première chambre du Tribunal civil de la Seine, en date du 21 juillet 1900, Fauque a été nommé curateur à la succession de la dame Worms, devenue vacante par suite des renonciations successives ci-dessus énoncées ;

Considérant qu'avant l'expiration des délais de l'art. 795 C. civ., par exploit du 7 avril 1900, les consorts Pouchain ont assigné les enfants Worms et Worms personnellement et ès qualités en reprise d'instance ; que par arrêt de défaut, en date du 10 mai 1900, cette chambre a déclaré que les héritiers et représentants de la dame Worms seraient tenus de reprendre l'instance d'appel introduite par leurs auteurs et ordonné leur réassignation ;

Considérant que sur les réassignations en date du 2 juin, les majeurs Worms et Worms, tant en son nom personnel qu'au nom des mineurs ont, à la date du 21 juin, constitué avoué et demandé, par leurs conclusions signifiées et déposées à la même date, acte de leurs renonciations ; qu'il y a lieu d'en donner acte et de déclarer, en conséquence, les intimés mal fondés dans leurs conclusions contre les héritiers et représentants de dame Worms aux fins de reprise de l'instance d'appel ;

Considérant que Fouque ès qualités, assigné depuis en reprise de cette instance, déclare s'en rapporter à justice ; qu'il y a lieu de lui en donner acte, en le déclarant tenu en qualité de curateur à la succession vacante de la dame Worms de reprendre l'instance d'appel introduite par celle-ci de son vivant ;

Sur les dépens des procédures de reprise d'instance :

Considérant que les intimés ne contestent pas que les consorts Worms, qu'ils avaient assignés en reprise d'instance, ayant tous justifié de renonciations régulières à la succession de l'appelante, ne peuvent plus être tenus de reprendre l'instance introduite par leur auteurs ; qu'ils demandent seulement que ces défendeurs supportent personnellement les dépens des procédures rendues nécessaires par leurs renonciations ou déclarations, qu'ils prétendent avoir été faites tardivement ;

Considérant que l'assignation en reprise d'instance a été délivrée à la requête des intimés aux consorts Worms, le 7 avril 1900 ; qu'à cette date les délais impartis aux héritiers par l'art. 795 C. civ., n'étaient pas encore expirés ;

Considérant que si pendant la durée des délais, pour faire inventaire et pour délibérer, l'héritier ne peut être contraint à prendre parti, l'exercice des droits et actions compétent aux tiers contre la succession n'est pas pour cela suspendu jusqu'à l'extinction de ces délais ; qu'en assignant les héritiers et représentants de l'appelant avant que trois mois et quarante jours se fussent écoulés depuis le décès de celle-ci, les intimés ont donc usé de leurs droits, mais à leurs risques et périls, c'est-à-dire sauf à se voir opposer l'exception dilatoire prévue par l'art. 174 C. pr. civ. et à ne pouvoir recouvrer les dépens exposés contre les défendeurs au cas de renonciation régulière de ceux-ci à la succession ;

Considérant que Worms personnellement et les héritiers majeurs Worms ayant renoncé, le 29 avril, avant l'expiration des délais, ne peuvent être tenus des dépens, ni de l'assignation du 7 avril, ni de l'arrêt de défaut du 10 mai intervenu sur cette assignation, non plus que des réassignations qui en ont été la suite ; qu'il n'importe pas qu'ils aient laissé prendre cet arrêt sans notifier leurs renonciations aux demandeurs en reprise d'instance ; que l'art. 784 C. civ. ne soumet, en effet, la validité des renonciations qu'à la formalité d'une simple déclaration au greffe ; qu'il appartient aux créanciers d'agir, de consulter les registres publics du greffe ; que la loi n'exige du renonçant aucune notification de sa déclaration ; que, par le seul effet de cette déclaration, l'héritier renonçant devient tout à fait étranger à la succession, et est censé n'avoir jamais été héritier et ne peut, en conséquence, être tenu de supporter les frais de procédure qui se trouve avoir été indûment exercée contre lui ;

Considérant que, si les renonciations des mineurs Worms n'ont été faites que le 15 juin, après l'expiration des délais et l'obtention de l'arrêt du 10 mai ordonnant la reprise d'instance à leur égard aussi bien qu'à l'égard des héritiers majeurs, ce court retard est justifié par la nécessité de l'accomplissement des formalités que la loi impose pour la protection des incapables ; que Worms ès qualités n'ayant commis aucune faute, les mineurs qu'il représente ne peuvent être tenus de supporter aucuns dépens ;

Considérant que les frais de procédure de reprise

d'instance que les intimés ne peuvent recouvrer contre les héritiers renonçants doivent être mis à la charge de la succession vacante de la dame Worms, reconnue définitivement débitrice par la confirmation qui va intervenir du jugement frappé d'appel, ces frais ayant été rendus nécessaires pour la régularisation des procédures par les modifications successives de la représentation légale contre laquelle les intimés devaient suivre l'audience;

Sur le fond :

Adoptant les motifs des premiers juges;

Par ces motifs,

En la forme :

Déclare régulières et valables les appels interjetés par les époux Worms du jugement rendu par la première chambre du Tribunal civil de la Seine le 21 juillet 1898;

Donne acte aux enfants Worms et à Worms personnellement et ès qualités de leurs renonciations reçues au greffe du Tribunal civil de la Seine, les 29 avril et 15 juin 1900;

Déclare, en conséquence, les consorts Pouchain mal fondés dans leurs conclusions aux fins de reprise d'instance contre les enfants Worms et contre Worms personnellement et ès qualités, les en déboute;

Donne acte à Fauque ès qualités de ce qu'il s'en rapporte à justice, sur la reprise d'instance; le déclare tenu de reprendre l'instance d'appel, en qualité de curateur à la succession de la dame Worms appelante;

Au fond :

Donne acte à Fauque ès qualités de ce qu'il s'en rapporte à justice;

Déclare les appelants mal fondés dans leurs demande, fins et conclusions, les en déboute;

Confirme le jugement frappé d'appel, sauf en ce qui concerne les dispositions relatives aux dépens, en ce que la condamnatien aux dépens ne comprendra pas les droits, doubles droits et amendes de timbre et d'enregistrement, lesquels seront supportés par les parties conformément aux dispositions des lois fiscales;

Condamne les consorts Pouchain aux dépens de l'obtention de l'arrêt de défaut du 10 mai 1900, des réassignations et constitutions d'avoué qui en ont été la suite, sauf leur recours contre Fauque ès qualités;

Condamne Fauque ès qualités à garantir les consorts Pouchain desdits dépens;

Condamne Worms et Fauque ès qualités aux amendes et au surplus des dépens d'appel;

Autorise l'emploi des dépens de Fauque ès qualités en frais de curatelle.

M. BLONDEL subst. proc. gén. — Mes A. LÉON et POIGNARD av.

Note. — Les effets de la renonciation à succession sont portés en l'art. 785 C. civ. : celui qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier. D'autre part, la seule formalité imposée à l'héritier pour devenir renonçant est une déclaration au greffe sur un registre réputé public. Il résulte de la combinaison de ces principes que l'héritier renonçant ne peut être tenu à supporter les dépens de poursuites exercées contre lui postérieurement à sa renonciation. V. en ce sens : Limoges 4 février 1864 (D. 64.2.119). *Sic* : Demolombe, t. XIV, nos 287 et 296 et t. XV, n° 33; Laurent, t. IX, n° 273. Mais l'opinion contraire a prévalu quelquefois dans la jurisprudence : V. Limoges 23 janvier 1838 (D. 39.2.86); Trib. civ. Saint-Etienne 5 décembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1. Rép. v° Frais nos 11 et suiv. — Mon. jud. Lyon 11 décembre 1889); Toulouse 5 novembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1. Rép. v° Frais nos 11 et suiv. — Gaz. Trib. Midi 28 décembre 1889); on soutient dans cette opinion qne l'héritier poursuivi commet une faute en négligeant de notifier de suite sa renonciation au créancier qui le poursuit. — Nous ne croyons pas pouvoir partager cette opinion, l'héritier ne peut être considéré comme commettant une faute, en omettant de remplir une formalité que la loi ne met pas à sa charge. Il n'en serait autrement, à notre avis, que dans un seul cas, celui où l'héritier sommé par le créancier poursuivant de faire connaître à celui-ci le parti qu'il a pris, aurait refusé de répondre : dans ce cas, il y aurait une véritable faute de nature à engendrer la condamnation aux dépens à titre de dommages-intérêts.

TRIBUNAL CIVIL DE NANTES

18 juin 1900.

Présidence de M. Van Iseghem.

ALIMENTS. — SUCCESSION. — LOI DU 9 MARS 1891. — 1°-2°-3° CONJOINT SURVIVANT. — CRÉANCE ALIMENTAIRE. — CONDITIONS D'EXISTENCE. — OBJET. — SUCCESSION DU PRÉDÉCÉDÉ. — FORCES INSUFFISANTES. — ACCEPTATION PURE ET SIMPLE. — RAPPORT NON DU AU SURVIVANT DES BIENS DONNÉS ENTRE VIFS A L'HÉRITIER PRÉDÉCÉDÉ.

1° *L'époux survivant n'est autorisé à réclamer des aliments à la succession de son conjoint prédécédé qu'à la condetion de justifier d'abord qu'il est dans le besoin, et, par exemple, au cas où il a un fils issu du premier mariage, que ce dernier ne peut venir à son secours.*

2° *La créance alimentaire de l'époux survivant a pour objet, non la remise une fois faite d'un capital prélevé sur l'hérédité, mais le service viager d'une rente.*

3° *La succession du prédécédé étant seule débitrice des aliments dus à l'époux survivant, la créance de ce dernier ne saurait, d'une part, être admise, s'il n'établit pas que la succession a des forces suffisantes pour la gager, ni, d'autre part, être exercée sur les biens personnels de l'héritier, quand bien même ce dernier aurait accepté purement et simplement la succession.*

4° *L'époux survivant ne peut demander le rap-*

port des biens donnés entre vifs par le prédécédé à l'héritier.

Dame veuve Bohuaud c. Bohuaud.

Le Tribunal,

Attendu que la dame veuve Bohuaud demande qu'il soit dit et jugé que la succession du sieur Bohnaud, son mari, lui doit un capital représentatif de la somme de 600 francs, annuellement due à titre de pension alimentaire, et que cette dette sera acquittée au besoin par Bohuaud fils; qu'elle se fonde pour faire cette demande sur les dispositions ajoutées à l'art. 205 C. civ. par la loi du 9 mars 1891;

Attendu qu'il s'agit bien dans la cause d'une créance alimentaire; que la dame Bohuaud devrait alors justifier avant tout qu'elle est dans le besoin, et que le fils issu de son premier mariage ne peut pas efficacement venir à son secours; que cependant elle ne fait aucunement cette preuve;

Attendu que fût-elle même dans le besoin, la dame Bohuaud serait en tous cas mal fondée à prétendre qu'il devrait lui être remis ce capital, puisque, d'après la loi de 1891, elle ne peut prétendre qu'au service temporaire d'une rente; mais qu'il n'y a pas même lieu de lui accorder de rente;

Attendu, en effet, que la dame Bohuaud a reconnu au cours des débats et qu'elle déclare dans ses conclusions que les biens laissés par son défunt mari sont d'une valeur insignifiante; qu'il sera dès lors impossible, dans ces conditions, de prélever, comme le dit la loi, une pension sur l'hérédité;

Attendu que l'époux survivant ne peut pourtant pas s'attaquer à d'autres biens qu'à ceux laissés par l'époux décédé; que l'héritier n'est pas personnellement son débiteur; que la succession seule est débitrice, la succession dans laquelle le survivant est autorisé à prendre une part comme le ferait un cohéritier, quoiqu'à titre simplement viager;

Attendu qu'en vain la dame Bohuaud prétend-elle que le défendeur, ayant accepté la succession de son père purement et simplement, est devenu *ipso facto* son débiteur; que c'est là une erreur, puisque l'héritier personnellement ne lui doit rien, n'étant tenu, aux termes des dispositions de la loi de 1891, que de la laisser concourir avec lui sur un patrimoine que la loi répute être dans une certaine mesure au patrimoine commun, mais, il est vrai, dans la limite viagère du droit reconnu à l'époux survivant;

Attendu que la réclamation de la dame Bohuaud ne saurait donc être admise qu'à la condition d'établir que la succession a certaines forces, et qu'elle peut gager la rente demandée;

Attendu que la demande de la dame Bohuaud ne pourrait pas davantage être accueillie, par le motif que le défunt avait autrefois des biens et qu'il les aurait donnés entre vifs à son fils, avant de contracter son second mariage; que, pour faire rentrer les biens donnés entre vifs dans la succession, il faudrait être fondé à en demander le rapport; mais que le rapport n'est dû que par le cohéritier à son cohéritier, et que, malgré la nature particulière de son droit, le conjoint survivant n'est pas un cohéritier; qu'il n'est que créancier de la succession;

Atendu qu'ainsi, à tous les points de vue, la prétion de la dame Bohuaud doit être repoussée en l'espèce;

Par ces motifs,

Statuant contradictoirement, par jugement définitif, en premier ressort, et en matière sommaire,

Déboute la dame Bohuaud de ses fins, demandes et conclusions, et la condamne aux dépens.

Mes Paul Thibaud et Maublanc av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il n'est pas contestable que les aliments sont dus à l'époux survivant, comme à tout autre créancier alimentaire, seulement s'il est dans le besoin.

Mais il est inexact, suivant nous, de prétendre, comme le fait le jugement recueilli, que l'époux survivant, qui a un fils issu d'un précédent mariage, et en état de lui fournir des aliments, n'est pas autorisé à réclamer ceux-ci à la succession du conjoint prédécédé. A notre connaissance, aucun texte ni aucun principe ne justifie cette opinion; et les travaux préparatoires lui sont même formellement contraires. « Votre commission, disait M. Delsol dans son rapport au Sénat, croit que l'époux survivant qui est sans ressources doit avoir une créance d'aliments contre la succession de son conjoint, même quand il y a des enfants; car la succession représente le prémourant qui lui devait, avant tous autres, des aliments, et il sera toujours moins dur pour le survivant de réclamer ces aliments de la succession que de les demander à ses enfants » (S. 91.5.105, n° 11). V. en ce sens : Trib. civ. Saint-Etienne 12 mars 1894 (Gaz Pal. T. Q. 1892-1897, t. Ier, v° Aliment, n° 49).

II. — Sur le second point : Les travaux préparatoires sont formels en ce sens. « La Chambre, dit M. Delsol, dans son rapport précité, ajoutait que « le capital de la pension alimentaire est prélevé sur l'hérédité ». Un tel prélèvement serait quelquefois difficile à réaliser, et il ne paraît pas indispensable. Le service de la pension alimentaire sera suffisamment garanti par le droit qu'a l'époux de demander la séparation des patrimoines et par l'inscription qu'il peut prendre sur les immeubles de la succession pour la conservation de son privilège » (S. 91.5.105, n° 13 — D. 91.4.23, n° 4). Et, en effet, le Sénat modifia la rédaction sur ce point, en ces termes qui sont ceux de la loi « La pension alimentaire est prélevée sur l'hérédité ».

III. — Sur le troisième point : Le droit de l'époux survivant à une pension alimentaire est d'une nature toute spéciale. D'une part, ce droit est certainement une créance : cela résulte du texte même de l'art. 205 C. civ. « La succession... *doit* des aliments »; cela résulte, en outre, de plusieurs passages du rapport précité de M. Delsol, soit de celui où il est dit que le droit de l'époux survivant est garanti par le privilège de séparation des patrimoines, soit de celui encore qui rappelle que ce droit doit recevoir satisfaction de préférence à celui des légataires, par application de la règle *Bona non sunt, nisi deducto ære ælieno* (S. 91.5.115, n° 14 — D. 91.4.23, n° 5), soit de celui enfin qui l'assimile à la créance d'aliments que l'art. 762 C. civ. accorde aux enfants adultérins et incestueux contre la successsion de leurs père et mère (S. 91.5.105, n° 11). D'autre part, le droit de l'époux survivant a, aux termes

de l'art. 205 C. civ., ce caractère particulier de n'être point une créance personnelle contre les héritiers de la succession, mais de consister en un prélèvement sur l'hérédité. En d'autres termes, c'est une créance gagée seulement par les biens de la succession. V. Planiol, note (D. 95.2.201). Il résulte nécessairement de là qu'elle ne peut être exercée qu'après l'acquittement du passif de la succession, c'est-à-dire sur l'actif net, et que, par suite, elle est sans objet quand l'actif est absorbé par des dettes. V. Trib. civ. Avesnes (Gaz. Pal. 94.2.407 — S. 96.1.222 — D. 95.2.201). Il en résulte encore qu'elle ne peut davantage être exercée sur les biens personnels des héritiers et qu'il n'y a pas à s'occuper dès lors de la question de savoir si ceux-ci ont accepté purement et simplement la succession. V. Trib. civ. Avesnes précité. C'est en ce sens que la Chambre supprima dans le projet du Sénat, comme inutiles et surabondants, les mots « les aliments sont réglés eu égard à la valeur de la succession » (S. 91.5.10 n° 12 — D. 91.4.23 n° 2).

IV. — Sur le quatrième point : La solution adoptée par le jugement et la raison donnée à l'appui ne sont pas contestables. Elle résulte formellement des travaux préparatoires. « Le droit d'usufruit accordé au conjoint survivant, dit M. Delsol dans son rapport, suffira le plus souvent au maintien de son rang et de sa dignité. Mais, dans le cas où le défunt aurait rendu ce droit illusoire en épuisant sa quotité disponible par des dispositions entre vifs ou testamentaires faites au profit d'autres personnes, votre commission est d'avis qu'il convient de donner au conjoint qui est dans le besoin une créance alimentaire contre la succession du prémourant » (S. 91.5.105, n° 11). Il est évident que le législateur n'a pas entendu accorder au conjoint survivant, qui trouve dans la succession du prémourant des biens insuffisants pour gager sa créance alimentaire, le droit de demander le rapport des biens donnés entre vifs par ce dernier, puisque, tout au contraire, la créance alimentaire qu'il a reconnue au survivant était destinée, dans son esprit, à la garantir contre l'épuisement de la quotité disponible par les donations entre vifs du prédécédé.

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

17 octobre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

COMPTE COURANT. — 1° EFFETS DE COMMERCE. — LETTRE DE CHANGE. — BANQUIER. — ENDOSSEMENT. — CLAUSE « SAUF ENCAISSEMENT ». — NON-PAIEMENT A L'ÉCHÉANCE. — FAILLITE DU CRÉDITÉ. — ACTION CONTRE LES COOBLIGÉS DU FAILLI. — 2° ARRÊTÉ DE COMPTE. — SOLDE. — REPORT A NOUVEAU. — NOVATION (ABSENCE DE). — CONTINUATION DU COMPTE. — COUVERTURE. — RÉALISATION.

1° *L'endossement d'un effet de commerce en transfère la propriété au porteur, et lui donne, en principe, le droit d'en poursuivre le paiement contre tous ceux qui l'ont signé, accepté ou endossé.*

..... *Et, en matière de compte courant, la clause que les effets ne sont portés au crédit de l'endosseur que* « sauf encaissement », *c'est-à-dire sauf le report au débit de celui-ci en cas de non paiement à l'échéance, doit être appliquée lorsque la faillite du crédité arrête le compte courant, mais sans enlever au créditeur la propriété des effets, dont il a été investi par l'endossement, ni, par suite, porter atteinte à ses droits contre les coobligés du failli, endosseurs ou tiré.*

2° *Les reports à nouveaux de soldes, à la suite d'arrêtés de compte dans un compte courant, ne constituent que des opérations de comptabilité, n'impliquant pas de novation; c'est le même compte courant qui continue jusqu'à la clôture définitive, et la balance finale, seule, fixe les situations respectives.*

Par suite, en cours de compte, celui qui a reçu des titres en garantie de l'ouverture de crédit, ne peut les réaliser pour en appliquer le produit au remboursement de ses avances.

Comptoir national d'Escompte
c. Roché et faillite Marchand.

Le 2 novembre 1897, un sieur Marchand, négociant à Paris, a tiré sur M. Roché fils, négociant à Flers, une lettre de change de 1,154 francs, valeur reçue en marchandises, pour l'échéance du 5 février 1898. Après acceptation du tiré, M. Marchand, qui était en compte courant avec le Comptoir national d'escompte a négocié à cet établissement, son créditeur, l'effet dont il s'agit. Le 7 février 1898, la Banque de France, devenue propriétaire de cet effet, l'a fait protester faute de paiement. En conséquence, le 15 février suivant, le compte de Marchand a été débité par le Comptoir d'escompte du montant de l'effet impayé. Deux arrêtés de comptes provisoires ont eu lieu ensuite les 31 mars et 20 juin 1898, avec solde de balance au profit du Comptoir d'escompte et report de ce solde au débit de Marchand. Enfin le compte courant a été clos le 2 août 1898, par la faillite de Marchand.

Le 20 août suivant, le Comptoir d'escompte a assigné Roché devant le Tribunal de commerce de Flers en paiement de la somme de 1,169 fr. 45, montant en principal et frais de protêt de la traite impayée. Celui-ci a conclu au rejet de la demande du Comptoir d'escompte, en soutenant que cet établissement, en conservant la valeur depuis son échéance jusqu'au jour de l'ajournement sans lui en réclamer le paiement, avait fait sienne ladite valeur et avait entendu la conserver pour son compte et à ses risques et périls ; qu'en tout cas, le Comptoir d'escompte avait été payé de ladite valeur par une remise faite par le tireur

à titre de couverture, à l'ouverture des opérations du compte entre eux.

Le 18 octobre 1898, le Tribunal de commerce de Flers a rendu le jugement suivant :

« Attendu que si, en droit, l'endossement d'un effet de commerce en transfère la propriété au porteur et lui donne le droit d'en poursuivre le paiement contre tous ceux qui l'ont signé, endossé ou accepté, il est aussi de règle, en matière de compte courant, que les effets, endossés par l'un des contractants à l'autre, ne sont portés au crédit de l'endosseur que sauf encaissement;

« Attendu que le créditeur peut, en vertu des valeurs rentrées protestées ou impayées, après la clôture du compte courant, rectifier la balance à son compte à cette époque par le report du crédit au débit des valeurs non payées, produire à la faillite du crédité, et poursuivre tous les obligés solidaires ;

« Mais attendu toutefois que ces règles ne peuvent être appliquées qu'en ce qui concerne les valeurs portées au crédit non échues et non encaissées au jour de la cessation des paiements du crédité ; qu'en effet il en est autrement, lorsqu'au cours des opérations du compte courant, les valeurs rentrées protestées ou impayées ont été au débit de l'un des contractants et ont figuré dans une balance arrêtée à une époque ultérieure et reportée à nouveau à son débit ; qu'il est de principe, en effet, que l'entrée d'une lettre de change dans un compte courant existant entre le porteur et le tireur éteint les actions du porteur contre les endosseurs et le tiré ;

« Attendu que, dans l'espèce, le Comptoir d'escompte a débité le compte courant de Marchand qui se soldait en faveur du comptoir par une somme de 2,722 fr. 36; qu'au nombre des éléments constituant cette balance figurait la valeur en litige; qu'en adressant son compte à Marchand, le comptoir l'informait qu'il reportait à nouveau à son débit le montant de ladite balance;

« Attendu que, dans ces circonstances, la balance reportée à nouveau formait le point de départ d'un nouveau compte; qu'elle contenait un titre unique novant tous les éléments qui la composaient ; que cette balance formant un tout indivisible, le comptoir n'en pouvait retrancher aucun élément;

« Attendu qu'il résulte des éléments fournis au tribunal par le syndic de Marchand, que le compte courant existant entre ce dernier et le Comptoir a continué jusqu'au 2 août, date de la faillite de Marchand; qu'il a été arrêté aux dates des 31 mars et 30 juin précédents et que les balances à ces deux dates ont été reportées au débit de Marchand ;

« Attendu qu'il résulte encore des déclarations du syndic de Marchand, ce qui semble reconnu par le Comptoir, qu'à la date du 15 février, ainsi que le soutient Roché, le Comptoir était nanti d'un dépôt de titres se montant à environ 8,000 francs ; qu'on doit en tirer cette conséquence que si, à cette date, il n'avait pas consenti à maintenir à Marchand le crédit de 2,728 francs formant la balance de son compte, il pouvait réaliser son gage, ce qu'il n'a pas fait ;

« Attendu qu'en droit, comme en fait, la demande du Comptoir d'escompte ne peut être accueillie ;

« Par ces motifs,

« Dit à tort et sans droit la demande du Comptoir national d'escompte contre Roché fils ; l'en déboute, et le condamne aux dépens ».

Le Comptoir d'escompte s'est pourvu en cassation de ce jugement. Il a formulé à l'appui de son pourvoi le moyen suivant ;

« Violation des art. 136, 140 et suiv., 161, 164 C. com. et des principes en matière de compte courant, fausse application des art. 1271 et suiv., 1281 C. civ. en ce que le jugement attaqué a refusé d'admettre le Comptoir d'escompte, porteur d'une lettre de change, à en poursuivre le paiement contre les signataires de cet effet de commerce, sous le prétexte que l'inscription « sauf encaissement » du montant dudit effet au débit d'un compte courant existant entre le débiteur et l'établissement requérant entrainait, nonobstant cette clause d'usage, l'entrée définitive de la créance résultant de la lettre de change dans ledit compte, et, par suite, sa novation en un simple article de débit et la disparition de toutes les obligations ou garanties attachées à la possession du titre impayé ».

Ce pourvoi a été accueilli par un arrêt de la Chambre civile ainsi conçu :

La Cour,

Statuant par défaut sur l'unique moyen du pourvoi ;

Vu les art. 136, 140 C. com. ;

Attendu, en droit, que, d'une part, l'endossement d'un effet de commerce en transfère la propriété au porteur et lui donne le droit d'en poursuivre le paiement contre tous ceux qui l'ont signé, accepté ou endossé ; que, d'autre part, en matière de compte courant, la clause que les effets ne sont portés au crédit de l'endosseur que « sauf encaissement », c'est-à-dire sauf le report au débit de celui-ci en cas de non-paiement à l'échéance, doit être appliquée lorsque la faillite du crédité arrête le compte cou-

rant, mais sans enlever au créditeur la propriété des effets dont il a été investi par l'endossement, ni, par suite, porter atteinte à ses droits contre les tiers coobligés du failli, endosseurs ou tiré;

Attendu, en outre, que les reports à nouveau de soldes à la suite d'arrêtés de compte ne constituent que des opérations de comptabilité; qu'ils n'impliquent pas de novation: que c'est le même compte-courant qui continue jusqu'à la clôture définitive et que la balance finale seule fixe les situations respectives; que, par conséquent, en cours de compte celui qui a reçu des titres en garantie de l'ouverture de crédit, ne peut les réaliser pour en appliquer le produit au remboursement de ses avances;

Attendu, en fait, qu'il résulte des constatations du jugement attaqué qu'un compte courant a été ouvert par le Comptoir d'escompte à Marchand et que celui-ci a fait inscrire à son crédit une lettre de change, à échéance du 15 février 1898, tirée par lui sur Roché fils et acceptée par ce dernier; que la lettre de change a été protestée faute de paiement et que le compte de Marchand a été débité d'une somme égale au montant de l'effet; que deux arrêtés de compte, dans lesquels continuait à figurer la valeur impayée, sont intervenus aux dates des 31 mars et 30 juin 1898, avec balance et report du solde au débit du crédité; qu'enfin, le compte courant a été clos, le 2 août suivant, par la faillite de Marchand;

Attendu que le Comptoir a assigné, le 20 août de la même année, devant le Tribunal de commerce de Flers, Roché fils, en paiement de la lettre de change, mais que ce tribunal l'a débouté de sa demande en se fondant : d'une part, sur ce que l'inscription d'un effet dans la balance d'un compte courant, avec report à nouveau du solde au débit du crédité, opère novation de tous éléments de l'ancien compte dans un compte nouveau, formant titre unique de créance et éteignant toutes les actions contre les tiers coobligés du tireur, endosseurs ou tiré; et, d'autre part, sur ce que, à la date du retour de la lettre de change, le Comptoir était nanti d'un dépôt de titres dont la réalisation, si elle avait été effectuée, l'eût couvert du solde créditeur du compte;

Attendu qu'en statuant ainsi, le jugement attaqué a méconnu les principes en matière de compte courant, et violé les articles de loi susvisés;

Par ces motifs,

Casse le jugement du Tribunal de commerce de Flers du 18 octobre 1898.

MM. Ruben de Couder rapp.; Desjardins av. gén. — Me Bernier av.

Note. — I. — Sur le premier point: Il avait déjà été jugé qu'en matière de compte courant, en cas de remise d'effets de commerce endossés par l'un des contractants à l'autre, la clause « sauf encaissement » est toujours sous-entendue en principe et applicable, s'il n'y a stipulation contraire : Cass. 18 janvier 1887 (Gaz. Pal. 87.2.351); Cass. 19 novembre 1888 (Gaz. Pal. 88.2.646); Boistel, Précis du dr. com., n° 883, p. 625; Lyon-Caen et Renault, *id.*, t. Ier, n° 1434); que, d'ailleurs, introduite dans l'intérêt de celui qui reçoit les effets en garantie de ses avances, cette clause doit être appliquée lorsque la faillite du crédité arrête le compte courant, mais sans enlever au créditeur la propriété des effets dont il a été investi par l'endossement, ni, par suite, porter atteinte à ses droits contre les tiers coobligés du failli, comme souscripteurs, accepteurs ou endosseurs des effets négociés : Cass. 19 novembre 1888 précité. V. également Cass. 27 novembre 1827 (S. chr.); 5 février 1861 (S. 61.1.491 — J. du P. 62.616); 14 mai 1862 (S. 62.1.499 —. J. du P. 63.185). Par son nouvel arrêt, ci-dessus reproduit, la Chambre civile ne fait donc que persister dans sa jurisprudence antérieure.

II. — Sur le deuxième point : MM. Lyon-Caen et Renault (Droit commercial, t. IV, n° 852, p. 575), enseignent, comme le décide l'arrêt recueilli, qu'en cas d'arrêté de compte, « quand le solde est reporté à nouveau, le compte courant doit être considéré comme n'ayant pas cessé ». Les mêmes auteurs (*loc. cit.*) ajoutent, il est vrai, immédiatement, que « le solde forme le premier article du nouveau compte, qu'il y a en ce qui le concerne une novation, et qu'il devient un des éléments du solde futur et produit des intérêts ». Mais ce n'est, semble-t-il, que par erreur, qu'ils peuvent tenir en dernier lieu ce langage, après avoir dit tout d'abord, que quand le solde est reporté à nouveau, le compte courant doit être considéré comme n'ayant pas cessé. Si l'ancien compte, en effet, n'a pas cessé, comment parler de nouveau compte et de novation?

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

19 septembre 1900.

Présidence de M. Legrand.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — RESPONSABILITÉ DE PLEIN DROIT. — COLLISION DE VOITURES. — TIERS LÉSÉ. — RÉPARATION. — AUTEUR DU DOMMAGE. — GARANTIE.

Lorsqu'une collision survenue entre deux voitures a causé un préjudice à un tiers, dans l'espèce un boutiquier dont la devanture a été brisée, celui-ci est fondé à demander la réparation à qui lui a causé le préjudice, sans s'inquiéter de savoir si c'est à l'auteur du dégât qu'incombe la faute de l'accident.

Mais l'auteur du dégât peut, en établissant que la faute incombe à l'autre cocher, se faire garantir par celui-ci des condamnations prononcées contre lui.

Angeneau c. la Société du service des Abattoirs et Euvrard.

M. Angeneau, ayant boutique rue du Bac, a eu, le 5 février 1900, sa devanture enfoncée par une voiture du service des abattoirs qui était entrée en collision avec une voiture appartenant à M. Euvrard. Il a assigné devant le tribunal de commerce la société du service des abattoirs, auteur du dégât; celle-ci a formé une demande en garantie contre Euvrard. — Jugement.

Le Tribunal,

Vu la connexité, joint les causes et statuant sur le tout par un seul et même jugement,

Sur la demande principale :

Attendu qu'il est constant, en fait, que le 5 février dernier, vers 4 heures du soir, rue du Bac, à Paris, une voiture du service des abattoirs a heurté la devanture du magasin de Angeneau, brisé la glace dudit magasin et détérioré divers articles de matériel et de marchandises ;

Attendu que Angeneau, imputant la faute dudit accident au préposé de la compagnie du Service des Abattoirs, réclame à cette dernière paiement d'une somme de 425 fr. 95 à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice qu'il a subi;

Atendu que la compagnie défenderesse, résistant à cette demande, soutient que l'accident dont s'agit ne serait pas dû à la faute de son cocher, mais au fait d'une autre voiture qui, heurtant son cheval, a obligé ledit cheval à reculer jusque dans le magasin de Angeneau, sans que le cocher ait pu prévenir ni éviter le choc; qu'en de telles circonstances elle ne serait donc pas responsable de ses conséquences, et ne saurait être tenue à la réparation d'un préjudice qui ne proviendrait pas de son propre fait; que la demande serait dès lors irrecevable et devrait être repoussée;

Mais attendu que, s'il est vrai que la collision dont la compagnie voulait se prévaloir serait la cause prédominante de l'accident, sans qu'il y ait lieu de préjuger la solution à intervenir sur la demande en garantie introduite par la compagnie défenderesse contre le tiers auteur de la collision, il convient de remarquer que Angeneau est fondé à demander la réparation du préjudice qu'il a subi à qui le lui a produit, soit, en l'espèce, à la société du service des abattoirs ;

Et attendu que l'importance des réparations et dégâts s'est élevée à la somme vérifiée et justifiée de 425 fr. 95; que c'est au remboursement de cette somme, conformément à la demande, qu'il convient d'obliger la compagnie du service des abattoirs ;

Sur la demande en garantie :

Attendu que des débats il appert que ledit jour, 5 février 1900, la voiture conduite par le préposé de Euvrard vint heurter le cheval attelé à la voiture du service des abattoirs, au moment où celui-ci effectuait un mouvement tournant, que le heurt à la tête du cheval et dans la position perpendiculaire au trottoir obligea celui-ci à reculer et causa ainsi l'accident dont il a été question ci-dessus ;

Attendu que de l'instruction ordonnée il ressort que la faute de cette collision est imputable au cocher de Euvrard et qu'il appartenait à celui-ci d'attendre, pour passer, que l'autre voiture eût terminé son mouvement tournant ; que Euvrard, responsable de son préposé, doit donc être tenu de garantir la société des condamnations qui vont être ci-après prononcées contre elle, en principal et frais ;

Par ces motifs,

Condamne la Société anonyme du service des abattoirs pour la charcuterie, par les voies de droit, à payer à Angeneau la somme de 425 fr. 95 à titre de dommages-intérêts ;

Et la condamne aux dépens de cette partie de l'instance ;

Condamne Euvrard par les voies de droit à garantir et indemniser la Société anonyme du service des abattoirs pour la charcuterie des condamnations ci-dessus prononcées contre elles en principal et frais ;

Condamne Euvrard au surplus des dépens.

Mes Michot et Lignereux agréés.

Note. — Nous ne croyons pas que la solution consacrée par le jugement recueilli puisse être considérée comme conforme aux principes posés par les art. 1382 et suiv. C. civ. En principe, le quasi-délit commis par un tiers ne donne lieu au profit de la victime du préjudice à la réparation qu'autant que celle-ci prouve, à l'encontre dudit tiers, outre le préjudice subi, une faute ayant avec le préjudice une relation de cause à effet. Exceptionnellement, il y a responsabilité de plein droit à la charge de certaines personnes prévues par les art. 1384 et suiv. C. civ., c'est-à-dire que dans ces hypothèses la victime est dispensée de faire la preuve de la faute, tel est le cas notamment pour le propriétaire d'un animal en ce qui concerne le dommage causé aux tiers par ledit animal: on dit en ces différents cas qu'il y a présomption de faute. Mais hors de ces cas exceptionnels, on rentre dans le droit commun.

L'hypothèse soumise au tribunal de commerce ne rentrait point, à notre sens, dans ces cas exceptionnels, et, par suite, le demandeur ne devait triompher, ainsi que le défendeur le soutenait, qu'autant qu'il aurait été fait preuve d'une faute à la charge de celui-ci. Il a pourtant été jugé qu'on est responsable, en vertu de l'art. 1384 C. civ., non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait ou celui des personnes dont on répond, mais encore des choses que l'on a sous sa garde, et que la présomption légale de responsabilité édictée par ledit article ne disparaît qu'en cas de force majeure : Dijon 26 décembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.157).

311

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

22 octobre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — INSTANCE. — JUGEMENT. — JUGE-RAPPORTEUR. — CONCOURS NÉCESSAIRE. — ABSENCE. — NULLITÉ.

Un jugement rendu, en matière de contributions indirectes, sans le concours du juge, qui a fait à l'audience le rapport sur l'affaire, est entaché de nullité.

Contributions indirectes c. Lefebvre.

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Vu l'art. 35 du décret du 30 mars 1808;

Attendu que le jugement attaqué constate que le rapport exigé par la loi dans les contestations engagées sur la perception des contributions indirectes, a été fait à l'audience par M. Mullier, juge, et que le jugement a été rendu par MM. Eugène (Paul), président, Labbé et Regert, juges; d'où il suit que le rapporteur n'a pas concouru par son vote à la décision, ce qui entraine la nullité du jugement, aux termes de l'article de loi susvisé;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen du pourvoi,

Casse le jugement du Tribunal civil de Lille du 16 mai 1895 et renvoie devant le Tribunal civil d'Hazebrouck...

MM. Faye rapp.; Sarrut av. gén. — Mes Aubert av.

Note. — Jurisprudence constante conf. V. notamment Cass. 14 avril 1891 (Gaz. Pal. 91.1.588) et les renvois.

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

13 juillet 1900.

Présidence de M. Lœw.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — JOURNAL HEBDOMADAIRE. — DROIT DE RÉPONSE. — INSERTION. — DÉLAI.

Le délai de trois jours, accordé par l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 au gérant d'un journal pour insérer, à partir de leur réception, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans ce journal, ne saurait s'appliquer quand il s'agit d'une feuille paraissant à intervalles éloignés (d'un journal hebdomadaire, dans l'espèce), et dont le plus prochain numéro a paru le lendemain même de la sommation d'insérer. L'insertion, dans ce cas, doit, en principe, être faite dans ce numéro.

Mais il peut cependant être fait exception à ce principe, s'il est établi, pour le juge du fait, qu'il y a eu, pour le journaliste, impossibilité de satisfaire, dans ce bref délai, à la réquisition d'insertion reçue.

C'est ainsi qu'en ce cas un tribunal a pu à bon droit considérer comme non tardive une insertion de réponse, bien que non faite dans le numéro du journal paru le lendemain de la sommation d'insérer, mais seulement dans le numéro suivant paru huit jours après, lorsque, pour en décider ainsi et après avoir rappelé que, dans le premier de ces numéros, le journaliste avait déjà fait connaître qu'il ne lui était pas possible, faute de temps, d'insérer la réponse reçue, ledit tribunal constate, en outre, en fait, que la feuille hebdomadaire incriminée, dont le personnel et l'outillage devaient être fort restreints, n'était en effet pas en mesure, au dernier moment, de modifier sa composition pour insérer une lettre relativement longue.

Roche c. Lutwiller.

La Cour,

Sur le moyen soulevé d'office, pris de la violation de l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881, en ce que l'arrêt attaqué avait déclaré que Roche, gérant du *Nouvelliste de Murat*, feuille hebdomadaire, avait pu à bon droit ne pas insérer dans le plus prochain numéro de cette feuille, paru le lendemain de la sommation d'insérer, la réponse de Lutwiller à un article qui l'avait désigné;

Attendu qu'aux termes de l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881, le gérant d'un journal est tenu d'insérer, dans les trois jours de leur réception ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en est pas publié avant les trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans ce journal;

Attendu, en droit, que le délai de trois jours ne saurait s'appliquer quand il s'agit d'une feuille paraissant à intervalles éloignés et dont le plus prochain numéro a paru le lendemain même de la sommation d'insérer; que l'insertion, dans ce cas, doit être faite dans ce numéro; que cette interprétation est conforme au vœu du législateur, désireux d'assurer à toute personne nommée ou désignée par un journal un droit sérieux droit qui ne peut être utilement exercé qu'à la condition que la défense soit aussi rapprochée que possible de l'attaque; qu'il n'en serait pas ainsi si un journal paraissant à des intervalles plus ou moins longs pouvait ne pas insérer une réponse dans son numéro publié avant l'expiration des trois jours, l'ajournant ainsi à une époque relativement éloignée;

Attendu qu'il convient, ce principe posé, de reconnaître qu'il y peut être fait exception s'il est établi, pour le juge du fait, qu'il y a eu, pour le journaliste, impossibilité de satisfaire, dans ce bref délai, à la réquisition d'insertion reçue;

Attendu, en fait, qu'il est constant que Lutwiller a sommé, le 3 novembre 1899, à quatre heures du soir, Roche, gérant du *Nouvelliste de Murat*, d'avoir à insérer sa réponse à un article de cette feuille qui l'avait visé; que le numéro du *Nouvelliste de Murat*, du 4 novembre, parut sans que ladite réponse y fût insérée, mais avec un entrefilet portant que, ce journal étant tiré à l'heure où la sommation lui était parvenue, l'insertion, impossible pour ce motif, ce jour-là, aurait lieu dans le prochain numéro, ce qui advint le 11 novembre;

Attendu que cette insertion, jugée par Lutwiller incomplète et non conforme aux prescriptions de l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881, motiva de sa part, le 10 février suivant, une assignation à Roche; que ce dernier a prétendu qu'à cette date l'action de

Lutwiller était prescrite, partant la citation nulle, le défaut d'insertion de la réponse dans le numéro du 4 novembre, paru le lendemain de la sommation, constituant le délit et, par suite, le point de départ du délai de trois mois, passé lequel la prescription était acquise ;

Attendu que dans le numéro du 4 novembre, Roche a fait connaître qu'il ne lui était pas possible, faute de temps, d'insérer ce jour-là la réponse de Lutwiller, et que, d'un autre côté, l'arrêt attaqué constate en fait que le *Nouvelliste de Mural*, feuille hebdomadaire, dont le personnel et l'outillage doivent être fort restreints, n'était pas en mesure, au dernier moment, de modifier sa composition pour insérer une lettre « relativement longue » ; que, dès lors, l'insertion ne devenait légalement obligatoire que dans le numéro du 11 novembre; que, dans ces conditions, l'arrêt attaqué, en déclarant régulière et valable la citation du 10 février et, par suite, l'action de Lutwiller non prescrite, n'a pas méconnu l'art. 13 de la loi susvisée;

Rejette le pourvoi formé par le sleur Roche contre l'arrêt de la Cour de Riom (ch. corr.) en date du 30 mai 1900.

MM. Accarias rapp.; Duboin av. gén.

Note. — V. conf. Faivre et Benoît-Levy, Code manuel de la presse, p. 68: Dutruc, Explication prat. de la loi du 29 juillet 1881, nˢ 79; Barbier, Code expliqué de la Presse, nº 152. D'ailleurs la jurisprudence s'était prononcée plusieurs fois dans le même sens sous l'empire de la législation antérieure à 1881, par application de l'art. 11 de la loi du 25 mars 1822 : Cass. 4 février 1847 (S. 47.1.686 — J. du P. 47.2.57 — D. 47.1.56); 9 août 1872 (S. 73.1.181); 9 août 1878 (D. 81.4.78, note 2). Or l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 n'ayant fait que reproduire les termes de l'art. 11 précité de la loi de 1822, es décisions de jurisprudence rendues sous l'empire de l'ancienne loi ont conservé toute leur autorité sous l'empi e de la nouvelle.

COUR D'APPEL DE PARIS (1re Ch.)

2 août 1900.

Présidence de M. Lefebvre de Viefville.

CONCURRENCE NON DÉLOYALE. — CHAMBRE SYNDICALE DES HOTELS MEUBLÉS. — COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER. — HÔTEL A VOYAGEURS. — AUTORISATION DES POUVOIRS PUBLICS.

1º *Les tribunaux n'ont pas qualité pour interdire l'édification d'une construction autorisée par l'Etat, et de ce chef, infirmer une décision prise par les pouvoirs publics, notamment lorsque, pour la construction d'une gare, une commission spéciale nommée par le ministre des travaux publics a fixé son choix sur un projet de gare comportant un hôtel à voyageurs et que ce choix a été ratifié par le ministre compétent.*

2º *Ne constitue pas un acte de concurrence déloyale le fait par une compagnie de chemins de fer, d'édifier un hôtel Terminus, alors que la création de cet hôtel non exploité directement par la compagnie, a pour but et doit avoir pour effet une amélioration dans les conditions générales des transports, par suite des facilités qu'elle offre aux voyageurs, auxquels s'impose, en cours de route, ou au point d'arrivée et de départ, la nécessité d'un arrêt qui ne doit pas être un séjour.*

Syndicat des hôtels meublés c. Compagnie d'Orléans.

A la nouvelle que la Compagnie d'Orléans se proposait d'édifier un hôtel Terminus sur l'emplacement de la nouvelle gare du quai d'Orsay, à Paris, la chambre syndicale des hôtels meublés de la Seine s'émut de la concurrence qu'allait faire à ses membres la Compagnie d'Orléans. Aussi actionna-t-elle ladite compagnie devant le Tribunal de commerce de la Seine, qui repoussa ses prétentions par un jugement en date du 20 mars 1899, ainsi conçu :

« Attendu que la Chambre syndicale des grands hôtels et maisons meublées de Paris prétend et fait plaider que ce serait sans droit que la Compagnie d'Orléans procède à l'édification d'un hôtel à voyageurs, sur l'emplacement des terrains de la Cour des Comptes et de la caserne du quai d'Orsay, qui devraient être exclusivement consacrés à l'installation de sa nouvelle gare sur ledit emplacement; qu'en effet ladite compagnie, régie par les statuts qui lui ont concédé l'exploitation de certaines lignes de chemins de fer, ne peut exercer une industrie autre que celle qui a fait l'objet de sa concession; qu'on ne saurait admettre qu'une compagnie, qui jouit d'un monopole qu'elle tient de l'Etat, pût profiter de cette situation privilégiée pour créer une concurrence directe ou indirecte à une industrie quelconque; que cette faculté de commerce et d'industrie, en faveur des compagnies de chemins de fer, serait contraire aux considérations qui leur ont fait accorder le monopole dont elles jouissent, puisque l'Etat avait seulement en vue de faciliter et développer les moyens de transport dans un intérêt public et général et non de créer des concurrences nuisibles aux industries constituant la fortune nationale, qu'il a pour mission de protéger et de défendre; que c'est ainsi que les statuts imposés aux compagnies de chemins de fer ont établi, à l'égard de tous, une égalité de traitement dans

l'application des tarifs; que ces principes généraux ont été consacrés par les auteurs et la jurisprudence; qu'on ne saurait tirer argument des décisions judiciaires rendues relativement à l'hôtel Terminus de la gare Saint-Charles, à Marseille, alors que les trois juridictions, qui avaient eu à se prononcer sur le différend survenu entre les hôteliers de Marseille et la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée avaient considéré la création dudit hôtel comme une nécessité de l'exploitation et une amélioration du service, en raison de l'éloignement de la gare et de la facilité donnée ainsi aux voyageurs, de s'arrêter en cours de route sans être astreints à un déplacement fatigant; que ces considérations de fait, qui auraient motivé ces décisions judiciaires, ne se rencontreraient pas en l'espèce, alors que la nouvelle gare du quai d'Orsay serait en fin de parcours et au centre de Paris; qu'on ne saurait, non plus, se prévaloir de l'existence de l'hôtel Terminus de la gare Saint-Lazare, tous droits ayant été réservés sur ce point, en vertu d'une protestation par acte extrajudiciaire signifiée par les intéressés; que la création des hôtels dans les gares, à l'exemple de ceux existant à l'étranger, ne saurait non plus être invoquée, l'exploitation des lignes de chemins de fer à l'étranger étant libre et les compagnies ne jouissant d'aucun monopole; que la Compagnie d'Orléans, société anonyme constituée avant la loi du 24 juillet 1867 et n'ayant pas usé du bénéfice de l'art. 46 de ladite loi lui permettant de se transformer, se trouve toujours sous l'empire des dispositions de l'art. 37 C. com.; qu'aux termes dudit article, sa formation en société anonyme et ses statuts ayant dû être approuvés par l'Etat, elle ne pouvait les modifier sans son assentiment; que le Parlement n'avait été saisi que d'un projet de loi concernant l'aliénation des terrains domaniaux de la Cour des Comptes et de la caserne du quai d'Orsay, pour l'établissement de la nouvelle gare de la Compagnie d'Orléans sur ledit emplacement; que la construction de l'hôtel, ayant donné naissance au présent litige, aurait été entièrement réservée; qu'on ne saurait donc voir, dans le vote de cette loi, une autorisation, même tacite, de l'établissement d'un hôtel; que ce serait donc contrairement à ses statuts, et sans l'autorisation préalable qui lui eût été nécessaire, que la Compagnie d'Orléans aurait décidé la construction d'un hôtel sur l'emplacement des terrains aliénés avec affectation spéciale; qu'en admettant l'existence de l'autorisation administrative pour la construction dudit hôtel, elle ne saurait être considérée que comme réglant les rapports financiers de l'Etat avec la Compagnie d'Orléans, relativement à la garantie d'intérêts, sans pouvoir préjudicier en rien aux droits des tiers; que l'industrie que le syndicat représente, imposée pour des sommes considérables, concourt à la garantie d'intérêt de l'Etat vis-à-vis des compagnies de chemins de fer; qu'à ce titre, cette industrie ne saurait être l'objet d'une concurrence de la part desdites compagnies, laquelle serait désastreuse en raison des privilèges dont ces dernières jouissent, et notamment de la sécurité du loyer de l'argent de leur capital; que l'importance de l'hôtel en construction suffirait pour permettre d'apprécier l'étendue de la concurrence et du préjudice qu'aura à supporter l'industrie, dont la chambre syndicale a charge de défendre les intérêts; qu'ainsi, la Compagnie d'Orléans, en construisant sur l'emplacement de la gare projetée un hôtel pour l'exploiter ou le faire exploiter, sans que cette construction puisse être considérée comme étant nécessitée pour les besoins ou l'amélioration de son service d'entreprise des lignes concédées, agirait en violation de ses statuts et créerait, à l'industrie des hôteliers, une concurrence déloyale ou tout au moins illégale; qu'il conviendrait de la déclarer telle, en faisant défense à la Compagnie d'Orléans de construire l'hôtel dont s'agit, et ce, en donnant acte à la demanderesse de ses plus expresses réserves de réclamer ultérieurement tous dommages-intérêts;

« Mais attendu que la demande dont le tribunal est saisi tend à voir dire que la compagnie se rend coupable de concurrence déloyale, et à lui faire défense de construire un hôtel à voyageurs sur l'emplacement des terrains destinés au prolongement de sa ligne;

« Attendu que si les compagnies ne peuvent se livrer aux opérations commerciales et à l'exercice d'industries, que la nature de leur concession leur interdit et qui ne sauraient être considérées comme un accessoire de leur exploitation destiné à améliorer le service des transports de marchandises ou voyageurs, faisant l'objet de leur concession, il convient d'observer tout d'abord que la Compagnie d'Orléans n'a pu se rendre coupable d'actes effectifs et caractérisés de concurrence déloyale, en raison de l'exploitation directe ou indirecte d'un hôtel qui n'existe pas actuellement et qui reste à construire; qu'il résulte des documents versés au débat que les projets présentés par la Compagnie d'Orléans pour la création d'une gare quai d'Orsay ont été soumis à une commission spéciale, nommée par le ministre des Travaux publics; que cette commission, qui avait reçu mandat d'indiquer le

projet qu'elle croirait devoir être adopté, a fixé son choix sur le projet de gare comportant un hôtel à voyageurs ; que ce choix a été ratifié par le ministre des Travaux publics, qui l'a notifié à la Compagnie d'Orléans, avec certaines modifications de détail dans les dispositions architecturales, pour donner satisfaction au vœu exprimé par ladite commission ; que la dépense de la gare avec hôtel a été comprise dans les frais d'établissement de prolongement de la ligne, sur lesquels joue la garantie d'intérêts de l'Etat; qu'on ne saurait donc contester l'autorisation des pouvoirs publics pour la construction d'un hôtel sur l'emplacement de la gare à édifier par la Compagnie d'Orléans ;

« Attendu que ce tribunal n'a pas qualité pour interdire l'édification d'une construction autorisée par l'Etat et, de ce chef, infirmer une décision prise par les pouvoirs publics; qu'on ne saurait au surplus admettre, d'une façon générale, que les voyageurs arrivant à Paris soient à fin de parcours, puisqu'ils peuvent avoir à emprunter le réseau d'autres compagnies pour se rendre à leur destination définitive; que lesdits voyageurs sont même dans bien des cas munis de billets pour la totalité de leur trajet sur les réseaux de différentes compagnies; que les voies des diverses compagnies sont toutes en communication par la ligne du chemin de fer de ceinture; qu'ainsi, les mêmes considérations de repos en cours de route pour les voyageurs, qui ont été utilement invoquées dans d'autres procès pour la construction d'hôtels par les compagnies, trouveraient place dans le présent débat; qu'en fait, ce sont ces facilités offertes aux voyageurs, c'est-à-dire au public en général et qui constituent une amélioration dans le service du transport des voyageurs, qui créent une concurrence nécessaire dans l'intérêt du plus grand nombre et non le monopole dont jouissent les compagnies de chemins de fer; qu'on ne saurait interdire aux compagnies qui font des acquisitions d'emplacements dans Paris, en vue des besoins toujours croissants de leur exploitation, de tirer parti dans les meilleures conditions possibles, en tant que propriétaires, desdits emplacements qui n'ont pu trouver une utilisation immédiate; que, ce faisant, elles ne font que gérer leur patrimoine; qu'elles ne sauraient être recherchées de ce chef; qu'il convient d'observer que la Compagnie de l'Ouest a donné à bail son hôtel de la gare Saint-Lazare, ainsi que la Compagnie d'Orléans l'hôtel projeté à la gare du quai d'Orsay, qui fait l'objet du présent litige; qu'il n'y a donc pas là d'exploitation directe avec risques personnels; que d'ailleurs, la considération de garantie d'intérêts ne saurait être utilement alléguée; qu'il ressort, en effet, des débats parlementaires, lorsque la question fut posée devant les chambres, que la création des hôtels dont s'agit fut considérée comme de nature à diminuer dans l'avenir le jeu de ladite garantie, et que c'est même pour ce motif que l'Etat a exigé que les dépenses des hôtels en question fussent comprises dans les frais d'établissement des lignes concédées; qu'ainsi, il convient à tous égards de rejeter la demande de la Chambre syndicale des grands hôtels et maisons meublées de Paris à toutes fins qu'elle comporte, en lui donnant acte de ses réserves;

« Par ces motifs,

« Donne acte à la Chambre syndicale des grands hôtels et maisons meublées de Paris de ses plus expresses réserves de demander ultérieurement tous dommages-intérêts;

« La déclare mal fondée en sa demande à toutes fins qu'elle comporte, l'en déboute, et la condamne aux dépens ».

La Chambre syndicale des grands hôtels interjeta appel. La Cour de Paris (1re Ch.) confirma le jugement, après avoir entendu Mes Ferré (pour l'appelant) et Rousset (pour la Compagnie d'Orléans) par un arrêt du 2 août 1900 que nous donnons ci-après :

La Cour,

Considérant qu'il est de principe que les compagnies qui jouissent d'un monopole ne peuvent exercer d'autre industrie que celle pour laquelle elles ont été créées; qu'il importe peu, au regard des tiers, dont les droits privés sont placés sous la sauvegarde des tribunaux de droit commun, que des autorisations administratives aient été accordées implicitement ou explicitement, régulièrement ou irrégulièrement; qu'il y a lieu seulement de rechercher, en fait, si certaines opérations commerciales peuvent être, en certains cas, l'accessoire licite de l'exploitation principale et si l'établissement par la Compagnie d'Orléans dans la gare du quai d'Orsay d'un hôtel Terminus peut, ou non, rentrer dans cette catégorie;

Considérant qu'il résulte des plans, documents et explications présentés à la cour, que la création de cet hôtel, non exploité directement par la compagnie, a pour but et doit avoir pour effet une amélioration dans les conditions générales des transports, par suite des facilités qu'elle offre aux voyageurs auxquels, soit en cours de route, soit aux points de départ et d'arrivée, s'impose, par des causes diverses, la nécessité d'un arrêt qui ne doit point être un séjour; que cette amélioration, dont le public est appelé à profiter dans les mêmes conditions que la

création plus ancienne et non critiquée, de buffets, restaurants, librairies, etc., installés dans l'intérieur des gares et stations, n'apparaît point, dans les circonstances spéciales où elle intervient, comme un abus de son monopole commis par la compagnie dans son intérêt exclusif; qu'elle ne constitue point, au regard de l'industrie privée, un acte de concurrence déloyale pouvant servir de base à une action en justice;

Par ces motifs, et adoptant en tant qu'ils n'ont rien de contraire au présent arrêt, ceux des premiers juges;

Met l'appellaiion à néant, ordonne que ce dont est appel sortira effet;

Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens de l'appel.

M. JACOMY av. gén. — Mᵉˢ FERRÉ et ROUSSET av.

Note. — I. — Sur le premier point : Les tribunaux civils sont, sans difficultés possibles, incompétents pour connaître d'une décision administrative, en l'espèce, une décision ministérielle, et en apprécier les conséquences, et cela en vertu du principe de la séparation des pouvoirs.

II. — Sur le deuxième point : La question avait déjà été jugée en ce sens par la Cour d'Aix, la Cour de cassation et le Tribunal de Bordeaux. Il a déjà été décidé qu'une compagnie de chemins de fer pouvait, avec l'autorisation de l'administration, construire et exploiter dans une de ses gares un hôtel destiné à recevoir les voyageurs, si d'ailleurs elle n'a pris aucun engagement à cet égard. V. Aix 15 février 1882 (S. 82.2.169); Cass. 19 décembre 1882 (S. 84.1.433); Tribunal de commerce de Bordeaux 12 janvier 1898 (D. 99.2.44).

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE
(10ᵉ Ch.)

28 septembre 1900.

Présidence de M. Duchauffour.

VOL. — ÉLÈVE EN PHARMACIE. — APPROPRIATION DES PRODUITS. — USAGE ADMIS. — ART. 379 ET 401 C. PÉN. (APPLICABILITÉ DES).

Le fait par un employé, dans l'espèce un élève en pharmacie, de s'approprier, pour son usage personnel, les produits du commerce de son patron dont il a besoin, constitue le délit de soustraction frauduleuse prévu par les art. 379 et 401 C. pén.

Encore bien, d'ailleurs, que cet employé allègue l'usage admis dans les pharmacies de s'approprier lesdits produits sans l'autorisation du patron.

Min. pub. et Lacroix c. F...

LE TRIBUNAL,

Après en avoir délibéré conformément à la loi, reçoit Lacroix partie civile intervenant dans la poursuite exercée à la requête du ministère public contre F.., prévenu de vol, joint cette intervention;

Et statuant,

Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats et des aveux du prévenu la preuve que dans le courant de cette année, il s'est approprié à plusieurs reprises des produits de la pharmacie dans laquelle il était employé; qu'il s'est notamment approprié 13 bouteilles d'eau d'Evian, de l'élixir dentifrice, de l'élixir de pepsine, du savon, de l'eau de Cologne, etc.;

Attendu que vainement il allègue que, d'après l'usage admis dans les pharmacies, les employés peuvent prendre pour leur usage personnel les produits dont ils ont besoin; que cette prétention ne peut être admise et que si un pareil abus existe, il doit être réprimé; que les employés ne doivent rien s'approprier sans en demander l'autorisation à leur patron; qu'il importe en conséquence de déclarer F... coupable de soustraction frauduleuse, délit prévu et puni par les art. 379 et 401 C. pén.;

Faisant application de l'art. 401 précité et vu l'art. 463 C. pén. modérant la peine en raison des circonstances atténuantes;

Condamne F... à 500 francs d'amende;

Statuant sur les conclusions à fins civiles, alloue 25 francs à titre de restitution.

Mᵉˢ Louis AZÉMA et LEFÈVRE av.

Note. — Solution non douteuse. L'usage allégué par le prévenu ne saurait, même si son existence est reconnue, autoriser les faits d'approiation poursuivis en l'espèce par le ministère public, s'il n'a pas été expressément admis par le patron. Il ne peut, en principe, y avoir de restriction apportée au droit de propriété, qu'en vertu de la volonté expresse du propriétaire. L'inexistence, en l'espèce, d'une volonté de ce genre avait pour résultat certain le caractère délictueux de l'appropriation relevée à l'encontre du prévenu.

TRIBUNAL DE SIMPL EPOLICE DE FOUGÈRES

27 septembre 1900.

Présidence de M. Martin.

IVRESSE. — IVRESSE MANIFESTE. — CORRIDOR D'UNE MAISON PARTICULIÈRE. — PUBLICITÉ INDÉPENDANTE DE LA VOLONTÉ DU PRÉVENU. — RELAXE.

Il résulte des termes et de l'esprit de l'art. 1ᵉʳ de la loi des 23 janvier-4 février 1873 que, pour qu'il y ait ivresse manifeste, il faut que l'individu ivre soit vu en cet état dans un lieu public, et qu'en outre, il se soit de lui-même offert aux regards

Par suite, ne tombe pas sous le coup de cette loi l'individu qui a été trouvé en état d'ivresse dans le corridor d'une maison particulière, et qui n'a été vu en cet état sur la voie publique

qu'à la suite d'une injonction des agents lui ordonnant de les suivre au poste.

Min. pub. c. Hyacinthe Mottais.

LE TRIBUNAL,

Attendu que le sieur Hyacinthe Mottais est traduit devant le Tribunal de simple police pour infraction à l'art. 1er de la loi du 23 janvier 1873 sur l'ivresse publique

Attendu, en droit, qu'il ressort nettement des travaux préparatoires de ladite loi que le but du législateur a été, non pas tant de punir un vice dégradant que de réprimer le scandale causé par l'individu qui exhibe son état d'ivresse dans un lieu public; que notamment, le rapport de M. Desjardins dit expressément que « l'ivresse ne sera punie que dans le cas où elle s'offrira d'elle-même à la punition »;

Attendu que, conformément à ces principes, la jurisprudence décide que l'état d'ivresse qui se produit dans les lieux privés ne tombe pas sous le coup de l'art. 1er de la loi du 23 janvier 1873 — Cass. 14 novembre 1874 (S. 75.1.47); Cass. 22 novembre 1879 (D. 1880.1.95); Cass. 17 mars 1893 (Gaz. Pal. 93.1.588); que du reste, le texte de l'art. 1er, auquel on ne saurait donner une extension qu'il ne comporte pas, ne frappe que ceux qui sont trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics;

Attendu que si les expressions « autres lieux publics » s'appliquent aux ruelles, impasses, quais et autres voies publiques non désignées spécialement ainsi qu'à tous édifices ou établissements tels que églises, temples ou synagogues, dans le temps où ils sont ouverts aux fidèles, aux écoles et cours publics bals et concerts publics, théâtres et spectacles, aux gares, bureaux et wagons de chemins de fer, voitures publiques, bateaux à vapeur, et généralement à tous les endroits dans lesquels le public est admis en commun, elles sont évidemment inapplicables au corridor d'une maison particulière; qu'en effet, le corridor d'une maison particulière est non un lieu public, mais bien un lieu privé, spécialement affecté à l'usage et au passage des habitants de ladite maison et que, par suite, l'individu que l'on y a surpris en état d'ivresse manifeste n'est pas passible des peines édictées par l'art. 1er de la loi du 23 janvier 1873;

Attendu qu'il importe peu que cet individu ait été violemment expulsé du corridor où il a été rencontré, puis entraîné sur la voie publique par les agents de police, la loi ne punissant que ceux qui sont trouvés en état d'ivresse sur la voie publique et non ceux qui y ont été amenés de force (Carré, Comp. jud. des juges de paix, t. II, n° 1135; Pabon, Traité théorique et pratique des trib. de simple police, n° 1310. p. 539 et 540);

Attendu qu'il a été à bon droit jugé que celui qui ne s'est pas exposé volontairement en état d'ivresse aux regards du publi- et n'a été vu dans la rue en cet état que par une circonstance indépendante de sa volonté, notamment par suite des injonctions d'un agent de police, ne peut pas être poursuivi pour ivresse manifeste dans un lieu public (Trib. corr. Saint-Etienne 18 avril 1893, La Loi 25 avril 1893 — Mon. des j. de paix 1893, p. 313);

Attendu, en fait, que si le 3 septembre courant, Mottais a été surpris en état d'ivresse dans le corridor d'une maison particulière appartenant au sieur Dauguet, sise à Fougères boulevard de la Gare, 40, et a été expulsé dudit corridor fermant sur la voie publique, puis entraîné sur le trottoir par les agents de police, il n'a été vu en cet état dans la rue que par une circonstance indépendante de sa volonté;

Attendu que le procès verbal dressé contre Mottais ne constate point qu'antérieurement à l'expulsion dont il a été l'objet, l'inculpé ait, le 3 septembre 1900, été rencontré en état d'ivresse sur la voie publique ou dans un lieu public; qu'il s'ensuit que le prévenu n'ayant pas été trouvé sur la voie publique et ne s'étant point exposé volontairement en état d'ivresse aux regards du public ne peut être condamné pour infraction à l'art. 1er de la loi du 23 janvier 1873,

Par ces motifs,

Statuant contradictoirement et en dernier ressort :

Vu l'art. 159 C. inst. crim.;

Dit qu'il n'y a contravention, et renvoie le prévenu des fins de la poursuite sans amende ni dépens.

Note. — La solution adoptée ne paraît pas contestable.

On ne peut, en effet, considérer comme public un endroit dont l'accès n'est ouvert qu'à certaines personnes à l'exclusion de toutes autres, et tel est bien le cas d'un corridor d'une maison particulière. Jugé dans le même sens que n'est pas publique une cour qui, bien qu'ayant accès sans fermeture sur la voie publique, n'est accessible qu'à certaines personnes : Trib. paix Cérissay 18 mai 1885 (Gaz. Pal. T. Q. 82-87, v° Ivresse, n° 5). Jugé encore qu'on ne saurait considérer une maison de tolérance comme un lieu public aux termes de la loi de 1873 sur l'ivresse. Trib. corr. Saint-Omer 21 mai 1884 (Gaz. Pal. 84.2. supp. 74) et Cons. rév. Paris 25 février 1886 (Gaz. Pal. T. Q. 82-87, v° Ivresse, n° 6). Jugé de même relativement au cabinet d'un juge d'instruction : Cass. 14 novembre 1874 (D. 75.1.191).

Sur la condition d'exhibition spontanée de l'individu ivre aux regards du public. V. les références indiquées dans le jugement recueilli. *Adde* Dalloz, Supp., v° Ivresse, n° 16.

312

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

17 octobre 1900.

Présidence de M. Tanon.

NULLITÉ. — PRESCRIPTION. — DOL. — FRAUDE. CONNAISSANCE. — PREUVE. — ENQUÊTE.

Une cour d'appel, saisie d'une demande en nullité pour défaut de consentement résultant du

dol et de la violence, à laquelle le défendeur oppose une fin de non-recevoir tirée de l'expiration du délai de dix ans prévu par l'art. 1304 C. civ., peut réserver à statuer sur cette fin de non-recevoir en même temps que sur le fond, en autorisant, quant à présent, le demandeur à prouver, indépendamment des faits de nature à justifier l'influence exercée sur sa volonté, qu'il ne s'est rendu compte que tout récemment du dol et de la fraude dont il a été victime.

Henri Reynès c. Auguste Reynès.

LA COUR,

Sur les deux moyens réunis pris de la violation des art. 1304 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que saisie, d'une part, par Auguste Reynès d'une demande en nullité, pour défaut de consentement, résultant du dol et de la violence d'actes qu'il avait passés avec son frère en 1877 et 1881, d'autre part par Henri Reynès d'une fin de non-recevoir tirée de l'expiration du délai de dix ans prévu par l'art. 1304, la Cour de Montpellier a pu réserver à statuer sur l'exception en même temps que sur le fond et autoriser Auguste Reynès à prouver, indépendamment des faits de nature à justifier l'influence exercée sur sa volonté, qu'il ne s'était rendu compte que tout récemment de la violence, du dol et de la fraude dont il avait été victime ;

Attendu que l'arrêt attaqué étant interlocutoire, la Cour pouvait se dispenser de répondre par un motif spécial au moyen de prescription, et qu'en s'écartant sur ce dernier point comme sur le fond de l'opinion exprimée par les premiers juges, elle n'a ni violé l'art. 1304, ni enfreint les prescriptions de la loi de 1810 ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé par Henri Reynès contre l'arrêt de la Cour de Montpellier du 19 juin 1899.

MM. LETELLIER rapp. ; MÉRILLON av. gén. — Me Maurice BONNET av.

Note. — L'on soutenait, dans l'espèce, comme le dit d'ailleurs expressément un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 15 mars 1849 (S. 49.1.347 — J. du P. 50.2.67 — D. 49.1.230) que l'un des motifs du législateur, en établissant la prescription décennale de l'art. 1304 C. civ., a précisément été « d'empêcher des débats inutiles, dans le cas où la connaissance, depuis plus de dix ans, des faits allégués rendrait toute preuve inopérante » ; d'où nécessité, concluait-on, de statuer avant tout sur l'exception de prescription opposée, puisque en dépendait la recevabilité de la preuve offerte des faits de dol et de fraude articulés. Cependant la Chambre des requêtes, on le voit, a cru pouvoir néanmoins rejeter le pourvoi formé contre l'arrêt qui, sans vider quant à présent la question de prescription, avait ordonné une enquête portant sur un ensemble de faits, tendant à la fois à établir l'existence du dol et de la fraude, et à faire remonter à moins de dix ans la connaissance que celui qui en avait été victime en aurait obtenue.

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

8 août 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.

1° CONTRAT JUDICIAIRE. — PREUVE. — DONNÉ ACTE.

2° NOVATION. — CANAL D'ARROSAGE. — TAXES DES ARROSANTS. — TARIF. — PAIEMENT ISOLÉ.

3° EAUX. — JOURNAUX. — CONVENTION DES PARTIES. — MODIFICATION ARBITRAIRE. — COMPÉTENCE.

1° *La preuve d'un contrat judiciaire ne peut résulter que de la constatation faite par le juge du consentement donné devant lui par les parties.*

2° *La novation ne se présumant pas et la volonté de l'opérer devant résulter clairement de l'acte, la preuve d'une prétendue novation dans l'objet de l'obligation d'un arrosant d'un canal envers la société du canal pour le paiement des taxes d'arrosage, et consistant dans la substitution d'un tarif nouveau de ces taxes au tarif antérieurement en vigueur établi par une transaction ayant force de chose jugée entre tous les arrosants et ladite société, ne peut résulter d'un paiement isolé fait sur les bases du nouveau tarif par cet arrosant.*

3° *L'art. 645 C. civ., qui n'accorde aux juges la faculté de régler le mode de jouissance des eaux courantes en cas de contestation entre les riverains et seulement en l'absence de règlement ou de titre, ne les autorise point à modifier arbitrairement, sous prétexte d'équité, les conventions librement et légalement formées entre les arrosants d'un canal pour l'établissement entre eux d'un tarif des taxes d'arrosage.*

Bertin c. Société nouvelle du Canal de Craponne.

En 1889, la Société du canal d'irrigation de Craponne avait assigné devant le Tribunal civil d'Aix le sieur Bertin, l'un des arrosants, aux fins de paiement de 1,367 fr. 10, montant de taxes d'arrosage à elle dues par ledit sieur depuis 1886, à raison, disait-elle, de 455 fr. 70 par an. Le sieur Bertin, sans méconnaître avoir reçu la quantité d'eau dont le paiement lui était réclamé, soutient qu'il ne pouvait être tenu au paiement d'une somme aussi forte que celle qui lui était réclamée, parce que les arrosages qu'il avait pratiqués s'appliquaient, pour la majeure partie, à des vergers d'oliviers.

Cependant, la demande de la société avait été accueillie par un jugement en date du 13 mai 1889, confirmé sur appel par la Cour d'Aix par adoption de motifs, le 27 novembre 1889. Pour repousser l'application réclamée par le sieur Bertin d'un tarif des redevances établi par une transaction de germinal an X, et lui substituer celle d'un tarif plus élevé, le Tribunal et la Cour d'Aix s'étaient appuyés sur ce que depuis un jugement du Tribunal civil de Tarascon et un arrêt rendus en 1884 entre l'association des arrosants de la Crau d'Arles, dont ledit sieur Bertin faisait partie, et la société demanderesse, celle-ci s'était mise d'accord avec les arrosants pour l'adoption de ce nouveau tarif. Mais, sur pourvoi du sieur Bertin, l'arrêt de la Cour d'Aix du 27 novembre 1889 ayant été cassé le 19 juillet 1892, motif pris de ce que ledit arrêt « ne faisait pas connaître sur quels éléments de preuve il se basait pour affirmer l'existence de l'accord sur le nouveau tarif et de ce qu'ainsi la Cour de cassation ne pouvait exercer son droit de contrôle et vérifier si, dans l'espèce, la règle suivant laquelle il n'est pas permis de prouver autrement que par écrit contre et outre le contenu aux actes n'avait pas été méconnue », la Cour d'appel de Nîmes, devant laquelle la cause et les parties avaient été renvoyées, avait, à la date du 15 juillet 1895, rendu l'arrêt suivant :

« Attendu que la somme de 1,367 fr. 10, réclamée à Bertin par la Société du canal d'irrigation de Craponne, est la représentation non contestée du prix d'arrosage de la quantité de 35 hectares de terrain pour laquelle il a été cotisé ; que Bertin a reconnu avoir reçu cette quantité d'eau en 1886, 1887 et 1888 ; qu'il en a joui et qu'il a même payé le montant de l'année 1885. ainsi que cela résulte du registre à souche des quittances de la compagnie ; qu'il est, d'ores et déjà à dire, à raison de cete exécution, qu'une véritable novation est, de ce chef, intervenue entre les parties, par suite de laquelle Bertin s'est rendu irrecevable à contester la demande de la Compagnie de Craponne ;

« Attendu que. néanmoins, Bertin prétend que c'est mal à propos que le montant de la demande de cette dernière a été calculé à raison de 13 fr. 05 l'hectare, sans distinguer la nature du terrain avisé, alors que cependant, aux termes de la transaction de germinal an X, le prix serait de 13 fr. 05 pour les prairies, et de 6 fr. 18 par hectare pour les vergers ; qu'il ajoute qu'aucun acte, aucune convention ultérieure n'étant, depuis cette date, intervenus entre les parties, sa cotisation aurait dû être réduite à une somme bien moindre, les arrosages par lui pratiqués s'étant appliqués pour la majeure partie à des vergers d'oliviers ;

« Attendu que les premiers juges ont fait justice de cette prétention ; qu'ils ont rappelé que par jugement du Tribunal civil de Tarascon en date du 20 mars 1884, confirmé en appel et ayant acquis l'autorité de la chose jugée, rendu entre l'association des arrosants de la Crau d'Arles dont Bertin fait partie et la Société du canal de Craponne, il a été jugé souverainement que l'oblition imposée aux frères Ravel de bailler l'eau à suffisance emportait, pour chaque arrosant, le droit de prendre au canal de Craponne un volume d'eau de 1 litre 20 centilitres par hectare et par seconde ;

« Attendu qu'en établissant le quantum de ce volume, il n'a point été distingué par les juges de 1884, comme on l'avait fait dans l'acte de germinal an X, entre les différentes catégories de terrains arrosés et qu'il devait en être ainsi, étant donné que les tarifs fixés entre les parties d'après l'acte du 3 mai 1881 ne prévoyaient qu'un arrosage intermittent à eau libre, variable suivant les cultures, tandis qu'en exécution de l'arrêt de 1884 la société livrait une quantité d'eau continue et limitée ; que c'est ainsi que le chiffre de 13 fr. 02 l'hectare, prix de l'hectare des prairies, avait été pris par les juges comme représentant l'arrosage dominant ; qu'il était, par suite, équitable d'en faire la redevance unique des arrosants ; qu'ainsi, au surplus, l'avaient compris le syndicat des arrosants et même l'universalité des propriétaires, et que c'est au point que les juges de 1884, témoins de l'unanime adhésion de ceux-ci à la nouvelle réglementation de la Compagnie de Craponne et des déclarations conformes de leurs représentants à la barre et estimant qu'un véritable contrat judiciaire était ainsi intervenu devant eux entre parties, n'hésitaient pas à déclarer, improprement sans doute, « que « la compagnie s'était mise d'accord avec les « arrosants pour fixer à 13 f. 05 la redevance « unique que devraient payer à l'avenir ces der- « niers ; »

« Attendu qu'il n'est pas douteux que cette déclaration, trop vaguement formulée à raison même de ce qu'elle n'indiquait pas sur quels éléments de preuve elle se basait pour affirmer l'existence de l'accord dont s'agissait, ne permettait pas à la Cour de cassation d'exercer son contrôle et de vérifier si, dans l'espèce, la règle suivant laquelle il n'est pas permis de prouver autrement que par écrit et outre le contenu aux

actes n'avait pas été méconnue et devait encourir sa censure;

« Attendu que les premiers juges l'ont si bien entendu comme il vient d'être dit, qu'après avoir constaté l'accord de la compagnie et des arrosants, sans toutefois avoir pris le soin de dire que cet accord avait eu lieu devant eux, ils expliquent « que la nouvelle réglementation ne porte « aucune atteinte aux droits des arrosants; car « si, disent-ils, d'une part la compagnie est tenue « de leur fournir autant de fois 1 litre 20 centi- « litres que chaque arrosant possède d'hectares, « il est, d'autre part, loisible à chacun d'eux de « demander une quantité moindre suivant la « façon dont il exploite ses cultures, de telle « sorte que, si un arrosant veut, par exemple, « irriguer un certain nombre d'hectares de ver- « gers d'oliviers, il ne s'inscrira que pour 50 cen- « tilitres ou 65 centilitres et il se trouvera qu'en « réalité il aura sa suffisance moyennant la « somme de 6 francs, à laquelle l'arrosage des « vergers a été soumis par la transaction de ger- « minal an X »;

« Attendu que les premiers juges en étaient venus à la solution par eux adoptée en se bornant à expliquer qu'elle était la conséquence acceptée par tous les intéressés, compagnie et arrosants, de la fixation par le jugement du Tribunal de Tarascon du 20 mars 1884, confirmé par la Cour d'Aix, de la suffisance d'eau au maximum de 1 litre 20 centilitres par hectare et par seconde;

« Attendu qu'ils avaient, au surplus, comme la cour l'a, elle aussi, toute compétence pour modifier directement et sans s'en référer aux décisions de 1884, sur la demande des parties, les tarifs anciennement en vigueur, ces tarifs étant, de leur nature, essentiellement susceptibles d'être modifiés par la justice, selon les temps, les besoins et les circonstances;

« Attendu que ce principe, déjà consacré par de nombreuses décisions antérieures entre les arrosants et le canal de Craponne, doit actuellement avoir entre les parties une nouvelle application, à raison de l'impérieuse nécessité qui commande d'unifier leur tarif d'arrosage, et de porter équitablement la redevance unique à 13 fr. 05 le prix de 1 litre 20 centilitres par hectare et par seconde;

« Par ces motifs,

« Confirme le jugement du Tribunal civil d'Aix du 13 mai 1889. »

Un nouveau pourvoi a alors été formé par le sieur Bertin contre cet arrêt.

Le moyen unique de cassation formulé était le suivant :

« Violation des art. 1134, 1165, 1271 et suiv., 1341, 1351 et de la chose jugée, 1987 et suiv. C. civ. et des règles du mandat, du décret du 4 prairial an XIII et de la loi du 14 floréal an XI, en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'appliquer les tarifs d'arrosage, établis par un arrêt de 1733 et une transaction de germinal an X, confirmés par un arrêt de la Cour d'Aix de 1876, sous prétexte : 1° qu'il se serait opéré entre M. Bertin et la compagnie de Craponne une véritable novation le rendant irrecevable à contester la demande de cette compagnie; 2° que le jugement du 20 mars 1884 et l'arrêt de la Cour d'Aix du 2 décembre de la même année auraient été le résultat d'accords intervenus entre cette société et les arrosants, accords dont l'arrêt ne fait connaître ni les formes, ni la teneur, ni la date, et qui, pour être valables et opposables à M. Bertin, eussent dû, non seulement être acceptés par lui ou par un mandataire en son nom, mais de plus (s'agissant d'une somme supérieure à 150 francs) être prouvés par écrit; 3° qu'enfin, la cour avait toute compétence pour modifier directement et sans s'en référer aux conventions de 1884, sur la demande des parties, les tarifs anciennement en vigueur, ces tarifs étant essentiellement susceptibles d'être modifiés par la justice, selon les temps, les besoins et les circonstances »;

La Chambre civile a accueilli ce pourvoi par l'arrêt ci-après :

LA COUR,

Sur les deux premières branches du moyen unique du pourvoi :

Vu l'art. 1341 C. civ.;

Attendu qu'il n'est pas permis de prouver, autrement que par écrit, contre et outre le contenu aux actes;

Attendu que l'arrêt attaqué reconnaît qu'une transaction du 22 germinal an X a fixé à 6 fr. 13 par hectare la redevance à payer à la Société du canal de Craponne pour l'arrosage des vergers riverains; qu'il a néanmoins refusé d'appliquer ce titre dont se prévalait Bertin et a condamné celui-ci à payer une somme de 13 fr. 02 par hectare pour l'arrosage de ses plants d'oliviers, en se fondant : 1° sur ce qu'au cours d'un procès jugé en 1884, il serait intervenu devant le Tribunal civil de Tarascon entre les parties ou leurs représentants un contrat judiciaire par lequel la redevance uniforme de 13 fr. 02 aurait été substituée pour tous les arrosants aux taxes précédemment établies par catégories de cultures; 2° sur ce que Bertin a payé ce prix en 1885, et qu'à raison de cette exécution, il y avait lieu de déclarer qu'il s'était opéré entre les parties une véritable nova-

tion par suite de laquelle Bertin se serait rendu irrecevable à contester la demande de la Compagnie de Craponne;

Mais attendu que la preuve d'un contrat judiciaire ne peut résulter que de la constatation faite par le juge du consentement donné devant lui par les parties;

Attendu que le jugement du Tribunal civil de Tarascon du 20 mars 1884 et l'arrêt confimatif du 2 décembre suivant, qui sont visés par l'arrêt et produits devant la cour, se bornent à statuer sur un litige relatif à la quantité d'eau à laquelle ont droit les arrosants, quantité qu'ils fixent par interprétation d'un acte de 1881, à 1 litre 10 centilitres par hectare et par seconde et qu'il n'y est point donné acte de l'accord qui, d'après l'arrêt attaqué, serait intervenu à la barre pour modifier les redevances; que les présomptions relevées par l'arrêt ne peuvent suppléer à cette preuve légale qui fait défaut;

Attendu que c'est également d'une présomption tirée d'un paiement isolé que la cour d'appel fait résulter la preuve d'une novation qui se serait opérée dans l'objet de l'obligation de Bertin envers la société, et ce, contrairement à la règle posée par l'art. 1273 C. civ., qui porte que la novation ne se présume pas et que la volonté de l'opérer doit résulter clairement de l'acte; d'où il suit qu'en refusant, par ces motifs, de faire produire effet à la transaction de germinal an X, et en condamnant Bertin à payer la somme qui lui était réclamée, l'arrêt attaqué a violé l'article de loi susvisé;

Sur la deuxième branche du moyen :

Vu l'art. 645 C. civ.;

Attendu qu'aucune considération d'équité ne peut autoriser les juges à modifier arbitrairement les conventions librement et légalement formées entre les parties et qui leur tiennent lieu de loi; qu'il n'est point fait exception à ce principe par l'art. 645 C. civ., qui n'accorde aux juges que la faculté de régler le mode de jouissance des eaux courantes au cas de contestatation entre les riverains, et seulement en l'absence de règlements ou de titres; qu'en s'arrogeant, dès lors, le droit de modifier les taxes établies par la transaction de l'an X, « à raison, est-il dit, de l'impérieuse nécessité qui commande d'unifier le tarif d'arrosage et de porter équitablement à la redevance unique de 13 fr. 02 le prix de 1 litre 20 centilitres par hectare et par seconde », et en condamnant Bertin à payer la taxe ainsi fixée, l'arrêt attaqué a violé, par fausse application, l'article de loi susvisé;

Casse l'arrêt de la Cour de Nîmes du 15 juillet 1895;

Renvoie devant la Cour de Montpellier;

MM. Faye rapp.; Sarrut av. gén. — Mes Devin et Passez av.

Note. — I. — Sur le premier point : Le donné acte par le tribunal des accords des parties devant lui est une condition essentielle pour la formation du contrat judiciaire. V. Cass. 9 juillet 1845 (S. 45.1.729); 5 juillet 1869 (S. 69.1.452); 18 novembre 1878 (S. 81.1.70); 7 février 1882 (S. 83.1.200).

II. — Sur le deuxième point : La Cour de cassation a, indépendamment de la question de l'existence chez les parties de l'intention de nover, dont la solution est du domaine de l'appréciation souveraine des juges du fait, un droit de contrôle lorsqu'il s'agit de décider si les faits, invoqués comme constitutifs de la novation qui aurait pu être dans l'intention des parties, avaient bien ce caractère et étaient juridiquement susceptibles de produire ce résultat. V. sur ce droit de contrôle, que la Cour de cassation s'est toujours réservé en la matière, et dont elle a fait usage dans l'espèce actuelle en cassant l'arrêt de la Cour de Nîmes : nos observations et les autorités citées en note *in fine* sous Cass. 18 novembre 1885 (Gaz. Pal. 86.1.789).

III. — Sur le troisième point : V. dans le même sens Cass. 6 mars 1876 (S. 76.1.161).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE
(Ch. des vacations)

10 octobre 1900.

Présidence de M. Dubost.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — INDEMNITÉ FORFAITAIRE. — FAUTE INEXCUSABLE DU PATRON. — DÉFAUT DE LUNETTES PROTECTRICES.

Le fait de n'avoir point obligé son ouvrier à mettre des lunettes ne peut être considéré comme une faute inexcusable, alors surtout que des lunettes étaient à la disposition des ouvriers dans l'atelier.

Durand c. Lemoine.

Le Tribunal,

Attendu que A. Durand, ouvrier tourneur en métaux au service de Lemoine, a, à l'occasion de son travail, été victime le 11 octobre 1899 d'un accident qui a entraîné la perte presque complète de l'œil gauche et dans tous les cas la vision utile de cet œil;

Attendu que Durand, par application des art. 3 § 2 et 20 de la loi du 9 avril 1898, réclame à son patron une rente annuelle et viagère de 1,000 fr.;

Attendu que Lemoine ne conteste point la matérialité de l'accident et des conséquences qui en ont été la suite, mais soutient que la rente demandée est exagérée;

Attendu qu'il résulte des renseignements fournis que le salaire annuel de Durand doit être fixé à 2,024 francs;

Attendu que Durand n'a point fait soutenir à l'audience la majoration de la rente en raison de la faute inexcusable commise par son patron;

Attendu, au surplus, que le fait de n'avoir point obligé son ouvrier à mettre des lunettes ne peut être considéré comme une faute inexcusable, alors

surtout qu'il n'est point contesté que des lunettes étaient à la disposition des ouvriers dans l'atelier;

Attendu qu'il s'agit donc d'apprécier la diminution du salaire par suite dudit accident;...

Par ces motifs,

Condamne Lemoine à payer à Durand une rente annuelle et ci-après de...

M. Rome subst. proc. Rép. — Me Bertrou av.

Note. — Sous le régime de la législation antérieure à la loi du 9 avril 1898, on discutait très vivement en jurisprudence la question de savoir si le fait par le patron de n'avoir point fourni de lunettes protectrices à ses ouvriers constituait à sa charge une faute de nature à engager sa responsabilité. V. notamment : Trib. civ. Saint-Etienne 27 juillet 1892 (Gaz. Pal. 92.2.541); Trib. civ. Lyon 21 janvier 1893 (Gaz. Pal. 93.1.357); Lyon 21 mars 1893 (Gaz. Pal. 93.3.368 et 420); Trib. civ. Cambrai 15 novembre 1894 (Gaz. Pal. 94.2. supp. 27); Rennes 12 décembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.120); Trib. civ. Seine 18 septembre 1895 (Gaz. Pal. 95.2.411). — On ne peut donc point considérer aujourd'hui ce même fait comme constituant une faute *inexcusable*.

TRIBUNAL CIVIL DE COULOMMIERS

4 mai 1900.

Présidence de M. Lesage.

1° VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. — RAPPORT D'EXPERTS NON CONCLUANT. — POUVOIRS DU JUGE.

2° ET 3° OBLIGATION. — FAUSSE CAUSE. — LEGS DÉGUISÉ. — CAUSE ILLICITE. — RELATIONS INTIMES. — OBLIGATION A TERME. — CONDITION SUSPENSIVE. — MESURES CONSERVATOIRES.

1° *En matière de vérification d'écritures, et à défaut de rapport d'experts suffisamment concluant, les tribunaux peuvent puiser dans les pièces versées aux débats, mais qui n'ont pas servi de pièces de comparaison, les éléments nécessaires pour compléter le rapport des experts.*

2° *Le billet, causé pour prêt, qui a été souscrit à une personne dont la solvabilité est réelle ne peut être considéré comme basé sur une fausse cause, en ce qu'il contiendrait un legs déguisé fait par le débiteur au créancier.*

D'autre part, on ne saurait le considérer comme nul pour cause illicite, par le seul fait que des relations intimes ont existé entre le débiteur et le créancier, s'il est constant qu'il a été réellement souscrit pour l'acquit d'une obligation résultant d'un prêt.

3° *Le terme accordé à un débiteur pour le paiement ne vaut pas condition suspensive, en sorte que le créancier est autorisé à prendre contre ce débiteur des mesures conservatoires.*

Du Ch... c. demoiselle L...

Le Tribunal,

Attendu que Du Ch... se prétend créancier de la demoiselle Marie-Armantine L... d'une somme de 30,000 francs, montant d'une reconnaissance souscrite à son profit le 5 février 1892, enregistrée, ainsi conçue : « Je m'engage à remettre à M. Du Ch... la somme de 30,000 francs après la vente du château de M..., somme qu'il a versée pour l'achat de cette propriété. Signé : M. L... »; qu'il a formé contre la succession de ladite demoiselle, actuellement représentée par Mlle Marie-Gabrielle-Jeanne L..., une demande en paiement de cette somme, et que la signature et l'écriture de la pièce produite ayant été déniées, le tribunal, par jugement du 3 février 1899, en a ordonné la vérification;

Attendu que les experts ont dressé, le 15 février 1900, un rapport dans lequel ils déclarent que la signature L..., apposée au bas de l'écrit, émane de la demoiselle Marie L...; qu'ils font observer, en ce qui concerne le contexte même, qu'on ne leur a présenté comme pièces de comparaison que des signatures apposées au bas d'actes authentiques, mais qu'on ne leur a fourni aucun spécimen de l'écriture de la demoiselle L..., alors qu'il en existait un certain nombre; qu'ils estiment néanmoins que le contexte émane de la signataire;

Attendu que le tribunal a les éléments nécessaires pour compléter sur ce point le rapport; qu'en effet, il a été versé aux débats un grand nombre de lettres émanant de la demoiselle L... dont l'écriture est absolument identique à celle de la reconnaissance et dont l'examen suffit pour acquérir la certitude que l'écriture et la signature déniées sont l'œuvre de Marie L...; que cette analogie apparaît notamment dans deux lettres adressées à Du Ch... les 16 et 22 mars 1889, enregistrées à Coulommiers et dans un testament en date du 25 juillet 1891 enregistré;

Attendu que la demoiselle Jeanne L... prétend qu'en toute hypothèse la pièce versée aux débats serait sans valeur juridique; qu'en effet, Du Ch... n'aurait jamais été dans une situation de fortune lui permettant de prêter 30,000 francs, qu'ainsi le billet serait basé sur une cause fausse et ne serait qu'un legs déguisé révoqué par des testaments postérieurs;

Mais attendu qu'il résulte des documents produits, que Du Ch... a entre les mains des sommes importantes et qu'à l'époque où la demoiselle Marie L..., a acquis une propriété à M..., il a vendu pour 200,000 francs environ de valeurs; que, sans doute, la demoiselle L.., a été, à certains moments, dans une situation aisée, mais que cette situation n'a pas toujours existé et qu'en 1887, alors qu'elle était établie couturière, elle a été menacée de la faillite; qu'il est démontré par sa correspondance et spécialement par une lettre en date du 28 février 1889, enregistrée, dans laquelle elle remercie Du Ch... de payer la pension de la demoiselle Jeanne et de faire toutes ses fantaisies, que des sommes d'argent lui ont été remises par lui; qu'il n'est donc nullement

établi que la cause insérée dans le billet, consistant en une avance faite pour l'achat du château de M..., soit fausse ni que ce billet contienne un legs déguisé ;

Attendu qu'une cause de nullité résulterait d'après la défenderesse de ce que des relations intimes ont existé entre Du Ch... et la demoiselle L... ;

Mais attendu que l'art. 1131 C. civ. doit être interprété en ce sens qu'il faut, pour qu'une obligation soit nulle, que la cause elle-même soit illicite et que tel n'est pas le cas dans l'espèce, l'engagement n'ayant pas pour cause des relations illicites, mais ayant été consenti pour l'acquit d'une obligation résultant d'un prêt ;

Attendu, enfin, qu'on ne saurait considérer l'acte litigieux comme une obligation consentie sous une condition suspensive ; que les termes employés constituent une reconnaissance de dette pure et simple et que bien que l'exigibilité en soit fixée après la vente du château de M..., l'obligation elle-même a pris naissance du jour de la souscription ; que le demandeur ne saurait quant à présent exiger le paiement, mais que sa créance étant née et certaine, il peut prendre toutes mesures conservatoires et notamment une inscription hypothécaire ;

Par ces motifs,

Dit que l'écriture et la signature de la pièce, en date du 5 février 1891, émanent de Marie L... ;

Dit que cette pièce constitue une reconnaissance de dette souscrite à la suite d'un prêt de 30,000 francs ;

Dit que Du Ch... ne sera en droit d'exiger le paiement de cette dette qu'à la suite de la vente du château de M... ; l'autorise toutefois à prendre toutes mesures conservatoires, notamment une inscription hypothécaire ;

Et attendu qu'il y a promesse reconnue, ordonne de ce chef l'exécution provisoire ;

Condamne Mlle L... en tous les dépens.

M. Couve proc. Rép. (concl. conf.). — Me Beauvais, Bossus et Watelet av.

Note. — I. — Sur le premier point : Solution non douteuse. Les juges sont experts de droit. Leur pouvoir de recourir ou de ne pas recourir à l'expertise est absolu, discrétionnaire : « lorsqu'il y aura lieu à un rapport d'experts », dit l'art. 302 C. pr. civ. V. Cass. 29 février 1888 (S. 91.1.55 — D. 88.1.352) ; 29 juillet 1891 (S. 92.1.518) ; 3 novembre 1896 (D. 97.1.351). De là résulte, par une conséquence nécessaire, le droit pour eux de procéder personnellement à la vérification : V. Cass. 25 mai 1892 (Gaz. Pal. 92. 2. 16 — S. 93. 1. 134 — D. 92. 1. 607) ; 29 janvier 1894 (Gaz. Pal. 94. 1. 228 — 96. 1. 68) ; 26 juin 1894 (Gaz. Pal. 93.2.110 — S. 95.1.135 — D. 94.1. 439) ; Nancy 29 décembre 1894 (Gaz. Pal. 95.1.219) ; Cass. 28 octobre 1896 (Gaz. Pal. 96.2.577 — D. 97.1.214). *A fortiori*, par suite, peuvent-ils ne pas tenir compte des conclusions du rapport des experts : Cass. 1er juin 1892 (Gaz. Pal. 92.2.5).

II. — Sur le second point : Jurisprudence conforme. Jugé, notamment, qu'un tribunal peut admettre comme établie la créance d'une femme galante qui rapporte un billet de son amant sans cause exprimée, lorsque la somme réclamée ne dépasse pas les ressources de la femme, et que l'amant, se livrant habituellement au jeu et y ayant fait des pertes importantes, peut avoir été obligé d'avoir recours à la bourse de sa maîtresse : Trib. civ. Charolles 30 novembre 1893 (Gaz. Pal. 93.2. supp. 29). V. aussi Paris 4 mai 1893 (Gaz. Pal. 93.2.275). D'ailleurs, la preuve de la nullité de l'obligation reposant soit sur une fausse cause, soit sur une cause illicite, incombe à celui qui argue de cette nullité. V. Trib. civ. Charolles 30 novembre 1893 précité.

III. — Sur le troisième point : Il n'est pas contestable, en effet, que le terme intéresse non la naissance, mais l'exigibilité de la créance, d'où il résulte que le droit du créancier, étant immédiatement formé, implique pour ce dernier la faculté de prendre des mesures conservatoires. Comp. Montpellier 27 février 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, vo Obligation, no 293).

314

COUR DE CASSATION (Ch civile)

29 octobre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — DOMAINE PUBLIC — CHEMIN DE FER. — INALIÉNABILITÉ.

Les immeubles faisant partie du domaine public ne peuvent être l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

Et il en est ainsi notamment du terrain affecté par une compagnie de chemin de fer, à la suite d'une première expropriation pour cause d'utilité publique prononcée à sa requête, à l'établissement d'une maison de garde-barrière avec jardin, accessoires et dépendances, ledit établissement nécessaire à l'exploitation et au bon fonctionnement de ladite compagnie.

Chemin de fer du Nord c. commune de Loos.

La Cour,

Vu la connexité, joint les pourvois et statuant par un seul arrêt ;

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Vu l'art. 537 C. civ. ;

Attendu que les immeubles faisant partie du domaine public ne peuvent être l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique ;

Attendu, en effet, que, d'une part, le domaine public est inaliénable, sauf dans les formes et suivant les règles qui lui sont particulières, et que, d'autre part, l'effet de l'expropriation étant de faire entrer dans le domaine public les immeubles expropriés, l'expropriation serait inutile, lesdits immeubles faisant déjà partie de ce domaine ;

Attendu que la parcelle expropriée au préjudice de la Compagnie des chemins de fer du Nord avait

été incorporée au domaine concédé à ladite compagnie, à la suite d'un jugement d'expropriation rendu, le 27 février 1869, par le Tribunal civil de Lille à la requête et au profit de la Compagnie des chemins de fer de Lille à Béthune, à laquelle la Compagnie du Nord a été substituée en vertu des conventions de 1883; que cette parcelle a été affectée par la compagnie demanderesse à l'établissement d'une maison de garde-barrière, ainsi que d'un jardin, accessoires et dépendances de cette maison, ledit établissement nécessaire à l'exploitation et au bon fonctionnement du service de la Compagnie du Nord; qu'elle fait, en conséquence, partie du domaine public et qu'à ce titre elle ne pouvait être l'objet d'une expropriation; d'où il résulte, qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué a violé le texte de loi ci-dessus visé;

Attendu, en ce qui concerne le pourvoi 50,868, que le jugement d'expropriation étant annulé, la décision du jury qui a été rendue en exécution de ce jugement doit être cassée par voie de conséquence;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur un autre moyen invoqué à l'appui du pourvoi contre la décision du jury de Lille,

Casse le jugement du Tribunal civil de Lille du 11 novembre 1899;

Casse, en outre, par voie de conséquence, la décision du jury d'expropriation de Lille du 18 mai 1900;

Renvoie devant le Tribunal civil de Valenciennes.

MM. SERRE rapp.; DESJARDINS av. gén. — Me DEVIN av.

Note. — Le principe que formule l'arrêt ci-dessus reproduit, en déclarant les immeubles faisant partie du domaine public insusceptibles d'être l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique est conforme à la jurisprudence. V. Cass. 11 mai 1897 (Gaz. Pal. 98.1,186). Les auteurs se prononcent dans le même sens. « En principe, dit M. Crépon (Code annoté de l'expropriation, sur l'art. 1er de la loi du 3 mai 1841, nos 25 et suiv.), les immeubles dépendant du domaine public ne sont pas soumis à l'expropriation; d'une part, parce que ce domaine est inaliénable autrement que dans les formes prévues; d'autre part, parce que l'expropriation ayant généralement pour effet de faire passer les immeubles expropriés dans le domaine public, elle est inutile quand ils en font déjà partie ». *Adde* : de Peyronny et Delamarre, Comment. des lois d'expropriation, p. 90; Delalleau et Jousselin, Traité de l'expropriation, 8e édition, t. I, n° 181; Daffry de la Monnoye, Traité de l'expropriation, t. I, p. 12, n° 8.

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

6 août 1900.

Présidence de M. Tanon.

1°-2° TÉMOINS. — ENQUÊTE. — REPROCHES. — SERVITEUR. — DOMESTIQUE. — GARDIEN DE VILLA. — CERTIFICAT. — JUGE DE PAIX.

3° DOMAINE DE L'ÉTAT. — VENTE. — CLAUSE CLAIRE ET PRÉCISE. — APPLICATION. — COMPÉTENCE JUDICIAIRE.

4° PROPRIÉTÉ. — CADASTRE. — FORCE PROBANTE.

1° *Le gardien d'une villa, qui n'habite pas la maison dont il a la garde, n'y prend pas ses repas, et n'est pas attaché à la personne du propriétaire, n'est pas reprochable comme témoin, au titre de* serviteur *ou* domestique *de l'une des parties, conformément à l'art. 283 C. pr. civ., dans une enquête ordonnée au cours d'une instance à laquelle ledit propriétaire est partie.*

2° *Un témoin n'est reprochable, à raison des certificats qu'il a pu donner sur les faits relatifs au procès, qu'autant que ces certificats ont été volontairement et librement délivrés dans le but de favoriser la prétention d'une partie. Spécialement, on ne saurait assimiler à un certificat de cette nature la sentence rendue par un juge de paix sur une action en bornage, dont il a été saisi antérieurement à l'action en revendication engagée entre les mêmes parties devant le tribunal de première instance, et sur laquelle son témoignage est invoqué.*

3° *Un tribunal civil ne fait point œuvre d'interprétation, prohibée à l'autorité judiciaire, d'une vente domaniale, lorsqu'après avoir déclaré, d'après les énonciations claires et précises du procès-verbal d'adjudication, qu'il est hors de doute que l'Etat vendeur n'a excepté de ladite adjudication aucune portion du terrain lui appartenant au lieu dit au procès-verbal, il détermine, en faisant application de ce titre pour la solution d'une instance en revendication pendante entre l'adjudicataire et un tiers, quelles étaient en fait l'étendue et les limites du terrain domanial adjugé.*

4° *Une référence dans un acte de vente domaniale aux indications du cadastre relatives à l'étendue et aux limites du terrain vendu ne peut, en cas de différend, servir, comme ces indications elles-mêmes, qu'à titre de présomption et de renseignement susceptibles d'être combattus par des présomptions contraires et des témoignages.*

Consorts Lemercier-Nonet c. Bourgadier.

LA COUR,

Sur le premier moyen pris d'une violation de l'art. 283 C. pr. civ.:

Attendu que, d'après l'arrêt attaqué, le septième témoin de l'enquête, reproché par les demandeurs, qui alléguaient qu'il était gardien salarié de la villa

du défendeur éventuel, en admettant qu'il fût réellement chargé de ce mandat, n'habitait pas la maison dont il pouvait avoir la garde, n'y prenait pas ses repas, n'était pas attaché à la personne de Bourgadier ; que, dans ces conditions, la nature du service qu'il aurait rendu à ce dernier n'impliquait pas la dépendance, qui caractérise la situation des « serviteurs » ou domestiques », et que les juges du fond ont, à bon droit, décidé que le témoin ne pouvait être reproché à ce titre ;

Sur le deuxième moyen, pris, de même, d'une violation de l'art. 283 C. pr. civ. :

Attendu qu'un témoin n'est reprochable à raison des certificats qu'il a pu donner sur les faits relatifs au procès, qu'autant que ces certificats ont été volontairement et librement délivrés dans le but de favoriser la prétention d'une partie ; qu'on ne saurait assimiler à un certificat de cette nature la sentence rendue par un juge de paix sur une action de bornage, dont il a été saisi antérieurement à l'action en revendication de propriété engagée entre les mêmes parties devant le tribunal de première instance, et sur laquelle son témoignage est invoqué, que d'ailleurs, dans l'espèce, le juge de paix ne s'était point prononcé, dépassant les limites de sa compétence, sur la question de propriété, qui faisait l'objet du nouveau procès, puisque, constatant que les prétentions opposées des parties impliquaient une contradiction sur un droit de propriété il s'était déclaré incompétent ; qu'en décidant que, dans ces conditions, le témoin ne pouvait être reproché comme ayant donné un certificat sur les faits relatifs au procès, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une juste application de l'art. 183 C. pr. civ. ;

Sur le troisième moyen pris de la violation des art. 1315, 1319, 1320, 1341 C. civ. et des principes sur la revendication et la preuve, et de la fausse application de l'art. 1358 C. civ., et sur le moyen additionnel pris de la violation de l'art. 4 § 7 de la loi du 28 pluviôse an VIII :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que la demande en revendication des consorts Lemercier-Nonet s'applique à une portion de terrain actuellement possédée par Bourgadier, d'une contenance de 227 mètres carrés environ, et faisant partie des parcelles 265, 266, 267 du plan cadastral, lesquelles ne figurent pas dans les contrats d'acquisition du défendeur éventuel, mais que les demandeurs sont dans l'impossibilité de produire un écrit constatant l'acquisition par eux ou leurs auteurs desdites parcelles ; qu'on ne peut, dès lors, apprécier quelle était la contenance exacte du fonds qu'ils ont acheté ou savoir si, en réalité, il comprend l'intégralité de ces parcelles ;

Attendu que, d'après le même arrêt, Bourgadier a acheté, le 1er octobre 1892, le terrain qu'il possède des sieurs Lauchard et autres, qui en étaient eux-mêmes propriétaires pour l'avoir acquis, avec d'autres immeubles, suivant procès-verbal dressé devant le maire de Royan, le 12 octobre 1889, dans une adjudication publique de diverses parcelles appartenant à l'Etat ; que les juges du fond, d'après les énonciations claires et précises du premier de ces actes, ont déclaré qu'il est hors de doute que l'Etat n'avait excepté de l'adjudication aucune portion du terrain qui lui appartenait, et que les adjudicataires l'ont transmis à Bourgadier tel qu'ils ont cru l'acquérir ;

Attendu qu'en conséquence l'arrêt attaqué a décidé avec raison, et sans se livrer à aucune interprétation de l'acte de vente domaniale, qui eût excédé leur compétence, que pour faire l'application de ces titres il y avait lieu de rechercher quelles étaient l'étendue et la limite de l'ancien terrain militaire aliéné par l'Etat ; que si le procès-verbal d'adjudication de 1889 et l'acte de vente de 1892, se référant aux numéros du cadastre, ne font mention que des nos 253 et 259, cette mention ne pouvait faire obstacle à la recherche à laquelle les juges ont procédé à l'aide de présomptions et de témoignages, parce qu'une référence aux indications du cadastre ne peut servir, comme ces indications elles-mêmes, qu'à titre de présomptions et de renseignements ; que l'arrêt n'a, par suite, violé ni faussement appliqué aucun des principes et dispositions visés au pourvoi ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé par les consorts Lemercier-Nonet contre l'arrêt de la Cour de Poitiers en date du 29 novembre 1898.

MM. Fochier rapp. ; Melcot av. gén. — Me Dufourmantelle av.

Note. — I. — Sur le premier point : D'après la dernière jurisprudence de la Cour de cassation, on ne saurait considérer comme *serviteurs* ou *domestiques*, au sens de l'art. 283 C. pr. civ., que les individus attachés, à raison de leurs fonctions auprès d'un maître, à la personne ou à la maison de celui-ci : V. Cass. 29 décembre 1880 motifs (S. 81.1.68 — J. du P. 81-1.146 — D. 81.1,200).

II. — Sur le deuxième point : V. conf. sur le principe qu'on ne doit entendre par certificats, dans le sens de l'art. 283, que ceux qui ont été donnés bénévolement à la partie qui en fait usage : Carré et Chauveau, Lois de la proc., Quentin 1110 ; Thomine-Desmazures, Comment. du C. pr., n° 333 ; Bonfils, Traité élément. de proc. et d'organ. jud., n° 1108 ; Garsonnet, Proc. civ., t. II, § 329, p. 504, note 33.

III. — Sur le troisième point : Aux termes d'une jurisprudence constante, c'est à l'autorité administrative seule qu'il appartient de procéder à l'interprétation des actes contenant vente ou concession de biens domaniaux : Cons. d'Etat 19 juin 1867 (S. 68.2.200) ; Trib. des confl. 1er mai 1875 (S. 77.1.386). *Sic* : Faustin Hélie, Les Constitutions de la France, p. 121) ; Serrigny, Compétence administrative, t. II, p. 499 et suiv., nos 992 et suiv. ; Ducrocq, Cours de Dr. administ., t. I, p. 318, nos 347 et 349. Mais c'est seulement l'interprétation de ces actes, dans ce qu'ils peuvent présenter d'obscur et d'ambigu, qui échappe ainsi à l'autorité judiciaire, dont la compétence, au contraire, reprend son empire, pour faire application de ces mêmes actes, quand leur texte est clair et précis, et ne donne

lieu à aucun débat sérieux : Cass. 13 mai 1896 (Gaz. Pal. 96.1.726) et la note.

IV. — Sur le quatrième point : V. dans le sens de l'arrêt recueilli, en ce qui concerne le degré de force probante des énonciations du cadastre : Lyon 2 mars 1887 (Gaz. Pal. 87.1.814); Caen 27 octobre 1888 (Gaz. Pal. 89.1.198).

COUR D'APPEL DE BESANÇON (Ch. CORR.)

30 mai 1900.

Présidence de M. Maire.

ATTENTAT AUX MŒURS. — OUTRAGE AUX BONNES MŒURS. — DISTRIBUTION D'ÉCRITS OBSCÈNES SUR LA VOIE PUBLIQUE. — ENVELOPPE FERMÉE. — INTENTION DE NUIRE.

Constitue le délit d'outrage aux bonnes mœurs commis par la distribution d'écrits obscènes sur la voie publique, le fait de déposer lesdits écrits devant la demeure d'un certain nombre de personnes, même si ces écrits sont renfermés dans une enveloppe, alors surtout que cette enveloppe porte des mentions destinées à éveiller la curiosité, et encore bien, d'ailleurs, que le prévenu ait agi non dans l'intention d'outrager la morale publique, mais par esprit de vengeance.

Min. pub. c. A. L. G., femme D...

LA COUR,

Attendu que, dans la soirée du 29 septembre 1899, de nombreuses enveloppes fermées, contenant des écrits diffamatoires des plus obscènes et portant la suscription : « Lisez s. v. p. », ont été répandues dans les différentes rues du village d'O...; que ces écrits imputent, avec les détails les plus immondes, à l'abbé F..., curé d'O..., d'avoir des relations intimes avec une dame C... et deux jeunes filles de la commune, E... M... et E... N...; que toutes ces personnes incriminées jouissent de l'estime générale et sont d'une moralité à l'abri de tout soupçon ; que, malgré les dénégations de la prévenue, l'auteur de cette distribution d'écrits n'est autre que la nommée A... A... L... G... femme D... ;

Attendu que, dans la soirée du 29 novembre, vers 5 heures, avant l'allumage des réverbères, la femme C..., qui habite en face de la prévenue, a vu cette dernière, vêtue d'un long manteau-pelisse et coiffée d'un fichu noir, sortir de chez elle et se diriger dans la rue Basse, vers les maisons P... et C...; qu'en suivant à une distance d'environ trente mètres la prévenue, la femme C... a aperçu sur le sol devant la maison P... « quelque chose comme des feuillets de catéchisme déchiré »; qu'à la hauteur de la maison C..., le témoin C... a vu la prévenue se baisser ou s'incliner deux fois comme pour déposer quelque chose à terre, ou pour laisser tomber quelque chose »;

Attendu que le témoin C... déclare qu'au moment où elle suivait la femme D..., cette dernière était précédée par deux chevaux qui se sont engagés dans la rue de l'A...; que le nommé T..., domestique du sieur P..., affirme que le 29 novembre, vers 5 heures du soir, alors que les réverbères n'étaient pas encore allumés, il a conduit ses chevaux à l'abreuvoir; que T... ajoute qu'il a l'habitude de marcher la tête baissée, et qu'en se rendant à l'abreuvoir il n'avait remarqué aucun papier sur le sol; que dix ou quinze minutes après, en ramenant ses chevaux à l'écurie, il avait ramassé, entre la maison C... et celle de son maître, quatorze lettres incriminées ; qu'il est donc certain que les écrits avaient été répandus, entre T... qui n'avait vu aucun papier en se rendant à l'abreuvoir, et la femme C... qui avait aperçu les feuillets de catéchisme devant la maison P..., c'est-à dire par la prévenue qui suivait T..., et précédait le témoin C...;

Attendu que, le 29 novembre, peu d'instants après l'allumage des réverbères, M. G... a croisé à l'angle de la Grande-Rue et de la rue B... (dans laquelle plusieurs lettres ont été trouvées) une femme vêtue d'un long manteau-pelisse, la tête couverte d'un fichu noir, qu'elle ne connaissait pas et qui, à sa rencontre, s'était caché la figure; que, confronté avec la prévenue à qui l'on avait fait mettre son manteau-pelisse et son fichu noir, M. G... l'a reconnue sans hésitation aucune; qu'A. B..., un peu après 5 heures, alors que les reverbères étaient déjà allumés, a également rencontré la prévenue dans la Grande-Rue; que, quelques instants après, la prévenue est entrée dans la boulangerie de la femme G..., sœur du témoin B..., chez laquelle elle ne se rendait que fort rarement; que le témoin lui-même lui a remis une miche de pain; que, pour parcourir le trajet suivi par la femme D..., il faut environ vingt minutes; qu'après être restée quelques instants à la boulangerie G..., la prévenue a été vue par la femme C... rentrant chez elle une demi-heure après sa sortie;

Attendu que, le 29 novembre, quelques heures avant de répandre les lettres, la prévenue se rendit chez la demoiselle E. M..., couturière, qu'elle n'occupait plus depuis trois ans et lui apporta une robe à confectionner; que cette démarche avait évidemment pour but d'empêcher la demoiselle M..., visée dans les écrits, de porter ses soupçons sur la prévenue; qu'en effet, le 9 décembre, jour où elle se sentit accusée, elle reprit à E... M... l'étoffe, bien que le vêtement ne fut pas terminé; que le 3 décembre, la prévenue fit voir à J... S... une enveloppe semblable à celles qui renfermaient les lettres incriminées, portant comme suscription au crayon les mots : « A notre c..... de curé, p..... F... »; qu'en même temps elle déclarait au témoin quelle avait trouvé cette enveloppe, contenant une lettre conçue dans les mêmes termes que celles ramassées dans les rues, entre son volet et sa fenêtre;

Attendu que l'on s'explique difficilement qu'une lettre portant l'adresse du curé F... ait été remise à

un domicile autre que le sien ; que du reste, aucun des écrits incriminés n'avait été déposé dans une maison; qu'il est surprenant que si cette lettre existait, la prévenue ne l'ait montrée à personne et ne l'ait pas donnée à la gendarmerie, alors que tous ceux qui en avaient trouvé ou reçu d'analogues par la poste s'étaient empressés de les faire tenir à la disposition de la justice ; que le 4 décembre d'ailleurs, oubliant ses propos de la veille, la prévenue, en présence des dames M..., se plaignait de n'avoir pas encore « vu de ces lettres, et suppliait qu'on lui en montre lorsqu'on en aura » ; qu'en réalité la prévenue espérait que si le public apprenait qu'une lettre avait été également déposée chez elle, ses soupçons se porteraient sur d'autres personnes;

Attendu que pour égarer les recherches, la prévenue a incriminé deux personnes dont l'innocence ne fait pas de doute ; qu'ayant appris qu'au début de l'enquête le nom d'un sieur C... avait été prononcé, elle a essayé de renforcer les soupçons qui ont pesé sur lui un moment : « Comme me disait C..., après tout, est-ce que je m'occupe de cette grande p... de C...; qu'elle fasse donc ses c... avec le c... tant qu'elle voudra, je m'en f... » ; que cette phrase mise dans la bouche de C... était d'autant plus compromettante pour elle qu'elle reproduisait certaines expressions qu'on a relevées à plusieurs reprises dans les lettres; que non seulement C... n'a pas tenu ces propos à la prévenue, mais qu'il ne lui a même jamais parlé; qu'elle n'a pas osé le contredire lorsqu'il est venu donner cette affirmation ;

Attendu que la prévenue a accusé ensuite une nommée C. T..., ancienne domestique des époux C..., en soutenant qu'elle avait appris, par une personne qu'elle ne pouvait nommer, que C. T... aurait couché à O... le 29 novembre; qu'il a été établi que depuis son départ d'O... cette dernière n'y était pas revenue ; que du reste, C. T... n'avait aucune raison de diffamer ses anciens maîtres et de se diffamer en même temps elle-même (l'une des lettres reprochant à C... de faire des enfants à ses bonnes);

Attendu que si l'instruction, qui ne comprend pas d'expertise atramentaire, n'a pas établi d'une façon formelle que les écrits incriminés émanaient de la main de la prévenue, il semble cependant résulter de plusieurs documents de la cause qu'elle en serait l'auteur; que du papier semblable à celui employé pour ses écrits a été trouvé à son domicile ; que les lettres incriminées contiennent des idées, des mots, des phrases entières énoncés à maintes reprises par elle et rapportés par les témoins; que des lettres anonymes ont été adressées par le bureau de poste d'O... le 29 novembre 1899 à la receveuse des postes, le 30 novembre à M. C..., et le 1er décembre au maire de la commune; qu'en comparant ces trois lettres avec les lettres incriminées, il est facile de se convaincre qu'elles émanent du même auteur, et qu'elles avaient pour but de compléter l'œuvre des lettres répandues ;

Attendu qu'à différentes époques de sa vie, qu'a pu contrôler l'information, la prévenue a toujours eu recours aux mêmes agissements ; qu'après avoir cherché à s'imposer au curé de la paroisse, à l'attirer dans sa maison, elle répandait sur lui les propos les plus calomnieux lorsqu'il cherchait à recouvrer son indépendance ; que les dépositions de plusieurs témoins, et notamment celles des abbés J. F..., F..., ne laissent aucun doute à cet égard; qu'à l'arrivée de l'abbé F..., comme curé d'O..., suivant sa ligne de conduite habituelle, la prévenue lui avait fait grand accueil, l'accablait de compliments et de protestations d'amitié ; que lorsqu'elle comprit qu'elle ne pourrait pas l'accaparer et qu'il n'avait ni fortune ni influence suffisantes pour lui prêter un appui efficace, elle résolut de susciter un nouveau scandale, espérant le voir remplacé par un prêtre pouvant avoir plus de crédit ou qui serait d'un caractère plus souple;

Attendu que l'art. 1er de la loi du 16 mars 1898 prévoit et punit le délit d'outrages aux bonnes mœurs commis par la distribution d'écrits obscènes;

Attendu qu'en déposant dans les rues d'O... les écrits dont il est ci-dessus parlé, la prévenue a répandu et par conséquent distribué des écrits obscènes; que cette distribution revêt tous les caractères de celle que la loi a entendu réprimer, puisqu'elle a été effectuée dans des lieux publics par leur nature et en quantité d'exemplaires plus que suffisante pour constituer la publicité ; qu'il importe peu que les écrits aient été renfermés dans des enveloppes portant une mention qui n'avait d'ailleurs d'autre but que d'attirer l'attention et d'éveiller la curiosité des personnes auxquelles ils étaient ainsi offerts ;

Attendu que la publicité dans l'espèce en a été opérée non point seulement par les personnes qui les ont accueillies, mais par la personne même qui les a déposés dans les conditions plus haut indiquées; que si ces écrits avaient pour but de faire partir l'abbé F... de la commune d'O..., il est non moins certain que l'intention de la prévenue était d'arriver à ses fins en outrageant la morale publique ;

Attendu que la prévenue s'est rendue coupable de faits d'une gravité exceptionnelle, d'autant plus répréhensibles qu'elle affichait les signes d'une grande piété et des sentiments de profond respect pour les prêtres ; que l'on peut cependant la faire bénéficier des dispositions de l'art. 463 C. pén., en raison de ce qu'elle n'a subi jusqu'à ce jour aucune condamnation ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel régulièrement interjeté par M. P... d'un jugement rendu par le Tribunal correctionnel de D..., en date du 13 avril 1900, et y faisant droit, réforme la sentence attaquée, déclare la prévenue A.-L.-G. femme D..., convaincue d'avoir à O..., le 29 novembre 1899, commis un outrage aux bonnes mœurs par la distribution d'écrits obscènes sur la voie publique; délit prévu et puni par l'art. 1er de la loi du 16 mars 1898 ;

Et pour répression, la condamne à quinze jours de prison et au remboursement des frais.

M. BARADEZ av. gén. — Me PHILIPPE av.

Note. — Le délit n'est pas contestable, étant donné le texte de la loi du 16 mars 1898 « Sera puni..... quiconque aura commis un outrage aux bonnes mœurs... par l'*exposition*... ou la *distribution* sur la voie publique d'écrits obscènes ;... par leur *distribution à domicile*, etc. »

Peu importe, d'ailleurs, que les écrits incriminés soient enfermés sous une enveloppe. La loi précitée voit un outrage aux bonnes mœurs dans la remise de ces écrits « sous bande ou sous enveloppe non fermée à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport ». *A fortiori*, semble-t-il, le délit est-il plus nettement caractérisé, lorsque l'écrit est, comme dans l'espèce rapportée, remis au domicile des particuliers, et que l'enveloppe, fermée ou non, porte des mentions éveillant la curiosité : à raison de ces deux circonstances, la lecture en est, en effet, beaucoup plus probable.

Il est certain, d'ailleurs, que ce qui, en l'espèce, constitue l'intention de nuire, c'est — par analogie à ce qui a lieu en matière de diffamation — non la volonté formelle d'outrager la morale, mais seulement la conscience de la possibilité d'un outrage, encore que cet outrage ne soit point le but poursuivi par le prévenu. V. Lyon 3 mai 1898 (Gaz. Pal. 98.1, v° Attentats au mœurs, n° 2).

TRIBUNAL CIVIL DE DAX

9 août 1900.

Présidence de M. Lachaze.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — DROIT DES PÈRE ET MÈRE NATURELS. — ENFANT NON RECONNU VICTIME D'UN ACCIDENT.

Les père et mère d'un enfant naturel n'ont droit à la rente prévue au paragraphe C de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, que tout autant qu'ils ont reconnu cet enfant antérieurement à l'accident du travail qui lui a coûté la vie, et qu'ils prouvent en même temps qu'ils étaient à la charge de cet enfant, lequel subvenait à leurs besoins.

Veuve Lesgourgues c. Lescastreyres.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'en l'année 1874, à une époque antérieure à son mariage avec le sieur Lesgourgues, aujourd'hui décédé, Marguerite Magescas est devenue mère d'un enfant naturel qui fut inscrit sur les registres des actes de naissances de la commune de Mimbaste sous les prénom et nom de Marcel Magescas; que cet enfant n'a jamais été reconnu par sa mère;

Attendu que le 13 février 1900, Marcel Magescas, alors ouvrier à l'usine à plâtre de Lescastreyres, à Pouillon, a été, dans son travail, victime d'un accident qui a causé sa mort;

Attendu que Marcel Magescas, qui vivait avec la demanderesse, était célibataire et n'a laissé à sa survivance aucun enfant naturel reconnu;

Attendu que la veuve Lesgourgues prétendant, et offrant subsidiairement d'en rapporter la preuve par témoins, qu'elle était à la charge de Marcel Magescas qui subvenait à ses besoins au moyen du salaire annuel de 480 francs qu'il gagnait chez Lescastreyres, réclame à ce dernier, en vertu des dispositions de l'art. 3 § C de la loi du 9 avril 1898, le service d'une rente annuelle et viagère égale à 10 0/0 de ce salaire, soit de la somme de 48 francs;

Attendu que Lescastreyres conclut à l'irrecevabilité de la demande;

Attendu que le législateur du 9 avril 1898, en mettant dans l'art. 3 § B de la loi, comme condition essentielle au droit à la rente, que les enfants naturels devraient avoir été reconnus antérieurement à l'accident du travail qui a coûté la vie à leur père ou mère, n'a pu, au paragraphe C du même article, dont la rédaction est, à vrai dire, aussi obscure qu'incomplète, avoir eu la volonté de créer, au profit des père et mère de l'enfant naturel non reconnu, une situation plus avantageuse que celle faite à ce dernier;

Attendu qu'il serait illogique d'induire de cette lacune de la loi, qui ne reproduit pas au § C de l'art. 3 les mêmes exigences qu'aux §§ A et B, que les père et mère d'un enfant naturel non reconnu doivent, au même titre que les père et mère légitimes ou d'un enfant naturel reconnu, être compris dans le terme général « d'ascendants » qui, seul, se trouve avoir été inscrit audit § C;

Attendu qu'une telle solution, qui aurait pour résultat, dans la matière spéciale qui fait l'objet de la loi du 9 avril 1898, de sanctionner la légalité de l'existence de la parenté naturelle, en dehors de toute reconnaissance de l'enfant par ses père et mère, aboutirait au renversement des principes du droit qui subordonnent au contraire l'existence de cette parenté à la reconnaissance volontaire qui a été préalablement faite de l'enfant;

Attendu, en outre, qu'il serait inique de prétendre que les père et mère d'un enfant naturel non reconnu puissent avoir plus de droits que leur enfant auquel un texte précis enlève tout droit à la rente pour ce seul motif qu'il n'a pas été reconnu avant l'accident; qu'il serait profondément injuste, enfin, de faire supporter à l'enfant les conséquences d'une faute qui ne lui est pas imputable, et d'en affranchir précisément ceux qui avaient les moyens autant que le devoir de la réparer dans la mesure du possible;

Attendu ainsi qu'il y a lieu de décider, par voie de conséquence logique, tirée du texte de l'art. 3 § B, que les père et mère d'un enfant naturel n'ont droit à la rente prévue au paragraphe C du même article, que tout autant qu'ils auront reconnu cet enfant antérieurement à l'accident du travail qui lui a coûté la vie et qu'ils prouvent, en même temps, seconde condition essentielle du droit à la rente, qu'ils

étaient à la charge de cet enfant, lequel subvenait à leurs besoins;

Attendu que la veuve Lesgourgues n'ayant pas reconnu Marcel Magescas, son fils naturel, antérieurement à l'accident dont il a été la victime, ne se trouve pas remplir la condition primordiale à elle imposée par la loi de 1898, dans son art. 3; que la demande, par suite, doit être déclarée irrecevable sans qu'il y ait lieu de rechercher, ainsi qu'elle offre subsidiairement d'en rapporter la preuve par témoins, qu'elle était à la charge de son enfant; qu'en l'espèce, cette preuve est inadmissible pour cause de non-pertinence des faits;

Attendu, en effet, que le droit à la rente fixée par l'art. 3 de la loi de 1898, et qui n'est autre chose que la conséquence de l'obligation aux aliments, ne peut exister qu'au profit de ceux qui ont capacité pour intenter contre l'enfant l'action en paiement d'une pension alimentaire, c'est-à-dire ses ascendants légitimes ou ses père ou mère naturels qui l'ont reconnu;

Attendu que la veuve Lesgourgues, n'ayant jamais reconnu Marcel Magescas, aucune obligation alimentaire n'a, à aucune époque, existé à son profit contre ce dernier; qu'en admettant qu'en fait, Marcel Magescas eût toujours employé le montant de ses salaires à entretenir sa mère et à subvenir à tous ses besoins, cette circonstance est par elle-même insuffisante pour être considérée comme étant la cause génératrice d'un droit dont pourrait se prévaloir la veuve Lesgourgues;

Attendu que la veuve Lesgourgues succombant au procès doit les dépens;

Par ces motifs,

Sans avoir égard autrement que pour les rejeter aux autres fins, moyens et conclusions contraires des parties;

Déclare Marguerite Magescas, veuve Lesgourgues, irrecevable dans sa demande contre Lescastreyres, l'en déboute;

Et la condamne aux dépens liquidés à.....

M. FLACH subst. du proc. de la Rép.

Note. — V. dans le même sens : Trib. civ. Montauban 16 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.637); Trib. civ. Nantes 18 juin 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.173); Trib. civ. Cambrai 5 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.210) et nos notes sous ces décisions.

315-316

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

31 octobre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

OCTROI. — TARIF. — FONTES. — CONSTRUCTIONS IMMOBILIÈRES. — EAUX DE LA VILLE. — TUYAUX. — CANALISATION.

La disposition d'un tarif d'octroi, qui assujettit aux droits les fers de toute espèce, zinc, plomb, cuivre, fonte, façonnés ou non, destinés à des constructions immobilières *s'applique aux tuyaux en fonte d'une canalisation souterraine établie par la ville sous la voie publique pour l'adduction des eaux aux fontaines publiques et chez les habitants.*

Ville de Honfleur c. Degoix..

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu le tarif de l'octroi de la ville de Honfleur et le décret du 26 décembre 1892;

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que Degoix a introduit, en 1895, dans le périmètre de l'octroi de la ville de Honfleur, des tuyaux en fonte destinés à une canalisation souterraine pour l'adduction des eaux de la ville, canalisation dont il avait entrepris la construction pour partie;

Attendu que le tarif susvisé, en vigueur depuis le 1er janvier 1893 jusqu'au 31 décembre 1897, assujettissait à un droit de 2 francs par 100 kilogrammes « les fers de toute espèce, zinc, plomb, cuivre, fonte, façonnés ou non, destinés à la construction des bâtiments ou autres travaux dans lesquels ces objets remplacent les matériaux imposés »; que le décret du 26 décembre 1892 a restreint l'application de cet article dans les termes suivants : « Ne sont pas approuvées lesdites délibérations en tant qu'elles auraient pour objet l'imposition des métaux autres que ceux destinés à des constructions immobilières »;

Attendu que les tuyaux en fonte dont il s'agit rentraient clairement et sans équivoque dans les prévisions du tarif ainsi modifié; que la canalisation établie par la ville sous la voie publique devenait un meuble par son incorporation dans le sol et avait, dès lors, le caractère d'une construction immobilière; qu'il résulte du jugement attaqué lui-même qu'aucune contestation ne pouvait s'élever, dans l'espèce, sur la destination de ces matériaux et qu'ils l'ont effectivement reçue; qu'ils remplaçaient bien des objets imposés, comme le stipulait le tarif, puisqu'ils étaient employés dans la construction aux lieu et place des tuyaux en terre cuite ou en ciment, qui sont nommément assujettis aux droits;

Attendu qu'enfin, si la rédaction trop large de l'article n'a pas été modifiée sur l'affiche en conformité du décret, c'est à tort que le tribunal prétend que Degoix a pu être induit en erreur par cette négligence, puisque les droits qui lui étaient réclamés portaient sur des objets certainement compris dans le tarif publié, et qui ont été expressément maintenus par l'autorité supérieure; qu'en décidant le contraire, et en ordonnant la restitution des droits perçus, par le motif « qu'il y avait au moins un doute sérieux sur la régularité de la perception » et que, dès lors, il y avait lieu d'interpréter le tarif « plutôt en faveur de Degoix qu'en faveur de l'oc-

troi », le jugement attaqué a violé les textes susvisés;

Casse le jugement du Tribunal civil de Pont-l'Evêque, en date du 20 décembre 1898.

MM. FAYE rapp.; DESJARDINS av. gén. — Mes BOIVIN-CHAMPEAUX av.

Note. — V. conf. Cass. 18 juin 1891 (Gaz. Pal. 91.2.358). Comp. aussi : Cass. 25 janvier 1876 (S. 76.1.267).

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

7 août 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré.

1°-2° TRANSCRIPTION. — DROIT RÉEL. — SERVITUDE. — ACTE CONSTITUTIF. — JUGEMENT D'EXPROPRIATION. — PLAN PARCELLAIRE. — VISA. — MENTION DE LA SERVITUDE. — RENONCIATION. — TIERS.

1° *L'obligation de faire transcrire l'acte contenant renonciation à un droit réel de servitude, servitude de passage, dans l'espèce, pour que cette renonciation soit opposable aux tiers, n'existe qu'autant que l'acte constitutif de ladite servitude a été lui-même transcrit conformément à la loi* (L. 23 mars 1855, art. 2 §§ 1 et 2).

2° *Et l'on ne saurait, à cet égard, considérer comme l'équivalent de la transcription de l'acte constitutif de la servitude, pour rendre également nécessaire, le cas échéant, au regard des tiers, la transcription de l'acte de renonciation, le simple visa existant dans un jugement, transcrit suivant la loi du 3 mai 1841, et qui a prononcé une expropriation pour cause d'utilité publique comme condition de laquelle la servitude dont s'agit a été réservée au profit de l'exproprié d'un plan parcellaire, où cette servitude se trouve mentionnée.*

Chemins de fer départementaux c. Aymard.

En 1890, un sieur Carias a été exproprié, pour l'établissement du chemin de fer de la Voulte-sur-Rhône au Cheylard, d'une parcelle de terrain lui appartenant, sise commune de Saint-Laurent du-Pape, arrondissement de Privas (Ardèche). La voie projetée divisait la propriété de l'exproprié; une déviation était indiquée sur le plan parcellaire, la compagnie s'obligeait à exécuter les travaux nécessaires, pour que Carias eût un passage reliant sa maison d'habitation ou autres bâtiments à la voie publique, dont ces bâtiments se trouvaient dorénavant séparés. Par convention du 5 mai 1891, Carrias, moyennant une somme de 550 francs, a exonéré la compagnie de son obligation.

Depuis lors, le 8 octobre 1893, suivant acte reçu par Me Desbois, notaire à Privas, transcrit le 13 du même mois, un sieur Aymard s'est rendu acquéreur de la propriété de Carias, et a fait assigner la Compagnie du chemin de fer devant le Tribunal civil de Privas, aux fins de s'entendre condamner à exécuter dans le délai de quatre mois le chemin projeté lors de l'expropriation, et à payer, en outre 5,000 francs de dommages-intérêts; la convention du 5 mai 1891, soutenait le sieur Aymard, ne lui était pas opposable, faute d'avoir été transcrite. La Compagnie des chemins de fer résista à cette demande; mais par jugement du 10 juin 1896, le tribunal décida que la convention du 5 mai 1891 n'était pas opposable à Aymard, et condamna la compagnie à établir le chemin demandé dans le délai de quatre mois, à payer à Aymard 100 francs de dommages-intérêts et aux dépens. Sur appel, interjeté par la compagnie, ce jugement a été, le 29 juin 1897, confirmé par la Cour de Nîmes.

La Compagnie des chemins de fer s'est pourvue en cassation. Elle a formulé à l'appui de son pourvoi le moyen suivant :

« Violation et fausse application des art. 2 § 2 de la loi du 23 mars 1855, 6, 16, 17, 18 et 38 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, 1134 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a décidé qu'une convention par laquelle une compagnie expropriante s'était affranchie, moyennant le paiement d'une indemnité complémentaire, de l'obligation de faire par elle contractée au profit personnel et exclusif d'un exproprié, et dans le seul but de réparer partiellement le dommage causé par l'expropriation, impliquerait de la part de l'exproprié renonciation à une servitude, n'étant pas, à défaut de transcription, opposable à un créancier hypothécaire, sans établir d'ailleurs que le défendeur éventuel, qui ne s'était pas fait connaître et n'a pas fait inscrire son hypothèque dans les délais de loi fût même créancier hypothécaire de l'exproprié. »

La Chambre civile a statué dans les termes ci-après :

LA COUR,

Vu l'art. 2 § 1 et 2 de la loi du 23 mars 1855 :

Attendu que comme condition de l'expropriation de terrains appartenant à Carias, la Compagnie des chemins de fer départementaux a réservé audit Carias un passage pour les besoins de son exploitation, et s'est obligée à établir à ses frais le chemin

nécessaire à l'exercice de ce passage ; que, par convention du 5 mai 1891, et moyennant la promesse d'une somme de 550 francs, Carias a fait remise à la compagnie de cette obligation ; qu'Aymard s'étant rendu acquéreur du domaine de Carias par acte passé en forme authentique le 8 octobre 1892, et transcrit le 13 du même mois, a assigné la compagnie en exécution des travaux d'établissement du nouveau chemin et soutenu que la convention du 5 mai 1891, non transcrite, ne lui était pas opposable ;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare que les travaux en litige étant l'accessoire d'un droit réel de servitude et participant à ce caractère, la renonciation au bénéfice de l'obligation que la compagnie avait prise de les exécuter, ne serait opposable à Aymard qu'autant qu'elle aurait été transcrite ; qu'il ajoute qu'à la vérité il n'en pouvait être ainsi qu'autant que l'acte constituant la servitude aurait lui-même été transcrit ; mais que « le jugement d'expropriation, rendu en vue du plan parcellaire lequel mentionnait la servitude, dont s'agit, portait transcription de cette servitude, et qu'il en conclut que, faute d'avoir été transcrite, la convention du 5 mai 1891 n'était pas opposable à Aymard » ;

Attendu que le simple visa d'un plan parcellaire dans un jugement d'expropriation transcrit conformément à la loi du 3 mai 1841 ne saurait équivaloir à la transcription des actes de cession ou constitution des droits réels, telle que la loi du 23 mars 1855 l'exige pour donner à ces actes la publicité requise et les rendre opposables aux tiers ; d'où il suit qu'en statuant comme elle a fait, la Cour d'appel de Nîmes a violé le texte de loi ci-dessus visé ;

Casse l'arrêt de la Cour de Nîmes du 29 juin 1897 ;

Renvoie devant la Cour de Grenoble.

MM. Chévrier rapp. ; Sarrut av. gén. — Mes Aguillon et Mimerel av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il ne saurait logiquement en être autrement que l'a décidé la Chambre civile. Au regard des tiers, en effet, la servitude, établie seulement par un acte conventionnel non transcrit, n'existe pas ; les tiers sont donc sans intérêt à connaître la renonciation, passée par le stipulant audit acte, aux conventions y contenues, réputées inexistantes pour eux ; la raison d'être de la transcription, à l'égard de cette renonciation, fait donc, en ce cas, défaut.

II. — Sur le deuxième point : La décision de la Cour de cassation doit encore être approuvée. Le visa obligatoire du plan parcellaire dans le jugement d'expropriation n'implique nullement l'annexe de ce plan à la minute dudit jugement, condition qui serait nécessaire pour qu'on pût dire que le plan fait partie du jugement d'expropriation et que « la transcription du jugement emporte (c'est ce qu'avait dit la Cour de Nîmes) transcription du plan lui-même ». Bien au contraire, la Cour de cassation avait, en effet, déjà décidé, notamment le 6 février 1878 (S. 78.1.181 — D. 78.1.81), qu'un tribunal commet un excès de pouvoir, « quand en prononçant une expropriation pour cause d'utilité publique, il ne se contente pas », comme il le doit, de la représentation du plan parcellaire des propriétés expropriées, mais en ordonne, en outre, la jonction à la minute de son jugement.

TRIBUNAL CIVIL DE MELUN

27 juin 1900.

Présidence de M. Mabire.

RENTES SUR L'ÉTAT. — DONATION. — DON MANUEL. — 1° IMMATRICULATION. — TIERS BÉNÉFICIAIRE. — PROPRIÉTÉ DU TITRE. — PREUVE VIS-A-VIS DU TRÉSOR. — 2° PREUVE VIS-A-VIS DES TIERS. — NON-PARTICIPATION DU DONATAIRE A L'IMMATRICULATION. — NON-DESSAISISSEMENT DU DONATEUR.

1° Vis-à-vis du Trésor, l'inscription d'une rente sur le grand livre de la dette publique constitue la preuve écrite, complète et indiscutable, de la propriété de celui au profit duquel elle est faite.

2° Vis-à-vis des tiers, elle ne fait foi de cette propriété que s'il ressort des circonstances qu'il est intervenu entre les parties des conventions ayant eu pour objet et pour résultat d'opérer une transmission de propriété.

Spécialement, si la donation d'un titre de rente peut être faite au moyen d'un transfert et d'une immatriculation au nom du bénéficiaire, sans recourir aux formes solennelles édictées par les art. 931 et 932 C. civ., cette libéralité n'existe qu'autant qu'elle a été acceptée par le bénéficiaire ; jusque là elle est essentiellement révocable, et, à plus forte raison, susceptible de n'être maintenue que sous certaines restrictions. D'autre part, elle ne constitue pas davantage un don manuel, lorsque l'acquéreur conserve en sa possession le titre de rente pour en toucher les arrérages jusqu'au jour de la majorité ou du mariage du titulaire, époque à laquelle il se propose seulement de s'en dessaisir.

Feuillette c. époux Amon.

Le Tribunal,

Reçoit les époux Amon reconventionnellement demandeurs, et statuant par un seul et même jugement, tant sur la demande principale que sur la demande reconventionnelle :

Attendu que l'action introduite par Feuillette contre les époux Amon tend à ce que ceux-ci soient tenus de lui remettre un titre de 293 francs de rente 3 0/0 sur l'Etat français, qu'il déclare appartenir à sa fille mineure, ainsi que des arrérages de cette rente encaissés par les défendeurs depuis le 1er juillet 1896 ;

Attendu qu'il est justifié que le titre revendiqué

portant le n° 416,476 de la 4e série est immatriculé ainsi qu'il suit : Feuillette (Marie), mineure, sous la tutelle légale de Louis-Napoléon Feuillette, son père; que d'après le demandeur, cette immatriculation établissant d'une façon complète et sans restriction le droit de propriété de la demoiselle Marie Feuillette, il est fondé, en sa qualité de tuteur naturel et légal, à en exiger la remise pour en toucher lui-même les arrérages jusqu'à l'accomplissement de la majorité de cette dernière;

Attendu qu'en réponse à cette prétention, les époux Amon expliquent au tribunal qu'ils ont fait eux-mêmes et de leur plein gré l'acquisition du titre de rente dont il s'agit, au nom de la demoiselle Marie Feuillette pour obéir par devoir de conscience au désir à eux exprimé de vive voix par la dame veuve Fontaine, leur tante, décédée à Melun, le 26 avril 1896, dont ils ont été institués les légataires universels, aux termes d'un testament olographe, en date à Melun du 23 janvier 1894, déposé en l'étude de Me Godillon, notaire à Melun, le 27 avril 1896;

Attendu que, d'après leurs déclarations, la dame Fontaine, leur tante, en faisant ces dispositions testamentaires, a manifesté l'intention de laisser à la demoiselle Marie Feuillette, sa petite nièce, pour l'époque de sa majorité ou de son mariage, une somme de 10,000 francs à prendre dans l'actif de la succession; que, par mesure de prudence, et pour assurer en tout état de cause l'exécution de cette intention, ils ont aussitôt après le décès de Mme Fontaine, employé une somme de 10,000 francs en une inscription de rente immatriculée ainsi qu'il a été dit ci-dessus, se réservant de la conserver et d'en toucher eux-mêmes les arrérages jusqu'au jour de la majorité ou du mariage de la bénéficiaire, époque à laquelle ils se déclarent prêts à se dessaisir du titre;

Attendu que si elles ne sont appuyées d'aucune preuve écrite, ces explications sont des plus vraisemblables et qu'il est démontré qu'elles sont conformes à la réalité des faits; que Feuillette se trouve dans l'impossibilité de justifier d'une façon quelconque comment sa fille mineure est devenue propriétaire d'un titre de rente dont l'existence même ne lui a été révélée qu'à une date récente; que, dans tous les cas, il n'est pas contestable que l'acquisition de ce titre a été faite par les époux Auron, lesquels n'y étaient nullement tenus; que cette acquisition faite au nom de la demoiselle Feuillette constitue donc, en réalité, un acte de libéralité au profit de cette dernière, libéralité qui dans la circonstance n'était point sans restriction, puisque le fait de conserver le titre et d'en toucher eux-mêmes les arrérages implique nécessairement de leur part la volonté de n'en abandonner la jouissance qu'à une époque ultérieure;

Attendu qu'il importe de rechercher si, malgré ces prétentions qui ressortent clairement des circonstances, l'inscription de la rente au nom de la demoiselle Feuillette a, par elle seule, une force probante et juridique telle qu'on doive, à l'encontre de l'équité et des faits, décider que Feuillette a droit, à compter du 1er juillet 1896, à la jouissance du titre acheté par les époux Amon dans les conditions précitées;

Attendu que vis-à-vis du Trésor, l'inscription d'une rente sur le grand livre de la dette publique constitue la preuve écrite, complète et indiscutable, de la propriété de celui au profit duquel elle a été faite; que la disposition de l'art. 6 du 24 août 1793, 2 et 3 de la loi du 28 florial, an VII, 13 et 19 de l'arrêté du 27 prairial, an X, ne peuvent laisser aucun doute à cet égard;

Attendu qu'il y a lieu d'admettre que cette inscription fait foi également au regard des tiers, à moins qu'il ne ressorte des circonstances qu'en réalité il n'est point intervenu entre les parties de conventions ayant eu pour objet et pour résultat d'opérer une transmission de propriété;

Attendu qu'à raison des règles tracées par les lois précitées pour l'acquisition et la transmission de ces sortes de valeurs, les époux Amon ont pu, il est vrai, faire donation à la mineure Feuillette d'un titre de rente par eux acheté en son nom en 1896, sans observer les formes prescrites par les art. 931 et 932 C. civ.;

Mais attendu que l'acceptation d'une libéralité est toujours nécessaire pour en assurer la validité et pour créer entre les parties un lien de droit pouvant servir de base à une demande en revendication;

Attendu que l'immatriculation d'un titre de rente au nom d'un tiers suffit à établir l'acceptation du bénéficiaire toutes les fois que cette acceptation n'est pas démontrée par les faits; mais qu'il ne saurait en être ainsi lorsque, comme dans l'espèce actuelle, l'immatriculation a eu lieu sans la participation du titulaire de la rente ou de ses représentants et même à son insu; que dans ce cas, en effet, il apparaît clairement des circonstances de la cause qu'à défaut du concours des parties il n'est point intervenu d'acceptation et que, par conséquent, il manque l'un des éléments essentiels à la validité et à l'incommutabilité d'une libéralité entre vifs sous quelque forme qu'elle soit faite;

Attendu, au surplus, qu'il n'y a pas eu don manuel de la part des époux Amon, ceux-ci ne s'étant point dessaisis du titre de rente à eux revendiqué; que, dans ces circonstances, ils sont fondés à soutenir que la libéralité par eux faite, n'ayant pas été suivie d'acceptation, est, de leur part, susceptible de révocation ou du moins qu'ils sont en droit de ne la maintenir que sous la restriction qu'ils prétendent imposer, et qui, d'après eux, a toujours été dans leur intention, c'est-à-dire que cette condition qu'ils en conserveront eux-mêmes la jouissance jusqu'au jour de la majorité ou du mariage de la demoiselle Marie Feuillette;

Attendu, en conséquence, qu'il échet de donner acte aux époux Amon de leurs déclarations et, faisant droit à la demande reconventionnelle, de décider

qu'ils pourront conserver le titre de rente litigieux et en toucher les arrérages jusqu'au jour du mariage ou de la majorité de la demoiselle Marie Feuillette;

Par ces motifs,

Déclare Feuillette mal fondé en ses demande, fins, moyens et conclusions, l'en déboute;

Donne acte aux époux Amon de ce qu'il déclarent avoir fait immatriculer un titre de 293 francs de rente 3 0/0 sur l'Etat français au nom de la demoiselle Marie Feuillette, et de ce qu'ils sont disposés à lui remettre ce titre au jour de son mariage ou de sa majorité;

Dit que les arrérages du titre de 293 francs de rente 3 0/0 susvisé, portant le numéro 416.479 de la 4e série et immatriculé au nom de la demoiselle Marie Feuillette, appartiendront aux époux Amon jusqu'au jour du mariage de cette dernière ou jusqu'au jour où elle aura atteint sa majorité;

Condamne Feuillette aux dépens, avec distraction au profit de Me Lustin.

Note. — I. — Sur le premier point : Il n'est pas douteux que l'inscription d'un titre de rente constitue une preuve inattaquable de la propriété du bénéficiaire vis-à-vis du Trésor qui ne peut, dès lors, se refuser, tant que l'inscription est maintenue, à lui servir les arrérages de cette rente. Lorsqu'un nom, en effet, est donné au Trésor comme étant celui du titulaire de la rente, et que le Trésor opère l'inscription de ce nom sur le grand livre de la dette publique, il y a incontestablement, au profit du titulaire inscrit, droit au paiement des arrérages, par application du texte même de la loi qui dispose, soit que « le grand livre constitue le titre unique et fondamental de tous les créanciers de l'Etat », soit que « les arrérages seront payés au porteur de l'extrait d'inscription du grand livre, sur la représentation qu'il en fera » (art. 5 loi 22 floréal an VII — rentes nominatives — et art. 6 loi 29 avril 1831 — rentes au porteur). En sorte que l'on peut dire que le Trésor, par cela même qu'il a opéré l'immatriculation du titre, s'est constitué débiteur des arrérages de la rente.

La foi dûe à cette immatriculation ne pourrait être contestée que dans les cas où la vérité des actes authentiques pourrait être contestée. « Attendu qu'il résulte de l'ensemble de la législation qui a organisé la dette publique, notamment de la loi des 24 août-13 septembre 1793, que toute mutation de rente sur l'Etat régulièrement opérée a la force et la valeur d'un acte authentique, d'où la conséquence que l'inscription sur le grand livre constitue au profit du titulaire une preuve absolue de la propriété qui ne peut être combattue que dans les cas où il est exceptionnellement permis de contester la foi dûe aux actes authentiques. » Paris 20 juillet 1894 (Gaz. Pal. 94.2.571 — S. 96.2.191) — Comp. Trib. civ. Seine 8 novembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1., v° Rentes sur l'Etat, nos 3 et 4).

II. — Sur le second point : Mais l'inscription sur le grand livre suffit-elle à établir vis-à-vis des tiers, comme vis-à-vis du Trésor, les droits du titulaire? En d'autres termes, les tiers peuvent-ils contester la transmission de la propriété d'une rente par voie de transfert, par exemple, comme faite en vertu d'une obligation nulle?

Oui, d'après un premier système. « L'inscription d'une rente sur le grand livre de la dette publique est une preuve écrite et complète du droit de propriété de celui au profit duquel elle a été faite, le paiement et l'acceptation du transfert résultant de l'inscription elle-même; aussitôt l'inscription faite, il y a preuve écrite de la cession, du paiement et du transfert ». Cass. 24 juillet 1844 (S. 44.1.787 — D. 44.1.321). « L'acceptation, ajoute la Cour d'Orléans, résulte suffisamment, pour le titulaire, de l'inscription de son nom sur le grand livre opérée par le ministère de l'agent de change qui, aux termes de la législation sur la matière, est réputé le mandataire légal ». Orléans 9 juillet 1845 (S. 46.2.108 — D. 46.2.31). Dans ce sens encore : Cass. 16 février 1848 (S. 48.1.369 — D. 48.1.67); Pau 6 juillet 1870 (S. 72.2.270); Cass 20 juin 1876 (S. 77.1.458 — D. 77.1.378); Amiens 11 mai 1877 (S. 78.2.39 — D. 78.2.218); Aubry et Rau, 4e édit., t. VII, § 659, p. 85; Demolombe, Donations, t. III, n° 106; Buchère, Valeurs mobilières, 2e édit., n° 1255. Dans ce système, l'inscription sur le grand livre constitue une preuve écrite non seulement de la déclaration de transfert, mais encore de l'existence et de la validité de l'opération juridique que constate ce transfert; et de là, cette conséquence qu'aux termes de l'art. 1341 C. civ., aucune preuve par témoins ou par présomptions ne peut être admise contre et outre une preuve de cette nature, si ce n'est dans les cas exceptionnels prévus par les art. 1347 et 1353 C. civ., c'est-à-dire lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, ou lorsque l'acte est attaqué pour cause de dol ou de fraude : Cass. 24 juillet 1844 et Orléans 9 juillet 1845. précités.

Non, d'après un second système. Ce système considère le transfert comme une opération purement matérielle destinée à constater vis-à-vis du Trésor le résultat d'un acte juridique antérieur. Une personne, par exemple, acquiert une rente sur l'Etat, soit à titre d'acheteur, soit à titre de donataire, ou encore comme héritier. Ce n'est pas le transfert qui opère à son profit la transmission de la propriété du titre de rente, c'est l'accomplissement de la vente ou de la donation, c'est l'ouverture de son droit héréditaire. En d'autres termes, « la propriété d'une rente sur l'Etat se transfère à l'aide de l'un des modes ordinaires organisés par la loi, auquel il faut ajouter, à l'égard de l'Etat et des tiers, la formalité indispensable du transfert » A. Tissier note sous Paris 25 mars 1891 (S. 92.2.129). De cette théorie, il résulte que les tiers qui veulent contester la transmission de la propriété d'un titre de rente par voie de transfert doivent attaquer non pas l'inscription elle-même considérée comme preuve écrite, mais l'acte juridique dont elle est la conséquence, et cela à l'aide des moyens de preuve applicables à la nature particulière de cet acte.

Cette jurisprudence, déjà adoptée par plusieurs décisions, notamment : Paris 16 juin 1842 (S. 42.2.361); 14 janvier 1848 (S. 49.2.267 — D. 48.2.14); 9 mars 1860 (D. 60.5.123), rencontre de plus en plus de faveur et tend à se substituer à la jurisprudence jusqu'alors suivie par la Cour de cassation. Le Conseil d'Etat s'y est rallié dans un arrêt du 8 juin 1883 (S. 85.3.31 — D. 85.3.17). Et enfin la Cour de Paris l'a très nettement appliquée dans son arrêt du 25 mars 1891 (S. 92.2.129 — D. 93.2.489). V. dans le même sens : Laurent, t. XII, n° 314; et la consultation fort savante délibérée par MM. Philippe Dupin, Duvergier et Paillet (S. 46.2.109 — D. 46.2.31).

Cette opinion nous paraît d'ailleurs plus conforme, non seulement aux principes généraux du droit, mais aux textes mêmes de la loi. Sur quoi se base, en effet, la jurisprudence contraire?

1° Sur l'art. 6 du décret du 24 août 1793, lequel déclare que « le grand livre de la dette publique sera le titre unique et fondamental de tous les créanciers de la République », et d'où elle tire cette conclusion que l'inscription

de la rente sur le grand livre constitue pour le titulaire une preuve suffisante de son droit. Or, cet article tranche une question d'administration, non une question de droit, ainsi que l'explique le rapport de Cambon à l'assemblée nationale. « Par cette opération simple et facile, dit ce rapport, toutes les dettes publiques reposeront sur un titre unique; on verra disparaître de suite tous les parchemins et paperasses de l'ancien régime; toute la science des financiers pour connaître la dette publique consistera dans une addition du grand livre. » Ailleurs encore, Cambon est plus explicite. « Il importe au crédit public, dit-il, de simplifier et faciliter la vente et la cession sur le grand livre; c'est dans cette vue que nous vous proposons de décréter qu'à l'avenir on pourra en disposer comme de créances mobilières », preuve, par conséquent, que l'opération du transfert n'avait pas, dans l'esprit du législateur, la vertu magique de donner l'existence à un contrat qui n'a pas existé.

2° Sur l'art. 6 du décret du 22 floréal an VII, disposant qu'en cas de donation le transfert des rentes se fera sur la simple production d'un certificat délivré par le notaire détenteur de la minute; — sur l'arrêté du 27 prairial an X qui exige pour le transfert la présence d'un agent de change chargé de certifier l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites — sur l'arrêté du 13 thermidor an XIII qui décide que l'acquéreur sera saisi vis-à-vis des tiers de la propriété de l'inscription transférée, par la seule signature du vendeur sur le registre de transfert. — Mais toutes ces prescriptions ont pour but de réglementer les détails du transfert, non de résoudre la question dé la validité de l'opération juridique en vertu de laquelle il intervient. Nulle part, il n'y est question de cette opération, mais seulement des formalités par l'accomplissement desquelles le transfert sera inattaquable vis-à-vis de l'Etat.

En somme, on peut conclure avec Dupin, dans la consultation précitée, « que le transfert est inattaquable vis-à-vis de l'Etat, lorsque toutes les formalités prescrites ont été remplies. Il forme le titre unique de celui au profit duquel il a été opéré; mais le point de savoir s'il doit conserver ce titre, si la disposition qui en est la source et dont il n'est que la consécration est une disposition légale, doit être apprécié et jugé selon les règles ordinaires du droit. » V. sur la question : Dalloz, Supplément, v° Trésor public, n°s 715 à 719; Tissier, note précitée, et la consultation de MM. Philippe Dupin, Duvergier et Paillet.

317

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

22 octobre 1900.

Présidence de M. Tanon.

ACTION POSSESSOIRE. — PRESCRIPTION. — POSSESSION. — CARACTÈRES. — EAUX. — SOURCE. — FONDS SUPÉRIEUR. — FONDS INFÉRIEUR. — TRAVAUX APPARENTS (ABSENCE DE).

Sauf la différence de durée, la possession doit avoir les mêmes caractères, pour former la base d'une action en complainte, que pour opérer la prescription.

Spécialement et dès lors, en vertu de l'art. 642 C. civ., cette possession, lorsqu'il s'agit de recevoir les eaux d'une source située dans un fonds supérieur, ne peut résulter que de l'exécution d'ouvrages apparents faits par le propriétaire du fonds inférieur pour faciliter la chute desdites eaux dans son héritage.

Pereire c. commune d'Amélie-les-Bains.

La Cour,

Sur le moyen de cassation pris de la violation des art. 1351, 2229 et suiv. C. civ., 23 et suiv. C. pr. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que, par le jugement du Tribunal de Perpignan, du 22 juin 1896, il a été décidé que les consorts Péreire avaient la possession plus qu'annale des eaux recueillies dans leur puisard, et qu'en conséquence, il a été fait défense à la commune de les troubler dans cette possession, en maintenant à un niveau inférieur une canalisation dont l'effet était de mettre ledit puisard à sec, par le drainage de son contenu; que dans le nouveau litige évacué par la décision attaquée, la demande des consorts Pereire avait un objet tout différent; que ce qu'ils reprochaient à la commune, ce n'était plus de provoquer la fuite des eaux amassées dans leur puisard, mais d'empêcher d'arriver à ce puisard une partie des eaux qui, précédemment, s'y déversaient, en les faisant jaillir dans le lavoir public, au moyen de trous pratiqués au fond du bassin de ce lavoir; que la chose demandée n'étant plus la même, le Tribunal de Céret n'a pu se trouver lié par l'autorité de la solution donnée au précédent procès;

Attendu que, sauf la différence de durée, la possession doit avoir les mêmes caractères, pour former la base d'une action en complainte, que pour opérer la prescription; qu'en vertu de l'art. 642 C. civ., cette possession, lorsqu'il s'agit du droit de recevoir les eaux d'une source située dans un fond supérieur, ne peut résulter que de l'existence d'ouvrages apparents faits par le propriétaire du fond inférieur pour faciliter la chute desdites eaux dans son héritage;

Attendu que le jugement attaqué constate, en fait, que, sous le lavoir public, émerge une source, dite du bain des porcs, qui, par suite, appartient à la commune, et dont celle-ci n'a fait qu'user, conformément à l'art. 641 C. civ., en lui donnant issue par des ouvertures creusées dans le fond dudit lavoir; qu'il importe peu que, jusque-là, les eaux de cette source aient pu se confondre avec celles du bassin de réfrigération appartenant aux demandeurs; que ces derniers n'ayant fait aucun ouvrage apparent pour les capter et en assurer l'adduction dans leur puisard, leur action possessoire manquait de base légale et ne pouvait être favorablement accueillie;

Rejette le pourvoi formé par les consorts Pereire contre le jugement du Tribunal civil de Céret du 28 juin 1898.

MM. COTELLE rapp.; MELCOT av. gén. — Me SABATIER av.

Note. — Tout le monde, d'une part, s'accorde à reconnaître que, sauf la différence de durée, la possession ne peut autoriser la complainte que lorsqu'elle réunit les qualités dont elle doit être revêtue pour servir de base à l'usucapion : Curasson, Compét. des juges de paix, t. I, p. 84; Bélime, Traité du droit de possession et des actions possessoires, nos 28 et 29; Crémieu, Théorie des actions possessoires, n° 264; Caron Traité théorique et pratique des actions possessoires, n° 665; Troplong, Prescription, t. I, n° 331; Aubry et Rau, t. II, § 188, p. 151. D'autre part, il est de jurisprudence constante que le propriétaire du fonds inférieur ne peut être reconnu fondé à prétendre avoir eu des eaux, provenant d'une source du fonds supérieur, une possession utile pour prescrire le droit de se servir desdites eaux, que s'il prouve avoir établi, à demeure, depuis plus de trente ans, sur le fonds même où naît la source, des travaux apparents destinés à faciliter l'écoulement des eaux dont s'agit dans sa propriété : Cass. 19 octobre 1899 (Gaz. Pal. 99.2.580) et la note. Partant donc du premier principe ci-dessus rappelé que les caractères de la possession annale, que protège l'action possessoire, ne sont point autres que ceux de la possession pour prescrire, il faut logiquement en conclure que c'est également seulement, quand le demandeur en complainte a fait sur le fonds supérieur, où naît la source, des travaux dont l'existence remonte à plus d'un an, pour conduire les eaux de cette source sur le fonds inférieur, sa propriété, que sa complainte ayant pour objet de se faire reconnaître et maintenir en possession annale du droit de recueillir et utiliser lesdites eaux peut être reconnue fondée. C'est en ce sens que se prononce l'arrêt recueilli, et ce qu'avaient d'ailleurs déjà également décidé plusieurs arrêts antérieurs : Cass. 15 février 1854 (S. 54.1.186 — J. du P. 54.2.350 — D. 54.1.111); 10 mars 1855 (S. 56.1.609 — J. du P. 56.1.490 — D. 56.1.345); 18 mars 1857 (S. 57.I.263 — J. du P. 57.846 — D. 57.1.122.)

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

26 juin 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

SOCIÉTÉ CIVILE. — CONSTITUTION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 1er AOUT 1893. — FORME ANONYME. — OBLIGATION PERSONENELLE DES ASSOCIÉS. — ÉTENDUE. — CRÉANCIER. — CONVENTION PARTICULIÈRE.

Si, pour les sociétés civiles qui ont pris la forme commerciale antérieurement à la loi du 1er août 1893, la responsabilité des associés vis-à-vis des tiers reste soumise au droit commun, tel qu'il est déterminé par l'art. 1863 C. civ., il est cependant loisible à ceux-ci de renoncer au bénéfice de cet article.

Et cette renonciation peut résulter de ce qu'un créancier a connu, en traitant avec le président du conseil d'administration de la société, agissant en cette qualité, les conditions dans lesquelles celle-ci était constituée, ou qu'il aurait pour débiteur une société anonyme, et formellement stipulé à plusieurs reprises, dans sa correspondance, qu'il serait payé sur les bénéfices futurs de la société.

Schabawer c. Olive et autres.

Le 21 février 1893, le Tribunal civil de Marseille avait rendu le jugement suivant :

« Attendu que le sieur Schabawer, ingénieur à Castres, se prétendant créancier vis-à-vis de la Société des mines de Genolhac d'une somme de 216,000 francs, a cité les défendeurs (MM. Olive et autres, membres de la société), pour s'entendre condamner, vu l'insuffisance de l'actf social, à lui payer le montant de sa créance par contribution personnelle et proportionnelle au nombre d'actions que chacun d'eux possédait dans la société;

« Attendu que les défendeurs repoussent cette action, en excipant à la fois du caractère commercial de la société et de la forme anonyme, sous laquelle elle a été constituée;

« Attendu que, commerciale ou civile, la société des mines de Genolhac a adopté la forme anonyme, telle qu'elle est prévue et réglée par le Code de commerce et la loi du 24 juillet 1867; qu'il n'est pas douteux que les actionnaires ont dû limiter leur responsabilité au montant de leurs actions; que toute la question est de savoir si cette restriction de responsabilité, résultant des statuts et de la forme adoptée, est opposable aux créanciers;

« Attendu que la limitation des responsabilités, qui est de l'essence des sociétés anonymes commerciales, est applicable aux tiers par le seul fait de la publication, à laquelle la loi de 1867 attache l'effet d'une sorte de contrat préalable entre la société et les tiers éventuellement appelés à traiter avec elle; mais que la loi de 1867 n'étant faite que pour les sociétés commerciales, la jurisprudence a eu à se demander quelles seraient les conséquences à tirer, au regard des tiers, de la publication par une société civile des statuts, dans lesquels, usant de la liberté des conventions, elle aurait adopté la forme anonyme; qu'il pouvait, en effet, paraître illégal et dangereux pour l'intérêt des tiers d'attacher au seul fait d'une publication facultative l'effet que la loi commerciale attache à cette même formalité, qui est obligatoirement imposée aux sociétés commerciales;

« Mais attendu que, lorsqu'un tiers, traitant avec une société civile constituée en la forme anonyme, a, en pleine et entière connaissance de

la forme constitutive et des conséquences qui en découlent au point de vue de la limitation de la responsabilité des associés, lorsqu'il a nécessairement adopté les dispositions des statuts par les circonstances mêmes dans lesquelles il a consenti à traiter, il ne saurait être admis à prétendre qu'il a une action *in infinitum* sur les biens personnels des associés, après épuisement de l'actif social, par cela seul que la société est une société civile et qu'il n'existe pas dans le contrat duquel est née sa créance une clause spéciale et formelle ayant pour but de restreindre l'étendue de l'obligation des associés ;

« Attendu qu'une telle prétention, émise par Schabawer, donne à l'art. 1863 C. civ. une portée excessive qu'il n'a pas, qu'il ne peut avoir, et omet au contraire de tenir compte d'autres règles de droit commun qui doivent recevoir leur application dans la cause ;

« Attendu, en fait, que les statuts de la Société anonyme des mines de Genolhac ont été publiés en la forme prescrite par la loi du 24 juillet 1867 dès le mois d'août de l'année 1888, et que c'est au mois de novembre de la même année que s'est formé par correspondance le contrat de louage d'industrie, en vertu duquel Schabawer est demeuré créancier de la somme importante qu'il réclame aujourd'hui ;

« Attendu que cette correspondance est intervenue entre Schabawer et le sieur Richard, agissant en qualité de président du conseil d'administration des mines de Genolhac ; que cette correspondance est incomplète et que les lettres reçues par Schabawer ne sont présentées qu'en copie, mais qu'il ne saurait nier la qualité en laquelle Richard agissait, puisque, d'une part, les copies par lui produites énoncent la signature Richard, suivie de la mention de sa qualité ; que, d'autre part, les réponses de Schabawer, conservées en original par les défendeurs et signées de sa main, ont été écrites avec entête à M. le président du conseil d'administration des mines de Genolhac et Graissessac ; que si donc Schabawer entendait que les souscripteurs ou actionnaires, dont Richard était le porte-parole, fussent envers lui tenus *in infinitum* sur leurs biens personnels en cas d'insuccès des opérations sociales, il avait à exiger de Richard la production des pouvoirs donnés par ses mandants, et il aurait ainsi reconnu que Richard traitait au nom d'une société anonyme par actions, dont les statuts impliquaient la limitation de l'obligation des associés au montant de leur intérêt ; il aurait su que, derrière Richard, il existait, non une association de personnes, mais une association de capitaux, et que, le capital épuisé, sa garantie serait épuisée ;

« Attendu que l'art. 1862 C. civ., unique fondement de la demande, ne répond nullement à un contrat intervenu dans les circonstances qui viennent d'être indiquées ; qu'il est à noter que Schabawer, en s'appuyant sur cet article, n'en réclame pas seulement la rigoureuse application, puisque son système, suivi jusqu'au bout, tendrait à obliger les actionnaires à payer chacun pour leur part virile, sans tenir compte du nombre d'actions dont ils sont souscripteurs ; que le Code civil, envisageant le contrat de société dans sa simplicité élémentaire, supposant une obligation contractée par deux ou plusieurs associés sans indication de la part de chacun d'eux dans la dette, après avoir, en l'art 1862, déclaré qu'ils ne seront pas débiteurs solidaires, mais seulement conjoints, ajoute, en l'art. 1863, que ces débiteurs conjoints seront engagés chacun pour une égale part envers le créancier, s'ils n'ont stipulé, vis-à-vis de lui, qu'ils en seront tenus dans des proportions différentes, mais que ce texte est étranger au cas où les associés, ne figurant pas personnellement au contrat, y sont représentés par un mandataire, chacun d'eux ne peut alors être obligé que dans les limites des pouvoirs qu'il a donnés, il est bien évident que lorsqu'un associé a, par les statuts, limité sa responsabilité au montant de son apport, il a, par cela même, implicitement refusé à l'administrateur le pouvoir de l'obliger *in infinitum* sur tous ses biens personnels ;

« Attendu que le premier devoir d'une personne qui traite avec un mandataire est de vérifier les pouvoirs de celui-ci, et l'art. 1864, qui suit l'art. 1863, offre précisément un cas d'application de cette règle ; que si Schabawer a négligé de le faire, il a eu tort, mais que le tribunal est, au surplus, convaincu qu'il n'y a eu ni erreur, ni surprise, et que Schabawer, en traitant avec l'administrateur de la société, n'a certainement pas ignoré qu'il aurait pour débiteur une société anonyme ; qu'il n'a pas fait confiance à Olive, à Fabre, à Rostand ou à tout autre des défendeurs, dont il pouvait ignorer le nom et même l'existence ; qu'il a fait confiance au capital social et à l'entreprise au succès de laquelle tout le monde avait foi, et dont le résultat a trompé toutes les espérances, y compris celles de Schabawer lui-même, puisque, dans les lettres qu'il produit, il est formellement stipulé à plusieurs reprises qu'il sera payé de ses fournitures sur les bénéfices futurs ;

« Attendu que le système plaidé au nom du

demandeur aboutirait en somme à cette conséquence finale, qu'il serait impossible à une société civile de prendre la forme anonyme, résultat aussi insoutenable avant la loi de 1893 qu'il le serait aujourd'hui, car cette loi nouvelle, en reconnaissant implicitement la légalité des associations de capitaux appliquées aux entreprises civiles, n'a fait que consacrer la pratique existante, avec adjonction des garanties que le régime de la loi commerciale assure aux intérêts des tiers;

« Attendu que la demande est donc mal fondée en droit et en fait;

« Par ces motifs,

« Déclare Schabawer mal fondé en sa demande, l'en déboute ».

Sur appel, ce jugement a été confirmé par la Cour d'appel d'Aix avec adoption de motifs le 1er décembre 1897.

Le sieur Schabawer s'est pourvu en cassation et a formulé à l'appui de son pourvoi le moyen suivant :

« Violation des art. 1832 et suiv., 1863 C. civ., et 7 de la loi du 30 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a rejeté la demande formée par l'exposant contre les défendeurs éventuels personnellement, à raison de l'insuffisance de l'actif social de la Société civile des mines de Genolhac, dont ils sont actionnaires, par le motif que cette société ayant adopté la forme anonyme, la responsabilité des actionnaires était limitée au montant de leurs actions, alors que les membres d'une société civile restent soumis à la responsabilité personnelle de droit, quelle que soit la forme que cette société civile ait empruntée pour se constituer. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu que si, pour les sociétés civiles qui ont pris la forme anonyme antérieurement à la loi du 1er août 1893, la responsabilité des associés vis-à-vis des tiers reste soumise au droit commun, tel qu'il est déterminé par l'art. 1863 C. civ., il est loisible à ceux-ci de renoncer au bénéfice de cet article;

Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué constate que Schabawer connaissait les conditions dans lesquelles la société des mines de Genolhac s'était constituée; qu'il a traité avec le président du conseil d'administration de cette société agissant en cette qualité; qu'il savait qu'il aurait pour débiteur une société anonyme; que, dans sa correspondance, il a formellement stipulé à plusieurs reprises qu'il serait payé de ses fournitures sur les bénéfices futurs de la société;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, l'arrêt attaqué a pu, sans violer aucune loi, déclarer que le sieur Schabawer avait renoncé au droit d'agir personnellement contre les membres de la société;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Aix, du 1er décembre 1897.

MM. Crépon rapp.; Sarrut av. gén. — Mes Sabatier et Devin av.

Note. — Antérieurement à la loi du 1er août 1893, la question de savoir quelle était, vis-à-vis des créanciers sociaux, l'étendue de la responsabilité personnelle des membres associés d'une société civile ayant adopté la forme anonyme, était très vivement controversée. La jurisprudence, après hésitations, paraissait toutefois fixée en ce sens, qu'en principe cette responsabilité restait soumise au droit commun suivant l'art. 1863 C. civ., qui déclare que « les associés sont tenus envers le créancier, avec lequel ils ont contracté, chacun pour une somme et part égales, encore que la part de l'un d'eux dans la société soit moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part »; et ce, sans que les membres de la société pussent limiter par avance l'étendue de leur obligation par une clause de l'acte social déclarant que les créanciers n'auraient pour gage que les biens dépendant de la société, une telle clause n'étant pas opposable aux tiers. V. Cass. 21 octobre 1895, et la note sur le troisième point (Gaz. Pal. 95.2.530). C'est cette jurisprudence dans laquelle la Chambre civile persiste par l'arrêt ci-dessus à l'égard des sociétés civiles à forme anonyme constituées avant la loi du 1er août 1893. L'art. 68 de la loi du 1er août 1893, édictant que « quel que soit leur effet, les sociétés en commandite ou anonymes, qui seront constituées dans les formes du Code de commerce ou de la présente loi, *seront* commerciales et soumises aux lois et usages du commerce », ne dispose, en effet, que pour l'avenir, et sans effet rétroactif pour permettre aux sociétés antérieurement constituées d'en revendiquer l'application et le bénéfice : Lyon-Caen et Renault, Dr. com., 3e édit., t. II, n° 1087; Houpin, Traité des Soc. civ. et comm., 3e édit., t. Ier, n° 278.

COUR D'APPEL DE PARIS (1re Ch.)

20 juillet 1900.

Présidence de M. Lefebvre de Viefville.

PRIVILÈGE. — COMPTABILITÉ PUBLIQUE. — RECEVEUR BURALISTE. — AGENT COMPTABLE. — ART. 2 DE LA LOI DU 5 SEPTEMBRE 1807.

On doit entendre par agents comptables de l'Etat tous les agents qui ont le maniement des deniers publics, c'est-à-dire qui reçoivent ou paient des fonds appartenant à l'Etat, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre ceux qui paient sans percevoir ou ceux qui reçoivent sans payer.

Par suite, les receveurs buralistes rentrent dans la catégorie des agents comptables de l'Etat; et, à ce titre, le privilège établi sur les meu-

bles de ces derniers par l'art. 2 de la loi du 5 septembre 1807, leur est applicable.

Trésor public c. Chevauchée.

A la date du 30 décembre 1898 le Tribunal de Nogent-le-Rotrou a rendu le jugement suivant :

« Attendu que le Trésor public réclame son admission par privilège à la liquidation judiciaire Chevauchée pour une somme de 1,632 fr. 42 que Chevauchée aurait encaissée en sa qualité de receveur buraliste ; que le Trésor base sa demande en collocation par privilège sur la loi du 5 septembre 1807 qui lui confère un privilège sur les biens meubles de tous les comptables ; qu'il importe donc de rechercher si un receveur buraliste peut être considéré comme un comptable et si, en conséquence, ses biens meubles sont soumis au privilège conféré par ladite loi ;

« Attendu que le comptable est celui qui, opérant des recettes et effectuant des paiements, est chargé d'un maniement quelconque des deniers publics; que tel est le sens donné au mot comptable par tous les auteurs de l'ancienne jurisprudence;

« Attendu qu'un receveur buraliste est uniquement chargé de percevoir des droits de régie pour le compte de l'administration des contributions indirectes; qu'il doit les verser entre les mains des agents de cette administration aux époques fixées par les règlements ; qu'il n'effectue jamais de paiement pour le compte du Trésor public; qu'il n'a donc pas de maniement de fonds et ne peut être classé dans la catégorie des comptables sur les biens desquels la loi de 1807 a conféré un droit de privilège au profit du Trésor public;

« Par ces motifs,

« Déboute le Trésor public de sa demande en collocation par privilège à la liquidation judiciaire Chevauchée ;

« L'admet comme créancier chirographaire au passif de ladite liquidation et dit qu'il devra affirmer sa créance devant M. le juge-commissaire de ladite liquidation ;

« Et condamne le Trésor public au dépens. »

Appel. — Arrêt.

La Cour,

Considérant que le tribunal a repoussé la collocation du Trésor public comme créancier privilégié de 1,632 fr. 42 à la faillite Chevauchée; que l'art. 2 de la loi du 5 septembre 1807 a établi un privilège général, sans restriction, sur tous les biens meubles des comptables; qu'on doit entendre par comptables tous les agents qui ont le maniement des deniers publics, qui reçoivent et paient des fonds appartenant à l'Etat, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre ceux qui paient sans percevoir ou ceux qui perçoivent sans payer; que les receveurs buralistes sont chargés de délivrer, moyennant le paiement des droits, les pièces nécessaires pour le transport des boissons, la circulation des voitures, etc.; qu'ils ont une caisse personnelle, soumise à la vérification de leurs chefs et sont personnellement responsables ; qu'ils rentrent donc dans la catégorie des agents comptables;

Par ces motifs,

Infirme le jugement dont est appel; dit que le Trésor public sera colloqué comme créancier privilégié de la faillite Chevauchée pour la somme de 1,632 fr. 42 ;

Ordonne la restitution de l'amende ;

Condamne les appelants aux dépens de première instance et d'appel.

Me Maurice Bernard av.

Note. — C'est la première fois, à notre connaissance, que se posait devant les tribunaux la question de savoir si le receveur buraliste doit être considéré comme un comptable, et si, à ce titre, ses immeubles sont soumis au privilège établi en faveur du Trésor par la loi du 5 septembre 1807. La question, plus générale, de déterminer le sens que cette loi a voulu donner au mot comptable est d'ailleurs très controversée, et ni la jurisprudence, ni la doctrine ne paraissent professer à ce sujet une opinion bien nette. De leurs contradictions semblent cependant se dégager les trois systèmes suivants :

1° Un premier système entend par comptables les fonctionnaires de l'ordre financier qui sont en compte avec le Trésor. « On ne rangera parmi les comptables ni les percepteurs des contributions directes, ni les fournisseurs des armées; les premiers, parce qu'ils ne sont que de simples collecteurs, préposés des receveurs généraux, n'ayant jamais de compte avec le Trésor, obligés qu'ils sont de faire leurs versements à mesure qu'ils perçoivent; les autres, parce que, ne recevant des fonds qu'à titre de paiement et n'acceptant ces fonds que comme paiement, ils ne peuvent, ni de fait ni de droit, être considérés comme ayant le maniement des deniers publics, alors même qu'ils recevraient par anticipation, et même au-delà de ce qui serait légitimement dû ». P. Pont, Privilèges et hypothèques, t. 1, n° 39, p. 30. Mais on doit, ajoute cet auteur, considérer comme comptables, les receveurs généraux des départements, les payeurs généraux et divisionnaires, les payeurs des départements, des ports et des armées, lesquels sont en compte avec le Trésor et sont d'ailleurs nommément désignés, soit dans la loi du 5 septembre 1807 (art. 7), soit dans l'avis du Conseil d'Etat du 25 février 1808.

Ce système nous paraît inacceptable, en ce qu'il donne au mot comptable un sens trop étroit, dans lequel il n'est pas prouvé que le législateur ait voulu l'entendre. Bien au contraire, dans l'énumération faite par la loi et l'avis précités, les receveurs particuliers d'arrondissement, lesquels ne sont cependant pas en compte avec le Trésor, sont désignés comme comptables.

2° Un second système, qui a été suivi par le jugement ci-dessus du Tribunal de Nogent-le-Rotrou, consiste à soutenir que le comptable est le fonctionnaire qui a le maniement des deniers publics, et qu'avoir le maniement des

deniers publics, c'est être chargé à la fois de la perception et du paiement pour le compte de l'Etat. V. Blanche, Dictionnaire d'administration, v° Comptabilité, p. 447. Ainsi, un receveur buraliste chargé simplement de la perception ne serait pas un comptable.

Ce second système nous paraît contraire aux termes mêmes de la loi du 5 septembre 1807. L'art. 1er de cette loi n'exige nullement, en effet, pour qu'un agent ait la qualité de comptable, qu'il ait à faire à la fois des recettes et des dépenses ; au contraire, il applique le privilège à tout « comptable chargé de la recette ou du paiement des deniers du Trésor public. »

3° Nous adhérons donc plus volontiers au troisième système, qui considère comme « comptables du Trésor, tous ceux qui opérant des recettes ou des paiements pour le compte de l'Etat, ont le maniement des deniers publics. » Aubry et Rau, 6e édit., t. III, § 263 *bis*, p. 180 ; *Sic* : Guillouard, Privilèges et hypothéques, t. II, n° 588; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, Privilèges et hypothèques, t. Ier, n° 665.

Conforme au texte littéral de la loi, ainsi que nous venons de le dire, cette opinion est aussi plus respectueuse du vœu du législateur. Ce dernier, en instituant le privilège du Trésor sur les immeubles des comptables, a voulu garantir le paiement des débets de ces derniers. Dès lors, qu'importe que ces comptables soient ou non en compte avec lui, qu'ils soient chargés à la fois de la recette ou du paiement, ou au contraire de la recette exclusivement et du paiement exclusivement? Dans tous les cas, l'intérêt de l'Etat à jouir de cette garantie est le même.

Dans l'espèce, on pourrait d'ailleurs ajouter que les receveurs buralistes doivent tenir une comptabilité régulière des entrées de fonds ; qu'il sont astreints à avoir des livres et carnets spécifiés par le ministre des finances, circonstances, ainsi que le fait remarquer un arrêt de la Cour d'appel de Nancy reconnaissant aux percepteurs le caractère de comptables Nancy 8 mars 1884 (Gaz. Pal. 84. 1.720 — S. 84.2.59 — D. 86.2.9) qui donnent, d'une manière effective, aux agents soumis à ces règles, le caractère de comptables.

Fuzier-Herman, Répert. juris., v° Comptabilité publique, n° 177, énumère les receveurs buralistes parmi les comptables dont les immeubles sont soumis au privilège en question.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re Ch.)

21 février 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

LIBERTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE. — VENTE DE FONDS DE COMMERCE. — INTERDICTION DE SE RÉTABLIR. — LOCATION DE L'IMMEUBLE. — COMMERCE IDENTIQUE. — DROIT DU PROPRIÉTAIRE.

L'interdiction de créer un établissement similaire n'emporte pas, pour le vendeur, la prohibition de louer l'immeuble lui appartenant, pour l'exploitation d'un fonds de même nature, à l'expiration du bail, à la condition qu'il demeure étranger au commerce du nouveau locataire, les interdictions contractuelles, comme les renonciations à un droit, n'étant point susceptibles d'une interprétation extensive.

Lefranc c. Vast.

M. Lefranc a fait assigner M. Vast devant le Tribunal de commerce de Louviers à raison des faits suivants :

M. Vast, ancien charcutier et propriétaire d'une maison, avait cédé son fonds à M. Lefranc à l'expiration de dix-huit années de bail. M. Vast mit en location la boutique, à usage de charcuterie, dans laquelle s'installa bientôt un sieur Delaunay.

M. Lefranc prétendit que M. Vast avait manqué à son engagement de ne créer ou de ne faire valoir aucun fonds de commerce similaire à Louviers ou aux environs.

Le Tribunal de commerce de Louviers avait, le 18 avril 1899, rendu le jugement suivant :

« Attendu que, suivant exploit de Me Carbonnier, huissier à Rouen, en date du 26 décembre 1898, le sieur Lefranc a fait assigner devant ce tribunal le sieur Vast, à l'effet de : 1° s'entendre condamner à lui payer une somme de 1,000 francs à titre de dommages-intérêts, pour le préjudice qui lui serait causé par la création d'un nouveau fonds de charcuterie dans un immeuble situé à Louviers, rue du Matrey, 27, précédemment loué audit sieur Lefranc, ledit fonds exploité actuellement par un sieur Delaunay; s'entendre, en outre, ledit sieur Vast condamner sous une contrainte de 20,000 francs, à faire fermer cette charcuterie, laquelle somme, à défaut d'exécution dans les huit jours de la signification du jugement, vertirait en condamnation définitive, à titre de dommages; 3° entendre, de plus, prononcer l'exécution provisoire sans caution du jugement à intervenir; 4° s'entendre enfin ledit sieur Vast condamner aux dépens;

« Attendu que le sieur Vast proteste contre l'action du sieur Lefranc et conclut à son rejet avec dépens à la charge du demandeur;

« Attendu que, par actes sous seings privés en date à Louviers des 31 octobre 1880 et 1er novembre même année, dûment enregistrés, le sieur Vast a loué, pour dix-huit années, au sieur Lefranc, une propriété à usage de charcuterie, située à Louviers, rue du Matrey, 27, et lui a vendu, sans réserves, son fonds de commerce de charcuterie, comprenant la clientèle, le pas de porte, l'achalandage, matériel et installation, moyennant le prix de 50,000 francs, en s'interdisant le droit de créer ou faire valoir aucun fonds de commerce similaire dans la ville

et les environs de Louviers, à moins d'un rayon de 5 lieues, sous peine de dommages-intérêts:

« Attendu que le sieur Lefranc prétend (sans d'ailleurs apporter aucune preuve à l'appui de sa prétention), avoir eu à se plaindre des agissements du sieur Vast, pendant la durée de son bail, ce qui l'aurait obligé à transférer son commerce dans un autre immeuble qu'il aurait loué à cet effet; qu'il soutient que le sieur Vast se serait alors empressé d'annoncer, par affiches, la mise en location d'une maison à usage de charcuterie, sise à Louviers, avec cette mention : « actuelle-« ment occupée par M. Lefranc, charcutier »; que le sieur Vast ayant, à la suite de cette publication, loué ladite maison à un charcutier, cette installation ne pouvait qu'occasionner le plus grand préjudice à lui, Lefranc;

« Attendu que le sieur Lefranc ajoute que le sieur Vast s'est ainsi placé sous le coup de la double action en dommages-intérêts, et en injonction, sous contrainte, de faire cesser le trouble résultant aussi bien de la convention échangée entre les parties, que des principes généraux en matière de vente de fonds de commerce, lesquels comportent de plein droit, pour le vendeur, l'interdiction de fonder ou favoriser la création d'un nouvel établissement pouvant faire concurrence au fonds de commerce vendu;

« Attendu que le sieur Vast, pour arriver au rejet de l'action du sieur Lefranc, qu'il prétend non justifiée, soutient qu'il a accompli régulièrement, envers le sieur Lefranc, toutes ses obligations, tant comme vendeur que comme bailleur; qu'il affirme ne s'être jamais occupé directement ni indirectement de créer ou d'exploiter un fonds similaire à celui qu'il avait vendu au sieur Lefranc;

« Attendu qu'il résulte des éléments de la cause et des explications des parties, que le sieur Lefranc, à l'expiration de ses dix-huit années de bail, avait la faculté de renouveler son bail; qu'ayant été avisé par le sieur Lefranc qu'il n'usait pas de cette faculté, Vast s'est vu dans l'obligation de chercher un nouveau locataire qu'il a trouvé, après l'apposition d'affiches, dans la personne d'un sieur Delaunay, charcutier;

« Attendu que si la rédaction de l'affiche « Mai-« son à louer, à usage de charcuterie » semble indiquer de la part de Vast une préférence pour un locataire exerçant la profession de charcutier, cette préférence était justifiée par la raison que l'immeuble, à usage de charcuterie depuis de longues années, comportait une disposition spéciale à l'exercice de cette profession et qu'un changement pouvait déprécier la valeur de la location;

« Attendu que le sieur Lefranc, en ce qui concerne les agissements du sieur Vast, n'articule aucun fait personnel, aucun détournement de clientèle; qu'il a pu, du reste, pendant la durée de ses dix-huit années de bail, fixer cette clientèle à son profit; que les actes reprochés au sieur Vast n'ayant pas le caractère d'actes nuisibles pouvant nécessiter une réparation, ce dernier n'a contrevenu à aucune des obligations à lui imposées;

« Attendu enfin qu'il est de doctrine et de jurisprudence que l'interdiction de créer un établissement similaire n'emporte pas, pour le vendeur, la prohibition de louer l'immeuble lui appartenant, pour l'exploitation d'un fonds de même nature à l'expiration du bail, à la condition qu'il demeure étranger au commerce du nouveau locataire;

« Attendu qu'aucune immixtion du sieur Vast dans le commerce du sieur Delaunay, nouveau locataire, n'est établie, ni même alléguée;

« Par ces motifs,

« Déclare autant non recevable que mal fondée, l'action intentée par le sieur Lefranc contre le sieur Vast;

« Déboute, en conséquence, ledit sieur Lefranc de sa demande et le condamne en tous les dépens. »

Appel par M. Lefranc. — Arrêt :

La Cour,

Adoptant les motifs des premiers juges;

Et attendu, en outre, que les interdictions contractuelles, comme les renonciations à un droit, ne sont pas suceptibles d'une interprétation extensive; que, de ce qu'un vendeur de fonds de charcuterie qui est en même temps le propriétaire bailleur de son acheteur, s'est interdit le droit de créer ou de faire valoir un commerce de même nature, on ne saurait en conclure qu'il s'est interdit par cela même, à l'expiration du bail, le droit de louer à un charcutier, sous peine de frapper arbitrairement d'une véritable désaffectation perpétuelle l'immeuble où s'exploite le fonds de commerce aliéné;

Attendu, d'autre part, que les principes de la garantie de la chose vendue laissent subsister dans leur intégralité les dispositions de l'art. 544 C. civ., aux termes duquel le propriétaire a le droit de disposer librement de sa chose, à charge par lui de ne pas en faire un usage contraire aux lois et aux règlements; que, si par suite du départ spontané de Lefranc à l'expiration de son bail qu'il n'a pas voulu renouveler ainsi qu'il en avait le droit, Vast a annoncé par des affiches qu'il avait une maison à louer, à usage de charcuterie, il n'a fait qu'user du

droit légitime qui lui appartient, de louer au mieux de ses intérêts et à qui bon lui semble, d'autant mieux que cette annonce ne manifestait pas de sa part une préférence exclusive et qu'elle était conforme à la réalité, révélant ainsi une situation de fait inhérente à l'immeuble qui avait servi notoirement pendant dix-huit ans à l'exploitation d'une charcuterie; qu'il n'existe d'ailleurs dans la cause aucune circonstance de nature à faire suspecter Vast de connivence avec le nouveau locataire, soit d'une fraude qu'il aurait organisée pour favoriser une concurrence déloyale, soit enfin d'un détournement quelconque de clientèle ou d'achalandage et qu'en résumé il apparaît que Vast ayant satisfait tout à la fois à ses obligations, comme vendeur et comme bailleur, la demande de Lefranc n'est pas fondée;

Attendu que l'appelant qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

Confirme le jugement attaqué;
Dit qu'il sortira son plein et entier effet;
Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

M. RÉGUIS av. gén. — Mes MARTIN et SARRAZIN av.

Note. — Lorsqu'un fonds de commerce est vendu, l'acquéreur peut stipuler formellement une interdiction pour son vendeur de se rétablir, du moment que cette interdiction est limitée soit dans le temps, soit quant au périmètre de prohibition de rétablissement.

En l'absence d'une stipulation expresse, cette clause de non-rétablissement est toujours sous-entendue, car, surtout pour les commerces de détail, on ne comprendrait pas qu'un acheteur consentît l'achat d'un fonds, s'il n'était point assuré que son prédécesseur ne viendrait point se rétablir, à côté de lui, et lui faire ainsi une concurrence désastreuse.

C'est là un principe certain. V. Pouillet, Marq. de fab., n° 581; Allart, Concurr. déloyale, nos 244 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, Précis Dr. com., n° 686.

Mais, dans l'espèce rapportée, le Tribunal de Louviers et la Cour de Rouen n'avaient pas à appliquer ces principes. Il est bien certain que le défendeur avait agi comme propriétaire d'une maison toujours à usage de charcuterie, et non comme ancien charcutier, comme vendeur. Ainsi que le fait justement remarquer la Cour de Rouen, il avait incontestablement le droit de louer sa maison suivant l'usage auquel depuis fort longtemps elle était destinée.

Il ne contrevenait donc pas aux obligations qu'il avait prises naguère, du moment qu'il n'intervenait pas effectivement dans la gestion du nouveau fonds de commerce. Et c'est avec raison que le demandeur a été débouté de sa demande.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

1er septembre 1900.

Présidence de M. Fortin.

VENTE COMMERCIALE. — VENTE PAR REPRÉSENTANT. — PREUVE. — LETTRE NON RECOMMANDÉE. — COPIE DE LETTRES. — FACTURE ACCEPTÉE.

Dans les usages du commerce, la preuve de l'acceptation, par une maison, d'un marché à livrer, conclu par l'intermédiaire de son représentant, résulte suffisamment de la reproduction dans le livre de copies de lettres, de la lettre contenant cette acceptation, sans qu'il soit besoin de rapporter la preuve que ladite lettre est parvenue à l'acheteur et, notamment, de recourir à la formalité de la recommandation à la poste.

Il en est ainsi alors surtout que, à l'occasion d'une livraison faite postérieurement au même acheteur par cette même maison, celle-ci a fait mention du marché litigieux dans sa facture, laquelle a été acceptée par cet acheteur sans protestations ni réserves.

Boussac et Cie c. Boutillier.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Boussac et Cie actionnent Boutillier en prise de livraison de 425 sacs de farine, dont 25 pour solde d'un marché conclu en octobre 1898, et le surplus afférent à une vente de 400 sacs en date du 22 août 1899; que, dans ses conclusions motivées, Boutillier se déclare prêt à s'exécuter, en ce qui concerne les 25 sacs, mais requiert ce tribunal de déclarer inexistant par défaut d'acceptation de sa part le marché de 480 sacs; qu'il soutient à l'appui de ses conclusions qu'il ne saurait être fait état de la confirmation que les demandeurs prétendraient vainement lui avoir adressée, relatant la vente de ces 400 sacs; que ladite confirmation ne lui serait pas parvenue et qu'il n'aurait point eu, par suite, à protester contre icelle; que son silence ne saurait donc être interprété comme une acceptation;

Mais attendu que dans ses conclusions motivées Boutillier reconnaît avoir été en relations avec le représentant de Boussac et Cie pour l'achat de ces 400 sacs de farine; que les demandeurs justifient, par la production de leur copie de lettres, qu'ils ont, le 24 août 1899, confirmé à Boutillier l'acceptation du marché intervenu la veille avec le représentant de leur maison; qu'en matière commerciale et dans les usages du négoce, cette présomption de l'accord des parties devenu définitif suffit, sans qu'il soit besoin de rapporter la preuve que la lettre du 21 août est bien parvenue à son adresse; que les négociants ne sont point tenus, en pareil cas, de recourir à l'emploi de lettres recommandées, le service de la

poste pour les correspondances ordinaires paraissant suffisant pour assurer l'échange des avis et la sincérité des transactions (Cour de Toulouse, 18 novembre 1899);

Attendu qu'il convient, en outre, de remarquer que plus tard, lors de la dernière livraison que Boutillier a reçue des demandeurs, ces derniers ont pris soin de mentionner sur leurs factures les quantités qu'ils leur restaient à livrer et qui s'élevaient alors à 455 sacs; que la vente de 400 sacs lui a été ainsi rappelée; qu'il a accepté ladite facture sans protestation ni réserves; qu'il est constant, dès lors, pour le tribunal que ledit marché a été bien et valablement conclu; qu'il échet, en conséquence, de reconnaître que Boutillier reste tenu à l'exécution desdites conventions;

Et attendu que ledit marché devait être accompli avant le 1er mars 1900; qu'il échet, dès lors, d'obliger Boutillier à se livrer, dans un délai à impartir, des 425 sacs de farine dont s'agit, et ce contre paiement du prix y afférent, soit à raison de 58 francs par sac pour 125 sacs, et de 44 fr. 50 pour les 400 autres sacs, le tout sous l'escompte stipulé au marché de 1 0/0;

Sur 2,000 francs dommages-intérêts :

Attendu que par sa résistance injustifiée à se livrer aux époques convenues des marchandises dont s'agit au procès, Boutillier a causé à Boussac et Cie un préjudice dont il leur doit réparation; que le tribunal trouve dans les faits de la cause les éléments suffisants pour arbitrer à 200 francs l'importance dudit préjudice; que c'est dès lors à concurrence de ladite somme qu'il convient d'accueillir cette partie de la demande et d'obliger Boutillier à son paiement;

Par ces motifs,

Donne acte à Boutillier de ce qu'il déclare être prêt à prendre livraison des 25 sacs formant le solde du premier marché non contesté;

Dit que dans le mois de la signification du présent jugement, Boutillier sera tenu de se livrer des 425 sacs qui sont à sa disposition dans les Magasins généraux de Paris, et ce, contre paiement de leur prix, sous l'escompte stipulé au marché de 1 0/0;

Dit que ladite marchandise est à ses frais, risques et périls dans lesdits magasins;

Condamne Boutillier à payer à Boussac et Cie la somme de 200 francs a titre de dommages-intérêts;

Déclare les demandeurs mal fondés en le surplus de leur demande, les en déboute;

Et condamne Boutillier aux dépens.

Mes Mazoyhié et Lignereux agréés.

Note. — La jurisprudence est unanime à décider que la preuve de la vente conclue par un représentant résulte suffisamment de la confirmation faite de cette vente par le vendeur à l'acheteur. V. notamment : Trib. corr. Havre 5 janvier 1887 (Rec. Havre 87.1.69); 9 février 1887 (Rec. Havre 87.1.148); 16 mai 87.1.207); 12 décembre 1887 (Rec. Havre 88.1.51); 4 avril 1888 (Rec. Havre 88.1.101); 5 septembre 1888 (Rec. Havre 85.1.249); Rouen 9 novembre 1888 (Rec. Havre 38.1.217); Trib. com. Havre 12 décembre 1892 (Rec. Havre 93.1.15); 2 mai 1894 (Rec. Havre 94.1.123); Trib. com. Nantes 8 janvier 1898 (Rec. Nantes 98.1.170); Trib. com. Havre 6 avril 1898 (Rec. Havre 98.1.188).

Mais reste à savoir comment doit se prouver cette confirmation. Suffit-il d'une lettre ordinaire reproduite au copie de lettres? Faut-il, au contraire, une lettre recommandée? Sans que la question se soit posée dans les décisions précitées, il semble bien cependant résulter de leur esprit que la formalité de la recommandation est inutile. Et cette solution nous paraît devoir être admise pour deux raisons. Il y aurait dans cette formalité, si elle était reconnue nécessaire pour chaque avis de confirmation, un supplément de dépenses assez considérable. En outre, le copie de lettres étant compté par le Code de commerce au nombre des modes de preuve en matière commerciale, le fait de ne pas ajouter foi à ses énonciations, en dehors de toute présomption de nature à enlever leur valeur à ces énonciations, aboutirait en pratique à la suppression d'un mode de preuve légalement admis.

Jugé que le fait, par un commerçant, de ne pas répondre à une lettre concernant une vente verbale, prétendue convenue entre les parties, ne peut équivaloir à une preuve de la réalité de la vente. Trib. com. Marseille 10 octobre 1882 (Gaz. Pal. 83.2.336). Malgré les apparences contraires, cette solution se concilie parfaitement avec les décisions précédentes. Dans ces dernières, en effet, le témoignage du représentant qui avait conclu la vente constituait, en dehors de la lettre du vendeur confirmant cette vente, un élément de preuve spécial. Au contraire, dans l'espèce visée, la seule preuve de la vente résultait de l'envoi de la lettre; et, en principe, ajouter une foi absolue à cette seule preuve pourrait aboutir, en fait, à mettre les commerçants honnêtes à la merci de commerçants peu scrupuleux.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

24 juillet 1900.

Présidence de M. Magnan.

PRUD'HOMMES.— COMPÉTENCE « RATIONE MATERIÆ ». — DÉCRET D'INSTITUTION. — INDUSTRIE NON VISÉE PAR LE DÉCRET.

La juridiction des conseils de prud'hommes, étant spéciale et exceptionnelle, ne s'applique qu'aux seules branches d'industrie qui sont textuellement rappelées par le décret qui institue chaque conseil de prud'hommes.

Par suite, elle est incompétente ratione materiæ *pour connaître d'une demande en paiement de dommages-intérêts à raison d'indû congé, intentée par un ouvrier contre le directeur d'une entreprise de trituration de coques d'arachides ou de tourteaux, une telle industrie ne figurant point dans l'énumération des industries ressortissant au conseil des prud'hommes saisi de ladite demande.*

Marty et Cie c. Granier.

Le Tribunal,

Attendu que l'appel émis par Marty et Cie à l'encontre d'un jugement du conseil des prud'hommes

de Marseille du 10 juillet courant est régulier en la forme et fait en temps utile;

Attendu que Granier, mécanicien au service de Marty et Cie, triturateurs de coques d'arachides et de tourteaux, avait assigné ses patrons en paiement d'une indemnité pour indû congé; que Marty et Cie avaient soulevé l'exception d'incompétence; qu'un appel a été émis à l'encontre du jugement qui statue sur l'exception et repousse le déclinatoire;

Attendu que la juridiction des conseils de prud'hommes, étant spéciale et exceptionnelle, ne s'applique qu'aux seules branches d'industrie qui sont textuellement rappelées par l'ordonnance qui institue chaque conseil des prud'hommes; que l'industrie de la trituration des coques d'arachides ou des tourteaux, ou même aucune industrie véritablement similaire ou assimilable, ne figure point dans l'énumération des industries ressortissant au conseil des prud'hommes de Marseille; que, par suite, c'est à tort que les premiers juges se sont déclarés compétents;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel émis par Marty et Cie à l'encontre du jugement du conseil des prud'hommes de Marseille, en date du 10 juillet courant, réforme ledit jugement;

Dit que c'est à tort que les premiers juges se sont déclarés compétents;

Renvoie les parties à se pourvoir par devant qui de droit;

Condamne Granier à tous les dépens de première instance et d'appel.

Mes François Brun et Bédarrides av.

Note. — Les conseils de prud'hommes sont toujours établis par un décret, rendu dans la forme des règlements d'administration publique, et ce décret détermine le nombre de ses membres, sa circonscription, *les industries qu'il comprend*, etc. Dans ces conditions, sa compétence est nécessairement restreinte aux industries visées dans ledit décret d'institution. La jurisprudence a maintes fois appliqué ce principe. V. notamment : Trib. com. Saint-Nazaire 21 mars 1884 (Gaz. Pal. 84.1.863); Trib. com. Seine 18 juin 1887 (Gaz. Pal. 87.2.67); Trib. paix Reims 25 avril 1891 (Gaz. Pal. 91.1. supp. 51); Trib. com. Troyes 1er avril 1895 (Gaz. Pal. 95.2.208).

L'incompétence ainsi visée peut évidemment, à raison de son caractère *ratione materiæ*, être invoquée en tout état de cause. V. Trib. com. Troyes 1er avril 1895, précité.

318

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

31 octobre 1900.

Présidence de M. Tanon.

NOTAIRE. — EMPRUNT. — NON-RÉALISATION. — FRAIS D'ACTE. — ERREUR DU NOTAIRE. — FRAIS FRUSTRATOIRES.

Le notaire, rédacteur d'un acte destiné à constater un emprunt, pour lequel il s'était fait l'intermédiaire des parties, mais qui n'a pas reçu d'exécution par suite du refus dudit notaire lui-même de verser les fonds à l'emprunteur, dont les biens lui ont paru, après la confection de l'acte, n'offrir que des sûretés insuffisantes, n'est, alors du moins qu'il n'établit pas avoir été trompé par cet emprunteur, pas fondé à lui réclamer le montant des frais dudit acte d'emprunt, ni les salaires des démarches qui s'y rattachent.

Astic c. Rambaud.

La Cour,

Sur les trois moyens réunis pris, le premier de la violation des art. 1999, 1382, 1116, 1134, 1319 C. civ., 1er et 51 de la loi du 25 ventôse an XI, 7 de la loi du 20 avril 1810; le second, de la violation des art. 1134, 1319, 1341, 1382 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810; le troisième, de la violation des art. 1999, 1336 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il est déclaré par l'arrêt attaqué que l'acte dressé par Me Astic, notaire à Feurs, le 20 décembre 1893, pour constater un prêt de 17,000 fr., consenti par Gillet à Rambaud, n'a pas reçu d'exécution, par suite du refus du notaire de verser les fonds à l'emprunteur, dont les biens lui avaient paru, après la confection de l'acte, n'offrir que des sûretés insuffisantes; que l'arrêt affirme, d'après les documents de la cause et notamment en raison d'une lettre de Me Astic à Rembaud, dont les termes ont été interprétés par lui et nullement dénaturés, que Me Astic, intermédiaire des parties, et qui avait le devoir de se renseigner sur la valeur des biens soumis à l'hypothèque avant de rédiger l'acte, n'établisssait pas qu'il eût été trompé par Rambaud et que ce n'était pas par la faute de celui-ci que l'acte avait été inefficace; qu'en décidant, en conséquence de cette appréciation qui échappe à la censure de la Cour de cassation, que l'acte dressé par Me Astic avait été frustratoire et que celui-ci n'était pas fondé à réclamer à Rambaud, qui n'en avait tiré aucun profit, le montant des frais de cet acte, ni le salaire des démarches qui s'y rattachaient, l'arrêt attaqué, qui est suffisamment motivé, n'a violé aucune des dispositions de loi invoquées par le pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par Me Astic contre l'arrêt de la Cour de Lyon du 7 mars 1899.

MM. Denis rapp.; Mérillon av. gén. — Ms de Ramel av.

Note. — La solution, à laquelle la Cour de Lyon s'était arrêtée, dans l'espèce, s'imposait, et c'est à bon droit que la Cour de cassation l'a maintenue. En décider autrement eût été faire, contre tout droit et contre toute équité, payer à l'emprunteur la faute commise par le notaire, qui avait dressé trop hâtivement l'acte d'emprunt avant de s'être rendu compte, comme il en avait le devoir, des circonstances dans lesquelles ledit emprunt projeté devait avoir lieu, et notamment d'avoir vérifié s'il y avait garantie suffisante, offerte au prêteur, pour assurer le remboursement de la somme prêtée.

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

8 août 1900.

Présidence de M. Tanon.

ELECTIONS. — LISTE ÉLECTORALE. — DEMANDE D'INSCRIPTION TARDIVE. — JUGE DE PAIX. — EXCÈS DE POUVOIR.

Le juge de paix, constitué juge d'appel des réclamations auxquelles donne lieu la formation des listes électorales, est sans pouvoir pour statuer sur des demandes, soit en inscription, soit en radiation, qui seraient portées de plano *devant lui.*

Ainsi le juge de paix commet un excès de pouvoir, lorsqu'il ordonne une inscription sur laquelle la commission municipale, juge du premier degré en cette matière, n'avait pas eu à statuer, parce qu'elle n'avait été demandée qu'après l'expiration du délai de vingt jours à ce imparti, à peine de déchéance, à partir du dépôt de la liste rectifiée, au début de l'année, au secrétariat de la mairie.

Intérêt de la loi.

RÉQUISITOIRE

Le procureur général près la Cour de cassation expose qu'il est chargé par M. le garde des sceaux, ministre de la justice, de requérir, en vertu de l'art. 80 de la loi du 28 ventôse an VIII, l'annulation d'un jugement rendu le 21 février 1900 par M. le juge de paix du canton de Boukanéfis, qui a ordonné l'inscription du sieur Dallier (Sylvain), cultivateur à Tassin, sur les listes électorales de cette commune.

La lettre de M. le garde des sceaux, en date du 5 juillet 1900, est ainsi conçue :

« Monsieur le procureur général,

« J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli, avec diverses pièces, une copie d'un jugement en date du 21 février 1900, par lequel M. le juge de paix du canton de Boukanéfis, statuant sur une demande portée directement devant lui, a ordonné l'inscription du sieur Dallier (Sylvain), cultivateur à Tassin, sur la liste électorale de cette commune.

« Les opérations de revision des listes électorales sont réglées par la loi du 7 juillet 1874, rendue applicable à l'Algérie par décret du 1er août de la même année. Cette lettre doit d'ailleurs être complétée par les décrets organiques ou réglementaires du 2 février 1852, applicables à l'Algérie, en vertu de l'art. 2 du décret du 27 décembre 1866, dans toutes les parties où elle ne les a pas abrogées.

« De l'ensemble des textes prérappelés, il résulte que la revision de la liste électorale est faite, dans chaque commune, par une commission, dite commission administrative, qui comprend le maire et un délégué choisi par le conseil municipal. Le tableau contenant les additions et retranchements faits par cette commission est déposé, au plus tard, le 15 janvier, au secrétariat de la commune. Ce dépôt, qui est annoncé par affiches aux lieux accoutumés, forme le point de départ d'un délai de vingt jours, dans lequel doivent être formées, sous peine de déchéance, les demandes en inscription ou en radiation. Les réclamations sont portées devant une commission municipale, composée des membres de la commission administrative, auxquels sont adjoints deux autres délégués du conseil municipal. Enfin, les décisions de la commission municipale peuvent être déférées par voie de l'appel au juge de paix.

« Le rôle du juge de paix est nettement défini. Ce magistrat est essentiellement et exclusivement un juge d'appel. Il est sans pouvoir pour connaître des réclamations qui lui seraient soumises directement. La méconnaissance de ce principe rendrait illusoire les droits de la commission municipale.

« Toutefois, cette règle comporte des tempéraments. Il a été jugé notamment que le juge de paix peut statuer *omisso medio* lorsqu'un citoyen, omis ou rayé, a fait, dans le délai légal, une demande, même verbale, à laquelle il n'a pas été donné suite, soit parce que le maire a négligé de la transmettre à la commission municipale, soit parce que cette commission a omis de se prononcer : Cass. civ. 23 mai 1881 (S. 82.1.327).

« En fait, il a été procédé régulièrement, au commencement de cette année, à la revision de la liste électorale dans la commune de Tassin. La liste, rectifiée, a été déposée, le 15 janvier, au secrétariat de la mairie, et la publication prescrite par la loi a eu lieu le même jour.

« Le sieur Dallier, omis sur la liste, ne s'est présenté à la mairie pour formuler sa réclamation que plusieurs jours après la date du 4 février, c'est-à-dire à un moment où il avait encouru la déchéance résultant de l'expiration du délai de vingt jours fixé par l'art. 2 de la loi du 7 juillet 1874. Le registre des réclamations était clos, et c'est à bon droit que sa demande n'a pas été portée devant la commission municipale. Le juge de paix, auquel il s'est adressé par lettre du 17 février, était incompétent pour statuer. En rendant son jugement du 21 février, par lequel il a ordonné l'inscription du sieur Dallier sur la liste

électorale, ce magistrat est sorti de la sphère de ses attributions ; il me paraît avoir commis un excès de pouvoir (Cass. civ. 5 juin 1878, S. 80.1. 375 ; Cass. civ. 4 mai 1881).

« Je vous prie, Monsieur le procureur général, de vouloir bien déférer le jugement susvisé à la Cour de cassation, conformément à l'art. 80 de la loi du 27 ventôse an VIII, et en requérir l'annulation pour excès de pouvoir.

« Recevez, Monsieur le procureur général, l'assurance de ma haute considération.

« Le garde des sceaux, ministre de la justice,
« Signé : MONIS ».

Les circonstances de fait dans lesquelles se présente cette affaire, et la question de compétence qu'elle soulève en droit sont trop nettement exposés dans la lettre qui précède, pour que nous croyons nécessaire d'y rien ajouter.

En statuant en appel sur la réclamation du sieur Dallier, qui avait omis de saisir, dans les délais, le juge du premier degré, le juge de paix du canton de Boukanéfis a certainement commis un excès de pouvoir et l'annulation de sa décision doit être prononcée.

Dans ces circonstances et par ces considérations :

Vu la lettre de M. le garde des sceaux et la décision attaquée ;

Vu la loi du 7 juillet 1874 et le décret du 1er août de la même année, le décret réglementaire du 2 février 1852 et l'art. 11 du décret du 27 décembre 1866 ;

Vu l'art. 80 de la loi du 27 ventôse an VIII ;

Le procureur général requiert qu'il plaise à la cour (Ch. des req.) casser et annuler pour excès de pouvoir le jugement ci-dessus visé, rendu le 21 février 1900, par M. le juge de paix du canton de Boukanéfis.

Ordonner que l'arrêt à intervenir sera imprimé, qu'il sera transcrit sur les registres du greffe dudit Tribunal de paix, et que mention en sera faite en marge de la décision annulée.

Fait au parquet, le 16 juillet 1900.

Par le procureur général,
A. DESJARDINS.

La Chambre des requêtes a fait droit à ces réquisitions par l'arrêt suivant :

LA COUR,

Vu l'art. 80 de la loi du 27 ventôse an VIII, les art. 13, 18, 19, 20, 21, 22, 23 du décret organique du 2 février 1852, les art. 2, 5, 6, 8 du décret réglementaire du même jour, le décret du 13 janvier 1866, les art. 1, 2, 3 de la loi du 7 juillet 1870, 1, de la loi du 30 novembre 1875 et le décret du 28 janvier 1876 ;

Vu le réquisitoire de M. le procureur général et les pièces jointes :

Attendu que les réclamations que soulèvent l'inscription des citoyens omis et la radiation de ceux indûment inscrits sur les listes électorales doivent être formées dans les délais déterminés par la loi, et sont jugées par une commission municipale instituée selon les formes prescrites par l'art. 20 du décret précité, et modifiées par les lois du 7 juillet 1874 et 30 novembre 1875, et, en appel, par le juge de paix prononçant en dernier ressort, selon qu'il est prescrit par le décret et par les lois susvisés ;

Attendu qu'il résulte de l'ensemble de ces dispositions que le juge de paix, constitué juge d'appel, est sans pouvoir pour statuer sur des demandes, soit en inscription, soit en radiation, qui seraient portées *de plano* devant lui ;

Attendu, en fait, qu'il avait été procédé régulièrement, au commencement de l'année 1900, à la revision de la liste électorale dans la commune de Tassin, et que la liste rectifiée avait été déposée le 15 janvier au secrétariat de la mairie et publiée le même jour, de telle sorte qu'à partir du 4 février le registre des réclamations était clos, et la déchéance, résultant de l'expiration du délai de vingt jours fixé par l'art. 2 de la loi du 7 juillet 1874, était encourue ; qu'ainsi, c'est à bon droit que la réclamation formulée par Dallier (Sylvain) après le 4 février, n'avait pas été portée devant la commission municipale ; que, cependant, le juge de paix du canton de Boukanéfis, saisi de la demande de Dallier, a ordonné l'inscription de ce dernier sur la liste électorale ;

Attendu que, par cette décision, le juge de paix de Boukanéfis a excédé ses pouvoirs en méconnaissant l'ordre des juridictions établi par les lois pour statuer sur les réclamations que soulèvent l'inscription des citoyens omis et la radiation de ceux indûment inscrits ; qu'il échet, par suite, de prononcer l'annulation demandée ;

Annule, pour excès de pouvoir, la décision rendue le 21 février 1900 par le juge de paix du canton de Boukanéfis (arrondissement de Sidi bel Abbès) ;

MM. LARDENOIS rapp. ; MELCOT av. gén.

Note. — Jurisprudence constante conforme. Aux autorités citées au cours de la lettre de M. le garde des sceaux, reproduite *suprà* dans le réquisitoire de M. le procureur général, *adde* : Cass. 11 mai 1896 (Gaz. Pal. 96.1.654) les renvois.

TRIBUNAL CIVIL DE DIJON (1re CH.)

13 avril 1900.

Présidence de M. Party.

OCTROI. — FERS ET FONTES POUR CONSTRUCTIONS IMMOBILIÈRES. — GAZOMÈTRE. — DÉPLACEMENT POSSIBLE.

Lorsqu'un tarif d'octroi assujettit aux droits les fers, fontes et aciers de toute espèce destinés

aux constructions immobilières, mais dispense des droits les machines fixes, ainsi que les pièces métalliques servant à les fixer au sol ou aux bâtiments, il suit du rapprochement de ces dispositions que l'on doit entendre sous le nom de constructions immobilières, toutes les constructions immobilières, de quelque nature qu'elles soient, qui sont unies et incorporées au sol à perpétuelle demeure et n'en peuvent être détachées sans fracture ou détérioration, de telle sorte qu'elles prennent le caractère d'immeubles par nature, qui est nécessaire pour servir de base à des perceptions d'impôts au titre immobilier.

Spécialement, les fers et fontes employés à la construction d'un gazomètre ne donnent lieu à aucune perception, si ledit gazomètre est établi de telle sorte qu'il pourrait être déplacé, démonté et remonté à volonté sans porter atteinte aux constructions et au fonds sur lequel il repose ou aux fonds qui l'avoisinent, et qu'ainsi il ne constitue pas une simple annexe établie d'une manière définitive et à perpétuelle demeure, ni un immeuble par nature.

Compagnie Gaz et Eaux c. Ville de Dijon.

LE TRIBUNAL,

Considérant que la Compagnie Gaz et Eaux a cité la ville de Dijon devant le tribunal de paix pour obtenir la restitution d'une somme 10,346 fr. 59, perçue en vertu des tarifs d'octroi sur les fers et fontes employés à la construction d'un nouveau gazomètre dans l'usine des Lentillères; que M. le juge de paix a rejeté la demande de la compagnie par ce motif que le gazomètre ne forme qu'un seul tout, d'une part, avec les bâtiments de l'usine et les tuyaux d'amenée, d'autre part, avec les tuyaux d'émission et de distribution en ville, et que l'ensemble constitue un immeuble par nature;

Considérant qu'aux termes du règlement et tarif de la ville de Dijon, sont assujettis aux droits les « fers, fontes et aciers de toute espèce, destinés aux constructions immobilières », mais que le tarif dispense des droits les machines fixes ainsi que les pièces métalliques servant à les fixer au sol ou aux bâtiments; qu'il suit de là qu'il faut entendre, sous le nom de constructions immobilières, toutes les constructions immobilières, de quelque nature qu'elles soient, qui sont unies et incorporées au sol à perpétuelle demeure, et n'en peuvent être détachées sans fracture ou détérioration, de telle sorte qu'elles prennent le caractère d'immeubles par nature, qui est nécessaire pour servir de base à des perceptions d'impôts au titre immobilier ;

Considérant que le premier juge à constaté, lors de sa visite des lieux, que le gazomètre est édifié à une distance d'environ 100 mètres des fours de l'usine en plaques de tôle d'acier rivées entre elles; que le fond de la cuve dont le diamètre est de 31m60 repose sur une aire en béton de 2 mètres d'épaisseur dont il est encore séparé par une couche de sable et goudron de 3 à 4 centimètres d'étendue sur le béton ;

Considérant que les tuyaux d'arrivée et de sortie du gaz sont fixés à la cuve par dés joints à brides simplement boulonnés, ainsi qu'il est facile de s'en assurer à la simple inspection des lieux ; que les piliers ou guidages servant à assurer le mouvement ascendant ou descendant de la cloche sont de la base au sommet vissés à la cuve elle-même, mais ne touchant pas le sol ; que l'escalier en acier qui permet l'accès de la galerie qui règne tout autour de ia cuve à la hauteur du plan d'eau, est boulonné à la cuve et ne repose provisoirement que sur de légères pièces de bois touchant le sol ; que le gazomètre du poids total de 450,000, kilogs non compris celui de l'eau qui est dans la cuve, repose sur l'aire en béton sans être fixé au soubassement et n'a d'autre adhérence avec le plan de ce soubassement que celle résultant de son propre poids ;

Considérant que les représentants de la ville ont reconnu que, bien que cette simple adhérence n'ait pas été vérifiée contradictoirement par expert, l'immobilité et la fixité du gazomètre ainsi que sa solidité sont, étant donné le mode de construction et son poids, parfaitement assurés ; que le fait peut donc être tenu pour constant, sans qu'il y ait lieu d'en ordonner la preuve ;

Considérant qu'il appert de ces constatations que le gazomètre de l'usine des Lentillères pourrait, si l'on disposait d'une force mécanique, être déplacé ou enlevé d'une seule pièce, démonté et remonté suivant les convenances des usiniers, sans porter atteinte aux constructions et aux fonds sur lesquels il repose ou qui l'avoisinent ; qu'il ne constitue donc pas une simple annexe établie d'une manière définitive et à perpétuelle demeure, ni un immeuble par nature ; que c'est donc à tort que le premier juge a décidé le contraire et que sa décision doit être réformée ;

Considérant, que par suite des motifs qui viennent d'être adoptés, il n'échet de faire droit anx conclusions subsidiaires de la Compagnie Gaz et Eaux, tendant à établir par enquête ou expertise que son gazomètre n'est ni uni ni incorporé au sol ;

Considérant que la partie qui succombe doit sup porter les dépens ;

Par ces motifs,

Faisant droit à l'appel émis par la compagnie Gaz et Eaux du jugement rendu en la cause par M. le juge de paix du canton de Dijon-Est, le 12 janvier 1900,

Met le jugement et ce dont est appel à néant ;

Et statuant par décision nouvelle,

Dit que c'est à tort que la ville de Dijon a perçu sur les fers et fontes employés à la construction du

nouveau gazomètre de l'usine des Lentillères, une somme de 10.346 fr. 59 ;

La condamne en conséquence à restituer cette somme à la Compagnie Gaz et Eaux avec intérêts de droit à compter du jour de la demande ;

Dit qu'il n'échet de statuer sur les conclusions subsidiaires de la Compagnie Gaz et Eaux ;

Condamne la ville de Dijon aux dépens.

Mes NOURRISSAT et CORNU av.

Note. — Les principes consacrés par le jugement recueilli ont été proclamés à plusieurs reprises déjà par la jurisprudence : V. notamment : Cass. 6 juillet 1891 (Gaz. Pal. 91.2.132 — D. 92.1.116) ; 17 juillet 1893 (Gaz. Pal. 93. 2.170 — S. 93.1.378 — D. 94.1.283) ; 19 octobre 1898 (S. 90. 1.163 — D. 99.1.15) ; Trib. civ. Montbéliard 11 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1. supp. 16) et les notes sous ces décisions dans notre recueil.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re CH.)

11 juin 1900.

Présidence de M. Béhenne.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

(CH. DES VACATIONS)

12 octobre 1900.

Présidence de M. Dubost.

(DEUX JUGEMENTS)

MARIAGE. — 1° OPPOSITION. — ASCENDANTS. — ART. 173 ET 176 C. CIV. — POUVOIRS DU JUGE. — MAINLEVÉE. — ART. 298 C. CIV. — ÉTAT MENTAL DU FUTUR. — 2° EMPÊCHEMENTS. — COMPLICITÉ D'ADULTÈRE. — DOUTE SUR L'INDIVIDUALITÉ. — PREUVE.

1° *Si les art. 172 et 176 C. civ. accordent aux ascendants le droit de former opposition au mariage de leurs enfants sans être obligés d'en déduire les motifs, alors même que ces derniers ont atteint l'âge de vingt-cinq ou de trente ans suivant leur sexe, il ne s'en suit pas qu'une telle opposition puisse être accueillie par le juge si elle n'est pas fondée sur un motif de nature à former un empêchement légal au mariage projeté, et, par suite, il échet pour le juge, en dehors de ces cas, de prononcer la mainlevée de l'opposition* (1er et 2e jugement).

Spécialement, lorsque l'ascendant s'oppose au mariage de son fils en invoquant l'empêchement prohibitif résultant de l'art. 298 C. civ. édictant, dans le cas de divorce admis en justiée pour cause d'adultère, que l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice, il lui appartient d'établir, à l'aide des documents de la procédure de divorce, que son descendant est bien le complice visé dans ladite procédure, à défaut de quoi la mainlevée devrait être prononcée. (1er jugement.)

Spécialement encore, lorsque l'opposition formée par l'ascendant est basée sur ce motif qu'à une certaine époque de sa vie, le futur aurait été obligé de se faire soigner dans une maison de santé, qu'il y a eu chez lui des manifestations qui ont pu faire croire à un trouble de l'esprit, que sa nature impressionnable n'a jamais été capable de résister à certains entraînements et que la faiblesse de son caractère, sa mobilité ne lui permettent point d'éloigner les influences intéressées qui agissent sur sa volonté, un jugement d'interdiction seul pourrait être un obstacle au mariage, et, en l'absence de ce jugement. la mainlevée doit être prononcée. (2e jugement.)

2° *Il importe peu, au point de vue de l'empêchement prohibitif résultant de l'art. 298 C. civ., que le dispositif du jugement de divorce ne mentionne pas qu'il a été prononcé pour cause d'adultère : à défaut d'une semblable désignation, l'opposant au mariage, pour justifier son opposition au mariage de l'époux coupable, est fondé à rechercher dans les éléments de la procédure, dans les procès verbaux de l'enquête sur laquelle le divorce a pu être admis, et* a fortiori *dans les motifs du jugement lui-même, la contestation du fait qui lui a servi de base.* (1er jugement.)

Et s'il y a doute sur l'individualité du complice désigné dans ladite procédure, par son simple prénom, l'opposant doit être admis à prouver, même par témoins, cette individualité. (Ibid.)

1er jugement. — Tollin c. veuve Tollin.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par exploit de Boursier, huissier à Paris du 2 mai 1900, la dame veuve Tollin a fait opposition au mariage que son fils Charles-Hubert Tollin, actuellement âgé de trente-trois ans, industriel, demeurant à Paris, rue de Pondichéry, 4, se propose de contracter avec la dame Blanche-Emilie Galmiche, sans profession, demeurant à Cannes, villa des Aubépines, chemin du Petit-Juan, épouse en premières noces, divorcée de Victor Thomas, et en deuxièmes noces de Paul Foulard ;

Attendu que si les art. 173 et 176 C. civ. accordent aux ascendants le droit de former opposition au mariage de leurs enfants sans être obligés d'en déduire les motifs, alors même que ces derniers ont atteint l'âge de vingt-cinq ou trente ans suivant leur sexe, il ne s'en suit pas qu'une telle opposition puisse être

accuellie par les tribunaux, si elle n'est fondée sur un motif de nature à former un empêchement légal au mariage projeté ;

Attendu que, dans ses conclusions, la dame veuve Tollin invoque l'empêchement prohibitif résultant de l'art. 298 C. civ. qui, dans le cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, édicte que l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice ; que son opposition, ainsi fondée sur un empêchement légal, est donc recevable ; qu'il échet uniquement de rechercher si elle se justifie en fait ;

Attendu qu'un jugement rendu par la 4e chambre de ce tribunal à la date du 13 janvier 1899, aujourd'hui définitif, a prononcé le divorce d'entre la dame Galmiche et Paul Foulard, à la requête et au profit du mari ; que, bien que le dispositif du jugement ne le dise pas expressément, il appert des motifs sur lesquels s'appuie ce dispositif, que le divorce a été prononcé tant à raison de l'injure grave résultant pour le mari de l'abandon injustifié par la dame Galmiche du domicile conjugal qu'à raison de faits d'adultère commis par elle ;

Attendu que cet adultère résultait pour le tribunal : 1° de brouillons au crayon de lettres qui ont été déchirés et reconstitués, émanant de la dame Foulard et dans lesquels les relations intimes de la défenderesse avec un sieur Charles étaient indiquées ; 2° d'une lettre portant la date du 2 juillet 1897 trouvée en la possession de la dame Foulard, à qui elle était adressée, ainsi qu'elle l'a reconnu, commençant par ces mots : « Blanche ! mon adorée, Blanche ! ma vie..... » et se terminant ainsi : « Je suis pour longtemps, pour toujours, ton bien sincère attaché (signature illisible). P. S. — Crains-tu de m'écrire? Depuis longtemps, rien de toi !!! ; » que les termes de cette lettre ont paru aux juges ne laisser aucun doute sur les relations adultères que la dame Foulard avait nouées avec le signataire ;

Attendu qu'il importe peu que le dispositif du jugement du 13 janvier 1899 ne mentionne pas que le divorce ait été prononcé pour cause d'adultère ; qu'à défaut d'une semblable désignation, l'opposant, pour justifier son opposition au mariage de l'épouse coupable, est fondé à rechercher, dans les éléments de la procédure, dans les procès-verbaux de l'enquête sur laquelle le divorce a pu être admis et, *a fortiori*, dans les motifs du jugement lui-même, la contatation du fait qui lui a servi de base ; mais que, pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 298, il ne suffit pas seulement que cet adultère soit prouvé ; qu'il faut encore que de ces documents le nom du complice apparaisse d'une manière certaine et indiscutable, et que, dans les circonstances de la cause, il y a doute sur l'individualité de ce complice ;

Attendu que la dame veuve Tollin prétend que le « Charles » visé dans le jugement du 13 janvier 1899 est bien son fils Charles Tollin, demandeur en mainlevée d'opposition, et qu'il est l'auteur de la lettre susénoncée, mais qu'elle n'apporte aucune justification suffisante du bien fondé de sa prétention ; que, toutefois, elle offre d'en apporter la preuve et articule, à cet effet, des faits qui sont pertinents et admissibles ; qu'ils sont déniés par l'adversaire, et que la loi ne le défend pas, qu'on ne comprendrait pas, d'ailleurs, que l'opposant ne fût pas recevable à prouver la complicité, puisque, autrement, il dépendrait du tribunal qui prononce le divorce de rendre l'art. 298 applicable ou non en mentionnant ou en ne mentionnan pas dans son jugement le nom du complice ; qu'une prohibition aussi grave que celle dont il s'agit ne saurait, comme on l'a dit avec juste raison, dépendre uniquement de l'arbitraire des juges ou de la forme de la rédaction du jugement ;

Attendu que les art. 172 et 178 C. civ. rangent la demande en mainlevée d'opposition au mariage parmi les causes qui requièrent célérité et les soumettent ainsi aux formalités édictées par l'art. 497 C. pr. civ. pour les enquêtes en matière sommaire ;

Par ces motifs,

Avant dire droit au fond ;

Autorise la dame veuve Tollin à faire dans la forme des requêtes sommaires tant par titres que par témoins, la preuve des faits suivants : 1° Le sieur « Charles », visé dans le jugement rendu par la 4e chambre du Tribunal de la Seine, le 13 janvier 1899, est le sieur Charles-Hubert Tollin, c'est bien lui qui a entretenu avec la dame Galmiche les relations intimes relevées audit jugement ; 2° Charles-Hubert Tollin est l'auteur de la lettre du 2 juillet 1897 également visée au jugement ;

Réserve au défendeur la preuve contraire ;

Dépens réservés.

M. Le Bourdellès sub. proc. Rép. — Me Coulon et Georges Bellet av.

2e jugement. — G... c. Veuve G...

Le Tribunal,

Attendu que, suivant exploit en date des 16, 17 et 24 août 1900, la dame veuve G... a formé opposition au mariage de son fils Olivier G... avec la dame P... artiste peintre, veuve en premières noces de A..., entre les mains de M. le maire du XVIIe arrondissement de Paris, de M. le maire de la ville de Lyon et aussi entre les mains de ladite dame A... ;

Attendu que G... demande la mainlevée de cette opposition, suivant exploit en date du 28 août ;

Attendu que la veuve G... soutient que son fils ne consent au mariage projeté que sous l'influence de la veuve A... qui exerce sur lui une domination excessive à laquelle il ne peut résister, et que, d'autre part, l'état de santé de son fils compromis par l'alcoolisme et la tuberculose ne lui permet point d'avoir sa libre action et une volonté réfléchie ;

Attendu, en droit, que la mainlevée d'une opposition à mariage doit être prononcée toutes les fois qu'il n'existe point un empêchement légal à la célébration de l'union projetée et qu'il appartient à celui ou à celle qui a atteint sa majorité matrimoniale de se marier comme il l'entend, sous la seule

condition de remplir les formalités de l'acte respectueux ;

Attendu que la justice ne peut, dès lors, accorder à l'autorité paternelle ou maternelle sa protection que dans les limites que lui assigne la volonté du législateur ;

Attendu que les moyens invoqués à l'appui de l'opposition ont pour but de démontrer qu'à une certaine époque de sa vie, G..., aurait été obligé de se faire soigner dans une maison de santé, qu'il y a eu chez lui des manifestations qui ont pu faire croire à un trouble de l'esprit, que sa nature impressionnable n'a jamais été capable de résister à certains entraînements et que la faiblesse de son caractère, sa mobilité, ne lui permettent pas d'éloigner les influences intéressées qui agissent sur sa volonté ;

Mais attendu que toutes ces allégations, en admettant, ce qui n'est point démontré, qu'elles soient exactes, ne pourraient suffire à faire prononcer l'interdiction de G... ;

Attendu qu'un jugement d'interdiction seul pourrait être un obstacle légal à son mariage ;

Attendu que non seulement la veuve G... n'a point formé une pareille demande, mais qu'elle déclare que les faits allégués ne seraient point suffisants pour l'obtenir ;

Attendu que dans ces conditions, et sans qu'il soit nécessaire de répondre aux insinuations dirigées contre la dame A..., que la mainlevée de l'opposition doit être prononcée ;

Par ces motifs,

Prononce la mainlevée de l'opposition ;...

Ordonne, en conséquence, que nonobstant ladite opposition, MM. les maires du XVII[e] arrondissement de Paris et du I[er] arrondissement de Lyon seront tenus, sur la signification du présent jugement, de faire mention dudit jugement sur les registres des publications des mariages et de procéder à la célébration du mariage de G... avec ladite dame A...

Condamne veuve G... aux dépens.

M. Rome subst. proc. Rép. (concl. contr.), M[es] Crochard et Thesmar av.

Note. — I. — Sur le premier point : Le droit conféré par l'art. 173 C. civ. aux ascendants de s'opposer au mariage de leurs descendants est des plus absolus ; ils sont dispensés par l'art. 176, à la différence des autres opposants, d'indiquer dans l'acte les motifs sur lesquels leur opposition est fondée. Mais quelle est la portée de cette disposition : aura-t-elle pour résultat d'entraver le mariage dans tous les cas, ou bien le juge ne sera-t-il tenu d'y avoir égard qu'autant que l'opposition sera reconnue fondée sur un empêchement légal au mariage ? La question est controversée, mais résolue généralement aujourd'hui en ce sens que l'opposition ne peut être maintenue qu'autant qu'elle est basée sur un empêchement dirimant ou prohibitif C'est l'opinion consacrée par les jugements recueillis. V. dans le même sens : Cass. 19 mars 1839 (S. 39.2.275 — D. 39.2.169) ; Montpellier 12 août 1839 (S. 39.2.540 — D. 40. 2.43) ; Orléans 26 août 1871 (S. 72.2.145 — D. 73.2.61) ; Cass. 24 juillet 1872 (D. 73.1.280) ; 30 juin 1879 (S. 79.1. 416 — D. 80.1.135) ; Trib. civ. Lyon 28 juin 1882 (Gaz. Pal. 83.1.520) ; Trib. civ. Bordeaux 15 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2. supp. 11) ; Trib. civ. Amiens 22 novembre 1888 (Gaz. Pal. T. Q. 1887.92, v° Mariage, n° 68). *Sic* : Aubry et Rau, t. V § 454, p. 30, texte et note 8 ; Demolombe, Mariage, t. I. n° 410 ; Laurent, t. II, n° 399 ; Baudry-Lacantinerie, Précis, t. 1, n° 134 ; Huc, Tr. de dr. civ., t. II, n° 111 ; et dans le sens contraire : Caen 9 juin 1813 (S. chr.) ; Bourges 30 mars 1813 (S. chr.) ; Caen 18 mai 1827 (Rec. Rouen 1827.2.51) ; 20 novembre 1837 (S. 39.2.198) ; Paris 8 mai 1889 (Pand. franç. 89.2.152). *Sic* : Delvincourt, t. I., p. 297, note 7.

Lorsque l'opposition est basée sur l'état de démence du futur époux, on admet généralement, en argumentant de l'article 174 C. civ., que le juge peut prononcer la mainlevée pure et simple dès qu'il la croit mal fondée, sans être tenu à impartir un délai à l'ascendant pour provoquer l'opposition : Cass. 6 janvier 1829 (S. chr.) ; 24 juillet 1872 (S. 72.1.330 — D. 73.1. 208) ; 30 juin 1879 (S. 79.1.416 — D. 80.1.135).

II. — Sur le second point : L'interprétation de l'article 298 C. civ. donne lieu à de grandes discussions en jurisprudence et en doctrine. Il a été jugé, par certaines décisions, qu'il n'y a pas empêchement au mariage dans le sens de cette disposition lorsque le divorce a été prononcé pour cause d'injures graves, quand même il serait prouvé que les injures sont résultées d'un adultère : Lyon 3 juillet 1890 (S. 91.2 246 - D. 90.2.365) ; Cass. 24 mai 1892 (Gaz. Pal. 92.2.76. — S. 92.1.299 — D. 93.1.412) ; Trib. civ. Bar-sur-Seine 3 août 1892 (Gaz. Pal, T. Q. 1892.97 v° Mariage n° 52.) alors même, dit ce dernier jugement, qu'il résulte des motifs du jugement que des relations intimes ont dû exister entre un des époux (la femme dans l'espèce) et un individu. Mais d'autres décisions se montrent moins rigoureuses ; il suffit que les motifs de la décision qui a prononcé le divorce pour injure grave permettent d'établir que l'injure grave résulte de relations adultères : Trib. civ. Seine 20 mai 1896 (S. 96.2.221). V. également : Trib. civ. Melun 25 février 1887 (Gaz. Pal. 87.1.373) ; Paris 2 août 1887 (Gaz. Pal. 87.2.270).

310

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

28 juillet 1900.

Présidence de M. Lœw.

PRESSE-OUTRAGE. — COLPORTAGE. — DISTRIBUTION D'ÉCRITS. — DÉCLARATION PRÉALABLE (DÉFAUT DE). — PROFESSION. — ÉLÉMENT ESSENTIEL DE LA CONTRAVENTION.

Des faits de colportage ou de distribution de livres, écrits, brochures, journaux, dessins, etc., sur la voie publique, ne tombent sous le coup des pénalités édictées par l'art. 21 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, lorsque leur auteur n'avait point fait la déclaration préalable prévue par l'art. 18 de la même loi, qu'autant que ces faits constituent, de la part de celui-ci, l'exercice d'une profession.

Et un jugement du tribunal de simple police, qui, sans constater cette circonstance essen-

tielle de l'existence de la contravention auxdits articles, en déclare néanmoins coupable le prévenu contre lequel il prononce en conséquence une condamnation, manque de base légale et doit être annulé.

Intérêt de la loi.

LA COUR,

Statuant sur le pourvoi formé dans l'intérêt de la loi par M. le procureur général près la Cour de cassation :

Vu les art. 18, 20, 21 de la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse ;

Attendu que le Tribunal de simple police de Montfaucon (Meuse), par jugement du 9 janvier 1900, a condamné Marie Gueusquin, âgée de onze ans, comme coupable de la contravention de colportage sans déclaration préalable, prévue par l'art. 21 précité, et Gueusquin père comme civilement responsable du montant des frais du procès ;

Attendu que, pour condamner Marie Gueusquin, le juge de police s'est fondé uniquement sur ce qu'il résulte du procès-verbal que la prévenue a, le 27 décembre 1899, distribué à Montfaucon, de maison en maison, des brochures sans être munie du récépissé de la déclaration prescrite par l'art. 18 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Mais, attendu qu'en déclarant que ce seul fait, reconnu par l'inculpée, constituait la contravention prévue par l'art. 21 précité, le juge de police de Montfaucon (Meuse) a méconnu et violé les dispositions de la loi ; que l'art. 18 n'impose, en effet, l'obligation d'une déclaration qu'à ceux qui voudront exercer la profession de colporteur ou de distributeur, et que l'art. 21 porte expressément que la contravention consiste dans l'exercice de la profession de colporteur ou de distributeur sans déclaration préalable ; qu'il est donc indispensable, pour qu'il y ait contravention, que les faits imputés à l'inculpé constituent, de la part de celui-ci, l'exercice d'une profession ; que rien de pareil n'ayant été relevé contre la jeune Marie Gueusquin, c'est à tort qu'elle a été condamnée ;

Par ces motifs,

Casse et annule, dans l'intérêt de la loi, le jugement du Tribunal de simple police de Montfaucon (Meuse), du 9 janvier 1900.

MM. BARD rapp. ; FEUILLOLEY av. gén.

Note. — La Cour de cassation s'était déjà très formellement prononcée dans le même sens le 4 novembre 1893 (Gaz. Pal, 93.2.636). « Les art. 18 et 21 de la loi du 29 juillet 1881, avait-elle dit alors, en effet, n'asujettissent à une déclaration préalable que les personnes exerçant la *profession* de colporteur ou distributeur, et l'art. 20 dispense expressément de cette formalité celles qui ne se livrent qu'à des actes *accidentels* de distribution ou de colportage. » Par l'arrêt ci-dessus reproduit, la Chambre criminelle maintient, on le voit, cette jurisprudence, conforme d'ailleurs à l'opinion unanime des auteurs : Barbier, Code expliqué de la presse, t. I, n° 210, p. 186 ; Fabreguettes, Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse, t. I, n° 606 ; Dutruc, Explication de la loi du 29 juillet 1881, n° 122 ; Faivre et Benoît-Lévy, Code manuel de la presse, p. 84.

320

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

29 octobre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — ACTION CIVILE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — CITATION EN JUSTICE DE PAIX. — FORMES. — LIEU DU DÉLIT. — INDICATION ERRONÉE. — ART. 65 DE LA LOI DU 29 JUILLET 1881 INAPPLICABLE.

Il n'y a pas lieu d'emprunter à la loi du 29 juillet 1881 sur la presse les dispositions spéciales prescrites par les art. 50 et 60, et qui règlent la forme des citations délivrées devant les tribunaux de répression, pour les appliquer aux instances introduites devant la juridiction civile, quand ces instances sont nées d'un délit prévu par ladite loi.

Dès lors, leur citation à comparaître devant le juge de paix pour s'entendre, le prétendu auteur d'un délit de diffamation, condamner en des dommages-intérêts à raison de ce délit, est régulière, lorsqu'elle contient les mentions, énonciations et indications déterminées par l'art. 1er C. pr. civ. et que notamment elle énonce sommairement l'objet de la demande.

Et ainsi une erreur portant, dans ladite citation, sur la désignation du lieu où le prétendu délit, servant de base à la demande, a été commis, n'est point une cause de nullité, lorsque les propos diffamatoires et les circonstances, dans lesquelles ils ont été tenus, se trouvent en même temps rapportés avec une précision telle qu'il n'a pas été possible au défendeur de se méprendre sur les faits qui lui étaient reprochés, et que les droits de la défense n'ont pas été exposés à souffrir aucune atteinte de l'erreur commise.

Caron c. Pétain.

Le sieur Caron s'est pourvu en cassation contre un jugement du Tribunal civil de Saint-Pol en date du 3 juin 1897, qui avait confirmé une sentence du juge de paix du canton d'Aubigny, ayant rejeté l'action en dommages-intérêts formée par ledit sieur Caron contre un sieur Pétain, à raison d'un prétendu délit de diffamation dont le dernier s'était, d'après le demandeur, rendu coupable à son égard.

Un moyen unique était invoqué à l'appui du pourvoi :

« Violation des art. 32, 50, 60 de la loi du 29 juillet 1881, fausse application de l'art. 65 de la même loi, et violation des art. 1er, 61, et 1030 C. pr. civ., en ce que le jugement attaqué a déclaré prescrite l'action introduite par Caron en paiement des dommages-intérêts en réparation du préjudice qui lui avait été causé par les diffamations dont Pétain s'était rendu coupable, alors que cette action avait été formée par une assignation intervenue avant l'expiration du délai de trois mois imparti par l'art. 65 susvisé, et répondant suffisamment aux exigences de la loi malgré une erreur dans l'indication du lieu. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Vu les art. 2244 C. civ. et 1 C. pr. civ.;

Attendu, d'une part, qu'aux termes de l'art. 2244 C. civ., la citation en justice interrompt la prescription; que l'art. 2247 du même Code ne lui refuse cet effet juridique que lorsqu'elle est nulle en la forme;

Attendu, d'autre part, que l'art. 1er C. pr. civ., détermine les mentions, énonciations et indications que doivent contenir les citations devant les juges de paix; qu'elles doivent notamment énoncer sommairement l'objet de la demande; qu'il n'y a pas lieu d'emprunter à la loi du 29 juillet 1881 sur la presse les dispositions spéciales prescrites par les art. 50 et 60, qui règlent la forme des citations délivrées devant les tribunaux de répression, pour les appliquer aux instances introduites devant la juridiction civile, quand ces instances sont nées d'un délit prévu par ladite loi ; que le texte aussi bien que l'esprit de la loi du 29 juillet 1881 ne permettent pas cette extension;

Attendu que le jugement attaqué constate que, par exploit du 27 janvier 1897, Caron a cité Pétain devant le juge de paix du canton d'Aubigny, lui demandant 10,000 francs de dommages-intérêts pour avoir, le 29 octobre 1896, dans la matinée, à Aubigny, dit à différentes personnes que lui, Caron, était en faillite;..... que ces propos furent tenus notamment à la gare d'Aubigny et au lieu dit le Petit-Calvaire; qu'à l'audience du 18 mars, Caron a conclu à ce qu'il lui fût donné acte de ce qu'il déclarait que c'était par erreur que la citation indiquait la gare d'Aubigny comme étant le lieu où avaient été tenus, le 29 octobre dernier, les propos incriminés; que ces propos avaient été tenus, les uns à la gare d'Izel, les autres au lieu dit le Petit-Calvaire, et dans le cas où ces propos seraient déniés par Pétain, à ce qu'il fût admis à en rapporter la preuve par témoins ;

Attendu que le jugement attaqué a déclaré prescrite l'action de Caron contre Pétain à raison des propos tenus à Izel, par ce motif que les conclusions du 18 mars 1897 n'avaient été prises que plus de trois mois après la diffamation et que la prescription n'avait pas été interrompue par la citation du 27 janvier précédent qui ne visait que des propos tenus à Aubigny ;

Mais attendu que la citation du 27 janvier 1897, qui satisfaisait à toutes les prescriptions de l'art. 1 C. pr. civ., rapportait avec une telle précision les propos diffamatoires imputés à Pétain, propos qui faisaient l'objet de la demande de dommages-intérêts, ainsi que les circonstances dans lesquelles ils avaient été tenus, qu'il n'était pas possible que le défendeur eût pu se méprendre sur les faits qui lui étaient reprochés malgré l'erreur commise dans la désignation du lieu; que l'inexactitude de cette mention ne pouvait, en l'espèce, entraîner la nullité de la citation et en effacer les effets juridiques; que les droits de la défense n'étaient exposés à en souffrir aucune atteinte; que Pétain, en effet, n'eût-il pas de lui-même rectifié la citation, a été prévenu, dès la première audience, que la commune d'Izel devait être substituée à celle d'Aubigny et que les conclusions prises par Caron demandant à rapporter la preuve des faits allégués lui réservaient, de droit, la preuve contraire; d'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué a violé les articles ci-dessus visés;

Casse le jugement du Tribunal civil de Saint-Pol du 3 juin 1897.

MM. RAYNAUD rapp.; DESJARDINS av. gén. — Mes PASSEZ et MORILLOT av.

Note. — V. conf. sur le principe de la non-applicabilité de l'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881 à l'acte introductif d'une instance, devant les tribunaux civils, en réparation du préjudice causé par un délit d'injure ou de diffamation : Trib. paix Sens 17 janvier 1885 (Gaz. Pal. 85.1.219); Trib. civ. Tarbes 21 décembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.417); Dijon 31 janvier 1893 (Gaz. Pal. 93.1.222) ; Alger 25 octobre 1893 (Gaz. Pal. 93.2.601); Cass. 8 avril 1895 (Gaz. Pal. 95.1.556). V. également observ. sous Cass. 16 décembre 1896 (Gaz. Pal. 97.1.47).

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

7 août 1900.

Présidence de M. Tanon.

SUCCESSION. — ACCEPTATION TACITE. — ACTE D'HÉRITIER. — ACTE D'ADMINISTRATION. — CASSATION. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

Des ventes de récoltes et l'allocation d'une indemnité de petite valeur consentie à un fermier peuvent être considérées comme rentrant dans les actes d'administration n'impliquant pas de la part d'un successible, qui les a accomplis seul, mais en en rendant compte à son cosuccessible, qui lui en laissait le soin, dans un domaine dépendant de la succession, l'accep-

tation pure et simple de ladite succession. Une telle appréciation échappe, en tout cas, à la censure de la Cour de cassation.

Veuve Favreau c. Favreau.

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation de l'art. 800 C. civ., des art. 778, 899, 796 du même code ainsi que des art. 986, 989 et 989 et 990 C. proc. civ.;

Attendu qu'il a été déclaré par les juges du fond, par appréciation de l'intention du sieur Favreau et d'après les circonstances de la cause, que celui-ci n'a, dans aucun acte authentique ou privé, pris la qualité d'héritier de son père, qu'il ne s'est attribué avec intention de le conserver aucun objet mobilier appartenant à la succession; qu'on ne peut non plus voir des actes impliquant l'acceptation pure et simple de cette succession dans les faits qui sont relevés à son encontre, relatifs soit à des ventes de récoltes, soit à une indemnité de petite valeur qu'il a consentie à son métayer, faits qui rentraient dans les actes d'administration de la propriété commune, alors surtout que la demanderesse en cassation lui laissait le soin de ces actes, dont il la tenait informée; que de telles appréciations échappent à la censure de la Cour de cassation, et qu'en conséquence, la cour d'appel a pu, sans violer aucun des articles de loi visés par le pourvoi, décider que Favreau n'était pas déchu du droit d'accepter la succession de son père sous bénéfice d'inventaire;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 15 mai 1899.

MM. DENIS rapp.; MELCOT av. gén. — Me Maurice BONNET av.

Note.—V. sur les actes, emportant tacitement acceptation pure et simple, et renonciation, par conséquent, au bénéfice d'inventaire, si l'héritier avait antérieurement déclaré n'accepter que bénéficiairement : Rép. encyclop. du Dr. fr., vo Succession, nos 243 et suiv.; 332 et suiv.

COUR D'APPEL DE PARIS (6e CH.)

16 juillet 1900.

Présidence de M. de Boislile.

RÉFÉRÉ. — BAIL. — EXPULSION. — CLAUSE RÉSOLUTOIRE. — DÉLAI. — POUVOIR DU JUGE.

Le juge des référés saisi d'une demande d'expulsion contre un preneur dont le bail porte la clause « qu'à défaut de paiement d'un seul terme de loyer à son échéance et un mois après un commandement demeuré infructueux le bail sera résilié de plein droit si bon semble au bailleur », ne peut, la clause résolutoire étant précise et absolue, autoriser l'expulsion même avec cette réserve qu'elle aura lieu dans le cas seulement où ledit preneur n'aurait pas payé les loyers dans la huitaine de la signification de l'ordonnance.

Mais il peut, souverain appréciateur de l'urgence qui seule justifie son intervention, accorder, même d'office, des délais au débiteur.

Demoiselle Monneret c. consorts Winandy.

LA COUR,

..... Au fond :

Considérant que le bail consenti par les consorts Winandy à l'auteur de la demoiselle Monneret contenait la clause suivante : « A défaut de paiement d'un seul terme de loyer à son échéance ou d'exécution des charges ci-devant prévues, et un mois après un commandement, demeuré infructueux, le présent bail sera résilié de plein droit, si bon semble aux bailleurs, qui auront le droit de poursuivre contre le preneur le paiement des loyers par toutes les voies de droit, et les loyers payés d'avance resteront acquis aux bailleurs à titre d'indemnité, sans préjudice de tous dommages-intérêts »; que, la demoiselle Monneret n'ayant pas payé le 15 avril 1900 le terme échu à cette date, les consorts Winandy lui ont fait signifier, le 2 mai suivant, un commandement relatant la clause ci-dessus, avec déclaration qu'ils entendaient user du bénéfice de cette clause; que, le 14 juin suivant, ils ont assigné la demoiselle Monneret en référé pour, au principal, se voir les parties renvoyer à se pourvoir, et par provision, vu l'urgence, entendre la demoiselle Monneret prononcer son expulsion; que l'ordonnance dont est appel, considérant que provision était due à la clause spéciale insérée dans l'acte, a autorisé l'expulsion de la demoiselle Monneret, mais pour le cas seulement où dans la huitaine de la signification de l'ordonnance, elle n'aurait pas versé aux consorts Winandy le montant des loyers;

Considérant que la clause résolutoire contenue au bail était précise et absolue; qu'elle devait, de convention expresse, opérer de plein droit, si bon semblait aux bailleurs; que ces derniers, en visant dans leur assignation en référé cette clause résolutoire, et en motivant leur demande sur l'intérêt qu'il y avait pour eux à en obtenir l'exécution, avaient manifesté d'une manière non équivoque leur intention de s'en prévaloir; qu'il n'a pas été constaté qu'ils aient à l'audience renoncé à exciper de la résolution dans le cas où le terme arriéré leur serait versé, ni que des offres de ce terme leur eussent été faites avant l'assignation, le juge des référés ne pouvait, sans excéder ses pouvoirs, relever la demoiselle Monneret des conséquences d'une résolution qui était d'ores et déjà encourue; qu'il échet de faire droit de ce chef, à l'appel incident;

Mais, considérant que le juge des référés, souverain appréciateur de l'urgence, qui seule justifie son intervention, a, par là même, qualité pour accorder même d'office, des délais au débiteur; que le délai

de huitaine accordé à la demoiselle Monneret n'a rien d'exagéré, eu égard aux circonstances de la cause ; que les droits des bailleurs paraissent, au contraire, suffisamment garantis par le versement de six mois de loyers d'avance et par la saisie d'un mobilier considérable et qu'il y a lieu, en conséquence, pour la cour, de faire droit à l'appel principal, et de reporter le point de départ du délai de huitaine à la signification du présent arrêt ;

Par ces motifs,

Met l'appellation et ce dont est appel à néant ;

Infirmant, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, autorise les consorts Winandy à expulser la demoiselle Monneret en la forme ordinaire et accoutumée, et ce, après l'expiration d'un délai de huitaine après la signification du présent arrêt ;

Déclare les parties respectivement mal fondées dans le surplus de leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute ;

Ordonne la restitution des amendes consignées tant sur l'appel principal qu'incident ;

Et, considérant que chacune des parties succombe dans une partie de ses prétentions, fait masse des dépens qui seront supportés par moitié, etc.

M. Brégeault sub. proc. gén. — Mes Drucker et Deshayes av.

Note. — Suivant l'opinion généralement admise, la stipulation, dans un bail, que le contrat sera résilié de plein droit après un acte de mise en demeure et sans aucune formalité de justice, à défaut de paiement d'un terme de loyer, est de rigueur ; en sorte que les juges ne peuvent en ce cas accorder de délai au preneur et qu'il y a nécessité de prononcer la résolution dès qu'elle est demandée : Cass. 2 juillet 1860 (S. 60.1.705) ; Orléans 9 novembre 1860 (S. 61.2.144) ; Bordeaux 1er juin 1864 (S. 64.2.263) ; Paris 11 février 1874 (S. 74.2.197 — D. 75.2.145) ; 26 octobre 1881 (Gaz. Pal. 82.1.121) et aucun délai ne peut être accordé non plus pour vider les lieux, par le juge des référés : Paris 11 février 1884 et 26 octobre 1881 précités.

COUR D'APPEL DE LYON (2e Ch.)

23 mai 1900.

Présidence de M. Devienne.

JUGEMENTS ET ARRÊTS. — JUGEMENTS DES TRIBUNAUX DE COMMEECE. — QUALITÉS. — FOI DUE. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE PASSÉE SOUS SILENCE. — PREUVE. — APPEL RECEVABLE.

Les qualités des jugements des tribunaux de commerce étant rédigées par les greffiers de ces tribunaux, ne font point foi contre les parties en cause, et, par suite, l'une d'elles est fondée à prouver, à l'appui de la recevabilité de son appel, en produisant les conclusions signifiées à son adversaire, la demande reconventionnelle qu'elle prétend avoir formée devant le tribunal et qui est passée sous silence dans les qualités du jugement, encore bien, d'ailleurs, que ledit jugement ait été qualifié en dernier ressort.

Pointud c. Desgeorges.

La Cour,

Considérant que, dans le jugement dont est appel, les premiers juges ont déclaré qu'ils statuaient en dernier ressort ;

Considérant que la demande principale intentée par Desgeorges portait, sans doute, sur un chiffre inférieur à 1,500 francs et qu'à s'en tenir aux qualités de ce jugement, Pointud n'aurait formé aucune demande reconventionnelle ;

Mais considérant que les qualités des jugements des tribunaux de commerce, étant rédigées par les greffiers de ces tribunaux, ne font point foi contre les parties en cause ;

Considérant que Pointud produit à la barre de la cour un exploit contenant les conclusions qu'il a fait signifier à Desgeorges, à la date du 3 février 1900 ;

Considérant que, par ces conclusions, il se porte reconventionnellement demandeur pour une somme de 2,000 francs ; qu'il est vrai que cette demande est basée en partie sur le préjudice qui lui est causé par le procès lui-même, mais qu'elle est basée aussi sur le préjudice que lui a causé Desgeorges en articulant à différentes reprises, dans des endroits publics, que lui (Pointud) et sa femme avaient déposé contrairement à la vérité dans une instance où il avait fait appel à leur témoignage ;

Considérant que Pointud n'indique dans ses conclusions ni à quelle somme il évalue le préjudice que lui cause le procès, ni à quelle somme il évalue le préjudice que lui causent les propos que Desgeorges aurait tenus sur son compte et sur celui de sa femme ; que, dans ces conditions, la loi du 11 avril 1838, art. 1er, § 2, est applicable ; que le jugement, mal à propos qualifié par les premiers juges en dernier ressort, était susceptible d'appel et que la fin de non-recevoir soulevée par Desgeorges n'est pas fondée ;

Par ces motifs,

Rejette, comme mal fondée, l'exception soulevée par Desgeorges contre la recevabilité de l'appel ;

Déclare ledit appel recevable...

M. Bourdon av. gén. — Mes Bougault et H. Duquaire av.

Note. — La jurisprudence s'est prononcée déjà à différentes reprises en ce sens sur le principe : V. notamment : Grenoble 4 janvier 1886 (Gaz. Pal. 86.1. supp. 135) ; Cass. 9 juillet 1890 (Gaz. Pal. 90.2.330) ; Lyon 7 novembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1.309) ; Bordeaux 8 novembre 1892 et Rennes 30 avril 1896 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Jugements et arrêts, n° 89-90 et 183), et les notes dans notre recueil avec les renvois à la jurisprudence antérieure.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re Ch.)

14 février 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

VENTE DE FONDS DE COMMERCE. — RÉSERVES DANS L'INTÉRÊT DU VENDEUR. — LIBERTÉ DE L'ACHETEUR. — ACTE DE VENTE. — OBSCURITÉ. — INTERPRÉTATION CONTRE LE VENDEUR.

1° En cas de vente d'un fonds de commerce, comprenant deux branches habituellement réunies dans l'usage, le vendeur, à moins de réserves expresses, doit être présumé l'avoir cédé à son successeur, dans les conditions de liberté commerciale où lui-même l'exploitait.

La réserve par le vendeur de la faculté de continuer à exercer une des branches de son industrie ne peut, à elle seule, constituer pour l'acquéreur une interdiction de l'exercer concurremment avec lui.

2° C'est contre le vendeur que le traité de vente, en cas d'obscurité ou d'ambiguïté, doit s'interpréter.

Maurey c Lhermitte.

M. Lhermitte, quincaillier à Louviers, avait vendu à M. Maurey un fonds de quincaillerie, en se réservant le droit de vente des clôtures et machines agricoles. Il s'obligeait, en outre, à vendre à Maurey les petites machines agricoles dont ce dernier pouvait avoir besoin. Comme celui-ci ne se fournit point desdites machines chez Lhermitte, ce dernier l'assigna comme ayant contrevenu aux clauses de l'acte de vente.

Le Tribunal de commerce de Louviers avait accueilli cette demande par un jugement en date du 14 novembre 1899, ainsi conçu :

« Attendu que, suivant acte sous seing privé, enregistré, Lhermitte a vendu à Maurey le fonds de commerce de quincaillerie qu'il exploitait à Louviers ; qu'il a été stipulé, entre autres conditions, que Lhermitte conservait la vente des clôtures et des machines agricoles ;

« Attendu que, par exploit de Me Alexandre, huissier à Louviers, en date du 4 octobre 1899, et dans les conclusions par lui déposées, Lhermitte, prétendant que Maurey aurait contrevenu aux clauses de l'acte précité en mettant en vente et dans des conditions autres que celles prévues dans l'acte de vente, des machines agricoles, l'a fait assigner devant ce tribunal en paiement de 500 francs de dommages-intérêts ; que, par le même exploit, Lhermitte réclamait encore à Maurey la somme de 842 francs pour fournitures et que, dans ses conclusions, Lhermitte a rectifié ce compte, ainsi qu'il va être dit ci-après ;

« Sur le premier chef de la demande :

« Attendu que Maurey ne conteste pas avoir mis en vente à la devanture de son magasin des machines agricoles qui ne lui auraient pas été fournies par Lhermitte, et qu'il prétend qu'en agissant ainsi, il n'a fait qu'user du droit accordé à tout citoyen de tenir le commerce qui peut lui convenir ; que Maurey demande même, par voie reconventionnelle, au tribunal de dire et juger qu'il n'a pas aliéné, par l'acte du 30 mars 1899, sa liberté de vendre des machines agricoles ;

« Mais, attendu qu'ainsi que le soutient Lhermitte, la cession de fonds de commerce avait pour seul et unique objet un fonds de commerce de quincaillerie ; que Lhermitte s'est réservé les machines agricoles petites et grandes et les clôtures ; qu'enfin Lhermitte s'est obligé de vendre à Maurey, à prix de revient, les petites machines agricoles dont il pourrait avoir besoin dans son commerce ;

« Attendu qu'il apparaît des termes de l'acte de cession, que Lhermitte a entendu céder seulement son fonds de commerce de quincaillerie et pas autre chose ; que si Maurey avait la liberté de vendre des machines agricoles de toute espèce et de toutes provenances et de faire ainsi à Lhermitte une concurrence pouvant lui porter le plus grand préjudice, on ne s'expliquerait pas que Lhermitte se fût encore obligé à vendre à Maurey, à prix de revient, les machines agricoles et favoriser ainsi à son propre détriment, le commerce de Maurey ;

« Attendu que Maurey soutient en vain que le commerce de quincaillerie a, comme accessoire, la vente de certains ustensiles agricoles ; que c'est précisément pour cette raison et pour le mettre en mesure de soutenir la concurrence des autres quincailliers que Lhermitte s'est engagé à lui fournir les machines agricoles dont il pourrait avoir besoin, mais que Lhermitte, ne voulant pas se faire de concurrence à lui-même, a stipulé que les machines agricoles que Maurey mettrait en vente sortiraient de la maison Lhermitte et porteraient sa marque ;

« Attendu que de ce qui précède il résulte que la demande de Lhermitte doit être accueillie en principe, sauf à réduire dans de justes proportions les dommages-intérêts qu'il réclame ;

« Sur le deuxième point :

« Attendu que Lhermitte réclame à Maurey, pour fournitures et travaux divers et plus spécialement pour pose dans la maison louée à Maurey de l'installation de l'eau et pour pose d'appareils

d'éclairage à l'acétylène, la somme de 755 fr. 60 ;

« Attendu que Maurey ne conteste pas sérieusement les travaux pour l'installation de l'éclairage dans la salle à manger et l'établissement de l'eau au premier étage ;

« Mais attendu que l'état de lieux ne mentionne ni appareil à eau, ni éclairage, ce qui démontre que l'installation actuelle est l'œuvre de Lhermitte ou a été cédée par lui à son locataire;

« Attendu que Maurey ne conteste point les prix portés par Lhermitte sur sa facture ; qu'il y a lieu, dès lors, de condamner Maurey à payer à Lhermitte, pour reliquat de compte, la somme de 755 fr. 60, à laquelle on arrive en déduisant de 996 fr. 45, montant total du mémoire de Lhermitte, la somme de 180 fr. 25 que Maurey réclame de son côté à Lhermitte et que celui-ci ne méconnaît pas devoir ; qu'il y a lieu, toutefois, de déduire des 755 fr. 60 la somme de 6 francs pour prix d'un bidon hermétique repris par Lhermitte, ainsi que les parties l'ont reconnu ; que dès lors, Maurey devrait en fin de compte 749 fr. 60; qu'il y a lieu de rejeter comme inutiles les enquête et expertise conclues par Lhermitte ;

« Par ces motifs,

« Dit et juge qu'il résulte des diverses clauses et stipulations de l'acte du 30 mars 1899, que Maurey ne peut vendre de petites et grandes machines agricoles autres que celles qui lui seront fournies par Lhermitte, et, pour infractions à cet acte, le condamne à 50 francs de dommages-intérêts ;

« Rejette la demande reconventionnelle de Maurey, et, sans avoir égard aux offres de Maurey, condamne celui-ci à payer à Lhermitte, toutes compensations opérées pour reliquat de compte, fournitures et travaux, la somme de 749 fr. 60;

« Le condamne, en outre, aux intérêts de droit et aux dépens, qui comprendront le coût des deux procès-verbaux de constat.

Appel. — Arrêt

La Cour,

Attendu que l'action de Lhermitte a pour objet principal la réparation du préjudice que lui aurait causé Maurey par des actes de concurrence déloyale ; qu'ayant vendu à Maurey le fonds de commerce de quincaillerie qu'il exploitait à Louviers, les conditions de cette vente ont été réglées par un acte sous seing privé, en date du 31 mars 1899, dans lequel on relève les passages suivants : « M. Maurey achète à M. Lhermitte le fonds de quincaillerie qu'il exploite à Louviers, rue du Neubourg, 39, pour la somme de 5,000 francs, plus le matériel en état à dire d'expert. . . . . .

. . . . . .

Lhermitte ne devra pas s'établir dans un rayon de cinquante kilomètres pour exercer la quincaillerie, il conservera ses clôtures et machines agricoles, il ne devra pas vendre au détail du grillage de fer, de ronce, de fil de fer, en un mot tout ce qui concerne la quincaillerie que lorsqu'il y aura pose par lui. Les ronces et grillages seront fournis par M. Maurey au prix de facture, en conservant 3 0/0 de bonification pour frais de magasin. D'autre part, M. Lhermitte s'engage à fournir à M. Maurey, au prix de revient majoré de 3 0/0, les instruments agricoles, coupe-racines, barattes, machines agricoles, dont il aurait besoin dans le cas d'expédition directe ; ces messieurs n'auraient pas le droit à la bonification de 3 0/0, n'ayant pas de frais de magasin ; »

Attendu que Lhermitte prétend que les clauses précitées impliquent pour Maurey interdiction de vendre des machines agricoles autres que celles provenant de chez lui, Lhermitte ; d'une part, parce qu'en cédant à Maurey la quincaillerie, il s'est réservé les clôtures et les machines agricoles; d'autre part, parce que le droit exclusif pour Lhermitte de fournir des machines agricoles à Maurey, serait corrélatif à celui pour Maurey de vendre à Lhermitte des ronces artificielles et des fils de fer ; que Maurey conteste que le contrat ait la portée restrictive que lui attribue Lhermitte et soutient que l'achat de machines agricoles à ce dernier constitue pour lui une faculté et non une obligation ;

Attendu, en principe, qu'en vertu de la liberté de l'industrie, il est loisible à l'acheteur d'un fonds de commerce de le gérer comme bon lui semble et que son droit ne subit d'autres restrictions que celles qui peuvent résulter des engagements pris vis-à-vis de son vendeur ;

Attendu, en fait, que Lhermitte, dont l'industrie comprenait deux branches habituellement réunies dans l'usage, en vendant son fonds de commerce, doit être présumé, à moins de réserves expresses, l'avoir cédé à son successeur dans les conditions de liberté commerciale où lui-même l'exploitait ;

Attendu, à la vérité, qu'il est dit au contrat litigieux que Lhermitte conservera ses clôtures et ses machines agricoles, mais qu'à défaut d'une prohibition formelle, la réserve par le vendeur de la faculté de continuer à exercer une des branches de son industrie, ne peut, à elle seule, constituer pour l'acquéreur une interdiction de l'exercer concurremment avec lui ;

Attendu que cette interdiction dans l'espèce apparaît d'autant moins que ces mots : « Lhermitte conservera ses clôtures et ses machines » sont suivis de ceux-ci : « Il ne devra pas vendre au détail (sauf exception spécifiée) de grillage, de ronces, de fils de fer, en un mot, ce qui concerne la quincaillerie » ; qu'une prohibition de ce genre envers Lhermitte pour la quincaillerie, devait logiquement en avoir une semblable, comme contre-partie, envers Mau-

rey pour les machines agricoles, si le commerce lui en avait été interdit; que l'absence d'une telle clause concourt à démontrer que Maurey n'était tenu à cet égard à aucune obligation; qu'il est à remarquer d'ailleurs que, contrairement à son premier système, Lhermitte ne conteste plus aujourd'hui à Maurey le droit à la vente des machines agricoles et se borne à prétendre que Maurey doit s'en fournir exclusivement chez lui;

Attendu que, s'il est vraisemblable que les parties ont pu avoir la pensée de s'engager à se pourvoir l'un chez l'autre de certains articles, il ne ressort pas cependant des énonciations du traité que ces vues y aient été réalisées; que, sans doute, ce contrat reconnaît à Maurey le droit exclusif de vendre à Lhermitte les ronces artificielles et le fil de fer, à prix déterminé, mais qu'inversement, il n'est pas dit que la fourniture des machines agricoles par Lhermitte à Maurey soit obligatoire pour ce dernier; que la corrélation entre ces deux dispositions n'est pas telle qu'elles doivent nécessairement avoir le même caractère; qu'on s'explique fort bien en effet que Lhermitte, pour favoriser le commerce de son successeur, ait pu s'engager d'une part, à acheter à lui seul certains articles de quincaillerie, d'autre part, à lui vendre, d'après un tarif convenu, les machines agricoles dont il aurait besoin, tandis que l'achat de ses machines à Lhermitte n'était pour Maurey qu'une faculté subordonnée à l'intérêt de son commerce;

Attendu, au surplus, que Lhermitte étant le vendeur, c'est contre lui que le traité, s'il est obscur ou ambigu, doit s'interpréter; qu'il s'ensuit que Maurey a le droit de vendre des machines agricoles sans être obligé de s'en approvisionner chez Lhermitte et que c'est à tort que les premiers juges ont, de ce chef, déclaré bien fondée l'action de celui-ci;

Attendu, en ce qui touche la demande en paiement, qu'actuellement le litige ne porte plus que sur une somme de 437 fr. 30 réclamée par Lhermitte et allouée par les premiers juges comme représentant des frais faits par Lhermitte dans l'immeuble occupé par Maurey, pour l'installation du gaz de la salle à manger et de l'eau au premier étage; qu'il est soutenu par Maurey qui, subsidiairement sur ce point, conclut à une offre en preuve, que ces installations existaient déjà dans l'immeuble de Lhermitte antérieurement à son occupation par Maurey, et que les dépenses de mise en état faites au moment de sa prise de possession en vue d'assurer sa jouissance, sont une charge du propriétaire;

Mais attendu que c'est à bon droit que les premiers juges ont décidé que l'état de lieux dressé lors du bail de Maurey ne mentionnant ni appareils d'éclairage, ni installation d'eau, les travaux litigieux avaient dû être effectués postérieurement à l'entrée en jouissance de Maurey; qu'étant, par suite, à défaut de justifications contraires, réputés faits pour le compte de Maurey, ce dernier devait en payer le prix;

Attendu que l'offre en preuve, subsidiairement conclue, est inutile et doit être rejetée; qu'il y a lieu, en conséquence, en donnant acte à Maurey de ce qu'il réitère l'offre de la somme de 312 fr. 30 dont il se reconnaît débiteur, en dehors de celle de 437 fr. 30 qui fait l'objet de la contestation, de déclarer ladite offre insuffisante et non libératoire et de confirmer de ce chef le jugement attaqué;

Attendu que Lhermitte succombant sur le point qui a été l'objet principal et la cause initiale du procès, il convient de dire que tous les dépens seront mis à sa charge;

Par ces motifs,

En ce qui touche l'action en concurrence déloyale :

Met l'appellation et ce dont est appel à néant;

Corrigeant, réformant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire;

Dit et juge que l'interdiction pour Maurey de vendre des machines agricoles autres que celles provenant de chez Lhermitte, ne résulte ni directement, ni implicitement, des clauses du contrat et que le droit exclusif pour Maurey de faire à Lhermitte certaines fournitures n'a pas comme résultat nécessaire, le même droit exclusif pour Lhermitte de vendre des machines agricoles à Maurey;

Dit et juge que Maurey est en droit de vendre des machines agricoles sans être obligé de s'en approvisionner chez Lhermitte;

Déclare, en conséquence, Lhermitte mal fondé en son action, l'en déboute;

Décharge Maurey des condamnations prononcées contre lui;

Ordonne la restitution de l'amende;

En ce qui touche l'action en paiement :

Donne acte à Maurey de ce qu'il réitère l'offre de la somme de 312 fr. 30;

Déclare ladite offre insuffisante et non libératoire;

Rejette comme inutile l'offre en preuve conclue par Maurey;

Confirme de ce chef le jugement dont est appel;

Dit qu'il sortira son plein et entier effet quant à ce;

Condamne Lhermitte aux dépens.

M. Réguis av. gén. — Mes Martin et Beaudoin av.

Note. — I. — Sur le premier point : Le principe posé par la Cour de Rouen paraît certain.

La vente d'un fonds de commerce est un contrat de vente ordinaire, entraînant en principe des obligations de la part du vendeur, comme de la part de l'acheteur. Ce dernier, après paiement du prix, est présumé avoir acheté le fonds dans l'état où son prédécesseur l'exploitait. Il faut une convention expresse pour qu'il en soit autrement.

De son côté le vendeur, tenu à garantie vis-à-vis de son acheteur, au cas où il tiendrait à conserver la vente d'une partie des objets de son précédent commerce, doit le stipuler expressément; et assurément cette réserve en sa faveur ne saurait, à aucun point de vue, constituer une interdiction pour son acheteur. Une interdiction ne saurait être que formelle.

II. — Sur le deuxième point : C'est l'application du principe posé dans l'art. 1162 C. civ. ainsi conçu : « Dans

le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation. »

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

5 octobre 1900.

Présidence de M. Roubaud.

EXPERT-EXPERTISE. — MARCHANDISES. — VENTE. RÉCEPTION. — IDENTITÉ CONSERVÉE.

Si, en principe, la réception par l'acheteur de la marchandise empêche toute mesure d'expertise, c'est parce que, par le fait de la réception, cette marchandise a perdu son identité; mais il n'en est plus ainsi quand la réception n'a nullement compromis cette identité.

Spécialement, quand la marchandise livrée consiste dans des imprimés portant le nom et la marque de l'imprimeur, l'identité ne pouvant se perdre, la demande en expertise doit être admise, même après réception.

Moullot c. Picard.

LE TRIBUNAL,

Attendu que les sieurs R. et L. Picard, négociants à Paris, ont commandé au sieur Moullot, par l'intermédiaire de leur représentant, sept mille catalogues réclame;

Attendu qu'après avoir soumis l'épreuve de ce travail aux sieurs Picard, ces derniers ont donné à Moullot le bon à tirer; que ces catalogues ont été ensuite expédiés aux sieurs Picard, qui en ont pris livraison; que Moullot en réclame aujourd'hui le montant;

Attendu que, dès la réception de ces catalogues, les sieurs Picard ont immédiatement protesté contre les malfaçons; qu'ils ont demandé une bonification; que Moullot, ayant repoussé leur demande, les sieurs Picard demandent aujourd'hui une expertise;

Attendu que si, en principe, la réception par l'acheteur de la marchandise empêche toute mesure expertale, c'est parce que cette marchandise a, par le fait de la réception, perdu son identité;

Attendu que, dans l'espèce, la réception n'a nullement compromis cette identité; que les catalogues portent la marque de la maison Moullot et peuvent être l'objet d'une vérification utile;

Par ces motifs,

Statuant préparatoirement, tous droits, moyens et exceptions des parties au fond réservés, nomme M. Toussaint-Samat expert, lequel, serment prêté ès mains de M. le président, à ce délégué, examinera les catalogues dont s'agit, dira s'ils ont été faits conformément aux règles de l'art et aux accords des parties, si des malfaçons et des défectuosités n'existent pas dans leur confection; dans le cas de l'affirmative, en fixera la nature et l'importance, évaluera la bonification qu'il y aura lieu d'opérer, pour, sur son rapport fait et déposé, être dit droit; dépens réservés.

MMes ARDISSON DE PERDIGUIER et Ch. BLANC av.

Note. — Cette solution ne saurait être contestée. L'expertise, qnand elle a pour objet, comme dans l'espèce, la constatation de la valeur ou de la qualité de certaines marchandises, ne saurait être faite en connaissance de cause et aboutir à la découverte de la vérité, qu'autant que les marchandises faisant l'objet du procès sont encore dans l'état où elles sont sorties des mains du défendeur. Par suite, si la réception des marchandises par l'acheteur constitue, en principe, à raison de ce motif, un obstacle à l'expertise, cet obstacle disparaît quand les marchandises, n'ayant subi aucune transformation, ont conservé leur identité.

321

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

6 novembre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

MOTIFS DES JUGEMENTS ET ARRÊTS. — APPEL. — CONCLUSIONS NOUVELLES. — MOYEN DE PRESCRIPTION. — ADOPTION DE MOTIFS. — MOTIFS INSUFFISANTS.

Est nul, comme insuffisamment motivé, l'arrêt qui s'abstient de s'expliquer sur un moyen de prescription invoqué pour la première fois en appel par l'appelant, et auquel ne répondent cependant en aucune sorte les motifs des premiers juges, que ledit arrêt s'est borné à adopter en confirmant le jugement attaqué.

Chemins de fer vicinaux de la Haute-Saône c. Clerc.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi, pris dans sa première branche :

Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que la compagnie demanderesse en cassation, après avoir soutenu, en première instance, que l'action en dommages-intérêts intentée contre elle par le défendeur était irrecevable et mal fondée, à défaut par celui-ci de justifier d'une faute de la compagnie de nature à engager sa responsabilité, soulevait, pour la première fois, en appel, une exception de prescription tirée de ce que le fait articulé aurait, à le supposer établi, un caractère délictueux aux termes des art. 20 § 4 du décret du 6 août 1881, 319, 320 C. pén. et sur ce que l'action civile qui en résulterait serait prescrite par le délai de trois ans par application des art. 2, 637 et 638 C. inst. crim.;

Attendu que l'arrêt attaqué, sans s'expliquer sur les conclusions d'appel de la compagnie demande-

resse en cassation, s'est borné à confirmer le jugement en adoptant les motifs des premiers juges, qui ne répondaient en aucune sorte à ces conclusions; qu'il a, par là même, rejeté le moyen susénoncé sans donner de motifs; qu'en statuant ainsi, il a violé l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la seconde branche du pourvoi,

Casse l'arrêt de la Cour de Paris du 1er décembre 1898.

MM. Fauconneau-Dufresne rapp.; Sarrut av. gén. — Me Brugnon av.

Note. — Jurisprudence constante conf. V. notamment Cass. 13 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.1.177); 25 février 1896 (Gaz. Pal. 96.1.359) et les renvois.

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

26 juin 1900.

Présidence de M. Lœw.

EXCEPTIONS ET FINS DE NON-RECEVOIR. — MATIÈRES CRIMINELLES. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — CRIME. — INCOMPÉTENCE. — ORDRE PUBLIC. — CASSATION. — RECEVABILITÉ. — CONSTATATIONS DE FAIT INSUFFISANTES. — REJET.

En matière criminelle les juridictions étant d'ordre public, le prévenu condamné par la juridiction correctionnelle, à raison d'un fait comportant une qualification criminelle, est encore, et bien qu'il se soit abstenu de décliner devant les juges du fait la compétence de la juridiction qui l'a condamné, recevable à proposer le moyen d'incompétence devant la Cour de cassation, alors du moins que l'arrêt qu'il attaque a été rendu à la fois sur son appel et sur l'appel a minima *du ministère public.*

Mais le moyen d'incompétence ne peut être, en ce cas, reconnu fondé, lorsque les circonstances, invoquées par le prévenu comme étant de nature à faire admettre l'exception proposée, ne résultent pas des constatations de l'arrêt attaqué, et qu'ainsi les éléments d'appréciation pour la Cour de cassation manquent en fait.

Debergh c. min. pub.

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des art. 386, § 3. C. pén., 408 C. d'inst. crim., et de la fausse application de l'art. 401 C. pén., en ce que la juridiction correctionnelle a statué sur un fait qui rentrait dans la compétence de la Cour d'assises;

Attendu que l'arrêt attaqué, qui s'est approprie les motifs du jugement qu'il a confirmé, déclare, en fait, que Debergh et deux autres individus ont, en décembre 1899, à Lille, soustrait frauduleusement trois tonneaux de céruse au préjudice d'un sieur Villette;

Attendu que, se fondant sur des circonstances de fait qu'il énonce pour la première fois dans son mémoire en cassation, Debergh prétend qu'il travaillait comme ouvrier de Villette dans le magasin où se trouvaient des tonneaux de céruse dont le vol lui est imputé, d'où il résulterait que la juridiction correctionnelle aurait été incompétente pour connaître du vol qualifié qu'il aurait commis;

Attendu que ce moyen d'incompétence, bien qu'il n'ait été proposé, ni devant le Tribunal de Lille, ni devant la Cour d'appel de Douai, est recevable aux termes de l'art. 408 C. inst. crim., puisque, d'une part, en matière criminelle, les juridictions sont d'ordre public et que, d'autre part, le ministère public ayant fait appel *a minima* devant la Cour de Douai, celle-ci était saisie de la cause tout entière et tenue de vérifier sa propre compétence;

Attendu, au fond, que si, comme l'allègue le pourvoi, il existait dans l'espèce d'autres circonstances qui auraient pu être de nature à faire admettre l'exception d'incompétence qu'il invoque, aucune de ces circonstances prétendues n'est relatée dans l'arrêt attaqué et qu'en l'absence de toute constatation à cet égard, les éléments d'appréciation manquent en fait;

Attendu, d'ailleurs, que l'arrêt attaqué est régulier en la forme;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé par le sieur Debergh contre l'arrêt de la Cour d'appel de Douai (ch. corr.) en date du 20 mars 1900.

MM. Le Grix rapp.; Feuilloley av. gén. — Me de Lalande av.

Note. — I. — Sur le premier point : Jurisprudence constante conforme. V. notamment Cass. 25 juillet 1885 (Gaz. Pal. 85.2.249) et la note; 22 octobre 1886 (Gaz. Pal. 86.2.702); 9 juillet 1897 (Bull. crim, n° 237). Comp. aussi Cass. 13 novembre 1885 (Gaz. Pal. 85.2.750); 28 juin 1895 (Gaz. Pal. 95.2.375).

II. — Sur le deuxième point : Solution également conforme à la jurisprudence, qui déclare irrecevables devant la Cour de cassation les moyens, même d'ordre public, qui lui sont proposés mélangés de fait et de droit.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (2e Ch.)

29 juin 1900.

Présidence de M. Lalain-Chomel.

CAPACITÉ DE DISPOSER ET DE RECEVOIR. — INCAPACITÉ ABSOLUE DE RECEVOIR. — CONDAMNÉ A UNE PEINE AFFLICTIVE PERPÉTUELLE. — LIBÉRATION OBTENUE PAR LA GRACE.

L'incapacité absolue de recevoir par donation entre vifs ou par testament, qui frappe le condamné à une peine afflictive perpétuelle, est une déchéance perpétuelle, dont il ne peut être relevé que par la réhabilitation, l'amnistie ou une décision spéciale du gouvernement (art. 3 et 4 loi du 31 mai 1854).

En conséquence, cette déchéance survit à la libération obtenue par la grâce.

X... c. X...

LE TRIBUNAL,

Attendu que Henri-Joseph X..., décédé le 29 septembre 1899, a, par son testament authentique, reçu Robineau, notaire à Paris, le 30 août 1899, institué conjointement pour légataires universels la dame Alphonsine X..., épouse de Pierre-Louis Y..., la demoiselle Eugénie X..., la dame Modeste-Antoinette X..., épouse divorcée d'Emile-Théophile Z..., et Ernest X...;

Attendu que ce dernier a été condamné, le 8 avril 1870, par le Conseil de guerre de Nouméa, aux travaux forcés à perpétuité, pour évasion et vols qualifiés; qu'il a obtenu le 16 mai 1894 la commutation de sa peine perpétuelle en celle de vingt ans de travaux forcés et le 8 septembre 1898 une réduction de peine de cinq ans; que les demandeurs soutiennent qu'Ernest X..., condamné à une peine afflictive perpétuelle, était incapable de recevoir par testament;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3 de la loi du 31 mai 1854, portant abolition de la mort civile, le condamné à une peine afflictive perpétuelle ne peut recevoir par donation entre vifs ou testament, si ce n'est pour cause d'aliments; que cette déchéance, ainsi que la dégradation civique qui l'accompagne, est perpétuelle, indépendante de l'exécution de la peine, et survit, dès lors, à la libération obtenue par la grâce; qu'elle ne saurait être assimilée à la privation de droits résultant de l'interdiction légale et qui cesse avec la peine principale; que, dans la pensée du législateur, ainsi qu'en témoignent les travaux préparatoires de la loi du 31 mai 1854, elle a survécu avec ses effets aux autres déchéances dérivant de la mort civile; que le condamné ne peut en être relevé que par la réhabilitation, l'amnistie ou une décision du gouvernement, qu'autorise la loi du 31 mai 1854, qui doit spécifier les droits qu'elle a pour objet de restituer et qui ne saurait être suppléée par un décret se bornant à transformer une peine perpétuelle en peine temporaire;

Attendu que L..., tuteur à l'interdiction légale d'Ernest X..., ne justifie d'aucune décision du gouvernement rendue en conformité de l'art. 4 de la loi du 31 mai 1854 et qui aurait relevé le condamné de l'incapacité résultant du jugement du conseil de guerre de Nouméa du 8 avril 1870; que L... ne peut faire état de la lettre écrite par la Chancellerie, qui reconnaît notamment que les tribunaux civils ont seuls qualité pour statuer sur les questions relatives à la capacité des parties, et fait informer Desouches, avoué, qu'il peut adresser à M. le ministre de la marine une demande tendant à faire relever X... de l'incapacité dont il se trouve frappé par application de l'art. 4 de la loi du 31 mai 1854;

Par ces motifs,

Dit qu'Ernest X..., comme ayant été condamné à une peine afflictive perpétuelle, est incapable de recevoir et que cette incapacité n'a pas disparu par l'effet des commutations de peine dont il a bénéficié;

Déclare nulle à son égard la disposition testamentaire faite en sa faveur par Joseph X...;

Dit qu'il sera déchu de toute part dans ladite succession;

Dit que les demandeurs, légataires universels conjoints avec lui, bénéficieront par accroissement de de la part lui revenant;

Déclare L... ès qualités mal fondé en ses conclusions, et le condamne en tous les dépens.

M. GUILLEMIN subst proc. Rép. — Mes JOUAULT et COIGNET av.

Note. — La question tranchée par le jugement recueilli n'a aucun précédent, à notre connaissance, en jurisprudence, et elle a été laissée dans l'ombre également par la doctrine. Le Tribunal de la Seine l'a jugée en s'inspirant des travaux préparatoires de la loi du 31 mai 1854 qui sont formels dans le sens adopté.

L'exposé des motifs présenté par le ministère d'Etat porte en effet ceci : « Il nous reste maintenant à examiner quels devront être à l'avenir les effets civils des condamnations perpétuelles. Ces effets sont déterminés par les art. 2 et 3 du projet : ils consistent dans la dégradation civique, l'état d'interdiction légale, l'incapacité de donner ou de recevoir, soit par donation entre vifs, soit par testament... L'incapacité de disposer ou de recevoir à titre gratuit a un caractère *perpétuel* qui survivra à la libération; toutefois, par des motifs que nous aurons l'honneur de vous exposer, nous vous demandons de ne pas laisser à la réhabilitation seule la puissance de la faire disparaître, et nous proposons de concéder au gouvernement la faculté d'en relever le condamné. » (V. Dalloz, 1854.4 p. 93 n° 14).

D'autre part, le rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi porte ce qui suit : « Les incapacités édictées par l'art. 3 et qui constituent une nuance entre les suites des peines perpétuelles et celles des peines temporaires, ont la *permanence* des déchéances que comprend la dégradation civique, *et ne sont pas effacées par la cessation de la peine principale*, mais seulement par la réhabilitation. Mais, sans qu'il y ait réhabilitation, l'art. 4-1° autorise le gouvernement à lever la prohibition de disposer ou celle de recevoir; ce sera, dans des cas très exceptionnels sans doute, un moyen de corriger ce que l'art. 3 pourrait avoir de trop absolu ». (V. Dalloz, 1854.4. p. 95, n. 31).

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX (1re Ch.)

30 avril 1900.

Présidence de M. Quercy.

TUTELLE. — CONSEIL DE FAMILLE. — INSTANCE. — INTÉRÊTS OPPOSÉS DU MINEUR ET DE SES PÈRE ET MÈRE. — REFUS DU CONSEIL DE FAMILLE DE NOMMER UN TUTEUR « AD HOC ». — NOMINATION PAR LE TRIBUNAL.

1° *Lorsqu'une instance est engagée, dans laquelle les intérêts d'un mineur sont en opposition avec ceux de ses père et mère, il appartient au conseil de famille, convoqué à cet effet, de nommer au mineur un tuteur* ad hoc *chargé de le représenter dans cette instance.*

Et si le conseil de famille se dérobe par un refus à sa fonction, la justice doit en assurer l'accomplissement par la nomination d'un tuteur de son choix.

2° *Cette désignation doit avoir lieu non seulement lorsque l'instance a été introduite en vue d'assurer la protection du mineur, mais encore lorsqu'elle a pour but la poursuite d'intérêts contraires aux siens.*

Spécialement, il en est ainsi dans le cas où un créancier a formé contre le mari et la femme une demande en annulation de la donation par eux faite à leur fils mineur.

Durand c. Labatut.

Le Tribunal,

Attendu que, le 1er décembre 1899, Durand présenta requête au juge de paix de la Brède à fin de composition et de convocation du conseil de famille du jeune Pierre-Germain Labatut; que cette réunion était demandée pour faire nommer un administrateur spécial qui représenterait ledit enfant dans une instance dont Durand se proposait l'introduction, et dont l'objet devait être de faire annuler une donation consentie par les époux Labatut; que la donation ainsi indiquée avait été faite par les époux Labatut à leur fils mineur le 15 août 1896; que le magistrat susqualifié rendit une ordonnance par laquelle, après avoir désigné comme membres du conseil, les époux Labatut, Bernard Bellon, Pierre Bellon, Germain Lemoine et Gentil Lemoine, il en fixa l'assemblée au 30 décembre 1899; que, audit jour, fut prise une délibération ainsi conçue : « Le conseil de famille estime, à l'unanimité des voix, qu'il n'y a pas lieu pour l'instant à nomination d'un administrateur au mineur Pierre-Germain Labatut, ce dernier ayant ses père et mère, lesquels n'ont été déchus d'aucun droit quelconque vis-à-vis de leur enfant;

Attendu que, à la suite, Durand a ajourné tous lesdits membres à l'effet de faire annuler leur délibération précitée, de les faire déclarer tenus de se réunir à nouveau aux mêmes fins que précédemment, de les faire condamner solidairement à 3,000 francs de dommages-intérêts et, à défaut par eux de remplir leur devoir, de faire nommer par justice l'administrateur dont s'agit; que les défendeurs résistent à cette action, motif pris : 1° de ce que pareille nomination n'entrerait, d'après aucun texte de loi, dans le pouvoir d'un conseil de famille; 2° de ce que, en tous cas, elle devrait avoir lieu seulement pour protéger le mineur et non pour donner à un adversaire la possibilité de le combattre; 3° de ce que, au surplus, elle ne serait pas utile en l'espèce, Pierre-Germain Labatut ne devant pas avoir dans l'instance à introduire des intérêts opposés à ceux de ses père et mère, et son père ayant, dans ces conditions, pleine capacité pour le représenter;

Mais attendu que ces deux moyens doivent être rejetés; que cela est manifeste quant au second, tous les principes de droit et de raison s'opposant à ce que le refus de donner à un incapable le représentant dont il a besoin pour ester soit légitimé, en ce que les adversaires seraient désarmés de la sorte; que, de même, il y a lieu d'écarter le troisième; que, en effet, la contrariété d'intérêts entre le mineur Labutut et son père dans le procès projeté résulte bien clairement de ce qu'une solution conforme à la demande ferait sortir les biens donnés du patrimoine de celui-là pour les faire revenir au patrimoine de celui-ci ou à celui de sa femme dans la mesure où l'extinction de leur obligation envers Durand serait procurée à ce dernier;

Attendu que, quant à la question de savoir si cette opposition d'intérêts apparaissant, le conseil de famille du mineur Labatut aurait dû agir suivant les réquisitions de Durand, il faut donner aussi une réponse affirmative, parce que, d'une part, comme l'a décidé la Cour de casssation et comme la force même des choses l'impose à la justice, on ne saurait laisser à un père, dont les intérêts sont contraires à ceux de son fils, le soin de sauvegarder en même temps les uns et les autres, et parce que, d'autre part, toute la théorie du Code civil conduit, quand la puissance paternelle est ainsi suspendue, à la faire déléguer à un tiers par le conseil de famille, protecteur naturel de l'enfant;

Attendu que, seulement, si ce conseil se dérobe à sa fonction, la même théorie doit porter la justice à en assurer l'accomplissement par un mandataire de son choix; qu'il ne semble pouvoir y avoir doute ni sur l'un ni sur l'autre de ces points, si on se reporte à l'art. 389 qui, placé au titre de la tutelle, fait réellement du père un tuteur légal *sui generis* au cours du mariage, à l'art. 405 qui, au cas d'exclusion d'un tuteur, donne au conseil de famille le pouvoir d'en nommer un autre, à l'art. 445 qui, tout en prévoyant simplement l'opposition d'intérêts constatée par un procès existant entre le tuteur et le mineur, étend sa règle à toutes les espèces où, quelles que soient les situations des parties, cette opposition se mani-

feste, à l'art. 420 qui, quand elle existe, veut un représentant spécial du mineur, et enfin à la loi même de l'institution des tribunaux qui sont créés précisément pour vaincre, par tous modes non prohibés, la résistance des particuliers à leurs obligations ;

Attendu, que, ainsi, il échet bien d'annuler la délibération attaquée, de déclarer les défendeurs tenus d'en prendre une autre nommant au mineur Pierre-Germain Labatut un représentant, (dont le titre paraît devoir être celui de tuteur *ad hoc*), dans le procès auquel tend Durand et, en prévision de leur persistance à ne pas le vouloir nommer, d'en désigner éventuellement un ; mais qu'il n'y a pas lieu de les condamner à des dommages-intérêts, leur bonne foi paraissant certaine et un préjudice par eux causé n'étant pas établi, ou que, du moins, il suffit de mettre ce caractère à leur condamnation solidaire, à cause de la faute commise, aux dépens en lesquels entreront les frais de la délibération à annuler ainsi que les frais de celle à prendre si elle n'aboutit pas conformément à la prétention du demandeur ;

Par ces motifs,

ugeant en premier ressort et en matière ordinaire, annule la délibération prise par le conseil de famille du mineur Pierre-Germain Labatut, le 30 décembre 1899 ;

Ordonne que les membres du conseil devront se réunir à nouveau, sur la convocation qui leur sera faite par le juge de paix de la Brède, à la requête de Durand, pour nommer audit mineur un tuteur *ad hoc* chargé de le représenter dans le procès que ce dernier se propose de lui faire, à défaut de cette nomination dans le délai de l'appel, nomme dès à présent M. Crouzeilles, inspecteur de l'enregistrement en retraite à Bordeaux ;

Condamne les défendeurs solidairement aux dépens en lesquels entreront les frais de la délibération annulée et aussi les frais de celle à prendre si elle n'aboutit pas conformément à la disposition qui précède ; dit n'y avoir lieu à autres dommages-intérêts envers Durand.

M. MATIGNON, subst. proc. Rép. — Mes DUTHIL, DE SÈZE et DOURDIN, av.

Note. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence comme la doctrine sont d'accord qu'en cas d'opposition entre les intérêts du mineur et ceux de ses parents, il y a lieu de nommer au mineur un représentant spécial. V. Aubry et Rau, 4e édit. t. I, § 123 ; Demolombe t. VI, n° 422 ; Proudhon, Etat des personnes t. II, p. 282 ; Fréminville, Minorité t. II, p. 14. V. aussi Paris, 17 mars 1881 (D. 82.2.189). Ce principe est la conséquence de ce fait qu'il n'existe pas dans l'administration légale de subrogé tuteur dont les fonctions soient corrélatives à celles du tuteur, puisqu'il n'y a pas de tutelle tant que le mariage subsiste.

Mais il y a désaccord, aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence, sur la dénomination qu'il convient de donner à ce représentant : tantôt on le qualifie de tuteur *ad hoc*, tantôt d'administrateur *ad hoc*. Dans le premier système : Bordeaux 19 mars 1875 (S. 76.2.97 — D. 77.2.25) ; Poitiers 4 juin 1884 (Gaz. Pal. 85.1. supp. 57 — S. 89.2.37) ; Cass. 10 juin 1885 (S. 85.1.367). *Adde* Demolombe, *loc. cit.* ; Aubry et Rau, *loc. cit.* ; Demante et Colmet de Santerre, t. I, n° 137 *bis*. Dans le second système : Trib. civ. Seine (Ch. du conseil 18 août 1849, 28 janvier 1853, 15 juin 1853, 24 août 1853, 20 janvier 1854) ; Bertin, Ch. du conseil, t. I, p. 565.

La question pratique soulevée par cette dénomination est très importante. Si le représentant du mineur est un tuteur *ad hoc*, un subrogé tuteur *ad hoc* doit lui être nommé, et ses immeubles doivent être frappés d'une hypothèque légale. Si c'est seulement un administrateur *ad hoc*, toutes ces formalités sont inutiles.

En outre, à qui incombe la nomination de ce représentant légal du mineur ? En ce qui concerne le tuteur *ad hoc*, les uns admettent qu'il doit être nommé par le conseil de famille : Bordeaux 2 juin 1876 (S. 76.2.330) ; Douai 5 juillet 1878 (S. 80.2.8 — D. 79.2.116) ; Poitiers 6 juin 1884 (Gaz. Pal. 85.1. supp. 59 — S. 85.2.37) ; Cass. 10 juin 1885 (Gaz. Pal. 85.2.48 — S. 85.1.367 — D. 85.1.465). *Adde* Aubry et Rau, *loc. cit.* ; Demolombe, t. VI, p. 314 ; Laurent, t. IV, n° 310. D'autres prétendent qu'il doit être nommé par le tribunal. V. Paris 9 janvier 1874 (S. 74.2.85 — D. 76.2.23) ; Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 44 *bis*. Même divergence en ce qui concerne la nomination de l'administrateur *ad hoc*, qui doit être faite par le tribunal d'après les uns : Paris 9 janvier 1874 (S. 74.2.85 — D. 76.2.23) ; 5 avril 1876 (S. 76.2.331) et Laurent, t. IV, n° 310 ; par le conseil de famille d'après les autres : Bordeaux 2 juin 1876 (S, 76.2.330) ; Douai 5 juillet 1878 (S. 80.2.8 — D. 79.2.116). V. sur la question : Répertoire encyclopédique du Droit français, v° Administration légale, n°s 18 à 23.

La Cour de cassation, laissant de côté, comme un peu oisive, la question de la dénomination du représentant du mineur, se prononce, au fond, pour un système mixte. D'une part, elle décide qu'il n'y a pas lieu d'adjoindre un subrogé tuteur au tuteur *ad hoc* : 14 janvier 1858 (S. 78.1.218 — D. 78.1.227) par ce motif que le tuteur *ad hoc*, substituant le père du mineur, agit en la même qualité et ne doit pas, dès lors, être, plus que le père, contrôlé par un subrogé tuteur. D'autre part, elle décide que la nomination de ce représentant appartient au conseil de famille convoqué à cet effet, non au tribunal : 10 juin 1885 (S. 85.1.367 — D. 85.1.465). V. sur ce point Dalloz, v° Puissance paternelle, n° 88.

II. — Sur le second point : Cette solution n'est pas douteuse. De ce qu'un représentant doit être désigné à l'enfant mineur, dont les intérêts sont en opposition avec ceux de ses parents, il ne suit pas qu'il n'y a pas lieu à cette nomination si l'instance dans laquelle se révèle cette opposition est dirigée contre le mineur, au lieu d'être introduite à son profit. Il y a en ce sens un argument d'analogie fourni par l'art. 318 C. civ., lequel dispose qu'un tuteur *ad hoc* doit être donné à l'enfant, en cas d'action en désaveu de paternité intentée par le père. A cet argument, on peut ajouter celui qui est indiqué par le jugement recueilli.

TRIBUNAL CIVIL DE LOUVIERS

13 janvier 1900.

Présidence de M. de Chauveron.

SERVITUDES. — SERVITUDE DU FONDS SUPÉRIEUR SUR LE FONDS INFÉRIEUR. — BARBACANES DANS

LE MUR SÉPARATIF. — AGGRAVATION DE SERVITUDE.

Si, en principe, le propriétaire du fonds inférieur est obligé de souffrir les eaux qui viennent du fonds supérieur, c'est à la condition qu'elles s'écoulent naturellement et sans aucun travail de l'homme qui aggrave cette servitude.

Spécialement, le propriétaire du fonds supérieur ne peut pratiquer dans le mur qui sépare son fonds du fonds inférieur, des éclairs ou barbacanes destinés à servir à l'écoulement des eaux de sa propriété.

Moulin c. Alline.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'Alline ne méconnaît pas l'existence au pied de son mur de deux éclairs ou barbacanes et soutient seulement que ces barbacanes ne peuvent pas envoyer d'eau sur la propriété de Moulin;

Mais attendu que si, en principe, le propriétaire du fonds inférieur est obligé de souffrir les eaux qui viennent du fonds supérieur, c'est à la condition qu'elles s'écoulent naturellement et sans aucun travail de l'homme qui aggrave cette servitude;

Attendu qu'il importe peu qu'il ne soit pas établi que les éclairs ou barbacanes existant dans le mur d'Alline n'envoient pas d'eau sur la propriété de Moulin; qu'ils sont évidemment destinés à l'écoulement des eaux provenant de la propriété d'Alline et qu'ils constituent, dès lors, une aggravation de servitude pour le fond de Moulin;

Attendu qu'il y a donc lieu de faire droit à la demande de Moulin;

Par ces motifs,

Condamne Alline, sous une contrainte de 5 francs par chaque jour de retard,..... à supprimer les deux éclairs ménagés dans son mur et destinés à amener les eaux de sa cour dans le verger de Moulin et le condamne aux dépens.

Note. — C'est un usage très répandu en Normandie, lorsqu'on construit un mur séparant deux terrains de niveaux différents, de pratiquer dans la maçonnerie, de distance en distance, des petites ouvertures aveuglées, qu'on appelle *éclairs* ou *barbacanes*, qui, sans donner de jour puisqu'elles portent contre le terrain le plus élevé, permettent aux eaux d'infiltration du fonds supérieur de s'écouler sur le fonds inférieur.

La question qui s'élevait et sur laquelle nous n'avons trouvé aucun précédent était celle de savoir si cette pratique conforme à l'usage était légale.

Le Tribunal de Louviers nous paraît avoir résolu la question d'une manière juridique et avoir fait une saine application du principe posé dans l'art. 640 C. civ. Cet article s'applique en effet aux eaux d'*infiltration* comme aux autres eaux. V. Demolombe, t. II, n° 18; Aubry et Rau, tome III, p. 8, § 240 et Laurent, t, VII, n° 358; et le propriétaire du fond supérienr ne peut pas, par u travail quelconque, diriger à son gré les eaux d'infiltration sur tel ou tel point du fond inférieur sans aggraver la servitude.

TRIBUNAL DE PAIX DE PARIS
(XI[e] ARRONDISSEMENT)

13 mai 1900.

Présidence de M. Bailly.

SÉPULTURE. — ART. 4 DE LA LOI DU 15 NOVEMBRE 1888. — DÉFUNT MINEUR. — PÈRE ET MÈRE DIVORCÉS. — CONTESTATION SUR LE LIEU DE LA SÉPULTURE. — DROIT DE DÉSIGNATION DU PÈRE.

1° *L'art. 4 de la loi du 15 novembre 1887 sur la liberté des funérailles s'applique non seulement aux contestations relatives au caractère civil ou religieux des funérailles, mais encore à toutes les difficultés concernant les conditions même des obsèques et de la sépulture, notamment au désaccord survenu entre les père et mère du défunt relativement à la désignation du lieu de la sépulture.*

2° *Le droit de régler les funérailles et de désigner le lieu de la sépulture de l'enfant mineur, étant un attribut de droit de puissance paternelle, appartient, en principe, au père, et si, en cas de divorce, la garde de l'enfant a été confiée à l'épouse à laquelle s'est ainsi trouvé transféré l'exercice de la puissance paternelle, la mort de cet enfant fait disparaître cette situation privilégiée de la mère. Dès lors, c'est la volonté du père qui doit l'emporter sur celle de la mère pour tout ce qui concerne le règlement des funérailles.*

Bertrand c. dame Maugé.

NOUS, JUGE DE PAIX,

Attendu que la loi du 15 novembre 1887, sur la liberté des funérailles, dispose, dans son art. 4, qu'en cas de contestation sur les conditions des obsèques, il est statué, dans le jour, sur la citation de la partie la plus diligente, par le juge de paix du lieu du décès, sauf appel devant le président du Tribunal civil de l'arrondissement, qui devra statuer dans les vingt-quatre heures;

Attendu, ainsi que cela résulte positivement des travaux préparatoires de la susdite loi, que la disposition précitée, conçue en termes généraux, s'applique non seulement aux contestations relatives au caractère civil ou religieux des funérailles, mais encore à toutes les difficultés concernant les conditions même des obsèques et de la sépulture;

Attendu, en fait, qu'un arrêt rendu par la 3[e] chambre de la Cour d'appel de Paris, le 24 février 1899,

a prononcé le divorce d'entre la dame Emilie-Hermance-Félicité Maugé et le sieur Adrien-Victor Bertrand, aux torts et griefs de celui-ci ; que la garde de la jeune fille mineure issue du mariage desdits époux a été confiée à la mère, avec faculté pour le père de visiter son enfant, dans des conditions déterminées;

Attendu que la jeune Suzanne Bertrand est décédée dans la journée d'hier, 12 mai, et que ses père et mère sont en complet désaccord relativement à la désignation du lieu de sépulture de la défunte ;

Attendu que le sieur Bertrand possède au cimetière Montparnasse un caveau de famille où reposent l'arrière grand-mère de la mineure susnommée, son grand-père paternel et sa sœur Adrienne, décédée le 4 juin 1888 ; que, dans cette situation, en invoquant la puissance paternelle, il revendique le droit de faire inhumer la *de cujus* dans le caveau dont il s'agit ;

Attendu que, de son côté, la dame Maugé, en se basant sur le droit de garde dont elle a été investie par l'arrêt susvisé, émet, au contraire, la prétention de placer les restes mortels de sa fille dans une concesion par elle antécédemment acquise au cimetière du Père-Lachaise ;

Attendu que le droit de régler les funérailles et de désigner le lieu de sépulture de l'enfant mineur appartient, en principe, au père; que c'est là une des prérogatives du droit de puissance paternelle;

Attendu qu'aux termes de l'art. 373 C. civ., le père seul exerce cette autorité pendant le mariage;

Attendu que si, à la vérité, conformément à la disposition de l'art. 302 du même Code, l'exercice du prédit droit de puissance paternelle est, en cas de divorce, transféré à l'épouse au profit de laquelle le divorce a été prononcé, et qui aura obtenu la garde de l'enfant, il faut bien admettre que la mort de ce dernier fait disparaître cette situation privilégiée de la mère, et que, dès lors, c'est la volonté du père qui, d'après l'esprit de notre législation, doit s'imposer pour le règlement des funérailles;

Attendu que l'autorité du père n'a été momentanément paralysée, dans l'exercice d'un de ses attributs, que par intérêt pour l'enfant; qu'elle doit donc reprendre toute sa force et toute son étendue quand il ne s'agit plus que de la revendication du corps de l'enfant et du choix du lieu de sépulture;

Attendu que, dans l'espèce, il n'est question ni pour l'un ni pour l'autre des contendants, d'être privé de rendre à l'être cher que la mort leur a ravi le culte qui lui est dû; qu'il s'agit seulement de mettre les restes de celui-ci avec ceux de la famille dont il porte le nom, ce qui est essentiellement juste et rationnel;

Par ces motifs,

Disons que le sieur Adrien-Victor Bertrand a seul le droit de régler les funérailles de la jeune Suzanne, sa fille mineure, décédée le 12 mai courant, c'est-à-dire, de la faire inhumer dans le caveau de sa famille, au cimetière Montparnasse;

L'autorisons, au besoin, à se faire prêter main-forte par tous commissaires de police et agents de la force publique;

Et vu l'urgence,

Ordonnons l'exécution du présent jugement sur minute et avant l'enregistrement;

Condamnons la défenderesse aux dépens.

Note. — I. — Sur le premier point : Solution certaine, résultant non seulement du sens naturel du mot « condition », mais des travaux préparatoires de la loi. Le Sénat a, en effet, à la demande de sa commission, substitué le mot « condition » au mot « caractère », que contenait le texte voté par la Chambre des députés ». Nous avons, a dit M. Labiche au Sénat, élargi dans l'art. 3 les portes de la loi, en ne restreignant pas, comme l'avait fait la Chambre, la faculté de tester au règlement du caractère civil ou religieux des funérailles, mais en étendant au contraire cette faculté au règlement de toutes les conditions des funérailles. Il est bon de rappeler dans l'art. 4 que la contestation peut porter sur toutes les conditions, et non pas seulement sur le caractère civil ou religieux des funérailles, par exemple sur le lieu, la place, le transport... » Sénat, J. off.; doc. parl. mai 1883, p. 71. — Dans le même sens : Trib. civ. Seine 3 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.2. v° Sépulture, n° 57.)

II. — Sur le second point : Il y a des divergences dans la jurisprudence, qui paraît plutôt contraire à l'opinion adoptée par le jugement recueilli. C'est ainsi par exemple, qu'un jugement du Tribunal de la Seine décide, au moins implicitement, que si le droit de désigner le lieu de la sépulture de l'enfant appartient en principe au père, il n'en saurait être de même au cas de divorce, lorsque la garde de l'enfant a été confiée à la mère. Trib. civ. Seine 3 juin 1899 précité. D'autre part, plusieurs jugements décident qu'il appartient aux tribunaux de statuer selon les circonstances, le droit de désigner le lieu de la sépulture n'appartenant pas en principe au père plus qu'à la mère. Jugé notamment que la mort de l'enfant dont la garde et la surveillance avaient été conférées par un jugement de divorce au conjoint en faveur duquel le divorce avait été prononcé, fait disparaître la situation privilégiée de ce conjoint, et qu'en ce qui concerne la revendication du corps de l'enfant et le choix du lieu de sépulture, les droits de chacun des conjoints redeviennent égaux, le tribunal ayant qualité pour les départager en cas de désaccord, inspiration prise des circonstances : Trib. civ. Chartres 27 mars 1890 (Gaz. Pal. 90. 1. 615). Jugé encore que le tribunal a les mêmes prérogatives, aucun texte de loi ne réglant le désaccord entre le père et la mère sur le mode et le lieu de sépulture de leur enfant. Trib. civ. Lyon 14 janvier 1891 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92, v° Sépulture, n° 49). La Cour suprême décide de même, que, dans le silence de la loi et à défaut d'une manifestation expresse de la volonté du défunt, il appartient aux tribunaux de décider à quel membre de la famille doit être réservé le droit de fixer le mode et le lieu de la sépulture: Cass. 23 janvier 1899 (Gaz. Pal. 99.1.236).

COUR D'APPEL DE BESANÇON (1re Ch.)

25 juillet 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — SOCIÉTÉS EN COMMANDITE. — GÉRANT STATUTAIRE. — 1° RÉVOCATION PAR LES ASSOCIÉS. — IMPOSSIBILITÉ. — DROIT RÉSERVÉ AU JUGE. — CAUSES LÉGITIMES. — SOCIÉTÉ PROROGÉE. — CLAUSES ESSENTIELLES MODIFIÉES. — GÉRANT NON STATUTAIRE. — IRRÉVOCABILITÉ CONVENTIONNELLE. — 2° CAUSES LÉGITIMES. — MAUVAISE GESTION.

1° L'associé en nom collectif qui a été investi par les statuts des fonctions d'administrateur-gérant ne peut être révoqué desdites fonctions par les coassociés comme un simple mandataire, si l'acte de société est muet à cet égard; il n'appartient qu'aux tribunaux de prononcer cette révocation, pour causes légitimes qu'ils ont à discerner.

Il ne peut pas non plus être révoqué de sa qualité d'associé en nom collectif.

Et l'on doit considérer comme un gérant statutaire, par suite irrévocable, celui qui a reçu ses pouvoirs d'un acte qui, tout en prorogeant l'existence d'un e société existant antérieurement, contient un certain nombre de clauses qui ont modifié le pacte antérieur dans des parties essentielles.

D'ailleurs, un gérant non statutaire est irrévocable si ses associés ont unanimement voulu que sa nomination eût le même effet que si elle avait été faite dans le contrat de société.

2° Il n'y a cause légitime de révocation d'un gérant nommé par le pacte social ou par un acte équivalent que si ledit gérant a mal géré les biens sociaux ou s'il y a juste sujet de craindre qu'il ne remplira pas ses fonctions d'administrateur au mieux des intérêts de la Société.

Henri Japy c. Société Japy frères et Cie.

M. Henri Japy, l'un des administrateurs-gérants de la Société en commandite Japy frères et Cie, spécialement chargé à ce titre de la direction des établissements de ladite société situés à Badevel, Beaucourt et Paris, avait été, à la fin de l'année 1899, révoqué de ses fonctions de directeur par ses coassociés. Ceux-ci proposèrent cette révocation à la justice et demandèrent qu'Henri Japy fût replacé dans la situation d'un simple commanditaire.

Cette demande est venue successivement devant le Tribunal de Belfort, puis, sur appel de M. Henri Japy, devant la Cour de Besançon qui a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Attendu qu'Henri Japy est appelant d'un jugement du Tribunal de commerce de Belfort qui l'a révoqué de ses fonctions d'associé en nom collectif, administrateur gérant de la Société Japy frères et Cie, qui a décidé, en outre, qu'il ne serait plus qu'un simple commanditaire, qui a jugé enfin que c'était à bon droit que la société lui avait retiré la direction des établissements de Badevel, de Beaucourt et des ateliers de Paris appartenant à la Société ;

En fait :

Attendu que la Société Japy frères et Cie a pour objet la fabrication de l'horlogerie et de la quincaillerie; que c'est avant tout une société de famille à laquelle ses membres sont seuls admis; qu'elle a une existence plus que séculaire soumise toutefois à de multiples transformations; qu'elle a été fondée en 1767 par Frédéric Japy sans caractère qui puisse être nettement déterminé; que, le 1er août 1837, elle a été tranformée en une société en nom collectif devant expirer le 30 avril 1857; que, le 15 juillet 1854, à la Société en nom collectif a été ajoutée une société en commandite par actions devant prendre fin le 30 avril 1875; que, le 1er octobre 1873, la société en nom collectif et en commandite par actions formée en 1854 a été prorogée pour dix années jusqu'au 30 avril 1885; que, le 16 septembre 1882, la société, prorogée le 1er octobre 1873, a été à nouveau prorogée pour vingt-cinq années du 1er mai 1885 au 30 avril 1910;

Attendu que la société fondée en 1767 par Frédéric Japy comprenait trois associés : Frédéric, Louis et Pierre Japy; que la société en nom collectif, formée en 1837, en comprenait neuf ; Frédéric-Guillaume Japy, Jean-Pierre Japy, Charles-Louis Meiner, Louis-Auguste Monnin, Eugène Japy, Adolphe Japy, Louis-Octave Japy, Louis-Frédéric Japy et Auguste-Julien Japy ; que la société en nom collectif formée en 1854 ne comprenait que sept associés : Frédéric-Guillaume Japy, Jean-Pierre Japy, Charles-Louis Meiner, Eugène Japy, Louis-Auguste Monnin, Adolphe Japy et Louis-Octave Japy; que la société de 1854, prorogée en 1873, ne comprenait plus que cinq associés : Louis-Auguste Dietz-Monnin, Eugène Bornèque, Adolphe Japy, Octave Japy, Charles Meiner; qu'enfin la société de 1873, prorogée en 1882, ne comprenait qu'un associé nommé par les statuts de 1854, pacte fondamental de la société actuelle : Adolphe Japy et huit associés en nom collectif nouveaux qui sont : Eugène Bornèque, Eugène Albaret, Louis-Albert Japy, Edmond Meiner, Pierre-Constant-Eugène Bornèque fils, Jules Japy, Gaston Japy et Henri Japy, l'appelant;

Attendu que chacun des associés en nom collectif était de droit administrateur-gérant de la société; qu'il importe, en outre, de constater que même les ac-

tes de prorogation de 1873 et 1882, portant nomination de nouveaux associés administrateurs-gérants, contenaient les statuts de la société et y apportaient chaque fois d'importantes modifications soumises à la ratification de tous les membres de la société qui comprenait non seulement des associés en nom collectif administrateurs-gérants, mais des associés commanditaires sans cesse renouvelés;

Attendu qu'Henri Japy, admis comme associé en nom collectif, administrateur gérant par l'acte de 1882, avait été, peu de temps après, nommé directeur des établissements de la Société à Badevel, Beaucourt et des ateliers de Paris; qu'à la fin de 1899, il a été révoqué de ses fonctions de directeur; qu'à la même époque la société a décidé que sa révocation au titre d'associé en nom collectif d'administrateur-gérant serait proposée à justice et qu'il serait conclu à ce qu'il fût replacé dans la situation d'un simple commanditaire;

En droit :

Sur la révocation d'Henri Japy comme associé en nom collectif administrateur gérant et de directeur de Badevel, de Beaucourt et des ateliers de Paris;

Attendu que, tout en proposant à justice la révocation d'Henri Japy comme associé en nom collectif administrateur-gérant, la société entend faire décider qu'Henri Japy n'était qu'un mandataire révocable *ad nutum*, auquel elle pouvait, sans recourir aux voies judiciaires, enlever les fonctions dont elle l'avait investi de gérant de la société, mais que cette prétention n'est pas fondée;

Attendu, en effet, et aux termes de l'art. 1134 C. civ., que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites; qu'elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise; que, dans l'espèce, la validité de la convention qui a admis Henri Japy comme associé en nom collectif et qui, aux termes des statuts, l'a en même temps investi des fonctions d'administrateur-gérant, n'est pas méconnue; que, d'autre part, les statuts sont, soit en 1854, soit en 1873, soit en 1882, muets relativement à la révocation d'un associé en nom collectif; qu'enfin la loi n'a pas prévu l'hypothèse spéciale à laquelle donne lieu le litige actuel; qu'à ce premier point de vue, en l'absence de conventions et dans le silence de la loi, ce sont les règles du droit commun qui doivent être appliquées; qu'il en résulterait que l'accord formé par les parties en 1882 ne pourrait être rompu que par une décision judiciaire; que les statuts, en effet, (art. 14 et 16 de l'acte de 1882) n'ont en vue que le cas de démission ou celui de décès et que l'art. 1856 C. civ., le seul qui soit invoqué, dans l'espèce, par la société pour faire décider qu'Henri Japy était révocable, comme un simple mandataire, ne prévoit pas la situation particulière du procès;

Attendu que les termes littéraux de cet article sont précis; qu'ils ne visent que le cas où un associé initial en nom collectif, admis par le pacte fondamental, lors de la création de la société, serait nommé gérant au cours de la société, par acte postérieur au contrat de société et en remplacement d'un gérant nommé par les statuts; que ce n'est que dans ce cas, absolument spécial, que la loi considère que la nomination faite dans ces conditions ne constitue qu'un simple mandat révocable par application de l'art. 2004, tandis qu'elle veut que le pouvoir donné au gérant nommé par le parti fondamental soit toujours irrévocable; que la raison qui a déterminé le législateur se conçoit aisément et qu'elle ressort d'ailleurs de l'exposé des motifs de l'art. 1856 (V. le rapport de Bouteville, au nom de la section de législation 14 ventôse an XII); qu'on y voit que le législateur a voulu que le gérant, nommé par l'acte de société, fût irrévocablement investi de ses fonctions, parce qu'il n'a peut-être consenti à entrer dans la société, comme associé en nom collectif, avec les responsabilités étendues qui découlent de cette situation, que parce qu'il devait en être le gérant, recueillant ainsi les avantages matériels corrélatifs à ses risques;

Attendu que la loi a voulu aussi qu'il fût irrévocable parce que tel ou tel autre associé en nom collectif n'a peut-être été déterminé à s'associer qu'en considération des garanties présentées par l'associé qu'il savait devoir être administrateur, mais que toutes ces considérations disparaissent dès que le gérant cesse ses fonctions, soit par démission ou décès et que la société continue à vivre parce que les statuts l'y autorisent; que l'art. 1856 prévoit alors le cas où ce gérant, certainement irrévocable, serait remplacé par un autre associé en nom collectif, également nommé par le pacte fondamental; que ce second gérant peut n'avoir qu'une capacité douteuse; qu'en tous cas, ce n'est pas son choix qui a déterminé soit la constitution de la société, soit l'adhésion des associés en nom collectif; qu'il s'agit là d'une sorte d'essai, d'une période d'incertitude dont la conséquence est qu'il faut donc que ce nouveau gérant soit révocable et qu'il le sera;

Mais attendu que cette situation n'est pas celle de l'espèce; que l'art. 1856 n'est donc pas applicable, et qu'aucun autre texte spécial ne ouvant davantage s'y appliquer, ce serait donc encore le droit commun, c'est-à-dire l'irrévocabilité d'Henri Japy, tant qu'elle ne sera pas judiciairement prononcée, qui devrait être reconnue; mais qu'en admettant que l'art. 1856 puisse, au cas particulier, recevoir son application, son esprit, sinon sa lettre, est encore indiscutablement favorable à l'irrévocabilité d'Henri Japy, parce qu'il est certes admissible que celui-ci n'aurait pas consenti à être associé, si, à côté de ses risques, il n'avait trouvé les avantages pécuniaires importants résultant d'un gérance corrélative, parce qu'il est non moins admissible, si cela ne peut être affirmé, que son incontestable capacité a pu être un élément déterminant de l'entrée dans la société d'Eugène Bornèque fils, de Jules et Gaston Japy;

Attendu que le vœu de l'art. 1856 serait donc rempli et qu'il en résulterait encore qu'Henri Japy

aurait été investi d'un mandat irrévocable, mais qu'à ces motifs d'irrévocabilité de sa situation s'en ajoutent d'autres; qu'il est universellement admis qu'un gérant statutaire est irrévocable, et qu'un gérant statutaire est celui qui est nommé par l'acte qui contient les statuts; qu'à cet égard Henri Japy fournit, plus qu'à suffire, la preuve de l'irrévocabilité de sa double situation d'associé en nom collectif et d'administrateur-gérant, puisque l'acte qui le nomme contient vingt-trois articles de statuts qui diffèrent, dans des parties essentielles, des statuts insérés aux actes de 1854 et de 1873; qu'ainsi, les statuts de 1873 permettaient à tout associé de transférer ses actions à un tiers, à charge d'en aviser la gérance qui, en cas de non-agrément du cessionnaire, devait d'office exercer un droit de préemption déterminé;

Attendu que dans les statuts de 1882 en tête desquels figure la nomination d'Henri Japy, ce droit de présomption disparaît; qu'il y est dit que le conseil sera souverain pour accorder ou refuser purement et simplement le transfert à un tiers autre qu'un associé; qu'il est difficile d'admettre une plus grave restriction apportée à un droit de propriété; que les statuts de 1873 ne portaient aucune atteinte à la liberté politique des associés; que ceux de 1882 stipulent qu'aucun administrateur-gérant ne pourra accepter, en dehors de la société, des fonctions honorifiques publiques ou privées, salariées ou non salariées qu'avec le consentement unanime des membres du conseil de gérance; qu'il en résulte qu'aucun des administrateurs ne pourra, dès 1882, être député, conseiller général, maire, etc., etc., sans l'agrément des autres administrateurs;

Attendu que c'est légal, mais que c'est, à coup sur, une innovation non sans importance; que les statuts de 1873 et ceux des actes précédents prescrivant à chaque associé de justifier de la propriété de 240 actions sociales; que les statuts de 1882 admettent que les associés pourront être dispensés de cette justification en déposant, dans la caisse de la société, en remplacement des actions sociales, des titres de premier ordre, agréés par le conseil, d'une valeur supérieure de moitié au montant nominal des actions de la société; que dans les statuts de 1873 et actes antérieurs, il était dit que les associés en nom collectif règleraient par acte séparé et sous forme de règlement, intérieur, le mode suivant lequel le conseil de gérance se recruterait; qu'il s'agit évidemment là de l'acte postérieur au contrat de société, nommant les gérants révocables au vœu de l'art. 1856; que l'acte de 1882 ajoute que les délibérations prises en conséquence et par application de ce règlement seront obligatoires pour la société et publiées conformément à la loi;

Attendu que l'acte de 1873 admettait une agmentation du capital social à la faculté du conseil de gérance; que l'acte de 1882 ne l'admet plus; qu'avant 1882, la société était autorisée à émettre des obligations jusqu'à concurrence de 6,948,000 francs; que, dans les actes de 1854 et 1873, les gérants ne disposaient que d'une voix dans les assemblées générales; que l'acte de 1882 dispose que désormais ils auront chacun deux voix; que sous le régime des pactes antérieurs il n'était pas question de création d'établissements nouveaux, soit en France, soit à l'étranger; que cette création n'était pas jusque-là un événement prévu; qu'elle comportait des avantages possibles, mais aussi des risques éventuels; que cette considération a pu avoir une influence plus ou moins grave sur l'entrée dans la société de tel ou tel associé;

Attendu que l'acte de 1882 entre dans cette voie nouvelle; qu'il prévoit cette éventualité; qu'il dispose que le conseil de gérance pourra proposer à l'assemblée générale la création de ces établissements en France ou même à l'étranger, à la condition de réunir sur cette proposition les trois quarts au moins des voix des membres composant le conseil; qu'enfin avant 1882, les gérants de la maison de Paris étaient logés aux frais de la société; qu'après cette date ils ne le seront plus; qu'il est est difficile d'admettre, dans ces conditions, en présence de statuts qui apportent des dérogations si profondes et des additions si multiples au pacte social, qui sont précédés de la nomination d'Henry Japy comme administrateur-gérant, qui sont revêtus de l'adhésion de tous les associés en nom collectif, dont huit sont nommés depuis 1854, et de l'adhésion de tous les commanditaires dont quelques-uns n'étaient pas des associés lors des actes antérieurs, qu'Henri Japy ne soit pas un gérant statutaire et comme tel irrévocable;

Attendu que, sans doute, l'acte de 1882 n'est qu'un acte de prorogation de la société de 1854, comme l'était également l'acte de 1873, mais que si ce n'était pas un nouvel acte de société, c'était au moins un pacte social assimilable, entre associés, en ce qui concerne spécialement l'irrévocabilité d'Henry Japy et les effets de sa nomination à un véritable acte de société; mais qu'en admettant encore qu'Henri Japy, contrairement à toutes les vraisemblances, ne fût pas un gérant statutaire, il n'en serait pas moins encore un gérant irrévocable parce que les associés ont unanimement voulu que sa nomination eût le même effet que si elle avait été faite dans le contrat de société, et que cela n'a rien de contraire ni aux règles juridiques d'une société, ni à l'intérêt des tiers, ni à l'ordre public (Guillouard, Sociétés, p. 193; Duvergier, Sociétés, n° 294; Pont, Sociétés, n° 506; Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 509, Houpin, t. I, n°s 90 et 210; Fusier Hermann sous l'art. 1856; Cass. req. 9 mai 1859, 9 mai 1860, 25 novembre 1872); qu'à cet égard la volonté des associés en nom collectif n'est pas douteuse et qu'elle a été ratifiée par tous les commanditaires, c'est-à-dire par tous les associés unanimement et sans exception;

Attendu que cette volonté n'est pas douteuse parce que l'acte de nomination d'Henri Japy par Adolphe Japy, gérant statutaire incontestable,

puisqu'il a été nommé dans le pacte fondamental de 1854, et par Eugène Bornèque, gérant, que les associés reconnaissent être statutaire, quoique nommé par l'acte de 1873 (V. p. 8 du Mémoire bleu), dispose en termes exprès et non équivoques « qu'Henri Japy est admis comme associé en nom collectif et gérant au même titre qu'eux »; qu'il était donc admis à titre de gérant statutaire comme Adolphe Japy et Eugène Bornèque; qu'en ne le supposant pas statutaire, il était tout au moins admis comme associé collectif, gérant irrévocable comme eux; que ce point est désormais hors de doute et cela d'autant plus que les associés, dont 29 seulement, sur 74, ont voté la demande de révocation, ont encore implicitement reconnu cette irrévocabilité, puisqu'ils ont demandé à justice l'application d'une mesure qu'ils auraient pu prononcer eux-mêmes si Henry Japy avait été un simple mandataire;

Au fond :

Attendu, dès qu'Henri Japy est gérant statutaire ou irrévocable, ce qui équivaut, sa révocation ne peut être prononcée que par justice et pour des causes litigieuses; que c'est l'art. 1856, cette fois applicable, qui le dispose, mais que la loi n'a pas défini autrement les motifs qui pourront amener cette décision; que la jurisprudence ne les a pas spécifiés; que la doctrine seule se prononce en ce sens ; qu'il est difficile de préciser ce qu'il faut entendre par cause légitime, ce qu'on peut dire de plus précis, c'est que la révocation de l'associé gérant nommé par le pacte social ou par un acte équivalent n'est permise que s'il a mal géré les biens sociaux ou s'il y a juste sujet de craindre qu'il ne remplira pas ses fonctions d'administrateur au mieux des intérêts de la société;

Attendu que rien de semblable ne sera reproché à Henri Japy jusqu'en 1898; que, jusque-là on est unanime à reconnaître qu'il s'est montré administrateur vigilant, probe, soucieux des intérêts à lui confiés, faisant ce qui était en son pouvoir pour augmenter la prospérité de la société; mais qu'en 1898, à la suite d'un événement de famille d'ordre privé, particulièrement intime et n'ayant rien à voir avec la gestion sociale, sa situation a changé du tout au tout ; qu'une hostilité mal déguisée éclate aussitôt vis-à-vis de lui; que cet événement sera l'origine, la cause et l'explication des incidents qui suivront; qu'à partir de cette date, les faits les plus simples d'Henri Japy seront exagérés, dénaturés et considérés comme des atteintes à l'unité de direction de la société;

Attendu que s'il donne, à l'occasion de son mariage, une fête à ses ouvriers et si l'un d'eux, Biétry, écrit à cette occasion ces mots : « Autant le peuple a de haine contre les exploiteurs avides, autant il a de reconnaissance pour ceux qui comprennent ses douleurs et tentent d'y porter remède », on impute à Henri Japy la responsabilité de l'écrit, on insinue qu'il en est l'inspirateur et que les éloges qui lui sont décernés contiennent une critique évidente contre la société; on lui reproche des libéralités personnelles envers ses collaborateurs, on y voit de l'ostentation, le désir de se faire une popularité aux dépens de ses coassociés; s'il a la pensée, qu'il manifeste, que l'accord entre le patronat et les ouvriers peut se résoudre autrement que par la force; s'il approuve l'organisation des syndicats reconnus par la loi; s'il croit, à tort ou à raison, à l'efficacité industrielle des fédérations même internationales, mais cela tout en se gardant d'élever aucune critique contre les usines Japy, contre le conseil de gérance ou ses coassociés qu'il défendra même contre les attaques dont ils sont l'objet, on en conclut qu'il a des relations suivies avec des fauteurs de désordres, qu'il est un socialiste révolutionnaire; on lui reproche celles qu'il a eues avec Biétry, comme si celles-ci n'étaient pas antérieures à l'agitation créée par ce dernier et aux écrits pour lesquels il a été poursuivi, comme s'il était possible à Henri Japy de ne pas avoir de rapports, à cette époque, avec un ouvrier qui faisait alors partie du personnel des usines; on lui reproche également ses relations avec Briat, alors qu'elles ont consisté uniquement à défendre contre ce dernier l'organisation des établissements de la société; si plus tard, certaine presse, étrangère à la région, mais habile à fomenter la division parmi les patrons, cherche à la semer entre les ouvriers et la société, on fera peser sur lui la responsabilité d'écrits auxquels il n'a pris aucune part; s'il manifeste son irritation contre des procédés blessants dont sa femme et lui sont l'objet et cela dans des lettres absolument personnelles, d'un caractère confidentiel, écrites deux fois seulement à l'un de ses plus proches parents, on les verse au procès, on refuse d'y voir ce qui y était seulement en réalité, à savoir: l'expression trop ardente, sans doute, des souffrances et de l'amertume que lui causait l'attitude des siens et on en conclut qu'il voulait la ruine de la société, comme si cette ruine ne devait pas entraîner sa propre perte;

Attendu que tout cela n'a rien de commun, à vrai dire, avec la gestion commerciale et industrielle d'Henri Japy qui, malgré les procédés irritants dont il est l'objet, demeure irréprochable; qu'aucun acte de malversation ne lui sera imputé, si ce n'est une tentative puérile de preuve relativement à l'envoi d'un lot à la Bourse du travail de Paris, suivant un usage constant des industries similaires, suivant l'usage même de la Société Japy qui en a fait autant, mais que cet essai de preuve s'écroulera de la façon la plus complète, n'ajoutant qu'un élément de plus à la démonstration des procédés mis en œuvre pour combattre l'appelant; qu'il peut différer de sentiments avec ses coassociés sur la solution des problèmes économiques actuels, mais qu'il est impossible de lui reprocher, pendant les dix-sept années qui s'écoulent entre le 16 septembre 1882, date de sa nomination et le mois d'octobre 1899, un acte impliquant sérieusement un blâme direct au conseil de

gérance, une résistance si faible qu'elle soit à ses décisions;

Attendu qu'en octobre 1899 se produisent seulement des actes et que ce sont seulement ces actes qui doivent être appréciés, tout ce qui précède cette période devant être absolument écarté; que la grève, qui grondait sourdement éclate, non pas dans les établissements de Badevel ou de Beaucourt, dirigés par Henri Japy, mais dans ceux de la Feschotte, dont la direction est confiée à un de ses cogérants; qu'elle commence le 17 octobre 1899; que les ouvriers de la Feschotte se dirigent sur Badevel pour en entraîner le personnel dans le mouvement; qu'Henri Japy n'a pas d'instructions; que le conseil de gérance ne lui a rien prescrit; qu'il croit qu'en fermant ses usines, il évitera des désordres possibles; qu'il fait alors afficher un placard où il est dit : « pour respecter l'état de grève proclamé par les ouvriers, l'usine sera fermée jusqu'à nouvel ordre »;

Attendu que les gérants lui font un grief et de la fermeture et du placard; qu'on pourrait leur opposer, tout d'abord, le texte de l'art. 1856, qu'ils ne cessent d'invoquer et leur faire remarquer qu'il s'agissait là d'un acte d'administration rentrant dans les pouvoirs d'Henri Japy et qu'ils n'avaient pas à contredire; que l'art. 1856 dispose en effet, que l'associé chargé de l'administration peut faire, nonobstant l'opposition des autres associés, tous les actes de son administration, pourvu que ce soit sans fraude; qu'il était donc, à défaut d'une décision du conseil de gérance, dont la preuve n'est pas rapportée, le maître d'apprécier l'opportunité de la mesure qu'il avait prise et que rien ne démontre, en fait, avoir été préjudiciable aux intérêts sociaux, mais que le placard ne l'a pas été davantage; qu'il est possible que sa forme ait déplu à ses coassociés, mais qu'elle était correcte parce qu'elle était légale; qu'elle était légale, parce que dans l'état actuel de la législation, le droit à la grève est proclamé par la loi et qu'il doit être, par suite, respecté par les patrons; que ce sont seulement les désordres qui l'accompagnent trop souvent qui sont seuls réprimés et que ce sont ces désordres entre grévistes et non grévistes qu'Henri Japy a cru pouvoir éviter en prenant les dispositions critiquées; que les seuls faits graves sont ceux qui ont suivi; que le 20 octobre, le conseil de gérance se réunit pour aviser, quoique trop tardivement, aux mesures à prendre dans la situation, qu'Henri Japy s'y rend, que le préfet du territoire de Belfort est présent, que l'un des gérants survient, que son attitude est menaçante;

Attendu qu'il montre aussitôt Henri Japy du doigt et s'écrie : « Celui qui fomente la grève et qui la paye, le voilà »; qu'Henri Japy proteste en termes énergiques contre cette imputation d'autant plus blessante qu'elle était lancée devant le fonctionnaire de l'ordre le plus élevé du département, d'autant plus injurieuse que c'était une calomnie gratuite et ne reposant sur aucun fondement certain; qu'il répond à celui qui l'invective de la sorte : « il faut que tu sois ivre pour me parler ainsi »; qu'il est aussitôt frappé au visage par son interlocuteur, roué de coups, constatés par un certificat médical; qu'il doit s'enfuir; qu'il écrit de suite au conseil de gérance pour le prévenir qu'il est obligé d'abandonner la direction de l'usine de Badevel provisoirement, pendant le temps qui lui sera nécessaire pour se soigner à Paris des blessures qui lui ont été faites; que le lendemain 21 octobre, le conseil de gérance prend une délibération aux termes de laquelle il est dit qu'il prend en mains directement l'administration et la gestion des affaires de la direction actuelle d'Henri Japy et qu'il la conservera jusqu'à nouvelle décision;

Attendu que la délibération ajoute que cette décision sera portée par lettre à la connaissance de l'appelant; que le 24 octobre, une nouvelle délibération est prise ayant le même objet, qu'il y est dit seulement en outre qu'elle sera authentiquement portée à la connaissance d'Henri Japy;

Attendu qu'il semble qu'après la scène de violences si graves et si peu explicables du 20 octobre, le conseil de gérance, dès qu'il prenait une délibération, devait au moins y blâmer sévèrement le gérant qui en avait été l'auteur, sinon prendre d'urgence une mesure de discipline contre lui; qu'il semble encore qu'il devait en présence de l'irritation, à coup sûr fort légitime, d'Henri Japy, tenter d'apaiser un ressentiment fort naturel; qu'il n'en fait rien et qu'il est regrettable de constater que non seulement aucun reproche n'est formulé contre celui qui s'était rendu coupable d'un véritable délit, mais que c'est Henri Japy seul dont la conduite est blâmée « avec indignation »; que, sans doute, sous l'empire de la surexcitation où il se trouvait, l'appelant, après la scène du 20 octobre, avait écrit au conseil de gérance qu'il « avait été attiré dans un véritable piège »; qu'il est admissible qu'il n'en était rien, mais qu'il n'y a pas lieu de s'étonner autrement qu'Henri Japy, dans l'état d'esprit où il se trouvait, ait pu avoir la pensée qu'il en était ainsi, étant donnée la soudaineté de l'injure qui lui avait été adressée, alors qu'il n'avait pas prononcé un seul mot et dès l'entrée de son agresseur dans la salle du conseil; qu'il n'y a pas, dans ces conditions, à lui faire un grief sérieux d'avoir supposé que ce dernier avait prémédité ce qu'il a accompli; mais qu'il est au moins singulier que le conseil, après avoir exprimé de vagues regrets de ce qu'il appelle un incident, n'ait retenu que le mot échappé à l'exaspération de l'appelant et n'ait rien fait de plus ou de moins en présence d'actes vraiment inqualifiables;

Attendu qu'il était à craindre que cette attitude du conseil de gérance ne conduisit Henri Japy à des imprudences regrettables; qu'il en a commises; que, sous le sentiment de l'injustice et de l'hostilité systématiques dont il était l'objet, il a eu le tort de s'adresser à l'opinion publique pour la faire juge des procédés dont on usait envers lui; qu'il s'est adressé

à la presse et y a écrit un violent article où il disait « qu'il laissait la France juge de l'intransigeance de ses associés qui croient qu'on doit encore gouverner les ouvriers à coups de triques »; que, sans doute, il ne devait pas répondre à la violence des actes par la violence des écrits, sachant que ces derniers seraient répandus à l'excès dans la population des usines par ceux qui avaient intérêt à discréditer la société, mais qu'il faut reconnaître qu'il avait été gravement provoqué et qu'il n'avait alors obtenu aucune réparation; qu'il faut encore reconnaître que le secret ne pouvait être gardé sur des faits dont l'opinion attentive surveillait le moindre incident; qu'il faut reconnaître encore que c'est l'attitude du conseil de gérance qui a véritablement aggravé un état de choses qu'il eût été facilement en son pouvoir de calmer et qu'il serait inique, enfin, de faire peser sur un seul la responsabilité des fautes qui ont été commises par tous; que, d'ailleurs, ce départ n'est plus à faire; qu'il a été accompli par le conseil de gérance; qu'il a révoqué Henri Japy de ses fonctions de directeur; qu'il en avait le droit; qu'en le privant des émoluments importants attachés à ces fonctions, il a déterminé la responsabilité qui devait peser sur lui, mais que cette responsabilité ne saurait aller jusqu'à entraîner sa révocation d'associé en nom collectif administrateur-gérant pour le replacer dans la situation d'un simple commanditaire, alors qu'il est établi qu'il a bien géré les biens sociaux, qu'il n'a cessé d'être un administrateur diligent et fidèle, et qu'aucune fraude ne lui est imputable : art. 1856; qu'il ne doit pas être privé du bénéfice de longues années de travail profitable à la chose sociale, uniquement parce qu'à la suite de fautes certainement plus graves commises envers lui; il n'a pas su, en des moments particulièrement troublés, retenir l'explosion d'une colère qui n'est pas sans excuse;

Attendu qu'il a commis des fautes très certainement lorsqu'il a écrit l'article dont s'agit et un autre qui a suivi, dont la violence n'était pas moindre, mais que ceux-ci n'ont pas causé de préjudice appréciable à la société parce qu'il était notoire et connu de tous, que ces incidents ne procédaient que d'inimitiés personnelles et ne touchaient pas en réalité à la gestion commerciale et industrielle de la société dont la prospérité n'a pas cessé d'être éclatante, parce que la grève n'est en rien imputable à Henri Japy puisqu'elle n'a pas commencé dans ses usines et qu'elle est antérieure aux articles qui viennent d'être cités et parce qu'enfin elle était en quelque sorte inévitable étant donnée l'agitation, dont il n'est pas le créateur, qui court dans le monde ouvrier depuis longtemps, tantôt dans une partie du pays, tantôt dans une autre; qu'il devra être maintenu associé en nom collectif et corrélativement administrateur-gérant;

Attendu qu'il reste à examiner si Henri Japy a été régulièrement révoqué de ses fonctions de directeur des établissements dont l'administration lui avait été confiée;

Attendu qu'Henri Japy, sans contester le droit du conseil de gérance de régler les attributions de chacun des administrateurs-gérants de la société et par conséquent de lui enlever ses fonctions de directeur, prétend que les décisions des 21-24 octobre et 21 novembre 1899, aux termes desquelles il aurait été relevé de la direction des usines de Badevel et de Beaucourt, seraient irrégulières parce que, aux termes des statuts art. 10, les décisions du conseil de gérance, pour être valables et régulières, doivent être prises dans des réunions auxquelles les membres qui les composent sont convoqués au moins huit jours à l'avance par lettre qui doit porter l'énumération des questions à traiter sur l'ordre du jour et qu'il n'aurait pas été soit régulièrement convoqué, soit touché d'un ordre du jour suffisamment précis; que la question ainsi posée n'est donc qu'une question de forme ne présentant pratiquement qu'un médiocre intérêt, puisque rien ne serait plus facile aux gérants que de régulariser la situation, tout en prenant au fond, postérieurement, une délibération poursuivant le même objet; mais que, même en la forme, la prétention d'Henri Japy n'est pas fondée, parce qu'en admettant que la délibération du 21 octobre ne soit pas régulière, malgré l'état de permanence du conseil qui, d'ailleurs, n'avait pas été notifié à l'appelant, cette délibération lui a été signifiée par lettre et qu'il en a connu la teneur, parce que, en admettant encore, qu'à défaut de convocation en temps utile, la délibération du 24 octobre ne soit pas davantage régulière, elle lui a été authentiquement signifiée, ainsi que le portait expressément cette dernière délibération;

Attendu qu'il en résulte qu'Henri Japy a été informé avec précision, que l'une et l'autre de ces délibérations portaient qu'il était suspendu jusqu'à nouvel ordre de ses fonctions de directeur de Badevel et de Beaucourt, de telle sorte que, lorsqu'il a été régulièrement convoqué cette fois pour la séance du 21 novembre, il ne peut pas prétendre que l'ordre du jour qui portait : maintien de toutes les décisions prises pendant la permanence et demande en justice de sa révocation, n'était pas suffisamment complet; qu'il était assurément renseigné puisque le maintien des délibérations prises pendant la permanence, c'était le maintien des délibérations des 21 et 24 octobre qui lui avaient été signifiées, la première par lettre, la seconde par acte « authentique »; que sa prétention de ce chef doit donc être écartée, mais que le dernier grief de la société doit l'être également; qu'elle entend faire décider qu'Henri Japy, ayant repris, postérieurement et malgré ces trois délibérations, la direction de l'usine de Badevel, se serait mis en rébellion contre les décisions du conseil de gérance;

Attendu que la vérité est, qu'Henri Japy considérait que les délibérations des 21-24 octobre et 21 novembre étant irrégulières, étaient entachées de nullité; qu'il avait saisi la justice de cette difficulté; qu'il considérait qu'autant qu'une décision judi-

ciaire ne serait pas intervenue, ces délibérations régulièrement attaquées ne devaient produire aucun effet et qu'il pouvait continuer à diriger ses usines; qu'il a donc sigifié au conseil son intention de revenir, la date et l'heure à laquelle il se rendrait à Badevel; que le conseil n'a rien répondu; qu'Henri Japy pouvait considérer qu'il était autorisé tacitement à reprendre ses fonctions jusqu'à la solution à intervenir; qu'il n'y a pas là un fait de rebellion mais l'interprétation plus ou moins exacte d'un fait juridique;

Attendu qu'enfin, le conseil reproche encore à Henri Japy d'avoir annulé les mesures prises en son absence; qu'il en avait le droit, aux termes de l'art. 1856 déjà cité, s'il est admis qu'il n'a pas commis de faute en reprenant la direction de ses services;

Attendu qu'il n'y a lieu à insertions;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel de Henri Japy d'un jugement du Tribunal de commerce de Belfort du 22 mars 1900;

Reçoit cet appel contre lequel, en la forme, aucune fin de non-recevoir n'est élevée;

Au fond :

Réformant, dit à tort la demande en révocation d'Henri Japy de ses fonctions d'associé en nom collectif, administrateur-gérant de la Société Japy frères et C^ie^;

Dit que c'est à tort également qu'il a été décidé qu'il sera replacé dans la situation d'un simple commanditaire;

Dit que c'est à tort enfin que le jugement a ordonné vingt insertions *in extenso* de la décision dont appel dans des journaux de Paris et des départements au choix de la société;

Dit qu'aucune de ces dispositions du jugement entrepris, ne pourra sortir effet;

Confirme le jugement en ce qu'il a reconnu régulière la révocation d'Henri Japy de ses fonctions de directeur des établissements de Badevel, de Beaucourt et des ateliers de Paris;

Dit qu'il sera fait masse des dépens de première instance et d'appel pour être supportés deux tiers par la société et un tiers par Henri Japy;

Ordonne la restitution de l'amende;

Et dit que ce faisant il est amplement pourvu aux conclusions des parties.

M. BONNE av gén. — M^es^ BONNET et POUILLET (tous deux du barreau de Paris) av.

Note. — I. — Sur le premier point : Les principes consacrés dans le jugement recueilli sont constants, tant en doctrine qu'en jurisprudence ; ils résultent de l'application de l'art. 1856 C. civ., applicable aux gérants de commandites.

Le gérant nommé par les statuts ne peut être révoqué sans cause légitime tant que la société dure, et la légitimité de cette cause ne peut être appréciée que par les tribunaux. V. en ce sens : Cass. 9 mai 1859 (S. 60.1.442); 28 avril 1863 (S. 63.1.383); 21 novembre 1872 (S. 73.1.185); 8 mars 1892 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Sociétés com., n° 679 — S. 96.1.509 — D. 92.1.236). *Sic* : Pont, Petits contrats, n° 1437; Lyon-Caen et Renault, Pr. de Dr. comm., t. II, n° 508 *bis*; Houpin, Tr. des Sociétés, t. I, n^os^ 90 et 210.

Au contraire, le gérant nommé postérieurement aux statuts est un simple mandataire révocable *ad nutum* par les associés : V. Houpin, *op.* et *loc. cit.*

Mais rien ne s'oppose à ce qu'il soit déclaré à l'avance irrévocable par les statuts, ou même qu'il soit, avec le consentement de tous les associés, déclaré irrévocable par l'acte postérieur à la délibération qui l'a nommé : V. Troplong, Sociétés, n° 669; Duvergier, Sociétés, n° 294; P. Pont, Petits contrats, n° 506; Guillouard, Sociétés, n° 133; Houpin, *op. et loc. cit.*

II. — Sur le second point : Les causes légitimes de révocation du gérant statutaire ou irrévocable sont laissées à l'appréciation des tribunaux; ce sont le plus souvent : la mauvaise administration du gérant, son incapacité, son infidélité, et généralement les infractions aux lois du contrat de société : V. Cass, 9 mai 1859, 28 avril 1863, 25 novembre 1872 et 8 mars 1892 précités.

324

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (4^e^ CH.)

4 août 1900,

Présidence de M. Richard.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — FAUTE INEXCUSABLE. — SCIE NON MUNIE D'APPAREIL DE PROTECTION.

Ne constitue pas une faute inexcusable du patron, de nature à augmenter l'indemnité forfaitaire à laquelle l'ouvrier peut prétendre, le fait par ledit patron de n'avoir point, par négligence, muni la scie à laquelle travaillait l'ouvrier d'un appareil de protection.

Pasquet c. Daval.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Pasquet a formé contre Daval une demande en paiement d'une rente annuelle de 620 francs pour le préjudice à lui causé par un accident du travail qui lui est arrivé le 8 septembre 1899; qu'il prétend que cet accident serait dû à la faute inexcusable de Daval, qui aurait dû munir la fraise dont se servait Pasquet d'un chapeau protecteur;

Attendu qu'en admettant que la scie ne fût pas munie de l'appareil protecteur et que ce soit par la faute ou la négligence du patron, l'absence de cet appareil ne constituerait pas une faute inexcusable, etc.;

Par ces motifs, etc.

M. LACOUTURE subst. proc. Rép.

Note. — V. dans le même sens : Trib. civ. Seine 12 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.604) et la note.

TRIBUNAL CIVIL DE PONTIVY

17 octobre 1900.

Présidence de M. Jouon.

SAISIE-ARRÊT. — DÉNONCIATION. — COPIE EN TÊTE DE L'EXPLOIT DE SAISIE. — MENTION NON EXIGÉE A PEINE DE NULLITÉ. — MENTION INEXACTE. — ABSENCE DE PRÉJUDICE. — NON-RESPONSABILITÉ DE L'HUISSIER.

L'acte de dénonciation de la saisie-arrêt ne doit point nécessairement, et surtout à peine de nullité, contenir la copie entière de l'exploit de saisie-arrêt : il suffit que ledit acte de dénonciation contienne des mentions telles que le débiteur saisi puisse bien connaître le créancier saisissant, le titre et la somme saisie-arrêtée; il importe donc peu que l'acte dont s'agit, portant lesdites mentions, porte inexactement dans l'original que la copie contenait en tête copie de l'exploit de saisie-arrêt.

... Et cette inexactitude n'ayant pu causer aucun préjudice au saisi n'est point assez grave pour entraîner une condamnation à l'amende contre l'huissier.

Fraboulet de Kerléadec
c. Guillemot et veuve Le Guernevé.

LE TRIBUNAL,

Considérant que Guillemot conclut à la nullité de la saisie-arrêt pratiquée contre lui par Fraboulet de Kerléadec entre les mains des époux Evens et veuve Le Guernevé, par le motif que la dénonciation qui lui en a été faite ne contient pas la copie de l'exploit d'opposition, bien que la délivrance de cette copie soit mentionnée dans ladite dénonciation;

Considérant qu'aux termes de l'art. 1030 C. pr. civ. « aucun exploit ou acte de procédure ne pourra être déclaré nul, si la nullité n'est pas formellement prononcée par la loi », l'officier ministériel pouvant seulement, soit pour omission, soit pour contravention, être condamné à une amende;

Considérant que la loi ne prescrit aucune formalité spéciale pour la dénonciation de la saisie-arrêt; que s'il est dans l'usage que l'exploit de dénonciation comprenne la copie entière de l'exploit de saisie-arrêt, cette copie n'est nullement exigée par le Code de procédure civile; qu'il suffit que l'acte de dénonciation contienne des mentions telles que le débiteur saisi puisse bien connaître le créancier saisissant, le titre et la somme saisie-arrêtée;

Considérant que l'exploit attaqué contient toutes ces énonciations et que le saisi s'est trouvé par ledit exploit renseigné de la façon la plus complète;

Considérant qu'il importe peu que cet exploit ait mentionné qu'il était laissé copie de l'exploit de la saisie-arrêt, cette mention inexacte n'ayant pu causer aucun préjudice au saisi; qu'encore qu'il soit regrettable que l'exploit dont s'agit n'ait pas été mieux libellé, il n'apparaît pas cependant que le fait soit assez grave pour entraîner une condamnation à l'amende contre l'huissier;

Par ces motifs,

Déboute Guillemot de ses conclusions à fin de nullité;

Déclare bonne et valable la saisie-arrêt pratiquée par Fraboulet de Kerléadec le 2 mars 1900 entre les mains des époux Evens et veuve Le Guernevé;

Décerne acte aux tiers saisis de la déclaration par eux faite le 11 avril 1900 devant M. le juge de paix du canton du Favouët;

Ordonne, en conséquence, le paiement de la somme de 300 francs dont les tiers saisis se sont reconnus débiteurs entre les mains de Fraboulet de Kerléadec en déduction de sa créance, réserve faite des sommes que le saisi pourra rester lui devoir;

Condamne le saisi aux frais et dépens envers toutes les parties, qui pourront les employer, savoir: le saisissant comme accessoires de sa créance et, s'il y a lieu, les tiers saisis comme frais privilégiés à prélever sur la somme par eux due;

Dit n'y avoir lieu de prononcer d'amende contre l'huissier;

Note. — La doctrine et la jurisprudence se prononcent généralement en ce sens qu'il n'est pas nécessaire que l'exploit de saisie-arrêt contienne la copie de l'exploit de saisie-arrêt; il suffit qu'il contienne les renseignements nécessaires pour que le saisi sache en vertu de quel titre et pour quelle somme la saisie a été faite et si les formalités requises y ont été observées : V. Alger 13 août 1894 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Saisie-arrêt, n° 220 — D. 96.2. 179); *Sic* : Bioche, Dict., v° Saisie-arrêt, n° 113; Rodière, t. II, p. 206; Roger, n° 453; Garsonnet, Tr. de procéd., t. III, § 606, p. 738; v° cependant *contrà* : Chauveau sur Carré, t. IV, q. 1945 *quater*.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE COMPIÈGNE

6 mars 1900.

Présidence de M. de Maintenant.

MÉDECINE-CHIRURGIE-PHARMACIE. — SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. — VENTE. — SPÉCIALITÉ PHARMACEUTIQUE.

Bien que le décret du 8 juillet 1850, relatif à la vente des substances vénéneuses, soit muet sur la vente du laudanum, cependant il est interdit aux pharmaciens de délivrer cette substance autrement que sur ordonnance; car elle constitue un extrait de l'opium, extrait dont la vente est prohibée, d'une façon générale, par l'art. 2 dudit décret (2e espèce).

De même, par application de ce décret, doit être considérée comme prohibée la vente d'une pâte phosphorée, sans que le pharmacien qui fait cette vente puisse alléguer pour sa dé-

fense que ladite pâte constituait une « spécialité », la loi ne faisant aucune distinction à l'égard des préparations ainsi dénommées (1re espèce).

Min. pub. c. L...

Le 22 janvier dernier, le cavalier J... du 9e cuirassiers, sous le coup d'une punition sans gravité, se rendait chez trois pharmaciens de la ville de U..., dans le but de se procurer du poison et d'attenter à ses jours. Chez le premier, il se vit refuser de l'arsenic, mais obtint la remise d'un pot de pâte phosphorée, spécialité préparée par L. Steiner. Chez le deuxième et le troisième, il lui fut vendu une petite bouteille contenant quelques gouttes de laudanum avec l'étiquette « Poison », sans indication du nom et du domicile des pharmaciens. Rentré au quartier, le militaire absorba coup sur coup le contenu des deux fioles de laudanum et entamait la pâte phosphorée lorsqu'on s'aperçut de ses agissements. Le médecin du régiment, appelé aussitôt, put, grâce à un contre-poison et des soins énergiques, écarter tout danger.

Mais à la suite de ces incidents, le Parquet de C... entama des poursuites contre les trois pharmaciens, et le tribunal rendit les deux jugements suivants, après avoir entendu les explications du pharmacien C..., qui a présenté lui-même sa défense.

Le Tribunal,

Attendu qu'il résulte de l'information et des débats, la preuve que, le 22 janvier 1900, à U..., le pharmacien L... a vendu et livré au cavalier J..., du 9e cuirassiers, contrairement aux dispositions de la loi, un pot de pâte phosphorée Steiner à l'aide de laquelle substance J... a tenté de se donner la mort;

Attendu que la pâte phosphorée est une substance vénéneuse, qui est un composé du phosphore, et est soumise aux mêmes prescriptions de la loi que le phosphore; qu'il importe peu que la substance vendue par L... soit ce qu'on appelle « une spécialité », la loi ne faisant aucune distinction à l'égard des préparations ainsi dénommées;

Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu de faire au prévenu l'application des art. 2 et 3 de l'ordonnance du 29 octobre 1846 et du décret du 8 juillet 1850, de la loi du 19 juillet 1845, de l'art. 463 C. pén., etc.;

Le tribunal condamne L... en 16 francs d'amende (avec sursis).

Min. publ. c. C. et G.

Le Tribunal,

Attendu qu'il résulte de l'information et des débats la preuve que le 22 janvier 1900, à U..., les pharmaciens C... et G... ont vendu et livré au cavalier J..., du 9e cuirassiers, une petite quantité de laudanum sans se faire représenter une ordonnance de médecin prescrivant l'emploi de cette substance à l'aide de laquelle J... a tenté de se donner la mort;

Attendu que les deux prévenus ont remis ce laudanum dans une petite bouteille sur laquelle ils avaient collé une étiquette portant seulement le mot « Poison », mais n'indiquant ni le nom ni le domicile du pharmacien;

Attendu que C... a soutenu à l'audience du 13 et à celle du 20 février qu'il avait le droit d'agir ainsi, parce que le tableau annexé au décret du 8 juillet 1850 ne comprend plus le laudanum parmi les substances vénéneuses qui y sont énumérées, ainsi que l'y comprenait le tableau annexé à l'ordonnance du 29 octobre 1846, et parce que le même décret proscrit la vente de l'opium, mais non de ses préparations, ajoutant que cette rédaction avait été faite pour laisser aux pharmaciens la liberté d'apprécier à qui et en quelle quantité ils pouvaient livrer cette substance;

Attendu que G... a adopté le même système de défense à l'audience du 20 février;

Mais attendu que le législateur n'a pu avoir l'intention que C..., sans produire d'ailleurs aucune justification à l'appui de sa prétention, lui attribue;

Attendu qu'aucun pharmacien ne saurait arguer du silence du décret de 1850 pour délivrer sans ordonnance le laudanum de Rousseau ni même celui de Sydenham, parce que cette substance renferme une assez forte proportion d'opium, lequel figure dans la nomenclature dudit décret, et que, l'effet vénéneux de l'opium subsistant dans le laudanum, la vente doit, à ce titre, dans l'intérêt du public et même dans celui des pharmaciens, en être prohibée au même degré que celle de l'opium lui-même, et ce, bien que les rédacteurs du décret aient jugé surabondant de l'énoncer;

Attendu que la persistance de l'effet vénéneux dans le laudanum n'est pas douteuse; qu'elle a été reconnue par les deux pharmaciens eux-mêmes, qui ont jugé nécessaire de mettre sur la bouteille livrée à J..., ce mot « Poison » imprimé en gros caractères;

Attendu, en ce qui concerne la non-indication sur l'étiquette du nom et du domicile des pharmaciens, que le seul examen de cette étiquette démontre l'inanité de la raison invoquée par C... pour sa défense, à savoir qu'on n'aurait pas trouvé d'imprimeurs pour y apposer ces indications;

Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu de faire aux deux prévenus l'application des art. 5 et 7 de l'ordonnance du 29 octobre 1846, du décret du 8 juillet 1850, de la loi du 19 juillet 1845, ainsi que de l'art. 463 C. pén., etc.

Par ces motifs,

Condamne C... et G... à 25 d'amende (avec sursis).

M. Cosson subst. proc. Rép.

Note. — V. dans le même sens, relativement au laudanum, Trib. corr. Beauvais 3 mai 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 92-

97 v° Médecine-chirurgie-pharmacie, n° 166). Jugé aussi que les textes réglant la vente des substances vénéneuses doivent être considérés comme étant toujours en vigueur à défaut d'abrogation expresse, bien qu'ils soient en fait tombés en désuétude : Trib. corr. Lectoure 5 avril 1895 (Gaz. Pal. 95.2.43).

TRIBUNAL CIVIL DE QUIMPER

9 août 1900.

Présidence de M. Savidan.

COMPÉTENCE COMMERCIALE. — LIQUIDATION JUDICIAIRE. — BAILLEUR. — DEMANDE EN RÉSILIATION DU BAIL. — INCOMPÉTENCE « RATIONE MATERIÆ » DU TRIBUNAL CIVIL.

La demande en résiliation du bail et en fixation du montant des loyers échus formée contre un commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire par le bailleur des immeubles affectés à l'exploitation dudit commerçant est une demande qui a trait à l'application de l'art. 550 C. com. Par suite, elle ne rentre pas dans la compétence ratione materiæ *des tribunaux civils qui, saisis d'une semblable demande, doivent d'office se déclarer incompétents.*

Veuve Le Fur c. Alexandre Danilo
et Me Le Scour, syndic.

LE TRIBUNAL,

Attendu que des termes mêmes de l'assignation et des conclusions respectivement notifiées, il appert que cette instance a pour objet la fixation du montant d'un prix de bail; que cette créance privilégiée est invoquée par la demanderesse, en sa qualité de bailleresse de l'immeuble dans lequel était installé le commerce de son débiteur admis au bénéfice de la liquidation judiciaire par jugement du Tribunal de commerce de Quimper; que ce procès porte, en outre, sur la résiliation dudit bail;

Or, attendu qu'une telle demande a trait à l'application de l'art. 550 C. com.; qu'il s'agit, en effet, de régler le sort d'une créance née de la liquidation judiciaire ordonnée; que cette créance se rattache intimement à cette procédure; que cependant la demanderesse prétend faire reviser par le Tribunal civil de Quimper l'œuvre du juge-commissaire qui aurait eu tort de n'admettre, au profit de la bailleresse, qu'une collocation partielle;

Attendu, en conséquence, que cette matière rentre exclusivement dans la compétence du tribunal de commerce aux termes de l'art. 635 C. com. et par dérogation au principe suivant lequel les tribunaux civils ne sont pas, en général, incompétents pour statuer en matière commerciale; que le tribunal civil est, en la présente espèce, incompétent *ratione materiæ* et doit dès lors, même d'office, se déclarer tel.

Par ces motifs,

Le Tribunal se déclare incompétent *ratione materiæ* et condamne la demanderesse aux dépens.

M. CHÉBRON subst. proc. Rép. — Mes HÉMON et DE CHAMAILLARD av.

Note. — Le tribunal de commerce est seul compétent, cela n'est pas douteux, en présence de l'art. 635 C. com. pour connaître des demandes qui concernent la faillite.

Seulement, quand peut-on dire qu'une demande concerne la faillite, et par suite, rentre dans la compétence du tribunal de commerce? Il faut, d'après la jurisprudence et les auteurs, que la demande prenne sa source dans une des dispositions du livre III C. com. relatif à la faillite, qu'elle ait pour cause la faillite et soit telle qu'elle n'aurait pas pu naître sans l'événement de la faillite, ou encore, selon la formule employée par la Cour suprême, qu'elle « se rattache à ce qui concerne les intérêts de la faillite et son administration. » Cass. 19 avril 1853 (S. 53. 1.433 — D. 53.1.147). V. en ce sens Lyon 24 mars 1887 (Gaz. Pal. 87.2.290) et 13 juillet 1887 (Gaz. Pal. 87.2.581); Rouen 18 mai 1888 (Gaz. Pal. 88. 2. 630); Cass. 4 juin 1888 (Gaz. Pal. 88.2.36) et 13 novembre 1889 (Gaz. Pal. 89.2.594); Poitiers 15 mars 1893 (Gaz. Pal. 93.1.344); Douai 7 janvier 1895 (Gaz. Pal. 95.1.716) et 16 mars 1896 (Gaz. Pal. 96.2.67 — D. 96.2.398). *Adde* : Lyon-Caen et Renault, Manuel, n° 1126.

Peu importe d'ailleurs, dans ces conditions, que la demande soit relative à un acte civil ou commercial. V. notamment : Lyon 13 juillet 1887 précité; Trib. com. Seine 19 octobre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.642) et Trib. civ. Libourne 4 février 1898 (Rec. Bordeaux 98,2.25). — *Adde* : Lyon-Caen et Renault *op.* et *loc. cit.* Jugé en ce sens que le tribunal de commerce est compétent pour connaître de la demande en nullité d'une vente d'immeubles, comme faite par le failli depuis sa cessation de paiements. Cass. 19 avril 1893, précité.

Il n'est pas douteux, d'ailleurs, que les décisions précédentes, qui statuent en matière de faillite, sont également applicables à la liquidation judiciaire. La liquidation judiciaire est une faillite atténuée qui reste soumise au régime des faillites tel qu'il est institué par le Code de commerce, en tant qu'il n'y est pas dérogé expressément ou tacitement par une nouvelle loi. La loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judicaire est d'ailleurs formelle sur ce point en son art. 24. V. aussi Rouen 23 janvier 1896 (Rec. Caen 97.2.17).

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

26 avril 1900.

Présidence de M. Lœw.

INSTRUCTION CRIMINELLE. — LOI DU 8 DECEMBRE 1897. — INSTRUCTION PRÉALABLE. — APPEL. — COUR D'APPEL. — ARRÊT. — SUPPLÉMENT D'INFORMATION. — CONSEILLER-RAPPORTEUR. — INTERROGATOIRE. — CONFRONTATION. — DÉFENSEUR (PRÉSENCE DU).

La loi du 8 décembre 1897, ayant eu pour objet de modifier certaines règles de l'instruction

préalable en matière de crimes et délits, n'est applicable; en principe, qu'aux actes d'information, antérieurs à l'ordonnance qui dessaisit le juge d'instruction.

Dès lors, notamment, l'interdiction, édictée par l'art. 1er de ladite loi, de concourir au jugement des affaires qu'il a instruites, vise uniquement le magistrat qui a rempli les fonctions de juge d'instruction, et laisse entière, en cas d'appel, la capacité pour le conseiller-rapporteur, commis pour procéder à un supplément d'information, de siéger comme membre de la cour, dont il fait partie, pour concourir à l'arrêt définitif sur le fond.

De même, le conseiller commis pour procéder, dans l'hypothèse susvisée, au supplément d'information n'est pas tenu, à peine de nullité, de se conformer aux prescriptions de l'art. 9 § 2 de cette même loi, d'après lequel l'inculpé ne peut être interrogé ou confronté, à moins qu'il n'y renonce expressément, qu'en présence de son conseil ou lui dûment appelé.

Valabrègue c. Min. pub.

LA COUR,

Sur le premier moyen, tiré de la violation de l'art. 1er de la loi du 8 décembre 1897, en ce que des actes d'instruction ont été faits par l'un des magistrats qui ont concouru à l'arrêt attaqué :

Attendu, en fait, que par arrêt préparatoire du 17 novembre 1898, la Cour d'appel d'Aix a chargé M. le conseiller Sablet d'Estières, l'un de ses membres, de procéder à un supplément d'information ayant pour objet l'audition de tous témoins utiles et toutes mesures paraissant nécessaires à la manifestation de la vérité, et que ledit conseiller, après avoir procédé à ce supplément d'information, a concouru à l'arrêt définif, qui a condamné le demandeur au pourvoi;

Attendu, en droit, que la loi du 8 décembre 1897 a eu pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et de délits; que par « instruction préalable », on doit entendre l'information à laquelle procède le juge d'instruction; qu'il résulte du titre de la loi, des divers documents législatifs qui en ont précédé l'adoption et de l'ensemble de ses dispositions, qu'elle n'est applicable qu'aux actes d'information antérieurs à l'ordonnance qui dessaisit le juge d'instruction;

Attendu, dès lors, que l'interdiction, édictée par l'art. 1er de la loi du 8 décembre 1897, de concourir au jugement des affaires qu'il a instruites, vise uniquement le magistrat qui a rempli les fonctions de juge d'instruction; qu'une telle disposition ne peut être étendue à des cas qu'elle n'a pas prévus; que, dès lors, elle laisse entière la capacité pour le conseiller-rapporteur, commis pour procéder à un supplément d'information, de siéger comme membre de la cour dont il fait partie, pour concourir à l'arrêt définitif sur le fond;

Sur le second moyen, tiré de la violation de l'art. 9 § 2 de la loi du 8 décembre 1897, en ce que, lors de son interrogatoire par le conseiller commis pour procéder au supplément d'information, et de sa confrontation avec la dame Olivier, le prévenu n'était pas assisté de son défenseur et n'avait pas expressément renoncé à cette assistance;

Attendu qu'il résulte du principe précédemment posé pour l'application de la loi du 8 décembre 1897, que, s'agissant, dans l'espèce, d'un supplément d'information ordonné par la cour d'appel, postérieurement à l'ordonnance qui avait dessaisi le juge d'instruction, le conseiller commis pour procéder audit supplément d'information n'était pas tenu, à peine de nullité, de se conformer aux prescriptions de l'art. 9, § 2 de la loi du 8 décembre 1898;

Sur le troisième moyen (sans intérêt) :

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé par le sieur Valabrègue contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Aix (Ch. corr.) du 13 décembre 1899.

MMe DUVAL rapp.; DUBOIN av. gén. — Me BRESSOLLES av.

Note. — La Cour de cassation avait déjà fixé en principe, d'une manière générale et en termes absolus, (Cass. 12 mars 1898 et 24 décembre 1898 S. 99.1.297) que la loi du 8 décembre 1897 a eu pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et délits, et que, par instruction préalable, on doit entendre celle à laquelle procède le juge d'instruction.

COUR D'APPEL DE PARIS (5e CH.)

26 juillet 1900.

Présidence de M. Onfroy de Brévile.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — JOURNAL. DIRECTEUR. — RESPONSABILITÉ.

Le directeur politique d'un journal doit être tenu pour responsable de la diffamation commise à l'égard d'un tiers, lorsque cette diffamation s'est produite dans un numéro spécial extraordinaire, ne rentrant pas dans les habitudes du journal, paraissant au cours d'une campagne menée par ledit directeur, de telle façon, en un mot, que celui-ci n'a certainement pas pu ignorer ladite diffamation.

Duchesse d'Uzès c. Yves Guyot, Massip et Chambré.

Le journal *le Siècle*, ayant pour directeur politique M. Yves Guyot, avait publié un numéro spécial, intitulé « les mensonges de la Photographie », dans lequel Mme la duchesse d'Uzès

avait relevé une photographie accompagnée d'une légende qu'elle considérait comme diffamatoire à son égard. Elle poursuivit devant le Tribunal de la Seine la réparation civile du préjudice qui lui avait été causé et obtint, le 3 août 1899, un jugement qui lui donnait gain de cause contre l'imprimeur-gérant et l'administrateur, MM. Massip et Chambré, en condamnant ceux-ci en 5,000 francs de dommages-intérêts, mais qui mettait en même temps hors de cause M. Yves Guyot, directeur du journal.

La duchesse d'Uzès a interjeté appel de ce jugement, ainsi que MM. Massip et Chambré. — Arrêt :

LA COUR,

Sur la prescription :

Considérant que les appelants ont renoncé à l'invoquer comme n'existant pas en fait, des actes de procédure ayant interrompu la prescription de trois mois ;

Sur l'appel principal :

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Sur l'appel incident :

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Sur les conclusions additionnelles :

Considérant qu'il est constant, en fait, qu'après le jugement dont est appel, le journal *le Siècle* a continué la vente du numéro incriminé ; qu'il est dû de ce chef une augmentation des dommages-intérêts au profit de la duchesse d'Uzès, que la cour arbitre à 2,000 francs ;

Considérant qu'Yves Guyot, directeur politique, n'est pas responsable de la vente des numéros ; qu'il ne doit pas être compris dans la condamnation solidaire en 2,000 francs ;

Sur l'appel principal de la duchesse d'Uzès :

Considérant qu'Yves Guyot, directeur politique, menant à cette époque une campagne ardente à laquelle était mêlée la duchesse d'Uzès, n'a pu ignorer la confection d'un numéro spécial extraordinaire ne rentrant pas dans les habitudes du journal, essentiellement politique et rentrant dans ses attributions de directeur politique ; que la publicité de ce numéro spécial a été considérée comme un événement de presse nécessitant l'attention spéciale d'Yves Guyot ; que c'est donc à tort que les premiers juges ont mis celui-ci hors de cause ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont est appel en ce qu'il a condamné Massip et Chambré à 5,000 francs de dommages-intérêts ;

L'infirme en ce qu'il a mis Yves Guyot hors de cause ;

Le condamne conjointement et solidairement avec Massip et Chambré aux 5,000 francs de dommages-intérêts ;

Et faisant droit aux conclusions additionnelles de la duchesse d'Uzès,

Condamne conjointement et solidairement Massip et Chambré à payer, en outre, à la duchesse d'Uzès la somme de 2,000 francs ;

Ordonne la restitution de l'amende sur l'appel principal de la duchesse d'Uzès ;

Condamne Massip, Chambré et Yves Guyot conjointement et solidairement aux amendes d'appel et en tous les dépens d'appels principaux et incident.

M. ROULLET av. gén. — Mes PLOYER, LAILLER et LÉVY-SALLES av.

Note. — L'arrêt rapporté est conforme à la jurisprudence antérieure sur la responsabilité des directeurs de journaux. Le directeur d'un journal ne peut pas être retenu, comme le gérant, à raison des termes mêmes de la loi ou à raison d'une vague présomption tirée de son autorité de fait. V. Barbier, t. II, n° 822 ; Fabreguettes, t. II, n° 1821 ; Paris 25 mars 1896 (Gaz. Pal. 96.1.763).

Mais il peut et doit l'être, conformément au droit commum, lorsque sa participation au délit (Art. 60 C. pén.) ou au fait dommageable (art. 1382 C. civ.) résulte de preuves certaines : Paris 13 janvier 1893 (Gaz. Pal. 93.1.203).

Ces preuves, il appartient au juge du fait de les apprécier. Le fait qu'une diffamation a été produite, non dans un article isolé, mais au cours d'une campagne que n'a pu ignorer le directeur, a déjà suffi pour faire retenir la responsabilité de celui-ci. Paris 29 juin 1892 et Cass. 24 novembre 1892 (D. 93.1.463) ; v° égal. Barbier, Supp., n° 822 *bis*.

TRIBUNAL CIVIL DE CAMBRAI

13 septembre 1900.

Présidence de M. Moreau.

NOTAIRE. — HONORAIRES. — PRESCRIPTION CIVILE. — INTERRUPTION. — VERSEMENT D'UN ACOMPTE.

1° *La prescription de cinq ans établie par l'art. 1er de la loi du 24 décembre 1897, relativement au droit des notaires de réclamer le paiement des honoraires à eux dus pour les actes de leur ministère, ne constitue pas un mode de libération, comme la prescription trentenaire, mais une simple présomption de paiement.*

2° *Toute reconnaissance non équivoque du droit du créancier par le débiteur suffit à interrompre cette prescription, sans qu'il soit besoin d'une reconnaissance par acte séparé, laquelle est seulement exigée pour substituer la prescription trentenaire aux prescriptions plus courtes.*

Spécialement, est suffisante la reconnaissance résultant du versement d'un acompte.

Consorts Taisne c. Jacqz.

LE TRIBUNAL,

Attendu que par ordonnance du 26 février 1898, le président de ce siège a taxé à la somme de 724 fr. 78

les frais dus par les opposants à Me Jacqz, ancien notaire au Cateau, pour différents actes de son ministère;

Attendu qu'à la date du 11 mars 1898, ledit sieur Jacqz a fait signifier à la personne des opposants, par acte du ministère de Hautcœur, huissier, l'état détaillé des frais et l'ordonnance du magistrat taxateur revêtue, sur la minute, de la formule exécutoire;

Attendu que les opposants à la taxe ont, par acte du ministère de Me Gaillot, avoué, fait signifier régulièrement, dans la quinzaine, le 25 mars 1898, à Me Lestoille, avoué du sieur Jacqz ès qualités, qu'ils formaient opposition à l'ordonnance de taxe précitée;

Attendu qu'après avoir réclamé la production des actes soumis à la taxe, ils invoquent la prescription;

Attendu que le droit des notaires au payement des sommes à eux dues pour les actes de leur ministère se prescrit par cinq ans, à partir de la date des actes; que les actes dont s'agit passés le : 1° 16 décembre 1890; 2° 28 novembre 1891; 3° 19 avril 1892, étaient le 11 mars 1898, date de la signification de l'ordonnance de taxe, atteints par la prescription, à moins que cette prescription n'ait été légalement interrompue;

Attendu que le sieur Jacqz ès qualités prétend que les opposants, ayant versé un acompte de 400 fr. sur le montant des frais faisant l'objet de la taxe du 26 février 1898, et ce, le 22 février 1895, ont, à cette date, reconnu l'existence de leur dette, et, ainsi, interrompu la prescription;

Attendu qu'il échet tout d'abord de rechercher si cet acompte s'applique bien aux frais faisant l'objet de la taxe dont est opposition et qui auraient été primitivement, avant taxe, évalués par le notaire à 967 francs, au lieu de 724 fr. 78;

Attendu que les consorts Taisne, redevables au sieur Jacqz, soit d'une somme de 567 francs (967 fr., somme d'abord réclamée moins 400 francs), soit d'une somme de 324 fr. 78 (724 fr. 78, somme réduite et soumise à la taxe, moins 400 francs) n'ont produit qu'une seule quittance de la somme de 131 fr. 60, du 21 décembre 1897, postérieure en date à la précédente du 22 février 1895, mais étrangère au reliquat y mentionné et ne paraissant pas avoir acquitté ce reliquat;

Attendu que le paiement de cet acompte du 22 février 1895 paraissant bien s'appliquer à la note des frais contestés, il importe, en second lieu, d'examiner s'il équivaut à une reconnaissance de la dette et s'il a été suffisant pour interrompre la prescription;

Attendu que, si le droit des notaires se prescrit par cinq ans, cette prescription est, aux termes de l'art. 1er de la loi du 24 décembre 1897 qui l'édicte, soumise à la restriction formulée par l'art. 2275 C. civ.; que, dès lors, elle ne saurait constituer une libération, comme la prescription générale de trente ans, mais une simple présomption de paiement et qu'elle est, par suite, susceptible d'être interrompue par la reconnaissance que le débiteur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait;

Attendu que s'il a été jugé que la reconnaissance par acte séparé a seule pour effet de substituer la prescription trentenaire aux prescriptions plus courtes, il n'en est pas moins certain que toute reconnaissance non équivoque, alors même qu'elle n'est pas renfermée dans un titre nouveau, interrompt la prescription quinquennale ou ordinaire;

Attendu que le paiement de l'acompte de 400 fr. effectué par les consorts Taisne à la date du 22 février 1895, constituant une reconnaissance de leur dette, a légalement interrompu la prescription;

Par ces motifs,

En la forme :

Reçoit les consorts Taisne opposants à l'ordonnance de taxe du 26 février 1898;

Au fond :

Le déboute de leur opposition, dit que l'ordonnance de taxe sortira son plein et entier effet.

Mes CIRIER et TRIBOU av.

Note. — I. — Sur le premier point : Ce principe résulte textuellement de l'art. 1er de la loi du 24 décembre 1897, lequel, après avoir fixé à cinq ans la prescription des honoraires dûs au notaires pour les actes de leur ministère, ajoute que « les art. 2275 et 2278 sont appréciables à cette prescription ». L'intérêt de ce principe est surtout dans ce fait, que le notaire peut déférer le serment de crédulité à son client qui invoque la prescription (art. 2275), faculté dont il serait privé si ses honoraires se prescrivaient par trente ans.

II. — Sur le second point : Solution non douteuse. Les termes de l'art. 2248 sont très larges « La prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur ou le possesseur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait ». Cette reconnaissance est expresse ou tacite; expresse, elle n'est soumise à aucune forme spéciale; et tacite, elle résulte, disent Aubry et Rau, 4e édit., t. 2, p. 356 « de tout fait qui implique l'existence du droit du créancier ou du propriétaire ». Notamment, ajoutent-ils, elle résulte « du paiement d'une partie de la dette ». En ce sens : Trib. civ. Lyon 19 novembre 1884 (Gaz. Pal. 85.1. supp. 15) et Trib. paix Toulouse 2 mai 1889 (Gaz. Midi 19 mai 1889). La jurisprudence a même élargi bien davantage la notion de la reconnaissance tacite. Jugé, par exemple, que cette reconnaissance existe dans le fait par un individu qui en a blessé un autre à la chasse, de fournir à ce dernier une partie des ressources nécessaires à son traitement : Montpellier 18 juillet 1889 (Gaz. Pal. 89.2.597). Jugé encore qu'on la trouve, à raison de leur continuité et de leur importance, dans les soins et secours donnés par un patron à un tiers victime d'un accident occasionné par l'imprudence de l'un de ses ouvriers dont il est civilement responsable : Cass. 3 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.2.10 — S. 93.1.311 — D. 94.1.17).

D'ailleurs, il est certain que, au cas même où la prescription aurait été interrompue en l'espèce par un acte séparé, sous seing privé ou authentique, portant reconnaissance de la dette, il n'y aurait pas eu lieu à l'application de l'art. 2274, al. 2 C. civ., lequel dispose que cette reconnaissance a, en outre, pour résultat d'intervertir la prescription. D'une part, en effet, cet article est exclusive-

ment relatif — son texte est formel sur ce point — aux prescriptions de six mois, d'un ou de deux ans édictées par les art. 2271, 2272 et 2273; et d'autre part, si le législateur avait entendu en étendre l'application à notre prescription, il n'eût pas manqué d'exprimer sa volonté à ce sujet, comme il l'a fait pour les art. 2275 et 2278.

327

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

4 juillet 1900.

Présidence de M. Guyot-Sionnest.

OBLIGATIONS. — MISE EN DEMEURE. ASSIGNATION INTRODUCTIVE D'INSTANCE.

L'assignation introductive d'instance vaut comme une mise en demeure rendant le débiteur passible de dommages-intérêts.

Robert Enault c. Société Leroy fils.

LE TRIBUNAL,

Sur les 15,000 francs :

Attendu que dans l'acte de prêt en date du 21 avril 1899, enregistré, il est spécifié qu'à défaut de paiement d'un seul terme d'intérêts à son échéance et quinze jours après une simple sommation demeurée infructueuse, le principal de l'obligation deviendra immédiatement et de plein droit exigible, si bon semble à Robert Enault;

Attendu que Leroy fils et C^ie^ soutiennent que ce dernier ne leur aurait pas fait la sommation convenue; que, par suite, il serait non recevable à faire application de la clause commissoire;

Mais attendu qu'il est établi qu'au 1^er^ février 1900, les défendeurs n'ont pas réglé ni offert de régler le terme d'intérêts qui était dû à ce jour; que le 3 février, Robert Enault, par l'assignation introductive d'instance, a réclamé le paiement de 187 fr. 50 d'intérêts échus le 1^er^ du même mois et aussi le principal de la dette; que, s'il est vrai que ledit exploit ne constituait pas une sommation proprement dite et n'était pas spécialement basé sur la clause commissoire susrelatée, il est constant qu'il ne laissait aucun doute sur les intentions du créancier;

Attendu qu'en application de l'art. 1139 C. civ., ladite assignation doit être réputée équivalente à la sommation convenue et que, par suite, à la date du 3 février 1900, Leroy fils et C^ie^, doivent être considérés comme étant en demeure; qu'il est acquis aux débats, que dans la quinzaine qui a suivi les exploits, Leroy fils et C^ie^, n'ont pas fait d'offres pour régler les intérêts arriérés; que l'offre du 10 avril est manifestement tardive; que dans ces conditions, il n'y a pas lieu de s'arrêter aux moyens proposés;

Attendu que les défendeurs font encore plaider que la demande en remboursement du capital serait prématurée et par suite non recevable;

Mais attendu que s'il est vrai que le 3 février, Robert Enault était, en effet, non recevable à réclamer le paiement du principal du prêt, si le 17 février, à moins de quinze jours de la première assignation, il n'était pas encore dans les délais pour exiger l'exécution de la clause commissoire, il convient de remarquer que la convention stipule que le remboursement des 15,000 francs prêtés deviendra exigible de plein droit par l'accomplissement du délai de quinzaine convenu; que ce délai a été rempli le 18 février 1900 et qu'actuellement Leroy fils et C^ie^ sont obligés à effectuer le remboursement sollicité;

Attendu, au surplus, que le 11 avril 1900, en assignant en ouverture de rapport de l'arbitre, Robert Enault a renouvelé ses conclusions et en a réclamé l'adjudication; que cette assignation est en tous cas opérante et qu'il échet encore de rejeter la fin de non-recevoir opposée;

Attendu que, de tout ce qui précède il ressort que la demande est recevable et bien fondée, et que, sans qu'il soit utile de rechercher si Robert Enault était autorisé à exciper de l'art. 1188 C. civ. pour introduire son instance, il convient de faire droit à toutes ses conclusions en déclarant les offres de Leroy fils et C^ie^ insuffisantes et inopérantes;

Par ces motifs,

Vu le rapport de l'arbitre;

Jugeant en premier ressort;

Condamne la société Leroy fils et C^ie^ par les voies de droit à payer à Robert Enault :..... 1^o^ la somme de 15,000 francs pour remboursement de prêt; 2^o^ celle de 187 fr. 50 pour intérêts au 1^er^ janvier 1900; ensemble 15,962 fr. 50 avec les intérêts de droit;

Déclare insuffisantes les offres de la société Leroy et C^ie^, et condamne celle-ci aux dépens.

Note. — Aux termes de l'art. 1139 C. civ., le débiteur est constitué en demeure par « une sommation ou un autre acte équivalent ». Quels sont les actes qui doivent être considérés comme équivalents à la sommation? On décide d'ordinaire que tout acte suffisant pour interrompre la prescription est suffisant *a fortiori* pour constater le retard du débiteur et doit, par suite, être considéré comme équivalent à la sommation, laquelle n'a pas le pouvoir d'interrompre la prescription. La mise en demeure résulte donc des actes suivant :

1^o^ Le commandement, même s'il est nul pour vice de formes, non d'ailleurs si un jugement l'a déclaré nul et non avenu sans aucunes réserves, puisque n'ayant eu alors aucune existence, il ne peut avoir produit aucun effet : V. Larombière sur art. 1139, n^o^ 15. Il a été jugé que l'exploit adressé par un créancier à son débiteur à l'effet de prendre acte de ce que ce dernier n'a pas exécuté son obligation dans le délai convenu n'équivaut pas à une sommation : Toulouse 9 janvier 1872, joint à Cass. 10 février 1873 (D. 73.1.213); mais on a très justement, selon nous, objecté à cette solution la volonté des parties, « le fait de prendre acte de l'inexécution d'une convention pour en tirer telles conséquences que de droit équivalant à inviter le débiteur à payer, s'il ne veut pas encourir les dommages-intérêts ou la clause pénale » note sous arrêt précité.

2^o^ La citation en justice. V. en ce sens Aubry et Rau,

t. IV, § 308, p. 96, note 11; Demolombe, Contrats, t. Ier, nº 527; Larombière sur art. 1139, nº 15; Laurent, t. XV, nº 234. La Cour suprême a même jugé qu'il en est encore ainsi, bien que le créancier se borne à demander la résolution du contrat avec dommages-intérêts « puisque, dit-elle, il a évidemment par son assignation interpellé le débiteur et manifesté sa volonté de faire produire à la convention tous les effets qu'elle comporte ». 2 juillet 1883 (S. 85.1.499 — D. 84.1.302), sur pourvoi contre un arrêt de la Cour de Rouen décidant qu'une telle citation « a pour objet d'obtenir non l'exécution, mais la résolution du contrat », et, par suite, ne vaut pas comme sommation : Rouen 23 décembre 1880 (S. 82.2.217 — D. joint à Cass. précité). *Adde*, dans le sens de la cour suprême, Larombière, art. 1184, nº45. Il est clair, d'ailleurs, que la citation tendant à l'exécution ou à la résolution, qui a été rejetée comme non recevable, ne peut être considérée comme équivalente à une sommation, cela par argument d'analogie tiré de l'art. 2247 C. civ., lequel dispose que si la demande est rejetée, l'interruption de la prescription est regardée comme non avenue. Cass. 14 mars 1876 (S. 76.1.350 — D. 76.1.270) *Adde* : Demolombe, Contrats, t. Ier, nº 539; Larombière, art. 1139, nº 16.

3º La citation en conciliation, à condition que le créancier assigne son débiteur dans le mois de cette citation. V. Demolombe, Contrat, t. Ier, nº 529; Laurent, t. XVI, nº 234; Larombière, art. 1139, nº 17; — ou la comparution volontaire des parties devant le bureau de conciliation, l'interpellation étant alors non moins certaine, puisqu'elle est constatée dans le procès-verbal dressé par le juge de paix : Larombière, art. 1149, nº 18; Demolombe, *op. cit.*, t. Ier, nº 529.

4º La reconnaissance volontaire du débiteur, — même faite par acte sous seing privé: Aubry et Rau, t. IV, § 308, p. 96, note 11; Larombière, art. 1139, nº 20; Demolombe, *op. cit.*, t. 1er, nº 530; — même verbale : Larombière, art. 1139, nº 20; et *contrà* : Demolombe, *op.* et *loc. cit.*; Laurent, t. 16, nº 234, l'art. 1139 exigeant un *acte*.

5º Une simplu lettre missive, si de ses termes résulte une interpellation suffisante, question à résoudre souverainement par les juges du fait : Cass. 19 février 1878 (S. 78.1.221 — D. 78.1.261). Il en est surtout ainsi en matière commerciale : Trib. com. Havre 14 septembre 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, vº Obligations, nº 62); 15 novembre 1898 (Rec. Havre 98.1.227). On décide même, en cette matière, que la mise en demeure peut s'induire des faits du procès et de toutes autres circonstances appréciées par le tribunal : Lyon 28 avril 1882 (Gaz. Pal. 83.1.115).

328

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

5 novembre 1900.

Présidence de M. Tanon.

INTERDICTION. — POUVOIR DES TRIBUNAUX. APPRÉCIATION SOUVERAINE.

Les tribunaux sont investis d'un pouvoir souverain pour apprécier les circonstances qui rendent une interdiction nécessaire.

Une interdiction est suffisamment motivée par la constatation que la personne, objet de cette mesure, étant atteinte depuis longtemps d'une névrose épileptique, se trouve dans un état habituel d'imbécillité, qui la rend incapable de diriger sa personne et d'administrer ses biens.

Lemarquis ès noms c. veuve Fournier.

La Cour,

Sur l'unique moyen pris de la violation des art. 489 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que les tribunaux sont investis d'un pouvoir souverain pour apprécier les circonstances qui rendent une interdiction nécessaire;

Attendu que, dans l'espèce, pour prononcer l'interdictien de la demoiselle Fournier, l'arrêt attaqué s'est fondé sur les faits et documents de la cause, notamment sur l'opinion unanime des médecins qui avaient soigné cette jeune fille avant le procès ou qui ont été commis par justice au cours de l'instance; que lesdits médecins ont exprimé l'avis que la demoiselle Fournier, atteinte depuis longtemps d'une névrose épileptique, se trouvait dans un état habituel d'imbécillité qui la rendait incapable de diriger sa personne et d'administrer ses biens;

Attendu, dès lors, qu'en se référant aux conclusions du rapport des hommes de l'art, la Cour de Paris a suffisamment motivé sa décision et n'a violé, par conséquent, aucun des textes visés au pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Lemarquis ès noms contre l'arrêt de la Cour de Paris du 8 mars 1899.

MM. Alphandéry rapp.; Melcot av. gén. — Me Chaufton av.

Note. — La loi n'ayant nulle part défini les conditions caractéristiques de l'état de démence, d'imbécilité ou de fureur pouvant motiver l'interdiction, la Cour de cassation avait déjà plusieurs fois déclaré, comme elle le fait encore dans l'arrêt ci-dessus reproduit, que les juges du fond ont un pouvoir souverain pour apprécier, suivant les circonstances de chaque espèce, si la demande d'interdiction portée devant eux doit être admise ou rejetée. V. notamment Cass. 17 janvier 1876 (S. 76.1.302); 22 avril 1891 (Gaz. Pal. 91.1.595).

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

29 octobre 1900.

Présidence de M. Tanon.

DIVORCE. — GRIEFS. — GRAVITÉ. — RÉCONCILIATION. — GRIEFS NOUVEAUX. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

1º Les juges du fond apprécient souverainement le caractère et la gravité des faits allégués à l'appui d'une demande en divorce.

2º Et le rejet qu'ils prononcent de ladite demande est, dès lors, pleinement justifié par cette double constatation, qu'il rentre dans leurs pouvoirs de faire, que, d'une part, les griefs,

dont l'époux demandeur a rapporté la preuve et qui seraient de nature à justifier sa demande, sont effacés par une réconciliation intervenue entre les époux, qui ont repris ultérieurement la vie commune, et que, d'autre part, la preuve n'est pas rapportée par ledit demandeur que, depuis cette reconciliation, le défendeur se soit rendu coupable de nouveaux torts, susceptibles de faire revivre les anciens griefs.

Dame Gaumont c. son mari.

LA COUR,

Sur l'unique moyen du pourvoi pris de la violation des art. 231, 244, 245, C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, ainsi que du défaut de base légale et d'un excès de pouvoir;

Attendu que les juges du fonds apprécient souverainement le caractère et la gravité des faits allégués à l'appui d'une demande en divorce;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare que si les enquête et contre-enquête ont révélé à la charge du sieur Gaumont des faits de nature à justifier la demande de sa femme, il résulte, d'autre part, des documents soumis à la cour que, postérieurement à ces faits, une réconciliation est intervenue entre les époux, qui ont repris la vie commune; que la dame Gaumont n'établit pas que, depuis cette réconciliation, son mari se soit rendu coupable envers elle de nouveaux torts susceptibles de faire revivre les anciens griefs;

Attendu que l'arrêt ajoute que si ladite dame Gaumont a offert, en appel, d'établir par des témoignages que, pendant son séjour à Buenos-Ayres, son mari s'était livré sur elle à des actes de violence, avait fini par la chasser du domicile conjugal et l'avait, depuis lors, laissée à Paris sans ressources, ce grief était compris parmi ceux qu'elle avait articulés en première instance; qu'elle avait été autorisée par le tribunal à en administrer la preuve et que cette preuve n'était pas résultée des témoignages recueillis;

Attendu qu'en décidant que, dans ces conditions, il n'y avait pas lieu d'ordonner une nouvelle enquête, la Cour de Paris, dont l'arrrêt est régulièrement motivé, n'a commis aucun excès de pouvoir et n'a violé aucune des dispositions légales invoquées par le pourvoi;

Rejette le pourvoi formé per la dame de Gaumont contre l'arrêt de la Cour de Paris du 8 mars 1899.

MM. ALPHANDÉRY rapp.; MÉRILLON av. gén. — Me MORNARD av.

Note. — I-II. — V. conf. sur le premier point: Cass. 17 octobre 1900 et les renvois à la jurisprudence antérieure (Gaz. Pal. 1900.2.498) et sur le deuxième point: Cass. 19 février 1895 et également les renvois (Gaz. Pal. 95.1. 329).

TRIBUNAL CIVIL DE TOURS

20 juin 1900.

Présidence de M. Dumon.

NOTAIRE. — LETTRES MISSIVES. — COMPULSOIRE. CARACTÈRE CONFIDENTIEL.

Les lettres missives échangées entre les notaires et leurs clients, ainsi que les comptes des clients chez les notaires, ont un caractère confidentiel qui interdit aux juges d'ordonner la communication de ces pièces aux tiers qui n'ont aucun droit sur elles.

La procédure du compulsoire, s'appliquant exclusivement aux actes dressés par les notaires ou tous autres officiers publics, est inapplicable aux lettres et documents confidentiels.

Et il en est ainsi même au cas où l'action des tiers qui réclament la communication de ces lettres et documents reposerait sur des allégations de fraude ou de dol.

Delaunay-Cormerais c. de Bantel.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la demoiselle Delaunay est décédée à Tours, le 8 mai 1896, laissant comme héritiers son frère et sa sœur, les demandeurs au procès, mais ayant institué, suivant testament du 30 novembre 1895, pour légataire universelle, la dame de la Laurencie, épouse Petit de Bantel;

Attendu que les consorts Delaunay-Cormerais, soutenant que la légataire universelle n'était qu'une personne interposée, ont assigné les époux de Bantel pour se voir condamner à leur rembourser toutes les valeurs dépendant de la succession de la demoiselle Delaunay;

Attendu que les défendeurs affirment que la dame de Bantel est la véritable bénéficiaire du legs dont s'agit et concluent au rejet de la demande;

Attendu que, dans leurs conclusions du 12 avril 1900, les consorts Delaunay-Cormerais exposent qu'il n'a jamais été fait d'inventaire et demandent au Tribunal d'ordonner la communication de la correspondance échangée entre la *de cujus* et deux notaires du département de Maine-et-Loire, et, de plus, des notes et comptes relatifs aux affaires de ladite demoiselle et se trouvant en possession de ceux-ci;

Attendu que, dans leurs conclusions du 28 mai dernier, les époux de Bantel soutiennent que les lettres missives en question ont un caractère confidentiel s'opposant à toute communication; que, pour les autres pièces pouvant se trouver dans les études des notaires, ceux-ci ne peuvent les communiquer parce qu'ils ne les détiennent point comme dépositaires publics; qu'ils ajoutent que l'exception soulevée est irrecevable, soit que les demandeurs agissent comme parties intéressées, auquel cas ils doivent s'adresser

directement aux notaires, soit qu'ils agissent comme tiers, auquel cas ils doivent recourir à la procédure du compulsoire réglementée par les art. 846 et suiv. C. pr. civ.;

Attendu qu'il s'agit, en l'espèce, non point d'actes notariés, mais de lettres et comptes se trouvant chez des notaires; que les défendeurs soutiennent, sans être contredits, que ces divers documents ont un caractère confidentiel;

Attendu qu'en dehors de la procédure du compulsoire, laquelle s'applique exclusivement aux actes dressés par des officiers publics, nul n'a le droit d'exiger la communication d'une correspondance et de documents confidentiels se trouvant en la possession d'un tiers; qu'aucune loi n'autorise le tribunal à ordonner la communication de pièces sur lesquelles les demandeurs n'ont aucun droit et qu'il n'existe aucun moyen légal d'obliger un tiers à produire des documents à l'appui d'un procès qui ne le concerne pas; qu'il en est ainsi même au cas où l'action de celui qui voudrait faire usage d'une correspondance échangée entre les tiers, reposerait sur des allégations de fraude ou de dol;

Par ces motifs,

Dit que la demande des consorts Delaunay-Cormerais relative à une communication de pièces n'est pas recevable; la rejette; renvoie les parties à plaider au fond;

Condamne les demandeurs aux dépens de l'incident.

Mes Reliquet et de Vauplane av.

Note. — Le caractère confidentiel d'une lettre missive dérive de la volonté de l'auteur. « C'est l'auteur qui crée la propriété d'une telle lettre, et qui, par cela même, a le droit, au point de vue du droit civil, d'en déterminer les conditions, d'en fixer les limites et d'en régler l'usage ». Rennes 10 juillet 1880, joint à Cass. 9 février 1881 (S. 81. 1.193 — D. 82.1.73); et dans le même sens l'arrêt précité de la Cour suprême. V. encore Rennes 7 mars 1887 (Gaz. Pal. 87.1.383); Cass. 11 mars 1887 (Gaz. Pal. 87.1.740); Besançon 27 mars 1889 (Gaz. Pal. 89.1.641); Orléans 14 février 1894 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97 v° Lettre missive n° 28); Orléans 29 juillet 1896 (Gaz. Pal. 96.2.489 — S. 96.2.248 — D. 97.2.209); Trib. civ. Rouen 14 avril 1896 (Gaz. Pal. 97.1 v° Lettre missive, n° 6. Rec. Rouen 97.1.59); Trib. civ. Corbeil 9 décembre 1896 (Gaz. Pal. 97.1. supp. 13); Caen 17 février 1898 (Gaz. Pal. 98.1 v° Lettre missive, Rec Rouen 98.2.56). Or, il est clair que l'intention du client qui consulte un notaire, qui traite avec lui une affaire, est de ne pas mettre le public dans la confidence de ses intérêts, à la bonne gestion desquels peut parfois importer le secret, indépendamment, d'ailleurs, de motifs personnels, d'ordre moral, qui déterminent souvent une personne à cacher à autrui l'administration de sa fortune. Mêmes raisons de décider pour le compte des clients qui contiennent, sous une autre forme, les mêmes renseignements que les lettres missives. On doit donc, par application de cette règle, considérer comme ayant un caractère confidentiel les lettres et comptes dont il est question au jugement recueilli.

Il est certain, d'autre part, que le tiers qui veut obtenir la communication de ces documents, ne peut pas recourir à la procédure du compulsoire. Deux conditions sont, en effet, essentielles pour que le compulsoire puisse être ordonné, à savoir : premièrement, que ces documents existent dans un dépôt public; deuxièmement, qu'ils aient un caractère particulier. La première condition n'est pas ici en question, mais seulement la seconde. Or, les art. 846 et suiv. C. pr. civ., rapprochés des dispositions du titre dans lequel ils sont compris et qui prévoit les délivrances de grosses ou d'expéditions d'actes et de jugements et la rectification des actes de l'état civil, démontrent que la voie du compulsoire n'est applicable, d'une façon générale, qu'aux seuls actes reçus par des officiers publics. V. en ce sens Carré et Chauveau, quest. 2287; Pigeau, t. II, p. 540; Sebré et Carteret. v° Compulsoire n° 4. On a jugé en ce sens que la demande de compulsoire formée par un mari dans le but de rechercher dans les archives d'un bureau télégraphique l'original d'une dépêche qu'il prétend avoir été adressée par sa femme à un tiers, et sur les énonciations de laquelle il se fonde pour obtenir le divorce, n'est pas recevable : Pau 2 janvier 1888 (S. 89.2.213 — D. 89.2.134.)

Il n'importait d'ailleurs nullement à la solution de la question que la communication des documents eût pour but de faire la preuve de faits de dol ou de fraude : cette circonstance est insuffisante, en effet, à modifier la volonté de l'auteur de la lettre, laquelle, seule, nous l'avons vu, pouvait donner à cette lettre le caractère confidentiel.

TRIBUNAL CIVIL DE CAMBRAI

17 mai 1900.

Présidence de M. Moreau.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — FAIT D'UN TIERS. — DÉMENCE. — CHARGE DE LA PREUVE RELATIVEMENT A LA DÉMENCE. — NÉGLIGENCE DE LA VICTIME. — MODÉRATION DES DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1° *Celui qui invoque, comme excluant toute responsabilité, l'état de démence d'un tiers à raison du fait duquel il est actionné en dommages-intérêts, doit rapporter la preuve de cet état.*

2° *Le fait, de la part de celui auquel l'acte de ce tiers a porté préjudice, d'avoir négligé de prendre certaines précautions, constitue seulement un motif de modérer les dommages-intérêts, lorsque d'ailleurs rien ne l'autorisait à prévoir l'acte dont il a été victime.*

Delattre c. Lemaire et autres.

Le Tribunal,

Attendu que le demandeur blessé par sa femme d'un coup de hache à la main, dans la nuit du 7 au 8 mai 1899, a fait citer le sieur Lemaire ès qualités, en paiement d'une somme de 5,000 francs, en réparation du préjudice à lui causé par application de l'art. 1382 C civ.;

Attendu que le défendeur prétend que c'est sous l'influence d'un état d'esprit qui ne lui permettait

pas d'apprécier la valeur morale de ses actions que la dame Delattre a mis fin à ses jours, immédiatement après avoir blessé son mari; que, dans ces conditions, elle n'aurait encouru aucune responsabilité vis-à-vis des tiers, et, à plus forte raison vis-à-vis de son mari à qui il incombait de prendre les précautions nécessaires pour l'empêcher de nuire, soit à lui-même, soit à autrui;

Attendu que le principe désormais constant en jurisprudence, d'après lequel la démence, exclusive de toute faute, et par suite de toute responsabilité, ne peut être invoqué par le défendeur qu'à charge par lui d'établir que la volonté libre et consciente de la dame Delattre n'a pris aucune part à l'acte dommageable servant de base à la demande en dommages-intérêts;

Attendu que si, de la situation particulière de la malade, telle qu'elle s'était révélée jusqu'au 7 mai 1899, résultait, pour le mari, l'obligation de prendre certaines précautions, rien ne l'autorisait à prévoir, pour la nuit suivante, l'événement qui s'est produit; que, dans tous les cas, on admettant même qu'il y ait eu, de sa part, une certaine négligence, on ne saurait voir, dans cette circonstance, qu'un motif de modérer le chiffre des dommages-intérêts réclamés;

Attendu que le tribunal possède d'ores et déjà des éléments d'appréciation suffisants pour faire, en égard aux circonstances de la cause, l'évaluation du préjudice causé au demandeur qu'il fixe à 1,000 francs (mille francs):

Par ces motifs,

Condamne les défendeurs en leur qualité d'héritiers de la dame Delattre à payer au demandeur la somme de 1,000 francs, à titre de dommages-intérêts, avec intérêts judiciaires à compter du jour de la demande en justice.

Note. — I. Sur le premier point : La solution constitue une application non contestable de la règle *Reus excipiendo fit actor*. Jugé en ce sens que, pour écarter l'obligation de réparer civilement le préjudice causé par un dément, il faut établir que l'acte qui lui est reproché a été purement machinal, et que sa volonté y a été absolument étrangère : Trib. civ. Pau 30 juin 1898 (Gaz. Pal. 98.2, v° Responsabilité civile, n° 13).

II. — Sur le second point : Solution également certaine. Jugé dans le même sens que ne commet aucune faute de nature à engager sa responsabilité, l'aubergiste qui loge un voyageur dans la même chambre qu'un aliéné, alors que rien dans l'attitude ni dans le langage de celui-ci ne pouvait faire soupçonner qu'il était atteint de folie : Trib. civ. Béziers 27 avril 1899 (Gaz. Pal. 99.2.245). Comparer Trib. civ. Seine 30 mai 1894 (Gaz. Pal. 94.1. 723) décidant que la personne chargée de la garde et de la surveillance d'un aliéné ne peuvent être l'objet d'une action en responsabilité qu'autant qu'elles ont connu son état de folie, et, le connaissant, ont commis une faute ou une négligence ayant été la cause directe ou indirecte de l'acte préjudiciable commis par l'aliéné. *Adde* dans le même sens : Trib. civ. Corbeil 4 avril 1895 (Gaz. Pal. 95. 1. supp. 32).

329-330

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

7 novembre 1900.

Présidence de M. Bernard.

DEGRÉ DE JURIDICTION. — CONSEIL DES PRUD'-HOMMES. — DEMANDEURS MULTIPLES. — DEMANDES JOINTES. — DEMANDES ISOLÉMENT INFÉRIEURES A 200 FRANCS. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE. — DIVISIBILITÉ. — DERNIER RESSORT.

Une sentence du conseil des prud'hommes, intervenue sur les demandes jointes formées par plusieurs ouvriers contre le même patron en paiement de salaires, est en dernier ressort, bien que le total de ces demandes excède 200 francs, si la demande de chaque ouvrier, isolément appréciée, est elle-même inférieure à ce chiffre.

Et peu importe, à cet égard, que la même sentence ait en même temps statué sur une demande reconventionnelle, formée par le patron défendeur, non exclusivement fondée sur la demande principale et ayant pour objet une somme supérieure à 200 francs contre tous les ouvriers demandeurs, si la part maxima pouvant incomber dans la condamnation à intervenir sur cette demande reconventionnelle à chacun de ces derniers entre lesquels aucune solidarité ou indivisibilité n'est alléguée, doit elle-même être nécessairement inférieure à ce chiffre de 200 francs.

Charrier et Chabrier c. Courbet.

La Cour,

Sur le troisième moyen ou moyen additionnel :

Vu l'art. 13 de la loi du 1er juin 1853 et 639 C. com.;

Attendu que les décisions des conseils de prud'hommes sont rendues en dernier ressort, lorsque le chiffre de la demande n'excède pas 200 fr.;

Attendu que le jugement attaqué constate que Louis Charrier, ès qualité, a demandé à Casimir Courbet, entrepreneur de travaux publics, le paiement d'une somme de 60 francs, due à son fils mineur, pour salaires, par Mestre et Huc, sous-traitants de Courbet et impayée par ceux-ci; qu'André Chabrier a formé une même demande s'élevant à 61 fr. 29; que deux autres ouvriers ont agi de même et que ces quatre demandes ont été jointes; que cette jonction n'a pas modifié l'importance du litige dont le conseil des prud'hommes était saisi; que chacune des demandes, appréciée isolément, était inférieure à 200 francs; que, par suite, elles devaient être jugées en dernier ressort;

Attendu, il est vrai, que le même jugement cons-

tate que Courbet a introduit contre les quatre demandeurs une demande reconventionnelle de 300 fr., à titre de dommages-intérêts, en réparation du préjudice qu'ils lui ont causé « par leurs menaces et injures »;

Mais attendu qu'en admettant que cette demande reconventionnelle ne soit pas exclusivement fondée sur la demande principale elle-même, Courbet, qui ne relève aucune des conditions desquelles découle la solidarité légale, ne conclut pas à ce que la condamnation qu'il sollicite soit prononcée solidairement; que sa demande reconventionnelle se divise donc de plein droit entre les quatre défendeurs; qu'elle n'excède pas davantage le taux du dernier ressort; d'où il suit qu'en accueillant l'appel interjeté par Courbet de la décision du conseil des prud'hommes, ledit jugement a violé les articles susvisés;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi,

Casse le jugement du Tribunal de commerce de Nîmes du 9 août 1898.

MM. REYNAUD rapp.; SARRUT av. gén. — Me MAYER av.

Note. — I-II. — Sur les premier et deuxième points : Il est de jurisprudence constante, pour la détermination du degré de juridiction, lorsqu'il a été statué collectivement par un même jugement sur les demandes formées par plusieurs créanciers contre leur débiteur commun en paiement de créances dues par celui-ci à chacun d'eux pour des causes différentes, et en vertu d'engagements distincts et indépendants, que le taux du ressort doit être calculé au regard de chacun des demandeurs, divisément, d'après sa part d'intérêt dans l'action commune intentée, et que, par conséquent, l'appel du jugement intervenu dans ces conditions est irrecevable à l'égard de ceux desdits demandeurs dont la part d'intérêt, c'est-à-dire la créance personnelle, isolément envisagée, était inférieure au taux du dernier ressort : Cass. 22 juin 1885 (Gaz. Pal. 85.2.599); 30 juillet 1888 (Gaz. Pal. 88.2.313) et les notes.

De même, et dans le sens encore, sur le second point, de l'arrêt ci-dessus reproduit, il a été maintes fois jugé que le jugement qui prononce sur une demande formée contre plusieurs personnes (demande principale ou demande reconventionnelle devant être prise en considération pour la fixation du taux du ressort, peu importe) est en dernier ressort, quoique la somme demandée soit supérieure au taux du dernier ressort, si la part devant incomber à chacun des défendeurs à ladite demande, dans la condamnation éventuelle à intervenir contre eux de ce chef, ne peut atteindre ce taux, et qu'il n'y ait entre eux indivisibilité, ni solidarité : Cass. 18 janvier 1876 (S. 76.1.301 — J. du P. 76.742); 25 février 1879 (S. 79.1.273 — J. du P. 79.662 — D. 79.1.158).

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

5 novembre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

(DEUX ESPÈCES)

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — INSTANCES. — JUGEMENT. — RAPPORT D'UN JUGE. — MÉMOIRES. — SIGNIFICATION. — FORMALITÉS SUBSTANTIELLES. — OBSERVATIONS ORALES. — NULLITÉ.

En matière de contributions indirectes, les jugements doivent être rendus sur le rapport d'un juge, et les instructions doivent se faire par simples mémoires respectivement signifiées sans plaidoiries : l'observation de ce mode de procéder obligatoire et substantiel doit être constatée par le jugement à peine de nullité. (1re et 2e espèces.)

Par suite, est nul, en cette matière, le jugement qui ne mentionne ni le rapport d'un juge, ni l'existence et la signification des mémoires, et indique que les avoués ont été entendus en leurs conclusions et observations, *et que l'une des parties a fourni des* explications orales (1re espèce).

..... Ou le jugement, qui constate qu'il a été rendu sur les conclusions des parties, ce qui fait présumer l'existence de mémoires, sans cependant qu'il soit fait aucune mention de la signification d'iceux (2e espèce).

1re espèce. — Contributions indirectes c. Bessay.

LA COUR,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Vu l'art. 65 de la loi du 22 frimaire an VII, l'art. 17 de la loi du 27 ventôse an IX et l'art. 88 de la loi du 5 ventôse an XII;

Attendu qu'il résulte de ces articles qu'en matière de contributions indirectes, les jugements doivent être rendus « sur le rapport d'un juge », et que l'instruction se fera « par simples mémoires respectivement signifiés sans plaidoiries »; que ce mode de procéder est obligatoire »; que son observation doit être constatée par le jugement, à peine de nullité;

Attendu que le jugement attaqué ne mentionne, ni le rapport d'un juge, ni l'existence et la signification de mémoires; qu'il y est indiqué que les avoués des parties ont été « entendus en leurs conclusions et observations », et que l'une des parties a fourni des « explications orales »; d'où il suit qu'il a été rendu en contravention des articles de loi susvisés;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait besoin de statuer sur le second moyen du pourvoi;

Casse le jugement du Tribunal civil de Clermont-Ferrand du 15 juillet 1895;

Renvoie devant le Tribunal civil de Thiers.

MM. Faye rapp.; Sarrut av. gén. — Me Aubert av.

2e espèce. — Contributions indirectes c. veuve Crouzy.

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Vu l'art. 17 de la loi du 27 ventôse an IX, et l'art. 88 de la loi du 5 ventôse an XII;

Attendu qu'aux termes de ces articles, l'instruction en matière de contributions indirectes se fait par simples mémoires rsspectivement signifiés; que cette formalité est substantielle et que le jugement doit, à peine de nullité, en constater l'accomplissement;

Attendu que, s'il résulte du jugement attaqué qu'il a été rendu sur les conclusions des parties, ce qui fait présumer l'existence de mémoires, il n'est fait aucune mention de la signification de ceux qui auraient été presentés par l'administration; qu'il y a donc eu violation des articles de loi susvisés;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen du pourvoi,

Casse le jugement du Tribunal civil de Montpellier du 28 juin 1897;

Renvoie devant le Tribunal civil de Béziers.

MM. Faye rapp.; Sarrut av. gén. — Me Aubert av.

Note. — La jurisprudence de la Cour de cassation est absolument constante dans le sens des solutions que consacrent les deux nouveaux arrêts ci-dessus reproduits. V. en effet sur la nécessité de la signification des mémoires, et de la constatation expresse de l'accomplissement de cette formalité, le tout à peine de nullité : Conf. Cass. 20 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.582); Cass. 26 et 28 février 1900 (*id.* 456) et les renvois; — sur l'interdiction absolue des plaidoiries et de tout débat oral, sous la même sanction de nullité : Conf. Cass. 22 décembre 1891 (Gaz. Pal. 92.1.14); Cass. 15 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.208); — et sur la nécessité du rapport d'un juge, formalité également substantielle, dont l'omission vicie le jugement : Conf. 4 décembre 1889 (Gaz. Pal. 89.2.672).

COUR D'APPEL DE BESANÇON

8 août 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

SUBSTITUTION PROHIBÉE. — LEGS UNIVERSEL. — CHARGE DE CONSERVER ET DE RENDRE CERTAINS BIENS. — NULLITÉ PARTIELLE DE L'INSTITUTION PRINCIPALE. — RETOUR DES BIENS SUBSTITUÉS A L'HÉRITIER LÉGITIME.

1° *Est nulle, comme constituant une substitution prohibée, la disposition par laquelle le testateur, après avoir fait un legs universel de ses biens meubles et immeubles à sa sœur, ajoute que « la jouissance de certains de ces biens appartiendra à ladite légataire, qui devra les laisser par testament à son frère pour sa famille ».*

2° *Si la substitution prohibée entraîne la nullité de l'institution principale, c'est seulement dans les parties auxquelles cette substitution se réfère étroitement; par suite, elle laisse subsister l'institution pour ce qui se dégage nettement de la substitution.*

3° *Les biens qui ont fait l'objet d'une substitution prohibée, annulée comme telle, doivent être dévolus à l'héritier légitime, non au légataire universel* (Résolu implicitement).

Dame Besson c. époux Ponsot.

Mlle Julia Besson est décédée le 15 octobre 1898. Par testament et codicilles déposés en l'étude de Me Pourchet, notaire à Lons-le-Saulnier, elle avait fait les dispositions suivantes :

« Lons-le-Saunier 12 août 1893 — Moi, Julia Besson, fille majeure, j'institue pour ma légataire universelle Mme Léopold Besson, ma sœur aînée, lui laissant l'universalité des biens meubles et immeubles que je posséderai au jour de mon décès. Ecrit, daté et signé de ma main le 12 août 1893. Signé Julia Besson. — Lons-le-Saunier le 12 août 1893 : Je rajoute ce codicille : La jouissance de la maison rue Rouget-de-Lille, 13, appartiendra à Mme Léopold Besson, ma sœur, qui devra la laisser par testament à mon frère Alphonse Besson pour sa famille ainsi que ma part du bois de Rosnay. Ecrit, daté et signé de ma main le 12 août 1893 : Signé Julia Besson. — J'entends que mon frère Alphonse jouisse du bois de Rosnay après ma mort. Ecrit, daté et signé de ma main le 12 août 1893. Signé Julia Besson. — J'ai eu la douleur de perdre mon frère et je rajoute ce codicille : « Je veux que ma sœur Jo« séphine ait la jouissance du bois de Rosnay « qu'elle laissera après elle aux enfants de mon « frère. Ecrit, daté et signé de ma main le 15 no« vembre 1895. Signé Julia Besson. »

L'interprétation de ces dispositions fut contestée. La légataire universelle, Mme Léopold Besson, née Joséphine Besson, prétendit que la propriété pleine et entière du bois de Rosnay et de la maison de la rue Rouget-de-l'Isle lui était léguée sa vie durant, et qu'après son décès, la jouissance devait en revenir aux enfants de M. Alphonse Besson, le legs universel contenu dans le testament du 12 août 1893 reprenant tout son empire après le décès de ceux-ci. Au nom de ses enfants mineurs, la veuve de M. Alphonse Besson, mariée en secondes noces à M. Ponsot, émettait la pré-

tention à la nue propriété des immeubles dont s'agit pendant la vie de Mme Léopold Besson, et à la pleine propriété après son décès.

Sur quoi, le Tribunal de Lons-le-Saunier rendit, le 13 février 1900, le jugement suivant :

« Attendu que la demoiselle Julia Besson est décédée à son domicile à Lons-le-Saunier, le 15 octobre 1898, laissant un testament olographe daté du 12 août 1893, aux termes duquel elle institue pour sa légataire universelle sa sœur Mme Léopold Besson;

« Attendu qu'à la suite de ce testament et aux dates des 12 août 1893 et 15 novembre 1895, elle a, par trois codicilles, modifié ses dispositions testamentaires et qu'il y a lieu d'examiner la valeur de ces codicilles;

« En ce qui concerne le premier codicille, qui est ainsi conçu : « La jouissance de la maison « rue Rouget-de-Lisle, 13, appartiendra à Mme Léo« pold Besson, ma sœur, qui devra la laisser par « testament à mon frère Alphonse Besson pour sa « famille ainsi que ma part du bois de Rosnay »;

« Attendu que l'intention de la *de cujus* ne saurait faire de doute; que, considérant que la maison rue Rouget-de-Lisle et le bois de Rosnay sont des biens de famille, elle a voulu, par ce codicille, modifier ses dispositions testamentaires et assurer la propriété de ces immeubles à ses parents en ligne directe, c'est-à-dire à ses neveux, enfants de son frère, sans toutefois en enlever la jouissance à sa sœur qu'elle avait d'abord instituée sa légataire universelle ;

« En ce qui concerne la maison rue Rouget-de-Lisle :

« Attendu qu'il y a lieu d'examiner si la disposition est caduque, si elle renferme une substitution prohibée par la loi et si, dans le cas de l'affirmative, la nullité résultant de la substitution frappe la disposition dans son entier ou si elle frappe seulement la partie de la disposition en ce qu'elle a trait au substitué et à sa famille, tout en laissant subsister le legs d'usufruit au profit de la dame Léopold Besson;

« Attendu que l'on ne saurait nier que la disposition renferme une substitution et qu'elle est caduque, non seulement à raison de ce fait, mais parce que le substitué Alphonse Besson est décédé avant la testatrice et même avant le grevé, c'est-à-dire Mme Léopold Besson.

« Attendu qu'il n'est vrai de dire que la disposition contenue dans ce codicille est une substitution permise parce qu'elle est conforme à l'art. 1049 C. civ., qui permet au testateur sans enfant de disposer en faveur d'un ou plusieurs de ses frères et sœurs de tout ou partie de ses biens, avec la charge de rendre ces biens aux enfants nés ou à naître au premier degré seulement desdits frère et sœur donataires, car la *de cujus*, en léguant à sa sœur l'usufruit de sa maison à charge par elle de la laisser par testament à Alphonse Besson pour sa famille, a outrepassé la latitude laissée par l'art. 1049, qui admet une substitution et non deux; que, pour être valable, le codicille aurait dû viser les enfants du grevé et non ceux du substitué, la loi prévoyant le premier degré seulement ;

« Attendu que si l'art. 896 C. civ. semble frapper dans son entier la disposition renfermant une substitution, c'est que généralement l'institution et la substitution forment une seule disposition indivisible, mais cependant il peut se faire que l'une des libéralités est nulle en vertu des principes généraux qui régissent les donation et testament sans entraîner de plein droit la nullité de l'autre ; cette nullité ne pourrait être que la conséquence de l'intention du testateur qui aurait voulu subordonner conditionnellement une des dispositions à l'autre; que tel n'est point le cas présent, car la demoiselle Besson, par son premier codicille, a eu manifestement l'intention de modifier son institution première et de donner l'usufruit seulement de la maison à sa sœur Joséphine, en disant : « La jouissance de la maison rue Rouget-de-Lisle appartiendra à Mme Léopold Besson » ;

« Attendu que cette disposition, n'étant point incompatible avec la caducité de la suite de la disposition, doit être maintenue comme valable et révoquant la disposition universelle en ce qui concerne la nue propriété de ladite maison; que, dès lors, Mme Léopold Besson aura, au vœu de la *de cujus*, la jouissance pendant sa vie de la maison litigieuse tandis que la nue propriété appartiendra à la succession *ab intestat* de la demoiselle Julia Besson et sera indivise entre sa sœur Joséphine et les enfants d'Alphonse Besson ;

« En ce qui concerne le deuxième codicille :

« Attendu que sa caducité n'est pas contestée et qu'il n'y a lieu de s'y arrêter;

« En ce qui concerne le troisième codicille :

« Attendu que la testatrice en disant : « Je « veux que ma sœur Joséphine ait la jouissance « du bois de Rosnay qu'elle laissera après elle « aux enfants de mon frère », a manifestement entendu restreindre à un usufruit seulement la libéralité faite à sa sœur ; que cette institution résulte des termes de ce codicille, mais aussi du premier codicille, où l'on voit clairement l'intention de la *de cujus* en ce qui concerne cette forêt; que si elle avait eu l'intention de borner la

libéralité faite aux enfants de son frère à une jouissance leur vie durant, elle n'aurait pas manqué de l'indiquer d'une manière positive; mais qu'elle a eu la volonté, comme il a été dit, de conserver dans sa famille, en ligne directe, ce bois de Rosnay qui était une propriété patrimoniale; que, dès lors, il y a lieu de dire que la dame Léopold Besson est seulement usufruitière du bois de Rosnay qui, après elle, appartiendra en toute propriété aux enfants d'Alphonse Besson;

« En ce qui concerne les dépens :

« Attendu que, vu la qualité des parties, il y lieu de les compenser;

« Par ces motifs,

« Dit que le premier codicille modifiant le testament de la demoiselle Julia Besson est caduc et renferme une disposition de substitution prohibée par la loi en ce qui concerne Alphonse Besson et sa famille;

« Maintient, au vœu de la *de cujns*, le legs d'usufruit contenu audit codicille comme n'étant pas incompatible avec l'ensemble de la disposition;

« Dit que la dame Léopold Besson restera usufruitière de la maison de la rue Rouget-de-Lisle dont la nue propriété tombe par suite de la nullité de la substitution dans la succession *ab intestat* de la *de cujus*;

« Dit que le deuxième codicille est caduc;

« Dit que le troisième codicille confère seulement un droit d'usufruit à Joséphine Besson, épouse Léopold Besson, sur le bois de Rosnay qui, après son décès, appartiendra en toute propriété aux enfants d'Alphonse Besson;

« Déboute toutes parties de toutes conclusions contraires;

« Dit qu'il sera fait masse des dépens dont chaque partie supportera la moitié ».

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu, en la forme et sur l'exception de demande nouvelle relative au bois de Rosnay, que les conclusions prises par la dame Besson relativement au troisième codicille et sur l'interprétation du legs concernant le bois du Rosnay constituent une défense sur l'appel incident des mineurs Besson et tendent au surplus, comme la prétention originaire de la dame Besson, à l'interprétation de ce même codicille; que l'exception doit être rejetée;

Au fond :

Attendu, si on dégage la volonté de Julia Besson des termes ambigus qu'elle a parfois employés pour l'exprimer, on constate que ce qu'elle a entendu, c'était que sa maison de Lons-le-Saunier et sa part du bois de Rosnay restassent des biens de famille aussi longtemps qu'elle le pouvait prévoir; qu'à ces fins, elle a décidé que la propriété en reposerait d'abord sur la tête de sa sœur Joséphine, puis, comme celle-ci n'avait pas d'enfants, elle a voulu que la pleine propriété de ces immeubles fût transmise, après le décès de celle-ci, aux enfants encore mineurs à la date de son testament, de son frère Alphonse Besson; mais qu'elle n'a pu arriver à ce résultat sans encourir les sanctions de l'art. 896 C. civ.;

Attendu que son testament, en effet, et les deux premiers codicilles qui le suivent, datés chacun du 12 août 1893, rédigés par conséquent le même jour, faits par suite sous la même impression, ne laissent aucun doute sur ses intentions, que confirme encore un troisième codicille rédigé le 5 novembre 1895; que, par son testament, elle institue légataire universelle sa sœur Joséphine Besson qui devient, par suite, propriétaire de la maison et du bois; puis, comme celle-ci n'a pas de postérité, elle lui impose, dans un premier codicille, l'obligation de transmettre ces biens aux enfants de son frère Alphonse :

Attendu que ce premier codicille est ainsi conçu : « La jouissance de la maison appartiendra à ma sœur qui devra la laisser « par testament » à mon frère Alphonse « pour sa famille »; que ces mots désignent suffisamment que les institués en seconde ligne sont les enfants d'Alphonse Besson et non pas Alphonse Besson lui-même qui ne doit recueillir le bois et la maison légués à ses enfants mineurs qu'en sa qualité d'administrateur légal de ces derniers; qu'il résulte encore de ces deux dispositions corrélatives que la dame Julia Besson a fait une double institution, avec charge de conserver et de rendre, imposée au premier gratifié; qu'il en résulte encore qu'elle a créé un ordre successif prohibé par la loi et qu'elle a fait, par suite, une substitution qui ne peut être validée; qu'on ne saurait, en ce qui concerne le legs de la maison, inférer de ces mots du premier codicille : « la jouissance de la maison appartiendra à ma sœur » la restriction à un simple legs d'usufruit transmissible à ses neveux, du legs universel fait à Joséphine Besson, et par voie de conséquence, l'absence de substitution qui ne peut avoir lieu en pareil cas, parce que la testatrice n'a entendu imposer à sa sœur Joséphine par ces mots : « la jouissance lui appartiendra » que l'obligation de « jouir » de la maison, sa vie durant, c'est-à-dire de ne pas l'aliéner et de la conserver;

Attendu que, si elle avait voulu restreindre à un usufruit sur la maison le legs universel qu'elle venait de faire quelques instants auparavant, elle aurait, elle qui léguait jusqu'à la plus petite parcelle de ses biens, disposé de la nue propriété de cet immeuble et qu'elle ne l'a pas fait; que si c'eût été une omission, elle l'eût réparée dans le codicille de 1895, fait deux ans après et où elle révise ou confirme ses dispositions; qu'elle ne l'a pas fait davantage à cette époque parce qu'elle savait que cette nue propriété appartenait à Joséphine en vertu de son institution

universelle et qu'elle en avait assuré ou cru assurer la transmission ; que si elle avait voulu, en outre, ne donner que l'usufruit à Joséphine elle n'aurait pas imposé à cette dernière cette obligation exclusive de la seule jouissance léguée, de transmettre testamentairement un usufruit qui s'éteignait avec elle, alors que la nue propriété, non léguée, restait en suspens ; qu'enfin, elle aurait employé une formule restrictive, elle aurait écrit « ma sœur Joséphine n'aura que la jouissance de la maison » ; qu'il est donc certain et qu'il résulte à suffire, tant des termes littéraux de la disposition que de l'ensemble même des actes du 12 août 1893, que ce n'est pas à un usufruit sur la maison que Julia Besson a restreint le legs universel qu'elle avait fait à Joséphine, mais qu'elle lui en a laissé la pleine propriété, grevée toutefois de la charge de conserver et de rendre ; qu'elle agissait, lorsqu'elle a écrit le mot « jouissance », sous la préoccupation constante, relevée à chaque ligne de son testament et de ses divers codicilles, de transmettre, en seconde ligne, la propriété de la maison et du bois aux enfants d'Alphonse et que cela explique tout ; qu'ainsi, après avoir institué Joséphine Besson sa légataire universelle, purement et simplement, elle a craint aussitôt que celle-ci n'aliénât, en vertu du droit qu'elle tenait de son institution, les biens qu'elle voulait, avant tout, advenir à ses neveux ; qu'elle a immédiatement, alors, et après réflexion, ajouté son premier codicille qui n'avait d'autre objet que de faire connaître à sa sœur, qu'en ce qui concerne la maison, elle en pourrait jouir à sa guise, mais sous cette réserve, qui domine sans cesse sa pensée, qu'elle devrait toutefois la transmettre en pleine propriété à Alphonse pour ses enfants, par l'effet d'une substitution qu'elle ignorait être prohibée ; que, si elle n'a pas écrit une disposition identique pour le bois, c'est qu'au moment même où elle a fait ce premier codicille elle avait l'intention d'en donner l'usufruit à Alphonse, ce dont elle a disposé, en effet, dans un deuxième codicille du même jour, rédigé immédiatement après le premier ;

Attendu que, s'il n'y a pas de legs d'usufruit, ainsi qu'il est établi et s'il y a au contraire une double institution en pleine propriété, la première à Joséphine Besson, et la deuxième au profit des enfants d'Alphonse Besson à qui Joséphine doit transmettre la maison par testament, la substitution prohibée relativement à cet immeuble est évidente, mais qu'elle ne l'est pas moins en ce qui concerne le bois ; qu'il faisait d'abord partie de l'institution universelle ; que par le premier codicille, Julia Besson impose à Joséphine l'obligation d'en transférer testamentairement la propriété et non la jouissance à son frère Alphonse, pour sa famille, c'est-à-dire pour ses enfants, comme elle l'a fait en ce qui concerne la maison, puis par un deuxième codicille, elle détache l'usufruit de la pleine propriété léguée à Joséphine et elle le donne à Alphonse Besson ;

Attendu que l'usufruit étant seulement légué, Joséphine restait investie de la nue propriété du bois, en vertu de son institution universelle ; mais qu'Alphonse meurt avant la *de cujus* ; que, par le seul effet de la loi, l'usufruit, au décès de l'usufruitier, devait faire retour à la nue propriété ; que, par suite, Joséphine était à nouveau investie de la pleine propriété, sans qu'il fût besoin d'une nouvelle disposition testamentaire ;

Attendu que cependant Julia fait un troisième codicille où elle écrit : « J'ai eu la douleur de perdre mon frère et je rajoute ce codicille : « Je veux que ma sœur Joséphine ait la jouissance du bois de Rosnay, qu'elle laissera après elle aux enfants de mon frère. Ecrit, daté et signé de ma main, le 15 novembre 1895 » ; mais qu'elle ne prend aucune disposition quant à la nue propriété, qu'elle sait appartenir à Joséphine ; que la première partie de ce codicille était évidemment surabondante, mais que la seconde est efficace en ce sens qu'elle impose à Joséphine l'obligation, non seulement de conserver le bois sa vie durant, mais de le rendre en outre après sa mort, non plus à Alphonse pour ses enfants, mais aux enfants d'Alphonse directement ; qu'il est inadmissible, cette fois encore, que ce ne soit que la jouissance et non la pleine propriété que Joséphine ait eu l'obligation de rendre, puisqu'il n'a pu entrer dans l'intention de la testatrice de laisser sa légataire universelle investie de la nue propriété du bois et maîtresse d'en disposer au profit d'autres que ses neveux, à qui cette nue propriété n'a été léguée par aucun acte de dernière disposition ;

Attendu qu'en ce qui concerne le bois, Julia Besson a donc fait, comme pour la maison, une substitution qui, ne rentrant pas dans les cas prévus par l'art. 1049, est prohibée, puisqu'elle contient la double institution, la charge de conserver et de rendre, et les autres caractères prévus par l'art. 896, et qu'il ne peut, enfin, être question de nullité de la substitution tant en ce qui concerne la maison qu'en ce qui concerne le bois, par suite de la caducité de l'institution d'Alphonse, d'une part en raison de ce que ce dernier n'a jamais été un légataire institué et que c'étaient ses enfants seuls qui l'ont été, et, d'autre part, en raison de ce que, notamment, en ce qui concerne le bois, par l'effet du troisième codicille, la transmission aux enfants d'Alphonse devait être faite directement à ceux-ci par Joséphine Besson en exécution de la volonté de la testatrice ;

Attendu que si la substitution prohibée entraîne la nullité de l'institution principale, ce n'est que dans les parties auxquelles cette substitution se réfère étroitement ; qu'elle laisse subsister l'institution pour ce qui se dégage nettement de cette substitution ; que, dans l'espèce, la substitution ne vicierait donc le legs universel qu'en ce qui concerne le bois de Rosnay, et la maison de Lons-le-Saunier ; que ce n'est qu'à cet égard qu'il ne devrait produire aucun effet et que ce ne serait que pour le surplus que cette institution universelle devrait être validée ;

Mais attendu que les conclusions des parties ne permettent pas de prendre une semblable décision au moins pour le tout; qu'en effet, la nullité pour cause de substitution n'est conclue que par la dame Besson, et seulement en ce qui concerne le bois de Rosnay dont elle demande au principal à être déclarée propriétaire et qu'elle conclut subsidiairement devoir tomber dans la succession *ab intestat*, dans le cas où elle n'en serait pas subsidiairement reconnue être au moins usufruitière; qu'en ce qui concerne la maison, aucune nullité n'est demandée, la dame Besson entendant faire déclarer seulement qu'elle en est pleine propriétaire; que, d'autre part, les mineurs Besson concluent à la validité du testament et demandent à être reconnus valablement institués nus-propriétaires de la maison et du bois; que dans ces conditions il n'est possible que de déclarer mal fondée la demande de la dame Besson tendant à la faire déclarer propriétaire de la maison, mal fondée également la demande des héritiers d'Alphonse Besson tendant à les faire reconnaître nus-propriétaires de la maison et du bois; qu'il n'échet, en outre, de prononcer la nullité pour cause de substitution que des dispositions relatives aux bois et de déclarer que cet immeuble devra faire retour à la succession *ab intestat* de la *de cujus*; en ce, faisant droit aux conclusions de la dame Besson;

Attendu, sur les dépens, que les parties demandent réciproquement que la partie adverse soit condamnée à les supporter en totalité, mais qu'il y a lieu, chacune d'elles succombant sur des chefs principaux de leurs conclusions de dire qu'ils seront supportés par moitié;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel de la dame Joséphine Besson, régulièrement assistée et autorisée d'un jugement du Tribunal civil de Lons-le-Saunier du 13 février 1900 et sur l'appel incident de Félix Ponsot et joints;

Rejette la fin de non-recevoir à l'appel de la dame Besson;

Reçoit ces deux appels;

Au fond:

Réformant sur le tout; dit que la dame Besson est mal fondée à se prétendre soit propriétaire, soit usufruitière et les héritiers d'Alphonse Besson à se dire nus-propriétaires de la maison de Lons-le-Saunier dépendant de la succession de Julia Besson;

Dit nulles, comme entachées de substitutions prohibées, les dispositions testamentaires de Julia Besson relatives à son legs du bois Rosnay, fait soit à la dame Joséphine Besson, soit aux enfants d'Alphonse Besson;

Dit que cet immeuble fera retour à la succession *ab intestat* de la *de cujus*;

Dit qu'il sera fait masse des dépens de première instance et d'appel, pour être supportés moitié par chacune des parties;

Ordonne la restitution de l'amende et rejette le surplus des conclusions des parties.

M. Bonne av. gén. — Me Belin et Trouillot (ce dernier du barreau de Paris) av.

Note. — I. — Sur le premier point : La solution ne paraît pas douteuse. On rencontre, en l'espèce, l'ordre successif, la charge de conserver et de rendre, et cette charge, à raison des circonstances de fait relevées par l'arrêt, paraît bien s'appliquer à la propriété des biens contestés, tous éléments qui, réunis, sont constitutifs de la substitution prohibée.

L'arrêt, conformément aux règles d'une saine interprétation, s'est attaché non pas à l'expression littérale de « jouissance », employée par le testateur, mais à l'intention de ce dernier, telle qu'elle ressort de l'ensemble de l'acte. V. en ce sens Grenoble 16 mars 1885 (Gaz. Pal. 85.1. 557); Dijon 19 mars 1886 (Gaz. Pal. 86.1. supp. 114); Besançon 23 janvier 1890 (Gaz. Pal. 90.1.677).

II. — Sur le second point : On a beaucoup discuté et on discute encore cette solution.

D'après un premier système, l'institution est, en pareil cas, nulle pour le tout, une unique disposition étant indivisible et le maintien de la partie, de la disposition qui excède la charge constituant une violation du texte et de l'esprit de la loi, qui annule la disposition toute entière.— V. Coin-Delisle, Sur art. 896, n° 44; Meyer, Thémis, t. VI, p. 35; Marcadé, Sur art. 896, n° 8. — Dans un second système, l'institution est seulement considérée comme nulle pour la partie qui constitue la substitution, la loi ayant simplement voulu annuler la disposition dans laquelle le grevé et l'appelé se trouvent associés relativement aux mêmes biens, attendu que, pour cette partie seulement, la disposition forme une substitution. — V. Demolombe, Donat. entre vifs, t. Ier, n° 179; Aubry et Rau, 4e édit., t. VII, § 694, p. 323; Labbé, note Journ. Pal. 63, p. 225; Troplong, t. Ier, nos 165 et 166.

La jurisprudence s'est ralliée à cette dernière opinion. V. notamment : Cass. 6 janvier 1863 (S. 63.1.233 — D. 63.1.43); Rennes, sur renvoi, 25 juin 1863 (S. 64.2.16); Cass. 16 mars 1874 (S. 74.1.299 — D. 74.1.354); 10 février 1891 (Gaz. Pal. 91.1.327) et 27 juin 1894 (Gaz. Pal. 94.2. 116 — D. 95.1.204); Dijon 11 février 1895 (Gaz. Pal. 95.1. 412 — D. 95.2.520); Trib. civ. Nice 8 décembre 1896 (Gaz. Pal. 97.1. v° Substitution, n° 10).

III. — Sur le troisième point : Solution conforme à la jurisprudence qui décide que l'héritier du sang se trouvant investi de l'hérédité dans la mesure où la substitution est déclarée nulle, est seul appelé à profiter de cette nullité, à l'exclusion du légataire universel. « En frappant de nullité, même à l'égard de l'héritier institué, dit la Cour suprême, la disposition faite à la charge de conserver et de rendre, la loi assure l'effet de la prohibition portée contre les substitutions en ouvrant aux héritiers du sang le droit d'en profiter et de l'invoquer;..... il n'appartient donc point à une cour impériale de décider souverainement, par appréciation de la volonté du testateur, impuissante contre celle de la loi, que l'institution d'héritier peut être séparée de la charge de conserver et de rendre, et maintenue en son entier, la nullité de la substitution profitant au grevé, qui serait seul admis à l'invoquer;.... ce pouvoir de rompre, suivant les circonstances, le lien qui unit la substitution à l'institution et rend leur sort commun, ne saurait se concilier avec les termes absolus de l'art. 896 C. civ., qui veut que toute disposition faite à

la charge de conserver et de rendre soit annulée, sans distinction ni exception, même à l'égard de l'institué ou légataire ». Cass. 6 janvier 1863, précité ; 16 mars 1874 précité et 27 juin 1894, précité. V. dans le même sens : Aubry et Rau, t. 7, § 694, p. 327, note 72. En sens contraire : Demolombe, *op. cit.*, n° 191 ; et Labbé, *op.* et *loc. cit.*, prétendant tous deux que le légataire universel, conformément aux principes généraux, profite seul, à l'exclusion des héritiers légitimes, de la caducité et de la nullité des dispositions à titre particulier.

331

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

7 novembre 1900.

Présidence de M. Tanon.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION. — DIFFAMATION NON PUBLIQUE. — PRESCRIPTION DE TROIS MOIS. — SOCIÉTÉ MUSICALE. — LETTRE MISSIVE.

L'action civile en dommages-intérêts exercée séparément de l'action publique devant la juridiction civile, à raison d'une prétendue diffamation non publique, que le dernier alinéa de l'art. 33 de la loi du 29 juillet 1881 prévoit comme une espèce d'injure, se prescrit par trois mois conformément à l'art. 65 de cette même loi.

Il en est ainsi notamment de l'action en dommages-intérêts intentée par les membres d'une société musicale à un défendeur, auquel ils reprochent d'avoir tenté de nuire à leur honneur et à leur considération, en imputant mensongèrement à la société dont ils font partie, dans deux lettres missives adressées à des tiers, d'avoir fait fraude aux réglements d'un concours musical, en s'y présentant avec un effectif d'exécutants étrangers en réalité à ladite société.

Audoir et autres c. Huc et Baron.

LA COUR,

Sur les deux moyens réunis, pris de la violation des art. 29, 32, 33, 47, 60 de la loi du 29 juillet 1881, 1382, 2262 C. civ., de la fausse application des art. 637, 638 C. inst. crim., et 65 de la loi du 29 juillet 1881 :

Attendu qu'en février 1898, les défendeurs éventuels ont été assignés à fin de dommages-intérêts pour avoir, par deux lettres missives, en juillet 1897, dénoncé à des tiers la Société dite la Lyre villageoise, comme ayant fait fraude aux règlements d'un concours musical ouvert à Limoges, en s'y présentant avec un effectif grossi d'exécutants étrangers en réalité à cette société ; que l'imputation d'une pareille tromperie était de nature à compromettre l'honneur et la considération des membres de la Lyre villageoise ;

Attendu que, loin d'y relever une simple légèreté sans caractère délictuel, les demandeurs en cassation ont spécifié, dans leurs actes de procédure, que les allégations produites contre eux avaient été mensongères et dictées par l'intention de leur nuire ; qu'il résulte de là que le grief sur lequel ils ont basé leur action n'était autre qu'un délit de diffamation, lequel, pour avoir été dénué de publicité, n'en est pas moins prévu, comme une espèce d'injure, par le dernier paragraphe de l'art. 33 de la loi sur la presse de 1881, et comme tel couvert par la prescription de trois mois, en vertu de l'art. 65 de cette loi ;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Audoir et autres contre l'arrêt de la Cour de Poitiers du 22 février 1899.

MM. COTELLE rapp. ; MELCOT av. gén. — Me MORNARD av.

Note. — V. conf. sur le principe, d'après lequel la prescription de trois mois de l'art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 est reconnue applicable à l'action civile, intentée soit concurremment avec l'action publique devant les tribunaux correctionnels, soit séparément de cette dernière devant la juridiction civile, à raison d'une prétendue diffamation non publique : Cass. 26 octobre 1887 (Gaz. Pal. 87.2.514). V. également Cass. 13 mai 1893 (Gaz. Pal. 93.1. 629). — *Contrà* : Trib. civ. le Mans 24 décembre 1896 (Gaz. Pal. 97.1.669).

COUR D'APPEL DE CHAMBÉRY

10 juillet 1900.

Présidence de M. Labusquette, premier président.

ÉTRANGER. — HYPOTHÈQUE LÉGALE. — FEMME MARIÉE ÉTRANGÈRE. — TRAITÉ INTERNATIONAL. — FEMME SUISSE DU CANTON DE VAUD.

L'hypothèque légale établie par la loi française en faveur des femmes mariées ne peut être invoquée par la femme étrangère que si elle jouit des droits civils en France en vertu, soit de son admission à domicile, soit d'un traité international par voie de réciprocité ; et alors il faut, dans cette seconde hypothèse, que la femme étrangère justifie, d'une part de l'existence du traité, et d'autre part de garanties analogues à l'hypothèque légale de la femme française à elle assurées par la législation de son pays.

Spécialement, la femme suisse du canton de Vaud ne peut, par voie de réciprocité, prétendre à l'hypothèque légale en France sur les biens de son mari, ni en vertu du traité du 23 février 1882, ni en vertu du traité du 15 juillet 1869 (art. 6).

Dame X... c. Y...

La Cour,

Attendu que dans un ordre ouvert au Tribunal de Thonon pour la distribution du prix d'immeubles situés en France, l'appelante, femme suisse du canton de Vaud, qui n'a pris aucune inscription sur lesdits immeubles, demande à être colloquée au même rang que si elle était une femme française faisant valoir une hypothèque légale ;

Attendu que, suivant une jurisprudence aujourd'hui constante, l'étrangère ne peut bénéficier en France de son hypothèque légale que si elle jouit des droits civils en vertu, soit de son admission à domicile, soit d'un traité international ;

Attendu, en outre, que les étrangers jouissant des droits civils en France n'en restent pas moins soumis aux lois de leur pays pour tout ce qui concerne l'état et la capacité des personnes ; que l'incapacité de la femme mariée et l'hypothèque légale, qui en est la conséquence logique, dérivent de son statut personnel ; que, pour triompher dans sa prétention, l'appelante doit donc démontrer : 1° qu'elle jouit des droits civils ; 2° que la législation de son pays lui assure, pour ses reprises matrimoniales, des garanties analogues à l'hypothèque légale de la femme française ;

Attendu que le traité du 23 février 1882 tranche la première question en faveur de l'appelante ;

Attendu, sur la seconde question, que le Code civil vaudois, dans ses art. 1090 et suiv., a organisé en faveur de la femme un système de garantie (qu'il nomme assignat) essentiellement différent de la loi française, non seulement en ce que l'hypothèque de la femme doit être inscrite et consentie par le mari dans des délais et avec des formalités particulières, mais encore en ce qu'au lieu d'être générale, elle ne frappe que les immeubles sur lesquels elle a été inscrite ;

Attendu que si, à la rigueur, on peut considérer le concours du mari et l'inscription comme des formalités négligeables en France, par application de la règle : *Locus regit actum*, il en est autrement de la spécialité de l'hypothèque qui touche au fond même du droit et en restreint l'étendue ; que, dans l'espèce, assimiler l'assignat de la loi vaudoise à l'hypothèque légale de la femme française, se serait accorder à l'appelante un avantage que lui refuse son statut personnel ;

Attendu que l'appelante a cherché à appuyer sa prétention sur l'art. 6 du traité du 15 juillet 1869 entre la France et la Snisse, traité en vertu duquel les créanciers hypothécaires doivent être colloqués à leur rang sans distinction de nationalité ; mais que ce texte, qui suppose des droits préexistants dont il réglemente l'exercice, est sans application possible à l'espèce où la question est précisément de savoir si l'appelante a un droit hypothécaire ;

Attendu que l'argument tiré de l'art. 6 du traité du 23 février 1882, qui assure réciproquement aux Suisses et aux Français le traitement de la nation la plus favorisée, serait plus sérieux, s'il ne manquait pas en fait ; mais que, parmi les nombreux traités qui ont été cités devant la Cour, il n'en est aucun qui puisse être utilement invoqué ; que si, dans le traité franco-espagnol du 12 mai 1882 et dans le traité franco-serbe du 18 janvier 1883, on lit que « les Français en Espagne et les Espagnols en France (ou les Français en Serbie et les Serbes en France) jouiront réciproquement d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés, et auront les mêmes droits » (excepté les droits politiques) et les « mêmes privilèges » qui seront accordés aux nationaux, à la condition toutefois de se conformer aux lois du pays » le sens des mots « droits » et « privilèges » est expliqué dans la suite des traités ;

Attendu que ces droits consistent pour l'étranger, à avoir libre accès devant tous les tribunaux à pouvoir se faire représenter par des avocats ou avoués, à disposer de ses biens par vente, échange, donation ou testament, à retirer ses capitaux du pays, à prendre possession des biens dont il pourrait hériter même *ab intestat*, sans payer d'autres droits que les nationaux, et, en outre, (pour les Serbes) à être admis au bénéfice de l'assistance judiciaire, tous les autres droits énumérés étant relatifs au commerce et à la navigation ; que, dans aucun de ces traités, on ne trouve une clause d'où l'on puisse inférer que les hautes parties contractantes aient entendu soustraire leurs nationaux aux règles de leur statut personnel ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont est appel, avec amende et dépens à la charge de l'appelante.

Note. — On a soutenu que l'existence de l'hypothèque légale dépend de la loi de la situation de l'immeuble, abstraction faite de la nationalité de l'incapable, et il en résulterait que les femmes étrangères pourraient, dans tous les cas, invoquer les dispositions de la loi française relatives à l'hypothèque légale de la femme : Brocher, p. 251 ; Bertauld, t. I, n° 135 ; Laurent, Dr. civ., t. VII, p. 471, n° 397. Mais cette opinion n'a point été accueillie par la jurisprudence et elle est repoussée par la majorité de la doctrine : Cass. 20 mai 1862 (S. 62.1.673 — D. 62.1.201) ; Grenoble 23 avril 1863 (S. 63.2.124) ; Alger 31 janvier 1868 sous Cass. 5 février 1872 (S. 72.1.190) ; Cass. 4 mars 1884 (Gaz. Pal. 84.1.607) ; Paris 13 août 1889 (Gaz. Pal. 89.2. 374) ; Alger 25 mars 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 1892.97 v° Hypoth. lég., n° 40 — S. 96.2.299 — D. 96.2.381) ; *Sic* : Despaquet, n° 640 ; Weiss, p. 418 ; Fiore, p. 387 et suiv. ; Chavegrin, Rev. critique 1883, p. 584 et suiv. ; Esperson, Journ. Dr. intern. priv. 1881, p. 216.

Il en résulte que la femme étrangère ne peut invoquer l'hypothèque légale en France que dans deux cas : 1° celui où elle est admise à domicile, et où, en vertu de l'art. 13 C. civ., elle est assimilée à une Française : V. Paris 13 août 1889 (Gaz. Pal. 89.2.374) et la note avec les renvois à la jurisprudence antérieure. *Adde* Alger 25 mars 1895 précité ; 2° celui où, par suite de l'existence d'un traité diplomatique passé entre son pays et la France, elle peut invoquer en France la réciprocité, en vertu de

l'art. 18 C. civ.: V. également Paris 13 août 1889 et Alger 25 mars 1895 précités, et la note dans notre recueil.

TRIBUNAL CIVIL DE CLERMONT-FERRAND

9 août 1900.

Présidence de M. Simon.

DIVORCE. — REFUS D'ACCOMPLISSEMENT DES DEVOIRS CONJUGAUX. — INJURE GRAVE. — QUASI-DÉLIT. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1° *Le fait par l'un des conjoints de témoigner à l'autre une indifférence méprisante et notamment de se refuser sans motif à remplir ses devoirs conjugaux est constitutif de l'injure grave prévue par l'art. 231 C. civ., et cette injure est particulièrement grave lorsqu'elle est absolument imméritée et que l'éducation reçue par le conjoint méprisé la lui rend plus sensible.*

2° *En outre, ce fait constitue un quasi-délit obligeant son auteur à des dommages-intérêts envers l'époux qui en a été victime.*

Dame P... c. son mari.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la demande principale en divorce formée par Maria R..., épouse P..., a été assortie de justifications complètes dans l'enquête à laquelle il a été procédé; que la demanderesse reproche avec raison à son mari de lui avoir fait une injure des plus graves en lui témoignant l'indifférence la plus méprisante dès les premiers jours du mariage, en disant à maintes reprises devant plusieurs personnes: « Je ne la veux plus qu'elle s'en aille; » en continuant sans aucune interruption les relations qu'il avait avant son mariage avec une fille galante; que, par son attitude en quelque sorte préméditée et bien voulue, il a cherché à obliger sa femme à se retirer chez ses parents et qu'il a paru heureux de cesser la vie commune; que cette vie du reste avait été remplie de mécomptes et d'humiliations pour cette jeune femme, dès le voyage de noces, son mari ayant eu avec elle à peine quelques relations intimes et ayant ensuite refusé de remplir ses devoirs conjugaux.

Attendu que, par suite de l'éducation qu'a reçue la dame P..., ces injures lui ont été des plus particulièrement sensibles, d'autant plus qu'elles étaient absolument imméritées, le défendeur, dont la famille réprouve entièrement la conduite, ayant toujours été impuissant à donner, même à ses parents, la moindre explication sur son odieuse façon d'agir;

Attendu qu'il ne peut être admis qu'un homme abuse ainsi d'une jeune fille et après l'avoir épousée et avoir vécu avec elle quelques jours à peine, la rejette loin de lui, indignement déçue et sacrifiée; que la conduite de P... à l'égard de sa femme, dont l'honorabilité et la délicatesse de sentiments sont incontestés, étant sans excuse et ayant causé à la demanderesse un préjudice matériel et moral considérable, il convient d'obliger P... à le réparer en le condamnant à des dommages-intérêts; que le tribunal a les éléments suffisants pour apprécier ce préjudice et fixer la réparation;

Attendu que la demande reconventionnelle du mari ne repose sur rien; qu'il n'a pas même jugé utile de faire procéder à une enquête pour la justifier ou contredire les articulations de sa femme;

Par ces motifs,

Dit mal fondée la demande reconventionnelle et la rejette; dit, au contraire, recevable et fondée la demande principale;

En conséquence. prononce le divorce d'entre les époux P.... aux torts et griefs du mari, avec ses conséquences de fait et de droit; commet Me C..., notaire, pour faire les comptes entre les parties et procéder aux opérations de liquidation; dit que la conduite de P... à l'égard de sa femme constitue un quasi-délit l'obligeant à réparer le préjudice matériel et moral qu'elle a subi, par suite, le condamne à lui payer à titre de dommages-intérêts la somme de 4,000 francs avec intérêts de droit; condamne P... aux dépens; dit qu'en cas d'empêchement de la part du notaire commis, il sera pourvu à son remplacement sur simple requête présentée à M. le président.

Mes COLOMBIER et SICARD av.

Note. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence est constante dans ce sens : V. notamment Trib. civ. Seine 20 décembre 1887 (Gaz. Pal. 88 1. supp. 59); Paris 5 mai 1888 (Gaz. Pal. 88.2.226); Trib. civ. Seine 27 juillet 1888 (Gaz. Pal. 88.2.490). Mais le refus d'accomplissement des devoirs conjugaux n'a pas le caractère d'une injure grave, s'il ne peut pas être attribué à un sentiment de mépris : Paris 5 mai 1888 précité; Cass. 20 décembre 1892 (Gaz. Pal. 92.2.737 — S. 93.1.306 — D. 93.1.149); Nancy 10 mars 1894 (Gaz. Pal. 94.1.460 — S. 94.2.112 — D. 95.2.14); Alger 26 février 1895 (Gaz. Pal. 95.2.670 — D. 95.2.344); Rouen 6 août 1898 (Gaz. Pal. 99.1.106).

Il appartient, bien entendu, à l'époux qui allègue cette injure, de faire la preuve de l'intention méprisante. V. Cass. précité; Orléans 30 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.2.111); Cass. 22 février 1899 (Gaz. Pal. 99.1.434 — S. 99.1.189),

D'autre part, il convient, comme le fait remarquer le jugement recueilli, de tenir compte, pour l'appréciation du degré de gravité de l'injure, de la condition sociale des parties : V. Montpellier 23 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.1.598.)

II. — Sur le deuxième point: Il ne nous semble pas douteux que la nécessité où un époux met son conjoint de demander le divorce contre lui constitue, de la part de cet époux, un quasi-délit l'obligeant à réparation. Cette faute est certainement comprise dans les termes très larges de l'art. 1382 C. civ. La jurisprudence paraît avoir été rarement appelée à se prononcer sur la question. La Cour de Bordeaux a jugé que l'époux contre lequel le divorce a été prononcé est tenu en équité, par un devoir de conscience ou de délicatesse, de réparer le préjudice causé à l'autre époux Bordeaux 16 juin 1896 (S. 97.2.275). Cet arrêt, en décidant

que cette obligation est une obligation naturelle, s'écarte de la solution admise par le jugement recueilli, et cette différence est très importante pratiquement. Mais, à notre sens, la solution du jugement ci-dessus est plus juridique : il n'est pas niable que la nécessité où un époux est mis de demander le divorce contre son conjoint lui cause un préjudice, et que, d'autre part, ce conjoint s'est, par ses agissements ayant amené ce résultat, rendu coupable d'une faute. Or, faute et préjudice, ce sont bien là les deux éléments du quasi-délit.

COUR DE CASSATION (Ch. civile).

1er août 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

LIBERTÉ COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE. — FABRICANTS. — CONVENTION. — INTERDICTION DE VENDRE AU-DESSOUS DE CERTAINS PRIX. — CLAUSE PÉNALE. — CONVENTION LIMITÉE QUANT AU LIEU, A L'OBJET ET AU TEMPS. — CARACTÈRE LICITE.

La convention que font entre eux un certain nombre d'industriels d'une ville, s'interdisant sous une clause pénale, qui doit être encourue en cas de contravention par chaque contrevenant envers ses contractants, de livrer un certain produit de leur fabricacation au-dessous d'un prix déterminé, est, lorsque l'interdiction ainsi stipulée n'est ni générale, ni absolue, licite et obligatoire.

Et les juges ont raison, dès lors, de valider et d'appliquer une convention de cette nature, lorsque, faisant usage de leur pouvoir souverain d'interprétation à l'égard de ladite convention, ils déclarent qu'en fait elle n'est illimitée ni quant aux lieux, ne s'appliquant qu'au travail effectué dans la localité où elle a été conclue et dans les environs, ni quant à l'objet, ne visant qu'un produit spécial et déterminé, ni quant à la durée, devant prendre fin avec les circonstances passagères d'une crise industrielle, à un danger présent de laquelle elle a eu pour objet de parer.

Roux c. Descours.

Vers la fin de 1894, un certain nombre de fabricants de velours, parmi lesquels se trouvait un sieur Roux, demeurant à Saint-Etienne, se réunirent sous la présidence de l'un d'eux, Henri Descours, et prirent l'engagement réciproque de ne placer, à l'avenir, soit à la ville, soit à la campagne, aucun chargement de velours envers satin au-dessous de certains prix. La durée de l'engagement n'était pas fixée, et il ne pouvait y être dérogé que par une décision prise par l'assemblée générale des adhérents : chaque contravention devait être punie d'une amende de 500 francs au profit de la caisse des ouvriers veloutiers. L'industrie du velours traversait alors une crise grave, et l'on voulait empêcher que la dépréciation de la maison d'œuvre ne devînt telle que, les ouvriers, ne gagnant pas leur vie, quittassent le pays.

Or, en 1896, il fut constaté que le sieur Roux avait remis à des contremaîtres cinq chargements de velours à des prix inférieurs au minimum fixé. Descours ayant réclamé à Roux le paiement des amendes encourues, celui-ci s'est refusé au paiement, en soutenant devant le Tribunal de commerce de Saint-Etienne, saisi de l'action pour l'y contraindre, que la convention de 1894 était nulle comme portant une atteinte illimitée à la liberté des contractants. Sur appel, la Cour de Lyon a, au contraire, déclaré licite cette convention, et condamné Roux à payer à Descours 2,500 francs, montant de la clause pénale, qui en garantissait l'exécution.

Roux s'est pourvu en cassation. Il a formulé deux moyens à l'appui de son pourvoi :

1° « Violation du principe de la liberté du commerce et de l'industrie comme aussi des art. 1131 et 1133 C. civ., et fausse application de la loi du 21 mars 1884 en ce que l'arrêt attaqué a refusé de reconnaître la nullité d'une convention, tendant à imposer aux contractants une obligation restrictive perpétuelle de leur liberté personnelle ».

2° Violation de l'art. 7 de la loi du 21 mars 1884, en ce que l'arrêt attaqué a refusé de reconnaître la nullité d'une convention et d'une clause pénale, tendant directement à empêcher l'exposant de recouvrer sa liberté, conformément à la disposition formelle dudit article ».

Le pourvoi a été rejeté par la Chambre civile dans les termes ci-après :

La Cour,

Sur le premier moyen :

Attendu que l'arrêt attaqué constate qu'en 1894, au moment d'une crise industrielle qui avait amené un abaissement excessif des salaires, un certain nombre de fabricants de velours de Saint-Etienne, parmi lesquels Roux, le demandeur en cassation, se sont engagés les uns envers les autres, pour retenir les ouvriers au pays, à ne pas livrer de chargements de velours-satin, tant à la ville qu'à la campagne, au-dessous de certains prix déterminés; qu'ils ont assuré par une clause pénale l'exécution de cette convention;

Attendu que ledit arrêt, interprétant sans la dénaturer la susdite convention, déclare qu'elle n'était illimitée ni quant aux lieux, ne s'appliquant qu'au travail effectué à Saint-Etienne et dans les environs, ni quant à l'objet, ne visant que les velours envers-

satin, ni quant à la durée, devant prendre fin avec les circonstances passagères qui lui avaient donné naissance ; que cette interprétation est souveraine ; qu'il suit de là que l'obligation contractée en 1894 par Roux était licite, puisque l'interdiction qui en résultait n'était ni générale ni absolue ; que la clause pénale, accessoirement stipulée pour en assurer l'exécution, était également licite, et qu'en condamnant Roux à la payer, à raison de l'inexécution de ses engagements, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au pourvoi ;

Sur le moyen additionnel :

Attendu que le moyen est nouveau ; qu'il est mélangé de fait et de droit ; qu'il est par suite irrecevable ;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Roux contre l'arrêt de la Cour de Lyon du 8 juillet 1898

MM. REYNAUD rapp ; DESJARDINS av. gén. — Mes MORILLOT et CORDOEN av.

Note. — La jurisprudence a toujours admis que le principe de la liberté du commerce et de l'industrie ne va pas, dans l'application qu'il convient d'en faire, jusqu'à faire obstacle à ce que les parties contractantes en limitent l'application, lorsque leur intérêt privé paraît le leur conseiller, pourvu que ce ne soit pas d'une manière générale et absolue.

C'est en tenant compte de ce tempérament à la règle, que la Cour de Grenoble, à une époque récente, le 1er mai 1894 (S. 94.2.277 — D. 95.2.221), et dans une espèce présentant de grandes analogies avec celle dans laquelle sont intervenues les décisions ci-dessus rapportées, avait également reconnu le caractère licite du traité par lequel plusieurs fabricants conviennent de mettre en commun, pour les vendre à égal prix, certains produits de leur fabrication, lorsque ces fabricants ne représentent, par leur nombre, que la minorité des producteurs de ces marchandises, qu'ils ne se sont engagés les uns envers les autres que pour un laps de temps déterminé et pour un rayon étroitement circonscrit, et qu'ils ont eu d'ailleurs ainsi pour but, non de créer une hausse factice sur le cours de leurs produits, mais d'empêcher leur avilissement en atténuant les ardeurs de la concurrence locale.

COUR D'APPEL DE PARIS (3e CH.)

23 mars 1900.

Présidence de M. Boucher-Cadart.

NANTISSEMENT. — FONDS DE COMMERCE. — VALIDITÉ A L'ÉGARD DES TIERS. — DÉFAUT DE REMISE AU CRÉANCIER DES TITRES DU DÉBITEUR. — NULLITÉ.

La dation en nantissement d'un fonds de commerce n'est pas régulière, bien que le créancier gagiste en ait fait la déclaration au greffe, conformément à l'art. 2075 § 2 C. civ. (loi du 1er mars 1898), et qu'il ait signifié la constitution du gage au propriétaire de l'immeuble dans lequel le fonds est exploité, s'il n'a pas été mis en possession des titres établissant les droits de son débiteur.

Renard c. faillite Migneau.

Le sieur Renard a interjeté appel du jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 5 novembre 1898, rapporté Gaz. Pal. 98.2.622, qui avait refusé de l'accueillir comme créancier privilégié de la faillite des époux Migneau, en décidant que le nantissement du fonds de commerce qui lui avait été consenti par ceux-ci n'était point régulier.

Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges,

Confirme...

Note. — La question est très controversée en jurisprudence. V. dans le sens de l'arrêt recueilli, outre le jugement confirmé par l'arrêt recueilli, Gaz. Pal. 98.2.622 ; Trib. com. Seine 29 mars 1900 (Gaz. Pal 1900.2.30) ; Paris 1er août 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.480) ; et *contrà* : Trib. com. Le Havre 30 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.2.260) ; Trib. civ. Rouen 25 juillet 1899 (Gaz. 99.2.382) ; Trib. com. Rouen 13 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.337) ; Trib. com. Seine 17 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.688) ; Rouen 25 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.397), et nos notes en ce dernier sens sous ces décisions. — V. aussi, dans le sens de cette dernière opinion, Montier, Nantiss. de fonds des commerce, nos 85 et suiv.. p. 62 et suiv.

COUR D'APPEL DE DOUAI (1re CH.)

7 août 1900.

Présidence de M. Paul, premier président.

ASSURANCES TERRESTRES. — ACCIDENTS. — LOI DU 29 JUIN 1899. — RÉSILIATION FACULTATIVE. — POLICE SOUSCRITE APRÈS LA PROMULGATION DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 ET AVANT SA MISE A EXÉCUTION.

La faculté accordée à l'assureur et à l'assuré par la loi du 29 juin 1899 de résilier les polices d'assurances concernant les industries prévues à l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898 et antérieures à cette loi, ne s'applique qu'aux polices antérieures à la promulgation de ladite loi et ne peut être étendue à celles contractées entre la date de la promulgation et la date de la mise à exécution reportée au 1es juillet 1899.

La Prévoyance c. Lefebvre.

Le Tribunal de commerce de Lille avait rendu, le 24 avril 1900, le jugement suivant :

« Attendu que la demande introduite par la Compagnie d'assurances contre les accidents La Prévoyance tend à obtenir de D. Lefebvre le paie-

ment de 57 fr. 95 pour prime d'assurances afférente aux travaux exécutés du 1er juillet au 31 décembre 1899, suivant police n° 78258 en date du 8 juillet 1898;

« Attendu que, reconventionnellement, Lefebvre demande à ce que le tribunal déclare sa police résiliée à dater du 13 février 1900, date à laquelle il a dénoncé cette police;

« Attendu que la compagnie demanderesse prétend que, la police dont s'agit ayant été signée le 8 juillet 1898, la loi du 29 juin 1899 ne saurait recevoir, dans la cause, son application;

« Attendu que la loi du 29 juin 1899, relative à la résiliation des polices d'asssurances souscrites par les chefs d'entreprise soumis à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, est ainsi conçue : « Pendant une période « d'un an à partir du jour de la promulgation de « la présente loi, les polices d'assurances-acci- « dents concernant les industries prévues à « l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898, et antérieures « à cette loi, pourront être dénoncées par l'assu- « reur ou l'assuré au moyen d'une déclaration « au siège social ou chez l'agent local, dont il « sera donné récépissé, soit par acte extrajudi- « ciaire. Les polices non dénoncées dans ce délai « seront régies par le droit commun »;

« Attendu que des termes précis de cette loi, des déclarations faites par M. le ministre du commerce dans la séance de la Chambre des députés du 30 juin 1899, il résulte bien que les polices d'assurances de la catégorie de celle litigieuse peuvent être valablement dénoncées par les assureurs ou assurés du 30 juin 1899 au 30 juin 1900, dans l'une des formes précitées; que par les mots « antérieures à cette loi », il faut comprendre les polices d'assurances contractées avant les effets de la loi du 9 avril 1898, c'est à-dire celles antérieures au 1er juillet 1899;

« Attendu que, par acte de l'huissier Deroulée, de Lille, du 13 février 1900, Lefebvre a fait dénoncer la police ci-dessus visée;

« Attendu que Lefebvre offre de payer 64 fr. 50 pour solde de primes à ce jour; que cette offre doit être déclarée suffisante et libératoire;

Par ces motifs,

« Dit la police n° 78258, souscrite le 8 juillet 1898, par Lefebvre à la Compagnie d'assurances La Prévoyance, résiliée à dater du 13 février 1900;

« Donne acte à Lefebvre de ce qu'il offre de payer 64 fr. 50 pour solde de primes audit jour 13 février 1900;

« Dit cette offre suffisante, valable et libératoire;

« Déclare la Compagnie La Prévoyance mal fondée à plus prétendre; la déboute;

« Et la condamne aux dépens. »

Appel par la Compagnie La Prévoyance. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu que la faculté accordée à l'assureur et à l'assuré, par la loi du 29 juin 1899, de résilier les polices d'assurances concernant les industries prévues à l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898, et antérieures à cette loi, ne s'applique qu'aux polices antérieures à la promulgation de ladite loi, et ne peut être étendue à celles contractées entre la date de la promulgation et la date de la mise à exécution reportée au 1er juillet 1899;

Attendu que ce ne sont pas seulement les termes précis et formels de la loi du 29 juin 1899 qui combattent l'interprétation donnée par les premiers juges, mais aussi son esprit nettement caractérisé dans les travaux préparatoires; qu'en effet, à une question précise, relative à la résiliation des polices contractées postérieurement à la loi du 9 avril 1898, il a été nettement répondu qu'il n'y avait pas lieu d'étendre le bénéfice de la résiliation à des polices contractées depuis que la loi du 9 avril 1898 avait été votée, puisque ces contrats ont été faits en connaissance de cause et sous une législation qu'on avait pu apprécier;

Par ces motifs,

Dit mal jugé, bien appelé;

Réformant, dit que la loi du 29 juin 1899 ne permet la résiliation que des polices antérieures à la loi du 9 avril 1898, celles postérieures à cette date restant soumises au droit commun;

Dit que la police souscrite le 8 juillet 1898 par Lefebvre est et restera en vigueur jusqu'à son expiration;

Condamne, en conséquence, Lefebvre à payer à La Prévoyance la somme de 57 fr. 95 pour primes d'assurances afférentes aux travaux exécutés du 1er juillet au 31 décembre 1899;

Condamne, en outre, Lefebvre aux intérêts de droit et aux dépens de première instance et d'appel;

Ordonne la restitution de l'amende consignée.

Mes BERTROU (du barreau de Paris) et PARMENTIER (du barreau de Lille) av.

Note. — V. dans le même sens : Trib. civ. Nogent-sur-Seine 22 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.597) et notre note approbative sous cette décision.

332

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

16 novembre 1900.

Présidence de M. Lœw.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — RAISINS SECS DE TABLE OU DE PATISSERIE. — LOIS DES 26 JUILLET 1890 ET 6 AVRIL 1897 INAPPLICABLES. — EXEMPTION DE FORMALITÉS.

La loi du 26 juillet 1890 « concernant la fabrication et l'imposition du vin de raisins secs » est, comme la loi du 6 avril 1897, absolument étrangère aux raisins secs de table ou de pâtisserie, et n'est applicable qu'aux raisins destinés à la fabrication des vins artificiels.

Par suite, ne commet aucune contravention le marchand en gros qui expédie des raisins secs de table sans laisser-passer ni pièce de régie quelconque.

Contributions indirectes c. Talbot.

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation des art. 1er § 2 et 10 de la loi du 26 juillet 1890, de l'art. 7 de la loi du 21 juin 1873, en ce que l'arrêt a décidé que les raisins secs à boisson, c'est-à-dire destinés à la fabrication du vin, étaient seuls assujettis à la formalité des titres de mouvement, à l'exclusion des raisins secs de table :

Attendu que Talbot, marchand en gros, demeurant à Bordeaux, a été poursuivi, en vertu de l'art. 2 de la loi du 6 avril 1897 pour avoir expédié. sans pièces de régie, 25 caisses de raisins secs pesant brut 36 kilogrammes ; que, par jugement en date du 27 juillet 1898, le Tribunal correctionnel de Cognac l'a condamné à 25 francs d'amende pour infraction à la loi du 6 avril 1897 et à 100 francs d'amende pour contravention d'octroi ; que sur l'appel de Talbot, la Cour d'appel de Bordeaux a, par arrêt du 17 mars 1899, ordonné une expertise à l'effet de rechercher si les fruits transportés étaient des raisins de table ou des raisins secs à boisson ; que l'expertise n'a pu avoir lieu. les échantillons prélevés ayant été égarés, mais que l'arrêt constate que la Régie a accepté la qualification de raisins de table et qu'elle a soutenu que ces raisins n'en devaient pas moins être accompagnés d'un laisser-passer en vertu de l'art. 1er § 2 de la loi du 26 juillet 1890 ;

Mais attendu que cette dernière loi « concernant la fabrication et l'imposition du vin de raisins secs » était, comme la loi du 6 avril 1897, sous l'empire de laquelle le procès-verbal a été dressé, absolument étrangère aux raisins secs de table ou de pâtisserie et qu'elle n'était applicable qu'aux raisins destinés à la fabrication des vins artificiels ; qu'en le décidant ainsi, l'arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux, loin de violer les articles invoqués par le pourvoi, n'en a fait au contraire qu'une juste interprétation ;

Rejette le pourvoi de l'Administration des contributions indirectes contre l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 27 juillet 1899.

MM. Chambareaud rapp. ; Duboin av. gén. — Mes Aubert et Aguillon av.

Note. — La décision rapportée ci-dessus est conforme à nos prévisions. V, notes sous Bordeaux 26 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.380) et Poitiers 23 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.583).

La loi qu'il s'agissait d'interpréter est intitulée « Loi du 26 juillet 1890, réglementant et soumettant au paiement d'une taxe spéciale la fabrication des vins de raisins secs destinés à la vente ». Toutes ces dispositions ne visent que les raisins secs à boisson et la fabrication même de cette boisson.

En outre, la loi du 6 avril 1897 ne concerne également que « la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels », et elle ne parle aussi, dans son art. 2 que des raisins secs à boisson.

Les lois fiscales devant être interprétées, comme les lois pénales, limitativement et dans leur sens étroit, il n'y avait pas lieu d'étendre aux raisins secs de table et de pâtisserie les formalités requises pour la circulation des raisins secs destinés à la fabrication des boissons.

COUR DE CASSATION (Ch. criminelle)

27 octobre 1900.

Présidence de M. Lœw.

CHEMINS DE FER. — CONTRAVENTIONS. — TARIFS HOMOLOGUÉS. — SANCTION PÉNALE. — DÉCISION DU MINISTRE. — CARTE D'ABONNEMENT. — TARIF G. V. N° 3. — TRANSPORT DE COLIS GROUPÉS N'APPARTENANT PAS AU TITULAIRE.

L'ordonnance du 15 novembre 1846 portant règlement sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer ayant été prise conformément aux prescriptions formelles de l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845 qui réprime, non seulement les contraventions à ladite ordonnance, mais encore les infractions aux arrêtés pris par les préfets sous l'approbation du ministre des Travaux publics, ce ministre peut prendre, en cette matière spéciale, directement et personnellement, dans les limites fixées par la loi, les décisions que les préfets ne sont autorisés à prendre qu'avec son approbation, et ainsi l'art. 79 de l'ordonnance de 1846 a pu légalement appliquer la même sanction pénale aux décisions du ministre des Travaux publics et aux arrêtés préfectoraux par lui régulièrement approuvés.

D'autre part, les mots « exploitation des chemins de fer », dont se servent, tant la loi de 1845 que le règlement de 1846, ne sauraient avoir la

même signification que ceux de « police » et de « sûreté » qui les précèdent, et, par leur généralité s'appliquent aussi bien aux décisions prises par l'autorité compétente pour le transport des marchandises qu'à celles concernant le transport des personnes : ces prescriptions, ainsi que les dispositions des décisions prises pour en assurer l'exécution, constituent des obligations réciproques et les mesures ordonnées par l'autorité compétente pour garantir la fidèle perception des tarifs doivent être obéies aussi bien par les expéditeurs que par les compagnies fermières ou concessionnaires et sont également protégées par la loi spéciale; d'où il suit que les tarifs et règlements relatifs à l'exploitation des chemins de fer, une fois revêtus de l'approbation nécessaire pour leur mise en vigueur, acquièrent force de loi et doivent être l'objet d'une application rigoureuse.

Spécialement, est sanctionnée par les dispositions précitées, la clause du tarif spécial homologué G. V. n° 3, qui interdit au titulaire d'une carte d'abonnement de faire, au détriment de la compagnie, le trafic de la messagerie en présentant comme lui appartenant des colis groupés ne faisant pas partie de son bagage personnel.

Min. pub. c. Dunand.

M. le procureur général près la Cour d'appel de Chambéry s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de cette cour du 4 avril 1900, rapporté Gaz. Pal. 1900.1.786, qui avait relaxé Dunand des fins de la poursuite exercée contre lui pour contravention à la police des chemins de fer, et consistant dans l'emploi de sa carte d'abonnement pour le transport de colis qui ne lui appartenaient pas, contrairement à une des clauses du tarif spécial G. V. n° 3.

Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen relevé d'office et pris de la violation des art. 21 de la loi du 15 juillet 1845, 79 de l'ordonnance du 15 novembre 1846 et du tarif spécial G. V. n° 3 de la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, homologué par décision du ministre des travaux publics en date du 8 novembre 1898 et 31 janvier 1899 :

Vu les articles et le tarif spécial précités ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Dunand, a les 18 et 19 décembre 1899, à la gare d'Aix-les-Bains, présenté et fait enregistrer comme bagages, en vertu de sa carte d'abonnement, un certain nombre de colis qui ne lui appartenaient pas et qu'il transportait, à titre de commissionnaire, pour le compte de diverses personnes; qu'il a ainsi méconnu l'une des conditions inscrites dans le tarif spécial susvisé, aux termes de laquelle « l'abonné prend l'engagement de ne point faire, au détriment de la compagnie, le trafic de la messagerie, en présentant, comme lui appartenant, des colis ne faisant point partie de son bagage personnel » ;

Attendu que l'arrêt attaqué a prononcé le renvoi de Dunand pour le double motif que l'art. 79 de l'ordonnance du 15 novembre 1846 aurait illégalement prescrit de poursuivre les contraventions aux décisions rendues par le ministre des travaux publics, alors que l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845 prévoit les infractions aux arrêtés pris par les préfets, sous l'approbation du ministre des travaux publics, et que, dans tous les cas, les infractions aux règlements concernant l'exploitation commerciale des chemins de fer et aux tarifs de transport seraient dépourvues de toute sanction pénale;

En droit :

Attendu, d'une part, que l'ordonnance royale du 15 novembre 1846, portant règlement sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, a été prise conformément aux prescriptions formelles de l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845, qui réprime non seulement les contraventions à ladite ordonnance, mais encore les infractions aux arrêtés pris par les préfets, sous l'approbation du ministre des travaux publics; que ce ministre peut évidemment prendre, en cette matière spéciale, directement et personnellement, dans les limites fixées par la loi, les décisions que les préfets ne sont autorisés à prendre qu'avec son approbation ; et qu'ainsi, l'art. 79 de l'ordonnance de 1846 a pu légalement appliquer la même sanction pénale aux décisions du ministre des travaux publics et aux arrêtés préfectoraux par lui régulièrement approuvés ;

Attendu, d'autre part, que les mots « exploitation des chemins de fer », dont se servent tant la loi de 1845 que le règlement de 1846, ne sauraient avoir la même signification que ceux de « police » et de « sûreté » qui les précèdent, et que, par leur généralité, ils s'appliquent aussi bien aux décisions prises par l'autorité compétente pour le transport des marchandises qu'a celles concernant le transport des personnes; que la preuve s'en tire non seulement des termes mêmes de ces loi et règlement, mais aussi de la référence des art. 21 de la loi de 1845 et 72 du règlement de 1846 avec le titre V de ce dernier règlement dont les dispositions ont spécialement pour objet le transport des marchandises, puisque l'art. 79 susvisé punit des peines portées en l'art. 21 de la loi de 1845 les contraventions aux diverses prescriptions de ce règlement, sans distinguer celles relatives à la police et à la sûreté de la circulation des personnes, de celles qui se rapportent au transport des marchandises et à la perception des tarifs;

Attendu que ces prescriptions, ainsi que les dispositions des décisions prises pour en assurer l'exé-

cution, constituent des obligations réciproques et que les mesures ordonnées par l'autorité compétente pour garantir la fidèle perception des tarifs doivent être obéies aussi bien par les expéditeurs que par les compagnies fermières ou concessionnaires et sont également protégées par la loi spéciale ; d'où il suit que les tarifs et règlements relatifs à l'exploitation des chemins de fer, une fois revêtus de l'approbation nécessaire pour leur mise en vigueur, acquièrent force de loi et doivent être l'objet d'une application rigoureuse ;

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt rendu le 4 avril 1900 par la Cour d'appel de Chambéry, et pour être statué conformément à la loi, renvoie la cause et les parties en l'état devant la Cour de Grenoble, à ce déterminée par délibération spéciale en la chambre du conseil.

MM. ROULIER rapp. ; FEUILLOLEY av. gén. (concl. conf.).

Note. — La Cour de cassation n'avait point encore été appelée à statuer sur cette question très controversée entre les différentes cour d'appel. V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Amiens 9 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.786) ; et *contrà*, outre l'arrêt de Chambéry du 4 avril 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.786) ; cassé par l'arrêt rapporté ci-dessus ; Trib. corr. Chateau-Thierry 22 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.153), infirmé par Amiens 19 mars 1900 précité et Trib. corr. Vienne 17 janvier 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.239), et les notes sous ces décisions dans notre recueil.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re Ch.)

1er août 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

ORDRE. — CHOSE JUGÉE. — DOT. — FEMME DOTALE. — HYPOTHÈQUE DES IMMEUBLES DOTAUX. — VIOLATION DE L'ART. 1558 C. CIV. — DISTRIBUTION DU PRIX PAR VOIE D'ORDRE. — ACTION EN RESTITUTION. — IRRECEVABILITÉ.

En matière d'ordre judiciaire, le procès verbal qui a arrêté et liquidé une créance rend définitive toutes les collocations qui y sont faites, et la clôture de l'ordre sans opposition de ceux qui y ont été parties acquiert toute la force de la chose jugée, soit sur la légitimité de la créance colloquée, soit sur le rang assigné à cette créance. D'autre part, l'ordre amiable emprunte à l'autorité du juge qui y procède le caractère d'une décision de justice, et doit, en conséquence, jouir de la même stabilité que l'ordre judiciaire, le juge y ordonnant, comme dans l'ordre judiciaire, la délivrance des bordereaux de collocation aux créanciers inscrits et la radiation des inscriptions non utilement colloquées.

Par suite, n'est pas recevable, comme faisant échec à l'autorité de la chose jugée, l'action intentée par une femme dotale en restitution des sommes pour lesquelles a été colloqué son créancier dans un ordre ouvert en suite de la vente des immeubles dotaux qu'elle avait hypothéqués audit créancier ou sur lesquels elle lui avait consenti une subrogation à son hypothèque légale.

Encore bien, d'ailleurs, que la défenderesse fonde son action sur ce fait que les hypothèques dont s'agit avaient été consenties en dehors des cas limitativement déterminés par l'art. 1558 C. civ. dans lesquels il est fait exception au principe de l'inaliénabilité des immeubles dotaux.

Epoux de la Londe c. Allais.

Le Tribunal civil de Rouen a rendu, le 24 novembre 1899, le jugement suivant :

« Attendu qu'aux termes de leur contrat de mariage, les époux de La Londe avaient adopté le régime dotal avec société d'acquêts et que la dame de La Londe s'était constituée en dot tous ses biens présents et à venir ;

« Attendu que depuis son mariage, la dame de La Londe a recueilli dans la succession de sa mère divers immeubles ;

« Attendu que, suivant jugement rendu sur requête par le Tribunal de Rouen, le 20 février 1884, la dame de La Londe a été autorisée à emprunter 140,000 francs pour payer divers créanciers, à hypothéquer ses biens propres lui provenant de sa dot ou des successions de ses parents, et à subroger les prêteurs dans l'effet de son hypothèque légale sur les biens de son mari ;

« Attendu qu'en 1886 les immeubles dotaux ont été expropriés et que les prix de vente ont été touchés, partie par des créanciers de la succession de Mme de Longuerue, mère de la demanderesse, partie par les bailleurs de fonds dans l'emprunt autorisé par le tribunal le 20 février 1884 ;

« Attendu que la dame de La Londe prétend aujourd'hui que l'autorisation par elle obtenue de justice lui ayant été accordée en dehors des cas prévus par la loi, les constitutions d'hypothèques consenties sur ses biens dotaux ainsi que la subrogation à son hypothèque légale sont nulles et de nul effet ; qu'en conséquence, elle serait fondée à demander que les prix de vente de ses immeubles lui soient restitués avec les intérêts depuis leur distribution ; qu'à ces fins, elle a, par exploit en date du 11 janvier 1899, assigné le sieur Allais devant ce tribunal en restitution d'une somme de 23,343 fr. 13 en principal, qu'il

a touchée sur le prix des immeubles vendus en 1886;

« Attendu qu'aux prétentions de la dame de La Londe, le sieur Allais, l'un des bailleurs de fonds dans l'emprunt autorisé par jugement du 20 février 1884, oppose tout d'abord une fin de non-recevoir basée sur ce que l'aliénation des immeubles et l'attribution des prix ont eu lieu en conformité de décisions judiciaires auxquelles s'attache l'autorité de la chose jugée;

Sur cette exception :

« Attendu, en fait, que la somme touchée par Allais lui a été attribuée par collocation dans les ordres ouverts à Dieppe et à Rouen sur le prix des immeubles dotaux ayant appartenu à la dame de La Londe; qu'il échet de décider si la demanderesse est aujourd'hui recevable à critiquer la collocation résultant du règlement définitif de procédures d'ordres closes en 1888;

« Attendu, en effet, que la dame de La Londe, prétendant avoir été illégalement autorisée à hypothéquer ses immeubles à la garantie d'emprunts par elle contractés, en déduit la nullité des inscriptions prises sur ses biens et, par voie de conséquence nécessaire, la nullité des ordonnances de clôtures des ordres ouverts sur les prix d'adjudication de ses immeubles;

« Attendu que si, en règle générale, la femme dotale est fondée à demander en tout état de cause la nullité d'une autorisation ayant pour effet de porter atteinte à ses droits dotaux, si cette autorisation lui a été illégalement accordée, il en est autrement si la femme est dans un cas spécialement visé par la loi, formant exception à la règle et constituant un obstacle légal à l'exercice de son action en nullité;

« Attendu qu'au moment de la saisie de ses immeubles, la dame de La Londe pouvait utilement intervenir, soit pour demander la nullité de la saisie en vertu de l'art. 728 C. pr. civ., soit après l'adjudication et l'ouverture de l'ordre, art. 755 et suiv. du même Code;

« Mais attendu que ces articles n'ont pas seulement pour effet d'habiliter la femme dotale, même non séparée de biens, à se défendre contre la saisie de ses immeubles et la distribution de leur prix, mais qu'en outre ces mêmes textes contiennent une injonction aux intéressés de toute qualité de présenter leurs moyens dans un délai déterminé, sous peine de déchéance à toute action ultérieure;

« Attendu que ces dispositions de la loi reposent sur un motif d'ordre public; que la procédure d'ordre a été constituée pour régler définitivement les droits des créanciers inscrits et que si les délais impartis par les art. 728, 755 et suiv. C. pr. civ. n'étaient pas imposés à peine de forclusion, les effets de l'ordre pourraient demeurer infiniment en suspens, ce qui est inadmissible;

« Attendu que la doctrine et de nombreux arrêts admettent également que l'état des collocations non contredit ne peut plus être modifié et est opposable même aux femmes mariées relativement à leurs biens dotaux;

« Attendu qu'en l'espèce l'action introduite par la dame de La Londe est tardive; qu'elle n'a pas été intentée dans les délais impartis par la loi à peine de déchéance; qu'elle doit être déclarée non recevable;

« Attendu, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'examiner si l'autorisation d'emprunter et hypothéquer obtenue par la dame de La Londe lui a été régulièrement et légalement accordée;

« Par ces motifs,

« Déclare l'action de la dame de La Londe non recevable, la rejette;

« Condamne la dame de La Londe aux dépens ».

LA COUR,

Attendu que les époux de la Londe, excipant de l'inaliénabilité dotale, ont introduit contre Allais une demande en restitution : 1° d'une somme de 25,584 francs, montant de la collocation faite au profit de Allais dans l'ordre amiable ouvert à Rouen en 1888 pour la distribution du prix de la vente des immeubles dotaux de la dame de La Londe; 2° d'une autre somme de 2,759 fr. 13, à raison de laquelle Allais a encore été colloqué en sous-ordre sur la collocation de la dame de La Londe dans l'ordre judiciaire ouvert à Dieppe pour la distribution du prix de la vente des immeubles du sieur de La Londe, lesdites collocations établies en vertu, la première, d'une affectation hypothécaire, la seconde d'une subrogation dans les effets de l'hypothèque légale, consenties l'une et l'autre par la dame de La Londe avec l'autorisation de la justice et conformément à un jugement sur requête rendu par la chambre des rapports du Tribunal de Rouen, le 20 février 1884;

Attendu que les époux de La Londe, après avoir poursuivi l'exécution de ce jugement d'autorisation et obtenu contre le notaire chargé de l'emploi des fonds une condamnation au paiement de la somme de 18,000 francs, soutiennent aujourd'hui que l'autorisation était nulle comme ayant été accordée en dehors des cas prévus par l'art. 1558 C. civ. et que cette nullité entraînant la rescision des affectations hypothécaires et des subrogations consenties au profit d'Allais, celui-ci est tenu de restituer les sommes par lui touchées et sans que la dame de La Londe, en s'abstenant d'invoquer ces différentes nullités, ait pu compromettre le fonds dotal; qu'il s'agit de savoir si la loi, protectrice du droit des

femmes dotales, peut aller jusqu'à autoriser de pareilles combinaisons et légitimer des demandes aussi contraires à la bonne foi et à l'équité;

Attendu que le principe de l'inaliénabilité du fonds dotal, si absolu qu'il soit, ne saurait échapper aux conséquences de la chose jugée; que tout d'abord et en matière d'ordre judiciaire, il apparaît que le procès-verbal qui a arrêté et liquidé une créance rend définitives toutes les collocations qui y sont faites, et que la clôture de l'ordre sans opposition de ceux qui y ont été parties acquiert toute la force de la chose jugée soit sur la légitimité de la créance colloquée, soit sur le rang assigné à cette créance;

Attendu, d'autre part, et en ce qui concerne l'ordre amiable, que, tel qu'il a été organisé par l'art. 751 C. pr. civ., il emprunte à l'autorité du juge qui y a procédé le caractère d'une décision judiciaire; que, dans l'ordre judiciaire, le juge-commissaire ordonne la délivrance des bordereaux de collocation aux créanciers inscrits et la radiation des inscriptions non utilement colloquées et qu'il est dans le vœu de la loi que le règlement d'ordre amiable jouisse de la même stabilité que l'ordre judiciaire;

Et attendu, sur la demande en restitution de la somme de 20,484 francs touchée par Allais dans l'ordre amiable, que la dame de La Londe, comme partie saisie, a été représentée à toutes les réunions qui ont abouti au règlement amiable; que le règlement a été fait en sa présence et que, par suite de la liquidation de la créance d'Allais et de la détermination de son rang hypothécaire sans aucune opposition à la délivrance des bordereaux, la dame de La Londe ne peut plus aujourd'hui contester la validité des affectations hypothécaires qui aurait pour résultat de remettre en question l'économie entière d'un ordre définitivement réglé; que sa prétention est contraire aux droits définitivement acquis aux porteurs de bordereaux de collocation délivrés en vertu de l'ordonnance du juge non attaquée et qui constituent pour les bénéficiaires un titre définitif et irrévocable;

Attendu, en ce qui concerne la restitution des 2,759 fr. 13 touchés par Allais dans l'ordre judiciaire, que, lors de la confection de cet ordre, Allais, subrogé à l'hypothèque légale de la dame de La Londe en vertu d'un contrat de prêt hypothécaire et d'un jugement d'autorisation régulier en la forme, a été colloqué en sous-ordre sur la collocation de la dame de La Londe; que cette collocation a été faite au vu et au su de la dame de La Londe et de son consentement exprès; que les bordereaux ont été délivrés sans aucune opposition de sa part et qu'elle est aujourd'hui non recevable à critiquer l'autorisation de justice et la validité de la subrogation qui ont servi de base à la collocation d'Allais;

Attendu que cette fin de non-recevoir résulte, non pas de la convention que la dame de La Londe aurait illégalement contractée avec Allais, mais bien de la loi elle-même, qui, dans un intérêt d'ordre public, exige qu'un règlement d'ordre judiciaire soit définitif lorsqu'il n'a pas été attaqué dans les délais voulus, et que la protection de la loi en faveur d'une femme dotale ne peut aller jusqu'à la restituer contre les suites des déchéances qu'elle a encourues par sa négligence; qu'à un autre point de vue, aux termes des art. 1235 et 1276 C. civ., ceux-là seuls sont tenus de restituer, qui ont reçu ce qui ne leur était pas dû; qu'Allais n'a reçu que ce qui lui était légitimement dû, et que, pour toutes ces considérations de fait et de droit, la demande des époux de La Londe doit être repoussée;

Attendu que les appelants qui succombent doivent supporter les dépens;

Par ces motifs,

Met l'appellation à néant et confirme le jugement entrepris; dit qu'il sortira son plein et entier effet;

Condamne les appelants à l'amende et aux nouveaux dépens.

M. RÉGUIS av. gén. (concl. conf.). — Mes PRIEUR (du barreau de Paris) et LEHUCHER av.

Note. — Une jurisprudence constante attribue à l'ordre judiciaire le caractère de la chose jugée. V. notamment Alger 12 mai 1886 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92, v° Ordre, n° 199)); Cass. 28 janvier 1889 et Poitiers 19 juin 1889 (Gaz. Pal. 89.2.121); Riom 14 avril 1890 (Gaz. Pal. 90.2.379); Rouen 2 août 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, v° Ordre, n° 180); Cass. 17 octobre 1894 (Gaz. Pal. 94.2.490 — S. 93.1.520 — D. 94.1.520); Chambéry 1er avril 1896 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, v° Ordre, n° 183).

De même, en ce qui concerne l'ordre amiable. V. Pau 21 février 1887 (D. 87.2.249), décidant que, notamment, la validité d'un tel ordre ne dépend pas de la signature des parties; Alger 12 février 1894 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, v° Ordre, n° 86); Trib. civ. Beauvais 2 février 1899 (Journ. Avoués 99.140). *Contrà* cependant Alger 13 mars 1889 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92, v° Ordre, n° 75). Cette dernière opinion est d'autant plus inacceptable qu'elle est tout à fait contraire au vœu du législateur, tel qu'il résulte clairement des travaux préparatoires de la loi de 1858, modifiant les articles du Code de procédure civile relatifs à la saisie immobilière et à l'ordre. La proposition avait été faite, en effet, devant le Corps législatif, de conférer aux notaires et non aux juges le soin de provoquer et de constater le règlement amiable. Elle fut repoussée, principalement par ce motif que le pouvoir du notaire n'aurait pas pu dépasser la constatation du règlement amiable; que, notamment, il n'aurait pu s'étendre ni à la délivrance aux créanciers utilement colloqués des bordereaux de collocation, enjoignant à l'adjudicataire de payer entre leurs mains, ni à la radiation des inscriptions des créanciers non admis en ordre utile. Cette délivrance et cette radiation constituent, de la part du juge qui les ordonne, une décision judiciaire. « Jusques et y compris le procès-verbal de règlement amiable, le juge-commissaire n'est que le président d'une réunion dans laquelle il n'a même pas voix délibérative; il dirige la discussion, il conseille, il exhorte les créanciers; mais il ne décide ni n'ordonne rien. Au contraire, une fois le procès-verbal dressé, l'autorité du magistrat, la fonction du juge reparaît; il ordonne la délivrance du bordereau de collocation et la radiation des inscriptions, ou il condamne à l'amende

les non comparants » : Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, Proc. civ., 15e édit., t. II, n° 1025, p. 524.

Etant donné ces principes, la solution admise par l'arrêt recueilli ne pouvait faire doute. V. en ce sens, dans la même hypothèse, Trib. civ. Avignon 8 décembre 1892 (Gaz. Pal. 93.1. supp. 40).

Il est évident, d'ailleurs, que le principe de la chose jugée est soumis, en la matière, aux conditions déterminées par l'art. 1351 C. civ,, c'est-à-dire identité de cause, d'objet et de parties. Jugé, en ce sens, qu'un jugement d'ordre qui a fixé le montant des reprises que la femme du saisi a à faire valoir contre son mari, n'a pas l'autorité de la chose jugée sur ce point, dans d'autres ordres ultérieurement ouverts sur le même débiteur, à l'égard de créanciers qui n'étaient pas parties audit jugement, soit qu'ils ne fussent pas inscrits sur l'immeuble dont le prix était en distribution, soit, que inscrits sur le même immeuble et ayant même été régulièrement sommés de produire à l'ordre ouvert sur le prix, ils fussent, s'étant abstenus de produire, demeurés étrangers à cette procédure : Riom 16 décembre 1897 (Journ. Avoués.496).

TRIBUNAL CIVIL DE PONTARLIER

30 octobre 1900.

Présidence de M. Billot.

USUFRUIT. — DONATION SOUS RÉSERVE D'USUFRUIT. — DISPENSE DU DONATEUR DE FOURNIR CAUTION.

Les juges peuvent, dans l'intérêt du nu propriétaire, imposer des mesures conservatoires à l'usufruitier non dispensé de fournir caution, s'il s'opère dans la situation de fortune de ce dernier des changements de nature à mettre en péril les droits du nu propriétaire.

Toutefois, ce principe, s'il peut être invoqué par celui qui a acquis la nue propriété à titre onéreux, n'est pas applicable à celui qui l'a acquise à titre gratuit.

Dame Boujon c. Guillemin et autres.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il échet de donner acte aux parties de ce que les clients de M. Louvrier se désistent de la première partie du contredit par eux formulé et maintiennent simplement la partie dudit contredit par laquelle ils demandent que Mme Boujon, usufruitière, soit tenue de fournir caution ou toute autre garantie sérieuse;

Attendu qu'un tribunal peut édicter, dans l'intérêt du nu propriétaire, des mesures conservatoires qu'il imposera à l'usufruitier non dispensé de fournir caution, s'il s'opère dans la position personnelle de ce dernier des changements de nature à mettre en péril les intérêts du nu propriétaire; que cette théorie se dégage des diverses décisions de la jurisprudence, d'après laquelle les juges ont, dans chaque espèce, un large pouvoir d'appréciation;

Mais attendu que, si cette jurisprudeuce est applicable même au vendeur sous réserve d'usufruit, il paraîtrait absolument inique de l'étendre au cas du donateur sous réserve d'usufruit; qu'en effet, ainsi que le disent plusieurs auteurs, le donataire serait bien mal venu à demander une caution du donateur; qu'il serait peu décent qu'il pût suspecter son bienfaiteur et prendre des mesures contre lui; que c'est donc le cas, dans les circonstances de la cause actuelle, de repousser le contredit formé par les clients de M. Louvrier;

Par ces motifs,

Donne acte aux parties de ce que les clients de M. Louvier se désistent de la première partie de leur contredit;

Les déclare mal fondés dans leurs fins et conclusions tendant à obtenir de Mme Boujon une caution ou une garantie quelconque, les en déboute.

Note. — L'art. 601, qui édicte en faveur du vendeur ou du donateur sous réserve d'usufruit la dispense de fournir caution, est fondé sur l'interprétation de la volonté probable des parties; l'acheteur ou le donataire ayant pu apprécier soit le mode de jouissance de l'usufruitier, soit les garanties que leur offre sa situation de fortune, sont présumés avoir renoncé à la caution par cela même qu'ils ne l'ont pas exigée. Mais, une conséquence de ce principe est que la renonciation doit être considérée comme cessant avec les motifs qui l'ont déterminée, c'est-à-dire lorsque l'usufruitier commet des abus de jouissance ou que les changements survenus dans sa fortune diminuent les garanties sur lesquelles comptait le nu propriétaire. La jurisprudence décide, en ce sens, que la dispense de fournir caution est soumise à la condition qu'il ne s'opérera pas, dans la situation de l'usufruitier ou dans son mode de jouissance, des changements de nature à mettre en péril les droits du nu propriétaire. V. notamment Cass. 11 juillet 1888 (Gaz. Pal. 88.2.165); 22 octobre 1889 (Gaz. Pal. 89. 2.505); 7 décembre 1891 (Gaz. Pal. 91.2.717); Trib. civ. Seine 11 mai 1892 (Gaz. Pal. 92.2.192); Trib. civ. Saint-Etienne 24 janvier 1895 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, v° Usufruit. n° 41); Trib. civ. Pontoise 30 janvier 1896 (Gaz. Pal. 96.1.613); Cass. 27 juillet 1897 (Gaz. Pal. 97.2.335); Bordeaux 5 août 1897 (Gaz. Pal. 97.2.565); Trib. civ. Saint-Sever 15 juillet 1898 (Gaz. Pal. 98.2.320); Riom 2 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.1.648).

Mais le donataire ne saurait invoquer ce principe contre le donateur sous réserve d'usufruit. La dette de reconnaissance contractée envers ce dernier par le donataire oppose à ce qu'il puisse avoir le droit d'exiger une caution; d'ailleurs, le donateur dictant les clauses du contrat, il est naturel de supposer qu'il a sous-entendu à son profit une dispense de fournir caution. V. en ce sens : Baudry-Lacantinerie, Précis de droit civil, t. I, n° 831.

333

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

12 novembre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

1° MOTIFS DES JUGEMENTS ET ARRÊTS. — CONCLUSIONS. — SIMPLES ARGUMENTS.

2° LOUAGE DE SERVICES. — DURÉE INDÉTERMINÉE. — OUVRIER. — PATRON. — CONGÉDIEMENT. — USAGE. — DÉROGATION INJUSTIFIÉE. — ABUS. — FAUTE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1° *Le juge n'est pas tenu de répondre, dans les motifs de son jugement, à tous les arguments produits devant lui par le défendeur, dont il déclare la résistance aux prétentions du demandeur mal fondée.*

2° *Lorsque, dans une usine, dont l'industrie comporte tous les ans à une certaine époque une baisse momentanée du travail, l'usage s'est établi et est devenu constant de mettre alors au repos les derniers ouvriers entrés, en réduisant les heures de la journée de travail des anciens ouvriers jusqu'à la cessation de la baisse, le patron qui, rompant avec cet usage, congédie, lors de l'une de ces périodes de baisse, un de ses plus anciens ouvriers, auquel il reconnaît cependant n'avoir aucun reproche à adresser, commet en cela une faute, qui le rend passible envers ledit ouvrier, lésé par cette mesure, de dommages-intérêts dans les termes de l'art. 1780 C. civ.*

Société anonyme continentale des Compteurs à gaz et à eau c. Palate.

LA COUR,

Sur le moyen unique pris dans sa seconde branche :

Attendu que la Compagnie anonyme continentale des compteurs à gaz relevait devant le conseil des prud'hommes ce fait, que Palate, son ouvrier, avait fait une huitaine, après avoir reçu l'avis de son congédiement, non comme constituant une fin de non-recevoir opposée à la demande en dommages-intérêts, mais comme un argument à l'appui de ses conclusions tendant uniquement à ce que celle-ci fût déclarée mal fondée; que le juge n'est pas tenu de répondre à tous les arguments produits devant lui, et que sa décision est d'ailleurs motivée ; d'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué n'a violé aucun des articles visés au pourvoi ;

Sur le même moyen pris dans sa première branche :

Attendu que le jugement attaqué constate souverainement qu'il se produit tous les ans, à une certaine époque, dans l'industrie à laquelle se livre la compagnie demanderesse, une baisse momentanée de travail et que l'usage de la compagnie est de mettre alors au repos les derniers ouvriers rentrés en réduisant les heures de la journée de travail des anciens ouvriers jusqu'à la cessation de la baisse; qu'il constate, en outre, que Palate, ancien ouvrier depuis onze années au service de la compagnie qui reconnaît n'avoir aucun reproche à lui adresser, a été renvoyé contrairement à cet usage et que ce renvoi lui a causé un préjudice certain ;

Attendu que de ce fait ledit jugement a pu conclure, sans violer les articles visés au pourvoi, que la Compagnie anonyme continentale des compteurs à gaz avait commis une faute en abusant du droit qui lui appartenait de rompre le contrat de louage de services fait sans détermination de durée qui la liait à Palate ;

Rejette le pourvoi formé par la Société continentale des compteurs à gaz et à eau contre la sentence du Conseil des prud'hommes de la Seine du 4 juillet 1898.

MM. REYNAUD rapp.; DESJARDINS av. gén.— Me AGUILLON av.

Note. — I. — Sur le premier point : Jurisprudence constante conf. V. Cass. 29 juin 1899 (Gaz. Pal. 99.1.207 et les renvois.

II. — Sur le deuxième point : La Cour de cassation a justement considéré que ce roulement, qui s'était établi par l'usage pour la mise en repos de certains ouvriers de préférence à d'autres, en ayant égard à l'ancienneté moindre de leurs services, dans un cas prévu et se renouvelant chaque année d'une diminution de travail, avait la force d'un règlement d'atelier, que le patron n'avait pu méconnaître et violer au préjudice de ses ouvriers, sans commettre un abus engageant sa responsabilité dans les termes de l'art. 1780 C. civ., modifié par la loi du 26 décembre 1890.

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

7 novembre 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° FAILLITE. — CASSATION. — JUGEMENT DÉCLARATIF.— QUALITÉ DE COMMERÇANT CONTESTÉE. — MOYEN MÉLANGÉ DE FAIT ET DE DROIT. — 2° LIQUIDATION JUDICIAIRE. — REQUÊTE. — PRÉSENTATION TARDIVE. — CONVERSION EN FAILLITE. — DATE DE LA CESSATION DES PAIEMENTS. — ARRÊTS. — MOTIFS. — DISPOSITIF. NON-CONTRADICTION. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

1° *Le moyen, en défense à une demande en déclaration de faillite, tiré de ce que le défendeur ne serait pas commerçant, est, lorsqu'il n'a pas été soumis aux juges du fond, insusceptible d'être présenté pour la première fois devant la Cour de cassation, ledit moyen étant mélangé de fait et de droit.*

2° *Il n'y a pas contradiction entre les motifs et le dispositf d'un arrêt qui, tout en prononçant la conversion d'une liquidation judiciaire en faillite, motif pris de ce que la requête afin de liquidation judiciaire n'avait été présentée que plus de quinze jours après la cessation de paiements, omet, en même temps, dans son dispositif, de faire remonter la faillite à une date antérieure à celle de la liquidation.*

Et le failli est d'ailleurs, en ce cas, sans intérêt et, par suite, sans droit, à se plaindre de cette omission d'une disposition, qui, si elle était ajoutée à l'arrêt, ne ferait qu'étendre à son préjudice les effets de la faillite prononcée contre lui.

Les tribunaux apprécient souverainement d'après les circonstances de la cause, ethors le contrôle de la Cour de cassation, quand il y a lieu pour eux d'user de la faculté que la loi leur donne de convertir en faillite une liquidation judiciaire, prononcée sur une requête qui n'avait pas été présentée dans le délai de droit.

Lestiboudois c. Leurtault et Cie et autres.

LA COUR,

Sur le premier moyen de cassation, pris de la violation des art. 1437, 631 C. civ., 424 C. pr. civ., 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'assigné en déclaration de faillite, Lestiboudois, loin de répudier la qualité de commerçant, l'a lui-même invoquée, d'une manière implicite, en demandant sa liquidation judiciaire; que cette qualité n'était plus en question dans l'instance évacuée par l'arrêt attaqué, lequel n'a eu à statuer, en vertu de l'art. 19 de la loi du 4 mars 1889, que sur la conversion de ladite liquidation en faillite, sans pouvoir affranchir le débiteur de l'un ou de l'autre de ces deux états également particuliers aux commerçants;

Attendu, dans tous les cas, que Lestiboudois, requis comme entrepreneur de manufacture en ce qu'il exploitait une fabrique de chaux, n'a pas excipé, devant la Cour d'appel, de ce qu'il n'aurait donné ce traitement qu'à des matières extraites de terrains lui appartenant; que ce moyen, mélangé de fait, ne peut être présenté pour la première fois devant la Cour de cassation;

Sur le second moyen, pris de la violation des art. 7 de la loi du 20 avril 1810, 440, 441 C. com., 19 de la loi du 4 mars 1889 :

Attendu qu'en se bornant à déclarer la faillite, sans la faire remonter à une date antérieure à celle de la liquidation, bien qu'il fût constaté que cette dernière mesure n'avait été sollicitée que plus de quinze jours après la cessation des paiements, la cour d'appel n'a pas fait tout ce que la loi lui permettait; mais qu'il n'en résulte pas que le dispositif de l'arrêt, tel qu'il se comporte, soit en contradiction avec les motifs qui l'accompagnent, et par suite, dépourvu de base légale; que le demandeur en cassation n'a pas d'intérêt à se plaindre de l'omission d'une disposition qui, si elle était ajoutée à l'arrêt, ne ferait qu'étendre à son préjudice, les effets de la faillite prononcée contre lui;

Attendu que, lorsque la conversion de la liquidation judiciaire en faillite n'est demandée qu'à raison de ce que la requête à fin de liquidation n'avait pas été présentée dans le délai de droit, cette conversion, facultative pour le juge, doit être basée sur une appréciation des circonstances de la cause; mais que cette apréciation, telle qu'elle résulte des motifs de l'arrêt attaqué, satisfait aux prescriptions de la loi et n'est pas sujette au contrôle de la Cour de cassation;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Lestiboudois contre l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 26 juillet 1899.

MM. COTELLE rapp.; MELCOT av. gén. — Me LABBÉ av.

Note. — I. — Sur le premier point : L'irrecevabilité des moyens mélangés de fait et de droit devant la Cour de cassation est générale et absolue, et s'applique même aux moyens d'ordre public : Cass. 3 août 1892 (Gaz. Pal. 92.2. 482); 20 décembre 1892 (Gaz. Pal. 93.1.43) et les renvois.

II. — Sur le deuxième point : Le second moyen, soulevé par le pourvoi, était, comme l'a à bon droit décidé la Chambre des requêtes, à la fois irrecevable et mal fondé : irrecevable pour défaut d'intérêt du demandeur en cassation, contre lequel se serait retournée l'admission dudit moyen en étendant les effets de la faillite; mal fondé parce que la prétendue contradiction entre les motifs et le dispositif de l'arrêt attaqué relevée par le pourvoi, en réalité, n'existait pas, et que la cour d'appel avait seulement omis de tirer de ses constatations relatives à la date de la cessation des paiements, toutes les conséquences qu'elle eût été en droit d'y rattacher.

III. — Sur le troisième point : V. conf. Cass. 5 juin 1893 (Gaz. Pal. 93.2.10). V. également Rivière, Comment. sur la liquid. jud., nos 325 et suiv.; Dutruc, Comment. de la loi sur la liquid. jud., nos 511 et suiv.; Voron, Liquid. jud., nos 257 et suiv.; Lalubie, *id*, nos 84 et suiv.

COUR D'APPEL DE NIMES (2e CH.)

10 août 1900.

Présidence de M. Durand.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — 1° ACCIDENT PRÉVU. — EFFONDREMENT DU RÉFECTOIRE. — 2° CARACTÈRE OBLIGATOIRE DE LA LOI. — DISPOSITIONS DE PROCÉDURE. — 3° CARACTÈRE EXCEPTIONNEL DE LA LOI. — PROPRIÉTAIRE DU BATIMENT INDUSTRIEL.

1° *L'accident survenu à un ouvrier, par suite de l'effondrement du plancher du local dans lequel il était occupé à prendre son repas, local qui avait été spécialement affecté par le patron à cet usage, rentre dans la catégorie des accidents visés par l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898.*

2° *La disposition de l'art. 2 de la loi du 9 avril 1898, aux termes de laquelle les ouvriers protégés par ladite loi ne peuvent se prévaloir*

d'aucune disposition autre que celles de cette loi, conçue en termes impératifs, s'applique aussi bien aux questions de forme qu'aux questions d'incompétence et à celles du fond du droit.

En conséquence, l'ouvrier demandeur ne peut recourir à aucune autre procédure que celle tracée par la loi nouvelle, et particulièrement sa demande est non recevable en l'état, lorsque l'accident n'a fait l'objet d'aucune déclaration, d'aucune instruction, d'aucune constatation légale, et que l'introduction de l'instance n'a point été précédée de la tentative de conciliation devant le président.

3° La loi spéciale du 9 avril 1898, n'ayant pour but que de régler les rapports d'ouvriers à patrons ou entrepreneurs, ne peut être invoquée à l'encontre du propriétaire de l'immeuble dans lequel s'exerce l'industrie lorsqu'il n'est pas en même temps le chef d'industrie : la responsabilité dudit propriétaire ne peut être engagée et mise en jeu que conformément au droit commun.

Spécialement, lorsque l'accident du travail a été causé à l'ouvrier par l'effondrement d'un bâtiment dans lequel s'exerce l'industrie, le propriétaire dudit bâtiment ne peut être recherché en vertu de la loi du 9 avril 1898 en même temps que le chef d'industrie.

Demoiselle Breysse c. Laville et X...

La demoiselle Breysse travaillait dans un moulin pour le compte du sieur Laville. Laville tenait ce moulin en location d'un sieur X...

Le 16 avril 1899, tandis que les ouvriers étaient occupés à prendre leur repas, le bâtiment s'effondra. La demoiselle Breysse, se prétendant atteinte d'une incapacité permanente partielle résultant de l'accident, assigna, en vertu de la loi du 9 avril 1898, devant le tribunal, à la fois son patron Laville et le propriétaire du moulin X...

Le Tribunal de Largentière rendit sur cette demande, le 5 avril 1900, le jugement suivant :

« Attendu que les défendeurs sont appelés conjointement et solidairement au procès, l'un comme moulinier et l'autre comme propriétaire de l'usine, pour y répondre des suites d'un accident survenu à la demanderesse et en vertu de la loi du 9 avril 1898 ;

« Attendu, tout d'abord, que l'accident dont a été victime la demanderesse, le 16 août 1899, est dû à l'effondrement du plancher de la cuisine dans laquelle se trouvaient les ouvrières pour prendre leur repas, effondrement en suite duquel plusieurs d'entre elles firent une chute de près de cinq mètres de hauteur dans la cage de la roue hydraulique ; que ce local était, de par le patron, spécialement affecté à l'usage des ouvrières qui déposaient là leurs provisions de la semaine, s'y reposaient, y prenaient leurs repas ; que c'est donc bien dans une occupation consécutive de leur présence à l'usine et à l'occasion de leur travail que cet accident est arrivé ; que ses conséquences tombent donc, en principe, sous l'application de la loi précitée ;

« Attendu que la demande repose sur deux chefs ; que le premier chef est relatif au paiement des dépenses relatives à la maladie, frais de médecin et de pharmacien, mais que l'art. 15 de la loi visée attribue de ce chef compétence exclusive et en dernier ressort au juge de paix du canton ; que l'exception d'incompétence relevée de chef par Prunaret est donc fondée et recevable ; que le deuxième chef est relatif au paiement d'une pension ; que ce deuxième chef serait évidemment de la compétence du tribunal, s'il était établi qu'il y a incapacité permanente partielle ou totale ;

« Mais attendu, en fait, qu'il est constant que l'accident du 16 août n'a fait l'objet d'aucune déclaration ; qu'il n'a été l'objet d'aucune instruction, d'aucune constatation médicale, et que l'introduction de l'instance n'a point été précédée de la tentative de conciliation devant M. le président du siège ; qu'en droit, aux termes de l'art. 2 de la même loi, les cuvrières protégées par l'art. 1er ne peuvent se prévaloir d'aucune disposition autre que celle de la présente loi ; que cette disposition, conçue en termes impératifs, s'applique aussi bien aux questions de forme qu'aux questions d'incompétence et à celles du fonds du droit ; que la demanderesse ne peut donc recourir à aucune autre procédure que celle tracée par la loi nouvelle ; que sa demande est donc, en l'état, irrecevable en ce qui concerne le patron de l'usine ou moulinier ;

En ce qui concerne le propriétaire de l'usine :

« Attendu que la loi de 1898 est une loi spéciale, qui n'a pour but que de régler les rapports d'ouvriers à patrons ou entrepreneurs ; qu'elle ne saurait, en aucune façon, être invoquée à l'encontre du propriétaire de l'immeuble ; que, si la responsabilité de ce dernier, responsabilité pouvant découler d'un délit ou quasi-délit, peut être engagée, elle ne peut être mise en jeu que conformément au droit commun et non par application de cette loi spéciale de 1898 ; que, vis-à-vis du propriétaire, la demande formée par la demoiselle Breysse est irrecevable ;

« Par ces motifs,

« Décide d'ores et déjà que l'accident dont se plaint la demanderesse doit être considéré comme accident du travail et tombe, en conséquence, sous l'application de la loi de 1898 ;

« Se déclare incompétent en ce qui concerne le premier chef de demande ;

« Et sur le deuxième chef, déclare la demande irrecevable en l'état, tant à l'encontre du patron qu'à l'encontre du propriétaire de l'usine ; dépens à la charge de la demanderesse. »

Appel par Laville. — Arrêt :

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges,

Confirme le jugement incriminé ; dit qu'il sortira son plein et entier effet ;

Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

M. BOYER av. gén. — Mes PÉRIDIER et ROUX av.

Note. — I. — Sur le premier point : Rapp. Rouen 28 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.486).

II. — Sur le second point : La question est très controversée. V. dans le sens de l'arrêt recueilli : Trib. civ. Lille 28 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.175 ; et *contrà* : Trib. civ. Seine 10 mars 1900 (Gaz. Pal, 1900.1.502) et nos notes sous ces décisions.

III. — Sur le troisième point : V. conf. sur le principe Paris 21 juillet 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.482)

TRIBUNAL CIVIL DE CORBEIL

25 juillet 1900.

Présidence de M. Cothereau.

EAUX. — COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES. — PROPRIÉTAIRES RIVERAINS. — CIRCULATION EN BATEAU. — DROITS ACQUIS (ABSENCE DE).

Le propriétaire d'un fonds traversé par un cours d'eau non navigable ni flottable, a le droit de s'opposer au passage des bateaux dans la partie de la rivière qui traverse sa propriété.

Kennerley Hall c. Delaire.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Kennerley Hall et Delaire sont propriétaires dans le même voisinage, le premier d'une maison d'habitation avec parc en bordure de l'Essonne, le second, du domaine de Montauger, bordé également et même traversé par ladite rivière ;

Attendu que se prévalant de ce que sa propriété comprend une partie de l'île dite La Patte d'Oie, Delaire, défendeur à l'instance, a fait barrer l'un des bras de l'Essonne, en établissant, aux limites de son terrain, un bateau de 8 mètres de longueur, attaché par trois chaînes se reliant à des pieux enfoncés dans le lit même de la rivière ;

Attendu que n'ayant plus, par suite de cette entrave, la possibilité de circuler en bateau sur l'Essonne, comme il l'avait toujours fait depuis le 1er décembre 1895, date de son acquisition, Kennerley Hall a assigné Delaire pour voir dire et juger que dans les vingt-quatre heures du jugement, celui-ci sera tenu de supprimer tous les obstacles par lui établis et de laisser, comme par le passé, la libre circulation en bateau sur la rivière ;

Attendu que Delaire résiste à cette demande et soutient que le bras de l'Essonne n'étant pas plus que les autres grevé d'une servitude soit légale, soit conventionnelle, de passage au profit de la propriété de Kennerley Hall, celui-ci ne saurait, en se fondant sur la jurisprudence, revendiquer un droit de passage, la jurisprudence dont s'agit étant devenue sans application possible depuis la promulgation de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu, en droit, que depuis l'arrêt de principe rendu par la Cour de cassation, le 8 mars 1865, la jurisprudence était fixée en ce sens que les cours d'eau non navigables ni flottables rentraient dans la classe des choses n'appartenant à personne et dont l'usage est commun à tous, sauf le règlement par les lois de police, du mode de leur jouissance ;

Attendu que la question qui s'agite et que le tribunal doit trancher est celle de savoir si le législateur de 1898 qui dispose dans l'art. 3 de la loi, que le lit des cours d'eau non navigables ni flottables appartient aux propriétaires des deux rives, comme l'a fait en 1865 la Cour de cassation, reconnaît à ces mêmes riverains le droit de libre circulation en bateau sur les endroits navigables des cours d'eau non navigables ;

Attendu que, loin d'être reconnu, ce droit a été formellement contesté par le rapporteur de la loi devant le Sénat, M. Cuvinot, qui s'exprime en ces termes : « Dans l'intervalle que parcourent les eaux sur son terrain, le riverain a la pleine liberté de les détourner, d'en diviser le cours, d'en former des pièces d'eau, de créer, en un mot, autant d'obstacles qu'il voudra à la circulation des bateaux, pourvu que l'écoulement soit assuré et qu'il n'y ait pas violation des art. 640 et 644 C. civ. » ; qu'ainsi, d'après le rapporteur, le propriétaire d'un fonds traversé par un cours d'eau de cette nature a le droit de s'opposer au passage des bateaux dans l'intérieur de sa propriété, et que c'est là une conséquence du droit de propriété reconnu aux riverains ;

Attendu, il est vrai, que dans la séance du Sénat du 26 juin 1883, à la demande de M. Clément qui combattait l'innovation proposée et concluait au renvoi de l'art. 3, afin que l'on conservât aux riverains tout au moins le droit de circuler en bateau, l'article dont s'agit avait été, après les observations présentées dans le même sens par M. Pouyer-Quertier, renvoyé à la commission ;

Mais attendu que celle-ci, sans modifier le texte

primitif, se borna à ajouter à l'art. 3 un quatrième alinéa ainsi libellé : « Sont et demeurent réservés les droits acquis par les riverains ou autres intéressés sur les parties des cours d'eau qui servent de voies d'exploitation pour la desserte de leurs fonds »;

Attendu que cette adjonction qui n'était pas de nature à satisfaire complètement au désir de M. Clément et répondait plutôt au vœu exprimé par M. Pouyer-Quertier en faveur des petits propriétaires habitués à se servir de la rivière pour faire leurs récoltes et soigner leurs prairies, a été adopté sans discussion par le Sénat, et sur l'observation faite par le ministre, M. Méline, « que le propriétaire qui est enclavé, qui n'a de communications avec sa propriété qu'au moyen de cours d'eau, qui, pendant plus de trente ans, a passé par un endroit déterminé, a le droit de continuer à passer par là, et on ne peut pas plus le lui interdire sur un cours d'eau que sur une propriété ordinaire »;

Attendu qu'il suit de là que l'opinion du rapporteur a prévalu, et que conséquemment le propriétaire d'un fonds traversé par un cours d'eau non navigable est, sous l'empire de la nouvelle législation, en droit de s'opposer à ce que quiconque n'a pas de droits acquis, circule en bateau sur la partie du cours d'eau qui traverse ses terres;

Attendu, en fait, que Kennerley Hall, propriétaire seulement depuis 1895, ne se prévaut d'aucun titre lui conférant un droit quelconque sur la partie litigieuse de la rivière d'Essonne; qu'il soutient seulement avoir toujours circulé en bateau sur l'Essonne, et ce jusqu'au jour où il a plu à Delaire d'entraver cette circulation;

Mais attendu que le demandeur n'étant pas enclavé et se trouvant dans l'impossibilité de produire un titre établissant son droit, les faits de passage invoqués par lui sont inopérants pour permettre de lui reconnaître un droit acquis sur les parties de l'Essonne où Delaire a intercepté la circulation;

Par ces motifs,

Déclare Kennerley Hall non recevable en sa demande, etc.

M. CALENGE subst. — Mes FOUCAULT (du barreau de Paris) et CHAMBON av.

Note. — Cette décision est intéressante en ce qu'elle tranche un point de droit qui, à notre connaissance, n'avait pas encore été résolu depuis la promulgation de la loi du 8 avril 1898. Le tribunal paraît, d'ailleurs, avoir fait une saine application des principes qui se dégagent tant des travaux préparatoires que du texte même de l'art. 3. Pour les travaux préparatoires, on peut consulter : Sénat : Rapport de M. Cuvinot 22 décembre 1882 (annexe n° 202, *Journ. off*, des 13, 14 et 16 janvier 1883, p. 102). — Première délibération, les 25, 26, 27 janvier, 15 et 16 février 1883. — Rapport supplémentaire de M. Cuvinot, le 8 mai 1883 (annexe n° 172, *Journ. off.* des 2, 3, 7 juin 1883, p. 777). — Deuxième délibération les 21, 23, 26 juin, 10, 17, 18 juillet, 1er, 2 août et 25 octobre 1883. — Chambre des députés· Rapport de M. Maunoury, le 24 mars 1886 (annexe, n° 2578 *Journ. off.* des 4 et 7 juin 1888, p. 456). Rapport de M Delbet le 12 juillet 1897 (annexe n° 2649, *Journ.off.* 1er janvier 1898). Déclaration de l'urgence et adoption le 25 mars 1898. V. un résumé de ces travaux préparatoires dans S. 98.5.662 et D. 98.4.136.

TRIBUNAL DE PAIX DE PARIS (VIIe ARR.)

7 septembre 1900.

Présidence de M. Le Pelletier.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — LETTRE ÉGARÉE. — ACTION EN RESPONSABILITÉ. — COMPÉTENCE.

L'action en responsabilité contre l'Etat à raison de la perte d'une lettre doit être portée devant la juridiction administrative, et cette règle ne souffre exception que dans le seul cas où il s'agirait d'une lettre portant « valeur déclarée ». (Loi du 4 juin 1859 art. 3).

Paumier c. ministre des Postes.

NOUS, JUGE DE PAIX,

Attendu que Paumier a cité devant nous M. le directeur des Postes et Télégraphes en paiement de : 1° la somme de 50 francs, montant d'un mandat qui aurait été renfermé dans une lettre qui ne serait pas parvenue à son destinataire ; et 2° de la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que M. le directeur des Postes et Télégraphes a pris des conclusions par lesquelles il nous demande de nous déclarer incompétent ;

Attendu qu'à l'appui de ses conclusions, M. le directeur des Postes et Télégraphes invoque la loi du 4 juin 1859, qui n'attribue compétence aux tribunaux civils que sur les contestations qui peuvent naître au sujet de la perte de lettres portant valeurs déclarées, ce qui n'existe pas dans l'espèce;

Attendu que ces conclusions d'incompétence sont fondées ; qu'il est en effet reconnu par la jurisprudence que l'action en responsabilité contre l'Etat, à raison de la perte d'une lettre, doit être portée devant la juridiction administrative et que cette règle ne souffre d'exception que dans le seul cas où il s'agirait d'une lettre portant « valeur déclarée » ;

Attendu que la lettre, objet de la contestation, ne portait pas cette mention;

Par ces motifs,

Nous déclarons incompétent...

Note. — L'autorité administrative est seule compétente, en principe, pour connaître des actions en responsabilité dirigées contre l'Etat à raison du dommage causé par les agents concourant à l'exécution de services publics ; il n'en est autrement que dans les cas exceptionnels où la connaissance des litiges a été expressément attribuée à l'autorité judiciaire par des dispositions légales : V. notamment Trib. conflits 20 décembre 1884 (S. 86.3.43 — D. 86. 3.852).

La jurisprudence a eu l'occasion souvent de faire application de ces principes en matière de postes, et de décider,

conformément au jugement recueilli, que la disposition exceptionnelle de l'art. 3 de la loi du 4 juin 1859, qui attribue compétence à l'autorité judiciaire en cas de perte d'une lettre contenant des valeurs déclarées, ne peut être étendue aux autres actions en responsabilité pour perte de lettres non déclarées : V. notamment : Cons. d'Et. 6 août 1861 (D. 62.3.4); 21 juin 1871 (D. 71.3.25); 7 avril 1883 (D. 85.3.53); Trib. conf. 4 juillet 1874 (D. 75.3.68); 20 décembre 1884 précité; Trib. civ. Seine 13 décembre 1873 (D. 74, 5.120).

334

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

12 novembre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

LOUAGE DE SERVICES. — DURÉE INDÉTERMINÉE. — OUVRIER. — PATRON. — CONGÉDIEMENT. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — ABSENCE DE FAUTE. — RÈGLEMENT D'ATELIER. — DÉLAI DE PROVENANCE. — SUPPRESSION. — VALIDITÉ.

1° *Si la rupture du contrat de louage de services, fait sans détermination de durée, peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de celui qui la subit, c'est à la condition qu'elle lui soit préjudiciable, et qu'elle constitue, de la part de celui qui l'impose, un abus de son droit, dont la preuve incombe au demandeur.*

2° *La clause d'un règlement d'atelier, portant qu'en cas de rupture du contrat entre le patron et l'ouvrier, il n'y aura lieu, de part ni d'autre, d'exiger une semaine de congé, n'a rien de contraire à la disposition du paragraphe 5 de l'art. 1780 C. civ., qui, en frappant de nullité toute convention par laquelle les parties renonceraient d'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts dans les conditions précisées par les précédents paragraphes du même article, ne leur défend pas de fixer le délai qui devra exister entre la déclaration du congé ou du départ et la cessation effective du travail, et les laisse ainsi libres de convenir même, en écartant l'application de tous usages contraires, qu'aucun délai de ce genre ne sera observé.*

Lebrun c. Richard.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation de l'art. 1134 C. civ. et de la fausse application de l'art. 1780 du même Code :

Vu l'art. 1780 § 2, 3 et 5 C. civ. ;

Attendu, d'une part, que si la rupture du contrat de louage de services fait sans détermination de durée peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de celui que la subit c'est à la condition qu'elle lui soit préjudiciable et qu'elle constitue, de la part de celui qui l'impose, un abus de son droit dont la preuve incombe au demandeur ;

Attendu, d'autre part, que si le paragraphe 5 de l'art. 1780 C. civ. frappe de nullité toute convention par laquelle les parties renonceraient d'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts dans les conditions ci-dessus précisées, il ne leur défend pas de fixer le délai qui devra exister entre la déclaration du congé ou du départ et la cessation effective du travail ; qu'elles peuvent même convenir qu'aucun délai de ce genre ne sera observé et écarter ainsi l'application d'usages contraires ;

Attendu que le jugement attaqué constate que le règlement d'atelier de Lebrun porte qu'en cas de rupture du contrat il n'y aura pas lieu d'exiger de part et d'autre, une semaine de congé ; qu'il ne conteste pas que Richard ait connu et accepté ce règlement ; qu'il ne relève aucune faute à la charge de Lebrun ; qu'il le condamne néanmoins à payer des dommages-intérêts à Richard, ouvrier brusquement congédié, par ce motif que la convention invoquée par Lebrun, pour se soustraire à l'usage de la place du Havre, est prohibée par l'article susvisé ; qu'en statuant ainsi, ledit jugement a faussement appliqué et par suite violé ledit article ;

Casse la sentence du conseil des Prud'hommes du Havre du 25 octobre 1899.

MM. REYNAUD rapp. ; DESJARDINS av. gén. — Me RIGOT av.

Note. — I. — Sur le premier point : L'art. 1780 C. civ., modifié par la loi du 27 décembre 1898, a toujours, depuis la promulgation de cette loi, été interprété par la jurisprudence, dans le sens que lui attribue l'arrêt ci-dessus reproduit. V. Cass. 2 mars 1898 (Gaz. Pal. 98.1.734); Paris 2 novembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.332); Cass. 18 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.578) et les notes et renvois sous ces décisions.

II. — Sur le deuxième point : V. conf Trib. com. Lille 26 mai 1891 et observ. en note sur ce jugement (Gaz. Pal. 91.2.437); Trib. com. Roubaix 6 août 1891 (Gaz. Pal. 91.2. 446); Lyon 31 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2. supp. 29); Cass. 6 novembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.614). *Sic* : Baudry-Lacantinerie et Wahl, Du Louage, t. II, n° 1564, p. 246.

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

6 novembre 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° DÉSISTEMENT. — ACCEPTATION. — REFUS ARBITRAIRE. — POUVOIR DES TRIBUNAUX.

2° DOMMAGES-INTÉRÊTS. — INSTANCE ENGAGÉE. — DEMANDEUR. — DÉSISTEMENT. — ERREUR. — BONNE FOI.

1° *Si, aux termes de l'art. 403 C. pr. civ., la validité du désistement est subordonnée à l'ac-*

ceptation des parties en cause, les tribunaux conservent néanmoins le droit de passer outre à cette acceptation, et de déclarer le désistement valable, lorsque l'une des parties oppose un refus non justifié.

... . Lorsque, par exemple, ce refus prend pour base unique la prétention très légitime de la partie qui se désiste, de ne pas comprendre dans les frais d'instance, au paiement desquels elle se soumet, ceux d'un incident de procédure qui était purement frustratoire et ne pouvait aboutir à aucun résultat utile.

2° Les juges refusent à bon droit toute allocation de dommages-intérêts en sus des dépens au défendeur vis-à-vis duquel le demandeur s'est désisté, lorsqu'ils constatent qu'en engageant l'instance celui-ci n'avait pas agi dans un but vexatoire, qu'il avait pu se tromper sur l'étendue ou l'existence de son droit, mais que sa bonne foi était certaine.

Veuve Renard c. consorts Pommery.

LA COUR,

Sur le premier moyen pris de la violation et fausse application des art. 402 et 403 C. pr. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que si, aux termes de l'art. 403 C.pr.civ., la validité du désistement est subordonnée à l'acceptation des parties en cause, les tribunaux conservent néanmoins le droit de passer outre à cette acceptation et de déclarer le désistement valable lorsque l'une des parties oppose un refus non justifié;

Attendu que, dans l'espèce, la veuve Renard, pour refuser le désistement des consorts Pommery, s'est bornée à prétendre que ceux-ci ne se soumettaient pas au paiement intégral des frais de l'instance, puisqu'ils en exceptaient les frais relatifs à un incident de sursis soulevé au cours du procès;

Mais attendu que, sur ce point spécial, l'arrêt attaqué déclare les prétentions de la dame Renard absolument injustifiées, parce que l'incident de procédure en question était purement frustratoire et ne pouvait aboutir à aucun résultat utile; que la dame Renard a été déboutée de sa demande à cet égard, et que les consorts Pommery sont fondés, par suite, à ne pas vouloir payer les frais d'une instance engagée sans droit;

Attendu qu'une telle appréciation tirée des faits et circonstances de la cause échappe au contrôle de la Cour de cassation; qu'en décidant, dès lors, que le désistement des consorts Pommery était valable, l'arrêt attaqué, qui est d'ailleurs régulièrement motivé, n'a violé ni faussement appliqué les dispositions légales invoquées au moyen;

Sur le second moyen, tiré de la violation des art. 1382 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que l'arrêt attaqué constate, en fait, que les consorts Pommery, en engageant l'instance dont ils se sont désistés, n'ont pas agi dans un esprit de vexation; qu'ils ont pu se tromper sur l'étendue ou sur l'existence de leur droit, mais que leur bonne foi est certaine;

Attendu que les juges du fond ont pu, dès lors, considérer la condamnation desdits consorts Pommery à tous les frais du procès comme une réparation suffisante du préjudice causé dans la circonstance à la veuve Renard, et qu'en statuant comme ils l'ont fait, par un arrêt dûment motivé, ils n'ont violé aucun des articles susvisés;

Rejette le pourvoi formé par Mme veuve Renard contre l'arrêt de la Cour de Nancy du 7 juillet 1898.

MM. ALPHANDÉRY rapp.; MELCOT av. gén. — DAMBÉZA av.

Note. — I. — Sur le premier point : La jurisprudence et la doctrine sont unanimes dans le sens de l'arrêt ci-dessus. V. Paris 28 janvier 1893 (Gaz. Pal. 93.1.196 et les renvois.

II. — Sur le deuxième point : Jurisprudence constante conf. V. notamment : Cass. 3 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2. 178) et la note; Besançon 26 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2. 659.660).

COUR D'APPEL DE PARIS (7e CH.)

6 août 1900.

Présidence de M. Ditte.

NANTISSEMENT. — VINS. — CONTENANT ET CONTENU. — FUTS. — PROPRIÉTÉ D'UN TIERS. — LOCATION. — GAGISTE. — MAUVAISE FOI. — REVENDICATION.

Le propriétaire de fûts donnés en location, qui entend les revendiquer contre celui à qui ces fûts ont été régulièrement remis à titre de nantissement ou consignation, en même temps que les vins qu'ils contenaient, doit, pour triompher dans sa revendication, établir qu'il est resté réellement propriétaire des fûts revendiqués et que le créancier gagiste connaissait son droit de propriété sur les fûts lorsqu'il les a reçus à titre de nantissement.

En pareil cas, la preuve de ce dernier fait peut résulter de ce que le créancier gagiste, ayant reçu le nantissement alors que les fûts étaient en cours de route, a nécessairement traité sur la production des factures constatant la vente du vin et spécifiant que ledit vin était logé dans des fûts lavés, lesquels devaient être renvoyés aux vendeurs.

La preuve de ce fait peut encore résulter, soit de ce que le créancier gagiste, ayant précédemment, à diverses reprises, reçu en consignation

des vins provenant du même vendeur dans des fûts loués, les aurait restitués à ce dernier, soit enfin, de ce que le créancier gagiste a grevé le compte du débiteur du prix de location des fûts.

Berdin frères c. Blanchet et Nouguier.

Le 25 février 1899, le Tribunal de commerce de la Seine, avait rendu le jugement suivant :

« Attenduque : 1° Senty, agissant tant personnellement que comme exerçant les droits de son débiteur Rosemberg ; 2° Blanchet ; 3° Nouguier, agissant dans un intérêt commun, exposent que Senty a vendu et livré à Rosemberg, dans le courant des années 1897 et 1898, une importante quantité de vin rouge et blanc, avec l'obligation pour l'acheteur de rendre les fûts dans le mois de la livraison ou d'en payer la location à raison de 0 fr. 04 par jour et par fût ; qu'ils prétendent que Rosemberg aurait consigné ces vins chez Berdin frères ; que les fûts seraient la propriété de Blanchet et de Nouguier, dont ils porteraient les marques à feu et auxquels Senty les aurait livrés ; que 112 desdits fûts n'auraient pas encore été rendus par les assignés ; que Berdin frères ne sauraient soutenir que leur gage puisse porter sur ces fûts ; que, dans ces conditions, il conviendrait de condamner solidairement les assignés à leur rendre et restituer les 112 fûts dont s'agit dans un délai à impartir, et ce délai passé, à leur en payer la valeur, et dans tous les cas la location à raison de 0 fr. 04 par jour et par fût, jusqu'au jour de la restitution » ;

« En ce qui touche Chardon ès qualités de syndic de la faillite Rosemberg :

« Sur la demande introduite par Senty en son nom personnel et sur celles introduites en tant que de besoin par : 1° Blanchet ; 2° Nouguier :

« Attendu que les droits personnels que pourraient exercer les demandeurs en leur prétendue qualité de créanciers de Rosemberg sont déterminés par les art. 491 et suiv. C. com. ; qu'il leur appartient, tout d'abord, de transmettre leur réclamation entre les mains du syndic, sous forme de production ; que tel est le seul mode de procéder en matière de faillite ;

« Et attendu qu'ils ne justifient pas et n'allèguent même pas avoir rempli cette formalité essentielle ;

« Attendu d'ailleurs que leur demande ne tend point à se voir admettre au passif de la faillite en vertu de leur prétendue créance, mais qu'elle tend à une condamnation pure et simple ; qu'en tous les cas, leur demande faite en leur nom personnel est irrecevable etj comme telle, doit être repoussée ;

« Sur la demande introduite par Senty comme exerçant les droits de Rosemberg :

« Attendu que Senty base son action sur l'art. 1166 C. civ. ; qu'il prétend être fondé à exercer droits et actions de Rosemberg, son prétendu débiteur ;

« Mais attendu que Rosemberg est dans les liens de la faillite ; que, failli, Rosemberg est, aux termes de l'art. 443 C. com., dessaisi de plein droit de l'administration de ses biens ; que Senty ne saurait valablement prétendre exercer les droits dont son prétendu débiteur est dessaisi et dont, au contraire, Chardon, en sa qualité de syndic, est seul investi par la loi ; qu'il s'en suit que sa demande introduite comme exerçant les droits de Rosemberg est donc également irrecevable et doit être repoussée ;

« En ce qui touche Berdin frères :

« Attendu que, tout en ne contestant pas que les fûts réclamés soient entre leurs mains, Berdin frères soutiennent qu'ils feraient partie d'une consignation qui leur aurait été faite en mars 1888 par les sieurs Barrault et C^ie^ et non pas Rosemberg ; que ces fûts auraient été cédés aux sieurs Barrault et C^ie^ par Rosemberg ; que, par suite, n'ayant traité qu'avec les sieurs Barrault et C^ie^, aucun lien de droit n'existerait entre eux, Berdin frères et 1° Senty ; 2° Blanchet ; 3° Nouguier ;

« Attendu qu'il convient tout d'abord d'observer que Berdin frères reconnaissent n'avoir reçu les fûts en litige qu'à titre de gage ; qu'ils n'ont donc pu exercer sur ces fûts les droits pouvant résulter de leur qualité de créanciers gagistes, qu'autant qu'ils ont pu croire de bonne foi que ces fûts étaient réellement la propriété des sieurs Barrault et C^ie^ ;

Et attendu qu'il est constant que les fûts dont s'agit portent les marques à feu de Blanchet et de Nouguier ; que l'existence de telles marques sur les fûts constitue dans le commerce des vins une grave présomption que les fûts sont demeurés la propriété des locateurs, dont la marque y est apposée ; que, d'ailleurs, Berdin frères considéraient si bien qu'il en était ainsi en l'espèce, que postérieurement à la consignation des vins, Berdin frères ont, de leur propre mouvement, restitué la majeure partie desdits fûts ; qu'ils n'ignoraient donc nullement que leur gage ne portait point sur les fûts ;

« Attendu, d'autre part, que lors de la réalisation de leur gage, bien que, par suite de la forte baisse survenue sur les vins, ils ne pussent

espérer que la vente les couvrirait de leurs avances, ils n'ont fait mettre aux enchères que les vins nus et non dosés; que, dans ces circonstances de fait, Berdin frères ne peuvent sérieusement soutenir qu'ils ont cru de bonne foi que les fûts dont s'agit étaient la propriété des sieurs Barrault et Cie et leur avaient été consignés;

« Et attendu que le possesseur de mauvaise foi est soumis à une obligation personnelle de restitution quand il possède l'objet, ou d'une indemnité équivalente à la valeur de cet objet quand il l'a vendu; que, dès lors, à la seule condition par les demandeurs de justifier de leur propriété des fûts, un lien de droit existera entre Berdin frères et eux, et qu'ils seront fondés à demander la restitution des fûts, sinon paiement de leur valeur; qu'à la même condition, ils seront également fondés à en demander le prix de location;

« Attendu, en effet, que le locateur des fûts doit être privilégié comme ayant conservé la chose; que le privilège du conservateur de la chose prime celui du créancier nanti, quand celui-ci a, comme dans l'espèce, connaissance de la cause de préférence qui existe en faveur du conservateur de cette chose; que de ce qui a été dit plus haut, il résulte que Berdin frères n'ignoraient point que les fûts qui conserveraient leur gage étaient loués par Blanchet et Nouguier; qu'il leur était loisible de faire cesser cette location dès le jour où les vins leur ont été consignés; que ne l'ayant fait, ils ont tacitement pris charge des frais de location à partir de la date de la consignation; qu'un lien de droit est né de ce contrat tacite entre Berdin frères et les locateurs des fûts; qu'au surplus Berdin frères ont profité de l'usage des fûts; qu'à tous égards ils doivent être tenus d'en payer la location;

« Attendu, toutefois, que si les sieurs Blanchet et Nouguier justifient de leur qualité de propriétaires des fûts, Senty n'en justifie nullement;

« Et attendu que nul en France ne plaide par procureur; que la demande de Senty sur ce point est irrecevable et doit être rejetée; qu'il n'échet, en conséquence, d'accueillir la demande dans la mesure susindiquée qu'au profit de Blanchet et de Nouguier;

« Par ces motifs,

« Dit que dans les huit jours de la signification du présent jugement, Berdin frères seront tenus de rendre et restituer à Blanchet et à Nouguier les 112 fûts portant leurs marques qu'ils détiennent, sinon et faute par eux de ce faire dans ledit délai et icelui passé, les condamne dès à présent par les voies de droit à leur en payer la valeur à raison de 50 francs l'un;

« Les condamne, en outre, à payer à Blanchet et Nouguier la location desdits fûts à raison de 4 centimes par jour et par fût jusqu'au jour de la restitution et du paiement de leur valeur, savoir : pour 15 fûts depuis le 30 mars 1898; pour 10 fûts depuis le 4 avril 1898; pour 87 fûts depuis le 1er mai 1898;

« Déclare Blanchet et Nouguier mal fondés en le surplus de leur demande, les en déboute.

« Condamne Berdin frères aux dépens de cette partie de l'instance et même au coût de l'enregistrement du présent jugement, lesdits dépens taxés à la somme de 50 fr. 65, en ce, non compris le coût de l'enregistrement du présent jugement;

« Déclare Blanchet et Nouguier non recevables en leur demande contre Chardon ès qualités et Senty, tant personnellement qu'en telles qualités qu'il agit, non recevable en sa demande à toutes fins qu'elle comporte, tant contre Chardon ès qualités que contre Berdin frères; les en déboute respectivement;

« Et les condamne par les voies de droit au surplus des dépens. »

MM. Berdin frères ayant interjeté appel de ce jugement, la Cour a rendu, le 19 décembre 1899, l'arrêt suivant :

La Cour,

Considérant, en la forme, que l'appel interjeté par Berdin frères d'un jugement rendu par le Tribunal de commerce de la Seine, le 25 février 1899, est régulier; qu'il a été relevé dans les formes et délais exigés par la loi;

Au fond :

Considérant que par leur exploit introductif d'instance du ministère de Me Sauvaistre, huissier à Paris, du 20 septembre 1898, Blanchet et Nouguier, se prétendant propriétaires de 112 fûts se trouvant aux mains de Berdin frères, ont demandé à ceux-ci la restitution desdits fûts ou le paiement de leur valeur et, en outre, à titre de location, le paiement d'une somme de 4 centimes par jour et par fût jusqu'au jour de la restitution;

Considérant que les fûts revendiqués sont désignés de la manière suivante dans la copie figurant à l'expédition du jugement de l'exploit introductif d'instance ci-dessus visé : 1° 13 fûts marqués Nouguier, contremarqués H. D. L., faisant partie d'une livraison par Senty à Rosemberg constatée par une facture du 10 octobre 1897; 2° 2 fûts marqués Tuffon, contremarqués H. D. L. E., faisant partie de la même livraison; 3° 8 fûts marqués Blanchet, contremarqués B. B., constituant une livraison par Senty à Rosemberg, constatée par facture du 31 mars 1898; 4° 10 fûts marqués H. B., constituant une livraison par Senty à Rosemberg, constatée par une facture du 24 mars

1898, lesquelles factures seront enregistrées en même temps que le présent arrêt, observation faite ici qu'il résulte des énonciations de la facture du 10 octobre 1897 : 1° que les 13 fûts marqués Nouguier porteraient comme contre marque, non pas les lettres H. D. L. indiquées peut-être par erreur dans la copie de l'assignation figurant à l'expédition, mais les lettres N. D. L ; 2° que les deux fûts marqués Tuffon porteraient comme contre-marque, non pas les lettres H. D. L. E., mais les lettres N. D. L. E. et qu'il résulte de même des énonciations de la facture du 24 mars 1898 que les deux fûts constituant cette livraison porteraient la marque Nouguier et la contremarque N. B., et non la contre-marque H. B., indiquée par la copie de l'assignation figurant à l'expédition du jugement dont est appel ;

Considérant que les 112 fûts ainsi revendiqués par Blanchet et Nouguier, ont été avec d'autres, formant un total de 793 fûts et 90 pièces, consignés par Barrault et C^ie^ à Berdin frères, en vue de leur garantir les avances par eux faites à Barrault et C^ie^, aux termes d'un acte de nantissement, fait double à Paris, le 30 mai 1898, enregistré le 13 juin même année ; les 13 fûts marqués Nouguier contremarqués N. D. L. (ou H. D. L.), faisant partie des 40 contenant ensemble 225 hectolitres 96 litres, constituant le troisième des lots énumérés en marge de l'acte de nantissement ; les 2 fûts marqués Tuffon et contremarqués N. D. L. E. (ou H. D. L. E.) faisant partie des 200 contenant ensemble 1,071 hectolitres 57 litres, constituant le quatrième des lots énumérés en marge de l'acte de nantissement ; les 10 fûts marqués Nouguier et contremarqués N. B. (ou H. B.), constituant le onzième des lots énumérés eu marge de l'acte de nantissement et contenant ensemble 54 hectolitres 42 litres ; les 87 fûts marqués Blanchet et contremarqués B. B. constituant le douzième et dernier des lots énumérés en marge de l'acte de nantissement et contenant ensemble 520 hectolitres 12 litres ;

Considérant tout d'abord que Berdin frères ne sont pas fondés à contester la recevabilité à leur égard de l'action en revendication de Blanchet et Nouguier par cette objection formulée dans leurs conclusions ; qu'ayant reçu de Barrault et C^ie^ les fûts revendiqués, ils ne peuvent être actionnés par Blanchet et Nouguier à l'occasion desdits fûts, sans que ceux-ci mettent également en cause Barrault et C^ie^ ;

Considérant, en effet, que Blanchet et Nouguier ne peuvent s'adresser qu'aux détenteurs des objets mobiliers qu'ils prétendent leur appartenir, et que ce sera à Berdin frères d'appeler en cause, s'ils le jugent convenable, ceux dont ils tiennent les objets revendiqués, c'est-à-dire Barrault et C^ie^, pour leur demander de les garantir contre l'action en revendication de Blanchet et Nouguier ;

Considérant, d'autre part, que, contrairement aux allégations de Blanchet et Nouguier, le nantissement et, par suite, le droit de gage de Berdin frères porterait bien sur les fûts eux-mêmes et non pas seulement sur le vin qu'ils renferment, ainsi qu'il résulte du contrat ci-dessus visé du 30 mars 1898, aux termes duquel Barrault et C^ie^ ont remis en consignation à Berdin frères les 793 fûts et 90 pièces dont font partie les 112 fûts revendiqués par Blanchet et Nouguier, avec cette indication que lesdits 793 fûts et 90 pièces contenant environ 4,810 hectolitres de vin, alors que si Barrault et C^ie^ avaient entendu consigner seulement le vin contenu dans les fûts, ils eussent évidemment indiqué qu'ils remettaient à Berdin frères 4.810 hectolitres environ contenus dans 793 fûts et 90 pièces ;

Considérant que cette interprétation du contrat de nantissement est encore surabondamment confirmée par trois récépissés des 26 et 30 mars 1898 et du 5 avril même année, lesquels seront enregistrés en même temps que le présent arrêt et qui constatent que les avances ont été consenties à Barrault et C^ie^ par Berdin frères sur 10 demi-muids N. B. vin rouge logé, en cours de route et sur 87 demi-muids B. B. vin blanc logé, en cours de route ;

Considérant, dans cet état des faits, que Berdin frères ayant reçu, par un acte régulier, la remise à titre de nantissement ou consignation des fûts faisant l'objet de la revendication de Blanchet et de Nouguier, les détiennent à juste titre et ne peuvent être tenus de les restituer qu'à la condition que les revendiquants Blanchet et Nouguier fassent cette double preuve : 1° qu'ils sont bien réellement demeurés propriétaires des objets revendiqués ; 2° que Berdin frères connaissaient leur droit de propriété sur les objets mobiliers dont s'agit, lorsqu'ils les ont reçus à titre de nantissement ;

Considérant que Blanchet et Nouguier ne font, quant à présent, l'une ou l'autre de ces deux preuves ; mais qu'ils produisent toutefois des documents rendant vraisemblable leur allégation qu'ils étaient et sont demeurés propriétaires tout au moins de la plus grande partie des fûts revendiqués par eux, et aussi qu'à raison des usages du commerce des vins, Berdin frères ne pouvaient ignorer les droits de Blanchet et Nouguier sur les fûts dont il s'agit ;

Considérant que, dans ces circonstances, il échet d'autoriser Blanchet et Nouguier à compléter la preuve qui leur incombe et, à cet effet, de renvoyer les parties devant des arbitres qui les entendront contradictoirement, examineront leurs pièces, registres et comptabilité, se feront représenter les fûts en litige et se renseigneront et renseigneront la Cour sur les usages du commerce des vins en ce qui touche le transport et la livraison des vins dans des fûts en location demeurant la propriété des locateurs ;

Par ces motifs,

Reçoit Berdin frères appelants du jugement du tribunal de commerce du 25 février 1899, et, avant faire droit ;

Renvoie les parties, tous leurs droits et moyens réservés, devant la Chambre syndicale des mar-

chands de vins en gros du département de la Seine, que la cour constitue arbitre entre les parties et à laquelle elle donne mission de les entendre en leurs explications contradictoires, de se faire représenter par elles tous les documents, pièces et registres relatifs à l'affaire, ainsi que les fûts objet du litige, à l'effet de rechercher si Blanchet et Nouguier font la double preuve : 1° qu'ils étaient et sont demeurés propriétaires des fûts revendiqués par eux; 2° que Berdin frères ont connu leurs droits sur les fûts dont s'agit du moment où ils les ont reçus en nantissement de Barrault et Cie ;

Donne également mission à ladite chambre syndicale de concilier les parties, si faire se peut, sinon de dresser de ces constatations un rapport dans lequel elle donnera son avis sur les questions qui lui sont soumises, et sur le vu duquel il sera ultérieurement statué par la Cour ce qu'il appartiendra;

Réserve les dépens.

L'expert désigné par la cour ayant déposé son rapport, la Cour a confirmé la décision frappée d'appel dans les termes suivants :

LA COUR,

Statuant sur l'appel interjeté par Berdin frères d'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 25 février 1899 :

En ce qui touche la restitution des fûts :

Considérant qu'il résulte des documents de la cause et de l'avis de la Chambre syndicale du commerce des vins en gros du département de la Seine que Blanchet et Nouguier sont demeurés propriétaires des fûts revendiqués par eux;

Considérant, d'autre part, que, bien que Berdin frères aient reçu la consignation desdits fûts et les aient acceptés en nantissement de leurs avances à Barrault et Cie, alors que ces fûts étaient en cours de route, ils n'ont pu cependant ignorer les droits de Blanchet et Nouguier sur lesdits objets mobiliers;

Considérant, en effet, qu'ils ont nécessairement traité avec Barrault sur la production des factures constatant la vente par Senty à Rosemberg et des pièces constatant la retrocession de ce marché par Rosemberg à Barrault et Cie ;

Considérant qu'il résulte des termes mêmes des factures de Senty dont un exemplaire sera enregistré avec le présent arrêt, que les vins étaient logés dans des fûts loués qui devaient être renvoyés à Senty dans les conditions spécifiées auxdites pièces;

Considérant, d'autre part, que Berdin frères avaient précédemment, à différentes reprises, reçu des vins provenant de Senty dans des fûts loués qu'ils avaient renvoyés à Senty par l'intermédiaire de Tuffau dans les conditions spécifiées à la facture ci-dessus visée, ainsi qu'il résulte des pièces produites par Blanchet et Nouguier, lesquelles seront enregistrées avec le présent arrêt;

Considérant qu'il résulte d'une lettre qui sera enregistrée, du 11 juin 1898, de Berdin frères à de Seigniat, lequel était devenu titulaire du compte de Barrault, ainsi qu'il est reconnu par Berdin frères, qu'à ladite date du 11 juin, Berdin frères avisaient de Seigniat que la valeur des vins consignés était devenue insuffisante pour garantir le solde débiteur du compte qui s'augmentait tous les jours des intérêts du magasinage et des locations de fûts;

Considérant que, dans ces circonstances, Berdin frères ne sont pas fondés à dire qu'ils ignoraient que les fûts dont s'agit ne fussent pas la propriété de Barrault, puisqu'ils renvoyaient les fûts vides à Senty et faisaient figurer les prix de location des fûts restant entre leurs mains au débit du compte de Seigniat;

Considérant, en conséquence, que Blanchet et Nouguier ont fait la double preuve qui leur incombait, ainsi qu'il résulte de l'arrêt de cette chambre du 19 décembre 1899, à savoir : qu'ils sont demeurés propriétaires des fûts revendiqués par eux, et que Berdin frères connaissaient leur droit de propriété sur les objets mobiliers dont s'agit, lorsqu'ils les ont reçus en nantissement;

Sur la demande en paiement de loyers des fûts revendiqués :

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que Berdin frères connaissaient le contrat par lequel Blanchet et Nouguier avaient donné en location les fûts dont il s'agit au procès, et qu'en conservant ces fûts, ils ont librement accepté, en qualité de détenteurs desdits fûts, les obligations résultant pour eux du contrat de location ci-dessus visé;

Adoptant, au surplus, sur les deux chefs de la demande de Blanchet et Nouguier; les motifs des premiers juges en ce qu'ils ne renferment pas de contraire à ce qui précède;

Par ces motifs,

Déclare Berdin frères mal fondés dans leur appel et dans toutes leurs demande, fins et conclusions; les en déboute;

Confirme le jugement dont est appel, et dit qu'il sortira son plein et entier effet;

Condamne Berdin frères à l'amende et aux dépens de leur appel qui comprendront ceux réservés par l'arrêt d'avant faire droit et ceux d'expertise.

M. FOURNIER av. gén. — Mes CHAUVIN et G. LAYA av.

Note. — C'est un principe absolument certain que le créancier gagiste ne peut se prévaloir du privilège que la loi lui reconnaît sur la chose remise engage qu'autant qu'il est de bonne foi : V. notamment Cass. 6 juillet 1891 (D. 92. 1.119); 2 mars 1892 (D. 93.1.198). Et la question de savoir s'il est de bonne foi ou non est laissée à l'appréciation souveraine des juges du fond : Cass. 6 juillet 1891, précité.

Dans une affaire analogue à celle sur laquelle a statué l'arrêt rapporté, la même chambre de la Cour de Paris avait, le 30 avril 1895 (Gaz. Pal. 95.1.690), posé eu droit le même principe et, statuant en fait, avait décidé que le créancier gagiste ne saurait être considéré de mauvaise foi à raison de cette circonstance seule que les fûts revendi-

qués auraient porté des marques à feu indiquant, avec le nom des locateurs, que lesdits fûts étaient donnés en location. Dans l'espèce, la situation était la même : il s'agissait bien de fûts avec marques à feu indiquant leur origine et le tribunal de commerce, en faisant état desdites marques et en concluant à la mauvaise foi du créancier gagiste de ce fait qu'il avait connu ces marques et pu apprécier leur sens, avait décidé en sens contraire de l'arrêt du 30 avril 1895.

La décision recueillie a répudié cette doctrine et maintenu celle de l'arrêt précité en statuant, avant dire droit, que les intimés n'établissaient pas quant à présent la mauvaise foi du créancier gagiste. La jurisprudence de la Cour de Paris paraît donc bien s'établir en ce sens que des marques à feu indiquant que le fût est donné en location et faisant connaître le nom du locateur ne suffisent pas, à elles seules, à prouver la mauvaise foi du créancier gagiste.

COUR D'APPEL D'AIX (2e Ch.)

19 octobre 1900.

Présidence de M. Mallet.

ÉTRANGER. — DÉFENDEUR. — MATIÈRE COMMERCIALE. — TRIBUNAL COMPÉTENT. — LIEU DU PAIEMENT.

Si, en vertu de l'art. 14 C. civ., l'étranger, même non résidant en France, peut être cité devant les tribunaux français, pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français, la loi n'ayant point indiqué le tribunal devant lequel, en pareil cas, le litige devrait être porté, le demandeur français n'a le droit de saisir le tribunal de son domicile que dans le cas où il n'existe pas en France un autre tribunal compétent pour statuer.

Spécialement, en matière commerciale et quand la nature de l'action comporte l'application de l'art. 420 C. pr. civ., l'instance entre Français et étranger, pour l'exécution d'obligations contractées en France, doit être portée devant l'un des tribunaux fixés par cet article, à l'exclusion de toute autre juridiction.

Franzi frères c. John Drevon.

A la date du 24 août 1899, le Tribunal de commerce de Cannes a rendu le jugement suivant :

« Attendu que par exploit de Me Chabert, huissier à Cannes, en date du 1er juin 1899, enregistré, les sieurs Franzi frères ont fait citer le sieur Drevon devant le siège aux fins de leur entendre concéder acte de ce qu'ils sont prêts à payer la somme de 68 fr. 88 pour fournitures de marchandises, moyennant quoi ils seront complètement libérés vis-à-vis de Drevon, s'entendre, en outre, le sieur Drevon condamner à reprendre le restant de la commande, les marchandises expédiées n'étant pas conformes à l'échantillon, et en 50 francs de dommages-intérêts ;

« Attendu que Drevon soulève l'exception d'incompétence *ratione loci* ;

« Attendu que cette exception n'est pas fondée ; qu'en effet, aux termes de l'art. 14 C. civ., si l'étranger peut être actionné en France pour les obligations par lui contractées en France, c'est au lieu de ce domicile qu'il peut être actionné ;

« Mais attendu que lorsque l'étranger a son domicile, c'est-à-dire son principal établissement à l'étranger, l'action peut être portée devant le tribunal du lieu de la succursale qu'il a en France ;

« Mais attendu que cela n'implique pas qu'il eût dû nécessairement être assigné à cet endroit; que, faute par Drevon d'avoir son principal établissement en France, il peut l'être également devant le tribunal du domicile du demandeur ;

« Attendu, dès lors, que le Tribunal de commerce de Cannes est compétent pour connaître du litige;

« Par ces motifs,

« Se déclare compétent, retient l'affaire.

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que les sieurs Franzi frères, marbriers à Cannes, ont fait citer devant le trlbunal de commerce de cette ville le sieur John Drevon, industriel domicilié à Scheffield (Angleterre), qui leur a vendu des limes, acier fondu et des râpes, pour voir dire que les râpes qui leur ont été expédiées n'étant pas conformes à l'échantillon, ils seraient dispensés d'en prendre livraison et de les payer ; que le sieur Drevon a décliné la compétence du Tribunal de Cannes et, ce tribunal ayant retenu la cause, a émis appel de sa décision ;

Attendu que les juges consulaires de Cannes ont été saisis, en vertu de l'art. 14 C. civ. qui permet de traduire devant les tribunaux français l'étranger, même non résidant en France, pour l'exécution des obligations qu'il aurait contractées envers un Français, soit en France, soit en pays étranger ;

Attendu que la loi n'ayant point fixé le tribunal devant lequel le litige devrait être porté, il a été généralement admis par la jurisprudence que le demandeur aurait le droit de saisir le tribunal de son domicile ;

Mais attendu que cette règle ne peut évidemment recevoir d'application qu'au cas où il n'existe pas en France un autre tribunal compétent pour statuer ;

Attendu qu'en matière commerciale, la compétence *ratione personæ* est déterminée par l'art. 420 C. pr. civ., qui donne au demandeur le choix entre

trois tribunaux, celui du domicile du défendeur, celui du lieu de la promesse et de la livraison et celui du lieu du paiement; que la cause ne rentre dans aucun des deux premiers cas prévus par cet article, le sieur Drevon n'étant pas domicilié en France et les marchandises lui ayant été commandées à Cannes et ayant été livrées à Paris;

Mais attendu qu'elle rentre dans le troisième cas, les marchandises dont s'agit, aux termes de la facture acceptée par les sieurs Franzi frères, étant payables à Paris; qu'il existe donc un tribunal qui, d'après la législation, avait qualité pour connaître du différend, circonstance qui exclut toute autre juridiction;

Par ces motifs,

Réformant, dit et déclare que le Tribunal de Cannes était incompétent pour statuer sur le litige; ce faisant, renvoie parties et matière devant qui de droit;

Condamne les sieurs Franzi frères aux dépens de première instance et d'appel;

Ordonne la restitution de l'amende.

Me Lafon du Cluzeau av. gén. — Mes David et Drujon av.

Note. — L'art. 14 C. civ. attribue compétence aux tribunaux français pour l'exécution des obligations contractées par un étranger envers un Français. Mais il n'indique pas quel est le tribunal compétent; dans ce silence de la loi, la jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour admettre les quatre solutions suivantes, correspondant aux quatre hypothèses qui peuvent se présenter en l'espèce :

1° Si l'étranger défendeur a en France un domicile élu, ou réel, ou une résidence, le tribunal de ce domicile ou de cette résidence est compétent en matière personnelle et mobilière (art. 59 C. pr. civ.); Cass. 4 mars 1885 (Gaz. Pal. 85.1.4901) — S. 85.1.169 — D. 85.1.353); Rennes 20 février 1888 (Gaz. Pal. 88.1.593). Et si une société étrangère a, en dehors de son siège social sis à l'étranger, une succursale, cette succursale a le caractère d'une résidence légale, devant le tribunal de laquelle l'action doit être portée. V. Trib. civ. Marseille 16 mars 1875 (Jurisp, civ. Marseille 75, p. 217; Cass. précité. Comp. Trib. com. Marseille 19 juin 93 (Rev. Soc. 94.79); Amiens 5 août 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, v° Etranger, Rec. Amiens 94.40).

2° En matière commerciale, le tribunal compétent est, aux termes de l'art. 420 C. pr. civ., soit celui du domicile du défendeur, soit celui du lieu de la promesse ou de la livraison, soit celui du lieu du paiement : V. Rennes précité; Bordeaux 28 janvier 1891 (Gaz. Pal. 91.1.702 — S.96. 2.209, en note — D. 91.2.265); Grenoble 2 février 1882 (Journ. droit intern. privé, p. 124); Rennes 3 juillet 1894 (S. 96.2.209). — Comp. Cass. 9 mars 1863 (D. 63.1.176). V. *contrà* : Trib. com. Nantes 25 novembre 1895 (Gaz, Pal. 96.1 supp. 13).

3° La compétence sera également déterminée par certaines circonstances particulières, auxquelles la loi attache, dans certains cas, l'attribution de juridiction. Ainsi l'étranger appelé à une succession en France sera justiciable du tribunal du lieu où s'est ouverte la succession (art. 59 C. pr. civ.). Comp. Cass. 1er juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.124 — S. 96.1.225 — D. 95.1.344). De même en matière de société, de garantie : Trib. com. Seine 15 février 1883 (Gaz. Pal. 83.1.408); de faillite : Cass. 4 février 1885 (Gaz. Pal. 85.1.396). V. note de M. de Boeck sous Bordeaux 20 janvier 1891 (D. 91.2.265).

4° Lorsque, enfin, l'étranger défendeur ne se trouve dans aucune des hypothèses précitées, on admet que le Français demandeur peut l'assigner devant le tribunal de son propre domicile. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord sur ce point. V. notamment Beudant, Etat et capacité des personnes, t. Ier, n° 91, p. 157; Massé, Droit commercial, 3e éd., t. Ier, n° 710; Bonfils, Compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers, n° 297; Félix et Demangeat, Dr. intern. privé, 4e édit., t. Ier, p. 351, note *a*; Lyon-Caen, Rev. critique 1886, p. 337; Vincent et Renaud, Dict. droit intern. privé, nos 126 et suiv. — *Adde* : Aix 30 novembre 1880 (D. 82.2.64); Rouen 1er avril 1881 (S. 82. 2. 153 — D. 82.2.92); Aix 16 janvier 1883 (D. 84.2.88); Cass. 4 mars 1885, précité; Aix 28 février 1889 (D. 90.2.59).

On a même, dans cette dernière hypothèse, décidé que le demandeur avait le choix du tribunal, à la seule condition, conformément à la règle *Malitiis non est indulgendum*, de ne pas faire un choix qui aurait pour unique but de vexer le défendeur ou de l'exposer à des frais frustratoires: Baudry Lacantinerie, Précis droit civil, t. I, n° 158.

335

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

7 novembre 1900.

Présidence de M. Bernard.

TRAVAUX PUBLICS. — COMMUNE. — ÉCLAIRAGE AU GAZ. — COMPAGNIE CONCESSIONNAIRE. — CONDUITE DE GAZ. — RUPTURE. — INSTALLATION VICIEUSE. — ACCIDENT. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE.

1° Les travaux exécutés dans le sous-sol des voies publiques, pour l'installation des conduites de gaz par la compagnie concessionnaire de l'éclairage d'une ville, ont le caractère de travaux publics.

2° Et l'action en dommages-intérêts dirigée contre ladite compagnie par une personne qui, ayant été victime d'un accident, prétend en rendre la compagnie responsable, en alléguant que cet accident a été occasionné par la rupture d'une conduite de gaz ancienne, qui n'avait jamais été changée ni même réparée et se trouvait placée, non au milieu de la rue, mais sous le trottoir même de la maison où l'accident s'est produit, est de la compétence exclusive des tribunaux administratifs.

Société du gaz de Saint-Etienne c. consorts Béal.

Pendant la nuit du 28 au 29 février 1896, les époux Béal et leur fils ont été victimes, dans le logement qu'ils occupaient alors à Saint-Etienne, 19, rue de la Sablière, d'un commencement d'asphyxie, causé par des émanations de gaz d'éclairage; les émanations avaient été occasionnées par

la rupture d'une conduite établie à une trop faible distance de la maison. Les victimes de l'accident en ont imputé la responsabilité à la Compagnie concessionnaire de l'éclairage et de chauffage par le gaz de la ville de Saint-Etienne, et ils l'ont assignée le 9 mai 1896 en paiement de dommages-intérêts.

Après une expertise médicale avant faire droit ordonnée le 23 novembre 1896 par le Tribunal de Saint Etienne, et un jugement au fond de ce même tribunal en date du 12 juillet 1897, la Cour de Lyon a, à la date du 15 janvier 1898, rendu un arrêt admettant le principe de la responsabilité devant peser sur la compagnie du gaz, et condamnant cette compagnie à payer à Béal père 2,000 francs et une pension viagère de 500 francs, et à Béal fils 2,000 francs, le tout à titre de dommages-intérêts.

La Société du gaz de Saint-Etienne s'est pourvue en cassation, et a relevé à l'appui de son pourvoi le moyen suivant :

« Violation de l'art. 13, titre II, de la loi des 16-24 août 1790, du principe de la séparation des pouvoirs, du décret du 16 fructidor an III, et de l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII, en ce que la cour d'appel s'est reconnue compétente pour statuer sur une action en dommages-intérêts formée contre la Compagnie concessionnaire du service public de l'éclairage et du chauffage par le gaz de la ville de Saint-Etienne, à raison d'un accident que les défendeurs éventuels prétendaient attribuer à la rupture d'une conduite de gaz, action qui, dans les termes mêmes où elle était intentée, se rattachait nécessairement aux conditions d'exécution et d'entretien d'un travail public ».

La Chambre civile a statué dans les termes ci-après :

La Cour,

Vu l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII ;

Attendu que les travaux exécutés dans le sous-sol des voies publiques pour l'installation des conduites de gaz par la compagnie concessionnaire de l'éclairage d'une ville ont le caractère de travaux publics;

Attendu que, d'après l'exploit introductif d'instance, rapporté aux qualités de l'arrêt attaqué, l'accident dont la famille Béal a été victime a été occasionné « par la rupture d'une conduite de gaz ancienne, mauvaise, qui n'avait jamais été changée ni même réparée, et qui se trouvait placée, non au milieu de la rue, mais sous le trottoir même près de la maison;

Attendu que le jugement de première instance. dont les motifs ont été adoptés par l'arrêt attaqué, constate que le fait dommageable a consisté « dans la rupture d'un tuyau, qui eût pu être évitée, en prenant de plus grandes précautions dans la pose des canalisations et l'emploi ou le remplacement progressif de tuyaux plus résistants » ;

Attendu que, dans ces circonstances, le dommage dont réparation était demandée, avait pour cause directe la mauvaise exécution ou le défaut d'entretien d'un travail public; que, dès lors, c'était à l'autorité administrative qu'il appartenait de connaître de l'action en responsabilité dirigée contre la compagnie concessionnaire, par application de la loi du 28 pluviôse an VIII; d'où il suit qu'en statuant sur le litige, la Cour d'appel de Lyon a méconnu le principe de la séparation des pouvoirs et violé l'article de loi ci-dessus visé;

Casse l'arrêt de la Cour de Lyon du 15 janvier 1898.

MM. Falcimaigne rapp.; Sarrut av. gén. — Mes Aguillon et Lefort av.

Note. — I.-II. — V. conf. sur les deux points : Cass. 15 novembre 1897 (Gaz. Pal. 98.1.116) et la note. *Adde* : Trib. civ. Béziers 9 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.2.291).

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

5 novembre 1900.

Présidence de M. Tanon.

PAIEMENT. — CESSION DE BAIL. — LOYERS. — ACTE AUTHENTIQUE. — NOTAIRE RÉDACTEUR. — AUTORISATION DE RECEVOIR. — POUVOIR DES TRIBUNAUX. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

Si la simple indication dans un acte, acte de cession de bail dans l'espèce, de l'étude du notaire rédacteur comme lieu de paiement des loyers, n'emporte point, par elle seule, pour ce notaire, l'autorisation de recevoir, cette autorisation peut résulter des faits et circonstances qui ont précédé, accompagné ou suivi ledit acte, et qu'apprécient souverainement les juges du fond.

Lebaudy c. veuve de Bellocq.

La Cour,

Sur le moyen unique tiré de la fausse application des art. 111, 1134 et 1247 C. civ. et de la violation de l'art. 1239 du même Code et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que si la simple indication, dans un acte, de l'étude du notaire rédacteur comme lieu de paiement n'emporte point, par elle seule, pour ce notaire, l'autorisation de recevoir, cette autorisation peut résulter des faits et circonstances qui ont précédé, accompagné ou suivi ledit acte et qu'apprécient souverainement les juges du fond;

Attendu que l'acte de cession de bail du 6 avril

1896, consenti par les consorts Lebaudy à la dame de Bellocq, porte que « les paiements des loyers échus auront lieu en l'étude dudit Me Lanquest, notaire »;

Attendu que le jugement dont l'arrêt attaqué s'est approprié les motifs constate que, dès l'origine de ce bail et pendant deux années consécutives, la dame de Bellocq a payé régulièrement, chaque trimestre, son loyer entre les mains dudit notaire qui en donnait quittance; qu'il constate, en outre, qu'en juillet 1898, Me Lanquest, en refusant de recevoir le loyer échu le 1er de ce mois, a donné comme raison que l'un des consorts Lebaudy lui avait signifié une révocation de mandat; qu'appréciant et interprétant ces faits et circonstances de la cause, le mode de paiement suivi jusqu'alors, la commune intention des parties, l'arrêt attaqué a pu décider qu'il en résultait la preuve que le notaire Lanquest avait été autorisé à toucher pour les bailleurs les loyers échus et à en donner quittance; qu'en validant, dans ces circonstances, les paiements faits entre les mains du notaire et en les déclarant libératoires, l'arrêt attaqué, qui est d'ailleurs régulièrement motivé, n'a ni faussement appliqué les art. 111, 1134 et 1247 C. civ., ni violé les autres articles de loi visés au pourvoi;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Lebaudy contre l'arrêt de la Cour de Paris du 25 juillet 1899.

MM. Dupont rapp.; Melcot av. gén. — Me Bouchié de Belle av.

Note. — La jurisprudence de la Cour de cassation paraît désormais bien fixée en ce sens que si, en effet, comme le rappelle l'arrêt ci-dessus, la simple indication de l'étude du notaire rédacteur d'un acte comme lieu de paiement, ne peut être considérée comme valant par elle-même autorisation pour ce notaire de recevoir le paiement et d'en donner quittance : Cass. 11 décembre 1889 (Gaz. Pal. 90.1. 193); 25 janvier 1893 (D. 93.1.183), les juges, du moins, peuvent induire l'existence de cette autorisation d'une telle clause, considérée à cet égard comme commencement de preuve par écrit et combinée avec les circonstances du fait : Cass. 28 février 1887 (Gaz. Pal. 87.1.404); 7 novembre 1899 (Gaz. Pal. 99. 2. 647) et les notes. — *Adde* dans le même sens : Douai 29 novembre 1862 (S. 64.2.260 — J. du P. 64.1151 — D. 63.2.41); Riom 31 janviers 1876, sous Cass. 22 novembre 1876 (S. 77.1.65 — J. du P. 77.139 — D. 77.1.150); Bordeaux 13 juin 1890 (Gaz. Pal. 90.2.635); Montpellier 31 octobre 1898 (Gaz. Pal. 98. 2.614).

COUR D'APPEL DE BESANÇON (2e Ch.)

6 juin 1900.

Présidence de M. Maire.

1° MARQUE DE FABRIQUE. — SAISIES. — CONTREFAÇON. — ABSENCE D'ORDONNANCE. — NULLITÉ DE LA SAISIE. — MAINLEVÉE. — NOM DE FABRICANT. — FORME DISTINCTIVE. — DÉSIGNATION DU PRODUIT.

2° IMITATION FRAUDULEUSE (NON). — DISSEMBLANCES. — ANALOGIES LÉGÈRES.

3° USURPATION DE NOM. — MAUVAISE FOI. — MENTION ILLICITE DE MÉDAILLES. — MAUVAISE FOI.

1° *Toute saisie à laquelle il est procédé en vertu de l'art. 17 de la loi du 23 juin 1857, sans l'autorisation du président du tribunal dont l'ordonnance ne porte qu'une date postérieure, ne peut, à raison de sa manifeste irrégularité, produire d'effet utile, et c'est à tort que le saisissant fait défense au greffier de se dessaissr des objets déposés entre ses mains et compris dans ladite saisie.*

2° *Le nom d'un fabricant ne peut être considéré comme un élément caractéristique d'une marque, qu'à la condition d'affecter dans cette marque une forme distinctive au moyen de signes servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce.*

Il ne saurait donc y avoir contrefaçon ou imitation frauduleuse d'une marque, dans le fait unique de se servir de ce nom, alors que les étiquettes apposées sur les bouteilles saisies apparaissent en tous points comme dissemblables.

3° *C'est du reste à tort que l'on soutiendrait que le nom en question (en l'espèce celui de Raspail) est autant celui du produit que celui du fabricant; que c'est une dénomination particulière qui n'a pas besoin, pour être susceptible d'appropriation, de revêtir dans la marque une forme distinctive, alors que dans sa marque, Raspail a donné à son produit le nom de « Liqueur hygiénique et de dessert de Raspail », c'est-à-dire que le nom désigne le fabricant et non le produit fabriqué.*

Il est du reste sans intérêt que la liqueur soit dans le langage courant qualifiée « Raspail » du nom de son fabricant, car ce n'est pas le nom qu'elle a reçu dans la marque.

4° *Il n'y a point imitation frauduleuse de marque de fabrique, alors qu'à côté de différences nombreuses et capitales, il existe certaines analogies, notamment dans la reproduction d'extraits vantant les bienfaits de la liqueur fabriquée; les rencontres de cette nature, dans le mode de publicité, sont insuffisantes à caractériser l'imitation frauduleuse et surtout à démontrer la mauvaise foi sans laquelle le délit ne saurait exister.*

5° *Le délit d'usurpation de nom prévu par la loi du 28 juin 1824, n'existe pas quand tout indique que le prévenu a agi de bonne foi et sans*

intention frauduleuse, et que son but a été non pas d'usurper à son profit le nom d'un fabricant (en l'espèce Raspail), mais d'annoncer qu'il avait fabriqué et qu'il vendait la liqueur dont Raspail a donné la formule et autorisé ainsi la fabrication par d'autres.

6° Comme tout délit, le délit de mention illicite de médailles prévu par la loi du 30 avril 1886 exige, pour que le plaignant réussisse dans sa poursuite, la justification d'un préjudice, sinon il doit être déclaré non recevable en sa demande, celle-ci étant faite par un demandeur sans intérêt dans la poursuite.

Raspail c. Heckmann.

M. Julien Raspail, fabricant de drogueries et de produits hygiéniques, a poursuivi M. Heckmann, distillateur à Belfort, à raison des faits suivants : A la suite d'une saisie pratiquée dans les magasins de ce dernier, on avait découvert des étiquettes portant la mention : « Liqueur hygiénique aromatique dite de Raspail », ainsi que diverses autres indications. M. Jules Raspail avait vu là une atteinte à ses droits et avait relevé dans ce fait une contrefaçon de marque de fabrique régulièrement déposée, une usurpation de nom. Il demandait, en outre, contre M. Heckmann l'application de la loi de 1886, sur la fausse mention de récompenses industrielles.

Le Tribunal de Belfort avait repoussé les prétentions de M. J. Raspail par le jugement suivant :

« Attendu que suivant exploit portant la date du 18 juillet 1890 il a été, à la requête du demandeur Julien Raspail, fabricant de drogueries et de produits hygiéniques, demeurant à Paris, rue du Temple, nos 14-16, procédé dans les magasins du sieur Heckmann, négociant à Belfort, à la saisie de 12 bouteilles revêtues d'étiquettes où figurent, en gros caractères au-dessus d'une inscription en recommandant l'usage, ces mots : « Liqueur hygiénique aromatique dite de Raspail » et de 512 étiquettes, couleur lie de vin, identiquement semblables à celles qui sont apposées sur les 12 bouteilles ci-dessus décrites, plus de 25 autres étiquettes portant les armes de Paris et sur 4 capsules qui figurent à droite et à gauche les mots : « Absinthe, Bitter, Vermouth, Liqueurs », puis au-dessus une banderole où apparaît le mot « Raspail » à la suite de l'inscription latine : *Fluctuat nec mergitur* ;

« Attendu que cette saisie à laquelle il a été procédé sans l'autorisation du président du siège dont l'ordonnance ne porte que la date du 19 juillet 1899 ne pouvant, à raison de sa manifeste irrégularité, produire d'effet utile, le demandeur a, en vertu de l'autorisation qu'il en avait obtenu, le 4 janvier 1900, fait pratiquer, le lendemain 5 janvier, une nouvelle saisie qui seule peut légalement servir de base à l'action dont le tribunal est saisi par la citation du 20 du même mois ; que le demandeur l'a si bien reconnu lui-même qu'à l'audience du 5 janvier, jour auquel l'affaire appelée a été d'un commun accord entre les parties remise à l'audience du 3 février suivant, il a, par l'organe de M. Haumant, son avoué, déclaré donner main-levée de la saisie irrégulièrement opérée le 18 juillet 1899, et qu'acte a été donné aux défendeurs de cette déclaration ; que c'est donc indûment que le demandeur a, par acte du 9 janvier dernier, fait défense au greffier de ce siège de se dessaisir des étiquettes et de la bouteille de liqueur hygiénique dite « de Raspail » déposées entre ses mains et comprises dans la saisie du 18 juillet 1899 ;

« Attendu que le procès-verbal de saisie du 5 janvier 1900, lequel subsiste seul comme pouvant être efficacement invoqué par le demandeur à l'appui de son action, constate qu'il n'a été trouvé dans les magasins du sieur Heckmann que 10 bouteilles avec étiquettes couleur lie de vin portant à la suite des mots : « Liqueur hygiénique aromatique dite de Raspail » l'inscription suivante : « Un petit verre prépare ou pro-
« tège la digestion suivant qu'on le prend avant
« ou après le repas. Aussi l'usage s'en est-il tel-
« tellement répandu en France et à l'étranger
« qu'elle a fini presque par remplacer toutes les
« autres, on la demande en entrant au café, on
« la redemande en sortant du restaurant, bien
« assuré qu'on est de braver ainsi la gastrite et
« l'indigestion. Cette liqueur connue jusqu'à ce
« jour sous le nom d'Elixir Raspail portera dé-
« sormais le nom de liqueur hygiénique dite de
« Raspail. Nass et Heckmann » ;

« Attendu que c'est de cette constatation que s'autorise le demandeur en la qualité qu'il agit pour poursuivre les demandeurs en police correctionnelle, d'une part, comme ayant contrefait des marques de la maison Raspail (art. 7, 8 et 13 de la loi du 23 juin 1857) et, d'autre part, comme ayant usurpé le nom de Raspail dans les étiquettes destinées à la vente d'une liqueur concurrente de celle qu'il exploite lui-même (art. 1 et 2 de la loi du 28 juillet 1824, 423 du C. p.); que le demandeur sollicite, en outre, contre les défendeurs, l'application des art. 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 30 avril et du 12 mai 1886 pour avoir, au mépris des dispositions de cette loi, fait usage sur leurs étiquettes de médailles qui

auraient été obtenues dans des expositions et ce, sans indication ni des lieux, ni de la date auxquels ces médailles auraient été décernées ;

« Attendu que la prévention, en tant que dirigée contre le sieur Boulanger, ne saurait se soutenir sérieusement si l'on considère, d'une part, qu'il n'est que le gérant comptable du co-défendeur Heckmann dont il n'a fait qu'exécuter les ordres et que, d'autre part, il n'est aucunement justifié qu'il ait en connaissance de cause participé aux actes reprochés à ce dernier; que le mérite de la plainte du demandeur ne peut donc être apprécié qu'au regard du sieur Heckmann que seul cette plainte peut concerner :

« En ce qui touche le délit de contrefaçon ou d'imitation frauduleuse de marque de fabrique prévu par les art. 7 et 8 de la loi du 23 juin 1857 :

« Attendu que s'il est constant que le mot « Raspail » qui est le nom de l'inventeur figure dans l'étiquette du sieur Heckmann comme dans celle du demandeur et qu'employé d'une façon différente, il sert dans chacune d'elle à désigner le produit mis en vente, cette partie de la marque revendiquée par le demandeur comme étant sa propriété exclusive ne saurait bénéficier de la protection accordée par la loi de 1857, cette loi ne considérant les noms comme marques de fabrique qu'à la condition qu'ils affectent une forme distinctive, au moyen de signes servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce ; qu'il suffit de jeter les yeux sur l'étiquette dont est revêtue la bouteille produite par le demandeur pour se convaincre que le nom de Raspail qui y figure est dépourvu de toute forme spéciale capable de la distinguer du même nom présenté par un autre;

« Attendu, quant aux étiquettes, que, rapprochées de celles que portent les bouteilles de liqueur appartenant à la maison Raspail, les étiquettes apposées sur les bouteilles saisies apparaissent en tous points comme dissemblables ; que dans leur aspect extérieur, dans le jeu des couleurs, dans la disposition du texte, dans les termes employés, dans les caractères typographiques, tout est différent ; que l'étiquette Raspail est plus allongée et plus étroite que l'étiquette Nass et Heckmann ; que l'étiquette Raspail est sur fond noir et l'étiquette Heckmann sur fond rouge; que les inscriptions de l'étiquette Raspail sont en lettres dorées, tandis que celles de l'étiquette Heckmann sont en lettres argentées ; que les encadrements diffèrent également comme diffère aussi le texte des inscriptions ; que l'étiquette Heckmann présente des ornements caractéristiques qui font absolument défaut dans celle de Raspail ; que la dissemblance se remarque jusque dans la forme des bouteilles et leur mode de fermeture; que les bouteilles Heckmann sont coiffées d'une capsule verte au lieu d'une capsule blanche ; que sur le bouchon est apposé un cachet rouge portant en lettres blanches l'inscription : « Grande distillerie franco-alsacienne « Belfort » ; qu'il y est fixé une bande sur fond blanc adhérente à la capsule, bordée de filets noir et or portant la même inscription : « Grande « distillerie franco-alsacienne Thann-Belfort » ; qu'on y voit aussi un écusson vert et noir aux armes de la ville de Thann avec l'enseigne : « Grande distillerie franco-alsacienne Thann-« Belfort », et la devise : « l'Union fait la force », tandis que les bouteilles de la maison Raspail ne portent ni bande, ni écusson et présentent, au lieu de ces signes et emblèmes distinctifs, une banderole noire où est écrit en grosses lettres d'or le nom de « Raspail » et, moulé dans le verre, un cartouche portant les initiales F.V. R. ; que ce sont là autant de précautions prises par le défendeur Heckmann en vue de renseigner ses clients sur la véritable origine des flaçons sortis de sa distillerie et d'éviter toute confusion entre sa marchandise et celle de la maison Raspail ; que ces précautions excluent chez lui toute idée de fraude et témoignent, au contraire, de son souci de sauvegarder la propriété d'autrui ;

« Sur le délit relatif à l'usurpation de nom prévu et réprimé par les art. 1 et 2 de la loi du 28 juillet 1824 :

« Attendu que cette loi ne punit que celui qui aura apposé ou fait apparaître sur des objets fabriqués le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur ; que le sieur Heckmann ne tomberait dès lors sous son application que s'il avait imprimé sur ses étiquettes les mots : « Liqueur hygiénique Raspail ou de Raspail »; que rien de semblable ne se voit sur les étiquettes revêtues de la griffe Nass et Heckmann et accompagnées de bandes, de cachets, de capsules où figure en caractères très apparents sa raison sociale ; que le sieur Heckmann s'est borné à imprimer sur ces étiquettes les mots : « Liqueur hygiénique aromatique dite de Raspail », s'abstenant ainsi d'y faire apparaitre le nom de Raspail comme étant celui du fabricant de sa liqueur ; qu'en vain, le demandeur invoque-t-il à l'appui de sa prétention de ce chef, l'art. 17 de la loi du 22 germinal an XI, lequel dispose que la marque de fabrique sera considérée comme contrefaite quand on y aura inséré les mots : « façon « de », le nom d'un autre fabricant ou d'une autre ville; qu'il importe, en effet, de remarquer que

cet article de loi, qui n'est même pas visé dans la citation, ne prévoit qu'une simple contrefaçon de marque accompagnée de cette circonstance que le contrefacteur, au lieu de se servir du nom du fabricant, l'ait fait précéder des mots : « façon de » ; qu'il faut, pour que le délit prévu par la loi de germinal an XI existe, qu'il y ait, en même temps qu'emploi de nom, contrefaçon de marque ; qu'en insérant les mots : « Liqueur hygiénique aromatique dite de Raspail » sur une marque qui ne présente aucune analogie quelconque avec celle du demandeur, le sieur Heckmann n'a pas contrevenu à la disposition de la loi précitée pas plus qu'aux art. 1 et 2 de la loi du 28 juillet 1824, laquelle est, ainsi qu'il est dit ci-dessus, inapplicable au fait par l'inculpé de s'être servi du nom de Raspail en prenant les précautions nécessaires pour empêcher de faire considérer ce nom comme une indication de provenance, qu'au surplus, existerait-il dans ces éléments matériels de délit reproché à l'inculpé, quant à ce, ne pourrait être légalement retenu à sa charge qu'à la condition qu'il serait démontré qu'il l'a commis volontairement, sciemment, avec l'intention bien arrêtée de faire au fabricant, dont il a emprunté le nom, une concurrence déloyale ; qu'il n'est apporté par le demandeur aucune justification probante à cet égard ; qu'au contraire, toutes les circonstances de la saisie tendent à établir qu'il a agi avec la plus entière bonne foi que démontre surérogatoirement, au surplus, l'empressement qu'il a mis à remplacer par de nouvelles étiquettes portant simplement le mot « hygiénique » celles contre lesquelles protesta le demandeur dès qu'il eût appris que celui-ci prétendait à l'usage exclusif du nom commercial de Raspail, ce dont il échet de donner acte au demandeur comme aussi de l'engagement, que par voie de conclusions déposées sur le bureau du tribunal, le défendeur a pris de ne plus faire à l'avenir usage d'étiquettes où le nom de Raspail figurerait sous une forme quelconque ;

« En ce qui concerne l'emploi des médailles ;

« Attendu que le fait, par le sieur Heckmann, d'avoir fait figurer sur les étiquettes apposées sur ces flacons un certain nombre de médailles en effigie sans en indiquer les dates et la nature, ni relater les expositions, à l'occasion desquelles il les a obtenues et les objets récompensés, ne saurait, en égard à l'impossibilité matérielle de faire tenir toutes ces indications en raccourci sur des étiquettes de dimensions aussi restreintes, tomber sous l'application de la loi que le demandeur invoque contre lui et cela d'autant moins qu'il n'est aucunement démontré que l'emploi qu'il a fait de bonne foi, d'ailleurs, et, sans intention de nuire au demandeur, des nombreuses médailles qui lui ont été décernées en qualité de distillateur, a occasionné à ce dernier un préjudice quelconque ; que du moment où cette justification, qui est un des éléments essentiels du délit que prévoient et répriment les art. 1, 2, 4 et 5 de la loi des 30 avril et 12 mai 1886, n'est pas rapportée par le demandeur, son action de ce chef doit être rejetée par une fin de non-recevoir tirée du défaut complet d'intérêt ;

« Sur la demande reconventionnelle du défendeur aux fins d'une allocation de dommages-intérêts pour abus de citation directe :

« Attendu qu'il est de principe que le préjudice résultant d'une contestation judiciaire ne rend pas la partie qui succombe passible de dommages-intérêts indépendamment des dépens, si cette partie a agi de bonne foi et non par esprit de chicane ou dans un but de vexation ; qu'en fait, il n'est pas justifié que le défendeur ait introduit son action sous l'nspiration d'un sentiment hostile au demandeur et dans l'intention de lui nuire, et qu'au surplus, il n'en est résulté pour celui-ci aucun préjudice appréciable ;

« Par ces motifs,

« Sans s'arrêter à la demande en dommages-intérêts formée par le sieur Heckmann contre le sieur Raspail, laquelle est rejetée comme mal fondée, donne acte au demandeur de ce que le sieur Heckmann depuis le procès-verbal de saisie du 18 juillet 1899, par lequel lui a été manifestée, pour la premiere fois, l'intention qu'avait Julien Raspail de revendiquer la propriété exclusive d'un nom qui était devenu la désignation usuelle de son produit, il a cessé toute mise en vente de la liqueur qu'il fabrique suïvant la formule de F. V. Raspail dite « de Raspail » et de ce qu'il prend l'engagement de ne plus faire usage d'étiquettes où le nom de Raspail figurerait sous une forme quelconque et, sous le mérite de cette déclaration, reconnaît que les défendeurs n'ont commis aucun des délits qui leur sont reprochés, les renvoie, en conséquence, des fins de la poursuite ; déclare le demandeur mal fondé en ses conclusions, l'en déboute, prononce, néanmoins, la confiscation des objets régulièrement et utilement saisis, à l'exclusion de ceux compris dans le procès-verbal du 18 juillet 1899 ; statuant en ce qui touche les dépens, en met la totalité à la charge du demandeur Raspail.

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

En ce qui concerne Boulanger :

Adoptant les motifs des premiers juges;

En ce qui concerne Heckmann :

Sur le délit de contrefaçon de marque de fabrique prévu par l'art. 7 de la loi du 23 juin 1857 :

Considérant que pour établir le bien fondé de la poursuite que, de ce chef, Raspail a introduite contre Heckmann, il doit justifier que ce dernier, dans l'étiquette dont il a revêtu les bouteilles contenant la liqueur de sa fabrication, a adopté les caractères essentiels de la marque revendiquée;

Considérant que c'est dans cet ordre d'idées, et pour parvenir à cette démonstration, que l'appelant impute à Heckmann d'avoir emprunté à la marque Raspail, notamment le nom même de Raspail que celui-ci considère comme l'un des éléments essentiels de sa propriété;

Considérant que, sans doute, le nom du fabricant peut être considéré comme un des éléments caractéristiques de sa marque, mais à la condition, dit la loi de 1857, que ce nom affecte dans cette marque, « une forme distinctive »; qu'il n'en est point ainsi pour le nom de Raspail dans la marque de ce dernier; que, par suite, et à ce premier point de vue, le fait par Heckmann d'avoir employé ce nom dans son étiquette, ne saurait à lui seul, constituer le délit de contrefaçon qui lui est imputé, mais que l'appelant soutient que le nom de « Raspail » est celui qui distingue, entre toutes, les liqueurs qu'il fabrique; que ce nom est autant celui du produit que celui du fabricant; qu'ainsi, c'est une dénomination particulière qui n'a pas besoin, pour être susceptible d'appropriation, de revêtir, dans la marque, une forme distinctive et que le nom de Raspail doit être protégé comme élément essentiel de la marque, absolument comme l'ont été, en pareille occurence, les noms de Chartreuse et de Prunellière;

Considérant que dans sa marque, Raspail a donné à son produit le nom de « Liqueur hygiénique et de dessert de Raspail », le nom de Raspail étant pris évidemment pour désigner le fabricant et non le produit fabriqué; que c'est ainsi que l'appelant lui-même l'a entendu, puisqu'à raison de l'emploi fait, par Heckmann sur son étiquette, du nom de Raspail, il le poursuit à la fois pour contrefaçon de marque de fabrique et usurpation de nom patronymique; que, dès lors, et bien que, depuis, la liqueur dont s'agit ait pu être qualifiée « Raspail » dans le langage courant, ce n'est point le nom qu'elle a reçu dans la marque; que c'est là le point important, s'agissant de savoir s'il y a ou non contrefaçon de cette marque;

Adoptant, sur les autres éléments essentiels de la marque Raspail qui auraient été contrefaits par Heckmann, les motifs des premiers juges;

Sur le délit d'imitation frauduleuse de marque de fabrique, prévu par l'art. 8 de la loi du 23 juin 1857;

Considérant qu'il était difficile à Heckmann, pour annoncer une liqueur dont Raspail, dans ses annuaires, publie la formule, de ne pas se rapprocher de la façon dont Raspail, de son côté, présente au public cette même liqueur; que c'est de la sorte que certaines analogies peuvent exister entre la marque Raspail et l'étiquette Heckmann; qu'ainsi, notamment, on peut s'expliquer qu'ayant à vanter les effets bienfaisants de leurs produits, les deux fabricants aient eu la pensée commune d'extraire de l'annuaire Raspail chacun un passage, d'ailleurs différents, reproduits, par l'un dans sa marque, par l'autre dans son étiquette, et où sont célébrées les vertus de ces liqueurs, mais que des rencontres de cette nature dans le mode de publicité sont insuffisantes à caractériser l'imitation frauduleuse prévue par l'art. précité et surtout à démontrer la mauvaise foi sans laquelle le délit ne saurait exister;

Sur le délit d'usurpation de nom, de la loi du 28 juillet 1824 :

Considérant qu'il n'est pas douteux qu'en fait et en infraction aux dispositions de l'art. 1er de la loi du 28 juillet 1824, Heckmann a, selon les termes de cette loi, fait apparaître dans son étiquette le nom de « Raspail » qui est celui de l'appelant; que, de toute évidence, il se serait ainsi rendu coupable du délit qui lui est reproché si toutes les circonstances de la cause ne concouraient à établir qu'il a agi avec bonne foi et sans intention frauduleuse; que, dans la même étiquette où il a fait figurer le nom de Raspail, Heckmann fait connaître que la liqueur vendue par lui est fabriquée à Thann, en Alsace, et est le produit de la distillerie franco-alsacienne; qu'au bas de cette étiquette se lit son nom sous forme de signature; que tout semble indiquer que son but a été, non pas d'usurper à son profit le nom de Raspail, mais d'annoncer qu'il avait fabriqué et qu'il vendait la liqueur dont Raspail a donné la formule et autorisé ainsi la fabrication par d'autres; qu'il est constant qu'Heckmann, au mois de juillet dernier, dès que la saisie pratiquée dans son magasin de Belfort lui eût appris que Julien Raspail n'entendait pas que personne se servît de son nom pour vendre la liqueur dont s'agit, s'est empressé de supprimer sur ses étiquettes le nom de Raspail et qu'il a pris devant le tribunal l'engagement dont il lui a été donné acte, de ne plus user de ce nom à l'avenir et qu'en demandant à la cour la confirmation du jugement entrepris, il fait aussi les mêmes soumissions; que l'appelant ne justifie pas que, de ce chef, le fait d'Heckmann lui ait porté préjudice et que c'est dès lors avec raison que les premiers juges ont décidé que la prévention d'usurpation de nom étant écartée, il n'y avait pas lieu au profit de l'appelant à l'allocation de dommages-intérêts;

Sur le délit de mention illicite de médailles prévu par la loi du 30 avril 1836 :

Considérant que Raspail ne pourrait réussir dans sa poursuite qu'autant qu'il justifierait, le délit étant établi, que le délinquant lui a ainsi causé un préjudice; que l'appelant se trouve dans l'impossibilité de faire une justification de cette sorte; que c'est donc à bon droit, encore, que le tribunal l'a débouté de son action qui a été déclarée non recevable comme

formulée par un demandeur sans intérêt à sa poursuite ; qu'au surplus, le ministère public, de ce chef, ne prend aucune réquisition contre Heckmann ;

Sur la saisie du 18 juillet, la défense faite par Raspail au greffier du Tribunal de Belfort, de se dessaisir des étiquettes saisies chez Heckmann à cette date, et les conclusions d'Heckmann à fin de dommages-intérêts :

Adoptant les motifs des premiers juges;

Considérant enfin que tout dommage-intérêt étant refusé à l'appelant, il n'y a lieu de faire droit à ses conclusions subsidiaires à fin de nomination d'un expert chargé d'estimer le préjudice ressenti et de fixer le chiffre de l'indemnité;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel interjeté par Julien Raspail du jugement du Tribunal correctionnel de Belfort, du 9 février 1900;

En la forme :

Reçoit cet appel contre lequel aucune fin de non-recevoir n'est proposée;

Au fond :

Rejette ledit appel et confirme le jugement qui sera exécuté dans sa forme et teneur;

Condamne l'appelant aux dépens.

MM. Bonne av. gén. — Mes Harmand (du barreau de Paris) et Belin av.

Note. — I. — Sur le premier point : En présence des termes formels de l'art. 17 de la loi du 23 juin 1857, la question ne pouvait faire aucun doute. La saisie à laquelle il a été procédé sans autorisation et sans ordonnance du président ou du juge de paix est nulle et doit être tenue pour non avenue. Le saisissant doit rechercher ailleurs que dans la saisie les preuves de la contrefaçon dont il se plaint.

C'est donc à tort qu'on refuserait de donner main-levée ou comme dans l'espèce, de faire défense au greffier de remettre les objets saisis, puisque ceux-ci n'ont été mis sous la main de justice qu'à la suite d'une saisie nulle. V. Pouillet, Marq. de fabrique, nos 227 et suiv.

II. — Sur le deuxième point: Le deuxième principe posé par l'arrêt, paraît également certain.

L'art. 5 de la loi de 1857 indique expressément dans son énumération que les noms ne sont considérés comme marque de fabrique qu'autant qu'ils apparaissent sous une forme distinctive. Ce n'est pas le nom, en lui-même, qui forme la marque de fabrique, mais ce sont les caractères spéciaux avec lesquels il apparaît sur les produits.

C'est donc avec raison que l'arrêt rapporté a décidé qu'il n'y avait point contrefaçon ou imitation frauduleuse résultant du simple emploi du nom, du moment qu'il était constaté que les étiquettes étaient, de toute évidence, absolument dissemblable, c'est-à-dire que les caractères distinctifs de l'une ne reproduisent aucunement les caractères distinctifs de l'autre.

Le nom en lui-même, considéré abstractivement est protégé du reste, non par la loi de 1857, mais par la loi de 1824. V. Paris 10 juillet 1868. Ann. 70.179. — Paris 10 mars 1876. Ann. 76.65. Pouillet, Marq. de fabrique, nos 60 et suiv.

III. — Sur le troisième point : Sans doute, une dénomination peut constituer une marque de fabrique valable, mais il faut qu'elle soit de fantaisie et, dans ce cas, la dénomination à elle seule, vaut comme marque, sans qu'il soit besoin qu'elle revête une forme distinctive. C'est ce qui a été jugé pour la dénomination « Bénédictine » (Trib. Nice 24 février 1879. Ann. 81.77) pour la dénomination « Prunellière » (Besançon 6 août 1879. Ann. 79.214).

Mais ces dénominations elles-mêmes avaient été déposées ou employées couramment.

Dans l'espèce qui nous occupe, le mot « Raspail » bien qu'employé assez souvent par le public, ne constituait aucunement la dénomination déposée et employée par le fabricant qui ne faisait apparaître son nom que pour indiquer l'origine du produit.

IV. — Sur le quatrième point : Comme le dit très bien Me Pouillet dans son livre des Marques de fabrique, il faut qu'une confusion puisse s'établir entre deux produits, l'un portant la marque véritable, l'autre la marque prétendue contrefaite. Il n'y aura donc point imitation frauduleuse par ce seul fait qu'à côté de nombreuses différences, capitales, une unique ressemblance apparaitra, si cette ressemblance est incapable de faire naître une confusion.

Et plus loin : « L'imitation d'une marque peut et doit échapper à la juridiction pénale, si en fait, le juge reconnaît et constate que malgré cette imitation, et grâce à d'autres éléments très différents au milieu desquels la ressemblance se noie en quelque sorte et se perd, la confusion des produits n'est pas possible. » Voy. Pouillet, Marques de fabrique, n° 119.

V. — Sur le cinquième point : La loi de 1824 punit et considère comme un délit, le fait d'usurpation de nom par apposition sur un produit fabriqué. Mais ici comme dans tout délit, indépendamment de l'élément matériel, il faut considérer l'intention. Celui qui contrevient à la loi de 1824 en usurpant un nom, peut plaider sa bonne foi. Pouillet, Marques de fabrique, ne 412.

VI. — Sur le sixième point : Le tribunal et la cour font ici une application de la règle d'après laquelle l'intérêt est la mesure des actions.

Encore que le fait de mention illicite de médailles fut exact, l'adversaire ne justifiant d'aucun préjudice était sans intérêt pour demander l'application de la loi.

336-337

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

31 octobre 1900.

Présidence de M. Tanon.

VALEURS INDUSTRIELLES. — TRANSFERT. — PROPRIÉTÉ. — PRIX. — PAIEMENT. — PREUVE. — PREUVE TESTIMONIALE.

Le transfert de valeurs industrielles, légalement opéré, constitue, au profit de celui au nom de qui elles sont immatriculées, une preuve complète de propriété et de paiement, dans le cas où la transmission a eu lieu à titre onéreux, qui le dispense de toute justification.

..... Et c'est, dès lors, au demandeur, qui lui réclame le prix d'acquisition qu'il prétend avoir avancé pour lui, à prouver sa prétention dans les termes du droit commun, les cas de dol ou de fraude exceptés.

Cette preuve ne peut être administrée par té-

moins que s'il existe déjà un commencement de preuve par écrit.

Lebaudy c. dame Païva.

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la fausse application du paragraphe 1er de l'art. 1315 et des art. 1341 et 1347 C. civ.; violation du paragraphe 2 du même art. 1315 et de l'art. 1131 du même Code, et 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que le transfert des valeurs industrielles légalement opéré constitue au profit de celui au nom de qui elles sont immatriculées, une preuve complète de propriété et de paiement, dans le cas où la transmission a eu lieu à titre onéreux, qui le dispense de toute justification, et oblige le demandeur qui lui réclame le prix d'acquisition qu'il prétend avoir avancé pour lui, à prouver sa prétention dans les termes du droit commun, les cas de dol ou de fraude exceptés;

Attendu que Lebaudy prétendant avoir acheté un certain nombre de titres de la Compagnie universelle du canal de Suez, immatriculés à son nom pour la nue propriété, et au nom de la dame de Païva pour l'usufruit, dans le but de constituer à celle ci une rente viagère, sous la condition que la défenderesse éventuelle lui rembourserait le capital de cette rente, demandait à la Cour de décider, à défaut par la dame de Païva d'avoir effectué en ses mains ce remboursement, qu'il était seul propriétaire, en toute propriété, des titres litigieux, et d'ordonner qu'ils seraient immatriculés à son nom pour la pleine propriété, et qu'ils lui seraient remis;

Attendu qu'il est déclaré, en fait, par l'arrêt attaqué que Lebaudy n'a pas fait la preuve de l'obligation que la dame de Païva aurait contractée vis-à-vis de lui; qu'à défaut d'un acte écrit constatant cette obligation, il en rapporte aucun commencement de preuve par écrit autorisant la preuve testimoniale, et qu'il n'allègue ni dol ni fraude;

Attendu qu'en repoussant, dans ces circonstances, la demande de Lebaudy, la Cour d'appel de Paris, dont la décision est régulièrement motivée, n'a ni violé, ni faussement appliqué aucun des textes de lois visés au moyen;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Lebaudy contre l'arrêt de la Cour de Paris du 22 mars 1899.

MM. Marignan rapp.; Mérillon av. gén. — Me Bouchié de Belle av.

Note. — Ces solutions rentrent dans la jurisprudence antérieure de la Cour de cassation. V. en effet : Cass. 13 novembre 1867 (S. 67.1.422 — D. 68.1.345); 17 décembre 1873 (S. 74.1.145 — D. 74.1.145); comp. aussi : Paris 9 mars 1860 (D. 61.5.123); Lyon 8 août 1873 (S. 74.2.203).

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

29 octobre 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° ACTION POSSESSOIRE. — POSSESSION. — CARACTÈRES. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.
2° CASSATION. — AVEU. — INDIVISIBILITÉ. — MOYEN NOUVEAU.

1° *La décision du juge du possessoire portant que certains travaux exécutés par le demandeur, dans l'espèce, l'établissement d'une porte et d'une rampe donnant accès de la propriété dudit demandeur sur la parcelle litigieuse, ne constituent pas une mainmise suffisamment énergique pour caractériser l'acquisition de la possession de ladite parcelle, contient à cet égard une appréciation qui est souveraine, et échappe au contrôle de la Cour de cassation.*

2° *Le moyen tiré d'une prétendue violation du principe de l'indivisibilité de l'aveu ne peut être proposé, pour la première fois, devant la Cour de cassation.*

D'Hauterive c. commune de Trégastel.

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 2228 et 2229 et suiv. C. civ., 23 et 24 C. pr. civ. et fausse application de l'art. 25 du même Code;

Attendu, d'une part, que si le jugement attaqué a reconnu que Vibert, auteur de Lecourt d'Hauterive, avait, en faisant sur le terrain litigieux des extractions de pierres pour la construction de sa propriété de Ker-av-vir et de deux murettes, accompli des actes pouvant impliquer par eux-mêmes la volonté d'agir en maître dudit terrain, il a, d'autre part, déclaré, par une appréciation souveraine des témoignages recueillis dans l'enquête, qu'à la suite de protestations qui s'étaient produites contre ces travaux d'extraction, Vibert avait formellement déclaré qu'il ne prétendait pas à la possession de la pointe litigieuse, et n'avait entrepris lesdits travaux que pour l'utilité de tous, et pour rendre service; d'où il suit qu'en décidant que Lecourt d'Hauterive ne pouvait se prévaloir des actes ci-dessus spécifiés pour établir sa possession, le Tribunal de Lannion n'a violé aucun des textes de loi visés au moyen;

Attendu qu'il est déclaré, en outre, par la décision dénoncée, que la porte et la rampe qui, de la propriété du demandeur, donnent accès sur la pointe litigieuse, ne constituent pas une mainmise suffisamment énergique pour caractériser l'acquisition de la possession de la parcelle dont il s'agit, et que cette appréciation échappe au contrôle de la Cour de cassation, en sorte que, en décidant que Lecourt-d'Hauterive n'avait pas acquis la possession du terrain litigieux, le jugement attaqué n'a pas pu violer les articles de loi énumérés au moyen;

Sur le second moyen, pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 et de l'art. 1356 C. civ.:

Attendu que le demandeur en cassation ne s'est jamais prévalu devant les juges du fait, de la violation du principe de l'indivisibilité de l'aveu; qu'ainsi, le moyen est nouveau, et partant irrecevable;

Rejette le pourvoi formé par le sieur d'Hauterive contre le jugement du Tribunal civil de Lannion du 16 mai 1899;

MM. Marignan rapp.; Mérillon av. gén. — Me Bouchié de Belle av.

Note. — I. — Sur le premier point : Les juges du fond ont un pouvoir souverain pour apprécier si une possession est suffisamment caractérisée, ou, au contraire, si elle est douteuse et équivoque. Cass. 9 janvier 1872 (S. 72.1.225 — J. du P. 72.537 — D. 72.1.41); 10 mai 1881 (S. 83.1.396 — J. du P. 83.1.1015 — D. 83.1.245).

II. — Sur le deuxième point : V. sur ce qu'on doit entendre par moyens nouveaux et sur la règle prohibitive de présenter des moyens nouveaux devant la Cour de cassation : Répertoire encyclopédique du Droit français, vo Cassation, nos 267 et suiv.

COUR D'APPEL DE LYON

5 novembre 1900.

Présidence de M. Bartholomot.

COUR D'APPEL DE GRENOBLE (1re Ch.)

14 novembre 1900.

Présidence de M. Pailhé, premier président.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — PROCÉDURE. — APPEL. — APPEL DANS LA HUITAINE. — IRRECEVABILITÉ.

La disposition de l'art. 17 de la loi du 9 avril 1898, qui édicte un délai de quinzaine de la date du jugement pour interjeter appel, ne fait pas obstacle à l'application de l'art. 449 C. pr. civ., aux termes duquel aucun appel d'un jugement non exécutoire par provision ne peut être interjeté dans la huitaine à dater du jugement; dès lors, l'appel interjeté dans ledit délai de huitaine est irrecevable.

1er arrêt. — Lyon 5 novembre 1900.

Maigre c. Compagnie des Mines de la Ferronnière.

La Cour,

Attendu qu'aux termes de l'art. 449 C. pr. civ., aucun appel d'un jugement non exécutoire par provision ne peut être interjeté dans la huitaine à dater du jugement;

Attendu que la loi du 9 avril 1898 non seulement n'a pas dérogé aux conditions et obligations de cet article, mais a encore, dans son art. 17, formellement déclaré que les jugements rendus en vertu de cette loi seraient susceptibles d'appel, selon les règles du droit commun;

Attendu que l'appel du jugement déféré, rendu le 21 mai 1900, ayant été interjeté par Maigre le 26 du même mois, est, dès lors, irrecevable;

Par ces motifs,

Déclare non recevable l'appel interjeté par Maigre du jugement rendu par le Tribunal civil de Saint-Etienne, le 21 mai 1900;

Condamne Maigre à l'amende et aux dépens.

2e arrêt : Grenoble 14 novembre 1900.

Chapuis

c. Société la Distillerie agricole de Grenoble.

La Cour,

Attendu qu'aux termes de l'art. 449 C. pr. civ. l'appel d'un jugement non exécutoire par provision ne peut être interjeté dans la huitaine à dater du jour du jugement et est irrecevable s'il est formé dans ce délai; qu'il n'est point dérogé à ce principe par l'art. 17 § 1er de la loi du 9 avril 1898 qui soumet aux règles du droit commun l'appel en matière d'accidents du travail, et n'y déroge qu'en ce qui concerne le point de départ du délai pour interjeter appel d'un jugement contradictoire et la durée du délai d'appel qu'il réduit à quinze jours;

Attendu que le jugement contradictoirement rendu entre les parties par le Tribunal civil de Grenoble le 23 juillet 1900 ne pouvait donc pas être frappé d'appel avant l'expiration d'un délai de huitaine, et qu'ainsi l'appel relevé par Chapuis suivant acte du 28 du même mois est irrecevable et non avenu;

Par ces motifs,

Déclare Chapuis irrecevable en son appel du 28 juillet 1900 et le condamne à l'amende et aux dépens.

M. David av. gén. (concl. conf.). — Mes Senequier-Crozet et Paul Novel av.

Note. — La question n'avait pas encore été tranchée jusqu'à ce jour, à notre connaissance, et il n'est pas inutile de faire observer que si cette jurisprudence est suivie, ce qui ne paraît pas douteux en présence des termes de la loi, le délai d'appel se trouve, en cette matière spéciale, réduit à sept jours utiles, compris entre le dernier jour du délai de huitaine pendant lequel on ne peut interjeter appel (art. 449 C. pr. civ.) et le dernier jour du délai de quinzaine à dater du jugement (art. 17 de la loi du 9 avril 1898) : V. en ce sens : Loubat, Tr. des Accid. du trav. p. 291. V. cependant *contrà* : Sachet, Tr. des Acc. du trav. p. 458.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re Ch.)

7 novembre 1900.

Présidence de M. Baudouin.

SAISIE-ARRÊT. — ENTRE LES MAINS DE QUI ELLE PEUT ÊTRE PRATIQUÉE — ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT. — COFFRES-FORTS MIS A LA DISPOSI-

TION DES CLIENTS. — LOUAGE. — SAISIE-EXÉCUTION.

La saisie-arrêt ne peut, à peine de nullité, être pratiquée sur les sommes et effets dont le saisi est propriétaire ou créancier qu'autant que ces sommes et effets sont aux mains d'un tiers, que celui-ci soit débiteur du saisi ou qu'il soit simplement débiteur d'objets appartenant au saisi, comme son dépositaire ou son créancier gagiste (art. 557 C. pr. civ.).

Spécialement, n'est pas un tiers dans le sens de l'art. 557 C. pr. civ. l'établissement de crédit qui met à la disposition de ses clients, moyennant une rémunération fixée à l'avance, des coffres-forts dont ceux-ci ont la clef et où ils placent les objets qui leur conviennent sans avoir à en rendre compte à personne : un tel contrat ne présente les caractères ni d'un dépôt, ni d'un commodat, mais bien d'un véritable louage, et dès lors les objets placés dans lesdits coffres ne peuvent faire l'objet que d'une saisie-exécution.

Rheims c. Langé, Haret et le Comptoir d'Escompte.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Langé, se prétendant créancier de Rheims en vertu d'un jugement par défaut du Tribunal de commerce de la Seine, du 18 juillet 1899, a, suivant exploit de Danles, huissier, du 9 août suivant, pratiqué une saisie-arrêt entre les mains du Comptoir d'Escompte de Paris, sur toutes les sommes, deniers et valeurs généralement quelconques qu'il a ou aura, doit ou devra à Rheims, à quelque titre que ce soit; que, par exploit de Trancart, huissier, en date du 1er mars 1900, une autre opposition a été pratiquée dans des conditions identiques aux mains du même établissement financier, à la requête de Haret;

Attendu qu'en outre d'un compte courant ouvert à son nom au Comptoir d'Escompte, Rheims a passé avec cet établissement un contrat, aux termes duquel celui-ci a, moyennant le paiement d'une somme déterminée, mis pour un an à sa disposition un compartiment des coffres-forts installés dans ses sous-sols; que Langé et Haret prétendent étendre les effets de leurs saisies-arrêts aux objets et valeurs que Rheims a pu placer dans ce compartiment; que Rheims le conteste et demande au tribunal de prononcer de ce chef la nullité desdites oppositions et de condamner les saisissants à lui payer des dommages-intérêts à fixer par état, à raison de leurs saisies indues, et que le Comptoir d'Escompte, qui, en présence du litige ainsi soulevé, a refusé de laisser rien retirer du compartiment, soit tenu de lui payer 1 franc de dommages-intérêts;

Attendu qu'aux termes de l'art. 557 C. pr. civ. la saisie-arrêt ne peut, à peine de nullité, être pratiquée sur les sommes et effets dont le saisi est propriétaire ou créancier, qu'autant que ces sommes et effets sont aux mains d'un tiers, que celui-ci soit débiteur du saisi ou qu'il soit simplement détenteur d'objets appartenant au saisi, comme son dépositaire ou son créancier gagiste;

Attendu qu'il suffit d'analyser les conditions du contrat passé entre le Comptoir d'Escompte et Rheims pour se convaincre que le Comptoir n'est pas un tiers dans le sens de l'art. 557 susvisé; qu'il met, en effet, moyennant rémunération fixée à la disposition de ses clients, des chambres fortes, des coffres-forts entiers ou des compartiments de coffres-forts qu'il a installés dans ses sous-sols dans des conditions de sécurité toutes particulières; qu'aux termes de la convention qui intervient entre ceux qui veulent user de ces coffres et lui, il remet une clef particulière au client qui s'en sert au moyen d'une combinaison faite par lui-même et connue de lui seul; que le client conserve le secret de ses opérations, sans avoir à recevoir ou à donner de reçus pour les objets qu'il place ou reprend dans le coffre-fort qui lui est attribué et dont il a le libre accès à la condition de justifier de son identité et de se conformer au règlement accepté par lui et établi dans un but de sécurité;

Attendu qu'un tel contrat ne constitue point un dépôt, qui suppose comme éléments essentiels la remise de la chose au dépositaire chargé de la rendre à première réquisition et la gratuité du service; que le Comptoir d'Escompte, qui stipule un prix, ne reçoit aucune remise d'objets de Rheims, qui seul a la clef de son compartiment, qu'il peut seul ouvrir ou fermer, place et reprend lui-même dans celui-ci les objets qu'il lui convient, sans avoir à en rendre compte à personne, et garde le secret de ses opérations;

Attendu qu'on ne peut prétendre davantage que Rheims a tout au moins remis au Comptoir, sinon les objets eux-mêmes contenus dans le coffre-fort, mais ce coffre lui-même, que l'établissement financier lui aurait prêté, puisque, d'une part, le coffre-fort, incorporé à l'immeuble du Comptoir, n'a pas cessé d'appartenir à celui-ci, et que, l'usage n'en étant pas abandonné gratuitement, le contrat ne peut constituer un commodat (art. 1876 C. civ.); qu'on rencontre, au contraire, dans le contrat passé entre les parties, tous les éléments du louage tel qu'il est défini par l'art. 1709 C. civ., à savoir le consentement des parties, une chose dont l'usage ou la jouissance est abandonné par l'une des parties à l'autre, et un prix ou loyer stipulé comme l'équivalent de cet usage ou de cette jouissance; qu'on soutient vainement que Rheims n'aurait pas la libre jouissance du coffre-fort, puisqu'il doit, pour y accéder, l'ouvrir et le refermer, se soumettre à de nombreuses formalités exigeant l'intervention de plusieurs employés spéciaux du Comptoir;

Attendu que la jouissance d'un objet varie suivant la nature de cet objet et les conditions du but que les parties peuvent fixer à leur gré, en tenant

compte de la convenance et de l'usage auquel est destiné l'objet loué (art. 1719); que les mesures de précaution spéciales qu'elles adoptent par leurs conventions librement consenties, et qui ont pour but de s'assurer de l'identité du locataire et de garantir par une étroite surveillance extérieure la sécurité des placements et des intérêts, n'altèrent en rien le caractère du contrat; que le Comptoir d'Escompte, n'étant dès lors qu'un bailleur, n'est point un tiers dans le sens de l'art. 557 C. pr. civ.; que les objets et valeurs placés par Rheims dans le coffre-fort dont il est locataire sont restés en la possession de celui-ci, tout aussi bien que s'ils étaient demeurés dans l'appartement qu'il occupe et que, s'ils peuvent, dans ces conditions, faire l'objet d une saisie-exécution, sans aucun doute ils ne peuvent du moins être frappés de saisie-arrêt;

Attendu, toutefois, que Rheims ne justifie d'aucun préjudice, et que le Comptoir d'Escompte n'a commis aucune faute en s'arrêtant devant la question délicate et neuve que soulevait le procès;

Par ces motifs,

Dit que le contrat intervenu entre le Comptoir d'Escompte et Rheims, au sujet du compartiment de coffre-fort mis par le premier à la disposition du second, constitue un contrat de louage et que les saisies-arrêts pratiquées à la requête de Langé et de Haret, le 9 août 1899 et le 1er mars 1900, n'ont pu frapper les effets et valeurs placés dans ce compartiment par Rheims qui en est resté le détenteur;

Dit, en conséquence, nulles et de nul effet lesdites saisies au regard des effets, valeurs ou deniers contenus dans ce compartiment;

Dit que le Comptoir d'Escompte devra laisser à Rheims le libre accès dudit coffre-fort, conformément au contrat de louage qui les lie;

Surseoit, en ce qui touche la validité de la saisie, jusqu'au jour où la créance des saisissants sera devenue définitive;

Rejette le surplus des conclusions de Rheims, tant contre Langé et Haret que contre le Comptoir d'Escompte;

Fait masse des dépens;

Condamne Langé et Haret à la moitié desdits dépens; réserve le surplus;

M. Servin subst. proc. Rép. — Mes Quérenet, Rousseau, Coigniet et Bourdon av.

Note. — La saisie-arrêt a pour but d'empêcher un *débiteur* de payer son créancier; elle suppose donc nécessairement, et à peine de nullité (V. Paris 18 juillet 1831, Dalloz, Rép., vo Saisie-arrêt, no 42), que le tiers saisi est le *débiteur* du saisi, le mot *débiteur* étant pris ici *lato sensu* et comprenant : 1o le débiteur proprement dit, tenu de donner au saisi un objet dont celui-ci n'est pas propriétaire; 2o le détenteur d'objets appartenant au saisi, comme son dépositaire ou son créancier-gagiste : V. en ce sens Garsonnet, Tr. de procéd., t. III, § 596, p. 700.

La question qui se posait en l'espèce était celle de savoir si l'établissement de crédit qui met à la disposition de ses clients des coffres-forts moyennant rémunération peut être considéré comme ayant la détention des choses enfermées dans ces coffres-forts pour le compte desdits clients. Il suffit d'examiner le contrat intervenu entre les parties pour reconnaître immédiatement qu'il présente les caractères d'un louage de choses, et non d'un dépôt ou d'un commodat qui ont pour principale caractéristique la gratuité.

TRIBUNAL CIVIL DE BÉZIERS (1re Ch.)

21 juillet 1900.

Présidence de M. Varenne.

COMMUNAUTÉ CONJUGALE. — COMMUNAUTÉ D'ACQUÊTS. — APPORT MOBILIER. — DÉFAUT D'INVENTAIRE. — INDIVIDUALISATION (NON-). — ESTIMATION. — MODES DE PREUVE.

1° *La présomption établie, en matière de communauté réduite aux acquêts, par l'art. 1499 C. civ., aux termes duquel le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis, qui n'a pas été constaté par un inventaire ou état en bonne et due forme, est réputé acquêt, n'a le caractère d'une présomption absolue qu'à l'égard des tiers, non entre époux. Par suite, on peut, dans cette dernière hypothèse, suppléer à l'inventaire ou état dont parle cet article par tous les modes de preuve admissibles.*

Spécialement, lorsque l'un des époux a déclaré au contrat de mariage un apport de 20,000 fr., mais que d'autre part, il est constant en fait et reconnu par toutes les parties qu'antérieurement à son mariage, il était propriétaire de divers titres ou valeurs, cotés, dans l'inventaire dressé après la dissolution du mariage, à la somme de 28,000 francs, cette somme doit être considérée comme ne constituant pas un acquêt.

2° *Si, en principe, lorsqu'un époux n'a pas fait dans son contrat de mariage l'énumération détaillée des titres qui composent son apport mobilier et a, d'autre part, estimé à une somme déterminée la valeur à laquelle ils s'élèvent, la communauté d'acquêts devient propriétaire desdits titres, et si, à la dissolution de cette dernière, la succession de l'époux ne peut reprendre que le montant de l'estimation, cependant cette solution cesse de s'imposer toutes les fois qu'on se trouve dans la possibilité d'établir l'identité des titres par une preuve juridique, laquelle peut résulter, soit du contrat de mariage, soit d'un inventaire en bonne et due forme, soit enfin de tous autres documents ayant un caractère de certitude.*

Veuve Fabre c. Fabre.

LE TRIBUNAL,

Sur les reprises de la succession du *de cujus* :

Attendu qu'il est constant en fait et reconnu par toutes parties qu'antérieurement à son mariage, qui a eu lieu le 18 avril 1895, Fabre avait acheté diverses valeurs de Bourse au porteur, savoir : un titre de 300 francs de rente 3 0/0 au porteur, n° 0.236.528; un autre titre de 300 francs de rente 3 0/0 au porteur, n° 0.236.527, ces deux titres acquis le 25 janvier 1894; dix obligations au porteur Emprunt russe consolidé 4 0/0 1889, acquises le 27 avril 1879, quatre obligations russes au porteur de 500 francs chacune, consolidé 4 0/0 première série A 1889, nos 461.614 à 461.617, acquises le 20 octobre 1894; une obligation Emprunt communal au porteur du Crédit foncier 1879 de 500 francs 3 0/0 n° 573.219, acquise le 15 avril 1892 et une obligation foncière au porteur de 500 francs 3 0/0 n° 392.148, acquise le 15 avril 1892;

Attendu que ces mêmes valeurs ont été retrouvées au domicile de Fabre et comprises dans l'inventaire dressé après son décès le 23 février 1898; qu'elles ont été cotées par Me Rouzaud, notaire, pour une somme de 20,915 francs et qu'en cet état des faits, c'est à bon droit que la mineure Fabre prétend reprendre la propriété de ces dix-huit titres ou obligations, encore que son père n'ait déclaré qu'un apport de 20,000 francs au contrat de mariage du 11 avril 1895, portant adoption du régime dotal avec société d'acquêts;

Attendu qu'il est, en effet, de jurisprudence que la présomption établie par l'art. 1499 C. civ. n'est absolue que vis-à-vis des tiers; qu'au contraire, elle n'est pas entre époux une présomption *juris et de jure*; qu'on peut suppléer à l'inventaire ou état dont parle cet article par tous les modes de preuve et qu'en l'espèce, la preuve qui résulte des documents de la cause est si formelle que la dame veuve Fabre elle-même ne songe pas à contester que les valeurs dont s'agit fussent réellement aux mains de son mari, antérieurement au jour de la célébration du mariage;

Attendu que sans insister de ce chef, la veuve Fabre soutient que les valeurs qui constituaient l'apport de son mari n'ayant pas été individualisées au contrat, leur estimation à la somme de 20,000 fr. en a transféré la propriété à la communauté qui se trouve seulement débitrice de pareille somme;

Mais attendu que le moyen ainsi proposé manque en fait dans la cause; que, sans doute et en principe, lorsqu'un époux n'a pas fait dans son contrat de mariage l'énumération détaillée des valeurs qui composent son apport mobilier, la communauté d'acquêts devient propriétaire desdites valeurs et sa succession ne peut reprendre, à la dissolution de la communauté, que le montant de l'estimation; que cette solution s'impose notamment, toutes les fois qu'on se trouve dans l'impossibilité juridique d'établir l'identité des valeurs qui composaient la fortune mobilière de l'époux prédécédé;

Mais attendu qu'il en est tout autrement, lorsque, soit par le contrat de mariage lui-même, soit par un inventaire ou état en bonne forme, soit par des documents certains, comme ceux qui se rencontrent au procès actuel, il est permis de distinguer nettement et sûrement quel était l'avoir mobilier du *de cujus*, à l'époque du mariage; qu'alors l'estimation indiquée au contrat de mariage ne vaut pas vente au profit de la communauté, s'il n'y a eu déclaration expresse à cet égard et qu'en telle espèce, la succession du *de cujus* conserve la propriété des valeurs mobilières, apportées en dot malgré l'estimation;

Attendu que vainement, enfin, la veuve Fabre prétend trouver, dans la teneur même du contrat de mariage jointe à l'estimation, l'intention manifestée par son mari de transférer à la communauté la propriété des titres et obligations qui font l'objet du litige; qu'en effet, Fabre ne s'est pas constitué en dot l'ensemble de ses valeurs mobilières, en les évaluant à 20,000 francs;

Attendu qu'il a, au contraire, limité son apport à « une somme de 20,000 francs représentée par des valeurs », et qu'on ne peut rien conclure de là si ce n'est que Fabre avait voulu conserver la libre disposition sous contrôle de partie de sa fortune mobilière; qu'on ne voit pas d'ailleurs la raison pour la quelle Fabre aurait cédé à la communauté pour 20,000 francs des titres qui valaient en réalité 28,900 francs;

Attendu que, s'il eût voulu avantager la dame Seguier, il pouvait le faire directement et sans détour et pouvait même lui faire un don manuel de tout ou partie de ces titres qui sont tous au porteur; qu'au surplus, on ne peut admettre que Fabre ait eu l'intention d'enrichir sa future épouse au détriment de sa fille unique, alors surtout que les valeurs qu'il possédait provenaient des économies qu'il avait réalisées non seulement sur les revenus de ses biens, mais encore sur les revenus de sa fille, dont il avait l'usufruit légal;

Attendu que toute idée de donation doit donc être écartée en l'espèce et qu'ainsi les circonstances de la cause, aussi bien que le texte même de la clause d'apport insérée au contrat de mariage, s'opposent à ce que l'estimation de cet apport puisse être considéré comme révélant l'intention du *de cujus* de transférer à la communauté la propriété des éléments composant sa fortune mobilière; qu'il suit de là qu'à tous égards, il y a lieu de dire droit aux conclusions prises de ce chef par la mineure Fabre;

Par ces motifs,

Jugeant en matière ordinaire et en premier ressort; vidant les difficultés soulevées par le procès-verbal de liquidation dressé par Me Rouzaud, notaire les 23 novembre 1898 et 7 février 1899,

Dit et juge, en outre, qu'il est dûment constaté que Joseph Fabre possédait, au moment de son mariage, des valeurs mobilières connues et déterminées qui sont restées parmi ses biens personnels, et ne sont pas réputées faire partie de la société d'ac-

quéts stipulée au contrat du 11 avril 1195, concurremment avec l'adoption du régime dotal; qu'en conséquence, la succession du *de cujus* a droit de prendre et retenir en nature, comme lui appartenant en propre, les dix-huit titres ou obligations ci-dessus énumérés avec tous accessoires légitimes ;

Rejette, par suite, comme infondées, toutes conclusions contraires de la veuve Fabre ;

Renvoie les parties devant Me Rouzaud, notaire, pour être procédé sur ces bases à la clôture des opérations de liquidation, et passe les dépens comme frais privilégiés à prélever *in bonis*.

Note. — I. — Sur le premier point . Jurisprudence constante en ce sens : V. notamment Cass. 22 novembre 1886 (Gaz. Pal. 87.1.547); 22 juillet 1889 (Gaz. Pal. 89.2. 370) ; Bordeaux 15 juillet 1890 (Gaz. Pal. T. Q. 92.97, v° Communauté conjugale, n° 303) ; Trib. civ. Bourganeuf 13 août 1891 (Gaz. Pal. 91.2.356); Triv. civ. Lyon 3 février 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, v° Communauté conjugale, n° 308) ; Trib. civ. Seine 16 juin 1894 (Gaz. Pal. *eod. loc.* n° 306); Rouen 9 mars 1898 (D. 99.2.13); Cass. 15 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.2.425 — D. 99.1.569); 15 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.2.422).

Il ne saurait faire doute, d'ailleurs, que si les juges ont l'appréciation des preuves de l'apport du mobilier, à défaut d'inventaire ou d'état, l'admission de ces preuves n'en est pas moins soumise au droit commun; que, notamment, le mari ne peut faire la preuve par témoins ou par commune renommée, mais conformément aux règles édictées par l'art. 1341 C. civ., et que, par exemple, il n'est pas recevable à produire des registres et papiers domestiques écrits par lui-même, ni à apporter de simples déclarations de tiers. V. Trib. civ. Lyon 20 mars 1896 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, v° Communauté conjugale, n° 304).

II. — Sur le second point : La question de savoir si la règle *Æstimatio venditio est* est applicable au régime de la communauté réduite aux acquêts est fort controversée, tant en jurisprudence qu'en doctrine. On distingue généralement suivant que le mobilier estimé a été ou n'a pas été décrit.

Dans la première hypothèse, c'est-à-dire quand le mobilier a été décrit, on n'est pas même d'accord. Les uns prétendent que la propriété du mobilier estimé appartient à la communauté, l'estimation ne pouvant s'expliquer que par l'intention de l'époux qui fait l'apport du mobilier, de reprendre le montant de l'estimation, non le mobilier en nature. On argumente en ce sens du caractère de la règle *Æstimatio venditio est*, et on dit notamment que cette règle est appliquée par le Code en matière d'usufruit (art. 587), de régime dotal (art. 1551) et de société (art. 1851). V. Paris 11 mai 1837 (S. 37.2.305 — D. 37.2.163). — *Adde*: Rodière et Pont, t. 2, nos 1275-1278 ; Aubry et Rau, t. 5, § 522, p. 457, texte et notes 30 et 31. — Les autres sont d'avis que la propriété de l'apport reste à l'époux qui l'a fait, l'idée que l'estimation vaut vente constituant une atteinte exceptionnelle au droit de propriété et ne devant pas être étendue à des cas autres que ceux prévus par la loi. Cette opinion, dit-on, est conforme au texte même des art. 1498 et 1499, qui déclarent propre à chaque époux le mobilier apporté par cet époux, lorsqu'il a été inventorié, sans distinguer si ce mobilier a été ou non estimé. V. Toullier, t. XIII, n° 326 *in fine* et Taulier, t. 5, p. 182.

Dans la seconde hypothèse, c'est-à-dire lorsque le mobilier a été estimé, sans être décrit, on est d'accord pour penser que ce mobilier tombe dans la communauté, à raison de l'impossibilité où se trouve l'époux qui en a fait l'apport, d'administrer la preuve juridique de son droit de propriété. L'époux n'a donc droit qu'au prélèvement du montant de l'estimation. V. Cass. 14 novembre 1855 (S. 56.1.455 — D. 55.1.461). — *Adde* Guillouard, t. III, n° 1475.

Nous croyons qu'il y a là avant tout une question de fait et d'intention. En principe, la règle *Æstimatio venditio est* doit recevoir son application par interprétation de la volonté probable des parties. Mais cette interprétation doit céder devant la manifestation d'une volonté contraire. « Si le but probable, présumable des époux, en estimant le mobilier, a été d'en transférer la propriété à la communauté, leur but peut aussi avoir été différent. Peut-être l'estimation n'a été faite que pour le cas où l'on ne pourrait prouver quelles étaient les valeurs mobilières au moment du contrat, ni en suivre la transformation; s'il s'agit de meubles corporels, peut-être les époux ont voulu fixer par avance le montant de l'indemnité qui serait due en cas de dégradation; s'il s'agit de meubles incorporels, peut être les époux auront voulu « suppléer à « ce qui pourrait manquer de force probante aux états ou « documents justificatifs de l'ancien mobilier du mari pour « lui en conférer la propriété personnelle, et aider à la « liquidation de la société d'acquêts en prêtant toute l'au- « torité du contrat de mariage à la constatation de cet « avoir. » Labbé, note sous Cass. 14 mars 1877 (S. 78.1.5). On doit donc laisser aux tribunaux toute liberté de décider, d'après les circonstances de la cause, si, dans la volonté des époux, l'estimation vaut vente. V. en ce sens : Cass. 14 mars 1877, précité; Paris 8 avril 1869 (S. 69.2. 205 — D. 69.2.236); Trib. civ. Lille 4 décembre 1885 (Journ. Enreg. 86.160); Trib. civ. Seine 29 décembre 1886 (Gaz. Pal. T. Q. 87-92, v° Communauté conjugale, n° 321). *Adde* : Laurent, Princ. dr. civ., t. XXIII, n° 49.

338

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

13 novembre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

TRAVAUX PUBLICS. — HÔTEL DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — ÉDIFICATION. — ENTREPRISE. — ÉTAT. — COMMUNE. — ABANDON DE TERRAIN. — CLAUSE ACCESSOIRE. — CONTESTATIONS. — MALFAÇONS. — COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE.

Une convention intervenue entre le ministre des postes et télégraphes et une ville, convention aux termes de laquelle celle ci s'est engagée à construire pour le compte de l'Etat un hôtel destiné au service des postes et télégraphes, en fournissant elle-même le terrain nécessaire pour cette construction et la création d'un square, et en stipulant que les travaux seront mis en adjudication par ses soins, sur un projet dressé par son architecte qui, après

approbation de ce projet par l'Etat, les fera exécuter sous le contrôle des fonctionnaires du ministère, le montant de la dépense, ne pouvant d'ailleurs pas dépasser un certain chiffre prévu, et devant être payé au moyen d'annuités à verser par l'Etat à la ville pour permettre ainsi à cette dernière de rembourser un prêt qui lui sera consenti par la Caisse des dépôts et consignations, constitue, non une vente par la ville à l'Etat, mais un marché de travaux publics.

Par suite, les difficultés, nées entre les parties au sujet de l'exécution de ce contrat, et notamment celles ayant pour objet une réclamation de l'Etat à raison d'une prétendue mauvaise exécution des travaux entrepris par la ville dans les conditions précitées, échappent à la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire.

Administration des Postes et télégraphes
c. ville d'Hyères.

Suivant contrat en date du 25 mars 1882, passé entre le ministre des postes et télégraphes et la ville d'Hyères, celle-ci s'était chargée de construire pour le compte de l'Etat un hôtel destiné à l'installation du service des postes et télégraphes.

La ville devait fournir un terrain d'une superficie de 1,000 mètres environ, sur lesquels 200 mètres étaient affectés à la construction, le surplus devant servir à l'établissement d'un square.

Il était stipulé que les travaux seraient mis en adjudication par les soins et aux frais de la ville d'Hyères, après approbation par l'Etat du projet dressé par l'architecte de la commune. Les travaux devaient être exécutés par ledit architecte sous le contrôle des fonctionnaires du ministère. Quant au montant de la dépense, qui ne devait pas excéder 50,000 francs, les parties étaient convenues qu'il serait payé au moyen d'annuités versées par l'Etat, et permettant à la ville de rembourser à la Caisse des dépôts et consignations un prêt, qui serait effectué par cet établissement. Après l'achèvement des travaux, l'Etat devait être propriétaire, non seulement des constructions, mais encore du terrain, sur lequel elles seraient édifiées.

Cette convention fut exécutée, et le 10 février 1889, l'Etat prit possession de l'immeuble. Mais vers la fin de 1889, des désordres se manifestèrent dans l'édifice. Après de longs pourparlers, un procès s'engagea à ce sujet entre l'Etat et la ville d'Hyères. Le 21 décembre 1892, le Tribunal civil de Toulon condamna la ville d'Hyères à payer le prix des réparations reconnues nécessaires par des experts désignés par justice. Le jugement fut exécuté, et conformément à ses dispositions, le travail de réfection fut opéré, sous la direction de l'expert commis par le tribunal.

Puis, au commencement de 1894, de nouvelles dégradations se produisirent, portant en partie sur les constructions originaires, et en partie sur les ouvrages de réparation effectués en vertu du jugement de 1892. Un nouveau procès s'engagea. Le 1er mai 1897, un jugement du Tribunal de Toulon décida qu'en ce qui concernait les malfaçons afférentes aux travaux de réparation, la ville ne pouvait en être déclarée responsable, l'Etat seul ayant fait procéder à leur confection sous la direction de l'expert. Quant aux vices de construction, relatifs aux travaux originaires, la même sentence déclara l'action de l'Etat prescrite, comme n'ayant pas été intentée dans le délai imparti par les art. 1792 et 2270 C. civ. Elle repoussait le système de l'Etat, qui, pour faire écarter l'exception de prescription, avait, en dernier lieu, présenté le contrat de 1882 comme constituant, non un marché de travaux, mais une vente obligeant la ville d'Hyères à garantir son acheteur des vices cachés de la chose par elle vendue. L'Etat était ainsi entièrement débouté de sa demande.

Sur appel, la Cour d'Aix, par arrêt en date du 2 juin, confirma la décision des premiers juges, mais en se fondant sur des motifs nouveaux; quant aux malfaçons relatives aux travaux primitifs, elle décidait qu'il était sans intérêt, quant à ces malfaçons, de rechercher si le contrat de 1882 avait le caractère d'un marché ou d'une vente, car, dans la première hypothèse, la prescription était acquise, et, dans la seconde, les vices invoqués constituaient non des vices cachés, mais des vices apparents au sujet desquels la venderesse ne pouvait être recherchée.

L'Etat s'est pourvu en cassation, et a formulé l'appui de son pourvoi trois moyens :

1° « Violation de l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII et de la règle constitutionnelle de la séparation des pouvoirs en ce que l'autorité judiciaire s'est reconnue compétente pour statuer entre les parties sur l'exécution d'une convention présentant, d'après les constatations mêmes de l'arrêt attaqué, tous les caractères d'un marché de travaux publics ».

2° « Violation des art. 1382, 1384 C. civ. et 7 de loi du 20 avril 1810, et fausse application des art. 992 et suiv. C. civ. ».

3° « Fausse application de l'art 1646 C. civ., et

violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, et de l'art. 1641 C. civ. ».

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le premier moyen :

Vu l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII ;

Attendu que, suivant contrat régulièrement produit, passé le 25 mars 1882 entre le ministre des postes et télégraphes et la commune d'Hyères, celle-ci s'est engagée à construire, pour le compte de l'Etat, un hôtel destiné au service des postes et télégraphes ; qu'elle s'obligeait à fournir le terrain nécessaire à cette construction et à créer un square devant le nouvel édifice ; qu'il était convenu entre les parties que les travaux seraient mis en adjudication par les soins et aux frais de la ville d'Hyères, après approbation par l'Etat du projet dressé par l'architecte de la ville, et que les ouvrages seraient exécutés par ledit architecte, sous le contrôle des fonctionnaires du ministère ; enfin, que le montant de la dépense, qui ne devait pas excéder 50.000 fr., serait payé au moyen d'annuités versées par l'Etat à la ville et devant permettre à cette dernière de rembourser un prêt qui lui serait consenti par la Caisse des dépôts et consignations ;

Attendu qu'un contrat de cette nature, bien qu'il emportât cession par la ville à l'Etat du terrain recouvert par les constructions, avait pour objet essentiel l'édification même de l'Hôtel des Postes, bâtiment affecté à un service public et que ledit contrat constituait, en conséquence, un marché de travaux publics ; que la Cour d'Aix n'en pouvait ignorer la teneur ; qu'en effet, l'acte du 25 mars 1882, dont le caractère juridique avait été discuté devant elle, se trouve expressément visé dans son arrêt et que les clauses principales de ce marché se trouvaient d'ailleurs analysées dans un jugement du Tribunal de Toulon en date du 21 décembre 1892 servait de base à une partie de la décison attaquée ;

Attendu que la demande soumise aux juges du fond par l'Etat avait pour cause la mauvaise exécution du travail public entrepris par la ville d'Hyères, dans les conditions qui viennent d'être spécifiées ; que le litige échappait, dès lors, à la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire ; que néanmoins, la Cour d'Aix, au lieu de se déclarer, d'office, incompétente pour en connaître, est restée saisie de la contestation et l'a tranchée au fond ; qu'en statuant ainsi, elle a excédé ses pouvoirs et violé le texte de loi susénoncé ;

Par ces motifs et sans qu'il soit besoin de statuer sur les deuxième et troisième moyens,

Casse l'arrêt de la Cour d'Aix du 2 juin 1898 ;

Renvoie devant la Cour de Nîmes.

MM. RAU rapp. ; DESJARDINS av. gén. — Mes NIVARD et MORILLOT av.

Note. — La construction d'un hôtel des postes et télégraphes, qui est un bâtiment ainsi destiné à assurer un service public de l'Etat, constitue bien une entreprise de travaux publics, et il n'est point douteux qu'en principe les difficultés, auxquelles donne lieu l'exécution de semblable entreprise entre l'entrepreneur et l'Etat, soient de la compétence exclusive des tribunaux administratifs. La Cour de cassation, d'ailleurs, n'a fait que se conformer à sa propre jurisprudence et à celle du Tribunal des conflits, en refusant tout effet modificatif de cette compétence à la clause *accessoire* du contrat, relative à l'abandon par la ville à l'Etat, à titre de fonds de concours dans l'espèce, du terrain sur lequel devaient être édifiées les constructions entreprises, Comp. Cass. 1er mars 1882 (S. 83.1.316 — D. 83.1.20) ; Trib. des conf. 22 mars 1890 (S. 92.3.90 — D. 91.3.94).

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE.)

10 juillet 1900.

Présidence de M. Mazeau, premier président.

ENSEIGNE. — ÉNONCIATIONS INDIQUÉES PAR JUSTICE. — SUCCESSEUR. — AUTORITÉ DE CHOSE JUGÉE (NON). — MENTIONS INEXACTES. — USAGES DU COMMERCE. — ABSENCE DE CONCURRENCE DÉLOYALE.

1° *Lorsqu'un arrêt a décidé qu'un commerçant, pour éviter une confusion possible, ne pourrait faire usage d'un nom commercial qu'à la condition de toujours et partout inscrire en toutes lettres et en lettres d'égale grandeur et de même caractère les mots « ancienne maison X... », suivie de son nom et de sa qualité de successeur (en l'espèce, ancienne maison L. Marquis, Clarke et Cie, successeurs), ce dernier nom du successeur actuel n'est mis qu'à titre énonciatif et l'arrêt n'a pas entendu prescrire, à tout jamais, le maintien de ce nom dans l'enseigne, et condamner par avance la prétention future de ce successeur ou de ses ayants cause, d'arborer tel ou tel nom de successeur à la devanture de leur magasin.*

Cet arrêt est donc inopposable, et n'a pas autorité de chose jugée, au regard du successeur qui a remplacé le nom indiqué Clarke et Cie, par celui d'un autre successeur.

2° *Lorsque des mentions insérées dans une enseigne ne sont point conformes à la réalité des faits, aucune action ne peut cependant être intentée de ce chef, si la formule incriminée n'est pour le demandeur la source d'aucun dommage, et alors surtout que le défendeur n'a fait, en se servant du nom qui est sa propriété, que se conformer à un usage qui est de tradition dans le commerce qu'il exerce, la confiserie et le chocolat, usage aux termes duquel le nom du prédécesseur qui a créé la réputation de la maison figure seul sur l'en-*

seigne sans être suivi du nom du successeur, comme une sorte de marque de fabrique.

Demoiselle Marquis c. Dufrène.

Mademoiselle Marquis, fabricante de chocolat, a obtenu, en 1887, contre M. Clarke, un arrêt aux termes duquel celui-ci était tenu de modifier l'enseigne de sa maison de commerce. Pour éviter toute confusion, sa maison devait être désormais désignée de la façon suivante : « Ancienne maison L. Marquis, Clarke et C^ie^, successeurs.

Clarke ayant vendu son fonds, son successeur Dufrène fit disparaître la mention « Clarke et C^ie^, successeurs », et la nouvelle enseigne fut dès lors « ancienne maison L. Marquis, Siraudin, successeur ».

La demoiselle Marquis vit là une atteinte aux droits que lui reconnaissait l'arrêt de 1887, et assigna le sieur Dufrène d'une part, pour avoir fait disparaître la mention « Clarke et C^ie^, successeurs », qui, d'après elle, et en vertu de l'arrêt, devait obligatoirement figurer dans l'enseigne, et en outre pour indiquer comme successeur un nom qui n'est point le sien.

La 3^e^ chambre du tribunal civil, dans un jugement très longuement motivé en date du 13 janvier 1896, avait débouté la demoiselle Marquis de ces deux prétentions.

Nous le donnons ci-après :

« Attendu que la demoiselle Marquis, fabricante de chocolats, demande contre Dufrène, également fabricant de chocolats, ayant pour enseigne « Ancienne maison Louis Marquis, Si« raudin, successeur », que défense lui soit faite de se servir du nom de Marquis autrement qu'en employant la mention suivante « Ancienne mai« son Louis Marquis, Dufrène, successeur » ;

« Attendu qu'elle prétend que les agissements de Dufrène constitueraient la violation formelle d'un arrêt de la 3^e^ chambre de la Cour de Paris, qui est intervenu à la date du 27 mai 1887 entre le demandeur et le sieur Clarke et C^ie^, prédécesseurs immédiats de Dufrène et soumis à des conditions restrictives d'usage, par ces derniers, du nom de Marquis; qu'elle prétend qu'en tous cas, les agissements en question constitueraient, de la part de Dufrène, des actes de concurrence déloyale;

« En ce qui touche la chose jugée :

« Attendu que l'arrêt susénoncé a dit que Clarke et C^ie^ ne pourraient faire usage du nom de Louis Marquis qu'à la condition de toujours et partout inscrire en toutes lettres et en lettres d'égale grandeur et de même caractère « Ancienne mai« son Marquis, Clarke et C^ie^, successeurs »;

« Attendu que pour interpréter sainement le dispositif de l'arrêt, il faut se reporter aux motifs sur lesquels il est basé; qu'on lit dans ces motifs que « par leurs agissements, Clarke et C^ie^ « ont fait naître une confusion entre leur maison « et celle de François Marquis; qu'ils n'ont pas « procédé à l'exploitation légale du nom dont ils « avaient le droit de se servir; qu'il y a lieu de « prescrire des mesures qui soient de nature à « empêcher le retour des faits dommageables in« diqués plus haut »;

« Attendu qu'il résulte du passage ci-dessus transcrit, que l'arrêt n'a réglementé l'emploi du nom de Marquis que dans le but unique d'empêcher la confusion suscitée alors par Clarke et C^ie^ entre les deux maisons; que c'est uniquement dans ce but que l'arrêt a prescrit de faire suivre la mention « ancienne maison » de la mention indiquant le nom du successeur; que si la cour a elle-même désigné ce nom, ce n'est qu'à titre énonciatif, parce que Clarke et C^ie^ étant en ce moment les successeurs et que le juge, ayant à tracer une formule complète d'enseigne, se trouvait obligé d'y insérer d'ores et déjà le nom du successeur en exercice, mais, que de même qu'elle n'a pas entendu prescrire à tout jamais le maintien du nom de Clarke dans l'enseigne, elle n'a pas entendu non plus, statuant sur un débat dont elle n'était pas saisie, dont les parties ne s'avisaient même pas et dont la solution ressort seulement des principes généraux du droit, condamner par avance la prétention hypothétique de Clarke et C^ie^ ou de leurs ayants cause, d'arborer à leur fantaisie tel ou tel nom de successeur sur la devanture de leur magasin; qu'enfin en obligeant Clarke et C^ie^ à préciser dans leurs factures ou prospectus que leur maison Louis Marquis était l'ancienne maison, elle n'a pas davantage voulu leur interdire la faculté d'énoncer qu'ils étaient aussi à la tête d'un autre établissement; qu'une pareille interprétation qui méconnaîtrait l'esprit de l'arrêt pour s'en tenir à ses termes stricts, se retournerait contre les prétentions mêmes de la demanderesse; qu'en effet, le défendeur, autorisé ainsi à employer le même procédé d'argumentation, pourrait soutenir que la limitation du droit de se servir du nom de Marquis n'a été édictée que contre Clarke et C^ie^, seuls en cause, mais que lui, étranger à l'arrêt, n'a pas à s'embarrasser de ces restrictions;

« Attendu que l'exception de chose jugée doit donc être écartée; qu'avant comme après l'arrêt, les successeurs de la maison Louis Marquis ont,

sur la question qui divise les parties, conservé leur entière liberté et ne sont abstreints qu'aux règles de la probité commerciale; qu'il s'agit maintenant de savoir si, comme l'allègue la demoiselle Marquis, Dufrène a violé ces règles par l'usage des mentions incriminées;

« Attendu, à cet égard, que sans doute, ces mentions ne sont pas conformes à la réalité des faits; que non seulement Siraudin, mort depuis longtemps, n'est pas à la tête de la maison, mais n'y a même jamais été, la fusion entre la maison Louis Marquis et la maison Siraudin ne s'étant opérée qu'après que le fonds de Siraudin avait été mis en vente et acquis par un des prédécesseurs de Dufrène, mais qu'on chercherait vainement comment ces inexactitudes seraient de nature à porter préjudice à la demoiselle Marquis;

« Attendu qu'elle articule, il est vrai, qu'étant donnée la notoriété du nom de Siraudin, le client croira que si celui-ci a réuni son fonds à celui de Marquis, il n'a pu opérer cette réunion qu'avec celle des deux maisons Marquis qui avait la vogue, soit avec la maison François; qu'elle articule encore que le client, amené à se figurer que Siraudin est à la tête de la maison, ira là de préférence, attiré par la curiosité d'entrer en rapport avec un personnage célèbre;

« Mais attendu, quoi qu'il faille penser de ces appréhensions singulièrement chimériques, que, sur le premier point, Dufrène étant propriétaire du nom de Siraudin comme de celui de Marquis, ayant incontestablement, dès lors, le droit d'intituler sa maison « ancienne maison Louis Mar« quis et Siraudin », la prétendue erreur du client se produirait aussi bien au cas de l'emploi de cette formule légitime, qu'au cas de l'emploi de la formule incriminée, et que cette dernière n'est donc, pour la demoiselle Marquis, la cause d'aucun dommage;

« Attendu, sur le second point, que Dufrène ne fait que se conformer à un usage qui est de tradition, tout au moins dans le commerce de la confiserie et du chocolat, usage aux termes duquel le nom du prédécesseur de celui qui a créé la réputation de la maison, figure seul sur l'enseigne, comme une sorte de marque de fabrique, sans être suivi du nom du successeur; que, dès lors, Dufrène, en pratiquant les mêmes errements, ne peut être considéré comme ayant commis un acte de concurrence déloyale ou abuser de son droit vis-à-vis de la demoiselle Marquis;

« Attendu qu'indépendamment de l'enseigne de Dufrène la demoiselle Marquis critique encore l'adresse télégraphique Marquis-Siraudin qu'il indique dans ses factures;

« Mais attendu que ce fait n'est pas de nature à produire une confusion entre les deux maisons, et que le tribunal le considère comme insignifiant; que la demoiselle Marquis essaierait vainement de le présenter comme constituant une contravention à l'arrêt de 1887; que l'arrêt n'a pas statué en termes exprès sur la rédaction des adresses télégraphiques; qu'en tous cas, il est de principe en matière de concurrence déloyale; que les tribunaux ont toute liberté pour modifier, au fur et à mesure des circonstances, les mesures prescrites à l'effet d'éviter la confusion entre deux maisons, et qu'en ce faisant, ils ne portent point atteinte au respect de la chose jugée;

« Attendu que si la cour a du se montrer particulièrement rigoureuse alors qu'elle se trouvait en présence de Clarke et C^ie^ qui cherchaient à provoquer la confusion dont se plaint la demoiselle Marquis, le tribunal doit tempérer cette rigueur au regard de Dufrène dont l'attitude apparaît comme ayant toujours été correcte; qu'en effet, la demanderesse ne produit dans la cause aucun document d'une autorité suffisante pour justifier ses griefs, que sa demande est donc mal fondée;

« Par ces motifs,

« Déclare la demoiselle Marquis mal fondée dans toutes ses demandes, fins et conclusions; l'en déboute, et la condamne aux dépens. »

Sur appel de la demoiselle Marquis, la 3^e^ chambre de la Cour de Paris, a rendu l'arrêt confirmatif suivant à la date du 16 décembre 1896:

« Vidant son délibéré,

« Et statuant sur l'appel interjeté, par la demoiselle Marie Marquis, du jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine le 13 janvier 1896, aucun moyen de nullité, ni fin de non-recevoir en la forme, n'ayant d'ailleurs été précisé ni plaidé contre ledit appel;

« Reçoit l'appel en la forme;

« Et au fond:

« Adoptant les motifs des premiers juges,

« Dit l'appelante mal fondée en toutes ses conclusions, l'en déboute;

« Met en conséquence l'appellation à néant;

« Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet;

« Condamne l'appelante à l'amende et aux dépens d'appel. »

M^lle^ Marquis déféra l'arrêt qui précède à la Cour de cassation, la Chambre civile, dans son

audience du 10 juillet 1900, a rejeté le pourvoi en ces termes :

LA COUR,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Attendu qu'en déclarant que l'arrêt du 27 mai 1887 avait surtout pour but, par l'adjonction d'un nom au nom de Louis Marquis, d'éviter la confusion avec la maison François Marquis, mais qu'il n'avait pas décidé que ce nom ajouté serait nécessairement celui du successeur en exercice, l'arrêt attaqué n'a point outrepassé son droit d'interprétation et violé l'autorité de la chose jugée ;

Sur le second moyen :

Attendu que l'arrêt attaqué déclare que les désignations employées par Dufrêne ne sont pas de nature à amener une confusion entre sa maison et celle de François Marquis ; que les appréhensions de la demoiselle Marquis, relativement au détournement de la clientèle, sont chimériques ; qu'elle ne produit dans la cause aucun document d'une autorité suffisante pour justifier ses griefs ;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, c'est à bon droit que ledit arrêt a repoussé la demande en dommages-intérêts fondée sur la concurrence déloyale ;

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Paris du 16 décembre 1896.

MM. CRÉPON rapp. ; SARRUT av. gén. — DEVIN et CHAUDÉ av.

Note. — I. — Sur le premier point : La question, tranchée par le jugement frappé d'appel et de pourvoi présentait certaines difficultés. Elle ne s'était, du reste, croyons-nous, jamais présentée en ces termes.

Il y avait lieu, tout d'abord, de se demander, et c'est un point qui n'a pas été examiné, si l'arrêt de 1887 était en droit opposable au défendeur, bien qu'obtenu contre l'ayant-cause, le prédécesseur de celui-ci.

Le tribunal n'a examiné que la question de fait. L'arrêt de 1887 n'avait été rendu que pour éviter des confusions, déjà produites, entre deux maisons rivales, et les mentions qu'il avait exigées n'avaient pas d'autre but. Or, l'enseigne incriminée ne pouvait soulever une confusion

Comme le dit avec raison le jugement, il ne fallait pas s'en tenir aux termes stricts de l'arrêt, mais se reporter aux motifs donnés par la Cour, qui faisaient disparaître toute difficulté.

Il semblait difficile de soutenir que la mention spéciale indiquée par l'arrêt, dût subsister *ne varietur* tant que le commerce devait durer. C'eut été statuer, parce que l'ancienne jurisprudence appelait un arrêt de règlement, aujourd'hui prohibé, prévoyant des cas et des hypothèses qui ne s'étaient point présentées ; c'était, en tous les cas, porter atteinte aux droits incontestables que possédaient tous les successeurs immédiats ou médiats de Clarke, de faire figurer dans leur enseigne, leur propre nom suivi de la qualité de successeur, tout en conservant la dénomination de l'ancienne maison Marquis, c'est-à-dire le nom du fondateur.

Sur ce dernier point : V. Allart, concurr. déloyale, n° 60; Paris 29 juin 1858, Ann. 58.331.

II. — Sur le second point : Le jugement, somme toute a fait une application de la maxime de droit : Pas d'intérêt, pas d'action.

La demanderesse était sans intérêt à se plaindre d'une enseigne erronée, du moment qu'elle n'en subissait aucun dommage et que ladite enseigne était conforme à un usage constant du commerce de la confiserie.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

(CH. DES RÉFÉRÉS)

2 août 1900.

Présidence de M. Baudouin.

EXÉCUTION DES JUGEMENTS ET ARRÊTS. — TIERS. — ART. 548 C. PR. CIV. — JUGEMENT EXÉCUTOIRE PAR PROVISION. — SÉQUESTRE CONVENTIONNEL.

La règle de l'art. 548 C. pr. civ., aux termes de laquelle les jugements qui prononcent une mainlevée, une radiation d'inscription hypothécaire, un paiement ou quelque autre chose à faire par un tiers ou à sa charge ne sont exécutoires par les tiers ou contre eux, même après les délais de l'opposition ou de l'appel, que sur le certificat de l'avoué de la partie poursuivante contenant la date de la signification du jugement faite au domicile de la partie condamnée et sur l'attestation du greffier constatant qu'il n'existe contre le jugement ni opposition, ni appel, ne cesse point d'être de rigueur dans le cas où l'exécution du jugement a été ordonnée par provision et nonobstant appel.

Et le séquestre conventionnel doit être considéré, à ce point de vue, tout aussi bien que le séquestre judiciaire, comme un tiers dans le sens de l'art. 548 C. pr. civ.

Khan c. dame Khan.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la dame Khan, ayant à la suite des difficultés qui se sont élevées entre son mari et elle sur la liquidation ordonnée par le jugement du 26 juillet 1898 qui a prononcé la séparation de corps, entre eux, dénoncé à M. Mutel l'accord verbal en vertu duquel celui-ci avait, à titre de séquestre conventionnel, reçu des époux la mission de toucher pour eux et en leur nom toutes sommes échues ou à échoir dues par les époux David-Joseph de Nancy à charge de remettre à chacun des époux une pension mensuelle de 500 francs, un jugement de la 3e chambre du tribunal en date du 23 juillet 1900 a déclaré que le service de la pension devait continuer à être fait au sieur Khan par Mutel ès qualité, et à ordonné l'exécution provisoire ;

Attendu qu'il y avait promesse reconnue ; que la

dame Khan a, suivant acte du 30 août, interjeté appel de ce jugement et que l'affaire est en ce moment pendante devant la cour ; qne Khan nous demande d'assurer l'exécution du jugement et de prescrire à Mutel de continuer à lui servir la pension mensuelle de 500 francs ; qu'il conclut subsidiairement à ce que nous fixions à titre provisoire à 500 fr. par mois la provision alimentaire qui lui est nécessaire pour vivre ;

Sur la demande principale :

Attendu qu'aux termes de l'art. 348 C. pr. civ., les jugements qui prononcent une mainlevée, une radiation d'inscription hypothécaire, un paiement ou quelque autre chose à faire par un tiers ou à sa charge, ne sont exécutoires par les tiers ou contre eux-mêmes après les délais de l'opposition ou de l'appel que sur le certificat de l'avoué de la partie poursuivante contenant la date de la signification du jugement faite au domicile de la partie condamnée et sur l'attestation du greffier constatant qu'il n'existe contre le jugement ni opposition ni appel ; que l'observation de cette règle ne cesse point d'être de rigueur dans le cas où l'exécution du jugement a été ordonnée par provision et nonobstant appel ; qu'en effet, d'une part, le jugement ne saurait avoir cette force d'exécution vis-à-vis du tiers qui n'y a point été partie ; que, d'autre part, le tiers dépositaire des sommes en litige ne peut s'en dessaisir à moins qu'on ne lui justifie d'une décision qu'ait acquis, de tous les intéressés, un caractère irrévocable, en ce sens qu'elle ne soit plus susceptible d'être réformée par les voies ordinaires ;

Attendu que le séquestre conventionnel est, tout aussi bien que le séquestre judiciaire, un tiers dans le sens de l'art. 548 C. pr. civ. ; qu'il ne saurait, en effet, être considéré comme l'ayant cause des intéressés ; qu'il a des obligations propres à remplir ; qu'il ne peut notamment, aux termes de l'art. 1960 C. civ., être déchargé avant la contestation terminée que du consentement de toutes les parties intéressées ou pour une cause jugée légitime ; qu'il s'exposerait à payer deux fois si, ayant payé en vertu d'un jugement de première instance exécutoire par provision et nonobstant appel, ce jugement venait ultérieurement à être réformé par la cour ; que Mutel ès qualité ne saurait donc, sans engager sa responsabilité, exécuter le jugement du 23 juillet dernier en dehors de l'accomplissement des conditions imposées par l'art. 548 C. pr. civ. ; que, dès lors, nous ne saurions le contraindre à cette exécution ;

Sur la demande subsidiaire :

Attendu qu'il ne nous appartient pas d'accorder en référé des pensions alimentaires ; qu'au surplus, la cour est saisie de la question par l'appel du jugement du 23 juillet 1900 ordonnant le paiement à Khan de la pension de 500 francs par mois qu'il nous demande de lui accorder par provision ; que le président statuant en référé est ainsi légalement dessaisi ;

Par ces motifs,

Disons qu'il n'y a lieu à référé.

Mes Bourgeois avoué et Lambert av.

Note. — La question de savoir si la règle de l'art. 548 C. pr. civ. s'applique aux jugements qui sont exécutoires par provision comme à ceux qui ne le sont pas, est controversée, mais tranchée généralement dans le sens de l'ordonnance recueillie : V. Pau 14 mars 1837 (S. 37.2.376) ; Cass. 25 mai 1841 (S. 41.1.497) ; Grenoble 8 fevrier 1849 (S. 49.2.539 — D.49.2.253) ; Cass. 9 juin 1858 (S. 59.1.621 — D. 58.1.246). Paris 7 juin 1861 (S. 61.2.400 — D. 61.2.169) ; 14 janvier 1878 sous Cass. 21 janvier 1879 (S. 79.1.215 — D. 79. 1.376). *Sic* : Bioche, Dict,, v° Jugement, n° 267) ; Dutruc, Formul. des huissiers, t. I, p. 443, n° 57 ; — et *contrà* : Bordeaux 21 août 1839 (S. 41.1.499 *ad notam* — J. du P. 41.1.428). *Sic* : Thomine, n° 605 ; Chauveau, q. 1906 *bis* ; Rodière, t. II, p. 191 ; Rousseau et Laisney, Dict., v° Exécution des jugem., n° 161.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE SAINT-SEVER

24 novembre 1900.

Présidence de M. Monlezun.

VIOLATION DE DOMICILE. — ENCLOS. — CLOTURE CONTINUE. — ESCALADE.

Fait partie du domicile, au sens de l'art. 184, § 2 C. pén., le terrain au milieu duquel s'élève une maison d'habitation, lorsqu'il est entouré d'une clôture continue. Par suite, est coupable de la violation de domicile prévue et punie par ledit article l'individu qui pénètre par escalade et violence dans le terrain ainsi enclos.

Min. pub. c. Jean Lafitte.

Le Tribunal,

Attendu que le 1er octobre 1900, vers 3 h. 1/2 du matin, Dupouy, de Montaut, surprenait, sur l'échelle appuyée contre le grenier de sa maison d'habitation, Jean Lafitte, repris de justice, qui, pour arriver jusque là, avait dû franchir, par escalade, en la détériorant et même en se blessant un peu, une haie sèche solidement construite, formant avec un mur élevé une clôture continue qui entoure la maison et ses dépendances ;

Attendu que l'art. 184 § 2 C. pén., qui punit toute introduction « à l'aide de menaces ou de violence dans le domicile d'un citoyen », a eu évidemment en vue la protection du domicile ; que le but du législateur serait manqué si sa protection ne s'étendait pas à un pareil enclos, qui fait en quelque sorte partie du domicile ou en est, au moins, la continuation immédiate ; qu'en effet, la fermeture d'un enclos attenant à une maison d'habitation augmente toujours la sûreté de celle-ci et parfois en forme la

seule défense, et que la violence dont il est question dans l'article précité peut n'être, comme dans l'espèce, qu'une violence matérielle, par rapport à la clôture, pour pénétrer dans l'enceinte interdite;

Attendu, dès lors, que le fait reproché au prévenu constitue bien le délit de violation de domicile prévu et réprimé par l'article susvisé;

Par ces motifs,

Déclare Lafitte atteint et convaincu d'avoir... etc... et le condamne à...

Note. — Cette solution ne nous paraît pas contestable. On trouve, en effet, dans l'espèce, les deux éléments essentiels de la violation de domicile : 1° la violence, manifestée par l'escalade et le bris de la clôture; 2° l'introduction dans le domicile duquel fait partie l'enclos entourant la maison d'habitation. Sur ce dernier point, on est généralement d'accord que le domicile, au sens de l'art. 184, comprend les dépendances immédiates de la maison d'habitation, telles que les hangars, les étables, les cours que protège l'ensemble des mêmes clôtures. V. Limoges 30 avril 1857 (D. 59.2.205). — *Adde* : Garraud, Droit pén., n° 301.

Il a même été jugé que le domicile doit s'entendre « des dépendances immédiates de l'habitation, défendues par une clôture indépendante de celle qui protège la demeure des habitants » : Trib. civ. Rambouillet, 27 juillet 1882 (Gaz. Pal. 83.2.156, 2e partie).

Il ne faudrait pas toutefois généraliser cette dernière solution, une telle généralisation exposant les tribunaux à appliquer l'art. 184 à la protection de toute espèce de lieu clos, ce qui est contraire au texte comme à l'esprit de cet article. V. Répertoire encyclopédique du Droit français, ve Violation de domicile, n° 7.

339

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

12 novembre 1900.

Présidence de M. Tanon.

DIVORCE. — GRIEFS. — DEVOIR CONJUGAL. — MARI. — ABSTENTION VOLONTAIRE. — INJURE GRAVE.

L'abstention du devoir conjugal de la part du mari, peut, lorsqu'elle a persisté pendant plusieurs mois d'une façon absolue aussitôt après le mariage, sans qu'il soit d'ailleurs allégué qu'elle soit due à des empêchements physiques du mari ou à la résistance de la femme, qui implique ainsi qu'elle a été volontaire, prendre à l'égard de la femme un caractère injurieux de nature à faire prononcer le divorce au profit de celle-ci.

M... c. dame M...

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation des art. 213, 231, 1315 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810:

Attendu que l'arrêt attaqué constate qu'il résulte des documents produits et qu'il n'est pas au surplus contesté par le demandeur, qu'après plusieurs mois de mariage, ce dernier n'a eu avec sa femme aucun rapport sexuel; qu'il n'allègue pas que cette abstention soit due à des empêchements physiques de sa part ou à la résistance de sa femme;

Attendu que les constatations dudit arrêt impliquant que l'abstention du devoir conjugal de la part du mari avait été volontaire, le juge du fond a pu reconnaître et déclarer que cette abstention avait pris à l'égard de la femme un caractère injurieux de nature à faire prononcer le divorce à son profit et qu'une telle décision, d'ailleurs régulièrement motivée, n'a violé, dès lors, aucun des textes invoqués;

Rejette le pourvoi formé par le sieur M... contre l'arrêt de la Cour d'Amiens du 1er décembre 1899.

MM. Loubers rapp.; Mérillon av. gén. — Me Defert av.

Note. — Il n'est pas douteux, en l'état actuel de la jurisprudence, que l'abstention du devoir conjugal, de la part du mari, puisse, quand elle a été volontaire et persistante, devenir un grief, dont la femme est autorisée à se prévaloir pour obtenir le divorce à son profit. Mais c'est en ce cas, à la femme demanderesse, à prouver non seulement l'abstention, mais aussi le caractère volontaire, sans lequel l'abstention ne saurait être injurieuse : Cass. 20 décembre 1892 et le rapport de M. le conseiller Denis (Gaz. Pal. 92.2.737); Rouen 6 août 1898 et sur pourvoi : Cass. 22 février 1899 (Gaz. Pal. 99.1.107-434).

COUR D'APPEL DE PARIS (6e Ch.)

11 juillet 1900.

Présidence de M. de Boislisle.

RENTES SUR L'ÉTAT. — NUE PROPRIÉTÉ. — CESSION. — NANTISSEMENT. — TIERS.

L'accomplissement des formalités du transfert est nécessaire pour rendre opposable aux tiers la cession de la nue propriété d'un titre de rente sur l'Etat, au même titre que celle de la propriété.

Notamment, n'a pas cet effet la simple mention au Grand Livre de la signification d'une telle cession faite au Trésor par le cessionnaire, laquelle a seulement pour résultat, premièrement de faire obstacle à toute cession nouvelle que les titulaires du titre cédé, mais non encore immatriculé au nom du nouveau cessionnaire, tenteraient de faire en fraude des droits de ce dernier, secondement de mettre le Trésor à même de faire réclamer officieusement à l'usufruitier la communication de l'extrait indispensable pour qu'il puisse être procédé au changement d'immatricule.

En conséquence, le cessionnaire de la nue propriété d'un titre de rente sur l'Etat n'est

pas recevable, tant que ce titre n'a pas été immatriculé à son nom, à demander la nullité d'un acte de nantissement consenti sur le même titre par le nu propriétaire et l'usufruitier postérieurement à la cession; il a seulement contre son cédant l'action en dommages-intérêts de l'art. 1142.

Compagnie l'Abeille c. Doucet, Pérout et Chevalier.

Suivant acte reçu Garanger, notaire à Paris, la Compagnie l'Abeille s'est rendue acquéreur de la nue propriété d'un titre de rente 3 0/0 sur l'Etat français, immatriculé pour la nue propriété au nom des mineurs Loisillier et de leur mère, la dame Léon Sax, et pour l'usufruit au nom de Mme veuve Doucet.

La Compagnie l'Abeille, afin de parvenir au transfert, a signifié l'acte de cession au ministre des finances et déposé à la Direction de la dette inscrite un certificat de propriété. Mais le ministre des finances s'est refusé à opérer le transfert, si le titre de rente ne lui était représenté.

Ce titre étant entre les mains de l'usufruitière, Mme veuve Doucet, la Compagnie l'Abeille a fait sommation à cette dernière d'avoir à le remettre, soit au Trésor, soit entre les mains de Me Garanger, notaire; à quoi la dame veuve Doucet à répondu qu'il se trouvait entre les mains des sieurs Pérout et Chevalier, lesquels le détenaient comme créanciers gagistes, tant d'elle-même que des nus propriétaires, les demoiselles Loisillier et la dame Sax.

La Compagnie l'Abeille fit alors sommation de faire la remise du titre aux sieurs Pérout et Chevalier, qui refusèrent de s'en dessaisir alléguant qu'ils en avaient été mis en possession par tous ceux qui en représentaient la pleine propriété.

C'est dans ces conditions que cette compagnie assigna la dame Doucet et lesdits sieurs Pérout et Chevalier pour voir dire que cet acte de nantissement ne lui était pas opposable.

Sur quoi, le Tribunal civil de la Seine, à la date du 8 novembre 1898, a rendu le jugement ci-après :

« Attendu que suivant acte passé devant Garanger, notaire à Paris, en date du 3 février 1897, la Compagnie l'Abeille s'est rendue acquéreur de la nue propriété d'un titre de 812 fr. de rente 3 0/0 sur l'Etat français, immatriculé au nom de Bernard Lamartellerie, Marie-Charlotte-Mathilde, veuve de Auguste-Marie-Pierre-Hippolyte Doucet, pour l'usufruit, la nue propriété à : 1° Marie-Alix Loisillier; 2° Marie-Thérèse-Odette Loisillier; 3° Marie-Albert Loisillier, tous trois mineurs sous la tutelle légale de Isabelle-Marie-Olympe-Zénaïde Doucet, leur mère, veuve en premières noces de Louis-Philippe-Arthur Loisillier et femme en deuxièmes noces de Léon Sax, ce dernier cotuteur;

« Attendu que la dame Sax, autorisée de son mari, et les demoiselles Loisillier, devenues majeures, sont actuellement propriétaires en nue propriété du titre dont il s'agit dans les proportions qu'il est inutile d'indiquer;

« Attendu que cette cession, par elles consentie à la Compagnie « l'Abeille » moyennant un prix désigné dans l'acte, a été signifiée au ministre des finances, suivant exploit en date du 12 février 1897;

« Attendu que la veuve Doucet, usufruitière, n'ayant point fait la remise du titre à la Compagnie l'Abeille, celle-ci lui a fait sommation, le 29 janvier 1898, d'avoir à le lui remettre;

« Attendu que ladite dame a répondu qu'elle n'en avait plus la possession et qu'il était entre les mains d'un sieur Pérout auquel elle en avait vendu l'usufruit;

« Attendu que sur la sommation qui fut faite à ce dernier, suivant exploit en date du 8 février 1898, Pérout et Félix Chevalier ont déclaré, suivant exploit en date du 12 février 1898, qu'ils détenaient ledit titre comme créanciers gagistes, non seulement de la dame veuve Doucet, usufruitière, mais encore des demoiselles Loisillier, nus propriétaires; qu'ils en tenaient ainsi la possession de tous ceux qui représentaient la pleine propriété et qu'ils avaient le droit de refuser de s'en dessaisir;

« Attendu que c'est dans ces conditions que la Compagnie l'Abeille a assigné la veuve Doucet, Pérout et Chevalier : 1° pour voir dire que cet acte de nantissement est nul et irrégulier et, en tous cas, qu'il ne saurait lui être opposable; 2° en conséquence, voir dire que les susnommés seront tenus solidairement, sous une astreinte de 50 francs par jour, pendant un mois, passé lequel délai il sera fait droit à partir de l'expiration de la huitaine du présent jugement, de remettre le titre dont il s'agit entre les mains de Me Garanger, notaire, constitué séquestre, à l'effet d'en permettre l'immatriculation au nom de l'Abeille-Vie pour la nue propriété;

« Attendu que Pérout et Chevalier soutiennent que, suivant acte sous seings privés en date du 13 juillet 1897, enregistré le 16 juillet, folio 97, aux droits de 410 francs, les consorts Loisillier et la veuve Doucet, usufruitière, leur ont donné en nantissement le titre de 812 francs dont il s'agit, et ce, pour sûreté et garantie d'une créance de 50,000 francs; qu'ils sont en posses-

sion de l'extrait de l'inscription au Grand Livre de la Dette publique et qu'ils ont fait signifier leur contrat au ministre des finances, suivant exploit en date du 12 novembre 1897, le gage qui leur a été consenti est valable et qu'il est opposable à la Compagnie l'Abeille ;

« Attendu que la Compagnie l'Abeille n'établit point que ledit contrat de nantissement soit entaché de fraude ou de dol et ne peut sérieusement en contester la validité, puisque le gage a été mis en la possession des créanciers et que, d'après l'art. 2071 C. civ., cette mise en possession s'opère par la tradition de la chose donnée en gage ou du titre qui la représente, lorsqu'elle consiste en un meuble incorporel ;

« Attendu que ces règles sont générales et qu'aucune exception n'y a été apportée en ce qui concerne les nantissements de rentes nominatives sur l'Etat, lorsqu'ils sont destinés à garantir des prêts faits par de simples particuliers ;

« Attendu, d'autre part, que si la cession d'un titre de rente sur l'Etat français peut s'opérer par acte notarié, par application de l'art. 162 de la loi du 24 août 1793, sur l'organisation du Grand Livre de la Dette publique et si la cession de la nue propriété peut s'opérer par les mêmes moyens, il est constant que, pas plus par cette voie que par celle de la négociation du titre à la Bourse avec l'intermédiaire de l'agent de change qui a le monopole de ces opérations, la transmission de la propriété du titre à l'acheteur n'est faite immédiatement ;

« Attendu que cette cession ou cette négociation ne produisent d'effet que si elles sont suivies d'un transfert opéré sur les registres du Trésor en conformité de la loi du 28 floréal an VII, et que, seul, ce transfert constitue au profit du titulaire inscrit sur le Grand Livre une preuve absolue de propriété ;

« Attendu que ces principes résultent de l'art. 6 de la loi de 1793 susénoncée ainsi conçu : « Le « Grand Livre de la Dette publique sera le titre « unique et fondamental de tous les créanciers de la République » et de la loi du 28 floréal qui organise les formes à employer pour la réalisation de la vente d'une inscription de rente et pour la régularisation du transfert au nom de l'acheteur ;

« Attendu, d'autre part, que la cession d'une nue propriété de rente, qui ne peut avoir lieu par voie de négociation, puisque les droits partiels sur une inscription ne sont pas cotés à la Bourse, si elle peut se faire par devant notaire, en conformité du décret du 14 ventôse an III, qu'il faut, pour que la transmission de la propriété ait lieu, que le transfert soit opéré sur la production d'un certificat de propriété délivré par le notaire détenteur de la minute de l'acte authentique de l'acte de vente ;

« Attendu que cette législation spéciale qui s'explique par les nécessités de la comptabilité publique et l'impossibilité où se trouverait le Trésor de suivre toutes les mutations dans les formes diverses où il aurait plu aux parties de les faire, est tout à fait exclusive de l'application de l'art. 1690 C. civ. aux inscriptions de rente et aussi la nue propriété desdites inscriptions ;

« Attendu que l'acheteur, dans l'un et l'autre cas, ne peut être considéré comme saisi de la propriété que lorsque le transfert, qui est le seul acte de nature à opérer cette saisine a été effectué dans les formes voulues par la loi ;

« Attendu, en conséquence, que l'acte du 3 février 1897 a bien constaté l'accord les parties pour l'aliénation de la nue propriété de l'inscription et peut, le cas échéant, permettre à la Compagnie cessionnaire d'invoquer contre les cédants, l'art. 1142 C. civ., mais que la signification au ministre des finances ne lui a point transporté la propriété de l'objet de la vente ;

« Attendu, dès lors, et quelle que soit la mauvaise foi des vendeurs de la nue propriété du titre de rente, que la cession faite à la Compagnie « l'Abeille » ne peut empêcher l'exécution du contrat de gage consenti postérieurement à Pérout et à Chevalier, lesquels ont traité avec des personnes qui étaient encore propriétaires du titre donné en nantissement ;

« Par ces motifs,

« Déclare la Compagnie « l'Abeille » non recevable, en tous cas mal fondée dans toutes ses demande, fins et conclusions, l'en déboute ;

« Et la condamne aux dépens. »

Appel. — Arrêt ;

LA COUR,

Considérant que, suivant acte passé devant Garanger, notaire, le 3 février 1897, les époux Sax et les demoiselles Loisillier, filles de la dame Sax, ont cédé et vendu à la Compagnie l'Abeille la nue propriété d'un titre de 812 francs de rente 3 0/0 sur l'Etat français, n° 366139, série 2, appartenant pour l'usufruit à la dame Doucet, mère de la dame Sax, et ce, moyennant un prix de 17,000 francs payable après l'immatriculation de la nue propriété cédée au nom de la Compagnie l'Abeille ; que celle-ci a fait signifier cette cession au ministre des finances et a déposé à la Direction de la Dette inscrite un certificat de propriété afin de parvenir au transfert ; que ce transfert n'a pu néanmoins être opéré, l'inscription

de rente n'ayant pas été représentée au Trésor; que l'inscription de rente dont il s'agit se trouve aujourd'hui en la possession de Pérout et Chevalier, auxquels elle a été donnée en nantissement, tant pour la nue propriété que pour l'usufruit par les époux Sax, les demoiselles Loisillier et la dame Doucet, aux termes d'un acte sous seings privés le 13 juillet 1897;

Considérant que la compagnie l'Abeille, prétendant que le nantissement dont il s'agit, postérieur de plus de cinq mois à la vente qui lui avait été consentie de la nue propriété de la rente, avait été fait en fraude de ses droits et ne pouvait lui être opposé, a formé tant contre la dame Doucet que contre Pérout et Chevalier une demande tendant à la remise du titre aux mains de Garanger, notaire, qui en serait constitué séquestre à l'effet de le faire immatriculer pour la nue propriété à son nom; que les premiers juges ont repoussé cette demande en se fondant sur ce qu'au moment où Pérout et Chevalier avaient reçu la rente en nantissement, les époux Sax et les demoiselles Loisillier n'avaient pas cessé d'en être nus propriétaires, la transmission de la nue propriété des rentes sur l'Etat, pas plus que celle de la pleine propriété de ces rentes, ne pouvant résulter que d'une mention de transfert portée au Grand Livre;

Considérant qu'à l'appui de son appel, la Compagnie l'Abeille soutient, d'une part, en fait, que le nantissement consenti à Pérout et Chevalier aurait été, en ce qui concerne la nue propriété qui lui avait été antérieurement vendue, le résultat d'un concert frauduleux organisé entre eux et les époux Sax, et, d'autre part, en droit, que le défaut d'immatriculation du titre à son profit ne peut lui être opposé, la règle d'après laquelle le transfert est exigé pour la mutation des rentes recevant exception pour les nues propriétés dont la transmission s'opérerait, suivant elle, aux termes de l'art. 6 du décret du 12 ventôse an III, par la signification au Trésor de l'acte de vente, conformément au droit commun en matière de cession de créances;

Considérant, quant au premier point, que si la mauvaise foi des époux Sax n'est pas douteuse, il n'est pas établi que les intimés aient eu connaissance de la vente que ceux-ci avaient antérieurement faite à la Compagnie l'Abeille de la nue propriété comprise dans le nantissement du 13 juillet 1897;

Considérant, d'autre part, que les premiers juges ont estimé à bon droit que si l'acte du 3 février 1897, qui avait constaté l'accord des parties pour l'aliénation de la nue propriété de la rente, pouvait, le cas échéant, permettre à la Compagnie l'Abeille d'invoquer contre ses cocontractants l'art. 1142 C. civ., cet acte, non plus que la signification qu'elle en avait faite au ministre des finances, n'avait pu lui en transférer la propriété au regard des tiers;

Considérant, en effet, que la règle établie par l'art. 6 de la loi du 24 août 1793, et d'après laquelle le Grand Livre de la Dette publique est le titre unique et fondamental de tous les créanciers de la République, s'applique à la nue propriété des rentes sur l'Etat aussi bien qu'à la pleine propriété de ces mêmes rentes; que, contrairement à ce qui a été soutenu devant la Cour par la compagnie appelante, il n'a nullement été dérogé à cette règle par l'art. 6 du décret du 14 ventôse an III; que, bien au contraire, cet article dispose expressément que, lorsque les créanciers de la nue propriété des inscriptions sur le Grand Livre voudront disposer de cette nue propriété, la déclaration qu'ils en auront faite sera portée par le directeur du Grand Livre sur le livre particulier destiné pour le transfert des nues propriétés;

Considérant que, dès lors, d'après le décret de l'an III, auquel se conforme encore aujourd'hui la pratique administrative, sauf en ce qui concerne la tenue d'un livre particulier pour les transferts de nues propriétés, la mutation d'une nue propriété ne résulte ni de la déclaration faite par le vendeur, qui n'est que la manifestation de l'intention d'aliéner, ni de la signification prévue par le décret, mais de la transcription de la déclaration sur le Grand Livre, dont les mentions, ainsi que le décret le spécifie lui-même, suffisent à la fois à établir et à garantir les droits des nus propriétaires; que le Trésor, ainsi que le constate la lettre du Directeur de la Dette inscrite du 2 juillet 1900, produite devant la Cour, ne considère la vente d'une nue propriété de rente définitive qu'après que l'acquéreur a été inscrit au Grand Livre, la signification ne valant que comme demande en changement d'immatricule; que, par une conséquence nécessaire, la nue propriété n'est seulement transférée, au regard des tiers, que par cette inscription, puisque, d'après notre législation financière, c'est au Trésor seul qu'il appartient de dresser l'état de ses créanciers dans un titre unique, opposable à tous, qui est le Grand Livre;

Considérant que la Compagnie l'Abeille a reconnu elle-même la nécessité d'une immatriculation puisqu'elle a pris soin de stipuler qu'elle ne serait tenue de payer son prix qu'après cette immatriculation, de requérir du notaire le certificat de propriété nécessaire pour y parvenir et pour obtenir la délivrance d'un nouveau titre conforme, et enfin d'en opérer immédiatement le dépôt à cette fin à la Direction de la Dette inscrite; que si elle a commis l'imprudence de payer la majeure partie de son prix avant qu'il lui eût été justifié du changement d'immatricule, elle ne peut s'en prendre qu'à elle-même; qu'elle soutient, il est vrai, qu'elle était, à ce moment, suffisamment garantie par la mention au Grand Livre de la signification par elle faite au conservateur des oppositions le 12 février; que cette mention, faite sous la forme d'une opposition à transfert, de même que l'empêchement administratif qui en a été la conséquence, n'ont d'autre but, ainsi que le dit la lettre rappelée plus haut du Directeur de la Dette inscrite, que de faire obstacle à toute cession

nouvelle que les titulaires tenteraient de faire en fraude des droits de leurs premiers cessionnaires, et aussi de mettre le Trésor à même de faire réclamer officieusement à l'usufruitier la communication de l'extrait indispensable pour qu'il puisse être procédé au changement d'immatricule, mais qu'elle équivaut si peu au transfert, lequel, ainsi qu'on l'a dit plus haut, ne résulte que de la transcription de la déclaration elle-même, qu'en cas de refus de l'usufruitier le Directeur de la Dette inscrite se borne à faire connaître l'adresse de celui-ci à l'intéressé, en lui laissant le soin de poursuivre à ses risques et périls la remise du titre, et que si, avant l'inscription de l'acquéreur au Grand Livre, une notification nouvelle vient à se produire, le Trésor ne donne lieu à aucune des opérations requises tant que les tribunaux n'ont pas statué sur les droits des parties en cause;

Considérant que, dans ces conditions, Pérout et Chevalier sont bien fondés à soutenir qu'au moment où la nue propriété du titre litigieux leur a été engagée, elle n'avait pas cessé d'appartenir aux époux Sax et aux demoiselles Loisillier, auquels elle appartient encore à l'heure actuelle tant au regard du Trésor qu'à l'égard des tiers; qu'il n'existe donc pas de lien de droit entre les intimés et la Compagnie l'Abeille, pas plus entre celle-ci et l'usufruitière, et que, par suite, ladite Compagnie est, ainsi que l'a décidé le jugement dont est appel, non recevable à leur réclamer la remise du titre, sauf à elle à se pourvoir contre ses vendeurs à l'effet de contraindre ces derniers à lui procurer cette remise; que la Compagnie l'Abeille ne peut pas davantage, à défaut par elle de rapporter la preuve d'une collusion entre les époux Sax et les intimés, demander l'annulation du nantissement par application de l'art. 1167 C. civ., l'action paulienne n'étant admissible de la part du créancier à l'encontre des actes à titre onéreux, que si la fraude est établie à la charge des deux parties contractantes;

Par ces motifs, et adoptant au surplus ceux des premiers juges,

Confirme le jugement dont est appel;

Déclare, en conséquence, la Compagnie l'Abeille tant non recevable que mal fondée en toutes ses demande, fins et conclusions; la condamne à l'amende et aux dépens.

M. Brégeault subst. proc. gén. — Mes Deligand et Salles av.

Note. — La difficulté portait sur la question de savoir si l'accomplissement des formalités du transfert est nécessaire pour rendre la cession de la nue propriété d'un titre de rente sur l'Etat parfaite à l'égard des tiers, comme elle l'est pour rendre parfaite celle de la cession de la propriété, ou si, au contraire, la simple signification de cette cession au débiteur cédé, c'est-à-dire au Trésor public, conformément à la règle de l'art. 1690 C. civ., suffit à produire ce résultat, La solution de cette difficulté était cherchée dans l'interprétation des trois textes principaux qui régissent la matière de la transmission des rentes sur l'Etat et qui sont la loi du 24 août 1793, le décret du 14 ventôse an III et la loi du 28 floréal an VII.

Dans le sens de la seconde opinion, on alléguait l'art. 6 du décret du 14 ventôse ainsi conçu : « Les créanciers de la nue propriété des inscriptions sur le Grand Livre ne pourront pas réclamer des extraits de leur inscription, leurs droits étant suffisamment établis et garantis par la mention faite sur le Grand Livre; mais lorsqu'ils voudront disposer de cette nue propriété, ils en feront la déclaration devant un juge de paix ou un notaire. Cette déclaration sera signifiée au conservateur des oppositions, visée par le liquidateur de la Trésorerie, et portée par le Directeur du Grand Livre sur le livre particulier qui sera destiné pour le transfert des nues propriétés ». La dernière partie de cet article a bien ce sens, disait-on, que la signification de la cession, précédée de la déclaration du vendeur manifestant l'intention d'aliéner, est la seule formalité destinée à rendre cette cession opposable aux tiers.

En faveur de la première opinion, on tirait argument des premiers mots de cet article : « Leurs droits seront suffisamment établis et garantis par la mention faite sur le Grand Livre ». La mention sur le Grand Livre, c'est le transfert, disait-on ; le transfert est donc nécessaire pour rendre opposable aux tiers la cession de la nue propriété. De plus, ajoutait-on, cette solution ne saurait faire doute, en présence de l'art. 6 de la loi du 24 août 1793, disposant que « le Grand Livre de la Dette publique sera le titre unique et fondamental de tous les créanciers de la République ». Cet article, en effet, n'établit aucune distinction entre la nue propriété et la propriété.

C'est à cette seconde opinion que s'est rallié l'arrêt ci-dessus de la Cour de Paris.

Peut-être est-il permis d'éprouver quelques doutes sur l'exactitude de cette solution. L'arrêt recueilli la fonde sur une lettre du Directeur de la Dette inscrite en date du 2 juillet 1900, aux termes de laquelle la vente de la nue propriété n'est considérée comme définitive au regard du Trésor qu'après que l'acquéreur a été inscrit au Grand Livre, la signification valant seulement comme une demande en changement d'immatriculation. Mais c'est là étendre le sens de cette lettre au-delà de ses termes ; cette lettre parle seulement, en effet, de la perfection de la transmission de la nue propriété à l'égard du Trésor, non à l'égard des tiers, desquels elle ne dit mot.

De plus, ne doit-on pas penser que les formalités du transfert établies par les textes précités, à savoir par la loi du 24 août 1793, par celle du 28 floréal an VII, et par le décret du 13 thermidor an XIII ne pourraient s'appliquer à la nue propriété qu'en vertu d'une disposition expresse ? En effet, tous ces textes dérogent au droit commun et, à ce titre, ne doivent pas être étendus au delà de leurs termes. Or, nulle part, il n'y est question de la nue propriété, mais seulement de la propriété. C'est donc, à notre avis, manquer aux règles de l'interprétation juridique que d'appliquer leurs dispositions à la transmission de la propriété.

La question a été très rarement posée en jurisprudence, mais elle y a été généralement résolue dans le sens de l'arrêt recueilli. V. Paris 7 juillet 1864 (Rev. Notariat 65. 401) ; Rouen 28 décembre 1883 et 30 mars 1885 (S. 85.2.133) et Trib. civ. Seine 25 février 1892 (Gaz. Pal. 92.1.428). V. cependant *contrà* : Poitiers 15 janvier 1883 (D. 84.2.7) et la note. — Dans la doctrine, les avis sont très partagés. V. notamment dans le sens de l'arrêt : Dalloz, Supp. v° Trésor public, n° 879 ; Mollot, Opérations de bourse, n°

129. Dans le sens contraire : Buchère, Traité des valeurs mobilières, n° 133.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE

3 décembre 1900.

Présidence de M. Mercier.

PRESSE-OUTRAGE-DIFFAMATION — MÉMOIRE DES MORTS. — ART. 34 LOI DU 29 JUILLET 1881. — COMPÉTENCE.

La disposition de l'art. 34 de la loi du 29 juillet 1881, qui n'autorise la répression pénale des diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts que dans le cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants, crée un délit de diffamation spécial, à savoir l'imputation dirigée contre la mémoire du mort lui-même dans le cas où, en même temps qu'elle atteint cette mémoire, elle nuit intentionnellement à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants; et, par suite, l'imputation à la mémoire de la personne morte étant l'élément caractéristique et prédominant du délit défini par l'art. 34, c'est en contemplation de la personnalité du mort qu'il convient, en ce cas de qualifier et de caractériser le délit.

En conséquence, la compétence juridictionnelle, dans le cas où le plaignant agit en vertu de l'art. 34 de la loi de 1881, doit être appréciée en considération de la personne même du mort diffamé; s'il était personne qualifiée aux termes de l'art. 31 et si sa mémoire a été diffamée ou injuriée à raison des fonctions qu'il exerçait ou de la qualité dont il était revêtu de son vivant, ses héritiers, même simples particuliers, s'ils exercent l'action qui leur est conférée par l'art. 34, doivent porter leur action devant la Cour d'assises.

Veuve Henry c. Joseph Reinach et autres.

LA COUR,

Considérant qu'aux termes de sa citation en date du 19 octobre 1900, la dame veuve Henry, agissant tant en son nom personnel que comme mère et tutrice légale de Joseph Henry, son fils mineur, a assigné, en vertu de l'art. 34 de la loi du 29 juillet 1881, Chambré, imprimeur-gérant du journal *le Siècle* et Joseph Reinach, publiciste, comme auteur principal et complice de délits de diffamation qui auraient été commis envers la mémoire du lieutenant-colonel Henry dans une série d'articles publiés dans le journal *le Siècle*, les 24 novembre, 6 et 8 décembre 1898, avec l'intention de porter atteinte à l'honneur ou la considération de ses héritiers vivants, sa veuve et son fils ;

Considérant que l'art. 34 de la loi du 29 juillet 1881 n'autorise la répression pénale des diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts que dans le cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants;

Considérant que cette disposition ne saurait être entendue en ce sens que la loi de 1881 repousse entièrement la diffamation et l'injure envers les morts ; que si telle eût été la pensée du législateur de 1881, il l'aurait formellement exprimée, et que, d'autre part, on ne peut admettre que l'art. 34 ait eu pour objet unique de faire disparaître une controverse antérieure ; qu'à la vérité et pour sauvegarder les intérêts supérieurs de l'Histoire, la loi n'admet le délit de diffamation des morts qu'autant qu'elle passe par dessus leur tombe pour aller frapper des vivants ; mais que dans cette hypothèse déterminée, elle constitue un délit spécial prévu par l'art. 34, et puni des peines édictées par les art. 31, 32 et 33 ; que si tels n'étaient pas le sens et la portée de l'art. 34 il serait sans signification et sans utilité, puisqu'il n'attribuerait aux héritiers vivants aucune action nouvelle et ne leur accorderait, en définitive, que l'action personnelle qui leur appartient déjà en vertu des art. 31, 32 et 33 précités ; qu'en effet, ceux-ci ont toujours le droit, qnand, sous l'apparence et le prétexte d'imputations dirigées contre leur auteur décédé, ils sont personnellement et directement injuriés ou diffamés, de faire abstraction de leur qualité d'héritiers et de poursuivre le diffamateur en vertu des art. 31, 32 et 33 et qu'il n'était pas besoin d'un texte nouveau pour le leur conférer ;

Considérant qu'en réalité, le délit prévu et réprimé par l'art. 34 est l'imputation dirigée contre la mémoire du mort lui-même, dans le cas où, en même temps qu'elle atteint cette mémoire, elle nuit intentionnellement à l'honneur où à la considération des héritiers vivants ; que la loi n'admet la diffamation envers les morts que dans ce cas unique, mais qu'elle l'admet expressément, et que, par suite, l'imputation à la mémoire d'une personne morte étant l'élément caractéristique et prédominant du délit défini par l'art. 34, c'est en contemplation de la personnalité même du mort qu'il convient, en ce cas, de qualifier et de caractériser le délit;

Considérant que l'action pénale ainsi accordée par l'art. 34 aux héritiers vivants du mort diffamé n'est pas une action qu'ils exercent au nom du mort et comme continuateurs de sa personne ; que c'est bien une action personnelle ayant pour base la lésion qu'ils ont éprouvée et qu'ils exercent en qualité propre d'héritiers atteints dans leur honneur et leur considération; mais qu'en définitive, c'est l'honneur du mort qu'ils vengent dans leur propre honneur, quand la diffamation ou l'injure adressée à sa mé-

moire les atteint directement et intentionnellement ; que la solidarité de famille, qui survit au tombeau, ne permet pas de séparer l'honneur du mort de celui de ses héritiers ; qu'ils forment un tout indivisible ; que diffamer l'un, c'est diffamer l'autre, et que la loi ne saurait interdire aux représentants d'un mort l'accès d'un prétoire où leur auteur aurait été admis quand ils s'y présentent pour défendre dans sa mémoire leur propre considération ;

Considérant qu'une telle interprétation de l'art. 34 ne présente rien de contraire aux immunités nécessaires de la vérité historique ; qu'elle n'est pas non plus en contradiction avec les travaux préparatoires de la législation de 1881 ; qu'elle est conforme aux principes généraux de la matière et à l'esprit de la loi de 1881 qui constitue la Cour d'assises juridiction de droit commun en matière de crimes et de délits de publication ; qu'elle est égalemeut conforme aux intérêts du prévenu et du plaignant, en les admettant à faire la preuve de la vérité et de la fausseté des faits diffamatoires et en donnant la publicité la plus large aux débats du procès ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la compétence juridictionnelle, dans le cas où le plaignant agit en vertu de l'art. 34 de la loi de 1881, doit être appréciée en considération de la personne même du mort diffamé ; que, s'il était personne qualifiée aux termes de l'art. 31 et si sa mémoire a été diffamée ou injuriée à raison des fonctions qu'il exerçait ou de la qualité dont il était revêtu de son vivant, ses héritiers, même simples particuliers, s'ils exercent l'action qui leur est conférée par l'art. 34, doivent porter leur action devant la Cour d'assises ;

Considérant qu'Henry était, de son vivant, lieutenant-colonel d'état-major, et à ce titre, fonctionnaire public ; que la dame veuve Henry, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son fils mineur, a cité, en vertu de l'art. 34 auquel elle se réfère expressément dans le dispositif et les motifs de son assignation, à l'audience de ce jour de la Cour d'assises de la Seine, Chambré et Joseph Reinach, comme auteur principal et complice de diffamations qui auraient été commises envers sa mémoire, et ce, à raison des fonctions qu'il exerçait au ministère de la guerre et avec l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération de ses héritiers vivants ; que son action ainsi intentée est recevable ;

Par ces motifs,

Dit que la Cour d'assises est compétente dans les termes de l'art. 34 de la loi du 29 juillet 1881.

M. RAMBAUD av. gén. — Mes DE SAINT-AUBAN, LABORI et LÉVY-SALLES av.

Note. — La jurisprudence n'a eu à notre connaissance qu'une seule fois à se prononcer sur cette question de compétence et elle l'a tranchée dans le sens contraire à l'arrêt recueilli : V. Trib. corr. Seine 3 août 1898 (Gaz. Pal. 98.2.253). Nous avons indiqué dans notre note sous ce jugement que la question était très controversée en doctrine. Citons dans le sens de l'arrêt recueilli : Fabreguettes, Tr. des infractions de la parole, t. II, n° 1349 ; Dalloz, Supp. au Rép., v° Presse, n° 1021 ; et *contrà* : Barbier, Code de la presse, t. II, p. 89, n° 549. — V. également sur la théorie de l'art. 34 de la loi sur la presse, le rapport de M. LE GRIX, avec Cass. 10 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.779).

JURY ARBITRAL DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900

24 novembre 1900.

Présidence de M. Barboux, ancien bâtonnier.

OBLIGATIONS. — OBLIGATION DE FAIRE. — EXPOSITION. — CONCESSIONNAIRE. — AVANTAGES PROMIS. — INEXÉCUTION PAR LE CONCÉDANT. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Toute obligation de faire se résout, en cas d'inexécution, en dommages-intérêts.

Par suite et spécialement, celui auquel a été concédé le droit d'ouvrir un établissement dans un endroit réservé, en l'espèce dans l'enceinte d'une exposition, a droit à des dommages-intérêts si, par la faute du concédant, il est privé de certains des avantages promis au contrat, sur lesquels il était en droit de compter et en considération desquels il a contracté

Tourtel et Bonnet
c. administration de l'Exposition universelle de 1900.

LE JURY ARBITRAL,

Attendu que MM. Tourtel et Bonnet, agissant au nom de la Brasserie de Tantonville, concessionnaire, au Champ de Mars, du restaurant n° 5, suivant contrat du 14 mars 1900, moyennant une redevance de 130,000 francs, réclament à l'administration de l'Exposition une somme totale de 292,295 francs, composée de : 1° 192,295 francs pour remboursement de dépenses et privation de bénéfices pendant la période comprise entre l'ouverture de l'Exposition et le 15 juin ; 2° 100,000 francs pour dommages-intérêts pendant la période comprise entre le 15 juin et la clôture de l'Exposition ;

Attendu que MM. Tourtel et Bonnet reconnaissent que l'administration ne leur a pas garanti les bénéfices nécessairement aléatoires qu'ils espéraient obtenir et qu'ils auraient gardés pour eux seuls ; qu'ils ne prétendent pas la rendre responsable des mécomptes pécuniaires dont des circonstances multiples, impossibles à prévoir, les ont rendus victimes malgré le grand succès de l'Exposition ; mais qu'ils invoquent les obligations de droit commun imposées, suivant eux, à l'administration par leur contrat ; qu'ils fondent leur demande : d'abord, sur les retards de l'administration à achever l'installation du Champ de Mars, à leur fournir l'éclairage électrique et à illuminer le Château d'Eau ; en second lieu, sur la fermeture des galeries le soir, sur l'insuffisance

des fêtes, sur la concurrence des autres restaurants et des kiosques d'alimentation;

Attendu que le contrat susvisé, par lequel le commissaire général « loue à la brasserie de Tantonville un emplacement situé dans l'enceinte de l'Exposition..., en vue d'y exploiter un restaurant pendant toute la durée de celle-ci », moyennant un loyer considérable (634 fr. 15 par jour pour les deux cent cinq jours de la durée prévue de l'Exposition) et sous les autres obligations stipulées aux cahiers des charges, obligeait réciproquement l'administration, d'après les règles du contrat de concession, comme d'après celles du bail, conformes à une évidente équité, à assurer à ses concessionnaires la jouissance de leur exploitation pendant toute la durée de l'Exposition;

Attendu, toutefois, que le ministre du commerce et, sous son autorité, le commissaire général conservaient intact le droit supérieur, qui est aussi la loi du contrat librement accepté par les concessionnaires, de prendre toutes les mesures de police et d'administration que leur paraissait comporter l'intérêt général de l'Exposition;

Attendu, dès lors, que les seuls faits de l'administration, susceptibles d'engager sa responsabilité envers les concessionnaires, sont les faits matériels qui auraient porté une atteinte certaine et directe aux stipulations de leur contrat;

En ce qui concerne la première période :

Attendu que les divers documents du dossier établissent que l'état matériel du Champ de Mars, dans les premières semaines de l'Exposition, a fait obstacle à l'exploitation de MM. Tourtel et Bonnet en éloignant les visiteurs du Champ de Mars et en gênant l'accès de leur restaurant;

Attendu que, dans la partie du Champ de Mars qu'ils occupaient, les difficultés de leur exploitation initiale ont certainement excédé les difficultés normales auxquelles ils devaient s'attendre;

Attendu que leur situation a été particulièrement aggravée par les travaux d'installation de M. Tirebois, concessionnaire de l'emplacement contigu, dont le traité définitif n'a été approuvé par l'administration qu'après l'ouverture de l'Exposition;

Attendu qu'ils sont encore fondés à se plaindre, dans une certaine mesure, du retard de l'administration à leur fournir la lumière électrique; qu'il en est de même de son retard à illuminer le Château d'Eau, dont l'éclairage n'a réellement fonctionné que le 15 juin, alors que la « vue sur le Château d'Eau » était l'un des avantages promis aux futurs concessionnaires du restaurant n° 5 et qu'ils étaient ainsi autorisés à y compter dès le 15 avril; qu'en vain l'administration prétend que MM. Tourtel et Bonnet n'étaient pas prêts à cette date; qu'ils étaient, au contraire, en mesure d'ouvrir leur restaurant;

Attendu qu'ils avaient déjà engagé le personnel nécessaire et qu'ils n'ont été retardés dans leurs derniers travaux que par l'état même du Champ de Mars et par les constructions voisines de M. Tirebois; qu'on ne saurait davantage admettre comme compensation de tout le préjudice par eux éprouvé, la tolérance qui leur a laissé placer leurs tables et leurs chaises au-delà des surfaces concédées; qu'à supposer qu'elle leur ait été utile, on ne peut voir un règlement transactionnel dans une tolérance qu'on avait refusé de leur accorder comme un droit et qui pouvait à chaque instant être retirée;

Attendu qu'elle doit seulement être retenue pour atténuer la responsabilité encourue; qu'il convient de retenir également, à la décharge partielle de l'administration, que les concessionnaires avaient intérêt à laisser terminer l'installation tardive des exposants, malgré la gêne qu'ils en éprouvaient, car leur clientèle eût été moins nombreuse encore si cette partie de l'Exposition était demeurée incomplète; qu'il faut aussi prendre en considération la prolongation de huit jours dont ont joui les exposants et les concessionnaires;

Attendu que, d'après l'ensemble des circonstances de la cause, le préjudice dont MM. Tourtel et Bonnet sont fondés à se plaindre pour cette première période, peut être équitablement considéré comme équivalant à une privation de jouissance de trente jours;

En ce qui concerne la seconde période :

Sur le grief tiré de la fermeture des galeries le soir et de l'insuffisance des fêtes au Champ de Mars :

Attendu que les intentions annoncées par le commissaire général en 1896, à la tribune de la Chambre, en termes généraux et vagues, ne sauraient être assimilées à des engagements formels pris envers les concessionnaires; qu'il n'en est fait aucune mention dans le contrat; que leur réalisation était nécessairement soumise à maintes circonstances dont l'administration seule était et devait rester juge;

Attendu, spécialement, quant à l'éclairage des galeries le soir, que les projets du commissaire général ont été paralysés par la résistance absolue des exposants qui n'ont voulu ni imposer à leur personnel un surcroît de travail, ni engager un nouveau personnel;

Sur le grief tiré de la concurrence des autres restaurants et des kiosques d'alimentation :

Attendu que MM. Tourtel et Bonnet allèguent que, lors de leur traité, on leur a remis un plan général sur lequel vingt-sept restaurants seulement étaient indiqués; que l'administration soutient, au contraire, avoir porté à la connaissance des adjudicataires et des concessionnaires un plan sur lequel figuraient cinquante-huit restaurants;

Attendu qu'aucun plan spécial, fixant d'une manière limitative le nombre des restaurants, n'a été annexé au contrat;

Attendu qu'aux termes de l'art. 31 du cahier des charges du 15 avril 1897, sous la rubrique « concurrence », l'administration s'était reservé « le droit de concéder autant d'établissements similaires ou non qu'il lui paraîtra utile de le faire », en stipulant que

« dans aucun cas et sous aucun prétexte, le concessionnaire ne pourra ni prétendre à la résiliation de son marché, ni réclamer une indemnité, soit à l'administration, soit aux autres concessionnaires » ;

Attendu, sans doute, que cette clause, que justifiait l'étendue du périmètre de l'Exposition, ne pouvait fournir à l'administration le droit d'anéantir, entre les mains de ses concessionnaires, la jouissance de la concession qu'ils lui avaient chèrement payée; mais qu'elle rend inapplicable à la matière les principes du droit commun sur les rapports du propriétaire et de ses locataires, et qu'à moins d'un abus manifeste, elle doit être respectée ;

Attendu, au surplus, que, lorsque MM. Tourtel et Bonnet devenaient, le 14 mars 1900, concessionnaires de leur restaurant, presque tous les établissements similaires étaient déjà concédés et qu'ainsi ils ont dû traiter en connaissance de cause;

Attendu, en ce qui touche spécialement les kiosques d'alimentation, que MM. Tourtel et Bonnet se plaignent encore de l'extension abusive que les concessionnaires de ces kiosques ont donnée à leurs affaires en installant un grand nombre de tables et en vendant des mets apprêtés, le tout contrairement à leurs cahiers des charges et grâce à la tolérance de l'administration;

Attendu, pour la vente des mets, que la clientèle populaire des kiosques n'aurait vraisemblablement pas fréquenté l'établissement de MM. Tourtel et Bonnet, puisqu'ils déclarent que leurs recettes étaient toujours meilleures les jours où l'entrée coûtait cinq tickets ;

Attendu que la vente des boissons pouvait, au contraire, faire concurrence aux restaurateurs qui étaient en même temps limonadiers; mais que, dans l'espèce, le kiosque dont se plaignent MM. Tourtel et Bonnet, situé en face du restaurant de MM. Levaique et Variot, ne débordait pas au devant de leur propre façade par ses empiètements illicites, et qu'ainsi, il n'a pu leur causer un préjudice direct, dont on puisse leur accorder réparation ;

Sur le quantum des dommages-intérêts afférents à la première période :

Attendu que, pour indemniser MM. Tourtel et Bonnet de leur privation de jouissance fixée à trente jours, il ne suffit pas de les décharger de la partie correspondante de leurs redevances (soit 19,024 fr. 38) dont le paiement est devenu sans cause; qu'il faut encore leur tenir compte, dans une indemnité globale où sera confondu ledit loyer, des autres préjudices soufferts, tels que leurs dépenses journalières et le prorata des frais généraux pendant le même laps de temps;

Attendu que les documents produits par les concessionnaires, dont la sincérité ne paraît pas contestée par l'administration, permettent d'arbitrer la réparation qui leur est due, de manière à concilier le droit et l'équité ;

Par ces motifs,

Est d'avis d'allouer à MM. Tourtel et Bonnet une indemnité totale de 80,000 francs, laquelle sera compensée, jusqu'à due concurrence, avec les sommes dont l'administration serait encore créancière.

Pour les concessionnaires : Me Maurice BERNARD, avocat à la Cour d'appel, et M. Maurice LAGRANGE, directeur du Contentieux du syndicat du commerce et de l'industrie. — Pour l'administration de l'Exposition : Me LESTIBOUDOIS, avoué, et M. Edmond MOREAU, directeur du Contentieux de l'Exposition.

Note. — La distinction faite par le jugement ci-dessus entre les divers chefs de préjudice allégués par les demandeurs est à la fois très équitable et très juridique. Certains avantages avaient été promis aux concessionnaires par le cahier des charges qui était, en l'espèce, la loi commune des parties. Le fait, par l'administration de l'Exposition, de n'avoir pas procuré ces avantages aux concessionnaires la constituait évidemment en faute vis-à-vis de ces derniers et, à ce titre, l'obligeait à réparer, par le paiement de dommages-intérêts, le préjudice qu'elle leur avait causé par l'inexécution de son contrat.

Mais elle n'était, et ne pouvait être tenue que dans cette mesure; et lorsque les demandeurs se plaignaient, par exemple, de la concurrence faite par les établissements similaires, alors que, par une clause formelle du cahier des charges, l'administration de l'Exposition « s'était réservé le droit de concéder autant d'établissements similaires ou non qu'elle le jugerait utile », ils étaient sans droit à voir accueillir une prétention qui n'était pas fondée sur la violation du contrat.

340

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

12 novembre 1900.

Présidence de M. Bernard.

CHEMIN DE FER. — TRANSPORT DE MARCHANDISES. — GARE. — 1° AMÉNAGEMENT. — PLANS DE L'ADMINISTRATION OBSERVÉS. — 2°-3° OUVERTURE. — HEURE RÉGLEMENTAIRE. — ANTICIPATION. — HABITUDE. — CHEF DE GARE. — PROMESSE. — CARACTÈRE NON OBLIGATOIRE. — EXPÉDITION. — GRANDE VITESSE.

1° *Les travaux d'établissement des chemins de fer et de leurs dépendances ne pouvant être entrepris qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure sur des plans, projets et devis approuvés par elle, la responsabilité d'une compagnie de chemins de fer ne peut être engagée vis-à-vis d'un expéditeur à raison de l'aménagement prétendu insuffisant ou défectueux d'une gare, quand il n'est ni constaté, ni même allégué que ladite gare n'ait pas été aménagée conformément à des plans, projets et devis dûment approuvés.*

2° *L'habitude, prise dans une gare, de l'ouvrir et d'y recevoir tous les jours les marchandises*

à l'expédition avant l'heure réglementaire de l'ouverture, non plus que la promesse faite par le chef de gare à un expéditeur individuellement, dans un cas donné, d'y mettre des wagons à sa disposition avant cette même heure, ne sauraient obliger la compagnie du chemin de fer, ni par suite autoriser un tribunal à déclarer ladite compagnie responsable comme d'une faute la rendant passible de dommages-intérêts, d'une dérogation à ladite habitude prise, ou d'un manquement à ladite promesse faite par le chef de gare et non tenue.

3° *L'admission, par mesure générale, d'animaux d'une certaine catégorie en transport en grande vitesse par un train, partant d'une gare moins de trois heures après l'heure d'ouverture réglementaire de cette gare, n'implique point nécessairement, et par une prétendue conséquence en même temps de ce que les arrêtés ministériels exigent la présentation des marchandises et animaux expédiés en grande vitesse trois heures au moins avant le départ, l'avancement de l'heure d'ouverture de la gare pour ces sortes d'expéditions.*

Chemins de fer de l'Ouest c. Lebaudy.

Le 4 janvier 1898, la Cour de Caen avait rendu l'arrêt suivant :

« Statuant tant sur l'appel principal de la Compagnie de l'Ouest que sur l'appel incident de Lebaudy :

« Considérant qu'il est établi par les documents de la cause, et qu'il n'est pas dénié par la Compagnie de l'Ouest, que, le vendredi matin, 13 novembre 1896, le sieur Lebaudy, éleveur, a demandé à la gare de Moult deux wagons-écuries pour transporter sept étalons à Saint-Lô et que le chef de gare lui a promis de mettre ces wagons à sa disposition le dimanche matin à 5 heures; qu'à la suite d'une nouvelle démarche, faite par Lebaudy, le 14 novembre, le chef de gare lui a confirmé sa promesse de la veille, en l'invitant à amener les étalons à 5 heures du matin;

« Considérant que, le 15 novembre, à 5 heures du matin, à l'arrivée des étalons, les employés de la gare chargés de l'embarquement et des écritures étaient présents, mais ne disposaient pas encore des wagons-écuries; qu'en l'absence de tout abri convenable, dans la gare et dans le voisinage immédiat de la gare, Lebaudy a été obligé de faire rebrousser chemin aux étalons et de les ramener à 7 heures du matin, sur l'assurance qui lui fut donnée par le chef de gare que les wagons seraient alors à sa disposition; que les étalons ont été exposés à une pluie torrentielle et glacée pendant ce second voyage et pendant leur stationnement en plein vent jusqu'à 7 h. 1/2, heure à laquelle les wagons sont arrivés et ont permis de procéder à l'embarquement;

« Considérant que l'un des étalons de Lebaudy a contracté une maladie de gorge, à la suite du refroidissement qu'il a subi, avant son embarquement; que cet étalon a été refusé par l'administration des haras de Saint-Lô, qui l'avait acheté; qu'il a perdu de ce fait la moitié de sa valeur commerciale;

« Considérant que la Compagnie de l'Ouest est responsable du préjudice qu'elle a causé à Lebaudy par sa négligence; qu'elle aurait pu en effet prévenir cet accident, en prenant les précautions nécessaires pour aménager les locaux de la gare, de manière à procurer un abri aux chevaux de prix, que les éleveurs de la région font embarquer journellement à Moult; qu'elle doit répondre, en outre, du fait du chef de gare, son préposé, qui, en faisant espérer à Lebaudy la mise à sa disposition de wagons-écuries à 5 heures du matin d'abord, à 7 heures ensuite, a exposé imprudemment les étalons à une pluie glacée; qu'elle doit être condamnée à réparer les conséquences de cette double faute aux termes de l'art. 1384 C. civ.;

« Considérant que la Compagnie de l'Ouest objecte vainement que la gare de Moult ne devait être ouverte qu'à 7 heures du matin; qu'en fixant à 7 heures du matin l'heure d'ouverture des gares en hiver, le cahier des charges de la Compagnie de l'Ouest a déterminé une heure d'ouverture minimum, que la compagnie ne saurait restreindre; mais que ce cahier des charges ne s'oppose pas à ce que la compagnie indique, par des règlements intérieurs, une heure d'ouverture plus matinale; que la Compagnie de l'Ouest a usé de cette faculté, en indiquant, dans des affiches relatives au transport des chevaux expédiés en grande vitesse, que le train réglementaire 2409, qui passe à Moult à 8 h. 37 du matin, prend des wagons-écuries et des chevaux pour les transporter dans toutes les destinations;

« Considérant qu'il suit de là, implicitement, mais nécessairement, qu'en vue de ces transports, la gare de Moult doit être ouverte, comme elle l'est en réalité tous les jours, au moins, à partir de 5 h. 33 du matin, les chevaux à expédier devant, pour être embarqués, être présentés trois heures auparavant, suivant les prescriptions des arrêtés ministériels en vigueur; que

c'est bien en effet par le train 2409 que les étalons de Lebaudy ont été transportés le 15 novembre 1896 par la Compagnie de l'Ouest;

« Adoptant, au surplus, les motifs qui ont déterminé les premiers juges en ce qu'ils n'ont rien de contraire à ceux du présent arrêt;

« Par ces motifs,

« Confirme...;

« Élève toutefois à 2,500 francs, sur l'appel incident de Lebaudy, la condamnation prononcée par les premiers juges contre la Compagnie de l'Ouest ».

La Compagnie du chemin de fer de l'Ouest s'est pourvue en cassation et a formulé à l'appui de son pourvoi un moyen unique :

« Violation des art. 1382, 1383 C. civ., 3, 5, 9, 28 du cahier des charges de la Compagnie de l'Ouest, de l'arrêté du ministre des travaux publics du 12 juin 1866, du tarif Ouest G. V. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a condamné la Compagnie de l'Ouest à des dommages-intérêts sous le double prétexte : 1° que le chef de gare aurait fait espérer à l'expéditeur la mise à sa disposition de wagons pour 5 heures du matin ; 2° qu'elle n'aurait pas aménagé dans sa gare des locaux destinés à servir d'abris aux chevaux de prix expédiés par les éleveurs de la région, alors, d'une part, que la prétendue promesse d'admettre les chevaux dans la gare deux heures avant son ouverture réglementaire ne pouvait engendrer aucune action en responsabilité; qu'en outre, les wagons-écuries ne pouvaient être exigés qu'après un délai de quarante-huit heures au moins après la demande qui en avait été faite et que l'arrêt omet d'indiquer le moment de ladite demande, qui, de l'aveu même de l'expéditeur se plaçait l'avant-veille seulement à 10 heures du matin ; alors, d'autre part, que la compagnie ne pouvait se voir imposer des travaux autres que ceux approuvés et reçus par l'administration ; alors enfin que, dans le cas même où des écuries auraient existé dans les gares, la compagnie n'était pas tenue d'y recevoir les chevaux pendant que ladite gare était réglementairement fermée. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Vu l'art. 5 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866, ainsi conçu «... du 1er octobre au 31 mars elles (les gares) seront ouvertes à 7 heures du matin et fermées au plus tôt à 8 heures du soir; »

Attendu que pour déclarer la Compagnie de l'Ouest responsable de l'accident survenu à un des étalons présentés par Lebaudy, le 15 novembre 1896, à 5 heures du matin, en gare de Moult-Argences, l'arrêt dénoncé se fonde sur ce double motif qu'elle aurait pu prévenir cet accident en aménageant ses locaux de manière à assurer aux chevaux de prix un abri convenable, et qu'elle était tenue, soit en vertu d'un règlement intérieur, soit à raison des promesses du chef de gare, son préposé, de recevoir les étalons et de les embarquer avant l'heure légale d'ouverture de la gare de Moult-Argences;

Mais attendu, d'une part, que les travaux d'établissement des chemins de fer et de leurs dépendances ne peuvent être entrepris qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure sur des plans, projets et devis approuvés par elle; qu'il n'est pas constaté, ni même allégué dans l'espèce que la gare de Moult-Argences, y compris le quai d'embarquement pour chevaux, n'ait pas été aménagée conformément à des plans, projets et devis dûment approuvés;

Attendu, d'autre part, que si l'arrêt dénoncé affirme qu'en fait la gare de Moult-Argences est ouverte tous les jours au plus tard à 5 h. 12 du matin, il n'en résulte pas qu'elle doive l'être obligatoirement à ladite heure pour la réception des marchandises; qu'il n'est pas établi d'ailleurs que la Compagnie de l'Ouest ait cru pouvoir prendre et pris, relativement au transport des chevaux, une mesure générale avançant l'heure d'ouverture de la gare dont s'agit; qu'en tous cas, l'existence d'une telle mesure ne saurait être considérée, ainsi qu'elle l'a été abusivement par les juges du fond, comme la conséquence implicite, mais nécessaire d'un avis affiché par les soins de la compagnie et suivant lequel les chevaux sont admis au train réglementaire de huit heures trente-trois du matin, sous prétexte que des arrêtés ministériels exigent que les marchandises et animaux expédiés en grande vitesse soient présentés trois heures au moins avant le départ; que, dans ces conditions, les promesses qui auraient été faites à Lebaudy par le chef de gare de Moult-Argences ne pouvaient engager la responsabilité de la compagnie; d'où il suit qu'en statuant comme elle a fait, la Cour d'appel de Caen a violé le texte ci-dessus visé;

Casse l'arrêt de la Cour de Caen du 4 janvier 1898;

Renvoie devant la Cour de Rouen.

MM. CHÉVRIER rapp.; SARRUT av. gén. — Mes PÉROUSE et BOIVIN-CHAMPEAUX av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il n'est point douteux que tout ce qui a rapport à l'établissement des chemins de fer et de leurs dépendances, notamment la détermination de l'établissement des gares, soit pour les voyageurs, soit pour les marchandises, leur nombre, leur emplacement, leur aménagement, appartient exclusivement au pouvoir administratif; et à ce point de vue, la décision de la Cour de Caen, qui impliquait pour la compagnie du chemin de fer l'obligation de modifier l'état d'une de ses gares, et d'y créer des abris pour les chevaux

amenés à l'expédition à cette gare constituait, comme l'avait justement déclaré la Cour de Paris dans une espèce analogue, le 4 août 1866 (S. 67.2.10) un empiètement direct sur les attributions du pouvoir administratif. Sur ce terrain, la prétendue faute reprochée à la compagnie n'était donc pas légalement justifiée.

II-III. — Sur le deuxième et troisième points : L'arrêt ci-dessus reproduit ne fait que rappeler une fois de plus ce principe déjà consacré par un très grand nombre de décisions antérieures que les arrêtés ministériels qui fixent les conditions et les délais des expéditions des marchandises sur les chemins de fer, ont force de loi pour tous les intéressés, et qu'il n'est permis d'y déroger par aucune convention ni expresse, ni tacite : Cass. 11 mars 1895 (Gaz. Pal. 95.1.438) et les renvois.

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

23 octobre 1900.

Présidence de M. Tanon.

ENREGISTREMENT. — MUTATION PAR DÉCÈS. — LEGS CONDITIONNEL. — CONDITION RÉSOLUTOIRE. — RETOUR AUX HÉRITIERS NATURELS. — SUCCESSIONS OUVERTES « PENDENTE CONDITIONE ». — DROIT PROPORTIONNEL.

Les actes qui opèrent une mutation de propriété sont seuls, aux termes de la loi fiscale, passibles du droit proportionnel, et ce droit ne peut, dès lors, être perçu toutes les fois qu'il n'y a pas translation effective *de propriété d'une personne à une autre.*

Par suite, lorsqu'un legs particulier d'une somme déterminée ayant été fait sous cette condition résolutoire que ladite somme léguée fera retour aux héritiers naturels du testateur en cas de décès du légataire sans postérité, cette condition vient à se réaliser, le droit de mutation par décès n'est dû qu'une fois, quel que soit le nombre des successions qui se sont ouvertes depuis le décès des premiers héritiers naturels vivants au moment du décès du testateur jusqu'au moment où la condition s'est trouvée réalisée par le décès du légataire sans postérité.

Enregistrement c. consorts Bessard.

La Cour,

Sur le moyen unique tiré de la violation des art. 1179, 1183 C. civ., 4 de la loi du 22 frimaire an VII :

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué et qu'il est constant, en fait, que le sieur Piot d'Anneville est décédé le 18 mai 1832, laissant pour héritiers légitimes les sieurs Jean-Baptiste Bessard et Antoine Bessard, ledit Jean-Baptiste Bessard ayant été institué légataire universel, d'une part, et pour légataire à titre particulier d'une somme de 200,000 fr., le sieur Jean-Baptiste-Eugène Sazias, sous réserve que cette somme ferait retour à ses héritiers naturels si celui-ci mourait sans enfants, d'autre part ; que le sieur Jean-Baptiste-Eugène Sazias, légataire particulier, est décédé sans postérité le 17 janvier 1890, l'éventualité prévue au testament du sieur Piot d'Anneville pour le retour à ses héritiers naturels de la somme de 200,000 francs s'étant ainsi réalisée ;

Attendu qu'il est également constant que ce sont les sieurs Alexis et Alfred-Antoine Bessard, les dames Chaudenet, Thabé et Lalouet, qui représentaient, au décès de Sazias, les sieurs Jean-Baptiste et Antoine Bessard, héritiers naturels du testateur au jour de son décès; qu'ainsi, tandis que Sazias était légataire particulier de la somme de 200,000 fr. sous condition résolutoire, les consorts Bessard, susdits héritiers naturels du testateur Piot d'Anneville au moment où la condition s'est réalisée, l'étaient sous condition suspensive; d'où il suit que c'est à juste titre que le jugement attaqué a décidé que le legs conditionnel ne s'était ouvert pour eux et n'était devenu une valeur transmissible soumise à l'impôt, qu'au décès du sieur Sazias, époque à laquelle ladite condition s'était réalisée;

Attendu que la direction générale de l'Enregistrement soutient vainement que, lors de l'accomplissement de la condition résolutoire ainsi prévue, elle était fondée à réclamer le droit de mutation par décès sur la somme de 200,000 francs à raison des transmissions qui s'étaient opérées rétroactivement tant au décès du testateur qu'au décès des héritiers appelés successivement, depuis 1832 jusqu'en 1890, à recueillir les bénéfices du legs résolu ; qu'en effet, en droit, les actes qui opèrent une mutation de propriété sont seuls, aux termes de la loi, passibles du droit proportionnel, et que ce droit ne peut, dès lors, être perçu toutes les fois qu'il n'y a pas translation effective de propriété d'une personne à une autre; d'où il suit que, quelque soit le nombre des successions qui se soient ouvertes depuis le décès des premiers héritiers naturels vivants en 1832 jusqu'au 17 janvier 1890, sans jamais avoir pu profiter du bénéfice du legs, la condition mise à sa réalisation ne s'étant pas encore accomplie, il ne peut leur être réclamé aucun droit de mutation par décès ; que, s'il en était autrement, la Régie percevrait un droit de mutation là où il n'y aurait eu en fait aucune translation effective de propriété; de tout quoi il résulte qu'en le décidant ainsi, le jugement attaqué n'a pas violé les articles visés au pourvoi, mais a fait une juste application de l'art. 4 de la loi du 22 frimaire an VII et des principes de la matière;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé par l'administration de l'Enregistrement contre le jugement du Tribunal civil de Macon du 18 janvier 1898.

MM. Voisin rapp. ; Melcot av. gén. — Me Mougard-Martin av.

Note. — Application intéressante de la doctrine antérieure de la Cour de cassation sur les faits qui servent de base au droit de mutation : « Attendu que la mutation en droit fiscal s'entendant du passage de la propriété d'une tête sur une autre et la perception de l'impôt étant attachée *à la transmission elle-même*, il s'ensuit que ce qui doit être présenté à la formalité dans le délai, et sous la sanction établis par la loi, c'est l'acte ou la déclaration qui constate le fait de la transmission par laquelle le droit a passé sur la tête du nouveau possesseur. » Cass. 6 mars 1872 (D. 72.1.201 — S. 72.1.246); Conf. Cass. civ. 27 novembre 1895 (D. 96.1.521 — S. 97.1.361). *Pendente conditione*, le créancier sous condition suspensive ne possède qu'un droit, une espérance qu'il transmet à ses descendants et représentants, quand l'existence de ce droit n'est pas attachée à l'existence même du créancier. La transmission de ce droit, c'est-à-dire de la capacité de recueillir, est indépendante, en droit fiscal, de la transmission de la propriété elle-même; quel que soit le nombre des têtes sur lesquelles a successivement reposé cette expection de propriété, une seule mutation de l'objet s'est, en fait, réalisée, et un seul droit est exigible; l'impôt, en effet, ne se perçoit que sur des réalités et non sur des fictions plus ou moins juridiques. Nous avons d'autant moins d'hésitation à approuver la Cour de cassation d'avoir énergiquement rappelé ce principe, que la prétention de l'administration de l'Enregistrement ne tendait à rien moins qu'à une expropriation des héritiers qui, dans certains cas, pouvait être complète.

COUR D'APPEL DE PARIS (1re Ch.)

30 octobre 1900.

Présidence de M. Lefebvre de Viefville.

MARIAGE. — OPPOSITION. — ASCENDANTS. — ART. 298. C. CIV. — COMPLICE D'ADULTÈRE. — DÉSIGNATION PAR LE PRÉNOM. — DROIT DE PROUVER L'IDENTITÉ.

L'opposition à mariage formée par un ascendant peut être basée sur la prohibition édictée par l'art. 298, C. civ. aux termes duquel « en cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice », ladite prohibition étant générale, absolue et d'ordre public.

Et, si le complice n'est désigné que par le prénom dans le jugement de divorce, l'ascendant peut être admis à prouver que cette personne est bien celle au mariage de laquelle il s'oppose.

Tollin c. veuve Tollin.

Le sieur Tollin a interjeté appel du jugement du Tribunal civil de la Seine du 11 juin 1900, rapporté Gaz. Pal. 1900.2.491, qui avait autorisé la dame veuve Tollin, sa mère, à faire la preuve du bien-fondé de son opposition à son mariage avec la dame Galmiche, basée sur l'art. 298 C. civ. Mme Tollin a interjeté appel incident.

Arrêt :

La Cour,

Statuant tant sur l'appel principal interjeté par Charles-Hubert Tollin, du jugement du Tribunal civil de la Seine, du 11 juin 1900, que sur l'appel incident de la veuve Tollin :

Considérant que la dame veuve Tollin a formé opposition au mariage de son fils, Charles Tollin, avec la dame Galmiche, épouse divorcée du sieur Foulard, en se fondant sur les dispositions de l'art. 298 C. civ., aux termes duquel « en cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice »; que cette prohibition est générale, absolue et d'ordre public; qu'elle peut servir de base à l'opposition à mariage faite par un ascendant; que l'action de la dame Tollin mère est donc recevable; qu'il échet seulement de rechercher si elle est justifiée en fait et en droit;

Considérant que le jugement qui a prononcé le divorce contre la dame Foulard est motivé non seulement par l'abandon du domicile conjugal, mais expressément et en outre par des relations « intimes » ainsi qualifiées et par l'adultère de la dame Foulard avec un sieur Charles...; qu'il vise dans ses motifs divers documents et notamment une lettre signée Charles, du 2 juillet 1897;

Considérant qu'il importe peu que le dispositif du jugement prononçant le divorce ne mentionne point le motif ou les motifs sur lesquels il se fonde; que les motifs précédant le dispositif en sont inséparables, et suffisent pour en fixer le caractère juridique; que, vainement, Tollin objecte que Foulard, dans sa demande initiale, n'avait visé contre sa femme que l'injure grave, et non spécifié l'adultère relevé par le tribunal; que, sans rechercher si l'imputation d'adultère ne ressortait point implicitement des termes de la citation de Foulard, il y a lieu de constater que le jugement dont s'agit a acquis actuellement l'autorité de la chose jugée; qu'il n'a point été et ne peut être actuellement attaqué comme ayant statué *ultra petita;* que l'objection de Tollin, tirée des termes du jugement Foulard, doit donc être écartée, et qu'il échet, en l'état du débat, d'établir une individualité à des fins spéciales, et de rechercher, sans interprétation du jugement déjà rendu, si l'individu désigné comme complice d'adultère sous le nom de Charles, et auteur de la lettre versée aux débats, est, ou non, le sieur Charles Tollin, au mariage duquel sa mère, usant de son droit, a fait opposition :

Considérant que cette preuve légale n'est pas faite; mais qu'aucune disposition de la loi n'interdit à la veuve Tollin de la faire à l'appui de son opposition; que, s'agissant d'opposition à mariage dans les termes des art. 177 et 178 C. civ., il y a lieu, comme le tri-

bunal l'a ordonné, de procéder à sa barre dans la forme des enquêtes sommaires;

Par ces motifs,

Et sans adopter les motifs des premiers juges;

Confirme dans toutes ses dispositions le jugement dont est appel;

Déboute les parties de leurs appels, principal et incident;

Condamne chacune d'elles à l'amende et aux dépens de son appel.

Mes Coulon et Georges Bellet av.

Note. — La cour a adopté implicitement, dans l'arrêt recueilli, le principe qui avait été consacré déjà par le jugement frappé d'appel, en ce qui concerne la portee du droit conféré aux ascendants de s'opposer au mariage de leurs descendants; ce droit, avaient dit les premiers juges, n'est point absolu, et l'opposition ne peut être maintenue par le juge qu'autant qu'elle est basée sur un empêchement dirimant ou prohibitif: V. sur cette question controversée, mais généralement tranchée en ce sens, notre note sous le jugement Gaz. Pal. 1900.2.491.

Quant à la portée de la prohibition à mariage résultant de l'art. 298 C. civ., nous renvoyons également à notre note sous le jugement frappé d'appel. *Adde* à la jurisprudence indiquée: Rousseau et Laisney, Dict. de proc., v° Divorce, n° 327; Coulon, Divorce, t. V, p. 45; Baudry-Lacantinerie, Précis de dr. civil, t. I, n° 743; Carpentier, Divorce, n° 3412; Huc, Dr. civil, t. II, n° 401; Vraye et Gode, Divorce, t. II, n° 629; Dalloz, Supp. au Rép., v° Divorce, n° 562; Botton et Lebon, Code annoté du divorce, p. 122.

COUR D'APPEL DE RIOM (2e Ch.)

27 octobre 1900.

Présidence de M. Garay.

JUGEMENTS ET ARRÊTS PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — PROCÈS-VERBAL DE CARENCE. — IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTER.

Le procès-verbal de carence constitue un acte d'exécution fermant la voie de l'opposition, si l'huissier, avant de rédiger un acte de cette nature, n'a constaté la présence au domicile du saisi que d'objets indispensables à celui-ci et qui, comme tels, ne pouvaient être saisis et que le saisissant n'avait point d'autre moyen d'exécuter le jugement de défaut par lui obtenu.

Habrial c. Chollet.

Le Tribunal de commerce de Riom avait rendu, le 20 octobre 1899, le jugement suivant :

« Attendu que, le 3 août 1894, le Tribunal de commerce de Riom a rendu un jugement condamnant, par défaut, le sieur Habrial à payer et porter à Chollet la somme de 5,500 francs, montant en principal de divers prêts verbaux à lui faits pour les besoins de son commerce, avec intérêts et dépens; que ce jugement a été signifié à Habrial et exécuté suivant procès-verbal de carence du 1er février 1895, enregistré;

« Attendu que, sur un commandement à la requête de Chollet, le sieur Habrial a formé opposition au jugement par défaut sus énoncé; qu'il soutient qu'un procès-verbal de carence ne constitue pas l'exécution d'un jugement par défaut, mais est seulement susceptible d'en empêcher la péremption;

« Attendu que si cette allégation peut être justifiée dans des cas déterminés, il ne saurait en être ainsi dans celui qui occupe le tribunal; qu'en effet, ce procès-verbal de carence, avant d'être converti en un acte de cette nature, n'avait constaté la présence, au domicile d'Habrial, que d'objets indispensables au saisi et qui, comme tels, ne pouvaient être saisis; que, d'autre part, Chollet n'avait pas d'autre moyen de faire exécuter le jugement par lui obtenu contre Habrial; que l'opposition est irrecevable comme tardive;

« Par ces motifs,

« Déclare irrecevable l'opposition du sieur Habrial;

« Ordonne, en conséquence, que le jugement par défaut du 3 août 1894 sortira son plein et entier effet pour être exécuté suivant ses forme et teneur. »

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Adoptant les motifs des premiers juges;

Confirme.

M. Delpy av. gén. — Mes Jardet et Millet av.

Note. — On décide généralement en jurisprudence que le procès-verbal de carence ne peut être considéré comme un acte d'exécution rendant l'opposition irrecevable que lorsqu'il a été connu de la partie défaillante : V. notamment : Trib. civ. Toulouse 29 mars 1884 (Gaz. Pal. 84.1. supp. 89); 13 juillet 1885 (Gaz. Pal. 86.1 supp. 33); 4 février 1884 (Gaz. Pal. 84.2. supp. 2); Lyon 7 février 1882 (Gaz. Pal. 83.1.6); Cass. 22 juillet 1885 (Gaz. Pal. 85.2.253); Orléans 18 avril 1888 (Gaz. Pal. 88.1.849); Poitiers 19 novembre 1890 (Gaz. Pal. 90.2.604); Cass. 31 décembre 1895 (Gaz. Pal. 96.1.115 — D. 96.1.262).

341

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re Ch.)

8 août 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

CHARTE-PARTIE-CONNAISSEMENT. — OBLIGATIONS DE L'AFFRÉTEUR. — DÉCHARGEMENT. — GRÈVE. — FORCE MAJEURE.

Si, en principe, la grève ne constitue pas un cas fortuit ou de force majeure de nature à justifier le retard apporté au déchargement d'un navire, il en est autrement lorsqu'elle est survenue soudainement et de la manière la plus imprévue sans aucun signe précurseur, et que aucun ouvrier n'ayant pu être embauché durant tout son cours, l'affréteur a fait tout ce qui était en son pouvoir pour en conjurer les effets dommageables en employant à grands frais les hommes de l'équipage, et en faisant toutes diligences au moment de la reprise du travail.

Captaine Prossen c. Roy et Lebreton.

Le Tribunal de commerce de Rouen avait rendu, le 11 décembre 1899, le jugement suivant :

« Attendu que le différend soumis au tribunal soulève deux questions : 1° à combien de jours de planche avait droit le steamer *Béatrice* pour le déchargement des 2,378 tonnes de bois qu'il apportait à Rouen? 2° Rey et Lebreton doivent-ils des surestaries au capitaine Prossen pour n'avoir terminé que le 2 septembre dernier le débarquement commencé le 6 août et, dans l'affirmative, combien de jours doivent-ils au taux de 600 francs, fixé par la charte-partie?

« Sur la première question :

« Attendu que la charte-partie n'indique pas le nombre de jours accordés pour le débarquement ; qu'elle stipule seulement que le déchargement aura lieu aussi vite que le capitaine pourra délivrer ; qu'en fait, il est reconnu que Roy et Lebreton, réclamateurs pour la société des chênes de la plus grande partie du chargement, ont été chargés et ont accepté d'effectuer, comme stevedores, le débarquement de la totalité ; qu'il n'a pas été fait de convention stipulant le nombre de jours impartis ; que dès lors et aux termes de l'art. 274 C. com., ce temps doit être réglé suivant les usages du port, en excluant, aux termes de la charte-partie, tout travail de nuit ou en dehors des heures habituelles de travail ; que c'est en ce sens et non autrement qu'il faut interpréter l'expression « Worthing hours » ;

« Attendu qu'on admet généralement à Rouen qu'on peut décharger, en belle saison, d'un vapeur à quatre panneaux comme le steamer *Béatrice* par journée ordinaire, c'est-à-dire sans heures supplémentaires, environ 75 standarts de bois de sapin composé de planches et planchettes, ce qui correspond, en chiffres ronds, à 200 tonneaux ; que si la densité du chêne amène à un poids plus élevé, on admet dans la pratique le même poids pour le déchargement journalier du chêne et du sapin par la raison que la faible longueur des planches de chêne compense en moins ce que la densité donnerait en plus ; qu'il faut conclure de là que pour un chargement de 2378 tonneaux de bois mêlés de chêne et de sapin, il devait être accordé douze jours par le capitaine Prossen ;

« Sur la deuxième question :

« Attendu que sa solution repose uniquement sur le point de savoir si la grève générale des ouvriers du port qui a éclaté à Rouen, le 7 août dernier, a constitué, dans l'espèce, un cas de force majeure exonérant Roy et Lebreton de l'exécution normale de l'engagement qu'ils avaient pris le 5 août de décharger le steamer *Béatrice ;* qu'il convient tout d'abord de remarquer : 1° que ce n'est pas comme réclamateurs d'une partie de la cargaison qu'ils peuvent être incriminés, puisqu'à l'exception de la cale 2, les bois de la Société d'importation étaient, dans les autres cales, recouverts de bois pour divers, qu'il fallait d'abord enlever et dont la présence paralysait leur rôle de réclamateurs ; que c'est donc en leur qualité de stevedores pour les bois dont ils n'étaient pas réclamateurs qu'ils se présentent ; 2° que cette qualité résulte du traité qu'ils ont passé bien plus avec Gondrand frères, négociants transitoires, ayant bureau à Rouen qu'avec le capitaine Prossen ; qu'en effet, le stamer *Béatrice* était affrêté en time charter par Gondrand frères qui avaient, dès lors, seuls, intérêt soit au déchargement rapide, soit aux surestaries du navire ;

« Attendu qu'il est admis maintenant par la jurisprudence que pour qu'une grève générale des ouvriers d'un port constitue un cas de force majeure pour le chargement ou le déchargement des navires, il faut et il suffit que celui qui en réclame le bénéfice pour l'exonération de son obligation n'ait pu ni la prévoir ni se soustraire à ses conséquences ; qu'il convient donc d'examiner si Roy et Lebreton se sont trouvés pour le steamer *Béatrice* dans ces deux conditions nécessaires ;

« Pour ce qui concerne l'absence de prévision :

« Attendu qu'une grève générale des ouvriers du port est chose assez rare à Rouen, puisqu'il n'y en pas eu depuis plus de vingt ans ; qu'on ne peut donc pas taxer d'imprévoyance coupable l'omission, dans un contrat de déchargement, d'une clause stipulant que la grève est considérée comme un cas de force majeure ;

« Attendu qu'il est de notoriété publique que la grève du mois d'août dernier a éclaté soudainement le 7 août à 2 h. 1/2 de l'après-midi et que les chantiers ont été désertés en un instant ; que

sans doute des prodromes précurseurs d'une grève possible, se manifestaient depuis un mois, mais que personne n'aurait pu dire le lundi matin si la grève éclaterait, ni surtout quand elle commencerait ; qu'il faut reconnaître qu'il était absolument inutile de mentionner ces bruits dans une convention passée le 5 août entre négociants rouennais également au courant de tout ce qui se passait ou se disait sur le port ; qu'on peut dire que c'était une réserve tacitement convenue, surtout dans un marché verbal qui a consisté purement et simplement à dire qu'on déchargerait tel navire à tant de la tonne ; qu'il résulte de là que Roy et Lebreton ne sont pas fautifs de n'avoir pas prévu le cas de grève dans leur engagement du 5 août ;

« Pour ce qui concerne l'impossibilité de se soustraire aux conséquences de la grève :

« Attendu qu'il est également de notoriété publique que, pendant la plus grande partie du mois d'août, il a été impossible de se procurer à n'importe quel prix le nombre d'ouvriers nécessaires pour décharger 200 tonnes de planches par jour et les mettre directement en chalands, ainsi que le portait la charte-partie, au moins pour les chênes ; que les ouvriers se déclaraient prêts à refuser par esprit de solidarité de travailler même pour les entrepreneurs de déchargements disposés à accepter les conditions édictées par leur chambre syndicale, avant que ces conditions n'aient été souscrites par tous les patrons ; que devant ces prétentions, les stevedores en étaient réduits à employer leurs contre-maîtres et les quelques hommes d'équipage que les capitaines pouvaient, moyennant finances, mettre à leur disposition et à les faire travailler sous la protection de la force armée ; qu'il résulte de ce qui précède que la grève du mois d'août a constitué, dans l'espèce, pour Roy et Lebreton le cas de force majeure prévu par l'art. 1148 C. civ. et qui, en droit, les exempte du paiement des surestaries, si, en fait et d'autre part, ils ont employé, dans les circonstances difficiles qui se sont présentées, tous les moyens en leur pouvoir pour abréger les délais de déchargement, ce qui reste à voir ;

« Attendu qu'il résulte des renseignements que le tribunal a pu se procurer qu'on a pu distinguer dans cette grève deux périodes ; la première du 8 au 21, pendant douze jours, dimanches et fêtes exclus, où l'on n'a pu employer que les moyens précaires indiqués ci-dessus, qui permettaient, de l'avis des hommes du métier, de décharger tout au plus 40 tonnes de planches par jour, et la seconde de cinq jours, du 22 au 27 inclusivement où l'on a pu trouver quelques ouvriers parmi les moins exaltés et faire de 80 à 100 tonnes par jour ; qu'enfin, le travail a repris généralement le lundi 28 ;

« Attendu que si on applique au débarquement de la cargaison du steamer *Béatrice* les données ci-dessus, on trouve : 1° deux demi-journées au début, soit un jour complet = 200 tonnes ; 2° douze jours du 8 au 21 à 40 tonnes en moyenne = 180 tonnes ; 3° cinq jours du 22 au 27 à 90 tonnes en moyenne = 450 tonnes ; ensemble : 1.130 tonnes, ce qui laissait pour arriver au tonnage du connaissement, 1.248 tonnes ; que pour faire ces 1.248 tonnes, Roy et Lebreton, revenus aux conditions normales, ont mis six jours, soit 208 tonnes par jour et ont ainsi terminé le 2 septembre ; qu'il résulte de là que Roy et Lebreton ont fait tout ce qu'on pouvait pratiquement leur demander dans ces circonstances critiques qu'ils n'avaient pas créées ; qu'en conséquence, ils ne doivent pas de surestaries au capitaine Prossen ;

« Attendu qu'on ne saurait, en effet, assimiler le cas d'un agent réceptionnaire recevant des bois pour autrui, à un industriel recevant des bois pour son propre compte et pour alimenter son usine ; que le tribunal n'ignore pas que certains débarquements ont pu être faits à la même époque avec plus de rapidité, en employant par exemple des grues hydrauliques et en laissant tomber les bois en tas sur les quais au risque de les détériorer ; qu'il faut reconnaître qu'on ne saurait reprocher à de simples intermédiaires de ne pas avoir employé les mêmes moyens qui leur faisaient courir le risque de payer à leurs commettants des indemnités auxquelles ils n'étaient pas tenus de s'exposer ;

« Attendu que devant la solution donnée au débat, il n'y a pas lieu de s'occuper des divers constats qui ont été dressés, ni de la défense faite par le capitaine de continuer à un certain moment le déchargement dans des conditions qui pourraient nuire à la stabilité de son navire, ni des autres incidents de débarquement ;

« Par ces motifs,

« Dit et juge la demande du capitaine Prossen mal fondée, l'en déboute ;

« Le condamne à tous les dépens. »

Appel. — Arrêt :

LA COUR,

Attendu que les premiers juges ont fait une exacte appréciation des usages du port de Rouen en décidant qu'un navire tel que le vapeur *Béatrice* avait, pour le déchargement de sa cargaison, d'un poids total de 2,378 tonnes, un délai de douze jours, à raison de 200 tonnes par jour ; qu'à l'appui de cette ap-

préciation, le tribunal n'a pas invoqué l'arrêté préfectoral de 1889 qui, en effet, ne peut avoir aucune autorité dans le règlement des intérêts privés et que, pour la solution du débat, il s'est exactement entouré de tous les éléments de la cause propres à éclairer sa religion, en tenant compte tout à la fois du tonnage du navire, de la nature du chargement, de la saison où il y était procédé, de l'amélioration et des perfectionnements de l'outillage, comme aussi des faits analogues observés et relevés depuis un long espace de temps dans le port de Rouen ;

Attendu, d'autre part, que si, en principe, la grève ne constitue pas un cas fortuit ou de force majeure et si, en pareille matière, tout dépend des circonstances, il résulte des documents de la cause en premier lieu, que la grève qui a éclaté à Rouen au mois d'août 1899 est survenue soudainement et de la manière la plus imprévue, sans aucun signe précurseur, que les premiers juges ont, par une apparente contradiction, confondu avec les causes préexistantes qui l'ont déterminée ; et en second lieu que, durant tout le cours de la grève pendant laquelle il a été absolument impossible de se procurer des ouvriers, les entrepreneurs du déchargement ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour en conjurer les effets dommageables, en employant à grands frais les hommes de l'équipage de la *Béatrice* et, lorsque le travail a pu être repris, ils ont exactement débarqué en six jours les 1.248 tonnes restant à décharger à ce moment, soit à raison de 200 tonnes par jour ;

Attendu qu'il faut en conclure, avec les premiers juges, que Roy et Lebreton se sont trouvés dans l'impossibilité absolue d'exécuter normalement leurs engagements par une cause indépendante de leur volonté, qu'ils n'ont pu prévoir ni empêcher, constitutive à ce titre du cas fortuit ou de force majeure ; qu'ils ont tout fait pour remédier à cet obstacle invincible et qu'à la cessation de la grève, ils ont exactement exécuté leurs obligations momentanément suspendues ; qu'ils ne doivent, par suite, aucun jour de retard ou surestarie et que, n'ayant pas commis de faute, ils ne sauraient être passibles de dommages-intérêts ;

Attendu que les considérations économiques invoquées par le capitaine du navire sur les résultats de cette solution sont étrangères au débat, où il s'agit uniquement de savoir si les entrepreneurs de transports ont été légalement empêchés de réaliser les engagements qu'ils étaient tenus d'exécuter par la convention ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires,

Met l'appellation à néant et confirme.

M. RÉGUIS av. gén. — Me GOVARE (du barreau de Paris) et MARTIN av.

Note. — Les principes consacrés par l'arrêt recueilli sont aujourd'hui admis par la jurisprudence : la grève ne peut être considérée comme un événement de force majeure, lorsqu'elle peut être prévue au moment du contrat ou que la cessation du travail des ouvriers n'est pas absolue, mais rend seulement plus difficile et plus onéreuse l'exécution des conventions : Rennes 17 novembre 1894 (Gaz. Pal. T. Q. 1892.97 v° Charte-partie, n° 336) ; Rec. Nantes 1894.1.303 ; Trib. com. Marseille 9 mai 1882 (Gaz. Pal. 83.1.449) ; 27 juin 1889 (Gaz. Pal. T. Q. 1887.92, v° Charte-partie n° 209). Mais il en est autrement quand la grève éclate brusquement, sans indice précurseur, et qu'elle est générale, avec un caractère aigu très marqué : Rennes 17 novembre 1894 précité.

342

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

14 novembre 1900.

Présidence de M. Tanon.

BAIL. — BAIL A COMPLANT. — COUTUME DU POITOU. — VENDÉE. — PROPRIÉTÉ. — VIGNES. — PHYLLOXERA. — DESTRUCTION. — RÉSILIATION.

L'ancienne coutume du Poitou, qui régissait une partie de la Vendée, ne déclarait pas, comme celle de La Rochelle, que le contrat de bail à complant fût translatif de propriété.

Depuis les avis du Conseil d'Etat du 2 thermidor an VIII et du 21 ventôse an X, dûment approuvés et ayant force de loi, en Vendée, à moins de clause contraire, le preneur à complant et ses héritiers ne possèdent qu'au même titre et de la même manière que les fermiers ordinaires, sauf la durée.

Il y a lieu, dès lors, de reconnaître applicable, au cas d'un bail de cette nature, l'art. 1722 C. civ., qui déclare résilié de plein droit le bail, lorsque, pendant sa durée, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit.

Spécialement, cette éventualité de la destruction totale de la chose louée, entraînant ipso facto *la cessation du bail, doit être réputée réalisée, lorsque l'immeuble loué comprenant exclusivement des vignes, dont le produit forme l'objet même de la location, ces vignes ont péri complètement par le phylloxera et ont été arrachées.*

Caillé c. de Saint-Pierre.

LA COUR,

Sur les deux moyens de cassation pris de la violation de la coutume du Poitou et notamment de l'art. 61 de cette coutume, violation par fausse application de l'art. 1722 C. civ. et violation des art. 1134 et 1165 du même Code, ainsi que des règles en matière de preuve et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que l'ancienne coutume du Poitou qui régissait la partie de la Vendée où se trouve l'im-

meuble, objet du bail à complant, ne déclarait pas, comme celle de la Rochelle, que ce contrat fût translatif de propriété;

Attendu que, depuis les avis du Conseil d'Etat du 2 thermidor an VIII et du 21 ventôse an X, dûment approuvés et ayant force de loi, il n'est pas douteux qu'en Vendée spécialement, à moins de clause contraire, le preneur et ses héritiers ne possèdent qu'au même titre et de la même manière que les fermiers ordinaires, sauf la durée;

Attendu que rien n'indique dans la cause qu'il ait été dérogé par des conventions particulières à la règle générale;

Attendu que les termes formels à ce premier arrêté de l'an VIII rendent applicable à l'espèce l'art. 1722 C. civ. que les deux parties ont le droit d'invoquer;

Attendu que l'arrêt attaqué établit, en fait, que la parcelle affermée comprenait exclusivement des vignes dont le produit formait l'objet même de la location; que ces vignes ont péri par le phylloxera et que Caillé les a arrachées; qu'ainsi la substance même du bail a été anéantie et qu'il doit cesser *ipso facto*;

Attendu qu'en jugeant ainsi, l'arrêt attaqué n'a violé aucune des lois susvisées;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Caillé contre l'arrêt de la Cour de Poitiers du 12 juin 1899.

MM. Lardenois rapp.; Mérillon av. gén. — Me Talamon av.

Note. — La jurisprudence s'est plusieurs fois et très récemment prononcée dans le sens de l'arrêt recueilli. V. notamment un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation rendu en termes identiques le 11 février 1896 (Gaz. Pal. 96.1.281), sur pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Poitiers du 19 février 1894 (Gaz. Pal. 94.1.369). Aux autorités citées en note sous ce dernier arrêt *adde* conf. Poitiers 12 juin 1899 (Gaz. Pal. 99. 2.183).

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

23 octobre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

NOTAIRE. — CHAMBRE DE DISCIPLINE. — 1° DÉLIBÉRATION. — DROITS DE LA DÉFENSE. — EXCÈS DE POUVOIRS. — CITATION. — CHEFS D'INCULPATION NON VISÉS. — SIMPLES ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION. — 2° DÉCRET DU 30 JANVIER 1890. — VÉRIFICATION D'ÉTUDE. — NOTAIRE COMMIS. — INVITATION DE S'ABSTENIR — 3° CHEFS D'INCULPATION MULTIPLES. — RAPPEL A L'ORDRE. — PREUVE JUSTIFIÉE.

1° *Une chambre de discipline de notaires ne commet point d'excès de pouvoir ni ne viole les droits de la défense, lorsqu'en relevant à la charge de l'inculpé un fait non visé dans la citation, elle n'en fait point état cependant comme d'un grief nouveau et distinct, mais seulement comme d'un des éléments généraux d'appréciation permettant de déterminer la mesure exacte de la sanction qu'il convient d'appliquer aux faits visés par la citation.*

2° *L'invitation faite, sous une forme quelconque, par un notaire au membre de la chambre de discipline, délégué pour la vérification de son étude, de s'abstenir de cette vérification, constitue, en apportant ainsi une entrave à l'exercice d'un mandat régulièrement conféré par ladite chambre en exécution de l'art. 8 du décret du 30 janvier 1890, une contravention passible d'une peine disciplinaire.*

3° *Un notaire, traduit disciplinairement devant la chambre et condamné par elle, à raison de plusieurs faits, à la peine seulement du rappel à l'ordre, qui est la peine la plus légère de celles qui sont établies par l'art. 14 de l'ordonnance du 4 janvier 1843, est, du moment que l'un des faits, retenus par la décision de la chambre, est reconnu, à lui seul, suffisant pour justifier l'application d'une peine disciplinaire, sans intérêt à critiquer, devant la Cour de cassation, l'incrimination des autres faits retenus par ladite décision.*

Me M... c. Chambre des notaires de Besançon.

Me M... s'est pourvu en cassation contre une décision de la chambre de discipline des notaires de l'arrondissement de Besançon, qui, à la date du 15 janvier 1898, avait prononcé contre lui la peine du rappel à l'ordre.

Deux moyens ont été formulés par lui à l'appui de son pourvoi :

1° « Violation des art. 17, 18 et 20 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 et des droits de la défense, et excès de pouvoirs en ce que la décision attaquée a relevé à la charge de Me M..., outre les griefs allégués par le plaignant, un prétendu manque d'égards vis-à-vis de l'autorité du président de la chambre, alors que Me M... n'avait pas été cité à raison de ce grief distinct, mais seulement à raison des faits énoncés dans la plainte, et que, même au cours des débats, il n'avait jamais été invité à s'expliquer sur les lettres adressées par lui au président, et incriminées d'office par la décision attaquée. »

2° « Violation des art. 2, 13, 14 de la même ordonnance, excès de pouvoirs, défaut de motifs et violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que la décision attaquée a prononcé une peine pour des faits qui n'étaient que l'exercice

d'un droit ou d'une faculté légitime et ne pouvaient donner lieu à une sanction disciplinaire, qui sont, du reste, autres que ceux relevés dans la plainte et qui, au surplus, manquent de précision. »

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Attendu qu'après avoir examiné successivement chacun des trois griefs énumérés dans les plaintes qui motivaient la poursuite, la décision attaquée ajoute « que la dignité soit de président, soit de syndic, dont Me Maillard était revêtu aux différentes dates susénoncées, lui imposait plus qu'à tout autre de donner l'exemple de la conciliation, ce qu'il n'a pas fait, et l'exemple du respect de la discipline, mais que ses deux lettres du 17 et 20 novembre 1897 contenaient un manque d'égards vis-à-vis de l'autorité du président » ;

Attendu qu'à la suite de ces circonstances, qui étaient de nature à aggraver la responsabilité du notaire inculpé, la décision énumère celles qui paraissaient, au contraire, susceptibles d'atténuer cette responsabilité ;

Attendu qu'il résulte de ce rapprochement que le manque d'égards envers le président n'a pas été retenu par la chambre de discipline comme constituant un chef d'inculpation nouveau et distinct, mais qu'il a été relevé seulement parmi les éléments généraux d'appréciation permettant de déterminer la mesure exacte de la sanction qu'il convenait d'appliquer aux faits articulés par la plainte et visés par la citation ;

Attendu, dès lors, que la décision attaquée a pu faire état des deux lettres adressées par Maillard les 17 et 20 novembre 1897 au président de la chambre, sans violer ni les droits de la défense, ni l'art. 17 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 ;

Sur le second moyen envisagé dans sa seconde branche :

Attendu que, d'après les constatations de la décision attaquée, Maillard a avoué qu'à la date du 3 juillet 1897, il avait invité M. Bosq, délégué pour la vérification de son étude à s'abstenir de venir à Ornans ;

Attendu que cette invitation, sous quelque forme qu'elle se soit produite, apportait une entrave à l'exercice d'un mandat régulièrement conféré par la chambre, en exécution de l'art. 8 du décret du 30 janvier 1890, et que, par suite, c'est à bon droit qu'elle a été jugée passible d'une peine disciplinaire ;

Sur les première et troisième branches du même moyen :

Attendu que la peine appliquée a été le rappel à l'ordre, c'est-à-dire la plus légère de celles qui sont établies par l'art. 14 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 ; qu'elle se trouve justifiée par le fait constitutif du second grief de la plainte, ainsi qu'il vient d'être expliqué ; d'où il suit qu'il est sans intérêt de rechercher si les constatations, faites par la décision attaquée sur les premier et troisième chefs d'inculpation, sont suffisamment précises pour caractériser des fautes justiciables du pouvoir disciplinaire ;

Rejette le pourvoi formé contre la décision de la chambre de discipline des notaires de l'arrondissement de Besançon du 15 janvier 1898.

MM. FALCIMAIGNE rapp. ; SARRUT av. gén. — Mes BRUGNON et Félix BONNET av.

Note. — I. — Sur le premier point : En principe, la chambre de discipline ne peut se considérer comme régulièrement saisie, et, par conséquent, statuer que sur les chefs d'inculpation visés dans la citation à comparaître devant elle, donnée au notaire inculpé à la requête du syndic. Libre, il est vrai, à l'inculpé d'accepter, sans citation nouvelle, que le débat porte sur d'autres griefs que ceux visés par la citation originaire, mais il ne peut y être contraint. Cass. 17 juin 1885 (Gaz. Pal. 85.2.51-52) et la note ; 29 juillet 1897 (Gaz. Pal. 97.2.378). Mais dans l'espèce, la Chambre civile a jugé que, tout en faisant allusion à certains faits reprochables à l'inculpé, non visés dans la citation introductive de la poursuite, la décision attaquée n'avait point encouru le reproche d'être sortie, au préjudice des droits de la défense, du cadre de cette poursuite tel que la citation l'avait tracé, alors que ces faits, elle ne les avait point retenus comme constituant des chefs distincts et principaux d'inculpation, mais qu'elle les avait envisagés seulement comme éléments de moralité pour la fixation du quantum de la peine applicable à des faits relevés par la citation, et auxquels elle reconnaissait le caractère de manquements professionnels.

II. — Sur le deuxième point : V. le décret du 30 janvier 1890 (Gaz. Pal. 90.1. Lois et décrets).

III. — Sur le troisième point : Comp. Cass. 6 juillet 1899 (Gaz. Pal. 99.2.446). Cet arrêt décide, en effet, que lorsque sur le pourvoi en cassation, formé contre une délibération d'une chambre de discipline, qui a prononcé contre un notaire qu'elle a reconnu coupable de plusieurs infractions disciplinaires distinctes, une pénalité unique, la Cour de cassation déclare que certaines desdites prétendues infractions ont été à tort retenues, c'est, lorsqu'il est impossible de déterminer l'influence que ces griefs ont exercée sur la fixation de la pénalité unique appliquée, la cassation totale qui s'impose. Le nouvel arrêt de la Chambre civile, loin de contredire cette jurisprudence, nous semble en être la confirmation implicite, sans quoi l'arrêt n'aurait pas eu besoin de relever, comme il l'a fait expressément, pour fortifier le rejet du pourvoi, cette circonstance que la peine ne pouvait, en aucun cas, descendre au-dessous de celle qui avait été appliquée, la plus faible dans l'échelle des pénalités disciplinaires, en matière de discipline notariale,

---

COUR D'APPEL DE PARIS (7e CH.)

4 août 1900.

Présidence de M. Potier.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — INCAPACITÉ

PERMANENTE PARTIELLE. — RENTE DUE PAR LE PATRON. — OUVRIER CONSERVÉ AVEC LE MÊME SALAIRE.

L'ouvrier dont les aptitudes physiques ont été diminuées par suite d'un accident survenu au cours du travail, a droit à une indemnité qu'il appartient aux juges de fixer, en tenant compte du salaire qu'il touchait avant d'être atteint et de celui qu'il pourra désormais se procurer, sans qu'il y ait lieu de rechercher quel a été le montant du salaire que son patron lui a effectivement payé en continuant à l'occuper après l'accident, ni quelle a été la nature des conventions intervenues entre les parties pour cette fixation.

Quénard frères c. Royer.

MM. Quénard frères ont interjeté appel du jugement du Tribunal civil de la Seine, du 26 mars 1900, qui les avait condamnés à payer une rente de 120 francs par an à leur ouvrier Royer, victime d'un accident de travail ayant entraîné une incapacité permanente partielle. — Arrêt.

LA COUR,

Statuant sur l'appel interjeté par Quénard frères, d'un jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine, le 26 mars 1900 :

Au fond,

Considérant qu'il n'importe pas de rechercher quel a été le montant des salaires que le patron a continué à payer à son ouvrier après l'accident, ni quelle a été la nature des conventions intervenues entre les parties pour cette fixation; qu'il suffit de constater que, par suite de l'accident, Royer a été atteint d'une incapacité professionnelle que les premiers juges ont exactement fixée à 10 0/0; que cette incapacité entraîne nécessairement dans l'avenir pour l'ouvrier blessé une réduction proportionnelle du salaire, soit 240 francs dans l'espèce, donnant droit à Royer, aux termes de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 à la rente de 120 francs allouée par le jugement;

Adoptant au surplus les motifs des premiers juges en ce qu'il n'ont pas de contraire à ceux qui précèdent;

Par ces motifs,...

Au fond,

Confirme...

M. BLONDEL av. gén. — MMes LYON-CAEN et WEYL av.

Note. — C'est le premier arrêt que la Cour de Paris a rendu, à notre connaissance, sur cette question controversée en jurisprudence : V. dans le même sens : Trib. civ. Lille 28 décembre 1899 (Gaz. Pal. 1900.1.195); Trib. civ. Douai 21 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.507); Trib. civ. Orléans 14 février 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.506); Trib. civ. Seine 26 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.624), jugement confirmé par l'arrêt recueilli; Montpellier 25 mars 1900, Aix 25 mai 1900 et Trib. civ. Saint-Etienne 10 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.85); Aix 3 août 1900 et Orléans 30 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900.2.434); et — *contrà*: Nancy 1er mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.512); Trib. civ. Toulouse 23 janvier 1900 et Trib. civ. Montluçon 18 mai 1900 (Gaz. Pal. 1900. 2 85), et nos observations sous ces décisions.

COUR D'APPEL D'AIX

17 mai 1900.

Présidence de M. Mallet.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — FAIT DU PRÉPOSÉ. — VOYAGEUR. — CHEMIN DE FER. — GARDE DE COLIS A LA MAIN CONFIÉE A UN HOMME D'ÉQUIPE. — VOL PAR UN TIERS. — RESPONSABILITÉ DE LA COMPAGNIE.

Lorsqu'un voyageur, attendant l'arrivée d'un train, confie la garde de ses bagages à un employé de la compagnie, et que ces bagages sont volés par suite de la négligence de cet employé, la compagnie doit être déclarée responsable de ce vol.

En vain objecterait-elle que le seul moyen, pour le voyageur, de la rendre responsable, était de déposer ses bagages à la consigne spécialement instituée pour ces sortes de dépôts, et qu'il ne pouvait pas distraire un employé de son service réglementaire pour l'affecter à la garde de ses bagages; il résulte seulement de là que l'employé a commis une faute en prenant la charge d'effets sur lesquels les exigences de son service l'empêchaient d'exercer une surveillance continue, et en ne les déposant pas à la consigne.

D'autre part, la faute que cet employé a ainsi commise l'a été par lui dans l'exercice de ses fonctions, lorsque, du moins, il était spécialement chargé de se mettre à la disposition des voyageurs pour le transport de leurs bagages, son acte se rapprochant alors, par sa nature, de ceux pour lesquels il était commis.

Buathier c. Compagnie P.-L.-M.

LA COUR,

Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé que, le 26 août 1898, le sieur Buathier, négociant en vins et spiritueux à Lunel, est arrivé à la gare de Tarascon par un train venant de Paris, et que, désirant utiliser l'intervalle de temps (50 minutes environ), qui sépare l'arrivée de ce train du départ de celui de Lunel, pour aller conférer avec ses courtiers, il est entré en pourparlers avec un homme d'équipe à brassard, chargé spécialement

de se mettre à la disposition des voyageurs pour le transport de leurs bagages, et lui a demandé s'il consentirait à lui garder deux colis qu'il avait à la main et à les lui rapporter au départ du train de Lunel; que l'employé a accepté ce mandat dans les termes les plus formels et est allé déposer les colis dans la salle d'attente des premières où l'un d'eux a été volé, un nécessaire de voyage renfermant divers objets, le tout évalué à la somme de 884 francs dont le sieur Buathier demande le remboursement avec dommages-intérêts à la Compagnie du chemin de fer de P.-L.-M.;

Attendu que la compagnie répond que le préposé n'a agi ni en exécution de ses fonctions, ni à l'occasion de leur exercice, et a contracté avec le sieur Buathier un contrat de louage de services spécial, qui était si peu en relation avec la fonction de son employé que celui-ci ne pouvait le remplir qu'en se dérobant aux devoirs de son service;

Attendu que cette thèse, qui a été admise par le Tribunal de Tarascon, ne paraît pas juridique; qu'aux termes de l'art. 1382, tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer, et qu'aux termes de l'art. 1384, les maîtres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques ou préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés;

Attendu que la perte du colis de M. Buathier est évidemment due à l'imprudence de l'homme d'équipe auquel il l'a remis; que ce préposé n'eût jamais dû le laisser sans surveillance dans une salle d'attente où tous les voyageurs munis d'un ticket peuvent accéder et où il était à craindre que l'un d'eux, ce qui est arrivé, ne cédât à la tentation de s'approprier, sans bourse délier, un nécessaire d'un prix exceptionnel;

Attendu qu'on objecte que le sieur Buathier devait savoir qu'il ne pouvait pas distraire du service de la compagnie un de ses préposés pour l'affecter à la garde de ses bagages, et que le seul moyen pour lui d'en rendre la compagnie responsable était de les déposer à la consigne qui a été spécialement instituée pour ces sortes de dépôts;

Attendu que l'appelant répond, non sans raison, qu'il a dû croire que l'employé auquel il s'est adressé avait pris vis-à-vis de lui un engagement qu'il était en mesure de remplir, et que, s'il n'était pas possible à cet employé de mettre ses bagages en lieu sûr, il n'avait qu'à les porter lui-même à la consigne; que le sieur Buathier eût été satisfait à la seule condition que ses colis lui eussent été remis en mains propres, comme il lui avait été promis au départ du train de Lunel; qu'il résulte de ce qui précède que l'homme d'équipe a commis une faute en prenant la charge d'effets sur lesquels les exigences de son service l'empêchaient d'exercer une surveillance continue et en ne les déposant pas à la consigne; qu'il a commis cette faute dans l'exercice même de ses fonctions, car on ne saurait ignorer qu'il ne fût en service à la gare de Tarascon au moment où il a reçu le nécessaire du sieur Buathier et qu'en l'acceptant, il n'ait accompli un acte qui, par sa nature, se rapprochait de ceux pour lesquels il était commis; que, dans ces circonstances, la compagnie doit être déclarée civilement responsable du fait de son préposé avec d'autant plus de raison qu'elle est tenue de veiller elle-même à ce que chacun de ceux qu'elle emploie ait avec les voyageurs les relations les plus correctes, les renseigne exactement et ne leur promette pas, pour ajouter à ses appointements l'émolument de quelques étrennes, des services qu'il n'est pas assuré de pouvoir leur rendre;

Attendu que, dans l'appréciation des dommages-intérêts, il y a lieu de tenir compte de ce que le sieur Buathier lui-même n'est pas à l'abri de tout reproche et de ce qu'il a agi un peu légèrement en ne demandant pas à l'homme d'équipe, auquel il a confié ses colis, des explications détaillées sur la façon dont celui-ci entendait s'acquitter de son mandat, explications qui l'eussent probablement amené à lui prescrire le dépôt desdits colis à la consigne;

Par ces motifs,

Dit et déclare la Compagnie P.-L.-M. responsable de l'imprudence de son agent;

Et, pour réparation, la condamne à payer au sieur Buathier la somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts;

La condamne, en outre, à tous les dépens.

M^es^ MONTAUT et BRUJON av.

Note. — Solution non douteuse. La responsabilité de la compagnie est, en effet, certaine en l'espèce, son préposé ayant commis une faute, et cette faute ayant été par lui commise dans l'exercice de ses fonctions. Qu'il y ait faute, on ne saurait le nier, puisque l'employé a violé les règlements en ne déposant pas à la consigne les colis dont la garde lui avait été confiée. Qu'il ait agi dans l'exercice de ses fonctions, cela est encore incontestable, car il était préposé spécialement au service du transport des bagages et les voyageurs, à raison de ce fait, étaient autorisés à croire qu'il avait qualité, d'après les règlements de la compagnie, pour exercer une surveillance sur les bagages.

Jugé dans le même sens, dans une espèce absolument semblable : Trib. civ. Nice 9 février 1892 (Gaz. Pal. 92.1 supp. 42). Jugé, dans une espèce voisine, que commet une faute et engage la responsabilité du propriétaire, la concierge qui, en faisant visiter un appartement ne surveille pas suffisamment le visiteur qu'elle a pour devoir de ne pas perdre de vue et sans qu'il y ait à tenir compte de ce fait que le locataire était dans l'appartement au moment de la visite, par cette raison qu'il n'a, lui, aucune précaution à prendre pour éviter un vol de la part du visiteur. Trib. civ. Seine 4 mai 1899 (Gaz. Pal. 99.2, v° Responsabilité civile, n^os^ 83 et 84).

Il est évident, d'ailleurs, que si la faute avait été commise en dehors de ses fonctions, l'employé n'engagerait pas la responsabilité de la compagnie. Jugé, en ce sens, notamment qu'une compagnie de chemins de fer n'est pas responsable des propos malveillants tenus sur le compte d'un de ses anciens fonctionnaires par un de ses employés, quand elle n'a pas un service organisé de renseignements

de cette nature : Trib. civ. Périgueux 19 novembre 1891 (Gaz. Pal. T. Q. 92-97, v° Responsabilité civile, n° 673).

343-344

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

19 novembre 1900.

Présidence de M. Tanon.

PREUVE. — PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENCEMENT DE). — VRAISEMBLANCE DES FAITS ALLÉGUÉS. — POUVOIR DES TRIBUNAUX. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

Il appartient aux juges du fond de décider souverainement qu'un écrit, bien qu'émanant réellement de la partie à laquelle on l'oppose, ne peut cependant valoir contre celle-ci comme commencement de preuve par écrit, parce qu'il ne leur paraît pas rendre vraisemblable le fait allégué : cette appréciation échappe au contrôle de la Cour de cassation.

Chabrol c. veuve Josnière.

LA COUR,

Sur le moyen unique :

Attendu, en ce qui touche la demande d'enquête du sieur Chabrol, que les faits offerts en preuve par lui étaient relatifs à une convention postérieure au bail qu'il prétendait être intervenue entre lui et le fermier, et qui aurait modifié des dispositions formelles du bail ; que l'arrêt déclare que pour arriver à faire cette preuve testimoniale, Chabrol doit trouver dans les éléments de la cause un commencement de preuve par écrit émanant de ses adversaires et rendant vraisemblable le fait allégué ; que l'arrêt reconnaît que les lettres invoquées par Chabrol émanent de son adversaire, la veuve Josnière, mais qu'il déclare qu'examinées attentivement, elles ne constituent point un commencement de preuve par écrit ; qu'en les écartant parce qu'elles ne lui paraissaient point rendre vraisemblable le fait allégué, il s'est livré à une appréciation qui échappe au contrôle de la Cour de cassation ;

Attendu, d'autre part, qu'il était constant que de nombreux charrois avaient été exécutés par le fermier pour des constructions importantes faites dans la ferme et non pour de simples réparations ; que l'arrêt avait décidé, par interprétation des clauses du bail, que le fermier n'était pas tenu de faire ces charrois gratuitement et que, par suite, le propriétaire devait l'en indemniser ; qu'il ne restait qu'à déterminer le chiffre de cette indemnité en recherchant par année le nombre et la valeur des journées de travail ; que c'est cette vérification qui qui a été confiée à l'expert ; qu'en lui donnant cette mission, l'arrêt n'a pu violer les articles de loi visés au pourvoi ;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Chabrol contre l'arrêt de la Cour de Limoges du 11 juillet 1899.

MM. GEORGE-LEMAIRE rapp. ; MELCOT av. gén. — Me PERRIN av.

Note. — La jurisprudence de la Cour de cassation est depuis très longtemps fixée dans le sens de l'arrêt ci-dessus reproduit, distinguant ainsi, lorsqu'il s'agit de reconnaître et de décider si un écrit, produit au cours d'un litige, peut valoir comme commencement de preuve par écrit, d'une part la question de savoir si cet écrit présente le caractère légal d'un commencement de preuve par écrit, c'est-à-dire peut être légalement considéré comme émané de la partie à laquelle on l'oppose, question de droit, sur la solution de laquelle la Cour de cassation se réserve un droit de contrôle : Cass. 13 mars 1884 (Gaz. Pal. 84.2.135 et la note sur le deuxième point) ; 28 novembre 1884 sol. implicite (Gaz. Pal. 84.1.64) ; 9 juillet 1890 (Gaz. Pal. 90.2.315-316) et les renvois ; — et d'autre part, la question de savoir si cet écrit rend ou nom vraisemblable le fait allégué, et qu'il s'agit de prouver, question de fait abandonnée aux lumières, à la souveraine appréciation du juge : Cass. 28 novembre 1898 (Gaz. Pal. 98.2.728) ; 13 mars 1900 (Gaz. Pal. 1900.1.561) ; 20 juin 1900 (Gaz. Pal. 1900.2. 151) et les renvois.

COUR D'APPEL DE BESANÇON

31 octobre 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

DÉLÉGATION. — OBLIGATION DU DÉLÉGUÉ ENVERS LE DÉLÉGANT. — NULLITÉ. — OBLIGATION DU DÉLÉGUÉ ENVERS LE DÉLÉGATAIRE. — VALIDITÉ.

Par le fait de l'acceptation de la délégation, il s'est formé entre le délégué et le délégataire un lien de droit indépendant des relations du délégant avec le délégué.

Par suite, le délégué ne peut s'affranchir de l'action directe dont le délégataire est investi contre lui, sous le seul prétexte que ce serait par erreur qu'il se serait obligé envers le délégant, ou même que son obligation aurait été déclarée nulle par une décision passée en force de chose jugée.

Jacouiet c. Pothier.

Le 27 décembre 1899, le Tribunal de Gray a rendu le jugement suivant :

« Attendu que les époux Jacoulet demandent, dans un exploit introductif d'instance, à ce qu'il leur soit donné acte de ce qu'ils déclarent accepter l'engagement pris par Pothier dans l'acte du 4 janvier 1894 de leur payer la somme de 7,000 francs et le condamner à leur payer cette somme avec intérêts du 31 décembre 1897 ;

« Attendu que Pothier conclut à ce que le tri-

bunal déclare que les époux Jacoulet ne justifient d'aucune créance à son encontre et qu'ils ne sauraient, aux termes des art. 1119, 1165, 1275 et 1277 C. civ., se prévaloir des énonciations de l'acte du 14 janvier 1894, subsidiairement déclare inapplicable l'art. 1121 C. civ. et déclare en tout cas tardive la dénonciation du 27 décembre 1898 et, par de nouvelles conclusions, demande au tribunal de débouter les époux Jacoulet de leurs conclusions en se fondant sur ce qu'ils ne justifient pas avoir employé les sommes versées conformément aux titres;

« Attendu que par acte reçu Me Faivre, le 31 décembre 1890, les époux Pothier-Paris se sont reconnus débiteurs des demandeurs d'une somme de 7,000 francs, remboursable le 31 décembre 1896 et productive d'intérêts; que par acte du 14 janvier 1894, les époux Pothier-Paris ont fait donation à leur fils Jean-Baptiste Pothier de leurs biens, à la charge de payer leurs dettes et notamment la somme de 7,000 francs due aux créanciers hypothécaires;

« Attendu que les époux Jacoulet n'ayant pas participé à l'acte du 14 janvier 1894, ont, par acte du 27 décembre 1898, déclaré accepter purement et simplement la délégation contenue en l'acte du 14 janvier 1894;

« Attendu qu'il importe de remarquer que l'acte obligatoire du 31 décembre 1890 avait été fait pour éteindre une créance plus ancienne sans désignation de créancier; que les fonds versés par les époux Jacoulet n'ont pas été versés au créancier antérieur qui, ayant conservé son hypothèque, en a poursuivi l'exécution et a fait saisir et vendre sur conversion les biens de ses débiteurs;

« Attendu que Jean-Baptiste Pothier soutient que l'acceptation de la délégation faite dans l'acte du 27 décembre 1898 est nulle comme tardive;

« Attendu que tant qu'un acte contraire n'a pas annulé l'offre de délégation, le créancier délégataire peut l'accepter;

« Attendu que Jacoulet était donc en droit d'accepter la délégation qui aujourd'hui est parfaite;

« Attendu que le défendeur allègue encore que l'emprunt ayant été fait pour désintéresser le créancier, il appartenait aux demandeurs de veiller à l'emploi utile des fonds et que, ne l'ayant pas fait, ils sont sans droit pour demander la subrogation, aux termes de l'art. 1250 C. civ.;

« Attendu que l'acte du 31 décembre 1890 n'indique nullement que le créancier dût veiller lui-même à l'extinction d'une hypothèque dont il ne connaissait par le bénéficiaire et qu'aucune obligation ne résulte pour lui des stipulations de l'acte; que c'est donc à tort que Pothier soutient que Jacoulet n'a pas satisfait à son obligation;

« Attendu, en outre, que les demandeurs n'invoquent aucune subrogation faite à leur profit par Salmon, mais bien uniquement le titre du 31 décembre 1890, dans lequel les époux Pothier se sont reconnus débiteurs d'une somme de 7,000 francs;

« Attendu que Jean-Baptiste Pothier soutient encore que la prétendue donation du 14 janvier 1894 était en réalité une vente qui n'a jamais été réalisée, puisque ses père et mère ne se sont jamais dessaisis de leurs meubles et immeubles;

« Attendu que le tribunal n'a pas à examiner la validité du contrat susvisé fait entre Pothier père et fils, mais celle de l'acte du 31 décembre 1890; qu'en ce qui touche l'engagement pris par Pothier fils, ledit engagement y est formellement stipulé; que, d'ailleurs, ce dernier serait non recevable à attaquer un contrat auquel il a participé et contre lequel il n'invoque ni le dol, ni la fraude;

« Attendu que cet acte est régulier et parfait depuis l'acte extrajudiciaire du 28 décembre 1898; que provision est due au titre;

« Par ces motifs,

« Donne acte, en tant que de besoin, aux époux Jacoulet de ce qu'ils déclarent accepter l'engagement pris dans l'acte du 14 janvier 1894 par Jean-Baptiste Pothier;

« Condamne le défendeur à leur payer la somme de 7,000 francs, avec intérêts du 31 décembre 1897, et le condamne aux dépens de l'instance. »

Appel. — Arrêt.

LA COUR,

Attendu que la donation du 14 janvier 1894 des époux Pothier-Paris à leur fils Jean-Baptiste de tous leurs biens meubles et immeubles lui avait été faite sous la condition, par lui acceptée, que ce dernier paierait à la décharge des donateurs une dette de 7,000 francs, dont ces derniers étaient hypothécairement tenus envers les époux Jacoulet aux termes d'une obligation du 31 décembre 1890; que cette délégation de Jean-Baptiste Pothier ayant été acceptée par les époux Jacoulet par acte postérieur du 27 décembre 1898, sans qu'aucun acte contraire ait annulé l'offre de cette délégation, il en est résulté que les époux Jacoulet se sont trouvés avoir contre Jean-Baptiste Pothier une action directe dont ce dernier ne peut s'affranchir sous le seul prétexte que ce serait par erreur qu'il se serait obligé envers les délégants dans un acte dont il poursuivrait la nullité, puisqu'alors même que l'obligation contractée

par Jean-Baptiste Pothier, débiteur délégué, vis-à-vis des époux Pothier-Paris, délégants, serait annulée par une décision ayant même acquis l'autorité de la chose jugée, la délégation, dans les rapports du délégué et du délégataire, ne cesserait de produire tous ses effets (Cass. civ. 24 janvier 1872 et 31 mars 1852);

Attendu que le délégataire n'a pas à se préoccuper en effet des rapports juridiques existant entre le délégant et le délégué parce que, par le fait de l'acceptation de la délégation, il s'est formé entre le délégué et lui un lien de droit indépendant des relations du délégant avec le délégué, alors même que le délégataire serait intervenu, comme au cas particulier, dans l'instance en nullité de la donation de 1894 pour surveiller ses droits et empêcher la dénaturation des faits;

Attendu, dans ces conditions, et les rapports de Jean-Baptiste Pothier et des époux Pothier-Paris étant uniquement régis par les dispositions de l'art. 1275, spécial à la matière de la délégation, que l'art. 1121 est sans aucune application dans l'espèce et qu'il n'échet davantage de faire droit aux conclusions de Jean-Baptiste Pothier tendant à faire décider qu'il sera sursis au jugement de l'instance actuelle jusqu'à la solution à intervenir de la procédure, non périmée, en nullité de donation par lui introduite en 1898 et cela pour une double raison : d'abord, parce que la nullité de la donation, en admettant qu'elle soit prononcée, ne pourrait avoir d'effet qu'entre le délégant et le délégué et serait sans influence sur la validité de l'action poursuivie par les époux Jacoulet contre l'appelant, et ensuite parce que la loi ne permet aux juges civils de surseoir qu'en matière d'exécution, dans les seuls cas prévus par les art. 1185 et 1244, ou lorsque la cause est sujette à renvoi pour litispendance, connexité ou incompétence, exceptions non invoquées dans l'espèce et dont les caractères juridiques font d'ailleurs défaut au procès puisqu'il ne peut y avoir litispendance que lorsque les instances sont identiques, connexité, que lorsqu'elles sont devant le même degré de juridiction et qu'il ne peut être question d'incompétence; qu'à aucun prix le sursis ne peut donc être ordonné;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel de Jean-Baptiste Pothier d'un jugement du Tribunal civil de Gray du 27 décembre 1899, reçoit en la forme cet appel contre lequel aucune fin de non-recevoir n'est opposée;

Au fond :

Confirme le jugement, condamne l'appelant à l'amende et aux dépens et dit que ce faisant il est à suffire pourvu, etc.

M. BARADEZ av. gén. — Mᵉˢ BELIN et SAILLARD av.

Note. — L'arrêt recueilli est conforme à la solution adoptée par la jurisprudence et par la majorité des auteurs, solution aux termes de laquelle la nature des rapports juridiques ayant existé entre le délégant et le délégué est indifférente à la validité de l'obligation du délégué envers le délégataire : Cass. 31 mars 1852 (Journ. du Pal. 53.2.401); 7 mars 1855 (S. 55.1.577); 24 juin 1872 (S. 72.1. 31 — D. 73.1.75). *Adde* : Pothier, Oblig., nº 602; Aubry et Rau, 4ᵉ édit., t. IV, § 324, texte et notes 7 et 8; Demolombe, t. XXVIII, nº 326.

La conséquence qui découle de cette solution est que le délégué, même non débiteur du délégant, est tenu de payer le délégataire, et que, d'autre part, ayant payé ce dernier, il ne peut exercer la répétition de l'indû. Décidé, par exemple, que le délégataire ne peut être affranchi de la restitution, bien que, ayant figuré dans l'acte de vente qui contenait délégation faite à son profit, il ait eu connaissance du vice qui a fait prononcer ultérieurement la nullité de la vente : Cass. 31 mars 1852 précité. La seule ressource du délégué consistera dans une action contre le délégant, fondée sur l'enrichissement sans cause que procure à ce dernier le paiement fait par le délégué. V. les auteurs précités.

Il n'y a d'autre exception à cette règle que celle qui résulterait d'une réserve faite par le délégué au moment où il s'est engagé envers le délégataire : « Attendu, dit l'arrêt précité de la Cour suprême du 24 janvier 1892, que le délégué s'est engagé sans aucune condition... »

Toutefois, cette solution et les conséquences qui en découlent sont contestées par certains auteurs. Les uns prétendent, notamment, qu'elles doivent être écartées, lorsque, dans l'acte de délégation, a été mentionnée la prétendue créance du délégant; car alors, dit-on, le délégué a entendu, en exigeant cette mention, déclarer que cette prétendue créance était la cause de son engagement, en sorte que si cette créance est inexistante, son obligation est nul par application de l'art. 1131 C. civ. V. Fuzier-Hermann, Répert. jurispr., vᵉ Délégation, nᵉˢ 30 et 35 et suiv.

M. Larombière s'est surtout attaché à combattre la non-répétition de l'indû. Cette solution est justifiée en ces termes par la Cour de cassation dans son arrêt précité du 7 mars 1855 « Aux termes de l'art. 1376, dit la Cour suprême, les sommes indûment payées ne peuvent être répétées que contre celui entre les mains duquel elles ont été versées et non contre ceux auxquels il les aurait lui-même transmises sans fraude et en paiement d'une créance légitime, soit directement après les avoir personnellement reçues, soit même par délégation ». Or, fait observer M. Larombière, la délégation suppose un paiement direct du délégué au délégataire venant recevoir au lieu et place du délégant; d'où il résulte qu'il y a lieu d'appliquer, en l'espèce, l'art. 1377 C. civ. aux termes duquel quiconque s'est enrichi aux dépens d'autrui doit restituer le montant de son enrichissement; sans que, d'ailleurs, ajoute M. Larombière, on puisse alléguer que le délégataire a reçu ce qui lui était dû, l'art. 1377 décidant qu'en ce cas il y a lieu à répétition. La seule exception à la répétition de l'indû ne pourrait résulter que de la suppression du titre dans les termes et conditions prévus par l'art. 1377, al. 2.

Inutile, d'ailleurs, d'ajouter que la délégation étant un contrat par lequel un débiteur donne à son créancier un autre débiteur, a pour fondement nécessaire l'obligation primitive du délégant envers le délégataire; en sorte que le délégué ne saurait être, malgré son engagement, tenu envers le délégataire, si ce dernier, d'autre part, n'était pas créancier du délégant.

TRIBUNAL CIVIL DE QUIMPER

22 novembre 1900.

Présidence de M. Savidan.

BORNAGE. — ACQIESCEMENT DU DÉFENDEUR. — NON-COMPARUTION AUX OPÉRATIONS DU BORNAGE. — RENVOI DEVANT LE TRIBUNAL CIVIL. — INCOMPÉTENCE DE CE TRIBUNAL.

Si, aux termes de l'art. 6 de la loi du 25 mai 1838, le juge de paix est incompétent sur les actions en bornage, lorsque la propriété et les titres sont contestés, cette règle ne reçoit application qu'autant que la contestation est sérieuse et n'a point pour but d'éluder la compétence du juge de paix.

Spécialement, lorsque le défendeur à une action en bornage a, devant le juge de paix, déclaré acquiescer au bornage, puis, au jour fixé pour ladite opération, s'est abstenu de se rendre sur les lieux du bornage ou de s'y faire représenter, une telle absence n'a pas le caractère d'une contestation sérieuse, et par suite, le juge de paix doit, non pas donner défaut contre le défendeur et renvoyer les parties devant le tribunal compétent, mais passer outre aux opérations nécessaires pour parvenir au bornage, sans que, d'ailleurs, le défendeur soit recevable à prétendre que, le juge de paix n'ayant pas le droit d'adjuger, le consentement des parties est nécessaire à la validité de l'opération de bornage.

Darchen c. Jadé.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il est constant et non contesté que Darchen a formé contre Jadé une action en bornage devant la Justice de paix de Pont-Croix, et que les parties ayant comparu en persone devant ce tribunal, le défendeur a déclaré acquiescer au bornage;

Attendu que, le juge de paix ayant fixé le jour de ladite opération, le défendeur s'est abstenu de se rendre sur les lieux du bornage ou de s'y faire représenter; que, dans ces circonstances, le suppléant du juge de paix, qui remplaçait le titulaire empêché, a donné défaut contre le défendeur, l'a condamné aux dépens et a renvoyé les parties devant les juges devant en connaître, pour arriver au bornage;

Attendu qu'en statuant ainsi, ce magistrat s'est fondé sur ce que l'absence du défendeur faisait préjuger son refus d'acquiescer à la demande en bornage, malgré son acceptation antérieure constatée par le jugement d'avant faire droit; or une action en bornage ne saurait exister devant le premier juge, sans un caractère contradictoire;

Mais attendu que ce moyen est erroné;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 646 C. civ., tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës;

Attendu que l'art. 6 de la loi du 25 mai 1838 dispose que les juges de paix connaissent des actions en bornage, lorsque la propriété ou les titres qui l'établissent ne sont pas contestés;

Attendu que le juge de paix devant lequel on élève une contestation sur la propriété ou les titres de l'une des parties n'a point, en général, à en apprécier le mérite et doit se déclarer incompétent à raison de cette contestation même; mais qu'il faut, en ce cas, que cette contestation soit sérieuse et qu'elle n'ait point exclusivement pour but d'entraver l'œuvre à laquelle il est procédé; qu'admettre le contraire, ce serait donner aux plaideurs le moyen de rendre illusoire la compétence attribuée aux juges de paix en matière de bornage;

Or, attendu que le défaut laissé par un défendeur, surtout après avoir acquiescé au bornage, constitue un subterfuge trop commode pour éluder la compétence du juge de paix; qu'en se dérobant ainsi aux suites de l'instance, le défendeur est, il est vrai, présumé contester, mais que sa contestation ne saurait être réputée sérieuse, puisquelle n'est accompagnée d'aucun motif;

Attendu qu'on ne peut s'arrêter à l'objection invoquée par l'intimé et déduite de ce que le consentement des parties serait nécessaire à la validité d'une opération de bornage, parce le juge de paix n'a pas le droit d'adjuger;

Attendu, en effet, que, l'action en bornage n'impliquant pas la nécessité de trancher une question de propriété, le défendeur ne saurait invoquer d'avance des craintes chimériques pour se dérober à une procédure qui lui déplaît;

Attendu qu'il échet donc de poser en principe que le juge de paix doit, en l'absence du défendeur qui a consenti au bornage, passer outre aux opérations nécessaires pour y parvenir;

Attendu, d'ailleurs, qu'en l'espèce, le jugement ordonnant le bornage aurait dû être notifié au défendeur à l'action et que sommation aurait dû lui être faite d'assister au bornage, aux jour et heure indiqués;

Attendu que la demande de dommages-intérêts formée par l'appelant n'est pas suffisamment justifiée;

Par ces motifs,

Dit bien appelé, mal jugé;

En conséquence, réforme le jugement dont est appel;

Et, pour qu'il soit statué comme de droit, renvoie la cause devant un magistrat de la justice de paix de Pont-Croix, autre que celui ayant rendu le jugement entrepris;

Déboute l'appelant de sa demande en dommages-intérêts;

Ordonne la restitution de l'amende d'appel;

Condamne l'intimé aux dépens de première instance et d'appel dont distraction, etc...

M. BOUESSEL proc. Rép. — Mes LE BAIL et DE CHABRE av.

Note. — Solution conforme à la jurisprudence. D'une part, en effet, la compétence du juge de paix, au premier degré de juridiction, et du tribunal civil, en cause d'appel, dans les actions en bornage, est subordonnée à l'absence de contestation sur la propriété; cela ressort formellement du texte de l'art. 6 § 2 de la loi du 25 mai 1838. D'autre part, la jurisprudence est d'accord avec les auteurs pour décider que, seule, une contestation véritablement sérieuse est de nature à forcer le juge de paix ou le tribunal civil, juge d'appel, à se dessaisir du litige. V. notamment : Trib. civ. Bordeaux 29 mai 1888 (Gaz. Pal. T. Q. 87.92 v° Bornage, n° 13. Rec. Bordeaux 88.2.85); Cass. 24 octobre 1888 (Gaz. Pal. 88.2.616); Trib. civ. Orange 12 février 1889 (Gaz. Pal. 89.1. supp. 82); Rouen 30 mars 1889 (Rec. Rouen et Caen 89.2.162); Trib. civ. Troyes 29 avril 1896 (Gaz. Pal. 96.1.716); Cass. 3 mai 1897 (Gaz. Pal. 97.1.642); 31 octobre 1898 (Gaz. Pal. 98.2.507) et la note avec les renvois à la jurisprudence antérieure de la Cour suprême; 9 novembre 1898 (Gaz. Pal. 98.2.585): 7 février 1899 (Gaz. Pal. 99.1.330); Trib. civ. Bordeaux 6 mars 1899 (Gaz. Pal. 99.2 v° Bornage n° 2 — Rec. Bordeaux 99.3.91).

345

COUR DE CASSATION (CH. DES REQUÊTES)

27 novembre 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° CONTRAT DE MARIAGE. — PAIEMENT DE LA DOT. — CHANGEMENT LICITE. — PENSION VIAGÈRE. — PRESTATIONS DE LOGEMENT ET DE NOURRITURE.

2° CRÉANCIER. — FRAUDE. — ACTION EN NULLITÉ. — APPRÉCIATION SOUVERAINE.

1° *Il n'y a pas lieu de voir un changement aux conventions matrimoniales, tel que le prévoit l'art. 1395 C. civ., dans les accords qui ne portent que sur le mode de paiement de la dot. ..... Et notamment dans une convention portant conversion de la pension, qu'un père s'est, par le contrat de mariage de son fils, engagé à servir à celui-ci, en prestations de logement et de nourriture déterminées.*

Cet arrangement de famille, en ce cas, ne peut être argué de nullité par un créancier du fils, que s'il a été passé en fraude des droits de ce créancier dans les conditions prévues par l'art. 1167 C. civ.

2° *Sur le point de savoir si un acte a été ou non concerté et passé en fraude des droits des créanciers de l'une des parties contractantes, l'appréciation des juges du fond est souveraine.*

Ladurantie c. Tardieu père et fils.

Le 18 juillet 1898, la Cour d'appel de Bordeaux, statuant sur l'appel interjeté par les sieurs Tardieu, père et fils, d'un jugement du tribunal civil de la même ville en date du 10 mai précédent avait rendu l'arrêt suivant :

« Attendu que tout ce qui concerne l'exécution des conventions matrimoniales est en dehors du principe de leur immutabilité et qu'il est permis, sans le violer, de transformer le mode de paiement de la dot promise;

« Attendu qu'il ne faut pas exagérer la portée des prohibitions contenues dans l'art. 1395 C. civ.; que tout ce qui s'en induit légalement, c'est que les époux, pendant le mariage, ne peuvent modifier le régime de leur association; mais que rien n'empêche le tiers débiteur de la dot de s'acquitter dans des conditions autres que celles prévues au contrat; que, seule, une novation venant substituer dans l'acte une clause nouvelle à l'ancienne, constituerait le changement interdit par la loi; mais que, limitée strictement à l'exécution, la modification laisse subsister intactes toutes les stipulations et les suites du contrat originaire qui reste la loi des parties;

« Attendu que la convention, par laquelle le sieur Tardieu père et les époux André Tardieu ont arrêté que la rente de 2,500 francs, promise annuellement dans le contrat de mariage de ceux-ci, serait à l'avenir payée en nature au lieu d'être servie en argent, est attaquée par l'intimé comme portant atteinte à l'incommutabilité des conventions matrimoniales et faite en fraude de ses droits de créancier;

« Attendu que les appelants ont eu le droit de convenir des modalités nouvelles de paiement pour cette rente, afin d'éviter qu'elle ne fût plus longtemps détournée de sa destination véritable, qui était d'assurer au ménage Tardieu fils et à sa famille les ressources nécessaires à leur subsistance et à leur entretien; qu'il est d'ailleurs spécifié dans l'acte que les parties entendent, non modifier, mais exécuter suivant un procédé nouveau mais licite, les obligations contenues dans le contrat de mariage; qu'on ne peut donc soutenir que les consorts Tardieu ont contrevenu aux prescriptions de l'art. 1395 C. civ. et que l'acte du 31 janvier 1894 doit être déclaré nul et de nul effet, comme l'a jugé le tribunal;

« Attendu que l'articulation de dol et de fraude ne repose sur aucun fait précis et qu'aucune preuve n'est offerte à cet égard; que rien ne justifie, d'ailleurs, ce système accessoirement présenté, car il est démontré que le père de famille a eu pour objet, non de porter atteinte aux droits des créanciers de son fils, mais de mettre un

terme aux prodigalités de celui-ci en assurant au contrat de mariage une exécution plus rigoureusement conforme à l'intention des parties;

« Attendu, enfin, que la sincérité de la convention du 31 janvier 1894 n'est pas attaquée et que l'appelant en a même implicitement reconnu la régularité dans une instance précédente;

« Attendu que, le service de la rente de 2,500 fr. ayant été régulièrement assuré conformément à l'accord de 1894, il y a lieu de déclarer véritable et sincère la déclaration de somme faite par le sieur Tardieu père qui n'était, au moment de la saisie, débiteur de son fils d'aucun arrérage de pension;

« Par ces motifs,

« Infirme le jugement du Tribunal civil de Bordeaux du 10 mai 1898. »

Pourvoi en cassation par le sieur Ladurantie. — Arrêt:

La Cour,

Sur le moyen de cassation pris de la violation et fausse application des art. 1395, 1397, 1387 C. civ. et de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'il n'y a pas lieu de voir un changement aux conventions matrimoniales, tel que le prévoit l'art. 1395 C. civ., dans les accords qui ne portent que sur le mode de paiement de la dot; qu'il a donc été loisible au défendeur éventuel de convenir avec son fils que la pension de 2,500 francs due à celui-ci d'après son contrat de mariage, serait convertie en prestations de logement et de nourriture déterminées par l'acte enregistré le 22 décembre 1894; que cet arrangement de famille, dont la réalité n'a pas été contestée, n'était susceptible d'être argué de nullité par le demandeur en cassation qu'autant qu'il aurait été passé en fraude de ses droits de créancier dans les conditions prévues par l'art. 1167;

Attendu que ce dernier grief ayant été écarté par la cour d'appel dont l'appréciation sur la question de fraude est suffisamment motivée et par suite souveraine, l'arrêt attaqué, en faisant produire effet audit acte, n'a violé aucune loi;

Rejette le pourvoi formé par le sieur Ladurantie contre l'arrêt de la Cour de Bordeaux, en date du 18 juillet 1898.

MM. Cotelle rapp.; Mérillon av. gén. — Me Mayer av.

Note. — I. — Sur le premier point : La décision de la Chambre des requêtes est conforme à la jurisprudence antérieure, et unanimement approuvée par les auteurs. « La dot, dit M. Guillouard, Contrat de mariage, t. I, ns 242, peut être payée autrement que de la manière prévue au contrat... C'est ainsi que la dot pourra être payée en valeurs autres que celles qui ont été promises, que l'on pourra, par exemple, substituer un capital à la pension, stipulée comme dot dans le contrat de mariage, ou donner en paiement un immeuble au lieu d'une somme d'argent, ou encore changer les conventions relatives à la vie commune avec les parents de l'un des époux. » V. dans le même sens : Cass. 4 août 1852 (S. 52.1.631 — D. 52.1.193); 8 décembre 1875 (S. 75.1.209 — D. 75.1.33); 22 juillet 1889 (Gaz. Pal. 89.2.224) et la note; 6 décembre 1892 (Gaz. Pal.93.1.15). *Adde* : Aubry et Rau, t. V, § 503 *bis* texte et note 27, p. 259; Rodière et Pont, Contrat de mariage, texte I, n° 151.

II. — Sur le deuxième point : Solution certaine. Il y a là une question de fait et d'intention, sur la solution de laquelle la Cour de cassation abdique nécessairement tout contrôle.

346

COUR DE CASSATION (Ch. civile)

6 novembre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

1° JUGEMENTS ET ARRÊTS. — DÉFAUT DE MOTIFS.
2° ALGÉRIE. — CONTRIBUTIONS DIVERSES. — ABSINTHES, LIQUEURS ET SPIRITUEUX COMPOSÉS. — DROIT DE FABRICATION. — LOI FISCALE. — INTERPRÉTATION STRICTE.

1° *Les conclusions rapportées aux qualités ou rappelées aux motifs des jugements et arrêts sont les seules qui soient réputées avoir frappé l'oreille du juge et auxquelles ce dernier soit tenu de répondre.*

2° *En soumettant à un droit supplémentaire de fabrication les absinthes, liqueurs ou spiritueux quelconques introduits ou fabriqués en Algérie, l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1895 n'a accordé aucune exemption en faveur des produits de cette espèce, qui auraient été fabriqués avant sa mise en vigueur.*

C'est donc à tort qu'un jugement ordonne la restitution du droit de fabrication perçu sur des liqueurs sorties de la fabrique postérieurement à la promulgation de la loi, sous le prétexte que ces liqueurs auraient été fabriquées avant le moment où la loi était devenue exécutoire.

Contributions diverses c. Gras frères.

La Cour,

Sur le défaut de motifs :

Attendu que les conclusions rapportées aux qualités ou rappelées aux motifs des jugements et arrêts sont les seules qui soient réputées avoir frappé l'oreille du juge et auxquelles ce dernier soit tenu de répondre;

Attendu que, ni les qualités, ni les motifs du jugement attaqué ne mentionnent les conclusions dans lesquelles le demandeur en cassation aurait excipé de la prise en charge des liqueurs par les sieurs Gras lors de l'ouverture du compte de fabrication, pour faire rejeter leur demande comme irrecevable

ou tout au moins, comme non justifiée; qu'on ne saurait, en conséquence, faire grief au Tribunal d'Alger de ne pas s'être expliqué sur lesdites conclusions;

Rejette la branche relative au défaut de motifs;

Mais au fond :

Vu l'art. 19 de la loi du 28 décembre 1895;

Attendu qu'un droit d'octroi de mer a été créé par l'ordonnance du 21 décembre 1844 et le décret du 26 décembre 1884, sur les alcools introduits en Algérie ou fabriqués dans ce pays; que la loi de finances du 26 janvier 1892 a ajouté à ce droit une taxe de consommation; qu'enfin, la loi de finances du 28 décembre 1895, après avoir élevé le chiffre de cette dernière taxe, a soumis à un droit supplémentaire de fabrication les absinthes, liqueurs ou spiritueux quelconques, soit introduits, soit fabriqués en Algérie;

Attendu que l'art. 19 de ladite loi porte que ce droit est perçu à la sortie des fabriques pour les produits fabriqués à l'intérieur, et à l'importation pour les produits venant de l'extérieur; que ce texte est général et n'accorde aucune exemption en faveur des absinthes et spiritueux importés en Algérie ou sortis des fabriques depuis la promulgation de la loi, pour le cas où ils auraient été fabriqués avant sa mise en vigueur;

Attendu, cependant, que le jugement attaqué, sans méconnaître que les liqueurs litigieuses fussent sorties de la fabrique des frères Gras, postérieurement à la promulgation de la loi de 1895, a ordonné la restitution du droit de fabrication, perçu à leur sujet, sous le prétexte qu'elles avaient été fabriquées avant le moment où la loi était devenue exécutoire; qu'il a ainsi introduit, pour la perception du droit, une distinction non admise par la législateur et qu'il a, par suite, violé le texte de loi susénoncé;

Par ces motifs,

Casse le jugement rendu par le Tribunal civil d'Alger le 22 janvier 1897.

MM. RAU rapp.; SARRUT av. gén. — Me NIVARD et SABATIER av.

Note. — Sur le premier point : Jurisprudence constante.

II. — Sur le second point : L'art. 19 de la loi du 28 décembre 1895 avait soumis à un droit de fabrication gradué, indépendant du droit de consommation et du droit d'octroi de mer, « les absinthes ou similaires, les bitters, les liqueurs de toute sorte et, d'une manière générale, les spiritueux composés quelconques ». De plus, il disposait que ce droit serait perçu à la sortie des fabriques ou à l'importation. Il n'appartenait donc pas au tribunal de créer une distinction que le législateur n'avait pas prévue : il devait s'en tenir à l'application stricte et littérale de la loi : Cass. 24 février 1809 et 14 août 1813 (S. chr.); 10 mars 1876 (Bull. crim. n° 77; 21 novembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.33). Il est utile d'ajouter que l'art. 30 de la loi du 13 avril 1898 a abrogé l'art. 19 de la loi du 28 décembre 1895 et fait cesser, en Algérie, la perception du droit de fabrication sur les absinthes, liqueurs et autres spiritueux composés jusqu'à ce qu'un droit analogue ait été établi en France.

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re CH.)

1er août 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

EXÉCUTION DES JUGEMENTS ET ARRÊTS. — 1° SIGNIFICATION — ARRÊT CONFIRMATIF. — SIGNIFICATION DU JUGEMENT NÉCESSAIRE. — 2° CONTRAINTE. — CARACTÈRE COMMINATOIRE. — POUVOIR DU JUGE. — DISPENSE DE PAYER.

1° *Lorsqu'un jugement a été confirmé en appel, la signification à avoué et à partie nécessaire, aux termes de l'art. 147 C. pr. civ., avant de pouvoir ramener la condamnation à exécution, doit comprendre, non seulement l'arrêt qui a mis fin au litige, mais aussi le jugement qui constitue le titre exécutoire servant de base aux mesures d'exécution et au commandement qui en est le préliminaire indispensable.*

..... *Alors surtout que l'arrêt confirmatif, dans les termes succints où il était conçu, comportait nécessairement, pour être rendu intelligible, la signification du jugement.*

Et la copie des motifs et du dispositif du jugement insérée dans les qualités de l'arrêt ne peut équivaloir à la signification prescrite par la loi.

2° *Lorsqu'une contrainte a été ordonnée par le juge comme un moyen de coercition destiné à vaincre la résistance du débiteur, le juge peut, en reconnaissant ce caractère comminatoire, dispenser le débiteur en retard du paiement qu'il a encouru, si ce retard n'a occasionné aucun préjudice appréciable au créancier.*

Société électrique de la banlieue de Rouen
c. Lemoine.

Le Tribunal civil de Rouen avait rendu, le 23 mai 1900, le jugement suivant :

« Attendu que le tribunal est saisi de quatre instances portées au rôle ; qu'elles sont pendantes entre les mêmes parties ; que leur connexité n'est pas contestée; que la Société électrique en demande la jonction et que, sur ce point, le défendeur s'en rapporte à justice;

« Au fond :

« Attendu qu'en vertu d'un jugement du Tribunal de commerce de Rouen, en date du 11 août 1899, et d'un arrêt confirmatif du 14 mars 1900, Lemoine a fait adresser à la Société électrique de la banlieue de Rouen deux commandements en date des 11 et 20 avril dernier, auxquels la

société a fait opposition; qu'en outre, Lemoine a fait pratiquer aux mains de Boulen-Bidaul et Cie une saisie-arrêt dont la société demande la nullité; qu'enfin elle demande au tribunal de valider ses offres du 26 avril;

« Attendu que la validité des offres dont s'agit est subordonnée à la question de savoir si les actes de poursuite de Lemoine sont valables ou doivent être annulés;

« Attendu que ces actes de poursuite sont critiqués à trois points de vue différents; qu'on soutient, en premier lieu, qu'ayant pour base les condamnations prononcées par le tribunal de commerce, dont le jugement a été confirmé par la cour, elles auraient dû être précédées de la signification du jugement dont s'agit;

« Attendu qu'il est constant que la grosse d'arrêt qui a été signifiée avant les poursuites contenait *in extenso* la reproduction des motifs et du dispositif du jugement confirmé; que ce point n'est pas méconnu; qu'il est seulement prétendu que le jugement ainsi reproduit n'était pas assorti de la formule exécutoire et que, dès lors, il ne constituait pas un titre susceptible d'exécution parée;

« Attendu qu'il n'était pas nécessaire que le jugement et l'arrêt fussent assortis chacun de la formule exécutoire; que cette formule, jointe à l'arrêt, suffisait à légitimer les actes de poursuite; qu'en ordonnant que le jugement sortirait son plein et entier effet, l'arrêt s'en était approprié le dispositif, qui bénéficiait, dès lors, du pareatis contenu dans la grosse de l'arrêt;

« Attendu, en second lieu, qu'il est prétendu que les actes de poursuite de Lemoine eussent dû être précédés d'une mise en demeure;

« Attendu que la seule mise en demeure exigée par la loi préalablement aux actes d'exécution consiste dans la signification du titre et le commandement; qu'elle n'exige rien au-delà et que Lemoine a satisfait à cette double exigence; qu'il est, dès lors, impossible d'annuler une procédure régulière;

« Attendu qu'il est enfin prétendu que le jugement du tribunal de commerce ne contenait pas une évaluation définitive des dommages que pourrait causer à Lemoine l'inexécution de l'obligation imposée par ce jugement à la société de lui remettre : 1° les treize actions dont il était propriétaire; 2° le mobilier qui lui appartenait également;

« Attendu que le dispositif de ce jugement était en cette partie ainsi conçu : « Condamne la Com-« pagnie d'électricité de la banlieue de Rouen « envers Lemoine : 1° à la remise des quinze « actions qui sont la propriété de Lemoine, et « ce sous une contrainte de 15,000 francs, valeur « nominale desdites actions pour le cas où la res-« titution n'aurait pas lieu dans les huit jours de « la signification du présent jugement; 2° à la « remise du mobilier du bureau, énoncé dans les « motifs du présent jugement, et ce sous une « contrainte de 1,000 francs si cette remise n'était « pas faite dans les huit jours de la signification « du présent jugement »; que la compagnie ne voit dans cette contrainte qu'une mesure comminatoire permettant de reviser et d'évaluer à nouveau, le cas échéant, même au delà de l'expiration de la huitaine, les dommages causés à Lemoine par l'inexécution du jugement;

« Attendu que le dispositif du jugement confirmé est clair et précis; qu'il ne contient aucune ambiguïté et ne se prête à aucune interprétation; qu'il est manifeste que le tribunal n'a entendu accorder à la Compagnie d'électricité qu'un délai de huit jours pour remplir la double obligation mise à sa charge et que, passé ce délai, il a fixé d'une façon définitive le préjudice dont Lemoine pourrait réclamer la réparation;

« Attendu que ce délai de huit jours, aux termes du jugement, devait courir de la signification du jugement; que cette signification a été faite par exploit de Beaucourt, du 9 avril dernier;

« Attendu que les offres par la compagnie des quinze actions et du mobilier n'ont été faites que le 26 avril; qu'à cette date le délai de huit jours était depuis longtemps expiré et que, dès lors, ces offres étaient tardives; que la compagnie, ayant laissé passer le délai qui lui était imparti pour la remise des actions et du mobilier, était devenue *ipso facto* débitrice des 16,000 francs qui lui sont réclamés;

« Attendu qu'il suit de là que les commandements ont été faits à bon droit et que la saisie-arrêt doit être validée;

« Attendu que, de ce qui précède, il suit que la demande en dommages-intérêts formée par la Compagnie électrique n'est pas fondée; qu'il en est de même de l'offre faite dans ses conclusions de se libérer sous la condition de certaines justifications; que le jugement susrelaté n'a subordonné l'obligation de la compagnie à l'accomplissement d'aucune condition à la charge de Lemoine;

« Par ces motifs,

« Joint les instances, et statuant sur le tout,

« Déclare tardives, et par suite insuffisantes, et nulles les offres faites par la Compagnie électrique à Lemoine, par exploit de Marie, du 26 avril dernier;

« Dit à tort les oppositions formées par la même société aux commandements des 11 et 20 avril 1900, du ministère de Beaucourt ;

« Ordonne la continuation des poursuites. »

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que la Société électrique de la banlieue de Rouen a formé appel du jugement qui, en repoussant ses deux oppositions à commandement, a ordonné la continuation des poursuites et, par voie de conséquence, annulé les offres de la Société et validé la saisie-arrêt de Lemoine ; qu'elle soutient, en premier lieu, que les commandements des 11 et 20 avril 1900 sont nuls et de nul effet comme n'ayant pas été précédés de la signification du jugement qui, par suite de l'arrêt qui l'a confirmé, lui servait de base légale ; qu'en deuxième lieu, elle prétend que le second commandement du 20 avril est encore nul pour n'avoir pas été précédé d'une mise en demeure et qu'au fond, ce commandement a procédé pour sommes non dues, la contrainte de 16,000 francs qui en fait l'objet n'ayant pas le caractère d'une condamnation ferme et définitive ;

Sur le premier moyen :

Attendu qu'aux termes de l'art. 147 C. pr. civ. dont les dispositions sont générales et absolues, toute décision judiciaire provisoire et définitive prononçant une condamnation doit être signifiée à avoué et à partie avant de pouvoir être ramenée à exécution ;

Attendu que lorsqu'un jugement a été attaqué par la voie de l'appel, la force exécutoire de ce jugement qui n'a été que suspendue par l'appel et non pas supprimée, reprend son empire comme conséquence nécessaire de l'arrêt confirmatif qui, effectivement et en termes exprès, démet l'appelant de son appel et ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet ; que l'art. 472 C. pr. civ. ne laisse aucun doute à cet égard ; qu'il en résulte que c'est bien le jugement confirmé qui forme le titre dont l'exécution doit être poursuivie, puisqu'il dispose que l'exécution de ce jugement appartient au tribunal qui l'a rendu ; qu'il est inadmissible que lorsque l'appel a été rejeté et que le jugement a été confirmé, le tribunal ait pu perdre le droit qu'il aurait eu d'exécuter le jugement en l'absence d'un appel et, bien évidemment, si l'exécution avait été entreprise avant l'appel elle devrait, en cas de confirmation, se continuer à partir des derniers errements de la procédure ; qu'il paraît donc certain — le jugement du tribunal de commerce du 11 août 1899 ayant été confirmé par arrêt du 14 mars 1900, — que ce n'est pas seulement l'arrêt ayant mis fin au litige qui devait être signifié en exécution de l'art. 470 C. pr. civ., mais aussi le jugement qui constituait le titre exécutoire servant de base aux mesures d'exécution et au commandement qui en était le préliminaire nécessaire ; qu'il en devait être ainsi avec d'autant plus de raison dans la cause, que l'arrêt confirmatif, dans les termes succincts où il était conçu, comportait nécessairement, pour être rendu intelligible, la signification du jugement ;

Attendu que c'est donc en violation de l'art. 147 C. pr. civ. que Lemoine a fait à la Société électrique, les deux commandements des 11 et 20 avril 1900 et que le défaut de signification préalable du jugement constitue l'omission d'une formalité essentielle prescrite à peine de nullité, qui entraîne l'annulation des deux commandements dont est opposition ;

Attendu que les premiers juges, pour décider le contraire et ordonner la continuation des poursuites, ont à tort et mal à propos apprécié que l'arrêt confirmatif qui a été signifié le 9 avril 1900 comprenait dans ses qualités la copie intégrale des motifs et du dispositif du jugement, et que cette copie devait bénéficier de la formule exécutoire dont l'arrêt était régulièrement assorti ;

Mais attendu que la copie des motifs et du dispositif d'un jugement insérée dans les qualités d'un arrêt ne saurait équivaloir à la signification prescrite par la loi ; que cette reproduction, en effet, ne renferme ni les conclusions des parties, ni l'exposé du point de fait et de droit, toutes circonstances que la partie condamnée a intérêt à connaître, ni enfin la formule exécutoire dont les jugements doivent être revêtus pour être valablement exécutés et qu'en vertu de l'art. 147 C. pr. civ., c'est le jugement lui-même dans toutes ses parties intégrantes qui doit être signifié ;

Attendu que ce motif est péremptoire ; qu'il y a lieu de l'admettre ainsi que toutes les conséquences de droit qui en sont la suite, avec d'autant plus de raison : en premier lieu, que les causes du premier commandement du 11 avril étaient complètement éteintes au jour du jugement entrepris, par l'effet de la quittance du 5 mai 1900, donnée pour solde en principal et intérêts sur la condamnation de 10391 fr. 56, étant donné que 5500 francs avaient été attribués à une dame Amelot par ordonnance du juge des référés du 30 mars précédent ; en second lieu, parce que la contrainte de 16,000 francs n'avait été prononcée que comme un moyen de coercition destiné à vaincre la résistance du débiteur ; qu'elle avait manifestement un caractère présomptif et comminatoire et que le retard résultant des offres faites le 26 avril 1900 par la société, bien que signifiées quelques jours après l'expiration de la huitaine, date de la signification de l'arrêt du 9 avril 1900, n'ont occasionné à Lemoine aucun préjudice appréciable ; qu'il suit de ce qui précède que les deux commandements doivent être annulés et que les offres réelles du 26 avril dernier, qui sont régulières, suffisantes et satisfactoires, doivent être validées ; que, par voie de conséquence, il y a lieu d'annuler la procédure de saisie-arrêt du 21 avril, qui devient sans objet ;

Attendu que Lemoine qui succombe doit supporter les dépens; que toutefois les frais de la procédure de saisie-arrêt faits jusqu'à l'entière libération du débiteur doivent rester à la charge de la compagnie;

Par ces motifs,

Joint les instances, vu leur connexité, et, y faisant droit, met l'appellation et ce dont est appel au néant;

Et statuant par décision nouvelle sur les deux oppositions, dit que faute par Lemoine d'avoir signifié le jugement du 11 août 1899 confirmé par l'arrêt du 14 mars 1900, les deux commandements des 11 et 20 avril 1900 signifiés à sa requête à la Société électrique sont nuls et de nul effet; ordonne en conséquence la cessation des poursuites, etc...

M. Réguis av. gén. — Mes Baudouin et O. Marais av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il est de principe (art. 147 C. pr. civ.) qu'aucune décision judiciaire contenant condamnation ne peut servir de fondement, soit à des mesures d'exécution, soit même au commandement qui les précède, si elle n'est portée régulièrement et par signification à personne ou à domicile, à la connaissance de la partie condamnée : Cass. 8 août 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Exécution des jugem. n° 39 — S. 96.1. 438 — D. 94.1.433). Jugé par application de ce principe qu'est nul le commandement notifié au débiteur en vertu d'un arrêt confirmé par la cour d'appel, sans que le débiteur ait reçu signification de l'arrêt confirmatif : il ne suffirait pas qu'en tête du commandement il eût été donné copie du jugement confirmé : Cass. 8 août 1893 précité. Jugé également que la formalité de la signification n'est pas remplie par la signification d'un simple extrait du jugement : Bastia 2 avril 1855 (S. 55.2.317 — D. 55.2.323).

II. — Sur le second point : La jurisprudence est généralement en ce sens. V. notamment : Cass. 7 novembre 1888 (Gaz. Pal. 88.2.585); 20 mars 1889 (Gaz. Pal. 89.1.748 — S. 92.1.565); 3 juillet 1893 (Gaz. Pal. T. Q. 1892-97, v° Exécution des jugem. n° 33 — S. 96.1.67 — D. 93.1.594), et les notes sous ces décisions dans notre recueil.

TRIBUNAL DE PAIX D'ANTRAIN-SUR-COUESNON

6 mars 1900.

Présidence de M. Hogrel.

1° BAIL. — RÉSILIATION. — PAIEMENT DES LOYERS (DÉFAUT DE). — RÉSILIATION. — CLAUSE SPÉCIALE (ABSENCE DE). — DÉLAI. — POUVOIR DU JUGE.

2° BAIL. — LOYERS EXIGIBLES. — LOYERS ÉCHUS. — SAISIE-GAGERIE.

1° *Lorsqu'un bail ne contient aucune clause de résiliation faute de paiement du prix, le seul défaut de paiement des loyers à l'échéance n'entraîne pas de plein droit la résiliation du bail et le juge peut accorder, dans ce cas, au débiteur un délai pour s'acquitter.*

2° *Lorsque, dans un bail, il est stipulé que les loyers seront payables annuellement et d'avance, les loyers doivent être considérés comme échus dès qu'ils sont devenus exigibles. Faute de paiement à leur échéance, ils peuvent donc servir de base, soit à une saisie-gagerie, soit à une demande en résiliation de bail, sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'échéance du terme pour lequel ils sont dûs.*

Guimbault c. Jouanne.

NOUS, JUGE DE PAIX,

Attendu que, suivant bail sous seings privés en date du 10 juillet 1897, enregistré à Antrain le 12 janvier suivant, f° 65, c. 3 par le receveur qui a perçu 2 fr. 40, décimes compris, Guimbault a loué à la demoiselle Jouanne une petite ferme sise au village du Fresne en Saint-Ouen-la-Rouérie pour six années entières et consécutives, qui ont commencé à courir le 29 septembre 1897 pour finir à pareille époque en 1903, moyennant le prix annuel de 160 francs, payable en une seule fois le 29 septembre toutes les années courantes;

Attendu que les parties sont d'accord pour reconnaître que le membre de phrase « le 29 septembre toutes les années courantes » veut dire « loyers payables d'avance en un seul terme, le 29 septembre de chaque année »; que, conformément à cette interprétation, le bail constate que les premiers fermages pour l'année 1897-1898 ont été versés lors de la signature du contrat; qu'aucune demande n'est élevée relativement au paiement de l'année 1898-1899;

Attendu que Guimbault réclame aujourd'hui à sa fermière la somme de 160 francs pour loyers de l'année 1899-1900, exigibles depuis le 29 septembre 1899; que la demanderesse reconnaît devoir cette somme, mais qu'elle demande à son propriétaire un délai de grâce jusqu'au 1er mai prochain; que Guimbault refuse tout sursis;

Sur le délai de grâce :

Attendu que le bail d'entre parties ne contient aucune clause de résiliation faute de paiement du prix; que, par suite, le seul défaut de paiement des loyers à l'échéance n'entraîne pas de plein droit la résiliation du bail et le droit pour le propriétaire d'expulsion de son fermier; que le juge de paix peut, suivant les circonstances, accorder un délai au débiteur pour l'exécution de ses engagements;

Attendu que demoiselle Jouanne, jusqu'au 29 septembre dernier, a toujours rempli l'obligation de payer son prix; qu'aujourd'hui elle est, à la vérité, en retard, mais que ce retard n'est que de quelques mois; qu'il faut aussi tenir compte du mode de paiement adopté par les parties;

Attendu que la défenderesse s'engage à payer l'année entière 1899-1900, le 1er mai prochain; qu'à

cette époque, si elle manque à sa promesse, Guimbault aura la faculté de recourir aux rigueurs légales; qu'il lui restera encore un temps plus que suffisant pour louer sa petite exploitation rurale qui trouvera facilement preneur; qu'enfin il lui restera le recours à la saisie-brandon pour se garantir sur les récoltes et la saisie-gagerie sur les meubles et effets mobiliers garnissant la ferme;

Au fond :

Attendu que Guimbault demande que faute de paiement du prix, le bail du 10 janvier 1897 soit résilié et qu'il soit autorisé à procéder à l'expulsion de sa fermière;

Attendu que, quand dans un bail il est stipulé que les loyers seront payables annuellement et d'avance, ces loyers doivent être considérés comme échus dès qu'ils sont exigibles et, par suite, faute de paiement à leur échéance, ils peuvent servir de base, soit à une saisie-gagerie, soit à la demande de résiliation du bail, faute de paiement du prix, sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'échéance du terme pour lequel ils sont dûs;

Attendu qu'il est acquis aux débats que la demoiselle Jouanne doit à Guimbault, son propriétaire, la somme de 160 francs pour une année de fermage 1899-1900, exigible depuis le 29 septembre 1899 et payable d'avance;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à la demande principale, sous la réserve de ce que nous avons décidé quant à l'exécution du présent jugement;

Par ces motifs,

Statuant contradictoirement et en premier ressort;

Condamnons Mlle Marie Jouanne à payer à Guimbault la somme de 160 francs pour fermages payables d'avance et exigibles depuis le 29 septembre 1899 et représentant le prix de l'année commencée le 29 septembre 1898 et finissant le 29 septembre 1900;

Ordonnons cependant que le présent jugement ne pourra être exécuté contre ladite demoiselle Marie Jouanne qu'après le 1er mai prochain (1900);

Et faute par Mlle Jouanne d'avoir satisfait à la condamnation à ladite époque, prononçons la résiliation du bail d'entre parties, en date du 10 janvier 1897, faute de paiement du prix;

Disons, en conséquence, que Mlle Marie Jouanne, après l'exécution du délai de grâce accordé, quittera et videra les lieux; sinon, autorisons Guimbault à procéder à l'expulsion de sa fermière en se conformant au prescriptions de la loi;

Condamnons la demoiselle Marie Jouanne aux dépens.

Note. — I. — Sur le premier point : Il a été jugé conformément au jugement rapporté que, à défaut de stipulation expresse, la résiliation du bail n'est pas la conséquence de l'absence de paiement du prix. V. Rouen 9 janvier 1890 (Gaz. Pal. 90.1.597),

II. — Sur le second point : En dépit des expressions employées il nous semble que les loyers dont s'agissait, s'ils étaient *exigibles*, n'étaient pas *échus*. Il a été jugé que le propriétaire est sans droit dans ce cas pour exercer une saisie-arrêt ou une saisie-gagerie. V. Trib. civ. Figeac 18 novembre 1892 (Gaz. Pal. 93.1. supp. 26.); Trib. paix Bordeaux 29 septembre 1891 (Gaz. Pal, T. Q. 87-92 v° Saisie-gagerie, n° 8).

347

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

20 novembre 1900.

Présidence de M. Tanon.

MINES. — REDEVANCE. — SUPERFICIAIRE. — ORDONNANCE DE CONCESSION. — ACTE ADMINISTRATIF. — INTERPRÉTATION. — SURSIS.

L'autorité administrative est seule compétente pour interpréter les actes du gouvernement qui, en cas de concession d'une mine, règlent, conformément aux art. 6 et 42 de la loi du 21 avril 1810, la redevance due par le concessionnaire de la mine au propriétaire de la surface.

Par suite, lorsqu'au cours et pour la solution d'une contestation qui s'est élevée entre le concessionnaire d'une mine et le propriétaire de la surface, relativement au paiement de la redevance, contestation compétemment portée devant un tribunal civil, l'interprétation de l'ordonnance fixant le taux de cette redevance devient nécessaire, c'est à bon droit que ledit tribunal surseoit à statuer jusqu'à ce que cette interprétation ait été donnée par l'autorité administrative compétente.

Et il en est ainsi, alors même que cette ordonnance porte que les contestations qui pourront s'élever entre les propriétaires de la surface et le concessionnaire de la mine, à raison du paiement de la redevance tréfoncière, seront portées devant les tribunaux civils, cette ordonnance n'ayant pu, en l'absence d'une disposition expresse de la loi du 21 avril 1810, dérogeant à la loi du 16 fructidor an III, décider que l'interprétation de l'acte constitutif de cette redevance appartiendra aussi à l'autorité judiciaire.

Société civile des Tréfonds c. Compagnie des mines de la Roche-Morlière et Firminy.

La Cour,

Sur les deux moyens réunis, pris de la violation des art. 552 C. civ., 6, 42, 47 et suiv., 92 de la loi du 21 avril 1810, 13, 17 tit. II de la loi des 16-24 août 1790, art. 1er § 2 de la loi du 16 fructidor an III, 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII, du principe de la séparation des pouvoirs et 7 de la loi du 20 avril 1810:

Attendu qu'aux termes de l'art. 552 C. civ. la propriété du dessus n'emporte la propriété du dessous

que sauf les modifications résultant des lois et règlements sur les mines; que, d'après les art. 5, 7, 16 de la loi du 21 avril 1810, la propriété d'une mine ne résulte que d'un acte de concession délibéré en Conseil d'Etat; que la redevance accordée aux propriétaires de la surface est réglée par le même acte en vertu des art. 6 et 42 de ladite loi et qu'un tel acte émané de l'Etat, puissance publique, qui fixe le taux de cette redevance, ou qui en détermine les bases, est intimement lié à l'acte de concession de la mine, participe de sa nature, et doit, par suite, s'il y a lieu de l'interpréter, être interprété par l'autorité qui a concédé la mine elle-même, la loi du 21 avril 1810 n'ayant pas délégué à l'Etat le pouvoir de faire un règlement général applicable à toutes les redevances et à toutes les concessions de mines;

Attendu que si l'ordonnance du 30 août 1820, relative aux redevances dues aux propriétaires de la surface, a déclaré, à la différence de ce qui a lieu pour la redevance due à l'Etat, laquelle est perçue comme en matière de contributions directes, que les contestations qui pourraient s'élever entre les propriétaires de la surface et les concessionnaires de la mine, à raison du paiement de la redevance tréfoncière, seraient portés devant les tribunaux civils, cette ordonnance n'a ni décidé, ni pu décider, en l'absence d'une disposition expresse de la loi du 21 avril 1810 dérogeant à la loi du 16 fructidor an III, que l'interprétation de l'acte constitutif de cette redevance appartiendrait à l'autorité judiciaire;

Attendu, en fait, que l'ordonnance du 30 août 1820 a fixé la redevance due aux propriétaires de la surface des mines de Roche-la-Molière et Firminy, suivant que la compagnie emploierait la méthode d'exploitation à ciel ouvert au moyen de puits ou par remblais;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que, sur aucun des chefs de contestation, l'ordonnance ne renferme aucun texte décisif; que les parties ont fait valoir à l'appui de leurs prétentions respectives des raisons graves et des avis contraires de personnes compétentes qui font naître une controverse sérieuse sur le sens et la portée de ladite ordonnance;

Attendu qu'en décidant, dans ces circonstances, qu'il serait sursis au fond jusqu'à ce que l'ordonnance du 30 août 1820 ait été interprétée par l'autorité compétente, la Cour de Lyon, dont la décision est régulièrement motivée, n'a pu violer aucun des textes de lois ou principes visés au moyen;

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Lyon du 22 décembre 1898.

MM. MARIGNAN rapp.; MELCOT av. gén. — Me SABATIER av.

Note. — La jurisprudence de la Cour de cassation paraît définitivement fixée dans le sens des solutions qui précèdent, depuis un arrêt rendu par les Chambres réunies de cette Cour le 16 mai 1893 (Gaz. Pal. 93.1.723), condamnant la doctrine contraire précédemment adoptée par la Chambre civile. V. également les conclusions conf. de M. le procureur général MANAU, reproduites avec cet arrêt (*loc. cit.*). — *Adde* dans le même sens, depuis lors : Cass. 7 avril 1894 (Gaz. Pal. 94.1.546).

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

13 novembre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

ENREGISTREMENT. — MARCHÉ ADMINISTRATIF. 1° RÉPARTITION DU PRIX ENTRE L'ÉTAT ET UNE VILLE. — DROIT GRADUÉ. — DROIT PROPORTIONNEL. — 2°-3° PAIEMENT DES DROITS. — BUREAU INCOMPÉTENT. — DROIT EN SUS. — EXIGIBILITÉ. — CONSIGNATION.

1° *L'art. 1er n° 9 de la loi du 28 février 1872 (actuellement abrogé par l'art. 19 de la loi du 18 avril 1893), en ne frappant que d'un droit gradué les adjudications et marchés, dont le prix devait être* payé directement par le Trésor public, *apportait ainsi à la règle générale édictée par l'art. 51 n° 3 de la loi du 28 avril 1816, assujettissant au droit proportionnel les adjudications pour constructions, réparations, entretiens, etc., dont le prix devait être payé par le Trésor, les administrations locales ou les établissements publics, une exception limitativement déterminée, et qui ne pouvait donc être étendue en dehors du cas spécialement prévu.*

Par suite, il fallait, pour en faire l'application, rechercher par qui le prix du marché devait être payé, et c'est seulement quand le Trésor public devait supporter la dépense engagée, et dans la mesure où il la supportait, que le droit à percevoir était le droit gradué : si le paiement du prix incombait partie à l'Etat et partie à une commune, le droit proportionnel restait exigible sur la somme mise à la charge de celle-ci.

2° *Les art. 26 et 37 de la loi du 22 frimaire an VII, complétés par l'art. 6 de la loi du 27 ventôse an IX, attribuent pour l'enregistrement des actes émanés des autorités administratives, compétence exclusive au bureau de l'arrondissement dans lequel les fonctionnaires qui les ont reçus exercent leurs fonctions, et il ressort notamment des termes impératifs de l'art. 26 que l'enregistrement desdits actes par un bureau incompétent équivaut à l'inaccomplissement de la formalité, et laisse même le redevable exposé à l'application des peines édictées par la loi pour défaut d'enregistrement dans le délai légal.*

3° *Le paiement du montant des droits d'un acte*

d'adjudication, passé en séance publique, irrégulièrement fait à un bureau d'enregistrement incompétent, ne peut être assimilé à la consignation qu'aux termes de l'art. 37 de la loi du 22 frimaire an VII les parties sont tenues d'en faire avant l'expiration du délai de vingt jours fixé pour l'enregistrement entre les mains du fonctionnaire qui a reçu ledit acte.

Enregistrement c. Pignot.

Le 24 mai 1894, le Tribunal civil de Dôle avait rendu le jugement suivant :

« Attendu qu'à la date du 29 mars 1889, Pignot (Denis Sylvain), entrepreneur à Besançon, ayant pour caution son frère Pignot (Sylvain), s'est rendu adjudicataire des travaux à exécuter pour la construction d'une caserne à Dôle aux clauses et conditions du marché, notamment à la charge par lui d'acquitter les frais d'enregistrement auxquels donnerait lieu l'acte d'adjudication; que cet acte a été approuvé le 6 avril 1889 par le ministre de la guerre, dont la décision a été notifiée aux parties le 16 mai suivant;

« Attendu que Pignot a fait enregistrer ledit acte au bureau de Besançon, le 1er juin 1889, et a versé un droit gradué de 750 francs, l'importance totale du marché ayant été évaluée provisoirement à 300,000 francs;

« Attendu que l'administration de l'Enregistrement a fait signifier, le 28 mai 1891, à Pignot frères, une contrainte en paiement de 21,180 fr., pour droits simples et droits en sus dûs à l'Enregistrement sur une somme de 564,800 francs, reçue jusqu'à ce jour par l'adjudicataire, des mains du trésorier-payeur général du département du Jura, pour prix des travaux effectués;

« Attendu que l'administration de l'Enregistrement, dans le mémoire signifié à Pignot, le 23 décembre 1891, demande : 1° le paiement du droit proportionnel établi par la loi du 28 avril 1816 au lieu du droit gradué perçu conformément à la loi du 28 février 1872, en s'appuyant sur un traité intervenu entre l'Etat et la ville de Dôle, le 22 août 1888, et approuvé par M. le ministre de la guerre le 25 mars 1889, traité aux termes duquel la ville de Dôle s'engageait à fournir au Département de la guerre une subvention de 800,000 francs; 2° le paiement d'un droit en sus conformément aux art. 35, 36 et 37 de la loi du 22 frimaire an VII, le procès-verbal d'adjudication ayant été présenté à la formalité au bureau d'enregistrement de Besançon, alors que, aux termes de l'art. 26 de la loi précitée, il aurait dû être enregistré au bureau de Dôle, résidence du sous-intendant militaire qui a tranché l'adjudication;

« I. — Sur l'exigibilité du droit proportionnel :

« Attendu qu'après la loi du 15 mai 1818, laquelle, par dérogation à celles des 22 frimaire an VII et 20 avril 1816, ne soumettait dans l'art 73 qu'au droit fixe de 1 franc les adjudications au rabais dont le prix était payé directement ou indirectement par le Trésor, la loi du 28 février 1872 est venue établir une nouvelle règle de perception en assujettissant à un droit fixe gradué les adjudications dont le prix doit être payé directement par le Trésor public;

« Attendu que la loi, en ne maintenant dans la nouvelle rédaction que le mot « directement » a entendu mettre fin aux difficultés que l'adjonction dans l'ancienne des mots « ou indirectement», avait fait naître; qu'elle a marqué qu'il n'y avait plus à se préoccuper pour l'application du tarif que du fait seul du paiement; que les termes dont s'est servi le législateur ne peuvent donner lieu à aucune ambiguïté et qu'ils doivent être pris dans leur sens le plus étroit;

« Attendu qu'il n'est pas dénié en l'espèce que les fonds (564,800 fr.) ont été versés directement à Pignot par le trésorier-payeur général du département du Jura agissant pour le compte de l'Etat; qu'en conséquence, le droit gradué édicté par la loi du 28 février 1872 est seul exigible, que la ville de Dôle ait ou non versé une subvention à l'Etat; que, du reste, il serait injuste de décider autrement; qu'en effet, Pignot a traité avec l'Etat seul; qu'il a dû faire son rabais en tenant compte des droits d'enregistrement qu'il aurait à payer; qu'il pouvait ignorer l'existence du traité intervenu entre la ville et l'Etat, puisque ce traité n'a été approuvé que le 25 mars 1889, quatre jours avant l'adjudication, et qu'il n'en a été fait mention ni dans les publications et affiches annonçant l'adjudication, ni dans le procès-verbal même de l'adjudication;

II. — Sur l'exigibilité du droit en sus :

« Attendu que l'art. 26 de la loi du 22 frimaire an VII contient une disposition purement démonstrative et nullement limitative; qu'elle n'est point d'ailleurs prescrite à peine de nullité (Cass. 14 novembre 1835);

« Attendu que l'amende prononcée par les art. 35 et 36 de la même loi ne peut être appliquée que si la formalité de l'enregistrement n'a pas été remplie dans le délai imparti par la loi et non lorsque l'acte a été enregistré dans un bureau autre que celui dont parle l'art. 26; que l'obligation de faire enregistrer à un bureau déterminé les actes reçus par eux incombe aux seuls gref-

fiers et secrétaires des administrations centrales et municipales, désignés par la loi, et non aux parties qui ont traité avec eux, et prix à leur charge l'enregistrement de l'acte;

« Attendu qu'il est constant que M. Pignot a versé au bureau d'enregistrement de Besançon les droits à percevoir sur l'évaluation provisoire du marché (300,000 fr.); que ce paiement a été effectué à juste titre; qu'au surplus, le versement fait par Pignot dans les délais prescrits par la loi au bureau d'enregistrement de Besançon peut, au besoin, être considéré comme une consignation, aux termes de l'art. 37 de la loi du 22 frimaire an VII;

« Mais attendu qu'il est justifié que les paiements opérés entre les mains de Pignot jusqu'au 20 mars 1891 s'élèvent à la somme de 564,800 fr., excédant de 264,800 francs, l'évaluation provisoire; qu'il est dès lors dû un droit gradué sur cette somme, ainsi que sur le cautionnement y afférent, soit 700 francs;

« Par ces motifs,

« Dit que la contrainte ira son plein et entier effet, jusqu'à concurrence seulement de la somme de 700 francs;

« Déboute l'Administration de toutes ses autres fins et conclusions. »

La Régie s'est pourvue en cassation et a formulé, à l'appui de son pourvoi, les trois moyens suivants :

1° « Violation de l'art. 69 § 2 n° 8 de la loi du 22 frimaire an VII et de l'art. 51 n° 3 de la loi du 28 avril 1816, et fausse application de l'art. 1er n° 9 de la loi du 28 février 1872, en ce que le jugement attaqué a décidé que le droit gradué de 1 0/0 est seul exigible sur le procès-verbal dressé dans la forme administrative, aux termes duquel un entrepreneur est déclaré adjudicataire, sous le cautionnement solidaire d'un tiers, de travaux entrepris par l'Etat, alors même qu'une partie du prix doit être payée au moyen d'un fonds de concours fourni par une ville en vertu d'un engagement pris par cette ville et accepté par l'Etat antérieurement à l'adjudication. »

2° « Violation des art. 26, 29, 35 et 36 de la loi du 22 frimaire an VII, et 78 de la loi du 15 mai 1818, en ce que le jugement admet que la présentation d'un acte administratif à un bureau d'enregistrement autre que celui dans l'arrondissement duquel l'autorité administrative qui a passé cet acte exerce ses fonctions satisfait au vœu de la loi et s'oppose à la réclamation des droits simples et en sus faite, au sujet du même acte, par le receveur préposé au bureau dans l'arrondissement duquel cette autorité administrative exerce ses fonctions. »

« Fausse application de l'art. 37 de la loi du 22 frimaire an VII, en ce que le tribunal a considéré comme ayant le caractère et les effets de la consignation des droits prévue par cet article le versement fait par l'adjudicataire, dans le délai prescrit par la loi, à la caisse d'un bureau de l'enregistrement incompétent pour recevoir ce paiement. »

Arrêt de la Chambre civile ainsi conçu :

La Cour,

Sur le premier moyen :

Vu l'art. 51 n° 3 de la loi du 28 avril 1816;

Attendu que cette disposition assujettit au droit proportionnel « les adjudications et marchés pour constructions, réparations, entretiens, etc., dont le prix doit être payé par le Trésor ou par les administrations locales ou par des établissements publics »;

Attendu que la loi du 28 février 1872 dans son art. 1er n° 9, en vigueur à l'époque où les faits du procès ont pris naissance, ne frappait que d'un droit gradué les adjudications et marchés dans le cas où le prix devait être « payé directement par le Trésor public »;

Attendu que l'exception ainsi apportée à la règle générale édictée par la loi de 1816 était limitativement déterminée; qu'elle ne pouvait donc être étendue en dehors du cas spécialement prévu; que pour en faire l'application, il fallait rechercher par qui le prix du marché devait être payé et que c'est seulement quand le Trésor public devait supporter la dépense engagée et dans la mesure où il la supporterait, que le droit à percevoir était le droit gradué; qu'il suit de là que le paiement du prix incombant partie à l'Etat et partie à une commune, le droit proportionnel restait exigible sur la somme mise à la charge de celle-ci;

Attendu, en fait, que la ville de Dôle s'est engagée envers l'Etat, par convention du 16 août 1888, à participer, jusqu'à concurrence de 800,000 francs, aux dépenses de la construction d'une caserne; qu'en suite de cet accord, le sous-intendant militaire de de Dôle a, avec l'assistance du maire, procédé à l'adjudication des travaux et que, suivant procès-verbal du 29 mars 1889, Denis-Sylvain Pignot a été déclaré adjudicataire sous le cautionnement solidaire de son frère;

Attendu qu'en décidant, dans ces circonstances, que le droit proportionnel n'est pas dû sur la somme de 564,800 francs payée par la ville de Dôle sur le montant de sa subvention, le jugement attaqué a violé le texte de la loi ci-dessus visé;

Sur le second moyen :

Vu les art. 26 et 37 de la loi du 22 frimaire an VII ainsi conçus: ....

Attendu que ces textes, complétés par l'art. 6 de la loi du 27 ventôse an IX, attribuent, pour l'enregistrement des actes émanés des autorités administratives, compétence exclusive au bureau de l'arrondissement dans lequel les fonctionnaires qui les ont reçus exerçent leurs fonctions; qu'il ressort des termes impératifs de l'art. 26 précité que l'enregistrement desdits actes par un bureau incompétent équivaut à l'inaccomplissement de cette formalité; que, par suite, le paiement des droits effectué dans ces conditions n'est ni libératoire ni de nature à prévenir l'application des peines édictées par la loi pour défaut d'enregistrement dans le délai légal;

Attendu que Pignot, au lieu de soumettre le procès-verbal d'adjudication au bureau de Dôle, dans l'arrondissement duquel exerce ses fonctions le sous-intendant militaire, rédacteur de l'acte, l'a présenté au bureau de Besançon; qu'en décidant, en cet état des faits, que le paiement des droits avait été effectué à juste titre au bureau de Besançon et que les droits en sus réclamés par la Régie n'étaient pas encourus par les frères Pignot, le jugement attaqué a violé les articles susvisés;

Sur le troisième moyen :

Vu l'art. 37 de la loi du 22 frimaire an VII :

Attendu qu'il résulte de cet article que le montant des droits d'enregistrement d'un acte d'adjudication passé en séance publique doit être consigné dans les mains du fonctionnaire qui l'a reçu;

Attendu que ni le texte ni l'esprit de la loi ne permettent d'assimiler à cette consignation le paiement irrégulier fait à un bureau d'enregistrement incompétent;

Attendu qu'en décidant le contraire, le Tribunal civil de Dôle a violé la disposition légale ci-dessus visée;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement du Tribunal civil de Dôle, du 24 mai 1894;

Renvoie la cause et les parties devant le Tribunal civil de Lons-le-Saulnier.

MM. MAILLET rapp.; DESJARDINS av. gén. — Me MOUTARD-MARTIN et BARRY av.

Note. — I. — Sur le premier point : V. conf. Cass. 28 décembre 1892 (Gaz. Pal. 93.1.95). *Adde* : les nombreuses décisions des tribunaux civils antérieurement rendues dans le même sens : Trib. civ. Cambrai 5 août 1887 (Rép. pér. de l'enreg., art. 6964) ; Trib. civ. Lyon 26 décembre 1888 (*id.* art. 7323) ; Trib. civ. Bordeaux 23 juin 1890 (*id.* art. 7558) ; Trib. civ. Toulouse 29 juin 1892 (*id.* art. 7913).

II-III. — Sur les deuxième et troisième points : Par un arrêt du 12 août 1890 (S. 91.1.40) la Chambre civile de la Cour de cassation avait déjà reconnu le caractère impératif de la règle de l'art. 27 de la loi de frimaire an VII, édictant, pour les déclarations de mutation par décès, la compétence du bureau de la situation des tiers. Or, les art. 26 et 27 de ladite loi sont conçus dans les mêmes termes et dans le même esprit ; ils ne sauraient, dès lors, comporter une interprétation différente, et du moment où elle avait reconnu le caractère impératif de l'art. 27, la Cour de cassation n'a été que logique avec elle-même en adoptant la même solution pour l'art. 26.

348

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

26 novembre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

CASSATION. — SOLIDARITÉ (DÉFAUT DE). — MOYEN MÉLANGÉ DE FAIT ET DE DROIT. — FIN DE NON-RECEVOIR.

La partie condamnée solidairement avec un co-défendeur au paiement d'une certaine somme, est non recevable à critiquer devant la Cour de cassation la solidarité prononcée contre elle, lorsque, tant en première instance qu'en appel, elle s'était abstenue de contester le principe de cette solidarité alléguée par le demandeur, et s'était bornée à repousser l'action en paiement par une exception de prétendue compensation : un tel moyen est, en ce cas, en effet, mélangé de fait et de droit.

Maudier c. Ferroul.

Par acte sous seings privés du 1er novembre 1896, les consorts Ferroul ont donné à bail aux époux Maudier une ferme au prix annuel de 550 francs payable par semestre les 1er juillet et 1er novembre. Quelques temps après, les bailleurs fournissaient à leurs fermiers du fourrage et de la paille pour une valeur de 280 francs, et ces derniers leur souscrivaient un billet, contenant engagement solidaire à leur payer cette somme le 1er novembre 1897. Le 12 novembre 1897, les consorts Ferroul n'étant payés, ni de leurs fermages, ni du montant du billet susvisé, assignèrent en paiement les époux Maudier devant le Tribunal civil de Valence.

Les époux Maudier ne soulevèrent alors aucune difficulté quant à l'existence de la créance, objet de la demande dirigée contre eux, mais ils produisirent, de leur côté, une demande reconventionnelle contre les consorts Ferroul en paiement de 661 francs à la fois pour travaux et dommages-intérêts pour privation de jouissance. Le 10 février 1898 intervint un jugement condamnant les époux Maudier solidairement envers les consorts Ferroul au paiement de la somme de 330 francs réclamée par ces derniers, rejetant, au contraire, la demande reconventionnelle des époux Maudier.

Ces derniers ont interjeté appel de ce jugement, et devant la Cour de Grenoble, sans nier l'existence de leur dette de 830 francs, ni le principe

de solidarité admis contre eux par les premiers juges, ils se sont bornés à reprendre leur demande reconventionnelle et à opposer la compensation.

Par arrêt en date du 22 avril 1898, la Cour de Grenoble a confirmé la décision des premiers juges.

Les époux Maudier se sont alors pourvus en cassation, et ont formulé, à l'appui de leur pourvoi, le moyen suivant :

« Violation des art. 1202 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que la cour a prononcé contre les exposants une condamnation solidaire, sans indiquer dans les motifs les circonstances d'où elle déduisait cette solidarité ».

La Chambre civile a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Sur la fin de non-recevoir opposée au pourvoi :

Attendu que les époux Maudier, condamnés par le Tribuual civil de Valence, à payer solidairement, aux consorts Ferroul, la somme de 830 francs, avec intérêts légitimes, pour fermages et avances, n'ont contesté, en appel, ni l'existence de cette dette, ni la solidarité; qu'ils ont simplement conclu à ce que : « les consorts Ferroul fussent déboutés de leur demande en paiement, à concurrence de toute due compensation,... tant pour travaux que pour dommages-intérêts, à raison de la privation de certains locaux, du jardin du domaine et de divers immeubles par destination » ;

Attendu que, bien qu'ils aient réclamé, d'une manière générale, la réformation du jugement, les époux Maudier n'ont pas soumis aux juges du fond le moyen pris de la violation de l'art. 1202 C. civ.; que la cour d'appel n'avait pas, dès lors, à s'expliquer sur la question de solidarité; que ce moyen, mélangé de fait et de droit, ne peut être proposé, pour la première fois, devant la Cour de cassation ;

Rejette le pourvoi formé par les sieurs et la dame Maudier contre l'arrêt de la Cour de Grenoble du 22 avril 1898.

MM. FABREGUETTES rapp.; REYNAUD cons. f. f. d'av. gén. — Mes CHAUFTON et MAYER av.

Note. — La Cour de cassation, dans deux arrêts des 21 février 1872 et 7 avril 1886 (S. 89.1.463) avait, il est vrai, décidé, que le demandeur en cassation qui, tant en première instance qu'en appel, a soutenu ne rien devoir à la partie adverse, peut critiquer devant la Cour de cassation la disposition qui a prononcé contre lui une condamnation *solidaire* : « Ce n'est pas là un moyen nouveau que le demandeur en cassation introduit, avait-elle dit; car en soutenant en première instance et en appel ne rien devoir, il repoussait ainsi implicitement, mais nécessairement le principe qui lui imputait une responsabilité solidaire avec un autre défendeur ». Mais l'espèce était différente ici, alors que le demandeur en cassation avait, en première instance et en appel, soutenu non pas n'avoir jamais rien dû, ne s'être pas obligé, pas même sans solidarité, mais, au contraire, avoir dû et avoir seulement cessé de devoir depuis qu'une compensation, par lui alléguée, avait opéré l'extinction de son obligation. La défense adoptée par le demandeur en cassation en première instance n'impliquait point aussi nécessairement l'absence de solidarité pour la dette, qu'il ne contestait pas avoir existé, mais qu'il prétendait seulement éteinte.

COUR DE CASSATION (CH. CRIMINELLE)

22 juin 1900.

Présidence de M. Lœw.

RÈGLEMENT ADMINISTRATIF. — SALUBRITÉ PUBLIQUE. — LOGEMENTS INSALUBRES. — ARRÊTÉ ORDONNANT DES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT. — INTÉRÊT PUBLIC. — INTÉRÊT DES SEULS LOCATAIRES. — LOI DU 13 AVRIL 1850. — INOBSERVATION. — EXCÈS DE POUVOIRS.

La loi du 13 avril 1850 n'ayant pas eu pour objet de modifier les pouvoirs conférés par l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884 et par les lois antérieures à l'autorité municipale en matière de salubrité publique, c'est au maire, dans chaque commune, et au préfet de la Seine, à Paris, qu'il appartient de prendre, dans l'intérêt général, toutes les mesures propres à faire disparaître les causes d'insalubrité existant même dans les logements privés ou leurs dépendances, à la condition toutefois que ces causes d'insalubrité signalées dans des habitations privées soient de nature à nuire non seulement aux locataires de la maison, mais encore à l'ensemble des habitants de la commune et intéressent ainsi la salubrité publique.

Mais, lorsqu'il s'agit d'une question de salubrité intéressant seulement les locataires ou les occupants de la maison à l'exclusion des autres habitants de la commune, l'intervention de l'autorité municipale est subordonnée à l'exécution préalable des prescriptions de la loi de 1850 et, par suite, est entaché d'excès de pouvoir l'arrêté du préfet de la Seine enjoignant à un propriétaire à Paris de procéder à l'exécution de travaux d'assainissement dans sa maison, si, en prenant cet arrêté dans l'intérêt des locataires et non des autres habitants de la ville, le préfet n'a point observé les prescriptions de la loi précitée.

Dujardin c. Min. pub.

Mme Dujardin, usufruitière d'une maison à Paris, avait été condamnée par le Tribunal correctionnel de la Seine pour infraction à un arrêté du préfet de la Seine qui lui avait enjoint

de procéder à des travaux d'assainissement dans son immeuble.

Elle s'est pourvue en cassation contre ce jugement. — Arrêt :

LA COUR,

Sur le moyen tiré de la violation des art. 1er, 3, 4, 5, 6 et 7 de la loi du 13 avril 1850 et, par suite, de l'illégalité de l'arrêt du préfet de la Seine du 8 avril 1897, en ce que, au mépris des articles susvisés de la loi du 13 avril 1850, les mesures d'assainissement prescrites par ledit arrêté dans les cabinets d'aisances de la maison sise à Paris, rue Lafayette, n° 157, l'auraient été sans avis préalable de la commission des logements insalubres et sans décision du conseil municipal déterminant les travaux à exécuter ;

Attendu, en droit, que la loi du 13 avril 1850 n'a pas eu pour objet de modifier les pouvoirs conférés par l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884 et par les lois antérieures à l'autorité municipale, en matière de salubrité publique ; que c'est donc au maire, dans chaque commune, et au préfet de la Seine, à Paris, qu'il appartient de prendre, dans l'intérêt général, toutes les mesures propres à faire disparaître les causes d'insalubrité existant même dans les logements privés ou leurs dépendances, à la condition toutefois que ces causes d'insalubrité signalées dans des habitations privées soient de nature à nuire non seulement aux locataires de la maison, mais encore à l'ensemble des habitants de la commune, et intéressent ainsi la salubrité publique ;

Attendu que la loi du 13 avril 1850 a eu un double but : 1° de protéger par des mesures de salubrité, toutes les fois que cela serait nécessaire, la santé des locataires habitant des maisons malpropres et mal tenues, lorsque la salubrité publique ne serait pas compromise ; 2° protéger les habitations privées contre des visites domiciliaires qui, lorsqu'elles sont pratiquées par des agents, affectent le caractère de mesures de police plus ou moins vexatoires pour les particuliers ; que, dans ce double but, la loi a investi les conseils municipaux, lorsqu'ils le déclarent nécessaire par une délibération spéciale, du droit de nommer une commission des logements insalubres dont elle a déterminé la composition ; que cette commission est spécialement chargée par les art. 1er, 3 et 4 de la loi du 13 avril 1850 de rechercher et d'indiquer les mesures indispensables d'assainissement « des logements insalubres » mis en location ou occupés par d'autres que le propriétaire, l'usufruitier ou l'usager ; que c'est à elle qu'a été spécialement confiée la mission de visiter les lieux signalés comme insalubres, de déterminer l'état d'insalubrité et d'en indiquer les causes, ainsi que les moyens d'y remédier ; qu'enfin et après mise en demeure aux parties intéressées de prendre communication des rapports de la commission et de produire leurs observations, le législateur a voulu que le conseil municipal lui-même fût chargé de déterminer les travaux d'assainissement à exécuter dans les logements et leurs dépendances insalubres, sauf recours des intéressés devant le conseil de préfecture ;

Attendu qu'aux termes de l'art 7 de ladite loi, c'est seulement après l'observation de toutes ces formalités tutélaires et afin d'assurer l'exécution de la décision du conseil municipal qu'il appartient à l'autorité municipale d'enjoindre aux intéressés, par mesure d'ordre et de police, d'exécuter les travaux jugés nécessaires ; que son intervention par voie d'arrêté se trouve ainsi légalement subordonnée à l'exécution préalable des prescriptions de la loi de 1850 ;

Et attendu, en fait, que la demanderesse, usufruitière pour partie de la maison située rue Lafayette, n° 157, était poursuivie pour infraction aux prescriptions de l'arrêté du préfet de la Seine, du 8 avril 1897, lui enjoignant de faire exécuter divers travaux d'assainissement dans les cabinets d'aisances de ladite maison situés à chaque étage sur le palier de l'escalier et affectés à l'usage commun des locataires ; qu'il s'agissait, dans l'espèce, d'une question de salubrité dans une dépendance de logements privés intéressant les locataires de l'immeuble et non les autres habitants de la commune ; que, dans ces conditions, il devait être procédé conformément aux prescriptions de la loi du 13 avril 1850, ce qui n'a pas été fait, et qu'il n'appartenait au préfet de procéder par voie d'arrêté qu'après avis de la commission des logements insalubres et déciston du conseil municipal déterminant les travaux d'assainissement à exécuter ; d'où il suit que l'arrêté du préfet de la Seine, qui a servi de base à la poursuite, est entaché d'excès de pouvoirs et doit entraîner la nullité de tout ce qui en a été la suite ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi,

Casse et annule le jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, du 31 juillet 1898, et renvoie devant le Tribunal correctionnel de Versailles.

M. SEVESTRE cons. rapp. ; FEUILLOLEY av. gén. — Me TALAMON av.

Note. — La Chambre criminelle de la Cour de cassation a déjà posé des principes analogues dans un arrêt du 29 juillet 1898 (Gaz. Pal. 98.2. Rép. v° Réglem. adm., n° 15 — S. 1900.1.157). Les dispositions des lois du 14 décembre 1789, 24 août 1790 et 5 avril 1884 sont conciliables avec la loi du 13 avril 1850. Le maire conserve le droit d'ordonner des mesures d'assainissement dans les maisons lorsqu'il y a un intérêt de salubrité publique. V. Cass. 22 août 1879 (Bull. crim., n° 168) ; 18 juin 1887 (S. 88.1. 396) ; au contraire, il ne peut prendre d'arrêté qu'en se conformant à la loi de 1850, s'il s'agit seulement de l'intérêt des locataires ou d'occupants autres que le propriétaire, l'usufruitier ou l'usager. V. également : Cons. d'Et. 29 décembre 1858 (S. 59.2.572) ; Trib. simpl. pol. Lille 9 juillet 1898 (Gaz. Pal. 99.2.26) ; L. Jouarre, Des pouvoirs de l'autorité municipale en matière d'hygiène et de salubrité, p. 124 et suiv. ; Rép. gén. du Dr. fr., v° Logements insalubres, n° 54.

COUR D'APPEL DE BESANÇON

7 novembre 1900.

Présidence de M. Gougeon, premier président.

ASSURANCES TERRESTRES. — MANDAT. — PREUVE. — 1°-2° CONTRAT D'ASSURANCE. — CONCLUSION. — ART. 332 C. COM. — PREUVE TESTIMONIALE IRRECEVABLE. — POLICE SIGNÉE PAR UN MINEUR. — MANDAT TACITE. — ACTES D'ADMINISTRATION.

1° *En matière d'assurances terrestres, qu'il s'agisse, soit d'assurances contre l'incendie ou d'assurances contre les accidents, soit de contrats passés avec des compagnies mutuelles ou avec des compagnies à primes, soit d'actes ayant un caractère civil ou commercial, la preuve de ces conventions, lorsque celles-ci sont contestées, ne peut, à défaut de preuve littérale, être faite que dans les conditions du droit commun, par application de la règle d'analogie tirée des prescriptions de l'art. 332 C. com. au titre des assurances maritimes. Par suite, à défaut d'un commencement de preuve par écrit, la preuve testimoniale ou par simples présomptions de la conclusion d'un contrat d'assurances ne peut être admise, si l'importance du litige dépasse 150 francs.*

2° *Le mandat tacite donné par un père à son fils mineur de signer une police d'assurance ne résulte pas de ce fait que ce mineur est occupé dans les bureaux de son père, et qu'en cette qualité il reçoit habituellement les clients ou effectue des paiements, un tel mandat dépassant de beaucoup la portée des actes de simple administration. Bien plus, il y a faute de la part de la compagnie de faire signer un contrat de ce genre à un mineur, sur les pouvoirs duquel elle ne pouvait faire erreur, sans une imprudence injustifiable.*

Rochet c. la Compagnie l'Espérance.

Le 9 décembre 1899, le Tribunal de commerce de Besançon a rendu le jugement suivant :

« Attendu que par exploit en date du 28 septembre dernier, enregistré, Rochet père a introduit contre la Compagnie d'assurances l'Espérance et contre son agent à Besançon une demande tendant à faire déclarer nulle et de nul effet, tant à son égard qu'à celui de Henri Rochet, son fils mineur, deux polices en date du 1er juillet 1899 signées par ce dernier pour son père ;

« Attendu que Rochet conclut à ce que les défendeurs soient condamnés solidairement à lui payer dans les trois jours du jugement, à peine de 50 francs par chaque jour de retard : 1° les deux originaux des polices contre les accidents en date du 1er juillet dernier ; 2° la police à la Compagnie « le Soleil », remise aux défendeurs en conséquence de la souscription des deux polices précédentes pour arriver à sa résiliation conformément à la loi du 29 juin 1899 ; 3° la somme de 175 francs montant de la prime indument touchée par Sancey et enfin en 1,000 francs de dommages-intérêts ainsi qu'aux dépens de l'instance ;

« Attendu que les défendeurs concluent à être admis à prouver par témoins divers faits qu'ils articulent, pour établir que Rochet fils est le mandataire habituel de son père dans la maison de commerce de celui-ci, de même que les conditions dans lesquelles les polices d'assurances, dont on demande la nullité, ont été souscrites et signées et les primes payées à Sancey ;

« Attendu qu'il résulte tant des débats que des explications fournies par Rochet père : 1° que les bases du contrat d'assurances litigieuses ont été arrêtées avec lui et l'inspecteur de la Compagnie M. Guyot ; qu'ils sont tombés d'accord sur l'importance de la valeur assurée et sur la prime ; que si les polices n'ont pas été signées séance tenante, c'est uniquement parce que les conditions posées et débattues par Rochet père devaient être soumises préalablement à l'agrément de la Compagnie à Paris ; 2° qu'en signant postérieurement les polices pour son père, Rochet fils n'a agi que sous l'autorisation verbale de celui-ci et que la remise de la police d'assurances « le Soleil » et le paiement de la prime ayant été faits par Mlle Rochet qui, elle, est majeure et tient la caisse et la comptabilité de la maison de commerce, indiquent bien le consentement et l'accord de Rochet père ;

« Attendu que les explications établissent nettement le mandat de Henri Rochet ; que celui-ci, quoique encore mineur, avait bien, en la circonstance, pouvoir de signer les polices qui font l'objet de la contestation actuelle ; que Rochet père est mal fondé dans sa demande ; que, dès lors, il y a lieu de l'en débouter ;

« Attendu que la religion du tribunal ayant été suffisamment éclairée par la comparution des parties, il n'est pas nécessaire de recourir à l'enquête sollicitée par les défendeurs ;

« Par ces motifs,

« Déclare Rochet père mal fondé en sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens de l'instance.

Appel. — Arrêt :

La Cour,

Attendu qu'en matière d'assurances terrestres, soit qu'il s'agisse d'assurances contre l'incendie ou d'assurances contre les accidents, soit de contrats passés avec des compagnies mutuelles ou avec des compagnies à primes, soit d'actes ayant un caractère civil ou commercial, la preuve des conventions, lorsque celles-ci sont contestées, ne peut, à défaut de preuve littérale, être faite que dans les conditions du droit commun, par application de la règle d'analogie tirée des prescriptions de l'art. 332 C. com., au titre des assurances maritimes : (Cass. civ. 29 mars et 5 juillet 1859); qu'il en résulte qu'à défaut de commencement de preuve par écrit, la preuve testimoniale des contrats ne peut être admise si l'importance du litige dépasse 150 francs;

Attendu, dans l'espèce, que les conventions qui donnent lieu au procès portent sur deux assurances contre les accidents, l'une collective et l'autre individuelle que la Compagnie « l'Espérance » affirme avoir été conclues par Rochet père; que ces assurances auraient été stipulées notamment en vue de 72,000 fr. de salaires annuels et en échange de primes devant dépasser 4,500 francs pour une période de dix ans; que Rochet père conteste que les conventions aient été formées; qu'il soutient tout au moins qu'elles étaient subordonnées, quant à leur accomplissement, à une condition expresse qui ne se serait pas réalisée, à savoir que la Compagnie « l'Espérance » assurerait, préalablement et avant tout, ses risques d'incendie, que les autres compagnies n'avaient pas voulu garantir;

Attendu qu'il n'a pas signé les polices accidents et que la Compagnie ne rapporte aucun commencement de preuve par écrit qui puisse être opposé à Rochet père ou qui, tout au moins, rende vraisemblables les conventions litigieuse; que, par suite, la Compagnie est absolument irrecevable dans la partie de sa demande en preuve testimoniale tendant à démontrer ces conventions et qu'elle n'est pas plus fondée à invoquer les présomptions; que, dans ces conditions, il ne reste que l'aveu de Rochet père, aveu qui est recevable puisque la preuve testimoniale n'est pas admissible, et qui est indivisible dans ses termes puisque, s'il y reconnaît l'existence de la convention, il affirme que celle-ci était subordonnée, quant à sa perfection, à une condition non réalisée; que les deux termes de la proposition sont donc, quoique complexes, étroitement liés et ne peuvent être divisés, art. 1356 C. civ.;

Attendu, il est vrai, que si les polices accidents n'ont pas été signées par Rochet père, elles l'ont été par Rochet fils, qui a même payé une provision à valoir sur le montant de la première prime; que la Compagnie entend démontrer par là que Rochet fils était investi de pouvoirs suffisants; qu'il y a lieu de considérer toutefois que la Compagnie n'en a pas davantage de preuve écrite, mais qu'elle s'appointe à l'établir;

Attendu que si cette articulation de la preuve du mandat que Rochet père aurait donné à Rochet fils est cette fois raisonnable, parce que la matière est commerciale, le débat s'agitant entre commerçants à l'occasion d'actes relatifs à leur commerce, elle doit être rejetée au fond, parce qu'elle est contredite par les documents de la cause, ou inopérante et par conséquent inutile; qu'il importe peu en effet que Rochet fils, qui était mineur lorsqu'il a signé les polices, ait été occupé dans les bureaux de son père, comme l'aurait été un employé étranger à la famille et qu'en cette qualité il ait habituellement reçu les clients ou effectué des paiements; qu'il importe peu encore que, sur les instances pressantes de l'agent de la Compagnie, il ait payé une provision sur les assurances et remis une police antérieure à ce même agent, parce que le mandat de signer les contrats dont s'agit, dépassant de beaucoup la portée des actes de simple administration que Rochet fils était autorisé à faire, n'en serait pas démontré pour autant; que, d'autre part, l'agent qui a fait signer les polices à Rochet fils, pendant une absence momentanée de Rochet père, n'a pu être trompé par les apparences, puisqu'elles étaient contraires; qu'il a dû, en effet, à moins d'une imprudence injustifiable, se rendre compte que ce très jeune homme, mineur, et par conséquent sans responsabilité, ne pouvait avoir qualité, sans une autorisation spéciale, pour conclure des conventions mettant en jeu des intérêts relativement considérables et qu'il doit s'imputer à faute d'avoir agi avec une précipitation que rien ne commandait; qu'il résulte donc à suffire de ces diverses circonstances que le mandat allégué n'est pas établi; qu'il est non moins démontré que l'articulation ne conduirait pas à une preuve évidente et qu'il y a lieu, par conséquent, de faire droit aux conclusions de Rochet père, en rejetant toutefois sa demande en dommages-intérêts, parce qu'il ne justifie pas d'un préjudice appréciable;

Attendu que la condamnation qui doit être prononcée contre Sancey et la Compagnie doit être solidaire, à raison de l'indivisibilité de leur obligation envers l'appelant;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel de Rochet père d'un jugement du Tribunal de commerce de Besançon du 9 décembre 1899, reçoit cet appel contre lequel, en la forme, aucune fin de non-recevoir n'a été opposée;

Au fond, réformant, sans s'arrêter à l'enquête conclue, laquelle est rejetée tant comme non recevable d'une part que comme non recevable d'autre part,

Déclare nulles et de nul effet, tant au regard de Rochet père qu'au regard de son fils mineur Henry Rochet, les deux polices accidents souscrites par ce dernier seul à la Compagnie intimée pour son père et datées du 1er juillet 1899;

Condamne la Compagnie et le sieur Sancey solidairement à restituer à l'appelant dans les trois

jours de la signification du présent arrêt ou de l'acquiescement qui y sera donné, à peine de 20 francs par jour de retard : 1° les deux originaux de chacune des deux polices accidents : l'une collective et l'autre individuelle, signées par Rochet fils et datées du 1er juillet 1899 ; 2° la police de Rochet père à la Compagnie le « Soleil-Sécurité » ; 3° la somme de 175 francs avancée par Rochet fils à Sancey pour la Compagnie ;

Condamne encore et sous la même solidarité, Sancey et la Compagnie « l'Espérance » à tous les dépens de première instance et d'appel, ordonne la restitution de l'amende et rejette le surplus des conclusions des parties sur lesquelles... etc.

M. Baradez, av. gén. — Saillard et Belin, av.

Note. — I. — Sur le premier point : Cette solution, conforme à la jurisprudence généralement adoptée, constitue une dérogation aux principes admis en matière de preuve dans les affaires commerciales.

Ces principes, posé par l'art. 109 C. com., sont ceux de l'admissibilité de tous les modes de preuve, notamment de la preuve testimoniale et de la preuve par présomptions, quelle que soit l'importance de l'intérêt en litige, même si cet intérêt est supérieur à 150 francs. Or, en matière d'assurances, la jurisprudence admet que les modes de preuve applicables sont ceux que fixe l'art. 1341 C. civ. Elle tire cette solution, par argument d'analogie, de l'art. 332 C. com., relatif aux assurances maritimes, et aux termes duquel « le contrat d'assurance est rédigé par écrit ». En d'autres termes, l'art. 332 C. com. édicté pour les assurances maritimes, et déclaré applicable aux assurances terrestres, a voulu faire exception au droit spécial de l'art. 109 C. com. pour revenir au droit commun édicté par l'art. 1341 C. civ.

De là trois conséquences : 1° au-dessus de 150 francs, la preuve du contrat d'assurances peut seulement être faite par écrit et, la preuve par témoins n'est admissible qu'à condition qu'elle soit précédée d'un commencement de preuve par écrit (art. 1341, al. 2 C. civ.) ; 2° au dessous de 150 francs, l'existence du contrat peut être établie à l'aide du témoignage oral ou des simples présomptions, même à défaut de commencement de preuve par écrit, (art. 1341, al. 1 C. civ.) ; 3° même au-dessous de 150 francs, la preuve testimoniale est inadmissible pour prouver outre et contre le contenu au contrat d'assurance, à moins d'un commencement de preuve par écrit (art. 1341, al. 2 C. civ.). V. en ce sens : Cass. 29 mars 1859 (S. 59.1.476 — D. 59.1.148) ; 13 juillet 1874 (S. 74.1.365 — D. 73.1.173) ; 28 juin 1883 (S. 84.4.10) ; Toulouse 29 juin 1883 (S. 84.2.149). *Adde* : Persil, Assur. terr., n° 48 ; Grün et Joliat, *id.* n°s 23 et 197 ; Alauzet, Traité des assur., n° 401. V. cependant *contrà* : Cass. 5 novembre 1862 (S. 63.1.147 — D. 63.1.229) ; Colmar 4 février 1868 (S. 68.2.102 — D. 68.2.191.)

II. — Sur le second point : Solution exacte à notre avis. On admet généralement, en effet, que le mandat peut être donné tacitement, par ce motif que l'élément essentiel pour la formation de toute convention étant l'existence du consentement, peu importe la manière dont ce dernier s'est manifesté. Demolombe, t. XXIV, n° 51 ; Guillouard, n° 46 ; Baudry-Lacantinerie, t. III, n° 914. Quant à l'étendue de ce mandat tacite, l'appréciation en est tirée des circonstances. Or, il n'apparaissait pas des circonstances, en l'espèce, que le mandat confié au mineur eût un objet autre que des actes de simple administration. Les actes accomplis par ce dernier n'impliquaient, en effet, ni directement, ni indirectement, le droit de disposer du patrimoine. Dans ces conditions, la solution admise par l'arrêt ne pouvait faire doute.

Jugé que le commerçant qui se fait remplacer par sa femme dans son domicile commercial est censé lui avoir donné mandat pour l'y représenter ; que, dès lors, l'acceptation des lettres de change faite par la femme en l'absence de son mari engage celui-ci : Aix 10 décembre 1864 (S. 65.2.336). Jugé encore que la femme qui participe activement à l'exploitation du fonds de commerce de son mari, qui signe habituellement et notoirement pour lui des billets, reçus, ou autres titres, doit être considérée comme investie d'un mandat tacite qui oblige le mari, dans une certaine mesure, au paiement des billets qu'elle a souscrits Paris 4 juin 1869 (D. 70.2.62).

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTES

11 juillet 1900.

Présidence de M. Lefièvre.

1° ASSISTANCE MARITIME. — CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES POUR LES CHARGEURS DU NAVIRE ASSISTANT. — RESPONSABILITÉ.

2° CHARTE-PARTIE-CONNAISSEMENT. — OBLIGATIONS AU COURS DU VOYAGE.

1° *Le fait par le capitaine d'un navire de porter secours à un navire en détresse, admirable en soi, ne peut dégager sa responsabilité, non plus que celle de l'armateur envers ceux qui lui ont confié leurs intérêts et spécialement les chargeurs dont les marchandises ont été détériorées ou perdues par suite de cet acte de courage.*

2° *Lorsque le connaissement porte que « le chargeur n'aura à élever aucune réclamation pour retard, événements ou changements de route pouvant résulter soit d'escales, même rétrogrades, de remorquages, etc... », ledit chargeur ne peut réclamer aucune indemnité à raison de la détérioration ou de la perte de ses marchandises causée par l'assistance que le capitaine a tenté de prêter à un navire en péril.*

Bernède c. Legal fils et Cie.

Le Tribunal,

Attendu que le 29 janvier 1900, le vapeur *Edouarda Marie* appartenant à Legal fils et Cie, se trouvait à la mer ; qu'il existait alors une violente tempête d'Ouest ; que le capitaine de ce vapeur aperçut les signaux de détresse du vapeur espagnol le *Fernandez Sans* ; qu'il fit immédiatement tous ses efforts pour se porter à son secours ; qu'il y parvint non sans très grande peine et prit ce navire à la remorque dans le but de le mener à Saint-Jean-de-Lutz ;

Attendu que, dans les manœuvres que nécessitait

cette remorque, le vapeur espagnol fit une abattée sur l'arrière de l'*Edouarda Marie* lui causant des avaries assez graves;

Attendu que le capitaine, considérant la position dangereuse du vapeur espagnol continua par humanité à le remorquer quand même pendant une demi-heure; que la remorque venant alors à se briser causa de telles avaries à l'arrière de l'*Edouarda Marie* que le capitaine fut obligé d'abandonner le *Fernandez Sans* la mer ayant envahi sa propre chambre, puis la cale arrière, détruisant, détériorant ou entraînant les marchandises et les papiers et effets du bord;

Attendu que des marchandises appartenant à Bernède se trouvèrent absolument détériorées dans cet événement; qu'il en réclama le remboursement à Legal fils et C^ie^, et, devant leur refus de s'exécuter, les assigna, par l'acte susvisé du 19 mars 1900, à comparaître devant ce tribunal pour entendre dire et juger qu'ils sont tenus de la valeur des marchandises à eux confiées, suivant état qui en sera dressé, et, en outre, de toutes indemnités, conséquence de la perte des marchandises; s'entendre condamner aux dépens;

Attendu que Bernède ajoute à l'appui de sa réclamation que Legal fils et C^ie^ sont entrepreneurs de transports par eau; que les règles des art. 1772 et suiv. lui sont applicables; que, dans l'espèce, la détérioration des marchandises n'est pas due à un événement de mer, un cas de force majeure, mais bien à l'essai de sauvetage du *Fernandez Sans*, c'est-à-dire à un acte créé par Legal fils et C^ie^, né de leur volonté et à l'occasion duquel ils ont compromis la garde et la conservation des choses qu'ils avaient charge de transporter; qu'il conclut donc conformément à son acte introductif d'instance, et sous l'offre de payer le fret;

Attendu que Legal fils et C^ie^ pour repousser cette demande exposent : que la tempête est la première et principale cause des dommages éprouvés par leur vapeur, et les marchandises qu'il transportait; que la tempête est, au premier chef, un cas de force majeure; que ce fait reconnu dégage donc entièrement la responsabilité du capitaine; que la tempête a existé du 26 au 28 janvier ; que le fait incriminé par Bernède d'avoir prêté aide au vapeur espagnol n'a eu qu'une durée d'une demi-heure; qu'il lui faudrait donc prouver que le dommage causé à ses marchandises s'est produit dans ce laps de temps; qu'il ne fait pas cette preuve; qu'au surplus, il importe peu d'être fixé sur ce point, l'abattée du *Fernandez Sans* ne s'étant produite que par suite de la tempête furieuse qui existait; qu'il y avait donc cas de force majeure;

Attendu, ajoutent-ils, que l'acte de porter secours à son semblable ne peut être imputé à faute; que de nombreux documents de jurisprudence décident que celui qui court spontanément un péril, pour éviter un malheur à autrui, obéit à un mouvement instinctif qu'on ne saurait lui reprocher ;

Attendu, enfin, qu'ils déclarent n'avoir tiré aucun profit de leurs efforts pour opérer le sauvetage du vapeur, quoi qu'en puisse dire ou penser leur contradicteur; que c'est donc spontanément et par seule raison d'humanité que leur navire s'est porté au secours du vapeur en détresse; que les assureurs l'ont compris ainsi et n'ont tiré aucun argument de sa conduite pour ne pas l'indemniser de ses avaries; que le demandeur eût donc été intégralement remboursé de sa perte s'il ne s'était, par raison d'économie, abstenu d'assurer ses marchandises; qu'ils concluent, par suite, à ce qu'il plaise au tribunal de débouter Bernède de ses demandes et le condamner aux dépens;

Attendu qu'il y a tout d'abord lieu de louer hautement l'acte de celui qui, au mépris du danger, se porte au secours de son semblable ;

Attendu, cependant, que cet acte, admirable en soi, ne peut dégager la responsabilité du sauveteur envers ceux qui lui ont confié leurs intérêts; que ces tiers sont en droit d'exercer leurs réclamations contre celui qui, dans un but élevé certainement, n'en a pas moins mis en péril ou laissé péricliter les intérêts dont il avait pris charge;

Attendu que, dans l'espèce, il résulte bien du rapport de mer et du rapport des experts, que les marchandises de Bernède ont été détériorées par l'eau de mer entrant dans la cale de l'*Edouarda Marie* à la suite de l'abordage et de la rupture de la remorque; que Legal fils et C^ie^ devraient donc être rendus responsables de la perte de ces marchandises;

Mais attendu, d'autre part, qu'il est de jurisprudence constante que les conventions font la loi des parties; que celles passées entre Legal fils et C^ie^ et Bernède stipulent que le propriétaire des marchandises n'aura à élever aucune réclamation pour retard, événements ou changements de route qui pourraient résulter soit d'escales, même rétrogrades, de remorquage, etc.; qu'il résulte donc de cette clause que Legal fils et C^ie^ étaient en droit d'entreprendre le remorquage du *Fernandez Sans*; que Bernède n'est nullement fondé à leur en faire grief, ayant accepté les conditions du contrat; qu'il ne pourrait prétendre à la responsabilité de Legal fils et C^ie^ que s'il apportait la preuve que l'événement, cause des avaries, doit être attribué à une faute du capitaine;

Attendu que Bernède ne cherche même pas à faire cette preuve; qu'il faut donc dire que cet événement est dû à la violence de la tempête; que le capitaine n'a pu ni la prévoir ni l'éviter; que l'on doit reconnaître à cet événement tous les caractères de la force majeure; qu'il faut dès lors conclure de ce qui précède que Legal fils et C^ie^ se sont maintenus dans les termes de leur contrat; qu'ils ne peuvent être rendus responsables de la perte des marchandises de Bernède détruites par un événement de force majeure; que Bernède doit être débouté de sa demande comme étant mal fondée;

Par ces motifs,

Dit et juge Bernède non fondé dans ses réclamations ; l'en déboute ;

Le condamne en tous les dépens.

Mes GHUIST'HAU av. et PALVADEAU avoué.

Note. — L'assistance maritime est facultative dans notre législation, et aucune disposition n'impose à un capitaine de se porter au secours d'un navire en péril ; il n'y a d'exception à ce principe que dans un cas, celui d'abordage : la loi du 10 mars 1891 prononce, en cette hypothèse, une peine contre le capitaine qui ne remplit pas le devoir d'assistance. La conséquence de ces principes doit donc être celle qu'en a tiré le jugement recueilli, si regrettable qu'elle soit au point de vue humanitaire. V. Lyon-Caen et Renault, Tr. de dr. com., t. II, n. 1067.

Certaines législations, plus récentes que la nôtre, ont posé le principe de l'assistance obligatoire dans tous les cas : V. art. 120 C. com. italien.

349

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE)

6 novembre 1900.

Présidence de M. Ballot-Beaupré, premier président.

1° ALGÉRIE. — BOUILLEURS DE CRU. — PROPRIÉTAIRE. — COLONS PARTIAIRES. — DROITS. — FRANCHISE INDIVIDUELLE.

2° CONTRIBUTIONS DIVERSES. — RESTITUTION DE DROITS. — INTÉRÊTS.

1° Le propriétaire bouilleur de cru en Algérie a droit à l'exemption annuelle des droits d'octroi de mer et de consommation sur 25 litres d'alcool pur. Il en est de même des vignerons de celui-ci, lorsqu'il est constaté qu'ils exploitent, à titre de colons partiaires, la majeure partie de ses vignobles, qu'ils distillent en commun avec lui le produit de ses récoltes, que le partage des résultats de la distillation se fait entre les intéressés dans la proportion des droits de chacun et enfin que chaque colon a, proportionnellement à l'importance de son exploitation et au même titre que le propriétaire, la jouissance de la cave dans laquelle se fait la distillation.

Le propriétaire qui a dû consigner les droits que la Régie lui a réclamés, par contrainte, sur le produit total de la distillation ainsi opérée, est donc fondé à en demander la restitution.

2° L'administration des contributions diverses ne peut être condamnée aux intérêts des sommes indûment perçues et dont la restitution est ordonnée.

Contributions diverses c. consorts Trémeaux.

LA COUR,

Sur le troisième moyen :

Attendu que la contrainte à laquelle Trémeaux a formé opposition avait été décernée contre lui personnellement ; que, s'il a invoqué, du chef de chacun de ses vignerons, l'exception des droits d'octroi de mer et de consommation sur 25 litres d'alcool pur, c'était pour obtenir la restitution de la somme de 713 fr. 14, qui lui avait été réclamée comme formant le montant de ces droits et qu'il avait dû consigner pour se conformer à l'art. 37 du décret du 27 juin 1887 ; qu'il n'a donc agi que dans un intérêt personnel et légitime, et que, dès lors, en déclarant son action recevable, le jugement attaqué n'a pas méconnu la règle de droit invoquée par le troisième moyen;

Sur le premier et le deuxième moyens :

Attendu, d'une part, qu'il est déclaré par le jugements attaqué que les vignerons, du chef de chacun desquels Trémeaux réclamait l'exemption annuelle des droits d'octroi de mer et de consommation sur 25 litres d'alcool pur, exploitaient, à titre de colons partiaires, la majeure partie de ses vignobles et qu'ils distillaient en commun, avec lui, le produit de leurs récoltes ;

Attendu, d'autre part, que des constatations du même jugement il résulte que le partage des produits de la distillation se faisait entre les intéressés dans la proportion des droits de chacun ; que chaque colon avait, proportionnellement à l'importance de son exploitation et au même titre que le propriétaire, la jouissance de la cave dans laquelle se faisait la distillation, et qu'il n'est nullement établi que Trémeaux se soit approprié tout ou partie des alcools attribuables en franchise à ses colons partiaires pour leur consommation ;

Attendu que, par ces déclarations, le Tribunal civil de Blida a répondu aux conclusions de l'administration des Contributions diverses qui maintenait que les colons partiaires de Trémeaux n'ont jamais distillé ou fait distiller quoi que ce soit ; que Trémeaux était seul bouilleur de cru et qu'il vendait pour le compte commun les alcools pour lesquels il réclamait l'exemption des droits ; que, par les mêmes déclarations, le tribunal a justifié sa décision et qu'il n'a, dès lors, violé ni l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, ni l'art. 9, dernier alinéa, du décret du 27 juin 1887 ;

Rejette le premier, le deuxième et le troisième moyen ;

Mais sur le quatrième moyen :

Vu l'art. 1153 C. civ. ;

Attendu qu'aucun impôt, soit direct ou indirect, soit général ou local, ne peut être augmenté ni diminué ou modifié qu'en vertu d'une loi ; que, dès lors, l'Administration ne saurait être condamnée aux intérêts des sommes indûment perçues et dont la restitution est ordonnée ;

Attendu, cependant, que le Tribunal civil de Blida, comme le juge de paix de Marengo, dont il a confirmé la décision en tous les points, a condamné l'administration des Contributions diverses au paie-

ment des intérêts à partir du jour de la demande, de la somme de 713 fr. 14, montant des droits d'octroi de mer dont il prescrivait la restitution; qu'en statuant ainsi, il a, par suite, faussement appliqué, et, en conséquence, violé l'art. 1153 C. civ. ci-dessus visé;

Casse le jugement du Tribunal civil de Blida en date du 31 mars 1897, mais seulement au chef portant condamnation contre l'administration des Contributions diverses, au paiement des intérêts, à partir du jour de la demande, de la somme de 713 fr. 14 dont ledit jugement a ordonné la restitution à Trémeaux...; renvoie devant le Tribunal civil de Médéah...

MM. DURAND rapp.; SARRUT av. gén. — Mes NIVARD et SABATIER av.

Note. — I. — Sur le premier point : L'arrêt rapporté ci-dessus a une grande importance et mérite de retenir l'attention en ce moment surtout où le Parlement s'occupe de la question du privilège des bouilleurs de cru en France.

L'article 9 *in fine* du règlement d'administration publique en date du 27 juin 1887, sur l'Algérie, porte que « le bouilleur de cru jouit, pour sa consommation, de l'exemption annuelle des droits pour 25 litres d'alcool pur, obtenus par ses moyens personnels ou par un appareil ambulant ». La quantité de 25 litres a été portée à 30 par l'art. 1er du décret du 31 août 1898.

Dans la métropole on entendait par «bouilleurs de cru » les propriétaires ou fermiers qui distillaient exclusivement les vins, cidres, cerises, prunes, marcs et lies provenant de leur récolte (Loi 20 juillet 1837 et 10 août 1839, art. 8 et 15). Mais la loi du 14 décembre 1875 semble avoir apporté une restriction, puisqu'en visant les bouilleurs de cru, elle n'a plus parlé que des « propriétaires » seulement.

Les colons partiaires étant des cultivateurs ou des vignerons qui exploitent le fonds et remettent aux propriétaires, selon les conventions faites, une portion des récoltes et des autres produits, ne devraient pas être considérés comme des bouilleurs de cru, ni être exemptés du paiement des droits. En décidant le contraire, la Chambre civile revient à la formule de la loi de 1837.

II. — Sur le second point : Il est de jurisprudence constante que les administrations publiques, lorsqu'elles sont condamnées à restituer des perceptions illégales, ne sont pas tenues au paiement des intérêts : Cass. 31 mars 1819 et 6 novembre 1827 (S. chr.); 21 mars 1842 (D. 42.1.159); 7 février 1877 et 12 février 1878 (S. 77.1.131 et 80.1.408).

COUR D'APPEL DE ROUEN (1re CH.)

9 juillet 1900.

Présidence de M. Berchon, premier président.

CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES. — RESPONSABILITÉ. — RADIATION INDUE D'INSCRIPTION. — ART. 2157 C. CIV. — 1° PREUVE A RAPPORTER PAR LE CRÉANCIER RADIÉ. — ART. 1382 C. CIV. — 2° VÉRIFICATION DE LA CAPACITÉ.

1° *La responsabilité du conservateur des hypothèques à raison d'une indue radiation a pour fondement l'art. 1382 C. civ., c'est-à-dire que le créancier indûment radié a la charge de prouver contre le conservateur une faute professionnelle et un préjudice résultant directement et immédiatement de cette faute.*

2° *Le conservateur des hypothèques, sollicité d'opérer la radiation d'une inscription, a le devoir d'apprécier sous sa responsabilité si la mainlevée est régulière en la forme et, au fond, si elle émane d'une personne ayant capacité suffisante pour la donner.*

Mais, s'il a de justes motifs de croire que cette capacité est entière, et si rien dans les pièces produites ne peut lui faire supposer qu'elle a été altérée, il n'est pas tenu de prendre l'initiative de recherches et d'investigations extrinsèques, et, en ce cas, la radiation indue ne peut lui être imputée à faute.

Gosselin ès qualités c. de France de Tersant.

Le Tribunal civil de Dieppe avait rendu, le 22 novembre 1899, le jugement suivant :

« Attendu, que suivant exploit de Lefebvre, huissier au Havre, en date du 10 mai 1899, Gosselin, tuteur à l'interdiction de la demoiselle Hardy, agissant du chef de sa pupille, tant au nom personnel de celle-ci que comme exerçant les droits de ses débiteurs, les consorts Puech et les époux Delestre-Gigot, a assigné de France de Tersant, actuellement conservateur des hypothèques au Havre, ayant exercé les mêmes fonctions à Dieppe et à raison de cette dernière qualité, à l'effet de faire prononcer la nullité de la radiation par lui opérée de deux inscriptions prises au profit de la demoiselle Hardy, l'une le 12 juillet 1884, volume 555, n° 128 contre les héritiers Puech et la veuve Puech, l'autre le 11 juillet 1881, volume 650, n° 37 contre les époux Delestre-Gigot; que Gosselin demande en conséquence au tribunal de déclarer de France responsable de la nullité desdites radiations et de le condamner à payer à la demoiselle Hardy, à titre de dommages-intérêts : 1° 17,000 francs représentant le capital des causes de l'inscription Puech; 2° 4,000 francs représentant l'importance des causes de l'inscription Delestre-Gigot, avec intérêts à 5 0/0 du jour des radiations incriminées;

« Attendu que de France forme contre Gosselin, tant ès qualités que personnellement, une demande reconventionnelle en 3.000 francs de dommages-intérêts;

« Attendu qu'en outre, suivant exploit de Gosselin, huissier à Dieppe, en date du 7 juillet 1899, le demandeur ès qualités a assigné Bache-

lier, acquéreur de l'immeuble grevé de l'inscription Delestre-Gigot, aux fins de voir dire que celui-ci sera tenu d'intervenir dans l'instance et qu'il devra prendre le fait et cause du demandeur et, pour le cas où une condamnation n'interviendrait pas contre de France du chef de l'inscription Delestre-Gigot, de voir dire que l'inscription du 11 juillet 1881 prise au profit de la demoiselle Hardy contre les époux Delestre-Gigot et celle en renouvellement du 10 juillet 1891 sont encore valables et que la radiation qui en a été opérée est nulle et de nul effet;

« Attendu que, de son côté, Bachelier se portant reconventionnellement demandeur contre Gosselin réclame mainlevée d'une inscription prise sur son immeuble le 20 juin 1896, vol. 719, n° 608, au nom de la demoiselle Hardy; que subsidiairement, pour le cas où le tribunal croirait devoir accueillir la prétention de Gosselin, il demande que de France soit tenu de le garantir de toutes sommes en principal et frais auxquelles il pourrait être condamné envers Gosselin ès qualités;

« Attendu qu'il y a lieu de statuer par un seul et même jugement tant sur l'appel en cause de Bachelier que sur l'action originairement introduite par Gosselin;

« En ce qui concerne la radiation Puech :

« Attendu qu'aux termes d'un acte reçu Le Corbeiller, notaire à Dieppe, les 2 et 3 juin 1884, la demoiselle Hardy était créancière hypothécaire d'une somme de 17,000 francs par elle prêtée au sieur Puech et à la veuve Puech, pour sûreté de laquelle inscription avait été requise à son profit au bureau des hypothèques de Dieppe le 12 juillet 1884, volume 555, n° 128;

« Attendu que l'immeuble affecté à la garantie de cette créance a été vendu par les débiteurs Puech à un sieur Lambert suivant acte reçu ledit M^e^ Le Corbeiller les 25 et 27 mars 1893, transcrit le 21 avril suivant, vol. 1382, n° 11;

« Attendu qu'à la date du 9 janvier 1894, mainlevée de l'inscription de la demoiselle Hardy a été donnée en l'étude de M^e^ Le Corbeiller, notaire à Dieppe, par le sieur Maillard, clerc de notaire, en vertu d'une procuration reçue par le même notaire, le 6 avril 1887; qu'en vertu de cette mainlevée, de France, conservateur des hypothèques, a, à la date du 24 janvier 1894, opéré la radiation de ladite inscription;

« Attendu que le demandeur soutient que de France, en effectuant cette radiation, a commis une faute de nature à engager sa responsabilité; qu'il aurait dû, comme le prescrit l'art. 2157 C. iv. vérifier les énonciations de l'acte de mainlevée émanant de l'étude Le Corbeiller et s'assurer de la capacité de la demoiselle Hardy qui, en fait, avait été pourvue d'un conseil judiciaire par jugement du Tribunal civil de Dieppe en date du 12 avril 1888, postérieurement à la procuration donnée au sieur Maillard;

« Mais attendu que, s'il est constant que la radiation dont s'agit peut être arguée de nullité comme conséquence de la mainlevée du 9 janvier 1894 faite sans le concours du conseil judiciaire de la demoiselle Hardy, la responsabilité du conservateur ne peut être engagée qu'autant qu'il est établi qu'il y a eu faute de sa part, conformément à l'art. 1382 C. civ.;

« Attendu, en droit, que le conservateur ne saurait être rendu responsable des vices internes existant dans les actes qui lui sont soumis lorsque l'examen attentif de la teneur de cet acte ne peut en révéler l'existence; que si spécialement, le conservateur doit, en vertu de l'art. 2157 C. civ., apprécier les actes de mainlevée qui lui sont représentés sous le double rapport de la forme et de la capacité des parties, il n'a pas mission de rechercher l'exactitude ou la sincérité des déclarations contenues dans ces actes, et se trouve d'ailleurs dépourvu des moyens d'investigation nécessaires; que le conservateur doit être exonéré de toute responsabilité à raison de l'incapacité de la personne qui aurait consenti une mainlevée, si au vu des actes produits il avait eu de justes sujets de considérer cette personne comme capable;

« Attendu, en fait, qu'aucun des actes présentés à de France pour opérer la radiation Puech ne pouvait lui révéler que la demoiselle Hardy était pourvue d'un conseil judiciaire; que la procuration du 6 avril 1887 et la mainlevée du 9 janvier 1894, actes authentiques réguliers en la forme, ne contenaient aucun indice de l'incapacité de la demoiselle Hardy; que l'inscription du 12 juillet 1884 ne pouvait davantage faire soupçonner une incapacité quelconque;

« Attendu que le demandeur objecte vainement qu'une radiation partielle d'hypothèque avait été précédemment consentie le 4 mars 1890 par la demoiselle Hardy avec le concours de son conseil judiciaire M^e^ Vincent et que les pièces énonciatives ou justificatives de la qualité de M^e^ Vincent se trouvaient déposées aux archives du conservateur; qu'en effet, cette mention de radiation partielle a été rédigée par le prédécesseur de France près de quatre ans avant la radiation incriminée; qu'elle ne porte aucune indication spéciale relative à la capacité de la demoiselle Hardy; que le conservateur n'était pas tenu, en

l'absence d'un soupçon quelconque, de se reporter aux pièces qui avaient pu être déposées dans ses archives au moment de la première radiation;

« Attendu que dans ces conditions il n'est nullement établi que de France ait commis, du chef de la radiation Puech, une faute de nature à engager sa responsabilité; qu'en l'absence d'une faute imputable à de France il n'échet de rechercher si la radiation incriminée n'a pas été, comme le prétend le défendeur, la cause de la perte de la créance de la demoiselle Hardy et ne lui a, en fait, occasionné aucun préjudice;

« Attendu que, malgré l'irrégularité de la mainlevée du 9 janvier 1894, il n'y a lieu au regard de de France, qui n'y est point intéressé, de prononcer la nullité de la radiation incriminée;

« II. — En ce qui concerne la radiation Delestre-Gigot :

« Attendu que la demoiselle Hardy était créancière des époux Delestre-Gigot de la somme principale de 4,000 francs pour prêt en vertu d'un acte reçu Le Corbeiller le 16 juin 1881 avec inscription prise à son profit au bureau des hypothèques de Dieppe le 11 juillet 1881, volume 515, n° 91, renouvelée le 10 juillet 1891, volume 650, n° 37;

« Attendu que l'immeuble affecté à la garantie de cette créance a été vendu par les débiteurs à Bachelier, moyennant 5,500 francs, suivant acte reçu Le Corbeiller le 11 septembre 1895;

« Attendu que, le 20 septembre 1894, mainlevée de la demoiselle Hardy a été donnée en l'étude de Le Corbeiller, par Maillard, caissier de Le Corbeiller, au nom et comme mandataire de la demoiselle Hardy;

« Attendu que la radiation de l'inscription a été opérée le 13 octobre 1895; que, postérieurement à cette radiation, une nouvelle inscription a été prise le 20 juin 1896, à toutes fins utiles, par Me Vincent, conseil judiciaire de la demoiselle Hardy;

« Attendu que la mainlevée du 20 septembre 1895 donnée par Maillard seul, sans l'assistance du conseil judiciaire dont la demoiselle Hardy était pourvue, peut être arguée de nullité, ainsi que la radiation qui s'en est suivie;

« Mais attendu qu'il n'est pas établi que le conservateur ait commis une faute susceptible de le rendre responsable de cette nullité et du dommage qu'a pu éprouver la demoiselle Hardy; qu'en effet, les actes soumis au conservateur, pour opérer la radiation Delestre-Gigot, ne contenaient aucun indice de nature à faire présumer l'incapacité de la demoiselle Hardy; qu'en effectuant cette radiation sur le vu d'actes réguliers en apparence, le conservateur n'a commis aucune faute; que, par suite, de France doit être exonéré de toute responsabilité de ce chef pour les mêmes raisons que du chef de la radiation Puech; qu'il n'est d'ailleurs nullement établi que la radiation incriminée ait été la cause de la perte de la créance de la demoiselle Hardy;

« Sur l'intervention de Bachelier : (Sans intérêt);

« Sur la demande reconventionnelle de de France :

« Attendu que l'instance suivie par Gosselin contre de France cause à ce dernier un préjudice; qu'en effet, de France a été troublé dans ses occupations professionnelles et a été obligé à certains déplacements; que le tribunal a les éléments pour apprécier le préjudice causé; qu'il y a lieu de condamner Gosselin ès qualités à payer à de France la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts;

Sur les dépens :

« Attendu que Gosselin et Bachelier, succombant dans leurs instances respectives, doivent être condamnés aux dépens;

« Par ces motifs,

« Dit qu'il y a lieu de retenir Bachelier dans les dépendances de la cause pendante entre Gosselin ès qualités et de France;

« Reçoit de France et Bachelier reconventionnellement demandeurs;

« Joint les deux instances, et statuant sur le tout par un seul et même jugement,

« Déclare Gosselin autant non recevable que mal fondé en sa demande contre de France, l'en déboute;

« Dit qu'il n'y a lieu de statuer sur la nullité de la radiation opérée le 24 janvier 1894 des inscriptions militant au profit de la demoiselle Hardy sur les immeubles des consorts Puech;

« Dit que la mainlevée donnée par Maillard au nom de la demoiselle Hardy, le 20 septembre 1895, sans l'assistance de son conseil judiciaire, et la radiation qui s'en est suivie le 13 octobre 1895 sont nulles et de nul effet;

« Dit, en conséquence, que les inscriptions au profit de la demoiselle Hardy, tant celle du 11 juillet 1881, volume 515 n° 91, que celle en renouvellement, du 10 juillet 1891, volume 650 n° 37 sont encore valables comme si elles n'avaient été l'objet, ni de mainlevée ni de radiation et qu'elles grèvent encore aujourd'hui à l'encontre de Bachelier, du chef des vendeurs, l'immeuble par lui acquis;

« Dit en tant que de besoin que, par suite de la nullité de la mainlevée et de la radiation,

l'inscription prise le 20 juin 1896, volume 719, n° 608, vaut comme renouvellement desdites inscriptions à leur date ;

« Autorise en tant que de besoin Gosselin à en prendre une nouvelle valant auxdites dates et auxdits rangs à l'encontre de Bachelier ;

« Dit que mention du présent jugement sera faite en marge des inscriptions radiées, à quoi faire sera contraint M. le conservateur des hypothèques de Dieppe, quoi faisant quitte et valablement déchargé ;

« Statuant sur la demande reconventionnelle formée par de France :

« Condamne Gosselin ès qualités à payer à de France la somme de :00 francs à titre de dommages-intérêts ;

« Rejette la demande de Bachelier contre Gosselin en mainlevée de l'inscription sur l'immeuble rue des Cordiers ;

« Rejette la demande subsidiaire de Bachelier contre de France en responsabilité des pertes pouvant résulter pour lui des mainlevées et radiations annulées et en remboursement en principal, intérêts et frais de toutes sommes dont il sera tenu de faire compte à Gosselin ;

« Condamne Gosselin aux dépens de l'instance suivie contre de France, condamne Bachelier aux dépens de l'instance suivie contre lui ».

Appel par Gosselin ès qualités. Appel incident par de France. — Arrêt :

La Cour,

Attendu que, par l'effet de l'appel principal et de l'appel incident, la cour se trouve saisie de la double question de faute et de préjudice qui avait été soumise aux premiers juges ;

Attendu que Gosselin ès qualités, pour faire triompher sa demande en responsabilité contre de France, avait la charge de démontrer, en premier lieu, que l'indue radiation de l'inscription hypothécaire de la Dlle Hardy, opérée par de France, en sa qualité de conservateur des hypothèques à Dieppe, le 24 janvier 1894, était le résultat d'une faute professionnelle et, en second lieu, que le préjudice souffert par la demoiselle Hardy, titulaire de l'inscription indûment radiée, a été la conséquence directe et immédiate de cette faute ;

Attendu que Gosselin n'a rapporté ni l'une ni l'autre de ces démonstrations ;

Attendu, en effet, en ce qui concerne la faute, que les premiers juges, par les motifs de leur décision que la cour entend s'approprier, ont justement décidé qu'aucune faute n'était imputable à de France ;

Attendu que la responsabilité du conservateur des hypothèques aux termes de l'art. 2157 C. civ. a pour fondement l'art. 1382 ; qu'il n'apparaît d'aucun des motifs qui ont fait édicter cette disposition légale que le législateur ait entendu le rendre responsable de plein droit d'une radiation indue et le constituer ainsi le conseil des parties ou le protecteur des incapables ;

Attendu que, sans doute, le conservateur des hypothèques n'est pas un agent purement passif quand il s'agit d'opérer une radiation et qu'en pareille matière l'art 2157 lui fait un devoir d'apprécier sous sa responsabilité si la mainlevée est régulière en la forme et, au fond, si elle émane d'une personne ayant capacité suffisante pour la donner ; mais que s'il a de justes motifs de croire que cette capacité est entière et si rien dans les pièces produites, comme dans l'espèce, ne peut lui faire supposer qu'elle a été altérée, il n'est pas tenu de prendre l'initiative de recherches et d'investigations extrinsèques et, en ce cas, la radiation indue ne peut lui être imputée à faute ;

Attendu, sur le préjudice dont se plaint Gosselin, qu'il est le résultat non de la radiation opérée, mais uniquement du non-renouvellement en temps utile de l'inscription du 12 juillet 1884, qui n'a été renouvelée par le conseil judiciaire de la demoiselle Hardy que le 20 juin 1896 ; que si, en effet, l'inscription de la demoiselle Hardy avait été renouvelée dans la période décennale, elle lui aurait permis de faire revivre son inscription originaire dont la radiation n'avait aucune réalité juridique, n'ayant été radiée que par erreur et sans qu'un consentement valable eût été donné ; et en combinant les effets de cette inscription ainsi rétablie avec les principes de la publicité du système hypothécaire, il paraît conforme à la doctrine et à la jurisprudence d'admettre que la demoiselle Hardy aurait pu se prévaloir de la rétroactivité de son renouvellement à l'encontre des tiers qui n'avaient acquis de droits sur les immeubles qu'antérieurement et vis-à-vis desquels le rétablissement de l'inscription primitive n'a pu occasionner ni déception ni préjudice ;

Attendu qu'en faisant application de ces principes aux faits de la cause, Lambert, acquéreur des immeubles affectés à la garantie hypothécaire de la demoiselle Hardy en vertu d'un contrat transcrit le 21 avril 1893, antérieuremeut à la radiation du 24 janvier 1894, aurait été tenu de payer ou de délaisser sur la sommation de la demoiselle Hardy et que la dame de Broutelles elle-même, subrogée au privilège du vendeur, inscrite jusqu'à concurrence de 40,000 francs, le 19 juillet 1893, aussi antérieurement à la radiation, aurait été également tenue de subir la priorité de l'inscription originaire de la demoiselle Hardy ;

Attendu, d'autre part, que l'omission du renouvellement hypothécaire de la demoiselle Hardy est son fait personnel ou celui de son conseil judiciaire ; qu'elle est constitutive d'une faute et que c'est cette faute qui est la seule cause de la perte subie, à l'exclusion de la radiation opérée par le conservateur ;

Attendu que le conseil judiciaire ne peut s'exo-

nérer de la faute par lui commise sur le motif que la radiation de l'inscription rendait ce renouvellement inutile, puisque d'après ses propres aveux, il ignorait la radiation qui a été faite à son insu et que, par suite, il devait savoir que l'inscription prise le 12 juillet 1884 aurait dû être renouvelée au plus tard le 12 juillet 1894; qu'il ne peut pas mieux prétendre qu'en cas de rétablissement de l'inscription primitive par l'effet du renouvellement en temps utile, la perte aurait été subie par la dame de Broutelles vis-à-vis de laquelle la responsabilité de France était engagée aussi bien qu'envers la demoiselle Hardy;

Attendu que la situation de la dame Broutelles est une situation nouvelle; qu'elle n'est pas sans réplique, et qu'en tous cas elle est étrangère à Gosselin, qui est sans qualité pour s'en prévaloir; qu'il suit de ce qui précède que ni la faute, ni le préjudice qui servent de fondement à l'action en responsabilité de Gosselin n'étant établis, son action manque d'une base légale et doit être repoussée;

Attendu que l'appelant ès qualités qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs, et ceux des premiers juges non contraires,

Statuant sur l'appel principal,

Dit et juge qu'aucune faute professionnelle n'a été commise par de France en sa qualité de conservateur des hypothèques;

Confirme en conséquence le jugement attaqué et y ajoutant;

Et statuant sur les conclusions de l'appel incident qui sont déclarées recevables et bien fondées,

Dit et juge que dans tous les cas, c'est le défaut de renouvellement en temps utile de l'inscription qui a été la cause directe et immédiate du préjudice souffert par la demoiselle Hardy, le résidu du jugement non attaqué sortant à effet;

Condamne Gosselin ès qualités à l'amende et en tous les dépens.

M. Réguis av. gén. — Mes Gonse (du barreau d'Amiens) et O. Marais av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il est de principe constant, en jurisprudence comme en doctrine, que la responsabilité du conservateur des hypothèques a son fondement dans les art. 1382 et s. C. civ. : V. Cass. 16 novembre 1898 (Gaz. Pal. 99.1.165) et la note; il en est ainsi particulièrement en matière de radiation : V. Cass. 13 avril 1863 (S. 63.1.297 — D. 63.1.196).

II. — Sur le second point : La question est très délicate de savoir à quel devoir de vérification est astreint le conservateur des hypothèques auquel est soumis une mainlevée d'inscription pour en opérer la radiation. Il en est surtout ainsi en ce qui concerne la vérification de la capacité juridique de la personne qui consent la radiation La jurisprudence a généralement décidé que le conservateur des hypothèques avait non seulement qualité, mais qu'il avait le devoir de contrôler la capacité juridique du requérant : V. Cass. 9 juin 1841 (S. 41.1.468) : Aix 29 avril 1890 et Amiens 14 mai 1890 (Gaz. Pal. 90.2.240); *Sic* : Aubry et Rau t. III, 4e éd. § 268, p. 294 et suiv. note 27; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, Hypothèques, t. III, § 2616, p. 765; Laurent t. XXXI, § 603, p. 550 et suiv.; Boulanger, des Rad. hypoth., n° 67.

350-351

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes)

20 novembre 1900.

Présidence de M. Tanon.

1° APPEL CIVIL. — VENTE. — REVENDICATION. — GARANTIE. — JUGEMENT. — APPEL DU GARANT. — EFFETS.

2° DEGRÉ DE JURIDICTION. — REVENDICATION D'IMMEUBLE. — REVENU NON DÉTERMINÉ EN RENTE NI PRIX DE BAIL. — JUGEMENT EN PREMIER RESSORT.

1° *Lorsque l'acquéreur d'un immeuble, ayant à la fois assigné, d'une part, en revendication le tiers possesseur d'une parcelle qu'il prétend faire partie de son acquisition, d'autre part, comme garant de l'éviction, à laquelle il se trouve ainsi exposé, relativemant à ladite parcelle, son vendeur, a été débouté de ces deux demandes par un seul jugement, dont il n'a interjeté appel que du chef qui a rejeté son recours en garantie contre ledit vendeur, l'appel ultérieurement interjeté par le vendeur contre le tiers possesseur, en développant les moyens de nature à faire repousser les droits prétendus par ce dernier sur la parcelle litigieuse, remet en question, non pas seulement le recours en garantie, mais la demande principale elle-même, et rouvre le débat entre toutes les parties.*

Et cet appel du vendeur (garant) *doit profiter à l'acquéreur* (garanti), *malgré l'acquiescement donné par lui conditionnellement au chef du jugement favorable au tiers possesseur, dans des conclusions où il a expliqué que, dans le cas où le vendeur triompherait dans son appel contre ce dernier, il demandait acte de ce qu'il entendait bénéficier de ce résultat.*

2° *Le jugement qui statue sur la demande en revendication d'un immeuble, dont le revenu n'est déterminé ni en rente, ni par prix de bail, ne peut être rendu seulement qu'en premier ressort.*

Epoux Labatut c. veuve Lehman.

La Cour,

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 1350, 1351 C. civ. 443 C. pr. civ., 7 de la loi du 20 avril 1810 et de la règle que nul ne plaide par procureur :

Attendu qu'à la suite du jugement qui avait maintenu Durand en possession de la lisière de bois-taillis acquis par Lehman des époux Giraudeau, Lehman a assigné Durand au pétitoire et les époux Giraudeau comme garants de l'éviction éventuelle à laquelle il était exposé; que le tribunal ayant débouté Lehman de sa demande principale et de sa demande en garantie et la dame Lehman, après le décès de son mari, ayant fait appel uniquement du chef du jugement qui avait rejeté le recours en garantie, les époux Giraudeau ont interjeté appel contre Durand et conclu à la réformation du jugement en développant les moyens de nature à faire repousser la prescription invoquée par Durand et Labatut, son vendeur, qu'il avait assigné en garantie; qu'ainsi, en cet état de la cause et des conclusions, l'appel du garant (les époux Giraudeau) remettait en question, non seulement le recours en garantie, mais la demande principale elle-même, et rouvrait le débat entre toutes les parties;

Attendu que cet appel devait donc profiter au garanti, la veuve Lehman, bien que celle-ci, dans ses conclusions devant la cour, déclarât acquiescer au jugement sur le chef qui avait rejeté sa demande contre Durand, cet acquiescement étant conditionnel, ainsi que l'expliquent les mêmes conclusions portant « et dans le cas où les époux Giraudeau triompheraient dans leur appel contre Durand, donner acte à la concluante de ce qu'elle entend bénéficier de ce résultat »; d'où il suit qu'en infirmant le jugement sur le fond et en condamnant Durand à remettre à la veuve Lehman la lisière de bois litigieuse et Labatut à relever Durand indemne des suites de la condamnation, l'arrêt attaqué n'a violé ni les articles de loi, ni la règle invoqués à l'appui du premier moyen;

Sur le second moyen, pris de la violation de l'art. 1er de la loi du 11 avril 1838 et de la règle d'ordre public fixant le taux du dernier ressort:

Attendu qu'aux termes de l'art. 1er de la loi du 11 avril 1838, les tribunaux de première instance connaissent en dernier ressort des actions immobilières jusqu'à 60 francs de revenu déterminé soit en rentes, soit par prix de bail;

Attendu que la valeur de la partie de bois litigieuse n'a été établie par aucune détermination de cette nature; que cette valeur n'a même pas été débattue entre les parties et que l'évaluation mentionnée dans l'arrêt n'a pas été faite en vue de la fixation du taux du ressort; d'où il suit qu'en statuant sur cet appel, l'arrêt attaqué n'a violé ni le texte de loi ni la règle invoqués à l'appui du second moyen;

Rejette le pourvoi formé par les époux Labatut contre l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 8 août 1899.

MM. Lardenois rapp.; Melcot av. gén. — Me Talamon av.

Note. — I. — Sur le premier point : Il est de jurisprudence constante, en matière de garantie, que l'appel régulier du garant profite au garanti, qu'il relève de toute déchéance qu'il pourrait avoir encourue, par expiration des délais légaux ou même par acquiescement, du droit d'interjeter lui-même appel des condamnations dont il demande au garant de le rendre indemne contre la partie qui les a obtenues; ce, alors du moins qu'il existe entre l'action principale et la demande en garantie un lien nécessaire de dépendance et de subordination. V. Répertoire encyclopédique du Droit français, observ. et autorités citées, v° Appel civil, n°s 132 et 133. *Adde* : Grenoble 21 mars 1888 (Gaz. Pal. 88.2.138); Cass. 7 mai 1889 (Gaz. Pal. 89.1.818); Nancy 4 juillet 1895 (Gaz. Pal. 95.2.509); Cass. 30 juin 1896 (Gaz. Pal. 96.2.382). La Chambre des requêtes, dans l'espèce ci-dessus, n'a fait que consacrer une fois de plus cette jurisprudence.

II. — Sur le deuxième point : V. conf. Cass. 30 juillet 1888 (Gaz. Pal. 88.2.543) et les nombreux auteurs et arrêts cités en note.

COUR D'APPEL DE PARIS (CH. DU CONSEIL)

6 décembre 1900.

Présidence de M. Lefebvre de Viefville.

ADOPTION. — JUGEMENT D'ADOPTION. — AUDIENCE PUBLIQUE. — NULLITÉ. — ARRÊT D'ANNULATION. — CHAMBRE DU CONSEIL.

En matière d'adoption, la procédure n'est pas publique; seul, l'arrêt qui admet l'adoption doit être rendu publiquement.

En conséquence, le jugement qui déclare qu'il y a lieu à adoption ne peut être rendu en audience publique, et l'arrêt qui en prononce l'annulation doit être lui-même rendu en chambre du conseil.

De T... d'A...

La Cour,

Considérant qu'aux termes des art. 355 et 356 C. civ. les jugements autorisant l'adoption au premier degré doivent être rendus en chambre du conseil; que les arrêts confirmatifs doivent au contraire être rendus en audience publique, conformément aux prescriptions de l'art. 358 C. civ.; que le motif de cette différence dans la procédure et le but de ces dispositions légales est de ne permettre la publicité que lorsque les modifications poursuivies à l'état des personnes ont reçu la consécration de la justice et sont, par suite, devenues définitives; que le jugement du 24 août 1900 (rendu par le Tribunal civil de la Seine), rendu en audience publique, doit être annulé comme rendu irrégulièrement en la forme;

Par ces motifs,

Déclare nul le jugement dont est appel;

Renvoie les parties à se pourvoir ainsi qu'il appartiendra.

MM. Ricard rapp.: Jacomy av. gén.

Note. — « La procédure, disent Aubry et Rau (t. VI, § 557, doit rester secrète jusqu'à l'arrêt qui admet

l'adoption. Ainsi, le jugement de première instance doit toujours être prononcé en chambre du conseil, de même que l'arrêt qui refuserait d'homologuer l'adoption ». Comp. Delvincourt, t. Ier, p. 418; Demolombe, t. VI, nº 92; Douai 9 août 1839 (Dal. Rép., vº Adop., nº 147 — J. du P. 1839. 5.246.)

Cette doctrine a été consacrée en outre par deux arrêts de la Cour de Paris du 8 août 1894, qui sont ainsi conçus : « La Cour, prononçant en la chambre du conseil : Considérant que le jugement du Tribunal civil de Corbeil en date du 30 mai 1894, décidant qu'il y a lieu à adoption, est précédé de motifs, et constate en outre qu'il a été rendu sur le rapport d'un juge-commissaire et sur les conclusions du ministère public, le tout en audience publique; qu'il y a là une violation manifeste des formes prescrites par les art. 355 et 356 C. civ., qui sont d'ordre public; d'où il suit que ledit jugement est nul et de nul effet, et que la requête présentée est irrecevable en l'état; Par ces motifs, déclare nul et de nul effet le jugement du Tribunal de Corbeil du 30 mai 1894; rejette comme irrecevable en l'état la requête présentée » (1re ch., MM. Périvier, prem. prés.; Douarche, rapp.; Puech, av. gén.). Même date, autre arrêt prononçant, dans les mêmes termes, l'annulation d'un jugement du Tribunal civil de Versailles du 5 juillet 1894 (Mêmes prés. et av. gén. — M. Robert, rapp.). *A fortiori*, le jugement qui déclare qu'il n'y a pas lieu à adoption ne doit pas être rendu en audience publique. Quant à l'arrêt qui repousse l'adoption (soit par confirmation, soit par réformation du jugement de première instance), il doit toujours être rendu en chambre du conseil. V. Aubry et Rau et Demolombe, *loc. cit.*; Laurent, t, IV, nº 218; Cass. 22 mars 1848 (S. 48.1.372 — D. 48.1.66); Cass. 28 février 1866 (S. 66.1.220 — D. 66.1.111).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE
(CH. DES VACATIONS)

10 octobre 1900.

Présidence de M. Dubost.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LOI DU 9 AVRIL 1898. — PERSONNES AYANT DROIT A LA RENTE. — ENFANT CONÇU.

L'action en paiement de la rente exercée au profit de l'enfant seulement conçu d'un ouvrier décédé victime d'un accident du travail est dès maintenant recevable, sauf à ne produire aucun effet si l'enfant ne naît pas viable.

Veuve Geoffre c. Association des maçons de la Seine.

LE TRIBUNAL,

Attendu que le 13 janvier 1900, Jean Geoffre, maçon au service de l'Association des maçons de la Seine fut à l'occasion de son travail victime d'un accident en tombant d'un échaffaudage et mourut le soir même;

Attendu que sa veuve, mineure émancipée par le mariage, et Michel Geoffre, son curateur, demandent à ladite association : 1º une rente viagère pour elle-même, de 365 francs par an, représentant 20 0/0 du salaire annuel du mari; 2º une rente annuelle de 273 fr. 60 du jour de la naissance de l'enfant dont elle est enceinte et représentant 15 0/0 dudit salaire, le tout en conformité de l'art. 3 § a et § b de la loi du 9 avril 1898;

Attendu qu'il résulte des documents produits que le salaire annuel de la victime était de 4 francs par jour et non point de 5 francs;

Attendu, dès lors, que la rente due par la défenderesse en son nom personnel doit être de 288 francs et celle de son enfant de 222 francs;

Attendu que la défenderesse ne conteste pas la matérialité de l'accident, mais soutient que la rente de l'enfant dont la dame Geoffre est enceinte ne saurait être allouée qu'après sa naissance;

Mais attendu que, par application de la maxime *infans conceptus pro nato habetur*, *quoties de commodis ejus agitur*, l'action est dès maintenant recevable, sauf à ne produire aucun effet si l'enfant n'est pas né viable;

Par ces motifs,

Condamne la défenderesse à payer par trimestre à partir du jour de l'accident : 1º une rente annuelle et viagère de 288 francs pour elle-même; 2º une rente annuelle et viagère de 222 francs au profit de son enfant jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de seize ans;

Condamne la défenderesse aux dépens.

M. ROME subst. proc. Rép.

Note. — La question n'a point été tranchée jusqu'à ce jour par la jurisprudence et, pour la solutionner, les travaux préparatoires de la loi n'offrent aucune indication. En appliquant la maxime *infans conceptur pro nato habetur, quoties de commodis ejus agitur*, le tribunal a consacré un principe qui, sans être pris d'une manière générale dans notre loi civile, y trouve un certain nombre d'applications, particulièrement en matière de succession (art. 725 C. civ.)

TRIBUNAL CIVIL DE POITIERS

3 décembre 1900.

Présidence de M. Fontant.

SUCCESSIONS. — COMPÉTENCE. — 1º-2º SUCCESSION EN DÉSHÉRENCE. — DEMANDE EN RESTITUTION FORMÉE PAR LES HÉRITIERS. — COMPÉTENCE « RATIONE LOCI ». — ACTIONS DOMANIALES. — ASSIGNATION AU PRÉFET.

1º *Le tribunal compétent, pour connaître d'une demande en restitution d'une succession appréhendée par l'Etat, est celui du domicile du défendeur, non celui du lieu où ladite succession s'est ouverte.*

2º *Aux termes de l'art. 69 C. pr. civ., l'Etat, lorsqu'il s'agit de procès relatifs à des droits domaniaux, doit être assigné en la personne ou au domicile du préfet du département où*

siège le tribunal devant lequel doit être portée la demande, et aucune dérogation n'est apportée à ce principe en ce qui concerne les actions relatives aux demandes en restitution de successions appréhendées par l'Etat.

Héritiers Guimbaud c. l'Etat.

LE TRIBUNAL,

Attendu que les consorts Guimbaud, se disant héritiers de la veuve Dupuis, ont assigné l'Etat en la personne de M. le préfet de la Vienne pour voir reconnaître leur qualité et obtenir la restitution de la succession de la veuve Dupuis, dont l'Etat a été envoyé en possession par jugement du Tribunal de Civray du 2 avril 1898;

Attendu que l'Etat oppose deux fins de non-recevoir tirées : la première, de ce que c'est à tort que les consorts Guimbaud ont assigné M. le préfet de la Vienne, l'administration des Domaines étant seule compétente pour agir ou défendre dans les contestations relatives aux revendications de successions en deshérence, notamment aux termes de la loi du 6 décembre 1897; la seconde, de ce que le Tribunal de Poitiers est incompétent et que c'est le tribunal de l'ouverture de la succession qui devait être saisi de l'affaire;

Sur le premier moyen :

Attendu qu'aux termes de l'art. 69 C. pr. civ., l'Etat, lorsqu'il s'agit de droits domaniaux, doit être assigné en la personne ou au domicile du préfet du département où siège le tribunal devant lequel doit être portée la demande;

Attendu qu'aucune dérogation à ce principe n'existe en ce qui concerne les actions relatives aux demandes en restitution de successions appréhendées par l'Etat; que cela résulte de la jurisprudence de la Cour de cassation (20 juillet 1842 — 8 juin 1875, etc.); qu'au surplus, la loi du 6 décembre 1897 (art. 9) ne trouve pas ici son application...; qu'elle a pour objet, dit le rapporteur « de supprimer de l'instruction des affaires l'intervention de services qui ne se trouvent qu'indirectement intéressés à la solution, et dont la consultation ne laissait pas d'entamer de préjudiciables retards » et, par suite, donne simplement à l'administration des Domaines le pouvoir de statuer dans les affaires en revendication de succession, contrairement aux prescriptions de l'art. 7 d'un décret ministériel du 13 août 1832 qui voulait que le préfet statuât sur le rapport du directeur des domaines, sauf l'approbation du ministre des finances ;

Attendu que ce pouvoir de statuer par voie administrative est absolument différent de celui d'ester en justice; qu'il consiste seulement à prendre une décision amiable, au préliminaire à l'action devant le tribunal civil, que les prétendants droit sont toujours maîtres d'intenter, en cas de désaccord;

Sur le second moyen :

Attendu que la demande des consorts Guimbaud doit être portée suivant les règles ordinaires posées par l'art. 59 C. pr. civ. devant le tribunal du domicile du défendeur; qu'elle ne rentre dans aucun des cas d'exception prévus par ledit article, notamment en ce qui concerne la compétence attribuée au tribunal de l'ouverture de la succession; qu'elle est personnelle, car elle ne tend à faire valoir qu'un droit de créance;

Dit que l'exploit du 17 mai 1900 a été valablement délivré au domicile de M. le préfet de la Vienne, ayant seul qualité pour représenter l'Etat;

Se déclare compétent pour connaître de l'action des consorts Guimbaud;

Et condamne M. le préfet ès qualités, en tous les dépens de l'incident en nullité d'exploit et d'incompétence.

Note. — I. — Sur le premier point : Solution incontestable, en présence de l'énoncé limitatif du paragraphe 6 de l'art. 59 C. pr. civ. V. Garsonnet, Traité proc. civ., t. 1er, p. 512.

II. — Sur le second point : La question de savoir si l'Etat doit être représenté dans les actions domaniales par le préfet ou par le directeur général de l'Enregistrement, quand il y a contestation quant au fond du droit, s'est fréquemment posée en jurisprudence. La Cour de cassation et les cours d'appel ont toujours décidé que le préfet avait seul qualité pour représenter l'Etat dans ces diverses instances : Cass. 30 juin et 6 août 1828 (S. 28, p. 121 et 152); 20 juillet 1842 (S. 42.1.606); 8 juin 1875 (D. 75.1. 424); Paris 6 février 1875 (D. 75.2.100).

L'art. 9 de la loi du 6 décembre 1897 a-t-il apporté une dérogation à l'art. 69 C. pr. civ., relativement aux actions ayant pour objet la restitution d'une succession en deshérence appréhendée par l'Etat? Non, a répondu avec juste raison le Tribunal de Poitiers, car la loi de 1897 est une loi strictement administrative, ainsi que le prouvent son titre, ses textes et ses travaux préparatoires. Elle a eu notamment en vue, dans son art. 9, de supprimer une double intervention du ministre et du préfet, lorsque les droits des héritiers réclamant une succession en déshérence sont établis à un tel point qu'étant indiscutables, il y a lieu à une restitution amiable de la succession appréhendée par l'Etat. Dans ce cas, dit le rapporteur de la loi « les interventions du préfet et du ministre sont de pure forme et ne présentent aucune utilité au point de vue de la garantie et de la surveillance des droits de l'Etat. » A la suppression des autorisations préfectorale et ministérielle se borne l'art. 9 de la loi du 6 décembre 1897; et vouloir lui faire décider que dorénavant l'Etat sera représenté dans certaines actions par le directeur général de l'Enregistrement, c'est outrepasser d'une manière évidente l'esprit et les termes de cette disposition.

TRIBUNAL CIVIL DE CAMBRAI

22 novembre 1900.

Présidence de M. Moreau.

ENREGISTREMENT. — SOCIÉTÉ. — APPORTS INDIVIS. — PARTAGE. — DROIT DE MUTATION.

Lorsqu'un immeuble a été apporté indivisément par trois associés à une société qu'ils ont

formée entre eux et que, lors de la dissolution et du partage de cette société, l'immeuble a été intégralement attribué à l'un des associés, aucune mutation ne se réalise ; l'associé attributaire retire l'immeuble à titre de copartageant et non à titre d'acquéreur, et le droit proportionnel de partage est seul exigible.

Enregistrement c. consorts Ternynck.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'en demeurant conventionnellement dans l'indivision, quant aux immeubles héréditaires, les frères Ternynck n'ont fait qu'user d'un droit inscrit dans l'art. 815 C. civ.; qu'une pareille convention, valable pour cinq ans, peut être valablement renouvelée et continuée, même tacitement, pour une période plus longue; que la mise de ces immeubles indivis en société, à la date du 27 juillet 1887, n'a pu changer leur origine;

Attendu que les partages des biens meubles et immeubles entre copropriétaires indivis, à quelque titre que ce soit, sont soumis au droit fixe; qu'il suffit de justifier de la copropriété des immeubles partagés et qu'il importe peu que les biens aient une origine différente et proviennent, les uns d'une succession, les autres d'une société, ou encore qu'ils soient répartis inégalement ou même intégralement à un seul des copartageants, si aucune soulte n'a été stipulée;

Attendu que si, à la dissolution d'une société, l'attribution dans le partage de l'actif social d'un immeuble à un associé autre que celui qui en avait fait l'apport entraîne justement la perception du droit de mutation, ce résultat est dû à cette circonstance que cette attribution consacre définitivement une translation de propriété et rend désormais sans objet la fiction en vertu de laquelle chacun des associés, bien que son apport constituât, en réalité, une vente au profit et pour le compte de la société, était néanmoins censé avoir retenu, conditionnellement, jusqu'au partage, la propriété de cet apport;

Attendu qu'en vertu de cette fiction fiscale, la société ayant existé entre les frères Ternynck, du 27 juillet 1887 au 8 mai 1895, était, après sa dissolution, censée n'avoir jamais existé; que les immeubles héréditaires, apportés indivisément dans l'actif social, se retrouvaient, après comme avant la dissolution, dans l'indivision et étaient possédés par les trois mêmes personnes en qualité d'héritières légitimes, sans adjonction d'étrangers à la succession et, par suite, toutes les trois, après comme avant, saisies de plein droit des biens de leur frère (art.724 C. civ.), comme continuateurs de leur personne, par portions égales et par tête (art. 754 C. civ.), et, sans qu'il y ait eu, directement ou indirectement, aucune translation de propriété;

Attendu que si, d'après la nature même des choses et les règles du droit commun, le partage entre copropriétaires de biens dont les droits portent également sur chaque parcelle du fonds indivis constitue, en réalité, un échange et devrait être, à ce titre, attributif ou translatif de propriété, il n'en est pas moins acquis en doctrine et en jurisprudence que le partage est déclaratif; que ce principe admis par la Cour de cassation en matière de société, lorsqu'il n'y a pas d'acquêts sociaux, est général et doit s'appliquer en toute hypothèse, même lorsque la société a prospéré;

Attendu qu'il importe peu que le partage du 8 mai 1896 ait compris à la fois des biens héréditaires et des biens sociaux; que les frères Ternynck, auxquels aucun copartageant étranger n'est venu se joindre, étaient libres de réunir tous ces biens en une masse unique et que celui d'entre eux qui, sans soulte et sans fraude, a reçu dans sa part la totalité des immeubles héréditaires, ne saurait être considéré comme ayant acquis, pour les deux tiers de ses cohéritiers, les portions des immeubles excédant sa part indivise, soit un tiers; « qu'aucune loi ne porte que lorsque des cohéritiers ou copropriétaires procèdent ou font procéder au partage des biens de diverses origines, tous indivis entre eux, ils doivent, relativement à l'administration de l'Enregistrement, être considérés comme ayant fait ou fait faire autant de partages différents qu'il y a d'origines différentes de biens et, dès lors, payer le droit de soulte sur ce que chacun d'eux a de plus que les autres en biens de telle ou telle catégorie. » (Cass. 10 mars 1844); que cette théorie, admise par la Cour de cassation, même avant la loi du 18 mai 1856, art 5, en ce qui concerne les biens d'ascendants, doit continuer à recevoir son application en toutes matières, notamment lorsqu'un partage, opéré sans soulte, comprend, outre les biens d'une succession, d'autres biens indivis provenant d'une société existant entre les parties;

Attendu que la Régie, sans faire retour aux abus que la fiction de l'art. 883 C. civ. a eu pour but de faire cesser en matière fiscale, et sans même arguer d'une fraude contre laquelle proteste le long temps écoulé, huit ans, entre la mise en société des biens héréditaires et la dissolution de cette société, ne peut, en scindant arbitrairement les opérations d'un partage, exiger des copartageants, sur une masse partageable unique, le paiement d'autant de droits différents qu'il y a de biens d'origines différentes;

Par ces motifs,

Dit que l'administration de l'Enregistrement était sans droit et sans qualité pour percevoir, sur le partage du 8 mai 1896 intervenu entre les frères Ternynck, le droit de mutation sur les deux tiers de la valeur des biens héréditaires, soit la somme de 22,675 francs;

La condamne en outre aux dépens.

MM. CODRON juge rapp.; LICHY proc. de la Rép.

Note. — Nous avons publié (Gaz. Pal. 99.2.24) le jugement du Tribunal de Lille, du 8 mars 1897, et l'arrêt de la Cour de cassation, du 3 juillet 1899, qui a cassé ce jugement et renvoyé les parties devant le Tribunal de Cambrai. Ce tribunal adopte la doctrine des premiers juges; nous avons l'espoir que l'administration de l'Enregistrement portera l'affaire devant les Chambres réunies de la Cour de cassation et qu'un arrêt définitif tranchera enfin une question qui, depuis longtemps, divise les meilleurs auteurs (D. 1900.1.9 — S. 1900.1.149, Pand. franç. 1900.1.6); Rép. gén. du Not. 10922; Rev. Enreg. 2122).

LOIS ET DÉCRETS

Promulgués depuis le 7 Juin 1900.

Décret du 7 juin 1900

Modifiant le décret du 12 décembre 1899 en ce qui concerne le coût des bulletins du casier judiciaire pour l'hospitalisation des indigents dans les établissements d'assistance publique.

(V. *Journal officiel* 9 juin 1900.)

Décret du 24 juin 1900

Relatif au délai des ajournements devant les tribunaux de l'Algérie.

(V. *Journal officiel* 24 juin 1900.)

Loi du 26 juin 1900

Portant approbation de la convention signée à Mexico, le 10 avril 1899, entre la France et le Mexique, pour la protection réciproque de la propriété industrielle.

(V. *Journal officiel* 29 juin 1900.)

Rapport du 6 juillet 1900

Adressé au président de la République par le garde des sceaux, ministre de la justice, présentant le compte général de l'administration de la justice civile et commerciale pendant l'année 1897.

(V. *Journal officiel* 7 juillet 1900.)

Loi du 4 juillet 1900

Relative à la constitution des Sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles.

(V. *Journal officiel* 9 juillet 1900.)

Loi du 8 juillet 1900

Portant approbation de la convention sur la compétence judiciaire et sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques conclue, le 8 juillet 1899, entre la France et la Belgique.

(V. *Journal officiel* 11 juillet 1900.)

Décret du 8 juillet 1900

Portant promulgation de la convention d'extradition, signée à Paris, le 5 juillet 1897, entre la République française et la République de Libéria.

(V. *Journal officiel* 10 juillet 1900.)

Loi du 17 juillet 1900

Portant modification de la loi du 25 octobre 1888, relative à la création d'une section temporaire du contentieux au Conseil d'Etat.

(V. *Journal officiel* 19 juillet 1900.)

Décret du 14 juillet 1900

Portant désignation des tribunaux auxquels seront attachés des juges suppléants rétribués.

(V. *Journal officiel* 30 juillet 1900.)

Décret du 24 juillet 1900

Modifiant le décret du 29 janvier 1900 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit en Algérie.

Article premier. — Les articles 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12 et 14 du décret du 19 janvier 1900 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« *Art. 3.* — Le casier judiciaire central, institué au ministère de la justice, reçoit les bulletins n° 1 concernant les personnes nées à l'étranger et dans les colonies ou dont l'acte de naissance n'est pas retrouvé.

« Toutefois les bulletins n° 1 concernant les musulmans du Maroc, du Soudan et de la Tripolitaine sont centralisés au greffe de la Cour d'Alger.

Art. 4. — Le relevé intégral des bulletins n° 1 applicables à la même personne est porté sur un bulletin appelé bulletin n° 2.

» Il est délivré aux magistrats du Parquet et de l'instruction, au préfet de police, aux présidents des tribunaux de commerce, pour être joint aux procédures de faillites et de liquidations judiciaires, aux autorités militaires et maritimes pour les appelés des classes et de l'inscription maritime, ainsi que pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement, et aux sociétés de patronage reconnues d'utilité publique, ou spécialement autorisées à cet effet, pour les personnes assistées par elles.

« Il est aussi délivré aux juges de paix qui le réclameront pour le jugement d'une contestation en matière d'inscription sur les listes électorales.

« Il l'est également aux administrations publiques de l'Etat saisies de demandes d'emplois publics, de propositions relatives à des distinctions honorifiques ou de soumission pour des adjudications de travaux ou de marchés publics, ou en vue de poursuites disciplinaires ou de l'ouverture d'une école privée, conformément à la loi du 30 octobre 1886.

« Toutefois, la mention des décisions prononcées en vertu de l'article 66 du Code pénal n'est faite que sur les bulletins délivrés aux magistrats et au préfet de police.

« Les bulletins n° 2, réclamés par les administrations publiques de l'Etat pour l'exercice des droits politiques, ne comprennent que les décisions entraînant des incapacités prévues par les lois relatives à l'exercice des droits politiques.

« Lorsqu'il n'existe pas de bulletin n° 1 au casier judiciaire, le bulletin n° 2 porte la mention : néant.

« *Art. 5.* — En cas de condamnation, faillite, liquidation judiciaire ou destitution d'un officier ministériel prononcée contre un individu soumis à l'obligation du service militaire ou maritime, il en est donné connaissance aux autorités militaires ou maritimes par l'envoi d'un duplicata du bulletin n° 1.

« Un duplicata de chaque bulletin n° 1, constatant une décision entraînant la privation des droits électo-

raux, est adressé à l'autorité administrative du domicile de tout Français ou de tout étranger naturalisé.

« Cette autorité prend les mesures nécessaires en vue de la rectification de la liste électorale et renvoie, si le condamné est né en France, le duplicata à la sous-préfecture de son arrondissement d'origine.

Art. 7. — Ne sont pas inscrites au bulletin n° 3 :

« 1° Les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal;

« 2° Les condamnations effacées par la réhabilitation de l'article 4 de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines :

« 3° Les condamnations prononcées en pays étrangers pour des faits non prévus par les lois pénales françaises;

« 4°. . . . . .

« *Art. 8.* — Cessent d'être inscrites au bulletin n° 3 délivré au simple particulier :

« 1° Deux ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique à moins de six jours d'emprisonnement, ou à cette peine jointe à une amende ne dépassant pas 25 francs; deux ans après qu'elle sera devenue définitive, la condamnation unique à une amende ne dépassant pas 50 francs;

« 2° Cinq ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique à six mois ou moins de six mois d'emprisonnement ou à cette peine jointe à une amende; cinq ans après qu'elles seront devenues définitives, les condamnations supérieures à 50 francs;

« 3° Dix ans après l'expiration des peines corporelles, la condamnation unique à une peine de deux ans ou moins de deux ans, ou les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an, ou à des peines jointes à des amendes;

« Dans le cas de concours de condamnations à des peines corporelles et de condamnations à des peines pécuniaires, le délai courra du jour où les peines corporelles auront été subies et où les condamnations pécuniaires seront devenues définitives;

« 4° Quinze ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique supérieure à deux années d'emprisonnement, ou à cette peine jointe à une amende, le tout sans qu'il soit dérogé à l'article 4 de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

« Lorsqu'une amende aura été prononcée principalement ou accessoirement à une autre peine, l'inscription ne cessera qu'après qu'elle aura été acquittée ou prescrite, à moins que le demandeur ne justifie de son indigence dans la forme prescrite par l'article 420 du Code d'instruction criminelle.

« La remise totale ou partielle d'une peine par voie de grâce équivaudra à son exécution totale ou partielle.

« L'exécution de la contrainte par corps équivaudra au paiement de l'amende.

« En cas de prescription de la peine corporelle, les délais commenceront à courir du jour où elle sera acquise.

« La preuve de la non-exécution de la peine sera à la charge du procureur de la République.

« Art. 10. — Lorsqu'il se sera écoulé dix ans, dans le cas prévu par l'article 8, §§ 1er et 2, sans que le condamné ait subi de nouvelles condamnations à une peine autre que l'amende, la réhabilitation lui sera acquise de plein droit.

« Le délai sera de quinze ans dans les cas prévus par l'article 8 § 3, et de vingt ans dans le cas prévu par l'article 8 § 4.

« *Art. 11.* — Quiconque aura pris le nom d'un tiers dans des circonstances qui ont déterminé ou auraient pu déterminer l'inscription d'une condamnation de ce tiers, sera puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement, sans préjudice des poursuites à exercer pour le crime de faux, s'il y échet.

« Sera puni de la même peine celui qui, par de fausses déclarations relatives à l'état civil d'un inculpé, aura sciemment été la cause de l'inscription d'une condamnation sur le casier judiciaire d'un autre que cet inculpé.

« *Art. 12.* — Quiconque, en prenant un faux nom ou une fausse qualité, se fera délivrer le bulletin n° 3 d'un tiers sera puni de un mois à un an d'emprisonnement.

« L'article 463 du Code pénal sera, dans tous les cas, applicable.

« *Art. 14.* — Celui qui voudra faire rectifier une mention portée à son casier judiciaire présentera requête au président du tribunal ou de la cour qui aura rendu la décision.

« Si la décision a été rendue par une cour d'assises, la requête sera remise au premier président de la cour d'appel, qui saisira la chambre correctionnelle de la cour.

« Le président communiquera la requête au ministère public et commettra un magistrat pour faire le rapport;

« Le tribunal ou la cour pourra ordonner d'assigner la personne objet de la condamnation.

« Dans le cas où la requête est rejetée, le requérant est condamné aux frais.

« Si la requête est admise, les frais seront supportés par celui qui aura été la cause de l'inscription reconnue erronée, s'il a été appelé dans l'instance. Dans le cas contraire ou dans celui de son insolvabilité, ils seront supportés par le Trésor.

« Le ministère public aura le droit d'agir d'office dans la même forme en rectification de casier judiciaire.

« Mention de la décision rendue sera faite en marge du jugement ou de l'arrêt visé par la demande en rectification.

« Ces actes, jugements et arrêts seront visés pour timbre et enregistrés en débet. »

Art. 2. — Les dispositions suivantes sont ajoutées au décret du 29 janvier 1900 sous les articles 15 et 16;

« *Art. 15.* — En cas de contestation sur la réhabilitation de droit ou de difficultés soulevées par l'application des articles 7, 8 et 9 du présent décret ou par l'interprétation d'une loi d'amnistie dans les termes de l'article 2, § 2, l'intéressé pourra s'adresser au tribunal correctionnel du lieu de son domicile ou à celui du lieu de sa naissance, suivant les formes et la procédure prescrites par l'article précédent.

« *Art. 16.* — Les instances prévues par les articles 14 et 15 sont débattues et jugées en chambre du conseil, sur le rapport du magistrat commis, et le ministère public entendu.

« Les jugements ou arrêts sont susceptibles d'appel ou de pourvoi en cassation suivant les règles ordinaires du droit. »

(V. *Journal officiel* 29 juillet 1900.)

Loi du 10 juillet 1900

Sur le rachat des rentes domaniales en Algérie.

(V. *Journal officiel* 2 août 1900.)

Loi du 30 juillet 1900

Autorisant le président de la République à assurer par décret la protection des citoyens français établis dans certaines îles et terres de l'Océan Pacifique.

(V. *Journal officiel* 3 août 1900.)

Note du 1er août 1900

Relative à la mise en vigueur de la convention sur la compétence judiciaire conclue, entre le gouvernement français et le gouvernement belge, le 18 juillet 1899 et promulguée le 1er août 1900.

(V. *Journal officiel* 3 août 1900.)

Décret du 4 août 1900

Portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 26 octobre 1888 relative à la création d'une section temporaire du contentieux au Conseil d'Etat, et de la loi du 17 juillet 1900, autorisant la division de cette section en deux sous-sections.

(V. *Journal officiel* 5 août 1900.)

Loi du 27 juillet 1900.

Relative à la transformation en une taxe proportionnelle des droits perçus sur les formalités hypothécaires.

Art. 1er. — Sont affranchis du timbre :

1° Les registres de toute nature tenus dans les bureaux d'hypothèques;

2° Les bordereaux d'inscription;

3° Les pièces produites par les requérants pour obtenir l'accomplissement de formalités hypothécaires et qui restent déposées au bureau des hypothèques;

4° Les reconnaissances de dépôts remises aux requérants en exécution de l'article 2200 du Code civil, et les états, certificats, extraits et copies dressés par les conservateurs.

Les pièces visées au numéro 3 ci-dessus mentionneront expressément

qu'elles sont destinées à être déposées au bureau des hypothèques pour obtenir l'accomplissement d'une formalité hypothécaire qui devra être spécifiée. Elles ne pourront servir à aucune autre fin, sous peine de cent francs (100 fr.) d'amende, outre le paiement des droits, contre ceux qui en auront fait usage.

Sont supprimés les droits d'inscription et les droits fixes de transcription.

Art. 2. — En remplacement des impôts supprimés par l'article précédent, il est établi une taxe proportionnelle non sujette aux décimes, qui sera perçue d'avance, au moment de la réquisition de la formalité et liquidée;

1° Pour les transcriptions, sur le prix ou la valeur des immeubles ou des droits qui font l'objet de la transcription, suivant les règles applicables à la perception des droits d'enregistrement;

2° Pour les inscriptions, sur le capital de la créance inscrite.

Les inscriptions, faites d'office, conformément à l'article 2108 du Code civil, sont exemptes de la taxe; celle-ci devra être acquittée lors du renouvellement desdites inscriptions;

3° Pour les mentions des subrogations et radiations, sur la somme exprimée dans l'acte; à défaut de somme, la taxe est perçue sur la valeur du droit hypothécaire faisant l'objet de la formalité. En cas de réduction de l'hypothèque, la taxe est liquidée sur le montant de la dette ou sur la valeur de l'immeuble affranchi, si cette valeur est inférieure. Si plusieurs créanciers consentent des réductions sur le même immeuble, la perception ne pourra excéder le montant de la taxe calculée sur la valeur de l'immeuble.

La perception suivra les sommes et valeurs de 20 francs en 20 francs inclusivement et sans fraction.

Il ne pourra être perçu moins de vingt-cinq centimes (0 fr. 25) pour les formalités qui ne produiraient pas 0 fr. 25 de taxe proportionnelle,

Art. 3. — Le taux de la taxe établie par l'article précédent est fixé à dix centimes pour cent (0 fr. 10 0/0) pour les formalités désignées sous le numéro 3 dudit article, et à vingt-cinq centimes pour cent (0 fr. 25 0/0) pour toutes les autres formalités.

Toutefois, le taux de 0 fr. 25 0/0 est réduit de moitié pour la transcription des actes visés dans l'article 13 de la loi du 23 mars 1855 et des actes de donation contenant partage, faits entre vifs, conformément aux articles 1075 et 1076 du Code civil, ainsi que pour l'inscription des hypothèques prises en vertu d'actes d'ouverture de crédit non réalisé; le complément de la taxe de 0 fr. 25 0/0 deviendra exigible lors de la réalisation ultérieure du crédit.

Art. 4. — Si les sommes et valeurs ne sont pas déterminées dans les actes ou extraits donnant lieu à la formalité, les réquérants seront tenus d'y suppléer par une déclaration estimative, laquelle ne pourra être inférieure à celle fournie, le cas échéant, au bureau de l'enregistrement.

Art. 5. — Si, dans le délai de deux années à partir de la formalité, l'insuffisance ou la dissimulation des sommes ou valeurs ayant servi de base à la perception est établie conformément au mode de preuve admis en matière d'enregistrement, il sera perçu au bureau des hypothèques, indépendamment des droits simples supplémentaires, un droit en sus, lequel ne pourra être inférieur à cinquante francs (50 fr.).

Art. 6. — Sont applicables à la taxe établie par l'article 2 les dispositions des lois concernant les droits d'hypothèque qui n'ont rien de contraire à la présente loi.

Si la même mention de subrogation ou radiation est requise dans plusieurs bureaux, le droit sera acquitté ainsi qu'il est porté aux articles 22 et 26 de la loi du 21 ventôse an VII pour les inscriptions et les transcriptions.

(V. *Journal officiel* 7 août 1900.)

Décret du 30 juillet 1900

Portant promulgation de la convention sur la compétence judiciaire et sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, conclue à Paris, le 8 juillet 1899, entre la France et la Belgique.

TITRE PREMIER

DE LA COMPÉTENCE

Article premier, § 1er. — En matière civile et en matière commerciale les Français en Belgique et les Belges en France sont régis par les mêmes règles de compétence que les nationaux.

§ 2. — Toutefois, les Belges ne peuvent invoquer en France l'article 14 du Code civil pour traduire d'autres étrangers devant les tribunaux français que s'ils ont été autorisés par le gouvernement français à établir leur domicile en France, et tant qu'ils continuent d'y résider.

§ 3. — L'article 15 du Code civil cesse d'être applicable dans les rapports entre Français et Belges.

Art. 2. — Si le défendeur n'a ni domicile ni résidence en France ou en Belgique, le demandeur belge ou français peut saisir de la contestation le juge du lieu où l'obligation est née, a été ou doit être exécutée.

Les Belges conserveront en France les droits que leur confère, en matière commerciale, l'article 420 du Code de procédure civile, aussi longtemps que cette disposition restera en vigueur.

Art. 3, § 1er. — Lorsqu'un domicile attributif de juridiction a été élu dans l'un des pays pour l'exécution d'un acte, les juges du lieu du domicile élu sont seuls compétents pour connaître des contestations relatives à cet acte.

Si cependant le domicile n'a été élu qu'en faveur de l'une des parties contractantes, celle-ci conserve le droit de saisir tout autre juge compétent.

§ 2. — Tout industriel ou commerçant, toute Société civile ou commerciale de l'un des deux pays, qui établit une succursale dans l'autre, est réputé faire élection de domicile, pour le jugement de toutes les contestations concernant les opérations de la succursale, au lieu où celle-ci a son siège.

Art. 4, § 1er. — Les tribunaux de l'un des états contractants renvoient, si l'une des parties le demande, devant les tribunaux de l'autre pays les contestations dont il sont saisis, quand ces contestations y sont déjà pendantes ou quand elles sont connexes à d'autres contestations soumises à ces tribunaux. Ne peuvent être considérées comme connexes que les contestations qui procèdent de la même cause ou portent sur le même objet.

§ 2. — Le juge devant lequel la demande originaire est pendante connaît des demandes en garantie et des demandes reconventionnelles, à moins qu'il ne soit incompétent à raison de la matière.

Art. 5. — Le juge français ou belge, compétent pour statuer sur la demande en validité ou en mainlevée d'une saisie-arrêt, l'est également pour connaître de l'existence de la créance, à moins qu'il ne soit incompétent à raison de la matière, et sauf le cas de litispendance.

Art. 6. — Toutes les contestations relatives à la tutelle des mineurs ou des interdits sont portées devant le juge du lieu où la tutelle s'est ouverte.

Art. 7, § 1er. — Seront, dans chaque pays, portées devant le juge du lieu de l'ouverture de la succession, les actions en pétition d'hérédité, les actions en partage et toutes autres entre cohéritiers jusqu'au partage, les actions contre l'exécuteur testamentaire, les actions en nullité ou en rescision de partage et en garantie des lots, les actions des légataires et des créanciers contre les héritiers ou l'un d'eux.

§ 2. — La compétence relative à ces actions est limitée en Belgique suivant l'article 17 de la loi du 25 mars 1876.

Art. 8 § 1er. — Le tribunal du lieu du domicile d'un commerçant français ou belge, dans l'un ou l'autre des deux pays, est seul compétent pour déclarer la faillite de ce commerçant. Pour les sociétés commerciales françaises ou belges, ayant leur siège social dans l'un des deux pays, le tribunal compétent est celui de ce siège social.

Les commerçants des deux nations, dont le domicile n'est ni en France, ni en Belgique, peuvent être, néanmoins, déclarés en faillite dans l'un des deux pays s'ils y possèdent un établissement commercial. Dans ce cas, le tribunal compétent est celui du lieu de l'établissement.

§ 2. — Les effets de la faillite déclarée dans l'un des deux pays par le tribunal compétent, d'après les règles qui précèdent, s'étendent au territoire de l'autre. Le syndic ou curateur peut, en conséquence, prendre toutes mesures conservatoires ou d'administration et exercer toutes actions comme représentant du failli ou de la masse. Il ne peut, toutefois, procéder à des actes d'exécution qu'autant que le jugement en vertu duquel il agit a été revêtu de l'exéquatur, conformément aux règles édictées par le titre II ci-après. Le jugement d'homologation du concordat rendu dans l'un des deux pays aura autorité de chose jugée dans l'autre et y sera exécutoire d'après les dispositions du même titre II.

§ 3. — Lorsque la faillite déclarée dans l'un des deux pays comprend une succursale ou un établissement dans l'autre, les formalités de publicité exigées par la législation de ce dernier pays sont remplies, à la diligence du syndic ou du curateur, au lieu de cette succursale ou de cet établissement.

§ 4. — Les effets des sursis, concordats préventifs ou liquidations judiciaires, organisés par le tribunal du domicile du débiteur dans l'un des deux Etats, s'étendent, dans la mesure et sous les conditions ci-dessus spécifiées, au territoire de l'autre Etat.

Art. 9. — Les mesures provisoires ou conservatoires organisées par les législations française et belge peuvent, en cas d'urgence, être requises des autorités de chacun des deux pays, quel que soit le juge compétent pour connaître du fond.

Art. 10. — Pour tous les cas où la présente convention n'établit pas de règles de compétence commune, la compétence est réglée dans chaque pays par la législation qui lui est propre.

TITRE II

DE L'AUTORITÉ ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES, DES SENTENCES ARBITRALES ET DES ACTES AUTHENTIQUES.

Art. 11. — Les décisions des cours et tribunaux, rendues en matière civile ou en matière commerciale dans l'un des deux Etats, ont dans l'autre l'autorité de la chose jugée, si si elles réunissent les conditions suivantes :

1° Que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elle est invoquée;

2° Que, d'après la loi du pays où la décision a été rendue, elle soit passée en force de chose jugée;

3° Que, d'après la même loi, l'expédition qui en est produite réunisse les conditions nécessaires à son authenticité;

4° Que les parties aient été légalement citées, représentées ou déclarées défaillantes;

5° Que les règles de compétence rendues communes aux deux pays par la convention n'aient pas été méconnues;

Art. 12. — Les décisions des cours et tribunaux, rendues dans l'un des deux Etats, peuvent être mises à exécution dans l'autre état, tant sur les meubles que sur les immeubles, après y avoir été déclarées exécutoires. Les décisions belges rendues exécutoires en France n'y entraîneront pas hypothèque judiciaire.

L'exequatur est accordé par le tribunal civil du lieu où l'exécution doit être poursuivie. Il a effet dans toute l'étendue du territoire.

Le tribunal saisi de la demande d'exécution statue comme en matière sommaire et urgente. Son examen ne porte que sur les points énumérés dans l'article précédent.

Art. 13. — En accordant l'exequatur, le juge ordonne, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour que la décision étrangère reçoive la même publicité que si elle avait été prononcée dans le ressort où elle est rendue exécutoire.

Art. 14. — Le jugement qui statue sur la demande d'exequatur n'est pas susceptible d'opposition. Il peut toujours être attaqué par la voie de l'appel dans les quinze jours qui suivent la signification à partie. L'appel est jugé sommairement et sans procédure.

Art. 15. — Les sentences arbitrales rendues dans l'un des deux Etats ont dans l'autre l'autorité de la chose jugée et peuvent y être rendues exécutoires si elles satisfont aux conditions exigées par les nos 1, 2, 3 et 4 de l'article 11.

L'exequatur est accordé par le président du tribunal civil de l'arrondissement dans lequel l'exécution est poursuivie.

Art. 16. — Les actes authentiques, exécutoires dans l'un des deux pays, peuvent être déclarés exécutoires dans l'autre par le président du tribunal civil de l'arrondissement où l'exécution est demandée.

Ce magistrat vérifie si les actes réunissent les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public ou aux principes de droit public du pays où l'exequatur est requis.

Art. 17. — Les hypothèques consenties dans l'un des deux pays n'auront d'effet à l'égard des immeubles situés dans l'autre que lorsque les actes qui en contiennent la stipulation auront été rendus exécutoires par le président du tribunal civil de la situation des biens.

Ce magistrat vérifie si les actes et les procurations qui en sont le complément réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus.

Art. 18. — Dans les cas prévus par les articles 15, 16 et 17, la décision du président a effet dans toute l'étendue du territoire. Elle est susceptible d'appel.

La cour statue comme en matière d'appel de référé.

Art. 19. — La présente convention ne sera applicable qu'aux décisions rendues par les cours et tribunaux postérieurement au jour où elle sera devenue obligatoire dans les deux pays.

Elle ne déroge pas à la convention internationale conclue à la Haye, le 14 novembre 1896, et relative à la procédure civile.

Elle n'enlève aux Français aucun des droits que leur confère la loi belge du 25 mars 1876, tant qu'elle sera en vigueur.

Art. 20. — La présente convention est conclue pour cinq ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire encore une année et ainsi de suite, d'année en année, tant que l'une des parties ne l'aura pas dénoncée.

Art. 21. — La présente convention sera soumise à l'approbation des pouvoirs législatifs.

Les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra, et la convention entrera simultanément en vigueur dans les deux pays au jour fixé par les parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

(V. *Journal officiel* 7 août 1900.)

Décret du 20 septembre 1900

Portant promulgation de la convention signée à Mexico, le 10 avril 1899, entre la France et le Mexique pour la protection réciproque de la propriété industrielle.

(V. *Journal officiel* 4 octobre 1900.)

Décret du 11 octobre 1900

Rendant exécutoire en Algérie le décret du 15 août 1900 qui a modifié la loi de finances du 26 janvier 1892 en ce qui concerne la réforme des frais de justice.

(V. *Journal officiel* 18 octobre 1900.)

Décret du 13 novembre 1900

Complétant le règlement d'administration publique du 12 décembre 1899, sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit.

Art. 1er. — Les articles 1, 5, 6, 7, 9, 12 et 13 du décret du 12 décembre 1899 sont complétés ainsi qu'il suit :

Art. 1er. — Le service du casier judiciaire institué près de chaque tribunal de première instance est dirigé par le greffier du tribunal, sous la surveillance du procureur de la République et du procureur général.

Le service du casier judiciaire concernant les musulmans du Maroc, du Soudan et de la Tripolitaine, institué près de la Cour d'Alger, est dirigé par le greffier de la cour, sous la surveillance du procureur général.

Art. 5. — Les bulletins n° 1 constatant une décision disciplinaire d'une autorité administrative, qui entraîne ou édicte des incapacités, sont dressés soit au greffe de l'arrondissement d'origine de celui qui en est l'objet, soit au greffe de la Cour d'Alger, s'il s'agit de musulmans du Maroc, du Soudan ou de la Tripolitaine, soit au service du casier central, dès la réception de l'avis qui est donné dans le plus bref délai au procureur de la République, au procureur général d'Alger ou au ministre de la justice par l'autorité qui a prononcé la décision.

Les bulletins n° 1 constatant un arrêté d'expulsion sont dressés au service du casier central ou au greffe de la Cour d'Alger, sur la notification faite par le ministre de l'intérieur au

ministre de la justice ; si l'expulsé est né en France, le service du casier central transmet une copie du bulletin n° 1 au casier judiciaire du lieu d'origine.

Art. 6. — Les bulletins n° 1 et, dans le cas du dernier paragraphe de l'article précédent, les copies des bulletins n° 1 sont classés dans le casier judiciaire d'arrondissement, dans le casier de la Cour d'Alger ou dans le casier central, par ordre alphabétique, pour chaque personne, par ordre de date des arrêt, jugement, décision ou arrêté.

Art. 7. — Le greffier du lieu d'origine, le greffier de la Cour d'Alger ou l'agent chargé du service du casier central inscrit sur les bulletins n° 1 les mentions prescrites par l'article 2 de la loi du 5 août 1899, dès qu'il est avisé.

L'avis est adressé au procureur de la République, au procureur général d'Alger ou au ministre de la justice dans le plus bref délai et sur des fiches individuelles :

. . . . . .

Art. 9. — Le bulletin n° 2 est réclamé au greffe du tribunal de l'arrondissement d'origine, au greffe de la Cour d'Alger ou au service du casier central par lettre ou par télégramme indiquant l'état civil de la personne dont le bulletin est demandé et précisant le motif de la demande,

Art. 12. — Les droits alloués au greffier pour la rédaction des différents bulletins du casier judiciaire sont fixés ainsi qu'il suit :

Bulletin n° 1, 40 centimes;

Duplicata, 15 centimes;

Bulletin n° 2 réclamé par les magistrats du parquet et de l'instruction, par les juges de paix, par les autorités militaires ou maritimes, pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement volontaire, par les administrations publiques de l'Etat, par le préfet de police, par les présidents des tribunaux de commerce, par les sociétés de patronage reconnues d'utilité publique ou spécialement autorisées à cet effet, 25 centimes;

Bulletin n° 2 réclamé pour l'exercice des droits politiques :

. . . . . .

Art. 13. — Les bulletins n° 1, les duplicata des bulletins n° 1, ainsi que les bulletins n° 2 délivrés aux magistrats du parquet et de l'instruction, aux juges de paix et aux présidents des tribunaux de commerce sont payés sur les crédits affectés aux frais de justice criminelle. Le prix de ces bulletins est compris, s'il y a lieu, parmi les frais de justice à recouvrer sur les condamnés ou dans les frais de faillite et de liquidation judiciaire.

Les bulletins n° 1 et les duplicata des bulletins n° 1, redigés par les greffiers des juridictions militaires ou maritimes, sont payés sur ordonnance émise par le garde des sceaux, après envoi d'un état récapitulatif adressé au département de la justice et certifié par le ministre de la guerre ou de la marine.

Les bulletins n° 2 que réclament les administrations publiques de l'Etat, les autorités militaires ou maritimes, le préfet de police et les sociétés de patronage, sont payés par ces administrations, autorités ou sociétés.

Toute demande de bulletin n° 2, formée par une société de patronage, doit être accompagnée du montant des droits alloués au greffier.

La demande du bulletin n° 3 est accompagnée du montant des droits dûs au greffier, en vertu de l'article 12 ci-dessus, ainsi que du droit d'enregistrement.

(V. *Journal officiel* 15 novembre 1900.)

Décret du 28 novembre 1900

Instituant un compte rendu sommaire des audiences des cours d'appel et des tribunaux de première instance.

Art. 1er. — A compter du 1er janvier 1901, les greffiers des cours et tribunaux tiendront un registre mentionnant, pour chaque audience, l'indication sommaire des arrêts ou jugements rendus, avec les noms des magistrats y ayant participé.

Si aucun arrêt ou jugement n'a été prononcé au cours de l'audience, le greffier mentionnera sur le registre la durée de l'audience, l'indication sommaire des affaires plaidées et les noms des magistrats présents.

Art. 2. — Le registre tenu en vertu du présent décret constituera un document authentique comme la feuille d'audience elle-même, il sera visé tous les jours par le président de l'audience et par le magistrat du ministère public y ayant assisté.

Art. 3. — Un extrait littéral, certifié conforme par le greffier, sera transmis par lui chaque mois au parquet, en même temps que le relevé du registre des pointes auquel il servira de contrôle.

(V. *Journal officiel* 30 novembre 1900.)

Décret du 30 novembre 1900

Relatif aux menues dépenses des cours et tribunaux.

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1901, les crédits inscrits au budget du ministère de la justice (service de la justice) :

1° Pour les frais de personnel et de matériel du greffe de la Cour de cassation;

2° Pour les menues dépenses de ladite cour;

3° Pour les frais de secrétariat du Parquet de la Cour d'appel de Paris et du Tribunal de la Seine et ceux inscrits au budget du ministère de l'intérieur pour le service du matériel des cours d'appel (menues dépenses et frais de parquet) cesseront d'être accordés à titre de fonds d'abonnement et seront, en conséquence, soumis aux règles ordinaires de comptabilité, spécialement en ce qui touche le compte de leur emploi.

Art. 2. — Les menues dépenses des cours et tribunaux comprennent le traitement de secrétaires, s'il y a lieu, le salaire des concierges et garçons de salle, l'achat de linge, le chauffage, l'éclairage, le nettoyage, le blanchissage l'entretien des appareils de chauffage, d'éclairage et de nettoyage, les frais d'impression de règlement d'ordre et de discipline, les frais d'abonnement au *Journal officiel* et aux journaux de droit, aux recueils périodiques de jurisprudence et au *Bulletin* du ministère de la justice, l'acquisition d'ouvrages de droit et de jurisprudence, les frais de reliure, ceux occasionnés par les solennités publiques, l'achat des fournitures de bureau, registres, papiers plumes, encre, cire et de tous les autres menus objets nécessaires au service de la cour ou du tribunal, ainsi que du parquet.

En outre, les dépenses qui sont relatives non seulement au chauffage et à l'éclairage, mais encore à la fourniture et à l'entretien du mobilier des locaux à usage des greffes, sont à la charge des greffiers.

Art. 3. — Sont abrogés : l'article 22 du décret du 30 janvier 1811, les articles 4 et 6 du décret du 27 messidor an XII, l'ordonnance du 27 janvier 1815, l'article 2 du décret du 28 janvier 1883 et, d'une manière générale, toutes les dispositions réglementaires contraires au présent décret.

(V. *Journal officiel* 1er décembre 1900.)

Convention de la Haye

Pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux, signée le 29 juillet 1899, et promulguée le 1er décembre 1900.

(V. *Journal officiel* 1er décembre 1900.)

Loi du 1er décembre 1900

Ayant pour objet de permettre aux femmes munies des diplômes de licencié en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession.

Article unique. — A partir de la promulgation de la présente loi, les femmes, munies des diplômes de licencié en droit seront admises à prêter le serment prescrit par l'article 31 de la loi du 22 ventôse an XII à ceux qui veulent être reçus avocats et à exercer la profession d'avocat sous les conditions de stage, de discipline et sous les obligations réglées par les textes en vigueur.

Les articles 30 de la loi de ventôse an XII et 35 § 3, du décret du 14 décembre 1810, les articles 84, 118, 468 du Code de procédure civile ne sont pas applicables aux femmes qui bénéficieront de la présente loi.

(V. *Journal officiel* 4 décembre 1900.)

Arrêté du 4 décembre 1900

Instituant une commission chargée d'examiner les modifications à apporter aux tarifs des frais et dépens en matière civile, et nommant les membres de cette commission.

(V. *Journal officiel* 5 décembre 1900.)

Décret du 3 décembre 1900

Portant approbation et publication de la déclaration signée à Paris, le 16 novembre 1900, entre la France et la Belgique, concernant la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale.

(V. *Journal officiel* 5 décembre 1900.)

Loi du 14 décembre 1900

Ayant pour objet d'exempter du timbre les rôles de licences municipales.

Article unique. — Sont dispensés du timbre les rôles émis pour le recouvrement des licences municipales dont l'établissement est autorisé par l'article 5 § 2 de la loi du 29 décembre 1897, en addition au droit de licence perçu pour le compte du Trésor.

(V. *Journal officiel* 16 décembre 1900.)
